

LE SOCIALISME

Le 8 janvier 2024

Si je continue ces causeries, c'est uniquement pour me faire plaisir ou parce que je ne peux pas rester sans rien faire. Il faut que je participe à la lutte de classe d'une manière ou d'une autre, à mon âge de mon trou en Inde je n'ai guère le choix des moyens.

Je me fous de ce que pense les lecteurs, car du moment qu'ils sont anonymes ou ils ne se font pas connaître avec un pseudonyme, ils n'existent pas ou plus vraiment dans tous les sens du terme.

Et puis on a l'impression d'avoir déjà tout dit, d'avoir abordé tous les sujets sous tous les angles possibles ou imaginables. On a abordé toutes les analyses ou théories ayant cours sans a priori. J'ai intégré un tas de facteurs de notre époque dans mon analyse de la situation et dans ma conception de la lutte de classe pour ne pas être tenté de me comporter comme un vulgaire dogmatique ou sectaire à l'esprit étroit et borné. J'ai dû étudier sérieusement un tas de sujets sur lesquels j'ignorais tout ou presque, à cette occasion j'ai fait des découvertes formidables.

J'ai toujours à l'esprit que ce qui parvient à notre connaissance ou ce dont on prend conscience au cours d'une vie, est finalement insignifiant et évolue sans cesse, sans quoi on se fossilise ou on se leurre sur ce qu'on croit savoir, pire, on méprise ceux qui demeurent profondément ignorants, c'est-à-dire, l'immense majorité des hommes toutes classes confondues.

On peut avoir acquis une conscience de classe et se retrouver totalement isolé. On se demande quoi en faire sans trouver de réponse, c'est très frustrant, mais il faut faire avec en attendant des jours meilleurs. De la même manière, on observe l'emprise grandissante de l'opportunisme sur l'ensemble du mouvement ouvrier, sa droitisation constante qu'il tente de masquer maladroitement en adoptant des positions communautaristes ou identitaires initiées par un tas d'officines au service des maîtres de Davos ou Bilderberg.

Vaut mieux encore continuer de lutter sur la base de nos principes ou de nos positions de classe quitte à être marginalisé, plutôt que les imiter et sombrer avec eux et le régime ultra réactionnaire ou fascisant qu'ils soutiennent. Si une organisation ou un parti adoptait cette attitude, je le soutiendrais, encore faudrait-il que ses dirigeants nous fournissent de solides garanties qu'ils ne trahiraient pas leurs engagements à la première occasion, selon mes critères qui peuvent être discutables, pourquoi pas, je n'ai jamais été fermé à la discussion fraternelle, c'est-à-dire, à condition que chacun veuille bien examiner sérieusement et loyalement les arguments des autres parties, ce qui à ma connaissance dans l'état actuel des choses relèvent encore de l'imaginaire.

On peut le regretter profondément, cela n'engage à rien, soyons honnête. On peut se dire aussi qu'on est peut-être trop rigide ou exigeant, qu'on demande l'impossible, que j'en porte également la responsabilité. Je serais prêt à l'admettre, si cela pouvait faire avancer les

choses, encore faudrait-il que cela repose sur des arguments solides, et que cela ne relève pas du procès d'intention ou d'accusations gratuites.

J'ai souvent eu l'occasion de constater lors d'une discussion, qu'après avoir manifesté des désaccords deux parties parvenaient à adopter la position de l'une d'entre elle sans trop savoir pourquoi, sinon chacun restait sur sa position sans davantage pouvoir expliquer pourquoi !

Quand on adopte une position ou lorsqu'on tire les conclusions d'une analyse, vaut mieux savoir de quoi on parle, ce qui n'est pas le cas en règle générale, on se contente de formules toutes faites ou on répète comme un perroquet ce qu'on a lu ou entendu quelque part, n'importe qui pour le travailleur lambda, un dirigeant de son parti ou de son courant politique pour un militant, peu importe ici qui a raison ou tort, c'est la méthode d'acquisition des connaissances ou le moyen par laquelle on s'est forgé une conviction qui pose problème dans les deux cas évoqués.

Personnellement ils ne me satisfont pas et je ne peux pas m'en contenter, parce que je serais incapable de défendre une position ou d'expliquer pourquoi je suis arrivé à telle ou telle conclusion. Tout dépend de nos intentions ou de notre motivation. Si c'est uniquement pour lancer des mots d'ordre en l'air, on peut se contenter de peu ou n'importe quoi fera l'affaire, bien qu'on puisse tout de même combattre contre son camp, non mais il faut en avoir conscience.

Par exemple. Sans avancer l'exigence du démantèlement d'Israël ou l'abolition de la résolution 181 de l'ONU à l'origine de la partition de la Palestine, les mots d'ordre les plus généreux ne valent rien. Cette guerre, qui concerne l'ensemble des peuples du Moyen-Orient, n'a pas commencé le 7 octobre 2023, ni en 1973, ni en 1967, ni en 1947 ou en 1948, elle remonte quelques années avant et après les années 20, au-delà, vers les années 1870, chaque fois on retrouve les mêmes protagonistes avec en toile de fond les colonisateurs sionistes fortunés et les anglo-saxons, le Raj britannique était la première puissance mondiale à l'époque de l'impérialisme stade suprême du capitalisme.

On vient de voir qu'en à peine huit lignes, qu'on peut exprimer oralement en moins d'une minute, il est possible d'appréhender la question palestinienne dans une perspective historique, qui permet de déterminer la véritable nature et le véritable enjeu de cette guerre déclenchée par les Etats-Unis par l'intermédiaire de son agence sioniste au Moyen-Orient.

Du coup, on dispose d'arguments qui nous fournissent un tout autre éclairage sur la situation, que celui donné complaisamment par les autorités ou les médias mainstream ou sociaux qui s'emploient à faire démarrer ce conflit le 7 octobre 2023, à le réduire à un affrontement entre Israël et le Hamas, à renvoyer dos-à-dos Israël et Palestiniens comme s'ils en partageaient la responsabilité, alors qu'en réalité elle revient entièrement aux colonisateurs anglo-saxons, les Etats-Unis ayant pris la place qu'occupait autrefois l'empire britannique.

Cela pour dire, qu'il faut être particulièrement de mauvaise foi ou idiot pour refuser de convenir, qu'en s'en tenant strictement aux faits au cours d'une discussion, deux parties peuvent parvenir à la compréhension de n'importe quelle question et la partager, on peut parvenir à bout de n'importe quel désaccord politique, à condition d'en avoir la volonté ou d'être réellement motivés par la même cause collective et pas autres choses.

C'est la méthode que j'ai adoptée pour progresser et demeurer indépendant, fidèle au marxisme et au socialisme, tout du moins je l'espère ! J'ai cessé de vouloir enseigner quoi que ce soit à qui que ce soit, je le répète, je me contrefous de ce pensent mes lecteurs, j'ai juste besoin de voir où j'en suis et de vérifier si je suis digne de mon idéal, je ne suis pas comptable du reste dans ma situation.

Par ailleurs, je suis tributaire de mon âge et de mon état de santé, les yeux qui fatiguent et les poumons en sales états, ce qui justifie que je n'actualiserai plus le blog régulièrement. J'ai envie de dire, que je l'actualiserai quand j'en aurai envie ou quand j'aurai quelque chose de spécial à raconter.

Etre saturé d'infos ne sert à rien non plus, si on n'est pas capable d'enregistrer l'essentiel et de le conserver à l'esprit. La plupart des gens ne savent pas lire, manquent totalement de logique et de discernement. C'est perdre son temps d'essayer de leur faire comprendre quelque chose, quand on a un statut social aussi misérable que le mien.

Les trois dernières années qui viennent de s'écouler, ont permis de vérifier la pertinence du regard que je portais sur les masses et la société, embourgeoisées et toujours aussi ignorantes, conditionnées dans des proportions terrifiantes, idem pour le mouvement ouvrier. Si la situation politique internationale se radicalisait violemment dans les mois à venir, comme elle semble prendre le chemin, il faudrait que les masses en subissent de violentes conséquences, pour espérer que l'avant-garde du mouvement ouvrier se reconstruise sur des bases saines, qu'elle se rassemble enfin, c'est tout le mal qu'on peut se souhaiter en ce début d'année.

L'éditorial de la Tribune des travailleurs (Parti des travailleurs)

Par Daniel Gluckstein 28 décembre 2023

Dans les limites d'une opposition verbale...

C'était en avril dernier. Méprisant les millions de grévistes et de manifestants mobilisés depuis de longs mois contre sa réforme des retraites, Macron venait de la faire « adopter » par un 49-3 à l'Assemblée nationale. Alors que les travailleurs et les jeunes continuaient à défiler au cri de « *Macron, démission !* », les dirigeants des partis de la Nupes, eux, se tournèrent vers le président pour le supplier solennellement de ne pas promulguer sa loi. Ce qu'il fit pourtant dès que le Conseil constitutionnel lui en eut donné le feu vert.

On a revécu la même scène la semaine dernière. Allié à l'extrême droite et à la droite, Macron fait passer sa loi raciste, utilisant pour cela les artifices les plus antidémocratiques de la Ve République. Que font les dirigeants de l'ex-Nupes ? Ils écrivent à Macron : « *S'il vous plaît, ne promulgez pas.* »

Entre ces deux événements, il y a eu, en septembre, ce dîner auquel participèrent les dirigeants de tous les partis de « gauche », de droite et d'extrême droite, douze heures durant, autour de Macron. Et d'autres épisodes encore...

Comme la moule à son rocher, la « *gauche* » semble ne pouvoir se décrocher de Macron. Lequel s'en félicite bruyamment. Certes, les partis de « *gauche* » expriment souvent leur désaccord avec la politique présidentielle. Mais ils sont vigilants à rester dans les limites d'une opposition verbale sans conséquence pratique. Pour eux, Macron doit pouvoir continuer son œuvre, au nom du sacro-saint respect dû au président de la Ve République. Ce sont les mêmes d'ailleurs, et pour les mêmes raisons, qui en appellent au sacro-saint respect de l'ONU et de ses résolutions, y compris celle de 1947 qui a imposé la partition de la Palestine, partition à la source du massacre en cours.

N'en déplaise à ces dirigeants, la fonction de président de la République n'a rien de sacré. Elle consiste à assurer la domination capitaliste (c'est le cas aussi pour l'ONU à l'échelle internationale). La Ve République n'est elle-même que l'instrument de la domination de la classe capitaliste, du droit absolu qu'elle s'arroge d'exploiter les travailleurs, de piller les ressources de la nation pour la guerre et pour les spéculateurs, et de déchaîner son appareil répressif quand elle le juge utile. C'est parce qu'ils refusent de rompre avec ces institutions – et les rapports de classe qu'elles protègent – que les dirigeants des partis de « *gauche* » se placent eux-mêmes dans ce rapport de sujétion à Macron, au mépris de ce qu'attendent d'eux nombre de travailleurs et leurs propres militants. Qu'on ne vienne pas, après cela, se plaindre de l'abstention...

Un parti ne craint pas d'appeler les travailleurs à ouvrir la voie de la rupture par leur propre mobilisation. Un parti appelle à rejeter aussi bien le prétendu droit international de l'ONU, contraire au droit des peuples, que les institutions de la Ve République, contraires à la démocratie. Un parti appelle à rassembler les forces dans la lutte de classe pour briser la politique anti-ouvrière, antisociale, antidémocratique du gouvernement Macron. Son nom ? Parti des travailleurs.

J-C - On peut signer ou partager cet éditorial qui remet les uns et les autres à leurs places.

Pourquoi les « *antifas* » ne vous diront jamais. Parce qu'ils sont aussi farouchement anticommunistes.

Les États-Unis n'ont pas vaincu le fascisme pendant la Seconde Guerre mondiale, ils l'ont discrètement internationalisé.

J-C - La question que je me suis posé : Outre le fait que cela n'a jamais figuré dans un manuel scolaire, je me demande pourquoi lors de la formation politique que j'ai suivie avant de rejoindre une organisation qui se réclamait du marxisme et du communisme, du trotskysme, on ne m'a jamais enseigné cette épisode qui en disait plus que de long discours sur la nature des régimes politiques en place en France et plus largement en Occident.

Pourquoi nous a-t-on fait croire que nous vivions sous un régime un jour caractérisé d'antidémocratique, et un autre jour de démocratique, alors qu'il était l'émanation de la barbarie nazie ou fasciste, soit que les principaux acteurs politiques au pouvoir en soient issus, soit qu'ils l'aient passé sous silence quand ils figuraient dans l'opposition parlementaire ou institutionnelle, pour épargner à tout prix le régime en place et ignorer les véritables intentions

des principaux personnages qui allaient jouer un rôle politique déterminant dans l'orientation de la société au cours des années ou des décennies à venir, jusqu'à nos jours.

Extraits.

- L'un des mythes fondateurs du monde contemporain d'Europe occidentale et d'Amérique est que le fascisme a été vaincu pendant la Seconde Guerre mondiale par les démocraties libérales, et en particulier par les États-Unis.

- Bien que cela ressemble probablement à une hyperbole pour ceux dont la compréhension de l'histoire a été formatée par la science sociale bourgeoise, qui se concentre presque exclusivement sur le gouvernement visible et la couverture libérale susmentionnée, l'histoire du gouvernement invisible de l'appareil de sécurité nationale suggère que le fascisme, loin d'être vaincu lors de la Seconde Guerre mondiale, a été internationalisé avec succès.

- Lorsque les États-Unis sont entrés dans la Seconde Guerre mondiale, le futur chef de la CIA, Allen Dulles, a déploré que son pays combattait le mauvais ennemi. Les nazis, comme il l'a expliqué, étaient des chrétiens aryens pro-capitalistes, alors que le véritable ennemi était le communisme athée et son anticapitalisme résolu.

- Vers la fin de la Seconde Guerre mondiale, le général Karl Wolff, ancien bras droit de Himmler, est allé voir Allen Dulles à Zurich, où il travaillait pour l'Office of Strategic Services, l'organisation prédécesseur de la CIA. Wolff savait que la guerre était perdue et il voulait éviter d'être traduit en justice. Dulles, pour sa part, voulait que les nazis en Italie sous le commandement de Wolff déposent les armes contre les alliés et aident les Américains dans leur lutte contre le communisme. Wolff, qui était l'officier SS le plus haut gradé à avoir survécu à la guerre, offrit à Dulles la promesse de développer, avec son équipe nazie, un réseau de renseignement contre Staline. Il a été convenu que le général qui avait joué un rôle central dans la supervision de la machine génocidaire nazie, et qui a exprimé sa « *joie particulière* » lorsqu'il a obtenu des trains de marchandises pour envoyer 5 000 Juifs par jour à Treblinka, serait protégé par le futur directeur de la CIA, qui l'a aidé à éviter les procès de Nuremberg.

Wolff était très loin d'être le seul haut responsable nazi protégé et réhabilité par l'OSS-CIA. Le cas de Reinhard Gehlen est particulièrement révélateur. Ce général du IIIe Reich avait été responsable de Fremde Heere Ost, le service de renseignement nazi dirigé contre les Soviétiques. Après la guerre, il a été recruté par l'OSS-CIA et a rencontré tous les principaux architectes de l'État de sécurité nationale d'après-guerre : Allen Dulles, William Donovan, Frank Wisner, le président Truman. Il a ensuite été nommé à la tête du premier service de renseignement allemand après la guerre, et il a commencé à employer un grand nombre de ses collaborateurs nazis. L'organisation Gehlen, comme on l'appelait, allait devenir le noyau des services de renseignement allemands. On ne sait pas combien de criminels de guerre ce nazi décoré a engagé, mais Eric Lichtblau estime que quelque quatre mille agents nazis ont été intégrés dans le réseau supervisé par l'agence d'espionnage américaine. Avec un financement annuel d'un demi-million de dollars de la CIA dans les premières années de l'après-guerre, Gehlen et ses hommes forts ont pu agir en toute impunité. Yvonnick Denoël explique ce revirement avec une clarté remarquable : « *Il est difficile de comprendre que, dès 1945, l'armée et les services de renseignement américains aient recruté sans état d'âme d'anciens criminels nazis. L'équation était pourtant très simple à l'époque : les États-Unis venaient de*

vaincre les nazis avec l'aide des Soviétiques. Ils prévoyaient désormais de vaincre les Soviétiques avec l'aide d'anciens nazis ».

La situation était similaire en Italie parce que l'accord de Dulles avec Wolff faisait partie d'une entreprise plus vaste, appelée Opération Sunrise, qui a mobilisé les nazis et les fascistes pour mettre fin à la Seconde Guerre mondiale en Italie (et commencer la Troisième Guerre mondiale à travers le monde). Dulles a travaillé main dans la main avec le futur chef du contre-espionnage de l'Agence, James Angleton, qui était alors stationné par l'OSS en Italie. Ces deux hommes, qui deviendront deux des acteurs politiques les plus puissants du XXe siècle, ont montré de quoi ils étaient capables dans cette étroite collaboration entre les services de renseignement américains, les nazis et les fascistes. Angleton, de son côté, a recruté des fascistes pour mettre fin à la guerre en Italie afin de minimiser le pouvoir des communistes. Valerio Borghèse était l'un de ses principaux contacts parce que ce fasciste pur et dur du régime de Mussolini était prêt à servir les Américains dans la lutte anti communiste, et il est devenu l'une des figures de proue internationales du fascisme d'après-guerre. Angleton l'avait directement sauvé des mains des communistes, et l'homme connu sous le nom de Prince noir a eu l'occasion de poursuivre la guerre contre la gauche radicale sous un nouveau patron : la CIA.

Une fois la guerre terminée, de hauts responsables du renseignement américain, dont Dulles, Wisner et Carmel Offie, « ont œuvré pour que la dénazification n'ait qu'une portée limitée », selon Frédéric Charpier : « *Des généraux, des hauts fonctionnaires, des policiers, des industriels, des avocats, des économistes, des diplomates, des universitaires et de véritables criminels de guerre ont été épargnés et remis à leur poste.* » L'homme en charge du plan Marshall en Allemagne, par exemple, était un ancien conseiller de Hermann Göring, le commandant en chef de la Luftwaffe (armée de l'air). Dulles a rédigé une liste de hauts fonctionnaires de l'État nazi à protéger et à faire passer pour des opposants à Hitler. L'OSS-CIA a procédé à la reconstruction des États administratifs en Allemagne et en Italie avec leurs alliés anticommunistes.

Eric Lichtblau estime que plus de 10 000 nazis ont pu immigrer aux États-Unis dans la période d'après-guerre (au moins 700 membres officiels du parti nazi avaient été autorisés à entrer aux États-Unis dans les années 1930, alors que les réfugiés juifs étaient refoulés). En plus de quelques centaines d'espions allemands et de milliers de SS, l'opération Paperclip, qui a commencé en mai 1945, a amené au moins 1 600 scientifiques nazis aux États-Unis avec leurs familles. Cette entreprise visait à récupérer les grands esprits de la machine de guerre nazie et à mettre leurs recherches sur les fusées, l'aviation, les armes biologiques et chimiques, etc., au service de l'empire américain. La Joint Intelligence Objectives Agency a été créée spécifiquement pour recruter des nazis et leur trouver des postes dans les centres de recherche, le gouvernement, l'armée, les services de renseignement ou les universités (au moins 14 universités y ont participé, dont Cornell, Yale et le MIT).

Bien que le programme ait officiellement exclu les nazis ardents, du moins au début, il a en fait permis l'immigration de chimistes d'IG Farben (qui avait fourni les gaz mortels utilisés dans les exterminations de masse), de scientifiques qui avaient utilisé des esclaves dans les camps de concentration pour fabriquer des armes, et de médecins qui avaient participé à des expériences hideuses sur les Juifs, Roms, communistes, homosexuels et autres prisonniers de guerre. Ces scientifiques, qui ont été décrits par un fonctionnaire du département d'État opposé à Paperclip comme « *les anges de la mort d'Hitler* », ont été accueillis à bras ouverts

dans le pays de la liberté. Ils ont reçu un logement confortable, un laboratoire avec des assistants et la promesse d'une citoyenneté si leur travail portait ses fruits. Ils ont ensuite mené des recherches qui ont été utilisées dans la fabrication de missiles balistiques, de bombes à sous-munitions au gaz sarin et dans la militarisation de la peste bubonique.

La CIA a également collaboré avec le MI6 pour mettre en place des armées secrètes anticommunistes dans tous les pays d'Europe occidentale. Sous prétexte d'une invasion potentielle par l'Armée rouge, l'idée était de former et d'équiper des réseaux de soldats illégaux qui resteraient derrière les lignes ennemies si les Russes se déplaçaient vers l'ouest. Ils seraient ainsi activés dans le territoire nouvellement occupé et chargés de missions d'exfiltration, d'espionnage, de sabotage, de propagande, de subversion et de combat. Les deux agences ont travaillé avec l'OTAN et les services de renseignement de nombreux pays d'Europe occidentale pour construire cette vaste organisation sub-rosa, établir de nombreuses caches d'armes et de munitions et équiper leurs soldats de l'ombre de tout ce dont ils avaient besoin. Pour ce faire, ils ont recruté des nazis, des fascistes, des collaborationnistes et d'autres membres anticommunistes de l'extrême droite. Les chiffres varient selon les pays, mais ils sont estimés entre quelques dizaines et plusieurs centaines, voire quelques milliers, par pays. Selon un reportage de l'émission de télévision *Retour aux sources*, il y avait 50 unités de réseau stay-behind en Norvège, 150 en Allemagne, plus de 600 en Italie et 3 000 en France.

Ces militants entraînés seront plus tard mobilisés pour commettre ou coordonner des attaques terroristes contre la population civile, qui seront ensuite imputées aux communistes afin de justifier la répression de la « *loi et de l'ordre* ». Selon les chiffres officiels en Italie, où cette stratégie de tension était particulièrement intense, il y a eu 14 591 actes de violence à caractère politique entre 1969 et 1987, qui ont fait 491 morts et 1 181 blessés. Vincenzo Vinciguerra, membre du groupe d'extrême droite Ordine Nuovo et auteur de l'attentat à la bombe près de Peteano en 1972, a expliqué que l'Avanguardia Nazionale fasciste, comme l'Ordine Nuovo, était mobilisée dans la bataille dans le cadre d'une stratégie anticommuniste provenant non pas d'organisations déviantes des institutions du pouvoir, mais de l'État lui-même et plus particulièrement dans le cadre des relations de l'État au sein de l'Alliance atlantique ». En 2000, une commission parlementaire italienne qui a mené une enquête sur les armées stay-behind en Italie est parvenue à la conclusion suivante : « *Ces massacres, ces bombes, ces actions militaires ont été organisés, promus ou soutenus par des hommes au sein des institutions de l'État italien et, comme on l'a découvert plus récemment, par des hommes liés aux structures du renseignement des États-Unis.* »

L'État de sécurité nationale des États-Unis a également été impliqué dans la supervision des lignes de rats qui ont exfiltré les fascistes d'Europe et leur ont permis de se réinstaller dans des refuges sûrs à travers le monde, en échange de faire son sale boulot. Le cas de Klaus Barbie n'est qu'un cas parmi des milliers, mais il en dit long sur le fonctionnement interne de ce processus. Connu en France comme « *le boucher de Lyon* », il y a dirigé le bureau de la Gestapo pendant deux ans, y compris le moment où Himmler a donné l'ordre de déporter au moins 22 000 Juifs de France. Ce spécialiste des « *tactiques d'interrogatoire renforcées* », connu pour avoir torturé à mort le coordinateur de la Résistance française, Jean Moulin, organise la première rafle de l'Union générale des Juifs de France en février 1943 et le massacre de 41 enfants juifs réfugiés à Izieu en avril 1944. Avant d'arriver à Lyon, il avait dirigé des escadrons de la mort sauvages, qui avaient tué plus d'un million de personnes sur le front de l'Est selon Alexander Cockburn et Jeffrey St. Clair. Mais après la guerre, l'homme que ces mêmes auteurs décrivent comme le troisième sur la liste des criminels SS les plus

recherchés travaillait pour le Counter Intelligence Corps (CIC) de l'armée américaine. Il a été engagé pour aider à construire les armées stay-behind en recrutant d'autres nazis et pour espionner les services de renseignement français dans les régions contrôlées par la France et les États-Unis en Allemagne.

Lorsque la France a appris ce qui se passait et a demandé l'extradition de Barbie, John Mc Cloy, le haut-commissaire des États-Unis en Allemagne, a refusé en affirmant que les allégations étaient basées sur des ouï-dire. Néanmoins, il s'est finalement avéré trop coûteux, symboliquement, de garder un boucher comme Barbie en Europe, il a donc été envoyé en Amérique latine en 1951, où il a pu poursuivre son illustre carrière. Installé en Bolivie, il a travaillé pour les forces de sécurité de la dictature militaire du général René Barrientos et pour le ministère de l'Intérieur et la branche contre-insurrectionnelle de l'armée bolivienne sous la dictature d'Hugo Banzer, avant de participer activement au coup d'État de la cocaïne en 1980 et de devenir le directeur des forces de sécurité sous le général Meza. Tout au long de sa carrière, il a maintenu des relations étroites avec ses sauveurs dans l'État de sécurité nationale des États-Unis, jouant un rôle central dans l'opération Condor, le projet de contre-insurrection qui a réuni les dictatures latino-américaines, avec le soutien des États-Unis, pour écraser violemment toute tentative de soulèvement égalitaire par le bas. Il a également contribué au développement de l'empire de la drogue en Bolivie, notamment en organisant des gangs de narco-mercenaires qu'il a nommés Los novios de la muerte, dont les uniformes ressemblaient à ceux des SS. Il a voyagé librement dans les années 1960 et 1970, visitant les États-Unis au moins sept fois, et il a très probablement joué un rôle dans la chasse à l'homme organisée par l'Agence pour tuer Ernesto « Che » Guevara.

Pour lire la suite :

<https://histoireetsociete.com/2024/01/02/les-etats-unis-na-pas-vaincu-le-fascisme-pendant-la-seconde-guerre-mondiale-il-la-discretement-internationalise/>

J-C – Passionnant, n'est-ce pas ?

Lu

- Il s'agit donc de voir où la croissance économique mondiale va se concentrer. On peut considérer l'économie américaine comme une économie en faillite. Et les États-Unis sont un État en faillite. Et vous pouvez considérer que l'Europe est un État en faillite parce qu'elle s'est laissée diriger par des planificateurs néolibéraux américains qui la traitent comme ils ont traité la Russie dans les années 1990. Il faut donc aller là où l'on constate la croissance dans les domaines qui vous intéressent. Et il se pourrait bien que l'on assiste à un renversement du mouvement mondial d'immigration vers le nouveau monde. Et maintenant, ils se dirigent vers le nouveau monde, qui est l'Asie de l'Est et la Russie, le nord.

Je pense que l'Europe est un continent perdu pour la prochaine décennie. Cela va prendre beaucoup de temps. Je ne pense pas que l'Europe puisse se sauver, parce qu'elle n'a fait aucune tentative pour le faire. Les dirigeants européens pensent qu'ils doivent dépendre des États-Unis pour leur soutien personnel ainsi que pour leur fortune personnelle et même pour leur liberté personnelle. Je ne pense donc pas que l'Europe puisse se sauver elle-même.

Je pense qu'à long terme, c'est-à-dire pour le reste du XXI^e siècle, ils [les peuples et pays européens] trouveront leur salut, mais il ne viendra pas d'Europe. Il viendra de la Chine, de la Russie, des BRICS Plus et de l'Eurasie, avec le Sud global, qui poursuivent un programme économique et politique entièrement différent. Le monde va se diviser en deux parties, et nous en avons discuté, je crois, lors de notre dernière émission. Il y aura l'économie néolibérale, financiarisée, privatisée, de l'OTAN, de l'Europe et des États-Unis d'une part, ce que Joseph Borrell appelle le jardin fleuri, mais où en fait, les fleurs sont toutes fanées, où les fleurs déjà ont été cueillies. Il ne s'agit plus vraiment d'un jardin en croissance. Elles ont été cueillies et gisent sur le sol.

D'un autre côté, il y a la jungle. La jungle, c'est ce qui pousse. C'est ce que fait la jungle. Elle se développe. La jungle sera donc l'Asie, l'Asie de l'Est, l'Asie du Sud, et ses liens avec l'Afrique et le Brésil. Et le joker est, bien sûr, de savoir qui contrôlera le Proche-Orient. Aujourd'hui l'alternative au modèle néolibéral américain est un modèle d'économies mixtes. Je vois la Chine et la Russie suivre à peu près le même modèle que celui que le monde entier a suivi avant la Première Guerre mondiale.

Au début du XX^e siècle, il y avait le capitalisme industriel américain. Il y avait le capitalisme industriel allemand, avec un secteur public très actif. Les deux pays comptaient sur les investissements publics dans les routes, les chemins de fer, les canaux, les systèmes scolaires, les systèmes de santé, afin de minimiser le coût de la vie, de minimiser le coût des affaires et d'empêcher le développement de monopoles qui gagneraient de l'argent sans vraiment produire quoi que ce soit.

Tout ceci s'est terminé avec la Seconde Guerre mondiale. La lutte contre l'Union soviétique s'est transformée en une lutte non seulement contre le socialisme mais aussi contre l'idée même du capitalisme industriel selon laquelle l'infrastructure publique est le principal moteur de l'économie. Aujourd'hui, on voit que la Chine est en tête avec un pays qui utilise son excédent économique non pas pour créer de la richesse financière, mais pour se doter de moyens de production tangibles. Des chemins de fer, des trains à grande vitesse, des routes, une production automobile, une production industrielle. Il s'agit d'une économie mixte dans laquelle la plus grande partie de l'argent est traité comme un service public, de sorte que le gouvernement peut décider comment utiliser cet argent. Nous allons créer de l'argent pour financer des investissements en capitaux tangibles et pour financer l'emploi dans des biens et des services réels. Construire des maisons, des immeubles de bureaux, des infrastructures, des ports, des navires, des trains et des chemins de fer. C'est pour cela qu'ils créent de l'argent.

Aux États-Unis, la Réserve fédérale, et en Europe les banques centrales, créent de l'argent essentiellement pour que des intérêts financiers achètent des entreprises industrielles et des infrastructures existantes et les ferment. Le modèle pour l'Europe occidentale est la société des eaux Thames Water en Angleterre, une société qui a été privatisée et qui, au lieu de fournir de l'eau propre et de traiter les eaux polluées, utilise l'argent qu'elle reçoit uniquement pour payer des dividendes aux investisseurs, sans faire d'investissement, et finit par polluer l'eau, en perdre énormément à cause des fuites, et par être le désastre que l'on voit en Angleterre. Des histoires similaires pourraient être racontées à propos des États-Unis.

Voyons ce qui se passera dans 10 ans, ou plus probablement dans 20 ans. Que se passera-t-il lorsque l'Europe occidentale et les États-Unis verront comment la Chine, la Russie, l'Iran et les autres pays des BRICS augmentent leurs niveaux de vie et leur productivité ? Ils seront

pour l'Occident ce que l'Amérique était pour l'Europe après la Seconde Guerre mondiale. Aujourd'hui, la situation est inversée. Aujourd'hui, ce sont les États-Unis et l'Europe qui vont se tourner vers la Russie et la Chine pour savoir comment les imiter. Comment obtenir des produits de luxe russes et chinois ? Au lieu d'acheter des blue-jeans, des blue-jeans américains et des cigarettes comme ils ont fait après la Seconde Guerre mondiale, ils voudront acheter des produits chinois, russes, asiatiques et, je l'espère, proche-orientaux également.

Il est évident qu'à un certain moment, non seulement la population mais aussi les milieux d'affaires se diront que, si nous voulons gagner de l'argent, nous allons devoir rejoindre cet ordre économique en expansion au lieu de rester dans l'ordre économique en régression que nous observons aux États-Unis et en Europe. Normalement, on pourrait penser que les pays agissent toujours dans l'intérêt de leurs principales classes d'affaires, mais cela ne s'est pas produit en Europe. Ce n'est pas le cas aux États-Unis, mais c'est le cas en Asie en raison de la manière dont les gouvernements créent un marché pour que les entreprises fassent des profits en développant l'économie plutôt qu'en la fermant et en la réservant aux riches élites.

Mon commentaire :

– *“Voyons ce qui se passera dans 10 ans, ou plus probablement dans 20 ans. Que se passera-t-il lorsque l'Europe occidentale et les États-Unis verront comment la Chine, la Russie, l'Iran et les autres pays des BRICS augmentent leurs niveaux de vie et leur productivité ?”*

Il arrivera un jour où ils se retrouveront tous dans la même situation cette fois-ci. Ils ne pourront plus augmenter leur niveau de productivité, parce qu'il y a une limite à tout. Pas besoin d'être très intelligent pour le comprendre, sauf peut-être pour ceux qui refusent de l'admettre, car ils tiennent à tout prix à sauver le système capitaliste, et c'est l'ensemble du système économique (mondial) reposant sur ce facteur qui s'effondrera ou adoptera la même orientation que celle qu'on observe aux États-Unis et en Europe de nos jours, c'est aussi inéluctable que ce qui se produit sous nos yeux.

Ceux qui se demandent pourquoi les choses se passent ainsi, démontrent qu'ils n'ont manifestement pas compris (ou rien compris) qu'il ne pouvait pas en être autrement dans des conditions données, parce qu'ils ignoraient en quoi consistaient ces conditions. En tant que porte-parole des *“milieux d'affaires”* Michael Hudson en fait partie.

Tout système comporte un début et une fin, il est voué à disparaître, et le système économique en vigueur n'échappe pas à cette loi de la nature. On pourrait appeler ce processus la dialectique de la nature ou de l'histoire.

Plus tôt sera le mieux, sauf qu'en restant les bras croisés ou assis face à un écran, cette aventure risque de mal se terminer, vaudrait mieux prendre en mains son destin et s'engager dans le combat politique pour avoir une chance qu'elle se termine bien, non ? Sinon ce genre d'article et tout le reste ne présente absolu aucun intérêt.

Leur intention de nuire à la population n'a pas de limite.

Lu - Les produits ultra-transformés augmenteraient le risque de survenue de troubles métaboliques, de pathologies cardiovasculaires, mais aussi de cancers et nuiraient à la santé mentale. Or, malgré cette liste d'effets délétères qui s'allonge, l'engouement qu'ils suscitent au sein de la population ne semble pas faiblir...

Aujourd'hui, les produits classifiés comme « *ultra-transformés* » représentent une part non négligeable de notre alimentation : entre 25 % et 60 % des apports énergétiques quotidiens (sur 2 000 kcal/jour) avec d'importantes variations en fonction des pays.

https://elucid.media/societe/produits-ultra-transformes-des-aliments-nefastes-pour-notre-sante?mc_ts=crises

La France, la Belgique, les États-Unis et le Canada inondés de nourriture à base d'insectes, même dans les produits bio et les végans - Par Jean-Baptiste Loin (Réponses bio 19 novembre 2023) - Mondialisation.ca, 30 décembre 2023

Depuis 2015 le cabinet McKinsey est en charge d'une campagne mondiale pour la promotion d'aliments à base d'insectes.

Par le prisme d'une entreprise actuellement considérée comme une des plus importantes Biotechs françaises, Innovafeed, ils ont patiemment détourné l'attention du public et usé d'arguments fallacieux pour parvenir à leurs fins.

Selon l'ONU et le lobbyiste McKinsey, appuyés par une armée de soldats disciplinés et avides de pouvoir, le choix ne vous appartient déjà plus, même les réseaux de distribution d'alimentation biologique commencent à s'organiser pour vous en faire manger... en toute discrétion.

Innovafeed ayant refusé l'interview que nous leur avons proposée pour expliquer leur démarche de manière transparente, puisque vous avez le droit de savoir, j'ai enquêté pour vous délivrer la vision la plus claire possible de la situation actuelle.

Tout commence en 2016, lorsque trois jeunes trentenaires, Clément Ray, Aude Guo et Bastien Oggeri, anciens membres du cabinet McKinsey et de la banque d'affaires Rothschild, fondent une entreprise de biotechnologies spécialisée dans la production et la vente de mouches soldats noires.

Soit à peine un an après que l'influence tentaculaire du cabinet ayant galvanisé les citoyens français pour les campagnes présidentielles d'Emmanuel Macron, commence à jouer de sa légion de réseaux pour favoriser le développement de cette entreprise nourrissant le souhait de vous faire gober leurs mouches.

https://www.mondialisation.ca/la-france-la-belgique-les-etats-unis-et-le-canada-inondes-de-nourriture-a-base-dinsectes-meme-dans-les-produits-bio-et-les-vegans/5684687?doing_wp_cron=1704603859.8307690620422363281250

Le secteur de la santé corrompu jusqu'à l'os en France.

En ce début d'année 2024, les vœux traditionnels ont pris une tournure singulière avec le message incisif du Professeur Didier Raoult.

En cette nouvelle année, j'espère (Didier Raoult) que la raison prévaudra :

Que les médecins auront le droit d'exercer leur art.

Que les ministres ne seront pas affectés par des conflits d'intérêts (URGO).

Que les « *experts* » divulgueront, conformément à la loi, leurs conflits d'intérêts avec l'industrie pharmaceutique.

Que la directrice de l'Agence nationale de sécurité des médicaments rende des comptes pour sa publication illégale (sa seule publication internationale non validée éthiquement, bien que requise) plutôt que de proposer des essais illégaux (tuberculose, COVID).

Que les détails sur les milliards distribués pendant la crise seront enfin disponibles.

Que l'utilisation des fonds Marianne distribués par Mme Schiappa, notamment pour financer les personnes qui nous ont harcelés, sera révélée.

Que les documents de l'Europe sur l'achat massif (un milliard d'euros) de remdesivir, la veille même où l'OMS reconnaissait son inefficacité (mais toujours recommandé en France), seront divulgués.

Que la nature des SMS échangés entre la présidente de la Commission européenne et Pfizer pour l'achat de vaccins en quantité excessive, dont une grande partie n'a pas été utilisée et a expiré, sera révélée.

Que la raison pour laquelle la composition du vaccin (avec une richesse inattendue en ADN) et son expression chez l'homme (protéine imprévue) n'étaient pas connues sera éclaircie.

Que la justice prendra en compte nos plaintes pour diffamation, harcèlement et usage de faux.

Que les parlementaires, à l'instar de leurs homologues en Angleterre ou aux États-Unis, analyseront les décisions liées au Covid.

Enfin, avec les élections à venir, espérons que la crise morale, sanitaire et financière liée au Covid devienne un véritable enjeu politique et fasse l'objet d'un débat démocratique, plutôt que d'une censure indigne de notre histoire.

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

- Le ministère palestinien de la Santé à Gaza a annoncé, samedi, que le bilan des victimes de la guerre israélienne contre la Bande, depuis le 7 octobre, s'est alourdi à 22 722 morts et 58 166 blessés.

Le ministère a indiqué, dans un communiqué, que "*durant les dernières 24 heures, l'occupation israélienne a commis 12 massacres contre des familles dans la Bande de Gaza, faisant 122 martyrs et 256 blessés.*" aa.com.tr 06.01.2024

Guerre Israël-Hamas: des rassemblements en soutien au peuple palestinien à Paris et en régions - BFMTV 7 janvier 2024

A Paris, "*1.500 participants*" ont défilé entre la place de la Bastille et la place de la Nation à l'appel de l'association CAPJPO-EuroPalestine, selon la préfecture de police.

Des rassemblements ont également eu lieu dans quelques autres villes: près de 250 personnes à Lille, 300 à 400 à Rennes, 300 à Strasbourg.

J-C – 3.000 à Paris selon une autre source...

France occupée (Vigipirate et Sentinelle)

A partir du 7 octobre 2023 en Palestine occupée !

Les jeunes Français disposent de grosses lacunes en Histoire selon un nouveau sondage - actu.orange.fr 7 janvier 2024

Selon un nouveau sondage OpinionWay, les jeunes Français âgés de 16 à 24 ans ont, au même titre que pour le français et les mathématiques, de grosses lacunes en Histoire. La Shoah est notamment l'un des épisodes historiques le moins bien connu, révèle l'étude.

"*Est-ce qu'il est possible d'enseigner l'antisémitisme à des jeunes qui ne savent pas ce qu'est la Shoah, qui ne comprennent pas la spécificité de ce fait historique ?*", déplore ainsi la politologue Chloé Morin à l'origine de cette étude.

J-C - Pour leur enseigner ce qu'est l'antisémitisme, il faut leur enseigner ce qu'est le sionisme ou l'origine de l'Etat juif nazi.

- 41 % des jeunes âgés de 16 à 24 ans estiment que la laïcité sert avant tout à discriminer les musulmans. 45 % des sondés avancent que les juifs sont davantage protégés par les autorités en France.

J-C - Ils ont raison, les autorités en France sont sous influence du CRIF ou du représentant du sionisme d'extrême droite dans ce pays.

Esprit de famille.

J-C - Vendredi, le premier président de la Cour des comptes, Pierre Moscovici (PS), a expliqué avoir retardé la publication du rapport de cette institution de la Ve République sur la politique de migration conduite par Macron et son gouvernement, afin d'éviter qu'il « n'interfère » avec le vote de la loi immigration le 19 décembre 2023. Pourquoi ?

Un faux prétexte.

Parce que le document pointait "*les failles de la gestion des frontières et des éloignements*", ce qui aurait contrarié une partie des députés de LR et empêché l'extrême droite de rallier Renaissance pour faire adopter cette loi par l'Assemblée nationale. Autrement dit, il n'y aurait pas eu de majorité pour adopter cette loi qui aurait été rejetée, Pierre Moscovici a donc pris cette décision pour ne pas mettre Macron gravement dans l'embarras. (Source des données : AFP)

Nous exigeons le retrait de cette loi !

Mobilisation du 14 janvier 2024 contre les lois racistes - blogs.mediapart.fr 31 décembre 2023

Quand les préoccupations des populations vont prioritairement à la santé, au logement, à l'éducation, au coût de la vie (sondages INSEE), les pouvoirs sous influence des droites extrêmes répondent par le tout sécuritaire en stigmatisant les personnes étrangères. Non non et non, les lois racistes ne doivent pas passer !

<https://blogs.mediapart.fr/lenous/blog/311223/mobilisation-du-14-janvier-2024-contre-les-lois-racistes>

La droite sociale s'adresse à son président.

L'Appel des 201 contre la loi immigration - blogs.mediapart.fr 7 janvier 2024

Deux cents et une personnalités d'horizons divers, dont l'ex-Défenseur des droits Jacques Toubon, appellent à marcher le dimanche 21 janvier dans toute la France pour demander au Président de la République de ne pas promulguer la loi immigration.

Signé notamment par Jacques Toubon, Défenseur des droits de 2014 à 2020, et Thierry Beaudet, président du Conseil économique social et environnemental (CESE), cet appel vise à rassembler toutes celles et tous ceux qui, dans leur grande diversité, considèrent que la loi immigration constitue un danger pour notre République, aux antipodes des principes de solidarité, de liberté, d'égalité et de fraternité.

Dénonçant les marchands de haine et les mécaniques de division sans fin de notre société, la pluralité inédite des signataires de l'appel vise à faire primer l'essentiel : le rassemblement et la solidarité. Publié conjointement par L'Humanité et Mediapart, il réunit des personnalités de tous milieux – intellectuels, universitaires, scientifiques, culturels, artistiques, syndicaux, religieux, associatifs, mutualistes, politiques, etc. – dont les noms figurent à la fin de ce billet.

Les dirigeants des principales organisations syndicales en sont signataires : Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT ; Marylise Léon, secrétaire générale de la CFDT ; Laurent Escure, secrétaire général de l'UNSA ; Murielle Guilbert et Simon Duteil, co-porte-paroles de Solidaires ; Benoît Teste, secrétaire général de la FSU. Tout comme les dirigeants des principales associations d'accueil et de lutte contre la pauvreté : Henry Masson, président de la Cimade ; Marie-Aleth Grard, présidente d'ATD Quart Monde ; Antoine Sueur, président d'Emmaüs France ; Véronique Devise, présidente du Secours Catholique ; Najat Vallaud-Belkacem, présidente de France Terre d'Asile.

Les responsables des associations de lutte pour les libertés et contre le racisme en sont évidemment signataires (Ligue des Droits de l'homme, Syndicat de la magistrature, Syndicat des avocats de France, SOS Racisme, etc.) tout comme des figures des quartiers populaires, tels Farid Bennaï, porte-parole du Front uni des immigrations et des quartiers populaires (FUIQP), et Toumi Djäïdja, co-initiateur et symbole de la Marche pour l'égalité de 1983.

Également soutenu par les dirigeants des grandes organisations de l'économie sociale et solidaire comme la Fédération nationale de la Mutualité française et l'Union nationale interfédérale des œuvres et organismes privés non lucratifs sanitaires et sociaux (UNIOPSS), cet appel est aussi signé par des élus de sensibilités politiques diverses (Fabien Roussel, Cécile Rilhac, Guillaume Lacroix, Benjamin Saint-Huile, Marine Tondelier, Olivier Faure et Manuel Bompard).

https://blogs.mediapart.fr/les-invites-de-mediapart/blog/070124/l-appel-des-201-contre-la-loi-immigration#at_medium=custom7&at_campaign=1047

Commentaires d'internautes.

1- Alors que les manifs du 14 janvier contre la loi asile immigration sont connues depuis plus de 2 semaines arrive ce 21 janvier... belle entreprise de division. On fait signer 201 "*personnalités*" contre plus de 300 collectifs de terrain.

2- Je n'ai pas lu dans ce texte l'exigence claire et nette de "retrait de la loi" seule à même de forger l'unité. A la place il s'agit d'une supplique à l'homme qui est à l'origine de cette horreur. Enfin pourquoi ces "*personnalités*" ne font-ils aucune référence à l'appel au rassemblement citoyen du 14 janvier pourtant largement unitaire?

Les sionistes nazis sont aux commandes en France.

Lu- La vice-championne olympique de basketball Émilie Gomis critique Israël et perd son poste d'ambassadrice des Jeux Olympiques de 2024

Le contenu partagé comportait des cartes de la France datées de 1947, 1967 et 2023, illustrant une transformation graduelle du drapeau tricolore français en drapeau israélien, accompagné de la question : « *Quelles seraient vos actions dans cette situation ?* ». Cette publication a mis en suspens le statut d'Émilie Gomis au sein des Jeux Olympiques de 2024.

Cela rappelle les propos de l'ancien Premier ministre, Dominique de Villepin, qui suggérait que les artistes exprimant leur solidarité envers les Palestiniens et demandant un cessez-le-feu à Gaza, se faisaient évincer :

« On voit en filigrane à quel point la domination financière sur les médias, le monde de l'art, de la musique, pèse lourd. Ils ne peuvent pas dire ce qu'ils pensent tout simplement parce que les contrats s'arrêtent immédiatement. »

Le comité de déontologie du CNOSF (Comité national olympique et sportif français), sollicité par le président du mouvement olympique français, David Lappartient, aurait pris la décision, à la fin du mois de décembre, de recommander la radiation d'Émilie Gomis pour violation avérée des principes éthiques. Cette recommandation devrait être entérinée jeudi prochain, lors d'une réunion de la commission des athlètes.

Auparavant, l'ancienne joueuse de l'équipe de France féminine de basket-ball occupait un siège au sein de la commission des athlètes du comité olympique français. Suite à la controverse, elle a exprimé ses excuses via son compte Instagram ainsi que dans les colonnes du journal L'Équipe. Mais rien n'y fera, il vaut mieux critiquer la Palestine ou l'islam plutôt que de s'attaquer à Israël ! Le message est passé.

2024 : L'année de la radicalisation, et vous ?

J-C - La police du régime fasciste tue, la preuve. L'AFP et France Info se font les avocats des assassins.

Pendant combien de temps va encore durer l'hypocrisie ambiante, la lâcheté collective, y compris parmi ceux qui critiquent Macron et son régime d'extrême droite et qui se réclament du mouvement ouvrier ou du socialisme ? Assez !

Seine-Saint-Denis : un homme meurt après avoir reçu une dizaine de décharges de pistolet à impulsion électrique lors de son arrestation - AFP 5 décembre 2024

Un homme de 30 ans est mort, vendredi 5 janvier, à la suite de son interpellation par la police, dans la nuit de jeudi à vendredi, a annoncé le parquet de Bobigny. Il a reçu une dizaine de décharges de pistolet à impulsion électrique lors de son interpellation par la police à Montfermeil (Seine-Saint-Denis), dans la nuit de mercredi à jeudi, a précisé la justice.

L'homme est mort vendredi matin à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, où il avait été conduit à la suite d'un arrêt cardio-respiratoire, a confirmé le parquet de Bobigny. Une autopsie doit être pratiquée lundi. A ce stade, il n'est pas possible d'affirmer que les coups de taser sont responsables de la mort du trentenaire.

D'après les premiers éléments de l'enquête, six policiers ont fait usage de leur pistolet à impulsion électrique. Ils étaient 18 fonctionnaires à intervenir après l'appel à la police d'un épicier. AFP 5 décembre 2024

Abus de pouvoir tout azimut. Tout est bon pour entretenir un climat de psychose et de punition collective.

Huîtres contaminées : "Une certaine psychose s'est installée", regrette le président du comité national de la conchyliculture - AFP 5 décembre 2024

"On est tous touchés alors que 90% des zones sont ouvertes et ne posent aucun problème", regrette Philippe Le Gal.

Dans le registre ils osent tout. Parole du commandant ou porte-parole des néonazis ukrainiens et israéliens.

Etats-Unis : Joe Biden accuse Donald Trump d'utiliser la rhétorique de "l'Allemagne nazie", lors d'un discours de campagne - AFP 5 janvier 2024

Portugal.

Portugal : un paradis fiscal pour les fortunes françaises et pour de nombreux particuliers - AFP 5 janvier 2024

"Comme les personnes qui émigrent sont celles qui ont les plus hauts revenus, leur départ affecte les ressources de leur pays d'origine. Avec des conséquences importantes, même s'il y a un faible nombre de départs, car ces personnes font partie de celles qui rapportent le plus en termes d'impôts." Selon la chercheuse de l'Université de Leeds, Rita de la Feria, ce "dumping" fiscal des particuliers pourrait avoir des conséquences aussi ravageuses pour les finances publiques que celui pratiqué dans d'autres pays européens, comme le Luxembourg ou les Pays-Bas, pour l'impôt sur les sociétés. Or cette politique fiscale agressive est mise en place au Portugal, mais aussi dans d'autres pays comme la Grèce, la Croatie ou l'Espagne.

À l'origine du développement de cette panoplie d'exonérations fiscales, la crise de 2008 qui laisse le pays à terre. La consommation s'arrête, les emprunteurs ne parviennent plus à rembourser les banques, le chômage atteint un taux record de 16% en 2013. Mais surtout, *"en 2010, les banques portugaises se sont retrouvées avec un stock de six milliards d'euros de biens immobiliers"*, explique Carlos Vinhas Pereira, président de la Chambre de commerce franco-portugaise. Il fallait donc trouver un moyen d'écouler ce stock. Le pays, pris en main par la "Troïka" (le Fonds monétaire international, la Commission européenne et la Banque centrale européenne), met alors en place 130 mesures drastiques pour relancer l'économie.

Après des années de reprise économique fulgurante, les salariés portugais sont confrontés à un nouveau problème. L'arrivée de classes aisées a fait doubler le prix de l'immobilier dans les

régions de Lisbonne, de Porto et de l'Algarve. Avec les salaires pratiqués actuellement, il devient donc impossible de se loger.

"La plupart des employés perçoivent mensuellement entre 800 et 1 200 euros net. Actuellement, avec ce salaire, il est seulement possible de louer une chambre à Lisbonne."

"Et même à l'extérieur de la capitale, lit-on aussi dans cette note, le loyer pour un logement modeste coûte environ 800 euros." Cette situation pousse les salariés à réclamer de meilleurs salaires, et conduit des grandes entreprises à embaucher des jeunes sortis d'école, qui généralement ne restent au maximum que trois années avant de chercher un poste mieux rémunéré. AFP 5 janvier 2024

Bangladesh.

Bangladesh : La Première ministre remporte les législatives boycottées par le principal parti d'opposition - 20 Minutes avec AFP 8 janvier 2024

Le gouvernement de Sheikh Hasina est accusé de graves violations des droits humains et d'avoir mené une répression impitoyable contre l'opposition.

J-C - L'avantage de cette présentation, c'est que vous savez qui soutenait l'Etat profond (Bilberberg) et le gouvernement français, dont l'AFP est le porte-parole.

- Si Sheikh Hasina, au pouvoir depuis 2009, est créditée d'avoir favorisé une croissance fulgurante dans le huitième pays le plus peuplé du monde, son gouvernement est accusé de graves violations des droits humains et d'avoir mené une répression impitoyable contre l'opposition. Le parti au pouvoir, la Ligue Awami, a remporté environ les trois quarts des sièges au parlement monocaméral, selon des responsables de la commission électorale. Les résultats seront officiellement annoncés ce lundi.

Après avoir voté à Dacca, Sheikh Hasina, 76 ans, avait appelé les électeurs à se rendre aux urnes, en promettant des élections « libres et équitables ». Elle a au passage dénoncé le boycott du scrutin par le principal parti d'opposition, le Parti nationaliste du Bangladesh (BNP), qu'elle a qualifié d'« organisation terroriste ». Le BNP a de son côté dénoncé « un simulacre d'élection ». Le vote a également été boycotté par d'autres partis.

Le chef de la commission électorale nationale, Habibul Awal, a estimé dans la journée la participation autour de 40 %. Beaucoup de Bangladais interrogés ont indiqué ne pas avoir voté car le résultat était joué d'avance.

Le BNP et d'autres partis ont manifesté sans succès pendant des mois fin 2023 pour exiger la démission de la Première ministre et un gouvernement intérimaire neutre pour superviser les élections. Quelque 25.000 cadres de l'opposition, dont l'ensemble des dirigeants locaux du BNP, ont été arrêtés après ces manifestations, au cours desquelles plusieurs personnes ont été tuées dans des affrontements avec la police, selon le parti. Le gouvernement a pour sa part fait état de 11.000 arrestations.

Près de 700.000 policiers et réservistes avaient été déployés pour maintenir l'ordre pendant le scrutin, et près de 100.000 soldats, selon la commission électorale. 20 Minutes avec AFP 8 janvier 2024

Venezuela.

Venezuela-Guyana : le conflit territorial historique de l'Essequibo remis à l'ordre du jour par Washington et ExxonMobil (Partie 2) - Par Catherine Roman - Mondialisation.ca, 06 janvier 2024

https://www.mondialisation.ca/venezuela-guyana-le-conflit-territorial-historique-de-lessequibo-remis-a-lordre-du-jour-par-washington-et-exxonmobil-partie-2/5684908?doing_wp_cron=1704603244.0326170921325683593750

LE SOCIALISME

Le 13 janvier 2024

Je n'ai pas réussi à faire plus court, désolé. Mais on aborde différents sujets, et pas que politique.

Demain et la semaine prochaine repos forcé, c'est Pongal lundi, en famille.

- Pongal is the most popular festival of South India. The Pongal festival is also known as the harvest festival of India.

La fête de la première moisson de l'année la plus populaire de l'Inde du Sud.

Sinon, soleil, temps radieux, 27°C à l'ombre l'après-midi, bonne humeur, santé stable, on tiendra ! Toujours avec une pensée affectueuse et fraternelle pour nos malheureux amis palestiniens et yéménites.

Nous organiser pour abattre le capitalisme est notre priorité absolue.

Tina ou le socialisme.

On vous avait pourtant prévenu : There is no alternative (Thatcher). Il n'existe pas d'alternative au capitalisme, et en refusant obstinément de vous tourner vers le socialisme vous lui avez donné raison.

On en est toujours là 44 ans plus tard.

Affaire Depardieu. Défense de la liberté d'expression et du principe de la présomption d'innocence.

Au nom de la justice sociale, les procureurs et geôliers qui sont parmi nous menacent nos libertés fondamentales.

Le courant politique d'extrême gauche qui se réclame de la lutte de classe et diffuse le magazine Frustration, vient de prendre position contre le principe de la présomption d'innocence. C'est son droit, mais dans ce cas-là il doit en assumer toutes les conséquences, dont celle de s'exclure lui-même du mouvement ouvrier, dans la mesure où le pendant de la position qu'il a adoptée n'est rien d'autre que le système anglo-saxon, qui privilégie la présomption de culpabilité et peut priver de liberté toute personne qui ferait l'objet d'une plainte sans qu'elle soit assortie de preuves prouvant que la personne mise en cause aurait commis un délit, la preuve de son innocence incombant à cette dernière, et si elle n'était pas

en mesure de la fournir elle pourrait moisir en prison pendant des années ou des décennies comme cela se produit couramment aux Etats-Unis notamment.

Le principe de la présomption d'innocence est un et indivisible.

Le principe de la présomption d'innocence implique au départ que tout citoyen bénéficie de la liberté de mouvement dans la société, il est donc libre de se déplacer dans l'espace public réservé à l'ensemble des membres de la collectivité, il n'a a priori rien à se reprocher ou à prouver, et la liberté qui lui est accordée est inconditionnelle, et elle le demeure aussi longtemps qu'il n'empiète pas sur celle d'autrui.

Le principe de la présomption de culpabilité au contraire part du constat que la liberté qui est accordée à chaque citoyen est conditionnée et suspendue à l'obligation de pouvoir fournir en permanence la preuve qu'il la mérite vraiment, dans le cas contraire ou devant répondre à une plainte portée contre lui, elle peut lui être retirée temporairement ou pour une durée indéterminée à tout moment sans autre forme de procès selon la gravité de l'accusation à laquelle il doit faire face, aussi longtemps qu'il n'aura pas été en mesure de prouver son innocence.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est qu'avec le principe de la présomption d'innocence des coupables potentiels risquent de rester en liberté ou de ne jamais être jugés, tandis qu'avec le principe de la présomption de culpabilité, ce sont des innocents qui seront potentiellement privés de liberté.

Par conséquent, quel que soit le principe retenu, il est inévitable que des citoyens soient victimes d'injustices, il faut donc convenir qu'aucun des deux n'est satisfaisant, cependant c'est mal poser le problème ou l'essentiel est ailleurs, cette question est d'une extrême gravité quant à ses implications politiques.

Ceux qui adoptent le principe de la présomption de culpabilité, n'ont semble-t-il pas compris, qu'il s'inscrivait dans le cadre de l'idéologie totalitaire de la classe dominante, qu'il était la traduction dans le droit d'un autre principe, celui de l'abus de pouvoir pratiqué par ceux qui le détiennent au détriment de ceux qui n'en ont aucun, le peuple en général. C'est ainsi qu'au nom de ce principe la classe dominante se livre désormais ouvertement sans modération ou dans des proportions gigantesques à des guerres effroyables, des massacres de masse, des génocides, détentrice de tous les pouvoirs, elle est à la fois juge et partie, ce qui explique pourquoi cet abus de pouvoir est par nature compatible ou cautionne le fascisme et le nazisme, il contribue à les mettre en place pour peu qu'on n'y prenne pas garde.

Autres significations politiques.

Ceux qui adoptent le principe de la présomption de culpabilité entendent s'en prendre aux imperfections du principe de la présomption d'innocence qui sont inhérentes à la nature du régime, et qui ne disparaîtront pas tant qu'il demeurera en place. Autrement dit, quelle généreuse intention de vouloir corriger ces imperfections, toutefois on est en droit de s'interroger sur leurs réelles intentions dès lors qu'ils s'emploient à donner un visage plus humain à ce régime, ce qui vous avouerez est une étrange et malsaine préoccupation pour des gens qui prétendent le combattre, non ?

Ce n'est pas un hasard s'ils se retrouvent en si mauvaise compagnie ou sous influence de l'idéologie anglo-saxonne totalitaire de Davos, la pire réaction, idéologie libérale libertaire d'extrême droite qui a envahi les esprits de ce qu'on appelait à tort hier la gauche et l'extrême gauche, s'ils sont par ailleurs adeptes du wokisme et de la cancel culture, s'ils participent à toutes les campagnes de mystification et instrumentalisation initiées par les sommets de l'oligarchie financière, s'ils favorisent le communautarisme... Bref, s'ils sont systématiquement de tous les mauvais coups portés contre les masses, en leur nom s'il vous plaît. Sont-ils d'incurables imbéciles, des charlatans ou des agents conscients à la solde de nos ennemis infiltrés dans le mouvement ouvrier, à vous d'en juger.

Nous devons défendre inconditionnellement le principe de la présomption d'innocence, bien qu'il présente des imperfections. Pourquoi ? Parce que finalement il est le garant du peu de liberté dont on dispose dans la société capitaliste, et il constitue l'un des derniers obstacles ou remparts à l'établissement d'un régime autoritaire ou totalitaire, fasciste.

Assez ! Les imposeurs doivent être démasqués.

On en est arrivé en France (partout en occident), où l'atmosphère est devenue irrespirable, pestilentielle à cause de ces justiciers ou inquisiteurs adeptes de la chasse aux sorcières qui nous renvoie au Moyen-Âge, quand régnait le principe de la loi du plus fort ou l'abus de pouvoir était élevé au rang de principe de gouvernance. Car désormais dans la vie quotidienne n'importe qui se permet d'accuser n'importe qui d'avoir commis n'importe quoi sans en produire la moindre preuve et sans être inquiété par la justice aux ordres pour avoir porté de fausses accusations, pire, puisqu'elle se fait un malin plaisir de donner suite à ces plaintes, sachant qu'elle seront instrumentalisées par les médias mainstream et les médias ou réseaux dits sociaux, et qu'il se trouvera suffisamment d'écervelés ou de cerveaux conditionnés dans la société, ainsi que des acteurs politiques institutionnels pour prendre le relais et soutenir cette entreprise de nature liberticide.

Qu'ils soient partis de l'affaire Depardieu montée en épingle importe peu, ce personnage ne nous intéresse pas en soi. On se demandera pourquoi ils s'en sont pris à Macron après qu'il a défendu la présomption d'innocence,

Les auteurs de cet article revendiquent le droit de réclamer des sanctions contre l'acteur, tout en prétendant dans un premier temps défendre le principe de la présomption d'innocence... pour ensuite le violer allègrement. En voici la preuve si vous n'avez pas le temps de lire leur article, quelques extraits :

<https://www.frustrationmagazine.fr/presomption-innocence/>

- Pour respecter la présomption d'innocence, faudrait-il ne pas évoquer ces affaires et ne réclamer aucune sanction, qu'elles soient d'ordre symboliques, professionnelles ou matérielles contre les accusés tant que la justice n'a pas « *fait son travail* » comme le disent les éditocrates bourgeois ?

En aucun cas.

- ...rien ne m'interdit de dire que je crois ces femmes, que leur parole doit être entendue et qu'en attendant que la justice fasse son travail (ce qui peut prendre des plombes), je souhaite

qu'il n'apparaisse plus sur nos écrans et que la honte qu'il se tape déjà depuis des décennies aux Etats-Unis s'étende à l'ensemble du globe.

- ...nous ne pouvons pas suspendre notre jugement à celui de la police et de la justice dont les chiffres – et les exemples autour de nous – montrent qu'il est encore trop limité, voire favorable aux agresseurs. Nous devons travailler collectivement à le changer mais, en attendant, soutenir les victimes et faire tomber les puissants présumés coupables de leur piédestal.

J-C – La police, la justice, c'est moi ! Pour qui se prennent-ils ?

Ces justiciers se destinent bien à agir en place et lieu " *de la police et de la justice*", à ce compte-là on en arrive rapidement à justifier le fait de se faire justice soi-même, c'est la loi de la jungle leur modèle de société, celle revendiquée par Netanyahu par exemple.

Qui est victime, qui est victime d'injustice à cette heure ?

Et puis de quelles victimes parlent-ils, de ces femmes ou de Depardieu qui n'ose plus sortir de chez lui par crainte d'être lynché en public par ces miliciens de l'ordre nouveau, tandis que ces femmes ne sont pas inquiétées ou sont libres de leur mouvement ? Désolé, lui il peut prouver qu'il est victime d'entrave à sa liberté de mouvement, après avoir été déclaré coupable sans preuve, sans défense ni jugement, pas ces femmes jusqu'à preuve du contraire.

Qui est aux commandes du mouvement féministe ? Quelle est son orientation politique ?

J-C - Le collectif dont il va être question ci-dessous est un acteur politique important dans la mesure où il regroupe plus de 70 organisations. Il est plébiscité par la majorité des organisations féministes, il bénéficie du soutien de la gauche pourrie (libérale libertaire) et d'une grande partie de l'extrême gauche dégénérée qui participent à ses opérations, ainsi que l'ensemble des institutions de la Ve République, de l'UE et de l'ONU, autrement dit on est en présence d'une entreprise qui relève de la collaboration de classes, qui instrumentalisent les injustices dont les femmes sont victimes, dans le but de les organiser afin de pouvoir dévoyer leur lutte de classe ou lui fixer une orientation politique conforme aux intérêts de la réaction dont l'existence de cette officine dépend.

Rappelons qu'à travers Depardieu, ce n'est pas la dignité des femmes qu'elles défendent, mais la liberté d'expression qu'elles attaquent.

Il faut bien comprendre que dans toute société soumise à l'exploitation capitaliste, il existe des rapports de classes entre dominants et dominés qui vont se traduire par des injustices sociales, dont seront victimes à des degrés divers les différentes catégories de personnes qui la composent, particulièrement les plus faibles ou défavorisées. Ces injustices sociales donneront lieu à des idées et des comportements qui ne seront pas orientés contre les institutions ou le régime en place, parce que les masses n'ont pas conscience des conditions qui sont à l'origine de ces idées ou de ces comportements.

Des acteurs triés sur le volet propulsés sur le devant de la scène politique par la réaction et ses médias profiteront de cette lacune pour les dresser contre des boucs émissaires qu'ils auront désignés à cet effet, ce qui aboutira à un affrontement général entre tous les acteurs sociaux de la société, entre toutes les générations. Puis, ils profiteront du chaos ou de la confusion générale qu'ils auront délibérément engendrée, pour mieux instrumentaliser les illusions des masses ou leur immaturité politique, et sachant qu'elles vouent un culte au pouvoir ou aux puissants, ils subordonneront leur combat au régime à l'origine de ces injustices sociales en demandant à ses représentants d'y mettre un terme. Autrement dit, ils les dirigeront dans une impasse politique, puisque ces représentants du régime n'auront ni l'intention ni les moyens de prendre en compte leurs revendications.

Pire, Macron et son gouvernement fort de cette caution politique inespérée, en profitera pour appliquer la suite de son programme ultra réactionnaire. Les critiques des autorités aux relents radicales en apparence qui émaillent le discours de ces charlatans, ne sont destinées qu'à mettre en confiance les masses et la jeunesse pour mieux les embobiner ou les berner sur leurs véritables intentions ou objectifs politiques en tant qu'agents de la réaction.

Comment cela est-il possible ? Parce que ces éléments qui sont pour la plupart étrangers au mouvement ouvrier, bénéficient à la fois de son soutien et de celui de la réaction, ils partagent la même orientation politique. Ils n'organisent pas les masses, ils n'ont pas du tout l'intention de rompre avec Macron, les institutions ou le capitalisme, bien au contraire, ils en sont les alliés objectifs. Leur unique raison d'être, est de capter le mécontentement des éléments des masses les plus déterminés qui rejettent la politique de Macron, leur donner un os à ronger en les appelant à toutes sortes d'actions sans lendemain ou disloquées, afin qu'ils ne réalisent pas l'unité sur la base des enseignements de la lutte de classe du prolétariat du passé ou ne renouent pas avec la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, avec le socialisme.

Tous les mouvements, toutes les organisations, associations, ONG ont été créés en mettant en avant des revendications partielles concernant ou ciblant chacune une couche particulière des masses, sur la base d'un critère catégoriel, communautaire, qui ont été extraites du programme politique de la classe ouvrière, afin qu'elles ne soient plus reliées à ses objectifs politiques qui étaient par nature collectif ou rassemblaient l'ensemble des exploités et leurs intérêts de classe, de manière à faire disparaître le facteur qui était le garant de son indépendance de classe, sans lequel la classe ouvrière ne peut pas mener son combat politique contre le régime, il s'agit donc d'une opération politique liquidatrice tournée contre le mouvement ouvrier, pour interdire à la classe ouvrière de s'organiser sur son propre terrain de classe.

La présentation ou la nature des membres de ces organisations ne laisse aucun doute sur leur véritable intention réactionnaire. Ce n'est pas moi qui l'invente, lisez plus loin, ils l'ont écrit noir sur blanc.

J'appelle tous les lecteurs à fuir toutes ces organisations et à s'organiser dans le mouvement ouvrier en fonction de la sensibilité politique de chacun. J'ai été tenté malgré moi de construire un nouveau courant politique affilié au mouvement ouvrier. J'ai échoué parce que je bénéficie de conditions défavorables contre lesquelles je suis impuissant, dont acte. Alors rejoignez le parti de votre choix, il en existe qui valent mieux que d'autres, aucun n'est parfait, certes, vous ne l'êtes pas non plus à ce que je sache, n'est-ce pas ? Un peu de modestie fera du bien à tout le monde, et puis c'est en confrontant nos idées qu'on progresse, qu'on corrige nos erreurs, soyons optimiste, ne donnons pas des leçons aux autres que nous ne sommes pas

capables de mettre en pratique, s'il vous plaît. Une grande partie de nos ressentiments ne sont pas justifiés ou relèvent du procès d'intention, on doit l'admettre, notre inconscience nous joue souvent de mauvais tours, cela vaut pour tous les militants ou dirigeants.

Si les meilleures intentions du monde ne font pas un programme révolutionnaire, au moins elles sont respectables, respectons nos petits camarades qui luttent pour le socialisme avec lesquels nous avons des désaccords. Militons ensemble, personne n'est obligé de renier ses idées ou d'adopter de force celles des autres, faisons preuve de détermination et d'audace, de courage, affirmons notre droit à posséder ou à développer notre propre personnalité en respectant celle des autres, sans indépendance nous sommes perdus, si nous bradons nos principes aussi. Avant de porter un jugement, définitif, quelle horreur ! Prenons le temps de bien réfléchir avant de nous prononcer sur quoi que ce soit, nous ne regretterons pas plus tard.

Mes meilleurs vœux ou je vous souhaite le meilleur pour la suite, on va en avoir besoin, serrons les rangs et continuons le combat, on vaincra !

Affaire Depardieu : le collectif "*Grève féministe*" appelle à des rassemblements ce jeudi en France - francebleu.fr 11 janvier 2024

Le collectif "*Grève féministe*" qui regroupe des dizaines d'associations appelle à des mobilisations devant les préfetures et les tribunaux partout en France ce jeudi, après le soutien apporté par Emmanuel Macron à Gérard Depardieu. francebleu.fr 11 janvier 2024

Epilogue le jour même.

Les rassemblements initiés par des associations féministes dans une trentaine de villes, à Lille, Toulouse ou encore Marseille, ont réuni chacun quelques dizaines de personnes, davantage à Paris avec 300 à 400 personnes.

Trois membres des Femen ont brandi, seins nus, des pancartes sur lesquelles on pouvait lire « *Brisons le silence et le vieux monde* » « *patriarcat tu es foutu, #metoo est dans la rue* ». Le HuffPost 12 janvier 2024

J-C – Un flop monumental, il faut dire que cette association qui bénéficie d'une tribune dans les médias revendique seulement 700 adhérents, ce qui est très peu, dans ces conditions on se demande comment elle a pu organiser des manifestations dans une trentaine de grandes villes, quand on sait à quel point il est difficile de constituer une organisation et de disposer de moyens pour financer la moindre action d'envergure, qui plus est nationale. J'ignore qui la finance ou quelles sont ses généreux donateurs, ce qui suit pourrait nous renseigner sur leurs origines.

Lu dans leur document.

L'association est membre du Haut Conseil à l'égalité femmes-hommes et y est représentée par Céline Piques, co-présidente de la Commission Violences. **(Le Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes est une instance consultative indépendante française, créée le 3 janvier 2013 et placée auprès du Premier ministre. Source : Wikipédia. – J-C)**

L'association est membre du Centre Hubertine Auclert. Le Centre Hubertine Auclert est le centre francilien pour l'égalité femmes-hommes. **(Créé à l'initiative du Conseil régional d'Île-de-France. Source : iledefrance.fr – J-C)**

Osez Le Féminisme ! fait partie de réseaux européens : la Coordination française pour le Lobby Européen des Femmes, le European Network of Migrant Women et le collectif Brussels Call. Ces collectifs nous permettent d'inscrire notre travail de plaidoyer à l'échelle internationale et de nous adresser aux institutions européennes dont les recommandations conditionnent pour beaucoup la politique des différents Etats membres et a des répercussions directes sur les droits des filles et des femmes sur le terrain. **(La totalité de ces officines sont liées, pilotées ou émanent de l'Union européenne, du Parlement européen. – J-C)**

L'association est membre de la Coordination Française pour le Lobby Européen des Femmes (CLEF) et Alyssa Ahrabare, co-présidente d'Osez le Féminisme, en est la vice-présidente. La CLEF est une ONG de plaidoyer qui anime un réseau de près de soixante-dix associations pour l'égalité et les droits des femmes en France, en Europe et à l'international. **(La collusion entre cette association et ce lobby européen également lié à l'ONU est ainsi ouvertement revendiquée, voir leur fiche dans Wikipédia. – J-C)**

Le LEF a été créé en 1990 à l'initiative de fonctionnaires de l'Union européenne, dans un contexte d'institutionnalisation du féminisme. S'inspirant du réseau européen de femmes né en 1983 (ENOW), il a pour objectif d'informer les associations féminines et d'influencer les institutions européennes en faveur des femmes. **(Cornaquée par des « fonctionnaires de l'Union européenne », on n'invente rien. – J-C)**

Osez le Féminisme ! est membre de l'European Network Of Migrant Women (le réseau européen des femmes migrantes). **(A l'instrumentalisation de la condition des femmes vient s'ajouter celle des migrants, plus loin, des questions environnementales, de manière à couvrir un vaste champ des conséquences de la survie du capitalisme auxquelles des millions de travailleurs et jeunes sont sensibles.)**

C'est une plate-forme féministe, laïque et non partisane, dirigée par des femmes migrantes qui défend les droits, les libertés et la dignité des femmes et des filles migrantes, réfugiées et appartenant à des minorités ethniques en Europe. **(En réalité, c'est une émanation du Conseil de l'Europe, vous pourrez le vérifier ici :**

<https://www.coe.int/en/web/genderequality/drafting-committee-on-migrant-women>

ou là

<https://www.migrantwomennetwork.org/> - J-C)

LEF, le Lobby européen des femmes

Osez le Féminisme a également participé grâce à Alyssa Ahrabare au CSW (Consultation of the Status of Women), évènement international organisé par l'ONU regroupant quasiment toutes les délégations du monde. Osez le Féminisme faisait partie de la délégation du Lobby Européen des femmes pour CSW. **(Là c'est écrit en toutes lettres ! – J-C)**

L'association participe à des convocations régulières à des auditions à l'Assemblée Nationale et au Sénat dans le cadre de préparation de proposition de lois ou de missions d'information. **(Cela se passe de commentaires. – J-C)**

BILAN DE L'ANNÉE : CHIFFRES CLÉS

700 adhérents
13 antennes en France
550 passages presse
150 passages TV/Radio
Plus de 100 évènements organisés en France

(Leur fonction : Ils noyautent et pourrissent tous les mouvements sociaux. – J-C)

Lancement du groupe de travail thématique : "*Féminisme, écologie, climat*"

Objectif : Féminiser les luttes écologiques

(Il faut ajouter à leur tableau de chasse, outre le wokisme, la cancel culture. J'ai supprimé de ce texte l'écriture inclusive. – J-C)

Victoire : Les hôpitaux contraints de décrocher leurs fresques pornographiques suite à nos actions !

Dans les internats d'une trentaine d'hôpitaux français figurent des fresques pornographiques déshumanisantes. Sur ces fresques, des femmes sont représentées recouvertes de spermes ou subissant des viols collectifs.

En 2021, grâce au recours d'Osez le féminisme accompagné par Sud Santé Social, le tribunal administratif de Toulouse a ordonné au CHU de Purpan de décrocher ces fresques. Le juge les a considérés comme portant une atteinte grave à la dignité humaine. **(Les syndicats soi-disant les plus radicaux participent à leurs opérations. – J-C)**

Une instruction ministérielle le 17 janvier 2023 demande aux hôpitaux d'organiser le retrait de l'ensemble des fresques à caractère pornographique et sexiste. En cas de désaccord avec les associations d'interne, l'ARS (Agence régionale de santé) pourra intervenir. Cependant le calendrier de décrochage se fera en concertation avec les représentants des internes. Ainsi, toutes les fresques ne sont pas encore décrochées, la lutte continue !

Journal N°60 : Cinq ans après #MeToo, notre bilan

Lancé aux Etats-Unis et arrivé en France à l'automne 2017, #MeToo a bien secoué les réseaux sociaux. Et c'est tout ? Cinq ans après, voyons ce que ce mouvement féministe mondial a changé au niveau de la justice, dans le traitement médiatique des affaires de violences sexistes et sexuelles et plus globalement dans la société à travers nos définitions des mots choix, désir et consentement. **(Elles félicitent les législateurs d'avoir adopté des lois toujours plus liberticides et répressives. – J-C)**

<https://osezlefeminisme.fr/wp-content/uploads/2023/07/Rapport-dactivite%CC%81-2022-2023.pdf>

Dernier développement.

Depardieu aurait agressé des milliers de femmes ! Et vous, avouez !

L'actrice Anouk Grinberg a vivement critiqué les propos du président de la République sur le plateau de l'émission C à vous diffusée sur France 5, mercredi 10 janvier, rapporte le Huffington Post. « *Que ce président, que ce jeune homme, se permette de balayer d'un revers de main des centaines et des centaines voire des milliers de femmes que Depardieu a agressées, c'est honteux, c'est honteux !* », a déclaré, en colère, l'actrice.

L'actrice a également invité le président à « *fermer sa gueule* ». « *Il devrait fermer sa gueule quand un monde nouveau se prépare ! Il devrait accompagner ce mouvement-là* », a-t-elle conclu. LePoint.fr 12 janvier 2024

J-C – J'ai affirmé à plusieurs reprises pour en avoir fait l'expérience à plusieurs reprises, que les femmes étaient championnes du harcèlement psychologique, qu'elles avaient le don de provoquer ou persécuter les hommes en s'adonnant à des cruautés silencieuses et hypocrites destinées à les pousser à bout, et à déclencher chez eux des réactions violentes qui seront ensuite condamnées, tandis qu'elles apparaîtront comme de malheureuses victimes innocentes de sauvages.

Si vous voulez vous faire des amis et les conserver, soyez superficiel et hypocrite de préférence.

«Je n'ai plus d'amis. Suis-je trop intransigente? Pas assez intéressante?» - slate.fr 11 janvier 2024

Laura - Je n'ai plus d'amis. Aucun. Triste constat à l'aube de mes 35 ans. Tout le monde a des amis. Pourquoi je n'y arrive plus? Est-ce que je n'ai rien à apporter à qui que ce soit?

Psychanalyste - Il n'est pas rare que des amitiés se finissent, pour diverses raisons: des fusions qui deviennent trop envahissantes, qui ne remplissent plus la fonction illusoire d'être comblé par l'autre, des conflits sur des sujets trop clivants pour qu'il soit possible de les mettre de côté, des trahisons ou encore moult facteurs de discordes. slate.fr 11 janvier 2024

J-C - Je connais plusieurs personnes en France dans ce cas-là. J'y ai toujours été plus ou moins confronté depuis la fin de mon adolescence, il y a près de 50 ans. J'ai constaté dès cette époque, que si je ne faisais rien pour conserver des relations avec des gens qui m'étaient chers ou qui se disaient mes copains ou mes amis, ils n'auraient rien fait pour entretenir notre liaison, et chaque fois elle cessa le jour où j'arrêtai de leur écrire ou de leur téléphoner. Cette tendance s'est aggravée depuis la dictature sanitaire qui a littéralement fait exploser tous les rapports sociaux, y compris au sein de chaque famille.

Ma dernière expérience en date remonte à six mois en arrière, lorsque j'ai recontacté par mail un vieux copain (Un ex-collègue de travail dans le milieu des années 80). Je l'ai appelé en vidéo avec WhatsApp, on eut deux longues conversations de plus d'une heure, il était enchanté de me revoir après une coupure de plus de 20 ans, à l'entendre c'était merveilleux, il faut préciser toutefois que précédemment il n'avait jamais répondu à mes courriers (Carte postale de Bonne année). On partagea un bon moment ensemble, une bonne tranche de rigolade, puis, plus rien pendant 4 mois, pas même un petit mot en fin d'année, je m'en abstenais également du coup, à contrecœur, non pas par mesure de rétention, mais parce que j'en ai marre de ces relations à sens unique.

Comment ne pas penser à mes lecteurs, à tous les travailleurs ou militants que j'ai croisés depuis décembre 2004, date du début de ce blog, et dont je n'ai jamais plus eu de nouvelles du jour au lendemain, sans doute parce qu'ils n'ont pas supporté mes positions sur "*des sujets trop clivants*". Ils ne manquèrent pas en 20 ans ou ils ne les partageaient pas, oubliant du coup qu'on était censé partager le même idéal humaniste, militer pour la même cause collective et non individuelle, le rang auquel ils ont finalement ravalé leur propre engagement politique, sans prendre conscience que nous devions privilégier ce qui nous rassemblait, plutôt que favoriser ce qui nous divisait, dommage.

Ils ont ignoré que la polémique et les désaccords faisait partie de la vie ou qu'ils étaient inévitables du fait qu'on était tous différents ou que nous avons été soumis à des conditions particulières tout au long de notre vie que nous n'avions pas choisies, et qu'il était préférable de les assumer au lieu de les rejeter. De plus, c'était oublié que c'est à partir de la confrontation des idées qu'on peut vérifier la cohérence de nos arguments respectifs et si nécessaire les rectifier. On avait tout à gagner à se livrer à cet exercice critique, pour peu qu'on soit animé de bonnes intentions, encore fallait-il avoir à l'esprit que nos idées ne nous appartiennent pas ou qu'elles peuvent évoluer, qu'on peut en changer, c'est ce qui distingue une démarche scientifique, libre ou indépendante, d'un comportement dogmatique ou ascientifique.

Les gens en général sont prompts à porter des jugements injustes ou à l'emporte-pièce sur les autres, sans penser un instant que si tout le monde les imitait, on finirait par vivre dans une société où règnerait la loi de la jungle ou du plus fort, qui nous broierait tous. Car, isolé ou atomisé, et qui plus est sans conscience de classe, on est faible et vulnérable, et quoi qu'on pense, quelles que soient les illusions qu'on peut avoir sur soi-même, on ne pourra pas résister au courant politique dominant, on n'échappera au sort cruel que la réaction nous a réservé. Nous serons emportés dans le sillage du capitalisme pourrissant et du vieux monde dégénéré, décadent, nous aurons beau nous recroqueviller sur nous-même pour tenter de nous sauver, nous nous décomposerons, nous perdrons tous nos repères et principes, toutes nos valeurs et connaissances se volatiliseront, la fin de notre existence sera un véritable cauchemar.

Tout de même, ce n'est pas parce que notre inconscience domine nos pensées et nos actes, que nous mériterions un tel destin, nous ne le souhaitons à personne, hormis aux ordures qui détiennent tous les pouvoirs, à ces parias que tous les peuples sont en droit de haïr si cela les soulage, à leur régime économique surtout, car c'est lui qu'il faut balayer de la surface de la Terre pour que règne enfin la fraternité universelle entre les hommes.

Personnellement, j'ai toujours été animé par ces intentions humanistes, bien que j'ai été victime de bien des injustices sans en vouloir à quiconque, puisque j'en connaissais les

origines sociales ou psychologiques. Je suis en mesure de prendre les choses au second ou au troisième degré quand c'est nécessaire, ce qui ne doit pas nous empêcher de prendre au sérieux les questions sociales qu'on ne peut pas traiter par-dessus la jambe ou qui nécessitent de notre part une attention particulière, une prise de conscience intransigeante, une prise de position tranchée dès lors que des vies sont en jeu ou que de graves conséquences peuvent en découler.

De quoi sont faites les masses ?

Ma jeune voisine Kajelvéli (29 ans, mariée et 2 enfants) a commencé à travailler hier dans une usine d'embouteillage à 7 ou 8 km de chez elle.

Elle travaille à la chaîne debout 8 heures par jours, 6 jours/7, et son salaire de débutante est de 250 roupies par jour, soit moins de 3 euros (1 euro = entre 85 et 90 roupies), moins de 75 euros par mois. A 5 km de chez nous, dans le petit supermarché où je vais faire mes courses la dizaine de jeunes femmes qui y travaillent perçoivent 10 euros de plus par mois, mais elles travaillent 12 heures par jour. C'est ce que j'appelle l'esclavage moderne. Par ailleurs, il y a de plus en plus d'Indiens millionnaires ou milliardaires en dollar, normal.

Il y a deux mois environ j'ai eu une discussion avec Kajelvéli. Elle sait lire et écrire le tamoul, compter, ses connaissances s'arrêtent là agrémentées de quelques mots d'anglais.

Ma compagne étant absente depuis deux semaines, je lui avais demandé de balayer les feuilles du jardin en échange d'une rémunération. Cela donna lieu à une âpre discussion parce qu'elle partit à délirer. Je lui proposai 250 roupies pour seulement 4 heures de travail, elle me réclama le double, je refusai sachant qu'elle s'arrangerait pour avoir fini le travail en deux heures et partir, elle m'avait déjà fait le coup deux fois !

Elle accepta ma proposition en manifestant cependant un mouvement de mauvais humeur, et comme je l'observais attentivement depuis le début, car j'étais particulièrement intéressé à mieux comprendre comment elle fonctionnait mentalement, du coup j'en profitais pour avoir une discussion plus approfondie avec elle. Mais pour qu'une telle discussion soit fructueuse ou m'apporte quelque chose, il fallait qu'elle soit franche. Or Kajé n'était pas du tout préparée à se livrer à un tel exercice avec lequel de mon côté j'étais à l'aise, vous me connaissez, vous savez que je n'ai rien à cacher à personne, même si je ne dis pas tout ce que je pense à n'importe qui.

Au cours de cette discussion, comme c'était prévisible, sans difficulté je la déstabilisai sans vouloir la juger ou l'enfoncer, car la pauvre femme avait eu dans le passé récent bien des comportements conflictuels avec d'autres personnes qui n'avaient pas été à son avantage, qui avaient toujours mal tourné pour elle, au point que ses congénères la considèrent comme une mauvaise femme, ce qui de leur point de vue pouvait se justifier, mais pas du mien puisque je ne la jugerai pas ou tel n'était pas mon intention.

A un moment donné je lui ai demandé si elle avait pris conscience de s'être mis elle-même dans l'embarras en ayant eu des attitudes inappropriées avec certaines personnes, gênée elle me répondit qu'elle le savait. Alors j'insistai, et je lui demandai pourquoi elle ne tirait aucune

leçon de ces expériences malheureuses et elle les reproduisait sans cesse, y compris avec moi en me racontant des histoires ou en essayant de profiter de moi, ce qui était stupide, et là quelle ne fut pas ma surprise, lorsqu'elle m'avoua qu'elle ne comprenait rien à rien de la vie, qu'on ne lui avait rien appris, qu'elle ne savait pas comment élever ses enfants, tenir sa maison, se comporter avec son époux, avec un patron, avec les gens en général, etc. elle ne savait pas ou elle n'avait aucune conscience que ses actes pourraient porter à conséquences et nuire à ses intérêts ou à ceux d'autrui, bref elle n'était pas du tout préparée à jouer le rôle pour lequel la société l'avait destinée et c'était dramatique ou elle en était fort triste, elle m'expliqua qu'elle détestait sa vie, son époux, elle avait fait un mariage forcée, sa famille, ses proches, la Terre entière la pauvre femme.

Je m'attendais à cette sortie, toujours est-il qu'elle me bouleversa, parce qu'elle était en pleurs en me racontant son existence. Elle me fit penser à la mienne qui ne fut pas non plus une partie de plaisir ou qui me fut imposée également, bien que je m'en sois mieux sorti ou j'eus plus de chance qu'elle. Tout ce qu'elle me raconta, je le connaissais déjà ou je l'avais déjà vécu en grande partie autrefois, aussi je lui fis profiter des riches enseignements que j'avais tirés de mes propres expériences de la vie, en lui prodiguant quelques conseils pratiques simples à mettre en œuvre, je ne vais pas entrer dans les détails ici.

Elle apprécia que je la fis parler et que je l'ai écouté comme jamais personne avant moi, ce qui lui procura un soulagement immédiat. Depuis ce jour-là, il s'est établi entre nous une sorte de complicité ou de connivence, c'est ce que je ressens chaque fois que nos regards se croisent ou qu'on échange quelques mots qui ne sont pas forcément agréables. Parce qu'il faut savoir que les problèmes de voisinages avec les Indiens sont récurrents, pour un rien ils s'insultent copieusement, mais comme Kajé sait maintenant que je ne suis jamais animé de mauvaises intentions et que je ne me mêle jamais d'affaires qui ne me concernent pas, quand mon regard se détache d'elle j'éprouve de la tendresse, et je crois que c'est réciproque, car le sien qui peut être très dur, semble soudain se radoucir, comme si elle ne voulait pas qu'on se quitte fâchés, ce qui serait idiot.

A première vue, cette jeune femme n'est pas de la même génération que ma compagne Selvi qui a 24 ans de plus qu'elle, ayant été scolarisée durant une courte période contrairement à Selvi qui était illettrée, étant née au moment où l'Inde s'engageait dans une nouvelle et longue période de développement économique qui allait profondément transformer tous les rapports dans la société, on aurait pu croire que cette nouvelle génération serait plus évoluée que les précédentes, mais c'était sans compter sur l'inertie de l'histoire qui allait s'appliquer à de nombreux rapports sociaux. Pour en avoir une petite idée, si le système des castes allait être pratiquement aboli, en revanche celui des classes devait se renforcer avec la même violence, ce qui explique pourquoi les us et coutumes archaïques ou les traditions rétrogrades hérités du passé ou de la société féodale ne disparurent pas, dont ceux de la dote et du mariage arrangé par les parents notamment, le pouvoir absolu des parents sur leurs enfants jusqu'à leur mariage quasi obligatoire, ainsi qu'une multitude d'évènements familiaux continuent de rythmer la vie de familles des Indiens auxquels personne n'aurait l'idée saugrenue de se soustraire tant c'est inimaginable.

D'une certaine manière, l'ensemble de ces contraintes culturelles ou sociales qui pèsent sur les nouvelles générations, vont les maintenir à un nouveau de conscience quasiment aussi rudimentaire que celui des générations précédentes profondément arriérées. D'autant plus que le développement économique entamé en 1991 se réaliserait à marche forcée sans que les

masses n'y soient préparées ou y participent directement par la lutte de classe comme ce fut le cas autrefois en occident lors du développement du capitalisme. Il leur a été imposé pour ainsi dire de l'extérieur, au prix de la suppression des libertés dont elles disposaient et de la destruction de leur mode de vie séculaire, en leur procurant en échange une sécurité matérielle dont elles sont devenues principalement les victimes, car concourant à resserrer davantage les chaînes de l'esclavage qui les entravaient au lieu de s'en émanciper ou de s'en libérer, le capitalisme à l'époque de l'impérialisme et du néolibéralisme incarnant la fin du cycle du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme dans ce qu'il a de plus tyrannique et cruel.

Concrètement ou en résumé pour faire bref, cela se traduit de la sorte au quotidien : La plupart des Indiens bénéficient entre guillemets du développement économique des dernières décennies à leur insu, étant tenus dorénavant de satisfaire impérativement un tas de besoins qui n'existaient pas hier encore s'ils ne veulent pas être exclus de la société ou pour tout bonnement survivre, et si leur niveau de conscience n'a pas pu progresser, c'est principalement parce que le carcan de traditions archaïques et de la religion, de l'obscurantisme, a été maintenu à cet effet.

Il m'est arrivé en 30 ans de croiser des Indiens de toute condition sociale, pas seulement quand je fus enseignant durant plusieurs années, j'ai toujours vécu parmi eux, et je ne parle pas des deux familles indiennes auxquelles je suis lié, et bien plus d'une fois je me suis fait la réflexion qu'ils étaient tous aussi arriérés, et quand bien même ils n'y seraient pas obligés dans leur intimité par exemple, ils se comportaient tous de la même manière, comme s'ils ne pouvaient survivre qu'à condition de reproduire indéfiniment fidèlement le mode de pensée de leurs ancêtres, qui les tirent en arrière au lieu que le progrès économique et social les aide à d'aller de l'avant, je parle en général ; par exemple, je ne connais pas un seul Indien célibataire, à croire que cela n'existe pas dans ce pays, tous les rapports sociaux sont régis par des codes d'une rigidité telle, qu'ils interdisent à chacun de développer sa propre personnalité, d'avoir des aspirations individuelles, dans ces conditions il est impossible de se sentir libre ou d'être un tant soit peu heureux.

Cela dit, les masses indiennes sont comme n'importe quel exploité ou opprimé dans le monde, elles perçoivent forcément (confusément) que les conditions sociales qui leur sont imposées entrent violemment en contradiction avec leur propres aspirations légitimes à la liberté et au bien-être social, mais comme ils n'ont pas conscience de l'origine de cette contradiction, elles n'ont pas développé une conscience de classe, elles ne peuvent pas trouver le moyen de la résoudre à leur avantage, elles en sont au même point que n'importe quel travailleur dans le monde, et elles subiront leur triste sort au lieu de faire leur propre histoire aussi longtemps qu'elles ne seront pas parvenues à prendre en mains leur destin.

Pour revenir sur Kajelvi, j'ai conservé à l'esprit ce qu'elle m'a dit, lorsqu'elle me déclara qu'elle ne comprenait rien à rien, elle était perdue, parce qu'on ne lui avait pas fourni le mode d'emploi pour se diriger dans cette société en perpétuelle évolution, j'en ai tiré la conclusion qu'ils devaient être un milliard et quelques centaines de millions dans son cas en Inde, et que cette situation devait être identique ou semblable dans un grand nombre de pays en Asie et en Afrique, où est concentrée la majorité de la population mondiale. Par conséquent, quand on évoque l'actualité sociale ou politique dans tous ces pays ou quand on doit interpréter un événement, il est impératif d'avoir à l'esprit ce facteur pour ne pas prendre le risque de raconter n'importe quoi.

« Rétablir la confiance », il semblerait que le « Great Reset » ne se déroule pas comme ils l'avaient prévu.

Quand se déroule le forum de Davos en 2024 ?

Date de la 54^e édition du FEM

La réunion annuelle du Forum économique mondial se déroulera du lundi 15 au vendredi 19 janvier 2024, à Davos, dans les Alpes suisses.

Thème du Forum de Davos 2024

Le thème de cette 54^e édition est "*Rebuilding trust*", soit "*Rétablir la confiance*" en français.

Sur le site officiel du World Economic Forum, on peut lire :

"Cette réunion a pour but de rétablir une capacité d'action collective et de renforcer les principes fondamentaux de transparence, de cohérence et de responsabilité qui incombent aux dirigeants. Le programme incarne un esprit de "retour aux bases" basé sur un dialogue ouvert et constructif entre les dirigeants gouvernementaux, les représentants du monde des affaires et de la société civile. L'objectif est de créer des passerelles au sein d'un environnement de plus en plus complexe et de préparer l'avenir grâce aux dernières avancées scientifiques, industrielles et sociétales."

<https://www.capital.fr/economie-politique/forum-de-davos-2024-date-theme-et-enjeux-du-forum-economique-mondial-fem-1490094>

Qu'est-ce cachait derrière le "Great Reset" ?

Pourquoi tous les Etats y ont-ils adhéré ?

Et si finalement les provocations de l'OTAN envers la Russie et des Etats-Unis à l'égard de la Chine faisaient partie d'une mise en scène, d'une stratégie globale destinées à justifier le déplacement autour des BRICS du pouvoir politique international qui avait été structuré autour des puissances occidentales pour organiser l'économie mondiale au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, de manière à ce que tous les Etats s'y adaptent en douceur sans que les Etats-Unis et ses vassaux occidentaux en faillite apparaissent comme les grands perdants de ce grand marchandage réalisé au détriment des intérêts de tous les peuples.

C'est juste une hypothèse à confirmer ou infirmer... A suivre.

Coopération sino-russe : Sergueï Lavrov et Wang Yi saluent le bilan 2023 - RT 10 janvier 2024

Les ministres russe et chinois des Affaires étrangères se sont entretenus ce 10 janvier par téléphone. Le communiqué russe relève qu'ils ont «*exprimé leur satisfaction quant au rythme élevé de développement du dialogue politique bilatéral et de la coopération*» entre leurs pays respectifs.

Les deux ministres ont déclaré que la coopération commerciale bilatérale «*dépassait avec confiance le niveau de 200 milliards de dollars*».

Sur le volet international, la crise ukrainienne, le conflit au Proche-Orient ou encore la situation autour de la péninsule coréenne et en Asie-Pacifique ont été abordés.

Le rejet général de la politique de confrontation du bloc occidental à l'égard de la Russie et de la Chine, des tentatives de freiner leur développement par des sanctions, des provocations délibérées et d'autres méthodes illégitimes a été souligné», souligne le document.

Les deux diplomates ont également mis en avant «*le caractère purement constructif de l'interaction entre Moscou et Pékin au sein de l'ONU, de l'OCS, des BRICS et d'autres formats multilatéraux, non dirigés contre des pays tiers*», stipule le communiqué russe. Ce dernier conclut sur l'examen, par Lavrov et Yi, du «*calendrier des contacts à venir au plus haut niveau, ainsi que sur un échange de vues*» concernant «*les moyens d'établir des contacts entre la RPC et la CEI*».

«*Grâce à une coopération stratégique de haute qualité, les deux parties ont non seulement géré les affaires de leurs pays respectifs, mais ont également joué un rôle de premier plan sur la scène internationale et maintenu la stabilité stratégique mondiale*» se félicite pour sa part le communiqué du ministère chinois des Affaires étrangères. Celui-ci souligne, concernant Lavrov, que «*la position de la Russie en faveur du principe d'une seule Chine est inébranlable*».

Le chef de la diplomatie chinoise a déclaré que son pays soutenait «*pleinement la Russie*» dans sa présidence des BRICS en 2024, année qui marquera le 75e anniversaire des relations sino-russe. La Chine demeure également «*prête à travailler avec la Russie pour renforcer l'influence internationale des BRICS et pousser la coopération des BRICS à un nouveau niveau*».

Depuis la hausse des tensions avec les chancelleries européennes, sur fond de crise en Ukraine, la Russie a entrepris un rapprochement avec son voisin chinois. La succession des trains de sanctions occidentales contre Moscou à la suite de son intervention en Ukraine en février 2022 a accéléré la dynamique.

Le 31 décembre, lors de ses vœux, le président chinois a déclaré que les relations russo-chinoises avaient au cours de l'année 2023 «*maintenu un développement sain et stable et ont progressé de façon constante dans la bonne direction*». «*Sous notre direction conjointe, la confiance politique mutuelle entre les deux parties s'est approfondie, notre coordination stratégique s'est resserrée, et la coopération mutuellement bénéfique a continué à produire de nouveaux résultats*», a ajouté le dirigeant chinois.

Autres éléments de réflexion.

- Lors d'une visite à Pékin plus tôt en décembre du Premier ministre russe, Mikhaïl Michoustine, Xi Jinping avait déclaré que le maintien de relations étroites avec Moscou était un «*choix stratégique*».

Les deux alliés ont renforcé leurs liens alors que les pays occidentaux tournaient le dos à Moscou après l'invasion de l'Ukraine. RT 31 décembre 2023

- «*Maintenir et développer les relations entre la Chine et la Russie est un choix stratégique fait par les deux parties, basé sur les intérêts fondamentaux de nos deux peuples*», a déclaré Xi Jinping, selon des propos rapportés ce 20 décembre par CCTV.

Les deux pays devraient «*constamment amplifier les effets positifs de leurs liens politiques de haut niveau*» et «*approfondir leur coopération dans les domaines de l'économie, du commerce, de l'énergie, de la connectivité et d'autres secteurs*», a ajouté Xi, toujours selon CCTV. RT 20 décembre 2023

Gazprom a livré par jour 40,7 millions de m³ de gaz à l'Europe en 2023 via l'Ukraine – RT 3 janvier 2024

Les autorités américaines ont offert un coup de pouce à la monnaie russe – RT 6 janvier 2024

Ils ne sont pas les seuls dont les algorithmes ne fonctionnent pas.

Derrière les erreurs de prévisions de Météo France, un algorithme nommé Alpha

[https://www.challenges.fr/entreprise/derriere-les-erreurs-de-previsions-de-meteo-france-un-algorithme-nomme-alpha_879360#xtor=CS3-89-\[Derri%C3%A8re%20les%20erreurs%20de%20pr%C3%A9visions%20de%20M%C3%A9t%C3%A9o%20France%2C%20un%20algorithme%20nomm%C3%A9%20Alpha\]](https://www.challenges.fr/entreprise/derriere-les-erreurs-de-previsions-de-meteo-france-un-algorithme-nomme-alpha_879360#xtor=CS3-89-[Derri%C3%A8re%20les%20erreurs%20de%20pr%C3%A9visions%20de%20M%C3%A9t%C3%A9o%20France%2C%20un%20algorithme%20nomm%C3%A9%20Alpha])

Un site fiable :

Ventusky - cartes de prévision météo

<https://www.ventusky.com/?p=16.8;83.7;4&l=temperature-2m>

Santé.

Rapport annuel de situation Covid planétaire du lundi 1er Janvier 2024 0h00 GMT

<https://reseauinternational.net/rapport-annuel-de-situation-covid-planetaire-du-lundi-1er-janvier-2024-0h00-gmt/>

Commentaire publié par Le Grand Soir

- Il aurait peut-être été judicieux de renvoyer les lecteurs à l'article qu'Einstein avait adressé à la revue américaine Monthly Review en mai 1949, dans lequel il porta un rapide jugement radical ou sans concession sur le capitalisme, tout en témoignant en faveur du socialisme dont dépendrait l'avenir de l'humanité.

J'ignore quel courant politique incarnait le Monthly Review, peu importe, ce qui à mon avis l'emporte sur toute autre considération, c'est qu'un esprit scientifique aussi brillant et accompli qu'Einstein ait adopté le socialisme scientifique, en mettant toutefois en garde contre les dérives bureaucratiques qui pourraient naître à l'occasion du passage au socialisme en guise d'avertissement :

Einstein - Il est cependant nécessaire de rappeler qu'une économie planifiée n'est pas encore le socialisme. Une telle économie pourrait être accompagnée d'un complet asservissement de l'individu. La réalisation du socialisme exige la solution de quelques problèmes socio-politiques extrêmement difficiles : comment serait-il possible, en face d'une centralisation extrême du pouvoir politique et économique, d'empêcher la bureaucratie de devenir toute-puissante et présomptueuse ? Comment pourrait-on protéger les droits de l'individu et assurer un contrepoids démocratique au pouvoir de la bureaucratie ?

A croire qu'Einstein avait assimilé les enseignements de Marx et Engels sur l'Etat ou l'expérience de la Commune de Paris, à moins qu'il ait lu L'Etat et la révolution de Lénine, ce qui revient au même, la théorie marxiste ayant été mise en pratique efficacement...

Cependant, je crois qu'il faudrait reformuler la question légitime qu'il posa.

Il faudrait voir quelles conditions sont à l'origine de la toute-puissance de la bureaucratie dans un pays donné, mais aussi au niveau international, sachant que le communisme ne pourra se réaliser qu'à l'échelle mondiale, par conséquent, pour commencer à s'imposer à cette échelle il faudrait impérativement que la direction du mouvement ouvrier international ou tout du moins celle parmi les pays les plus puissants ou économiquement développés ait renoué avec le socialisme scientifique, le socialisme révolutionnaire, sans quoi cette expérience risquerait de demeurer isolée et d'être vouée à l'échec...

Pourquoi le socialisme ? - Albert Einstein 1949

<https://www.marxists.org/francais/general/einstein/1949/00/einstein.htm>

En anglais :

<https://monthlyreview.org/2009/05/01/why-socialism/>

Où va se nicher la réaction. Opportunisme et démagogie ou l'agonie du vieux mouvement ouvrier dégénéré. Les pires amis des Palestiniens.

Voilà le genre de connerie qu'on peut lire dans les médias sociaux censés œuvrés pour notre cause.

Après ils peuvent faire figurer une mention en dessous de ces articles pourris indiquant que leurs contenus ne les engagent pas, je suis désolé, en les publiant ils en sont les complices, qu'ils assument leur responsabilité. Celui-ci a été publié dans Investig Action de Michel Collon.

- Le seul espoir d'éviter une dislocation des Nations Unies est de réformer en profondeur le fonctionnement du Conseil de sécurité afin que cette instance – ou une autre à inventer – puisse devenir un véritable garant de la paix mondiale. Sinon, sans la boussole du droit international, le monde basculera dans l'horreur de la guerre économique et militaire.

Pour l'heure, l'urgence est de sauver la vie des Palestiniens en forçant l'actuel gouvernement israélien à arrêter le génocide.

Nos pays en ont le pouvoir : rappel des ambassadeurs, sanctions économiques et mesures juridiques et politiques telles que celles qui ont été appliquées à la Russie.

En 2024, nous élirons nos parlementaires européens. L'enjeu est crucial : arrêter la montée de l'extrême-droite (dont on voit la capacité de nuisance en Israël), empêcher le désastre climatique et les ravages provoqués par les guerres au détriment des populations les plus vulnérables, rétablir des relations économiques permettant un réel développement social des populations, ce qui représente une solution infiniment plus sage au problème des migrations que de se barricader par la force au détriment du respect des droits humains.

Et puisque l'Afrique du Sud est intervenue dans la sombre actualité palestinienne, rappelons que la philosophie qui a inspiré Nelson Mandela et Desmond Tutu est celle de l'Ubuntu, concept en langue bantoue qui est souvent décliné comme ceci : « *Je suis ce que je suis grâce à ce que nous sommes tous* ». En réalité, une belle définition du mot « *humanité* » ou « *comment améliorer le monde* ».

<https://investigaction.net/israel-lafrique-du-sud-brandit-larme-du-droit/>

J-C - C'est la gauche, le populisme de gauche devenue le porte-parole du Forum économique mondial de Davos, tout y est, quelle horreur !

Thierry Meyssan sur la mutation du conflit israélo-arabe - Réseau Voltaire 11 janvier 2024

<https://www.voltairenet.org/article220240.html>

La vidéo.

<https://www.youtube.com/watch?v=hvsNtcvNxxvA>

J-C - J'ai relevé que les victimes des derniers attentats perpétrés par Israël et les Etats-Unis étaient des dirigeants de l'Axe de la résistance, et que ceux du Hamas affiliés à la Confrérie des frères musulmans avaient soigneusement été épargnés.

En outre, il exprime sa surprise et son admiration devant le refus de l'état-major français de participer à l'opération états-unienne Gardien de la Prospérité pour couvrir le massacre à Gaza. Je n'ai trouvé nulle part confirmation de cette info.

Une surinterprétation ?

Voici ce que j'ai trouvé en revanche :

- Seulement, figurant pourtant parmi les dix pays nommément cités par le Pentagone, la France et l'Italie ne placeront pas leurs moyens navals sous commandement américain.

Via un communiqué, le ministère des Armées a ainsi indiqué que la frégate multimissions [FREMM] Languedoc, actuellement déployée en mer Rouge, resterait sous « *commandement national* ».

<https://www.opex360.com/2023/12/23/securite-en-mer-rouge-la-france-et-litalie-ne-placeront-pas-leurs-fregates-sous-commandement-americain/>

Confirmation.

- Le 11 janvier, le vice-amiral Emmanuel Slaars, commandant des opérations françaises dans l'océan Indien, avait précisé que le dispositif militaire de la France en mer Rouge restait «*sous commandement français*», sans «*aucune subordination*» au partenaire américain. Il avait en revanche évoqué «*une répartition géographique intelligente des efforts*». RT 12 janvier 2023

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

- Le ministère de la Santé de la bande de Gaza a annoncé vendredi que le nouveau bilan de la guerre israélienne s'est alourdi à 23 708 morts et 60 000 blessés depuis le 7 octobre.

Dans un communiqué, le ministère a annoncé que les frappes israéliennes ont fait 151 morts et blessé 248 palestiniens au cours des dernières 24 heures. aa.com.tr 12.01.2024

- Le bureau des médias du Gouvernement de Gaza a annoncé lundi un nouveau bilan de 112 journalistes tués dans l'enclave palestinienne depuis le 7 octobre 2023, après que deux d'entre eux ont été tués dans un raid israélien. aa.com.tr 08.01.2024

- «Ainsi, même si nous croyons toujours – après le 7 octobre – à la normalisation, cela ne veut pas dire qu'elle se fera au détriment du peuple palestinien», a-t-il précisé. Toutefois, une telle normalisation irait de pair avec «un État palestinien», a rappelé au micro de la BBC le prince Khalid ben Bandar. «L'un ne va pas sans l'autre», a-t-il insisté.

Riyad déplore le côté «*extrême*» et «*absolutiste*» du gouvernement israélien

Néanmoins, le diplomate saoudien a pointé du doigt la responsabilité de la communauté internationale, déclarant souhaiter que le Royaume-Uni «*modère sa position*» davantage. Il y a «*un échec de l'humanité*», a-t-il déploré, estimant que «*l'angle mort à l'égard d'Israël*» constituait «*un angle mort pour la paix*». «*Si quelqu'un d'autre avait fait ce que les Israéliens font aujourd'hui, vous les auriez vus coupés de la communauté internationale, vous auriez vu des gens parler de sanctions*», a précisé l'ambassadeur. RT 11 janvier 2024

Que risque Israël, accusé de génocide par l'Afrique du Sud à la Cour internationale de justice ? - Le HuffPost 11 janvier 2024

Dans leur plainte, les avocats sud-africains estiment que l'offensive israélienne vise « la destruction des Palestiniens de la bande de Gaza ».

L'Afrique du Sud a accusé jeudi Israël de violer la Convention des Nations unies sur le génocide devant la Cour internationale de Justice (CIJ), affirmant que même l'attaque du Hamas du 7 octobre ne pouvait justifier de telles violations présumées à Gaza.

Pretoria a saisi en urgence la Cour qui siège à La Haye pour qu'elle enjoigne à Israël de "*suspendre immédiatement ses opérations militaires*" dans la bande de Gaza, une confrontation judiciaire historique qualifiée d'"*absurde*" et "*atroce*" par Israël.

"*Aucune attaque armée sur le territoire d'un Etat, aussi grave soit-elle (...) ne peut justifier une violation de la Convention*", a affirmé le ministre sud-africain de la Justice, Ronald Lamola, devant la Cour, plus haute juridiction de l'ONU.

"*La réponse d'Israël à l'attaque du 7 octobre a franchi cette ligne et a donné lieu à des violations de la Convention*", a-t-il soutenu devant la quinzaine de magistrats de la CIJ présents à l'audience, retransmise publiquement par lien vidéo.

Israël s'exprimera vendredi devant la CIJ, mais son président a d'ores et déjà déclaré qu'il n'y avait "*rien de plus atroce et absurde*" que les accusations de Pretoria.

"*Nous serons devant la Cour internationale de Justice et nous présenterons fièrement notre cas de légitime défense (...) en vertu du droit international humanitaire*", a ajouté Isaac Herzog.

Selon lui, l'armée israélienne "*fait tout son possible, dans des circonstances extrêmement compliquées sur le terrain, pour s'assurer qu'il n'y aura pas de conséquences imprévues ni de victimes civiles*".

Les États-Unis soutiennent leur allié Israël et estiment que les accusations formulées par Pretoria sont "*sans fondement*".

"*En fait, ce sont ceux qui attaquent violemment Israël qui continuent d'appeler ouvertement à l'anéantissement d'Israël et au massacre des Juifs*", a déclaré le porte-parole du Département d'État, Matthew Miller.

S'agissant d'une procédure d'urgence, la CIJ pourrait se prononcer dans quelques semaines. Ses décisions sont sans appel et juridiquement contraignantes, mais elle n'a aucun pouvoir pour les faire appliquer.

La décision de la CIJ pourrait avoir une « *portée symbolique extrêmement forte et pourrait amener un certain nombre de pays à se ranger derrière l'Afrique du Sud* », même s'il faudra attendre des mois, voire des années, avant une décision sur le fond, à savoir la qualification ou non de « *génocide* ».

L'Afrique du Sud et Israël ont tous deux signé la Convention des Nations unies sur le génocide, créée en 1948 en réponse à l'Holocauste. Tout pays signataire peut en poursuivre un autre devant la CIJ en cas de désaccord sur « *l'interprétation, l'application ou le respect* » des règles destinées à prévenir le génocide.

Avec la bénédiction de ces braves russes et chinois.

Mer Rouge: l'ONU demande l'arrêt «immédiat» des attaques houthistes - lopinion.fr 11 janvier 2024

Le Conseil de sécurité des Nations unies a également condamné la fourniture d'armes aux rebelles yéménites, soutenus par l'Iran, alors que leur action freine le trafic maritime international

C'est l'expression de la diplomatie internationale. Mercredi 10 janvier, le Conseil de sécurité de l'ONU a exigé l'arrêt « *immédiat* » des attaques houthistes contre des navires en mer Rouge, rapporte Le Monde. La résolution a été menée par les Etats-Unis et le Japon, elle a été adoptée par 11 voix pour et 4 abstentions (Russie, Chine, Algérie, Mozambique). Aucun veto n'a été enclenché.

Par ailleurs, le texte voté par le Conseil de sécurité de l'ONU souligne les violations à « *large échelle* » de l'embargo sur les armes visant les houthistes et « *condamne la fourniture d'armes* » aux rebelles yéménites, soutenus par l'Iran. Pour autant, Téhéran dément leur fournir du matériel militaire, relate Ouest-France.

Les Etats-Unis et le Royaume-Uni ont bombardé les rebelles Houthis au Yémen - AFP 12 janvier 2024

Les Etats-Unis et le Royaume-Uni ont mené dans la nuit des frappes aériennes contre les rebelles Houthis au Yémen qui multiplient depuis des semaines les attaques contre le trafic maritime international en mer Rouge en "*solidarité*" avec les Palestiniens de Gaza, territoire ravagé par la guerre entre Israël et le Hamas.

Les frappes américano-britanniques ont visé des sites militaires dans plusieurs villes contrôlées par les Houthis, a indiqué la chaîne de télévision de ce groupe rebelle membre de "*l'axe de la résistance*", regroupement de mouvements armés hostiles à Israël et établis par l'Iran qui comprend également le Hamas palestinien et le Hezbollah libanais.

La capitale Sanaa et la ville portuaire de Hodeida, où les correspondants de l'AFP ont dit avoir entendu plusieurs explosions, ainsi que Taëz et Saada ont été visées.

Les frappes ont été menées à l'aide d'avions de combat et de missiles Tomahawk, ont indiqué plusieurs médias américains, Washington disant avoir bénéficié aussi du soutien de l'Australie, du Canada, des Pays-Bas et de Bahreïn. De son côté, Londres a dit avoir déployé quatre avions de combat Typhoon FGR4 pour frapper avec des bombes guidées au laser les sites de Bani et Abbs, d'où les Houthis "*lancent*" des drones.

"*Notre pays fait face à une attaque massive par des navires américains et britanniques, des sous-marins et des avions*", a réagi le vice-ministre des Affaires étrangères des Houthis, Hussein Al-Ezzi, cité par les médias du mouvement.

"*Les Etats-Unis et le Royaume-Uni doivent se préparer à payer un prix fort et supporter les lourdes conséquences de cette agression*", a-t-il menacé.

De son côté, l'Iran a condamné vendredi les frappes aériennes américaines et britanniques, y voyant une "*action arbitraire*" et une "*violation flagrante de la souveraineté*" du Yémen.

Ah ces chers libertariens au service de la liberté d'expression et des peuples ! Les pires réactionnaires.

Elon Musk fait supprimer un compte du Hamas sur X au nom d'une « règle » liée à l'ONU - Numerama 9 janvier 2024

Elon Musk a beau se considérer comme un intraitable partisan de la liberté d'expression, il accepte en réalité bien plus de limites qu'il ne veut bien le reconnaître. Dernier exemple en date : un compte sur X (ex-Twitter) en lien avec l'organisation terroriste du Hamas a été suspendu. C'est ce que rapporte Business Insider le 9 janvier.

Elon Musk a confirmé la suppression d'un compte Twitter lié au Hamas, au nom d'une règle liée à l'ONU. L'organisation n'étant pas reconnue par les Nations unies, elle peut être boutée hors du réseau social. Numerama 9 janvier 2024

France occupée (Vigipirate et Sentinelle)

"Un gouvernement plus à droite que tous les précédents", en Israël, non, en France. Le pire est toujours à venir, c'est la seule certitude qu'on a.

J-C - A force d'être toujours plus à droite, on se demande pourquoi il n'était pas devenu d'extrême droite, hormis pour sauver les apparences et ménager les opportunistes qui vont pouvoir continuer à bouffer à la table de Macron et de la Ve République...

On ne va pas s'éterniser sur ce sujet sans grand intérêt. Des infos pêle-mêle.

- Gabriel Attal, le Premier ministre censé incarner le renouveau du dépassement des clivages se voit flanqué d'un gouvernement plus à droite que tous les précédents sous Emmanuel Macron grâce à des symboles... De l'ancien monde. [huffingtonpost.fr](https://www.huffingtonpost.fr) 12 Janvier 2024

- Le virage vers la droite opéré avec le remaniement n'a échappé à aucun commentateur politique. Sur les 14 ministres nommés au gouvernement Attal, 8 ont été membres de l'UMP ou des Républicains et même deux d'entre eux ont été ministres sous Sarkozy : Rachida Dati a été garde des Sceaux de 2007 à 2009 et Bruno le Maire siégeait à l'Agriculture de 2009 à 2012. Les autres ont tous eu leur carte membre à l'UMP comme Gérard Darmanin, Catherine Vautrin, Sébastien Lecornu, Christophe Béchu, Aurore Bergé et Marie Lébec. [linternaute.com](https://www.linternaute.com) 12 Janvier 2024

France. Le régime absolutiste se dote du clone féminisé de son une souverain.

Gabriel Attal : Les associations LGBT saluent le « *symbole fort* » de la nomination d'un Premier ministre gay - 20 Minutes avec AFP 10 janvier 2024

S'il est issu de la gauche, c'est avant tout un macroniste pur jus, qui a su endosser les thématiques de la droite au ministère de l'Education nationale.

Gabriel Attal passe par Sciences Po Paris, il milite d'abord au Parti socialiste. Il a à peine 23 ans lorsqu'il intègre le cabinet de Marisol Touraine, alors ministre de la Santé de François Hollande.

«Dès 2016, il rejoint En Marche, le parti d'Emmanuel Macron. Puis, l'année suivante, il est élu député des Hauts-de-Seine. Il entre au gouvernement en 2018 comme secrétaire d'État à la jeunesse, à seulement 29 ans. Il est ensuite nommé porte-parole sous Jean Castex entre 2020 et 2022 [durant la Covid-19] et lors de la réélection d'Emmanuel Macron, le président lui propose le portefeuille des relations avec le Parlement. Mais, il envisage de retrouver son siège à l'Assemblée nationale», rappelle Europe 1.

"Bruno et Gérald ont hurlé" : pourquoi l'annonce de la nomination d'Attal à Matignon a traîné - BFMTV 9 janvier 2024

Gabriel Attal est désormais officiellement Premier ministre. Mais cette promotion a été contestée en coulisses par Bruno Le Maire, Gérald Darmanin, Edouard Philippe, François Bayrou et Alexis Kohler.

Les deux auraient exigé de ne pas être sous les ordres de Gabriel Attal, qui devient ce mardi le plus jeune Premier ministre de la Ve République. *"Ils veulent le ministère des Affaires étrangères ou ils sortent"*, croyait savoir un cadre de la majorité en amont de la nomination.

"Bruno Le Maire n'a pas envie de bosser pour un gamin de 34 ans", lance un membre de la majorité proche de l'actuel ministre de l'Économie. *"Il n'est pas du tout mûr"*, ajoute un conseiller de Bercy.

Alors pourquoi ce choix de Gabriel Attal par Emmanuel Macron? *"Pour cramer son héritier car il ne veut pas d'héritier"*, conclut un proche du président de la République. *"C'est aussi simple que cela."*

"Il vient du PS tout ayant su 'en même temps' avoir des positions d'autorité. C'est donc un retour aux sources du macronisme", confie l'entourage du président à BFMTV.

Vive l'économie de guerre !

Lecornu appelle armées et industriels à "prendre des risques" - AFP 8 janvier 2024

Le ministre des Armées, Sébastien Lecornu, a appelé lundi les armées et l'industrie de défense à *"prendre des risques"* et mener une *"rupture culturelle"* dans un monde en proie à des bouleversements géopolitiques radicaux.

Ardent défenseur d'une loi de programmation militaire (LPM) historique, en hausse de 40% pour 2024-2030, M. Lecornu a rappelé l'importance de l'économie de guerre.

Ce "n'est pas qu'un slogan, c'est devenu une nécessité, une condition même, pour notre industrie de défense qui repose beaucoup sur l'export, et doit donc s'adapter aux demandes de ses clients, et au premier chef l'armée française, qui attendent des livraisons toujours plus importantes et plus rapides dans des enveloppes maîtrisées".

Les industries européennes peinent notamment à fournir la quantité nécessaire d'armements à l'Ukraine, face à la Russie.

Le ministre a, par ailleurs, évoqué la nécessité de se déployer *"plus encore vers l'Indopacifique et le Golfe, où nos partenaires stratégiques attendent une présence plus forte encore de la France"*.

L'*"Indopacifique"* désigne une vaste zone couvrant les océans Indien et Pacifique, théâtre de tensions internationales croissantes entre Pékin et Washington, et où la France, forte de ses

territoires d'Outre-mer, entend développer sa présence au côté de partenaires régionaux. AFP
8 janvier 2024

Le choix Attal : l'hyperprésidentialisme macronien au défi de l'absence de majorité parlementaire - theconversation.com 9 janvier 2024

Le fait majoritaire, pilier du présidentialisme.

La V^e République repose depuis 1962 sur un socle solide : le « *fait majoritaire* ». Le chef de l'exécutif, élu au suffrage universel direct, dispose dans ce cas d'une majorité solide au Parlement pour faire voter les lois correspondant à l'application de son programme. Et si la majorité parlementaire renâcle sur certains sujets, les mécanismes du parlementarisme rationalisé (dont le plus connu est le fameux article 49-3 permettant l'adoption d'une loi sans vote) obligeront les éventuels frondeurs de la majorité présidentielle à se soumettre.

On a pensé que les institutions de la V^e République seraient affaiblies le jour où la majorité présidentielle et parlementaire discorderaient. Pourtant, les trois cohabitations (1986-88 ; 1993-95 ; 1997-2002) sont venues prouver que la France pouvait être dirigée, chaque tête de l'exécutif assumant toute l'étendue de ses fonctions.

Affaiblissement du rôle du Premier ministre

Néanmoins, la classe politique a souhaité en 2000 mettre fin à cette situation en raccourcissant le mandat présidentiel à cinq ans, et en inversant le calendrier électoral. Le but était de faire des élections législatives qui suivent l'élection d'un nouveau Président une sorte de ratification par le peuple de la présidentielle, profitant, notamment, d'un découragement des électeurs d'opposition qui laissent se (sur)mobiliser l'électorat du Président élu. Cela lui laisse une majorité absolue pour gouverner et appliquer son programme.

Le fait majoritaire en sort renforcé, puisque le programme du Président devient de facto le programme législatif, le Premier ministre est réduit au rang de « *collaborateur* » du Président, chargé d'appliquer fidèlement la ligne fixée à l'Élysée.

Le management politique selon Emmanuel Macron

Dès lors, Emmanuel Macron peut gérer le pays comme un PDG. Il s'entoure d'une garde rapprochée qui lui sert de conseil d'administration, opaque aux Français, et peut changer de directeur général (qu'on appellera ici Premier ministre) très librement (déjà le quatrième en 6 ans et demi alors qu'en moyenne sous la V^e, les Premiers ministres restent en poste 2 ans et 10 mois) pour redynamiser l'équipe – le gouvernement chargé de remplir les objectifs que le PDG lui assigne. Le Parlement ressemble alors furieusement à une assemblée générale des actionnaires ne servant que de chambre d'enregistrement, du moins si on maîtrise les droits de vote de plus de 50 % des actionnaires.

Impasses d'un hyperprésidentialisme sans majorité

Toute cette belle mécanique se grippe dès qu'il n'y a plus de majorité absolue. Depuis un an, l'exécutif peine à dégager des majorités pour voter les textes essentiels. Il use et abuse des

votes par 49-3 et s'est livré à des concessions idéologiques à l'extrême droite afin de faire voter la loi sur l'immigration. Ce passage en force s'est fait en tordant les abatis à ce qu'il est convenu d'appeler « *l'aile gauche* » des macroniens, et en tournant le dos au positionnement de campagne du candidat Macron. Celui-ci doit son élection à un appel à faire barrage à Marine Le Pen et avait déclaré aux électeurs de gauche qui s'étaient ralliés à lui (par défaut) que ce vote « *l'obligeait* ».

Et voilà le Président Macron pouvant se vanter d'une loi votée qui a tout d'une victoire à la Pyrrhus. L'accouchement aux forceps de cette loi, loin de prouver l'aptitude à agir d'un Emmanuel Macron sans majorité parlementaire stable, est plutôt venu étaler ses faiblesses. S'il concède aux droites pour voter une loi, il perd sur sa gauche ce qu'il gagne là-bas, et des contestations se font alors entendre dans son propre camp.

Des défis identiques avec un nouveau Premier ministre

L'arrivée d'une nouvelle figure pour incarner la suite du quinquennat ne changera pas la situation politique. La quête d'une nouvelle voie/voix ressemble à un choix contraint : dans quelle impasse entrer ?

Car qui qu'il ait choisi, Emmanuel Macron restera le seul décisionnaire, l'hyperprésident qui décide de tout et qui est jugé redevable devant les électeurs. Car il continuera à être confronté au lourd défi de l'invention d'un récit, crédible, à offrir aux Français pour justifier son second quinquennat. Car se pose toujours la question, pour laisser une trace dans l'histoire, de ce qu'il incarne, et de l'existence ou pas d'un « *macronisme* », au sens d'ossature idéologique. Car la bonne idée qui le fit élire en 2017 du « *dépassement* » du clivage gauche-droite s'est largement transformée en un pragmatisme opportuniste qui brouille son positionnement, au point de faire percevoir son action comme « *de droite* », à la façon d'un Valéry Giscard d'Estaing, avec une politique économique très pro-business.

Il existe bien un guide qui sert de colonne vertébrale à Emmanuel Macron, même s'il ne clame jamais haut et fort, et que cela ne constitue pas un outillage idéologique : le rapport « *Attali* » de la Commission pour la libération de la croissance française. Commandé par Nicolas Sarkozy – alors président, son rapporteur était un jeune énarque ambitieux, un certain... Emmanuel Macron.

Relire aujourd'hui ce rapport de 2008, c'est y retrouver tous les mantras du discours macronien :

- « *Favoriser l'épanouissement de nouveaux secteurs clés* » (c'est la fameuse start-up nation)
- « *Faciliter la concurrence, la création et la croissance des entreprises, par la mise en place de moyens modernes de financement, la réduction du coût du travail et la simplification des règles de l'emploi* »
- « *Créer les conditions d'une mobilité sociale, géographique et concurrentielle. De permettre à chacun de travailler mieux et plus, de changer plus facilement d'emploi* » (les réformes successives de l'assurance chômage par exemple)
- « *L'État et les autres collectivités publiques doivent être très largement réformés. Il faudra réduire leur part dans la richesse commune (..) faire place à la différenciation et à*

l'expérimentation » (abolition de certains statuts dans la fonction publique, multiplication des dérogations et expérimentations à l'embauche des fonctionnaires...)

– «*Encourager la mobilité internationale (notamment par une procédure souple de délivrance de visas aux étudiants, aux chercheurs, aux artistes et aux travailleurs étrangers, en particulier dans les secteurs en tension)* ».

La mise en œuvre de ce catalogue de mesures rédigées en 2008 commence à s'épuiser, soit qu'elles aient été réalisées, soit qu'elles se heurtent à des freins politiques faute de majorité (comme pour la loi immigration), soient qu'elles ne soient plus d'actualité face aux nouvelles réalités du monde.

Attal, le style macronien à Matignon

Un dernier extrait de ce rapport vieux de 16 ans annonce aussi le style macronien :

« Avant de se lancer dans l'action, il ne faut pas que la main tremble. Le pouvoir politique sait que les Français veulent la réforme, qu'ils croient en la réforme si elle est socialement juste et économiquement efficace, et qu'ils attendent qu'elle soit conduite tambour battant ».

Emmanuel Macron ne cesse de répéter qu'il ne faut pas céder sur les réformes et face aux immenses protestations, comme on l'a vu pour la réforme des retraites. Et c'est là que le choix de Gabriel Attal fait sens, par rapport au style Elisabeth Borne, tout en retenu, en femme de dossier, fuyant les effets de manche au profit d'une posture technicienne un peu rugueuse.

Du peu qu'on a pu observer de son action en tant que ministre de l'Éducation, Gabriel Attal dessine le profil d'un excellent communicant, sachant se mettre en avant comme celui qui sait trancher, prenant des décisions fortes et symboliques rapidement, parlant haut et clair, pratiquant la triangulation en allant puiser des idéaux nostalgiques dans les discours des droites (pour prôner un retour à l'école d'antan largement mythifiée). Ces aptitudes au faire-savoir expliquent en grande partie sa nomination.

Gabriel Attal aura pour double mission de conduire la campagne électorale des élections européennes – qui s'annoncent périlleuses, et de faire ruisseler des éléments de langage prouvant que l'ambition réformiste macronienne reste intacte et sa concrétisation possible. Fidèle de la première heure, il doit toute sa carrière politique à Emmanuel Macron et incarne la jeunesse comme naguère son mentor. Gabriel Attal sera le directeur général mais aussi le directeur de la communication de l'entreprise et de la «*marque Macron* ». Mais pour combien de temps ? Quand l'hyperprésidentialisme se conjugue avec une logique managériale, où chaque ministre semble avoir un contrat d'objectifs, dans un contexte d'absence de majorité parlementaire et de gronde social, le turn-over s'accélère.

La marraine de l'ange Gabriel réagit à la nomination d'Attal(i).

Marisol Touraine : parismatch.com 9 janvier 2024

- Ça me fait plaisir.

- Ça donne une image de la France hyperpositive (...), c'est une belle nomination.
- Gabriel Attal est brillant et a un sens politique incroyable
- Et raconter une histoire politique. Il sait faire.
- Les défis sont nombreux mais il a les qualités personnelles et humaines pour les relever.
- On se voit toujours mais je n'ai pas à faire de commentaires publics sur cela.

Emmanuel Moulin, directeur de cabinet de Gabriel Attal : ce que dit ce choix stratégique - Le HuffPost 11 janvier 2024

« Actuellement Directeur général du Trésor, Emmanuel Moulin dispose d'une parfaite connaissance du fonctionnement de l'État, que le Premier ministre a pu constater lorsqu'il a travaillé avec lui comme ministre des Comptes publics », a précisé l'entourage du chef du gouvernement ce mercredi 10 janvier.

Le directeur de cabinet occupe une place centrale dans la mécanique de Matignon. Son choix recèle, donc, plusieurs enseignements. Le parcours d'Emmanuel Moulin, tout d'abord, en fait un expert économique.

Énarque, diplômé (entre autres) de Sciences-Po et de l'Essec, il a été administrateur suppléant à la Banque mondiale à Washington entre 2000 et 2003, puis secrétaire général du Club de Paris, avant de se lancer dans le privé, comme banquier senior chez Citigroup. Après un passage au cabinet de Christine Lagarde à Bercy en 2007, il rejoint l'Élysée en 2009 comme conseiller du président Nicolas Sarkozy.

Il quitte le Palais après l'élection de François Hollande, puis retrouve le ministère de l'Économie - qu'il connaît comme sa poche, pour y avoir occupé presque toutes les fonctions, selon L'Obs - sous Bruno Le Maire quelques années plus tard.

« Emmanuel Macron impose Emmanuel Moulin pour assurer une continuité malgré le départ du ministre », anticipe en ce sens un conseiller ministériel auprès de L'Opinion.

Le nouveau dircab du Premier ministre est proche du très puissant secrétaire général de l'Élysée Alexis Kohler, bras droit d'Emmanuel Macron depuis 2017.

Dans ce contexte, il n'en fallait pas plus à certains pour voir la main d'Emmanuel Macron derrière cette nomination à Matignon, lui qui n'a guère laissé de latitude à ses Premiers ministres successifs pour choisir leur propre directeur de cabinet. « C'est clairement le choix de l'Élysée », commente ainsi un conseiller de l'exécutif dans Politico.

Rachida Dati, même une chèvre pourrait faire l'affaire.

- Rachida Dati «*n'y connaît rien mais c'est pas grave*», a déclaré l'ancien ministre de la Culture Frédéric Mitterrand, invité de RTL ce vendredi. Il suffit de «*savoir comment marche l'État et avoir autour de soi des gens très compétents et très capables*». lefigaro.fr 12 janvier 2024

- *Les Échos* affirment ainsi que c'est Emmanuel Macron qui, en vue notamment des élections européennes, aurait lui-même mené les discussions "*en direct*", proposant au passage à Rachida Dati d'être la candidate macroniste à Paris en 2026. Selon le quotidien économique, Gabriel Attal aurait, lui, été mis devant le fait accompli, l'Élysée ne l'ayant averti sur ce point qu'en fin de journée. Ambiance. internaute.com 12 janvier 2024

- "*En Marche, c'est quoi ? C'est des traîtres de gauche et des traîtres de droite. Ceux qui sont aujourd'hui à La République en Marche, ils viennent d'où? Du PS ou des Républicains. Ça se réduit à quoi en Marche? À Emmanuel Macron*", avait-elle déclaré en juin 2021 sur France Inter.

"*Macron, il n'y a pas de cap, pas de direction, pas de projets*", avait-elle déclaré sur LCI en juin 2021.

Sur RMC il y a deux ans et demi pour attaquer vivement ses futurs collègues.

"*Quelle est la vision de La République en Marche? À chaque fois, ils essayent de nous braquer avec des pistolets en plastique ou de grimper sur notre porte-bagage. À chaque échéance*", indiquait-elle. bfmtv.com 12 janvier 2024

Rachida Dati est mise en examen à Paris depuis le 22 juillet 2021 pour « *corruption passive* », « *trafic d'influence passif* » et « *recel d'abus de pouvoir* », dans une affaire mettant également en cause Carlos Ghosn, l'ancien patron de l'alliance Renault-Nissan-Mitsubishi. lepoint.fr 12 janvier 2024

Le PS ou Renaissance de l'Ancien Régime.

Marie Lebec ministre des Relations avec le Parlement

Diplômée de Sciences Po Bordeaux, fervente sarkozyste en 2007 et 2012 mais attachée parlementaire d'un député PS entre 2014 et 2016. Elle avait rejoint En Marche! à sa création, en avril 2016.

Stéphane Séjourné ministre des Affaires étrangères

Il vient du PS où il était Strauss-Khanien et a été conseiller d'Emmanuel Macron quand il était ministre de l'Économie, sous François Hollande.

Quand des agents des institutions se font passer pour la gauche ou « *changer la vie* » sans changer de régime.

Tribune collective. « Notre résolution en 2024 : que la gauche change (vraiment) nos vies » - Le HuffPost 11 janvier 2024

Ce texte est co-écrit par : Mahaut Chaudouët-Delmas, militante féministe ; Priscillia Ludosky, militante engagée pour la justice sociale et environnementale ; Samuel Grzybowski, activiste et entrepreneur social.

J-C – Ils sont liés à Macron ou aux institutions de la Ve République, à l'ONU ou à l'oligarchie financière anglo-saxonne (Rothschild). Ils sont wokes, leur humanisme est la politesse des salauds, porte-parole du mondialisme, partisans de la NUPES. A bas la NUPES, vive la classe ouvrière organisée et indépendante !

Je n'ai pas le temps de commenter leur texte. Une grille de lecture.

En gros leur méthode éculée consiste à partir d'un constat politique qu'on peut tous partager en grande partie, histoire de mettre les lecteurs en confiance. Ensuite vient se mêler des lieux communs et des contrevérités qui vont servir à justifier leur orientation politique opportuniste qu'ils assument. D'où le manque d'intérêt d'y consacrer plus de temps, il suffit de lire pour comprendre quelles sont leurs véritables intentions : Gouverner pour le compte du capital en bénéficiant en retour de la gratitude de leurs maîtres pour service rendu. Il n'y a rien à attendre de ces gens-là.

Mahaut Chaudouët-Delmas

Diplômée de l'ENS et titulaire d'un Master d'Affaires publiques de Sciences-Po (2016), elle travaille au Haut conseil à l'égalité où elle est notamment rapporteuse de l'état des lieux du sexisme en France, travail remis annuellement au Premier ministre. Elle réalise aussi des podcasts politiques ("*Les Ombres*" – Slate.fr (depuis 2022), "*Regarde-moi bien*" – Fondation des femmes, 2021) et autrice de "*Demain ne peut qu'être féministe*" (2022).

Priscillia Ludosky

Priscillia Ludosky est une militante française connue pour être une des initiatrices et une figure du mouvement des Gilets jaunes.

En 2016, elle fonde une entreprise de vente de produits cosmétiques, Fall in Cos'. Elle vit à Savigny-le-Temple où elle gère une petite boutique, ainsi que son commerce en ligne fondé sur la vente de cosmétiques bio et de produits d'aromathérapie.

Lors des élections européennes de 2024, elle est présente sur la liste des Écologistes.

En 2022 elle rejoint l'Académie des futurs leaders, une école de formation en politique, projet d'Alice Barbe.

Alice Barbe.

Alice Barbe est une entrepreneure sociale française.

Alice Barbe reçoit en 2018 le prix de l'entrepreneure sociale de l'Office franco-québécois pour la jeunesse (OFQJ) puis la même année est sélectionnée comme Obama Scholar, Emerging leader de la Fondation Obama qui lui offre une année à New York à Columbia University pour y développer Singa.

Alice Barbe est également membre du comité de sélection de l'initiative Marianne pour les défenseurs des droits Humains initiée par le président Emmanuel Macron.

Elle cofonde l'Académie des Futurs Leaders en 2021. L'Académie des Futurs Leaders offre un cursus intensif tourné vers l'engagement politique, et invite des personnalités à partager leur expérience, notamment François Hollande, Omezzine Khelifa, Zack Exley ou Najat Vallaud-Belkacem.

<https://www.academiedesfutursleaders.com/apropos>

Le Conseil d'Administration

Nils Pedersen

Il est membre du conseil de direction du réseau français du SDSN (Sustainable Development Solutions Network), sous l'égide des Nations unies

Il est membre de la plateforme RSE au titre du Global Compact France. La Plateforme RSE, plateforme nationale d'actions globales pour la responsabilité sociétale des entreprises, est une instance de concertation multi parties prenantes placée auprès du Premier ministre, dont le secrétariat est assuré par France Stratégie. Il est co-rapporteur d'un avis de la Plateforme RSE publié en février 2023.

Il est membre du Haut Conseil à la vie associative, collègue des experts associatifs, par arrêté du Premier ministre en date du 01/10/2021

Par arrêté du Premier ministre du 1er octobre 2021, il est désigné expert associatif au sein du Haut Conseil à la vie associative, instance de consultation chargée de formuler des propositions touchant le développement de la vie associative. Le Haut Conseil à la vie associative, ou HCVA est une instance de consultation placée auprès du Premier ministre.

Il participe, au sein de la Délégation française, au Forum politique de haut niveau, forum intergouvernemental annuel organisé par l'ECOSOC au cours duquel les pays examinent et rendent compte des progrès accomplis vers la réalisation des objectifs de développement durable auprès des Nations unies. Le Conseil économique et social, est un des six organes principaux de l'ONU, créé d'après le chapitre X de la Charte des Nations unies.

Dans le cadre d'une étude européenne publiée en 2019 par le Social Good Accelerator, il plaide pour que transition écologique et transition numérique deviennent les marqueurs d'une

politique ambitieuse en faveur du bien commun de la nouvelle présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen.

Samuel Grzybowski

Samuel Grzybowski est un militant associatif et entrepreneur social français.

Il est enseignant en économie sociale à Sciences Po Paris depuis 2019, et secrétaire national du Mouvement Impact France depuis 2020.

En 2013, il suit au mois d'août une formation en entrepreneuriat social et médiation interculturelle à la Cambridge Judge Business School dans le cadre d'un programme de fellowship financé par les fondations Edmond de Rothschild.

Il est directeur de campagne de Lumir Lapray (NUPES) lors des élections législatives françaises de 2022, dans la deuxième circonscription de l'Ain.

Leur tribune, j'ai supprimé l'écriture inclusive de ces démagogues professionnels.

Seuls 18 % des Français estiment que les décisions prises par les politiques ont un impact positif sur leur vie. L'abstention est toujours plus forte à chaque élection, particulièrement chez les plus jeunes. Nous entamons tout juste cette nouvelle année et tout porte déjà à croire que l'espoir n'est plus. Que nos vies, celles de nos enfants, que notre avenir collectif, ne pourront désormais plus changer. Nous nous dirigeons, passifs, vers une existence d'inégalités toujours plus incompressibles, de désirs toujours plus irréconciliables, de dangers toujours plus irréversibles. Une existence de guerres centenaires, de haine, de peur, de colère, de solitude. Nous errons, las, dans l'ersatz de société qui nous a été imposé. Nous avons le sentiment que les ennemis qui l'ont organisé sont trop puissants, riches, corrompus, invisibles, intouchables, pour en changer le cours. Le vote est inutile. La rue est inutile. La machine infernale est lancée depuis trop longtemps. Les enjeux sont trop gros, trop complexes, trop emmêlés. La lassitude est trop forte, l'injustice trop épaisse, trop ancienne.

Au cœur de cet accablement, nous rêvons encore. Au cœur de cet accablement, nous cherchons la gauche.

Renaître

La gauche est autant majoritaire dans la société que le concept même de « gauche » est rejeté. Car si nous ne croyons plus en la gauche politique, nous adressons toujours plus fort les messages qu'elle est censée porter : démocratie continue, partage des richesses et du pouvoir, lutte contre les injustices sociales, raciale, générationnelle, climatique, de genre. Nous actons la coalition des luttes, féministe, écologiste, antiraciste, sociale, tous les jours dans la rue, sur les réseaux sociaux, dans le débat public. Des Gilets jaunes à la « *génération 49.3* », nous organisons, depuis longtemps, un vaste mouvement politique.

Renaître

La gauche est autant majoritaire dans la société que le concept même de « gauche » est rejeté. Car si nous ne croyons plus en la gauche politique, nous adressons toujours plus fort les

messages qu'elle est censée porter : démocratie continue, partage des richesses et du pouvoir, lutte contre les injustices sociales, raciale, générationnelle, climatique, de genre. Nous actons la coalition des luttes, féministe, écologiste, antiraciste, sociale, tous les jours dans la rue, sur les réseaux sociaux, dans le débat public. Des Gilets jaunes à la « *génération 49.3* », nous organisons, depuis longtemps, un vaste mouvement politique.

Nous pourrions croire encore en la capacité de la gauche à changer le cours des choses, si seulement elle se changeait elle-même.

Dans une trajectoire parallèle qui ne nous croise jamais, la gauche se contente de jouer le rôle qu'on attend d'elle. Après avoir, pendant trop d'années, pactisé avec le diable libéral, voilà qu'elle se contente de rester dans l'opposition, fauteuil confortable qui lui permet de garder un espace de parole et des financements sans trop se mouiller. Après avoir, pendant trop d'années, marché désunie en dépit des appels infatigables de ses électeurs, voilà qu'elle coupe court à l'espérance qu'a été, moins d'un an, la NUPES. Nous pourrions croire encore en sa capacité à changer le cours des choses, si seulement elle se changeait elle-même.

Réconcilier

Nous parlons d'une gauche ouverte sur le monde, accueillante envers les différences, inondée de joie par l'optimisme du monde qui vient. Une gauche dont la NUPES est un plancher, pas un plafond. Une gauche ancrée dans les luttes coalisées, une gauche qui fait se réconcilier activisme et entrepreneuriat, social et écologique, démocratie et partis. Une gauche qui met un terme à la violence de ses organisations politiques, notamment sexiste et sexuelle. Une gauche qui fait participer les premiers concernés, une gauche qui s'incarne vraiment par des femmes, des jeunes, des personnes racisées, non-valides, LGBTQIA +.

Gagner

Pendant que nous rêvons, les projets mortifères de l'extrême droite par la haine et du libéralisme par l'écocide avancent à grands pas. Nous avons plus que jamais besoin d'un projet politique qui protège la vie, la paix, l'humanisme et défend la justice, l'harmonie, l'égalité contre l'extrême identité ou l'extrême argent. Nous avons plus que jamais besoin d'une gauche forte et ouverte, qui unisse syndicats, activistes, résistants, intellectuels et ouvriers pour gagner la bataille culturelle et politique, pour répondre aux urgences écologique, sociale et démocratique. Une gauche qui soit ancrée à gauche.

Actons la saison 2 d'une NUPES durable !

Pour qu'il y ait ce futur, pour que la vie persiste, nous devons impérativement gagner. Nous devons prendre et exercer le pouvoir comme nous l'avons fait tout au long de notre histoire en choisissant d'adopter des mesures impossibles mais nécessaires dans cette longue généalogie de l'abolition des privilèges (1789) et de l'esclavage (1848), de la Commune (1871), des droits humains (1789), de la limitation du temps de travail hebdomadaire à 60h (1893), 48h (1919), 40h (1936), 39h (1982) et 35h (1998), du droit au repos à la retraite à partir de 65 ans (1910), puis 60 ans (1983), du congé maternité (1981), des congés payés de 2 semaines (1936), 3 semaines (1950), 4 semaines (1969) et enfin 5 semaines (1982), de la sécurité sociale pour tous (1945), du SMIC (1950), de l'assurance chômage (1958), du droit à l'avortement (1975), et du mariage pour tous (2013).

Pour que cette histoire continue, pour que la généalogie ne s'arrête pas là, nous, activistes pour le climat, artisans des luttes pour l'égalité, démocrates convaincus, acteurs des transitions territoriales, devons sortir de notre impuissance. Nous avons une résolution : celle de gagner, unis, en 2026 puis 2027. Actons la saison 2 d'une NUPES durable, nous en avons plus que jamais besoin !

J-C – Définitivement : Non merci, on ne combat pas dans le même camp.

A bas les vaccinations forcées ! Liberté.

Papillomavirus : comment expliquer l'échec de la campagne de vaccination dans les collèges ? - France Info 11/01/2024

La campagne contre les "HPV", lancée à la rentrée dernière, est pour le moment loin des objectifs affichés par le gouvernement. Le manque de communication est notamment en cause.

Cette campagne est même un flop, avec moins de 10% d'élèves qui ont reçu une première dose de vaccin, reconnaît le ministère de la Santé. L'objectif initial, plutôt modeste, était d'atteindre 30% d'élèves de 5e vaccinés contre les papillomavirus. France Info 11/01/2024

Allemagne.

Manifestations et grèves en Allemagne

<https://reseauinternational.net/manifestations-et-greves-en-allemande/>

Grève des trains en Allemagne : pas de sortie de crise - fr.euronews.com 11/01/2024

La grève entamée mardi soir par les conducteurs de train se poursuit et se poursuivra jusqu'à vendredi, selon leur principal syndicat, à moins d'une offre intéressante sur les augmentations de salaire et la réduction du temps de travail hebdomadaire.

Le mouvement actuel est très suivi, puisque 80% des trains sont annulés. Le dialogue est néanmoins bloqué car l'entreprise affirme qu'il est impossible de répondre à la demande de réduction de temps de travail des employés, qui souhaitent une semaine de 35 heures, au lieu de 38, sans réduction salariale.

Les conducteurs de trains de marchandise pourraient eux aussi cesser le travail, ce qui fait craindre des conséquences sur les chaînes d'approvisionnement. Un défi supplémentaire pour le gouvernement, qui doit déjà faire face aux actions de blocage des agriculteurs.

Allemagne : le pays paralysé par les grèves des cheminots et des agriculteurs - francetvinfo.fr 10/01/2024

Mercredi 10 janvier, il n'y a presque aucun train dans toute l'Allemagne. Au cœur du conflit des cheminots : le temps de travail et les salaires. Mais, fait exceptionnel, le dialogue social ne fonctionne pas.

La situation est encore plus tendue avec les agriculteurs. Chaque jour, ils bloquent des routes et des centres-villes pour protester contre la suppression d'une subvention sur le diesel agricole. La semaine dernière, la situation a dégénéré. Des agriculteurs ont attaqué un ferry sur lequel se trouvait le ministre de l'Économie, l'obligeant à reprendre la mer. Une action violente inédite en Allemagne dans ce genre de conflits.

En Allemagne, un raz de marée d'agriculteurs en colère déferle sur les autoroutes - Le HuffPost 8 janvier 2024

L'Allemagne s'est réveillée, ce lundi 8 janvier, avec des milliers de tracteurs sur ses routes, alors que les agriculteurs ont appelé à « bloquer » le pays contre un projet de suppression des subventions du diesel dans l'agriculture.

À la veille de cette mobilisation soutenue par la Fédération des agriculteurs allemands (DBV), principal syndicat agricole, les autorités allemandes appréhendaient auprès du quotidien Bild « *peut-être la plus grande manifestation de l'histoire d'après-guerre* ».

À noter que les agriculteurs ne sont pas les seuls dans la rue ce lundi. Selon Bild, des bouchers, boulangers et autres artisans manifestent aussi « *contre les charges fiscales élevées, par exemple la levée du plafonnement des prix de l'électricité et du gaz et l'augmentation de la TVA (19 %) dans les restaurants* ». Les conducteurs de train ont aussi appelé à une grève de trois jours à partir de mercredi, après l'échec de négociations sur les salaires et le temps de travail avec l'opérateur public Deutsche Bahn (DB), a annoncé dimanche le syndicat GDL.

Papouasie-Nouvelle-Guinée

J-C - Tout est dit ici, encore un peuple victime du colonialisme et de la pauvreté, de l'injustice sociale insupportable :

- Bien qu'elle soit dotée de vastes gisements de gaz, d'or et de minerais, les groupes de défense des droits de l'homme estiment que près de 40% de ses neuf millions d'habitants vivent encore sous le seuil de pauvreté. RT/AFP 11 janvier 2024

Papouasie-Nouvelle-Guinée : au moins 15 morts lors d'émeutes - RT/AFP 11 janvier 2024

Des violences ont éclaté le 10 janvier au soir dans la capitale de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, Port Moresby, après une manifestation d'un groupe de soldats, d'officiers de police et de gardiens de prison contre le gouvernement. Des foules en colère ont incendié des bâtiments

et saccagé des magasins au cours d'une nuit de chaos qui s'est rapidement répandue à quelque 300 kilomètres au nord, jusqu'à la ville de Lae.

Le commissaire de la police royale de Papouasie-Nouvelle-Guinée, David Manning, a confirmé ce 11 janvier qu'au moins 15 personnes étaient décédées dans les deux principales villes du pays. Le principal hôpital de Port Moresby a traité 25 personnes blessées par balle, selon les chiffres fournis à l'AFP, ainsi que six autres présentant des lacerations causées par des «*machettes*».

Le Premier ministre James Marape a présenté ses excuses au pays, déclarant que les explosions d'«*anarchie*» ne seraient «*pas tolérées*». «*C'est votre pays autant que le mien. Enfreindre la loi ne permet pas d'obtenir certains objectifs*», a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse.

À propos des émeutes, James Marape a indiqué que le pire était passé ce 11 janvier au matin, mais il a admis que «*la situation est encore tendue*» dans certains quartiers de Port Moresby. Des vidéos tournées dans la capitale par l'AFP ont montré des pillards se précipitant dans les magasins à travers les vitres brisées, mettant des marchandises volées dans des cartons, des chariots de supermarché et des seaux en plastique. Des bâtiments et des voitures ont été incendiés, selon les images de l'AFP, soulevant d'épais panaches de fumée noire qui planaient au-dessus des quartiers les plus touchés de la ville.

Le gouverneur de la région englobant la capitale, Powes Parkop, a estimé que les troubles représentaient un «*niveau de conflit sans précédent*» à Port Moresby, tandis que le Post Courier, un journal local, a parlé du «*jour le plus sombre*» de la ville. «*Ce qui est le plus important, c'est que nous devons mettre fin à ce conflit*», a insisté Powes Parkop sur une station de radio locale le 10 janvier, soulignant que «*personne ne sortira gagnant de ce type de troubles civils*».

Les forces de sécurité ont organisé une manifestation à l'intérieur du Parlement de Papouasie-Nouvelle-Guinée, après avoir constaté une baisse de leur salaire sans explication. Bien que le gouvernement ait rapidement promis de corriger ce qu'il a décrit comme un «*problème technique*», cela n'a pas suffi à empêcher les civils mécontents de se joindre au tumulte.

Cette explosion de violence met en lumière l'instabilité de la vie en Papouasie-Nouvelle-Guinée, un pays en proie à la pauvreté et à un taux de criminalité élevé. Située à environ 200 kilomètres au nord de l'Australie, la Papouasie-Nouvelle-Guinée est l'État le plus grand et le plus peuplé de Mélanésie. Bien qu'elle soit dotée de vastes gisements de gaz, d'or et de minerais, les groupes de défense des droits de l'homme estiment que près de 40% de ses neuf millions d'habitants vivent encore sous le seuil de pauvreté.

L'Australie a récemment conclu un accord de sécurité avec le pays, promettant d'aider ses forces de police à lutter contre le trafic d'armes, la contrebande de drogue et la violence tribale. «*Nous continuons à appeler au calme en ces temps difficiles*», a déclaré ce 11 janvier le Premier ministre australien, Anthony Albanese.

J-C - L'unique réponse aux problèmes sociaux : Sécuritaire, policière, répressive.

LE SOCIALISME

Le 19 janvier 2024

Une grosse causerie avec plein de sujets délicats mais passionnants, à lire tranquillement.

"La plus grande insulte à la mémoire de l'holocauste n'est pas de le nier mais de l'utiliser comme excuse pour justifier le génocide du peuple palestinien."

Norman G. Finkelstein (70 ans, professeur d'université, écrivain, historien, fils de juifs survivants du ghetto de Varsovie.)

Précision après avoir mis en ligne des vidéos de Shlomo Sand.

L'historien israélien Shlomo Sand a fait des progrès sur le plan politique, mais peut mieux faire, c'est le moins qu'on puisse dire au regard du regard qu'il porte sur le 7 octobre 2023 et le génocide en cours à Gaza depuis 3 mois au moment de son entretien à Mediapart début janvier 2024, qu'il nie. On l'a connu plus virulent ou radical, mais peut-être craint-il qu'adopter cette caractérisation le condamnerait à mort ainsi que sa famille vivant à Tel Aviv.

C'est son travail d'historien qui nous intéresse, et non ses prises de position politique.

Courriel que j'ai adressé à un blog pro Palestinien.

- Je crois savoir que ce sont les États-Unis (à la suite des Britanniques) les colonisateurs de la Palestine, et les sionistes ne sont que des proxys ou de simples exécutants de sa politique au Moyen-Orient. D'ailleurs tout le monde sait ou dit que sans leur soutien financier et militaire à l'Etat juif, celui-ci aurait déjà disparu.

Par conséquent, la cible ne doit pas être le bourreau du peuple palestinien, mais la main qui l'arme et cautionne son crime.

Quant aux acteurs eux-mêmes, aussi cruels ou barbares soient-ils, j'ai envie de dire qu'on n'en a rien à foutre ou c'est puéril ou infantile de les viser, puisqu'une fois éliminés ils seraient immédiatement remplacés par leurs semblables.

En France, hier le mot d'ordre Macron dehors avait un sens, mais depuis que son jumeau féminisé a été concocté Premier ministre par Davos et Bilderberg, il est devenu désuet, il faut trouver autre chose, par exemple le couple Macron-Attal serait plus approprié ou conforme à la situation politique.

Abolition de la résolution 181 des Nations Unies de 1947 consacrant la partition de la Palestine!

Démantèlement de l'Etat juif au profit d'une République démocratique et laïque palestinienne accordant les mêmes droits à tous ses citoyens quel que soit leur origine ethnique, sans discrimination religieuse ou philosophique !

Vous ne pourriez pas faire une petite place pour les Palestiniens expulsés de leur pays ?

Royaume-Uni : le premier ministre, Rishi Sunak, parvient à faire voter le projet de loi visant à expulser des migrants vers le Rwanda - Le Monde avec AFP 18 janvier 2024

Le premier ministre britannique, Rishi Sunak, a franchi une étape cruciale pour sa survie politique. Après deux jours sous haute tension au palais de Westminster avec des débats houleux, des tractations à huis clos et des démissions retentissantes, les députés ont adopté, mercredi 17 janvier au soir, le projet de loi controversé sur l'expulsion de migrants vers le Rwanda. Avec le retour dans le rang des dissidents, le texte a été approuvé en troisième lecture à la Chambre des communes par 320 votes pour et 276 contre.

Ce texte vise à répondre aux objections de la Cour suprême britannique, qui a jugé le projet illégal dans sa version précédente par crainte notamment pour la sécurité des demandeurs d'asile expulsés envoyés au Rwanda. Selon le projet, ces derniers, d'où qu'ils viennent, verraient leur dossier examiné au Rwanda et ne pourraient ensuite en aucun cas retourner au Royaume-Uni, ne pouvant obtenir l'asile que dans le pays africain.

Pour tenter de sauver son texte, vivement critiqué par les associations humanitaires, le gouvernement a signé un nouveau traité avec Kigali. Il est adossé à ce nouveau projet de loi qui définit le Rwanda comme un pays tiers sûr et empêche le renvoi des migrants vers leurs pays d'origine. Il propose également de ne pas appliquer aux expulsions certaines dispositions de la loi britannique sur les droits humains, pour limiter les recours en justice. Le Haut-Commissariat pour les réfugiés des Nations unies a estimé, mercredi, que la dernière version du projet n'était « *pas compatible* » avec le droit international.

Son projet de loi devra désormais être approuvé par les membres non élus de la Chambre des lords, qui pourraient fort bien l'amender. Et s'il est adopté à temps avant les législatives, prévues en l'état à l'automne, le Labour, mené par Keir Starmer, a promis de l'abroger s'il arrive au pouvoir après quatorze ans dans l'opposition.

Un durcissement trop important pourrait par ailleurs fragiliser le partenariat avec le Rwanda, qui a déjà reçu près de 240 millions de livres (280 millions d'euros) de la part du Royaume-Uni. « *Cet argent ne sera utilisé que si les [migrants] viennent. Si ce n'est pas le cas, nous pourrons le rendre* », a assuré le président rwandais, Paul Kagame, interrogé mercredi au Forum économique mondial à Davos, en Suisse. Le Monde avec AFP 18 janvier 2024

J-C – Quel marchandage ignoble ! Et ce sont ces gens-là qui veulent nous donner des leçons de « *moral* » !

Commentaire adressé et publié par *Le Grand Soir*.

- Je m'interroge comme vous en essayant de prendre en compte tous les facteurs.

Outre que l'économie de guerre est la plus profitable et que tous les acteurs politiques savaient depuis les années 90 qu'un tel scénario aboutirait à une guerre, on a pu le lire ici ou là, le secteur militaro-industriel-financier engrange des dizaines ou des centaines de milliards de dollars de part et d'autre, rien que du bonheur !

Quant aux conséquences économiques des sanctions contre la Russie, chacun sait de quoi il retourne vraiment au bout de deux ans.

Tenez, deux infos récentes qui confirment à leur manière mon analyse, elles ne sont pas les seules :

- Gazprom a livré par jour 40,7 millions de m³ de gaz à l'Europe en 2023 via l'Ukraine – RT 3 janvier 2024

- Les autorités américaines ont offert un coup de pouce à la monnaie russe – RT 6 janvier 2024

Bien que cela fasse un moment que je n'y suis pas allé voir, je crois que les principales bourses occidentales se portent à merveille.

On entend dire que le dollar et Wall Street vont s'effondrer, que l'économie mondiale va exploser, que le capitalisme à l'agonie vit ses dernières heures, qu'on est à la veille d'une Troisième Guerre mondiale, etc. il y a de nombreux spécialistes en la matière qui matraquent ce discours depuis plus de 50 ans, sachant que cela finira bien par arriver un jour ou l'autre, mais certainement pas de la manière dont ils l'avaient prévu.

Partant de ce constat, je ne prête aucune attention à leur discours qui consistent à propager des illusions ou des analyses foireuses, qui sont faits pour nous induire en erreur ou pire, nous empêcher d'interpréter la situation correctement, de sorte qu'on se retrouve en présence d'une multitude d'interprétations qui en apparence se valent toutes sans qu'aucune ne parvienne à émerger réellement du lot, quand bien même il y en aurait une de valable, du coup les opposants au régime se divisent à l'infini en adoptant l'une ou l'autre, pendant que les capitalistes vaquent tranquillement à leurs affaires.

Contrairement à ce qu'on croit, les géopoliticiens autoproclamés qui sont étrangers au mouvement ouvrier ou qui en sont les ennemis, sont plus nuisibles qu'utiles à notre cause, on n'en a absolument pas besoin.

Depuis quelques mois je me livre à une expérience en m'informant directement à la source sans passer par eux pour collecter des données, ensuite je me livre à mes propres analyses sur l'actualité sociale ou politique nationale ou internationale, pas sur tous les sujets évidemment, arbitrairement je choisis les plus brûlants ou ceux qui selon moi présentent un intérêt particulier qu'on peut développer, et bien je me suis aperçu que non seulement c'était possible,

mais je m'en tirais très bien, mieux qu'eux et bien d'autres, j'ai produit des analyses sur un tas de sujets qui tenaient parfaitement la route, en toute indépendance, cela va de soi ou c'était sans doute la condition déterminante pour y arriver, ce qui n'est pas le cas des géopoliticiens, aucun n'est indépendant, ils sont tous liés idéologiquement au régime en place.

Réfléchissons un instant, en étant liés au régime, pourquoi produiraient-ils des analyses pour aider à le combattre ?

Abus de pouvoir et principe de présomption d'innocence.

Macron pratique l'un et revendique l'autre, on aura compris pourquoi dans sa situation, il protège ses arrières.

La machine infernale à fabriquer le consentement perd en efficacité.

Affaire Gérard Depardieu : les Français ne comptent pas arrêter de regarder ses films - huffingtonpost.fr 16/01/2024

L'affaire Gérard Depardieu est au cœur de toutes les conversations, de toutes les prises de parole politique ou presque, impossible donc pour les Français d'ignorer la polémique. Pourtant, une majorité d'entre eux ne comptent pas arrêter de regarder les films du comédien, d'après un sondage exclusif réalisé par YouGov pour Le HuffPost.

Comme nous le dévoilons ce mardi 16 janvier, 62 % d'entre eux ont répondu qu'ils continueraient en effet de visionner les longs métrages dans lesquels figure l'acteur mis en examen pour viol et agression sexuelle dans trois affaires. À l'inverse, 23 % ont répondu qu'ils cesseraient d'en regarder, quand 15 % ont répondu qu'ils ne savaient pas.

J-C - 23 %, cela fait beaucoup de décérébrés ou de cinglés, mais ils sont minoritaires, c'est réconfortant.

Révélation. "Il faut tout accepter pour faire ce métier", même se prostituer ou se livrer à la pornographie et ce n'est pas nouveau.

Violences sexuelles au cinéma : ce qui a concrètement changé sur les tournages depuis #MeToo - francetvinfo.fr 13 janvier 2024

Inspirés de l'industrie américaine du cinéma, des "*coordinateurs d'intimité*", nouvelle profession chargée d'encadrer les tournages de scènes à caractère sexuel, font très timidement leur apparition.

"On est encore souvent vus comme une police des mœurs", déplore auprès de l'AFP l'une des rares coordinatrices d'intimité en activité en France, Paloma Garcia Martens, qui se perçoit plutôt comme un "soutien à la mise en scène".

Parmi les réticences auxquelles elle se heurte, l'idée qu'un cinéaste "ne supporte pas l'intrusion dans sa relation sacrée avec l'acteur", la frilosité des producteurs... Mais aussi celle des interprètes eux-mêmes, qui ont parfois l'idée qu'il faut tout accepter pour faire ce métier. francetvinfo.fr 13 janvier 2024

J-C - Rappel qui demeure d'actualité.

Même dans le moindre téléfilm, comédie ou série policière, il faut qu'il y ait du cul, toutes les actrices qui ont fait carrière l'ont montré et s'en sont servi dans tous les sens du terme, vous voyez ce que je veux dire.

Cela ne me choque pas ou je ne le condamne pas, je ne les juge pas, elles font ce qu'elles veulent de leur cul. En revanche ce qui est insupportable, c'est quand certaines d'entre elles - je ne parle pas des plus laides, viennent à le dénoncer alors que leur carrière est derrière elle ou quand leur cul ne fait plus recette, parce qu'elles sont vieilles, ratatinées ou carrément repoussantes. Le procédé est franchement dégueulasse, des vieilles putes repenties auraient plus de dignité que ces salopes.

Jean-Luc Godard connut quelques déboires avec ses producteurs lorsqu'il leur présenta son film *Le Mépris* (1963). Pourquoi, parce qu'il ne contenait pas de scènes de cul !

Wikipédia - La première version du film présentée en juillet 1963 n'a pas du tout plu aux producteurs Carlo Ponti et Joe Levine ; en effet, la présence de Brigitte Bardot étant un atout majeur pour la production américaine, il était dès lors incompréhensible et inacceptable pour ces derniers que le montage définitif effectué par Godard ne comprît pas de scènes de nu de l'actrice dont le cachet a coûté la moitié du budget⁹. Les producteurs exigent ainsi des scènes supplémentaires au début du film et au milieu, montrant Bardot et Piccoli faisant l'amour, puis vers la fin, entre Bardot et Palance.

Raoul Coutard, directeur de la photographie :

« Ça a été un drame, parce que Jean-Luc a été obligé de retourner un certain nombre de plans pour que les Américains finissent de payer le dernier versement, et c'est Alain Levent qui les a tournés, parce que moi j'étais sur un autre film à ce moment-là. Cela s'est passé complètement à la fin, c'est-à-dire qu'on avait fait l'étalonnage du film. On avait envoyé le film à Sam Levine et ensuite il a dit : "Non, non, ça ne va pas, je veux voir le cul de Bardot". »
Wikipédia

Le capitalisme en quête de transcendance désespérément.

Le complexe transgenre-industriel (Scott Howard) - Réseau International 16 janvier 2024

Dans «*The Transgender-Industrial Complex*», Howard documente de manière exhaustive la vaste et vertigineuse constellation de personnalités et d'organisations qui sont à la tête de la cause transgenre. L'étude de Howard montre que le mouvement n'est pas du tout organique, mais plutôt un projet favori de l'establishment pervers occidental qui a été artificiellement fabriqué et propagé de haut en bas au cours de la dernière partie du XXe siècle, et qui est étroitement lié à «*d'autres programmes [impopulaires] mis en œuvre par l'establishment, tels que la migration massive/la «diversité», le changement climatique*», etc.

<https://reseauinternational.net/le-complexe-transgenre-industriel-scott-howard/#easy-footnote-bottom-4-378137>

Davos en quête de « confiance » et de « consensus social ».

Davos est un vulgaire club de rencontres, où chacun vient prêter allégeance aux tyrans qui dominant le monde. Comme quoi les choses ne se passent pas comme ils le voudraient ou sont contrariées par la lutte de classe des travailleurs et des peuples partout dans le monde, en guise d'aveu cette année ils ont intitulé leur rencontre *Reconstruire la confiance*, on fera tout pour continuer de leur pourrir.

- A la tribune, le Premier ministre chinois Li Qiang a vanté une économie chinoise qui "*progresses, avance et va continuer à dynamiser l'économie mondiale*". rts.ch 17/01/2024

Macron rend des comptes à ses maîtres.

Macron va à Davos - huffingtonpost.fr 17/01/2024

Le chef de l'État se rend au Forum économique mondial de Davos ce mercredi 17 janvier.

Pour faire « *rayonner la France* » sur la scène internationale, le chef de l'État compte souligner le riche calendrier de l'année qui vient de s'ouvrir, celle « *de toutes les fiertés françaises* », a indiqué son entourage aux journalistes en marge de l'événement. L'Élysée cite notamment le 80e anniversaire du Débarquement en juin, les Jeux olympiques et paralympiques cet été, le Sommet international de la francophonie en octobre, et la réouverture de Notre-Dame à la fin de l'année.

Dans un contexte international marqué par les conflits à Gaza, en Ukraine et en mer Rouge, Emmanuel Macron entend aussi mettre l'accent sur le « *réarmement économique et industriel* » avant les vœux aux armées vendredi à Cherbourg. huffingtonpost.fr 17/01/2024

Les syndicats adressent un message à Davos : Faites-nous confiance, on partage les mêmes valeurs démocratiques !

J-C - Vaut mieux en rire même si c'est sordide au possible. Le secrétaire général de la CSI, Luc Triangle, a publié dans un blog qui appartient au Forum économique mondial un article basé sur la démocratie destiné aux participants de Davos, je cite "*L'importance d'un mandat démocratique*", alors que plus de 2700 des 2800 participants à cette réunion n'ont jamais été élus, dont les dirigeants de Davos. Sans parler des chefs d'Etat présents, qui, certes ont été élus, mais piétinent en permanence la démocratie, quand leur régime n'est pas carrément fascisant, en France par exemple.

Quant à la confiance, chacun sait que si elle faisait défaut c'est tout le système financier qui s'effondrerait aussitôt. Donc en se faisant le chantre de la confiance et de la démocratie, mieux en combinant les deux, les syndicats collaborent une fois de plus à une sordide mystification, il ne pouvait pas en être autrement.

Forum économique mondial 2024: la confiance repose sur les valeurs démocratiques - ituc-csi.org

CSI : La Confédération syndicale internationale.

<https://www.ituc-csi.org/forum-economique-mondial-2024-la?lang=en>

Toutefois, pour que cette nouvelle édition soit couronnée de succès, l'objectif spécifique du rétablissement de la confiance perdue dans les structures d'entreprise et politiques doit être fondé sur le respect effectif des valeurs démocratiques et un engagement tangible des gouvernements à agir dans l'intérêt de la population qui les a élus, plutôt que de servir les puissants intérêts commerciaux. Tel est le principal message que le secrétaire général de la CSI, Luc Triangle, adressera lors de l'événement.

Luc Triangle a rédigé un blog pour le Forum économique mondial que vous pouvez consulter [ici](#).

<https://www.weforum.org/agenda/2024/01/priorities-democracy-workers-rights-2024/>

Vous voulez savoir à quoi vous "attendre" pour la suite, demandez le programme aux maîtres du monde, direction Davos.

Davos 2024: Qui vient et à quoi s'attendre - weforum.org 11 décembre 2023

<https://www.weforum.org/agenda/2023/12/davos-2024-what-to-expect-and-whos-coming/>

Extrait en français (traduction automatique).

La réunion annuelle 2024 du Forum économique mondial se tiendra du 15 au 19 janvier à Davos, en Suisse.

La réunion se réunit sous le thème du Rebuilding Trust, accessible au grand public et plus de 200 sessions retransmises en direct.

La réunion accueille favorablement plus de 100 gouvernements, toutes les grandes organisations internationales et les 1000 entreprises partenaires du Forum, ainsi que les dirigeants de la société civile, les principaux experts, les jeunes acteurs du changement, les entrepreneurs sociaux et les médias.

« À l'heure où les défis mondiaux exigent des solutions urgentes, une collaboration innovante entre les secteurs public et privé est nécessaire pour transformer les idées en actes », a déclaré la présidente du Forum économique mondial. « Le Forum fournit la structure nécessaire à la recherche, aux alliances et aux cadres qui favorisent la coopération impulsée par les missions tout au long de l'année. La réunion annuelle de la semaine prochaine sera un accélérateur de cette coopération, en approfondissant les liens entre les dirigeants et entre les initiatives. »

Qui vient ?

Plus de 300 personnalités publiques y participeront cette année, dont plus de 60 chefs d'État et de gouvernement. Toutes les régions clés du monde seront fortement représentées. Les principaux dirigeants politiques qui y participent sont les suivants :

Li Qiang, Premier ministre de la République populaire de Chine; Emmanuel Macron, Président de la République de Corée; Ursula von der Leyen, Président de la Commission européenne; Javier Milei, Président de l'Argentine; Han Duck-soo, Premier Ministre de la République de Corée; Pedro Sanchez, Premier Ministre d'Espagne; Viola Amherd Volodymyr Zelenskyy, Présidente de la Confédération suisse 2024 Alexander De Croet Conseiller fédéral de défense, de protection civile et de sports; Francisco Petro Urrego, Président de la Colombie; Kyriakos Mitsotakis, Premier Ministre de la Grèce; Mohammed Shyaa Al Sudani, Premier Ministre iraquien; Leo Varadkar, Taoiseach of Ireland; Bisher Hani Al Khasawneh, Premier Ministre du Royaume de Jordanie; William Samoei Ruto Oyun-Erdene Luvsannamsrai, Président du Kenya; Najib Mikati, Président du Conseil du Conseil Mark Rutte Premier Ministre des Pays-Bas; Bola Ahmed Tinubu, Président du Nigéria; Andrzej Duda, Président de la Pologne; Mohammed Bin Abdulrahman Al Thani, Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de l'État du Qatar; M . Aleksandar Vucic, Président de la Serbie; M. Tharman Shanmugaratnam, Président de Singapour; Ranil Wickremesinghe Srettha Thavisin, Président de Sri Lanka; Pham Minh Chinh Premier Ministre du Viet Nam.

En outre :

Antony Blinken, secrétaire d'État américain; Jake Sullivan, conseiller à la sécurité nationale des États-Unis, et des représentants du Sénat et de la Chambre des représentants.

Les chefs d'organisations internationales qui y participent sont notamment les suivants :

M. Antonio Guterres, Secrétaire général des Nations unies; Mme Kristalina Georgieva, Directrice générale du Fonds monétaire international; Ajay S. Banga, Président du Groupe de la Banque mondiale, Ngozi Okonjo-Iweala, Directeur général de l'Organisation mondiale du commerce; Jens Stoltenberg, Secrétaire général de l'Organisation du Traité de l'Atlantique

Nord; Tedros Adhanom Ghebreyesus, Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé; Achim Steiner, Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement.

On estime que 1 600 chefs d'entreprise, dont 800 des plus grands PDG et présidents du monde membres et partenaires du Forum économique mondial, y participeront. Il y aura également plus de 150 innovateurs mondiaux, pionniers technologiques et licornes qui transforment les industries.

Plus de 200 membres des communautés Global Shapers du Forum, Jeunes leaders mondiaux et les entrepreneurs sociaux se joindront à la mise en valeur des innovations et des solutions locales. Plus de 150 experts et chefs des principales universités, institutions de recherche et groupes de réflexion du monde participeront également à la réunion. Plus de 40 travailleurs, organisations non gouvernementales et chefs religieux de la société civile y participeront également.

Les chefs d'organisations de la société civile sont les suivants : Kirsten Schuijt, Directeur général de la WWF International; David Miliband, Président du Comité international de secours; Luc Triangle, Secrétaire général de la Confédération syndicale internationale; Tirana Hassan, Directeur exécutif de Human Rights Watch.

La réunion annuelle 2024 continuera d'être informative et accessible au grand public grâce à la retransmission en direct de plus de 200 sessions. En outre, le Forum ouvert, qui en est à sa vingt et unième année, accueillera des tables rondes ouvertes au public sur le thème « *From Life to Lab: Science in Action* ». Le Village mondial de collaboration continuera de faire progresser ses travaux lors de la réunion et d'élargir l'accès du public.

Reconstruire la confiance

Davos 2024 est la 54e réunion annuelle du Forum économique mondial. Sous le thème *Rebuilding Trust*, la réunion vise à rétablir les agences collectives et à renforcer les principes fondamentaux de transparence, de cohérence et de responsabilité entre les dirigeants.

La réunion s'articule autour de quatre domaines:

Assurer la sécurité et la coopération dans un monde fragmenté

Comment pouvons-nous faire face efficacement aux crises sécuritaires, telles que la situation actuelle au Moyen-Orient, tout en plaçant la terre sous les forces structurelles de la fragmentation? Comment pouvons-nous identifier les domaines dans lesquels la coopération est essentielle pour garantir un scénario gagnant-gagnant pour toutes les parties prenantes?

S'appuyer sur l'engagement à long terme et structuré du Forum avec les gouvernements, les organisations internationales et les experts de toutes les régions.

Créer de la croissance et des emplois pour une nouvelle ère

Comment le gouvernement, les entreprises et la société civile peuvent-ils s'unir autour d'un nouveau cadre économique pour éviter une décennie de faible croissance et placer les gens au

centre d'une trajectoire plus prospère? Comment pouvons-nous minimiser les arbitrages et maximiser les synergies dans une situation où les mesures traditionnelles semblent échouer?

Soutenu par des partenariats avec des institutions économiques internationales et des universitaires de haut niveau, ainsi que par les travaux du Forum sur la compétitivité, l'innovation et le capital humain.

L'intelligence artificielle en tant que force motrice pour l'économie et la société

Comment pouvons-nous utiliser l'IA pour tous bénéficier ? Comment le paysage réglementaire divergent-scient-il avec l'innovation et les risques sociétaux? Comment l'IA s'interfacera-t-elle avec d'autres technologies transformatrices, dont 5/6 G, l'informatique quantique et la biotechnologie?

Ancré dans , intégrant les principaux gouvernements et entreprises, et dans 20 centres pour...

Une stratégie à long terme pour le climat, la nature et l'énergie

Comment pouvons-nous développer une approche systémique à long terme pour atteindre les objectifs d'un monde neutre en carbone et positif pour la nature d'ici 2050 tout en offrant un accès abordable, sûr et inclusif à l'énergie, à l'alimentation et à l'eau? Comment équilibrer ces arbitrages pour parvenir à un consensus social?

Intégrer les travaux d'initiatives du Forum à objectifs multiples, y compris...

Journal de bord d'un écolo-réaliste à la COP 28 - Association des climato-réalistes 26 décembre 2023

Membre de l'association des climato-réalistes, j'ai réussi à s'immiscer pendant 8 jours dans les arcanes de la COP28 à Dubaï. Je vous fais le récit de mes tribulations.

Extrait.

Et dans nos bibliothèques d'écoles et d'universités nous trouverons, bien mis en évidence, de nombreux ouvrages sur ces sujets épineux : « *Comment détruire l'industrie en 10 leçons pour développer l'économie* » ; « *Comment créer une famine en moins de 3 ans pour sauver l'humanité* » ; « *Comment développer une misère durable, inclusive et pour tous* ». Bill Gates aura sans doute préfacé chacun de ces ouvrages fondamentaux tant profonde est son ubiquité intellectuelle : nous l'aurons vu passer en quelques années de spécialiste du virus informatique à spécialiste du virus biologique, pour finalement donner ses recommandations sur le climat et les meilleures manières de nous assurer un hiver éternel. Il aura sans doute pondu également son propre ouvrage – cette fois-ci préfacé par Jancovici – sur l'inexorabilité de la décroissance et les bienfaits du rationnement alimentaire mondial. Son titre sonnera comme un tocsin (et un glas) : « *La Richesse des Rations – Théorie générale de la faim ou misère de la boulimie* ».

Drôle de monde ! Il fut un temps, pas si éloigné, où l'on réclamait de l'argent pour favoriser la croissance, bâtir des usines, multiplier les emplois, couvrir la terre de champs pour nourrir l'humanité, construire des routes et des moyens de transport pour faciliter les échanges et découvrir le monde, développer les capacités de l'être humain, accomplir rêves et ambitions d'un nombre croissant de personnes. Maintenant on demande, à cor et à cri, des sous pour financer l'arrêt de l'économie, la mort du travail, pour assurer la pénurie, ralentir et limiter les transports, accentuer l'inertie !

Toujours cette logique orwellienne à l'œuvre dans cet univers étrange des logiques paradoxales auxquelles nous finirons par nous habituer, si ce n'est pas déjà le cas. Logiques qui nous amèneront toutes les misères du monde que le climat n'aura pas réussi à nous imposer à lui tout seul malgré ses éternels caprices.

Pour lire la suite qui était succulente :

<https://www.climato-realistes.fr/journal-de-bord-dun-ecolo-realiste-a-la-cop-28/>

Je leur ai adressé un commentaire de soutien que j'ai modéré volontairement. J'avais commencé à en rédiger un autre, mais devenu beaucoup trop long et politique, j'ai renoncé à leur envoyé, je le publie séparément ci-dessous.

Business as usual, chut il ne faut pas le dire !

Ils ont déjà perdu cette guerre. Les mondialistes insistent lourdement sur le fait que les "*ressources physiques*" seraient limitées, mais quelle proportion les hommes en ont-ils exploitées à ce jour, sachant qu'ils n'ont exploité qu'une toute petite partie de celles qui figurent sur la terre ferme qui ne représente que 25% de la surface de notre planète, et que demeurent pratiquement intactes ou inexploitées celles qui figurent au fond des océans qui représentent 75% de la surface de la Terre, on est en droit de penser qu'avant d'atteindre cette limite qu'on ne connaît pas d'ailleurs, il devrait en passer des siècles et des siècles. Sans parler des progrès scientifiques et technologiques à venir qui permettront d'ici là de satisfaire l'ensemble des besoins de l'humanité.

En revanche, ce qui pourrait justifier cette guerre ou plutôt toutes ces guerres d'hier et d'aujourd'hui contre tous les peuples, c'est le fait que l'augmentation du taux de productivité n'est pas extensible à l'infini. De plus, il est impossible d'imposer autoritairement le taux de productivité le plus élevé atteint aux travailleurs du monde entier, les rapports sociaux économiques ne fonctionnent pas de cette manière-là, ou alors cela nécessiterait au moins un siècle de plus, or le temps leur est compté. Qui plus est, selon les pays le développement économique s'effectue selon des rythmes et des délais sur lesquels ils ont peu d'emprise, pire, il aura des conséquences qui fatalement entreront rapidement en contradiction avec leurs objectifs, et ainsi de suite. Ils se retrouvent donc confronter en permanence au même défi sans jamais pouvoir le résoudre définitivement.

On a pu observer que, chaque fois que le taux de productivité progressa, mais aussi pour imposer ses nouvelles normes au système productif, il fallut au préalable procéder à de gigantesques destructions de manière à pouvoir libérer le capital ou la plus-value acculée dans

des proportions tout aussi gigantesques, processus auquel nous avons assisté pendant et après chaque guerre mondiale et qui s'est poursuivi sans interruption depuis 1945. A ceci près qu'aujourd'hui, ils ne peuvent plus prendre le risque de recourir à ce scénario, ce qui d'ailleurs ne serviraient à rien et ils le savent très bien, puisqu'autant la division du travail que la productivité ou encore la multiplication des besoins des hommes ont atteint leur limite ultime, d'où la tentative désespérée de recourir à la décroissance pour sauver les meubles, se sauver eux-mêmes. Comment cela ou pourquoi ?

La décroissance témoigne de l'incompatibilité du capitalisme avec le bien-être des peuples.

La décroissance devrait se traduire, si on les prend au mot, par une régression des besoins des hommes, une régression sociale généralisée imposée dans les pays les plus développés, et l'interdiction pour les autres pays d'accéder à un niveau de développement comparable, d'où sur le plan politique la nécessité d'instaurer un régime mondial totalitaire pour l'imposer à tous les peuples, qui infailliblement s'y opposeront farouchement, car il s'agira de leur propre survie, alors se posera à eux avec une acuité particulière, la question de savoir dans quel type de société ils veulent vivre...

Santé.

On veut nous refaire le coup de l'hydroxychloroquine qui tue, mais en pire - AIMSIB 14 janvier 2024

https://www.aimsib.org/2024/01/14/on-veut-nous-refaire-le-coup-de-lhydroxychloroquine-qui-tue-mais-en-pire/?utm_source=brevo&utm_campaign=Newsletter+CSI+Janvier+2024&utm_medium=email

Des professeurs japonais du «Groupe d'étude sur les vaccins» dévoilent des effets secondaires «sans précédent» dans un communiqué de presse - Réseau International 16 janvier 2024

<https://reseauinternational.net/des-professeurs-japonais-du-groupe-detude-sur-les-vaccins-devoilent-des-effets-secondaires-sans-precedent-dans-un-communiquede-presse/>

OMS et multirésistance bactérienne, quatre bricolages de labos qui pourraient tuer nos libertés - AIMSIB 24 Déc 2023

https://www.aimsib.org/2023/12/24/oms-et-multiresistance-bacterienne-quatre-bricolages-de-labos-qui-pourraient-tuer-nos-libertes/?utm_source=brevo&utm_campaign=Newsletter+CSI+Janvier+2024&utm_medium=email

La saine réaction d'un médecin.

Québec : un médecin de Montréal radié trois mois pour avoir « mégenré » un patient trans - lejdd.fr 16/01/2024

Ils ont eu un différend qui les a menés à la justice. Un médecin de Montréal a été radié durant trois mois pour avoir refusé de prescrire un traitement hormonal à son patient transgenre et pour avoir refusé de le considérer comme un homme (alors qu'il est né femme), indique La Presse lundi 15 janvier. Il est son médecin de famille depuis 2018. Mais, en mai 2022, le patient s'est rendu auprès du professionnel pour demander un traitement hormonal. Il n'a pas hésité à enregistrer l'échange sur son téléphone portable. Le docteur a toutefois indiqué ne jamais avoir prescrit de tel traitement, renvoyant son patient vers un autre confrère.

Si le patient accepte de recevoir les coordonnées de l'autre praticien, l'échange s'est peu à peu tendu. Le médecin a notamment rappelé les effets secondaires rencontrés lors du processus de transition comme un comportement agressif. Il a également refusé de considérer le patient comme un homme puisqu'il est « *génétiquement une femme* ». « *Si une analyse chromosomique est réalisée, il sera démontré que les chromosomes sont porteurs des gènes XX et non XY* », a-t-il évoqué. Le patient a persisté, indiquant vouloir être considéré de la sorte. « *Oui, ça, c'est dans votre cerveau* », aurait renchéri le médecin selon La Presse. La situation était si tendue que le médecin a fini par chasser le patient de son cabinet. Il a refusé de fournir les coordonnées de son collègue qu'il avait conseillé plus tôt et a appris au patient qu'il ne le suivrait plus pour rupture de confiance.

Une plainte a été déposée par le patient. Le médecin examinateur, chargé de l'enquête, a conclu qu'il n'y avait pas de comportement discriminatoire de la part du mis en cause mais plutôt « *un problème au niveau de la qualité de la relation professionnelle et un manque de respect envers le patient* ».

Insatisfait de cette conclusion, le plaignant a alors effectué une demande d'enquête au bureau du syndic du Collège des médecins. Le médecin a enfin plaidé coupable, rappelant que « *l'attitude du patient (...) dénote au mieux une problématique ou l'inexistence de la confiance mutuelle nécessaire à la relation professionnelle* ». Il a pour obligation de purger deux périodes de radiation, l'une de trois mois et l'autre de deux mois. lejdd.fr 16/01/2024

Guerre psychologique et biologique contre la population mondiale.

J-C - Comment vous conditionner pour que vous réclamiez ou adoptiez les mesures destinées à faire face aux conséquences d'une pandémie fabriquée.

"Maladie X" plus mortelle que le Covid: l'agence sanitaire russe soupçonne un coup de com' - fr.sputniknews.africa 14.01.2024

Une des tables rondes du Forum économique mondial, qui se tiendra à Davos du 15 au 19 janvier 2024, sera consacrée à la "maladie X", qui pourrait causer 20 fois plus de décès que la pandémie du coronavirus.

En effet, après la pandémie de Covid, l'OMS a déclaré que d'autres agents pathogènes pourraient lui succéder et provoquer de nouvelles épidémies.

Les participants de ce rendez-vous vont discuter des efforts à entreprendre pour préparer les systèmes de santé à une éventuelle pandémie. Le nom de Tedros Adhanom Ghebreyesus, patron de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), figure sur la liste des speakers.

L'agence sanitaire russe réagit

La présence de ce sujet dans l'ordre du jour du forum recèle des enjeux purement économiques et non scientifiques, estime l'agence sanitaire russe.

L'instance pointe du doigt le fait que les participants de la réunion sont des acteurs intéressés du big pharma qui vont profiter de nouveaux investissements.

"La présence de la "maladie X" à l'ordre du jour de Davos et la participation des acteurs qui ont des intérêts financiers là-dedans, dont les grandes sociétés pharmaceutiques, montrent que la session tournera autour de la hausse des investissements. Ceci est particulièrement favorable aux grandes entreprises pharmaceutiques, qui prétendent anticiper les pandémies, raison pour laquelle elles discutent de la question au Forum économique mondial", a souligné Rospotrebnadzor.

Dans le même temps, de grands experts et chercheurs en épidémiologie, qui s'occupent de l'évaluation des risques de nouvelles pandémies et des mesures pour s'y préparer, ne sont pas inclus dans la liste des participants, note l'agence.

Après la pandémie de Covid-19, l'OMS tente de promouvoir l'idée de réformer l'architecture sanitaire mondiale. Elle le justifie par des menaces futures et le manque de préparation et appelle à lui octroyer plus de financement, explique l'organisme sanitaire.

La "maladie X" n'est pas réelle. C'est un concept théorique utilisé par l'OMS pour modéliser et anticiper la menace sanitaire hypothétique. fr.sputniknews.africa 14.01.2024

<https://reseauinternational.net/le-wef-et-loms-annoncent-la-menace-de-la-maladie-x-la-derniere-ligne-droite-pour-le-traite-sur-les-pandemies-et-la-solution-finale-de-bill-gates/>

<https://thecountersignal.com/wef-and-who-prime-disease-x-in-final-push-for-pandemic-treaty/>

<https://expose-news.com/2023/08/08/disease-x-was-rehearsed-at-clade-x-are-we-about-to-see-a-new-plandemic/>

"Maladie X" : quel est ce virus hypothétique qui agite les complotistes - tf1info.fr 15 janvier 2024

Ils se sont insurgés pendant des mois contre les restrictions liées à l'épidémie de Covid-19. Et craignent dorénavant que les autorités renouvellent l'expérience. Sur les réseaux sociaux, des

internautes alertent sur le contenu des discussions lors du forum économique mondial qui s'est ouvert à Davos, lundi 15 janvier.

Le 17 janvier, une table-ronde est en effet prévue à Davos au sujet de la "*maladie X*", à en croire l'agenda en ligne du forum. Seront réunis autour de la table plusieurs intervenants de la communauté internationale, dont le patron de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), le ministre de la Santé du Brésil et le président du conseil d'administration du laboratoire AstraZeneca. Objectif de la réunion, discuter des "*efforts qui seraient nécessaires pour préparer les systèmes de santé aux multiples challenges qui les attendent*".

Parmi les défis, cette fameuse "*maladie X*". À noter qu'il s'agira pour les participants de débattre de ces enjeux et non de décider d'une politique à mettre en place. Car pour rappel, si le forum qui se réunit tous les ans à Davos rassemble les principaux leaders politiques et des représentants de la société civile, il n'a aucun pouvoir décisionnaire. Comme l'analysait le politologue Jean-Christophe Graz en 2008, ce type de forums qui s'arrogent un "*pouvoir illégitime*", n'ont qu'un "*pouvoir informel limité*".

J-C- Faux, au contraire, en janvier 2020 à l'échelle mondiale on a fait l'expérience dramatique de leur pouvoir devenu tentaculaire, illimité

La maladie qui ronge la société n'est pas inconnue : Le capitalisme.

Le clan de l'oligarchie financière anglo-saxon le plus puissant, qui est à l'origine de la mystification mondiale au Covid-19 de 2020, annonce depuis Davos qu'il est prêt à récidiver en lançant une nouvelle maladie inconnue nommée "*maladie X*", qui serait destinée à faire plus de mort que la précédente, qui en quelque sorte aurait servi de répétition générale à une opération à venir d'une portée beaucoup plus vaste, consistant à déposséder définitivement tous les Etats de leur souveraineté en terme de santé publique, au profit de l'OMS promu ministère mondial de la Santé dirigé par les trusts pharmaceutique mafieux et criminels.

Les Russes présentent cela à leur façon comme un simple "*coup de com*" pour ne pas avoir à affronter directement les Américains, c'est un simple constat, un de plus qui témoigne si nécessaire de leur collusion d'intérêt contre les peuples, sans nier les tensions et désaccords qui existent entre eux, de la concurrence farouche à laquelle ils se livrent, qui concerne également les 4 ou 5 clans qui s'affrontent au sommet de l'oligarchie financière anglo-saxonne dont l'origine est à rechercher du côté des contradictions qui résultent de la survie du capitalisme pourrissant, que les uns et les autres tentent de sauver comme ils peuvent pour assurer leur propre survie.

Ils sont à la fois alliés et ennemis, alliés quand il s'agit d'affronter ou contenir le prolétariat mondial, ennemis quand ils estiment que l'un d'entre eux menace leurs intérêts fondamentaux, ces deux rapports ne sont pas incompatibles, ils concernent des conditions différentes auxquelles ils doivent s'adapter, mais finalement on retrouve toujours les mêmes facteurs ou acteurs en toile de fond, la crise du capitalisme et la lutte des classes.

On sait que le développement du capitalisme conduit inévitablement à la rationalisation à l'extrême de la production, ce qui nécessite pour se réaliser que la division du travail soit

conduites à ses limites extrêmes pour garantir un maximum de productivité, et que ce processus dialectique va se traduire inéluctablement par une concentration du capital toujours plus grande. Cette condition est déterminante pour éviter que ce processus se disloque.

Maintenant, qui dit concentration du capital dit concentration du pouvoir politique entre les mains des plus riches. Il leur faut donc concevoir une structure ou une institution politique (internationale), à partir de laquelle ils peuvent exercer leur pouvoir politique, sans partage de préférence puisqu'ils concentrent tous les pouvoirs, d'où l'incapacité des Etats ou des vieilles structures politiques du capital issus de la lutte des classes de remplir cette fonction.

Voilà ce qui justifie l'établissement d'un gouvernement mondial qu'ils contrôlèrent ou auquel ils dicteraient leur politique. Il serait forcément de nature totalitaire, après que toutes les représentations politiques issues de la lutte des classes eurent été déclarées obsolètes ou identifiées comme des obstacles à leur pouvoir absolu.

Ainsi tout s'explique très bien et se tient pour peu qu'on n'évacue pas la nature du capitalisme, la crise du capitalisme, ainsi que la lutte des classes.

Tout cela figurait déjà dans *Le Capital* de Marx et Engels et dans *Le capitalisme stade suprême du capitalisme* de Lénine, certes parfois en pointillé ou à l'état d'ébauche, à nous d'écrire la suite, si nous en sommes capables, personnellement je doute fortement en avoir la capacité, ce qui ne doit pas m'empêcher de réfléchir et d'y contribuer modestement.

Il y a encore une question qu'on n'a pas abordé parce qu'elle nécessite un long développement ou une profonde concentration, et pour l'instant j'avoue ne pas savoir par quel bout la prendre, je vous la livre brut de décoffrage comme l'on dit.

Contrairement à ce qu'avaient imaginé les maîtres du marxisme qui nous servent toujours de référence, le capitalisme recelait manifestement des ressources insoupçonnées ou dont nous n'avions pas pris conscience, pour survivre à toutes les graves crises qu'il allait traverser depuis la fin du XIXe siècle et tout au long du XXe siècle jusqu'à nos jours, c'est le premier constat dont nous devons partir, qu'il nous faut accepter sans état d'âme ou en toute lucidité.

On a passé notre temps à échafauder un tas de théories pour tenter de trouver une explication, sans qu'aucune ne l'emporte sur les autres, toutes comportaient de graves lacunes, des biais provenant de multiple a priori, surtout le refus d'admettre que les choses ne s'étaient pas passées comme on l'avait prévu ou qu'on s'était fourvoyé, sans être en mesure de comprendre comment et pourquoi nous avons pu nous illusionner à ce point-là, notre amour propre est souvent mal placé ou on manque cruellement de modestie pour admettre nos faiblesses ou nos erreurs. Nous en sommes là aujourd'hui, autant dire qu'on est mal barré.

Il faut se remémorer les raisons de la dégénérescence de la révolution russe de 1917, du parti bolchevik, de l'Internationale communiste et de l'URSS, en dos mot, le degré d'arriération du prolétariat russe et international, le sous-développement de l'économie mondiale, ce qui devait favoriser l'établissement de régimes féodaux ou de dictatures sur tous les continents sur lesquels les puissances impérialistes exerceraient leur pouvoir en pillant leurs richesses tout en leur interdisant tout développement économiques, de manière à ce que la situation coloniale qui prévalait à l'aube du XXe siècle perdure pendant au moins un siècle de plus, tout du moins sur les pays les moins peuplés ou les plus isolés, de sorte que les conditions immatures pour une révolution socialiste mondiale soient maintenues également.

C'est ainsi que chacun peut constater, que pour aucun peuple dans le monde et pas seulement au Moyen-Orient, en Afrique, en Amérique latine ou en Asie, aujourd'hui nulle part il existe une issue politique.

En Occident ou dans les pays les plus développés, parce que le colonialisme tout au long du XXe siècle a permis de dégager la plus-value nécessaire pour corrompre les classes moyennes, les masses et le mouvement ouvrier, garantir un niveau de vie supérieur à celui du reste du monde, au point qu'ils n'ont même plus de direction politique, ils sont disloqués, atomisés. Pire encore, tandis que les classes moyennes et les masses sont conditionnées par l'idéologie dominante ultra réactionnaire, pour ne pas être en reste ou se retrouver marginalisé, le mouvement ouvrier lui sert d'agent en multipliant les témoignages d'allégeance aux maîtres du monde, apôtre de la mystification hygiéniste ou de l'OMS-Gavi-Gates, disciple du Green New Deal ou du GIEC-Davos, féministes enragées et adeptes du mythe du matriarcat qui renvoie au stade primitif du développement de l'humanité auquel le Forum économique mondial rêve de nous renvoyer, bref, contrairement à ce que pensait Lénine, l'opportunisme a la vie aussi dure que celle du capitalisme.

Dans le reste du monde, il ne faut se faire aucune illusion non plus, les peuples qui luttent pour leur survie quotidiennement, n'ont aucune chance de s'en sortir, à l'instar des Palestiniens, dont le destin tragique est la caricature de cette absence d'issue politique conforme aux intérêts des exploités et des opprimés.

Après la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'avant-garde du mouvement ouvrier en occident et particulièrement en France fit croire à plusieurs générations de travailleurs et militants que les conditions objectives et subjectives étaient mûres ou sur le point de mûrir pour que se déroule une révolution socialiste qu'on n'a jamais vu venir, du coup elle fut condamnée à dégénérer, à se putréfier, finalement à se renier, à trahir ses engagements, à se disloquer à son tour, ses dirigeants n'ayant jamais voulu admettre leurs erreurs ou pour avoir produit des théories et des analyses foireuses, leur incapacité à analyser la situation mondiale, tous les courants ou partis qui existent aujourd'hui en sont les reliquats évanescents.

Ce qui a changé entre hier et aujourd'hui, c'est qu'hier leurs illusions avaient comme un parfum d'espoir et de liberté, c'est la principale raison pour laquelle nous fûmes si nombreux à les partager, alors que de nos jours elles puent littéralement, car entre temps la société s'est décomposée, gangrenée, putréfiée dans des proportions hallucinantes, alarmante, décadente, liberticide et intolérante au possible, mais ce n'est pas cela qu'ils dénoncent et combattent, non, ils en rajoutent une couche, là encore ils nous raconteront comme autrefois que c'est pour éviter de se couper des masses qu'ils flattent ou encouragent leurs illusions les plus insupportables, alors qu'en réalité, c'est surtout par crainte de rompre les relations qu'ils ont tissés de longue date avec des pans de la gauche institutionnelle, de passer pour des extrémistes ou des "*complotistes*", ultime insulte qui les condamnerait à une marginalisation dont ils ne remettraient jamais ou précipiteraient leur disparition. Que peuvent-ils faire d'autres, que peuvent-ils inventer encore pour continuer à exister ?

Vous comprendrez peut-être mieux pourquoi je n'ai pas voulu en être, bien que je respecte les travailleurs ou militants qui les ont rejoints, car je ne pense pas qu'ils aient eu conscience de ce que je viens de développer.

Reste le capitalisme, le plus gros morceau que j'aborderai brièvement.

Chacun a pu constater qu'il ne s'est pas effondré depuis 1945, Bretton Woods, etc. Il a connu des crises dont il s'est très bien sorti. Chaque fois on nous a prédit des crises plus vastes et profondes sans que finalement il explose en plein vol.

De la fondation de la Fed en 1913 à nos jours, ceux qui dominent le capitalisme mondial, les mêmes familles, banquiers ou trusts, cousins ou oncles éloignés par alliance comme dans les monarchies, les nouveaux ultra riches ayant croisé ou lié leur destin avec le leur, l'internationale oligarchique se porte à merveille. Elle a considérablement accru sa fortune et son pouvoir politique devenu tentaculaire au cours des dernières décennies. Ayant infiltré les principaux gouvernements occidentaux, toutes les institutions financières ou politiques internationales, elle contrôle tous les marchés, elle leur dicte sa loi, son orientation politique. Elle déclenche les crises et les guerres, les pandémies et les famines. Elle détermine la ligne éditoriale des médias mainstream, elle se sert des réseaux dits sociaux qu'elle a créés pour en faire autant d'agents à sa solde, histoire de faire croire aux plus naïfs qui pullulent dans le monde, que les idées qu'ils véhiculent sur le Net proviendraient de la majorité de la population, de sorte que chacun se sente obligé d'y adhérer pour ne passer pour un excentrique ou un affreux complotiste. Le pouvoir judiciaire lui est acquis également, comme pratiquement toutes les couches des classes moyennes qui ne sont pas encore menacées de paupérisation. Bref, à quelques exceptions près ou quelques accrocs ici ou là qui ne l'empêchent pas de dormir tranquillement, ils sont devenus littéralement les maîtres du monde.

Avec un endettement mondial de 307.000 milliards de dollars qui représentent plus de 350% le PIB mondial en 2023 (Source : agefi.fr - fin septembre 2023), chacun aura compris que le capitalisme survie uniquement à crédit, c'est un euphémisme. Cette dette exponentielle ne sera jamais remboursée, autant dire que l'avenir des prochaines générations est gravement hypothéqué ou qu'elles n'en auront pas, elles sont d'ores et déjà condamnées à vivre dans une société qui sera bien pire que la nôtre, cauchemardesque et barbare. Mais ce n'est là que je voulais en venir, c'est plutôt de savoir pourquoi et comment c'est possible.

Puisque l'oligarchie financière concentre tous les pouvoirs, elle détient la planche à billets, donc en cas de besoin, crise ou guerre ou je ne sais quoi, il lui suffit d'appuyer sur le bouton, et hop le problème est réglé comme par miracle ! Et les conséquences direz-vous, l'inflation par exemple. Pas de problème, elle manipulera tel ou tel facteur économique et hop enlevé c'est pesé, on n'en parle plus, sinon ce sera aux masses de régler la note et si elles ne le peuvent pas, on les y aidera, comment, pardi en arrosant les Etats dont la dette augmentera, fastoche, non ? On est donc en présence d'un système financier mafieux incontrôlable, qui peut agir en toute impunité, puisqu'ils sont juges et parties, ce sont eux qui nomment les chefs d'Etat ou les Premiers ministres, les ministres des Finances, de la Justice, etc.

Donc si vous avez basé vos espoirs sur l'effondrement du capitalisme, du dollar, de la Bourse, etc. pour faire la révolution, vous pourrez attendre indéfiniment. C'est désolant, frustrant, non, c'est comme cela, c'est tout. Mais alors comment font-ils pour pallier aux contradictions du capitalisme ?

Ils développent de nouveaux marchés, de nouveaux pays où ils vont exporter des capitaux et la division du travail, les deux marchent ensemble. Quelles vont en être les conséquences ? Cela va permettre de soulager les effets de la crise qui sévit dans les pays les plus développés, tout en permettant d'élever le niveau de vie de la population dans les pays qui bénéficient de

ces capitaux, de créer ou renforcer leur classe moyenne qui consommera une partie des marchandises produites, qui pourra accéder au crédit, à la propriété immobilière. Ces nouveaux producteurs payés au lance-pierres ou surexploités viendront concurrencer leurs petits camarades sur le marché mondial, ce qui contribuera à accentuer la pression sur les salaires vers le bas, et diminuer la pression à la hausse à venir dans les pays en train de se développer, puisque, qui dit développement économique dit multiplication des besoins ou charges fixes, donc hausse automatique des salaires pour les satisfaire. J'ai pu l'observer et le vivre en temps réel en Inde pendant 30 ans, le même processus que partout ailleurs depuis que le capitalisme existe, alimentant évidemment la lutte de classe du prolétariat qui réclame son dû, car conscient de participer directement au développement économique de son pays, les capitalistes n'y coupent pas.

Donc, dans tous les pays qui se développent économiquement le niveau de vie général de la population va augmenter, les salaires vont augmenter dans des proportions gigantesques, pas forcément au même niveau que les prix ou de l'inflation mais pas loin en ce qui concerne les biens de consommation courants, paix social ou stabilité du régime en place oblige. Quant au reste, l'accès au crédit facilitera l'accès à des biens d'équipement qui représentent un investissement plus lourd, ces populations, qui jusque-là n'avaient jamais eu de compte en banque, se retrouveront souvent endettées pour de longues années ou à vie ; Le miracle du capitalisme qu'on n'avait pas vu venir, qui fera de chaque travailleur un esclave enchaîné à son patron et à sa banque, et malheur à ceux qui ne pourront pas faire face à leurs créances, quel cauchemar !

Il arrivera forcément un moment où les limites de ce processus seront atteintes.

Combien de temps cela prendra-t-il ? Je l'ignore. Cela dépend des pays, d'où ils sont partis économiquement, de leurs richesses, de leur démographie... Leur niveau de vie et de salaire devraient rattraper ceux des pays développés à terme, dès lors il ne restera plus aux capitalistes qu'à trouver d'autre pays et d'autres marchés à développer, jusqu'au jour où cette réserve d'esclaves et de plus-value sera épuisée. C'est seulement quand ce stade ultime sera atteint, qu'on pourra déclarer que la mondialisation du capitalisme est parvenue à son terme ou que les conditions objectives pour passer au socialisme sont mûres.

On a eu tendance à retenir qu'elles avaient commencé à pourrir avec la destruction massive de forces productives dès le début du XXe siècle dont la Première Guerre mondiale fit la démonstration grandiose, la contrepartie de l'accumulation de capital dans d'énormes proportions pendant les décennies antérieures impossible à investir dans des placements rentables pour faire bref, on surestima ce facteur par la suite pour des raisons purement idéologiques et démagogiques, en expliquant qu'il signifiait que le capitalisme était au bout du rouleau, ce qui n'était manifestement pas le cas, pire, c'était une contrevérité dans la mesure où ce capital accumulée, qui était le produit du développement antérieur des forces productives capitalisme, allait être employé après chaque guerre pour développer de nouvelles forces productives dans le monde, et pas seulement pour reconstruire les pays ayant subi de gigantesques destructions au cours de ces guerres, comme on l'affirma un peu trop hâtivement.

Les parités de pouvoir d'achat (PPA) sont les taux de conversion monétaire qui ont pour objet d'égaliser les pouvoirs d'achat des différentes monnaies en éliminant les différences de niveaux des prix entre pays. (OCDE)

Dans l'Union européenne, le salaire minimum varie de 1 à 7. En 2023, les salaires minimaux dans les États membres de l'UE variaient de 399 euros par mois en Bulgarie à 2 508 euros par mois au Luxembourg. En parité de pouvoir d'achat, le salaire minimum est évalué à 604 euros en Bulgarie, contre 1.707 au Luxembourg, soit tout de même un écart de 1 à 3. (Source UE : ec.europa.eu/eurostat) L'Inde avec un salaire minimum évalué à 50 euros (Source : fr.countryeconomy.com), en réalité plus près de 70 euros selon mes constatations, l'écart en parité de pouvoir d'achat entre la France et l'Inde est 1 à 33 (Source OCDE: oecd-ilibrary.org)

Combien de temps cela prendra-t-il nous demandions-nous, un demi-siècle, cela semble court, d'ici la fin du XXIe siècle serait plus raisonnable. C'est seulement à partir de cette échéance que le passage au socialisme se présentera avec une acuité particulière à la majorité des peuples comme la seule alternative économique et politique possible.

Autrefois on nous avait raconté qu'un mode de production ne pourrait pas disparaître tant qu'il recèlerait encore des réserves, et que c'était le cas du régime capitalisme, on le crut à tort. 43 ans plus tard en ce qui me concerne, force est de constater qu'il est toujours en place et qu'il n'est pas près de disparaître. Tous les modes de production antérieurs avaient eu une durée de vie beaucoup plus longue que le capitalisme, il faut en avoir conscience.

L'internationale oligarchique a tiré les leçons du passé, elle sait qu'elle n'a pas intérêt à laisser s'effondrer le capitalisme et qu'elle dispose des moyens financier pour l'éviter. On nous dira sans doute qu'on s'écarte du marxisme ou du Capital de Marx et Engels avec une telle affirmation. Je l'assume entièrement, dans la mesure où le marxisme et ses penseurs n'ont jamais eu l'intention d'écrire leur propre histoire du processus historique. Ils se sont bornés à le décrire, si je puis dire, magistralement, de manière à ce que les exploités et les opprimés prennent conscience qu'ils ne pourraient pas défendre leurs intérêts de classe et d'obtenir à terme leur émancipation, s'ils ne parvenaient pas impérativement à la compréhension des grandes lignes ou des forces qui étaient à l'origine de ce processus historique ou qui avaient participé à son développement, finalement à en prendre le contrôle en s'emparant du pouvoir politique pour l'orienter dans une direction conforme à leurs intérêts et aspirations légitimes.

Là où on a commis une erreur grossière, ce fut d'idolâtrer le marxisme et ses penseurs, de sombrer dans un vulgaire dogmatisme et de cultiver le culte de la personnalité, nous étions jeunes et impatientes, ce qui ne constitue pas un reniement de ma part, puisque j'ai conscience plus que jamais que je leur dois tout ou je leur voue toujours une reconnaissance infinie.

Cela va en décevoir ou démoraliser plus d'un, or ce n'était pas le but de cet article, bien au contraire, car même à la fin du XXIe siècle, espérons un plus tôt si cela peut vous rassurer, on ne sera plus là pour le vivre depuis un moment, peu importe, les enseignements de la lutte de classe du marxisme demeureront indispensables pour passer au socialisme, car sans parvenir à la maturité du facteur subjectif, c'est-à-dire, sans l'organisation des masses et l'élévation de leur niveau de conscience politique, le capitalisme ne disparaîtra pas par enchantement.

La révolution socialisme restera d'actualité, elle est d'actualité, pas seulement parce que c'est la seule perspective dans laquelle on peut situer notre combat politique, pour maintenir vivant le flambeau du socialisme et le transmettre aux générations suivantes en attendant des jours meilleurs, nous soutenons la lutte de tous les exploités et opprimés dans le monde, ce ne sont pas les tâches politiques qui manquent.

Ne soyons pas triste ou désespéré de ne pas vivre la fin du capitalisme, n'en faisons pas une question individuelle, notre engagement politique vaut mieux que cela franchement. Soyons fidèle au socialisme et tout ira bien. Quant à tous les malheurs qui accablent nos semblables plus mal lotis que nous, qu'y pouvons-nous, rien hélas ! On n'a rien à se reprocher. On peut enrager et pleurer si cela nous soulage, mais il ne faut pas céder au découragement.

En somme j'ai gardé le meilleur pour la fin.

Maintenant pour modérer ma conclusion ou la compléter, je voudrais ajouter quelque chose de très important qui reconfortera ceux qui auraient tendance à croire que notre cause serait foutue ou qu'on serait vaincu d'avance, ce que je n'ai jamais dit.

Bien qu'il n'existe rien pour étayer cette hypothèse ou théorie à ce jour, j'ai d'ailleurs eu l'occasion de l'aborder à de nombreuses reprises dans mes causeries, il se peut que le facteur subjectif mûrisse plus vite que prévu dans les pays occidentaux et les plus développés dans le monde, du fait de l'accélération de la décomposition de la société soumise à un régime totalitaire. Des pans entiers des classes moyennes et des couches les plus évoluées du prolétariat ne le supportant plus, pourraient se rassembler pour renverser le régime en place et s'attaquer aux fondements du capitalisme, puisqu'elles n'auraient pas d'autres alternatives pour satisfaire leurs besoins sociaux et leurs aspirations démocratiques, autrement dit renouer avec le socialisme. Elles n'auraient pas le choix, soit demeurer sous un régime autoritaire impitoyable, de type fasciste ou nazi par bien des aspects, soit balayer le vieux monde pourri et reconstruire la société sur des bases sociales et humanistes.

Si par nature les hommes sont faibles ou comportent de graves lacunes quand ils viennent au monde et les conservent par la suite, il n'en demeure pas moins qu'ils développeront des aspirations au bien-être social, à la justice, à la démocratie, à la liberté, ils ne seront pas insensibles aux valeurs humanistes, les esclaves et les philosophes jadis en sont le plus brillants témoignages, comme l'on dit communément ils sont capables du pire et du meilleur, notre tâche à nous est de favoriser le meilleur qui sommeille en chacun d'eux et ne réclame qu'à s'exprimer pour peu qu'on leur en donne l'occasion. Ce sont ces aspirations qui ont contribué au développement économique et social de l'humanité.

L'argent, le statut social, le pouvoir que convoitent les hommes, sont bien peu de choses en réalité à côté de leurs aspirations humanistes.

L'argent ou posséder des biens matériels, on n'en a jamais assez. On peut en avoir un jour et tout perdre à la moindre occasion. Le statut social est instable, périssable, on peut en être déchu de la même manière, il repose sur des sables mouvants, un jour vous êtes porté au pinacle, et un autre on vous abat. Quant au pouvoir, il connaîtra le même destin. Aucun de ces facteurs ne peut donner un sens à la vie, on ne les enviera pas, ils sont détestables, haïssables réduits à eux-mêmes, misérables. Les rechercher, c'est petit, c'est se perdre, c'est gâcher sa vie. Voyez par exemple tous ces médecins qui se sont enrichis sur la misère humaine, qui aurait envie de leur ressembler, personne.

Ensemble ces trois facteurs ne peuvent pas acheter le bonheur, ils ne sont rien à côté de la satisfaction que procurent les valeurs humanistes.

Source :

<https://fr.countryeconomy.com/marche-du-travail/salaire-minimum-national>

<https://fr.tradingeconomics.com/country-list/gdp-per-capita-ppp>

https://www.oecd-ilibrary.org/finance-and-investment/purchasing-power-parities-ppp/indicator/french_c0bc06ba-fr

<https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMTendanceStatPays?langue=fr&codePays=LUX&codeTheme=2&codeStat=NY.GDP.PCAP.PP.CD>

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

Journée internationale d'action pour la Palestine : des manifestations géantes dans le monde entier ! - CAPJPO-EuroPalestine 14 janvier 2024

J-C – Pas si « géantes » que cela, c'est très exagéré.

- Des dizaines de milliers de personnes ont défilé vers la Maison Blanche pour protester contre l'implication de l'administration américaine dans le génocide qu'Israël commet à Gaza.

La police britannique estime à plus de 100 000 le nombre de manifestants à Londres au début des manifestations.

Manifestations à Dublin, Vienne, Breme et Milan en solidarité avec la Palestine.

Des milliers de personnes ont afflué dans les rues de Canberra et Sydney, en Australie, au Cap en Afrique du Sud, à Munich, Copenhague, en Suède, en Nouvelle-Zélande, et en Indonésie.

Des manifestants bloquent l'entrée de l'usine d'armes israéliennes Rafael, à Newcastle en Angleterre.

L'Université fédérale du Ceará (UFC) au Brésil a décidé d'annuler le « Défi de l'innovation Brésil – Israël » en réponse à l'assaut militaire israélien en cours, qui a entraîné la mort de plus de 23 000 Palestiniens à Gaza.

- Le nombre de martyrs de l'agression sioniste contre Gaza s'est élevé à 24 100 et celui des blessés à 60 834 depuis le 7 octobre. french.almanar.com.lb 16 janvier 2024

- "Personne ne nous arrêtera, ni La Haye, ni l'Axe du Mal, ni personne d'autre", a déclaré le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu lors d'une conférence de presse à Tel-Aviv,

en référence notamment à la requête de l'Afrique du Sud devant la Cour internationale de justice accusant Israël d'acte génocidaire dans la bande de Gaza. francetvinfo.fr 13 janvier 2024

- Le gouvernement allemand a rejeté vendredi les accusations de génocide engagées contre l'Afrique du Sud devant la Cour internationale de Justice (CIJ), mettant en garde contre « *l'instrumentalisation politique* » de cette accusation.

Guerre Hamas-Israël : « Accuser l'Etat juif de génocide, c'est franchir un seuil moral », affirme Stéphane Séjourné - 20 Minutes avec AFP 17 janvier 2024

C'est un « *non* » de la France. Paris a refusé ce mercredi de soutenir les accusations de génocide contre le peuple palestinien dans la bande de Gaza, portées par l'Afrique du Sud contre Israël devant la Cour internationale de Justice (CIJ), dénonçant le franchissement d'un « *seuil moral* ».

« *Accuser l'Etat juif de génocide, c'est franchir un seuil moral. On ne peut exploiter la notion de génocide à des fins politiques* », a déclaré le ministre des Affaires étrangères Stéphane Séjourné, au cours des questions au gouvernement de l'Assemblée nationale. 20 Minutes avec AFP 17 janvier 2024

J-C – Les sionistes avec leurs complices anglo-saxons n'ont cessé d'« *exploiter la notion de génocide à des fins politiques* » pendant plus de 75 ans pour camoufler leur opération coloniale sur la Palestine.

La collusion des sionistes et des autorités françaises, dont le régime français actuel est l'héritier, avec les dignitaires du régime nazi en Allemagne sous Hitler, donne une idée assez précise de ce qu'ils entendent par « *seuil moral* » à ne pas franchir une fois cautionnés la pire barbarie.

On comprend aussi pourquoi la France refuse de condamner à l'ONU l'usage de la propagande nazi, il lui faudrait cesser de soutenir les régimes ukrainien et israélien qui la mettent en pratique.

Le Gouvernement allemand a déclaré dans une déclaration qu'il : « *De manière décisive et expressément, rejette l'accusation de génocide portée contre l'État hébreu devant la Cour internationale de Justice. L'accusation n'a aucun fondement en fait.* »

Berlin a souligné dans sa déclaration : « *Des terroristes du Hamas ont brutalement attaqué, torturé, tué et enlevé des innocents israéliens. Depuis lors, il se défend contre l'attaque inhumaine du Hamas.* » middleeastmonitor.com 13 janvier 2024

La Namibie reproche à l'Allemagne, ancienne puissance coloniale, de défendre Israël contre les accusations de "génocide" - i24news.tv 14 janvier 2024

La Namibie a condamné la décision de son ancien colonisateur, l'Allemagne, de rejeter cette semaine les accusations de "génocide" portées par l'Afrique du Sud à l'encontre d'Israël devant la Cour internationale de justice.

Déplorant *"l'incapacité de l'Allemagne à tirer les leçons de son horrible histoire"*, le président namibien Hage Geingob s'est dit *"profondément préoccupé"* par l'annonce faite vendredi par le gouvernement allemand de *"rejeter l'acte d'accusation moralement juste présenté par l'Afrique du Sud"*. M. Geingob a accusé Berlin d'avoir *"ignoré"* la *"mort de plus de 23 000 Palestiniens à Gaza"* et d'avoir défendu devant la CIJ *"les actes génocidaires et horribles du gouvernement israélien"*. i24news.tv 14 janvier 2024

Une initiative de défense des droits de l'homme poursuit les États-Unis et la Grande-Bretagne pour participation au génocide - french.almanar.com.lb/ 15 janvier 2024

Dans le cadre d'une initiative menée par l'avocat Wikus van Rensburg, 50 avocats de la République d'Afrique du Sud, en coopération avec des avocats des États-Unis d'Amérique et de Grande-Bretagne, entendent poursuivre en justice l'administration américaine et le gouvernement britannique, sur fond de complicité dans les crimes commis par « Israël » en Palestine.

Au cours des dernières semaines, Rensburg a commencé à adresser des lettres à plusieurs pays, ainsi qu'à la Cour pénale internationale, pour exiger que les Israéliens et leurs partisans soient jugés et se préparer à poursuivre en justice les gouvernements des États-Unis et de Grande-Bretagne.

Dans une déclaration à l'Agence Anadolu, Rehnsburg a affirmé lundi que *« les États-Unis doivent être tenus responsables des crimes qu'ils ont commis, car personne ne les tienne responsables de leurs crimes, et personne ne s'en soucie (faisant référence à l'invasion américaine de l'Irak en 2003) en est un exemple »*.

Il a ajouté : *« Les États-Unis sont occupés à dépenser plus d'argent et plus de ressources pour commettre des crimes. Personne ne leur dit assez »*.

- Pour 67 % des habitants du monde arabe, les attaques du Hamas sont "un acte de résistance légitime" - i24news.tv 14 janvier 2024

67 % des habitants du monde arabe considèrent les attaques du Hamas du 7 octobre comme "un acte de résistance légitime". 19 % les jugent "légitimes mais imparfaites", tandis que seuls 5 % estiment qu'elles sont "illégitimes". Cette enquête d'opinion a été menée dans 16 pays par un centre de recherche basé à Doha.

Concernant les raisons ayant motivé ces attaques, 35 % mettent en avant "*l'occupation israélienne de terres palestiniennes*" et 24 % la "*défense*" de la mosquée al-Aqsa. Ils ne sont que 2 % à estimer que le Hamas est un proxy de l'Iran et que celui-ci a commandité l'attaque.

92 % se disent solidaires des Gazaouis, tandis que 67 % expriment leur solidarité à la fois envers les Gazaouis et envers le Hamas. 23 % sont solidaires des Palestiniens mais opposés au Hamas. i24news.tv 14 janvier 2024

- Après une pause pendant les fêtes de fin d'année, la mobilisation est repartie de plus belle dans la capitale britannique comme dans une trentaine d'autres pays du monde, avec une marche au départ de la City et en direction de Parliament Square, où se trouve le Palais de Westminster.

Plusieurs milliers de personnes ont battu le pavé à Londres en soutien aux Palestiniens de Gaza, et réclamant un cessez-le-feu immédiat.

Eurovision 2024 : 1 400 artistes finlandais réclament l'exclusion d'Israël du concours - francetvinfo.fr 13 janvier 2024

Quelque 1 400 artistes finlandais ont rejoint leurs homologues islandais pour appeler à exclure Israël de l'Eurovision 2024. Le mois dernier, l'Association islandaise des compositeurs et paroliers islandais avait demandé à ses membres de ne pas participer à la compétition si Israël n'en était pas exclu.

Les artistes finlandais demandent également à leur radiotélévision publique de boycotter le concours, qui doit se tenir dans la ville suédoise de Malmö en mai, si un candidat israélien se présente.

"Il n'est pas conforme à nos valeurs qu'un pays qui commet des crimes de guerre et poursuit une occupation militaire dispose d'une tribune publique pour enjoliver son image au nom de la musique", indique la pétition signée par les artistes finlandais, rapporte le Guardian.

Parmi les artistes qui ont signé la pétition finlandaise figurent Olavi Uusivirta, Paleface et Axel Ehnström, représentant de la Finlande à l'Eurovision 2011.

L'exclusion d'Israël n'est cependant pas envisagée par l'Union européenne de radiodiffusion (UER), chargée de l'organisation du concours. francetvinfo.fr 13 janvier 2024

Les États-Unis frappent les Houthis au Yémen pour la quatrième fois en une semaine - france24.com 18.01.2024

L'armée américaine a visé pour la quatrième fois en moins d'une semaine les Houthis sur leur territoire au Yémen, avec, dans la nuit de mercredi 17 à jeudi 18 janvier, des frappes au sol sur 14 missiles des rebelles pro-Iran qui s'en prennent depuis des semaines au trafic maritime.

Selon la chaîne des rebelles, al-Masirah, les frappes nocturnes ont visé *"les gouvernorats d'Hodeida, Taëz, Dhamar, Al-Bayda et Saada"*.

Les États-Unis ont de nouveau frappé le Yémen, annonce le Pentagone - fr.sputniknews.africa 13.01.2024

Cette attaque a visé une installation radar des Houthis, à l'aide d'un missile *"Tomahawk"* lancée depuis un destroyer américain, dans la nuit du 12 au 13 janvier.

"Les frappes américaines et britanniques au Yémen n'ont rien à voir avec l'exercice du droit de légitime défense au titre de l'article 51 de la Charte des Nations Unies", a martelé le représentant permanent de la Russie auprès de l'Onu, lors d'une réunion du Conseil de sécurité de l'Onu le 12 janvier. fr.sputniknews.africa 13.01.2024

Que des ruines : L'Iran aurait détruit l'ambassade américaine en Irak avec une frappe de missile - Avia-pro 16 janvier 2024

L'Iran aurait mené une attaque contre la base aérienne américaine de Harir et l'aéroport international d'Erbil en Irak à l'aide de missiles balistiques et de drones kamikaze lancés par le Corps des Gardiens de la révolution islamique (CGRI). Selon l'agence de presse iranienne Tasnim, le CGRI affirme que ces frappes ont conduit à la destruction complète des *«quartiers généraux d'espionnage»* des groupes terroristes anti-iraniens dans la région.

L'attaque a pris une importance particulière dans la mesure où l'Iran en a officiellement reconnu la responsabilité, mettant l'accent sur l'implication directe du CGRI plutôt que sur le recours à des groupes mandataires. Cette décision de l'Iran exprime sa détermination à agir contre la présence et l'influence des États-Unis dans la région.

Les frappes contre la base aérienne américaine de Harir et l'aéroport d'Erbil accroissent considérablement les tensions entre les États-Unis et l'Iran, augmentant ainsi le risque d'escalade dans une région déjà instable du Moyen-Orient. Cette action de l'Iran pourrait avoir des conséquences considérables compte tenu de l'environnement géopolitique actuel et des événements récents dans la région.

Les informations sur la possible destruction du consulat américain en Irak attirent particulièrement l'attention. Une déclaration officielle des États-Unis est attendue.

source : Avia-pro

L'Iran venge les attentats terroristes contre Moussawi et Kerman et bombarde le Mossad en Irak et Daech en Syrie. 4 tués dont un homme d'affaires kurdo-israélien. - french.almanar.com.lb 16 janvier 2024

L'Iran a riposté aux attentats perpétrés contre un commandant des Gardiens de la révolution, tué en Syrie, et contre les participants à la cérémonie de commémoration du martyr du général Qassem Soleimani dans sa ville natale Kerman au sud-est de l'Iran qui a fait une centaine de morts.

Dans la nuit de lundi à mardi, les Gardiens de la révolution islamique ont révélé avoir lancé plusieurs attaques balistiques contre « *le siège central du Mossad* » dans la ville d'Erbil, dans la province du Kurdistan d'Irak et contre plusieurs sièges appartenant à des groupuscules terroristes dans plusieurs régions syriennes.

Concernant Erbil, les Gardiens ont précisé que l'attaque a visé un siège principal du Mossad dans la province du Kurdistan d'Irak en riposte à l'assassinat de dirigeants des Gardiens et de l'axe de la résistance.

Ils indiquent aussi que « *4 missiles ont été tirés depuis l'ouest de l'Iran et 7 autres depuis le nord-ouest sur le siège du Mossad* », à Erbil.

L'endroit bombardé à Erbil est qualifié dans le communiqué comme étant « *le siège des espions et des attroupements terroristes hostiles à l'Iran* ».

Par ailleurs, le ministère irakien des Affaires étrangères a assuré qu'un homme d'affaires kurdo-israélien a été tué dans l'attaque d'Erbil. Il s'appelait Bishro Diziye et possédait la compagnie Falkon pour les services sécuritaires. Cet homme a joué un rôle primordial pour faciliter les relations commerciales notamment pétrolières entre l'entité sioniste et certaines parties dans le Kurdistan irakien.

Iran : au moins neuf morts dans des frappes pakistanaises - RT 18 janv. 2024

Deux jours après une frappe iranienne sur son territoire, le Pakistan a annoncé ce 18 janvier avoir mené dans la nuit des « *frappes contre des caches terroristes* » en Iran, qui ont fait au moins neuf morts, selon les autorités locales.

Au total, quatre enfants, trois femmes et deux hommes ont trouvé la mort ce 18 janvier dans des frappes pakistanaises ayant visé une zone frontalière dans la province iranienne du Sistan-Baloutchistan, selon l'agence Irna, citant le vice-gouverneur de la province, Alireza Marhamati. Un bilan en hausse, par rapport aux sept morts initialement annoncés par le vice-gouverneur.

Toutes les victimes «*sont des étrangers*», a indiqué le ministre de l'Intérieur Ahmad Vahidi à la télévision. Elles seraient de nationalité pakistanaise, a précisé l'agence Fars, sans citer de source.

«*Ce matin, le Pakistan a mené une série de frappes de précisions, hautement coordonnées et spécifiquement ciblées, contre des caches terroristes dans la province du Sistan-Baloutchistan*», a annoncé de son côté le ministère pakistanais des Affaires étrangères dans un communiqué. «*Un certain nombre de terroristes ont été tués*», a-t-il affirmé.

«*Plusieurs explosions ont été entendues dans plusieurs secteurs autour de la localité de Saravan*», a indiqué l'agence officielle iranienne Irna, citant un responsable du Sistan-Baloutchistan où l'armée est confrontée à une insurrection larvée depuis des décennies. RT 18 janv. 2024

J-C – Si on comprend bien, l'armée pakistanaise à filer un coup de main à l'armée iranienne...

France occupée (Vigipirate et Sentinelle)

Ils n'ont même pas mobilisé le 10è de leurs militants et sympathisants

Loi immigration : des milliers de personnes dans la rue pour exiger son retrait - rtl.fr 14 janvier 2024

Plus de 400 collectifs, associations, syndicats et partis politiques, avaient appelé à manifester contre un texte qui "*reprend de nombreuses idées de l'extrême droite*".

À Paris, où le cortège a réuni 25.000 personnes selon les organisateurs. A Marseille 2 500 personnes selon le décompte de la préfecture. A Lyon, entre 2 300 personnes (selon la préfecture) et 3 000 personnes (selon les organisateurs) ont défilé. A Bordeaux, ils étaient de 2 000 à 3 000 personnes, selon le décompte de journalistes de l'Agence France-Presse. rtl.fr - Le Monde avec AFP 14 janvier 2024

Macron en campagne avant les élections européennes. Populisme d'extrême droite.

Conférence de presse de Macron : le « réarmement démographique » du président a des airs de dystopie - huffingtonpost.fr 16 janvier 2024

En parlant de fertilité et de « *réarmement démographique* » lors de sa conférence de presse ce mardi 16 janvier, Emmanuel Macron a assumé sa volonté d'une politique nataliste en France, alors que le nombre de naissances a encore chuté en 2023.

Le nombre de naissances a reculé de 6,6 % en France en 2023, passant sous la barre symbolique des 700 000 pour la première fois depuis la fin de la Seconde guerre mondiale.

L'infertilité, elle, touche pour sa part 3,3 millions de Français, selon des chiffres partagés par l'AFP.

Ce recours assumé à un champ lexical guerrier a suscité de nombreuses inquiétudes - notamment sur le droit des femmes à disposer de leur corps.

De nombreux chercheurs et chercheuses ont écrit sur les tendances d'Emmanuel Macron à « flirter avec l'extrême droite », aujourd'hui, c'est quelque chose d'absolument décomplexé. Un terme comme « *réarmement démographique* », c'est un signal extrêmement inquiétant, et qui appelle à la vigilance quant aux évolutions politiques à venir. [huffingtonpost.fr](https://www.huffingtonpost.fr) 16 et 17 janvier 2024

J-C - Un coup de com en direction de l'électorat de l'extrême droite à quelques mois des élections européennes qui à en croire les sondages s'annoncent désastreuses pour Renaissance et Macron.

En fait, peu importe la composition du gouvernement, peu importe les déclarations des ministres, puisque la politique qu'ils appliqueront est décidée ailleurs, à Davos, Bilderberg, etc. par les plus puissants banquiers ou l'oligarchie financière anglo-saxonne.

Ceci pourrait expliquer cela.

Notre sondage sur les européennes 2024 donne le RN à 30 %, la majorité et la gauche loin derrière - Le HuffPost 19 janvier 2024

Le RN caracole en tête des intentions de vote pour les élections européennes, la liste de Jordan Bardella recueillerait 30 % des suffrages si l'élection se tenait dimanche.

Derrière la dynamique du RN, le camp présidentiel atteint la cote d'alerte. La liste d'union MoDem - Renaissance - Horizons ne recueille que 20 % d'intentions de vote. Le coup est d'autant plus rude pour Emmanuel Macron, que l'étude a été réalisée après la nomination de Gabriel Attal à Matignon.

Plus bas dans notre sondage, le sort de la gauche est encore plus morose puisqu'aucune liste n'atteint la barre des 10 %. Le HuffPost 19 janvier 2024

Qui gouverne la France ?

Macron

2014 Concocté au groupe Bilderberg
2016 Young Leader du Forum économique mondial
2017 Président de la République

Attal

2020 Young Leader du Forum économique mondial

2023 Concocté au groupe Bilderberg
2024 Premier ministre

« Sept futurs ou anciens Premiers ministres français s'y sont rendus : - Laurent Fabius, Alain Juppé, Michel Rocard, Dominique de Villepin, François Fillon, Manuel Valls et Edouard Philippe » lejdd.fr 30 janvier 2023

Gabriel Attal est le produit-type du processus de sélection par la caste occidentale. En le confirmant Macron apporte une autre preuve qu'il n'est pas le seul décideur en France.

Le problème vient de ce qu'aucun média « *mainstream* » n'en parle. Durant toute cette soirée où les commentateurs ont décrit le parcours de Gabriel Attal, personne ne s'est hasardé à simplement mentionner ce fait. Il y a ce « *côté obscur de la force* » qui devient de plus en plus suspect en raison des médias alternatifs qui, eux, évoquent ces choses-là.

Dans ce bouleversement que nous connaissons, ce qui pouvait avant ressembler à une lutte des classes apparaît de plus en plus clairement comme un affrontement entre une élite dirigeante mondialiste et des peuples attachés à leur terre, leur famille et leurs traditions dans lesquelles ils vivent depuis des générations. media-web.fr 3 janvier 2024

J-C - Ce discours qui se veut critique ou je ne sais quoi, est en réalité inspiré par celui de cette "*élite dirigeante mondialiste*".

Le Bilderberg ? Le club le plus fermé au monde. Le plus secret aussi. Le lieu où des présidents américains et européens sont conviés avant leur élection. Un terrain de débats confidentiels entre politiques, dirigeants de multinationale et agents secrets... Chaque printemps, la centaine d'invités converge vers un hôtel de luxe privatisé. Chefs d'Etat, ministres, patrons de banque, PDG de multinationale, militaires, universitaires ont été priés de venir seuls, sans conjoints, sans assistants ni gardes du corps. L'hôtel est sous haute protection et les échanges se déroulent sous la règle de Chatham House, un vieux code éthique de la diplomatie britannique qui interdit de rendre publiques les identités et les propos des autres invités. Durant ces trois jours, ils vivront en vase clos. Objectif ? Discuter entre spécialistes sur la marche du monde. Rien que ça...

J-C – Les dirigeants du groupe Bilderberg et leur garde rapproché imposent un examen probatoire aux élites qu'ils ont cooptées pour participer à leur réunion annuelle, en vue de sélectionner ceux qui auront passé avec succès cette épreuve, qui par la suite seront promus au sein des gouvernements ou des institutions internationales, afin d'appliquer leur orientation politique.

C'est ainsi que l'oligarchie mondialiste constitue un gigantesque réseau d'influence ou de pouvoir, qui influencera ou dictera l'orientation de la situation mondiale dans tous les domaines. Et dire qu'on les ignore pendant plus d'un demi-siècle, c'est plus que de la négligence à ce niveau-là. La faillite politique de nos dirigeants s'est traduite par une confusion inextricable qui a de nos jours des conséquences catastrophiques en cascade, qu'on ne semble pas pouvoir maîtriser ou stopper ou contre lesquelles nous sommes réduits à l'impuissance.

<https://www.lejdd.fr/Politique/ce-que-macron-a-dit-au-groupe-bilderberg-en-2014-3509507>

Conférence de presse de Macron. Sans intérêt, ils le disent eux-mêmes, the show must go on...ou il faut vous attendre à pire encore, sans surprise donc.

Pour son « rendez-vous avec la Nation », Macron remixe Macron - Publicsenat.fr 17 janvier 2024

Ne jamais se fier aux apparences. Média partisan zélé de Davos.

L'école Stanislas épinglée par un « rapport caché » dévoilé par Mediapart - Le HuffPost 17 janvier 2024

J-C - J'ai lu les grandes lignes de ce rapport dans cet article. Mediapart reproche à cette école d'avoir adopté une orientation conservatrice au détriment de la ligne ultra réactionnaire préconisée par les mondialistes du Forum économique mondial axé sur le nihilisme, dans laquelle on trouve notamment le wokisme.

Pourquoi Mélenchon ne daigne-t-il pas déclarer que le peuple juif n'existe pas et que les sionistes sont antisémites et le revendiquent ? Entre nous ce n'est pas demain la veille !

Mélenchon chahuté à Roissy par des militants contre l'antisémitisme à son retour du Liban - Le HuffPost 18 janvier 2024

« Erreur politicienne » : Jean-Luc Mélenchon s'en prend à Stéphane Séjourné qui refuse d'accuser l'État juif de génocide - leJDD 19 janvier 2024

Abus de pouvoir. Amalgame entre l'antisionisme et l'antisémitisme.

J-C - La fille de Raquel Garrido et Alexis Corbière (LFI) en est victime, ils la chargent au lieu de la défendre, le masque de l'opportunisme le plus crade tombe.

La fille de Raquel Garrido et Alexis Corbière placée en garde à vue pour apologie du terrorisme - huffingtonpost.fr 17 janvier 2024

La jeune femme de 22 ans a été placée en garde à vue mardi 16 janvier après avoir été interpellée par les enquêteurs de la brigade de répression de la délinquance contre la personne (BRDP), selon des informations du Parisien confirmées par plusieurs autres médias.

Elle est soupçonnée d'« *apologie du terrorisme et provocation publique et directe non suivie d'effet de commettre des atteintes volontaires à la vie* ». En cause : des messages diffusés sur les réseaux sociaux en octobre dernier, quelques jours après l'attaque meurtrière du Hamas, ainsi qu'une vidéo d'elle publiée le 14 novembre.

« *Une enquête est en cours, à la suite de signalements adressés au pôle national de lutte contre la haine en ligne (PNLH) par des associations de lutte contre la discrimination* » a confirmé le parquet de Paris à RMC. Il précise qu'« *ils portent sur des propos susceptibles d'avoir été tenus en ligne par cette jeune femme, dont la qualification pénale est en cours d'appréciation, à la suite de l'attaque du 7 octobre 2023* ».

Une vidéo relayée par l'extrême droite

Dans la vidéo en question, l'aînée des deux élus de Seine-Saint-Denis, inconnue des services de police, visiblement filmée contre son gré, s'écrit face à la caméra : « *Je suis antisémite, je m'en bats les couilles. J'assume...* ».

Des internautes, partisans de l'extrême droite, ont relayé l'extrait de quelques secondes sur X (ex-Twitter) et TikTok, et attaqué la jeune femme. Son compte a été verrouillé, comme l'a remarqué Le Parisien. [huffingtonpost.fr](https://www.huffingtonpost.fr) 17 janvier 2024

J-C - Dans quelle circonstance a-t-elle dit qu'elle était antisémite, si c'était en réponse à une accusation d'antisémitisme parce qu'elle refusait de condamner l'offensive militaire de la résistance palestinienne du 7 octobre contre l'occupant sioniste, alors nous sommes tous antisémites, nous sommes des dizaines de millions à l'être en France, des milliards dans le monde. A suivre.

Quelques précisions.

J-C - Si c'est tout ce qu'ils ont à lui reprocher, on est en droit de penser que s'il existait pire, ils ne se seraient pas gênés pour le reproduire, par conséquent c'est un procès politique minable digne du maccarthysme dont l'extrême droite et une organisation sionisme sont à l'origine, que le Parquet de Paris s'en saisisse n'étonnera personne, tant la collusion entre Macron et l'extrême droite française et sioniste s'affiche ouvertement.

- En octobre dernier, après le début de l'attaque terroriste du Hamas contre Israël, un compte intitulé « *Babynesou* » sur le réseau social X (ex-Twitter) avait publié une série de commentaires qualifiés d'antisémites par de nombreux internautes. On pouvait notamment y lire « *Alors j'ai peut-être pas d'âme mais ils me font pas du tout de peine, je les trouve même plutôt chiants, surtout les gosses* » en réponse à un article évoquant la prise en otage d'une famille israélienne par les terroristes du Hamas dans sa propre maison. « *Qui se chauffe pour aller casser du sioniste là ?* », écrivait encore ce compte en réaction à l'annonce de la marche en solidarité à Israël à Paris.

Quelques semaines plus tard, le 14 novembre, une vidéo mainte fois relayée sur les réseaux sociaux avait jeté un nouveau trouble. On peut y voir une jeune femme crier face caméra : «

Je suis antisémite, je m'en bats les couilles. J'assume... ». Avant d'enjoindre la personne qui la filme : « *Arrête de filmer, toi...* » Il s'agirait d'Inès Corbière.

Le militant d'extrême-droite, Damien Rieu, avait rapidement accusé la fille des élus insoumis de Seine-Saint-Denis, inconnue des services de police, d'être l'utilisatrice de ce compte « *Babynesou* », photos de la jeune femme à l'appui.

Dans la foulée, des associations anti-discrimination, dont l'Organisation juive européenne (OJE), avaient déposé plainte contre « X » pour « *apologie du terrorisme* » afin de réclamer l'identification formelle de cette internaute et des poursuites judiciaires. leparisien.fr 17 janvier 2024

J-C - Raquel Garrido et Alexis Corbière (LFI) chargent leur fille qui a tenu des propos insignifiants au lieu de la défendre.

Manifestement le Parquet de Paris n'a pas fait preuve du même empressement ou de la même mansuétude pour qualifier les propos inqualifiables tenus par une multitude d'éditorialistes, journalistes ou autres "experts" sur les plateaux de télévision, à l'antenne de radios ou dans la presse écrites ou encore dans les réseaux dits sociaux, dans lesquels ils avaient témoigné leur soutien, pour ne pas dire ouvertement leur encouragement au massacre de la population civile palestinienne composée à 50% d'enfants commis par l'Etat sioniste, un génocide.

Raquel Garrido et Alexis Corbière se comportent comme des coupables, ce sont des loques.

Ils sont indéfendables dans la mesure ils plaident coupables, qu'ils ne viennent pas se plaindre de ce qu'il leur arrive, Mélenchon non plus. Ils chient dans leur froc, ils nous dégoûtent. Ne comptez pas sur eux pour vous défendre.

Apologie du terrorisme : Raquel Garrido et Alexis Corbière évoquent la garde à vue de leur fille Inés - lepoint.fr 18 janvier 2024

« Nous voulons tout d'abord exprimer avec émotion notre compréhension et affection auprès de toutes les personnes choquées à la lecture ou à l'écoute des propos ou expressions qui sont diffusés dans cette affaire », écrivent les deux députés LFI de Seine-Saint-Denis dans un communiqué commun, publié ce jeudi sur les réseaux sociaux, avant de juger « *indispensable de faire une stricte distinction entre nous, sur lesquels incombent, en tant que personnalités politiques de premier plan, des obligations de transparence et de rendu de compte, et nos enfants.* »

« Aujourd'hui, nous sommes confrontés à une épreuve familiale et parentale », poursuit le couple dans leur déclaration commune. *« Nous acceptons sans sourciller le procès public devant le « tribunal des parents ». Nous demandons cependant à chacun de ne pas entraîner nos trois filles [...] dans ces dynamiques de confrontation politique et médiatique »,* ajoutent-ils. Comme le mentionne le communiqué, une enquête a été ouverte par le Parquet de Paris, qui a perquisitionné le domicile familial le mardi 16 janvier, avant l'interpellation de la jeune femme.

« *L'apologie du terrorisme, à savoir l'expression d'un jugement favorable au terrorisme, est un délit qui, tout comme la provocation à la commission d'un délit et l'expression de l'antisémitisme doivent être poursuivies et punies conformément à la loi* », poursuivent les deux élus de La France insoumise. Avant de conclure : « *Nous respectons le travail de la justice et des services d'enquête dans ce sens.* »

Au sortir de sa garde à vue, aucune charge n'a été retenue contre la jeune femme. L'enquête se poursuit et la qualification pénale, « *à la suite du 7 octobre 2023* », est « *en cours d'appréciation* » », a fait savoir le parquet de Paris au Point. lepoint.fr 18 janvier 2024

Ils osent tout. Qui a dit ?

- « *Aucun ministre n'intervient jamais dans ce qu'il se passe à France Télévisions, ou alors je me suis trompée !* ».

« *Quand on arrête une émission, c'est parce qu'elle n'a plus d'écho, parce que ça ne marche plus vis-à-vis des téléspectateurs. Stéphane Sitbon (directeur des antennes et des programmes de France Télévisions) ou Delphine Ernotte (Directrice générale de France Télévisions) arrêtent des émissions régulièrement, mais pas parce qu'ils ont un coup de fil de la ministre. Je n'ai jamais vu ça* ».

Réponse : Élise Lucet, la journaliste et présentatrice d'Envoyé Spécial. Le secret de la longévité ne s'invente pas...

La France "n'a pas de 'mercenaires'" en Ukraine, mais des militaires en mission.

La Russie accuse la France d'avoir des mercenaires en Ukraine et convoque son ambassadeur - France 24 19 janvier 2024

L'ambassadeur français en Russie a été convoqué jeudi au ministère russe des Affaires étrangères pour répondre aux accusations du Kremlin concernant la présence de mercenaires français en Ukraine. La Russie avait en effet justifié le bombardement d'un hôtel à Kharkiv, mardi, par la présence de combattants français à l'intérieur. Le Quai d'Orsay dénonce une accusation mensongère et une tentative de manipulation.

Le Quai d'Orsay se serait bien passé de cette polémique. La France "n'a pas de 'mercenaires'" en Ukraine, a affirmé jeudi 18 janvier le ministère français des Affaires étrangères, en réaction aux affirmations de Moscou qui assure avoir visé mardi un bâtiment abritant des "mercenaires français" à Kharkiv (nord-est).

La Russie a revendiqué mercredi une frappe menée la veille au soir sur un bâtiment dans lequel étaient déployés des "mercenaires français" à Kharkiv, la deuxième ville d'Ukraine, où les autorités locales avaient fait état de 17 civils blessés. France 24 19 janvier 2024

L'ambassadeur de France à Moscou sommé de s'expliquer sur les « mercenaires » en Ukraine - Réseau Voltaire 18 janvier 2024

L'ambassadeur de France à Moscou, Pierre Lévy (photo), a été convoqué par le ministre russe des Affaires étrangères, Sergey Lavrov.

La Fédération de Russie souhaite entendre ses explications quant à la présence de « mercenaires » français en Ukraine. Plusieurs dizaines d'entre eux viennent de mourir à Kharhiv/Kharhov.

Cet été, le député Frédéric Mathieu (LFI) avait interrogé le ministre de l'Intérieur, Gerald Darmanin, sur la présence de 400 mercenaires français en Ukraine, dont une centaine de militants d'extrême-droite. Le parlementaire avait mis en garde contre le danger que représentaient ces hommes lorsqu'ils rentreraient en France.

La Fédération de Russie n'a pas convoqué les ambassadeurs des États dont étaient originaires d'autres mercenaires. Moscou soupçonne Paris d'avoir envoyé des soldats réguliers se mêler à ses mercenaires pour soutenir le régime de Kiev. Réseau Voltaire 18 janvier 2024

Plus de détails :

Le ministère russe de la Défense assure avoir tué une soixantaine de « mercenaires » français en Ukraine - Réseau Voltaire 18 janvier 2024

<https://www.voltairenet.org/article220285.html>

Dans quel monde vivons-nous ? Les barbares sont parmi nous ou cruauté monstrueuse en France en 2024.

J-C - Quand on évoque la civilisation humaine, même si on ne le précise pas à chaque fois, c'est implicitement en partie au conditionnel parce qu'on a toujours présent à l'esprit que certains parmi nous peuvent à tout moment verser dans la pire des barbaries, ainsi que la majorité de la société dans certaines circonstances ou tout du moins, qui la cautionnera, et ce n'est pas une exception française, loin de là. Israël qui en fait la démonstration sous nos yeux quotidiennement depuis plus de trois mois, l'illustre parfaitement si nécessaire, notamment.

Les hommes sont capables du meilleur comme du pire, dit-on. S'ils sont portés à commettre le pire de préférence, il faut en chercher la cause dans leur origine animale, ensuite élevé au-dessus de leur état primitif, dans leur ignorance liée à leur condition sociale, aux conditions sociales tout court qui leur sont imposées dans une société donnée, et dont ils n'ont pas encore pris suffisamment conscience, une société basée sur l'exploitation et l'oppression dont ils doivent se débarrasser au profit d'une société, où ce qui les distingue ne servira plus à les dresser les uns contre les autres, mais à s'épanouir individuellement et collectivement, librement.

Nous estimons que le meilleur moyen de lutter contre le penchant des hommes pour la sauvagerie, c'est de partager avec le plus grand nombre le socialisme, qui incarne les principes

et les objectifs humanistes les plus élevés que les hommes les plus conscients aient pu imaginer.

Ce qui distingue les hommes des autres primates, c'est que leur nature est perfectible, c'est-à-dire qu'elle possède la faculté de pouvoir s'améliorer ou les hommes peuvent devenir meilleurs, si maintenant on leur interdit d'en user, ils ne pourront pas se développer et leur niveau de conscience ne pourra pas progresser, ils demeureront profondément arriérés et leur comportement continuera d'être confus ou incohérent, belliqueux, se livrant à des actes violents ou cruels et injustes. Quant à ceux qui sont évolués et profitent actuellement de leur statut privilégié pour perpétrer ou commanditer des actes de barbarie en tout genre, les banquiers et les élites, pour qu'ils cessent de nuire définitivement à la société, il suffira d'abolir leur statut, les rapports sociaux sur lesquels il repose, et s'ils s'y opposaient, ils ne nous laisseraient pas le choix, ils devraient être supprimés.

Mayenne : "Des vaches découpées alors qu'elles sont encore vivantes", selon l'association L214 qui porte plainte contre un abattoir de Craon - francetvinfo.fr 18/01/2024

L214 dénonce des images "*dignes d'un film d'horreur*" et pointe "*l'absence d'intervention des services vétérinaires*".

"Des vaches commencent à être découpées alors qu'elles sont encore vivantes ; elles réagissent aux coups de couteau et à la pince guillotine lors de la découpe de leurs pattes, de leurs cornes ou de leur tête" explique L214. Son enquête estime aussi que "*l'absence d'intervention des services vétérinaires expliquent en partie cette situation effroyable*".

Dans les différentes vidéos transmises à la presse, on y voit notamment une vache dont la corne se coince dans une grille d'affalage. Les opérateurs interviennent et finissent par égorger la bête encore vivante "*en dehors de la zone de saignée, et sa corne est sciée sans attendre sa mort (la découpe ne doit commencer que lorsque l'animal est mort)*" poursuit L214.

Vidéo, âmes sensibles s'abstenir.

<https://vimeo.com/900123295/c2f18d9f55?share=copy>

<https://vimeo.com/900123537/8867f49b8e?share=copy>

<https://www.l214.com/enquetes/2024/abattoir-de-craon/>

<https://www.l214.com/communications/18-eqt-abattoir-craon-animaux-decoupes-vivants/>

<https://www.l214.com/communications/20240118-eqt-abattoir-craon-reaction/>

La ville de Craon réfute les accusations de L214

Communiqué de presse.

Extrait.

Sur les accusations portées par L214, la Ville de Craon les réfute et souhaite rappeler que de lourds investissements ont été réalisés dans son abattoir. Parmi lesquels, l'installation d'un nouveau piège, en décembre 2023. Ce nouvel équipement est certifié conforme par les services de l'État et répond ainsi aux nouvelles normes en termes de bien traitance animale, en vigueur au 1er janvier 2024.

https://www.ville-craon53.fr/iso_upload/2024-01-18%20-%20La%20ville%20de%20craon%20r%C3%A9fute%20les%20accusations%20de%20L214.pdf

J-C - Sauf que l'installation d'un nouveau piège en décembre 2023 n'infirme pas que ces animaux sont découpés alors qu'ils sont encore vivants ou conscients, ce qui dépasse le stade du sadisme compulsif incontrôlé, mais relève de la psychiatrie.

Irlande du Nord.

En Irlande du Nord, la grève des fonctionnaires est massive et c'est une première - Le HuffPost 19 janvier 2024

Du jamais-vu. Des dizaines de milliers de fonctionnaires se sont mis en grève ce jeudi 18 janvier en Irlande du Nord, un mouvement d'une ampleur inédite déclenché par la crise du pouvoir d'achat, aggravée par la paralysie politique qui dure depuis deux ans dans la province britannique.

Seize syndicats représentant les secteurs de l'enseignement, du transport ou encore les infirmières avaient appelé à cesser le travail, les syndicats évoquant le plus important conflit social dans l'histoire de la province. Ils seraient 100 000 et 150 000 grévistes, selon SkyNews et la BBC, sur à peine 2 millions d'habitants.

Les écoles sont restées fermées, les transports à l'arrêt, et l'activité des services de santé a été fortement réduite. Plusieurs milliers de salariés se sont réunis toute la journée pour des piquets de grève et des manifestations ont eu lieu, notamment à Belfast et Londonderry.

Estonie. Sur les pas du Reich ukrainien.

Estonie : bientôt la fin de l'enseignement en langue russe ? - RT 17 janv. 2024

«Le gouvernement a l'intention de cesser de financer l'enseignement en langue russe et de passer à l'enseignement unique en langue estonienne», a déclaré le 15 janvier la Première ministre estonienne Kaja Kallas devant le Parlement, où elle exposait la politique du gouvernement.

Il ne s'agit pas ici du premier épisode de remise en cause du russe en Estonie. Avant-dernier épisode en date rapporté par le site Estonian World, les amendements du 19 décembre 2022 à

la loi dite «*Sur la langue*» en vigueur depuis le 1er juillet 2011. La diplomatie russe avait dénoncé dès l'élaboration de cette loi une discrimination visant la minorité russe résidant en Estonie. Le pays compte en effet environ 25% de population russophone.

Alors qu'actuellement, les parents ont le choix de confier leur enfant à une école enseignant en russe ou bien en estonien, cet amendement de 2022 «*sur l'enseignement primaire et le collège*» prévoit le passage progressif au tout estonien. Jusqu'à maintenant, les jeunes russophones pouvaient recevoir un enseignement dans leur langue maternelle jusqu'à l'équivalent de la classe de troisième. Dès la seconde, 60% des cours avaient lieu en estonien contre 40% en russe. Toujours selon Estonian World, les amendements de décembre 2022 organisent, entre la rentrée 2024/2025 et la rentrée 2032/33, le basculement de tous les niveaux d'enseignement au 100% en estonien.

La tendance à l'éviction de la langue russe va croissant : en novembre 2022, le Parti populaire conservateur d'Estonie avait déposé un projet d'amendement à cette même loi sur la langue, qui proposait d'interdire l'utilisation du russe dans l'espace public, en particulier dans les médias et la publicité. Il prévoyait la possibilité d'une traduction «dans une langue étrangère» à condition que celle-ci soit «*autre que le russe*». Mais cet amendement n'avait finalement pas été adopté. RT 17 janv. 2024

En mémoire (Extraits de causeries antérieures) : un régime compatible nazi.

- L'Estonie prête à arrêter les immigrés ukrainiens pour les contraindre à la mobilisation - Réseau Voltaire 23 décembre 2023

- Estonie : entrée interdite à tout véhicule immatriculé en Russie - Euronews 13 septembre 2023

- Le 23 janvier, Tallinn a annoncé le transfert de 113 millions d'euros d'aide militaire estonienne aux forces armées ukrainiennes, comprenant «*tous les obusiers FH-70 de 155 mm*», ainsi que des obusiers D-30 de 122 mm, des obus d'artillerie et des Carl Gustaf M2 lance-grenades antichars - Réseau Voltaire 26 janvier 2023

- L'Estonie retire un monument datant de l'époque soviétique commémoratif de la Seconde Guerre mondiale - BFMTV 17 août 2022

- Le 8 septembre 2022, la Pologne et les trois Etats baltes (Lituanie, Lettonie, Estonie) ont annoncé s'être mis d'accord pour restreindre temporairement l'entrée sur leur sol, dès le 19 septembre, des citoyens russes porteurs de visas européens - RT 9 septembre 2022

- Les publications appelant à la violence anti-russe seront autorisées en Lettonie, en Lituanie, en Estonie, en Pologne, en Slovaquie, en Hongrie, en Roumanie, en Russie et en Ukraine. (Plus l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Géorgie - Reuters) - francesoir.fr 10 mars 2022

- L'Estonie célèbre un criminel nazi - Réseau Voltaire 26 juin 2018

Une plaque commémorative dédiée au colonel Alfons Rebane a été inaugurée le 22 juin en Estonie.

Alfons Rebane fut un collaborateur du IIIème Reich avec le grade de Standartenführer dans la SS. Il a commis divers crimes de guerre en Union soviétique.

Le gouvernement estonien s'est dissocié de cette manifestation, mais a refusé de la condamner.

Après la Seconde Guerre mondiale, Alfons Rebane rejoignit le Royaume-Uni dans le cadre de l'opération stay-behind (Gladio). Il participa notamment à l'« opération jungle », visant à infiltrer d'anciens officiers nazis en Pologne et dans les pays baltes pour y poursuivre la lutte anti-communiste. Il donna même des cours à l'école du MI6.

Équateur.

En Équateur, le procureur enquêtant sur la prise d'otages sur un plateau télévisé a été assassiné - france24.com 18/01/2024

"En réponse au meurtre de notre collègue César Suarez (...) je serai catégorique : les groupes du crime organisé, les criminels et les terroristes n'arrêteront pas notre engagement envers la société équatorienne", a déclaré la procureure générale Diana Salazar dans une vidéo postée sur X.

La justice équatorienne s'attaque aux criminels mais aussi à la corruption liée au narcotrafic qui a gangrené jusque dans les arcanes de l'État.

L'affaire dite "Metastasis", "la plus grande de l'histoire contre la corruption et le trafic de drogue" en Équateur, selon la procureure, a mis au jour en fin d'année dernière "une structure criminelle" impliquant des procureurs, des responsables pénitentiaires et des policiers "dont l'objectif était d'obtenir l'impunité et la liberté des personnes poursuivies ou condamnées" ainsi que d'introduire des objets interdits en prison. france24.com 18/01/2024

Guatemala.

Bernardo Arévalo investi président du Guatemala malgré bien des persécutions judiciaires - Courrier International 14 janvier 2024

Ce dimanche 14 janvier le président élu, le social-démocrate Bernardo Arévalo, doit finalement être investi dans ses fonctions, malgré une tentative de "coup d'État au ralenti", comme le qualifie le journal.

Depuis sa très large victoire au second tour, le 20 août 2023 avec plus de 60 % des voix, notamment grâce à son discours anticorruption et de justice sociale, Bernardo Arévalo a fait l'objet de persécutions judiciaires de la part du ministère public, en particulier de la toute-puissante María Consuelo Porras, procureure générale de l'État.

Cette dernière avait notamment tenté de suspendre l'existence juridique du Mouvement Semilla, le parti de Bernardo Arévalo, de lever son immunité de député, et de multiplier les pressions sur le Tribunal supérieur électoral (TSE), qui avait validé le résultat de la présidentielle pour qu'il annule purement et simplement l'élection.

Dans un pays considéré comme l'un des plus corrompus d'Amérique latine, selon l'ONG Transparency International, et gouverné durant des décennies par des conservateurs liés à de riches élites économiques, la victoire du nouveau président, continue La Hora, *“avait fait vaciller l'establishment hégémonique des réseaux politico-criminels”*. Des réseaux qui incluent une partie du système judiciaire, dont María Consuelo Porras, inscrite depuis 2021 sur la liste noire américaine des personnalités les plus corrompues d'Amérique centrale.

Les nombreuses manifestations de soutien des partisans de Bernardo Arévalo, cet automne, le soutien sans faille de nombreux pays d'Amérique latine, de l'Organisation des États américains (OEA) et de l'ONU auront finalement eu raison de ce *“coup d'État au ralenti”*.

Mais, jusqu'au dernier moment, les résistances du pouvoir en place n'auront pas cessé. Mercredi 10 janvier, devant le Conseil permanent de l'OEA, le président sortant guatémaltèque, l'ultraconservateur Alejandro Giammattei, a dénoncé, relate le quotidien Prensa Libre, *“les pressions internationales [...] non fondées”*. Il a aussi pointé du doigt son successeur : *“Bernardo Arévalo a appelé aux manifestations contre le système judiciaire”*, rappelle-t-il, ce qui aurait entraîné des *“actes de vandalisme”*.

Désormais, poursuit le commentateur de La Hora, *“le défi de Bernardo Arévalo est de comprendre sa marge de manœuvre pour tenter de construire une sorte de consensus politique indispensable dans ce pays, tout en l'engageant dans un changement social profond”*, alors que 59 % de la population se trouve sous le seuil de pauvreté, selon les derniers chiffres de la Banque mondiale (qui remontent à 2014).

Le célèbre écrivain nicaraguayen Sergio Ramírez – banni de son pays et déchu de sa nationalité par la dictature de Daniel Ortega – écrit dans une tribune du site El País América : *“Le premier grand défi que devra relever Bernardo Arévalo sera de faire en sorte que les institutions de l'État supposées combattre la corruption, comme le ministère public, ne soient plus elles-mêmes au service de la corruption.”* Et de conclure :

“Qu'il tienne parole semble simple, mais, au Guatemala, ce sera un exploit.”

En marque de soutien, dix chefs d'États d'Amérique latine, parmi lesquels Andrés Manuel López Obrador, président du puissant voisin mexicain, devaient assister à l'investiture de Bernardo Arévalo, ainsi que le roi d'Espagne, Felipe VI. Courrier International 14 janvier 2024

Guatemala: Investiture de Bernardo Arévalo - Bolivar Infos 15 Janvier 2024

Le nouveau président du Guatemala, Bernardo, Arévalo, a été investi dans la matinée de ce lundi par le président du Congrès de la République, Samuel Pérez, lors d'une cérémonie qui s'est déroulée avec plus de 10 heures de retard.

Après son investiture, Arévalo a fait son premier discours en tant que président. Dans celui-ci, il a souligné la force de la démocratie guatémaltèque qui a résisté « *grâce à l'unité et à la confiance* », aux tentatives de plusieurs secteurs politiques du pays pour empêcher sur l'investiture.

Le nouveau chef de l'État a remercié la communauté internationale qui lui a exprimé son soutien. Il a ajouté que ce soutien a été « *essentiel pour le succès des efforts faits par la société guatémaltèque pour défendre ses institutions démocratiques et préserver l'État de droit.* » Et il a souligné que le peuple guatémaltèque a prouvé sa « *sagesse* », et que le Tribunal Suprême Electoral et la Cour Constitutionnelle ont protégé, « *le souhait souverain* » de « *vivre en démocratie.* »

Arévalo a confirmé que sous son gouvernement, il combattra les actes de corruption et il a ajouté : « *Nous ne permettrons pas que nos institutions se mettent à genoux une autre fois devant la corruption et l'impunité.* »

Il s'est engagé à « *stimuler le progrès* » du pays. « *J'invite sincèrement à nous rejoindre le peuple du Guatemala, ses autorités politiques, ses dirigeants sociaux et ancestraux ainsi que ses autorités professionnelles et patronales. C'est le moment de prendre le chemin du dialogue et de la paix.* »

« *Nous nous trouvons devant une opportunité historique pour revenir sur des décennies d'abandon social et de détérioration des institutions,* », a-t-il déclaré.

Après la cérémonie au centre culturel, le président s'est rendu à la Place de la Constitution où il a salué la population réunie pour fêter son investiture en tant que chef de l'État constitutionnel pour la période 2024–2028.

Auparavant, après plusieurs heures de retard, les 160 députés du Congrès qui font partie de la 10e législature (2024–2028) ont prêté serment. Arévalo a présidé la cérémonie.

Ensuite, les membres de la direction du Congrès qui sera présidé par le député Samuel Perez, du parti au pouvoir Mouvement Semence ont été élus pour le cycle législatif, 2024–2025.

Pendant cette journée, les mouvements sociaux ont dénoncé le fait que des membres de la législature sortante ont tenté de faire obstacle à l'investiture du président, de la vice-présidente et des nouveaux députés.

LE SOCIALISME

Le 25 janvier 2024

Provisoirement on revient au format d'une causerie par semaine environ.

J'envisage de ne plus couvrir que quelques sujets d'actualité, en les développant de manière à pouvoir exposer mes idées, et donc abandonner les infos en bref.

Je dois m'occuper de mes petites affaires que je néglige en permanence, les trucs de la vie quotidienne, l'entretien de ma maison et du jardin, mais aussi ma santé que je dois ménager, passer la journée devant un écran n'est pas une vie, je déteste cela depuis le début.

Je me dis que c'est mon devoir de militant de continuer ce travail, et de proposer ou partager des idées que je ne trouve nulle part ailleurs formulées de cette manière-là.

Rappel.

- La bataille du peuple palestinien contre l'occupation et le colonialisme n'a pas commencé le 7 octobre, mais il y a 105 ans, comprenant 30 ans de colonialisme britannique et 75 ans d'occupation sioniste.

Hamas palestinien. Notre récit : Déluge d'Al-Aqsa

J-C - Nous allons démonter la présentation fallacieuse qui en a été faite par le Réseau Voltaire ainsi que les médias mainstream, et leurs dénégations qui servent les intérêts des Américains et leur rejeton sioniste.

Une brochure du Hamas - Réseau Voltaire 22 janvier 2024

Le bureau des médias du Hamas a publié une brochure en anglais, intitulée Notre récit : opération déluge d'Al-Aqsa. Si elle clarifie la question des exactions qui sont attribuées au Hamas, elle accroît la confusion sur sa nature et ses objectifs.

Après avoir décrit les souffrances du peuple palestinien depuis la fin du Califat ottoman, il nie avoir commis des exactions contre des civils et assure qu'« *éviter de nuire aux civils, en particulier aux enfants, aux femmes et aux personnes âgées, constitue un engagement religieux et moral de la part de tous les combattants des Brigades Al Qassam* ». Sans nier que « peut-être certaines erreurs se sont produites », il précise : « *Les allégations selon lesquelles les Brigades Al Qassam, le 7 octobre, ciblaient des civils israéliens, ont été promues par l'occupation israélienne, ce ne sont que des mensonges et de totales fabrications. La source de ces allégations est le récit officiel israélien et aucune source indépendante ne les a*

recoupées. C'est un fait bien connu que le discours officiel israélien a toujours cherché à diaboliser la Résistance palestinienne, tout en légalisant son agression brutale contre Gaza ».

« Nous sommes convaincus que toute enquête juste et indépendante prouvera la véracité de notre discours et prouvera l'ampleur des mensonges et des informations trompeuses du côté israélien. Cela inclut également les allégations israéliennes concernant les hôpitaux de Gaza selon lesquelles la Résistance palestinienne les utilisait comme centres de commandement ; une allégation qui n'a pas été prouvée et qui a été réfutée par les informations de nombreuses agences de presse occidentales », poursuit-il.

Le Hamas appelle la Cour pénale internationale à mener une enquête indépendante sur ces faits afin d'identifier et de condamner les individus qui les ont perpétrés.

En outre, la brochure se termine par une description de l'organisation qui contredit ses documents précédents. La Hamas assure que : *« Son objectif est de libérer la Palestine et de faire face au projet sioniste. Son cadre de référence est l'Islam, qui en détermine les principes, les objectifs et les moyens. Le Hamas rejette la persécution de tout être humain ou toute atteinte à ses droits pour des raisons nationalistes, religieuses ou sectaires ».*

Il *« affirme que son conflit concerne le projet sioniste et non les Juifs en raison de leur religion. Le Hamas ne mène pas une lutte contre les Juifs parce qu'ils sont juifs, mais mène une lutte contre les sionistes qui occupent la Palestine ».*

La brochure se conclut en posant des revendications pour la fin de l'occupation israélienne et la liberté des palestiniens de décider seuls de leur avenir. Cependant, jamais la brochure n'évoque d'« État » palestinien. De même elle ne fait référence à la Cour internationale de Justice qu'à propos de sa décision sur l'illégalité du Mur de Séparation, c'est-à-dire qu'elle ne l'envisage pas comme un tribunal des États.

Historiquement, le Hamas est la branche palestinienne de la Confrérie des Frères musulmans, dont il prétend s'être détaché depuis la défaite de la Confrérie en Syrie, en 2017. À l'époque, il ne luttait pas pour l'indépendance de la Palestine, mais pour la restauration d'un Califat. Aujourd'hui, le Hamas est divisé en deux courants, l'un sous l'autorité du guide palestinien des Frères musulmans, Mahmoud Al-Zahar, l'autre lié à la Résistance palestinienne, sous la conduite de Khalil Hayya. Cette brochure est donc loin de clarifier son positionnement politique. Le titre de l'opération du 7 octobre, « Déluge d'Al-Aqsa », fait référence à la libération de la mosquée Al-Aqsa ; une « vérité coranique », selon le guide Mahmoud Al-Zahar. Israël a soutenu le courant fidèle à la Confrérie afin qu'il lutte contre le Fatah, mais assassine les leaders du courant ayant rejoint la Résistance palestinienne, comme Saleh al-Aroui.

https://www.voltairenet.org/IMG/pdf/our_narrative-operation_al-aqsa_flood-web.pdf

J-C - C'est plutôt monsieur Meyssan qui entretient délibérément "la confusion" en recourant à un amalgame entre les différentes factions du Hamas pour finalement les présenter comme des agents de la Confrérie des Frères musulmans ou des islamiques fanatiques auxquels évidemment personne n'aura envie d'apporter son soutien.

Mieux, il affirme que ce serait Israël qui aurait créé le Hamas, sans préciser son origine, un historien israélien Zeev Sternhell, alors que « *cette vision est balayée par les historiens.* » (Source : Wikipédia.org)

On aura compris qu'il tient absolument à nous entraîner sur le terrain métaphysico-religieux au lieu de s'en tenir aux faits et de les interpréter en demeurant strictement sur le plan politique, de manière à ménager les ennemis des Palestiniens.

On en veut pour preuve quatre éléments au moins.

Le premier.

Il s'empresse de manipuler ou détourner un passage de la déclaration du Hamas qui reconnaît que « *peut-être certaines erreurs se sont produites* » le 7 octobre 2023, sans en préciser la nature ou l'objet. Je le reproduis plus loin.

Monsieur Meyssan ne milite pas pour une cause, il n'est pas non plus révolutionnaire, loin de là, il est le porte-parole de l'idéologie capitaliste.

On va devancer sa pensée malsaine et supposer que le Hamas faisait référence implicitement aux civils israéliens qui auraient été abattus par des combattants du Hamas (ou d'autres fractions de la résistance palestinienne ou encore de simples civils palestiniens armés les ayant suivis ce jour-là...) comme cela se produit lors de chaque guerre quand des militaires ou des civils armés se font justice eux-mêmes en procédant à des exécutions sommaires. Par conséquent, on peut le regretter, mais il faut admettre que c'est inévitable et que cela n'a rien d'extraordinaire, il en va également ainsi lors de chaque révolution, sans pour autant remettre en cause la légitimité de la cause ou du combat mené par l'armée qui défend la souveraineté de sa nation ou les militants combattant pour la libération de leur pays ou contre l'occupant, pour leur émancipation, encore faudrait-il ne jamais oublier de mentionner qui est à l'origine de cette guerre ou de ce conflit armé.

Exaction en tout genre, pillages et destructions, vengeance, violence physique aveugle, meurtres ou massacres gratuits, règlement de compte, justice expéditive, etc. ces forfaits ou crimes sont à mettre au compte de ceux qui portent la responsabilité de la guerre ou de la révolution, et non à celui de ceux qui les ont commis qui ont été entraînés dans cette guerre ou qui ont été conduits à emprunter la voie de la révolution après avoir épuisé tous les autres moyens pour que leurs aspirations démocratiques soient respectées.

Je reproduis ici le paragraphe en entier traduit par Google :

- « *Peut-être que certaines erreurs se sont produites lors de la mise en œuvre de l'opération Al Aqsa Flood en raison de l'effondrement rapide du système de sécurité et militaire israélien et du chaos provoqué le long des zones frontalières avec Gaza.* »

Le second élément.

Monsieur Meyssan a écrit :

- « *Cependant, jamais la brochure n'évoque d'« État » palestinien.* »

Le Hamas a fait mieux que revendiquer un « État » palestinien, il réclame toute la Palestine, c'est peut-être cela qui le dérange et il n'est pas le seul.

Monsieur Meyssan cherche également à nous orienter sur une piste religieuse chaque fois qu'il évoque le Hamas. C'est devenu une obsession chez lui, du coup on en oublierait presque le reste ou l'essentiel qui figure dans ce document, qui étrangement nous ramène aux objectifs ou au combat qu'il partagerait avec les Palestiniens et le Hamas contre le colonialisme et l'impérialisme, à croire que cet engagement politique ne serait qu'un faux alibi ou que sa réelle motivation serait ailleurs.

Vous pourrez constater comme moi, que dans ce document figure les revendications essentielles du peuple palestinien depuis 1948, dont le droit au retour des quelque sept millions de Palestiniens réfugiés hors de la Palestine occupée "*qui souhaitent retourner sur leurs terres et qui ont été expulsés il y a 75 ans*", dit autrement, je cite "*l'élimination de l'occupation israélienne*" de la Palestine, ou encore : "*Son objectif est de libérer la Palestine et de faire face au projet sioniste*", ou encore "*Le Hamas affirme que son conflit concerne le projet sioniste*", il affirme combattre pour l'application de : "*La résolution 3236 de l'Assemblée générale des Nations Unies, adoptée lors de la 29e session de l'Assemblée générale le 11 novembre 2017. 22 novembre 1974, qui affirme les droits inaliénables du peuple palestinien en Palestine, y compris le droit à l'autodétermination et le droit de retourner dans « leurs maisons et leurs propriétés d'où ils ont été expulsés, déplacés et déracinés »*, pour enfoncer le clou : "*Nous exhortons les pays du monde entier, aujourd'hui et plus qu'avant, à assumer leurs responsabilités envers le droit international et les résolutions pertinentes de l'ONU qui appellent à mettre fin à l'occupation*", plus clair encore "*Nous soulignons qu'il n'y aura pas d'expulsion vers le Sinaï, la Jordanie ou tout autre endroit, et s'il y a une relocalisation vers les Palestiniens, ce sera vers leurs foyers et les zones d'où ils ont été expulsés en 1948, comme l'affirment de nombreuses résolutions de l'ONU.*", etc.

Osez affirmer ou sous-entendre que la branche palestinienne du Hamas ne partagerait pas dans ce document notamment les revendications historiques ou les objectifs politiques légitimes du peuple palestinien depuis 1947, est complètement ridicule, mais il en faudrait plus pour désarmer notre illusionniste.

Le troisième élément.

Que fait-il quand il affirme à la manière d'un historien qu'il n'est pas : "*Historiquement, le Hamas est la branche palestinienne de la Confrérie des Frères musulmans, dont il prétend s'être détaché depuis la défaite de la Confrérie en Syrie, en 2017*", sinon insinuer le contraire de ce qu'il a pu écrire ou dire ici ou là, se contredire sans que cela le gêne le moins du monde. Un jour la branche palestinienne serait indépendante et aurait rompu avec la Confrérie des Frères musulmans, et un autre, elle continuerait d'y être liée, il faudrait savoir, non ?

Qu'on se comprenne bien, je m'adresse aux lecteurs et non à monsieur Meyssan. Je me moque de savoir si la branche palestinienne du Hamas est liée ou non aux Frères musulmans ou au MI6, les services secrets britanniques, ce qui nous intéresse c'est la manière dont la perçoivent les Palestiniens et l'usage qu'ils en font, c'est tout.

Que ce soit une organisation pourrie, réactionnaire, bourgeoise, pro capitaliste, et alors, ce ne serait pas une découverte ! Si les Palestiniens s'en servent pour mener leur combat politique

contre l'occupant anglo-saxon-sioniste, qu'est-ce que vous voulez qu'on y fasse, qu'on les juge, qu'on les traite d'abrutis ? Si c'est le seul instrument à leur disposition pour organiser leur résistance, on ne va pas faire comme monsieur Meyssan et leur retirer parce qu'elle ne serait pas propre sur elle ou ne répondrait pas aux critères de respectabilité retenus par des militants dogmatiques ou fanatisés occidentaux. Un peu de sérieux, qu'est-ce que vous voulez que cela nous foute ce que pensent ces gens qui passent leur temps à donner des leçons à tout le monde, au peuple palestinien.

On soutient la lutte du peuple palestinien telle qu'il la mène, avec sa part d'illusion bien entendu puisqu'ils sont inséparables. Il est mieux placé que nous pour savoir à quoi s'en tenir à propos du Hamas et des autres organisations qui le représentent, vous ne croyez pas ? Quelque part les Palestiniens n'ont pas vraiment le choix et nous non plus. Et alors, serait-ce un crime ? Non cela s'appelle un paradoxe imposé par l'histoire ou la situation, qui nous dépasse, parce qu'on ne fait pas toujours ce qu'on veut ou les choses ne se présentent pas comme on aurait voulu dans la vie ou en politique, c'est ainsi, il faut faire avec en attendant des jours meilleurs ou plus favorables.

Cela pourrait être un excellent prétexte pour ne pas soutenir la cause palestinienne. Si les Palestiniens sont assez cons pour s'embarquer avec des islamistes fanatiques ou des terroristes, et bien tant pis pour eux, on ne peut rien pour eux, c'est ce qui est suggéré implicitement ou sournoisement par monsieur Meyssan. N'étant pas en reste il nous reste le quatrième et dernier élément à analyser.

Le quatrième élément.

Quand il affirme que la brochure du Hamas "*se termine par une description de l'organisation qui contredit ses documents précédents*", à quels documents fait-il allusion ? On ne le saura pas ou il ne l'a pas précisé. En attendant voilà ce que j'ai trouvé :

Dans sa Charte de 2017 le Hamas a écrit :

- « *Le Mouvement de résistance islamique "Hamas" est un mouvement islamisme palestinien de libération nationale et de résistance. Son but est de libérer la Palestine et de s'opposer au projet sioniste. Son cadre de référence est l'Islam qui détermine ses principes, ses objectifs et ses moyens.* »

Dans le récit du 7 octobre publié mi-janvier 2024 par le Hamas, il est écrit :

- « *Le Mouvement de résistance islamique « Hamas » est un mouvement islamique palestinien de libération et de résistance nationale. Son objectif est de libérer la Palestine et de faire face au projet sioniste. Son cadre de référence est l'Islam, qui en détermine les principes, les objectifs et les moyens. Le Hamas rejette la persécution de tout être humain ou toute atteinte à ses droits pour des raisons nationalistes, religieuses ou sectaires.* »

Où y aurait-il une contradiction entre ces deux documents essentiels ? Pourquoi monsieur Meyssan toujours bien intentionné envers les Palestiniens ne s'en contentent-ils pas, pour plaire à qui ?

Il faut préciser que depuis plus de trois mois, monsieur Meyssan n'a pas cessé de fournir des arguments aux opposants des Palestiniens lors de chaque article ou entretien, j'en ai dressé une liste, j'ai pu en oublier :

1- Il présenta une partie de l'armement de la résistance, photos d'obus à l'appui suggérant qu'ils proviendraient d'Europe centrale, d'Ukraine ? Il n'en fallait pas davantage pour que les médias mainstream accusent l'Iran de lui avoir fourni, la "*bête noire*" de Washington ou l'Axe de la Résistance à Israël. Ils l'auraient fait de toutes manières sans attendre après monsieur Meyssan, certes, c'est exact, c'était peut-être une manière de leur témoigner qu'il méritait davantage d'égards de leur part. Je veux dire par là qu'il n'y était pas obligé ou que faire preuve d'un tel zèle était pour le moins inapproprié, pour ne pas dire suspect ;

2- Il insista lourdement sur les liens qui existaient entre le Hamas et la Confrérie des Frères musulmans, puis il nous expliqua que le Hamas comportait plusieurs branches, j'en ai retenu au moins 4, dont une palestinienne indépendante des Frères musulmans, mais qui demeurait islamiste, comme les autres factions des Frères musulmans, de sorte qu'elles soient cataloguées extrémistes religieuses et terroristes sans discernement, rejoignant ainsi les Etats-Unis et l'UE qui les ont caractérisées de la sorte ;

3- Toutes les fractions du Hamas seraient avant tout islamistes ou poursuivraient un but religieux et non politique ou accessoirement, alors qu'en réalité c'est l'inverse, cette interprétation servant juste à couvrir ceux qui l'instrumentalisent, à commencer par l'impérialisme britannique et américain, de manière à camoufler leurs intentions coloniales, donc de nature économique ou politique.

4- Il a remis au goût du jour la création du Hamas par Israël en 1987. Tenez, le chef de la diplomatie européenne Josep Borrell vient d'y faire référence lors d'une allocution en espagnol à l'université de Valladolid le 19 janvier 2024. Du coup, on en oublierait presque que la faction palestinienne du Hamas avait rompu avec sa direction dont le siège se situe entre Doha, Ankara, Le Caire, Londres ou Washington.

La plupart de ces faits ou arguments sont plus ou moins connus, certes, il ne s'agit pas de faire un procès d'intention à monsieur Meyssan, maintenant tout dépend de l'usage qu'on en fait, or, quand celui-ci est a priori mercantile ou populiste de droite, je ne pense pas qu'il soit compatible avec la lutte contre l'impérialisme, le colonialisme ou le sionisme ou incarne une cause humaniste.

Bref, tout cela m'a amené à la conclusion que monsieur Meyssan se comportait plutôt comme un agent double au service des puissances occidentales et d'Israël, ce qui pose évidemment d'autres nombreuses questions qu'on abordera une autre fois, pour peu que je trouve des réponses cohérentes et sérieuses à ces questions.

Youpi, même la Bourse flambe !

Yaourts, pâtes, haricots verts, papier-toilette... Notre panier de courses a flambé de 20,5 % en deux ans - leparisien.fr 20 janvier 2024

Depuis deux ans, au fil des semaines, les Français ont vu leur ticket de caisse flamber. De plus de 20 % au total, selon l'Insee. Une hausse qui est aussi celle du panier de courses que Le Parisien - Aujourd'hui en France a constitué. leparisien.fr 20 janvier 2024

- Après une année 2023 pendant laquelle le CAC 40 a enregistré une performance en Bourse de + 16,5 %, soit plus de deux fois et demi la performance moyenne annuelle du CAC 40 depuis 1990, il est légitime de se demander si l'indice CAC 40 va encore monter en 2024. cafedelabourse.com 08 janvier 2024

Comme quoi la piquouse a bien pris, Informations ouvrières (POI) est passé au code QR !

Populisme de gauche et d'extrême gauche. Pourquoi instrumentalisent-elles l'immigration et l'extrême droite?

La pseudo-gauche pour se donner bonne conscience ou tenter de sauver les apparences dénonce les thèses racistes de l'extrême droite, à juste titre évidemment, tandis que différents sondages et scrutins récents témoignent de la montée de l'extrême droite parce qu'une partie importante de la population serait influencée par son discours sur l'immigration, question : Pourquoi ?

Pardi, parce que la gauche est incapable de proposer une politique qui corresponde aux besoins des masses, y compris lors de crise sociale aiguë. Pourquoi ? Parce qu'une telle politique nécessiterait de rompre avec le capitalisme et elle ne le souhaite pas. Pourquoi ? Parce que c'est incompatible avec sa nature sociale, en étant procapitaliste, elle est antisociale, anti-ouvrière, antisocialiste, de droite ou réactionnaire si vous préférez. Question : Depuis quand ? Depuis plus d'un siècle. Pourquoi, cela vous étonne-t-il ? Pourtant elle en avait fait la démonstration lors des deux guerres mondiales, tout le monde le sait et personne ne peut le nier. Pourquoi n'en a-t-on pas tenu compte ? Posez cette question à qui de droit, à vos dirigeants, pas à moi, vous connaissez ma réponse.

Dites-vous bien une chose, pour tenir le discours que je tiens là, il faut être indépendant de cette gauche corrompue, de l'Etat, du capitalisme et ses institutions, où l'avez-vous entendu ? Nulle part ailleurs ou chez quelques militants isolés qui sont désormais inorganisés, car ils n'auraient pas leur place dans des organisations qui rejettent le constat que je viens de dresser rapidement. C'est la raison qui m'avait amené à envisager de créer un nouveau courant politique d'extrême gauche, mais malheureusement les conditions ne m'ont pas permis de réaliser cette tâche politique.

100 000 personnes manifestent à travers l'Allemagne contre l'AfD - RT/AFP 20 janvier 2024

Quelque 35 000 personnes, selon l'AFP, se sont rassemblées à Francfort, place forte de la finance allemande, derrière une banderole « *Défendre la démocratie - Francfort contre l'AfD* ».

Un nombre similaire de manifestants ont convergé à Hanovre (nord), certains brandissant des pancartes *«Les nazis dehors»*

Des manifestations ont aussi été signalées à Braunschweig, Erfurt, Kassel et dans de nombreuses autres villes plus petites, à l'image des mobilisations quotidiennes cette semaine.

Depuis le 19 janvier des appels à manifester ont été lancés dans une centaine d'endroits, dont Berlin le 21 janvier.

Des politiciens, des leaders religieux et des entraîneurs de la Bundesliga, le championnat de football allemand, ont appelé la population à se mobiliser contre le parti Alternative pour l'Allemagne (AfD).

Le mouvement a été déclenché par la révélation le 10 janvier du média d'investigation allemand Correctiv d'une réunion de militants à Potsdam, près de Berlin où, en novembre, un projet d'expulsion massive de personnes étrangères ou d'origine étrangère a été discuté. Parmi les participants se trouvaient une figure de la mouvance identitaire radicale, l'Autrichien Martin Sellner, et des membres de l'AfD.

Martin Sellner y a présenté un projet pour renvoyer vers l'Afrique du Nord jusqu'à deux millions de personnes - demandeurs d'asile, étrangers et citoyens allemands qui ne seraient pas assimilés - affirme Correctiv.

Cette révélation a secoué l'Allemagne alors que l'AfD s'envole dans les sondages, à quelques mois de trois élections régionales importantes dans l'est du pays où le parti compte le plus de sympathisants.

Le mouvement anti-immigration a confirmé la présence de ses membres à la réunion, mais nié adhérer au projet de *«remigration»* porté par Martin Sellner.

Nombre de dirigeants politiques, dont le chancelier social-démocrate Olaf Scholz, qui a participé à une manifestation le weekend dernier, ont souligné que tout plan visant à expulser des personnes d'origine étrangère était une attaque contre la démocratie. (Sauf à Gaza ! - J-C)

Olaf Scholz a appelé *«chacun à prendre position - pour la cohésion, pour la tolérance, pour notre Allemagne démocratique»*. Friedrich Merz, le chef du parti conservateur CDU, a jugé sur X *«très encourageant que des milliers de personnes manifestent pacifiquement contre l'extrémisme»*.

Mais outre des membres de l'AfD, deux membres de la CDU, appartenant à la Werteunion, l'aile droite du parti, ont également participé à la réunion divulguée par Correctiv. Le chef de la Werteunion, Hans-Georg Maassen, a annoncé ce 20 janvier sa scission d'avec la CDU. Le groupe revendique 4 000 membres. *«À une large majorité, les membres de la Werteunion ont voté pour la création d'un parti du même nom»*, a déclaré Hans-Georg Maassen.

«Le parti pourrait d'ores et déjà concourir aux élections régionales dans l'est de l'Allemagne et travailler avec toutes les parties (...) qui sont prêtes à un changement politique en Allemagne», a-t-il ajouté, n'excluant notamment pas une coopération avec l'AfD. RT/AFP 20 janvier 2024

Italie : le «salut romain» n'est punissable que s'il est réalisé lors d'un événement visant à raviver le fascisme - RT/AFP 20 janvier 2024

«Nous sommes prêts pour la visite de Zelensky», a ironisé sur Telegram Margarita Simonian, rédactrice en chef de RT, le 20 janvier, à la suite de la décision de la Cour suprême italienne autorisant de facto le salut fasciste lors de commémorations si le danger de «raviver le fascisme» n'est pas avéré.

La plus haute juridiction pénale italienne siégeait en effet le 18 janvier après un rassemblement le 7 janvier à Rome au cours duquel des centaines de personnes avaient fait le salut fasciste devant l'ancien siège romain du Mouvement social italien (MSI), un parti formé par des partisans de Benito Mussolini après la Seconde Guerre mondiale.

Toutes chambres réunies, la cour de cassation italienne - appelée aussi cour suprême - estime dans sa décision que la cérémonie d'appel, par laquelle les participants à une manifestation fasciste répondent «présents», ainsi que le «salut romain» - bras tendu - sont punissables par la loi. Ce sont des rituels «évocateurs de la gestuelle propre au parti fasciste dissout» après la Seconde Guerre mondiale et à ce titre ils tombent sous le coup de l'article 5 de la loi dite «Scelba» datant de 1952, ont dit ses juges.

Le délit n'est toutefois pas manifeste dans le cadre d'une commémoration et il n'est pas prouvé que les personnes qui l'exécutent ont pour dessein de ressusciter le parti fasciste, ont ajouté les juges. «Il convient», pour sanctionner, ajoutent-ils, «de prendre en compte le danger concret de résurgence du parti fasciste dissout». Un obstacle quasi insurmontable selon les juristes interrogés par l'AFP.

Un autre texte peut toutefois être invoqué contre de telles manifestations publiques: la loi dite «Mancino» de 1993, qui sanctionne des actes de discrimination ou de violences à caractère racial. Mais là encore, ce sera sujet à l'appréciation des tribunaux.

Le groupuscule néofasciste CasaPound a salué «une victoire» tandis que pour le président du Sénat Ignazio La Russa, amateur assumé de bustes de Mussolini, la décision de la cour suprême «se passe de commentaires». RT/AFP 20 janvier 2024

J-C - Ma position.

Je ne suis pas comptable du régime italien, allemand, français, etc. je ne postule pas non plus au poste de ministre de l'Intérieur de ces pays-là ou je n'ai pas vocation à en être le conseiller politique, à me substituer au législateur de régimes que je combats sur le plan politique. Par conséquent, je demeure attaché à la liberté d'expression en règle générale, et je rejette toute restriction ou interdiction...

France : 150 000 manifestants contre la loi immigration, selon la CGT - aa.com.tr 21 janvier 2024

Pas moins de 150 000 personnes ont manifesté en France ce dimanche contre la controversée loi immigration, selon des chiffres publiés dimanche en fin de journée par Sophie Binet, secrétaire générale de la Confédération générale du travail (CGT).

Selon la CGT, les contestataires étaient « 25 000 à Paris, 10 000 à Marseille, 6000 à Lyon, 5000 à Nantes, Lille et Grenoble et aussi 80 à Groix et 85 à Belle Île ».

De son côté, le ministère de l'Intérieur fait état de 16 000 manifestants à Paris, sans avoir précisé à ce stade le décompte national.

Cette journée de mobilisation était organisée à l'appel de 201 personnalités, qui exhortent le président Emmanuel Macron à ne pas promulguer la loi.

Dans un texte publié par le journal l'Humanité et par Médiapart, les signataires, parmi lesquels l'ancien ministre de Jacques Chirac, Jacques Toubon, pointent « *un tournant dangereux dans l'histoire de (la) République* » et estiment que cette loi « *a été rédigée sous la dictée des marchands de haine qui rêvent d'imposer à la France leur projet de préférence nationale* ».

« *Elle torpille les piliers porteurs de notre pacte républicain, hérité du Conseil national de la Résistance. Elle s'attaque ainsi au droit du sol autant qu'aux droits fondamentaux proclamés par la Constitution : au travail, à l'éducation, au logement, à la santé* », poursuivent les signataires.

Dans toute la France, pas moins de 166 manifestations sont organisées dans 95 départements sur toute la journée de dimanche.

Pour rappel, la loi asile et immigration a été largement adoptée au Palais Bourbon le 17 décembre avec 349 voix favorables et 186 voix contre.

Plus tôt, le texte de loi adopté en commission mixte paritaire (CMP) avait également été plébiscité par le Sénat avec 214 voix pour et 114 voix contre.

Le Conseil constitutionnel doit néanmoins rendre sa décision le 25 janvier courant et énoncer les éventuelles dispositions qu'il juge contraires à la Constitution. aa.com.tr 21 janvier 2024

Pour berner leur lecteur, les mettre en confiance, pour se faire passer pour ce qu'ils ne sont pas, voyez comment ils s'y prennent.

Extrême droite. Quand la colonisation rachète la collaboration - orientxxi.info 19 janvier 2024

Dans Le Pen et la torture. Alger 1957, l'histoire contre l'oubli qui sort le 19 janvier, l'historien Fabrice Riceputi reconstitue, documents, cartographie et témoignages à l'appui, un fait supposé avéré pour la mémoire collective, mais récemment remis en question par des journalistes de la radio publique : alors élu de la République et futur cofondateur du Front national, Jean-Marie Le Pen a commis des actes de torture en Algérie. Dans la conclusion

dont nous publions ici quelques extraits, le spécialiste de l'histoire coloniale analyse ce que ce déni dit aujourd'hui de l'hégémonie culturelle de l'extrême droite en France.

Qu'est-ce que le lepénisme, sinon un rejeton idéologique et politique du colonialisme, au moins autant que de la Collaboration ? L'ère coloniale incarne en effet aux yeux de l'extrême droite française l'âge d'or perdu du suprémacisme blanc. La guerre raciste à « l'immigration » et aux « immigrés », la diabolisation de l'islam et des musulmans, celle des migrants exilés, la théorie complotiste et raciste du « *grand remplacement* », thèmes qui triomphent aujourd'hui en France bien au-delà de l'extrême droite, sont l'héritage direct de ce passé. Un héritage dont Le Pen et le Front national furent les principaux passeurs dans les années 1970 et 1980.
orientxxi.info 19 janvier 2024

J-C - Quel horreur ce Le Pen et l'extrême droite, et que dire du colonialisme, pire encore, de la collaboration avec le régime de Vichy et de l'Allemagne nazie ! Sauf que tous les régimes qui se sont succédés depuis 1945 sous la IV et la Ve République depuis 1958, ont recyclés les collaborateurs de ces régimes fasciste ou nazi.

On en veut pour preuve entre autres, l'étude exhaustive remarquable qu'y a consacré l'historienne Annie Lacroix-Ruis, qui ne laisse place à aucun doute ou ambiguïté à ce sujet. Elle est accessible sur le Net dans différentes vidéos pour ceux qui tiennent à le vérifier, ou dans les ouvrages qu'elle a publiés sur ce qu'elle a appelé la non-épuration de l'Etat. D'autres intellectuels ont démontré que le même phénomène s'était produit dans l'ensemble des pays occidentaux, dont l'Allemagne et les Etats-Unis ou encore Israël qui recycla des scientifiques nazis, notamment.

Cette précision pour dire qu'on est en présence d'un exercice de propagande idéologique destiné à nous faire croire que la colonisation et plus particulièrement l'avènement d'un régime fasciste ou nazi, serait à mettre de préférence au compte de l'extrême droite, alors qu'en réalité il s'inscrivait dans la continuité de la même politique en recourant à d'autres moyens qui servait les mêmes intérêts financiers. Mieux, puisqu'aussi bien la colonisation que la montée de l'extrême droite, du fascisme, du nazisme (vous pouvez ajouter le sionisme) ou les guerres furent financées par les mêmes banquiers ou hommes d'affaires tandis que des partis dits républicains, de gauche ou de droite étaient au pouvoir en France ou en Allemagne.

Cela signifie que l'ensemble des acteurs politiques de la gauche participant aux institutions ou figurant dans l'opposition parlementaire ont privilégié ce scénario plutôt que le socialisme, et par conséquent, c'est ce qui caractérise la nature de tous les partis qui se réclament de la gauche de nos jours (depuis plus de 78 ans), qu'ils en soient issues ou qu'ils existent encore comme tels de nos jours, conclusions à laquelle ne doivent surtout pas parvenir les lecteurs de ce média par crainte que certains d'entre eux aient l'idée saugrenue de rompre avec la gauche institutionnelle et de se tourner vers le socialisme.

Dites-vous bien une chose, chaque fois qu'ils instrumentalisent l'extrême droite, c'est parce que le régime en place est menacé par quelque chose de bien plus grave, le rejet et la contestation grandissante des masses, la révolte qui couve, afin qu'elles ne se radicalisent pas à gauche ou ne trouvent pas une issue politique en rupture avec le régime qu'ils ménagent finalement. C'est à ce cela que sert l'épouvantail de l'extrême droite qu'ils agitent, et non pas parce qu'ils le craindraient. Ce n'est pas tout.

Nous sommes en présence de professionnels de l'entourloupe. Pourquoi au début de leur article ont-ils fait un amalgame entre le colonialisme et la collaboration ? Pourquoi dans le reste de leur article ne figurait-il plus que le colonialisme ? Pourquoi les ont-ils soudain dissociés ? Pourquoi ont-ils pris soin de mentionner que la gauche avait été mêlée à la colonisation ou elle l'avait ouvertement soutenue ? Pour les raisons idéologiques exposées plus haut. Dans quel contexte social et politique ?

Chacun sait ou devrait savoir que la pression migratoire actuelle vers l'Europe et donc la France, n'est pas vraiment un phénomène spontané.

Il faut avoir vécu à l'étranger pour observer qu'il est extrêmement difficile de quitter son pays d'origine pour se rendre illégalement dans un pays occidental ou réputé riche, et qu'à moins d'y être encouragé, de rencontrer les bonnes personnes pour entrer en contact avec une filière mafieuse spécialement conçue à cet effet, c'est seulement après avoir satisfait un certain nombre de critères, qu'on sera peut-être sélectionné ou retenu pour effectuer ce grand voyage vers l'inconnu, sans retour pour peu qu'on ait la chance d'arriver vivant à destination. Autrement dit, si les candidats au départ sont potentiellement extrêmement nombreux, entre le moment où ils en auront eu l'idée et celui où elle prendra forme, un certain temps se sera déjà écoulé, ils auront eu le temps d'en évaluer le coût et les risques, les avantages si elle se concrétisait, de peser le pour et le contre, de réfléchir à ce qu'il laisse sans savoir ce qui les attend vraiment, le meilleur ou le pire, ils savent que les deux existent, par conséquent cela va en refroidir plus d'un de se livrer à une telle épreuve, sinon ils seraient chaque jour des dizaines de millions à postuler aux quatre coins du monde, or ce n'est pas le cas.

Depuis 30 ans en Inde, j'ai rencontré tous les cas de figure ou j'ai eu l'occasion d'en discuter avec des centaines d'Indiens, ou plutôt de ne pas en discuter avec les milliers que j'ai côtoyés tout simplement, parce que cela ne leur était jamais venu à l'esprit, bien qu'on vive dans une ex-colonie britannique et française, et nombreux sont ceux qui connaissent un Indien qui vit en Europe ou aux Etats-Unis, au Canada, sans qu'ils les envient particulièrement. Même l'extrême dureté de l'existence en Inde ne suffit pas à les convaincre d'essayer d'aller voir ailleurs s'ils pourraient vivre mieux, j'exclus les plus misérables du fait que pour payer les passeurs, il faut en avoir les moyens, je parlais d'Indiens pauvres en général qui préfèrent encore rester dans leur pays.

D'autant plus que ce n'est pas seulement une question d'argent, mais de mode de vie, de culture, et de langue bien entendu, auxquels chacun tient, qui l'emportent sur tous les autres critères, sachant qu'on ne peut pas en changer en claquant des doigts même ou avec la meilleure volonté du monde, c'est ce qui les retient dans leur pays d'origine, la crainte de l'inconnu ou de devoir s'adapter de gré ou de force à des conditions auxquelles on n'est pas du tout préparé, qu'on n'est même pas capable de discerner, seul, sans famille ni ami, cela a de quoi en décourager plus d'uns, comme je l'ai dit précédemment, ce qui explique pourquoi cela ne leur viendra même pas à l'idée.

Maintenant on sait que la question de l'immigration est instrumentalisée sur le plan politique par l'oligarchie financière de Davos, son agence politique en Europe, l'Union européenne, tous les partis qui y sont subordonnés, c'est aussi le cas dans cet article. Mais pas que.

Ils culpabilisent ce qu'ils appellent la gauche, qui à leurs yeux ne serait pas suffisamment humaniste, quand on a à l'esprit ses arrière-pensées ou ses réelles intentions passées et

présentes, on se demande où ils veulent en venir. Liée au colonialisme, ensuite ils vont attaquer cet aspect-là du capitalisme pas pour rompre avec, ils n'iront pas jusqu'à nous vendre un capitalisme à visage humain, ils se contenteront de le suggérer. C'est très sournois, ne cherchez pas, ce n'est écrit nul part, c'est ce qui découle de leur démonstration, sans que le lecteur en ait conscience, ce sera la seule chose qui s'imprimera dans son subconscient. Pour qui ou pour quoi croyez-vous qu'ils rament, franchement ?

Je rajoute un truc en aparté.

Chaque que l'on pense colonisation, on doit penser à la Palestine.

On doit aussi faire le constat suivant : En dehors des grandes puissances, tous les autres pays du monde sont soumis à un statut semi-colonial du fait de leur dépendance économique à ces puissances.

Lu.

Métastratégie de la terreur

La terreur est une métrastragie dans laquelle la violence physique s'exerce sans aucune limite au service d'une violence psychique encore plus grande qui vise la domination d'une idéologie. Aujourd'hui, les caméras GoPro et les réseaux sociaux amplifient cette violence psychique et manipulent à grande échelle les émotions de l'opinion publique. La réponse émotionnelle et instinctive est la violence mimétique au risque de se laisser entraîner à commettre ce qui nous révulse. Plus que jamais, les forces morales, faites d'intelligence et de volonté, sont nécessaires pour nous défendre sans renier les fondements de notre civilisation.

J-C – La violence dont il est question, est une violence de classe, une violence de nature économique ou sociale, qui repose sur des rapports sociaux déterminés, et prend ensuite une forme politique et donc idéologique, elle s'exprime donc sur le terrain de la lutte des classes.

Cette violence est mise en œuvre par l'Etat et la classe dominante, et si le reste de la société la reproduit sous une multitude de formes à des degrés divers, c'est parce que personne ne peut échapper à ces rapports sociaux, aussi longtemps qu'on n'a pas imaginé une société où ils seraient abolis, d'où le recours à la violence émotionnelle ou instinctive qui nous ramène sans cesse à l'époque de la barbarie.

J'ignore si l'intelligence et la volonté sont nécessaires pour défendre les fondements de la civilisation humaine, ce qu'il faut entendre par intelligence, je doute qu'ils soient suffisants, en revanche je sais que l'ignorance de ses fondements ou du processus historique sur le plan du matérialisme dialectique ne le permet pas, si j'en crois ce qui se passe sous nos yeux quotidiennement.

Si maintenant il faut entendre par « *civilisation humaine* » le vieux monde capitaliste pourri, on comprend mieux pourquoi la réaction conservatrice met ses « *forces morales* » à son service pour tenter de le préserver, l'auteur de l'article dont j'ai extrait ce passage en fait partie.

De notre côté, celui du prolétariat révolutionnaire, lorsque nous défendons les acquis du processus historique qui a permis l'avènement de la civilisation humaine, c'est en ayant à l'esprit qu'elle est essentiellement le produit de la lutte des classes qui ont successivement tenu un rôle progressiste tout au long de son développement, plus particulièrement celle des exploités et des opprimés qui l'a parcouru au cours de son évolution et qui de nos jours demeure l'unique classe pouvant revendiquer ce statut, dont dépend dorénavant le destin ou l'avenir de la société, de l'humanité toute entière.

Au lieu de l'intelligence et de la volonté, entendez par intelligence la rouerie mêlée d'hypocrisie dans lesquelles les idéologues de la réaction excellent, par volonté le cynisme impitoyable et la détermination sans faille dont elle fait preuve pour conserver ses privilèges et se donner bonne conscience ou sur lesquelles reposent ses « *forces morales* », nous opposons les légitimes aspirations de la classe ouvrière à son émancipation du capitalisme ou des chaînes de l'exploitation et de l'oppression qui se passe de toute justification morale, puisque les hommes ne peuvent concevoir d'idéal humaniste plus élevé que la liberté, contre laquelle depuis que les classes existent, toutes les « *forces morales* » réunies de la réaction ont fini par capituler ou être vaincues.

En aparté.

Le produit de la lutte de classe du prolétariat se compose d'acquis sociaux ou politiques qui ne sont jamais acquis définitivement. Ils ne sont en aucune manière des droits, même s'ils figurent dans la législation, le législateur tentera de les abolir dès qu'une occasion favorable se présentera.

La différence entre ces deux notions, un acquis et un droit, c'est que le premier a été conquis par la classe ouvrière, tandis que c'est à son ennemi que reviendra le privilège de transformer un acquis en droit ou loi. Quelles conséquences politiques cela va-t-il avoir ? Elles sont considérables, mais on feint de l'ignorer, car c'est lui qui devient le garant de ces acquis d'une certaine manière. Pour un peu, il pourra le revendiquer ou tout le mérite lui reviendra par la suite, tout le monde ayant oublié que tel ou tel droit était en réalité uniquement un acquis de la lutte de classe des exploités, il ne se privera pas de l'affirmer ou de le mettre au compte des vertus du capitalisme, ce que croiront les générations suivantes qui ignorent l'histoire de la lutte des classes, d'où la nécessité absolue de l'enseigner aux étudiants et aux jeunes travailleurs notamment.

Autrement dit, quand on défend un acquis ou un droit, on ne défend pas tout à fait la même chose, pire, on ne s'adresse pas forcément à la même classe, c'est ce qui amène les opportunistes à s'adresser à Macron ou à son gouvernement, aux parlementaires, au lieu de s'adresser à la classe ouvrière. Dès lors, la lutte de classe des exploités change de terrain, pas seulement, de nature, elle est faussée, car c'est l'indépendance de la classe ouvrière nécessaire à son unité pour mener son combat qui est remise en cause au profit de la collaboration de classes.

Partant de là et sachant que le capitalisme est dorénavant en proie à une crise permanente, on comprendra pourquoi la quasi-totalité des mouvements sociaux doivent fatalement se solder par des échecs ou leur issue est écrite d'avance, puisqu'elle doit être compatible avec les besoins du capitalisme. C'est d'ailleurs le cadre que se fixe l'intersyndicale jaune.

Et puisque c'est le cadre politique adopté par la quasi-totalité des dirigeants du mouvement ouvrier, comment voudriez-vous que les travailleurs envisagent une issue politique à la crise du capitalisme qui soit conforme à leurs intérêts, qui rompe avec le capitalisme et la Ve République, alors qu'ils ne sont même pas en mesure de tirer le moindre enseignement politique de leurs luttes ?

Reconnaître que nos maîtres disposeraient de nos droits, ce serait reconnaître qu'ils possèderaient des droits sur nous, et puis quoi encore ! Ce sont des esclaves soumis ou résignés qui reconnaissent à leurs maîtres le privilège de disposer de leurs droits, il va de soi que si au départ on adopte cet état d'esprit, on n'est pas près de briser nos chaînes.

Autre chose en rapport avec ce qu'on vient d'expliquer.

Quand on s'abaisse à quémander des droits, au mieux à en exiger, formule toute aussi compromettante dans la plupart des cas, on en oublierait presque qu'on a des devoirs, dont ceux de se battre pour conserver tous nos acquis et pour que nos aspirations démocratiques se réalisent, sans quoi des jours bien plus sombres que tout ce qu'on a pu imaginer jusqu'à présent nous échoiraient.

Notre devoir nous commande de prendre en mains notre destin, de nous organiser pour faire triompher le socialisme.

Fabrication du consentement ou d'un sondage, c'est la même chose !

J-C - Rien de tel pour vous faire adopter une idée, une théorie ou des mesures, que de vous faire croire qu'elle viendrait de vous. Comment ? A l'aide d'un sondage frauduleux commandé et publié par le ministère juste avant qu'il en fasse l'annonce la journée même, trop fastoche. Vous aurez compris que 90% des Français étaient d'accord avec le ministre avant même qu'il ait ouvert la bouche, CQFD. Leur imposture et dictature devient de plus en plus grotesque.

Changement climatique : plus de 90% des Français estiment qu'il est important de mettre en place des actions pour s'adapter, selon un sondage - franceinfo 23/01/2024

Le nouveau plan d'adaptation de la France au changement climatique est attendu au début de l'été, selon le ministre de la Transition écologique.

"*Cette année 2024, ce sera l'année de l'adaptation*", a déclaré Christophe Béchu. Le ministre de la Transition écologique réunit, mardi 23 janvier, élus et experts pour débattre de l'adaptation, terme qui recouvre les actions pour se préparer à faire face aux effets du changement climatique.

Peu avant cette journée, le ministère a commandé et publié un sondage intitulé "*Les Français et l'adaptation au changement climatique*", réalisé par Toluna et Harris Interactive. Il y est d'abord établi que le réchauffement climatique est la deuxième préoccupation des Français, derrière le pouvoir d'achat et devant l'insécurité et le système de santé. Les plus de 35 ans, les Français ayant les revenus les plus importants ou les plus diplômés sont les plus inquiets.

Neuf Français sur dix jugent qu'il faudra changer nos habitudes

Face à des conséquences que sept personnes sur dix déclarent avoir personnellement constatées lors des dernières années – au travers notamment de l'augmentation des températures, de la hausse du nombre et de la durée des vagues de chaleur, canicules et épisodes de sécheresse ou encore de la baisse des chutes de neige –, "*une large majorité (86%) de la population déclare que le changement climatique l'inquiète*", décrit l'étude.

Il faut donc s'adapter, aux yeux du public interrogé. "*Neuf Français sur dix estiment qu'il faudra changer nos habitudes de vie pour faire face aux effets du changement climatique*", écrivent les auteurs. Beaucoup le font déjà, puisqu'à l'échelle individuelle, plus de trois répondants sur quatre (76%) déclarent avoir adapté leur mode de vie durant les fortes chaleurs (horaires de sorties et d'activités...) et 73% ont diminué leur consommation d'eau (douche/bain, nettoyage, arrosage...). Mais au-delà de ces gestes, les interrogés souhaitent, pour 93% d'entre eux, que des actions soient mises en place pour s'adapter au changement climatique.

J-C – Ils sont très forts, les Français sont tellement cons, que lors de fortes chaleurs ils ne se comportent pas comme en hiver ! Et à force de les terroriser du matin au soir, ils finissent par devenir psychotiques, paranoïaques, schizophrènes, normal, c'était le but recherché pour mieux les manipuler.

En réalité, toutes les questions étaient tournées de telle sorte, qu'elles contenaient les cases qu'il fallait cocher ou les réponses souhaitées par celui qui avait commandé ce sondage.

A force d'entendre répéter des milliers de fois les mêmes expressions associées à des superlatifs, sécheresse, canicule, inondation, etc. les personnes influençables finissent par croire les récits qu'on leur sert, qui vont dans leur tête se substituer à la réalité. C'est ainsi qu'on devient schizophrènes sans s'en apercevoir, d'où la nécessité de s'en tenir strictement aux faits, plutôt qu'à leurs interprétations qui peuvent être abusives ou frauduleuses pour peu qu'on ait affaire à des gens malintentionnés, ce qui est toujours le cas lorsqu'il s'agit d'un ministre.

Parole d'internaute.

Une petite connaissance élémentaire de la chimie est utile pour savoir ce qu'est un hydrocarbure. En soi, un hydro-carbure est composé, en quantité variable, d'atomes de carbone et d'hydrogène. Par exemple CH₄, c'est le méthane, un gaz à température ambiante et à pression atmosphérique normale. Dans un pétrole brut, se trouvent confinés de multiples hydrocarbures de formule chimique différente - plus ou moins de carbone et d'hydrogène -, que l'on va séparer par distillation car chacun d'eux a des propriétés physiques lui est propres, et donc des usages différents.

Or, en théorie, il suffirait de mettre en présence des atomes de carbone et d'hydrogène - sans passer par un cycle organique et sans devoir atteindre la fossilisation - en les forçant de s'associer pour former chimiquement de nouvelles molécules, c.-à-d. des hydrocarbures. Mais pour obtenir "*artificiellement*" du pétrole, c'est capital d'y consacrer une énorme quantité

d'énergie sous forme de chaleur et de pression, et en absence d'oxygène. Et considérer que toute cette énergie consommée à la création de pétrole est - pour ainsi dire - stockée dans les nouvelles molécules ... d'hydrocarbure nouvellement créées. Pour un stockage à durée infinie ... jusqu'à leur extraction, leur raffinage, et enfin leur combustion pour récupérer, ou libérer l'énergie qui y était stockée chimiquement !

Seules des énergies colossales que peut produire la Terre, par le tellurisme, ont cette capacité de produire ainsi du pétrole en immense quantité, sous des conditions très particulières de température et de pression, en absence d'oxygène, en grande profondeur sous la surface des sols afin d'en assurer ensuite le stockage. Puis, se demanderait-on : d'où proviennent ces atomes de carbone et d'hydrogène à l'origine disparates, et qui, comme par magie, se retrouve et s'associent ? Carbone et hydrogène étaient natifs de la création de la Terre, l'hydrogène ayant migré progressivement... à la rencontre du carbone. Ensuite, des conditions très particulières doivent être réunies, sachant bien que l'on ne trouvera pas de pétrole ... partout sous Terre.

Ah ! J'oubliais de préciser que le résultat de la combustion d'hydrocarbure, c.-à-d. son oxydation ! en présence d'oxygène, outre de libérer une énergie formidable, produit du CO₂ et ... de l'eau H₂O en quantité presque égale ! Ce serait amusant de calculer le volume d'eau créé, depuis 150 ans que l'on brûle du pétrole. Pas de quoi, toutefois, inonder les océans ! mais permettre à la vapeur d'eau de précipiter en pluies bienfaitrices. Et le CO₂ de participer davantage à la croissance des végétaux ... dont presque tous les êtres vivants - c.-à-d. nous - se nourrissent. Je m'arrête ici afin de ne pas relancer le faux débat sur un effet-de-serre présumé du CO₂.

J-C – Cette explication semble plausible, je la retiens. Précision :

- L'Univers à grande échelle possède une caractéristique très particulière. Sa composition s'avère dominée par les éléments chimiques les plus légers et les plus simples. L'hydrogène et l'hélium constituent ainsi 98% de notre Soleil.

La composition chimique de l'Univers : 73,9 % d'hydrogène, 24 % d'hélium, 1 % d'oxygène et 0,5 % de carbone.

L'élément chimique le plus abondant dans notre univers est aussi le plus simple, c'est l'hydrogène. Composé d'un proton et d'un électron, il est l'atome le plus léger existant. C'est aussi le principal constituant de la plupart des étoiles, des nébuleuses et des planètes gazeuses.

Isolée, atomisée, vulnérable, faible, une proie idéale.

Une personne sur cinq se sent seule en France, selon un rapport - franceinfo avec AFP 23/01/2024

D'après une étude de la Fondation de France, sept personnes sur dix disent avoir réduit leurs activités extérieures en raison de l'inflation.

La solitude gagne du terrain. Un Français sur dix est isolé et un sur cinq se sent seul, annonce la Fondation de France dans un rapport publié mardi 23 janvier. Selon cette enquête, 12% des

Français se trouvent en situation d'isolement total, contre 11% en 2022, c'est-à-dire avec aucun ou très peu (quelques fois dans l'année seulement) de contact physique avec les cinq réseaux relationnels : famille, amis, collègues, voisins ou milieu associatif.

En y additionnant ceux qui ne fréquentent qu'un seul réseau relationnel, soit une personne sur cinq, ce sont au total environ un tiers des Français qui sont ainsi en "*fragilité relationnelle*", selon la Fondation de France. Les plus modestes – chômeurs (20%) et ouvriers (18%) – sont plus exposés à l'isolement, selon ce rapport basé sur une enquête statistique menée en janvier et juillet 2023 par le Crédoc, complété par une enquête ethnographique auprès de personnes seules et isolées.

Les jeunes plus seuls que les seniors

L'inflation semble aggraver la situation : sept personnes sur dix disent avoir réduit leurs activités extérieures en raison de la hausse des prix. Par ailleurs, une personne sur cinq (21%) déclare se sentir seule. C'est notamment le cas des jeunes de 15-25 ans, dont un quart (26%) se sentent seuls (contre 16% des 70 ans et plus), une proportion qui monte à 45% durant l'été. Les personnes isolées et celles qui se sentent seules sont "*beaucoup plus nombreuses*" dans les zones rurales et les quartiers prioritaires, des territoires plus pauvres que la moyenne, selon ce document.

J-C – Bref, ils nous expliquent que le capitalisme fait le malheur de millions d'hommes, femmes et enfants parmi les plus pauvres qui se retrouvent marginalisés, abandonnés ou mis à l'écart du reste de la population dans une société inhumaine.

Question : Une telle société et un tel régime économique qui sont responsables de tant de souffrance, doivent-ils continuer à exister ?

Ils osent tout. Stratégie de la terreur et manipulation des consciences.

- **Crif. Les actes antisémites ont bondi de 1000% en France après les attaques du 7 octobre en Israël - [bfmtv.com](https://www.bfmtv.com) 25/01/2024**

- **Le fléau de la prostitution des mineurs - [francetvinfo.fr](https://www.francetvinfo.fr) 24/01/2024**

- **En France, un quart des jeunes femmes ont été victimes d'au moins une forme de violences sexistes et sexuelles à l'école - [francetvinfo.fr](https://www.francetvinfo.fr) 25/01/2024**

J-C – Les médias mainstream ne livrent pas des informations, ils propagent la propagande de la classe dominante.

Comment vous rendre schizophrène. Vous devez savoir que les Français sont antisémites, pédophiles, violeurs, etc. Un conseil : méfiez-vous d'eux, détestez-les tous par précaution, évitez-les.

Comment procèdent-ils ses semeurs de haine ?

Il ne s'agit pas de nier que ces phénomènes n'existeraient pas, ils les instrumentalisent en les amplifiant ou en les surestimant à des fins idéologiques ou politiques.

- Amalgame entre attitudes ou propos sexistes, harcèlements, agressions sexuelles et viols.

- Ils s'appuient sur un rapport du CRIF qui est le porte-parole du nazi Netanyahu en France. Ils procèdent aussi à partir d'un amalgame entre violences physiques, propos et gestes menaçants.

- Ils livrent des chiffres plus qu'approximatifs, à la louche, par exemple, entre "15 000 et 20 000 mineurs prostitués en France", en fait ils n'en savent rien, alors ils les inventent.

Faites tomber les masques. Pourquoi s'attarder sur ce genre de blog ou de géopoliticien ? A cause de leur présentation trompeuse.

La France, de puissance modèle à modèle de puissance

Ce récit est facile à lire et à décrypter, il a été rédigé par un idéologue davosien qui prend ses désirs pour la réalité, en la déformant de telle manière qu'il met en relief les difficultés auxquelles est confrontée la France au fur et à mesure que son régime applique les directives de l'UE ou se conforme à la stratégie du nouvel ordre mondial totalitaire dictée par le clan de l'oligarchie financière anglo-saxonne mondialiste qui trône au sommet du capitalisme mondial.

A l'entendre, la France serait en pleine forme, et elle aurait les moyens de continuer à exercer une influence dans le monde, à condition qu'elle applique ces recettes, ce qui est pour le moins risible, c'est tellement grotesque qu'il n'y croit pas lui-même.

Pour leur casser un peu plus le moral, je leur ai envoyé un message à partir de mon autre adresse mail. Il faut bien comprendre que ces gens-là pratiquent en permanence l'autosuggestion, ils croient ou ils font semblant de croire leurs propres récits, mais ils sont tellement délirants, qu'on ne peut pas s'empêcher de penser que quelque part connaissant la vérité, ils doivent angoisser grave comme disent les jeunes, et bien on va leur pourrir la vie un peu plus, cela les amènera à écrire ou faire encore plus de conneries, à se démasquer davantage, alors on n'aura plus qu'à les achever !

Pourquoi s'attarder sur ce genre de blog ou de géopoliticien ? Parce qu'ils pullulent sur les réseaux dits sociaux et ils avancent masqués pour diffuser leur idéologie réactionnaire. Comment s'y prennent-ils ? Ils n'ont que l'embarras du choix pour berner leurs lecteurs après les avoir mis en confiance, par exemple en partageant avec eux certaines aspirations ou revendications partielles du mouvement ouvrier, de façon à se faire passer pour des humanistes, procédé éculé largement employé par l'extrême droite pour gagner des sympathisants. Leurs réelles intentions figurent en partie dans des généralités quand ils les expriment, de telle sorte qu'elles sembleront progressistes ou démocratiques, alors qu'en réalité c'est exactement l'inverse.

Tous ceux qui n'ont pas une solide conscience de classe, c'est-à-dire la majorité, vous demanderont ce que vous leur reprocher, ils vous taxeront de sectaires ou dogmatiques, ils leur accorderont une bienveillance qu'ils vous refuseront car doutant de vos bonnes intentions, le comble de la méprise qui vous vaudra d'être ignoré ou rejeté. Cela peut aller jusque-là ou pire, j'en ai fait l'expérience plus d'une fois, c'est pour cela que je vous en parle ou je mets en garde, après chacun est libre de se faire manipuler ou non.

Comme je ne peux pas me prévaloir d'un statut social privilégié, tout comme vous d'ailleurs, je ne suis qu'un militant ou citoyen parmi d'autres, les idées ou analyses que je peux proposer ne méritent pas qu'on s'y intéresse, contrairement à ceux produits par des intellectuels, blogs ou organisations qui ont pignon sur rue. Le culte du pouvoir rend aveugle au point de manquer de discernement ou de la logique la plus élémentaire. Avec un tel handicap, ce n'est pas moi qui sera la principale victime - si cela ne tenait qu'à cela, je serais prêt à me sacrifier, mais la vérité, les faits dont on a besoin pour analyser librement la situation, et non leur interprétation idéologique selon des critères politiques, qui, parce qu'ils nous échappent vont nous induire en erreur.

Il y en a même parmi nous qui expliquent que c'est inévitable et qu'il faut faire avec. Cela ne porterait pas à conséquence de croire n'importe quoi, cela a toujours existé patati et patata. Autrement dit, il faudrait se foutre de cautionner de terribles injustices ou des crimes abominables, dès lors qu'on pourrait toujours évoquer notre ignorance après coup pour que la morale soit sauve, qu'il me soit permis de m'en tenir à mes principes, et de refuser de me livrer à un tel exercice d'hypocrisie qui nuit à notre cause.

Le mail que je leur ai envoyé :

- Un pure exercice de propagande qui frise l'hystérie, il présente au moins l'avantage d'être si peu nuancé ou si outrancier, que même les sympathisants du régime en place en seront gênés ou le trouveront ridicule, car ils ont conscience que la réalité est à bien des égards différentes ou à l'opposé de celle que vous décrivez. On mesure là le désarroi grandissant de ses partisans ou l'impasse de leur idéologie vouée infailliblement au même destin.

Car en effet, qu'est-ce qu'il ne faut pas lire comme contrevérités et conneries à la pelle !

Cependant, quand vous vous acharnez à défendre ce régime en pleine déliquescence et décadence voué à la faillite, vous ne pouvez pas faire autrement que l'évoquer en recourant à des arguments qui mettent justement ce constat en relief, pour peu qu'on connaisse l'état et l'importance des différents secteurs économiques à l'échelle nationale et internationale, bref, quelque part vous rendez service à ses opposants qui n'auraient pas à l'esprit l'étendu de cette inévitable dégénérescence de la puissance de l'Occident.

Si cela peut vous rassurer, elle frappera à terme les autres puissances qui lui font concurrence, et alors les jours du capitalisme seront comptés au niveau mondial, car là plus personne, plus aucune puissance ne pourra plus le sauver, le jour de notre libération ou du règne de l'exploitation et de l'oppression aura enfin sonné, dans un siècle, peut-être avant, c'est ce qu'on peut souhaiter de mieux à l'humanité, pour peu qu'on soit humaniste, la seule idéologie qui a encore de l'avenir.

La France peut-elle conserver son rang de puissance sans puissance financière ?

- Le coût de la puissance est-il supportable ou bien doit-elle changer son modèle ? Analyse des enjeux de la puissance française.

Par Matthieu Creux, Président de Forward Global

- Les bailleurs de fonds mondiaux construisent un monde qui fonctionne pour tous et pour la planète

<https://forward-global.org/fr/about/history-mission/team-partners/>

Qui finance cette officine ? Le FEC ou Davos.

La fondation Gates, notamment.

<https://www.revueconflits.com/la-france-de-puissance-modele-a-modele-de-puissance/>

Conflits, qu'est-ce que c'est ? Une officine très à droite ou compatible extrême droite.

Pascal Gauchon, né le 24 mars 1950 à Paris, est un éditeur et géopolitologue français. Ancien homme politique d'extrême-droite, il fut dans sa jeunesse secrétaire général du Parti des forces nouvelles (1974-1978). Le 28 mars 2014, il lance en kiosque un trimestriel consacré à la géopolitique, Conflits, il en assure la direction jusqu'en juillet 2019, date à laquelle il cède la société Anteios.

Il fut membre du groupuscule néofasciste Ordre nouveau, il sert d'interprète lors des rencontres entre les dirigeants du groupe et ceux du Mouvement social italien. Wikipédia.

Totalitarisme et nihilisme. Mythe, instrumentalisation, réécriture et falsification de l'histoire, propagande et formatage des consciences, tout est bon, tout y passe.

J-C - Nos ennemis livrent une guerre psychologique, idéologique, politique aux masses en permanence pour leur interdire d'accéder à la connaissance ou pour pervertir les connaissances acquises et leur substituer leur interprétation, leur récit fabriqué, leur idéologie.

On devrait les combattre sur tous ces fronts, sauf que le mouvement ouvrier s'en désintéresse, pire, la plupart de ses organisations adhèrent à l'idéologie de nos ennemis, du coup ce sont des officines étrangères au mouvement ouvrier qui s'en chargent, dont l'orientation politique est antisocialiste ou réactionnaire, de ce fait leur combat mène inévitablement à une impasse, et comme il ne se traduit pas en termes d'organisation des masses contre le régime, pendant que nos ennemis marquent des points ou parviennent partiellement ou davantage à leur but, de notre côté on est réduit à l'impuissance ou à subir la dégénérescence continue et accélérée de la société sans pouvoir nous y opposer ou engranger la moindre avancée vers le socialisme.

Quand les femelles ont le pouvoir - Le matriarcat dans le monde animal - arte.tv 20 janvier 2024

En s'intéressant à plusieurs espèces aux quatre coins de la planète, ce documentaire démystifie l'image du fameux mâle dominant, en montrant comment l'organisation collective de nombreuses espèces dépend de leurs individus de sexe féminin. Ces dernières années, plusieurs équipes de chercheurs se sont penchées sur ce phénomène pour révéler toutes les subtilités de leurs stratégies. S'il arrive ainsi aux femelles dominantes d'avoir recours à l'agressivité et à l'oppression face à leurs congénères, les observations des scientifiques mettent en évidence que ces dernières utilisent davantage que les mâles la soumission ritualisée.

J-C – Ce qu'ils ne disent pas et pour cause, c'est que la société soit matriarcale ou patriarcale ne changerait rien, aussi longtemps qu'existerait un régime économique basé sur des rapports de dominants à dominés que reproduisent les mâles ou les femelles, les femmes ou les hommes, rapports reposant sur des inégalités entre les classes qui sont à l'origine des violences ou discriminations dont les uns ou les unes sont victimes, qui ne disparaîtraient qu'avec ce régime.

Hamas ou Palestinien = Antisémite, l'amalgame ordurier

« Aux origines de l'antisémitisme » : l'antijudaïsme dans l'Antiquité - europe1.fr 20 janvier 2024

Depuis l'attaque menée par le Hamas le 7 octobre contre l'État d'Israël, les actes antisémites se sont multipliés partout dans le monde. Mais cette violence déployée contre les Juifs n'a rien de nouveau. Dans une série spéciale en cinq épisodes, "*Au cœur de l'Histoire*" vous propose de remonter le cours du temps pour revenir sur les origines de de l'antisémitisme depuis l'Antiquité jusqu'à la Shoah au XXème siècle. europe1.fr 20 janvier 2024

Le mystère s'épaissit ? Si ce n'est pas lui, qui c'est alors ?

La guerre est-elle inévitable pour l'homme ? - courrierinternational.com 20 janvier 2024

Chaque semaine, "*Courrier international*" vous propose un billet qui soulève des interrogations sur notre condition moderne en s'appuyant sur des œuvres littéraires, scientifiques et, bien sûr, philosophiques. Ce samedi, la journaliste espagnole Mar Padilla essaie de comprendre pour "*El País Semanal*" comment l'être humain en vient à plonger dans le chaos du conflit armé.

L'année commence seulement, et déjà les nouvelles sont décourageantes : conflit en Ukraine, bombardements à Gaza, combats au Yémen. La guerre est-elle vraiment indissociable de la condition humaine ?

En 1986 paraissait le Manifeste de Séville sur la violence, un document élaboré par des experts internationaux réunis par l'Unesco dans la ville andalouse. Conclusion : rien ne prouve scientifiquement que la guerre soit inhérente à l'être humain.

J-C – Mais tout « *prouve scientifiquement* » que la guerre est inhérente au capitalisme. Tiens, ils ont oublié de le signaler à leurs lecteurs, comme c'est étrange !

Régime policier. Des policiers reconnus coupables d'agression avec coups et blessures bénéficient d'un "jugement mesuré, modéré", pendant que des manifestants ou des petits délinquants sont envoyés en prison après avoir commis des délits mineurs sans voie de fait ou purement matériels.

J-C - Ils s'en tirent avec des peines de prison avec sursis, autant dire qu'ils bénéficient de la bienveillance du ministère de l'Injustice.

En Inde où je vis, si vous demandez à un citoyen quel genre de personne il craint le plus, il vous répondra neuf fois sur dix : Les policiers. C'est la raison pour laquelle la société est si violente, car du coup ils sont amenés à se faire justice eux-mêmes. Chaque fois que j'ai assisté à des rixes ou des bastonnades dans mon village, de loin la plupart du temps, j'entendais des hurlements et des coups. J'imaginai ce qui était en train de se passer, je demandais autour de moi s'il ne faudrait pas appeler la police, chaque fois on me répondit sèchement : Surtout pas malheureux, ne faites pas cela s'il vous plaît, et je m'en abstenais les laissant régler leurs comptes entre eux.

En moyenne cela arrive une fois par mois. J'ai été moi-même copieusement insulté et menacé une dizaine de fois, et agressé physiquement une fois. Bonjour l'ambiance, vous comprenez pourquoi j'évite d'avoir trop de relations avec les gens de mon village. Je m'en suis toujours bien sorti grâce à la présence de ma compagne indienne, si j'avais été tout seul, je pense que cela aurait pu dégénérer plus d'une fois. Si vous avez chargé le fichier des causeries depuis 2008, en tapant le mot police, vous retrouverez toute les fois que j'y eus le droit, alors que je n'ai jamais manqué de respect à quiconque, je précise.

Affaire Théo: les avocats des policiers condamnés saluent une décision "mesurée" - BFMTV 20 janvier 2024

Trois policiers ont été condamnés ce vendredi 19 janvier pour l'interpellation violente de Théo Luhaka, grièvement blessé à l'anus en 2017.

Me Thibault de Montbrial, l'avocat du principal accusé, condamné à 12 mois de prison avec sursis pour avoir grièvement blessé le jeune homme avec sa matraque télescopique, a fait état d'un "immense soulagement" et parlé d'une "décision mesurée" à la sortie de la salle d'audience.

En parallèle de cette condamnation, deux autres policiers ont été condamnés à trois mois de prison avec sursis et interdit de terrain et de détention d'une arme pendant deux ans.

Me Daniel Merchat, avocat de l'un d'entre eux, considère également qu'il s'agit d'un "*jugement mesuré, modéré*". BFMTV 20 janvier 2024

Ma grand-mère disait : Ceux qui n'aiment pas les animaux n'aiment pas les hommes.

Le chant d'un coq perturbe les riverains, son propriétaire doit s'en séparer - Le Point 20 janvier 2024

À Sallenôves, en Haute-Savoie, le coq Caruso perturbe le quotidien de certains riverains en raison de chants jugés « *trop forts* ». Un conciliateur de justice a décidé que son propriétaire, François Avet, doit s'en séparer, relate France 3 Auvergne-Rhône-Alpes. Le Point 20 janvier 2024

« *Il chante lorsque le soleil se lève, si un chien passe ou si une poulette lui fait de l'œil. Il fait son boulot de coq !* » assure le retraité de 74 ans auprès de la chaîne de télévision. François Avet, qui se définit comme « *un vrai rural* », possède une parcelle agricole dans le village de Sallenôves, sur laquelle cohabitent des lapins, des canards et des poules.

Des voisins estiment que les animaux sont trop proches de leurs logements. Le propriétaire accepte alors de déplacer ses bêtes à l'autre bout de son terrain. Dans le même temps, il adopte un nouveau pensionnaire : le coq Caruso. « *J'ai reçu des remarques plus ou moins agréables. Un voisin m'a menacé en disant que si je laissais mon coq dans le champ, il ferait son boulot de chasseur...* » confie-t-il.

Pour tenter d'apaiser la situation, le voisinage et François prennent rendez-vous à la mairie. Se retranchant derrière la loi du 29 janvier 2021 sur le patrimoine rural qui stipule que « *les sons et les odeurs* » font partie du « *patrimoine commun de la nation* », le retraité plaide sa cause. Mais l'adjoint au maire à l'environnement estime que « *le coq n'est qu'une partie du différend* ».

Un conciliateur de justice est alors nommé pour trancher l'affaire. Résultat : les voisins étaient là avant le coq, le retraité doit donc se séparer de Caruso d'ici au 31 mars 2024. Celui qui « *pensait vivre tranquillement avec ses animaux* », laisser son coq « *avoir des poussins pour les montrer à [s]es petits-enfants* », explique-t-il. « *Ça me fait tellement de peine* », se désole-t-il. « *Mon village perd son caractère rural. Il vend son âme et sa terre à la construction urbaine. C'est sordide...* »

J-C - Quand on affirme qu'un régime tyrannique ou totalitaire est en train de se mettre en place en France depuis des années, et qu'une multitude d'expériences le prouve, on fabulerait ou on exagèrerait, malheureusement non.

Syrie. L'OTAN a trouvé sa romancière.

Avec « *Camera Obscura* », Gwenaëlle Lenoir décrypte l'atrocité en Syrie - orientxxi.info 19 janvier 2024

Dans un récit serré et poignant, la reporter Gwenaëlle Lenoir se glisse dans la tête de César, ce photographe militaire syrien qui a tout risqué pour montrer au monde les clichés des corps suppliciés dans les geôles du régime de Damas. Elle en tire un monologue hanté par la mort et le silence, le courage et la lâcheté. orientxxi.info 19 janvier 2024

Gwenaëlle Lenoir collabore à Mediapart.

<https://www.mediapart.fr/biographie/gwenaelle-lenoir?page=1%3Fpage%3D1>

Qu'est-ce que Orient XXI, qui l'a fondé?

Alain Gresh, ex-permanent du PCF, un journaliste français, ancien rédacteur en chef du Monde diplomatique, un spécialiste du Proche-Orient.

Qui finance cette officine ?

- L'Agence française de développement (placée sous la double tutelle des ministères de l'Économie et des Finances et des Affaires étrangères) a soutenu Orient XXI à hauteur de 605 830 euros entre 2018 et 2022. Elle a attribué plus de 180 000 euros supplémentaires à Orient XXI en 2022. Source : Wikipédia.org

J-C - Ceci explique cela. Ils n'ont pas de conflits d'intérêt à part cela, et évidemment ils se prétendent indépendants !

A lire.

La renaissance d'ISIS, l'arme des États-Unis contre l'Axe de la Résistance

Est-ce une coïncidence si la plus grande organisation terroriste au monde renaît alors que les USA sont soumis à un assaut sur plusieurs fronts contre leur hégémonie en Asie de l'Ouest ?

https://www.mondialisation.ca/la-renaissance-disis-larme-des-etats-unis-contre-laxe-de-la-resistance/5685384?doing_wp_cron=1706025470.0890219211578369140625

J-C - ISIS ou Daesh, l'Etat islamique ou EI, leur créature monstrueuse...

Santé.

Scientisme. Machination. Banalisation du négationnisme. Inversion accusatoire.

Hydroxychloroquine. Des milliers de morts évitables - lapresse.ca 20 janvier 2024

« *Notre estimation est probablement minimaliste* », avance Steeve Provencher, pneumologue à l'Université Laval, qui est l'un des coauteurs de l'étude qui sera publiée en février 2024 dans la revue Biomedicine & Pharmacotherapy.

Et en juillet 2020, une grande étude américaine, Recovery, a conclu que l'hydroxychloroquine n'était pas efficace contre la COVID-19. Après ça en principe l'hydroxychloroquine ne devrait pas avoir été utilisée pour traiter la COVID-19.

Le Dr Provencher précise que les patients qui prennent de l'hydroxychloroquine pour d'autres raisons médicales, par exemple l'arthrite ou la malaria, ne devraient pas craindre de poursuivre leur médication.

D'autres molécules qui, au début de la pandémie, étaient promues comme étant efficaces contre la COVID-19 se sont révélées inutiles. C'est notamment le cas de l'ivermectine, un traitement antiparasitaire. lapresse.ca 20 janvier 2024

J-C – Ils osent tout, ils ne sont plus à une supercherie près.

Lu dans leur blog :

- Lauréats de nombreux prix pour la qualité et la richesse de leurs contenus, les journalistes et les photographes de La Presse se distinguent par l'excellence de leur travail.

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

- Le bilan de l'agression israélienne s'est élevé à 25.700 martyrs et 63.740 blessés depuis le 7 octobre dernier. french.almanar.com.lb 24 janvier 2024

- Le ministère palestinien de la Santé à Gaza a annoncé ce dimanche 21 janvier 2024 que l'occupation israélienne vient de commettre 15 massacres contre des familles dans la bande de Gaza. Quds News, 21 janvier 2024.

- Ministère palestinien de la Santé : l'occupation a mené 24 massacres contre les familles durant les dernières 24h, entraînant la mort de 210 personnes et 386 blessés. french.almanar.com.lb 24 janvier 2024

Le porte-parole du ministère de la Santé, Achraf al-Qidra, a déclaré dans un communiqué de presse, que les bombardements israéliens ont fait 178 morts et 293 blessés au cours des dernières 24 heures.

Il a ajouté : « *Un certain nombre de victimes se trouvent toujours sous les décombres et sur les routes, inaccessibles aux ambulanciers et à la protection civile.* »

La colère monte contre Netanyahu - 21 janvier 2024

Des milliers de personnes ont manifesté ce samedi à travers Israël contre le gouvernement, appelant à des élections anticipées et à l'éviction du Premier ministre Benjamin Netanyahu.

Des milliers de personnes ont assisté à la manifestation à Tel Aviv, des centaines ont défilé à Haïfa et à Jérusalem et des centaines ont manifesté devant la résidence privée de Netanyahu à Césarée.

A Tel Aviv, Noam Alon, la sœur du capitaine Dor Sade tué le 7 octobre, Ohad Shahar, médecin blessé lors des combats à Gaza a déclaré : « *Les soldats d'aujourd'hui se battent et se blessent sans savoir quel est leur objectif, car il n'y a pas d'objectif défini.* »

Vendredi, des dizaines de personnes se sont rassemblées devant la résidence de Netanyahu à Césarée et ont passé la nuit sous des tentes dans la rue. De nombreux policiers et gardes de sécurité étaient présents, et les manifestants qui n'étaient pas des membres de la famille des otages n'ont pas été autorisés à participer.

Eli Elbag, le père de l'otage Liri Elbag, a juré lors de la manifestation : « Aussi longtemps que je serai en vie, la seule chose qui portera le nom de Netanyahu, ce seront les cimetières », a déclaré Elbag. « *Je ne veux pas bloquer l'autoroute à Tel Aviv, je veux bloquer ici pour qu'il ne puisse pas partir, jusqu'à ce que nos enfants reviennent. Tant que nos enfants ne reviennent pas, il ne partira pas.* »

Source Haaretz

- Ministre belge de la Coopération au développement : Nous soutenons la plainte de l'Afrique du Sud contre 'Israël' devant la Cour internationale de Justice si la Cour décide d'arrêter les attaques sur Gaza

- Le Premier ministre espagnol Pedro Sanchez annonce son soutien aux manifestations pro palestiniennes dans les villes espagnoles. « *Ce que nous voyons à Gaza est inadmissible. Je doute qu'Israël respecte le droit international humanitaire* », avait-il dit le mois de novembre dernier.

"Trop c'est trop" : La ministre slovène des affaires étrangères déclare que les tueries à Gaza doivent cesser - aa.com.tr 24 janvier 2024

La ministre slovène des affaires étrangères a appelé à la fin de la crise humanitaire à Gaza, où les attaques israéliennes se poursuivent depuis plus de 100 jours, déclarant que "trop c'est trop".

Et d'ajouter : "*Nous devons envisager sérieusement la solution des deux États*", seule garante de la sécurité d'Israël et de celle des Israéliens et des Palestiniens. aa.com.tr 24 janvier 2024

La Malaisie appelle à ce que la Palestine devienne membre à part entière de l'ONU - aa.com.tr 24 janvier 2024

Anwar Ibrahim a déclaré que le message avait été transmis au Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, par son ministre des Affaires étrangères, Mohamad Hasan.

"Alhamdulillah, le souhait du peuple et des dirigeants de la Malaisie que la Palestine soit acceptée comme membre à part entière de l'Organisation des Nations Unies (ONU) et l'appel à un cessez-le-feu ont été personnellement transmis par le ministre des Affaires étrangères au Secrétaire général de l'ONU à New York, le 23 janvier 2024", a déclaré Anwar Ibrahim dans un communiqué posté sur X.

Il a ajouté que son message s'inscrivait dans le droit fil de la récente déclaration du Secrétaire général de l'ONU, lors du sommet du Mouvement des non-alignés à Kampala, en Ouganda, selon laquelle le droit du peuple palestinien à établir un État indépendant ne peut être contesté.

"La paix et la tranquillité ne peuvent être atteintes et maintenues qu'à condition que les droits légitimes soient recouverts", a déclaré le premier ministre malaisien.

Il a ajouté que son pays maintenait sa position de principe selon laquelle la Palestine a le droit de former un État indépendant et souverain sur la base du tracé des frontières d'avant 1967, avec Jérusalem pour capitale.

"Si l'oppression, la violence, la privation de droits et les politiques d'apartheid sont autorisées à se répandre, il n'y aura pas moyen de vivre en toute sécurité. Il est certain qu'un jour, aujourd'hui ou demain, ceux qui sont opprimés et privés de tous leurs droits se soulèveront contre une telle injustice", a-t-il déclaré.

La semaine dernière, le premier ministre Ibrahim et les ministres de son cabinet ont apposé leur signature sur des cartes postales spéciales adressées au Secrétaire général des Nations unies, exhortant l'organisation mondiale à reconnaître l'existence d'une nation palestinienne.

Le gouvernement d'union dirigé par Anwar a également interdit aux navires battant pavillon israélien de faire escale ou d'accoster en Malaisie. aa.com.tr 24 janvier 2024

Le ministre saoudien des Affaires étrangères déclare à CNN : Pas de normalisation avec Israël s'il n'y a pas d'État palestinien - arabnews.fr 21 janvier 2024

Il ne peut y avoir de normalisation des liens avec Israël sans résolution de la question palestinienne, a déclaré le ministre saoudien des Affaires étrangères lors d'une interview diffusée dimanche sur CNN.

Interrogé sur le fait qu'il ne pouvait y avoir de relations normales sans une solution vers un État palestinien crédible et irréversible, le prince Faisal ben Farhane a répondu à CNN : « *C'est la seule façon d'en tirer profit. Donc, oui, parce que nous avons besoin de stabilité et que seule la résolution de la question palestinienne apportera la stabilité* ».

Le prince Faisal a souligné que la seule façon pour la région de connaître une véritable paix et une véritable intégration qui apporte des avantages économiques et sociaux au Moyen-Orient est « *par la paix, par un processus crédible et irréversible vers un État palestinien* ».

« *Nous sommes tout à fait prêts, non seulement en tant qu'Arabie saoudite, mais aussi en tant que pays arabes, à entamer cette discussion. J'espère que les Israéliens le seront aussi, mais c'est à eux de prendre cette décision* », a déclaré le ministre des Affaires étrangères. arabnews.fr 21 janvier 2024

Ligue arabe : accorder un pouvoir au peuple palestinien sur son territoire... et poursuivre « Israël » en justice - french.almanar.com.lb 23 janvier 2024

Le Conseil de la Ligue des États arabes, dans une déclaration finale de sa session extraordinaire tenue aujourd'hui lundi, a affirmé « *son refus de déplacer le peuple palestinien de ses terres, condamnant les crimes continus de l'agression israélienne contre le peuple palestinien et exigeant de mettre un terme au soutien en armes à l'entité israélienne* ».

Et d'ajouter : « *Les pays arabes ne permettront pas que le scénario de la Nakba palestinienne de 1948 se reproduise et ne toléreront pas les projets israéliens de déplacement du peuple palestinien* ».

Et de poursuivre: « *Les États d'Amérique et les pays qui soutiennent l'agression israélienne contre le peuple palestinien au sein du Conseil de sécurité, qui adopte deux poids, deux mesures, adoptent des positions non-conformes au droit international et au droit international humanitaire* ». french.almanar.com.lb 23 janvier 2024

Les États du Mouvement des pays non alignés ont violemment condamné l'agression israélienne, demandent un cessez-le-feu à Gaza - middleeastmonitor.com 21 janvier 2024

Le 19e sommet des États membres du Mouvement des pays non alignés (MNA) s'est achevé samedi soir en publiant la déclaration de Kampala, en criant l'agression militaire israélienne et en appelant à la mise en œuvre de la résolution du Conseil de sécurité des Nations unies pour permettre à l'aide humanitaire dans la bande de Gaza assiégée, rapporte l'Agence Anadolu.

La déclaration des 47 articles « *condamne fermement l'agression militaire israélienne illégale contre la bande de Gaza, les attaques aveugles contre les civils palestiniens, les biens de caractère civil, les déplacements forcés de la population palestinienne et appelle en outre à un cessez-le-feu humanitaire immédiat et durable* ».

Le sommet a réaffirmé la nécessité de faire des progrès substantiels et urgents vers la cessation de l'occupation israélienne, y compris la réalisation de l'indépendance et de la souveraineté de l'État de Palestine, avec Jérusalem-Est pour capitale, afin de parvenir à une solution à deux États sur la base des frontières d'avant 1967, et a affirmé l'appui à l'État de Palestine qui serait admis en tant qu'État membre de l'Organisation des Nations Unies pour qu'il puisse prendre la place qui lui revient.

La Déclaration de Kampala « *condamne toutes les mesures prises par la puissance occupante israélienne pour modifier le statut physique et démographique légal du Golan syrien occupé, et exige une fois de plus qu'il respecte les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations Unies et se retire pleinement du Golan syrien jusqu'aux frontières du 4 juin 1967* ».

La déclaration « *a également opposé l'injustice historique à l'encontre de l'Afrique et a exprimé son appui à une représentation accrue de l'Afrique au Conseil de sécurité réformé, appuyant ainsi la position commune africaine telle qu'elle ressort du Consensus d'Ezulwini et de la Déclaration de Syrte* ».

Le dix-neuvième sommet du Mouvement des pays non alignés s'est tenu en Ouganda, où le Président Yoweri Museveni a officiellement assumé la présidence du 19e Sommet du Mouvement et du mouvement pour les trois années suivantes.

Le sommet s'est également engagé à défendre et à promouvoir le respect de la Charte des Nations Unies et du droit international, en particulier les principes de souveraineté, d'égalité souveraine, d'intégrité territoriale, de non-ingérence et de règlement pacifique des différends.

La déclaration condamne également le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations.

Gaza : Borrell accuse Israël d'avoir «créé» et «financé» le Hamas pour affaiblir le Fatah 20 janv. 2024, 16:23 - Avec AFP

«*Le Hamas a été financé par le gouvernement israélien pour tenter d'affaiblir l'Autorité palestinienne du Fatah. Mais si nous n'intervenons pas fermement, la spirale de la haine et de la violence se poursuivra de génération en génération, de funérailles en funérailles*», a déclaré le chef de la diplomatie européenne Josep Borrell lors d'une allocution en espagnol à l'université de Valladolid le 19 janvier.

Le Hamas a été créé en décembre 1987 peu après le début de la première Intifada, premier soulèvement populaire palestinien dans les Territoires occupés, par un groupe de militants islamistes se réclamant des Frères musulmans, parmi lesquels l'influent cheikh Ahmad Yassine.

Le principal journal juif de l'Allemagne préconise le génocide à Gaza - middleeastmonitor.com 21 janvier 2024

Le plus grand journal juif d'Allemagne, *J'dische Allgemeine* a publié un article d'opinion jeudi, qui a effectivement approuvé le génocide à Gaza, dans le cadre de la guerre en cours d'Israël contre le peuple palestinien dans l'enclave densément peuplée.

Dans l'article de cinq paragraphes intitulé « *Les civils à Gaza ne sont pas innocents* », le « *journaliste indépendant* » Tobias Huch a déclaré que « *s'il y a une telle responsabilité collective pour les crimes, alors cela s'applique à la population de Gaza. Telle est l'amère vérité* ».

Ignorant le fait que l'armée israélienne avait été responsable de la plupart des morts au festival de musique de Nova et avait tué de nombreux Israéliens dans un kibboutz lors de l'opération de résistance palestinienne Al-Aqsa Flood il y a trois mois, Huch a attribué le massacre aux « *civils de Gaza qui avaient travaillé dans les kibboutzim pendant une longue période* ».

Le Hamas, qui est avant tout un mouvement social, doté d'une aile politique et militaire, a été démocratiquement élu en 2006. Dans le cadre de sa justification du fait que des civils ont pris sans discrimination à Gaza, l'auteur déclare : « *Selon une enquête, environ les deux tiers des habitants de Gaza ont soutenu les crimes commis le 7 octobre. C'est un nombre effroyablement élevé qui montre l'énorme soutien que le Hamas a au sein de la population.* »

Israël a frappé Damas: quatre conseillers militaires du CGRI tués en martyr - french.presstv.ir 20 January 2024

La télévision syrienne a fait part d'une frappe aérienne menée par le régime sioniste contre la banlieue de Damas.

Le Corps des gardiens de la Révolution islamique d'Iran a déclaré que quatre de ses conseillers militaires ont été tués avec un certain nombre de forces syriennes.

L'attaque visait un immeuble résidentiel de trois étages dans le quartier al-Mezza de Damas, qui abrite plusieurs missions diplomatiques.

« *Une fois de plus, le régime sioniste barbare et criminel a lancé une agression contre la ville de Damas, et un certain nombre des forces syriennes et quatre conseillers militaires de la République islamique d'Iran ont été tués en martyr lors du raid aérien mené par des avions de combat des forces du régime usurpateur* », indique le communiqué du CGRI.

Frappe aérienne israélienne contre Damas

Certaines sources parlent de la mort du secrétaire général du Jihad islamique de la Palestine (JIP), Ziad al-Nakhalah, ce qui a été démenti par le mouvement.

Cité par le journal syrien Al-Watan, Ismaïl al-Sindawi, le représentant du JIP en Syrie, a précisé que tous les membres de ce mouvement installés à Damas sont sains et saufs et qu'aucun de ses bureaux à Damas n'a été touché.

Essam Al-Amin, directeur de l'hôpital Al-Mowasat à Damas, a déclaré que son hôpital avait reçu un cadavre et trois blessés, dont une femme, à la suite de l'attaque de samedi.

Attaque de l'artillerie de l'armée israélienne contre des positions de l'armée syrienne

L'armée israélienne a annoncé également vendredi soir avoir visé les positions de l'armée syrienne.

A lire: Syrie : la DCA déjoue une agression aérienne israélienne contre la périphérie de Damas

L'armée syrienne n'a pas réagi à cette nouvelle, elle ne l'a ni démentie ni confirmée.

Les attaques contre les positions de l'armée israélienne se sont considérablement multipliées depuis le début de l'opération Tempête d'Al-Aqsa en Palestine occupée. french.presstv.ir 20 January 2024

France occupée (Vigipirate et Sentinelle)

Secret de polichinelle. Qui peut croire un ministre ?

La presse russe publie une liste de 13 « mercenaires » français morts en Ukraine - Réseau Voltaire 22 janvier 2024

Alors que les autorités françaises ont formellement déclaré qu'il n'y avait pas de « mercenaires » français en Ukraine, la presse russe publie une liste de 13 noms correspondants à certaines des victimes du bombardement de Kharkiv/Kharkov le 17 janvier.

- Albert Emeric (né le 22 décembre 1999),
- Alexis Drion (13/06/1986),
- Béranger Guillaume Alain Minault (30/12/1978),
- Valentin Dupois Mel (02/01/1994),
- Gilles Bernard Sylvain (10 /27/1980),
- Jacques-Pierre Gabriel Evrard Philippe (29/09/1987),
- Jean-Pierre Bonneau Chris Heray (17/07/1999),
- Maris André Dubois Clément (28/09/1995),
- Marcellin Demont (05 /23/2002),
- Sébastien Claude Rémy Benard (04/04/1974) ,
- Thomas Jeremy Nathan Gourrier (24/02/1996),
- Charles Bertin Roussel (01/09/1996),
- Emmanuel Tanguy Kenneth Delange Grandal (26/09/1996) /1998)

France. Régime policier et justice de classe.

La semaine dernière, trois policiers impliqués dans « *l’Affaire Théo* » ont été condamnés à des peines allant de trois mois à un an de prison avec sursis, dont la peine la plus sévère infligée au policier auteur du coup de matraque.

Ce jugement est intervenu sept ans après l’incident qui a laissé Théo Luhaka avec des séquelles irréversibles. Le jeune homme, alors âgé de 22 ans, a été gravement blessé à l’anus par la matraque d’un policier lors de son interpellation. Les détails du procès révèlent un usage disproportionné de la force, y compris des tirs de gaz lacrymogène et des coups portés alors que Théo était menotté au sol.

La députée LFI Mathilde Panot - *"Il est évident que le deux poids deux mesures qui peut exister dans les peines qui sont rendues, quand on se rappelle que, lors des révoltes urbaines, un jeune avait pris dix mois de prison ferme pour un vol de canette de RedBull, lorsque l'on compare évidemment le fait d'avoir rendu infirme à vie une personne [...] apparaît comme un deux poids deux mesures qui est insupportable dans notre pays"*. aa.com.tr 25 janvier 2024

Totalitarisme. Militarisation anglo-saxonne de la jeunesse et de la société.

Voici l’uniforme à l’école, au collège et au lycée proposé par le gouvernement - Le HuffPost 20 janvier 2024

L’uniforme à l’école devient de plus en plus concret. Ce vendredi 19 janvier, Le Figaro dévoile le trousseau vestimentaire concocté par le gouvernement pour son expérimentation à la prochaine rentrée scolaire de septembre dans plusieurs établissements.

On trouve un polo blanc ou gris, un pull bleu marine et un pantalon gris anthracite pour les élèves de l’école élémentaire au lycée. À l’école maternelle, une blouse est privilégiée, comme on peut le voir en images dans le tweet ci-dessous. La tenue - « *made in France* » - voulue par l’exécutif sera mixte, sobre et « *sportswear* », loin des tenues plus strictes de certains établissements sous contrat.

D’un montant de 200 euros par élève, le trousseau de « *cinq polos, deux pulls et deux pantalons* » sera financé intégralement, par les collectivités et l’État.

Si Emmanuel Macron vise la généralisation du port de l’uniforme dans les établissements scolaires publics à partir de 2026, comme il l’a dit lors de sa conférence de presse cette semaine, c’est pour le moment une centaine d’établissements volontaires qui seront concernés début septembre.

Imposture de gauche. « *changer la vie* » mais surtout pas de régime ou quand le macronisme de gauche vous tend la main : Coupez-la !

Après ce remaniement à droite, Olivier Faure tend la main aux déçus du macronisme - Le HuffPost 19 janvier 2024

Dans une tribune publiée dans Le Monde ce vendredi 19 janvier, le premier secrétaire du Parti socialiste, Olivier Faure, lance un appel à ceux « *qui ont pu croire au “en même temps”* » promis par Emmanuel Macron et qui ne se retrouvent plus dans ce nouveau gouvernement qui penche considérablement à droite.

Ils invitent ces électeurs à « *bâtir ensemble une alternative radicale qui autorise à nouveau l'espoir de changer la vie* », et « *ouvrir une nouvelle ère* ». Le HuffPost 19 janvier 2024

J-C – On croyait que c'était en fournissant des dirigeants au parti de l'extrême centre de Rothschild et Cie. que le PS avait ouvert « *une nouvelle ère* » !

Russie.

Nations unies : Lavrov dénonce «l'assistance maniaque» des Occidentaux à l'Ukraine - RT 22 janvier 2024

Lors d'une intervention au Conseil de sécurité des Nations Unies ce 22 janvier, le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a vivement critiqué «*l'assistance maniaque*» que les Occidentaux apportent à l'Ukraine, l'incitant à poursuivre «*des opérations militaires insensées*».

Celui-ci a notamment dénoncé le «cynisme» dont fait part, à ses yeux, l'administration Biden, renvoyant à des propos tenus par le Secrétaire d'État Anthony Blinken le 7 décembre 2023, jour où une importante enveloppe d'aide militaire avait été soumise au vote du Congrès.

«*Nous avons notamment appris, grâce à leurs déclarations, que près de 90% du budget militaire alloué au régime de Kiev par les Américains reste aux États-Unis, vise à développer le complexe militaro-industriel et à moderniser les armements, les vieilles armes quant à elles sont utilisées en Ukraine*», a fustigé le chef de la diplomatie russe.

Ce dernier a par ailleurs souligné le nombre important d'entreprises et usines, «notamment de production de lithium», qui «*ont été vendues aux Américains*». «*Les terres arables du pays leur ont également été vendues, à bas coût et de manière indéfinie*», a poursuivi le diplomate.

«*Il n'est donc pas question de financer une guerre – qui a déjà fauché des centaines de milliers de vies en Ukraine – mais de mener des projets commerciaux rentables*», a fustigé Sergueï Lavrov.

Les Européens «*devraient enfin se réveiller et comprendre qu'en aidant le régime de Zelensky, les États-Unis font non seulement la guerre à la Russie, mais œuvrent également à*

affaiblir l'Europe en tant que concurrent économique», a assuré le diplomate, évoquant au passage le cas du sabotage des gazoducs Nord Stream 1 et 2 fin septembre 2022.

Le ministre russe des Affaires étrangères est également revenu sur les frappes meurtrières qui ont eu lieu fin décembre contre le centre-ville de Belgorod le 30 décembre 2023, ainsi que sur un marché de Donetsk le 21 janvier. Des frappes qui ont respectivement tué 25 et 27 personnes. *«Le sang de dizaines de civils, ayant perdu la vie, est sur les mains et la conscience de ceux qui arment le régime de Zelensky tout en affirmant officiellement que les autorités de Kiev ont le droit de choisir leurs propres objectifs»,* a accusé Sergueï Lavrov.

Ce dernier a alors dressé un parallèle avec le bombardement de Dresde à la fin de seconde guerre mondiale, ville allemande bombardée par les Anglo-saxons *«sans que la moindre nécessité militaire le justifie»,* tuant en quelques jours des dizaines de milliers de civils. *«Plus récemment»,* a poursuivi le diplomate, *«ils ont rayé de la carte»* les villes irakienne de Mossoul et syrienne de Raqqa. Deux bastions de l'Etat islamique au Moyen-Orient, dont la reprise en 2017 par les forces irakiennes et kurdes, épaulées par la coalition, a causé la mort de milliers de civils.

«Ils ont trouvé des personnes prêtes à mettre en œuvre leurs instincts barbares», dénonce Lavrov, ajoutant que *«l'Occident peut ainsi faire la guerre à la Russie avec les Ukrainiens sans sacrifier ses propres soldats».*

Le chef de la diplomatie russe a réitéré que Moscou n'avait *«jamais refusé les négociations».* *«Ceci étant dit, il ne s'agit pas de négocier avec pour objectif de maintenir au pouvoir les autorités de Kiev et de préserver leurs fantasmes, mais plutôt (...) de régler les causes profondes de la situation tragique en Ukraine»,* a-t-il insisté.

«Tout autre plan ou formule de paix – plans et formules que continuent de porter le régime de Kiev et de ses parrains – ne vise pas à la paix et ne sert que de prétexte pour poursuivre la guerre et continuer de recevoir des fonds des contribuables occidentaux», a dénoncé le diplomate.

De Copenhague à Davos, en passant par Djeddah, l'Ukraine et ses alliés occidentaux promeuvent depuis des mois la *«formule Zelensky».* Une formule, en dix points, correspondant selon Moscou aux seules exigences de Kiev et à laquelle le président ukrainien tente de rallier depuis des mois le plus de pays possibles. Parmi ces points, notamment, Kiev exige le contrôle de tous les territoires sur lesquels il estime être souverain, ainsi que des réparations.

«Nous regrettons que le secrétaire de l'ONU ait mis en danger sa réputation en participant aux réunions au format surréaliste de Copenhague», a par ailleurs déclaré Sergueï Lavrov.
RT 22 janvier 2024

LE SOCIALISME

Le 31 janvier 2024

Le petit cheval

Le petit cheval dans le mauvais temps
Qu'il avait donc du courage
C'était un petit cheval blanc
Tous derrière, tous derrière
C'était un petit cheval blanc
Tous derrière et lui devant

Il n'y avait jamais de beau temps
Dans ce pauvre paysage
Il n'y avait jamais de printemps
Ni derrière, ni derrière
Il n'y avait jamais de printemps
Ni derrière, ni devant

Mais toujours il était content
Menant les gars du village
À travers la pluie noire des champs
Tous derrière, tous derrière
À travers la pluie noire des champs
Tous derrière et lui devant

Sa voiture allait poursuivant
Sa belle petite queue sauvage
C'est alors qu'il était content
Tous derrière, tous derrière
C'est alors qu'il était content
Tous derrière et lui devant

Mais un jour, dans le mauvais temps
Un jour qu'il était si sage
Il est mort par un éclair blanc
Tous derrière, tous derrière
Il est mort par un éclair blanc
Tous derrière et lui devant

Il est mort sans voir le beau temps
Qu'il avait donc du courage
Il est mort sans voir le printemps
Ni derrière, ni derrière
Il est mort sans voir le beau temps
Ni derrière ni devant

Paroliers : Georges Charles Brassens / Paul Jules Jean Fort

On aura reconnu la posture de la Première ministre française dont on ignore si elle verra le printemps...

C'était juste une touche un doigt cosmétique, je voulais dire comique, si je puis dire !

Mais rassurez-vous, selon un sondage Odoxa – Mascaret pour Public Sénat et la presse régionale, elle devient la personnalité politique préférée des Français, avec 44 % d'adhésion, devant le Young leader Edouard Philippe, suivi de près des nazillons de service, Marine Le Pen et Jordan Bardella.

La suite de ce sondage était pour le moins cocasse, ridicule à souhait, il faut dire qu'on atteint vite le grotesque dès que Macron et ses acolytes sont évoqués ; C'est inévitable avec des personnages aussi suffisants ou sulfureux et tellement insignifiants, même pour les médias qui leur sont acquis, sauver les apparences de ces mégalomanes enragés devient une épreuve à risque ou hautement compromettante. Et pour cause :

- Près de la moitié des sondés estiment que le nouveau Premier ministre n'exercera pas pleinement sa mission et qu'il restera un simple « *collaborateur* » du Président. Ils sont aussi 54 % à penser que Gabriel Attal ne parviendra pas à diriger les ministres de son gouvernement « *avec autorité* ». Enfin, pour 60 % des Français, il ne ferait pas un bon candidat pour représenter la majorité à l'élection présidentielle de 2027. Publicsenat.fr 30 janvier 2024

On se demande où ils ont été cherchés ces 60 % de Français, sachant que la popularité de Macron n'a jamais atteint le tiers ou qu'elle se situerait dorénavant plus près de 10%, sauf chez les vieux déjà fossilisée ou de préférence réacs, parce que pour eux il incarne la stabilité de l'Etat, des institutions, du régime, de leur propre état de santé précaire, fragilisé par l'âge.

On ne s'étendra pas sur la situation sociale et politique en France qui ne présente aucun intérêt vue d'ici en Inde ou ailleurs, car la France est devenue un pays insignifiant ou un pays comme les autres, une puissance moyenne de second ordre. Les entreprises cotées au CAC40 réalisent la majorité de leurs chiffres d'affaires hors de France et leurs actionnaires sont étrangers à hauteur de 50% environ, je n'ai plus les chiffres exactes en tête, quant aux produits étiquetés made in France, pour une grande partie d'entre eux il n'y a plus que les étiquettes qui sont fabriquées en France, et ne parlons pas de la croissance économique en berne, du déficit commercial ou de l'endettement de l'Etat, le PIB repose également en partie sur du vent ou les services comme aux Etats-Unis ou alors sur l'économie de guerre...

On avait imaginé que ce pays pourrait être à nouveau en première ligne de la lutte de classe, mais force est de constater que le mouvement ouvrier français s'est aligné sur l'idéologie made in USA, autant dire que sa décomposition s'est plutôt accélérée au lieu de se recomposer sur des bases saines ou de renouer avec le socialisme, alors qu'est-ce qu'on devrait en attendre, rien ou pas grand-chose en attendant des jours meilleurs.

Ce pays, ses élites et les intellectuels, les classes moyennes, ont adopté le mode de penser et la culture nihiliste ou dégénérée des anglo-saxons se condamnant à la décadence et à un dénouement qui leur sera fatal, sa grandeur n'est plus qu'un vague souvenir vouée à

disparaître au fur et à mesure que les oripeaux du colonialisme seront réduits en poussières, seuls des conservateurs nostalgiques et réactionnaires y font encore références ou s'y raccrochent désespérément de nos jours, si bien que ce qu'elle a pu apporter à la civilisation devient inaccessible à ceux qui s'en réclament, j'entends de la civilisation qui s'effondre partout en Occident. C'est comme les dernières traces du progrès social vouées au même destin si on n'y prend pas garde, sans qu'émerge un nouveau courant politique humaniste pour le sauver du péril qui le menace.

La guerre purificatrice n'a pas encore atteint le degré de destruction et de fusion suffisante pour faire fondre les ultimes illusions dans le vieux monde capitaliste pourrissant d'où jaillira la révolution sociale et politique annonçant le règne de la liberté. Concevoir qu'il faille encore en passer par un drame aussi douloureux pour qu'enfin notre utopie se réalise n'est pas à la portée de tout le monde, semble-t-il, dans le cas contraire on éviterait d'en passer par là ou on s'épargnerait tant de souffrances injustes et inutiles, qui fatalement n'en doutons pas nous frapperont directement.

Dans notre inconscience on a voulu éviter le pire... en le provoquant. Le jour où on aura compris cela, on aura réalisé un pas décisif vers notre libération, et si ce n'est pas demain la veille que cela se produira, un jour ou l'autre nous serons amenés à l'admettre, c'est rassurant n'est-ce pas ? Non, dommage, car à l'heure qu'il est, on n'a rien de mieux à se mettre sous la dent pour ne pas sombrer dans la dépression ou faire naufrage.

Ce brin d'espoir sorti des ténèbres de ce siècle, ne vous fait-il pas penser à cette magnifique fleur de nénuphar jaillissant soudain de la vase à la surface d'un étang aux eaux profondes et sombres ? La vie est merveilleuse.

Il n'y a rien de féérique là-dedans, c'est la stricte réalité, elle peut-être laide ou belle selon ce qu'on en fait, cela ne dépend que de nous, dès lors qu'on la prend ou non dans son intégralité. La dialectique de la nature s'applique à la nature humaine et à l'histoire des hommes, faisons en sorte ensemble qu'ils cessent de l'ignorer et l'avenir nous appartiendra, le socialisme.

Quand les yéménites tirent des missiles, aucun navire ne coule, quand le Hezbollah tire des missiles sur une caserne israélienne, tout au plus il y a 2 ou 3 blessés généralement, quand Tsahal bombarde les Palestiniens ils font en moyenne une centaine de morts...

Petite histoire indienne.

Ma jeune voisine Kajelvéli s'était fait embaucher dans une usine d'embouteillage quatre jours avant la fête nationale (au Tamil Nadu) Pondal. Elle perçut son salaire plus un sari en cadeau, et elle n'est jamais retournée travailler prétextant que le travail était trop dur, rester debout toute la journée. J'en déduisis que mes conseils n'avaient servi à rien, remarquez que je ne m'étais fait aucune illusion sur leur effet, j'avais seulement accompli mon devoir en partageant avec elle ma longue expérience de la vie

Trois jours plus tard elle s'engueula encore avec son époux et elle se barra chez sa mère en emmenant leurs deux petites filles plus l'unique smartphone du ménage. Cette fois elle prétextait qu'il aurait eu des attouchements sexuels avec leur fille cadette Soubachri, elle doit avoir 6 ou 7 ans, Bomika l'aînée 9 ans je crois, elle a le même âge que Womsika la petite-fille de ma compagne. Ce serait la gamine qui l'aurait raconté à sa mère, qui l'a ensuite répété à plusieurs femmes du village dont ma compagne, étant trop idiote pour penser que si cette histoire faisait le tour du village son époux pourrait avoir de graves ennuis ou se faire lyncher à mort. Cela arrive encore en Inde plus souvent qu'on ne le croit, à moins que la famille de son époux s'en prenne à elle ou lui règle son compte pour se venger. Finalement, elle aurait inventé toute cette histoire, que nous n'avions pas crue la connaissant.

Pourquoi je vous raconte cela, histoire de dire que la lutte des classes est étrangère à la plupart des Indiens, leur principale préoccupation demeurant de résoudre quotidiennement la question de leur survie.

En ce jour de célébration de la Constitution indienne entrée en vigueur le 26 janvier 1950 (férié dans toute l'Inde), dans mon village un jeune de 20 ans s'est pendu la nuit dernière, parce qu'il avait surpris son épouse se faire embrasser par un autre garçon. Cela aussi est un banal fait divers en Inde, dans tous les villages où j'ai vécu, j'ai été témoin de suicides d'hommes et de femmes relativement jeunes que je connaissais, l'un d'entre eux avait fait la peinture de notre maison quand nous vivions sur une plage à Tandiriamkupam. D'autres sont morts accidentellement ou bêtement de la circulation, d'empoisonnements alimentaires, de piqûres de serpents, de noyade, une vraie hécatombe, au point qu'il m'est arrivé d'en sauver un et d'intervenir trop tard pour deux d'entre eux, dont un enfant d'une dizaine d'années.

Si je vous racontais toutes les histoires qu'on m'a contées, vous en seriez effrayés ou vous en feriez des cauchemars. Certes, on est loin des scènes de guerre avec ses massacres de civils innocents, mais tout de même on sent rôder la mort omniprésente, tapis dans l'ombre, elle est prête à frapper à la moindre occasion et elles ne manquent pas, au point qu'on pourrait affirmer qu'elle fait partie de notre quotidien. C'est d'ailleurs un sujet qui revient sans cesse dans les conversations des Indiens qui se déroulent sur fond de superstitions et d'obscurantisme religieux, si bien qu'ils ne sont pas près de saisir l'origine de la menace qui plane sur leur existence. C'est ce qui tend à les rendre fatalistes au lieu de participer à l'élévation de leur niveau de conscience, ce qui explique en partie pourquoi leur mode de pensée est demeuré aussi archaïque ou il n'a pas profité du développement économique à marche forcée des trois dernières décennies pour évoluer.

Boycott des élections européennes !

Comment peut-on encore participer à cette officine politique de l'OTAN, à cette agence de l'oligarchie financière totalitaire ?

C'est à croire que pour exister ils ont besoin d'y participer.

L'idéologie transgenre est inhumaine, parce qu'elle nie le fait fondamental qu'il y a des hommes XY et des femmes XX, qui le resteront quelles que soient les tortures chirurgicales ou médicamenteuse qu'ils s'imposeront.

Pourquoi la liberté est-elle si chère au cœur des hommes, pourquoi est-elle indissociable de leur évolution, pourquoi les en priver signifierait leur disparition?

La liberté nous renvoie à la propriété physique fondamentale à l'origine de la diversité de la matière, de la transformation de ses éléments les plus simples dans le temps et dans l'espace, de sa capacité à passer de l'état inorganique à l'état organique, de s'organiser selon des schémas complexes pouvant adopter les formes stables les plus diverses ou à l'infini, donner naissance à l'ensemble des espèces qui se succéderont au cours du temps, dont nous sommes une des modestes composantes.

J'ai cru comprendre que pour faire un bon médecin il ne suffisait pas de posséder des connaissances en biologie, et que celles en physique et en chimie, ainsi qu'en anthropologie étaient également indispensables, je suis arrivé à la conclusion que l'ensemble de ces connaissances l'étaient aussi pour faire un homme ou une femme consciente ou à la formation d'un militant, qui plus est d'un dirigeant, on pourrait en ajouter bien d'autres évidemment.

Une fois qu'on a acquis le mode de pensée du matérialisme dialectique, ce qui pour moi correspond à la définition du marxisme, on dispose d'une liberté de pensée qui nous ouvre toute les portes de la connaissance sans qu'elle demeure figée, mais soit vouée à évoluer. La théorie de l'évolution est liée à la liberté, à cette faculté que nous offre la liberté de remettre sans cesse en cause nos connaissances, sans jamais revenir en arrière ou retomber dans l'ignorance grâce aux instruments de la logique que nous avons développés ou forgés et qui dorénavant structure notre pensée, encore faut-il les avoir mérités ou les avoir suffisamment pratiqués pour en tirer profit et progresser, améliorer son niveau de conscience.

Un corps privé de liberté meurt, pire, il ne peut pas se reproduire pour assurer la pérennité de son espèce qui disparaît à jamais.

La liberté est associé au mouvement, celui des électrons, mais aussi des protons et neutrons qui composent le noyau de l'atome va donner naissance tous les éléments chimiques présents dans l'univers, y compris ceux dont nous sommes constitués. La liberté serait alors plutôt synonyme d'énergie. S'il faut une source d'énergie pour exciter les atomes, on a découvert que l'énergie ou la lumière était aussi de la matière, mieux, chaque atome en renfermerait, mais je crois qu'on n'a pas encore trouvé d'explication cohérente à ce phénomène, de la même manière on ignore toujours par quels phénomènes des atomes d'hydrogène en se combinant ont pu déclencher le processus qui allait donner naissance aux différents éléments chimiques élémentaires qui composent l'univers, hormis que ce processus fut accompagné d'une intense chaleur et pression.

Si la liberté va de pair avec l'expansion de l'univers, on comprend mieux pourquoi elle acquiert forcément pour les hommes une notion universelle, et ce n'est pas un hasard si c'est à ce niveau-là que le socialisme la situe. Mais hélas la plupart des hommes continuent de

l'ignorer, d'où le combat politique que nous menons pour qu'un jour le règne de la liberté triomphe. C'est l'unique objet de notre engagement politique.

Trois commentaires publiés par Le Grand Soir

1- « *On n'a toujours pas d'explication convaincante sur la raison qui explique pourquoi le socialisme a échoué en Russie là où il a réussi en Chine ?* »

Ah bon, tiens donc ? Si le socialisme "*a réussi en Chine*", je crois qu'il est plus que temps de devenir antisocialiste ! Pour rien au monde je ne voudrais aller vivre en Chine. En revanche, j'aurais bien voulu vivre en Libye du temps de Kadhafi, car à tout bien considérer, c'était l'État le plus socialement avancé de la planète du point de vue du socialisme, dans les conditions données de l'époque j'entends, surprenant n'est-ce pas ? Je suis indépendant et je me contrefous des critiques infondées ou malintentionnées, je m'en tiens aux faits, à ce qui définit le socialisme. Dommage que Kadhafi ne soit jamais devenu socialiste. Cela va faire sourire, et j'en rigole déjà. Passons.

2- "*Marx n'avait envisagé le socialisme qu'en succession à un capitalisme développé, Lénine a dû l'envisager dans un pays où le capitalisme était embryonnaire...*"

Marx avait raison selon les conclusions auxquelles je suis parvenu, je les ai livrées dans une récente causerie dans mon blog. J'espère me tromper avec mon maître. J'ai renvoyé l'avènement du socialisme à fin du XXI^e siècle ou dans un siècle quand la mondialisation sera sur le point d'être achevée, quand l'Afrique avec ses 54 États aura cessé d'être une colonie des grandes puissances, ainsi que l'Amérique latine, centrale et du sud, l'Europe centrale, le reste de l'Asie, ce n'est pas demain la veille...

Cela dit, Lénine a fait au mieux dans des conditions très défavorables avant que les suites de l'attentat qui l'avait visé ne l'emportent. Les Communistes aussi avaient fait de leur mieux, dans des conditions pires encore, tenir 72 ans fut héroïque ! Si demain une révolution éclatait quelque part, on la soutiendrait évidemment, bien qu'elle connaîtrait sans doute le même triste sort.

Le socialisme n'est pas universel pour des prunes, on a eu tendance à l'oublier...depuis la mort de Lénine justement.

Être marxiste, c'est être un brin lucide et raisonnablement optimiste, mais jamais populiste ou prendre ses désirs pour la réalité.

Vive Marx, Engels et Lénine, vive le socialisme ou le communisme !

3- On connaît l'histoire des classes sociales, de l'Etat, et des modes de production. On sait quand, comment, à quel moment ils sont apparus et pourquoi ils ont disparu. En revanche, c'est beaucoup plus flou quand il s'agit d'aborder les différents régimes politiques qui se sont succédés sous un même régime économique, surtout sous le régime capitaliste au cours du XX^e siècle jusqu'à nos jours.

Si je ne dis pas de bêtise, il semblerait que ce soit un ensemble de conditions ou rapports économiques qui dictent quel régime politique leur convient le mieux, et comme ces facteurs économiques sont instables, il paraît normal que le régime politique s'adapte en fonction des modifications dont font l'objet ces rapports, le tout sur fond de crise du capitalisme qui se répercute de différentes manières selon les Etats ou pays à notre époque, et influencera les rapports entre les classes, la lutte des classes.

Qu'en est-il en 2024 à l'échelle mondiale et dans les pays qui présentent la particularité de pouvoir peser sur le cours de la situation mondiale, et par voie de conséquence en Palestine occupée ?

La réaction a le champ libre et elle en a conscience.

Pendant près de trois ans à partir de janvier 2020 ou le lancement du Great Reset, on a été soumis à un coup d'Etat et à une dictature hygiéniste commanditée par le clan de l'oligarchie anglo-saxonne le plus puissant sans que les Etats et les peuples ne se révoltent, puis dans la foulée une dictature énergétique et climatique commença à sévir sans davantage de réaction, elle se combina avec une guerre contre un régime néonazi armé par l'OTAN ou les Etats-Unis et ses vassaux qui dure depuis bientôt 2 ans, et depuis le 7 octobre 2023 les sionistes nazis se livrent à un génocide en règle du peuple palestinien sans qu'aucun des Etats les plus puissants ne rompent avec les Etats-Unis qui arment l'Etat israélien, et dans aucun pays des millions de travailleurs ne sont descendus dans la rue pour soutenir les Palestiniens, pire, même le mouvement ouvrier n'a pas été capable de mobiliser l'ensemble de ses forces.

Autrement dit, pourquoi voudriez-vous que Netanyahu et sa clique d'assassins réagissent au verdict de la Cour Internationale de Justice et cessent leur guerre d'extermination ?

La réponse n'est pas à chercher du côté économique, puisque les gangsters de la finance détiennent la planche à billets, et sur le plan politique, c'est la bérézina puisque leurs opposants ou le mouvement ouvrier est en état de déliquescence avancé.

Un pétard mouillé.

La défaite de l'Occident : Emmanuel Todd lance une bombe par Rosa Llorens - Le Grand Soir 26 janvier 2024

<https://www.legrandsoir.info/la-defaite-de-l-occident-e-todd-lance-une-bombe.html>

Extrait.

L'étude de l'évolution des pays de l'Ouest est particulièrement riche en surprises et en concepts (c'est-à-dire outils de réflexion). Toute une série d'entre eux réunit l'Europe de l'Ouest et les Etats-Unis : la religion zéro, le nihilisme, l'oligarchie.

J-C – Il manque la technocratie.

On retrouve ici un grand classique toddien : le rôle du protestantisme dans le décollage économique de l'Europe du Nord-Ouest, puis des Etats-Unis, mais aussi une thèse désormais admise : l'alphabétisation de masse réalisée par le protestantisme, qui a d'abord favorisé la démocratie, a débouché sur une nouvelle inégalité, celle des éduqués supérieurs, et les autres. Les éduqués supérieurs forment aujourd'hui une caste à part, qui ignore le peuple : aussi le travail des politiciens est-il désormais de tromper le peuple, pour lui faire accepter des politiques contraires à ses intérêts ; le régime des pays occidentaux ne peut plus être appelé une démocratie, nous sommes en oligarchie, et la guerre en cours n'est pas celle des démocraties contre les régimes autoritaires, mais celle de l'oligarchie libérale contre la démocratie autoritaire (et, dans ces deux formules, précise Todd, le nom est aussi important que l'adjectif).

J-C – C'est plutôt la guerre entre des puissances qui ne sont pas parvenues en même temps au même rythme ou niveau de développement économique et qui sont amenées à s'affronter pour poursuivre et achever la mondialisation ou assurer la survie du capitalisme en recourant à différents moyens... dont toujours et encore à la guerre ! Attendez que la Russie et la Chine ainsi que leurs alliés des Brics+ remplacent les Etats-Unis dans le rôle de gendarme du monde, et vous vous apercevrez qu'ils sont amenés à remplir la même fonction avec la même brutalité ou cruauté.

L'oligarchie est évidemment en lutte contre tout ce qui est collectif, contre les valeurs communes, contre la religion, et même la « *religion zombie* » (où la croyance religieuse s'est effacée mais où ses valeurs continuent à structurer la morale et les engagements politiques). Dans ce contexte de religion zéro, on constate aujourd'hui une atomisation de la société, et une anomie morale ; or, l'individu, réduit à lui-même, n'a pas gagné en liberté, il s'est retrouvé angoissé et impuissant : c'est le nihilisme. Ce désarroi généralisé est accru par la guerre que les classes dominantes livrent à la réalité, propageant par les médias des convictions contraires à la réalité : c'est le cas de l'idéologie transgenre, qui nie le fait fondamental : il y a des hommes XY et des femmes XX qui resteront toujours tels, quelle que soit la violence des opérations que l'industrie chirurgicale et médicamenteuse peut leur faire subir.

De ce point de vue de l'idéologie LGBT (etc.), l'étude consacrée aux pays scandinaves est intéressante : Todd démolit le mythe d'une Suède égalitaire et pacifique : au XVIIe siècle, elle s'est consacrée, sous Gustave II Adolphe, à une entreprise impérialiste, devenant une puissance de premier plan dans l'atroce Guerre de Trente Ans ; et, en 2017 (la boucle est bouclée) elle a rétabli le service militaire, alors qu'elle se présente comme le pays le plus féministe du monde : la présence de ministres femmes ne change rien à la politique d'un pays. N'y aurait-il pas même un rapport entre féminisme et bellicisme ? demande malicieusement Todd. Il semble qu'une fois au pouvoir, les femmes veulent montrer qu'elles en ont autant que les hommes.

J-C – Dans le camp de la réaction les femmes de pouvoir sont généralement de dangereuses fanatiques, hystériques, d'une cruauté inimaginable.

Mais les analyses les plus percutantes concernent la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, et notamment leur évolution socio-religieuse.

Le chapitre sur la Grande-Bretagne a pour sous-titre : « *Croule Britannia* » (toujours l'humour anglais de Todd). Inutile de redonner les chiffres de la désindustrialisation ; il est plus intéressant de remarquer que plus la GB est affaiblie, plus elle est violemment belliciste, comme si les gesticulations guerrières devaient cacher son état réel, et plus elle se lance dans une politique d'affirmative action : les minorités ethniques sont surreprésentées dans les public schools les plus prestigieuses, comme au gouvernement : dans le gouvernement Liz Truss on trouvait des ministres originaires du Ghana, la Sierra Leone, l'Inde ; le gouvernement actuel est présidé par un anglo-indien, de nombreux Anglo-Pakistanaïens ont été ou sont ministres. Cela veut-il dire que la GB a renoncé au racisme induit par le protestantisme (les hommes ne sont pas égaux, certains sont des élus, d'autres des réprouvés en puissance) ? La thèse de Todd est moins naïve : le sentiment raciste a été reporté de la couleur sur la classe ; depuis le XIXe siècle au moins les Anglais de la bonne société considèrent les ouvriers comme une race à part (il suffit de voir le type de langage qu'Agatha Christie prête aux rares ouvriers de ses romans, analogue à la « *langue paysanne* » des comédies de Molière). Aujourd'hui, ils se sentent bien plus proches des « *coloured people* » riches et bien éduqués que des Anglais du peuple. On peut même considérer la nomination de ministres de couleur comme une vengeance sadique à l'égard de ceux-ci : les classes supérieures prennent plaisir à soumettre les classes inférieures à des Noirs ou gens de couleur en général.

J-C – Le raciste demeurera lié à la couleur de la peau et autres particularités morphologiques ou biologiques, aussi longtemps que le capitalisme existera, les Etats-Unis l'illustrent quotidiennement entre autres.

Aux Etats-Unis aussi, l'effondrement du protestantisme met fin au dogme de l'inégalité des hommes ; mais, là, ce dogme avait permis la cohésion du melting pot aux EU, en opposant des Indiens d'abord, puis des Noirs inférieurs, à des Blancs supérieurs et donc égaux entre eux. Si sa disparition met fin à un racisme systématique, il sonne aussi la fin de l'égalité (symbolique, certes) des Blancs, d'où la frustration, la démoralisation des Blancs perdants, ouvriers, chômeurs, électeurs de Trump, bref des « *deplorable* » d'Hillary Clinton. Mais la situation n'est pas plus réjouissante pour l'immense majorité des Noirs, dans un pays soumis au néo-libéralisme, où l'ascenseur social, comme en France, s'est bloqué : s'ils sont surreprésentés au gouvernement, ils le sont aussi dans les prisons et dans les catégories les plus pauvres.

Mais l'économie étasunienne n'est pas plus brillante que sa société : le PIB n'est qu'une illusion ; Todd propose de le remplacer par un PIR (produit intérieur réel, ou réaliste), en le dégonflant de toutes les activités inutiles, non productrices de richesse, voire néfastes (« *médecins tueurs* », qui prescrivent des opioïdes pour assurer la paix sociale, avocats surpayés, économistes, « *grands prêtres du mensonge* », etc.) : Le PIB se verrait ainsi réduit de moitié. En appliquant cette correction, on comprend comment la Russie, dont on nous donne le PIB à 3,3 % de celui de l'Occident, peut fabriquer plus d'armes, ultra-modernes, que lui. Le déclin économique des Etats-Unis, encouragés par la domination du dollar à délaïsser les activités productrices au profit des affaires (production d'argent sans aucune production réelle) aboutit à un déficit sévère d'ingénieurs (deux fois plus peuplés que la Russie, ils produisent, en pourcentage, trois fois moins d'ingénieurs, et, en quantité absolue, pas très loin de deux fois moins).

J-C – Ce constat et celui qui se poursuit au paragraphe suivant, est la traduction de la crise du capitalisme qui nécessite un remodelage des institutions qui incarnent le pouvoir politique mondial, rôle que se disputent les tenants de Davos et ceux des Brics+, pour affronter les gigantesques défis auxquels ils vont être rapidement confrontés ou la lutte de classe du prolétariat mondial qui n'entend pas être réduit en esclavage.

Cette dégénérescence économique, morale, sociale de l'Occident explique que le Reste du Monde ait refusé de suivre les Etats-Unis dans la condamnation de la Russie et les sanctions. Todd parle même d'un soft power russe : si, au siècle dernier, c'était le communisme qui se présentait comme une idéologie universelle, aujourd'hui c'est le « conservatisme » moral de la Russie. L'Occident qui, dans son arrogance, avec ses siècles de colonisation, était sûr de rallier le Reste du Monde à ses valeurs, s'est rendu compte que celles-ci ne séduisaient pas, que, tout au contraire, le Reste du Monde se reconnaissait dans le refus russe de la domination LGBT, et de l'idéologie transgenre. C'est ce « *conservatisme* » qui permet à la Russie de rallier les pays les plus différents, et même ennemis, comme on l'a vu récemment avec le rapprochement irano-saoudien, et, en général, ce qu'on appelait le Tiers-Monde. « *L'Occident a découvert qu'on ne l'aime pas* » : au contraire, son nihilisme suscite le dégoût.

Les analyses de Todd sont décapantes et d'une grande richesse. Certes, on pourrait lui reprocher, malgré tout, un tropisme étasunien, lorsqu'il oppose à la mauvaise Amérique d'aujourd'hui la « *bonne Amérique* » de Roosevelt et Eisenhower, et angélise le play-boy Obama : malgré toute sa perspicacité, il n'arrive pas, ici, à éviter la naïveté. Mais il faut retenir à son actif sa prompte réaction à la guerre de destruction d'Israël à Gaza (il ne va pas jusqu'à parler de génocide) : dès le 30 octobre, il a ajouté à son livre un Postscript, « *Nihilisme américain : la preuve par Gaza* ». Ce qui est ici démontré, c'est soit le manque total de compétence du « *blob* » de Washington, soit son irrationalité, les deux étant du reste cohérents : les Etats-Unis ignorent la diplomatie, ils ne connaissent qu'un seul type de réaction, la violence, la destruction. Et ils font peur : en refusant un cessez-le-feu, ils rejettent « *la morale commune de l'humanité* », et n'entraînent derrière eux, outre Israël et l'Europe (et pas toute) que des confettis insulaires comme Fidji, Tonga, Nauru... Il ne reste qu'à espérer une défaite des Etats-Unis, qui serait une « *revanche ultime de la raison dans l'Histoire* ».

J-C – "Le play-boy" Obama, tu parles, un ex-agent ou une recrue de la CIA tout de même, d'une cruauté sans pareille notamment envers les Afro-américains durant son mandat, et le plus ou l'un des plus va-t-en-guerre des dernières décennies également, faut-il rappeler. Chez Todd l'américain, son idéologie c'est tout, il la figne ou l'arrange au mieux, à défaut il se raccroche aux démons du passé. C'est son statut social, sa personnalité, c'est elle qui l'a fabriqué, avec laquelle il s'identifie, sans laquelle il n'est rien, il n'existe pas, il ne peut pas la renier même s'il doit lui reconnaître certains vices de forme, pour finalement en arriver à cautionner les pires crimes, un intellectuel bourgeois ne se refait pas que voulez-vous.

Mon commentaire publié à la suite de cet article.

Je voudrais rebondir sur la conclusion de cet excellent article.

Je ne parlerais pas de défaite des Etats-Unis, mais plutôt celle du clan qui mène ces guerres aujourd'hui, parce ces guerre ne peuvent pas durer éternellement, et le ou les autres clans de l'oligarchie anglo-saxonne qui sont plus favorables à la version de la mondialisation des Brics+ prendront le relais de la politique américaine, je n'exprime pas là un souhait, c'est

juste un constat ou un scénario que j'envisage, je n'ai absolument aucune illusion dans les Brics+ ou un quelconque pouvoir lié au capitalisme mondial.

De toutes manières, quelle que soit la stratégie qu'ils adopteront, ils seront confrontés à la même réalité ou aux mêmes contradictions économiques, à la lutte de classe des exploités et des opprimés...

Fabrication du consentement à l'économie de guerre. Comment vous préparer psychologiquement à la guerre. Mode d'emploi.

J-C – Le gouvernement français a déjà mis le doigt dans cet engrenage et il n'est plus le seul. J'espère me tromper. Vous savez que je conteste les différentes interprétations qui ont été retenues pour expliquer le déclenchement des deux guerres mondiales du XXe siècle, la seconde n'ayant jamais pris fin réellement d'ailleurs.

Concernant celui de la Première Guerre mondiale j'avais relevé que les autorités britanniques qui représentaient à l'époque l'impérialisme le plus puissant, avaient conspiré dès les années 1890 pour qu'elle ait lieu, et finalement parvenir à leurs fins deux décennies plus tard environ, j'avais reproduit des extraits de conversations qui avaient eu lieu au plus haut niveau à cette époque notamment entre des diplomates et des banquiers.

Espérons que nous ne soyons pas en présence du même processus, si malheureusement c'était le cas, on ne pourrait pas qu'ils ne nous avaient pas prévenus ou que nous ignorions leurs intentions guerrières, quels que soit le ou les motifs qui seraient invoqués pour déclencher une nouvelle guerre mondiale.

Le chef de l'armée britannique invite les citoyens à se préparer à une guerre massive avec la Russie - Euronews 24 janvier 2024

Le chef de l'armée britannique a averti les citoyens du Royaume-Uni qu'ils devaient se préparer à une guerre de l'ampleur des grands conflits du XXe siècle et qu'ils pourraient eux-mêmes avoir besoin de se mobiliser.

S'exprimant lors de l'exposition internationale des véhicules blindés, à Londres, le général Sir Patrick Sanders a affirmé que l'invasion russe de l'Ukraine était un signe des choses à venir, et a averti que les leçons des guerres précédentes devaient être retenues avant qu'il ne soit trop tard.

"Nos prédécesseurs n'ont pas perçu les implications de ce qu'on a appelé la crise de juillet en 1914 et sont tombés dans la plus effroyable des guerres", a-t-il indiqué. "Nous ne pouvons pas nous permettre de faire la même erreur aujourd'hui. L'Ukraine est vraiment importante".

Le général Patrick Sanders a insisté sur le fait qu'il ne fallait pas sous-estimer l'ampleur potentielle du conflit dans les années à venir.

"Cette guerre ne concerne pas seulement la terre noire du Donbass, ni le rétablissement d'un empire russe. Il s'agit de vaincre notre système et notre mode de vie sur le plan politique,

psychologique et symbolique. La façon dont nous réagirons en tant que génération d'avant-guerre se répercutera dans l'histoire. La bravoure ukrainienne permet de gagner du temps, pour l'instant", ajoute-t-il.

Le général a également appelé à un quasi-doublement des effectifs de l'armée britannique. L'armée du Royaume-Uni en général prévoit d'inverser une crise de recrutement à long terme qui vu ses effectifs se réduire, alors même que les forces britanniques participent à diverses missions à l'étranger.

Il a également souligné, que si la mobilisation traditionnelle était importante, les citoyens britanniques ordinaires devaient être préparés, sinon à une conscription totale, à un niveau de mobilisation civique jamais atteint en Europe de l'Ouest, depuis 1945.

En réponse à son discours, le gouvernement a insisté sur le fait qu'il n'était pas question de faire appel à l'armée.

Le porte-parole du Premier ministre britannique, Rishi Sunak, Max Blain, a réagi en précisant que le gouvernement n'avait "*aucune intention*" d'introduire la conscription.

"L'armée britannique est fière de sa tradition de force volontaire. Il n'est pas prévu de changer cela", a-t-il affirmé.

Il a ajouté que "*s'engager dans des guerres hypothétiques*" n'était "*pas utile*".
Au bord du désastre

Les propos de Patrick Sanders font suite à des mois d'avertissements inquiétants de la part d'autres membres clés de l'OTAN, en particulier en Europe continentale.

Le ministre allemand de la défense, Boris Pistorius, a récemment lancé des appels radicaux en faveur d'une préparation à la guerre qui réorienterait radicalement l'armée allemande après près de huit décennies passées dans un mode défensif multilatéraliste.

Des documents récemment divulgués au journal allemand "*Bild*" ont révélé que Berlin élabore des plans d'urgence en vue d'un assaut massif de la Russie contre l'Europe occidentale, et plus particulièrement contre les États baltes.

Le plan, décrit comme un "*scénario d'exercice*", prévoit que la Russie organise une campagne de guerre hybride contre l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie en juillet de cette année, en utilisant de fausses allégations de discrimination à l'encontre des russophones comme prétexte pour masser des troupes à ses frontières occidentales avec les pays de l'UE et au Bélarus.

Selon les prévisions de ce scénario, l'alliance de l'OTAN déploierait elle-même 300 000 soldats en Europe de l'Est, mais pas avant le début de l'année 2025. Euronews 24 janvier 2024

Pour le ministre allemand de la Défense, Poutine pourrait attaquer l'Otan « d'ici 5 à 8 ans » - LePoint.fr 24 janvier 2024

La question se pose depuis le début de l'invasion russe en Ukraine : doit-on craindre que le conflit ne s'exporte et que Moscou ne s'arrête pas à Kiev ? Après Joe Biden, Volodymyr

Zelensky et ses homologues polonais et moldave, c'est au tour du ministre allemand de la Défense, Boris Pistorius, d'exprimer de vives inquiétudes sur une éventuelle expansion de l'offensive russe en Occident.

Dans une interview accordée vendredi 19 janvier au quotidien allemand Der Tagesspiegel, reprise par nos confrères du Figaro, l'homme politique avertit : « *Nous entendons des menaces du Kremlin presque tous les jours.* » Il estime que « *Vladimir Poutine pourrait même attaquer un jour un pays de l'Otan [...], nous devons aussi réapprendre à vivre avec le danger* ». « *Nous devons réapprendre à vivre avec le danger* », appuie Boris Pistorius.

Et, selon le ministre allemand, les experts d'outre-Rhin sont formels : si le danger n'est pas imminent, il n'est pas à minimiser. « *Nos experts s'attendent dans cinq à huit ans à une période au cours de laquelle cela pourrait être possible* », explique-t-il. Boris Pistorius appelle donc ses voisins et membres de l'Alliance atlantique à se préparer au pire, « *savoir où se situeraient les déficits en cas d'urgence* », pour être « *capables de faire la guerre* », comme il l'a déclaré à la télévision allemande ZDF heute, dimanche soir.

Une inquiétude partagée par Rob Bauer, président du Comité militaire de l'Otan, qui estime pour sa part qu'un conflit armé entre le Kremlin et l'Alliance n'a rien d'impossible et pourrait avoir lieu dans les vingt prochaines années. « *Nous ne cherchons pas à entrer en conflit, mais, s'ils nous attaquent, nous devons être prêts* », avait-il déclaré dans une conférence de presse le 19 janvier, rejoignant ainsi la position du ministre de la Défense allemand et invitant la population à se préparer à survivre à une telle situation. LePoint.fr 24 janvier 2024

GI'S go home ! L'Irak et la Syrie aussi sont occupés.

Irak : Bagdad et Washington vont ouvrir des négociations sur un retrait de la coalition internationale - RT 25 janv. 2024

L'Irak et les États-Unis vont lancer des discussions qui devraient déboucher sur un « *calendrier précis* » déterminant « *la durée de la présence* » de la coalition internationale antidjihadiste et devant initier « *une réduction progressive* » de ses effectifs, a annoncé ce 25 janvier la diplomatie irakienne.

La veille, un article de Reuters relatait que Washington était prêt à « *entamer des négociations sur la fin* » de la coalition internationale en Irak « *et sur la manière de la remplacer par des relations bilatérales* ». L'agence de presse britannique révélait que l'ambassadrice américaine en Irak Alina Romanowski avait transmis le 23 janvier un message en ce sens au ministre irakien des Affaires étrangères Fouad Hussein. « *Ce faisant, les États-Unis ont abandonné les conditions préalables selon lesquelles les attaques contre eux par des groupes militants irakiens soutenus par l'Iran en Irak devraient d'abord cesser, ont indiqué trois sources* », toujours selon Reuters. RT 25 janv. 2024

Syrie : la présence américaine est la «principale raison de l'instabilité» dans le pays, estime la Russie - RT 26 janv. 2024

La Russie estime que la présence américaine en Syrie est «*la principale raison de l'instabilité persistante*» dans le pays, a déclaré le 25 janvier Alexandre Lavrentiev, le représentant spécial du président russe pour le règlement syrien. Une présence, militaire, «*dans deux régions*» a-t-il précisé, «*au-delà de l'Euphrate et dans la zone d'Al-Tanf*». Selon, l'émissaire russe, l'Iran et la Turquie «*expriment des positions similaires*».

«*Ce n'est un secret pour personne qu'ils restent en Syrie sous prétexte de poursuivre la lutte contre l'État islamique mais nous savons, et les faits sont fiables, que les Américains utilisent les mêmes militants de l'EI pour déstabiliser la situation dans les régions de Syrie contrôlées par le gouvernement syrien*», a-t-il par ailleurs déclaré.

Les propos de Lavrentiev font écho à ceux du président syrien. En 2018, Bachar el-Assad avait déjà indiqué que la présence américaine et britannique était «*une invasion*», la qualifiant de «*coloniale*».

Les 900 soldats américains présent sur le sol syrien sont stationnés à l'est de l'Euphrate et soutiennent les Forces démocratiques syriennes (FDS) majoritairement composées de Kurdes. Cette présence est d'autant plus problématique pour le gouvernement syrien qu'elle l'empêche de reprendre la main sur les réserves pétrolières qui se trouvent dans cette zone. RT 26 janv. 2024

Suite.

- Trois soldats américains ont été tués et 25 blessés lors d'une attaque à la frontière jordano-syrienne - french.almanar.com.lb 28 janvier 2024

Des sources en Syrie ont rapporté que «*l'attaque de drone a ciblé la base d'Al-Tanf, située dans le triangle frontalier syro-jordanien-irakien, provoquant des morts et des blessés parmi les forces américaines à l'intérieur de la base illégale*».

Les sources ont indiqué que «*les drones ont pu pénétrer un système de défense aérienne avancé et atteindre la base d'Al-Tanf*», notant que «*cette attaque intervient un jour après les attaques contre la base de Konico au nord de Deir ez-Zor, provoquant des blessés*».

Dans le même temps, Reuters a rapporté que «*le nombre de soldats blessés lors de l'attaque via des drones contre Al-Tanf était passé à 34, tandis que deux responsables américains ont déclaré que certains soldats américains blessés ont été transférés à partir d'une base en Jordanie après l'attaque de drones*».

Le commandement central américain a annoncé dimanche dans un communiqué que «*trois militaires américains ont été tués et 25 autres blessés dans une attaque de drone qui a visé une base dans le nord-est de la Jordanie*».

De son côté, le président américain Joe Biden a déclaré dans un communiqué: «*L'attaque qui a entraîné la mort de trois soldats américains a été menée par des groupes extrémistes soutenus par l'Iran et opérant en Syrie et en Irak*».

Biden a ajouté : « *Le cœur des États-Unis est lourd avec la mort de trois soldats lors de l'attaque contre nos forces dans le nord-est de la Jordanie* », notant que « *nous collectons des informations sur cette attaque* ».

Le président américain a également souligné que « *tous les responsables de l'attaque seront tenus responsables et nous riposterons au moment et de la manière que nous choisirons* ».

De son côté, le Pentagone a qualifié l'attaque contre ses forces en Jordanie « *d'escalade dangereuse* ».

CNN a rapporté, citant des responsables américains, que « *c'est la première fois que les forces américaines sont tuées par des tirs ennemis au Moyen-Orient depuis le début de la guerre à Gaza* ».

L'Internationale sioniste nazie décidée à en finir avec le peuple palestinien.

J-C - De quoi et par qui sont accusés 12 membres de l'UNRWA par ailleurs militants du Hamas ? D'avoir participé à l'offensive militaire du 7 octobre contre l'occupant sioniste qualifiée d'acte terroriste par leurs accusateurs et bourreaux. C'est tout. C'est la réponse des sionistes nazis et leurs complices au verdict de la CIJ, amplifier le génocide en cours du peuple palestinien jusqu'à ce que les survivants acceptent de quitter la Palestine.

Des employés de l'UNRWA impliqués dans les attaques du Hamas ? Six pays suspendent leurs aides - Courrier International 27 janvier 2024

Les premiers à prendre cette décision radicale ont été les États-Unis. Puis le Canada, l'Australie et l'Italie ont suivi, et, enfin, le Royaume-Uni et la Finlande en ont fait de même. Entre vendredi 26 janvier et samedi 27 janvier, ces six pays ont décidé de suspendre leur financement à l'UNRWA, l'Agence des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient. (Il faut ajouter la France, les Pays-Bas, l'Allemagne, le Japon, l'Autriche et la Roumanie, ainsi que l'UE. RT 29.01 – J-C)

Une décision prise à la suite des révélations concernant cette organisation fournies par son commissaire général, Philippe Lazzarini, qui, vendredi 26 janvier, a publié la déclaration suivante, relayée par Politico :

“Les autorités israéliennes ont fourni à l'UNRWA des informations sur l'implication présumée de plusieurs employés de l'UNRWA dans les terribles attentats perpétrés en Israël le 7 octobre. Afin de protéger la capacité de l'agence à fournir une assistance humanitaire, j'ai pris la décision de mettre fin immédiatement aux contrats de ces membres du personnel et de lancer une enquête afin d'établir la vérité sans délai.”

Comme l'explique ensuite le site d'information européen, *“l'UNRWA, qui a été créé en 1949 et opère en Cisjordanie, dans la bande de Gaza, au Liban et en Syrie, joue un rôle primordial dans l'aide aux réfugiés palestiniens, et ce, pour leur permettre d'accéder à l'enseignement primaire et professionnel, mais aussi aux soins de santé et aux services sociaux”*.

Logique, lorsque l'on sait que l'agence onusienne emploie pas moins de 13 000 personnes à Gaza, dont une très large majorité sont des Palestiniens qui ont eux-mêmes le statut de réfugié. Parmi ceux-ci, selon les informations fournies par The Times of Israel, *“12 employés de l'agence seraient accusés d'avoir participé aux attaques du 7 octobre”*. Le site d'information basé à Jérusalem, qui dit s'appuyer sur des sources internes au gouvernement israélien, affirme également que, *“des véhicules de l'UNRWA et des structures de l'organisation auraient été également utilisés pendant les attaques”*.

Pour le Corriere della Sera, les déclarations de Lazzarini sont salutaires, car les soupçons sur une prétendue proximité de l'UNRWA avec le Hamas ne datent pas d'hier, croit savoir le quotidien italien.

“Cette agence est la seule qui ne s'occupe que d'un peuple, et dans la bande de Gaza, elle n'a que très peu de personnel international. 13 mille employés travaillent dans les écoles et les camps de réfugiés gérés par l'agence, et l'on a souvent raconté d'enfants instruits à devenir des martyrs”, accuse ce média centriste, qui abonde dans ce sens :

“L'UNRWA est la plus grande entreprise de Gaza, un endroit où il est compliqué de se maintenir détaché du pouvoir.”

Plus loin, le quotidien milanais indique tout de même que *“152 employés de l'agence ont trouvé la mort dans les bombardements israéliens”*.

Quoi qu'il en soit, la suspension des financements à l'UNRWA annoncée par plusieurs pays a déclenché un vent de panique du côté palestinien. En témoignent les déclarations d'Hussein Al-Sheikh, relayées par le média qatari Al-Jazeera.

“Nous appelons les pays qui ont annoncé la cessation de leur soutien à l'UNRWA à revenir immédiatement sur leur décision. Celle-ci comporte de grands risques politiques et humanitaires, a écrit le Secrétaire général du Comité exécutif de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) sur X (anciennement Twitter). En ce moment précis, nous avons besoin d'un soutien maximal pour cette organisation internationale.”

Une référence à la situation humanitaire à Gaza, où, selon les estimations palestiniennes, *“au moins 26 257 personnes ont été tuées et 64 797 blessés par les attaques israéliennes depuis le 7 octobre”*, conclut Al-Jazeera.

Gaza : l'Arabie saoudite appelle les donateurs de l'UNRWA à ne pas cesser leur aide - RT 29.01.2024

«Le royaume exhorte tous les donateurs de [l'UNRWA] à assumer leur rôle pour soutenir les missions humanitaires auprès des réfugiés palestiniens à l'intérieur de la bande de Gaza assiégée», a déclaré le ministère saoudien des Affaires étrangères dans un communiqué ce 29 janvier, relayé par l'agence de presse officielle SPA.

Dans son communiqué, l'Arabie saoudite souligne *«l'importance de renforcer les procédures d'examen et d'enquête sur ces allégations, afin d'établir des faits étayés par des preuves»*.

Gaza: Israël veut en finir avec l'Unrwa, des donateurs se retirent - AFP 28 janvier 2024

Israël a promis samedi d'en finir avec l'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens (Unrwa), au cœur de l'aide humanitaire à Gaza.

L'agence s'est séparée d'employés - douze selon les Américains - accusés d'être impliqués dans l'attaque perpétrée le 7 octobre par le mouvement islamiste palestinien Hamas sur le sol israélien, sur la base d'informations des autorités israéliennes.

Son chef Philippe Lazzarini a jugé *"choquant de voir la suspension des fonds en réaction à des allégations contre un petit groupe d'employés", compte tenu des mesures déjà prises et du rôle de l'agence dont "dépendent 2 millions de personnes pour leur simple survie"*.

"M. Lazzarini, démissionnez s'il vous plaît", a écrit le chef de la diplomatie israélienne Israël Katz sur le réseau social X samedi soir, en réponse à une publication du chef de l'Unrwa avertissant que l'arrêt des financements allait conduire à l'arrêt des opérations de l'agence onusienne.

Les faits reprochés n'ont pas été précisés. Mais M. Katz a affirmé plus tôt samedi que l'Unrwa n'avait plus d'avenir dans la bande de Gaza.

Le gouvernement veut s'assurer que l'agence *"ne fera pas partie"* de la solution d'après-guerre dans ce territoire palestinien, a indiqué le ministre israélien des Affaires étrangères, appelant à favoriser des agences *"sincèrement dédiées à la paix et au développement"*.

Le leader de l'opposition israélienne Yair Lapid a jugé sur X le moment venu de *"créer une alternative qui n'éduquera pas des générations de Palestiniens à la haine"*.

Le Hamas a pour sa part demandé *"aux Nations unies et organisations internationales de ne pas céder aux menaces et au chantage"*, accusant Israël de vouloir priver les Gazaouis de toute aide internationale.

Et le ministre des Affaires civiles de l'Autorité palestinienne, Hussein al-Cheikh, a appelé les pays retirant leur soutien à l'Unrwa à *"revenir immédiatement sur leur décision"*. L'agence, a-t-il martelé, a *"besoin d'un soutien maximal (...) et non qu'on lui coupe soutien et assistance"*.

Les relations entre Israël et l'Unrwa s'étaient encore dégradées cette semaine, lorsque l'ONU a accusé deux chars israéliens de tirs sur un de ses refuges à Khan Younès, dans le sud de la bande de Gaza, abritant des dizaines de milliers de déplacés.

Treize personnes ont été tuées et plus de 56 blessées, dont 21 dans un état critique, selon l'agence.

L'Unrwa avait dénoncé une *"violation flagrante des règles fondamentales de la guerre"* et l'armée israélienne a fait état d'un *"examen approfondi"* de ses opérations, sans écarter la possibilité d'une frappe du Hamas. Elle est la seule force à déployer des chars à Gaza.

Vendredi, le chef de la diplomatie européenne Josep Borrell est resté prudent, préférant attendre *"la pleine transparence"* et des *"mesures immédiates"* avant de prendre une décision.

La Suisse a elle aussi renoncé à trancher, souhaitant *"plus d'informations"* avant d'approuver son budget pour 2024.

Contacté par l'AFP, Johann Soufi, avocat international et ex-directeur du bureau juridique de l'Unrwa à Gaza, a défendu la *"politique de tolérance zéro pour la violence et l'incitation à la haine"* de l'agence.

"Sanctionner l'Unrwa, qui maintient difficilement en vie toute la population de Gaza, pour la responsabilité alléguée de quelques salariés, revient à punir collectivement la population gazaouie qui vit dans des conditions humanitaires catastrophiques".

L'affaire a été révélée vendredi, juste après que la plus haute juridiction de l'ONU a appelé Israël à empêcher tout acte éventuel de *"génocide"* à Gaza.

La Cour internationale de justice (CIJ), qui n'a cependant pas réclamé un cessez-le-feu, était saisie par l'Afrique du Sud, qui estime qu'Israël viole la Convention des Nations unies sur le génocide.

Une *"temporalité qui interroge forcément"*, a estimé Johann Soufi.

Gaza: le chef de l'ONU exhorte les États à *"au moins garantir"* la poursuite des opérations de l'Unrwa - BFMTV 28 janvier 2024

Le secrétaire général des Nations unies a exhorté dimanche 28 janvier les pays ayant suspendu leur financement à l'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens (Unrwa) dans la tourmente, à *"au moins garantir"* la poursuite de ses opérations, essentielles à deux millions de personnes.

"Bien que je comprenne leurs inquiétudes - j'ai été moi-même horrifié par ces accusations - j'exhorte vivement les gouvernements qui ont suspendu leurs contributions à au moins garantir la continuité des opérations de l'Unrwa", a plaidé Antonio Guterres dans un communiqué.

"Deux millions de civils à Gaza dépendent de l'aide critique de l'Unrwa pour leur survie au quotidien mais le financement actuel de l'Unrwa ne lui permettra pas de répondre à tous les besoins en février", a-t-il insisté. BFMTV 28 janvier 2024

La Commission européenne annonce la suspension du financement de l'UNRWA jusqu'à fin février prochain. french.almanar.com.lb 29 janvier 2024

La France "ne prévoit pas de nouveau versement" à l'agence onusienne sur les réfugiés. - francetvinfo.fr 28 janvier 2024

L'UNRWA, accusée d'avoir été impliquée dans l'attaque du Hamas en Israël le 7 octobre 2023, ne recevra pas d'argent de la France en attendant que "*les enquêtes lancées ces derniers jours permettent de faire toute la lumière sur les faits passés.*" Cette annonce du ministère des Affaires étrangères, survenue dimanche 28 janvier, est valable au moins pour le premier trimestre 2024. francetvinfo.fr 28 janvier 2024

Selon *La Provence*, la mairie de Marseille a suspendu ce 26 janvier au soir le versement de 80 000 euros d'aide en faveur des civils de Gaza, dans l'attente de connaître la position officielle de la France vis-à-vis de l'agence de l'ONU, dont des employés sont mis en cause dans les attaques du 7 octobre contre Israël. L'opposition municipale de droite avait interpellé le maire de Marseille à ce sujet en début de soirée, précise le quotidien régional. aa.com.tr 27 janvier 2024

J-C – Que les ordures du PS à la mairie de Marseille s'alignent sur le sioniste génocidaire Macron n'a rien d'étonnant.

Monsieur Meyssan fait désormais ouvertement feu de tout bois contre le Hamas et le peuple palestinien. Les preuves.

<https://www.voltairenet.org/article220307.html>

Il a repris à son compte l'argument frauduleux avancé par Mahmoud Abbas, le président du Fatah marionnette de Washington et Tel Aviv, qui déclarera refuser catégoriquement tout « *dialogue avec les putschistes, les assassins, les terroristes* » avec le Hamas après sa victoire aux élections législatives de 2006, ou celui d'un autre dirigeant du Fatah, Marouan Barghouti, qui qualifiera l'arrivée au pouvoir à Gaza du Hamas de "coup de force", au moment même où Biden proposait à son allié sioniste une solution politique pour l'après-guerre qui incluait la mise en place d'un gouvernement dirigé par le Fatah sur la bande de Gaza, une simple coïncidence sans doute, et non un alignement politique de monsieur Meyssan sur la position américaine comme on serait en droit de le penser.

TM- Josep Borrell sait que l'Union européenne a financé le Hamas depuis son coup d'État de 2006, pourtant aujourd'hui il est libre de dire ce qu'il a sur le cœur. Il n'a pas évoqué les liens du Hamas avec la Confrérie des Frères musulmans, dont l'organisation revendique d'être la « *branche palestinienne* », ni de celle-ci avec le MI6, les services secrets britanniques.

J-C - Voici les faits rapportés par Wikipédia que l'on ne peut pas soupçonner soutenir le Hamas, qui contredisent l'assertion scélérate de l'agent Meyssan.

TM - Le 26 janvier 2006, le Hamas remporte les élections législatives palestiniennes. Il obtient 56 % des suffrages, ce qui lui donne une majorité parlementaire de 74 sièges sur 132. Le Hamas ravit ainsi la majorité au Fatah. Ismaël Haniyeh est désigné par le Hamas pour former un nouveau cabinet de l'Autorité palestinienne.

Les élections sont tenues tardivement du fait des violences et de la situation instable qui dure depuis les années 2000. Elles sont organisées avec la participation de plus d'un millier d'observateurs internationaux, du National Democratic Institute et des représentants du monde arabe. L'organisation Arab Thought Forum propose un code de conduite qui est accepté par tous les partis politiques, excepté le jihad islamique. Les envoyés de l'UE rapportent quelques problèmes, mais rien qui puisse indiquer une fraude majeure de l'élection. Cette victoire du Hamas est possible dans la mesure où ses dirigeants ne sont pas soupçonnés de corruption, grâce aux actions sociales qu'ils dirigent et à leur programme politique. Wikipédia.org

Je vais en rajouter une couche, j'ai lu récemment que si des élections avaient eu lieu en Cisjordanie, le Hamas les remporterait, à Gaza également, mais cela vous l'aviez déjà deviné.

"Nous devons ouvrir les yeux et ne plus accepter de nous mobiliser avec des actions sous faux drapeau et autres mensonges." A qui s'adresse Monsieur Meyssan ?

J-C - A son camps, aux représentant des puissants, aux autorités, au gouvernement, à Macron, à l'ensemble des parlementaires qui sont complices de ces impostures, pas à nous qui ne marchons pas dans leurs machinations pourries ou leurs coups tordus.

TM - Ce bref résumé historique nous montre qu'il n'y a pas plus de problème israélo-arabe que de problème ukraino-russe, mais un énorme problème de tous avec une idéologie qui, en des lieux et des époques différentes, n'a fait que semer la souffrance et la mort. Nous devons ouvrir les yeux et ne plus accepter de nous mobiliser avec des actions sous faux drapeau et autres mensonges.

J-C - De quelle idéologie veut-il parler, celle du sionisme ou celle du nazisme ? Pour lui se serait la même, je veux bien, pourquoi pas, après tout ce ne serait pas complètement faux puisque leur origine commune est à rechercher dans le capitalisme qui n'a qu'une seule et unique idéologie, mais qui se déclinent sous une multitude de versions, facettes, nuances plus ou moins sociales ou guerrières, disons selon les circonstances et les classes auxquelles elle s'adresse, histoire qu'elles adhèrent toutes au capitalisme et qu'aucune ne se tourne vers le socialisme.

Quand on part du constat que l'origine de tous les courants politiques est économique, et qu'il n'existe que deux classes indépendantes dans la société aux intérêts antagoniques et irréconciliables, donc il n'existe que deux idéologies, une correspondant aux intérêts fondamentaux de chacune de ces deux classes, cette explication est correcte, non ?

Fastoche, trop, puisque l'immense majorité des travailleurs et des militants l'ignorent de nos jours ou n'en tiennent pas compte. Pourquoi ? Parce que tous les acteurs politiques qui s'adressent à eux évitent soigneusement de remonter aussi loin, car au-delà se sont les fondements du régime qui se retrouveraient à poil, donc fragilisés et ils n'y tiennent pas. Alors si vous comptez sur un géopoliticien pour découvrir le pot aux roses, vous pouvez attendre indéfiniment !

Vidéo : Thierry Meyssan sur l'idéologie de Benjamin Netanyahu

<https://www.youtube.com/watch?v=ZmYkSzsZcgU>

Dans cet entretien il a encore bien déliré, passons, j'ai relevé ceci :

A la question, est-il possible d'imposer la création d'un Etat palestinien à Israël, la réponse que monsieur Meyssan a donnée témoigne de son soutien à la partition de la Palestine en 1947 :

A 33:15 : Cela fait 75 ans qu'on aurait dû le faire, puisque c'est ce que nous avons voté aux Nations Unis.

Quand monsieur Meyssan s'exprime, on a l'impression d'être en présence d'un représentant des autorités françaises ou à titre ici de représentant des Nations Unis. Est-il un de leurs agents ?

Populisme et démagogie. Les masques tombent : La supercherie du droit international pris en flagrant délit.

J-C - Monsieur Meyssan du Réseau Voltaire est à lui seul une caricature des géopoliticiens réactionnaires qui sévissent sur les réseaux dits sociaux.

Jusque-là il se donnait beaucoup de peine pour se faire passer pour un humaniste à l'instar des oligarques philanthropes, en s'employant à diffuser l'illusion que le vieil ordre capitaliste établi serait réformable et non pas condamné à s'enfoncer toujours plus dans la barbarie. Dorénavant, il ne se donne même plus cette peine tout en continuant à infuser le même poison. Pire, pour qu'on ne l'accuse pas d'y prendre un certain plaisir sadique, il adopte un air désabusé, du genre, je n'y suis pour rien, traduisez par, je n'en ai rien à foutre du sort des Palestiniens et des peuples, c'est écrit en toutes lettres dans la présentation de son article.

- La Cour internationale de Justice vient de prendre des mesures conservatoires pour protéger la population gazaouie d'un éventuel génocide. Une décision qui n'apporte rien de neuf, mais apporte un soutien juridique à la position politique des Etats-Unis. Cette décision ne préjuge en rien de l'arrêt sur le fond qui condamnerait Israël s'il était pris, mais ne le sera probablement jamais. La Justice internationale n'en est qu'à ses débuts et peine toujours à appliquer le Droit.

<https://www.voltairenet.org/article220353.html>

J-C - Ici l'art du sophisme se mêle à celui de tout dire et son contraire pour s'achever sur une note optimiste qui n'a pas lieu d'être. Et pour cause, les "*débuts*" dont il est question durent depuis plus d'un siècle, c'est lui-même qui l'a écrit plus loin :

TM - La Cour est un embryon de justice internationale au sein des Nations unies. Elle remplace la Cour permanente de Justice internationale, qui fut créée en 1922, au sein de la Société des Nations.

J-C - Il voue un culte aux Nations unies et à toutes ses officines, aux puissants, à l'oligarchie, au capitalisme, il en est un agent, un idéologue en panne d'inspiration, pris au piège de ses propres contradictions.

Et pour bien indiquer qu'il le savait et se foutait de votre gueule, il va même jusqu'à fournir des détails qui le confirment :

TM - Je me souviens, par ailleurs, que, lorsque je conseillais Mouamar Kadhafi, la corruption des juges internationaux était notoire.

J-C - Les 15 juges de la Cour internationale de Justice étant nommés par leurs gouvernements, ils sont tous idéologiquement corrompus, c'est comme les tristes personnages qui siègent au GIEC, ils ne dénonceront jamais l'escroquerie du réchauffement climatique de nature anthropique.

Parmi les autres curiosités qui figuraient dans cet article, j'ai relevé ces deux-là :

TM - Enfin le Hamas n'étant pas partie à cette procédure, il serait irréaliste d'imposer des limites à l'une des parties belligérantes mais pas à l'autre.

J-C - S'étant surpassé depuis trois mois pour vomir sa haine du Hamas, ce serait injuste qu'Israël soit condamné et pas le Hamas, donc les Palestiniens, c'est sans doute à cela qu'on reconnaît les vrais amis des Palestiniens ! Il nous indiquait aussi :

TM - Le massacre pourrait reprendre.

J-C - Pourquoi, il aurait cessé, depuis quand ?

94% des Israéliens sont des sionistes et ils en assument tous les crimes.

Une étude de l'opinion publique israélienne - Réseau Voltaire 30 janvier 2024

L'Université de Tel-Aviv a réalisé une importante étude sur l'opinion publique israélienne durant la période du 8 et au 15 janvier 2024. Ses résultats sont surprenants. Réseau Voltaire 30 janvier 2024

J-C - Pas vraiment en réalité, puisque, je cite : seulement 6 % des Israéliens juifs souhaiteraient la création d'un État binational où tous seraient égaux, tel que voulu par les Nations unies depuis 1948.

Donald Trump rouvre le dossier des attentats du 11 septembre 2001 - Réseau Voltaire 25 janvier 2024

Lors d'un meeting électoral à Laconia (New Hampshire), le candidat à la présidentielle états-unienne, Donald Trump, a rappelé qu'il n'y avait jamais eu d'attaque étrangère le 11 septembre 2001, ainsi qu'il l'avait dit le jour même sur la chaîne de télévision New York One.

Il a rappelé que cette mise en scène sanglante avait causé non seulement 3 000 victimes aux États-Unis, mais surtout servi de prétexte pour le massacre de millions d'innocents au Moyen-Orient élargi.

Thierry Meyssan a été le premier au monde à expliquer, sur Voltaire.net, que la narration officielle des événements du 11-Septembre n'avait aucun rapport avec la réalité. Puis il a publié un best-seller mondial, L'Effroyable imposture, pour analyser les conséquences de ce mensonge : d'abord l'installation d'un système de surveillance de masse aux États-Unis et dans tout l'Occident (confirmé par Edward Snowden), puis l'extension de l'impérialisme au Moyen-Orient élargi (confirmé par Julian Assange). En 2005, Thierry Meyssan a organisé un colloque à Bruxelles avec 150 personnalités du monde entier pour élaborer une réponse aux Straussians et autres néo-conservateurs. Un des avocats de Donald Trump (qui n'était pas encore entré en politique) y participait.

Depuis, deux interventions officielles ont contredit la version bushienne des événements :

Le FBI a établi que le témoignage de l'avocat général des États-Unis, Theodore Olson, selon lequel il avait discuté avec son épouse à bord du vol AA 77 avant qu'il ne s'écrase sur le Pentagone, était un faux.

Un officier du Bureau des commissions militaires, Daniel Canestraro, a déposé que deux des prétendus pirates de l'air étaient des agents de la CIA.

J-C - Un constat.

Peu importe finalement que la version officielle soit contestée, et elle méritait évidemment de l'être puisqu'elle était frauduleuse, pour autant l'origine de ces attentats commis sous faux drapeaux qui remonte à la crise du capitalisme a toujours été épargnée, de même que ses commanditaires qui appartiennent au clan de la finance anglo-saxonne le plus puissant, car qui d'autres que lui disposait de suffisamment de pouvoir pour concevoir et réaliser une telle opération, en toute impunité, cela va de soi, et ce n'est ni Trump et ni son admirateur monsieur Meyssan qui n'en font pas partie et les ménages en nous entraînant sur le terrain politique, plutôt que suivre la piste de l'argent qui peut s'avérer beaucoup plus dangereuse ou fatale.

On en a fini avec monsieur Meyssan, désormais on ignorera ses entretiens et articles, sauf exception si cela vaut vraiment le coup.

Parodie de justice.

La Cour internationale de justice estime qu'Israël doit permettre l'accès à l'aide humanitaire à Gaza - RT 26 janv. 2024

Israël doit prendre *«des mesures immédiates et efficaces pour permettre la fourniture des services de base et de l'aide humanitaire dont les Palestiniens ont un besoin urgent pour faire face aux conditions de vie défavorables auxquelles sont confrontés les Palestiniens»*, a statué la Cour internationale de justice (CIJ) ce 26 janvier.

La plus haute juridiction de l'ONU a aussi déclaré qu'Israël devait empêcher toute incitation possible au *«génocide»*, en rendant une décision historique dans une affaire qui a attiré l'attention du monde entier.

Israël doit prendre *«toutes les mesures en son pouvoir pour prévenir et punir l'incitation directe et publique à commettre le génocide»*, a affirmé la Cour internationale de justice (CIJ), qui siège à La Haye. RT 26 janv. 2024

L'Afrique du Sud a salué une *«victoire décisive pour l'État de droit international et une étape importante dans la quête de justice pour le peuple palestinien»*, à l'issue de l'audience de la CIJ à La Haye.

Le ministère des Affaires étrangères, dans son communiqué, estime que la Cour *«a déterminé que les actions d'Israël à Gaza sont plausiblement génocidaires et a indiqué des mesures provisoires sur cette base»*, la remerciant *«pour sa décision rapide»*.

La CIJ n'ordonne pas de cessez-le-feu à Gaza pour mettre fin au génocide par Joe Lauria (Consortium News) - Mondialisation.ca 26 janvier 2024

La décision de la Cour ne va pas au-delà des requêtes des USA à Israël concernant le massacre de civils, bien loin de répondre aux demandes de l'Afrique du Sud. Le jugement prendra des années.

La décision de la Cour ne va pas au-delà de ce que les USA ont publiquement déclaré à Israël, bien loin de répondre aux demandes de l'Afrique du Sud. Le jugement prendra des années.

La Cour Internationale de Justice a statué que l'armée israélienne ne doit pas commettre d'actes interdits par l'article 2 de la Convention sur le génocide, mais s'est abstenue d'ordonner à Israël de cesser son opération militaire à Gaza.

La Cour mondiale a statué vendredi que l'armée israélienne doit s'assurer qu'elle ne commet pas d'actes à Gaza en violation de l'article 2 de la Convention sur le génocide. Israël doit également poursuivre en justice les Israéliens qui ont fait des déclarations d'intention génocidaire. Israël doit rendre compte à la Cour des mesures qu'il prend pour exécuter les ordonnances.

La décision de la Cour ne va guère au-delà de ce que les États-Unis ont publiquement déclaré au sujet de la conduite d'Israël, à savoir qu'il ne doit pas commettre d'actes assimilables à des crimes de guerre. Les États-Unis ne sont pas allés jusqu'à dire à Israël de ne pas commettre de génocide, mais l'action de la Cour est loin de répondre aux demandes de l'Afrique du Sud et d'une grande partie du monde.

La Cour a déclaré que l’Afrique du Sud avait avancé des arguments plausibles, au moins dans certains cas, dans sa requête de mesures conservatoires visant à mettre fin à ce qu’elle considère comme un génocide en cours d’Israël contre les Palestiniens de Gaza. Mais les mesures conservatoires demandées par l’Afrique du Sud – à savoir l’arrêt des massacres – ont été refusées.

La Cour a établi qu’il existait un différend entre Israël et l’Afrique du Sud pour lui donner compétence. La Cour a également présenté une série d’éléments de preuve attestant qu’il existe des preuves accablantes qu’Israël commet vraisemblablement un génocide et que la Cour autoriserait la poursuite de l’affaire, dont le jugement prendra des années. (...)

Les directives de la Cour n’étant guère plus que des déclarations publiques des États-Unis, Washington devrait se réjouir de la décision prise ce vendredi. (...)

Les directives de la Cour n’étant guère plus que des déclarations publiques des États-Unis, Washington devrait se réjouir de la décision prise ce vendredi.

https://www.mondialisation.ca/la-cij-nordonne-pas-de-cessez-le-feu-a-gaza-pour-mettre-fin-au-genocide/5685665?doing_wp_cron=1706347322.3475859165191650390625

La culture des illusions à la vie dure, les géopoliticiens autoproclamés en sont les porte-parole.

Lu.

- J’espère que je me trompe, car je me refuse à accepter l’idée que le droit international ait fini d’exister. S’il y a une chose dont je suis sûr, c’est que ces deux jours d’audience à La Haye seront décisifs pour pouvoir juger si les concepts de droit international et de droits de l’homme ont encore une signification.

Malgré tout, je continue à croire que le procès en cours peut forcer à la retenue les États-Unis et le Royaume-Uni et ce faisant alléger un peu le calvaire du peuple palestinien.

Pour l’instant, il nous reste la prière ou l’espoir, comme chacun préférera, pour les enfants de Gaza.

J-C - Le niveau zéro du combat politique contre l’oppression. Voilà à quel état d’impuissance on arrive quand on se détourne du socialisme.

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

- Le ministère palestinien de la Santé à Gaza a annoncé samedi, que le bilan de la guerre israélienne dans la bande de Gaza depuis le 7 octobre s’était alourdi à 26 257 morts et 64 797 blessés. aa.com.tr 27 janvier2024

- Gouvernement de Gaza: 120 journalistes tués depuis le 7 octobre 2023. aa.com.tr 27 janvier2024

- Le ministre vénézuélien des AE Yvan Gil Pinto : « *Israël* » commet un génocide à Gaza avec l'aide financière et politique des USA. Ce qui se passe à Gaza est un génocide à la manière nazie. Il faut juger les auteurs de ces crimes. french.almanar.com.lb

Espagne: des milliers de manifestants appellent à intensifier la pression sur Israël pour arrêter la guerre à Gaza - aa.com.tr 27 janvier 2024

Des milliers de manifestants dans 20 villes espagnoles, dont la capitale Madrid, ont appelé samedi la communauté internationale à intensifier la pression sur Israël pour un cessez-le-feu immédiat et permanent dans la bande de Gaza.

Le correspondant d'Anadolu a rapporté que des milliers de manifestants ont défilé dans 20 villes espagnoles dont Madrid, Barcelone, Séville, Valladolid, Bilbao et Burgos, en réponse à un appel lancé par plus de 180 associations et organisations de la société civile à travers le pays.

À Madrid, les manifestants ont scandé des slogans tels que "*Boycottez Israël*", "*C'est pas une guerre, mais un génocide*", "*Netanyahu criminel*" et "*Palestine libre*", en brandissant des drapeaux palestiniens.

Dans un communiqué conjoint, les participants à la manifestation ont appelé à "*un cessez-le-feu immédiat et permanent à Gaza, au retrait des forces israéliennes de Gaza, à la fin du "génocide" israélien contre les Palestiniens, et à la levée du siège de la bande de Gaza*".

Le communiqué a également appelé les gouvernements du monde entier à mettre fin au commerce des armes avec Israël et à imposer des sanctions au gouvernement israélien, soulignant qu'il est impératif de "*rompre toute relation politique, diplomatique, économique, culturelle et sportive avec Israël*".

Les protestataires ont aussi rappelé que le peuple palestinien est "*colonisé, victime du nettoyage ethnique et de l'apartheid*".

D'autres villes espagnoles ont également été le théâtre de manifestations, au cours desquelles les manifestants ont exigé un cessez-le-feu à Gaza, appelant également à tenir pour responsables les auteurs des crimes commis à l'encontre des habitants de l'enclave palestinienne. aa.com.tr 27 janvier 2024

- Plus de 40 anciens responsables de la sécurité nationale israélienne, des scientifiques renommés et d'éminents chefs d'entreprise ont demandé au président du pays de démettre

Benjamin Netanyahu de ses fonctions parce qu'il représente une menace «*existentielle*» pour le pays.

Dans une lettre adressée au président israélien Isaac Herzog, les responsables tiennent Netanyahu pour «*principal responsable*» de la «*création des circonstances*» et de la division d'Israël qui ont conduit à l'opération «*Al-Aqsa Flood*», notamment en raison de la radicalisation de son cabinet et de sa politique. Al Mayadeen

- Les médias israéliens ont rapporté que « le Hezbollah pourrait lancer environ un millier de missiles sur Tel-Aviv en deux heures d'opération ».

Ils ont indiqué que « *certaines des missiles qui seront lancés seront précis, et d'autres seront tirés sur les gratte-ciel de Tel-Aviv, tout en s'abstenant de parler de ce qui se trouve à côté de ces tours, le Hezbollah les a identifié comme une cible de la prochaine guerre* ». french.almanar.com.lb

France occupée (Vigipirate et Sentinelle)

Totalitarisme ou dérive autoritaire. L'unique réponse : Répressive !

"Tu casses, tu ré pares" : à quoi vont ressembler les "travaux d'intérêt éducatif" pour les mineurs délinquants de moins de 16 ans ? - francetvinfo.fr 31 janvier 2024

"*Je ne me résoudrai pas à ce qu'on préfère attendre avant de donner une lourde peine, alors que bien souvent, c'est très tôt qu'il aurait fallu agir*", a estimé le chef du gouvernement lors de sa déclaration de politique générale devant les députés. Et pour le Premier ministre, il est essentiel d'agir très tôt : "*Dès le plus jeune âge, il faut revenir à un principe clair : tu casses, tu ré pares, tu salis, tu nettoies, tu défies l'autorité, on t'apprend à la respecter*".

Avec cette mesure, il ne sera donc plus nécessaire d'attendre qu'un mineur soit âgé de 16 ans pour prononcer une peine de travaux d'intérêt général. Dès 13 ans, des travaux d'intérêt éducatif pourront désormais être décidés. C'est le tribunal pour enfants qui prononce ce type de peines, mais sans que l'on sache précisément de quelle type de travaux. A l'heure actuelle, les TIG peuvent, par exemple, être des travaux de remise en état en cas de vandalisme, comme nettoyer des tags, ou encore se rendre dans une association ou dans une collectivité pendant un nombre d'heures limité.

Mercredi 31 janvier, Eric Dupond-Moretti a apporté quelques précisions sur franceinfo : "*Le travail d'intérêt général, c'est un travail. Or, les conventions internationales nous interdisent de faire travailler les enfants. Alors que fallait-il faire ? Soit rien, soit prendre la situation en charge et faire en sorte que des mineurs soient pris en charge avant l'âge de la responsabilité pénale*", a expliqué le garde des Sceaux, estimant qu'"*Il faut aider les parents dépassés*".

La mesure, qui devrait concerner les mineurs entre 13 et 16 ans et relèvera du cadre judiciaire. En 2022, un peu plus de 2 000 peines de travaux d'intérêt général ont été prononcées à

l'encontre de mineurs de plus de 16 ans. Depuis la semaine d'émeutes qui a suivi la mort de Nahel le 27 juin dernier, tué à 17 ans par un policier après un refus d'obtempérer, le ministre de la justice Éric Dupond-Moretti répète qu'il faut pouvoir punir les jeunes auteurs de dégradations, tout comme les parents défaillants. En octobre dernier, la Première ministre Élisabeth Borne avait notamment indiqué vouloir corriger la "démission" de certains parents devant la "dérive" de leurs enfants en instituant des peines de travaux d'intérêt général à ceux "qui se soustraient à leurs devoirs éducatifs".

La cheffe du gouvernement avait alors également marqué sa volonté d'être plus sévère avec les jeunes délinquants, notamment en les faisant encadrer par des militaires. Au total, 1 180 mineurs avaient été identifiés par la justice comme auteurs d'infractions lors des émeutes, avait indiqué la Chancellerie. Parmi eux, 40% étaient âgés de 13 à 15 ans, en écrasante majorité des garçons (96%). francetvinfo.fr 31 janvier 2024

Charité bien ordonnée commence par soi-même. Salarié, vous avez le droit de revendiquer une hausse de salaire de 11,86% !

Les sénateurs ont augmenté l'avance des frais de mandat, comme les députés - Le HuffPost 30 janvier 2024

Alors qu'ils disposaient jusque-là de 5 900 euros mensuels d'avance générale de frais de mandat, ce montant est passé à 6 600 euros, selon le site internet du Sénat consulté lundi par l'AFP. Soit une hausse de 700 euros.

Elles sont complétées par des avances spécifiques, notamment pour l'hébergement parisien des sénateurs. Pour cette dernière, une augmentation de 300 euros a été décidée, la portant à 1 500 euros mensuels selon le site internet du Sénat.

Passée inaperçue, cette décision ressurgit alors que l'Assemblée nationale a décidé, mercredi dernier, d'augmenter l'AFM des députés d'un peu plus de 300 euros par mois, la portant à 5 950 euros. Le HuffPost 30 janvier 2024

Quand la Société des journalistes (SDJ) de France Télévision nous prend pour des cons.

France Télévisions suspend des enquêtes sur Attal ou Dati, son manque d'indépendance pointé du doigt - RT 26 janv. 2024

«Nous ne pouvons accepter que le travail d'enquête soit interrompu. Il y va de notre indépendance.» Ce sont les mots issus d'un compte rendu interne de la Société des journalistes (SDJ) de France Télévision envoyé le 25 janvier et qu'a pu consulter le journal *Le Monde*.

La SDJ a fait état de son «inquiétude quant à sa perception par le public». Une inquiétude qui fait suite à la demande faite par la direction de France Télévisions aux journalistes de «Complément d'enquête», «Envoyé spécial» et du «13h15» le 19 janvier de faire une pause

s'agissant des portraits de responsables politiques d'ici les élections européennes (le 9 juin prochain).

Parmi les portraits qui devaient être proposés dans les semaines à venir se trouvaient celui d'Alexis Kohler, secrétaire général de l'Élysée, mais aussi ceux de la nouvelle ministre de la Culture Rachida Dati et du Premier ministre Gabriel Attal. Tous sont reportés après les élections européennes.

L'annonce faite aux journalistes a eu lieu le lendemain de la diffusion du numéro consacré au président du Rassemblement national Jordan Bardella. RT 26 janv. 2024

Quand les différentes générations et couches sociales sont partagées entre croyances, mystifications ou propagandes d'hier et d'aujourd'hui.

J-C - J'ai constaté que tous les partis collaboraient à la mystification du changement climatique, à la religion du réchauffement climatique de nature anthropique.

Comment peut-on prétendre combattre sérieusement le capitalisme en adoptant les théories foireuses que ses idéologues ont formulées pour justifier les mesures antisociales ou liberticides que ses représentants entendent imposer aux travailleurs de gré ou de force ?

Pire encore, les partis dits ouvriers s'insurgent contre Macron ou les institutions internationales du capital lorsqu'ils n'appliquent pas suffisamment rapidement les mesures scélérates qu'ils ont adoptées, ces partis se posent ouvertement en garant du Green New Deal de Davos.

Les agriculteurs semblent l'emporter largement sur les écologistes, selon un sondage CSA réalisé pour CNews, Europe 1 et le JDD.

La protection de la nature et de l'environnement.

La moyenne nationale.

49 % pour les agriculteurs
26 % pour les écologistes

Jeunes de 18 à 24 ans

38% pour les agriculteurs

Tranche des 25-34 ans

29% pour les écologistes

Personnes de 65 ans et plus.

57% pour les agriculteurs

Les individus plus instruits et économiquement favorisés.

40% pour les agriculteurs

33% pour les écologistes

Les CSP-

56% pour les agriculteurs

Source : lejdd.fr 27/01/2024

J-C – Ce qu'ils n'ont pas dit aux personnes sondées, c'est qu'elles avaient le choix entre conservatisme ou libéralisme ou ultra libéralisme, ou qu'aucun des deux protagonistes n'incarnait une agriculture conforme au besoin de la population et respectant la nature, parce qu'une telle politique est incompatible avec le capitalisme auquel ils sont liés.

Toutes les générations se bercent d'illusions, pas forcément aux mêmes endroits, ce qui permet de les opposer les unes aux autres. Elle était là la manipulation.

Selon un sondage de The Economist du 21 au 23 janvier 2024 aux Etats-Unis (Sur le support X)

J-C- J'ai repris les termes employés par The Economist (Rothschild)

Israël commet-il un génocide à Gaza ?

Les Blancs

41% non

Les Noirs

40% oui

Les 18-29 ans

49% oui

Les 45-64 ans

52% non

<https://twitter.com/YonahLieberman/status/1750522138077896734?s=20>

Dioxyde de carbone – Le gaz de la vie

Extrait

Selon les alarmistes du climat, l'augmentation du CO2 entraînera un réchauffement de la planète qui menacera toute vie sur terre. En réalité, le CO2 «*n'a qu'un effet très limité sur le climat*», explique Happer.

Il faut garder à l'esprit qu'il n'existe pas de température unique sur la Terre. Elle varie en fonction du lieu et de l'altitude. Pour chaque kilomètre d'altitude, on observe un refroidissement moyen de 6,6 degrés C. C'est ce que l'on appelle le taux de décroissance [ou gradient thermique]. Ce refroidissement se poursuit jusqu'à la troposphère, où il s'arrête.

Le refroidissement est dû au fait que l'air chaud monte et que l'air froid descend. «*C'est la convection qui provoque cette chute rapide des températures – 6,5 degrés par kilomètre*», explique Happer. Il explique ensuite le graphique suivant, qui détaille le rayonnement thermique de la Terre vers l'espace, en supposant une température de surface de 15,5 degrés C. Les gaz à effet de serre représentent la zone située sous la courbe noire dentelée.

Selon Happer, ce chiffre ne représente que 70% de ce qu'il serait en l'absence de gaz à effet de serre, ce qui est illustré par la courbe bleue lisse, car lorsque le soleil réchauffe la terre, les gaz à effet de serre – principalement la vapeur d'eau – empêchent le refroidissement.

La partie la plus importante de ce graphique est la ligne rouge dentelée, représentée ici avec une flèche rouge pointant vers elle. Cette ligne rouge montre l'effet qu'aurait un doublement (une augmentation de 100%) du CO2 sur la température à la surface de la Terre. Comme vous pouvez le constater, cet effet est négligeable. Il diminue le rayonnement vers l'espace de seulement 1,1%.

Comme le note Happer :

«Il faut bien l'admettre. Nous sommes loin de doubler [le CO2] aujourd'hui. Cela prendra beaucoup de temps, [et] cela n'entraîne qu'un changement de 1%. Le CO2 est donc un très mauvais gaz à effet de serre. Ce n'est pas un gaz à effet de serre efficace».

Si l'on supprime TOUT le CO2, on obtient la courbe verte en dents de scie. Comme vous pouvez le constater, les lignes dentelées verte et noire sont parallèles, à l'exception d'un point. L'effet est énorme si l'on passe de zéro CO2 à 400 ppm (flèche verte). Mais il est à nouveau négligeable lorsque l'on passe de 400 ppm à 800 ppm (flèche noire). Comme l'explique Happer :

«Tout l'effet se produit dès la première petite quantité de CO2 ajoutée... Il est donc tout à fait exact qu'un doublement du CO2 n'entraîne qu'une diminution de 1% du rayonnement. Le GIEC [Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat] obtient la même réponse, ce qui ne prête pas vraiment à controverse, même s'il ne vous montrera jamais la courbe et ne vous dira jamais qu'il s'agit de 1%. Cela perturberait la narration...

Il s'agit donc de rayonnement vers l'espace. Comment transformer cela en température ? Ils craignent un réchauffement intolérable de la surface de la Terre où nous vivons, ou d'autres parties de l'atmosphère.

Là encore, il est important de faire le calcul de premier ordre... et il indique que le réchauffement dû au doublement du CO2 est... inférieur à un degré... 0,7 [degré] C. Très faible. On ne peut vraiment pas le sentir».

Pourquoi, alors, s'alarmer de l'augmentation du CO2 ?

Inutile de préciser qu'il s'agit là d'un énorme problème pour la communauté des climatologues, car une différence de 0,7 degré C signifie qu'il n'y a pas d'urgence climatique et que, quoi que nous fassions pour réduire les émissions de CO2, cela n'aura pas d'impact sur le climat.

Ainsi, pour créer une situation d'urgence là où il n'y en a pas, le GIEC «*suppose d'énormes rétroactions positives*», explique Happer. Le CO2 n'étant pas un gaz à effet de serre puissant, le minuscule réchauffement direct qu'il provoque est [supposé] amplifié par des facteurs allant de quatre à six pour donner l'impression qu'il a un impact perceptible.

«*J'aime à dire qu'il s'agit d'une discrimination positive pour le CO2*», explique Happer.

«*Il n'est pas très bon pour le réchauffement, mais si vous supposez qu'il y a beaucoup de rétroaction, vous pouvez continuer à recevoir de l'argent. Le problème, c'est que la plupart des personnes ayant des connaissances en chimie physique et en physique savent que la plupart des rétroactions naturelles sont négatives, et non positives*».

«*Le réchauffement de 0,7 degré C obtenu lorsque l'on double le CO2 est probablement surestimé, car il existe probablement des rétroactions négatives dans le système climatique très complexe dans lequel nous vivons*». (William Happer, Ph.D.)

C'est ce qu'on appelle le principe de Chatelier, du nom du chimiste français qui a découvert que «*lorsqu'un système simple en équilibre thermodynamique est soumis à un changement de concentration, de température, de volume ou de pression... le système passe à un nouvel équilibre et... le changement s'oppose en partie au changement appliqué*».

Ainsi, le réchauffement de 0,7 degré Celsius obtenu en doublant le CO2 est «probablement surestimé», affirme Happer, «*parce qu'il y a probablement des rétroactions négatives dans ce système climatique très compliqué dans lequel nous vivons. L'atmosphère, les océans, tout est non linéaire*».

Ce qu'il faut retenir de tout cela, c'est que le fait que nous soyons à 400 ppm de CO2 ou à 800 ppm n'a pas d'importance lorsqu'il s'agit d'influer sur la température de la Terre. En bref, l'hystérie climatique n'est que cela. Elle ne repose sur aucune menace réelle. Ce n'est que si nous parvenions à atteindre le zéro absolu en matière de CO2 qu'il y aurait un changement, mais cela signifierait également que nous exterminerions tous les êtres vivants de la planète. Ce n'est rien d'autre qu'un programme de suicide.

<https://reseauinternational.net/dioxyde-de-carbone-le-gaz-de-la-vie/>

J-C - Cet article est basé sur une conférence donnée dans le New Jersey, le 3 octobre 2023, par William Happer, PhD, professeur émérite de physique à l'Université de Princeton et ancien conseiller scientifique des administrations Bush et Trump.

Santé.

#LyonBordeauxGate : non il n'y a pas eu 17 000 décès dus à l'hydroxychloroquine comme le prétend une étude frauduleuse dont les Pr. Lega et Molimard font la promotion dans les médias. - France-Soir 22 janvier 2024

L'étude Pradelle repose sur une modélisation mathématique complètement fautive. Ceci a été démontré par les chercheurs et maîtres de conférence Vincent Pavan et Emmanuelle Darles lors de la réunion du 18 janvier 2024 du Conseil scientifique indépendant. Conformément aux principes de l'éthique des publications scientifiques (COPE), Vincent Pavan, Emmanuelle Darles et Xavier Azalbert se sont évertués à soulever la manipulation des données menant à la fabrication des résultats. Vincent Pavan est même allé un cran plus loin en montrant que le modèle mathématique utilisé est non seulement faux, mais que son usage démontre le peu de compétences des auteurs en mathématiques. Le 21 janvier 2024, le doyen de la faculté de Namur, le Professeur Dogme, publiait un commentaire sur le site de preprint MedRx attaquant le point central de cette étude, l'extrapolation grotesque du risque associé à l'usage d'hydroxychloroquine à partir d'études intégrant un haut dosage de ce produit, confirmant ainsi les analyses de Pavan, Darles et Azalbert.

<https://www.francesoir.fr/societe-sante/lyonbordeauxgate-non-il-n-y-pas-eu-17-000-deces-dus-l-hydroxychloroquine-comme-le>

Afrique.

Le Burkina, le Mali et le Niger annoncent leur retrait de la CEDEAO - fr.sputniknews.africa 28.01.2024

"L'organisation n'a pas porté assistance à nos Etats dans le cadre de notre lutte existentielle contre le terrorisme et l'insécurité", indiquent-elles dans un communiqué conjoint.

Qui plus est, l'organisation a adopté *"des sanctions illégales, inhumaines et irresponsables"* à l'encontre des pays concernés lorsque ces derniers *"ont décidé de prendre leur destin en mains"*, souligne le document.

Ses auteurs constatent en plus que la CEDEAO, sous l'influence de puissances étrangères, *"est devenue une menace pour ses Etats membres et ses populations"*.

Le Pentagone annule ses exercices militaires avec six africains pour ces raisons - fr.sputniknews.africa 28.01.2024

Les États-Unis renoncent à mener des exercices et former les militaires de pays qu'ils accusent de comportements anti-démocratiques ou de non-respect des droits de l'Homme. Six États africains sont concernés par ce changement de cap, à savoir le Soudan, le Niger, le Mali, le Burkina Faso, l'Érythrée et l'Éthiopie, a rapporté le Washington Post.

"Ces exercices profitent surtout aux unités militaires américaines qui y participent, contribuant à assurer une coordination sans faille en cas de crise", a déclaré la porte-parole du Pentagone Lisa Lawrence, citée par le Washington Post.

Selon elle, en l'absence d'interaction militaire américaine, ces pays pourraient se tourner vers des adversaires pour *"comblers le vide"*.

LE SOCIALISME

Le 10 février 2024

On ne m'a pas laissé le temps de traiter le mouvement social des agriculteurs qui est déjà terminé, ce fut un feu de paille apparemment...

Si toutes les luttes sociales sont légitimes, chacun peut constater, que dans 99% des cas elles se soldent par un échec déclaré ou camouflé, je veux dire par là que quoi qu'on fasse rien ne semble arrêter la marche en avant de la marchandisation croissante de tous les aspects de la société, de la nature, de la vie même, de la privatisation de tous nos besoins élémentaires nommés péjorativement services, la disparition ou la mise sous tutelle de nos libertés individuelles ou collectives, au profit d'un modèle de société toujours plus inégalitaire et injuste, liberticide ou totalitaire, de régime de plus en plus ouvertement fasciste ou nazi sur tous les continents.

Cela me fait dire qu'on devrait peut-être davantage axer notre combat sur le terrain politique, pour moi c'est un euphémisme, une nécessité politique, puisqu'on ne pourra pas satisfaire nos besoins sociaux et nos aspirations démocratiques sans un changement de régime politique, une révolution qui porterait le prolétariat au pouvoir et s'attaquerait directement aux fondements du capitalisme.

Ainsi on pourrait imaginer, qu'il faille concevoir de nos jours que la révolution sociale n'est pas seulement indissociable de la révolution politique, elles doivent se réaliser simultanément, le programme de la révolution politique doit contenir tous les ingrédients de la révolution sociale pour être cohérent et attractif pour les travailleurs, ils doivent prendre conscience que c'est la seule voie pour à la fois satisfaire leurs besoins sociaux légitimes, et décider librement de leur destin, de celui de la société toute entière avec laquelle leurs intérêts correspondent.

Toute lutte sociale ne doit pas seulement s'inscrire dans cette perspective politique révolutionnaire, car avant d'y arriver elle aurait largement le temps de se perdre en cours de route, elle doit être conçue en intégrant ses objectifs politiques, c'est-à-dire, en posant la question du pouvoir, de l'Etat, de la classe, du gouvernement qui mettra en œuvre cette politique sociale.

Nous avons avant tout une question politique à résoudre, si maintenant on estime qu'elle serait secondaire ou on la traite de la sorte, on ne s'en sortira jamais. Il faut poser clairement la question de la société dans laquelle nous voulons vivre, en précisant qu'elle est parfaitement légitime et nécessite aucune justification, car rien ni personne ne peut justifier l'existence de l'exploitation et de l'oppression.

Ce sont là les éléments politiques de base qu'il faut aborder avec les travailleurs avant toute discussion, de manière à pouvoir s'attaquer aux illusions qu'ils ont encore dans le capitalisme ou le régime, qui constituent autant d'obstacles à leur engagement politique, à toute progression de leur niveau de conscience politique. Reste à savoir si on veut ou non construire le parti ouvrier révolutionnaire qui nous fait si cruellement défaut aujourd'hui.

Terrorisme d'Etat. 7 février 2024 : Hommage aux plus de 4.000 franco-israéliens sionistes-nazis participant actuellement au génocide du peuple palestinien à Gaza.

Le président Emmanuel Macron rend hommage aux 42 citoyens français et franco-israéliens victimes de l'attaque du Hamas contre Israël le 7 octobre, au mémorial des Invalides, à Paris, le 7 février 2024

« *Terroristes* ». Le mot trônait mercredi matin, au centre de la cour d'honneur des Invalides, sur un grand écran annonçant l'hommage de la nation aux « *victimes françaises des attaques terroristes du 7 octobre* ». Le même mot a été martelé à plusieurs reprises par Emmanuel Macron dans une oraison funèbre aux 42 Français qui ont perdu la vie en Israël, dans ce que le président de la République a qualifié de « *plus grand massacre antisémite de notre siècle* ».

Le président de la République, en qualifiant à cinq reprises de « *terroristes* » les attaques du Hamas dans son discours et en usant de ce terme dans l'intitulé de la cérémonie, a tranché d'une certaine manière le débat que tente d'installer le mouvement mélenchoniste depuis le 7 octobre.

Jean-Luc Mélenchon sur le réseau social X : « *Invités par la présidence de la République, nos députés Mathilde Panot, Manuel Bompard, Éric Coquerel, et Caroline Fiat, nous ont représentés aux Invalides avec une grande dignité. Les grossièretés et les provocations ne leur font jamais oublier qu'ils incarnent la France dans les cérémonies nationales, ni le respect dû aux morts* ».

Le député Aymeric Caron (apparenté LFI) a été hué à son arrivée aux Invalides, sous les cris de « *antisémite* », ou encore « *la honte* ». L'écologiste Sandrine Rousseau a elle aussi été traitée de « *collabo* » à la sortie. De son côté, Olivier Faure, patron du PS, a salué sur X « *un hommage bouleversant* » et « *un très beau discours du président de la République* » Le figaro, lemonde.fr et lejdd.fr 07/02/2024

J-C – C'est vrai que les dirigeants de la défunte NUPES sont des « *collabos* »... du régime qui cautionne le massacre des Palestiniens. C'est vrai qu'ils n'ont aucun principe, aucune dignité, leur présence à ce spectacle démoniaque l'illustre très bien, à vomir.

Les ordures de médias mainstream ont fait plus fort que Macron en citant à plusieurs reprises le Hamas, contrairement au tyran qui s'en est abstenu dans son discours, c'est ce que j'ai lu dans le commentaire d'un lecteur du Figaro, je ne l'ai pas vérifié.

Pour rappel, les Palestiniens et beaucoup d'autres Arabes au Moyen-Orient sont des sémites, et ils sont beaucoup plus nombreux que ceux qui n'ont de juifs que la religion.

Autre rappel ou ceci explique cela, les sionistes sont les pires antisémites, ce n'est pas moi qui le dit, ce sont ceux qu'on appelle les nouveaux historiens juifs, qui ne se reconnaissent pas dans le sionisme qu'ils considèrent comme une idéologie raciale, raciste. Sinon, il suffit de donner la parole aux dirigeants sionistes des années 30-40 qui frayèrent avec le nazisme pour en avoir confirmation.

A ce propos. En famille. Qui se ressemble s'enlace.

La scène la plus touchante dans la cour des Invalides fut l'accolade donnée par le député franco-israélien d'extrême droite proche de Netanyahu, Meyer Habib, au président du Rassemblement National, Jordan Bardella, et son refus de saluer Manuel Bompard (LFI) qui se tenait à côté de lui. Vous pouvez le vérifier là :

https://www.youtube.com/watch?v=IYg4IYinMCQ&embeds_referring_euri=https%3A%2F%2Feuropalestine.com%2F&feature=emb_title

En famille le CRIF, le PS et le PCF. Qui terrorise qui en France ?

Grenoble : solidarité avec Mohamed Makni, poursuivi sur commande du CRIF local - europalestine.com 8 février 2024

Pour la 3ème fois de suite, Mohamed Makni, imprimeur à la retraite et Maire-adjoint de la ville d'Échirolles (banlieue de Grenoble, Isère) comparaitra le 20 février prochain devant la justice à Grenoble.

Il est poursuivi pour « *apologie du terrorisme* », cette infraction opportunément sortie par le gouvernement il y a dix ans du cadre de la loi sur la presse du 29 juillet 1881, bien plus protectrice de la liberté d'expression que le droit pénal commun auquel elle appartient depuis.

Vous avez dit « *apologie du terrorisme* » ? Mohamed Makni s'était pourtant contenté, le 11 octobre 2023, de republier sur la page Facebook des Franco-Tunisiens de Grenoble, le premier paragraphe d'un article écrit par l'un de ses compatriotes tunisiens. À savoir :

« Curieusement, nos partenaires européens semblent incapables d'établir le lien entre l'occupation et la résistance. Réagissant, le 7 octobre 2023, à l'assaut de la résistance palestinienne, ils s'empressent de qualifier de terrorisme ce qui, à nos yeux, est un acte de résistance évident. De surcroît, ils s'empressent de proclamer leur solidarité en bloc avec la puissance occupante qui devient donc, pour les Européens, la victime ! »

La petite vingtaine de mots de ce paragraphe retenus pour le menacer de prison étaient les suivants : (« ... *ils s'empressent de qualifier de terrorisme ce qui, à nos yeux, est un acte de résistance évident* ») !

Aussitôt, sur commande du CRIF, la section locale du Parti Socialiste suspend Mohamed Makni de sa qualité de membre, tandis que la maire « *communiste* » de la ville le suspend de ses fonctions de maire-adjoint.

Et la répression judiciaire est en route : en novembre, un procureur lui propose un « *plaider coupable* », procédure supposant une reconnaissance de préalable de culpabilité en échange d'une condamnation censément « *modérée* » : en fait de modération, le procureur lui propose « *généreusement* » 4 mois de prison avec sursis, 600 € d'amende, et plusieurs années d'inéligibilité.

« *Inacceptable* », réagit Makni, qui refuse un tel deal, et se tient prêt à affronter le tribunal.

« *Information à tous mes soutiens : je démontrerai avec clarté et sérénité mon engagement pour la Paix... Mon soutien à la cause palestinienne est indéfectible, la liberté d'opinion et d'expression au pays de Voltaire est un droit, et un combat continu* », ajoute-t-il.

La page FB incriminée :

<https://www.facebook.com/groups/tunisiensdegrenoble/posts/6755634137853693/>

Démystification. Quand l'un des principes fondamentaux de la médecine moderne s'effondre.

Faites masquer l'accusé ! - Décoder l'éco 28 janvier 2024

<https://www.youtube.com/watch?v=F7sHkzhaQFg>

Pierre a constaté à partir des données fournies par Eurostat sur 35 pays européens, que chaque année les patients atteints de la grippe ou d'affections respiratoires mourraient tous en même temps, alors qu'en principe il devrait y avoir un décalage entre le moment où un virus apparaît à un endroit et celui où il s'est répandu sur tout un territoire ou dans différents pays, par conséquent il est rigoureusement impossible que la propagation d'un virus soit à l'origine de ces décès, la maladie ne se propage pas, elle survient au moment de l'arrivée du froid ou lors de fortes chaleurs...

C'est confirmé par le fait que toutes les personnes en contact avec un malade contagieux ne tombent pas malade, ce que chacun a pu observer une multitude de fois au cours de sa vie.

C'est un changement environnemental combiné à un ensemble de facteurs, qui est la cause de l'augmentation des décès en hiver ou en été, et non la propagation d'un virus.

On meurt aussi de vieillesse plus ou moins prématurément dans certains cas. Il arrive toujours un moment où nos principaux organes sont usés ou ne fonctionnent plus normalement, nous ne sommes pas immortels. Non mais sans déconner, parfois il semble nécessaire de le rappeler, quand on voit cet acharnement malsain ou sadique à vouloir vous maintenir en vie à tout prix, alors que votre organisme est parvenu à un état de délabrement avancé, handicapant, où rester en vie ne veut plus rien dire, vos sens et votre conscience ne répondant plus, il vaut mieux lâcher prise et partir dignement. Car après tout, même la seconde qui précède cet instant fatidique, à ce que je sache, nous sommes encore des êtres humains, non ?

Soyons humaniste jusqu'au bout, c'est aussi cela être socialiste.

Quelques réflexions politiques et autres.

Je n'ai pas eu le temps de les peaufiner ou de les terminer, je préfère vous prévenir.

Il y a quelques jours en fin de soirée, en regardant les dernières images d'un épisode d'une série policière française j'eus une drôle d'impression. Lors d'un plan fixe sur les Champs-Élysées la nuit avec toutes ces voitures défilant phares allumés comme autant de guirlandes célébrant la victoire de la société de consommation, un spectacle hallucinant, qui du fin fond de mon village du sud de l'Inde me fit penser, qu'on ne vivait pas vraiment la même chose ou qu'on ne portait pas le même regard sur la réalité quotidienne à laquelle nous sommes confrontés.

Je me sentis un instant transporté dans le monde dans lequel vous baignez, qui m'est devenu en grande partie étranger. J'ai repensé au passé en me disant que jamais cette réflexion ne me serait venue à l'esprit quand je vivais en France. Sur le coup cette pensée me sembla étrange, j'en fus troublé. Puis, je me demandai ce qu'elle pouvait bien signifier, pourquoi je m'y attardais maintenant ? C'était sans doute parce que j'avais quitté la France depuis longtemps, mais pas seulement. Je venais de passer l'après-midi en compagnie de la famille (pauvre) de mon beau-fils, au cours duquel il me présenta sa fille née quelques jours plus tôt, la petite maison surpeuplée était située dans un village de pêcheurs à quelques kilomètres de chez moi, non loin de l'endroit où j'avais vécu pendant 11 ans. Bref, en partageant quelques heures et un excellent moment en compagnie d'Indiens que je ne connaissais pas, cela me changea les idées, j'en avais grand besoin. Ils furent très gentils avec moi, j'étais le doyen, le vieux qu'on ménage, qui plus est un occidental, on mangea ensemble, pendant ces quelques heures j'en oubliai la politique et la France que le reste du temps j'ai sans cesse à l'esprit. Je m'abandonnai totalement au milieu dans lequel je baignais, et je m'y sentis bien, pour une fois je ne pensais plus à une guerre, à la guerre sur tous les fronts, c'est reposant sous un soleil radieux en respirant l'air iodé de la mer !

Ce moment fut semble-t-il prolifique, puisqu'il me procura une sorte de repos de l'esprit, il me permit de me détendre au point de prendre conscience quelques heures plus tard à quel point le monde ressemblait encore moins à celui qu'on nous dépeint quotidiennement ou qu'on se représente inconsciemment. J'en profitai pour prendre ou reprendre conscience de la distance qui nous séparait, ce que j'avais tendance à oublier à cause de l'intensité mon engagement politique qui nécessite une grande concentration au point parfois d'ignorer le monde et les gens qui m'entourent, sans exagérer j'ai plus souvent l'impression de vivre en France qu'en Inde, et franchement cette impression est de plus en plus désagréable tant ce pays est devenu pourri.

Cette reprise de contact avec cet aspect de la réalité que je croyais n'avoir jamais quitté, m'a inspiré cette réflexion. Je dois avouer qu'elle m'a apaisé, car je suis soumis en permanence à une grande tension et à de nombreuses contradictions que je peine parfois à gérer au mieux. J'en suis arrivé à croire, que dorénavant je comprenais mieux la mentalité des Indiens que celle des Français qui m'échappe parfois, vous me direz que dans mon contexte c'est normal ou logique, certes, mais j'ai du mal à me faire à cette idée parce que je continue de me comporter davantage en Français qu'en Indien. Heureusement d'ailleurs, puisque la France avait atteint un degré de développement économique et social, donc politique, supérieur, même si par bien des côtés on finit par en douter au regard du comportement des Français, qui ont de plus en plus l'air aussi arriéré que les Indiens. Caractérisation qui n'a rien de péjoratif

dans ma bouche évidemment, je parle de leur niveau de conscience en général sans porter de jugement, l'excellent moment que j'ai passé hier après-midi avec des Indiens et que je viens de vous décrire le prouve si nécessaire. Cette précision est destinée à ceux qui réclament sans cesse qu'on justifie nos bonnes intentions, à croire qu'ils en auraient plus besoin que les autres ou je ne m'y connais pas !

Ce genre d'expérience et de réflexion permet de se remettre en cause, c'est toujours une bonne chose, car on a tous besoin de nous améliorer, n'est-ce pas ?

Pourquoi les anglo-saxons-sionistes devraient-ils tenir compte des manifestations qui ont lieu dans le monde entier pour dénoncer leur génocide des Palestiniens ? Ils se foutent bien d'être condamnés par des institutions internationales ou des gouvernements qu'ils savent aussi réactionnaires qu'eux ou qui figurent dans leur camp, avec lesquels ils continuent de commercer.

L'unique facteur qui pourrait les convaincre de modérer leur massacre réside dans le peuple palestinien lui-même. Tant qu'il résistera et exigera que ses aspirations légitimes ou inaliénables, démocratiques, soient prises en compte, ils ne pourront atteindre leurs objectifs, car il est impossible de vaincre tout un peuple qui se tient debout comme un seul homme, et lutte héroïquement les armes à la main contre l'occupation et l'oppression au prix de très lourds sacrifices ou pertes en vies humaines.

Tel fut l'enseignement de toutes les guerres d'indépendance contre la colonisation, de la guerre d'Indochine, de Corée, d'Algérie, du Vietnam, d'Afghanistan, d'Irak, de Syrie, notamment. Les guerres impérialistes se terminèrent par la capitulation du belligérant le plus faible, par des amnisties ou des traités de paix, elles débouchèrent sur une paix armée entre les différentes puissances jusqu'à la prochaine crise politique du capitalisme qui prendrait la tournure d'une nouvelle guerre.

Seul le peuple exploité a le pouvoir de les empêcher de se livrer à nouveau à cette barbarie, encore faudrait-il pour qu'il puisse s'y opposer ou retourner les armes contre ses oppresseurs dans son propre pays une fois le conflit engagé, qu'il dispose d'une direction indépendante qui l'organise en lui indiquant quelle est la véritable nature de cette guerre et de son ennemi, le capitalisme, ainsi que les réelles intentions de ses représentants, pour qu'il balaie les obstacles qui se dressent sur la voie de son unité en rompant avec les opportunistes complices de ses ennemis qui parlent en son nom, à condition que cette direction lui propose des tâches et des objectifs révolutionnaires qui s'inscrivent dans la perspective d'un changement de régime économique et politique.

En conclusion, soit le prolétariat révolutionnaire abat le régime en place et s'empare du pouvoir afin de mettre un terme définitif à la guerre, soit un peu plus tôt ou un peu plus tard il sera condamné à revivre le même cauchemar de la guerre, l'expérience nous enseigne depuis la guerre de 1870 ou si vous préférez depuis l'avènement du capitalisme un siècle ou un siècle et demi plus tôt selon les pays, qu'il n'existe pas d'autres alternatives, le socialisme ou la barbarie capitaliste.

En réalité, le capitalisme n'a jamais cessé d'être synonyme de guerre, sauf que lorsqu'elle ne se produit pas dans notre propre pays ou que le champ de bataille est trop éloigné pour qu'on n'entende pas nuit et jour le fracas terrifiant produit par les bombes, on a tendance à croire qu'elle aurait une autre origine, de préférence mystérieuse ou surnaturelle, et par conséquent on ne sentira pas directement concerné. Finalement on adoptera une attitude hypocrite consistant à faire preuve d'indifférence envers le malheur qui frappe injustement d'autres peuples innocents, on versera une larme en l'évoquant pour se donner bonne conscience avant de l'oublier aussi vite. Le comble du cynisme étant qu'on en profitera bel et bien, puisque notre propre capitalisme y participera en partageant avec nous les profits à en attendre, histoire de maintenir la paix sociale dans ses frontières, sinon il soutiendra ces guerres au nom de la solidarité de classe sans faille entre barbares, solidarité qu'on sera incapable de témoigner à nos semblables partout dans le monde, une monstruosité qui aura plus ou moins consciemment une incidence sur notre état psychologique ou nous déstabilisera mentalement au point de nous rendre dépressif, car une telle vilenie a de quoi nous rendre méprisable ou détestable à nos yeux au point de trouver toute sorte de boucs émissaires à notre malheur pour tenter de soulager l'angoisse qui nous étreint, nous étouffe littéralement.

A tout bien considérer, pour s'en sortir dignement et éviter de tomber dans cette spirale infernale qui nous fait vivre un véritable cauchemar, vaut mieux encore regarder la réalité en face et l'affronter, non ?

Je vous invite vivement à lire ou relire posément, attentivement, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* rédigé par Lénine et publié en 1916, il est d'une actualité qu'on peine à qualifier tellement la justesse de la description et de l'orientation à venir du capitalisme contenues dans cet ouvrage correspondent à ce que nous vivons quotidiennement jusque dans les moindres détails, cela en est tout à fait bouleversant, incroyable, c'est là qu'on mesure le degré de maîtrise du matérialisme dialectique atteint par Lénine, de la même trempe que Marx et Engels, inégalable.

Le système économique capitaliste à l'époque de l'impérialisme, qui se confond avec la toute-puissance du capitalisme financier, est devenu de nos jours une entreprise bien plus que tentaculaire et spéculative dans son fonctionnement, purement crapuleuse, criminelle, mafieuse, de sorte que son recours au fascisme ou au nazisme comme forme extrême d'oppression politique des peuples exploités, de gouvernance totalitaire, apparaît au grand jour comme sa véritable nature une fois le vernis trompeur de la démocratie élimé.

<http://www.luttedeclassse.org/marxisme/vlimp.pdf>

Quelques brefs extraits.

VL - L'impérialisme offre aux capitalistes "*la possibilité économique de corrompre les couches supérieures du prolétariat; par là même il alimente l'opportunisme, lui donne corps et le consolide.*"

VL - A noter qu'en Angleterre, la tendance de l'impérialisme à diviser les ouvriers, à renforcer parmi eux l'opportunisme, à provoquer la décomposition momentanée du mouvement ouvrier,

est apparue bien avant la fin du XIXe siècle et le début du XXe. Car deux traits distinctifs essentiels de l'impérialisme, la possession de vastes colonies et le monopole du marché mondial, s'y sont manifestés dès la seconde moitié du XIXe siècle. Marx et Engels ont méthodiquement, pendant des dizaines d'années, observé de près cette liaison de l'opportunisme dans le mouvement ouvrier avec les particularités impérialistes du capitalisme anglais. Ainsi, Engels écrivait à Marx le 7 octobre 1858 : *"En réalité, le prolétariat anglais s'embourgeoise de plus en plus, et il semble bien que cette nation, bourgeoise entre toutes, veuille en arriver à avoir, à côté de sa bourgeoisie, une aristocratie bourgeoise et un prolétariat bourgeois. Evidemment, de la part d'une nation qui exploite l'univers entier c'est jusqu'à un certain point, logique."* Près d'un quart de siècle plus tard, dans une lettre du 11 août 1881, il parle des *"pires trade-unions anglaises qui se laissent diriger par des hommes que la bourgeoisie a achetés ou que, tout au moins, elle entretient"*. Dans une lettre à Kautsky (12 septembre 1882), Engels écrivait : *"Vous me demandez ce que pensent les ouvriers anglais de la politique coloniale. La même chose que ce qu'ils pensent de la politique en général. Ici, point de parti ouvrier, il n'y a que des radicaux conservateurs et libéraux; quant aux ouvriers, ils jouissent en toute tranquillité avec eux du monopole colonial de l'Angleterre et de son monopole sur le marché mondial"*¹⁰⁷.

(Engels a exposé la même thèse dans sa préface à la deuxième édition de *La situation des classes laborieuses en Angleterre*, 1892).

VL - Ce qui distingue la situation actuelle, c'est l'existence de conditions économiques et politiques qui ne pouvaient manquer de rendre l'opportunisme encore plus incompatible avec les intérêts généraux et vitaux du mouvement ouvrier : d'embryon, l'impérialisme est devenu le système prédominant; les monopoles capitalistes ont pris la première place dans l'économie et la politique; le partage du monde a été mené à son terme; d'autre part, au lieu du monopole sans partage de l'Angleterre, nous assistons maintenant à la lutte d'un petit nombre de puissances impérialistes pour la participation au monopole, lutte qui caractérise tout le début du XXe siècle. L'opportunisme ne peut plus triompher aujourd'hui complètement au sein du mouvement ouvrier d'un seul pays pour des dizaines et des dizaines d'années, comme il l'a fait en Angleterre dans la seconde moitié du XIXe siècle. Mais, dans toute une série de pays, il a atteint sa pleine maturité, il l'a dépassée et s'est décomposé en fusionnant complètement, sous la forme du social-chauvinisme, avec la politique bourgeoise¹⁰⁸.

J-C - Certes, il arriva un moment où l'opportunisme atteignit sa maturité et entra en décomposition, il était incarné par la social-démocratie. Puis le stalinisme prit le relais au sein du mouvement ouvrier, il atteignit sa maturité sous Staline, puis après sa mort en 1953 sa décomposition commença à s'accélérer. Vint ensuite le trotskysme qui reprit le flambeau du marxisme et du socialisme, avant d'emprunter à son tour le même chemin après la mort de Trotsky en 1940. Ses disciplines pour ne pas disparaître se déchirèrent et s'encanaillèrent les uns avec les sociaux-démocrates, les autres avec les staliniens, parfois ou plus tard une fois décomposés avec les uns et les autres selon les circonstances. Tous ces courants continuèrent d'exister au sein du mouvement ouvrier, particulièrement dans les syndicats qui organisent principalement l'aristocratie ouvrière, ce qui n'est pas un hasard à l'époque de l'impérialisme. Donc malheureusement, et je dirais que c'est normal, l'opportunisme ne disparut pas, bien au contraire son emprise ou contrôle s'est étendu à l'ensemble du mouvement ouvrier de nos jours. Il s'est diversifié, il a revêtu différents masques trompeurs, des masques de cire qui

fondent littéralement, comme on a pu l'observer par exemple lors de la mystification hygiéniste (sanitaire), lorsqu'ils ont tous couru s'acheter des masques et se faire piquer tandis que la population était prise en otage et livrée en cobaye aux trusts pharmaceutique qui trône au Forum économique mondial qui fait office de gouvernement mondial ou d'Internationale impérialiste ou oligarchique.

VL - En réalité, la rapidité particulière et le caractère particulièrement odieux du développement de l'opportunisme ne sont nullement une garantie de sa victoire durable, de même que le prompt développement d'une tumeur maligne dans un organisme sain ne peut qu'accélérer la maturation et l'élimination de l'abcès et la guérison de l'organisme. Les gens les plus dangereux à cet égard sont ceux qui ne veulent pas comprendre que, si elle n'est pas indissolublement liée à la lutte contre l'opportunisme, la lutte contre l'impérialisme est une phrase creuse et mensongère.

J-C - C'est la raison pour laquelle on est dans le creux de la vague. Vous me direz peut-être que c'était inévitable, c'est ce que j'ai tenté d'expliquer dans une précédente causerie, certes, aussi longtemps que l'impérialisme domine, le capitalisme peut être agonisant, entré en putréfaction ou tout ce qu'on voudra, force est de constater qu'il ne s'est pas effondré ou qu'il a surmonté toutes ses crises au cours du XXe siècle, tandis que le mouvement ouvrier ne s'est jamais remis des trahisons successives dont il a été victime, puisque son avant-garde est disloquée et décomposée, vérolée par l'opportunisme.

Cependant il ne faut pas désespérer, il suffirait que le rouleau compresseur du mondialisme s'acharne davantage sur les classes moyennes et porte un coup fatal aux couches de l'aristocratie ouvrière pour que l'opportunisme perde en influence et que l'avant-garde du mouvement ouvrier se recompose sur des bases saines. Durant la période couvrant le début des années 60 jusqu'au début des années 80, lorsque débuta la délocalisation en Asie de pans entiers de l'industrie manufacturière jusqu'à l'avènement du néolibéralisme en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis qui allait correspondre avec l'annonce de la capitulation de la social-démocratie française une fois Mitterrand et l'arrivée au pouvoir d'une majorité parlementaire PS-PCF, des courants politiques d'extrême gauche principalement se réclamant du trotskysme, l'OCI, la LCR et LO, combattirent cette politique sans rompre avec les opportunistes et les institutions de la Ve République tout en prétendant lutter pour leur abolition et le socialisme, si leur politique s'adressait aux masses en général, elle ne fut pas interprétée de la même manière selon que leurs recrues appartenaient aux couches supérieures de la classe ouvrière, à l'aristocratie ouvrière, aux étudiants, aux enseignants, aux fonctionnaires, ou aux couches inférieures de la classe ouvrière principalement du secteur marchand ou privé les plus durement frappées par la politique des gouvernements successifs sous de Gaulle, Pompidou, Giscard d'Estaing.

Les premières particulièrement bien loties, pas vraiment révolutionnaires, n'étaient pas portés à envisager un changement de régime car plus subordonnées à l'Etat que les autres couches du prolétariat, ces couches privilégiées allaient développer un état d'esprit typiquement petit bourgeois, ce qui allait se traduire en pratique par leur collaboration de classe à travers les syndicats qu'ils allaient utiliser pour soutenir des revendications susceptibles d'améliorer leur condition sans s'engager sur le plan politique, ce qui ne les empêchera pas de tenir un discours radical ou au relent révolutionnaire histoire de ne pas se couper des couches inférieures de la classe ouvrière, d'ailleurs les appareils des syndicats contrôlés par des sociaux-démocrates ou des staliniens ne s'y tromperont pas et ils ne leur en voudront pas de s'attaquer en paroles au

régime, du moment que cela n'irait pas plus loin, ils pouvaient s'entendre, mieux, cela leur rendait service, ces militants leur servaient de caution de gauche, tandis que les appareils briseraient les grèves ou les mouvements sociaux une fois que les catégories de salariés qu'ils représentaient seraient servis même partiellement seulement.

Les délocalisations de la production manufacturière n'étaient pas en soi motivées par la division du travail plus poussée à l'échelle internationale, elles n'étaient que le moyen d'atteindre un but économique, tenter de freiner la baisse tendancielle du taux de profit en réduisant le coût de production et en augmentant le taux d'exploitation. C'était une réponse radicale à la crise du capitalisme qui ramenait à ses fondements, phénomène qui n'avait rien de nouveau puisqu'il n'avait cessé de se présenter depuis l'avènement du capitalisme, il est inséparable de sa nature, ce qui signifie qu'on ne pouvait s'y opposer qu'en proposant une orientation politique axée sur la nécessité d'abolir le capitalisme, si on ne voulait pas que les travailleurs concernés par ces délocalisations en soient victimes, ce qui posait la question politique du gouvernement (ouvrier) et de l'Etat pour que ces usines ne ferment pas et que les travailleurs conservent leurs emplois, au lieu de négocier avec le gouvernement en place et les capitalistes les conditions de leurs fermetures et des plans de licenciements massifs qui les accompagneraient, politique indépendante et révolutionnaire rompant avec le capitalisme et ses institutions, avec l'opportunisme qui les soutenait, donc avec les appareils traîtres des syndicats et des partis dits ouvriers.

Quand des centaines ou des milliers d'entreprises fermèrent au cours de ces décennies, c'est l'ensemble de leurs travailleurs qui se retrouvèrent sur le carreau ou au chômage, les couches supérieures et inférieures furent frappées indistinctement. Les plus jeunes qui avaient déjà acquis une certaine expérience ou qui possédaient une qualification professionnelle et des diplômes, pouvaient espérer retrouver un emploi relativement rapidement ou facilement, les plus expérimentés également même s'ils étaient déjà âgés, car à cette époque le chômage de masse n'existait pas encore, une situation que les plus jeunes auront du mal à imaginer, il n'y a que les plus vieux et peu expérimentés qui peinèrent à retrouver un emploi avec un salaire leur permettant de survivre. Plus tard, lorsque les délocalisations s'accélérent et touchèrent pratiquement tous les secteurs économiques, alors que le chômage de masse s'était développé, elles firent de gros dégâts parmi les membres de l'aristocratie ouvrière, ils perdirent les privilèges dus à leur statut social et ils rejoignirent les rangs des couches les plus mal loties de la classe ouvrière, les fonctionnaires qui du jour au lendemain perdirent leur statut suite aux privatisations vinrent grossir leurs rangs au détour de plans de restructuration et de licenciements massifs. De nos jours, seuls les travailleurs employés dans les grandes entreprises ou les multinationales, dans les secteurs essentiels de la fonction publique qui ne peuvent pas être privatisés, qui ont fondu à vue d'œil au cours des quatre dernières décennies, continuent d'appartenir à l'aristocratie ouvrière, et encore, ils en ont davantage le statut que les avantages qui ont été sans cesse reniés au point qu'ils se retrouvent aussi mal lotis que les travailleurs du privé, si ce n'est pire parfois, c'est le cas pour le corps médical et les enseignants, toutes les catégories de fonctionnaires qui sont en bas de l'échelle de la grille des salaires, hormis la garantie d'emploi, qui même parfois est à mettre au conditionnel, il ne leur reste plus grand chose comme privilège, les plus favorisés sont ceux du CAC 40, ce qui s'explique facilement puisque cela nous renvoie à la définition de l'impérialisme.

Autrement dit, en février 2024, il n'y a plus en France qu'une toute petite partie de travailleurs de la classe ouvrière susceptibles d'être encore influencés par le discours démagogique des opportunistes, et cette tendance devrait s'amplifier. Ce discours, c'est celui de ceux qui se

réclament de la gauche, qui inclut tous les syndicats dits ouvriers, tous ceux qui se mobilisent sur des revendications qui les concernent individuellement, des revendications qui ont un contenu social compatible avec un régime impérialiste. Des mobilisations qui ne sont pas destinées à avoir un contenu politique, qui cessent dès qu'elles pourraient prendre cette tournure, c'est le cadre du régime en place qui en fixe les règles et les limites, celles imposées par les syndicats collaborationnistes, réactionnaires, qui se comportent en agents de l'oligarchie et du ministère de l'Intérieur à son service. Il n'y a rien à en attendre.

Cependant, les illusions dans le capitalisme ou dans l'Etat devraient concerner de moins en moins de travailleurs tout secteurs d'activité confondus, d'autant plus que leurs conditions de travail et d'existence vont continuer de se dégrader, leur mode de vie ne leur procurant plus aucune satisfaction autrement que par procuration, plus superficielle que jamais, sans espoir de vivre un jour dans une société meilleure, qu'ils observent au contraire s'enfoncer un peu plus chaque jour dans la décadence et une médiocrité déprimante, angoissante, pire encore, puisqu'on leur promet dans des discours guerriers ou agressifs de leur imposer une régression sociale sans fin pour les punir d'avoir supposément osé profiter sans compter des bienfaits du capitalisme, comble absolu du cynisme ou du sadisme des porte-parole des exploités et des oppresseurs.

La combinaison du nihilisme effréné avec l'hédonisme assumé et l'individualisme débridée théorise et colporte des rapports méprisables et abjectes suintant la haine, la vengeance, la violence, qui tendent à s'étendre ou à se reproduire à tous les échelons de la société au point de créer une atmosphère nauséabonde et effrayante...

Mes causeries sont une modeste contribution, dans la mesure où je m'efforce en livrant un combat sans merci à tous les aspects de la guerre de classe que mène la classe dominante, de montrer comment les différents courants du mouvement ouvrier y collaborent au lieu de les combattre, ce qui permet aux lecteurs ou militants de comprendre de quelle manière se manifeste cet opportunisme au sein de leurs partis ou syndicats, de façon à les aider à rompre avec l'opportunisme.

Vous me direz encore que cela ne changera rien à la situation, certes, je n'ai jamais eu cette prétention, ce que je me dis, c'est que rien ni personne ne nous oblige à nous vautrer dans le populisme ou de s'enfermer dans un dogmatisme stupide, comme on a pu le constater parmi ceux qui viennent de célébrer le centenaire de la naissance de Lénine en débitant leur texte appris par cœur totalement déconnectés de la réalité que nous vivons. Comme quoi je n'exagère rien, il y en a un, qui tête baissée sur son pupitre, n'a pas décroché une seconde les yeux de son texte, au point que je ne pourrais même pas vous dire la couleur de ses yeux, stupéfiant, sous les applaudissements de ses petits camarades !

Pire, ils ont omis de rappeler qu'il était décédé prématurément suite aux séquelles d'une blessure à la tête survenue lors d'un attentat. Le reste était à l'avenant, à croire que le dogmatisme est une grave névrose aux conséquences cérébrales irréversibles.

Camarades, je suis vieux, je ne suis pas un universitaire, je ne suis pas un intellectuel, encore moins un historien, ni un dirigeant, qui plus est, j'ai une mémoire épouvantable, et bien j'arrive à m'adresser à vous sur de nombreux sujets dans mes causeries qui font parfois plusieurs pages, de quoi y passer 10 bonnes minutes en comptant quelques pauses pour

reprenre mon souffle et glisser des trucs qui me viendraient encore à l'esprit en rapport avec la situation actuelle ou mes expériences passées, sans recourir à la moindre note, de tête, d'un trait, cela vaut ce que ça vaut, mais au moins c'est vivant, c'est palpable, cela fait réfléchir, c'est fait pour cela d'ailleurs, et non pour vous donner une leçon ou pour me faire passer pour un érudit que je ne suis pas. On essaie d'aller à l'essentiel et de partager des connaissances pour progresser ensemble, sans se poser d'autres questions, ne me dites pas celles qui fâcheraient, c'est ma spécialité justement de les aborder sans détour, je déteste tourner autour du pot ou l'hypocrisie, sans vous ménager ou sans flatterie, j'en ai horreur. On se contente d'être le plus naturel du monde, on n'est pas là pour raconter aux lecteurs ce qu'ils auraient envie d'entendre, bien au contraire, je crois que depuis le temps ils l'ont bien compris ! On se marre bien aussi, ça aussi je l'ai déjà dit.

Un discours se doit d'être vivant, surtout quand on évoque la mémoire d'un mort, c'est une façon de lui témoigner notre respect, que Lénine et son enseignement sont toujours vivants.

Notes.

107 - Briefwechsel von Marx und Engels, tome II, p. 290; tome IV, p. 433 - K. KAUTSKY : Sozialismus und Kolonialpolitik, Berlin, 1907, p. 79; brochure écrite aux temps infiniment lointains où Kautsky était encore marxiste.

108 - Le social-chauvinisme russe des Potressov, des Tchkhénkéli, des Maslov, etc., sous sa forme ouverte aussi bien que sous sa forme voilée (MM. Tchkhéidzé, Skobélev, Axelrod, Martov, etc.), est également issu d'une variété russe de l'opportunisme, notamment du courant liquidateur.

Les articles des réseaux ou des médias dits sociaux me donnent encore plus la nausée que ceux des médias mainstream, parce que leur objectif vise davantage à décrédibiliser leurs lecteurs plutôt qu'à les rendre schizophrènes ou ce qu'ils sont déjà.

Comment, en leur contant des récits qui conforteront leurs croyances ou ce qu'ils avaient envie d'entendre, dans la mesure où ils recourent à des acteurs politiques d'extrême droite ou à des populistes liés à cette sensibilité politique qui font référence à des faits généralement grotesques qui relèvent de la fabulation, de sorte que l'accusation de complotisme qui pourrait être portée contre eux s'avèrerait justifiée, quand bien même ces faits délirant ne concerneraient qu'1% de leurs articles, en outre les 99% restant parfaitement correctes seraient entachés de suspicion par de nouveaux lecteurs qui se hâteraient de les dénoncer ou de les oublier.

Ce que j'ai voulu faire ressortir ici en guise d'avertissement à mes lecteurs, c'est que les lecteurs attirés de ces articles finissent par devenir aussi mégalomanes ou détraqués à leur insu que leurs auteurs qui les manipulent.

Ils n'apprécient pas du tout qu'on révèle leur complot.

Un ex-informaticien de la CIA condamné à 40 ans de prison pour fuite massive sur WikiLeaks - BFMTV 2 février 2024

Un ancien informaticien de la CIA a été condamné jeudi à 40 ans de prison pour avoir transmis en 2017 au site WikiLeaks des outils de cyberespionnage, "*la plus grave fuite de données*" de l'histoire de l'agence américaine de renseignement, selon l'accusation.

Joshua Schulte, 35 ans, a été reconnu coupable en juillet 2022 de huit chefs d'accusation d'espionnage. Il a également été reconnu coupable en septembre 2023 de détention de pédopornographie, une importante collection de vidéos pédopornographiques ayant été découverte dans ses ordinateurs pendant une perquisition à son domicile. (Gageons que c'est la CIA qui les avait placées là, Assange avait été accusé de viol. – J-C)

"Joshua Schulte a gravement nui à la sécurité nationale des États-Unis et directement mis en danger les vies d'employés de la CIA, persistant dans son attitude même après son arrestation" en 2017, a affirmé le vice-ministre de la Justice chargé de la division Sécurité nationale, Matthew Olsen, cité dans le texte.

En 2016, alors qu'il travaillait pour une unité d'élite spécialisée dans le cyberespionnage, il avait commencé à rassembler la collection "*Vault 7*", des outils de piratage, des logiciels malveillants et des virus informatiques.

WikiLeaks avait commencé à publier les 8.761 documents en mars 2017, embarrassant grandement l'agence et fournissant aux pirates professionnels et amateurs du monde entier les mêmes outils que les agents du renseignement américain.

"La source souhaite lancer un débat public sur la sécurité, la création, l'utilisation, la prolifération et le contrôle démocratique des cyberarmes", avait à l'époque déclaré WikiLeaks.

Mais l'accusation affirme que la motivation de Joshua Schulte était de se venger de la CIA, dont il reprochait à la direction de ne pas avoir pris son parti dans des conflits internes.

Lu dans le blog d'un média dit social.

- Et si l'attaque du 7 octobre et le massacre d'innocents suscitent bien évidemment des émotions légitimes, ce doit être le point de départ d'une réflexion pour comprendre d'où vient cette violence. C'est le seul moyen d'y mettre un terme. L'attaque du 7 octobre mérite ainsi une véritable enquête indépendante pour que toute la lumière soit faite sur les événements.

J-C - Mettre "*un terme*" à quoi ? A quoi mais c'est écrit en toutes lettres, à la résistance armée du peuple palestinien. Raison de plus pour la soutenir même si elle est sans issue dans le contexte actuel, car pour le peuple palestinien et tous les peuples du monde cela signifie résister à l'exploitation et à l'oppression dans l'espoir un jour d'un monde meilleur et plus juste ou être réduit au désespoir et en esclavage.

Qui croit encore qu'il existerait une agence de presse indépendante ? RT porte-parole du discours de l'AFP ou Davos.

«Ces épisodes sont de plus en plus récurrents, c'est pourquoi nous voyons tous les ans des records historiques de températures», a expliqué à l'antenne chilienne de la chaîne CNN Pablo Lobos Stephani, chargé de la protection contre les incendies à l'office national des forêts chilien Conaf.

Cette canicule résultant du phénomène climatique El Niño touche actuellement le cône sud de l'Amérique latine, en pleine période estivale, provoquant des incendies de forêt aggravés par le réchauffement climatique. Après le Chili et la Colombie, la vague de chaleur menace dans les prochains jours l'Argentine, le Paraguay et le Brésil. RT Avec AFP 4 févr. 2024

Sciences et Avenir ne fait pas dans le détail, c'est le moins qu'on puisse dire. Les scientifiques inventent les "ultrabrèves" à croire sur parole évidemment

Sciences et Avenir - Au sommaire des ultrabrèves du 5 février 2024 :

- L'inquiétude autour de foyers de maladie de Charcot en France, la découverte de toiles d'araignée qui piègent l'ADN laissé par les animaux vivant à proximité et l'histoire d'un chien, opéré pour retirer une tumeur, qui voit sa mâchoire se régénérer toute seule.

Pour le « meilleur »... et le pire opportunisme !

Thierry Meyssan, « meilleur géopoliticien au monde 2024 » - Réseau Voltaire 5 février 2024

Les commentaires que j'ai adressés à un blog et qui les a publiés.

1- Le meilleur ou le pire populiste ou démagogue assurément !

Voici un regret que partagera sans doute monsieur Meyssan, qui pendant près de 4 mois n'a pas cessé de faire un amalgame entre le Hamas palestinien et la Confrérie des Frères musulmans, il ira même jusqu'à affirmer sans preuve que le Hamas palestinien était une création de Netanyahu, et qu'ils avaient réalisé ensemble l'opération militaire du 7 octobre 2023, vous l'avez tous lu ou entendu comme moi, n'est-ce pas ?

– Le ministre israélien de la Sécurité, Itamar Ben-Gvir, Ben-Gvir a accusé l'administration Biden d'entraver l'effort de guerre israélien et a affirmé que le candidat républicain à la présidence des États-Unis, Donald Trump, permettrait à Israël une plus grande liberté « pour écraser le Hamas ».

« Au lieu de nous fournir un soutien total, Biden est occupé à fournir de l'aide humanitaire et du carburant [à Gaza], qui parviennent au Hamas, » a déclaré Ben-Gvir.

« Si Trump avait été au pouvoir, l'approche des États-Unis aurait été complètement différente ».
french.almanar.com.lb 4 février 2024

La précision qu'il a cru bon d'insérer dans l'en-tête de son dernier article n'effaceront jamais les 4 mois de calomnies proférées contre le Hamas palestinien avec lequel s'identifie la majorité des Palestiniens.

La situation mondiale au regard du massacre à Gaza – Réseau Voltaire 6 février 2024

À l'issue de quatre mois de guerre à Gaza contre le peuple palestinien et contre le courant du Hamas appartenant à la Résistance palestinienne, mais jamais contre celui obéissant à la Confrérie des Frères musulmans, les différents acteurs ont affiché leur position.

Tout en prétendant à ses citoyens lutter contre le Hamas en général, la coalition de Benjamin Netanyahu œuvre à terroriser les Gazaouis pour les faire fuir.

Rappel. Pour qui roule-t-il ?

– **La Maison-Blanche se convertit à la démocratie par Thierry Meyssan – Réseau Voltaire 4 avril 2017**

<https://www.voltairenet.org/article195824.html>

Qu'on se le dise : avec Donald Trump, la Maison-Blanche s'est enfin convertie à la démocratie, c'est-à-dire au « *Gouvernement du Peuple par le Peuple, pour le Peuple* » selon la célèbre formule d'Abraham Lincoln. Les États-Unis sont en train de redevenir une puissance normale. Ils abandonnent leur ambition impérialiste. Ils renoncent à la doctrine Wolfowitz de domination globale. Ils reconnaissent à nouveau que tous les hommes sont égaux, qu'ils soient occidentaux ou non. Réseau Voltaire 4 avril 2017

2- Ne vous excusez pas, vos bonnes intentions suffisent, sauf peut-être pour les professionnels du procès d'intention dont on n'a rien à foutre.

Comme vous l'avez fait remarquer, les articles de Meyssan ou Escobar par exemple peuvent présenter un intérêt, pour autant il ne faut pas être dupe des illusions politiques qu'ils s'emploient à propager et qu'il faut dénoncer ou combattre sur le plan politique. Pour vous il est peut-être trop tard ou vous n'en avez plus la force, je suis un peu plus jeune que vous et je continue inlassablement ce combat pour la vérité entre autres.

Lénine disait à propos du "*caractère particulièrement odieux du développement de l'opportunisme*", que "*les gens les plus dangereux à cet égard sont ceux qui ne veulent pas comprendre que, si elle n'est pas indissolublement liée à la lutte contre l'opportunisme, la lutte contre l'impérialisme est une phrase creuse et mensongère.*" Cela s'applique magnifiquement bien à ces géopolitologues.

Cet avertissement s'adresse à tous les lecteurs qui ne se reconnaissent pas dans le capitalisme ou l'impérialisme.

Portez-vous bien !

3- « A l'heure où la France a tourné le dos à sa diplomatie, a anéantie sa splendeur et réduit à néant son armée, un jour, un Thierry viendra au Quai d'Orsay, rendre toute cette splendeur et cette grâce, car il n'est jamais trop tard pour revenir en arrière sans répéter les mêmes erreurs. La France qui retrouvera ce chemin sera celle qui sera applaudie au conseil de sécurité de l'ONU et à son assemblée, elle sera respectée tant par l'Iran que d'Israël... »

Cette hymne à l'impérialisme français est le plus bel hommage que vous pouviez rendre à monsieur Meyssan.

Merci monsieur, si, si, j'insiste, ne soyez pas modeste, vous rendez un fier service à ceux qui se demandaient encore pour qui il roulait.

3- C'est un doux euphémisme ! Ils ont une vision au choix, mystico-religieuse ou métaphysique, parfois aux relents de roman policier ou d'espionnage, il leur manque une dimension économique, qui ne limite pas le processus historique à une guerre de classe entre puissants, ils en ont le culte de toute évidence. Ils occultent la lutte des classes pour que leurs lecteurs ne s'aperçoivent pas du parti pris de leur orientation politique ou idéologique en faveur de la classe dominante, classe à laquelle n'appartiennent pas leurs lecteurs et qu'ils influencent de la sorte, l'air de rien...

C'est très sournois de fait, malsain, toxique pour peu qu'on n'y prenne pas garde. Quand on en a conscience, on n'a plus aucune raison de se méfier de ces Géo Trouvetou.

4- Si vous partez du principe qu'un citoyen peut être idéologiquement indépendant ou pourquoi pas apolitique, vous introduisez dans votre analyse un élément qui risque de la fausser, en réalité cela n'existe pas, que les intéressés en aient conscience ou non est une autre histoire, sauf que dans le cas de ces acteurs politiques prétendre ne pas en avoir conscience ou le nier relève de la malhonnêteté.

D'après vous, que signifie se déclarer anti-impérialiste sans adopter le socialisme à l'époque de l'impérialisme stade suprême du capitalisme, sinon œuvrer pour le capitalisme, peu importe ensuite que ce soit implicitement ou ouvertement, toute référence à une quelconque indépendance politique relèverait de l'escroquerie.

Je pense que tous ces personnages sont des idiots utiles du système en place, et je ne parle même pas à propos de ceux qui sévissent en France de leurs fréquentations d'extrême droite ou les efforts qu'ils déploient pour les présenter sous un angle avantageux, ce qui est carrément abjecte.

Que les données qui figurent parfois dans leurs articles présentent un intérêt, je ne le nie pas, on les trouve également dans les articles d'autres auteurs moins compromis ou plus présentables, dans le blog Mondialisation.ca ou Le Grand Soir ou encore Arrêt sur Info par exemple.

S'agissant de Meyssan, quand un type vous raconte sur un ton solennel qu'il aurait échappé à une quarantaine de tentatives d'assassinat, excusez-moi, vous êtes en droit de penser que vous êtes en présence d'un satané mégalomane.

Guerre contre l'opportunisme. Ceci explique cela.

- Gaza : 4 mois de carnage en toute impunité. french.almanar.com.lb

J-C - Frustrés de ne pas avoir participé le 12 novembre 2023 à la « *marche pour la République et contre l'antisémitisme* » en réalité en soutien au gouvernement sionisme d'extrême droite présidé par Netanyahu, le 7 février 2024 ils en seront !

- Hommage aux victimes françaises du Hamas : LFI veut être présente à la cérémonie malgré l'opposition de certaines familles - lefigaro.fr 4 février 2024

J-C - Pas un mot de LFI sur les plus de 4.000 citoyens français qui ont rejoint les rangs de Tsahal et participent au génocide du peuple palestinien. Pas un mot sur les révélations israéliennes relatant le massacre d'Israéliens ou de colons le 7 octobre 2023 par Tsahal.

Fabien Roussel en quête d'une invitation du CRIF !

Fabien Roussel - Tout le monde ne qualifie pas les actes du 7 octobre d'attaques terroristes et je le regrette.

OXXI. - Si vous êtes invité au prochain dîner du CRIF, vous y allez ?

Fabien Roussel - Si je suis invité, j'irai, bien sûr.

<https://orientxxi.info/magazine/gaza-fabien-roussel-je-ne-suis-pas-dupe-de-l-usage-du-mot-terrorisme,7047>

Un autre ancien haut dirigeant s'indigne que le secrétaire national Fabien Roussel ait applaudi la présidente de l'Assemblée nationale qui parlait de soutien inconditionnel à Israël : « *Cela m'a fait penser à Bush soutenu par Robert Hue en 2001 !* ».

Longtemps trotskiste et permanent de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), Christian Piquet, 72 ans, a rejoint le PCF en 2015, après avoir participé au Front de gauche et dirigé la Gauche unitaire (GU). Durant sa longue carrière politique, il a été un des piliers du Collectif national (CNPJDPI), qui reste aujourd'hui la principale plateforme de coordination pour les mobilisations sur la Palestine.

Christian Piquet (...) refuse que « *l'on assimile sans la moindre précaution Israël à l'Afrique du Sud de l'époque de l'apartheid* ». Il estime qu'Israël n'a « *rien à voir, par conséquent, avec la domination de la minorité blanche d'Afrique du Sud sur la majorité noire - et ce, même si le nationalisme encouragé par les sommets de l'État israélien a connu, au fil du temps, une dérive calamiteuse* ».

Christian Piquet - On ne nous entrainera pas dans un soutien au terrorisme, comme la France Insoumise ou certains collectifs militants sur la Palestine. On ne mobilisera le peuple que sur des valeurs fondamentales. Je continuerai à manifester à Toulouse où je réside, mais jamais avec des forces qui disent que le Hamas est une force de résistance.

Piquet me dit par exemple qu'il n'aime pas le slogan « *Palestine vaincra !* » qui « *dé légitime* » l'existence de l'État d'Israël. Pour lui, « *l'État d'Israël n'est pas un État démocratique parfait, mais il a des fondements qui le distinguent des pays qui l'entourent* ».

<https://orientxxi.info/magazine/gaza-serieuses-fritures-sur-la-ligne-au-parti-communiste-francais,7048>

Le cancer : C'est le capitalisme !

En 2050, le nombre de nouveaux cas de cancer aura augmenté de 77 % par rapport à 2022, selon l'OMS - 20minutes.fr/AFP 1 février 2024

Selon des données issues de 185 pays, le Centre international de recherche sur le cancer (Circ) de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) anticipe une hausse de 50 % du nombre annuel de nouveaux cas de cancer diagnostiqués entre 2022 et 2040 (environ 30 millions), et de 77 % entre 2022 et 2050 (35 millions anticipés). En 2022, 19,96 millions de cancers ont été diagnostiqués, estime l'organisme spécialisé.

En moyenne, une personne sur cinq développera un cancer durant son existence, anticipe le Docteur Freddie Bray, chef de l'unité surveillance du cancer du Circ. « *L'augmentation rapide de la charge mondiale du cancer reflète à la fois le vieillissement et la croissance de la population, ainsi que les changements dans l'exposition des personnes aux facteurs de risque* », selon le Circ, citant le tabac, l'alcool, l'obésité et la pollution de l'air comme « *facteurs-clés de l'augmentation de l'incidence* ».

Le nombre de morts du cancer a été évalué à 9,74 millions pour l'année 2022 par le CIRC qui anticipe une hausse de près de 90 % des décès d'ici à 2050. Cette maladie est la deuxième cause de mortalité dans le monde, derrière les maladies cardiovasculaires.

Le continent asiatique concentre de loin le plus grand nombre de morts par cancer : 56 % du total devant l'Europe (Russie incluse – 20 %) suivi de l'Amérique latine, l'Afrique et l'Amérique du Nord (environ 7 % pour chacune de ces régions). 20minutes.fr/AFP 1 février 2024

Guerre énergétique et climatique. Propagande du Green New Deal de Davos. L'ennemi : Le diesel !

Flambée des cas de cancers : la pollution incriminée - France 24 4 février 2024

"Il s'agit ici essentiellement de la pollution aux particules fines", précise le Dr Emmanuel Ricard, porte-parole de la Ligue contre le cancer.

Le diesel des pots d'échappement est l'une des principales sources de ces particules, poursuit-il : les plus fines d'entre elles peuvent descendre dans l'arborescence du poumon, jusqu'aux alvéoles, ces petits "sacs" où se fait l'échange de gaz entre le poumon et le sang, oxygénant celui-ci. France 24 4 février 2024

Il est partout !

Les médecins la pensaient atteinte d'épuisement et d'hémorroïdes, elle souffrait en réalité d'un cancer - Yahoo

Papillomavirus : "Ça a commencé par un problème anodin à l'oreille. C'était en fait un cancer de la langue" – Yahoo

Ils veulent vous rendre fou, si vous les écoutez, vous êtes foutus !

J-C – L'eau du robinet et en bouteille serait impropre à la consommation, vous êtes donc condamnés à vous empoisonner ou mourir de soif !

Plusieurs producteurs d'eau en bouteille ont filtré illégalement leur eau pour masquer une contamination - francetvinfo.fr 30 janvier 2024

Selon une enquête du "Monde" et de la cellule investigation de Radio France, Nestlé et d'autres industriels ont caché au public que l'eau qu'ils pompaient était contaminée. Pour continuer de la mettre en bouteille, ils ont eu recours à des systèmes de purification interdits. 30% des marques seraient concernées.

En octobre dernier, dans un mail dévoilé par le Canard Enchaîné, le directeur de l'ARS Occitanie écrivait à ses équipes qu'à cause des multiples problèmes de pollution aux polluants éternels et aux métabolites de pesticides constatés, l'eau du robinet ne devrait plus être consommée, et qu'il vaudrait mieux désormais privilégier... l'eau en bouteille. Nos informations montrent que certaines de ces eaux ne semblent pourtant plus très différentes aujourd'hui de celle qu'on boit au robinet... Excepté le prix.

J-C - Et comble du sadisme, ils se foutent de votre gueule par-dessus le marché !

Santé mentale des jeunes : face aux chiffres alarmants, le Sénat demande une stratégie nationale - Publicsenat.fr 5 février 2024

Ce 5 février, à l'occasion de la journée nationale dédiée à la prévention du suicide, Santé publique France publie son dernier baromètre et alerte sur une dégradation de la santé mentale des jeunes adultes. Chez les 18-24 ans, les pensées suicidaires ont été multipliées par deux depuis 2014. Entre 2017 et 2021, le nombre de tentatives de suicide déclarées dans cette même tranche d'âge a également doublé.

Avec seulement un médecin scolaire pour 15 000 élèves, la profession souffre d'un manque d'attractivité. Selon le syndicat majoritaire des infirmiers et infirmières de l'Education nationale (SNICS-FSU), environ 7 800 médecins scolaires exercent actuellement dans des établissements, il en faudrait 15 000 de plus. Publicsenat.fr 5 février 2024

Faites la guerre mais pas l'amour ou détestez-vous les uns les autres, la nouvelle norme de l'humanisme en totalitarisme.

J-C - Quand la culture hyper individualiste se traduit par un rejet de l'autre quasi pathologique inconscient ou quand la schizophrénie affecte jusqu'à vos pulsions sexuelles et assèche votre affectivité, cela signifie que quel que soit votre âge, vous êtes au bord de la sénilité ou toute trace d'humanisme est en train de disparaître chez vous, c'est plus que préoccupant, c'est effrayant et n'augure rien de bon pour l'avenir, à moins que...

La « *récession sexuelle* » serait-elle le pendant de la récession sociale dans laquelle s'enfoncent le capitalisme pourrissant ?

Crise économique, crise des vocations à l'Education nationale, crise de la natalité, de la fertilité, de la sexualité, bref, pas un seul secteur de la société n'échappe à la crise du capitalisme

La « *récession sexuelle* » serait-elle le revers de toutes les perversités sexuelles, dont ils se sont employés minutieusement à faire la promotion pendant des décennies, y compris la pornographie et la prostitution, favorisant la pédophilie, précisons, surtout parmi les membres des classes supérieures ou chez ceux qui profitaient de leur pouvoir pour se livrer à toute sorte de débauches ?

Ils ont l'art de salir ou enlaidir tout ce qu'ils touchent, y compris cet acte, qui pour être partagé à sa juste valeur ou être vertueux et libérateur, affectueux, doit être librement consenti, tout ce dont ils ont horreur, j'entends dont le bas peuple devrait être privé, dès fois que cela lui donnerait la mauvaise idée de vouloir se délivrer de toute forme d'oppression ou aspirer au bonheur, vaut mieux le convaincre de faire une croix sur cette perspective ou lui laisser aucun espoir de ce côté-là.

Mais où veulent-ils en venir ?

Cet épisode s'inscrit dans le cadre de leur campagne mondiale eugéniste ou transhumaniste engagée depuis quelque temps pour dresser les femmes contre les hommes, les atomiser dans la société afin de les affaiblir pour mieux les manipuler et leur imposer leur programme politique totalitaire. Mais encore, prouvez-le. Lisez.

Le *Courrier International* a découvert dans le magazine britannique *The Times* qui étaient visés, "les infidèles", car "aujourd'hui il semblerait que les liaisons soient bel et bien devenues trop dangereuses aux yeux de nos voisins d'outre-Manche."

(courrierinternational.com/article/vu-du-royaume-uni-pas-ce-soir-cherie-mais-qu-arrive-t-il-a-la-vie-sexuelle-des-francais)

Le puritanisme anglo-saxon nauséabond aurait conquis la France, une conquête du néolibéralisme en somme dont ils sont fiers, qui va de pair avec leur stratégie de la terreur qu'ils sèment partout ou à tout propos, santé, climat, alimentation, énergie, etc.

On peut également y voir les « *bienfaits* » des gestes barrières ou de la dictature hygiéniste de 2020 à 2022, période pendant laquelle ils auront tout fait pour briser tous les rapports au sein des familles. Le confinement a eu pour conséquence catastrophique de les fragiliser un peu plus ou de faire ressortir les contradictions qui existaient dans tous les couples, une épreuve dont ils ne sortiraient pas indemne ou qui ne les rapprocheraient pas.

Est venue se greffer là-dessus leur campagne de harcèlement des hommes par des femmes hystériques, qui se livrèrent à une débauche d'accusations outrancières et collectives, appelant à la délation des paroles ou des actes les plus anodins de misogynie, de sorte qu'ils en arriveraient à se craindre mutuellement, à se livrer à des procès d'intention non fondés, en recourant au procédé scélérat qui consista à juger rétrospectivement des actes commis dans un autre contexte à partir de règles ou de principes qui n'avaient pas cours dans le passé, s'adonnant à un abus de pouvoir relayé par les autorités et les médias, qui sous couvert de moralité appliqueraient la dictature la plus implacable et pernicieuse qui soit, terrifiante.

"Un rejet des injonctions": les Français et les Françaises font de moins en moins l'amour - BFMTV 6 février 2024

Une récession sexuelle. Les Français et les Françaises font de moins en moins l'amour, selon un sondage Ifop réalisé au mois de janvier et dévoilé ce mardi 6 février. En clair: 76% des personnes interrogées ont eu un rapport sexuel au cours des douze derniers mois. Ce qui représente un plus bas sans précédent depuis cinquante ans.

En plus d'une baisse de la fréquence, l'activité sexuelle des personnes interrogées perd également en intensité. Dans le détail: quatre Français sur dix affirment avoir en moyenne un rapport sexuel par semaine, contre près de six sur dix il y a quinze ans.

Cette baisse de l'activité sexuelle semble toucher particulièrement les jeunes: plus d'un quart des 18 à 24 ans initiés sexuellement reconnaissent ne pas avoir eu de rapport sexuel en un an. Soit cinq fois plus qu'il y a une vingtaine d'années.

Quant aux jeunes qui ont eu des relations sexuelles, c'était en moyenne un rapport sexuel par semaine pour la moitié d'entre eux - un chiffre nettement en-deçà des personnes âgées de 25 à 50 ans.

Une vie de couple sans relation sexuelle

L'institut de sondage analyse cette contraction de l'activité sexuelle "*dans un contexte de dissociation croissante entre conjugalité et sexualité*". Concrètement, les Françaises acceptent beaucoup moins de se forcer à faire l'amour. (Quelle corvée ! L'affection, cela se cultive quotidiennement ou cela s'épuise, le désir de l'autre avec. Les illusions aussi, elles font place au désespoir. – J-C)

Si plus d'une femme sur deux déclare toujours qu'il lui arrive de faire l'amour sans en avoir envie, c'est beaucoup moins qu'il y a quarante ans - elles étaient alors près de huit femmes sur dix. Une pression sexuelle que ressentent également les hommes: 46% d'entre eux déclarent avoir déjà eu des rapports non désirés. (46% de violeuses, ça n'est pas bien du tout ! – J-C)

L'Ifop pointe également un désintéret "*de plus en plus marqué*" pour le sexe. Quelque 54% des femmes majeures et 42% des hommes déclarent qu'ils et elles pourraient continuer à vivre avec quelqu'un dans une relation purement platonique. Ce qui est le cas pour une personne en couple sur quatre qui admet ne pas ou ne plus avoir d'intimité physique avec son compagnon ou sa compagne. (Quelle tristesse ! Avec le temps, ils font partie des meubles ou on ne les regarde même plus, alors les désirer, quelle idée ! Autrefois je m'étais fait une toute autre idée du couple, j'étais resté amoureuxment passionné de la femme qui partageait ma vie après bien des années au point de la désirer quotidiennement, bien qu'elle ne le méritait pas, la preuve, elle me plaqua, elle ne connut que des déboires par la suite, et elle finira sa vie toute seule. – J-C)

"Si le devoir conjugal n'a pas totalement disparu, cette enquête met en exergue la proportion croissante de Français qui parviennent à s'affranchir d'une certaine 'normalité sexuelle' et tout particulièrement des injonctions sociales qui lient forcément le couple à une vie sexuelle intensive", observe François Kraus, directeur du pôle genre, sexualités et santé sexuelle de l'Ifop. (Quel langage de juge d'instruction ou de l'Inquisition, le « *devoir conjugal* » ! – J-C)

La concurrence des écrans

Mais sur la question de l'abstinence, les différences entre les hommes et les femmes restent très prononcées. L'absence de rapports sexuels est vécue facilement par deux femmes sur trois contre à peine la moitié des hommes. Et le manque en cas d'absence prolongée de relation sexuelle pose beaucoup plus problème aux hommes (60%) qu'aux femmes (30%). (Tiens donc, ils seraient différents sur ce plan-là aussi, incroyable, quel aveu ! – J-C)

La sexualité occupe ainsi dans la vie des femmes une place beaucoup moins grande. Si six Françaises sur dix y accordent toujours de l'importance, elles étaient plus de huit sur dix il y a une trentaine d'années. (Elles sont tellement épanouies de nos jours, vous ne le saviez pas, et bien vous avez appris quelque chose ! – J-C)

En ce qui concerne les causes de cette récession sexuelle, si elles restent multiples, l'Ifop pointe tout de même la concurrence d'activités numériques et souligne le fait que la vie sexuelle d'aujourd'hui est "*moins intense qu'avant l'ère du smartphone et du haut débit*". (La masturbation numérique en somme ! Je sens que Bill Gates va approuver. – J-C)

"Le 'temps sexuel' apparaît très nettement concurrencé par le temps passé sur des écrans qui offrent non seulement un moyen de combler ses besoins de sociabilité et/ou de sexualité mais aussi qui tend à cannibaliser le temps passé à deux", analyse encore François Kraus, de l'Ifop.

(Jusqu'où va se nicher les méfaits de la société du spectacle ou du divertissement ! Ils sont moins souvent ensemble, ils se parlent moins souvent, ils sont devenus des étrangers sans s'en apercevoir, c'est merveilleux ! – J-C)

Moins de pression à une vie sexuelle active

C'est ce que laissent entendre les jeunes de moins de 35 ans vivant en couple sous le même toit: la moitié des hommes et 42% des femmes reconnaissent avoir déjà évité un rapport sexuel pour regarder une série ou un film. Pour les premiers, les jeux vidéo ou les réseaux sociaux sont également préférés aux relations sexuelles dans une proportion similaire. (Un conseil mesdames, un tel homme ne vous mérite pas, quel dommage qu'on ne puisse pas faire connaissance ! – J-C)

Vive l'économie de guerre, c'est l'avenir que vous promettent les tenants du vieux monde capitaliste pourrissant !

Washington se frotte les mains en Ukraine, admet l'Otan - fr.sputniknews.africa 01.02.2024

"L'Ukraine est une bonne affaire pour les États-Unis. La plupart des fonds que les États-Unis fournissent à l'Ukraine sont en fait investis... aux États-Unis pour acheter du matériel américain que nous envoyons en Ukraine", a admis Jens Stoltenberg, secrétaire général de l'Otan dans un entretien au magazine Washington Examiner.

Les alliés de Washington au sein de l'Otan permettent aussi à l'industrie de défense américaine de se renforcer, a-t-il encore lâché, qualifiant l'Alliance atlantique de "*grand marché pour les États-Unis*". Selon lui, Washington a signé "*des contrats militaires pour plus de 120 milliards de dollars*" en deux ans.

Des équipements qui peuvent finir dans les mains des groupes terroristes, notamment en Afrique, comme l'avait récemment expliqué à Sputnik Ibrahim Traoré, Président de la Transition du Burkina Faso. fr.sputniknews.africa 01.02.2024

Lu.

Depuis le début de la guerre, les États-Unis ont ainsi livré plus de 10.000 tonnes de matériel militaire à Israël. L'Allemagne a multiplié par dix ses livraisons d'armes. Le magazine *Der Spiegel* vient en outre de révéler que Berlin s'apprêtait à envoyer quelque 10.000 obus de 120 millimètres. Même la Belgique qui tente d'adopter une position plus mesurée dans le concert des nations européennes a été prise la main dans le sac : 16.000 tonnes de poudre à munition exportées vers Israël. Quant à la France, mystère ! Si l'on sait que 15,3 millions d'euros d'armement ont été vendus en 2022 selon les derniers chiffres officiels, le ministre des Armées se montre plus circonspect sur les livraisons depuis le début de la guerre. Fidèle à la doctrine du « *en même temps* » de son patron Macron, Sébastien Lecornu indique que la France « *n'exporte pas et n'exportait pas avant les événements dramatiques du 7 octobre de*

matériels létaux susceptibles d'être employés contre des populations civiles dans la bande de Gaza ». Mais en même temps, Lecornu reconnaît que la France « *exporte des équipements militaires à Israël afin de lui permettre d'assurer sa défense, comme l'article 51 de la Charte des Nations unies lui en donne le droit.* »

Guerre en Ukraine: le Sénat américain va bientôt dévoiler son nouveau projet d'aide - BFMTV 2 février 2024

Le Congrès américain bute depuis plusieurs mois sur une enveloppe de 61 milliards de dollars d'aide à l'Ukraine. Le Sénat américain va dévoiler cette semaine son nouveau projet d'aide à l'Ukraine a annoncé ce jeudi 1er février son chef Chuck Schumer. "*Nous prévoyons de publier le texte entier (...) dès demain et pas plus tard que dimanche*", a déclaré le chef démocrate depuis l'hémicycle. Il a dit espérer un premier vote sur le texte ce mercredi "*au plus tard*".

Près de deux ans après le début d'une guerre qui s'enlise, et plus de 110 milliards de dollars déjà débloqués par le Congrès, les républicains ont commencé à trouver la note trop salée.

Le président Joe Biden, qui peine à faire adopter cette enveloppe, a appelé la présidente de la Commission européenne pour remercier l'UE d'avoir validé une assistance de 50 milliards d'euros à Kiev, a indiqué jeudi la Maison Blanche.

Les dirigeants européens ont trouvé un accord jeudi sur une aide de 50 milliards d'euros pour l'Ukraine jusque-là bloquée par le Premier ministre hongrois Viktor Orban, une annonce immédiatement saluée par Kiev comme une "*victoire commune*" sur la Russie.

C'est aussi un signal envoyé aux Etats-Unis où une nouvelle enveloppe budgétaire pour l'Ukraine est actuellement bloquée au Congrès. "*J'espère que (cela) aidera à faciliter les choses*" pour que Joe Biden puisse faire passer son plan d'aide à ce pays en guerre, a déclaré le chancelier allemand Olaf Scholz. BFMTV 2 février 2024

ONU et L'Agenda 2030 - Le programme du gouvernement mondial ou leur modèle de société totalitaire universelle.

J-C- Vous constaterez que la stratégie de leur "*forum politique*" s'inscrit dans le cadre de l'Assemblée générale des Nations Unies à laquelle participent tous les Etats, ce qui signifie qu'ils ont tous accepté de se soumettre à ses règles ou à son fonctionnement, et qu'ils en partagent ses objectifs, autrement dit ce sont ceux qui les ont établis qui contrôlent ces Etats, qui par conséquent ont abdiqué leur souveraineté ou leur indépendance au profit de l'oligarchie financière anglo-saxonne et ses alliés internationaux qui trônent au sommet du capitalisme mondial.

Partant de là, en appeler à cette institution ou en attendre quoi que ce soit quand on prétend s'exprimer au nom des peuples exploités et opprimés relève de la supercherie politique ou témoigne sa propre soumission à cette dictature mondiale.

L'Agenda 2030, qu'est-ce que c'est ?

<https://hlpf.un.org/> (United Nations - en anglais)

Forum politique de haut niveau sur le développement durable - Organisation des Nations Unies

La Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio 20) à The Future We Want (Le futur que nous voulons - J-C) créé le Forum politique de haut niveau sur le développement durable des Nations Unies en 2012.

Le HLPF est la plate-forme centrale des Nations unies pour le suivi et l'examen du programme de développement durable à l'horizon 2030 et des objectifs de développement durable (ODD) au niveau mondial. Il s'agit du sommet de l'architecture de suivi et de révision du programme à l'horizon 2030 établi par le programme à l'horizon 2030 et la résolution 70/299 de l'Assemblée générale.

Dans sa résolution 67/290, l'Assemblée générale a décidé que le Forum se réunissait chaque année sous les auspices du Conseil économique et social pendant huit jours, y compris un débat ministériel de trois jours et tous les quatre ans au niveau des chefs d'État et de gouvernement sous les auspices de l'Assemblée générale pendant deux jours.

La première réunion du Forum s'est tenue le 24 septembre 2013. Il remplace la Commission du développement durable, qui se réunit chaque année depuis 1993.

Le Forum adopte des déclarations politiques intergouvernementales.

Cliquez ici pour obtenir des informations sur le Forum de haut niveau 2019 sous les auspices de l'Assemblée générale – le sommet des ODD, y compris la Déclaration politique et son appel à « *assembler pour une décennie d'action et d'exécutions en faveur du développement durable* ».

Le HLPF 2023 sous les auspices de l'Assemblée générale - le deuxième Sommet des ODD s'est tenu en septembre 2023. Le sommet des ODD a adopté la déclaration politique.

Le Forum de haut niveau 2023, convoqué sous les auspices du Conseil économique et social, s'est tenu du 10 au 19 juillet 2023 à New York. Il s'agissait d'une manifestation d'avant-sommet pour préparer le sommet des ODD qui s'est tenu en septembre 2023.

En 2024, le forum politique de haut niveau sur le développement durable convoqué sous les auspices du Conseil économique et social se tiendra du lundi 8 juillet au vendredi 12 juillet 2024. Le débat de haut niveau du Conseil, y compris le débat ministériel de trois jours du Forum de haut niveau, se tiendra du lundi 15 juillet au jeudi 18 juillet 2024.

Le Forum de haut niveau procède également à des examens réguliers des objectifs de développement durable.

L'Assemblée générale examine périodiquement les fonctions du Conseil économique et social et du groupe de haut niveau.

J-C - Cela signifie, que par ce biais ils s'octroient le droit d'exercer un droit d'ingérence et de contrôle de la politique des gouvernements de tous les Etats, un droit de regard sur leur budget ou leur économie, politique qui devra être conçue en fonction des objectifs qu'ils ont adoptés en commun quelle que soit la majorité au pouvoir dans ces 195 pays.

Autrement dit, tout parti politique qui ne dénonce pas l'appartenance de son pays à l'ONU, accepte de se plier à son diktat ou s'engage à appliquer sa politique tournée contre les intérêts des exploités et des opprimés. Rompre avec l'ONU (et toutes ses agences) est donc une nécessité absolue pour un parti ouvrier, un parti de gauche ou d'extrême gauche.

<https://focus2030.org/fr>

<https://focus2030.org/Nos-partenaires>

<https://www.coe.int/fr/web/programmes/un-2030-agenda>

<https://www.eda.admin.ch/agenda2030/fr/home/agenda-2030/die-17-ziele-fuer-eine-nachhaltige-entwicklung.html>

<https://www.undp.org/fr/histoires/accelerer-la-mise-en-oeuvre-de-lagenda-2030>

L'art de dire une chose et de faire son contraire.

Vue d'ensemble des 17 objectifs de développement durable.

- 1 - Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde = Tout faux !
- 2 - Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable = Tout faux !
- 3 - Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge = Tout faux !
- 4 - Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie = Tout faux !
- 5 - Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles = Tout faux !
- 6 - Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau = Tout faux !
- 7 - Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes à un coût abordable = Tout faux !
- 8 - Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous = Tout faux !

9 - Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation = Tout faux !

10 - Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre = Tout faux !

11 - Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables = Tout faux !

12 - Établir des modes de consommation et de production durables = Tout faux !

13 - Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions = Tout faux !

14 - Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable = Tout faux !

15 - Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des terres et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité = Tout faux !

16 - Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous = Tout faux !

17 - Renforcer les moyens de mettre en œuvre le Partenariat mondial pour le développement durable et le revitaliser = Tout faux !

Quand *Libération* se sert de l'actualité sociale pour faire la promotion de l'Agenda 2030.

La vie chère est-elle synonyme de malbouffe ? – liberation.fr 8 février 2024

Corine Pelluchon, philosophe, professeure à l'université Gustave-Eiffel.

- L'alimentation et l'agriculture sont les leviers essentiels de la transition écologique et solidaire. Car l'écologie ne désigne pas seulement la lutte contre le réchauffement climatique. Elle implique de partager les ressources, d'organiser autrement la production et le travail. Elle est un projet de société et une manière d'être, elle est le pari que nous pouvons, consommateurs, producteurs, syndicats, représentants politiques, changer progressivement tout.

J-C – Sauf de régime économique ! Ils ont le don pour repérer les intellectuels pourris convertis au Great Reset de Davos...

Mystification. Qu'est-ce qu'ils ne vont pas chercher pour camoufler les conséquences désastreuses de la survie du capitalisme et leurs mauvaises intentions.

J-C - A les entendre, les carences en vitamines et oligo-éléments indispensables à la santé dont sont victimes certaines populations, on pourrait ajouter les protéines, ne proviendraient pas de la pauvreté qui ne leur permet pas d'avoir une alimentation saine et équilibrée quotidiennement, ce serait les céréales dont le riz qui fournissent ces éléments indispensables à la santé qui seraient en cause, et non les produits délibérément frelatés ou de mauvaise qualité de l'industrie agro-alimentaire auxquels ils ont accès par ailleurs.

Ce qu'ils ne précisent pas, outre que les plus pauvres consomment peu de légumes et de fruits frais parce qu'ils sont trop chers, ils mangent du riz blanc ou blanchi (idem pour le blé), qui est un produit frelaté d'où une grande partie des vitamines (B1 - bêta-carotène) et des oligo-éléments ont été extraits, ils consomment peu d'œuf, de carotte et pas de foie ou du fromage notamment, riches en vitamine A.

Qu'est-ce que cela signifie?

Pour que ces populations demeurent pauvres et se conforment aux critères du marché aux esclaves, elles doivent continuer de se nourrir aussi peu et aussi mal et à coûter le moins cher possible aux exploités et à la société, donc de préférence en étant en bonne santé, d'où l'idée de recourir à l'expédients des OGM pour réunir ces conditions. C'est machiavélique ou sordide à souhait, et salué par tout ce que compte la société occidentale de progressistes ou d'humanistes ! Au passage, les partisans des OGM saluent les vertus du capitalisme. Lisez, je n'invente rien.

Les éléments du progrès : les OGM - contrepoints.org 8 février 2024

Extrait. Les Nouvelles Techniques Génomiques (NGT) viennent d'être autorisées par le Parlement européen. Tour d'horizon des apports des OGM.

Dans de nombreuses régions de Chine, d'Inde et du Bangladesh, une portion quotidienne de riz doré pourrait prévenir des millions de cas de cécité, sauver un nombre égal de vies et améliorer les perspectives économiques et le bien-être général d'innombrables familles dans les décennies à venir.

Le manque de vitamine A dans l'alimentation est un problème exclusivement réservé aux pays pauvres. Il s'agit d'un problème technique pour lequel il existe une solution facilement réalisable.

La solution en question a d'abord été proposée par Peter Beyer, professeur de biologie cellulaire à l'université de Fribourg en Allemagne, et Ingo Potrykus de l'Institut des sciences végétales en Suisse. Beyer et son équipe ont utilisé le génie génétique pour insérer les gènes producteurs de bêta-carotène dans l'ADN du riz normal. Le résultat a été un riz modifié de manière à produire du bêta-carotène in situ dans la plante – que l'on a appelé riz doré. La couleur du riz est un indicateur évident de la vitamine A qu'il contient.

Les améliorations des technologies agricoles ont sauvé des centaines de millions de vies et en sauveront sans aucun doute des centaines de millions d'autres à l'avenir.

Une minorité de personnes riches des pays développés pourrait bien profiter d'un mode de vie biologique strictement exempt d'OGM sans conséquences néfastes.

Mais imposer un tel mode de vie aux pauvres du monde est injuste, contraire à l'éthique, improductif et inutile. Les améliorations des technologies agricoles ont sauvé des centaines de millions de vies et en sauveront sans aucun doute des centaines de millions d'autres à l'avenir.

Au cours des 25 prochaines années, le développement et le succès du génie génétique dans la production agricole joueront un rôle clé dans l'amélioration de l'épanouissement humain. Cela permettra de sauver et d'enrichir la vie de millions de personnes.

Mais cela ne sera possible que si les gens soutiennent la recherche, le développement et l'utilisation des technologies génétiques de manière rationnelle. contrepoints.org 8 février 2024

Quelle intention généreuse, mais quelle en est l'origine, devinez ?

Les personnes et les organismes à l'origine de cette technique (tout particulièrement Ingo Potrykus et la Fondation Rockefeller) ont défendu, parfois avec véhémence l'intérêt de cette nouvelle technique pour la santé dans les pays en voie de développement. fr.wikipedia.org/wiki/Riz

La Fondation Rockefeller en est, on se disait aussi ! C'est étonnant qu'ils se préoccupent de la santé ou de l'alimentation, du bien-être des populations qu'ils ont réduites à la pauvreté, à l'insécurité alimentaire, qu'ils maintiennent dans une précarité absolue. Vous aurez remarqué que derrière chaque mauvais coup on trouve l'oligarchie financière, là c'est Rockefeller, ailleurs, en Afrique surtout, c'est Gates, etc.

Pourquoi veulent-ils qu'on continue à bouffer leur riz dégueulasse pour la santé ?

- La consommation de riz n'est pas dangereuse pour la santé, en particulier si l'on diversifie les natures de riz. Sauf pour le riz blanc. La raison ? Le fait d'avoir perdu son enveloppe au cours des traitements, rend ce riz particulièrement pauvre en vitamines du groupe B, essentiel à la bonne marche de l'organisme, et en minéraux. Mieux vaut donc en manger "avec modération" ! D'autant qu'une étude menée par des médecins de Harvard et publiée en 2012 dans le *British Medical Journal* a révélé que les plus grands consommateurs de riz blanc (5 portions de 150 g / semaine) avaient un risque de développer un diabète de type 2 majoré de 25%. En cause son Index Glycémique (IG) élevé qui provoque une élévation brutale du taux de sucre dans le sang. sante.journaldesfemmes.fr 16 septembre 2021

Chez tous mes voisins, dans toutes les familles que je connais, dont celle de mon épouse et celle de ma compagne, il y a des diabétiques, et tous sont plus ou moins en mauvaise santé ou présente des carences immunitaires, tous les hivers il y en a qui tombent malade, une hécatombe en fait, parce qu'ils sont tous pauvres et se goinfrent de riz blanc pour assouvir leur faim, ils n'ont pas le choix, c'est injuste.

Chez moi, personne n'est malade. Nous avons une alimentation très diversifiée et équilibrée, et j'y veille en permanence, par chance j'en ai les moyens ou j'y consacre une grosse partie de mon modeste budget. Mes chiens sont nourris de la même manière que nous, et pas un n'a eu

une diarrhée en trois ans, leurs yeux et leurs oreilles ne coulent pas, leur poil est souple et brillant. On se passe du médecin et du vétérinaire, un luxe de nos jours, j'en ai parfaitement conscience.

Aucun Etat, aucune institution ne s'oppose au totalitarisme ou au terrorisme international des Etats-Unis et ses vassaux européens.

J-C - Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne continuent de se comporter en maîtres du monde en recourant à des guerres, sans qu'aucun Etat ne s'y oppose vraiment puisqu'aucun n'a rompu ses relations avec ces régimes despotiques.

Les frappes américaines au Yémen, en Irak et en Syrie vont se poursuivre, malgré l'ONU - Le HuffPost 5 février 2024

« *Ce n'est pas fini.* » Les États-Unis vont « continuer » leurs représailles contre des groupes pro-iraniens en Irak et en Syrie, a affirmé ce dimanche 4 février le conseiller à la sécurité nationale de la Maison Blanche, Jake Sullivan, qui n'a pas voulu dire si des frappes contre l'Iran étaient exclues.

En Irak et en Syrie, les États-Unis ont frappé un total de 85 cibles sur sept sites différents, dont des centres de commandement et de renseignement et des infrastructures de stockage de drones et de missiles, selon le Pentagone. Interrogé sur des victimes civiles, il a indiqué n'être pas en mesure de confirmer mais que les cibles visées étaient « *tout à fait légitimes* ».

Ces raids aériens au Yémen sont intervenus au lendemain d'une série de frappes américaines contre des forces d'élite iraniennes et des groupes armés pro-iraniens en Syrie et en Irak, en réponse à la mort de trois soldats américains en Jordanie le 28 janvier. Le HuffPost 5 février 2024

Lu.

Le monopole de la propagande occidentale a volé en éclats. La résistance du peuple palestinien l'a réduit en miettes. Et partout à travers le monde, des millions de voix s'élèvent pour réclamer justice. La répression s'intensifie évidemment. Des manifestations sont interdites, des associations dissoutes, des conférences annulées, des drapeaux confisqués... Cette apparente démonstration de force témoigne en réalité de la faiblesse d'un système aux abois. La résistance ne pliera pas. La solidarité persistera.

J-C - Patati et patata, " *des millions de voix s'élèvent pour réclamer justice*" à qui, devinez ? Quand les victimes demandent à leurs bourreaux de les épargner, ce sont eux qui témoignent de leur faiblesse et non l'inverse comme on s'emploie à vous le faire croire.

Quand une revendication sociale ou politique portée par le mouvement ouvrier est adressée aux représentants du régime en place ou du capitalisme, ceux qui la portaient en sont

dépossédés, ils ont troqué leur indépendance au profit de ceux auxquels ils s'en remettent pour la satisfaire ou à qui elle était adressée, qui dès lors se retrouvent en position favorable pour l'instrumentaliser et la rejeter.

Cette manière de procéder à pour conséquence désastreuse de favoriser les travailleurs qui sont le plus subordonnés au capitalisme et à ses institutions, ceux qui sont le plus enclins à développer des illusions dans le régime, à le ménager, les couches de l'aristocratie ouvrière qui sont justement organisées dans les syndicats, au détriment des couches les plus défavorisées plus enclines à opter pour des actions radicales, qui se méfient à juste titre ou rejettent le dialogue social qui en soi est déjà une trahison de leur cause... Bref, cela introduit d'emblée un élément de division au sein des travailleurs pour affaiblir leur détermination et leur mobilisation, la faire échouer de préférence, c'est le but de l'intersyndicale corrompue.

Quant au contraire une revendication sociale ou politique portée par le mouvement ouvrier est adressée aux travailleurs, en principe elle incarne leurs besoins sociaux ou leurs aspirations démocratiques, donc elle se situe sur leur terrain de classe et non sur celui de leur ennemi de classe, de ce fait leur indépendance de classe est préservée, de sorte que leur lutte pour cette revendication peut s'inscrire naturellement dans une perspective politique plus large, pour peu que cette orientation soit défendue par l'avant-garde de la classe ouvrière, ce qui signifie qu'un certain nombre de travailleurs pourront tirer des enseignements de cette expérience, et pourquoi pas prendre conscience que l'ensemble de leurs revendications sociales et politiques sont légitimes et méritent d'être défendues, d'où la nécessité de s'organiser sur le plan politique pour qu'elles aient la chance un jour d'être satisfaites, de réunir les conditions pour parvenir à un changement de régime économique et politique.

A quoi reconnaît-on les opportunistes ? Ce sont des adeptes du droit international :

- L'Occident collectif assassine le droit international
- Le droit international a-t-il survécu ou la classe politique occidentale l'a-t-il tué?

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

- Guerre à Gaza: Le ministère de la Santé annonce un nouveau bilan de 27 840 morts et 67 317 blessés. aa.com.tr 9 février 2024

L'Arabie saoudite écarte les attentes américaines sur une potentielle normalisation avec Israël - RT 7 févr. 2024

Alors que le porte-parole du Conseil de sécurité nationale de la Maison Blanche, John Kirby, avait déclaré le 6 février que les discussions entre l'Arabie saoudite et Israël étaient «positives» concernant une probable normalisation des relations bilatérales, Riyad a tenu à apporter quelques précisions.

«*La position du Royaume d'Arabie saoudite a toujours été ferme sur la question palestinienne et sur la nécessité pour le peuple palestinien frère d'obtenir ses droits légitimes*», a précisé le royaume saoudien quelques heures après la déclaration américaine dans un communiqué.

Le texte de la diplomatie saoudienne répond nommément aux propos du «*porte-parole du [Conseil] de sécurité nationale des États-Unis*», à savoir John Kirby. Riyad précise qu'il n'y aura pas «*de relations diplomatiques avec Israël à moins qu'un État palestinien indépendant ne soit reconnu sur les frontières de 1967 avec Jérusalem-Est comme capitale*», ajoutant qu'une normalisation serait inenvisageable sans cessez-le-feu et que «*toutes les forces d'occupation israéliennes*» devraient se retirer de la bande de Gaza.

Alors que l'Arabie saoudite restait évasive sur les conditions d'un accord avec l'État hébreu, ce communiqué apporte plusieurs détails, notamment sur la nécessité d'une État palestinien selon les frontières d'avant 1967. Un positionnement aux antipodes de celui de Benjamin Netanyahu, qui refuse catégoriquement la solution à deux États.

Le communiqué intervient également deux jours après la visite d'Antony Blinken à Riyad. Le chef de la diplomatie américaine avait alors rencontré le prince héritier d'Arabie saoudite Mohammed ben Salmane.

Reste que la normalisation de l'État hébreu demeure problématique dans la société civile saoudienne. En effet, selon un sondage du Washington Institute for Near East Policy publié en décembre dernier, 96% des Saoudiens sont favorables à une rupture complète des relations économiques et diplomatiques avec Israël. RT 7 févr. 2024

Abdel Salam: Les délégations de Sanaa et Riyad ont surmonté les obstacles les plus importants pour un processus de paix avec l'Arabie-saoudite. - french.almanar.com.lb

Le chef de la délégation de négociation de Sanaa, Mohammad Abdel Salam, a révélé une réunion qui a eu lieu entre la délégation qu'il dirige et les dirigeants saoudiens, «*qui a permis de surmonter les obstacles les plus importants auxquels se heurte la feuille de route pour la paix*».

Abdel Salam a déclaré au journal saoudien Asharq Al-Awsat : «*La feuille de route inclue les préoccupations de chacun*», soulignant que «*la délégation de Sanaa a mis l'accent sur la résolution du problème humanitaire urgent dont souffre le peuple yéménite dans tout le pays*».

Dans le même contexte, il a souligné que «**le traitement du dossier humanitaire et l'ouverture des aéroports, des ports et des routes auront un impact positif et significatif sur le reste des dossiers, notamment le dialogue politique**».

Le plan de paix auquel les parties étaient parvenues plus tôt se concentrait sur un cessez-le-feu global dans le pays, l'ouverture de tous les ports terrestres, aériens et maritimes, la fusion de la Banque centrale et l'achèvement de l'échange de prisonniers et de détenus (tous pour tous).

Abdel Salam a également noté lors de la réunion que « *la position majoritaire des pays du monde est leur souci de la sécurité de leurs navires et de garantir qu'ils ne soient pas exposés à des dommages* ». Cependant, la délégation de Sanaa a affirmé, « *la poursuite des opérations militaires en mer Rouge visant les navires israéliens se dirigeant vers Israël jusqu'à la fin de l'agression et du siège de la bande de Gaza* ».

Le responsable yéménite a réitéré la position de Sanaa en faveur du peuple palestinien opprimé, ajoutant dans son discours que « *si l'injustice et le siège contre le peuple palestinien cessent, alors les opérations de soutien cesseront sans aucun doute* ».

Abdel Salam a conclu que « *la scène de paix au Yémen est sur la bonne voie* », expliquant que les opérations des forces armées yéménites en mer Rouge sont « *distinctes de la voie du processus de paix* » et estimant que « *les menaces de l'Occident contre une solution nationale est une tentative de pression* ».

- Ben Gvir révèle un plan pour vider Gaza des Palestiniens - french.almanar.com.lb 4 février 2024

Le ministre israélien de la Sécurité, Itamar Ben-Gvir, a averti qu'il s'opposerait à tout accord avec le Hamas qui permettrait la libération de milliers de Palestiniens ou qui mettrait fin à la guerre avant que le Hamas ne soit complètement vaincu. « *Netanyahu est à un carrefour, et doit choisir la direction à prendre* », a-t-il dit dans une interview au quotidien US Wall Street Journal, ont rapporté les médias israéliens.

Ben-Gvir a dans ce contexte révélé son plan pour Gaza, proposant « *de repeupler la bande de Gaza avec des colonies israéliennes tout en offrant des incitations financières aux Palestiniens pour qu'ils partent* ».

Le ministre israélien a estimé que son plan visant à « *encourager les Gazaouis à émigrer volontairement vers différents endroits à travers le monde* » en fournissant des incitations financières en espèces est une « *vraie action humanitaire* » à entreprendre.

Ben-Gvir a enfin prétendu savoir que les Palestiniens seraient ouverts à cette idée à travers des discussions avec des Palestiniens en Cisjordanie et des renseignements qu'il a reçus en tant que ministre.

Ben-Gvir a en outre accusé l'administration Biden d'entraver l'effort de guerre israélien et a affirmé que le candidat républicain à la présidence des États-Unis, Donald Trump, permettrait à Israël une plus grande liberté « *pour écraser le Hamas* ».

« *Au lieu de nous fournir un soutien total, Biden est occupé à fournir de l'aide humanitaire et du carburant [à Gaza], qui parviennent au Hamas,* » a déclaré Ben-Gvir.

« *Si Trump avait été au pouvoir, l'approche des États-Unis aurait été complètement différente* ». french.almanar.com.lb 4 février 2024

ONU: Israël n'a pas fourni de documents concernant ses allégations contre les employés de l'UNRWA - aa.com.tr 31.01.2024

Les Nations Unies ont déclaré que le gouvernement de Tel Aviv n'avait pas encore soumis de dossier concernant les accusations israéliennes contre les employés de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine en Proche-Orient (UNRWA).

C'est ce qu'a déclaré le porte-parole des Nations Unies, Stéphane Dujarric, lors de sa conférence de presse quotidienne.

Il a indiqué qu'Israël avait transmis à l'UNRWA ses allégations sur l'implication de 12 de ses employés dans les attaques du 7 octobre, indiquant que la cessation des tâches et l'enquête avaient été menées à la lumière de ces informations.

Dujarric a expliqué qu'Israël ne leur avait pas encore fourni de dossier écrit concernant ces accusations.

Il a souligné que l'UNRWA avait auparavant partagé la liste de ses employés dans les pays où elle travaille avec le pays hôte, ainsi qu'avec Israël, et qu'aucune inquiétude n'avait été exprimée à ce sujet.

Vendredi, l'UNRWA a annoncé avoir ouvert une enquête sur des allégations d'implication d'un certain nombre de ses employés (sans le préciser) dans les attentats du 7 octobre.

Les accusations israéliennes contre l'agence ne sont « *pas les premières du genre.* »

Depuis le début de la guerre contre Gaza, Israël a accusé les employés de l'UNRWA de travailler pour le Hamas, dans ce qui a été considéré comme « une justification préalable » pour bombarder les écoles et les établissements de l'organisation dans la bande de Gaza, qui abrite des dizaines de milliers de personnes déplacées, dont la plupart sont des enfants et des femmes, selon les observateurs.

Depuis le 26 janvier, 17 pays et l'Union européenne ont décidé de suspendre leur financement à l'UNRWA, sur la base des allégations d'Israël selon lesquelles 12 des employés de l'agence auraient participé à l'opération « *Déluge d'Al-Aqsa* » menée par le mouvement Hamas le 7 octobre 2023.

Ces pays sont : les États-Unis, le Canada, l'Australie, le Japon, l'Italie, le Royaume-Uni, la Finlande, l'Allemagne, les Pays-Bas, la France, la Suisse, l'Autriche, la Suède, la Nouvelle-Zélande, l'Islande, la Roumanie, l'Estonie, en plus de l'Union européenne, selon les Nations Unies. aa.com.tr 31.01.2024

Israël détruit l'UNRWA pour empêcher l'exécution de l'ordonnance de la CIJ - Réseau Voltaire 1er février 2024

La Cour internationale de Justice a rendu son ordonnance dans l'affaire opposant l'Afrique du Sud à Israël à propos d'actes génocidaires en cours à Gaza. Celle-ci stipule, entre autres, que :

« *L'État d'Israël doit prendre sans délai des mesures effectives pour permettre la fourniture des services de base et de l'aide humanitaire requise de toute urgence afin de remédier aux difficiles conditions d'existence auxquelles sont soumis les Palestiniens de la bande de Gaza* ».

Or, les services de base et l'aide humanitaire ne peuvent être distribués que par l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA).

L'État d'Israël a lancé, dans les heures suivant le prononcé, une campagne contre cette Agence des Nations unies. Il a immédiatement fait savoir que 12 employés de l'UNRWA avaient participé à l'opération « *Déluge d'Al-Aqsa* », le 7 octobre dernier. Sans attendre, Washington a retiré son financement à l'Agence. Le secrétaire général des Nations unies a appelé à ne pas jeter le bébé avec l'eau du bain afin de garantir la continuité des opérations de l'UNRWA. « *Si l'UNRWA s'effondre, l'ensemble des opérations humanitaires à Gaza s'effondrera. Aucune organisation ne peut remplacer l'Office à Gaza* » a déclaré la directrice du bureau de New York, Greta Gunnarsdottir.

L'ambassadeur d'Israël aux Nations unies, Gilad Erdan, a alors déclaré : « *Le Secrétaire général de l'Onu prouve une fois de plus que la vie et la sécurité des citoyens israéliens ne sont pas vraiment importantes pour lui. Après des années au cours desquelles il n'a pas tenu compte des éléments de preuve qui lui ont été présentés personnellement sur l'appui et la participation de l'UNRWA à l'incitation et au terrorisme, et avant de mener une enquête approfondie pour localiser tous les terroristes et tous les assassins du Hamas au sein de l'Office, il se concentre sur la collecte de fonds pour l'organisation d'assassinats et de terrorisme. Tout pays qui continue de financer l'UNRWA avant qu'une enquête approfondie ne soit menée sur l'organisation doit savoir à quoi son argent sera utilisé, si l'aide qui sera transférée à l'UNRWA peut bénéficier aux terroristes du Hamas au lieu de parvenir à la population de Gaza. J'appelle tous les pays donateurs à geler leur soutien et à exiger une enquête approfondie sur tous les employés de l'organisation* ».

Une douzaine d'États occidentaux se sont alors alignés sur les États-Unis (le Canada, l'Australie, l'Italie, le Royaume-Uni, les Pays-Bas, la Finlande, l'Allemagne, la France, le Japon, l'Autriche, la Roumanie, la Nouvelle-Zélande). À ce jour 500 millions de dollars ont été bloqués.

Selon le New York Times du 29 janvier, les rapports israéliens sur le rôle des employés de l'UNRWA dans l'attaque du 7 octobre portent notamment sur un premier qui aurait enlevé une Israélienne, un second qui aurait pris part à l'attaque d'un kibboutz, un troisième qui aurait distribué des munitions, et un quatrième qui gérait un entrepôt d'armes. Dix des employés ont été identifiés comme des agents du Hamas et un onzième comme un agent du Jihad islamique. Sept d'entre eux sont des enseignants travaillant dans les écoles de l'agence.

Selon le *Wall Street Journal* du 29 janvier environ 10 % des employés de l'UNRWA à Gaza ont des liens avec le Hamas ou le Jihad islamique, et la moitié d'entre eux ont des proches qui appartiennent à ces organisations.

12 employés, cela signifie 0,09 % des employés de l'UNRWA à Gaza et seulement 0,04 % de ses employés au Levant.

Eylon Levy, porte-parole du gouvernement israélien, a déclaré que « l'UNRWA est une organisation de façade du Hamas. C'est l'organisation utilisée par le Hamas pour blanchir les informations aux médias étrangers ». « *Maintenant que nous apprenons la profondeur de la pourriture de cette organisation, nous pouvons commencer à lui demander des comptes, même si elle porte les initiales de l'Onu dans son nom* », a-t-il poursuivi.

Aujourd'hui, la situation des Gazaouis est désespérée. Selon Martin Griffiths, secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, 700 000 d'entre eux souffrent de maladies contagieuses, notamment de maladies de la peau, d'infections, de diarrhées et de jaunisse. 1 700 000 d'entre eux ont été déplacés et survivent dans des camps de tentes inondés. La plupart des 2,2 millions de Gazaouis souffrent de faim et n'ont plus accès à de l'eau potable. L'UNRWA ne sera plus en mesure de poursuivre ses services avant la fin du mois.

- Incendie d'un bâtiment de l'UNRWA : 16 Palestiniens brûlés vifs - europalestine.com 8 février 2024

L'armée israélienne a attaqué jeudi un bâtiment de l'UNRWA où étaient réfugiés de nombreuses familles palestiniennes à Khan Younès, au sud de la bande de Gaza, 16 palestiniens essentiellement des femmes et des enfants sont morts brûlés vifs, rapporte la chaîne Al-Jazeera.

- Un tribunal fédéral de Californie, aux États-Unis, a statué que « *les actions militaires israéliennes dans la bande de Gaza constituent raisonnablement un génocide contre les Palestiniens* ».

Aujourd'hui, le journal américain *New York Times* a rapporté que plus de 800 responsables aux États-Unis, au Royaume-Uni et dans l'Union européenne ont publié une lettre publique d'opposition contre le soutien de leurs gouvernements à « Israël » dans sa guerre contre la bande de Gaza. french.almanar.com.lb 2 février 2024

- Londres : pas de collecte pour les soldats israéliens !

Une collecte de fonds pour les soldats israéliens à Londres a été annulée par l'Apollo Theatre, où l'événement était censé être organisé, en raison des nombreuses protestations reçues.

L'hôte de l'événement, Douglas Murray, un journaliste connu pour ses opinions sionistes, s'est plaint de l'annulation et a qualifié le soutien au génocide israélien de « *liberté d'expression* ». europalestine.com 5 février 2024

- Glasgow : le militant pour la Palestine Mick Napier gagne son procès

Le tribunal de Glasgow a abandonné les charges de « terrorisme qui pesaient sur le militant Mick Napier, fondateur de la SPSC, Scottish Palestine Solidarity Campaign.

Le président de la cour, Alan McKay, a également rejeté les restrictions que voulait imposer le gouvernement à Mick Napier, comme l'interdiction de manifester.

« La victoire d'aujourd'hui, devant le tribunal, rejoint une très longue série de succès contre les efforts visant à utiliser les tribunaux pénaux écossais pour harceler, intimider et réduire au silence les militants de la campagne. », qui n'est pas du genre à se laisser intimider. europalestine.com 5 février 2024

- Le secrétaire général de l'Onu, António Guterres, a appelé *''à augmenter de toute urgence l'aide humanitaire à la bande de Gaza en raison de la famine, des déplacements massifs et de l'effondrement du système humanitaire''*.

Dans un post sur X, Guterres a écrit : *''J'appelle à un accès rapide, sûr, sans entrave, élargi et durable de l'aide humanitaire à toute la bande de Gaza''*.

Et le patron de l'Onu d'ajouter : *''Tout le monde à Gaza meurt de faim, et 1,7 million de personnes ont été déplacées tandis que le système humanitaire s'effondre''*, évoquant une situation critique. aa.com.tr 01.02.2024

Près de 9 000 Palestiniens croupissent dans les geôles israéliennes - aa.com.tr 01.02.2024

Près de 9 000 détenus palestiniens croupissent dans les geôles israéliennes, a rapporté l'ONG israélienne de défense des droits humains *''Hamoked''* qui reprend les données officielles communiquées par le service pénitentiaire israélien.

''Hamoked'' a déclaré que, sur la base des données officielles, *''8 929 Palestiniens sont détenus dans les prisons israéliennes''*.

L'ONG ajoute que parmi ces détenus, *''2 084 purgent une peine de prison, 2 752 n'ont pas encore été condamnés et 3 484 sont des détenus administratifs (sans inculpation)''*.

''Hamoked'' explique que *''606 de ces prisonniers sont classés par les autorités israéliennes comme ''combattants illégaux'' qui ont été arrêtés dans les villes situées dans l'enveloppe de la bande de Gaza lors de l'attaque menée par le Hamas le 7 octobre 2023''*.

''Hamoked'' a annoncé que les données sur les prisonniers palestiniens lui ont été communiquées par les autorités pénitentiaires israéliennes et concernent tous les détenus dits *''de sécurité''* dans les prisons gérées par le service pénitentiaire israélien, dont la prison militaire israélienne d'Ofar située en Cisjordanie, selon la même source.

L'ONG israélienne a précisé dans une déclaration à Anadolu que *''dans le droit israélien, un combattant illégal, un statut spécifique qui n'existe pas en droit international, est défini comme une personne qui a participé directement ou indirectement à des actes hostiles contre l'État d'Israël, ou est membre d'une force perpétrant des actes hostiles contre l'État d'Israël''*.

Selon une loi israélienne de 2002, un *''combattant illégal''* *''n'a pas droit au statut de prisonnier de guerre''* défini par le droit international humanitaire.

''Hamoked'' souligne que le traitement réservé par Israël aux prisonniers de sécurité *''viole leurs droits à l'égalité, à la dignité, à la vie familiale, à l'éducation, etc., ce qui est contraire au droit international''*.

Le président colombien critique l'expulsion d'étudiants propalestiniens d'une fête universitaire - aa.com.tr 02.02.2024

Le président colombien, Gustavo Petro, a critiqué l'expulsion d'un groupe d'étudiants d'un concert tenu dans la salle de conférence de l'Université nationale de Colombie, après avoir scandé des slogans en soutien à la Palestine.

Le président a publié sur «X», une vidéo des moments où les étudiants avaient brandi le drapeau palestinien et a écrit ce qui suit: *"Nous entretenons des relations diplomatiques avec l'État de Palestine et son drapeau doit être respecté comme les drapeaux des autres pays avec lesquels nous entretenons des relations diplomatiques. La Colombie est un État de libertés et de droits"*.

Et d'ajouter: *"La censure n'a pas sa place dans une université publique. Liberté et culture sont synonymes."*

La vidéo montre un groupe d'étudiants brandissant un grand drapeau palestinien lors d'un concert tenu dans la salle de conférence de l'Université nationale de Colombie et scandant des slogans en faveur de la Palestine, avant l'intervention des forces de sécurité.

Le 20 octobre, le président colombien a annoncé l'intention de son pays d'ouvrir une ambassade dans la ville de Ramallah, en Cisjordanie occupée.

Pour les soldats de l'armée d'occupation anglo-saxonne-sioniste habitués aux opérations spéciales sans risque, la guerre contre le peuple héroïque palestinien n'est pas vraiment une balade tranquille ! C'est aussi ce qui arrive aux mercenaires étrangers qui rejoignent l'armée néonazi ukrainienne.

Bande de Gaza: L'armée israélienne retire une 3eme brigade en moins d'une semaine. Le chiffre de ses blessés est le pire en 4 décennies (Telegraph) - french.almanar.com.lb1 31 janvier 2024

L'armée d'occupation israélienne a retiré une de ses brigades de réserve de la bande de Gaza, la troisième en une semaine.

Selon le journal Yedioth Ahronoth, cette démarche intervient dans le contexte de la décision de réduction des forces sur les fronts de bataille aussi bien dans la bande de Gaza que dans les zones adjacentes à la frontière libanaise.

La radio de l'armée d'occupation a déclaré que la Cinquième Brigade de Réserve a quitté la bande de Gaza la nuit dernière après avoir terminé sa mission. Il est question que ce sont les équipes de sécurité locales qui entreprendraient le processus de riposte aux incidents de sécurité dans ces zones.

Dimanche dernier, l'armée d'occupation a annoncé le retrait de deux brigades de réserve de la bande de Gaza, après la fin de leur mission, selon la chaîne Kan, affiliée à la Société de radiodiffusion officielle israélienne.

La première brigade Kiryati a quitté le sud de Gaza samedi soir dernier, après que des milliers de ses membres ont participé à de violents combats contre la résistance palestinienne à Khan Younes au sud de l'enclave.

La seconde est la Brigade Parachutiste, connue sous le nom de « *Pointe de Lance* » et composée de 5 bataillons, selon Kan.

En moins d'un mois, l'armée d'occupation a retiré plusieurs brigades de ses forces à Gaza, dont le bataillon n° 7107, la division 36 et le bataillon 13 de la brigade Golani.

Ce mercredi, l'armée d'occupation a reconnu la mort de 3 militaires, un officier et deux soldats, et d'autres militaires blessés, lors de combats au nord et au sud de la bande de Gaza.

Elle avait annoncé mardi 30 janvier que 26 soldats avaient été blessés en 24 heures lors des combats dans la bande de Gaza, ce qui porte selon elle leur nombre à 2.797 depuis le début de la guerre, dont 1.283 blessés depuis le lancement de l'offensive terrestre le 27 octobre 2023.

Selon le bilan officiel, le chiffre des militaires israéliens tués s'élèverait à 560 depuis le début de l'offensive israélienne, dont les 223 qui ont été tués lors de l'attaque du Hamas dans l'enveloppe de Gaza le 7 octobre.

Ces chiffres officiels ont été contestés dans les médias israéliens qui ont cité des sources dépendantes de milieux médicaux israéliens. En décembre, le Yediot Aharonot a avancé le chiffre de 5.000 blessés dont 2.000 qui sont des mutilés de guerre.

Un mois plus tard, le site électronique du média israélien Walla indiquait que le chiffre des blessés serait 30.000, dont 4.000 handicapés à vie. french.almanar.com.lb1 31 janvier 2024

Gaza: un charnier de 100 Palestiniens détenus par l'armée israélienne - french.almanar.com.lb1 février 2024

Les organismes gouvernementaux de la bande de Gaza ont enterré les corps d'environ 100 Palestiniens non identifiés dans une fosse commune après que les forces d'occupation israéliennes les ont remis au terminal de Kerem Shalom, dans la ville de Rafah, au sud de l'enclave.

Des sources médicales palestiniennes ont rapporté au correspondant d'Anadolu que l'armée d'occupation a fait passer par le passage frontalier les corps d'environ 100 détenus palestiniens, et qu'un grand camion réfrigéré les a transportés jusqu'au site du charnier dans la ville de Rafah.

Les sources ont déclaré que parmi les corps rendus se trouvaient des corps entiers, des demi-corps et des lambeaux.

Les mêmes sources ont expliqué que certains corps avaient été « volés » par les forces israéliennes dans des tombes qu'elles avaient exhumées et détruites, et que d'autres étaient ceux de Palestiniens tués par l'armée lors de leur agression contre toutes les zones de la bande de Gaza.

Un grand nombre de corps sont arrivés presque complètement décomposés, Ils ont été pris en photos et leurs zones de blessures ont été également documentées.

Les sources ont indiqué que l'ADN des corps sera réexaminé pour identifier les victimes après la fin de la guerre israélienne contre la bande de Gaza, compte tenu de la difficulté d'y parvenir à l'heure actuelle. french.almanar.com.lb1 février 2024

L'un des officiers les plus éminents l'unité israélienne Shaldag a été tué par des tirs de la résistance à Gaza - french.almanar.com.lb 31 janvier 2024

L'un des officiers les plus éminents de l'unité Shaldag (les forces aériennes d'élite) de l'armée d'occupation israélienne a été tué aujourd'hui, mercredi, lors des violents affrontements que mènent la résistance palestinienne dans le nord de Gaza avec les forces d'occupation israéliennes, selon les médias israéliens.

Qu'est-ce que l'unité Shaldag ?

Il s'agit d'une unité commando de l'armée de l'air israélienne, spécialisée dans l'exécution de missions de combat derrière les lignes ennemies, désignée par l'unité 5101, connue sous le nom de Shaldag (King's Hunter ou Kingfisher), son quartier général se trouve à la base aérienne de Palmachim et elle est dirigée par un officier ayant le grade de lieutenant-colonel.

Selon ce qui a été publié à ce sujet dans les médias israéliens, il s'agit d'une des unités qui jouit d'une formation pour effectuer des missions spéciales. Elle figure parmi les 4 unités spéciales de l'armée d'occupation, avec les unités Shayetet 13 pour les opérations de commando maritime, l'Unité 669 d'évacuation médicale, de sauvetage et d'évacuation

aérienne des zones hostiles, et l'unité de reconnaissance de l'état-major général, Sayeret Matkal, qui est la principale unité des forces spéciales de l'armée israélienne.

Shaldag mène des opérations secrètes, des opérations de recherche et de sauvetage au combat, de libération de prisonniers, des travaux dans le cadre de la guerre irrégulière, des opérations de pénétration à longue distance, des opérations de renseignement militaire et de sécurité dans des conditions difficiles et complexes, des reconnaissances spéciales à l'intérieur du territoire « *ennemi* », sans compter des opérations offensives, de « *sabotage* » contre « *les ennemis* ».

La mission du Shaldag est de « *se déployer sans être détecté dans des environnements de combat et hostiles pour effectuer des reconnaissances spéciales, établir des zones d'attaque ou des aérodromes, tout en menant simultanément des actions de contrôle du trafic aérien et de commando* ».

Les officiers de l'unité se distinguent par leur équipement différent du reste des soldats des autres unités de l'armée d'occupation. Ses soldats portent des fusils d'assaut M16 ou M4A1 équipés d'un lance-grenades M203.

Lorsqu'ils effectuent des missions spéciales, les soldats portent des pistolets Glock 17 et 19 9×19 mm et des fusils de précision Mauser SR.

Cette unité a été créée en 1974, à la suite de la guerre d'octobre 1973, dans le cadre du Sayeret Matkal, et a finalement été transférée à l'armée de l'air de l'occupation.

En novembre dernier, un certain nombre de soldats israéliens servant à Shaldag ont été tués à la suite de combats avec la résistance palestinienne à Gaza.

Les Brigades Al-Qassam, la branche militaire du Mouvement de résistance islamique Hamas, ont annoncé avoir ciblé d'un officier israélien à Tal al-Hawa, à l'ouest de la ville de Gaza.

Médias israéliens : il est impossible d'inonder tous les tunnels de Gaza, ni de les faire sauter tous - french.almanar.com.lb 31 janvier 2024

France occupée (Vigipirate et Sentinelle)

Pour un peu ils avoueraient que le capitalisme n'a plus d'avenir ou qu'il n'est pas éternel.

Pourquoi notre système produit des élites sans vision. Entretien avec Thomas Viain - revueconflits.com 1^{er} février 2024

La formation des élites est essentielle pour le développement et la survie des pays. Si les élites françaises sont aujourd'hui décriées, c'est souvent parce que leur formation n'est pas adaptée à la direction des affaires.

- "pourquoi parler paresseusement d'un relativisme ou d'un nihilisme contemporain est une erreur intellectuelle"

J-C - Tout cela pour cet aveu pitoyable qui relève du négationnisme et résume à lui tout seul la faillite de l'idéologie dominante, la vôtre, le reflet de celle de ce régime voué à la disparition. Il faut être un sacré crétin pour croire qu'un régime économique qui s'est imposé un jour serait éternel, c'est aussi simple que cela, mais inaccessible à vos chères élites.

Totalitarisme. Parents, enseignants et élèves sont opposés à la militarisation de l'école.

Uniforme à l'école : le gouvernement affronte un premier revers - leJDD 4 février 2024

Pour participer à l'expérimentation, les établissements volontaires doivent obtenir l'aval du conseil d'école ou d'administration. Les premières déconvenues n'ont pas tardé. Parents d'élèves, collégiens et lycéens ont déjà mis à mal la liste établie par le ministère.

L'uniforme, non merci ! À peine annoncée, l'expérimentation de l'uniforme à l'école voulue par le ministère de l'Éducation nationale connaît ses premières volte-face. À Marseille (Bouches-du-Rhône), par exemple, les quelque 500 collégiens de Chape ont été invités à s'exprimer sur la mise en place de la tenue unique via l'application Pronote. Sur les trois quarts des élèves ayant participé au scrutin, 66 % ont voté contre. La direction de l'établissement a suspendu le projet dans la foulée. Au département désormais de trouver un autre établissement volontaire. Mais les délais sont serrés : l'appel à manifestation d'intérêt du ministère sera clos le 15 février.

Même cas de figure au Mans (Sarthe). Consultés par vote électronique, les élèves de la cité scolaire Touchard-Washington ont rejeté, à 78 %, l'idée d'une tenue unique, proposée par la présidente LR de région, Christelle Morançais. « *La suite ? Il n'y en aura pas, affirme Jean-François Bourdon, le proviseur du lycée. J'étais partant pour l'expérience quand la région m'a contacté, mais à la condition que les élèves et les étudiants soient partants aussi. Là, il n'y a pas photo.* » Le proviseur assure ne pas « être déçu » que l'aventure s'arrête prématurément. « *Les élèves ont connu une expérience démocratique comme rarement ils en ont eu. Est-ce que l'uniforme résoudra tous les problèmes de l'Éducation nationale ? Non. Il y a d'autres projets à mener.* »

L'école primaire de Plouisy (Côtes-d'Armor), seule commune candidate à l'expérimentation en Bretagne, a également renoncé. Pas de vote, cette fois, mais la colère d'une centaine de manifestants, parmi lesquels des enseignants, parents et élèves, réunis pour exprimer leur opposition. leJDD 4 février 2024

La démission d'Amélie Oudéa-Castéra n'est pas réclamée par ces députés insoumis qui la défendent ironiquement - Le HuffPost 5 février 2024

J-C – Ils doivent avoir trop peur que la réaction se déchaîne et exige leur démission...

Didier Raoult exige un moratoire sur la vaccination Covid et un retour au traitement des patients - France-Soir 02 février 2024

"Au moins une dizaine de molécules ont montré une efficacité sur la maladie et ne coûtent pas grand-chose", répète le Professeur Raoult dans un texte publié sur X (ex-Twitter) ce vendredi 2 février en début d'après-midi, intitulé "De la propagande et de la connaissance", et que nous publions en intégralité ci-dessous.

<https://www.francesoir.fr/societe-sante/didier-raoult-exige-un-moratoire-sur-la-vaccination-covid-et-un-retour-au-traitement>

Ukraine.

Ukraine : le général Zaloujny, commandant en chef de l'armée, remplacé par le général Syrsky - AFP/RT 8 févr. 2024

La stratégie de l'Ukraine doit «*changer et s'adapter*» pour combattre la Russie, a reconnu le général Valeri Zaloujny, démis de ses fonctions par le président Volodymyr Zelensky ce 8 février.

«Nous avons parlé des changements dont les forces armées ont besoin. Nous avons aussi discuté de qui pourrait faire partie d'un commandement renouvelé des forces armées de l'Ukraine. Le temps du nouveau, c'est maintenant. J'ai proposé au général Zaloujny de rester dans l'équipe», a écrit le président ukrainien sur X (ex-Twitter).

Le général Oleksandre Syrsky, commandant en chef des forces ukrainiennes, a été nommé en remplacement. Celui-ci avait été chargé de la défense de Kiev en 2022 et de la contre-offensive de Kharkov à l'automne de la même année. Le président Zelensky a réclamé au nouveau commandant des forces armées un plan de bataille «réaliste» pour 2024. AFP/RT 8 févr. 2024

Monsieur Meyssan, le « meilleur géopoliticien au monde 2024 », s'est encore planté, dommage : La prochaine « Guerre mondiale » attendra encore !

Les Anglo-Saxons changent de stratégie en Ukraine - Réseau Voltaire 8 février 2024

Il (Zaloujny - J-C) devrait être remplacé par le général Kyrylo Boudanov, actuel directeur du Renseignement militaire. Si cette nomination est confirmée, elle confirmera l'importance des opérations de sabotage en Russie.

Si les Ukrainiens les réalisent seuls, la Russie les frappera, mais si Moscou montre qu'ils sont aidés par les Occidentaux, ce sera la Guerre mondiale.

<https://www.voltairenet.org/article220404.html>

Thierry Meyssan, « meilleur géopoliticien au monde 2024 » - Réseau Voltaire 5 février 2024

<https://www.voltairenet.org/article220388.html>

J-C - C'est à croire qu'il serait aussi porte-parole de la stratégie du chaos, le « *meilleur* » peut-être ?

Italie.

Les agriculteurs italiens s'opposent aux Pacte vert et à la politique de libre marché de l'UE - Press TV 03 February 2024

Les agriculteurs italiens ont rejoint leurs homologues français, allemands et belges dans les manifestations contre les politiques agricoles vertes et de libre marché de l'Union européenne. Ils disent que Bruxelles ne travaille que dans l'intérêt des grandes entreprises agroalimentaires.

Les petits et moyens agriculteurs italiens sont à genoux. Des dizaines d'entre eux ont participé jeudi à la manifestation de masse organisée devant le siège du Parlement européen à Bruxelles pour exprimer leur exaspération face aux normes réglementaires de l'UE. Les agriculteurs d'un certain nombre d'États membres de l'UE affirment que les institutions nationales et continentales ne sont pas à l'écoute de leurs revendications.

Les protestations des agriculteurs en Italie n'ont pas encore atteint le niveau des manifestations en France ou en Allemagne, mais la grogne s'élargit de jour en jour à travers le pays. Les agriculteurs se plaignent de ne plus se sentir protégés par aucun syndicat ou association.

Pays-Bas : la colère des agriculteurs contre Bruxelles est montée d'un cran - AFP/RT 6 février 2024

Des agriculteurs néerlandais et belges ont rejoint depuis la semaine passée la vague de manifestations initiée par leurs confrères français en janvier, depuis propagée à l'Allemagne, à la Pologne, à la Roumanie, à la Grèce et à l'Italie. AFP/RT 6 février 2024

Allemagne.

Croissance : l'Allemagne bascule dans le rouge - RT/ AFP 30 janv. 2024

Plombée par la crise de son puissant secteur industriel, qui représente environ 20% de la richesse produite, l'Allemagne a vu son économie se contracter au quatrième trimestre avec un produit intérieur brut (PIB) en recul de 0,3%. «Après une stagnation de l'économie allemande au cours des trois premiers trimestres, la production économique a diminué au quatrième trimestre 2023», a résumé l'Office national des statistiques Destatis.

L'Allemagne fait nettement moins bien que la moyenne de la zone euro, qui a atteint une croissance de 0,5% en 2023, selon Eurostat, avec des hausses marquées pour la France, l'Espagne ou l'Italie. Puissance exportatrice, l'Allemagne souffre de la faible demande

extérieure, des coûts de l'énergie pour son secteur manufacturier et des taux d'intérêt relevés par la Banque centrale européenne (BCE) dans le but de vaincre l'inflation.

Les analystes de l'Institut économique Ifo disent tabler sur une baisse de 0,2% du PIB au premier trimestre, qui conduirait l'Allemagne en récession technique (deux trimestres d'affilée de baisse du PIB).

«Bon nombre des récents freins à la croissance seront toujours présents au moins pendant les premiers mois de 2024, et auront, dans certains cas, un impact encore plus fort qu'en 2023», prédit Carsten Brzeski, analyste chez ING. S'y ajoutent de nouveaux risques pour la croissance : les grèves des conducteurs de train allemands qui ont paralysé le pays en début d'année et les perturbations de la chaîne d'approvisionnement dues au conflit militaire en mer Rouge. *«L'économie allemande ne semble pas prête de quitter de sitôt la zone crépusculaire entre récession et stagnation»,* affirme Carsten Brzeski. RT/ AFP 30 janv. 2024

Argentine

J-C – Les sionistes nazis en famille.

Argentine : Milei annonce le transfert de l'ambassade à Jérusalem et désigne le Hamas comme «terroriste» - RT 7 févr. 2024

«Je le remercie pour sa décision de déclarer le Hamas organisation terroriste, pour son ferme soutien à Israël et pour sa décision de reconnaître Jérusalem comme capitale d'Israël et d'y installer l'ambassade d'Argentine», a déclaré sur X (ex-Twitter) Benjamin Netanyahu, à l'occasion de cette rencontre.

Javier Milei n'a jamais caché son alignement sur la politique israélienne. RT 7 févr. 2024

Quand le FMI soutient le régime ultra réactionnaire du fasciste Javier Milei.

Selon l'institution de Bretton Woods, il mène une politique économique « *audacieuse* » avec la fin des subventions qui faussent les prix de l'énergie et du transport et la réduction du déficit budgétaire.

La patronne du FMI Kristalina Georgieva estime que les mesures économiques du nouveau président ont « permis d'éviter une crise de la balance des paiements ». Elles visent à « *restaurer la stabilité macroéconomique et commencer à s'attaquer aux obstacles à la croissance* », même si « *le chemin vers la stabilisation sera difficile* ». L'institution a approuvé le déblocage d'une nouvelle tranche d'aide d'environ 4,7 milliards de dollars à l'Argentine. En échange, Buenos Aires promet de dégager un excédent budgétaire de 2 % du produit intérieur brut (PIB).

L'idylle actuelle entre le FMI et Buenos Aires rappelle celle du début des années 1990. À l'époque, l'institution dirigée par le Français Michel Camdessus délivrait des bonnes notes à la

politique néolibérale du président Carlos Menem. Jusqu'à la crise économique de 2001... Par la suite, Michel Camdessus a reconnu « *beaucoup de bêtises et beaucoup d'erreurs* » dans la relation avec l'Argentine. lepoint.fr 5 février 2024

Argentine : Heurts lors d'une manifestation contre les réformes de Milei, l'opposition proteste - 20 Minutes/AFP 2 février 2024

La rue en colère. Les députés d'opposition ont momentanément quitté jeudi le Parlement en Argentine, en plein débat sur les réformes dérégulatrices du président ultralibéral Javier Milei, pour protester contre la « *répression* » selon eux, par la police d'une manifestation à l'extérieur du bâtiment.

En début de soirée jeudi, la police a tiré des balles en caoutchouc pour disperser plusieurs centaines de manifestants et dégager des axes de circulation aux abords du Parlement, a constaté l'AFP. Les forces de sécurité ont aussi utilisé des canons à eau, et du gaz lacrymogène.

Au lendemain d'une première séance laborieuse de douze heures, les parlementaires argentins examinaient pour le deuxième jour consécutif sur le vaste et polémique train de réformes de Milei, qui touche maints aspects de l'économie, des sphères publique et privée.

Démessuré avec 664 articles dans sa version initiale, le train de réformes du président Milei, baptisé « *loi omnibus* », a été détricoté au fur et à mesure de tractations parlementaires, en commissions, et selon des sources législatives citées par la presse, ne comporterait plus que 224 dispositions.

Deux aspects surtout génèrent des résistances : l'étendue de privatisations, avec 40 entreprises visées, et la délégation de pouvoirs accrus à l'exécutif, pour une période limitée, au nom de « *l'urgence économique* », en matière tarifaire, énergétique, fiscale notamment. L'opposition redoute que cela n'autorise à imposer par décret des réformes que le Parlement aurait rejetées. 20 Minutes/AFP 2 février 2024

Argentine: revers au Parlement pour les réformes dérégulatrices de Milei - AFP 7 février 2024

Le président argentin, Javier Milei, a subi un premier sérieux revers mardi au Parlement, où faute de soutien, son train de réformes dérégulatrices a été renvoyé en commission, mais l'ultralibéral reste déterminé à mettre en œuvre son programme.

"*Notre programme a été voté par 56% des Argentins et nous ne sommes pas disposés à le négocier avec ceux qui ont détruit le pays*", a dénoncé sur X M. Milei qui entend "poursuivre" le programme "avec ou sans le soutien des dirigeants politiques qui ont détruit notre pays".

Mardi soir, au moment où la Chambre des députés s'apprêtait à des votes très incertains sur le thème polémique des privatisations, le parti présidentiel La Libertad Avanza (LLA) a

subitement demandé et obtenu la levée de la session, renvoyant de facto le texte en commission.

Le ministre de l'Intérieur Guillermo Francos, qui avait été la cheville ouvrière des tractations pour obtenir une majorité ad hoc --une gageure pour le parti LLA de M. Milei, 3e force dans l'hémicycle--, a expliqué avoir constaté "*un manque de volonté des blocs d'accompagner les réformes*".

"*Il y a eu des engagements de vote qui n'ont pas été respectés dans la pratique*", a-t-il dénoncé.

Selon la procédure parlementaire, le renvoi d'un projet de loi en commission annule les votes obtenus précédemment. En l'occurrence le vote favorable, vendredi dernier, sur le "*principe général*" de la loi, et celui de mardi sur les "*pouvoirs délégués*".

"*Cela veut dire qu'ils doivent tout recommencer à zéro*", s'est félicitée la députée de gauche radicale et ex-candidate à la présidentielle Myriam Bregman. AFP 7 février 2024

Haïti.

Haïti : Intensification des mouvements de protestation exigeant la démission du Premier ministre - aa.com.tr 8 février 2024

Au moins une personne a été tuée, mercredi, lors de l'attaque d'un poste de police en Haïti, où de nombreuses villes sont le théâtre de violentes manifestations exigeant la démission du Premier ministre Ariel Henry.

L'attaque perpétrée dans la ville d'Ouanaminthe, située dans le nord-est d'Haïti, à la frontière avec la République dominicaine, a également fait plusieurs blessés.

Les gens sont descendus dans la rue dans les villes de Jérémie, Grand'Anse, Cayes, Gonaïves, Artibonite, Miragoane, Nippes, Cap-Haïtien et Hinche, pour exiger que le Premier ministre se conforme à l'article 20 de l'accord du 21 décembre 2022, qui marque la fin de son gouvernement intérimaire le 7 février, date à laquelle un nouveau chef d'État devrait prêter serment.

À Pétion-ville, des commerces ont été pillés par les manifestants et plusieurs motos ont été incendiées pour servir de barricades. La police a fait usage de gaz lacrymogènes pour disperser les manifestants.

L'ancien sénateur et chef rebelle Guy Philippe, qui a appelé à une révolution pour chasser le Premier ministre du pouvoir, a été vu dans les rues de la capitale Port-au-Prince, mardi. aa.com.tr 8 février 2024

LE SOCIALISME

Le 18 février 2024

Je comprends que pour lire une causerie aussi longue, il faille avoir envie de se battre sur tous les fronts à la fois.

La paix : La décolonisation de la Palestine.

Tribune Libre.

L'éditorial de la Tribune des travailleurs (PT) par Daniel Gluckstein

Le leurre

Quatre mois se sont écoulés depuis le 7 octobre. Gaza, rasée, compte plus de cent mille morts et blessés. Privés de nourriture et de soins, réfugiés dans des abris précaires au milieu des décombres, les rescapés survivent au jour le jour dans l'angoisse des prochains bombardements.

Car le massacre se poursuit. De temps à autre, les gouvernements capitalistes demandent à Netanyahu d'introduire un peu d'humanité dans son entreprise génocidaire... pour mieux poursuivre, sans relâche, leur fourniture d'armes à Israël.

C'est un fait : Israël ne pourrait prolonger son offensive meurtrière plus de deux ou trois jours si ces livraisons d'armes et de munitions cessaient. C'est pourquoi les véritables partisans de la paix se doivent d'exiger : l'arrêt des bombardements, la levée du siège et surtout l'arrêt des livraisons d'armes et de leur financement.

Dans ces circonstances, on a du mal à comprendre que Jean-Luc Mélenchon et une demi-douzaine de députés de La France insoumise aient choisi le siège des Nations unies à Genève comme destination de leur manifestation pour le cessez-le-feu samedi dernier, Mélenchon précisant : « *Heureusement qu'il y a l'ONU parce que sinon, il n'y aurait que la barbarie.* »

Faut-il rappeler que c'est un vote de l'ONU qui, en 1947, a décidé l'injuste partition de la Palestine, niant purement et simplement le droit du peuple palestinien à se constituer en nation et ouvrant la voie au déferlement de barbarie ? Faut-il rappeler que ce vote a été rendu possible parce que, conformément aux règles des Nations unies, aucun membre permanent du Conseil de sécurité ne s'y était opposé ?

C'est un leurre de prétendre que le cessez-le-feu dépendrait de l'ONU. Toute décision de l'ONU dépend de son Conseil de sécurité, donc des cinq grands pays qui y disposent d'un droit de veto. À commencer par l'administration des États-Unis.

S'adresser à l'ONU pour lui demander d'imposer un cessez-le-feu, c'est détourner l'attention des véritables responsables. L'arrêt du massacre ne se décidera pas à l'ONU ni même aux abords de son siège à Genève ou ailleurs. Disons-le clairement : c'est à l'Élysée, c'est à la Maison-Blanche qu'il faut aller manifester pour exiger des responsables qu'ils cessent de livrer des armes et priver ainsi l'entreprise génocidaire de ce qui la rend possible.

S'ils veulent être pris au sérieux, les responsables des organisations ouvrières et tous ceux qui se disent attachés à la cause de la paix doivent cesser d'agiter le leurre de l'ONU*. C'est contre Biden et les gouvernements impérialistes que doit s'orienter la mobilisation pour : « *Plus un sou, plus une arme pour Israël.* »

En France, c'est contre Macron que le combat doit s'ordonner, car c'est son gouvernement qui, à l'extérieur, arme et finance la guerre à Gaza et en Ukraine et qui, à l'intérieur, mène la guerre contre les travailleurs et la jeunesse.

* Leurre aussi que l'appel à soutenir en France le syndicat américain UAW qui, certes, s'est prononcé pour le cessez-le-feu... pour immédiatement ensuite apporter son soutien à Biden aux prochaines élections !

J-C - Contre Macron, mais aussi les institutions de la Ve République, le capitalisme, en regrettant que le PT participe à la mascarade des élections européennes que nous boycottons.

Vidéo. Palestine. 75 ans de partition toujours plus d'oppression. Quelle issue ? - PT-TCI 20 octobre 2023

<https://www.youtube.com/watch?v=cz8rD1b0jPU>

Pour aborder cette question sérieusement et essayer d'y apporter une réponse, il faut commencer par distinguer les différents facteurs et rapports qui ont présidé ou influencé la situation politique au cours de chaque période historique marquée par des événements déterminants. Ensuite, on peut observer de quelle manière ces facteurs et rapports ont évolué tout au long du processus historique, avant d'en tirer des enseignements à valeur théorique et d'en arriver à des conclusions pratiques. Il s'agit donc avant tout de procéder méthodologiquement par ordre, et de se conformer à la logique qui se dégage des faits et de leurs enchaînements, tels qu'ils se sont produits et non pas tels qu'ils seraient sortis de notre imagination ou d'un quelconque manuel du bon militant comme c'est très souvent le cas, ici encore évidemment.

Si cet exercice est relativement facile à réaliser, puisqu'il suffit de replacer chacun de ces facteurs ou acteurs politiques dans un contexte bien circonscrit, par exemple, avant, pendant, après une guerre, en principe il ne devrait y avoir aucune difficulté ou confusion à ce niveau-là. Encore faut-il s'y tenir et ne rien oublier ou occulter délibérément au passage, auquel cas la description qu'on en ferait serait incomplète ou tronquée pour des raisons diverses qu'on n'a pas à aborder pour le moment, et l'analyse qui en découlerait serait faussée ou plutôt orientée dans une direction que leur auteur aurait adopté avant même de commencer son exposé ou sa démonstration, dans le seul but de justifier les conclusions ou propositions auxquelles il voulait en venir.

Autrement dit, lorsque les faits sont instrumentalisés de la sorte, cet exposé n'est plus qu'un instrument de propagande et de manipulation des consciences, puisque les travailleurs ou militants auxquels elle s'adressait ou qui en seraient les victimes, ignoraient ou plutôt devaient ignorer les mécanismes qui présidaient au fonctionnement de cet instrument. C'est ce qui permet en règle générale de pouvoir faire croire pratiquement n'importe quoi à n'importe qui, une expérience désagréable ou pire encore dont chacun d'entre nous a été témoin ou victime à son insu au cours de son existence, je crois que les lecteurs en conviendront honnêtement.

L'exposé qui nous a été présenté par deux dirigeants de la tendance communiste internationaliste du Parti des travailleurs n'a pas échappé à cette règle, j'ai envie d'ajouter hélas. Nous allons voir comment ils ont procédé et quels facteurs ils ont été mis en avant ou utilisés, quant à la question de savoir à quelle fin, je pense qu'il est préférable de se demander quelle en est la signification politique pour comprendre que nous sommes en présence de ce qu'on pourrait appeler une machination, bien que je n'aime pas trop ce terme, une mystification serait peut-être plus appropriée.

Vous aurez remarqué qu'ils n'ont pas traité l'OLP et le Hamas avec la même objectivité, je n'ai pas dit bienveillance parce que cela ne s'imposait pas. En gros, ils ont accordé le même traitement à l'OLP qu'au PS ou la social-démocratie, et d'une certaine manière ils ont réservé le même sort au stalinisme qu'au Hamas.

S'ils ont rappelé l'historique de l'OLP et sa dérive qui l'a amené à renier la cause qu'il représentait, la présentation qu'ils en ont faite comportait le même biais que l'on retrouve dans celle du PS ou de la SFIO, à savoir, ils s'en tinrent à nouveaux aux intentions qui figuraient dans son programme et aux déclarations de ses dirigeants pour le caractériser, or quotidiennement ou en pratique l'OLP et ses dirigeants se comportèrent tout autrement. Mais pour eux cela ne compte pas, il faut l'occulter, or ce sont des faits, qui ont autant ou plus de pouvoir et de conséquences que les déclarations de Yasser Arafat.

Ils nous expliqueront, que c'était la nature sociale des dirigeants de l'OLP qui les avait amenés à adopter la position de l'impérialisme anglo-saxon, certes, mais dites-nous, cette nature sociale des dirigeants de l'OLP elle n'était pas nouvelle, ils n'ont pas trahi du jour au lendemain le peuple palestinien, ils l'ont toujours berné en réalité, on pourrait en dire de même des dirigeants de la SFIO qui n'ont pas attendu le 3 août 1914 pour passer de l'autre côté de la barricade, que dire du PS avant le 10 mai 1981.

Pour comprendre leur raisonnement ou comment ils justifient leur opportunisme, il faut avoir à l'esprit qu'à toutes ces époques jusqu'à nos jours, que ce soit en France ou en Palestine, il n'existait pas un véritable parti ouvrier révolutionnaire ou communiste, du coup les éléments les plus avancés de la classe ouvrière s'organisèrent dans des partis dont ils ignoraient la nature contre-révolutionnaire, les différents courants se réclamant du trotskysme en les courtisèrent, mieux ou pire, ils allèrent jusqu'à les inclure dans l'issue politique qu'ils proposaient à leurs militants et aux travailleurs dont forcément il ne sortait rien à l'arrivée, autrement dit cela ne servaient pas les intérêts des travailleurs qui un jour ou l'autre se retrouveraient sans plus aucun parti pour les représenter. Ce que nous ne regrettons pas, je veux dire par là qu'on n'a jamais souhaité que le PS et le PCF continuent d'exister, bien au contraire, plus vite on en serait débarrassé et plus tôt le mouvement ouvrier pourrait se reconstruire sur une nouvelle base, y compris en Palestine occupée.

Qu'il faille soutenir les luttes sociales ou politiques engagées par des syndicats ou des partis dits ouvriers corrompus est une chose. Notre soutien va aux travailleurs en lutte et non à ces organisations pourries. On peut aussi concevoir qu'il faille défendre l'existence de syndicats vendus, dès lors qu'il n'en existe pas d'autres, car les travailleurs ont impérativement besoin de syndicats pour défendre leurs acquis sociaux, telle devrait être la position de tout militant ouvrier selon moi. Maintenant on est en présence d'autre chose bien différente, lorsqu'il s'agit à n'importe quelle occasion de soutenir les luttes politiques dans lesquelles sont engagés les représentants de la social-démocratie ou du stalinisme, qui auront pour unique vertu de redorer leur blason ternis par un siècle de trahison, pire, les inclure dans une perspective politique ou dans un gouvernement ouvrier, la pire illusion qu'on puisse colporter auprès des travailleurs et des militants, là on passerait à notre tour de l'autre côté de la barricade, et on se demandera au passage en quoi cette stratégie serait favorable ou compatible avec la construction d'un nouveau parti ouvrier révolutionnaire, qui ne semble pas du tout être l'objectif de ces dirigeants trotskystes.

Ce qui est en cause ici, c'est l'instrumentalisation permanente des illusions des masses pour le compte du régime en place, sous prétexte que la révolution socialiste est renvoyée à une date lointaine indéterminée, en attendant soyons opportunistes, pourquoi pas, cela les regarde après tout, mais qu'ils en assument toutes les conséquences, ce qu'ils sont incapables parce que leur position est indéfendable et ils le savent. Mais revenons à leur exposé.

Ils nous ont expliqué une fois de plus que tout ce qui se passait de nos jours dans le monde seraient la faute au stalinisme, y compris à Gaza. Ils sont revenus à juste titre sur le rôle criminel qu'il joua lors de la partition de la Palestine en 1947 adoptée et soutenue par l'URSS de Staline. Bravo, c'était indispensable de le rappeler, à ceci près qu'ils oublieront le rôle tout aussi néfaste joué par la social-démocratie à la même époque et plus particulièrement au cours des années 30, qui furent décisives pour le mouvement ouvrier international, puisque les événements devaient déboucher sur une Seconde Guerre mondiale et l'avènement du nazisme en Allemagne et en partie en France, du fascisme en Italie et en Espagne notamment, alors que des partis sociaux-démocrates avaient été au pouvoir dans plusieurs pays en Europe peu de temps auparavant ou représentaient une importante force politique dans laquelle des pans entiers des masses se reconnaissaient, y compris les sections de la IIe Internationale au Moyen-Orient.

En quoi cette différence de traitement aurait-elle été justifiée ? En aucune manière, la preuve étant que plus tard ce sont des partis sociaux-démocrates qui sont parvenus au pouvoir en Espagne, en France, en Allemagne, en Italie, au Portugal, en Grande-Bretagne, etc. et non des partis dits communistes dont l'influence ne cessa de décliner tout au long de la seconde moitié du XXe siècle à partir du milieu des années 50 à nos jours. Autrement dit, en 2024 en France et à Gaza, c'est davantage la social-démocratie dégénérée (son idéologie et ses représentants) qui apparaît sous différents masques, qu'il nous faut combattre au même titre que la réaction officielle, idéologie qui désormais sert également de programme au PCF et à tous les syndicats.

Quel est maintenant le rapport avec le Hamas, direz-vous, on y vient.

Contrairement à l'OLP qui un moment fut une organisation respectable tant qu'elle fut anti-impérialiste, lorsqu'elle incarnait les revendications historiques fondamentales du peuple palestinien, le rejet de la partition et le droit au retour notamment, le Hamas fut dès le départ

un instrument de l'impérialisme anglo-saxon, britannique dans un premier temps, puis américain de nos jours. Qu'il ait été conçu au départ pour lutter contre l'OLP dans laquelle les masses palestiniennes avaient placé leurs illusions croyant que cette organisation représentait ses aspirations révolutionnaires, c'est un lieu commun, mais il n'explique pas tout. Car le temps passant, il allait de soi que les Palestiniens allaient bien finir par s'apercevoir que l'OLP était complice des sionistes, d'autant plus que la crise mondiale du capitalisme devait se traduire par d'importantes tensions sociales et politiques dans tous les pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient qu'il faudrait contenir d'une manière ou d'une autre, elles atteindraient la Palestine occupée, le 11 septembre 2001 fut une première réponse de l'impérialisme américain et ses alliés ou vassaux, qui au-delà des premiers succès remportés allait ranimer la flamme du mouvement anti-impérialiste ou anticolonial des années qui suivirent la fin de la Seconde Guerre mondiale et les décennies suivantes, dont justement la Palestine occupée est à nouveau l'épicentre aujourd'hui.

C'est dans ces conditions que les masses palestiniennes en vinrent à rejeter l'OLP et l'autorité palestinienne de Mahmoud Abbas, et à chercher une nouvelle voie pour résister au sionisme ou continuer leur lutte de libération nationale, qu'apparut le Hamas, dont la fonction était de les détourner de leurs revendications historiques au profit d'une adaptation au régime d'apartheid que les sionistes leur avaient réservé, tâche qui allait s'avérer impossible à réaliser, d'où la scission du Hamas à Gaza ou la création de sa branche palestinienne reprenant à son compte l'objectif de libérer l'ensemble de la Palestine du sionisme, abandonnant au passage le discours raciste et impérialiste de la Confrérie des Frères Musulmans, donc reprenant les grandes lignes de l'ancien programme de l'OLP. Cela figure dans leurs documents et déclarations, ils sont en ligne dans le blog, vous pouvez le vérifier vous-même.

Si le Hamas a pris la place qu'occupait autrefois l'OLP, pourquoi ce traitement différencié et malhonnête de surcroît ?

Dès lors, on se pose une question : Les dirigeants du PT savent ce que je viens de relater, ils savent lire et ils ont des oreilles, alors pourquoi ont-ils occulté, censuré tous ces éléments sur le Hamas de Gaza, pour se conformer au discours dominant, par crainte de se voir accuser de soutenir une organisation terroriste, pour ne pas exposer leurs militants à des provocations violentes de la part de sionistes fanatiques ?

Quand on regarde attentivement, le Hamas de Gaza se retrouve dans la même situation que l'OLP autrefois lorsqu'il n'existait pas de parti ouvrier révolutionnaire, ses dirigeants ne doivent pas être davantage fréquentables, leur nature n'est pas différente somme toute, aucune illusion n'est permis à ce sujet, mais pourquoi se focaliser sur le Hamas lorsqu'on sait qu'il existe plus d'une dizaine d'organisations palestiniennes armées à Gaza et en Cisjordanie, parce que les médias n'évoquent que le Hamas, désolé, le comportement des dirigeants du PT ne correspond à celui de dirigeants indépendants.

Ces deux dirigeants du PT nous ont aussi expliqué qu'autrefois en Palestine il existait une section de la IVe Internationale, elle dut avoir une importance aussi infime et éphémère que celle qui existe 76 ans plus tard en France, dites-moi, je ne fabule pas, n'est-ce pas ? Ce sont eux qui se comportent en mégalomanes fanatisés en prêtant à une organisation quasi-inexistante un hypothétique rôle politique de premier plan, mais ce n'est pas anodin, car cela permet d'étayer l'argumentation selon laquelle c'est sa construction qui aurait déterminé leur orientation politique et de justifier ce que j'ai appelé leur opportunisme en direction de la

social-démocratie, à tel point qu'elle dut être à l'origine de la scission du PT puis du POI, de leur courant politique, on se demande bien pourquoi, si c'était pour en arriver là, eux-seuls pourraient répondre à cette question.

Personnellement je me moque de savoir qui est derrière la branche palestinienne du Hamas et des différentes factions palestiniennes armées, ce que je constate c'est que depuis 17 ans les masses palestiniennes ont été enfermées dans le ghetto de Gaza et de Cisjordanie et ensemble avec ces organisations elles ont décidé de le forcer le 7 octobre 2023 au prix d'un énorme sacrifice parce qu'elles n'avaient pas d'autres choix, et quand bien même il aurait existé un authentique parti ouvrier révolutionnaire à Gaza, il n'aurait rien pu leur offrir de mieux comme issue politique qu'un soulèvement armé au péril de leur vie, constat que nos braves trotskystes refusent, préférant au côté des représentants des colonisateurs anglo-saxons-sionistes casser du Hamas, sachant que la réaction le caractérisait de terroriste au profit de l'autorité palestinienne dirigée par l'OLP, ce qui revient à s'en prendre indirectement au Palestiniens et à adopter la position des Américains puisqu'ils envisagent de confier à l'OLP la gestion de la bande de Gaza, voilà qui respire l'opportunisme à peine voilé.

Car la réaction ne s'y est pas trompée en décidant de jeter son dévolu haineux contre le Hamas, non pas pour ce qu'il serait, mais ce qu'il incarne pour les Palestiniens, le démembrement de l'Etat juif d'apartheid, racialisé, le gardien des puits de pétrole et de gaz de l'impérialisme anglo-saxon dans la région.

On a beau nous avoir offert un cours sur le terrorisme, et rappeler la position du marxisme sur cette question, avoir évoqué son caractère petit bourgeois, tout comme les directions de l'OLP et du Hamas palestinien ainsi que les autres organisations palestiniennes, il n'aurait pas été inutile de préciser la signification politique de cette caractérisation, à savoir que le petit bourgeois ne privilégie pas seulement ses intérêts individuels et les moyens individuels pour les satisfaire comme cela a été rappelé à juste titre, et affirmer que sa nature sociale, son milieu social ou encore son statut social expliquerait son comportement comme cela a été suggéré ne suffit, faudrait-il encore préciser à quelle classe il appartient, les classes moyennes, et qu'est-ce qui les distingue des autres, de la classe ouvrière et de la classe des capitalistes, à savoir qu'elles ne sont pas indépendantes, elles occupent une place intermédiaires au sein des rapports d'exploitation. En deux mots, elles dépendent des autres classes en permanence ou bouffent à tous les râteliers, et selon les circonstances en fonction de leurs intérêts, elles adopteront l'idéologie de l'une ou l'autre classe indépendante en privilégiant celle qui permettrait d'atteindre ses objectifs, sans se soucier du sort de la classe ouvrière qu'elles instrumentalisent quand elles en ont besoin, et abandonnent à son triste sort le reste du temps, ou pire, elles s'allient à la réaction et alimentent l'extrême droite allant même jusqu'à prôner le fascisme ou le nazisme.

Les classes moyennes ont joué un rôle déterminant dans l'organisation du mouvement ouvrier au XIXe siècle, ses couches les plus progressistes avaient même adopté le socialisme avant chaque fois de le trahir, quand les intérêts du capitalisme étaient menacés, préférant ainsi la dictature fasciste ou nazi, la guerre, au socialisme, à l'exception de quelques dirigeants sociaux-démocrates qui seront minoritaires dans leurs partis et confirmeront cette règle qui est toujours valable de nos jours, plus que jamais puisque pas une seule couche des classes moyennes en 2024 ne se réclame plus vraiment du socialisme ou n'ose rompre avec le régime en place et l'affronter, toutes s'y sont ralliés.

On doit ajouter qu'il arrive que des travailleurs ayant le statut d'ouvrier cessent de travailler pour devenir des dirigeants dans des partis dits ouvriers, parfois des élus, dès lors leur salaire et leur mode de vie ne dépendront plus de leur travail, ils se retrouvent couper de la classe dont ils sont issus, et au fil du temps ou plus ou moins rapidement et consciemment, les intérêts de leur classe passeront au second plan, ils lui deviendront étrangers. Ils vont adopter l'état d'esprit et le comportement des membres des classes moyennes après avoir hérité de leur statut social pour ainsi dire. Ils ont changé de classe, et désormais ils vont servir de préférence les intérêts de cette classe avec laquelle leurs intérêts correspondent, sachant que cette classe est liée à la bourgeoisie ou au capitalisme, leur orientation politique sera influencée par cette classe avec laquelle ils ne peuvent pas rompre sous peine de perdre leurs statuts privilégiés, et ainsi de suite, il suffit d'observer comment ils s'y prennent pour justifier leur politique droitière ou opportuniste pour en avoir confirmation.

Tous ceux qui s'accommodent du capitalisme et du régime en place méritent cette caractérisation de petit bourgeois qui n'a rien de péjoratif ou de méprisant, car nous considérons qu'elle a un contenu social particulier, dès lors que nous l'abordons sur le plan politique et non individuel comme le font ceux qui sont sous l'emprise de cette déviation idéologique, traitant les masses de tous les noms, les insultant, détestant finalement la terre entière, mais pas seulement, la vérité surtout, car elle mettrait en lumière leur ignorance, leurs divagations ou contradictions, leur incohérence ou inconsistance, leurs compromissions et leurs trahisons.

Revenons à notre sujet.

Ces gens-là vivent dans un autre monde, sur une autre planète que nous. Ce qui est extraordinaire, c'est que tout au long de leur exposé à aucun moment ils ne sont demandés ce que les Palestiniens pensaient de tout cela, ce qu'ils vivaient au quotidien depuis si longtemps dans cet immense camp de concentration qu'est Gaza et la Cisjordanie. Ils se sont mis à leur place en ne pensant pas un instant que leur orientation politique pouvait être également influencée par leur mode de vie privilégié, de petit bourgeois, notion qu'ils affectionnent particulièrement lorsqu'il s'agit de discréditer leurs adversaires politique à défaut d'argument à leur opposer, comme d'autres recourent au complotisme ou au terrorisme envers les opposants à Macron.

Je n'ai pas de jugement à formuler sur le comportement du peuple palestinien, et j'ai encore moins envie de le condamner, même si je ne partage pas ses illusions, y compris dans le Hamas ou ces organisations armées. Il résiste héroïquement comme il peut dans des conditions effroyables, c'est ce que je retiens et privilégie. Quant à mes désirs de militant ouvrier socialiste, qui rejoignent les espoirs les plus fous des Palestiniens épris de justice sociale et de démocratie, de liberté, je ne me dis pas qu'ils pourraient se réaliser en faisant des plans sur la comète qui n'ont pas lieu d'être en ce moment tragique, je me contente de leur apporter un soutien inconditionnel en refusant d'hurler avec la meute déchaînée de génocidaires contre les organisations qui pour eux incarnent leur lutte pour une Palestine une et indivisible laïque et démocratique.

En complément. A propos de l'OLP et sa trahison du peuple palestinien.

Dans la causerie du 28 novembre 2012.

- Conscient de son extrême fragilité, le président de l'Autorité palestinienne vient de proposer à Israël un étonnant compromis, révèle le quotidien israélien Haaretz. Lors d'une rencontre lundi à New York avec des représentants de la communauté juive américaine, parmi lesquels l'influent avocat Alan Dershowitz, Mahmoud Abbas aurait indiqué son intention de reprendre les négociations avec Israël à condition que ce dernier accepte de geler provisoirement la colonisation.

En échange, ajoute le journal, il s'engagerait à établir, dans son discours jeudi à l'Assemblée générale des Nations unies, un "*lien entre Israël et le peuple juif*", ce qui pourrait impliquer le renoncement au retour des quelque cinq millions de réfugiés palestiniens. Une concession impensable il y a encore un an. lepoint.fr 27.11

C'était "un piège mortel" prévisible.

Dans ma causerie du 5 janvier 2009

Je me souviens du jour où l'on nous a annoncé que les Palestiniens allaient disposer de territoires sous la tutelle de l'Etat israélien, je me suis dit immédiatement qu'il allait se transformer en une gigantesque fosse commune, que c'était un piège pour éliminer définitivement le peuple palestinien de la surface de la terre, un génocide prémédité. Depuis les "*accords*" d'Oslo, le cauchemar annoncé est devenu réalité malheureusement.

Dans celle du 16 juillet 2014

Il y a quelques années déjà, j'avais indiqué que les accords d'Oslo et la création des territoires palestiniens dont Gaza, était un piège mortel pour les Palestiniens encerclés par l'ennemi sioniste. Il semblerait que les sionistes dont la cruauté et le cynisme sont sans limite, se soient inspirés du ghetto de Varsovie où étaient enfermés les juifs sous l'occupation nazi pour ensuite les liquider plus facilement, procédé d'une efficacité redoutable comme on le sait ou on peut l'observer quotidiennement à Gaza.

Le 29 octobre 2014

Maintenant que la Grande-Bretagne a reconnu l'Etat palestinien, il est temps d'oublier la farce de la solution à deux Etats. (The Independent) - legrandsoir.info 28.10.2014

Mimétisme ou la voix de son maître. Comment justifier un génocide ? En accusant ses victimes de terroristes.

Entendu le 7 février :

- Yonathan Arfi, président du CRIF, sur France-Inter

- « *Il n'y a pas d'équivalence morale entre des victimes collatérales, civiles, qui n'ont pas été visées délibérément, et des victimes du terrorisme* »

- François Hollande sur France-Info répondant à la question d'une journaliste :

« *Faut-il un hommage similaire à celui des victimes du 7 octobre pour les morts à Gaza ?* »

- « *Ça ne peut pas être le même hommage. Une vie est une vie et une vie est équivalente à une autre. Mais il y a les victimes du terrorisme et les victimes de guerre* ».

Miroir ou mimétisme.

- France. "Nettoyage social" de la capitale avant les JO.

- Palestine occupée. Nettoyage ethnique de la bande de Gaza dans le cadre du Great Reset.

Faites-le savoir. Les sionistes figurent parmi les pires antisémites.

Lu - Être antipalestinien c'est être... antisémite ?

Oui dans le vrai sens du mot. Peu de juifs étant sémites et beaucoup plus de palestiniens l'étant, c'est donc limpide « *se prouver* » antisémite que de les génocider.

Être pour le génocide (faute de se montrer pas assez contre) est donc l'acte le plus antisémite actuel.

Palestine occupée. Le sionisme est synonyme de nazisme, de barbarie.

https://twitter.com/AJA_Palestine/status/1756661661115482145?ref_src=twsrc%5Etfw%7Ctwcamp%5Etweetembed%7Ctwterm%5E1756661661115482145%7Ctwgr%5E43fe4e0f9489e682e160f538c0f3c61ac4d3552b%7Ctwcon%5Esl_&ref_url=https%3A%2F%2Fseauinternational.net%2Fnouvelle-tragedie-a-gaza-une-mere-et-son-bebe-assassines-par-des-snipers-israeliens%2F

Démystification sans illusion.

- Israël facilitera la montée du Hamas, dans le but d'affaiblir l'OLP.

Cette affirmation matraquée sans relâche depuis le 7 octobre 2023 relève de la mystification, de la falsification des faits, de la fabrication d'argument au titre de la propagande, au profit des anglo-saxons et sionistes nazis.

Ce que j'ai compris, en fonction des éléments qui sont parvenus à ma connaissance et après réflexion.

J'ai lu quelque part que, en 1982 : même si l'OLP devient « *exclusivement civile (...), d'autres groupements reprendront l'arme du terrorisme (...). L'idée d'un État palestinien ne disparaîtra pas, quel que soit le sort de l'OLP* ». Traduction : malgré ou même si l'OLP capitulait, le peuple palestinien n'abandonnera jamais ses revendications légitimes. Alors autant prendre les devants...

Il semblerait que les autorités coloniales ayant conscience de la nature petite bourgeoise des dirigeants de l'OLP, aient pris la décision politique d'anticiper leur trahison et l'affaiblissement de son emprise sur les masses palestiniennes qui en découlerait, et par conséquent d'instrumentaliser les dirigeants du Hamas afin qu'ils canalisent et d'une certaine manière neutralisent les éléments palestiniens les plus radicaux, sous-estimant gravement qu'ils seraient rapidement rejoints par la majorité des Palestiniens qui ne cèderaient jamais sur leurs revendications historiques fondamentales, et n'abandonneraient pas la lutte armée pour libérer la Palestine de l'occupant anglo-saxon-sioniste.

Submergés par ce processus incontrôlable, les dirigeants du Hamas se retrouvèrent en porte-à-faux ou face à des contradictions insurmontables suite à leur tentative infructueuse d'imposer au peuple palestinien une doctrine politique racialisée et islamiste puisqu'il la rejetait massivement. Cela se traduisit par des conflits de plus en plus violents entre eux jusqu'aux rangs de leurs militants ou sympathisants, ce qui déboucha à Gaza sur une scission entre la branche restée fidèle à la Confrérie des Frères Musulmans prônant un hypothétique Etat palestinien islamiste, et celle incarnant les revendications historiques du peuple palestinien dont celle intégrant tous les habitants de la Palestine dans un seul Etat ou une République laïque et démocratique, à défaut de mieux.

La survie du régime de Damas grâce au soutien militaire apporté par la Russie a dû peser lourd dans la balance des différents qui opposaient les dirigeants du Hamas et précipiter la scission de leur organisation, sans pour autant que la branche de Gaza change de nom, on est donc en droit de penser que ses dirigeants doivent avoir conservé des liens avec celle toujours liée au Qatar, à la Turquie, à la Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, donc à Israël.

Par conséquent, si ce serait une grave erreur politique de leur accorder la moindre confiance ou de les faire passer pour ce qu'ils ne sont pas, pour autant, force est de constater que la majorité des Palestiniens soutient la lutte armée de libération nationale que mènent la branche de Gaza du Hamas et d'autres organisations. Partant de là, notre devoir est de soutenir leur lutte par tous les moyens à notre disposition, et non de juger ou condamner leurs dirigeants parce qu'ils seraient compromis, ce que ne se gênent pas de faire tous ceux qui se sont ralliés à la version officielle du 7 octobre 2023 d'une "attaque terroriste" sur Israël ou de l'amalgame entre Netanyahu et le Hamas, deux versions destinées à soutenir le génocide en cours.

Les travailleurs juifs les plus éclairés, les masses arabes au Moyen-Orient et en Afrique, ailleurs dans le monde, ainsi que l'immense majorité des travailleurs sur tous les continents

soutiennent la lutte anticoloniale du peuple palestinien, ils se reconnaissent dans cette lutte parce qu'elle incarne la lutte contre l'impérialisme, la classe ouvrière réalise son unité contre l'exploitation et l'oppression dont elle est victime dans son propre pays, mettant à l'ordre du jour la nécessité d'un changement de régime économique et politique, la révolution socialiste mondiale.

Les conditions réunies pour une régression sociale mondiale généralisée.

Les économies occidentales risquent de connaître une décroissance et un appauvrissement, à court et moyen terme par Prof Rodrigue Tremblay - Mondialisation.ca, 06 février 2024

Extrait.

En économie, il n'y a pas de magie.

Pour consommer, il faut produire, et pour produire, il faut épargner (revenus moins dépenses de consommation) et investir dans des capitaux productifs, dans des infrastructures et dans des moyens de soutien à la production. Il faut un stock de capitaux productifs (entreprises, usines, machinerie, équipements, infrastructures), des innovations, du progrès technique, du savoir, de la gérance, des sources fiables d'énergie et surtout, des travailleurs qualifiés, capables de contribuer à des hausses de productivité afin d'augmenter la production annuelle de biens et de services par habitant.

C'est ainsi que les niveaux de vie et de bien-être s'élèvent, en moyenne, dans certaines économies et pourquoi les niveaux de vie stagnent ou s'accroissent lentement dans d'autres économies.

Cela s'explique dans certaines économies par le manque d'épargne et de capitaux productifs par rapport aux nombres et aux qualifications de travailleurs et par d'autres facteurs. En effet, d'autres indicateurs économiques visent à tenir compte du développement humain et de la qualité de vie (stabilité économique et politique, santé publique, éducation, sécurité individuelle, etc.) d'une population, au-delà de la seule moyenne de la production intérieure de biens et de services par habitant, cette dernière pouvant être répartie d'une manière très inégalitaire.

De nos jours, les économies occidentales, dites '*avancées*', sont considérées relativement productives et sont parmi celles où leurs populations jouissent d'un niveau de vie relativement élevé, tel que mesuré par le produit intérieur brut par habitant. C'est essentiellement parce que leur stock de capitaux productifs est élevé et qu'elles bénéficient du progrès technique, de sources d'énergie bon marché et d'une force de travail qualifiée.

Cependant, une telle réussite n'est pas nécessairement permanente et inéluctable, si les conditions sous-jacentes à la croissance économique en viennent à s'atrophier ou sont remplacées par d'autres facteurs moins performants. Une baisse du niveau de vie n'est pas une certitude, mais peut devenir possible, voire prévisible, si les politiques publiques sont mal conçues.

En effet, depuis quelques décennies, on observe des changements structurels dans les caractéristiques des économies occidentales, essentiellement celles de l'Europe et de l'Amérique du nord. Ces changements touchent un ralentissement dans les nouveaux investissements productifs, l'expansion relatif du secteur des services, l'afflux de travailleurs peu qualifiés découlant d'une immigration illégale, des politiques de transition énergétique vers des sources d'énergie plus coûteuses et moins fiables, et un cadre géopolitique chaotique de nature à susciter des guerres hégémoniques.

De telles transformations structurelles sont de nature à ralentir, non seulement la croissance économique des économies occidentales, à court et moyen terme, mais possiblement aussi leur prospérité future, en termes de niveaux de vie et de qualité de vie.

1- Un modèle simple pour comprendre les sources de la croissance économique réelle des pays à long terme

Commençons par un modèle simple de la croissance économique réelle des pays, lequel nous est fourni par le modèle de Solow.

Ce modèle stipule que la croissance économique de la production à long terme d'une économie dépend de son stock de capitaux productifs, résultat des épargnes, du progrès technologique et de la main-d'œuvre disponible.

Plus le stock de capitaux dans une économie est élevé, plus la production intérieure annuelle de biens et de services sera abondante, pour un nombre de travailleurs ou pour une population donnée de consommateurs.

Si on considère que le niveau de vie d'une population dépend, en bout de ligne, du stock de capitaux accumulés, et que la croissance annuelle du produit intérieur brut réel (PIB) dépend en grande partie de ces capitaux, il en résulte que plus les travailleurs sont qualifiés et plus ils ont accès à des capitaux (entreprises, usines, machinerie, équipements, infrastructures), plus ils sont productifs, et plus le niveau de vie de l'ensemble de la population sera élevé.

2- Une économie industrialisée repose sur plus de capitaux qu'une économie moins développée

Dans une économie industrialisée, il a été observé qu'il faut une valeur moyenne d'environ \$4 de capitaux pour générer une production intérieure annuelle de \$1, selon un ratio 4 : 1. Dans une économie de subsistance ou en stagnation, à l'inverse, c'est-à-dire là où le niveau de vie est bas ou stagnant, le ratio de capitaux/production annuel est peu élevé, pouvant ne pas dépasser le ratio d'environ 1 : 1.

C'est ce qui peut expliquer, en grande partie, la tendance à des migrations de population sur une grande échelle, venant des pays à bas niveaux de vie et à forte croissance démographique, vers des pays à hauts niveaux de vie et fortement capitalisés.

À court et à moyen terme, un tel phénomène migratoire n'est pas nécessairement à l'avantage des économies avancées, lesquelles peuvent voir leur taux de croissance économique décliner et le niveau de vie de leur population s'abaisser, si des investissements suffisamment élevés ne viennent pas s'ajouter au stock de capitaux existant.

3- Croissance économique et croissance démographique

Il faut bien comprendre que si la population s'accroît dans une économie industrialisée, soit naturellement ou par de forts flux migratoires, il est alors nécessaire que le stock de capitaux productifs et les infrastructures de cette économie s'accroissent aussi dans un rapport de 4 : 1, (en l'absence de progrès technologique), pour que le niveau de vie de l'ensemble de la population se maintienne.

En d'autres termes, si le niveau de capitalisation d'un pays à économie avancée ne s'accroît pas en proportion et en même temps qu'une forte expansion démographique, une baisse des revenus par habitant et un abaissement général du niveau de vie peut s'en suivre.¹

4- Désindustrialisation, délocalisations et le passage à une économie de services

Il est trivial de dire que les économies occidentales sont devenues des sociétés de consommation. Ce sont des économies dans lesquelles le pourcentage des biens et services produits et consommés occupent plus de soixante pour cent de la production.

Il s'agit d'une évolution complexe qui est reliée au phénomène de la désindustrialisation, cette dernière ayant été observée depuis un demi-siècle dans la plupart des économies occidentales. Elle se mesure par le déclin de la part de la valeur ajoutée industrielle et des emplois industriels, dans le PIB et dans l'emploi total.²

Ce phénomène s'accompagne d'une délocalisation nationale de certaines industries à haute productivité vers des économies émergentes, sous le couvert de la mondialisation économique, et d'une expansion relative de la production intérieure et de la consommation de services privés (commerce, finance, transport, restauration, divertissement, etc.) et publics (enseignement, santé, administrations, etc.), un secteur généralement moins susceptible d'enregistrer de forts gains de productivité.

5- Désépargne structurelle des gouvernements par l'endettement

La désindustrialisation relative et le passage à une économie de services dans les économies occidentales ont obligé les gouvernements à accroître leurs déficits budgétaires, ce qui a poussé certains pays à avoir un niveau d'endettement public total qui dépasse présentement le niveau de leur produit intérieur brut annuel.

Les économies avancées avec les niveaux d'endettement public les plus élevés par rapport à leur produit intérieur brut annuel, en 2024, tels que mesurés par le pourcentage de la dette publique par rapport au PIB annuel, sont:

Japon = 255,24%

Grèce = 167,97

États-Unis = 123,28

France = 110,03

Portugal = 108,35

Espagne = 107,28

Canada = 106,38

Belgique = 105,98

Royaume Uni = 104,14

P.S. : Le Japon constitue un cas particulier en raison de son taux d'épargne des ménages élevé. L'épargne personnelle au Japon s'est élevée en moyenne à 13,09 % de 1963 à 2023, atteignant un sommet historique de 62,10 % en juin 2020. De plus, la dette publique du Japon est presque entièrement intérieure.

Pour une vision plus complète, il faut ajouter à la désépargne publique courante des gouvernements, le gaspillage croissant de ressources dans l'industrie mondiale de l'armement et dans des guerres récurrentes ruineuses et polluantes, certaines pouvant même conduire à une guerre nucléaire catastrophique.

6- Le réchauffement climatique et la crise énergétique

Il existe une grande complémentarité entre les capitaux productifs et l'énergie. En effet, quand les sources d'énergie étaient abondantes et pouvaient être considérées comme illimitées, celles-ci étaient vues comme une donnée. Comme la pollution qui accompagne la combustion d'énergies fossiles est une des sources du réchauffement climatique, cela ne peut plus être le cas dans l'avenir.

La crise du réchauffement climatique a persuadé plusieurs gouvernements de prendre des mesures drastiques pour réduire la combustion d'énergies fossiles, relativement abondantes mais non renouvelables, faciles à exploiter et à grand rendement énergétique (charbon, pétrole, gaz naturel, etc.). (N.B. : Les énergies fossiles représentent présentement près de 80% de la production mondiale totale d'énergie.)

Le but étant de les remplacer graduellement, au cours des décennies à venir, voire des siècles à venir, par des sources d'énergies renouvelables (énergie solaire, éolienne, hydraulique, etc.) moins abondantes, certaines étant intermittentes et moins fiables, en plus d'être plus coûteuses.

La filière nucléaire se situe entre ces deux catégories de sources énergétiques. L'énergie nucléaire représente environ 10 % de la production mondiale d'électricité. C'est une source d'énergie qui a des avantages et des inconvénients, mais sa production est très coûteuse. Néanmoins, certains pays dépourvus de sources d'énergie alternatives, telle la France, n'auront pas d'autre choix que d'y recourir davantage dans l'avenir.

7- L'énergie a joué un grand rôle dans la hausse rapide des niveaux de vie

Depuis la première Révolution industrielle, de 1750 à 1900 en Europe, et son accélération au 20e siècle, la disponibilité de sources abondantes et peu coûteuses d'énergies fossiles a été le

facteur important qui a propulsé la civilisation industrielle et commerciale vers le haut. En effet, c'est ce qui a transformé des économies qui avaient été pendant des millénaires, agraires et artisanales, en des économies industrielles et commerciales urbanisées, comme celles que nous connaissons aujourd'hui.

Ainsi, l'avènement des machines dans l'industrie du textile, au début, ainsi que dans l'agriculture, suivi de l'électrification de même que la multiplication des moyens de transport, par après, ont fait en sorte de multiplier l'effort physique et manuelle des travailleurs et d'accroître la production et la distribution des produits sur une haute échelle. Il en est résulté des augmentations considérables dans la productivité du travail et dans la croissance réelle du PIB. Le PIB par habitant a suivi, propulsant vers le haut le niveau de vie et la richesse des nations, de même que la qualité de vie des populations.

À titre d'exemple, pendant les quarante années qui s'écoulèrent entre 1960 et l'an 2000, un période de forte croissance économique et de paix internationale, le chercheur français Simon Yaspou a estimé que le PIB par habitant en France, en Allemagne et aux É.-U. s'est accru de plus de 250 pour cent.

C'est du jamais vu dans l'histoire du monde. —Il est possible que l'humanité ne puisse jamais connaître à nouveau une telle période dorée (Golden age) aussi longue, avec une hausse aussi rapide des niveaux de vie. (...)

Conclusions

La Grande Récession de 2007-2008 a peut-être servi de signe prémonitoire, à savoir que les facteurs de croissance dans les économies occidentales commencent à s'étioler. Dans la foulée de cette importante récession, les principales banques centrales furent contraintes de pousser les taux d'intérêt vers zéro, afin de stimuler la croissance économique.

Or, les économies occidentales vont devoir faire face à des changements structurels encore plus risqués dans un avenir rapproché.

En effet, les économies occidentales risquent de souffrir, à la fois, 1- d'un ralentissement dans les investissements productifs et dans les gains de productivité, résultats d'une désindustrialisation et du passage à une économie de services ; 2- de la pression provenant d'une immigration illégale en grande partie sous qualifiée, laquelle abaisse le ratio des capitaux productifs par tête et accentue la poussée vers la consommation de services publics et privés 3- d'une désépargne publique, résultat de déficits budgétaires publics élevés et du surendettement public qui en découle ; 4- d'un certain gaspillage de ressources due à l'expansion du secteur improductif de l'armement, dans le contexte mondial d'une instabilité géopolitique et de guerres ; 5- d'une transition énergétique difficile à accomplir, en voulant remplacer les énergies fossiles peu coûteuses par des énergies alternatives plus coûteuses et moins fiables.

Tous ces facteurs contraignants se conjuguant, les économies occidentales pourraient voir leur taux de croissance économique décliner. Il pourrait en aller de même de leurs niveaux de vie et, possiblement aussi, d'une tendance vers le bas de l'indice de la qualité de vie, au cours des prochaines années, voire au cours des décennies à venir.

Notes :

1 - Le déclin et la chute de l'Empire romain d'Occident, au 5e siècle de notre ère, est probablement le phénomène historique le plus complexe et le plus important d'un système économique, politique et militaire qui s'est effondré sous l'effet de plusieurs causes, mais notamment suite à une chute des revenus.

2 - À titre d'exemple, la part des emplois industriels dans l'emploi total a chuté de plus de la moitié dans les économies avancées, de 1970 à 2016.

La part des emplois industriels dans l'emploi total est passée de 46% à 17% au Royaume Uni, de 31% à 17% aux É.-U., de 39% à 18% en France, et de 45% à 19% en Belgique. Au Canada, la part des emplois manufacturiers dans l'emploi total est passée de 19,1% à 9,1%, de 1976 à 2019.

Quand le régime totalitaire américain adopte une loi interdisant la paix.

Levant : les États-Unis persistent avec une proposition de loi anti-normalisation avec la Syrie d'Assad - RT 16 févr. 2024

Adopté à une large majorité par la Chambre des représentants, l'«*Assad Regime Anti-normalization Act*» doit maintenant passer au Sénat. Ce texte vise notamment à interdire aux États-Unis de «*reconnaître ou de normaliser leurs relations avec tout gouvernement syrien dirigé par Bachar al-Assad*» et prolonge jusqu'en 2032 les sanctions de la loi César adoptée en 2019.

Voté à 389 voix pour et 32 voix contre, l'«*Assad Regime Anti-normalization Act*» doit maintenant être soumis au Sénat avant d'être signé par le président Joe Biden.

Ce régime de sanctions, qui entend priver le gouvernement syrien de ressources, notamment en gelant l'aide à la reconstruction du pays, empêche également les entreprises travaillant avec le gouvernement syrien de commercer avec l'extérieur et d'importer des produits. La Syrie vit toujours sous le coup des sanctions occidentales, alors qu'elle vient de sortir d'une décennie de guerre.

La livre syrienne ne cesse de chuter et les pénuries de gaz, d'essence et d'électricité sont quotidiennes. Avant la guerre en 2011, il fallait 50 livres syriennes pour obtenir un dollar. Aujourd'hui, le billet vert vaut 8 400 livres syriennes, soit une multiplication par 168 en l'espace de 12 ans. En 2023, selon les chiffres de l'ONU, 90% de la population vivait sous le seuil de pauvreté.

Cette initiative législative a notamment été l'apanage du président républicain de la sous-commission des affaires étrangères du Moyen-Orient, Joe Wilson. Sur la plateforme X (ex-Twitter), l'élu a posté le 15 février une photo avec des représentants de l'opposition syrienne, tout en tenant le drapeau de l'armée syrienne libre. «*Pour ceux qui envisagent de normaliser ou de faire des affaires avec le meurtrier de masse Assad, la Chambre des représentants est majoritairement favorable à une Syrie libre*», a commenté Joe Wilson.

D'ailleurs, le représentant américain avait fait le déplacement en août dernier dans la banlieue d'Alep, en territoire contrôlé par les rebelles, en compagnie de la républicaine Victoria Spartz et du démocrate Dean Phillips.

«*En adoptant cette législation bipartite, les États-Unis ont envoyé un message clair et retentissant à Assad et à ses soutiens*», a surenchéri dans un communiqué Brendan Boyle, parrain démocrate du projet de loi et membre du caucus syrien de la Chambre des représentants. «*En tant qu'organisation humanitaire qui a travaillé sur ce projet de loi depuis le début de son idée, nous sommes fiers de voir une législation qui tient pour responsables le régime d'Assad et ceux qui normalisent avec les criminels de guerre*», a pour sa part déclaré Mouaz Moustafa, directeur exécutif de l'organisation syrienne Syrian Emergency.

Le vote de ce projet de loi intervient alors que le gouvernement de Bachar al-Assad reprend langue avec ses partenaires régionaux. La Syrie a notamment réintégré la Ligue arabe en mai dernier. Les ambassadeurs émirati et saoudien ont repris leur fonction à Damas et les délégations syriennes multiplient les déplacements aux quatre coins du Moyen-Orient. Or, le maintien des sanctions américaines entrave la réintégration régionale de la Syrie. En effet, si diplomatiquement le pays est de nouveau admis dans la région, économiquement les échanges sont insuffisants notamment en raison des mesures coercitives de Washington.

En plus de ses sanctions, les États-Unis occupent illégalement une partie du territoire syrien. Avec plus de 900 hommes, ils sont présents à l'est de l'Euphrate pour soutenir les Forces démocratiques syriennes (FDS), majoritairement composées de Kurdes, et empêchent de facto le gouvernement syrien de remettre la main sur une partie de ses ressources pétrolières. RT 16 févr. 2024

Lu

1- Il n'est plus question de gauche ou de droite. Nous devons combattre le mondialisme.

J-C – La gauche et la droite ont fusionné, certes, mais elles existent toujours. Où se situent ceux qui ne sont ni de droite, ni de gauche, ni d'extrême droite, ni de l'extrême centre, et bien sûr encore moins d'extrême gauche ? Charlatanerie !

2- Le Club de Rome, une invention de Rockefeller, a également son siège en Suisse (Winterthur), tout comme le FEM-WEF (Davos), l'OMS, GAVI (l'alliance vaccination-pharma [industrie pharmaceutique]) et – la Banque des règlements internationaux (BRI), également appelée Banque centrale de toutes les banques centrales. Le tout avec une immunité diplomatique totale et hors taxes. Une coïncidence?

J-C – Un gang oligarchique mafieux et criminel a élu domicile dans l'un des plus vieux paradis fiscal, quoi de plus naturel !

3- Sans la protection britannique, les sionistes n'auraient pas pu poser un pied sur le sol en Palestine : pour les communautés juives du monde entier, ils seraient restés un groupe dissident fanatique sans avenir.

Il n'existe désormais aucune option pour une paix acceptable pour Israël, ni deux États ni un seul, à moins qu'il ne s'agisse d'un État juif.

J-C – Pendant un temps, parce que je n'avais pas en tête l'histoire de l'empire ottoman et de la Palestine, et je n'avais pas suivi les événements du Moyen-Orient, j'eus la faiblesse de rallier la solution à deux États, je crus naïvement qu'elle était viable et épargnerait d'autres souffrances aux Palestiniens, c'était une erreur et je me ravisai, depuis j'ai abandonné cette position emprunte de sentimentalisme, le démantèlement d'Israël ou la fin de la colonisation de la Palestine est l'unique solution politique pour les juifs et les Palestiniens.

Le capitalisme a engendré ce genre de psychopathe monstrueux. Ceux qui détiennent tous les pouvoirs doivent en user et abuser, sinon à quoi bon.

Vu hier soir dans un téléfilm français du début des années 2000.

Un homme d'affaires très riche et très puissant s'offre pour 100.000 euros le meurtre filmé d'une jeune femme prostituée, égorgée rien que pour lui. Pourquoi cet assassinat barbare ? Parce qu'il avait les moyens de se l'offrir. Dans la vie, il est un homme de pouvoir qui commande des centaines de milliers de salariés, à la longue son pouvoir va lui monter à la tête et se transformer en abus de pouvoir criminel. Dans son délire il va pousser l'expérience du pouvoir jusqu'au bout, peut-être pour se prouver qu'il dispose bien du droit de vie et de mort à l'égal d'un dieu tout puissant, c'était dans le film.

Si cela n'explique pas pourquoi le massacre des Palestiniens a lieu, cela explique au moins comment sa réalisation est rendue possible, parce qu'il y en a qui disposent de ce pouvoir et qui l'exercent sans retenue, sachant qu'ils peuvent agir en toute impunité.

A partir de ce constat, chacun pourra se demander quel part de responsabilité il a dans l'établissement ou le maintien en place d'une société aussi monstrueuse, d'un tel régime économique et politique, sachant que ceux qui s'y opposent, qui la rejettent, qui la condamnent, qui la combattent et ont rompu avec elle, sont une infime minorité. Car l'immense majorité s'en accommode au quotidien, va lui servir de petites mains, être les complices de tous ses abominables crimes en prétendant n'y être absolument pour rien, de bonne foi ou hypocritement plus on s'élève dans la hiérarchie sociale ou on se rapproche du pouvoir, à commencer par tous ceux qui en détiennent.

Dans tout rapport entre deux personnes se pose la question de savoir comment va s'exercer le pouvoir de l'un sur l'autre et vice versa. Quand des rapports hiérarchiques stricts ou figés existent, il est facile de le deviner, entre un patron et un employé par exemple, on ne peut pas se tromper sur leurs intentions, puisque les rapports entre exploiteur et exploité ne peuvent pas s'inverser tant qu'on reste soumis au régime économique capitaliste, lors d'une grève ils sont remis en cause mais ne disparaissent pas pour autant.

Mais dans la vie quotidienne, la plupart de ces rapports seront soumis à d'autres critères, de nature sociale ou psychologique très divers. Ils n'apparaîtront pas aussi clairement, ils seront comme dilués par l'historiographie ou la personnalité de chaque individu, de sorte qu'ils s'imposeront à eux sans qu'ils en aient vraiment conscience, ce qui donnera lieu à bien des

illusions, méprises ou incompréhensions, quiproquos, à des situations conflictuelles dont l'origine leur échappera, puisqu'ils auront été mis en concurrence à leur insu, d'autant plus que chacun ignore également ce qu'il veut ou confond volontiers ses intérêts individuels et ses intérêts collectifs...

Le bon usage de ces rapports auxquels personne n'échappe dans la société, sera fonction du degré de conscience qu'on en a, encore faut-il avoir déterminé son origine sociale. Sachant que la plupart de nos contemporains n'en ont pas la moindre conscience, il n'est pas étonnant que chacun s'adonne à des abus de pouvoir et en soit également victime. Qu'ils prennent une tournure excessive, nauséabonde et insupportable, dramatique, ne devrait pas nous étonner dès lors que les dirigeants de la classe dominante ont conscience de concentrer tous les pouvoirs, et qu'ils peuvent en user à leur guise en l'absence de toute opposition organisée exerçant une influence sur les masses susceptible de leur proposer une alternative économique et politique à leur régime ou le menacer de mort.

On a beau dire, les principaux enseignements de la lutte de classe que nous ont légués les marxistes sur la révolution russe de 1917 demeurent d'actualité.

Quelques-uns de mes commentaires publiés dans des blog.

1- Personne n'ose commenter ?

Revenons sur ce qui s'est passé la veille.

Qui a sorti cette scélérateuse ?

- « *Heureusement qu'il y a l'ONU parce que sinon, il n'y aurait que la barbarie.* »

Réponse : Mélenchon à Genève le 3 février 2024 à l'occasion d'une marche vers le siège de l'ONU.

Rappelons que c'est l'ONU qui a voté la résolution 181 en 1947 qui consacra la partition de la Palestine. « *Heureusement qu'il y a l'ONU* » pour couvrir notre entreprise coloniale, raciste et criminelle qui dure depuis 76 ans, doivent se dire les sionistes et les anglo-saxons.

Abolition de la résolution 181 ! A bas l'ONU, rupture avec l'ONU, les Etats-Unis et Israël !

<https://www.tdg.ch/marche-de-soutien-pour-la-palestine-jean-luc-melenchon-galvanise-la-place-des-nations-928214904291>

Vidéo : <https://www.youtube.com/watch?v=YUhNmXNDw1k>

2- Je constate que le titre de l'article était incorrect et personne ne l'a soulevé apparemment. Car il est faux d'affirmer que La Loi Gayssot a fait taire tous les historiens, Annie Lacroix-Riz

l'illustre si nécessaire. C'est une spécialité de l'auteur de cet article (Média 442) de spéculer ou surinterpréter les faits, les déformer.

Il y en a qui dise que le pire est déjà là, d'autres qu'il serait à venir, d'autres encore qu'on n'y coupera pas, sans qu'on sache très bien de quoi ils parlent ou à quoi ils font allusion, à quoi ils veulent en venir.

Une fois qu'on a mis le doigt dans un engrenage, on aura beau le nier, tôt ou tard tout le reste y passera. Quand on refuse d'affronter la réalité en face, on aura beau tenter de la fuir par la suite, elle finira toujours par nous rattraper un jour. Quand on s'accommode hypocritement ou inconsciemment d'un mensonge ou d'un crime, on passera le restant de nos jours à mentir toujours plus, et on finira par couvrir les crimes les plus abominables...

Et lorsqu'on en est soi-même victime, soudain on se réveille, on se demande ce qui se passe comme si le monde dans lequel nous vivons depuis si longtemps venait de naître la seconde précédente, ce qui relève plutôt d'un état d'âme que d'une réelle prise de conscience, car on n'en recherchera pas plus maintenant qu'hier l'origine ou les origines. Le régime en place, qui d'autre voudriez-vous que ce soit ?

Hier ou autrefois, en refusant le constat que nous vivions relativement confortablement dans un monde ou une société pourrie et injuste, cruelle ou barbare, nous nous sommes privés des moyens pour découvrir pourquoi ou plutôt nous avons refusé de l'entendre, et apparemment je ne vois pas pourquoi cela devrait-il changer du jour au lendemain, dès lors qu'on continue de nier ou ignorer l'existence d'une alternative politique en rupture avec le capitalisme, justement avec ce passé qui n'avait franchement rien de glorieux !

A tout problème il existe une origine et une solution.

On préfère encore s'enfermer dans un schéma ou un système qui nous broiera tous. Voilà pourquoi je ne participerai pas à votre polémique que j'estime stérile, même si elle est bien intentionnée. Chacun a le droit de penser ce qu'il veut sur le terrain de son choix, le mien est celui de la lutte des classes.

Toute entrave ou atteinte à la liberté d'expression d'où qu'elle vienne et quel que soit son objet doit être dénoncée et combattue.

En complément.

ASSEMBLÉE NATIONALE - ART. 4 N° CL47

- « Art. 223-1-2. – Est punie d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende la provocation à abandonner ou à s'abstenir de suivre un traitement médical thérapeutique ou prophylactique, lorsque cet abandon ou cette abstention est présenté comme bénéfique pour la santé des personnes visées alors qu'il est, en l'état des connaissances médicales, manifestement susceptible d'entraîner pour elles, compte tenu de la pathologie dont elles sont atteintes, des conséquences graves pour leur santé physique ou psychique.

« Est punie des mêmes peines la provocation à adopter des pratiques présentées comme ayant une finalité thérapeutique ou prophylactique pour les personnes visées alors qu'il est, en l'état

des connaissances médicales, manifeste que ces pratiques les exposent à un risque immédiat de mort ou de blessures de nature à entraîner une mutilation ou une infirmité permanente.

« Lorsque la provocation prévue aux deux premiers alinéas a été suivie d'effets, les peines sont portées à trois ans d'emprisonnement et 45 000 euros d'amende.

« Lorsque ces délits sont commis par la voie de la presse écrite ou audiovisuelle, les dispositions particulières des lois qui régissent ces matières sont applicables en ce qui concerne la détermination des personnes responsables. »

Commentaire d'un internaute.

- Cela implique qu'il est interdit de remettre en cause les connaissances médicales ou scientifiques du moment.

Cela veut dire que c'est la fin de la science et de l'évolution.

Car toute tentative d'aller au-delà de ce qui est réputé «vrai» sera alors passible de prison et d'amende.

C'est bien évidemment une nouvelle Inquisition.

Cela ne souffre aucune hésitation.

On comprend bien pourquoi ces dirigeants veulent faire cela, ils veulent pouvoir contrôler parfaitement et totalement la thèse officielle du moment.

On pourrait presque dire d'ailleurs que c'est une loi anti Raoult tant elle aurait permis d'embastiller tous ceux qui ont émis des doutes plus que légitimes sur le vaccin anti-Covid, car c'est bien de cela dont nous parlons.

C'est bien d'empêcher un immense scandale sanitaire dont il est question.

La vérité scientifique est toujours très temporaire.

Mon commentaire censuré par France Info.

J-C – J'ai en horreur l'injustice et les procès d'intention.

Accusé de viol et d'agression sexuelle par plusieurs actrices, Jacques Doillon dénonce des "mensonges" - franceinfo/AFP 09/02/2024

- Il est faux de croire qu'une gamine de 15 ans ne puisse pas être consentante à un acte sexuel avec un homme. J'en veux pour preuve, il y a de cela 45 ans en arrière, ma sœur alors âgée de 15 ans justement copulant en mon absence dans ma chambre sous le nez de mes parents, il était ingénieur chercheur chez Renault à Rueil (92). Ils sont sortis ensemble pendant 6 mois environ.

Ma fille qui a aujourd'hui 43 ans s'est mise en ménage avec un Réunionnais d'environ 25 ans, alors qu'elle n'avait que 15 ans, avec le consentement de sa mère dont j'étais déjà séparé depuis 7 ans, donc en mon absence. Ils ont donné naissance à une fille et ils se sont séparés 10 ans plus tard, ils vivent à la Réunion.

Ma sœur et ma fille pourrait raconter une histoire sur les réseaux sociaux ou à des journalistes, du genre, je me suis fait violée quand j'étais mineure, et une horde d'ignorants ou crétins les croiraient, c'est pitoyable ! Quelle époque !

Lu en complément.

- Pour le professeur Didier Raoult, "*Depardieu, c'est un acteur absolument exceptionnel. On vient de classer l'affaire sans suite d'une des plaignantes [la plainte de la comédienne Hélène Darras contre lui classée sans suite, en janvier, en raison de la prescription des faits d'agression sexuelle, ndlr] parce qu'elle dit qu'il lui a touché les fesses en 1985. Si vous voulez, au bout d'un moment, on se demande jusqu'où ça va aller*", commence-t-il par déclarer avant de poursuivre : "*Si tous les gens qui ont touché les fesses de quelqu'un, une jeune femme dans leur vie, étaient en procès maintenant, je vous assure que des procès il y en aurait des quantités. Juste parce que c'est Depardieu qu'on lui fait ça !*".

Didier Raoult évoque alors sa vie privée, indiquant que sa femme qui est psychiatre, aurait reçu "*deux fois des femmes qui ont envoyé des hommes en prison pour viol alors qu'elles n'avaient pas été violées. Comment on fait la différence avec le mensonge ? Comment on fait ça ? Moi je ne sais pas ! Comment la justice arrive à savoir si c'est ça ou si ça n'est pas un mensonge ? C'est compliqué*". Closer 12 février 2024

Débarrassons-nous de ce régime injuste et antisocial.

Selon un sondage, seuls 24% des Français estiment vivre dans une «société juste» - RT 13 février 2024

24% des Français sondés estiment vivre dans une société juste en France et seuls 3% d'entre eux sont «*tout à fait d'accord*» avec cette idée. Des chiffres dérisoires décrits par le baromètre de la confiance politique publié par OpinionWay, publié ce 13 février pour le Centre de recherches politiques de Sciences Po et réalisé entre le 8 et le 18 janvier.

Seulement un peu plus de la moitié des personnes interrogées (53%) affirment que leurs efforts accomplis dans leur vie professionnelle ont été reconnus et récompensés. Là encore s'opère une fracture entre les cadres qui sont 64% à estimer que leur travail est reconnu et seulement 43% pour les ouvriers. La classe moyenne, dont le revenu oscille entre 2 000 et 4 500 euros par mois, demeure au-dessus de la moyenne totale avec 56% d'interrogés ressentant une reconnaissance pour leur travail.

L'étude a également interrogé les Français sur le sentiment de mépris social : 68 % des personnes sollicitées affirment ainsi que la France reste une société dans laquelle «*beaucoup de gens sont méprisés*». Ce sentiment est partagé quel que soit le niveau de diplôme avec 70% des titulaires d'un CAP et 64% des titulaires d'un diplôme supérieur à bac+2.

Près de huit Français sur dix estiment par ailleurs que la société donne trop de poids aux diplômés par rapport à l'expérience professionnelle.

En dépit du sentiment de mépris social, 38% des personnes interrogées désirent vouloir créer leur entreprise, un taux qui passe à 52% pour les moins de 35 ans. Parmi les Français qui veulent créer leur propre entreprise, on retrouve un tiers de personnes désireuses de monter une affaire artisanale. RT 13 février 2024

J-C - Plus ils sont jeunes et plus ils ont d'illusions dans le capitalisme ou plus ils sont éloignés du socialisme. Cela devrait rapidement leur passer...

Ils auront tout fait pour vous en dégoûter, vous en détourner.

J-C – Il s'agit du même sondage sur une autre question.

Sondage : La défiance des Français envers la politique au plus haut - 20 Minutes/AFP 15 février 2024

« *Tous des pourris* » - Selon une étude réalisée par l'institut de sondage OpinionWay pour le Centre d'étude de la vie politique française (rattaché à Sciences po), 68 % des Français jugent que « *la démocratie ne fonctionne pas bien* », soit une progression de 4 points en un an

Seuls 18 % (+1) des Français estiment que leur avis est « pris en compte » par les responsables politiques.

Quand ils pensent à la politique, 37 % des Français éprouvent d'abord de la « *méfiance* », un chiffre stable

Les sondés ne sont cependant pas exempts de contradictions. Ainsi 83 % (+1) des Français se disent favorables à un système politique démocratique, tandis que 34 % (+5) aimeraient avoir à la tête du pays « *un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections* » et 23 % (+4) souhaiteraient que « *l'armée dirige le pays* ».

Selon le sondage, 27 % des Français se situent à droite, 22 % à gauche, 15 % au centre, 9 % à l'extrême droite et 4 % à l'extrême gauche, les 23 % restants ne se positionnant pas sur l'échiquier politique. 20 Minutes/AFP 15 février 2024

J-C - Quelles "contradictions", quand on sait que le "système politique démocratique" est en réalité une dictature ? Ils n'ont pas pu faire disparaître le fait que l'immense majorité du peuple (83%) plébiscite la démocratie comme mode de gouvernance hypothétique ou en devenir, et non que le régime en place serait une démocratie. Tout le reste était à prendre au conditionnel, puisque ce sondage a été commandé par Sciences po.

En famille chez les milliardaires. LFI fidèle pilier du régime et des institutions de la Ve République, et nécrologue de ses dirigeants. Badinter : « frère » du sionisme.

J-C – A quoi reconnaît-on des populistes ou opportunistes ? Suivez le guide.

Hommage à Robert Badinter: pour Manuel Bompard, la présence de LFI est "légitime" - BFMTV 14 février 2024

"Un hommage national consiste à dire que toute la nation rend hommage à une personnalité, dont on considère qu'elle a eu une place décisive et importante", a expliqué ce très proche de Jean-Luc Mélenchon, avant de poursuivre:

"C'est le cas de monsieur Badinter. Il semble légitime que nous puissions participer à cet hommage."

Manuel Bompard a dit *"respecter la peine et le chagrin de sa famille"*, soulignant à ce titre que seuls les insoumis *"qui assurent des fonctions institutionnelles"* seront représentés.

Le week-end dernier, les responsables insoumis avaient multiplié les éloges à l'endroit de Robert Badinter. Jean-Luc Mélenchon publiant encore lundi une tribune dans L'Obs pour saluer une figure qui *"s'en tenait en permanence à l'altitude de l'idéal"*.

Pourfendeuse des extrêmes comme son mari, la philosophe Élisabeth Badinter a récemment dénoncé un certain *"islamo-gauchisme"* et a pointé la responsabilité *"énorme"* de LFI dans la montée de l'antisémitisme en France. BFMTV 14 février 2024

J-C - Les dirigeants de LFI sont vraiment débèquetant, des loques ! Ils vont jusqu'à célébrer et regretter les ordures qui les ont traités d'antisémites. Etait-il outrancier d'affirmer que ces gens-là ne pensent pas ce qu'ils disent dans leurs déclarations, ou que pour eux ce ne sont que des mots qui n'engagent à rien, ils se contrefoutent de vos intérêts ?

Avocat des riches et des aristos, par exemple la milliardaire Marie Christine von Opel, il se case en faisant un mariage plutôt fructueux avec Élisabeth Bleustein-Blanchet, la fille du fondateur de Publicis Marcel Bleustein-Blanchet, bingo ou casino!

Robert Badinter, qui était-il ? A quoi LFI a-t-il rendu hommage, devinez ?

- Élisabeth Badinter est actionnaire de référence de la société : elle détient 6,74 % du capital et 12,36 % des droits de vote ; son fils, Simon Badinter, est également administrateur du groupe. En 2020, elle cède la nue-propriété d'une partie de ses actions (4,62 %) à ses enfants, mais en garde l'usufruit ; elle détient donc 2,48 % en pleine propriété.

En 2021, la fortune d'Élisabeth Badinter s'élève à 922 millions d'euros. (Wikipedia.org)

Comme ministre de la Justice sous Mitterrand, il jouera le rôle de lessiveuse des nantis condamnés puis rapidement libérés.

- Il défend également la milliardaire Marie Christine von Opel (de), condamnée le 18 juin 1980 par la chambre correctionnelle de cour d'appel d'Aix-en-Provence à cinq années

d'emprisonnement pour une affaire de stupéfiants et libérée le 13 août 1981 avec vingt autres femmes détenues, par une grâce du président de la République François Mitterrand proposée par Robert Badinter, devenu entre-temps ministre de la Justice.

En octobre 1979, il défend le directeur de la société Givaudan, Hubert Flahaut, dans l'affaire du talc Morhange, qui avait provoqué la mort de nombreux nourrissons sept ans auparavant. Il déclare alors à ce propos : « *Ce n'est pas une société qui est jugée, mais un homme, je me sens un devoir de défendre cet homme* ». En 1981, tous les condamnés de ce procès bénéficieront de la loi d'amnistie votée par la nouvelle Assemblée nationale. (Wikipedia.org)

Anti-ouvrier, antisocialiste.

- En juin 2015, il publie *Le Travail et la Loi* avec le juriste Antoine Lyon-Caen, un ouvrage qui plaide pour réformer le Code du travail.

En novembre 2015, le Premier ministre Manuel Valls lui confie pour mission de fixer en deux mois les grands principes de ce nouveau « *Code du travail* », qui devait entrer en vigueur en 2018. (Wikipedia.org)

Fin de parcours au côté du tyran Macron.

- Le 9 octobre 2021, les 40 ans de l'abolition de la peine de mort sont célébrés avec un discours de Robert Badinter ainsi que du président Emmanuel Macron au Panthéon. (Wikipedia.org)

Honoré par les barbares sionistes.

Décès de Badinter : la communauté juive salue la mémoire d'un « *mensch* » - fr.timesofisrael.com 9 février 2024

L'ancien Garde des Sceaux de François Mitterrand est né dans une famille juive arrivée en France en 1919. Il a perdu son père, son oncle et sa grand-mère paternelle dans la Shoah

Emmanuel Macron : Avocat, garde des Sceaux, homme de l'abolition de la peine de mort. Robert Badinter ne cessa jamais de plaider pour les Lumières. Il était une figure du siècle, une conscience républicaine, l'esprit français. fr.timesofisrael.com 9 février 2024

Sur X. S'ils le disent eux-mêmes...

- Ambassade d'Israël en France : "*En grand homme de paix et de justice, que j'ai eu l'honneur de rencontrer il y a bien des années, Robert Badinter a profondément marqué son époque. Ne doutons pas que les générations futures sauront faire vivre son précieux héritage*".

- Crif : « *Avec la disparition de Robert Badinter, la France perd l'une de ses dernières grandes consciences morales* », a affirmé sur X (ex-Twitter) Yonathan Arfi, le président du Conseil représentatif des institutions juives de France.

- Bernard-Henri Lévy : Robert Badinter. Grandeur de la France. Noblesse de la gauche. Humanisme de l'autre homme. Et esprit du Judaïsme. fr.timesofisrael.com 9 février 2024

J-C - Il était farouchement sioniste, c'était la moindre des choses, la peine de mort en France, non, le massacre des Palestiniens en Palestine occupée, oui.

- Fin décembre 2019, devant la Cour Pénale Internationale (CPI), Badinter s'est évertué à défendre l'État d'Israël pointé par une « *enquête sur les éventuels crimes de guerre commis depuis juin 2014 en Israël-Palestine* ».

A l'époque, selon Badinter, Israël et ses dirigeants ne pouvaient être traduits devant la CPI au prétexte que la partie requérante ne serait pas... un pays. A savoir, la Palestine. Or, bien que l'État de Palestine ne dispose que d'un statut d'observateur à l'assemblée des Nations-Unies, l'État palestinien est reconnu comme un État à part entière par les autres États signataires du statut de Rome et membres de la CPI.

En effet, de 1988 à 2015, la Palestine a été reconnue par 138 États dont deux membres permanents du Conseil de sécurité (Russie et Chine). On pouvait donc, en 2019, être pour le moins perplexe à l'écoute des « *arguments* » de l'ancien garde des sceaux. (investigation.net/badinter-etait-pour-la-peine-de-mort-des-palestiniens 13 février 2024)

Robert Badinter. “Même si mon Frère a tort, C'est mon Frère” - tribunejuive.info 9 février 2024

C'est en ces mots que Robert Badinter, Lauréat du Prix Spécial LICRA 2022 pour l'ensemble de son œuvre, parla d'Israël.

Rappelant l'obligation morale pour tous de combattre l'antisémitisme, et donc l'antisionisme, derrière lequel se réfugie le premier, l'auteur de “*L'Exécution*” a expliqué que tout en reconnaissant le droit à la critique d'Israël, in fine, Lui restait ... un soutien à jamais du pays qualifié comme pratiquant l'apartheid: “*Même si mon Frère a tort, C'est mon Frère*”. tribunejuive.info 9 février 2024

Les mains sales. Le bal des hypocrites. Comment les opportunistes collaborationnistes vous manipulent.

Collaboration : le combat des syndicats pour faire décrocher un portrait de Pierre Laval - LePoint.fr 14 février 2024

Le portrait de Pierre Laval, numéro 2 du régime de Vichy, est affiché au ministère de la Justice. De quoi susciter le courroux de plusieurs syndicats (FO et CGT) de magistrats...

Sur les murs de la salle des Sceaux du ministère de la Justice, de nombreux portraits y sont affichés. Parmi les anciens ministres, Jacques Toubon, Robert Badinter, Christiane Taubira... Et Pierre Laval, chef du gouvernement du régime de Vichy, homme fort de la collaboration, et désormais l'une des personnes les plus haïes de l'histoire de France.

« *Convaincu d'indignité nationale, Pierre Laval a été condamné à la dégradation nationale le 9 mars 1945* ». Mais selon les syndicats, cette mention ne précise pas qu'il a été, ensuite, condamné à mort pour haute trahison et complot et qu'il a été fusillé.

Au ministère des Affaires étrangères, le sujet a déjà également abordé en 2018. Jean-Yves Le Drian avait alors décidé de noircir le portrait de celui qui fut ministre des Colonies de février à octobre 1934 et ministre des Affaires étrangères d'octobre 1934 à janvier 1936.

C'est également la demande formulée par les syndicats FO et CGT. Ne pas décrocher ce portrait permet de ne pas nier l'histoire, mais cette solution permettrait d'attirer l'attention pour que Pierre Laval et ses actes ne tombent pas dans l'oubli. Et la Chancellerie de répondre : un noircissement de ce portrait risquerait d'attirer trop d'attention sur ce personnage. LePoint.fr 14 février 2024

J-C - A défaut d'être des syndicats ouvriers ou de gauche, anticapitalistes et révolutionnaires, ils doivent sans cesse se démener pour tenter de sauver les apparences. Pierre Laval condamné à mort et fusillé, très bien, mais combien d'autres auraient dû l'être aussi...

Rappel ou les faits.

- Trois initiatives majeures et malheureuses du Parti communiste français (PCF) : l'épreuve du Front populaire en 1936, le traumatisme de Sétif en 1945, et la méfiance réciproque en 1954-56 avec le vote des pouvoirs spéciaux au gouvernement de gauche de Guy Mollet, secrétaire général de la section française de l'Internationale ouvrière (SFIO), le parti socialiste d'alors.

En juin 1936, avec l'avènement du Front populaire, l'optimisme est de mise dans les deux camps. L'Étoile nord-africaine (ENA) née en 1926 avec l'aide active du PCF est de la fête. Son leader Messali Hadj, autorisé à rentrer en Algérie, y tient des meetings qui rassemblent des foules considérables et marquent le début de l'emprise du nationalisme radical sur une majorité des musulmans d'Algérie. Un ancien gouverneur général de l'Algérie, Maurice Viollette, par ailleurs parlementaire radical et ministre d'État dans le cabinet de Léon Blum, est chargé de proposer un nouveau statut pour les trois départements.

Messali n'a pas attendu pour condamner le projet Blum-Viollette et le 26 janvier 1937, la sanction tombe : les organisations nationalistes des trois pays du Maghreb, le Comité d'action marocain, le Néo-Destour tunisien et l'ENA algérienne sont dissoutes. Le PCF, qui ne s'est pas mobilisé pour la réforme, se félicite de l'arrestation de Messali en août 1937, dénoncé comme un agent de l'administration...

Entre nationalistes et communistes, le fossé n'a jamais été aussi grand depuis quinze ans. Les uns revendiquent plus ou moins ouvertement l'indépendance, les autres, derrière leur secrétaire général Maurice Thorez, imaginent une hypothétique « *nation formation* » qui fusionnerait à terme Européens et musulmans dans un même pays. Cette spéculation naïve tiendra lieu pendant une vingtaine d'années de théorie du PCF sur l'Algérie, au détriment de l'audience du Parti communiste algérien (PCA) naissant dans les milieux autochtones.

Deuxième moment tragique, le massacre de Sétif le 8 mai 1945 — jour de la victoire sur l'Allemagne nazie — est fondateur, deux ans à peine après l'effacement complet du régime de Vichy et la libération des prisonniers politiques communistes et nationalistes. Durant ces deux années, une immense espérance gagne les masses musulmanes, surtout urbaines. L'indépendance est perçue comme proche. La défaite française de 1940 et l'étalage sur place de la puissance américaine après le débarquement de novembre 1942 achèvent de convaincre

les impatientes et la jeunesse des trop rares collèges et lycées nouvellement ouverts après le Front populaire.

Le 8 mai 1945 à Sétif, petite ville de l'est algérien, un commissaire de police tue un manifestant qui, pour fêter l'événement, brandissait le drapeau du PPA devenu depuis l'emblème national. L'émeute éclate, suivie d'une répression impitoyable qui fera des milliers, voire des dizaines de milliers de morts. Trois jours plus tard, le gouvernement du général de Gaulle — auquel participent des ministres communistes — ordonne de « *frapper les populations rebelles du Nord-Constantinois* ». Durant des semaines, l'aviation, la marine, la Légion étrangère et les troupes coloniales s'acharnent contre les villageois, aidés par des milices d'Européens, dont des militants du PCA et de la CGT.

Le 11 mai, *L'Humanité*, le quotidien national du PCF, publie sans commentaire le communiqué du gouvernement sous le titre « *À Sétif, attentat fasciste le jour de la victoire* ». Au fil des jours, la version se précise, l'affaire est une provocation des « *faux* » nationalistes et la répression est la seule réponse à opposer aux émeutiers... Cette condamnation sans nuances pèsera lourd dans les années suivantes.

Pour lire la suite :

<https://orientxxi.info/lu-vu-entendu/guerre-d-algerie-communistes-et-nationalistes-le-grand-malentendu,2903>

- Le 12 mars 1956, le PCF, comme la majorité de l'Assemblée nationale, accorda les pouvoirs spéciaux au gouvernement du socialiste Guy Mollet pour qu'il poursuive la guerre.

Pour l'auteur (Alain Ruscio), cependant, le PCF, en dépit de ses hésitations et de ses faux pas, a joué un rôle « *globalement positif* ». Certes, son erreur fut de croire — selon l'analyse de Jean-Pierre Vernant, cité par Ruscio — que « *c'était la classe ouvrière française, guidée par le Parti, qui devait, au terme de la lutte pour le socialisme, apporter aux peuples coloniaux le présent de l'indépendance* ». Néanmoins, il fut le seul capable de « *porter la contradiction à la bonne conscience ambiante* » par sa presse, ses tracts, ses affiches. Par ailleurs, ses militants furent dès 1955 les premiers, et souvent les seuls, à descendre dans la rue pour dénoncer la guerre. monde-diplomatique.fr Octobre 2019

J-C - Comme quoi au passage dans le mouvement ouvrier, on doit toujours distinguer les militants honnêtes et sincères des appareils ou des dirigeants vendus ou traîtres, la tête et les jambes en somme. En fait on s'aperçoit que le PCF a participé à plein de guerres et massacres des masses des années 20 à nos jours, avant de se raviser lorsqu'ils étaient sur le point de prendre fin ou quand la situation changeait d'orientation.

Le PC a surtout servi à diviser et affaiblir le mouvement ouvrier, y compris en Algérie, dans l'ensemble du Maghreb ou du Moyen-Orient... ses positions successives et contradictoires furent dictées par Moscou sans tenir compte des intérêts des masses. Radical quand il n'y avait pas lieu de l'être, en guise de provocation ou à rebours devant le fait accompli...

A lire également, l'exposé est plus long mais plus précis aussi, un résumé d'une référence historiographie.

- Alain Ruscio. Les Communistes et l'Algérie. Des origines à la guerre d'indépendance, 1920-1962 par la revue Le Mouvement social - Publié 22/07/2019 - Mis à jour 01/05/2022

<https://lms.hypotheses.org/6230>

Le pouvoir totalitaire des GAFAM. Echo et xénophobie d'Etat.

Tucker Carlson publie son interview de Vladimir Poutine – Google la censure - ir-press.ru 9 février 2024

Alors que l'interview de Vladimir Poutine par le journaliste Tucker Carlson dépasse déjà les 120 millions de vues moins d'une journée après sa publication, Google a décidé de censurer la vidéo de cet entretien qui provoque l'hystérie en Occident.

Pour ceux qui suivent le conflit dans le Donbass depuis le début il n'y a rien de particulièrement nouveau dans ce que dit Vladimir Poutine. Mais pour le public américain et anglophone profondément désinformé, il est clair que bon nombre des déclarations du président de la fédération de Russie seront une nouveauté, et surtout, elles vont à l'encontre du narratif occidental officiel. Ce qui semble-t-il est devenu le pire des crimes de lèse-empire.

En effet, alors que plusieurs journalistes occidentaux s'offusquent que Tucker Carlson ait obtenu une interview avec Vladimir Poutine (alors qu'eux-mêmes reçoivent refus sur refus), et que certains appellent même à prendre des sanctions contre lui pour avoir fait... son travail de journaliste, Google a purement et simplement restreint l'accès à l'interview, et ce, malgré son grand nombre de vues.

En France, un général a appelé à publier plus de fausses informations pour contrer le narratif russe, après la publication de l'interview de Vladimir Poutine par Tucker Carlson.

Pour en venir à de telles extrémités comme l'appel public à lancer de nouvelles fausses informations en masses, et la censure pure et simple de la vidéo, c'est que le narratif occidental est décidément bien fragile et incapable de résister à quelques vérités, principalement historiques. ir-press.ru 9 février 2024

https://odysee.com/@laileastick:4/Poutine_r%C3%A9pond_%C3%A0_Tucker_Carlson-08-02-2024:9?src=embed

La France révèle un réseau "coordonné" pour servir la propagande russe en Europe et aux États-Unis - BFMTV 13 février 2024

J-C - Selon les infos qui figurent dans l'article ci-dessous il s'agirait d'infos en provenance de Russie destinées à des Russes expatriés dans le monde ou aux communautés russophones vivant dans différents pays en Europe et aux États-Unis principalement, rien de plus banal ou normal. Les citoyens sont évidemment appelés à en faire une autre lecture compte tenu du récit hystérique fallacieux qu'en font les autorités occidentales toujours en quête de boucs

émissaires auxquels imputer les conséquences sociales désastreuses qui découlent de leur politique ultra réactionnaire.

BFMTV - Un réseau "*structuré et coordonné*" de sites diffusant de la propagande russe en Europe et aux États-Unis: la France a révélé ce lundi 12 février une nouvelle ingérence numérique venant de la Russie à l'approche du deuxième anniversaire de la guerre en Ukraine.

Baptisé "*Portal Kombat*", ce réseau de 193 sites a été mis au jour à l'issue de quatre mois de travail de Viginum, l'organisme français de lutte contre les ingérences numériques étrangères.

Entre septembre et décembre 2023, Viginum a analysé l'activité de ce réseau de "*portails d'informations*" numériques "*aux caractéristiques similaires, qui diffuse des contenus pro-russes à destination d'audience internationale*".

Plusieurs d'entre eux, appartenant à "*l'écosystème 'pravda'*" - ou "*vérité*" en russe, le nom de l'ancien organe du Parti communiste soviétique -, ciblent directement les "*pays occidentaux qui soutiennent l'Ukraine*", selon un rapport de Viginum.

"Ensemble, nous n'acceptons pas que des acteurs extérieurs minent la confiance de nos citoyens. Les analyses menées par la France montrent l'importance d'avancer ensemble et de développer un plan pour gérer la désinformation", a déclaré la ministre allemande des Affaires étrangères Annalena Baerbock lors d'une conférence de presse après une réunion en format "*Weimar*" avec son homologue français et polonais en banlieue parisienne.

"Nous lançons aujourd'hui un mécanisme d'alerte en format Weimar, un système de riposte" à des "ingérences inacceptables", a ajouté le ministre français, Stéphane Séjourné.

Entre le 23 juin et le 19 septembre dernier, ces cinq portails ont publié plus de 150.000 articles, principalement issus de posts de personnalités russes ou pro-russes, de contenus d'agences de presse russes, ou de sites d'institutions ou d'acteurs locaux, pointe Viginum.

Plus de 180 autres sites, aux chartes graphiques similaires et qui diffusent du contenu prorusse, mais pour des audiences russophones ou ukrainiennes, sont numériquement reliés aux portails pravda, selon l'organisme français.

L'objectif principal de Portal Kombat semble être de légitimer la guerre menée par la Russie en Ukraine, a expliqué une source diplomatique à des journalistes. "*Très orientés idéologiquement, ces contenus exposent des narratifs manifestement inexacts ou trompeurs*", a-t-elle observé.

Le 22 janvier, pravda-fr.com a ainsi publié une liste de 13 "*mercenaires*" français qui, selon ce site, "*étaient à Kharkiv*", dans le nord-est de l'Ukraine, lors d'une frappe russe quelques jours plus tôt, frappe ayant "*éliminé*" une soixantaine de combattants "*dont la plupart étaient des citoyens français*" et blessé 20 autres, selon Moscou.

Malgré un dispositif jugé "élaboré", les répercussions dans le débat public numérique francophone restent modérées.

"Néanmoins, au regard de la nature des narratifs, des moyens mis en œuvre pour les diffuser ainsi que des objectifs qui sont poursuivis à une échelle européenne, Viginum estime que les critères d'une ingérence numérique étrangère sont réunis, certains contenus pouvant porter atteinte aux intérêts fondamentaux de la nation", a commenté la source diplomatique. BFMTV 13 février 2024

J-C - Ils se prennent les pieds dans le tapis à plusieurs reprises dans leur démonstration. Encore une opération de propagande pour tenter de contrer ou discréditer des sources d'information qu'ils ne contrôlent pas, et qui ont la fâcheuse habitude de fournir des faits qu'ils censurent, ils représentent une menace pour eux, car ils mettent à mal leur récit ou révèlent que les autorités et les médias occidentaux leur mentent en permanence, ce qui les rend littéralement enragé. Que dire de la dernière prestation de Poutine qui les a rendus littéralement fous, on en rit encore !

Mon commentaire publié dans un blog.

Dans le portail VIGINUM :

[Décret n° 2021-922 du 13 juillet 2021]

Créé le 13 juillet 2021 et rattaché au SGDSN, le service de vigilance et de protection contre les ingérences numériques étrangères (VIGINUM) a pour raison d'être la protection du débat public numérique touchant aux intérêts fondamentaux de la Nation.

Ce service technique et opérationnel de l'État a pour mission de détecter et caractériser les campagnes de manipulation de l'information sur les plateformes numériques, impliquant des acteurs étrangers dans le but de nuire à la France et à ses intérêts.

Une remarque.

- Parmi la liste des 20 chaînes Telegram francophones les plus utilisées comme sources d'articles de pravda-fr[.]com figure geopolitiqueprofonde dont vous relayez les articles. Pour ma part, pas sur Telegram mais directement dans leurs blogs, je pompe des infos ou des articles, RT en français et l'agence Tass. Nous sommes bons pour le peloton d'exécution !

Voilà ce qui les dérange :

Ainsi, via ces différents canaux, les articles diffusés servent principalement à la couverture du conflit en Ukraine en présentant d'une part positivement l'invasion russe aux populations occidentales et, en dénigrant d'autre part, l'Ukraine et ses dirigeants, régulièrement présentés comme « *corrompus* », « *nazis* » ou « *incompétents* ».

Ces chaînes, publient également sur d'autres thématiques proches des sphères complotistes francophones, qui tendent à remettre en cause la parole politique, les médias ou encore les différentes décisions prises au sein des organisations internationales comme l'OTAN, l'ONU ou l'UE par exemple.

J-C - Traduction : Vous devez adhérer au récit officiel et le relayer sans vous poser de questions. 1984. Leur ennemi n°1 : Les faits, la vérité.

Dites, c'est bien digne d'un régime totalitaire, non ?

Dans le même registre liberticide.

«Une voie dangereuse» : le Conseil d'État exige de l'Arcom de contrôler CNews et suscite des inquiétudes - RT 14 février 2024

Les juges administratifs ont enjoint l'Arcom, l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique, à «prendre en compte la diversité des courants de pensée et d'opinions représentés par l'ensemble des participants aux programmes diffusés, y compris les chroniqueurs, animateurs et invités, et pas uniquement le temps d'intervention des personnalités politiques».

Quelques personnalités se sont néanmoins félicitées de la décision du Conseil d'État. Pour les responsables de Reporters sans frontières, il s'agit là d'une «grande victoire pour RSF» mais surtout d'une «*décision historique pour la démocratie et le journalisme*». Côté politique, le député de La France insoumise Aurélien Saintoul a également réagi : «*Le Conseil d'État demande à l'Arcom de faire respecter le pluralisme sur CNews !*». RT 14 février 2024

J-C - Ceux qui demandent à l'Arcom de faire respecter le pluralisme par les médias mainstream, ne le respectent pas eux-mêmes. Ils pratiquent tous l'autocensure, et ils ne tolèrent pas que certains s'octroient le droit de la violer ou s'écartent des récits officiels.

La voix de l'OTAN. Quand le ministre français des Affaires étrangères devient aussi celui du gouvernement israélien d'extrême droite.

« Israël » transfère sa plus importante division à la frontière avec le Liban. « Il faut éloigner le Hezbollah. Tous les jours des gens sont blessés ». - french.almanar.com.lb 12 février 2024

Il s'agit de la division 36 qui est la plus importante des forces régulières. Elle compte dans ses rangs des unités de manœuvres des blindées, des forces de l'infanterie, du génie, et les brigades 188, 7, Golani, Etsion, et les bataillons de l'arme du génie.

Les échanges de tirs et de pilonnage ne connaissent pas de répit depuis le 8 octobre, au lendemain de l'opération Déluge d'al-Aqsa du Hamas dans l'enveloppe de Gaza.

Dans la matinée de ce lundi encore, l'armée de l'air de l'occupation israélienne a effectué une série de raids contre de villages libanais frontaliers et leurs périphéries, dont Teir Harfa, al-Jabin, dans le secteur central, la localité al-Khiam, et la colline al-'Awidha du côté de la localité al-Taybeh, située dans le secteur central.

Un drone israélien a frappé une voiture dans les périphéries de la localité de Bint Jbeil dans le secteur central.

La chercheuse israélienne Moran Alov a déclaré pour la chaîne israélienne Kan que les colons du nord sont pris en otages par le Hezbollah.

« Au sud nous avons des captifs, au nord nous avons des otages de la part du Hezbollah qui ne peuvent pas vivre normalement dans leur maison ».

Et d'ajouter : *« Nous ne pouvons permettre à une organisation comme le Hezbollah de tenir les colons en otages »*

Selon elle, *« le Hezbollah a établi une équation selon laquelle tant que les combats se poursuivent à Gaza, il continuera à ouvrir le feu ».*

Le maire de la colonie de Kiryat Shmona a révélé que tous les jours des gens sont blessés en raison des tirs d'obus anti blindés du Hezbollah.

« Nous sommes traqués comme des canards dans un champ de de tirs de la part de la force Radwan qui est positionnée sur la barrière », a dit Avihai Stern qui utilise pour la seconde fois cette description depuis le début de la guerre le 8 octobre dernier.

Selon lui, *« tant que cette force n'est pas éloignée de la frontière, par la force et l'action militaire, rien ne changera ».*

« Dans toutes les guerres israéliennes, tous les accords diplomatiques et sécuritaires conclus n'ont pas réussi et il en est de même pour la résolution 1701 avec l'ONU qui n'a pas tenu », a-t-il affirmé.

Et d'ajouter : *« les colons du nord sont pleinement conscients aujourd'hui que nous souffrons des séquelles du fiasco de cet accord ».*

« Il est clair que tous les autres accords ne réussiront pas et l'on ne peut en aucun cas avoir confiance en l'ennemi... Ils ne sont pas des partenaires dans les négociations et l'on ne peut les dissuader », a-t-il souligné.

Depuis le déclenchement des hostilités à la frontière, les responsables occidentaux qui visitent le Liban insistent sur cette demande israélienne d'éloigner la résistance au-delà de du fleuve du Litani, en application de la résolution 1701. Ce que le Hezbollah refuse catégoriquement, insistant ouvertement de prêter main fort au peuple et à la résistance palestiniens qui font l'objet d'une menace existentielle dans la bande de Gaza. french.almanar.com.lb 12 février 2024

Liban : Paris propose le retrait du Hezbollah à dix kilomètres de la frontière israélienne - RT 13 février 2024

Alors que les combats font rage à la frontière libano-israélienne depuis le 8 octobre dernier, le nouveau chef de la diplomatie française Stéphane Séjourné a remis une proposition écrite aux autorités libanaises, notamment au Premier ministre Najib Mikati, visant à mettre un terme

aux hostilités entre le Hezbollah et l'armée israélienne, a rapporté l'agence Reuters ce 13 février.

La note du ministre français des Affaires étrangères suggère le retrait des forces de la milice chiite à plus de dix kilomètres de la frontière avec l'État hébreu.

La proposition française semble avoir déjà été rejetée par le Hezbollah, selon Reuters qui a interrogé «*l'un de ses politiciens*». Le parti chiite refuse toute négociation tant que la guerre à Gaza continuera. RT 13 février 2024

Terrorisme d'Etat. Le camp de "l'humanisme", c'est celui du sionisme génocidaire. Mystification. Inversion accusatoire. Fascisme ordinaire.

Guerre Israël-Hamas : Aurore Bergé veut évaluer les assos féministes et ne « cédera rien » - Le HuffPost 13 février 2024

« *Le 7 octobre 2023 a eu lieu le plus grand pogrom de notre siècle. Et après ? Après il y a eu du silence. Du déni. Pourquoi ? Voilà le mot qui revient sans cesse. Pourquoi ce silence ? Pourquoi leurs souffrances ont elles si peu fait réagir ?* », débute la ministre déléguée chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes, qui cible les organisations féministes.

Elle poursuit : « *Parce qu'elles étaient juives ? Parce qu'elles étaient Israéliennes et que les soutenir voulait dire choisir un camp ? Ces questions sont en vérité insupportables. Le seul camp à choisir est celui de l'humanisme. Celui du féminisme.* »

C'est face à ce constat que la ministre a indiqué dimanche sur Radio J qu'elle comptait priver de financements d'État les associations féministes qui n'auraient pas dénoncé les actes du Hamas. Le HuffPost 13 février 2024

Quand un gang nazi est au pouvoir en Israël.

À Jérusalem, la « Conférence pour la Victoire d'Israël » menace Londres et Washington par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 13 février 2024

La « *Conférence pour la victoire d'Israël - les colonies apportent la sécurité : retourner dans la bande de Gaza et le nord de la Samarie* » n'était pas une simple réunion de suprémacistes juifs. Un rabbin, condamné en Israël à la prison à perpétuité pour ses crimes, s'y est exprimé au nom des successeurs du groupe Stern qui assassina les dirigeants britanniques de la Palestine mandataire. C'était une déclaration de guerre contre les Anglo-Saxons. En participant à cet événement, le Premier ministre, Benjamin Netanyahu, menaçait Washington et Londres. Le président Joe Biden a immédiatement interdit toute collecte de fonds et transfert d'argent vers ces extrémistes. C'est la première fois que les États-Unis prennent des sanctions contre des Israéliens.

<https://www.voltairenet.org/article220411.html>

Suède et Italie : La voix de l'OTAN ou du sionisme nazi.

Suède : L'ancienne première ministre exhorte un député d'origine palestinienne à quitter le Parlement - aa.com.tr/fr 14 février 2024

L'ancienne première ministre suédoise a appelé un député d'origine palestinienne à renoncer à son siège au Parlement du pays, après sa démission du parti social-démocrate, invoquant un manque de confiance de la part de la direction du parti à son égard, ont rapporté, mardi, les médias locaux.

Cette décision fait suite à la participation de Jamal El-Haj à une conférence de solidarité avec les Palestiniens en mai dernier, bien qu'il ait été prié par les dirigeants des sociaux-démocrates de ne pas y assister, en raison de ce qu'ils ont décrit comme étant des liens avec le Hamas.

El-Haj, député de la région de Malmö, a décidé de siéger en tant qu'indépendant au parlement suédois, le Riksdag. Mais Magdalena Andersson, chef de file des sociaux-démocrates et ancienne première ministre, lui a enjoint de renoncer complètement à son mandat.

"*Il devrait quitter son siège au Riksdag*", a déclaré Andersson à la chaîne de télévision locale SVT Nyheter. "*J'espère qu'il reviendra à la raison*", a-t-elle poursuivi.

À l'heure où le soutien à la Palestine ne cesse de croître au sein de l'opinion publique mondiale, politiciens et experts se retrouvent de plus en plus souvent désavoués ou limogés par leurs gouvernements ou leurs institutions pour avoir pris position contre les bombardements israéliens sur Gaza. aa.com.tr/fr 14 février 2024

Italie : Manifestation contre la position pro-israélienne de la télévision publique - aa.com.tr/fr 14 février 2024

Le festival de la musique de Sanremo, événement emblématique en Europe, s'est achevé le 10 février dans la controverse.

Le tumulte a commencé lorsque le rappeur italo-tunisien Ghali Amdouni a profité de son passage pour appeler à la fin du génocide à Gaza, ce qui a suscité une réaction rapide de l'ambassadeur d'Israël, Alon Bar.

Le PDG de la RAI, Roberto Sergio, a aligné le radiodiffuseur public sur les positions israéliennes, ce qui a déclenché une levée de boucliers de la part des partisans de la Palestine dans toute l'Italie.

Quelque 200 manifestants se sont rassemblés devant le siège de la RAI à Naples, brandissant des drapeaux palestiniens et dénonçant les tentatives de la télévision publique de censurer les artistes prônant la paix pendant le festival.

Malgré les intentions pacifiques de la manifestation, les tensions sont montées d'un cran lorsque des affrontements ont éclaté entre les manifestants et les forces de sécurité postées dans le bâtiment de la RAI.

Selon certaines informations, la police aurait dispersé la foule à l'aide de matraques, et les échauffourées qui s'en sont suivies ont fait dix blessés, dont cinq manifestants et cinq membres des forces de l'ordre.

Les événements qui ont suivi la manifestation laissent présager d'autres troubles en Italie, d'autres rassemblements étant prévus devant les bureaux de la RAI dans tout le pays en réaction à la position pro-israélienne de la télévision publique.

Les plateformes de médias sociaux ont été inondées de critiques à l'encontre de Roberto Sergio, beaucoup dénonçant sa position comme "*honteuse*" et en décalage avec les souffrances des Palestiniens.

Francesca Albanese, Rapporteuse Spéciale des Nations Unies sur les Territoires Palestiniens Occupés, a ajouté sa voix au chœur des condamnations, soulignant le contraste frappant dans la solidarité de la RAI entre les victimes israéliennes et palestiniennes.

Albanese a souligné la disparité de la réponse de la RAI, la qualifiant de l'un des chapitres les plus sombres de l'histoire de l'audiovisuel public italien. aa.com.tr/fr 14 février 2024

Totalitarisme mondial. La voix de son maître.

Parole à *The Economist* ou l'Etat profond, l'extrême-centre, le Forum économique mondial ou Davos.

L'instauration d'un gouvernement mondial oligarchique totalitaire exige la capitulation sans condition de tous les Etats.

The Economist - Donald Trump, Viktor Orban et un groupe hétéroclite de politiciens occidentaux construisent un conservatisme "*anti-woke*" qui fait passer la souveraineté nationale avant les intérêts individuels. Les libéraux doivent trouver un moyen de les arrêter. The Economist 16 février 2024

J-C - Comment ? Lisez.

Nouvelle démission dans le scandale d'Etat qui secoue la Hongrie, des milliers de manifestants - rfi.fr 17 février 2024

L'affaire ayant conduit à la démission de la présidente hongroise Katalin Novak et l'ex-ministre de la Justice Judit Varga continue à indigner la société hongroise. Des manifestants se sont rassemblés la veille du discours du Premier ministre Viktor Orban, à Budapest, le 16 février 2024. rfi.fr 17 février 2024

Qui les pilotent ? La réponse ci-dessous.

Manifestations en Europe et aux Etats-Unis pour dénoncer la mort d'Alexeï Navalny - AFP 17 février 2024

The Economist - Comment Alexei Navalny a défié Poutine

La peur et l'appât du gain sont les moteurs du régime russe. Le leader de l'opposition s'est attaqué à ces deux impulsions

Alexei Navalny n'aimait pas les tragédies. Il préférait les films hollywoodiens et les fables dans lesquelles les héros vainquent les méchants et le bien triomphe du mal. Il avait le physique et le talent pour être l'un de ces héros, mais il est né en Russie et a vécu une époque sombre, passant ses derniers jours dans une colonie pénitentiaire dans le permafrost arctique. Fan de la "*Guerre des étoiles*", il a décrit son calvaire en termes lyriques. "*La prison existe dans l'esprit de chacun*", écrit-il depuis sa cellule en 2021. "*Et si vous réfléchissez bien, je ne suis pas en prison mais en voyage dans l'espace... vers un nouveau monde merveilleux*". Ce voyage s'est achevé le 16 février.

Les autorités pénitentiaires russes ont attribué la mort de M. Navalny à un caillot sanguin, bien que son médecin ait déclaré qu'il ne souffrait d'aucune pathologie susceptible d'entraîner une telle éventualité. Quoi qu'il en soit, c'est Vladimir Poutine qui l'a tué. Le président russe l'a enfermé ; en son nom, M. Navalny a été soumis à un régime de travail forcé et d'isolement. M. Navalny sera célébré comme un homme d'un courage remarquable. On se souviendra de sa vie pour ce qu'elle dit de M. Poutine, ce qu'elle présage pour la Russie et ce qu'elle exige du monde. The Economist 16 février 2024

Tout sauf le socialisme. Une illusion qui aura duré le temps d'un feu de paille.

Lu. Gaza : Qu'attendre de l'ordre mondial soutenu par l'alliance sino-russe ?

Entendre parler d'un nouvel ordre mondial fondé sur l'équilibre des intérêts entre les grandes puissances ne vaut pas la peine de l'attendre et de travailler à son avènement...

J-C - On ne vous le fait pas dire ! Les peuples n'avaient rien à attendre d'un ordre mondial qui succéderait à un autre pour assurer la survie du capitalisme, fermez le banc. Reste l'alternative du socialisme.

Bienvenue dans leur vieux monde en déliquescence. La situation de tous les dangers.

J-C - L'ONU ou la "*loi de la jungle*" orchestrée par les Etats-Unis et l'OTAN. Finalement, ils ont pu se livrer à la même observation que nous : Depuis plus de 10 ans, des grandes puissances ont été impliquées dans des guerres, bien qu'elles possédaient un arsenal nucléaire,

alors pourquoi ces guerres ne pourraient-elles pas s'étendre et se généraliser en une guerre mondiale jamais déclarée ? Nous sommes en droit de nous poser cette question, semble-t-il.

Le secrétaire général de l'ONU prédit une ère de chaos - France-Soir 13 février 2024

Le monde "*entre dans une ère de chaos*", a averti mercredi 7 février le secrétaire général de l'ONU, António Guterres en présentant ses priorités pour 2024 à l'Assemblée générale. "*Il y a des gouvernements qui ignorent et savent les principes mêmes du multilatéralisme, sans aucune responsabilité. Le Conseil de sécurité, principal outil de la paix dans le monde, est dans l'impasse en raison de divergences géopolitiques*", a-t-il déploré depuis le siège de l'ONU à New York.

Guterres a décrit le monde d'aujourd'hui comme "*une loi de la jungle dangereuse et imprévisible où règne l'impunité totale*"...

<https://www.francesoir.fr/politique-monde/le-secretaire-general-de-l-onu-predit-une-ere-de-chaos>

En famille. Crise du capitalisme. Comment justifier l'économie de guerre.

L'OTAN appelle à des décennies de confrontation avec la Russie - Observateur Continental - Réseau International 13 février 2024

Jens Stoltenberg, le secrétaire général de l'OTAN, a appelé l'organisation éponyme à se préparer à des décennies de confrontation avec la Russie.

«*Nous devons nous préparer à une confrontation qui pourrait durer des décennies*», a annoncé le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg.

Il appelle, même s'il scande que «*l'OTAN ne cherche pas la guerre avec la Russie*», «*à davantage de capacités de production d'armes et de munitions en Occident*», car, selon lui : «*C'est la seule façon pour l'Ukraine de tenir tête à la Russie et de garantir la sécurité de l'Europe*».

Pour Jens Stoltenberg, «*la meilleure défense consiste désormais à soutenir l'Ukraine et à investir dans les capacités militaires de l'OTAN*».

Il exige la restauration et le développement de «*notre base industrielle plus rapidement afin de pouvoir accroître l'approvisionnement de l'Ukraine et reconstituer nos propres stocks*» et «*des commandes plus nombreuses et plus rapides pour les entreprises européennes de défense : dans les économies de marché, les fabricants d'armes ont besoin de contrats signés pour pouvoir augmenter leur production*».

«*Si l'économie et la puissance industrielle de l'Occident étaient négligées, la sécurité de l'Europe serait menacée*», conclut-il.

Auparavant, le chancelier allemand, Olaf Scholz, avait déclaré dans un article paru dans le Wall Street Journal que les États-Unis et l'Union européenne résisteraient à toute tentative visant à entraîner l'OTAN dans le conflit en Ukraine. Dans le même temps, il a, également, souligné que les pays de l'alliance devraient assurer «*l'efficacité de la défense et de la sécurité collectives*».

Observateur Continental a rapporté que «*les États-Unis transfèrent la défense de l'Ukraine à Berlin*». Réseau International 13 février 2024

La Führer de la guerre s'empare à nouveau de l'Allemagne.

L'Allemand Olaf Scholz appelle à une production d'armement «à grande échelle» en Europe - AFP/RT 12 févr. 2024

Olaf Scholz a donné le symbolique premier coup de pelle d'une nouvelle usine du fabricant d'armes Rheinmetall sur le plus important complexe industriel de défense du pays, à Untelüss, dans le nord de l'Allemagne. La nouvelle unité doit produire à partir de 2025 des munitions d'artillerie de 155 millimètres, en visant progressivement une capacité de 200 000 obus par an.

Il s'agit, selon le chancelier, d'un «*signal*» à l'adresse des Européens appelés à muscler la base industrielle de défense du continent. «*Nous devons abandonner l'industrie manufacturière pour nous tourner vers la production d'armements à grande échelle*», a-t-il déclaré sur le site de Rheinmetall. Il s'agit d'une «*nécessité urgente. Car aussi dure que soit cette réalité, nous ne vivons pas en temps de paix*», a souligné le chancelier.

Les «*ambitions impériales*» formulées par Vladimir Poutine représentent selon lui «*une menace majeure*». Dans cette situation, «*celui qui veut la paix doit réussir à dissuader les éventuels agresseurs*», estime le chancelier allemand.

Rheinmetall veut produire, sur l'ensemble de ses sites en Europe, jusqu'à 700 000 obus d'artillerie par an en 2025, contre 400 à 500 000 cette année. Avant le conflit en Ukraine, la société allemande n'en produisait que 70 000. AFP/RT 12 févr. 2024

Quand les despotes font le choix de la guerre.

Guerre en Ukraine : Macron et Zelensky ont signé un accord de sécurité, voici ce qu'il contient - Le HuffPost 17 février 2024

Dans ce texte signé juste avant la conférence de presse de Macron et Zelensky, la France s'engage à fournir en 2024 «*jusqu'à 3 milliards d'euros*» d'aide militaire «*supplémentaire*» à Kiev, après un soutien qu'elle chiffre à 1,7 milliard en 2022 et 2,1 milliards en 2023.

Cet accord «*fait suite aux engagements qui avaient été pris en format G7 en marge du Sommet de l'Otan à Vilnius en juillet 2023*», a rappelé la présidence française. Les pays du G7 s'étaient engagés à apporter à Kiev un soutien militaire «*sur le long terme*» afin de

l'aider à combattre l'actuelle offensive russe mais aussi dissuader Moscou de toute attaque future contre son voisin.

Ce texte, « *conclu pour une durée de dix ans* », « *comprend des engagements précis, y compris financiers* » dans les domaines militaire et civil, selon la présidence française.

Les trois principaux points des engagements français à long terme sont les suivants : « *la fourniture d'une assistance globale à l'Ukraine* », la « *prévention, la dissuasion active* » face à toutes nouvelles agressions russes, et enfin le « *soutien à l'intégration de l'Ukraine* » dans l'UE et à « *l'interopérabilité avec l'Otan* ».

Sur ce dernier point, « *la France confirme que la future adhésion de l'Ukraine à l'Otan constituerait une contribution utile à la paix et à la stabilité en Europe* », stipule aussi ce nouveau pacte.

Plus tôt dans la journée, Olaf Scholz et Volodymyr Zelensky ont aussi signé un accord de sécurité similaire qualifié d'« *historique* » par le chancelier allemand qui a assuré sa détermination à soutenir l'Ukraine « *aussi longtemps que nécessaire* » contre l'agresseur russe. Le HuffPost 17 février 2024

La Roumanie appelle à son tour à anticiper un conflit armé avec la Russie, Moscou dénonce une “*hystérie militaire*” - France-Soir 12 février 2024

Les multiples avertissements de hauts responsables militaires de pays membres de l'OTAN sonnent comme un clairon de mobilisation générale. Si les appels de l'Alliance atlantique à se préparer à une “*confrontation directe*” avec Moscou datent de l'invasion russe de l'Ukraine, les avertissements se font de plus en plus insistants ces dernières semaines.

<https://www.francesoir.fr/politique-monde/la-roumanie-appelle-son-tour-anticiper-un-conflit-arme-avec-la-russie-moscou>

Boucherie.

Ukraine : «*il est temps d'arrêter le hachoir à viande*», estime Elon Musk - RT 10 févr. 2024

Elon Musk ne partage pas l'engouement de Joe Biden pour financer l'effort de guerre ukrainien. «*Il est temps d'arrêter le hachoir à viande*», a déclaré le 9 février sur X, le milliardaire américain. «*Cela aurait dû être fait il y a un an*», a-t-il poursuivi dans un autre message publié sur son réseau social.

Le chancelier allemand a, pour sa part, exhorté le Congrès des États-Unis à débloquent «*très rapidement*» une enveloppe budgétaire pour l'Ukraine. «*Sans la contribution des États-Unis,*

la situation en Ukraine serait très très compliquée», a-t-il ajouté en s'adressant à des journalistes.

Une ligne également tenue, dans la foulée de cette rencontre entre les deux dirigeants, par Lech Walesa. *«On ne dit pas qu'ils doivent payer pour tout, mais ils doivent donner l'exemple et encourager le monde à se joindre à l'effort. Sinon, notre civilisation est morte», a déclaré l'ancien président polonais sur CNN, estimant que les États-Unis «doivent garder ce rôle de leader mondial».*

Capitalisme pourrissant. La Bourse ou la vie, devinez, vive l'économie de guerre !

Les Bourses mondiales au sommet - lesechos.fr 12 févr. 2024

568 milliards de dividendes pour le seul second semestre de 2023 versés par les 1 200 plus importantes entreprises dans le monde.

Le passage du cap des 5.000 points par le S&P 500, indice star de Wall Street dopé à l'intelligence artificielle, a donné des ailes aux Bourses mondiales. Sur les Places financières du Vieux Continent, la semaine a commencé sous une pluie de records.

Toujours plus haut. Le passage, vendredi, du cap des 5.000 points par le S&P 500, indice star de Wall Street dopé à l'intelligence artificielle (IA), a donné des ailes aux Bourses mondiales. Le MSCI World a atteint un nouveau pic. Et sur les Places financières du Vieux Continent, la semaine a commencé sous une pluie de records.

Le STOXX 600 et l'Euro STOXX 50 paneuropéens ont terminé la journée aux niveaux inédits de 487,46 et 4.746,35 points. A Paris, le CAC 40 a pulvérisé son dernier record - qui datait du 30 janvier - et fini la séance à 7.689,80 points, en hausse de 0,55 %. Même le DAX allemand, à 17.037 points, s'est hissé au-dessus de la barre des 17.000 points et de son pic du 6 février dernier. A près de 31.457 points, l'indice phare de la Bourse de Milan est, lui, monté à son plus haut niveau depuis juin 2008. lesechos.fr 12 févr. 2024

Guerre de classes.

Meyssan balance du grave, du très grave, du très très grave sur l'après 11 septembre - Le Courrier des Stratèges

Le blog *Le Courrier des Stratèges* appartient au courant politique libertarien (extrême droite oligarchique)

<https://www.youtube.com/watch?v=jRNmKEzBdnw>

Quand Meyssan raconte qu'il était un agent double.

Monsieur Meyssan nous a fourni des précisions sur sa conception de l'indépendance qu'il revendiquait. Elle consiste en fonction des circonstances ou plutôt de sa situation personnelle, à se placer sous la protection de différents protecteurs, un jour ce sera la DGSE ou le Mossad, les services secrets et le gouvernement français ou les services secrets et le gouvernement israélien, vantant qu'il avait ses entrées à l'ambassade d'Israël à Paris, un autre ce sera le Hezbollah ou l'Iran, ce qui explique au passage la haine qu'il voue au Hamas, là encore une fois pour des motivations personnelles plus qu'idéologiques, c'est lui qui l'a raconté, agissant de préférence en fonction d'intérêts purement individuels, ce qu'on veut bien croire. Ses souteneurs le sachant ou l'ayant très bien compris l'instrumentaliseront, en échange de services ils le protégeront et régleront tous ses frais de mission à la manière d'un agent des services secrets.

Il aura beau affirmé qu'il n'avait jamais été rétribué pour ses services, au passage il nous livrera qu'il avait été approché par un intermédiaire du ministère des affaires étrangères qui lui aurait proposé, je cite, "*un salaire de général*" de 7.000 euros, il y a plus de 15 ans de cela, et qu'il n'aurait pas donné suite à cette proposition, nous sommes portés à croire que cette révélation n'était qu'une diversion pour ne pas avouer qu'il n'en fut pas toujours ainsi avec tous ceux pour lesquels il avait travaillé ou que sa notion de "*frais*" de service était beaucoup plus large que ce qu'il a bien voulu dire.

Il nous raconta qu'il vivait de la vente de ses livres, ce dont il est permis de douter, après qu'il nous eut expliqué qu'il en avait vendus très peu ou que leur diffusion était quasi confidentielle, à moins de 5.000 exemplaires, à moins qu'il soit également entretenu par le compagnon homosexuel qui partage sa vie, sans vouloir être désagréable ou méchant, à bien des égards sa conception de l'existence ou son mode de vie relève de la prostitution, ce qui est compatible avec l'appartenance à la franc-maçonnerie dont il fait partie (Le Grand Orient de France) ou à un réseau d'initiés au fonctionnement secret et sous ses propres règles. Voilà un personnage qui n'a cessé d'évoluer dans les milieux les plus glauques qui soient

Si le 11 septembre n'avait pas existé, on n'aurait jamais entendu parler de monsieur Meyssan, on a envie de dire qu'il aura été une aubaine pour lui. Il nous racontera aussi, je cite ses paroles, qu'il était "*un représentant du système*" en place, en échange de quoi il lui a épargné de finir comme Kadhafi.

Je l'ai écouté très attentivement. Je crois que s'il a consacré son dernier entretien au 11 septembre 2001, c'était pour se relancer ou parce que ses prises de position depuis le 7 octobre 2023 étaient contestées de partout, il a d'ailleurs mentionné que l'une de ses principales collaboratrices en désaccord avec lui l'avait plaqué il y a deux mois. Je crains pour lui que cela ne fasse pas le compte, car de nos jours plus personne normalement constitué ou possédant un minimum d'intelligence ou de logique, n'ignore qu'il existe une multitude d'éléments accumulés depuis 22 ans sur cette affaire, qui prouvent que la version officielle était frauduleuse, donc on n'a plus besoin de monsieur Meyssan ou ce qu'il en dit ne présente plus aucun intérêt, du coup il lui fallait un nouvel os à ronger pour continuer à exister, il en a trouvé un : Le 7 octobre 2023 et plus particulièrement le Hamas sur lequel il s'acharne, à titre individuel comme il a tenu à le rappeler, mais aussi idéologique, je dirais en tant qu'agent d'Israël, du gouvernement français, je n'en sais rien.

Monsieur Meyssan est un mégalomane endurci, professionnel, qui pour brouiller les pistes derrière lui n'a pas besoin de recourir à des artifices intellectuelles très sophistiqués, il lui

suffit de choisir le moment et le lieu où il va s'exprimer, et d'ajuster son récit en fonction des intérêts qu'il sert, intérêts qui sont à la fois individuels et idéologiques comme on a pu le constater tout au long de son parcours, d'ailleurs si vous l'avez écouté attentivement, il le revendique, donc lorsqu'il affirme qu'il est indépendant, il se fout littéralement de ceux qui le croient.

C'est ainsi que lors de cet entretien, il a affirmé que le 7 octobre 2023 avait été motivé par des intérêts idéologiques, à savoir la volonté des sionistes de réaliser le Grand Israël englobant la totalité de la Palestine, le Liban, la Syrie et une partie de l'Irak. Cet objectif est délirant et irréalisable évidemment, partant de là on se demandera comment il peut y croire, je répondrai qu'il n'y croit pas du tout. En fait, ce serait juste une diversion pour qu'on ne sache pas pour qui il travaillait en ce moment ou plutôt, histoire de faire savoir aux puissants commanditaires de tous bords qui l'avaient employé dans le passé, qu'il était actuellement disponible ou qu'il était prêt à reprendre du service moyennant les tarifs et garanties habituelles, c'est ce qui chez lui fait office d'idéologie !

Chez lui l'idéologie est une notion très élastique, elle va de l'extrême gauche à l'extrême droite, c'est lui qui nous l'a rappelé en vantant les vertus du Conseil national de la Résistance (CNR) allant de l'Action française au Parti communiste, je cite, et en nous appelant à le reformer, un autre de ses délires mégalomaniques. Que toutes les composantes du CNR aient partagé sur le fond la même idéologie ne fait aucun doute, mais laissons cela de côté. Je précise que s'il a catalogué le Parti communiste à l'extrême gauche, c'est parce que le stalinisme faisait également partie du système au service duquel il s'est mis, d'ailleurs le co-fondateur du Réseau Voltaire était un stalinien. Tout se tient dans son discours, et s'il voue une haine aussi farouche aux trotskystes qu'au Hamas palestinien, ce n'est pas parce que quelques dirigeants trotskystes américains étaient devenus des idéologues du néolibéralisme, mais parce que le trotskysme était incompatible avec le régime capitaliste, tout du moins à l'époque de Trotsky ou jusqu'en 1940, monsieur Meyssan a épousé définitivement l'idéologie de l'exploitation, du capitalisme, du système ou du régime au choix, par conséquent il ne loupe pas une occasion de la défendre et de le faire savoir en haut lieu.

Pour vendre sa salade il procède à des rapprochements ou à des allusions discutables qui n'ont pas lieu d'être, dont la nature échappera à la plupart des lecteurs ou auditeurs, ses articles et entretiens en sont remplis, ils sont uniquement destinés à servir son orientation politique ou son idéologie, à justifier les conclusions auxquelles il voulait parvenir, bref les intérêts qu'il sert, le capitalisme jamais nommé.

En outre, il sélectionne les faits qui selon lui caractérisent la situation, en occultant soigneusement tous ceux qui viendraient infirmer son analyse ou ses conclusions, et comme il n'est pas à une contradiction près, il reproche aux médias mainstream de procéder de la sorte, ce qui a le don de mettre lecteurs ou auditeurs en confiance, c'est conçu dans ce but-là, rien n'est laissé au hasard. C'est ainsi que l'économie et les contradictions du capitalisme, les masses et la lutte des classes passent systématiquement à la trappe.

Il voue une croyance aveugle dans le capitalisme sur lequel il a tout misé, ce qui l'amène à tordre l'histoire dans tous les sens pour ne pas avouer que lui-seul est responsable de tous les maux de la société ou de tous les malheurs qui accablent l'humanité de nos jours. On pourrait dire que son créneau idéologique est une adaptation des thèses défendues par Samuel Huntington et Francis Fukuyama, puisqu'on y retrouve tous les ingrédients de la théorie du

choc des civilisation se traduisant par des conflits culturels ou religieux ou plutôt présentés comme tels, ainsi que ceux de la théorie de la victoire idéologique de la démocratie et du libéralisme ou plutôt celle définitive et pour l'éternité du capitalisme.

Chacun aura compris que ces deux théories servent en réalité de support idéologique pour justifier la stratégie adoptée par les capitalistes pour assurer la survie de leur système économique et pas autre chose, car leur origine est avant tout d'ordre économique, comme tous les conflits, toutes les guerres, toutes les discriminations dont peuvent être victimes dans la société toute sorte de catégories ou communautés, partant du constat que tous les êtres humains sont différents et ont des intérêts individuels, il est possible de les instrumentaliser et de les dresser les uns contre les autres, génération ou âge, sexe, morphologique, ethnie, lieu géographique, culture ou mœurs, religion, éducation, philosophie, statut social, milieu social, mode de vie, etc.

Quelques notes encore sur cet entretien.

- Monsieur Meyssan passe son temps à se mettre en scène ainsi que certains acteurs politiques, dont Trump. A l'entendre il serait entré en politique à cause du 11 septembre...

- Le 11 septembre serait le début de la narration du choc des civilisations, il serait plutôt sa réalisation... Il confond la cause, le moyen et le but.

- Le moyen ou comment justifier de nouvelles guerres de rapine sous couvert de conflit culturel ou religieux appelé civilisationnel...

- La théorie du choc des civilisations de Samuel Huntington était un moyen idéologique devant servir à justifier de nouvelles guerres impérialistes de rapine sous couvert de conflits culturels ou religieux appelés civilisationnels destinés à renverser des régimes, les neutraliser ou les soumettre à leur diktat, parce qu'ils faisaient passer au second plan la crise du capitalisme...

- Huntington. Une description géopolitique du monde fondée non plus sur des clivages idéologiques « politiques », mais sur des oppositions culturelles plus floues, qu'il appelle « civilisationnelles », dans lesquelles le substrat religieux tient une place centrale, et sur leurs relations souvent conflictuelles.

- Le monde multipolaire qui lui succède voit la fin des oppositions idéologiques, économiques et politiques, au profit des oppositions culturelles. Pourquoi ? Afin d'empêcher que des oppositions idéologiques, économiques et politiques se retournent contre le capitalisme et qu'une d'entre elle renoue avec le socialisme.

La fabrication de la justification idéologique des stratégies adoptées par les différents clans de l'oligarchie financière anglo-saxonne et internationale.

Peu importe que l'idéologie de Fukuyama impliquait la victoire finale (acquise) du capitalisme sur le socialisme, tandis qu'Huntington n'y croyait pas, puisque la lutte des classes ne prendra fin que lorsque le capitalisme aura disparu.

Ce qui nous intéresse ici, ce sont les stratagèmes qu'ils ont inventés pour assurer la survie du capitalisme et combattre les exploités et les opprimés partout dans le monde, vous les reconnaîtrez facilement. Si vous vous demandiez encore, quelles étaient les origines des mystifications ou instrumentalisations qui nous empoisonnent l'existence au quotidien, et bien vous avez la réponse.

Ces passages sont extraits de Wikipédia.

- Le Choc des civilisations (en anglais *The Clash of Civilizations and the Remaking of World Order*) est un essai de géopolitique écrit par Samuel Huntington et publié en 1996.

- Le deuxième temps de la « *thèse du grand seigneur* » d'Huntington consiste à avancer que ce réveil identitaire ne s'affirme plus par le biais des nations, comme au XIXe siècle et au XXe siècle, ni au niveau des ethnies, mais à l'échelle civilisationnelle, du fait de la mondialisation des échanges. Or, pour Huntington, les civilisations ont toutes pour origine une grande religion qui en a formé le socle moral et politique. En proportion, de plus en plus de guerres ont désormais un caractère ethnique.

Huntington s'oppose radicalement à la thèse défendue par Francis Fukuyama dans *La Fin de l'histoire et le Dernier Homme* (1992), selon laquelle la progression de l'histoire humaine, dont le dernier stade était un combat entre des idéologies, touche à sa fin avec le consensus mondial sur la démocratie libérale post-Guerre froide.

Il critique de même la théorie du chaos international dont les livres *Out Of Control* de Zbigniew Brzezinski et *Pandaemonium* de Daniel Patrick Moynihan relèvent. S'il peut en effet exister l'anarchie et le chaos au niveau international, cette théorie ne met pas assez en évidence l'existence de facteurs ordonnateurs, qui font que le monde reste, malgré tout, en général, ordonné.

Pour Huntington, qui cite Václav Havel, les conflits futurs seront de plus en plus d'ordre culturel et de moins en moins d'ordres idéologique et économique. Parce que les principes philosophiques, les valeurs fondamentales, les relations sociales, les coutumes et la façon de voir la vie en général diffèrent entre les civilisations, des conflits d'ordre culturel sont hautement probables.

La chute du mur de Berlin en 1989 annonce le passage d'un monde caractérisé par des clivages idéologiques, entre communisme et capitalisme, ou impérialisme et anti-impérialisme, à un monde marqué par des clivages culturels.

J-C - Ce sont eux qui ont mis l'accent sur ce phénomène, qui l'ont créé ou encouragé, car sinon les conflits allaient prendre une tournure économique et politique envers le capitalisme et en premier lieu son chef de file les Etats-Unis et l'Occident...

- Pour Huntington, les civilisations ont toutes pour origine une grande religion qui en a formé le socle moral et politique. En proportion, de plus en plus de guerres ont désormais un caractère ethnique. En fait elles ont toujours un caractère de classe, parce que leur origine est économique, comme pour toutes les guerres...

J-C - En tant qu'idéologue de l'aristocratie financière, Huntington rédigea un manuel ou un instrument de propagande destiné à justifier les guerres à venir que l'impérialisme américain déclencherait sans savoir quelle tournure elles prendraient...

- La Fin de l'histoire et le Dernier Homme (titre original anglais : The End of History and the Last Man) est un essai du politologue américain Francis Fukuyama publié en 1992, identifié comme l'un des essais les plus importants de la fin du XXe siècle.

Fukuyama affirme que la fin de la guerre froide marque la victoire idéologique de la démocratie et du libéralisme (concept de démocratie libérale) sur les autres idéologies politiques. Fukuyama est, par ailleurs, conscient que la chute du Mur et la dislocation du bloc de l'Est vont entraîner d'importants troubles : la fin de l'Histoire ne signifie pas, selon lui, l'absence de conflits, mais plutôt la suprématie absolue et définitive de l'idéal de la démocratie libérale, lequel ne constituerait pas seulement l'horizon indépassable de notre temps mais se réaliserait effectivement.

Pour Huntington, l'effondrement du communisme n'implique pas le triomphe de la démocratie libérale et la fin de l'idéologie comme force motrice de l'Histoire, ce, pour une série de raisons:

- le retour en force d'une idéologie est toujours possible et l'Histoire donne des exemples de doctrines et idéologies en déclin qui connaissent peu après une vigueur impressionnante ;

- un schisme entre partisans de la démocratie libérale est toujours possible et, là encore, l'Histoire est riche en exemple de schismes ;

- de nouvelles idéologies peuvent apparaître pour rationaliser et légitimer l'appétit de puissance de groupes sociaux - une des fonctions du communisme était de légitimer le pouvoir des intellectuels et bureaucrates, ce qui signifie que sa disparition appellera la création de nouvelles doctrines appelant à répondre à cette fonction ;

- plutôt qu'à la généralisation de la démocratie libérale, nous assisterions plutôt à la résurgence des identités traditionnelles, comme le montrent les exemples de la Russie, de la Chine, des pays d'Europe de l'Est ;

- la pensée de Fukuyama, loin d'enterrer le marxisme, se placerait elle-même dans un cadre marxiste en posant de la même manière un état final de l'humanité dans lequel le problème de la rareté serait enfin surmonté par la technique et l'administration rationnelle plutôt que la guerre.

- le « *finisme* » (endism), néologisme employé par Huntington pour désigner la doctrine de Fukuyama, pêche en ce qu'il surestime la faculté d'anticipation humaine, si souvent mise en défaut, et sous-estime la faiblesse et l'irrationalité humaine : l'Histoire est une fatalité.

J-C - Autant dire qu'ils ne croient pas davantage dans ces idéologies qu'en la survie du capitalisme, cependant ils n'ont pas d'autre choix que d'y croire, et si l'Histoire est une fatalité, celle de la lutte des classes, elle va se charger de leur imposer un cinglant démenti, une cruelle et violente défaite.

Si les faits ont davantage donné raison à Huntington, on remarquera que la stratégie adoptée par le Forum économique mondial (Davos) est également influencée par l'idéologie développée par Fukuyama qui est plutôt flatteuse ou prometteuse, puisqu'elle vante l'hypothétique toute puissance de l'oligarchie, en fait c'est une combinaison des deux qui se traduit temporairement par un chaos général en attendant que les peuples révolutionnaires se chargent de le dissiper.

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

- Nouveau bilan des victimes palestiniennes dans la bande de Gaza depuis 7 octobre : 28.663 martyrs, dont 87 ces 24 dernières heures, 68.395 blessés, et plus de 7.000 disparus. (Ministère de la Santé à Gaza).

- Encore nettement minoritaires, les Israéliens juifs qui prennent conscience de la folie meurtrière et des mensonges de leurs dirigeants voient leur nombre augmenter.

Ils étaient des milliers samedi soir à manifester à Tel-Aviv et à Haïfa, principalement pour demander à Netanyahu d'accepter un compromis avec le Hamas permettant la libération des captifs, mais aussi, pour quelques-uns, pour réclamer la fin de l'occupation des territoires palestiniens.

L'incapacité de l'armée israélienne à réaliser ses objectifs militaires, puisque la résistance n'est pas défaite dans la bande de Gaza, où le génocide de la population s'intensifie, y est pour quelque chose.

Tout comme les preuves, qui s'accumulent, sur la responsabilité directe de l'armée dans la mort de civils israéliens le 7 octobre, et aussi de celle d'otages retenus par le Hamas.

L'armée a ainsi avoué que le captif Yossi Sharabi, prétendument abattu par ses geôliers, avait en réalité été tué lors d'un bombardement aérien. europalestine.com 11 février 2024

Berlin : mauvaise soirée pour une représentante d'Israël - europalestine.com 12 février 2024

Sale temps pour la juge à la Cour Suprême israélienne Daphné Barak-Erez, qui a dû renoncer jeudi 8 février à une conférence à l'Université Humboldt de Berlin, interrompue par des étudiants indignés qui ont dit ses quatre vérités à cette représentante du régime génocidaire.

« Honte à vous de prétendre parler en tant que femme, de parler des droits humains, des droits des femmes, pendant qu'à Gaza des mères sont assassinées de sang-froid. Des enfants, des nouveau-nés abandonnés dans leurs couveuses... » intervient une jeune femme.

Alors que Mme Barak-Erez lui demande du respect : « *Je suis irrespectueuse ? Mais tuer des gens, c'est bien plus qu'un manque de respect* », poursuit-elle, relayée par un de ses compagnons.

Berlin : mauvaise soirée pour une représentante d'Israël (vidéo) Daphné Barak-Erez

Et à la direction de l'Université, qui tente de l'interrompre, la jeune femme réplique : « *Et est-ce que vous inviteriez un représentant de la Russie ? Non bien sûr. STOP AU GÉNOCIDE DES PALESTINIENS ! STOP AU GÉNOCIDE !* »

Au bout de deux minutes, les responsables de la conférence capitulent, et toute la salle se vide !

Dans un communiqué relatant l'annulation de l'événement, l'Université a eu le culot de prétendre que les militants solidaires de la Palestine faisaient preuve d'intolérance. Et ce, alors même que l'Allemagne officielle, universités comprises, impose un régime de censure et de terreur interdisant tout critique d'Israël.

- Le journal britannique *The Guardian* a publié, le lundi 12 février, un article dans lequel il affirme que 30 organisations britanniques ont envoyé une lettre au ministre des Affaires étrangères David Cameron, lui demandant de suspendre la fourniture d'armes à « *Israël* ». french.almanar.com.lb 12 février 2024

Vous comprendrez pourquoi Franco s'était imposé en Espagne.

J-C - C'est le PSOE, la section espagnole de l'Internationale socialiste-impérialiste qui est au pouvoir en Espagne.

Journal espagnol : Les exportations d'armes vers « *Israël* » se poursuivent - french.almanar.com.lb 12 février 2024

Contrairement aux assurances répétées du ministre espagnol des Affaires étrangères, José Manuel Alvarez, sur l'engagement de son pays en faveur d'une interdiction complète de l'exportation d'armes vers « *Israël* », depuis le 7 octobre 2023, l'Espagne continue d'exporter des armes vers l'entité sioniste.

Selon les données publiées sur le portail officiel du commerce extérieur espagnol COMEX, analysées par le chercheur du Centre DELAS, Alejandro Pozo, et vérifiées par le journal en ligne espagnol elDiario.es, il apparaît que des munitions ont été exporté d'Espagne vers « *Israël* » d'une valeur de 987 mille euros.

Plus précisément, « *des bombes, grenades, mines, roquettes, balles et autres munitions et projectiles et leurs pièces* » ont été exportées pour être utilisées dans la guerre israélienne en cours dans la bande de Gaza.

Ce n'est pas la seule fois où des munitions sont envoyées en « Israël » au cours de l'année 2023. L'Espagne a exporté un total de 1,48 millions d'euros de matériel de guerre de cette catégorie au cours de l'année 2023, et les deux tiers de ces exportations ont été envoyées en novembre 2023, soit après que l'Espagne a gelé les expéditions selon leurs réclamations.

La plateforme d'achats du secteur public montre que depuis le début de l'agression, l'Espagne a continué à conclure de nouveaux contrats avec des entreprises d'armement israéliennes, le ministre d'État au Commerce admettant au journal elDiario.es que les importations n'ont pas été suspendues non plus.

Selon le journal, le 15 décembre 2023, par exemple, une entreprise israélienne a remporté un contrat d'une valeur de plus de 576 millions d'euros pour la fourniture d'un système de lancement de missiles dans le cadre d'un projet commun avec deux entreprises espagnoles. Le 22 novembre 2023, une autre entreprise israélienne s'est vu attribuer la fourniture de 168 systèmes de missiles antichar pour 237 millions de dollars.

Le rapport du journal a indiqué : « *Des dispositifs de brouillage de fréquence destinés aux forces armées espagnoles ont été achetés à Israël, pour une valeur de 1,4 million de dollars* ».

Le 23 novembre, un accord a été conclu pour des technologies militaires d'une valeur de 82 600 euros. Une semaine plus tard, un autre contrat officiel de technologie militaire était conclu avec une autre entreprise israélienne pour 3,7 millions de dollars.
french.almanar.com.lb 12 février 2024

France occupée (Vigipirate et Sentinelle)

Colonialisme sans frontière au XXI^e siècle.

France. Le département de Mayotte peut-il faire exception au droit du sol, comme le souhaite Gérald Darmanin ? - Le HuffPost 13 février 2024

Pour Serge Slama, professeur de Droit public à l'Université Grenoble Alpes, contacté par Le HuffPost, avec l'annonce de Gérald Darmanin « *on reviendrait au droit colonial* ».

Historiquement, le droit du sol s'applique à Mayotte depuis 1993 seulement. Jusqu'alors l'archipel était régi par le droit colonial qui faisait une distinction entre l'Hexagone et ce territoire pour acquérir la nationalité française. Ce régime dérogatoire va progressivement être abandonné avec la loi Pasqua-Méhaignerie.

À Mayotte, toute personne née sur le territoire français de parents étrangers peut alors automatiquement acquérir la nationalité française lorsqu'elle atteint la majorité à 18 ans. Elle peut même en faire la demande dès l'âge de 13 ans sur demande de ses parents. Sauf que 25 ans plus tard, une nouvelle dérogation va encore changer la donne.

En mars 2018, Mayotte est paralysée par une grève générale, les habitants s'insurgeant contre l'insécurité. Pour une grande partie de la population, celle-ci est directement liée à

l'immigration massive de Comoriens, attirés par les meilleures conditions de vie, de meilleurs soins et par l'obtention de la nationalité française.

Pour tenter de freiner l'immigration croissante sur l'archipel, le gouvernement d'Édouard Philippe durcit l'obtention du droit du sol dans le cadre de la loi Asile et Immigration en 2018. Pour qu'un enfant né à Mayotte de parents étrangers acquière la nationalité française, il faut désormais que « l'un de ses parents au moins ait résidé en France de manière régulière, sous couvert d'un titre de séjour, et de manière ininterrompue depuis plus de trois mois ».

Une exception approuvée par le Conseil Constitutionnel. « *Au regard des circonstances spécifiques à ce département, le Conseil a estimé, qu'eu égard au contexte migratoire de Mayotte, il était justifié d'aménager des règles d'accès au droit du sol. Mais c'est un simple aménagement, c'est un jeu de conditions* », précise au HuffPost Serge Slama, professeur de Droit public à l'Université Grenoble Alpes.

La proposition de Gérard Darmanin va désormais beaucoup plus loin et nécessitera par ailleurs un processus législatif plus complexe qu'en 2018. Pour Serge Slama, supprimer le droit du sol à Mayotte serait contraire au principe d'égalité des citoyens et d'indivisibilité de la République et « *utiliser une loi ordinaire, ça ne passerait pas* ». C'est pour cette raison que le gouvernement veut passer par une révision constitutionnelle. « *Il ne s'agirait pas simplement d'aménager ou de prendre en compte des spécificités. Il s'agirait d'avoir un régime d'accès à la nationalité différent à Mayotte. On reviendrait au droit colonial* », s'alarme le professeur.

Reste encore un problème : pour que le texte soit adopté, il faut passer par les deux chambres du Parlement, puis réunir les trois cinquièmes des votes des élus de l'Assemblée nationale et du Sénat réunis à Versailles pour l'occasion. Or, ce lundi, sur la matinale de franceinfo, Brice Hortefeux, eurodéputé Les Républicains, suggérerait d'étendre le texte « *à l'ensemble de l'outre-mer* ». Il cite notamment la Guyane et la Martinique. Une position pas si loin de l'extrême droite puisque le Rassemblement national réclame, de son côté, la suppression du droit du sol sur l'ensemble du territoire. Le HuffPost 13 février 2024

Finlande.

Finlande : l'europhile et atlantiste Alexander Stubb remporte l'élection présidentielle - AFP/RT 12 févr. 2024

Alexander Stubb bénéficie de 51,7% des voix, après le dépouillement de 98,3% des bulletins de vote. 70,7% des quelque 4,3 millions d'électeurs se sont déplacés pour voter lors de ce second tour. « *La seule chose à laquelle je pense maintenant, c'est la reconnaissance.* »

Doté de pouvoirs limités par rapport au Premier ministre, le chef de l'Etat, élu pour six ans, dirige la politique étrangère du pays en étroite coopération avec le gouvernement. Il est également commandant suprême des forces armées.

Un rôle notable qui a encore pris de l'importance du fait des développements géopolitiques en Europe et de l'entrée dans l'OTAN de la Finlande, qui partage 1 340 kilomètres de frontière

avec la Russie. Neutre pendant la Guerre froide, le pays nordique a mis fin à trois décennies de non-alignement militaire à la suite du conflit en Ukraine. Il est devenu membre de l'Alliance atlantique l'an dernier. Une adhésion dénoncée par Moscou.

Alexander Strubb, 55 ans, dirigeait ces trois dernières années l'Institut universitaire européen à Florence en Italie, après s'être mis en retrait des affaires publiques faute d'avoir décroché le poste de président de la Commission européenne en 2018.

D'abord chercheur en sciences politiques, il fait une carrière européenne fulgurante, comme conseiller à l'UE puis élu eurodéputé en 2004 avant d'être appelé comme ministre des Affaires étrangères à 40 ans.

Il devient Premier ministre de 2014 à 2015, avant de passer aux Finances dans un gouvernement centriste. M. Stubb avait perdu en 2016 la présidence du parti conservateur.

C'est la candidature de la Finlande à l'OTAN, qu'il avait toujours soutenue, qui a motivé le grand retour de ce passionné de diplomatie, encouragé par sa formation de toujours, Kokoomus, parti historique de la droite finlandaise dont le chef Petteri Orpo, est aujourd'hui à la tête du gouvernement.

Marié à une avocate anglaise, père de deux enfants, Alexander Strubb estime que la Finlande doit «*aller au cœur de l'OTAN*», «*produire, et non consommer, de la sécurité*». AFP/RT 12 févr. 2024

Russie.

L'Ukraine retire ses troupes d'Avdiïvka, une victoire pour la Russie - AFP 17 février 2024

L'armée ukrainienne a été contrainte d'abandonner samedi la ville d'Avdiïvka, dans l'est du pays, concédant à la Russie sa plus grande victoire symbolique après l'échec de la contre-offensive lancée par Kiev l'été dernier. AFP 17 février 2024

LE SOCIALISME

Le 28 février 2024

Un courant politique inoxydable, incorruptible.

Je publie quelques articles d'un blog que je viens de découvrir, agauche.org. Je les ai contactés à deux reprises pour savoir qui ils étaient, pas de réponse. Un oubli ou le mépris habituel ? Encore une organisation totalement anonyme et introuvable. C'est fou le nombre de gens qui vous disent : Faites ce que je vous dis, mais ne faites pas ce que je fais ! Minable.

Ils prennent à partie la « *gauche historique* », le NPA, LO, et d'autres organisations, les anarchistes, mais le POI et le PT n'existent, étrange mais pas nouveau, ce qui me fait dire qu'on doit avoir affaires à des dissidents de l'extrême gauche qui avancent masqués.

- Vous voulez la paix, alors faites la guerre !

- Vos libertés sont en danger si vous en usez, alors pensez à les mettre en sécurité pour les conserver !

- Vous ignoriez qu'une menace planait sur vous, maintenant qu'on l'a inventée vous ne pourrez plus en douter !

- Il n'y a rien de pire que les désillusions, alors résignez-vous, cessez d'espérer quoi que ce soit.

Comme quoi, c'est une idée qui fait son chemin...

La seule solution à la « *suprématie de la richesse* » est une économie démocratique - Les Crises 23 février 2024

<https://www.les-crises.fr/la-seule-solution-a-la-suprematie-de-la-riche-esse-est-une-economie-democratique/#comment-733559>

J'ai envoyé un commentaire un brin sarcastique pour passer la censure. Il a été publié.

- On brûle, encore un petit effort, courage, on y est presque, le plus dur reste à faire, la tâche s'annonce colossale !

Le capitalisme et l'exploitation de l'homme par l'homme n'existe pas de toute éternité, et ils ne sont pas voués à exister pour l'éternité, quand on aura assimilé ce premier constat, ce qui n'est pas pour demain, hélas, on se décidera peut-être à réhabiliter le socialisme qui a été si mal mené et incompris, y compris par ceux qui s'en réclamaient...

De toutes manières, il n'existe pas d'autres alternatives ou issues politiques, vaut mieux tard que jamais ou comme quoi, il ne faut jamais désespérer.

J'ajoute un mot.

La question économique et sociale ne se présente plus tout à fait de la même manière qu'au XIXe siècle, on n'aurait rien à gagner ou tout à perdre à l'ignorer ou le nier.

Je crois qu'il faut aborder la question de la nécessité de l'abolition du capitalisme directement sous un angle pratique, comme à la fin du XIXe ou au début du XXe siècle en somme, quand le socialisme avait commencé à conquérir des pans entiers de la classe ouvrière et de la petite bourgeoisie, quand la théorie admise au sein de la classe ouvrière se réduisait à l'opposition entre exploités et exploités, entre capital et travail, au lieu de prendre les formes monstrueuses qu'elle prit plus tard, qui contribuèrent à la défigurer au point de la rendre méconnaissable et repoussante, à l'image de la social-démocratie et des différentes versions du stalinisme.

Il faut dire aussi que parmi ce qui diffère avec autrefois, c'est que maintenant on a acquis une longue et solide expérience du capitalisme, du coup la question de savoir s'il est réformable ou non n'a plus lieu d'être, tout débat est devenu obsolète, grotesque, les faits ont tranché définitivement, au bout de deux siècles et demi environ cela s'est avéré impossible tout simplement parce qu'il ne peut pas en être autrement, ne pas l'admettre relève de la mauvaise foi ou de la crasse ignorance.

On arrive au même constat sur tout un ensemble de questions auxquelles je n'ai pas réfléchi à nouveau, mais cela coule de source. La théorie scientifique du marxisme a passé l'épreuve des faits avec succès, le capitalisme est définitivement incompatible avec le bien-être de l'humanité, l'épanouissement personnel de chaque citoyen du monde, avec la justice sociale, la démocratie, la paix, la liberté, il n'est pas humaniste, il est barbare. Il est également incompatible avec le respect de la nature qu'il pollue, saccage, détruit, massacre, anéantit. Au lieu de préserver le fragile équilibre qui existe entre les espèces animales et végétales, la biodiversité, on pourrait ajouter minérale dans la mesure où il dilapide allègrement ou pille les ressources naturelles de notre planète et hypothèque gravement les besoins des générations à venir.

Ce qui est en cause dans le capitalisme, ce n'est pas le mode de production en soi ou le rationnellement, la socialisation de la production, mais la distribution ou la répartition des richesses qui est le produit des rapports sociaux ou les inégalités entre les classes sur lesquels repose ce système économique, qui nécessite pour se développer et survivre une concentration de la production toujours plus grande, et par conséquent que l'essentiel des capitaux ou des richesses produites demeure la propriété d'une minorité au lieu d'être distribués aux 8 milliards d'hommes et de femmes que comptent notre planète pour satisfaire leurs besoins sociaux.

C'est l'existence de cette contradiction inhérente à la nature du capitalisme, qui constitue un des éléments fondamental de ses lois de fonctionnement, et non la volonté de quelques oligarques avides d'accumuler des richesses, qui explique pourquoi cette contradiction devait se traduire à terme par une crise permanente et généralisée de tous les rapports sociaux précipitant la dégénérescence de toute la société. Car pris dans les mailles du matérialisme

dialectique, dont procède ce processus historique dont personne ne peut s'échapper, ce qui avait contribué à assurer son développement et son succès devait se transformer en son contraire ou le conduire à sa perte, un peu de la même manière où, machiavéliquement il avait participé à l'emballage exponentiel de la démographie mondiale depuis le début du XXe siècle afin d'en tirer un maximum de profit, celui-ci se retourne dorénavant contre lui ou menace ses fondements, quand légitimement ces 8 milliards d'hommes et de femmes exigent des conditions de vie décentes et la démocratie, ce qui exprime au plus haut niveau les contradictions sociales et politiques que le capitalisme n'est pas à même de résoudre ou signe son arrêt de mort.

Il n'est pas nécessaire de se lancer dans des analyses économiques à n'en plus finir pour comprendre ou admettre que plus rien ne justifie de nos jours l'existence ou la survie d'un système économique reposant sur l'exploitation de l'homme par l'homme, l'esclavage, le colonialisme, la guerre, dès lors que le développement des forces productives ont atteint un niveau permettant de satisfaire les besoins matériels de tous les hommes. Qu'on se comprenne bien, cela ne signifie nullement que l'exploitation aurait été justifiée dans le passé, elle s'imposa aux hommes, parce qu'ils n'avaient pas conscience qu'ils étaient les acteurs d'un processus historique, car ils en ignoraient les tenants et les aboutissants. Notez bien que c'est parce que la plupart des travailleurs n'en ont toujours pas conscience ou l'ignore, que le capitalisme n'a pas encore disparu.

Et on n'est pas au bout de nos peines, car une fois parvenu à admettre qu'il faut en finir avec le capitalisme, on a certes progressé et c'est une bonne nouvelle, toutefois il reste énormément de questions à résoudre avant de l'envisager sérieusement. On y a déjà répondu en grande partie dans des causeries, nous y reviendrons plus tard.

Ces questions ont toujours été sources à polémiques ou à désaccords sans fin, chacun étant bourré d'a priori, plus ou moins dogmatique ou sectaire, pour bien faire il faudrait les reprendre depuis le début. Il faudrait aussi savoir ce qu'on entend par capitalisme et socialisme. Il faudrait que chacun sache ce qu'il ne veut plus et ce qu'il veut vraiment. Faire l'inventaire de la lutte de classe du XXe siècle à nos jours, revoir toutes nos analyses, procéder à un grand ménage dans nos connaissances, relire les œuvres et les enseignements des marxistes, etc. Autant dire que bien peu seront candidats pour s'inscrire à un tel programme !

Il faudra donc procéder autrement. Comment, j'ai une petite idée, j'ignore ce qu'elle vaut. Elle consiste à balancer ce qu'on pense et à observer les réactions, relevez ceux qui partagent une partie de nos idées, ceux qui sont aptes à la discussion, évacuer tous les autres, on peut soumettre des idées et attendre les réactions, et on essaie d'avancer en fonction des réponses recueillies, on retient celles qui permettent de progresser et on met de côté les autres. Il faut aller à l'essentiel, encore faut-il le dénicher ou le découvrir, il est impératif de revenir au principal, encore faudrait-il qu'on se mette d'accord sur ce que cela signifie et s'y tenir, bref, vous voyez le chantier, quel boulot, mais on peut y arriver si on en a la volonté, parce qu'on ne s'adresse pas à des travailleurs évolués.

On ne doit rien retenir qu'on ne peut pas justifier, qu'on ne peut pas expliquer simplement de manière à le partager avec le plus grand nombre, c'est notre objectif, ensuite nous organiser. Il existe une multitude de questions pour lesquelles nous sommes en mesure d'apporter des réponses claires et cohérentes que nous serons nombreux à partager pour peu qu'on en ait la

volonté. Elles doivent nous servir de socle pour avancer, d'où l'importance que ce socle soit solide, incorruptible.

Autre chose à retenir ou à réfléchir.

De nos jours, contrairement à autrefois où cela pouvait être contesté, tous les peuples peuvent constater par eux-mêmes que les origines de leurs difficultés sont identiques, qu'ils vivent les mêmes choses, qu'ils sont soumis aux mêmes conditions et souffrances, ils sont également informés en temps réel pour ainsi dire sur tout ce qui se passe dans le monde, ajoutez à cela qu'ils sont interconnectés par le biais des réseaux dits sociaux et ils peuvent accéder aux mêmes infos et connaissances... Tous ces éléments sont bien réels, ils les rapprochent indirectement du socialisme, à la fois dans la mesure où les valeurs qu'il incarne sont universelles, et parce qu'il ne se réalisera véritablement qu'à l'échelle internationale, ce qui signifie que le socialisme gagne en légitimité auprès des peuples pour peu qu'on leur présente simplement et sans le déformer, c'est palpable et nous du baratin de théoricien ou doctrinaire.

Il n'est pas besoin d'être marxiste ou socialiste pour croire dans le socialisme, car la logique la plus élémentaire y conduit pour ainsi dire naturellement, parce qu'il existe forcément à la portée de l'imagination des hommes une solution à un problème qui a été créé par d'autres hommes, et aucun système économique n'est éternel.

Cela dit, ne nous emballons pas, cet article n'a donné lieu qu'à une trentaine de commentaires, certes c'est insignifiant, pour autant ce n'est pas le premier article de ce genre que je lis dans des supports étrangers au mouvement ouvrier. C'est significatif ou tout de même encourageant, cela montre qu'il y a des membres des classes moyennes qui envisagent la rupture avec le capitalisme.

Vaste opération de censure sur Telegram en France - agauche.org 16 février 2024

La guerre, c'est aussi une guerre de l'opinion, donc de l'information. La France est ouvertement opposée à la Russie depuis maintenant pratiquement deux ans, alors elle censure massivement les sources d'informations russes, ou pro-russes, ou considérées comme tel. Rien ne doit s'opposer au déferlement de propagande de la part de l'Otan qui entraîne l'occident dans l'abîme de la guerre contre la Russie.

La fermeture des chaînes Telegram francophone « *pro-russe* » est une censure contre l'opinion publique française, dans le cadre de la guerre. Il s'agit clairement et directement d'une censure de type fasciste, de la part d'un État français en pleine décrépitude, devenu l'instrument de la superpuissance américaine.

C'est absolument anti-démocratique, ne reposant sur aucune base légale ; c'est un acte relevant d'un régime français ne reposant plus sur le droit, mais sur les besoins de l'Armée. Et dire qu'il n'y a pratiquement personne à gauche pour dénoncer cela, ni aucun parlementaire prétendument de gauche qui s'y intéressera...

L'Union sacrée pour la guerre de l'Otan contre la Russie est totale en France.

<https://agauche.org/2024/02/16/vaste-operation-de-censure-sur-telegram-en-france/>

Alcool, tabac, médicaments, pornographie, LGBT, homosexualité, prostitution, violence, vitesse, drogue, etc., Question : Pourquoi les ont-ils tous encouragés ?

Allemagne : Le parlement donne son feu vert à la légalisation du cannabis récréatif - 20 Minutes avec AFP 24 février 2024

Le parlement a donné vendredi son feu vert définitif à la légalisation du cannabis récréatif, adoptant une loi phare pour le gouvernement d'Olaf Scholz. Le texte a été adopté au Bundestag à 407 voix pour et 226 voix contre, entérinant une légalisation à compter du 1er avril.

Avec cette nouvelle loi, l'Allemagne se dote d'une des législations les plus libérales d'Europe, emboîtant le pas à Malte et au Luxembourg, qui ont légalisé le cannabis récréatif respectivement en 2021 et en 2023.

La réglementation prévoit d'autoriser l'achat de cannabis en quantité limitée par le biais d'associations à but non lucratif. Il sera également possible de cultiver jusqu'à trois plants pour son propre usage. La possession et la consommation de cette drogue resteront toutefois formellement interdites pour les jeunes de moins de 18 ans. 20 Minutes avec AFP 24 février 2024

J-C - Avec Schengen dans 27 États européens le franchissement des frontières intérieures s'effectue librement, sans passeport, sans contrôle, autrement dit, le cannabis devient accessible à tous ! Personnellement pour en avoir consommé pendant plus de 40 ans, je ne vais pas condamner cette mesure, ce qui nous intéresse c'est sa signification politique alors que la civilisation humaine est à la croisée des chemins, et où tout est fait pour justifier une régression sociale généralisée, une régression qui concerne tous les aspects de la société, qui vise les jeunes en priorité abrutis par les réseaux dits sociaux

Mes commentaires publiés dans différents blogs.

1- (A propos d'une lettre de Léon Landini résistant FTP MOI à Macron)

Toujours aussi étranges et pathétiques ces communistes.

Que signifie cette insistance à vouloir absolument être reconnu par le président fascisant français ? A moins qu'il ne s'agisse d'un aveu, auquel cas Macron serait bien ingrat ? Être "méprisé" par Rothschild devrait être un honneur et non une "abjection", vous me direz que lorsqu'on a combattu et consenti des "sacrifices" "pour rendre à la France sa liberté et sa grandeur", on croirait entendre de Gaulle, je me demande ce qu'on mérite. Je sens que je vais encore me faire des amis !

2- Je tiens à préciser pour éviter tout malentendu, qu'à aucun moment il ne me serait venu à l'idée de me substituer au législateur d'un régime dans lequel je ne me reconnais pas ou que j'aurais été tenté de lui donner des conseils, je suis indépendant, d'ailleurs un tel comportement serait incompatible avec la conception du socialisme que je défends, celle de Lénine.

Lorsque j'ai relu mon commentaire, j'avoue avoir réalisé qu'il avait un côté un peu provocateur, si peu que je m'en suis marré tout seul ! Il faut être un peu dingue pour défendre le socialisme de nos jours, n'est-ce pas ? Il ne concernait pas des prisonniers politiques comme par exemple Julien Assange ou Georges Ibrahim Abdallah, évidemment, j'aurais dû le préciser.

Palamède Singouin a rappelé un élément auquel je n'avais pas pensé, je cite - "*en France le taux de suicide en prison est 6 fois supérieur à celui de l'ensemble de la population*".

Encore faudrait-il savoir quelles catégories de prisonniers sont concernées...

@ Roubachoff

- "*Bref, s'il est acceptable, pour soi-même, de préférer la mort à une longue incarcération, généraliser la chose semble un peu... exagéré.*"

Je ne spéculerai pas ici sur la manière dont on traiterait cette question sous un régime socialiste, le plus humainement possible évidemment. Toujours est-il que l'on ne vit pas sous ce type de régime aujourd'hui, et le prisonnier condamné à passer des décennies en prison ou à y finir ses jours n'a pas le choix. C'est juste ce que je voulais signaler à votre attention et qui me choque, car j'y vois une forme d'injustice ou de cruauté, et j'estime qu'on doit dénoncer et combattre toute injustice. Ce qui m'amène au commentaire suivant.

@ Xiao Pignouf

- "*Quant à votre conception pénitentiaire, allez demander leur avis aux condamnés qui pourrissent dans les couloirs de la mort aux States (parmi lesquels combien d'innocents ?) s'ils ne voudraient pas commuer leur peine...*"

Dans une société où les conditions sociales d'existence nous sont imposées depuis notre naissance par le régime en place, il devrait endosser la responsabilité de tous les actes qui en découlent, sauf que ce n'est pas possible, alors il se reporte sur ceux qui les ont commis, quant à leurs victimes cela n'effacera jamais les souffrances ou déboires qu'elles ont endurés. Partant de là, il ne nous viendrait pas à l'idée de nous demander si une condamnation est juste ou injuste, elle sera par principe toujours injuste, puisque le régime est basé sur une injustice (de classe). Cela dit, je ne peux pas abonder dans votre sens et j'explique rapidement pourquoi

S'il y a des innocents et des jugés coupables qui pourrissent en prison, il y en a aussi en liberté, je me demande bien en quoi on pourrait commuer leur peine ! C'est absurde, je ne vous le fais pas dire.

3- *"C'est littéralement appliquer le principe de l'euthanasie aux détenus, et il n'est pas certain que M. Tardieu soit globalement d'accord avec ce principe..."*

Détenus, accidentés ou grands malades aux capacités physiques ou intellectuelles fortement réduites ou handicapantes, cela devrait être à eux seuls de décider librement s'ils veulent y recourir, sinon à quoi bon faire des discours sur la démocratie et la liberté.

4- Pour la clique d'oligarques la plus puissante, tout régime, chef d'État ou gouvernement, qui, afin d'assurer leur stabilité politique ou leur survie en tant qu'acteurs ou dirigeants politiques, contrarie leur stratégie en pompant des milliards de dollars dans la plus-value qui devraient leur revenir, pour octroyer à leur peuple des avantages sociaux, construire des infrastructures qui ne sont pas vitales ou en rapport avec leur business, doit être combattu, se soumettre ou disparaître, car il en va de la survie du capitalisme en crise.

Cette brève présentation des faits présente l'avantage de lier les deux principaux facteurs qui déterminent la situation. Vous remarquerez qu'elle tranche avec les analyses des géopoliticiens dont on nous abreuve quotidiennement.

Aucune armée du monde ne peut vaincre un peuple qui résiste comme un seul homme, à moins de l'exterminer.

Aucun régime dictatorial ne peut mener une guerre contre un peuple sans le soutien de son propre peuple.

Comment les peuples en sont-ils arrivés à se doter de tels dirigeants ? La question vaut pour tous les peuples, puisque les 193 États présents aux Nations Unis avaient adopté en chœur la mystification sanitaire, puis climatique.

Existent-ils une alternative à ces dirigeants de nos jours, à leur régime ? Aucune nulle part dans le monde. Que faire alors ? La construire, patiemment. Sinon, se résigner.

Dites, c'est plutôt décourageant. Non, au contraire, c'est stimulant, passionnant, faut-il y croire, sincèrement, savoir ce qu'on veut vraiment, avons-nous le choix ?

5- L'humanité a perdu son indépendance, cela sera très difficile de la reconquérir.

Internet aura été la pire invention du XXe siècle, car réduisant notre liberté à néant et nous subordonnant plus que jamais au capitalisme par le biais des GAFAM.

Autrefois, il suffisait d'avoir toute sa tête, de pouvoir s'exprimer et d'être apte physiquement au travail pour pouvoir survivre, dorénavant vous devez disposer d'une machine et des applications qui permettent de la faire fonctionner, et bien évidemment savoir s'en servir, c'est préférable !

Après avoir fait le bilan des profits à en attendre et des inconvénients qui en découlent, dans des conditions telles qu'elles existent actuellement, Internet serait totalement supprimé que je ne réclamerais pas son rétablissement.

Pourquoi ? Parce qu'Internet a un impact psychologique néfaste tellement profond et inconscient sur les rapports que les hommes entretiennent entre eux ou avec le monde extérieur, sur la manière dont ils perçoivent la réalité ou la société, sur leur mode de pensée et de vie qu'il a modifié à leur insu, flattant et encourageant un individualisme effréné renforçant leur penchant égocentrique, impatient, ils ne supportent plus la moindre remarque, ils sont attirés par les théories identitaires ou communautaires, ils sont en proie à une grande démoralisation pouvant évoluer en dépression, ils en deviennent intolérants ou autoritaires, schizophrènes, alternant apathie et réactions violentes incontrôlées, de plus en plus coupés du monde réel, ils vivent dans un monde artificiel, superficiel...

Alors que pour changer la société, il est impérieux qu'ils prennent en mains leur destin, tout semble fait pour qu'ils n'y parviennent jamais, espérons que leur dessein sera contrarié, en attendant nous allons vivre un cauchemar... A suivre.

6- Où est le lézard dans cet article sur l'Agence Française de Propagande ?

Je crois qu'il est dans le Post Scriptum.

Si "*Jadis l'AFP (...) « sacré[e] » (...) réputée indépendante*", de nos jours "*contaminé[e]*", pourquoi demain l'AFP ne redeviendrait-elle pas à nouveau « *sacré[e], indépendante, vertu[euse]* » ? On avait entendu le même discours à propos de *Libération*, du *Monde*, etc. et j'en passe parmi tous ceux qui ont fricoté un jour avec le régime ou qui y ont directement participé, lui aussi sacré et vertueux !

Les consignes pro-israéliennes données à l'AFP.

<https://www.legrandsoir.info/les-enseignes-pro-israeliennes-donnees-a-l-afp.html>

7- Si je ne regrette pas d'avoir quitté la France en 1996 (pour l'Inde, mon épouse était indienne), parce qu'à l'époque j'étais trop faible ou en pleine confusion pour m'en sortir avec les idées que j'avais, j'aurais été broyé et j'aurais fini sous un pont de Paris, ma ville natale, pour autant je regrette de ne pas avoir eu la force et le niveau de conscience politique pour rester et résister, continuer le combat politique que j'ai repris depuis.

J'ai fui la misère à laquelle j'étais promis en d'autres termes, si c'est louable à titre individuel, sur le plan collectif c'est carrément nul, or, c'est uniquement sur ce plan-là qu'on peut s'en sortir vraiment, croire le contraire n'est que pure illusion ou mensonge. C'est d'ailleurs ce qui est en train de nous perdre collectivement, parce que nous refusons obstinément de le reconnaître...

Traiter de tous les noms nos semblables l'illustre au besoin ou révèle une grande confusion, car c'est ne pas comprendre que la seule issue politique, donc à caractère collectif, consiste à prendre conscience que pour résoudre les problèmes auxquels nous sommes confrontés ou changer radicalement la société sur le plan politique, économique que et social, nous devons prendre en main nos destins, c'est ainsi que se sont faites toutes les révolutions...

Vous pouvez partir au bout du monde, ce que vous êtes vous suivra comme votre ombre ou votre passé vous rattrapera toujours un jour. En France je pourrais militer, défendre et

partager mes idées, les faire avancer, en Inde je n'en ai pas les moyens pour plusieurs raisons qu'il serait trop long d'évoquer ici. Je suis frustré, coincé, réduit à l'impuissance, et quant à profiter de la vie et du soleil sous les tropiques, je m'en suis vite lassé, j'avoue que cela ne fait pas le compte. La satisfaction qu'on en retire est mesquine, égoïste, superficielle, surtout quand on pense au monde injuste et cruel dans lequel nous vivons, un cauchemar. Ma seule véritable satisfaction aura été de renouer avec mes idées politiques et d'être resté fidèle à mes principes, à mon idéal, d'avoir énormément lu et réfléchi pour progresser et devenir vraiment indépendant, et surtout d'en avoir fait profiter des milliers de travailleurs à travers mon blog depuis 15 ans.

Notre ennemi est dans notre propre pays, c'est là qu'il faut le combattre pour le vaincre, voilà à mon sens ce qu'il faut retenir. Imaginez un instant les centaines de millions qui ont été broyés par les guerres et autres malheurs, eux aussi pensèrent un jour s'en sortir individuellement, les faits ou le destin leur ont démontré que c'était futile ou une grave erreur.

8- *"Le Hamas (...) aurait bien été forcé, comme l'avait fait l'OLP en 1996, d'abandonner un jour ou l'autre son fantasme de destruction de l'État d'Israël".*

Pour l'auteur de cet article, la résolution 181 des Nations Unies à l'origine de la partition de la Palestine est légitime, dès lors tout combat politique pour son abolition relèverait d'un "fantasme" ou du "fanatisme".

Voilà ce qui arrive quand on se prosterne devant "nos démocraties" qui décident quelle "force politique" est ou non "représentative" à la place des peuples, au nom du socialisme... qu'on déforme ou trahit au passage.

9- *"Paris ne veut plus que les Français puissent savoir que l'Ukraine tue délibérément des civils avec les armes que les pays occidentaux lui fournissent."*

De quels Français parle-t-il ? De ceux qui ont porté un tyran au pouvoir en France, un VRP du complexe militaro-industriel-financier, qui se contrefoutent de savoir qui tuent ces armes ? Ceux qui constituent l'immense majorité qui ignore l'existence "des chaînes Telegram" ? Qui est concerné alors ?

Il y a un truc que je ne comprends pas.

Personnellement, je ne suis pas abonné à Twitter, Facebook, Telegram, etc. J'ai constaté que parmi les auteurs des chaînes Telegram qui viennent d'être censurées en France, j'en connais plusieurs qui envoient leurs articles à de nombreux blogs qui les reproduisent aimablement (dont le mien), du coup ces articles demeurent accessibles ou la censure est vouée à l'échec, sinon il faudrait qu'ils censurent de dizaines de blogs, dont celui de LGS et le mien notamment.

10- La Première Guerre mondiale n'était pas parvenue à résoudre durablement la crise du capitalisme qui sévissait depuis la fin du XIXe siècle, elle ressurgit violemment en 1905, également année de la première révolution russe...

La création de la Fed en 1913 ne la résolut pas non plus, tout au plus elle devait permettre au capitalisme américain de se mettre en ordre de bataille en prévision de la guerre à venir, que l'oligarchie financière provoqua l'année suivante.

Elle se solda par la révolution russe de 1917, qui malheureusement ne poursuivit pas dans les pays capitaliste européen les plus développés... Le pire restait à venir.

Dès lors, la crise qui n'avait connu qu'un bref et partiel répit allait reprendre de plus belle, le krach d'octobre 29 aux Etats-Unis et la faillite du New Deal de Roosevelt en furent les manifestations les plus spectaculaires, sur fond de défaite majeure et trahison du mouvement ouvrier ouvrant la voie à une autre guerre mondiale destinée à un nouveau partage du gâteau de l'économie mondiale, qui pour bien faire devait réintégrer l'URSS dans l'économie de marché ou la sphère du capitalisme.

Cette rapide analyse me semble conforme à la réalité.

Un secret de polichinelle depuis le krach du 24 octobre 1929

Il était déjà riche, le voici désormais milliardaire.

Mais George Soros, l'une des premières fortunes des États-Unis au début des années 2000, suscite la controverse. Il est considéré comme un génie de la finance par certains, un spéculateur sans scrupules par d'autres. A l'image de l'économiste Paul Krugman, qui utilise le terme "*Soroi*" (pluriel de Soros, NDLR), pour désigner les investisseurs qui non seulement anticipent une crise monétaire, mais qui spéculent et font de leur mieux pour déclencher cette crise. "*De nos jours, il y a vraiment des investisseurs qui non seulement transfèrent de l'argent en prévision d'une crise monétaire, mais font de leur mieux pour déclencher cette crise pour le plaisir et le profit.*"

J-C – Ajoutons ou précisons, à titre préventif pour mieux en contrôler les conséquences sociales...

L'autre guerre ou la même dans l'indifférence générale.

PAM : 25 millions de personnes souffrent de la faim et de malnutrition au Soudan - aa.com.tr 19.02.2024

Le Programme alimentaire des Nations unies a annoncé, lundi, qu'au moins 25 millions de personnes sont aux prises avec des taux élevés de faim et de malnutrition au Soudan.

"La crise au Soudan provoque des ondes de choc dans toute la région, alors que chaque semaine, des milliers de familles sont déplacées et forcées à franchir les frontières avec le Tchad et le Soudan du Sud", a prévenu le PAM.

L'agence de l'ONU a expliqué que l'impact du conflit s'étend sur trois pays : le Soudan, le Soudan du Sud et le Tchad, "*provoquant la plus grande crise de déplacement au monde*".

"*Les besoins alimentaires et nutritionnels dans ces trois pays sont tels qu'une catastrophe alimentaire dévastatrice qui se profile à l'horizon*", a noté le PAM.

Et d'ajouter, "*18 millions de personnes souffrent d'insécurité alimentaire aiguë à l'intérieur du pays, et près de 3,8 millions d'enfants soudanais de moins de cinq ans souffrent de malnutrition, dont la plupart sont piégés dans des zones de combats*".

Le communiqué a aussi précisé citant le directeur régional du Programme alimentaire mondial pour l'Afrique de l'Est, Michael Dunford que "*les enfants et les femmes déplacés qui arrivent au Soudan du Sud ou au Tchad ont faim et sont sans ressources*".

Depuis mi-avril 2023, l'armée soudanaise dirigée par Abdel Fattah al-Burhan et les Forces de soutien rapide dirigées par Mohamed Hamdan Dagalo dit "*Hemedti*" mènent une guerre qui a fait plus de 13 000 morts et plus de 7 millions de déplacés et réfugiés, selon les Nations Unies. aa.com.tr 19.02.2024

La tentation du totalitarisme. Avertissement.

Soutien total à la grève des contrôleurs SNCF ! Pas touche au droit de grève !

– Le Premier ministre, Gabriel Attal a déclaré mercredi que « *la grève, c'est un droit* », mais aussi que « *travailler, c'est un devoir* », et a encouragé le Parlement à s'emparer de ce débat.

– Laurent Wauquiez (LR) : « *Les Républicains vont assumer leur responsabilité en déposant une proposition de loi destinée à interdire les grèves sur les périodes de vacances scolaires* ».

– Le président du Sénat, Gérard Larcher (LR), veut inscrire à l'ordre du jour du Sénat un projet de loi du groupe centriste, prévoyant d'octroyer au gouvernement un capital annuel de 60 jours d'interdiction de grève, réparti par décret dans une limite de quinze jours par période d'interdiction.

– Le président des sénateurs macronistes, François Patriat, a reconnu qu'il réfléchirait à « *toutes les évolutions* » qui permettraient d'encadrer « *ces grèves intempestives* ».

Quand l'étau du totalitarisme se referme lentement mais sûrement sur notre santé.

La CNIL autorise l'hébergement des données de santé françaises par Microsoft - France-Soir 16 février 2024

Le Health Data Hub, entité choisie par la Commission européenne pour piloter l'espace européen des données de santé, s'appuie sur les services de Microsoft Azure pour leur hébergement. Bien que cela ait fait grincer bien des dents, la CNIL a autorisé cette collaboration.

Dans un entrepôt nommé EMC2, le Health Data Hub prévoit de rassembler l'ensemble des données issues de l'Assurance maladie et des hôpitaux. Cela devrait ensuite permettre de fournir à l'Agence européenne du médicament des données à caractère personnel issues de quatre grands hôpitaux français (Hospices civils de Lyon, centre Léon Bérard, CHU de Nancy et Fondation hôpital Saint-Joseph). Raison pour laquelle le stockage de ces données est une affaire sensible.

Le fait que Health Data Hub se repose sur Microsoft Azure pour cela a donc jeté un froid, puisque l'entreprise américaine ne répond pas au droit européen. C'est faute d'une meilleure solution, et à regret, que la CNIL a donné son accord fin janvier 2024.

"Au-delà de la nationalité de l'hébergeur retenu, ce sont les regrets de la CNIL sur sa propre décision qui interpellent. Les données de santé des Français seront potentiellement accessibles sans contrôle suffisant par des acteurs états-uniens. On peut imaginer toutes les dérives, y compris leur exploitation à des fins de stratégies industrielles ou autre type d'ingérence au vu de la portée de l'extraterritorialité du Droit des États-Unis", s'inquiète France Charruyer, Avocate associée et Managing Partner du cabinet d'avocats ALTIJ, qui porte le recours auprès du Conseil d'État. France-Soir 16 février 2024

Charlie, vous avez eu tout faux.

Pierre Chaillot (Décoder l'éco) : "Le propre des régimes totalitaires, c'est d'empêcher les gens de s'exprimer" - France-Soir 19 février 2024

<https://www.francesoir.fr/videos-l-entretien-essentiel/entretien-avec-pierre-chaillot-projet-de-loi-derives-sectaires>

Il flotte comme un "parfum" de la mort au-dessus de la France.

Dans la canonnerie de Bourges, convertie à l'économie de guerre, flotte "un fort parfum de Caesar" pour fournir l'Ukraine - francetvinfo.fr 24/02/2024

"Nous ne sommes pas les seuls dans cette économie de guerre", détaille Sylvain R., chef par intérim de cette canonnerie. francetvinfo.fr 24/02/2024

J-C - Le journaliste de France Info transformé en porte-parole du ministère de la Guerre a cru bon de commencer son article en annonçant une bonne nouvelle aux lecteurs, *"le carnet de commandes est rempli"*, c'est chouette, et trépignant d'impatience, il n'a pas pu contenir plus longtemps son admiration *"les systèmes Caesar sont capables de faire mouche à une quarantaine de kilomètres de distance"*, on en reste pantois ! Et ce n'est pas tout, *"les tirs dégagent une puissance phénoménale"*, non, sans blague, alors impossible de perdre une guerre avec un tel équipement, c'est merveilleux !

Sinon c'est un vrai conte de fées auquel participent *"des centaines de petites mains"* qui *"bichonnent des tubes de 9 m de long"*, comme c'est attendrissant, au son *"du Billie Jean de*

Michael Jackson" 24H/24 ou d'un tube à l'autre, car "la ligne dédiée aux tubes est passée aux trois-huit et ne s'endort jamais", il faut ce qu'il faut, la guerre non plus, et ses victimes, à tout jamais aussi, à la bonheur !

Cela doit être ce qui a amené un salarié a raconté "non sans une certaine fierté" partagé avec le journaliste, le bal incessant "des camions entrent et sortent du matériel...", un conte des mille et une nuit je vous disais, et comme quoi je n'exagère pas, il a même "pris la pose pour une photo souvenir", il n'aura qu'à la dédicacer pour ses futures victimes civiles du Donbass, ah ben non, même pas à titre posthume, pas de bol, puisque "il a scotché le cliché sur son poste de travail", quant à cet employé, il a assurément de l'avenir dans l'entreprise !

https://www.francetvinfo.fr/monde/europe/manifestations-en-ukraine/reportage-dans-la-canonnerie-de-bourges-convertie-a-l-economie-de-guerre-flotte-un-fort-parfum-de-caesar-pour-fournir-l-ukraine_6383605.html#at_medium=5&at_campaign_group=1&at_campaign=7h30&at_offre=3&at_variant=V3-compte&at_send_date=20240224&at_recipient_id=459386-1676105518-3fb080c9

Leur humanisme est la politesse des salauds, face à laquelle toute impolitesse est honorable, la preuve :

Etats-Unis : Devant des donateurs, Joe Biden traite Vladimir Poutine de « FDP cinglé » - AFP/20 Minutes 22 février 2024

Joe Biden a qualifié mercredi son homologue russe Vladimir Poutine de « salopard cinglé » lors d'une rencontre à San Francisco, en Californie, avec des donateurs du Parti démocrate.

En anglais, Joe Biden a utilisé les trois lettres « SOB », un raccourci pour « son of a bitch », insulte traduisible en français par « salopard », « connard », ou encore « fils de pute ».

«Les mots de Biden sur de Poutine ne peuvent pas nuire au président de la Fédération de Russie, mais sont une honte pour les États-Unis eux-mêmes», a rétorqué plus tôt ce 22 février Dmitri Peskov, porte-parole du Kremlin, au micro du journaliste de VGTRK Pavel Zaroubine. AFP/20 Minutes et RT 22 février 2024

J-C - Que le porte-parole de l'aristocratie financière ou du lumpenprolétariat de la bourgeoisie use de cette terminologie, n'a rien de surprenant. Vous allez dire quoi à un jeune qui s'exprime ainsi ? Il va vous envoyer chier ou vous traiter de la même manière que le voyou Biden. Le mauvais exemple vient toujours d'en haut, on en a la preuve ici si nécessaire.

Et puis, vous allez discuter de quoi avec un type qui vous traite de fils de pute ? C'est simple, vous refusez de le rencontrer. Ce ne sera pas l'avis des autorités russes ou autres. Pourquoi ? Peut-être parce qu'ils ne valent guère mieux quelque part ou alors, ils ne peuvent pas faire autrement que se prosterner devant les Américains. Après tout, ils sont ennemis occasionnellement, le reste du temps ils sont alliés, non ?

Biden illustre à sa manière ce qu'on appelle la Novlangue ou la langue dégénérée, appauvrie, réduite à quelques centaines de mots pour s'exprimer, qu'évoquait Orwell dans 1984 à propos d'un régime totalitaire.

Les Etats-Unis n'ont jamais été une démocratie. La France non plus.

Aucun président sous une étiquette d'"*indépendant*" n'a été élu aux Etats-Unis depuis... George Washington en 1789.

Le système politique aux Etats-Unis, où deux partis écrasent toute concurrence, laisse peu de chances qu'un candidat alternatif s'installe à la Maison Blanche en 2025.

Toute la difficulté pour ces petits candidats réside dans la capacité à lever des fonds pour ne serait-ce que figurer sur le scrutin, affirme-t-il. AFP 19 févr. 2024

J-C - C'est un régime politique où seuls les partis les plus riches ont le droit de concourir à des élections, ce qui signifie que les institutions sont confisquées par les milliardaires et les multimillionnaires, c'est donc un régime ploutocratique profondément antidémocratique. C'est le modèle politique dictatorial devant lequel se prosternent les élites occidentales.

En famille. A qui profite le crime ?

Navalny : du RN à LFI, tous pour la guerre contre la Russie - agauche.org 17 février 2024

Décédé le 16 février 2023, Alexeï Navalny était un homme politique russe sur une ligne brutalement populiste et nationaliste, qui a eu un tournant pro-Union européenne et pro-Otan. Il est alors devenu la principale figure de l'agitation pro-occidentale en Russie durant les années 2010.

C'est pourquoi toutes les forces politiques françaises le pleurent, depuis Marine Le Pen jusqu'à Jean-Luc Mélenchon. La France est entièrement aux mains du capitalisme occidental et de son objectif qui est l'affrontement militaire avec la Russie pour se l'approprier. En perdant Alexeï Navalny, elles perdent leur espoir d'un soulèvement interne pro-occidental en Russie.

On sait qu'en France, on lit souvent que le Rassemblement national ou La France insoumise seraient opposés à l'Otan ou à la superpuissance américaine. C'est totalement faux, ils se sont alignés, et ce depuis le début du conflit en Ukraine. Les forces jouant sur le nationalisme s'alignent inmanquablement sur les intérêts nationaux bourgeois, et comme la France est désormais un satellite de la superpuissance américaine...

Marine Le Pen a salué sobrement Navalny comme un « *militant politique engagé dans la défense de la démocratie* »; elle avait tenté de profiter du soutien de la Russie (qu'elle avait

également obtenu en un certain sens, notamment avec un prêt bancaire), alors elle évite d'en faire trop. Mais son alignement sur la superpuissance américaine et l'Otan est totale.

Jean-Luc Mélenchon a lui aussi salué Navalny, « *au-delà des désaccords* ». Une bonne expression pour signifier l'Union sacrée autour des intérêts de l'occident.

<https://agauche.org/2024/02/17/navalny-du-rn-a-lfi-tous-pour-la-guerre-contre-la-russie/>

J-C – Qui a salué l'histriion du régime ? Un agent de la NED/CIA, à lire ci-dessous. C'est tout Mélenchon !

Le silence des coupables par Manlio Dinucci - Réseau 25 février 2024

Alexei Navalny est mort la veille de la prise de parole de son épouse à la Conférence sur la Sécurité de Munich. Opportunément, à chaque campagne électorale un adversaire de Vladimir Poutine meurt mystérieusement. Cette fois, c'est durant la campagne électorale présidentielle.

Extrait.

-... les grands médias politiques occidentaux laissent tomber un rideau de silence sur le fait que Navalny a été formé dans le cadre d'un cours spécial à l'université de Yale et que son mouvement suprémaciste blanc Narod a été financé par le « *National Endowment for Democracy* », une puissante « *fondation privée à but non lucratif* » américaine qui finance des milliers d'organisations non gouvernementales dans une centaine de pays afin de « *faire progresser la démocratie* ».

Ce fonds est le même qui a soutenu en Ukraine ce qu'il appelle « *la révolution de Maïdan qui a fait tomber un gouvernement corrompu empêchant la démocratie* », c'est-à-dire le coup d'État de 2014 qui a déclenché la succession d'événements à fonction antirusse qui ont conduit à la guerre actuelle.

<https://www.voltairenet.org/article220484.html>

Biden rencontre la veuve de Navalny et sanctionne encore la Russie - AFP 23 février 2024

Joe Biden a présenté jeudi ses condoléances à la veuve et à la fille d'Alexei Navalny, lors d'une rencontre à San Francisco, avant la révélation par son administration de nouvelles sanctions visant 500 entités liées à la "*machine de guerre*" russe.

Le président américain, en campagne électorale en Californie depuis mardi, s'est entretenu à l'écart de la presse avec Ioulia et Dacha Navalnaïa. Cette dernière, fille de l'opposant russe mort le 16 février en détention, étudie à l'université californienne Stanford.

"C'était un homme d'un courage incroyable et c'est extraordinaire de voir comment sa femme et sa fille reproduisent cela", a dit le démocrate de 81 ans lors d'une très brève intervention devant les caméras après la rencontre.

Celle-ci a eu lieu quelques heures avant que le gouvernement américain ait révélé de nouvelles sanctions à l'encontre de la Russie, visant plus de 500 entités liées "à ses soutiens et à sa machine de guerre".

J-C - A qui profite le crime ou chercher le mobil et vous aurez trouvé les assassins. Ils lâchent le morceau :

AFP - Pour la politologue russe Tatiana Stanovaïa, les autorités veulent éviter que des obsèques ne puissent se transformer en catalyseur pour les Russes opposés au Kremlin.

Comme les Américains, les Européens estiment que Vladimir Poutine et son gouvernement sont responsables de cette mort, des accusations qualifiées par Moscou de "*grossières et infondées*". Le président russe n'a pas fait de commentaires publics sur cette affaire.

L'Occident "*agit comme s'il était à la fois procureur, juge et bourreau. L'hystérie s'agissant de la mort de Navalny le prouve*", a fustigé jeudi le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov. "*Ces gens n'ont aucun droit de s'ingérer dans nos affaires intérieures*", a-t-il ajouté, en marge d'une réunion du G20 au Brésil.

Le ministère de la Justice américain a annoncé jeudi des inculpations d'oligarques russes, tandis que le Royaume-Uni a dévoilé des mesures contre plus de 50 personnalités et entreprises. Et les pays de l'Union européenne s'étaient eux mis d'accord mercredi sur un 13ème paquet de sanctions. AFP 23 février 2024

La nouvelle égerie de l'OTAN, l'Etat profond et la CIA en Russie. De l'UE aussi.

La veuve de Navalny promet de « poursuivre » le combat contre Poutine - Courrier International 20 février 2024

Le "*spectaculaire*" message vidéo de Ioulia Navalnaïa, 47 ans, "*a été publié quelques heures avant qu'elle ne s'adresse aux ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne (UE) à Bruxelles, alors que l'Allemagne proposait une nouvelle série de sanctions suite à la mort de Navalny*", précise The Guardian.

"*N'oubliez jamais que la Russie n'est pas Poutine et que Poutine n'est pas la Russie*", a-t-elle lancé aux ministres européens, les exhortant à "*faire davantage pour cibler*" le président russe et ses alliés, poursuit le quotidien britannique. Josep Borrell, le chef de la politique étrangère de l'UE, a assuré que le Kremlin devrait "*rendre des comptes*" et le président américain Joe Biden a dit "*envisager*" de nouvelles sanctions contre Moscou.

Dans la journée, plusieurs pays européens, dont la France, l'Espagne, les Pays-Bas et l'Allemagne, ont annoncé avoir convoqué leur ambassadeur russe pour obtenir des

éclaircissements sur les conditions de la mort d'Alexeï Navalny. Courrier International 20 février 2024

La dernière farce de Navalny

À chaque fois qu'une importante élection russe se profile, un opposant de Vladimir Poutine disparaît dans des conditions troubles. Nous avons déjà eu droit à de nombreux feuilletons abracadabrantésques. Anna Politkovskaïa en octobre 2006, Litvinenko en novembre 2006, Nemtsov en février 2015, Skripal en mars 2018, Navalny une première fois en août 2020, sauvé de justesse parce que Poutine autorise son transfert en Allemagne, Navalny une deuxième fois en février 2024 et cette fois ci, c'est la bonne. Tout a toujours été attribué à Poutine. Des films à la gloire du tueur en série Poutine ont été tournés à Hollywood, histoire de mieux s'attaquer à la popularité inoxydable de cet homme et de lui bâtir une image de tyran sanguinaire à l'échelle de la planète.

Après son interview par Tucker Carlson, la popularité de Poutine est à son zénith tant en Russie même, que sur l'ensemble de la planète. L'occident médiatique et politique est déstabilisé, et ce, d'autant plus que sur le front de la guerre en Ukraine, la défaite d'Advdiivka se profile inexorablement. Ça fait beaucoup, beaucoup trop pour un homme que l'occident planétaire a toujours voulu présenter comme un tyran sanguinaire à la face du monde mais qui gagne à être connu.

Les services occidentaux ressortent donc leur méthode éculée qui consiste à bâtir une nouvelle et belle histoire pour porter un coup décisif à la réputation de Poutine. Et nous voilà dans le remake de l'affaire Navalny de 2020. Tout aussi maladroit et cousue de fil blanc. Les services occidentaux et les médias complices prennent vraiment les citoyens européens de base pour des cons qui ne se poseront pas de questions. Ils ont d'ailleurs raison car il faut bien reconnaître que des cons, ce n'est pas ce qui manque dans l'occident otanien. En soudoyant les bonnes personnes, des relais des services occidentaux en Russie s'arrangent pour envoyer Navalny «*ad Patres*» sans trop laisser de traces. C'est même étrange que l'on n'ait pas retrouvé sur place le téléphone portable ou la carte d'identité égarée de Vladimir Poutine...

Pourtant, certaines questions se posent et les deux plus gênantes sont évidemment:

1 – Cui Bono ? À qui profite le Crime ? La réponse à cette première question désigne souvent le meurtrier dans la quasi-totalité des enquêtes criminelles. Elle élimine d'emblée le candidat Poutine mais elle accable les services de l'occident otanien. Leur intérêt ? Réduire à néant le bonus engrangé par Vladimir Poutine dans son interview avec Carlson ; occulter, sur le plan médiatique, la piteuse retraite en cours d'Advdiivka. Faire oublier Gaza.

Mais il y a une autre question qui tue. L'épouse de Navalny, Ioulia Navalnaïa, était, par le plus grand des hasards, bien sûr, invitée à s'exprimer à la 60ème conférence de Munich sur la Sécurité. L'invitation avait été lancée, par une heureuse coïncidence, avant l'annonce de la mort de Navalny. Il est évident que le discours d'une jolie veuve est toujours plus crédible, respectable et poignant que le discours d'une simple opposante qui cherche à discréditer son président en exercice.

Mais l'indignation de la veuve de 47 ans, Ioulia Navalnaïa, est un peu moins crédible, lorsqu'on sait que, n'espérant pas revoir son mari avant la fin de sa peine d'emprisonnement de 19 ans, elle l'avait déjà plus ou moins remplacé. Le pion Navalny n'ayant plus aucune utilité dans le jeu politique des occidentaux en Russie puisqu'il était en prison pour longtemps, il convenait pour nos «services» de le remplacer par une personne plus charismatique: sa femme.

Pour la «*booster*» en politique, un film documentaire venait d'être réalisé sous le titre «*Navalny*» dans lequel la jolie future «veuve» jouait son propre rôle. Aucun des lecteurs de ces lignes ne s'étonnera que ce «*forcément très bon documentaire*» ait obtenu l'Oscar du meilleur documentaire, en mars 2023, à New York.

Il faut dire que ce documentaire avait été réalisé pour CNN (tiens donc ...) par un jeune, beau et séduisant sayan canadien de 29 ans, Daniel Roher, dont chacun peut imaginer la mission qu'il avait reçue en s'attelant à cette tâche. Évidemment, la jolie veuve qui goûtait aux joies de la célébrité en occident otanien ne pouvait rester indifférente à sa nouvelle vie de star.

Selon le *Time of Israël*, ce beau et jeune Sayan réalisateur aurait appelé en mars dernier les Israéliens à s'inspirer du dissident russe Navalny et à ne pas «*esquiver la lutte contre l'autoritarisme*». À voir ce qui se passe aujourd'hui à Gaza, où un régime sioniste autoritaire et toxique sème la mort sans limite, il n'a pas été entendu.

<https://fr.timesofisrael.com/le-realisateur-oscarise-de-navalny-invite-le-monde-a-resister-aux-regimes-toxiques>

Sans épiloguer trop longtemps sur cette bonne farce, jouée par nos Ioulia Navalnaïa et Daniel Roher 2023 services pour tenter de salir l'image de Poutine et de limiter son score à la prochaine présidentielle russe, on peut aussi se demander pourquoi le chœur des vierges médiatiques de l'occident otanien s'est exprimé si vite et si fort, en meute, comme il sait si bien le faire. Pourquoi Wikipédia qui avait sa mise à jour sur la biographie de Navalny toute prête a réagi si vite, sans se poser de question, pour mettre le décès en ligne et son narratif présumé «impartial» de l'affaire.

<https://reseauinternational.net/la-derniere-farce-de-navalny/>

Ils ont finalement tué Navalny

<https://reseauinternational.net/ils-ont-finalement-tue-navalny/>

Pré appel à la mobilisation générale : Nous sommes prêts "à tout", "rien ne doit être exclu", dixit Macron.

J-C - On voudrait que ce ne soit qu'un effet d'annonce ou un coup de bluff, mais les mesures annoncées semblent balayer cette hypothèse, car elles pourraient constituer à terme une déclaration de guerre contre la Russie. Dès lors il faut envisager sérieusement que cette guerre puisse avoir lieu et que par conséquent elle devienne mondiale, en tout cas, ils voudraient

réunir toutes les conditions pour qu'elle se réalise, qu'ils ne s'y prendraient pas autrement, ils y préparent les esprits pour mieux la justifier, car ils ont besoin du soutien populaire...

Dès lors se mobiliser pour chasser Macron et ses alliés de la gauche à l'extrême droite pour les en empêcher est à l'ordre du jour de l'avant-garde de la classe ouvrière, le régime qui est responsable de cette guerre doit être renversé.

En entonnant notre sécurité est menacée, le psychopathe et vassal de Washington mime Bush, Obama, Biden.

« Il faut s'apprêter à ce que la Russie attaque lesdits pays », alerte Emmanuel Macron - leJDD 26 février 2024

Emmanuel Macron accueille, ce lundi, la Conférence de soutien à l'Ukraine. Une réunion visant à « remobiliser et examiner tous les moyens de soutenir l'Ukraine efficacement ». Le président de la République française a ouvert le sommet qui se tient à l'Élysée, en présence de vingt-cinq chefs d'État ou représentants de gouvernements, principalement européens. L'occasion d'alerter sur la guerre opposant la Russie à l'Ukraine depuis plus de deux ans. « Nous sommes sans doute à un moment qui nécessite notre sursaut à tous », a-t-il déclaré. Une telle situation qui « implique des décisions fortes » pour « faire plus » en soutien de Kiev face à la Russie.

Dans son discours introductif, Emmanuel Macron a rappelé l'importance de ce conflit : « Notre sécurité à tous est aujourd'hui en jeu [...] Nous voyons, et tout particulièrement ces derniers mois, un durcissement de la Russie [...] qui s'est malheureusement cruellement illustré avec la mort d'Alexeï Navalny. » Le chef de l'État français a précisé le programme du jour, une « discussion stratégique et opérationnelle [...] marquée par la détermination complète qui est la nôtre de ne jamais voir la Russie remporter ce conflit ».

Emmanuel Macron a par ailleurs annoncé la création d'une nouvelle coalition dédiée à la livraison de missiles de moyenne et longue portée, sur fond d'inquiétudes ukrainiennes sur le volume comme le calendrier de livraison des munitions déjà prévues.

Interrogé sur la question d'un possible envoi de troupes par un seul pays européen sans l'accord des autres États, le chef de l'Etat a indiqué que "*chaque pays est souverain, sa force armée est souveraine (...) personne ne peut engager un autre pays de faire ce qui lui revient*".

"Nous sommes prêts à faire tout ce qui est nécessaire".

Le président français a néanmoins rappelé que les alliés de l'Ukraine n'étaient "*pas en guerre avec le peuple russe*", mais qu'ils ne voulaient "*simplement pas les laisser gagner en Ukraine*". BFMTV.com et leJDD 26 février 2024

J-C – La crise du capitalisme est entrée dans sa phase ultime et permanente disions-nous, les guerres doivent le devenir également comme on peut déjà l'observer depuis quand déjà, le 11 septembre 2001 pour certains, depuis la Seconde Guerre mondiale pour d'autres, ou encore depuis la Première Guerre mondiale, bref, pour ne contredire personne ou mettre tout le monde d'accord, disons depuis que le capitalisme est passé au stade impérialiste au début du XXe siècle. Pour les plus exigeants, depuis l'avènement du capitalisme quelques siècles plus

tôt. Mieux ou plus précis encore, depuis que l'exploitation de l'homme par l'homme et la division de la société en classes aux intérêts antagoniques et irréconciliables existent.

Faux sondage et vraie fabrication du consentement.

62% des Français en faveur des livraisons d'armes à Kiev et 38% défavorables, selon un sondage - AFP/RT 18 févr. 2024

La livraison d'armes françaises à l'Ukraine devrait se poursuivre selon 41% des personnes sondées, ou augmenter selon 21% d'entre elles, indique un sondage Ispos réalisé pour l'hebdomadaire La Tribune Dimanche, publié le 17 février au soir. Les partisans de l'aide militaire française sont toutefois en recul de 10 points de pourcentage par rapport à juin 2023.

38% des personnes interrogées ont néanmoins émis un avis défavorable, selon cette enquête d'opinion.

Selon près des trois quarts des personnes interrogées en France, la livraison à Kiev de matériel humanitaire (médicaments, nourriture...) doit être maintenue (44% des sondés) ou augmentée (32%).

L'opinion publique approuve par ailleurs en majorité (70%) les sanctions économiques imposées à la Russie à la suite de l'invasion de l'Ukraine, contre 30% qui estiment qu'il faudrait les réduire.

Quant à l'accueil des réfugiés ukrainiens en France, 46% des sondés souhaitent qu'il se maintienne et 19% qu'il augmente. Quelque 35% veulent que cet accueil se réduise, soit 11 points de plus qu'en juin 2023, d'après le sondage. AFP/RT 18 févr. 2024

A propos de La Tribune.

La Tribune est un journal économique et financier français créé en janvier 1985.

Il est le principal concurrent du quotidien Les Échos jusqu'à l'abandon de son édition imprimée quotidienne, en janvier 2012, remplacée depuis par une édition hebdomadaire. C'est une filiale du groupe Hima, possédée à 100 % par Rodolphe Saadé depuis le 27 juillet 2023 à travers la société CMA CGM Médias.

Rodolphe Saadé est un chef d'entreprise et milliardaire franco-libanais.

Il est depuis novembre 2017 le dirigeant du groupe CMA CGM, l'un des leaders mondiaux du transport et de la logistique. Il est propriétaire des journaux La Provence, Corse-Matin et La Tribune via CMA CGM Médias. Sa famille est l'une des plus riches de France et du Liban, avec une fortune estimée à 41,4 milliards de dollars le 28 février 2023 par Forbes. fr.wikipedia.org

Il est perçu comme proche d'Emmanuel Macron. En juin 2022, il intègre le conseil d'administration d'Air France-KLM.

Tribune Dimanche couverture du 18 février 2024

A la Une.

Guerre en Ukraine.

- L'Europe s'unit contre Poutine.
- Emmanuel Macron accuse le maître du Kremlin de "*déstabiliser le monde*".
- La mort d'Alexeï Navalny réduit l'opposition russe au silence.
- Notre sondage : Le soutien des Français à Kiev faiblit.

Ceci explique cela. War game ou quand le régime français devient kamikaze.

Lecornu veut livrer les nouveaux drones de l'armée française à Kiev «dans les prochaines semaines» - RT 18 février 2024

«*Il est fort probable que nous assistions à des succès notables sur le terrain capacitare en 2024*», a déclaré, optimiste, le ministre français de la Défense, Sébastien Lecornu, le 18 février dans le JDD, avant de préciser que le «*premier exemple concerne le développement d'une nouvelle génération de drones kamikazes*».

Aux yeux du ministre, «*cela représente aussi une opportunité de tester au combat cette nouvelle génération de matériels*». RT 18 février 2024

Un « engagement sur le long terme » à soutenir un régime néonazi somme toute naturel.

Ukraine : Ottawa et Rome signent à leur tour des accords de sécurité bilatéraux avec Kiev - RT 24 févr. 2024

Ottawa indique que ce texte «*détaille les engagements clé et sur le long terme du Canada pour continuer à soutenir l'Ukraine*». Au total, le Canada fournira à l'Ukraine environ 2,2 milliards de dollars d'aide financière et militaire en 2024.

Volodymyr Zelensky avait annoncé un peu plus tôt avoir signé un accord bilatéral de sécurité avec l'Italie, dont la Première ministre Giorgia Meloni est également en déplacement en Ukraine. «*Ce document jette les bases solides d'un partenariat de sécurité sur le long terme entre l'Ukraine et l'Italie*», s'est réjoui le président ukrainien. Kiev a déjà conclu des accords de ce type avec plusieurs pays européens, comme l'Allemagne ou la France. RT 24 févr. 2024

Géo Trouvetou perd la boule.

Benjamin Netanyahu en sursis

<https://www.voltairenet.org/?lang=fr>

Mon commentaire.

Encore des élucubrations !

Le sort du peuple palestinien dépend avant tout des citoyens israéliens, comme Gideon Levy le dit à sa façon, à lire plus loin.

Tous les autres acteurs de la région sans exception sont hors-jeu, car ils défendent en premier lieu leurs propres intérêts qui sont incompatibles avec ceux des Palestiniens, parce que les intérêts de ces derniers nécessitent pour être satisfaits qu'il soit mis fin à l'existence d'Israël, ce qui est peu probable puisque Israël incarne au-delà du colonialisme anglo-saxon l'impérialisme stade suprême du capitalisme, le capitalisme ou régime économique qu'ils ont tous adopté.

Pour le journaliste israélien membre de la direction du quotidien Haaretz, Gideon Levy, Israël se retrouve face à un dilemme auquel ne sont pas encore parvenus la majorité des Israéliens, par conséquent on ne voit pas ce qui pourrait empêcher l'expulsion des Palestiniens de la bande de Gaza en Égypte, disons dans un premier temps :

Gideon Levy - Un État palestinien n'est peut-être plus une solution viable en raison des centaines de milliers de colons qui ont ruiné les chances d'en créer un. Mais un monde déterminé à trouver une solution doit proposer un choix clair à Israël : des sanctions ou la fin de l'occupation ; des territoires ou des armes ; des colonies ou un soutien international ; un État démocratique ou un État juif ; l'apartheid ou la fin du sionisme. Lorsque le monde se montrera ferme, en posant ces options de cette manière, Israël devra prendre une décision. Le moment est venu de forcer Israël à prendre la décision la plus fatidique de sa vie. Haaretz 18 février 2024

Voilà quelle présentation j'en ferai dans la prochaine causerie de mon blog (luttedeclasse.org):

Titre - En famille en tant de guerre. La confrérie de la société du spectacle vous a offert ce joyeux divertissement à la gloire de l'Armée Française et de la guerre.

Sous-titre - La panthéonisation de la collaboration de classes sous le signe du sionisme, tandis que Macron fricote avec les nazis Zelensky et Netanyahu.

En complément, un rappel :

- Comme le vieux monde est petit. Le choix de Bruel n'est pas dû au hasard, un acte de propagande, sordide, la preuve.

En réponse à cet article :

Alors quant à "*embrasser*" votre drapeau, ce sera sans moi !

Selon un chercheur et journaliste égyptien :

- Durant les années du président Hosni Moubarak, nous étions quelques milliers de personnes à préparer l'aide lors de chaque attaque israélienne contre la bande de Gaza, et à nous organiser pour accueillir les blessés dans les hôpitaux du Caire ou d'ailleurs, et permettre au public de leur rendre visite sans restriction. Malgré les critiques qui ont ciblé Moubarak concernant la relation de son régime avec les Palestiniens, la décision d'ouvrir le passage de Rafah a alors été une décision égyptienne, indépendante d'Israël.

Le général Nasr Salem, ancien chef du service de reconnaissance du renseignement militaire, explique ce changement de positions par le fait que « *les États-Unis fournissent une couverture politique internationale à Israël, ce qui empêche tout pays de l'attaquer* », illustrant son propos par les attaques américaines en Irak et au Yémen. Il estime ainsi que :

L'Égypte joue un rôle de médiateur neutre car si elle prend position, Israël empêchera l'aide d'entrer à Gaza, ou rejettera la médiation égyptienne. La perte sera donc plus importante pour les Palestiniens que pour l'Égypte. C'est pourquoi le Caire accepte de ne pas pouvoir en faire davantage, car l'alternative est la guerre, autrement dit combattre les États-Unis et l'OTAN.

Pour lui, le régime égyptien ressemble à « *celui qui tient l'eau dans sa main : s'il ferme le poing, il perd tout* ».

<https://orientxxi.info/magazine/l-egypte-tergiverse-sans-toucher-a-sa-relation-avec-israel,7087>

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

Le G20 en famille avec les Etats-Unis.

En pleine guerre dans la bande de Gaza, la solution à deux Etats poussée au G20 - arabnews.fr/AFP 23 février 2024

Clôturent une réunion de deux jours des ministres des Affaires étrangères des pays de ce groupe, le chef de la diplomatie brésilienne Mauro Vieira a souligné devant la presse "*l'unanimité virtuelle en soutien de la solution à deux Etats comme la seule possible pour le conflit entre Israël et la Palestine*".

"*Il n'a pas dit juste +unanimité+ parce que toutes les interventions n'ont pas porté sur le sujet mais ceux qui se sont manifestés se sont montrés favorables, et ils ont été nombreux*", a expliqué à l'AFP une source diplomatique brésilienne, dont le pays assure depuis décembre la présidence tournante du G20.

"J'ai demandé au ministre brésilien dans sa conclusion orale (...) d'aborder ce sujet et d'expliquer au monde qu'au G20 tout le monde était favorable à cette solution" consistant en la coexistence d'Israël et d'un Etat palestinien indépendant, a déclaré à des journalistes le chef de la diplomatie européenne, Josep Borrell. arabnews.fr/AFP 23 février 2024

Conseil de sécurité : Washington oppose de nouveau son veto à un appel pour un «cessez-le-feu immédiat» à Gaza - RT 20 févr. 2024

Malgré la pression internationale pour atténuer leur soutien à Israël, les États-Unis ont de nouveau empêché ce 20 février le Conseil de sécurité de l'ONU d'exiger un cessez-le-feu «immédiat» à Gaza, faisant circuler un texte alternatif sur une éventuelle trêve sous conditions. Le projet de résolution, qui exigeait «un cessez-le-feu humanitaire immédiat qui doit être respecté par toutes les parties», a recueilli 13 voix pour, une abstention (Royaume-Uni) et une contre, le troisième veto américain depuis le début de la guerre entre Israël et le Hamas.

Présenté par l'Algérie après plus de trois semaines de discussions, le texte s'opposait aussi au «déplacement forcé de la population civile palestinienne», alors qu'Israël a évoqué une évacuation des civils avant une offensive terrestre à Rafah où s'entassent 1,4 million de personnes dans le sud de la bande de Gaza. «Un vote pour ce projet de résolution est un soutien au droit des Palestiniens à vivre. À l'inverse, voter contre signifie un soutien à la violence brutale et à la punition collective qui leur est infligé», a commenté, juste avant le vote, l'ambassadeur algérien Amar Bendjama.

«Nous appelons les membres du Conseil de sécurité à faire preuve de solidarité face à l'arbitraire de Washington, prêt à faire tous les sacrifices dans n'importe quelle région pour réaliser ses ambitions géopolitiques», a fustigé le représentant permanent de la Fédération de Russie Vassily Nebenzia, saluant le projet «solide et équilibré» de l'Algérie. RT 20 févr. 2024

UE : Josep Borrell critique la "ligne pro-israélienne" de la présidente de la Commission européenne - aa.com.tr 26 février 2024

Dans une interview accordée, dimanche, au quotidien espagnol El País, Josep Borrell a eu des mots très durs à propos du voyage qu'elle a effectué à Tel-Aviv en octobre 2023, au cours duquel elle a offert le soutien inconditionnel de l'UE à la guerre contre le Hamas.

"Ce voyage de Von der Leyen, avec une telle prise de position résolument pro-israélienne, sans qu'elle ne représente personne d'autre qu'elle-même dans une affaire de politique internationale, a eu un coût géopolitique élevé pour l'Europe", a-t-il déclaré.

Il a également estimé que le soutien du président américain Joe Biden à Israël semble lui faire perdre des voix parmi la jeune base démocrate.

"Le Hamas est une idée, et une idée ne peut être combattue que par une autre idée. Les plans de Netanyahu (Premier ministre israélien) pour Gaza sont inacceptables. Ils sèment les graines de la haine pour les générations à venir", a-t-il déclaré au quotidien espagnol.

"Je revendique le droit de critiquer les décisions du gouvernement israélien sans être considéré comme un antisémite. Ces deux choses n'ont rien à voir l'une avec l'autre", a-t-il déclaré.

Il a également affirmé que la communauté internationale devait imposer une solution à deux États, en l'absence de volonté en ce sens de la part d'Israël.

Borrell a par ailleurs critiqué les États-Unis, pour leur veto à un projet de résolution du Conseil de sécurité des Nations unies appelant à un cessez-le-feu dans la Bande de Gaza.

"Même si ce n'est pas leur intention, ils donnent du pouvoir à Netanyahu", a-t-il déclaré.

Il a ajouté que si Israël a le droit de se défendre, son recours à la force a été "disproportionné".

"Nous assistons déjà à une catastrophe : L'ONU a dû suspendre son aide et Israël se sert de la famine comme d'une arme de guerre, ce qui est contraire au droit international", a déclaré Borrell.

- Le ministère de la Santé à Gaza a annoncé, lundi, que le bilan des victimes de la guerre israélienne sur la Bande de Gaza depuis le 7 octobre 2023 s'élevait à "29 782 martyrs et 70 043 blessés". aa.com.tr 26 février 2024

Israël : 1 508 soldats israéliens tués depuis le début de la guerre contre Gaza selon un institut d'études israélien - aa.com.tr 19.02.2024

Selon les chiffres d'un institut de sécurité israélien, rendus publics ce lundi, 1 508 Israéliens ont été tués et 14 341 autres blessés depuis le début de la guerre de Tel-Aviv contre la bande de Gaza, le 7 octobre 2023.

L'Institut d'études sur la sécurité nationale de l'université de Tel Aviv (privé) a publié ces données sur son site Internet, qu'il met à jour quotidiennement.

Il a rapporté que le bilan fait état de 574 officiers et soldats israéliens morts, soit le même bilan des militaires tués révélé par l'armée israélienne depuis le début de la guerre.

Selon ces chiffres, 16 Israéliens ont été tués depuis le début de la guerre près de la frontière libanaise, qui a débuté le 8 octobre, entre l'armée israélienne et les factions de la résistance au Liban ainsi que le parti libanais Hezbollah.

Les données de l'Institut israélien de sécurité nationale indiquent que *“134 Israéliens sont toujours détenus (par des factions palestiniennes) dans la bande de Gaza”*.

L'institut a déclaré que le nombre d'Israéliens déplacés dans le sud et le nord d'Israël à cause de la guerre avait atteint les 217 921 personnes ce lundi.

Selon les chiffres, l'armée compte actuellement 295 000 soldats de réserve.

Selon le Centre d'études de l'Institut, plus de 11 000 missiles ont été tirés contre Israël depuis le début de la guerre, indiquant que 42 villes israéliennes ont été évacuées dans les zones proches de la frontière libanaise et que le nombre de personnes déplacées a atteint les 61 800 Israéliens.

D'après la même source, plus de 2 000 missiles tirés contre Israël depuis le début de la guerre en provenance du *“Liban et de la Syrie”*, sans fournir de plus amples explications. aa.com.tr 19.02.2024

L'Iran salue la déclaration de l'UA qui appelle à la fin des crimes israéliens à Gaza - french.presstv.ir 19 February 2024

La déclaration a été publiée samedi 17 février lors du 37e sommet de l'Union africaine à Addis-Abeba, la capitale éthiopienne. Le président de la Commission de l'UA, Moussa Faki, a fermement condamné la sauvagerie israélienne et les attaques aveugles contre Gaza.

« Rassurez-vous, nous condamnons fermement ces attaques sans précédent dans l'histoire de l'Humanité. Nous voulons vous rassurer de notre solidarité avec le peuple palestinien », a dit Faki, tout en accusant Israël d'avoir *« exterminé »* les habitants de Gaza. french.presstv.ir 19 February 2024

Washington : des milliers de personnes manifestent pour exiger la fin de la guerre à Gaza - aa.com.tr 18 févr. 2024

Des milliers de manifestants se sont rassemblés, dans la soirée du samedi, devant le bâtiment du Congrès dans la capitale américaine, Washington, malgré le froid glacial pour exiger un cessez-le-feu immédiat dans la bande de Gaza.

Les manifestants ont dénoncé les violations israéliennes à Gaza et le soutien de l'administration américaine à Tel-Aviv.

S'exprimant à Anadolu, Mohamed Qasim, membre du Mouvement de la jeunesse palestinienne (société civile), a déclaré qu'Israël continue de commettre un *“génocide”* à Gaza, depuis 130 jours.

Il a appelé les États-Unis à cesser de financer Israël dans sa guerre contre Gaza et à instaurer un cessez-le-feu immédiat.

De son côté, le professeur Steve Crowley, membre du corps professoral de l'Université d'Oberlin, a déclaré à Anadolu : *'Nous ne pouvons pas rester insensibles face au génocide en cours à Gaza'*.

Crowley a également appelé l'administration du président Joe Biden à cesser de fournir un soutien militaire à Israël.

La marche s'est poursuivie jusqu'au soir au milieu d'un déploiement sécuritaire important.
aa.com.tr 18 févr. 2024

Gaza : le Président brésilien Lula accuse Israël de «génocide» - AFP/RT 18 févr. 2024

«Ce qui se passe dans la bande de Gaza n'est pas une guerre, c'est un génocide», a déclaré Luiz Inacio Lula da Silva Lula à la presse depuis Addis-Abeba, en Éthiopie, où il assiste à un sommet de l'Union africaine.

«Ce n'est pas une guerre de soldats contre des soldats. C'est une guerre entre une armée hautement préparée et des femmes et des enfants», a ajouté le dirigeant brésilien, vétéran de la gauche.

«Ce qui se passe dans la bande de Gaza avec le peuple palestinien ne s'est produit à aucun autre moment de l'histoire. En fait, cela s'est déjà produit: lorsque Hitler a décidé de tuer les juifs», a-t-il martelé. AFP/RT 18 févr. 2024

Le président du Brésil, Lula da Silva, décide de rappeler son ambassadeur en Israël, Frederico Meyer - aa.com.tr 20 février 2024

Le président du Brésil, Lula da Silva, a décidé lundi de rappeler son ambassadeur en Israël, Frederico Meyer.

Cette mesure intervient après que le dirigeant brésilien a été déclaré «persona non grata» en Israël, pour ses propos comparant la guerre qui sévit dans la bande de Gaza à la «Shoah».

Le chef de la diplomatie brésilienne, Mauro Vieira, a convoqué ce jour l'ambassadeur israélien au Brésil, Daniel Zonshine après que le président Lula a été déclaré «persona non grata» en Israël. aa.com.tr 20 février 2024

L'Union africaine a retiré son statut d'observateur à Israël - Press TV 19 février 2024

«Israël n'est pas invité au sommet», a précisé le samedi 17 février, la porte-parole du président de la commission de l'UA, Ebba Kalondo.

Après une décennie d'efforts diplomatiques et deux ans après son accréditation, Tel-Aviv est donc définitivement mis au ban de cette organisation.

En revanche, l'Union africaine a déployé le tapis rouge pour le Premier ministre de l'Autorité palestinienne, Mohammad Chtayyeh, qui a été longuement applaudi par les chefs d'État d'un continent largement engagé en faveur de la cause palestinienne.

«*Les Palestiniens défendent leur pays comme vous, en Afrique, avez défendu vos terres contre le colonialisme*», a déclaré Mohammad Chtayyeh aux dirigeants africains, lors du sommet de l'UA.

Ces derniers ont fermement condamné l'offensive israélienne, et l'ont considérée comme étant «*la plus flagrante*» violation du droit humanitaire international, selon la formule du président de la Commission de l'Union africaine, Moussa Faki Mahamat, qui s'est exprimé en premier et condamné Israël pour vouloir «*exterminer*» les habitants de la bande de Gaza.

C'est ensuite le président comorien, Azali Assoumani qui a remercié l'Afrique du Sud d'avoir porté plainte auprès de la Cour internationale de justice (CIJ) pour dénoncer «*le génocide qu'Israël est en train de commettre sous nos yeux*».

À son tour, la ministre sud-africaine des Affaires étrangères, Naledi Pandor, s'est inquiétée «*de la présence de représentants israéliens dans les locaux de l'Union africaine ces derniers jours*».

Ceci intervient alors que l'ambassadeur d'Israël en Éthiopie a été aperçu dans l'enceinte du bâtiment de l'Union africaine.

Selon plusieurs sources diplomatiques, la directrice générale adjointe du ministère israélien des Affaires étrangères pour l'Afrique, Sharon Bar-li – la personne expulsée de l'UA en 2023 – enchaîne les rendez-vous discrets dans la capitale éthiopienne. Press TV 19 février 2024

Propagande israélienne de gros calibre (Consortiumnews.com) - Arrêt sur info 18 février 2024

Au beau milieu du feu d'artifice qui a vu les Chiefs de Kansas City remporter leur troisième championnat en cinq ans, les Américains qui ont regardé le Super Bowl ont été confrontés à un flot de propagande inhabituelle.

Le Super Bowl a été la retransmission américaine la plus regardée de tous les temps, avec plus de 123 millions de téléspectateurs. Certains disent que ce genre de publicité n'a pas de prix, mais apparemment, si, et ce prix se monte à 7 millions de dollars.

Entre les publicités habituelles pour des voitures et de la bière se trouvaient deux messages étranges : l'un de la Fondation pour la lutte contre l'antisémitisme (FCAS) et l'autre de l'État d'Israël lui-même. Tous deux étaient intimement liés au massacre en cours à Gaza, et tentaient d'attirer l'attention sur les crimes de guerre israéliens.

<https://arretsurinfo.ch/propagande-israelienne-de-gros-calibre/>

Inde : Refus d'expédier des armes vers « Israël »... Travailleurs portuaires indiens : nous ne contribuerons pas au meurtre d'innocents - french.almanar.com.lb 19 février 2024

Un syndicat représentant les travailleurs de 11 grands ports indiens a affirmé « *qu'il refuse d'opérer et d'expédier des livraisons d'armes vers Israël dans le contexte de la guerre en cours dans la bande de Gaza, quelques jours après la publication de rapports indiquant que des drones de fabrication indienne étaient expédiés vers l'entité d'occupation* », selon le journal British Independent.

Le Syndicat indien des travailleurs du transport maritime a déclaré dans un communiqué officiel « *qu'il a décidé de refuser de charger ou décharger des cargaisons d'armes en provenance d'Israël ou de tout pays pouvant gérer du matériel militaire pour la guerre en Palestine* ».

La déclaration publiée par le syndicat affirme : « *Nous, les travailleurs des ports, qui faisons partie des syndicats, nous nous opposerons toujours à la guerre et au meurtre de personnes innocentes telles que des femmes et des enfants* ».

Dans une interview accordée à Middle East Eye, T Narendra Rao, secrétaire général de la Fédération indienne des travailleurs du transport maritime, a déclaré « *qu'il boycotterait tout navire transportant des armes, des munitions ou des expéditions d'armes vers Israël* ».

La fédération a également déclaré au site d'information indien The Wire : « *Nous avons décidé que nous ferons notre devoir et que nous ne traiterons aucune cargaison chargée d'armes, ce qui aidera Israël à tuer davantage de femmes et d'enfants, comme nous le voyons et le lisons chaque jour dans les médias* ».

Le syndicat représente plus de 3 500 travailleurs dans 11 ports publics en Inde. C'est une filiale de la Confédération syndicale mondiale, un organisme international, et cette action a été inspirée par une récente réunion à Athènes où un certain nombre de représentants syndicaux ont exprimé leur solidarité avec les Palestiniens massacrés pendant la guerre.

Pendant ce temps, une co-entreprise contrôlée par le groupe Adani à Hyderabad a produit et livré plus de 20 drones de combat aux forces d'occupation israéliennes. Les drones Hermes 900, similaires à ceux récemment fournis par la société indienne Adani-Elbit Advanced Systems Ltd., sont largement déployés dans le cadre de l'offensive israélienne sur Gaza, qui a tué plus de 29 000 personnes, dont plus de 10 000 enfants.

Ni le gouvernement d'occupation ni New Delhi n'ont confirmé la vente, mais des sources à Adani ont confirmé à The Wire début février que l'exportation avait eu lieu. french.almanar.com.lb 19 février 2024

France occupée (Vigipirate et Sentinelle)

En famille en tant de guerre. La confrérie de la société du spectacle vous a offert ce joyeux divertissement à la gloire de l'Armée Française et de la guerre.

Vous aurez particulièrement apprécié :

- Le cortège des deux cercueils, portés au pas lent des soldats de la Légion étrangère, remonte le long de la rue Soufflot, qui mène au Panthéon.
- Le traditionnel « *Chant des Partisans* », toujours vibrant, est interprété par le Chœur de l'Armée Française.

La panthéonisation de la collaboration de classes sous le signe du sionisme, tandis que Macron frisotte avec les nazis Zelensky et Netanyahu.

En compagnie du « camarade » Macron !

Panthéonisation du résistant communiste Missak Manouchian : « Vous entrez ici en soldat avec vos camarades », salue Emmanuel Macron - Publicsenat.fr. 22 février 2024

Sont présents François Hollande, des ex-premiers ministres et... Marine Le Pen.

Devant lui, François Hollande est présent en tant qu'ancien Président. A sa droite, le premier vice-président du Sénat, le sénateur LR Mathieu Darnaud, représente Gérard Larcher, en visite officielle en Inde. Une brochette d'ex-premiers ministres juste derrière, avec de gauche à droite : Elisabeth Borne, Manuel Valls, Jean-Marc Ayrault, Lionel Jospin. Sont également présents des membres du gouvernement, et au premier rang, le député et numéro 1 du Parti communiste français, Fabien Roussel.

Malgré les réserves exprimées par Emmanuel Macron, Marine Le Pen, la leader d'extrême droite, héritière d'un courant de pensée politique que Manouchian a justement combattu, est bien présente, comme le relève Libération sur une photo.

La lettre d'adieu, terriblement émouvante, de Missak Manouchian à sa femme Mélinée

Cette cérémonie, pleine d'émotions, forte, a commencé sous la pluie, le vent. Le chanteur Patrick Bruel lit la lettre d'adieu, terriblement émouvante, que Missak Manouchian écrit à sa femme Mélinée. Publicsenat.fr. 22 février 2024

Comme le vieux monde est petit. Le choix de Bruel n'est pas dû au hasard, un acte de propagande, sordide, la preuve.

Patrick Bruel bientôt à l'affiche d'une série israélienne - I24news 7 août 2023

- Dans cette série intitulée "*Unité 8200*", l'acteur incarnera un ancien colonel de cette unité de renseignement d'élite de Tsahal.

Le chanteur s'est défendu d'avoir jamais financé d'une quelconque manière l'armée israélienne. Mais la Ligue de Défense Juive maintient qu'il a "*soutenu financièrement des organisations qui achètent du matériel pour l'armée israélienne*".

"*Patrick Bruel est un lâche et un menteur !*"... Voilà comment commence le communiqué posté sur la page Facebook de la LDJ

- "*Il a soutenu financièrement des organisations qui achète du matériel pour l'armée Israélienne, nous en sommes témoins car nous étions présents à ces soirées de gala ou nous y avons prêté mains fortes pour assurer la sécurité ! Il a même félicité nos membres pour notre combat ! Il aurait dû être fier d'avoir soutenu l'armée la plus morale du monde et celle grâce à qui il a pu venir se remplir les poches en faisant ses concerts en Israël !*" public.fr et rtl.fr 7 août 2014

Le chanteur Patrick Bruel, que l'on proclame « *porte-parole de l'armée de Tsahal* » et qui rendait légitimes les nombreux massacres perpétrés par l'armée israélienne qu'il nomme « *dommages collatéraux* », dément pourtant les rumeurs selon lesquelles il financerait l'armée de Tsahal.

Le chanteur a en effet la mémoire bien courte puisqu'il n'hésitait pas jadis à déclarer que les tueries à Gaza n'étaient que les « *réponses* » à des « *provocations* », et à manifester aux côtés d'autres personnalités pro-sionistes comme l'animateur Arthur, brandissant des drapeaux tricolores et israéliens, pour « *soutenir* » le gouvernement israélien sans doute. alnas.fr 6 août 2014

SLT : Patrick Bruel, contre la décision de Barack Obama sanctionnant Israël (vidéo)

<https://www.dailymotion.com/video/x58jdub>

Bruel et Chouraqui marchent pour le soldat Shalit

<https://www.dailymotion.com/video/xsxx32>

J-C - De nos jours, on a le droit à la collaboration de classes au sein des institutions de la Ve République, Assemblée nationale, Sénat et Conseil économique, social et environnemental entre autres, mais aussi par l'intermédiaire du dialogue social entre les syndicats dits ouvriers et le patronat ou le gouvernement, autrefois il en fut de même sous la IIIe et IVe République, lors du Front populaire et au sein du Conseil national de la résistance où figurait l'Action française, gaullistes et membres de la SFIO et du PC, plus près de nous en juin 1981 avec un gouvernement incluant PS, PCF et le Parti radical de gauche de droite, les mêmes qu'on retrouve dans la franc-maçonnerie, dans la magistrature, les médias mainstreams, des tint tanks, bref au sein de toutes les instances de pouvoir la collaboration de classes est institutionnalisée, la norme.

Un complément à la mémoire du "*bien-aimé*" et si "*brave homme*" feu Badinter.

En ouvrant le lien ci-dessous :

<https://www.tribunejuive.info/2014/09/03/patrick-bruel-fait-amende-honorable/>

J-C - ...impossible d'accéder au contenu de cette page sans retirer celle qui apparaît sur la quasi-totalité de l'écran, et de qui est-elle signée, je vous le donne en mille : Publicis ! Cela ne s'invente pas, vous pouvez le vérifier.

<https://www.publicisgroupe.com/fr/splash>

Publicis connecte toutes ses expertises de manière intégrée grâce au Power of One, pour accompagner ses clients et les aider à gagner dans un monde de plateformes. Arthur Sadoun

Arthur Sadoun, petit-fils de Charles Sadoun, médecin, et de Gabrielle Lévy Alvarès, arrière petite nièce de David Lévi Alvarès, le fils d'Abraham Lévi Alvarès (1769-1836), né au sein d'une famille séfarade.

Marié avec Anne-Sophie Lapix en 2010, la fille du riche promoteur immobilier Claude Lapix, qui présente le journal de 20 heures de France 2 depuis septembre 2017. Depuis juin 2017, il est le président du directoire de Publicis. (Source : Wikipedia)

La dictature du capital doit être l'unique norme.

Les normes font-elles vraiment perdre 60 milliards d'euros aux entreprises françaises, comme l'affirme Gabriel Attal ? - Francetvinfo 20 février 2024

Lors de son discours de politique générale, mardi 30 janvier, devant l'Assemblée nationale, Gabriel Attal a exprimé son souhait d'alléger "*le fardeau des règles et des normes*" pesant sur les entrepreneurs français. "*Il a été évalué que chaque année, ce sont 60 milliards d'euros que nous perdons à cause des démarches et des complexités de notre quotidien*", a avancé le Premier ministre. Un chiffre qu'il a répété dans un entretien au Parisien, samedi 10 février.

Les normes, ce sont l'ensemble des lois, décrets, ordonnances, arrêtés, circulaires, codes, directives et autres règlements. Un cadre juridique dans lequel les activités économiques des entreprises – entre autres – s'exercent.

Derrière ces chiffres, comment pèsent les réglementations sur l'économie des entreprises ? Trois principales sources de dépenses sont pointées dans le rapport sénatorial : les charges administratives, les coûts de mise en conformité de base et les coûts d'administration et de contrôle. Guillaume Poitrinal milite pour un assouplissement de ces normes depuis de nombreuses années. L'entrepreneur et ex-coprésident du Conseil de la simplification pour les entreprises déplore notamment "*des autorisations de mise sur le marché en France qui sont plus lentes qu'à l'étranger*".

Les normes sont donc coûteuses pour les entreprises, mais elles s'avèrent souvent utiles. « *Les normes du travail ont pour principal but d'assurer la sécurité* », nuance Pascal Caillaud, juriste en droit social, chercheur au CNRS et professeur à l'université de Nantes.

Tantôt utiles, tantôt contraignantes, les normes demeurent un grand chantier politique. Les dernières annonces du gouvernement sur le lancement d'un chantier de simplification semblent en tout cas relever du serpent de mer : François Hollande, avec son "*choc de*

simplification" en 2013, et Emmanuel Macron, lors de son premier quinquennat, s'y étaient déjà attaqués. En décembre 2023, le sénateur Olivier Rietmann, élu des Républicains en Haute-Saône et co-auteur du rapport de juin 2023 sur la sobriété normative, a aussi déposé un projet de loi transpartisan à ce sujet.

Le texte sera examiné par le Parlement en mars prochain. Francetvinfo 20 février 2024

Le ministre français des armées présente la guerre contre la Russie - agauche.org 20 février 2024

<https://agauche.org/2024/02/20/le-ministre-francais-des-armees-presente-la-guerre-contre-la-russie/>

Silence complet à gauche sur l'alliance militaire franco-ukrainienne - agauche.org 21 février 2024

Il est impossible de se voiler la face. La signature de l'accord France-Ukraine dans le cadre du conflit armé entre l'Ukraine et la Russie amène la France à s'impliquer, dans une logique de s'impliquer toujours davantage.

La France forme des soldats, donne des milliards d'euros, alimente en obus et en obusiers, fournit des drones militaires, etc. Et elle compte étendre son armée, clairement pour une intervention.

Si on était dans les années 1930, cela aurait fait naturellement la Une du Populaire et de l'Humanité, les quotidiens des socialistes et des communistes. Nous assumons la filiation quant à cette Gauche historique.

Quant au reste, quel désastre ! L'alliance France-Ukraine semble ne même pas exister. Cela reflète la réalité sociale de la « gauche » qui en réalité accompagne le capitalisme de l'intérieur, dans une version « sociale ».

Le PCF ne dit rien. La France insoumise ne dit rien. Le NPA est divisé en deux factions conservant ce nom, mais aucun ne dit rien. La Gauche républicaine et socialiste ne dit rien, mais l'une de ses principales figures, Marie-Noëlle Lienemann, dit tout de même que le soutien au régime ukrainien est « indispensable ».

Le Parti socialiste ne dit rien, mais sa tête de liste aux élections européennes de 2024, Raphaël Glucksmann, en a profité pour expliquer que l'Union européenne devait... passer en économie de guerre, pour affronter la Russie d'une manière... ou d'une autre.

« Ce que j'estime, c'est que la France devrait augmenter ses capacités de production. On ne va pas livrer toutes nos munitions, par contre ce qu'on va faire, ce qu'on devrait faire si on avait un leadership courageux qui comprend les enjeux, et bien on devrait aujourd'hui passer en mode économie de guerre sur la production. »

On devrait passer des contrats à long terme avec nos industriels, ce qui n'est toujours pas fait. On devrait aller écouter le président tchèque qui dit qu'il y a 800 000 obus disponibles sur le marché international et que donc on pourrait les acheter en commun à l'échelle européenne et les envoyer en Ukraine.

Et on ne le ferait pas simplement par solidarité, ou comme vous l'avez dit par morale, on le ferait pas intelligence et par égoïsme même. Parce qu'on sait que c'est notre intérêt vital.

Et je vais vous dire une chose Apolline de Malherbe : si nous le faisons pas maintenant et que le front ukrainien s'effondre, les questions que nous devons nous poser dans un an ou dans deux ans seront infiniment plus douloureuses que celles que vous me posez.

Les questions qu'on devra se poser c'est « quel type d'homme on envoie crever en Lettonie », ça sera ça les questions qu'on devra se poser.

Donc si vous voulez vous éviter ces questions, si vous voulez vous éviter que des soldats français aient à crever, et bien il faut aujourd'hui aider ceux qui crèvent pour nous autant que pour eux. »

L'Union communiste libertaire ne dit rien, la CNT ne dit rien, la CNT-AIT ne dit rien, la CNT-SO ne dit rien, la Fédération anarchiste ne dit rien, le PCOF ne dit rien, l'UPML ne dit rien, Unité communiste ne dit rien, le PCRFB ne dit rien.

Lutte ouvrière se contente d'une brève sur Twitter pour dénoncer les marchands de canon.

Initiative communiste, l'organe du PCRFB, ne dit rien non plus, pas plus que Révolution permanente. C'est intéressant, car Lutte ouvrière, le PCRFB et Révolution permanente dénoncent normalement l'Otan et la fuite en avant vers la guerre... Mais c'est de l'incantation, ils n'y croient pas vraiment, ils en parlent une fois par mois, et c'est tout.

En fait, personne ne croit réellement en la guerre. C'est une « possibilité », mais c'est considéré comme nullement inévitable. Le capitalisme aurait tendance à aller à la guerre, cependant on ne marcherait nullement, comme des zombies, à la troisième guerre mondiale de repartage du monde.

Nous, qui sommes seuls fidèles à la Gauche historique, qui avons annoncé le conflit en Ukraine six mois avant son déclenchement, sommes fiers de ne pas ressembler à ces gens intégrés dans le capitalisme, fantasmant sur la « république » ou « l'écriture inclusive », les syndicats ou les LGBT.

Nous portons le drapeau rouge et, tout comme Rosa Luxembourg et Lénine, nous soulignons que la guerre est inéluctable à moins que le Socialisme ne l'empêche, et que de la guerre sinon sortira le Socialisme. Les 5-10 années qui viennent vont être folles – folles de militarisme, folles de dépression capitaliste – et il faut être à leur hauteur!

<https://agauche.org/2024/02/21/silence-complet-a-gauche-sur-lalliance-militaire-franco-ukrainienne/>

Santé.

Une analyse indépendante des données des 30423 patients soignés à l'IHU-Méditerranée Infection donne des résultats encore meilleurs que ceux initialement annoncés par les équipes de l'IHU - France-Soir 19 février 2024

<https://edition.francesoir.fr/societe-sante/une-analyse-independante-des-donnees-des-30423-patients-soignes-l-ihu-mediterranee>

Voilà ce qui arrive lorsqu'on ignore la nature exacte d'un régime.

L'analyse du professeur Perronne concernant la loi sur les dérives sectaires : « Elle dépolitise la médecine et resanctuarise la relation entre le patient et son médecin »

<https://www.francesoir.fr/sante/loi-sur-les-derives-sectaires-le-professeur-perronne-analyse-que-cela-revient-depolitiser-la>

Le professeur Perronne :

- Si cette loi avait été en vigueur depuis le début de la crise Covid, les autorités auraient-elles tenu les mêmes discours ? Auraient-elles été d'une rigueur irréprochable pour ne pas tomber sous le coup de cette loi ?
- Si cette loi avait existé le 12 juillet 2021, le président Macron aurait-il pu à la télévision faire 12 assertions scientifiques infondées ?
- Cette loi permettra probablement de revenir au pouvoir de la vraie science médicale et des procédures normales, avec de réelles analyses des bénéfices et des risques. Rappelons que les données médicales et de santé publique évoluent tous les jours.
- Quelque part, c'est la rigueur et le bon sens qui reviennent. Je le souhaite.

J-C - Il est très naïf le professeur Perronne, il n'a pas l'air d'avoir assimilé la nature totalitaire du régime qu'incarne Macron, il se fait de graves illusions sur les représentants de l'oligarchie au pouvoir, dont celle qui contrôle l'industrie pharmaceutique et plus largement la pratique de la médecine en France.

C'est un légaliste, cela signifie qu'il voue un culte aux institutions en place qu'ils estiment légitimes, au point d'oublier que Macron et son ministre de la santé, plus largement les autorités sanitaires de ce pays, ont agi sans se soucier non seulement du bien-être de la population, mais aussi de savoir s'ils violaient une loi ou des principes dont ils n'avaient que faire.

Autrement dit, le professeur Perronne commet une grave erreur d'analyse en leur prêtant l'intention de respecter je ne sais quelle loi écrite ou non ou même la Constitution. Si à un moment donné l'idéologie et les intérêts qu'ils servent leur commandent d'agir sans en tenir compte, ils n'hésiteront pas à les contourner ou à les réécrire pour mieux les violer, même si

c'est au risque de commettre un massacre, ce dont ils ont parfaitement conscience et ne se soucient guère, puisqu'ils détiennent le pouvoir absolu ou personne ne sera en mesure de leur contester ou de les menacer en tant que juges et parties, il en va ainsi sous ce genre de régime autoritaire.

Parce que le professeur Perronne ignore la nature exacte du régime, il va continuer d'y être subordonné, par conséquent il refusera obstinément de rompre avec lui, il est même prêt à la première occasion à lui attribuer encore de bonnes intentions, comme si l'expérience qu'il venait de vivre n'avait jamais eu lieu ou il n'en avait tiré aucun enseignement politique, bien qu'il savait pertinemment à quoi s'en tenir. Partant de là, vous comprendrez aisément pourquoi l'immense majorité des travailleurs qui n'avaient pas analysé cet épisode avec tant d'acuité, n'en seraient pas capables non plus ou ne feraient pas mieux que le professeur Perronne. Il ne faut donc pas s'étonner, si on en est toujours au même point, si on n'a pas progressé d'un millimètre, pourquoi ils continuent de tomber dans le piège que constitue chaque mystification concoctée par le pouvoir en place.

Quand on évoque la nature du régime, on veut parler des rapports qui existent entre les classes et tout ce qu'il y a autour, leurs représentations politiques, les institutions, etc. le tout étant déterminé par des conditions économiques et sociales qu'il faut évaluer...

On a déjà abordé cette question une multitude de fois dans les causeries pour justifier les caractérisations auxquelles j'étais parvenu, parfois avec des nuances ou variations en fonction des circonstances ou des événements, et non des approximations fournies à la légère, encore moins des contradictions, sans toutefois en modifier l'orientation ou la tendance fondamentale qui se dégage des rapports entre les classes et de la crise du capitalisme, qui en dernière analyse définissent la nature du régime.

Par exemple, on peut affirmer que le régime est antidémocratique, fascisant avec des relents nazis, ou qu'il est engagé sur une pente autoritaire ou totalitaire, etc. finalement cela veut dire à peu près la même chose, on se comprend, on comprend ce que cela signifie, c'est l'essentiel, c'est suffisant. Comment cela ? Parce qu'on ne collabore pas avec un tel régime, on est bien d'accord, n'est-ce pas ? Or, chez les différents acteurs politiques ou sociaux, auriez-vous observé un changement de ton ou de comportement vis-à-vis du régime et ses représentants depuis qu'il a emprunté ouvertement cette orientation fascisante ? Non, pas vraiment. Qu'en déduisez-vous ? Je vous laisse y réfléchir tranquillement.

Un autre exemple, Mélenchon et sa clique de bras cassés, LFI, les composantes de la défunte NUPES, je les ai caractérisés de droite, de fausse gauche, de sociaux-démocrates dégénérés, de charlatans, d'escrocs ou d'illusionnistes, de collabos ou de traîtres, ils l'ont prouvé des centaines de fois, on n'a même pas besoin d'interpréter leurs discours ou faits et gestes, ils parlent d'eux-mêmes, méthode d'une efficacité redoutable qu'avait adoptée le professeur Perronne, qui fit merveille, ne fut jamais démentie ou ne lui valut aucune poursuite en justice pour diffamation, les faits en somme, que les faits.

Si vous voulez, c'est aussi simple qu'un homme d'1,60m qui pèserait 90 kilos, on dirait de lui qu'il est gros, énorme, obèse, gras comme un cochon,

Commentaires d'internautes.

1- Mais ce texte est écrit en novlangue, pas en français.

Les rédacteurs de cette loi, sont, eux, ni impartiaux, ni honnêtes, et les juges qui vont s'appuyer sur cette loi ne le seront pas plus.

Et le champ d'application (d'agression, plutôt) de cette loi s'appelle liberté d'expression.

2- Même si je respecte énormément le Pr Perronne, je ne crois pas qu'un tel texte aurait pu empêcher ou limiter l'influence inadmissible de certains politiques et empêcher l'influence des lobbies et des laboratoires pharmaceutiques

Le regard qu'il porte sur cette loi me semble bien trop optimiste...

Pour que ce texte soit une avancée et non une censure déguisée il faudrait au minimum :

1) que l'on puisse identifier les scientifiques qui disent la vérité et ceux qui sont corrompus ou incompetents : il suffit de voir de quelle manière on a (essayé) de discréditer Mme Henrion-Caude ou le Pr Raoult pour s'apercevoir que ce n'est pas le cas.

2) qu'il n'existe pas de pouvoir suffisamment fort pour que ce qui est un mensonge scientifique soit pourtant proclamé comme étant une vérité scientifique : on en est loin quand on voit ce qui a été dit sur l'hydroxychloroquine et l'ivermectine.

3) il faudrait que la justice punisse tous ceux qui essaient de faire taire ou peur aux scientifiques ou aux médecins honnêtes...alors que dans la réalité la justice a laissé ces personnes être radiées, licenciées ou privées de revenus.

Dans un monde honnête et non-corrompu, cette loi pourrait apporter des avancées, mais ce monde n'est pas la réalité!

Le monde réel c'est qu'il existe des pouvoirs suffisamment forts pour qu'un mensonge soit affiché comme une vérité scientifique, et que dans ce monde réel, et avec cette loi, des personnes qui disent pourtant la vérité pourraient être condamnées.

Avec cette loi combien de personnes par peur des sanctions se seraient-elles abstenues de parler ?

Comme moi, il y a des milliers de simples citoyens qui n'ont jamais cessé de transférer des messages pour alerter ou des articles de France Soir pour informer... Pensez-vous que nous avons tous les moyens de risquer des poursuites, des amendes...ou un licenciement ?

En France quelle autorité (sanitaire, médicale ou juridique) reconnaît les chiffres des effets secondaires graves dus à la vaccination, l'absence de dangerosité de l'hydroxychloroquine aux doses normales ou la surmortalité parmi la population causée par les vaccins ARN ?

Des scandales sanitaires tels que ceux du médiateur, de l'amiante, de Tchernobyl, du Distilbène et tant d'autres auraient été étouffés avec ce texte!

Aujourd'hui France Soir, un journal honnête et courageux, risque de perdre son agrément pour avoir publié des articles dignes de vrais journalistes et laissé la parole à de vrais scientifiques, à des personnes honnêtes... voilà la réalité.

Dans ce contexte, je pense qu'il faut combattre cette loi... simplement parce qu'elle est proposée et écrite par des malfrats qui sont au service de l'argent.

3- Je ne partage pas l'optimisme de Christian Perronne sur le côté positif de cette loi. Veran a bien dit qu'il s'en servirait pour attaquer Raoult. Et que veut dire "*dérives sectaires*". Est-ce que critiquer la politique sanitaire (ou plutôt anti sanitaire!) est une "*dérive sectaire*"! C'est bien l'objectif de cette loi scélérate : empêcher la critique, censurer et encore censurer. Je ne crois pas une seconde que ça rendra les gouvernants prudents dans leurs déclarations, puisque eux, par définition, ils ne sont pas "*sectaires*". Et pourtant..... ils le sont! Mais ceux qui le diront feront l'objet de "*dérives sectaires*"!

4- La différence entre le monde d'avant et le monde de 2024 ?

Avant les politicards qui étaient corrompus, ne voulaient pas que le monde le sache, ils le cachaient, le niaient, car ils en avaient honte. Mais de nos jours, le fait d'être un politicien qui défend les intérêts d'un lobby quelconque est devenu normal. La gestion du covid-19 par les politiciens et des médecins payés par les grands laboratoires pharmaceutiques a été un élément révélateur.

Russie.

Forum international à Moscou pour lutter contre les pratiques modernes de néocolonialisme - sanasyria.org 16/02/2024

Avec la participation de la Syrie, le forum international pour les partisans de la lutte contre les pratiques modernes de néocolonialisme a été ouvert aujourd'hui et a été organisé par le Parti Russie Unie dans la capitale russe, Moscou, sous le thème "*Pour la Liberté des Nations*".

Le Président russe Vladimir Poutine a déclaré dans un message adressé aux participants au forum : "*Le néocolonialisme est une disgrâce et un héritage honteux d'une ère qui a duré des siècles dans le pillage et l'exploitation des peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine*".

Poutine a expliqué que la Russie a beaucoup fait pour démanteler les bases du système colonialiste, soutenir les mouvements de libération nationale et apporter une assistance aux pays indépendants pour garantir la sécurité et le développement économique et pour résoudre les problèmes sociaux.

Le Ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a indiqué que le système d'exploitation représenté par les pratiques du néocolonialisme est injustifiable, et l'alternative constructive est d'établir un système multipolaire plus juste et durable pour les relations

internationales basé sur la Charte des Nations Unies et le principe d'égalité en matière de souveraineté entre les Nations.

De son côté, le représentant du Parti Baas arabe socialiste, membre de la Direction centrale, Mahdi Dakhlallah, a fait savoir dans l'allocution du parti : *“Un développement dangereux s'est produit dans la nature du néocolonialisme, dont la menace ne se limite pas à des peuples spécifiques, mais à toute l'humanité, y compris les peuples des pays d'hégémonie et le néocolonialisme lui-même”*. sanasyria.org 16/02/2024

Argentine.

Argentine: face à l'austérité de Javier Milei, le climat social se tend - RFI 24 février 2024

Deux mois après le début du choc d'austérité décrété par Javier Milei, la situation sociale se tend considérablement en Argentine. Après les cheminots mercredi dernier et les professionnels de santé jeudi, une grève des enseignants et de la fonction publique est prévue lundi. Vendredi 23 février 2024, des milliers de personnes ont manifesté et coupé des axes routiers à travers tout le pays à l'appel des organisations sociales.

L'impuissance et la colère. *« Mon fils me dit : "Maman, je veux du pain", mais je ne sais plus comment faire pour nourrir mes enfants, je dois décider entre leur donner à manger le matin ou le midi. »* Doli Leon travaille dans une soupe populaire à Lomas de Zamora, dans le sud de Buenos Aires. Depuis son arrivée au pouvoir, Javier Milei a suspendu l'aide alimentaire que le gouvernement envoyait aux quelque 38 000 soupes populaires du pays alors que le prix des aliments a bondi de 50%. *« Avant, on distribuait des repas trois ou quatre fois par semaine, maintenant seulement une fois par semaine. C'est aussi pour ça qu'on manifeste. »*

3,5 millions d'Argentins pauvres en plus

Le gouvernement affirme vouloir remettre à plat le système d'aide publique alimentaire pour éliminer les intermédiaires. Mais entre-temps, les gens souffrent, s'alarme Susana. *« La nourriture est extrêmement chère, les salaires n'ont pas augmenté, et voir des gens fouiller les poubelles pour trouver quelque chose à manger, c'est vraiment révoltant. »*

Selon une estimation de l'Université Catholique Argentine, depuis le mois de décembre, plus de 3,5 millions d'Argentins sont tombés dans la pauvreté qui concerne désormais 57% de la population. *« Que veut-il, s'empare-t-il de la Virginie, que la population meurt de faim ? Le président doit s'en aller ! En 2001, on a fait démissionner un président, et ça pourrait se reproduire. »*

LE SOCIALISME

Le 4 mars 2024

Demain j'ajouterais des documents, je n'ai plus le temps aujourd'hui.

Arguments pour lutter contre la régression sociale et la guerre.

Quand le progrès social bénéficie à la majorité d'un peuple au détriment d'un ou plusieurs autres, elle est portée à se satisfaire ou à se contenter de sa condition et à légitimer le régime en place, pire, à cautionner tous ses forfaits, crimes ou guerres pour préserver ses privilèges, et plus longtemps cette situation durera, plus son niveau de conscience politique aura tendance à régresser au lieu de progresser.

Voilà ce qu'on a pu observer tout au long du XXe siècle, plus particulièrement depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale qui offrit au capitalisme une occasion de se refaire temporairement une santé, et de renforcer son pouvoir économique et son emprise politique sur tous les peuples, qui furent les uniques victimes ou perdants de cette guerre sur fond de trahison ou abandon du socialisme.

Ce constat ou ces rapports entre les classes, la plupart des militants le rejettent ou ils ne veulent pas en entendre parler, ils préfèrent se réfugier derrière des formules ou des théories rabaisées au rang de dogmes putréfiés, qui ne permettent pas de rivaliser ou de lutter contre l'idéologie de la réaction et sa philosophie nihiliste aux effets dévastateurs, ils se décomposent à leur tour.

On n'a pas compris, semble-t-il, que, si toute lutte sociale est politique, la combinaison de deux facteurs va jouer un rôle déterminant dans l'évolution du niveau de conscience des masses ou la manière dont elles interpréteront leurs rapports au capitalisme ou la place qu'elle occupe dans la société, à savoir, les conditions objectives dans lesquelles cette lutte a lieu, conditions qui vont subir de profondes transformations en fonction du développement du capitalisme mondial, et la manière dont cette lutte est conduite ou son orientation politique.

La combinaison de ces deux facteurs va déterminer les enseignements qu'en retiendront les masses pour la suite de leur combat ou influencera leurs rapports avec le régime capitaliste et ses institutions, de telle sorte que l'interprétation qu'elles en feront sera profondément gravée dans leurs cerveaux pour longtemps.

On aura compris que l'orientation politique dans laquelle se déroule la lutte de classe du prolétariat est capitale pour la suite de son combat, et selon qu'elle aura un contenu révolutionnaire ou réactionnaire, il pourra en tirer profit pour poursuivre son combat jusqu'à son émancipation du capital ou il y sera subordonné et il pourra faire une croix dessus.

Ce n'est pas le progrès social en soi qui est en cause ici, mais l'interprétation politique que les masses en font, ainsi que les partis politiques qui les représentent, puisqu'ils sont devenus étrangers au socialisme ou ils le combattent.

Le capitalisme a poursuivi et accéléré sa mondialisation depuis 1945, je pense qu'on est au moins d'accord sur ce point. Par conséquent, chaque analyse ou toute interprétation politique doit inclure ce facteur, car sachant que le développement du capitalisme est inégal d'un pays ou d'un continent à l'autre, ce qui se passe dans un pays est forcément lié à ce qui se passe dans d'autres pays, sans qu'il soit nécessaire de rappeler qu'il existe des puissances impérialistes, des pays dominants ou colonisateurs et des pays dominés ou colonisés dont l'indépendance ou la souveraineté politique sont à prendre au conditionnel, puisque leur statut politique est soumis à des contraintes économiques (et militaires) qui leur sont imposés...

Bref, chacun aura compris qu'aujourd'hui plus que jamais le sort d'un exploité ou d'un opprimé, ses conditions de travail et d'existence dépendent de ceux qui existent dans d'autres pays, car ils subissent tous la division internationale du travail, ainsi que les règles cruelles imposées par les gangsters de la finance qui essaient la planète, dès lors leur lutte sociale ou politique doit impérativement inclure cette dimension internationale ou mondiale si elle ne veut pas avoir un contenu réactionnaire.

En quelque sorte, il aurait fallu signifier aux masses lors de chaque lutte, que le bonheur des uns se fait forcément au détriment du malheur des autres, d'autres travailleurs quelque part dans leur pays ou ailleurs dans le monde, sans vouloir les culpabiliser ou les en accuser évidemment, mais parce que c'est la stricte vérité, car en économie non plus rien ne se perd ne se crée mais tout se transforme, ce qui signifie par exemple, que si vous arrachez une classe, un prof ou un surveillant de plus dans l'école de votre enfant, le ministère de l'Éducation en fermera une ailleurs, il supprimera des postes dans un autre établissement.

Dites-vous bien que votre salaire, vos avantages sociaux, votre niveau de vie, ne correspondent pas forcément à une partie de la plus-value que vous auriez produite, c'est d'ailleurs de moins en moins le cas en occident, en France dans une société largement dédiée aux services (79%), où la production industrielle ne représente plus que 19% environ du PIB, où l'endettement de l'État français a dépassé 3000 milliards d'euro (décembre 2023), comment expliquer autrement cette anomalie qui ressemble de plus en plus à une subvention du marché de la consommation, sinon par le maintien dans le sous-développement économique et social, la pauvreté et la précarité absolue des trois quart des 8 milliards de travailleurs et leurs familles, sans oublier toutes les guerres qu'ils subissent.

Tandis que les tenants du capitalisme nous vantent le développement économique ou les progrès sociaux réalisés dans certains pays qu'on appelait hier encore le tiers-monde, développement sur fond de surexploitation, on s'aperçoit qu'au même moment les masses des pays occidentaux sont soumises à une régression sociale généralisée, à la dislocation des services publics, des couches entières des classes moyennes disparaissent ou sombrent dans la pauvreté et la précarité, plus de 300.000 travailleurs et leurs familles sont clochardisés ou dorment dans la rue ou des abris de fortune...

Bref, le transfert de capitaux d'un pays ou d'un continent à un autre permet aux plus riches d'accroître leur fortune, pendant que la division internationale du travail participe à la répartition de ce qui reste entre chaque travailleur du monde entier, certains verront leur part

augmenter moyennant des sacrifices inouïs, je n'ose pas appeler cela une chance, en Inde je suis bien placé pour observer de quelle manière cela se traduit, d'autres verront leurs conditions se dégrader, et malheur à tous ceux qui en sont exclus.

Le capitalisme ne possède aucune vertu morale ou humaniste, il n'en a jamais eu, il en est incapable, c'est incompatible avec sa raison d'être, avec les lois de fonctionnement qui le régissent et dont il est esclave lui-même. Il fonctionne en circuit fermé, ce qu'il donne d'une main, il doit le reprendre d'une autre main, peu importe laquelle.

C'est la combinaison du développement économique et de la lutte de classes qui a produit le progrès social, ce qu'ignore la plupart des militants et des travailleurs. Retirez la lutte de classes et le progrès social disparaît, sauf quand il était indispensable au fonctionnement de la machine du capitalisme, et encore, il fallait voir dans quelles conditions.

En Inde, tous les Indiens que je côtoie travaillent, ils sont pauvres et ils sont voués à la précarité jusqu'à la fin de leur vie. Leur revenu a augmenté considérablement, cela leur a permis d'acquérir des biens matériels, mais surtout de régler des factures ou charges nouvelles et incompressibles, eau, électricité, gaz, assurance, essence, frais scolaires, téléphone, abonnement TV, Internet sans oublier le crédit et des dettes personnelles, au détriment de leur alimentation, de leur santé, de l'entretien de leur deux-roues à moteur et de leur habitation, de leur habillement, de leurs enfants qui n'auront jamais de jouets ou qui ne partiront jamais en vacances, ils ne font pas de sports non plus, ils n'ont le droit à aucune distraction ou exceptionnellement, et pour survivre ils triment 6jours/7 sans congés ou avantages sociaux...

Bref, une vie d'esclave en guise de progrès social au détriment de leur liberté, avec en prime des rapports exécrables entre eux sur fond de corruption généralisée, sans droits sociaux ou politique hormis le droit de vote et de s'organiser, et la journée de travail de 8 heures, avec dérogation jusqu'à 12 heures par jour, un cauchemar. Quand un Indien s'adresse à un fonctionnaire ou à un patron, il baisse la tête et lui donne du « *sir* » (monsieur) en veux-tu en voilà, c'est plus une marque de soumission que de respect, c'est la norme sous ce régime archaïque, semi-féodal, dictatorial que les Indiens haïssent sans pouvoir y changer quoi que ce soit.

Les membres des classes moyennes sont logés à la même enseigne, ils font aussi profil bas, à ceci près qu'au lieu d'attendre d'être rackettés ils casquent d'emblée ! Ils ont plus de frics, ils peuvent se payer une bagnole et des serviteurs, ils vivent dans des maisons spacieuses ou confortables, à ceci près qu'ils en profitent très peu, encore moins que les pauvres car ils sont totalement dévoués à leur patron auquel ils ne peuvent rien refuser, et pour ne pas le décevoir, ils font du zèle. Ah pour consommer, ils consomment et achètent un tas de conneries, des tas de bijoux en or par exemple, il faut bien qu'ils se distinguent des pauvres, ils peuvent même se payer des vacances, très courtes évidemment, ils les passeront principalement dans leur bagnole ou dans un hôtel, on ne peut pas dire qu'ils ne savent pas vivre, ils ignorent ce que cela signifie. Ils peuvent se soigner dans une clinique privée et envoyer leurs rejetons dans une école privée, il faut bien que leur fric serve à quelque chose, les vases communicants comme toujours. Bref, on ne les envie pas.

Je viens de vous donner un exemple de ce que peut signifier le progrès social version capitaliste, c'est-à-dire lorsqu'il est davantage le produit du développement économique plutôt que la lutte de classe des exploités qui est quasi-inexistante ici, ce n'est pas génial, n'est-ce pas ! C'est ce que vous avez commencé à vivre ces dernières décennies en France,

depuis que le mouvement ouvrier s'est littéralement disloqué sous la pression du néolibéralisme, à moins d'un sursaut qui à l'heure actuelle demeure hypothétique, s'ils décidaient de passer à l'économie de guerre, ils pourraient en profiter pour remettre en cause une partie des congés payés, le 13^e mois, augmenter la durée du travail hebdomadaire, repousser encore l'âge du départ à la retraite, etc.

Il y a urgence à renouer avec le socialisme et à subordonner chaque lutte à la nécessité de renverser le capitalisme et ses institutions, mais pour que des travailleurs adoptent cet objectif, il faut leur expliquer ce qui s'est réellement passé au XXe siècle, pourquoi nous en sommes arrivés là, et cesser de leur raconter des balivernes.

En complément.

Je viens de tomber sur un article révélateur, et je ne peux pas résister à l'envie de vous le communiquer. Je trouve la réaction de ces gens-là surréaliste.

On ne fait décidément pas partie du même monde, je me demande comment on pourrait se comprendre, même lorsque je vivais en France, jamais je n'ai vécu comme eux, à croire que j'étais déjà étranger à ce pays. C'est effrayant quelque part de constater à quel point ils sont conditionnés, donc sur le plan politique cela doit être pire encore.

Face à l'inflation, de plus en plus de Français rognent sur leurs dépenses d'hygiène : "On a l'impression de descendre une pente glissante" - francetvinfo.fr 3 mars 2024

https://www.francetvinfo.fr/economie/inflation/temoignages-face-a-l-inflation-de-plus-en-plus-de-francais-rognent-sur-leurs-depenses-d-hygiene-on-a-l-impression-de-descendre-une-pente-glissante_6395977.html#at_medium=5&at_campaign_group=1&at_campaign=7h30&at_offre=3&at_variant=V3-compte&at_send_date=20240303&at_recipient_id=459386-1676105518-3fb080c9

Cela ne s'invente pas.

- « *Aujourd'hui, il y a plus de conflits qu'à n'importe quel moment depuis la Seconde Guerre mondiale.* »

<https://www.weforum.org/agenda/2024/02/why-we-need-peace-education-especially-in-times-of-war/>

J-C – Mais ces conflits ou guerres n'affectent pas directement le mode de vie quotidien des masses en Occident, du coup, soyons patient par-dessus tout, la reconstruction du mouvement ouvrier attendra encore. Je vous avais invité à y participer, en vain. Soit.

Autrefois quand l'info était transmise de bouche à oreille, elle valait ce qu'elle valait, mais elle était suffisante pour mobiliser des millions de travailleurs. Quand un militant ou un dirigeant parlait on l'écoutait attentivement, on le croyait sur parole à tort ou à raison, toujours est-il que le niveau de conscience politique des travailleurs progressait, ils en profitaient pour

s'organiser dans la perspective de changer la société, un nombre non négligeable croyait dans le socialisme ou le communisme.

De nos jours, on est submergé d'infos dont la plupart ne valent pas grand-chose, et quand un militant ou un dirigeant s'exprime, on s'empresse de le contredire pas forcément pour de bonnes raisons. On ne croit plus en rien ni en personne et le niveau de conscience et d'organisation des masses sont au plus bas sans qu'aucune perspective politique ne pointe à l'horizon laissant le champ libre à la démoralisation, au désespoir, à la résignation, à la dépression.

Autrefois nous avions la boussole du socialisme pour nous guider, de nos jours plus rien. Résister dans ces conditions ou sans orientation politique ne peut mener que nulle part ou à de nouvelles défaites toujours plus douloureuses ou tragiques ; Quand on pense à nos amis palestiniens, on se retient d'hurler de rage et de pleurer tant notre impuissance est cruelle.

Pour autant, on ne va se laisser aller à se coller une balle dans la tête ou à prendre les armes pour tirer dans le tas, on n'a aucune raison de nous résigner parce que la légitimité est de notre côté, l'histoire est de notre côté, nos forces sont intactes, le socialisme est intact, sinon je ne serais plus de ce monde !

J'ai la chance et le malheur de vivre tout cela de mon trou en Inde où je suis relativement épargné, où j'ai une vie relativement stable et satisfaisante, au calme, je vis à mon rythme. Je n'irais pas jusqu'à dire que je suis heureux de vivre, tout en ayant conscience d'être tout de même un foutu privilégié par rapport à des milliards de travailleurs qui croulent sous les difficultés pour survivre ou qui vivent dans des pays devenus des cauchemars. Il y en a beaucoup dans la famille de ma compagne et autour de moi, et je ne peux pas faire grand-chose pour eux, je suis trop pauvre.

Ce que j'appelle un privilège, que m'envient beaucoup d'Indiens, c'est de pouvoir survivre sans avoir à me poser trop de questions. C'est ce qui arrive aussi quand on devient vieux, on a la vie derrière soi et non devant, on a moins de besoins, on peut se passer de beaucoup de choses, heureusement, c'est ce que je voulais dire parce que la perspective est plutôt angoissante pour les plus jeunes.

Ils vivent avec la peur du lendemain, du pire qui pourrait leur arriver, c'est pour cela qu'ils ne se projettent jamais dans le futur, vaut mieux pas. Ils vivent au jour le jour, au point de ne presque jamais respecter un rendez-vous. J'ignore si vous vous rendez compte de ce que cela signifie, même là-dessus ils n'ont aucun pouvoir, ils ne peuvent rien prévoir à l'avance, même pas le jour même, hormis de nouveaux emmerdements !

De quelle liberté parlons-nous alors, cela n'existe pas ici, tout nous est imposé, on est pris dans un engrenage infernal dont on ne peut pas sortir. C'est peut-être con à dire, leur seul bonheur est du domaine de la providence à laquelle personne ne croit, mais dont tous espèrent qu'elle leur viendra un jour en aide. Au passage, vous comprendrez l'attrait de la religion, qui à sa manière leur offre une sorte de réconfort providentiel.

En France, vous disposez de beaucoup plus de liberté, c'est peut-être ce qui explique pourquoi vous ne croyez plus en rien non plus, même pas dans le socialisme au risque de perdre le peu de liberté qu'il vous reste encore. C'est dommage que vous ne puissiez pas y consacrer du

temps et que vous le gaspillez en pure perte ; Rien ne perd, rien ne se crée, tout se transforme... à vos dépens si vous n'y prenez pas garde, à votre place j'y réfléchirais.

Le socialisme, c'est la seule manière de pouvoir se transporter dans le futur, de se sentir réellement libre, car il permet de briser le carcan du passé et du présent dans lequel le règne de l'exploitation nous tient prisonnier ou en esclavage, sinon on ne peut pas réfléchir librement, on ne peut pas imaginer qu'un autre monde soit possible, on ne peut pas penser au-delà du capitalisme. Si j'osais, j'ajouterais que c'est plein de poésie aussi, un peu comme lorsqu'on observe un oiseau qui s'envole, la réalité est à la fois le maintenant et ici ou ailleurs, en physique quantique également, avec le capitalisme on est rivé sur place et on n'attend plus que crever !

Si vous prenez à la lettre le contenu des infos qui figurent dans cette causerie, vous allez devenir fou, vous allez vous dire qu'on ne viendra jamais à bout de la forteresse qu'on construit l'oligarchie financière, et bien je ne suis pas du tout d'accord avec cela. Leur forteresse, il ne s'agit pas de la nier, ce serait ridicule, cependant en se plaçant sur le plan du socialisme, je vous assure qu'on peut en venir à bout, car elle est en carton. Elle a été construite pour servir leur régime, leur lutte de classe, elle ne fonctionne que sous certaines conditions, mais une fois qu'elles ont disparu ou qu'on a pris le pouvoir, elle s'effondrera sur elle-même à la vitesse qu'une démolition contrôlée. Elle tient uniquement à défaut d'alternative politique, c'est tout.

Capitalisme : Stop ou encore ?

Le visage hideux, cruel du capitalisme s'étale quotidiennement sur tous les écrans de télévision, d'ordinateur, de téléphone portable du monde entier.

Sur le coup, cela peut être déprimant ou effrayant, mais il faut bien se dire que cela ne pourra durer indéfiniment ou que ce n'est qu'une question de temps avant que le premier coup mortel lui soit porté qui annoncera sa chute finale.

C'est parce que la barbarie du capitalisme frappe absolument tous les continents et tous les peuples, que socialisme ne peut se concevoir et se réaliser qu'à l'échelle universelle.

Les Etats-Unis sont le porte-étendard de cette barbarie, c'est le pays où l'expérience du capitalisme et ses contradictions ont été conduites jusqu'à leurs limites extrêmes, extrémistes, il en fallait bien un. Et bien, il se produira la même chose avec le socialisme.

Il faudra bien un jour qu'il démarre quelque part avant de se répandre à travers le monde, une fois que ces limites jusqu'alors décrétées infranchissables auront cédé, de la lente et longue fermentation de la putréfaction du capitalisme s'étendant sur des décennies, sortira enfin dans la douleur, parce qu'il ne peut pas en être autrement, une société plus juste ou meilleure, libérée de toute servitude humaine, réellement humaniste, telle que l'avaient imaginé des penseurs, philosophes, combattant de la liberté, tout au long des millénaires de l'aventure humaine.

Ce n'était déjà plus une utopie, puisqu'on était parvenu à l'imaginer, ils ne restaient plus qu'à réunir les conditions pour qu'elle se réalise. Nous y sommes presque, même si les apparences

peuvent donner l'impression trompeuse qu'on en serait fort éloigné. C'est ce à quoi nous œuvrons laborieusement quotidiennement, je vous appelle à y participer.

Le visage hideux, cruel du capitalisme.

1 Africain sur 5 souffre de la faim - LePoint.fr 28 février 2024

Selon les dernières estimations de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la proportion de la population africaine souffrant de sous-alimentation était de 19,7 % en 2022, soit son niveau le plus élevé depuis vingt ans. Alors qu'elle avait fortement baissé entre 2000 et 2014, passant de 22,4 % à 15,3 %, elle a connu, depuis, un net rebond qui s'est accéléré en 2020 avec la pandémie de Covid-19.

En 2022, la prévalence de la sous-alimentation était de 7,5 % en Afrique du Nord, 11 % en Afrique australe, 15 % en Afrique de l'Ouest et environ 29 % en Afrique centrale et en Afrique de l'Est. Elle touchait au moins un tiers de la population dans neuf pays, dont le Lesotho, Madagascar, la République centrafricaine et la Somalie, où son taux dépassait 45 %. 38 % du nombre total de personnes sous-alimentées

Le nombre d'Africains sous-alimentés a quant à lui progressé de 57 millions par rapport à 2019 et son niveau d'avant pandémie. Il affiche une hausse d'environ 100 millions depuis le début du siècle, passant de 183,3 millions en 2000 à 282 millions en 2022, ce qui représente 38 % du nombre total de personnes sous-alimentées dans le monde, estimé à 735 millions. Au niveau régional, l'Afrique de l'Est compte le plus grand nombre de personnes sous-alimentées (134,6 millions), contre 62,8 millions en Afrique de l'Ouest, 57 millions en Afrique centrale, 19,5 millions en Afrique du Nord et 7,6 millions en Afrique australe. LePoint.fr 28 février 2024

J-C – Vous savez que je vis en Inde depuis près de 30 ans, ici la faim et la sous-alimentation on connaît, elles sont partout. On meurt encore de faim en Inde, j'en ai été témoin récemment.

C'est un sujet de conversation quotidienne, si bien qu'aucune discussion ne peut se terminer, sans qu'on ait demandé à la personne avec laquelle on conversait, si elle avait mangé et ce qu'elle avait mangé. C'est un réflexe systématique, pour un Français, c'est surprenant, pour un Indien, c'est la moindre des choses.

Vous comprenez pourquoi je suis aussi radical et déterminé, socialiste sans plus...

Statistiques (hors robots) de fréquentation du blog *Le Socialisme*.

Janvier 2024

- 2089 connexions

Février 2024

- 2232 connexions

Cette semaine : Entre 120 et 191 connexions par jour.

Quand le culte du capitalisme tourne au cauchemar général. Comment ont-ils pu accumuler autant de richesse et de pouvoir ?

J-C - C'est la question que devrait commencer par se poser ceux qui s'en étonnent, ils arriveraient peut-être à la conclusion qu'ils en partagent la responsabilité.

Si l'issue politique dépend de la prise en charge de leur propre destin par les travailleurs, à commencer par ceux des classes moyennes les plus instruites, cela signifie que jusqu'à présent ils ne s'en sont pas vraiment souciés et que d'autres s'en sont chargés à leur place, autrement dit au-delà des discours officiels qu'on leur servait, ils n'ont pas vraiment cherché à comprendre dans quel monde ils vivaient. Ils se sont laissé vivre d'une certaine manière, sans doute parce que leurs conditions d'existence étaient supportables ou ils en tiraient quelques satisfactions individuelles et ils s'en contentaient, sans non plus se soucier qu'elles n'étaient pas acquises définitivement et qu'elles pourraient un jour gravement se détériorer, sans chercher à savoir également à quoi ou à qui ils devaient leur petit confort relatif...

Au final, ils ont ignoré que ce sont les hommes et les femmes dont ils font partie qui font l'histoire et personne d'autres, et si cette histoire est si imparfaite ou douloureuse, synonyme de guerres et de souffrances à n'en plus finir, c'est parce qu'ils n'en avaient pas conscience, il est donc tant qu'ils modifient leur perception de la situation qui ne correspond manifestement pas à la réalité, et qu'ils prennent enfin en mains leur destin pour procéder à un changement de régime politique et économique, donc s'organisent dans un parti ouvrier révolutionnaire qui a pour objectif d'éradiquer le capitalisme et ses institutions de la surface de la Terre.

Dit autrement, j'avais rédigé ce passage la veille :

On ne peut pas analyser la situation ou l'aborder sereinement, on ne peut pas ne pas être choqué par la tournure qu'a pris la situation depuis quelques décennies et plus particulièrement depuis ces dernières années, si on refuse d'admettre le constat suivant : Les versions officielles de tous les grands événements qui ont marqué le XXe siècle, telles qu'elles furent rédigées ou reprises par les gouvernements successifs, pratiquement tous les partis politiques et l'ensemble des médias, la quasi-totalité des historiens ou universitaires ayant pignon sur rue, telles qu'elles sont reproduites dans les manuels scolaires, étaient frauduleuses, une escroquerie intellectuelle destinée à maintenir le peuple dans l'ignorance du monde dans lequel il vivait vraiment, pour l'empêcher de le combattre efficacement et d'imposer une société qui soit basée sur les besoins sociaux du peuple et ses aspirations démocratiques légitimes, débarrassée du régime d'exploitation et d'oppression responsable de tous les maux de la société.

« À qui appartient le monde ? » Un petit groupe avec beaucoup d'argent Par Peter Koenig - Mondialisation.ca, 27 février 2024

« *Who Owns the World* » [Qui sont les propriétaires du monde ? \ A qui appartient le monde ?] est le titre d'un documentaire extraordinaire, décrivant comment Big-Big Money contrôle non seulement tous les aspects de votre vie, mais a une emprise sur chaque gouvernement, l'organe politique de l'ONU, ainsi que sur chaque agence de l'ONU et toutes les industries et services de ce monde.

Ces plus grands investisseurs sont BlackRock, Vanguard et State Street.

Ces mêmes groupes d'investissement contrôlent également plus de 90 % des principaux médias du monde.

Même l'empire médiatique de Rupert Murdoch appartient majoritairement à BlackRock / Vanguard. Ce n'est donc pas étonnant que presque aucune nouvelle ne pénètre dans les murs du secret sur ces principaux actionnaires de tous les aspects de la vie humaine et des activités et entreprises liées à la vie.

Ils contrôlent les politiciens, la géopolitique et les déploiements militaires.

C'est un monopole auquel on ne peut littéralement pas s'opposer par des moyens traditionnels. Ils ont également créé « *l'ordre fondé sur des règles* » – d'outrepasser toutes les lois internationales et nationales.

Ils ne connaissent aucune limite, aucune éthique et n'adhèrent à aucune norme en matière de droits de l'homme. Le pouvoir, c'est eux.

Pour lire la suite (conseillé) :

https://www.mondialisation.ca/a-qui-appartient-le-monde-un-petit-groupe-avec-beaucoup-dargent/5686902?doing_wp_cron=1709315169.2360360622406005859375

La vidéo en anglais :

<https://rumble.com/vn7lf5-monopoly-who-owns-the-world-must-see.html>

J-C – Ce qui manque à cet article, comme à tous les autres du même type.

S'ils détiennent effectivement tous les pouvoirs, ils n'en demeurent pas moins, qu'ils ne peuvent l'exercer sans le concours des institutions nationales en place dans chaque pays, de la législation et de la Constitution qui légitiment leurs pouvoirs. Il suffirait donc de renverser ces institutions, d'abolir la Constitution pour leur ôter ces pouvoirs, les neutraliser et les empêcher de continuer de nuire à la société.

Il est donc possible d'agir et de transférer leurs pouvoirs au peuple, il existe une solution pratique, politique pour se débarrasser de cette vermine et de leur système économique obsolète, guerrier, génocidaire, contrairement à ce qu'on veut faire croire aux travailleurs et aux jeunes, encore faut-il s'organiser dans un parti qui mette cet objectif à l'ordre du jour, un parti qui n'ait aucun lien avec le capitalisme, l'Etat qui le protège.

A votre modeste niveau avec moi, contribuons ensemble à construire ce parti socialiste indépendant qui nous fait si cruellement défaut.

Vous doutez peut-être de l'efficacité de cet engagement et c'est tout à fait légitime, dites-vous bien que la contestation ou toute résistance qui ne se traduit pas en acte ne sert à rien, et qu'au contraire tout effort déployé contribue à faire avancer notre cause, lentement mais sûrement nous vaincrons. Pourquoi ? Parce que notre combat se situe dans le sens du processus historique, de son développement, de sa progression ou de son orientation.

Ce n'est pas une croyance ou d'une déclaration de foi.

Si vous n'êtes toujours pas convaincus, ayez à l'esprit en permanence que, puisque rien ne peut justifier l'exploitation de l'homme par l'homme, chaque combat, aussi modeste soit-il, contribue au mouvement révolutionnaire universel des exploités et des opprimés pour y mettre un terme définitif. Ensemble nous vaincrons, nous réaliserons le socialisme !

Aveu ou désillusion ?

La route de la dédollarisation est semée d'embûches : Entretien avec Sergei Glazyev par Pepe Escobar - sputnikglobe.com 28 février 2024

Glazyev est allé droit au but en ce qui concerne l'inertie du système : *«Le principal problème des bureaucrates et des experts est de savoir pourquoi ils n'ont pas d'idées. Parce qu'ils partent du principe que le statu quo actuel est le meilleur. S'il n'y a pas de sanctions, tout ira bien. L'architecture financière internationale créée par les États-Unis et l'Europe est pratique. Tout le monde sait comment travailler dans le système. Il est donc impossible de passer de ce système à un autre. Pour les entreprises, ce sera très difficile. Pour les banques, ce sera difficile. Les gens ont été éduqués dans le paradigme de l'équilibre financier, totalement libertaire. Ils ne se soucient pas que les prix soient manipulés par les spéculateurs, ils ne se soucient pas de la volatilité des monnaies nationales, ils pensent que c'est naturel (...) C'est une sorte de secte religieuse. Les sectes religieuses ne créent pas d'innovation».*

En réalité, les problèmes sont profonds et ne cessent de s'aggraver : *«Le problème, ce sont nos régulateurs, éduqués par le FMI, et le deuxième problème, c'est la corruption. Si vous négociez le pétrole et le gaz en dollars, une grande partie des bénéfices est volée, il y a beaucoup de sociétés intermédiaires qui manipulent les prix. Les prix ne sont que la première étape. Le prix du gaz naturel lors de la première transaction est environ 10 fois inférieur à la demande finale. Il existe des barrières institutionnelles. La majorité des pays n'autorisent pas nos entreprises à vendre du pétrole et du gaz au client final. Par exemple, il n'est pas possible de vendre du gaz aux ménages. Néanmoins, même sur le marché ouvert, très compétitif, nous avons des intermédiaires entre le producteur et le consommateur – au moins la moitié des revenus sont soustraits au contrôle du gouvernement. Ils ne paient pas d'impôts».*

Pour lire l'article en entier (fort instructif) :

<https://reseauinternational.net/la-route-de-la-dedollarisation-est-semee-dembuches-entretien-avec-sergei-glazyev/>

Fanatisme et propagande. Mystification et instrumentalisation du climat.

Radio France engage un Tournant environnemental - radiofrance.com 30.08.2022

La crise climatique fait l'objet d'un consensus scientifique international solide depuis plus de vingt ans, documenté par le GIEC dans ses rapports successifs. Plus personne ne peut en ignorer les conséquences graves et concrètes sur l'environnement, l'économie et la vie humaine. Beaucoup a été fait pour parler des enjeux environnementaux sur nos antennes et faire de Radio France un média de service public écologiquement responsable. Pourtant, face à l'ampleur de l'urgence climatique, nous sommes résolus à aller plus loin. Radio France engage un tournant environnemental.

En tant que média :

Nous nous tenons résolument du côté de la science, en sortant du champ du débat la crise climatique, son existence comme son origine humaine. Elle est un fait scientifique établi, pas une opinion parmi d'autres

Les antennes de Radio France font de la crise climatique un axe éditorial majeur. Il se déclinera dans nos programmes et nos tranches d'information, au quotidien et dans des spéciales. Nous maintiendrons également un volume conséquent d'émissions et de chroniques dédiées. Un accès thématique facile à ces programmes sera disponible en permanence sur le site et l'application Radio France.

Radio France lance le plus grand plan de formation de son histoire à destination de ses journalistes, ses producteurs et équipes de production, et ses animateurs, sur les questions climatiques et scientifiques.

En complément, ils en rajoutent une couche quotidiennement.

L'inquiétante température des océans qui atteint des records - RFI 2 mars 2024

Changements climatiques. L'émissaire américain John Kerry sonne l'alarme sur le financement de la cause - lapresse.ca 2 mars 2024

Leur humanisme est la politesse des salauds, illustration.

À Besançon, la ville offre des "leggings thermiques" aux étudiants qui ont froid - BFMTV 1 mars 2024

Selon la mairie sur ses réseaux sociaux, ce collant chaud permet aux personnes qui le portent de baisser le chauffage de 1 à 1,5°C, soit 20 à 40% d'économie d'énergie. BFMTV 1 mars 2024

J-C – Même en calcul élémentaire, ils sont nuls à BFMTV. La température intérieure d'une habitation est habituellement de 20°C. 10% de 20 donne 2 et non 1, 1 équivaut à 0,5% de 20. Qui plus est, je ne pense pas que sur le plan de la santé il soit recommandable de porter un vêtement très ajusté au corps ou moulant, qui empêche la peau de respirer normalement, qui perturbe la régulation naturelle de la température du corps durant une longue période.

Démystification sur une base scientifique.

Evolution du climat – Vérités indésirables - Association des climato-réalistes 29 février 2024

Paul Deheuvels (Statisticien, Membre de l'Académie des Sciences, Professeur émérite à Sorbonne Université)

1. Introduction.

Les médias martèlent en boucle deux affirmations dogmatiques qu'ils présentent comme vérités ne pouvant être contestées :

(I) La terre se réchaufferait d'une manière catastrophique et accélérée ;

(II) L'origine de cette évolution serait due aux émanations humaines (anthropiques) de gaz à effet de serre¹, dont le principal est le CO₂ (dioxyde de carbone). La conclusion logique de (i-ii)² est que, pour « *sauver la planète* » du réchauffement, il faudrait :

(III) décarboner, en réduisant de manière drastique les émanations humaines (anthropiques) de CO₂. Comme nous le montrerons plus loin, les affirmations (i) et (ii) sont fausses, basées sur une succession de mensonges développés à partir de 1987 par le GIEC (voir le §3), organisme dépendant de l'ONU. La décarbonation (iii), dans laquelle l'Europe et les USA se sont lancés depuis la signature des « *Accords de Paris* » en 2015 sera ruineuse et sans efficacité réelle sur l'évolution du climat.

<https://www.climato-realistes.fr/evolution-du-climat-verites-indesirables/>

Mes commentaires.

1- Merci pour cet excellent article scientifique très complet, que je vais reproduire dans mon blog au format pdf.

A ce propos, il serait utile qu'un lien pdf figure en tête ou à la suite de chaque article. Actuellement le formatage pdf à partir de l'article en html ou sur Internet n'est réalisable qu'à condition de disposer d'Adobe Acrobat Pro DC pour modifier le fichier pdf, car pour pouvoir le lire, il faut effacer un cadre qui vient s'imprimer en bas de chaque page sur le texte de l'article (Gérer le consentement), ce qui m'a demandé de réaliser 20 fois 5 clics de souris, sinon une partie du texte serait illisible. Je ne pense pas que beaucoup de lecteurs disposent de ce logiciel très coûteux.

Marie Laure A est un troll professionnel assurément. Passons.

Réponse à Barrabes, auquel on rappelle qu'on parle de sciences ici.

Que vaut le jugement d'un jury civil qui est appelé à se prononcer sur un sujet dont il n'a pas les compétences (scientifiques) requises pour statuer ? Que dal ! Que Courrier Internationale,

mais aussi The New York Times et The Guardian notamment aient été satisfaits de ce jugement, confirme à sa manière qu'il était bidon ou qui relevait manifestement d'une manipulation des consciences ou de l'ignorance des jurés.

Les conditions pour être juré aux Etats-Unis.

Afin d'être sélectionné comme juré, il faut tout d'abord remplir certaines conditions :

- Être âgé de plus de 18 ans ;
- Posséder la nationalité américaine ;
- Être un résident du district où a lieu le procès depuis un an minimum ;
- Parler anglais et savoir le lire et l'écrire correctement.

Pour composer un jury, les citoyens sont tirés au sort souvent d'après les listes de la DMV (Department of Motor Vehicles), les listes électorales (même si elles sont souvent peu utilisées en raison du faible taux de participation des Américains aux urnes), ou encore les annuaires de téléphone.

Source : <https://frenchdistrict.com/articles/etre-jure-proces-penal-citoyen-etats-unis/>

J'ai relevé le témoignage de quelqu'un qui a fait partie de 2 jurys en Californie.

- "Beaucoup de procès civils concernent des aspects techniques (contrats, brevets, etc.) qui sont au-dessus de la compréhension des jurys et je pense qu'un juge expérimenté est en meilleure position pour comprendre ce qui se passe. Également au civil, les avocats ont tendance à exclure les jurés ayant une expérience quantitative (ingénieurs, comptables, etc.) pour sélectionner un jury très influençable, ce qui aboutit à des jugements absurdes."

Source : <https://fr.quora.com/Quelle-est-la-diff%C3%A9rence-entre-le-jury-am%C3%A9ricain-et-le-jury-fran%C3%A7ais-dans-les-tribunaux>

2- (En réponse à un lecteur)

"*A minima*", lisez attentivement les commentaires et vous aurez la réponse à votre question.

Vous comme moi ou n'importe quel citoyen peut être amené à être désigné par tirage au sort comme juré populaire, pour délibérer sur des questions délicates ou très précises qui nécessitent de posséder des compétences particulières que ni vous ni moi ni le citoyen lambda ne possédons. En votre âme et conscience comme ils disent, malgré tout accepteriez-vous de vous prononcer, prétendriez-vous être en mesure de démêler le vrai du faux, prendriez-vous le risque de faire condamner un innocent ou d'innocenter un coupable, personnellement, je m'y refuserais, car je me vois mal commettre une injustice, c'est une question de principe non négociable.

Quand je dois statuer sur un sujet que je ne maîtrise pas, convenons que cela nous arrive à tous sans exception quotidiennement, je m'en remets uniquement aux faits qui ont été portés à ma connaissance, de manière suffisamment claire pour pouvoir en saisir la nature et évaluer leurs potentielles implications... Quand malgré tout je ne parviens pas à en comprendre la signification, j'examine les différentes interprétations qui en ont été données et je retiens

provisoirement celle qui me paraît la plus logique, j'écarte toutes celles qui comporteraient trop d'approximations, le moindre mensonge, la moindre manipulation ou qui reposerait sur le déni ou l'autocensure de certains faits dont j'ai eu connaissance, car forcément elles relèveraient de l'escroquerie intellectuelle.

A l'issue de l'épreuve auquel j'ai soumis cet article, selon mes critères très stricts ou mon esprit critique aiguisé par plus de 40 ans d'expérience et d'études multidisciplinaires, après avoir examiné attentivement les arguments en faveur de la théorie de Michael Mann, j'en ai conclu que cet article était suffisamment clair et sérieux pour être retenu et partagé, pour le coup, en mon âme et conscience.

Je rajoute un mot.

Un lecteur avait posté un commentaire dans lequel figurait un lien renvoyant à un article de Radio Canada. J'ai ouvert et lu cet article où figurait un lien que j'ai suivi en me livrant pendant 2 heures à une investigation sur le Net, le résultat est à lire en fin de causerie pour ceux que cela intéresse.

Quand le récit du réchauffement climatique dû à l'activité humaine responsable de l'augmentation du CO2 dans l'air ne résiste pas au fait.

Cette région sauvage d'Afrique est le 2e plus grand émetteur de CO2 au monde, et personne ne sait pourquoi - futura-sciences.com 21 février 2024

Les scientifiques tentent de comprendre pourquoi une zone naturelle située en Afrique émet des quantités immenses de carbone : des terres sauvages situées entre l'Éthiopie et le Soudan émettent presque autant de CO2 qu'un grand pays comme la Chine !

C'est un mystère que personne n'arrive encore à expliquer avec certitude, une partie de l'Afrique tropicale émet des quantités astronomiques de dioxyde de carbone alors même que la zone est très peu urbanisée. Si cette région, située entre l'Éthiopie et le Soudan, était un pays, celui-ci serait le deuxième plus grand émetteur mondial de carbone, juste derrière la Chine. Des scientifiques ont utilisé les mesures satellites, mais aussi des capteurs à bord d'avions, pour tenter de comprendre comment une zone essentiellement composée de savanes pouvait polluer autant. Cette région est pourtant un important puits de carbone, qui absorbe le CO2 en grande quantité lors de la saison humide, grâce à la croissance des plantes. Mais lors de la saison sèche, des quantités anormalement élevées de carbone sont libérées.

L'origine de ces émissions de carbone fait encore débat dans la communauté scientifique et les différentes études ne sont pas d'accord entre elles. Parmi les différentes hypothèses :

- Le carbone provient des feux de végétation, mais les forêts sont peu nombreuses dans cette zone et la végétation est plutôt rase ;
- Une partie de ce carbone est transporté dans l'atmosphère de l'Afrique par de grands courants, mais provient d'autres pays ;

- Les terres, qui ont séquestré beaucoup de carbone grâce à la végétation, sont dégradées par les humains et relâchent toute cette pollution dans l'air. (Le carbone n'est pas un polluant mais un atome indispensable à la croissance des organismes vivants. - J-C)

En famille dans le camp de la guerre. Vite la guerre, le temps presse !

Réarmons-nous vraiment !

J-C - Nicolas Baverez est un des piliers ou idéologues du groupe Bilderberg. Participant régulier aux conférences Bilderberg depuis 2007, il appartient au comité directeur de ce groupe. Il est aussi trésorier de la Société des amis de Raymond Aron.

Membre du comité directeur de l'Institut Montaigne, il y préside le groupe de travail Affaires étrangères et défense. Henri de La Croix de Castries en est le président depuis 2015, il est également président du comité de direction du groupe Bilderberg depuis 2012.

Nicolas Baverez est devenu néolibéral à partir de son entrée à l'ENA, en 1986. Il appelle dans son livre *La France qui tombe*, paru en 2003, le gouvernement français à procéder à une « *thérapie de choc libérale* » prenant pour modèle les réformes instaurées au Royaume-Uni par Margaret Thatcher et Tony Blair. (Source : Wikipédia.org)

J-C – Une ordure assumée.

Le basculement vers l'économie de guerre, effectif en Russie, reste virtuel en France. Il est urgent de réinvestir dans notre défense. Par Nicolas Baverez - lepoint.fr 24/02/2024

En 2024, 18 des 31 alliés des États-Unis au sein de l'Otan rempliront l'objectif d'un effort de défense à 2 % du PIB et leurs dépenses cumulées atteindront 380 milliards de dollars. Le Royaume-Uni a porté son budget militaire à 50 milliards de livres, dont 7,5 milliards pour reconstituer les stocks de matériels et de munitions. L'Allemagne respectera le seuil de 2 % du PIB en 2024 avec un budget de 72 milliards d'euros grâce à l'abondement du fonds spécial de 100 milliards d'euros. L'Union européenne fait désormais du réarmement une priorité et entend produire plus d'un million d'obus à partir de 2025.

La France doit donc engager le débat qui a été éludé lors de la LPM pour la transformer en loi de réarmement, associant modernisation de la dissuasion et conversion de l'armée conventionnelle à la guerre de haute intensité. Cela implique de retrouver de la masse et de la profondeur, de réinvestir dans les blindés, l'artillerie, l'aviation et les bâtiments de combat, d'engager des programmes d'urgence pour combler le retard accumulé dans les drones et pour reconstituer les stocks de rechange et de munitions.

Pour cela, il faut faire des choix. Sur le plan national, en coupant dans les transferts sociaux pour réarmer. Sur le plan européen, en réorientant vers la défense les fonds du plan de relance de 750 milliards d'euros qui n'ont été consommés qu'à hauteur de 25 % et en plaçant l'industrie de défense en dehors du champ des normes ESG, du devoir de vigilance ou de la taxonomie qui, sous l'influence d'ONG allemandes financées par le Kremlin, entend interdire leur financement en les assimilant à la pornographie. Face à la menace existentielle des

empires autoritaires, cessons d'appliquer de manière inconsidérée le terme de réarmement à la démographie, à l'économie, à la santé ou à l'éducation. Réservez-le à la défense, mais faisons-le !

https://www.lepoint.fr/editos-du-point/la-france-n-a-toujours-pas-bascule-vers-l-economie-de-guerre-24-02-2024-2553326_32.php

Ils ont besoin d'un ennemi pour justifier leur propagande de guerre et bernier le peuple, l'entraîner dans leur guerre.

J-C – Notre « *principal ennemi* » est dans notre propre pays, c'est le CAC40, ce sont les capitalistes qu'il faut exproprier, c'est Macron, son gouvernement, la réaction qui siège à l'Assemblée nationale et au Sénat, au sein de toutes les institutions de la Ve République qu'il faut abattre, la Constitution qu'il faut abolir.

Ingérences étrangères: Darmanin affirme que la Russie est "le principal ennemi" de la France - BFMTV mer. 28 février 2024

S'exprimant devant la commission des Lois du Sénat, Gérald Darmanin, qui évoquait les "ingérences étrangères", a affirmé que "la première menace est une menace russe".

"La Russie est le principal ennemi aujourd'hui" de la France "dans la guerre informationnelle, d'agressivité sur le territoire", a fait valoir ce mardi 27 février Gérald Darmanin.

Le ministre a ajouté que la Russie ne menait "pas qu'en France" cette "guerre informationnelle, d'agressivité". "Beaucoup de territoires occidentaux" sont concernés, a-t-il dit. Il a relevé aussi que la Russie n'était "pas le seul" pays à pratiquer ces ingérences. "Il y a, a-t-il dit, d'autres puissances asiatiques qui font ce genre de travail".

Envoi de troupes en Ukraine: l'ambassade russe en France alerte sur un risque de "Troisième Guerre mondiale" - BFMTV 28 février 2024

"L'envoi de troupes au sol sera la ligne rouge parce que ça peut déclencher la Troisième Guerre mondiale, et ça sera la guerre entre les puissances nucléaires", a-t-il lancé.

Envoi de troupes en Ukraine : « On ne peut pas faire de déclaration de guerre sans la soumettre au Parlement ! », avertit Gérard Larcher - Publicsenat.fr 27 février 2024

"Il n'y a pas de consensus aujourd'hui pour envoyer de manière officielle, assumée et endossée des troupes au sol. Mais en dynamique, rien ne doit être exclu", a déclaré le président de la République.

« *Il y a un changement d'attitude annoncé par le président de la République, cela ne peut pas se faire dans le dos du Parlement* », a réagi Gérard Larcher le président du Sénat sur le plateau de Public Sénat, en marge de sa visite au Salon de l'Agriculture.

« *Une décision de cette nature, une décision grave, ne peut être prise qu'en coordination avec les pays de l'Union européenne, qu'en coordination avec l'OTAN* », estime le troisième personnage de l'Etat.

« *Et je rappelle que l'on ne peut pas faire de déclaration de guerre sans la soumettre au Parlement ! C'est une décision dont il devrait nous entretenir, avant même de l'annoncer. Là, le Parlement est incontournable, c'est dans la Constitution* », avertit encore le président du Sénat.

Le soutien de la France à l'Ukraine fera l'objet d'un débat suivi d'un vote au Parlement, a annoncé l'Elysée ce mardi, en début d'après-midi. « *Le président de la République a demandé au gouvernement de faire devant le Parlement une déclaration relative à l'accord bilatéral de sécurité conclu avec l'Ukraine le 16 février 2024 et à la situation en Ukraine, suivie d'un débat et d'un vote* », indique la présidence dans un communiqué. Ce vote, qui se tient dans le cadre de l'article 50-1 de la Constitution, n'engage pas l'exécutif.

Kouchner, BHL, Ménard : Macron ne compte qu'une poignée de soutiens pour l'envoi de militaires en Ukraine - RT 28 févr. 2024

«*Oui je suis favorable à des troupes au sol. C'est pas facile à dire, ça va coûter des sacrifices*»: l'ancien ministre des Affaires étrangères (2007-2010) Bernard Kouchner a tenu à apporter son soutien à Emmanuel Macron après ses propos polémiques tenus le 26 février sur l'envoi de troupes en Ukraine.

Le philosophe Bernard-Henri Lévy a lui aussi tenu à défendre le président en dénonçant «*beaucoup de mauvaise foi chez ceux (notamment les propagandistes de Poutine) qui font dire à Macron qu'il veut envoyer des troupes au sol en Ukraine*».

Côté élus, seule la majorité a défendu la prise de position du président, ainsi que l'eurodéputé Raphaël Glucksmann.

Un eurodéputé désavoué par le secrétaire général du Parti socialiste Olivier Faure, qui a dénoncé une «*surenchère verbale irresponsable*». Celui qui était signataire d'une tribune défendant la guerre américaine en Irak a finalement tenté de s'échapper de la polémique qu'il avait provoquée à gauche. «*Recentrons le débat : l'urgence, c'est de livrer toutes les armes nécessaires à la résistance ukrainienne et d'accroître massivement nos sanctions contre le régime russe*», a-t-il assuré. RT 28 févr. 2024

Ils n'ont pas déjugé Macron, bien au contraire : «Ce n'est pas du tout d'actualité pour l'instant»... ce qui laisse entendre qu'elle pourrait le devenir.

J-C – Cette menace s'inscrit dans le cadre de leur stratégie de la peur et du chaos...

Troupes occidentales en Ukraine : les dirigeants européens désavouent Macron - RT 27 févr. 2024

L'Allemagne, la Suède, la Pologne, l'Espagne et la République tchèque ont estimé que l'envoi de troupes en Ukraine n'était pas envisageable pour le moment, réagissant aux propos d'Emmanuel Macron qui avait affirmé qu'il ne devait pas «être exclu». La Slovaquie s'est montrée encore plus critique.

«Ce n'est pas du tout d'actualité pour l'instant», a déclaré ce 27 février le Premier ministre suédois Ulf Kristersson sur la chaîne publique SVT en réaction aux propos du président français Emmanuel Macron, qui avait affirmé la veille au soir que l'envoi de troupes occidentales au sol en Ukraine ne devait pas «être exclu» à l'avenir.

«Pour l'instant, nous sommes occupés à envoyer du matériel avancé à l'Ukraine [et ce] de différentes manières», a souligné le chef du gouvernement suédois. «Il n'y a pas de demande» côté ukrainien pour des troupes au sol, a fait valoir Ulf Kristersson. Donc, «la question n'est pas d'actualité», a-t-il insisté.

«En revanche, les traditions d'engagement des pays» sur la scène internationale diffèrent entre elles, et «la tradition française n'est pas la tradition suédoise», a estimé le Premier ministre sur SVT.

Le Premier ministre suédois n'est pas le seul dirigeant à avoir tempéré les propos d'Emmanuel Macron. Le chef du gouvernement néerlandais Mark Rutte, cité par Le Figaro à l'issue de la réunion de l'Élysée, a aussi assuré que cette question de l'envoi de troupes au sol n'était pas été à l'ordre du jour.

Le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, a quant à lui déclaré à AP que l'Alliance atlantique n'avait aucun plan d'envoi de troupes en Ukraine.

«Ce qui a été décidé entre nous dès le début continue à être valide pour l'avenir», à savoir «qu'il n'y aura aucune troupe au sol, aucun soldat envoyé ni par les États européens, ni par les États de l'OTAN sur le sol ukrainien», a pour sa part jugé le chancelier allemand Olaf Scholz lors d'une conférence de presse.

Le porte-parole du gouvernement espagnol a lui déclaré que Madrid n'était «pas d'accord» avec l'idée d'envoyer des troupes en Ukraine.

Les chefs des gouvernements polonais et tchèques Donald Tusk et Petr Fiala, réunis à Prague juste avant une rencontre avec leurs homologues hongrois et slovaque dans le format dit Groupe de Visegrad, ont aussi commenté les propos tenus la veille par le président français Emmanuel Macron, déclarant ne pas envisager un envoi de troupes.

«Aujourd'hui, nous devrions nous concentrer, comme l'ont fait les gouvernements polonais ou tchèque, à soutenir l'Ukraine au maximum dans son effort militaire», a estimé Donald Tusk.

Dmitri Peskov a relevé ce 27 février que l'envoi de personnel militaire avait été discuté en Europe. «Si cela advient, nous devons parler non pas de la probabilité, mais de l'inévitabilité d'un affrontement direct entre la Russie et l'OTAN», a prévenu le porte-parole du Kremlin.

«Un certain nombre de pays européens maintiennent une évaluation sobre du danger potentiel lié à l'envoi de troupes en Ukraine et à leur implication dans un conflit brûlant», a-t-il néanmoins noté.

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a lui ajouté que ceux qui évoquaient la création d'une coalition pour fournir des missiles ainsi que l'envoi de troupes au sol en Ukraine devraient «utiliser leur tête pour des pensées plus rationnelles et plus sûres pour l'Europe».

La diplomatie russe Maria Zakharova a, sur Telegram, taclé le dirigeant français en rappelant que des combattants français se trouvaient en Ukraine, avant d'évoque «les soldats français de la division SS Charlemagne qui furent les derniers défenseurs du Reichstag [en 1945]». «Emmanuel, comptez-vous former la deuxième Charlemagne pour la défense du bunker de Zelensky ?», a-t-elle ajouté.

«Je peux commenter l'ambiance qui régnait lors de cette réunion. Elle était militaire : soutenir la guerre à tout prix, tout faire pour que cette guerre continue», a déclaré le Premier ministre slovaque Robert Fico dans une vidéo citée par RIA Novosti. «J'ai été très surpris qu'il n'y ait pas un seul mot sur un quelconque plan» pour la paix ou pour une sorte d'initiative de paix», a-t-il regretté.

Le chef du gouvernement slovaque, partisan d'une désescalade en Ukraine, avait déjà déclaré le 26 février que «plusieurs États membres de l'OTAN et de l'UE» envisageaient «d'envoyer leurs soldats sur le territoire de l'Ukraine sur une base bilatérale».

«Nous voyons d'énormes risques pour la sécurité dans les accords bilatéraux qui seront probablement conclus prochainement avec les États membres de l'OTAN et de l'UE qui veulent envoyer leurs troupes en Ukraine», avait-il ajouté.

«Je ne peux même pas l'imaginer. Il y aura des soldats des États membres de l'OTAN sur le territoire de l'Ukraine. Je sais ce qu'ils y feront, mais cela fait partie d'une information réservée. C'est pourquoi je ne la diffuserai pas», a-t-il déclaré, ajoutant qu'une telle décision conduirait à «une énorme escalade de la tension». Et d'ajouter : «Tout ce qu'ils veulent, c'est que la tuerie continue.» RT 27 févr. 2024

Ukraine : comment, depuis 2014, la CIA a formé et équipé les agents de Kiev - RT 27 févr. 2024

Une enquête du New York Times a levé le voile sur la collaboration, post-Maïdan, entre la CIA et les services ukrainiens. Un soutien qui, au-delà d'un réseau de bases «secrètes» établi

à la frontière russe, a également permis aux Ukrainiens de mener des opérations clandestines en Russie avant l'éclatement du conflit.

«*Un secret jalousement gardé depuis une décennie*» ébruité ? Dans une enquête basée sur «*200 entretiens*», publiée le 26 février, le New York Times (NYT) vient mettre plus en lumière la coopération de longue date entre la CIA et le renseignement ukrainien, notamment comment Langley aurait «*supporté un réseau de bases d'espionnage*» au cours des huit dernières années et qui «*comprend 12 lieux secrets le long de la frontière russe*».

La CIA a également, «*vers 2016*», souligne le quotidien, «*commencé à former un commando d'élite ukrainien, connu sous le nom d'Unité 2245*». L'agence américaine «*a également aidé à former une nouvelle génération d'espions ukrainiens qui ont opéré en Russie, en Europe, à Cuba et dans d'autres endroits où les Russes sont très présents*», toujours selon le NYT.

Collaboration qui, selon la même source, aurait débuté dès le 24 février 2014, soit au lendemain du coup d'État pro-occidental de Maïdan. Au bout de dix ans, «*cela a transformé l'Ukraine [...] en l'un des partenaires de renseignement les plus importants de Washington contre le Kremlin aujourd'hui*», stipule le média américain.

Si jusqu'à l'éclatement du conflit en février 2022, la CIA n'aurait pas aidé les Ukrainiens à commettre des assassinats dans le Donbass ainsi qu'en Russie, les éléments qu'elle a formés ne s'en sont pas privés. Les Ukrainiens se seraient en effet, selon le NYT, montrés «*impatiens*» face aux «*lignes rouges*» américaines «*qu'ils considéraient comme une prudence excessive*»

Le média américain revient notamment sur l'assassinat en octobre 2016 d'Arséni Pavlov, dit «*Motorola*», colonel du bataillon Sparta. Opération ukrainienne qui aurait provoqué la colère de «*certaines conseillers*» de Barack Obama, relate le quotidien, avant d'ajouter : «*L'élection présidentielle opposant Donald Trump à Hillary Clinton était dans trois semaines – et les assassinats se sont poursuivis.*»

En février 2017, ce fut au tour de Mikhaïl Tolstykh, alias «*Givi*», commandant du bataillon Somalia, d'être tué par les services ukrainiens. En réponse, les Russes auraient fait exploser la voiture du chef de l'unité 2245, Maksim Shapoval, au mois de juin suivant, alors qu'il «*se rendait à Kiev pour rencontrer des officiers de la CIA*», toujours selon le NYT. «*À la veillée funéraire du colonel, l'ambassadrice américaine en Ukraine, Marie Yovanovitch, se tenait en deuil aux côtés du chef de station de la CIA*», relate-t-il.

Le quotidien américain revient également sur un épisode auquel a pris part l'actuel chef du renseignement militaire ukrainien, le général Kirill Boudanov, «*étoile montante de l'Unité 2245*» que la CIA «*avait formé*». Sans préciser de date précise, ce dernier aurait ainsi mené «*des commandos*» en Crimée en 2016 afin de «*placer des explosifs*» sur un aérodrome de la péninsule où étaient stationnés des «*hélicoptères d'attaque*» russes. La mission fut un échec, et des soldats russes furent tués. Cet événement aurait provoqué la «*colère*» de Vladimir Poutine, assure le New York Times. «*Il ne fait aucun doute que nous ne laisserons pas passer ces choses*», avait alors assuré le président russe.

Une description qui semble faire directement référence à une série d'événements survenus début août 2016, au cours desquels un agent du Service fédéral de sécurité (FSB) et un soldat

russe avaient été tués. Le FSB avait notamment indiqué que le groupe avait en sa possession une vingtaine d'engins artisanaux, équivalents à plus de 40 kilos de TNT. Des affirmations russes reléguées dans la catégorie «*allégations*» par une partie de la presse occidentale, reprenant les démentis ukrainiens et qualifiant les propos de Vladimir Poutine de «*belliqueux*».

Un fiasco ukrainien qui avait également agacé côté américain, selon le *New York Times*, notamment Joe Biden, le «*défenseur de l'aide à l'Ukraine*». «*Cela pose un problème gigantesque*», se serait emporté le vice-président de Barack Obama auprès du président ukrainien Petro Porochenko, arguant du fait qu'il serait dorénavant beaucoup plus difficile pour lui de présenter des arguments aux États-Unis.

Des conseillers de Barack Obama auraient alors voulu mettre fin au programme de la CIA en Ukraine. Le patron de l'agence les aurait toutefois «*persuadés que cela serait contre-productif*» relate le NYT, «*étant donné que cette relation commençait à produire des renseignements sur les Russes alors que la CIA enquêtait sur l'ingérence russe dans les élections*» américaines.

Auprès de son homologue ukrainien, le général Kondratiuk, le directeur de la CIA, John Brennan, aurait alors réitéré les fameuses «*lignes rouges*» de Washington. Un rappel à l'ordre qui, selon le *New York Times*, aurait «*bouleversé*» l'officier ukrainien. «*La réaction de Washington a coûté son poste au général Kondratiuk. Mais l'Ukraine n'a pas reculé*», précise le média.

Les États-Unis, non plus, n'ont pas reculé, à en croire le récit du quotidien new-yorkais. Si l'élection de Donald Trump en novembre 2016 «*a mis les Ukrainiens et leurs partenaires de la CIA sur les nerfs*», l'implication des États-Unis en Ukraine n'aurait eu de cesse de se renforcer. «*Quoi que dise et fasse*» Donald Trump, «*son administration est souvent allée dans la direction opposée*», souligne le *New York Times*, qui évoque une multiplication par dix des effectifs d'une des bases du renseignement ukrainien à la frontière russe. «*Empêcher la Russie d'interférer dans les futures élections américaines était une priorité absolue de la CIA au cours de cette période*», a encore ajouté le quotidien.

Une présence américaine qui perdura malgré le lancement de l'offensive russe en février 2022, date à partir de laquelle les «*lignes rouges*» de Washington furent levées. «*La Maison Blanche de Biden a autorisé les agences d'espionnage à fournir un soutien en matière de renseignement aux opérations meurtrières contre les forces russes sur le sol ukrainien*», souligne le média américain. Celui-ci relate également que des agents américains qui «*ne voulaient pas abandonner leurs partenaires*» ukrainiens seraient restés «*dans un complexe hôtelier dans l'ouest*» du pays, où ils rencontraient «*leurs contacts ukrainiens pour leur transmettre des informations*».

Ces révélations, concernant dix années d'investissements américains dans la reprise en main des services ukrainiens, surviennent alors que l'aide militaire américaine demeure bloquée au Congrès des États-Unis.

En octobre 2023, une enquête du *Washington Post* avait déjà révélé la participation active des États-Unis dans la modernisation des agences de renseignements ukrainiennes (SBU et GUR)

et la montée en puissance des commandos ukrainiens formés aux opérations clandestines. RT 27 févr. 2024

Combat contre le wokisme et la théorie du genre, la pédophilie.

Le Salvador bannit l'idéologie du genre des écoles publiques - Journal du Dimanche 3 mars 2024

José Mauricio Pineda, ministre de l'Éducation du Salvador s'est félicité, mardi 27 février, à travers un message posté sur les réseaux sociaux, d'avoir retiré tous les documents concernant « *l'idéologie du genre* » dans les écoles publiques du pays. Tout membre d'établissement scolaire découvert violant cette directive sera confrontée à des conséquences juridiques pouvant entraîner une perte de poste, a annoncé le ministre. Journal du Dimanche 3 mars 2024

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

- Ministère de la Santé à Gaza : Le bilan de l'agression contre la bande de Gaza s'élève à 30 410 martyrs et 71 700 blessés. french.almanar.com.lb 3 mars 2024

Pour la première fois, le Sénat d'un pays européen adopte des sanctions contre « Israël ». - french.almanar.com.lb 27 février 2024

Le Sénat irlandais a adopté lundi 26 février à l'unanimité une motion visant à imposer des sanctions à Israël et à interdire le passage des armes américaines destinées à Israël depuis l'espace aérien irlandais.

Le président colombien suspend tous les achats d'armes à « Israël »: le monde doit boycotter Netanyahu - Al Manar 29 février 2024

Le président colombien Gustavo Petro a annoncé que « *la Colombie a suspendu tous les achats d'armes israéliennes* », soulignant que « *le monde doit boycotter le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu* ».

Il a ajouté dans un message sur son compte sur la plateforme X: « *Lorsqu'ils ont demandé de la nourriture, plus de 100 Palestiniens ont été tués par Netanyahu. Cela s'appelle un génocide, et cela nous rappelle l'Holocauste, même si les puissances mondiales le font, je ne veux pas le reconnaître* ». Al Manar 29 février 2024

Ce sont eux qui fabriquent l'antisémitisme.

Plus de 2/3 des Israéliens juifs s'opposent à l'aide humanitaire aux Palestiniens affamés à Gaza - Union juive française pour la paix (UJFP) 23 février 2024

Un nouveau sondage de l'Institut israélien de la démocratie montre que 68% des Israéliens juifs s'opposent au « *transfert de l'aide humanitaire aux résidents de Gaza* ».

Il s'agit là d'une donnée choquante. L'Institut israélien de la démocratie a publié cette semaine une enquête montrant que plus des deux tiers des Israéliens juifs – soit 68 % – s'opposent au « *transfert de l'aide humanitaire aux habitants de Gaza à l'heure actuelle* ».

Pire encore, le sondage a abaissé la barre pour exclure toute opposition possible à l'UNRWA (qu'Israël incite à combattre) ou aux autorités du Hamas (qu'Israël considère comme des terroristes). En vain. Plus des deux tiers s'opposent toujours à l'aide humanitaire « *via des organismes internationaux qui ne sont pas liés au Hamas ou à l'UNRWA... Une majorité de répondants juifs (68 %) s'oppose au transfert de l'aide humanitaire même dans ces conditions* », note l'enquête.

Les chiffres sont pires lorsqu'il s'agit des Israéliens juifs de droite, où l'opposition atteint 80 %, soit quatre sur cinq. Il faut savoir qu'environ 2/3 des électeurs israéliens sont considérés comme étant de droite.

Il faut vraiment s'arrêter là. Nous nous trouvons dans une situation où les Palestiniens de Gaza meurent de faim, où les gens consomment des aliments pour animaux dans leur désespoir. La semaine dernière, le Programme alimentaire mondial des Nations unies a indiqué que des habitants de Gaza « *mouraient déjà de causes liées à la faim* », et un dépistage nutritionnel de l'UNICEF dans le nord de Gaza a révélé qu'un enfant de moins de deux ans sur six souffrait de malnutrition aiguë. Les Israéliens ne sont pas complètement ignorants. Ils soutiennent un génocide à une écrasante majorité.

Il est désormais courant dans la société israélienne de discuter de l'âge à partir duquel il est acceptable d'affamer les enfants. Lors d'une récente discussion sur le programme d'information d'une grande chaîne publique, un ancien responsable du Mossad et l'animateur chevronné sont parvenus à un consensus sur le fait qu'il était légitime d'affamer les enfants de plus de 4 ans.

Une grande partie du monde, y compris les États-Unis, semble nier le caractère meurtrier et explicitement génocidaire de la société israélienne. Nancy Pelosi ne cesse de parler d'Israël comme de « *la seule démocratie de la région* » alors que les Israéliens eux-mêmes soutiennent l'affamement des enfants. Les gens ne semblent pas comprendre.

L'aide humanitaire était l'un des principaux points de l'ordonnance rendue le 26 janvier par la Cour internationale de justice lorsqu'elle a jugé plausible qu'Israël commette un génocide, comme l'en accuse l'Afrique du Sud. Il s'agit du point 4 de l'ordonnance, qui stipule que :

«L'État d'Israël doit prendre des mesures immédiates et efficaces pour permettre la fourniture des services de base et de l'aide humanitaire dont les Palestiniens de la bande de

Gaza ont besoin de toute urgence pour faire face aux conditions de vie défavorables auxquelles ils sont confrontés.»

Même le juge israélien ad hoc Aharon Barak, qui a voté contre 4 des 6 mesures urgentes, a voté pour celle-ci (elle a été adoptée à 16 contre 1, la juge ougandaise Julia Sabutinde, qui a voté contre absolument toutes les mesures, étant l'exception).

Il s'agit d'une chose tellement fondamentale, d'une exigence tellement fondamentale – même en temps de guerre. Lorsque l'on s'oppose à une question aussi fondamentale, cela devient autre chose qu'une guerre, cela devient un génocide. C'est ce que nous constatons.

Ce sondage ne fait que confirmer ce que nous avons déjà constaté. Des manifestants israéliens ont bloqué des camions d'aide à la frontière sud, près de Rafah. On pourrait être tenté de les considérer comme des extrémistes marginaux, mais le sondage montre qu'ils font partie du courant dominant. Le sondage confirme également que des dirigeants israéliens comme le ministre de la défense Yoav Galant, qui a déclaré au début du génocide : « *J'ai ordonné un siège total de la bande de Gaza – pas d'électricité, pas de nourriture, pas de gaz, tout est fermé – nous combattons des animaux humains et nous agissons en conséquence* », sont réellement représentatifs de l'ensemble de la population.

C'est le pire niveau de déshumanisation de la société israélienne dont je me souviens depuis que j'y suis né, il y a 52 ans. Bien sûr, cette déshumanisation n'a pas commencé le 7 octobre, elle existait bien avant ma naissance et même avant que l'État n'existe. Mais aujourd'hui, elle semble atteindre son paroxysme. Les Israéliens ne semblent même plus se soucier de maintenir un semblant de libéralisme – ils sont passés en mode génocide. Et quand je parle de déshumanisation, ce ne sont pas seulement les Palestiniens qui sont déshumanisés dans ce processus. Les Israéliens se réduisent eux-mêmes à un niveau de barbarie. C'est vraiment quelque chose que nous nous sommes infligé à nous-mêmes en nous convainquant que le fait de prendre des dizaines de milliers de vies palestiniennes nous rachètera d'une manière ou d'une autre de cet abîme. Ce n'est pas le cas. UJFP 23 février 2024

France occupée (Vigipirate et Sentinelle)

En famille dans le camp de la réaction.

Élections européennes : Glucksmann explique pourquoi il vote à « 80 % » comme la Macronie - Le HuffPost 3 mars 2024

La chef de file de la liste socialiste pour les élections européennes Raphaël Glucksmann a expliqué ce dimanche 3 mars voter à « 80 % » comme les troupes du camp présidentiel au Parlement européen. Le HuffPost 3 mars 2024

Totalitarisme en famille. Consensus, union nationale, collaboration de classes, leurs guerres et leurs tôleards valent bien cela.

Record historique dans les prisons, 76.258 personnes incarcérées pour 61.737 places - Journal du Dimanche 1 mars 2024

3.059 détenus sont contraints de dormir sur un matelas posé à même le sol, soit une hausse de 50,2 % de plus qu'en 2023. Parmi les prisonniers, 20.254 sont en attente de leur jugement.

83 % des Français favorables à l'augmentation du nombre de places dans les prisons

Face à l'engorgement persistant des prisons, plus de quatre personnes sur cinq sont favorables à une augmentation des capacités d'accueil des établissements pénitentiaires, d'après une enquête réalisée par l'institut CSA pour CNews, Europe 1 et le JDD.

D'un point de vue politique, les soutiens du Parti socialiste sont à 83 % en faveur du projet. La France insoumise et Europe Écologie-Les Verts présentent des taux plus faibles, respectivement 71 % et 64 %. Le parti Renaissance exprime un fort soutien (92 %) à l'expansion des prisons, tandis que du côté du Rassemblement national, ils sont moins nombreux (84 %) à plaider en faveur de l'augmentation du nombre de places dans les établissements. Journal du Dimanche 1 mars 2024

Il faut bien financer l'économie de guerre.

L'exécutif se prépare à durcir à nouveau les règles de l'assurance-chômage - Publicsenat.fr 27 février 2024

À l'heure où la croissance ralentit et les recettes fiscales se tassent, les dépenses sociales ne devraient pas être épargnées par l'objectif de réduction du déficit public. Comme il s'y était engagé à l'occasion de son discours de politique générale fin janvier, Gabriel Attal a répété une fois de plus qu'il était favorable à ce qu'on « *rouvre le chantier* » de l'assurance chômage.

Durée d'indemnisation, dégressivité des allocations : les pistes évoquées par l'exécutif

En attendant, l'exécutif fournit déjà des pistes pour durcir l'assurance chômage. Plusieurs hypothèses sont posées sur la table par le Premier ministre, qui s'est confié au Journal du dimanche la semaine dernière, en marge d'un déplacement en Charente-Maritime. « *On est passé de 24 à 18 mois de durée d'indemnisation, on peut encore la réduire. On peut aussi accentuer la dégressivité des allocations, cela fera partie des discussions* », a-t-il détaillé.

En plein marathon budgétaire au Parlement, le ministre de l'Économie et des Finances, Bruno Le Maire, a aussi eu l'occasion de formuler une idée assez radicale : aligner la durée indemnisation chômage des plus de 55 ans, qui est de 27 mois, sur celle des autres chômeurs, qui est de 18 mois. « *Je ne vois aucune raison pour qu'il y ait une durée d'indemnisation plus longue pour ceux qui ont plus de 55 ans par rapport aux autres* », avait fait valoir le ministre, devant les sénateurs en novembre.

Quelques semaines plus tard, Emmanuel Macron a exprimé le souhait d'introduire des conditions « *plus sévères quand des offres d'emploi sont refusées* ». C'était le 16 janvier, à l'occasion de sa conférence de presse à l'Élysée. À Davos, en Suisse, le lendemain, il avait confirmé vouloir « *durcir les règles de l'assurance chômage* ». Publicsenat.fr 27 février 2024

L'Union européenne contre les paysans par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 27 février 2024

Partout dans l'Union européenne, les paysans se dressent contre la Politique agricole commune (PAC) qui pourtant les subventionne. Les gouvernements leur répondent avec des mesures d'ajustement, des simplifications bureaucratiques et quelques paroles de réconfort. En réalité, ils sont impuissants face à une structure conçue pour appliquer une idéologie qui se révèle folle.

<https://www.voltairenet.org/article220483.html>

Inde.

L'Inde reproche le blocage de Washington à l'OMC pour régler les différends - AFP/RT 28 févr. 2024

À l'occasion la 13e Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce à Abou Dhabi, le ministre indien du Commerce Piyush Goyal a expliqué, dans un entretien à l'AFP, que les États-Unis bloquaient l'organe d'appel du système de règlement des litiges commerciaux depuis le mandat d'Obama.

Le ministre indien du Commerce a expliqué ce 28 février, à peine arrivé à la Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), que son pays n'envisageait pas de « *finaliser* » d'accord tant que Washington bloquerait le mécanisme de l'organisation permettant aux pays de régler leurs différends.

« *Il est important que la première question que nous réglions soit l'organe d'appel et certains pays empêchent cela* », a-t-il déclaré. Le ministre indien n'a pas nommé les États-Unis mais l'organe d'appel du système de règlement des litiges commerciaux de l'OMC est paralysé depuis fin 2019 à la suite du blocage par Washington du renouvellement des juges, une pratique initiée sous l'administration de Barack Obama et que Donald Trump et Joe Biden ont poursuivie.

Les États-Unis reprochent à l'organe d'appel de trop interpréter les règles de l'OMC, et estiment aussi que les décisions des juges ne devraient pas aller à l'encontre de la sécurité nationale des pays.

« *Je trouve très regrettable que certains pays ne permettent pas à l'OMC de fonctionner pleinement* », a souligné Piyush Goyal, expliquant que toutes les décisions prises par l'OMC depuis sa création sont dans les limbes « *car il n'existe pas d'instance d'appel* ».

Le dirigeant indien a estimé que «*l'ensemble du fonctionnement de l'OMC*» était actuellement «quelque peu à l'arrêt». «*Sans organe d'appel, si j'ai un problème avec une nation, je ne peux rien y faire. Même si je gagne un jugement, cela n'a aucune valeur*», a-t-il remarqué.

Russie.

La Transnistrie appelle à l'aide la Fédération de Russie - Réseau Voltaire 29 février 2024

Lors de la dissolution de l'Union soviétique, en 1991, des États se sont créés selon les divisions régionales de l'URSS. Cependant la Transnistrie, qui était rattachée par l'administration soviétique à la Moldavie après la Seconde Guerre mondiale, s'est déclarée indépendante cinq jours après celle-ci.

Les Moldaves rêvaient du modèle états-unien, tandis que les Transnistriens ont poursuivi celui de Mikhaïl Gorbatchev : construire une nation à la fois démocratique et communiste. Furieux, les Etats-Unis tentèrent, en 1992, de détruire ce pays en recrutant une armée roumaine sous le commandement du colonel Howard J. T. Steers (conseiller spécial de l'Otan) [1]. La Russie de Boris Eltsine la laissa tomber, mais les Transnistriens se défendirent seuls et gagnèrent leur liberté.

Aujourd'hui les allocations sociales et les salaires des employés du secteur public ne sont pas payés par Chisinau qui ne reconnaît pas l'indépendance de la République moldave du Dniestr, mais prétend que les Transnistriens sont ses citoyens.

Alors qu'un accord était intervenu entre la Moldavie et la République non-reconnue moldave du Dniestr (Transnistrie) pour qu'elle ait accès à la fois au marché de l'Union européenne et au marché global, Chisinau a édité de nouvelles normes au début 2024. Les entreprises transnistriennes, qui commercent avec 90 pays, doivent être enregistrées en Moldavie pour pouvoir y transiter. Or, elles ne le peuvent pas car les banques moldaves le leur refusent. Elles ne peuvent pas non plus le faire via l'Ukraine en raison de la guerre.

Durant tout le mois de janvier, des manifestations se sont tenues à Tiraspol pour protester contre cet étranglement économique. Les deux tiers des Transnistriens ont la triple nationalité moldave/transnistrienne/russe. 1 500 à 2 000 soldats russes constituent une mission de paix permanente sur place.

Le 21 février, le président transnistrien, Vadim Krasnosselski, a annoncé la convocation de tous les députés en Congrès, pour la première fois depuis 18 ans. L'Ukraine, qui avait tenté d'assassiner le président transnistrien en septembre dernier, a envoyé immédiatement son ambassadeur, Paun Rogovei, pour s'assurer que la situation ne dégénère pas. Le département d'État US a dépêché, le 27 février, Christopher W. Smith, un adjoint de la sous-secrétaire Victoria Nuland.

Le 28 février, le Congrès des députés s'est réuni. Il a appelé la Russie à l'aide, mais n'a pas demandé le rattachement à la Fédération, alors que ses citoyens l'avaient fait par référendum à 97 % des suffrages exprimés en 2006 et son gouvernement, en 2014, lors du rattachement de la Crimée.

En 2019, la Rand Corporation, think tank du complexe militaro-industriel états-unien, avait rédigé un plan visant à affaiblir le rival russe en le contraignant à intervenir en Ukraine, puis en Transnistrie [2]. Le plan avait été présenté à la Chambre des représentants le 5 septembre 2019.

En janvier 2022, Josep Borrell, haut représentant de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, s'était rendu à la frontière ukraino-transnistrienne pour y rencontrer la Mission d'assistance de l'Union européenne aux frontières de la Moldavie et de l'Ukraine (European Union Border Assistance Mission to Moldova and Ukraine - EUBAM). Il s'agissait de planifier la crise actuelle. [3]. Réseau Voltaire 29 février 2024

Notes :

[1] « *En 1992, les États-Unis tentèrent d'écraser militairement la Transnistrie* », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 17 juillet 2007.

<https://www.voltairenet.org/article150085.html>

[2] « *Ukraine : tout était écrit dans le plan de la Rand Corp.* », par Manlio Dinucci , Traduction M.-A., Réseau Voltaire, 8 mars 2022.

<https://www.voltairenet.org/article215897.html>

[3] « *Josep Borrell organise le siège du Donbass et de la Transnistrie* », Réseau Voltaire, 10 janvier 2022.

<https://www.voltairenet.org/article215192.html>

Investigation. C'est bien pire qu'un complot, comment ils se servent de leurs milliards pour empoisonner et emprisonner toute la société pour s'en assurer le contrôle.

J-C – Un conseil d'ami : Avant de prendre pour argent comptant ou de relayer une info provenant d'un média, vaut mieux s'abstenir ou s'y reprendre à deux fois pour ne pas se faire manipuler.

Radio-Canada digne de Radio France.

Radio-Canada - Dans un récent rapport, le Center for Countering Digital Hate, qui documente et analyse la circulation de publications haineuses et la désinformation sur les réseaux sociaux, a identifié une nouvelle tendance surnommée "*le nouveau négationnisme climatique*".

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2048286/michael-mann-climatologue-diffamation>

Qu'est-ce que c'est le Center for Countering Digital Hate ? Une officine au service des gouvernements britannique et américain.

Le Center for Countering Digital Hate (CCDH) est une organisation non gouvernementale à but non lucratif qui cherche à lutter contre la désinformation en ligne. Elle possède des bureaux à Londres et à Washington. (Source : Wikipédia)

Imran Ahmed, PDG et fondateur du Center for Countering Digital Hate (CCDH), a déclaré :

« Les scientifiques ont gagné la bataille pour informer le public sur le changement climatique et ses causes, c'est pourquoi ceux qui s'opposent à l'action climatique ont cyniquement changé de combat pour saper la confiance dans les solutions et dans la science elle-même. »

« Les jeunes passent énormément de temps sur des plateformes de partage de vidéos comme YouTube. Ces nouvelles formes de déni du climat, qui se sont rapidement multipliées au cours des six dernières années, visent à confondre et à affaiblir le soutien de l'opinion publique à l'action pour le climat au cours des prochaines décennies. »

<https://counterhate.com/blog/the-new-climate-denial-major-new-report-on-youtube-uncovers-evolution-of-climate-deniers-tactics/>

Quand les autorités britanniques demandent conseil à Imran Ahmed avant de légiférer sur la censure.

UK Parliament - 9 September 2021 - Draft Online Safety Bill - At 9:45am: Oral evidence

Mr Imran Ahmed : CEO and Founder at Center for Countering Digital Hate

Imran Ahmed: Good morning. Thank you to the committee for inviting CCDH to give evidence today. It is really great to hear of the range of experience that is being brought to this question. I am glad that Her Majesty's Government have decided to take the politics out of this and have the pre-legislative scrutiny, because this is a really important issue.

Imran Ahmed : Bonjour. Je remercie la commission d'avoir invité le CCDH à témoigner aujourd'hui.

C'est vraiment formidable d'entendre parler de l'éventail d'expériences qui sont apportées à cette question. Je suis heureux que le gouvernement de Sa Majesté ait décidé de sortir de la politique et de procéder à un examen prélegislatif, car il s'agit d'une question très importante.

<https://committees.parliament.uk/event/5444>

Comité mixte sur le projet de loi sur la sécurité en ligne - Jeudi 9 septembre 2021

A lire aussi :

<https://counterhate.com/blog/new-climate-denial-imran-ahmed-on-nprs-living-on-earth-podcast/>

Pour vous donner une idée du personnage, cet individu parle ainsi des scientifiques qui ne partagent pas la version officielle :

Imran Ahmed - Ils font appel à des « *experts* ». Ils ont l'apparence de la neutralité académique ou de la recherche, ils ont des visuels, des graphiques. Parfois, les présentateurs portent même une veste en tweed pour donner l'impression d'être érudites, c'est une astuce que j'ai utilisée moi-même dans le passé.

La CCDH a des liens avec le British Labour Party de gauche. La fondatrice du groupe, Imran Ahmed, est un ancien conseiller des députés travaillistes Hilary Benn et Angela Eagle. Kristy McNeill, membre du conseil d'administration, est une ancienne conseillère de l'ancien Premier ministre britannique du Parti travailliste Gordon Brown, et l'ancien membre du conseil d'administration Morgan McSweeney a démissionné du conseil d'administration pour devenir chef de cabinet au chef du Parti travailliste Keir Starmer.

Financement ou la piste de l'argent qui ne trompe pas.

Selon les registres fiscaux, au cours de la première année d'Imran Ahmed en tant que directeur général de la CCDH en 2021, la société a levé environ 1,47 million de dollars, dont environ 1,1 million de dollars provenant du fonds de charité de Schwab, dont le bailleur de fonds de charité, conseillé par les donateurs. (Lire plus loin sur le fonds de charité de Schwab – J-C)

<https://www.influencewatch.org/non-profit/center-for-countering-digital-hate/>

L'organisation CCDH est membre de la coalition Stop Hate For Profit et de la coalition Change the Terms. Depuis le 4 mai 2020, la campagne Stop Funding Fake News est devenue un projet du CCDH. (Wikipédia.org)

En partant de Stop Hate for Profit on arrive à l'Anti-Defamation League.

Anti-Defamation League

Jonathan Greenblatt : CEO and National Director

He is a Henry Crown Fellow of the Aspen Institute and a member of the Council on Foreign Relations.

L'Aspen Institute est en grande partie financé par des fondations telles que la Carnegie Corporation, le Rockefeller Brothers Fund, la Fondation Gates, la Fondation Lumina et la Fondation Ford (Wikipédia)

Le Council on Foreign Relations (CFR) fondé en 1921, il est un think tank américain basé à New York et Washington.

Il est composé d'environ 5 000 membres issus du milieu des affaires, de l'économie et de la politique. Le CFR est considéré comme l'un des think tanks les plus influents en politique étrangère. Il publie une revue bimensuelle, Foreign Affairs. Sur 502 membres importants des

gouvernements des États-Unis sur la période allant de 1945 à 1972 plus de la moitié d'entre eux avaient été membres du Council on Foreign Relations.

En 2008 il a lancé un programme de cinq ans intitulé « *Institutions internationales et gouvernance mondiale : Le nouvel ordre mondial au XXI^e siècle.* » (Wikipédia)

La Anti-Defamation League financée par la fondation Schwab Charitable reçoit des fonds de Goldman, Vanguard et Bank of America notamment.

Fonds de bienfaisance Schwab.

L'organisation est l'un des nombreux bailleurs de fonds conseillés par les donateurs aux États-Unis, qui sont gérés par de grandes institutions financières. L'organisation est la sixième plus grande organisation caritative aux États-Unis et l'une des plus grandes organisations donatrices du pays.

De nombreuses institutions et sociétés de courtage, telles que Schwab, Fidelity Investments, Bank of America et Goldman Sachs ont créé des armes caritatives pour exploiter des fonds conseillés par les donateurs, qui sont tous organisés en tant qu'organisations caritatives 501(c). Outre la Charitable de Schwab, ces organisations comprennent le Goldman Sachs Philanthropy Fund, Fidelity Charitable Gift Fund, Vanguard Charitable Endowment Program et Bank of America Charitable Gift Fund.

En 2018, Schwab Charitable a été l'un des plus grands bailleurs de fonds aux États-Unis, collectant plus de 3,3 milliards de dollars de contributions auprès des titulaires de comptes et donnant plus de 1,8 milliard de dollars à des œuvres de bienfaisance. Schwab Charitable facture à ses donateurs des frais d'administration autres que de compte de courtage traditionnel et verse une petite fraction de ses recettes à Charles Schwab et à d'autres sociétés de conseil financière pour les frais annuels de gestion des actifs et d'administration. L'organisation verse des salaires allant jusqu'à 600 000 dollars à plusieurs cadres et gestionnaires d'actifs et signale un total de 27 employés dont le salaire est supérieur à 100 000 dollars.

Depuis la création de Schwab Charitable, les donateurs de Schwab Charitable ont contribué à plus de 130 000 organisations caritatives avec des subventions totalisant plus de 10 milliards de dollars.

Financement des organisations de gauche

Selon le rapport annuel 2017 de Schwab Charitable, les subventions de l'organisation ont triplé, passant de 504 millions de dollars en 2011 à 1,6 milliard de dollars au cours de l'exercice 2017. Alors que l'organisation (au nom des détenteurs de fonds conseillés) donne des montants importants aux organisations de droite, l'augmentation de la subvention de l'organisation a été accompagnée d'une augmentation des dons aux groupes de gauche.

D'autres organisations de défense gauche qui comptent parmi les principaux bénéficiaires des fonds, dont l'Anti-Defamation League...

Stop Funding Fake News (Arrêter de financer les fausses nouvelles)

Stop Funding Fake News (SFFN) est une organisation informelle qui fait campagne pour supprimer les annonceurs des sites web accusés de diffuser des informations trompeuses et fabriquées de toutes pièces. L'organisation a commencé en février 2019, mais a été placée sous la direction du Center for Countering Digital Hate en mai 2020.

Halte au financement de Fake News a lancé une campagne pour définancer les centres des fonds et des médias de droite qui critiquent les manifestations de Black Lives Matter et les manifestations de George Floyd. Le 16 juin, SFFN a tweeté dans neuf grandes sociétés et organisations les accusant de soutenir hypocritement BLM alors qu'elle faisait de la publicité sur un ou plusieurs des sites inscrits sur la liste noire.

Source : <https://www.influencewatch.org>

En complément, le réseau d'associations et d'ONG tentaculaire qu'ils financent grâce à l'immense fortune qu'ils ont accumulée

Fonds de dons et de bienfaisance Fidelity Investments

Depuis 1991, Fidelity Charitable a distribué plus de 40 milliards de dollars sous forme de subventions à plus de 300 000 organisations caritatives.

Fidelity Investments Charitable Gift Fund est la plus grande organisation caritative publique aux États-Unis, qui détient plus de 30 milliards de dollars d'actifs sous gestion à partir de 2019.

Jacob Pruitt est le président de Fidelity Charitable, en tant que membre en octobre 2021

Pruitt était auparavant chef des investisseurs à T. Row Price de 2014 à 2021, une entreprise d'investissement multinationale. Il a également été chef régional de la gestion des actifs du groupe Vanguard de 2007 à 2014.

Selon son formulaire 990 de 2022, l'organisation a déclaré un chiffre d'affaires de 19 858 151 933 dollars, des dépenses d'un montant de 11 634 379 981 dollars et un montant total d'actifs de 48 314 187 764 dollars.

Selon leur rapport d'offre de 2024, Fidelity Charitable a été d'environ 11,8 milliards de dollars dans plus de 2 340 165 subventions uniques au cours de l'exercice 2023. Plusieurs des principales organisations qui ont reçu des subventions sont notamment les suivantes : dont Wikimedia...

Source : <https://www.influencewatch.org>

Navalny. La NED/CIA passe aux aveux. A propos de leur dernière victime. Ils ont signé leur crime.

Déclaration du NED sur la mort du chef de l'opposition russe Aleksey Navalny - ned.org 16 février 2024

Je vous passe leur bafouille, allons directement à la conclusion :

NED - « *Toute l'équipe du NED exprime notre solidarité avec Aleksey Navalny, sa famille, les prisonniers politiques en Russie et les aspirations démocratiques de tous les citoyens russes* », a déclaré Miriam Lansky, directrice principale de l'Eurasie au NED.

<https://www.ned.org/ned-statement-on-reported-death-of-russian-opposition-leader-aleksey-navalny/>

Mélenchon avait écrit sur X : "*Honneur à sa résistance*", ils n'auront même pas besoin de le recruter ! Quel con !

Devinez qui parrainait la 60e Conférence de Munich sur la sécurité (MSC) ? La NED/CIA.

Ils ont pignon sur rue, ils ne se cachent pas, bien au contraire, ils sont les bienvenues, ils sont chez eux en somme. Mais alors, les chefs d'Etat ou de gouvernement, les ministres qui participent à ce genre de conférence, ils servent à quoi ? Ce sont des figurants, de simples exécutants, ils se montrent, ils débitent les fadaïses qu'ils ont apprises par cœur et ils s'en vont, ce sont d'autres acteurs qui rédigent et adoptent les textes qu'ils appliqueront par la suite.

Watch: How to Outsmart the Bad Guys; NED at Munich Security Conference

Regarder : Comment déjouer les méchants ; la NED à la conférence de Munich sur la sécurité - ned.org

"*Les violations des droits de l'homme et l'affaiblissement de la démocratie alimentent l'instabilité et les conflits*", a déclaré Damon Wilson, président-directeur général de la NED. "*La démocratie est au cœur de la sécurité et doit être représentée dans les discussions de Munich.*"

La réunion publique organisée par la NED sur le thème "*Autocracy Inc. vs. Democrats United : Comment déjouer les méchants*", animée par la journaliste Anne Applebaum, lauréate du prix Pulitzer, a réuni un panel d'éminents experts, dont la lauréate du prix Nobel Maria Ressa, la dirigeante de la Biélorussie libre Sviatlana Tsikhanouskaya, le journaliste et militant iranien Masih Alinejad, le sénateur américain Sheldon Whitehouse et le député Gerry Connolly, pour discuter de la manière dont les dirigeants autoritaires travaillent ensemble comme jamais auparavant, en utilisant la technologie pour faire échouer les mouvements démocratiques et s'accrocher au pouvoir à tout prix.

<https://www.ned.org/watch-how-to-outsmart-the-bad-guys-ned-at-munich-security-conference/>

Une autre officine mondiale de la réaction que vous ne connaissiez pas.

Annnonce de la douzième Assemblée mondiale du Mouvement mondial pour la démocratie à Johannesburg (Afrique du Sud) - ned.org 14 février 2024

NED - Le Mouvement mondial pour la démocratie tiendra sa 12e Assemblée mondiale à Johannesburg, en Afrique du Sud, les 20 et 22 novembre 2024, pour commémorer les 30 ans de démocratie de l'Afrique du Sud... Lors de la 12e Assemblée mondiale, plus de 500 dirigeants de la société civile, des dirigeants politiques et des penseurs de près de 100 pays se réuniront pour travailler dans une cause commune pour renouveler la démocratie. Sous le thème « *Revitaliser la démocratie : résilience, réflexion et innovation* », les délégués réfléchiront aux gains démocratiques et projeteront les ambitions de la communauté d'action du Mouvement mondial.

Qu'est-ce qui les rend si hystérique cette année ?

NED - « *La démocratie est une année de basculement pour la démocratie, plus de 60 pays se rendant aux urnes. Il y a tant de choses en jeu* », déclare Maria Ressa, présidente du comité de pilotage du Mouvement mondial.

Quand on a à l'esprit que ce sont les pires ennemis de la démocratie.

NED - La démocratie dans le monde continue de se heurter à d'énormes défis. L'état de droit est en train d'être démantelé; l'insécurité et les conflits sont en augmentation; les technologies de surveillance et l'utilisation d'une IA génératrices menacent d'accroître la répression; et les acteurs étatiques extérieurs et les acteurs étatiques cherchent à saper les démocraties. Un avenir démocratique ne peut être considéré comme acquis. À l'Assemblée mondiale, les grandes voix de la démocratie, les experts chevronnés et les nouveaux dirigeants se réuniront, favorisant l'action collective pour mobiliser l'appui du public et des politiques afin de réaliser leur vision pour l'avenir de la démocratie.

À propos du Mouvement mondial pour la démocratie

Le Mouvement mondial pour la démocratie, lancé en 1999, est une communauté d'action composée d'individus et d'organisations qui travaillent ensemble pour catalyser l'appui politique et public à la démocratie dans le monde entier. Le National Endowment for Democracy, basé à Washington, sert de secrétariat pour le Mouvement mondial.

Dans la rubrique ils osent tout. Plus cruel, tu meurs !

Dans la lettre annuelle 2024 de la Fondation Gates

- Des centaines de millions de personnes vivent avec moins de 2,15 dollars par jour sur la même planète où, au cours des 24 premiers mois de la pandémie, la richesse des milliardaires a augmenté plus qu'au cours des 23 années précédentes. (Ils s'en vantent, on pourrait croire eu premier abord qu'ils se foutent ouvertement de la gueule de leurs lecteurs, à moins qu'ils pensent avoir affaire à des admirateurs. Ce sont des psychopathes qui écrivent ici, qui agissent, des malades mentaux, on a du mal à l'imaginer ou à l'admettre, et c'est pour cette raison qu'on a du mal à saisir la réalité. J-C)

Alors que les besoins augmentent, les ressources dont les pays à faible revenu disposent pour y répondre diminuent. Près de la moitié de la population mondiale vit aujourd'hui dans des pays qui dépensent plus pour le service de la dette extérieure que pour la santé. L'aide publique au développement (les subventions et les financements à faible coût qui aident les pays les plus pauvres à répondre aux besoins humains fondamentaux) a régulièrement diminué en termes réels, car les pays riches se concentrent sur d'autres priorités, tant au niveau national qu'à l'étranger.

<https://www.gatesfoundation.org/fr-fr/ideas/articles/2024-gates-foundation-annual-letter>

Comment ils visent le contrôle des générations futures ou la neutralisation de la lutte de classe des exploités.

Pourquoi nous avons besoin d'une éducation construite pour la paix, en particulier en temps de guerre - weforum.org 28 février 2024

- Tout au long de l'histoire, le rôle de l'éducation dans l'édification d'une paix durable a été sous-estimé.

- Aujourd'hui, alors que les guerres font rage de l'Ukraine à Gaza et au-delà, nous devons redoubler d'efforts pour garantir à tous les enfants l'accès à une éducation de qualité.

- Cela n'est pas seulement la bonne chose à faire, mais aussi des sociétés plus pacifiques et plus prospères.

Ce que les enfants apprennent et comment les enfants ont des conséquences géopolitiques, ainsi que des conséquences sociales et économiques fondamentales.

Nous devons accroître nos aspirations à la qualité de l'éducation pour les dizaines de millions d'enfants touchés par les conflits dès maintenant. Aujourd'hui, il y a plus de conflits qu'à n'importe quel moment depuis la Seconde Guerre mondiale. Beaucoup trop de vies d'enfants sont secouées par la guerre.

Nous savons que l'éducation elle-même réduit les conflits. Les nations sont moins susceptibles de connaître des conflits violents si leur population avait un niveau d'éducation plus élevé. Cela est encore plus important pour les millions d'enfants dont la scolarité est perturbée par la guerre.

La destruction à Gaza devrait conduire à une «*génération perdue*» d'enfants palestiniens, a averti l'ONU.

En temps de crise, nous devrions nous efforcer de reconstruire les systèmes d'éducation pour placer la paix et le développement durable au centre de leurs préoccupations.

Le moyen le plus rapide et le plus efficace d'introduire la consolidation de la paix dans un système d'éducation est d'en faire une condition préalable au financement. Les décideurs et les donateurs devraient insister pour que le thème transversal du règlement des conflits - ainsi que d'autres valeurs fondamentales telles que l'égalité des sexes et la durabilité - soit intégré dans les propositions de nouveaux programmes d'éducation.

<https://www.weforum.org/agenda/2024/02/why-we-need-peace-education-especially-in-times-of-war/>

LE SOCIALISME

Le 10 mars 2024

Pour se détendre un instant, si on peut dire, car bientôt s'il ne se passe rien, ils ne seront plus en mesure de distinguer un homme d'une femme, c'est préoccupant :

- Un jeune sur cinq ne reconnaît pas une courgette - 20minutes.fr 7 mars 2024

L'étude réalisée les 20 et 21 février par Harris Interactive auprès de 1.058 Français a montré qu'un jeune sur cinq ne sait pas reconnaître une courgette en photo. Dans l'ensemble de la population, une personne sur dix est dans ce cas. 20minutes.fr 7 mars 2024

Vous me direz que lorsqu'on n'est pas capable de reconnaître un ami d'un ennemi, tout devient possible, le pire surtout.

Ce n'est plus du domaine de la schizophrénie ordinaire, ces psychopathes sont passés en mode folie furieuse prêts à croire leurs propres délires.

En Allemagne, un sexagénaire s'est fait vacciner 217 fois contre le Covid-19 - parismatch.com 06/03/2024

Un cas surprenant, mis en lumière quatre ans après le début de la terrible pandémie. Un Allemand de 62 ans s'est fait vacciner à 217 reprises contre le Covid-19. D'après la revue « *The Lancet* », les doses ont été achetées et administrées en privé sur cet homme en l'espace de 29 mois. Un record.

Malgré cette avalanche étonnante de vaccins, le sexagénaire ne semble avoir gardé aucune séquelle de ce traitement préventif, selon une étude menée par des chercheurs de l'université d'Erlangen-Nuremberg, dans la région bavaroise en Allemagne.

J-C - Si c'était vrai, il aurait dû en crever, alors que s'est-il réellement passé, on va l'apprendre au tout dernier paragraphe de ce récit :

- Au-delà de ces examens médicaux, cet Allemand risque de rencontrer des ennuis judiciaires. Le procureur de la ville de Magdebourg (nord Est de l'Allemagne) a indiqué avoir ouvert une enquête pour fraude après avoir recueilli des preuves de l'achat et l'administration d'au moins 130 doses de vaccin contre le virus chinois. 20minutes.fr 06/03/2024

Leur autre guerre...oubliée. Bon appétit.

Le Soudan au bord de «la pire crise de la faim au monde» - arabnews.fr

La guerre qui ravage le Soudan depuis près de onze mois "*pourrait créer la plus grande crise de la faim au monde*" dans un pays qui connaît déjà la plus importante crise de déplacement de population du globe, prévient mercredi le Programme alimentaire mondial (PAM).

Les combats --qui ont fait des milliers de morts et huit millions de déplacés-- "*menacent des millions de vies, la paix et la stabilité de toute une région*", affirme la patronne du PAM Cindy McCain.

"*Il y a 20 ans, le Darfour a connu la plus importante crise de la faim au monde et le monde avait uni ses efforts pour répondre, mais aujourd'hui, les Soudanais sont oubliés*", poursuit-elle.

Au début des années 2000, le dictateur d'alors, Omar el-Béchir, déchu en 2019, avait lancé des miliciens, les Janjawids, pour mener la politique de la terre brûlée au Darfour, vaste région de l'ouest soudanais.

Aujourd'hui, ils sont regroupés au sein des Forces de soutien rapide (FSR) du général Mohammed Hamdane Daglo en guerre depuis le 15 avril 2023 contre l'armée du général Abdel Fattah al-Burhane.

Les bombardements de civils, destruction d'infrastructures, viols, pillages, déplacements forcés et villages incendiés sont devenus le quotidien des 48 millions de Soudanais.

Si ces violences ne cessent pas, "*la guerre au Soudan pourrait créer la plus grande crise de la faim au monde*", assure Mme McCain.

Actuellement, "*moins de 5%*" des Soudanais "*peuvent s'offrir un repas complet*", selon le PAM.

Dans le camp de déplacés de Zamzam, au Darfour, un enfant meurt toutes les deux heures selon Médecins sans frontières (MSF).

Au Soudan du Sud, où 600.000 personnes se sont réfugiées pour fuir la guerre, "*un enfant sur cinq dans les centres de transit à la frontière souffre de malnutrition*", rapporte Mme McCain.

A travers le Soudan, 18 millions de personnes sont en insécurité alimentaire aiguë --dont cinq millions ont atteint le dernier palier avant la famine-- et peuvent à peine être aidées par des humanitaires subissant entraves au déplacement et grave manque de financement, d'après le PAM.

La même version corrigée pour la France par la CFDT : donnez-leur du pain et des jeux... et que la paix sociale règne, amen !

Grève pendant les Jeux olympiques : la CFDT n'a pas « envie de gâcher la fête » - LePoint.fr 8 mars 2024

Le syndicat n'a « aucune envie de gâcher ce moment festif », a assuré Marylise Léon, secrétaire générale de la Confédération française démocratique du travail (CFDT), invitée de Télématin sur France 2, ce vendredi 8 mars.

« Ce n'est pas à l'ordre du jour. Pour la CFDT, nous, on est dans le cadre des négociations. À ce stade, pas de préavis de grève dans les fonctions publiques pour la CFDT », a-t-elle répondu concernant l'opportunité d'appeler à cesser le travail durant les Jeux.

Selon l'Agence France-Presse (AFP), la prochaine réunion entre l'administration et les syndicats de fonctionnaires pour préparer les Jeux olympiques doit se tenir le mardi 12 mars prochain.

On ne peut plus s'exprimer sans qu'on remette en cause systématiquement nos propos, qu'est-ce que cela signifie ?

On est des cons !

Prenez moi par exemple, avec les 30.000 pages de causeries que j'ai mises en ligne depuis 2008, je ne sais pas de quoi je parle, je suis un connard ou un fabulateur, un sale type. Forcément, je suis issu du milieu ouvrier très pauvre et je suis essentiellement autodidacte. En revanche, on écouterait un intellectuel, un type bardé de diplômes ou occupant une fonction importante, qui a un statut social supérieur, qui a une grande gueule ou un filou qui sait faire preuve d'éloquence, qui manie la com. à la manière d'un algorithme, qui revendique telle ou telle expérience...

Bref, on n'est plus seulement en présence de gens qui seraient sous l'emprise du culte du pouvoir et des élites, leur influence fait de véritables ravages parmi les esprits faibles, vulnérables ou malléables, au point que par mimétisme inconscient la philosophie nihiliste les a gagnés, ce qui les amène à contester toute connaissance qui ne correspondrait pas au discours ou à la propagande officielle, qui à tout bien considérer et avant même d'y avoir réfléchi, serait juste ou au-dessus de tout soupçon, se contentant de la vérité révélée en somme par paresse intellectuelle ou ignorance tout simplement.

Face à ce genre d'attitude particulièrement malsaine et nuisible, nous sommes impuissants à lutter, il faut bien l'admettre, nous qui avons conservé la fâcheuse habitude de nous en remettre strictement aux faits. Nous ne vouons pas un culte aux connaissances acquises, nous considérons qu'elles demeureront valables aussi longtemps qu'elles n'auront pas été réfutées par des faits nouveaux susceptibles de les remettre en cause.

Un esprit scientifique ou normalement constitué considère qu'aucune connaissance n'est définitivement acquise, et qu'en les soumettant à l'épreuve de l'expérimentation on peut vérifier leur véracité à tout moment, autrement dit, on s'autorise à douter de tout sur une base rationnelle au sens matérialiste du terme.

Si les dirigeants de l'avant-garde du mouvement ouvrier s'étaient livrés à cet exercice au cours de la seconde moitié du XXe siècle, ils se seraient peut-être aperçus que leur théorie et leur conception de la lutte de classe ne correspondaient plus à la réalité qu'ils avaient sous les

yeux, ils les auraient corrigés en conséquence et nous n'en serions peut-être pas réduits à cette impuissance qui a conduit bien des militants et travailleurs au désespoir, parfois au suicide.

Cette réflexion qui n'est pas nouvelle chez moi, j'en ai trouvé une nouvelle fois l'illustration ces derniers jours, lorsqu'en fin de journée juste avant d'aller me coucher, j'ai rouvert plusieurs ouvrages datant du XIXe siècle ou du début du XXe, parfois des siècles précédents, en philosophie principalement, et au bout de deux minutes chaque fois je m'arrêtai comme pris par un vertige en proie à une sorte de mal de tête indéfinissable. Ce n'était pas la première fois que je faisais cette expérience, j'ai changé d'ouvrage à plusieurs reprises, et chaque fois au bout de quelques paragraphes je fus pris d'une lassitude inexplicable qui me procura un grand malaise...

J'ai essayé de comprendre ce qui m'arrivait, et j'en vins à me dire que je savais tout cela, que ce discours était décidément trop rudimentaire, obsolète au point de m'indisposer, je ne voyais pas ce que cette lecture pourrait m'apporter de plus que je ne connaissais pas déjà. J'ai cru discerner que c'était sur la formulation que je butais le plus, elle me sembla inaudible. Je fus pris d'une grande confusion, je tentai de me concentrer un maximum en repassant minutieusement dans ma tête tout ce que je venais de ressentir pour essayer de trouver l'origine de ce manque d'intérêt soudain. J'en vins à examiner chacun des sujets abordés pour en arriver à la conclusion qu'il était devenu impossible de nos jours de les traiter de cette manière-là. Je n'étais pas plus avancé. Je fis une pause pendant quelques minutes, le vide dans ma tête, puis je revins à la charge, là j'en arrivai au constat que les critères qui avaient servi autrefois pour analyser les conditions qui prévalaient autrefois n'étaient plus valables de nos jours, parce que la société et le monde avaient depuis connu des bouleversements considérables.

La manière dont les hommes de nos jours vivent, abordent ou interprètent les conditions matérielles et sociales auxquelles ils sont soumis, au-delà du fait que ces conditions ont connu de profondes transformations et qu'on doive en partir pour effectuer notre analyse, ne permet plus d'utiliser la même terminologie ou sémantique, les mêmes tournures d'esprit ou formulations, les mêmes critères de jugement, au point que toute comparaison apparaît immédiatement ridicule ou grotesque... C'est comme si on évoquait les rapports des hommes aux moyens de communication avant et après l'existence des technologies modernes liées à l'électronique sans tenir compte des bouleversements que cela a entraînés dans leur comportement et leurs rapports entre eux, on en arriverait à tenir un discours incompréhensible, et si on tentait d'en tirer des leçons, on serait pris de nausée, c'est justement ce qui m'est arrivé.

Tout cela pour dire que, lorsque je me refuse de m'exprimer à la manière d'un militant du mouvement ouvrier, quand j'aborde la réalité que vivent les travailleurs d'une autre manière, ce n'est pas pour me distinguer ou me donner un genre, je n'ai rien à foutre de ces enfantillages, c'est parce que je me suis remis au marxisme depuis 2001 après une coupure de 20 ans, non plus en tant que jeune travailleur ayant peu d'expérience de la vie en quête d'une idéologie pour structurer ma pensée, mais en tant que travailleur ayant cultivé son esprit critique durant plus de 45 ans aujourd'hui, en ayant intégré dans mon analyse de la société et du monde tout ce que mes anciens dirigeants s'étaient employés à occulter ou à côté desquels ils étaient passés, en notant au passage qu'eux n'avaient pas progressé, puisqu'ils sont toujours embourbés dans les mêmes contradictions qu'autrefois, on a eu l'occasion de s'en

apercevoir pendant 3 ans lors de la dictature sanitaire ou hygiéniste à laquelle ils ont participé, hélas !

Tribune libre de la lutte des classes.

Editorial de La Tribune des travailleurs (Parti des travailleurs)

La guerre comme moteur nécessaire de leur économie

Lorsque Macron a évoqué une possible intervention des troupes françaises en Ukraine, ce n'était pas une lubie. De larges secteurs de la classe capitaliste s'orientent désormais sur la guerre comme une nécessité pour sauver leur économie. L'éditorialiste des Échos Jean-Marc Vittori écrit : « *Les combats qui font rage en Ukraine depuis déjà plus de deux ans épuisent les ressources. Ils ont pris des milliers de vies, démoli des villes entières, volatilisé des centaines de milliards d'euros, détruit des chars et des avions, consommé des milliers de tonnes de poudre (...). Il faut donc maintenant produire rapidement et massivement* », notamment « *des avions, des chars, des canons, des munitions* ». Pour cela, « *l'investissement reste essentiel (...), il n'y aura pas de réarmement militaire sans réarmement industriel* ».

Dans *Le Monde*, l'ancien économiste en chef du Fonds monétaire international Olivier Blanchard pose la question des déficits publics alimentés, selon lui, par trois sources : « *Celle liée aux dépenses traditionnelles (allocations chômage, retraites, paiement des fonctionnaires...)* ; *celle liée à la défense contre la Russie et à la lutte contre le réchauffement climatique* ; *et enfin, celle liée au soutien de l'activité en cas de ralentissement.* » Sa proposition : « *Clairement, le plan doit être de diminuer les premières, d'augmenter les dépenses liées à la défense...* » Certes, reconnaît Blanchard, « *les Français n'ont pas le sentiment d'être en guerre* », mais ils le sont, « *c'est peut-être une guerre froide, mais c'est une guerre, contre la Russie (...)* ». Rappelant que « *les dépenses militaires de la Russie sont de l'ordre de 6 % du PIB par an* » et que la France « *est à moins de 2 %* », Blanchard conclut : « *Il va falloir faire plus.* »

Le décor est posé. Toute l'activité économique doit se restructurer autour de la guerre. Ce moteur d'entraînement artificiel de l'économie est une aubaine pour la classe capitaliste. Il bénéficie du financement « *obligé* » de l'État, lequel n'hésitera pas pour cela – « *c'est la guerre !* » – à couper dans les dépenses « *improductives* », c'est-à-dire celles qui préservent des vies au lieu de les détruire : la Sécurité sociale, les hôpitaux, les écoles, les services publics.

À ceux qui, « *à gauche* », font mine de s'offusquer des propos de Macron, on rappellera cette vérité : les paroles s'envolent, seuls comptent les actes. Les actes, c'est le vote par les députés « *socialistes* » et « *insoumis* » la semaine dernière au Parlement européen d'un crédit supplémentaire de 50 milliards d'euros à l'Ukraine pour des munitions et des armes.

L'alternative est claire : ou bien l'économie de guerre qui sacrifie les peuples et les conquêtes sociales, ou bien l'économie de paix au service du plus grand nombre. Ou bien un gouvernement capitaliste de guerre et de mort, ou bien un gouvernement des travailleurs et de la démocratie qui rompt avec l'OTAN et œuvre à la paix entre les peuples.

De cela découle une exigence immédiate : pas un sou, pas une arme pour la guerre en Ukraine, pas un sou, pas une arme pour le gouvernement Netanyahu, génocidaire du peuple palestinien !

J-C – Je ne pense pas me compromettre en publiant cet éditorial. Je le précise pour les puristes ! Vous aurez constaté que le dernier paragraphe correspond à ce qui figurait déjà depuis des semaines dans le bandeau de notre blog en haut de la page.

Ceci explique cela ou pourquoi les Bourses flambent...

Le prix de l'obus de 155 mm début 2022, leur prix a quadruplé en passant de 2 000 euros à 8 000 euros (8 489,60 dollars), déclarait fin octobre le chef du comité militaire de l'OTAN, l'amiral Rob Bauer. RT 7 mars 2024

Notre ennemi est le capitalisme, ses institutions, tous ses représentants, toutes ses représentations, son idéologie multiforme.

Commentaire que j'ai adressé hier à un blog et qui a été publié.

- Le fascisme est une idéologie politique mise en œuvre par des représentants de l'oligarchie financière pour mater la classe ouvrière et neutraliser le mouvement ouvrier, quand tous les autres moyens légaux ou constitutionnels ont échoué pour leur imposer un programme anti-ouvrier et préserver l'existence du capitalisme en crise...

Autrement dit, le fascisme existera aussi longtemps que le capitalisme n'aura pas disparu. La disparition du capitalisme n'étant pas à l'ordre du jour en Israël ou ailleurs, donc sous différentes formes il continuera de constituer une menace pour les peuples exploités et opprimés.

Le fascisme sioniste vise à la fois les travailleurs juifs et arabes ou palestiniens (et de fait il est doublement antisémite), de la même manière que le fascisme américain dans sa forme néolibérale vise les travailleurs blancs ou de couleurs, avec une préférence pour les palestiniens et les travailleurs de couleur parce qu'ils représentent la classe ouvrière, l'unique classe indépendante opposée au capitalisme susceptible de se reconnaître dans le socialisme, la seule alternative existante au capitalisme, ils ont donc tout intérêt à s'unir pour le combattre et le renverser...

Démystification sur une base scientifique. Suite de la causerie du 4 mars 2024

Rappel du contexte.

Evolution du climat – Vérités indésirables - Association des climato-réalistes 29 février 2024

Paul Deheuvels (Statisticien, Membre de l'Académie des Sciences, Professeur émérite à Sorbonne Université)

<https://www.climato-realistes.fr/evolution-du-climat-verites-indesirables/>

J'ai reçu le courriel suivant d'un camarade :

Pour info :

Paul Deheuvels est un statisticien français.

Il a été conseiller auprès de la direction de Total de 1974 à 1994. Soit 20 années !
Mais cela, il omet de le préciser !

Ayant été grassement payé par cette compagnie pétrolière, et continu probablement encore à l'être aujourd'hui, il ne peut que nier le réchauffement climatique, comme dit l'adage : un chien ne mord jamais la main de celui qui le nourri !

Il a été aussi conseiller auprès de la direction de Sanofi de 1978 à 1998.

Paul Deheuvels officie aussi actuellement à raison de 3h par mois, sur Radio-Courtoisie : radio bien connu en France pour être une radio d'extrême droite !!

Pour finir ce dernier est aussi un proche du club de l'horloge une association française, plus précisément « *un cercle de réflexion politique* » d'orientation ultra-libérale, et proche de l'extrême droite.

J'ai bien peur que tu te fourvoie sur le personnage en question.

[Analyse] du discours d'un climato-sceptique : V. Courtillot

Sinon sur Raphaël Glucksmann Voici un article de fond !

Ma réponse :

Merci pour ton message.

J'ai lu sa biographie dans Wikipédia où figure son passage chez Total de 1974 à 1994, chez Sanofi, sa collaboration à Radio-Courtoisie et sa proximité avec le Club de l'horloge.

J'ai envie de te répondre : Et alors, qu'est-ce que cela prouve ? Rien. Quel est le rapport avec le contenu de son article ? Aucun.

Je n'ai pas regardé la vidéo sur Vincent Courtillot, je me suis contenté de parcourir les 2079 commentaires par acquis de conscience, il en ressort qu'on a affaire à un mystificateur, je parle de l'auteur de la vidéo et non de Courtillot.

Quant à Frustration magazine qui est une émanation de la LCR/NPA, j'ai essayé de débattre avec eux, ils se sont défilés. Raphaël Glucksmann est une crapule, tel père tel fils!

Bonne continuation.

Jean-Claude

PS : J'ai relevé les commentaires suivants, le plus digne d'intérêt, à mon avis le seul qui mérite d'être retenu parce qu'il fout par terre toute la théorie sur le CO2 anthropique ou non, c'est que la température augmente 800 ans avant la hausse du CO2, c'est con, mais c'est comme ça !

Il s'agit des commentaires à la suite de la vidéo critiquant les travaux de Vincent Courtillot, quelques-uns d'entre eux, si vous avez la patience et le temps d'ouvrir les 2080 commentaires, les plus intéressants techniquement parlant sont les plus longs que je ne reproduis pas ici pour ne pas allonger davantage cette causerie :

https://www.youtube.com/watch?v=WZb-y_N4ZwY

1- Le gars dit lui-même en préambule qu'il n'y connaît rien. Donc... quelle est leur motivation?

2- Du grand n'importe quoi, systématiquement à côté de la plaque. Soit c'est de la mauvaise foi, soit c'est de la bêtise. Soit vous n'avez pas compris ce que dit Mr Courtillot, soit vous êtes malhonnête.

3- Dès le début on se rend compte que vous ne comprenez pas ce qu'explique M. Courtillot ... et donc vous analysez les mauvais éléments alors forcément vous en faites ce que vous en voulez. C'est assez affligeant.

4- Les climato-sceptiques ne regardent pas les vidéos de ce genre. Par contre les climato-ignorants, ou les climato-hésitants, et les climato-convaincus qui discutent avec les 2 autres : oui. Ca fait progresser la connaissance pour ceux qui la recherchent;

Donc moi qui étais "*climato-sceptique*" (au sens premier, c'est à dire, sceptique et pas négationniste) je suis devenu "*croyant*" grâce à votre chaîne, parce que les arguments répondaient à mes questionnements : merci !

5- Merci pour votre vidéo, mais c'est dommage que vous aussi vous exagériez vos arguments juste par pure critique ce qui décrédibilise votre analyse.

Mr Courtillot dit "*Le principal Centre qui fournit à tous les scientifiques du monde ...*" pour moi cela ne veut pas dire ce que vous lui faites dire à la minute 4:17 quand vous dite "*on a pas le droit de dire que le Hadley est le seul centre de recherche qui fournit toutes les données scientifiques...*"

À partir de cette minutes j'ai compris que vous aussi vous avez pris parti dès le début de votre étude ce qui n'est pas très scientifique, donc pas crédible.

6- Allez, votre première et facile manipulation qui commence avant la 5ème minute : Courtillot dit (à 2'26" sur la vidéo) "*le principal centre qui*" et vous à 4'15" "*on a pas le droit de dire que le Hadley est le seul centre de...*" Voilà, c'est plié, facilement démasqué...

7- 4 min 18 min de vidéo et on remplace "*principal centre*" par "*le seul centre*", je zappe

8- Aië... Ça commence mal. Au bout de 4 minutes : "*La science repose sur les faits*". Cette idée dite aussi simplement est naïve. A croire que l'auteur de la vidéo n'a jamais rien lu en épistémologie des sciences...

9- Indépendamment de toute opinion sur ce qui est dit par ce Mr Courtillot, ceci n'est pas une analyse. Cette façon de donner des contre-arguments à des bribes de discours, et de plus de faire glisser progressivement ce qui a été dit vers une autre formulation, ainsi que de ne pas prendre la peine d'aller jusqu'au bout de la conférence me semble friser la malhonnêteté.

10- Dans les gaz à effet de serre, vous oubliez la vapeur d'eau qui assure 95% de l'effet de serre.

11- Comment expliquer que toute les planètes du système solaire se réchauffe? Activité extra-terrestre ?

12- Comment le CO2 peut-il est la cause principal de l'augmentation des températures alors que la seule étude disponible (carottes de glace VOSTOK) démontre que le CO2 suit l'augmentation des températures (dégazage des océans) de 800 ans. Comment le CO2 peut être la cause s'il vient après ?

« According to Barnola et al. (1991) and Petit et al. (1999) these measurements indicate that, at the beginning of the deglaciations, the CO2 increase either was in phase or lagged by less than ~1000 years with respect to the Antarctic temperature, whereas it clearly lagged behind the temperature at the onset of the glaciations.»

<http://cdiac.ess-dive.lbl.gov/trends/co2/vostok.html>

13- D'ailleurs au sujet du lien entre CO2 et température, en fait, la réalité est exactement le contraire de la thèse du GIEC. Les variations de température précèdent de plusieurs siècles les variations de CO2 au cours de l'histoire. C'est-à-dire que si causalité il y a, c'est la température qui change le CO2 et non l'inverse. La thèse du réchauffement anthropique est une absurdité totale à la base. C'est une imposture intellectuelle sans précédent à mon avis dans l'histoire de la science.

14- Cette vidéo sophistiquée... C'est incroyable... Y'a vraiment des profanes pour se laisser berné? Juste utiliser des données postérieures à la conférence pour démontrer que la courbe de Courtillot ne respecte pas la tendance... C'est ridicule... On voit parfaitement que sur les données qu'il a, sa courbe respectent quasiment parfaitement ces dernières... Même sur la fin, où on aperçoit une légère baisse... Surtout que tes données postérieurs sont inexactes... Tu utilises également le sophisme de l'homme de paille...

La plupart de tes arguments n'ont aucune pertinence... Soit son hors sujet, soit ne contredisent pas les propos de Courtillot... C'est une technique classique du sophiste, qui accablant le propos d'un autres d'énormément de critiques superficielles, au mieux, ou de critiques hors sujet, au pire, cherche à tromper un auditoire profane... j'invite vivement les personnes ayant regardé cette vidéo, à lire les rapports du GIEC... Ils se rendront compte de la malhonnêteté intellectuelle de cette vidéo...

Ma seconde réponse à ce camarade qui s'adressait aussi aux lecteurs de notre blog :

Les choses simples s'expriment simplement.

Tu juges à partir de critères politiques le contenu d'un article de nature scientifique, rédigé par un scientifique, c'est comme vouloir procéder à une pesée avec un pied à coulisse !

Recourir à un tel procédé pour réfuter des arguments sans jamais les aborder au demeurant relève du délire ou du procès d'intention, au-delà de la diffamation.

Le plus préoccupant, c'est que tu ne t'en rendes pas compte, note bien que tu n'es pas le seul dans ce cas-là, la majorité est en proie à une telle confusion. Pour interpréter la signification d'une telle pratique, il faut en chercher l'origine, hormis l'influence des idées ou de la propagande de la classe dominante, je ne vois pas.

Autre chose.

Les médias mainstream pratiquent l'autocensure, les partis politiques dits de gauche ou d'extrême gauche pratiquent l'autocensure, alors pour trouver les faits qu'ils censurent sans lesquels on ne pourra pas interpréter la situation, on est obligé de s'en remettre à des médias de droite ou liés à l'extrême droite.

Les scientifiques ou chercheurs qui entendent exercer honnêtement leur métier, sont placés exactement dans la même situation ou face au même dilemme pour porter à la connaissance de la population les fruits de leur expérience ou les conclusions de leurs travaux, à moins qu'ils ne se résignent à se taire et ainsi participer à la mystification de la population.

Si maintenant la quasi-totalité des scientifiques sont de droite ou d'extrême droite, c'est avant tout parce que la gauche et l'extrême gauche ont trahi le socialisme.

Concernant plus particulièrement l'extrême gauche, disons la plus fréquentable, elle est embourbée dans des contradictions telles, qu'elle navigue entre opportunisme et dogmatisme forcené ou gauchisme, qui ont de quoi rebuter les esprits les mieux intentionnés et les inciter à ne pas rompre avec le capitalisme et ses représentants, auxquels ils doivent finalement leur statut social privilégié.

Ce n'est pas pour des prunes que Marx se méfiait comme de la peste des intellectuels en général, pour autant, chaque fois qu'il le jugera nécessaire, il se servira de leurs travaux en n'omettant pas de leur être reconnaissant pour avoir contribué indirectement à l'élaboration de ses idées. Se serait-il compromis pour autant ou aurait-il fait preuve d'opportunisme ? J'ai envie de répondre à la manière de Lénine : il faut savoir l'être quand on juge qu'on ne peut pas

faire autrement, sinon on s'en passera quand on aura estimé au préalable que ce n'était pas indispensable.

Quant à savoir si on peut ou non s'encanailler avec tel ou tel personnage plus ou moins fréquentable, si on doit participer ou non à une coalition de partis, tout dépendra si le jeu en vaut vraiment la chandelle. Dès lors qu'on en connaît les règles qui comportent certaines concessions, on n'est pas censé ignorer les limites à ne pas franchir ou au-delà desquelles on se compromettrait gravement, quand le risque est trop grand ou lorsqu'on n'en maîtrise pas les règles, vaut mieux s'abstenir quitte à paraître sectaire, là je parodie Trotsky, le meilleur de Trotsky.

Maintenant, on doit concevoir que de telles subtilités échapperont au travailleur lambda ou au militant de base, et que les moins avisés les interpréteront comme des duperies ou de la démagogie, dans ce cas-là cela signifierait qu'on aurait mal fait notre travail de pédagogue, quoique ce soit inévitable que certains contestent tout ce qu'on leur présente par esprit de contradiction ou parce qu'ils savent tout avant même d'avoir commencé à réfléchir. Les hommes sont ainsi faits et on doit faire avec, sans leur attribuer systématiquement de mauvaises intentions.

S'ils recourent à des méthodes ou des arguments malhonnêtes pour imposer leurs idées ou nuire à notre cause, soit on les évite quand ils n'en valent pas la peine, de nos jours avec les réseaux dits sociaux, ils ont donné la parole à une multitude d'individus insignifiants ou de cinglés, soit on les combat pied à pied en dévoilant l'idéologie qui leur servait à camoufler leurs mauvaises intentions. Généralement, quand ils s'aperçoivent qu'ils doivent affronter quelqu'un qui maîtrise son sujet, qui pose des questions très précises et exigent des réponses du même ordre, et qui plus est, manie l'art de la polémique avec dextérité, ils refusent la discussion, car ils auraient trop à perdre en acceptant cette confrontation, ils savent qu'ils risqueraient de se démasquer, alors ils préfèrent se réfugier dans la calomnie ou la diffamation, ils le méprisent ou l'ignorent.

Cela s'adresse à tous les lecteurs, un conseil d'ami, exigez impérativement que vos arguments soient pris en compte ou examinés sérieusement par la personne qui discute avec vous, refusez systématiquement toute tergiversation, jugez ses arguments sur pièces, tenez-vous-en prioritairement aux faits, et ne vous laissez pas embobiner par des interprétations qui reposeraient sur des théories, en guise de justification, elles valent que dal !

Ce qui est important dans ce genre de rapports, cela vaut dans la vie en général, c'est de déterminer de quelle manière ils sont construits, en gros, c'est un peu comme lorsque quelqu'un affirme quelque chose ; La personne doit impérativement le démontrer, et mettre à votre disposition les instruments qui vous permettront de le démontrer à votre tour, afin que vous puissiez vérifier qu'elle n'avait pas commis d'erreurs ou qu'elle n'était pas en train d'essayer de vous bernier.

Voyez-vous, c'est ainsi que la connaissance et la conscience progresse, parce que ce procédé concourt à mettre en évidence la part d'inconscience qui existe dans toute expérience humaine et que nous ignorons. À chacun ensuite de voir s'il a vraiment envie ou non de progresser. Personnellement, j'estime que c'est ce qui donne un sens à l'existence, parce que cela permet de côtoyer le meilleur des hommes, or c'est justement ce dont a besoin l'humanité pour s'émanciper du joug de l'exploitation et de l'oppression.

Dorénavant en France comme aux Etats-Unis, ils règnent un climat de terreur dans la société dû à l'adoption de lois toujours plus liberticides au cours des dernières décennies.

N'importe qui peut désormais porter plainte contre n'importe qui, y compris son conjoint ou ses parents, sur des faits présumés s'étant déroulés des décennies en arrière, plus personne n'est à l'abris d'accusations fabriquées, il suffit d'une simple déclaration pour que la justice la prenne au sérieux ou s'en saisisse et réclame des comptes à la personne mise en cause, qui dès lors se retrouve sous la menace de poursuites judiciaires et d'une condamnation avant même d'avoir été entendue.

Pire, lorsque cette plainte a fait l'objet d'une publicité médiatique ou a été rendue publique par le biais des réseaux dits sociaux qui prennent systématiquement le parti de l'accusateur à la manière de justiciers, cette procédure est utilisée pour faire pression sur les magistrats afin qu'ils établissent le recevabilité de cette plainte sans se poser la moindre question, notamment celle de se demander si elle n'aurait pas pour origine des intentions malveillantes destinées uniquement à nuire aux intérêts ou à l'intégrité d'une personne, qu'ils appliquent la loi aveuglément ou avec zèle sans se soucier de violer au passage implicitement le principe de la présomption d'innocence.

Dans le cas d'un personnage public ou d'un acteur politique, il sera systématiquement sali, stigmatisé, condamné, lynché, avant même qu'il ait eu le temps de s'exprimer.

J'ai toujours accueilli avec un certain effroi la mauvaise foi dont certains membres de ma famille avaient fait preuve à mon égard, en m'attribuant des propos que je n'avais jamais tenus ou des actes que je n'avais jamais commis, même minimes ou insignifiants, ridicules ou grotesques, parce que je n'aurais jamais imaginé qu'ils en arriveraient un jour à recourir contre moi à ce procédé infâme, pas eux car on se connaît trop bien ou tout du moins c'est ce que je croyais, sinon cela signifiait qu'il n'y a vraiment aucune limite à la diffamation, à la malhonnêteté intellectuelle ou à l'imposture, et malheureusement il faut se rendre à l'évidence que c'est le cas.

J'eus des parents très autoritaires qui me tapèrent quasi quotidiennement lors de mon enfance, et qui me menacèrent de me faire enfermer dans un pensionnat, une maison de correction, dans un asile psychiatrique, de me jeter à la rue dès ma majorité, parce que je ne leur obéissais pas au doigt et à l'œil ou plutôt parce qu'ils ne supportaient pas leurs conditions d'existence misérables. Un geste, un mot, un regard suffisait et ça tombait, je ne me sentais pas seulement surveillé en permanence, j'étais harcelé, une vraie angoisse ou torture au quotidien. Pour la petite histoire, fin 92 au retour de mon premier séjour en Inde, je vins habiter chez eux provisoirement, le temps d'avoir quelques feuilles de paie et de trouver un appart, peu de temps après on s'engueula un soir et ils me fouturent à la porte, je me retrouvai dans la bagnole de mon boulot avec mes valises. Alors l'injustice, je sais ce que c'est, et depuis j'en ai horreur par-dessus tout, d'où peut-être aussi mon engagement politique pour le socialisme.

Quand on évoque la mauvaise foi, on pense forcément au déni de la réalité qui sert de référence aux récits frauduleux qu'on nous livre quotidiennement ou à camoufler les véritables intentions de leurs auteurs qui sont évidemment inavouables.

On pense également à tous ces gens qui s'octroient le droit de juger les faits et gestes de n'importe qui, au lieu de se pencher sur les conditions qui sont à l'origine de leurs idées ou comportements, apparemment c'est devenu une détestable habitude très répandue en France, et ailleurs.

Ici en Inde, tout le monde surveille tout le monde, déblatère sur tout le monde, c'est un pays encore largement rural et arriéré, donc c'est normal, c'est la norme.

Dans le droit bourgeois, ce sont les actes commis par une personne qui sont jugés, et non les conditions qui en sont à l'origine, sinon il faudrait faire le procès du régime capitaliste, ce qui est inconcevable. Qu'une personne ait conscience ou non de ses actes ne changent pas grand-chose partant de là, hormis que celle qui n'en a pas conscience est peut-être récupérable, ce qui sera plus difficile dans le cas d'une personne qui en a conscience, car elle assume ou revendique son acte, elle le justifie à sa manière et elle n'est pas prête de changer d'interprétation, parce qu'il lui faudrait admettre qu'elle s'est fourvoyé, elle préférera s'enfoncer dans son déni quitte à récidiver.

C'est d'ailleurs au même processus auquel nous avons affaire lors de discussions politiques, quand on est confronté à une personne qui est sûre d'avoir raison et qui n'en démordra pas, qui refusera d'examiner vos arguments par crainte qu'ils remettent en cause son interprétation ou la réfute. Elle préférera faire preuve de mauvaise foi ou se réfugier dans la le mensonge, l'hypocrisie, plutôt que vous donner raison ou passer pour une ignorante. Elle a tendance à s'identifier à ses idées, c'est en quelque sorte sa seconde identité ou personnalité, alors la modifier contre son grès, lui ôter ou l'abandonner sera vécu comme une agression, une frustration ou une amputation intolérable sur le plan intellectuel et psychologique, son amour propre bien mal placé ne le supporterait pas.

Un fait donne lieu à toute sorte d'interprétations parce qu'on fait abstraction d'une partie de la réalité sans en avoir conscience, laissons de côté ici les interprétations fabriquées intentionnellement. Admettons qu'on ait recueilli un maximum d'information sur un événement, que rien ne nous ait échappé, cela ne change rien à ce qui a été dit précédemment, parce que ce sont les conditions dans lesquelles nous l'abordons qui vont déterminer l'interprétation qu'on en fera, or c'est la dernière chose qui nous viendra à l'esprit, et pour cause, la plupart des gens les ignorent, sinon nous n'en serions pas là aujourd'hui ! La logique est implacable quand elle n'est pas corrompue.

Voici les quelques articles que j'ai parcourus ce matin et qui m'ont inspiré cette causerie :

- L'ex-compagne de Julien Bayou annonce avoir porté plainte contre lui pour "*harcèlement moral*" - francebleu.fr 5 mars 2024

<https://www.francebleu.fr/infos/faits-divers-justice/l-ex-compagne-de-julien-bayou-annonce-avoir-porte-plainte-contre-lui-pour-harcèlement-moral-6046853#xtor=RSS-147>

- La députée LFI Ersilia Soudais porte plainte pour viol contre son conjoint, ce dernier placé en garde à vue - AFP/BFMTV 5 mars 2024

https://www.bfmtv.com/police-justice/la-deputee-lfi-ersilia-soudais-porte-plainte-pour-viol-contre-son-conjoint-ce-dernier-place-en-garde-a-vue_AD-202403050973.html

- Roman Polanski: au procès pour diffamation du réalisateur, Charlotte Lewis réitère ses accusations de viol - BFMTV 6 mars 2024

<https://fr.news.yahoo.com/roman-polanski-au-proc%C3%A8s-diffamation-225820185.html>

Je ne peux me retenir de reproduire ce passage savoureux, quel délire, quelle instrumentalisation ou mystification !

- *"On va dîner, on est rentré à l'appartement, Karen est allée se coucher et m'a laissée seule avec Roman. Et c'est là qu'il m'a violée"*, relate Charlotte Lewis.

"*Pourquoi*" alors tourner dans son film "*Pirates*", faire la promotion du film, "*pourquoi vous ne le dénoncez pas?*", lui demande son avocat Benjamin Chouai.

"*Je ne savais pas que ce qui m'était arrivée était du viol*", répond Charlotte Lewis. "*Il n'était pas horrible, il ne m'a pas battue... et on a commencé à travailler ensemble. Je le respectais, il était gentil avec moi*", poursuit-elle.

Mais l'objet de cette audience n'est pas de savoir si Roman Polanski a violé ou non Charlotte Lewis, ni quel crédit accorder à l'article du tabloïd, rappelle la procureure dans ses réquisitions. "*La question est de savoir si Roman Polanski a fait, ou non, un usage abusif de sa liberté d'expression*", dit celle qui "*émet des doutes*" sur la réalité de la diffamation et ne réclame pas de condamnation.

Dans l'article de Paris Match visé (datant de 2019), Roman Polanski avait qualifié d'"*odieux mensonge*" la version de Charlotte Lewis et souligné les "*contradictions*" entre les accusations de l'actrice et les propos de cette dernière dans le tabloïd britannique.

Un "*accusé jeté en pâture sur la place publique a encore le droit de se défendre*", s'insurge Me Delphine Meillet, l'une des avocates de Polanski.

Dans "*le contexte étouffant de #MeToo*", le mouvement de la libération de la parole des femmes, "*le témoignage public a valeur de preuve, qui a valeur de vérité*", regrette-t-elle.

"*Qui a accusé qui ? et de la pire des choses qui soit...*", renchérit son confrère Alain Jakubowicz, dénonçant un "*procès absurde*". BFMTV 6 mars 2024

Avortement de la démocratie dans les chiottes du Parlement de la Ve République.

Nous sommes évidemment favorables à la liberté d'accéder à l'IVG pour toutes les femmes et jeunes filles sans condition, d'ailleurs cette pratique est déjà entrée dans les mœurs. Il ne reste plus que les vieux et les jeunes vieux réactionnaires endurcies et ultra minoritaires pour encore s'y opposer, son inscription dans la Constitution ne s'imposait donc pas, sauf à vouloir faire croire que la Constitution de la Ve République serait aussi éternelle que le capitalisme, ce que les parlementaires du PCF au RN croient, ce qui n'étonnera personne.

Nous n'aurions pas participé à cette mascarade pour la raison évoquée précédemment, mais pas seulement, aussi parce que ce vote est une supercherie. Pourquoi ? Souvenez-vous, tous ces pantins furent un jour favorable à la colonisation, racistes, xénophobes, social-patriotes, et un beau jour ils devinrent tous soudainement contre sans que finalement que la colonisation cesse, que le racisme cesse, que la xénophobie cesse, que le social-impérialisme cesse, nous en sommes tous témoins quotidiennement à travers leurs déclarations, analyses, positions, vous ne voudriez tout de même pas qu'on leur ressemble, n'est-ce pas ?

En famille leur humanisme est la politesse des salauds... Sont-ils aussi bien intentionnés que cela envers les femmes, vérifions-le tout de suite.

- Depuis les années 1970, en France métropolitaine, le nombre de ces établissements ne fait que chuter. Près de 33% des maternités ont fermé en 20 ans, entre 2001 et 2021. En près de 50 ans, depuis 1972, trois quarts de ces établissements ont même disparu.

Un rapport remis en février dernier à l'Académie de médecine préconise d'ailleurs la fermeture d'une centaine d'autres petites maternités, plus exactement celles qui assurent moins de 1 000 accouchements par an. francetvinfo.fr 11 novembre 2023

- Une récente étude statistique révèle que plus de 167 000 Françaises vivent à plus de 45 minutes de voiture de la maternité la plus proche. publicsenat.fr 2 mars 2023

- Le Planning familial estime que, depuis quinze ans, 130 centres d'IVG ont fermé leurs portes. Le Monde a, de son côté, dénombré la fermeture de 45 établissements hospitaliers pratiquant l'IVG entre 2007 et 2017. Les centres d'orthogénie étant principalement adossés aux maternités des hôpitaux publics, la dynamique de restructurations hospitalières et de spécialisation des maternités (entre 1996 et 2019, le nombre de maternités en France est passé de 814 à 461, selon la Drees) a mécaniquement provoqué une baisse des centres d'IVG dans les hôpitaux publics. lemonde.fr 28 février 2024

Le Congrès, réuni à Versailles, a voté pour l'inscription dans la Constitution du « *droit garanti* » de recourir à l'avortement.

Le scrutin a été sans appel. Avec 780 voix pour et 72 contre, l'introduction dans la Constitution de "*la liberté garantie à la femme d'avoir recours à une interruption volontaire de grossesse*" (IVG) a été adoptée lundi 4 mars, par le Parlement réuni en Congrès à Versailles. Cette révision a été votée à une majorité écrasante : 92% des suffrages exprimés, soit un score largement supérieur aux 60% requis pour l'adoption du texte.

La fin de la proclamation des résultats ayant été noyée sous les vivats. Jusqu'à la présidente de l'Assemblée nationale Yaël Braun-Pivet qui, debout, applaudit longuement. Puis monte de la même tribune l'hymne féministe des années 70, entonné avec des députées LFI notamment.

Emmanuel Macron

A Versailles, l'ombre de Louis XIV planait au-dessus de sa tête !

- « *Fierté française, message universel* »

Gabriel Attal

Il se voit déjà rentrer dans « *l'histoire* » !

- « *C'est une étape fondamentale, une étape qui restera dans l'histoire* »

Pensant à ces milliers de femmes palestiniennes massacrées par le régime nazi qu'il soutient :

- « *Nous avons une dette morale envers toutes ces femmes qui ont souffert dans leur chair comme dans leur esprit, parfois jusqu'à y perdre la vie* »

Le ministre de la Fonction publique Stanislas Guérini (Renaissance)

Alors qu'on croule sous les lois liberticides.

- « *La France a toujours été de ces combats des libertés* »

La ministre Aurore Bergé (Renaissance)

- « *Le mot est souvent galvaudé, mais pour l'occasion, dire que c'est historique a un sens* »

L'ancien ministre de l'Agriculture Stéphane Travert (Renaissance)

- « *C'est une victoire collective* »

Laurence Rossignol (PS)

Privé de dignité, la fierté est ce qui reste quand on se prostitue.

- « *Quelle victoire, quel bonheur, quelle fierté* »

On se disait bien que le camarade Macron aussi était de gauche !

Ian Brossat (PCF)

- « *Pour une fois qu'on a un vote très large sur un sujet positif, on ne va pas bouder son plaisir* », « *une bataille idéologique remportée par la gauche* ».

Les sentiments des imposteurs sont toujours avariés et leur victoire frelatée.

La France Insoumise, Clémentine Autain

- « *C'est un grand sentiment de victoire, pour les femmes, pour notre mouvement de libération des femmes.* ».

La sénatrice écologiste Mélanie Vogel

- Un « *raz-de-marée* » « *C'est un sentiment indescriptible que je n'ai jamais vécu. On a gagné !* »

Source : AFP et divers médias.

Quand on a vendu son âme au diable, c'est normal que le corps y passe aussi un jour ou l'autre.

J-C - Légitimer les institutions réactionnaires de la Ve République a un prix, qu'est-ce qu'elles croient ? « *D'un côté on avance, de l'autre on recule* », mais il en va de même dans tous les domaines, d'où la nécessité d'en finir avec le capitalisme pour cesser de reculer, c'est logique, non ? Au lieu de "*s'épuiser*" pour rien dans des associations, elles feraient mieux de rejoindre l'avant-garde du mouvement ouvrier même si elle n'est pas parfaite...

Amputé de 10 %, le budget alloué à la lutte pour l'égalité femmes-hommes inquiète les associations - Publicsenat.fr 7 mars 2024

La France est le premier pays au monde à inscrire l'IVG dans la Constitution.

Alors que ce vote démontre l'attachement de la France aux droits des femmes, la baisse du budget de l'État dédié à l'égalité suscite l'incompréhension des associations.

Sur les 10 milliards d'euros d'économies annoncés par Bruno Le Maire, 7 millions seront supportés par la mission « *égalité femmes-hommes* » du budget 2024. À côté des plus de 2 milliards d'euros d'économies demandés au secteur de l'écologie, l'effort peut sembler dérisoire. Mais cette coupe budgétaire représente tout de même une diminution de 10 % du budget de 77 millions d'euros, voté en décembre.

« *C'est bien joli d'inscrire l'IVG dans la Constitution, mais derrière que fait-on ? Si nous ne mettons pas les moyens, toutes ces propositions resteront des vœux pieux* », regrette la porte-parole de la Fondation des Femmes. « *D'un côté on avance, de l'autre on recule, c'est épuisant pour les personnes qui s'investissent dans les associations* », ajoute Mine Günbay, directrice générale de Solidarité Femmes, qui coordonne un réseau de 80 associations et gère le numéro d'écoute 3919. Publicsenat.fr 7 mars 2024

Mensonge d'Etat partagé en famille au Parlement. Non, la France n'a pas été le premier pays à inscrire le droit à l'avortement dans sa Constitution.

Dans sa Constitution de 1974, le régime yougoslave avait instauré "*un droit humain de décider librement de la naissance de ses enfants*". C'est plus large que ce qui est prévu en France et moins net aussi. Cette disposition a survécu à l'éclatement de la Yougoslavie et a persisté dans les Constitutions des pays concernés.

À Cuba, l'avortement est également protégé de manière indirecte car les "*droits sexuels et reproductifs des femmes*" y sont garantis par la Constitution. En Afrique, plusieurs pays font référence à l'avortement de manière explicite dans leur Constitution, mais uniquement pour y donner droit dans des "*circonstances particulières*". francetvinfo.fr 4 mars 2024

Pour les despotes mystificateurs, l'imposture n'a pas d'odeur.

Ce qu'ils font à propos du sexe en général, ils le firent avec l'alcool et la drogue sans que personne ne semble s'en apercevoir ou sans comprendre pourquoi. Sachant qu'ils sont malintentionnés dans tous les cas de figure, ils l'instrumentalisent à des fins politiques selon une stratégie bien arrêtée, qui consiste à introduire un élément à usage incontrôlé au sein d'une population arriérée ou inconsciente, de manière à lui pourrir la vie en favorisant l'éclosion de rapports conflictuels aux conséquences imprévisibles et nuisibles, tragiques assez souvent.

Pourquoi ont-ils légalisé la PMA et la GMA au détriment de l'adoption des orphelins ? Pourquoi passent-ils leur temps à dresser les femmes contre les hommes, au point qu'il n'y a jamais eu autant d'hommes et de femmes en proie à la solitude ? Pourquoi encouragent-ils tant le libertinage, sinon qu'il a entraîné un nombre record d'avortements en 2022 depuis 30 ans, 234 000 ?

Ne trouvez-vous pas étrange que dans une société soi-disant évoluée, il y a de plus en plus une dichotomie entre les rapports sexuels et les rapports affectifs, au point que les premiers sont favorisés au détriment des seconds sans pour autant procurer une satisfaction pérenne à qui que ce soit, alors qu'on aurait pu croire, que la combinaison des deux garantirait un épanouissement sexuel et affectif qui contribuerait à la stabilité du couple, on assiste à l'effet inverse, tous les rapports ont tendance à se distendre et à devenir jetables au fur et à mesure que les partenaires sexuels sont interchangeables, occasionnels ou multiples ?

La dégénérescence du capitalisme, qui le conduit à renouer avec la pire barbarie, se traduit par la déchéance de la société et de tous les rapports sociaux que les hommes et les femmes avaient tissés au cours des deux derniers millénaires, au point d'être ravalés au rang d'animaux sauvages sans foi ni loi, sans principe ou valeur, favorisés par l'individualisme forcené et la philosophie nihiliste qui prévalent au sein de la classe dominante ou qu'elle revendique au nom de la liberté et de la démocratie, à défaut de pouvoir justifier cette dérive de la civilisation humaine.

La situation telle qu'elle existe avec ses multiples contradictions, engendre toutes sortes de comportements, dont les conséquences d'ordres divers échappent en grande partie à la conscience de leurs auteurs, de la même manière qu'ils ignorent les conditions qui sont à l'origine des pulsions sexuelles auxquelles ils seront confrontés, et comment ils vont pouvoir satisfaire leurs besoins affectifs, de sorte que les options qu'ils adopteront seront dictées davantage sous l'influence de l'idéologie dominante qui a multiplié les tentations nuisibles à leur portée, plutôt que le produit d'un libre choix en toute conscience, du coup le résultat sera chaotique ou à l'arrivée ils seront forcément frustrés, insatisfaits, malheureux.

C'est logique, vous ne voudriez tout de même pas que le capitalisme fasse votre bonheur, une cruelle illusion.

Leur objectif est d'atomiser au maximum tous les membres de la société, d'anéantir toute sorte de représentation sociale à caractère collectif, de pourrir tous les rapports que peuvent avoir entre eux les hommes et les femmes, afin qu'ils se détestent tous à titre individuel, car une fois parvenus à ce stade ultime de dégoût de soi-même, ils n'ont plus aucune raison de respecter quoi ou qui que ce soit, ils sont prêts à tout justifier, à tout assumer, ils doivent persévérer

dans cette voie pour en tirer un semblant de satisfaction, qui apaisera momentanément leur angoisse de l'existence ou le profond refoulement sur l'emprise duquel ils agissent.

Tout cela les idéologues du régime le connaissent par cœur. Quand ils décident de constitutionaliser le droit à l'avortement, ce n'est pas parce qu'ils seraient animés de bonnes intentions envers les femmes, c'est uniquement pour graver dans le marbre les rapports qui en sont à l'origine, qui sont le produit de la déliquescence des rapports entre les hommes et les femmes, c'est cela qu'ils célèbrent aujourd'hui et rien d'autres, peut-être sur fond d'eugénisme, je n'en sais rien, c'est possible également, puisque la fertilité est au plus bas et la stérilité au plus haut en France, ainsi que la mortalité infantile.

Quand ils en eurent besoin, ils firent la promotion du mariage et de la famille nombreuses, et ils condamnèrent le divorce et ils criminalisèrent l'avortement et les rapports sexuels hors mariage, les enfants nés hors mariage étaient considérés comme des bâtards, puis vint la période où ils encouragèrent les couples à divorcer, les femmes à avoir des enfants hors mariage, en cas de divorce le législateur accorda systématiquement la garde des enfants aux femmes, par la suite l'avortement fut toléré pour devenir un acte aussi anodin que se soulager, et au final être normalisé et même encouragé. Entre temps, ils firent la promotion des préservatifs et mirent sur le marché la pilule, puis la pilule du lendemain ou avortive, ils firent mieux qu'encourager leur usage, ils les rendirent accessibles dans des distributeurs et ils les distribuèrent gratuitement, de sorte que copuler en toute sécurité avec le ou la première venue ou dès que l'occasion se présenterait devenait possible. Où voulaient-ils en venir ?

Avant, cela commença par la légalisation de la prostitution, de la rue aux bars ou cabarets à putes, puis est venue celle de la pornographie dans des revues style le Crazy Horse et des magazines, après on eut le droit à la libéralisation des scènes à caractère sexuel au cinéma, dans la foulée ils firent la promotion du libertinage (clubs échangistes, escortes girls) qui fut suivie par celle de l'homosexualité, de la bisexualité, pour finir par la propagande en faveur de la transsexualité, tandis qu'ils couvraient soigneusement le développement de la pédophilie et toute sorte de perversités sexuelles, bref, leur société était devenu un véritable bordel à l'image du capitaliste dérégulé ou néolibéral.

Il ne s'agit pas de remettre en cause l'IVG, la contraception, le divorce, ou de condamner la prostitution ou l'homosexualité, il s'agit de comprendre pourquoi ils les ont adoptés après les avoir condamnés, quels profits ils espéraient en tirer au détriment de la population...

Ils n'interdisent ou ils n'autorisent jamais rien gratuitement, c'est avant tout politique. Refusez de s'engager politiquement revient à leur laisser le champ libre...

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

- Unrwa : "Il n'existe aucune preuve tangible sur des liens présumés entre 12 de nos employés et le Hamas" - aa.com.tr 5 mars 2024

L'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine (Unrwa) a déclaré qu'il n'avait pas encore reçu de "preuves tangibles" confirmant des allégations

israéliennes sur des liens présumés entre 12 de ses employés et le mouvement de résistance islamique Hamas.

C'est ce qui ressort des déclarations du patron de l'Unrwa, Philippe Lazzarini, mardi à la presse, à l'issue de son discours devant l'Assemblée générale des Nations Unies à New York.

Viols de masse le 7 octobre : le Hamas dément - europalestine.com 5 mars 2024

« Nous rejetons et condamnons fermement le rapport publié par la responsable de l'ONU Pramila Patten concernant les allégations de « viols et violences sexuelles » commis par des combattants de la résistance palestinienne lors des événements du 7 octobre », écrit le Hamas

« Ce rapport, affirme-t-on de même source, a été publié après l'échec des tentatives israéliennes visant à prouver ces fausses accusations, qui se sont révélées sans fondement, visant uniquement à diaboliser la résistance palestinienne et à dissimuler le rapport des rapporteurs de l'ONU sur les preuves irréfutables des horribles violations des droits humains subies par les femmes et les filles palestiniennes de la part des forces d'occupation israéliennes.

» Le rapport de Mme Patten ne documente d'ailleurs aucun témoignage de ce qu'elle appelle les victimes de ces incidents. Au lieu de cela, elle s'est appuyée sur les institutions israéliennes, les soldats et les témoins sélectionnés par les autorités israéliennes en faveur de ces accusations, qui ont été réfutées par toutes les enquêtes et rapports internationaux.

» Les allégations de Mme Patten contredisent clairement les témoignages de femmes israéliennes sur le traitement décent de la part des combattants de la résistance, ainsi que les témoignages de prisonnières israéliennes libérées qui ont confirmé le traitement décent qu'elles ont reçu pendant leur captivité à Gaza », conclut le communiqué.

Guerre Israël-Hamas : l'ONU annonce que les colonies israéliennes relèvent du « crime de guerre » - leJDD 8 mars 2024

Volker Türk, Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, a dénoncé devant le Conseil des droits de l'homme, ce vendredi 8 mars, l'établissement et l'expansion des colonies israéliennes dans les territoires palestiniens occupés. Selon lui, cela relève du « crime de guerre » et « risque d'éliminer toute possibilité pratique d'établir un État palestinien viable », d'après les informations de France 24.

Le Haut-Commissaire a fustigé le « transfert par Israël de sa propre population civile vers les territoires qu'il occupe ». leJDD 8 mars 2024

Rapport : Secrètement... Washington a conclu environ 100 contrats d'armes avec « Israël » depuis le 7 octobre - french.almanar.com.lb 6 mars 2024

Le Washington Post a rapporté que « *les États-Unis ont secrètement approuvé et conclu plus de 100 ventes militaires distinctes avec Israël depuis le début de la guerre à Gaza le 7 octobre* ».

Le journal a expliqué que « *ce nombre signifie des milliers de munitions à guidage de précision, de bombes de petit diamètre, de bombes anti-bunker, d'armes légères et d'autres aides mortelles* », selon des membres du Congrès lors d'un briefing secret tenu récemment.

« *Ce chiffre, qui n'avait pas été publié auparavant, est la preuve de la large implication de Washington dans le conflit qui dure depuis cinq mois dans la bande de Gaza* », selon le journal.

Le journal a affirmé que « *seules deux ventes militaires étrangères approuvées à Israël ont été annoncées depuis le début du conflit, à savoir des munitions pour chars d'une valeur de 106 millions de dollars et 147,5 millions de dollars de composants nécessaires à la fabrication d'obus de 155 mm* ».

Un sondage réalisé par YouGov, sous la supervision du Centre de recherche économique et politique (CEPR), a montré que « *52 % des Américains sont d'accord sur le fait que le gouvernement américain doit arrêter les livraisons d'armes à Israël afin de mettre un terme à ses attaques contre la bande de Gaza* ».

Plus tôt, le réseau américain NBC avait cité des responsables américains disant que « *Biden a tenté d'intensifier sa pression sur Israël pour qu'il apporte davantage d'aide à la bande de Gaza et réduise la gravité des attaques militaires, mais il n'est pas parvenu d'interrompre les expéditions d'armes vers ce pays.* » french.almanar.com.lb 6 mars 2024

L'ONU appelle à «*inonder*» d'aide la bande de Gaza alors qu'une quinzaine d'enfants sont morts de faim - AFP/ RT 5 mars 2024

L'Organisation des Nations unies a exhorté le monde ce 5 mars à «*inonder*» Gaza avec de l'aide pour sauver les enfants mourant de faim, après s'être rendue dans deux hôpitaux pour la première fois depuis le début de la guerre en octobre.

Médias israéliens : démissions massives de hauts responsables de l'appareil de propagande de l'armée - french.almanar.com.lb 4 mars 2024

La 14ème chaîne israélienne a rapporté que de hauts responsables de l'appareil de propagande de l'armée d'occupation ont présenté leur démission, dont à leur tête le numéro deux de l'équipe du porte-parole militaire de l'armée, Daniel Hagari.

Elle a également fait état du départ à la retraite d'un grand nombre de fonctionnaires du Département de l'information sous la direction de Hagari.

Et de souligner : *«ces démissions reflètent l'état de confusion au sein de l'agence elle-même et résultent de la protestation des officiers contre la conduite opérationnelle et personnelle en cours ».*

Parmi les retraités figurent également les colonels Shlomit Miller Botbol et Moran Katz, ainsi que le lieutenant Richard Hecht, porte-parole de l'armée israélienne pour les affaires médiatiques étrangères.

Avant la nomination de Hagari au poste de porte-parole de l'Armée, ce dernier était chargé de l'unité Shayetet 13. Il a également travaillé comme assistant de l'ancien chef d'état-major Gadi Eizenkot, en plus de son travail avec l'équipe du ministre Benny Gantz, a fait savoir la 14ème chaîne.

Selon Yaron Abraham, analyste politique de la chaîne israélienne Channel 12, *« Netanyahu a discuté il y a quelques jours avec le chef d'état-major de la poursuite de l'opération militaire, alors qu'un désaccord est survenu entre les deux parties concernant l'occupation de Rafah ».*

Et de poursuivre: *« Tandis que Netanyahu fait pression sur l'armée pour qu'elle trouve des solutions rapides, le chef d'état-major Herzl Halevy souligne la nécessité d'assurer des conditions favorables, comme l'évacuation de la zone et la coordination avec l'Égypte ».*

« Plutôt mourir que de nous enrôler dans l'armée. » Affrontements entre les Haredi et la police d'occupation - french.almanar.com.lb 3 mars 2024

Les affrontements ont repris entre des membres de la police d'occupation israélienne et des manifestants Haredi (juifs ultra-orthodoxes), lors de leur protestation, dimanche, contre la loi d'enrôlement dans l'armée d'occupation israélienne.

La Douzième chaîne israélienne a rapporté que des centaines de Haredi manifestaient et bloquaient l'autoroute à alQods occupée.

Les manifestants juifs ultra-orthodoxes ont scandé : *« Nous mourons, nous ne nous enrôlons pas dans l'armée » sachant que les médias israéliens ont rapporté que « la zone de protestation était le théâtre de fortes tensions entre les forces de police israéliennes et les manifestants ».*

Il convient de noter qu'à partir du 1er avril prochain, il n'y aura aucune base légale pour éviter l'enrôlement des Juifs Haredi dans l'armée d'occupation israélienne, puisque la validité des instructions visant à éviter leur enrôlement expire le 31 mars de cette année.

Bande de Gaza : Netanyahu affirme que Tsahal poursuivra ses opérations «jusqu'à la victoire totale» - RT 8 mars 2024

«Tsahal continuera à agir contre le Hamas dans tous les coins de Gaza, y compris à Rafah, son dernier bastion», a assuré le 7 mars le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu.

Celui-ci s'exprimait lors d'une cérémonie de remise de diplômes aux cadets de l'école des officiers de Tsahal (Bahad 1), dans le sud d'Israël.

Durant son discours, le chef du Likoud a notamment insisté sur le fait qu'Israël «*frappera ses ennemis jusqu'à la victoire totale*», en promettant de détruire le «*régime meurtrier du Hamas, d'éliminer les terroristes, de détruire les tunnels*». RT 8 mars 2024

Israël interdit de séjour par le Chili au plus grand salon aérospatial d'Amérique latine - europalestine.com 7 mars 2024

«*Par décision du gouvernement chilien, la version 2024 du Salon international de l'air et de l'espace (FIDAE), qui se tiendra entre le 9 et le 14 avril, n'aura pas la participation d'entreprises israéliennes* », a précisé le ministère chilien de la Défense. europalestine.com 7 mars 2024

Les dirigeants de l'Asean et d'Australie appellent à un cessez-le-feu ‘immédiat et durable’ à Gaza - aa.com.tr 6 mars 2024

Les dirigeants des pays d'Asie du sud-est (Asean) et d'Australie ont appelé, mercredi, à un cessez-le-feu ‘*immédiat et durable*’ dans la bande de Gaza, théâtre d'une guerre israélienne à outrance depuis des mois.

C'est ce qui ressort d'un communiqué commun rendu public à l'issue du sommet Asean-Australie, qui a débuté lundi dans la ville australienne de Melbourne.

‘*Nous condamnons les attaques contre tous les civils et les infrastructures civiles qui conduisent à une dégradation supplémentaire de la situation humanitaire à Gaza, y compris les restrictions d'accès à la nourriture, à l'eau et à d'autres besoins vitaux*’, indique le communiqué commun consulté par Anadolu.

Et d'ajouter : ‘*nous appelons à un cessez-le-feu immédiat et durable pour des raisons humanitaires dans la bande de Gaza*’.

Les dirigeants des pays d'Asie du sud-est et d'Australie demandent également ‘*l'acheminement rapide, sûr, durable et sans entrave de l'aide humanitaire à tous ceux qui en ont besoin en augmentant la capacité des points de passage frontaliers, y compris par voie maritime*’. aa.com.tr 6 mars 2024

Le ministre sud-africain des Relations internationales, Naledi Pandor, a déclaré mardi que les pays devraient recourir à la force pour briser le blocus israélien sur l'aide humanitaire entrant à Gaza. - europalestine.com 7 mars 2024

Naledi Pandor rencontrait son homologue danois à Pretoria. Les deux dirigeants ont discuté des relations bilatérales et de la guerre menée par Israël contre Gaza. «*Ces puissantes forces*

armées du monde devraient recevoir l'ordre de leurs présidents ou premiers ministres de se rendre à la frontière de Rafah et leurs soldats escorteront tous ces camions vers Gaza et la Cisjordanie. Et comme ce sont des amis très proches d'Israël, ils seront sûrement autorisés à passer en toute sécurité. Je ne peux pas imaginer qu'ils subissent les tirs des forces israéliennes », a déclaré la ministre.

Plus de 600 employés de Google demandent le boycott d'une conférence technologique israélienne - europalestine.com 6 mars 2024

Plus de 600 employés de Google ont signé une lettre adressée à la direction marketing de Google pour lui demander d'abandonner son parrainage de Mind the Tech, une conférence annuelle promouvant l'industrie technologique israélienne qui se tient à New York cette semaine.

« Veuillez vous retirer de Mind the Tech, présenter des excuses et soutenir les employés et les clients de Google qui sont désespérés par les pertes de vies humaines à Gaza ; nous avons besoin que Google fasse mieux », peut-on lire dans la lettre.

Lundi, les propos de Barak Regev, directeur général de Google Israël, ont été interrompus par un ingénieur logiciel de Google Cloud qui a crié que son travail ne devait pas être mis au service de la surveillance et du génocide. Il a été rejoint par un organisateur des groupes israéliens antisionistes Shores et Jewish Voices for Peace.

« Je ne vois pas comment je pourrais continuer mon travail d'ingénieur sans faire cela », a déclaré plus tard l'ingénieur de Google à Hell Gate. *« Je considère que cela fait partie de mon travail d'ingénieur, et j'espère que d'autres ingénieurs de Cloud me verront faire cela, et j'espère que cela les galvanisera. »*, rapporte WIRED.

Zelda Montes, ingénieur logiciel chez YouTube qui a participé à une manifestation lundi à l'extérieur de la conférence, a déclaré à WIRED que la solidarité des travailleurs était particulièrement importante dans le contexte des *« technologies d'IA israéliennes utilisées pour la surveillance et le génocide du peuple palestinien »*.

La lettre interne contre la participation de Google à Mind the Tech a été diffusée pour la première fois au sein de Google le 29 février. Elle a été rédigée par plusieurs organisateurs de No Tech for Apartheid, un groupe de campagne appelant à mettre fin au projet Nimbus – un contrat d'informatique en nuage de 1,2 milliard de dollars conclu entre le gouvernement israélien et Google et Amazon et annoncé pour 2021 – ainsi qu'à tout autre contrat répréhensible.

No Tech for Apartheid affirme que les conditions du contrat Nimbus pourraient permettre l'utilisation à des fins militaires des technologies de l'informatique en nuage des entreprises américaines, y compris des outils d'intelligence artificielle. Des documents obtenus par The Intercept indiquent que les outils du projet Nimbus peuvent être utilisés pour la surveillance, un aspect décisif de l'occupation israélienne des territoires palestiniens.

Parmi les signataires figurent des employés à temps plein de Google ainsi que des employés temporaires, des fournisseurs et des sous-traitants. europalestine.com 6 mars 2024

Médias israéliens : démissions massives de hauts responsables de l'appareil de propagande de l'armée - french.almanar.com.lb 4 mars 2024

La 14ème chaîne israélienne a rapporté que de hauts responsables de l'appareil de propagande de l'armée d'occupation ont présenté leur démission, dont à leur tête le numéro deux de l'équipe du porte-parole militaire de l'armée, Daniel Hagari.

Elle a également fait état du départ à la retraite d'un grand nombre de fonctionnaires du Département de l'information sous la direction de Hagari.

Et de souligner : *«ces démissions reflètent l'état de confusion au sein de l'agence elle-même et résultent de la protestation des officiers contre la conduite opérationnelle et personnelle en cours ».*

Parmi les retraités figurent également les colonels Shlomit Miller Botbol et Moran Katz, ainsi que le lieutenant Richard Hecht, porte-parole de l'armée israélienne pour les affaires médiatiques étrangères.

Avant la nomination de Hagari au poste de porte-parole de l'Armée, ce dernier était chargé de l'unité Shayetet 13. Il a également travaillé comme assistant de l'ancien chef d'état-major Gadi Eizenkot, en plus de son travail avec l'équipe du ministre Benny Gantz, a fait savoir la 14ème chaîne.

Selon Yaron Abraham, analyste politique de la chaîne israélienne Channel 12, « Netanyahu a discuté il y a quelques jours avec le chef d'état-major de la poursuite de l'opération militaire, alors qu'un désaccord est survenu entre les deux parties concernant l'occupation de Rafah ».

Et de poursuivre: *« Tandis que Netanyahu fait pression sur l'armée pour qu'elle trouve des solutions rapides, le chef d'état-major Herzi Halevy souligne la nécessité d'assurer des conditions favorables, comme l'évacuation de la zone et la coordination avec l'Égypte ».* french.almanar.com.lb 4 mars 2024

« Plutôt mourir que de nous enrôler dans l'armée.. » Affrontements entre les Haredi et la police d'occupation - french.almanar.com.lb 3 mars 2024

Les affrontements ont repris entre des membres de la police d'occupation israélienne et des manifestants Haredi (juifs ultra-orthodoxes), lors de leur protestation, dimanche, contre la loi d'enrôlement dans l'armée d'occupation israélienne.

La Douzième chaîne israélienne a rapporté que des centaines de Haredi manifestaient et bloquaient l'autoroute à alQods occupée.

Les manifestants juifs ultra-orthodoxes ont scandé : *« Nous mourons, nous ne nous enrôlons pas dans l'armée » sachant que les médias israéliens ont rapporté que « la zone de*

protestation était le théâtre de fortes tensions entre les forces de police israéliennes et les manifestants ».

Il convient de noter qu'à partir du 1er avril prochain, il n'y aura aucune base légale pour éviter l'enrôlement des Juifs Haredi dans l'armée d'occupation israélienne, puisque la validité des instructions visant à éviter leur enrôlement expire le 31 mars de cette année. french.almanar.com.lb 3 mars 2024

L'Algérie demande aux pays musulmans de rompre leurs relations avec Israël - RT 7 mars 2024

À l'occasion de la réunion des ministres des Affaires étrangères des pays membres de l'Organisation de coopération islamique, le chef de la diplomatie algérienne a demandé à ses partenaires de rompre leurs relations économiques, diplomatiques et culturelles avec l'État hébreu.

Le chef de la diplomatie algérienne a prôné l'unification des «*positions collectives*» des pays de l'OCI et a proposé de les «*appuyer avec des mesures et des initiatives pour répondre aux cris de détresse de nos frères palestiniens et mettre fin à l'injustice, à la souffrance et aux affres dues à une agression barbare*».

Il aurait espéré de ses partenaires musulmans «*sans hésitation et sans équivoque, la rupture des relations diplomatiques, culturelles, économiques, commerciales, militaires et sécuritaires*», avec Israël.

Sur les 57 membres de l'Organisation de coopération islamique, certains pays ont des relations avec l'État hébreu, à l'instar de la Turquie, des Émirats arabes unis, de Bahreïn, du Soudan, du Maroc, de l'Azerbaïdjan, de la Jordanie, de l'Égypte et de plusieurs pays africains. RT 7 mars 2024

Gaza : après avoir usé de leur droit de veto et armé Israël, les États-Unis envoient de l'aide humanitaire - RT 8 mars 2024

La bande de Gaza verra-t-elle bientôt émerger un port américain temporaire ? «*Ce soir, j'ordonne aux forces armées américaines de conduire une mission d'urgence pour établir un port temporaire sur la côte de Gaza pouvant accueillir de grands navires transportant de la nourriture, de l'eau, des médicaments et des abris provisoires*», a déclaré Joe Biden le 7 mars.

Fin décembre, les médias israéliens rapportaient que l'État hébreu avait reçu «*plus de 10 000 tonnes d'armements et d'équipements militaires*» des États-Unis, livrés en moins de trois mois par «*244 avions-cargos et 20 navires américains*».

Outre le soutien militaire de 3 milliards de dollars d'aide annuelle, en novembre dernier, le président américain avait demandé au moins 14,3 milliards de dollars d'aide supplémentaire pour l'État hébreu, rapportait un article d'Axios datant du 20 octobre. Cette nouvelle

enveloppe comprend notamment de l'argent pour les systèmes de défense aérienne et antimissile, y compris le Dôme de fer.

Sur la scène diplomatique, les États-Unis ont utilisé à trois reprises leur droit de veto pour bloquer des résolutions au Conseil de sécurité de l'ONU réclamant un cessez-le-feu à Gaza. Washington s'en était servi le 18 octobre contre la proposition brésilienne, le 8 décembre contre celle des Émirats arabes unis et dernièrement contre celle portée par l'Algérie, au nom des pays arabes, le 20 février.

Depuis 1970, les États-Unis ont fait usage à 36 reprises de leur droit de veto pour bloquer des résolutions des Nations unies concernant le conflit israélo-palestinien. RT 8 mars 2024

- Le porte-parole du Pentagone, Pat Ryder, a déclaré vendredi à la presse que la solution envisagée par les États-Unis permettrait de livrer *“jusqu'à deux millions de repas par jour”* (pour une population gazaouie d'environ 2,3 millions). Il a toutefois ajouté qu'il faudrait de 30 à 60 jours pour la faire aboutir, *“ce qui soulève des questions quant à la manière dont la famine à Gaza sera évitée dans les jours à venir, qui sont critiques”*, s'inquiète le New York Times. Israël, de son côté, s'est félicité de l'inauguration de ce corridor maritime, mais a averti que toute cargaison devrait être *“soumise à des contrôles de sécurité”* stricts. Courrier International 9 mars 2024

Mimétisme.

L'Europe se presse d'acheminer, par voie maritime, de l'aide humanitaire à Gaza - Courrier International 9 mars 2024

Au lendemain de l'annonce par Joe Biden de l'ouverture prochaine d'un corridor maritime entre Chypre et la bande de Gaza, l'Union européenne (UE) a fait savoir, vendredi 8 mars, qu'elle passerait également par la mer pour acheminer son aide humanitaire dans le territoire palestinien, et ce dès ce week-end, rapporte la BBC. *“Nous sommes désormais très proches de l'ouverture du couloir, espérons-le ce dimanche. Et je suis très heureuse de voir qu'une première opération pilote sera lancée aujourd'hui”*, a déclaré à la presse la présidente de la Commission européenne, Ursula Von der Leyen, après avoir visité les installations portuaires du port chypriote de Larnaca, point de départ des expéditions. Courrier International 9 mars 2024

France occupée (Vigipirate et Sentinelle)

Les candidats sont nombreux, mais les vocations sont rares, en fabriquer prend du temps, trop apparemment !

Sondage - 57% des Français souhaitent revenir sur l'interdiction du cumul des mandats - leJDD jeu. 7 mars 2024

Le débat sur le cumul des mandats en France ressurgit à la lumière d'une nouvelle enquête menée par l'institut CSA pour CNews, Europe 1 et le JDD. leJDD jeu. 7 mars 2024

Le VRP du complexe militaro-industriel-financier toujours en quête de légitimité introuvable bénéficie de l'union nationale parlementaire.

La ficelle est trop grosse, Macron a encore endossé son costard de chef de guerre histoire d'impressionner une fois de plus les esprits les plus faibles ou les naïfs, pour les convaincre qu'il serait le sauveur suprême face à la terrible menace russe qui planerait sur la France, fort du consensus obtenu au Parlement européen en faveur d'un crédit supplémentaire de 50 milliards d'euros à l'armée néonazi ukrainienne auquel ont pris part les imposteurs de gauche, il n'a rien trouvé de mieux que d'accuser son challenger d'extrême droite de collusion avec la Russie en espérant ainsi limiter la casse lors de l'élection européenne...

Bref comme à son habitude, il instrumentalise tout ce qui bouge, et les éditorialistes et autres géopolitologues à la noix lui emboîtent le pas histoire de faire monter la sauce en croisant les doigts pour qu'elle prenne, pas si sûr qu'ils y parviennent cette fois-ci, alors le psychopathe va-t-en-guerre en rajoute une couche tous les jours dans la provocation en se moquant d'être désavoué par ses homologues européens ou américains, il est en campagne électorale.

Côté cour.

- Les velléités guerrières d'Emmanuel Macron font quasiment l'unanimité contre elles. Publicsenat.fr 7 mars 2024

Côté jardin.

- Autre alignement des chefs de partis : tous sont d'accord sur le principe du soutien à l'Ukraine. « *Nous avons rappelé notre soutien indéfectible à la résistance ukrainienne* », a ainsi rappelé le numéro 1 du PS, Olivier Faure.

« *Il sort de cette réunion très clairement qu'il faut soutenir l'Ukraine. On est très clair sur le fait que tous les chefs de partis l'ont dit. Mais je vois bien qu'il y a les paroles dans les salles, les actes en vrai, puis les postures historiques. Je vois toujours un peu d'hypocrisie derrière les positions de chacun* », note Marine Tondelier, secrétaire nationale des Ecologistes (EELV), qui se satisfait malgré tout de cette unité « *de façade* ». Publicsenat.fr 7 mars 2024

Il compte jouer sur la stratégie du chaos et de la peur que tous dénoncent tout en y participant comme on vient de le voir, ce qui ne peut conduire qu'à les décrédibiliser également, à ceci près que c'est lui qui mène la danse et fixe les règles, il est donc porté à croire qu'à l'arrivée il en tirera profit, c'est tout du moins ce que ses conseillers lui soufflent dans l'oreille, ce qui ne lui évitera pas de se ramasser si les masses privilégiaient le refus de s'engager davantage dans la guerre au côté de l'Ukraine.

- **À Prague, Macron joue les leaders de la coalition antirusse, appelant les Européens à «ne pas être lâches» - AFP/RT 5 mars 2024**

«*Si chaque jour nous expliquons quelles sont nos limites*» face au président russe Vladimir Poutine qui, lui, «*n'en a aucune et a lancé cette guerre, je peux déjà vous dire que l'esprit de défaite est là qui rôde*», a déclaré le président français lors de sa visite ce 5 mars en République tchèque, enjoignant les alliés européens de Kiev à «*ne pas être lâches*». (Il devait penser à sa propre défaite annoncée et signifiait qu'en tant que psychopathe assumé, il ne doutait de rien, il ne risque pas de devenir "lâche, c'est dans sa nature depuis son adolescence. J-C)

«*J'assume pleinement*» le «*sursaut stratégique auquel j'ai appelé*», a-t-il martelé lors d'une conférence de presse, estimant que «*a clarté*» de ses propos était «*ce dont l'Europe avait besoin*». (Traduire : il a surtout besoin d'un "sursaut" des électeurs pour éviter un désastre lors de l'élection européenne. - J-C)

«*Nous n'avons pas besoin (...) de discussions sur le fait d'avoir plus ou moins de courage*», a déjà réagi ce 5 mars le ministre allemand de la défense Boris Pistorius, lors d'une conférence de presse à Stockholm avec son homologue suédois Pal Jonson. «*Cela n'aide pas vraiment à résoudre les problèmes que nous avons lorsqu'il s'agit d'aider l'Ukraine autant que nous le pouvons*», a-t-il ajouté. Le ministre suédois de la Défense a estimé de son côté qu'il était «*important de garder (notre) unité*» pour soutenir l'Ukraine. (Macron a brassé du vent, l'essentiel était ailleurs, c'est ce qu'ils ont souligné. - J-C)

Le président ukrainien Volodymyr Zelensky «*n'a jamais demandé que des troupes étrangères combattent pour son pays*», a aussi fait remarquer le porte-parole de la Maison Blanche. «*Il n'y aura pas de troupes américaines engagées au sol en Ukraine. Et vous savez quoi? Ce n'est pas ce que demande le président Zelensky. Il demande des outils et des capacités. Il n'a jamais demandé que des troupes étrangères combattent pour son pays*», a déclaré John Kirby, porte-parole du Conseil de sécurité nationale. AFP/RT 5 mars 2024

Macron et Biden ont les mêmes conseillers et ils adoptent les mêmes postures.

- Guerre en Ukraine: Joe Biden exhorte le Congrès américain à soutenir Kiev pour "arrêter Poutine" - AFP/BFMTV 8 mars 2024

"*Je ne plierai pas*" face à Poutine, a promis le président américain, exhortant le Congrès à voter l'aide à l'Ukraine pour "arrêter" le président russe. "*Je vous assure que Poutine ne s'arrêtera pas à l'Ukraine. Mais l'Ukraine peut arrêter Poutine si nous la soutenons et lui fournissons les armes dont elle a besoin pour se défendre*", a-t-il martelé. "*C'est tout ce que demande l'Ukraine. Elle ne réclame pas de soldats américains*", a-t-il ajouté. AFP/BFMTV 8 mars 2024

Qui les arrêtera sinon les peuples qui les chasseront du pouvoir, à commencer par Macron !

Dans l'éditorial de La Tribune de travailleurs (PT) de cette semaine :

- L'alternative est claire : ou bien l'économie de guerre qui sacrifie les peuples et les conquêtes sociales, ou bien l'économie de paix au service du plus grand nombre. Ou bien un gouvernement capitaliste de guerre et de mort, ou bien un gouvernement des travailleurs et de la démocratie qui rompt avec l'OTAN et œuvre à la paix entre les peuples.

En famille dans le camp de la guerre. La collaboration de classe aussi est « sans limite ».

« Sans limite » : Emmanuel Macron accentue le soutien français à l'Ukraine devant les chefs de parti - leJDD 7 mars 2024

Au cours d'une réunion de près de trois heures, ce jeudi matin, le chef de l'État a précisé aux chefs de parti qu'il n'y avait « aucune limite », « aucune ligne rouge » au soutien de la France à l'Ukraine, en guerre contre la Russie, selon Fabien Roussel, premier secrétaire du Parti communiste et Jordan Bardella, président du Rassemblement national (RN), qui se sont exprimés à la sortie de l'Élysée. leJDD 7 mars 2024

Et puis, leur langage guerrier n'est pas tombé dans l'oreille d'un sourd. Il y a des signes qui ne trompent pas : La guerre ça rapporte gros!

Bourse : le CAC40 bat son record historique - LePoint.fr 7 mars 2024

L'euphorie boursière se poursuit pour le CAC40. Après avoir déjà battu plusieurs fois son record ces dernières semaines, l'indice a franchi le cap inédit des 8 000 points pour s'établir à 8 029 unités en cours de séance. En quatre mois et demi, le CAC40 a progressé à un rythme effréné de 18 %. Et les bonnes performances des grandes entreprises n'expliquent pas à elles seules cette envolée.

Depuis quatre ans et le krach lié à la pandémie de Covid-19, l'indice phare de la Bourse de Paris a mieux que doublé, au point de « peser » 250 milliards d'euros de plus que le FTSE, son équivalent londonien.

Deux facteurs justifient ce phénomène : 1. Les excellents résultats de nos principaux fleurons du business ; les membres du CAC 40 devraient dépasser les 140 milliards d'euros de profits cumulés pour la troisième année d'affilée. 2. La perspective que la Banque centrale européenne baisse les taux d'intérêt directs avant l'été.

Quant à la guerre en Ukraine, c'est étrange à dire, mais elle n'a quasiment aucune incidence sur la Bourse. « *Un peu cyniquement, la guerre en Ukraine n'a inquiété les marchés que lorsqu'elle a impacté les matières premières, renseigne Alexandre Baradez, responsable de l'analyse de marché chez IG France. Mais maintenant que le prix du gaz est revenu à son niveau d'avant le conflit et que ceux du pétrole et des métaux restent à des niveaux normaux, ce n'est pas un sujet de préoccupation majeure. Il faudrait un événement très fort pour que cela le redevienne.* »

« *En Europe, la valorisation sur les marchés de la Tech a crû de 16 % depuis le début de l'année. Les autres secteurs en croissance ont été l'automobile (+ 11 %) et l'hôtellerie-loisirs (+ 9 %), le luxe arrivant derrière (+ 7 %), ce qui est nouveau.* » Les entreprises stars de la cote pourront-elles répliquer leurs résultats records cette année ? Alexandre Baradez le pense. « *Cela peut paraître un peu cynique, mais nombre d'entre elles ont réduit leurs effectifs ces derniers mois, ce qui a amélioré leur rentabilité et a compensé la diminution de leur capacité*

à fixer les prix. Par ailleurs, les dernières statistiques allemandes et chinoises sont encourageantes. »

Outre le CAC40 parisien, les places boursières de New York, Tokyo, Francfort, Amsterdam ou encore Copenhague ont elle aussi battu leurs records de valorisation en 2024. LePoint.fr 7 et 8 mars 2024

Etats-Unis.

Des soldats dans le métro de New York pour une “démonstration de force” - Courrier International 7 mars 2024

“Des soldats dans le métro”, annonce à sa une le New York Daily News, jeudi 7 mars. “Sept cent cinquante soldats de la garde nationale et 250 policiers vont vérifier les sacs et renforcer la sécurité face à une flambée de violence.” Il ne s’agira pas de patrouiller dans les trains, mais d’augmenter les contrôles près des tourniquets, précise le tabloïd, pour éviter la présence d’armes. Ainsi en a décidé la gouverneure de l’État de New York, Kathy Hochul, dans le cadre d’un plan d’action présenté mercredi, comprenant aussi l’installation de caméras dans les cabines des conducteurs.

“Avec une criminalité dans le métro en hausse de 13 % sur le début de l’année, et après une vague d’attaques contre des conducteurs et des passagers”, la gouverneure démocrate envoie ainsi “des forces en sous-sol”, titre le New York Post. Une telle “démonstration de force” dans le métro n’avait plus eu lieu depuis l’après-11 septembre 2001, selon le tabloïd conservateur.

Le syndicat des salariés de transports salue un pas dans la bonne direction. Des passagers se disent en revanche mal à l’aise et affirment se sentir en sécurité dans le métro. De fait, il y a moins d’une chance sur un million d’être victime d’un crime violent sur un trajet, rappelle le journal de centre gauche.

La mesure est aussi dénoncée par des défenseurs des libertés civiles, qui craignent un retour à la “tolérance zéro” des années Rudolf Giuliani et aux fouilles visant particulièrement les minorités, explique une éditorialiste du New York Times, Mara Gay.

Guerre de l’OTAN en Ukraine contre la Russie.

800 000 obus pour l’Ukraine : le président tchèque annonce avoir réuni les fonds - RT 8 mars 2024

«Depuis ce matin, nous avons collecté le montant total pour l’achat de toutes les munitions, soit les 800 000 pièces», a déclaré le 7 mars Petr Pavel, cité par le portail Idnes.cz. Ces obus devraient être livrés «dans quelques semaines» à l’Ukraine, a ajouté le président tchèque, qui n’a pas précisé le montant de cette commande.

Dans un article publié le 22 février, le *Financial Times* avait avancé un montant d'1,5 milliard de dollars (1,38 milliard d'euros) nécessaires à un tel achat, citant des «*responsables proches des discussions*».

La Belgique, le Royaume-Uni, la Lituanie, les Pays-Bas, la Norvège et la Suède font partie des contributeurs de cette aide à une armée ukrainienne mise à mal sur le front après la perte mi-février d'Avdeïevka et de plusieurs autres localités dans ce secteur.

Cette initiative de Petr Pavel, ancien général de l'OTAN, avait été annoncée le 17 février lors de la conférence sur la sécurité à Munich. «*Nous avons identifié un demi-million de munitions de 155 millimètres et 300 000 munitions de 122 millimètres*», avait déclaré le président tchèque, sans préciser dans quels pays se trouvaient ces obus.

La fourniture de 800 000 obus à l'Ukraine doublerait le nombre d'obus jusqu'alors fourni par l'Union européenne, à en croire les chiffres annoncés par le chef de la diplomatie ukrainienne, Dmytro Kouleba, qui déclarait le 19 février à ses homologues européens n'avoir reçu que 400 000 obus sur le million promis par les Vingt-Sept. Selon ce dernier, l'Ukraine aurait besoin de 2,5 millions d'obus en 2024, suggérant une consommation journalière d'environ 7 000 munitions.

Un niveau qui, selon une députée ukrainienne, serait alors proche des 6 000 coups quotidiens tenus par l'armée ukrainienne durant sa contre-offensive, qui s'était soldée par un échec. Face à ce rythme, l'armée russe aurait quant à elle tiré 60 000 coups par jour, selon le ministère estonien de la Défense. RT 8 mars 2024

Argentine.

Argentine: l'agence de presse publique Télam fermée à ses salariés, le site web inaccessible - RFI 5 mars 2024

Lundi matin, Hernan et les 700 employés de Télam ont appris qu'ils étaient dispensés de travailler pendant une semaine, le temps que le gouvernement définisse le plan de fermeture de l'agence. RFI 5 mars 2024

Le président argentin Javier Milei affirme que l'avortement est un "meurtre" - BFMTV 7 mars 2024

Le président argentin Javier Milei a assuré ce mercredi 6 mars dans un discours devant des collégiens et des lycéens qu'il considérait l'avortement, légal dans le pays, comme un "meurtre", et les partisans de sa légalisation comme des "assassins".

Depuis son entrée en fonction, Javier Milei a supprimé le ministère des Femmes, des Genres et de la Diversité, et annoncé la fermeture de l'Institut national contre les discriminations (Inadi). BFMTV 7 mars 2024

Mexique.

Mexique: des manifestants enfoncent la porte du palais présidentiel - AFP 6 mars 2024

Plusieurs dizaines de personnes, qui manifestaient mercredi contre l'enlèvement et la disparition en 2014 de 43 étudiants de l'école normale d'Ayotzinapa, ont enfoncé une des portes du palais présidentiel à Mexico, selon des images de la chaîne Milenio.

Sur ces images, on voit les manifestants utiliser une camionnette pour enfoncer la porte avant que certains d'entre eux, le visage masqué, ne pénètrent dans le palais.

Le président Andrés Manuel López Obrador a dénoncé une "*provocation*", alors que la campagne électorale a commencé au Mexique vendredi dernier pour désigner son successeur le 2 juin.

"*C'est un mouvement contre nous*", a-t-il dit lors de sa conférence de presse habituelle, interrogé par les journalistes sur ce qui se passait à l'extérieur du palais national.

"*Ils voudraient que nous répondions de manière violente. Nous n'allons pas le faire car nous ne sommes pas des oppresseurs*", a-t-il poursuivi. "*On va réparer la porte et il n'y a pas de problème*", a-t-il assuré.

La candidate du parti au pouvoir Claudia Sheinbaum est la grande favorite de l'élection présidentielle, portée par la popularité du président sortant, qui ne peut pas se représenter après un mandat unique de six ans selon la Constitution.

Le président a assuré que les manifestants seraient écoutés par un membre du ministère de l'Intérieur. Il a estimé que les avocats et les activistes qui accompagnent les parents étaient motivés par des "*objectifs politiques*". AFP 6 mars 2024

Haïti.

Les gangs passent à l'attaque du pouvoir politique en Haïti - Réseau Voltaire 7 mars 2024

Des gangs, coalisés par Jimmy Chérizier, dit « *Barbecue* », leader du groupe G9, ont attaqué les deux principales prisons de Haïti, le pénitencier national de Port-au-Prince et la prison civile de la Croix des Bouquets. Environ 3 700 prisonniers se sont échappés. Puis ils ont aussi attaqué des commissariats de police et l'Académie de Police. Les gangs coalisés ont tenté d'enlever le chef de la Police et réclament la démission du chef de l'État, le président Ariel Henry.

Celui-ci s'est déplacé au Kenya pour tenter de persuader le gouvernement de participer à un projet de « *Mission d'appui à la sécurité multinationale* » en Haïti, conformément à ce que les Etats-Unis avaient élaboré devant le Conseil de sécurité de l'Onu. Mais saisie par l'opposant

Ekuru Aukot, la Haute Cour de Nairobi a statué que mourir à Haïti ne faisait partie des missions constitutionnelles de la police kenyane. Tout au plus le président Henry a-t-il pu signer un accord précisant les fonctions de cette mission si elle devait être déployée.

Les États-Unis ont démenti avoir demandé à leur protégé, le président Ariel Henry, de démissionner. Cependant, celui-ci semble s'être exilé chez eux. Sa légitimité est contestée depuis de début. En effet, il a été imposé par les puissances occidentales après l'assassinat du président Jovenel Moïse. Il n'a jamais été confirmé par des élections.

Daniel Foote, envoyé spécial du président états-unien, Joe Biden, avait lui-même dénoncé cette ingérence : *« Je pense qu'Haïti ne connaîtra jamais la stabilité tant que ses citoyens ne seront pas jugés dignes de choisir leurs dirigeants en toute équité et honnêteté [...] On ne peut qu'être effaré par cette illusion de toute-puissance qui nous persuade que ce serait à nous, une fois de plus, de désigner le vainqueur ».*

De 1957 à 2005, les États-Unis n'ont cessé d'intervenir à Haïti, renversant tout pouvoir démocratique. Dernière opération en date, le renversement du président Jean-Bertrand Aristide [1] avec l'aide de la France et plus particulièrement de Régis Debray [2], en 2004. Réseau Voltaire 7 mars 2024

Chine.

J-C - Non, pas plus que les puissances occidentales la Chine et la Russie ou les Brics n'œuvrent au bien commun des peuples, mais à la survie du capitalisme. Ils le disent eux-mêmes, il suffit de savoir lire.

Le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi, lors d'une conférence de presse à Pékin le 7 mars 2024. - AFP 7 mars 2024

"La Chine et la Russie ont créé un nouveau modèle pour les relations entre grandes puissances, qui diffère complètement de l'ancienne époque de la Guerre froide", a indiqué Wang Yi.

"Sur la base du non-alignement, de la non-confrontation et du non-ciblage de pays tiers, nous poursuivrons sur la voie d'une amitié de bon voisinage permanente et d'un approfondissement de notre coopération stratégique globale" avec Moscou, a-t-il souligné.

"Il n'existe pas de conflit d'intérêt fondamental entre la Chine et l'Europe", a souligné Wang Yi, pour qui "les intérêts communs des deux parties l'emportent de loin sur leurs différences".

"Le fait qu'aujourd'hui, au XXIe siècle, cette catastrophe humanitaire ne puisse être arrêtée est une tragédie humaine, plus encore, c'est une honte pour la civilisation", a également déclaré le chef de la diplomatie chinoise. AFP 7 mars 2024

LE SOCIALISME

Le 16 mars 2024

J'ai inclus la causerie du 15 une fois les fautes corrigées, j'avais oublié !

Pour être de bonne humeur... en musique.

■ [Joe Bonamassa - "Twenty-Four Hour Blues" - Live At The Hollywood Bowl With Orchestra - février 2024](#)

Toujours en forme Joe, cela fait plaisir à voir et à entendre, je crois que ce type est sympa, ce qui ne gâche rien, un génie comme on les aime, et le blues aussi.

L'autre instrument de leur guerre contre tous les peuples : La faim.

L'Onu suspend l'aide alimentaire aux nouveaux réfugiés soudanais au Tchad - Sputnik Afrique 12.03.2024

Le Programme alimentaire mondial de l'Onu a annoncé la suspension de son aide alimentaire aux nouveaux réfugiés soudanais au Tchad à partir d'avril.

L'aide apportée par l'Onu aux Soudanais ayant trouvé refuge dans l'est du Tchad voisin est menacée par le manque croissant de fonds. L'Onu entend la suspendre en avril, a annoncé le mardi 12 mars le Programme alimentaire mondial (PAM) dans un communiqué.

"Les programmes de distribution de vivres s'arrêteront dans quelques semaines en l'absence d'un financement urgent. Pour assurer un soutien continu aux personnes touchées par la crise au Tchad au cours des six prochains mois, l'agence onusienne basée à Rome a besoin d'urgence de 242 millions de dollars", lit-on dans le communiqué.

Cette alerte du PAM intervient alors que des milliers de réfugiés continuent d'affluer du Darfour et que la saison des pluies menace de couper l'accès routier aux livraisons humanitaires dans les camps de l'est du pays, où près d'un million de réfugiés soudanais ont trouvé refuge, rappelle l'Onu.

"Notre financement s'épuise à ce moment dramatique", a indiqué le représentant du PAM au Tchad. Sputnik Afrique 12.03.2024

Notre destin est entre de bonnes mains !

1917 - « *L'ensemble de nos progrès technologiques tant vantés, et de notre civilisation en général, pourraient être comparés à une hache entre les mains d'un criminel pathologique.* »

Albert Einstein (1879-1955).

Mon commentaire publié par un blog.

- "*Les états coloniaux ont une durée de vie limitée*", les trois quart des pays de la planète le sont encore de manière déguisée depuis de nombreuses générations. Le problème voyez-vous, c'est que la vie des hommes est plus courte et ils y seront soumis toute leur vie, tout comme les esclaves que nous sommes des Etats colonisateurs, et je ne suis pas certain que Chris Hedges en ait conscience ou se sente réellement concerné.

Israël "*sera désormais un état paria. Cela s'est manifesté publiquement le 12 décembre dernier à New York lorsque 153 états membres de l'Assemblée Générale des Nations unies ont voté en faveur d'un cessez-le-feu*", tu parles, un argument à deux balles, j'ignore le calibre, petit à côté de cela :

- En 2023, à une écrasante majorité de 187 voix pour, deux contre (États-Unis et Israël) et une abstention (Ukraine), la résolution appelant les États-Unis à mettre fin au blocus de Cuba a été adoptée pour la 31e fois, sans effet, ce blocus dure depuis 1962.

- Le 4 novembre 2023, sur les 193 États membres de l'ONU, la résolution condamnant la glorification du nazisme a été adoptée par une majorité de 58% des États du monde et de 69% des suffrages exprimés, 105 voix pour, 52 contre, 15 abstentions. Ce texte présenté par la Russie depuis 2012 a toujours obtenu la majorité des voix, pour autant aucun des 31 Etats de l'OTAN qui a mis en place le régime néonazi de Kiev n'a quitté cette organisation.

- Depuis 1947, Israël a fait l'objet de plus de 50 résolutions et condamnations de l'ONU, qui n'ont pas été respectées ni prises en compte, selon une estimation généreuse envers l'Etat sioniste. Tout le monde s'en contrefout, y compris l'auteur de cet article.

Dans la causerie du 10 mars 2024

De la métaphysique au nihilisme.

L'oisiveté et la paresse intellectuelle sont de vilains défauts...

Combattre l'ignorance, c'est combattre l'esclavage, c'est combattre pour la liberté.

Qui ne progresse pas, régresse, puis sombre totalement.

Entretenez vos neurones, prenez garde, le naufrage de la vieillesse n'a pas d'âge !

Osez le socialisme, la seule thérapie anti-vieillesse efficace, même dans l'au-delà !

A propos du Discours de la méthode de Descartes parut en 1637.

Tout cela pour en arriver à : Je pense donc je suis, l'âme et Dieu existent.

Une fois posé que l'homme était imparfait, Descartes en déduira que pour concevoir la perfection, il fallait qu'elle exista en dehors du cerveau de l'homme ou que cette idée avait été forcément transmise à l'homme par "*un être plus parfait*" que lui, "*tout puissant*", ainsi les "*preuves de l'existence de Dieu et de l'âme humaine*" étaient établies et les "fondements de la métaphysique" étaient posés.

Avant d'en arriver là ou plus précisément pour en arriver là, il réalisera une dichotomie entre le corps ou le monde matériel et l'âme ou le moi, auquel il attribuera toute sorte de qualités et pouvoirs, dont celui de se perfectionner, ouf, nous voilà sauvés ou presque !

Descartes - Puis, examinant avec attention ce que j'étais, et voyant que je pouvais feindre que je n'avais aucun corps, et qu'il n'y avait aucun monde ni aucun lieu où je fusse; mais que je ne pouvais pas feindre pour cela que je n'étais point; et qu'au contraire de cela même que je pensais à douter de la vérité des autres choses, il suivait très évidemment et très certainement que j'étais; au lieu que si j'eusse seulement cessé de penser, encore que tout le reste de ce que j'avais jamais imaginé eût été vrai, je n'avais aucune raison de croire que j'eusse été; je connus de là que j'étais une substance dont toute l'essence ou la nature n'est que de penser, et qui pour être n'a besoin d'aucun lieu ni ne dépend d'aucune chose matérielle. En sorte que ce moi, c'est-à-dire l'âme, par laquelle je suis ce que je suis, est entièrement distincte du corps, et même qu'elle est plus aisée à connaître que lui, et qu'encre qu'il ne fût point, elle ne laisserait pas d'être tout ce qu'elle est.

Après cela je considérai en général ce qui est requis à une proposition pour être vraie et certaine; car puisque je venais d'en trouver une que je savais être telle, je pensai que je devais aussi savoir en quoi consiste cette certitude. Et ayant remarqué qu'il n'y a rien du tout en ceci: je pense, donc je suis, qui m'assure que je dis la vérité, sinon que je vois très clairement que pour penser il faut être, je jugeai que je pouvais prendre pour règle générale que les choses que nous concevons fort clairement et fort distinctement sont toutes vraies, mais qu'il y a seulement quelque difficulté à bien remarquer quelles sont celles que nous concevons distinctement.

Descartes butera sur les conditions matérielles qui déterminent le perfectionnement spirituel continu de l'homme ou le développement de sa conscience.

Descartes - En suite de quoi, faisant réflexion sur ce que je doutais, et que, par conséquent, mon être n'était pas tout parfait, car je voyais clairement que c'était une plus grande perfection de connaître, que de douter, je m'avisai de chercher d'où j'avais appris à penser à quelque chose de plus parfait que je n'étais; et je connus évidemment que ce devait être de quelque nature qui fût en effet plus parfaite. Pour ce qui est des pensées que j'avais de plusieurs autres choses hors de moi, comme du ciel, de la terre, de la lumière, de la chaleur, et de mille autres, je n'étais point tant en peine de savoir d'où elles venaient, à cause que, ne remarquant rien en elles qui me semblât les rendre supérieures à moi, je pouvais croire que, si elles étaient vraies, c'étaient des dépendances de ma nature, en tant qu'elle avait quelque perfection, et, si elles ne

l'étaient pas, que je les tenais du néant, c'est-à-dire qu'elles étaient en moi pour ce que j'avais du défaut. Mais ce ne pouvait être le même de l'idée d'un être plus parfait que le mien: car, de la tenir du néant, c'était chose manifestement impossible: et pour ce qu'il n'y a pas moins de répugnance que le plus parfait soit une suite et une dépendance du moins parfait, qu'il y en a que de rien procède quelque chose, je ne la pouvais tenir non plus de moi-même: de façon qu'il restait qu'elle eût été mise en moi par une nature qui fût véritablement plus parfaite que je n'étais, et même qui eût en soi toutes les perfections dont je pouvais avoir quelque idée, c'est à dire, pour m'expliquer en un mot, qui fût Dieu.

Cinq siècles plus tard, cette démonstration peut prêter à sourire par sa naïveté ou sa confusion, si on l'aborde avec les critères d'aujourd'hui. Mais sur quoi reposait-elle, de quel ordre étaient les critères d'analyse à son époque ?

Descartes poursuivait, en expliquant que si les géomètres étaient parvenus à discerner qu'il existait dans la nature un triangle dont l'ensemble des angles était égal à 180° ou deux angles droits, rien ne prouvait formellement son existence, mais comme il ne pouvait pas le nier, il s'en sortit par une pirouette en attribuant à Dieu ce prodige, ce qui du même coup prouvait son existence.

Au chapitre suivant il se lâchera en attribuant à Dieu l'ensemble des lois qui régissent la nature et l'univers tout entier, qui à son époque étaient largement méconnues, il faudra attendre que le développement des forces productives aient suffisamment progressées sous le capitalisme et entraînaient celui des sciences au XIXe siècle, pour que ces spéculations métaphysiques rendent l'âme et la connaissance réalise un gigantesque progrès.

Le titre exact ou complet de l'ouvrage de Descartes était Le Discours de la méthode pour bien conduire sa raison et chercher la vérité dans les sciences parut en 1637, en français, ce qui signifiait qu'il était à la recherche d'une méthode ou un mode de penser pour interpréter le monde disons d'une manière scientifique toujours selon les critères du XVIIe siècle, ce que parviendront à faire Marx et Engels deux siècles plus tard en recourant au matérialisme dialectique auquel il fallut deux siècles, en réalité beaucoup plus pour accoucher, de là à penser qu'il en faudra encore au moins autant pour le maîtriser ou qu'il soit suffisamment ancré dans les esprits pour changer le monde, il est permis de le croire, c'est long, hélas, alors patience !

Descartes fut un inlassable chercheur de la vérité et un grand penseur. On lui doit des réflexions fameuses et des démonstrations qui valent la peine d'être étudiées pour la profondeur de leurs analyses, certes un peu tarabiscotées et dépassées. Il faut bien partir de quelque part, et cela vaut toujours mieux que de s'allonger sur le divan d'un psy, c'est gratuit, et puis, pour savoir pourquoi on pense d'une manière plutôt qu'une autre, vaut mieux savoir pourquoi on ne pense pas autrement, sinon cela ne sert à rien et on ne peut pas partager nos connaissances, c'est dommage.

C'est le premier ouvrage que j'étudiai en 1975 quand je découvris la philosophie. N'ayant pas eu la chance de suivre des études supérieures, et parce que Descartes n'apportait pas de réponses satisfaisantes aux questions que je me posais, pendant environ deux ans j'allais me taper toute la philosophie depuis Aristote à Hegel associée à la psychanalyse et à la littérature classique, j'y consacrerai tout mon temps libre. Une fois parvenu à l'Idée absolue de Hegel qui gouvernerait le monde... en marchant sur la tête, il ne me restait plus qu'à la remettre à sa

place avec Marx en adoptant le matérialisme dialectique, ce qui m'évita de la perdre définitivement, merci à tous nos illustres penseurs.

Un lien où télécharger cet ouvrage :

<https://philosophie.cegeptr.qc.ca/wp-content/documents/Discours-de-la-m%C3%A9thode.pdf>

En ces temps troublent où la morale des suppôts de nazis et fascistes qui nous gouvernent ou nous représentent empeste littéralement l'atmosphère au point de la rendre irrespirable, un rappel utile.

Paul Lafarge, Le déterminisme économique de Karl Marx (1909)

Extrait.

- La morale de toute société basée sur la production marchande ne peut échapper à cette contradiction, qui est la conséquence des conflits dans lesquels se débat l'homme bourgeois : si pour réussir dans ses entreprises commerciales et industrielles, il doit capter la bonne opinion du public en se parant de vertus, il ne peut les mettre en pratique s'il veut prospérer ; mais il entend que ces vertus de parade soient pour les autres impérieuses, des "impératifs catégoriques" comme dit Kant ; c'est ainsi que s'il livre de la camelote, il exige d'être payé en argent fin. La bourgeoisie, si elle ne maintient sa dictature de classe que par la force brutale, a besoin pour assoupir l'énergie révolutionnaire des classes opprimées de faire croire que son ordre social est la réalisation aussi parfaite que possible des principes éternels qui ornent la philosophie spiritualiste et que Socrate et Platon avaient en partie formulés plus de quatre siècles avant Jésus -Christ.

La morale religieuse *n'échappe pas à cette fatale contradiction : si la plus haute formule du christianisme est "aimez-vous les uns les autres"*, les Églises chrétiennes, pour achalander leurs boutiques, ne songent qu'à convertir par le fer et le feu les hérétiques, afin de les sauver, assurent-elles, des feux éternels de l'enfer.

Le milieu social barbare, qu'engendraient la guerre et le communisme du clan, arrivait à tendre jusqu'à leur extrême limite les nobles qualités de l'être humain, la force physique, le courage, le stoïcisme moral, le dévouement corps et biens à la communauté, à la cité ; le milieu social bourgeois, basé sur la propriété individuelle et la production marchande, érige au contraire en vertus cardinales les pires qualités de l'âme humaine, l'égoïsme, l'hypocrisie, l'intrigue, la rouerie et la filouterie.

La morale bourgeoise, bien que Platon prétende qu'elle descend du haut des cieux et qu'elle plane au-dessus des vils intérêts, reflète si modestement la vulgaire réalité, que les sophistes au lieu de forger un mot nouveau pour désigner le principe, qui selon Victor Cousin, qui s'y connaît, est "*la morale tout entière*", prirent le mot courant et le nommèrent le Bien : to agathon. Lorsque l'idéal chrétien se formula à côté et à la suite de l'idéal philosophique, il subit la même nécessité. Les Pères de l'Église lui imprimèrent le sceau de la vulgaire réalité. Beatus, que les païens employaient pour riche et que Varron définit "*celui qui possède beaucoup de biens*", qui multa bona possidet, devient dans la latinité ecclésiastique celui qui

possède la grâce de Dieu ; Beatitudo, dont Pétrone et les écrivains de la décadence se servent pour richesses, veut dire, sous la plume de saint Jérôme, félicité céleste ; Beatissimus, l'épithète donnée par les auteurs du paganisme à l'homme opulent, devient celle des patriarches, des Pères de l'Eglise et des Saints !

La langue nous a révélé que les barbares, par leur procédé anthropomorphique habituel, avaient incorporé leurs vertus morales dans les biens matériels ; mais les phénomènes économiques et les événements politiques, qui préparèrent le terrain pour le mode de production et d'échange de la bourgeoisie, dénouèrent l'union primitive du moral et du matériel. Le barbare ne rougissait pas de cette union, puisque c'étaient les qualités physiques et morales, dont il était le plus fier, qui étaient mises en action pour la conquête et la conservation des biens matériels ; le bourgeois, au contraire, a honte des basses vertus qu'il est forcé de mettre en jeu pour arriver à la fortune, aussi veut-il faire croire et il finit par croire, que son âme plane au-dessus de la matière et se repaît de vérités éternelles et de principes immuables : mais la langue, dénonciatrice incorrigible, nous dévoile que sous les nuages épais de la morale la plus purifiée se cache l'idole souveraine des capitalistes, le Bien, le Dieu-propiété.

La morale, ainsi que les autres phénomènes de l'activité humaine, tombe sous la loi du déterminisme économique formulée par Marx : "*Le mode de production de la vie matérielle conditionne en général le procès de développement de la vie sociale, politique et intellectuelle.*"

Le corps humain fonctionne selon le principe du feu.

Grâce au combustible qu'il absorbe sous forme chimique solide et liquide quand l'homme s'alimente, mange ou boit, qui au contact de l'oxygène qu'il contient et qu'il respire, va brûler et produire de la chaleur (énergie) de manière à le maintenir à la température de 37°C. Lorsque ce processus est contrarié, la température du corps monte, on dit alors qu'on a de la fièvre.

Pour que l'oxygène persiste, il faut qu'il soit renouvelé.

D'après ce que j'ai lu dans des articles politiquement incorrects, les cellules brûlent l'oxygène qu'elles reçoivent en libérant de la chaleur, au cours de ce processus cet oxygène sert également à brûler les cellules elles-mêmes et à en reproduire de nouvelles et ainsi de suite, mais lorsque ce cycle est perturbé et qu'elles manquent d'oxygène ou qu'elles ne parviennent plus à brûler l'oxygène qu'elles reçoivent, elles vont produire des cellules défectueuses qui vont déclencher toute sorte de maladies dites auto-immunes, dont celle qu'on appelle le cancer.

Le corps humain fonctionne dans un certain environnement plus ou moins favorable, il est conçu pour s'adapter aux conditions qui prédominent lors de sa conception, ce qui signifie que tous les hommes ne réagiront pas de la même manière aux différentes températures selon la latitude et la longitude où ils sont nés, certains s'adapteront bien à de très fortes températures, les Touaregs par exemple, tandis que d'autres s'accommoderont de très faibles températures, les Inuit par exemple, le type européen devra se contenter de températures moyennes.

On sait aussi qu'en altitude l'air est plus froid, et la concentration d'oxygène présente dans l'air diminue, c'est également vrai plus on descend en profondeur dans les océans. On sait également que lorsque l'oxygène présent dans le sang diminue dans de forte proportion, cela va conduire à des œdèmes, des hémorragies ou des thromboses.

On a observé que dans tous les cas de figure, dès qu'arrive l'hiver et que la température ambiante baisse, la santé des hommes est fragilisée et un grand nombre tombe soudainement malade en même temps, mais l'immense majorité demeure en bonne santé. Au lieu de se contenter de cette observation et d'en déduire que les cellules de ceux qui tombent malades manquent d'oxygène, les médecins formés à l'école de Pasteur en déduisent qu'ils font l'objet d'une infection virale et/ou bactérienne, et par conséquent il faut leur infliger les mauvais traitements concoctés par les trusts pharmaceutiques détenus par l'oligarchie financières, pire les vacciner, ce qui aura pour effet de court-circuiter le fonctionnement normal des cellules une fois rétablies qui ne rempliront plus leur rôle protecteur contre les autres maladies auto-immunes, ce qui peut expliquer en partie leur fulgurant développement de nos jours.

La première erreur que commette les médecins est de décréter que la fièvre serait dangereuse et qu'il faut la faire baisser, au lieu de laisser le corps rétablir de lui-même sa température ou l'autoréguler en se reposant pour commencer, puis en lui fournissant une alimentation appropriée, de manière à ce que les cellules se remettent à absorber et brûler l'oxygène dont elles ont besoin, et recommencent à se reproduire normalement ou à produire à nouveau des cellules saines en cessant de produire des cellules malignes. A suivre.

Lu dans un blog.

- L'air que nous respirons est composé majoritairement d'oxygène pour 1/5ème et d'azote pour 4/5ème environ. L'oxygène est donc présent en grande quantité dans l'atmosphère, et cela où que nous allions, sauf à des altitudes très élevées, où l'atmosphère elle-même est trop peu dense, ou bien dans l'océan où, présente sous forme de gaz dissous, sa concentration dépend de son cycle au sein de l'océan.

- Mais ce qui donne à l'oxygène son rôle si important dans la biosphère, c'est sa très forte tendance à s'associer à d'autres molécules : à les «oxyder». Cette propriété vient de ce qu'il n'y a sur la couche externe de l'atome d'oxygène que six d'électrons, alors qu'il en faudrait huit pour qu'il devienne stable. Ainsi, l'oxygène tend à s'associer à d'autres éléments chimiques qui, eux, ne comportent que quelques électrons sur cette couche externe et peuvent les partager avec l'oxygène : parmi ces éléments, l'hydrogène qui combiné à l'oxygène donne l'eau H₂O, le carbone qui donne le gaz carbonique CO₂, l'azote qui donne les oxydes d'azote et l'ion nitrate NO₃⁻, etc.

Ces réactions de l'oxygène avec d'autres éléments s'accompagnent d'un fort dégagement de chaleur : la combinaison d'un atome de carbone et d'une mole d'oxygène dégage 394 kilojoules.

- Lors de la formation de la Terre, l'atmosphère était dépourvue d'oxygène libre, et ne permettait donc pas le développement de la vie tel que nous la connaissons maintenant. Ce n'est qu'à partir de l'apparition d'un assemblage de molécules, capable d'enlever un atome d'oxygène à la molécule de gaz carbonique en utilisant l'énergie lumineuse émise par le soleil, que ce gaz, très abondant dans l'atmosphère primitive, a peu à peu décru au profit de

l'oxygène, aboutissant à l'atmosphère telle que nous la connaissons et qui a assez peu changé depuis des millions d'années. Cet assemblage de molécules a permis aux végétaux d'effectuer la photosynthèse de la matière organique.

- Le composé symbolisé par la formule $C_6H_{12}O_6$ représente les hydrates de carbone qui sont un composant essentiel de la matière vivante, et aussi son carburant. L'élaboration d'une matière vivante, plus diversifiée et plus complexe, requiert de l'énergie et celle-ci est fournie par l'oxydation d'une partie de ces hydrates de carbone ou autre composé issu de la vie, via la respiration.

Lu dans deux commentaires d'internautes.

- Il y a quelques milliards d'années, l'atmosphère terrestre était très riche en dioxyde de carbone CO_2 , comme celles de Vénus et de Mars aujourd'hui. A un moment donné, apparurent les cyanobactéries qui tirent leur substance (faite de molécules organiques, donc de longues chaînes d'atomes de carbone) du CO_2 atmosphérique : la photosynthèse était inventée. Si on enlève l'atome de carbone de CO_2 pour "*se nourrir*", il reste O_2 : l'oxygène a commencé par être un déchet.

Dans un premier temps, il s'est combiné avec le fer, très abondant sur terre, et qui en atmosphère réductrice existait à l'état métallique (Fe) sur les terres émergées ou faiblement oxydé (Fe^{++} , ion ferreux) dans les océans. C'est ce qu'on a appelé "*la grande rouille*" ! Une fois tout le fer oxydé au maximum (Fe_2O_3 ou Fe_3O_4), l'oxygène commença à se dégager dans l'atmosphère. Une partie forma la couche d'ozone qui arrêta les rayons ultraviolets du soleil et permit, beaucoup plus tard, à la vie de sortir de l'eau pour coloniser la terre ferme.

Et le reste s'accumula dans les couches basses de l'atmosphère. C'est peu dire que ç'a été une catastrophe (la Grande oxydation), l'oxygène étant mortel pour la plupart des organismes anaérobies de l'époque. Même aujourd'hui, il n'y a pas grand-chose pour survivre dans de l'oxygène pur : ce fait témoigne que nous descendons d'une vie anaérobie qui s'est adaptée à l'oxygène. Quelques temps après, d'autres microbes (les mitochondries) trouvèrent une façon particulièrement efficace d'utiliser l'oxygène pour stocker de l'énergie et s'en servir pour le métabolisme. D'autres cellules vivantes de l'époque absorbèrent les mitochondries pour en profiter : relation mutuellement bénéficiaire, la "*grosse*" cellule apportant sa nourriture à la mitochondrie, et celle-ci fournissant de l'énergie. La respiration était inventée, et elle eut un succès phénoménal... grâce à l'équilibre entre photosynthèse et respiration (le "*bouche à bouche planétaire*", comme disait joliment Carl Sagan) qui maintient une composition à peu près constante de l'atmosphère.

Un petit mot sur l'azote pour terminer, l'air en contient 78% environ.

- En fait, l'azote joue un rôle déterminant à la fois sur le rendement et sur la qualité des productions. Les plantes s'alimentent dans le sol en azote minéral et le transforment en protéines, composants essentiels de la vie pour l'homme et les animaux.

Il est l'un des principaux constituants des acides aminés, des protéines et des acides nucléiques constituant les ADN et ARN. Une nutrition limitée en azote réduit la synthèse protéique et par conséquent la teneur en chlorophylle qui est une protéine. Cette relation est

utilisée dans le diagnostic de nutrition azotée basé sur la couleur plus ou moins vert clair des feuilles et de façon plus précise sur la teneur en chlorophylle.

On va mettre les choses au point une fois pour toute.

Le racisme et les guerres de religion n'existent pas, ce sont des interprétations ou des instrumentalisation de la lutte de classes présentée ou déguisée de telle sorte qu'elle divise les opprimés au profit des seuls colonisateurs ou oppresseurs, car il faut à tous prix masquer que les exploités se livrent à des guerres de rapine ou de nature économique en prenant en otage les peuples et en les livrant à un épouvantable massacre afin d'atteindre leurs objectifs. C'est ainsi qu'au Moyen-âge, les dites guerres de religion se transformèrent en guerres civiles sur fond de crise du système d'exploitation féodal, qui opposèrent différents clans de la noblesse et leurs armées, qui luttèrent pour accroître leur territoire ou leur richesse, leur pouvoir, telle en est l'origine bien terrestre, et qui n'a rien à voir avec de quelconque intérêts célestes sans valeur.

On comprendra qu'ils ne peuvent pas exposer clairement leurs intentions inavouables (d'hier et d'aujourd'hui), il leur faut donc fournir un récit abracadabrant qui donnera lieu à toute sorte d'interprétations destinées à berner les masses, dont celle consistant à leur fournir un ou des boucs émissaires qui seraient responsables de leurs difficultés vers lesquels elles seront encouragées à diriger leur ressentiment ou haine, au lieu de les réserver au régime en place qui en tirera profit en les divisant et affaiblissant leur résistance.

Un ouvrier raciste, c'est un ouvrier qui se tire une balle dans le pied, c'est ridicule, c'est aller contre ses propres intérêts. Un bourgeois raciste, c'est un bourgeois qui tire sur un ennemi qu'il soit ouvrier ou bourgeois, parce que seuls ses intérêts personnels comptent à ses yeux, c'est utile.

Il fut une époque, où dans certains pays les tenants des différentes religions étaient devenus de très riches propriétaires terriens (et immobiliers) au point de concurrencer des monarques, y compris sur le plan politique, ils s'allièrent avec ces derniers ou devinrent leurs conseillers, l'appât du gain et du pouvoir, le besoin d'entretenir ou d'accroître leur patrimoine pour garantir leur survie, les conduisit à se faire la guerre entre eux. A la même époque, ils figuraient également parmi les seuls lettrés, les peuples dans leur immense majorité étaient analphabètes et incultes, c'est donc cette élite qui narra ses exploits guerriers à sa manière, comme on dit aujourd'hui, à celle des vainqueurs, dans un premier temps leurs récits apparurent dans la littérature, et plus tard ils atterrirent dans les manuels scolaires pour devenir l'histoire officielle, qui devait être enseignée dans les écoles ou dans les universités, alors qu'en vérité, c'était une toute histoire qui s'était déroulée.

Ces récits relevaient de l'obscurantisme, et il ne devait pas être éventés par crainte que les masses se détournent de la religion au profit d'intérêts économiques ou basement matériels, car il ne fallait pas que les gueux soupçonnent que leur condition misérable n'était pas le produit de la fatalité, mais le produit d'un système économique déjà basé sur l'exploitation, auquel cas un désordre incontrôlable préjudiciable aux affaires s'en serait suivi, ce qu'il fallait éviter à tous prix. Pour que l'ordre règne, il fallait éviter de fournir inutilement au peuple en

guenilles matière à se rebeller, et le meilleur moyen était encore de l'enrôler dans la guerre pour assouvir la haine de sa condition ou l'envoyer à une mort certaine.

Le peuple devait ignorer les tenants et les aboutissants de ces guerres, il en fut toujours ainsi. Aujourd'hui on nous conte qu'Israël serait en guerre contre le Hamas, ce serait une guerre qui opposerait juifs et musulmans, alors qu'en réalité on est en présence d'une guerre impérialiste opposant colonisateur et colonisé, ce qui montre bien que cette guerre s'inscrit dans le cadre de la lutte des classes et pas autres choses, ce qui évidemment ne doit pas parvenir à la connaissance des travailleurs qui pourraient avoir la mauvaise idée de se retourner contre leurs propres exploités, contre Macron et le régime en place.

Il est de même de la guerre entre l'OTAN et la Russie par proxy interposé, l'Ukraine, une guerre qui est de nature purement économique. On ne s'étendra pas sur cette guerre pour ne pas nous éloigner de notre sujet, parce qu'elle fait l'objet de plusieurs interprétations qui nécessiteraient un long développement pour les aborder sérieusement, une autre fois.

Ce qu'on a exposé sur le racisme vaut pour la xénophobie, au lieu que le bouc émissaire désigné aux masses soit lié à une religion, il est le citoyen d'un autre pays, la xénophobie oppose deux travailleurs entre eux, au lieu d'opposer un travailleur à un bourgeois, un patron, un Etat, voilà tout. La droite et l'extrême droite l'instrumentalisent ou s'en servent quand ils sont en quête d'union nationale sur fond de crise sociale, la xénophobie est donc dirigée contre les travailleurs de manière à entraver leur lutte de classe.

Le seul moyen efficace de s'opposer au racisme, à la xénophobie, à la guerre, c'est de prendre en mains son destin ou s'engager dans la lutte de classe pour renverser le capitalisme et ses institutions, tout autre moyen ne sert qu'à en détourner les travailleurs.

Autant que les séparations ou les divorces, et alors ?

J-C – Pourquoi les médias sortent-ils cette info ? Quelle idée ont-ils derrière la tête les sachant toujours animés de bonnes intentions envers le bas peuple ? En fait, ils saisissent le moindre aspect de la vie quotidienne de la population qui pourrait la diviser ou qui la divise déjà, pour en faire un instrument de leur guerre de classe. Ceux qui estimeront que j'exagère, n'ont-ils pas conscience que c'est une obsession chez nos ennemis, comme quoi ils savent parfaitement ce qu'ils font.

Je le comprends ainsi : S'il y a toujours autant de mariages en France, c'est qu'on y vit bien, les Français sont heureux parce qu'ils ont un bon président, de bonnes institutions bien démocratiques, et surtout, le capitalisme est tellement généreux que le bonheur est dans le près à défaut de l'être dans l'HLM ou le squat !

480.000 "oui": en 2023, le nombre de mariages célébrés en France reste très élevé - BFMTV 13 mars 2024

Un peu plus de 480.000 Français se sont dit "oui" en 2023, d'après les chiffres publiés ce mardi 12 mars par l'Insee, confirmant une tendance à la hausse liée au report de mariages en raison de la pandémie de Covid-19 en 2020.

En 2023 comme en 2022, 242.000 mariages ont été célébrés en France. Un chiffre "*plus élevé qu'avant la crise sanitaire*", analyse l'Institut national des statistiques et des études économiques.

Les Pacs également en hausse

Le nombre de pactes civils de solidarité (Pacs) signés connaît une évolution post-Covid similaire: "*après une chute en 2020, il s'est redressé en 2021 pour atteindre 210.000 Pacs conclus en 2022, un niveau qui dépasse celui antérieur*" à la pandémie, selon l'Insee.

En 2022, les unions entre personnes de même sexe ont représenté "*3% des mariages et 5% des Pacs*", ajoute l'organisme. BFMTV 13 mars 2024

En 2022, respectivement 241 700 mariages et 209 800 Pacs.

On note que la proportion de couples pacsés dans la population totale reste minoritaire : sur les 15,4 millions de couples comptés dans les opérations récentes de recensement de la population, seuls 8 % sont pacsés, 72 % sont mariés et 20 % de couples vivent en union libre. En effet beaucoup ont institutionnalisé leur union à une époque où le Pacs n'existait pas. ined.fr

Et ce qu'ils ne vous disent pas, et pour cause.

Le nombre de divorces varie d'une année à l'autre, mais en moyenne, ce sont près de 130 000 divorces qui sont prononcés chaque année. Près de 45% des mariages finissent par un divorce. justifit.fr 27 avril 2023

La part de divorcés augmente également avec l'âge des époux. Elle atteint 3 % parmi les mariés âgés de moins de 35 ans, 16 % parmi ceux âgés de 35 à 44 ans et 41 % parmi ceux âgés de 45 à 54 ans. Les divorcés deviennent majoritaires parmi les mariés de 55 ans ou plus (53 %). ined.fr

Nombre de Pacs dissous en France en 2017 a été de 82 345. fr.statista.com

Le pourcentage de dissolutions de Pacs est pratiquement identique à celui des divorces, aux alentours de 40% depuis 2013. ined.fr

J-C - S'unir légalement procure plus de désagréments que d'avantages dans la durée que vivre en couple officieusement, c'est ce qui ressort de ce constat et de ma propre expérience. Pourquoi ? Parce que la part d'inconscience domine chez les hommes et les femmes.

Si on fait les comptes pour 450 000 unions par an, il y a plus de 200 000 séparations. Ne sont pas comptés les unions contre-nature ou contraintes et forcées qui durent, parce que les intéressés ne peuvent pas ou ne veulent pas faire autrement, parce qu'ils font partie des meubles comme l'on dit vulgairement, ou l'un des deux ou ensemble ils estiment qu'ils y perdraient au change. S'ils avaient la possibilité de se séparer dans de bonnes conditions ou sans subir de préjudices, il y a tout lieu de penser que le nombre de séparations atteindrait le nombre d'unions ou le dépassait même, pour le meilleur en principe, sauf que le meilleur ce n'est pas ce que cette société réserve aux hommes et aux femmes, raison de plus pour la

changer. Vous me direz que, si la possibilité leur était offerte de pouvoir se séparer dans de bonnes conditions, pourquoi la possibilité ne leur serait-elle pas offerte de vivre bien ensemble, d'accord, mais pas dans la société telle qu'elle existe aujourd'hui !

Quel que soit le sujet qu'on aborde, vous aurez constaté qu'on arrive toujours à la même conclusion, quand je dis toujours, encore faut-il être animé de bonnes intentions envers nos semblables, ce qui n'est pas donné à tout le monde apparemment, de quoi, mais d'avoir atteint un niveau de conscience politique qui incarne un tel degré d'humanisme, de quoi voulez-vous parler enfin, du socialisme pardi, car par nature il est optimiste et purement humaniste, c'est sa raison d'être contrairement au capitalisme, cela, vous avez eu l'occasion de vous apercevoir !

On se marre bien quand même, même si la vie nous a joué des mauvais tours, sans qu'on y puisse quoi que ce soit pour l'éviter généralement, car dans ce genre d'histoires ou de rapports, il ne faut jamais oublier qu'on est deux, et lorsqu'il arrive qu'on ne soit pas ou plus au même diapason, le pire peut survenir ou se produire... L'humanisme n'est pas inné, on a beau être animé de bonnes intentions, cela ne suffit pas toujours, il faut qu'elles soient partagées, et lorsque ce n'est plus le cas, vous devinez ce qui se passe...

Personnellement je ne m'en suis jamais remis, mais laissons cela, c'est la vie ! J'ai refait ma vie deux fois, la première fois (mon second mariage) fut un échec, la dernière tentative avec une femme totalement différente de moi hors mariage cette fois est la bonne. J'ai tiré les enseignements de la précédente, dès le départ on a discuté des concessions qu'on devait être prêts à accepter pour que notre couple ne se transforme pas en cauchemar, et cela fonctionne à merveille. Cela fait plus de 11 ans que cela dure et c'est comme au premier jour, un vrai bonheur, comme quoi c'est possible. C'est tout ce que je vous souhaite.

Pourquoi font-ils la propagande de l'égalité des hommes et des femmes ? Quelle en est la signification politique, la seule qui nous intéresse ici ?

Parce qu'ils sont animés de bonnes intentions envers eux, pas vraiment comme chacun sait, alors quoi ?

La société est ainsi faite que tous les rapports sociaux ont tendance à reproduire les rapports qui existent au sein des rapports de production entre oppresseurs et opprimés, le seul endroit où ils sont remis en cause, c'est dans la lutte de classe du prolétariat quand les exploités se rassemblent pour lutter contre les exploités, parce qu'ils partagent les mêmes intérêts de classe. Les inégalités qui peuvent exister entre hommes et femmes cèdent la place à la solidarité ou à la fraternité entre eux. Ils réalisent leur unité, et la mise en concurrence, qui les divise et les oppose le reste du temps aiguës par la division du travail et les inégalités de statut social, est battue en brèche.

Ces inégalités sociales, qui leur sont imposées, ne constituent donc pas un obstacle à l'union des hommes et des femmes exploités et opprimés, dès lors qu'ils prennent conscience que le combat sur la base de leurs intérêts collectifs est le seul moyen de parvenir à réduire ces inégalités sociales, car c'est seulement la satisfaction de leurs besoins collectifs qui peut ouvrir la voie à la satisfaction de leurs besoins individuels et non l'inverse. Or, que se passe-t-il

lorsqu'ils dressent les femmes contre les hommes ? Ils instrumentalisent leurs différences, ce qui les distingue, les sépare, les divise, les oppose s'ils n'y prennent pas garde, tandis qu'eux demeurent unis contre notre classe composée d'hommes et de femmes qui ne demandent qu'à vivre en harmonie.

En mettant l'accent sur leurs besoins individuels, ils les attireront sur le terrain identitaire ou du communautarisme, et une fois pris au piège, ils les encourageront à laisser libre cours à leur instinct cruel ou leur haine contre leur proie isolée ou la communauté rivale qu'ils leur ont désignée. Ils vont alors se déchaîner à la manière d'une meute de bêtes sauvages jusqu'à ce que mort s'ensuive dans les deux camps en soutenant celui réputé être la victime d'oppression, et par la suite ils se présenteront en témoins innocents de ce massacre, dont ils furent en réalité l'élément déclencheur, les réels commanditaires demeurant tapis dans l'ombre.

L'immense majorité des hommes et des femmes opprimés étant naïfs ou ignorants des tenants et aboutissants de cette machination, n'en tireront aucun enseignement, ainsi ils pourront renouveler leurs méfaits et continuer à nuire à la société autant de fois qu'il existe de facteurs susceptibles d'être manipulés pour les entraîner sur ce terrain pourri, tandis que ceux qui sont au pouvoir ne seront pas inquiétés.

Tribune libre de la lutte des classes.

Coordination rurale, Confédération paysanne : lutte des classes ou collaboration de classes - JRCF 9 mars 2024

- Sortie de l'euro
- Sortie de l'Union Européenne
- Sortie de l'OTAN
- Sortie du capitalisme

Pour ce programme, il est vital que les ouvriers et les paysans s'unissent, pour que nous combattons tous ensemble, dans le même sens, et en même temps !

<https://www.legrandsoir.info/coordination-rurale-confederation-paysanne-lutte-des-classes-ou-collaboration-de-classes.html>

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

- Ministère de la santé de Gaza : 31 272 morts et 73 024 blessés depuis le début de la guerre israélienne

"Les forces d'occupation israéliennes ont perpétré dix carnages contre des familles gazaouies au cours des dernières 24 heures, qui ont fait 88 morts et 135 blessés", ajoute le ministère de la santé de la bande de Gaza.

Le ministère a précisé que « 72 % des victimes de l'agression israélienne sont des enfants et des femmes ». aa.com.tr 13 mars 2024

Des milliers de manifestants à Paris, pour un "cessez-le-feu immédiat" à Gaza - francetvinfo.fr 9 mars 2024

Selon la préfecture de police, le cortège a rassemblé 11 500 manifestants. Une organisatrice a annoncé "60 000 personnes" au micro.

Répondant à un appel du collectif Urgence Palestine, soutenu par la France insoumise (LFI), les manifestants, qui brandissaient des affiches clamant "SOS Gaza" et des drapeaux palestiniens, sont partis de la place de la République et ont achevé leur marche vers 17 heures sur la place de la Bourse.

Manifestation pro-palestinienne à Londres - RT 9 mars 2024

Guerre Israël-Hamas : Une « guerre contre les enfants », selon un responsable de l'ONU - 20 Minutes/AFP 13 mars 2024

Une « guerre contre les enfants ». Ces mots sont de Philippe Lazzarini, patron de l'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens (Unrwa). Sur X, celui-ci a posté : « Vertigineux. Le nombre d'enfants présumés tués en seulement quatre mois à Gaza est plus élevé que le nombre d'enfants tués en quatre ans dans l'ensemble des conflits à travers le monde. »

Son message fait référence aux chiffres des Nations Unies selon lesquels 12.193 enfants ont été tués dans des conflits dans le monde entre 2019 et 2022. Il a comparé ces chiffres aux rapports du ministère de la Santé de la bande de Gaza, dirigée par le Hamas, indiquant que plus de 12.300 enfants sont morts dans le territoire palestinien entre octobre et la fin du mois de février. 20 Minutes/AFP 13 mars 20

Dénonçant l'agression israélienne contre les mosquées... Maduro compare les actions de l'entité sioniste aux crimes d'Hitler - french.almanar.com.lb 12 mars 2024

Lors de son discours, depuis Maturin, dans l'État de Monagas (au nord-est du pays), Maduro a comparé la situation que vit aujourd'hui le peuple palestinien à « la persécution menée par Hitler contre les Juifs », en raison de ses racines religieuses.

Il y a quelques jours, Maduro a affirmé, dans une déclaration aux journalistes, que « ce qui se passe à Gaza est le premier génocide diffusé en direct et via les réseaux sociaux ». french.almanar.com.lb 12 mars 2024

France occupée (Vigipirate et Sentinelle)

En famille avec les sionistes nazis du Crif et de Tel Aviv. A bas le PCF et le PS !

Fabien Roussel « regrette » sa comparaison entre Gaza et le ghetto de Varsovie - Le HuffPost 12 mars 2024

Il fait son mea culpa. Dans un communiqué, ce lundi 11 mars, le secrétaire national du Parti communiste, Fabien Roussel a dit « regretter » sa récente comparaison qui n'avait « pas lieu d'être » entre la situation dans la bande de Gaza, terrain de la guerre Israël - Hamas, et le « ghetto de Varsovie ».

Le président du Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif) Yonathan Arfi avait vivement réagi. « Comparer Gaza au ghetto de Varsovie n'est pas qu'une erreur historique. C'est une faute morale. Pour les Juifs, le ghetto était une étape du processus génocidaire mis en place par les Nazis qui les conduisit massivement jusqu'à l'extermination. Aussi tragique que soit cette guerre pour les populations civiles, il n'y a pas de génocide palestinien, et heureusement », avait-il écrit sur X. Le HuffPost 12 mars 2024

Guerre Israël-Hamas : Tête de liste PS aux européennes, Raphaël Glucksmann refuse le terme génocide pour Gaza - AFP/20 Minutes 12 mars 2024

« J'ai un emploi extrêmement précautionneux du terme génocide », a souligné dans l'émission Quotidien sur TMC le leader du petit parti Place publique.

Lundi, la tête de liste du PS a également évoqué un « gouffre » avec ceux qui à gauche avaient pu refuser de qualifier de terroriste l'organisation du Hamas, après les attaques du 7 octobre. « Entendre ça, c'est proprement révoltant », s'est-il indigné, interrogé sur des déclarations de la militante franco-palestinienne Rima Hassan, qui avait estimé « vrai » que le Hamas mène une action légitime. AFP/20 Minutes 12 mars 2024

J-C - Lénine et Trotsky avaient raison, ce parti n'a jamais été communiste. Comment a-t-il pu se faire passer comme tel, et comment ont-ils été aussi nombreux à le croire ? En voilà des excellentes questions à discuter, non ? Cela vaut pour le PS, pour l'ensemble de ce qu'ils ont appelé la gauche, une épouvantable mystification à laquelle tous les courants du mouvement ouvrier ont participé sous des prétextes fallacieux, et quand bien même elle éclate au grand jour, rien n'y fait, ce qui n'augure rien de bon pour l'avenir. On n'est pas sorti de la merde !

L'Holocauste fut le cadeau du régime nazi allemand aux sionistes nazis pour qu'ils réalisent le génocide des Palestiniens avec le soutien des anglo-saxons.

J-C – La théorie du suprématisme aryen des nazis et la théorie du suprématisme du peuple juif des sionistes ont les mêmes origines racistes, n'ayant aucun argument pour la justifier, alors pour l'imposer aux autres peuples, c'est normal qu'ils recourent aux mêmes moyens, l'extermination, pour tenter de l'imposer.

À Amsterdam, l'inauguration du musée sur l'Holocauste vire à la polémique sur Gaza - Courrier International 11 mars 2024

”À l’intérieur, il s’agit de l’Holocauste, à l’extérieur, de Gaza”, titre De Volkskrant, accompagnant sa une d’une photo montrant le roi, Willem-Alexander, en train de se recueillir lors d’une visite du nouveau Musée national de l’Holocauste qu’il a inauguré dimanche 10 mars en compagnie du président israélien, Isaac Herzog.

“Des mots et des actes venimeux peuvent déboucher sur une dynamique meurtrière”, a déclaré le chef de l’État néerlandais devant plusieurs centaines de personnes rassemblées dans le lieu de culte où a été installé le musée, écrit De Volkskrant. “Mais alors que ses paroles sont écoutées dans la synagogue, des cris de protestation et des sifflets fournis se font entendre depuis l’extérieur”, poursuit le journal.

Pour les militants propalestiniens, l’invitation du président israélien est “tordue”, rapporte De Volkskrant. Ils lui reprochent notamment des propos tenus après l’attaque du Hamas du 7 octobre 2023, dans lesquels il tenait les Palestiniens responsables de la présence du Hamas au pouvoir dans la bande de Gaza, rappelle le journal. Courrier International 11 mars 2024

Dès lors qu'un dangereux psychopathe atteint de mégalomanie enragé a été placé aux commandes d'un régime ploutocratique et corrompu, tout peut arriver.

Aussi incroyable que cela puisse paraître, force est de se rendre à l’évidence devant une telle insistance et de multiples coïncidences qui ne tiennent pas du hasard : Les banquiers de la Fed et de la City ont décidé de propulser Macron au poste de nouveau Führer ou chancelier du Reich otanien ayant mission de réaliser celle qu’ils n’étaient pas parvenus à mener à bien avec l’aide de son prédécesseur : Faire tomber Stalingrad pour démembrer et piller les richesses de la Russie, la guerre au bolchevisme et au communisme n’étant plus d’actualité, quoique, ils ont jeté leur dévolu sur Poutine, qui incarnerait le mal absolu ou serait responsable de tous les maux qui accablent les travailleurs en France, et au-delà tous les peuples de l’Europe et d’Amérique.

J’avais rédigé ces lignes 48 heures avant le sondage qui figure plus loin et les derniers développements, dont l’entretien télévisé de Macron.

Sans surprise, Macron a recouru à la stratégie de la peur habituelle pour influencer les esprits faibles, et à l’inversion accusatoire en débitant un tas de contrevérités, de grossiers mensonges ou en imputant à Poutine les propres agissements de l’OTAN qui sont responsables du déclenchement cette guerre, sachant que les médias institutionnels ne le démentiraient pas parce qu’ils figurent dans le camp de l’OTAN.

Ils ont besoin d’un ennemi pour continuer à gouverner et appliquer leur politique ultra réactionnaire, en cas de besoin ils le fabriquent, c’est exactement ce que fait Macron en faisant planer la menace d’une guerre “*existentielle pour notre Europe et pour la France*” qui n’existe pas, pour mieux masquer celle de l’OTAN qui pèse réellement sur la Russie.

S'il a recouru à cette rhétorique dans son discours, c'est surtout parce qu'il sait qu'aucun parti présent à l'Assemblée nationale utilisera cet argument, ce qui revient à lui laisser le champ libre, encouragé par cette union nationale implicite, à chaque sortie il va plus loin encore, "*à coup sûr aujourd'hui, la Russie est un adversaire, le régime du Kremlin est un adversaire*", ce qui signifie qu'officiellement le clan qu'il représente n'est pas seulement en guerre contre Poutine, mais aussi contre la Russie, quitte peut-être le lendemain à devoir tempérer ses propos, peu importe la forme également, l'essentiel étant d'afficher ouvertement les objectifs guerriers que le clan de l'oligarchie le plus extrémiste dont il est le porte-parole appellent de ses vœux, qui, s'ils étaient pris au sérieux mèneraient inévitablement à la guerre entre la France et la Russie, donc entre l'OTAN et la Russie, ce qui équivaldrait au déclenchement d'une Troisième guerre mondiale, d'une certaine manière Macron est prêt à la déclencher si on lui en donnait l'ordre, il a appelé hier à s'y préparer.

C'est le message qu'il a voulu transmettre en déclarant : "*A coup sûr aujourd'hui, la Russie est un adversaire, le régime du Kremlin est un adversaire*", ce qui signifie qu'officiellement le clan qu'il représente n'est pas seulement en guerre contre Poutine, mais aussi contre la Russie, ce qui pour un peu constituerait une déclaration de guerre, officieuse pour le moment, heureusement que le Kremlin ne le prend pas au mot, pendant combien de temps encore ces provocations vont durer, nulle ne le sait aujourd'hui.

Seront-ils tentés de passer à l'action avant les élections européennes pour éviter à Macron de subir une sévère raclée électorale ? C'est peu probable, parce qu'il n'est qu'un pion pour eux, ils ne risqueront pas le tout pour le tout pour sauver sa tête. Avant l'élection présidentielle russe ? Encore moins probable parce qu'ils n'ont personne à mettre à la place de Poutine qui est très populaire en Russie. Avant l'élection présidentielle américaine ? C'est peu vraisemblable car cela pourrait précipiter une guerre civile aux Etats-Unis ou favoriser les puissants clans de l'oligarchie qui soutiennent Trump. Plus tard ? On ne s'avancera pas jusque-là pour le moment, attendons de voir comment vont se dérouler les prochains développements sur la scène politique internationale.

La véritable menace pour les travailleurs en France, en Ukraine et en Russie (partout) : C'est Macron : Dehors, à bas la guerre !

Pour avoir une idée précise sur la nature de son engagement politique, il suffisait d'observer de quelle manière il s'est adressé au bourreau Netanyahu : « *Vous êtes une démocratie, vous devez respecter le droit humanitaire, le droit de la guerre* », alors qu'il massacre depuis plus de 4 mois la population palestinienne de Gaza composée à plus de 70% de femmes et d'enfants dont plus de 20.000 sont morts et plus de 50 000 sont blessés et souvent laisser sans soin, ainsi Macron mérite les caractérisations de despote ou de nazi, qui vont si bien à Zelenski et au régime de Kiev.

A Macron qui a clamé que "*la sécurité des Français se joue là-bas*", en Ukraine, nous répondons : Notre sécurité, elle se joue ici et maintenant en France : Chassons Macron et son gouvernement tout de suite, rompons avec le capitalisme et toutes ses institutions à l'origine des inégalités sociales et faiseurs de guerre !

Source des citations : AFP et Reuters, différents médias français le 15 mars 2024

Le déshonneur suprême à un prix.

J-C - On savait leur détermination sans faille et leur cynisme sans limite, la veille Macron l'a illustré à sa manière.

- Bernard Arnault a reçu la Légion d'honneur à l'Élysée en présence de Beyoncé et d'Elon Musk - Le HuffPost 14 mars 2024

Selon nos confrères, le PDG français du groupe de luxe LVMH a reçu la grand'croix de la Légion d'honneur des mains du président de la République. Emmanuel Macron a salué le travail du Français le plus riche du monde, sa capacité à « voir et bâtir loin » pour « vendre une forme d'éternel français », rapporte Politico.

Déjà fait chevalier puis officier de la légion d'Honneur, Bernard Arnault accède désormais au plus haut grade. Environ 70 personnes en sont décorées, dont François Pinault ou encore le président ukrainien Volodymyr Zelensky. Le HuffPost 14 mars 2024

Ils osent tout. Sondage truqué. La fabrique du consentement à la peine avec en prime une grotesque manipulation.

- 61% des Français estiment que Vladimir Poutine est une menace pour la France. - BFMTV 14 mars 2024

J-C - Vraiment ?

Dans les trois questions qui figuraient dans ce questionnaire, ce n'était pas la Russie qui était visée mais Poutine, pourquoi, pour dissocier les Russes de Poutine, car ils savent qu'il est très populaire en Russie. Ils diabolisent de préférence Poutine, parce qu'ils ne peuvent pas s'attaquer à la Russie, car l'UE demeure le second importateur de gaz russe après la Chine.

En martelant à 3 reprises qu'il constitue une "*menace réelle*", l'idée qu'elle existait bel et bien devait l'emporter dans les esprits facilement manipulables.

Poutine :

- Est une menace réelle pour la sécurité de la France ;
- Est une menace réelle pour certains pays de l'Union européenne, mais pas de la France ;
- N'est pas une menace réelle pour la France ni les pays de l'Union européenne ;

J-C - Autre enseignement, à deux autres questions posées les personnes sondées ont répondu en s'alignant sur le discours tenu par Macron et les éditorialistes :

- 57% des Français jugent qu'Emmanuel Macron a eu tort de hausser le ton face à la Russie

- 54% à estimer qu'il faut continuer d'aider l'Ukraine face à la Russie comme l'État le fait actuellement

En revanche, dès qu'on touche à leur portefeuille, ils y sont opposés, de justesse, 1%, autant dire que leur niveau de conscience politique ne dépasse pas ce niveau, ce qui n'a rien de rassurant.

- Aide militaire de trois milliards d'euros à l'armée ukrainienne. Un montant auquel 51% des Français sont opposés. BFMTV 14 mars 2024

Des institutions favorables à une guerre impérialisme doivent être abolies.

Guerre en Ukraine : l'accord de sécurité entre Paris et Kiev approuvé à l'Assemblée nationale - Le HuffPost 13 mars 2024

Les députés approuvent la stratégie d'aide à l'Ukraine de l'exécutif. Avant le Sénat, l'Assemblée nationale était invitée ce mardi 12 mars à s'exprimer sur la position de la France vis-à-vis de Kiev, détaillée par le Premier ministre Gabriel Attal dans un discours.

À une majorité de voix, 372 contre 99, l'hémicycle a donné son feu vert. La majorité présidentielle a notamment pu compter sur les voix des députés RN, des socialistes et des écologistes, malgré l'abstention du RN et l'opposition de LFI. Il s'agissait d'un vote symbolique, qui n'engage pas le gouvernement.

Conclu pour une durée de dix ans, l'accord prévoit un renforcement de la coopération militaire, en particulier dans les domaines de l'artillerie et de la défense aérienne.

Le sujet divise l'opinion publique, moins favorable aujourd'hui à l'Ukraine qu'elle ne l'était lors de l'invasion déclenchée par la Russie en février 2022. Le HuffPost et BFMTV/AFP 13 mars 2024

Comment ça marche ? Imposture, inversion accusatoire, novlangue.

« *La victoire de la Russie sur l'Ukraine constituerait un cataclysme pour le pouvoir d'achat des Français* », a assuré Attal à l'Assemblée nationale mardi 12 mars 2024. « *Les Français vivraient moins bien avec des aliments plus chers, de l'énergie plus coûteuse, une insécurité croissante* ».

Novlangue : Langue dans laquelle le sens des mots est détourné en vue de manipuler les citoyens.

C'est une simplification lexicale et syntaxique de la langue destinée à rendre impossible l'expression des idées potentiellement subversives et à éviter toute formulation de critique de l'État. L'objectif ultime étant d'aller jusqu'à empêcher l'« *idée* » même de cette critique.

Hors du contexte du roman, le mot novlangue est passé dans l'usage pour désigner péjorativement un langage ou un vocabulaire destiné à déformer une réalité, ou certaines formes de jargon.

L'idée fondamentale de la novlangue est de supprimer toutes les nuances d'une langue afin de ne conserver que des dichotomies qui renforcent l'influence de l'État, car le discours manichéen permet d'éliminer toute réflexion sur la complexité d'un problème : si tu n'es pas pour, tu es contre, il n'y a pas de milieu. Ce type de raisonnement binaire permet de favoriser les raisonnements à l'affect, et ainsi d'éliminer tout débat, toute discussion, et donc toute potentielle critique de l'État.

Un rythme élevé de syllabes est aussi visé, avec l'espoir que la vitesse des mots empêche la réflexion.

De plus, si la langue possède le mot « *bon* », il est inutile qu'elle ait aussi le mot « *mauvais* », car cela suppose l'existence de nuances entre ces deux termes.

La novlangue caricature les langues anglaises simplifiées, en particulier l'anglais basic.

L'idée sous-jacente à la novlangue est que si une chose ne peut pas être dite, cette chose ne peut pas être pensée durablement faute de renforcement par l'échange du dialogue. La question soulevée par cette supposition est de savoir si c'est notre pensée qui donne un sens à la langue (indépendamment de celle-ci), ou si c'est la langue (comme institution ou structure) qui constitue et façonne notre pensée. Par exemple, peut-on ressentir l'idée de « *liberté* » si nous ignorons ce mot ?

S'il est fort probable que les deux phénomènes s'articulent entre eux (la maîtrise de la langue augmente la capacité de pensée, qui à son tour va venir enrichir la langue lorsque son degré d'abstraction sera suffisant)...

Outre la suppression des nuances, la novlangue est une incarnation de la double-pensée.

Double-pensée : capacité à accepter simultanément deux points de vue opposés et ainsi mettre en veilleuse tout esprit critique.

La double signification des mots posséderait le mérite (pour ses créateurs) de dispenser de toute pensée spéculative, et donc de tout germe de contestation future. Puisque les mots changent de sens selon qu'on désigne un ami du parti ou un ennemi de celui-ci, il devient évidemment impossible de critiquer un ami du parti, mais aussi de louer un de ses ennemis.

Dans 1984, Syme, un fonctionnaire mettant au point le novlangue, explique précisément la notion de novlangue (Chapitre V):

« Ne voyez-vous pas que le véritable but du novlangue est de restreindre les limites de la pensée ? À la fin, nous rendrons littéralement impossible le crime par la pensée car il n'y aura plus de mots pour l'exprimer. Tous les concepts nécessaires seront exprimés chacun exactement par un seul mot dont le sens sera délimité. Toutes les significations subsidiaires seront supprimées et oubliées [...]. Le processus continuera encore longtemps après que vous et moi nous serons morts. Chaque année, de moins en moins de mots, et le champ de la

conscience de plus en plus restreint. Il n'y a plus, dès maintenant, c'est certain, d'excuse ou de raison au crime par la pensée. C'est simplement une question de discipline personnelle, de maîtrise de soi-même. Mais même cette discipline sera inutile en fin de compte. La Révolution sera complète quand le langage sera parfait. [...] Vers 2050, plus tôt probablement, toute connaissance de l'ancienne langue aura disparu. Toute la littérature du passé aura été détruite. Chaucer, Shakespeare, Milton, Byron n'existeront plus qu'en versions novlangue. Ils ne seront pas changés simplement en quelque chose de différent, ils seront changés en quelque chose qui sera le contraire de ce qu'ils étaient jusque-là. Même la littérature du Parti changera. Même les slogans changeront. Comment pourrait-il y avoir une devise comme « La liberté c'est l'esclavage » alors que le concept même de la liberté aura été aboli ? [...] En fait, il n'y aura pas de pensée telle que nous la comprenons maintenant. Orthodoxie signifie non-pensant, qui n'a pas besoin de pensée, l'orthodoxie, c'est l'inconscience. » Wikipédia.org

Guerre en Ukraine : le Sénat approuve à son tour l'accord de sécurité entre Paris et Kiev - Le HuffPost 14 mars 2024

Au Palais du Luxembourg, les sénateurs ont voté par 293 voix pour et 22 contre.

Dans les faits, ces votes en faveur de l'accord par l'Assemblée nationale et le Sénat ont surtout eu pour objectif de légitimer les termes de cet accord, qui avait de toute manière déjà été conclu entre Emmanuel Macron et Volodymyr Zelensky mi-février à l'Élysée.

Pour ce faire, le gouvernement s'est appuyé sur le fondement de l'article 50-1 de la Constitution, comme l'explique Public Sénat. Surtout symboliques, ces deux votes n'ont en effet aucune conséquence contraignante pour l'exécutif. Le HuffPost 14 mars 2024

Commentaires d'internautes.

1- Les macroniens, les LR, les socialistes, se retrouvent ensemble une nouvelle fois, pour approuver les délires guerriers de Macron. Entre ces partis, il n'y a pas l'épaisseur d'une feuille de papier à cigarette, pour les différencier.

Ils se soutiennent mutuellement, et c'est comme cela qu'ils sauvent leur système, et que toutes les motions de censure sont rejetées.

Ils se sont couchés devant Macron, devant l'escalade dans le conflit, et confirment qu'ils ne sont que des godillots au service de la guerre.

Ce n'est pas un jour de gloire, mais simplement le jour de la confirmation qu'une majorité de politiciens, veulent faire la guerre en n'ayant même pas le courage de dire non aux délires guerriers de Macron.

2- Lu dans l'Express : "Dans un coin du salon, Emmanuel Macron a posé la photo d'un but de Basile Boli que lui ont envoyée des supporters. Et il montre parfois à ses visiteurs sa

collection de petites voitures présidentielles. C'est incroyable, glisse l'un d'eux en quittant le Palais, on a l'impression qu'il nous montrait ses jouets. "

J-C – C'est Macron ! Que dire de ceux qui lui prêtent encore un certain pouvoir ? Des crétins finis, des manipulateurs, des complices ?

Les jours précédents. Poker menteur.

J-C - Tout le monde sait qu'un certain nombre de militaires de l'OTAN et membres des services de renseignement des puissances occidentales participent déjà à cette guerre en Ukraine.

- Le SG de l'Otan recadre Macron après ses propos sur l'envoi de troupes en Ukraine - Sputnik Afrique 12.03.2024

Emmanuel Macron avait évoqué fin février la possibilité d'envoyer des militaires en Ukraine, mais cette n'a pas beaucoup enthousiasmé ses alliés. Jens Stoltenberg a souligné qu'il était nécessaire de consulter les alliés avant de faire les déclarations publiques de ce genre.

"L'Alliance n'a pas l'intention d'envoyer ses troupes en Ukraine", a insisté le secrétaire général dans une interview.

Même si certains pays de l'Otan envoyaient des contingents en Ukraine, cela affecterait l'ensemble de l'Alliance, a martelé le responsable.

Il a rappelé l'importance de définir une "*approche commune*" au sein de l'organisation sur les sujets cruciaux car ces derniers concernent tous les membres. Dimanche 10 mars, le chef de la diplomatie polonaise Radoslaw Sikorski avait pourtant admis que des militaires de l'Otan étaient déjà en Ukraine. Sputnik Afrique 12.03.2024

- La Russie ne veut pas d'un conflit avec l'Otan, affirme le renseignement américain - Sputnik Afrique 12.03.2024

Moscou ne souhaite pas entrer en conflit direct avec les États-Unis et ses alliés de l'Otan, selon un rapport déclassifié du bureau de la directrice du renseignement américain.

La Russie reste un "*adversaire résilient et compétent dans un large éventail de domaines*" pour les États-Unis, sans chercher la confrontation directe, souligne un rapport du bureau d'Avril Haines, directrice du renseignement américain (DNI).

"La Russie ne souhaite certainement pas un conflit militaire direct avec les États-Unis et les forces de l'Otan et poursuivra ses activités asymétriques en dessous de ce qu'elle estime être le seuil d'intervention militaire", rapporte ce document.

Sur un plan économique, Moscou est parvenu à contourner les plafonds sur le pétrole que voulaient imposer le G7, note le rapport. Malgré toutes les sanctions, la Russie reste par ailleurs le deuxième exportateur de gaz naturel liquéfié vers l'Europe.

"Moscou a réussi à dérouter la plupart de ses exportations pétrolières maritimes et vend probablement des volumes nettement supérieurs aux plafonds de prix fixés par le G-7. La Russie a accentué son recours à des options non occidentales pour faciliter le déroutement de son pétrole", écrivent les renseignements américains.

En matière de diplomatie, Moscou se tourne désormais vers la Chine, l'Iran et les *"principaux pays du Sud"* pour trouver des partenaires, note encore le rapport.

Moscou a souligné à plusieurs reprises que l'Alliance de l'Atlantique Nord visait la confrontation, critiquant une expansion à l'Est nocive pour la sécurité en Europe. Le Kremlin a souvent déclaré que la Russie ne constituait pas une menace pour les pays de l'Otan, indiquant cependant qu'elle n'ignorerait pas les actions potentiellement dangereuses pour ses intérêts. Sputnik Afrique 12.03.2024

Voici ce qu'on pouvait lire dans *Courrier International* du 13 mars 2024 :

- Plus que jamais, Vladimir Poutine s'est lancé dans une guerre de civilisation. Et l'ennemi, c'est l'Occident, contre lequel il se pose en rempart, explique Andreï Tsygankov dans *Rossia v Globalnoï Politiké*. *Courrier International* du 13 mars 2024

J-C - En réalité c'est exactement l'inverse qui est en train de se produire. C'est le clan de l'oligarchie financière ou Davos opposé à celui qui comprend les libertariens, qui soutient la thèse de Samuel Huntington, selon laquelle imposer un gouvernement mondial est une utopie, qui mène la danse de la guerre contre la Russie. Samuel Huntington partait du constat qu'il était impossible d'imposer une culture unique à tous les peuples ou de leur faire renier leur histoire...

C'est lui qu'il vise quand il accuse Poutine de s'être lancé dans une guerre de civilisation, qu'en réalité ils sont eux-mêmes en train de mener contre tous les peuples, et non Poutine. Pour que les lecteurs comprennent bien de quoi il s'agit, c'est à cette *"guerre de civilisation"*, qu'on doit le wokisme et la théorie du genre notamment, ils s'en servent pour déstabiliser tous les Etats, afin de les affaiblir en divisant leurs peuples pour mieux les dominer...

C'est quoi cette référence de *Courrier International* ?

***Rossia v Globalnoï Politiké*, qu'est-ce que c'est ? Du lourd ! Une officine de l'Etat profond américain en Russie.**

Rossia v Globalnoï Politiké (en français : « *La Russie sur la scène internationale* »), est publiée en anglais sur une base trimestrielle et en russe deux fois par mois (avec le soutien de Foreign Affairs pour cette dernière version). Foreign Affairs est un bimestriel américain publié par Conseil des relations étrangères (Council on Foreign Relations)

C'est une revue russe d'analyse des relations internationales. Créée en 2002 et conçue comme le double du Foreign Affairs américain, son Conseil éditorial comprend des hommes d'État, des intellectuels et des experts, tant russes qu'étrangers (Sergueï Karaganov, Igor Ivanov, Evgueni Primakov, Helmut Kohl, Carl Bildt, Thierry de Montbrial, etc.).

Quelques biographies.

Sergueï Karaganov, il est membre de la Commission trilatérale depuis 1998 et a siégé au Conseil consultatif international du Conseil des relations étrangères...

Carl Bildt, ex-premier ministre suédois, membre de la Commission Trilatérale depuis 1998, de l'Institut Aspen, de la Fondation Carnegie, invité 6 fois de 1996 à 2008 à la conférence annuelle du Groupe Bilderberg, il est également administrateur de la RAND Corporation...

Thierry de Montbrial. Ami intime depuis 1976 de feu-Henry Kissinger, la même année il prend part à la création de la French-American Foundation et il devient membre du comité directeur du groupe Bilderberg (Un pur hasard du calendrier ! - J-C), membre du comité de rédaction de la revue Foreign Policy, directeur général de l'IFRI (Institut français des relations internationales) qu'il a fondé en 1979... (Source : Wikipédia et d'autres sources sur le Net.)

J-C - C'est clair, n'est-ce pas ?

Dans le camp de la guerre.

Depuis la Déclaration d'indépendance du 4 juillet 1776 jusqu'en 2024, les USA ont été 228 ans en guerre sur 248 ans d'existence !

Les conservateurs straussiens aux commandes de l'US Imperium disent qu'il « *n'y aura pas de paix... car pour préserver et étendre leur position de leadership mondial, ils doivent commettre un bon paquet de massacres... Gagner signifie tuer* » ! (Cf., conférence donnée par Ralph Peters, lieutenant-colonel, en 1997 in *Constant Conflict, Parameters* 27, N°2 (1997), doi: 10.55540/00311723.1829, édition United States Army War College)

Dans le PNAC (Project for the New American Century), au chapitre « *Rebuilding America's Defenses* », septembre 2000, la prééminence des forces militaires américaines est affirmée sans concession.

« *...Il existe aujourd'hui des armes biologiques qui ont la capacité d'affecter et de tuer seulement certains génotypes particuliers, comme les Africains, les Asiatiques, les slaves ... Une grande partie de notre art militaire consistera à manipuler des données ...* »

Durant la deuxième guerre mondiale, près de 8 milliards de dollars ont été investis en Allemagne nazie par les firmes américaines. (Cf., « IBM et l'holocauste », Edwin Black)

L'aide américaine aux nazis avait pour but d'abattre le socialisme et communisme. C'est dans ce but que les sociétés américaines ont collaboré activement avec le Régime hitlérien: Ford,

General Motors, Texaco, Exxon, ITT, IBM, Coca-Allemagne, la famille Rockefeller, celle des Bush, Charlie Flint, Thomas Watson, James Mooney, Ralph Beaver Strassburger, Clarence Dillon, les futures transnationales de Wall Street et de Londres, la City Bank, l'Union Banking Company (UBC) de Prescott Bush, la Chase Bank de Rockefeller, l'antisémite Ford fournisseur de camions pour le 3ème Reich, General Motors et sa filiale pour la fourniture des avions à la Luftwaffe, IBM, ITT, Bell, fourniront les moyens de transmission modernes à l'armée allemande... etc

En juin 1944, les soldats américains débarquant sur les plages de Normandie découvraient des camions allemands abandonnés avec les mêmes moteurs que les leurs ! Opel filiale de General Motors équipait les moteurs du Messerschmitt, premier avion à réaction...

Les défenses du mur de l'Atlantique avaient été sérieusement dégarnies pour renforcer massivement le front de l'Est contre le bloc soviétique, justement au moment où les Allemands savaient pertinemment que la coalition alliée allait prochainement débarquer en France ! Au même moment, l'état-major allemand s'était arrangé pour convoquer à Berlin, Erwin Rommel un Generalfeldmarschall en charge de l'organisation du mur de l'Atlantique ! Refusant d'entrer dans les méandres de cette idéologie politique, Rommel sera contraint au suicide par le commandement nazi ! Il va de soi que les accords secrets entre américains et Allemands prévoyaient de laisser les Alliés entrer en Europe de l'Ouest pour s'opposer au communisme...

En réalité, les dirigeants de toutes ces firmes américaines qui collaboraient activement avec le 3ème Reich, avaient pour but de mettre l'Europe à genoux dans l'objectif d'une création future de l'Union Européenne avec un marché unique et une monnaie unique. En décembre 1941, Washington négociait avec le Gouvernement de Vichy, « *un statut politique de protectorat et une monnaie unique pour la France* ». Ce projet devait être géré par « *Les Etats-Unis d'Europe* » et déployé sur l'Europe par les nazis afin d'édifier « *l'espace économique global européen* ». Ce qui était prévu par les Américains débarquant en France, c'était la création d'un protectorat succédant à l'occupation allemande ! Ce sont les USA qui devaient administrer cette colonie européenne à son service ! La toute première monnaie unique européenne était imprimée aux Etats-Unis d'Amérique ! Des officiers de l'armée américaine avaient été formés à l'administration civile. C'est De Gaulle qui allait faire échouer ce projet en empêchant les Etats-Unis d'Amérique d'abolir la souveraineté de la France et des autres pays européens en rendant ce projet crapuleux impossible ! Les USA tenteront d'imposer leur projet de force, mais De Gaulle et le Gouvernement Provisoire siégeant à Alger feront savoir aux Français que cette monnaie n'avait aucune valeur et ne serait pas reconnue par les autorités de la France Libre.

Toute cette organisation avait pour but ultime le contrôle de l'Europe de l'Ouest dans l'objectif de reprendre la guerre cette fois-ci contre la Russie. Il aura fallu attendre jusqu'en 2014 pour que l'US Imperium lance son attaque contre la Russie via l'Ukraine, mais encore une fois avec l'aide des néo-nazis réarmés et formés par les cadres de l'armée du 4ème Reich appelée OTAN.

L'OECE était fondée en 1948 qui prendra le nom de OCDE en 1961. L'OTAN était créée en avril 1949 et le Conseil de l'Europe en mai 1949. Puis la CECA (Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier) sera créée en avril 1951, le Traité de Rome en 1957, préfigurant la future Union Européenne.

Le 6 mars 1950, Harry Truman disait à Baylor au Texas : « *Le monde entier doit adopter le système américain, car le système américain ne peut survivre en Amérique que s'il devient le système mondial.* » (Cf., Jean-Loup Izambert, *Les destructeurs*, JCGodefroy, 2023, pages 255 à 258)

La véritable Union Européenne représente le danger absolu pour l'US Imperium, car cela signifierait 57 pays et non pas 27 ; 837 millions d'habitants et non pas 447 ; 32 millions de Km2 et non pas 4,21... Si la véritable Europe des Nations avait vu le jour, l'US Imperium aurait cessé d'exister...

C'est pourquoi, les USA sont nos pires ennemis qui, en plaçant leurs serviteurs dévoués à la tête des Etats, les Young Global Leaders, parviennent à piller tout ce qui est fort, riche, assurant la souveraineté des nations ; ils pratiquent allègrement, avec leurs complices devenus chefs d'Etats, le pillage économique, financier, technologique, les identités nationales.

L'US Imperium se répartit le contrôle des organisations internationales à vocation économique et financière : OMC, FMI, Banque Mondiale, BRI, OCDE, BIRD, SFI, OTAN... C'est lui qui décide seul : tous les autres doivent se soumettre. Tous ceux qui, en Europe, ne veulent pas se soumettre, comme l'ex-Yougoslavie, la Serbie, sont massacrés par des bombardements intensifs y compris avec des munitions à uranium radioactif sur des sites civils, des hôpitaux, des écoles, et le mensonge déployé à grande échelle pour entraîner l'assentiment des autres terrorisés par les « *défenseurs de la liberté et de la démocratie* »...

Tout ce qui a été inventé pour salir les Serbes a été odieux à un point inimaginable de perversion... Il va de soi que l'US Imperium hautement criminel a fait voler en éclat toutes les lois internationales en violant systématiquement les accords et en agissant contre les traités, comme s'il ne les avait jamais signés !

(Cf., « *Les destructeurs* », Jean-Loup Izambert, op.cit., pages 61 à 68)

Concernant l'Ukraine et la Russie actuelle, c'est la même chose : les documents déclassifiés en 2016 permettent de savoir que la CIA organisait, finançait, armait les groupes néonazis d'Ukraine dans le but de provoquer la guerre contre la Russie...

https://www.mondialisation.ca/strategie-et-mode-de-fonctionnement-des-acteurs-globalistes-du-nouvel-ordre-mondial/5687304?doing_wp_cron=1710076902.8102340698242187500000

En famille chez les « rats ».

Après la guerre, des milliers de nazis ont réussi à prendre la fuite à l'aide de l'Église catholique - Annabelle Georgen - 18 mai 2015

<https://www.slate.fr/story/101685/nazis-fuite-eglise-catholique>

En mai 1945, profitant du chaos qui régnait en Allemagne, où des millions d'anciens prisonniers de guerre, de forçats et de survivants de l'Holocauste étaient sur les routes, des milliers de nazis hauts placés en profitèrent pour filer à l'étranger. Parmi eux, rappelle

l'hebdomadaire allemand Der Spiegel, des criminels tels que Adolf Eichmann, responsable de l'organisation de la «*solution finale*», Josef Mengele, médecin au camp de concentration d'Auschwitz, et Franz Stangl, commandant des camps d'extermination de Treblinka et Sobibor.

Sans le soutien de l'Église catholique, un si grand nombre de nazis n'auraient pas réussi à fuir:

«Ils pouvaient compter sur un réseau de passeurs bien organisé en Autriche et en Italie. La CIA surnomma la route la plus empruntée la "ligne des rats": via les Alpes autrichiennes jusqu'au Tyrol du Sud, puis dans la ville portuaire de Gênes, et de là vers l'Amérique du Sud. De hauts dignitaires de l'Église catholique aidèrent avec zèle les assassins à s'exiler. Les criminels de guerre quittaient le territoire avec des passeports de la Croix rouge qui avaient été certifié par des prêtres. Ils furent également nombreux à gagner l'Espagne franquiste déguisés en moines, allant de monastères en monastères, et à quitter l'Europe depuis Barcelone.»

L'évêque autrichien Alois Hudal, un nazi convaincu, et le prêtre croate Krunoslav Draganovic, responsable de la déportation de milliers de juifs et de Serbes sous la dictature des Oustachis durant la Seconde Guerre mondiale, furent des personnages-clefs de ces réseaux d'exfiltration. Le premier négociait directement avec le président argentin Juan Perón, grand admirateur d'Hitler, pour obtenir des visas pour les soldats allemands, tandis que le second produisait des faux papiers à la chaîne, faisant fortune en vendant ses passeports 1.400 dollars pièce aux anciens camarades nazis. Le Vatican était au courant de l'existence de ces réseaux. Pie XII fit même don de 30.000 liras à Hudal en 1949.

La plupart des membres de l'Église catholique qui sont venus en aide aux nazis l'ont pourtant fait non pas par affinité idéologique mais par crainte du communisme, explique l'historien Gerald Steinacher, spécialiste des réseaux d'exfiltration des nazis, à la chaîne de télévision publique autrichienne ORF:

«Le pape n'a certainement pas dit: aidez les criminels nazis à prendre la fuite! Mais la direction de l'Église catholique était majoritairement contre la politique de dénazification menée par les Alliés et voulait récupérer les Allemands aussi vite que possible dans la famille chrétienne de l'Europe afin de renforcer la lutte contre le communisme.»

Les catholiques ne furent pas les seuls à venir en aide aux nazis qui ont fui l'Allemagne. Le service de renseignements de l'armée américaine de l'époque, le Counter Intelligence Corps (CIC), a ainsi organisé la fuite de Klaus Barbie vers la Bolivie en le faisant passer par l'Italie en 1951. Ce dernier avait été recruté comme espion trois ans plus tôt par le CIC.

"Route des rats" : comment des nazis ont réussi à fuir l'Allemagne pour l'Amérique du Sud

Klaus Barbie, Adolf Eichmann, Josef Mengele... À la fin de la Seconde Guerre mondiale, des milliers de soldats SS, de la Gestapo ou du Troisième Reich ont bénéficié des réseaux d'exfiltration nazis mis en place par le Vatican et les renseignements américains.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, 30 000 personnes sont répertoriées par les Alliés comme criminels de guerre sous le Troisième Reich. Au procès de Nuremberg, seuls 24

hauts responsables nazis sont condamnés dont Hermann Göring, bras droit d'Hitler, et Rudolf Hess, successeur désigné à la tête du Reich.

En Allemagne comme dans tous les pays qui ont été occupés, la chasse aux nazis démarre. Beaucoup se cachent, certains décident de fuir l'Europe. À l'aide de puissantes institutions, la "route des rats" se met en place et permet à quelque 5 000 hiérarques nazis, allemands, autrichiens, croates et collaborateurs français ou belges d'échapper à la justice.

Alois Hudal, l'évêque de l'ombre

Avant même la fin de la guerre, plusieurs réseaux voient le jour. La plupart débutent en Autriche ou en Italie. Les recherchés peuvent "compter sur un réseau de passeurs bien organisé (...) via les Alpes autrichiennes jusqu'au Tyrol du Sud, puis dans la ville portuaire de Gênes, et de là vers l'Amérique du Sud", raconte un article du journal allemand Der Spiegel, publié en 2017.

Pour la plupart des nazis, la fuite est possible grâce à un homme : Alois Hudal, évêque au Vatican. À la fin de la guerre en Italie, l'homme d'Église est chargé d'aider les prisonniers de guerre et les internés germanophones détenus dans des camps en Italie. Il utilise son pouvoir et son influence pour aider les coupables en fuite à s'envoler vers l'Amérique du Sud.

Comme le raconte L'Express dans une enquête publiée en 1998 et mise à jour en 2006, le catholique négocie entre autres avec le président argentin Juan Perón, admirateur d'Hitler, pour obtenir des visas. Selon l'hebdomadaire Newsweek, 2 000 passeports argentins et 8 000 cartes d'identité vierges sont envoyés par valise diplomatique vers Rome. En Argentine, un comité d'accueil a même pour mission de sélectionner, parmi les candidats à l'exil, ceux qui présentent un intérêt pour le pays de Perón.

La "Vatican Connection"

Alois Hudal ne semble pas avoir été le seul à avoir les mains sales. Dans ses Mémoires, l'homme assure avoir agi pour le compte du Saint-Siège, raconte l'Express.

Pour plusieurs historiens dont Ignacio Klich, spécialiste de "la route des rats", cela ne fait aucun doute : "Le rôle de Hudal pendant la guerre n'aurait pas été possible sans le feu vert du Saint-Siège." Ce que confirme par la suite la découverte d'un télégramme confidentiel adressé au secrétaire d'Etat américain George Marshall par l'attaché militaire américain à Rome, Vincent La Vista. Dans le papier, ce dernier décrit le Vatican comme "la principale organisation impliquée dans le déplacement illégal de personnes". Selon lui, 21 dignitaires du Saint-Siège sont impliqués dans ce réseau, écrit-il dans le document. Une étude menée par les chercheurs de la Commission pour l'éclaircissement des activités des nazis (Ceana) parle même d'une "Vatican Connection", s'appuyant sur plusieurs preuves écrites.

Ce réseau permet, après la mort d'Hitler, la fuite d'Adolf Eichmann, principal responsable de la mise en œuvre de la Solution Finale, son homologue Alois Brunner ou encore Joseph Mengele, l'un des médecins nazis du camp d'Auschwitz qui mena des expériences médicales des plus sadiques sur des prisonniers.

Les Etats-Unis et l'opération Paperclip

Mais à l'époque, le Vatican n'est pas la seule grande institution à venir en aide aux nazis. Le service de renseignements de l'armée américaine, le Counter Intelligence Corps (CIC), aide ainsi Klaus Barbie à échapper aux autorités françaises. Recruté comme espion à la fin de la guerre, il fuit à l'aide du CIC vers l'Argentine puis la Bolivie. Les renseignements américains sont au courant du passé de celui qu'on appelle "*le boucher de Lyon*", mais son aide et sa connaissance du communisme sont jugées trop précieuses en pleine Guerre froide.

Le CIC utilise le réseau de Draganovic, nom d'un prêtre croate qui aide les nazis à voyager de l'Autriche vers les pays d'Amérique du Sud. L'objectif ? Assurer l'opération Paperclip en recrutant des scientifiques nazis pour notamment créer des armes chimiques et préparer la conquête spatiale.

Si plusieurs nazis furent rattrapés par les tribunaux comme Klaus Barbie ou Adolf Eichmann, d'autres à l'image d'Alois Brunner ont pu profiter injustement d'une paisible retraite loin de l'Europe.

<https://www.caminteresse.fr/histoire/route-des-rats-comment-les-nazis-ont-reussi-a-fuir-lallemagne-pour-lamerique-du-sud-11187290/>

Alois Hudal

Alois Hudal, né à Graz, le 31 mai 1885 et mort à Rome, le 13 mai 1963 est un évêque catholique autrichien, surtout connu pour avoir jusqu'au bout défendu une synthèse entre catholicisme et national-socialisme et pour avoir facilité la fuite de plusieurs criminels nazis vers l'Amérique du Sud, parmi lesquels Adolf Eichmann, Klaus Barbie, ou Joseph Mengele. En 1937, il publie *Les Fondements du national-socialisme* (Die Grundlagen des Nationalsozialismus, Leipzig - Vienne, 1937) dans lequel il essaie de trouver un compromis entre le catholicisme et une vision « chrétienne » et « *conservatrice* » du nazisme. Ce livre est en opposition frontale avec la politique étrangère du pape Pie XI qui fait paraître, la même année, l'encyclique *Mit brennender Sorge*, rédigée par Eugenio Pacelli (futur Pie XII), mettant en garde contre les dérives du nazisme : il provoque sa mise à l'écart du Vatican.

Alois Hudal s'isole alors dans son collège. Certains historiens supposent qu'il a été un agent du renseignement nazi pendant la Seconde Guerre mondiale, via le SS Walter Rauff.

Organisateur d'exfiltrations des criminels nazis

Après la guerre, Alois Hudal devient l'un des principaux organisateurs de la filière d'exfiltrations des criminels nazis vers l'Amérique du Sud à l'issue de la Seconde Guerre mondiale. C'est grâce à cette filière qu'Adolf Eichmann, Gustav Wagner, Alois Brunner, Erich Priebke, Eduard Roschmann, Franz Stangl, Walter Rauff, Klaus Barbie, Joseph Mengele, parmi d'autres, ont pu échapper aux poursuites judiciaires. De même, certains nazis, comme l'autrichien Otto Wächter, ont pu vivre à Rome après la guerre en toute impunité grâce à la protection d'Alois Hudal.

Ces activités finissent par causer un scandale révélé en 1947 par un journal bavarois. Alois Hudal est finalement contraint de démissionner de sa fonction de recteur du collège Santa Maria dell'Anima en 1952. Il passe ses dernières années à Grottaferrata, sans jamais regretter ses actes.

Il meurt le 13 mai 1963 à Rome.

https://fr.wikipedia.org/wiki/Alois_Hudal

Portugal

J-C - Jeu de chaises musicales.

Portugal : Après huit ans de gouvernement socialiste, le centre droit remporte les législatives - AFP/20 Minutes 11 mars 2024

Après huit ans de gouvernement socialiste, l'opposition de centre droit a remporté dimanche des législatives marquées par une nouvelle poussée de l'extrême droite, selon plusieurs sondages sortis des urnes.

Selon la projection de la télévision publique RTP, l'Alliance démocratique (AD) de centre droit emmenée par Luis Montenegro, 51 ans, aurait gagné les élections avec 29 à 33 % des voix, mais ne serait pas en mesure de former une majorité à elle seule.

Il espérait s'appuyer sur le petit parti Initiative libérale, crédité de 5 à 7 % des suffrages, mais les deux formations semblaient loin d'atteindre le seuil de 116 députés sur 230 sièges, synonyme de majorité absolue.

Le parti d'extrême droite Chega (Assez) aurait obtenu entre 14 et 17 % des voix, soit le double des précédentes législatives de janvier 2022 (7,2 %).

Le Parti socialiste, qui avait obtenu une majorité absolue lors des précédentes législatives de janvier 2022 avec un score de 41,4 %, arriverait désormais deuxième avec 25 à 29 % des voix.

Malgré l'assainissement des finances publiques, une croissance supérieure à la moyenne européenne et un chômage au plus bas, le bilan du gouvernement sortant a été terni par l'inflation, des dysfonctionnements dans les hôpitaux et les écoles, puis par une importante crise du logement. ("*Terni*", un euphémisme ! - J-C) AFP/20 Minutes 11 mars 2024

Argentine.

J-C – Plus qu'un régime policier. Le droit de tuer des manifestants ou des jeunes délinquants, des voleurs à la tire, devient la loi.

Argentine : Le gouvernement facilite l'usage des armes à feu par la police - AFP/20 Minutes 14 mars 2024

Nouveau protocole - Au niveau fédéral, les forces de l'ordre vont maintenant pouvoir plus facilement tirer notamment en cas de résistance ou de fuite

Javier Milei s'attaque à la sécurité en Argentine. Son gouvernement a officiellement assoupli mercredi l'usage des armes à feu par toutes les forces de sécurité fédérales, notamment en cas de résistance ou de fuite, rétablissant un protocole de 2018 qu'avait supprimé le précédent gouvernement de centre gauche.

Les policiers « vont avoir la capacité d'agir sans crainte. Un policier qui a peur est potentiellement un policier mort », a déclaré la ministre de la Sécurité Patricia Bullrich. Selon elle, le cadre pose des « règles claires », quand les forces de sécurité hésitaient parfois à utiliser leurs armes par peur de poursuites.

Patricia Bullrich rétablit donc un protocole instauré en 2018 par elle-même, déjà ministre du président libéral Mauricio Macri. Il faisait suite à la polémique sur la mort en 2017 d'un jeune voleur à la tire qui avait dévalisé un touriste à Buenos Aires. Il avait été abattu dans le dos dans sa fuite par un policier, par la suite condamné. La ministre avait, dans la foulée, assoupli l'usage des armes à feu par les policiers. Ce protocole avait été modifié par le gouvernement péroniste d'Alberto Fernandez en 2019. L'emploi d'armes devenait habilité lorsque « inévitable », les agents devant « agir proportionnellement à la gravité du préjudice, en respectant et en protégeant la vie humaine ».

Le nouveau protocole s'applique aux forces nationales (police, gendarmerie, police aux frontières), pouvant intervenir sur tout le pays. L'Argentine étant un Etat fédéral, les polices provinciales sont régies par leurs propres règlements. AFP/20 Minutes 14 mars 2024

Zimbabwe.

Le Zimbabwe expulse de force le personnel de l'Agence américaine pour le développement international - fr.sputniknews.africa 09.03.2024

Des fonctionnaires et des sous-traitants de l'Agence américaine pour le développement international (USAID) qui effectuaient une évaluation de la situation du développement et de la gouvernance au Zimbabwe ont été expulsés en février, a-t-il précisé.

Selon Matthew Miller, Washington considère de telles mesures comme "*flagrantes, injustifiées et inacceptables*".

Cependant, les États-Unis continuent à "*soutenir*" le peuple du pays, "*alors que nous travaillons à construire une société démocratique plus inclusive avec des dirigeants politiques et des institutions gouvernementales responsables*", a souligné le haut diplomate américain.

Auparavant, les États-Unis avaient prolongé leurs sanctions contre le Président zimbabwéen Emmerson Mnangagwa et certains autres hauts responsables. fr.sputniknews.africa 09.03.2024

J-C - Ils se croient chez eux ! Dehors, go home !

LE SOCIALISME

Le 21 mars 2024

De plus en plus de Français présentent les signes cliniques de déséquilibres d'ordre psychiatrique suffisamment avancés pour qu'on craigne pour leur santé mentale.

C'est d'autant plus préoccupant, lorsqu'ils sont amenés à se prononcer sur l'entrée en guerre ou non de leur pays contre la Russie et ses alliés, car il y a tout lieu de penser que leurs facultés de jugement sont déjà gravement atteintes pour en décider librement, ce qui pourrait augurer le pire.

C'est le constat qu'on se passera de faire pour ne pas participer à une psychose collective encore plus grave, qui pourrait déboucher logiquement sur des pogroms, des lynchages, des emprisonnements arbitraires, des assassinats d'opposants à cette guerre, notre rôle étant de combattre nos ennemis sur tous les fronts à la fois pour ne jamais arriver à cette extrémité-là, qui hélas a déjà existé à plusieurs reprises dans le passé.

Il va de soi que tous les acteurs politiques qui ont attribué à la Russie la responsabilité de la guerre en Ukraine ou qui n'ont cessé de tenir un double langage en renvoyant dos-à-dos la responsabilité de la Russie et de l'OTAN, partagerait la responsabilité de l'entrée en guerre de la France contre la Russie.

Sachant que c'était l'OTAN qui en était à l'origine et non la Russie, en mentant délibérément aux travailleurs et aux militants, quasiment tous se sont rangés au côté de l'impérialisme américain, de l'OTAN, de l'UE, de Macron laissant un boulevard au camp de la guerre au détriment de la paix entre les peuples.

Les derniers bruits de bottes.

La guerre comme s'ils y étaient déjà.

- Dans une tribune publiée dans « *Le Monde* », le chef d'état-major de l'armée de terre affirme que « *la France peut mobiliser 20 000 hommes en 30 jours* », ajoutant que l'armée peut même se doter de moyens pour commander un corps d'armée en coalition, « *soit jusqu'à 60 000 hommes* ». (Source ; lemonde.fr 19 mars 2024)

Propagande de guerre. Vraie fausse « désinformation ».

Guerre en Ukraine : 2.000 soldats français bientôt envoyés en Ukraine ? La France dénonce de la « désinformation » - 20minutes.fr 20 mars 2024

Cette information provient de différentes agences de presse russes, telles que Tass ou Sputnik. A 15h18, l'agence d'Etat Tass publiait par exemple un article affirmant que la Russie « dispose d'informations selon lesquelles la France prépare un contingent militaire de 2.000 soldats à envoyer en Ukraine », citant les propos du directeur du service russe de renseignement extérieur, Sergueï Narychkine.

« Elle [cette unité militaire] deviendra ainsi une cible prioritaire et légitime pour les attaques des forces armées russes. Cela signifie qu'elle subira le sort de tous les Français qui sont venus dans le monde russe avec une épée », rapporte l'agence de presse.

Le ministère des Armées françaises a démenti ces informations relayées par le chef du renseignement extérieur russe, affirmant qu'elles relevaient d'un « recours systématique à la désinformation de masse largement employée par la Russie ». 20minutes.fr 20 mars 2024

En complément.

Toujours plus martial.

Européennes 2024 : le général Gomart en uniforme sur un visuel des Républicains - Le HuffPost 20 mars 2024

Ils préfèrent celui du sang tout frais sur le champ de bataille !

Éric Dupond-Moretti : « Celui qui fume son petit pétard le samedi, ce pétard-là, il a le goût du sang séché sur les trottoirs. » - leJDD 20 mars 2024

Macron "s'en fout" aussi ! Faites-le savoir.

J-C - Quelqu'un qui s'engage dans l'armée ou la police estime que sa vie ne vaut pas plus chère qu'une balle, mais le pire, c'est qu'il estime que la vie de ses éventuels victimes ne vaut pas davantage, désolé de le contredire, la nôtre n'a pas de prix !

Il y en a qui ont le chic pour se faire tuer pour de mauvaises causes, c'est stupide et triste, qu'il nous soit permis de ne pas en être. Ceux qui n'ont pas de conscience de classe sont à plaindre, et hélas ils sont très nombreux !

Guerre en Ukraine : un responsable russe met en garde Macron et promet de "tuer tous les soldats français" - BFMTV 21 mars 2024

"On va tuer tous les soldats français qui vont venir sur le sol ukrainien", lui répond au micro de BFMTV Piotr Tolstoï, vice-président de la Douma, équivalent russe de l'Assemblée nationale.

"On s'en fout de son opinion. On s'en fout de Macron, de ce qu'il dit, de ses limites", lance ce proche de Vladimir Poutine.

"Vous les Français, qui voulez venir avec les soldats à Odessa, vous êtes en train de provoquer la Troisième Guerre mondiale", poursuit Piotr Tolstoï, en référence à des propos attribués à Emmanuel Macron et que l'Élysée a formellement démentis.

"S'il y a 300 ou 400 Français tués, votre président sera dans le piège: il devrait soit accélérer l'histoire, soit augmenter la présence de troupes, soit retirer les troupes", développe le vice-président de la Douma.

"Aujourd'hui, il y a 13.000 mercenaires [en Ukraine, NDLR] dont 367 Français. 147 ont déjà été tués", avance Piotr Tolstoï. Un chiffre que BFMTV n'a pas été en mesure de confirmer. (On s'en tape de ce que pense ou pas BFMTV. – J-C) "Et on va tuer tout le monde, ne vous inquiétez pas", lance le vice-président de la Douma.

"L'idée d'envoyer les soldats français en Ukraine, ça va se terminer avec des cercueils couverts par le drapeau tricolore à Orly", martèle Piotr Tolstoï. "Et ce n'est pas Macron qui va aller les chercher. Les Français doivent comprendre les conséquences, c'est tout".
BFMTV 21 mars 2024

Qui les croit encore ? Ils ne sont pas à une manipulation près, la preuve.

Article publié à 3h09.

Classement : La Finlande encore en tête des pays les plus heureux du monde, la France 27^e -
AFP/20 Minutes 20 mars 2024

J-C – La Finlande quel bonheur ! Pas si vite, 16h et 2 minutes plus tard ils vous raconteront qu'elle rime avec dépression et tendance suicidaire ! Lisez, c'est démentiel.

Article publié à 19h11.

La Finlande, pays le plus heureux du monde... Vraiment ? - 20 Minutes 20 mars 2024

Les pays nordiques arrivent en tête des dix premières places puisque le Danemark, l'Islande et la Suède suivent la Finlande.

Difficile à croire pour qui a déjà vu une interview de Kimi Räikkönen, l'ancien pilote de Formule 1 n'ayant jamais transpiré la joie.

Des études ont ainsi placé « la Finlande autour du 100e rang mondial au niveau du sourire et l'enjoy », signale Alexandre Jost, fondateur et délégué général de la Fabrique Spinoza, un think-tank qui vise à replacer le bonheur citoyen au cœur du débat public. De plus, les études montrent que la Finlande possède de longue date un taux de dépression et de suicide supérieur à la moyenne européenne. 20 Minutes 20 mars 2024

Capitalisme stop ou encore ? Heureux retraités !

J-C - Vous avez dit esclavage ? On vit dans un monde particulièrement cruel sous le capitalisme, en voici un des aspects plutôt sadique.

Comment des travailleurs peuvent-ils cautionner un tel système économique, chacun devrait se poser cette question et chercher la réponse, et proposer une solution pour y mettre un terme, elle existe : Le socialisme.

Top 10 des pays où les gens partent à la retraite le plus tard - topito.com 22 juin 2022

1- La Corée du Sud

Qu'est-ce qui peut bien pousser les Sud-coréens à bosser jusqu'à 73 ans en moyenne alors que l'âge légal de la retraite est fixé à seulement 60 ans ? L'argent bien sûr ! Jusqu'en 1998, le système de cotisation retraite des travailleurs n'existait pas en Corée du Sud. Conséquence : aujourd'hui la plupart des seniors en âge d'arrêter de bosser sont obligés de continuer à trimer parfois au-delà de 80 ans afin de joindre les deux bouts. Et ça ne risque pas de s'arranger. D'ici 2030, 25 % des Coréens auront plus de 65 ans ! On appelle ça un « tsunami gris » ! Une mauvaise nouvelle pour les caisses de retraites mais aussi pour les travailleurs qui devront sans doute encore jouer les prolongations.

2- La Colombie

Si les fonctionnaires colombiens s'en sortent mieux que leurs homologues du privé au moment de partir en retraite grâce à des fonds garantis par l'État, 75 % des personnes âgées dans le pays ne peuvent se permettre d'arrêter de bosser comme prévu à 62,5 ans. En moyenne, les Colombiens poussent le bouchon jusqu'à 73 ans avant de profiter des 2 belles années qu'il leur reste à vivre si l'on en croit l'espérance de vie dans le pays (75 ans).

3- Le Mexique

Le problème au Mexique comme souvent ailleurs, c'est que les personnes âgées vivent de plus en plus vieux, que les jeunes peinent à trouver des boulots salariés se tournant vers des activités d'indépendant quand ils ne choisissent pas carrément de tenter l'aventure de l'autre côté de la frontière US. Résultat, le nombre de cotisants au système de retraite est en chute libre, les Mexicains préférant mettre de l'argent de côté toute leur vie en prévision de leurs vieux jours. Rares sont ainsi les seniors à partir dès 65 ans comme le prévoit la loi, à cause de montant ridiculement bas (31 % des retraités n'ont carrément droit à rien). Pour survivre, ces derniers n'ont d'autres choix que d'enchaîner les petits boulots jusqu'à 72 ans en moyenne.

4- Le Japon

Au Japon plus que nulle part ailleurs le travail, c'est la santé ! La preuve, c'est l'un des pays où l'espérance de vie est la plus élevée. Inutile de bouffer des algues et du poisson cru, il suffirait d'aller trimer au moins jusqu'à 70 ans en moyenne pour vivre vieux. Quant aux fonctionnaires, de nouvelles mesures gouvernementales viseraient à reculer leur âge de départ à la retraite à 80 ans. De toute façon, les Japonais n'ont pas trop le choix : le montant de leur retraite (hors complémentaire) est en moyenne 60 % inférieur à celui que perçoit un Français !

5- Le Chili

Jusqu'à l'élection en 2022 du Président de gauche Gabriel Boric, le système de retraite chilien basé sur des modèles par capitalisation individuelle n'avait pas bougé depuis la dictature sous Pinochet (1973-1990). Prometteur sur le papier, ce système était surtout à l'origine de fortes inégalités qui poussèrent régulièrement les Chiliens à manifester leur colère dans les rues... tout en continuant à bosser au-delà de l'âge légal fixé à 65 ans. En moyenne, on considère que les retraités chiliens arrêtaient jusque-là de travailler vers 70 ans. Le retour à une retraite par répartition, gérée par l'État, devrait comme son nom l'indique, offrir plus d'équité... tout en restant viable économiquement. Une équation sur laquelle de nombreux états se sont cassés les dents !

6- L'Islande

Bonne nouvelle, les Islandais possèdent l'espérance de vie la plus élevée d'Europe. Mauvaise nouvelle, ils doivent cotiser plus longtemps que nulle part ailleurs sur le continent ! Résultat, on part ici en moyenne à la retraite à 70 ans (69,8 pour être précis), même s'il est possible de lâcher la manette dès 65 ans avec un malus (des sous en moins chaque mois), ou à taux plein à 67 ans.

7- La Libye

Prendre sa retraite en Libye est déjà le signe que l'on est vivant ! Et ça, c'est déjà pas mal dans un pays plongé dans le chaos depuis autant d'années. Pour décrocher la timbale et percevoir quelques dinars chaque mois en guise de pension, encore faut-il atteindre 70 ans... alors que l'espérance de vie moyenne plafonne à 69 ans !

8- Le Costa Rica

Paradis pour les retraités occidentaux, le Costa Rica l'est beaucoup moins lorsqu'on y est né et que l'on y a travaillé toute sa vie. La « Côte Riche » ne profite visiblement pas à tout le monde puisque les habitants triment ici en moyenne jusqu'à 70 ans avant de pouvoir appuyer sur pause. Si l'âge légal de départ à la retraite est fixé à 65 ans, le montant des pensions s'avère beaucoup trop faible par rapport au coût de la vie (merci les immigrants occidentaux!).

9- L'Italie

Avec 22 % de + de 65 ans et 7 % de plus de 80 ans, l'Italie possède la plus grande part de personnes âgées dans sa population juste derrière le Japon. C'est aussi le pays où la natalité est l'une des plus faibles au monde avec chaque année 43 % de naissances en moins par rapport à la France. Résultat, le système de retraite est dans le rouge depuis plus de 10 ans et l'âge pour en profiter a été repoussé à 67 ans pour garantir le système par répartition. En Italie aussi, la bella vita devra attendre !

10- Les Pays-Bas

Actuellement l'âge légal de départ à la retraite aux Pays-Bas est fixé à 67 ans pour les hommes comme pour les femmes. Mais à partir de 2026, il pourrait augmenter car l'âge est indexé (66%) sur l'espérance de vie. Pour faire simple, si sur un an, les Hollandais gagnaient

3 mois d'espérance de vie, l'âge légal de la retraite serait alors automatiquement repoussé de 2 mois (soir 66 % donc). Logique mais cruel... topito.com 22 juin 2022

J-C – Quand on vous le disait !

Mes commentaires publiés par *Le Grand Soir* dont certains ont suscité plusieurs réactions de lecteurs.

(Les deux premiers font suite à un article plutôt élogieux sur la Chine. Il mérite une introduction.

En Chine, comme en Russie, dans une moindre mesure en Inde et dans d'autres pays dits émergents le capitalisme se développe de la même manière qu'il le fit à la fin du XIXe siècle et au début du XXe en Occident en créant et satisfaisant de nouveaux besoins, en participant au progrès social plus par nécessité que par vocation ou volonté sur fond de lutte des classes aiguisée par le développement économique.

De nos jours on assiste donc au même processus dans des conditions différentes, où les vieilles puissances capitalistes sont en déclin, pour autant elles ne sont pas encore parvenues à supprimer la totalité des acquis sociaux qu'elles avaient dû concéder à la classe ouvrière (Sécurité social, retraite, congés payés, 13^e mois, école publique gratuite, quelques services publics menacés de disparition (SNCF et RATP, médias, notamment), rémunération garantissant un mode de vie relativement confortable attribuée à la majorité des travailleurs, l'existence d'une importante classe moyenne, la réduction du temps de travail, etc.), cette part de la plus-value qui est indissociable du capital est pris en charge ou est directement intégrée dans l'économie chinoise par les autorités, elle peut en supporter le poids ou le coût du fait que le capitalisme se développe dans leur pays, alors qu'en occident il régresse, la part du secteur industriel dans l'économie se situe en dessous de 15%, 13,42% du PIB en France en 2021 (23% en 1980 et plus de 30% dans les années 50), et encore puisqu'une partie est réalisée par les filiales des grandes entreprises installées à l'étranger, sa part dans l'économie mondiale est ridicule, 1,9% comparée à celle de la Chine, 28,7%, ceci explique cela ou tout s'explique.

La générosité sociale entre guillemets de l'économie chinoise envers ses travailleurs s'explique très bien. Elle n'est pas due à un « *miracle* » économique ou à la bienveillance du régime en place, elle correspond au même processus qu'avaient connu autrefois les vieilles puissances capitalistes, elle suit les mêmes lois du partage de la plus-value avec ses inégalités sociales pour stimuler son marché intérieur, développer une classe moyenne pour écouler la camelote qu'elle produit...

Les 800 millions de Chinois qui sont sortis de l'extrême pauvreté depuis le début des années 80, sont devenus tout simplement pauvres, ils ont accès au marché en contrepartie de l'exploitation dont ils font l'objet. Il faut signaler, que s'ils bénéficient d'avantages sociaux, c'est aussi en grande partie parce que la lutte de classe s'était développée en Chine dès les années 20 au siècle dernier, et les autorités ont continué de faire référence au communisme qui a structuré la pensée de chaque Chinois pendant plus de 70 ans, ce qui ne veut pas dire qu'elles seraient communistes ou socialistes.

Pour comprendre pourquoi l'Inde (où je vis) n'a pas suivi l'exemple chinois, disons que la lutte de classes n'atteignit jamais le niveau de maturité de la Chine et les conditions y furent moins propices. Bien que les travailleurs indiens aient bénéficié d'une amélioration de leur condition d'existence depuis le début des années 2000, uniquement grâce à l'importation massive de capitaux occidentaux et à la permission des autorités du marché international, les mêmes faut-il préciser, hormis la journée de travail de 8 heures, pouvant tout de même aller jusqu'à 12 heures durant 6 jours d'affilés toute l'année sans congés payés, leur traitement est digne du pire esclavage qui soit. Eux aussi possèdent désormais des biens d'équipement (2 roues à moteur, réfrigérateur, TV, téléphone, etc.) auxquels sont liés des charges incompressibles qui viennent s'ajouter à leur facture de gaz et d'électricité qui dévorent entre la moitié ou les trois quarts de leur revenu, de telle sorte qu'ils doivent renier sur l'alimentation et les soins médicaux notamment, pour finalement être livrés à une précarité absolue et être aussi pauvres qu'autrefois, l'autre « *miracle* » social tant vanté par les économistes.)

1- La Chine est un des maillons essentiels de la division internationale du travail du capitalisme mondial, qui participe à la régression sociale davantage dans les puissances occidentales les plus développées, mais aussi dans tous les autres pays, la mise en concurrence des travailleurs sur la base de rapports sociaux favorisant la surexploitation, des coûts de production très bas avec lesquels la plupart des autres pays ne peuvent rivaliser, et lorsqu'ils augmentent trop en Chine, la production est délocalisée dans les pays plus pauvres de la planète, en Afrique de préférence, en Éthiopie par exemple, où les ouvriers ont des salaires de misère et des conditions de travail digne de l'esclavage...

La Chine, l'un des principaux bailleurs de fonds de la dette américaine, qui par ce biais finance toutes les guerres de l'impérialisme américain depuis des décennies...

À part Davos et les mille entreprises transnationales ou multinationales, les trusts et holdings qui y participent, je ne vois pas à qui la Chine pourrait servir de modèle, désolé.

Je ne comprends pas cette rhétorique qu'on retrouve un peu partout, qui consiste à évoquer le développement économique d'un pays en général, ou pire à le vanter, comme si les classes sociales n'existaient pas. On croirait que toutes en profitent à égalité, alors qu'en réalité, les classes populaires la subissent et les classes supérieures en tirent essentiellement profits. Autrefois, on évoquait le social-patriotisme, et je crois me souvenir, que ce n'était en des termes très flatteurs pour leurs auteurs, produisons français en fut un des misérables slogans, pourquoi ne pas dire carrément vive le patronat français, vive le CAC40, bref, vive le capitalisme !

Apparemment, il est devenu impossible ou incongru de défendre le socialisme, ce qui n'augure rien de bon pour la suite...

2- "*Le socialisme ? Tout dépend duquel on parle.*"

Personnellement, je n'en connais qu'un, le socialisme scientifique de Marx et Engels, à moins de revenir à l'époque antérieure, et cela ne vaut vraiment pas la peine d'en parler sauf à perdre

son temps, ce que confirment les réactions que mon commentaire a entraînés, je n'insisterai pas.

Autrefois, quand on évoquait le combat pour le socialisme, on évoquait l'émancipation du capital, on luttait pour mettre fin au système économique basé sur l'exploitation et l'oppression, au règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, dorénavant il y en a qui vantent les régimes politiques qui se seraient dotés des systèmes d'exploitation et d'oppression les plus performants, les mérites ou vertus supposés du capitalisme en somme, avec lequel on devrait composer, collaborer, tout un programme... qui n'a plus rien de socialiste, non ?

3- Face à la menace militaire américaine et de l'OTAN qui pesait sur la Russie à cette époque, j'estime que la réaction de la Russie fut légitime ou j'aurais pris la même décision si j'avais été à la place des autorités russes. Du coup, je ne comprends pas où veulent en venir ceux qui dans nos rangs condamnent la Russie, et prétendent défendre le droit des peuples à l'autodétermination.

Lorsque la souveraineté d'une nation est menacée, pourquoi n'aurait-elle pas le droit de la défendre ? Ils l'ont refusé à la Libye, à l'Irak et à la Syrie notamment, ce qui revenait à soutenir les envahisseurs américains et leurs alliés, dont les hordes de barbares issus d'Al-Qaïda qu'ils avaient recrutés pour semer le chaos et la terreur dans ces pays-là pour mieux les dépecer ensuite ou piller leurs richesses, sous prétexte que les dirigeants de la Libye, de l'Irak et de la Syrie étaient infréquentables ou de la même veine sanguinaire, ce qui ne correspondait pas à la réalité.

Autrefois l'internationalisme prolétarien ou le combat politique contre l'impérialisme nous portait à défendre les pays dominés injustement agressés. Or, la Russie s'est retrouvée dans cette situation du pays dominé agressé par une coalition militaire de 31, maintenant les 32 Etats de l'OTAN, dont l'origine de cette guerre et l'objectif politique affiché sont de parvenir à imposer un gouvernement mondial totalitaire contrôlé par l'oligarchie financière internationale, ce qui passerait par le démantèlement préalable de la Russie, puis de la Chine, et pourquoi pas de l'Inde et d'autres puissances émergentes...

Je voudrais qu'on m'explique qu'est-ce que les peuples auraient à y gagner, sinon perdre définitivement leur souveraineté sans laquelle ils ne peuvent pas mener librement leur lutte de classe. Il est donc préférable de défendre tous les obstacles qui se dressent sur cette voie, même si cela nous amène à passer des compromis sur nos principes, pour autant on ne confondra jamais Poutine ou Xi et Lénine, sauf à nous faire un procès d'intention !

4- *"Les suites nous diront si le Droit international retrouvera ses lettres et la place qu'il convient"*

Le Droit international que vous évoquez, que ce soit sous la Société des Nations entre 1919 et 1945 ou l'Organisation des Nations Unies depuis 1945 à ce jour, a tenu ses promesses à la "lettre" à la "place" qui lui convenait parfaitement ou qui lui avait été assignée par ses commanditaires, en cautionnant toutes les guerres impérialistes depuis un siècle, notamment, l'abolir ainsi que l'ONU, toutes les institutions du capital (et le capital lui-même, cela va sans

dire) ne serait-il pas la moindre des choses pour que les peuples puissent vivre enfin en harmonie et en paix ?

5- Les réactions quasi épidermiques ou hystériques à votre ouvrage est révélateur de la nature réactionnaire de tous les médias que vous avez cités, ne parlons pas de ceux qui ont préféré vous ignorer, qui ne peuvent pas se passer de leur banquier ou des subventions de l'État pour exister ou encore de donations en provenance d'oligarques, on peut difficilement les interpréter autrement.

C'est la raison pour laquelle votre témoignage est si précieux, merci. Qu'il s'accompagne de son lot de calomnies ou d'insultes est dans l'ordre des choses, ils sont mérités ou leur absence aurait été suspect !

Il faut être bien naïf ou un crétin fini pour croire encore les récits des médias mainstream et autres médias sociaux qui se prétendent progressistes ou de gauche (Le Media, Blast, notamment), et qui finalement ne valent pas mieux. En pire, car ils avancent masqués, jusqu'au jour où l'actualité sociale ou politique les conduit à se démasquer eux-mêmes en hurlant avec la meute de la réaction, histoire de lui montrer qu'ils méritent les attentions qu'elle fait preuve à leur égard. Là encore, jusqu'au jour où elle décidera de les éliminer, ne restera plus alors que les gens comme vous, qui continueront d'œuvrer avec leurs modestes moyens pour faire connaître la vérité sans laquelle il n'existe plus la moindre liberté, dont celle d'expression qui mérite d'être défendue en toutes circonstances, sans s'avilir à être Charlie, cela va sans dire. Je ne vous connais pas, j'espère ne pas avoir écrit une connerie.

Qui a dit ? Pour qui se prend le roturier Macron ?

- « *J'ai toujours entendu le mot d'« Europe » prononcé par ces hommes politiques qui exigeaient d'autres puissances quelque chose qu'ils n'osaient pas revendiquer en leur nom propre... »*

Réponse : Bismarck dans une lettre à son fils Herbert en 1876 (Bismarck, Reden und Gespräche. Paderborn, 1957, p. 52)

La preuve : Il continuera de soutenir le génocide des Palestiniens.

Antisémitisme : La France restera « intraitable », assure Macron - 20 Minutes 19 mars 2024

C'était à l'occasion des 80 ans du Crif à l'Élysée où l'organisation sioniste a dorénavant élu domicile, en présence des principaux responsables de la communauté juive, de même que ceux des autres cultes, ainsi que le Premier ministre Gabriel Attal et le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin. BFMTV 19 mars 2024

Macron autorise les sionistes franco-israéliens à participer au génocide de Gaza.

Guerre à Gaza : la France «n'enquêtera pas sur ce que feront les franco-israéliens» dans les rangs de Tsahal - RT 16 mars 2024

Mettant en avant que la binationalité est une «double allégeance», le porte-parole adjoint de la diplomatie française a déclaré le 14 mars que Paris n'enquêterait pas sur les actions des franco-israéliens engagés dans l'armée israélienne. RT 16 mars 2024

Ces sionistes d'extrême droite qui viennent gonfler la population israélienne en pleine guerre.

Israël : l'envol des alyas - latribune.fr 17 Mars 2024

Pour les Français juifs, mais aussi, et de façon sans doute plus inédite, pour leurs coreligionnaires américains. Citant les chiffres de l'Agence juive, le ministère de l'Alya (« la montée » vers Israël) et de l'Intégration a annoncé le mois dernier une augmentation de 100 % des ouvertures de dossier d'émigration en provenance des États-Unis et de 150 % émanant du Canada au dernier trimestre 2023. Une progression qui s'élève à 300 % pour l'Hexagone. latribune.fr 17 Mars 2024

J-C – Nous, nous leur aurions laissé le choix entre partir faire la guerre aux Palestiniens et la nationalité française.

Macron ridiculisé une fois de plus par Moscou.

Ukraine: Macron évoque un cessez-le-feu pendant les JO de Paris, Zakharova lui suggère de cesser les livraisons d'armes à Kiev - RT 17 mars 2024

Le président français a répondu par l'affirmative à la demande d'une journaliste ukrainienne d'une trêve sur le front pendant les JO de Paris. En retour, le ministère russe des Affaires étrangères a appelé Macron à cesser d'armer Kiev.

«Je fais une proposition de réponse à Macron: cesser de fournir des armes [à Kiev], qui servent à tuer des civils, et aussi cesser de soutenir le terrorisme», a déclaré la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères Maria Zakharova ce 17 mars à RIA Novosti.

La veille, Emmanuel Macron avait répondu dans une interview à la télévision ukrainienne TSN que Paris proposerait à la Russie un cessez-le-feu en Ukraine pour la durée des Jeux Olympiques, qui se tiendront dans la capitale française du 26 juillet au 11 août prochains.

Maria Zakharova a également conseillé à Emmanuel Macron de présenter une proposition similaire aux parties au conflit au Proche-Orient. «Beaucoup de choses dépendent probablement de ce que dit la France», a ironisé la porte-parole. RT 17 mars 2024

Cela pourrait aussi servir à couvrir des révélations à venir de la part de Moscou, sur la présence de militaires français en Ukraine depuis deux ans ou plus.

Guerre en Ukraine : Macron insiste sur des possibles « interventions sur le terrain » - lepoint.fr 16 mars 2024

Le président de la République n'en démord pas : selon lui, il faut se préparer à des « interventions sur le terrain » en Ukraine, dans la guerre contre la Russie, martèle-t-il.

Dans un entretien au *Parisien* samedi 16 mars, le président de la République insiste : « *Peut-être qu'à un moment donné — je ne le souhaite pas, n'en prendrai pas l'initiative —, il faudra avoir des opérations sur le terrain, quelles qu'elles soient, pour contrer les forces russes. La force de la France, c'est que nous pouvons le faire* ». lepoint.fr 16 mars 2024

J-C - "Si vous vous abstenez, vous votez Macron et le Pen, vous ne faites pas que rester chez vous, ce qui fait de vous un citoyen inutile, vous votez contre vous-même!", selon Mélenchon, mais quand les députés LFI ont voté au Parlement européen 50 milliards de crédits de guerre supplémentaires, après plusieurs autres votes en ce sens, ils n'ont pas voté "contre vous-même" en soutenant l'OTAN.

Comme quoi Ruffin non plus n'est pas "un citoyen inutile", il a tenu à le faire savoir dans un entretien que lui a accordé généreusement Le Monde le 16 mars.

En famille. Pourquoi Le Monde et le camp qu'il représente aiment-ils tant Ruffin et LFI?

J-C – Les marchands de canons européens ne manquent pas de VRP... et de commis.

Le Monde - François Ruffin fait partie des critiques de l'Otan qui « n'a pas été 'un facteur de stabilité' dans le monde au cours des deux dernières décennies », fait-il valoir. Défavorable à son élargissement, le député plaide plutôt pour développer une défense européenne conçue autour d'une souveraineté sur l'industrie de guerre.

« *Il faut armer l'Ukraine, lui donner la priorité dans nos livraisons, et relever notre production* », estime l'élu picard qui réclame un soutien suffisant pour rétablir le rapport de force et ainsi « ramener Vladimir Poutine à la table des négociations ». Le HuffPost 16 mars 2024

J-C - Autrement dit, il n'appelle à rompre ni avec l'OTAN ni avec l'UE, encore moins à leur dissolution, il soutient l'industrie de guerre qui est en train de tourner à l'économie de guerre, ce qu'il n'est pas censé ignorer.

Ils osent tout. Mystification climatique et Green New Deal. Attention, à 100°C vous passerez à l'état gazeux !

J-C - Au doigt "*humide*", ces cyniques charlatans ont substitué « *la sensation de chaleur* » à la température réelle, histoire de pouvoir ajouter 20,3°C et pas un dixième de plus pour atteindre un nouveau record. Hélas, cela ne s'invente pas ! Pour en arriver à sortir ce genre de connerie, on se dit qu'ils doivent rencontrer de plus en plus de difficultés pour justifier leur récit frauduleux du réchauffement climatique de nature anthropique auprès de la population.

Brésil : Thermomètre à 40 °C et ressenti à 62,3 °C - 20minutes.fr 19 mars 2024

Des températures records ont été atteintes au Brésil, avec 40 °C et un ressenti de plus de 62 °C à Rio de Janeiro, ce qui est une conséquence directe du réchauffement climatique, renforcé par le phénomène El Niño selon la climatologue, Françoise Vimeux.

« *Plus l'air est humide et plus la sensation de chaleur va être importante* », explique Françoise Vimeux, climatologue à l'Institut de recherche pour le développement. 20minutes.fr 19 mars 2024

Les chantres du totalitarisme. Il faut interdire de s'exprimer à tous ceux qui ne pensent pas comme moi.

J-C - Je ne défendrai jamais la presse ou les médias quel qu'il soit, parce que leur orientation politique est réactionnaire. En revanche, j'estime que la liberté d'expression est une et indivisible sous peine de disparaître, or on en a besoin pour mener notre lutte de classe.

La question serait plutôt : pourquoi existe-t-il de tel média ? Pardi, parce qu'il existe des Sandrine Rousseau. Et pourquoi existe-t-il des Sandrine Rousseau ? Parce qu'il existe des Fabien Roussel, Olivier Faure, des Jean-Luc Mélenchon, notamment. Et pourquoi existe-t-il Fabien Roussel, Olivier Faure, des Jean-Luc Mélenchon ? Je vous laisse deviner.

Interdire CNews ? Pour Sandrine Rousseau, « la question se pose » - leJDD 18 mars 2024

Invitée de Sud Radio, la députée écologiste a déploré « *la ligne éditoriale* » du média possédé par le milliardaire Vincent Bolloré, évoquant l'absence de « *garantie du pluralisme de la parole* » qui « *interroge la limite de notre démocratie* ». (Introuvable !- J-C)

Selon l'élue, l'autorisation d'émettre CNews s'avère « *une question* » qui « *se pose* » dans ce contexte.

« *Ce n'est pas une chaîne d'information* », a tancé Sandrine Rousseau.

Regrettant la présentation « *d'informations à la limite de la réalité* », l'écologiste a estimé que les sujets abordés à l'antenne étaient « *l'immigration, le grand remplacement, le danger de l'étranger* ». Autant de thématiques qui fleurissent majoritairement à droite du spectre politique. leJDD 18 mars 2024

J-C - Si on la prenait au mot, il faudrait interdire la totalité des médias de la presse écrite, de l'audiovisuel ou radiophonique, la totalité des médias et réseaux dits sociaux, des blogs, la littérature de tous les partis, de toutes les organisations ou associations qui ont participé aux mystifications sanitaire et climatique, qui ont fourni délibérément des interprétations frauduleuses du 11 septembre 2001, de toutes les guerres qui ont suivi au Moyen-Orient, etc. autrement dit nous serions condamnés au silence, et à lire ou à entendre uniquement le discours délivré par le ministère de l'Intérieur et de l'Information sous un régime devenu totalitaire.

Le plus savoureux, c'est que les partisans de ce régime tyrannique sont les mêmes qui accusent les communistes de conspirer pour instaurer un tel régime, alors qu'en réalité ils sont pour la liberté totale d'expression, même celles des fachos ou des nazis, parce que ce n'est pas leur propagande qui serait problématique, mais leur existence, car si l'idéologie de cette pourriture obtient une certaine audience ou leurs idées sont partagées par un nombre inquiétant de citoyens, c'est uniquement parce que les conditions sociales et politiques y sont propices, autrement dit, c'est le régime en place et ses représentants à travers la politique qu'ils appliquent qui en porte essentiellement la responsabilité, contre lequel il faut lutter inlassablement, sans jamais collaborer avec eux ou se compromettre.

Quand la vérité fait l'objet d'une véritable chasse aux sorcières, le totalitarisme n'est jamais très loin, il est déjà là.

«Chasse à l'homme»: un élu municipal français suspendu pour avoir été expert international à la présidentielle russe - RT 19 mars 2024

Cyril Gaucher, élu municipal des Républicains dans la ville de Talant (Bourgogne), a été suspendu de son mandat et risque l'exclusion de sa formation politique après s'être rendu en Russie au titre d'expert pour l'élection présidentielle. Il dénonce une «chasse à l'homme» et des accusations injustes.

«Ma venue en Russie n'était pas un secret», fait valoir Cyril Gaucher, indiquant que «nombre de personnes étaient au courant» et dénonçant la «chasse à l'homme» dont il est la victime.

Cyril Gaucher était présent dans les bureaux de vote moscovites pendant les trois jours de l'élection présidentielle russe, invité à l'initiative de la Chambre civique de la Fédération de Russie, institution chargée de l'observation et de la sécurité, parmi 700 autres experts internationaux.

Cyril Gaucher regrette que ses accusateurs ne se soient pas intéressés «au fond de l'affaire». «Encore une fois, il s'agit d'une mission technique où nous constatons des processus de vote», souligne-t-il.

Cyril Gaucher a dénoncé une «chasse à l'homme», et la «condamnation d'une seule voix d'un seul homme», se rassurant néanmoins de voir des soutiens sur les réseaux sociaux. «Le problème est que la nouvelle génération politique en France est en train, au fil du temps, de s'habituer à renoncer à nos premiers idéaux, à la véritable liberté d'expression», a-t-il aussi regretté.

La fédération départementale du parti Les Républicains a suivi la cabale, demandant à la direction nationale l'exclusion de Cyril Gaucher. «*Il cautionne le processus électoral en Russie, ce qui est hallucinant*», a justifié son président François-Xavier Dugourd, dénonçant une position «*complètement opposée*» à celle du parti.

Cyril Gaucher avait décrit sur RT, au micro d'Antoine Cléreaux, un scrutin à l'«*atmosphère apaisée*», «*des gens qui plaisantent*» et sans «*différences visibles*» avec les élections françaises. RT 19 mars 2024

Quand un « *Etat protecteur* » est entièrement dévoué au service de ploutocrates, il devient totalitaire. Et de la guerre.

J-C – Cette fois, personne ne pourra dire qu'il n'avait pas été prévenu. Au moins, Le Maire a le mérite d'être clair : antisocial sur toute la ligne. Lénine avait défini l'époque de l'impérialisme comme celle de la réaction sur toute la ligne, ici c'est assumé.

Bruno Le Maire veut en finir avec l'État-providence en France - 20 Minutes/AFP 17 mars 2024

Dans une interview au Journal du Dimanche, Bruno Le Maire a plaidé pour en finir avec l'Etat-providence. Le ministre de l'Economie et des Finances souhaite passer à un modèle « *d'Etat protecteur* », afin de « *reprendre la maîtrise* » d'un système devenu « *incontrôlable* »,

« *Nous devons remplacer l'État providence par l'État protecteur* », explique le ministre, qui donne cette interview de trois pages aux allures de programme politique, à l'occasion de la parution d'un nouveau livre, *La voie française*, publié chez Flammarion, « *écrit pendant les vacances de Noël* ».

« *Une machine à empiler de nouvelles dépenses publiques* »

Quand le modèle d'Etat-providence a été fondé en 1945, il avait « *peu de prestations et beaucoup de cotisants. Près de quatre-vingts ans plus tard, il a beaucoup de prestations et moins de cotisants. Comment cela peut-il tenir ? Les salariés ne peuvent plus être les seuls financeurs du modèle social. La charge est trop lourde. Il faut trouver des voies complémentaires, plus justes et moins pénalisantes pour le travail et la production* », développe Bruno Le Maire.

Le modèle actuel a selon lui comme « *but ultime la gratuité de tout, pour tous, tout le temps : c'est intenable !* ». Le ministre estime que « *le temps des choix est venu* », pour sortir du « *mirage de la gratuité universelle* ».

Si l'on veut faire des urgences à l'hôpital une priorité, il faut savoir renoncer « *à d'autres dépenses moins prioritaires* », dit-il.

J-C- Par exemple:

Dans sa vision de la France de demain, Bruno Le Maire n'exclut pas de resserrer encore les conditions de l'assurance chômage. 20 Minutes/AFP 17 mars 2024

Quand la milice du régime ou les idéologues de la novlangue s'attaque au langage.

« *Comme par exemple* » est-il correct ? - 20 Minutes avec agences 17 mars 2024

Cette locution d'apparence banale est à proscrire car c'est un pléonasme

En un mot, « *comme par exemple* » est un pléonasme, c'est-à-dire l'emploi simultané – donc parfaitement inutile – de deux termes qui signifient la même chose. Les exemples de pléonasmes les plus connus sont « *monter en haut* » et son contraire, « *descendre en bas* » (essayez de « *monter en bas* » ou de « *descendre en haut* », pour voir).

J-C - « *Monter en haut* » est bien un pléonasme parce qu'on ne peut pas monter autrement qu'en haut, en revanche « *comme par exemple* » n'en est pas forcément un et j'explique pourquoi.

Au cours d'une démonstration, pour argumenter un argument, celui qui s'exprime par écrit peut à un moment donné vouloir fournir un exemple à son interlocuteur ou lecteur pour justifier une assertion, dans le cas où cet exemple ne lui vient pas spontanément à l'esprit, il va devoir réfléchir quelques instants pour le retrouver, moment très court pendant lequel il va devoir marquer une pause ou interrompre son exposé avant de livrer le résultat de sa réflexion et reprendre son exposé qu'il introduira en utilisant la formule « *par exemple* », et s'il le fait précéder de « *comme* », c'est uniquement pour témoigner l'existence de cette pause qui pour bien faire devrait figurer sous la forme d'une virgule, ou une virgule devrait précéder « *par exemple* » ou suivre « *comme* ».

Dans l'exemple suivant, les mammifères ne pondent pas des œufs, excepté cinq espèces, par exemple l'ornithorynque, la syntaxe est correcte, mais on ignore si cet exemple est venue spontanément à l'esprit de l'auteur ou s'il a dû réfléchir un bref instant pour le trouver, l'introduction de « *comme* » peut avoir valeur d'insistance pour montrer qu'il n'y avait pas de quoi culpabiliser d'ignorer l'existence du fait rapporté par l'auteur, puisque lui-même avait dû y réfléchir un bref instant avant de s'en souvenir. Pour bien faire, il aurait fallu écrire, les mammifères ne pondent pas des œufs, excepté cinq espèces comme, par exemple l'ornithorynque, la virgule qui marque également une pause ne servant ici qu'à introduire un élément, sa signification est neutre.

Le pléonasme est jugé fautif, alors qu'il peut avoir valeur d'insistance, comme pour désigner du doigt quelque chose quand on considère que le regard est insuffisant ou manque de précision, pour indiquer à quelqu'un dans quelle direction elle doit regarder ou sur quel objet elle doit fixer son regard. Il existe un ici et un ailleurs, un maintenant et un plus tôt ou un plus tard, auxquels chacun accorde une valeur qui n'est pas forcément exactement la même.

Monter en haut ou descendre en bas n'est pas forcément une erreur, si l'on considère que pour monter ou descendre il faut bien partir d'un point bas ou haut, sinon il faudrait aussi bannir « je suis monté au premier étage » du pavillon, parce qu'on n'a jamais vu quelqu'un « *descendre*

au premier étage », de même pour « *je suis descendu à la cave* », on n'a jamais vu une personne « *monter à la cave* », c'est aussi bête que cela, non ? Quand on demande à quelqu'un de descendre d'un arbre, cela suppose qu'il y était monté, parce qu'on ne le voyait pas y être descendu, à moins qu'il ait poussé sous terre ! Il y a aussi « *monter au paradis* », parce qu'y descendre serait plutôt incongru, sauf à considérer qu'il serait déjà réalisé sur terre, et les hommes trop cons ne s'en seraient jamais aperçus !

Mon explication vous semblera peut-être un peu tirée par les cheveux, je vous l'accorde. Je tenais juste à signaler qu'il est difficile de rendre fidèlement le déroulement d'une pensée, d'autant plus qu'elle sera rendue différemment à l'orale et à l'écrit, par conséquent son interprétation pourra varier d'une personne à l'autre, sans que sa signification en soit affectée, puisqu'elle n'appartenait qu'à celui qui avait formulé cette pensée.

Les subtilités de la pensée et du langage nous réserve bien des surprises, qu'il ne faut pas bannir, car ils sont le produit de leur imperfection qui fait partie de la nature humaine, dans le cas contraire l'homme n'existerait pas tout simplement, ceux qui prétendraient en être n'auraient rien à se dire si leur communication était parfaite, c'est un des enseignements que j'ai retenu de mes études universitaires en sciences du langage. Qu'il soit souhaitable ou possible d'améliorer le langage qui permet aux hommes de communiquer entre eux, nous en sommes évidemment convaincus, mais il ne s'agit pas de cela ici. Ceux qui entendent de la sorte policer le langage font partie de cette espèce de psychopathes autoritaires qui veulent bannir du champ de la pensée et du langage toute forme de liberté sans laquelle ils ne pourraient pas progresser et imaginer qu'un monde meilleur puisse un jour exister, autant dire que leur entreprise est purement idéologique, donc nuisible à la société.

Ils sont en guerre permanente. Stratégie de la peur. Un virus volatil, volatilisé... par miracle pasteurien, pas vraiment.

J-C - Question à un centime d'euro : Comment se fait-il que ce virus provenant de la faune sauvage migratoire ne fait-il pas des ravages chaque années dans les élevages de volailles dans les pays dont cette faune sauvage est originaire ou omniprésente, comment se fait-il qu'en Inde où je vis on mange du poulet toute l'année ?

Il existe bien des cinglés qui ont fait le même coup en Inde, j'ai lu cela dans la presse indienne, mais cela n'a jamais duré que quelques mois dans un ou 2 districts relativement isolés. Des oiseaux sauvages ou migrants, on vit avec et on s'en porte très bien. Il y en a parfois jusque dans mon jardin, et j'en croise chaque fois que je sors de chez moi, ce sont de petits échassiers blancs à long bec essentiellement, on les trouve jonchés sur le dos des vaches et des buffles, où ils picorent des parasites, des tiques...

A croire que c'était juste une mystification pour rapporter des millions d'euros à Big Pharma, qui s'inscrit dans le cadre de la propagande du Green New Deal de Davos-UE pour obliger la population à changer de comportement ou la convaincre à cesser de manger de la viande, car cela participerait au réchauffement climatique. Et dire qu'il y en a pour gober de telles balivernes...

A écouter ces cinglés, il faudrait vacciner tous les animaux destinés à l'alimentation humaine de la planète, en plus des hommes dès lors naissance, à croire que le capitalisme a déclenché à Davos une guerre contre tous les espèces vivantes.

Grippe aviaire : le risque abaissé au niveau « modéré » en France - Le Point 17 mars 2024

La situation sanitaire est devenue « favorable ». Dans un communiqué, publié samedi 16 mars, le ministère de l'Agriculture a annoncé que le niveau de risque d'influenza aviaire hautement pathogène (IAHP) en France va passer du stade « élevé » à celui de « modéré », à compter du lundi 18 mars. En deux mois, aucun nouveau foyer de contamination en élevage n'a été détecté, ni en faune sauvage depuis plus d'un mois.

La France était placée en niveau de risque « élevé » depuis le 5 décembre « face à l'augmentation constatée des cas d'influenza aviaire hautement pathogène dans la faune sauvage », précise le ministère sur son site. « Dix foyers d'IAHP ont été confirmés en élevage en France entre le 27 novembre 2023 [...] et le 16 janvier 2024, date du dernier foyer » ajoute-t-il. Les départements du Morbihan, de la Somme, de la Vendée et du Nord étaient concernés.

La France a rendu obligatoire la vaccination des volatiles d'élevage dans les exploitations de plus de 250 canards hors reproducteurs. La campagne, lancée le 2 octobre 2023, a été un « succès » selon le ministère, qui évoque en outre une « moindre circulation du virus en Europe ». Actuellement, la France recense un total de dix foyers d'influenza aviaire hautement pathogène. À titre de comparaison, 315 foyers étaient recensés à la même date l'an passé.

Toutefois, cette amélioration de la situation sanitaire « ne doit pas conduire à un relâchement de la prévention », précise le ministère, qui demande « à tous les acteurs de la filière de maintenir leur vigilance et de respecter une application stricte des mesures de biosécurité en vigueur ». Le Point 17 mars 2024

J-C - Les premiers cas de grippe aviaire auraient été détectés en 1997 à Hong Kong, et 6 personnes en seraient présumées mortes sur une population de 7 millions d'habitants, je vous laisse faire le calcul pour évaluer la dangerosité ridicule du virus H5N1, n'oubliez pas les zéros après la virgule ! De 1997 à 2005, ce virus est resté confiné à l'Asie du Sud-Est. Entre 2003 et 2006, 171 personnes auraient été infectées dans le monde, là il va falloir rajouter des zéros ! Ce virus pourrait se transmettre à l'homme, mais c'est extrêmement rare, nous dit-on, pas de quoi paniquer, attendez, mais il est terriblement mortel, pour un peu on en tremblerait, or il n'y a vraiment pas de quoi, car un cas de transmission d'être humain à être humain aurait été confirmé en décembre 2007, cependant le virus n'est pas hautement contagieux dans l'espèce humaine, ouf on est soulagé, j'ai lu tout cela avec Google et Wikipédia.

Ce n'est pas qu'ils mentiraient très mal, ils savent mentir très bien, avec le temps les faits les contredisent et leurs machinations sont démasquées, c'est tout, bon, il faut suivre, c'est la seule contrainte qu'on doit s'imposer, mais elle en vaut la peine, car cela démontre qu'on est en présence de manipulateurs, de scélérats, si cela peut aider à saper la confiance que les masses ont placé dans les représentants du régime, c'est toujours bon à prendre, il ne faut rien négliger.

L'OTAN est également en guerre contre le climat. Sa devise : Sécurité partout et liberté nulle part !

J-C - Pourquoi l'OTAN et les partisans de l'écologie politique partagent-ils les mêmes instruments de propagande ? Parce qu'ils partagent les mêmes objectifs économiques et politiques, pardi !

- Le secrétaire général de l'Alliance atlantique, Jens Stoltenberg, a souligné ce dimanche 17 mars à Bakou l'importance de lutter contre le changement climatique "*pour des raisons sécuritaires*". Il s'exprimait lors d'une conférence de presse commune avec le président de l'Azerbaïdjan, Ilham Aliev, dont le pays va accueillir la COP29 en novembre.

Jens Stoltenberg a souligné la nécessité de "*réconcilier le besoin en énergie et l'environnement*".

Lutter contre "*le changement climatique est important pour la sécurité, pour l'Otan*", a-t-il dit, expliquant que le réchauffement de la planète est "*un multiplicateur de crise et nous en voyons les effets partout dans le monde*". BFMTV 18 mars 2024

J-C – On voit surtout comment ils en instrumentent « *les effets* » ou conséquences dont ils sont responsables, mais cela on ne vous le dira pas sur BFMTV !

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

Les crises israéliennes s'accroissent... D'immenses manifestations réclament le enrôlement des Haredim, le retour des prisonniers et le départ de Netanyahu - french.almanar.com.lb 16 mars 2024

Un groupe de manifestations massives a été lancé dans plusieurs villes de Palestine occupée, exigeant l'enrôlement obligatoire aux Haredim et un accord d'échange de prisonniers avec la résistance palestinienne, en plus des appels à la démission du Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, et la formation d'un nouveau gouvernement.

Les médias israéliens ont rapporté « *le lancement de manifestations aujourd'hui, samedi, au carrefour de la colonie Raanana, au nord de Tel Aviv, et à l'Institut des sciences Weizmann dans la colonie Rehovot, exigeant ce qu'ils appellent l'égalité de traitement via la participation des Haredim dans l'armée israélienne* ».

L'ancien chef du Service général de sécurité israélien, le Shin Bet, et actuel membre de la Knesset israélienne du parti Yesh Atid, Yaakov Perry, a déclaré, dans un article publié mardi, sur le site Internet du journal Maariv, que « *les déclarations de la plus haute figure spirituelle, le grand rabbin d'Israël, dans lesquelles il a suggéré que les Haredim émigreraient d'Israël s'ils étaient forcés de s'enrôler dans l'armée israélienne, arrivent en tête de liste des questions qui constituent une source de préoccupation pour la situation sociale interne en Israël* ».

Les médias israéliens ont rapporté la réponse du chef de l'opposition dans l'entité d'occupation israélienne, Yair Lapid, aux déclarations du grand rabbin, au début d'une session du bloc Il y a un avenir, affirmant « *qu'Israël n'a pas le droit d'envoyer davantage de réservistes qui ont servi 70, 90 et 120 jours cette année, si vous ne recrutez pas de jeunes Haredim* ».

Lapid s'est interrogé : « *Est-ce que quelqu'un à l'étranger leur donnera (aux Haredim) ce que nous leur donnons ici ? N'y aura-t-il pas de devoirs là-bas ?* »

Les médias israéliens ont rapporté que « *des manifestants ont bloqué ce soir la rue Ayalon, dans le centre de Tel Aviv, pour protester contre le gouvernement israélien et exiger son renversement* ».

Les médias israéliens ont souligné que « *des manifestants issus des familles des prisonniers ont allumé des incendies* » devant le ministère de la Sécurité à Tel-Aviv et ont menacé de « *brûler Israël si nécessaire* », tandis que la police d'occupation arrêtait des colons pendant la manifestation.

Des milliers de personnes sont sorties manifester dans la ville occupée de Haïfa, où des centaines de personnes ont défilé et sont arrivées au centre Horev de la ville, dans une manifestation exigeant des progrès vers un accord de libération des prisonniers et la démission du Premier ministre Benjamin Netanyahu.

Les médias ont rapporté que les manifestants ont placé une maquette du char Kaplan sur la voie des transports publics, avant le début de la manifestation, ce qui a conduit à l'intervention des forces de police qui sont arrivées sur place pour évacuer la maquette après des négociations avec les manifestants.

A Césarée, des manifestants ont scandé le slogan Coupable devant le convoi du Premier ministre d'occupation, tandis qu'environ 2 000 manifestants se sont relayés pour bloquer la rue Rothschild, la rue principale de la ville de Tel Aviv.

Toujours au carrefour de Karkur, des centaines de manifestants ont bloqué à tour de rôle la circulation.

Guerre Israël-Hamas: A Gaza, l'hôpital al-Chifa à nouveau ciblé par l'armée israélienne - 20 Minutes/AFP 18 mars 2024

L'armée israélienne a annoncé, ce lundi, mener une opération sur l'hôpital al-Chifa, dans la ville de Gaza. Les échanges de tirs et les combats ont commencé peu avant l'aube lundi dans l'enceinte et aux abords de l'établissement.

Le ministère de la Santé de Gaza a indiqué que « *des dizaines de milliers* » de personnes se trouvaient dans l'hôpital. Un des bâtiments est en feu « *suite à une frappe aérienne* », a-t-il ajouté en déplorant « *des dizaines de martyrs* », certains corps ayant été amenés depuis les abords de l'hôpital, d'autres restés sur la chaussée, « *personne ne pouvant les transporter à l'hôpital en raison de l'intensité des tirs* ».

Des habitants de ce quartier central de la ville de Gaza ont affirmé que « plus de 45 chars et véhicules blindés de transport de troupes israéliens » étaient entrés dans al-Rimal. Certains rapportent « *des combats* » autour de l'hôpital.

L'armée israélienne s'adresse par haut-parleurs aux habitants en leur demandant de rester chez eux alors que des « *drones tirent sur les personnes dans les rues près de l'hôpital* », selon des témoins sur place.

Santé.

Origine du virus SARS-CoV-2 - Mise à jour 2024

https://www.researchgate.net/publication/378490986_Origine_du_virus_SARS-CoV-2_-_Mise_a_jour_2024/link/65f1d5d6c05fd26880078b47/download?tp=eyJjb250ZXh0Ijp7ImZpcnN0UGFnZSI6InB1YmxpY2F0aW9uIiwicGFnZSI6InB1YmxpY2F0aW9uIn19

Avec la pandémie de Covid-19, nous sommes brutalement entrés dans l'ère du biopouvoir, qui prétend s'appuyer sur des vérités scientifiques pour imposer des mesures liberticides et totalitaires. Peut-on encore parler de science quand le débat est censuré, quand toute critique est discréditée, voire pénalisée et ostracisée ?

Loin du pseudo-consensus fabriqué pour étouffer les voix dissidentes, des chercheurs indépendants résistent aux nouveaux dogmes, dont la biologiste Hélène Banoun, qui, avec ce livre, traite des questions cruciales d'où vient le virus SARS-CoV-2 ? Que sait-on vraiment de cette maladie ? Pourquoi cet acharnement du pouvoir à ne pas la soigner ? Que penser de ces vaccins insuffisamment testés ? Quelles sont les conséquences de l'ARN messager injecté massivement ? Pourquoi tant d'effets indésirables graves ? En quoi cette gestion de crise préfigure-t-elle les prochaines ? Peut-on encore faire confiance aux autorités de santé ?

L'auteure nous livre des réponses dont il est urgent de prendre conscience, d'autant plus que les expériences sur les virus continuent et que le biopouvoir étend ses projets de vaccination généralisée à partir de thérapies géniques hasardeuses, en contournant les règles de sécurité élémentaires au nom de la science pour masquer le profit et la cupidité.

Un citoyen informé en vaut deux, c'est pourquoi

"*La Science face au Pouvoir*" constitue un atout précieux pour rester vigilant face à ce que prépare le biopouvoir. Il en va presque de notre survie.

Hélène Banoun

Pharmacien - Biologiste

Diplôme de pharmacien, option Biologie, Université de Dijon, juin 1979

Ancien Interne des Hôpitaux de Paris, 1979-1982

Chargé de recherches INSERM, Institut Gustave Roussy, UA 140 (pharmacologie moléculaire), Villejuif, 1982-1986

Certificat d'Études Supérieures d'Immunologie Générale, Université Paris-Sud, Chatenay Malabry, 1981

Certificat d'Études Supérieures d'Hématologie, Université René Descartes, Paris V, 1987

Certificat d'Études Supérieures de Diagnostic Biologique Parasitaire, Université Paris Sud, Chatenay Malabry, 1987

Certificat d'Études Supérieures de Bactériologie et Virologie, Lauréat de la Faculté, Université René Descartes, Paris V, 1989

Certificat d'Études Supérieures de Biochimie (par équivalence), 1982

Diplôme d'Études Approfondies de Pharmacologie Moléculaire et Cellulaire, Université Pierre et Marie Curie, Paris VI, juin 1980

Docteur d'État ès Sciences Pharmaceutiques, Université Paris Sud, Chatenay Malabry, 18 juin 1984

<https://reinfocovid.fr/cv/18423/>

Portugal

Un futur “gouvernement fragile et instable” : au Portugal, le chef de la droite accède au pouvoir - Courrier International 21 mars 2024

L'alliance démocratique (AD) de Luis Montenegro a remporté les élections du 10 mars d'une très courte avance sur le Parti socialiste (PS). Elle a recueilli 28,8 % des suffrages et 80 députés sur un total de 230, loin du seuil de 116 élus synonyme de majorité absolue, ce qui contraint le Premier ministre à former un gouvernement minoritaire.

Luis Montenegro doit par ailleurs composer avec une extrême droite en nette progression. Les résultats du “vote des Portugais de l'étranger ont corroboré le virage politique du Portugal à droite et la progression du populisme radical”, analyse El País.

Le parti d'extrême droite Chega (Assez) a notamment clairement renforcé son statut de troisième force politique du pays, en passant de 12 à 50 députés, avec un score de 18,1 %.

Le résultat final représente par ailleurs “un désastre pour le PS” qui a “perdu un demi-million de voix”, souligne El Mundo. L'une de ses figures, “l'actuel président du Parlement et ancien ministre des Affaires étrangères, Augusto Santos Silva, candidat à l'étranger, est arrivé troisième après AD et Chega et ne sera même pas député”, note le quotidien espagnol. Courrier International 21 mars 2024

Niger.

Niger: le CNSP dénonce l'accord militaire de 2012 avec les États-Unis - RFI 17 mars 2024

Le Niger a dénoncé, samedi 16 mars dans la soirée « *avec effet immédiat* », l'accord de coopération militaire avec les États-Unis. Un accord signé en 2012, alors que les Américains disposent aujourd'hui d'environ un millier de soldats dans le pays, ainsi que d'une importante base de drones à Agadez. À la télévision nationale, le porte-parole du gouvernement a jugé cette coopération « *injuste* » et « *ne répondant pas aux attentes* ».

Selon le colonel-major Amadou Abdramane, l'accord de coopération serait « *une simple note verbale* », « *unilatéralement imposée* » par Washington. Le document contraindrait le Niger à payer ses factures liées aux taxes des avions américains, ce qui coûterait plusieurs milliards, selon le porte-parole. Niamey se plaint également de n'avoir aucune information sur les opérations américaines, tout en ignorant leurs effectifs et matériels déployés.

Ainsi, le membre du Conseil national pour la sauvegarde de la patrie (CNSP) a jugé « *illégal* » la présence américaine sur le territoire nigérien. Cette décision fait suite à la visite, entre mardi 12 et jeudi 14 mars, d'une délégation américaine de haut niveau à Niamey. Une rencontre « *sans respect des usages diplomatiques* » et « *imposée* », selon Amadou Abdramane. RFI 17 mars 2024

Russie.

Vladimir Poutine remporte l'élection présidentielle en Russie avec près de 90 % des voix - Le HuffPost 18 mars 2024

Les élections présidentielles se sont tenues en Russie du 15 au 17 mars 2024. Quatre candidats se disputaient le poste de chef de l'État : Leonid Sloutsky, du Parti libéral-démocrate, Nikolai Kharitonov, du Parti communiste, Vladislav Davankov, du parti Nouvelles personnes et Vladimir Poutine, qui a été réélu.

D'après la Commission électorale russe, le maître du Kremlin a réuni 87,23% (Source : RT - J-C) des voix après le dépouillement des suffrages dans 36,3% des bureaux de vote. Ce score est nettement supérieur à celui obtenu en 2018. Vladimir Poutine avait alors récolté 77,44% (Id) des voix.

A Belgorod, tout particulièrement bombardée ces derniers jours et surtout pendant les trois derniers jours du vote, Vladimir Poutine aurait récolté 96,45 % des voix, selon les derniers résultats transmis. Comme prévu, les chiffres sont tout aussi canoniques dans les territoires de l'Ukraine occupés depuis 2022 : 95 % dans la région de Donetsk, 92 % dans celle de Zaporijjia.

L'ex-président et numéro 2 du Conseil de sécurité russe, Dmitri Medvedev, a salué dimanche « *la victoire éclatante* » de M. Poutine.

« *La Russie a fait son choix* », s'est félicitée la cheffe de la Commission électorale, Ella Pamfilova, annonçant en outre une participation record de 74,22%.

Vladimir Poutine en a donné quelques éléments dimanche soir. Il s'est livré tard dans la soirée, jusqu'à deux heures du matin heure de Moscou, à une longue conférence de presse.

Le chef de l'État russe présente au monde, dans la nuit de dimanche 17 à lundi 18 mars, une Russie qui n'entend rien changer au cours de son action militaire, bien au contraire : « *Peu importe qui veut nous intimider ou à quel point, peu importe qui veut nous écraser ou à quel point, que ce soit notre volonté ou notre conscience, a-t-il lancé. Personne n'a jamais réussi à faire quelque chose de semblable dans l'histoire. Cela n'a pas fonctionné aujourd'hui et ne fonctionnera pas à l'avenir.* » AFP/Le HuffPost et RFI 18 mars 2024

En famille avec l'OTAN.

La réélection de Poutine met toute la classe politique française d'accord - Le HuffPost 18 mars 2024

J-C - Qu'est-ce qu'ils reprochent à Poutine ? Réponse :

- Si Vladimir Poutine a bien été élu avec un score "*historique*" (du jamais vu depuis la chute de l'URSS, NDLR), l'opposition n'avait que peu de chances dans ce scrutin: aucun réel rival n'a pu se présenter. Les trois autres candidats sélectionnés étaient tous dans la ligne du Kremlin, qu'il s'agisse de l'Ukraine ou de la répression qui a culminé avec la mort d'Alexeï Navalny dans une prison de l'Arctique en février. BFMTV 19 mars 2024

Autrement dit, les despotes occidentaux maquillés en démocrates reprochent à Poutine la même chose qu'aux trois autres candidats, Leonid Sloutsky, du Parti libéral-démocrate, Nikolaï Kharitonov, du Parti communiste, Vladislav Davankov, du parti Nouvelles personnes, de défendre la souveraineté de la Fédération de Russie face à l'agression de l'OTAN dirigée par les Américains et ses agents qui envisagent de la disloquer.

Réaction côté jardin. Le dépit.

Le chef de la diplomatie britannique, David Cameron, a pour sa part déploré l'absence d'élections « *libres et équitables* » en Russie. Les États-Unis ont, elles, critiqué la tenue du scrutin dans les territoires ukrainiens occupés par Moscou.

La Pologne a pour sa part jugé que l'élection présidentielle n'était « *pas légale, libre et équitable* ».

La France a, quant à elle, déploré lundi que « *les conditions d'une élection libre, pluraliste et démocratique* » n'aient pas été « *une nouvelle fois* » réunies en Russie.

La ministre allemande des Affaires étrangères Annalena Baerbock a dénoncé une «*élection sans choix*».

Le chef de la diplomatie européenne Josep Borrell a dénoncé «*la répression et l'intimidation*», en dépit de la forte participation, et un scrutin qui n'a «*pas été un scrutin libre et juste*».

Le président ukrainien a estimé que Poutine était un homme « *ivre de pouvoir* » voulant « *régner éternellement* ».

Réaction côté cour. L'allégresse.

« *J'adresse mes félicitations au peuple frère de Russie et au président Vladimir Poutine pour son extraordinaire victoire* », a applaudi ce lundi le président vénézuélien Nicolas Maduro sur son compte X, jugeant le processus électoral « *impeccable* ».

Pékin a aussi félicité Vladimir Poutine, cette réélection prouve le « *plein soutien* » des Russes, a jugé le président chinois, Xi Jinping. Lin Jian, le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, s'est dit convaincu que « *sous la direction stratégique du président Xi Jinping et du président Poutine, les relations entre la Chine et la Russie continueront à progresser* » dans les prochaines années.

L'Iran a pour sa part salué « *la solide victoire* » de Poutine, tandis que les dirigeants du Nicaragua, de Cuba ou encore de Bolivie ont eux aussi adressé un chaleureux message de félicitations au président pour sa réélection. Le Bolivien Luis Arce a salué une « *victoire éclatante qui réaffirme l'unité du courageux peuple russe autour de sa souveraineté et de son développement constant* ».

Quant à Miguel Diaz-Canel, à la tête de l'île communiste de Cuba depuis 2019, il a estimé sur X que Poutine constituait « *un exemple* » pour sa gestion de la Russie. Source : AFP et différents médias.

Lundi, Recep Tayyip Erdogan a « *félicité* » son homologue russe Vladimir Poutine pour sa réélection la veille.

La dirigeante du Honduras, Xiomara Castro, a qualifié la victoire de Vladimir Poutine de convaincante dans un message de félicitations.

Le président nicaraguayen Daniel Ortega a déclaré qu'il célébrait la victoire de Vladimir Poutine comme une contribution à la stabilité indispensable de l'humanité.

Le président du Tadjikistan, Emomali Rahmon, a qualifié les résultats du vote de nouvelle confirmation claire de la haute autorité politique de Vladimir Poutine et du large soutien de la société russe à sa démarche.

Le dirigeant nord-coréen Kim Jong-un a félicité Vladimir Poutine pour sa réélection.

Le président de l'Ouzbékistan Shavkat Mirziyoyev a félicité Vladimir Poutine pour sa victoire convaincante aux élections.

Couverture médiatique. Dimanche 18 mars 2024

Vladimir Poutine réélu président de Russie, la communauté internationale consternée - Le HuffPost 18 mars 2024

Voter à midi en Russie, pour se sentir moins seul contre Poutine - LePoint.fr 18 mars 2024

"Pseudo-élection", "ni libre ni équitable": les Occidentaux réagissent à la réélection de Vladimir Poutine - AFP/BFMTV 18 mars 2024

Réélection de Poutine en Russie : plusieurs chancelleries occidentales dénoncent un scrutin illégitime - Journal du Dimanche 18 mars 2024

Poutine réélu: Zelensky tacle un homme "ivre de pouvoir" qui veut "régner éternellement" - BFMTV 18 mars 2024

Réélection de Poutine : « C'est un simulacre », dénonce l'historien Antoine Arjakovsky - Public Sénat 18 mars 2024

Couverture médiatique. Les jours précédents :

Nos articles à (re) lire sur l'état de la Russie, Vladimir Poutine et la répression contre ses opposants - Courrier international 16 mars 2024

Cyberattaque pro-russe : comment les hacktivistes financent le harcèlement de l'Europe - Numerama 17 mars 2024

Russie : une opposition sous contrôle - France 24 16 mars 2024

En Russie, deuxième jour de vote sur fond de protestations et d'arrestations - France 24 16 mars 2024

Présidentielle en Russie : Vladimir Poutine est indétrônable, mais jusqu'à quand ? - 20minutes.fr 15 mars 2024

Élection présidentielle en Russie : Vladimir Poutine n'est pas le seul candidat en lice, mais c'est tout comme - Le HuffPost 15 mars 2024

« Ne reconnaissons pas la réélection de Poutine » : l'appel de Marina Litvinenko, veuve d'un dissident russe - Le Parisien 17 mars 2024

Comment s'est réellement déroulée l'élection présidentielle en Russie.

J-C – Pour rappel, 700 observateurs internationaux étaient présents dans les bureaux de vote.

Comment la présidentielle russe est-elle surveillée? Un observateur indépendant l'explique à Sputnik - fr.sputniknews.africa 16.03.2024

Pour voir de ses propres yeux le processus de surveillance, Marco Marsili s'est rendu dans la salle de contrôle d'une ONG réputée. Sur place, des volontaires sont derrière leurs ordinateurs pour saisir les données qui arrivent de tous les bureaux de vote du pays. Ces derniers sont équipés de caméras permettant de voir ce qu'il s'y passe.

"Il y a des caméras vidéo dans chaque bureau de vote. Grâce à la surveillance vidéo, grâce aux caméras, ils sont en mesure d'obtenir les données pour suivre en temps réel ce qu'il se passe dans chaque bureau de vote, de la Yakoutie à Moscou et dans les nouveaux territoires", a expliqué à Sputnik M.Marsili.

Plus tôt, l'observateur international a visité un bureau de vote moscovite. Il a observé le fonctionnement d'une machine qui permet aux électeurs de voter électroniquement sur place. Il a par ailleurs constaté que le personnel de ce bureau était 100 % féminin, tout comme celui de la Commission électorale centrale.

Il fait partie de plusieurs anciens parlementaires, experts, hommes d'affaires et journalistes de différents pays comme l'Italie, le Portugal, la Géorgie ou la France, qui sont présents en Russie en tant qu'observateurs indépendants.

Présidentielle russe: les observateurs de ces deux pays accusent les médias occidentaux de mensonges - fr.sputniknews.africa 16.03.2024

Les émissaires arrivés des États-Unis et d'Afrique du Sud ont partagé leurs impressions face à la caméra de Sputnik.

La région de Kherson n'a pas l'air d'être "*occupée*", a indiqué à Sputnik l'observateur américain. L'émissaire sud-africain s'est plaint de l'image faussée de la Russie diffusée par les médias occidentaux.

Ce groupe de dix observateurs étrangers comprend des ressortissants d'Algérie, du Botswana, d'Allemagne, de Zambie, d'Indonésie, du Mexique, des États-Unis, de France et d'Afrique du Sud. fr.sputniknews.africa 16.03.2024

Un observateur US réfute les mensonges de la propagande occidentale sur la présidentielle russe - fr.sputniknews.africa 16.03.2024

Le scrutin se déroule dans une ambiance d'enthousiasme, avance auprès de Sputnik Patrick Henningsen après avoir fait le tour des localités du sud de la République populaire de Donetsk.

"Les médias occidentaux disent que l'élection n'est pas légitime, que les gens sont forcés de voter et ainsi de suite. Il est donc important pour moi, en tant que journaliste international, de venir voir de mes propres yeux, de parler aux gens, de comprendre ce qui se passe en réalité,

plutôt que de regarder les choses de loin et à travers le prisme des médias occidentaux", a-t-il expliqué.

L'observateur note que les électeurs se rendent dans les bureaux de vote avec joie, malgré le mauvais temps et font preuve d'un grand courage vu la proximité de la ligne du front.

"C'est très actif dans les bureaux de vote en ce moment", poursuit-il.

"C'est un événement historique", a conclu M.Henningsen, déterminé à partager ce qu'il a vu avec le public occidental. fr.sputniknews.africa 16.03.2024

L'Occident "frémit" en attendant les résultats de la présidentielle russe - fr.sputniknews.africa 16.03.2024

C'est ce qu'a affirmé ce samedi la porte-parole de la diplomatie russe.

Autres déclarations de Maria Zakharova à la presse en lien avec l'élection qui se déroule en Russie mais aussi à l'étranger:

Rien n'aide l'Occident dans ses tentative de saper l'élection présidentielle;

Le scrutin sera organisé avec succès malgré les manigances occidentales;

Des cas d'opposition physique au vote dans des pays inamicaux ont été enregistrés; Avec toute la pression exercée par l'Occident, la Russie n'a pas ouvert de bureaux de vote dans un seul pays (Mme Zakharova n'a pas précisé lequel).

L'efficacité technologique des élections en Russie est impressionnante. fr.sputniknews.africa 16.03.2024

Une analyse.

Stratégie et mode de fonctionnement des acteurs globalistes du N.O.M.: Prédominance, dictature, esclavage des peuples par Jean-Yves Jézéquel - Mondialisation.ca, 13 mars 2024

Deuxième partie

La réalité politique a démontré que la prédominance d'un État ne garantit pas la paix pour un autre État dont la puissance est inférieure. Des « *docteurs* » canadiens en science économique ont pourtant écrit un rapport prétendant prouver le contraire ! La supercherie du Pouvoir, le mensonge manipulateur des masses et le mépris des peuples ont atteint un niveau de perversion jamais atteint dans toute l'histoire de l'humanité. La prépondérance des USA a permis aux USA de dominer et d'exploiter une multitude d'autres États vassalisés et soumis à une organisation en règle de leur pillage... Il suffit de regarder de près l'exemple retentissant

du Pérou ou même celui de la Colombie, ou encore du Mexique, ou de l'UE, pour comprendre ce que la « *vassalisation* » implique en termes de soumission, de pillage, d'hyper-pauvreté pour le peuple (el pobretariado) et de corruption entraînant la criminalité à grande échelle ! (Dans une récente causerie j'ai affirmé que les trois quarts des pays étaient encore sous domination coloniale, en écrivant cela je me suis dit qu'on allait encore m'accuser d'exagérer ou de manquer de nuance, et pourtant, je ne suis pas le seul à le penser, c'est la réalité ou elle est pire encore. - J-C)

La prédominance d'un État s'est toujours traduite par la guerre assurée, la domination, voire le génocide du plus faible, pour son absorption sur tous les plans.

La prédominance d'un État ne garantit absolument pas la paix dans le monde mais la guerre. Nous en avons une démonstration permanente dans l'exemple des États-Unis d'Amérique qui ne peuvent et ne veulent surtout pas perdre leur leadership planétaire. La prédominance engendre la nécessité de la guerre, non seulement pour rester prédominant en soi, mais pour empêcher qu'un autre État ne prenne cette place à son tour !

Il est parfaitement fantaisiste de raisonner aujourd'hui à partir des principes « *démocratiques* » dont seraient revêtus les pays, surtout « *Occidentaux* ». Il faut dire et redire clairement, qu'il n'existe actuellement sur Terre, à commencer par l'Occident, aucun État vraiment démocratique, pour la simple raison que le droit fondant la légitimité des Constitutions est un droit non pas d'inspiration démocratique mais d'inspiration théocratique ! (Economique, c'est mieux ! - J-C) (Cf., tome 2 de « *La libération de l'homme* », JYJezequel, éditions Publibook, 2013) C'est la raison principale qui explique pourquoi la paix n'est toujours pas possible sur Terre. Si la démocratie existait vraiment, les 99% des personnes interrogées par les sondages, se prononçant pour la paix dans le monde, seraient représentatifs de la situation qui régnerait alors sur la planète. Comment expliquer que 1% impose aux 99% de l'humanité la violence, la guerre, le massacre, le pillage, le meurtre, le génocide, l'exploitation, la maltraitance, le Mal endémique... ? La réponse est claire, parce que c'est la dictature qui règne partout et qui est le fait d'une petite oligarchie ayant entre ses mains la totalité d'un pouvoir justifié par la « *matrice théocratique du droit* » et non pas par la légitimité des Constitutions issues de la « *volonté des peuples souverains* » ! (Là aussi, depuis des années je m'en prends à tous ceux qui évoquent des régimes démocratiques en occident ou ailleurs, alors que cela n'a jamais existé, du fait de l'existence même de ces régimes et de leur fonctionnement, etc. Tout au plus des expressions démocratiques parviennent ici ou là à se frayer un passage, mais c'est tout, pour l'essentiel tous les régimes sont des dictatures, de quoi, mais du capital pardi ! - J-C)

L'existence, l'organisation et le droit de vote, dans un pays, ne peuvent en aucun cas qualifier ce pays de « *démocratique* ». Les systèmes électoraux ont d'ailleurs été conçus en faveur d'une oligarchie qui est toujours au pouvoir depuis au moins 5000 ans, qu'elle prenne actuellement, les couleurs du bleu, du rouge ou du rose... etc. Le vote est systématiquement un leurre spectaculaire : il fait croire que le citoyen choisit librement sa destinée politique alors qu'il s'agit toujours de mettre au pouvoir la même caste de prédateurs « *caméléons* » passant son temps à planifier le pillage et l'esclavage des peuples abusés en permanence sur tous les plans !

Ce n'est pas un hasard si la violence, le meurtre, la guerre, le crime d'État, le Mal, règne en maître sur le Monde entier, alors que l'immense majorité veut le bien !

Le simple fait d'une prédominance du « *marchandisme* », de l'argent, de l'hégémonie d'une économie de marché avec son idéologie fasciste ultra libérale, garantit par-dessus tout, la nécessité de la guerre, car la guerre est un élément essentiel de l'économie de marché. Il n'y a pas de « *marchandisme* » possible sans la guerre. Toute l'économie des États-Unis repose sur la guerre, sur l'industrie de l'armement et donc sur la nécessité d'organiser un chaos permanent pour une guerre permanente, pour une économie prospère ! La guerre est le nerf de l'économie de marché. Sans guerre, il n'y a plus de marchandisation possible, il n'y a plus de pillage possible, il n'y a plus de massacres d'envergure possibles, il n'y a plus de menaces possibles, il n'y a plus de terreur possible, il n'y a plus de larmes et de sang à outrance, il n'y a plus de domination possible, il n'y a plus de « *plan Marshal* » possible et réactualisé dans les TAFTA/TTIP/CETA, il n'y a plus de richesse possible, la richesse démentielle étant toujours le résultat d'un vol, d'un pillage, d'une esclavagisation par la marchandisation même de l'homme en personne, la signature du Sapiens Démens! Le malheur de la majorité garantit le bonheur de la minorité au pouvoir. La richesse abusive du Nord est assurée par la pauvreté et le pillage abusifs du Sud. Le malheur c'est justement le fruit naturel du Mal.

C'est toujours les États en soi qui représentent la plus grande menace pour la paix dans le monde et qui est donc par « *excellence* », pour les peuples, le Mal en soi.

La fin des organisations internationales pour justifier la guerre

Les organisations internationales auraient dû avoir une utilité : permettre aux États de se contrôler eux-mêmes réciproquement. Mais on peut constater que ces organisations sont un leurre explicite de plus, compte tenu du fait que la puissance dominante des USA se comporte comme si elle était au-dessus de ces Institutions, pratiquant depuis toujours des guerres illégales, injustifiées, utilisant des prétextes mensongers, opportunistes, (comme l'accusation des « *armes de destruction massive* », alors que les USA ont été en réalité les seuls à les utiliser!) pratiquant ouvertement le crime contre l'humanité, au nom de ce qu'elle a nommé le « *monroïsme* », une pratique criminelle qualifiée de « *valeur* » des États-Unis d'Amérique et exprimant l'un des principes les plus pervers de Machiavel : « *la fin justifie (tous) les moyens* »! (Quel aveu qui discrédite tous les géopolitologues qui s'en remettent à ces organisations internationales. - J-C)

L'État hégémonique incite toujours à la guerre, car la guerre n'est pas « *perturbatrice* » pour l'État hégémonique, comme le rapport demandé par JF. Kennedy aux services de la CIA, l'avait démontré. En 1963 le Président Américain posait la question : « *quelles conséquences aurait un système mondial fondé sur une paix durable ?* »

Réponse du rapport : « *En l'état actuel de nos connaissances, le système fondé sur le pouvoir de faire la guerre est trop structurant dans tous les domaines – économique, social, culturel et bien sûr militaire- pour pouvoir envisager de l'abandonner !* »

Ce rapport rendu à JFK disait donc que l'absence de guerre constituerait un grave préjudice pour l'équilibre économique, culturel, social et militaire des USA, au point que l'absence de guerre serait finalement la cause d'une guerre encore plus violente !

La prospérité est à sens unique, car elle est entièrement basée sur le pillage des ressources qu'il ne faut pas partager, mais voler. Sans la guerre cela devient impossible !

Voilà pourquoi l'US Imperium, totalitaire par définition, dirigé par son oligarchie eugéniste, n'a ni alliés ni ennemis : il n'a que des intérêts égocentriques ignorant le reste du monde obligatoirement vassalisé.

Sa manière de faire est « *naturellement* » criminelle, elle est nécessairement livrée, dévouée à la cause du Mal en soi.

Le modus operandi de l'US Imperium

Les assassins économiques (Cf., Les Destructeurs, op.cit., pages 139 à 162)

En 2021-2022, une commission d'enquête du sénat analysait 7300 documents sur l'activité des cabinets de conseil privés américains comme McKinsey, dans les affaires de l'Etat Français. En 2021, l'Etat avait dépensé plus d'un milliard d'euros en prestations de conseil. Ces sociétés au service de l'US Imperium prospèrent grâce au système des « *portes tournantes* »: les hauts-fonctionnaires deviennent dirigeants des sociétés transnationales et réciproquement... Ainsi, toute la richesse produite par les pays européens est détournée des intérêts du bien commun de chaque Nation et pillée pour l'enrichissement des grands groupes travaillant à l'édification du Nouvel Ordre Mondial, dominant et exclusif, sur l'ensemble des pays développés...

Macron fait partie de ces gens, Young Global leaders, formé dans la French American Foundation, qui est nommé en 2007 comme rapporteur général adjoint de la « *Commission Attali* ». C'est dans cette commission que Macron rencontre tous les dirigeants de sociétés transnationales : PDG de Nestlé, membres du Conseil d'administration du Forum Economique Mondial de Davos, dirigeant de McKinsey France, le cabinet Accenture, dont certains membres seront à l'origine du développement du mouvement politique LREM (La République En Marche) !

Macron est introduit auprès des propriétaires des grands médias dont il va défendre les intérêts particuliers. La totalité de ces médias ne parlera que de Macron en lui donnant l'omniprésence, effaçant tous les autres traités de « candidats mineurs », lors de la campagne électorale de 2017 !

Après son introduction dans la « *Commission Attali* » en 2007, Macron est envoyé en stage à la Banque Rothschild & Co, en septembre 2008. Il quitte la Rothschild après y avoir fait ses premières armes de tueur économique et il est placé auprès de François Hollande dans le Pôle Economie et Finance. Dès 2014, il a connaissance du dossier de dépeçage d'Alstom, fleuron de l'industrie française. Il accomplira son travail de tueur économique en bradant cette société bénéficiaire et de haute technologie à la Général Electric Corporation en faillite ! Un chômage de masse s'en suit en France, mais son travail de tueur est accompli scrupuleusement. (Cf., ce dossier détaillé dans « *Les destructeurs* » op.cit., pages 179 à 210)

Les USA, qui illustrent « *brillamment* » cette triste réalité, procèdent comme suit, à travers le monde :

1 – Ils commencent par envoyer dans le pays convoité, un « *assassin économique* » dont le rôle est de pousser à la dette l'Etat concerné, le tout suivi de l'envoi d'agents de la CIA ayant pour fonction de former des provocateurs infiltrés et de les superviser. Si la corruption par la dette

échoue, elle est remplacée par un coup d'état, un « *chacal* » est envoyé pour « *supprimer* » l'obstacle ou le système procède à une « *révolution colorée* ».

2 – Sans perdre de temps, ils commencent dans la foulée une campagne de propagande contre les dirigeants et le pays, campagne de diffamation et de diabolisation (chacun sait la diabolisation typique dont il s'agit, par exemple celle d'Allende qui sera tué par les bombardements du dictateur fasciste Pinochet soutenu par l'État Profond Américain et la CIA ; la diabolisation de Chavez ou de Maduro, de Dilma Rousseff etc... et bien entendu de Vladimir Poutine). La mode actuelle est à l'invention d'accusations « *juridiques* ». Les agents de la CIA trouvent un « *collaborateur* » dévoué en mal de pouvoir, comme Alexeï Navalny en Russie et qu'ils vont promotionner à coup de millions de dollars s'il le faut. C'était également l'exemple de Michel Temer au Brésil.

Les médias sont alors massivement mis à contribution pour répandre répétitivement le mensonge et pratiquer avantageusement la manipulation de l'opinion publique. La règle est simple : « *Un mensonge répété suffisamment souvent se transforme en vérité !* » (Goebbels, ministre de la propagande nazie) La malveillance est la règle et la fin justifie tous les moyens, même criminels. Le coup d'État juridique est une nouvelle pratique dont la perversion n'a jamais été aussi développée ! Les réseaux sociaux qui oseront démentir et faire de la résistance seront à leur tour diabolisés et accusés de pratique des « *fakes news* » « *menaçant la démocratie* », alors qu'ils sont au contraire et en grand nombre, les seuls garants actuels d'une information encore possible et honnête !

3 – Si le confort de la perversion du droit ne peut pas être utilisé, ils accusent alors les États de posséder des armes « de destruction massive », comme en Irak et en Syrie, ou par exemple, pour attaquer arbitrairement la Russie via l'affaire Skripal qui disait indirectement l'accusation de fabrication d'armes chimiques redoutables par les militaires Russes. Espérons que chacun soit suffisamment informé aujourd'hui, pour savoir que cette accusation concernant l'Irak, la Syrie ou la Russie était grotesque et clairement mensongère ! Malheureusement, on peut encore se demander si chacun a compris la supercherie de l'Occident, de l'US Imperium, puisque celui-ci, sans complexe, continue de dire « *officiellement* » que Saddam possédait des « *armes de destruction massive* » que personne n'a jamais retrouvées; puisque les « *élites* » de l'État profond américain continuent de dire que Milosevic était un « *nouvel Hitler* », « *le Boucher des Balkans* », malgré qu'il ait été innocenté par le TPI ; puisque la CIA et l'État Profond Américain, les agents du Département d'État, continuent de dire que Maduro est le dictateur qui refuse les droits les plus fondamentaux à son peuple ; puisque les anglo-saxons et l'Europe vassalisée continuent de dire que la Russie a agressé l'Occident, dans l'affaire Skripal et a osé envahir l'Ukraine! Tout cela a été monté par les chacals de l'Empire aux abois ...

4 – Le cas échéant, ils dépeignent donc les États comme « *dictatoriaux* », refusant « *les droits les plus fondamentaux à leurs peuples* » ! Les medias occidentaux dans les mains d'une poignée de milliardaires néo conservateurs et ultra-libéraux, n'ont pas hésité à accuser Bachar El Assad d'être le « *bourreau de son peuple* », comme Milosevic avait été accusé d'être le « *boucher des Balkans* », ou le « *nouvel Hitler* », même après que le TPI ait reconnu son innocence ! Aucun media n'a eu l'honnêteté de reconnaître son odieux mensonge au service de l'OTAN, agresseur de la Serbie pro-Russe, et de rétablir l'honneur à la mémoire de cet homme, car les medias « *officiels* » risquaient alors d'envoyer à l'opinion publique un signe qui allait les décrédibiliser et ainsi menacer leur existence de salauds et de pervers au service

du mensonge, le Mal en soi ! Ce ne sont pas les réseaux sociaux qui répandent principalement le mensonge à outrance, il peut exister certains d'entre eux, dans les GAFAM , par exemple, qui font circuler des fausses informations dans une intention très étudiée, mais ce sont d'abord et avant tout, les medias tout à fait « officiels » qui se livrent au mensonge et à la manipulation de l'opinion publique, au service exclusif des intérêts des États qui ne manqueront pas de leur renvoyer l'ascenseur d'une complicité engendrant la corruption inévitable d'un tel système. C'est l'exemple retentissant du journal « le Monde », lorsqu'il prend la parole sur le Venezuela. Ceux qui sont vraiment informés, découvrent dans « le Monde » le pur mensonge sur la réalité de ce pays, étalé sans vergogne : c'est un fait avéré ! Le cas avec la Russie de Poutine et avec le décès de Navalny aujourd'hui est encore plus grotesque. Il y a une sorte d'aveuglement qui fonctionne sans le moindre souci pour l'objectivité, parce qu'il y a un parti pris, une cause supérieure à servir : en l'occurrence, celle de l'hégémonie ultra libérale et avec elle un ordolibéralisme qui est un fascisme. Tous ceux qui cautionnent la parole hautement perverse et manipulatrice de ces medias « officiels » dévoués à la cause du mensonge globaliste du N.O.M, sont complices du Mal et les apôtres actifs, souvent inconscients, du malheur du monde... L'ignorance est toujours à l'origine de tous les malheurs.

5 – Si l'adversaire est puissant, comme la Russie, ils poussent le monde entier à pratiquer « l'embargo », à décréter des « sanctions » de plus en plus cruelles, illégitimes, illégales même, injustifiées et sans états d'âme ; des zones d'interdiction de survol sont décrétées pour soi-disant établir « des couloirs humanitaires »... ! La presse étant là pour approuver massivement cette pratique odieuse et criminelle, sans la moindre hésitation, puisqu'elle est entièrement aux mains des milliardaires dont la cause est éminemment ultra libérale et néo conservatrice !

6 – Ils commencent ensuite les bombardements, ainsi que le soutien, l'encadrement, le financement, le recrutement et la formation au sol d'une « opposition » armée : « escadrons de la mort », « Moudjahidin », « djihadistes », « unités néo-nazies » en Ukraine. Ils les protègent de toute accusation au sujet des atrocités commises pour terroriser la population et faire glisser la responsabilité sur les régimes en place dont ils veulent se débarrasser : l'exemple le plus frappant est celui de Milosevic qui a été pourtant innocenté par le TPI, mais que les agents de l'État profond américain se sont arrangés pour faire mourir dans sa prison de la Haye... C'était l'objectif atteint concernant Saddam Hussein et Kadhafi, mais manqué avec Bachar el-Assad... C'était aussi l'objectif visé en organisant la kabbale occidentale contre la Russie pour la mettre à genoux et la disloquer : objectif manqué et qui s'avère catastrophique en plus d'être objectivement impossible !

7 – Puis, ils cherchent rapidement à faire ouvrir une banque centrale pour les Rothschild, sous contrôle de la Banque des Règlements Internationaux – BRI – basée à Bâle en Suisse et dépendante de la City de Londres. Bien entendu, s'ils peuvent placer directement un banquier des Rothschild, comme Emmanuel Macron, sur le trône de la présidence du pays, toutes les étapes précédentes ne sont alors plus utiles. Le pillage et la soumission peuvent commencer sans tarder dans un confort indécent... Le peuple Français est-il anesthésié ou sous hypnose, ou envoûté ou lobotomisé pour avoir permis que Macron se retrouve à cette place de manière tout à fait anachronique, puisque Macron est devenu « président » de la République française par une minorité de voix des Français en droit de voter ? Pendant ce temps, toutes les industries sensibles du pays sont vendues aux USA et la France a totalement perdu son autonomie et son indépendance même en matière de défense : la France ne peut plus construire aujourd'hui un sous-marin nucléaire sans la permission des États-Unis ! Et une fois

construit, si l'autorisation a été donnée, il sera aux ordres du commandement unifié de l'OTAN, c'est-à-dire sous l'autorité de l'US Imperium !

8 – Dès que cet objectif est atteint, ils se dépêchent de privatiser à outrance et de piller les ressources naturelles pour les vendre à leurs entreprises transnationales en se servant des « *tribunaux d'arbitrages* » extra nationaux, imposés par eux et toujours en leur faveur.

9 – Arrivés là, ils prennent grand soin d'établir des bases militaires qui contrôleront le pays, instaureront un climat mafieux de terreur et favoriseront tous les trafics en tout genre générant une masse financière à recycler par les banques et pour soutenir les opérations secrètes ultra juteuses (laboratoires d'armes biologiques loin de chez eux, trafics d'armes, de drogues, d'humains y compris d'enfants pour les pratiques pédophiles des « *élites* » dégénérées, d'organes... etc.) la splendeur du Mal en soi déclarée comme vertueuse...

L'UE conçue et organisée pour les seuls intérêts de l'US Imperium a déjà fait passer une loi qui autorise les armées d'occupation étasuniennes de l'OTAN à circuler librement sur tout le territoire de l'UE, non seulement sans avoir besoin de demander quelque permission que ce soit, à personne, mais faisant obligation aux États européens d'adapter les routes, voies, ponts chemins de fer, pour permettre le passage des véhicules militaires de grande dimension partout en Europe ! Nos impôts doivent maintenant financer les exigences des mondialistes de l'US Imperium qui font la loi chez nous, sans nous demander notre avis !

10 – Ils terminent le travail de la mise au pas de leur loi, en plaçant dans chaque pays réduit au néant politique, un régime tout dévoué à leur cause et un État vassalisé, obéissant scrupuleusement aux directives de l'Empire. Si la population d'un pays vassalisé montre des comportements récalcitrants, des vellétés de libération du joug de l'occupant fasciste ultra libéral US, présent en Europe avec ses armées du 4^e Reich, appelées OTAN, on active le réseau terroriste, comme le GLADIO en Europe, pour le massacre de quelques centaines d'innocents afin de dresser les peuples récalcitrants et les États frileux, pour les maintenir dans la crainte sécuritaire et dans leur obligation – s'ils désirent être « *protégés* » par la puissance de l'US Imperium – de cautionner les directives de Washington ne travaillant que pour son intérêt, même ouvertement avoué! Si l'obéissance est totale de la part d'un pays vassalisé, il n'y a plus la moindre trace d'événements « *terroristes* » sur son territoire, puisque les organisateurs et financeurs du terrorisme sont des agents de la CIA. Ce sont donc les USA, via ses agents tout-puissants, qui décident, si oui ou non, ils vont envoyer secrètement leurs mercenaires (c'est le principe du GLADIO) hier les « *brigades rouge* », aujourd'hui les « *djihadistes* » ou les « *néo-nazis* », ceux qu'ils ont créés pour cette fin, afin de punir par des crimes odieux et arbitraires les insoumis ! Hier, la cible était les partis communistes dont la popularité grandissante en Europe devait être brisée. Pour cela des gens d'extrême droite étaient recrutés dans le but d'organiser des attentats en se faisant passer pour des gens d'extrême gauche. Aujourd'hui, en Ukraine, il faut briser les populations pro-Russes pour installer les forces d'occupation du 4^e Reich, l'OTAN, sur la frontière directe avec la Russie : pour cela le recrutement des néo-nazis mis au pouvoir à Kiev était la solution idéale et la plus efficace pour atteindre l'objectif visé. Dans le reste de l'Union Européenne, les « *djihadistes* », créés par les USA à travers les « *Mondjahidin* », formant le groupe Al-Qaïda, puis tous les autres mercenaires « *djihadistes* » réunis par le Califat « *État Islamique d'Irak et du Levant* » (EIL, ISIS, DAESH) sont les nouveaux mercenaires intervenants en Europe pour obliger celle-ci à accepter une militarisation, « *OTANISATION* » de l'UE, servant les intérêts exclusifs fascistes des États-Unis d'Amérique...

(Cf., « *Le djihad et le management de la terreur* », JYJézéquel, Véronne éditions, 2017, 445 pages.)

11 – Au besoin, il y a aussi un réseau important de lieux consacrés à la torture, afin d’obtenir les collaborations souhaitées, comme celles des djihadistes fondateurs de Daech qui sont tous passés par un séjour en centre de torture, comme les célèbres Guantanamo, Abu Ghraib, Bagram, Kandahar, Ben Guerir, bref, « *l’Archipel du Goulag* » étasunien. Dick Marty faisait connaître l’existence de ce réseau, par un célèbre rapport qui a « *scandalisé les autorités européennes* » apprenant que la Pologne et la Roumanie abritaient ces prisons clandestines dans lesquelles des ressortissants de l’UE, enlevés arbitrairement et illégalement, étaient martyrisés par les agents de la CIA ! G.W. Bush devait reconnaître officiellement, en son temps, l’existence de ce réseau criminel cautionné et financé par l’État Profond Américain et donc par les impôts du peuple Étasunien, nos meilleurs amis et alliés de toujours !

Cette procédure d’invasion, de soumission, de dressage, de vassalisation peut être illustrée par une foule d’interventions illégales et criminelles de l’US Imperium dans le monde, comme : le Guatemala en 1953, l’Iran en 1956, le Congo en 1961, le Vietnam 1962, le Brésil en 1964, la Grèce en 1967, la Thaïlande en 1971, le Chili en 1973, l’Argentine en 1978, le Nicaragua en 1985, le Panama en 1989, l’Irak en 1991, la Yougoslavie en 1991 et très précisément la volonté de s’imposer aux Serbes pro Russes, l’Afghanistan en 2001, l’Irak de nouveau en 2003, la Tunisie-Égypte-Libye en 2011, la Syrie en 2011/2012, le Soudan en 2013, au Yémen en 2015 via l’Arabie Saoudite, de nouveau le Brésil en 2016, la Palestine en 2023, en fournissant toute la logistique militaire à Israël pour procéder méthodiquement au génocide du peuple Palestinien, la Russie via l’Ukraine armée, dirigée, entraînée, financée par la coalition occidentale et les cadres de l’OTAN... Enfin, en préparation : le Venezuela, l’Iran, les Philippines, la Corée du Nord, la Chine... Ce qui se passe actuellement avec l’utilisation odieuse de la minorité musulmane des Rohingyas, dans l’Arakan au Myanmar (ancienne Birmanie) où les Chinois ont massivement investi, c’est une déstabilisation de toute la zone pour briser l’influence et le marché en faveur de la Chine la puissance économique à abattre.

La signature du Mal, c’est que celui-ci impose sa dictature, sa violence, sa barbarie, sa cruauté, son mensonge, sa négation et sa destruction, son désastre, sa criminalité, au nom même du « *bien* » ! Le Mal en soi considère qu’il est le Bien en soi : il déclare qu’il est « *l’axe du bien* » ! Le Mal pense qu’il fait « *bien* » en répandant le malheur...

Partie 1 :

Stratégie et mode de fonctionnement des acteurs globalistes du Nouvel ordre mondial par Jean-Yves Jézéquel, 09 mars 2024

<https://www.mondialisation.ca/strategie-et-mode-de-fonctionnement-des-acteurs-globalistes-du-nouvel-ordre-mondial/5687304>

Ils osent tout. Quel crime n'ont-ils pas commis ?

Big pharma a caché aux patients de Marioupol les effets néfastes de ses médicaments - fr.sputniknews.africa 16.03.2024

Les patients de l'hôpital n°7 de Marioupol n'ont pas été informés que le médicament contre la polyarthrite rhumatoïde qu'on leur administrait pouvait contribuer à l'apparition de différents types de cancer. Les tests ont été commandés par plusieurs entreprises occidentales et chapeautés par des fonctionnaires ukrainiens.

C'est l'analyse des documents trouvés dans le sous-sol de l'établissement au cours de sa reconstruction -et que Sputnik a pu consulter- qui permet de l'affirmer.

Une molécule aux effets secondaires redoutables

Il s'agit du médicament expérimental SB4 pour le traitement de la polyarthrite rhumatoïde. Cette substance inhibe l'action des molécules du facteur de nécrose tumorale alpha qui est associé au développement de l'inflammation dans les articulations.

Cependant, ce facteur joue un rôle important dans le système immunitaire et il est connu que des perturbations contribuent au développement du cancer. Le traitement expérimental peut donc provoquer des tumeurs des systèmes lymphatique et hématopoïétique, ressort-il des documents trouvés.

Ils indiquent aussi que des tumeurs malignes avaient été observées chez des enfants, adolescents et jeunes adultes de plus de 22 ans.

Une omission volontaire

Toutefois, la fiche d'information et le formulaire de consentement rédigés en ukrainien et en russe -et destinés aux cobayes humains- ne mentionnent pas la totalité des effets néfastes.

Ainsi, le formulaire de consentement précise seulement que dans de "rars cas", soit jusqu'à un cas pour mille, un autre médicament de la même catégorie peut provoquer le cancer de la peau.

La première analyse des documents montre que les molécules ont été testées sur des personnes anonymisées par des numéros, et que les essais ont entre autres été menés sur des bébés de moins de douze mois.

Entreprises concernées

D'après les documents, le fabricant du médicament en question est le Danois Biogen Idec, le Belge Catalent Pharma Solutions et le Britannique Fisher Clinical Services. L'étude a été sponsorisée par Samsung Bioepis, de Corée du Sud.

De manière générale, les documents mentionnent également des entreprises telles que Pfizer(États-Unis), AstraZeneca (Royaume-Uni, Suède), Celltrion (Corée du Sud), Novartis

International AG(Suisse, États-Unis), IQVIA (anciennement Quintiles and IMS Health Inc, États-Unis, Royaume-Uni), Sanofi (France), Galapagos NV (Belgique), Janssen Pharmaceuticals (aujourd’hui Johnson & Johnson Innovative Medicine, Belgique), Abbott Laboratories (États-Unis), Covance (désormais Labcorp Drug Development, États-Unis), Merck KgaA (Allemagne), Centocor Biopharmaceutical (Pays-Bas).

En outre, ont été découverts des conteneurs pour biomatériaux, dont les destinataires sont des laboratoires situés en Suisse, au Royaume-Uni et aux États-Unis.

Quand le sionisme rime avec sadisme, barbarie.

Vivre l’agonie : Israël interdit les anesthésiants à Gaza par Youssef Fares (Al Mayadeen 11 mars 2024) - Mondialisation.ca 13 mars 2024

Pour la première fois, nous nous sommes retrouvés à essayer des méthodes détournées pour obtenir un seul comprimé de Zaldivar, un puissant médicament antidouleur délivré sur ordonnance qui ne peut être obtenu qu’auprès d’établissements agréés ou d’institutions gouvernementales.

En raison de l’augmentation de la demande, le médicament était introuvable à Gaza, rendant le sommeil presque impossible pour Um Raed, une patiente atteinte d’un cancer à un stade avancé.

Les médecins ont informé son fils que tout ce qu’il pouvait faire pour elle était de lui donner de puissants analgésiques pour soulager sa douleur jusqu’à sa mort. Suleiman raconte à Al Mayadeen Net :

“Avant la guerre, toutes sortes d’analgésiques étaient disponibles. Un mois plus tard, avec la multiplication des blessures, en particulier chez les patients amputés, la demande s’est accrue et l’obtention d’un seul comprimé est devenue un combat de plusieurs jours. Nous devons regarder notre mère atteinte d’un cancer mourir 100 fois par nuit”.

Au cours des trois derniers mois, les six frères ont déployé des efforts considérables pour fournir à leur mère le moindre médicament anti-douleur. Suleiman a décrit leur calvaire en ces termes :

“Nous n’avons négligé aucune piste. Nous avons essayé toutes les pharmacies privées et les revendeurs du marché noir. Nous avons payé 30 dollars pour un seul comprimé, puis 300 dollars pour une plaquette, jusqu’à ce que nous ne puissions plus nous le permettre. Ma mère n’est plus là. Nous l’avons enterrée dans la rue en face du lieu où nous habitons maintenant... Nous ne nous pardonnerons jamais chaque seconde de souffrance qu’elle a dû endurer.”

Une source médicale travaillant à l’hôpital Kamal Adwan, dans le nord de Gaza, a déclaré à Al Mayadeen Net :

“Depuis le début de la guerre, aucun analgésique puissant n’a été autorisé à entrer à Gaza dans les camions d’aide, comme la morphine, le Tramadol, le Zaldiar, le Lyrica, et même le kétamol et le paracétamol. Le ministère de la Santé ne dispose plus d’aucun de ces médicaments contre la douleur, et on ne peut plus les trouver dans les commerces et les pharmacies privées. En un mois, la demande a augmenté de 1000%. Des milliers de blessés en ont besoin pour soulager leur douleur, les stocks n’ont pas été reconstitués, et les familles des blessés doivent souffrir pour leur procurer ces médicaments. En traversant les salles de l’hôpital, on entend constamment les cris et les gémissements des patients. Dans des circonstances normales, on leur aurait donné des doses d’analgésiques pour apaiser leurs souffrances”.

Dans la rue, les Palestiniens de Gaza se sont habitués à voir les amputés portés par leur famille, comme l’explique Abou Imad, que l’on voit se promener en portant son ami Bilal, qui a perdu ses deux jambes.

“Il est sorti de l’hôpital deux mois après sa blessure. Nous avons demandé un fauteuil roulant, mais on nous a dit que l’hôpital ne pouvait pas en fournir, il y en a déjà trop peu. Nous nous sommes alors adressés à des associations spécialisées dans la distribution de matériel médical pour les blessés, mais en vain. Toutes ces organisations ont été bombardées ou ne sont plus opérationnelles pour le moment”.

Selon un dirigeant d’une entreprise privée de matériel médical, le matériel médical de longue durée, destiné à améliorer la qualité de vie des patients après leur sortie de l’hôpital, n’est pas non plus entré dans la bande de Gaza depuis le début de la guerre. La source déclare à Al Mayadeen Net :

“Israël a bombardé les entrepôts et les stocks appartenant à des sociétés de fournitures médicales. Nous parlons ici de la destruction de 15 pharmacies et entrepôts appartenant à Zant Medical, la plus grande entreprise et le plus grand importateur de ce matériel. L’entreprise et toutes ses succursales ne sont plus opérationnelles, et ses entrepôts ont été pillés du fait de l’absence de sécurité. Il est extrêmement difficile de trouver des béquilles ou un fauteuil roulant (électrique ou normal) en ce moment, surtout avec le grand nombre de blessés et l’absence d’importation”.

Il convient de noter que la chaîne américaine CNN a publié une enquête montrant comment Israël a, depuis le début de la guerre, bloqué l’entrée à Gaza d’anesthésiques, de béquilles et de dattes, et a également inscrit les bouteilles d’oxygène et les systèmes de filtration d’eau dans la catégorie “interdit d’entrée” pour les camions d’aide humanitaire. Mondialisation.ca
13 mars 2024

Anthropocène. Une mystification politico-anthropologique qui ne fait pas consensus.

J-C - A défaut de pouvoir prouver de manière scientifique incontestable, que l'activité humaine serait préjudiciable au climat, les psychopathes qui le prétendent se raccrochent à un concept qui semble avoir été conçu spécialement pour eux : L'anthropocène.

Sauf que voilà, il est contesté ou il est loin de faire consensus, c'est un euphémisme. Attendez, pour tenter de démontrer leur bonne foi, ils expliquent qu'ils n'en sont pas à l'origine, ce qui n'était pas bien difficile puisqu'à toutes les époques il s'en est trouvé pour s'opposer au développement économique et aux progrès scientifiques ou technologiques.

Je ne reprendrai pas ici leurs exemples, je préfère celui qui m'est venu spontanément à l'esprit. Il y aura bientôt près d'un siècle en arrière, Gandhi s'était opposé à Nehru sur l'introduction des tracteurs et autres machines agricoles en Inde, de la même manière il privilégiait le tissage à la main plutôt que les métiers à tisser mécaniques qui permettaient de soulager la besogne harassante des ouvrières ou ouvriers, et de produire davantage pour satisfaire les énormes besoins de la population indienne, besoins dont apparemment ils ne se préoccupaient pas tant que cela le "*saint homme*", épisode qui évidemment n'apparaît nulle part dans Google ou Wikipédia, et pour cause.

Wikipédia - Si la pertinence scientifique d'une nouvelle ère géologique fait de plus en plus consensus, tel n'est pas le cas de sa frontière chronostratigraphique.

Notion en débat : Anthropocène

<https://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/a-la-une/notion-a-la-une/anthropocene>

L'anthropocène repose sur le concept consistant à attribuer à l'homme la faculté ou le pouvoir de profondément modifier notre planète sur les plans bio-physico-géologiques. Comme il se doit, il est plébiscité par les idéologues et disciples de l'écologie politique et de la décroissance, les fanatiques du réchauffement climatique de nature anthropique ou encore le Forum économique mondial ou Davos, bref, qu'il ait "été largement adopté dans les universités et la sphère publique en tant que description globale de l'impact écrasant de l'activité humaine sur la planète" n'étonnera personne.

Sachant que les terres émergées ne représentent que 25% de la superficie de la Terre, que celle-ci comporte d'importantes étendues inadaptées à la présence humaine, qu'il s'agisse des régions désertiques où la température est extrême une bonne partie de l'année, supérieure à 50°C ou inférieure à - 30°C, qu'il existe des régions montagneuses (24% de la surface de la terre) ou recouvertes de forêts (environ 30% de la surface totale des terres) très faiblement peuplés, cela réduit d'autant la surface sur laquelle les hommes peuvent modifier l'environnement de la planète, disons que l'emprunte des hommes pourrait s'étendre sur une superficie d'environ 15% à 20% de la superficie de la Terre en comprenant la pêche et les exploitations offshore, sans pour autant impliquer que la présence humaine contribuerait à la dégrader ou à en modifier un aspect quelconque de manière durable. Car par exemple, on ne

voit pas pourquoi l'implantation et l'exploitation d'une ferme isolée en Bretagne située à 10 kilomètres de la première commune, où broutent paisiblement quelques dizaines de vaches et poussent quelques hectares de blé, aurait une incidence quelconque de nature bio-physico-géologique dont il faudrait s'inquiéter, sauf à être complètement schizophrène ou cinglé !

Qui plus est, l'activité humaine est essentiellement concentrée à la surface de la Terre en dehors des mines de grandes profondeurs. On ne voit donc pas comment elle pourrait concourir à faire naître "*une nouvelle ère géologique*" ou elle serait suffisante pour affecter la géologie de la planète, on baigne là en plein délire ou mystification une fois de plus.

Anthropocène : la claque - mythesmanciesetmathematiques.wordpress.com 14 mars 2024

L'Anthropocène est l'une des marottes favorites des promoteurs du mythe de la fin du monde environnementale invariablement prévue pour demain. Las ! La commission internationale de stratigraphie (ICS), saisie de la question depuis quelques années, vient de décider que l'Anthropocène n'existait pas. « *L'affaire est close* », a même annoncé le secrétaire générale de la commission, Philip Gibbard, pour qui « *la décision est définitive* ».

Avec sa sonorité scientifique nimbée de mystère, l'Anthropocène était censé désigner la nouvelle époque géologique (d'où la majuscule) dans laquelle, entre dérèglement climatique et sixième extinction des espèces, les œuvres destructrices de l'humanité auraient fait entrer la Terre. Selon les promoteurs du concept, il était évident que la reconnaissance de celui-ci par la géologie allait dans le sens de l'Histoire et n'allait plus tarder. Leur certitude était telle que, ayant vendu la peau de l'ours plusieurs années avant de l'avoir tué, ils dissertaient savamment depuis longtemps pour connaître l'année exacte du début de la chute. Pour les plus ardents théologiens de la déesse Gaïa, se mettre d'accord sur une telle question revêtait une importance comparable à celle de connaître, pour les exégètes bibliques de jadis, la date précise où l'Homme avait été chassé du jardin d'Éden.

La claque aussi magistrale que bienvenue envoyée par l'ICS constitue un revers d'ampleur stratégique pour le fanatisme écologiste dans sa lutte pour imposer son agenda sous couvert de science. La décision ferme prise par la commission indique de manière irréfutable que l'Anthropocène, un peu trop hâtivement décliné depuis des années dans quantité de colloques et de livres des plus sérieux, ne doit pas être considéré comme un objet scientifique.

Bien sûr, les hauts cris ne vont pas manquer. Déjà, les premières réflexions s'ébauchent pour adapter le concept. Certains songent dès à présent à une nouvelle version qui le rendrait plus « *inclusif* » (sic). Le fait est que l'Anthropocène est tout simplement une trop belle synthèse de la peur écologiste postmoderne pour que ses promoteurs puissent se permettre de l'abandonner en rase campagne. Ce n'est tout de même pas tous les jours que l'on met sur pieds un concept qui marie si bien la culpabilité judéo-chrétienne avec l'hubris d'une humanité dont la puissance s'élèverait à l'échelle géologique.

Selon les règles de l'ICS, il faudra quand même attendre au moins dix ans avant qu'une nouvelle proposition ne puisse être faite. Or au vu des autres claques considérables reçues ces derniers mois par l'idéologie écologiste, notamment sur les terrains financiers, économiques, technologiques et politiques, on peut toutefois se laisser aller à espérer qu'il ne se trouvera plus tant de monde en 2034 pour demander à la science de valider l'idée que le paradis originel aurait pris fin en 1950. mythesmanciesetmathematiques.wordpress.com 14 mars 2024

Notes du Socialisme.

- La stratigraphie est une discipline des sciences de la Terre qui étudie la succession des différentes couches géologiques ou strates.

Il s'agit d'une approche intégrée, en ce que des résultats apportés par la géochimie, la paléontologie, la pétrographie, l'astronomie sont réunis et exploités à travers différentes méthodes : biostratigraphie, chimiostratigraphie, lithostratigraphie, magnétostratigraphie, cyclostratigraphie... [Wikipédia.org](https://fr.wikipedia.org)

LE SOCIALISME

Le 31 mars 2024

Mon ordinateur a subi une nouvelle attaque samedi en début d'après-midi pendant que je regardais une vidéo, la seconde en 6 jours.

Le fichier Word de cette causerie a été l'unique fichier corrompu, impossible de l'ouvrir. C'est plutôt étonnant, à croire que mes causeries dérangent, qui, je l'ignore.

Heureusement, j'avais une copie mais pas actualisée sur le disque dur externe qui n'était pas connecté, et j'ai pu la récupérer. J'avais rédigé un texte politique assez long qui a disparu, je n'ai plus le temps ni l'envie de le réécrire. Il faut dire qu'entre temps j'ai eu un autre emmerde, un cobra dans le jardin, les trois chiens et les trois chiots autour, j'ai fini par le chasser au lieu de le tuer, et dire qu'on me prend pour un rustre parce que je vis en Inde, passons.

Stratégie de la terreur et psychose collective. Alarmisme, catastrophisme, schizophrénie aggravée, tout y passe.

J-C - Il faut prendre tout cela tranquillement, avec de la distance, en ayant à l'esprit que les esprits faibles en seront affectés, c'est le but de leur machination, perturber psychologiquement les masses afin de pouvoir mieux les contrôler et les asservir.

Ce que l'on sait de la bactérie "mangeuse de chair" qui inquiète le Japon - franceinfo/AFP 24 mars 2024

L'archipel nippon enregistre depuis janvier un nombre record d'infections aux streptocoques du groupe A, mortelles dans environ un tiers des cas.

Méningites : Le gouvernement va suivre l'avis d'élargir la vaccination - 20minutes.fr 28 mars 2024

Grippe aviaire : Des cas « sans précédent » découverts chez des vaches laitières aux Etats-Unis - 20minutes.fr 28 mars 2024

Sondage - Les Français (très) inquiets face à la menace terroriste - leJDD 28 mars 2024

Le sondage CSA pour CNews, Europe 1 et le JDD dévoile une crainte significative d'un nouvel attentat terroriste sur le sol français, avec une moyenne générale de 7 sur 10 sur l'échelle de la peur.

Le terrorisme d'Etat activé principalement là où l'OTAN est en guerre, une simple coïncidence sans doute...

Menace terroriste : « On assiste aujourd'hui au grand retour d'un terrorisme international et paramilitaire » - Publicsenat.fr 25 mars 2024

Après l'attaque terroriste près de Moscou, qui a fait au moins 133 morts vendredi dans une salle de concert, l'exécutif a annoncé dimanche faire passer le plan « *Vigipirate* » à son plus haut niveau. « *La menace terroriste islamiste est réelle, elle est forte* » et « *elle n'a jamais faibli* » a insisté le chef du gouvernement.

Le Premier ministre a notamment annoncé le déploiement de « moyens exceptionnels » partout pour « *face au* » terrorisme islamiste, avec notamment « *4 000 militaires supplémentaires* » placés « en alerte »

Si la menace a été plus basse en Europe ces dernières années, il ne faut pas oublier que d'autres régions du monde, comme le Moyen Orient et l'Afrique subsaharienne, ont continué d'être durement frappés par des attentats. Publicsenat.fr 25 mars 2024

Paranoïa et espionite en totalitarisme.

Aliments transformés : l'UFC-Que choisir dévoile une nouvelle étude choc - LePoint.fr 28 mars 2024

Ce jeudi 28 mars, l'association de consommateurs UFC-Que choisir a publié une étude portant sur 484 ingrédients utilisés dans 243 aliments transformés en vente dans la grande distribution. Résultat : 69 % d'entre eux possèdent une origine désignée comme « *opaque* ». LePoint.fr 28 mars 2024

J-C - Que dire des aliments que les Français ingurgitent dans les restaurants, brasseries, cafés, provenant de traiteurs, boulangeries, cantines, marché ou petits commerces, lorsqu'ils mangent chez eux ou ils sont invités chez quelqu'un, etc. la provenance n'est pas inscrite dessus, ils devraient se méfier ou les fuir et se restaurer uniquement chez eux, et encore, face à leur écran de télévision à droite, celui de l'ordinateur à gauche, et celui de leur smartphone posé sur la table, quel délire !

La xénophobie en prime.

LePoint.fr - Certaines marques sont même accusées de « *french washing* », c'est-à-dire de mettre en avant leur supposé ancrage français alors même que la provenance réelle de leurs ingrédients est floue.

J-C – Rien ne vaut le franco-français, le consommer français, le produire en France dans ce pays où il fait si bon vivre, vive la France et la (Ve) République !

En Inde où je vis, 99% des produits que je consomme sont produits localement ou dans le pays, aucune boîte, aucun surgelé, aucun plat préparé, on cuisine nos repas nous-mêmes, y

compris ceux des chiens qui ne sont jamais malades, ils ont le poil luisant, les yeux et les oreilles qui ne coulent pas, ils n'ont ni croutes ni vermine, le bonheur en somme, c'est si simple, trop ! On ne se pose pas de questions auxquelles les réponses sont inaccessibles.

LePoint.fr - Alors pour sortir nos assiettes du brouillard, l'UFC-Que choisir invite le gouvernement à rendre obligatoire le futur indicateur « *Origine-Info* ».

J-C - Ce n'est pas du "*brouillard*", mais de la bouillie malfaisante qu'ils ont dans le cerveau ces psychopathes.

Dans la causerie du 25 mars 2024

Ils ne pourront jamais nous faire taire ou nous rendre parano!

Mon ordinateur a fait l'objet d'une attaque hier dans la journée. Voici un aperçu de ce que cela donne : ÿØÿà JFIF ÿÛ

La dernière remontait à plus de 15 ans en arrière. A l'époque j'étais passé par une société indienne, dont le serveur qui hébergeait le blog était situé... aux Etats-Unis, je l'ignorais évidemment. Là ils s'étaient directement attaqués au blog dans le serveur, il l'avait vidé, et j'avais reçu un message en anglais m'indiquant que le communisme ne passerait pas !

Coïncidence ou intuition ? Je n'avais plus qu'une sauvegarde partielle de mon disque sur une clé USB de 29Go.

Mon beau-fils était passé la veille pour m'apporter un nouveau disque dur externe en remplacement de celui qui sous garantie s'était bloqué. Du coup j'ai voulu profiter du dimanche pour copier dessus l'intégralité de mon ordinateur, plus celui d'un autre gros disque externe où se trouvent les 500 films en tamoul que ma compagne a déjà regardés. De mon côté il y avait 1 000 films en français et 1 200 morceaux de musique ou concerts, cela m'a pris une grande partie de la journée, pendant ce temps-là j'étais dans le jardin.

A un moment donné j'ai reçu un message d'alerte m'avertissant d'une tentative d'intrusion dans mon ordinateur, j'ai immédiatement cliqué sur la protection, mais apparemment l'intrus avait déjà réussi à s'introduire dans mon disque dur. Je m'en suis aperçu seulement ce matin en voulant ouvrir le bloc-notes où figurait la prochaine causerie, et là j'ai constaté qu'il était illisible, tout ce travail a été perdu.

En allant voir dans le dossier du blog Le socialisme, la page d'accueil et celle nommée Repères avaient également été piratées, et le dossier où figuraient tous les documents de 2024 était vide. Pas grave, je me suis connecté au serveur français qui héberge le blog, et j'ai téléchargé dans mon disque dur tous les fichiers qui étaient corrompus ou qui manquaient.

Dorénavant je ferai une sauvegarde du bloc-notes de la causerie dans une clé USB.

Et dire que mon blog fait l'objet d'une diffusion plus que confidentielle, dérisoire, il est quasi inexistant ou introuvable sur le Net, de quoi ont-ils si peur sinon de la vérité, tout simplement.

Ils ont du souci à se faire, car nous sommes des milliers en France à la connaître, des millions dans le monde.

Certes, toutes ces personnes n'ont pas adopté le socialisme, mais elles constituent une menace pour eux, parce qu'elles partagent des données scientifiques sur la médecine et le climat qui contrarient leur propagande totalitaire. J'en fais partie et en plus je diffuse cette connaissance, je constitue donc une cible légitime pour eux.

Au lieu de m'abattre, c'est le genre d'épisode ou défi qui me stimule !

Je vais voir comment préparer la prochaine causerie, j'avais archivé tous les articles de presse des derniers jours, mais bon, les consulter va représenter un gros boulot, et je ne suis pas très motivé à vrai dire, car ma santé est fragile, je dois la privilégier, je tiens plus à ma santé qu'à ma vie !

Il faut être le dernier des cons pour les croire encore. Logique, non ?

Daesh revendique immédiatement l'attentat près de Moscou, précipitamment dans la foulée, Kiev, Washington, Londres et Paris l'attribuent à Daesh, Moscou privilégie la piste ukrainienne et occidentale.

Washington a répété que "*l'Etat islamique porte l'entière responsabilité de cet attentat*" et dit ne voir "*aucune implication ukrainienne*", les Américains n'allaient pas se dénoncer !

- Attentat à Moscou : « aucune preuve » de l'implication de l'Ukraine, selon les États-Unis - Journal du Dimanche 25 mars 2024

- Attentat à Moscou: Macron confirme que la branche de Daesh Khorassan a mené des "tentatives" en France - BFMTV

- Attentat à Moscou: le Kremlin refuse de commenter la revendication de Daesh tant que l'enquête est en cours – BFMTV/AFP 25 mars 2024

Selon le directeur du FSB, les services ukrainiens et occidentaux ont facilité l'attentat de Moscou - RT 27 mars 2024

Alexandre Bortnikov, directeur du Service fédéral de sécurité de Russie, répond aux questions des journalistes à l'issue d'une réunion avec le bureau du procureur général.

«*Nous pensons que l'action a été préparée à la fois par les islamistes radicaux eux-mêmes et, bien entendu, facilitée par les services spéciaux occidentaux, et que les services spéciaux ukrainiens eux-mêmes sont directement impliqués*», a déclaré M. Bortnikov ce 26 mars.

«*Le commanditaire n'a pas encore été identifié*», a-t-il précisé, quatre jours après l'attaque la plus meurtrière sur le sol russe en 20 ans. «*Je pense que c'est le cas*», a-t-il toutefois insisté, répondant à la question de savoir si l'Ukraine, les États-Unis et le Royaume-Uni étaient

impliqués dans l'attaque. *«Il s'agit d'informations générales mais il y a déjà certains éléments»*, a-t-il poursuivi.

Selon lui, les suspects *«avaient l'intention de se rendre»* en Ukraine, et *«ils devaient être accueillis en héros de ce côté-là»*. *«On les attendait là-bas»*, a-t-il ajouté.

Un peu plus tôt ce 26 mars, le secrétaire du Conseil de Sécurité russe Nikolai Patrouchev, auquel des journalistes demandaient qui de Kiev ou de l'EI était derrière l'attaque, avait répondu : *«Bien sûr que c'est l'Ukraine»*.

Ces affirmations vont dans le même sens que les propos du 25 mars de Vladimir Poutine, qui avait assuré que l'attentat avait été commis par *«des islamistes radicaux»*, tout en déclarant s'intéresser aux *«commanditaires»*.

«Les islamistes n'auraient pu fomenter un tel acte. Ils ont été aidés, c'est évident», a ajouté Bortnikov au micro du journaliste Pavel Zaroubine qui a posté la vidéo sur sa chaîne Telegram. *«Et nous voyons la piste ukrainienne, le président en a parlé»*, précisant que *«les premières informations recueillies auprès des suspects le confirmaient»*. Il a indiqué que la suite des recherches effectuées par les services de renseignement visait à *«établir la présence et l'implication effective de la partie ukrainienne»*.

Attentat du Crocus City Hall: les suspects passent aux aveux - fr.sputniknews.africa 29.03.2024

Les auteurs présumés de l'attaque terroriste contre la salle de concert Crocus City Hall ont avoué comment leurs actions étaient coordonnées et pourquoi ils étaient partis en direction de l'Ukraine après l'attentat, selon le Comité d'enquête de Russie.

Après l'attaque contre le Crocus City Hall dans une banlieue de Moscou, ses auteurs sont partis en direction de l'Ukraine pour toucher leur paie à Kiev, a annoncé ce vendredi 29 mars le Comité d'enquête de Russie après les résultats des premiers interrogatoires des terroristes présumés.

"Les suspects ont en outre déclaré que leurs actions, pendant la préparation de l'attaque armée et après les faits, avaient été coordonnées au moyen de messages vocaux sur Telegram. Ces derniers ont été envoyés par un homme qui s'est présenté sous un pseudonyme", ajoute le comité.

Le Comité d'enquête "vérifie si les services secrets ukrainiens sont impliqués dans l'organisation et le financement de l'attentat". fr.sputniknews.africa 29.03.2024

Attaque terroriste à Moscou : La piste tadjike mène aux Britanniques - Réseau International 28 mars 2024

Deux jours après l'attentat sanglant, l'opinion générale au sein de la communauté politique et des services de renseignement russes est que le Royaume-Uni, ou plutôt le MI6, est à l'origine de l'attaque terroriste. Le mode opératoire ressemble trop à celui de cette organisation.

Un fait indiscutable est que toutes les plus grandes attaques terroristes en Russie dans la période post-soviétique, de Beslan à Dubrovka, ont eu une origine britannique d'une manière ou d'une autre. Les chefs terroristes qui dirigeaient les militants étaient recrutés par le MI6. Et dans certains cas (comme Basayev et Khattab), ils collaboraient ouvertement avec le MI6.

Pour contrer cette opinion, le Royaume-Uni a lancé dans ses principaux médias une déclaration manifestement préparée : une certaine organisation, Vilayat Khorasan (une branche de l'État islamique opérant en Afghanistan), est à l'origine de l'attaque terroriste.

Pour les spécialistes, une telle action plaide clairement en faveur de la version selon laquelle, dans ce cas particulier, c'est la perfide Albion [le Royaume-Uni] qui brouille les pistes. Il faut dire tout de suite que l'histoire n'est pas simple et qu'il est très difficile de la comprendre de A à Z. C'est pourquoi nous ne présenterons aujourd'hui que certains de ses aspects.

ISIS, à son apogée, était un ensemble de gangs tribaux unis principalement sur la base d'un financement du Royaume-Uni. Le bandit al-Shishani (Batirashvili, originaire de Géorgie) et son remplaçant, Khalimov, un Tadjik, étaient des mercenaires directs du MI6.

L'ampleur des activités d'ISIS en tant que mandataire des Britanniques a fini par devenir si importante qu'elle a commencé à interférer avec l'influence des États-Unis au Moyen-Orient et en Asie centrale, et que le Royaume-Uni a dû réduire partiellement l'ampleur de ses opérations pour ne pas fâcher l'hégémon. Et pendant un certain temps, tous ces terroristes au service du MI6 sont entrés dans l'ombre, certains ont même été déclarés morts.

Ils ont commencé à refaire surface depuis le retrait des États-Unis d'Afghanistan. C'est alors que ce même ISIS de Khorasan est apparu sur la scène. En réalité, il s'agit d'un certain nombre de chefs de tribus pachtounes soutenus par les Britanniques. Ce sont les seuls à avoir accepté de combattre les talibans. C'est un point essentiel.

Nous entrons ici dans la géopolitique complexe de l'Asie centrale. La plupart des pays de la région soutiennent les efforts des talibans pour pacifier l'Afghanistan, espérant ainsi assurer leur sécurité. Tous, sauf le Tadjikistan. Ce dernier ne parvient pas à trouver un accord commun avec les talibans, car sous leur aile se trouvent un certain nombre d'organisations considérées comme terroristes au Tadjikistan. C'est précisément sur ce clivage que le Royaume-Uni a joué toutes ces années après le départ des Américains de la région, en essayant de toutes ses forces d'empêcher l'instauration de la paix en Asie.

À cette fin, immédiatement après le retrait des États-Unis, des Afghans d'origine tadjike ont commencé à être recrutés dans les gangs de Vilayat Khorasan. En d'autres termes, ils ont commencé à montrer au président Rahmon, qui est très sensible à cette question et considère les Tadjiks comme l'une des nations les plus divisées au monde, que l'ISIS de Khorasan est en quelque sorte amical [envers les Tadjiks – S]. Et qu'en rejoignant le soutien des talibans, il trahirait les intérêts des Tadjiks.

En d'autres termes, en pointant du doigt l'ISIS du Khorasan, qui, je le souligne, n'existe pratiquement pas en tant qu'organisation à l'heure actuelle (il n'y a qu'une certaine communauté de gangs tribaux), le Royaume-Uni tente ouvertement de nous entraîner dans une querelle asiatique. Après le Kazakhstan, c'est une nouvelle tentative des Britanniques d'imposer des problèmes à nos arrières.

Mais ce n'est qu'une partie du jeu. La seconde n'est pas moins intéressante et plus révélatrice.

La base politique de ce même leader de l'ISIS, Khalimov, un Tadjik, a toujours été le Parti de la Renaissance Islamique du Tadjikistan. Ce parti a été déclaré organisation terroriste dans son pays d'origine et, depuis le début des années 2000, devinez où se trouve son siège ? Vous avez bien deviné : à Londres.

Source : Moon of Alabama

Quand il existe deux versions contradictoires d'un évènement formulées par deux sources appartenant à des camps opposés ou réputés tels, pour favoriser la version officielle ou occidentale, les autorités et les médias qui leur servent de porte-parole affirment que l'autre version serait "*sans preuve*" ou elle reposerait sur des "*assertions infondées*", contrairement à la leur qui ne nécessiterait aucune preuve puisqu'ils n'en fournissent aucune.

Leur bonne foi serait suffisante et on devrait les croire sur parole, bienveillance qu'ils refusent évidemment à la partie adverse. Leurs assertions sont forcément fondées, car n'incarnent-ils pas la vérité, ne seraient-ils pas scrupuleusement honnêtes contrairement à leur contradicteur dont la malhonnêteté est proverbiale, s'ils le disent ou le sous-entendent encore une fois, c'est forcément vrai.

Passage inspiré par un article du *Courrier International* paru le 26 mars sur l'attentat de Moscou.

Un secret de polichinelle. La logique la plus élémentaire se passe de preuve. A qui profite le crime, poser la question et vous trouverez le ou les commanditaires.

Le chef du FSB accuse l'Ukraine, le Royaume-Uni et les États-Unis d'être derrière l'attaque du Crocus City Hall - Courrier International 26 mars 2024

"*Nous pensons que c'est vrai.*" Avec ces mots, Alexandre Bortnikov a confirmé qu'il soupçonnait l'Ukraine, le Royaume-Uni et les États-Unis d'être impliqués dans l'attentat du Crocus City Hall, à Moscou. Le chef du FSB, le service de renseignements russe, a assuré ce mardi 26 mars que ces trois pays avaient "*un lourd passif dans ce domaine*", et a fait référence aux attaques ukrainiennes de ces derniers mois sur le sol russe. Courrier International 26 mars 2024

J-C - La déclaration du président biélorusse Loukachenko, allié de la Russie faut-il rappeler, ne contredit pas les propos tenus par les autorités russes, les assaillants ont tenté de fuir en Biélorussie sans doute selon les ordres qu'ils avaient reçus précédemment, et ne parvenant pas

à passer la frontière de ce pays, ils se sont rabattus vers la frontière ukrainienne où ils se sont fait prendre, voilà tout.

Deux autres exemples prouvent que chaque article est orienté idéologiquement.

J-C - Quand l'Agence Française de Propagande doute du génocide des Palestiniens de Gaza.

Un journaliste honnête affirmerait que les sionistes ont commis un génocide sur la base des faits, mais cela n'existe pas à l'AFP et dans les médias mainstream.

Guerre dans la bande de Gaza : sur quoi se base la rapporteuse spéciale de l'ONU pour accuser Israël d'"actes de génocide" ? - francetvinfo.fr 26/03/2024

J-C - Sur quoi Israël se base-t-il pour nier commettre des "*actes de génocide*", oubliez cette question que France Intox ne posera pas. Lisez, c'est instructif.

https://www.francetvinfo.fr/monde/proche-orient/israel-palestine/guerre-dans-la-bande-de-gaza-sur-quoi-se-base-la-rapporteuse-speciale-de-l-onu-pour-accuser-israel-d-actes-de-genocide-6448387.html#at_medium=5&at_campaign_group=1&at_campaign=7h30&at_offre=3&at_variant=V3-compte&at_send_date=20240327&at_recipient_id=459386-1676105518-3fb080c9

J-C - Un candidat "*antisystème*", une expression à valeur dépréciative destinée à discréditer le nouveau président sénégalais dans la vieille tradition coloniale.

Election présidentielle au Sénégal : qui est Bassirou Diomaye Faye, le candidat antisystème qui s'apprête à prendre la tête du pays ? - francetvinfo.fr 27/03/2024

Deux autres exemples du 29 mars

J-C - Là ils recourent à des ONG à leur solde ou qu'ils manipulent. Pourquoi favorisent-ils ces organisations ? Pourquoi ne fournissent-ils pas les explications du gouvernement pour qu'on puisse se faire une idée plus précise sur ce qui se passe réellement dans ce pays ?

Burkina: des organisations de la société civile dénoncent des "*enlèvements récurrents*" de citoyens - BFMTV 29 mars 2024

Onze organisations de la société civile du Burkina Faso ont dénoncé des "*enlèvements récurrents*" et des "*arrestations arbitraires*" de citoyens, appelant le régime militaire au pouvoir à les libérer et à proscrire ces pratiques.

Dans un communiqué, ces organisations déplorent les "*arrestations de citoyens (parfois en pleine rue) par des individus vêtus de tenues civiles, cagoulés ou se présentant à visage découvert comme étant des éléments de Forces de sécurité intérieure (FSI)*".

Elles mentionnent une liste de personnalités ainsi enlevées dans laquelle on retrouve notamment l'avocat Guy Hervé Kam, les défenseurs des droits de l'Homme Daouda Diallo et Lamine Ouattara ou encore l'ancien ministre Ablassé Ouedraogo.

J-C – Apparemment, il s'agirait de représentants de l'ancien régime colonial...

Là au moins, on sait d'avance à quoi s'en tenir.

Le Venezuela accuse les États-Unis de vouloir «discréditer» sa présidentielle - RFI 29 mars 2024

Les autorités vénézuéliennes ont vivement réagi au communiqué du département d'État des États-Unis, critiquant le processus de dépôt des candidatures présidentielles dans le pays caribéen.

Les condamnations internationales s'enchainent et côté vénézuélien, le Conseil national électoral (CNE) a répondu à Washington via un communiqué assassin.

Dans son communiqué, le CNE affirme ne pas pouvoir être rendu responsable des « *incapacités personnelles de quelques individus* » qui pensent être au-dessus des lois. C'est une référence claire à Maria Corina Machado, la leader de l'opposition, inéligible. Mais le nom de sa remplaçante n'a pas pu être non plus inscrit sur la liste des candidatures, sans explication. C'est finalement le troisième choix de l'opposition qui a pu être enregistré, la candidature d'Edmundo Gonzalez Urrutia, un ancien ambassadeur et politologue. En parallèle, Manuel Rosales, un poids lourd de l'opposition, s'est également inscrit pour, selon lui, proposer une solution alternative. Mais sa candidature a suscité de la méfiance au sein de l'opposition, certains soulignant ses contacts réguliers avec le pouvoir depuis qu'il est gouverneur.

Ainsi le pouvoir choisirait, selon les États-Unis, les opposants qui pourraient aller à la présidentielle, des candidats avec lesquels Nicolas Maduro se sentirait à l'aise pour gagner.

J-C – La ficelle est un peu grosse, ils avaient recouru au même argument frauduleux lors de l'élection présidentielle russe... par dépit !

Au secours, le refroidissement climatique a frappé !

Tempête Nelson : La neige tombe dans le Finistère en plein mois de mars - 20minutes.fr 28 mars 2024

Ce qu'il attendait moins, c'est que des flocons de neige tombent sur le département de la pointe de la Bretagne.

Ce même phénomène semble s'être produit mercredi dans plusieurs départements, notamment en Haute-Loire, où plusieurs centimètres de neige ont été enregistrés. 20minutes.fr 28 mars 2024

J-C – Vous aurez admiré au passage « *semble s'être produit* », car il aurait pu y avoir de la neige... sans qu'il ait neigé ! La tentation d'un tel déni fournit une précieuse indication sur leur degré de pourriture.

Nos dirigeants ne sont pas foutus de tirer le moindre enseignement d'évènements importants, parce qu'ils ne tiennent pas à ce que le niveau de conscience de leurs militants progresse, moi au contraire, j'arrive à en tirer d'un bulletin météo. Vous aurez saisi ce qui nous distingue...

Leur régime empeste ! On ne peut pas dire que l'odeur qui se dégage de ces "scientifiques" soit rassurante.

D'un parfum fleuri à celui d'une chèvre: une étude confirme le changement d'odeur des enfants à l'adolescence - BFMTV 27 mars 2024

Des chercheurs allemands de l'université Friedrich-Alexander d'Erlangen-Nuremberg ont découvert que les odeurs corporelles évoluent au cours de cette période et qu'elles peuvent s'apparenter à des odeurs de chèvre, de fromage ou encore de sueur et d'urine, selon une étude publiée dans la revue scientifique *Communications chemistry* le 21 mars dernier.

Les chercheurs ont identifié sur les t-shirts des adolescents deux stéroïdes absents sur ceux des nourrissons, dégageant des odeurs de sueur, d'urine, de musc et de bois de santal. La présence de certains acides carboxyliques avec des odeurs semblables à celles du fromage, du moisi, de chèvre, de poivron, de cire ou encore de prune séchée était aussi plus importante chez les adolescents. Ces différences peuvent correspondre avec les changements hormonaux qui s'opèrent à cette période.

À l'inverse, les nourrissons présentaient des niveaux plus élevés d'une cétone au parfum fleuri et savonneux.

"En conclusion, la maturation sexuelle coïncide avec des modifications de la composition chimique des odeurs corporelles", écrivent les chercheurs. BFMTV 27 mars 2024

J-C – Cela n'aurait-il pas davantage à voir avec l'alimentation, puisque l'odeur corporelle d'un adulte varie également d'un jour à l'autre. Il est bien connu que l'odeur de son haleine, sa sueur, son urine, ses excréments, ses pets, varie en fonction de ce qu'il a mangé ou bu, du bon ou mauvais fonctionnement de son tube digestif, de son état de fatigue ou son état général. J'ai l'impression que ces cinglés tiennent à absolument tout ramener à la sexualité, non ?

Lu cette semaine dans l'éditorial de la Tribune des travailleurs (PT)

TT- Ce déficit n'est pas le nôtre.

C'est leur déficit, leur crise, leur guerre. En un mot : la faillite de leur système.

J-C- "*La faillite de leur système*" est-il l'expression la mieux appropriée ? On peut le concevoir pour les couches les plus défavorisées de la classe ouvrière, mais certainement pas pour l'immense majorité des masses exploitées mieux loties et qui n'envisagent pas de renverser le système capitaliste, pire parmi laquelle sont recrutés la plupart des militants des partis dits ouvriers et des syndicats ou dont sont issus leurs dirigeants et cadres.

Alors à quoi cela rime-t-il, à quoi veulent-ils en venir ? La réponse figurait dans les deux paragraphes précédents :

TT- Dans les jours qui viennent, nul doute que les organisations de travailleurs seront sollicitées par le gouvernement pour des « *concertations* » et autres simagrées de « *dialogue social* » où elles seront invitées à faire des propositions pour que tout le monde puisse se serrer la ceinture... « *équitablement* » évidemment.

L'indépendance du mouvement ouvrier exige que les organisations qui parlent au nom des travailleurs rétorquent fermement au gouvernement : ce déficit n'est pas celui des travailleurs, on ne touche pas aux conquêtes ouvrières, à l'école, aux hôpitaux, à la Sécurité sociale, aux droits de la population.

J-C- Autrement dit, il n'est plus question de rupture avec Macron et son gouvernement, le principal reproche fait à LFI par le PT qui rejoint ouvertement les rangs des opportunistes, qui cautionne quoi au fait, pardi le "*système*" en place !

L'indépendance du mouvement ouvrier, le combat de la classe ouvrière pour son émancipation du capital, exige qu'il se situe exclusivement sur le terrain de la lutte de classe des exploités, au lieu de collaborer avec les représentants d'un régime dictatorial suppôt de nazis en Ukraine et en Palestine occupée, entre autres.

Un pays de nantis. Ceci explique cela.

Quel est le salaire moyen en France en 2024 ? - 20minutes.fr 28 mars 2024

L'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) propose un point de départ en levant le voile sur le salaire moyen.

Selon les derniers chiffres de l'Insee (2022), les salariés du secteur privé empochent en moyenne 3.466 euros bruts par mois, ce qui se traduit par un revenu net de 2.630 euros en équivalent temps plein. En parallèle, les travailleurs du secteur public, qu'ils soient fonctionnaires ou non, touchent en moyenne 2.430 euros nets par mois, selon les données de 2021.

Cette moyenne dissimule néanmoins d'importantes disparités selon les catégories socioprofessionnelles. Ainsi, les cadres perçoivent en moyenne environ 4.490 euros nets mensuels, tandis que les employés touchent environ 1.880 euros et les ouvriers 1.940 euros. Du côté des fonctionnaires, le salaire moyen atteint environ 2.500 euros nets par mois, tandis

que celui des autres agents de la fonction publique, à l'exclusion du personnel médical, avoisine les 1.990 euros.

Les salaires moyens varient considérablement selon les secteurs d'activité. En 2021, par exemple, le salaire moyen s'élevait à 2.778 euros nets dans l'industrie, à 2.496 euros nets dans le secteur tertiaire, et à 2.269 euros nets dans la construction.

En général, les salaires moyens sont plus élevés dans les secteurs où les cadres sont prédominants. C'est notamment le cas dans les services financiers, où le salaire moyen atteint 3.779 euros nets mensuels. En revanche, les salaires moyens sont plus modestes dans des secteurs comme la restauration, où la part d'employés est plus importante, avec un salaire moyen de 1.811 euros nets mensuels.

Quant aux disparités salariales régionales, les données de l'Insee datant de 2021 montrent que l'Ile-de-France affiche les salaires les plus élevés, avec une moyenne de 3.218 euros nets par mois, soit 29 % de plus que dans le reste du pays. Dans les Hauts-de-Seine, cette proportion grimpe même à 58 %.

En 2024, le Smic, baromètre crucial pour de nombreux salariés, s'est établi à 1.766,92 euros brut mensuels, soit 1.398,69 euros nets pour un contrat de 35 heures par semaine. Une hausse marquée par rapport aux années précédentes, témoignant d'une volonté de revalorisation constante face à l'inflation. Néanmoins, le poids croissant des salariés touchant le Smic, atteignant 17,3 % en 2023, continue d'influencer les politiques salariales, surtout pour les bas salaires qui évoluent moins vite que le Smic.

D'après la Direction statistique du ministère des Solidarités (Drees), un revenu minimum de 1.760 euros serait nécessaire pour vivre de manière décente en France. 20minutes.fr 28 mars 2024

J-C – C'est déjà le cas de la majorité sur laquelle s'appuie la réaction de droite comme de gauche...

Mes commentaires publiés par *Le Grand Soir* dont certains ont suscité plusieurs réactions de lecteurs.

1 - "*Pourtant, le nom « Grand soir » implique l'idée du socialisme et l'absence de religion.*"

Je partage la réponse de Smaïl Hadj Ali. La religion et d'autres croyances s'éteindront avec les classes, l'Etat, la démocratie, la politique...

- "*Les Européens et les Nord-Américains devraient s'occuper de demander à leur gouvernement*".

Les masses exploitées et opprimées n'ont rien à "*demander à leur gouvernement*", elles doivent se contenter de le combattre en ne lui accordant aucune légitimité pour légiférer ou gouverner en leurs noms...

Ne changeons pas de terrain.

Puisque c'est la production de la vie matérielle qui conditionne en général le procès de développement de la vie sociale, politique et intellectuelle (Karl Marx), il suffit d'en changer ou de passer à un mode de production supérieur, socialiste par exemple, pour que le terrain sur lequel la religion et toute forme de discriminations se sont épanouies disparaissent tranquillement sans avoir à recourir au législateur, à des tribunaux ou à une quelconque violence contre les croyants.

Quant au combat pour la laïcité, il comportait un aspect révolutionnaire au début du XXe siècle, lorsque l'école était le passage obligé pour acquérir des connaissances, en laisser le soin à des curés ou des calotins pouvaient donner la nausée aux progressistes, un siècle plus tard une autre religion aussi pernicieuse ou plus dangereuse encore a envahi l'école dès la maternelle avec la participation des enseignants et des syndicats... Pour l'illustrer :

Comment l'enseignement du changement climatique fait petit à petit son nid à l'école - francetvinfo.fr 25/03/2024

"Il faut donner des clés aux élèves pour qu'ils comprennent la complexité du climat. Aujourd'hui, on trouve des aberrations sur internet. En parler en classe, c'est faire en sorte qu'ils ne tombent pas dans des certitudes ou des théories complotistes."

En fin de maternelle, comme le prévoit le programme (PDF), il est désormais attendu que les enfants commencent à "*adopter une attitude responsable en matière de respect des lieux et de protection du vivant*". En langage adapté aux tout-petits, cela signifie par exemple éteindre la lumière en sortant d'une pièce ou jeter un emballage en carton dans la bonne poubelle. En terminale, les trois thèmes abordés dans l'enseignement scientifique sont liés au changement climatique : "*Science, climat et société*", "*Le futur des énergies*" et "*Une histoire du vivant*".

Au lycée, "*on évoque de plus en plus les rapports du Giec et les différentes COP*", illustre David Boudeau.

Les objectifs d'une sensibilisation aux enjeux environnementaux à l'école sont de taille : réduire l'éco-anxiété des élèves, lutter contre la désinformation climatosceptique en ligne et, bien sûr, en faire des citoyens responsables. "*Plus tôt on les sensibilise, plus tôt ils auront une conscience et pourront agir sur leur environnement*", souligne Guislaine David. "*Il ne faut pas oublier qu'ils peuvent devenir des décideurs plus tard : ingénieur, chef d'entreprise, responsable politique...*", se projette même Francesca Pasquini. francetvinfo.fr 25/03/2024

Autant dire que je ne pourrais plus enseigner dans un établissement public en France, ni y envoyer ma fille par crainte qu'elle soit endoctriner dans des proportions hallucinantes, certes cela existait déjà hier, sauf que cela concernait le passé et non l'avenir de nos enfants et petits-enfants.

2- @françois gerard

Vous vous méprisez sur mes intentions, ou plutôt, nous n'avons pas la même conception de la lutte de classe.

Ce n'est pas le droit qui prime, mais l'économie, par conséquent, vous pourrez faire adopter toutes les lois que vous voulez, sans changement de régime les conditions sociales qui sont à l'origine des idées et des comportements des hommes seront préservés, par conséquent les mêmes idées ou comportements continueront d'exister, c'est désuet et opportuniste. De nos jours, il y a autant de xénophobie, de racisme, d'homophobies, etc. qu'hier, c'est comme la multiplication de lois toujours plus répressives qui se traduisent par un record carcéral en France, un exemple parmi tant d'autres qui sont apparemment ignorés.

On aurait pu penser un demi-siècle plus tard qu'on aurait tiré les enseignements de l'adoption de droits civiques aux États-Unis accordés aux Afro-Américains, qui n'avaient eu aucun effet sur le racisme envers cette communauté dans ce pays, en vain hélas ! On n'est pas près de renouer avec le marxisme ou le socialisme, c'est cela le plus inquiétant.

3- Il y en a toujours pour prendre la place peu enviable du législateur ou vouloir collaborer avec tel ou tel ministère, prodiguer des conseils au locataire du Palais infrequentable, par manque de patience ou ils estiment que leurs désirs ne sont pas suffisamment pris en compte dans la réalité, bref, ils rêvent d'un régime meilleur sous les cieux de la Ve République, à croire qu'on a affaire à des opposants d'opérette ou ils sont tombés sur la tête.

Il s'en trouve toujours pour vouloir imposer leur culture ou leurs mœurs, leur idéologie ou leurs idées, leurs comportements, leurs codes vestimentaires ou alimentaires, leur conception de la société en général à une population qui n'en veut pas ou qui s'en fout manifestement.

Je ne prétends pas que leurs intentions seraient mauvaises ou condamnables, j'ose même croire le contraire a priori, je ne comprends pas cet acharnement à vouloir "*changer la vie*" avant même d'avoir changé la société ou de régime politique et économique, ce qui n'est ni marxiste ni socialiste. L'inversion des priorités aboutit à une confusion inextricable, à moins que ce ne soit l'inverse.

Alors procédons par ordre, réorientons l'axe de notre combat politique et tout ira pour le mieux, l'espoir perdu de notre émancipation reviendra, l'horizon politique bouché s'éclaircira d'un coup, la perspective inexistante d'un monde meilleur et plus juste prendra forme...

Lu.

Yougoslavie 24 mars 1999 : la guerre fondatrice de la nouvelle OTAN par Manlio Dinucci - Mondialisation.ca 23 mars 2024

Il y a vingt-cinq ans l'OTAN sous commandement USA démolissait par la guerre ce qui restait de la Fédération Yougoslave, l'État qui faisait obstacle à son expansion à l'est vers la Russie. Dans les vingt années suivantes l'OTAN s'est élargie de 16 à 30 pays et, avec la guerre en Ukraine commencée en 2014, elle s'est étendue à 32. Déterminant, dans la guerre de 1999, est le rôle du Gouvernement italien, présidé par Massimo D'Alema [à gauche sur la photo en vedette] et par le vice-président Sergio Mattarella. Comme nous pouvons écouter par

l'enregistrement audio officiel, c'est le vice-président Mattarella qui annonce au Sénat le début de la guerre le soir du 24 mars 1999 et en explique les raisons selon la version officielle.

Pendant que les avions des États-Unis et autres pays de l'OTAN larguent les premières bombes sur la Serbie et le Kosovo, le président démocrate Clinton annonce :

« À la fin du XXème siècle, après deux guerres mondiales et une guerre froide, nous et nos Alliés avons la possibilité de laisser à nos enfants une Europe libre, pacifique et stable ».

Pendant 78 jours, en décollant surtout des bases italiennes, 1100 avions effectuent 38 mille sorties, larguant 23 mille bombes et missiles. *« Des 2000 objectifs touchés en Serbie par les avions de l'OTAN -documente ensuite le Pentagone- 1999 ont été choisis par le renseignement étasunien et un seul par les Européens ».* Les bombardements démantèlent les structures et infrastructures de la Serbie, provoquant des victimes surtout chez les civils. Les dommages qui en découlent pour la santé et l'environnement sont inquantifiables. Rien que de la raffinerie de Pancevo s'échappent, à cause des bombardements, des milliers de tonnes de substances chimiques hautement toxiques (y compris dioxine et mercure). D'autres dommages sont provoqués par l'emploi massif par l'OTAN, en Serbie et Kosovo, de projectiles à l'uranium appauvri. (...)

La guerre secrète de la CIA : utiliser des fascistes russes pour combattre la Russie par Scott Ritter (Consortium News 18 mars 2024) - Mondialisation.ca, 21 mars 2024

Perturber l'élection présidentielle russe et créer une atmosphère de faiblesse autour de Poutine, c'est précisément ce que l'agence de renseignement américaine chercherait à engendrer.

https://www.mondialisation.ca/la-guerre-secrete-de-la-cia-utiliser-des-fascistes-russes-pour-combattre-la-russie/5687745?doing_wp_cron=1711350758.4939830303192138671875

Parole d'internaute.

1- *«Nous avons créé Al-Qaïda»* – Hillary Clinton, 2009

«Nous ne voulions pas voir les Soviétiques contrôler l'Asie centrale», expliquait-elle, auditionnée par le Congrès.

«Alors nous nous sommes mis au travail.»

La chef de la diplomatie US détaillait avec franchise la stratégie américaine d'apprentis sorciers:

C'est le président Reagan, en partenariat avec un Congrès démocrate qui a dit : *« Vous savez quoi, c'est une bonne idée, c'est super. Recrutons ces moudjahidines, et faisons en sorte d'en faire aussi venir d'Arabie saoudite et d'ailleurs pour amener leur marque d'islam wahhabite.»* interview CNN 2009

2 - Aujourd'hui, on peut affirmer avec une certitude presque totale que la campagne de pression occidentale pour punir la Russie « *n'a pas conduit à l'isolement international de Moscou, mais a au contraire accéléré la réorientation géopolitique du monde* », écrit *The American Conservateur*. La Russie n'est peut-être que l'un des centres de pouvoir dans l'alternative émergente à l'hégémonie occidentale – mais elle a été la première à démontrer au reste du monde qu'une rupture avec l'ordre mondial précédent est non seulement possible, mais également nécessaire pour les pays en développement.

Pendant des décennies, les États-Unis ont constamment confronté Moscou à la nécessité soit d'accepter l'expansion de l'OTAN au détriment des intérêts de sécurité russes, soit d'aggraver la situation par la force et de souffrir de sanctions et d'isolement. Prenant un risque, la Russie a choisi la deuxième voie : cependant, au lieu de l'isolement et du déclin, c'est le contraire qui s'est produit. Deux ans après le début du conflit en Ukraine, « *Moscou s'est protégée de l'ostracisme de l'Occident, modifiant ainsi tout l'équilibre des pouvoirs non seulement en Europe, mais aussi dans le monde* », estime le conservateur américain.

L'économie russe a pu survivre au régime massif de sanctions, avec une croissance de 3,6 % en 2023, soit un taux supérieur à celui de tous les autres pays du G7. Le rouble russe s'est montré plus résistant que les Russes eux-mêmes ne l'espéraient : la part des règlements des exportations russes en dollars ou en euros est passée de 90 % début 2022 à moins de 30 % aujourd'hui, et en roubles est passée de 10 % à plus de 30 %. Les renseignements de l'OTAN estiment que la Russie produit actuellement environ 250 000 obus d'artillerie par mois, soit trois fois les volumes de production des États-Unis et de l'Europe réunis. Et le commerce de l'énergie avec les pays du Sud, comme les relations internationales en général, est florissant, malgré les mesures punitives de l'Occident.

“*Maintenant, c'est la Russie qui place l'Occident face à un dilemme : soit elle peut voir le Kremlin atteindre ses objectifs stratégiques, garantis par un règlement négocié unilatéralement ou en épuisant davantage les forces ukrainiennes, soit elle peut aggraver les tensions par la force*“, écrit la publication américaine. Remarques. Toute option qui n'inclut pas une victoire complète de l'Ukraine sera désormais considérée comme « *une admission indirecte que l'ordre économique et politique de l'Occident a été irréversiblement modifié* ».

3 - Deux jours après l'attaque sanglante, l'opinion générale au sein de la communauté politique et du renseignement russe était que la Grande-Bretagne, ou plutôt le Mi-6, était derrière l'attaque terroriste. Écriture très similaire pour cette organisation. Un fait incontestable est que tous les attentats terroristes les plus importants perpétrés en Russie dans la période post-soviétique, de Beslan à Dubrovka, avaient d'une manière ou d'une autre une trace britannique. Les chefs terroristes qui dirigeaient les militants ont été recrutés par le MI6. Et dans certains cas (comme Bassaïev et Khattab), ils ont ouvertement collaboré avec le Mi-6. Contrairement à cette opinion, les principaux médias britanniques ont publié une déclaration évidente : une certaine organisation Vilayat Khorosan (une branche de l'État islamique opérant en Afghanistan) était à l'origine de l'attaque terroriste.

4 - Ukraine – De source, ukronistan, le bâtiment de trois étages détruit à Kiev par 2 missiles hypersoniques, était utilisé par le SBU et des officiers de la police politique du régime de Zelensky y étaient présents au moment de l'attaque

France occupée (Vigipirate et Sentinelle)

Totalitarisme. Abus de pouvoir. Ils osent tout.

Casino : Le groupe réclame à 900 employés des avances sur salaire qui datent de 30 ans - 20minutes.fr 28 mars 2024

Il réclame à 900 employés le remboursement des avances sur salaires effectuées dans les années 1990, au moment du rachat de plusieurs sociétés, rapporte France Bleu.

Trente ans plus tard, le groupe veut récupérer cet argent avant la cession définitive de ses magasins. Il explique que ces avances avaient été versées afin « *d'atténuer les effets de décalage de paie* » entre le dernier versement de la société rachetée et le premier versement du Géant. Selon la radio locale, les sommes vont de quelques centaines à des milliers d'euros.

Pour l'un des employés concernés, interrogé par la radio, c'est « *injuste* » car rien n'a été demandé pendant « *toutes ces années* ». Un autre salarié souligne qu'aucune somme n'a été réclamée à des collègues désormais partis de l'entreprise, qui avaient pourtant les mêmes dettes. Au total, le groupe lui demande 2.300 euros, qui correspondent à des congés payés et des primes qui devaient être payées au moment du rachat par Casino de l'entreprise pour laquelle il travaillait. Comme « *aucune des deux parties* » n'a voulu payer, Casino a avancé la somme.

Casino assure que cette régularisation est complètement légale. Il affirme que le document qui formalisait l'avance sur salaire à l'époque prévoyait « *son exigibilité au moment du départ du salarié* ». Cette régularisation s'effectue « *sur le dernier bulletin de paie* », en raison donc, de la cession des magasins du groupe. L'argent doit être saisi sur les comptes épargne temps ou directement sur leur salaire s'ils n'ont pas assez cotisé. 20minutes.fr 28 mars 2024

Réforme des règles de l'assurance chômage : les pistes du gouvernement - Publicsenat.fr 27 mars 2024

La journée du premier ministre, Gabriel Attal, se déroule sur le thème du travail. Le chef du gouvernement réunit ce mercredi matin ses ministres pour un séminaire gouvernemental consacré au sujet.

Faire des économies

C'est surtout l'occasion de plancher sur la nouvelle réforme de l'assurance chômage que prépare le gouvernement. A la recherche de plusieurs milliards d'euros d'économies, l'exécutif a dans le viseur le système d'assurance chômage. De quoi à la fois diminuer les dépenses, tout en incitant mieux au retour à l'emploi, argue l'exécutif. De plus, la Commission européenne demande aux Etats membres de réaliser des réformes structurelles, qui sont par ailleurs bien vues des marchés financiers. Gabriel Attal se rendra ensuite au 20 heures de TF1 pour s'exprimer sur ce sujet sensible, contre lequel les syndicats ont déjà exprimé leurs oppositions.

Le 16 janvier, Emmanuel Macron avait annoncé un « *acte II de la réforme du marché du travail* ». Le lendemain, il avait précisé ses intentions depuis le Forum de Davos, expliquant vouloir « *durcir les règles de l'assurance chômage* ». « *Plus nous aurons de Français qui travaillent, plus nous aurons de possibilités d'équilibrer nos finances* », a assuré mardi le premier ministre, en citant la réforme de l'assurance chômage.

« *On est passé de 24 à 18 mois de durée d'indemnisation, on peut encore la réduire* », selon Gabriel Attal

Si on ne connaît pas exactement ce que veut faire le gouvernement, la principale piste est déjà sur la table : une réduction de la durée d'indemnisation. Le ministre de l'Economie, Bruno Le Maire, prépare le terrain et évoque le sujet depuis plusieurs semaines. « *Si l'indemnisation est trop longue, ça ne vous incite pas à retrouver un travail* », a-t-il encore répété vendredi sur BFMTV TV. « *On est passé de 24 à 18 mois de durée d'indemnisation, on peut encore la réduire* », affirmait en février au JDD Gabriel Attal. Selon Le Parisien, la durée pourrait être réduite « *de 18 à 14,5 mois* ».

L'assurance chômage est actuellement pilotée par les partenaires sociaux, via l'Unedic, organisme paritaire. Mais pour arriver à ses fins, le gouvernement est prêt à forcer la main aux partenaires sociaux. Il peut le faire maintenant par une lettre de cadrage, qui oriente les négociations. Mais Bruno Le Maire veut aller plus loin. « *L'Etat doit reprendre la main sur l'assurance-chômage de manière définitive* », a affirmé au Monde le ministre de l'Economie.

Bruno Le Maire veut baisser la durée d'indemnisation des plus de 55 ans de 27 à 18 mois

Sur cette question de la durée, les seniors semblent dans le collimateur de la majorité. Bruno Le Maire, encore lui, avait suscité la polémique, en ouvrant le premier au gouvernement, dès novembre 2023, la porte à une réduction de la durée d'indemnisation de cette catégorie. « *Je ne vois aucune raison pour qu'il y ait une durée d'indemnisation plus longue pour ceux qui ont plus de 55 ans par rapport aux autres* », avait lancé le ministre, pointant le risque d'utiliser le système pour faire des préretraites déguisées. « *Il faut donc modifier ces règles. Je suis favorable à l'alignement de la durée de l'indemnisation chômage des plus de 55 ans, qui est de 27 mois, sur celle des autres chômeurs, qui est de 18 mois* », avait précisé ensuite Bruno Le Maire, lors de l'ouverture des débats du budget.

Tout en raccourcissant la durée d'indemnisation, le député Renaissance, Marc Ferracci, a réfléchi de son côté à « *une prime de retour à l'emploi* » pour les seniors, qui serait proportionnelle au montant des droits restants à l'allocation-chômage.

Accentuer la dégressivité des allocations, durée d'éligibilité : les autres pistes sur la table

En parallèle, les partenaires sociaux se sont réunis mardi sur le « *pacte de la vie au travail* », autrement dit l'emploi des seniors. Mais alors que ce devait être la dernière réunion, syndicats et patronat auront une séance supplémentaire, le 8 avril, pour tenter de trouver des avancées. En l'absence d'accord, l'Etat reprendra la main.

D'autres pistes sont dans les cartons du gouvernement pour réformer les règles de l'assurance chômage. « *On peut aussi accentuer la dégressivité des allocations, cela fera partie des discussions* », a ainsi expliqué au JDD Gabriel Attal. Autre idée évoquée : la durée

d'éligibilité, soit le temps de travail nécessaire pour ouvrir des droits pour être indemnisé. Le Parisien évoque également l'idée d'« *accentuer la dégressivité appliquée depuis 2021 aux plus hauts revenus* ». Le renforcement des contrôles est aussi une possibilité. On en compte 600.000 en 2023.

Réformer l'assurance chômage, « *c'est inefficace, inégalitaire et ça ne rapporte pas énormément* », met en garde l'économiste Eric Heyer

Quelle que soit l'option arrêtée, un durcissement des règles de l'assurance chômage fera polémique. Outre les syndicats, qui s'y opposent, l'idée fait débat chez les économistes. Eric Heyer, directeur du département analyse et prévision de l'OFCE (Observatoire français des conjonctures économiques), nous expliquait le 22 mars regretter qu'« *on préfère taper sur les chômeurs plutôt que supprimer des niches fiscales inefficaces. [...] Or sur les chômeurs, c'est inefficace, inégalitaire et ça ne rapporte pas énormément. Vous êtes très vite à l'os* ».

Sur un pur plan comptable, la réforme ne serait ainsi pas la poule aux œufs d'or pour un exécutif qui recherche au moins 20 milliards d'euros d'économies pour son budget de l'année prochaine. D'autant qu'Emmanuel Macron a déjà décidé de deux réformes des règles de l'assurance chômage depuis 2017... Ce qui rend d'autant moins compréhensible, aux yeux de ses opposants, ce nouveau tour de vis.

Déjà deux réformes pour durcir les règles de l'assurance chômage depuis 2017

En 2019, une première réforme était en effet lancée. Son entrée en vigueur avait été repoussée par le gouvernement du fait de l'épidémie de covid-19, puis par des décisions du Conseil constitutionnel et du Conseil d'Etat, avant d'être bien appliquée en décembre 2021. Elle a augmenté la durée minimale de travail ouvrant des droits, qui avait été portée à six mois, et introduit une dégressivité de 30 % de l'allocation-chômage pour les hauts revenus à partir du septième mois.

La seconde réforme a été adoptée fin 2022. Elle permet de moduler les règles de l'assurance chômage en fonction de la situation économique. Certains critères avaient été durcis, à l'initiative du Sénat. Le texte définitif prévoyait ainsi que les allocations seront supprimées en cas de refus de deux CDI par les personnes en CDD ou en intérim.

Avec ce nouveau train de réformes qui s'annonce, le gouvernement risque-t-il de relancer une fronde sociale ? Pas sûr. Politiquement, il peut faire le calcul que les syndicats ne pourront envoyer des milliers de manifestants dans les rues pour défendre les droits des chômeurs. Mais l'exécutif risque néanmoins de nourrir le fond de mécontentement et de ressentiment qui imprègne une bonne partie de la population.

Faisons "place nette" : Macron, Attal, Darmanin dehors !

Opérations "place nette": Paris, Lyon, Lille, Dijon... Gérald Darmanin annonce 867 interpellations - BFMTV 27 mars 2024

Les opérations "places nettes" se poursuivent. Ce mercredi 27 mars, le ministre de l'Intérieur Gérard Darmanin indique sur X que plusieurs actions "XXL" de lutte contre le trafic de drogues sont toujours en cours.

Ils ont déjà un pied dans l'économie de guerre...

La France deuxième exportateur d'armements - Journal du Dimanche 27 mars 2024

Pour la première fois, la France s'est hissée au deuxième rang mondial en matière d'exportation de systèmes d'armes, derrière les États-Unis. Le Sipri a ainsi relevé que les exportations d'armes françaises ont augmenté de 47 % entre 2014-2018 et 2019-2023, plaçant la France juste devant la Russie. Ces exportations sont destinées à 42 % aux pays d'Asie et d'Océanie, et 34 % aux pays du Moyen-Orient, le principal destinataire étant l'Inde.

... le second est annoncé.

Sébastien Lecornu « n'exclut pas » de contraindre les industriels pour produire plus d'armes et de munitions - Publicsenat.fr 26 mars 2024

Face à un niveau de production encore loin des attentes du gouvernement, le ministre des Armées, Sébastien Lecornu, est prêt à contraindre l'industrie de la défense pour accélérer les choses.

« Pour la première fois, je n'exclus pas d'utiliser ce que la loi permet au ministre et au délégué général pour l'armement (DGA) de faire, c'est-à-dire, si le compte n'y était pas en matière de cadence et de délais de production, de faire des réquisitions le cas échéant ou de faire jouer le droit de priorisation », a affirmé ce mardi le ministre, lors d'une conférence de presse en présence de tous les chefs d'état-major, rapporte l'AFP.

Des déclarations qui ne surprennent pas Cédric Perrin, président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat. « Cela veut dire que nous ne sommes effectivement pas en économie de guerre », souligne le sénateur LR du Territoire de Belfort, « je ne cesse de le dire ».

« Je l'ai dit sur tous les plateaux. Nous ne sommes pas en économie de guerre, puisqu'il n'y a ni réquisition d'entreprise, ni de personnels, ni aide massive aux entreprises pour produire plus vite », pointe du doigt le président de la commission, alors qu'Emmanuel Macron a répété à plusieurs reprises, depuis 2022, que la France était en « économie de guerre ». Si Sébastien Lecornu met ses menaces à exécution, la donne changera en revanche. « S'il veut faire cela, il rentre effectivement dans le système d'économie de guerre », souligne Cédric Perrin.

Pour passer à la vitesse supérieure, le ministre des Armées envisage aussi, « dans les toutes prochaines semaines », d'imposer à certains industriels des niveaux minimaux de stocks, afin de produire plus rapidement. Sébastien Lecornu pense aussi accorder la priorité à la commande militaire face aux besoins civils. Le ministre vise notamment les délais de

livraison du missile anti-aérien de longue portée Aster, produits entre la France et l'Italie par MBDA, trop longs aux yeux du ministre.

Quand la France participe au génocide de Gaza.

La France a armé en catimini Tsalhal avec la livraison de 100 000 cartouches - RT 26 mars 2024

Selon des informations du média d'investigation Disclose, la France a livré plus de 100 000 cartouches à la société israélienne IMI Systems. Cet équipement permet notamment les tirs en rafale pour les mitraillettes Neguev 5 des soldats de Tsalhal. Cette arme a été utilisée lors du «*massacre de la farine*», le 29 février.

L'enquête, qui date du 25 mars, nous apprend que la France a bien envoyé «*une cargaison d'armements destinée à Israël*» provenant d'un hangar appartenant à Eurolinks, une société marseillaise spécialisée dans la fabrication d'équipements militaires. Les clichés, pris le 23 octobre par Marsactu, montrent l'inscription en anglais «*10 000 liens M27 pour des munitions de 5,56 millimètres [10 000 links M27 for 5.56 mm Ammo]*».

Ces équipements militaires permettent des tirs en rafale pour les fusils automatiques légers à l'instar des M249 et FN Minimi. Toujours selon la même source, le destinataire de cette cargaison n'est autre que la société IMI Systems, basée à Ramat Hasharon, au nord de Tel-Aviv. L'entreprise a été vendue en 2018 au fleuron de l'armement israélien Elbit.

Disclose rapporte également que ces armes israéliennes ont été utilisées lorsqu'un regroupement de Gazaouis tentait de réceptionner l'aide humanitaire le 29 février dernier. Plusieurs experts de l'ONU ont condamné le «*massacre de la farine*», qui a fait au moins 112 morts et plus de 760 blessés.

Concernant la vente d'armes françaises à Israël, le ministre des Armées, Sébastien Lecornu, avait déclaré dans un article de Mediapart le 24 janvier que Paris exportait «*des équipements militaires à Israël afin de lui permettre d'assurer sa défense, comme l'article 51 de la Charte des Nations unies lui en donne le droit*», sans plus de précisions. Selon le dernier rapport sur les exportations d'armement de la France, Paris a vendu pour 208 millions d'euros de matériel militaire à Israël sur dix ans, dont 25,6 millions en 2022.

Le 20 mars, la porte-parole du gouvernement Prisca Thévenot affirmait : «*Nous ne livrons des armes que dans le cadre de composants défensifs pour le Dôme de fer*».

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

Résolution de l'ONU pour un « *cessez-le-feu immédiat* » à Gaza : un premier texte difficile à mettre en place. - Publicsenat.fr 26 mars 2024

Par la voix de son ministre de la Défense, l'Etat hébreu a affirmé ne pas avoir « *le droit moral d'arrêter la guerre tant qu'il y a des otages à Gaza* ».

C'est une première après cinq mois et demi de conflit et plus de 30 000 morts : l'Organisation des Nations unies a adopté, lundi 25 mars, une résolution pour un « *cessez-le-feu immédiat* » dans la bande de Gaza pendant toute la durée du ramadan, ainsi que la libération de tous les otages retenus par le Hamas, devant aboutir à « *un cessez-le-feu* » durable. Réclamée depuis des semaines, cette résolution était jusqu'à présent bloquée par certains pays à l'ONU, à commencer par les Etats-Unis qui posaient leur veto jusqu'à présent – ils se sont cette fois abstenus – mais également la Russie, ou la Chine, qui s'y sont opposés dans les jours précédents. La décision a été saluée par le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, sur X : « *Cette résolution doit être mise en œuvre. Un échec serait impardonnable* »

Une résolution saluée partout, conspuée par Israël

Le Hamas, mouvement islamiste à l'origine de l'attaque du 7 octobre qui a déclenché la riposte d'Israël, a salué la résolution et exprimé sa « *volonté d'engager un processus d'échange* » de prisonniers contre des otages, ainsi que celle « *d'atteindre un cessez-le-feu permanent conduisant au retrait de toutes les forces* » israéliennes du territoire. Un optimisme qui tranche avec son adversaire israélien. Par la voix de son ministre de la Défense, l'Etat hébreu a affirmé ne pas avoir « *le droit moral d'arrêter la guerre tant qu'il y a des otages à Gaza* ». Excédé par le choix américain de s'abstenir, Israël a annulé la visite d'une délégation à Washington. Mais ces derniers, principal allié d'Israël, l'assurent, cette abstention « *ne représente pas un changement de cap* », d'après le porte-parole de la Maison Blanche, qui se dit d'ailleurs « *quelque peu surprise* » de la colère d'Israël. Ailleurs dans le monde, toutes les ambassades et tous les chefs de l'Etat ont fait part de leur satisfaction de voir cette résolution adoptée, notamment parmi les pays concernés par le conflit. Ainsi, le Premier ministre libanais Najib Mikati a loué une « *première étape du processus visant à mettre un terme à l'agression israélienne contre la bande de Gaza, sans précédent dans l'histoire moderne* », tandis que le ministère égyptien des Affaires étrangères a salué un « *premier pas important et nécessaire pour arrêter l'effusion de sang* », tout en notant « *le déséquilibre* » de la résolution en raison de sa « *durée limitée et les obligations qu'elle comporte* ». Le Qatar, médiateur dans les pourparlers entre le Hamas et Israël, s'est félicité du vote de l'ONU et a appelé les deux parties à s'engager « *de manière positive dans les négociations en cours* ». Dépositaire de plusieurs recours ces derniers mois auprès de la Cour internationale de justice (CIJ), accusant notamment Israël de « *génocide* » à Gaza, l'Afrique du Sud s'est réjouie d'une résolution « *bienvenue* ». Côté européen, le chef de la diplomatie française, Stéphane Séjourné, a souhaité aller un peu plus loin, et « *demande un cessez-le-feu durable et la libération immédiate et inconditionnelle de tous les otages* ».

Les combats continuent

Mais malgré les pressions internationales croissantes, Etats-Unis compris, qui s'accumulent, Israël poursuit ses opérations militaires et les combats continuent. Les troupes israéliennes encerclaient mardi le complexe hospitalier al-Nasser dans la ville de Khan Younès, dans le sud de la bande de Gaza, selon le ministère de la Santé du mouvement islamiste palestinien Hamas et des témoins, rapporte l'AFP. Des dizaines de véhicules blindés et de chars ont entouré les lieux dans la matinée, selon des témoins qui font état de tirs. « *L'armée assiège le complexe médical d'al-Nasser* », a indiqué le ministère de la Santé du Hamas dans un

communiqué, évoquant « *des opérations violentes aux abords, en préparation d'un assaut contre le personnel médical, technique et administratif et contre les milliers de personnes déplacées encore présentes à l'intérieur* ». Des mouvements de chars autour de ce complexe avaient déjà été signalés dimanche par le Croissant-Rouge palestinien.

De fait, le « *cessez-le-feu immédiat* » ne pourra être effectif que lorsque les deux parties auront trouvé un accord. Raison pour laquelle, après plus de cinq mois de guerre, les États-Unis, le Qatar et l'Égypte, pays médiateurs, tentent d'arracher un accord pour une trêve et un échange d'otages contre des prisonniers palestiniens détenus par Israël. Le Qatar a affirmé mardi que les négociations entre le Hamas et Israël pour une trêve à Gaza ainsi qu'un échange d'otages et de prisonniers palestiniens se poursuivaient, bien que les deux parties en guerre se renvoient la responsabilité de l'absence de progrès.

Gaza : seuls 36% des Américains continuent de soutenir les actions d'Israël, selon Gallup - RT 28 mars 2024

Selon un sondage de l'institut Gallup publié le 27 mars, 55% des Américains s'opposent aux actions de l'armée israélienne à Gaza. Un chiffre qui varie également en fonction de l'appartenance politique. Près de 64% des républicains soutiennent l'offensive de Tsahal contre seulement 18% des démocrates.

La Ligue arabe exige la mise en œuvre de la résolution de l'ONU appelant à un cessez-le-feu à Gaza - arabnews.fr 26 mars 2024

Le secrétaire général de la Ligue arabe, Ahmed Aboul Gheit, insiste sur la nécessité de mettre en œuvre la résolution sur le terrain, en faisant cesser immédiatement et totalement les opérations militaires et l'agression israélienne

M. Aboul Gheit souligne également l'importance de faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire par les voies terrestres conventionnelles

Colombie : si « Israël » n'adhère pas à la résolution de cessez-le-feu à Gaza, nous rompons nos relations avec lui - french.almanar.com.lb 26 mars 2024

Le président colombien, Gustavo Petro, a menacé ce mardi dans un message sur la plateforme X que « *si Israël n'adhère pas à la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU appelant à un cessez-le-feu dans la bande de Gaza* », son pays rompra ses relations diplomatiques avec elle.

Petro avait précédemment appelé les pays du monde « *à boycotter « Israël » s'il violait la résolution du Conseil de sécurité publiée lundi, appelant « à un cessez-le-feu immédiat à Gaza et à garantir l'arrivée de l'aide humanitaire et médicale et d'autres besoins humanitaires vers la bande de Gaza* ».

Cruelles manigances de Jared Kushner avec les plages de Gaza par Alfredo Jalife-Rahme - Réseau Voltaire 28 mars 2024

Les propos horribles de Jared Kushner sur le nettoyage ethnique de la Palestine ont été prononcés à Harvard le mois dernier, mais ils n'ont été connus que cette semaine. Au moment où le candidat Donald Trump (le beau-père de Kushner) accordait une interview à Israel Hayom, le quotidien gratuit pro-Netanyahu.

A l'évidence, le clan Trump, en pleine campagne électorale, tente de séduire les juifs conservateurs à n'importe quel prix.

Par Alfredo Jalife-Rahme.

En plein génocide à Gaza et sa catastrophe humanitaire perpétrés par l'État d'Apartheid et paria d'Israël, ses multimédias mènent sans vergogne une campagne publicitaire massive pour des projets immobiliers sur les plages très recherchées de Gaza donnant sur la mer Méditerranée, et adjacentes aux champs gaziers en pleine prospection [1].

Khazarian quelque peu controversé [2] Jared Kushner (JK), le gendre de Trump, est un promoteur immobilier au cœur de plusieurs scandales de New York, dont le père Charles, 69 ans, avait été emprisonné pour fraude fiscale [3]. Charles avait engagé une prostituée pour faire chanter son beau-frère qui avait témoigné contre lui.

JK est un sous-doué intellectuellement qui, bizarrement, était actionnaire d'un immeuble new-yorkais portant le chiffre cabalistique 666 [4].

En raison de ses limitations neurologiques et métaphysiques considérables, JK, 43 ans, s'est vu confier des missions importantes par son beau-père : la visite turbulente du candidat présidentiel Trump de l'époque au Mexique, où JK avait noué de prétendus accords pécuniaires avec l'intrigant Luis Videgaray Caso – le véritable président fonctionnel du Mexique (malheureusement Enrique Peña Nieto n'était qu'un prête-nom) ; il avait aussi bricolé une importante médiation entre Israël et certains pays arabes avec lesquels il avait tissé, en raison de l'énorme influence des États-Unis au Moyen-Orient –avant l'émergence des BRICS+ et la phase post-Ukraine–, les accords d'Abraham, désormais dysfonctionnels.

C'est JK qui avait facilité les choses à son coreligionnaire khazarien, le Premier Netanyahu, en lubrifiant le transfert illégal de la capitale Tel-Aviv d'Israël à Jérusalem, reconnu par l'administration Trump et contre l'avis de ses propres alliés nord-atlantiques.

Le même JK a encouragé l'annexion illégale (encore une !) par Israël des hauteurs du Golan en Syrie.

Lors des funestes événements post-électorales, concomitants avec l'étrange prise de contrôle du Capitole, le 6 janvier 2021, Ivanka, la fille de Trump et l'épouse de JK, a pris une distance perfide par rapport à son géniteur.

Récemment, JK a déclaré qu'il ne souhaitait pas participer à une seconde administration de son beau-père s'il était réélu. C'est pourquoi sa récente déclaration monstrueuse en faveur d'un nettoyage ethnique des Palestiniens, actuellement acculés à Rafah, la ville frontalière

égyptienne où s'entassent quelque 1,5 million de civils palestiniens vivant sous l'épée de Damoclès d'une invasion imminente de l'armée israélienne, était troublante.

Dans la même déclaration consternante, JK a fait l'éloge des plages de Gaza comme siège d'un fabuleux projet immobilier dans lequel il est un partenaire très probable avec son entreprise familiale corrompue Kushner Companies [5].

Le Middle East Monitor expose le projet de nettoyage complet de Gaza par JK, visant l'immobilier sur le front de mer [6].

Lors d'une conférence à l'université de Harvard (méga-sic !), le misanthrope JK, chétif émule du Marchand de Venise - qui se réjouissait même de la souffrance humaine qu'il maximisait avec ses profits fétides - s'est écrié : « *Les propriétés de la plage de Gaza peuvent prendre une grande valeur (sic)... si les gens se concentrent sur la construction de logements* ».

Le promoteur immobilier sans scrupules JK a ajouté que, s'il était à la tête d'Israël, sa première priorité serait d'expulser les civils palestiniens de Rafah par la diplomatie (méga-sic !) pour les envoyer dans un contre-Exode vers l'Égypte. En outre, il a proposé de terrasser une partie du désert du Néguev pour y déplacer les Palestiniens qui s'entassent en ce moment à Rafah.

Avec sa cruelle solution immobilière, JK soulignait la possibilité d'un nettoyage ethnique de Gaza pour clore le dossier.

Les Israéliens, non contents de leur génocide, de leur guerre alimentaire par la famine et la soif délibérée imposées aux Palestiniens, cherchent maintenant à les faire succomber aux conditions climatiques inhospitalières du désert du Néguev, le pire étant que rien ni personne au monde ne peut les en empêcher. Incroyable mais vrai ?

[1] « *Detrás de la guerra de Israel contra Gaza : el gas* », Alfredo Jalife-Rahme, La Jornada, 28 de enero de 2009.

[2] « *El invento (sic) de la "Tierra de Israel"– la "Tierra de Canaan" espoliada–, según el historiador Shlomo Sand* », Alfredo Jalife-Rahme, La Jornada, 25 de febrero de 2024.

[3] « *¿Es un "delincuente protegido" Jared Kushner, yerno de Trump ?* », Alfredo Jalife-Rahme, La Jornada, 3 de mayo de 2017.

[4] « *Jared Kushner, yerno de Trump, en la picota : negocios espurios en Israel* », Alfredo Jalife-Rahme, La Jornada, 14 de enero de 2018

[5] « *Jared Kushner's absurd ideas about Gaza are a preview of Trump's policies* », Zeeshan Aleem, MSNBC, March 21, 2024.

[6] « *'Clean Gaza up,' says Jared Kushner, eyeing 'waterfront property'* », Middle East Monitor, March 20, 2024.

Alfredo Jalife-Rahme

Professeur de Sciences politiques et sociales à l'Université nationale autonome du Mexique (UNAM). Il publie des chroniques de politique internationale dans le quotidien La Jornada. Dernier ouvrage publié : China irrumpe en Latinoamérica : ¿dragón o panda ? (Orfila, 2012). Réseau Voltaire

Santé.

Professeur Perronne: "Et dire que je croyais qu'on vivait en démocratie !"

<https://www.youtube.com/watch?v=-GLYV4ASqxM>

J-C – Le Pr. Perronne a progressé, bravo, la « gauche » apparaît réactionnaire à côté, c'est un euphémisme !

La FDA perd sa guerre contre l'ivermectine, elle devra supprimer tous ses posts et directives incitant à arrêter la prescription d'ivermectine pour prévenir et traiter le COVID-19 - France-Soir 26 mars 2024

Dr Pierre Kory, Président et Chief Medical Officer de FLCCC revient dans ce débriefing sur l'accord transactionnel obtenu avec la FDA (Federal Drug Administration) au sujet de la prescription d'ivermectine dans le cadre de la prévention et du traitement de la covid.

<https://www.francesoir.fr/videos-les-debriefings/flccc-conclu-un-accord-transactionnel-avec-la-fda-qui-avait-dit-au-public-d>

Ukraine.

Volodymyr Zelensky obligé de limoger Oleksiy Danilov, mais les nationalistes intégraux restent au pouvoir - Réseau Voltaire 28 mars 2024

- Le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, a limogé le secrétaire général du Conseil de défense et de sécurité nationale, Oleksiy Danilov. Il pourrait être nommé ambassadeur en Norvège.

Grand-père de la chanteuse Masha Danilova [1], Oleksiy Danilov n'a cessé d'exiger que l'Union européenne donne toutes ses armes lourdes à l'Ukraine pour lutter contre la Russie. Selon lui, les Russes sont « moins humains » que les autres hommes, car « asiatiques ». La semaine dernière, il a provoqué un très grave incident diplomatique avec la Chine car celle-ci avait annoncé qu'elle ne participerait pas à la conférence sur la paix prévue en Suisse, si la Russie n'était pas invitée. Il s'était livré alors à un jeu de mots obscène à partir du nom de l'envoyé spécial chinois, Li Hui.

Après avoir remercié le président Zelensky pour les années passées à la tête du Conseil de défense, il a déclaré : « *Le monstre russe sera détruit. Cette créature fantastique mourra et périra dans les ténèbres de l'Histoire. Cela sera fait par un guerrier ukrainien, derrière qui se trouvent notre histoire, notre destin et notre mission : "être une épée dans l'obscurité ; des gardiens sur le Mur ; un bouclier protégeant le royaume des peuples"* » (citation du fondateur du nationalisme intégral Dmytro Dontsov).

- Le président Zelensky a désigné son adjoint, Oleksandr Lytvynenko, pour le remplacer. Ce dernier est également un nationaliste intégral, directeur de l'Institut national d'études stratégiques et directeur du Renseignement extérieur (S-RU). Depuis 2009, il développe la théorie selon laquelle la Fédération de Russie tente de rétablir l'ancien Empire russe. Au nom de quoi, il met en garde l'Occident contre la Guerre Mondiale que lui livre Vladimir Poutine. Au cours des derniers mois, il a dénoncé un prétendu plan du Kremlin, intitulé « *Maidan-3* », de renversement du président Zelensky (cf. VAI 0552).

- En outre, selon le Financial Times du 22 mars, Washington a demandé au Service de sécurité d'Ukraine (SBU) et au Renseignement militaire ukrainien (GUR) de ne plus frapper les infrastructures énergétiques russes.

En pleine campagne électorale présidentielle, l'équipe de Joe Biden redoute une augmentation des cours mondiaux du pétrole.

- Par ailleurs, selon le Boston Globe, l'avion officiel du président Volodymyr Zelensky transportait 300 kilos de cocaïne lorsqu'il est revenu d'Argentine. Cette révélation confirme une fois de plus les propos du président russe, Vladimir Poutine, qui dénonçait au début de l'opération spéciale russe la « *bande de drogués et de néo-nazis* » au pouvoir en Ukraine.

- Enfin, la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova, a accusé la France de déployer des espions dans le Caucase. Selon elle, Paris aurait tout fait pour faire échouer les accords de paix entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan.

[1] Masha Danilova & Volodymyr Trybel - *Навіщо* (bandura version), YouTube, February 2024.

Haïti.

Haïti : la situation est «cataclysmique», selon l'ONU - AFP/ RT 28 mars 2024

La situation en Haïti est «cataclysmique», avec 1 554 tués au cours des trois premiers mois de 2024, a alerté ce 28 mars l'ONU. L'organisation internationale déplore que les «frontières poreuses» facilitent l'approvisionnement des gangs en armes et munitions.

Haïti, qui vivait déjà une profonde crise politique et sécuritaire, est en proie à un regain de violences depuis le début du mois, plusieurs gangs ayant uni leurs forces pour attaquer des lieux stratégiques de Port-au-Prince, affirmant vouloir renverser le Premier ministre Ariel Henry.

Très contesté, ce dernier n'a pas pu regagner son pays après un déplacement au Kenya au début du mois. Il a accepté de démissionner le 11 mars, et le futur conseil présidentiel haïtien, qui doit prendre les rênes du pays, s'est engagé le 27 mars à restaurer «*l'ordre public et démocratique*».

Selon l'ONU, «*la corruption, l'impunité et la mauvaise gouvernance, aggravées par les niveaux croissants de violence des gangs, ont érodé l'État de droit et conduit les institutions de l'État [...] au bord de l'effondrement*».

Le nombre de personnes tuées et blessées par la violence des gangs a augmenté de manière significative en 2023 : 4 451 tués et 1 668 blessés, indique le rapport. Le nombre de victimes est en forte hausse au cours des trois premiers mois de 2024, avec 1 554 tués et 826 blessés à la date du 22 mars.

Le Haut-Commissariat note qu'en dépit de l'embargo sur les armes, «*le trafic illicite d'armes et de munitions à travers des frontières poreuses a fourni une chaîne d'approvisionnement fiable aux gangs*», de sorte qu'*ils disposent souvent d'une puissance de feu supérieure à celle de la police nationale haïtienne*».

Selon le rapport, les gangs continuent d'utiliser la violence sexuelle pour brutaliser, punir et contrôler la population. Mais les violences sexuelles sont très peu signalées et restent le plus souvent impunies. Les gangs continuent aussi de recruter et d'abuser des enfants, garçons et filles, dont certains ont été tués alors qu'ils tentaient de quitter les rangs de ces groupes.

Parallèlement à l'intensification de la violence des gangs et à l'incapacité de la police à la contrer, des «*brigades d'autodéfense*» ont continué à apparaître et à se faire justice elles-mêmes, selon le rapport.

Au moins 528 cas de lynchage (510 hommes et 18 femmes) ont été signalés en 2023, et 59 autres en 2024. Si certains meurtres semblaient spontanés, d'autres auraient été encouragés, soutenus ou facilités par des policiers et des membres de gangs appartenant à la coalition connue sous le nom de G9 et à ses alliés, selon le rapport.

J-C – Quelle tragédie la survie du capitalisme !

Argentine.

« Afuera ! » : le président argentin Javier Milei compte supprimer 70 000 postes de fonctionnaires - leJDD 27 mars 2024

Selon Bloomberg, le chef d'État a prévu de licencier 70 000 fonctionnaires dans les mois à venir. Cette annonce intervient après le gel des travaux publics, ou encore la fin de 200 000 plans de protection sociale, selon ses mots lors d'un événement qui s'est déroulé le mardi 26 mars.

Selon l'université catholique argentine, en janvier, le taux de pauvreté grimpait à 57 % de la population, contre 41 % cinq mois auparavant.

Les mesures chocs du président argentin - dévaluation de 54 % du peso, libération des prix, fin des subventions aux transports et à l'énergie - ont eu un impact positif sur l'inflation, qui a décéléré depuis décembre.

Argentine: le choc d'austérité de Javier Milei plonge le pays dans la récession - RFI 28 mars 2024

La consommation des ménages est en chute libre, et l'activité économique s'est contractée de 4,3% en janvier.

Un peu plus de trois mois après l'arrivée au pouvoir de Javier Milei en Argentine, les marchés financiers sont à la fête, mais les indicateurs de l'économie réelle sont en berne. Depuis le début de l'austérité budgétaire et la dévaluation de 50% du peso au mois de décembre, les Argentins ont perdu 18% de pouvoir d'achat, et doivent désormais puiser dans leurs économies pour assurer leurs dépenses quotidiennes.

Au procès-fleuve de la dictature en Argentine, dix peines à perpétuité prononcées - France 24/AFP 27 mars 2024

La justice en Argentine a prononcé mardi 26 mars dix peines de prison à vie, dans le cadre d'un procès-fleuve, ouvert il y plus de trois ans, de centaines de cas de séquestrations arbitraires, tortures, viols, disparitions, vols de bébés, dans trois centres de détention de la dictature (1976-1983).

Dix perpétuités, une peine de 25 ans et une relaxe ont été prononcées par le tribunal de La Plata, contre douze accusés (six autres sont décédés entretemps). Mis à part un incarcéré, ils comparaissent en mode virtuel, en assignation à domicile, pour certains déjà sous le coup de condamnations.

Le tribunal a ordonné après le verdict des expertises médicales "*urgentes*" pour déterminer si la détention à domicile des condamnés est révoicable.

Le procès portait sur plus de 400 victimes, passées par trois "*CCD*", les tristement célèbres "*Centres clandestins de détention*" dont le pays compte des centaines : ceux-ci à Banfield, Quilmes et Lanus, dans un rayon de 25 km autour de Buenos Aires.

Parmi les accusés, des officiers, sous-officiers, policiers, des médecins militaires et policiers, un ex-ministre provincial. Tous ont clamé leur innocence, ou leur absence au moment des faits, et l'un a justifié un contexte de "*guerre*".

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 19 juin 2024

Dans la prochaine causerie, je vous raconterai comment j'ai vécu les deux derniers mois ou les raisons de mon absence ou silence.

En gros : plus d'ordinateur pendant plus d'un mois ; plus d'Internet pendant un mois et demi ; maladie de mon beau-fils qui s'occupe de la maintenance informatique avec un de ses potes ; une seconde fois une nuit je me suis retrouvé à suffoquer croyant mon heure arrivée ; épuisement total, donc arrêt ou presque de la cigarette depuis deux mois (2 clopes maximum), de l'alcool, sauf jours de fête, du café définitivement aussi, du coup j'ai le cerveau qui fonctionne au ralenti, mais je compense en dormant 8 à 11 heures par jour, je récupère vite ; une demie journée devant l'écran maximum une fois tous les deux jours, opération des deux yeux prévues d'ici la fin de l'année. J'allais oublier la forte chaleur, on est en été ici, mais heureusement cette année elle a duré peu de temps et on n'a pas dépassé 40°C à l'ombre, le climat se refroidit, ne riez pas.

Ne pouvant plus intervenir sur mon blog, de rage j'avais viré la page d'accueil du serveur. Pourris de virus et autres saloperies, endommagés, il a fallu changer les 2 disques durs, le modem et la carte Sim, et télécharger à nouveau tous les logiciels en français. Dorénavant les deux ordinateurs sont mieux protégés et les logiciels sont des originaux partagés et non des copies illégales, donc indétectables et de meilleures qualités. J'ai encore perdu de nombreux documents, peu importe.

La situation politique actuelle est inextricable, on l'a déjà dit, on fera avec, on n'a pas le choix, d'autant plus qu'il n'est pas interdit d'adopter une orientation politique juste ou conforme au socialisme.

La prochaine causerie entre les deux tours des élections législatives, la suivante quelques jours après le second tour, étant loin de la France, je dois attendre de réunir un maximum de données avant de me prononcer sur la situation.

J'en profite pour remercier chaleureusement les lecteurs qui ont pris soin de ne pas prendre de mes nouvelles au cours de ces deux derniers mois. Portez-vous bien et bonne continuation.

Je vous fais grâce des commentaires suite aux élections européennes et des pronostics après la dissolution de l'Assemblée nationale, on se contentera des éléments regroupés dans cette causerie en plus de ceux que vous possédez déjà.

Les différents scénarios possibles le lendemain du 7 juillet confirment qu'à la crise permanente du capitalisme toujours plus profonde s'ajoute dorénavant une crise politique dont ils ne pourront s'extraire temporairement qu'en recourant au fascisme ou à une guerre ou les deux à la fois, à moins qu'avant une révolution prolétarienne emporte leur régime économique et politique, mais dans l'état actuel des choses il ne faut pas rêver, au mieux elle pourrait intervenir au cours de cette guerre sans

qu'on puisse prévoir son issue, d'autant plus qu'aucun parti ne se positionne réellement dans cette perspective politique.

Pour me faire une idée exacte de la situation, je ne me fierai pas aux militants qui prennent trop leurs désirs pour la réalité et passent leur temps à la déformer, vaut mieux observer l'attitude des masses, et là je ne suis pas bien placé à 10.000 km de la France, et absent de ce pays depuis 22 ans.

On se contentera des faits, par exemple : 93% des communes ont placé Jordan Bardella et le Rassemblement national en tête lors des élections européennes, soit dans 32 613 des 35 015 communes françaises, soit 93,2% d'entre elles. (AFP 10 juin 2024)

48,6% d'abstention aux européennes de 2024, près d'un travailleur sur deux n'a pas voté.

RN = 7 765 936 voix

LFI = 2 448 703 voix

PT = 4120 voix

53,8 % d'abstention aux législatives de 2022, plus d'un travailleur sur deux n'avait pas voté. La différence est de 5%

RN = 3 369 346 voix

LFI = 3 265 656 voix

POID = 24 825 voix

On constate qu'un travailleur sur deux ne se reconnaît dans aucun parti politique, et que parmi ceux qui votent encore, plus des trois quarts se portent vers des partis étiquetés à droite en incluant le PS et ses satellites ou des formations d'extrême droite, voilà qui permet de situer leur niveau de conscience politique, sans en tirer des conclusions définitives tant sont nombreuses leurs illusions ou contradictions, qui peuvent évoluer en même temps que la situation ou l'aggravation de leur condition dans un sens ou un autre, le meilleur ou le pire...

LFI qui passait pour l'acteur politique le plus à gauche susceptible d'arriver au pouvoir, a recueilli 9,9% des voix exprimés, moins de 5% en tenant compte de l'abstention, c'est d'ailleurs le score autour duquel LFI voisine dans les trois quarts des circonscriptions, je l'ai vérifié en surfant sur une carte interactive fournissant les résultats par circonscription, si vous lui retirez les voix obtenues en région parisienne ou dans certaines circonscriptions fortement peuplées, LFI aurait terminé entre 5 et 6%, au même niveau que les écologistes. Quant à l'extrême gauche, avec environ 0,1% elle est inexistante. Les candidats souverainistes conservateurs ou d'extrême droite qui appelaient à la rupture avec l'UE n'ont pas dépassé 1%.

Ceux qui appellent à voter Front populaire veulent nous refaire le coup de 1981. En imaginant qu'il l'emporte le 7 juillet prochain, Macron pourrait nommer Hollande Premier ministre, vous voyez le topo. Ils affirmeront que cela pourrait déboucher sur une crise révolutionnaire, ben voyons, alors qu'Hollande serait soutenu par tous les syndicats et partis dit de gauche, ceux du centre jusqu'à Renaissance si nécessaire. Les masses seraient privées de toute représentation politique, dans ces

conditions, qu'est-ce que vous espérez qu'il en sorte, rien de bon hélas, on n'a pas fini de payer très cher plus de 75 ans d'opportunisme, de reniements et de trahisons.

Je comprends ceux qui sont tentés d'y croire et qui iront voter Front populaire. Hier, quand l'extrême droite était la seule formation à pouvoir battre Macron, il y en a parmi nous qui étaient prêts à voter pour elle, ce qui témoignait une grande confusion ou une conscience politique plutôt défaillante. Je soupçonne, sans pouvoir en apporter la preuve, que des centaines de milliers ou quelques millions de travailleurs ont voté RN aux européennes juste pour infliger une raclée à Macron, si l'intention était louable évidemment, le moyen l'était déjà beaucoup moins car emprunt des pires et dangereuses illusions qui soient. Les résultats dans certaines circonscriptions semblent étayer mon hypothèse. Demain abandonneront-ils RN pour le Nouveau front populaire, je l'ignore, résultat le 7 juillet prochain.

De mon côté, je n'ai nullement l'intention de colporter des illusions chez les travailleurs dans ces agents de la réaction. Je ne voterai pas, puisque je ne suis même pas inscrit au Consulat de France de Pondichéry, j'appelle à boycotter ces élections. N'oubliez jamais de quoi est porteur le Front populaire, avec lui un peu plus tôt ou un plus tard vous aurez le droit au fascisme et/ou à la guerre, à ce moment-là vous aurez le temps d'apprécier les congés payés sous ce régime, par exemple, s'ils existent encore !

Une telle compromission serait fatale, jamais vous ne pourriez la justifier par la suite, pire, vous devriez en assumer toutes les conséquences dramatiques, vous expliquer auprès de ses victimes. C'est d'autant plus ridicule qu'on y est pour rien si toutes les composantes du Nouveau front populaire sont réactionnaires. Dans le passé, des millions et millions de travailleurs leur avaient accordé leur confiance et ils les ont trompés, du coup ils ont cessé de voter pour eux, vous ne voudriez tout de même pas qu'on leur donne tort, n'est-ce pas ? Ils ont eu raison, quand quelqu'un vous berne ou viole la confiance que vous lui aviez accordée, vous n'allez tout de même pas aller vous jeter dans ses bras à la première occasion. Il faut arrêter les conneries un moment donné ou être sérieux, car c'est de notre destin, celui de tout un peuple et bien au-delà dont il s'agit ici, on ne plaisante pas avec ce sujet. Vous ne voudriez tout de même pas qu'on développe subitement une pulsion suicidaire juste pour se faire plaisir, c'est délirant, n'est-ce pas ?

Je vous invite à lire le document qui figure à la fin de cette causerie, il donne un aperçu assez précis de l'orientation politique qu'il y a lieu d'adopter pour s'en sortir conformément aux intérêts de notre classe, du socialisme.

Crise politique en France.

Le résultat des élections législatives prévues le 30 juin et le 7 juillet s'annonce incertain. Selon la répartition des sièges à l'Assemblée, le pays pourrait connaître une cohabitation ou un blocage. francetvinfo.fr 16 juin 2024

Les articles 49.3 et 16 au secours du régime.

L'article 49.3 de la Constitution

Le 49.3 donne la possibilité au Premier ministre de faire adopter un projet de loi sans un vote de l'Assemblée nationale. Il engage pour cela la responsabilité du gouvernement après délibération du Conseil des ministres. Le texte est réputé adopté si aucune motion de censure contre le gouvernement n'est votée.

L'article 16 de la Constitution

Historiquement, l'article 16 s'inspire de la théorie des circonstances exceptionnelles.

La deuxième raison invoquée par le général de Gaulle pour que cet article soit inscrit dans la Constitution fut la peur d'une révolution de l'intérieur, menée par les communistes. Il déclare : « *Nous avons à l'intérieur de notre pays un nombre considérable, hélas, de Français qui ne jouent plus pour la France [...] et nous pouvons nous trouver, d'un moment à l'autre, dans une crise indescriptible* »

Les termes de l'article font débat. La décision finale de mettre en application l'article 16 n'appartient qu'au Président de la République et les garde-fous juridiquement établis (consultation officielle du Premier ministre, des présidents des assemblées ainsi que du Conseil constitutionnel, consultation du Conseil constitutionnel sur les mesures prises) sont peu contraignants, car ceux-ci ne lient pas le président. Le Comité consultatif constitutionnel avait, afin d'instaurer un garde-fou sérieux, proposé que l'avis du Conseil constitutionnel soit liant. En l'état actuel de l'article 16, son avis n'est pas liant, et il ne peut mettre fin aux pouvoirs exceptionnels.

Du fait des pouvoirs exceptionnels accordés au Président, le constitutionnaliste Jean Gicquel qualifie le déclenchement de l'article 16 d'une « *dictature temporaire en période de nécessité* ». Cela correspond à l'esprit de la magistrature exceptionnelle de la République romaine. Toutefois, contrairement au principe de la dictature de la Rome antique, l'utilisation de l'article 16 n'est pas bornée dans le temps.

Si l'article 16 est souvent dit conférer les « pleins pouvoirs » au président, certaines restrictions sont mises en place par l'article lui-même ou par les articles connexes de la Constitution.

Le Président de la République ne peut pas utiliser l'article 16 pour réviser la Constitution, car son application vise à rendre aux pouvoirs constitutionnels réguliers (le Congrès du Parlement et institutions judiciaires) les moyens d'accomplir leur mission dans le cadre fixé par la Constitution courante.

Le Président ne peut dissoudre le Parlement pendant l'utilisation des « *pleins pouvoirs* », car celui-ci « *se réunit de plein droit* » (alinéa 4) ; l'Assemblée nationale « *ne peut être dissoute pendant l'exercice des pouvoirs exceptionnels* » (alinéa 5). (Source : Wikipédia)

Parole d'internaute.

- On va probablement vers une assemblée sans majorité absolue avec une majorité relative RN ou FP qui échouera à faire passer ses textes les plus "*ambitieux*" et s'exposera rapidement à une motion de censure. S'en suivra un gouvernement technique à l'italienne pendant un an.

Le Front populaire, c'est la collaboration de classes, la négation du socialisme, la guerre.

J-C – A quoi doit servir le Nouveau Front populaire ? Remettre en selle le PS et les écologistes, l'alternative à Renaissance, l'équivalent du parti démocrate américain.

- La France Insoumise a négocié 229 circonscriptions, quand elle en avait plus de 300 en 2022. 175 circonscriptions sont attribuées au Parti socialiste et à son allié Place Publique, quand le premier en avait 70 en 2022. Le Parti communiste reste stable avec 50 circonscriptions et les écologistes ont vu leur nombre d'investitures baisser de 100 en 2022 à 92 en 2024. publicsenat.fr 14 juin 2024

Quel militant ne connaît pas la nature sociale du Front populaire ?

Ils ont déjà tous gouvernés pour le compte des capitalistes. Ils parlent de rupture, sauf avec la Ve République, avec l'UE, le FMI, la Banque mondiale, l'OTAN, l'ONU et toutes ses agences, et bien sûr le capitalisme, l'ensemble de ses institutions. Souvenez-vous de 1981, et bien ils entendent nous faire le même chantage, le même coup, ce sera sans nous.

LFI va sans doute imploser, le POI qui avait rejoint la NUPES également. Leur accord électoral accorde 175 candidatures au PS, dont celle de Hollande, vous nous voyez appeler à voter pour cette pourriture, au POI oui, nous non, jamais !

LFI aura capitulé sur toute la ligne, étant ainsi fidèle à lui-même, ce qui ne nous surprend pas, on l'a toujours dit depuis le Parti de gauche, pour un temps ils auront assuré l'intérim pour le compte du PS en attendant que les circonstances soient plus favorables pour se refaire une santé. Je l'avais caractérisé de parti de droite à juste titre.

Nouveau Front populaire présente son programme pour les législatives.

A télécharger :

<https://www.humanite.fr/wp-content/uploads/2024/06/LHumanite-presente-le-programme-du-Nouveau-Front-Populaire.pdf>

Les Écologistes, La France insoumise, le Parti communiste français et le Parti socialiste ont dévoilé lors d'une conférence de presse commune le programme de l'alliance de gauche aux législatives.

Un programme qui se décline en "*20 mesures de rupture*", lors des "*15 premiers jours*", pour "*répondre aux urgences qui abîment la vie et la confiance du peuple français*". BFMTV 15 juin 2024

J-C – C'est le front unique des opportunistes au secours du régime qui vacille, il inclut Place publique, le POI et le NPA, le PT a tenu un double langage à son encontre, pour l'occasion il a évoqué les partis de gauche en remisant les guillemets aux vestiaires, seul LO s'en est démarqué franchement.

Dernière info.

La CGT a, dans une décision rare, appelé explicitement à voter pour le Nouveau Front populaire au vu de « *la gravité de la situation* » avec le risque de l'arrivée de l'extrême droite au pouvoir. Le Point avec AFP 19 juin 2024

On l'ignorait à propos de LFI.

Lu dans le blog Le Grand Soir (www.legrandsoir.info)

LFI : purge, vengeance ou anticipation ?

Extrait.

En vérité, la mésaventure de Corbières, Garrido, Simonnet and Co n'est pas imputable à Jean-Luc Mélenchon, mais à Emmanuel Macron qui, en dissolvant l'Assemblée nationale leur a arraché le bouclier à l'abri duquel ils travaillaient, sans trop se cacher, mais sans être prêts, à l'éclatement de LFI.

Depuis des années, ils multipliaient les occasions de tacler LFI et son fondateur (violent, brutal, clivant). Ils s'engouffrèrent dans les campagnes de la droite sur la qualification du Hamas par LFI et sur son antisémitisme supposé. Sur les médisances de Roussel et de Glucksmann, on ne les entendit pas. Ils furent muets devant les insultes proférées contre Mélenchon (pourri, ta gueule).

On a su que ces conjurés (dont plusieurs ne seraient rien sans Mélenchon, LFI et la NUPES) tenaient des réunions secrètes avec des PCF, PS et EELV, avec la bénédiction d'un richissime sponsor éventuel (1). (Ils se livrèrent à une activité fractionnelle généralement condamnée par les statuts de tous les partis. – J-C)

Ils n'avaient pas prévu que la décision de Macron donnerait l'occasion à LFI de dire en quelque sorte : Puisque on peut redistribuer les cartes, on ne veut plus de ces bâtons machinchoses qui vous glissent entre les doigts et trahiront une éventuelle majorité future. On va présenter des éléments sûrs et fidèles.

Ce n'est donc pas une « *purge* » une « *épuration* » par un leader « *caractériel* », une « *vengeance* », mais une décision politique après une « *analyse concrète de la situation concrète* » (Lénine) dans une hypothèse de victoire.

C'est peut-être aussi une œuvre salutaire en matière de morale politique.

Pour *Le Grand Soir* : Théophraste R. Auteur futur de l'essai : « *Différence entre dissident et traître* ».

Note (1).

<https://www.lexpress.fr/politique/olivier-legrain-le-millionnaire-dans...>

"Olivier Legrain, le millionnaire dans l'ombre de François Ruffin et de la gauche

Politique. Ses dîners secrets avec les frondeurs de LFI et quelques huiles socialistes, écolos ou communistes, ses dons, son réseau... L'ancien industriel devenu psy veut sauver la gauche avant 2027. Enquête".

"Un quartier parisien anonyme. Une rue d'un calme alcyonien. Un restaurant comme un autre, pas vraiment cossu ni marmiteux non plus. Une arrière-salle fermée d'un rideau épais, loin des regards curieux et des oreilles qui traînent. Une table, dix convives. Les "frondeurs" insoumis François

Ruffin, Clémentine Autain et Alexis Corbière, les socialistes Boris Vallaud et Johanna Rolland, les écologistes Eric Piolle et Cyrielle Chatelain, et les communistes Elsa Faucillon et Sébastien Jumel. Entre deux coups de fourchette, la bande litote "du chemin de la gauche vers 2027". Tous ont fait vœu de silence au sujet de ces agapes secrètes qui se tiennent depuis un peu moins d'un an. Assis au bout, il y a l'hôte de ces dîners où chacun paie sa part de l'addition. Olivier Legrain, amphitryon longiligne et grisonnant, souriant et 71 ans..."

Comme l'écrit un titre d'un article de Marianne (réservé aux abonnés) : "*Ils allaient nous trahir*" : <https://www.marianne.net/politique/ils-allaient-nous-trahir-france-ins...>

Le Nouveau Front populaire est fidèle à l'ancien ou à lui-même.

J-C - Pourquoi personne ne caractérise-t-il pas le 7 octobre 2023 de soulèvement révolutionnaire contre l'occupant ? Trop compromettant.

Législatives : ce que contient le programme du Nouveau Front populaire - Libération et Le Parisien 14 juin 2024

Les massacres du Hamas sont ainsi bien qualifiés de «terroristes», terme que certains dirigeants insoumis refusaient d'utiliser. Ce mot « *terroriste* » était une exigence de l'ancienne tête de liste socialiste aux européennes, Raphaël Glucksmann. (Dans ce panier de crabes qui empeste l'opportunisme, c'est le plus réac qui a le dernier mot, normal. JCT)

Le Nouveau Front populaire promet aussi de « *défendre indéfectiblement la souveraineté et la liberté du peuple ukrainien ainsi que l'intégrité de ses frontières* », notamment « *par la livraison d'armes nécessaires et la saisie des avoirs des oligarques qui contribuent à l'effort de guerre russe* ». (L'armement du régime néonazi de Kiev, c'était le minimum exigé par... Washington ! - JCT)

Vous ajoutez le Green New Deal de Davos, plus tard la dictature de l'OMS et vous voilà aligné sur les positions de la pire réaction.

Il y a des signes qui ne trompent pas. En famille.

Hollande a été investi par le Nouveau Front populaire, Renaissance a annoncé qu'il ne présenterait pas de candidat contre lui, autrement dit les électeurs de Macron sont appelés à voter Hollande ou Nouveau Front populaire, et vous, iriez-vous jusqu'à voter pour cette pourriture et vous compromettre définitivement ?

Il n'est pas ingrat le bougre. C'était le même jour à Tulle en Corrèze le 15 juin.

Élections législatives: "*Au second tour, le désistement républicain doit s'appliquer dans toute sa rigueur*" en faveur de "*tout candidat qui s'est mis hors de tout rapport avec l'extrême-droite*", affirme François Hollande. BFMTV 15 juin 2024

Décidément, il mériterait bien d'être nommé Premier ministre par Macron ! La candidature de Hollande sert de repoussoir, comme bien d'autres, LFI a été jusqu'à investir un type fiché S, s'ils n'ont pas osé présenter un travesti ou une drag-queen, ce fut sans doute faute de candidat !

Il y a des signes qui ne trompent pas.

François Hollande a annoncé sa candidature aux législatives en Corrèze, sous les couleurs du Nouveau Front Populaire.

L'ancien président François Hollande, qui s'était montré très hostile à la Nupes (le précédent accord d'union à gauche), s'est montré enthousiaste pour ce NFP, le 13 juin au 20h de TF1.

Ces ralliements d'anciennes personnalités politiques, sans mandat, s'ajoutent à ceux d'élus en activité qui étaient pourtant hostiles à la Nupes, à l'image de la présidente de la région Occitanie Carole Delga qui avait même présenté en 2022 des candidats dissidents contre la Nupes. Aujourd'hui, elle soutient l'initiative du Nouveau Front populaire.

3 jours plus tard. En famille.

Aucun candidat Renaissance ne s'opposera à François Hollande dans la première circonscription de Corrèze. BFMTV 17 juin 2024 (Les électeurs de Macron voteront Hollande investi par le Nouveau Front populaire, et vous ? – J-C)

Pourquoi cet enthousiasme ?

Certainement pas pour cela :

Le programme présenté par cette alliance de la gauche reprend un ensemble d'éléments défendus par les partis qui la composent, ainsi que des centrales syndicales. Trois abrogations de réforme sont avancées : celles des retraites, ayant fait passer l'âge de départ à 64 ans, cependant « *l'objectif commun du droit à la retraite à 60 ans* » est fixé à plus long terme, celle qui au 1er décembre prochain doit durcir les conditions d'accès à l'indemnisation du chômage et de nouveau réduire sa durée, ainsi que celle sur l'immigration portée par Gérald Darmanin et adoptée fin 2023. (Le droit à la retraite à 60 ans ne serait qu'un « *objectif* », une promesse électorale en somme, on sait ce qu'il en est, ils nous prennent vraiment pour des demeurés. Quant au reste, on aura compris qu'ils ne comptent pas abolir tous les mesures antisociales ou liberticides qui ont été adoptées au cours des années ou décennies antérieures. – J-C)

Par ailleurs, cette coalition de gauche propose une revalorisation à 1 600 euros net du salaire minimum (contre près de 1 400 euros actuellement) et des minimas sociaux ainsi que la création d'une allocation d'autonomie pour les jeunes, une taxation des superprofits et des plus riches ainsi que l'égalité salariale hommes-femmes. Des dispositions très générales sont évoquées en matière d'écologie et de lutte contre les discriminations. (Des miettes sociales agrémentées des tartes à la crème habituelles, en contrepartie du programme de Davos. – J-C)

Alors pourquoi ? Là c'est plus conséquent ou sérieux.

Un soutien inconditionnel à l'Ukraine. Sur la question des relations internationales, l'union des gauches s'engage à « *défendre indéfectiblement la souveraineté et la liberté du peuple ukrainien* », notamment à travers « *la livraison d'armes nécessaires, et l'annulation de sa dette extérieure* ».

«L'accord doit affirmer une orientation européenne et une présence de la France dans l'OTAN», a encore déclaré François Hollande. RT 14 juin 2024

En famille. Hollande-Poutou ou PS-NPA même combat (vous pouvez ajouter le POI)

Le Nouveau parti anticapitaliste (NPA) a annoncé vendredi 14 juin l'investiture par le Nouveau Front populaire de Philippe Poutou dans la première circonscription de l'Aude, pour les législatives anticipées des 30 juin et 7 juillet. JD avec AFP 15 juin 2024

Le Front populaire agent de Washington, Kiev, Davos.

Ukraine : un sénateur américain trahit le terrible secret de Washington - RT 14 juin 2024

Lindsey Graham, sénateur américain belliqueux et adepte des déclarations provocatrices, a causé de nouveau l'émotion en laissant échapper la vérité. Dans une récente interview pour l'émission Face the Nation sur CBS, il a déclaré que les États-Unis ne devaient pas permettre à la Russie de gagner la guerre en Ukraine. La raison : les gisements riches en minéraux critiques d'une valeur de 10 ou 12 000 milliards de dollars que recèle le sous-sol ukrainien.

Le sénateur a insisté en particulier sur trois points. Premièrement : le contrôle russe de cette «mine d'or» enrichirait Moscou, lui permettant de partager avec la Chine les minéraux exploités. Deuxièmement : l'Ukraine, au cas où elle garderait le contrôle de ces minéraux, pourrait devenir «l'un des plus riches pays d'Europe» et «le meilleur partenaire d'affaires qu'on puisse imaginer». Troisièmement : *l'issue de la guerre en Ukraine est donc «très importante»*. En effet, à en croire Lindsey Graham, les enjeux sont tels que les États-Unis doivent aider Kiev à gagner une guerre qu'ils «ne peuvent pas se permettre de perdre».

L'interview contenait d'autres déclarations frappantes, mais c'est ce passage qui a attiré le plus d'attention et de condamnation : Lindsey Graham, soulignant les critiques, a révélé ce que le Hindustan Times, par exemple, appelait «la véritable raison pour laquelle les États-Unis aident l'Ukraine». Il s'avère que cette raison est mercantile, égoïste et stratégique. Tant pis pour tous ceux qui parlent de la «souveraineté», de la «démocratie» et de la «liberté» de Kiev.

Voilà donc le premier point sur lequel le sénateur Graham a tort : si quelqu'un a l'intention d'accaparer des minéraux critiques en Ukraine (et, plus généralement, des matières premières), c'est bien l'Occident. Nous assistons à un cas classique de projection où une accusation virulente contre Moscou dévoile ce que l'Occident a fait. Là, rien de surprenant non plus. Il suffit des «sphères d'influence», qu'il faut empêcher la Russie de revendiquer, même tout près de sa frontière, alors que la sphère d'influence américaine s'étend jusqu'aux régions à l'est de Kiev et à Taïwan.

Cependant, au-delà de la banale hypocrisie du sénateur, il y a un point plus général. Ce qui est peut-être le plus profondément mensonger dans ces déclarations, c'est leur hypothèse implicite qu'il ne peut y avoir aucun moyen pour l'Occident, la Russie et d'autres de partager les ressources ukrainiennes, évidemment à des conditions du commerce international et de l'investissement pas plus mauvaises que d'habitude, de sorte que l'Ukraine puisse également en bénéficier. Ce n'est pas la Russie qui persiste à faire de la guerre économique un outil systématique de la concurrence

géopolitique, mais l'Occident. Lindsey Graham n'est pas seulement un vil cynique. Il est aussi victime d'une myopie politique, aveuglé par sa réalpolitik du pauvre. Il a perdu de vue la simple option de la coopération, même entre concurrents. Sur ce point aussi, il représente bien les élites américaines, aujourd'hui en pleine décadence, hélas. RT 14 juin 2024

Mais c'est « *bien sûr* », la droite et l'extrême centre sont compatibles avec l'extrême droite.

L'eurodéputé LR François-Xavier Bellamy, nommé président par intérim par les cadres de son parti, a indiqué jeudi qu'il voterait « *bien sûr* » pour le Rassemblement national face à un candidat de l'alliance de gauche Front populaire s'il était dans une circonscription où son parti était absent du second tour des législatives.

Il a assuré ce jeudi 13 juin qu'il ferait « *tout pour empêcher que La France insoumise arrive au pouvoir* », refusant que « *la France tombe dans cette alliance d'extrême gauche.* ». BFMTV 13 juin 2024

Scénario similaire en Grande-Bretagne.

Législatives au Royaume-Uni : les conservateurs devancés par le parti de Nigel Farage, selon un sondage - RT 14 juin 2024

Après Renaissance en France et le SPD en Allemagne, est-ce au tour du Parti conservateur britannique de subir un revers dans les urnes ? À 20 jours des élections législatives au Royaume-Uni, un sondage YouGov publié le 13 juin donne le parti du Premier ministre Rishi Sunak en troisième position dans les intentions de vote.

Selon cette étude d'opinion, réalisée pour le *Times* auprès de 2 211 personnes, le Parti travailliste dirigé par Keir Starmer reste très largement en tête, avec 37% (-1 point) d'intentions de vote pour les élections législatives.

Le parti anti-immigration Reform UK, emmené par Nigel Farage, l'homme du Brexit, se positionne en deuxième position avec 19% (+2 points) des intentions de vote, prenant l'ascendant d'un point sur le Parti conservateur, qui stagne. RT 14 juin 2024

Elections britanniques: le Labour promet croissance et stabilité avec son programme - AFP 13 juin 2024

Grand favori des législatives au Royaume-Uni, le chef du Labour Keir Starmer a assuré jeudi vouloir ramener la "*stabilité*" après les turbulences des 14 ans de pouvoir conservateur, avec un programme axé sur la croissance économique et à la prudence assumée.

"*Aujourd'hui, nous pouvons jeter à nouveau les bases de la stabilité et s'appuyer sur elles pour rebâtir la Grande-Bretagne*", a affirmé le leader travailliste, ancien avocat de 61 ans.

Le parti cherche donc à éviter tout faux pas dans sa campagne, ce qui s'est confirmé dans la présentation à Manchester, dans le nord de l'Angleterre, de son programme officiel, sans surprise ni nouvelle proposition, et confirmant son recentrage. (Toujours plus à droite évidemment. - J-C)

Keir Starmer a dès le début de son intervention eu l'occasion d'insister sur la transformation opérée depuis qu'il a pris la suite en 2020 du très à gauche Jeremy Corbyn: interpellé par un manifestant - rapidement évacué - l'accusant de proposer une politique trop proche des conservateurs, il a répliqué que le Labour avait "*cessé d'être un parti de protestation*" pour devenir un "*parti de gouvernement*". (Contestez, vous n'y comptez pas, vous êtes fou. Protestez, vous n'y pensez pas non plus, c'est inconvenant à la fin, un peu de tenu. Alors quoi ? Se soumettre, un point c'est tout. - J-C)

Pour installer une image de parti de gouvernement crédible, il s'est abstenu de toute promesse trop risquée - au risque, selon certains, de manquer d'audace. (La démagogie ou le populisme comme recette, comme en France ou ailleurs. - J-C)

Quand le Parti des travailleurs ose tout.

La liste présentée par le Parti des travailleurs, "*Pour le pain, la paix, la liberté*" a obtenu 4120 voix, soit 0,01% des inscrits, 0,02 % des exprimés, Gluckstein aura du mal à justifier la participation du PT à l'élection européenne pour faire connaître son parti, c'est pourtant l'argument qu'il a osé sortir récemment (entendu dans la vidéo de leur dernier meeting) , ils osent tout... Et rien ne l'arrête.

Quand on traite les autres de menteur, faut-il encore ne pas l'être soi-même.

Défense du trotskysme et de Pierre Lambert - Réponse à deux faussaires - Vendredi Marxiste - 9 févr. 2024

https://www.youtube.com/watch?v=n8E9c_vMJhA

A 19:20 : Jospin est devenu Premier ministre quand il était encore trotskyste, à vous dégoûter à tout jamais d'être trotskyste ou dites donc, c'est peu flatteur pour ceux qui se réclament du trotskysme. Et comme Gluckstein est un profond penseur, il ajouta que Jospin cessa d'être trotskyste par la suite, dès fois qu'on aurait eu un doute !

Gluckstein : Roger Sandri n'a jamais été trotskyste. Vérifions-le.

Le Maitron : Il fut membre du comité central du PCI (Parti communiste internationaliste) et il soutint la création du POI (Parti ouvrier internationaliste). Il rédigea de très nombreux articles dans Informations ouvrières sous le pseudonyme d'Angelo Geddo.

Source : Site Internet du CEMTRI (Centre d'études et de recherches sur les mouvements trotskystes et révolutionnaires internationaux). — Site Internet du POI (Parti ouvrier internationaliste). (<https://maitron.fr/spip.php?article139238>)

Ou tout simplement Informations ouvrières. La preuve.

Causeries janvier 2009

Dans l'article signé Roger Sandri à la page 15 d'*Informations ouvrières* (n°30) on peut lire ceci :

"Dans ce conteste de gravité, affectant les catégories sociales les plus vulnérables dans un premier stade, il est plus qu'urgent de relancer la consommation populaire par le pouvoir d'achat des salaires, des retraites, des allocations de chômage." Qu'est-ce qu'il ne faudrait pas faire pour empêcher que la machine capitaliste ne s'enraie et que les travailleurs descendent par millions dans la rue, n'est-ce pas ?

Je vous propose un autre petit extrait commenté qui n'est pas sans rapport avec l'extrait précédent et précisera utilement où voulait en venir Sandri. Il s'adresse aux militants du POI qui sont encore capables de réfléchir.

A la page 4, Schivardi a dit tout haut ce qui permet de comprendre la politique et la nature du POI :

"Quand je vois toutes les usines qui ferment, le chômage partiel, je me dis : « Tu ne t'étais pas trompé. Il faut vraiment renationaliser les outils de production. Sinon, nous allons à la révolution. »"

Voilà l'objectif de la campagne engagée par le POI contre les licenciements et les renationalisations : faire en sorte d'éviter que la crise du capitalisme ne se transforme en crise révolutionnaire, ce n'est pas moi qui l'affirme, je ne fais que traduire ce qu'ils disent et font, pas davantage, je n'ai même pas besoin de caractériser cette politique contre-révolutionnaire pour que les militants le comprennent d'eux-mêmes.

C'est bien plus que *"le fossé de la lutte de classe"* qui s'exprime ici, c'est la confrontation entre deux classes aux intérêts antagoniques et inconciliables dont le sort dépend de la réponse que chacune d'entre elle apporte à la question du pouvoir politique. Ne pas poser cette question, c'est laisser les mains libres à la classe qui détient le pouvoir. C'est laisser désarmé politiquement la classe ouvrière.

Ne pas y répondre, c'est criminel ! En toute indépendance bien sûr.

Par rapport à qui, Roger Sandri (ex-n°2 de FO du temps de Bergeron) répond page 10 : *"L'Etat a soutenu les banques. Il a soutenu le secteur automobile en injectant des milliards d'euros. Les travailleurs sont en droit d'exiger une part du soutien de l'Etat."*, les travailleurs soutenus par l'Etat des capitalistes qu'ils pourront remercier ensuite pour sa générosité, vous ne rêvez pas malheureusement. Le POI n'a pas d'autre orientation politique, Sandri le confirme : *" Nous revivrons certainement le temps des révoltes et des révolutions qui en sont le prolongement."*, dans un futur indéterminé alors qu'elle est d'actualité avec cette crise du capitalisme, un jour peut-être qui sait... Si l'heure de la révolution ne sonne pas au moment où éclate une crise mondiale du capitalisme, alors quand pourrait-elle sonner ? Jamais, c'était juste histoire de causer et de noircir du papier pour ce bureaucrate qui s'en fout complètement. J'exagère, vérifions-le immédiatement.

Dans le même article à propos de l'Allemagne voici ce qu'il écrit : *"La question centrale passe par le relèvement du pouvoir d'achat des revenus salariaux et assimilés, seul moyen de replacer la consommation des ménages au centre de l'activité économique."*, qu'est-ce qu'on en a à foutre de *"l'activité économique"*, il est patron Sandri ou quoi ? Relancer *"l'activité économique"*, il exprime ici la même préoccupation que les patrons en se servant des revendications des travailleurs comme couverture, pratique. Scandaleux, oui ! Ne vous inquiétez pas monsieur Sandri, ils s'activent pour relancer *"l'activité économique"* le plus vite possible, ne leur en voulez pas s'ils rencontrent quelques difficultés imprévues...

En couverture ils écrivent : "*Licenciements les ouvriers disent : stop !*, et en page 10 ils écrivent qu'ils ont hâte que "*l'activité économique*" soit relancée, cherchez l'erreur.

Les effets bénéfiques des "*amortisseurs sociaux*".

Sandri a écrit page 10, IO n°55 paru hier : "*Nous ne sommes plus dans les années 1930-1939, le mode de vie s'étant heureusement amélioré. Grâce à l'action ouvrière et au combat mené sur le terrain de la lutte des classes, les amortisseurs sociaux permettant d'atténuer les conséquences des crises ont produit leurs effets bénéfiques. Nul ne peut pourtant prévoir ce qu'il adviendra au cours des années à venir. La défense des acquis demeure donc la question prioritaire de l'action syndicale...*"

Sans ces "*amortisseurs sociaux*" la crise du capitalisme se serait transformée rapidement en crise politique, puis révolutionnaire, simple constat.

Il ne s'agit pas de remettre en cause le progrès social réalisé grâce à la lutte de classe du prolétariat, mais de mettre le doigt sur la manière dont il a été obtenu, et surtout, dans quel objectif ou quelle perspective politique il s'inscrivait : mieux vivre en régime capitalisme ou le combattre pour l'abattre ?

J'ajoute un mot 15 ans plus tard, ce mardi 18 juin 2024.

- Lorsque les contradictions internes atteignent des proportions insurmontables, des solutions de fond sont nécessaires, tout comme des solutions aux questions qui importent le plus à la majorité de la population, et non à ceux qui sont au sommet. La France semble être le premier grand État occidental à se trouver dans une telle impasse. RT 17 juin 2024

Pour bien comprendre la nature de l'opportunisme, du réformisme et pourquoi nous le combattons, il faut se demander qui le finance, les guerres pardi, notamment, les guerres économiques contre tous les peuples des pays dominés ou colonisés, toutes les guerres qui font marcher la machine capitaliste. Et qui les finance, quels sont leurs créanciers ? Les mêmes qui financent les dettes des États occidentaux, l'oligarchie financière détentrice de la planche à billets en dollar ou en euro, les États corrompus du reste du monde dont ceux très riches des BRICS.

Il faudrait expliquer aux militants, qu'en réalité « *les amortisseurs sociaux permettant d'atténuer les conséquences des crises ont produit leurs effets bénéfiques* », assurément, pas ceux qu'on croit, la paix sociale n'a pas de prix, sauf en Asie et en Afrique, merci pour eux. La main sur le cœur ils volent au secours des migrants, mais leur racontent-ils quel est le prix exact de leur générosité, peu flatteur ou épouvantable à vrai dire, je ne suis pas sûr qu'ils s'en vantent. « *Quoi qu'il en coûte* », cela vous dit quelque chose, n'est-ce pas, il faut bien que quelqu'un paie à l'arrivée, n'est-ce pas ? A ce jeu-là ils vont finir par tout perdre et nous aussi.

Je ne suis pas moraliste pour un rond, en revanche j'ai appris au cours de ma vie que tout se payait un jour. C'est valable pour tous nos actes (mensonges, hypocrisie, etc.), y compris les plus insignifiants en apparence, alors vaut mieux être parfaitement en règle avec soi-même ou sa conscience - difficile de la tromper en permanence, pour affronter le moment venu dans les meilleures conditions le retour de bâton qu'on prendra en pleine gueule, cela nous aidera peut-être à amortir le choc sans provoquer trop de dégâts, et repartir ensuite sur un bon pied ou les deux, c'est plus stable !

Ce qui ressort de tout cela, c'est que la conscience des hommes n'est pas prête d'arriver à maturité pour conquérir leur émancipation ou liberté, puisque les plus évolués d'entre eux sont aujourd'hui ceux qui en sont les plus éloignés ou ils ne s'en soucient guère.

En famille. Puisque le sionisme était déjà compatible avec le nazisme, alors pourquoi pas avec l'extrême droite française 85 ans plus tard.

Le vrai visage hideux des sionistes.

En novembre dernier, Serge Klarsfeld avait déclaré dans les pas du Crif que le Rassemblement National « *est devenu un parti fréquentable* », en raison de la participation du parti de Jordan Bardella à la marche contre l'antisémitisme organisée à Paris en novembre 2023.

J-C - Donc pas une surprise quand on sait que « *sa traque des anciens nazis et sa défense de la mémoire de la Shoah* » relève de l'escroquerie, puisque des dizaines de milliers d'anciens nazis ont été recyclés en Israël et aux Etats-Unis notamment, ce que Klarsfeld ne pouvait pas ignorer.

lejdd - Samedi 15 juin, l'avocat et historien connu pour sa traque des anciens nazis et sa défense de la mémoire de la Shoah est allé plus loin en assurant, au micro de LCI, qu'il voterait « *sans hésitation* » pour le RN en cas de duel avec La France insoumise, qui sera liée à la liste du Nouveau Front populaire, au second tour des élections législatives anticipées.

« *Aujourd'hui, le Rassemblement National soutient les juifs, soutient l'État d'Israël et il est tout à fait normal, vu l'activité que j'ai eue ces 60 dernières années, qu'entre un parti antisémite et un parti pro-juifs, je vote pour un parti pro-juifs* », a-t-il affirmé. lejdd.fr 16 juin 2024

Le Crif avait déjà réhabilité Marine Le Pen « *fréquentable* ». L'avocat sioniste franco-israélien d'extrême droite Goldnadel a été l'avocat de Phillipot, ex-numéro 2 du FN. Depuis le 7 octobre 2023 les fachos n'ont pas démerité, ils ont même participé à la marche du 12 novembre 2023 à Paris. Hitler aussi était « *pro-juifs* », ça dépendait lesquels, il en pinça pour les sionistes à la Klarsfeld ou Goldnadel...

Mes commentaires publiés dans plusieurs blogs

- Qui vous demande votre avis ? Personne ! Tout le monde s'en tape.

Parce que vous croyez que des États qui interviennent dans le cadre du capitalisme mondial responsable des souffrances de tous les peuples, auraient pour vocation de satisfaire leurs besoins sociaux et leurs aspirations démocratiques, de qui tiendraient-ils ce mandat qui relève des pires illusions ou d'une bien cruelle farce ? Un peu de lucidité et de sérieux.

- Quel est ce besoin malsain de toujours s'en remettre aux puissants ou à leurs institutions ? Pour les légitimer, cela y ressemble, non ?

On n'a pas besoin de ces gens-là ou de leurs porte-parole (les géopoliticards) pour justifier nos aspirations démocratiques ou humanistes, on se fout de leurs principes, de leurs règles, de leur droit (y compris international), de leur morale d'esclavagiste ou dictateur.

Rien ni personne ne peut justifier l'existence de l'exploitation et de la pauvreté avec toutes les souffrances qui en découlent, cela ne se discute pas, c'est non négociable. Si on s'en était tenu à ce principe, on n'en serait pas là aujourd'hui, car presque tout le monde s'en accommode

Et puis, ce n'est pas l'Etat juif qu'il faut viser, mais les colonisateurs anglo-saxons et leurs alliés, leurs institutions et leurs dirigeants politiques, au-delà les puissants oligarques qui contrôlent les institutions mondiales et détiennent le pouvoir d'imposer leur volonté à tous les peuples, qui directement ou non déclenchent et mettent fins aux crises et aux guerres.

Macron n'est qu'un exécutant, une marionnette, cependant l'oligarchie en a besoin pour faire la sale besogne, il faut bien que quelqu'un s'y colle ou les représente, qu'il tombe et ils mettront son clone à la place, encore faudrait-il qu'il exista et qu'il ne connaisse pas le même sort rapidement.

Ce sont les institutions de la Ve République qui se portent garantes du bon déroulement d'un tel processus ou de la stabilité du régime (et de la pérennité du capitalisme), qu'on a pour tâche de perturber, puis de le renverser.

Pourquoi allez chercher plus loin un ennemi ?

- Méfiez-vous de gens qui racontent des "*histoires*". Dommage cela aurait pu être un article intéressant, un rappel, car son contenu a déjà été largement diffusé sur le Net.

Cause toujours il en restera quelque chose, telle semble être la devise de son auteur. Décidément, difficile de trouver un article qui ne soit pas vérolé. Où était le lézard dans celui-là

Le Monde - Toujours selon ses auteurs, des proches de Nicolas Sarkozy auraient «*activement*» poussé Macron à opter pour la dissolution. RT 15 juin 2024

Le Point - Nicolas Sarkozy (...) s'est montré critique dans un entretien accordé au Journal du Dimanche : « *La France se trouve dans une situation qui, de mon point de vue, apporte davantage de tensions que de clarifications. J'aurais souhaité plus de pouvoir pour le président, pas moins* ».

Face à la menace que représente cette dissolution, il (Sarkozy - ndlr) condamne fermement cette décision qui constitue un « *risque majeur* » pour le pays comme pour le président. Selon lui, cela pourrait plonger la France dans un « *chaos* » dont elle aura du mal à sortir.

«*Il a voulu effacer le clivage droite-gauche, celui-ci renaît, plus radical et extrême encore. La recomposition qu'il appelle de ses vœux a bien lieu, mais pas autour de lui*», analysait Le Monde dans son article du 14 juin, estimant que le bloc central sur lequel compte Macron est «*menacé d'effacement*». Le Point 15 juin 2024

Effacer le "*clivage droite-gauche*" est impossible puisqu'il correspond aux différentes classes en présence, que les intéressés en aient conscience ou non d'ailleurs, c'est une réalité incontournable qu'on est en présence d'exploiteurs et d'exploités.

A la suite d'un autre article j'ai fait l'objet d'une attaque scélérate de la part d'éléments d'extrême droite dont l'idéologie est corporatiste et totalitaire, qui nie la lutte des classes, car dans la situation présente, c'est de cela qu'il s'agit uniquement, l'affirmer, c'est démasquer l'escroquerie politique de l'extrême droite, ce qui rend ses miliciens enragés, on comprend.

- Les sionistes étaient des socialistes marxistes déclarés et leurs dirigeants souhaitaient former, selon les mots d'Avraham Stern (fondateur de Leumi et chef du Stern Gang), un État fondé sur «*des principes nationalistes et totalitaires et lié au Reich allemand par une alliance*» en quête d'une force militaire et d'aide contre le mandat britannique en Palestine.

Cela n'a jamais signifié que ces sionistes étaient réellement "des socialistes marxistes", bien au contraire. Si c'est Stern qui le dit, un sioniste nazi, encore faut-il l'avoir à l'esprit, sinon on serait tenté de le croire, bingo ! Tout le monde aura compris que son intention était de dénigrer le socialisme et le marxisme, l'ennemi du sionisme et du capitalisme, nazifié ou non, de l'extrême droite, c'est d'actualité, tiens donc !

Les idéologies correspondent aux classes indépendantes, or il n'en existe que deux, celle des capitalistes ou de la bourgeoisie, et celle de la classe ouvrière, les classes moyennes bouffant à tous les râteliers...

Quant à la "*consanguinité idéologique entre nazisme et sionisme*", il faudrait l'étendre à toute la droite, y compris à la fausse gauche qui soutient l'armement du régime nazi de Kiev. Il n'y a jamais eu de purge après 1945, le gouvernement présidé par de Gaulle foudroyait de vivystes, de collaborateurs avec les nazis ou la gestapo, tous ou presque furent blanchis et recyclés, pas seulement en France.

(Si le gouvernement US imprime de l'argent à volonté ex nihilo, pourquoi faire payer des taxes aux citoyens ? C'est la question la plus intéressante du siècle !)

- C'est la question la plus stupide du siècle !

Les banquiers auraient vocation à faire le bonheur des peuples et non d'accumuler des richesses et d'étendre leur pouvoir sur la société...

Notez bien qu'ils savent se montrer généreux quand le besoin s'en fait sentir, sinon les occidentaux n'auraient pas ce niveau de vie, la paix sociale n'a pas de prix, la paix tout court, la guerre !

- Ah ça cassait pas des briques ! Ils le disent eux-mêmes, youpi ! On se marre.

La baudruche va vite se dégonfler maintenant, c'est une bonne chose, il n'y a rien à attendre des dirigeants russes et chinois ou autres d'ailleurs.

La lutte de classe se passe aussi ou surtout ici, en bas, à notre niveau, celui où se situe de l'immense majorité de la population mondiale qui ne peut compter que sur elle-même pour régler ses problèmes et changer la société, combien de fois faudra-t-il le répéter ?

C'est étrange que cela n'intéresse personne, parlez-leur d'un chef d'Etat et vous allez avoir 100 commentaires ou plus, évoquez le mouvement ouvrier et la lutte de classe du prolétariat, son idéologie et ses enseignements, et vous n'obtiendrez aucune réponse hormis des critiques venimeuses.

- Il y a peu, on nous disait qu'il y avait déjà des militaires français en Ukraine avec preuves à l'appui (photos, à Marioupol si je me souviens bien), et voilà que dorénavant tout le monde en parle au futur comme s'ils n'avaient jamais mis les pieds dans ce pays. Qui l'a relevé ? Personne, trop occupé à commenter la version mainstream véhiculée par ce média qui n'en est qu'un appendice.

Merveilleux, c'est à croire qu'au fil des mois tout ce qu'on a vécu et le profit qu'on pourrait en tirer pour l'avenir aurait disparu, effacé et on reprend tout depuis le début. Idem en Syrie...

On comprend mieux pourquoi on ne risque pas de progresser avec une telle amnésie ou une mémoire si sélective. Etait-ce inconscient ? Cela en a tout l'air, alors c'est plus grave que ce qu'on pensait.

- Voilà un thème qui fait saliver, vendeur, qui va occuper les esprits tordus ou perdus. Il me fait chier au dernier degré, parce que ceux qui s'en saisissent sont aussi déséquilibrés ou inconscients que ceux qu'ils désignent ainsi.

Cela fait 79 ans qu'il y en a qui essaient de traumatiser la population en pronostiquant dans un avenir proche une Troisième Guerre mondiale, alors imaginez un peu dans quel état d'excitation fébrile doivent être ces dingues aujourd'hui, voilà que leur vœux le plus cher serait sur le point de se réaliser, tout du moins ils y croient plus que jamais entraînant les crédules ou ignorants avec eux. Ça occupe les cerveaux, la société du spectacle se régale, quel bonheur, vivement qu'on s'entretue ! Est-ce incurable ? Il faut souhaiter que non !

- Il suffisait d'avoir à l'esprit la nature et l'histoire de cette institution supranationale antidémocratique depuis son origine, sa fonction totalitaire, sa subordination à l'OTAN, elle en est le volet politique, son degré de corruption et l'omniprésence d'une armée de lobbyistes diligentés par les banquiers, les multinationales, ses implications dans toutes les guerres de l'impérialisme américain dans le monde, n'en jetez plus la cour est pleine de tous ces déchets de l'humanité avec lesquels on n'a pas du tout envie de se compromettre, même pour rigoler, puisque cela en amuse certains. Boycott !

- Marx et Freud l'ont dit aussi à leur manière.

Tant que la nécessité fait loi, la lutte est inévitable, et malheureusement on n'en est pas encore sorti ou pour en sortir, faudra-t-il encore de nouvelles guerres, ce serait la preuve que les hommes ne sont finalement pas aussi évolués qu'ils le pensent ou le paraissent, surtout ceux qui ont la conviction d'être plus évolués que la moyenne, et qui finalement sont incapables de proposer une alternative au capitalisme.

- Ce n'est pas "*la finance apatriote*" qui est à l'origine des guerres, s'il en fallait une preuve, elles existaient bien avant elle, c'est le système économique basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme, dont le capitalisme au stade pourrissant de l'impérialisme est la version moderne ou la plus achevée, sophistiquée, donc la plus dévastatrice ou cruelle. Par conséquent, toute orientation politique qui prétend mettre fin aux guerres, aux inégalités sociales et aux souffrances dont sont victimes injustement les peuples, doit s'inscrire impérativement dans la perspective de l'abolition du système économique en vigueur, elle doit donc être axée sur la rupture avec le capitalisme, cette condition politique est impérative...

N'est pas humaniste qui veut, cela nécessite un niveau de conscience politique supérieur, une compréhension du processus historique dont les hommes sont les principaux acteurs, les plus généreuses intentions ne suffisent pas, ne parlons pas des promesses électorales, c'est ainsi.

- Tant d'encre pour cela !

Il y en a qui n'auront pas à se repentir d'avoir réécrit et falsifié l'histoire, car en 1918, hormis des désœuvrés, vous n'auriez pas trouvé un ouvrier ou un paysan russe pour pleurer sur le sort des Romanov, en revanche ils se seraient déchirés pour les exécuter tant les candidats étaient nombreux.

Quant à l'épisode covidien, je ne me souviens pas avoir entendu les autorités russes condamner cette mystification, elles y ont adhéré plutôt, idem pour celle sur le climat.

(Pr Joseph Tritto nous met en garde :

«Actuellement, le danger ne vient pas de la nature, mais de virus, de bactéries... qui sont produits avec la biologie synthétique dans les laboratoires. Ils sont produits comme des armes biologiques, qui ont des caractéristiques typiquement militaires. Ces virus artificiels sont créés notamment à partir de techniques de gains de fonction. C'est à dire des techniques de modification du génome d'un virus ou d'une bactérie d'origine, qui permet de créer un virus totalement artificiel n'existant pas dans la nature et qui peut être très pathogène pour l'être humain». (Médecin et expert en bio-ingénierie médicale dans le domaine des nanotechnologies, président de l'Académie mondiale des technologies biomédicales, une ONG de droit européen créée sous l'égide de l'UNESCO.)

En voilà un argument solide pour prendre enfin conscience de la nécessité impérieuse et urgente de mettre fin au capitalisme. Qui osera dire que cela n'a aucun rapport ou que ce serait hors sujet ?

- . "*Tout cela rétablit l'équilibre politique, le Congrès étant en mesure de remettre en question avec insistance les politiques du gouvernement et le BJP au pouvoir étant obligé de rendre des comptes.*"

Le BJP : 240 sièges

Le Congrès I : 99 sièges

Quel équilibre ?

Le Tamil Nadu où j'habite a basculé entièrement dans l'opposition en votant pour le DMK, un parti nationaliste tamoul. Modi est maudit par tous les Indiens que je fréquente, que des pauvres ou apparentés, car, en effet "*La détresse économique est la principale préoccupation des citoyens*", je confirme, c'est au menu du matin au soir, car cela se traduit par une précarité dans tous les domaines et une foule de difficultés à n'en plus finir, un casse-tête permanent, c'est rare qu'on en sorte totalement, jamais en fait, du coup on devient forcément fataliste pour ne pas devenir fou !

La vie des Indiens est un cauchemar pour faire bref.

Mon beau-fils (31 ans), chef comptable, bilingue, informaticien à ses heures, hyper connecté, était convaincu que si les résultats des États qui avaient déjà voté n'étaient pas rendus publics, c'était pour les trafiquer. Quand je lui ai expliqué que c'était pour ne pas influencer les électeurs des États qui n'avaient pas encore voté, il me répondit qu'il n'y avait pas pensé, personne autour de lui non plus, étonnant, non ? C'est l'Indien le plus politisé que je connaisse. Il a voté Congrès I en désespoir de cause.

Le problème en Inde (et ailleurs), c'est que même le réformisme a disparu, il n'existe plus aucun parti susceptible de parvenir au pouvoir qui porterait des réformes sociales collectives ou de fond, par exemple sur la réduction de la durée du travail, de l'âge de la retraite, de la semaine de travail (5 jours au lieu de 6 jours en Inde), l'instauration d'une Sécurité sociale (inexistante), de congés payés (inexistants), etc. tous sont alignés sur le néolibéralisme ou aucun n'entend remettre en cause l'ordre antisocial existant...

- Ils ont obtenu les résultats qu'ils espéraient, ils auront tout fait pour faire monter RN et PS (nazifié [Glucksmann],) le plus haut possible et justifier la dissolution de l'AN, bravo objectif atteint !

Dans 3 semaines, l'immense majorité aura envie de se venger du sort que Macron lui a fait subir depuis 2017, sans rien régler de la crise institutionnelle, puisque l'AN aura l'allure de la IV^e République avec une majorité introuvable ou bricolée au jour le jour ! A moins qu'un événement extraordinaire ne se produise d'ici là. Ils seraient bien capables une fois de plus d'actionner le levier du terrorisme pour parvenir à leurs fins.

Le PS a enfanté le monstre Macron, propulsé l'extrême droite au sommet, et cerise empoisonnée sur le gâteau, il s'est trouvé un néonazi Glucksmann comme porte-étendard, la boucle est bouclée, tirez la chasse, place au socialisme !

Hélas, dans un tel merdier, je ne vois pas comment on va s'en sortir !

— Ce coup monté de Macron a été prévu longtemps à l'avance et n'a rien de spontané sur un coup de dés...

— Ces élections législatives totalement improvisées...

Excellent, impayable !

A défaut de mieux, ils ont opté pour amplifier la stratégie du chaos déjà à l'œuvre avec Macron.

Leur rêve le plus cher serait d'arriver à une situation à l'américaine avec uniquement deux partis identiques sur le fond, qui se relaieraient au pouvoir et appliqueraient au doigt et à l'œil leur politique. Lesquels ? Renaissance et le PS ? Avant il faudrait commencer par retirer au PS toute référence au socialisme qui fait mauvais effet, l'appeler parti démocrate par exemple serait plus convenable, le sale type Glucksman semble tout indiqué pour réaliser cette opération de façade, cette conversion définitive, je dirais même qu'il a été choisi spécialement pour cela.

C'est LFI qui a le plus à perdre, dans tous les cas de figure ils sont appelés à disparaître à brève échéance ou à être marginalisé, en Espagne Podemos n'a obtenu aucun élu le 9 juin.

On a envie de dire : Rien à voir de ce côté-là, circulez, les choses sérieuses se dérouleront dans la rue, c'est là que la crise se dénouera un jour ou l'autre, où voudriez-vous que cela se passa ?

- A moins que Macron démissionne en juillet prochain suite à un échec électoral retentissant annoncé ? Ça ajouterait du chaos au chaos ambiant, et si son clone propulsé par Bilderberg était élu, là on atteindrait un degré de chaos incontrôlable...

- Crasse ignorance agrémentée d'une logorrhée stupide, le tout pimenté d'une menace de guerre persistante histoire d'alimenter la psychose collective

A propos du tyran Macron à qui il prête un pouvoir qu'il n'a manifestement jamais eu, une telle amnésie ou erreur d'appréciation de la part d'un si grand géopoliticien devrait interpeller :

- Dans un acte de revanche aveugle... Foutaise !

- Jette tous ses jouets du landau parce qu'il n'obtient pas ce qu'il veut... Infantilisme de l'auteur.

- Après tout, ce qu'il désire vraiment... Vous prenez trop les vôtres pour la réalité, semble-t-il.

- Un président boiteux qui devra obéir à un parlement de droite... Rien n'est moins sûr, il pourrait y avoir une majorité social-libérale-libertaire dite de gauche façon parti démocrate américain, compatible avec Macron puisqu'ils ont les mêmes commanditaires.

- Selon plusieurs indicateurs, l'Europe est sur le point d'imploser/exploser... Annoncé tous les quatre matin comme bien autres choses par toute sorte de charlatans qui finiront bien par se réaliser un jour, mais certainement pas de la manière dont ils les avaient imaginées.

(suite)

- Il y a des signes qui ne trompent pas.

Quand quelqu'un vous sort une énorme connerie, genre, ce serait Macron qui déciderait la politique qu'il applique et brode dessus, la créature impuissante d'Attali, la marionnette du deep state pilotée par les conseillers des Rothschild et Rockefeller, etc. c'est pour le moins que vous n'êtes pas en présence de quelqu'un de sérieux.

Qu'il y en ait pour passer outre ou ne pas s'en apercevoir, je dirais que c'était prévu ou inévitable, car dans le cas contraire cela signifierait que la majorité disposerait d'un esprit critique aiguisé et dans ce cas-là, ce genre de charlatan serait immédiatement démasqué.

Pour le reste, mes contradicteurs ne savent pas lire ou ils sont d'une telle mauvaise foi, qu'il est inutile de leur répondre.

- Des candidatures porteuses d'une Alternative Rouge et Tricolore entonnant la Marseillaise...

Je ne sais pas pourquoi, je n'arrive pas à imaginer des membres de la réaction, Renaissance, MoDem, UDI, etc. ainsi que les ceux du CAC40, présenter des candidats arborant le drapeau rouge chantant en chœur à tue-tête l'Internationale, je me demande lesquels possèdent vraiment une conscience de classe, correspondant aux intérêts de celle qu'ils prétendent représenter faut-il préciser, afin d'éviter toute confusion.

Etc.

- D'une alliance de fait entre une France d'extrême centre qui dans l'histoire a toujours mené à la France de l'extrême droite, devient un cauchemar réel

On en connaît une autre "*alliance*" qui a mené chaque fois au même "*cauchemar*" : Le Front populaire !

- Les faits, rien que les faits, on entend bien s'y tenir strictement, mais ce n'est pas le cas des auteurs de cette contribution politique. Tout dépend de l'objectif politique qu'on se fixe, s'accommoder du régime en place ou préparer les conditions politiques pour le renverser.

Pourquoi ne pas appeler à "*une mobilisation immédiate, hardie et inlassable des masses sous les mots d'ordre de conquête du pouvoir au nom du socialisme*" ? Parce que ce mot d'ordre n'a jamais été à l'ordre du jour du Front populaire en 1936, il n'était pas d'actualité, gauchiste, trop révolutionnaire, entendez marxiste ou léniniste, il ne le sera pas davantage en 2024.

Dans cet article ne figure pas non plus la nécessité de rompre avec le capitalisme et les institutions de la Ve République, or c'est bien la crise du capitalisme et ses institutions qui est à l'origine de la situation sociale et politique actuelle. Tout le monde sait ou devrait savoir, comme en 1936, que c'est cette tâche politique que le prolétariat doit accomplir, elle conditionne la satisfaction de ses besoins sociaux et de ses aspirations démocratiques, tout le reste est du baratin.

- Le développement du fascisme est en soi le témoignage irréfutable du fait que la classe ouvrière a terriblement tardé à remplir la tâche posée depuis longtemps devant elle par le déclin du capitalisme. C'est à cette seule condition, que la situation prérévolutionnaire se changera en situation révolutionnaire. Dans le cas contraire c'est-à-dire si on continue à piétiner sur place, la situation prérévolutionnaire se changera infailliblement en situation contre-révolutionnaire et amènera la victoire du fascisme. Trotsky 1935

- L'ascension de l'extrême droite témoigne en premier lieu de la faillite politique ou de la trahison des partis qui composent le Nouveau Front populaire, tout comme l'abstention massive des travailleurs lors de chaque élection. L'incapacité du prolétariat de se doter d'une nouvelle direction, mille fois hélas !

Le FN-RN ou l'extrême droite est comme Al-Qaïda une créature de l'oligarchie financière depuis le début du XXe siècle, dommage qu'elle n'apparaisse pas dans cet article.

C'est bien d'être antifasciste, anti-RN, anti-extrême droite, antiraciste, anti-impérialiste, anti tout ce qu'on voudra, mais si le moment venu, je précise bien, on n'est pas avant tout anticapitaliste et ses institutions, cela ne vaut guère mieux que les pacifistes en temps de paix et va-t-en-guerre dès qu'elle est déclarée.

- Prend le risque de la cohabitation.

Avec qui, quel risque, n'ont-ils pas tous été depuis janvier 2020 des sujets bien disciplinés, adhérant à toutes les mystifications concoctées depuis Davos.

Pourquoi n'envisagez-vous pas que le Front populaire l'emporte le 7 juillet, et se comporte comme chaque fois dans le passé, c'est-à-dire refuse de rompre avec le capitalisme et ses institutions préparant ainsi le terrain pour le fascisme ou une guerre.

- Le peuple juif est une escroquerie occidentale, plus de 90% d'entre eux sont juifs par leur religion uniquement, ce qui n'a jamais fait un peuple. Effectivement, ce sont les pires antisémites qui soient

Les Indiens qui se sont convertis au christianisme n'ont pas constitué un nouveau peuple à ma connaissance. Les dravidiens (Dans le sud de l'Inde, au Tamil Nadu) le sont restés.

Exilé en Inde depuis une trentaine d'années, partageant les conditions d'existence pénibles de mes concitoyens indiens, je n'ai jamais renié mes origines, je ne suis pas devenu indien, je ne suis pas davantage français remarquez bien, homo sapiens blanc de type européen ou occidental et citoyen du monde me va très bien. Pourquoi devrais-je m'inventer une nouvelle identité, pour tromper qui ?

J'ai reçu une éducation à la fois républicaine et catholique, j'ai conservé le meilleur des deux, et par la suite je suis devenu communiste et athée. Né dans une famille ouvrière pauvre, ma véritable origine et identité, les seules que je connaisse, qui ne m'ont jamais quitté, sans elles je serais perdu

et je n'ose pas imaginer ce que je serais devenu, j'aurais également pu devenir un monstre de cruauté.

(Bilderberg)

- Et alors, quel enseignement politique peut-on en tirer ?

Que la concentration du capital et du pouvoir politique, pour se combiner et fonctionner au mieux, assurer sa pérennité, doit être orchestrée par des élites soigneusement sélectionnées, en fonction de leur loyauté absolue envers l'idéologie de leurs dirigeants. C'est bien naturel somme toute.

Nous, nous ne sommes pas foutus de nous doter de dirigeants incorruptibles ou loyaux envers le socialisme, suffisamment intelligents pour inspirer confiance aux travailleurs.

Jeudi 30 mai a eu lieu à Madrid la 70ème réunion du groupe Bilderberg.

Depuis 2019, toutes les principales organisations internationales sont présidées par des Bilderberg : Ursula von der Leyen à l'UE, Jens Stoltenberg à l'OTAN, Kristalina Georgieva au FMI et Antonio Guterres à l'ONU. *«Il semble improbable qu'il s'agisse d'une simple coïncidence»*, se risque l'auteur de l'étude. Nous nous risquerons davantage : le facteur Bilderberg est un élément évidemment non systématique, mais souvent déterminant : le réseautage et le favoritisme n'ont jamais été aussi importants que dans la gent mondialiste.

Actuellement, dans l'UE, les Bilderberg occupent les postes les plus élevés de président de la Commission européenne (Ursula von der Leyen), membres de la Commission européenne (Jutta Urpilainen, Margrethe Vestager), président de la Banque centrale européenne (Christine Lagarde), président de l'Eurogroupe (Paschal Donohoe), président du Conseil européen (Charles Michel). *«Von der Leyen et Michel ont assisté à la même conférence du Bilderberg en 2015 et, la même année 2019, ils ont tous deux obtenu les plus hautes positions au sein de l'UE»*, souligne l'étude.

L'UE, mais aussi l'OTAN ! *«Tous les secrétaires généraux de l'OTAN de l'après-guerre froide ont participé à une conférence du Bilderberg avant leur nomination»*, souligne l'étude. En outre, au moins trois Bilderbergers (Karl Lamers, Pierre Lellouche, Bert Koenders) sont devenus présidents de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN. Et la Banque mondiale ! Et l'Organisation mondiale du commerce ! Sans compter que les cercles se croisent parfois avec les membres de la Commission trilatérale qui, elle aussi, a largement pénétré les arcanes du pouvoir.

<https://reseauinternational.net/bilderberg-vous-avez-des-chances-de-finir-a-lue-a-lotan-au-fmi-ou-a-lonu/>

- *« La plupart de leurs grands hommes, tels que Karl Marx, Sigmund Freud,, Franz Boas, Albert Einstein et Stephen Jay Gould se révèlent être des ratés ou des fraudeurs. »*

L'outrance ou l'ignorance ou encore le procès d'intention ou la mauvaise foi exposé ici gâche cette démonstration par ailleurs bien sourcée, dommage.

On se demande si le biais idéologique qui a influencé l'auteur de cet article est politique ou pathologique ou les deux à la fois, ils visent des personnages ou scientifiques qui ont fait progresser la connaissance chacun dans leur domaine, et qui se trouvent tous être dans le collimateur des néoconservateurs, un hasard sans doute !

Il n'est pas forcément antisémite, il est réactionnaire, c'est suffisant.

Combat contre la mystification climatique ou l'instrumentalisation du climat, le Green New Deal.

Il est encore possible d'éviter le piège du Net-Zéro carbone Par Kees de Lange et Guus Berkhout - Clintel Juin 2024

<https://www.climato-realistes.fr/wp-content/uploads/2024/06/traduction-de-Clintel-Net-Zero-13-VI-2024-relu-CV-1.pdf>

Les vignerons et le réchauffement climatique 14 juin 2024 - 14 juin 2024

<https://www.science-climat-energie.be/2024/06/14/les-vignerons-et-le-rechauffement-climatique/#more-22699>

Russie.

La guerre oubliée de 1918-20 : Invasion de l'Union soviétique par les États-Unis et leurs alliés

D'un point de vue historique, les États-Unis et leurs alliés menacent la Russie depuis plus de 105 ans, à commencer par la Première Guerre mondiale, avec le déploiement des forces américaines et alliées contre la Russie soviétique le 12 janvier 1918 (deux mois après la révolution du 7 novembre 1917, censée soutenir l'armée impériale russe).

L'invasion de la Russie par les alliés américains et britanniques en 1918 est un événement marquant de l'histoire russe, souvent présentée à tort comme faisant partie d'une guerre civile.

Elle a duré plus de deux ans et a nécessité le déploiement de plus de 200 000 soldats, dont 11 000 américains et 59 000 britanniques. Le Japon, allié de la Grande-Bretagne et des États-Unis pendant la Première Guerre mondiale, a envoyé 70 000 soldats.

Le projet Manhattan. «Rayer l'Union soviétique de la carte»

Six semaines à peine après le bombardement d'Hiroshima et de Nagasaki, le ministère américain de la Guerre a rendu public, le 15 septembre 1945, un plan secret visant à bombarder 66 villes d'Union soviétique avec 204 bombes atomiques.

Le plan de septembre 1945 visait à «rayer l'Union soviétique de la carte» à une époque où les États-Unis et l'URSS étaient alliés.

Comme le confirment des documents déclassifiés, Hiroshima et Nagasaki ont servi de «répétition générale» (voir références : détails historiques et analyse ci-dessous).

La menace américaine de guerre nucléaire contre la Russie a été formulée il y a plus de 76 ans, en septembre 1945, alors que les États-Unis et l'Union soviétique étaient alliés.

Sans le plan de septembre 1945 visant à «rayer l'Union soviétique de la carte» (66 zones urbaines et plus de 200 bombes atomiques), ni la Russie ni la Chine n'auraient développé d'armes nucléaires.

Il n'y aurait pas eu de course aux armements nucléaires.

https://www.mondialisation.ca/les-etats-unis-sont-en-guerre-contre-la-russie-depuis-plus-de-100-ans/5689823?doing_wp_cron=1718658380.9892311096191406250000

Ukraine.

Les pays des BRICS refusent à juste titre de signer le communiqué de la conférence sur l'Ukraine - fr.sputniknews.africa 16 juin 2024

Les pays des BRICS refusent à juste titre de signer le communiqué final de la conférence sur l'Ukraine en Suisse, selon un expert indien.

Cela, parce que la Russie n'a pas été invitée : sans elle, ce sommet était dès le départ une idée inutile avec une valeur minimale, explique à Sputnik le lieutenant-colonel à la retraite JS Sodhi.

"À l'ère moderne, la guerre ne peut pas être une solution. L'Inde a toujours prôné le dialogue et la diplomatie, tandis que l'Occident défend le point de vue opposé. Le régime de Zelensky, soutenu par les États-Unis, n'a fait preuve d'aucune sincérité dans son prétendu désir de résoudre le conflit. Il suffit d'un signal de Washington pour entamer des négociations avec la Russie, et le conflit prendra fin." fr.sputniknews.africa 16 juin 2024

Palestine occupée.

Suite du soulèvement révolutionnaire armée du 7 octobre 2023.

Il s'est bien agi d'un soulèvement populaire et révolutionnaire le 7 octobre 2023, je regrette de ne pas l'avoir caractérisé ainsi plus tôt, mais bon l'esprit y était, c'est l'essentiel. Vous aurez constaté que personne n'a pris le risque de le caractériser ainsi, cela eut été trop compromettant, on comprend.

On serait tenté de faire aux Palestiniens la même remarque que Marx fit aux Communards 6 mois avant leur insurrection, et d'adopter ensuite la même position une fois le combat engagé. Il avait caractérisé de folie toute tentative de soulèvement armé prévoyant son dénouement inévitable, pour finalement s'y rallier au premier coup de feu et se placer à leur côté, saluant leur héroïsme, sans jamais les abandonner ou pire, les trahir. Il ne leur reprocha rien, en revanche il jugea sévèrement

les dirigeants blanquistes et prudhommiens qui n'avaient pas été à la hauteur de leurs tâches, pour ne pas dire pire encore.

Selon un sondage, les Palestiniens continuent de soutenir massivement le Hamas - RT 13 juin 2024

Selon le Centre palestinien de recherche politique et d'enquête, basé à Ramallah, plus de deux tiers des Palestiniens en Cisjordanie et à Gaza continuent de soutenir le Hamas dans sa guerre contre l'armée israélienne dans la bande de Gaza. Une enquête réalisée entre le 26 mai et le 1er juin auprès de 1 570 Palestiniens, dont 760 résidant en Cisjordanie et 750 à Gaza et publiée le 12 juin, montre que le soutien envers le Hamas reste constant auprès de la population palestinienne. En effet, les deux tiers des personnes interrogés soutiennent le mouvement islamiste gazaoui et près de 80% estiment que c'est grâce à l'attaque du 7 octobre que la cause palestinienne est redevenue un enjeu régional et international. L'étude prouve également que la quasi-totalité des Palestiniens partagent le même avis sur les crimes de guerre perpétrés par l'armée israélienne, tandis que 90% des sondés pensent que le Hamas n'a pas commis de crimes durant l'opération «*Déluge d'Al-Aqsa*».

Au sujet du dénouement du conflit, une majorité de Palestiniens en Cisjordanie et à Gaza pense que le Hamas va remporter la guerre face à l'armée israélienne. Par rapport à la gestion politique de l'enclave, les habitants des territoires occupés estiment que le Hamas continuera de gouverner tandis qu'un grand nombre de Gazaouis supposent que le mouvement islamiste ne sera plus à la tête de la province.

L'enquête a également soulevé un point concernant la force de sécurité arabe qui pourrait être envoyée pour pacifier la zone. Près de 75% des sondés ont manifesté leur opposition.

Concernant la population gazaouie, près de 80% des sondés de l'enclave indiquent qu'au moins une personne de leur famille est morte ou a été blessée depuis le début des bombardements israéliens dans la bande de Gaza.

Le Centre palestinien de recherche politique et d'enquête a également posé la question sur le dossier de la Cour internationale de justice, soulevée par l'Afrique du Sud notamment. Pour les trois-quarts des Palestiniens, la CIJ n'arrivera pas à mettre fin à l'offensive israélienne compte tenu du soutien américain. Même son de cloche concernant la Cour pénale internationale : 71% des sondés pensent que ni Benjamin Netanyahu ni Yoav Gallant ne seront jugés par l'instance judiciaire. RT 13 juin 2024

Selon des analystes israéliens, le Hamas réinvestit Gaza avec succès

<https://reseauinternational.net/selon-des-analystes-israeliens-le-hamas-reinvestit-gaza-avec-succes/>

Le Congrès américain approuve une nouvelle vente d'armes à Israël d'un montant de 18 milliards de dollars - RT 18 juin 2024

Alors que les États-Unis s'activent pour arracher un cessez-le-feu à Gaza, deux élus démocrates ont approuvé une nouvelle aide de 18 milliards de dollars d'aide à Israël. Cette enveloppe comprend

notamment 50 F-35 ainsi que des missiles et des systèmes de guidage. La transaction doit être validée par le département d'État.

De surcroît, selon un article du média I24, Antony Blinken, en déplacement en Israël, a promis à Benjamin Netanyahu que Washington lèverait dans les prochains jours toutes les restrictions sur les transferts d'armes vers l'État hébreu. RT 18 juin 2024

En complément sur le Front populaire. (Extraits de causeries antérieures)

Causeries février 2009

Pour les adeptes du Programme de transition, souvenons-nous ce que disait Trotsky : les réformistes et les staliniens pourraient aller plus loin qu'ils ne le voulaient, mais en aucun cas ils n'avanceront sur la voie de la rupture avec le capitalisme, et s'il leur arrivait de l'envisager, ce serait hypocritement uniquement, en collaboration avec la bourgeoisie, qui, immédiatement liquiderait le front populaire et le remplacerait par une dictature fasciste, dont la première tâche serait de liquider dans un bain de sang la mobilisation révolutionnaire du prolétariat, en commençant par son avant-garde.

Les agents de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier remplissent une double fonction : 1- protéger le gouvernement aussi longtemps que possible ; 2- lorsque ce stade est dépassé, se poser en défenseurs acharnés du capitalisme. On comprend qu'ils ne puissent pas envisager la troisième étape puisque si elle devait avoir lieu entre temps nous les aurions liquidés.

Causeries juillet 2009

Le front populaire a frayé la voie à Franco en Espagne, a sonné l'heure de la seconde guerre mondiale et indirectement favorisé l'accès au pouvoir d'Hitler en Allemagne, a frayé la voie au coup d'Etat militaire de Pinochet au Chili, cela vous tenterait-il de vivre une de ces glorieuses et criminelles expériences à mettre au compte du réformisme et du stalinisme ?

Un gouvernement de front populaire peut donner l'illusion d'être un gouvernement ouvrier, mais il n'en demeure pas moins un gouvernement bourgeois. Lénine expliquait que ce n'était pas la composition du gouvernement qui déterminait sa nature sociale, mais l'Etat et les institutions en place. On pourrait objecter qu'entre février et octobre 1917, Lénine a combattu le gouvernement de front populaire en se plaçant sur le terrain des illusions des masses, en exigeant qu'il rompe avec les capitalistes. C'est juste sur le plan de l'agitation politique, encore faut-il avoir à l'esprit un autre facteur déterminant de la situation, la mobilisation révolutionnaire des masses et son autoorganisation dans les soviets dans lesquels les bolcheviks combattaient en défendant l'intégralité de leur programme politique, posant ainsi les bases d'une perspective politique au-delà du gouvernement de front populaire, d'un gouvernement ouvrier révolutionnaire et d'un Etat ouvrier reposant sur les soviets.

Le combat sur le terrain des illusions n'a pas duré longtemps et les bolchevik l'ont abandonné au profit du mot d'ordre : Tout le pouvoir aux soviets !

Tout comme avec la tactique du front unique, celle qui consiste à se situer sur le terrain des illusions des masses pour les aider à s'en débarrasser, doit être employée avec mesure, elles n'ont pas une

valeur universelle au point de pouvoir les employer dans n'importe quelle circonstance et pendant une durée indéfinie.

En 1917, les bolcheviks étaient en mesure de proposer immédiatement une alternative au gouvernement de front populaire, alors qu'en France, aujourd'hui comme hier, les conditions subjectives ont toujours fait défaut pour proposer aux masses une telle alternative, sauf à s'en remettre aux miracles qui ont tenu de lampes de chevet à nos révolutionnaires.

Causeries mars 2010

Ne serait-ce pas par hasard le front populaire qui avait ouvert la voie au régime de Vichy en refusant de s'engager dans la voie du socialisme ?

Quand l'analyse de la situation réalisée par un parti repose sur une analyse fautive d'un des facteurs déterminants qui la compose, on aura du mal à nous faire admettre ensuite que les dirigeants d'un tel parti pouvaient définir une orientation politique correcte.

Ce qui fut possible entre février et octobre 1917 en Russie reposa uniquement sur l'existence du parti bolchevik et le développement de l'organisation politique indépendante et autonome des masses dans les soviets, sans ces deux facteurs subjectifs déterminants, la révolution démocratique bourgeoise de février 1917 n'aurait jamais évolué d'un front populaire contre les masses à la prise du pouvoir par le parti bolchevik et le prolétariat neuf mois plus tard. Chacun est libre d'ignorer cet enseignement de notre histoire, mais dans ce cas-là infailliblement on s'écarte de notre objectif, on ne combat plus vraiment pour le même objectif.

Causeries septembre 2010

Le front unique PS-PCF avait abouti en 1981 à un gouvernement bourgeois de front populaire décidant de bloquer les salaires, il était tellement au service des travailleurs que l'aristocratie financière s'y était pleinement reconnue, rassurée par les intentions du gouvernement la Bourse se mit à flamber, pendant que le mouvement ouvrier était neutralisé, paralysé. Le capitalisme et les institutions ne s'en portèrent pas plus mal, tandis que le chômage, la précarité et la pauvreté progressèrent.

Causeries et infos en bref avril 2011

Sombre rappel. La IV^e République dominée par le PS et le PCF n'a pas remis en cause le colonialisme de l'impérialisme français, il a poursuivi sa guerre au Vietnam jusqu'en 1954, 5 ans auparavant Mitterrand avait fait bombarder Sétif en Algérie (8 mai 1945), 6 ans plus tôt le PS (la SFIO) s'était rangé au côté de sa bourgeoisie pour faire la guerre à l'Allemagne (1939), 3 ans plus tôt, le gouvernement de Front populaire n'avait pas mis fin à la colonisation en Afrique et en Asie de l'impérialisme français (1936), 22 ans plus tôt il s'était également rangé dans le camp de la guerre (août 1914)...

Le PS, le FN, le front populaire et le fascisme, les derniers remparts contre la révolution socialiste pour sauver les institutions et le capitalisme.

Causeries et infos en bref octobre 2011

Le mécanisme qui conduit du Front populaire à sa chute ou au fascisme :

Un discours plus ou moins radical avant les élections ; une première reculade dès le lendemain des élections exprimée par le refus d'imposer quoi que ce soit aux privilégiés ; une seconde reculade à la première alerte histoire de rassurer les "*banquiers*", les "*puissants*" ou les "*importants*" ; puis refus de la moindre concession de la part de ces derniers et nouvelle reculade ; finalement renoncement à toute atteinte à la propriété privée des moyens de production, le fruit est mûr, la réaction a eu le temps de rassembler ses forces et de se renforcer, elle menace de passer à l'action ; dénouement : le gouvernement démissionne et cède la place au parti officiel du capital qui applique immédiatement son programme antisocial, au pire, qui réprime le mouvement ouvrier et son avant-garde...

Quand le gouvernement de Front populaire décida d'augmenter les salaires de 30%, au cours des mois qui suivirent les prix flambèrent à tel point que cette augmentation avait été pour ainsi dire annulée, puis Blum en désespoir de cause dut se résigner à dévaluer la monnaie... de 30%, donc à l'arrivée les travailleurs se retrouvèrent encore plus misérables qu'avant l'arrivée au pouvoir du Front populaire...

Ces messieurs du Front de gauche auraient-il une mauvaise mémoire ou une mémoire sélective par hasard ?

Le régime de Vichy a été le produit de la faillite du Front populaire, de la IIIe République, de la coalition de l'Alliance démocratique (Lebrun, président de la République), du Parti radical (Daladier, ministre de la Défense), de la SFIO (Blum) et du PC (Thorez) ayant conduit Pétain et Laval au pouvoir et qui conclurent un pacte infâme avec Hitler.

Causeries et infos en bref décembre 2012

En 1936 en France le gouvernement de Front populaire bénéficia d'un "*très fort soutien populaire*", ce qui ne l'empêcha pas de capituler devant la Bourse, de le trahir, idem dans tous les pays où fut expérimenté le Front populaire, alliance contre nature des partis ouvriers et bourgeois, vous connaissez la suite.

Causeries et infos en bref juillet 2013

Pierre Laurent, secrétaire national du Parti communiste français (PCF), lance un appel pour "*un nouveau Front populaire de gauche*" pour que le gouvernement respecte "*la volonté populaire de changement*" issue des urnes le 6 mai 2012, dans un entretien accordé à *L'Humanité dimanche*.

(Il a raison de préciser "*de gauche*" car on pourrait croire qu'il serait de droite en y associant le PS et ses satellites, des partis de droite ! Faire croire que ce gouvernement pourrait changer de politique, quelle supercherie ! - ndlr)

En fait, quand on y réfléchit bien, le PS et ses satellites au pouvoir soutenus par le Front de gauche, c'est le Front populaire avant l'heure !

Causeries et infos en bref avril 2013

Le Front populaire se caractérise par l'alliance de partis bourgeois et ouvriers, il est au niveau le plus élevé de l'Etat la mise en œuvre de la politique de collaboration de classes pour le compte de la classe qui détient le pouvoir, celle des capitalistes. Il apparaît toujours au moment où le régime traverse une profonde crise et les masses se mobilisent, pour museler le mouvement ouvrier et le faire refluer, lui interdire toute issue politique au-delà du régime en place, conformément à son programme. Le Front populaire constitue un rempart destiné à protéger les institutions, le régime, le

capitalisme contre l'assaut des masses, dont la tâche politique à l'ordre du jour coïncide avec la nécessité de les abattre pour prendre le pouvoir et constituer son propre Etat...

Parce que le Front populaire est lié à la bourgeoisie, aux capitalistes, on comprendra que son programme et ses objectifs sont incompatibles avec le socialisme ou ne permettent pas d'avancer dans cette voie. Le Front populaire est l'antithèse du socialisme, il y est étranger dans la mesure où il est incapable de rompre avec le capitalisme. Il faut rappeler car certains pourraient avoir tendance à l'oublier, que le capitalisme et le socialisme sont antinomiques, incompatibles.

Pierre Laurent (PCF), a réclamé un "*vrai changement de cap*", le porte-voix du Parti de gauche Jean-Luc Mélenchon appelant à un "*véritable front populaire*" pour 2017. AFP 13.12 2015

Causeries et infos en bref mai 2016

- Parti de la démondialisation (PARDEM) - Jacques Nikonoff (ex-PCF, Attac) : "*Il est dommage de ne plus vouloir « refaire » le Front populaire*". Encore un nostalgique de la Seconde Guerre mondiale ou des "*jours heureux*"... Pas du socialisme.

... Depuis plus d'un siècle, la bourgeoisie a utilisé la « *gauche* » pour duper les travailleurs, les faire marcher au pas, mieux désamorcer les résistances ouvrières. Du Front populaire à l'Union de la gauche en passant par la guerre d'Algérie, elle n'a pas craint de lui confier le pouvoir pour gérer les situations de crise, dans des moments où s'exacerbait la lutte de classe ou quand, comme dans les années 30, se posait de façon concrète la question « *socialisme ou barbarie* ».

- "*Les "Fronts populaires"* d'une part, le fascisme de l'autre, sont les dernières ressources politiques de l'impérialisme dans la lutte contre la révolution prolétarienne. (Programme de Transition - L. Trotsky)

- "... la politique conciliatrice des "*Fronts populaires*" voue la classe ouvrière à l'impuissance et fraie la voie au fascisme." (id)

- "Le fascisme est un instrument du capital financier" (id)

Causeries et infos en bref mars 2017

Chaque fois que fut porté au pouvoir par les urnes une majorité PS-PCF ou un gouvernement de Front populaire (parfois aux relents d'union nationale), en 1936, 1946, 1981, 1997, 2012, il en résulta quoi, rien, la vie continua comme avant pour les capitalistes. En revanche quand les ouvriers chassèrent le tsar du pouvoir en février 1917 en Russie, 8 mois plus tard ils renversaient le gouvernement de Front populaire et les institutions semi-féodales qui étaient demeurées en place, ils s'emparèrent du pouvoir politique par une révolution socialiste organisée par un véritable parti ouvrier révolutionnaire, le parti bolchevik de Lénine et Trotsky, démontrant que c'était la voie à suivre pour aboutir à une transformation radicale de la société au profit des exploités et des opprimés. La suite est une autre histoire, ne confondons pas tout.

François Ruffin a déclaré dans l'émission "*Questions politiques*" :

- L'ancien journaliste rêve de commémorer à son tour cet anniversaire au début du mois de mai même s'il explique ne pas se sentir un enfant de mai 68 et qu'il préfère chercher ses sources d'inspiration dans la Révolution française, le Front populaire et Jean Jaurès. Le HuffPost 15.04.2018

Causeries et infos en bref mai 2018

Avec le Front populaire on ne risque pas de se tromper, puisque toutes les expériences de ce genre qui ont eu lieu dans le passé dans le monde, ont débouché sur le fascisme ou de terribles dictatures militaires, des régimes despotiques ou la guerre. Vous pouvez ajouter Macron si vous voulez, puisqu'il est le produit des Fronts populaires des années 80, puis de 2012 à 2017, le PCF avait participé au premier avant de le soutenir de l'extérieur, comme il le fera par la suite sous Hollande, avec la complicité des appareils pourris des syndicats qui devaient logiquement récidiver en appelant à voter Macron ou en refusant d'appeler au boycott du second tour de la présidentielle, puisque le programme de Macron s'inscrivait dans la continuité de celui de Hollande.

Le Front populaire, c'est avant tout l'alliance des représentants de la classe des capitalistes avec ceux de la classe ouvrière, la collaboration de classes au sommet de l'Etat, la négation ou l'antithèse de la mobilisation révolutionnaire des masses pour renverser le régime, du gouvernement ouvrier révolutionnaire, du socialisme. On aura compris que le Front populaire est foncièrement réactionnaire et ne peut pas être autre chose, sauf à vouloir transformer le plomb en or.

- Mélenchon veut "*un Front populaire*" de partis, syndicats et associations - AFP 20 mai 2018

"*Je milite pour une forme d'unité populaire qui décroïssonne le syndicalisme, la politique et le monde associatif*", a affirmé M. Mélenchon lors du Grand Jury RTL/LCI/Le Figaro. AFP 20 mai 2018

Mélenchon - Le changement des institutions. C'est le cœur de notre stratégie révolutionnaire. Pour défendre la démocratie parlementaire contre la monarchie présidentielle, une convergence extrêmement large est possible. Une nouvelle fois, le front populaire des partis, syndicats et associations sera nécessaire. (liberation.fr 25.05.2018)

AFP - Défendant comme Jean-Luc Mélenchon l'idée d'un "*Front populaire*", le député de la Somme (Ruffin -ndlr) souligne qu'il ne pourra advenir que s'il est acté que "*le centre de gravité de la gauche a basculé (du Parti socialiste) vers la France insoumise*".

Les élections européennes seront, selon lui, un "*marqueur*" de ce basculement. AFP 26.05.2018

Gauche : ils rêvent d'un nouveau «*Front populaire*» - LeParisien.fr 20.10.2018

Causeries et infos en bref février 2021

Le Front populaire en 36, mai 68, mai 81, des victoires ? Non, des défaites pour la classe ouvrière. Le premier débouchera sur le régime de Vichy, l'Etat de la milice, le fascisme et une guerre mondiale. Le second sera un baroud d'honneur ou du déshonneur qui permettra au capitalisme de se refaire une santé. Quant au troisième, il ouvrira la voie à l'avènement du néolibéralisme.

Causeries et infos en bref décembre 2021

Près de 200 personnes se sont rassemblées samedi à Paris à l'initiative du mouvement "*La Primaire populaire*" pour réclamer un "*front populaire écologique*" et "*l'unité*" à gauche pour l'élection présidentielle, a constaté une journaliste de l'AFP.

Écrits sur la France 1935 - Léon Trotsky

Article rédigé par Trotsky et publié par le Groupe bolchevik-léniniste dans La Vérité, 26 novembre 1935, sous le titre « *Front populaire et comités d'action* »

J-C - Face à la menace du fascisme, à la trahison du front unique qui enfanta le Front populaire, Trotsky appelait à "*une mobilisation immédiate, hardie et inlassable des masses sous les mots d'ordre de conquête du pouvoir au nom du socialisme*". Ce document fournit un ensemble d'enseignements théoriques et pratiques dont certains sont d'actualité, je vous engage à le lire attentivement et à le faire circuler autour de vous.

Extraits.

Nous affirmons : le diagnostic de l'Internationale communiste est radicalement faux. La situation est révolutionnaire autant qu'elle peut être révolutionnaire avec la politique non-révolutionnaire des partis ouvriers. Le plus exact est de dire que la situation est prérévolutionnaire. Pour que cette situation mûrisse, il faut une mobilisation immédiate, hardie et inlassable des masses sous les mots d'ordre de conquête du pouvoir au nom du socialisme. C'est à cette seule condition, que la situation prérévolutionnaire se changera en situation révolutionnaire. Dans le cas contraire c'est-à-dire si on continue à piétiner sur place, la situation prérévolutionnaire se changera infailliblement en situation contre-révolutionnaire et amènera la victoire du fascisme.

La prémisses fondamentale, économique, du socialisme existe depuis déjà longtemps. Mais le capitalisme ne disparaîtra pas de lui-même de la scène.

Seule la classe ouvrière peut arracher les forces productives des mains des exploiters et des étrangleurs. L'histoire pose avec acuité cette tâche devant nous. Si le prolétariat se trouve pour telle ou telle raison incapable de renverser la bourgeoisie et de prendre le pouvoir, s'il est, par exemple, paralysé par ses propres partis et ses propres syndicats, le déclin de l'économie et de la civilisation se poursuivra, les calamités s'accroîtront, le désespoir et la prostration s'empareront des masses, le capitalisme-décrépit, pourrissant, vermoulu-étranglera toujours plus fort les peuples, en les entraînant dans l'abîme de nouvelles guerres. Hors de la révolution socialiste, point de salut.

Le développement du fascisme est en soi le témoignage irréfutable du fait que la classe ouvrière a terriblement tardé à remplir la tâche posée depuis longtemps devant elle par le déclin du capitalisme.

Les processus qui se déroulent dans les masses de la petite bourgeoisie ont une importance exceptionnelle pour apprécier la situation politique. La crise politique du pays est avant tout la crise de la confiance des masses petites bourgeoises dans leurs partis et leurs chefs traditionnels. Le mécontentement, la nervosité, l'instabilité, l'emportement facile de la petite bourgeoisie sont des traits extrêmement importants d'une situation prérévolutionnaire.

De même que le malade brûlant de fièvre se met sur le côté gauche, la petite bourgeoisie fébrile peut se tourner à droite ou à gauche. Selon le côté vers lequel se tourneront dans la prochaine période les millions de paysans, d'artisans, de petits commerçants, de petits fonctionnaires français, la situation prérévolutionnaire actuelle peut se changer aussi bien en situation révolutionnaire que contre-révolutionnaire.

L'amélioration de la conjoncture économique pourrait-elle pour longtemps retarder, mais non pas arrêter la différenciation à droite ou à gauche de la petite bourgeoisie. Au contraire, si la crise allait s'approfondissant, la faillite du radicalisme et de tous les groupements parlementaires qui gravitent autour de lui irait à une vitesse redoublée.

Il ne faut pas toutefois penser que le fascisme doit nécessairement devenir un puissant parti parlementaire, avant qu'il se soit emparé du pouvoir. C'est ainsi que cela se passa en Allemagne, mais en Italie ce fut autrement. Pour le succès du fascisme, il n'est pas du tout obligatoire que la petite bourgeoisie ait rompu préalablement avec les anciens partis « démocratiques » : il suffit qu'elle ait perdu la confiance qu'elle avait en eux et qu'elle regarde avec inquiétude autour d'elle, en cherchant de nouvelles voies.

Aux prochaines élections municipales, la petite bourgeoisie peut encore donner un nombre très important de ses voix aux radicaux et aux groupes voisins, par l'absence d'un nouveau parti politique, qui réussirait à conquérir la confiance des paysans et des petites gens des villes. Et en même temps un coup de force militaire du fascisme peut se produire, avec l'aide de la grande bourgeoisie, dès quelques mois après les élections et par sa pression attirer à lui les sympathies des couches les plus désespérées de la petite bourgeoisie.

C'est pourquoi ce serait une grossière illusion de se consoler en pensant que le drapeau du fascisme n'est pas encore devenu populaire dans la province et dans les villages. Les tendances antiparlementaires de la petite bourgeoisie peuvent, en s'échappant du lit de la politique parlementaire officielle des partis, soutenir directement et immédiatement un coup d'État militaire, lorsque celui-ci deviendra nécessaire pour le salut du grand capital. Un tel mode d'action correspond beaucoup plus à la fois aux traditions et au tempérament de la France.

Les chiffres des élections ont, bien entendu, une importance symptomatique. Mais s'appuyer sur ce seul indice serait faire preuve de crétinisme parlementaire. Il s'agit de processus plus profonds, qui, un mauvais matin, peuvent prendre à l'improviste messieurs les parlementaires. Là, comme dans les autres domaines, la question est tranchée non pas par l'arithmétique, mais par la dynamique de la lutte. La grande bourgeoisie n'enregistre pas passivement l'évolution des classes moyennes, mais prépare les tenailles d'acier à l'aide desquelles elle pourra saisir au moment opportun les masses torturées par elle et désespérées.

La pensée marxiste est dialectique : elle considère tous les phénomènes dans leur développement, dans leur passage d'un état à un autre. La pensée du petit bourgeois conservateur est métaphysique : ses conceptions sont immobiles et immuables, entre les phénomènes il y a des cloisonnements imperméables. L'opposition absolue entre une situation révolutionnaire et une situation non-révolutionnaire représente un exemple classique de pensée métaphysique, selon la formule : ce qui est, est ; ce qui n'est pas, n'est pas et tout le reste vient du Malin.

Dans le processus de l'histoire, on rencontre des situations stables tout à fait non-révolutionnaires. On rencontre aussi des situations notoirement révolutionnaires. Il existe aussi des situations contre-révolutionnaires (il ne faut pas l'oublier !). Mais ce qui existe surtout à notre époque de capitalisme pourrissant ce sont des situations intermédiaires, transitoires : entre une situation non-révolutionnaire et une situation prérévolutionnaire, entre une situation prérévolutionnaire et une situation révolutionnaire ou... contre-révolutionnaire. C'est précisément ces états transitoires qui ont une importance décisive du point de vue de la stratégie politique.

Que dirions-nous d'un artiste qui ne distinguerait que les deux couleurs extrêmes dans le spectre ? Qu'il est daltonien ou à moitié aveugle et qu'il lui faut renoncer au pinceau. Que dire d'un homme

politique qui ne serait capable de distinguer que deux états : « *révolutionnaire* » et « *non-révolutionnaire* » ? Que ce n'est pas un marxiste, mais un stalinien, qui peut faire un bon fonctionnaire, mais en aucun cas un chef prolétarien.

Une situation révolutionnaire se forme par l'action réciproque de facteurs objectifs et subjectifs. Si le parti du prolétariat se montre incapable d'analyser à temps les tendances de la situation prérévolutionnaire et d'intervenir activement dans son développement, au lieu d'une situation révolutionnaire surgira inévitablement une situation contre-révolutionnaire. C'est précisément devant ce danger que se trouve actuellement le prolétariat français. La politique à courte vue, passive, opportuniste du front unique, et surtout des staliniens, qui sont devenus son aile droite, voilà ce qui constitue le principal obstacle sur la voie de la révolution prolétarienne en France.

Pour télécharger le document :

<https://groupemarxiste.info/documents/CRC20.07.pdf>

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 26 juin 2024

Je vous propose une contribution politique reposant sur un article de Trotsky de 1935 qui globalement demeure d'actualité, vous pourrez en juger par vous-même.

Si j'ai reproduit en avant-propos la substance de cet article, c'est parce qu'elle peut servir de base à l'enseignement du marxisme pour les militants ou les travailleurs qui ignorent tout de notre mode de pensée, le matérialisme dialectique appliqué scientifiquement à l'histoire ou à la lutte des classes, au processus historique dont nous sommes les acteurs essentiels, j'entends, l'immense masse des travailleurs à l'échelle mondiale.

Pour définir l'orientation de notre courant politique, on pourrait pratiquement reprendre à la lettre l'analyse de Trotsky en corrigeant les quelques erreurs inévitables qu'elle comportait, et en faisant l'impasse sur les passages devenus obsolètes. Quant aux différents acteurs politiques, ils n'ont pratiquement pas changé non plus, au besoin on procèdera aux modifications ou adaptations nécessaires pour ne pas s'égarer au cours de notre lecture et réflexion de ce brillant exposé.

Extraits annotés de l'article rédigé par Trotsky et publié anonymement par le Groupe bolchevik-léniniste dans La Vérité n° 232, 28 mars 1935.

- Le déclin du capitalisme, avec le degré extraordinairement élevé des forces productives, est la prémisse économique de la révolution socialiste. Sur cette base se déroule la lutte des classes. Dans la lutte vive des classes, se forme et mûrit une situation révolutionnaire. (...)

Le développement du fascisme est en soi le témoignage irréfutable du fait que la classe ouvrière a terriblement tardé à remplir la tâche posée depuis longtemps devant elle par le déclin du capitalisme. (...)

Les chiffres des élections ont, bien entendu, une importance symptomatique. Mais s'appuyer sur ce seul indice serait faire preuve de crétinisme parlementaire. Il s'agit de processus plus profonds, qui, un mauvais matin, peuvent prendre à l'improviste messieurs les parlementaires. Là, comme dans les autres domaines, la question est tranchée non pas par l'arithmétique, mais par la dynamique de la lutte. (...)

Les processus qui se déroulent dans les masses de la petite bourgeoisie ont une importance exceptionnelle pour apprécier la situation politique. La crise politique du pays est avant tout la crise de la confiance des masses petites bourgeoises dans leurs partis et leurs chefs traditionnels. Le mécontentement, la nervosité, l'instabilité, l'emportement facile de la petite bourgeoisie sont des traits extrêmement importants d'une situation prérévolutionnaire. La grande bourgeoisie n'enregistre pas passivement l'évolution des classes moyennes, mais prépare les tenailles d'acier à l'aide desquelles elle pourra saisir au moment opportun les masses torturées par elle et désespérées.

La pensée marxiste est dialectique : elle considère tous les phénomènes dans leur développement, dans leur passage d'un état à un autre. La pensée du petit bourgeois conservateur est métaphysique : ses conceptions sont immobiles et immuables, entre les phénomènes il y a des cloisonnements imperméables. L'opposition absolue entre une situation révolutionnaire et une situation non-révolutionnaire représente un exemple classique de pensée métaphysique, selon la formule : ce qui est, est ; ce qui n'est pas, n'est pas et tout le reste vient du Malin.

Dans le processus de l'histoire, on rencontre des situations stables tout à fait non-révolutionnaires. On rencontre aussi des situations notoirement révolutionnaires. Il existe aussi des situations contre-révolutionnaires (il ne faut pas l'oublier !). Mais ce qui existe surtout à notre époque de capitalisme pourrissant ce sont des situations intermédiaires, transitoires : entre une situation non-révolutionnaire et une situation prérévolutionnaire, entre une situation prérévolutionnaire et une situation révolutionnaire ou... contre-révolutionnaire. C'est précisément ces états transitoires qui ont une importance décisive du point de vue de la stratégie politique. (Je pense qu'à l'heure où nous rédigeons ces lignes, la situation en France serait transitoire entre une situation non-révolutionnaire et une situation prérévolutionnaire". A confirmer ou non. - J-C) (...)

...dans un pays capitaliste comme la France, il ne peut y avoir de luttes révolutionnaires sans grève générale : si les ouvriers et les ouvrières, pendant les journées décisives, restent dans les usines, qui donc se battra ? La grève générale s'inscrit ainsi à l'ordre du jour. Mais la question du moment de la grève générale est la question de savoir si les masses sont prêtes à lutter et si les organisations ouvrières sont prêtes à les mener au combat.

Est-il vrai pourtant qu'il ne manque que la direction révolutionnaire ? N'y a-t-il pas une grande force de conservatisme dans les masses elles-mêmes, dans le prolétariat ? Des voix s'élèvent de différents côtés. Et ce n'est pas étonnant ! Quand approche une crise révolutionnaire, de nombreux chefs, qui craignent les responsabilités, se cachent derrière le pseudo-conservatisme des masses. (...)

La base veut lutter, les sommets freinent. C'est là le principal danger et il peut aboutir à une véritable catastrophe.

Le même rapport se retrouve, non seulement entre les partis (ou les syndicats) et le prolétariat, mais aussi à l'intérieur de chacun des partis. (...)

La base du Parti socialiste, comme du Parti communiste, est plus à gauche, plus révolutionnaire, plus hardie que ses sommets : c'est précisément pourquoi elle est prête à donner sa confiance seulement aux chefs de gauche. Plus encore : elle pousse les socialistes sincères toujours plus à gauche. Pourquoi donc la base se radicalise-t-elle elle-même ? Parce qu'elle se trouve en contact direct avec les masses populaires, avec leur misère, avec leur révolte, avec leur haine. Ce symptôme est infaillible. On peut se fier à lui. (Je ne suis pas certain que ce diagnostic soit correct de nos jours, cela dit pourquoi pas, car toutes les classes se radicalisent lorsque surgit une crise politique, jusqu'à quel point ou jusqu'où peuvent-elles aller dans cette direction-là, tout dépend de leurs conditions précises qu'on examinera plus loin. J-C) (...)

Les chefs du Parti communiste peuvent, certes, invoquer le fait que les masses ne font pas écho à leurs appels. Or, ce fait n'infirme pas, mais confirme notre analyse. Les masses ouvrières comprennent ce que ne comprennent pas les « chefs », c'est-à-dire : dans les conditions d'une très grande crise sociale une seule lutte économique partielle, qui exige d'énormes efforts et d'énormes sacrifices, ne peut pas donner de résultats sérieux. Pis encore : elle peut affaiblir et épuiser le prolétariat. Les ouvriers sont prêts à participer à des manifestations de lutte et même à la grève

générale, mais non pas à de petites grèves épuisantes sans perspective. (Remplacer le Parti communiste par les chefs du Nouveau Front populaire. - J-C)

Malgré les appels, les manifestes et les articles de L'Humanité, les agitateurs communistes n'apparaissent presque nullement devant les masses en prêchant des grèves au nom des « *revendications partielles immédiates* ». Ils sentent que les plans bureaucratiques des chefs ne correspondent absolument pas à la situation objective, ni à l'état d'esprit des masses. Sans grande perspective, les masses ne pourront et ne commenceront à lutter. La politique de L'Humanité est la politique d'un pseudo-« *réalisme* » artificiel et faux. L'insuccès de la CGTU dans la déclaration de grèves partielles est la confirmation indirecte, mais très réelle de la profondeur de la crise et de la tension morale dans les quartiers ouvriers. (Remplacer L'Humanité par les composantes du Nouveau Front populaire. - J-C)

Il ne faut pourtant pas croire que la radicalisation des masses continuera d'elle-même, automatiquement. La classe ouvrière attend une initiative de ses organisations. Quand elle en sera venue à la conclusion que ses attentes sont trompées - et cette heure n'est peut-être pas si loin - le processus de radicalisation se brisera, se transformera en manifestations de découragement, de prostration, en des explosions isolées de désespoir. À la périphérie du prolétariat, des tendances anarchistes côtoieront des tendances fascistes. Le vin se sera changé en vinaigre. (C'est effectivement ce qui nous guette demain. - J-C)

Les changements de l'état d'esprit politique des masses exigent la plus grande attention. Sonder cette dialectique vivante à chaque étape, c'est la tâche de l'agitation. Actuellement, le front unique reste criminellement à la fois en retard sur le développement de la crise sociale et sur l'état d'esprit des masses. Il est encore possible de rattraper le temps perdu. Mais il ne faut plus perdre de temps. L'histoire compte maintenant non pas par années, mais par mois et par semaines.

Pour déterminer à quel degré les masses sont prêtes à la grève générale et en même temps renforcer l'état d'esprit combatif des masses, il faut mettre devant elles un programme d'action révolutionnaire. (Trotsky poursuivait en indiquant que les revendications transitoires ou partielles étaient insuffisantes pour les motiver, il expliquait pourquoi. - J-C)

Au-dessus de toutes les tâches et revendications partielles de notre époque se trouve la question du pouvoir. (...) Les élections municipales et parlementaires peuvent avoir leur importance, en tant qu'évaluation des forces-pas plus. La question sera tranchée par le conflit déclaré des deux camps. Les gouvernements du type Doumergue, Flandin, etc., n'occupent l'avant-scène que jusqu'au jour du dénouement définitif. Demain, ce sera ou bien le fascisme ou bien le prolétariat qui gouvernera la France. (Nous en sommes aussi là, d'où l'importance de ces enseignements. - J-C)

Précisément parce que le régime étatique intermédiaire actuel est extrêmement instable, la grève générale peut donner de très grands succès partiels, en contraignant le gouvernement à en venir à des concessions (...). Mais un tel succès, extrêmement précieux et important en lui-même, ne rétablira pas l'équilibre de la « *démocratie* » : le capital financier redoublera les subsides au fascisme et la question du pouvoir, peut-être après une courte pause, se posera avec une force redoublée.

L'importance fondamentale de la grève générale, indépendamment des succès partiels qu'elle peut donner, mais aussi ne pas donner, est dans le fait qu'elle pose d'une façon révolutionnaire la question du pouvoir. Arrêtant les usines, les transports, en général tous les moyens de liaison, les stations électriques, etc., le prolétariat paralyse par cela même non seulement la production, mais aussi le gouvernement. Le pouvoir étatique reste suspendu en l'air. Il doit, soit dompter le

prolétariat par la faim et par la force, en le contraignant à remettre de nouveau en mouvement la machine de l'Etat bourgeois, soit céder la place devant le prolétariat.

Quels que soient les mots d'ordre et le motif pour lesquels la grève générale a surgi, si elle embrasse les véritables masses et si ces masses sont bien décidées à lutter, la grève générale pose inévitablement devant toutes les classes de la nation la question : qui va être le maître de la maison?

Les chefs du prolétariat doivent comprendre cette logique interne de la grève générale, sinon ce ne sont pas des chefs, mais des dilettantes et des aventuriers. Politiquement, cela signifie : les chefs sont tenus dès maintenant de poser devant le prolétariat le problème de la conquête révolutionnaire du pouvoir. Sinon, ils ne doivent pas se hasarder à parler de grève générale. Mais en renonçant à la grève générale, ils renoncent par cela même à toute lutte révolutionnaire, c'est-à-dire ils livrent le prolétariat au fascisme. (C'est ce qu'on fait par la suite sociaux-démocrates et staliniens en Espagne, en Italie, en Allemagne, en Grèce, au Chili, bref, partout où la crise politique parvint à maturité au cours du XXe siècle sur tous les continents. - J-C)

Ou la capitulation complète ou la lutte révolutionnaire pour le pouvoir - telle est l'alternative qui découle de toutes les conditions de la crise actuelle. Celui qui n'a pas compris cette alternative n'a rien à faire dans le camp du prolétariat. (On ne pouvait pas mieux dire, n'est-ce pas ? - J-C) (...)

Le secret du succès, évidemment, n'est pas dans la « *lutte physique* » elle-même, mais dans une juste politique. Or, nous appelons juste la politique qui répond aux conditions du temps et du lieu. (Bien que Trotsky porta des appréciations erronées sur la situation en France que chacun pourra repérer dans cet article, globalement son orientation politique était correcte et ses intentions au-dessus de tout soupçon. J-C) (...)

Le problème historique n'est pas d'unir mécaniquement toutes les organisations qui subsistent des différentes étapes de la lutte des classes, mais de rassembler le prolétariat dans la lutte et pour la lutte. Ce sont deux problèmes absolument différents, parfois même contradictoires.

Mais c'est un fait qu'en France il n'y a pas de parti révolutionnaire. (De nos jours non plus, mais il ne faut pas désespérer. - J-C) (...)

L'unité est une chose magnifique, mais pas sur une base pourrie. La tâche progressive consiste à rassembler les ouvriers socialistes et communistes sur la base du programme international de Marx et de Lénine. (En 2024 aussi, mais qui le connaît de nos jours ? - J-C) (...)

Pour vaincre l'ennemi, l'avant-garde du prolétariat doit s'assimiler les méthodes marxistes révolutionnaires, incompatibles et avec l'opportunisme et avec le stalinisme. Réussira-t-elle à remplir cette tâche ? Engels écrivit jadis : « *Les Français s'améliorent toujours à l'approche des combats* ». Espérons qu'ils justifieront pleinement cette fois-ci l'appréciation de notre grand maître. Mais la victoire du prolétariat français n'est concevable que si du feu de la lutte il fait sortir un parti véritablement révolutionnaire, qui deviendra la pierre angulaire de la nouvelle Internationale. Telle serait la voie la plus courte, la plus avantageuse, la plus favorable pour la révolution internationale. (Gageons que "*les Français*" se surpasseront une fois de plus ou ne feront pas défauts, car les exploités du monde entier ont les yeux braqués vers vous actuellement, votre défaite serait également la nôtre en Inde où je vis. - J-C) (...)

« *Attendre* », « *faire durer* », « *gagner du temps* », tels sont les mots d'ordre des réformistes, des pacifistes, des syndicalistes, des staliniens, Cette politique se nourrit de l'idée que le temps travaille

pour nous. Est-ce vrai ? C'est radicalement faux ! Si, dans une situation prérévolutionnaire, nous ne menons pas une politique révolutionnaire, alors le temps travaille contre nous. (...)

Le rapport politique des forces est déterminé non pas seulement par des données objectives (rôle dans la production, nombre, etc.), mais subjectives ; la conscience de sa force est le plus important élément de force réelle. Tandis que le fascisme élève de jour en jour la confiance des petits bourgeois déclassés en eux-mêmes, les groupes dirigeants du front unique affaiblissent la volonté du prolétariat. Les pacifistes, disciples de Bouddha et de Gandhi, et non de Marx et de Lénine, s'exercent à prêcher contre la violence, contre l'armement, contre la lutte physique. Les staliniens prêchent au fond la même chose, en invoquant seulement la « *situation non-révolutionnaire* ». Entre les fascistes et les pacifistes de toute nuance s'établit une division du travail : les uns renforcent le camp de la réaction, les autres affaiblissent le camp de la révolution. Telle est la vérité non camouflée ! (...)

Les forces du prolétariat ne sont pas dépensées. La petite bourgeoisie n'a pas encore fait son choix. On a perdu beaucoup de temps, mais les derniers délais ne sont pas encore épuisés.

La victoire est possible ! Plus encore : la victoire est assurée - autant que la victoire puisse être assurée par avance - à une seule et unique condition : il faut vouloir la victoire, il faut aspirer à la victoire, il faut renverser les obstacles, il faut culbuter l'ennemi et lui mettre le genou sur la poitrine.

Camarades, amis, frères et sœurs ! Les bolcheviks-léninistes vous appellent à la lutte et à la victoire!

Revenons en France en juin 2024, 89 ans plus tard.

Si la question des salaires est réellement la priorité de la majorité des travailleurs toutes classes confondues, c'est le Nouveau Front populaire qui devrait l'emporter ou obtenir la majorité des sièges à l'Assemblée nationale sans obtenir la majorité absolue, je vais expliquer pourquoi plus loin. Toutefois, si j'emploie le conditionnel, c'est à cause de la nature de la majorité de candidats investis par le Nouveau Front populaire, dont ceux du PS et ses satellites, ainsi que ceux d'EELV ouvertement réactionnaires ou connus comme tels. Quant à ceux du PCF et du NPA, ils rebuteront de très nombreux électeurs qui se remémoreront les années sombres du stalinisme.

Quelle soit l'issue de ces élections, la France sera vouée au chaos ou ingouvernable, elle sera livrée à une profonde crise politique qui pourrait rapidement se transformer en crise révolutionnaire sans qu'on puisse en déterminer l'issue à l'heure qu'il est, encore faudrait-il dans un premier temps que la situation devienne prérévolutionnaire, ce qui ne semble pas être le cas aujourd'hui.

Bien que la sévère défaite que Macron et Ensemble ont subie lors des élections européennes témoigne que la majorité de la classe ouvrière et des pans entiers des classes souhaitent ardemment un changement radical de politique, elles demeurent largement divisées (et inorganisées) quant au moyen à employer pour imposer leurs aspirations. Il est donc encore trop tôt pour déterminer dans quelle direction elles vont s'orienter et si elles se mobiliseront pour obtenir satisfaction. Autrement dit, on n'est pas en mesure d'affirmer si la situation pourrait devenir prérévolutionnaire, et dans quelle mesure elle pourrait déboucher sur une crise révolutionnaire, toujours est-il, l'heure de l'affrontement direct entre les classes est inéluctable à brève échéance.

Quelle sera la réaction des différentes classes au lendemain des 30 juin et 7 juillet ?

La classe dominante pourrait profiter de l'occasion pour procéder à un nouveau coup d'Etat institutionnel en recourant à l'article 16 de la Constitution confiant tous les pouvoirs à Macron,

autrement dit instaurant un régime totalitaire ou fasciste suspendant tous les libertés individuelles et collectives, donc politiques, prenant le risque de déclencher une réaction violente ou un affrontement direct avec les éléments organisés ou non les plus déterminés du prolétariat, ce qui marquerait le début d'une guerre civile qu'elle entendrait gagner en procédant notamment à un bain de sang, car la bourgeoisie française ne pourrait pas se permettre le luxe d'une telle défaite, les dictateurs de Davos ne lui permettrait pas, car ils comptent bien en faire un exemple pour mater le prolétariat et les classes moyennes récalcitrantes partout en occident, et ailleurs dans le monde. Ensuite, une fois cette condition remplie, ils pourraient peut-être déclencher la Troisième Guerre mondiale qui les démange depuis si longtemps, à moins qu'ils estiment que ce ne soit plus nécessaire. Or, ce serait une erreur de le croire, car l'écrasement du prolétariat et du mouvement ouvrier n'aurait pas réglé pour autant la crise qui ronge les fondements du capitalisme, seule une guerre hautement dévastatrice leur offrirait un nouveau répit de quelques décennies avant la prochaine crise. On ne doit jamais perdre de vue que ce sont des facteurs économiques qui sont à l'origine de la crise du capitalisme et qui déterminent la stratégie du sommet de l'oligarchie financière anglo-saxonne.

Une partie des couches des classes moyennes les plus durement frappées au cours des dernières années, ainsi que celles dites progressistes, seront tentées de rejoindre celles de la classe ouvrière liées au mouvement ouvrier ayant connu le même sort, tandis que les autres s'accrocheront désespérément à leurs privilèges gravement menacés et pencheront de préférence vers l'extrême droite pour tenter de les sauver, puisque le parti conservateur n'est plus en mesure d'assumer ce rôle protecteur, elles pourraient recevoir le renfort du lumpenprolétariat.

Comme l'a expliqué Trotsky, c'est l'attitude des dirigeants du Nouveau Front populaire et des syndicats qui déterminera en grande partie l'évolution du rapport de forces entre les classes, s'ils tergiversent et renient leurs engagements face à la mobilisation de la réaction, il est à craindre que la situation prérévolutionnaire avorte et que nous nous retrouvions sous un régime ouvertement totalitaire. En l'absence d'un véritable parti ouvrier révolutionnaire ancré dans les masses, on voit mal quelle autre alternative pourrait se présenter dans un premier temps.

Reste à savoir comment réagira la majorité des militants du mouvement ouvrier aujourd'hui profondément divisés ou bourrés d'illusions dans le Nouveau Front populaire. Parviendront-ils à se mobiliser dans l'unité et à submerger les appareils pourris de ses partis et des syndicats, à se doter d'une nouvelle direction sur la base d'un programme révolutionnaire se fixant comme objectif un changement de régime politique et économique, renouant ainsi avec le socialisme, la réponse dans les semaines à venir.

Ce qu'il faut retenir, c'est que sans une politique "*juste*", c'est-à-dire mettant à l'ordre du jour la rupture avec le capitalisme et les institutions de la Ve République, la question du pouvoir et de l'Etat, il n'y a rien à espérer, c'est l'avertissement que nous a donné Trotsky. Nos dirigeants l'auront-ils en mémoire, je l'ignore, peu importe, cela ne doit pas nous empêcher de le porter à la connaissance de tous les militants ou travailleurs que nous croisons et d'en discuter avec eux.

Nous soutiendrons le parti qui aura adopté cette orientation politique, à condition bien sûr qu'il ne se livre pas à côté à un double langage consistant à alimenter des illusions dans les composantes du Nouveau Front populaire, car il n'y a absolument rien à en tirer, puisque sa fonction ou sa nature, sa véritable raison d'être est contrerévolutionnaire.

C'est la révolution prolétarienne et socialiste qui est à l'ordre du jour, une révolution politique et sociale.

Elle aura pour tâche d'engager le processus conduisant à l'abolition du capitalisme, et de procéder à l'élection d'une Assemblée constituante souveraine en s'appuyant sur la mobilisation révolutionnaire des classes populaires, afin d'instaurer une République sociale sur les cendres des institutions bonapartistes et antidémocratiques de la Ve République.

D'ici en Inde, ce n'est pas évident de suivre de près l'évolution de la situation quotidiennement en France, je crains d'écrire des conneries ou de vous induire en erreur, votre avis ou vos critiques me seront très précieux et toujours les bienvenus. Je vous ai fait grâce de ce que vous saviez déjà sur la situation sociale en France, mieux que moi d'ailleurs. Je n'ai pas voulu non plus plagier Trotsky ou imiter son discours, ma contribution se veut modeste et limitée.

Il faut vouloir la victoire, il faut aspirer à la victoire" disait Trotsky, effectivement, c'est cet état d'esprit que nous devrions adopter, que nous devrions communiquer autour de nous pour vaincre notre ennemi. Savons-nous vraiment ce que nous voulons, pas sûr. Savons-nous comment l'obtenir, encore moins, ce n'est pas très rassurant ou cela devrait nous interpeller.

Restons concentrés sur l'essentiel, et laissons momentanément tout le reste de côté, vous verrez qu'on y voit immédiatement plus clair, condition pour aller de l'avant. Bonne chance !

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 27 juin 2024

On commencera dans la bonne humeur. Je vous emmène en Inde.

Ils ne savent plus quoi instrumentaliser ou inventer pour vous maintenir dans un état de « stress » ou de psychose permanente.

Chaleur : c'est quoi le stress thermique, qui pourrait causer de sérieux dégâts cet été - Le HuffPost 20 juin 2024

<https://fr.news.yahoo.com/chaleur-c-stress-thermique-pourrait-041811548.html>

J-C – A défaut de « canicule », ils se rabattent sur « le stress thermique » pour justifier leur Green New Deal, leur mystification climatique et énergétique...

Imaginez, ils ont trouvé 33 morts en Inde en plein été sur 1,47 milliard d'habitants, c'est alarmant ! Dans le nord de l'Inde, où comme chaque année une canicule sévit pendant quelques jours ou semaines au plus, rien de plus banal, alors que dans le sud où je vis, au Tamil Nadu, cette année on n'a pas eu de canicule, je crois même que c'est l'été le moins chaud que j'ai vécu depuis près de 30 ans, mieux, il a plu davantage pour notre plus grand bonheur.

Vous aurez compris que, selon les intentions saines ou malsaines qui animent ceux qui vous informent, vous n'aurez pas du tout la même version de la réalité.

Virama, la mère de ma compagne qui a entre 90 et 95 ans, finit ses jours chez nous. Totalement dépendante, elle n'a plus que la peau sur les os, elle passe la journée allongée sur une toile dressée sur le sol en terre du jardin à l'ombre des arbres. Quand il pleut, on l'installe à l'abri devant la maison, à l'intérieur ce serait trop risqué, on a essayé, une catastrophe. Elle boit très peu, environ un demi litre d'eau par jour, elle n'a pas soif malgré la chaleur accablante l'été, 39°C maximum cette année la journée, 31°C la nuit.

Ce que les psychopathes font semblant de ne pas comprendre, c'est qu'on meurt quand l'heure a sonné, point barre, car il faut bien mourir un jour de quelque chose, pour un peu, ces despotes enragés voudraient imposer à chacun l'heure de sa mort et comment ou de quoi il devrait trépasser, quelle horreur !

Cette très vieille femme n'arrive pas mourir ! Elle vit à même le sol, elle ne peut plus se redresser, elle marche courber en deux quand on la soutient, sinon elle se déplace à quatre pattes ou elle rampe à la manière d'un ver de terre ou d'un reptile. Elle passe son temps à végéter et à dormir, elle ne reconnaît pas ses enfants, personne, sauf rarement, elle n'a plus toute sa tête ou plus du tout. Elle gémit sans arrêt, pousse des hurlements, éclate de rire, elle parle toute seule ou à des personnes inexistantes, elle confond le jour et la nuit. Elle mange très peu trois fois par jour, plus le thé et quelques gâteaux secs à 5 heures. Il faut la faire manger ou la surveiller, elle balance la bouffe aux

chiens ! Selvi la lave et la change une ou deux fois quotidiennement. Elle empeste le matin, car la nuit elle se pisse dessus, et ce n'est pas le pire, je passe les détails.

Pour nous c'est une nouvelle expérience, choquante par certains côtés, car finir ses jours de cette manière-là c'est inhumain, même si par ailleurs elle est bien traitée, du coup on s'est promis de mettre fin à nos jours avant d'en arriver à cette extrémité-là. Personne de la famille de ma compagne ne voulait la prendre en charge, tous travaillent. J'ai accepté par pur humanisme, je n'ai pas hésité une seconde, je ne me voyais pas faire autrement, qu'aurait-on pensé de moi, que j'étais un monstre d'égoïsme, et puis, à quoi bon mon idéal, c'était une nouvelle occasion de mettre en phase la théorie et la pratique.

Je me suis demandé, comment les hommes ont-ils pu en arriver à prolonger la durée de leur existence, sans tenir compte qu'ils ne bénéficieraient pas toujours de conditions favorables pour finir leurs jours dignement ou s'épargner des souffrances inutiles, à quoi cela rime-t-il enfin, c'est d'une stupidité ou d'une cruauté qui me dépasse. Cette souffrance concernera de préférence les plus pauvres abandonnés à eux-mêmes, le sort et les souffrances des plus riches nous indiffèrent, qu'ils crèvent !

Cette femme ne vit plus, elle est réduite à l'état de déchet à décomposition lente, mais inexorable. Je l'ai sans cesse sous les yeux, en 6 mois j'ai eu le temps de l'observer attentivement. Qui pourrait envier un tel sort ou aurait envie de finir ses jours ainsi, absolument personne, qui y pense tout au long de sa vie, personne non plus. Dites, les hommes pensent-ils ? Il paraît que oui, parfois on ne le dirait pas.

Cela m'a fait penser aux millions de vieillards envoyés dans les Ehpad ou autres mouiroirs nommés maisons de retraite. Le personnel qui y travaille a du mérite assurément, il mériterait amplement un double salaire et au moins un mois de congé supplémentaire, car il faut avoir les nerfs solides pour supporter des dizaines de Virama. Les profs aussi, car les vieillards se comportent comme des gosses inconscients.

La civilisation humaine pourra-t-elle encore supporter longtemps une telle cruauté sans perdre sa raison d'être ? C'est la question que chacun devrait se poser avant qu'il ne soit trop tard.

Ma maison est en train de devenir un hospice ou un refuge pour écloper de la vie, je viens d'hériter de l'une des sœurs de ma compagne. Elle vit chez nous depuis deux semaines.

Sandhi a 50 ans environ, victime d'un accident de la route il y a deux ans, renversée par une vache ayant sauté sur la moto que son fils conduisait, cela ne s'invente pas, ne vous marrez pas. Elle s'est retrouvée avec un énorme hématome au genou gauche, baladée de médecins en hôpitaux et cliniques sans être soignée, mais soulagée de quelques milliers de roupies alors qu'elle est très pauvre, cet hématome est devenu aussi gros qu'un œuf d'autruche qui la fait horriblement souffrir.

Je me suis résolu à tenter de la faire soigner, à mes frais évidemment. Elle ne pouvait plus travailler et son mari est trop vieux, il bénéficie d'une allocation du Territoire de Pondichéry de 2500 roupies, une misère, le smic local est à 8 ou 10.000 roupies. Quant à son fils, il nous a fait savoir qu'il ne voulait pas casquer pour sa mère, il ne répond plus au téléphone. Faites des gosses pour assurer vos vieux jours, vous avez dû entendre ce truc-là pour justifier la démographie galopante de l'Inde, quelle connerie en vérité, il faut y vivre pour s'en apercevoir !

Je l'ai emmenée dans une clinique dont je connaissais le médecin et propriétaire depuis 1997. J'espère qu'il ne nous escroquera pas comme les autres, j'y ai déjà passé 4 heures avec le

déplacement, et j'ai dépensé 3500 roupies, prochain rendez-vous le 28 juin, si cela foirait, je ne saurais plus quoi faire pour cette pauvre femme, je n'ose pas y penser. Quelle tristesse !

Sinon on a aussi récupéré Vomsika du vendredi soir au lundi matin, la petite fille de ma compagne, 9 ans. Elle s'emmerde chez elle, alors qu'ici il y a les chiens et le jardin, elle peut jouer avec sa grand-mère et sa sœur, parfois avec moi aux dominos ou aux cartes. On la gâte, pas trop, juste ce qu'il faut quoi. Elle est adorable, quand elle n'en fait pas qu'à sa tête, c'est une gosse, normal. Pépère (moi) et grand-mère se prennent au jeu, on n'est pas des vieux cons aigris. On passe notre temps à se marrer ou à se faire des blagues. Bref, c'est la bonne humeur qui règne à la maison, cela me change de ce que j'avais connu en France ou avec ma seconde épouse (indienne) particulièrement mauvaise, c'est ma nouvelle famille.

Mani, le fils de ma compagne, qui me doit une grosse somme qu'il ne me rendra jamais, passe plus souvent aussi avec son épouse et leur bébé, parfois après un bon repas ils couchent à la maison transformée en dortoir ! Ils ont donné le prénom de ma fille à leur bébé, Maggy avec une particule indienne en plus. Je n'ai plus de nouvelles de ma fille depuis bientôt un an, après qu'elle m'eut traité de « *complètement con* ». Bordel, si tous les cons de la Terre me ressemblaient, on vivrait déjà sous le socialisme depuis longtemps, dommage !

Ici tout le monde m'aime bien (et me respecte), pourtant je suis dur avec les Indiens, parce qu'ils ont un peu trop tendance à prendre les Occidentaux pour des abrutis ou des pigeons qu'on peut plumer en jouant sur la corde émotionnelle, et puis il y a tellement de différences entre nous, ne croyez pas qu'ils profiteraient indument de ma gentillesse ou de ma crédulité, qui ne sont que feinte pour piéger les malfaisants justement. En revanche, en France tout le monde me détestait, ma famille, alors que j'étais le même, c'est étrange, non ? Les Français soi-disant les plus évolués ou qui se croient plus intelligents que la moyenne sont arrogants et méprisants, qu'ils soient pauvres ou non, ils passent leur temps à juger les autres. C'est le sport national des Français, alors que leurs comportements ne valent guère mieux que ceux des plus arriérés. Au passage, à ceux qui seraient tentés par l'extrême droite et le racisme ou la chasse aux immigrés, vous n'êtes pas sortis de la merde avec plus 7 milliards d'arriérés profonds répartis sur tous les continents !

Les gens ici sont plus simples, peut-être plus bêtes, mais pas forcément aussi ou plus mauvais contrairement à ce qu'on pourrait s'attendre. Et puis on n'a pas du tout vécu la même histoire, surtout celle de la lutte des classes. Quand on en a conscience, tout glisse, ça calme, je vous assure. On se doit d'avoir un comportement exemplaire ou juste en toute circonstance, pas facile, on se fait piéger parfois, tout en conservant notre personnalité, ce n'est pas incompatible, c'est même fortement recommandé. J'ai une sacrée responsabilité à assumer avec tous ces gens à ma charge, et mes quatre chiens.

J'ai récupéré deux de mes chiots que mon beau-frère avait placés, dont un très maltraité. Je me suis dit que c'était le destin qui me les avait renvoyés, du coup je n'ai pas pu me décider à m'en séparer, je les adore, et les savoir malheureux m'aurait rendu trop malheureux. Riki à maintenant 10 mois et Lidy 5 mois, le père, Bima, 4 ans, et la mère Julie, 3 ans. Ils me coûtent une fortune en nourriture pour toujours être en bonne santé. On a tous des faiblesses ! Je partage mon maigre revenu avec tout ce monde-là, ne me le reprochez pas.

Voilà ma famille indienne au grand complet ou presque... elle est si nombreuse !

Libérez Georges Abdallah !

De Beyrouth à Lyon, la mobilisation se poursuit pour la libération de Georges Abdallah - Collectif Palestine Vaincra legrandsoir.info 23 juin 2024

<https://www.legrandsoir.info/de-beyrouth-a-lyon-la-mobilisation-se-poursuit-pour-la-liberation-de-georges-abdallah.html>

Georges Abdallah - C'est contre ce capitalisme que tous les protagonistes révolutionnaires devront vaincre pour vaincre la barbarie génocidaire et autres... Pour la survie de l'humanité, pour la survie de notre planète, il faut savoir se débarrasser du capitalisme et de sa barbarie et au plus vite.

Mon commentaire envoyé au blog Le Grand Soir :

- Soutien inconditionnel à Georges Abdallah.

Votre résistance est la plus magnifique leçon d'humanisme que vous pouviez donner à la jeunesse éprise de justice et de liberté, et aux vieux combattants contre l'oppression auxquels il arrive parfois de douter, merci.

Georges Abdallah - C'est contre ce capitalisme que tous les protagonistes révolutionnaires devront vaincre pour vaincre la barbarie génocidaire et autres... Pour la survie de l'humanité, pour la survie de notre planète, il faut savoir se débarrasser du capitalisme et de sa barbarie et au plus vite.

Quelle merveilleuse détermination, quel exemple de courage pour nous tous, il est plus révolutionnaire que l'ensemble des représentants du Nouveau Front populaire réunis !

C'est la question qui est posée à tous les exploités et opprimés : La survie du capitalisme et la barbarie ou leur négation, la seule alternative possible, cohérente, sérieuse, le socialisme.

Le socialisme, certains l'évoquent encore en passant entre la poire et le fromage pour se donner bonne conscience ou pour faire bonne figure. Certains parmi ses pires ennemis s'en réclament également, mais en réalité dans la majorité des cas, plus personne ou presque ne sait ce que cela signifie réellement, dogmatisé ou criminalisé, jamais ou presque abordé sereinement.

La confusion et la fabulation l'emporte sur toute réflexion basée sur les faits ou la connaissance réelle. Sa méthode pour interpréter la situation ou le monde, le matérialisme dialectique, cet instrument génial sorti du cerveau de nos plus illustres penseurs et humanistes, est délaissé ou personne ne le pratique ou le maîtrise suffisamment de nos jours (Depuis la mort de Lénine en 1924, gloire à lui !), de sorte que toutes les interprétations se valent sans qu'aucune ne l'emporte sur les autres, ce qui se traduit par la division infinie de nos forces.

On s'épuise à polémiquer entre nous au lieu de nous rassembler pour combattre ensemble nos ennemis communs, vulnérables sans cette boussole pour nous guider, affaiblis, on se retrouve réduits à l'impuissance, et pour peu qu'on soit de bonne foi, si on demandait quelle logique est à l'origine cette anarchie dévastatrice, c'est sans doute du côté de notre propre ignorance qu'il faudrait chercher (cela vaut pour moi évidemment), car pas un travailleur, pas un militant n'a intérêt un seul jour, une seule minute à la survie du capitalisme synonyme de barbarie.

Le socialisme ne devrait pas avoir besoin de justification, parce que rien ni personne ne peut justifier l'existence de l'exploitation et de l'oppression. Voilà de quoi on devrait partir, voilà ce qu'on devrait avoir à l'esprit en permanence, voilà ce qui devrait nous obséder et guider notre combat politique, si je peux me permettre un conseil.

Je vis en Inde depuis près de 30 ans parmi des pauvres ou miséreux. Je peux vous assurer qu'il ne se passe pas un jour sans qu'on doive retenir nos larmes de couler à flot tant notre souffrance est immense. C'est pour eux que j'ai écrit ces lignes d'espoir, ainsi que pour Georges Abdallah. Nous finirons par briser nos chaînes, le socialisme vaincra !

Complément.

Comment les États-Unis font pression sur la France dans l'affaire Abdallah

https://www.francetvinfo.fr/choix/enquete-comment-les-etats-unis-font-pression-sur-la-france-dans-l-affaire-abdallah_6618186.html

Au format pdf :

http://www.luttedeclasser.org/dossier_2_2024/Georges_Abdallah_article_FranceInfo.pdf

Il avait eu le tort d'adopter quelques réformes sociales ou progressistes.

J-C – Ni Georges Abdallah, ni Juan Orlando Hernandez n'aura bénéficié du même traitement de faveur qu'Assange. Qui peut avoir confiance dans la justice américaine ? Personne, hormis des crétins ou des ordures.

Honduras : L'ancien président condamné à 45 ans de prison pour trafic de cocaïne - 20minutes.fr 27 juin 2024

Juan Orlando Hernandez, président du Honduras de 2014 à 2022, qui a été condamné mercredi à New York à 45 ans de prison pour trafic international de cocaïne. Déjà reconnu coupable en mars d'association de malfaiteurs en vue de trafic de drogue et possession d'armes, il a également été condamné à payer une amende de huit millions de dollars.

« *En tant que président du Honduras, Juan Orlando Hernandez a abusé de son pouvoir pour soutenir l'une des opérations de trafic de drogue les plus importantes et les plus violentes du monde, et les peuples du Honduras et des États-Unis en ont subi les conséquences* », a indiqué le ministre américain de la Justice, Merrick Garland dans un communiqué. A la barre, Juan Orlando Hernandez a de nouveau clamé son innocence. « *J'ai été accusé de manière injuste et inappropriée* », a-t-il clamé en tenue de prisonnier. Son avocat a affirmé qu'il allait faire appel.

Selon les procureurs américains, l'ancien président hondurien a participé à et protégé un réseau qui a expédié environ 400 tonnes de cocaïne aux États-Unis entre 2004 et 2022, alors qu'il était membre du Congrès, président du Congrès puis président de la République. En retour, il aurait reçu des millions de dollars des cartels, dont celui de Sinaloa, dirigé par le célèbre narcotraffiquant mexicain Joaquín « *Chapo* » Guzmán, condamné depuis aux États-Unis.

En échange de ces pots-de-vin, Juan Orlando Hernandez a « *protégé les narcotrafiquants des enquêtes, évitant leur arrestation et leur extradition* », ont assuré les autorités américaines. Juan Orlando Hernandez, qui s'était présenté comme le champion de la lutte contre le trafic de drogue, avait été extradé en avril 2022 vers les États-Unis. 20minutes.fr 27 juin 2024

Le rôle déterminant des médias comme moyen d'information ou de propagande n'échappe à personne.

J-C – Toutes les agences de presse du monde pratiquent la désinformation ou la propagande d'Etat pour manipuler les consciences. Tous les Etats détiennent des vérités que les gouvernements et les médias censurent ou autocensurent.

Des vérités, chacun se réserve le droit d'en user ou d'en divulguer une partie concernant ses ennemis du moment en fonction de ses besoins, d'où parfois certaines révélations explosives, qui se terminent le plus souvent en pétards mouillés, car chaque fois ils s'imposent des limites, au-delà desquelles il s'avèrerait qu'ils se sont compromis eux-mêmes, et ils n'y tiennent pas vraiment.

Je te tiens, tu me tiens par la barbichette... Telle est leur règle du jeu de dupes (nous).

Sinon, il y a les fuites inévitables autant qu'imprévisibles en tout genre provenant des incorrigibles bavards, des cons, des corbeaux ou des sources anonymes, des agents doubles, des taupes, des parasites quasiment indétectables qui s'immiscent partout, des brebis galeuses, des faux amis ou des ordures qu'on ne soupçonnerait pas, prêts à tout pourvu que cela rapporte, etc.

Avec la multiplication des moyens de communication de plus en plus sophistiqués, il devient très difficile, voire impossible de stopper une information qui s'est échappée malencontreusement ou non, comme un virus en somme !

Par exemple. Les Russes n'ont jamais révélé ce qu'ils savaient sur le 11 septembre 2001, plus près, sur Assange. Les Chinois nous ont baladés lors de l'épisode Covid. Aucun des deux n'a voulu mettre dans l'embarras les Etats-Unis, ils protègent mutuellement leurs secrets. Observez-le, même en cas de guerre, c'est pour dire à quel point leurs intérêts sont liés, jusqu'à un certain point, certes, rarement atteint, faut-il préciser, d'ici là, la macabre comédie peut continuer, sur notre dos évidemment.

Restriction des médias européens bloqués en Russie : la Hongrie bloque une déclaration commune de l'UE - RT 26 juin 2024

La Hongrie a bloqué une déclaration commune des membres de l'UE devant condamner les mesures de rétorsion prises par Moscou contre les médias européens. «*Seul le gouvernement hongrois s'est opposé à la déclaration générale*», a rapporté ce 26 juin le média hongrois 444.hu, citant une source au sein de l'institution européenne.

Parmi les organes de presse ciblés par Moscou, Le Monde, l'AFP ou encore LCI sont concernés côté français. À ceux-ci ont été ajoutés, par exemple, l'allemand Der Spiegel, l'espagnol El País, l'italien La Repubblica ou encore l'europpéen Politico.

À défaut d'une déclaration unanime des 27 pays membres, Bruxelles a dû se satisfaire d'un communiqué du chef de sa diplomatie Josep Borrell. *«L'UE condamne la décision totalement infondée des autorités russes de bloquer l'accès à plus de 80 médias européens en Russie»*, a déclaré celui-ci ce 26 juin.

Josep Borrell estime que *«les médias européens interdits travaillent selon les principes et normes journalistiques. Ils fournissent des informations factuelles, également au public russe, notamment sur la guerre d'agression illégale menée par la Russie contre l'Ukraine»*.

«En revanche, les médias russes de désinformation et de propagande, contre lesquels l'UE a introduit des mesures restrictives, ne représentent pas des médias libres et indépendants. Leurs activités de diffusion dans l'UE ont été suspendues parce que ces chaînes sont sous le contrôle des autorités russes et jouent un rôle déterminant dans le soutien à la guerre d'agression contre l'Ukraine», poursuit-il.

Et Josep Borrell de conclure : *«Le respect de la liberté d'expression et de la liberté des médias est une valeur fondamentale pour l'UE. Elle continuera à soutenir la mise à disposition d'informations factuelles également aux publics russes.»* RT 26 juin 2024

J-C – Il fallait oser le dire ! C'est à cela qu'on reconnaît les pires ordures.

Crise politique en France et mauvaise farce électorale.

Le macronisme, "c'est terminé", vive le hollandisme, son clone et son service après-vente.

J-C - Quelle différence y avait-il entre le Hollande et Macron au pouvoir : Pratiquement aucune !

Souvenez-vous : Notre ennemi, c'est la finance, pendant 5 ans Hollande sera à son service exclusivement. Qu'il ait cédé sa place à un protégé des Rothschild était dans l'ordre des choses finalement.

Législatives: le macronisme, "c'est terminé", dit Hollande en campagne - AFP

Je vous propose un scénario en apparence surréaliste, qui pourrait bien se réaliser au lendemain du 7 juillet en France. Ce n'est pas de la science-fiction, mais une hypothèse parmi d'autres.

Macron nomme Hollande Premier ministre, et le charge de constituer un gouvernement d'union nationale comportant des ministres et secrétaires d'Etat issus des composantes du Nouveau Front populaire et d'Ensemble, de dissidents de LR refusant de s'allier avec RN ou l'extrême droite.

Plus tard, Macron réunit le Parlement dans sa demeure royale de Versailles, à l'ordre du jour, l'adoption d'une modification de la Constitution l'autorisant à se présenter une troisième fois à l'élection présidentielle de 2027.

Pour que cette modification soit adoptée, il faudrait que les 3/4 des voix des élus de l'Assemblée nationale et du Sénat y soient favorables. Or, l'ensemble des voix des élus des partis qui participeraient à l'union nationale n'y suffiraient pas. Peu importe ou pas de problème, car pour ne pas être accusé de jouer les trouble-fête ou les mauvais joueurs, RN l'adopterait également.

Pourquoi ? Mais pour rejouer le scénario de 2002, 2017 et 2022 ou se retrouver seul face à RN et l'emporter lors de la présidentielle au second tour.

L'ensemble des composantes de l'union nationale ayant appelé à voter Macron au second tour en 2017 et 2022, encore faudrait-il qu'il soit qualifié à l'issue du premier tour. Pourquoi ne le serait-il pas, puisque avant la fin de son mandat l'ensemble des partis participants à l'union nationale auraient éclaté, sauf ceux ayant participé à tous les gouvernements précédents depuis 2017, ceux qui composent Ensemble (Renaissance, Modem, UDI). Macron peut parier sans prendre de risques sur la dislocation du Nouveau Front populaire et l'amplification de la crise qui déchire LR pour apparaître une nouvelle fois comme l'unique sauveur suprême face à l'extrême droite, et le vilain tour est joué.

Je n'ai pas évoqué les masses ou le mouvement ouvrier, qui après s'être faits bien des illusions lors de la campagne électorale dans le NFP, trahis cruellement par la dernière mouture du Front populaire, désertent les urnes ou adopteront le même comportement que lors des scrutins de 2017 et 2022, pourquoi devrait-il en être autrement ; RN affaibli, car ayant subi la même punition que le NFP, qui plus est, faisant l'objet d'une campagne médiatique enragée pour le discréditer, ce ne sont pas les matériaux qui manqueraient, en conclusion si l'ensemble de ces conditions étaient réunies, ce qui n'est pas à exclure, la victoire de Macron serait assurée.

Il pourrait dissoudre l'Assemblée nationale, et lors des élections législatives on assisterait à un scénario similaire à celui de 1969, qui avait donné la majorité absolue, écrasante, aux partis de la réaction.

Et le pire, c'est que tout cela se tient, à moins que les masses surgissent violemment sur la scène politique et chamboulent ce fragile édifice, dans quelle mesure serait-ce possible, je l'ignore. Toujours est-il que sans une politique juste portée par une nouvelle direction leur inspirant confiance, on ne voit pas comment elles pourraient modifier le rapport de forces entre les classes à leur avantage.

Maintenant la vie et la lutte de classes sont en partie imprévisibles ou pleines d'inconnus et de surprises bonnes ou mauvaises, se préparer dans la sérénité à l'un et à l'autre vaut mieux pour les affronter dans les meilleures conditions.

J'appelle tous les travailleurs et militants qui veulent en finir avec le capitalisme et ses institutions, rompre avec l'UE et l'OTAN, l'ONU et toutes ses agences, à se rassembler au-delà de leurs divergences, pour mener le combat politique ensemble et vaincre nos ennemis, pour le socialisme.

Un dernier mot.

Notez bien que le scénario évoqué plus haut ne résoudrait rien pour autant, pire, car cela signifierait qu'une fois la crise institutionnelle passée, celle du régime demeurerait ou s'amplifierait.

Tous les éléments qui auraient participé à l'union nationale avec Macron se seraient gravement compromis, au point qu'un grand nombre de travailleurs et militants se détourneraient de tous ses partis, et certains d'entre eux chercheraient à se regrouper sur la base d'une politique juste, ce qui logiquement devrait les amener à renouer avec le socialisme ou à l'adopter, ce qui ouvrirait la voie à la recomposition du mouvement ouvrier sur des bases saines et modifierait à terme du même coup les rapports entre les classes en notre faveur cette fois.

Cela pourrait se réaliser très rapidement, et dès lors que ces milliers de travailleurs et militants ne se trouveraient plus sous l'influence des opportunistes qui étaient en grande partie à l'origine de leurs divisions. Plus aucun obstacle majeur ne les empêcherait de se rassembler dans un parti ouvrier garantissant le droit de tendance, et l'expression de la démocratie dans ses instances conformément à ses statuts librement adoptés.

Comment fonctionne la fabrication du consentement de la réaction plébiscitant un agent de l'OTAN ukronazi de gauche, Glucksmann, et un facho, Bardella.

J-C - Pour le comprendre pas besoin de long discours, il suffit de lire quelques articles des médias-oligarques, en voici une sélection.

Sondage : Raphaël Glucksmann devient la personnalité de gauche la plus populaire, forte percée pour les autres leaders du Nouveau Front populaire - Public Sénat. 25 juin 2024

<https://fr.news.yahoo.com/sondage-rapha%C3%ABl-glucksmann-devient-personnalit%C3%A9-031500518.html>

Le « barrage républicain » contre le RN s'effrite, la gauche principale repoussoir, selon notre baromètre Odoxa - Public Sénat. 25 juin 2024

<https://fr.news.yahoo.com/barrage-r%C3%A9publicain-contre-rn-s-031000721.html>

Qui a dit ?

- « *Il n'y a pas d'extrême à gauche* ».

Réponse : Lionel Jospin sur le plateau de BFMTV le 23 juin. Le Point 24 juin 2024

J-C - C'était à propos du Nouveau Front populaire qui n'est ni de gauche ni d'extrême gauche, c'est une coalition de droite puisqu'elle ne remet pas en cause l'existence du capitalisme et son Etat.

Le Point - Il a ainsi estimé que la LFI risque d'être en infériorité numérique par rapport aux autres groupes de gauche : « *70 % des candidats du Front populaire sont communistes, socialistes, Verts ou de Place publique. On peut penser que le rassemblement de députés de ces 4 formations sera plus nombreux que LFI.* » Le Point 24 juin 2024

J-C - Il prend peut-être ses désirs pour la réalité, car pour voter pour un candidat de ces partis il faudrait être amnésique ou n'avoir tiré aucun enseignement de leurs trahisons passées, remarquez bien que c'est possible ou probable, je n'en sais rien, cela vaut également pour LFI.

Toujours est-il que, si ce que Jospin avance se réalisait, cela signifierait que les dirigeants de LFI ont sabordé leur organisation au profit des autres formations du Front populaire encore plus à droite, dont la principale fonction est de servir de rempart au régime, et non pas contre l'extrême droite, mais plutôt contre la révolution socialiste ou un soulèvement révolutionnaire des masses.

En famille. Ils rassurent ceux dont ils représentent les intérêts.

Les représentants des principaux partis dans la course aux législatives présentent, jeudi 20 juin, leur programme devant les organisations patronales, Eric Coquerel et Boris Vallaud pour le Nouveau Front populaire. francetvinfo.fr 20 juin 2024

J-C - C'est un classique qui a lieu lors de chaque élection, tous se plient à ce rituel consistant à faire allégeance au capitalisme.

Alors, qu'est-ce que ces partis ou coalitions parlant en notre nom, qui auraient des comptes à rendre au patronat, aux capitalistes, à croire qu'ils leur auraient confié un mandat, non ? Cela n'est-il pas suffisant pour comprendre qu'ils représentent leurs intérêts et non ceux des travailleurs ?

Gageons qu'ils auront la même attitude de larbins serviles pour rassurer la Commission européenne, qui a ouvert la voie à des procédures pour déficits publics excessifs contre la France, le FMI, la Banque Mondiale, les agences de notations, d'ailleurs l'annulation de la dette de la France ne figure pas au programme du NFP.

En famille. Si de Villepin vote Nouveau front populaire, c'est qu'il a de bonnes raisons de le faire.

Législatives 2024 : pour Dominique de Villepin, la priorité est de « lutter contre le RN » - Le HuffPost 20 juin 2024

L'ancien Premier ministre Dominique de Villepin a déclaré ce mercredi 19 juin dans l'émission 24h Pujadas sur LCI qu'il ne voterait pas pour le Rassemblement national aux législatives, apportant un soutien implicite au Nouveau front populaire formé par la gauche. (J-C - Voilà qui mettra sans doute les uns et les autres d'accord, on en rigole d'avance.)

Il s'inquiète d'une potentielle victoire du parti d'extrême droite et de son arrivée au pouvoir qui serait un « *risque* » pour les institutions notamment. (J-C - Il a donc inutilement les mêmes préoccupations que les composantes du Nouveau front populaire, bravo ! J'ai précisé inutilement, car nous ne prendrions jamais la défense des institutions de la Ve République.)

Le journaliste David Pujadas l'invite alors à préciser sa pensée : votera-t-il Nouveau front populaire si le candidat de l'alliance de gauche est face à celui du RN ? Dominique de Villepin acquiesce tout en déclarant : « *Je considère que la priorité doit être donnée à la lutte contre le Rassemblement national. Le Rassemblement national constitue aujourd'hui la véritable menace pour notre pays.* ». (J-C - En 2002 ils avaient tous appelé à voter Chirac au second tour, alors que Le Pen n'avait aucune chance de l'emporter, histoire de montrer déjà à l'époque qu'ils demeuraient fidèles au régime en place. En 2012, en 2017 et 2022 aussi, tous appelèrent à voter Macron au second tour. Mais dites donc c'est une constante chez eux, oui, enraciné depuis toujours en fait, c'est leur véritable nature qui n'a rien de gauche, encore moins de révolutionnaire.)

Celui qui a également été ministre des Affaires étrangères ajoute que « *la force centrale* » représentée par le parti de la majorité Renaissance est « *celle qui est susceptible d'apporter les*

réponses ». Mais « *elle souffre d'un immense handicap qui est le fait qu'Emmanuel Macron a abusé des pouvoirs qui étaient les siens et a montré une surdité sans égal* », tacle-t-il.

« *Il s'est convaincu que sa légitimité était pleine et entière, sans se rendre compte qu'au second tour [de la présidentielle en 2022, NDLR], des gens ont voté pour lui sans vouloir lui donner un chèque en blanc* », continue-t-il.

Dominique de Villepin ajoute que l'« *incapacité au compromis* » d'Emmanuel Macron « *a conduit là où nous en sommes aujourd'hui* ». Il estime que la dissolution annoncée par le chef de l'État est une « *faute* », et pense d'ailleurs que ce serait un « *miracle* » si la majorité remportait ces élections. Le HuffPost 20 juin 2024 (J-C – Par endroits de Villepin semble vivre sur une autre planète !)

L'art de se discréditer ou la démagogie appliquée.

Comment comprendre autrement, qu'un parti consacre un communiqué à expliquer que le Nouveau Front populaire ne peut pas représenter les intérêts des travailleurs, pour finalement appeler à voter pour ses candidats au premier comme au second tour des législatives ?

Dans le communiqué du Parti des travailleurs publié le 18 juin 2024

- De manière plus générale, au premier tour et au second tour, les travailleurs et la population unis se rassembleront sur le mot d'ordre : « *Pas une voix pour les candidats de l'extrême droite et ses alliés de droite et du camp macroniste, ils doivent être battus !* », on doit donc en conclure que c'est la position ou le mot d'ordre du Parti des travailleurs que je ne partage pas, parce qu'il est suicidaire ou consiste malgré tout à colporter des illusions dans des partis qui n'ont eu de cesse de trahir les intérêts des travailleurs, de soutenir les institutions de la Ve République, et par conséquent interdire aux travailleurs de trouver une issue politique rompant avec le capitalisme et ses institutions.

Un tel opportunisme ne peut qu'interpeller les militants et les travailleurs les plus conscients qui seraient prêts à se rassembler dans un parti ouvrier, mais qui s'y refuseront sur la base des positions adoptées par le PT, car cela reviendrait à se compromettre gravement, définitivement. On ne peut pas inspirer confiance aux militants et aux travailleurs en recourant à un tel procédé, en leur tenant constamment un double langage.

Mes commentaires publiés dans plusieurs blogs

- Je viens de lire les deux articles suivants qui résument ce qu'est le Front populaire, et ces exploits, l'essentiel y est à quelques lacunes près, peu importe, c'est révélateur ou instructif pour les plus jeunes.

Quel militant, censé honnête, qui plus est parmi les plus âgés, qui ignoreraient la nature contrerévolutionnaire du Front populaire, comment il s'est employé chaque fois à gouverner pour le compte des capitalistes avant de remettre le pouvoir à la réaction, alors que rien ne l'y obligeait, révélant à cette occasion les intérêts de quelle classe il représentait ?

Les faits sont si nombreux et accablants, d'une telle gravité, qu'on a du mal à comprendre comment il s'en trouve pour encore oser le défendre, quelles sont leur véritable intention. Ne serait-ce pas cela qui devrait nous préoccuper, parce que le Front Populaire fut une épouvantable escroquerie politique sciemment planifiée, et non un accident de parcours ou une erreur, répétés si souvent on ne peut pas invoquer le hasard ou une coïncidence. Ce qui est le plus désolant, c'est d'en être encore à se poser ces questions un siècle plus tard, comme si on ignorait les réponses.

Le Parti socialiste entre défaites et trahisons - 18 juin 2024

<https://www.vududroit.com/2024/06/le-parti-socialiste-entre-defaites-et-trahisons/>

L'union de la gauche et ses désastres - 23 juin 2024

<https://www.vududroit.com/2024/06/lunion-de-la-gauche-et-ses-desastres/>

- Excellent rappel. Comme le souligne un lecteur le PS (SFIO) fut marxiste et cessa de l'être, le PC fut communiste (admettons-le!), il cessa de l'être, pour affronter le capital, le renverser la classe ouvrière a besoin d'un parti qui soit marxiste et communiste, alors notre tâche prioritaire ne serait-elle pas de le construire ?

- Un lecteur LGS dans un autre article.

- Mais, comme je le disais plus tôt, on y trouve aussi Poutou. Pourquoi un anticapitaliste acharné tel que lui se rangerait dans le même camp qu'un ami de la finance ? Parce qu'il a compris une chose que peut-être vous n'avez pas réalisée.

Cela ne serait-il pas plutôt par hasard, parce que le NPA colportant toutes les mystifications de Davos et flirtant avec des think tanks du PS serait aussi "un ami de la finance" ?

L'antifascisme (et anti tout ce qu'on voudra) qui ne rompt pas avec le capitalisme et ses institutions est une escroquerie politique.

- ...l'antifascisme n'est pas une injure. C'est la base même du Front Populaire, le vrai, celui de 1936. Le Front Populaire est une union des forces de gauche pour barrer la route au fascisme, qui menaçait alors de renverser la République.

Même réponse, le Front Populaire a été conçu, non pas "*pour barrer la route au fascisme*"... mais au socialisme.

Dans l'éditorial de la Tribune des travailleurs (PT) :

- Les dirigeants de la « *gauche* » qui appellent à combattre l'extrême droite devraient, s'ils veulent réellement en écarter la menace, tirer les leçons du passé. Durant les quarante-trois dernières années, la Ve République a été présidée pendant dix-neuf ans par un président « socialiste » et

dirigée cinq ans de plus par un gouvernement de « *gauche* » cohabitant avec un président de droite. Vingt-quatre années durant lesquelles des ministres communistes, socialistes, Verts ou futurs insoumis ont obstinément refusé de s'engager sur la voie d'une véritable rupture avec la Ve République et le capitalisme. Fin.

D. Gluckstein aurait pu ajouter tous les gouvernements dits de gauche sous la IIIe et la IVe République, car tous œuvrèrent avec application au maintien du régime capitalisme.

Ce constat, chacun le connaît mais feint de l'oublier, dont l'auteur (D.G.) porte également la responsabilité pour avoir appelé à voter Mitterrand dès le premier tour de la présidentielle en 1981, et qui a fait croire qu'une majorité de députés PS et PCF allait ouvrir une crise révolutionnaire, qui évidemment n'aurait jamais lieu, parce que justement l'arrivée au pouvoir du PS et du PCF révélait exactement l'inverse, à savoir que le niveau de conscience politique des travailleurs et des militants du mouvement ouvrier n'était pas parvenu à maturité, puisqu'ils n'étaient pas parvenus à rompre leurs illusions dans ces partis, ce qui à son tour signifiaient qu'ils demeuraient totalement subordonnés au capitalisme, dans ces conditions aucune rupture avec le régime n'était envisageable à court terme, vous connaissez la suite qui le confirma.

Cela ne devait (ne devrait) pas nous empêcher de situer notre combat politique dans la perspective de la révolution socialiste, encore fallait-il préciser qu'elle n'emprunterait pas forcément le même chemin qu'en Russie en 1917 ou en Chine en 1949, à Cuba en 1959, et préciser pourquoi et lequel, ce que nos dirigeants furent incapables de définir pour les raisons qu'on peut deviner.

Si ce scénario a pu fonctionner en 1917 en Russie, donc en 1981 dans un contexte totalement différent, en France un demi-siècle plus tard les conditions d'existence des masses allaient constituer un obstacle infranchissable, et en 2024, soit maintenant plus d'un siècle plus tard, si vous comptez sur les mêmes facteurs objectifs pour renverser le régime en place, vous vous faites de graves illusions, parce que les mêmes acteurs (et facteurs) sont absents ou encore plus corrompus qu'en 1981. Que faire ? Ce pourrait être davantage des facteurs politiques correspondant à des aspirations démocratiques très dégradées, qui pourraient devenir les éléments hautement inflammables susceptibles d'embraser le régime, faudrait-il encore qu'elles deviennent une priorité pour les masses, et qu'un parti ouvrier s'en empare et conquiert la direction des masses pour les guider jusqu'à la victoire finale, or, on n'en prend pas le chemin malheureusement...

Pour parvenir à concevoir notre émancipation au bout d'une aventure entamée il y a des millions d'années, il a fallu sans cesse se frotter aux dures réalités de la nature, faire usage de la liberté dont nous disposons, sinon nous n'aurions pas pu progresser. Cette liberté fut notre oxygène, qu'on nous en prive et la civilisation humaine n'y survivrait pas. Or, c'est justement l'intention de ceux qui détiennent aujourd'hui tous les pouvoirs. Leur retirer, conquérir le pouvoir politique, c'est l'unique moyen de pouvoir renverser l'ordre social liberticide qui nous asphyxie littéralement. Vive le socialisme, vive la liberté !

- On peut reprocher beaucoup de choses au PCF : son autoritarisme, son stalinisme, sa bureaucratie, son sectarisme, ses trahisons, ses discours cocardiers, mais sur ce point, il n'avait jusqu'alors pas transigé.

Bref, on peut tout lui reprocher, peu importe, voilà un remarquable exercice de démagogie et d'autoblanchiment. Où va se nicher l'opportunisme.

- Ruffin et Autain incarnent l'aile la plus droitière de LFI avec Coquerel qui ne s'en cache pas.

Ce que les ex-cadres ou dirigeants trotskystes lambertistes (OCI-POI-PT) ont reproché à leurs dirigeants, ils se sont empressés de les imiter par la suite, c'est un ex-militant de ce courant politique qui parle. Ce que j'ai constaté après avoir rompu avec ce courant politique depuis longtemps, c'est qu'aucun ne s'était livré à une analyse politique sérieuse pour déterminer l'origine de la dérive ou la faillite politique de ses dirigeants, parce qu'ils s'étaient eux-mêmes compromis et ils refusaient de l'admettre, contrairement à moi qui l'ait reconnu publiquement, mais il faut dire que je n'avais rien à perdre à dire la vérité et je n'avais plus aucune responsabilité politique depuis des décennies.

Ce qu'il ne faut pas oublier non plus, c'est que lorsqu'ils démissionnent de leur parti ou ils en sont virés manu militari, généralement ils ne partent pas seuls s'ils rejoignent un autre parti ou ils en créent un autre, ils emmènent leur cour avec eux, leurs admirateurs qui n'ont pas un niveau théorique suffisant pour cerner leurs contradictions... Quand ils rejoignent un autre parti, ils doivent se fondre dedans, faire allégeance à ses dirigeants s'ils veulent obtenir des mandats électifs, et s'ils constituent un courant, il doit être loyal envers la direction du moment, si maintenant ils optent pour un fonctionnement fractionnel, ils seront vulnérables et à tout moment ils seront expulsables sans que personne n'accourt pour les sauver ou les regrette.

Il faut bien comprendre que chacun des dirigeants de ces partis ont parfaitement conscience qu'ils se sont tous compromis gravement un jour ou l'autre, qu'ils mentent tous, qu'ils sont tous hypocrites, etc. et qu'à tout moment on peut leur reprocher, d'où un consensus entre les dirigeants de tous les courants qui partagent les mêmes intérêts matériels sonnante et trébuchant, leur seul raison d'être, comme un capitaliste ou un banquier.

Adrien Quatennens s'est excusé, de quoi, du procès d'intention qu'on lui attendait, de son manque de personnalité, de sa lâcheté, de n'être pas parfait ? C'est un pauvre type qui ne valait pas la peine qu'on le défende, et si j'ai refusé d'hurler avec la meute des chiens enragés qui voulaient sa peau, j'ai notamment expliqué que les femmes avaient le don sournois de pousser à bout les hommes et d'instrumentaliser leur faiblesse psychologique pour les faire passer pour des monstres, alors que ce sont elles qui se comportent de la sorte avec une extrême violence, invisible, c'est pratique, leur culpabilité ne sera jamais établie, pour autant qu'on les juge, ce dont je me passerai bien, c'était juste histoire de remettre les choses à leurs places, car seul le régime et les conditions qu'ils imposent aux femmes et aux hommes méritent de l'être.

- Je partage le commentaire d'Hassinus suite à l'article "*La France dans le train de la mort du RN*".

Vous dites : Les composantes du CNR à la sortie de la guerre étaient on ne peut plus opposées idéologiquement et ça ne les a pas empêchées de faire œuvre commune.

On pouvait difficilement imaginer pire collaboration de classes incluant des monarchistes, un jour je m'en suis entretenu avec monsieur Meyssan qui le défendait, il me répondit qu'il l'assumait pleinement, or à ma connaissance c'est un anticommuniste.

Laquelle ? Liquider le mouvement révolutionnaire armé apparu à la fin de la Seconde Guerre mondiale, remettre le pouvoir à de Gaulle, que le mot d'ordre contrerévolutionnaire Un seul Etat, une seule police, une seule armée (Thorez) incarna à merveille.

Le programme du CNR s'inscrivait dans la continuité de celui de Front populaire, il eut pour unique objectif la reconstruction du capitalisme français, de l'Etat français.

La question qu'on n'ose pas poser de crainte de la réponse, semble-t-il, serait de savoir quelles sont les véritables intentions des uns et des autres, leurs réels objectifs politiques, cela vaut pour tous les acteurs ou partis politiques qui s'expriment en notre nom, correspondent-ils aux intérêts fondamentaux des exploités incompatibles avec la survie du capitalisme et ses institutions, au socialisme, je n'en ai pas du tout l'impression,

Tout a été fait pour que les travailleurs et les militants abandonnent toute perspective d'émancipation, tout espoir d'un changement de régime économique et politique, dès lors s'accommoder du capitalisme est devenu la norme du mouvement ouvrier, et gare à ceux qui oseraient la défier au nom du socialisme, ils seront traités de renégats... par ses fossoyeurs.

On vit dans une société où l'imposture et l'inversion accusatoire, l'abus de pouvoir et de confiance sont devenus la règle, mais rien n'empêche de ne pas l'appliquer et d'adopter le marxisme, même s'il est impopulaire, car depuis quand les ignorants dicteraient notre orientation politique, vaut mieux encore être à contrecourant des masses que de les accompagner à l'abattoir. C'est à se demander si combattre sous le drapeau du socialisme est encore autorisé, s'il ne faudrait pas s'en excuser ou le mettre en berne, il y a plus d'un siècle on entendit le même discours à l'unisson de la réaction, rien n'a changé.

- « *il est crucial de combattre les falsifications, les mensonges...* »

Assurément, y compris ceux de Mélenchon et ses semblables. Comme vous y allez, pas du tout, cette opération médiatique sert justement hypocritement à les faire oublier, on n'est pas dupe, car personne ne croit vraiment que Mélenchon serait antisémite. L'essentiel est ailleurs.

On pourrait ressortir ses déclarations nostalgiques de la "grandeur de la France" ou celles dans lesquelles il déclarait sa flamme à l'armée française, dans les deux cas au service de l'empire colonial, de l'impérialisme français, qui comme chacun sait n'a jamais rien eu à voir avec le développement du racisme dans ce pays. Entre "la France aux Français" et "produisons français", vous voyez une différence ?

- "*L'Algérie c'est la France, avec le FLN, la seule négociation c'est la guerre*" - Mitterrand, Alger 1954

Il serait plutôt anticommuniste, depuis quand, sans doute depuis toujours, c'est la raison pour laquelle lorsqu'il quitta l'OCI ce fut pour rejoindre la social-démocratie dégénérée, afin d'appliquer son idéologie qui depuis ne l'a jamais réellement quitté, ce que plus tard l'adhésion du POI à LFI a confirmé, les trotskystes lambertistes étant des crypto-social-démocrates. En fait, cet admirateur de Mitterrand ne rompra jamais avec la social-démocratie. Après avoir fait l'essentiel de sa carrière au PS, il deviendra secrétaire d'Etat du gouvernement Jospin sous Chirac, le champion des privatisations sous la Ve République. Une fois atteint ce degré de collaboration de classes, de décomposition politique ou de compromission partagée par le PS, il pourra le quitter sans toutefois jamais caractériser la nature sociale du PS histoire de conserver un lien avec lui. Il le confirmera à sa manière le 7 décembre 2011 en allant jusqu'à qualifier Hollande d'homme "de gauche". Il

récidivera en 2024 en servant sur un plateau 175 circonscriptions au PS laminé lors de toutes les élections précédentes, cerise sur le gâteau avec l'investiture de Hollande par le Nouveau Front populaire, bref, liste loin d'être exhaustive de son engagement politique constant au service du régime en place.

On se demandera aussi, comment se fait-il qu'il faille encore revenir sur tous ces partis et acteurs politiques, dont nous sommes censés connaître par cœur l'histoire épouvantable, entre gens honnêtes j'entends, mais ce ne sont pas eux qu'on écoute malheureusement ou qui ont pignon sur rue...

Cela nous fait penser aux nostalgiques d'un passé qu'ils n'ont jamais vécu ou dont ils n'ont jamais eu à souffrir... Comment les reconnaît-on ? C'est facile, ce sont les premiers qui vous appellent à la patience, qui vous expliquent qu'un changement (révolutionnaire) de régime économique ou politique est inenvisageable, ils craignent autant une révolution que la guerre, il faut ménager la Bourse et les banquiers, le patronat, la Commission européenne, le FMI et les agences de notation, etc. bref, comme en 36, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, en 1981, toujours quoi !

@ RV

- A vous lire on peut penser que vous auriez conchié le CNR au nom d'une pureté révolutionnaire.

Ne seriez-vous pas en quelque sorte une réincarnation de la figure du commissaire du peuple ?

Si c'est au commissaire du peuple version léniniste que vous pensiez, vous avez tout à fait raison, bravo ! Je l'assume, je mérite d'être caractérisé de gauchiste, par qui, inutile de le préciser tout le monde l'aura compris.

J'avais rédigé une réponse plus longue, mais je renonce à la publier ici, ce sera dans mon blog, je ne tiens pas à monopoliser les commentaires.

- La dette de la France, c'est la dette des oligarques, des banquiers, des capitalistes du CAC40, un gouvernement au service des travailleurs devrait refuser de l'honorer, tout simplement, bref remettre les compteurs à zéro...

Rompres aussi avec l'UE et la BCE, ne gardez l'euro que pour certaines transactions internationales si nécessaire, optez pour un règlement avec une monnaie locale (franc ou autre) comme le pratique certains pays des Brics par exemple.

- L'ascension de l'extrême droite témoigne en premier lieu de la faillite politique ou de la trahison des partis qui composent le Nouveau Front populaire, tout comme l'abstention massive des travailleurs lors de chaque élection. L'incapacité du prolétariat de se doter d'une nouvelle direction, mille fois hélas !

Le FN-RN ou l'extrême droite est comme Al-Qaïda une créature de l'oligarchie financière depuis le début du XXe siècle, dommage qu'elle n'apparaisse pas dans cet article.

C'est bien d'être antifasciste, anti-RN, anti-extrême droite, antiraciste, anti-impérialiste, anti tout ce qu'on voudra, mais si le moment venu, je précise bien, on n'est pas avant tout anticapitaliste et ses institutions, cela ne vaut guère mieux que les pacifistes en temps de paix et va-t-en-guerre dès qu'elle est déclarée.

- Les faits, rien que les faits, on entend bien s'y tenir strictement, mais ce n'est pas le cas des auteurs de cette contribution politique. Tout dépend de l'objectif politique qu'on se fixe, s'accommoder du régime en place ou préparer les conditions politiques pour le renverser.

Pourquoi ne pas appeler à "*une mobilisation immédiate*, hardie et inlassable des masses sous les mots d'ordre de conquête du pouvoir au nom du socialisme" ? Parce que ce mot d'ordre n'a jamais été à l'ordre du jour du Front populaire en 1936, il n'était pas d'actualité, gauchiste, trop révolutionnaire, entendez marxiste ou léniniste, il ne le sera pas davantage en 2024.

Dans cet article ne figure pas non plus la nécessité de rompre avec le capitalisme et les institutions de la Ve République, or c'est bien la crise du capitalisme et ses institutions qui est à l'origine de la situation sociale et politique actuelle. Tout le monde sait ou devrait savoir, comme en 1936, que c'est cette tâche politique que le prolétariat doit accomplir, elle conditionne la satisfaction de ses besoins sociaux et de ses aspirations démocratiques, tout le reste est du baratin.

- Le développement du fascisme est en soi le témoignage irréfutable du fait que la classe ouvrière a terriblement tardé à remplir la tâche posée depuis longtemps devant elle par le déclin du capitalisme. C'est à cette seule condition, que la situation prérévolutionnaire se changera en situation révolutionnaire. Dans le cas contraire c'est-à-dire si on continue à piétiner sur place, la situation prérévolutionnaire se changera infailliblement en situation contre-révolutionnaire et amènera la victoire du fascisme. Trotsky 1935

- Ne parvenant plus à poster un nouveau commentaire après l'article précédent, je le fais ici.

J'ai partagé le commentaire d'un lecteur peut-être un trop vite.

Assange était décrit comme un agent des Rothschild et d'Israël, entre autres. Or, en cherchant bien sur le Net pendant plus d'une heure, je n'ai trouvé absolument aucun article en anglais ou français corroborant ces graves accusations, pas la moindre trace.

En revanche, j'ai découvert que le blog délirant nommé *La Cause du Peuple* en était à l'origine, et que la plupart des assertions que je suis parvenu à vérifier étaient fausses ou un tissu de conneries, par exemple, Rothschild fondateur de Frontline, le passage sur Soros également, tout le reste s'est avéré être à l'avenant.

Du coup, je me désolidarise de ce commentaire, et je n'en diffuserai pas le contenu dans mon blog. Ce qui est dingue, c'est qu'il faille systématiquement tout vérifier avant de publier quoi que ce soit, c'est épuisant.

Palestine occupée.

«L'armée israélienne est l'une des armées les plus criminelles au monde !» selon la Commission d'enquête de l'ONU

<https://reseauinternational.net/larmee-israelienne-est-lune-des-armees-les-plus-criminelles-au-monde-selon-la-commission-denquete-de-lonu/>

Santé.

La France agent des assassins de Big Pharma en Afrique.

Macron, l'UE, l'Union africaine livrent les Africains au criminel Bill Gates (Gavi)

L'épisode covid devait servir de prétexte à une offensive mondiale de l'oligarchie financière contre la santé de la population mondiale.

La nouvelle forme du colonialisme sera plus sournoise et cruelle encore, plus envahissante et radicale en affaiblissant l'immunité naturelle des Africains pour le compte de l'oligarchie financière par le biais de ses trusts pharmaceutiques mafieux.

L'Afrique a été relativement épargnée par la mystification hygiéniste au coronavirus entre 2020 et 2023, elle a compté un nombre de décès insignifiant sans que la population ne soit vaccinée, contrairement aux populations occidentales qui ont enregistré une surmortalité à partir de 2021, date à partir de laquelle elles servirent de cobayes aux injections géniques expérimentales à ARN messenger.

Paris accueille un sommet mondial pour accélérer la fabrication de vaccins en Afrique - RFI 20 juin 2024

Paris reçoit ce jeudi le Forum mondial pour la souveraineté et l'innovation vaccinales. Organisé à l'initiative de Gavi (l'Alliance des vaccins), de l'Union africaine et de la France - au nom de l'Europe - il doit réunir au siège du ministère des Affaires étrangères des représentants des États africains, des donateurs, de l'industrie pharmaceutique, de la société civile et des organisations internationales. Les présidents du Sénégal, du Ghana, du Rwanda, du Botswana font le déplacement.

L'objectif est de permettre à l'Afrique de disposer de plus de vaccins et plus vite, quitte à ce qu'elle en produise davantage sur son sol.

Mais il s'agit d'abord pour l'Alliance des vaccins (Gavi) de rassembler des fonds pour les cinq années qui viennent. Cette alliance d'États, d'industriels, d'organisations internationales et de fondations, a permis grâce à son pouvoir de négociation avec les fabricants d'éviter 17 millions de

morts en vingt ans, en aidant les États africains à vacciner à prix abordable un milliard d'enfants, contre la rougeole, le pneumocoque, la diphtérie, le tétanos, la coqueluche ou la poliomyélite. Désormais, Gavi souhaite en vacciner un milliard de plus en deux fois moins de temps et déployer les nouveaux vaccins qui ont été développés contre le paludisme, ou le cancer du col de l'utérus, principale cause de mortalité chez les femmes en Afrique désormais. Tout en reconstituant ses réserves de vaccins contre la fièvre jaune, le choléra ou Ebola.

Ce forum pour la souveraineté vaccinale doit aussi donner naissance à un nouvel instrument financier, l'Accélérateur africain de fabrication de vaccins (Avma), pour encourager le développement d'une industrie sur le continent. Car pour l'heure, l'Afrique importe plus de 98% des vaccins dont elle a besoin. La pandémie de Covid, au cours de laquelle l'Afrique avait été servie en dernier, avait servi de révélateur. Les projets avancent, mais pas assez vite. La récente pénurie de vaccins contre le choléra l'a cruellement démontré.

L'Afrique ne produit qu'1 à 2% des vaccins dont elle a besoin. Et les projets lancés au lendemain de la crise du coronavirus n'ont pas encore vu le jour. Au Kenya, l'Américain Moderna a tout bonnement renoncé à son projet de vaccin anti-Covid-19. Les autorités de Nairobi espèrent monter une usine de remplissage de vaccin tuberculose - polio - varicelle d'ici cinq ans.

Au Rwanda, pas de date de production prévue, mais la firme allemande BioNtech a fait venir des conteneurs où sa technologie ARN messenger devrait permettre de fabriquer un vaccin anti Covid-19, mais aussi contre le paludisme et la tuberculose à l'avenir. Au Sénégal, l'institut Pasteur de Dakar relance sa production de vaccins contre la fièvre jaune, 40 millions de doses visées fin 2024, avec la technologie de culture cellulaire traditionnelle.

Une nouvelle usine devrait fabriquer des vaccins contre la rougeole. Enfin, l'Afrique du Sud, faute de montée en puissance de son hub sur l'ARN messenger, et en attendant les transferts de technologie du seul fabricant coréen de vaccin anti-choléra, devrait voir se concrétiser dans les deux à trois ans une usine de son champion, Aspen. Ce sera, étape beaucoup plus rapide à mettre en œuvre, de la mise en flacon de sérum fabriqué en Inde.

Le Sénégal se voit comme un candidat naturel à la fabrication de vaccins, car depuis les années 60, l'Institut Pasteur sait produire les sérums contre la fièvre jaune au standard de l'OMS. Il en fabrique jusqu'à huit millions de doses par an, rapporte notre correspondante sur place, Léa-Lisa Westerhoff.

Dakar s'appuie sur cette expertise pour plaider pour son grand projet de vaccinopole en banlieue de Dakar. Les murs sont là et les laboratoires aussi avance une source de l'Institut Pasteur, mais aucune date encore pour le début de la production à grande échelle.

Dans un premier temps, l'idée est de produire jusqu'à 40 millions de doses de fièvre jaune par an, mais dès 2026, le Cepi, une initiative pour accélérer l'accès aux vaccins pour tous, a sélectionné le Sénégal et l'Afrique du Sud pour fabriquer des vaccins contre les épidémies et pas seulement le Covid.

Au forum mondial pour la souveraineté et l'innovation vaccinale, le Sénégal compte donc plaider pour l'obtention de fonds et notamment bénéficier de l'Accélérateur de la production des vaccins en Afrique (Avma), ce mécanisme financier pour aider à fabriquer des vaccins en Afrique qui devrait être lancé ce jeudi. L'objectif est aussi de trouver des partenaires industriels pour apporter leur expertise en matière de fabrication à grande échelle.

J-C – On a envie de dire paradoxalement : Heureusement que les Africains sont trop pauvres pour se faire vacciner avec leurs saloperies, idem en Inde où je vis, se soigner est un luxe qui passe en dernier, hélas, mais quand on est pauvre, on n'a pas le choix.

Niger.

Niger : Niamey retire à la société française Orano, ex-Areva, un important gisement d'uranium - 20minutes.fr 25 juin 2024

Le gouvernement en place en Niamey a confirmé lundi soir le « *retour dans le domaine public de l'Etat* » de l'important gisement d'uranium d'Imouraren dont le permis d'exploitation a été retiré la semaine passée à la compagnie française Orano (ex-Areva).

Cette déclaration intervient après l'adoption en Conseil des ministres d'un « *projet de décret portant retrait du permis d'exploitation de l'uranium à la société Imouraren SA* », une filiale d'Orano. Jeudi, la société française avait annoncé « *prendre acte* » de la décision du Niger, mais les autorités n'avaient pas communiqué sur le sujet.

Imouraren, dans le nord du Niger, est l'un des plus grands gisements d'uranium au monde, avec des réserves estimées à 200.000 tonnes. La chute des prix de l'uranium sur le marché mondial, après la catastrophe nucléaire de Fukushima au Japon en 2011, avait gelé les opérations d'Orano. Le 12 juin dernier, l'entreprise avait par contre annoncé le lancement récent de « *travaux préparatoires* ».

« *Nonobstant les reports accordés à sa demande* », la société française « *n'a jamais honoré ses engagements* » malgré deux « *misés en demeure* » qui lui ont été « *adressées par le ministère des Mines le 11 février 2022 puis le 19 mars 2024* », a détaillé le gouvernement pour justifier sa décision de retirer le permis.

Le régime militaire au pouvoir à Niamey depuis un coup d'Etat en juillet 2023 – qui a fait de la souveraineté une de ses priorités – a plusieurs fois répété qu'il souhaitait revoir en profondeur le système d'exploitation des matières premières sur son sol par des compagnies étrangères.

Le Niger fournit 4,7 % de la production mondiale d'uranium naturel, loin derrière le Kazakhstan (45,2 %), selon des chiffres de 2021 de l'agence d'approvisionnement d'Euratom (ESA). Environ un quart de l'approvisionnement en uranium naturel des centrales nucléaires européennes en 2022 provenait du Niger, le 2e pays derrière le Kazakhstan et devant le Canada. 20minutes.fr 25 juin 2024

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 29 juin 2024

Plein de bonnes nouvelles aujourd'hui, et ce n'est peut-être pas fini, qui sait ?

Le troisième tour pourrait se dérouler dans la rue, sur les barricades ou il n'aura pas lieu.

- Législatives 2024 : le nombre de procurations atteint les deux millions, un record - FranceInfo 28 juin 2024

- Législatives 2024 : vers une mobilisation inédite des électeurs ? - FranceInfo 29 juin 2024

Leur instrumentalisation de dernières minutes concerne les votes par procuration, qui s'élèveraient à deux millions. Un record, normal, selon les médias mainstream qui y voient un regain d'intérêt des Français pour ces élections législatives, motivés par leur enjeu politique, leur crainte de voir accéder au pouvoir « *les extrêmes* ». Vraiment ? En réalité, le premier tour aura lieu le dimanche du premier week-end de juillet, quand des millions de Français seront partis en vacances, d'où leur recours exceptionnel à cette procédure.

Peu importe, il n'en aura pas fallu davantage pour qu'ils tablent sur une hausse de la participation, un scénario qu'aurait prévu le despote de l'Élysée en annonçant la dissolution de l'Assemblée nationale, voyez-vous cela, le malin aurait tout prévu. Biden aussi, on en rigole d'avance ! (lire plus loin)

Tribune libre.

La Tribune des travailleurs (Parti des travailleurs)

L'éditorial par Daniel Gluckstein

Ingouvernabilité, guerre civile, coup d'État, révolution...

Où va la France ?

La crise de la Ve République s'aggrave de jour en jour. Nul ne peut en comprendre les ressorts s'il ne part pas des forces sociales en présence et de leur confrontation.

La clef de voûte de la Ve République, c'est le président de la République. Le rejet de Macron, tel qu'il s'est exprimé le 9 juin, fut si massif qu'il a impacté le régime lui-même. Or la Ve République, c'est l'enveloppe institutionnelle de l'État. Qu'est-ce que l'État ? L'instrument de l'oppression d'une classe sociale par une autre classe sociale, indispensable au bon fonctionnement du système capitaliste. Sans disposer de l'État, une poignée de multimilliardaires qui contrôlent les moyens de production ne pourraient exploiter la force de travail de l'immense majorité. À travers les

institutions, c'est aujourd'hui l'État qui est en cause et, à travers lui, le régime de la propriété privée des moyens de production.

Les institutions de la Ve République n'ont pas la souplesse d'un régime parlementaire dans lequel les alliances et les combinaisons peuvent varier autant que nécessaire pour préserver le régime lui-même. Sous la Ve République, le mode d'élection basé sur le scrutin de circonscription uninominal à deux tours rend difficile la constitution d'alliances après élection. Le principe en est plutôt que des coalitions constituées avant le vote cherchent à gagner une majorité de sièges pour former le gouvernement. Aujourd'hui, à quelques jours du premier tour, l'hypothèse d'un seul bloc disposant d'une majorité absolue à l'Assemblée nationale n'est pas la plus probable. À quoi s'ajoutent les problèmes soulevés par une éventuelle cohabitation. Au point que le pronostic d'« *ingouvernabilité* » après le 7 juillet revient de plus en plus fréquemment dans les médias.

Nos adversaires, qui savent que ce n'est pas la première fois que nous évoquons l'agonie de la Ve République, ironiseront peut-être : « *Ah, bon, à l'agonie depuis si longtemps ?* » Oui. Cette agonie se prolonge du fait de l'incapacité des deux classes sociales en présence à conclure de manière définitive. La classe capitaliste, parce qu'en dépit des coups qu'elle a portés ne parvient pas à démanteler jusqu'au bout les droits et garanties arrachés par le combat ouvrier depuis près d'un siècle (notamment dans les grands mouvements de classe en 1936, 1945, 1953, 1955, 1968...). La classe ouvrière, parce qu'en dépit de mobilisations par millions a été et est confrontée à des directions qui, quand vient l'heure d'organiser la confrontation, par exemple par l'appel à la grève générale, choisissent de se dérober. On l'a vu récemment dans la mobilisation contre la réforme des retraites.

En se prolongeant, l'agonie du régime pousse à une décomposition générale, institutionnelle, politique, sociale. Ce régime est à ce point discrédité qu'il ne peut, en se maintenant sous sa forme actuelle, qu'aggraver le rejet et ouvrir la voie à un effondrement total. Mais c'est un fait qu'à ce stade aucune force sociale n'est en mesure d'imposer une solution alternative, que seule pourrait dégager soit une force résolument orientée vers le coup d'État militaire, le totalitarisme et/ou l'extension de la guerre (ce dont Macron a ouvertement menacé le pays en évoquant le 24 juin le spectre de la « *guerre civile* ») ; soit la classe ouvrière s'orientant vers l'issue révolutionnaire pour prendre le pouvoir entre ses mains.

Que peut-il alors advenir ?

Pour répondre à cette question, il faut, répétons-le, partir de la situation des deux classes sociales fondamentales en présence : la bourgeoisie et la classe ouvrière.

Comme toutes les bourgeoisies, la bourgeoisie française déteste et craint par-dessus tout la déstabilisation. Elle a besoin de stabilité pour faire tourner ses affaires. La zone de turbulence dans laquelle le pays est entré est source d'inquiétude. La pression exercée par les agences de notation – c'est-à-dire le capital financier des États-Unis – et par l'Union européenne et le FMI, tout cela va dans le même sens : la bourgeoisie est sommée de faire des progrès de productivité. Elle doit par conséquent être capable d'aller plus loin dans la remise en cause des droits ouvriers, responsables, à ses yeux, d'un « *coût du travail* » exorbitant.

Quel que soit le résultat sorti des urnes le 7 juillet, la classe capitaliste a besoin de garanties solides concernant la préservation de ses intérêts par un futur gouvernement. Dans la situation actuelle, ces garanties se concentrent sur deux questions clefs.

La première concerne la préservation des institutions. Les « *trois grands blocs* » s'y engagent : celui constitué par les macronistes, la droite et le centre bien sûr ; mais aussi le Rassemblement national (RN) ; c'est le cas également du Nouveau Front populaire (NFP), qui renvoie à un futur indéterminé l'objectif pour le moins vague d'« *abolir la monarchie présidentielle dans la pratique des institutions* » et de passer « *à une 6e République par la convocation d'une assemblée constituante* ». De manière immédiate, en cas de victoire électorale, tous s'engagent à cohabiter avec Macron. En application de la Constitution de la Ve République, une fois l'élection passée, Macron nommera donc le Premier ministre (article 8), présidera le Conseil des ministres (article 9), promulguera (ou non) les lois votées par le Parlement (article 10), signera (ou non) les ordonnances et les décrets (article 13). Comme « *chef des Armées* » (article 15), c'est lui qui aura le pouvoir d'engager (ou non) la France dans des conflits. Il conservera la prérogative de négocier et ratifier les traités internationaux (article 52). Et surtout, il disposera avec l'article 16 de la possibilité d'instaurer l'état d'urgence qui suspend les libertés et concentre tous les pouvoirs entre ses mains. Question : rompre avec la politique des gouvernements précédents, est-ce possible en gardant Macron avec tous les pouvoirs de censure et de verrouillage que lui confère la Constitution ?

La seconde, c'est le consensus sur la politique de guerre. La guerre impérialiste en cours forme un tout. En Europe, elle exige l'armement et le surarmement de l'Ukraine, alimentant le bain de sang qui fauche des milliers de vies des deux côtés du front. Au Moyen-Orient, elle a pour fondement la négation des droits nationaux du peuple palestinien (ce qui, depuis la partition de 1947 jusqu'au génocide d'aujourd'hui, constitue une marque essentielle de l'ordre impérialiste). La poursuite de la guerre, c'est la garantie de juteux profits. Des centaines de milliards de dollars ont été investis depuis plus de deux ans dans la guerre en Ukraine par le bloc (de plus en plus intégré) formé par l'Union européenne, l'OTAN et les États-Unis ; à quoi s'ajoutent les investissements nécessaires aux préparatifs guerriers contre la Chine et l'armement du gouvernement génocidaire d'Israël. Pour toutes ces raisons, pour l'impérialisme mondial – dominé par l'impérialisme américain –, il est hors de question que la France se dégage du rôle de supplétif qui lui est assigné, sous la direction de Washington, dans le cadre de l'OTAN. S'agissant de la guerre, Bardella s'engage à tenir les engagements de la France, en Ukraine et au Moyen-Orient. Le programme du NFP prend lui aussi l'engagement de poursuivre la « livraison d'armes nécessaires à l'Ukraine » et d'inscrire sa politique moyen-orientale dans le cadre des résolutions de l'ONU...

Question : quel crédit apporter à l'engagement de « *rupture* » revendiqué par le programme du NFP dès lors que ce programme s'engage à consacrer à la guerre les centaines de milliards qui font et feront défaut aux écoles, aux hôpitaux, aux services publics de plus en plus démunis ?

Toutes les coalitions en présence s'engagent donc au respect des institutions et de l'engagement dans la guerre. Il n'en découle pas pour autant que les cercles dirigeants du capital financier sont indifférents à la composition du futur gouvernement. Face au risque d'« *ingouvernabilité* », leur préférence – ou plutôt leur moindre répugnance – pourrait se tourner vers un gouvernement d'« *arc républicain* », une majorité parlementaire allant des Républicains à la social-démocratie, comme le recommande Édouard Philippe. Encore faudrait-il que les forces soient suffisantes à l'Assemblée nationale pour former une telle majorité. Encore faudrait-il qu'elles le veuillent. Et à condition – exigeront les dirigeants capitalistes – que ce gouvernement ne renonce pas à imposer les contre-réformes contre la classe ouvrière. Or un tel gouvernement serait marqué dès sa constitution par son extrême fragilité. Il pourrait rapidement être tétanisé face à la résistance ouvrière. Au mieux donc, ce serait pour la bourgeoisie la « *moins pire* » des solutions. Mais pour combien de temps ?

À défaut, une partie des cercles dirigeants du capital financier laisse entendre qu'ils pourraient s'accommoder, au moins provisoirement, d'un gouvernement de cohabitation Macron-Bardella. Mais à condition de lui imposer leur agenda. Le RN est réticent, bien qu'il donne de plus en plus de

gages, y compris sur le respect de l'Union européenne. Il craint l'effet d'« *usure* » d'un gouvernement de cohabitation qui ferait ombrage à la possible élection de Marine Le Pen en 2027. Les cercles dirigeants du capital financier, eux – à ce stade –, voudraient éviter une confrontation brutale avec la classe ouvrière. Mais s'il n'est pas d'autre moyen, certains secteurs sont aujourd'hui prêts à en courir le risque avec un gouvernement du RN, ce qui n'était pas le cas auparavant.

Qu'en est-il du NFP ? Bien qu'il porte en gros caractères le mot « *rupture* », son programme, on l'a vu, reste dans le cadre des institutions. Les dirigeants du NFP qui se portent candidats au poste de Premier ministre revendiquent de siéger dans un Conseil des ministres présidé par Macron. Les cercles dirigeants du capital financier sont pourtant réticents à une telle combinaison et ne s'y résoudront que si vraiment il n'y a pas d'autre possibilité. Leurs craintes ne portent pas sur les intentions des dirigeants du NFP, dont les partis et les dirigeants ont fait la preuve dans le passé de leur capacité à gouverner sans rompre ni avec la Ve République ni avec le capitalisme. Ce que craint la bourgeoisie, c'est la base sociale du NFP, ces millions de travailleurs et de jeunes qui, en votant pour lui, le chargent de leurs revendications et de leurs aspirations.

Que veulent les travailleurs et les jeunes ? Ils ont des revendications vitales sur le pouvoir d'achat, le logement, l'école, les hôpitaux, les conditions de travail, la Sécurité sociale. Ils veulent un pouvoir qui les satisfasse. La plupart font majoritairement confiance aux partis du NFP. Mais ces revendications, ces aspirations appellent, pour devenir réalité, une rupture dans les faits et pas seulement sur le papier. Cette exigence de rupture avec le capital financier, les institutions de l'Union européenne et la Ve République, portée par la mobilisation sociale de millions, les capitalistes la craignent. À raison !

Les dirigeants du NFP eux-mêmes oscillent entre deux attitudes : revendiquer de gouverner le pays en multipliant les preuves de leur « *sérieux* », comme l'ont fait Coquerel et Vallaud présentant leur programme au Medef afin de convaincre les patrons, faisant appel à leur « *patriotisme économique* » et leur « *bonne volonté* » ; ou s'engager tout de suite dans une compétition pour savoir qui sera Premier ministre et ainsi déchaîner la division entre dirigeants qui, pourtant, revendiquent le même programme. Faudrait-il finalement, par la division, permettre à Macron de garder les rênes du pouvoir ? Faudrait-il tout renvoyer à 2027 ? Serait-ce là notamment le calcul de Mélenchon dont l'objectif essentiel est son élection à la présidentielle dans trois ans ?

Ingouvernabilité... Le Monde évoque un coup d'État institutionnel via une manœuvre pour un troisième mandat. Europe 1 souligne le possible recours à l'article 16. Et Macron agite la menace de la « *guerre civile* » qui pourrait justifier ce recours à l'article 16...

Les travailleurs et les jeunes qui votent pour le NFP ne sont ni aveugles ni amnésiques. Ils savent qu'il y a eu dans le passé des gouvernements, sous Mitterrand, sous Hollande, sous Jospin, qui rassemblèrent tous les partis que l'on retrouve aujourd'hui dans le NFP (ou leurs dirigeants) et refusèrent alors de s'engager sur la voie de la rupture. Souvent, lorsqu'ils sont interrogés à ce sujet, travailleurs et jeunes répondent : « *Nous n'avons pas oublié, mais on ne peut pas tout régler en même temps, c'est pourquoi nous voulons d'abord bloquer l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite et ensuite nous nous attèlerons à imposer un gouvernement qui mène une politique de rupture.* »

C'est dans ce contexte que le Parti des travailleurs a été amené à avancer le mot d'ordre « *Dégager Bardella, chasser Macron, rupture ouvrière* ». Des millions de travailleurs et de jeunes voteront pour le NFP parce qu'ils estiment que c'est la voie la plus économique pour imposer une politique de rupture, rupture avec la guerre, avec la misère, avec toutes les contre-réformes.

Sans illusion dans le programme du NFP, le Parti des travailleurs est partie prenante de ce mouvement de millions. En toute indépendance, déployant notre propre politique et nos propres mots d'ordre, nous conforterons le mouvement par lequel les travailleurs diront à ces dirigeants : « *Prenez le pouvoir entre vos mains, dégagez Macron, dégagez les institutions de la Ve République ! Formez un gouvernement Mélenchon-Roussel-Faure sans Macron ni patrons, sans les institutions de la Ve République ! Formez un tel gouvernement, mettez sans délai en œuvre les premières mesures d'urgence, sans craindre de rompre avec la Ve République et le capitalisme !* ». (Je pense qu'on ne devrait pas encourager les travailleurs à formuler leurs illusions dans les partis pourris du NFP. Je ne crois pas que ce soit le meilleur moyen de combattre ces illusions, aucune expérience dans le passé ne permet de le justifier, c'est une très grave erreur politique. Devraient-ils faire de même envers les capitalistes juste pour tester leur réaction ? On est en droit de se poser ces questions, non ? Et puis quoi encore, sachant pertinemment de quoi il retourne, bien d'autres arguments sont à notre disposition pour les amener à comprendre la nature du Front populaire, de ses partis, du capitalisme. – J-C)

Pour le Parti des travailleurs, cela exige notamment la confiscation des centaines de milliards de la loi de programmation militaire, des profits des capitalistes et des dividendes versés aux actionnaires, et leur affectation aux besoins du peuple travailleur.

Finalement, tout se concentre dans la capacité des travailleurs à s'organiser par eux-mêmes pour faire prévaloir leurs besoins. L'issue ne pourra surgir que dans la confrontation directe entre les classes. Le Parti des travailleurs, bien qu'il ne le revendique pas explicitement dans son programme, ne peut se construire que comme un parti révolutionnaire qui assume non seulement la perspective de la rupture, mais aussi le combat pour lui ouvrir la voie, c'est-à-dire aider à organiser la lutte de classe par le combat pour l'unité.

La solution viendra de la rupture. Cette rupture peut être ouvrière et révolutionnaire et emprunter la voie démocratique du combat pour l'Assemblée constituante et le gouvernement ouvrier. Elle peut à l'inverse être une « rupture » de type totalitaire, prenant y compris la forme d'un coup d'État ou d'une dérive vers une nouvelle forme de fascisme.

Tel est l'enjeu de la nouvelle étape de confrontation qui mûrit entre les classes sociales.

N. B. : Cet éditorial a été rédigé les 24 et 25 juin. Au rythme extrêmement rapide des événements, il sera probablement dépassé dans tel ou tel aspect factuel avant même l'impression du journal. Il reviendra aux travailleurs, aux jeunes, aux militants ouvriers qui nous lisent de juger si, au-delà de tel ou tel détail, la ligne générale de notre analyse et les conclusions que nous en tirons sont utiles ou non au combat d'émancipation.

Mes commentaires publiés dans deux blogs.

Note aux lecteurs.

Si vous souhaitez partager vos idées sans vous faire insulter ou sans être censuré, vous pouvez les adresser au blog *Le Grand Soir* qui a publié tous mes commentaires jusqu'à présent. Je suis sûr qu'il accueillera les vôtres avec plaisir, si toutefois vous respectez les autres lecteurs et que vous ne tentez pas d'imposer vos idées par des moyens déloyaux.

Toutes les tendances du mouvement ouvrier interviennent dedans, certains lecteurs vont voter NFP, LO, PRCF, RN, s'abstenir ou voter blanc.

En revanche, je ne vous conseille pas de vous connecter et d'envoyer des commentaires au blog *Réseau Internationale* étranger au mouvement ouvrier et où pullulent des lecteurs d'extrême droite que vous ne serez peut-être pas en mesure d'affronter.

- le Front populaire historique ne se concevait pas sans une dialectique très active, et entièrement tournée contre le grand capital

Or, le Front populaire refusa obstinément de s'attaquer au "*grand capital*", aux fondements du capitalisme, trahissant chaque fois ses engagements, et vous osez ressortir cela ? Avis à ceux qui en pinceraient pour le PRCF.

- Le plus troublant dans l'affaire Assange, c'est qu'il soit encore en vie, qui plus est, libre et apparemment en pleine forme.

D'autres personnages plus ou moins importants ont raconté qu'ils avaient été victimes de dizaines de tentatives d'assassinats pour finalement en réchapper miraculeusement, par exemple Meyssan ou Castro. D'autres généralement méconnus, mais figurant parmi des témoins gênants, ont eu moins de chance qu'eux et ont été liquidés à la première occasion.

Personnellement, je n'ai jamais fait référence aux "*révélations*" de WikiLeaks, parce que des médias-oligarques (Le Monde) en avaient été des destinataires, j'ai toujours pensé qu'il y avait quelque chose de pas très propre derrière, quoi, je l'ignore précisément.

- Vous avez décrit Assange comme un agent des Rothschild et d'Israël, entre autres.

Or, en cherchant bien sur le Net pendant plus d'une heure, je n'ai trouvé absolument aucun article en anglais ou français corroborant ces graves accusations, pas la moindre trace.

En revanche, j'ai découvert que le blog délirant nommé La Cause du Peuple en était à l'origine, et que la plupart des assertions que je suis parvenu à vérifier étaient fausses ou un tissu de connerie, par exemple, Rothschild fondateur de Frontline, le passage sur Soros également, tout le reste s'est avéré être à l'avenant.

Du coup, je me désolidarise de votre commentaire, et je n'en diffuserai pas le contenu dans mon blog. Ce qui est dingue, c'est qu'il faille systématiquement tout vérifier avant de publier quoi que ce soit, c'est épuisant.

Quand on reproduit des infos d'une telle importance provenant d'un blog ou d'une autre source, la moindre des choses seraient de la communiquer aux lecteurs pour qu'ils puissent immédiatement en vérifier la validité ou le sérieux.

- De mon trou en Inde. Quel magnifique exercice de démocratie ouvrière !

Merci Le Grand Soir de permettre une telle confrontation d'idées en publiant tous ces commentaires sincères et étayés. Merci à tous ces honnêtes lecteurs animés de bonnes intentions qui défendent loyalement leurs idées sachant qu'elles peuvent encore évoluer, et qui partagent le même idéal humaniste, le plus élevé qui soit. Comme quoi c'est parfaitement possible de discuter ensemble librement sans s'insulter ou s'étriller.

Cela devrait permettre d'y voir plus clair ou d'éclaircir notre horizon, qui demeure désespérément bouché depuis de trop nombreuses décennies, et de faire renaître chez des millions de travailleurs et des milliers de militants ouvriers l'espoir dans le socialisme, la seule alternative au capitalisme ou qu'un changement de régime politique et économique est indispensable et possible.

Cela devrait contribuer à définir une politique juste, qui d'un coup balayera nos désaccords et réalisera notre unité, sans laquelle nous ne vaincrons jamais nos ennemis. Car effectivement, personne d'autres que nous n'est responsable des tâches qui nous incombaient, et que nous ne sommes jamais parvenus à résoudre jusqu'à présent, nous devons l'assumer et aller de l'avant, au lieu d'avoir toujours les yeux fixés sur le rétroviseur du passé.

Dans ces commentaires chacun détient un petit bout de la vérité, mais personne n'est parvenu à les rassembler. Qu'est-ce qui devrait nous guider, nos objectifs politiques ou ce que pense untel ou untel, tel ou tel média, à les lire on se dit qu'il y a encore beaucoup de progrès à faire, mais on progresse. Par exemple, on a lu pas mal de choses sur Mélenchon, qu'en est-il au juste ? Pris au piège de ses contradictions, sauf à les partager et se compromettre, il est indéfendable, alors on ferait mieux de l'oublier.

Il faut aller à l'essentiel pour avancer, sinon on piétinera indéfiniment et on ne s'en sortira jamais. Toutes les voies qu'on a empruntées dans le passé et qui ont conduit à une impasse ou à une défaite, doivent être abandonnées. Pourquoi s'obstiner lorsque les mêmes causes produisent indéfiniment les mêmes effets, c'est stupide.

Là on baigne en pleine confusion. Pour les uns, "*Le principal intérêt de cette élection est de mettre hors d'Etat de nuire la macronie*", pour d'autres, "*battre le parti fondé par des Waffen SS est la tâche de l'heure*", ou encore, "*avec le NFP la promesse d'une rupture. Je préfère essayer la rupture plutôt que de ne rien tenter*".

Sinon on régresse : "*Je crois aussi que l'armée est assez sûr*".

Mais parfois on a le droit à un moment de lucidité : "*toute nouvelle trahison à la socialiste se paiera très cher et verra le RN triompher sans coup férir !!*" Là aussi : "*Le FN n'est pas une pustule étrangère au système dominant. Il est une pièce maîtresse dans sa stratégie de sauvegarde du pouvoir. Il sert la droite (appel au réflexe républicain) comme la fausse gauche (barrage au fascisme) ce qui lui permet de justifier son existence avec un énorme gain : empêcher une vraie gauche de voir le jour et de se renforcer. C'est ce qui explique qu'aucune possibilité de révolution ne pointe son nez à l'horizon alors que tous les ingrédients d'une révolution en France cognent si fort. Bien joué pour le capitalisme.*"

Parfois on brûle, ici par exemple "*La seule chose à faire est de (...) tirer la leçon de nos soixante années de turpitude intellectuelle*", ou encore "*les partis de gauche en France qui ont droit aux*

médias de masse, ne sont pas de gauche.", ici aussi " *LFI est une gauche parfois radicale mais toujours légaliste, démocrate et réformiste.*", là on y est : " *Le pire est que cette gauche ne veut plus affronter le capitalisme mais faire avec.*", ouf, c'est sorti aux forceps !

Pire, on se renie " *si JLM se met simplement en retrait - un sondage du "Nouvel Obs" le confirme : 38% des Français sont prêts à voter NFP et LFI s'il n'est pas impliqué dans un futur gouvernement ; ce qui nous mettrait en tête de tous les partis du pays ! Cela est une excellente surprise et prouve que la Gauche n'a pas dit son dernier mot si elle sait s'y prendre...»*, ou encore, quand " *mener le combat sereinement*" consiste à ne pas " *affoler les gens*", cela signifie qu'on n'a pas hésité à se compromettre avec l'ennemi, cela ne s'appelle pas de la sérénité, mais du sadisme.

Pire encore ou suicidaire, là on touche le fond, il y en a qui avouent avoir voté RN, " *un vote stratégique de déstabilisation de Macron*", et qui le voient déjà au pouvoir, à croire qu'ils l'espèrent.

On nous parle de " *mémoire*" à propos du fascisme, mais pas du Front populaire, du PS ou du PCF, des multiples trahisons de leurs dirigeants successifs pendant près d'un siècle ou plus.

Parmi ce " *qu'on n'a jamais essayé*" : La révolution, tiens, personne ne l'a fait remarquer, un oubli révélateur, plutôt inquiétant, non ?

- Voilà une description bien angélique, vous ne trouvez pas ?

- « *Respect mutuel de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, non-agression mutuelle, non-ingérence mutuelle dans les affaires intérieures, égalité et bénéfice mutuel, et coexistence pacifique*»

Voilà un discours qu'on a entendu autrefois dans la bouche de tous les diplomates des puissances occidentales. Elles avaient exporté ou investi des masses considérables de capitaux sur les continents asiatique, africain et sud-américain, afin de profiter de la détresse économique des pays sous-développés pour en tirer un maximum de profits au détriment des populations locales qui resteront soumises au sous-développement durant près d'un siècle, ou leur imposer un mode de développement économique concourant à les réduire davantage en esclavage, leur modèle de société.

Autrement dit, les travailleurs de tous ces pays se verront accorder une amélioration de leur condition d'existence matérielle, sans pour autant que leurs conditions de vie soient satisfaisantes, car moyennant des conditions de travail harassant et des salaires misérables, de telle sorte qu'ils seront maintenus dans la pauvreté et la précarité absolue, un véritable cauchemar quotidien sans espoir d'en sortir. Dans chaque pays des puissances occidentales, des millions d'ouvriers et leurs familles ont connu le même traitement injuste génération après génération depuis le début du XXe siècle, ce qui signifie qu'ils n'ont pas réellement profité du développement économique de leur pays.

Si nous ne sommes pas égaux face au développement économique dans notre propre pays, affirmer qu'il en irait autrement quand des grandes puissances traitent avec des pays pauvres, c'est nous prendre pour des imbéciles ou des ignorants.

La Chine faisant face à d'immenses besoins en matières premières pour nourrir sa population et assurer son développement futur, elle se sert de ses énormes réserves financières dues à son

excédent commercial et des gigantesques profits qu'elle tire de l'exploitation de ses travailleurs, pour jouer le même rôle économique à l'échelle mondiale que les puissances occidentales aux XIXe et XXe siècle, afin d'assurer la pérennité du capitalisme mondial. Elle investit en Afrique dans des infrastructures, et dans une certaine mesure dans le social, parce qu'elle ne peut pas faire autrement, les capitalistes firent la même chose un siècle auparavant, parce qu'on ne peut pas faire marcher des usines avec une masse analphabète, indisciplinée, malade, crasseuse, et non par humanisme.

On vit la même chose en Inde où je vais terminer mes jours, et puis je suis issu d'une famille ouvrière française très pauvre, mon père était menuisier en bâtiment. J'ai assisté depuis 1991 au "*développement économique*" de l'Inde. 35 ans plus tard, pour les travailleurs indiens le bilan est effroyable...

Qu'on ne nous raconte pas d'histoire, le caractère hégémonique qui domine les relations entre États, durera aussi longtemps que le système économique mondial reposant sur la confiscation du pouvoir politique et la domination d'une classe sur une autre, n'aura pas été éradiqué de la surface de la Terre.

Enfin une bonne nouvelle de la famille Rothschild et de l'Etat profond américain : Ils sont dans la merde !

J-C – Tout puissant, comme quoi, hein ? Nous les vaincrons, le socialisme s'imposera. N'en déduisez pas hâtivement que le capital financier lâcherait Macron. Il l'a essoré visiblement. Resservira-t-il ou il est bon à jeter, l'avenir le dira.

Législatives 2024 : pour « *The Economist* », il n'y a plus de centre en France (littéralement) - Le HuffPost 27 juin 2024

La Une du magazine économique anglais estime que sur l'échiquier politique, le centre a disparu. C'est-à-dire Macron.

Le big bang politique français résonne bien au-delà de l'Hexagone. Le magazine économique britannique *The Economist* a dévoilé la Une de son prochain numéro ce jeudi 27 juin qui représente un drapeau français déchiré. Et un titre : « *France's center cannot hold.* »

Sur le côté droit, le titre du numéro à paraître samedi 29 juin est clair : « *Le centre français ne tiendra pas.* » Une référence au parti Renaissance d'Emmanuel Macron, coincé entre les blocs de gauche et de droite à trois jours des élections législatives.

Alors que Renaissance avait une majorité relative en 2022, le camp présidentiel pourrait ne pas obtenir plus de 100 sièges (sur 577) à l'Assemblée. De quoi faire dire aux analystes, dont ceux de *The Economist*, hebdomadaire à tendance libérale et plutôt pro-Macron, que le centre représenté par le parti du président de la République pourrait bien disparaître après le 7 juillet prochain. Le HuffPost 27 juin 2024

J-C – Et les Young Leader de Davos ? Comme Macron trop déconnectés de la réalité apparemment...

Présidentielle américaine. Dans le camp démocrate en panique, la course pour remplacer Joe Biden est lancée - Courrier international 29 juin 2024

Gavin Newsom ? Gretchen Whitmer ? Pete Buttigieg ? En panique suite à la performance catastrophique du président Joe Biden lors du débat du 27 juin contre Donald Trump, le parti démocrate ouvre grand les vannes pour un possible changement de candidat à la convention nationale de Chicago.

Une chose est sûre, le remplacement de Joe Biden qui continue, comme le souligne le Financial Times, de vouloir *“rester dans la course et se projette déjà dans le second débat contre Trump”*, programmé le 10 septembre sur la chaîne ABC News, ne sera pas chose aisée.

Trois scénarios se dégagent selon plusieurs médias américains dont le Wall Street Journal.

Première éventualité, Joe Biden décide effectivement de rester dans la course, auquel cas, souligne le journal :

“Il n’y a pas de possibilité pour un autre démocrate de devenir le candidat officiel du parti.”

Deuxième scénario : Joe Biden décide de se désister, les démocrates vont alors pouvoir nommer un nouveau candidat officiel lors de la convention nationale démocrate qui doit se tenir du 19 au 22 août prochain à Chicago.

Enfin, si Joe Biden décidait de se désister après la convention démocrate, cela compliquerait les choses pour son parti, *“le président du parti Jaime Harrison devrait alors consulter les gouverneurs et les élus démocrates du Congrès avant de pouvoir décider d’un remplacement”*. Courrier international 29 juin 2024

États-Unis: le New York Times appelle Joe Biden à se retirer de l'élection présidentielle - BFMTV 29 juin 2024

Le journal américain le New York Times juge que Joe Biden n'est pas le bon candidat face à Donald Trump après son débat raté cette semaine. La convention qui doit désigner officiellement le candidat démocrate aura lieu au mois d'août. BFMTV 29 juin 2024

Crise politique en France et mauvaise farce électorale.

Pourquoi se compromettent-ils ? Les sous !

Le HuffPost - Quand un parti politique parvient à faire élire l'un des siens, celui-ci lui rapporte in fine 37 000 euros par an. Mais même s'il échoue, les rentrées peuvent être conséquentes. Avec une règle simple : tous les partis politiques qui réunissent plus de 1 % des voix dans au moins 50 circonscriptions sont éligibles aux financements de l'État. Et ce, quel que soit leur résultat final. Chaque voix rapportera 1,61 euro chaque année au parti lié.

Il y a donc un enjeu au moins financier à participer à ces élections, quand bien même les chances de l'emporter sont minimes voire nulles. Avec 0 député, Reconquête a tout de même reçu 1 500 000 euros cette année. Et Lutte ouvrière, 370 000 euros.

Le sujet est aussi crucial au moment de nouer des alliances et nécessite de faire dans la dentelle. Car derrière la naissance du Nouveau Front populaire, présenté comme un accord de gouvernement et un programme de près de 200 mesures, il y a des enjeux financiers évidents. Si le PCF hérite de 50 circonscriptions, c'est avant tout parce qu'au-dessous il ne perçoit aucun financement public. Quand LFI « cède » une centaine de circonscriptions au PS, il lui laisse aussi la possibilité de percevoir plus d'argent. [huffingtonpost.fr](https://www.huffingtonpost.fr) 27 juin 2024

J-C – Le PT, qui ne présentera que 20 candidats, n'est pas à mettre dans ce panier de crabes.

Géorgie.

Géorgie : la loi contre la «propagande LGBT» votée en première lecture - RT 27 juin 2024

Un projet de loi interdisant «la propagande des relations homosexuelles et de l'inceste» dans les établissements d'enseignement et les émissions de télévision a été adopté ce 27 juin en première lecture par la majorité des députés du Parlement géorgien.

L'opposition, elle, a boycotté le vote. Avant que ce texte ne devienne loi, deux autres lectures, prévues d'ici la fin de l'année, seront nécessaires.

Ce texte «concerne la diffusion de scènes intimes à la télévision et pendant les projections de films dans les salles de cinéma, ce qui est une pratique courante», avait précisé le président du Parlement, Shalva Papuashvili, début juin.

Ce projet de loi a déjà fait au début du mois de juin, l'objet de critiques acerbes dans les médias occidentaux. Ainsi, le journal canadien de langue française Le Devoir voyait dans l'usage des «valeurs traditionnelles» une «formule qui n'est pas sans rappeler celles du président russe», quand Politico parlait de «répression à la russe».

Moscou a en effet renforcé sa législation sur la «propagande LGBT» depuis la loi de 2013 interdisant la «propagande» de «relations sexuelles non traditionnelles» auprès des mineurs. Une loi qui a été élargie en 2022 auprès de tous les publics, dans les médias, sur internet, dans les livres et les films. Enfin, en novembre 2023, la Cour suprême russe a qualifié le «mouvement public international LGBT» de groupe extrémiste. RT 27 juin 2024

Bolivie

Un coup d'Etat made in USA raté, qui avait comme une odeur de lithium.

En trois heures, la Bolivie a tremblé et éliminé une tentative de coup d'État 27 juin 2024 - RT 27 juin 2024

Une tentative de coup d'État a été brisée en quelques heures à La Paz, la capitale bolivienne. Le général putschiste Zúñiga a été démis de ses fonctions et arrêté. Cette affaire intervient alors que le pays traverse une crise économique et institutionnelle profonde, mais attire aussi des convoitises en raison de ses vastes réserves de lithium.

Une tentative de coup d'État et des questions. Le général avait promis de «restaurer la démocratie», ses blindés enfonçant le 26 juin les portes du palais du gouvernement bolivien, avant de se retirer rapidement. En trois heures à peine, le général Juan José Zúñiga était démis de ses fonctions et présenté menotté devant les caméras de télévision.

Le président Arce a affronté le général putschistes dans le couloir du palais : *«Je suis votre capitaine et je vous ordonne de retirer vos soldats, et je ne permettrai pas cette insubordination»*, a-t-il lancé. Le président est ensuite apparu au balcon du palais présidentiel, la foule l'acclamant, semblant attester de l'absence de soutien populaire au général.

«J'ordonne à tous ceux qui sont mobilisés de rejoindre leurs unités », a déclaré le nouveau chef de l'armée, José Wilson Sánchez. L'armée a d'ailleurs immédiatement obéi sans broncher au nouveau commandement militaire. Le ministre Eduardo del Castillo a indiqué que l'ancien vice-amiral de la Marine, Juan Arnez Salvador, avait aussi été arrêté.

Toujours selon AP, cette menace de putsch serait intervenue après de vives tensions, durant des mois, entre le président Luis Arce et son ancien allié, l'ex-président de gauche Evo Morales (2006-2019), pour le contrôle du parti au pouvoir, le Mouvement pour le socialisme en Bolivie (MAS), alors que le pays fait face à de graves difficultés économiques.

Les alliés d'Evo Morales au Congrès ont constamment contrecarré les tentatives du gouvernement Arce de s'endetter pour alléger une partie de la pression, encore selon AP.

Le général Zúñiga a évoqué cette paralysie durant sa tentative de renversement, revendiquant *«écouter le cri du peuple»* et déclarant à la presse que l'armée était fatiguée des luttes intestines et cherchait à *«restaurer la démocratie»*. *«Regardez dans quelle situation nous nous trouvons, dans quelle crise ils nous ont laissés»*, a-t-il ajouté.

Le ministre de la Justice, Ivan Lima, a indiqué que les procureurs allaient requérir la peine maximale de 15 à 20 ans de prison contre Zúñiga *«pour avoir attaqué la démocratie et la Constitution»*.

La question des raisons profondes reste ouverte. La rédactrice en chef de RT Margarita Simonian a quant à elle déclaré : *«Cette fois, la révolution du lithium en Bolivie a été stoppée.»* Avant de prévenir : *«Mais il y aura d'autres tentatives.»*

«À cet égard, pourquoi n'envoyons-nous pas des "gens polis" pour protéger la démocratie bolivienne et en même temps les réserves mondiales de lithium (sans lequel l'électronique est impossible) des pattes sanglantes et avides bien connues ?», a-t-elle ajouté, faisant référence aux militaires russes ayant sécurisé la Crimée en 2014 lors du coup d'État du Maïdan en Kiev, avant son rattachement de la péninsule à la Russie.

Et Margarita Simonian d'ajouter, pointant la main de Washington : *«De plus, cet hiver, [la Russie a] convenu avec le gouvernement actuel d'exploiter conjointement ce lithium. Ce qui, apparemment, a provoqué le caractère ludique accru des pattes gourmandes.»*

Un avis partagé par le journaliste Frédéric Aigouy, qui s'interroge sur une coïncidence. «*Le partenariat entre l'entreprise d'État Yacimientos de Litio Bolivianos et la société russe Uranium One doit commencer à fonctionner en 2025*», avait lancé le président Luis Arce, présent début juin au Forum économique de Saint-Pétersbourg. «*La Bolivie, qui possède 23 millions de tonnes de réserves de lithium – les plus importantes de la planète – est candidate à l'adhésion au BRICS*», a-t-il souligné. RT 27 juin 2024

L'échec du coup d'État en Bolivie et la leçon pour Washington

Lundi 24 juin le ministère bolivien des Affaires étrangères convoque la chargée d'affaires de l'ambassade US afin de lui faire part du caractère inacceptable et du rejet par la Bolivie de l'interférence de Washington dans les affaires internes boliviennes. Deux jours plus tard, le 26 juin, la tentative de coup d'État a lieu. Ne laissant pratiquement pas de doute quant au commanditaire de ladite tentative. Avec comme résultat un fiasco pour le principal intéressé.

<https://reseauinternational.net/lehec-du-coup-detat-en-bolivie-et-la-lecon-pour-washington/>

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 30 juin 2024

A propos de *Ceci est une pipe*, le tableau de Magritte de 1929 à l'écran, la grande époque du surréalisme.

Alors est-ce une pipe ?

Pour les uns oui, pour les autres non, puisqu'on ne peut pas la bourrer de tabac et fumer, c'est seulement la représentation d'une pipe.

Ce n'était pas jouer sur les mots comme aimaient le faire les surréalistes, mais plutôt une provocation de nature pédagogique, destinée à faire prendre conscience à leurs contemporains à l'aide d'une image ou peinture, que leurs visions ou leur compréhension de la réalité étaient souvent déformées ou erronée.

Depuis mes 19 ans, je vais en avoir 69 le 11 septembre prochain, j'ai passé mon temps à réfléchir ou à me questionner, à étudier, à remettre sans cesse en cause les connaissances que j'ai acquises, à la manière d'un scientifique qui considèrent qu'elles ne le sont jamais définitivement. Comment ? A partir de mes expériences quotidiennes, des matériaux que la situation présente me fournit et qui nourrissent mon imagination. Cette dernière ayant la faculté de me transporter aussi bien dans le passé que dans le futur, je m'y sens aussi bien à l'aise pour n'avoir pas renié mon passé, et pour ne pas craindre le futur qui verra s'épanouir le socialisme. Car comment pourrions-nous progresser, si nous n'étions pas habités par l'ardent désir de parvenir un jour à notre émancipation du règne de la nécessité, portés par notre légitime aspiration à la justice et à la liberté.

Bien que nous ne soyons actuellement qu'une infime minorité à en avoir réellement conscience, nous savons que la totalité des hommes et des femmes y aspirent forcément. Le meilleur moyen de s'en assurer ne consiste pas à s'en persuader dans sa tête ou de confondre la pipe avec sa représentation, c'est d'en discuter entre nous, avec eux, de les questionner, ils vous le diront, il n'y a donc aucune raison de désespérer.

Tout est bien qui finit bien. Avec les mystifications, l'essentiel, c'est d'en conserver le contrôle jusqu'au bout.

Affaire Assange. Des révélations « embarrassantes » pour les Etats-Unis sans plus, alors quoi ?

Par Graham Hryce, journaliste australien et ancien avocat spécialisé dans les médias

Assange est un journaliste et non pas un lanceur d'alerte ou un divulgateur de documents classifiés. La publication par Assange des documents classifiés en question n'a pas non plus causé de réel préjudice aux États-Unis, si ce n'est de les avoir mis dans l'embarras en révélant la vérité sur le comportement des États-Unis lors de leurs guerres en Afghanistan et en Irak.

La saga Assange est un conte salubre sur l'exercice du pouvoir américain alors que l'empire américain décline, et sur la volonté continue des alliés des États-Unis, comme le Royaume-Uni et l'Australie, de se conformer aux exigences américaines même lorsqu'elles impliquent la persécution des citoyens de ces pays alliés. RT 29 juin 2024

Panama Papers. Il y a des « collaborations » qui trompent seulement ceux qui le veulent bien.

J-C - Le Consortium international de journalistes d'investigation (Ciji) domicilié Washington, D.C. USA, a collaboré avec des médias-oligarques, tels Le Monde, le Washington Post, le Süddeutsche Zeitung ou The Guardian, par exemple, exactement comme Assange et WikiLeaks, vous ne trouvez pas cela étrange ?

Quel intérêt auraient-ils à nous faire des révélations, sinon tenter d'orienter dans une direction précise notre interprétation de la situation mondiale, nous bernant en somme, et tous ceux qui ont fait référence à ces révélations se sont laissés manipuler plus ou moins consciemment, plus quand ils travaillaient pour des médias publics ou privés corrompus, à peine moins quand il s'agissait de géopoliticiens à la petite semaine logés dans des médias sociaux.

Personnellement, je m'en suis abstenu et je ne le regrette pas. Alors pourquoi relayer ce genre d'infos ? Mais parce que nombreux sont ceux qui sont tombés dans le panneau. Si on souhaite vraiment que le niveau de conscience politique des travailleurs et militants progresse, il est de notre devoir d'effectuer ce travail et de le porter à leur connaissance.

Panama Papers : une trentaine d'accusés, dont les fondateurs de Mossack Fonseca, relaxés par la justice - Le HuffPost 29 juin 2024

Au terme d'un procès qui aura duré 85 heures, la justice panaméenne a donc décidé de lever toutes les mesures de précaution prises à l'encontre des accusés, dont les noms n'ont pas été révélés.

Huit ans après les révélations des « Panama Papers », la justice panaméenne a rendu son verdict ce vendredi 28 juin concernant une trentaine de personnes accusées de blanchiment d'argent en lien avec le cabinet d'avocats panaméen Mossack Fonseca. Faute de preuves suffisantes, la juge Baloisa Marquinez a « *relaxé 28 personnes accusées d'avoir enfreint l'ordre économique* », a indiqué le tribunal dans un communiqué.

L'affaire avait éclaté en 2016 après la publication d'une enquête, connue sous le nom de « *Panama Papers* », menée par le Consortium international de journalistes d'investigation (Ciji).

S'appuyant sur la fuite de 11,5 millions de documents provenant de l'étude Mossack Fonseca, elle a révélé que des chefs d'État et de gouvernement, des responsables politiques de premier plan et des personnalités des finances, des sports et du monde artistique ont caché au fisc des propriétés, des entreprises, des capitaux et des bénéfices.

À cette fin, ils ont créé des sociétés opaques, par l'intermédiaire du cabinet panaméen, pour ouvrir des comptes bancaires et créer des sociétés écrans dans plusieurs pays, afin de dissimuler de l'argent, provenant dans certains cas d'activités illégales, selon l'enquête du consortium. Le HuffPost 29 juin 2024

Pourquoi s'acharment-ils à salir la mémoire d'Einstein. Serait-ce parce qu'il avait adopté le socialisme et rejeté le sionisme.

J-C - Le Point commence par attribuer à Albert Einstein une "surprenante lettre" au contenu sulfureux, puis, une fois cette terrible accusation balancée, avouer qu'"en réalité", le "texte a été rédigé par un autre physicien, le Hongrois Leo Szilard avec l'aide d'autres scientifiques", sans même qu'on sache si Einstein aurait participé à sa rédaction. Ensuite, peu importe qu'il ait manifesté le regret de l'avoir signé, après avoir pris connaissance qu'il avait été victime de fausses informations sur l'armement de l'Allemagne nazi, puisque sa signature figurait au bas de cette lettre, il sera déclaré coupable, sa compromission établie une fois pour toute, sa mémoire salie pour toujours, leur objectif était atteint. Sauf qu'en réalité il méritait d'être acquitté.

J-C - Premier acte : Le titre de l'article du Point est volontairement trompeur, et relève de la diffamation comme vous pourrez le lire plus loin.

Quand Albert Einstein encouragea le président Roosevelt à fabriquer la première bombe nucléaire - lepoint.fr 29 juin 2024

J-C - Second acte : La terrible accusation portée contre le célèbre physicien.

Le Point - Une surprenante lettre du physicien Albert Einstein, dans laquelle il encourage les États-Unis à développer des bombes nucléaires, vient de refaire surface et sera vendue aux enchères en septembre.

Quelques semaines avant le début de la Seconde Guerre mondiale, Albert Einstein a envoyé une lettre au président américain Franklin D. Roosevelt pour lui recommander de mettre au point les premières bombes nucléaires.

Adressée à Franklin D. Roosevelt le 2 août 1939, le courrier met en garde le chef d'État américain contre la possibilité que l'Allemagne nazie soit en mesure de créer des armes atomiques. « *Il est concevable – mais beaucoup moins certain – que des bombes extrêmement puissantes d'un nouveau type puissent ainsi être construites* », alertait le physicien. C'est pourquoi il lui recommande vivement de lancer son propre programme nucléaire.

J-C - Troisième acte : Des précisions capitales vont affaiblir l'accusation portée contre lui, à ce stade il ne serait plus que complice, de quoi, réponse à l'acte trois.

Le Point - Le texte a, en réalité, été rédigé par un autre physicien, le Hongrois Leo Szilard avec l'aide d'autres scientifiques, mais porte bel et bien la signature d'Albert Einstein.

J-C - Quatrième et dernier acte : Revirement, il a été berné ou mal informé, par conséquent il ne pouvait pas se prononcer en connaissance de cause, Délibération du jury populaire : Blanchi de toute accusation, monsieur Albert Einstein est acquitté.

Le Point - Après la réussite du projet de recherche "Manhattan", mené par Robert Oppenheimer à la même époque pour justement mettre au point une bombe nucléaire, Albert Einstein aurait regretté d'avoir envoyé cette lettre. Il a déclaré au journal Newsweek en 1947 : « *Si j'avais su que les*

Allemands ne parviendraient pas à fabriquer une bombe atomique, je n'aurais jamais levé le petit doigt. » lepoint.fr 29 juin 2024

J-C - Comme quoi il faut bien tout lire attentivement, et demeurer vigilant en permanence face aux falsificateurs de l'histoire.

Ils ont dû rendre public l'intégralité du contenu de cette lettre avant sa mise aux enchères en septembre prochain chez Christie's, à New York, après que l'héritier du cofondateur de Microsoft, Paul Allen, décédé en 2018, ait décidé de mettre en vente plusieurs objets de sa collection, dont cette lettre, sinon gageons qu'ils en auraient fourni une version tronquée.

Cherchez l'erreur. La Palestine toujours soumise au colonialisme anglo-saxon.

J-C – Notez bien, seuls les mandats d'arrêt contre les dirigeants du Hamas courent toujours sur la base d'accusations provenant des autorités israéliennes, sans qu'aucune preuve ou témoin ne les confirme. Peu importe, puisque l'accusation est à charge, et les arguments de la défense ou des accusés ont été rejetés.

Guerre à Gaza : le processus d'émission des mandats d'arrêt de la CPI retardé par une demande de Londres - RT 28 juin 2024

La CPI a autorisé le Royaume-Uni à contester sa compétence à juger des citoyens israéliens, provoquant la suspension du processus d'émission d'éventuels mandats d'arrêt contre le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu et son ministre de la Défense Yoav Gallant.

Le 20 mai, dans le cadre de l'offensive israélienne à Gaza, Karim Khan avait fait savoir qu'il avait demandé un mandat d'arrêt à l'encontre des deux responsables. *«Sur la base des éléments de preuve recueillis et examinés par mon bureau, j'ai des motifs raisonnables de croire que Benjamin Netanyahu, le Premier Ministre d'Israël, et Yoav Gallant, le ministre de la Défense d'Israël, portent la responsabilité pénale de crimes de guerre et crimes contre l'humanité commis sur le territoire de l'État de Palestine (dans la bande de Gaza) à partir du 8 octobre 2023 au moins»,* avait-il déclaré.

Outre le Premier ministre israélien et son ministre de la Défense, les accusations ont aussi été portées contre trois dirigeants du Hamas, notamment Yahya Sinouar, qui dirige le Hamas à Gaza, incluant *«l'extermination», «le viol et d'autres formes de violence sexuelle»* et *«la prise d'otages en tant que crime de guerre»*. Sont aussi visés Ismaïl Haniyeh, chef du Hamas, et Mohammed Deif, qui dirige les Brigades al-Qassam, sa branche armée. RT 28 juin 2024

La CPI ajourne les mandats d'arrêt à l'encontre des dirigeants israéliens - RT 29 juin 2024

Cette information a été rapportée par le Jerusalem Post. Selon ce média, la décision a été prise après que la Grande-Bretagne a déposé un dossier d'amicus curiae (*« ami de la Cour »*) contre la compétence de la CPI dans cette affaire. En conséquence, la Cour a non seulement accepté la demande d'intervention de Londres dans le procès, mais a également donné aux autres pays jusqu'au 12 juillet pour exprimer leur position sur l'affaire. La pratique de l'amicus curiae dans le

système judiciaire de certains pays consiste à permettre à des experts indépendants qui ne sont pas directement impliqués dans la procédure de soumettre à la cour leurs opinions sur des questions d'importance publique. RT 29 juin 202

J-C – La CPI ne pourrait commettre un crime de lèse-majesté envers les « *amis de la Cour* »... de Charles III !

Crise politique en France et mauvaise farce électorale.

A ceux qui expliquent qu'il faudrait laisser les travailleurs manifester des illusions dans le Front populaire. Qu'ils en assument toutes les conséquences.

Quand vous voyez qu'un gosse va mettre les doigts dans une prise de courant, comment réagissez-vous ?

Vous le laissez faire en estimant que cela lui donnera une bonne leçon, quitte à ce qu'il s'électrocute parce qu'il a les pieds mouillés, ou bien vous l'en empêcherez en lui expliquant pourquoi il ne faut pas le faire, parce que cela pourrait s'avérer dangereux ou lui être fatal ?

Quand on en est rendu à ce stade d'infantilisme politique proche du zéro théorique, il faut se mettre à leur niveau pour tenter de leur faire comprendre quelque chose. Je comprends que certains se découragent et n'en aient pas envie. Mais que voulez-vous faire d'autres, les traiter de cons comme font certains, je ne pense pas que ce soit la bonne méthode.

Et voilà que la météo fait dans le complotisme !

Quinze petits degrés ce matin à Paris, 12° au réveil à Rennes, 20° au mieux à Belfort et 25° pour Marseille ou Nantes, l'été n'est toujours pas à la fête dans l'Hexagone.

Rien ne va plus, en plus il flotte !

La dépression de ce samedi laisse derrière elle un fond d'air froid et une traîne nuageuse sur une large partie de la France, accompagnée de quelques pluies persistantes... 20minutes.fr 30 juin 2024

J-C – Il prévoit du soleil, puis le retour de la flotte dès jeudi sauf dans le midi. Ici au Tamil Nadu, depuis 30 ans on n'a jamais eu un été aussi frais et autant de pluie, le climat se refroidirait-il ?

Si même le climat travaille contre eux, ils sont foutus ! Place au socialisme !

Santé. L'une des plus cruelles ou sadique mystification.

L'hypothèse des germes — Partie 1

<https://nouveau-monde.ca/lhypothese-des-germes-partie-1/>

L'hypothèse des germes – partie 2

<https://nouveau-monde.ca/lhypothese-des-germes-partie-2/>

Quoi qu'il en soit, cette enquête en deux parties sur les preuves utilisées pour affirmer que l'hypothèse des germes a été prouvée par Pasteur et Koch devrait montrer clairement que rien n'est plus éloigné de la vérité.

L'hypothèse des germes, telle qu'elle a été élaborée sur la base d'un phénomène naturel observé, n'a pas pu être prouvée par des expériences reflétant la voie hypothétique de l'exposition naturelle. Pasteur et Koch ont dû recourir à des méthodes contre nature et grotesques pour tenter de rendre les animaux malades.

Ils ont tous deux été incapables de satisfaire aux quatre postulats logiques essentiels attribués à Robert Koch, qui sont censés prouver que tout microbe peut réellement causer une maladie. Ils ont dû contourner et enfreindre les règles afin de faire concorder leurs preuves. Pourtant, dans de nombreux cas, des chercheurs indépendants ont présenté des preuves qui contredisaient complètement ce que les deux hommes avaient avancé.

Ainsi, l'hypothèse des germes n'a jamais été prouvée par des preuves issues de la méthode scientifique et conformes à la logique des postulats de Koch.

L'hypothèse des germes a été réfutée involontairement par Pasteur et Koch, ainsi que par les divers chercheurs indépendants qui l'ont mise à l'épreuve. Elle n'aurait jamais dû être élevée au rang de théorie scientifique. Au contraire, elle devrait être reléguée dans la corbeille à papier avec toutes les autres hypothèses réfutées.

J-C – Ce n'est pas la première fois qu'on aborde ce sujet et qu'on reproduit des documents réfutant l'essentiel des conclusions des travaux de Pasteur. Autrement dit, la conception de la médecine en vigueur depuis le début du XXe siècle repose sur une mystification ou une escroquerie.

Ce n'est pas un hasard si elle a été adoptée ou récupérée par la fondation Rockefeller dès cette époque, parce qu'elle allait fournir l'occasion aux trusts pharmaceutiques de se développer et à leurs principaux de s'enrichir démesurément sur le dos des peuples, dont la santé était finalement la dernière préoccupation de ces philanthropes milliardaires.

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 28 juin 2024

C'est le scénario que j'ai publié dans la causerie du 27 juin.

Macron et le fantasme de la « troisième voie » - lepoint.fr 27 juin 2024

Partant de l'hypothèse où le Rassemblement national (RN) tout comme le Nouveau Front populaire (NFP) échoueraient à obtenir la majorité absolue, fixée à 289 sièges, à l'issue des élections législatives, Emmanuel Macron souhaiterait monter un bloc central « modéré » capable de former une coalition pour gouverner le pays.

Ce vœu présidentiel, que nous décrit Mathilde Siraud, rédactrice en cheffe du service politique du Point, rassemblerait, outre les élus macronistes reconduits (Renaissance, Horizon, MoDem, UDI), des députés LR n'ayant pas fait alliance avec le RN ainsi que des membres du NFP hors LFI (socialistes, écologistes, communistes).

Si le chef de l'État espère ainsi dépasser la barre des 289 élus républicains anti-RN, ce qui est loin d'être garanti, il risque néanmoins de se heurter au refus de nombreux députés, rétifs à l'idée de composer avec un président qui a toujours refusé le moindre compromis au cours de ses deux mandats. « *On a changé d'univers politique. L'esprit de responsabilité doit prévaloir. La coalition qu'on n'a pas obtenue par la parole, on peut la forcer par les urnes* », tente-t-on de se convaincre à l'Élysée, avec pour modèle le système politique allemand. lepoint.fr 27 juin 2024

J-C - "Il risque néanmoins de se heurter au refus de nombreux députés, rétifs à l'idée de composer avec un président qui a toujours refusé le moindre compromis au cours de ses deux mandats", Faure (PS) a trouvé la parade sur France 2 le 27 juin : Désigner un Premier ministre qui ne sera « *ni insoumis, ni écolo, ni socialiste, ni communiste* » mais « *issu* » de l'alliance. (20minutes/AFP 28 juin 2024), sans doute issu de "la société civile, donc qui serait compatible avec Macron, et chez lequel "l'esprit de responsabilité prévaudrait, entendez par là, qui ménagerait les capitalistes ou mieux, qui prendrait en compte leurs besoins.

La suite peut-être demain ou dimanche dans la journée.

Haut de page ↗

Le 27 juin 2024

J'ai mis en ligne la causerie couvrant la semaine passée (22 pages). Je manque d'infos sur l'état d'esprit des masses et les mouvements sociaux en cours pour aller plus loin dans mes analyses sur la France, ne m'en voulez pas de commettre des erreurs.

Je voulais me reposer et me revoilà à travailler, ce n'est pas sérieux !

[Haut de page ↗](#)

Le 26 juin 2024

Il pleut depuis 4 jours, du coup je reste enfermé chez moi et j'ai eu le temps de préparer une nouvelle causerie que je vous soumettrai demain ou en fin de journée. En attendant je vous propose une contribution politique reposant sur un article de Trotsky de 1935 qui globalement demeure d'actualité, vous pourrez en juger par vous-même.

Si j'ai reproduit en avant-propos la substance de cet article, c'est parce qu'elle peut servir de base à l'enseignement du marxisme pour les militants ou les travailleurs qui ignorent tout de notre mode de pensée, le matérialisme dialectique appliqué scientifiquement à l'histoire ou à la lutte des classes, au processus historique dont nous sommes les acteurs essentiels, j'entends, l'immense masse des travailleurs à l'échelle mondiale.

Pour définir l'orientation de notre courant politique, on pourrait pratiquement reprendre à la lettre l'analyse de Trotsky en corrigeant les quelques erreurs inévitables qu'elle comportait, et en faisant l'impasse sur les passages devenus obsolètes. Quant aux différents acteurs politiques, ils n'ont pratiquement pas changé non plus, au besoin on procèdera aux modifications ou adaptations nécessaires pour ne pas s'égarer au cours de notre lecture et réflexion de ce brillant exposé.

Extraits annotés de l'article rédigé par Trotsky et publié anonymement par le Groupe bolchevik-léniniste dans La Vérité n° 232, 28 mars 1935.

- Le déclin du capitalisme, avec le degré extraordinairement élevé des forces productives, est la prémisse économique de la révolution socialiste. Sur cette base se déroule la lutte des classes. Dans la lutte vive des classes, se forme et mûrit une situation révolutionnaire. (...)

Le développement du fascisme est en soi le témoignage irréfutable du fait que la classe ouvrière a terriblement tardé à remplir la tâche posée depuis longtemps devant elle par le déclin du capitalisme. (...)

Les chiffres des élections ont, bien entendu, une importance symptomatique. Mais s'appuyer sur ce seul indice serait faire preuve de crétinisme parlementaire. Il s'agit de processus plus profonds, qui, un mauvais matin, peuvent prendre à l'improviste messieurs les parlementaires. Là, comme dans les autres domaines, la question est tranchée non pas par l'arithmétique, mais par la dynamique de la lutte. (...)

Les processus qui se déroulent dans les masses de la petite bourgeoisie ont une importance exceptionnelle pour apprécier la situation politique. La crise politique du pays est avant tout la crise de la confiance des masses petites bourgeoises dans leurs partis et leurs chefs traditionnels. Le mécontentement, la nervosité, l'instabilité, l'emportement facile de la petite bourgeoisie sont des traits extrêmement importants d'une situation prérévolutionnaire. La grande bourgeoisie n'enregistre pas passivement l'évolution des classes moyennes, mais prépare les tenailles d'acier à l'aide desquelles elle pourra saisir au moment opportun les masses torturées par elle et désespérées.

La pensée marxiste est dialectique : elle considère tous les phénomènes dans leur développement, dans leur passage d'un état à un autre. La pensée du petit bourgeois conservateur est métaphysique : ses conceptions sont immobiles et immuables, entre les phénomènes il y a des cloisonnements imperméables. L'opposition absolue entre une situation révolutionnaire et une situation non-révolutionnaire représente un exemple classique de pensée métaphysique, selon la formule : ce qui est, est ; ce qui n'est pas, n'est pas et tout le reste vient du Malin.

Dans le processus de l'histoire, on rencontre des situations stables tout à fait non-révolutionnaires. On rencontre aussi des situations notoirement révolutionnaires. Il existe aussi des situations contre-révolutionnaires (il ne faut pas l'oublier !). Mais ce qui existe surtout à notre époque de capitalisme pourrissant ce sont des situations intermédiaires, transitoires : entre une situation non-révolutionnaire et une situation prérévolutionnaire, entre une situation prérévolutionnaire et une situation révolutionnaire ou... contre-révolutionnaire. C'est précisément ces états transitoires qui ont une importance décisive du point de vue de la stratégie politique. (Je pense qu'à l'heure où nous rédigeons ces lignes, la situation en France serait transitoire entre une situation non-révolutionnaire et une situation prérévolutionnaire". A confirmer ou non. - J-C) (...)

...dans un pays capitaliste comme la France, il ne peut y avoir de luttes révolutionnaires sans grève générale : si les ouvriers et les ouvrières, pendant les journées décisives, restent dans les usines, qui donc se battra ? La grève générale s'inscrit ainsi à l'ordre du jour. Mais la question du moment de la grève générale est la question de savoir si les masses sont prêtes à lutter et si les organisations ouvrières sont prêtes à les mener au combat.

Est-il vrai pourtant qu'il ne manque que la direction révolutionnaire ? N'y a-t-il pas une grande force de conservatisme dans les masses elles-mêmes, dans le prolétariat ? Des voix s'élèvent de différents côtés. Et ce n'est pas étonnant ! Quand approche une crise révolutionnaire, de nombreux chefs, qui craignent les responsabilités, se cachent derrière le pseudo-conservatisme des masses. (...)

La base veut lutter, les sommets freinent. C'est là le principal danger et il peut aboutir à une véritable catastrophe.

Le même rapport se retrouve, non seulement entre les partis (ou les syndicats) et le prolétariat, mais aussi à l'intérieur de chacun des partis. (...)

La base du Parti socialiste, comme du Parti communiste, est plus à gauche, plus révolutionnaire, plus hardie que ses sommets : c'est précisément pourquoi elle est prête à donner sa confiance seulement aux chefs de gauche. Plus encore : elle pousse les socialistes sincères toujours plus à gauche. Pourquoi donc la base se radicalise-t-elle elle-même ? Parce qu'elle se trouve en contact direct avec les masses populaires, avec leur misère, avec leur révolte, avec leur haine. Ce symptôme est infaillible. On peut se fier à lui. (Je ne suis pas certain que ce diagnostic soit correct de nos jours, cela dit pourquoi pas, car toutes les classes se radicalisent lorsque surgit une crise politique, jusqu'à quel point ou jusqu'où peuvent-elles aller dans cette direction-là, tout dépend de leurs conditions précises qu'on examinera plus loin. J-C) (...)

Les chefs du Parti communiste peuvent, certes, invoquer le fait que les masses ne font pas écho à leurs appels. Or, ce fait n'infirme pas, mais confirme notre analyse. Les masses ouvrières comprennent ce que ne comprennent pas les « chefs », c'est-à-dire : dans les conditions d'une très grande crise sociale une seule lutte économique partielle, qui exige d'énormes efforts et d'énormes sacrifices, ne peut pas donner de résultats sérieux. Pis encore : elle peut affaiblir et épuiser le prolétariat. Les ouvriers sont prêts à participer à des manifestations de lutte et même à la grève

générale, mais non pas à de petites grèves épuisantes sans perspective. (Remplacer le Parti communiste par les chefs du Nouveau Front populaire. - J-C)

Malgré les appels, les manifestes et les articles de L'Humanité, les agitateurs communistes n'apparaissent presque nullement devant les masses en prêchant des grèves au nom des « *revendications partielles immédiates* ». Ils sentent que les plans bureaucratiques des chefs ne correspondent absolument pas à la situation objective, ni à l'état d'esprit des masses. Sans grande perspective, les masses ne pourront et ne commenceront à lutter. La politique de L'Humanité est la politique d'un pseudo-« *réalisme* » artificiel et faux. L'insuccès de la CGTU dans la déclaration de grèves partielles est la confirmation indirecte, mais très réelle de la profondeur de la crise et de la tension morale dans les quartiers ouvriers. (Remplacer L'Humanité par les composantes du Nouveau Front populaire. - J-C)

Il ne faut pourtant pas croire que la radicalisation des masses continuera d'elle-même, automatiquement. La classe ouvrière attend une initiative de ses organisations. Quand elle en sera venue à la conclusion que ses attentes sont trompées - et cette heure n'est peut-être pas si loin - le processus de radicalisation se brisera, se transformera en manifestations de découragement, de prostration, en des explosions isolées de désespoir. À la périphérie du prolétariat, des tendances anarchistes côtoieront des tendances fascistes. Le vin se sera changé en vinaigre. (C'est effectivement ce qui nous guette demain. - J-C)

Les changements de l'état d'esprit politique des masses exigent la plus grande attention. Sonder cette dialectique vivante à chaque étape, c'est la tâche de l'agitation. Actuellement, le front unique reste criminellement à la fois en retard sur le développement de la crise sociale et sur l'état d'esprit des masses. Il est encore possible de rattraper le temps perdu. Mais il ne faut plus perdre de temps. L'histoire compte maintenant non pas par années, mais par mois et par semaines.

Pour déterminer à quel degré les masses sont prêtes à la grève générale et en même temps renforcer l'état d'esprit combatif des masses, il faut mettre devant elles un programme d'action révolutionnaire. (Trotsky poursuivait en indiquant que les revendications transitoires ou partielles étaient insuffisantes pour les motiver, il expliquait pourquoi. - J-C)

Au-dessus de toutes les tâches et revendications partielles de notre époque se trouve la question du pouvoir. (...) Les élections municipales et parlementaires peuvent avoir leur importance, en tant qu'évaluation des forces - pas plus. La question sera tranchée par le conflit déclaré des deux camps. Les gouvernements du type Doumergue, Flandin, etc., n'occupent l'avant-scène que jusqu'au jour du dénouement définitif. Demain, ce sera ou bien le fascisme ou bien le prolétariat qui gouvernera la France. (Nous en sommes aussi là, d'où l'importance de ces enseignements. - J-C)

Précisément parce que le régime étatique intermédiaire actuel est extrêmement instable, la grève générale peut donner de très grands succès partiels, en contraignant le gouvernement à en venir à des concessions (...). Mais un tel succès, extrêmement précieux et important en lui-même, ne rétablira pas l'équilibre de la « *démocratie* » : le capital financier redoublera les subsides au fascisme et la question du pouvoir, peut-être après une courte pause, se posera avec une force redoublée.

L'importance fondamentale de la grève générale, indépendamment des succès partiels qu'elle peut donner, mais aussi ne pas donner, est dans le fait qu'elle pose d'une façon révolutionnaire la question du pouvoir. Arrêtant les usines, les transports, en général tous les moyens de liaison, les stations électriques, etc., le prolétariat paralyse par cela même non seulement la production, mais aussi le gouvernement. Le pouvoir étatique reste suspendu en l'air. Il doit, soit dompter le

prolétariat par la faim et par la force, en le contraignant à remettre de nouveau en mouvement la machine de l'Etat bourgeois, soit céder la place devant le prolétariat.

Quels que soient les mots d'ordre et le motif pour lesquels la grève générale a surgi, si elle embrasse les véritables masses et si ces masses sont bien décidées à lutter, la grève générale pose inévitablement devant toutes les classes de la nation la question : qui va être le maître de la maison ?

Les chefs du prolétariat doivent comprendre cette logique interne de la grève générale, sinon ce ne sont pas des chefs, mais des dilettantes et des aventuriers. Politiquement, cela signifie : les chefs sont tenus dès maintenant de poser devant le prolétariat le problème de la conquête révolutionnaire du pouvoir. Sinon, ils ne doivent pas se hasarder à parler de grève générale. Mais en renonçant à la grève générale, ils renoncent par cela même à toute lutte révolutionnaire, c'est-à-dire ils livrent le prolétariat au fascisme. (C'est ce qu'on fait par la suite sociaux-démocrates et staliniens en Espagne, en Italie, en Allemagne, en Grèce, au Chili, bref, partout où la crise politique parvint à maturité au cours du XXe siècle sur tous les continents. - J-C)

Ou la capitulation complète ou la lutte révolutionnaire pour le pouvoir - telle est l'alternative qui découle de toutes les conditions de la crise actuelle. Celui qui n'a pas compris cette alternative n'a rien à faire dans le camp du prolétariat. (On ne pouvait pas mieux dire, n'est-ce pas ? - J-C) (...)

Le secret du succès, évidemment, n'est pas dans la « *lutte physique* » elle-même, mais dans une juste politique. Or, nous appelons juste la politique qui répond aux conditions du temps et du lieu. (Bien que Trotsky porta des appréciations erronées sur la situation en France que chacun pourra repérer dans cet article, globalement son orientation politique était correcte et ses intentions au-dessus de tout soupçon. J-C) (...)

Le problème historique n'est pas d'unir mécaniquement toutes les organisations qui subsistent des différentes étapes de la lutte des classes, mais de rassembler le prolétariat dans la lutte et pour la lutte. Ce sont deux problèmes absolument différents, parfois même contradictoires.

Mais c'est un fait qu'en France il n'y a pas de parti révolutionnaire. (De nos jours non plus, mais il ne faut pas désespérer. - J-C) (...)

L'unité est une chose magnifique, mais pas sur une base pourrie. La tâche progressive consiste à rassembler les ouvriers socialistes et communistes sur la base du programme international de Marx et de Lénine. (En 2024 aussi, mais qui le connaît de nos jours ? - J-C) (...)

Pour vaincre l'ennemi, l'avant-garde du prolétariat doit s'assimiler les méthodes marxistes révolutionnaires, incompatibles et avec l'opportunisme et avec le stalinisme. Réussira-t-elle à remplir cette tâche ? Engels écrivit jadis : « *Les Français s'améliorent toujours à l'approche des combats* ». Espérons qu'ils justifieront pleinement cette fois-ci l'appréciation de notre grand maître. Mais la victoire du prolétariat français n'est concevable que si du feu de la lutte il fait sortir un parti véritablement révolutionnaire, qui deviendra la pierre angulaire de la nouvelle Internationale. Telle serait la voie la plus courte, la plus avantageuse, la plus favorable pour la révolution internationale. (Gageons que "*les Français*" se surpasseront une fois de plus ou ne feront pas défauts, car les exploités du monde entier ont les yeux braqués vers vous actuellement, votre défaite serait également la nôtre en Inde où je vis. - J-C) (...)

« *Attendre* », « *faire durer* », « *gagner du temps* », tels sont les mots d'ordre des réformistes, des pacifistes, des syndicalistes, des staliniens, Cette politique se nourrit de l'idée que le temps travaille

pour nous. Est-ce vrai ? C'est radicalement faux ! Si, dans une situation prérévolutionnaire, nous ne menons pas une politique révolutionnaire, alors le temps travaille contre nous. (...)

Le rapport politique des forces est déterminé non pas seulement par des données objectives (rôle dans la production, nombre, etc.), mais subjectives ; la conscience de sa force est le plus important élément de force réelle. Tandis que le fascisme élève de jour en jour la confiance des petits bourgeois déclassés en eux-mêmes, les groupes dirigeants du front unique affaiblissent la volonté du prolétariat. Les pacifistes, disciples de Bouddha et de Gandhi, et non de Marx et de Lénine, s'exercent à prêcher contre la violence, contre l'armement, contre la lutte physique. Les staliniens prêchent au fond la même chose, en invoquant seulement la « *situation non-révolutionnaire* ». Entre les fascistes et les pacifistes de toute nuance s'établit une division du travail : les uns renforcent le camp de la réaction, les autres affaiblissent le camp de la révolution. Telle est la vérité non camouflée ! (...)

Les forces du prolétariat ne sont pas dépensées. La petite bourgeoisie n'a pas encore fait son choix. On a perdu beaucoup de temps, mais les derniers délais ne sont pas encore épuisés.

La victoire est possible ! Plus encore : la victoire est assurée - autant que la victoire puisse être assurée par avance - à une seule et unique condition : il faut vouloir la victoire, il faut aspirer à la victoire, il faut renverser les obstacles, il faut culbuter l'ennemi et lui mettre le genou sur la poitrine.

Camarades, amis, frères et sœurs ! Les bolcheviks-léninistes vous appellent à la lutte et à la victoire !

Revenons en France en juin 2024, 89 ans plus tard.

Si la question des salaires est réellement la priorité de la majorité des travailleurs toutes classes confondues, c'est le Nouveau Front populaire qui devrait l'emporter ou obtenir la majorité des sièges à l'Assemblée nationale sans obtenir la majorité absolue, je vais expliquer pourquoi plus loin. Toutefois, si j'emploie le conditionnel, c'est à cause de la nature de la majorité de candidats investis par le Nouveau Front populaire, dont ceux du PS et ses satellites, ainsi que ceux d'EELV ouvertement réactionnaires ou connus comme tels. Quant à ceux du PCF et du NPA, ils rebuteront de très nombreux électeurs qui se remémoreront les années sombres du stalinisme.

Quelle soit l'issue de ces élections, la France sera vouée au chaos ou ingouvernable, elle sera livrée à une profonde crise politique qui pourrait rapidement se transformer en crise révolutionnaire sans qu'on puisse en déterminer l'issue à l'heure qu'il est, encore faudrait-il dans un premier temps que la situation devienne prérévolutionnaire, ce qui ne semble pas être le cas aujourd'hui.

Bien que la sévère défaite que Macron et Ensemble ont subie lors des élections européennes témoigne que la majorité de la classe ouvrière et des pans entiers des classes souhaitent ardemment un changement radical de politique, elles demeurent largement divisées (et inorganisées) quant au moyen à employer pour imposer leurs aspirations. Il est donc encore trop tôt pour déterminer dans quelle direction elles vont s'orienter et si elles se mobiliseront pour obtenir satisfaction. Autrement dit, on n'est pas en mesure d'affirmer si la situation pourrait devenir prérévolutionnaire, et dans quelle mesure elle pourrait déboucher sur une crise révolutionnaire, toujours est-il, l'heure de l'affrontement direct entre les classes est inéluctable à brève échéance.

Quelle sera la réaction des différentes classes au lendemain des 30 juin et 7 juillet ?

La classe dominante pourrait profiter de l'occasion pour procéder à un nouveau coup d'Etat institutionnel en recourant à l'article 16 de la Constitution confiant tous les pouvoirs à Macron, autrement dit instaurant un régime totalitaire ou fasciste suspendant tous les libertés individuelles et collectives, donc politiques, prenant le risque de déclencher une réaction violente ou un affrontement direct avec les éléments organisés ou non les plus déterminés du prolétariat, ce qui marquerait le début d'une guerre civile qu'elle entendrait gagner en procédant notamment à un bain de sang, car la bourgeoisie française ne pourrait pas se permettre le luxe d'une telle défaite, les dictateurs de Davos ne lui permettrait pas, car ils comptent bien en faire un exemple pour mater le prolétariat et les classes moyennes récalcitrantes partout en occident, et ailleurs dans le monde. Ensuite, une fois cette condition remplie, ils pourraient peut-être déclencher la Troisième Guerre mondiale qui les démange depuis si longtemps, à moins qu'ils estiment que ce ne soit plus nécessaire. Or, ce serait une erreur de le croire, car l'écrasement du prolétariat et du mouvement ouvrier n'aurait pas réglé pour autant la crise qui ronge les fondements du capitalisme, seule une guerre hautement dévastatrice leur offrirait un nouveau répit de quelques décennies avant la prochaine crise. On ne doit jamais perdre de vue que ce sont des facteurs économiques qui sont à l'origine de la crise du capitalisme et qui déterminent la stratégie du sommet de l'oligarchie financière anglo-saxonne.

Une partie des couches des classes moyennes les plus durement frappées au cours des dernières années, ainsi que celles dites progressistes, seront tentées de rejoindre celles de la classe ouvrière liées au mouvement ouvrier ayant connu le même sort, tandis que les autres s'accrocheront désespérément à leurs privilèges gravement menacés et pencheront de préférence vers l'extrême droite pour tenter de les sauver, puisque le parti conservateur n'est plus en mesure d'assumer ce rôle protecteur, elles pourraient recevoir le renfort du lumpenprolétariat.

Comme l'a expliqué Trotsky, c'est l'attitude des dirigeants du Nouveau Front populaire et des syndicats qui déterminera en grande partie l'évolution du rapport de forces entre les classes, s'ils tergiversent et renient leurs engagements face à la mobilisation de la réaction, il est à craindre que la situation prérévolutionnaire avorte et que nous nous retrouvions sous un régime ouvertement totalitaire. En l'absence d'un véritable parti ouvrier révolutionnaire ancré dans les masses, on voit mal quelle autre alternative pourrait se présenter dans un premier temps.

Reste à savoir comment réagira la majorité des militants du mouvement ouvrier aujourd'hui profondément divisés ou bourrés d'illusions dans le Nouveau Front populaire. Parviendront-ils à se mobiliser dans l'unité et à submerger les appareils pourris de ses partis et des syndicats, à se doter d'une nouvelle direction sur la base d'un programme révolutionnaire se fixant comme objectif un changement de régime politique et économique, renouant ainsi avec le socialisme, la réponse dans les semaines à venir.

Ce qu'il faut retenir, c'est que sans une politique "*juste*", c'est-à-dire mettant à l'ordre du jour la rupture avec le capitalisme et les institutions de la Ve République, la question du pouvoir et de l'Etat, il n'y a rien à espérer, c'est l'avertissement que nous a donné Trotsky. Nos dirigeants l'auront-ils en mémoire, je l'ignore, peu importe, cela ne doit pas nous empêcher de le porter à la connaissance de tous les militants ou travailleurs que nous croisons et d'en discuter avec eux.

Nous soutiendrons le parti qui aura adopté cette orientation politique, à condition bien sûr qu'il ne se livre pas à côté à un double langage consistant à alimenter des illusions dans les composantes du Nouveau Front populaire, car il n'y a absolument rien à en tirer, puisque sa fonction ou sa nature, sa véritable raison d'être est contrerévolutionnaire.

C'est la révolution prolétarienne et socialiste qui est à l'ordre du jour, une révolution politique et sociale.

Elle aura pour tâche d'engager le processus conduisant à l'abolition du capitalisme, et de procéder à l'élection d'une Assemblée constituante souveraine en s'appuyant sur la mobilisation révolutionnaire des classes populaires, afin d'instaurer une République sociale sur les cendres des institutions bonapartistes et antidémocratiques de la Ve République.

D'ici en Inde, ce n'est pas évident de suivre de près l'évolution de la situation quotidiennement en France, je crains d'écrire des conneries ou de vous induire en erreur, votre avis ou vos critiques me seront très précieux et toujours les bienvenus. Je vous ai fait grâce de ce que vous saviez déjà sur la situation sociale en France, mieux que moi d'ailleurs. Je n'ai pas voulu non plus plagier Trotsky ou imiter son discours, ma contribution se veut modeste et limitée.

Il faut vouloir la victoire, il faut aspirer à la victoire" disait Trotsky, effectivement, c'est cet état d'esprit que nous devrions adopter, que nous devrions communiquer autour de nous pour vaincre notre ennemi. Savons-nous vraiment ce que nous voulons, pas sûr. Savons-nous comment l'obtenir, encore moins, ce n'est pas très rassurant ou cela devrait nous interpeller.

Restons concentrés sur l'essentiel, et laissons momentanément tout le reste de côté, vous verrez qu'on y voit immédiatement plus clair, condition pour aller de l'avant. Bonne chance !

■ [Au format pdf.](#)

Haut de page ↗

Le 19 juin 2024

Le chaos actuel est le produit de la crise du capitalisme qui n'a cessé de s'amplifier depuis que la France s'était dotée d'un policier comme président en 2007, Sarkozy, ex-ministre de l'Intérieur, signe avant-coureur du fascisme, c'est aussi le produit de la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat qui n'a jamais été résolue depuis la dégénérescence de l'Internationale Communiste, la bourgeoisie n'est plus en mesure d'imposer sa politique antisociale à la classe ouvrière, alors elle recourt au Front populaire et au fascisme comme chaque fois dans le passé pour tenter de les imposer en dupant et désarmant les masses ou par la force si nécessaire.

On s'achemine vers une situation où aucun parti ou aucune coalition ne disposera de la majorité absolue à l'Assemblée nationale pour gouverner, autrement dit, Macron où la marionnette de l'oligarchie financière va demeurer le seul maître à bord, il pourrait être tenté de gouverner quelque temps à coup d'ordonnances, décrets et 49.3, puis démissionner, une fois les Jeux olympiques terminés, car on voit mal comment il pourrait les reporter, et le fait de ne pas avoir achevé son second mandat pourrait lui permettre de se représenter, une fois la démonstration faite que le RN ou le Nouveau front populaire (NFP) n'étaient pas en mesure de tenir leurs engagements et de gouverner le pays ou pire encore.

Il est inconcevable que Macron laisse le NFP déconstruire ou annuler les mesures qu'il a adoptées depuis 2007, et qui plus est, adopter des mesurette progressistes, par conséquent la nomination d'un Premier ministre issu du NFP est impossible, hormis Hollande ou Glucksmann qui le ferait imploser

en reniant ses engagements. Encore faudrait-il que le NFP dispose de la majorité simple ou absolue, or à l'heure actuelle rien ne permet de l'envisager, sauf si ceux qui tirent les ficelles pour le compte de RN décidaient de le lâcher au tout dernier moment, ils ont bien fait le coup à Fillon, souvenez-vous.

Laisseraient-ils RN parvenir aux marches du pouvoir ? Pourquoi pas, mais en bas, c'est-à-dire sans pouvoir gouverner ou en étant privé de tout pouvoir, car un tel panier de crabes est bien trop imprévisible, reste à savoir comment ils comptent l'instrumentaliser dans les mois ou années à venir. Le problème qu'ils rencontrent avec RN et le NFP, c'est qu'on n'est plus dans les années 30 ou même 70, de nos jours avec les nouveaux moyens de communications ou les réseaux dits sociaux, leur baratin est très rapidement mis à nu, leurs mensonges démasqués, cela ne suffit pas, mais pour peu que les médias mainstream en rendent compte par calcul ou par erreur, et ils sont cuits !

Notez bien que c'est valable pour tous les partis, c'est peut-être aussi ce qui explique la très forte abstention. Pour autant, cela ne signifie pas que les masses cesseraient de subir l'influence des médias, leur matraquage quotidien, la propagande officielle. Il en faut beaucoup plus pour se forger une conviction ou pour décider de passer à l'action, c'est toute une éducation politique qui reste à acquérir, ce qui fait défaut aux masses, aux nouvelles générations, ils la feront en partie dans le feu de la lutte des classes, encore faut-il que quelqu'un les aide à en tirer des enseignements utiles pour leur combat politique à venir et non les trompe. Cela prend du temps, beaucoup de temps, donc plus on sera à faire ce travail, et plus on hâtera la fin de ce régime réactionnaire.

Écrits sur la France 1935 - Léon Trotsky

Article rédigé par Trotsky et publié par le Groupe bolchevik-léniniste dans *La Vérité*, 26 novembre 1935, sous le titre « *Front populaire et comités d'action* »

J-C - Face à la menace du fascisme, à la trahison du front unique qui enfanta le Front populaire, Trotsky appelait à "*une mobilisation immédiate, hardie et inlassable des masses sous les mots d'ordre de conquête du pouvoir au nom du socialisme*". Ce document fournit un ensemble d'enseignements théoriques et pratiques dont certains sont d'actualité, je vous engage à le lire attentivement et à le faire circuler autour de vous.

- [Écrits sur la France 1935 - Léon Trotsky au format pdf](#)

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 2 juillet 2024

Nouvelles du bled.

Les résultats du 1er tour des législatives dans la circonscription de Pondichéry

Nombre d'inscrits : 4535

Nombre de votants : 1186 (26,15%)

Blancs et Nuls : 24 (0,52 %)

Exprimés : 1162 (25,62%)

Les 3 premiers candidats par ordre d'arrivée dans notre circonscription :

- M. Franck Pajot - Nouveau Front Populaire - 678 (58,35%) (14,95 % des inscrits)
- Mme Anne Genetet - Ensemble - 172 (14,80%) (3,79 % des inscrits)
- Pierre Brochet - Rassemblement National - 114 (9,81%) (2,51 % des inscrits)

J-C – Avec des scores pareils, cette élection et ses résultats sont frappés d'illégitimités, non ?

Je ne suis plus inscrit au Consulat de France comme Français résident en Inde, et je n'ai plus de passeport depuis le printemps 2021, donc pas de cas de conscience, ouf ! Je déconne, je me serais abstenu de toutes manières.

Il est à noter que la communauté dite française tournait autour de 8 à 10.000 membres il n'y a pas si longtemps, si c'était toujours le cas, cela signifierait qu'il faudrait diviser par 2 le pourcentage obtenu par chaque candidat.

La stratégie de la peur des « *extrêmes* » employée par Macron et les médias pour tenter de limiter la casse n'a pas fonctionné. En revanche le matraquage médiatique en faveur de l'extrême droite a relativement bien fonctionné. Tellement bien que *Le Figaro* rejoint officiellement l'extrême droite, de la part d'un marchand de canons, c'est dans l'ordre des choses.

La défaite de Macron est largement compensée par la victoire de Le Pen, tandis que la défaite de la classe ouvrière n'est compensée par aucune victoire, pire elle est accentuée par la trahison assumée du NFP appelant à voter pour les candidats de tous les partis de droite et de l'extrême centre présents au second tour contre ceux de l'extrême droite, un suicide doublé d'un enterrement de première classe qu'ils pourront célébrer en famille avec Macron le soir du 7 juillet.

Comment vont réagir les travailleurs et les militants du mouvement ouvrier qui avaient mis leur espoir dans le NFP ?

C'est la seule question qui nous intéresse, car ni eux ni nous ne sommes comptables des combines pourries de ces vendus et imposteurs. Trouveront-ils la voie qui permettrait de refonder le mouvement ouvrier sur la base du socialisme ? Rien n'est moins sûr à courte échéance ou on est très mal barré pour y arriver malheureusement. Pour autant, c'est la seule perspective politique qu'on soit en mesure de leur proposer, parce qu'elle sera amenée à se réaliser un peu plus tôt ou un peu plus tard.

Il ne peut pas en être autrement, car des milliers de militants vont refuser de se résigner à abandonner le combat politique et leur idéal, et l'accélération de la crise du capitalisme combinée à celle politique et des institutions, car cette élection ne l'a pas résolue, va au contraire l'amplifier dans les semaines ou mois à venir, une fois encaissée cette lourde défaite, ce qui pourrait se traduire par un regain de la mobilisation des masses, dont on ignore quelle forme elle prendra. Tout ce dont on peut être certain, c'est qu'elle devrait placer au premier plan la question centrale non résolue du pouvoir, puisque de la réponse à cette question dépend leur sort et leur avenir, ceux de tous les travailleurs en fait.

Le plus surprenant, c'est que les instituts de sondage soient parvenus avant les élections à fournir des intentions de vote relativement proches du résultat final, à croire qu'il était écrit d'avance ou programmé, tout du moins au soir du premier tour de cette élection.

Ce résultat signifie que la réaction a atteint son objectif, et que les masses demeurent largement sous l'influence de la propagande officielle, en ce qui concerne ceux qui ont été votés, sans doute parce qu'elles y trouvent leur compte, parce qu'elles sont embourgeoisées et plutôt réactionnaires, ce que je n'ai cessé d'affirmer, en vain. Elles s'accommodent très bien du régime en place, c'est ce qu'on peut observer ou ce qu'on est en droit d'en déduire sur la base des faits. Par conséquent, elles n'estiment pas que l'heure serait venue de le remplacer ou de le renverser, au grand dam des millions de travailleurs pauvres et leurs familles abandonnés à leur triste sort par les imposteurs et traîtres qui se prétendent de gauche ou d'extrême gauche ou qui parlent indûment en leur nom.

Cela dit, il demeure tout de même entre 33% et 37% des électeurs qui se sont abstenus ou qui ont voté blanc, parce qu'ils ne se sont reconnus dans aucun parti, l'immense majorité d'entre eux appartenant aux classes populaires, puisque les classes supérieures conscientes d'avoir des intérêts de classe à défendre, votent massivement pour les partis qui les représentent.

Les couches de la classe ouvrière et de la classe moyenne qui ont voté NFP ou RN ne sont pas les mêmes.

Celles qui ont voté NFP peuvent avoir conservées un lien avec le mouvement ouvrier ou en être proches. Elles peuvent également figurer de préférence parmi leurs couches les plus favorisées. Elles ont conscience d'avoir quelque chose ou beaucoup à perdre à l'issue de ce scrutin si RN gouvernait, parce qu'elles figurent parmi les plus instruites, plus particulièrement celles de la classe moyenne, parmi les intellectuels et les membres des professions intermédiaires qui se veulent progressistes.

Parmi les couches les plus pauvres ou défavorisées de la classe ouvrière, certaines seront réceptifs au discours populiste du NFP, par exemple en Seine-Saint-Denis qui concentre une forte présence ouvrière, en revanche dans le Nord, un bastion historique de la classe ouvrière ravagé par 30 ans de néolibéralisme larvé, ce discours sera inopérant et c'est plutôt la trahison des partis du mouvement

ouvrier qu'elles auront à l'esprit, qui déterminera leur abstention ou leur vote en faveur des candidats d'extrême droite, c'est ainsi que Fabien Roussel (PCF) a été éliminé au profit du candidat RN élu dès le premier tour.

Quant aux électeur de RN, ils proviendront également des couches inférieures des classes moyennes et celles en voie de paupérisation qui n'ont pas forcément une longue tradition de la lutte de classe, ou qui ne se reconnaissent pas ou plus dans le mouvement ouvrier pour la raison invoquée plus haut, elles estiment avoir été sacrifiée sur l'autel de la mondialisation, par conséquent elles sont plus enclines à être influencées par un discours fortement patriotique, nationaliste, suprémiste, voire xénophobe ou raciste.

Le lumpenprolétariat a dû s'abstenir, sauf si on a acheté ses voix.

Des millions de travailleurs, qui estiment n'avoir rien à attendre du NFP pour diverse raisons toutes aussi valables les unes que les autres, ont manifestement été tentés de voter RN, les dirigeants du NFP en portent l'unique responsabilité.

Quant à la coalition Renaissance-Ensemble, et dans une moindre mesure LR, ils ont fait le plein en voix des 2 millions de millionnaires et leur famille que compte la France.

Gageons que l'extrême gauche voisinant avec le zéro absolu, sera satisfaite de sa prestation à l'unanimité, comme toujours. On se demande si un jour elle réalisera qu'elle se compromettrait ainsi pour rien avec les institutions de la Ve République.

Ils ne peuvent pas dire en face à leurs militants de quoi il retourne vraiment. Ils craignent leur réaction, car ils s'apercevraient qu'ils les ont toujours menés en bateau, ils n'apprécieraient pas vraiment ou leur claqueraient entre les doigts. C'est de toutes manières, ce qui les attend un jour ou l'autre.

A quoi aura servi le Nouveau Front populaire ?

De caution à la poursuite de la politique mise en œuvre par Macron sous la houlette de l'extrême droite, qui n'est que l'appendice policier de l'extrême centre, avec la participation des conserveurs (LR).

Des fils de putes du régime !

On a appris, selon un décompte établi par l'AFP (Lu dans un article du Point paru le 1er juillet sur le Net), que sur 155 candidats qui se sont pour l'instant désistés, dont 104 du Nouveau Front populaire au profit de candidats de la réaction, Renaissance ou LR, pour seulement 48 désistements de macronistes, dont les électeurs ne voteront pas pour les candidats du NFP, tous le savent.

On fait le bilan.

Les reniements et trahisons de la soi-disant gauche ont permis à l'extrême droite de se hisser au premier rang sur la scène politique. LFI devait payer le prix de ses contradictions et revirements successifs. A l'étape suivante, une fois affaiblie, LFI devait céder aux exigences du PS et lui servir

de caution de gauche au sein du Nouveau Front populaire. Il ne lui restait plus qu'à appeler à voter au second tour pour les partis de la réaction sous prétexte de faire barrage à l'extrême droite, et la boucle de l'opportunisme le plus abjecte était bouclée.

Les chiens de garde du régime dictatorial de la Ve République veillent. Ce qui domine, c'est l'esprit de famille qui règne entre eux.

Des candidats Renaissance-Ensemble ou LR élus grâce au report de voix du NFP, des candidats NFP élus grâce au report de voix de Renaissance-Ensemble ou LR, à croire qu'ils figurent tous dans le même camp, qu'ils couchent dans le même lit, non ? Ils sont compatibles, ils sont comptables de quoi ? Pardi de la pérennité des institutions au service du régime en place.

LFI a franchi un cran de plus dans l'infamie en appelant les travailleurs à voter le 7 juillet pour les candidats de Renaissance, le parti de Macron, de LR, du Modem, de l'UDI, les partis des capitalistes et de la guerre, à abandonner leurs aspirations légitimes, et à se placer sur le terrain de classe des exploités et des oppresseurs, des colonisateurs, bref, à se suicider (ou plutôt les travailleurs), non pas pour sauver une quelconque démocratie ou république, mais plutôt pour en faire leur deuil.

C'est la nature fondamentalement réactionnaire, contrerévolutionnaire de LFI et de l'ensemble des composantes du NFP qui s'étale au grand jour. Ils auront finalement tout renié sans même avoir dû affronter (une nouvelle fois) l'épreuve du pouvoir. La réaction n'a même pas eu besoin de leur demander poliment, ils ont devancé ses vœux les plus fous et compromettants. LFI n'est plus dès lors qu'un cadavre répugnant.

Nous appelons travailleurs et militants à ne pas suivre leur consigne de vote, et à refuser de participer à la suite de cette sordide mascarade, dont ils sont destinés à être les dindons de la farce ou les victimes de ces arrangements dignes de la pire collaboration de classes.

Quelques déclarations révélatrices des intentions des uns et des autres.

LFI

- **Clémentine Autain** appelle "*Ensemble!*" à retirer les candidats arrivés troisièmes.

- **Jean-Luc Mélenchon** vient d'annoncer le retrait du candidat arrivé troisième lorsque le RN est arrivé en tête, c'est le cas dans 105 triangulaires, selon Ipsos. Interrogée sur France 2, **Clémentine Autain** (LFI) a demandé "*le même engagement dans les circonscriptions où l'on est arrivés en deuxième position*", soit 78 circonscriptions.

- Qui a osé dire : "*Un vote massif a déjoué le piège qui était tendu au pays. Ce vote a infligé une lourde et indiscutable défaite au président, ses candidats et à la prétendue majorité présidentielle. Ce soir une seule chose est certaine : monsieur Attal ne sera plus Premier ministre.*"

Réponse : L'histrion du régime Mélenchon. De quel « *piège* » à cons parle-t-il ? Qui était pris en otage lors de cette élection, à ma connaissance les travailleurs.

- Qualifié au second tour dans la Somme face au RN, **François Ruffin** devrait bénéficier du retrait de la candidate Ensemble. (Ils pourront sabrer le champagne ensemble ! – J-C)

PCF.

- **Fabien Roussel** est éliminé dès le 1er tour par le candidat RN.

Candidat sortant dans la 20ème circonscription du Nord, le patron du PCF, Fabien Roussel a été battu (29,7%) dès le premier tour par le candidat RN Guillaume Florquin (51,6%). Fabien Roussel avait été élu en 2017 puis réélu en 2022.

- **Ian Brossat** sur x.com :

Au-delà du cas de Fabien Roussel, il n'y a plus une seule circo de gauche dans le bassin minier. Elles passent toutes RN. Si on veut qu'un jour la gauche gagne en France, il va falloir s'atteler à ça. En attendant, barrage républicain partout. (Stalinien for ever, pour toujours ! – J-C)

Place Publique

- De son côté, Place Publique a appelé les candidats qualifiés en troisième position à se désister en cas de présence du RN.

En Ukraine, ils se désisteraient en faveur des candidats néonazis qu'ils affectionnent.

Raphaël Glucksmann à Bardella : "*La clarté est de faire un bloc démocrate et de faire en sorte que vous n'ayez pas la majorité absolue. Pour que la France reste la France, il faut que vous restiez loin du pouvoir, il faut qu'elle reste une démocratie, qu'elle soit gouvernée selon les règles de la démocratie.*" (Comme l'Ukraine en somme ! – J-C)

PS.

Le secrétaire général du PS, **Pierre Jovet**, appelle ainsi le parti présidentiel à « *prendre des décisions claires* » : « *Il faut que les démocrates, que les républicains de ce pays, que l'ensemble des forces progressistes en France se rassemblent et appellent clairement à voter pour nous* ». (De qui parlent-ils ? Des nazillons du parti de Macron. – J-C)

Dans une déclaration écrite, Emmanuel Macron a appelé de son côté à un « *large rassemblement clairement démocrate et républicain* » au second tour « *face au Rassemblement national* ». **Pierre Jovet** salue cette « *prise de conscience et de responsabilité* ». (On en oublierait presque avec quelle férocité Macron traita les opposants qui manifestèrent contre sa politique antisociale et liberticide, et avec quelles cruauté il s'appliqua à maltraiter l'ensemble de la population lors de la mystification au coronavirus pendant près de 3 ans.- J-C)

Olivier Faure, le premier secrétaire du Parti socialiste, a déclaré dimanche assumer l'application de la règle édictée par la gauche de désistement dans la circonscription du Calvados où l'ancienne Première ministre Elisabeth Borne est arrivée deuxième, devant le candidat du Nouveau Front Populaire.

« *J'assume que nous allons sauver Mme Borne* », a répondu Olivier Faure sur BFMTV, interrogé sur ce cas, en reconnaissant que « *beaucoup* » lui reprocheraient cette décision. (Ils sont tellement corrompus, qu'ils osent tout. C'est à cela qu'on reconnaît les salopards qui ne vivent pas dans le même monde que nous.– J-C)

Elisabeth Borne (Ensemble) s'est qualifiée au second tour avec 28,96% des voix, derrière le candidat RN Nicolas Calbrix (36,26%), et devant le candidat NFP Noé Gauchard (23,16%), selon des résultats définitifs du ministère de l'Intérieur.

François Hollande appelle tous les électeurs, « *au-delà de leur vote au premier tour* », à faire barrage à l'extrême droite.

Ensemble.

La candidate Ensemble dans la première circonscription de la Somme, Albane Branlant, arrivée troisième au premier tour des législatives derrière la candidate RN et le député sortant François Ruffin (NFP), a annoncé dimanche se désister « face au risque du Rassemblement national ».

« *Face au risque du Rassemblement national, qui pourrait avoir une majorité absolue, je retire ma candidature ce (dimanche) soir. Je fais une différence entre des adversaires politiques et les ennemis de la République* », a déclaré la candidate, qui a obtenu près de 24% des voix selon des résultats partiels.

Dans une courte déclaration à l'AFP, **le président de la République** appelle à un "*large rassemblement clairement démocrate et républicain*" face au Rassemblement national.

Gabriel Attal « *assume* » le désistement au profit « *de candidats qui défendent les valeurs de la République* »

Le ministre **Roland Lescure** et l'ancien ministre **Clément Beaune** ont appelé dimanche à faire « *barrage à l'extrême droite* » y compris, si nécessaire, en votant pour un candidat LFI.

Horizons.

L'ancien Premier ministre Edouard Philippe (Horizons), Edouard Philippe, appelle cependant ses électeurs à voter, « *à défaut, lorsqu'ils sont opposés aux extrêmes, pour ceux qui de la gauche sociale, démocrate, écologiste ou communiste, à la droite libérale et conservatrice, au-delà de différences réelles et assumées* ».

LR.

LR ne donne pas de consigne de vote pour le second tour.

« *Là où nous ne sommes pas présents au second tour, considérant que les électeurs sont libres de leur choix, nous ne donnons pas de consigne nationale et laissons les Français s'exprimer en conscience* », écrivent dans un communiqué commun les principaux ténors du parti, **François-**

Xavier Bellamy Jean-François Copé, Daniel Fasquelle, Annie Genevard, Gérard Larcher, Bruno Retailleau, Michèle Tabarot et Laurent Wauquiez.

« *Les Républicains doivent participer à la victoire de la droite toute entière* », demande **Éric Ciotti**.

Sans surprise, le député sortant a appelé les électeurs de sa famille politique à voter pour Jordan Bardella, la semaine prochaine. « *J'appelle l'ensemble des Républicains à suivre le chemin de l'unité que j'ai ouvert. Les Républicains ne peuvent pas s'abstenir dans le second tour. Ils doivent participer à la victoire de la droite tout entière* ».

Il y a fort à parier que l'immense majorité des électeurs d'Ensemble, LR ou des centristes voteront RN au second tour. Tous les dirigeants des partis du NFP le savaient au moment de leurs déclarations sans le signaler, c'est là que vous mesurez leur degré de pourriture, sans doute pour que les abstentionnistes qui auraient pu avoir soudainement l'idée saugrenue d'aller voter pour leurs candidats au second tour, aillent plutôt à la pêche dimanche prochain, car quant à bien faire, vaut mieux encore rester dans l'opposition au regard de la situation pour le moins périlleuse qui les attendrait, c'est plus confortable, moins risqué, et cela rapporte pratiquement autant.

Elu avec seulement 13,8% des voix des inscrits grâce à 12 voix : C'est cela la démocratie sous la Constitution de la Ve République.

C'est en Polynésie que le premier député a été officiellement élu. Moerani Frébault, candidat autonomiste de centre droit non encarté, soutenu par Ensemble, a récolté 54% des suffrages au premier tour face au député sortant LFI, Tematai Le Gayic. Il dépasse de douze voix le seuil des 25 % des inscrits nécessaires pour être élu dès le premier tour. FranceInfo 1 juillet 2024

Mon commentaire publié dans un blog.

C'était suite à cette info transmise par un lecteur.

- Le Chef du département d'État américain Blinken a déclaré « *qu'imposer l'homosexualité dans les pays étrangers est une question de sécurité nationale* »

" *Défendre et promouvoir les droits LGBTQI+ à l'échelle mondiale est la bonne chose à faire, mais au-delà de cela, c'est la chose intelligente et nécessaire à faire pour notre pays, pour notre sécurité nationale, pour notre bien-être. Et pourquoi cela ? C'est assez basique. Si vous regardez partout dans le monde et regardez les pays qui respectent les droits de la communauté LGBTQI+, ils sont plus stables, ils sont en meilleure santé, ils sont plus prospères, ils sont plus démocratiques. Ceux qui ne le font pas ne le sont pas...."*

J'ai vérifié, la citation était exacte, vous trouverez la source plus loin.

Mon commentaire.

- Quand on ramène chaque expérience sur le terrain de la lutte des classes, soudain les choses deviennent beaucoup plus claires.

Non, ce qu'a dit Blinken n'est pas très con, c'est au contraire très sensé et politique. Je me demande comment des militants ouvriers peuvent-ils participer à des campagnes (mondiales) initiées et financées par le clan de l'oligarchie financière de Davos et se retrouver à manifester à ses côtés, sans se demander quels intérêts de quelle classe ils sont en train de servir.

Il en va de même de l'écologie, du féminisme, de l'antifascisme, de l'antisémitisme, du climat, etc. on s'aperçoit qu'ils sont tous instrumentalisés et élevés au rang de priorité nationale par les mêmes commanditaires et leurs médias, au détriment de la lutte contre le régime en place. Cela signifie qu'elles sont toutes tournées contre la classe ouvrière qui comporte aussi des femmes, des homosexuels, des juifs, des travailleurs issus de l'immigration, etc. Ne serait-ce pas cela le plus con en réalité, non, de se battre contre son propre camp ?

Tout ce qui nous divise et nous distrait ou écarte de la lutte de classe, est bon à prendre pour nos ennemis.

La question essentielle ne serait-elle pas de se demander pourquoi 1% de la société devrait imposer aux 99% restant ses codes, valeurs, principes, règles. Autrement dit, pourquoi 1% disposerait de davantage de légitimité que 99%, c'est bien cela qu'on nous explique, n'est-ce pas ? Cela ne signifierait-il que l'on aurait basculé dans un régime aux relents totalitaires ?

N'était-ce pas déjà 1% qui imposait sa vision de la société ou du monde à tous les peuples, qui détient tous les pouvoirs et qu'il faut éradiquer de la planète ?

N'avez-vous pas remarqué que lorsque 1% ou beaucoup moins en réalité, s'exprime au nom des milliards d'exploités et opprimés et du socialisme, ils ne bénéficient pas du même généreux traitement, ils sont jugés illégitimes, traités de pestiférés, de dictateurs, ils sont systématiquement diabolisés, diffamés, insultés, censurés, y compris par les électeurs qui les ignorent, quand bien même ils représenteraient leurs intérêts. Là pour le coup, c'est franchement con !

Vérification de la source.

<https://www.state.gov/translations/french/le-secretaire-detat-antony-j-blinken-lors-de-la-reunion-du-mois-des-fiertes-2024-sur-la-politique-etrangere-des-etats-unis-securite-nationale-developpement-inclusif-et-droits-humains-des-personn/>

Département d'État des États-Unis
Antony J. Blinken, secrétaire d'État
Le 27 juin 2024
Allocution
EXTRAITS

Les droits des personnes LGBTQI+ sont des droits de la personne. Et notre gouvernement a la responsabilité de les défendre, de les promouvoir – ici et partout.

Le respect de ces droits est essentiel à la sauvegarde et à l'accélération de notre renouveau à l'intérieur de nos frontières. Notre capacité à défendre les droits de la personne et la démocratie au niveau international est aussi directement liée à notre force sur ces fronts dans notre propre pays. Dans tellement de nos actions, nous voyons les liens entre nos actions et notre comportement dans notre pays, nos actions et notre comportement à l'étranger. Et ceci n'est pas différent.

C'est aussi profondément dans notre intérêt national – et vital pour notre sécurité nationale. Mais il est dans notre intérêt de sécurité nationale de défendre les personnes LGBTQI+ dans le monde entier.

C'est ce que nous constatons tous les jours au département d'État. Les pays qui respectent les droits de chaque personne sont généralement plus stables, plus sains, plus démocratiques et plus prospères. Ceux qui pratiquent la discrimination à l'encontre des personnes LGBTQI+ ont tendance à être moins libres et les inégalités plus importantes au sein de leur population. La corrélation est claire comme de l'eau de roche. (...)

Aujourd'hui, j'annonce que les États-Unis mettent à jour leur propre interprétation du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Il s'agit de l'un des principaux traités dans le cadre duquel les nations s'engagent à respecter les droits universels. Cela signifie qu'à partir de maintenant, les États-Unis considèrent que l'orientation sexuelle et l'identité de genre sont couvertes par ce traité. (Applaudissements) Dans nos rapports réguliers au Conseil des droits de l'homme, nous continuerons à inclure les incidents de discrimination ou de violences à l'encontre de personnes LGBTQI+, désormais dans le cadre clair de cette interprétation bien étayée. Cela renforcera encore nos efforts.

J'ai envoyé un second commentaire qui précisait ma pensée.

- C'est la branche de l'oligarchie financière que représente Blinken, qui a initié cette campagne mondiale en faveur des personnes LGBTQI+, qui d'autres auraient pu la financer et l'organiser ? Question : serait-elle soudain animée de bonnes intentions envers les peuples ? C'est gros comme une maison, alors qui peut le croire ? Il ne faut pas avoir toute sa tête pour l'envisager, non ?

Et bien pourtant, tout le monde ou presque saute à pieds joints dans le piège tendu, pour ensuite se livrer à des contorsions périlleuses et ridicules pour tenter de justifier l'injustifiable, justifier que les droits d'une infime minorité s'impose à une majorité, ce qui ne changera absolument rien à l'état d'esprit et au comportement de la majorité, qui répondra à cette provocation par la moquerie ou la violence. Pourquoi ?

Parce qu'on ne change pas les rapports établis entre les différentes communautés dans la société depuis des siècles ou le passage à un nouveau mode de production, sans changer les rapports sociaux sur lesquels repose le mode de production en vigueur dans la société.

Autrement dit, chacun pourra s'épanouir sur le plan individuel en laissant libre cours à ses aspirations dans tous les domaines, une fois seulement que l'ensemble des rapports sociaux dans la société n'auront plus à dépendre ou à reproduire les rapports existant entre dominants et dominés qui prévalent ou s'imposent au sein du système économique. Toute forme de discrimination n'aura plus aucune raison d'être et disparaîtra d'elle-même, comme les classes en somme, c'est aussi simple que cela.

Grande-Bretagne. Il y a des signes qui ne trompent pas. Sir Keir Starmer est « remarquable ». (The Economist-Rothschild).

J-C - Si sir Keir Starmer, le leader de la gauche en Grande-Bretagne a été anobli par la reine Élisabeth II, c'est qu'il le méritait bien ! Vive le roi, vive la monarchie et vive la Grande-Bretagne !

Mais “*que représente au juste*” Keir Starmer, leader des travaillistes britanniques ? - Courrier international 2 juillet 2024

“*La transformation du parti sous sir Keir est remarquable*”, affirme The Economist. L’influent hebdomadaire libéral rappelle que “*lors des dernières élections de 2019, sous la direction de Jeremy Corbyn, un gauchiste, le Labour a remporté 202 sièges, son plus mauvais résultat depuis 1935*”.

Aujourd’hui, si les sondages disent juste, Starmer est sur le point d’offrir aux travaillistes une majorité colossale et de réduire en miettes le Parti conservateur, au pouvoir depuis quatorze ans. “*Il a arraché [le Labour] aux griffes de l’extrême gauche, renchérit le Daily Mail, tabloïd très à droite. Il a chassé Jeremy Corbyn et s’est attaqué au cancer de l’antisémitisme, qui gangrenait le parti, avec un succès certain.*”

Souvent moqué par la presse pour sa voix nasillarde et sa raideur corporelle – “*comme beaucoup l’ont remarqué, c’est un être étrangement androïde*”, s’esclaffe un chroniqueur du Spectator – Starmer, né à Londres en 1962 d’un père fabricant d’outils et d’une mère infirmière, serait “*le leader le plus ‘ouvrier’ du Parti travailliste depuis une génération, et aussi le premier de l’histoire de celui-ci à avoir le préfixe ‘sir’ attaché à son nom avant d’obtenir le poste*”, rappelle The Guardian. Après des études de droit à Leeds et à Oxford, Starmer flirte pendant sa jeunesse avec les mouvements trotskistes et antimonarchistes, mais entre dans la vie politique tardivement. Brillant avocat, défenseur des droits de l’homme depuis la fin des années 1980, procureur général du Royaume-Uni de 2008 à 2013, il sera anobli en 2014 par la reine Élisabeth II.

Autrefois favorable à la renationalisation des services publics tels que la Poste, l’énergie et l’eau, Starmer ne vise plus, désormais, que le retour de certains chemins de fer privatisés à la “*propriété commune*”. Ses retournements de veste laissent aussi planer le doute sur l’augmentation de l’impôt sur le revenu pour les 5 % des salariés les plus riches, le moratoire sur toute nouvelle exploration pétrolière et gazière en mer du Nord, l’auto-identification de personnes trans, énumère, dépité, le magazine engagé The Big Issue.

“*Mais que représente au juste Keir Starmer ?*” s’interroge, frustrée, une chroniqueuse de l’hebdomadaire pro-travailliste The New Statesman, qui n’a pas la réponse. “*En fait, il est pire que Blair, et je dis cela en tant que personne qui méprise Blair. Il est certainement plus malhonnête*”, enrage un journaliste du Morning Star, quotidien communiste. “*Je soupçonne qu’il comprend qu’être ennuyeux est un énorme atout, surtout après Corbyn*”, glisse un vieil ami d’école dans The Times.

“*Ses positions sont si contradictoires*”, fulmine le chroniqueur de The Spectator, “*si manifestement motivées par l’opportunisme : j’aime Corbyn/je n’ai jamais aimé Corbyn, j’accepte le résultat du référendum [sur le Brexit]/je n’accepte pas le résultat du référendum, un homme peut être une femme/un homme ne peut pas être une femme. On finit par se demander : pourquoi veut-il le pouvoir ? Qui est-il ? Si nous pouvions avoir une idée de son véritable plan secret, s’il ne pouvait s’empêcher de le laisser échapper, cela le ferait ressembler à une personne. Mais il n’y a aucun fil conducteur dans ses volte-faces et ses promesses non tenues. Il est juste là, disant tout ce qui est nécessaire pour arriver au bout de la journée.*” Courrier international 2 juillet 2024

J-C – « *Il est juste là* »... pour assurer la continuité du régime en place pour le compte de la City, le quartier général de l’oligarchie financière anglo-saxonne.

Ukraine.

« Cimetièrisation » : la mobilisation ukrainienne entre dans une nouvelle phase - RT 1 juillet 2024

Depuis le 1er juillet, selon la législation ukrainienne, les étudiants et les diplômés des cours par correspondance et des cours du soir ont perdu leur droit au report de la mobilisation.

Apparemment, il est impossible de se soustraire à la « *mobilisation volontaire* », comme l'avait appelée Zelensky. Les bureaux d'enrôlement militaire remportent un match de football en Ukraine. Selon les médias locaux, des représentants du bureau d'enrôlement militaire ont arrêté un joueur de football pendant un match à Nikolaïev. Un autre Ukrainien a été rattrapé par « *la mobilisation volontaire* » alors qu'il promenait son chien. Des dizaines de personnes sont également arrêtées chaque jour dans tout le pays. Afin d'éviter la conscription, des hommes tentent de fuir en traversant la frontière avec la Moldavie et la Hongrie, où ils sont également arrêtés et envoyés au front. Les pays de l'OTAN, et en particulier les États-Unis, continuent cependant à jeter de l'huile sur le feu, assurant que la guerre et l'effusion de sang sont la seule issue à la situation.

La Russie, comme les politiciens l'ont déjà dit des dizaines de fois, est toujours prête à négocier et accepte régulièrement des échanges de prisonniers de guerre. Rodion Mirochnik, ambassadeur du ministère russe des Affaires étrangères pour les missions spéciales, estime que bientôt seuls les « *amis de Zelensky* », les oligarques, les députés et leurs enfants auront des exemptions de mobilisation. La « *cimetièrisation* » attend les autres. RT 1 juillet 2024

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 3 juillet 2024

Un brin de rigolade offert par ceux qui se croyaient plus malins que les autres... et qui se sont bien fait baiser !

L'arnaque de la bagnole électrique. - lepoint.fr 3 juillet 2024

Autonomie des voitures électriques, la fumisterie.

Annoncés avec des rayons d'action officiels très optimistes, ces nouveaux modèles à batterie ne sont pas en mesure de tenir les promesses de la norme WLTP.

https://www.lepoint.fr/automobile/autonomie-des-voitures-electriques-la-fumisterie-03-07-2024-2564684_646.php

C'est l'Inde !

J-C – Vous et moi ou les 1,47 milliard d'Indiens, on ne vit pas tout à fait dans le même monde, la preuve.

Mouvement de panique en Inde : plus de 100 morts lors d'un rassemblement religieux - RT 2 juillet 2024

Une foule de quelque 250.000 personnes était rassemblée pour écouter un prédicateur mardi à Hathras dans l'Etat de l'Uttar Pradesh (nord), selon un rapport de police, soit plus du triple des 80.000 personnes autorisées.

Dans l'État d'Uttar Pradesh, au moins 116 personnes sont mortes ce 2 juillet dans un mouvement de foule lors d'un rassemblement religieux hindou.

Le bilan meurtrier d'un mouvement de foule, lors d'un rassemblement religieux dans le nord de l'Inde ce 2 juillet, a atteint 116 personnes tuées, a déclaré à la presse Shalabh Mathur, inspecteur général de la ville d'Aligarh.

L'accident est survenu alors que des fidèles, venus écouter un prédicateur populaire, partaient d'un rassemblement dans la ville de Hathras, située à 140 kilomètres au sud-est de New Delhi. Une forte tempête de poussière a alors provoqué un mouvement de panique, de nombreuses personnes étant notamment tombées dans un drain (1) au bord de la route.

L'Inde a déjà été endeuillée à plusieurs reprises par des tragédies survenues lors de rassemblements religieux.

En avril 2016, 112 personnes sont mortes dans l'incendie d'un temple de l'État du Kerala provoqué par des feux d'artifice.

Trois ans plus tôt, en octobre 2013, 115 personnes avaient été tuées et 110 autres blessées lors d'un mouvement de foule sur un pont à proximité d'un temple dans l'État du Madhya Pradesh, dans le centre du pays.

Ce pont avait été construit après une précédente tragédie survenue au même endroit, en 2006, lorsque 50 pèlerins s'étaient noyés en tentant de traverser la rivière Sindh lors des célébrations de Navaratri. RT 2 juillet 2024

1- Drain : Conduit souterrain (souvent, tuyau de terre cuite), servant à faire écouler l'eau des sols trop humides. Fossé, généralement garni de pierres ou cimenté, pour le même office. (Le Grand Robert de la langue française)

Propagande des fanatiques du Green New Deal de Davos.

J-C - L'art de tordre ou falsifier la réalité en changeant les règles ou les normes. 40 degrés Celsius plus ou moins quelque degrés au Pakistan ou en Inde chaque été, c'est la norme pendant quelques jours, voire une dizaine de jours, le taux d'humidité dépasse 90%. J'avais eu l'occasion de le constater au mois de juillet au début des années 2000, à l'hygromètre situé dans l'enceinte du lycée français de Pondichéry où j'enseignais le français, donc cela ne date pas d'hier. La pression de l'air chaud et humide est telle qu'elle se répercute sur la respiration rendue plus difficile, ce qui peut être fatal pour les personnes présentant des difficultés respiratoires en raison de leur grand âge ou chez les fumeurs invétérés dont je faisais partie.

Donc chaque année il se produit un excès de mortalité durant cette période de l'année chez les personnes les plus fragiles, car il faut bien mourir un jour de quelque chose, idem lors de la mousson qui suivra. Qu'elle intervienne parmi la population la plus pauvre et la plus vulnérable privée d'électricité, donc de ventilateur ou de climatiseur, n'étonnera personne non plus, puisque l'électricité est coupée de préférence dans les quartiers les plus pauvres, il faut bien que les privilèges de classe servent à quelque chose, non ?

Tout cela est bien connu de la population et du corps médical, rien de neuf en réalité, sauf pour les psychopathes adeptes du nouvel ordre mondial totalitaire qui l'instrumentalisent pour justifier l'agenda du Green New deal de l'oligarchie financière anglo-saxonne... Ils font pression sur les gouvernements pour qu'ils s'y conforment sans broncher, sinon, attention au coup d'Etat...

Pakistan: les quinze millions d'habitants de Karachi étouffent sous une chaleur suffocante - rfi.fr 3 juillet 2024

Une nouvelle vague de chaleur s'abat depuis plus d'une semaine sur le Pakistan. Karachi, la grande ville portuaire et capitale économique du pays, est particulièrement touchée. Le thermomètre affiche près de 40 degrés Celsius, mais en raison d'un fort taux d'humidité, la température ressentie par les quinze millions d'habitants de Karachi avoisine les 55 degrés et les hôpitaux sont débordés. rfi.fr 3 juillet 2024

J-C - Lors de la mystification au coronavirus, observant qu'il y avait relativement peu de décès, ils procédèrent de même.

Pour l'enclencher et déclarer qu'une terrible pandémie menaçait la population, qui au demeurant allait s'avérer inexistante, ils allèrent jusqu'à la fabriquer pièce par pièces durant trois ans.

Ils commencèrent par briser le thermomètre en comptabilisant le nombre de malades et non plus de décès enregistrés suite à l'émergence d'un nouveau virus. Dans la foulée, ils abaissèrent la norme à partir de laquelle une pandémie était avérée, de manière à ce que personne ne la conteste une fois ce tour de passe-passe réalisé.

Comment s'y prirent ces sadiques ? En testant massivement la population et en privilégiant le nombre de (faux) cas positifs et de malades à la place du nombre de morts soi-disant causés par ce virus, histoire d'inspirer une psychose collective parmi la population, afin qu'elle applique à la lettre les consignes gouvernementales ou de l'OMS, vous connaissez la suite.

Des fils de putes du régime disions-nous hier, j'étais encore en-deçà de la vérité, car en réalité ils vous assassinent littéralement !

Quand le Nouveau Front populaire vole au secours de Macron. Aucune voix pour un candidat de la réaction, abstention !

J-C - Tous se réjouissent du coup de poignard porté par les dirigeants du NFP dans le dos de leurs militants et de leurs électeurs, la réaction et ses médias s'en réjouissent, ils ont de quoi, il faut les comprendre.

Voilà qui devrait diviser et briser nette toute mobilisation de masse contre le prochain gouvernement. C'est là qu'on s'aperçoit que le Front populaire est fondamentalement réactionnaire, contre-révolutionnaire, anti-ouvrier, antisocialiste.

Le front républicain s'est reformé face au RN, mais gare à la lassitude des électeurs - Courrier International 3 juillet 2024

Au total, seulement 107 triangulaires et 2 quadrangulaires subsistent au second tour, sur les 311 prévues à la sortie des urnes. (AFP)

Plus de 210 candidats (214 - AFP) "du camp centriste du président Emmanuel Macron et de l'alliance de gauche se sont désistés dans l'espoir d'éviter une division des voix", observe CNN. "Ils ont mis de côté leurs divergences avec un seul objectif : maintenir l'extrême droite à l'écart des 289 sièges requis pour obtenir la majorité absolue".

J-C - CNN ne s'y est pas trompé, entre Macron et ses alliés et le NFP, il n'existait que des "divergences" et non des oppositions irréductibles, bref, ils n'étaient pas vraiment ennemis ou ils figuraient tous dans le même camp, celui de la réaction.

Courrier International - Le Nouveau Front populaire a retiré plus de 130 candidats, et le camp présidentiel, 82. D'autres désistements sont encore possibles dans les prochains jours, à l'instar du MoDem Dominique Despras, qui s'est retiré mardi soir peu après avoir déposé sa candidature.

“L’effort consenti pour tenter d’ériger un barrage républicain est donc légèrement plus important à gauche”, souligne La Libre Belgique. “La macronie peut la remercier car ces retraits devraient lui permettre de sauver nombre de ses candidats”.

J-C - Macron n'a qu'un mot pour le NFP : Merci !

Courrier International - Un avis partagé par *Le Soir*. “Si cette nouvelle configuration change la donne pour le second tour, il reste impossible de prédire les reports de voix des électeurs privés de leur premier choix dimanche prochain”.

“Les électeurs de gauche se reporteront-ils sur les macronistes après avoir dénoncé pendant sept ans la politique libérale d’Emmanuel Macron, sa très impopulaire réforme des retraites et sa récente loi sur l’immigration, votée avec le concours du RN ?”, s’interroge le quotidien belge. “Et, à l’inverse, les électeurs centristes, après avoir entendu pis que pendre du Nouveau Front populaire avant le premier tour [...] mangeront-ils leur chapeau dans le seul espoir de conjurer le pire ?”.

D’autant que “les électeurs ont le sentiment que le président [Macron] cherche constamment à les mettre à l’épreuve – d’abord en avançant les élections législatives, et maintenant en retirant ses candidats”, analyse *El Periódico*. Le quotidien catalan craint “un effet ni-ni” – ni le RN ni le Nouveau Front populaire – qui pourrait provoquer “une augmentation de l’abstention”.

En résumé, pour *Il Corriere della Sera* le chiffre le plus important, dimanche prochain, sera “le taux de participation : plus il est faible, plus il favorisera Bardella”. Courrier International 3 juillet 2024

J-C - Effectivement tout n'est pas joué ou ils pourraient encore y avoir de mauvaises surprises, quoique...

D'une part, il n'est pas dit que les électeurs du NFP iront voter une nouvelle fois Macron, car avec tous les mauvais coups qu'ils ont pris depuis 2017, s'ils en redemandaient, c'est qu'ils seraient incurables, et alors ce serait plus que préoccupant, désespérant, cela dit, on n'ose le croire, en fait je l'ignore pour avoir quitté la France depuis trop longtemps, réponse dimanche prochain à 20h.

D'autre part, les uns et les autres savent que les électeurs de Macron et LR ne voteront pas pour les candidats du NFP, ils s'abstiendront ou ils se porteront massivement sur les candidats de l'extrême droite.

Macron pourrait-il nommer un Premier ministre qui ne serait pas macroniste ? Poser la question, c'est y répondre.

J-C – Marine Tondelier nous prend vraiment pour des cons, elle porte bien son prénom !

Il est vrai qu’avec des Ecologistes au sein “d’une grande coalition” présidée par Macron, la question de sa nature sociale ne se pose plus : pro capitaliste, pro Ve République, pro Union européenne, pro OTAN, pro ukronazi, pro sioniste, pro Davos, pro communautarisme dégénéré, wokiste, LGBTQ+, pro dictature numérique, pro dictature énergétique, pro dictature climatique, pro dictature sanitaire, bref, réactionnaire sur toute la ligne.

Après avoir appelé leurs électeurs à voter pour les candidats du parti macroniste entre autres, plus besoin d'un "*Premier ministre macroniste*", tout le monde aura compris que les dirigeants et élus du NFP étaient eux-mêmes idéologiquement macronistes.

C'est comme si on disait, avec un gouvernement du NFP élargi ou non, pas besoin de représentants du Medef, du Crif, de l'UE, de l'OTAN pour que leurs intérêts soient pris en compte.

Ils ne savent plus quoi déclarer pour assurer de leur loyauté leurs maîtres à penser, rassurer les actionnaires du CAC40 sur leurs bonnes intentions à leur égard.

D'un bout à l'autre, leur discours consiste à cautionner et protéger le régime en place.

Législatives: l'écologiste Marine Tondelier ne ferme pas la porte à l'idée d'une grande coalition - BFMTV 3 juillet 2024

La patronne des Écologistes, Marine Tondelier, a estimé ce mardi 2 juillet qu'"il faudra sûrement faire des choses que personne n'a jamais faites auparavant dans ce pays" en cas d'une Assemblée sans majorité claire.

"La politique dans ce pays ne pourra pas continuer comme avant. On va devoir changer", a ajouté l'écologiste lors d'un entretien au 20 heures de TF1, appelant à "trouver des solutions" et à ce "que certains au centre, à droite, nous disent comment ils souhaitent travailler dans l'autre sens".

"Comment on trouve des solutions à des circonstances inédites? Il faudra sûrement faire des choses que personne n'a jamais faites auparavant dans ce pays", n'a pas fermé la porte Marine Tondelier, "mais ce qui est sûr, c'est que ça doit se faire sur des bases politiques claires: la question, c'est plutôt 'pour quoi faire?' que 'avec qui?'" . "Il n'y aura pas de Premier ministre macroniste, par exemple", a-t-elle conditionné. BFMTV 3 juillet 2024

Relevé dans un article de 20 Minutes du 3 juillet 2024

20 Minutes - Macron était bien une créature immonde du marketing.

- Le président a accumulé les erreurs marketings grossières.

Macron, un épiphénomène, une météorite en fin de vie, comme le néolibéralisme frappé mortellement, reste à l'achever !

20 Minutes – « Certaines nouvelles marques émergent en surfant sur une tendance de l'époque – la lassitude du clivage gauche/droite dans le cas Macron –, mais toute tendance lasse et les clients passent à autre chose. Pour être certain de durer, il faut quelque chose de très adaptable à chaque époque, de très pratique et universel. Comme le jean Levi's par exemple, ce que n'est pas le macronisme. ».

Pourquoi cette chute brutale était-elle prévisible ?

Parce que Macron était le produit de l'extrême centre et du néolibéralisme, qui ont vu le jour ou plutôt se sont imposés lorsque le capitalisme était déjà en proie à une crise généralisée insurmontable et incontrôlable, en fin de course du cycle du règne de l'exploitation de l'homme par

l'homme que le capitalisme, par conséquent, tous les artifices auxquels ils allaient recourir pour sauver leur modèle économique, dont ce pantin et son idéologie malfaisante, allaient se consumer rapidement et s'avérer inopérants, sans qu'ils aient d'autres alternatives pour tenter de sauver les meubles ou leur hégémonie de classe, que s'en remettre aux recettes éculées du fascisme et du Front populaire, voilà où nous en sommes.

Ces remparts protégeront le régime quelque temps encore. Pendant combien de temps tiendront-ils avant qu'il s'effondre ? Nulle ne le sait, mais à la vitesse où vont les événements et où s'envolent les illusions des masses, on peut prévoir qu'une accélération brutale de la crise institutionnelle dans les semaines ou mois à venir pourrait précipiter cette échéance, souhaitons-le et faisons en sorte d'aborder cette nouvelle période dans les meilleures conditions possibles, si on veut avoir une chance de renverser le régime en place.

20 Minutes - Le macronisme, comme son nom l'indique subtilement, est resté autocentré. « *La marque Renaissance/Ensemble reste totalement associée à sa seule personne. Il n'a pas su développer d'autres figures ou avoir un parti assez puissant pour lui succéder.* »

Vive la lutte des classes !

20 Minutes - « *Aujourd'hui, le macronisme ne propose plus rien de neuf, et pour les vieilles recettes, on préférera les marques historiques de gauche et de droite.* »

Macron ravalé au rang de déchet... non recyclable !

20 Minutes - Chez Emmanuel Macron, on adore le recyclage depuis 2017. Et à force, ça lasse le client.

J-C – Pour la notion de citoyen, il faut aller voir ailleurs !

La vieillesse est un naufrage. Confirmation.

20 Minutes - Parmi toutes les tranches d'âges d'électeurs à ces législatives de 2024, le groupe Ensemble n'a été leader en nombre de voix que chez les 75 ans et plus. 20minutes.fr 3 juillet 2024

J-C - Passé un certain âge, il faudrait les euthanasier ! Attention, j'aurai 69 ans le 11 septembre prochain, il ne me reste plus longtemps à vivre !

Quand les opportunistes et traites se font provocateurs et gauchistes

J-C - Ils appellent les fonctionnaires à la désobéissance civile face au RN au risque d'être sanctionnés ou d'être radiés de la fonction publique, de perdre leur emploi, alors que pendant des décennies les mêmes ont appliqué minutieusement la politique de saccage de l'instruction publique et de l'hôpital, pire, quand ils furent au pouvoir avec Hollande, ils poursuivirent et aggravèrent la politique antisociale mise en œuvre par son prédécesseur Sarkozy.

En revanche, ils refusent de rompre à la fois avec le capitalisme en crise dont la survie exige des coupes drastiques dans tous les budgets sociaux et les institutions de la Ve République, qui ont pour

unique fonction de faire appliquer cette politique antisociale notamment par les fonctionnaires et les élus.

Par conséquent, nous appelons les travailleurs de la fonction publique à ne pas s'associer à cette initiative, qui sera durement réprimée ou dont ils seront les principales victimes, tandis que ces élus continueront de participer aux institutions antidémocratiques de la Ve République au côté de ceux de RN, Renaissance et ses alliés centristes.

Il risque de n'y avoir personne pour les défendre.

Les fonctionnaires devraient avoir à l'esprit comment l'ensemble des composantes du Nouveau Front populaire se sont rendues coupables de complicité de meurtres de masse en refusant de dénoncer la mystification hygiéniste ou covidiste mise en œuvre par Macron qui fit plus de 100.000 innocentes victimes, et parmi lesquels la plupart auraient pu être soignés et demeurés en vie.

Combien de fonctionnaires en ont été complices également ? Beaucoup. Combien ont même fait du zèle en refusant des patients à l'hôpital. Combien ont refusé l'accès à des locaux administratifs ou à des transports publics à des citoyens non vaccinés ou refusant de porter le masque de l'imposture ?

Appels à la désobéissance civile face au RN : Guénolé annonce la création d'un «réseau de résistance» - RT 2 juillet 2024

Dans l'éventualité d'une arrivée au pouvoir du Rassemblement national, le politologue Thomas Guénolé, ancien membre de LFI, a annoncé la création d'un «réseau de résistance». «Essentiellement» constitué de fonctionnaires, celui-ci s'appuierait sur le refus de ces agents de l'État d'appliquer des consignes contraires «aux valeurs républicaines».

«Parce que l'extrême droite sera probablement au pouvoir en France dans sept jours, le réseau de résistance à l'extrême droite a été créé à l'heure où je vous parle», a déclaré sur le plateau de France Info le politologue Thomas Guénolé, qui a posté cette séquence le 1er juillet sur X (ex-Twitter).

«Les principales méthodes seront le refus par des fonctionnaires d'exécuter certains ordres, la désobéissance civile et l'activisme judiciaire», a-t-il expliqué aux journalistes, précisant que ce réseau était «constitué essentiellement de fonctionnaires».

Si le Rassemblement national (RN) est en mesure de constituer un gouvernement, selon le politologue, «un certain nombre d'ordres» dans les ministères «porteront atteinte aux valeurs républicaines fondamentales». (Ils peuvent parler ces adeptes du wokisme, de la théorie du genre et autres saloperies communautaires qui piétinent allègrement ces «valeurs», sans parler de l'orientation et du contenu des programmes scolaires qu'ils appliquent à la lettre, alors qu'ils en sont la négation.... – J-C)

Quelques initiatives se font remarquer ces derniers jours, alors que la crainte de voir un gouvernement RN grandit à gauche et au centre de l'échiquier politique français. Quelque 3 600 soignants ont signé dans Mediapart un appel à s'opposer «aux desseins mortifères» du RN et à voter pour les candidats du Nouveau Front populaire.

Une autre pétition, d'enseignants cette fois, lancée le 14 juin et titrée «Fonctionnaires d'État, en conscience et en responsabilité nous n'obéirons pas», a aussi recueilli 3 000 signatures. «Nous ne

serons pas les exécuteurs d'une politique contraire aux principes qui fondent notre attachement au service public d'éducation», préviennent-ils. (Ils en sont les pires fossoyeurs ! – J-C)

«Quand vous êtes enseignant [...] vous ne pouvez en aucun cas accepter un programme du Rassemblement national», a commenté le 25 juin l'ancienne ministre socialiste Najat Vallaud-Belkacem sur France Info, soutenant l'appel à la désobéissance civile des enseignants. RT 2 juillet 2024

Mon commentaire publié dans un blog.

Un bref complément ou des précisions.

C'est la branche de l'oligarchie financière que représente Blinken, qui a initié cette campagne mondiale en faveur des personnes LGBTQI+, qui d'autres auraient pu la financer et l'organiser ? Question : serait-elle soudain animée de bonnes intentions envers les peuples ? C'est gros comme une maison, alors qui peut le croire ? Il ne faut pas avoir toute sa tête pour l'envisager, non ?

Et bien pourtant, tout le monde ou presque saute à pieds joints dans le piège tendu, pour ensuite se livrer à des contorsions périlleuses et ridicules pour tenter de justifier l'injustifiable, justifier que les droits d'une infime minorité s'impose à une majorité, ce qui ne changera absolument rien à l'état d'esprit et au comportement de la majorité, qui répondra à cette provocation par la moquerie ou la violence. Pourquoi ?

Parce qu'on ne change pas les rapports établis entre les différentes communautés dans la société depuis des siècles ou le passage à un nouveau mode de production, sans changer les rapports sociaux sur lesquels repose le mode de production en vigueur dans la société.

Autrement dit, chacun pourra s'épanouir sur le plan individuel en laissant libre cours à ses aspirations dans tous les domaines, une fois seulement que l'ensemble des rapports sociaux dans la société n'auront plus à dépendre ou à reproduire les rapports existant entre dominants et dominés qui prévalent ou s'imposent au sein du système économique. Toute forme de discrimination n'aura plus aucune raison d'être et disparaîtra d'elle-même, comme les classes en somme, c'est aussi simple que cela.

Pays-Bas. Au pays de Bilderberg, de l'alliance entre le nazisme et la monarchie, on ne mégotte pas sur les moyens...

Pays-Bas : Qui est Dick Schoof, nouveau Premier ministre et ancien chef du renseignement ? - 20 Minutes avec AFP 2 juillet 2024

L'ex-chef du renseignement néerlandais Dick Schoof a été investi mardi Premier ministre des Pays-Bas, il remplace Mark Rutte, nommé secrétaire général de l'Otan

« Vous pouvez compter sur moi », a assuré, sur son compte X, Dick Schoof. Cet ancien chef du renseignement néerlandais a été investi ce mardi comme Premier ministre des Pays-Bas à la tête

d'un gouvernement de coalition de droite chargé de mettre en œuvre la politique d'immigration « *la plus stricte jamais vue* » dans le pays.

Plus de sept mois après la victoire électorale retentissante du dirigeant d'extrême droite Geert Wilders, surprenant le pays et l'Europe entière, Dick Schoof succède à Mark Rutte, au pouvoir depuis 2010. Ce dernier a été nommé secrétaire général de l'Otan.

Dick Schoof a présenté ses ministres au roi des Pays-Bas Willem-Alexander sous les ors d'un palais royal de La Haye. Chacun a fait un pas pour prêter allégeance au souverain et à la constitution.

Geert Wilders a dû renoncer à son ambition de devenir Premier ministre, certains partis ayant menacé de se désolidariser à cause de ses positions notoirement anti-islam et eurosceptiques.

Au lieu de cela, les quatre formations de la coalition ont convenu que leurs dirigeants ne feraient pas partie du gouvernement et un compromis a été trouvé en la personne de Dick Schoof, 67 ans, sans parti.

Dick Schoof a affirmé être « déterminé » pour mettre en œuvre les plans de cette coalition, qui vise à instaurer « la politique d'admission en matière d'asile la plus stricte jamais réalisée » et un paquet de mesures « *pour contrôler la migration* ». L'accord de coalition de 26 pages, intitulé « *Espoir, courage et fierté* », appelle également à examiner l'idée de déplacer l'ambassade des Pays-Bas en Israël de Tel-Aviv à Jérusalem.

Dick Schoof a joué un rôle clé dans diverses situations de crises, notamment dans l'enquête après la destruction du vol MH17 de la Malaysian Airlines en 2014 au-dessus de l'Ukraine. Il était alors à la tête de l'agence antiterroriste des Pays-Bas.

Ancien membre du Parti travailliste, Dick Schoof a le soutien du leader de l'opposition de gauche Frans Timmermans, qui l'a néanmoins décrit comme « *clairement le candidat de Wilders* ».

J-C – On ne pourrait mieux dire, une sacrée ordure !

Kenya. Quelle idée de surtaxer le pain et le sucre !

Kenya : nouvelles manifestations contre le projet de loi de finances et ses hausses d'impôts - RT 2 juillet 2024

Les Kényans ont encore manifesté ce 2 juillet dans plusieurs villes du pays contre le projet de loi de finances et ses nouvelles taxes. Les manifestants s'en sont pris ouvertement au président William Ruto. Depuis le 18 juin, 39 personnes ont été tuées lors de ces manifestations.

Les manifestations contre le projet de loi de finances 2024-2025, qui prévoit des augmentations d'impôts, ont repris ce 2 juillet dans les principales villes du Kenya. Les autorités ont déployé des véhicules blindés et tiré des gaz lacrymogènes sur les manifestants.

Selon cette chaîne, les manifestants ont appelé à la démission le président kényan William Ruto, qui avait annoncé le 26 juin le retrait du projet de loi controversé, au lendemain d'une manifestation particulièrement violente notamment marquée par la prise d'assaut du Parlement. Au cours de cet

épisode, plusieurs manifestants avaient été abattus par les forces de l'ordre. «*Ruto doit partir*», a lancé un manifestant devant la caméra de CitizenTV.

À la mi-juin, une vague de protestations a débuté au Kenya contre les projets du gouvernement d'augmenter les taxes sur un certain nombre de biens et services. Dès le 18 juin, la présidence kényane avait annoncé avoir amendé le projet de loi afin «*de supprimer la TVA proposée de 16% sur le pain, sur le transport du sucre, sur les services financiers, sur les opérations de change ainsi que la taxe sur les véhicules à moteur de 2,5%*», avait-elle annoncé dans un communiqué repris par l'AFP. RT 2 juillet 2024

Ukraine. Le Pentagone confirme et en rajoute une couche.

Le Pentagone juge acceptables les frappes ukrainiennes avec des missiles américains en Crimée - RT 2 juillet 2024

«*Je peux dire que notre politique concernant l'utilisation d'armes à longue portée pour frapper la Russie n'a pas changé,*» a déclaré Patrick Ryder lors d'un point de presse ce 2 juillet.

«*Les armes à longue portée peuvent être utilisées [par l'Ukraine] sur son territoire souverain*», a-t-il ajouté, interrogé sur la position du Pentagone concernant les attaques ukrainiennes sur le territoire de la Crimée.

Selon les États-Unis, «*la Crimée fait partie de l'Ukraine*», a ajouté Ryder, admettant que les frappes visant la péninsule avec des missiles américains n'étaient pas soumises à l'exigence d'un tir de riposte.

Washington a en effet admis, le 31 mai dernier, avoir autorisé les troupes ukrainiennes à utiliser les armes de longue portée américaines contre le territoire russe, mais pour des tirs de contre-batterie. RT 2 juillet 2024

Etats-Unis. Entre aveux révélateurs et vœux pieux sordides.

J-C - Slate est le porte-parole des démocrates, de l'extrême centre, de l'Etat profond, du Forum économique mondial.

La page du néolibéralisme pourrait-elle être tournée également aux Etats-Unis ? On pourrait s'attendre à un regain de la lutte de classe aux Etats-Unis.

Toujours est-il que, lorsque Biden et Trump se traitent réciproquement de «*fasciste*», on est tenté de les croire tous les deux !

Notez bien, toute proportion gardée, comme lorsqu'en France Macron et ses adversaires du NFP hurlent à la menace «*d'extrême droite*», sachant qu'ensemble ils lui ont fait la courte-échelle, on est en droit de se demander jusqu'à quel point ils ne partageraient pas les mêmes intérêts (de classe) et ils ne figureraient pas dans le même camp.

Les alliés de Donald Trump préparent le futur semi-autoritaire des États-Unis - slate.fr 3 juillet 2024

Les réformes du «*Project 2025*» ont été élaborées par un groupe de réflexion conservateur qui a suivi la radicalisation du Parti républicain ces dernières années.

Au fur et à mesure que l'élection présidentielle américaine 2024 approche, Donald Trump et ses alliés amplifient leurs attaques contre le supposé «*régime fasciste*» qui serait en place à Washington. Une rhétorique qui se développe surtout depuis la condamnation de l'ancien président des États-Unis dans l'affaire Stormy Daniels. Un juge mené par l'administration Biden, des témoins «*crucifiés*», un procès «*truqué*» et une «*arnaque*» sur la base d'accusations injustifiées: toute une panoplie de «*preuves*» appuyant la nécessité d'un changement de direction sont produites par le camp MAGA (Make America Great Again).

De fait, l'entourage de Donald Trump se prépare à reprendre la main au lendemain de la présidentielle du 5 novembre. «*Des gens doivent être tenus responsables des crimes qui ont été commis ces dernières années. On les a vus mentir, abuser de notre système judiciaire. On a vu Joe Biden attaquer des Américains innocents à travers le pays, comme les manifestants du 6 janvier [2021, lors de l'attaque du Capitole, ndlr] qui ont été envoyés au goulag à Washington*», clamait ainsi Karoline Leavitt sur Fox News à la fin du mois de mai.

Et ne ce ne sont pas que des mots. Début novembre 2023, le Washington Post révélait que «*Donald Trump et ses alliés préparent leur revanche et le contrôle du ministère de la Justice durant un second mandat*», ainsi qu'une multitude d'autres réformes afin de mettre en place un régime autoritaire conservateur.

Une révolution conservatrice

Au-delà des déclarations publiques, l'analyse du quotidien américain se base sur un rapport intitulé «*Project 2025. Presidential Transition Project*». Publié par le groupe de réflexion The Heritage Foundation, il s'agit d'un imposant travail de 900 pages qui détaille les moyens de mettre en place la réforme conservatrice du pays.

Créée en 1973, la Heritage Foundation a l'habitude des notes et des programmes à l'intention des candidats républicains. «*En revanche, c'est la première fois qu'il rédige un véritable programme présidentiel en vue d'une élection*», précise Romuald Sciora, chercheur associé à l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS) et spécialiste de la politique américaine.

Le programme prend racine dans la radicalisation du Parti républicain qui s'opère depuis Ronald Reagan (1981-1989). Un premier tournant intervient sous Newt Gingrich, président de la Chambre des représentants entre 1995 et 1999, qui installe le conservatisme chrétien au sein du Grand Old Party. L'intégration des idées du Tea Party –mouvement contestataire conservateur né après la crise économique de 2008– l'a ensuite prolongé. L'arrivée de Donald Trump et le raidissement consécutif des positions des Républicains n'en sont donc qu'une troisième étape.

Au sein de la Heritage Foundation, cela s'est concrétisé par l'arrivée de Kevin D. Roberts à sa tête en 2021. Académique peu connu de la politique et fervent admirateur des positions conservatrices du Premier ministre hongrois Viktor Orbán, il assume sa volonté «*d'institutionnaliser le trumpisme*» dans le pays grâce au «*Project 2025*».

Un État fort

Ce programme, qui tend vers l'installation d'un État semi-autoritaire aux États-Unis, formule des centaines de propositions et quatre promesses. La première est le recentrage de la vie américaine sur la famille et la protection des enfants, avec l'interdiction de «*l'idéologie transgenre et la sexualisation des mineurs*» et la suspension du financement fédéral de l'avortement.

Le projet vise également à assurer «*la liberté de religion, la liberté d'expression et la liberté de réunion*» pour lutter contre ce qui est présenté comme un marxisme économique et idéologique trop influent. La souveraineté américaine doit enfin être assurée en protégeant le pays contre la Chine, «*l'extrémisme environnementaliste*» et l'immigration.

Pour atteindre ces objectifs, le «*Project 2025*» défend le renforcement de l'État fédéral, incarné par une figure présidentielle aux pouvoirs élargis. Il prévoit ainsi de revenir sur la réforme de 1947 qui limite le nombre de mandats à deux ou encore de mettre le ministère de la Justice sous l'autorité présidentielle.

Il compte également diminuer les prérogatives du Congrès des États-Unis: le lancement d'une procédure de destitution se limiterait aux cas de haute trahison et le veto présidentiel ne pourrait plus être contré par la majorité parlementaire. La garde nationale devrait aussi être réformée. Ses modalités d'intervention seront élargies afin qu'elle puisse intervenir en amont d'événements, telles que l'investiture ou les manifestations.

Un soutien politique, voire civil

D'après le «*Project 2025*», le gouvernement fédéral est inefficace car noyé par la bureaucratie. Ses rédacteurs encouragent à «*décentraliser et privatiser au maximum*», tout en s'assurant que ce qui reste soit géré le «*plus efficacement possible*». Pour se faire, l'institut derrière le projet travaille déjà au recrutement des futurs membres de l'administration.

Selon les auteurs du projet, ce tournant radical doit répondre à l'étiollement de la confiance accordée par les citoyens américains envers leurs institutions et qui ne cesse de s'amplifier depuis plusieurs années. Entre 2022 et 2024, celle donnée au gouvernement a chuté de 35% à 23%. Deux tiers des Américains considèrent également que les membres des administrations travaillent à faire échouer les politiques avec lesquelles ils sont en désaccord.

Néanmoins, la grande majorité de la population croit en l'efficacité d'une bureaucratie apaisante. Et bien que le recrutement par les alliés de Donald Trump mette en avant le besoin de former au travail de l'administration, sa mission de propagation d'idées conservatrices est à peine voilée. Mais, selon Romuald Sciora, la force trumpiste tient en la crise intercommunautaire du pays qui continue de s'aggraver. La promesse d'un pouvoir fort et d'une administration stable pourrait donc encourager le soutien d'une large partie de la population états-unienne.

Au regard de la mise en pratique, les Républicains comptent sur le soutien des institutions politiques. Avec une majorité envisagée à la fois à la Chambre des représentants et au Sénat, la retraite de Mitch McConnell de la tête du Parti républicain dans la chambre haute devrait également y renforcer le soutien de Donald Trump. «*Et si certaines propositions pourraient être jugées anticonstitutionnelles, rappelons que l'ancien président a aussi la Cour suprême à sa botte*», indique Romuald Sciora. En cas de victoire républicaine le 5 novembre 2024, ce pourrait donc être une page qui se tourne pour la démocratie américaine. slate.fr 3 juillet 2024

J-C- Je n'ai plus le temps de décrypter en détail cet article destiné à différentes couches ou classes selon les sujets abordés, faites-le et envoyez-moi vos questions, je me ferai un plaisir de vous répondre.

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 4 juillet 2024

Combat contre la mystification et dictature climatique et énergétique.

Déclaration de l'Association des climato-réalistes.

L'homme ne peut pas agir sur le climat

https://www.climato-realistes.fr/wp-content/uploads/2024/07/A5-Lhomme-ne-peut-pas-agir-sur-le-climat_V3.pdf

J-C – Comment l'homme, cette infime poussière d'étoile, cette insignifiante particule de matière à l'échelle du temps, cet amas de microbes microscopiques pataugeant dans un gigantesque océan constitué de milliards de virus, comment pourrait-il soudain perturber la marche de l'Univers, il faut être tombé sur la tête pour croire un truc pareil ou vouloir sa perte !

Combat contre la mystification hygiéniste ou sanitaire.

Fuite du Covid-19 : des aveux scientifiques

https://www.piecesetmainoeuvre.com/IMG/pdf/fuite_du_covid_des_aveux_scientifiques.pdf

De quoi le Nouveau Front populaire est-il le nom ?

En fait de nouveauté, les camarades du groupe GMI rappellent que c'est « *une union usée jusqu'à la corde (Bloc des gauches en 1899, Union sacrée en 1914, Cartel des gauches en 1923, Front populaire en 1935, CNR en 1943, Union de la gauche en 1972, Gauche plurielle en 1997, bloc PS-EELV-PRG-Walwari en 2012)* »

Pour qui roule-t-il ? Réponse.

FranceInfo - D'après les chiffres définitifs du ministère de l'Intérieur, 215 candidats qualifiés pour le second tour dans une triangulaire ou une quadrangulaire ont finalement choisi de se désister dans 214 circonscriptions, afin de faire barrage au Rassemblement national.

Cette vague de désistements fait nettement baisser le nombre de triangulaires comprenant un candidat du Rassemblement national et ses alliés : dimanche 7 juillet, il n'y aura donc que 86 circonscriptions concernées par ce cas de figure, contre 299 prévues initialement. Finalement, deux quadrangulaires auront lieu dans la 8e circonscription du Rhône et la 4e circonscription de la Vendée.

Dans la 10e circonscription du Nord, c'est le ministre de l'Intérieur qui est arrivé en tête, talonné par le candidat RN Bastien Verbrugghe. La candidate insoumise a toutefois choisi de retirer sa candidature, appelant à "ne pas voter pour le Rassemblement national". francetvinfo.fr 3 juillet 2024

Le Nouveau Front populaire appelle à élire les ministres du gouvernement Macron-Attal-Darmanin. Pas une voix pour cette pourriture !

J-C – Pour un peu, ils pourraient figurer dans un gouvernement du NFP !

Législatives 2024 : Une vingtaine de ministres encore en lice, un deuxième tour très incertain pour beaucoup - Le HuffPost 4 juillet 2024

Aucun ministre n'a été élu au premier tour.

Le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin a devancé le candidat RN (Bastien Verbrugghe) de moins de deux points au soir du premier tour. Pour l'emporter, il devra compter sur un bon report des électeurs de la candidate de gauche Leslie Mortreux qui s'est désistée en sa faveur.

À l'inverse, il y a des ministres arrivés deuxièmes qui sont en ballottage plus favorable. Grâce au désistement du candidat de gauche arrivé troisième, Marc Fesneau, Frédéric Valletoux, Guillaume Kasbarian, France Riester ou Marina Ferrari peuvent espérer l'emporter. Le HuffPost 4 juillet 2024

A propos des positions et de l'orientation politique de l'extrême gauche.

L'extrême gauche est très hétérogène, comme somme tous les courants politiques du mouvement ouvrier. On y trouve de tout, du meilleur comme du pire, fidèle ou traître au socialisme. D'ailleurs dans un passé assez récent, on ne s'était pas étonné de voir des militants passer du NPA ou de LO (où encore de la CGT) au FN. Vous me direz que dans FO et sans doute dans d'autres syndicats, ils se côtoient sans que personne n'y trouve à redire, un « bienfait » de la Charte d'Amiens, paraît-il ! On trouve aussi de nombreux dirigeants du PS passés par la LCR ou l'OCI.

Commençons par les formations dont nous partageons en gros l'orientation politique, ma préférence allant au Parti des travailleurs avec bien des réserves, ainsi qu'au Groupe Marxiste Internationaliste (GMI).

Parti des travailleurs (PT).

Editorial de la Tribune des travailleurs - 2 juillet 2024

Ont-ils tout oublié ?

Les événements se succèdent à un rythme effréné. D'abord, la victoire du Rassemblement national au premier tour des élections législatives. Aussitôt, l'appel par Macron à constituer un front républicain. Réponse positive immédiate de Mélenchon donnant la consigne de retrait des candidats du Nouveau Front populaire (NFP) en cas de triangulaire. Dans les heures qui suivent, plus de cent

désistements de candidats du NFP, principalement LFI. Par exemple, pour permettre la réélection du ministre Darmanin, père de la loi raciste anti-immigrés. Ou encore celle de l'ancienne Première ministre Élisabeth Borne, mère de la réforme anti-ouvrière contre les retraites des travailleurs. (Une fanatique du 49.3 auquel elle recourut 23 fois ! - J-C)

Qu'est-ce que cela signifie ?

Fidèles à notre méthode, nous partirons des positions des classes sociales en présence. Au lendemain du premier tour, la classe capitaliste se montre rassurée et rassurante. Les marchés financiers restent calmes. L'indice du CAC 40 progresse même. *Les Échos* soulignent « *le soulagement sur les marchés après le premier tour* ». Ce que les capitalistes veulent éviter, ce serait une « *majorité absolue du Rassemblement national potentiellement très dépensier* ». Même si « *des craintes subsistent* », l'inquiétude du capital financier restera « *contenue grâce au cadre européen qui joue désormais un rôle majeur dans les politiques économiques* ». Et *Les Échos* de donner en exemple le gouvernement d'extrême droite de Meloni en Italie. (Le capital financier manifestant son soulagement, voire sa satisfaction à l'issue du premier tour des législatives, cela aurait dû alerter les militants du NFP sur ce qui était en train de se tramer dans leurs dos entre leurs dirigeants et le camp officiel de la réaction. Pensez-vous ! - J-C)

Les capitalistes savent que le RN est un parti capitaliste qui a bien l'intention de défendre les intérêts de sa classe sociale. Une source d'inquiétude toutefois, c'est que le RN doit son résultat à une base électorale élargie qui pourrait avoir des exigences. Par conséquent, il faut poser des garde-fous. Donc faire en sorte que, si majorité du RN il y a, elle soit relative et non absolue pour contraindre ce parti à chercher des accords et des compromis. (On ne peut pas aussi occulter, que les médias publics et privés détenus par des oligarques ont favorisé l'extrême droite durant toute la campagne électorale, voire durant les décennies antérieures pour l'amener au niveau où elle se situe en 2024. - J-C)

S'inscrivant dans la même perspective, le NFP déploie depuis dimanche soir une très grande énergie pour aboutir au plus grand nombre possible de désistements pour les candidats macronistes ou de droite, quitte à effacer toute trace de « *gauche* » dans son discours. Comme le dit l'un de ses dirigeants : le Front populaire doit laisser la place au « *front républicain* ». Glucksmann le dit à sa façon : « *Les appareils, les identités politiques, la gauche et la droite... tout cela s'efface devant cette situation vertigineuse.* » (La fusion de la droite et la gauche porte un nom : le corporatisme ou l'antichambre du fascisme que Glucksmann soutient en Ukraine et en Palestine occupée. - J-C)

Une nouvelle fois donc, la « *gauche* » vient au secours de la Ve République et des intérêts capitalistes. (C'est sa seule raison d'être, pourquoi ne pas le préciser ? – J-C)

Ont-ils tout oublié ?

D'où vient-elle, au fait, cette percée électorale de l'extrême droite ?

Remontons le fil de l'histoire. En 1981, Mitterrand est élu premier président de « *gauche* » de la Ve République. L'extrême droite est alors à son niveau le plus bas. Elle ne présente même pas de candidat à l'élection présidentielle. (Ni le courant politique trotskyste du Parti des travailleurs, l'OCI à l'époque, au nom du "*front unique*" avec cette gauche vendue. - J-C) Dans les années qui suivent, Mitterrand fera tout pour la remettre en selle par un calcul politique visant à affaiblir la droite. Sept ans plus tard, Jean-Marie Le Pen se présentera et obtiendra 14 % des voix. (Ce n'est pas Mitterrand qui a remis en selle l'extrême droite, mais le capital financier, car après la débâcle du Front populaire, seul en dernier recours le fascisme pourrait servir de rempart au régime. Il fallait donc se

préparer à cette échéance qui aura mis plus de 30 ans pour mûrir ou survenir, on y est. Vous rétorquerez peut-être, que Macron et l'extrême centre n'incarnaient pas vraiment le Front populaire à eux tout seuls, mais en fusionnant la droite et la gauche dans un même régime, que firent-ils d'autre. Ne serait-ce pas ce qui caractérise aussi un gouvernement de Front populaire ou des partis ou ministres issus des partis des capitalistes côtoient des ministres issus de la classe ouvrière ou du mouvement ouvrier ? – J-C)

Retour à 1981. Mitterrand est élu sur un programme et un engagement de rupture. Le thème de sa campagne : rompre avec le capitalisme. Cette campagne et son élection apparaissent comme une réponse à la remontée des luttes de classe, des mobilisations ouvrières à la fin des années 1970. Mais dès 1982-1983, c'est le tournant de la rigueur : austérité, blocage des salaires, remise en cause des conventions collectives, lois Auroux visant à l'intégration des syndicats à l'État. (Il faut tout de même préciser, que l'immense majorité des travailleurs n'ont jamais cru à cet "engagement de rupture". Je suis bien placé pour en parler, puisqu'à cette époque je militais à l'OCI, et lorsque dans la discussion avec des travailleurs sur le marché de Clichy (92) nous avançons cet argument, ils se moquaient de nous en nous rétorquant qu'on était les seuls à y croire. Nos dirigeants qui n'étaient pas sans le savoir, n'en tirèrent aucun enseignement politique, ils préférèrent ignorer ce que les travailleurs pensaient réellement, et depuis ils refusent obstinément de l'admettre, c'est l'un des principaux désaccords politiques que j'ai avec eux. - J-C)

Au total, durant son double septennat, Mitterrand déroulera toute une série de contre-réformes réactionnaires : la première budgétisation des hôpitaux visant à en contenir les dépenses dans les limites de l'austérité européenne, la mise en place de la CSG préparant la liquidation de la Sécurité sociale... Mitterrand sera l'un des principaux artisans du traité de Maastricht en 1992, qui posa une chape de plomb sur l'ensemble des économies européennes. Avec le traité de Maastricht, disait ce haut responsable bancaire allemand, « *la seule variable d'ajustement sera la force de travail* ». Ce fut la force de travail en effet !

La classe ouvrière a payé au prix fort tout au long du double septennat de Mitterrand ces attaques forcenées contre ses droits. En outre, subissant la liquidation de pans entiers de secteurs industriels dans le textile, dans la sidérurgie, les mines, dans l'automobile, elle se heurtait au refus de ce gouvernement de « *gauche* » (ministres PS, PCF...) d'interdire les licenciements et de garantir l'emploi par la nationalisation sans indemnité ni rachat. (On se demandera pourquoi ce courant politique soutint à bout de bras plus ou moins ouvertement Mitterrand, là je fais l'idiot ! - J-C)

Cette politique des gouvernements Mitterrand a permis le retour de la droite au pouvoir. À peine nommé, Juppé lance son attaque violente contre les retraites. Par millions, les travailleurs se mobilisent contre son plan. Au point que le président de la République Chirac dissout l'Assemblée nationale en 1997, provoquant des élections anticipées dont la « *gauche plurielle* » sort victorieuse. Pendant cinq ans, le gouvernement Jospin (PS), Buffet (PCF), Voynet (Verts), Mélenchon (PS pendant trois ans) poursuit la politique de soumission à l'Union européenne et aux plans capitalistes, notamment par la transposition des directives européennes en matière de privatisation de l'énergie. La « *gauche plurielle* », qui s'était engagée à améliorer la situation des travailleurs, se fit le relais des exigences des capitalistes. Elle renoncera même à ne pas publier les décrets de la réforme Juppé, réforme qu'elle fut la première à mettre en application. (Je ne pense pas que ce soit l'unique explication. Car, ce qui "*a permis le retour de la droite au pouvoir*", c'est aussi l'embourgeoisement des masses, leur complète subordination au capitalisme qui devait les porter vers des partis se réclamant officiellement du capitalisme, sur la base du principe, vaut mieux l'original que la copie. - J-C)

Plus tard, on connaîtra un phénomène comparable avec le gouvernement Hollande. Au total, durant ces vingt-quatre années qui virent la gauche participer au gouvernement, elle tourna le dos à toutes ses promesses de rupture, apparaissant aux yeux des travailleurs comme responsable de la dégradation de leur situation et de la progression généralisée de la misère. (C'est là qu'on s'aperçoit que la conscience politique des travailleurs n'a pas progressé d'un pouce durant toutes ces décennies. Ils n'ont tiré absolument aucun enseignement politique des expériences qu'ils ont vécues, peut-être parce que les interprétations et les conclusions qu'on leur proposa furent toujours confuses ou erronées, voire truquées. J-C)

Faut-il s'étonner dans ces conditions de l'élargissement de la base sociale du RN ? Ses résultats jusqu'aux élections de 2012 tournaient autour de 15 %. Aujourd'hui, c'est un fait : il y a des travailleurs mis au chômage qui ne retrouvent pas d'emploi, des salariés ulcérés de voir toutes les promesses de la gauche trahies, des familles populaires qui ne s'en sortent plus financièrement, des couches précarisées, paupérisées dans des régions devenues des déserts industriels et médicaux où les logements sociaux sont à l'abandon, où les services publics sont fermés les uns après les autres... Oui, une partie de ces couches qui, hier, formaient la base électorale du Parti communiste, du Parti socialiste, dans le nord, dans l'est, et plus généralement dans les quartiers ouvriers et populaires, se sont d'abord largement tournées vers l'abstention et plus récemment, pour partie, vers le vote Rassemblement national. Cela ne fait pas de ces électeurs des fascistes ou des racistes invétérés, cela en fait, pour un certain nombre, des travailleurs, des chômeurs, des jeunes désespérés, exaspérés, parfois aigris, ayant perdu toute confiance dans ceux qui leur promettaient de changer la vie et qui, en réalité, n'ont fait que l'aggraver. Elle est là, la réalité. On ne peut pas comprendre autrement la progression électorale du RN. (Pas si sûr. – J-C)

Ce qui ne rend pas le RN moins dangereux dès lors que sa rhétorique consiste à encourager le racisme et la xénophobie, détournant la rage de ces travailleurs des véritables responsables de la situation, les capitalistes, pour la retourner contre l'immigré, l'étranger, désignés comme autant de boucs émissaires. (Les "*véritables responsables de la situation*" sociale sont évidemment les capitalistes, mais les "*véritables responsables de la situation*" politiques sont aussi les composantes du NFP et ceux qui les ont toujours soutenus à bout de bras, non ? - J-C)

Dans ce contexte, les dirigeants de la « *gauche* » semblent avoir perdu toute mémoire. À plusieurs reprises depuis 2002, ils pratiquèrent le « *front républicain* », appelant en 2002 à voter pour Chirac face à Le Pen, puis répétant l'opération en 2017 et en 2022. À l'époque d'ailleurs, Mélenchon avait manifesté plus que des réticences à ce sujet.

En 2022, l'appel de la « *gauche* » à voter Macron pour faire barrage au RN a contribué à sa réélection. Résultat : deux ans plus tard, le RN est à son plus haut. (Normal ou logique là encore, que la copie cède le pas à l'original. Macron a appliqué une politique d'extrême droite avec une brutalité inégalée, alors pourquoi ne pas essayer Bardella qui en est l'expression achevée, quoiqu'il dise par ailleurs ? Qu'est-ce que signifie l'extrême centre, sinon que ce courant politique englobe tous les courants politiques de l'extrême droite à la gauche à l'exception de l'extrême gauche, dès lors, rien de plus naturel de passer de l'extrême centre à l'extrême droite. - J-C)

Il n'y a qu'un moyen de couper la route au RN, c'est d'appeler les travailleurs et les jeunes à se rassembler pour imposer une véritable politique de rupture, rupture avec le capitalisme, rupture avec la Ve République. Ce à quoi le RN n'est évidemment pas disposé. Mais le NFP, lui, est-il disposé à une telle rupture ? Il est permis d'en douter au vu, non seulement de son programme, mais de sa tactique fusionnelle avec les Macron, Darmanin et autre Borne entre les deux tours.

La rupture, ça veut dire donner du travail à ceux qui n'en ont pas ; garantir un salaire permettant de vivre à ceux qui ne parviennent pas à finir le mois ; rétablir une politique du logement décent, disponible pour tous, entretenu, réparé, rénové ; la rupture, c'est garantir l'école et l'hôpital pour tous. La politique de rupture, c'est par conséquent prendre l'argent là où il est : dans les poches des actionnaires qui se gavent toujours plus année après année, dans les coffres-forts des capitalistes dont les profits ne cessent de grandir, dans les crédits pour la guerre qu'il faut confisquer pour les réorienter vers une politique de vie et non de mort.

Les dirigeants des partis qui historiquement sont issus du mouvement ouvrier devraient en toute logique lever le drapeau de l'émancipation ouvrière et non celui du ralliement aux représentants de la classe capitaliste. Car la rupture, c'est d'abord rompre avec Macron et non pas soutenir sa réélection.

Face au RN et à Macron, face à la réaction, face à la décomposition sociale, face à la guerre, la perspective ne peut être que celle du gouvernement ouvrier, d'un gouvernement de rupture ouvrière qui, sur tous les terrains, défende les intérêts des exploités et des opprimés et se donne les moyens de répondre à leurs aspirations.

Tel est l'enjeu de la situation. Il faudra bien que la classe ouvrière, sur son propre terrain, impose ses solutions, qu'elle les impose, y compris, malgré et contre la politique des dirigeants qui semblent avoir perdu la tête en se portant au secours des Macron, Borne et Darmanin. Car leur tentative de sauver la Ve République et le régime d'exploitation capitaliste dont elle est l'instrument est une cause perdue. (Tout cela est bien dit et on le partage, à ceci près qui ne passe pas du tout, mais alors pas du tout, c'est que les dirigeants du NFP n'ont pas perdu la tête comme le suggère le PT, bien au contraire, ils l'ont toujours bien eu sur les épaules, ils ont toujours figuré dans le camp de la réaction ou combattu à ses côtés. Refuser de les caractériser comme tel est inadmissible, c'est encore semer des illusions sur ces dirigeants et partis réactionnaires dans la tête des travailleurs, du coup on se demande pourquoi nous avoir servi une si brillante démonstration si c'était pour en arriver là ou tout gâché à la fin en recourant une énième fois au double discours qui est la marque des opportunistes, on est désolé de le dire. - J-C)

LO.

Il n'y aura pas d'issue sans un parti ouvrier communiste révolutionnaire - 1er juillet 2024

Alors, il est exclu qu'un travailleur conscient vote RN. Il n'est évidemment pas question de voter pour un candidat de Macron qui a piétiné le monde ouvrier.

Les électeurs de Lutte ouvrière peuvent vouloir voter pour un candidat du Nouveau Front populaire contre le RN. Si c'est le cas, ils peuvent le faire sans en être gênés. Ils ont exprimé au premier tour ce qu'ils pensaient de ces politiciens, leur rejet de ces partis qui, à chaque fois qu'ils ont gouverné, ont trahi leurs propres promesses pour se soumettre aux volontés de la bourgeoisie, et ont ainsi tant fait pour rapprocher le RN du pouvoir gouvernemental.

Quant à ceux qui n'ont pas envie de donner quitus aux candidats de la gauche, y compris à des ex-ministres et ex-président, ils peuvent aussi sans remord se passer d'aller voter et exprimer de cette façon leur défiance vis-à-vis de l'ensemble de la caste politique de la bourgeoisie et des institutions de l'État.

La société capitaliste ne fonctionne bien que pour les plus riches, pour les milliardaires, pour la grande bourgeoisie, alors que le monde du travail doit suer profits et dividendes pour ces quelques privilégiés qui ne respectent ni les hommes ni la planète. Pour que cela change, il faudra la force et l'unité des travailleurs, mobilisés contre la grande bourgeoisie, se battant avec leurs propres armes, celles de la grève de masse et des occupations d'usines.

Il faut un parti regroupant des travailleurs de toutes nationalités et origines, derrière un programme défendant leurs intérêts quotidiens et pour le renversement du capitalisme.

Il faut un parti qui renoue avec les meilleures traditions du mouvement ouvrier, construit sur l'idée fondamentale qu'il y a deux classes opposées dans la société : la bourgeoisie et la classe ouvrière, et que le combat des travailleurs ne cessera que lorsque la bourgeoisie sera renversée. Un parti qui affirme que celles et ceux qui font fonctionner la société doivent la diriger.

Oui, le parti de la classe ouvrière doit être un parti révolutionnaire : il en va de l'avenir de l'humanité toute entière car la perpétuation de l'ordre bourgeois est en train de nous enfoncer dans les crises, les guerres et la barbarie.

Alors, travailleurs, n'ayons pas peur. Resserrons les rangs et organisons-nous dans un parti ! Dans le passé, la classe ouvrière a mené de grandes luttes. C'est riche de cette histoire qu'il faut reconstruire un véritable parti ouvrier communiste, révolutionnaire et internationaliste !

Front républicain à la rescousse des Borne et Darmanin

<https://www.lutte-ouvriere.org/portail/journal/front-republicain-rescousse-borne-darmanin-176313.html>

LFI, PS, PCF et écologistes ont donc appelé à constituer ce qu'ils appellent un Front républicain. Dimanche soir, Macron l'a fait aussi, dans l'espoir d'amoindrir sa défaite grâce à des reports de voix de gauche sur ses candidats même si, au sein de son camp, beaucoup ont exprimé un point de vue différent.

En fait, ce vocable de Front républicain recouvre une énorme escroquerie politique. Mélenchon et d'autres invoquent des « *principes* ». Mais, concrètement, il s'agit d'appeler les électeurs populaires à voter pour des gens qui sont leurs ennemis, au prétexte de faire barrage à l'extrême droite. Pour juger de la solidité d'un tel barrage, il suffit de rappeler qu'il y a deux ans Ciotti disait « *Jamais avec le Rassemblement national* », avant de décider de faire alliance avec lui au lendemain du 9 juin.

Le premier secrétaire du PS, Olivier Faure, dit qu'il faut « sauver Élisabeth Borne », en ajoutant que « *beaucoup* » vont le lui reprocher. Et pour cause ! Mais c'est à cela aussi que l'on reconnaît le personnel politique de la bourgeoisie : ses membres assument de soutenir aujourd'hui ceux qu'ils disaient combattre hier au gouvernement. En cela, ils affichent la solidarité fondamentale, de classe, de toutes celles et ceux qui se veulent au service de l'ordre social. Et pour cette raison ils n'hésitent pas, comme on le constate, à cracher au visage de leurs électeurs, des salariés et plus largement de tous ceux qui rejetaient par millions la réforme des retraites voulue par le patronat et imposée par Élisabeth Borne. L'accord ayant donné vie au Nouveau Front populaire fait que tous les partis qui le composent sont ainsi solidaires de cette attitude, y compris le NPA « *anticapitaliste* » de Poutou-Besancenot, qui a cru bon de se joindre à ce triste attelage.

On voit que, au nom du Front républicain, la caste politique, notamment à gauche, n'est pas gênée d'appeler à voter pour des personnages dont toute la politique antisociale au gouvernement a ouvert un boulevard à l'extrême droite.

La République qu'ils défendent est bien celle de la bourgeoisie.

Révolution permanente.

Second tour des législatives : ni extrême-droite, ni tambouille avec la macronie !

<https://www.revolutionpermanente.fr/Second-tour-des-legislatives-ni-extreme-droite-ni-tambouille-avec-la-macronie>

Extraits.

Un front républicain au service d'authentiques ennemis des travailleurs et des classes populaires

Ces derniers jours, le « *barrage* » est à nouveau présenté à gauche comme un levier essentiel pour lutter contre l'extrême-droite. « *Il faut savoir faire la distinction entre nos adversaires et nos ennemis. On peut avoir à juste titre de l'hostilité envers ces personnalités, mais elles ne sont pas d'extrême droite* » synthétisait en ce sens Ian Brossat (PCF – Ndlr) mardi. De son côté, la CGT refuse de mettre « *dos à dos l'Extrême Droite avec une quelconque autre force politique* », un son de cloche entendu à l'identique du côté de LFI.

Le retour du « *front républicain* » a ainsi pour conséquence directe une réhabilitation express du macronisme, présenté désormais comme une force politique raisonnable, « *démocratique* », au côté de laquelle il serait possible d'affaiblir le RN. Cette idée a déjà permis de justifier les désistements massifs de candidats du NFP, y compris de LFI, au profit de figures comme Gérald Darmanin [1], Elisabeth Borne ou Laurent Wauquiez.

Encore plus qu'en 2017 ou en 2022, lors de l'élection présidentielle, cette politique est cependant une impasse dangereuse. Au nom de la nécessité de faire reculer l'extrême-droite, elle assure la survie politique de courants et personnalités politiques qui, en menant des politiques anti-ouvrières d'ampleur, comme la réforme des retraites, ou en appliquant directement une partie du programme de l'extrême-droite, comme avec la loi immigration, lui ont permis de se renforcer et de se rapprocher dangereusement du pouvoir. Contrairement à ce que laissent entendre les avocats du « *front républicain* », Darmanin, Borne, Wauquiez et les autres sont, autant que l'extrême-droite, d'authentiques ennemis des travailleurs et des classes populaires.

Si une partie considérable des classes populaires a été gagnée au programme xénophobe de l'extrême-droite, l'idée que celle-ci serait la seule alternative possible à un macronisme haï pèse également lourd dans l'attrait pour le RN. Cette dimension ne pourrait être que renforcée par des accords avec les macronistes. Jordan Bardella et Marine Le Pen l'ont d'ailleurs bien compris, et entendent profiter à fond de l'association entre « *la gauche* » et le gouvernement, dénonçant lundi soir l'appel de LFI à voter pour Elisabeth Borne, « *qui a mis en œuvre la réforme des retraites et multiplié les 49.3* ».

Ce nouveau saut droitier dévoile encore un peu plus l'impasse stratégique profonde du NFP, qui instille l'idée que nous pourrions avoir des intérêts communs avec des ennemis des travailleurs, ne

cherche pas à batailler les consciences des secteurs de notre classe qui se situent aujourd'hui dans le giron du RN et place le « *peuple de gauche* », inquiet de la montée de l'extrême-droite, à la remorque de Macron. C'est pour éviter à tout prix ce type de politiques, qui découle de la logique de conciliation de classes du NFP, que nous avons défendu la nécessité de lui opposer un front unique de combat.

En lien avec cet enjeu d'une politique indépendante, au second tour des élections législatives, nous refusons de soutenir les candidats de la bourgeoisie, à commencer par le macronisme, la droite ou le RN, qui sont nos ennemis irréconciliables. Nous sommes fermement convaincus que toute politique qui consiste à tendre la main à une partie de ces forces pour en affaiblir une autre est sans issue.

De la NUPES aux « *désistements républicains* » face à Borne et ses amis, l'organisation de Jean-Luc Mélenchon a montré que son programme, présenté comme de « *rupture* » mais inscrit dans le cadre de la défense des intérêts de l'impérialisme français, est systématiquement échangeable contre des compromis électoraux.

Groupe Marxiste Internationaliste (GMI).

Le programme du NFP, entre promesses fallacieuses aux travailleurs et garanties à la bourgeoisie. 28 juin

<https://groupemarxiste.info/2024/06/28/le-programme-du-nfp-entre-promesses-fallacieuses-aux-travailleurs-et-garanties-a-la-bourgeoisie/>

Le GMI dresse un réquisitoire sans concession sur le NFP que l'on partage, sur sa nature et ses intentions. Il revient aussi sur leurs reniements et trahisons successifs, qui ne laissent aucun doute sur la nature et les intentions réactionnaires du NFP, ainsi que sur la compromission des organisations d'extrême gauche avec de nombreuses citations, un excellent document.

Et il y a les renégats.

POI.

Comment le POI falsifie la réalité ou réécrit l'histoire.

Extraits du communiqué du POI publié le 2 juillet 2024.

https://partiouvrierindependant-poi.fr/wp-content/uploads/2024/07/Comm_POI_1Juil2024.pdf

POI - Macron est parvenu à faire du RN le réceptacle d'une partie de la colère et du rejet qui s'expriment contre lui.

J-C - Effacée la collaboration des composantes du NFP avec le régime en place depuis 1958 jusqu'à nos jours, effacée la poursuite de la politique anti-ouvrière de leurs prédécesseurs lorsqu'ils furent au pouvoir sous Mitterrand, Chirac puis Hollande, effacée l'instrumentalisation du racisme par le PS pour faire monter l'extrême droite à partir des années 80

POI - C'est sur LFI que se porte la confiance de millions et de millions, qui ont décidé de se saisir du vote pour exprimer leur rejet de la politique de Macron, leur refus du système, leur volonté « *qu'ils dégagent tous !* ».

J-C - Les opportunistes ne s'embarrassent pas de scrupules, quand il s'agit de voler au secours du régime qu'ils prétendent combattre.

Le cynisme en prime quand le POI se vante que le NFP ait obtenu " *la confiance de millions et de millions*"...pour finalement la violer en les appelant à voter pour les candidats macronistes au second tour des législatives, bien qu'il sache que ces " *millions*" de travailleurs ont " *exprimé leur rejet de la politique de Macron, leur refus du système, leur volonté* « *qu'ils dégagent tous*". Quel mépris des aspirations des travailleurs, quelle saloperie !

POI - Au 1er comme au 2nd tour, le POI n'appelle évidemment pas à voter pour les candidats de toute la droite : ceux de Macron-Attal, d'Horizon d'Édouard Philippe, d'Ensemble, de LR, etc.

Le POI fait sienne la position, particulièrement adaptée au contexte du combat électoral, de la France insoumise formulée par Jean-Luc Mélenchon au soir des résultats : « *Notre consigne est simple, directe et claire : pas une voix, pas un siège de plus pour le RN !* », précisant que « *dans l'hypothèse où le RN serait arrivé en tête, tandis que nous ne serions qu'en troisième position, nous retirerons notre candidature* ».

J-C - Personne ne sera dupe du misérable tour de passe-passe du POI, qui consiste à dire tout et son contraire, car le POI se rallie bel et bien à la position scélérate adoptée par Mélenchon et l'ensemble du NFP, consistant à appeler les travailleurs à voter pour leurs bourreaux, en ne disant pas : Pas une voix obtenue par le NFP au premier tour ne doit se porter sur un candidat de la réaction au second tour, abstention ou vote blanc.

NPA. Le parti le plus droitier et dégénéré de l'extrême gauche.

Le NPA appelle à voter au second tour pour les candidats de la réaction, de Renaissance, de LR, du Modem ou de l'UDI.

<https://npa-lanticapitaliste.org/agir/politique/stopper-lextrême-droite-renforcer-la-gauche-unie-et-militante>

Extrait.

NPA - Le principal enjeu du second tour reste d'empêcher l'extrême droite d'arriver aux affaires dans quelques jours, un objectif essentiel pour notre camp social. Nous savons que la politique défendue ou mise en place par les droites, en particulier le macronisme au pouvoir, a largement contribué à ouvrir la voie au RN, en reprenant une partie de ses mesures et en contribuant à lui donner une légitimité. Pour autant, entre deux dangers, nous devons d'abord tout faire pour éliminer le plus important et le plus immédiat. Aussi, au vu des intérêts immédiats des populations issues de l'immigration, de l'ensemble du monde du travail, de la défense des droits et des libertés publiques, il est impératif ce dimanche de battre le RN, ses alliés et ses soutiens, de préférence avec une bonne gauche.

J-C – Moi j'aurais envie de vous filer une bonne droite dans la gueule ! Ils osent tout, c'est même à cela qu'on les reconnaît. Sans rire, le NPA appelle à "*construire (...) un programme de rupture*" en appelant à voter Renaissance, LR, Modem ou UDI.

NPA - Au-delà du second tour, ce qui s'est construit au cœur de cette campagne, une gauche unie et militante, doit perdurer : confirmer un programme de rupture.

Grande-Bretagne.

J-C - En Grande-Bretagne, où le bastion de l'oligarchie financière anglo-saxonne qui est aussi à l'origine de l'Etat colonial génocidaire en Palestine, de la guerre en Ukraine, etc. c'est la même escroquerie politique (qu'en France avec le NFP) à laquelle les travailleurs britanniques sont appelés à participer.

Ce qu'il y a de bien ici, c'est qu'ils le disent eux-mêmes, voter conservateur ou travailliste reviendra exactement au même, alors pourquoi les travailleurs devraient-ils aller voter ?

Pas besoin d'interpréter cet article, tant ils étalent ouvertement leurs mauvaises intentions à l'égard des travailleurs.

Royaume-Uni : la victoire annoncée du Labour ne signifie pas pour autant le retour de la gauche au pouvoir - Le HuffPost 4 juillet 2024

Une gauche... bien à droite.

Les sondages donnent les travaillistes du Labour largement en tête, avec 40 à 49 % des intentions de vote, devant les Tories de Rishi Sunak autour de 20 %.

Une tendance qui contraste avec la percée de l'extrême droite en France lors du premier tour des législatives. Pourtant, avec cette victoire annoncée du Parti travailliste, le Royaume-Uni n'est pas en train d'assister à un retour en force de la gauche telle que l'incarnait Jeremy Corbyn. Leader du Labour de 2015 à 2020, celui qui était surnommé le « *socialiste britannique* » terrorisait la droite et une partie de son propre camp, notamment les membres qui soutenaient le plus modéré Tony Blair. Il a d'ailleurs fini par être exfiltré de la tête du parti et sera candidat indépendant ce jeudi.

Après le radical Corbyn, une droite « *ultra-modérée* »

Depuis, Keir Starmer, l'actuel chef de file du Labour, a pris soin de recentrer le parti et a délibérément marginalisé son prédécesseur et l'aile gauche de la formation. En vue des élections générales, le Parti travailliste a « *emprunté beaucoup aux codes de la droite, donnant une gauche ultra-modérée* », explique au HuffPost Laetitia Langlois, maîtresse de conférences en civilisation britannique contemporaine à l'université d'Angers.

Keir Starmer a souhaité « *faire le ménage après les années sulfureuses de Jeremy Corbyn, dont les prises de position très, très radicales ont été clivantes pour le parti* », analyse la docteure en études anglophones. Mais ce recentrage est également nécessaire pour se démarquer en pleine campagne.

« *Entre Nigel Farage qui tient des propos extrêmement radicaux, Rishi Sunak et les conservateurs en général qui, au niveau de l'immigration, prennent également des positions extrêmement*

radicales faisant penser à un parti d'extrême droite, Keir Starmer apporte ici un peu de mesure et de modération, et ça doit faire du bien aux Britanniques », souligne Laetitia Langlois.

Une tendance qui contraste avec la percée de l'extrême droite en France lors du premier tour des législatives. Pourtant, avec cette victoire annoncée du Parti travailliste, le Royaume-Uni n'est pas en train d'assister à un retour en force de la gauche telle que l'incarnait Jeremy Corbyn. Leader du Labour de 2015 à 2020, celui qui était surnommé le « *socialiste britannique* » terrorisait la droite et une partie de son propre camp, notamment les membres qui soutenaient le plus modéré Tony Blair. Il a d'ailleurs fini par être exfiltré de la tête du parti et sera candidat indépendant ce jeudi.

Après le radical Corbyn, une droite « *ultra-modérée* »

Depuis, Keir Starmer, l'actuel chef de file du Labour, a pris soin de recentrer le parti et a délibérément marginalisé son prédécesseur et l'aile gauche de la formation. En vue des élections générales, le Parti travailliste a « *emprunté beaucoup aux codes de la droite, donnant une gauche ultra-modérée* », explique au HuffPost Laetitia Langlois, maîtresse de conférences en civilisation britannique contemporaine à l'université d'Angers.

Keir Starmer a souhaité « *faire le ménage après les années sulfureuses de Jeremy Corbyn, dont les prises de position très, très radicales ont été clivantes pour le parti* », analyse la docteure en études anglophones. Mais ce recentrage est également nécessaire pour se démarquer en pleine campagne.

« *Entre Nigel Farage qui tient des propos extrêmement radicaux, Rishi Sunak et les conservateurs en général qui, au niveau de l'immigration, prennent également des positions extrêmement radicales faisant penser à un parti d'extrême droite, Keir Starmer apporte ici un peu de mesure et de modération, et ça doit faire du bien aux Britanniques* », souligne Laetitia Langlois.

« *Un conservateur avec une cravate rouge* »

Dans cette optique, Keir Starmer – qui fait également campagne sur les thèmes chers au Parti travailliste comme l'éducation et le système de santé – a promis, en cas de victoire, d'enterrer la politique d'expulsion des demandeurs d'asile vers le Rwanda amorcée par Rishi Sunak. Mais son programme n'a pas grand-chose à voir avec le programme du nouveau Front populaire créé pour faire barrage à l'extrême droite.

Keir Starmer est « *essentiellement un conservateur avec une cravate rouge* », même s'il est « *plus progressiste socialement* », résume James Wood, professeur d'économie politique à l'Université de Cambridge, dans un entretien accordé à l'AFP. Keir Starmer fait par exemple campagne sur des thèmes traditionnellement marqués à droite. Par exemple, « *il a fait une tribune dans le Daily Telegraph, journal très à droite, pour dire que seul le Parti travailliste pouvait se réclamer du patriotisme* », note Laetitia Langlois. (Mélenchon aussi porte de préférence des cravates rouges pour faire illusion, une simple coïncidence sans doute... - J-C)

Même sur le volet économique, le programme du Labour a des relents conservateurs lorsqu'il promet de ne pas augmenter la TVA ou l'impôt sur les revenus, prône une nécessaire discipline budgétaire et veut limiter les promesses d'investissement dans les services publics à celles qui peuvent être financées sans augmenter la dette publique, note *Le Monde*. Un pragmatisme budgétaire proche de celui de l'équipe sortante.

Mais à force de tendre à droite, Keir Starmer ne va-t-il pas perdre les partisans d'une gauche plus affirmée ? Le panel politique britannique ne comportant pas de parti plus à gauche susceptible

d'attirer ces éléments plus radicaux, ces derniers n'ont pas forcément d'option adéquate. « *Des gens qui auparavant votaient à gauche, comme ceux des classes populaires, se sont sentis ignorés par les partis traditionnels et se sont plutôt tournés aujourd'hui vers l'extrême droite de Nigel Farage et son parti Reform UK, souligne Laetitia Langlois. Ils ont cherché du populisme, mais à droite à défaut d'en avoir à gauche.* »

Grèce. Quand régression sociale rime avec esclavage et barbarie.

En Grèce, la semaine de travail passe à six jours (avec fracas) pour certains employés - Le HuffPost 3 juillet 2024

Si certains pays se tournent vers la semaine de travail à quatre jours, la Grèce, elle, va dans le sens inverse de l'histoire. Depuis le 1er juillet, certains employés et salariés doivent désormais travailler six jours par semaine pour un total de 48 heures, rapporte The Guardian.

Ce nouveau fonctionnement sur six jours ne s'applique qu'à certaines installations industrielles et de fabrication, ainsi qu'aux entreprises privées fournissant des services 24 heures sur 24. Dans les faits, les employés de ces entreprises doivent travailler deux heures de plus par jour sur cinq jours, ou huit heures de plus sur un sixième jour, moyennant une majoration salariale de 40 % lors du sixième jour travaillé. Si ce jour tombe un dimanche ou un jour férié, l'augmentation atteindra 115 %.

« *Le noyau de cette législation est favorable aux travailleurs et profondément orienté vers la croissance* », a commenté le Premier ministre Kyriakos Mitsotakis avant que le Parlement grec n'approuve la loi.

Il affirme que cette initiative est rendue nécessaire par le double péril de la diminution de la population et de la pénurie de travailleurs qualifiés dans le pays. Dans un exode sans précédent, on estime qu'environ 500 000 Grecs, pour la plupart jeunes et instruits, ont émigré depuis le début de la crise de la dette, qui dure depuis près de dix ans.

Selon le gouvernement de centre-droit, cette mesure permettra de résoudre le problème des employés qui ne sont pas payés pour leurs heures supplémentaires, tout en s'attaquant au problème omniprésent du travail non déclaré. Elle entraînera aussi le soutien des entreprises ayant des difficultés à trouver du personnel pour les équipes tournantes.

Des travailleurs plus productifs sur quatre jours

Les syndicats ne l'entendent pas de cette oreille. « *Cela n'a aucun sens* », déplore auprès du Guardian Akis Sotiropoulos, membre du comité exécutif du syndicat de fonctionnaires Adedy, pour qui la mesure est « *barbare* ». « *Alors que presque tous les autres pays civilisés adoptent la semaine de quatre jours, la Grèce décide d'aller dans le sens contraire.* »

« *Une meilleure productivité s'accompagne de meilleures conditions de travail, d'une meilleure qualité de vie [pour les employés] et, comme nous le savons maintenant, il s'agit de moins d'heures et non de plus* », ajoute-t-il.

En Europe ces dernières années, les programmes expérimentaux de la semaine de quatre jours ont montré à plusieurs reprises une augmentation des niveaux de productivité des employés. Les

chercheurs attribuent ce résultat à une meilleure concentration. En 2022, la Belgique avait ainsi légiféré pour donner aux salariés le droit légal de répartir leur semaine de travail sur quatre jours au lieu de cinq. Des programmes pilotes ont aussi été mis en œuvre dans des pays comme le Royaume-Uni, l'Allemagne, l'Islande, le Japon ou le Canada, avec plus ou moins de succès.

Pour les opposants grecs, qui sont déjà descendus dans la rue pour protester, la réforme érode les protections juridiques et fait reculer des droits des travailleurs établis de longue date au nom de la flexibilité.

Dans un pays où le salaire minimum est fixé 830 euros bruts par mois et le salaire moyen à 1 150 euros, les Grecs sont déjà ceux qui travaillent le plus longtemps en Europe, avec une moyenne de 41 heures par semaine selon l'agence de statistiques de l'UE, Eurostat.

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 6 juillet 2024

L'affaire Assange : Une mystification ?

J-C – On pourrait s'étonner qu'ils lui aient laissé la vie, qu'ils l'aient finalement libéré, et qu'en prime il soit en bonne santé, autant qu'on peut l'être quand on a vécu 14 ans sans être exposé directement au soleil. Entre autres.

Le scénario actuel de Assange : Réalité ou Psyop ?

<https://reseauinternational.net/le-scenario-actuel-de-assange-realite-ou-psyop/>

« Wiki-Gate » : Julian Assange a été piégé par ceux qui le soutenaient

https://www.mondialisation.ca/wiki-gate-julian-assange-a-ete-piege-par-ceux-qui-le-soutenaient-2/5690176?doing_wp_cron=1719979458.9469320774078369140625

Merci patron, merci patron !

C'est le message que les travailleurs britanniques viennent de déposer dans les urnes, et en France on pourrait assister au même spectacle désespéré, dramatique, sadomasochiste ou suicidaire, à défaut de conscience politique de classe et d'une issue politique révolutionnaire.

Quelle est la véritable nature sociale du Nouveau Front populaire ?

Le Nouveau Front populaire se prostitue pour sauver la macronie et le régime de la Ve République, le capitalisme.

Si voter pour monsieur LDB (Darmanin) et madame 49.3 (Borne), c'est voter à gauche, c'est être républicain et démocrate : A bas la gauche, la République et la démocratie, vive l'extrême droite et le fascisme ! Telle est la signification de l'appel à voter pour ces ordures.

La dernière psychose collective. Quelle obsession malsaine, ils ne pensent plus qu'à cela !

Législatives 2024 : les procurations atteignent 3,3 millions de demandes depuis le premier tour - Le HuffPost 5 juillet 2024

Dernières infos.

J-C – Après le dîner de cons, le piège à cons des électeurs devrait remporter un franc succès, puisqu'il ne nécessitait aucun effort, c'est tout du moins ce qu'ils espèrent. On le vérifiera dimanche soir.

Au fait, la lutte de classe, cela se passe ailleurs que dans les urnes où c'est faussé ou carrément truqué, sur les lieux de travail, dans la rue, éventuellement sur les barricades les armes à la main !

Sondage législatives : le RN loin de la majorité absolue, le NFP en légère baisse, la majorité sauve les meubles - publicsenat.fr 4 juillet 2024

Selon notre dernier sondage Odoxa, réalisé pour Mascaret, Public Sénat, la presse régionale et le Nouvel Obs, le RN serait en net recul (210-250 sièges), soit 55 sièges de moins (265-305 sièges) par rapport au sondage précédent réalisé par l'institut avant le 1er tour, ne parvenant pas à obtenir la majorité absolue de 289 sièges. Derrière, le NFP recueillerait 140 à 180 sièges en légère baisse, devant la majorité, estimée entre 115 et 155 sièges.

Loin de profiter de ces « *désistements républicains* », la gauche en sortirait même affaiblie. La faute à des « *désistements inégaux* » selon le président d'Odoxa, alors que la gauche a retiré plus de 130 candidats pour ce second tour.

Une stratégie « *mathématiquement efficace* » selon le sondeur, puisqu'elle semble avoir un impact non négligeable sur la perception des sondés quant à la victoire du RN. Ainsi, 71% d'entre eux approuvent l'assertion selon laquelle « si le RN ne parvient pas à obtenir la majorité absolue, ce sera la conséquence des « *désistements républicains* ». Une conviction partagée dans l'ensemble des votants, qu'ils soient électeurs du Nouveau Front Populaire (76%), de la majorité présidentielle (67%), des Républicains (75%), et encore davantage du Rassemblement National (82%). Seuls les abstentionnistes (50%) se montrent plus sceptiques.

A ce petit jeu, c'est la majorité sortante qui pourrait tirer les marrons du feu, étant désormais estimée entre 115 et 155 sièges, soit 45 de plus que la dernière enquête de l'institut, réalisée avant le 1er tour. Si l'on prend même la fourchette haute du bloc présidentiel (155 sièges) et la fourchette basse de l'alliance de gauche (140 sièges), les deux forces politiques du pays pourraient être presque équivalentes.

Enfin, alors que beaucoup d'observateurs pariaient sur son effacement, voire une disparition de son groupe au sein de la chambre basse, LR résiste plutôt bien dans cette configuration (40-60 sièges), et pourrait même atteindre un nombre de sièges relativement proche de celui de 2022 (où le parti avait obtenu 62 sièges).

Là encore, la droite peut compter sur ce petit miracle des « *désistements républicains* » d'entre-deux-tours : « LR « canal historique » peut dire merci au NFP et à Renaissance : grâce aux *désistements républicains à sens unique (LR ne les fait pas en retour)*, le parti de droite pourrait bonifier d'une vingtaine de sièges son score de la semaine dernière et ainsi ne pas trop en perdre par rapport à l'Assemblée de 2022 (entre -2 et -22), surtout si l'on ajoute les LR-Ciottistes », analyse le président d'Odoxa.

Un sondage Cluster 17 réalisé avant le premier tour de 2024 établit des reports plus ou moins du même ordre. Face au choix entre le Nouveau Front Populaire et le Rassemblement National, 58 % des électeurs d'Ensemble se déclaraient abstentionnistes, 30 % déclaraient voter pour la gauche et

12 % pour le RN. Plus de la moitié des électeurs de gauche (54 %) s'abstenait lorsqu'on leur proposait de choisir entre Ensemble et le Rassemblement national. 42 % choisissaient Ensemble et 4 % le Rassemblement national. publicsenat.fr 4 juillet 2024

Quand les différents courants de la social-démocratie décomposée au sein de LFI règlent leurs comptes à coups de boulet.

J-C - Ruffin est devenu plus mitterrancien que Mélenchon. Il s'est démasqué et défroqué par crainte de ne pas être réélu. Il y en a beaucoup comme lui qui ont pris goût au pouvoir, aux ors de la République bourgeoise, et qui sont prêts à se vendre au plus offrant. Ces gens-là nous inspirent le plus profond mépris, leur sort ne nous intéresse pas.

Législatives : pour Ruffin, Mélenchon est un "boulet" - AFP 4 juillet 2024

François Ruffin, en campagne dans la Somme jeudi, a estimé que le chef de file de LFI Jean-Luc Mélenchon était un "boulet" et un "obstacle au vote", après avoir annoncé qu'il ne siègerait plus dans le groupe LFI à l'Assemblée s'il est réélu dimanche.

"On a vécu trois semaines dures parce qu'on a un boulet. Vous l'avez entendu. C'est Mélenchon, Mélenchon, Mélenchon, Mélenchon comme obstacle au vote", a déclaré le député sortant à l'AFP. "Dans des terres comme ici, dans des terres populaires de province, ça bloque."

La candidate macroniste Albane Branlant s'est désistée en sa faveur dès dimanche soir, en appelant très clairement à faire barrage au RN. *"Je fais une différence entre des adversaires politiques et les ennemis de la République", a-t-elle dit.*

La rupture est d'autant plus nette que François Ruffin a absolument besoin du report de voix du camp Macron pour espérer l'emporter. (RFI 4 juillet 2024)

Déplorant une "campagne en urgence" après la décision d'Emmanuel Macron de dissoudre l'Assemblée, M. Ruffin a également appelé les Insoumis à davantage de sérénité dans les débats parlementaires et politiques.

"Ça fait deux ans que je dis qu'il faut passer du bruit et de la fureur à la force tranquille. Il faut incarner de la stabilité, de la confiance, rassurer les Français", a-t-il souligné.

Durant toute la campagne, les critiques à l'endroit de François Ruffin sont acerbes : il serait ingrat, passé à la sociale démocratie. Alors, au soir du 1er tour, personne à la soirée électorale des Insoumis ne semble chagriné de le voir en ballotage défavorable face au RN. AFP 4 juillet 2024

"Dix-neuf personnes insoumises ont été élues dès le premier tour, alors il y a pire boulet que celui-là", lui a rétorqué le triple candidat à la présidentielle, jugeant que le Picard se "met en danger et a tort".

Avant de le qualifier de "girouette", Jean-Luc Mélenchon a souligné que *"la semaine dernière ce dernier distribuait un tract où il était dans sa cuisine"* avec lui. *"Donc une semaine pro Mélenchon, une semaine contre", en a-t-il conclu. "Il y a une règle de météo politique: quand le vent souffle fort, il emporte aussi les girouettes."* BFMTV 5 juillet 2024

Grande-Bretagne. Quand le « *renouveau national* » passe par la Banque d'Angleterre, tout un programme !

Élections au Royaume-Uni : le travailliste Keir Starmer promet un « *renouveau national* » - Le HuffPost 5 juillet 2024

Le Parti travailliste a remporté largement les élections générales outre-Manche ce jeudi 4 juillet, obtenant une majorité d'au moins 400 élus sur 650 à la Chambre des communes et revenant au pouvoir pour la première fois depuis 14 ans. Mais la victoire de la formation de Keir Starmer, n'est pas aussi large que prévue: selon les premiers résultats, le Labour fait en pourcentage un score inférieur à celui de Jeremy Corbyn pourtant battu en 2017, avec moins de 40% des suffrages.

Le Labour, parti des travaillistes britanniques de Keir Starmer, a connu un léger revers avec la réélection de Jeremy Corbyn, ancien leader de la formation politique. Il a remporté la circonscription d'Islington North dans le nord de Londres en battant largement le candidat présenté par le parti travailliste, Praful Nargund. Jeremy Corbin, candidat sans étiquette depuis son éviction, avait été exclu du parti pour sa mauvaise gestion des accusations d'antisémitisme au sein de son camp.

Surtout, la victoire des travaillistes est entachée par une nette percée de l'extrême droite. Le parti de Nigel Farage, Reform UK, n'obtient certes qu'une dizaine de sièges, mais recueille environ 15% des suffrages dans tout le pays, selon les premiers résultats. Soit 13% de plus que le score de son "*Brexit Party*" en 2019.

Les Tories, autour de 20% des voix ce jeudi, subissent leur pire défaite depuis le début du XXe siècle et auront à peine 140 élus, contre 365 en 2019.

Dans de nombreuses circonscriptions où le parti conservateur incarnait l'opposition face au Labour, c'est Reform UK qui est arrivé en deuxième position, progressant parfois de plus de 20 points par rapport aux scrutins de 2019.

Dans la nuit, la future ministre des Finances avertissait déjà que le gouvernement devra faire "*des choix difficiles*". Et donc impopulaires? Keir Steimer promettait lors de la campagne une gestion des dépenses publiques très rigoureuse, mais sans augmentation d'impôts. Le HuffPost, Le Point et BFMTV 5 juillet 2024

J-C – Les anglo-saxons sont dégénérés à un point, où dans tous les domaines ils ne peuvent pas s'empêcher de se distinguer en adoptant le pire ou le plus mauvais de ce qui se fait.

Déjà à l'époque du Raj britannique ou de l'empire colonial, Engels avait constaté que le mouvement ouvrier empruntait une mauvaise voie qu'il n'a jamais plus quittée depuis.

Si le gauchisme était la maladie infantile du communisme (Lénine), le réformisme a toujours été la négation du socialisme, et non le produit de sa dégénérescence, puisqu'il existait déjà avant le socialisme scientifique de Marx et Engels.

Son inspiration ou ses fondements sont manifestement de nature bourgeoise ou capitaliste, fondamentalement réactionnaire.

Ses représentants au sein du mouvement ouvrier sont des agents du capitalisme et rien d'autres, c'est donc comme tels ou des ennemis qu'on devrait les présenter et les combattre impitoyablement, au lieu de les ménager à coup de « *front unique* » pour les remettre en selle.

Les travaillistes ou la gauche : « *Le parti naturel des entreprises* » et des banquiers ! Thatcher ou la « *dame de fer* » ressuscitée.

Royaume-Uni : Rachel Reeves, une femme nommée aux Finances, première historique - 20 Minutes avec AFP 5 juillet 2024

Après leur victoire écrasante aux élections, les travaillistes posent déjà leur marque. Rachel Reeves, ex-économiste de la Banque d'Angleterre, est devenue vendredi la première femme ministre des Finances de l'histoire du Royaume-Uni, incarnant le sérieux économique d'un parti qui dit avoir « *changé* ».

Elle a répété ces derniers mois comme un mantra que « *le changement ne viendra qu'avec une discipline de fer* » sur les finances publiques.

Le Labour est désormais « *le parti naturel des entreprises* », martèle depuis des mois celle qui était depuis 2021 responsable de l'opposition pour les questions économiques, marchant sur les terres de ses rivaux conservateurs. 20 Minutes avec AFP 5 juillet 2024

Santé.

Le saviez-vous ?

La stévia est un édulcorant naturel à base de plantes, extrait de la plante *Stevia rebaudiana*. Originaire d'Amérique du Sud, cette plante pousse à l'état sauvage dans des prairies ou des massifs montagneux, sous un climat semi-aride.

En 1899, le botaniste suisse Moisés Santiago Bertoni, lors de ses recherches dans l'est du Paraguay, a été le premier à décrire la plante dans le détail.

La *stevia rebaudiana* possède un pouvoir sucrant bien plus élevé que le sucre mais ne possède aucune calorie, contrairement au sucre, qui totalise près de 400 calories pour 100 g. De plus, la stévia ne provoque pas de caries. Cette plante semble donc être une excellente alternative santé au sucre !

Le stévia pourrait provoquer des allergies chez les personnes allergiques aux plantes de la famille des astéracées (marguerite, pissenlit, chrysanthème, etc.), bien qu'aucun cas n'ait été signalé à ce jour.

Selon un essai conduit sur des animaux, le stévia ne provoque pas de carie.

Elle n'a pas d'impact sur la glycémie. Le fait de remplacer le sucre par du stévia est aussi sans danger pour les personnes atteintes de diabète type 2 (celle où la réduction de la consommation de sucre est recherchée pour contrôler le taux de sucre dans le sang).

2 g de stévia pour remplacer 100 g de sucre en poudre.

Le stévia est connu pour resserrer les vaisseaux sanguins sur le long terme. Plus précisément la paroi interne des artères. Ceci peut améliorer la tension artérielle naturellement. Elle a également des propriétés antivirales notamment contre les diarrhées dues aux rotavirus.

Cette poudre, aussi vendue dans les boutiques de produits naturels, peut être utilisée pour sucrer le café ou pour préparer la garniture aux fruits d'une tarte. Une petite pincée suffit pour remplacer 1 c. à thé de sucre de table. La poudre de stevia peut être chauffée jusqu'à 200 °C (400 °F), sans perdre ses arômes.

Sinon vous avez le miel.

Vous pourrez vérifier tout cela sur le Net si nécessaire.

L'ivermectine possède une douzaine de mécanismes anticancéreux.

L'ivermectine possède une douzaine de mécanismes anticancéreux mais ils peuvent être résumés en deux principaux : 1. Inhibe les voies de signalisation de la prolifération du cancer (Akt, mTOR, Wnt) 2. Inhibe les cellules souches cancéreuses.

Chaque année l'ivermectine est prise par près de 250 millions de personnes.

<https://pgibertie.com/2024/07/04/livermectine-possede-une-douzaine-de-mecanismes-anticancereux/>

Rappel.

Quand l'ANSM (Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé) participa à l'interdiction de la vente libre et au-delà de la prescription et à la criminalisation de médicaments qui permettaient de soigner du covid-19. Je les ai prescrits (azithromycine et ivermectine) à des membres de ma famille avec un résultat positif foudroyant en moins de 48 heures. Profitez éventuellement de vos vacances à l'étranger pour en acheter.

L'ANSM rappelle que l'hydroxychloroquine, l'azithromycine et l'ivermectine ne constituent pas des traitements du Covid-19 - 5 avril 2023

De nouveau sollicités par des professionnels de santé qui souhaitent utiliser des médicaments contenant de l'hydroxychloroquine, de l'azithromycine ou de l'ivermectine pour prévenir ou traiter le Covid-19, nous rappelons que ces médicaments sont fortement déconseillés dans ces indications, chez l'adulte ou l'enfant.

En effet, les données publiées à ce jour chez l'adulte continuent de montrer que ces molécules n'ont pas de bénéfice clinique dans la prise en charge de cette pathologie et il n'existe pas de donnée sur leur utilisation contre le Covid-19 chez l'enfant.

En outre, leur utilisation expose les patients à de potentiels effets indésirables qui peuvent être graves.

Enfin, aucune autre autorité de santé au sein de l'Union européenne, ni l'Organisation mondiale de la santé, ne recommande d'utiliser ces traitements dans ces indications. ANSM 5 avril 2023

J-C – Vous aurez compris pourquoi, l'ANSM est aux ordres des trusts pharmaceutiques mafieux.

Le ministère de la culture (CPPAP) retire l'agrément de média de France-Soir - 3 juillet 2024

Ce 1^{er} juillet, France-Soir apprend que le ministère de la Culture, à travers la CPPAP, lui retire l'agrément de service de presse en ligne. La croisade de la CPPAP contre France-Soir continue.

Dans son courrier, la commission indique, qu'après avoir examiné le contenu du site et sollicité l'avis spécifique du ministère de la Santé, celle-ci estime que France-Soir « *expose sous un jour favorable des conduites thérapeutiques et préventives qui sont susceptibles de détourner des malades de thérapies conformes à l'état actuel des connaissances scientifiques. En particulier, votre site promeut l'efficacité du traitement de la covid-19 par l'hydroxychloroquine... en utilisant de manière tronquée des données officielles ou des études publiées dans la littérature scientifique ou en présentant comme revêtant une valeur scientifique des prises de positions d'experts* ».

Devant cette nouvelle tentative du ministère de la Culture de porter atteinte au pluralisme des opinions et plus particulièrement dans ce qui s'apparente à du harcèlement contre notre média, France-Soir a décidé de faire appel de cette décision pour défendre la liberté de la presse et la liberté d'expression.

Ce retrait de l'agrément a de lourdes conséquences pour nous, les dons ne pouvant plus être défiscalisés à partir de cette date et tant que nous n'obtenons pas l'appel de cette décision.

Combat contre la mystification climatique.

L'action du soleil sur le climat (3ème partie) - Association des climato-réalistes 24 juin 2024

<https://www.climato-realistes.fr/laction-du-soleil-sur-le-climat-3eme-partie/>

SCE-info : La science 'officielle' du climat en roue libre ? - 28 juin 2024

<https://www.science-climat-energie.be/2024/06/28/sce-info-la-science-officielle-du-climat-en-roue-libre/>

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 8 juillet 2024

On consacrerait cette causerie exclusivement à l'élection législative du 7 juillet en France, la suite demain ou plus tard.

Bon continuation quand même !

Quels enseignements politiques tirés des élections législatives en France ?

Qu'il n'y a finalement rien de changé, et aucune issue politique ne pointe à l'horizon pour la classe ouvrière. Il faut dire qu'avec les partis et syndicats qui composent aujourd'hui le mouvement ouvrier, il ne fallait pas s'attendre à autre chose. On se répète, que voulez-vous, je ne vais pas me mettre à vous raconter des histoires.

En lisant plus loin le passage de Lénine qui date de 1899, je me suis fait la réflexion que la classe ouvrière était plus proche du socialisme il y a un siècle qu'aujourd'hui, et qu'on a été incapable d'élever sa conscience de classe au niveau du socialisme, qui de nos jours lui est totalement étranger.

Les masses se sont accommodées du capitalisme, après que les dirigeants du mouvement ouvrier s'y furent convertis. Certes la tâche ne s'annonçait pas facile de les gagner au socialisme dès lors que l'opportunisme avait fini par gangrener l'ensemble du mouvement ouvrier, pour autant la pire stratégie consista à ménager ou pire, à s'allier avec les opportunistes au lieu de les dénoncer et de les combattre farouchement. Toutes les explications qui nous ont été fournies pour la justifier, furent frappées du sceau de l'inconsistance ou de l'incohérence, et finalement quand elle fut soumise à l'épreuve des faits ou de la vérification pratique, elle se solda par un bilan quasiment nul, celui que nous avons maintenant sous les yeux.

Ceux qui rejettent cette analyse ne sont pas à une contradiction près, ils vont jusqu'à affirmer qu'il devait fatalement en être ainsi quoiqu'on fasse, autant dire que notre combat politique était perdu d'avance, ce à quoi je ne peux pas me résoudre. Essayons d'aller au-delà de leur raisonnement borné. Je veux bien qu'on ne pouvait pas échapper à ce triste et pénible destin, pourquoi pas, ils ont le droit de le penser.

Cependant, je voudrais qu'ils nous expliquent pourquoi, si finalement nous n'avons rien à perdre, puisque leur théorie s'était avérée foireuse, ils n'ont pas voulu changer de stratégie juste pour voir si elle aboutirait au même résultat. Car après tout, nous ne manquons ni d'enseignements ni d'expériences ou de connaissances, de matériaux ou d'arguments, nous disposons du marxisme pour défendre le socialisme et demeurer strictement sur son terrain au lieu de se compromettre avec le réformisme bourgeois, l'idéologie adoptée par la social-démocratie (puis les staliniens) que combattent principalement Marx et Engels, Lénine et Trotsky, alors pourquoi ne pas les avoir mis au service d'une autre stratégie qui restait à définir, pourquoi ne pas avoir essayé au lieu de s'entêter

pendant plus de 75 ans ? Peut-être que nous vivrions encore sous un régime capitaliste, peut-être que nous ne serions pas parvenus à construire un puissant parti ouvrier révolutionnaire, c'est même vraisemblable, mais au moins on aurait bénéficié de bien meilleures conditions pour aborder la période actuelle et les luttes de demain.

Absolument rien ne permet d'affirmer qu'on ne serait pas parvenu à disposer d'un parti ouvrier dont on pourrait être fier, parce qu'il serait demeuré incorruptible, socialiste ou communiste. Au lieu de cela, on a récolté quoi, un désert ou un vide politique, des partis tous plus corrompus les uns que les autres, dont l'histoire quand on la connaît, n'inspirera confiance à personne à juste titre, car ne vous faites aucune illusion, il y en aura toujours pour vous la rappeler, voyez celle du PS (et SFIO) et du PCF embourbés dans le marais nauséabond du Nouveau Front populaire mis au service de qui, de Macron !

En dernière analyse, ce qu'on nous explique ou qu'on voudrait nous faire croire, c'est que le socialisme serait indéfendable tel quel, il ferait peur parce qu'il serait trop radical, par conséquent il faudrait arrondir les angles, en camoufler certains aspects, en déformer d'autres pour le rendre plus présentable ou acceptable. Mais au fait, à qui s'adresse ce discours conciliateur ? De qui parlent-ils ceux qui nous adressent ce reproche ? Certainement pas des travailleurs qui ignorent presque tout du socialisme ou qui en ont une image déformée, mais bien plutôt des dirigeants vendus du mouvement ouvrier, aux militants, aux membres de l'aristocratie ouvrière et des classes moyennes que le socialisme effraie, et qui, s'ils ont adopté leur idéologie capitaliste, c'est parce qu'ils n'ont pas l'intention de rompre avec le capitalisme et les institutions de la Ve République.

Voilà avec qui ils s'encanaillent, et ce qui par voie de conséquence justifierait d'abandonner le socialisme. Qu'ils l'assument ou non plus ou moins ouvertement ne change rien au fait qu'ils sont uniquement parvenu à prouver la faillite de leur théorie ou de leur stratégie, pour peu qu'ils en aient encore une, et que la voie dans laquelle ils se sont engagés, ne permettra jamais d'avancer vers le socialisme.

Leur conception du socialisme n'est pas scientifique, car un scientifique ne se contente pas de ce qui est gravé dans le marbre depuis plus d'un siècle et demi, il se livre à de nouvelles expériences, il crée de nouveaux instruments à cet effet, et au besoin il brisera ce marbre pour faire progresser la connaissance et vérifier si les connaissances qu'il avait acquises demeurent valables, ainsi il évitera de se noyer dans le marécage des mystifications concoctées par les capitalistes.

Ceux qui s'imaginent que ces élections vont changer quoi que ce soit, se font de graves illusions. Cela vaut à peine le coup d'en parler après ce que je viens d'en dire plus haut, je laisse les spéculations oiseuses et autres lieux communs à vos dirigeants.

Il faut tout reprendre à zéro sur les bases du marxisme. Notez que c'est ce que je ne cesse de répéter depuis des années, en vain. Entre amis, si vous comptez sur vos dirigeants actuels, vous êtes très mal barrés.

Les citations et données fournies plus bas proviennent de différents médias, elles sont datées d'hier ou de la nuit dernière.

Jacques a dit...

On pourrait jouer aussi à qui perd gagne. Devinez qui a vraiment perdu ou gagné ? Pas forcément celui ou ceux à qui vous pensez peut-être.

"*Une surprise totale*", vraiment ? Ce ne serait pas plutôt une imposture savamment orchestrée ?

Bernard Sananès, président de l'institut Elabe, sur RMC: "*Il s'est passé une surprise totale. Ne nous racontons pas d'histoire, je ne vais vous dire qu'on avait prévu, à moitié, un peu... Ce n'est pas vrai. Nous n'avions pas cette hypothèse, mais il y a une explication factuelle. C'est que le front républicain a joué à plein, plus que ce que nous pensions, plus que ce que nous avons dans les modèles et les déclarations des personnes que nous avons interrogées la semaine dernière. (...) Le front républicain a joué à fond. Ça permet à des personnalités qui étaient données battues sur le papier au premier tour, comme Franck Riester, Eric Woerth, Agnès Pannier-Runacher, François Ruffin, Julien Dive... Que ce soit des candidats du centre, de droite ou de gauche, le front républicain a joué massivement.*"

Depuis l'épisode catastrophique de la mystification au covid-19, on savait que l'immense majorité des travailleurs étaient manipulables à souhait ou qu'ils étaient beaucoup plus arriérés qu'on le croyait, sans même évoquer leur niveau de conscience politique proche de zéro, il suffisait de leur raconter un nouveau bobard en jouant sur la fibre émotionnelle en leur filant une fois de plus la trouille pour qu'en esclaves soumis ils obéissent aux injonctions que les représentants du régime leur adressaient, en un mot : Votez pour vos bourreaux il en va pour votre intérêt ou pour sauver votre tête, et ils se sont exécutés en masse tel un troupeau de moutons qu'on envoie à l'abattoir, à la guerre.

Tu parie avec moi. Youpi, c'est la fête au Palais !

Le navire macroniste tanguait (...) le parti présidentiel évite le naufrage (...) le camp macroniste limite la casse (...) les résultats sont plus positifs que prévu pour la majorité présidentielle (...) la macronie, sauvée de justesse. (BFMTV).

Bernard Sananès, président de l'institut Elabe, sur RMC: "*Emmanuel Macron a beau avoir perdu les élections législatives, il considère qu'il est encore possible de trouver un chemin pour que sa famille politique garde le pouvoir. Son premier pari est que la gauche se divise et que le Nouveau Front populaire vole en éclat au bout de deux jours, confie un de ses proches.*"

Son deuxième pari est celui de l'élargissement. Trouver des alliés à gauche et à droite une fois que l'Assemblée sera définitivement constituée. "

Alors Macron, on dit merci à qui ?

A la collaboration de classes qui caractérise le Front populaire, au profit de la classe qui détient le pouvoir économique, tous les pouvoirs, celle des capitalistes.

Signalons à ceux qui ont des difficultés avec les mathématiques et la réalité, que la majorité des députés et des Français est ou demeure ancrée à droite, et il n'y a pas photo, que cela vous plaise ou non.

- Droite et extrême droite : 374 sièges
- Gauche et divers gauche : 193 sièges
- Divers : 10
- Total : 577

Résultats définitifs des législatives 2024 en sièges :

- LFI-Nouveau Front populaire (ex-Nupes) : 77 (dont 4 dissidents : Danielle Simonnet, Hendrik Davi et Alexis Corbière et Clémentine Autain)
- PS-Nouveau Front populaire (ex-Nupes) : 54
- Génération.s-Nouveau Front populaire (ex-Nupes) : 5
- Les Écologistes-Nouveau Front populaire (ex-Nupes) : 28
- PCF-Nouveau Front populaire (ex-Nupes) : 9
- Divers gauche et régionaliste-Nouveau Front populaire (ex-Nupes) : 7 (Dont François Ruffin et Aurélien Rousseau) et 2 NFP-régionalistes.

Divers gauche : 12
Extrême gauche : 0

Non-inscrits : 1

Renaissance-Macronie : 98
Démocrates (François Bayrou)-Macronie : 34
Horizons (Edouard Philippe)-Macronie : 26
Divers centre, centre droit et régionalistes : 17
Les Républicains : 67

LR soutenu par le RN : 17
Rassemblement National : 126

Pour le second tour, le taux d'abstention s'élève à 33,37% (14 458 211 électeurs), 1 192 834 votes blancs ont été comptabilisés (soit 3% des inscrits et 4 des votants), votes nuls 395 497 (soit 1% des inscrits et 1 des votants).

https://www.resultats-elections.interieur.gouv.fr/legislatives2024/ensemble_geographique/index.html

RN Rassemblement National

- 1e tour 9 379 092 ; 19,01% Inscrits ; 29,26% Exprimés
- 2e tour 8 745 062 ; 20,18% Inscrits ; 32,05 % Exprimés

UG Union de la gauche

- 1e tour 8 995 226 ; 18,23% Inscrits ; 28,06% Exprimés
- 2e tour 7 005 527 ; 16,17% Inscrits ; 25,68% Exprimés

ENS Ensemble ! (Majorité présidentielle)

- 1e tour 6 425 707 ; 13,03% Inscrits ; 20,04% Exprimés
- 2e tour 6 314 554 ; 14,57% Inscrits ; 23,15% Exprimés

LR Les Républicains

- 1e tour 2 106 166 ; 4,27% Inscrits ; 6,57% Exprimés
- 2e tour 1 474 722 ; 3,40% Inscrits ; 5,41% Exprimés

UXD Union de l'extrême droite

- 1e tour 1 268 822 ; 2,57% Inscrits ; 3,96% Exprimés
- 2e tour 1 364 949 ; 3,15% Inscrits ; 5,00% Exprimés

DVD Divers droite

- 1e tour 1 154 785 ; 2,34% Inscrits ; 3,60% Exprimés
- 2e tour 980 548 ; 2,26% Inscrits ; 3,59% Exprimés

DVG Divers gauche

- 1e tour 490 898 ; 1,00% Inscrits ; 1,53% Exprimés
- 2e tour 401 063 ; 0,93% Inscrits ; 1,47% Exprimés

REG Régionaliste

- 1e tour 310 727 ; 0,63% Inscrits ; 0,97% Exprimés
- 2e tour 288 201 ; 0,67% Inscrits ; 1,06% Exprimés

REC Reconquête !

- 1e tour 238 934 ; 0,48 % Inscrits ; 0,75% Exprimés

HOR Horizons

- 1e tour 231 667 ; 0,47% Inscrits ; 0,72% Exprimés
- 2e tour 258 139 ; 0,60% Inscrits ; 0,95% Exprimés

DVC Divers centre

- 1e tour 391 423 ; 0,79% Inscrits ; 1,22% Exprimés
- 2e tour 177 164 ; 0,41% Inscrits ; 0,65% Exprimés

EXG Extrême gauche

- 1e tour 366 594 ; 0,74 Inscrits ; 1,14 % % Exprimés

UDI Union des Démocrates et Indépendants

- 1e tour 163 072 ; 0,33% Inscrits ; 0,51% Exprimés
- 2e tour 119 672 ; 0,28% Inscrits ; 0,44% Exprimés

DIV Divers

- 1e tour 142 871 ; 0,29% Inscrits ; 0,45% Exprimés
- 2e tour 38 025 ; 0,09% Inscrits ; 0,14% Exprimés

ECO Ecologistes

- 1e tour 182 47 ; 0,37% Inscrits ; 0,57% Exprimés
- 2e tour 37 808 ; 0,09% Inscrits ; 0,14% Exprimés

SOC Parti socialiste

- 1e tour 29 242 ; 0,06% Inscrits ; 0,09% Exprimés
- 2e tour 26 343 ; 0,06% Inscrits ; 0,10% Exprimés

RDG Parti radical de gauche

- 1e tour 12 434 ; 0,03% Inscrits ; 0,04% Exprimés

EXD Extrême droite

- 1e tour 59 679 ; 0,12% Inscrits ; 0,19% Exprimés
- 2e tour 23 216 ; 0,05% Inscrits ; 0,09% Exprimés

DSV Droite souverainiste

- 1e tour 90 110 ; 0,18% Inscrits ; 0,28% Exprimés
- 2e tour 18 672 ; 0,04 % Inscrits ; 0,07% Exprimés

FI La France insoumise

- 1e tour 12 224 ; 0,02% Inscrits ; 0,04% Exprimés
- 2e tour 8 361 ; 0,02 % Inscrits ; 0,03% Exprimés

COM Parti communiste français

- 1e tour 3 125 ; 0,01% Inscrits ; 0,01% Exprimés

VEC Les Ecologistes

- 1e tour 2 668 ; 0,01% Inscrits ; 0,01% Exprimés

Et il y en a qui un qui ne s'y trompe pas.

Darmanin, dit LDB, sur BFMTV au soir du second tour des élections législatives : "*Le pays est à droite. On doit gouverner à droite. Et ne pas avoir de coalition avec La France insoumise et Nouveau Front populaire*".

Le Nouveau Front populaire et les candidats divers gauche, en retirant leurs candidats dans 127 circonscriptions ils ont offert à Ensemble et Macron sur un plateau entre 80 et 100 députés qui étaient inespérés, ils peuvent sabrer le champagne ensemble !

A lire la Une des médias-oligarques, ils sont tous "soulagés" ! "C'est ouf", titre Libération. L'Humanité n'est jamais en reste : "L'espoir renaît".

Ils savourent que "*la gauche parvient à empêcher l'extrême droite de parvenir à la majorité absolue*", mais surtout qu'elle n'y ait pas parvenu non plus, donc Macron demeure le maître de la situation politique, bravo ! Vous voyez que ses conseillers ne sont pas aussi cons qu'ils en ont l'air, sans doute moins que ceux qui ont écouté les dirigeants du NFP qui ont aussi le sont moins, il faut bien un cocu ou un perdant dans cette affaire, n'est-ce pas ?

De quoi, pour qui est-ce une "victoire" inespérée ? Pour Macron, pardi ! Pas seulement.

Ils scandent "*victoire inattendue du Nouveau Front populaire*", alors qu'elle était mécaniquement possible, dès lors que le taux de participation serait en hausse, or, le niveau record des votes par procuration le laissait présager.

Victoire également pour l'extrême droite qui passe de 89 à 143 députés.

Si tous célèbrent leur victoire, un peu amer à l'extrême droite, mais quand même, qui a enregistré une défaite ? Pardi, la classe ouvrière, peut-il en être autrement dans le cadre des institutions de la Ve République !

Une victoire pour le Nouveau Front populaire, en êtes-vous sûr ?

Macron dispose d'une majorité relative pour former un gouvernement de droite, puisque la droite et divers droite comptent 242 députés, la « gauche » et divers gauche seulement 192.

Alors que Macron le suppôt de nazis en Ukraine et en Palestine occupée est toujours au pouvoir, l'histrion du régime Mélenchon a osé déclarer hier soir, que les électeurs du NFP avait « *sauvé la République ce soir* » par un coup de baguette magique, sans préciser laquelle, il valait mieux.

Ce qui n'a pas empêché Mélenchon de fournir une interprétation falsifiée du résultat de cette élection lorsqu'il proclama que "*la défaite du président de la République est clairement confirmée*". Si récolter 163 députés au lieu des 60 à 90 attendus au soir du premier tour, Macron aurait subi une "*défaite*", on est en droit de se demander qui a remporté la "*victoire*", sinon le régime qu'incarnent Macron, Borne et Darmanin, tous deux réélus grâce aux voix du NFP, vive le 49.3 !

- Claire Lejeune, jeune doctorante candidate LFI sous la bannière du Nouveau Front populaire, a été élue dimanche député de la 7^{ème} circonscription de l'Essonne avec un score de 44,31% à l'issue d'une triangulaire. Elle a devancé le candidat d'Ensemble Robin Reda (33,23%), et celui du RN, Audrey Guibert (22,46%).

Voilà le scénario qui aurait dû se produire dans la plupart des circonscriptions où les 114 candidat du Nouveau Front populaire arrivés troisième au premier tour, mais qualifiés pour le second, ne s'étaient pas retirés : Ils auraient eu une chance d'être élus et le NFP compterait entre 60 et 80 députés de plus au détriment d'Ensemble, de LR et du RN, autrement dit, il aurait approché la majorité absolue (289), sans compter les candidats qu'il avait investis et qui étaient battus d'avance, tel Poutou du NPA.

Poutou, "*optimiste*", ne doute de rien, il a déclaré : *«je reste bien disponible pour être 1er ministre»*. (lefigaro.fr) Quel révolutionnaire !

Poutou ne sera pas le seul frustré de ne pas devenir Premier ministre de Macron.

Mélenchon a également déclaré que le NFP était *«prêt à gouverner»*... avec Macron, dans le cadre de la Constitution bonapartiste de la Ve République qui octroie des pouvoirs exorbitants au Président de la République.

Ensemble « mort » et déjà ressuscité. Pour ce miracle, je propose au Pape de canoniser le Nouveau Front populaire.

J-C – Rédigé avant 20h.

En additionnant les sièges d'Ensemble et de LR, ils devraient arriver à une majorité supérieure au Nouveau Front populaire et constituer un gouvernement minoritaire, peu importe le nombre de députés NFP et RN, puisqu'ils ne voteraient pas ensemble une motion de censure pour renverser le gouvernement.

"La dissolution était nécessaire" : l'Élysée réagit à la survie du bloc central lors des résultats des élections législatives - BFMTV 7 juillet 2024

"La participation montre que la dissolution était nécessaire", assure le Palais.

"On avait annoncé le bloc central mort: il est là, même après 7 ans de pouvoir", souligne l'Élysée, alors qu'Ensemble (Renaissance, MoDem, Horizons, etc.) et divers centre pourraient obtenir 150 à 175 sièges selon une projection Elabe pour BFMTV-La Tribune du Dimanche.

La question de l'après est déjà au cœur des interrogations de l'exécutif. *"La question va être de savoir si une coalition cohérente est capable de se composer pour atteindre les 289 députés"*, s'interroge l'Élysée, alors qu'aucun de trois camps n'a atteint le seuil de la majorité absolue.

Vers une union au centre ? Un délitement de la gauche ? Un accord entre la droite et l'extrême droite ? Les hypothèses sont très nombreuses après la publication des résultats. BFMTV 7 juillet 2024

Défense du marxisme et du socialisme.

La polémique sur le fond est utile, et il est nuisible de s'y dérober par des équivoques.

Lénine, La Pravda juin 1917

On va revenir au b.a.-ba du socialisme.

"Prolétaires de tous les pays, unissez-vous" pour réaliser votre émancipation et vous libérer "du joug du capital".

A propos des grèves en cours - V.I. Lénine -1899

Extrait.

Lorsque les grèves se propagent largement parmi les ouvriers, certains d'entre eux (et quelques socialistes) en viennent à s'imaginer que la classe ouvrière peut se borner à faire grève, à organiser des caisses et des associations pour les grèves, et que ces dernières à elles seules suffisent à la classe ouvrière pour arracher une amélioration sérieuse de sa situation, voire son émancipation. Voyant la force que représentent l'union des ouvriers et leurs grèves, même de faible envergure, certains pensent qu'il suffirait aux ouvriers d'organiser une grève générale s'étendant à l'ensemble du pays pour obtenir des capitalistes et du gouvernement tout ce qu'ils désirent. Cette opinion a été également celle d'ouvriers d'autres pays, lorsque le mouvement ouvrier n'en était qu'à ses débuts et manquait tout à fait d'expérience. Mais cette opinion est fautive. Les grèves sont un des moyens de lutte de la classe ouvrière pour son affranchissement mais non le seul ; et si les ouvriers ne portent pas leur attention sur les autres moyens de lutte, ils ralentiront par-là la croissance et les progrès de la classe ouvrière. En effet, pour assurer le succès des grèves, il faut des caisses afin de faire vivre les ouvriers pendant la durée du mouvement. Ces caisses, les ouvriers en organisent dans tous les pays (généralement dans le cadre d'une industrie donnée, d'une profession ou d'un atelier) (...)

Ensuite, même dans les pays où les associations ouvrières existent librement et disposent de fonds très importants, même dans ces pays la classe ouvrière ne saurait se borner à lutter uniquement par des grèves. Il suffit d'un arrêt des affaires dans l'industrie (d'une crise comme celle qui se dessine actuellement en Russie) pour que les patrons des fabriques provoquent eux-mêmes des grèves, parce qu'ils ont parfois intérêt à faire cesser momentanément le travail, à ruiner les caisses ouvrières. Aussi les ouvriers ne peuvent-ils se borner exclusivement aux grèves et aux formes d'organisation qu'elles impliquent. En deuxième lieu, les grèves n'aboutissent que là où les ouvriers sont déjà assez conscients, où ils savent choisir le moment propice, formuler leurs revendications, où ils sont en liaison avec les socialistes pour se procurer ainsi des tracts et des brochures. Or ces ouvriers sont encore peu nombreux en Russie et il est indispensable de tout faire pour en augmenter le nombre, pour initier la masse des ouvriers à la cause ouvrière, pour les initier au socialisme et à la lutte ouvrière. Cette tâche doit être assumée en commun par les socialistes et les ouvriers conscients, qui forment à cet effet un parti ouvrier socialiste. En troisième lieu, les grèves montrent

aux ouvriers, nous l'avons vu, que le gouvernement est leur ennemi, qu'il faut lutter contre lui. Et, dans tous les pays, les grèves ont en effet appris progressivement à la classe ouvrière à lutter contre les gouvernements pour les droits des ouvriers et du peuple tout entier. Ainsi que nous venons de le dire, seul un parti ouvrier socialiste peut mener cette lutte, en diffusant parmi les ouvriers des notions justes sur le gouvernement et sur la cause ouvrière. (...)

Pour le moment, il nous faut souligner que les grèves, comme on l'a dit ci-dessus, sont "*l'école de guerre*" et non la guerre elle-même, qu'elles sont seulement un des moyens de la lutte, une des formes du mouvement ouvrier. Des grèves isolées les ouvriers peuvent et doivent passer et passent effectivement dans tous les pays à la lutte de la classe ouvrière tout entière pour l'émancipation de tous les travailleurs. Lorsque tous les ouvriers conscients deviennent des socialistes, c'est-à-dire aspirent à cette émancipation, lorsqu'ils s'unissent à travers tout le pays pour propager le socialisme parmi les ouvriers, pour enseigner aux ouvriers tous les procédés de lutte contre leurs ennemis, lorsqu'ils forment un parti ouvrier socialiste luttant pour libérer tout le peuple du joug du gouvernement et pour libérer tous les travailleurs du joug du capital, alors seulement la classe ouvrière adhère sans réserve au grand mouvement des ouvriers de tous les pays, qui rassemble tous les ouvriers et arbore le drapeau rouge avec ces mots : "*Prolétaires de tous les pays, unissez-vous*".

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 9 juillet 2024

A la Prévert. Et dire qu'il y en a encore qui vont voter !

On a beau leur en foutre plein la gueule à longueur de temps, leur pourrir la vie au quotidien, leur imposer des restrictions au droit de vivre décemment de leur travail, de se loger, de se soigner, piétiner leurs aspirations démocratiques les plus élémentaires, supprimer des libertés individuelles ou collectives, les réduire à l'état de cobaye pendant trois ans, voler le fruit de leur travail, maltraiter leurs enfants, leurs vieux parents, bref, se foutre d'eux ou les prendre carrément pour des cons, les trahir ouvertement, ils n'en ont jamais assez, ils en redemandent toujours plus. S'ils sont comme cela, c'est à croire qu'ils doivent pouvoir le justifier pour réagir de la sorte. C'est sans doute qu'ils tireraient encore satisfaction de leur misérable existence, de leur condition sociale privilégiée, pendant combien de temps encore, ils l'ignorent et ils ne se poseront pas la question, hélas ! On ne les envie pas, on les plaint.

Une telle ignorance ou inconscience, un tel égoïsme ou une telle indifférence à la condition ou à la souffrance des plus faibles, un tel mépris face à l'injustice sociale, un tel sadisme ou une telle cruauté devrait nous interpeller.

On nous dit que la France serait un pays développé, que sa population serait évoluée, instruite, qu'il nous soit permis d'en douter fortement.

Vous mesurez là l'étendue de notre tâche politique.

Pour autant, il n'y a pas lieu de se décourager ou de déprimer, les hommes sont capables du pire et du meilleur, sinon la civilisation humaine n'aurait jamais existé, tout est une question de circonstance, mais surtout de patience, d'efforts, de volonté ou de détermination, le partage des connaissances et l'acquisition d'un état d'esprit scientifique pour vaincre ignorance et croyance est un combat de longue haleine, de toute une vie.

Avant de parvenir à concevoir, que c'est le développement économique et la lutte des classes qui sont les moteurs du processus historique, qui doit mener à notre émancipation et à la liberté, il faut malheureusement admettre qu'il faut en passer par bien des épreuves pénibles, très désagréables, voire cruelles ou mêmes barbares, qui verront la vie de centaines de millions ou des milliards d'hommes et de femmes de tout âge sacrifiée. De la même manière, il a fallu des milliards d'années et bien des bouleversements physiques, chimiques, biologiques, avant que les conditions soient remplies pour que notre planète donne naissance à des espèces vivantes ou organiques toujours plus complexes, évoluées.

Quand on évoque des faits ou des évènements isolés, les placer dans leur contexte est important, mais insuffisant pour les comprendre, on doit les situer dans un espace beaucoup plus vaste et dans un temps beaucoup plus long, car ils ont une histoire, une histoire que de nos jours on peut facilement étudier, pour peu qu'on s'en donne la peine, si bien que cela devient une science.

Tout le monde s'accorde à dire que les sciences ont contribué au développement économique, au développement de la société humaine, alors pourquoi dénier à l'histoire cette qualité, ce statut, dès lors qu'on a acquis suffisamment de connaissances pour en faire une science ? Pourquoi refuser d'admettre qu'on serait parvenu à suffisamment la maîtriser, si ce n'était pour s'en servir à notre tour, afin de parvenir à une société meilleure, l'élever à un niveau de conscience et d'humanisme supérieur, où tous les hommes et toutes les femmes vivraient libres et heureuses, en paix, l'objectif du socialisme ?

Tout s'explique !

Quand Macron protège le financier de Marine Le Pen - Mondialisation.ca, 05 juillet 2024

Un incroyable scandale mêlant gros sous, services secrets & guerre froide entre France & Russie. Une Françafrique où Macronie & extrême-droite magouillent main dans la main sur le dos des Africains.

https://www.mondialisation.ca/quand-macron-protege-le-financier-de-marine-le-pen/5690339?doing_wp_cron=1720363096.5853030681610107421875

Macron serait-il tenté par un nouveau coup d'Etat ?

J-C – La folie des conseillers ou idéologues de Macron affole son camp.

Résultats des législatives 2024 : Ce que la Macronie oublie de dire quand elle plaide pour le « *bloc central* » - Le HuffPost 8 juillet 2024

C'est l'histoire d'un vaincu qui crie victoire. Après les résultats des élections législatives dimanche 7 juillet, certains en Macronie commencent à se dire que, malgré la défaite, garder le pouvoir reste possible.

Résultat : la petite musique d'un « *grand bloc central* », comprenant Les Républicains et une partie de la gauche dite modérée, gagne en intensité.

Au regard de certaines réactions, la Macronie donne l'impression d'avoir remporté le scrutin. Y compris le premier d'entre eux, Emmanuel Macron, qui a refusé la démission de Gabriel Attal.

Ce qui fait bondir le constitutionnaliste Jean-Philippe Derosier. « *Tant que le président de la République ne reconnaîtra pas qu'il a perdu ces élections, nous serons face à un blocage* », alerte-t-il sur LCP, percevant une « *forme d'irresponsabilité* » dans le refus du chef de l'État de ne pas considérer son gouvernement comme démissionnaire. « *Démocratiquement, c'est aller à l'encontre du peuple français* », insiste le professeur en droit public. D'autant que la Macronie semble oublier l'essentiel dans cette période : le contexte de la dissolution.

Le rejet de la politique menée par Emmanuel Macron a été exprimé trois fois en moins d'un mois par les urnes.

Dans ce contexte, la construction d'un « *grand bloc central* » au détriment du bloc sorti majoritaire des urnes porterait de nombreux vices de forme, qui confirmerait l'impression que le camp présidentiel refuse le message envoyé par les Français. Le HuffPost 8 juillet 2024

J-C – J'ai lu dans un autre article que Macron envisageait de conserver Attal et son gouvernement au moins jusqu'au début septembre. Serait-ce envisageable sérieusement ? Pourquoi pas si le NFP ne s'y oppose pas vraiment. Envisagent-ils de refuser de siéger à l'Assemblée nationale, d'appeler à une manifestation devant l'Élysée ou l'Assemblée nationale ? Je n'en ai pas entendu parler.

Il pourrait décréter, compte tenu de la configuration de l'Assemblée nationale sortie des urnes dimanche dernier, en l'absence d'une majorité absolue et l'impossibilité de constituer une coalition majoritaire, étant donné qu'aucun Premier ministre et gouvernement stable ne pourrait être investi pour gérer sereinement les affaires de la France, par ailleurs, ne pouvant accepter qu'elle soit paralysée et livrée au chaos, il décide de déclencher l'article 16 de la Constitution, donc de s'octroyer tous les pouvoirs, dont celui de conserver le gouvernement actuel aussi longtemps qu'il lui plaira ou d'en former un autre à sa convenance, sans tenir compte des résultats des élections législatives pour protéger la France des menaces existentielles qui pèsent sur elle. Il gouvernerait par décret, ordonnance, à coups de 49.3 et j'en passe, les institutions et le parlement n'étant pas dissouts, mais suspendus jusqu'à nouvel ordre du monarque ou dictateur.

Ce scénario semble peu probable, bien que si tous les acteurs politiques de cette mauvaise farce continuaient de percevoir leurs émoluments, ils pourraient s'en accommoder, qui sait, on a vu de quoi ils étaient capables lors de cette campagne électorale.

Un gouvernement composé d'Ensemble et LR disposeraient certes d'une majorité relative seulement, mais ni le NFP, ni RN n'aurait intérêt à s'unir sur une motion de censure pour le renverser d'ici 2027.

Après tout, figurer dans l'opposition parlementaire est plus confortable et moins risqué que de gouverner, et sur le plan financier c'est pratiquement équivalent, sachant qu'elle est composée majoritairement d'arrivistes, de personnages particulièrement médiocres, cette situation est inespérée pour eux, alors pourquoi leur viendrait-il à l'esprit de la gâcher, pour le vérifier, demandez donc ce qu'en pensent les députés macronistes de 2022 qui ne s'attendaient pas à la mésaventure de la dissolution, la plupart enragent, ils ne veulent plus entendre parler de Macron, on les comprend !

Notez, qu'on est là très loin des préoccupations des travailleurs, à savoir la perspective d'un gouvernement ouvrier qui prenne en compte leurs besoins et aspirations légitimes, quelle stratégie définir, quelle orientation politique adoptée pour parvenir à renverser les institutions de la Ve République, à rompre avec le capitalisme et instaurer une République sociale, quels instruments politiques doit-on forger pour les organiser et atteindre ces objectifs politiques.

S'il n'y aura jamais d'issue politique favorable aux travailleurs dans le cadre de la Ve République, il n'y en aura pas non plus dans le cadre du mouvement ouvrier tel qu'il existe de nos jours puisqu'il est totalement subordonné au régime et acquis au capitalisme.

Avant d'envisager de faire table rase du passé ou de la société capitaliste, on ferait mieux de commencer par reconstruire le mouvement ouvrier de fond en comble ou de la base au sommet.

On vient de passer plus de 75 ans à s'accommoder de syndicats et de partis pourris jusqu'à la moelle, à tenter toute sorte d'expériences au prix d'énormes concessions qui se sont avérés

gravement compromettantes, au point que personne n'en est sorti indemne, il est donc temps d'en tirer les enseignements politiques qui s'imposent.

C'est notre idéal ou le socialisme qui nous est si cher qui nous l'impose, mais personne n'est obligé d'y adhérer, personne non plus ne doit se sentir obligé de parler en son nom, surtout quand c'est pour le trahir.

L'art de prendre les travailleurs pour des cons à ses limites.

De pestiféré, le RN-FN devint fréquentable, invité à la table de Macron, adoubé par le Crif, il n'était plus d'extrême droite, puis voilà qu'il le redevient, ainsi que nazi, raciste, etc.

Tout le monde a pu l'observer et en parle aujourd'hui, personne n'est vraiment dupe, à commencer par les intéressés eux-mêmes qui se sont laissé ainsi manipuler, car ils n'ignoraient pas les miracles que peut réaliser la stratégie de la peur sur des masses ignorantes et influençable jusqu'à l'absurde ou la folie. On en a eu un aperçu magistral pendant 3 ans avec la mystification hygiéniste ou celle sur le climat, ou encore lors de celle sur la guerre en Ukraine, qui toutes durent toujours. Le discours officiel frauduleux initié par l'extrême centre de Macron, s'est imposé sans difficulté, une sordide escroquerie politique couverte ou légitimée par une union nationale allant de l'extrême droite à l'extrême gauche incluse, tous y ont collaboré et ils continuent d'y participer, nous en sommes tous témoins, n'est-ce pas ?

Si le facteur de l'extrême droite a servi les intérêts de ce qu'ils appelaient la droite et la gauche, c'était bien parce qu'ils partageaient les mêmes objectifs politiques, et s'ils figuraient tous dans le même camp, celui de la réaction, c'était parce qu'ils avaient tous le même ennemi, la classe ouvrière et le socialisme.

C'est la collusion qui existe entre eux qu'il s'agit de camoufler à tout prix aujourd'hui pour assurer la continuité ou la survie du régime en place. Car si les travailleurs parvenaient à en prennent conscience, ils pourraient parvenir à s'organiser et à se mobiliser en toute indépendance, autrement dit, ils deviendraient incontrôlables et le régime ne résisterait pas à un soulèvement révolutionnaire, qui emporterait les institutions et menacerait dès lors les fondements du capitalisme. C'est cette menace latente et sérieuse qu'ils savent inéluctables un peu plus tôt un peu plus tard, qui les rend fébrile et les fait trembler.

Dans ces conditions, il ne faut surtout pas prendre au premier degré ou pour argent comptant leurs élucubrations, où se côtoient mensonges éhontés et délires mégalomaniaques désespérés.

Hier soir, j'ai regardé un épisode de Sherlock Holmes dans lequel le fameux détective expliqua au docteur Watson que seuls les faits et leurs effets méritaient son attention, que seule cette logique implacable permettait de comprendre et dénouer n'importe quel énigme. Je me suis fait la réflexion, qu'il était assurément un dialecticien redoutablement efficace, et qu'effectivement nous devons adopter la même méthode pour résoudre les questions qui nous occupent, si nous voulions vraiment aller de l'avant.

La référence à Sherlock Holmes (et parfois à Hercule Poirot) en fera sans doute sourire plus d'un parmi nous, parmi nos donneurs de leçons certains d'avoir acquis un niveau de conscience supérieur aux travailleurs, tandis qu'ils témoignent périodiquement ou quotidiennement qu'ils ne maîtrisent pas les principes de base du marxisme.

Vous remarquerez qu'on est là très loin des polémiques stériles qui agitent ces camarades, les marxistes orthodoxes qui figurent parmi les gens les plus bornés qu'il m'a été donné de rencontrer au cours de ma vie, pour ne pas dire pire, tant ils se moquent, ignorent ou méprisent les faits, la logique la plus élémentaire, la dialectique matérialiste, préférant s'enfermer dans un monde imaginaire, dans leur idéologie sclérosée, fossilisée, qui n'a rien de scientifique ou confine à la croyance, et qui finalement les réduit à l'impuissance. Un peu de modestie et réviser leurs leçons, leur ferait le plus grand bien pour commencer.

Un secret de polichinelle en guise de révélation.

Le groupe présidé par Jordan Bardella au Parlement européen torpille la « normalisation » du RN - Le HuffPost 8 juillet 2024

À défaut d'avoir obtenu Matignon à l'issue d'élections législatives décevantes pour le RN (en dépit d'une réelle progression à l'Assemblée nationale), Jordan Bardella a été nommé ce lundi 8 juillet à la tête du groupe « *Patriotes pour l'Europe* », imaginé par le Premier ministre hongrois Viktor Orban, partenaire du Rassemblement national à l'international.

Avec 30 eurodéputés, la formation lepéniste domine largement ce groupe nationaliste, qui compte en son sein des formations et des personnages qui sont (très) loin de la dédramatisation vendue par le RN dans l'hexagone.

Prenons en exemple le général italien Roberto Vannacci, qui portait les couleurs de la Lega aux européennes, et qui a été désigné vice-président des « *Patriotes pour l'Europe* » aux côtés de Jordan Bardella. Friand des allusions à Mussolini, l'intéressé avait fait parler de lui après la publication d'un pamphlet homophobe et xénophobe.

La présidence par Jordan Bardella de ce groupe ouvertement russophile interroge... Le HuffPost 8 juillet 2024

J-C - Les médias-otano-oligarques en profitent au passage pour se livrer ouvertement à un exercice de xénophobie antirusse.

Ils n'auront trompé que ceux qui voulaient bien l'être et ceux qui étaient assez crédules pour les croire. L'essentiel, c'est qu'ils aient atteint leur objectif : Sauver le soldat Macron. Provisoirement.

Résultats des élections législatives : face à la surprise du second tour, les instituts de sondages se sont-ils trompés ? - Publicsenat.fr 8 juillet 2024

J-C - Vous remarquerez au passage comme les chiffres mis en avant peuvent changer d'un jour à l'autre ou alors quelque chose m'avait échappé.

J'ai retrouvé un article qui prouve que je n'avais pas rêvé, à un moment donné ils avaient bien donné entre 60 et 90 élus à Ensemble.

Publicsenat - A ce petit jeu, c'est la majorité sortante qui pourrait tirer les marrons du feu, étant désormais estimée entre 115 et 155 sièges, soit 45 de plus que la dernière enquête de l'institut, réalisée avant le 1er tour. publicsenat.fr 4 juillet 2024

Revenons à l'article du 8 juillet.

Publicsenat - Pour rappel, à l'issue du second tour, il y avait 306 triangulaires. Or, avec la mise en place du barrage républicain, leur nombre a chuté à 95. Il y a eu au total 224 désistements, dont 134 provenant de la gauche et 82 du camp présidentiel.

Le 4 juillet, notre dernier sondage Odoxa pour Public Sénat, la presse régionale et le Nouvel Obs donnait entre 210 et 250 sièges au Rassemblement national, devant le Nouveau Front populaire en deuxième place avec entre 140 et 180 sièges. De son côté, le bloc présidentiel était annoncé en troisième position avec entre 115 et 155 sièges.

J-C - "*Difficilement prévisible*". Tiens donc, cette sale manie de se conformer aux ordres venus d'en haut, ne s'était-elle pas vérifiée pendant les 3 années de la dictature hygiéniste ? Il suffisait de leur foutre la trouille pour qu'ils obéissent au doigt et à l'œil, pire que des esclaves.

Après les résultats de ce second tour, les observateurs s'accordent en effet tous pour dire que l'ampleur du vote pour faire barrage à l'extrême droite n'avait pas été anticipée par les sondeurs. « *Le succès phénoménal du front républicain était difficilement prévisible, car les sondages d'opinion révélaient aussi une certaine lassitude exprimée par les électeurs* », ajoute la directrice de BVA Opinion.

En élèves bien disciplinés, les uns et les autres n'ont fait que se conformer aux discours de leurs maîtres.

Finalement, selon une estimation d'Ipsos Talan publiée à l'issue du second tour, les électeurs du Nouveau Front populaire sont 72 % à avoir voté pour un candidat Ensemble dans les duels avec le RN. Quant aux électeurs d'Ensemble, ils ont voté deux fois plus pour des candidats de La France insoumise que pour des candidats du RN dans les duels opposant les deux partis (à 43 % contre 19 %).

Ils avouent s'être livrés à une vulgaire manipulation, car les effets étaient parfaitement prévisibles, ils ont délibérément faussé cette élection qui profite finalement à Macron.

« *Ce sont aussi les dernières projections de vendredi soir, qui donnent toujours le RN en tête, qui expliquent la forte mobilisation des électeurs pour faire barrage.* »

Le Nouveau Front populaire encore plus à droite que la Nupes.

J-C – Pour qui roule LFI ?

Le PS fait plus que doubler son nombre de députés en deux ans, passant de 29 à 65.
EELV l'augmente de 50%, passant de 23 à 34.

Nupes de 2022

326 pour LFI = 75
67 pour le PS = 29
98 pour EELV = 23
48 pour le PCF = 12

Total élu = 149 + 1 divers gauche = 150

Nouveau Front populaire 2024

229 circonscriptions pour LFI = 77
175 pour le PS = 65
92 pour EELV = 34
50 pour le PCF = 9

Total élu = 183 + 9 divers gauches = 192

A lire.

Origines et conséquences de la dette publique américaine

<https://reseauinternational.net/origines-et-consequences-de-la-dette-publique-americaine/>

La promotion de l'État «islamique» par l'Occident

<https://reseauinternational.net/la-promotion-de-letat-islamique-par-loccident/>

Source : <https://thecradle.co/articles/made-in-america-the-isis-conquest-of-mosul>

Santé.

Des documents nouvellement publiés montrent que les autorités sanitaires allemandes ont cédé aux pressions politiques sur les politiques relatives au COVID - Mondialisation.ca, 05 juillet 2024

Le Dr Stefan Homburg, expert en finances publiques à la retraite, affirme que les responsables de la santé publique et les conseillers scientifiques allemands ont aligné les recommandations du COVID-19 sur des directives politiques plutôt que sur les données disponibles.

“Corona était une fraude singulière”, a conclu M. Homburg. “Le virus a remplacé la grippe alors que le nombre total de maladies est resté inchangé.”

https://www.mondialisation.ca/des-documents-nouvellement-publies-montrent-que-les-autorites-sanitaires-allemandes-ont-cede-aux-pressions-politiques-sur-les-politiques-relatives-au-covid/5690304?doing_wp_cron=1720365006.1575119495391845703125

Risque d'accident vasculaire cérébral : les injections de COVID sont 200 fois plus susceptibles de provoquer des caillots sanguins dans le cerveau - Mondialisation.ca, 05 juillet 2024

Les vaccins COVID-19 présentaient un risque de caillots sanguins dans le cerveau multiplié par plus de 1 000 par rapport au vaccin contre la grippe et par plus de 200 par rapport à tous les autres vaccins, selon une étude du Dr Peter McCullough et de ses collègues.

Selon une nouvelle étude du Dr Peter McCullough et de ses collègues, les vaccins COVID-19 présentent un risque beaucoup plus élevé de formation de caillots sanguins dans le cerveau que les autres vaccins.

Les chercheurs ont examiné les rapports du Vaccine Adverse Event Reporting System (VAERS) des Centers for Disease Control and Prevention (CDC) de janvier 1990 à décembre 2023.

Ils ont compté le nombre d'événements thromboemboliques cérébraux – c'est-à-dire de caillots sanguins dans les veines ou les artères du cerveau – signalés chez les personnes ayant reçu un vaccin COVID-19 par rapport à celles ayant reçu un vaccin antigrippal ou d'autres vaccins.

Les caillots sanguins qui bloquent le flux sanguin vers le cerveau représentent environ 87 % de tous les accidents vasculaires cérébraux, selon l'American Stroke Association, une division de l'American Heart Association.

M. McCullough, cardiologue ayant à son actif plus de 1 000 publications et plus de 685 citations dans la National Library of Medicine, a déclaré au Defender que l'étude montrait "un risque inacceptable de lésions thrombotiques catastrophiques au cerveau" chez les personnes ayant reçu une ou plusieurs injections de COVID-19.

https://www.mondialisation.ca/risque-daccident-vasculaire-cerebral-les-injections-de-covid-sont-200-fois-plus-susceptibles-de-provoquer-des-caillots-sanguins-dans-le-cerveau/5690310?doing_wp_cron=1720364858.8592441082000732421875

Terreur de la grippe aviaire : lait cru ciblé - Mondialisation.ca, 06 juillet 2024

Alors que nous regardons le récit entourant la grippe aviaire et son prétendu saut dans l'approvisionnement en bœuf se développer, la scène est de plus en plus prête pour une répression contre les fournisseurs de produits laitiers crus.

Pourquoi cibler le lait cru ? Il y a peut-être deux raisons à cela :

a.) Les propriétaires de lait cru ont tendance à être de petites entreprises avec une influence politique limitée que les géants de l'agriculture considèrent comme une concurrence qu'ils aimeraient éliminer ;

b.) Le lait cru est plein de bactéries bénéfiques qui sont éliminées pendant la pasteurisation. Décortiquer les récits officiels du gouvernement et des médias d'État n'est en fait pas si difficile une fois que votre théorie opérationnelle centrale – qui s'avère correcte à maintes reprises – devient : tout ce qui est bon pour les gens, les autorités gouvernementales souhaitent l'éradiquer par tous les moyens à leur disposition.

https://www.mondialisation.ca/terreur-de-la-grippe-aviaire-lait-cru-cible/5690362?doing_wp_cron=1720364944.1576991081237792968750

En complément.

Selon un cardiologue, cet aliment bourré de cholestérol serait un véritable fléau pour la santé - Grazia 6 juillet 2024

J-C - Vous n'avez pas deviné lequel, je vous le donne en mille :

Grazia - Mauvais cholestérol : la viande rouge, un aliment à éviter à tout prix.

Combat contre la mystification climatique.

Lu.

Vous vous rendez compte du niveau intellectuel qu'il faut pour croire que 100ppm de CO2 en plus (0.01%) provoque des séismes et des raz de marée. C'est affolant de vivre à la même époque que ces gens-là. Et énormément de personnes les croient.

Pire encore, ils ne savent même pas lire, puisqu'ils ont été jusqu'à porter des masques, alors qu'il était inscrit sur les boîtes d'emballages qu'ils n'arrêtaient pas les virus.

Croire ou savoir, il faut choisir.

Symbole de l'amélioration climatique dans le Sahel, le lac Tchad ne s'assèche pas, au contraire

Une étude réalisée par des chercheurs, Florence Sylvestre et Fabrice Papa de l'Institut de recherche pour le développement, Jean-François Crétaux du CNES et Frédéric Frappart de l'Observatoire Midi-Pyrénées. Fabrice Papa, Jean-François Crétaux et Frédéric Frappart sont spécialistes de l'étude du cycle de l'eau et du climat grâce aux observations spatiales au Laboratoire d'études en géophysique et océanographie spatiales (LEGOS) de Toulouse. «Nous avons en outre été aidés par Binh Pham-Duc, un jeune chercheur formé à l'observatoire de Paris en hydrologie spatiale», complète la paléoclimatologue.

<https://reseauinternational.net/symbole-de-lamelioration-climatique-dans-le-sahel-le-lac-tchad-ne-sasseche-pas-au-contraire/>

Le noyau de la Terre a tellement ralenti qu'il se déplace en arrière, confirment les scientifiques. Voici ce que cela pourrait signifier

<https://reseauinternational.net/le-noyau-de-la-terre-a-tellement-ralenti-quil-se-deplace-en-arriere-confirment-les-scientifiques-voici-ce-que-cela-pourrait-signifier/>

En suivant les ondes sismiques des tremblements de terre qui ont traversé le noyau interne de la Terre selon des trajectoires similaires depuis 1964, les auteurs de l'étude 2023 ont constaté que la rotation suivait un cycle de 70 ans. Dans les années 1970, le noyau interne tournait un peu plus vite que la planète. Il a ralenti vers 2008 et, de 2008 à 2023, il a commencé à se déplacer légèrement en sens inverse, par rapport au manteau.

J-C - Cela pourrait avoir des conséquences sur le champ magnétique qui protège la Terre des rayons du soleil, entre autres. L'activité humaine se situe au niveau supérieur de la croûte terrestre dont l'épaisseur est de 35 kilomètres, par conséquent elle n'a absolument aucune incidence sur le comportement du noyau interne de la Terre qui est "*enfoui à environ 5180 kilomètres de profondeur*". De nos jours, vaut mieux préciser !

États-Unis. Il y a des signes qui ne trompent pas.

Joe Biden "*ne peut pas diriger un pays comme ça*" - courrierinternational.com 4 juillet 2024

Cette semaine, "*The Economist*" consacre sa première page aux élections américaines à venir, avec un titre et une image qui laissent peu de place au doute. Pour l'hebdomadaire britannique, Joe Biden doit quitter la course pour la Maison-Blanche.

Sur un fond bleu apparaît au premier plan un déambulateur, orné d'un détail qu'on ne peut pas négliger : l'emblème présidentiel des États-Unis. Le titre est tout aussi explicite : "*On ne peut pas diriger un pays comme ça.*" Le message que veut faire passer *The Economist* par sa première page est clair : l'actuel locataire de la Maison-Blanche doit renoncer à briguer un second mandat. Et l'éditorial qui accompagne la une du magazine libéral n'y va pas par quatre chemins : "*Pourquoi Biden doit se retirer*", peut-on lire en tête de l'article. courrierinternational.com 4 juillet 2024

États-Unis. Ces riches donateurs qui commencent à tourner le dos à Joe Biden - courrierinternational.com 7 juillet 2024

Alors que le président américain persiste à rester dans la course à la Maison-Blanche, certains donateurs démocrates fortunés menacent de désertir sa campagne, rapporte le "*New York Times*".

Après avoir passé plusieurs jours à espérer que le président Joe Biden abandonne de lui-même sa campagne de réélection, des donateurs démocrates fortunés tentent désormais de prendre le taureau par les cornes, rapporte le *New York Times*.

Maniant leur fortune "*à la fois comme une carotte et un bâton, ils cherchent activement à inciter Biden à se désister et à préparer le terrain pour qu'un autre candidat le remplace*". Ces initiatives révèlent "*un fossé croissant entre les grands donateurs démocrates et le porte-étendard du parti*", ce qui aura un impact sur les élections du mois de novembre, que Joe Biden décide ou non de se retirer.

Un mécontentement de moins en moins feutré

Un petit groupe de donateurs s'efforce, par exemple, de réunir une centaine de millions de dollars "*pour constituer un fonds bloqué, appelé Next Generation PAC [littéralement Comité d'action*

politique de la future génération], qui servirait à soutenir un candidat de remplacement”, rapporte le journal.

D'autres donateurs menacent de ne pas verser de contributions *“non seulement à la campagne de Joe Biden, mais également à d'autres causes démocrates, à moins que l'actuel locataire de la Maison-Blanche se retire”*.

D'autres encore tentent de pousser d'autres élus démocrates à faire pression sur Biden pour qu'il se retire, en leur promettant qu'ils soutiendront leurs campagnes de réélection.

Certains donateurs ont même commencé à rendre public leur mécontentement, relève le quotidien new-yorkais. C'est le cas de Gideon Stein, qui a déclaré que sa famille retenait les 3,5 millions de dollars de dons prévus à des organisations politiques démocrates actives dans la course à la présidence, à moins que Joe Biden ne se retire. Celui-ci souligne dans les colonnes du quotidien que pratiquement tous les grands donateurs avec lesquels il s'est entretenu *“pensent que pour battre Donald Trump il faudrait un nouveau ticket présidentiel démocrate”*.

Abigail E. Disney, héritière de la fortune de Disney, a quant à elle déclaré au quotidien new-yorkais que la campagne de réélection du président et les comités politiques qui la soutiennent *“ne recevront plus un centime de ma part, tant qu'ils ne l'auront pas remplacé”*, ajoutant : *“Joe Biden est un homme bon qui a bien servi son pays, mais les enjeux sont trop importants”*.

Ukraine. Les barbares qu'arment les pays de l'OTAN.

Guerre en Ukraine : la Chosen company, cette unité qui se vante de tuer des prisonniers de guerre russes - RT 6 juillet 2024

Preuves à l'appui, le *New York Times* a révélé ce 6 juillet comment une unité de volontaires internationaux de l'armée ukrainienne avait abattu plusieurs soldats russes prisonniers de guerre ou en train de se rendre. Des exactions dont *«se sont vantés»* certains des membres de cette unité, commandée par un ex-soldat américain.

«Il lui a tiré une balle dans la tête». Caspar Grosse, médecin allemand dans une unité de combattants internationaux sur le front ukrainien, a relaté au *New York Times* (NYT) l'exécution sommaire d'un prisonnier russe blessé. Un crime qui a particulièrement marqué cet Allemand, qui a décidé de témoigner.

Les faits se seraient déroulés en août 2023 dans l'*«est de l'Ukraine»*, au sein d'une unité commandée par un ancien membre de la Garde nationale américaine et modestement baptisée la Chosen Company (*«Compagnie élue»*, nldr.), a relaté le média. Toujours selon le récit de ce dernier, un soldat russe *«blessé et non armé»* rampait dans une tranchée quelques heures après un engagement. Grosse confie au NYT avoir vu ce soldat demander des soins. Mais alors qu'un membre de l'unité est en train de chercher des bandages, un autre s'avance et abat froidement le prisonnier.

«L'assassinat du soldat russe blessé et non armé est l'un des nombreux meurtres qui ont déstabilisé la Compagnie élue, l'une des unités les plus connues des troupes internationales combattant pour l'Ukraine», a poursuivi le quotidien new-yorkais dans cette enquête publiée ce 6 juillet. En effet, si les souvenirs de Grosse sont pour l'heure la seule preuve de l'exécution sommaire de ce prisonnier russe, l'Allemand a par la suite pris soin de documenter plusieurs exactions de son unité.

Le *NYT* a ainsi rapporté que dans un groupe de discussion, des membres de Chosen «*se sont vantés*» d'avoir «*tués des prisonniers de guerre russes lors d'une mission en octobre*». Dans l'une des vidéos consultées par le média américain, un membre de l'unité est vu en train de lancer une grenade sur un soldat russe qui se rend. «*L'armée ukrainienne a publié une vidéo de l'incident pour montrer ses prouesses sur le champ de bataille, mais elle a supprimé la reddition*», a précisé le *New York Times* concernant cet «*incident*». *L'auteur de ce crime de guerre : Zeus, un volontaire grec, est «au centre des trois incidents»* selon le quotidien. C'est lui aussi qui a abattu le prisonnier russe blessé dans la tranchée selon Grosse.

Les témoignages sur l'état d'esprit régnant dans l'unité en cause ne manquent pas. Un ancien membre de Chosen, Benjamin Reed, a ainsi déclaré dans une interview «*avoir entendu d'innombrables conversations sur les exécutions de prisonniers de guerre lors de différentes opérations*», relate le *NYT*. Reed a même confié que le recruteur de Chosen lui avait déclaré qu'il «*était acceptable de tuer des prisonniers de guerre s'ils ne se rendaient pas conformément aux normes les plus strictes de la Convention de Genève*».

«*L'unité, composée de déserteurs, d'amateurs de sensations fortes et de soldats vieillissants, est devenue un centre de rassemblement pour les volontaires en quête de combat*», avec une soixantaine d'hommes «*originaires d'une douzaine de pays*», et «*souvent*» employée comme «*troupes de choc*» afin de nettoyer des positions russes «*malgré des tirs nourris et, parfois, de lourdes pertes*».

Ces accusations rappellent des vidéos montrant l'exécution de soldats russes captifs des troupes ukrainiennes que le *New York Times* avait confirmées authentiques dès novembre 2022. Plusieurs responsables russes avaient alors réclamé l'ouverture d'une enquête, dénonçant la violation «*systématique*» des conventions de la guerre par Kiev et «*la sauvagerie du régime actuel de Kiev*». Des vidéos que l'ambassadrice itinérante des États-Unis pour la justice pénale mondiale avait refusé de condamner. RT 6 juillet 2024

Frappe à Kiev : l'armée russe dénonce des dégâts causés par la chute d'un missile antiaérien ukrainien - RT 8 juillet 2024

«*De nombreuses photographies et séquences vidéo publiées à Kiev confirment sans équivoque la destruction causée par la chute d'un missile de défense aérienne ukrainien tiré à partir d'un système de missiles antiaériens dans la ville*», a déclaré le ministère russe de la Défense dans un communiqué ce 8 juillet.

L'armée russe a dénoncé de «*fausses*» déclarations ukrainiennes faisant état d'une frappe russe délibérée qui aurait directement touché un hôpital civil de Kiev.

Plus tôt dans la journée, l'administration militaire de la capitale ukrainienne a dénoncé des frappes qui auraient fait 10 morts et 35 blessés en touchant un hôpital pour enfants.

Le média russe Rybar a lui aussi indiqué que la frappe ayant atteint l'hôpital pour enfants était due à un missile de la défense antiaérienne ukrainienne, évoquant des «*éclats*» caractéristiques de ces armes.

Rybar a ensuite évoqué des frappes menées en deux étapes, «*d'abord des lancements nocturnes, suivis de nouvelles vagues le matin et l'après-midi*». «*Des explosions ont éclaté dans les districts où*

se trouvaient des entreprises militaro-industrielles, dont les usines Antonov et Artem», déjà ciblées par le passé, qui produisent des avions et des missiles.

Les alliés occidentaux de Kiev n'ont pas manqué d'accuser immédiatement Moscou, Londres jugeant la frappe contre l'hôpital « épouvantable » et Paris la qualifiant de « barbare ».

«La défense aérienne ukrainienne n'a pas réussi à repousser le raid, en partie à cause des pertes croissantes des systèmes de défense aérienne dues aux frappes russes», a commenté Rybar. L'armée russe a revendiqué hier 7 juillet avoir éliminé deux systèmes Patriot dans la région d'Odessa. RT 8 juillet 2024

Un internaute.

- La méthode mise en avant par la Russie consistant à épargner les civils est le seul obstacle qui retarde l'avancée de l'armée russe. Si elle était aussi barbare que l'Otan au Kosovo, en Irak et ailleurs dans leurs campagnes de guerres, l'Ukraine n'existerait plus. Il n'y a pas eu de bombardement d'hôpital à Kiev, nous connaissons tous les mensonges des occidentaux.

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 10 juillet 2024

Quand même une bonne nouvelle ou on ne gagne pas à tous les coups (bas).

Euro-2024 : l'Espagne bat la France 2-1 et se qualifie pour la finale - France 24 10 juillet 2024

Quelle calamiteuse compensation !

France 24 - Lors des demi-finales de l'Euro 2024, les Bleus ont signé pour autant la meilleure audience de l'année à la télévision française. 16,12 millions de téléspectateurs (61,2% parts de marché) ont regardé l'affiche sur TF1 en moyenne selon Médiamétrie. France 24 10 juillet 2024

J-C - Apparemment, nombreux sont ceux qui n'avaient rien de mieux à faire, la société du spectacle continue de faire des ravages ou ceci explique cela.

A lire.

McKinsey et la CIA renouvellent l'État Profond en France

La French American Foundation, a depuis trente ans pour fonction de recruter les jeunes leaders appelés à occuper des postes de dirigeants pour les former au soutien de la politique atlantiste. Cette organisation gérée par la CIA et depuis 2015 est partenaire du Cabinet McKinsey qui a réorganisé l'agence sous le mandat de John Brennan et l'administration Obama.

L'autre relai de ces organisations est Joel Benenson, qui a formé Emmanuel Macron. Il est le fondateur et PDG du Benenson Strategy Group, est l'un des plus grands stratèges politiques et d'entreprise au monde.

Benenson a dirigé les campagnes de 2008 et 2012 du président Obama. Benenson a été le stratège principal d'Hillary Clinton.

Elles sont 3 alumni de McKinsey, 3 femmes, dans la dernière promotion, la 43ème, des 12 Young Leaders français 2024 de la French American Fondation : Marguerite Cazeneuve, Ariane Komorn, et l'ancienne partner Cyrielle Villepelet.

Depuis 1981, ce programme d'échange franco-américain sélectionne ainsi 12 Français et 12 Américains âgés de 30 à 40 ans et considérés comme remarquables dans leur domaine d'activité ou de compétence. *« Ces 6 femmes et 6 hommes, issus de milieux, de parcours et de professions variés, ont été choisis parmi près de 170 candidats. Les lauréats mettent en lumière les atouts de la France, son savoir-faire et son engagement dans un monde en mutation et alors que nos deux pays viennent de rappeler leur lien indéfectible. Cette promotion incarne l'excellence française, avec un engagement significatif pour l'intérêt général, aussi bien dans les services de l'État, dans la*

diplomatie, que dans les engagements sociétaux. Au travers de leurs actions, ils incarnent le leadership d'aujourd'hui et de demain », partage ainsi la direction de la fondation.

Un titre honorifique certainement. Une mise en lumière de plus parmi les différentes sélections comme le prestigieux Young Global Leaders du Forum économique mondial (FEM) ou le franco-français Choiseul 100 des leaders de moins de 40 ans... Les 20 sélectionnés français et américains reçoivent en «cadeau» deux séminaires de 5 jours chacun sur 2 années consécutives en France et aux États-Unis «*afin d'échanger sur des thèmes majeurs, communs aux deux pays, et d'approfondir leurs champs d'intérêts mutuels*», comme le précise la fondation.

Ces anciennes consultantes de McKinsey ont toutes trois commencé leur carrière à la sortie de leurs études, à quelques mois d'intervalle.

Source : Consultor - <https://www.consultor.fr/articles/young-leaders-francais-le-bon-cru-mckinsey>

L'Organisation de coopération de Shanghai fait un nouveau pas de géant

L'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) a tenu sa 24ème sommet des chefs d'État le 4 juillet à Astana, au Kazakhstan. Les principaux médias occidentaux ont fustigé l'événement quand ils ne l'ont pas totalement ignoré alors qu'il s'est avéré être un événement à inscrire dans le livre des records.

Il a réuni dans une seule salle les dirigeants de pays représentant 80% de la masse continentale eurasienne, 40% de la population mondiale et près de 30% du PIB mondial. Fruit de plus de deux décennies de diplomatie inter-eurasienne, l'OCS compte dix membres à part entière (la Biélorussie l'a rejoint le 4 juillet) et 14 «*partenaires de dialogue*» d'Asie et du Moyen-Orient, dont l'Arabie saoudite.

Les participants au sommet ont approuvé 25 documents stratégiques couvrant l'énergie, la sécurité, le commerce, l'environnement et la finance.

Pour lire la suite en français ou en anglais :

Source.

Asia Times :

<https://asiatimes.com/2024/07/shanghai-cooperation-organization-takes-another-giant-step/>

Histoire et Société :

<https://histoireetsociete.com/2024/07/09/lorganisation-de-cooperation-de-shanghai-fait-un-nouveau-pas-de-geant/>

France. Osons nous poser quelques questions et formuler des réponses.

Quelle est la composition sociale de la France aujourd'hui ?

Quelle est celle du Nouveau Front populaire ?

La même, ils sont dominés très majoritairement par les classes moyennes et assimilées, c'est-à-dire, les couches supérieures de la classe ouvrière qui bénéficient du même statut au regard de l'ensemble de ses revenus, de conditions et d'un mode de vie privilégiés par rapport aux couches les plus pauvres ou défavorisées, et qui pour cette raison s'accommodent du régime en place et du capitalisme.

Ce sont aussi celles qui sont majoritairement organisées dans les syndicats ou plus largement dans le mouvement ouvrier. Ce sont aussi celles qui étaient le plus prompt à voter Macron au second tour des élections en 2017, en 2022, et en 2024 pour les candidats d'Ensemble et de LR. Elles constituent le gros des bataillons qui assurent la stabilité du régime depuis 1958, pour ne pas remonter plus loin, au détriment des millions de travailleurs pauvres du pays et du socialisme.

Macron serait-il en train de « voler » ou confisquer « la victoire » du Nouveau Front populaire ?

Pas du tout, puisque c'est le Nouveau Front populaire qui lui a offert sur un plateau, à l'aide d'une tambouille électorale tordue qui devait lui permettant ainsi qu'à ses alliés d'obtenir une majorité relative inespérée à l'Assemblée nationale.

Le Nouveau Front populaire pouvait-il compter sur davantage d'élus ?

Assurément, s'il ne s'était pas désisté lors de triangulaire au profit d'Ensemble et de LR, mais il n'en aurait peut-être pas gagné autant que je l'avais indiqué dans la causerie d'hier, car si leurs candidats semblaient battus d'avance par ceux de RN, une partie de leurs électeurs auraient reporté leurs voix sur celui de RN, plutôt que risquer de voir gagner celui du NFP. Le NFP aurait pu remporter quelques dizaines de circonscriptions supplémentaires, pas assez pour obtenir la majorité absolue à l'Assemblée nationale.

Le Nouveau Front populaire pouvait difficilement compter sur davantage d'élus pour une autre raison.

Parce que son électorat potentiel était profondément divisé, entre ceux qui parmi la classe ouvrière souhaitaient une rupture radicale avec la politique de Macron, notez bien, sans même aller forcément jusqu'à une rupture avec les institutions de la Ve République et le capitalisme, mais comme ils savaient par expérience que les dirigeants du NFP ne pouvaient pas incarner cette rupture, ils n'étaient pas prêts de voter pour eux ou de leur accorder la moindre confiance, à raison, et ceux, qui beaucoup moins exigeants, se seraient contentés de quelques aménagements, de quelques réformettes à la marge, de quoi garantir leur statut social ou leur mode de vie privilégiés.

En résumé, soit le Nouveau Front populaire se coupait des couches les plus radicalisées, soit il se coupait des couches petites bourgeoises réformistes, cela tous les partis et les observateurs politiques le savaient très bien, absolument personne ne l'ignorait, alors quand ils feignent la surprise, ils se foutent ouvertement du peuple.

Mais comment cela est-il possible ? Voyons, réfléchissez, qui va leur fournir l'analyse que vous venez de lire, qui y aurait intérêt, qui aurait intérêt à dire la vérité aux travailleurs et aux militants ? Personne, à part moi, et vous si nous partageons les mêmes objectifs politiques, sans doute quelques militants isolés et honnêtes que personne ne connaît.

Ces deux voies incarnent des conceptions de la lutte de classe radicalement opposées, inconciliables : Celle de la collaboration de classes, et celle de la révolution socialiste qu'a adoptée votre serviteur.

Le Nouveau Front populaire était le pendant de l'intersyndicale jaune au service du capital.

C'est ainsi qu'ils comptaient totalement cadenasser la classe ouvrière et le mouvement ouvrier pour le compte du régime en place.

C'est le scénario que j'avais avancé dès le 7 juillet. Ils n'arrêtent plus de la marteler.

BFMTV - Malgré la défaite des macronistes, ces derniers pourraient en effet s'allier avec Les Républicains pour gouverner. LR réfléchit à un "*pacte législatif*" et l'ancien Premier ministre Édouard Philippe a plaidé pour un "*accord technique*" avec les membres de son ancien parti. FMTV 10 juillet 2024

J-C - Ensemble et LR disposent d'une majorité relative suffisante pour gouverner ensemble, avec le soutien tacite du Nouveau Front populaire et du Rassemblement national.

BFMTV - Cependant, l'ancien député LFI Adrien Quatennens a évoqué ce mardi 9 juillet sur X l'idée d'une "*grande marche populaire en direction de Matignon*".

"Si nous n'avons pas un accord d'Emmanuel Macron pour laisser un gouvernement diriger, c'est impossible (...) J'en appelle à l'intervention populaire, aux forces sociales, aux mouvements syndicaux", lançait de son côté sur RTL ce mardi 9 juillet Fabien Roussel, secrétaire national du PCF.

J-C - Du coup, Marine Le Pen vole au secours d'Ensemble et LR.

BFMTV - "*L'extrême gauche minoritaire en voix et en sièges, exige d'exercer le pouvoir et d'imposer son programme alors qu'elle n'en a pas la légitimité électorale*"

"Après avoir fait élire les députés du NFP, Emmanuel Macron porte une lourde responsabilité dans ces appels inacceptables à l'insurrection, ce climat de menaces et d'intimidations", dénonce-t-elle sur X.

Sur BFMTV, Bruno Retailleau, président du groupe Les Républicains au Sénat, a lui dénoncé du "*trumpisme de gauche*".

J-C - Quatennens s'est empressé de préciser pour les rassurer, qu'il ne pourrait s'agir d'une "*insurrection*", ouf !

BFMTV - Bruno Retailleau : *"Suggérer dans un tweet qu'il doit poursuivre sa mobilisation dans la rue pour exiger son dû (l'application d'un programme arrivé en tête des élections) devient un appel à l'insurrection! Ils sont marteaux!"*.

J-C - Qu'ils ne s'inquiètent pas, le NFP se pose en garant de la Constitution de la Ve République.

Quand les imposteurs ou traites du Nouveau Front populaire crient à la trahison, au nom de "l'esprit de notre Constitution" bonapartiste et antidémocratique.

Législatives 2024 : La gauche met « solennellement » en garde Macron contre le maintien d'Attal à Matignon - 20 Minutes avec AFP 10 juillet 2024

Les quatre formations politiques du Nouveau Front populaire, ils mettent « solennellement » en garde Emmanuel Macron contre « toute tentative de détournement des institutions », avec le maintien prolongé de Gabriel Attal à Matignon, dans un communiqué commun publié mardi. Alors que le chef de l'Etat n'a pas appelé l'alliance de gauche, arrivée en tête des élections législatives dimanche, à former un nouveau gouvernement, le Nouveau Front populaire juge que si Emmanuel Macron « persistait », ce serait « une trahison de l'esprit de notre Constitution et un coup de force démocratique auquel nous nous opposerions de toutes nos forces ». 20minutes.fr 10 juillet 2024

J-C - On peut leur faire confiance, heureusement que ce n'est pas un coup d'Etat !

Ce ne sera pas un coup d'Etat, juste un "accord technique".

Législatives: Édouard Philippe plaide pour un "accord technique" avec Les Républicains à l'Assemblée - BFMTV 10 juillet 2024

L'ancien Premier ministre d'Emmanuel Macron souhaite que la coalition présidentielle et la droite soient capables de s'entendre sur "un accord technique qui permet d'avancer et de gérer les affaires du pays pendant au moins un an".

"Ce bloc que j'appelle de mes vœux, dont hier les Républicains ne voulaient pas, mais dont aujourd'hui j'entends Olivier Marleix (ancien président du groupe LR à l'Assemblée, NDLR) dire qu'il pourrait exister à condition que le Premier ministre soit de droite. C'est ce qu'il dit. Ça veut dire qu'on commence à discuter. C'est bien", a ajouté Édouard Philippe.

"Je pense qu'il faut que chacun prenne ses responsabilités. Ne pas vouloir rentrer dans cet accord, pour Les Républicains, ce serait devoir expliquer à leurs électeurs, demain, qu'ils ont préféré un gouvernement du NFP avec la LFI plutôt qu'un accord au centre et à droite qui prévaut dans toutes les collectivités territoriales que nous gérons", a-t-il conclu. BFMTV 10 juillet 2024

Un "*pacte législatif*": comment Les Républicains réfléchissent à un accord avec le camp Macron - BFMTV 10 juillet 2024

Le parti Les Républicains (LR) a évoqué l'idée d'un "*pacte législatif*" avec le gouvernement, ce mardi 9 juillet, lors d'une réunion où étaient présents uniquement les députés sortants réélus à l'issue des législatives, a appris BFMTV de sources concordantes.

Selon nos informations, il s'agirait - pour les LR - de proposer une dizaine de textes, sur le travail ou la sécurité, sur lesquels un soutien du bloc central serait assuré. En échange, le gouvernement qui aurait été nommé ne serait pas censuré par le groupe LR.

"À titre personnel, je ne suis pas favorable à l'idée d'une coalition gouvernementale, c'est du champ de l'exécutif. Je suis plutôt favorable à un pacte législatif, sur un certain nombre de textes emblématiques, portés par un groupe de droite républicaine, que le groupe LR mettra sur la table. Si on arrive à créer des majorités pour faire voter ces textes, je pense qu'on sera responsable et raisonnable, et que ça ira dans l'intérêt du pays", a confirmé Éric Pauget, député des Alpes-Maritimes, à notre micro.

"Sur un texte sur la santé, si on arrive à trouver une majorité qui dépasse les clivages politiques et que des socialistes républicains nous rejoignent, pourquoi est-ce qu'on irait pas?", a-t-il encore ajouté.

"Ce serait un soutien sans participation gouvernementale", précise Éric Pauget. Même si certains membres du groupe n'écartent pas totalement cette hypothèse.

Un tel accord ne protégerait néanmoins pas le gouvernement d'une censure par le Nouveau Front populaire et le Rassemblement national. *"J'espère que des gens de gauche raisonnables suivront. Car l'idée est d'être responsables et de ne pas bloquer le pays"*, juge une autre députée.

J-C - Vous pouvez effectivement compter sur le Nouveau Front populaire et le Rassemblement national qui n'auraient rien à y gagner, tout du moins pendant un an, puisque Macron ne peut pas dissoudre à nouveau l'Assemblée nationale durant cette période. Quant aux deux années suivantes, ils auraient tout à y perdre compte tenu du nombre important d'élus qu'ils ont obtenus. Et puis, l'essentiel n'est-il pas que tout continue comme avant à la satisfaction des capitalistes qu'ils représentent tous.

20minutes.fr - Le président LR des Hauts-de-France Xavier Bertrand, ainsi que le député Olivier Marleix, ont plaidé mardi soir sur France 2 pour la nomination d'un Premier ministre issu de leur camp qui prendrait la tête d'un « *gouvernement de rassemblement* » afin de « *mettre un coup d'arrêt à LFI* ». 20minutes.fr 10 juillet 2024

LFI (et le PCF) incarne les promesses électorales faites aux travailleurs par le NFP, qui avaient un contenu social minimal que les capitalistes et la droite estiment insupportables, tandis que le PS et Les écologistes n'avaient nullement l'intention de les appliquer.

Ils conspiraient en famille, chut !

Quand Édouard Philippe et Marine Le Pen dînaient ensemble chez Thierry Solère, proche de Macron - Le HuffPost 10 juillet 2024

Des dîners secrets entre la Macronie et le RN ? L'ancien Premier ministre Édouard Philippe et l'actuel ministre des Armées Sébastien Lecornu auraient participé à des dîners avec Marine Le Pen et Jordan Bardella ces derniers mois, révèle le journal Libération ce mardi 9 juillet.

Selon le média, ces dîners ont été organisés chez Thierry Solère, ex-conseiller d'Emmanuel Macron, dans son appartement rue d'Aumale dans le 9^e arrondissement de Paris. D'après le quotidien, l'ex-député, « *un temps écarté des premiers cercles de l'Élysée* », est « *à nouveau dans le jeu* » en tant qu'« *agent de liaison entre la macronie et l'extrême droite* ».

Il a ainsi organisé un dîner où étaient conviés l'ex Premier ministre Édouard Philippe et la patronne du Rassemblement nationale Marine Le Pen. Une rencontre confirmée au journal par l'entourage du président du parti Horizon, puis par le principal intéressé ce 9 juillet au 20H de TF1.

« *Oui c'est vrai, nous avons dîné, parce qu'on se connaît peu et nous avons constaté à l'occasion du dîner, qui était très cordial, que nous avons des désaccords très profonds sur de très nombreux sujets* ». « *J'aime bien rencontrer des gens* », ajoute-t-il alors que Gilles Bouleau lui demande s'il avait besoin de dîner avec la présidente du RN pour s'apercevoir de leurs différences. Le HuffPost 10 juillet 2024

Corbière et la clique d'arrivistes qui s'en prennent à Mélenchon et LFI représentent les mêmes intérêts que le PS et Hollande... et Macron, ceux de la réaction !

J-C – Vous trouverez là confirmation de ce que vous avez lu plus haut.

Corbière estime qu'"il y a une vie pour la pensée insoumise en dehors de la férule de Mélenchon" - BFMTV 10 juillet 2024

Que faire désormais pour la petite bande qui ne siègera plus dans le groupe insoumis? Auprès de *Libération*, Alexis Corbière met sur la table la possibilité d'un "*grand groupe NFP, auquel appartiennent tous les députés élus de gauche*". Il y voit une façon de "*créer un cadre large*", qui garantirait la "*solidité*" de l'alliance "*face à la puissance de l'extrême droite*".

J-C – Entre nous, le dernier retournement de situation en défaveur de RN, n'a-t-il pas suffisamment prouvé que pour l'heure, « *la puissance de l'extrême droite* » est plutôt un tigre en papier ou une vue de l'esprit, une pure invention des idéologues ou conseillers de Macron, de la propagande et non la réalité.

Chacun sait qu'un "*programme de transformation sociale et écologique radicale*" est incompatible avec le maintien des institutions de la Ve République et du capitalisme, à moins qu'il s'agisse d'autre chose, plus précisément d'appliquer celui de Davos qui emprunte le même vocable radical trompeur, sous l'égide de Macron qui y est déjà acquis, rien ne s'y opposerait bien au contraire.

BFMTV - Mais aussi un moyen de lancer une nouvelle formule politique: "*Des milliers de gens souhaitent que nous gardions le meilleur de LFI, c'est-à-dire un programme de transformation sociale et écologique radicale, mais avec des méthodes démocratiques*", résume-t-il.

J-C - Pourquoi cet imposteur et sa "*bande*" se posent-ils en garant de la continuité du NFP ?

Parce qu'avec le fascisme, le Front populaire constitue le dernier rempart du régime contre les masses et le socialisme, une révolution prolétarienne. C'est un moyen pour ne pas demeurer isolé, et pour obtenir le soutien du PS, ainsi que les bonnes grâces des médias-oligarques qui diffuseront sa propagande venimeuse antisocialiste.

L'amalgame entre l'antisionisme et l'antisémitisme fait une victime, nous la soutenons inconditionnellement.

J-C – Sommes-nous sous un régime dictatorial ? Était-il encore besoin de poser cette question stupide ? N'était-ce pas sous ce régime despotique que le Nouveau Front Populaire entend gouverner ?

Messages favorables au Hamas : huit heures de garde à vue pour l'islamologue François Burgat - Le Point 9 juillet 2024

L'ancien directeur de recherche au CNRS, âgé de 76 ans, a été entendu toute la journée ce mardi pour des propos pouvant relever de l'apologie du terrorisme.

L'information a été diffusée par Rafik Chekkat, avocat de François Burgat. Âgé de 76 ans, ancien directeur de recherche au CNRS, spécialiste du monde arabe et domicilié dans les Bouches-du-Rhône, ce dernier était convoqué ce mardi 9 juillet à 9 heures à l'hôtel de police d'Aix-en-Provence, qui abrite différents services. Il en est ressorti seulement au bout de huit heures...

Son avocat avait annoncé la convocation la veille sur les réseaux sociaux. Ce qui s'apparentait à une formalité a pris une tournure étonnante, puisque la garde à vue s'est terminée seulement après 17 heures, toujours selon son avocat.

François Burgat aurait été entendu à la suite d'une plainte déposée par l'Organisation juive européenne (OJE), qui n'était pas disponible dans l'immédiat pour commenter. Elle lui reprocherait d'avoir repartagé sur X (ex-Twitter) des messages favorables au Hamas, décrivant les attaques du 7 octobre en termes élogieux.

« *Il répond de manière honnête* » aux enquêteurs et « *renvoie à son statut de chercheur et aux livres qu'il a écrits. Il a aussi rappelé qu'il a été auditionné à l'Assemblée nationale, au Sénat, à la cour d'assises antiterroriste, etc. On lui a aussi posé des questions sur le conflit et il a eu l'occasion de s'exprimer* », a commenté Me Chekkat pendant la journée.

Ces derniers mois, François Burgat a multiplié les manifestations de soutien au terrorisme palestinien. « *J'ai infiniment, je dis bien infiniment, plus de respect et de considération pour les dirigeants du Hamas que pour ceux de l'État d'Israël* », déclarait-il sur X le 2 janvier 2024.

Il venait alors de republier un message émanant du Hamas qui niait les viols commis par les Palestiniens le 7 octobre en ces termes : « *Nos combattants sont des combattants de la liberté et de la dignité et ne peuvent pas commettre des actes aussi honteux* », leur comportement ayant été

guidé pendant l'attaque par « *la virilité et l'honneur* ». Ce sont ces republications et ces déclarations de début janvier qui auraient entraîné la convocation.

La longueur de la garde à vue s'expliquerait-elle par l'ensemble de l'œuvre de François Burgat ? Ces dernières années, l'ancien chercheur de l'Institut de recherches et d'études sur les mondes arabes et musulmans (Iremam), pilier du conseil scientifique de la revue Orient XXI, souvent considéré comme un porte-voix des intérêts qataris en France, a dénoncé la « *télavivision française* » (contraction de télévision et de Tel-Aviv), demandé « *la séparation du Crif et de l'État* » et multiplié les manifestations de soutien au Hamas.

Le 26 mai encore, il repostait un communiqué à la gloire du mouvement terroriste, qui aurait « *conquis les cœurs à la cause palestinienne dans le monde entier* » et « *gardé pratiquement tous les prisonniers capturés il y a six mois* ». Il croyait voir dans l'enchaînement mortel des massacres du 7 octobre et des représailles qui ont suivi « *l'une des réalisations les plus géniales et les plus incroyables de toute l'histoire militaire* »... « *Ce sont des propos très choquants, mais qui n'ont rien de nouveau pour qui le connaît, commente un autre chercheur. La durée de cette garde à vue est vraiment inhabituelle.* » Le Point 9 juillet 2024

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 11 juillet 2024

Adopter le marxisme et le socialisme, c'est comme passer de la loupe au microscope électronique cryogénique, de la longue vue au télescope spatial.

Un travailleur français d'origine indienne habitant à Aubagne, qui fait du gardiennage dans une école et cumule plusieurs petits boulots pour s'en sortir, m'a écrit que la situation en France était abominable sur le plan économique, pendant que planerait sur elle une menace d'extrême gauche et d'extrême droite, tandis que Macron serait devenu complètement fou. Monsieur, on vit dans un monde de fous ! Essayons d'en sortir, si vous voulez bien, merci.

N'entendant pas entrer dans ces considérations pour le moins approximatives, voire erronées, car on n'en finirait plus inutilement, je crois qu'il serait préférable d'aborder quelques questions que nos petits camarades évitent soigneusement de se poser, par crainte des réponses qui s'imposeraient à eux et qu'ils ne souhaitent pas assumer, leur honnêteté ou capacité intellectuelle a des limites rapidement atteintes comme on a pu le constater à de multiples reprises (Covid-19, climat, Ukraine, 11/9, etc.).

On entend beaucoup parler de l'extrême gauche à tort et à travers ces derniers temps, à croire qu'une terrible menace pèserait sur le régime vacillant ou ébranlé non pas par les résultats des élections européennes et législatives, mais bien plutôt par la réaction imprévisible de millions de travailleurs qui n'en peuvent plus de vivre sous une dictature imposée par le capital. Bien qu'en y regardant de plus près, on s'aperçoit que l'extrême gauche demeure introuvable en France ou elle réduite à une infime fraction des militants du mouvement ouvrier demeurés fidèles au socialisme, qui sont réduits à l'impuissance, car leur voix est rendue inaudible ou étouffée, aussi bien à cause de la confusion entretenue par les composantes du Nouveau Front populaire sur leurs réelle intentions, que par matraquage incessant orchestré par le pouvoir et les médias aux ordres qui les présentent comme de dangereux extrémistes qu'il faudrait absolument tenir écarté du pouvoir, tant leurs intentions seraient nuisibles aux intérêts des travailleurs. Mais qu'en est-il réellement ?

Si la réaction et ses porte-parole visent l'extrême gauche, ne serait-ce pas parce qu'elle prône la rupture avec le capitalisme et l'ensemble de ses institutions, dont celles de la Ve République ? A leurs yeux également, seraient d'extrême gauche les millions de travailleurs qui exigent la satisfaction de leurs revendications sociale et aspirations démocratiques, auxquelles aucun parti présent à l'Assemblée nationale n'entend donner suite, puisqu'ils sont tous corrompus ou inféodés au capital et au régime en place.

Si pour les tenants du capitalisme, c'est ce qui caractériserait l'extrême gauche, on doit les féliciter pour avoir identifié leurs véritables ennemis, le prolétariat révolutionnaire et son avant-garde, le socialisme. Pour autant, chaque travailleur ou militant est en droit de se demander pourquoi ils ont les pires difficultés du monde à se frayer un chemin jusqu'aux masses. L'explication qu'on a fournie plus haut constituait une partie de la réponse à notre question, insuffisante. Maintenant nous allons la compléter, sans avoir la prétention d'épuiser le sujet, nous nous concentrerons sur les principales.

Cependant, avant d'y venir, il n'est pas inutile de rappeler que le socialisme a fait l'objet avec constance d'interprétations méticuleusement ou grossièrement frauduleuses tout au long de la seconde moitié du XXe siècle jusqu'à nos jours pour le discréditer auprès des travailleurs, afin qu'ils l'abandonnent une fois totalement dénaturé ou rendu détestable à leurs yeux, les différents courants du mouvement ouvrier en ayant été les principaux fossoyeurs, les intéressés se reconnaîtront aisément. Parmi tous ceux qui s'en réclament au sein du Nouveau Front populaire, et plus largement au sein du mouvement ouvrier, tous l'ont trahi ou s'en sont détournés, dès lors aucun parti n'est légitime pour parler au nom du socialisme, c'est la conclusion à laquelle je suis parvenu à mon grand désespoir je l'avoue, mais les lecteurs ne sont pas obligés de la partager.

Venons-en aux questions que personne ne souhaite se poser parmi ceux qui se réclament de l'extrême gauche ou qui y sont apparentés.

- Pourquoi l'extrême gauche a-t-elle obtenu qu'1% des voix des inscrits lors des élections législatives ?
- Pourquoi n'inspire-t-elle pas confiance aux travailleurs ?
- Qu'est-ce que représente l'extrême gauche
- D'où est-elle issue, d'où vient-elle, de nulle part ou de quels partis ?
- Quelles sont les couches sociales la composent ?
- Quels ont été ses rapports avec la social-démocratie et le stalinisme, avec les institutions et le capitalisme au cours des 75 dernières années écoulées ?
- Pourquoi l'extrême gauche est-elle si divisée, éparpillée, disloquée ?
- Pourquoi ne s'est-elle jamais développée ?

Cela n'aura échappé à aucun lecteur attentif, que ces questions sont intimement liées entre elles. Bien qu'elles concernent des représentations sociales ou idéologiques diverses, qui couvrent un vaste champ politique sur une période assez longue, qui ont pu jouer un rôle politique indépendant, il n'en demeure pas moins qu'elles ont toute un rapport avec la réalité économique, sans laquelle toute explication relèverait de la métaphysique ou de l'idéologie pure, qui nous serait d'aucune utilité pour répondre de manière cohérente ou satisfaisante à toutes ces questions. C'est l'aspect que nous allons aborder rapidement maintenant.

L'expansion du marché mondial a favorisé la mainmise de l'impérialisme sur le reste du monde ou à étendre toujours plus l'emprise du capitalisme sur tous les continents à tous les peuples, ce qui a permis à l'opportunisme de conquérir l'ensemble du mouvement ouvrier international au détriment du marxisme et du socialisme, pour faire bref. Les conséquences ou les méfaits de la combinaison de ces deux facteurs sur tous les peuples fut décrite en 1916 par Lénine, dans son ouvrage L'impérialisme stade suprême du capitalisme.

Les énormes profits que l'impérialisme tira de sa position hégémonique sur les pays économiquement sous-développés, lui permit d'octroyer des concessions sociales à la classe ouvrière et de corrompre le mouvement ouvrier, en échange de la stabilité des régimes politiques en occident, ainsi que leur soutien à leurs aventures guerrières et coloniales.

C'est cette période qui est sur le point de s'achever, l'impérialisme agonise en occident, dans tous les pays qui sont tombés sous sa dépendance, d'où la conjonction de crises financières, sociales, politiques, institutionnelles quasiment inextricables ou en passe de devenir incontrôlable sur tous les continents, d'où leur affolement.

Pour tenter de retarder l'échéance fatale, bien que cela leur répugne, ils sont obligés de s'en remettre aux puissances émergentes, qui dorénavant rivalisent avec eux sur le marché mondial, principalement la Chine et la Russie, mais aussi l'Inde dans un avenir très proche et d'autres pays riches en matières premières ou très peuplés, dont certains ont rejoint les Brics ou l'OSC, disposant d'énormes territoires, d'une importante main d'œuvre qualifiée... Ils sont destinés à combler l'épuisement des ressources ou la faillite des économies occidentales croulant sous un endettement abyssal, ne produisant plus grand chose sur leur sol parce que la rentabilité et leur productivité font défauts. Ils ne sont plus en mesure d'assurer le financement d'une nouvelle expansion du marché mondial pour tenter de sauver le capitalisme, et ils ne sont pas en mesure d'endiguer la surproduction mondiale...

De plus, au profit de la spéculation et toute sorte de magouilles financières, faute de placements suffisamment rentables, les vieux Etats capitalistes occidentaux détournent de l'économie productive (ou industrielle) ou de leur économie nationale la masse gigantesque de capitaux qu'ils ont accumulés au cours des dernières décennies, précipitant ainsi une crise sociale et politique sans précédent depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale ou le début du XXe siècle, qui s'était soldée par la Première guerre mondiale. Car, c'est ainsi qu'ils s'en sont toujours sortis dans le passé, comptant sur d'immenses destructions et des dizaines de millions de morts pour que le capitalisme se refasse temporairement une santé.

C'est la conjonction de tous ces facteurs qui caractérisent la crise du capitalisme mondiale, avec des riches devenus hyper riches, et des pauvres livrés à la précarité absolue et toujours plus nombreux, qui explique la résurgence du Front populaire et du fascisme comme derniers remparts politiques pour contenir les masses qui ne supportent plus le modèle de société, le mode de vie et les conditions sociales misérables qu'ils leur imposent, mâter, réprimer dans le sang le mouvement ouvrier, afin de tenter de sauver leur système économique basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme et l'oppression qui l'accompagne nécessairement, la servitude humaine, avec pour unique perspective l'esclavage et une régression sociale sans fin, l'absence totale de liberté, l'établissement d'un régime totalitaire mondial, dont on eut un bref aperçu au cours de la dictature sanitaire de 2020 à fin 2022.

Alors c'est quoi l'extrême gauche et le socialisme qui font si peur ?

Exactement l'opposé de ce que nous vivons quotidiennement, l'inverse du destin effroyable que les capitalistes et leurs représentants nous ont réservé, le progrès social, le bien être, l'épanouissement individuel, la paix et la liberté.

Qui a intérêt à les présenter sous un aspect diabolique, sinon ceux qui nous pourrissent la vie au quotidien et qui se sont jurés de nous la pourrir encore davantage dans l'avenir. Tout le monde sait pertinemment que nos ennemis mentent comme ils respirent, qu'ils n'ont aucun scrupule, aucune morale, aucune bonne intention à notre égard, qu'ils sont d'un cynisme et d'une cruauté sans limite.

Alors pourquoi les croire plus longtemps ?

Pourquoi devrions-nous abdiquer nos aspirations légitimes ? Aucun fait ou argument ne pourrait le justifier, absolument jamais.

Une fois qu'on a décidé une fois pour toute, que notre émancipation du capitalisme et notre liberté ne sont pas négociables, rien ni personne ne nous fera jamais renoncer à ces aspirations progressistes et humanistes.

C'est cette direction qu'ont emprunté la matière, l'univers, notre galaxie, le système solaire, notre planète, la nature, la société des hommes, le processus historique auquel notre espèce est associée, sans cette dialectique matérialiste ils ne se seraient sans doute jamais développés, ils n'auraient jamais vu le jour. Ce n'est pas du baratin, c'est la stricte réalité.

Alors, pourquoi pas nous, vous ?

Pourquoi ne pas appeler à la grève générale sur la base des revendications sociales des travailleurs ?

Législatives: la CGT cheminots "exige" un gouvernement NFP et appelle à des manifestations - BFMTV 11 juillet 2024

Les secrétaires générales de la CGT, Sophie Binet, et de la CFDT Marylise Léon ont appelé jeudi Emmanuel Macron à respecter le "*résultat des urnes*", alors que la CGT Cheminots a annoncé la veille l'organisation de rassemblements le 18 juillet "*pour exiger un gouvernement issu du Nouveau Front populaire (NFP)*"

Le syndicat appelle à la mobilisation "*pour exiger la mise en place d'un gouvernement issu du Nouveau Front populaire*".

"Le 18 juillet prochain, la Fédération CGT des cheminots appelle ses syndicats à organiser en lien avec les structures interprofessionnelles des rassemblements devant les Préfectures et à Paris à proximité de l'Assemblée nationale pour exiger la mise en place d'un gouvernement issu du Nouveau Front Populaire."

Le 18 juillet marque la reprise du travail parlementaire avec notamment l'élection du président ou de la présidente de la nouvelle Assemblée nationale.

"La CGT et ses organisations appellent solennellement Emmanuel Macron à respecter le résultat des urnes. Pas question de continuer sa politique économique et sociale violente. Le nouveau gouvernement doit être formé au plus vite autour du programme du Nouveau Front populaire", peut-on lire dans un communiqué publié ce mercredi 10 juillet. BFMTV 11 juillet 2024

"En tant que citoyenne, je pense que c'est légitime que ce bloc (le NFP) qui arrive en tête pose les conditions et que l'on parte de leur programme. C'est quand même ce qu'ont demandé les citoyens, c'est important aujourd'hui de respecter le vote", a déclaré jeudi la secrétaire générale de la CFDT, Marylise Léon, sur France Inter.

Les syndicats d'Aéroports de Paris (ADP) ont appelé à la grève le 17 juillet pour réclamer une "*gratification pour l'ensemble du personnel*" pendant la période des JO qui s'annonce chargée pour le secteur. BFMTV et Reuters 11 juillet 2024

J-C – On aura compris qu'ils n'ont pas du tout l'intention d'affronter Macron. Ils profitent de la conjonction des JO avec la reprise du travail parlementaire pour négocier des miettes en faveur de l'aristocratie ouvrière.

La tentation du totalitarisme se précise.

La lettre d'Emmanuel Macron aux Français - BFMTV 11 juillet 2024

Dans une lettre aux Français, Emmanuel Macron a estimé que "*personne ne l'a emporté*" lors du second tour. Mais il faut "*inventer une nouvelle culture politique*" face à la coexistence inédite de trois blocs dans l'hémicycle: le Nouveau Front populaire, le bloc macroniste et le Rassemblement national, plaide le président de la République.

Il a ainsi demandé à l'ensemble des forces politiques de "*bâtir une majorité solide*" pour gouverner, un appel au "*compromis*" et à la poursuite du "front républicain" relayé par ses troupes en quête d'une large coalition au Parlement.

Les macronistes tentent ainsi de convaincre que le Nouveau Front populaire, arrivé en tête des législatives de dimanche avec 190 à 195 députés, et tout particulièrement La France insoumise, ne sont pas légitimes pour gouverner seuls. Dans sa lettre aux Français, Emmanuel Macron annonce qu'il "*décidera de la nomination du Premier ministre*" lorsque les partis auront "*bâti*" des "*compromis*".

Une déclaration fustigée par la gauche. Emmanuel Macron "refuse de reconnaître le résultat des urnes" et doit donc "*s'incliner*" et "*appeler*" le Nouveau Front populaire, a taclé Jean-Luc Mélenchon. "*C'est le retour du droit de veto royal sur le suffrage universel (...) C'est le retour des intrigues de la IVe République*", a-t-il ajouté. BFMTV 11 juillet 2024

Bruno Le Maire veut imposer 5 milliards d'euros d'économies supplémentaires pour 2024 - Publicsenat.fr 11 juillet 2024

Dans un courrier signé ce mercredi, il va notifier à « *l'ensemble des ministères* » un plafond de dépenses à respecter pour 2024, ainsi qu'un gel des crédits au-delà de cette limite, pour un montant global de 5 milliards d'euros.

Renaissance : Un parti de figurants.

A l'Assemblée, le départ de Sacha Houlié de Renaissance illustre la dissolution du groupe macroniste - Le HuffPost 11 juillet 2024

L'ancien président de la Commission des Lois de l'Assemblée nationale Sacha Houlié annonce ce mercredi 10 juillet qu'il ne va pas siéger aux côtés des députés du parti présidentiel dans la législature qui s'ouvre. L'élu de la Vienne, figure d'une certaine aile sociale dans son camp, veut créer un groupe indépendant.

Derrière lui, plusieurs élus commencent également à s'organiser ou à donner de la voix pour essayer de peser face aux poids lourds issus de la droite dans la recomposition politique à l'œuvre. En creux, apparaît le risque d'un morcellement douloureux pour la formation présidentielle, déjà affaiblie comme jamais après ces législatives. Comme si la dissolution de l'Assemblée en avait précédé une autre.

Force est de constater que le dépassement des clivages, ciment politique du pouvoir depuis l'arrivée d'Emmanuel Macron à l'Élysée, a bien dû mal à surmonter les derniers soubresauts. Sur le papier, Renaissance s'engage à œuvrer à une large coalition. « *Des sociaux-démocrates à la droite de gouvernement* », est-il expliqué dans un communiqué publié ce mercredi 10 juillet, et signé par les députés du parti. Le chef de l'État appelle lui-même à « *bâtir une majorité solide* » et forcément plurielle, dans une lettre aux Français publiée dans la presse locale.

Selon un dernier comptage relayé par le parti, quelques dizaines de députés Renaissance sur les 100 élus dimanche 7 juillet ne se sont pas encore rattachés au groupe à l'Assemblée nationale. Il reste donc une semaine aux cadres du mouvement, avant le dépôt des effectifs, pour colmater la fuite.

Macron, "Au sein de la majorité, plus personne ne peut le blairer", s'ils le disent eux-mêmes.

"Il faut que ça s'arrête": ces ministres pressés d'en finir avec le gouvernement actuel - BFMTV 11 juillet 2024

L'exaspération grimpe dans le camp présidentiel. Trois jours après le verdict des urnes, les ministres ne savent pas quand la démission du gouvernement Attal sera acceptée. Si certains appellent à la retenue et à faire leur devoir jusqu'au bout, d'autres s'impatientent.

Une députée raille auprès de BFMTV: "*Je ne crois pas que le président nomme un gouvernement avant les JO parce qu'il lui faut déjà six mois pour choisir la couleur de sa cravate*".

"*On est nombreux à faire pression pour que le président nous libère, on est plus légitimes, on n'a plus de majorité. Il faut que ça s'arrête!*", résume un autre.

L'un de ses collègues abonde: "*En additionnant des choux et des carottes - NFP, RN, LR - le seul message c'est: on veut l'alternance*".

"*Il y aura un vrai sujet d'acceptabilité des Français face à cette situation si elle s'étendait*", estime un chef de cabinet ministériel. "*Un gouvernement repose certes sur du droit mais aussi sur de la légitimité politique. Au bout d'un moment, faut pas que ça s'éternise trop...*"

D'ailleurs une question très pragmatique va rapidement se poser avec la nouvelle Assemblée. "*Je ne vois pas quel intérêt a le président à refuser un gouvernement démissionnaire qui s'exposerait par conséquent à une motion de censure*", analyse un autre ministre pour qui ce n'est "*plus qu'une question de jours*".

Mais combien précisément? Dans l'attente de la "*majorité solide*" qu'il réclame, Emmanuel Macron précise dans sa lettre que "*le gouvernement actuel continuera d'exercer ses responsabilités puis sera en charge des affaires courantes comme le veut la tradition républicaine*".

"*Je ne serai pas sur la tribune ministérielle le 14 juillet*", a déjà tranché un membre du gouvernement. "*C'est ridicule, quel message on enverrait aux Français? Que tout continue comme avant? Si on donne l'impression de tordre l'élection, en se maintenant ou via une alliance, cela donnera le sentiment qu'on s'accroche à un pouvoir et ce sera politiquement dévastateur*", fustige-t-il.

Au moment d'annoncer sa démission au soir des européennes, Gabriel Attal a assuré qu'il poursuivrait sa fonction "*aussi longtemps que le devoir l'exigera*". Une ligne partagée par d'autres membres de l'exécutif. "*On est toujours ministre donc on assume aussi nos fonctions*", dit l'un d'entre eux. Même son de cloche chez une autre: "*Se poser la question de notre présence ou non, c'est pas bien, on doit être à notre poste jusqu'au bout*".

Certains n'hésitant pas à tancer l'impatience des autres. "*Il faut arrêter avec les états d'âme, ça ne doit pas être l'affaire de sa petite personne*", s'agace un conseiller de premier plan.

"*Dans une entreprise, on ne se barre pas comme ça, sans préavis. Quand on est nommé ministre ça devrait être un honneur. La moindre des choses, c'est d'aller jusqu'au bout du job. Surtout quand on est payé à ne plus rien faire ou presque*", recadre-t-il.

Lui-même, comme beaucoup de ses collègues, est désormais activement à la recherche d'un nouvel emploi.

Une source au sein de l'exécutif résume finalement la situation chaotique actuelle: "*C'est le bordel!*" Avant d'ajouter, illustrant l'agacement de certains: "*Et Macron adore ça. On est tous à sa merci, il ne va pas se priver pour nous rappeler que c'est le maître des horloges, et qu'il nous démet quand il veut. C'est d'ailleurs pour ça qu'au sein de la majorité, plus personne ne peut le blairer.*"

Gaza, le génocide continue.

J-C – Pendant ce temps-là en France, le NFP ne voit aucune objection à ce que le Président complice de ce génocide préside son gouvernement.

Près de 200 000 morts «indirectes» à Gaza ? - RT 10 juil. 2024

Le ministère palestinien de la Santé chiffre à près de 38 000 le nombre de morts, principalement civils, mais une note publiée dans la revue médicale britannique *The Lancet* estime que les décès «indirects» au conflit à Gaza pourraient s'élever à 186 000.

186 000 morts à Gaza avec les morts indirects, selon *The Lancet*

«*Les conflits armés ont des implications sanitaires indirectes*», souligne l'article, précisant qu'«*il continuera d'y avoir de nombreuses morts indirectes dans les mois et années à venir, en raison de maladies reproductives, transmissibles ou non*». Le rapport ajoute que ce bilan «indirect» risque d'être élevé en raison de «*l'intensité du conflit, qui a détruit les infrastructures médicales, des pénuries sévères de nourriture, d'eau et du manque d'abris, de l'incapacité de la population à fuir vers des endroits sûrs et de la suspension du financement de l'UNRWA, une des seules organisations humanitaires encore présentes*» à Gaza.

La revue scientifique explique que, dans le cas des récentes guerres, ce taux de «*morts indirectes*» est obtenu en multipliant par trois à 15 les bilans officiels, et a retenu en l'espèce quatre morts indirectes pour une mort directe : «*Il n'est pas invraisemblable d'estimer à 186 000, voire plus, le nombre de morts imputables au conflit actuel.*» Cela représente, selon The Lancet, 7,9% de la population de l'enclave gazaouie, si l'on prend en considération les chiffres avant le conflit, soit près de 2,4 millions d'habitants.

À ce propos, à Genève, dix experts indépendants de l'ONU ont accusé ce 10 juillet Israël de mener une «*campagne de famine*» à Gaza, qui selon eux entraîne la mort d'enfants. «*La campagne de famine intentionnelle et ciblée d'Israël contre le peuple palestinien est une forme de violence génocidaire et a entraîné une famine dans toute la bande de Gaza*», ont-ils déploré.

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 14 juillet 2024

L'autre peuple victime du nouvel ordre mondial totalitaire.

Conflit en RDC : la malnutrition aiguë menace «plus d'un million d'enfants», alerte l'OMS - RT 13 juillet 2024

«Si aucune mesure immédiate n'est prise pour répondre aux besoins fondamentaux en RDC, plus d'un million d'enfants souffriront de malnutrition aiguë», a déclaré le 12 juillet Adelheid Marschang, responsable principale des urgences à l'OMS, lors d'une conférence de presse à Genève.

L'agence onusienne a mis en garde contre l'impact sur la population civile du conflit qui perdure depuis plus de deux ans entre les forces congolaises et le mouvement M23 soutenu par le Rwanda dans les régions orientales du pays. Conflit qui a provoqué la fuite d'un nombre croissant de personnes, avec 2,7 millions de déplacés dans le seul Nord-Kivu.

L'OMS a mis en avant les importantes inondations et les graves glissements de terrain, ainsi que des conflits qui couvent depuis longtemps dans d'autres régions de la RDC, ayant intensifié les besoins de la population au sein de laquelle *«25 millions de personnes dépendent d'aide humanitaire»*, a martelé l'agence de l'ONU dans un communiqué.

«L'insécurité alimentaire généralisée, croissante et récurrente dans les zones, qui ont été le théâtre de conflits des années et des décennies durant, où nous assistons récemment à une escalade, est à l'origine de la malnutrition aiguë», a précisé Adelheid Marschang.

Cette dernière a également averti que *«la population est confrontée à des épidémies de choléra, de rougeole, de méningite, de variole et de peste, toutes exacerbées par les graves inondations et glissements de terrains qui touchent certaines parties du pays»*.

Depuis le début de l'année, l'OMS a enregistré plus de 20 000 cas de choléra dans le pays et 65 000 cas de rougeole, dont 1 523 décès signalés, et 3 073 cas de méningite, dont 251 décès dans ce pays africain des Grands lacs. Selon Adelheid Marschang, les chiffres réels pourraient être plus élevés en raison de l'insuffisance de la surveillance de la maladie et du manque de communication des données.

L'OMS a également fait part de ses inquiétudes concernant la circulation d'un variant de la variole du singe (Mpox) en RDC, précisant que plus de 11 000 cas, dont 445 décès, sont répertoriés, avec un taux de létalité élevé de plus de 4%. *«Les enfants sont particulièrement touchés par cette épidémie, avec des taux de mortalité encore plus élevés»*, met en garde l'OMS dans son communiqué. RT 13 juillet 2024

J-C – Dans la pièce où se trouve l'ordinateur, figure un petit cadre marocain que j'avais acquis en 1976, dedans se trouve la photo d'une Ethiopienne que j'y avais placée plus tard, portant dans ses

bras son petit enfant squelettique, tous deux grimaçant horriblement, la bouche ouverte hurlant la souffrance causée par la faim avant que la mort les emporte.

Cette vision effrayante m'obsède. Elle était gravée dans mon cerveau avant que je vienne vivre en Inde, et elle ne m'a jamais quitté. Comment une telle injustice, une telle cruauté est-elle possible de nos jours ?

Au fait, pour quoi êtes-vous allés voter au juste, sinon pour perpétrer cette barbarie, j'en ai bien peur malheureusement.

Tentative d'assassinat de Donald Trump aux Etats-Unis. Il y en a qui s'impatientent...

Donald Trump, touché par un coup de feu pendant un meeting, est sain et sauf - Courrier International 14 juillet 2024

Donald Trump s'adresse à ses militants, parlant d'immigration lors d'un meeting à Butler en Pennsylvanie. Résonne alors comme une sorte de pétard. L'ancien président s'arrête, se touche l'oreille et se couche au sol. Les membres des services secrets se jettent sur la scène pour le protéger.

“Tout le monde s'est immédiatement jeté au sol - moi compris”, raconte un journaliste du New York Times, présent sur place. *“Les gens criaient, disaient à terre, des coups de feu ont été tirés. Je suis resté sous l'estrade de la presse jusqu'à ce que j'entende des applaudissements”* Ces applaudissements ont suivi le poing levé de Donald Trump, *“en signe de défi”*, alors que des agents le conduisaient à un véhicule, poursuit le reporter. Le haut de l'oreille droite en sang, le candidat républicain à l'élection présidentielle est sain et sauf. Il a été rapidement conduit dans un hôpital de la région. Mais un spectateur du meeting a été tué.

Le suspect, lui, a été abattu par les agents du Secret Service, rapporte CNN. L'affaire est traitée comme une *“possible tentative d'assassinat”*. Si les détails sur le tireur et le contexte de l'attentat manquent, le procureur du comté de Butler, où se tenait le meeting, a confié à la chaîne que *“très franchement”*, il ne savait pas comment l'auteur des coups de feu avait pu arriver là où il était placé, une position surélevée à l'écart du rassemblement. Il n'est pas passé par les portiques de sécurité d'après le procureur.

NBC News évoque notamment le sénateur JD Vance de l'Ohio, potentiel vice-président sur le ticket républicain. Selon lui, *“le principe de base de la campagne Biden est que le président Donald Trump est un fasciste autoritaire qui doit être stoppé à tout prix. Cette rhétorique a mené directement à la tentative d'assassinat”*. Courrier International 14 juillet 2024

Vaut mieux en rire qu'en pleurer. Je vous ordonne de rire. Où va se nicher leur dictature.

J-C - Pourquoi nous pourrissent-ils la vie ? Pour que nous soyons en mauvaise santé et engraissons les trusts pharmaceutiques. Chacun devrait savoir, que l'état de santé mental ou psychologique d'une personne a une influence sur le fonctionnement de son cerveau, qui commande celui de tous nos organes ou l'ensemble des cellules de notre corps.

Une grande partie des désordres biologiques causés par le stress ou l'angoisse, le mal de vivre, ont une origine psychologique, on parle alors de maladies psychosomatiques, si bien que certaines personnes atteintes de graves maladies ou diagnostiquées incurables parviennent à recouvrer la santé en se passant de substances médicamenteuses, simplement en améliorant leur mode de vie et en ayant une alimentation saine ou équilibrée, encore faut-il en avoir les moyens, ce qui ne sera pas le cas des plus pauvres abandonnés à eux-mêmes ou dont le sort est désespéré.

Japon : les habitants d'une préfecture invités à rire au moins une fois par jour - RT 13 juillet 2024

Pour préserver la santé de ses habitants, la préfecture de Yamagata, dans le nord-est du Japon, les invite à rire «*une fois par jour*». Cette mesure se base sur une étude tendant à prouver que les «*rieurs*» sont moins impactés par les AVC et les maladies cardio-vasculaires. Une loi qui n'a pas plu à tous les responsables politiques de la région.

C'est une mesure qui peut prêter à sourire. Le 5 juillet, le conseil préfectoral de Yamagata, dans le nord-est du Japon, a validé une «*Ordonnance pour la promotion de la santé par le rire de Yamagata*», qui vise à «*assurer une vie lumineuse et saine*» aux habitants de la région, a rapporté l'édition nipponne du Huffington Post.

Plus prosaïquement, les autorités de Yamagata ont décidé que tous les 8 du mois seraient un «*jour de promotion de la santé à travers le rire*». Le texte enjoint également les habitants de Yamagata à «*se maintenir en bonne forme grâce au rire, par exemple en riant une fois par jour*». Cette ordonnance n'est toutefois pas coercitive et «*ne prévoit pas de sanction*», précise le site. Les élus de la préfecture ont également assuré que l'ordonnance «*tient compte de la volonté et de la situation de chacun*».

Cette mesure, pour le moins atypique, a été proposée par l'antenne locale du Parti libéral-démocrate, se basant sur une étude réalisée en 2019 par le département de médecine de l'université de Yamagata. En étudiant les données de plus 17 000 individus, il a été conclu que le taux de mortalité des personnes qui ne rient pas ou peu était deux fois plus élevé comparé à celui des personnes qui rient souvent. Ainsi, chez les «*rieurs*», les risques d'AVC et de maladies cardiovasculaires étaient également moins élevés.

En juin 2023, Franceinfo rapportait que des écoles avaient été créées dans l'archipel pour réapprendre à ... sourire. En effet, déstabilisés par la fin du port du masque obligatoire, les Japonais avaient perdu l'habitude de montrer leur menton ou leur bouche. RT 13 juillet 2024

J-C - Ceux qui ont fait la promotion des masques ou muselières, sont des monstres de cruauté ou des abrutis finis.

Mes commentaires publiés par le blog Le Grand Soir que je remercie au passage.

1 - Merci à @milsabor.

Quel matraquage, comment dire, insensé, non, plutôt propagande antidémocratique, osons, antisocialiste !

- La démocratie est bloquée.
- Est-ce qu'une démocratie bloquée peut être encore une démocratie ?
- La démocratie en France
- la question des problèmes de la démocratie française
- On trouve une situation comparable à la crise de la démocratie française
- Une crise en fait endémique de la démocratie.
- les mêmes symptômes de crise de la démocratie
- Dans les conditions d'une crise de la démocratie
- Crise de la démocratie et immigration
- Cette crise de la démocratie française
- La démocratie électorale régulaît les conflits politiques.
- Le principal danger pour la démocratie
- La relation entre la crise de la démocratie française et les enjeux géopolitiques actuels.
- Celui de l'exemplarité de la démocratie occidentale
- Vers une nouvelle démocratie bien plus réelle

N'en jetez plus ! Vous vouliez convaincre qui ?

Impressionnant, délirant, non ? Si après cela, vous n'êtes pas encore convaincu que nous avons toujours vécu en démocratie sous le régime de la Ve République bonapartiste, qui comme chacun sait incarne depuis 1958 et le général-président le gouvernement du peuple pour le peuple, entendez pour le bien des exploités et des opprimés, c'est que vous êtes d'indécrottables réactionnaires !

La véritable démocratie ne consisterait-elle pas à rompre avec le capitalisme et toutes ses institutions ?

2 - La véritable démocratie ne consisterait-elle pas à rompre avec le capitalisme et toutes ses institutions ?

Il semblerait que tout le monde évite soigneusement d'aborder ou de répondre à cette question... pour parler d'autres choses. Pourquoi ? Révélateur, de quoi ? Préoccupant, non ?

@François Jacques

Tout sonne faux dans cet article. Pour son auteur, qui s'exprime au nom de la Gauche Eco-socialiste, il faudrait une "*révolution sociale*", qui, dit-il, "*se définit comme « une gauche de rupture radicale pour nous défaire du capitalisme »*", sans jamais expliquer comment y parvenir, peu importe, car comment cette révolution sociale pourrait-elle voir le jour, si elle n'était pas précédée d'une révolution politique, peu importe puisqu'elle n'aura jamais lieu ou ce n'est pas l'objectif de ce courant politique.

Que camoufle ce discours qui se veut radical à la tonalité faussement marxiste ? Le refus d'affronter le capital et une énième tentative de discréditer le marxisme et le socialisme. En voici la preuve.

L'auteur de cet article justifie le "*soutien financier et militaire à l'Ukraine face à l'agression russe*". En quoi soutenir l'OTAN serait-il marxiste ?

Il reprend également à son compte les accusations portées par les sionistes génocidaires et le Nouveau Front Populaire, cette précision vient de lui, qui affirment que "*les attaques du 7 octobre étaient des attaques terroristes*", alors qu'il s'agissait d'un soulèvement révolutionnaire que les marxistes devaient soutenir, même s'il était voué à l'avance à la défaite, tout comme Marx se plaça au côté des Communards en 1871, au lieu de condamner leur soulèvement dont l'issue était connue d'avance.

Et que nous dit-il de la "*révolution sociale*" qu'il appelle de ses vœux ? Quel contenu social lui donne-t-il ?

Écologique, féministe, antiraciste, LGBTQIste, tout un programme (soutenu ou partagé par Davos) ! Sans jamais remettre en cause les rapports sociaux d'exploitation qui caractérisent le capitalisme. Et pour cause, il devait lui préférer "*l'autogestion*" ou l'auto-exploitation, les conditions sociales des travailleurs demeureraient soumises aux lois de fonctionnement du capitalisme, aux lois du marché, une forme de corporatisme à peine déguisée ou assumée sournoisement, car "*toutes celles et tous ceux qui participent à la vie sociale dans tous ses aspects*" participeraient à "*l'auto-organisation de la société*", vous aurez reconnu les acteurs de la "*société civile*" chère à la réaction, tandis que "*l'auto-gouvernement populaire*" en serait le versant politique. (Source : <https://gauche-ecosocialiste.org/qui-sommes-nous/>)

Bref, tous les enseignements de la lutte de classe du passé, du *Manifeste du Parti communiste* à ceux de la révolution russe de 1917, sont bons pour la poubelle ! En fait, on a l'impression de revenir près de deux siècles en arrière, à l'époque des socialistes utopiques qui "*continuent à rêver la réalisation expérimentale de leurs utopies sociales - établissement de phalanstères isolés, création de home-colonies, fondation d'une petite Icarie, édition in-douze de la Nouvelle Jérusalem, - et, pour la construction de tous ces châteaux en Espagne, ils se voient forcés de faire appel au cœur et à la caisse des philanthropes bourgeois.*" (Marx et Engels - Manifeste du Parti communiste)

3 - @ Vincent

- Le Souverainisme de Gauche.

Le social-patriotisme du XXI siècle ! Je sens qu'on progresse... à reculons !

@ milsabor

(Le communisme) "*ce concept a dégénéré en dictature du parti communiste*". Pas du tout, l'explication est ailleurs, car il ne s'agit pas d'un concept ou d'une idéologie à proprement parler, c'est en quelque sorte le constat ou la traduction politique (consciente) du fait que, les rapports sociaux basés sur l'exploitation de l'homme par l'homme sont à notre époque plus que jamais incompatibles avec la satisfaction des besoins de 8 milliards d'hommes et de femmes, besoins sociaux que le capitalisme est incapable de satisfaire, alors que le niveau atteint par le développement des forces productives permettrait de les satisfaire...

Le capitalisme est devenu une entrave au progrès social et une menace pour la survie de la civilisation humaine. Il est devenu inutile et nuisible pour l'humanité. Par conséquent, il doit disparaître et céder la place à un mode de production supérieur basé sur la propriété collective des moyens de production, et la répartition des richesses produites, de manière à pouvoir satisfaire les besoins de la totalité de la population, dans un premier temps en supprimant les inégalités sociales les plus flagrantes en procédant à expropriation des capitalistes, l'objet du socialisme, puis une fois bien engagé sur la voie menant à la fin du règne de la nécessité, qui coïncidera avec la fin du système économique basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme, le temps viendra où l'extinction des classes et de l'État cessera d'être une utopie, où le règne de la liberté chère aux communistes et aux anarchistes se réalisera.

Le communisme s'inscrit dans le cadre d'un processus dialectique et historique entamé il y a des dizaines de milliers d'années, au cours duquel l'espèce d'hominidés à laquelle appartiennent les homos sapiens a connu d'importantes transformations morphologiques et biologiques au fil des millénaires, qui coïncidèrent avec son élévation de sa condition animale primordiale à celle de l'homme moderne tel qu'il existe aujourd'hui, essentiellement en transformant ou domestiquant son environnement, afin de pouvoir satisfaire ses besoins immédiats et assurer la survie et le développement de son espèce.

Partant de la condition animale, mû principalement par leur instinct de survie lié à leurs fonctions et besoins biologiques, se servant au départ de leurs sens comme seuls instruments, guidés principalement par un sens aigu de l'observation, ayant constaté que dans la nature les mêmes causes produisaient les mêmes effets, ils se mirent à les imiter, à les reproduire, et sous l'effet de la répétition, ils finirent par en conserver la trace, par les associer, les comparer, de telle sorte qu'ils purent se livrer à des gestes de plus en plus complexe donnant lieu à des résultats inattendus qu'ils mémorisèrent pour les reproduire à leur tour, se les transmettant de génération en génération, si bien qu'ils arrivèrent à façonner des outils rudimentaires, qu'ils utiliseraient pour améliorer leur technique de chasse et de pêche, pour conserver leurs aliments, construire leurs habitations, améliorant progressivement leurs conditions d'existence.

L'ensemble de ce processus allait donner naissance à une multitude de nouveaux besoins au fil du temps, sans qu'ils sachent par quels moyens les satisfaire, il leur faudrait donc redoubler d'imagination et de créativité, pour les découvrir ou les mettre au point, ce qui les amènera à se doter des éléments rudimentaires des mathématiques et de la logique, qu'ils allaient utiliser pour organiser leur société et leur production. Entre temps, ils étaient devenus des producteurs, tout du moins les plus évolués d'entre eux, car leur développement fut inégal, selon qu'ils étaient demeurés isolés ou qu'ils avaient commencé à s'organiser en tribus, plus ils étaient parvenus à partager le produit de leurs expériences et à se répartir les tâches, plus ils avaient réalisé de progrès économiques et sociaux. Arrêtons-nous là, car nous connaissons la suite. A l'étape suivante, ils produiront plus que de besoin, le procès d'accumulation sera né, précipitant les conditions qui

verront apparaître des distinctions sociales entre eux, qui favoriseront l'apparition des classes sociales, puis plus tard de l'État et ainsi de suite jusqu'à nos jours...

Toute cette histoire n'a de sens, que si on la replace dans sa dynamique et on la traite dialectiquement, c'est-à-dire, comme elle s'est réellement passée, et non comme on aurait souhaité qu'elle se soit produite, ce qui n'est pas du tout la même chose. Et que constatons-nous, sinon que le progrès social est à l'origine du développement de la civilisation humaine au fur et à mesure que les hommes en prenaient conscience, et que sans lui, les hommes en seraient restés au stade de la barbarie, auquel les tenants du capitalisme veulent nous ramener de nos jours.

Lu. Rappels.

Le Monde diplomatique - Les premiers succès du Front national (FN) enregistrés lors de scrutins locaux en 1983 coïncident avec la soumission aux contraintes européennes des socialistes au pouvoir lorsqu'ils renoncent à la politique de « *rupture avec le capitalisme* » prévue dans leur programme. Si rien ne relie alors les deux événements, l'obéissance des partis de droite comme de gauche aux règles d'une mondialisation qu'ils présenteront parfois comme « *heureuse* » fournira le terreau fertile d'un parti qui totalisait cent mille voix aux élections législatives de 1981.

À mesure que les classes dirigeantes abandonnent à des instances supranationales des pans croissants de leur souveraineté économique, monétaire, juridique, le débat public, jusque-là dominé par l'opposition entre libéralisme et socialisme, se trouve reformulé en clivages nationaux, culturels, sécuritaires, identitaires, voire civilisationnels.

LO - Le dernier acte politique de la Chambre de Front populaire fut de voter les pleins pouvoirs au maréchal Pétain. Autrement dit, le Front populaire n'a ni protégé les travailleurs, ni fait barrage au fascisme et à la guerre. Cette histoire doit nous servir de leçon.

Pourquoi nous ne réclamons pas de la charte d'Amiens anarcho-syndicaliste.

Histoire de la CGT : des origines à 1914 - L'École Émancipée - Tendances de la FSU - 19 novembre 2016

Si les luttes entre courants socialistes s'exportent dans le mouvement syndical, il en est de même de la rivalité entre marxistes et anarchistes. Très implantée en région parisienne, la sensibilité libertaire refuse la conception d'un syndicat aligné sur le parti politique telle que l'incarnent les guesdistes. Trois grandes tendances cohabitent alors dans le syndicalisme français : les réformistes qui luttent pour des améliorations de la condition ouvrière dans le cadre du régime républicain bourgeois dont ils acceptent le cadre, les marxistes qui se divisent eux-mêmes entre diverses branches et dont l'objectif est la destruction de l'ordre capitaliste et les anarchistes très méfiants à l'égard de toute institutionnalisation et de toute récupération politique, fut-elle socialiste.

En parallèle à ce mouvement se développent dans tout le pays les Bourses du travail qui constituent une originalité du mouvement ouvrier français. Elles se multiplient dans toutes les grandes villes

ouvrières (Paris 1887, Saint-Etienne 1889, Toulouse 1890...). Souvent créés par des syndicats, ce sont des lieux d'entraide à la croisée du mouvement mutualiste et revendicatif. Elles aident les travailleurs dans leur démarche, organisent des collectes pour venir en aide aux grévistes, diffusent la littérature socialiste et organisent des cours du soir pour les ouvriers. Les Bourses s'organisent en 1892 en une fédération nationale bientôt dirigée par le militant libertaire Fernand Pelloutier. Les anarchistes agissent exclusivement dans ce cadre où ils promeuvent avant tout l'autonomie ouvrière contre la conception guesdiste du syndicat.

Néanmoins, des militants unitaires de deux fédérations (FNS et FNB) commencent à faire bouger les lignes. Le congrès de Nantes de la FNS se prononce pour la fusion de deux organisations en septembre 1894. L'idée fait son chemin et, du 23 au 29 septembre 1895, se tient à Limoges un congrès qui aboutit à la création de la Confédération générale du travail (CGT), qui rassemble une trentaine de fédérations départementales, vingt Bourses du travail et plusieurs syndicats locaux autonomes.

Lutte sociale, affirmation et indépendance de classe

Ce congrès constitutif marque une défaite des guesdistes et la prééminence du syndicalisme révolutionnaire. L'objectif de la nouvelle centrale est clair : « *La CGT a exclusivement pour objet d'unir sur le terrain économique et dans des liens d'étroite solidarité, les travailleurs en lutte pour leur émancipation intégrale* ». Lors du même congrès, les délégués font de l'indépendance syndicale un principe fondateur : « *Les éléments constitutants de la CGT devront se tenir en dehors de toutes les écoles politiques* ». La confédération naissante est néanmoins fragile et doit faire face, pour quelques années encore, à la concurrence de la Fédération des Bourses du travail qui ne s'est pas dissoute.

La montée en puissance de la CGT se fait avec l'arrivée à sa tête d'une nouvelle génération moins marquée par les débats du passé et tournée vers les nouvelles réalités du monde du travail du XXe siècle. Incarnés par Émile Pouget ou Victor Griffuelhes, ces nouveaux cadres font évoluer les structures de la CGT vers une union de fédérations d'industrie supplantant la vieille organisation en syndicats de métiers. Ce nouvel élan syndical se fait sur des bases anarcho-syndicalistes que matérialise la fameuse charte d'Amiens. Adoptée en octobre 1906, elle réaffirme l'indépendance de la CGT qui se construit sur la base de la reconnaissance de la lutte des classes, mais n'oppose jamais le combat pour les revendications immédiates à l'objectif final qui reste l'abolition du salariat par l'expropriation du capital.

J-C – J'ai corrigé de nombreuses fautes d'orthographe.

A un moment donné je m'y étais rallié, bien que l'indépendance qu'elle revendiquait me semblait suspecte ou injustifiée, car faisant la part belle à l'opportunisme. En effet, car tous ceux qui s'en sont réclamés par la suite, s'en sont servis pour justifier leur refus d'affronter les capitalistes et donc d'avancer vers le socialisme.

Le vers qui devait pourrir le syndicalisme, fut donc introduit dans la CGT dès sa fondation, tout s'explique. Pas étonnant que les sociaux-démocrates et les staliniens, mais aussi les différents courants trotskystes y tiennent autant que les anarchistes. Trotsky la condamna également.

A bas la Constitution bonapartiste et antidémocratique de la Ve République !

Qu'est-ce que signifie la menace annoncée d'une motion de censure destinée à renverser un gouvernement du NFP, alors que la constitution d'un tel gouvernement est plus qu'improbable, car qu'il voudrait adopter une des mesures sociales qui figurait dans son programme, sinon que la Constitution de la Ve République est antidémocratique et antisociale et qu'elle doit être abolie.

Mieux, cela démontre que la formation d'un gouvernement ouvrier est incompatible avec l'existence des institutions de la Ve République, il faut donc se préparer à les renverser. Elles doivent disparaître et céder la place à des institutions forgées par les travailleurs eux-mêmes au cours de leur soulèvement révolutionnaire, institutions ouvrières dans lesquelles les représentants du capital n'auraient pas leur place, aucune tribune ne leur serait accordée pour diffuser leur propagande contrerévolutionnaire, ce qui écarte le recours à une Assemblée constituante.

Confirmation.

François Bayrou estime qu'"il ne faut pas s'attendre à un nouveau gouvernement avant septembre ou octobre" - BFMTV 14 juillet 2024

Selon François Bayrou, c'est donc à Emmanuel Macron lui-même qu'il incombe *"le choix d'un gouvernement qui puisse garantir unité et cohérence"*. *"Ce n'est pas dans les combinaisons de partis qu'on trouvera le gouvernement"*.

Qu'est-ce qui distingue Mélenchon de ses détracteurs ex-LFI ? Tout est une question d'opportunité et d'intérêts personnels bien compris.

Mélenchon est beaucoup plus âgé qu'eux, il dispose d'un statut social et d'un revenu très confortable garanti jusqu'à la fin de sa vie, contrairement à eux qui se retrouveraient littéralement à la case départ ou de pôle emploi en cas de perte de leur mandat parlementaire, bien que ce genre d'arrivistes professionnels arrivent toujours à se recaser, à l'instar des ex-dirigeants syndicaux par exemple, ne serait-ce que pour service rendu au patronat ou à la réaction, et puis qui sait, ils pourraient encore servir dans l'avenir. Notez bien, qu'ils ne seraient nullement affectés par l'ingratitude dont ils pourraient faire l'objet ou si peu, tant leur prostitution assumée est méprisante.

Pour Mélenchon et sa clique, demeurer dans l'opposition parlementaire est plus confortable ou présente plus d'avantages et moins de risques, que gouverner et prendre des coups de tous les côtés à la fois, tandis que pour les membres de la bande rivale d'Après, figurer dans un gouvernement leur assurerait notoriété et une retraite enviable de ministre, et ne comporterait pas autant de risques, puisqu'ils sont prêts à renier leurs promesses électorales à la moindre objection provenant du Medef ou de la Bourse, à force d'arpenter les allées du pouvoir, ces philistins y ont pris goût, cela leur est monté à la tête

Quelle est la signification politique de la querelle entre Mélenchon et ses proches avec les dissidents de LFI, après avoir entrepris de scissionner de ce mouvement, de le briser ou de le vider de ses militants et sympathisants au profit d'une association nommée *"Après"* moi le déluge, qui témoigne de leur soumission au PS ? Avant d'y venir, il faudrait revenir sur la personnalité de Mélenchon.

Ils reprochent à ce miterrandien assumé d'être trop radical, alors qu'il ne l'a jamais été qu'en parole, mais jamais réellement en acte comme chacun sait. Quand il a quitté le PS pour fonder le PdG, ce fut davantage parce qu'il était guidé par une soif dévorante de pouvoir et de reconnaissance, sans vouloir abonder dans le sens de ses ennemis d'Après, et j'explique tout de suite pourquoi.

Chez Mélenchon, ce sont toujours ses intérêts individuels qui eurent la priorité sur les intérêts collectifs qu'il prétendait représenter, son engagement politique a toujours dégagé un fort parfum nauséabond d'opportunisme, de démagogie à souhait, disons depuis sa rupture avec l'OCI au milieu des années 70, son ralliement au PS, en passant par sa participation au gouvernement Jospin sous Chirac, le reniement de la plupart des positions qu'il avait pu adopter, sur l'UE, l'OTAN et j'en passe, la liste serait trop longue à établir des mesures réactionnaires que lui ou ses proches ont votées ou sur lesquels ils se sont abstenus honteusement à l'Assemblée nationale sous les différents gouvernements depuis 40 ans, ou au Parlement européen.

Mélenchon, comme ses petits camarades d'Après, du PS, des Ecologistes, du PCF et leurs satellites d'extrême gauche, est un légaliste, un conformiste, un réformiste conservateur ou bourgeois, réactionnaire, il n'a jamais eu l'intention de révolutionner quoi que ce soit, sauf parfois en parole histoire de berner les naïfs et se donner bonne conscience à bon compte.

Après nous le déluge !

Législatives en France : des dissidents de La France insoumise lancent leur mouvement - RT 13 juillet 2024

Cinq figures de La France insoumise, en rupture avec la direction de leur parti, ont annoncé le 12 juillet la création d'une nouvelle force politique à gauche : «L'Après». Ce mouvement ambitionne notamment de «cimenter» le Nouveau Front populaire.

«L'Après» pour : Association pour une République écologique et sociale. Tel est le nom que prend une nouvelle composante politique de la gauche accueillant des figures de La France insoumise (LFI) en froid avec la direction du parti.

Lors d'une conférence de presse le 12 juillet, les députés Alexis Corbière, Clémentine Autain, Danielle Simonnet, Hendrik Davi ainsi que l'ancienne députée Raquel Garrido ont présenté ce nouveau mouvement. À l'exception de Clémentine Autain, qui a annoncé ne plus vouloir siéger avec LFI au Palais Bourbon, tous s'étaient vus refuser d'être réinvestis par leur parti lors des législatives anticipées.

L'Après n'est pas un parti à proprement parler, mais un «sas», un «*espace d'incubation pour les "désorientés" pour retrouver une maison commune*», a notamment précisé Clémentine Autain. (Un «*espace d'incubation* », on croirait entendre la présidente d'une start-up ! – J-C)

Danielle Simonnet a assuré que L'Après avait pour but d'être «*au service du Nouveau Front populaire*».

«*Parmi le tas de très bonnes raisons d'adhérer à L'Après : ce sera un lieu ouvert et bienveillant, loin des pratiques toxiques et des abus de pouvoir. Vous n'y croiserez pas Adrien Quatennens*» a notamment lancée Raquel Garrido, taclant l'ex-député LFI du Nord qui avait renoncé à sa

candidature aux législatives anticipées en raison de sa condamnation pour violences conjugales. Ce fidèle de Jean-Luc Mélenchon avait notamment pointé du doigt l'enregistrement des statuts de L'Après dès le 21 mai, soit bien avant les législatives et la fameuse «purge».

Selon Les Échos, les membres de L'Après auraient sollicité les groupes écologiste et communiste à l'Assemblée afin de leur proposer de «former un grand groupe commun». Une proposition restée sans réponse, a souligné le quotidien français. «*S'il le faut, on choisira entre les deux*», avait précisé à ce sujet Alexis Corbière. RT 13 juillet 2024

- L'annonce de ce nouveau mouvement des «*purgés*» a donné lieu à un règlement de compte en public sur les réseaux, entre Adrien Quatennens qui accuse les dissidents d'avoir créé leur force avant les Européennes et Raquel Garrido qui rétorque en égratignant son ancien allié.

«*Parmi le tas de très bonnes raisons d'adhérer à l'Après : ce sera un lieu ouvert et bienveillant, loin des pratiques toxiques et des abus de pouvoirs. Vous n'y croiserez pas Adrien Quatennens.*»
Raquel Garrido sur Twitter 20minutes.fr 12 juillet 2024

Ils auraient trouvé le mouton à cinq pattes ou le clone de Bornes : Huguette Bello.

Résultats Législatives 2024 : Qui est Huguette Bello, la candidate que le PCF veut installer à Matignon ? - 20minutes.fr 12 juillet 2024

Présidente de la Réunion, l'intéressée reste relativement peu connue du grand public. Communiste, proche des Insoumis, elle pourrait être une «*solution*» pour trouver un compromis et éviter toute motion de censure, a confirmé Fabien Roussel, ce vendredi sur BFM TV. Il s'agit d'«*un très bon nom*», abonde le député LFI Antoine Léaument.

A 73 ans, Huguette Bello a siégé sur les bancs de l'Assemblée nationale entre 2007 et 2020 dans les rangs de la Gauche démocrate et républicaine. Elle était en 81e et dernière position sur la liste de Manon Aubry aux élections européennes.

Qualifiée de «*combattante de la dignité humaine et des droits des femmes*» par Aurore Bergé en avril, l'élue réunionnaise est également louée par Gabriel Attal, rappel Public Sénat.

Le premier ministre, lors d'une visite sur l'île, a salué «*une grande républicaine ayant à cœur de mettre au centre de son engagement politique la question de l'éducation de nos enfants*».

Mais le nom d'Huguette Bello a néanmoins fait railler certains socialistes. «*C'est une proposition sérieuse pour des gens qui ne veulent pas gouverner*», réagit l'un d'entre eux auprès de l'AFP. «*Vu la galère qui va l'attendre, même si cela dure deux mois, il vaut quand même mieux quelqu'un d'assez solide*», souligne un autre sur Public Sénat. 20minutes.fr 12 juillet 2024

Enfin, le PS préférerait gouverner en famille directement avec Macron.

Le PS refuse la candidature d'Huguette Bello, la LFI s'impatiente - LePoint.fr 14 juillet 2024

Le PS maintient son choix d'une candidature de leur premier secrétaire Olivier Faure pour Matignon, ont précisé plusieurs sources socialistes, considérant qu'elle était « *toujours légitime* ». « *Nous avons toujours dit qu'il fallait un consensus, donc on reprend les discussions* », ajoute une autre source, indiquant que le parti se gardait la possibilité de proposer d'autres noms de personnalités socialistes ou sans étiquette. « *On reste droit dans nos bottes, on ne peut défendre un scénario dont on sait qu'il ne mène à rien* », insiste un cadre socialiste. Huguette Bello, "c'est une proposition sérieuse pour des gens qui ne veulent pas gouverner", réagit une source socialiste. "Le vrai sujet va devenir Faure ou Mélenchon".

Refusant de céder à « *la pression* » des Insoumis, qui affirment que seuls les socialistes refusent la candidature d'Huguette Bello, le PS clame avoir eu confirmation que les Écologistes n'avaient pas pris position non plus pour la Réunionnaise.

L'entourage de la patronne des Écologistes, Marine Tondelier, a précisé à l'AFP qu'« *aucune décision n'avait été prise* » chez eux. « *On a besoin de temps collectif* », a-t-elle expliqué, précisant avoir eu Huguette Bello vendredi au téléphone.

Le coordinateur de La France insoumise Manuel Bompard a reproché samedi 13 juillet au Parti socialiste de "tout bloquer" dans les tractations à gauche pour former un gouvernement, après le refus d'entériner la candidature de la Réunionnaise Huguette Bello pour Matignon. LePoint.fr avec AFP et BFMTV 14 juillet 2024

Qui a remporté les élections législatives ? Les faussaires en action.

Il y en a qui prétendent que ce serait le Nouveau Front populaire, tandis que le clan à Macron et ses alliés disposeraient de davantage d'élus et auraient récolté plus de voix. Certes, mais ce que les uns et les autres oublient de mentionner, c'est qu'en additionnant les abstentionnistes (14 458 211) et les votes blancs (1 192 834) et nuls (395 497) on arrive à un chiffre supérieur à ceux du NFP, d'Ensemble et LR, ainsi que RN, avec 16 046 542 de voix ils constituent la majorité.

Si en plus on tient compte du bourrage de crâne ou de la machine infernale à manipuler les consciences, qui par un matraquage incessant, une propagande déchaînée est parvenu à convaincre d'aller voter les 20% qui s'abstiennent habituellement lors de chaque élection législative pour "faire barrage à l'extrême droite", avec littéralement un pistolet placé sur la tempe pour faire barrage à l'extrême droite, ce qui a faussé ces élections, on se dit qu'on est à nouveau en présence d'une formidable mystification à laquelle tous participent à des degrés divers à partir d'intentions inavouables.

Les électeurs du Nouveau Front populaire représentent les couches de travailleurs les mieux lotis, les couches supérieures de la classe ouvrière, l'aristocratie ouvrière, à l'inverse en partie de ceux de RN, la preuve en est qu'il a raflé la mise dans le bastion ouvrier du Nord au détriment du NFP et plus particulièrement du PCF. Quant aux abstentionnistes, ils ne peuvent provenir des électeurs des classes supérieures qui ont une conscience de classe, et qui savent que le meilleur moyen de défendre leurs intérêts, c'est encore de soutenir les partis qui les représentent dans les urnes, ils ne

restent plus que les couches les plus pauvres ou défavorisées de la classe ouvrière, des classes moyennes paupérisées.

Quand on nous dit que des millions de travailleurs et jeunes ont voté pour les candidats du Nouveau Front populaire, on passe sous silence leur statut social, et alors que plus des deux tiers étaient franchement étiquetés à droite, je veux parler des candidats du PS et des Ecologistes, ajoutons que ce n'est pas un hasard non plus, si les candidats les plus à droite de LFI ont été élus ou réélus. Autrement dit, quand le PT, entre autres, nous explique qu'ils incarneraient la rupture avec le capitalisme et ses institutions, qu'il nous soit permis d'en douter fortement, mieux, je considère qu'une telle interprétation relève de l'escroquerie politique pure et simple.

L'absence d'un véritable parti ouvrier de masse après 79 ans de lutte de classe depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, d'un véritable parti socialiste ou communiste, l'incapacité de la classe ouvrière de se doter d'une nouvelle direction, la division sans fin des courants politiques qui se réclament du marxisme et du socialisme, ne signifierait-il pas que leurs dirigeants n'ont jamais eu l'intention eux-mêmes de rompre avec le capitalisme et ses institutions, ne serait-on pas en droit de se poser cette question ?

Comment expliquer, qu'une infime minorité de travailleurs que leurs conditions ne portaient pas particulièrement à se tourner vers le socialisme, soient parvenus malgré tout à l'adopter, parfois en l'abandonnant par la suite, car démoralisés par la tournure de la situation, et qu'on se retrouve une poignée à être demeurés fidèles au socialisme ?

Cela s'appelle être pris à son propre piège ou l'art d'être les dindons prévisibles d'une indigne farce électorale.

Le NFP a fait croire à des millions de travailleurs qu'aux termes de ce scrutin il pourrait gouverner, or l'opportunité ne lui en sera pas accordée, car l'ensemble de la réaction se coaliserait pour le renverser à la première occasion en adoptant une motion de censure.

Il ne leur reste plus qu'à paralyser l'économie du pays par une grève générale jusqu'à satisfaction de toutes leurs revendications sociales ou à se résigner à vivre sous un régime profondément antisocial et totalitaire.

Ceux qui une nouvelle fois ont mis leur sort entre les mains des institutions de la Ve République en participant à cette élection, ont été trompés ou ont commis une erreur fatale. Quand on a à l'esprit que cela dure déjà depuis 66 ans, on comprend que bien des militants soient démoralisés, surtout après l'épisode de la dictature au Covid-19 durant laquelle ils servirent de cobayes. On aurait pu croire qu'ils auraient été échaudés, qu'ils auraient tiré des enseignements de cette mystification dont ils furent les victimes, et bien pas du tout. Etonnant. Non, parce que finalement à l'issue de cette épreuve, ils ont conservé le même mode de vie, leurs conditions n'ont pas été radicalement affectées, ils ont conservé les mêmes habitudes, alors pourquoi voudriez-vous qu'ils aient soudainement envie de rompre avec le capitalisme et les institutions de la Ve République. S'il y a des travailleurs dont ce serait l'intention, c'est ailleurs qu'il faut les chercher, et certainement pas parmi ceux qui placent encore leurs espoirs dans l'un des partis du NFP ou du mouvement ouvrier.

Lu. Petites phrases collaborationnistes. Une menace et Macron « se tâte », quoi, mystère ? Les chinoiseries de l'OTAN agacent.

- **Benoît Hamon (Génération.s)** - "*Aucune coalition ne peut gouverner sur son seul programme*"
11 juillet 2024

Marine Tondelier et Olivier Faure, conscients que peu de choses pourraient passer en l'état des forces à l'Assemblée, estiment que le projet du NFP est davantage une « base » qu'une fin en soi.
Le HuffPost 12 juillet 2024

- Le syndicat agricole La Coordination rurale a lui aussi fait entendre sa voix, en menaçant de sortir « *les fourches* » dans le cas où LFI ou Marine Tondelier, la secrétaire nationale d'EELV, arriverait au gouvernement. Le HuffPost 12 juillet 2024

- Dans le camp macroniste, ce n'est pas « *Opération Matignon* » ces jours-ci, mais plutôt « *Opération Désunion* ». Alors que Gabriel Attal termine seul en lice pour prendre la tête du groupe Renaissance à l'Assemblée, Gérald Darmanin ne cache plus son agacement. Dans un message aux députés Renaissance, le ministre de l'Intérieur a estimé que l'élection d'Attal ne réglait « *aucun des deux problèmes majeurs* » : « *ni la ligne politique* » ni « *le fonctionnement du parti* ». En effet, le camp présidentiel se tâte sur la stratégie à adopter, entre mains tendues à droite ou à gauche.

Faut-il y voir un début de fronde ? En tout cas, Emmanuel Macron a déploré le « *spectacle désastreux* » donné par son camp lors d'une réunion de ses ténors à l'Élysée. Le président a exhorté ses troupes à privilégier « *la Nation plutôt que les ambitions prématurées* », ont indiqué des participants à l'AFP. 20minutes.fr 12 juillet 2024

- « *Etablir des ennemis imaginaires pour maintenir son existence et étendre son pouvoir* » ne concerne pas seulement l'extrême droite...

« *La soi-disant sécurité de l'OTAN se fait aux dépens de la sécurité des autres, et une grande partie de l'anxiété sécuritaire colportée par l'OTAN est de sa propre initiative* », a déclaré le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Lin Jian. « *Le soi-disant succès et la force dont l'OTAN se vante constituent une menace importante pour le monde* », a-t-il insisté accusant le bloc militaire occidental d'« *établir des ennemis imaginaires pour maintenir son existence et étendre son pouvoir* », a-t-il ajouté. (Sommet de l'OTAN : Pékin fustige une « *rhétorique belliqueuse* » et « *empreinte d'une mentalité de Guerre froide* » - RT 12 juillet 2024)

Communiqué du Parti des travailleurs du 7 juillet 2024.

<https://parti-des-travailleurs.fr/wp-content/uploads/2024/07/communiqu-7-juillet-2024-1.pdf>

PT - Mais répétons-le, le vote massif pour les candidats du Nouveau Front populaire, loin d'être une approbation du front républicain, se dresse au contraire contre la tactique du front républicain. Car, à l'encontre de cette tactique et indépendamment des dirigeants du Nouveau Front populaire (NFP), pour des millions de travailleurs et de jeunes, leur vote en faveur du NFP prend à leurs yeux le contenu d'un vote classe contre classe.

J-C - Faux, car si tel était le cas, ces millions de travailleurs et de jeunes auraient voté pour les candidats du PT ou de LO, et non pour ceux du NFP. Qu'est-ce que signifie une telle déclaration, sinon que cette interprétation ne correspond pas à la réalité ou elle est exagérée, elle ne tient pas compte des rapports existant à l'heure actuelle entre ces millions de travailleurs et jeunes subordonnés au capitalisme et ses institutions, sans préjuger de l'évolution à venir de ces rapports, mais on ne peut pas ou on ne doit pas confondre les deux et induire ainsi en erreur les travailleurs et militants qui avaient des illusions dans le NFP, ce serait le pire service à leur rendre, et le meilleur à rendre au NFP dont la nature est réactionnaire ou antisocialiste.

PT - Or les élections du 9 juin, du 30 juin et du 7 juillet montrent une exigence de rupture largement majoritaire dans le pays.

J-C - Certes, une "*exigence de rupture*" avec la politique de Macron, mais certainement pas avec le capitalisme et les institutions de la Ve République, répétons-le, il ne faut pas confondre les deux ou attribuer aux travailleurs un niveau de conscience politique qu'ils n'ont pas encore atteint.

PT - C'est une république dirigée par et pour la majorité qui n'a que son travail pour vivre, une république ouvrière qu'une Assemblée constituante souveraine pourrait, devrait mettre en place.

J-C - Une Assemblée constituante souveraine serait une institution politique bâtie sur le même modèle que celle ayant toujours servi les intérêts des exploités, c'est-à-dire, où toutes les classes y seraient représentées, contrairement au soviétique où seuls les partis ouvriers et les syndicats y participaient.

Dans quelle mesure cela pose problème ? C'est très simple à comprendre. Compte tenu que la classe des capitalistes détiendrait encore le pouvoir économique, elle s'en servirait au sein de cette institution pour préparer son renversement par un coup d'Etat, mais aussi pour corrompre ou acheter une partie de leurs élus réfractaires à une révolution socialiste ou craignant une guerre civile, car il ne fait aucun doute que les élus véritablement acquis au socialisme ou au communisme seraient en minorité, cette Assemblée constituante serait dominée par une écrasante majorité d'élus réformistes bourgeois ou sociaux-démocrates.

Dit autrement, cette Assemblée constituante offrirait aux partis des capitalistes et à ceux du mouvement ouvrier à leur service, la possibilité d'y occuper une large place pour défendre l'ancien régime qui n'aurait pas disparu pour autant, et se livrer à un travail de sape ou d'obstruction systématique qui perturberait gravement le fonctionnement de cette institution. Ils disposeraient ainsi d'une formidable tribune du fait que leurs discours seraient relayés en boucle 24h/24 par leurs puissants médias pour mener leur lutte de classe, ce qui leur permettrait de préparer dans les meilleures conditions une guerre civile dont ils prendraient l'initiative, et dont l'issue ne ferait dès lors plus aucun doute, compte tenu qu'ils disposeraient toujours d'une énorme puissance financière et qu'ils pourraient compter sur le soutien de l'armée.

Le PT se gargarise de formules dont il n'a jamais réellement compris la signification, qui appliquées aveuglément peuvent conduire aux pires défaites. A moins qu'il n'en soit rien et tente de nous tromper délibérément. Quand on rejette les enseignements de la révolution russe de 1917, on est conduit infailliblement à rejoindre les rangs des opportunistes.

Une dernière précision.

Aucune Assemblée constituante souveraine dans le monde dans le passé n'a incarné une république ouvrière, encore moins une république sociale ou socialiste.

PT - ...rupture avec le capitalisme, rupture avec la Ve République, rupture avec la politique anti-ouvrière. C'est la question centrale qui est posée aujourd'hui.

J-C - Certes, nous sommes au moins d'accord sur ce point, en apparence seulement, car nous ne le sommes pas sur les moyens à mettre en œuvre pour parvenir à cette rupture.

Et puis, c'est le PT qui en fait une question centrale, à juste raison, mais avant que les travailleurs s'en saisissent ou parviennent à en prendre conscience, il pourrait encore s'écouler un temps considérable. L'absence d'un puissant parti ouvrier révolutionnaire ne signifierait-il pas qu'au cours au cours des 75 dernières années écoulées les travailleurs ne sont pas parvenus à élever leur niveau de conscience au point d'envisager cette rupture, Lénine aurait dit (en 1899), au niveau du socialisme ? Mais bon, le PT s'est détourné des enseignements de Lénine...

Tribune libre.

Des deux côtés de la barrière de classe

Editorial de La Tribune des travailleurs par Daniel Gluckstein (Parti des travailleurs)

https://abo.latribunedesttravailleurs.fr/web_reader/article?id=10854

Les élections du 7 juillet sont-elles une victoire de l'« arc démocratique » comme s'accordent à le dire la plupart des commentateurs ? En apparence, oui : grâce aux retraits réciproques, il a permis l'élection de nombre d'anciens ministres de Macron et de candidats du Nouveau Front populaire.

En réalité, le 7 juillet, s'est exprimé, sur le terrain déformé de la lutte des classes que sont les élections, le mouvement en profondeur de la classe ouvrière.

Les millions d'électeurs du Nouveau Front populaire ont dit : cette fois, nos exigences doivent être entendues, celles qui ont été maintes fois trahies par les différents gouvernements de gauche dans les quarante dernières années, celles pour lesquelles nous avons fait grève et manifesté par millions. S'est exprimé dans ce vote le caractère insupportable des conditions matérielles d'existence de l'immense majorité.

Cela vaut non seulement pour l'électorat du Nouveau Front populaire, mais aussi pour une fraction des électeurs du Rassemblement national, poussés en ce sens, non parce qu'ils seraient racistes ou fascistes, mais par désillusion, parce qu'ils sont désabusés, déçus par les gouvernements et les partis de gauche par lesquels ils estiment avoir été trahis. Bien sûr, le vote RN est une très mauvaise réponse à leurs désillusions. Mais leur aspiration à une véritable amélioration de leurs conditions matérielles d'existence converge, d'une certaine manière, avec l'aspiration des électeurs du Nouveau Front populaire.

Dans sa signification d'ensemble, on ne peut comprendre le vote du 7 juillet que si on part des conditions matérielles d'existence : plus de la moitié des familles renonce à tout départ en vacances ; la majorité des familles ouvrières et populaires n'arrive plus à boucler les fins de mois ; des millions vivent dans des immeubles devenus insalubres, faute d'entretien, avec des ascenseurs qui ne sont jamais réparés et des charges toujours plus lourdes. On ne peut comprendre ce vote si on écarte les factures d'électricité et de gaz qu'on ne peut plus payer et les salaires qui ne suivent pas l'inflation, l'école qui n'instruit plus, l'hôpital qui ne soigne plus, les bureaux de poste fermés et les quartiers laissés à l'abandon.

Ces conditions matérielles d'existence, imposées à des millions de familles ouvrières, sont le résultat des politiques favorables à la classe capitaliste, poursuivies par les gouvernements de toutes couleurs politiques, obéissant aux exigences de l'Union européenne, du Fonds monétaire international depuis des décennies.

Elles résultent aussi du consensus général pour accorder toujours plus de milliards aux dépenses militaires, en particulier au financement de la guerre en Ukraine.

C'est donc bien un vote de classe, traduisant une puissante exigence de classe, qui s'est exprimé ce 7 juillet. Le Medef a compris la menace. Dans son communiqué du 8 juillet, il met en garde contre une « *conjoncture économique précaire* ». Pour lui, « *le gouvernement qui sera issu du second tour des élections législatives ne pourrait ignorer cette situation préoccupante* ». Par conséquent, le Medef exige : « *La politique économique menée depuis neuf ans a produit des résultats en termes de croissance et donc doit se poursuivre.* »

Pour le Medef, pas question de prendre en compte le vote du 7 juillet. Pire, il le prend en compte en exigeant que le futur gouvernement lui tourne le dos.

Le 7 juillet, la majorité a dit : il faut en finir avec la politique de destruction des droits des travailleurs. Le 8 juillet, le Medef martèle : il faut poursuivre cette politique. Et, pour y parvenir, il s'adresse très logiquement au président de la République, « garant de la cohésion nationale ».

La position du Medef est-elle respectueuse de la démocratie ? Non, bien sûr ! Si la démocratie consiste à respecter les aspirations, les revendications et les besoins du peuple travailleur, les besoins de l'immense majorité qui n'a que son travail pour vivre, alors la position du Medef est contraire à la démocratie. Lorsque le Medef s'adresse à Macron pour lui dire : « *Ne tenez pas compte du vote, faites ce que les intérêts de la classe capitaliste exigent* », il viole les exigences de la démocratie... mais il respecte les institutions de la Ve République. Car les institutions de la Ve République sont précisément faites pour qu'en toutes circonstances les intérêts de la classe capitaliste soient préservés et défendus, même au mépris du vote majoritaire. Bayrou ne dit rien d'autre lorsque, dès le 7 juillet, il rappelle l'origine et la signification de la Ve République (lire page 5).

Vingt-quatre heures après le vote, on assiste déjà au ballet incessant de tous ceux qui se portent candidats à des solutions « *négociées* », à des gouvernements de coalition permanente ou de coalitions temporaires avec tel ou tel morceau du centre, voire de la droite. S'expriment en ce sens aussi bien des dirigeants macronistes comme Braun-Pivet que des dirigeants du Nouveau Front populaire, comme Raphaël Glucksmann, Clémentine Autain et autres. Ceux qui, aujourd'hui, cherchent un accord avec Macron seront peu ou prou condamnés à faire ce que dit le Medef, c'est-à-dire à tourner le dos aux exigences contenues dans le vote du 7 juillet.

Mélenchon a tenu un autre discours le soir du 7 juillet. Il a dit : il faudra appliquer tout le programme, rien que le programme, mais tout le programme. Le Parti des travailleurs, on le sait, ne soutient pas le programme du Nouveau Front populaire, programme limité et réformiste qui, de fait, reste dans le cadre des institutions de la Ve République et du système capitaliste. Il n'en reste pas moins que ce programme comporte toute une série d'exigences qui correspondent aux aspirations des travailleurs et de la jeunesse, qu'il s'agisse de l'abrogation de la réforme des retraites ou encore des engagements de recrutement d'enseignants et de soignants ou d'augmentation des salaires.

Du point de vue de la démocratie dont il se réclame, Mélenchon a raison d'affirmer qu'il faut appliquer le programme du Nouveau Front populaire. C'est le mandat confié au Nouveau Front populaire arrivé en tête des élections. La contradiction est dans le fait que Mélenchon, pour mettre en place un gouvernement qui applique le programme du Nouveau Front populaire, s'adresse à Macron et lui demande de respecter le vote de la démocratie. Or chacun sait qu'il n'est pas dans les intentions de Macron – pas plus que dans les buts de la Ve République – d'appliquer un tel programme. La réponse que Macron apportera à la demande de Mélenchon est connue d'avance. Il fera tout pour empêcher la mise en place d'un gouvernement qui mettrait en œuvre le programme du Nouveau Front populaire. Il est à l'Élysée pour défendre les intérêts de la classe capitaliste et non pour défendre la démocratie.

Dès lors, si Macron rejette l'appel de Mélenchon, s'il le fait avec l'aide de ceux qui, venus du Nouveau Front populaire, n'auront cessé de monter des combinaisons et des alliances pour échapper au mandat confié le 7 juillet, alors l'alternative posée se résumera à ceci : ou bien respecter les institutions de la Ve République, ou bien respecter la démocratie.

Ou bien respecter les institutions de la Ve République et s'incliner, à regret certes, mais s'incliner quand même, devant le constat qu'une partie des dirigeants du Nouveau Front populaire a constitué avec les macronistes une alliance pour appliquer une politique contraire au vote du 7 juillet.

Ou bien respecter la démocratie. Et pour l'imposer, en appeler à la mobilisation générale des travailleurs et des jeunes afin qu'ils organisent leur propre action de classe pour faire respecter le mandat. Quitte, pour cela, à outrepasser les institutions antidémocratiques de la Ve République.

Cette alternative se posera à Mélenchon. Mais elle concerne et interpellera les travailleurs et les militants qui se sont mobilisés pour la victoire du Nouveau Front populaire.

Répétons-le, au Parti des travailleurs, nous ne sommes pas partisans du programme du Nouveau Front populaire. Il n'en reste pas moins que, du point de vue de la démocratie, les millions de travailleurs et de jeunes qui ont voté pour le Nouveau Front populaire pour le changement tout de suite, ceux-là sont en droit de s'adresser à ceux qu'ils ont élus et leur dire : *« Nous vous avons élus pour mettre en œuvre vos engagements. Nous vous avons élus pour que les choses changent radicalement. Vous avez un programme, appliquez votre programme ! Et même si Macron ne le veut pas, appliquez ce programme, rompez avec Macron et la Ve République, pas dans trois ans, pas dans six ans, maintenant ! Si c'est là la condition pour donner du travail à ceux qui n'en ont pas, pour qu'il y ait des enseignants dans les écoles et des soignants dans les hôpitaux, si c'est là la condition pour qu'on parte à la retraite à 62 ou 60 ans, et non pas à 64 ans, alors rompez avec Macron, n'hésitez pas à transgresser les règles antidémocratiques de ce régime. »*

Sinon... sinon, s'il s'agit de se replier sur soi et d'attendre la présidentielle de 2027, gare !

Gare, car d'autres sont en embuscade. Les déclarations du RN ne peuvent tromper personne. Ils ont dit : *« Nous avons perdu cette fois, nous gagnerons la prochaine fois. »* C'est un risque, si ceux qui, appuyés sur la volonté majoritaire de changement des travailleurs et des jeunes, se sont fait élire le 7 juillet renoncent à la rupture.

Pour sa part, le Parti des travailleurs, en toute indépendance, sans appartenir au Nouveau Front populaire, fera tout pour aider à la mobilisation des travailleurs et des jeunes, maintenant, tout de suite, pour toutes les revendications.

Oui, de ce combat, le Parti des travailleurs est partie prenante. Il n'hésitera pas à affirmer que, pour mettre en œuvre les décisions conformes au point de vue majoritaire, il faut rompre, maintenant et tout de suite avec la Ve République. Cette question surgit de fait dans les discussions au sein des organisations ouvrières et démocratiques et dans les assemblées de travailleurs et de jeunes.

Maintenant, tout de suite, balayer la Ve République ! Maintenant, tout de suite, un gouvernement de rupture ouvrière pour appliquer ce qui était contenu dans le vote du 7 juillet !

NPA

Le NPA "*se mobilise*" afin que le Nouveau Front populaire puisse gouverner... avec Macron !

No comment !

LO.

LO - Front ébréché populaire 11 juillet 2024

Alors que tous les dirigeants du Nouveau Front populaire montrent une union de façade pour demander que Macron nomme un Premier ministre issu de leurs rangs, des vidéos filmées dans un TGV montrent Fabien Roussel, secrétaire national du Parti Communiste, envisager au téléphone des alliances possibles pour gouverner avec le camp Macron « *sans les Insoumis* ». Il y évoque un soutien du PCF « *en participant* » au gouvernement, voire « *sans participer* ».

Il n'y aura pas de changement sans mobilisation massive et consciente des travailleurs ! - Editorial Nathalie Arthaud 8 juillet 2024

<https://www.lutte-ouvriere.org/portail/editoriaux/ny-aura-changement-sans-mobilisation-massive-consciente-travailleurs-176414.html>

L'OTAN de la guerre perpétuelle contre tous les peuples.

Sommet de l'OTAN à Washington - Réseau Voltaire 11 juillet 2024

- Le premier grand sujet du sommet était la consolidation des industries de défense occidentales, car, dans la pratique, les stocks de l'Otan s'épuisent. Il existe une telle différence avec leurs équivalents russes, que les armes détruites en Ukraine ne parviennent plus à être remplacées. Les Alliés ont donc adopté des plans nationaux de production. Ils se sont également engagés à renouveler rapidement des moyens critiques en Ukraine, et plus particulièrement, les munitions et les systèmes de défense aérienne et antimissile.

- Le second thème du sommet était la guerre contre la Russie en Ukraine, alors que la seconde ligne de défense ukrainienne vient d'être percée par les armes russes. Les Alliés ont décidé d'établir le « *Programme Otan de formation et d'assistance à la sécurité en faveur de l'Ukraine* » (NSATU) afin

de coordonner les livraisons d'équipements militaires et les activités de formation militaire organisées par les Alliés et leurs partenaires.

Comme on pouvait s'y attendre, les Alliés comptent dégager une enveloppe de base « *d'au moins 40 milliards d'euros* » pour l'année à venir et maintenir ensuite l'assistance à la sécurité à un niveau suffisant « *pour que l'Ukraine l'emporte* » face à la Russie.

- Le troisième objectif du sommet était d'étendre la zone d'intervention de l'Otan à l'Asie-Pacifique dans le but de contenir la Chine. Jens Stoltenberg poursuit ce projet depuis 2019 [1].

Il a été confirmé par la National Security Strategy du président Biden [2]

C'est pourquoi le Premier ministre japonais Fumio Kishida, le président sud-coréen Yoon Suk-yeol, le Premier ministre néo-zélandais Christopher Luxon et le vice-Premier ministre et ministre de la Défense de l'Australie, Richard Marles, avaient été invités.

Ce projet se heurte cependant à un problème culturel : les pays de l'Asie-Pacifique sont souvent d'anciennes colonies des membres actuels de l'Otan. Ils se sont aujourd'hui affirmés en tant qu'états indépendants et se sont plus développés que les Occidentaux. Ils aspirent à la stabilité, tandis que l'Otan ne leur promet que de jouer un rôle dans des guerres à venir.

Les États-Unis ont d'abord pensé étendre l'Otan via le « *Quad* » (États-Unis, Australie, Japon et Bharat). Mais les Indiens se sont nettement retirés, choisissant de se tenir à égale distance de Washington et de Beijing. Ils ont donc substitué, en mai dernier, les Philippines à l'Inde, dans ce qu'ils nomment désormais le « *Squad* ». Ils tentent d'y joindre la Corée du Sud, d'où le traité de défense mutuelle, signé en juin par la Corée du Nord et la Russie. Réseau Voltaire 11 juillet 2024

[1] « *L'Otan souhaite devenir l'Alliance atlantico-pacifique* », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 10 décembre 2019.

[2] National Security Strategy, The White House, October 2022.

Guerre de l'OTAN à la Russie.

Tragédie de l'hôpital pédiatrique de Kiev : Moscou s'insurge des mensonges ukrainiens - RT 10 juil. 2024

Les médias britanniques ont accusé sans nuance la Russie d'être derrière la tragédie de l'hôpital pédiatrique de Kiev. De son côté, l'ambassadeur russe à l'ONU a dénoncé la propagande des autorités ukrainiennes, rappelant la proximité du sommet de l'OTAN et que ce n'est pas la première fois qu'un de leur missile anti-aérien provoquait un drame.

«*Poutine bombarde les enfants cancéreux*», n'a pas craint de titrer le *Daily Mirror* le 9 juillet, au lendemain de la tragédie de l'hôpital pédiatrique de Kiev. Titrant de manière similaire, le *Daily Mail* a estimé que ces «*atrocités montrent pourquoi la Grande-Bretagne et l'Otan DOIVENT dépenser davantage pour la défense*».

Le *Daily Express* a quant à lui évoqué un «*raid de missiles "génocidaire" de Poutine contre un hôpital pour enfants*». «*Une guerre contre la vie elle-même*», a pour sa part choisi le *Guardian*.

Un rapprochement qu'avait également fait le porte-parole du Kremlin, dénonçant au micro du journaliste Pavel Zaroubine la tendance de Kiev à organiser ses opérations de relations publiques «dans le sang». *«Les tentatives du régime Zelensky d'utiliser la tragédie de l'hôpital pour enfants de Kiev à des fins de propagande confirment une fois de plus son essence inhumaine et nazie»*, avait pour sa part dénoncé la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères Maria Zakharova.

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 16 juillet 2024

La seule alternative au Front populaire et au fascisme, c'est la révolution socialiste, faites-le savoir.

Deux petites histoires indiennes pour être de bonne humeur.

Depuis 3 semaines, je suis très occupé chez moi avec la sœur de ma compagne que j'ai accompagnée se faire opérer d'un genou, et depuis hier après la castration de mes deux chiens à surveiller en permanence.

J'ai dû aller 5 fois à Pondichéry en deux semaines avec Sandhi, pour des examens divers et des entretiens inutiles avec le chirurgien propriétaire de la clinique, un médecin de 83 ans que je connais depuis 1996, il fut directeur de l'Alliance française quand j'y enseignais.

La pauvre femme n'était pas parvenue à se faire soigner depuis 2 ans, et son genou énorme la faisait souffrir horriblement. J'ai accepté de la prendre en charge et de régler tous ses frais médicaux, sachant qu'elle ne pourrait jamais me rembourser, j'en suis à 9.000 roupies, et ce n'est pas terminé. Si j'avais refusé, je serais passé pour un dégueulasse, alors j'ai pensé que le statut de bienfaiteur désintéressé était plus enviable, y compris celui de pigeon que je ne suis pas, car j'ai pleinement conscience de mes actes. Quand on partage le quotidien des plus pauvres, il faut accepter de s'appauvrir et de se priver pour soulager leurs souffrances, dans la mesure de nos moyens ou sans mettre en péril notre situation, auquel cas je ne pourrais plus rien pour eux.

Je voyais le temps et les consultations passées et ma bourse s'alléger sans que rien ne changea, je m'en entretins avec le chirurgien en le sommant d'intervenir sur le champ, ce qu'il a accepté en envoyant balader son fils rhumatologue d'une cinquantaine d'années. Il exigeait qu'on fasse encore de nouvelles analyses fort coûteuses, dont un IRM, tout cela pour un épanchement de synovie, le liquide servant à lubrifier l'articulation du genou. J'assistai à l'entretien cette fois en anglais, sans trop m'emmêler par crainte qu'on nous chasse. Finalement le chirurgien nous dit : allez dans la salle à côté, je vais immédiatement pratiquer une incision, et en appuyant avec mes mains je vais extraire tout le liquide et la masse graisseuse qui s'est accumulée depuis 2 ans. Je le fis répéter car je n'en croyais pas mes oreilles, était-ce possible ? On finit par douter, parfois à perdre patience ou désespérer. Trente minutes après, le cauchemar de cette pauvre femme était terminé, il a extrait environ un demi-litre du genou, il me l'a montré, une infirmière a fait le bandage et nous sommes partis après avoir réglé la facture. Je vous raconte cela en accélérant, car en réalité le tout pris environ une heure et demie, chaque séquence étant entrecoupée de longues minutes d'attente.

Entre temps, il m'avait expliqué que son fils faisait partie de la nouvelle école ou génération de médecins, qui voulaient utiliser toute la technologie à leur disposition avant de se prononcer et agir, alors que lui il faisait partie de la vieille école qui était plus pragmatique et prenait des décisions rapidement.

Je me suis souvenu, qu'il y a 30 ans sa clinique était réputée pour être accessibles aux plus pauvres, depuis cela a bien changé. D'ailleurs j'ai pu le constater, à l'époque les patients faisaient la queue dans les couloirs et se bousculaient pour accéder à son cabinet, on y entraît par 3 ou 4 à la fois, on attendait ensuite notre tour debout devant son bureau, la consultation était facturée 50 roupies. Aujourd'hui, pour trois mots, debout, et une ordonnance de deux lignes, sans même ausculter ses patients, cela dure moins de 5 minutes, il facture 450 roupies, du coup les patients se font rares, pour le même prix il existe des cliniques plus modernes ou flambant neuves. Les pauvres ne viennent plus chez lui, ils vont à l'hôpital où c'est pratiquement gratuit, l'inconvénient, c'est qu'il faut y passer la journée entière tellement c'est le bordel, moi je ne peux pas le supporter, c'est épuisant et à devenir dingue.

J'y retourne demain matin, 30 kilomètres aller/retour en scooter, en espérant qu'il ne pleuve pas !

Avec mes chiens et le vétérinaire public, j'en étais ce matin à ma cinquième visite à 9 heures tapantes, à l'heure où je me lève habituellement !

Il a fallu que je trouve une voiture et un chauffeur sans déboursier une fortune pour emmener les deux chiens. La vieille bagnole dont mon beau-frère avait héritée était disponible ou pas en panne, et un de ses potes ayant le permis ne travaillait pas ce jour-là, pas évident de faire coïncider tout cela ! Ici on travaille 6 jours sur 7.

La semaine précédente, on avait foiré le rendez-vous faute de chauffeur ! Une semaine avant on y était allé pour des prises de sang et en principe l'opération, mais ils l'ont annulé prétextant que les chiens avaient des virus indésirables dans le sang, cela ne s'invente pas. Cela me rappela un mauvais souvenir (covid-19) et me mit en rage. On s'était déplacé pour que dal, le petit-fils de ma compagne et elle-même faisaient partie de l'expédition (à 10 km de chez nous), moi j'avais pris le scooter par sécurité, la bagnole risquant de tomber en panne à tout moment ! J'ai juste réglé le gaz oil et payé une bonne bouffe à la maison, hier aussi.

Ils avaient voulu qu'on revienne pour un nouvelle prise de sang, là j'avais dit non, je vous signe une décharge, la prochaine fois que je viens avec les chiens, vous les opérez, c'est tout ce que je vous demande. Après bien des palabres assez mouvementées, ils avaient fini par accepter, j'ai apposé 8 fois ma signature sur des documents différents, c'est cela un régime bureaucratique, c'est l'Inde quoi ! Il faut être très très patient, je vous assure.

Au total, j'ai déjà dépensé 5.000 roupies, et on doit y retourner lundi prochain, puis la semaine suivante pour enlever les fils. Dans le privé j'aurais dépensé trois fois plus au moins. Ils avaient prescrit un tas de conneries inutiles très chers genres sirops vitaminés. Ils s'en passeront très bien, car mes chiens sont en parfaite santé parce qu'ils sont bien nourris, et ils ne sont pas stressés, ils disposent d'un grand jardin et ils sont libres, et en prime ils ne manquent pas d'affection, une vie de chien que bien des hommes leur envieraient !

A ce propos, vous devez tout payer, les seringues, les gants chirurgicaux, les lames de rasoirs, les médicaments qui seront utilisés lors de l'opération, et comme rien n'est disponible sur place, il faut sortir et se démerder pour trouver une pharmacie qui dispose de tout le matériel prescrits. Hier, celle située de l'autre côté de la rue était fermée, du coup j'ai dû cavalier pendant une heure et en faire 6 pour finalement n'en rapporter que la moitié, le reste était disponible nulle part, quels cons me suis-je dit. Ils révisèrent leur liste et prescrivirent d'autres médicaments pour aujourd'hui. C'est la même chose dans la clinique où va Sandhi, à ceci près que la pharmacie est intégrée dans la clinique, et le médecin ne prescrit que des médicaments qui s'y trouvent, le bénéfice est double !

Quand ce matin je leur ai dit qu'il en manquait toujours un, ils m'ont répondu qu'ils s'en passeraient ou qu'il était inutile. Là je me suis marré, en me disant que sur ce plan-là les vétos ou les médecins ne valaient guère mieux, adeptes de la médecine encadrée par les trusts pharmaceutiques, leur métier consiste à apprendre des trucs par cœur qu'ils appliquent ensuite à la lettre, sans être foutus de réfléchir une seconde. Cela va d'un tas d'analyses inutiles, pendant qu'ils passent à côté de celles qui pourraient être utiles, ils prescrivent un tas de médicaments sans se poser la moindre question sur leurs éventuels effets négatifs sur la santé de leurs patients ou animaux.

N'étant ni médecin ni vétérinaire, nous et nos animaux, nous sommes leurs otages, ce sera au petit bonheur la chance ! On vit vraiment dans un monde déshumanisé plutôt effrayant. Cela dit, raison de plus pour développer au maximum nos connaissances et notre esprit critique afin de corriger leurs extravagances ou leurs erreurs, ne pas devenir parano ou ne pas haïr la Terre entière.

Si je vous disais, qu'à plusieurs reprises je leur ai expliqué en anglais, ce que j'avais minutieusement observé en leur donnant un cours de dialectique, je ne sais pas si vous me croiriez. Je ne vous l'avais pas encore dit, mais le véto était entouré d'une dizaine d'étudiantes et quelques étudiants, qui furent très attentifs à mon discours, peut-être par politesse parce que j'étais blanc et âgé, je n'en sais rien. Toujours est-il qu'à plusieurs reprises, je les ai bien fait marrer avec mes métaphores ou comparaisons avec la politique, cela me soulageait de l'épreuve injuste et pénible que j'étais en train de vivre, une compensation en somme qui me suffirait, car en pareille situation, il ne faut pas être trop exigeant, n'est-ce pas ?

Heureusement mes chiens ont été adorables et sont en bonne santé, de braves bêtes. Je m'en veux un peu pour leur avoir infligé cette souffrance, mais avec deux chiennes, je ne pouvais vraiment pas faire autrement, sinon je devais me séparer des mâles ou des femelles, et je ne pouvais pas m'y résoudre. J'ai été obligé de les faire rentrer dans la maison pour les avoir à l'œil en permanence, parce qu'ils veulent lécher leur plaie et ils vont retirer leur pansement. J'ai dû leur faire des bandages, mais cela ne tient pas, je sens que cela va être la galère pendant encore 10 jours !

Quelle vie de chien tout de même !

Ma réponse à un courriel reçu d'un camarade.

- « *La classe ouvrière elle-même est considérablement affaiblie numériquement et constitutivement : ses grandes unités ont disparu. Que demeure encore sa puissance sociale? Est-elle, du moins en France, toujours porteuse de la capacité révolutionnaire? Je n'ai pas de réponse, mais j'en doute.* »

Pourtant la réponse existe : 55% des salariés travaillent dans des grandes ou moyennes entreprises, auxquels il faut rajouter les entreprises d'Etat et les secteurs de la fonction publique qui emploient des millions de travailleurs, bref, si les grands bastions ouvriers d'autrefois, mine, sidérurgie, métallurgie, textile, chimie, etc. ont disparu totalement ou en grande partie, la configuration générale de la classe ouvrière n'a pas beaucoup changée, elle s'est déplacée du secteur primaire au secteur tertiaire des services avec de grandes entreprises qui emploient des milliers ou dizaines de milliers de salariés, par exemple Amazon avec 24.000 salariés, ou au secteur secondaire de marchand ou transformation, par exemple LVMH avec 36.000 salariés (2023), etc.

Google - Les Grandes Entreprises (GE) représentent 0,01% des entreprises et emploient 30% des salariés. Les Entreprises de Taille Intermédiaire (ETI) représentent 0,1% des entreprises et

emploient 25% des salariés. Les Petites et Moyennes Entreprises (PME) représentent 4% des entreprises et emploient 25% des salariés.

J-C - Ce que tu dis de "*la représentation politique de la bourgeoisie*" me semble valable dans l'ensemble, sauf à propos de Macron qui est tout sauf un "*aventurier*", mais l'expression de la décomposition de l'impérialisme français que tu évoques, cette confusion provient selon moi de cette perception faussée de l'étape actuelle du capitalisme mondial :

- « *Mais ce que cela manifeste d'abord, avant tout, c'est, je le répète, la très grande faiblesse de l'impérialisme français, incapable de rassembler sa force et de faire valoir ses intérêts face à sa concurrence internationale.* »

La France et tous les pays du vieux continent européen, où le capitalisme s'était développé à une vitesse fulgurante à partir de la seconde moitié du XIXe siècle, ont depuis la fin de la Seconde guerre achevé leur reconstruction, celle de leurs infrastructures, ils ont permis à la majorité de leur population qui était solvable de devenir propriétaire de leur habitation, d'acquérir toute sorte de biens d'équipement utiles ou inutiles peu importe, bref de satisfaire pratiquement tous leurs besoins matériels, la plupart du temps en s'endettant en permanence ou lourdement sur une longue période, tandis que leur part du marché n'a cessé de fondre au profit des pays émergents comme la Chine, les pays de l'Asie du sud, certains pays d'Amérique latine qui dorénavant produisent eux-mêmes les marchandises qu'ils importaient autrefois des puissances occidentales, mieux, ils alimentent le marché sur leur propre continent, sinon ils font appel à des pays qui leur assurent de meilleures conditions commerciales ou des tarifs plus avantageux, qui leur octroient des prêts à un faible taux d'intérêt, etc. et pour finir, les énergies fossiles et la plupart des matières premières indispensables à leur entretien et à leur développement futur leur échappent de plus en plus ou d'autres pays indépendants ont pris le relais, les surprofits ou dividendes qu'ils en tiraient jusqu'à présent leur sont contestées ou fondent comme neige au soleil...

La combinaison de ces trois facteurs contribue à appauvrir indéfiniment les économies des anciennes puissances impérialistes et coloniales, au point qu'elles ne sont plus en mesure d'assurer ou de financer le développement de nouveaux marchés, de servir de volant d'entraînement à l'économie mondiale, autrement dit, de conserver leur position hégémonique sur le marché mondial, par conséquent elles sont condamnées à jouer un rôle de second rang à terme, pire, à être relayées au rang des pays en voie de développement, ne pouvant s'y résoudre de bonne grâce, elles sont tentées de recourir à des guerres pour tenter d'enrayer leur chute qui s'avère inexorable, dans la mesure où aucun miracle ou retour en arrière de l'histoire ne se produira pour leur rendre leur pouvoir et leur splendeur d'antan, ou les sauver du destin qui leur était réservé.

- « *C'est donc dans une situation inédite, d'une très grande confusion générale (touchant l'ensemble des classes, l'ensemble de la société) que nous entrons.* »

J-C - Le jeu institutionnel présente peu d'intérêt en réalité ou les jeux sont faits.

Car je crois au contraire que la situation s'éclaircit, hormis pour les aveugles ou ceux qui lorgnent en permanence du côté des opportunistes. Il apparaît clairement ou cela saute aux yeux, que la Constitution bonapartiste et les institutions antidémocratiques de la Ve République sont plus que jamais incompatibles avec la satisfaction des besoins sociaux et des aspirations démocratiques des travailleurs et de la jeunesse, par conséquent, toute orientation politique qui ne partirait pas de ce constat ou qui se situerait dans le cadre de ces institutions devrait être considérée comme une trahison des intérêts fondamentaux de la classe ouvrière, et caractérisée de réactionnaire ou contre-révolutionnaire, étrangère au socialisme.

Mes commentaires publiés par le blog **Le Grand Soir** que je remercie au passage.

J-C – Quoi de neuf docteur ? La grande forme ! La vieillesse n'est pas un naufrage pour tout le monde, enfin, un peu de respect, merci. Jugez par vous-même !

1 – « *Un libéral vous répliquera que vous êtes fou et démesuré si vous lui dites que la révolution est la seule voie vers un changement significatif.* »

Pour un peu il aurait raison !

Au fait, depuis quand "*un libéral*" serait-il légitime pour s'exprimer sur le bienfondé d'une révolution ? Voilà une bien étrange révolution, de palais sans doute.

Dites, qu'est-ce que signifie "*un changement significatif*" ? Rien ou tout et son contraire, l'art du double langage. Pourrait-on caractériser de "*folie*", la défaillance des intellectuels qui consiste à nier l'existence d'une alternative au capitalisme ou que le passage au socialisme est une nécessité historique ? - Mais pour qui vous prenez-vous, enfin ?

Ces gens-là se situent sur le plan idéologique à l'aide d'une phraséologie qu'ils sont souvent les seuls à comprendre, tout du moins, on le suppose, le seul qu'ils connaissent, contrairement à nous qui nous situons sur celui du marxisme et de la lutte de classe. - Quel emmerdeur je fais, c'est tellement démodé !

Pour parler de révolution, il faut avoir à l'esprit qu'une révolution ne s'improvise pas, cela se prépare longtemps à l'avance, pas avec n'importe qui, pas n'importe comment. En admettant qu'une situation révolutionnaire verrait le jour, sans parti ou direction, sans théorie et programme révolutionnaire, pas de révolution victorieuse, c'est ce qu'enseigne la lutte de classe du prolétariat depuis la Commune de Paris, confirmé par la Révolution russe de 1917. - Ah cette vilaine manie !

Si le niveau de conscience politique de ces gens-là était parvenu au niveau (du socialisme aurait dit Lénine) des tâches à accomplir pour réaliser une révolution, et faire en sorte qu'elle en sorte victorieuse, ils ne demeureraient pas inorganisés, ils évoqueraient la nécessité de construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire pour la mener à bien, au lieu d'ignorer les partis qui se réclament de la révolution socialiste, n'est-ce pas ? - Quel épouvantable rabâcheur, faites-le taire !

Mais il est à craindre, que "*la seule voie*" qui est grâce aux yeux de ces idéologues amateurs, demeure celle du parlementarisme bourgeois et de l'alternance politique, où le produit d'une "*élection dans un système construit de manière à ce que chacun des deux partis perdent la moitié du temps*" de sorte qu'en termes de "*changement significatif*", rien ne change réellement. - Chut !

Reconnaissons-leur le talent de poser des questions dont nous connaissons déjà les réponses, et de laisser de côté celles sur lesquelles ils refuseront obstinément de se pencher ou dont ils préfèrent ignorer les réponses, je laisse le soin à chacun de deviner pourquoi. - Il faut bien un peu flatter les lecteurs... après les avoir si malmenés. (Éclatement de rire !)

2 – « *Ne donnons pas des verges à Macron pour nous donner la fessée* »

En voilà une crise d'infantilisme qui mérite pire qu'une "fessée", bravo !

- « *La logique constitutionnelle* »

Ne touchez pas à la Constitution bonapartiste et antidémocratique de la Ve République, bravo !

- « *C'était "l'accord tacite des républicains" jusqu'à ce jour. Macron vient de rompre avec cet esprit républicain.* »

"Accord tacite des républicains" qui prévalait depuis quand au juste, 1958, bravo !

- « *Danger pour la démocratie française !* »

Nous vivons sans le savoir sous un régime démocratique, bougre d'idiots que nous sommes, bravo!

- « *Les forces syndicales et associatives ont perçu l'attaque perfide contre les institutions* »

La défense des institutions de la Ve République doit être sans faille, bravo !

- « *C'est le gage de stabilité du pays.* »

Entendez du régime en place ou des institutions de la Ve République, bravo !

- « *Il est vrai que sans mouvement populaire, pas de gouvernement ni de programme populaire.* »

Avec Macron comme président, bravo !

- « *Nous assistons à la décadence du régime présidentiel et de la Vème république.* »

À regret, on en réclame encore, bravo !

- « *L'heure n'est pas aux atermoiements* »

En effet, vive Macron, vive la Constitution et les institutions de la Ve République, vive l'exploitation, l'oppression et la guerre, hurra !

Défense du marxisme et du socialisme.

Les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste - L. Trotsky - Aout 1940

Extrait.

L'intégration des organisations syndicales au pouvoir de l'Etat

Il y a un aspect commun dans le développement ou, plus exactement, dans la dégénérescence des organisations syndicales modernes dans le monde entier : c'est leur rapprochement et leur

intégration au pouvoir d'Etat. Ce processus est également caractéristique pour les syndicats neutres, sociaux-démocrates, communistes et anarchistes. Ce fait seul indique que la tendance à s'intégrer à l'Etat n'est pas inhérente à telle ou telle doctrine, mais résulte des conditions sociales communes pour tous les syndicats.

Le capitalisme monopolisateur n'est pas basé sur la concurrence et sur l'initiative privée, mais sur un commandement central.

Les cliques capitalistes, à la tête de trusts puissants, des syndicats, des consortiums bancaires, etc., contrôlent la vie économique au même niveau que le pouvoir d'Etat et, à chaque instant, elles ont recours à la collaboration de ce dernier. A leur tour les syndicats, dans les branches les plus importantes de l'industrie, se trouvent privés de la possibilité de profiter de la concurrence entre les diverses entreprises. Ils doivent affronter un adversaire capitaliste centralisé, intimement lié au pouvoir de l'Etat. De là découle pour les syndicats, dans la mesure où ils restent sur des positions réformistes - c'est à dire sur des positions basées sur l'adaptation à la propriété privée - la nécessité de s'adapter à l'Etat capitaliste et de tenter de coopérer avec lui.

Aux yeux de la bureaucratie du mouvement syndical, la tâche essentielle consiste à " libérer " l'Etat de l'emprise capitaliste en affaiblissant sa dépendance envers les trusts et en l'attirant à lui. Cette attitude est en complète harmonie avec la position sociale de l'aristocratie et de la bureaucratie ouvrière qui combattent pour obtenir quelques miettes dans le partage des surprofits du capitalisme impérialiste.

Dans leurs discours, les bureaucrates travaillistes font tout leur possible pour essayer de prouver à l'Etat - démocratique - combien ils sont dignes de confiance et indispensables en temps de paix, et plus spécialement en temps de guerre. Par la transformation des syndicats en organismes d'Etat, le fascisme n'invente rien de nouveau, il ne fait que pousser à leurs ultimes conséquences toutes les tendances inhérentes au capitalisme.

J-C- Sans attendre l'avènement du fascisme en France, cela fait belle lurette que tous les syndicats sont intégrés aux institutions de la Ve République, par exemple en participant au Conseil économique, social et environnemental, à toutes sortes d'organismes sociaux (Sécurité Sociale) ou conseils d'administration d'entreprises d'Etat (SNCF entre autres).

Combat contre la mystification climatique de Davos.

J-C – Si vous avez demain un Premier ministre fanatique de la mystification climatique, voilà de quoi clouer le bec à ses partisans. Je vous plains aussi.

Climat : le CO₂ est Innocent; l'Humanité n'est que la complice de la Nature - Association des climato-réalistes 12 juillet 2024

<https://www.climato-realistes.fr/climat-le-co%e2%82%82-est-innocent-lhumanite-nest-que-la-complice-de-la-nature/>

Un scientifique s'inquiète de voir des climatologues devenir des activistes du climat - Association des climato-réalistes 12 juillet 2024

<https://www.climato-realistes.fr/un-scientifique-sinquiete-de-voir-des-climatologues-devenir-des-activistes-du-climat/>

Une soumission à la Cour de La Haye par trois éminents scientifiques américains remet en cause les principes fondamentaux des politiques de zéro émission nette ciblant le CO2

<https://www.climato-realistes.fr/wp-content/uploads/2024/07/Duberger-2.pdf>

Une "meute" de chiens enragés en famille. Un régime entré en putréfaction, ça pue !

- "C'est la guerre" entre Gabriel Attal et Gérard Darmanin : "petites armées" et "meutes", vive opposition - closermag.fr 14 juillet 2024

- "Gabriel Attal dégueule des boules puantes sur Darmanin à longueur de journée", a témoigné un proche de Gérard Darmanin

- Macron-Attal : l'étrange cohabitation - LePoint.fr 15 juillet 2024

J-C – Que dire de ceux qui malgré tout entendent gouverner avec Macron ?

Des centaines de personnes à Paris pour réclamer un gouvernement de gauche - Lepoint.fr 15 juillet 2024

La volonté des manifestants : que « *Macron nomme un gouvernement issu du Front populaire* », affirme Augustin au Le Parisien, qui reproche à Emmanuel Macron de « *s'accrocher au pouvoir* ». « *La gauche est arrivée en tête, la gauche doit gouverner* », assure-t-il. Le Point (avec AFP) 15 juillet 2024

J-C - Les travailleurs et militants qui se font manipuler par les dirigeants du NFP et plus particulièrement LFI, ils ignorent le contenu de la Constitution, et ils ne comprennent pas qu'un véritable gouvernement de « *gauche* » devrait forcément adopter le programme de Macron. Est-ce ce qu'ils souhaitent ? Non, évidemment.

Donc la question est de savoir, pourquoi les dirigeants du NFP, et plus particulièrement LFI, leur font croire le contraire, si ce n'est pour briser le peu d'espoir qu'ils avaient encore de pouvoir changer la société (Un tant soit peu, pas trop quand même, car il ne faut pas exagérer non plus à la manière de Gluckstein) et les amener à se résigner au triste sort auquel la réaction les destine.

Le budget de la guerre que le prochain Premier ministre ne remettra pas en cause.

Emmanuel Macron estime "nécessaire" un "ajustement" du budget des armées en 2025 - BFMTV/ AFP 14 juillet 2024

Le chef de l'État a tenu son discours aux Armées à l'Hôtel de Brienne ce samedi 13 juillet 2024, au cours duquel il a réaffirmé le soutien de la France à l'Ukraine et estimé qu'un ajustement du budget des armées était "nécessaire" en 2025.

"*Je parle bien d'ajustement et non de remise à plat*", a souligné le président, en assurant que "*les ambitions et les fondements sont invariables pour la défense de notre pays*".

La loi de programmation militaire (LPM) 2024-2030, prévoit une hausse de 40% par rapport à la précédente LPM avec 413 milliards d'euros sur sept ans. BFMTV/ AFP 14 juillet 2024

La France occupée.

Emmanuel Macron a par ailleurs salué samedi la participation des armées au dispositif sécuritaire des Jeux Olympiques qui débiteront le 26 juillet à Paris.

"*Par votre engagement au service du succès des Jeux, parfois à travers vos propres athlètes, vous prendrez toute votre part à cette saison d'unité et de rayonnement de la Nation*", s'est-il félicité.

Quelque 18.000 militaires doivent participer à la sécurité des JO (26 juillet-11 août), en appui des 45.000 forces de sécurité intérieure, police et gendarmerie. BFMTV/ AFP 14 juillet 2024

Le PS, EELV et le PCF ont enfin trouvé le clone de Borne comme Premier ministre, Macron et Davos compatible.

Matignon : le PS, EELV et le PCF proposent Laurence Tubiana, LFI suspend les négociations - LePoint.fr 16 juillet 2024

Le Nouveau Front populaire va-t-il exploser comme la Nupes ? Socialistes, écologistes et communistes ont proposé à LFI le nom de Laurence Tubiana pour briguer Matignon, comme personnalité de la société civile, ont indiqué des sources parlementaires à l'AFP lundi soir, un choix déjà dénoncé par les Insoumis.

Les écologistes la voient comme la mère de l'Accord de Paris sur le climat. Pour les socialistes et les communistes, elle est une référente en matière d'économie et d'écologie.

Agée de 73 ans, Laurence Tubiana est une diplomate et universitaire, cheville ouvrière de l'Accord de Paris de 2015 puis de la Convention citoyenne sur le climat. Son nom circule « *depuis quelque temps* » avec la « *bienveillance des trois partis* », indique une source, confirmant des informations de L'Opinion et Franceinfo.

Laurence Tubiana comme Première ministre rassurerait une grosse partie de l'union de la gauche.

Celle qui se définit comme « *femme de gauche et écologiste* » a parfois été citée lors des tractations des macronistes pour former de précédents gouvernements, sans jamais donner suite. Laurence Tubiana préside depuis 2017 la Fondation européenne pour le climat (ECF). Et elle fut notamment conseillère environnement de Lionel Jospin de 1997 à 2002.

Elle a été son assistante dans les années 1970, alors qu'il est enseignant à l'IUT de Sceaux. Ce contact bien précieux l'aidera à mettre un premier pied à l'Élysée, en devenant conseillère à Matignon sur les questions de développement durable, en 1997.

Née à Oran, en Algérie, en 1951, elle est partie vivre en France à 11 ans. Mais c'est dans la ville algérienne que ses engagements humanistes se sont développés. « *Mes parents, intellectuels de*

gauche, de culture française, m'ont donné le goût du débat politique et de l'ouverture aux autres », racontait-elle au magazine Elle en 2015.

L'économiste de formation a d'abord été séduite par le militantisme, et donne de la voix à la Ligue communiste révolutionnaire dans les années 1980. Avant de fonder et diriger en 1980 l'ONG Solagral, qui développait jusque dans les années 2000 l'agriculture dans les pays du Sud.

Mais c'est vraiment 2015 qui marque un tournant dans sa carrière politique. Cette année-là, désignée comme ambassadrice chargée des négociations sur les changements climatiques lors de la COP 21 à Paris, elle est parvenue à faire signer à 195 états l'accord de référence des politiques climatiques mondiales. Ce texte impose aux pays signataires de limiter à 1,5 degré le réchauffement de la planète d'ici à 2050. (C'est une porte-parole du GIEC et une agent de Forum économique mondial, qui pilote l'instrumentalisation du climat. Tout comme Jospin et bien d'autres parvenus, elle n'aura pas seulement renié tous ses engagements de jeunesse, comme gage de soumission à ses nouveaux maîtres à penser, elle aura finalement adopté leur idéologie ultra réactionnaire. – J-C)

Aussi cheville ouvrière de la Convention citoyenne sur le climat, son nom a de nombreuses fois bruissé dans les couloirs de l'Élysée. Elle avait notamment été pressentie pour remplacer Nicolas Hulot au ministère de l'Écologie en 2018. (Plus tard pour remplacer Édouard Philippe, qu'il nous soit permis de lui refuser la présomption d'innocence. – J-C)

La France insoumise (LFI), dans un communiqué publié lundi, pointe du doigt les « *méthodes inacceptables* » du Parti socialiste (PS) qui met son « *veto sur toute autre candidature* » qu'une issue de ses rangs. Des « *refus incompréhensibles* », écrivent-ils. Évoquant le cas d'Huguette Bello, LFI déplore ainsi « *l'impasse dans laquelle le Parti socialiste a mis le Nouveau Front populaire pour son choix de candidature à la fonction de Premier ministre* ».

Les dissensions se poursuivent au moment de désigner un candidat à la présidence de l'Assemblée nationale, dont l'élection se tiendra le jeudi 18 juillet. « *À nouveau ici, le Parti socialiste a annoncé dans la presse une candidature, sans aucune concertation* », grince La France insoumise, avant de préciser que le parti acceptait « *d'avance* » que le candidat ne soit pas un Insoumis, « *si c'est la condition, injuste, d'une candidature unique* ».

Face à ce blocage, La France insoumise a décidé d'aller plus loin en quittant la table des négociations : « *Nous ne participerons à aucune discussion supplémentaire sur la formation du gouvernement tant que la candidature unique à l'Assemblée nationale ne sera pas acquise et que le vote n'aura pas eu lieu.* » Ils appellent aussi à « *participer massivement à toutes les initiatives décidées par les organisations syndicales pour ce jeudi 18 juillet* ».

J-C – Pour quoi, pour légitimer un gouvernement compatible avec Macron ? Cela en à tout l'air. Parole du macroniste du NFP, Aurélien Rousseau :

Le HuffPost - Le député socialiste NFP Aurélien Rousseau fait l'éloge de Laurence Tubiana sur son compte X : « *Laurence Tubiana est une personnalité de premier plan. Elle a su allier tout au long de son parcours la compétence technique, la vision stratégique et la capacité à bâtir des compromis pour atteindre des résultats concrets.* »

Il en est de même pour Mélanie Vogel, députée EELV, qui se réjouit sur le même réseau social : « *Huguette Bello était une très bonne proposition. Laurence Tubiana aussi. Maintenant nous allons trouver une solution.* » L'eurodéputée écologiste Karima Delli est encore plus enthousiasmée : « *Et si c'était elle. Une femme de conviction, d'expérience, issue de la société civile, ayant le combat écologique et social chevillé au corps.* »

Mais du côté de LFI, qui a annoncé ce lundi refuser de poursuivre les négociations avec le trio EELV-PCF-PS en cas de proposition de candidat de la société civile, Laurence Tubiana ne fait pas l'unanimité. Comme l'atteste la réaction de Nathalie Oziol, députée LFI du NFP, qui s'agace sur X : « *Le PS aura-t-il refusé Huguette Bello pour proposer une candidate soutien de Hollande, Macron-compatible, qui avait été envisagée pour succéder à Édouard Philippe ?* ».

Tandis que le député LFI Paul Vannier estime que nommer la diplomate au poste de Première ministre serait « *une trahison de l'engagement pris devant des millions d'électeurs.* » Les débats au sein du NFP s'annoncent encore houleux. LePoint.fr avec AFP et Le HuffPost 16 juillet 2024

J-C – Ils vous prennent tous pour des cons, car tout ce qu'ils vous sortent aujourd'hui, ils le savaient déjà hier ou avant-hier. Mais alors quelle est la différence, cela change quoi ? Il faut vous mettre les points sur les I, que dal pour les couillons qu'ils ont bernés, en revanche désormais ils sont élus ou réélus pour 5 ans, en principe, et le reste, ces arrivistes s'en tapent éperdument.

Le Green New Deal : Un purgatif à prendre en suppositoire !

Ruffin, Autain... Les députés "purgés" de LFI rejoignent le groupe écologiste à l'Assemblée nationale - BFMTV 15 juillet 2024

Les cinq anciens députés "*frondeurs*" de La France insoumise - Clémentine Autain, Alexis Corbière, Hendrik Davi, François Ruffin et Danièle Simonnet - siégeront dorénavant avec le groupe écologiste à l'Assemblée nationale.

"*Nous avons un objectif commun de création d'un groupe plus large avec les députés communistes et ultramarins. Ce projet n'a pas pu voir le jour et nous remercions les députés écologistes et Générations de nous accueillir chaleureusement*", a déclaré Clémentine Autain.

"*Nous serons ensemble des agents fédérateurs de l'union des gauches et des écologistes, indispensable pour construire des majorités dans le pays*", a ajouté la députée de Seine-Saint-Denis.

LFI a annoncé dans la foulée que son "*Comité de respect des principes*" a "*décidé de prononcer l'exclusion de la France insoumise des personnes ayant rejoint l'Après*". Clémentine Autain a confirmé qu'elle et les fondateurs de l'Après avaient bien été notifiés de cette exclusion. BFMTV 15 juillet 2024

Grande-Bretagne. La social-démocratie fait le lit du fascisme à défaut de faire celui du socialisme.

J-C – En gros, si cela peut vous rassurer ou vous redonner le moral. Pour recourir à cet expédient, c'est qu'ils n'ont plus d'autres alternatives, cela signifie qu'ils sont dans une merde noire sur le plan économique et politique. Tout n'est pas à prendre à la lettre dans cet article d'un journaliste australien.

Les résultats des législatives britanniques cachent la vérité que le parti travailliste ne veut pas que vous sachiez - RT 13 juillet 2024

Après cinq années de Keir Starmer à la tête du gouvernement travailliste, la route sera dégagée pour les populistes de Nigel Farage.

Bon nombre de commentateurs politiques britanniques n'ont pas saisi la véritable signification de la victoire électorale du parti travailliste la semaine dernière.

Certains experts voient dans la majorité record du parti la confirmation que la politique britannique est revenue vers le centre, contrairement à l'évolution vers l'extrême droite, qui a caractérisé la politique dans la plupart des pays européens ces dernières années.

Rien n'est plus faux. Le résultat des primaires pour le parti travailliste était de 9,7 millions de voix, correspondant à un faible pourcentage de 33,8%, qui a à peine augmenté, malgré l'effondrement total du nombre de votes pour les Conservateurs.

L'aspect le plus proéminent des législatives de la semaine dernière a été le transfert de milliers de voix du parti conservateur au parti populiste de Nigel Farage «*Reform UK*», particulièrement dans les circonscriptions du «*mur rouge*», que Boris Johnson avait reprises d'un coup de main au parti travailliste lors des élections de 2019.

Le parti Reform UK a reçu quelque 4 millions de voix, soit 14% du total des suffrages exprimés. Le système électoral britannique a toutefois fait que le parti Reform n'a remporté que cinq sièges, incluant, notons-le, celui de Farage lui-même.

Cet important changement de cap a entraîné la destitution de plus de 200 députés conservateurs, y compris d'un ancien premier ministre et de plusieurs membres du Cabinet, et a assuré l'élection massive de candidats travaillistes. Ce qui ne représente toutefois pas «*un revirement vers le centre*».

Les réformistes préparent le terrain pour 2029

Ce qui s'est passé la semaine dernière avait été prédit, avant les élections, par certains commentateurs conservateurs devenus complètement déçus de leur parti et qui avaient choisi de se rallier aux réformistes.

Matt Goodwin, par exemple, a exhorté les électeurs à s'engager dans un acte de «*destruction créative*» en votant pour le parti Reform UK, se rendant parfaitement compte que cela résulterait en une victoire écrasante des travaillistes.

De fait, Goodwin a exhorté les électeurs à détruire un parti conservateur qui, selon son point de vue, avait depuis longtemps cessé d'incarner les vraies valeurs conservatrices, afin de dégager le paysage politique pour une victoire des réformistes aux élections de 2029.

Dans cette optique, la victoire de Starmer est juste un prélude politique nécessaire à la création d'un parti populiste britannique capable de gouverner le pays dans les prochaines années.

Quelles que soient les chances que cela se produise, une telle perspective prédit correctement la disparition imminente du parti conservateur dirigé par Rishi Sunak, et reflétait ce qui se passait réellement dans la politique britannique au cours de la dernière décennie.

Au sens traditionnel du terme, Keir Starmer et le parti travailliste qu'il a réformé à sa guise depuis sa désastreuse défaite électorale de 2019, n'ont rien de «*gauche*».

Starmer a passé les cinq dernières années à purger durement le parti travailliste des derniers vestiges du radicalisme de gauche de Tony Benn, dont le dernier partisan en date était le malheureux Jeremy Corbyn. Ce n'est pas pour rien que Starmer a abandonné presque tous les éléments du manifeste travailliste qu'il avait si volontiers accepté il n'y a pas si longtemps.

Il est parfaitement clair que le parti travailliste de Starmer gouvernera pour les élites mondiales et non pour la classe ouvrière britannique traditionnelle ou les autres classes sociales qui ont été évincées et délaissées par la mondialisation.

Starmer peut évoquer sans cesse son père «*ouilleur*» dans les interviews, et Angela Rayner peut parler ad infinitum de ses origines pauvres, mais il ne s'agit là que d'une mascarade et d'une propagande des plus grossières. Et cela n'a pas induit en erreur les électeurs de la classe ouvrière dans les circonscriptions du «*mur rouge*» la semaine dernière : ils ont voté pour Farage, et non pas pour Starmer et Rayner.

Le premier discours de Starmer après l'élection est un guide certain des politiques d'élite que son gouvernement travailliste poursuivra.

Starmer a immédiatement mis un terme au programme désespérément inefficace concernant le Rwanda, laissant ainsi présager en réalité, quoi qu'il puisse dire en public, son engagement en faveur d'une augmentation des flux migratoires, une politique clé de l'élite mondiale. Sunak était également adepte d'augmenter les niveaux d'immigration, en dépit de sa position politique déclarée.

Son commentaire selon lequel «*nous avons trop de prisonniers*» et sa nomination de James Timpson comme ministre des Prisons sont également révélateurs. Timpson avait officiellement déclaré que deux tiers des détenus dans les prisons britanniques ne devraient pas s'y trouver, et il est connu comme employant d'anciens prisonniers dans sa chaîne de réparation de chaussures.

Pourrait-il y avoir une politique plus élitiste et plus woke que celle qui consiste à libérer des prisonniers en grand nombre ? Les habitants de Londres et d'autres grandes villes britanniques doivent se réjouir à l'idée de l'augmentation du taux de criminalité, qui résultera inévitablement d'une telle politique.

Starmer a également réaffirmé son engagement à soutenir le régime de Zelensky en Ukraine de la manière la plus ferme possible.

Il ne fait aucun doute que le gouvernement travailliste de Starmer poursuivra des politiques élitistes telles que celle-ci, et qu'il aura recours à une réforme constitutionnelle radicale pour y parvenir. Peter Hitchens a, à juste titre, attiré l'attention sur les projets radicaux de Starmer visant à réformer la Chambre des Lords (Chambre haute du parlement), et à renforcer le pouvoir judiciaire déjà idéologiquement engagé.

Tout cela n'a pour but que de gouverner dans l'intérêt des élites mondiale, cela n'a absolument rien à voir avec une véritable politique de gauche.

Starmer, un Premier ministre loin d'être à la hauteur des enjeux ?

Que peut-on donc attendre de la politique britannique sous un gouvernement Starmer dans les cinq prochaines années ?

Tout d'abord, il est certain que le parti conservateur disparaisse en tant que force politique majeure. Les Tories sont profondément divisés et dirigés par des politiciens de seconde zone depuis des décennies et le Brexit a exacerbé ces problèmes à tel point que le parti s'est déchiré une fois que le Brexit a finalement été mis en œuvre, après une bataille interne débilante menée par Boris Johnson.

Johnson, bien qu'il soit un politicien imparfait à certains égards, fût le seul dirigeant efficace que le Parti conservateur ait eu au cours de la dernière décennie.

Comme Benjamin Disraeli et David Lloyd George, Boris Johnson était en quelque sorte un outsider Tory, un leader charismatique qui avait compris que l'attrait électoral du Parti conservateur pouvait être considérablement élargi en adoptant des politiques plaisant au patriotisme britannique et à la classe ouvrière traditionnelle.

Les politiques «réussir le Brexit» et «niveler par le haut» de Johnson ont permis aux conservateurs de séduire les électeurs travaillistes traditionnels mécontents tout en réduisant efficacement l'attractivité du Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni (UKIP) de Nigel Farage.

Ces idées politiques, associées au leadership charismatique de Johnson et à ses compétences en matière de campagne électorale, lui ont permis de remporter une majorité extraordinaire de 80 sièges aux élections de 2019.

Malgré cette victoire électorale sans précédent, les partisans du maintien dans l'UE, et d'autres membres au sein du parti conservateur (Johnson n'a jamais eu le soutien d'une large majorité de députés) se sont associés, en l'espace de trois ans, aux élites mondiales, aux principaux médias woke britanniques, à la Cour suprême, et à un tas d'hommes politiques de seconde zone de tous bords politiques pour détruire impitoyablement la carrière politique de Johnson.

Il a été finalement achevé par une populace narcissique et vengeresse indignée stupidement et à tort par l'affaire du «partygate».

Une fois Johnson destitué, le sort du parti conservateur profondément scindé, dirigé par les chefs de file incompetents tels que Liz Truss et Rishi Sunak, fut scellé. En réalité, l'effondrement du vote tory de la semaine dernière était bien mérité, et Truss, en particulier, méritait de perdre son siège.

Il suffit d'observer les querelles malséantes de cette semaine entre la demi-douzaine des candidats à la gouvernance du parti tory, dont des sommités telles que Robert Jenrick et James Cleverly, pour s'assurer que le parti conservateur n'a pas d'avenir viable, peu importe qui sera finalement choisi pour le diriger.

Quel est le sort probable du gouvernement travailliste de Starmer ?

Comme tous les gouvernements mainstream des pays occidentaux représentant les intérêts des élites mondiales, le gouvernement de Starmer sera incapable de remédier aux problèmes fondamentaux auxquels le Royaume-Uni est confronté, car il dédaigne introduire les réformes économiques et sociales véritablement radicales nécessaires pour mener cela à bien.

Le gouvernement de Starmer sera incapable de réanimer l'économie britannique souffrante. Il ne fera rien pour résoudre la crise du coût de la vie ou pour réduire les prix de l'énergie, et ne sera pas en mesure d'inverser le déclin du système de sécurité social (NHS) ni d'améliorer la prestation des services publics. Il continuera à soutenir les guerres par procuration des États-Unis avec toutes les

conséquences internes néfastes découlant d'une politique étrangère aussi malavisée. Et son ferme engagement envers des stratégies woke ne fera qu'intensifier les guerres culturelles, qui ont si profondément scindé la société britannique au cours des dernières décennies.

Il s'ensuit que l'électorat britannique sera assez vite désenchanté par Starmer et son gouvernement. Son destin sera le même que celui des administrations Biden, Macron et Scholz.
Farage face à l'obstacle du scrutin majoritaire

Le Parti de la réforme sera probablement le bénéficiaire principal de cette désillusion, mais reste à savoir s'il saura en tirer profit.

Les partis populistes ne sont pas réputés pour tenir leurs promesses, et le système électoral britannique à scrutin majoritaire rend quasi impossible pour les petits partis de remporter un grand nombre de sièges.

Farage avait lui-même hésité à revenir à la tête du parti réformiste et à participer à la course électorale. Et passer cinq ans dans l'opposition comme chef de parti qui ne compte que cinq députés, c'est long.

Le système électoral français est beaucoup plus favorable aux partis d'extrême droite contrairement au système britannique, et aux États-Unis, Donald Trump a dû prendre le contrôle du parti républicain pour qu'il devienne une force politique efficace. Dans les années 1990, Trump avait compris qu'il ne pourrait pas remporter la présidence en tant que candidat d'un parti tiers.

Si Farage veut devenir un dirigeant politique important, il devrait peut-être prendre ce qui reste du parti conservateur après les élections de la semaine dernière.

Plutôt que d'amener un «*revirement vers le centre*» ou d'inaugurer un «*gouvernement de gauche radicale*», la victoire de Keir Starmer est en réalité beaucoup plus susceptible d'assurer que la politique britannique continuera de marcher de travers, de manière chaotique et dysfonctionnelle, comme elle le fait depuis ces dix dernières années.

Cela paraît être le maximum que les électeurs des démocraties occidentales peuvent espérer de nos jours.

Burkina Faso.

Le Burkina Faso hausse le ton et menace de retirer les licences des sociétés occidentales - RT 15 juillet 2024

«*Certains pays ont refusé de nous vendre des équipements militaires et empêchent également l'arrivée d'équipements militaires que nous avons déjà achetés à des pays amis parce qu'ils détiennent la licence de certains composants importants de ces équipements*», a lancé Ibrahim Traoré lors d'une réunion avec les organisations civiles burkinabaises le 14 juillet.

En conséquence, le président de la transition au Burkina-Faso a fait savoir que son gouvernement retirerait aux sociétés occidentales les licences d'exploitation des gisements dans le pays.

Ouagadougou dispose d'un sol riche en minerais. C'est d'ailleurs le quatrième producteur d'or du continent. Le pays a un potentiel gisement de manganèse et également des ressources en nickel phosphate, fer, graphite, plomb, pyrite et antimoine.

Ibrahim Traoré pointe également du doigt le fait que les pays qui ne veulent pas collaborer sur le domaine militaire exploitent les ressources du pays. *«Je le dis haut et fort, cette exploitation va cesser»*, a-t-il martelé. *«Nous allons retirer les licences d'exploitation de ces sociétés dans notre pays»*, a-t-il ajouté.

Ibrahim Traoré a insisté sur le fait que ces pays ne pourront pas exploiter le sol burkinabais *«tout en nous refusant l'achat d'équipements militaires nécessaires à la lutte contre le terrorisme et en mettant des obstacles à la réception des équipements que nous avons déjà achetés»*. *«Attendez un peu et nous prendrons toutes nos ressources en main»*, a-t-il conclu.

Le 7 juillet dernier, le Burkina-Faso a créé avec le Mali et le Niger la Confédération des États du Sahel, revendiquant refuser *«la mainmise des puissances étrangères»*. Les trois pays ont rompu leurs liens avec la France, ancienne puissance coloniale, dénonçant l'échec de sa lutte contre les mouvements djihadistes.

Les trois pays ont aussi annoncé, le 28 janvier dernier, leur retrait de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao), accusée de faire le jeu des puissances occidentales. La Cédéao, à l'été 2023, avait imposé des sanctions au Niger, tout en menaçant d'y intervenir militairement à la suite du renversement du président Mohammed Bazoum par les militaires. RT 15 juillet 2024

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 18 juillet 2024

Ici en Inde du Sud, en plein été, il pleut encore et on a des températures quasi-hivernales, du jamais vu depuis 1991 lors de mon premier séjour en Inde ou depuis mon installation définitive en 1996. Du coup, je suis resté enfermé chez moi et j'ai travaillé toute la journée pour vous.

A vrai dire, je me suis bien amusé en traitant certains sujets, car les scélérats qui nous gouvernent sont vraiment cinglés et dans la merde. Cela ne saute peut-être pas aux yeux, il faut en profiter pour aider les travailleurs à en prendre conscience, des fois que cela les inciterait à passer à l'action ou les aiderait à reprendre espoir et confiance en eux-mêmes, car ce sont eux la clé de la situation et personne d'autres, avec les organisations qui sont à leur côté pour reprendre la formule consacrée, même si elle est largement frelatée, cette concession de circonstance n'a rien de compromettante dès lors qu'on en a conscience.

On doit aussi avoir confiance dans les militants demeurés fidèles au socialisme ou qui y aspirent sincèrement. Ils en existent bien plus que ce que l'on croit, ils sont souvent inorganisés, mais eux aussi seraient prêts à s'organiser à nouveau si l'opportunité se présentait. Je regrette de ne pas avoir été à la hauteur sur ce plan-là, très modestement bien sûr, en étant en Inde, je n'avais finalement rien à leur proposer, hormis participer à la lutte de classe comme ils l'entendaient.

Nous ne sommes pas vaincus, nous n'avons pas perdus, puisque nous n'avons rien à perdre, à moins de penser comme un bourgeois ou un capitaliste pour lesquels la société a été conçue, jusqu'à leurs caniveaux, tout leur appartient !

Leur système économique a fait son temps, cependant ils peuvent encore espérer encore l'étendre ici ou là, mais cela ne fera que renforcer ses contradictions et précipiter sa crise finale pour peu qu'on ait été en mesure de nous y préparer et d'y préparer les travailleurs pour que nous l'affrontions ensemble dans les meilleures conditions possibles et emporter la victoire, c'est tout à fait possible évidemment.

Voilà l'énorme responsabilité qui repose sur nos épaules, à nous de redoubler d'effort pour l'assumer, armons-nous du marxisme, du matérialisme dialectique, tenons-nous en aux faits, on y verra plus clair et tout se passera bien, nous vaincrons nos ennemis, vive le socialisme !

Totalitarisme. La tentation de recourir à nouveau au bioterrorisme les dérange.

Tour de France : les mesures contre le Covid sont de retour - Le Figaro avec AFP 14 juillet 2024

Les organisateurs du Tour de France vont durcir les règles sanitaires pour protéger les coureurs contre l'épidémie de Coronavirus.

Le port du masque est désormais obligatoire pour toutes les personnes (organisateur, invités, journalistes,...) «*en contact avec les coureurs et les membres des équipes cyclistes*» avant et après les étapes, ont indiqué les organisateurs d'Amaury Sport Organisation (ASO).

Plusieurs coureurs, dont le Britannique Tom Pidcock et l'Espagnol Juan Aysuo, coéquipier du maillot jaune Tadej Pogacar, ont abandonné après un test positif au Covid.

États-Unis: le président Joe Biden testé positif au Covid-19 et de nouveau contesté dans son camp - RFI 18 juillet 2024

En pleine campagne électorale et alors que sa candidature est contestée dans son propre camp, il est contraint de suspendre ses activités, car le président a été testé positif au Covid-19.

Il était au Nevada depuis deux jours et il avait commencé à souffrir de symptômes légers, selon la Maison Blanche. Comme cela n'allait pas mieux, il a fini par être testé. Et alors qu'il devait s'exprimer devant une organisation de latino-américains, il a annulé à la dernière minute. RFI 18 juillet 2024

J-C – A croire qu'ils ont décidé de le débarquer ou ils vont miser sur Trump. Ce ne serait pas un retournement de situation, mais cela pourrait alimenter la lutte de classes aux Etats-Unis, ce qui n'est pas à négliger.

Jusqu'où ira le bioterrorisme de l'oligarchie financière anglo-saxonne ?

J-C – Le discours dominant relève uniquement de la propagande, il n'a aucune base scientifique sinon truqué. Sans même savoir ou comprendre de quoi il retourne vraiment, il suffit de se poser une seule question pour refuser d'y adhérer : Depuis quand ces gangs mafieux et criminels seraient-ils animés d'intentions bienveillantes envers les peuples, alors qu'en temps normal ils ne cessent de leur mentir et de nuire gravement à leurs intérêts ? Vous connaissez la réponse.

Leur objectif, contrôler les secteurs économiques de l'alimentation qui leur échappent encore, de manière à pouvoir s'en servir comme moyen de chantage politique contre les peuples pris en otage, puisque leur survie en dépend. On a vu de quelle manière ils avaient bloqué le blé ou les céréales produites en Ukraine destinées aux pays africains, comme on le voit à Gaza réduisant les Palestiniens à la famine pour mieux les éliminer ou leur faire accepter leur plan consistant à les expulser de Palestine.

Ils veulent le beurre, le fil à couper le beurre, l'argent du beurre, et la crème, non, ils s'en passeront ainsi que les vaches et les paysans, la concentration des richesses entre leurs mains et le pouvoir politique qui en découlera leur suffira, provisoirement...

Après le beurre doux et le beurre demi-sel, cette start-up soutenue par Bill Gates invente le beurre au CO2 - Le HuffPost 17 juillet 2024

Il y avait le beurre doux, le beurre demi-sel, désormais, il existe le beurre sans lait à base d'air. Il s'agit d'une invention créée par Savor, une start-up américaine soutenue par le milliardaire Bill

Gates. Ce beurre synthétique s'inscrit dans une démarche de réduction d'empreinte carbone et d'innovation alimentaire durable.

Comme nous l'expliquons dans la vidéo en tête de l'article, les ingénieurs de Savor utilisent un processus thermochimique et associent de l'eau et du CO2 pour faire ce beurre végétal. « *Ils ont mis au point une technique qui consiste à prélever du dioxyde de carbone dans l'air et de l'hydrogène dans l'eau, à les chauffer et à les oxyder pour déclencher la séparation des acides gras, puis la formulation des graisses* », explique Bill Gates sur son blog.

Cette méthode permet d'obtenir une matière qui ressemble à de la graisse d'origine animale, et qui aurait le même goût que le beurre d'après le milliardaire et la directrice de l'entreprise. Affirmation que nous ne sommes pas en mesure de confirmer.

L'objectif de cette innovation est de réduire l'impact environnemental du beurre. Pour en produire, il faut du lait issu de l'élevage bovin, une grosse source de pollution. L'idée, c'est aussi d'arrêter l'exploitation animale et de se tourner vers la science pour trouver des méthodes de fabrication alimentaire durables et ainsi nourrir la planète.

Selon un rapport de l'Organisation des nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, le bétail est responsable de plus de 14 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Les graisses végétales, souvent à base d'huile de palme, contribuent à la déforestation, ce qui n'est pas mieux pour l'environnement. (Le fameux pet et rot des ruminants ! – J-C)

Savor espère rapidement avoir les autorisations pour commercialiser son beurre, mais surtout, elle ne compte pas s'arrêter là. De la glace, du lait, du fromage, de la viande, l'entreprise travaille sur une version synthétique de tous ces produits.

Il ne reste plus qu'à convaincre les consommateurs du monde entier. Et en ce qui concerne la France, il y a du travail pour donner tort au chef Paul Bocuse. « *En France, se passer du beurre et de la crème, c'est impossible !* », disait-il en 1976.

J-C – Beurk, quelle horreur !

Le gaz, dit à effet de serre, est composé essentiellement de vapeur d'eau.

Quant au CO2 d'origine anthropique, il n'a rien à voir avec les fluctuations de la température de la Terre, la preuve étant qu'il exista dans le passé des périodes durant lesquelles quelle que soit la concentration de CO2 dans l'atmosphère, la température était soit inférieure, soit supérieure à celle que nous connaissons aujourd'hui. Il n'existe pas de corrélation entre ces deux facteurs, cependant il a été constaté que les variations de température précédaient celle du taux de CO2.

Par conséquent, on est en présence d'une escroquerie, une mystification d'origine purement économique destinée à accroître le contrôle politique de l'oligarchie financière sur la population mondiale. Il faut toutefois qu'ils recourent à cette supercherie dans le but de soulager le capitalisme en crise.

Ils créent artificiellement de nouveaux besoins, qui vont se traduire par la destruction massive de forces productives, par la construction d'une multitude de nouvelles usines et la fermeture ou la démolition d'autant encore fonctionnelles, rentables, parfois flambant neuves pour produire des éoliennes, des panneaux solaires, des bagnoles, des batteries, etc. Sinon ils procèdent à des guerres

encore plus rentables et destructrices, mais malheureusement elles sont encore peu nombreuses ou manquent d'espace, leurs expédients ne suffiront pas, ils ne remplaceront jamais une bonne vieille guerre mondiale, voilà ce dont ils ont conscience.

Alors place à la lutte de classe du prolétariat mondial, elle seule à ce jour incarne l'avenir de l'humanité, eux ils appartiennent déjà au passé !

Tentative d'assassinat de Trump. Suspect ou simple coïncidence ?

Le tueur suspect est apparu en 2022 dans une publicité du gestionnaire de fonds BlackRock. La pub met en scène « *un professeur de l'école secondaire de Bethel Park, dans laquelle plusieurs étudiants non rémunérés apparaissent brièvement en arrière-plan, dont Thomas Matthew Crooks* », a expliqué à Reuters BlackRock. La publicité a été retirée de la circulation, a-t-il annoncé. 20minutes.fr 17 juil. 2024

J-C - Et si c'était un coup monté ou nouvel acte « *terroriste* » sous faux drapeau ? Un tireur d'élite peut très bien viser le bout d'une oreille, non ? A suivre.

Un rapport qui tombe à point.

Israël intensifie ses frappes à Gaza, Netanyahu veut accroître la pression sur le Hamas - AFP 17 juillet 2024

Dans un rapport mercredi, Human Rights Watch a accusé des groupes armés palestiniens de Gaza d'avoir commis "*des centaines*" de crimes de guerre durant l'attaque du 7 octobre. Le Hamas a rejeté ces accusations. AFP 17 juillet 2024

Qu'est-ce que Human Rights Watch ?

Réponse de Wikipédia :

Sponsor : Open Society Foundations du milliardaire américain ou capitaliste philanthropique (sic !) G. Soros, qu'on ne présente plus.

ONG pour : Organisation-oligarchique Non Gouvernemental.

A bas les ONG, vive le mouvement ouvrier !

Ce n'est pas seulement l'Ukraine qu'il faudrait « dénazifier », mais aussi l'UE et l'OTAN.

Pologne: les forces armées peuvent tirer sur des migrants sans responsabilité pénale - RFI 17 juillet 2024

En Pologne, la crise migratoire à la frontière avec la Biélorussie continue de s'intensifier. Cet été, le gouvernement a mis en place une zone tampon complètement militarisée le long de la frontière pour empêcher les migrants de pénétrer dans le pays. Ce vendredi 12 juillet, le gouvernement a élargi les prérogatives des forces armées. Elles ont désormais le droit de tirer sur les migrants sans en être tenues responsables pénalement. Une mesure qui inquiète les humanitaires sur place.

Tirer de façon préventive et à balles réelles sur quiconque tenterait de violer la frontière. Ce vendredi, les députés polonais ont levé la responsabilité pénale des soldats désormais autorisés à tirer face aux migrants. RFI 17 juillet 2024

Mes commentaires publiés par deux blogs.

1 – (A Réseau International) Voilà, entre autres, pourquoi je n'enverrai plus de contributions politiques à ce blog.

Encore une fake news. La preuve.

OTAN : la Pologne n'aidera pas l'Ukraine à intercepter des missiles russes, déclare Stoltenberg – RT15 juil. 2024, 17:09

Jens Stoltenberg a fait savoir que la Pologne n'intercepterait pas les missiles russes ciblant le territoire ukrainien. L'OTAN estime que la meilleure décision est de maintenir l'aide à Kiev pour lui permettre de cibler les avions de guerre russes avec des systèmes d'armes exploités par des citoyens ukrainiens.

<https://francais.rt.com/international/112377-otan-pologne-naidera-pas-ukraine>

Réponse d'un lecteur de ce blog :

- « *Parce que vous pensez que Satanberg va dévoiler la réalité des plans au public ?* »

Ma réponse :

Satanberg ? Vous êtes décidément dérangé, excusez-moi.

Et moi qui pensais qu'un article de RT aurait la faveur des idolâtres de Poutine, même pas, on ne m'y reprendra pas. Adieu RI.

Je vais me consacrer à mon blog : luttedeclasse.org

Ne vous méprenez pas, il ne vous est pas destiné, ni d'ailleurs à la plupart des lecteurs de RI.

J'ajoute un mot.

Je n'ai adressé aucun commentaire à ce blog suite aux dernières élections, sachant que l'immense majorité de ses lecteurs sont compatibles avec l'extrême droite, cela aurait été une perte de temps.

J'ai décidé de boycotter cette rubrique de ce blog, je continuerai de consulter les articles qui sont susceptibles de m'intéresser, environ 2 sur 10 en moyenne.

2- J'ai une question à poser au blog Le Grand Soir, si je peux me permettre.

Stop ou encore. Pouvez-vous m'éclairer : Pourquoi la quasi-totalité de mes commentaires, plutôt longs, dont les contenus sont étayés ou argumentés, correctement rédigés, sérieux, demeurent-ils sans réaction des lecteurs que je m'emploie à ménager de mon mieux ?

J'ajoute un mot.

Personne ne m'a répondu, pas même l'administration de ce blog qui a trouvé inutile de se donner cette peine, alors ce sera stop aussi, qu'ils restent entre eux.

Défense du marxisme et du socialisme.

Extrait de Que Faire ? de V. Lénine - 1902

Lénine - Les ouvriers, avons-nous dit, ne pouvaient pas avoir encore la conscience social-démocrate. Celle-ci ne pouvait leur venir que du dehors. L'histoire de tous les pays atteste que, par ses seules forces, la classe ouvrière ne peut arriver qu'à la conscience trade-unioniste, c'est-à-dire à la conviction qu'il faut s'unir en syndicats, mener la lutte contre le patronat, réclamer du gouvernement telles ou telles lois nécessaires aux ouvriers, etc. Quant à la doctrine socialiste, elle est née des théories philosophiques, historiques, économiques élaborées par les représentants instruits des classes possédantes, par les intellectuels. Les fondateurs du socialisme scientifique contemporain, Marx et Engels, étaient eux-mêmes, par leur situation sociale, des intellectuels bourgeois. De même en Russie, la doctrine théorique de la social-démocratie surgit d'une façon tout à fait indépendante de la croissance spontanée du mouvement ouvrier; elle y fut le résultat naturel, inéluctable du développement de la pensée chez les intellectuels révolutionnaires socialistes.

J-C - Si un parti ouvrier révolutionnaire luttant pour le socialisme n'existe pas, et ne permet pas à la classe ouvrière d'accéder à la conscience du socialisme, elle n'y parviendra jamais toute seule et vous pourrez dire adieu au socialisme.

Cet enseignement du marxisme est toujours valable ou plus d'actualité que jamais, la construction de ce parti devrait être notre priorité absolue.

Ce passage est extrait d'un document que j'avais publié le 15 décembre 2008. Il était consacré à "*la question des rapports entre la conscience et la spontanéité*" qui va opposer les socialistes aux économistes qui s'avèreront être des réformistes bourgeois, des opportunistes.

En résumé, ces derniers prétendaient réduire le combat de la classe ouvrière à des revendications sociales dans le cadre du régime capitaliste, et que la classe ouvrière devait se détourner ou

abandonner le terrain du combat politique, parce qu'il aurait constitué un obstacle à ses revendications sociales, autrement dit, ils légitimaient l'existence du régime d'exploitation et d'oppression pour l'éternité.

Il faut entendre par "*conscience*", les tâches historiques que la classe ouvrière a à accomplir qui incluent le renversement du régime politique et économique des capitalistes, l'instauration d'une République sociale et démocratique, la transformation révolutionnaire de la société, bref, le programme du socialisme ou les "*tâches générales du socialisme*", et par "*spontanéité*", le mouvement spontané conduisant les travailleurs à exiger de l'ordre social établi qu'il leur accorde de meilleures conditions de travail et d'existence, renonçant ainsi à lutter pour leur émancipation du capitalisme et pour conquérir leur liberté, autrement dit, ils devraient abdiquer toute aspiration à gérer eux-mêmes la société, et laisser le soin aux capitalistes de décider de leur destin à leur place.

Selon Lénine, la question des rapports entre la conscience et la spontanéité offre "*un immense intérêt général et demande une étude*" approfondie, qui devrait susciter l'attention soutenue de tout militant ouvrier sincère ou fidèle au socialisme, s'exprimant en son nom, sous peine d'adopter l'idéologie de la bourgeoisie ou de tomber sous son influence.

Lénine, qui maîtrisait parfaitement la dialectique, savait extraire la substance de sophismes comme celui-ci, un régal : "*le mouvement est le processus de variation de distance entre le point de départ et les points suivants du mouvement. (...) : est désirable la lutte qui est possible; est possible celle qui se livre au moment présent. C'est là précisément la tendance de l'opportunisme illimité, qui s'adapte passivement à la spontanéité.*"

Quelques extraits choisis pour réfléchir, à savourer sans modération.

La spontanéité est devenue l'idéologie des "*sociaux-démocrates*" partagée par "*les bourgeois d'Occident haïssant le socialisme*".

Lénine - C'était là l'écrasement complet de la conscience par la spontanéité - par la spontanéité des "*sociaux-démocrates*" qui répétaient les "*idées*" de Monsieur V.V., la spontanéité des ouvriers séduits par cet argument qu'une augmentation, même d'un kopek par rouble, valait mieux que tout socialisme et toute politique, qu'ils devaient "*lutter en sachant qu'ils le faisaient, non pas pour de vagues générations futures, mais pour eux-mêmes et pour leurs enfants*" (éditorial du n° 1 de la Rabotchaïa Mysl). Les phrases de ce genre ont toujours été l'arme préférée des bourgeois d'Occident qui, haïssant le socialisme, travaillaient eux-mêmes (comme le "*social-politique*" allemand Hirsch) à transplanter chez eux le trade-unionisme anglais, et disaient aux ouvriers que la lutte uniquement syndicale est une lutte justement pour eux et pour leurs enfants, et non pour de vagues générations futures avec un vague socialisme futur.

J-C - Il ne peut pas exister une "*troisième*" idéologie, c'est ce que j'ai eu l'occasion de répéter encore et encore dans mes causeries, parce qu'il n'existe que deux classes indépendantes dans la société, celle des capitalistes et celle de la classe ouvrière.

Lénine - Du moment qu'il ne saurait être question d'une idéologie indépendante, élaborée par les masses ouvrières elles-mêmes au cours de leur mouvement, le problème se pose uniquement ainsi : idéologie bourgeoise ou idéologie socialiste. Il n'y a pas de milieu (car l'humanité n'a pas élaboré une "*troisième*" idéologie; et puis d'ailleurs, dans une société déchirée par les antagonismes de classes, il ne saurait jamais exister d'idéologie en dehors ou au-dessus des classes). C'est pourquoi tout rapetissement de l'idéologie socialiste, tout éloignement vis-à-vis de cette dernière implique un renforcement de l'idéologie bourgeoise. On parle de spontanéité. Mais le développement spontané

du mouvement ouvrier aboutit justement à le subordonner à l'idéologie bourgeoise, Il s'effectue justement selon le programme du Credo, car mouvement ouvrier spontané, c'est le trade-unionisme, la Nur-Gewerkschaftlerei; or le trade-unionisme, c'est justement l'asservissement idéologique des ouvriers par la bourgeoisie. C'est pourquoi notre tâche, celle de la social-démocratie est de combattre la spontanéité, de détourner le mouvement ouvrier de cette tendance spontanée qu'a le trade-unionisme à se réfugier sous l'aile de la bourgeoisie, et de l'attirer sous l'aile de la social-démocratie révolutionnaire.

J-C - Quelle formation politique de nos jours se réclamant du socialisme tient ce discours, y compris dans les syndicats où elles sont implantées ?

Qu'entend-on par la politique trade-unioniste ?

Lénine - C'est-à-dire l'aspiration générale des ouvriers à obtenir de l'Etat des mesures susceptibles de remédier aux maux inhérents à leur situation, mais qui ne suppriment pas encore cette situation, c'est-à-dire qui ne suppriment pas la soumission du travail au capital. Cette aspiration est en effet commune et aux trade-unionistes anglais hostiles au socialisme, et aux ouvriers catholiques....

J-C - En effet, les faux opposants au régime s'entendent pour dénoncer ses excès ou ses turpitudes, mais sans jamais aborder leur origine, car ils n'ont pas l'intention de s'y attaquer ou de rompre avec le capitalisme.

Lénine - Mais pourquoi - demandera le lecteur - le mouvement spontané, qui va dans le sens du moindre effort, mène-t-il précisément à la domination de l'idéologie bourgeoise ? Pour cette simple raison que, chronologiquement, l'idéologie bourgeoise est bien plus ancienne que l'idéologie socialiste, qu'elle est plus achevée sous toutes ses formes et possède infiniment plus de moyens de diffusion. Plus le mouvement socialiste dans un pays est jeune, et plus il faut combattre énergiquement toutes les tentatives faites pour consolider l'idéologie non socialiste, plus résolument il faut mettre les ouvriers en garde contre les mauvais conseillers qui crient à la "*surestimation de l'élément conscient*", etc.

J-C - Le mouvement spontané ne fait qu'effleurer la surface des choses, il ne s'aventure pas au-delà des apparences, trompeuses évidemment. Son pendant chez les capitalistes est le profit immédiat ou à court terme. Twitter et Cie sur le plan de la communication à consommer et jeter !

L'idéologie bourgeoise est si profondément ancrée dans le cerveau des intellectuels qui se prétendent de gauche, qu'ils hésitent de nos jours à faire référence au socialisme, sans doute par crainte des critiques auxquelles ils s'exposeraient, et auxquelles ils seraient bien embarrassés de répondre tellement ils se sont gravement compromis, il faudrait qu'ils se démasquent eux-mêmes et ils n'y tiennent pas, mettez-vous à leurs places, mais que cela ne tienne, on s'en charge pour eux, non sans un malin plaisir chaque fois renouvelé, je dois avouer. C'est souvent l'objet de mes commentaires dans des blogs, qui évidemment restent sans réaction ou réponse, vous aurez compris pourquoi.

Cette question est des plus importantes pour les militants qui entendent demeurer fidèles au socialisme, dans la mesure où les arguments développés par ces deux tendances, nées dans la tête d'intellectuels, il faut préciser, vont constituer la base théorique des deux conceptions opposées et inconciliables de la lutte de classe qui ne vont pas cesser de s'affronter de la fin du XIXe siècle à nos jours au sein du mouvement ouvrier parmi ceux qui se réclament du socialisme et du prolétariat,

.....

La spontanéité des masses et la conscience de la social-démocratie - 1902

<http://www.luttedeclassse.org/marxisme/spontaneite131208.pdf>

Comment se caractérise la crise du capitalisme dans l'UE ? Quelques éléments de réponse.

L'ampleur de la désindustrialisation de l'UE - observateurcontinental.fr 15.07.2024

La diminution du poids économique de l'espace politico-économique de l'UE a débuté au milieu des années 2000. Il y a 20 ans (en 2004), l'industrie américaine était en retard par rapport à l'industrie européenne dans la production mondiale : 22,2% contre 25,4%. L'année 2022 a été cruciale pour l'économie de l'UE. À cette époque, le secteur manufacturier s'est contracté de plus de 10 points de pourcentage, passant de 25,4% à 15,2% de la production mondiale.

En 2023, les proportions de la production manufacturière mondiale sont restées les mêmes : 28,4% pour la Chine, 26,6% pour les États-Unis, 5,8% pour l'Allemagne, 2,3% pour l'Italie, 1,9% pour la France et 1,8% pour le Royaume-Uni.

Actuellement, la politique économique de l'UE est confrontée à un trilemme : redoubler d'efforts pour aider les secteurs touchés à devenir «verts», relocaliser les productions énergivores hors de l'Union ou concilier les intérêts des secteurs traditionnels et nouveaux par la redistribution des subventions. L'accentuation de ces inégalités risque de déstabiliser le pilier économique clé de l'UE, son marché intérieur unique.

Aujourd'hui, on se souvient de plus en plus des avertissements alarmants formulés dans la Déclaration d'Anvers sur l'Accord industriel européen du 21 février 2024. Plus de 840 entreprises et 350 associations qui l'ont signée exhortent vivement les autorités de l'UE à adopter une politique industrielle de soutien qui puisse rendre à nouveau l'industrie européenne compétitive et attractive pour les investissements.

À l'heure actuelle, la réalité est différente. Certaines entreprises industrielles européennes prévoient de délocaliser leurs capacités de production dans des régions où les coûts de l'électricité sont plus bas. Ainsi, le déclin de l'industrie dans l'UE est bel et bien réel. La préoccupation croissante des gouvernements des pays d'Europe occidentale quant au fait que la désindustrialisation pourrait entraîner une récession économique, une réduction de l'autonomie stratégique économique, un retard dans la course aux nouvelles technologies et, par conséquent, une diminution de l'influence de l'UE, est le résultat d'une réaction tardive aux changements fondamentaux dans la concurrence géoéconomique mondiale. Les représentants de la Commission européenne indiquent que les statistiques industrielles de l'UE ne montrent pas un déclin significatif de l'activité industrielle en 2021-2022. Cependant, en 11 mois (d'avril 2023 à avril 2024), la production industrielle de l'UE a diminué.

Dans la compétition pour les investissements étrangers directs, l'Union européenne perd face aux États-Unis. Depuis le troisième trimestre de 2022, les flux entrants sont devenus négatifs pour la première fois depuis 2020, atteignant un niveau 2,5 fois supérieur à celui de la période de pandémie (un reflux de 65,1 milliards d'euros contre 26,3 milliards d'euros). Au quatrième trimestre 2022, la fuite des capitaux a encore été multipliée par 3,3 fois pour atteindre 216,5 milliards d'euros.

Malgré ces tendances de désindustrialisation, l'UE reste un acteur notable dans les technologies avancées : les technologies quantiques (22% du volume mondial) et de navigation (20%), les biotechnologies et la robotique (18% chacune). En 2022, 194 entreprises dans le domaine de l'intelligence artificielle (IA) ont été créées dans l'UE, devançant la Chine (160), le Royaume-Uni (99) et l'Inde (57).

Ainsi, la désindustrialisation dans l'UE va de pair avec le développement de nouvelles technologies. La crainte de la fuite industrielle est souvent exagérée afin de parvenir à un consensus européen sur l'octroi de subventions importantes pour les industries énergivores, le financement du complexe militaro-industriel et des technologies civiles avancées associées, ainsi que pour garantir un soutien vital de la part des gouvernements relativement libéraux (principalement l'Allemagne) qui souhaitent éviter une guerre commerciale totale avec les États-Unis.

Malgré la menace de désindustrialisation de l'UE, qui fait déjà partie de la réalité économique, il y a des raisons de croire que cette menace soit quelque peu exagérée et que la situation réelle soit plus complexe.

<https://www.observateurcontinental.fr/?module=articles&action=view&id=6120>

Quand le législateur inscrit dans la loi un abus de pouvoir caractérisé, il consacre la dérive totalitaire du 1%.

Californie : une nouvelle loi interdit désormais aux écoles d'informer les parents du changement de pronoms d'un élève - 20minutes.fr 18 juillet 2024

Droits LGBTQ+. Le but ? Protéger les élèves venant de foyers non accueillants qui pourraient être en danger lors de la révélation de leur identité sexuelle

Gavin Newsom, le gouverneur démocrate de Californie, a signé cette semaine une loi interdisant aux écoles d'informer les parents si leur enfant demande à changer son pronom de genre. Selon cette loi, les écoles ne peuvent plus divulguer l'identité de genre ou l'orientation sexuelle d'un étudiant sans l'autorisation de celui-ci.

La loi intervient alors que plus d'une douzaine de districts scolaires en Californie ont proposé ou adopté des « *politiques de divulgation forcée* » obligeant les écoles à informer les parents si un enfant demande à changer son identification de genre. Ces politiques ont suscité de vives réactions du côté des responsables démocrates de l'État, qui affirment que les étudiants ont droit à la confidentialité. En réponse à ces décisions, l'entrepreneur Elon Musk a décidé de relocaliser les sièges de ses entreprises au Texas et de quitter la Californie. 20minutes.fr 18 juillet 2024

J-C – En principe les parents sont responsables de l'éducation de leurs enfants et de leurs actes, encore faut-il que les parents puissent exercer leur pouvoir ou leur autorité sur leurs enfants. Mais quand leur autorité est contestée par le législateur, de quel moyen dispose-t-il encore pour se faire respecter de leurs enfants, aucun. Par conséquent, les rapports qui existaient entre eux se trouvent inversés, ce sont les enfants qui dictent leur volonté à leurs parents qui doivent s'y plier sous peine de poursuites judiciaires.

Jusqu'où iront le cynisme et l'hypocrisie du législateur.

On peut lire ceci dans un document officiel français intitulé *Exercice de l'autorité parentale* :

- Pour exercer leur fonction, les parents ont un devoir de commandement et de surveillance sur l'enfant et ses biens.

En contrepartie, l'enfant doit honneur et respect à ses parents à tout âge.

Devoir d'éducation. Les parents doivent veiller à l'éducation scolaire, intellectuelle, morale et éventuellement religieuse de l'enfant. Les parents qui n'assurent pas l'instruction obligatoire de leur enfant s'exposent à des sanctions (amende par exemple).

J-C – Comment les parents pourraient-ils remplir ce « *devoir* », si parallèlement la loi permet aux enfants de contester l'éducation que leurs parents leur donne ?

A propos de l'homosexualité, je soumets à votre réflexion les éléments suivants.

Freud et l'homosexualité - blog.francetvinfo.fr 22 novembre 2014

Le site rue89 a publié mi-novembre 2014 une lettre de Freud adressée à une mère au sujet de l'homosexualité de son fils. Extrait :

"L'homosexualité n'est certainement pas un avantage, mais elle n'est pas honteuse, perverse ou dégradante ; elle ne peut être classifiée comme une maladie, nous la considérons comme une variation de la fonction sexuelle, produite par un arrêt spécifique dans le développement sexuel"

Dans Trois essais sur la théorie sexuelle, Freud ne parle pas encore d'homosexualité. Il emploie le terme d'inversion qu'il considère comme une "*déviations par rapport à l'objet sexuel*". Il nomme alors les personnes homosexuelles des "*sexuels contraires*" ou des "*invertis*".

Pour Freud, "*ni l'hypothèse, selon laquelle l'inversion est innée, ni l'autre, selon laquelle elle est acquise, n'expliquent la nature de l'inversion*". Selon lui, nous aurions une "*disposition bisexuelle originelle qui se modifie au cours de l'évolution jusqu'à devenir monosexualité (...)*".

Freud tient donc compte d'une "*prédisposition bisexuelle dans l'inversion (...)* et qu'il s'agit là de troubles qui touchent la pulsion sexuelle dans son développement".

Néanmoins, Freud conclue en écrivant qu'il se voit "*dans l'impossibilité de fournir une explication satisfaisante de la genèse de l'inversion.*"

Freud ne souhaitait pas réellement modifier l'orientation sexuelle de ses patients (même si, selon lui, l'inversion "*peut être modifiée par la suggestion hypnotique*"). Il s'intéressait surtout à soulager les patients "*en révolte contre le fait de leur inversion*", qui ressentent leur homosexualité comme une "*contrainte morbide*". Bref, il s'attachait surtout à aider les patients à mieux vivre leur homosexualité.

En 1903, un scandale judiciaire impliquant une personnalité jugée pour son homosexualité, va amener Freud à s'exprimer ainsi : « *L'homosexualité ne relève pas du tribunal et j'ai même la ferme conviction que les homosexuels ne doivent pas être traités comme des gens malades, car une telle orientation sexuelle n'est pas une maladie (...)* Les personnes homosexuelles ne sont pas des malades".

Selon la psychanalyste Ruth Menahem, malgré certaines ambiguïtés et contradictions dans les écrits de Freud, ce dernier aurait donc privilégié le courant de la « *normalité* » de l'homosexualité.
blog.francetvinfo.fr 22 novembre 2014

Freud, S. (1987). Trois essais sur la théorie sexuelle. Paris : Gallimard

J-C – Ils se sont retenus d'accuser Freud d'homophobie, Freud qu'ils détestent autant que Darwin ou Marx.

Je vais vous expliquer, pourquoi je ne peux pas être homophobe, et revenir sur ma propre expérience.

J'en suis arrivé à la conclusion, que la perturbation des rapports affectueux qu'un enfant entretient avec ses parents des deux sexes, va l'empêcher d'abandonner sa "*disposition bisexuelle originelle*" au profit de sa "*monosexualité*", désorientés il va être amené à rejeter le sexe différent du sien ou il va s'identifier à la personne ayant le même sexe que lui et devenir homosexuel.

Au-delà, j'y vois une cause sociale, car la perturbation de ses rapports affectueux avec ses parents provient généralement des difficultés que ceux-ci rencontrent dans leur vie quotidienne. Elles enveniment leur relation sentimentale et cela se reporte sur l'enfant, dans un sens ou dans l'autre, soit l'un des deux parents ne le supportera plus et il s'en détournera, ou au contraire il se l'accapara, il deviendra possessif, le couvrira à outrance, l'étouffera littéralement, au point que le parent de l'autre sexe disparaîtra de son existence, c'est tout du moins le risque qui en découle. L'absence de l'un des deux parents peut avoir la même conséquence. Une éducation trop autoritaire peut produire le même effet, ce fut mon cas.

Tout dépendra ensuite des rapports qu'il sera parvenu à tisser avec des personnes des deux sexes au cours de ses rencontres ou expériences au contact du monde extérieur à sa famille, à l'école principalement, puisqu'il y passera le plus clair de son temps. Qu'il soit scolarisé dans une école mixte ou non ne sera pas anodin, car cela facilitera ou non le transfert de son affection sur un enfant du sexe différent du sien, notamment à l'âge de la puberté. S'il est scolarisé dans une école non-mixte, ce sera impossible et renforcera sa tendance disons naturelle à l'homosexualité, c'est ce que personnellement j'ai vécu pendant une très courte période. J'explique cela ainsi.

Mon père était la main de mon père. C'est ma mère qui s'occupait de moi, mon père travaillait, et lorsqu'il rentrait du boulot épuisé et passablement énervé, elle se faisait un plaisir de lui raconter en menus détails tout ce que j'avais pu faire qui le contrarierait, de sorte qu'il se soulageait sur moi en me frappant, tandis que ma mère éprouvait une certaine satisfaction à me voir pleurer et hurler de douleur, soit dit en passant, c'est sans doute ainsi que s'exprime l'amour maternel ! Je ne lèverai jamais la main sur ma fille, le seul enfant que j'eus avec ma première épouse.

Voilà qui explique peut-être pourquoi j'eus une courte expérience homosexuelle à ma puberté, et surtout pourquoi, bien que par la suite et le restant de ma vie je fus attiré uniquement par les femmes, j'eus toutes les peines du monde à avoir des relations normales avec elles, tant je les craignais, car ce que j'avais vécu au cours de mon enfance m'avait psychologiquement profondément perturbé, au point à 23 ans d'avoir eu une brève expérience sexuelle avec seulement deux femmes, par conséquent, voué à la solitude et au célibat depuis 3 ans, en désespoir de cause je jetai mon dévolu sur une femme que j'idéaliserai, dont je tomberai passionnément amoureux, que je croyais tendre et affectueuse, et qui au final s'avèrera être exactement l'inverse avec moi, autoritaire et cruelle, elle m'abandonnera dix ans plus tard et brisa ma vie, puisqu'elle s'identifiait à elle.

Cet épisode provoquera chez moi un énorme traumatisme dont je ne me suis jamais remis, bien que je refis ma vie et que je sois relativement épanoui avec la femme qui partage mon existence, il faut dire qu'entre temps, j'étais parvenu à comprendre ce que j'avais vécu ou à me défaire de bien des illusions en renouant avec le marxisme, mon sauveur en quelque sorte, sans plaisanter. C'est tout le malheur que je vous souhaite !

Le dernier dîner de cons offert par la société du spectacle.

J-C – Wikipédia - Le titre de l'émission est un jeu de mots avec le slogan de SOS Racisme, « *Touche pas à mon pote* », Cyril Hanouna, militant de cette association ayant obtenu l'autorisation de son président Dominique Sopo d'emprunter ce titre. Wikipédia.org

La famille au grand complet en somme, tout s'explique.

Jordan Bardella a dîné chez Cyril Hanouna, une réunion de travail assure l'animateur - Le HuffPost 18 juillet 2024

Mediapart a révélé ce mercredi 17 juillet dans une enquête que le président du Rassemblement national avait été invité quelques jours plus tôt dans la villa cossue de l'animateur Cyril Hanouna à Saint-Tropez, dans le Var. Ce dernier plaide une réunion de travail.

Dans le même temps, après les révélations de Mediapart, les médias de la sphère Bolloré ont tenté de justifier la rencontre entre les deux hommes. Le site de Jean-Marc Morandini indique ainsi que Cyril Hanouna serait en train de préparer un nouveau prime time politique pour la rentrée et espérait que le président du RN soit le premier invité.

Plus tard, *Nice-Matin* a tenté d'en savoir plus auprès du présentateur-star de C8. « *Vous saurez tout le 2 septembre* », a-t-il répondu avec une flopée de smileys. Une source proche de l'animateur a pour sa part confirmé que Bardella sera le premier invité de cette nouvelle émission.

Reste que ce dîner illustre une nouvelle fois la proximité entre Cyril Hanouna, le groupe Bolloré de manière générale, et le parti d'extrême droite. En témoignent les émissions *Touche pas à mon poste* puis la pastille politique dans Europe 1 de Cyril Hanouna pendant les législatives, où les thèses du RN étaient diffusées sans contradictoire pendant que la gauche n'était présentée que dans des mots virulents. Le HuffPost 18 juillet 2024

Et tant pis pour les 8 millions de pauvres, ils sont minoritaires !

L'épargne des Français signe une année 2023 "exceptionnelle" avec 935,5 milliards d'euros - franceinfo 17 juillet 2024

L'épargne réglementée des ménages français, placée sur les Livrets A, Plans épargne logement et autres Livrets d'épargne populaire, atteint 935,5 milliards d'euros fin 2023. Il est en hausse de 7% par rapport à 2022, selon la Banque de France, qui vient de publier son bilan 2023 des produits d'épargne réglementée pour lesquels l'État fixe les taux de rémunération.

L'année 2023 a été "*exceptionnelle*" grâce aux mesures très incitatives mises en place ces dernières années. Les Français ont placé plus de 61 milliards d'euros supplémentaires sur leurs produits d'épargne réglementée, en 2023. Un niveau inégalé depuis plus de dix ans avec des records historiques pour deux livrets : le Livret A et le Livret d'épargne populaire.

Le Livret A est le produit phare de cette palette bancaire encadrée par l'État. Il attire les épargnants grâce à son taux avantageux, qui a été augmenté à 3% en 2023. La Banque de France décerne aussi sa médaille "*olympique*" au Livret d'épargne populaire. Les dépôts nets ont quasiment triplé en 2023 sur ce livret réservé aux ménages aux revenus modestes. Son plafond a été relevé en octobre et son taux est encore plus incitatif, bien au-dessus de l'inflation avec 6% au second semestre 2023. Mais attention, ce taux a été redescendu et baissera à 4% en août.

La Banque de France apporte une nuance à ce succès. Parmi les Français éligibles, près de 8 millions n'ont pas ouvert de Livret d'épargne populaire. franceinfo 17 juillet 2024

J-C – Dans un commentaire publié par le blog *Le Grand Soir*, j'avais demandé aux lecteurs combien il y avait réellement de pauvres en France, je n'ai jamais reçu de réponse. Pourquoi ? Je vous laisse deviner.

Il le restera quoi qu'il en soit dans le cadre des institutions de la Ve République.

J-C – Il faudrait une révolution prolétarienne pour envisager sérieusement de chasser son camp du pouvoir, on en est très éloigné...

Macron accepte la démission d'Attal mais veut que son camp reste au pouvoir grâce à une «coalition majoritaire» - RT 16 juil. 2024

À l'occasion du dernier Conseil des ministres de son Premier ministre Gabriel Attal ce 16 juillet, Emmanuel Macron a déclaré vouloir que son camp dispose «*d'une coalition majoritaire ou d'un large pacte législatif*». Le chef de l'État confirmait ainsi qu'il n'entend pas laisser une coalition de gauche diriger seule le pays.

Le Premier ministre sortant et ses ministres vont donc retrouver leur liberté mais seront chargés des affaires courantes jusqu'à ce qu'un nouveau gouvernement soit nommé.

Le chef du gouvernement a de son côté profité de ce dernier Conseil des ministres à l'Élysée pour se féliciter de la résistance du parti présidentiel lors des élections législatives : «*Nous aurions pu disparaître. Nous avons évité le pire. L'avenir est à écrire.*»

Les récentes tractations à gauche ont mis en avant Laurence Tubiana, une économiste qui avait présidé la Convention citoyenne pour le climat en 2019 et 2020 à la demande d'Édouard Philippe, alors Premier ministre d'Emmanuel Macron. Un profil compatible avec la majorité qui pourrait permettre au président d'envisager une coalition de centre gauche. RT 16 juil. 2024

Que la paix soit avec vous, et avec votre esprit lui répondit Jupiter !

J-C - Avec de tels opposants, Macron peut dormir tranquille.

André Chassaigne candidat du Nouveau Front populaire pour la présidence de l'Assemblée nationale - Le HuffPost 17 juillet 2024

Ce mercredi 17 juillet, les différents groupes composant le Nouveau Front populaire à l'Assemblée nationale ont désigné leur candidat pour le perchoir. Et c'est le député communiste – par ailleurs président sortant du groupe Gauche démocrate et républicaine (GDR) – André Chassaigne, député du Puy-de-Dôme depuis 22 ans, âgé de 74 ans, qui a été choisi.

« *Notre bloc est arrivé en tête aux législatives, et à ce titre nous avons une légitimité collective pour présider l'Assemblée nationale* », a déclaré le candidat du NFP, affirmant que l'arrivée de la gauche aux responsabilités contribuerait à la « *pacification* » du pays. Le HuffPost 17 juillet 2024

De misérables arrivistes pris à leur propre piège. Personne ne volera à leur secours.

Négociations pour Matignon : l'énorme ras-le-bol de Marine Tondelier - Le Point 17 juillet 2024

La secrétaire nationale des Écologistes appelle à la reprise des tractations à gauche, arrêtées depuis plusieurs jours, pour trouver une candidature du NFP au poste de Premier ministre.

« *Je suis en colère, je suis écœurée, j'en ai marre, je suis fatiguée car cela fait six semaines qu'on y est* », a-t-elle énuméré sur le plateau de France 2. « *Je suis désolée du spectacle que l'on donne, en particulier à ceux qui nous ont élus* », a-t-elle déclaré.

Les socialistes ont notamment refusé le profil de la présidente de La Réunion, Huguette Bello, tandis que les Insoumis ont rejeté celui de la spécialiste du climat Laurence Tubiana.

« *Avec les communistes, on a mis d'exclusive sur aucun nom. Un Insoumis, ça nous va. Un socialiste, ça nous va. Un communiste, ça nous va. Un écologiste, ça nous va. La société civile, ça nous va* », a-t-elle assuré, fustigeant une « *guerre de leadership* ». « *Si on attend la pureté de la solution qui est idéale pour chacun, on ne la trouvera pas* », a-t-elle jugé.

Et selon elle, la raison principale de tant de tergiversations, c'est une guerre en interne : « *Il y a une guerre de leadership qui n'est pas qu'une guerre de leadership. Il y a un récit différent, des envies différentes* ».

« *Si certains n'ont pas envie [de gouverner], ils vont devoir l'assumer. Parce que si on n'y arrive pas, là, on en prend pour dix ans. Les gens, ils vont nous insulter dans la rue* », a-t-elle dit à l'adresse des Insoumis. « *Chaque heure, chaque minute de ridicule qu'on offre [...], on est en train de fabriquer du vote RN et ce ne sera pas la peine de venir me chercher avec ma veste verte en 2027 entre les deux tours pour dire "au secours, il faut un front républicain" [...]* On ne peut pas susciter l'espoir et décevoir autant », a-t-elle prévenu. Le Point 17 juillet 2024

J-C – « *On est en train de fabriquer du vote RN* », que pouvez-vous faire d'autre ? On ne pourra pas nous accuser de l'avoir inventé ou ils ne pourront pas dire que ce n'était pas vrai, puisqu'ils le disent eux-mêmes. Merci, on le savait depuis un siècle déjà !

Qui est à l'origine de cette nouvelle cabale sexiste ? Devinez. Dis-moi qui te finance, je te dirais qui tu es et quelles sont tes intentions.

J-C – Loin de moi l'idée de prendre à tout prix la défense de l'abbé Pierre, quelles que soient les accusations portées contre lui, je constate qu'elles font l'objet d'une ignoble instrumentalisation portant préjudice à l'esprit de justice, telle qu'on peut la concevoir quand on est honnête tout simplement, dès lors qu'elle est orchestrée au profit d'une idéologie autrement criminelle ou nuisible à la population.

L'abbé Pierre accusé de violences sexuelles : trois questions sur le rapport qui incrimine le fondateur d'Emmaüs - francetvinfo.fr 17 juillet 2024

Il a suffi d'un premier témoignage pour libérer la parole. En juin 2023, une personne a fait état auprès d'Emmaüs France d'une "*agression sexuelle commise par l'abbé Pierre sur une femme*". La structure créée par le religieux, ainsi que la fondation qui porte son nom, ont alors mandaté un cabinet indépendant chargé de faire la lumière sur d'autres éventuelles accusations. Le rapport (en PDF) issu de ces mois d'enquête a été publié mercredi 17 juillet par Emmaüs International, Emmaüs France et la Fondation Abbé-Pierre.

Les travaux du cabinet Egaé, spécialisé dans la prévention des violences notamment sexistes et sexuelles, et mandaté par Emmaüs France en février, "*a permis de recueillir les témoignages de sept femmes qui font état de comportements pouvant s'apparenter à des agressions sexuelles ou des faits de harcèlement sexuel commis par l'abbé Pierre entre la fin des années 1970 et 2005*", détaillent les trois organisations dans un communiqué. L'une d'entre elles "*était mineure au moment des premiers faits*", ajoutent-elles. Franceinfo répond à trois questions sur le rapport dévoilé jeudi.

Ces témoignages ont-ils été ignorés par les responsables du mouvement ? "*J'ai identifié dans presque tous les cas la difficulté à être crue lorsque la personne mise en cause est valorisée, voire adulée, pour son engagement*", souligne la directrice du cabinet Egaé, Caroline De Haas, citée dans La Croix.

Qui est Caroline De Haas ?

Ce qui suit a été trouvé dans différents articles de presse et Wikipédia.

C'est une femme d'affaire, féministe extrémiste, une lesbienne fanatique, une sexiste enragée, une wokiste, une mythomane détraquée, une arriviste consommée, une imposteur débridée, une inquisitrice qui recourt à la terreur, une escroc, PV tronqués, oublis ciblés, appel à la dénonciation, procès à charge, accusations sans preuve... haïe de ses anciens et anciennes collègues de travail, des salles de rédaction de médias mainstream, de chefs d'entreprise, persona non grata à la Cour d'appel de Paris, c'est peu dire, elle piétine la présomption d'innocence, elle est connue pour avoir mené des enquêtes partiales ou à charge dans des entreprises comme Télérama, elle a fait licencier le journaliste Emmanuel Tellier de Télérama, qui finalement obtiendra gain de cause, le violoncelliste Jérôme Pernoo du Conservatoire de Paris, qui obtiendra également gain de cause devant le tribunal administratif de Paris, etc.

Bref, c'est une ordure de la pire espèce comme France Info les aime tant, jugez plutôt. Elle fut l'auteur d'une déclaration scandaleuse lors d'une interview à L'Obs le 14 février 2018 : « *Il est*

admis qu'une femme sur deux a été victime de viol, d'agression ou de harcèlement. » Avant d'avancer qu'*« un homme sur deux ou sur trois est un agresseur »*.

Et en plus elle est particulièrement laide, de quoi en effet faire fuir les hommes... et peut-être même bien les femmes, sauf ses semblables, on lui laisse !

- Le nouveau site internet de Caroline de Haas recevra la bagatelle de 210 000 euros sur trois ans notamment grâce à l'aide de divers médias.

Parmi les nombreux donateurs figurent notamment « *France Télévisions, Radio France, France Médias Monde, le groupe Le Monde, TF1, LCI, Aufeminin, TV5MONDE, Mediapart, Ouest-France, Centre France, Arte, 20 Minutes, Bayard Presse et le Groupe CANAL+* », rapporte le communiqué d'Egaé, groupe créé et dirigée par Caroline de Haas.

Cette annonce arrive trois mois après la publication d'un rapport dans lequel Céline Calvez, députée LREM, préconisait notamment de « *soutenir l'initiative du site expertes.fr sur une période minimale de trois ans renouvelable via des financements croisés publics et privés* ». (Le Figaro avec AFP11/12/2020)

Wikipédia. Caroline De Haas est une militante féministe française. Elle milite au sein du Mouvement des jeunes socialistes puis au Parti socialiste.

En 2009, elle participe à la fondation de l'association Osez le féminisme !

Depuis 2013, elle codirige Egaé, une agence de conseil en égalité professionnelle, spécialisée dans les formations contre les violences sexuelles. Elle contribue par ailleurs à faire adopter le texte qui oblige le secteur public à financer des formations contre le harcèlement sexuel lorsqu'elle était employée au sein du cabinet ministériel de Najat Vallaud-Belkacem, ce qui a fait l'objet de critiques.

En juin 2013, Caroline De Haas crée Egaé, d'égal à égale, une agence de conseil en égalité professionnelle. En 2015, elle fonde le groupe Egalis qui rassemble trois entreprises vouées à l'égalité femmes-hommes (Egaé, d'égal à égale, Équilibres et Autrement Conseil) et dont elle est directrice associée. En 2017, elle raconte avoir pris un coup à l'ego lorsque toutes les salariées de son entreprise se sont retournées contre elle lors d'un séminaire. « *J'ai eu un gros problème de management dans ma boîte. J'ai failli exploser en vol* », raconte Caroline De Haas. « *Elles lui reprochaient des choses très personnelles, sur sa manière d'être et d'agir* », se souvient Pauline Chabbert, cofondatrice de Egaé.

En 2017 toujours, sa candidature à l'élection législative de 2017 dans le XVIIIème arrondissement de Paris sera soutenue par le PCF et EELV.

En février 2018, elle affirme qu'*« un homme sur deux ou trois est un agresseur »* sexuel mais, selon elle, ses paroles auraient été déformées. Pourtant L'Obs lui répond : « *Enregistrés, comme le reste de l'entretien, ces propos ont été retranscrits, puis mis en forme pour en assurer leur lisibilité. Elle n'a pas demandé à les relire* » (Elle est liée à un tas de rumeurs dont elle fut à l'origine, et qui ne connurent pas de suite. J-C)

En juillet 2018, elle crée le Collectif #NousToutes pour lutter contre les violences sexistes et sexuelles.

Début 2022, elle vend ses services au Conseil d'État pour la formation de ses cadres à l'égalité hommes-femmes, Conseil d'État qui est par ailleurs l'autorité de tutelle du tribunal administratif chargé de juger Egaé pour « *manque d'impartialité* » dans plusieurs de ses « *enquêtes* » ayant mené à des licenciements abusifs de boucs émissaires dans des entreprises ayant fait appel à ses services.

Le 8 février 2022, le Conseil d'Etat a annoncé recourir aux services de la militante féministe woke Caroline de Haas au travers de son cabinet de conseil EGAE. En effet, Madame De Haas interviendra auprès de la juridiction administrative suprême afin d'assurer une « *formation à la lutte contre les violences sexuelles et sexistes au travail* » et ce, pour la bagatelle de 110 000 euros.

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 19 juillet 2024

Les monarques occidentaux ont toujours eu un faible pour l'oligarchie financière et le nazisme, allez savoir pourquoi.

Le roi Charles III a reçu Volodymyr Zelensky au Royaume-Uni - BFMTV 19 juillet 2024

Poignée de main entre un chef d'État en guerre et un monarque. Ce jeudi 18 juillet, le compte officiel de la famille royale a publié une photo du roi Charles III en compagnie du président ukrainien Volodymyr Zelensky, qu'il a reçu en marge du sommet de la Communauté politique européenne (CPE). BFMTV 19 juillet 2024

Pour une République démocratique et laïque palestinienne sur les cendres de l'Etat colonial anglo-saxon sioniste.

Le Parlement israélien adopte une résolution "contre la création d'un État palestinien" - BFMTV 19 juillet 2024

Le Parlement israélien a adopté dans la nuit du mercredi 17 au jeudi 18 juillet une résolution s'opposant à "*la création d'un État palestinien*", à quelques jours d'une visite du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu à Washington.

Cette résolution symbolique, proposée par un député de droite de l'opposition, a recueilli le soutien de 68 élus de la coalition au pouvoir et de l'opposition. Neuf députés ont voté contre.

Selon cette résolution, "*la Knesset s'oppose fermement à la création d'un État palestinien à l'ouest du Jourdain*" c'est-à-dire en Cisjordanie (territoire palestinien occupé par Israël depuis 1967) ou dans la bande de Gaza.

Mon commentaire publié dans un blog.

Auguste Vannier à J-C Tardieu

- Personnellement je lis toujours vos commentaires et partage pas mal de vos constats critiques. Mais ils sont accompagnés d'une tendance au nihilisme qui ne correspond pas à mon état d'esprit, et en conséquence je n'ai pas l'élan pour mettre de l'énergie dans une réaction qui me semble a priori vaine.

Par exemple, de façon plus caricaturale, il me semble inutile de commenter les roboratives interventions de @cunégonde (l'Europe !, encore l'Europe !, et toujours l'Europe !).

Ma réponse.

- La tendance au nihilisme que vous me prêtez est une pure invention de votre part destinée uniquement à me nuire, semble-t-il, à moins que son origine soit plus profonde, politique. J'en veux pour preuve que, non seulement vous n'argumentez pas votre affirmation, dans votre "élan" vous témoignez une forme de mépris à peine déguisé à mon égard.

Quant au charabia qui clôturait votre commentaire, je me suis demandé ce qu'il venait faire ici, hormis indirectement me prêter je ne sais quelle intention qui m'est totalement étrangère, puisque j'ai toujours prôné la rupture avec l'Union européenne.

Plus sérieusement, je ne vois pas comment je pourrais avoir développé une tendance au nihilisme ou un état d'esprit antiscientifique, que je qualifie également de négationniste, puisque je n'ai cessé de le combattre toute ma vie, en la passant à étudier une multitude de domaines pour acquérir un maximum de connaissances, considérant que l'ignorance était la pire faiblesse des hommes. C'est ce qui m'a amené à adopter le marxisme ou le matérialisme dialectique.

Quasiment quotidiennement dans mes causeries depuis août 2008 (plus de 30.000 pages tout de même), je m'acharne à débusquer et décrire les procédés auxquels recourent les idéologues de l'oligarchie pour effacer les connaissances auxquelles sont parvenus les meilleurs des scientifiques, et leur substituer de pseudo-connaissances qui relèvent uniquement de la propagande politique ou de la charlatanerie.

En outre, lors d'une récente causerie dans mon blog, j'ai rappelé que l'histoire était une science à l'instar de Marx. À l'intention de mes lecteurs, les 16 et 18 juillet, en rapport avec la situation politique, j'ai reproduit de brefs extraits de textes de Lénine que j'ai commentés.

J'en suis arrivé à me demander, si finalement ce ne serait pas mon orientation politique révolutionnaire qui vous indisposerait, mon refus obstiné de me fondre dans le cadre de l'opportuniste débridé, dans lequel pratiquement tout le monde patauge joyeusement à des degrés divers, c'est votre droit, remarquez bien, à condition toutefois de l'assumer. Autrement dit, c'est le socialisme scientifique, que je défends dans mes commentaires publiés aimablement par *Le Grand Soir*, que vous qualifiez de nihilisme.

Moi non plus je n'ai pas l'habitude de perdre mon temps, pour autant j'estime que toute controverse mérite une réponse sincère et argumentée. Bien à vous.

J'ajoute un mot.

Si je ne dis pas de bêtises, le blog *Le Grand Soir* est proche du PCF ou des courants politiques qui en sont issus, donc plutôt stalinien, cependant plutôt moins que plus car en rupture avec le PCF, voilà pourquoi je me suis bien gardé de leur reprocher, en me disant qu'il pourrait peut-être se trouver des militants ou des travailleurs parmi ses lecteurs qui seraient susceptibles de se tourner vers le socialisme, d'où les commentaires que je lui adresse et qu'il publie sans me censurer.

Cela dit, aucun à ce jour n'a souhaité engager une discussion sérieuse avec moi à partir des questions que j'abordais dans mes commentaires, j'en suis donc arrivé à la conclusion qu'ils n'intéressent personne et que je perds mon temps. J'aurais au moins eu le mérite d'essayer de nouer des relations avec des militants ou de simples travailleurs, afin de partager mes idées et rompre l'isolement qui me pèse.

Pour se faire, j'ai toujours été très cordial et mesuré dans mes commentaires, bien que j'eus conscience dès le début, que j'allais apparaître comme l'empêcheur de tourner en rond ou un tantinet provocateur, ce qui était pour ainsi dire inévitable puisque nous ne partagions pas les mêmes références théoriques ou idéologiques.

Mes commentaires allaient forcément prendre une tournure polémique, sans que ce soit mon objectif, ce qui allait amener bien des lecteurs à s'en détourner et à me cataloguer, surtout après avoir fait référence à Trotsky et au PT.

A dire vrai, je m'attendais à une nuée d'insultes, et bien même pas ou pire, ils m'ignorèrent carrément, une façon comme une autre de m'éliminer ou de me faire sentir que je n'étais pas le bienvenu ici. J'y suis tellement habitué par ailleurs depuis si longtemps, que je décidai de ne pas en tenir compte, jusqu'au dernier épisode politique que nous vivons en ce moment, qui requiert plus d'attention et de temps que la période antérieure, tant la crise mondiale du capitalisme s'approfondit et s'accélère de jour en jour, au point de me demander si elle ne pourrait pas déboucher sur des explosions sociales qui inaugurerait une nouvelle période révolutionnaire, auquel cas l'armement théorique des militants et des travailleurs les plus avancés devrait être notre priorité, afin de les aider à l'aborder dans les meilleures conditions possibles, tout du moins, c'est la réflexion que je me suis faite, à tort ou à raison, les faits le diront.

Par conséquent, j'ai décidé d'essayer de traiter la situation sociale et politique davantage en militant socialiste du mouvement ouvrier, plutôt qu'en publiciste indépendant, bien que les deux fonctions ne soient pas incompatibles, c'est surtout une question de temps et rien d'autres. Je vais donc cesser toute autre activité politique. Si ma santé le permet, je compte consacrer plus de temps à la lecture, et prendre le temps de réfléchir tranquillement à certains aspects de la situation qui peuvent évoluer rapidement.

Je ferai de mon mieux pour vous proposer une contribution politique digne d'intérêt, digne du socialisme surtout.

Macron "n'a pas perdu les législatives", il n'y a que des escrocs pour affirmer le contraire.

J-C – Se met en place le scénario que j'avais retenu fin juin ou début juillet.

Yaël Braun-Pivet reconduite au Perchoir, au prix d'une alliance qui s'affranchit du vote des Français - Le HuffPost 19 juillet 2024

Yaël Braun-Pivet est réélue ce jeudi 18 juillet à la présidence de l'Assemblée nationale. Bénéficiant du retrait du candidat des Républicains Philippe Juvin la députée macroniste des Yvelines a récolté 220 voix au troisième tour du scrutin, loin de la majorité absolue, mais suffisant pour retrouver le Perchoir.

Du côté d'Emmanuel Macron, ce résultat - sans doute cher payé - est en tout cas une victoire cruciale, après de nombreuses défaites électorales. Le chef de l'État, qui misait beaucoup sur ce scrutin pour renverser le discours faisant du Nouveau Front populaire les vainqueurs des élections législatives peut être satisfait. Son camp démontre qu'une coalition avec Les Républicains est possible, et qu'elle ferait mieux que la gauche en termes d'effectifs. Bref qu'il n'a pas perdu les législatives.

Dans ce contexte, la gauche veut croire malgré tout qu'elle a perdu une bataille - majeure - mais pas la guerre. Nombreux dirigeants du Nouveau Front populaire appellent effectivement le président de la République à reconnaître sa défaite aux législatives et à se tourner vers le Nouveau Front populaire pour former un gouvernement, malgré la reconduction de Yaël Braun-Pivet au Perchoir. Le HuffPost 19 juillet 2024

Dans Informations ouvrières (POI) cette semaine.

- Il faudrait que la ministre lise le programme du NFP... qui en demande l'abrogation (« *du choc des savoirs* » - ndlr).

J-C - Allez savoir, à croire que la ministre de l'Education nationale de Macron, Nicole Belloubet aurait sa place dans un gouvernement du NFP !

L'art de falsifier la réalité pour justifier sa politique opportuniste.

Extrait de la chronique politique d'Information Ouvrières n°817

IO - Les millions qui ont voté pour le programme du NFP sont en droit de s'interroger ou d'en tirer des conclusions : qu'est-ce que fabriquent le PS, le PCF et Les Verts ? Veulent-ils saborder la victoire électorale du 7 juillet ?

J-C - De quelle victoire électorale s'agit-il avec une écrasante majorité de députés de droite ou d'extrême droite ? Il doit s'agir de "*la victoire électorale*" qui vient de permettre de faire réélire Yaël Braun-Pivet à la présidence de l'Assemblée nationale.

IO - Une chose est sûre : ces magouilles qui visent à reconstituer une majorité avec les macronistes sont contradictoires à l'aspiration de millions à battre Macron et sa politique. Elles sont contradictoires avec l'exigence portée par 80 % de la population de voir la réforme des retraites abrogée. Elles sont contradictoires avec la volonté de millions et de millions de voir appliquer le programme du NFP pourtant arrivé en tête des législatives. (...)

Les millions qui ont voté NFP l'ont fait malgré les propagandes mensongères et les pressions de toute part, avec un but précis : refus de la désagrégation sociale, refus de toutes les politiques anti-ouvrières de la Ve République. Ils n'ont voté ni pour Macron ni pour le retour de la politique de Hollande. Il serait plus sage de respecter ce vote. De toute façon, la masse le fera respecter.

J-C - Plus "*magouilleurs*", tu meurs !

Comme je l'ai rappelé plus haut, Macron n'a pas eu besoin de se livrer à des "*magouilles*" pour "*reconstituer une majorité*", puisque cette majorité existe et existait déjà avant la dissolution, des "*magouilles*", il y en a toujours eu à l'Assemblée nationale depuis 1958. Il leur faut camoufler à la fois leur défaite et qu'ils y ont collaboré.

Une partie seulement des députés du NFP doivent leur élection à son programme, car ils oublient de préciser, qu'une partie des électeurs ont voté pour les candidats NFP uniquement pour "*faire*

barrage" à l'extrême droite, y compris quand ils se sont désistés en faveur des candidats macronistes ou républicains, offrant ainsi cette "*victoire*" à Macron. Ce n'est pas nouveau.

En mai 2005, ils s'étaient bruyamment félicités après la "*victoire*" du "*non*" au référendum sur le TCE, oubliant de mentionner que la droite souverainiste avait également appelé à rejeter le TCE et que sa propagande et son vote avaient lourdement pesé dans le résultat final, ce qui était la stricte vérité. Par la suite, ils me traitèrent de pestiféré, et je fus excommunié par ces curés francs-maçons de la libre pensée !

Le PT tient le même discours opportuniste que le POI en plus sournois.

L'éditorial commenté de la Tribune des travailleurs (PT)

Ils ont reçu un mandat, ils lui tournent le dos par Daniel Gluckstein

À l'heure où ces lignes sont écrites, nul ne sait quelle sera la composition du prochain gouvernement ni quand elle sera annoncée. Toutes les hypothèses sont sur la table, d'un gouvernement de coalition entre la droite et les macronistes à un large « *arc républicain* » du Parti socialiste et des Verts jusqu'à la droite et les macronistes. Autre hypothèse : Macron ferait durer le plus longtemps possible un gouvernement « *technique* » chargé d'« *expédier les affaires courantes* » en attendant... une probable dissolution en juillet 2025.

Une hypothèse semble s'éloigner chaque jour un peu plus : la constitution d'un gouvernement des partis du Nouveau Front populaire (NFP) pourtant arrivé en tête le 7 juillet. (Faux. C'est la droite et l'extrême droite qui ont gagné cette élection, qui sont majoritaires à l'Assemblée nationale et dans le pays. Question : Que vaut une analyse politique qui repose sur un constat faussé de la réalité, je vous laisse deviner. Vous comprenez mieux maintenant pourquoi nous en sommes rendus là. - J-C)

Comment le comprendre ?

On ne s'étonne pas d'entendre le Medef et autres porte-parole du capital financier crier à la catastrophe annoncée à propos du programme du NFP. Pour eux, la moindre amélioration de la situation des salariés, aussi limitée soit-elle, aussi respectueuse soit-elle de la V^e République et du régime capitaliste... est de trop ! (Les capitalistes sont des capitalistes, que voulez-vous ! – J-C)

Mais comment comprendre la lutte féroce que se livrent les différentes composantes du Nouveau Front populaire, une lutte dont le vainqueur est connu d'avance : Macron, donc la classe capitaliste dont il représente les intérêts ? (Ce sont tous des arrivistes, des affairistes, des vendus, pourquoi ne pas le dire ouvertement aux travailleurs et aux militants, pourquoi ? Par crainte de leur réaction, sinon parce que le PT n'a rien à leur proposer ou il ne croit pas en sa propre orientation politique, il est incapable de la défendre. - J-C)

Force est de constater que tous contribuent à cette situation. Toute proposition d'un nom pour le poste de Premier ministre provoque un regain de tension et de division. C'est une véritable escalade. « *Impossible* » est le terme qui semble dominer les « *échanges* » entre les partis membres du NFP. (Il semble le regretter, n'est-ce pas ? Il fallait dire que "*tous*" ont contribué à cette situation, ce qui n'a pas du tout la même signification politique, puisque cela signifie que "*tous*" savaient à l'avance à quelle situation ils devraient s'attendre, sachant que le NFP n'obtiendrait pas la

majorité absolue, et par conséquent le NFP ne serait pas en mesure de gouverner ou de former un gouvernement, ce qui revenait à admettre que Macron demeurerait le maître de cérémonie. - J-C)

Les travailleurs et les jeunes qui ont massivement voté pour les candidats du NFP assistent à ce spectacle avec consternation. Ils s'interrogent : « *Ces dirigeants de gauche veulent-ils vraiment gouverner pour mettre en œuvre leur programme ?* » (C'est à croire que Gluckstein y croirait aussi, n'est-ce pas ? Au passage, ils flattent les illusions des travailleurs et jeunes dans les partis du NFP qui roulent pour Macron, au lieu de les aider à ouvrir les yeux ou leur dire la vérité. - J-C)

Au soir du second tour, Jean-Luc Mélenchon a déclaré qu'il faudrait appliquer « *le programme du NFP, tout le programme, rien que le programme* ». Mais cinq jours plus tard, le 12 juillet, concluant l'assemblée de ses partisans dans ses locaux du 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, il en appelle « *à la conquête du pouvoir, nous en connaissons la date et les moyens, c'est 2027 et c'est l'élection présidentielle* ». Si c'est 2027, ce n'est pas 2024... Qu'importe le vote du 7 juillet, qu'importent trois ans de plus avec Macron et sa politique ? (Qui ne connaît pas Mélenchon qui rêva à haute voix de devenir Premier ministre de Macron, qui ? Gluckstein brasse du vent. – J-C)

Quant au Parti socialiste et aux autres composantes du Nouveau Front populaire, ils savent qu'en proposant comme Premier ministre une « *personnalité de la société civile* », qui quelques jours auparavant appelait à s'allier avec les macronistes, ils attisent le feu de la division. (Là encore, Gluckstein semble exprimer un regret, de quoi, que le NFP éclate, serait-ce un mal ou un bien pour les travailleurs sachant que son orientation est réactionnaire, à l'instar de ses dirigeants. Il nous avait fait le même coup avec l'intersyndicale dominée par un syndicat jaune, la CFDT, lors de la mobilisation pour les retraites. Entre autres. - J-C)

Tous tournent le dos au mandat qu'ils ont reçu par le vote populaire de millions de femmes, d'hommes, de jeunes le 7 juillet. Tous se dérobent. (Il triche ou déforme à nouveau la réalité comme le POI. - J-C)

Et pendant ce temps... Macron gouverne. La rentrée scolaire dans quelques semaines ? C'est celle préparée par Belloubet pour laquelle manquent des dizaines de milliers d'enseignants et de personnels chargés d'accompagner les enfants en situation de handicap. La guerre en Ukraine ? Macron vient d'y affecter 2,3 milliards d'euros supplémentaires. Le décret contre les chômeurs ? Il sera publié incessamment. La loi Darmanin contre les immigrés ? Des décrets d'application sont publiés ce jour, 16 juillet ! Ajoutons à cette liste la Cour des comptes qui prescrit 50 milliards de coupes supplémentaires dans le budget 2025 et Le Maire qui coupe 5 milliards supplémentaires dans le budget en cours d'exécution... Et l'annonce d'une nouvelle réforme des retraites, celle de l'an dernier n'aurait pas suffi. (« *Macron gouverne* », pourquoi devait-il en être autrement ? Là Gluckstein récidive. – J-C)

Rien n'est joué. À ceux qu'ils ont placés en tête des votes le 7 juillet, les travailleurs sont en droit de dire : « *Arrêtez de vous diviser ! Formez un gouvernement de vos partis pour appliquer le programme que vous avez soumis au vote populaire ! Sans quoi, si vous persistez à tourner le dos au mandat, si vous piétinez la démocratie dont vous vous réclamez, sachez que les travailleurs iront chercher par leur propre lutte de classe la satisfaction des revendications. Ils le feront sans vous, en préservant l'indépendance de leurs syndicats qui n'ont pas à être entraînés dans vos divisions.* » ("En préservant l'indépendance de leurs syndicats", il fallait la sortir celle-là ! On ne se refait pas décidément. Que les travailleurs se mobilisent en utilisant les organisations existantes à défaut de mieux, c'est une chose, on ne choisit pas les conditions dans lesquelles on mène la lutte de classe, elles nous sont imposées, pour autant, caractériser les syndicats d'indépendants, c'est tenir un double langage pour la énième fois, qui sert les appareils traîtres des syndicats. Appeler les dirigeants du

NFP à former un gouvernement était tout autant opportuniste, car c'est une nouvelle fois alimenter chez les travailleurs, des illusions dans des partis qui n'ont cessé de les trahir depuis un siècle ou depuis qu'ils existent (Les Ecologistes). Le PT soutient ainsi le NFP de l'extérieur, l'air de rien si vous voulez, pour duper les naïfs et flatter l'aristocratie ouvrière à laquelle appartiennent la majorité des adhérents du PT. - J-C)

Quel que soit le dénouement immédiat, la V^e République est frappée à mort. (Il nous le sort depuis plus d'un demi-siècle. - J-C)

Quel que soit le dénouement immédiat, il faudra bien que s'impose un gouvernement de rupture ouvrière qui abroge la fonction monarchique du président de la République doté de tous les pouvoirs et balaie la V^e République elle-même.

Quel que soit le dénouement immédiat, la classe ouvrière a besoin de rester unie, forte, avec ses organisations pour faire prévaloir ses intérêts et ses aspirations. Et pour imposer enfin un gouvernement à elle, sans Macron ni patrons. (Comme aurait dit Lénine, il confond l'unité de la classe ouvrière qui est indispensable, et le front unique qui ne l'est pas quand c'est à toutes les sauces avec n'importe qui, sur n'importe quelle orientation politique. Si "*la classe ouvrière reste unie, forte, avec ses organisations*", c'est elle qui est morte et non la V^e République ! - J-C)

Etats-Unis.

J-C - Chut, c'est un secret !

Présidentielle américaine : Joe Biden n'exclurait plus de se désister - LePoint.fr 19 juillet 2024

Selon les médias américains, le président des États-Unis, qui voit ses soutiens se réduire comme une peau de chagrin, n'écarterait désormais plus de se désister pour l'élection du 5 novembre, avec une annonce qui pourrait intervenir dès le week-end, selon le site Axios.

Tout s'est accéléré depuis mercredi. La méthode est la même : fuites dans les médias, puis absence de démenti. Selon Politico, les chefs des démocrates au Congrès, Chuck Schumer et Hakeem Jeffries, ont séparément fait part de leurs inquiétudes à Joe Biden. Non seulement sur sa capacité à battre Donald Trump – avec un écart qui s'est creusé à 5 points depuis son débat catastrophique de la fin juin, selon le dernier sondage de CBS – mais aussi sur le risque qu'il entraîne son parti dans sa chute à la Chambre et au Sénat. CNN, de son côté, se fait l'écho d'un appel téléphonique tendu entre le président et l'ancienne Speaker de la Chambre, Nancy Pelosi.

Barack Obama plaide (en privé) pour le retrait de Joe Biden - Le HuffPost 19 juillet 2024

Selon le Washington Post qui cite des personnes informées dans son entourage, l'ex-président estime que l'actuel hôte de la Maison Blanche, âgé de 81 ans, devrait « *évaluer sérieusement la viabilité de sa candidature* ».

Deux sur trois des électeurs démocrates souhaitent qu'il se retire, selon un sondage publié mercredi par l'agence AP.

Bangladesh

Émeutes au Bangladesh : des dizaines de morts dans les manifestations, le siège d'une chaîne de télé incendié - Le HuffPost 18 juillet 2024

Les étudiants bangladais demandent une réforme des embauches dans la fonction publique.

Le bilan humain s'est alourdi au Bangladesh ce jeudi 18 juillet, où désormais 32 personnes ont trouvé la mort dans des affrontements entre les forces de l'ordre et les manifestants depuis une semaine. En première ligne de la contestation, les étudiants demandent la fin du système de quotas dans la fonction publique qui, selon eux, profite aux soutiens de la Première ministre Sheikh Hasina, au pouvoir depuis 2009.

Des manifestants ont incendié le siège de la télévision d'État BTV à Dacca ce jeudi. Le feu s'y est propagé rapidement et de nombreuses personnes étaient encore coincées à l'intérieur du bâtiment lorsqu'il a été déclenché, selon la chaîne. Le ministre de l'Information du Bangladesh a confirmé à la BBC que les flammes ont depuis été maîtrisées et que la plupart des employées avaient quitté les locaux.

Les faits se sont déroulés après plusieurs heures d'affrontements entre la police anti-émeutes et les étudiants. Par centaines, ces derniers ont pourchassé les forces de l'ordre après des tirs de balles en caoutchouc et de grenades lacrymogènes. Les policiers se sont alors réfugiés au siège de la chaîne BTV. Les manifestations « *se sont transformées en une guerre* », a affirmé un étudiant à SkyNews.

Au cours de la seule journée de ce jeudi, au moins 25 personnes – dont un journaliste qui couvrait les affrontements – ont été tuées, selon un décompte des hôpitaux établi par l'AFP, avec des centaines de blessés supplémentaires. Les armes « *non létales* » de la police sont à l'origine de plus des deux tiers de ces décès, ont constaté les hôpitaux de la capitale.

La Première ministre Sheikh Hasina avait condamné mercredi soir le « *meurtre* » des manifestants dans un discours télévisé et promis que les responsables seraient punis quelle que soit leur affiliation politique. Ce qui n'a pas empêché l'aggravation de la colère ce jeudi.

Dans la foulée des affrontements, des habitants ont signalé des coupures d'Internet mobile dans tout le pays, deux jours après que les fournisseurs d'accès ont coupé l'accès à Facebook. Le ministre adjoint des Télécommunications, Zunaid Ahmed Palak, a déclaré à l'AFP que le gouvernement avait ordonné la coupure du réseau pour éviter « *des rumeurs, des mensonges et de la désinformation* ».

Le mouvement de contestation, qui a débuté le 1er juillet, exige la fin du système des quotas qui réserve un tiers des postes dans la fonction publique aux proches des héros de la guerre d'indépendance de 1971. Selon ses opposants, ce mécanisme profite à une élite du pays proche du pouvoir en place.

J-C –Nous soutenons ce mouvement social. Cela dit, ce n'est pas une raison pour être aveugle, croire ou raconter n'importe quoi.

Il y a 2 ou 3 ans en Inde, on avait assisté à un scénario semblable en moins violent. Il s'agissait du recrutement dans l'armée, qui compte tenu des rémunérations et autres avantages en nature

(logement, retraite, etc.), du statut social (une planque sociale), vous projette d'un coup parmi les classes moyennes.

En Inde, il y a même des écoles privées qui proposent des cursus pour devenir fonctionnaire, c'est pour dire. Une bonne partie d'entre eux figurent une armée de bureaucrates fainéants, d'instruction médiocre, corrompus, qui méprisent et rançonnent la classe ouvrière des villes et des campagnes, qui les détestent en retour.

Chaque fois que j'ai eu des démêlés avec eux (des employés municipaux, de banques, des électriciens, l'équivalent d'EDF, du bureau des transports, de l'immigration, des flics, etc.), je leur ai expliqué qu'ils avaient tort d'agir ainsi, car le jour où ils seront victimes d'une privatisation, personne parmi la population ne les soutiendra. Ils m'écoutaient poliment, mais je voyais bien qu'ils s'en foutaient éperdument.

J'ai largement eu le temps d'en faire l'expérience en 30 ans, la dernière fois c'était il y a 2 ans, j'ai dû verser 500 roupies à un commissaire de police, pour qu'il veuille bien raisonner mon voisin qui avait installé une immense sono à fond juste devant chez moi, cela devait durer la journée entière, c'était à devenir dingue et violent !

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 21 juillet 2024

Nouvelle de chez nous. C'est l'Inde !

Inde : Un patient reste bloqué dans un ascenseur de l'hôpital pendant 42 heures - 20minutes.fr 19 juillet 2024

L'homme de 59 ans n'a pas réussi à donner l'alerte et a dû être hospitalisé pour déshydratation lorsqu'il a finalement été retrouvé par des dépanneurs. 20minutes.fr 19 juillet 2024

J-C – Il y a 10 jours environ, ayant accompagné dans une clinique l'une des sœurs de ma compagne, j'ai hésité à monter dans l'ascenseur, j'ai jeté un rapide coup d'œil à côté sans apercevoir d'escalier, du coup je me suis résolu à monter dedans, il faut dire qu'on allait qu'au premier étage, le risque était minime.

C'était juste pour dire que ma vigilance est permanente, c'est préférable pour éviter bien des déboires inutiles dans ce pays, car les occasions ne manquent pas, elles sont quasi-quotidiennes ! Plus d'un occidental deviendrait parano ou fou (réflexion d'un ex-consul en poste à Pondichéry).

Ils osent tout. Après avoir eu la cruauté de leur imposer inutilement un masque.

Continuez à essayer de faire rire vos enfants, une étude montre que c'est bon pour leur santé - 20minutes.fr 20 juillet 2024

J-C - Quelle découverte, ils sont très forts ces chercheurs américains ! Vaut mieux en rire qu'en pleurer !

Je me demande à quelle couche de la population ils s'adressent, parce que parmi les couches les plus pauvres et arriérées de la planète avec lesquelles je vis en Inde, je peux vous garantir qu'on se marre bien, surtout les gosses tout âge confondu.

Ma compagne tamoule, qui a un rire à la Fernandel, en fait la démonstration si souvent, que j'ai fini par en conclure que c'était dans la nature de cette femme si agréable à vivre, cela me change des Françaises que j'ai connues, qui passaient plutôt leur temps à faire la gueule, car contrariées pour un oui ou pour un non, apparemment, cela ne leur réussit pas de figurer parmi les privilégiées.

Rappel en complément.

Japon : les habitants d'une préfecture invités à rire au moins une fois par jour - RT 13 juillet 2024

Misère et décadence d'un régime voué à disparaître.

« Drag Race France » : « Cette victoire a transformé des années de manque d'amour-propre », confie Le Filip - 20minutes.fr 20 juillet 2024

La drag-queen Le Filip a remporté la saison 3 de « Drag Race France » dont la finale a été diffusée vendredi sur France 2. 20minutes.fr 20 juillet 2024

J-C - Après être passés par le libertinage débridé mêlé de puritanisme hypocrite, voilà qu'ils retournent déguisés à la bestialité, selon le principe : qui ne progresse régresse, ce qui concerne aussi le développement économique, social, culturel et intellectuel, c'est la menace qui plane sur l'humanité ou le défi qu'elle doit relever, soit elle résout ses contradictions par le haut et elle s'en tirera bien, elle atteindra un niveau supérieur d'humanisme, soit elle les résoudra par le bas et elle sombrera définitivement dans la barbarie, ce que l'on refuse d'envisager, telle sera l'issue de la lutte des classes.

Comment expliquer cet engouement des médias privés et du secteur public, ainsi que de la pseudo-gauche pour ces travelos dégénérés, sinon qu'ils passent eux-mêmes leur temps à se travestir, à travestir la réalité, les faits, la vérité qui ne doit surtout pas parvenir telle quelle à la connaissance des travailleurs, qui pourraient s'en saisir pour mener leur lutte de classe cette fois en toute indépendance. Autrement dit, les objectifs politiques de cette manipulation des consciences risqueraient de s'en trouver fortement compromis, ce qui serait fâcheux après avoir consacré tant de temps, d'énergie et d'argent pour diviser les travailleurs, afin de parvenir à leur imposer un modèle de société totalitaire.

Le 1% sait qu'il impose des normes ou des règles qui heurtent les valeurs de la majorité.

C'est ce qu'ils tentent de réaliser pas à pas en octroyant des droits exorbitants à des communautés ultra minoritaires au sein de la population, tout en sachant pertinemment que la majorité d'entre elle les rejette, histoire de bien lui faire comprendre qui sont les maîtres de la situation, et qu'elle ne dispose d'absolument aucun pouvoir pour s'y opposer ou qu'elle est réduite à l'impuissance, ce qui ne peut que la conduire à la résignation à défaut de soumission, ou la pousser au désespoir en l'absence d'un parti ouvrier qui incarnerait ses besoins et aspirations ou dans lequel elle pourrait se reconnaître.

« La politique n'est pas la réponse à nos problèmes ».

J-C - Dis mère-grand, pourquoi tiennent-ils tant à dégoûter les travailleurs de la politique ou à les en détourner ? Pour mieux vous asservir mon enfant.

Lu - Le véritable pouvoir auquel sont soumises les populations, maintenues dans la naïveté et l'inconscience, est économique : il appartient aux principaux détenteurs de capitaux de la planète, lesquels ont tant et si bien œuvrés depuis des centaines d'années qu'ils sont devenus propriétaires directs et/ou indirects de la majeure partie des actifs tangibles de ce monde.

Le véritable pouvoir aujourd'hui n'est donc pas à rechercher dans l'apparence des arcanes politiques, il se cache derrière l'anonymat des capitaux et dans les paradis fiscaux.

Aussi, dans la plupart des pays du monde, l'État actuel est « *l'État profond* », c'est-à-dire une réelle ploutocratie, apatride et supranationale, cachée derrière une démocratie, véritable coquille vide. Cette étape, qui a souvent pris le chemin indirect et sournois du contrôle bancaire, utilise, parfois, lorsque c'est nécessaire, des méthodes plus musclées. La stratégie de la tension, les opérations ou attentats « *sous faux drapeau* », et la récente création et prolifération d'armées de proxy, formées de mercenaires, sont certaines des manifestations modernes de force employées par les « *puissances d'argent* » pour faire disparaître les États indépendants.

Rappelons que dans le contexte d'un rapport de force et de puissance, la présence d'États au sens politique du terme, c'est-à-dire d'États souverains, sont, par construction, les pires ennemis des « *puissances d'argent* ». C'est ainsi que la prise du contrôle étatique par l'oligarchie n'a, historiquement, fait l'économie d'aucun coup d'État, permanent ou non.

Depuis le XVIIIème siècle, toutes les révolutions de couleur, de fleur ou autre nom jovial, sont une émanation de cette première tactique, consistant, pour les oligarchies (locales ou coalisées), à s'emparer des institutions étatiques des différents pays du monde.

La seconde étape consistant en la collaboration des élites économiques des différents pays.

Cependant, il est une chose que les « *puissances d'argent* » oublient apparemment, une loi intangible de l'humanité : la loi du Talion. En effet, rien ne leur assure, à priori, que les souffrances qu'ils auront infligées aux peuples au travers des âges, ne se retourneront pas contre eux, le jour où lesdits peuples les auront clairement identifiés comme leur seul « *ennemi* » réel. Il n'existe pas de moyen, pour les plus gros détenteurs de capitaux, de s'assurer à l'aide d'un quelconque « *produit dérivé* », contre un éventuel retour de flamme que leur orgueil démesuré, leur arrogance et leur violence auront provoqué.

J-C - Que manque-t-il dans ce constat que l'on peut partager en grande partie ? Le fait que ce soit au moyen du pouvoir politique ou des institutions, de la Constitution, que l'oligarchie financière ou le capitalisme exerce son pouvoir, et qu'il est possible de lutter contre le pouvoir politique en place pour le renverser, pour ensuite s'attaquer au capitalisme, exproprier l'oligarchie financière, la déclarer hors la loi...

Lu - Je définis la Grande Inversion comme suit :

«Un faux réveil par lequel les masses d'amoureux de la liberté qui se réveillent régulièrement sont dupées (une fois de plus) et tombent dans le piège de faux héros et messies, et sont furtivement manipulées pour soutenir leur propre asservissement».

Essentiellement, je crois que la montée d'acteurs comme Elon Musk, Donald Trump, Tucker Carlson et d'autres figures fait partie d'un faux réveil en cours où de nombreux amoureux de la liberté à travers le monde se tournent vers ces figures comme la dernière ligne de défense contre la Classe des prédateurs et l'État technocratique.

Malgré les attaques contre Trump et Musk, leurs actions révèlent leur véritable caractère. J'ai largement documenté les façons dont Donald Trump sert le marais et n'est pas un ami de la liberté. Au moment même où j'écris ces lignes, Donald Trump vient d'annoncer que son choix pour la vice-présidence se porte sur J.D. Vance, un sioniste dont l'ascension a été rendue possible grâce aux 15 millions de dollars versés par Peter Thiel, le tristement célèbre «*tech bro*» de PayPal et de la société de surveillance Palantir, et membre du comité directeur du groupe Bilderberg.

Je sais que cela sera difficile à accepter pour certains à la lumière de la tentative d'assassinat, mais lisez la suite.

Pendant ce temps, Musk promeut les puces cérébrales, le transhumanisme, utilise ses satellites Starlink pour soutenir la guerre en Ukraine et, de manière générale, promeut une vision du monde qui ressemble beaucoup à la 4ème révolution industrielle du Forum économique mondial.

Je pense que le tableau d'ensemble est que la Classe Predator veut que Donald Trump gagne les (s)élections américaines pour créer plus de faux espoirs chez les Américains désillusionnés, les conservateurs et les libertariens qui n'ont pas encore vu ce que Trump représente réellement. À partir de là, nous assisterons à une poussée vers plus de chaos avant que l'ordre ne soit mis en œuvre.

Prenons, par exemple, le récent changement de cap des médias, qui ont appelé Biden à se retirer de la course en raison de son horrible performance au débat. Il est impossible que la Classe des prédateurs, les médias d'entreprise complaisants et les valets du parti démocrate n'aient pas su ce que des millions d'Américains savaient depuis plus d'un an.

Le DNC (et ses contrôleurs) aurait pu écarter Biden depuis longtemps, mais il est plus intéressant et permet de maintenir l'attention du public sur les (s)élections si, tous les deux jours, les gros titres sont : *«Va-t-il se présenter ? Va-t-il se retirer ?»*

Si Trump remporte l'élection (ce qui semble très probable), les puissances qui souhaitent qu'elles le soient seront en mesure d'apaiser de nombreux amoureux de la liberté qui se sont laissé séduire par la tromperie de Trump et de déclencher à nouveau la colère de la gauche. Nous devrions nous attendre à plus d'émeutes, plus de combats dans les rues et plus d'autoritarisme de la part de l'administration de Trump.

Le concept de *«Grande Inversion»* suggère que les événements sociétaux majeurs sont manipulés ou mis en scène pour créer un récit spécifique ou atteindre certains objectifs. Les incidents violents, en particulier ceux qui impliquent des personnalités importantes, suscitent la peur et l'incertitude au sein de la population. Cette peur peut être exploitée pour introduire de nouvelles politiques, renforcer la surveillance ou justifier des mesures autoritaires. Dans ce cas, il est probable que cela favorise le «programme du côté lumineux», qui consiste à prendre le contrôle des institutions actuelles et à apporter des changements. Ils veulent modifier le récit et continuer à faire avancer *«l'inversion»*.

«L'inversion représente le passage de l'ordre mondial actuel à un nouvel ordre mondial, mais pas de la manière à laquelle la plupart des gens sont conditionnés à s'attendre. C'est l'inversion de l'obscurité vers la lumière».

Les mondialistes constituent la majeure partie du côté «sombre». Ils sont identifiés par leurs croyances.

En ce moment, c'est le «Globalisme» (centralisation, censure de masse, la Grande Réinitialisation, etc.) contre le «Nationalisme» (décentralisation, liberté d'expression, le Grand Réveil, la souveraineté, etc.).

J-C - Pourquoi à la fin de tous les articles ou histoires que vous trouverez dans réseaux dits sociaux ou les médias dits alternatifs ou indépendant, la chute se termine pratiquement de la même manière, quand on y regarde de très près ?

- Dans le jargon littéraire, la fin d'une nouvelle s'appelle la chute. La chute doit être soudaine, surprenante et en même temps logique. Le lecteur ne doit pas s'y attendre, mais convenir qu'il n'y avait pas d'autre fin possible.

Quelle était celle de cet article dont je n'ai reproduit que des extraits ? Devinez.

- "*La politique n'est pas la réponse à nos problèmes*", alors qu'en réalité, c'est la seule réponse valable pour les résoudre, puisque c'est elle qui en est à l'origine, la politique étant le concentré de l'économie, qui repose sur des rapports sociaux déterminés, entre classe dominante et classe dominée ou entre exploités et exploités, donc se détourner de la politique revient à renoncer à prendre en mains son destin, à demeurer un esclave.

Le plus remarquable, c'est que l'auteur (américain) de cet article est en proie à une grande confusion, consciemment ou non, je l'ignore, peu importe, puisque la réponse qu'il propose d'ordre métaphysique, mystique ou religieuse ne peut pas aider les peuples opprimés à conquérir leur émancipation, elle relève elle-même de la "*Grande Inversion*" ou de la grande illusion qu'il dénonce.

Vous voyez, nous sommes partis d'un article qui s'annonçait prometteur, par la suite cela s'est franchement gâté, puisque le long passage délirant que je n'ai pas reproduit était consacré à Lucifer et Ahriman qui représente le matérialisme, le diable personnifié dont chacun devrait se méfier ou se détourner, voilà donc l'objet ou le mobile de cet article confirmé par le déni de la politique, donc de la lutte des classes, chute ou fin qui ne peut profiter qu'à ceux qui détiennent le pouvoir.

Méfiez-vous des beaux parleurs, de ceux dont l'éloquence peut impressionner. Quand un article ou un commentaire d'un lecteur renvoie à un blog, si vous craignez de vous faire manipuler, allez y voir directement. Cherchez qui en sont les propriétaires (Qui sommes-nous ?), consultez rapidement quelques articles dont les titres vous inspirent, tapez un ou deux mots clés pour voir s'ils y figurent et ce qu'ils en disent, par exemple Marx, marxisme, socialisme. Si ce sont des saloperies de réactionnaires avançant masquées, ils pullulent sur le Net, cela vous permettra de les confondre.

Car de deux choses l'une : soit ils s'adressaient à leur auditoire et ils se sont exprimés à visage découvert, là vous n'aurez même pas besoin de les démaquer puisqu'ils l'auront fait eux-mêmes, soit ils cherchaient à gagner à leur idéologie réactionnaire de nouveaux sympathisants, et à un moment donné, estimant avoir suffisamment manœuvrés pour endormir la vigilance des lecteurs, ces mégalomanes considéreront que leur confiance leur était acquise, de sorte qu'à présent, à visage découvert, ils pouvaient leur présenter leur idéologie anticommuniste sans prendre le risque de déclencher chez ces lecteurs un rejet violent, leur objectif étant qu'ils y adhèrent ou la partage.

Il existe au moins deux type d'anticommunisme.

Tout d'abord, il y a l'anticommuniste primaire qui se contente de répandre des idées fausses sur le communisme, qui proviendraient d'erreurs involontaires ou non d'interprétation, ce qui seraient dues, soit à des carences intellectuelles, des références insuffisantes ou défectueuses, soit à ses intentions inavouables de défendre son statut social ou ses intérêts individuels qu'il estime menacés par le communisme.

Le second type d'anticommuniste va beaucoup plus loin, puisqu'il fabrique des arguments de toutes pièces à partir d'amalgames destinés afin de nuire au communisme, en lui prétend des intentions qu'il n'a jamais eu, en l'identifiant à des personnages qui en étaient étrangers, bref, en le présentant sous un jour si détestable, qu'on aura forcément envie de le fuir.

La plupart du temps, ces idéologues de la réaction procèdent par citations tronquées interposées ou en citant des extraits de textes sortis de leur contexte, sans que l'on sache dans quelle circonstance exacte ils ont été rédigés, ni à qui ils s'adressaient, quels étaient les différents protagonistes ou les personnages qui étaient impliqués dans un évènement évoqué ou sans qu'on sache sur quoi portait précisément l'objet de leur rencontre ou discussion, etc. et pour finir, sans fournir aux lecteurs les moyens de vérifier eux-mêmes à la source la teneur de leurs propos, de sorte qu'ils sont priés de les croire sur parole ou de rejeter ce qu'ils viennent de lire.

Ce procédé va s'avérer des plus pervers et troublant pour les lecteurs, qui se retrouvent soudainement face à un dilemme, dans la mesure où dans ce qu'ils venaient de lire, figuraient des lieux communs ou des faits dont ils avaient eu connaissance auparavant. Ils pouvaient donc être portés à croire que ceux qu'ils ignoraient et dont ils venaient juste de prendre connaissance, pouvaient être dignes d'intérêt, car après tout, une multitude de faits incroyables avaient échappé à la connaissance de leurs contemporains ou étaient inconnus du public, par conséquent pourquoi devraient-ils douter de leur véracité ou de l'honnêteté de leur auteur, puisqu'ils n'en avaient pas manifesté l'intention depuis le début de leur lecture. Pourquoi ne pas lui accorder le bénéfice du doute, surtout quand visiblement il était en présence d'un intellectuel doué d'une grande érudition, réelle ou usurpé, car avec Internet il est facile de se documenter et de se faire passer pour ce qu'on n'est pas.

Maintenant je peux vous le dire, le passage que j'ai cité plus haut était extrait d'un article publié par le blog *Réseau International* que je ne vous recommande pas, il provenait du blog dont figure l'adresse plus loin, il est carrément infréquentable ou dangereux pour les esprits faibles ou vulnérables, influençables, il publie aussi quasiment quotidiennement des commentaires destinés aux lecteurs du blog *Réseau International*, sans qu'aucun ne s'en offusque, à croire qu'ils sont tous ou presque d'extrême droite : livresdefemmeslivresdeverites.blogspot.com

Je suis allé sur ce blog, et voici ce que j'ai découvert. Le manuel du parfait anticommuniste en somme.

Extraits.

- Marx est un antihumaniste.

- Ils évoquaient « *une fausse alternative, Capitalisme et Marxisme. Nous disons fausse, car ces deux tendances sont rigoureusement identiques quant aux principes et à l'objectif. Ce n'est qu'une question de formes et de modalités. Nous assistons aujourd'hui à une lente fusion des vestiges du Capitalisme et de ceux du Marxisme. La finalité est le Mondialisme.* »

- Le Marxisme paraît défendre les travailleurs parce qu'il semble vouloir tout remettre au pouvoir de l'État afin d'assurer une meilleure répartition des biens et des fortunes, alors qu'en réalité son but est, en conquérant les masses ouvrières par la ruse, de tout accumuler entre les mains des « *puissances d'argent* », dissimulées et camouflées derrière des partis politiques qu'elles contrôlent, qu'ils soient socialistes ou communistes.

- Le socialisme est une réaction contre l'histoire moderne et un retour au Moyen Age, mais au nom d'un autre dieu.

- « *La révolution russe est un grand malheur. Toute révolution, du reste, est une calamité. Il n'y a jamais eu de révolution heureuse. La révolution russe est abjecte. Mais toute révolution est abjecte. Il n'y a jamais eu de révolutions belles, harmonieuses et heureuses. D'autre part, toutes les*

révolutions ont été manquées. Il n'y a jamais eu de révolution réussie. La Révolution française, que l'on dit « grande », fut elle-même abjecte et manquée. Elle ne fut pas meilleure que la révolution russe, ni moins sanglante ni moins cruelle ; elle fut aussi athéiste, aussi destructive à l'égard de tout ce que l'histoire avait jusque-là consacré. La révolution russe n'est pas ce qu'on appelle « grande », elle n'est qu'une révolution importante, dépourvue d'auréole morale. »

- Il faudrait des livres entiers pour citer toutes les preuves établissant que les Banquiers Internationaux organisèrent, financèrent et dirigèrent la Révolution Russe afin d'obtenir le contrôle d'un énorme territoire pour pouvoir y tester à fond leurs théories totalitaires.

- « *Les vrais stimulateurs du socialisme n'étaient pas les intellectuels ou les agitateurs qui l'ont prêché, mais les Vanderbilt, les Carnegie et les Rockefeller* »

- L'ONU a été mise en place sur la base du Manifeste communiste de Karl Marx

- Remarquons que le communisme de Marx est une « *image-miroir* » du nazisme hitlérien : tous deux ont été créés par le cartel des banques centrales, et tous deux sont socialistes.

- L'économiste libéral autrichien Friedrich von Hayek, prix Nobel en 1944, aimait rappeler ces paroles de Hitler : « *Fondamentalement le national-socialisme et le marxisme sont identiques* ».

Ces ordures et bien d'autres essaient les réseaux dits sociaux.

Mes commentaires publiés dans le blog *Le Grand Soir*.

1- Voilà un excellent article, même si je ne partage pas la chute, dans tous les sens du terme.

Une proposition, qui vaudrait, uniquement, si elle était reprise par un puissant parti ouvrier.

Je pense que la priorité pourrait être de lancer un appel unitaire en direction des travailleurs et leurs organisations sur la base de leurs revendications sociales, pour qu'ils s'organisent en comités à travers tout le pays, dans les entreprises et administrations, et ces comités une fois fédérés sur le plan national se doteraient d'un organisme politique indépendant qui constituerait en quelque sorte un contre-pouvoir face aux institutions antidémocratiques et bonapartistes de la V^e République, favorisant l'instauration d'une situation de double pouvoir, dont l'objectif serait à terme un changement de régime politique et social, l'instauration d'une République sociale (pour ne pas dire socialiste, mais pourquoi pas.).

Ses délégués auraient pour mandat ou tâche d'élire une direction, qui serait chargée de rédiger et de leur soumettre une nouvelle Constitution, ainsi qu'un ensemble de décrets prenant en compte chacune des revendications sociales exprimées par les travailleurs, ils seraient ensuite soumis à tous les travailleurs et jeunes du pays avant adoption définitive, étant entendu que chacun d'entre eux aurait eu l'occasion de participer à leur rédaction ou de les amender en participant aux comités présents dans leur commune ou département ou sur leur lieu de travail, de sorte que ce processus politique révolutionnaire serait à la fois légitime et démocratique. J'ai évité à ce stade d'employer les termes de soviets ou d'Assemblée constituante souveraine qui diviseraient ou feraient polémique, sachant qu'ils ne veulent rien dire de suffisamment précis pour la plupart des travailleurs ou prêteraient à confusion inutilement.

- Le 12 juillet, concluant l'assemblée de ses partisans dans les locaux du POI 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, Mélenchon en appela « *à la conquête du pouvoir, nous en connaissons la date et les moyens, c'est 2027 et c'est l'élection présidentielle* ». Si c'est 2027, ce n'est pas 2024... (Source : La Tribune des travailleurs [PT])

Circulez, il n'y a rien à voir, Macron peut dormir tranquille jusqu'en 2027 avec un tel "opposant".

J'avais posé une question dans un commentaire qui n'obtint aucune réponse. Je dois avouer qu'en réalité, je la connaissais déjà, sans pouvoir la chiffrer précisément, tel était uniquement l'objet de ma question, je demandais quelle était la composition sociale de la France en matière de revenu par foyer, cet article y a répondu à sa manière, et confirme ce que je n'ai pas arrêté de répéter au cours des dernières décennies. Les "*causes de ce virage à droite*" sont à rechercher d'abord du côté des conditions sociales des masses, dont la majorité a le statut ou le mode de vie confortable des classes moyennes.

Par ailleurs, je crois qu'on commet une grave erreur politique en plaçant le moindre espoir ou plutôt en nourrissant des illusions dans les partis et les dirigeants corrompus qui se prétendent de gauche, au lieu de s'adresser aux millions de travailleurs de la classe ouvrière et des classes moyennes qui se disent de gauche, qui, certes peuvent entretenir des illusions dans l'une ou l'autre composante du NFP, mais qui sont surtout animés d'aspirations tenaces et sincères démocratiques à vivre dans une société débarrassée des débris de l'impérialisme décadent...

C'est à nous de les convaincre ou de les aider à arriver à la conclusion, qu'ils n'ont rien à attendre des institutions de la V^e République, et que leur sort est entre leurs mains, pour peu qu'ils s'unissent, qu'ils s'organisent, qu'ils se dotent d'une direction politique digne de leurs aspirations légitimes, c'est seulement ainsi qu'on pourra envisager sérieusement de vaincre le régime en place.

2- Une précision suite à mon précédent commentaire.

Ce qui ressort à la suite de ces élections, c'est qu'il n'existe aucune issue politique conforme aux besoins de la classe ouvrière dans le cadre des institutions de la Ve République, par conséquent ceux qui en chercheraient une témoigneraient leur subordination à ces institutions conçues par les capitalistes et servir leurs intérêts, elles doivent disparaître, mais tout comme le capitalisme en crise, elles ne disparaîtront jamais d'elles-mêmes, il faudra qu'une mobilisation révolutionnaire du prolétariat les renverse et prenne le pouvoir...

Leur avis ne coûtent rien, puisque sans valeur coercitive, ce qui signifie qu'ils cautionnent l'Etat sioniste génocidaire.

J-C – Vaut mieux préciser les choses plutôt que se faire de cruelles illusions ou manipuler. Il faut cesser de faire croire qu'un Etat palestinien serait vivable dans les bantoustans octroyés aux Palestiniens par l'occupant anglo-saxon-sioniste. C'est toute la Palestine qui doit être libérée, Israël ou l'Etat juif d'apartheid, basé sur des lois racistes doit disparaître.

La CIJ juge «illégal» l'occupation des territoires palestiniens par Israël - RT 19 juillet 2024

Guerre Hamas-Israël : L'Union européenne soutient l'avis de la CIJ sur l'illégalité de l'occupation israélienne - 20 Minutes avec AFP 21 juillet 2024

Elections législatives françaises ou qui perd gagne.

J-C - Que le camp de la réaction se réfère aux faits quand ils lui sont favorables, c'est de bonne guerre, mais que les dirigeants du mouvement ouvrier tout partis ou syndicats confondus s'y refusent dans les mêmes circonstances, ne peut que contribuer à amplifier la confusion qui règne dans la tête des travailleurs et jeunes, alors que la vérité les aiderait à en sortir ou tout du moins à y voir plus clair, ce qui est indispensable pour qu'ils y gagnent en indépendance et qu'ils aient confiance en eux afin de passer à l'action. A croire qu'ils n'y tiennent pas...

Jean-Éric Schoettl, conseiller d'État honoraire et ancien secrétaire général du Conseil constitutionnel. - lepoint.fr 19 juillet 2024

« *La droite et la macronie ont perdu l'élection* », nous dit-on. Mais le nombre des sièges obtenus par les candidats du bloc central, que mesure le troisième tour de l'élection de Yaël Braun-Pivet, démontre que « *la droite et la macronie* » ont moins perdu les élections législatives que les deux autres blocs.

Même s'il avait montré, le 18 juillet, qu'il rassemblait le plus de députés, le « *bloc* » constitué par le NFP et ses alliés et ralliés n'aurait pu se prévaloir d'aucun « *droit* » à voir désigner le Premier ministre en son sein.

Pour Jean-Luc Mélenchon, suivi en cela par tout le NFP, il va certes de soi que « *le président de la République doit appeler le Front populaire à gouverner* ». Mais il ne saute pas aux yeux qu'un « *front* » représentant un électeur sur quatre et un député sur trois doive gouverner la France pour appliquer un programme que rejettent trois Français sur quatre. (Il a oublié les 14 458 211 d'abstentionnistes, soit 33,37% plutôt de « *gauche* » que de « *droite* », et le fait que plus d'un million de voix NFP, je ne sais pas combien au juste, se soient portés sur un candidat macroniste ou républicain, auxquels il faut ajouter au moins la moitié des voix qui se sont portés sur les candidats du RN qui étaient d'origine populaire.

Par conséquent, si on rectifie le constat établi par l'auteur de cet article en tenant compte de ces éléments, ce sont « *trois Français sur quatre* » qui ont exprimé leur rejet du programme de la droite et de l'extrême droite. Evidemment, cela ne se traduira au niveau de l'Assemblée nationale ou de la désignation d'un Premier ministre, cela ne pourra se traduire qu'au niveau de la lutte de classe de la classe ouvrière, qu'en termes de mobilisation contre le régime en place. – J-C)

À la différence du Royaume-Uni, la composition de la nouvelle Assemblée ne dicte aucun choix au président. Pourquoi d'ailleurs le président ne nommerait-il pas le Premier ministre en dehors du Parlement et même en dehors du monde politique ? Les précédents ne manquent pas depuis 1958, à commencer par Georges Pompidou et Raymond Barre. lepoint.fr 19 juillet 2024

- Les désistements « *républicains* » ont coûté des places au parti de Mélenchon mais ont profité au PS, à EEVL et à Macron. Cela a permis entre autres de faire élire des Borne ou des Darmanin !

En famille. Le vœu de la finance exhaussé !

J-C – Elle n'a rien à craindre de ce côté-là, puisque tous ceux qui participent à cette mascarade sont d'avance neutralisés ou compromis jusqu'au cou.

Assemblée nationale: Éric Coquerel (LFI) est réélu président de la commission des Finances - BFMTV 20 juillet 2024

Le député insoumis, Éric Coquerel, estime que le sujet du Premier ministre peut-être tranché à la rentrée. *"Il n'y a plus tant d'urgence à s'accorder sur un nom, souligne-t-il auprès de Libération. Nous avons un peu de temps, pas des années, mais un peu de temps. Cela permettra d'aborder ce sujet de manière plus sereine et moins tendue."* BFMTV 20 juillet 2024

J-C- Il s'en tape... maintenant qu'il est servi ! Remarquez bien nous aussi on s'en tape de leurs magouilles, c'est juste pour montrer qu'on a affaire à de misérables arrivistes.

La nouvelle forme d'impérialisme ou de colonialisme.

Des terres à la logistique : le pouvoir croissant des Émirats arabes unis dans le système alimentaire mondial (grain.org 12 juillet 2024) - Mondialisation.ca 19 juillet 2024

Alors que tous les regards sont tournés vers Gaza, plus au sud, au Soudan, un autre conflit horrible provoque actuellement une famine massive. Les combats qui ont éclaté en avril 2023 opposent une faction militante, les Forces de soutien rapide (FSR), à des milices d'État rivales. Les deux camps se disputent le contrôle du pays et de ses riches ressources minérales et agricoles. Plus de 14 000 personnes ont été tuées, 33 000 autres ont été blessées, quelque dix millions ont été déplacées et une situation de famine généralisée est en train de s'installer[3]. Les Émirats arabes unis (EAU) sont soupçonnés d'armer les FSR. Pourquoi ? En partie, selon les observateurs, pour protéger les cargaisons d'or, de bétail et de produits agricoles[4]. Bien entendu, les EAU unis réfutent cette allégation, mais les preuves parlent d'elles-mêmes.

Pour assurer leur propre sécurité alimentaire, les EAU, comme d'autres États du Golfe, ont pris le contrôle de terres pour développer des exploitations agricoles au Soudan. À l'heure actuelle, deux entreprises émiraties – International Holding Company (IHC), la plus grande société cotée en bourse du pays, et Jenaan – exploitent plus de 50 000 hectares au Soudan. En 2022, un accord a été signé entre IHC et le groupe DAL – détenu par l'un des magnats les plus riches du Soudan – pour mettre en exploitation 162 000 hectares supplémentaires de terres agricoles à Abu Hamad, dans le nord du pays. Ce vaste projet agricole, soutenu par le gouvernement des EAU, sera relié à un tout nouveau port sur la côte soudanaise, qui sera construit et exploité par le groupe Abu Dhabi Ports. Les enjeux économiques de ce projet sont colossaux. Mais les enjeux politiques le sont tout autant. Le port actuel du Soudan, que le projet évitera complètement, est géré par le gouvernement soudanais.

Bien que les EAU soient extrêmement riches grâce à leurs énormes réserves de pétrole et de gaz, une insécurité alimentaire pèse sur ce pays qui dépend d'autres territoires pour son approvisionnement en nourriture. Cette situation n'est pas nouvelle. Depuis des décennies, les EAU dépendent d'autres pays pour leur alimentation, à mesure qu'ils se développent pour devenir une puissance financière dont la population est majoritairement immigrée. Depuis la crise des prix alimentaires de 2007-2008, suivie du Covid et de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, des événements qui ont tous perturbé l'approvisionnement des États du Golfe, les Émirats ont accumulé quelque 960 000 hectares d'exploitations agricoles à l'étranger. Aujourd'hui, ces exploitations

agricoles internationales sont de plus en plus reliées aux EAU par le biais d'un réseau de ports et de plateformes logistiques étroitement contrôlés, qui font tous l'objet de problèmes de sécurité[5]. (...)

Le pouvoir des entreprises et le pouvoir financier et politique croissant des EAU dans le système alimentaire mondial doivent être remis en question, notamment en raison de leurs implications directes pour les communautés locales.

La famine généralisée qui sévit au Soudan devrait servir de terrible rappel des raisons pour lesquelles les transactions foncières liées à des stratégies géopolitiques doivent cesser³⁷. Il est temps de demander des comptes aux EAU et à leurs alliés. (J'ai censuré l'écriture inclusive – J-C)

https://www.mondialisation.ca/des-terres-a-la-logistique-le-pouvoir-croissant-des-emirats-arabes-unis-dans-le-systeme-alimentaire-mondial/5690629?doing_wp_cron=1721432479.3699839115142822265625

J-C - Vous feriez mieux de rejoindre les militants qui combattent pour en finir avec le capitalisme, au lieu "de demander des comptes" aux capitalistes, car cela revient à les légitimer. D'un côté vous dénoncez ses méfaits, et de l'autre vous leur offrez la possibilité de continuer de nuire cruellement aux intérêts fondamentaux des peuples, rompez avec l'opportunisme !

Bangladesh

Au Bangladesh “en ébullition”, la police tire à balles réelles sur des manifestants - Courrier International 21 juillet 2024

La police antiémeute a tiré samedi 20 juillet à balles réelles sur des manifestants au Bangladesh, pays “en ébullition”, selon les mots de la BBC, où un couvre-feu est toujours en vigueur à la suite d'affrontements meurtriers qui ont fait plus de 100 morts.

À Dacca, la capitale, “la vie s'est arrêtée samedi”, écrit le *Washington Post*. “Les magasins et les entreprises étaient fermés et les routes étaient en grande partie vides dans cette ville de 10 millions d'habitants typiquement congestionnée, à l'exception du personnel militaire et paramilitaire en patrouille.” Le journal américain note que des combats de rue épars y ont été signalés samedi en fin de journée.

L'accès à Internet est coupé depuis jeudi soir dans le pays, limitant l'accès aux réseaux sociaux, et les sites web des médias locaux ne sont plus actualisés.

Selon le décompte du *Washington Post*, qui a analysé les rapports des hôpitaux et de la police, “au moins 110 personnes ont été tuées lors des manifestations des quatre derniers jours, soit le nombre le plus élevé de toutes les manifestations organisées au Bangladesh depuis plus de dix ans”. Les forces de police ont déclaré que plusieurs membres de leur personnel figuraient parmi les morts. Des milliers d'autres personnes ont été blessées.

Le gouvernement ne publie pas de statistiques officielles sur les morts et les blessés, précise The Guardian.

Les manifestations sont parmi les plus graves que le pays ait connues depuis plus de dix ans, relève *The Guardian*. Celles-ci ont débuté au début du mois sur les campus universitaires, puis se sont

étendues bien au-delà cette semaine, et se sont transformées en un mouvement plus large contre Sheikh Hasina, la Première ministre au pouvoir depuis 2009, “*accusée de superviser l'autoritarisme rampant, les brutalités policières et la corruption*”.

J-C – On a abordé ce sujet le 19, j'ignore comment mon commentaire a été perçu par les lecteurs, j'avais indiqué qu'on soutenait ce mouvement social en précisant qu'il ne fallait pas se faire d'illusions sur sa nature. Ici on en a la confirmation.

Personnellement en Inde depuis 1996, je ne connais pas d'étudiants indiens fréquentant des universités, à croire qu'ils appartiennent à une couche privilégiée de la population qui ne se mélange pas à la majorité du peuple indien plutôt pauvre, milieu dans lequel je baigne quotidiennement. La dernière fois que j'ai croisé un étudiant (en médecine), c'était entre 1997 et 2001 lorsque j'étais prof à l'Alliance française de Pondichéry, c'était un de mes élèves.

Je n'ai jamais croisé un syndicaliste ou un militant du mouvement ouvrier non plus en 30 ans, alors que j'ai parlé politique avec des centaines ou des milliers d'Indiens.

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 22 juillet 2024

Quand le sport sert la propagande de guerre de l'OTAN et des régimes nazis.

**Visite du Village, réceptions de patrons et de chefs d'État... La semaine olympique de Macron
- Le HuffPost 22 juillet 2024**

"*Ces Jeux seront un moment d'unité et de communion nationale, mais aussi de communion internationale*", a assuré la présidence. "*Un monde où le sport sert le bien commun: cette épreuve, nous devons la gagner tous ensemble!*", a écrit le chef de l'État sur X. Le HuffPost avec AFP 22 juillet 2024

J-C - Les SDF traités en pestiférés et « déplacés » à l'instar des peuples des pays en guerre apprécieront. Quant à la "*communion internationale*", elle s'étend à l'Etat sioniste génocidaire et à celui nazi d'Ukraine, normal.

Pour illustrer cet article, il figurait une belle photo prise dans un stade, où on pouvait voir Macron tout sourire avec à ses côtés Coquerel de LFI, recouvert de son écharpe tricolore et arborant un sourire jubilatoire à s'arracher la mâchoire ! Ils sont comme cela.

Par exemple, Manon Aubry arborant un sourire éclatant les larmes aux yeux, félicitant chaleureusement et embrassant Ursula von der Leyen après sa réélection à la présidence de la Commission européenne. Ils sont vraiment à vomir, pas de pitié pour ces salopards.

Voilà ce qui arrive quand on se prend déjà pour un ministre de Macron !

J-C – Qui a imposé des sanctions à la Russie, qui n'en a pas imposées à Israël, Thomas Portes et LFI ou bien Macron et son gouvernement ?

**JO de Paris 2024 : Thomas Portes (LFI) veut des sanctions similaires pour la Russie et Israël -
Le HuffPost 21 juillet 2024**

Le député de Seine-Saint-Denis juge que les athlètes israéliens « *ne sont pas les bienvenus à Paris* » et appelle à ce qu'ils concourent sous bannière neutre.

« *Les propos tenus par Thomas Portes sont susceptibles de constituer une provocation à la haine et à la discrimination mettant en danger les athlètes israéliens et les citoyens français* », a par exemple estimé sur X Muriel Ouaknine-Melki, présidente de l'Organisation juive européenne, en charge notamment de dossiers liés à l'attaque du Hamas contre Israël, annonçant que l'association portait plainte.

Une sortie qui « *incite à la haine* » et « *met en danger les athlètes israéliens* »

Sur le même ton, Yonathan Arfi, le président du Crif, le Conseil représentatif des institutions juives de France, a fustigé « l'indécence » des propos du député de Seine-Saint-Denis. Jugeant que Thomas Portes « met une cible dans le dos des athlètes israéliens », il a ensuite fait le lien entre la sortie du député et les attentats de 1972 aux JO de Munich. Onze athlètes israéliens y avaient été assassinés par des terroristes palestiniens.

Au-delà des associations, certains politiques se sont offusqués de la vidéo ci-dessous, dans laquelle on peut voir Thomas Portes marteler son point de vue sur la venue d'Israël à une semaine de l'ouverture des Jeux. À l'image de l'ex-secrétaire d'État et proche d'Emmanuel Macron, Benjamin Griveaux, qui s'est emporté : « *Les appels à la violence contre les athlètes israéliens de ce décérébré de Thomas Portes doivent être poursuivis devant les tribunaux et très sévèrement sanctionnés.* »

Un autre chantre du macronisme, l'ancien ministre des Transports et de l'Europe, Clément Beaune, écrit sur X : « *Honte et haine. Le problème de LFI, ce n'est pas Mélenchon, c'est LFI.* » Tandis que l'adjointe à la mairie de Paris, Karen Taieb, s'offusque : « *Ce que l'on attend des élus c'est le vivre ensemble, et ceux-là prônent la haine.* » Le HuffPost 21 juillet 2024

J-C – La haine féroce de la pire réaction contre ce pauvre garçon n'étonnera personne. Entre nous, il aurait mieux fait de fermer sa gueule au lieu de faire du zèle.

Parole d'internaute

- « *Le fascisme était la privatisation de l'État, sa soumission au pouvoir social dominant, l'utilisation de la force militaire au service de l'intérêt privé (de la propriété foncière, du grand capital industriel, du parti unique, du groupe dominant et de son chef).* »

Mussolini définissait le fascisme comme la fusion de l'État et de l'entreprise privée. Il a juste oublié de préciser que dans une fusion, il y a toujours un qui se dissout dans l'autre jusqu'à disparaître. Donc oui le fascisme est un État totalitaire au service du capital.

Mais ce qui caractérise la modernité post-libérale, post-démocratique, c'est la mutation du capitalisme. L'ancien capitalisme de classe était basé sur le procès de production et la reproduction du capital par les ressources de l'industrie, du commerce, de la propriété foncière et de la finance. Ce capitalisme avait besoin du système salaire-consommation-investissement indissociable d'un certain contrat social et de cette « société libérale avancée » vantée par VGE. Mais la contradiction de ce système l'a porté à sa limite de reproduction du capital que l'élite a dépassée en rompant avec le combiné capital-production-consommation, au profit de la financiarisation. La financiarisation reproduit le capital par la magie de la planche à billet et la constitution d'une dette à la croissance monstrueuse portée par l'État, c'est-à-dire les contribuables. L'insolvabilité finale de cette dette annonce l'effondrement de tout le système productif, social et politique, y compris de la classe bourgeoise patrimoniale. Il ne restera à terme qu'une oligarchie hyper minoritaire, qui manœuvre pour gérer cet effondrement comme une source d'accroissement de sa puissance au sein d'une gouvernance mondiale, un État fasciste mondialisé contrôlé par des milices militaires et la dictature numérique gérée par l'IA. Pour cette oligarchie hyper minoritaire, le reste de l'humanité est inutile en dehors des besoins propres à son service immédiat que les robots ne peuvent assouvir. Le reste de l'humanité représente une concurrence pour la consommation des ressources restantes qu'il conviendrait d'éliminer. La logique ultime prescrit la limitation de la population mondiale.

Du point de vue psychopathologique on constate la redondance de cette logique génocidaire dans l'histoire du capitalisme. La psychopathologie du capitalisme repose sur le matérialisme, qui est un nihilisme, et sur l'illimitation, qui est un fantasme de toute-puissance. La matérialité de l'argent et l'illimitation du profit. Le nihilisme tient à la prétendue nature contingente du rapport de production qui ne contreviendrait pas à la société des hommes. Alors qu'en réalité le matérialisme ne peut pas se priver de devenir l'organisateur final de la vie humaine dans toutes ses dimensions. Mais alors le matérialisme entre en contradiction avec les présupposés d'une vie collective humainement supportable. Dans une première phase, le capitalisme de la séduction rend compatible la reproduction du capital avec la société de consommation-spectacle, jusqu'à ce que le limite propre à la cette reproduction lui impose de passer à la phase suivante de gestion de l'effondrement et de la destruction génocidaire. Cette évolution échappe complètement à la masse, qui ne s'en rend même pas compte. La forme moderne du fascisme ne ressemble pas à ses avatars précédents. Le seul point commun décelable c'est la privatisation de l'État et la perversion généralisée qui va avec.

Mes commentaires publiés dans le blog *Le Grand Soir*.

1- Je me demande si les lecteurs ont conscience d'assister article après article et dans pratiquement tous les commentaires, à un déballage sans fin ni limite d'opportunisme, qui chaque fois nous éloigne un peu plus du socialisme.

Ah si "*l'esprit républicain*" règne à l'Assemblée nationale, c'est que la Ve République est sauvée, ouf !

- « *Souhaitons qu'il en soit de même pour les autres postes de responsabilité au sein de l'Assemblée.* »

Prions ensemble pour que les anges gardiens qui veillent sur elle exhaussent votre vœu !
Républicain, cela va de soi.

- « *Olivier Faure doit redevenir raisonnable.* »

Il n'attend que vos conseils avisés, et il n'est pas le seul, Macron aussi :

- « *Le président Macron devrait en prendre de la graine.* »

Avec de tels opposants le régime est bien gardé.

2- Il y a des choses qu'on ne peut pas laisser passer sans réagir. Dois-je encore m'en excuser ? (Fou rire !)

- « *De plus en plus de citoyens ont pris la mesure de l'ignominie et vomissent ce régime colonial, et dans la foulée conspuent leurs propres gouvernements de ne pas agir avec fermeté à l'encontre des responsables politiques d'un tel régime de terreur. (...) Cette paresse morale et intellectuelle aboutit à une inéluctable dérive, jusqu'à l'abandon de nos repères toujours plus vagues et flous, démontrant à quel point nos responsables politico-médiatiques ont perdu le minimum d'éthique.* »

Leur en prêter une trace aurait été de trop ou compromettant, sauf quand on s'exprime en leurs noms.

J'en déduis donc que ce texte s'adressait à ces "gouvernements" et autres "responsables politico-médiatiques" qui comme chacun sait devraient se conduire d'une manière exemplaire, au lieu de faire preuve de "paresse morale et intellectuelle", pour un peu s'ils n'étaient pas manifestement animés de mauvaises intentions envers les peuples, on se garderait bien de leur en prêter, par crainte de se montrer injuste envers vos "représentants", qui ne seront jamais les nôtres, désolés ! Comprenez-vous ce que cela signifie ?

- « *Nous savions.* »

Vous saviez, on vous l'accorde volontiers, personne ne mettra en doute votre parole qui n'engage que vous.

- « *La Palestine est sacrifiée sur l'autel de nos lâchetés (...) nous avons laissé faire, mais nous continuons à laisser le mal absolu devenir une " banalité ", sous nos yeux, ce qui nous rend coresponsables du génocide.* »

Rien que cela, en voilà un discours tout à fait intolérable.

Car encore une fois, à qui se rapporte ce "nous" inclusif accusatoire que l'on retrouve partout, qui fustigez-vous de la sorte, on cherche à comprendre.

Macron et son gouvernement, auxquels vous reprochez finalement de ne pas avoir épousé la cause des humanistes. Pourquoi, auraient-ils dû en être autrement ? Une telle illusion vous rendrait pour le coup "coresponsables du génocide" des Palestiniens.

A moins qu'il s'agisse de nous, des travailleurs de ce pays que vous maltraiteriez ainsi, auquel cas nous dédaignerions ces ignobles accusations portées contre nous, car par ailleurs, nous vous reconnaissons aucun droit de vous exprimer en notre nom.

Je pencherais pour les deux à la fois, ce qui est peu flatteur dans l'un ou l'autre cas.

Et puis : Les conseillers ne sont pas les payeurs !

3- Réponse à xiao pignouf.

Un lecteur affirme que j'aurais développé une "*tendance au nihilisme*" sans fournir le moindre exemple pour étayer son accusation, à la limite pourquoi pas, je prends la peine de lui adresser une réponse de 24 lignes pour démontrer preuves à l'appui que son accusation est infondée, grotesque en réalité, et vous osez écrire ensuite, je vous cite - "*plus haut vous déplorez qu'on ne réponde pas à vos commentaires, lorsqu'on le fait (ici le toujours courtois Auguste)*", non mais on croit rêver, en fait, on ne rêve pas du tout.

Mieux, depuis 20 ans que je tiens un blog, j'ai pu observer que ce genre de procédé s'était quasiment généralisé, pas seulement ici, partout à de très rares exceptions près, puisque dès que vous tentez d'analyser les arguments qu'on vous soumet ou dès que vous exposez les vôtres en fournissant des

faits incontestables, la discussion partait systématiquement en vrille ou la personne la rompait net sans fournir la moindre explication. Pourquoi ? Parce qu'elle refusait tout examen sérieux des faits. Je vous passe de quelles manières malhonnêtes, parce qu'elle voulait absolument avoir raison. Autant dire que rapidement vous n'en entendiez plus jamais parler de cette personne !

En lisant attentivement les commentaires qui figurent dans Le Grand Soir, je me dis que j'ai dû me méprendre sur la signification de cette expression ou alors la plupart des lecteurs l'ignorent eux-mêmes, à moins qu'ils n'y croient plus. Je crois me souvenir, qu'à une autre époque et dans d'autres circonstances, c'est ce qui motiva Lénine à rédiger Que faire ?. Il lui était reproché de défendre le socialisme et de vouloir le répandre dans la classe ouvrière, alors que la situation semblait en être très éloignée... On lui rétorqua les mêmes arguments qu'on entend ici ou presque partout en France à notre époque, en fait depuis des lustres, ce qui explique en grande partie pourquoi il n'existe même pas l'embryon d'un parti ouvrier digne de ce nom, selon moi.

J'ai également observé, que ce sujet avait le don généralement de faire fuir ceux qui n'ont rien appris des enseignements du marxisme de la lutte de classe du passé ou de provoquer chez eux une réaction désordonnée qu'il est facile d'exploiter. Je précise que je n'ai jamais eu la prétention de me substituer à ce parti, ma modeste contribution politique depuis mon trou en Inde, consiste uniquement à aider à résoudre cette question déterminante pour la suite de la lutte de classe du prolétariat.

Méfiez-vous des correcteurs orthographiques.

J'ai écrit :

- la discussion partait systématiquement en vrille ou la personne la rompait net

Un de ses correcteurs parmi les plus performants qui existent sur le Net me corrige en écrivant "nette" au lieu de net, parce que "net" se rapporterait au pronom personnel féminin "la" placé avant le verbe (rompait), or "net" n'est pas là un adjectif, mais un adverbe invariable.

4- Réponse à xiao pignouf.

- « *Quitter l'UE, c'est bien sûr renégocier des centaines de traités de libre-échange* »

Non, c'est rompre avec l'UE, dont décréter que tous ces traités sont nuls et nonavenus, abolis.

- « *Il est clair que ça ne pourrait pas se faire du jour au lendemain, ni même d'une année à l'autre et surtout pas sans une période de récession d'une durée incertaine. Et avec l'incertitude, tous les ingrédients sont là pour rendre cette idée impopulaire.* »

Allez, jamais ! Ce qui est certain, c'est que l'auteur de ces lignes renvoie la rupture avec l'UE à une date indéterminée, aux calendes grecques ! On a bien compris qu'il y était opposé, mais pour justifier sa subordination à l'UE, il n'a rien trouvé de mieux que d'en faire porter la responsabilité aux masses, pour lesquelles cette idée serait "impopulaire". Il a omis de préciser, pour autant qu'elles n'y trouveraient aucune contrepartie ou aucun avantage, car dans le cas inverse où il existerait un véritable gouvernement ouvrier, il y a tout lieu de penser qu'elles y seraient favorables parce qu'elles y trouveraient leur compte.

- « *Bien sûr que je donne mon avis que je crois basé sur des faits et non en la croyance en une solution miracle.* »

Il arrive parfois que la présentation des faits relève de "la croyance", surtout quand on identifie la rupture avec l'UE ou l'instauration d'un gouvernement ouvrier acquis au socialisme à "une solution miracle" !

- « *Le plus urgent est de mettre à la tête de l'État un gouvernement d'opposition à l'UE/Allemagne pour infléchir ses politiques.* »

- « *Je crois qu'on peut s'opposer à l'UE si on le veut.* »

S'opposer, infléchir, ne signifie pas rompre, mais conserver, s'adapter, pour qui sait lire attentivement. Bref, on aura compris que vous n'avez pas l'intention ou la volonté de rompre avec l'UE, vous nous l'avez assez démontré comme cela. Ni avec l'OTAN, le capitalisme ou la V^e République, de fait.

- « *Il serait plus simple de sortir de l'OTAN qui n'est qu'une superstructure militaire.* »

Il suffirait de rompre avec et de donner un délai relativement court à ses représentants pour quitter le pays, il suffirait de suivre l'exemple de certains États africains.

- « *La réalité, c'est que derrière les grandes avancées pour le peuple, il y a les fondations pour l'instauration d'un système dont nous avons hérité aujourd'hui et qui nous a ramené au point de départ : une classe dominante ultra-minoritaire et une classe opprimée ultra-majoritaire.* »

C'est mal rédigé ou confus, essayons de nous y retrouver. J'imagine qu'il évoquait le capitalisme qui a engendré la classe ouvrière. Cependant, il laisse entendre qu'il nous aurait "ramené au point de départ", ce qui est vrai et faux à la fois, puisque si le capitalisme n'a pas aboli le système d'exploitation de l'homme par l'homme qui existe depuis le passage au néolithique, en revanche au cours de ses deux siècles et demi d'existence en tant que régime dominant, il a participé au développement économique (des forces productives, des sciences et technologies), social et politique, à la transformation de la société à l'échelle mondiale, ponctué par la lutte de classe (internationale) entre deux classes qui n'existaient pas sous l'Ancien Régime...

Je pense que c'est de là qu'on doit partir, car les facteurs objectifs pour passer au socialisme existent, autant que les facteurs subjectifs propres à la réaction pour empêcher d'y parvenir. Cela dit, pourquoi serions-nous incapables de notre côté de résoudre cette question des facteurs subjectifs, en avons-nous réellement la volonté, si oui, nous parviendrons à vaincre tous les obstacles qui nous détournent pour le moment du socialisme.

Etats-Unis.

Présidentielle américaine : Joe Biden annonce le retrait de sa candidature et soutient Kamala Harris - RT 21 juillet 2024

Joe Biden a fait savoir par voie de communiqué, ce 21 juillet, sa décision de se retirer de l'élection présidentielle américaine et de soutenir sa vice-présidente Kamala Harris.

Si cette dernière n'est pas encore officiellement désignée comme successeur, elle a visiblement les faveurs des donateurs. Ils se sont mobilisés en masse en ces dernières heures.

Comme le relaye le *New York Times*, les dons sont passés d'une moyenne de 200 000 dollars par heure dans les heures précédant la démission de Joe Biden, à près de 11,5 millions de dollars en une seule heure plus tard dans la journée de dimanche.

« À 21 heures, les sympathisants de base avaient collecté 46,7 millions de dollars (42,8 millions d'euros) via ActBlue suite au lancement de la candidature de la vice-présidente Kamala Harris. Il s'agit de la plus grande journée de collecte de fonds du cycle 2024 », indique sur le réseau social X le groupe qui facilite la collecte de fonds en ligne pour les candidats démocrates. « *Les petits donateurs sont motivés et prêts à affronter cette élection* », a ajouté la plateforme.

Cette double annonce jette une nouvelle incertitude dans une campagne présidentielle déjà tendue. 3 900 délégués démocrates devront, mi-août à Chicago, voter pour un nouveau candidat.

Alors que Kamala Harris est la favorite pour succéder à Joe Biden, elle n'apparaît pas comme une évidence pour Barack Obama. Au lieu de soutenir officiellement la vice-présidente, l'ancien président se prononce en faveur d'une primaire ouverte lors de la convention démocrate qui s'ouvre le 19 août à Chicago, rapporte notre correspondant à Miami, David Thomson. « *J'ai l'extraordinaire conviction que les dirigeants de notre parti seront en mesure de créer un processus d'où émergera un candidat exceptionnel* » écrit Obama qui ne cite même pas le nom d'Harris.

Sur CNN, David Axelrod avance peut-être une explication. L'ancien stratège en chef de Barack Obama se dit lui aussi en faveur d'une primaire ouverte. Il laisse entendre que Kamala Harris ne serait pas forcément la mieux placée pour l'emporter dans le Michigan, le Wisconsin et la Pennsylvanie. Ces trois États clés du Midwest plutôt blancs et ouvriers, jugés indispensables pour gagner la présidentielle alors que Donald Trump y est en tête actuellement.

Si Kamala Harris reste l'hypothèse la plus probable, elle doit trouver un colistier et elle doit le trouver rapidement puisque la convention démocrate débute à Chicago dans moins d'un mois, le 19 août. Il lui faudra trouver quelqu'un qui peut lui apporter des électeurs qu'elle-même ne convainc pas. RT, Le HuffPost et RFI 21 juillet 2024

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 24 juillet 2024

Annonceraient-ils la fin prochaine de la guerre de l'OTAN en Ukraine contre la Russie ?

Selon Pékin, Kiev s'est dit «disposé à mener un dialogue et des négociations avec la partie russe» - RT 24 juillet 2024

Sondage : les Ukrainiens de plus en plus ouverts à des concessions territoriales à la Russie - RT 24 juillet 2024

Qu'est-ce qui se passe en Cisjordanie ?

Une terre volée

En 1979, j'ai effectué la première de ce qui allait s'avérer être des décennies de visites régulières en Israël et en Cisjordanie. Je m'y suis rendue pour le compte de la publication alternative new-yorkaise *The Village Voice* afin d'enquêter sur le mouvement des colons israéliens en pleine expansion, Gush Emunim (ou le Bloc des croyants).

<https://consortiumnews.com/fr/2024/07/15/settled/>

L'hypnose et la psychose collective se combinent parfaitement pour perpétuer l'esclavage.

Le virus Nipah, qui se propage en Inde, peut-il envahir le monde? - slate.fr - 22 juillet 2024

Qu'est-ce que le virus Nipah, qui inquiète les autorités sanitaires en Inde ? - yahoo.com 23 juillet 2024

Un nouveau virus pris très au sérieux par la communauté scientifique internationale. Depuis quelques jours, l'Etat du Kerala (Inde) est en situation d'alerte sanitaire, à la suite du décès d'un adolescent de 14 ans des suites d'une encéphalite provoquée par une infection virale.

D'après le média indien *The Indian Express*, il s'agit du 21e décès provoqué par le virus Nipah depuis 2018. Un chiffre élevé qui explique les importantes mesures de précaution déployées par les autorités sanitaires du Kerala dès l'annonce du cas clinique dont souffrait le jeune homme. La maladie causée par ce virus émergent est en effet particulièrement dangereuse et relativement contagieuse.

D'après *The Hindustan Times*, l'adolescent récemment décédé en Inde aurait ainsi été contaminé après avoir mangé une prune mombin "provenant d'une parcelle infestée de chauves-souris".

Conscientes de la menace représentée par ce virus, les autorités sanitaires locales ont réagi très rapidement au cas positif de l'adolescent infecté, décrétant le port du masque obligatoire dans le district concerné et un confinement dans certains quartiers. 330 personnes ayant été en contact avec le défunt ont été placés en observation. D'après *The Hindustan Times*, 13 personnes particulièrement exposées, dont 6 présentaient des symptômes pouvant laisser penser à une infection à virus Nipah, ont fait l'objet de tests. Ces derniers ont tous donné des résultats négatifs.

J-C – Pas au courant.

Question : Qui lit *The Hindustan Times* ou *The Indian Express* à part des membres des classes moyennes des grandes villes ? Personne.

21e décès depuis 2018 pour une population d'1,47 milliard d'habitants, je vous laisse mettre les zéro près la virgule pour trouver le taux de mortalité microscopique.

C'est le déséquilibre de leur état de santé biologique et mental autant que leur environnement, qui les prédisposent à toute sorte de maladies, y compris les maladies auto-immune comme le cancer. Ce ne sont pas des virus qui causent la mort des personnes qui sont en contact avec eux, sinon la Terre serait déserte ou plutôt les hominidés n'auraient jamais pu survivre.

Quand les multinationales peuvent se livrer à des activités illégales pendant des décennies en toute impunité.

3 milliards d'euros de fraude : Nestlé utilisait un traitement interdit pour ses eaux minérales depuis 15 ans - RT 22 juil. 2024

Une fraude d'une ampleur «*inédite*» selon Mediapart, qui a dénoncé le 18 juillet dernier le recours par Nestlé Waters à des «*traitements interdits*» pour ses trois eaux minérales vosgiennes Vittel, Contrex et Hépar, et ce depuis une quinzaine d'années au moins. Le média cite un rapport d'enquête des services français de la répression des fraudes (DGCCRF).

La DGCCRF, dans son rapport rendu en avril dernier et cité par ce dernier, est parti de l'achat en 2005 d'appareils à UV, notant une «*utilisation de filtres non autorisés depuis au moins 2010*».

Une entorse à la réglementation qui aurait permis à Nestlé d'engranger plus de trois milliards d'euros, relate Mediapart : «*La différence de chiffre d'affaires réalisée en vendant ces produits en eau minérale naturelle au lieu d'eau rendue potable par traitement est estimée à 3 132 463,297 euros pour les différentes marques et périodes infractionnelles correspondantes*».

Le groupe est poursuivi dans le cadre d'une enquête préliminaire par le parquet d'Epinal, pour tromperie. Nestlé est donc soupçonné d'avoir eu recours à des traitements illégaux de purification des eaux.

Selon BFM TV, Nestlé Waters a reconnu en janvier dernier avoir recouru à des «*systèmes de désinfection interdits*», à savoir des lampes UV et du charbon actif, pour assurer la «*sécurité alimentaire*» de ses eaux.

L'ONG Foodwatch, citée par BFM TV, a porté plainte dans ce dossier et exigé que « *la justice pénale avance* ». L'organisation dénonce une affaire qui n'en est toujours qu'au stade de « *l'enquête préliminaire* ».

En 2022, l'Inspection générale des affaires sociales française estimait que « *près de 30%* » des eaux conditionnées subissaient « *des traitements non conformes* » aux réglementations du pays. L'IGAS dénonçait de surcroît des « *pratiques délibérément dissimulées* ».

Totalitarisme. Paris en état de siège.

Paris barricadé

Des centaines de patrouilles de policiers et de gendarmes, des barricades de deux mètres de haut à chaque coin de rue, des stations de métro fermées, des lignes de bus perturbées... À quelques jours de la cérémonie des Jeux olympiques et paralympiques, qu'on soit piéton, cycliste ou automobiliste, les restrictions de circulation sont innombrables.

Depuis le 18 juillet, 44 000 barrières de sécurité enserrant les rues, interdisant l'accès à certaines zones et rendant les déplacements difficiles. Plus de 30 000 policiers (45 000 les jours de pic), 20 000 agents de sécurité et 10 000 militaires rôdent dans la capitale pour sécuriser la ville et assurer le bon déroulement des Jeux. Le Point 23 juillet 2024

Les dirigeants du Front populaire ont toujours été des agents du capitalisme.

J-C- En 1936, cela faisait déjà longtemps que la CGT était devenu un syndicat patronal, lisez, c'est un de ses représentants qui l'affirma en s'adressant au patronat.

Alors pourquoi pendant plus de 80 ans nous n'avons pas été en mesure de construire un véritable syndicat ouvrier, sinon parce que les dirigeants qui prétendaient incarner l'avant-garde du mouvement ouvrier étaient eux-mêmes corrompus ou acquis au réformisme, au capitalisme.

Article du journal *Lutte ouvrière* publié le 17 juillet 2024.

1936. Quand le chef du Front populaire s'explique sur les grèves

La SFIO (Section française de l'Internationale ouvrière) publia en 1944 les interventions du dirigeant socialiste du gouvernement de Front populaire, Léon Blum, lors de ses auditions devant la cour de Riom en 1942. Pétain avait voulu ce procès pour trouver des coupables à la défaite des armées françaises en 1940.

C'est une lecture éclairante sur la réalité de ce que fut la politique du Front populaire, en particulier vis-à-vis de l'immense mouvement de grève, bien éloignée de la version mensongère colportée par les dirigeants de la gauche actuelle. Nous en publions ci-dessous des extraits.

« *Cette loi de quarante heures fait partie intégrante d'un ensemble politique. Cette politique, je n'ai pas eu à la choisir, elle m'a été imposée dans les circonstances où j'ai pris le gouvernement, par*

une nécessité de droit, et par une nécessité de fait, ayant véritablement le caractère d'un cas de force majeure.

Rappelez-vous que, les 4 et 5 juin, il y avait un million de grévistes. Rappelez-vous que toutes les usines de la région parisienne étaient occupées. Rappelez-vous que le mouvement gagnait d'heure en heure et de proche en proche dans la France entière. (...) Je n'étais pas sans rapports moi-même avec les représentants du grand patronat et je me souviens de ce qu'était leur état d'esprit à cette époque : "Alors quoi ? C'est la révolution ? Alors quoi, qu'est-ce qu'on va nous prendre ? Qu'est-ce qu'on va nous laisser ?" Les ouvriers occupaient les usines. Et, peut-être, ce qui contribuait le plus à la terreur, c'était cette espèce de tranquillité, cette espèce de majesté calme avec laquelle ils s'étaient installés autour des machines. (...)

M. Lebrun (le président de la République) me répondit alors : " (...) Je vous en prie, dès demain, adressez-vous à eux par la voix de la radio. Dites-leur que le Parlement va se réunir, que dès qu'il sera réuni, vous allez leur demander le vote rapide et sans délai des lois dont le vote figure dans leurs cahiers de revendications, en même temps que le relèvement des salaires. Ils vous croiront, ils auront confiance en vous et alors, peut-être ce mouvement s'arrêtera-t-il ?" (...)

Sans nul doute, j'aurais tenté de moi-même ce qu'on a appelé l'accord Matignon. Mais je dois à la vérité de dire que l'initiative première est venue du grand patronat. (...) On ne demandait qu'une chose aux Chambres : aller vite, vite, afin de liquider une situation que j'ai qualifiée non pas de révolutionnaire mais de quasi révolutionnaire, et qui l'était en effet. (...) La contrepartie, c'était l'évacuation des usines. Dès ce jour-là, les représentants de la CGT ont dit aux représentants du grand patronat qui étaient à Matignon : "Nous nous engageons à faire tout ce que nous pourrons et nous le ferons. Mais nous vous avertissons tout de suite. Nous ne sommes pas sûrs d'aboutir. Quand on a affaire à un mouvement comme celui-là, à une marée comme celle-là, il faut lui laisser le temps de s'étaler. Et puis c'est maintenant que vous allez peut-être regretter d'avoir systématiquement profité des années de déflation et de chômage pour exclure de vos usines les militants syndicalistes. (...) Ils ne sont plus là pour exercer sur leurs camarades l'autorité qui serait nécessaire pour faire exécuter nos ordres". Et je vois encore M. Richeumont (un représentant du patronat) qui était assis à ma gauche, baisser la tête en disant : "C'est vrai, nous avons eu tort." (...)

Je dois vous dire qu'à ce moment dans la bourgeoisie, et en particulier dans le monde patronal, on m'espérait comme un sauveur. Les circonstances étaient si angoissantes, on était si près de quelque chose qui ressemblait à la guerre civile qu'on n'espérait plus (...) que dans l'arrivée au pouvoir de l'homme auquel on attribuait sur la classe ouvrière un pouvoir suffisant de persuasion pour qu'il lui fit entendre raison et qu'il la décidât à ne pas user, à ne pas abuser de sa force. (...)

Voilà Messieurs, dans quelles conditions ont été votées les lois sociales dont l'accusation extrait la loi des quarante heures. (...)

En 1938, c'est autre chose. (...) J'ai donc obtenu l'accord (...) qui porte à 45 heures, par addition de cinq heures supplémentaires, le temps normal de la durée de travail dans tous les établissements travaillant directement ou indirectement pour la défense nationale. »

<https://www.lutte-ouvriere.org/portail/journal/1936-chef-front-populaire-sexplique-greves-176635.html>

La crise du régime côté pile et côté face.

Côté pile. L'avis autorisé du porte-parole du complexe militaro-industriel-financier.

Extraits d'un article de Paris Match paru le 17 juillet 2024.

- Selon plusieurs sources, rien ne va plus pour le président de la République.
- Questionné sur l'ambiance de fin de règne qui flotte à l'Élysée, Alexis Kohler, le secrétaire général du président de la République depuis 2017, ne sait que dire. Une réponse en soi!
- Emmanuel Macron snobé par tout le monde : « *Plus personne ne l'écoute.* » a ainsi révélé à propos de celui qui était surnommé le roi Soleil un ténor de camp présidentiel.
- L'état moral du locataire de l'Élysée, lui, semble n'avoir jamais été aussi bas.
- Le 14 juillet, un proche de Gabriel Attal à Paris Match l'a décrit, « *il avait l'air déprimé* ».
- Un 'rescapé de la dissolution' a livré à nos confrères : « *C'est fini le temps où le parlementaire lambda acceptait de se faire marcher dessus* ».

J-C - Macron va finir par démissionner.

Paris Match - Pour rappel, les prochaines élections présidentielles auront lieu en 2027. D'ici là, il faudra tenir. Ou renoncer...

J-C - Ces gens-là sont sérieux, ils ne parlent jamais pour ne rien dire, ils n'avancent jamais quelque chose sans y avoir réfléchi avant, surtout quand il s'agit du sommet de l'Etat, le leur. Alors s'ils évoquent un tel scénario, c'est parce qu'ils comptent bien en tirer profit, en se foutant bien du sort de leur marionnette, nous aussi !

Côté face. Ils ont ressuscité Macron, alors pourquoi devrait-il leur la mise ?

Extraits d'un article de franceinfo paru le 22 juillet 2024.

"*S'il n'y a pas de nom, le NFP est mort*"

En coulisses, l'alliance de gauche est dans l'impasse pour trouver un nom.

"*Je n'ai plus les mots*", confie un socialiste après l'abandon de Laurence Tubiana.

"*On tourne en rond*", s'agace un communiste.

Un écologiste n'y voit même plus l'utilité : "*Pas question d'y aller pour rien, on ne va pas passer l'été à rechercher un Premier ministre*".

"*On n'arrive pas à débloquer la situation*", confie un participant aux négociations.

"*LFI et le PS veulent aboutir, mais selon leurs conditions*", glisse un écologiste de poids.

Ruffin appartient au passé.

"Le pire c'est qu'ils désespèrent les gens" : Ruffin estime qu'"il est trop tard" pour la gauche à Matignon - BFMTV 23 juillet 2024

François Ruffin dénonce ce mardi 23 juillet *"les petits calculs cyniques"* du Nouveau Front populaire (NFP).

François Ruffin a jugé, ce mardi 23 juillet sur France 2, que le Nouveau Front populaire avait laissé passer *"la fenêtre d'opportunité"* pour gouverner, soulignant qu'on était rentrés "de fait" dans la trêve politique évoquée lundi par Emmanuel Macron, *"faute de combattants"* à gauche.

"Avec leurs petits calculs cyniques et leurs petits intérêts particuliers, les partis de gauche ont réussi à décourager la présidente de la Réunion Huguette Bello et l'économiste Laurence Tubiana de postuler pour Matignon mais le pire c'est qu'ils désespèrent les gens", estime-t-il. BFMTV 23 juillet 2024

J-C – Il a oublié une chose, c'est que le PS avait fixé un ultimatum à Mélenchon, la date du 23 juillet pour désigner un Premier ministre au nom du NFP, et qu'il le respecterait.

Qui ignorerait encore, que l'ENA, Sciences Po et la London School of Economics fabriquaient des dirigeants aux services des travailleurs, qui plus est, tout droit sortis de la cuisse du hollandisme et de Jupiter ?

J-C - Dans quel contexte Lucie Castets a-t-elle été propulsée à la Direction générale du Trésor en 2014, c'est important de répondre à cette question pour savoir avec quoi et avec qui elle était compatible, à qui nous avons affaire.

Réponse - Emmanuel Macron est nommé ministre de l'Économie le 26 août 2014 par Hollande, tandis que Manuel Valls est Premier ministre.

Vous aurez compris, qu'on ne peut pas accéder à un niveau aussi élevé dans la fonction publique et au sein d'un ministère, qui plus est celui de l'Économie, sans au préalable avoir fourni des gages de loyauté envers le régime.

Données récoltées dans différents médias.

Lucie Castets, énarque et économiste de 37 ans, aujourd'hui directrice des finances et des achats de la ville de Paris, diplômée de l'ENA, de Sciences Po et de la London School of Economics. Elle rejoint le ministère de l'Économie et des Finances en 2014 à la Direction générale du Trésor, elle y restera 5 ans avant de prendre la tête du département international de la cellule française de renseignement financier (Tracfin).

Encartée au PS autour de 2008-2011, elle assure désormais n'avoir aucune affiliation partisane. C'est le socialiste Olivier Faure, qui a proposé son nom aux autres partis de gauche.

Depuis septembre 2020, elle est désormais employée à la mairie de Paris, comme directrice des finances et des achats, un poste qu'elle occupe depuis octobre 2023, après trois ans passés comme

conseillère au cabinet d'Anne Hidalgo, chargée du budget et de la finance verte. Voilà pour les compétences économiques. Elle est aussi professeure associée à l'université Paris Dauphine.

Elle compte sur son profil de femme issue de la société civile (comprendre "*hors des partis*") pour "*donner lieu à des majorités*" autour de projets partagés par les Français selon elle.

Dans un entretien l'AFP, Lucie Castets livre ses premiers mots après avoir été poussée par le Nouveau Front populaire. Se décrivant comme "*crédible et sérieuse*", elle annonce un premier chantier qui fait immédiatement écho aux déclarations du NFP à l'Assemblée ce mardi puisqu'elle entend engager "*l'abrogation de la réforme des retraites*", conformément au programme de l'union de la gauche lors des législatives. Référence directe à son parcours, Lucie Castets avance aussi une "*grande réforme fiscale pour que chacun, individus et multinationales, paie sa juste part*". Elle évoque aussi la "*fin de la régression des services publics*" et une "*amélioration du pouvoir d'achat*" par la revalorisation des salaires et une hausse des minima sociaux.

Lucie Castets est présentée tour à tour comme issue de la "*haute fonction publique*" et de la "*société civile*". Deux terminologies qui peuvent brouiller les pistes au sujet de ce profil qui devra sans doute favoriser l'un pour faire oublier l'autre dans sa communication ces prochains jours. Une chose est sûre, elle n'est pas issue du sérail politique. Si elle a pris des positions et des engagements par le passé, elle n'a jamais été élue et n'a encore eu aucune responsabilité nationale la prédestinant à Matignon.

Elle s'est par ailleurs "*fait remarquer ces derniers mois par son rôle de porte-parole du collectif de fonctionnaires 'Nos Services publics'*", écrivent aussi plusieurs titres de presse. lavoixdunord.fr et francetvinfo.fr 23 Juillet 2024

Qu'est-ce que la London School of Economics (LSE) ? La crème des universités en économie de tendance néolibérale.

Friedrich Hayek rejoint la faculté de l'université en 1931.

La LSE joue un rôle considérable dans la théorisation et la diffusion intellectuelle du néolibéralisme, doctrine politique promouvant l'avènement de la société de marché et l'intervention de l'État dans sa mise en place.

Le Colloque Lippmann en 1937 à Saint-Germain-des-Prés à Paris, rassemblement informel de 26 économistes européens et américains est aujourd'hui largement considéré comme l'acte de naissance fondateur du néolibéralisme.

Dans les années 1990 et 2000, la LSE connaît cependant une nouvelle impulsion féconde, plus marquée à gauche, et nuancant en partie l'idéologie économique néolibérale qu'elle avait originellement postulé, sous l'impulsion du sociologue britannique Anthony Giddens, directeur de l'établissement de 1996 à 2003, théoricien de la doctrine politique de la Troisième voie, et lui-même diplômé de la LSE et de l'Université de Cambridge.

Giddens influence considérablement les politiques économiques libéral-socialistes et des grandes puissances occidentales, notamment du Royaume-Uni, des États-Unis, du Canada, d'Australie, des Pays-Bas, de l'Allemagne, de la Suède et de l'Espagne. Il devient successivement le conseiller économique officiel du Président des États-Unis, Bill Clinton, du Premier ministre britannique, Tony Blair et du Premier ministre espagnol, José Luis Rodríguez Zapatero.

De 2003 à 2011, la LSE est dirigée par Sir Howard Davies, diplômé de l'université d'Oxford et de l'université Stanford, précédemment ambassadeur du Royaume-Uni en France, avocat du cabinet McKinsey & Company, membre du conseil de direction de Morgan Stanley, de la Government of Singapore Investment Corporation et de Temasek Holdings. Wikipédia.org

Peu importe, la confrérie des opportunistes réunis l'a choisie.

Pour Jean-Luc Mélenchon, *"la proposition de Lucie Castets pour le mandat de Premier ministre est une confirmation de la capacité du Nouveau Front populaire de se porter à la hauteur des circonstances dans le respect des engagements pris auprès des femmes et des hommes qui l'ont placé en tête des votes"*.

Quelques jours plus tôt, le mouvement de Jean-Luc Mélenchon fermait la porte à une candidature issue de la société civile. Avant de finalement changer d'avis ? Sur LCI, Éric Coquerel assume ce compromis. *« Elle est la personne – peut-être pas idéale (car) il aurait pu y avoir d'autres responsables politiques – mais en tout cas la personne qui faisait consensus, qui nous assurait qu'elle allait appliquer notre programme de rupture. C'était ça pour nous le critère essentiel »*, fait-il valoir.

"C'est une fonctionnaire qui a toute notre confiance", a salué la cheffe des députés LFI Mathilde Panot.

« Si elle a séduit, c'est parce que son parcours, ses convictions, sa sincérité ont aussi marqué l'ensemble de celles et ceux qui négociaient », souligne Olivier Faure.

Le chef des députés socialistes Boris Vallaud a quant à lui assuré que Lucie Castets *"a notre confiance"*. *"Elle coche beaucoup de cases"*, a également souligné le chef des communistes Fabien Roussel sur BFMTV. BFMTV et Le HuffPost 24 juillet 2024

Non, ils n'ont pas une « case » en moins, ces imposteurs nous prennent tous pour des cons... sauf Macron ! Macron acte la paralysie des institutions.

Emmanuel Macron balaie la candidature proposée par le NFP - LePoint.fr 24 juillet 2024

Emmanuel Macron a affirmé mardi lors de son interview télévisée sur France 2 (diffusée aussi sur France Info et France Inter) qu'il n'avait pas l'intention de nommer de nouveau gouvernement avant la fin des Jeux olympiques, balayant la candidature surprise pour Matignon dégainée par la gauche, en fin d'après-midi.

« Il est faux de dire que le Nouveau Front populaire aurait une majorité, quelle qu'elle soit », a déclaré le chef de l'État lors de son entretien. *« La question n'est pas un nom. La question, c'est quelle majorité peut se dégager à l'Assemblée »*, a-t-il argumenté. Selon lui, personne n'est aujourd'hui en mesure d'*« appliquer son programme »*.

J-C -Il faut admettre que Macron a raison.

Reste à savoir, comment il va s'en sortir pour gouverner pendant un an, sachant que LR refuse pour le moment toute coalition avec Renaissance, et qu'une coalition incluant RN est inenvisageable, il ne lui reste plus qu'à s'octroyer les pleins pouvoirs ou démissionner.

Peu importe, les traîtres veulent absolument gouverner avec Macron.

Sur X. « *Le Président refuse le résultat de l'élection et veut nous imposer de force son nouveau Front républicain et nous obliger à renoncer à notre programme pour faire une alliance avec lui. Il n'en est pas question* », a taclé le leader insoumis Jean-Luc Mélenchon.

Comme lui, le Premier secrétaire du Parti socialiste Olivier Faure a dénoncé : « *E. Macron tente un détournement coupable. Quand on convoque des élections au risque du chaos, on en respecte le résultat. Le déni est la pire des politiques. Celle qui conduit à la politique du pire.* »

« *Il faut qu'Emmanuel Macron sorte du déni. Nous avons gagné, nous avons un programme, nous avons une Première ministre. Nos électeurs attendent maintenant la mise en œuvre de nos mesures de justice sociale et de justice environnementale, qu'ils ont réclamées. Le Président ne peut y faire obstacle comme ça* », renchérit la patronne des Verts Marine Tondelier. (J'ai censuré l'écriture inclusive – J-C)

Le sénateur et porte-parole du Parti communiste Ian Brossat a pointé le « déni » et le « mépris » du chef de l'État. « *Enfin, la seule chose que Macron n'aura pas dissoute, c'est lui-même* », a-t-il ajouté, toujours sur X. AFP, Le HuffPost et LePoint.fr 24 juillet 2024

J-C – C'est ce que je disais plus haut, il ne lui reste plus qu'à s'auto dissoudre, démissionner.

Etats-Unis.

Biden, victime d'un coup d'État ? - RT 23 juillet 2024

<https://francais.rt.com/opinions/112568-biden-victime-d-coup-detat>

Avec Biden hors course, quel sera le prochain coup de l'État profond ? - RT 23 juillet 2024

<https://francais.rt.com/opinions/112576-avec-biden-hors-course>

Ukraine.

À la suite de l'attaque des forces armées russes sur Odessa, des militaires de carrière français et britanniques ont été tués - reseauinternational.net 23 juillet 2024

À la suite de l'attaque des forces armées russes sur Odessa, des militaires français et britanniques ont été tués dans la ville, a déclaré le colonel de réserve de l'armée espagnole Pedro Baños. Dans le même temps, il s'est référé à des sources fiables.

«Je viens de recevoir une information que je ne peux pas confirmer, j'ai demandé confirmation et on m'a répondu qu'elle était exacte. Ce sont des sources que je connais depuis de très nombreuses années, 30 ans, elles sont généralement très fiables» dit Banos.

Selon lui, l'armée russe a frappé Odessa. En conséquence, 18 membres du British Special Air Service ont été tués et 25 autres personnes ont été blessées.

«Et on me dit que des soldats français sont morts. Ce ne sont pas des mercenaires français, non, ce sont des soldats de l'armée française. Ils ont été tués en grand nombre, on m'a dit que le nombre était plus grand qu'en Algérie», a noté le colonel espagnol.

L'armée russe annonce avoir tué une cinquantaine d'instructeurs occidentaux dans une frappe de missile - RT 24 juillet 2024

Le ministère russe de la Défense a rapporté ce 23 juillet avoir frappé un centre d'entraînement dans la région de Kharkov et avoir éliminé environ 50 instructeurs occidentaux.

«À la suite de l'attaque, environ 50 instructeurs étrangers ont été tués», a déclaré ce 23 juillet la Défense russe, annonçant avoir mené une frappe de missile Iskander sur un point de déploiement temporaire «d'instructeurs et de mercenaires occidentaux» dans la région de Kharkov.

Celui-ci se trouvait plus précisément dans la ville de Derkatchi, dans la banlieue nord-ouest de Kharkov. 24 juillet 2024

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 28 juillet 2024

La décadence assumée a toujours précédé la fin violente d'un règne.

Plus de terroristes, plus de virus tueurs, bizarre, non, normal, quand tout n'est plus que propagande pour tenter de sauver les apparences d'un régime condamné à disparaître.

A l'occasion de la cérémonie d'ouverture des JO, la république des maquereaux, des travelos et des putains, à défaut de pouvoir déplacer l'Académie française et la Garde républicaine à Pigalle, les avait transformées en lupanars !

- Sur son compte X, Gabriel Attal a tenu à féliciter celle qui la nouvelle égérie de la campagne Lancôme.

Aya Nakamura est difforme et laide, repoussante et vulgaire, elle transpire la médiocrité ou la crasse ignorance, on ne pouvait imaginer pire symbole de la femme, en fait, elle encourage la misogynie.

Les milliardaires des multinationales auxquels cette cérémonie grotesque et décadente était offerte, durent savourer que la facture soit payée par les impôts des travailleurs.

Entre 120 et 150 millions d'euros, une débauche de fric pour une cérémonie grotesque où la déchéance de la civilisation humaine était au menu, à l'image de son président. Les JO coûteront environ 16 milliards d'euros.

Dans un magazine américain.

- On célèbre la présence de la communauté drag.

Out Magazine a célébré la présence de la communauté drag française avec Lady Gaga ouvrant la cérémonie et un segment mode mettant en vedette des artistes de Drag Race France. Nicky Doll, Paloma, Piche et Giselle Palmer ont participé à une présentation de mode, ce qui marque une étape cruciale pour la représentation queer et drag à un événement mondial comme les Jeux olympiques.

Godjira, le groupe français de hard rock qui a fait une brève apparition. Je ne connaissais pas et je n'ai rien perdu. J'ai enregistré deux morceaux, par acquis de conscience, par curiosité, mon verdict : J'ai écouté 2 minutes pas plus, je n'en pouvais plus, retirez l'excellent batteur et il ne reste plus rien, des paroles crachées ou vomies inaudibles, du bruit, que dis-je, du vacarme, créativité musicale nulle et mélodie niveau zéro, son et rythmique plagiés sur Metallica et un tas de groupes de heavy metal ou l'on trouve parfois le meilleur et le plus souvent le pire, catégorie dont fait partie Godjira.

En musique, c'est comme dans toute chose, il y a les maîtres, les génies, les virtuoses doués d'une sensibilité et d'une imagination extraordinaire, capables de se fondre dans la réalité ou d'en faire abstraction pour mieux la pénétrer en profondeur, et il y a les disciples qui auront plus ou moins de

talent, au final, rare seront ceux qui rivaliseront avec leurs maître ou les dépasseront, et seront dignes d'intérêt, sauf pour se distraire à condition de ne pas être trop exigeant ou perdre son temps.

Sur France Info j'ai lu 680 commentaires de lecteurs à la suite d'un article dithyrambique : un quart était mitigé, un quart était très critique, un quart était enthousiaste, et le dernier quart n'était que des trolls (fabriqués par des salariés de France Info). Autant dire, que la page est déjà tournée, et que la dure réalité va rapidement rattraper Macron !

Dictature ou abus de pouvoir du 1%. Vous êtes coupable de ne pas penser comme nous.

Cérémonie d'ouverture des JO : l'extrême droite est bien la seule à ne pas apprécier le spectacle. - Le HuffPost 27 juillet 2024

Faux. A lire plus loin.

J-C - L'accusation qui se passe de preuve, de réflexion, procédé totalitaire employé aussi bien par les charlatans, les démagogues, les scientifiques, que par les tribunaux militaires ou de l'Inquisition, celui de la gauche oligarchique, qui vous dénie le droit de vous exprimer, le droit à la défense, à la présomption d'innocence, pour la simple raison que la réalité trahit les intentions inavouables et nuisibles au peuple de ces despotes, car ils ne peuvent opposer aucun argument à ceux qui s'y réfèrent sans être aussitôt démasqués.

Ils vous déclarent coupables avant même tout jugement, parce qu'il risquerait de se retourner contre eux. Tôt ou tard cela se produira forcément, et ce jour-là, il n'y aura plus personne pour les défendre.

Cela dit, il n'était pas besoin d'être de droite ou d'extrême droite, d'être catholique ou croyant pour reconnaître dans ce misérable spectacle, une entreprise de nature politique conforme à l'idéologie propulsée depuis le Forum économique mondial uniquement destinée à saper les progrès réalisés par la civilisation humaine pour s'émanciper du règne de l'exploitation et conquérir sa liberté, puisque cette propagande ne profite qu'à l'oligarchie financière mondialiste pour laquelle le progrès social et les acquis politiques des peuples sont les pires ennemis.

C'est ainsi que ces tyrans ont décrété que les besoins sociaux ou aspirations démocratiques des peuples étaient illégitimes, tandis que les droits exprimés par différentes communautés, dont celles qui sont ultra minoritaires dans la société, seraient légitimes, sur la base de critères purement individuels ou subjectifs qu'ils opposent aux critères sociaux de nature collective qui unirait l'ensemble des membres des classes exploitées contre leur régime, afin de conserver leur hégémonie et privilèges, le capitalisme.

Ce constat est basé strictement sur des faits, il prend en compte la lutte des classes telle qu'elle se déroule actuellement. Ceux qui le rejettent, seront forcément amenés à se situer sur le terrain idéologique, terrain sur lequel la réaction s'efforcera de les entraîner pour mieux ensuite les manipuler et les transformer en propagandistes de son idéologie sans même qu'ils s'en aperçoivent, car une fois qu'ils auront déserté le terrain de la lutte de classe, ils deviendront une proie facile, ils se retrouveront pris dans les mailles du filet de l'idéologie de la classe dominante, dont ils ne pourront plus se dépêtrer, situation inextricable qui explique celle dans laquelle nous nous trouvons sur le plan politique.

RT - Au centre de ces critiques, une séquence revient tout particulièrement : celle de la Cène, tableau de Léonard de Vinci représentant le dernier repas du Christ, où des drag queens sont venues remplacer les apôtres autour de Leslie Barbara Butch, une DJ présentée par la presse française comme une icône lesbienne des nuits parisiennes. Une scène devant laquelle est ensuite apparu le chanteur Philippe Katerine dénudé, le corps peint en bleu, censé représenter Dionysos

«Un défilé olympique ayanakamuresque, wokiste, où le sport a été invisibilisé par des messages politiques et sociétaux qui n'y avaient pas sa place» a dénoncé le président d'Oser la France et ancien député les Républicains Julien Aubert.

La sénatrice LR des Bouches-du-Rhône, Valérie Boyer a regretté *«une vision de notre histoire, qui met en spectacle la décapitation de Marie-Antoinette et qui cherche à ridiculiser les chrétiens»*.

«Tout esprit honnête devrait s'interroger : pourquoi toute expression artistique ou humoristique qui se proclame "inclusive" doit-elle obligatoirement ridiculiser les catholiques ?» a pour sa part écrit le directeur délégué de la rédaction du Figaro, Vincent Trémolet de Villiers.

Même au sein de la majorité présidentielle, le spectacle n'a pas été du goût de tout le monde. *«Une si belle cérémonie d'ouverture gâchée par cette déferlante woke»* a regretté le député Renaissance des Yvelines Charles Rodwell, *«Pourquoi souiller la Cène pour insulter les Français chrétiens, plutôt que toute autre religion?»* a-t-il ajouté.

«J'ai tellement honte de ce que devient mon pays», a lâché sur le réseau social américain la militante féministe, ancienne membre des Fémen, Marguerite Stern, estimant que *«le monde entier va donc se rendre compte jusqu'où la France est allée dans la propagande trans»*.

En dehors de la sphère politique, la Conférence des évêques de France a également réagi après cette cérémonie, déplorant dans un communiqué publié ce 27 juillet *«des scènes de dérision et de moquerie du christianisme»*, soulignant *«l'outrance et la provocation de certaines scènes»*. *«Nous croyons que les valeurs et les principes exprimés et diffusés par le sport et l'olympisme participent à ce besoin d'unité et de fraternité dont notre monde a tant besoin, dans le respect et les convictions de tous»*, est-il précisé.

A l'opposé de l'échiquier politique les réactions ont unanimement salué le spectacle, à l'instar du chef de file des députés de la France insoumise, qui a remercié les organisateurs d'*«avoir sublimé notre héritage révolutionnaire et la France telle qu'elle est, dans toute sa richesse»*, d'autres personnalités n'ont pas hésité à enfoncer le clou quant à l'indignation suscitée. C'est la *«meilleure réponse à la montée du fascisme et de l'extrême droite, cette cérémonie. Quelle claque aux obscurantistes»*, s'est notamment félicité la députée écologiste de Paris Sandrine Rousseau. Une tendance que l'on a retrouvée jusque dans la presse française, à l'instar du quotidien Libération, qui a jugé que ces réactions de *«l'extrême droite»* constituaient un *«bon point»* pour les JO de Paris. (Ce fut au contraire la meilleure façon de conforter l'extrême droite et de faire monter le fascisme en France, dans la mesure où l'immense majorité de la population ne se reconnaît pas dans le transformisme et rejette la théorie du genre. – J-C)

Alors que la presse française se montre dithyrambique ce 27 juillet, saluant *«une nuit magique»*, un *«spectacle grandiose»*, *«époustouflant»*, la *«plus grande cérémonie d'ouverture»*, sur les réseaux sociaux les critiques ont fusé à l'encontre de cette cérémonie jugée choquante à bien des égards pour les chrétiens. RT 28 juillet 2024

Totalitarisme. Paris en état de siège. Suite.

L'espace aérien sera fermé dans un rayon de 150 kilomètres autour de la capitale française entre 18h30 et minuit. Ce rayon correspond à une durée de vol évaluée à 10 minutes qui peut laisser le temps de réagir en cas d'intrusion. Un dispositif de lutte anti-drone est aussi prévu avec des fusils brouilleurs d'une portée de plusieurs kilomètres et la présence d'hélicoptères de l'armée qui survoleront la capitale le temps de la cérémonie.

Le journal L'Équipe a énuméré tous les éléments de ce dispositif sécuritaire et a recensé 86 bateaux pour assurer la sécurité sur l'eau en plus des 94 bateaux du défilé des athlètes. En amont de la cérémonie, des plongeurs et des équipes cynophiles de la Légion étrangère ont vérifié toutes les embarcations et installé des sonars dans l'eau pour détecter de possibles objets non identifiés. Dès le 26 juillet, le long de la Seine, seront installées des barrières nautiques anti-intrusion équipées de filets sous-marins pour éviter que des intrus puissent aller dans l'eau et à partir de 13h, toutes les routes aux abords de la Seine seront bouclées et les stations de métro à proximité du fleuve fermées.
RT 25 juillet 2024

Le CIO est une organisation mafieuse.

Lu. L'intégrité et l'éthique des hauts responsables du CIO ?

1. Scandale de corruption de Salt Lake City 2002 : Plusieurs membres du CIO ont été accusés d'avoir accepté des pots-de-vin en échange de leurs votes pour attribuer les Jeux olympiques d'hiver à Salt Lake City.
2. Scandale de vote de Tokyo 2020 : Des allégations de corruption ont été soulevées concernant l'attribution des Jeux olympiques de 2020 à Tokyo, impliquant des paiements suspects effectués à des membres du CIO.
3. Affaire Samaranch : Juan Antonio Samaranch, président du CIO de 1980 à 2001, a été critiqué pour avoir accepté des cadeaux et des faveurs, soulevant des questions sur l'éthique et l'intégrité au sein de l'organisation.
4. Affaire de dopage : Le CIO a été accusé de ne pas avoir suffisamment combattu le dopage, notamment en raison de liens suspects avec des fédérations sportives et des sponsors impliqués dans des pratiques douteuses.
5. Scandale Thomas Bach : Thomas Bach, président actuel du CIO, a été impliqué dans des controverses concernant sa gestion des relations avec les sponsors et des conflits d'intérêts potentiels liés à son passé en tant que membre de divers conseils d'administration d'entreprises.

Face à ces scandales, il est légitime de se poser des questions :

- Les responsables corrompus du CIO peuvent-ils promouvoir les valeurs de l'olympisme ?
- Peuvent-ils agir de manière intègre face à des crises politiques et humanitaires graves comme celles de l'Ukraine ou de Gaza ?

- Leurs positions ne découlent-elles pas de leur propre corruption ?

Ces interrogations mettent en lumière les défis et les contradictions auxquels le CIO doit faire face en prétendant défendre les principes de paix, d'intégrité et de sportivité.

Ils sont venus savourer la « défaite » de Macron.

Emmanuel Macron démarre sa parenthèse dorée des JO avec une réception de chefs d'État au Louvre - Le HuffPost 25 juillet 2024

Avant de recevoir les chefs d'État et de gouvernement ce jeudi soir au Louvre, Emmanuel Macron s'est effectivement employé, quelques heures plus tôt, à « rassurer » les patrons de grands groupes internationaux présents pour les Jeux, autour d'un déjeuner.

Etaient présents : Elon Musk, James Quincey (Coca-Cola), Joe Tsai (Alibaba), Brian Chesky (Airbnb), ou Shou Zi Chew (TikTok). Mais également Jaz-Yong Lee (Samsung) Aditya et Lakshmi Mittal (ArcelorMittal), Neal Mohan (YouTube), et les Français Bernard Arnault (LVMH), Nicolas Namias (BPCE), Alexandre Bompard (Carrefour) et Sébastien Bazin (Accor).

Selon une conseillère élyséenne, le président de la République a pris soin d'expliquer en substance à ces grands patrons, « *les choix qui ont été les siens, avec notamment la dissolution* » et les a « *invités à continuer à investir dans notre pays.* » Le tout, en laissant entendre que sa politique ne serait pas détricotée dans les mois à venir. Comme si cet été doré pouvait durer. Le HuffPost 25 juillet 2024

Normalisation de la guerre. Quand les peuples occidentaux démontrent qu'ils n'étaient pas aussi évolués qu'on voulait nous le faire croire.

- Entre janvier 2022 et avril 2024, selon les chiffres du think tank allemand Kiel Institute for the World Economy (IFW), les chancelleries occidentales ont alloué plus de 101 milliards d'euros à leur soutien militaire à Kiev. RT 25 juillet 2024

Les pays européens sont en train de procéder à l'introduction de la conscription militaire obligatoire.

CNN a rapporté les projets d'un certain nombre de pays européens d'introduire le service militaire obligatoire. Les experts US cherchent à savoir «comment mobiliser des millions de personnes pour qu'elles soient potentiellement jetées dans le «hachoir à viande d'une guerre». De nombreux États européens envisagent, ainsi, selon le média US, d'introduire la conscription obligatoire pour le service militaire. En France, le SNU sert ses objectifs.

<https://www.observateurcontinental.fr/?module=articles&action=view&id=6147>

Vous ne les sentez pas un brin désabusés et inquiets ?

J-C – Ils avaient cru pouvoir contenir ou neutraliser la lutte de classe du prolétariat en la réduisant à un bulletin de vote dans le cadre des institutions de la Ve République, et patatras, ne voilà-t-il-pas que ce bout de papier et les institutions de la Ve République ne peuvent plus remplir leur office. Alors ils craignent qu'elle s'exprime ailleurs, sur son propre terrain de classe ou en toute indépendance.

Ils avaient cru avoir tout verrouillé en associant les syndicats à leur entreprise, dans lesquels la crise politique allait forcément se répercuter, sans que leurs appareils corrompus ne puissent éviter que la question de la mobilisation contre le régime soit posée par les militants qui combattent aux côtés des travailleurs.

Futur Premier ministre : « Une mascarade »... Vit-on les dernières heures de la Ve République ? - 20minutes.fr 25 juillet 2024

Jamais vous n'auriez cru utiliser le « *mot le plus long de la langue française* », appris religieusement à l'école et enfoui dans votre mémoire depuis. Pourtant, ces derniers jours, vous avez peut-être dit quelque chose comme « *Yaël Braun-Pivet a été élue anticonstitutionnellement au perchoir* ». Car à force de la voir tordue dans tous les sens, débattre de la Constitution est devenue une discipline à part entière pour la population.

Ministres qui votent au Palais Bourbon, gouvernement démissionnaire en place pour au moins un mois, la Droite républicaine dans l'opposition malgré un « *pacte* » avec le camp présidentiel... Les débuts de la nouvelle Assemblée ont été « *une mascarade de pratiques et d'interprétations diverses* », observe Lauréline Fontaine, professeure de droit public à la Sorbonne-Nouvelle, et qui prépare un ouvrage sur les usages des constitutions à paraître cet hiver chez Amsterdam.

Le pouvoir « *impose ses propres pratiques* »

Selon elle, « *les règles constitutionnelles sont devenues un lieu ultra-concurrentiel* » où toutes les interprétations sont possibles. « *Sauf qu'à la fin, ce sont les personnes au pouvoir, en vertu des élections précédentes, qui imposent leurs propres pratiques.* » Pour l'historien Johann Chapoutot, « *on a atteint le sommet du délire avec l'élection de Jean-Noël Barrot* », ministre des Affaires européennes, à la présidence de la commission des affaires étrangères. Autrement dit, le pouvoir exécutif et « *la commission qui contrôle l'exécutif* » sont représentés par la même personne.

Un cumul bancal au regard de la Constitution mais nécessaire pour assurer « *la stabilité* » du pays, a martelé Emmanuel Macron mardi soir. Mais étant encore au pouvoir « *au moins jusqu'à la mi-août* », « ce sont les seuls qui peuvent faire du mal à la démocratie », glisse l'historien. Une « *démocratie* » et une « *république* » devenus de vains mots ? « *Il n'y a plus rien derrière ce niveau de généralité. Il y a un risque de galvauder ces mots, comme "Nation" ou "peuple", aboutissant à une perte de repères pour les électeurs* », met en garde Véronique Champeil-Desplats, professeure de droit public à l'Université Paris-Nanterre.

« *La République des managers* »

Cet « *usage incantatoire mais vide* » du terme de république serait typique du macronisme, charge Johann Chapoutot. « *On en est à la république des managers* », qui revendique « *de ne pas avoir de valeurs enracinées, mais simplement des techniques* », de voir la Constitution comme « *une boîte à outils* », poursuit l'auteur de *Libres d'obéir* : le management, du nazisme à aujourd'hui. « *Il y a*

une perte très forte de l'éthique de l'action gouvernementale », renchérit Laureline Fontaine, pour qui l'éthique d'une fonction « *correspond à la manière dont elle a été pensée en interaction avec les autres* ».

Or là, tout se mélange. « *On dit qu'il y a des précédents pour les ministres qui votent, mais un précédent ne fait pas une règle, sinon on n'a pas besoin de Constitution* », fait-elle remarquer. C'est la perception de ces règles qui a changé, « *utilisées comme ressources et non comme limites* », critique la juriste.

Cette « *logique d'affranchissement de la norme juridique* », Yohann Chapoutot la situe au premier mandat d'Emmanuel Macron, en particulier avec l'affaire Benalla. Emmanuel Macron « *tient alors des propos quasi putschistes, en disant "qu'ils viennent me chercher" alors qu'il sait qu'il est irresponsable devant la loi.* »

LR et le « *déni de deal* »

En balayant mardi soir l'idée de nommer Lucie Castets à Matignon, Emmanuel Macron est allé au bout de cette logique de « *réduction de la République à un point inédit* » : « *au départ on exclut quelques LFI, puis tout LFI, puis LFI et les Verts...* » « *Toute cette logique contribue à la période de crise, de rupture des équilibres* » qu'observe Véronique Champeil-Desplats, et au brouillage général des institutions.

« *L'inscription dans l'opposition de LR, c'est un déni de deal* », poursuit-elle. Cette situation peut-elle durer en cas de gouvernement de coalition ? « *La question va se poser de manière inédite. Le problème c'est qu'on ne sait pas qui va trancher.* » Autre zone d'ombre, la « *répartition inédite* » des postes au sein du Bureau de l'Assemblée, où la présidente Yaël Braun-Pivet est en minorité. « *Il faudra voir comment tout cela s'équilibre, comment collaborer entre les pouvoirs et les différents partis* ».

« *Sans doute que le mieux est de changer* »

Autant de signes qui montrent qu'on est sans doute en train de passer à autre chose, avec une Ve République en bout de course. « *De Gaulle voulait que l'exécutif puisse gouverner sans majorité parlementaire, par obsession de l'instabilité gouvernementale de la IVe République. Les armes type 49.3 ont été presque pensées pour une situation comme celle-ci, pour passer outre les partis* », résume la professeur de droit public. Le passage en force plutôt que la coopération comme genèse donc, avec « *une évolution à partir de 1962, en renforçant le système majoritaire et en créant la bipolarisation* ».

« *Le contexte d'émergence de la Ve République, c'est une guerre coloniale doublée d'une quasi-guerre civile et un texte taillé sur mesure pour un général né avant le XXe siècle* », appuie l'historien Johann Chapoutot. Cette « *conception des élites des années 1950, patriarcale* », dans laquelle « *le pouvoir est ultra-concentré* », « *ne correspond plus à rien dans la société d'aujourd'hui* », clame-t-il. L'essoufflement de la Ve République, les critiques citoyennes contre la concentration des pouvoirs ou le 49.3 ne datent d'ailleurs pas d'hier. « *Sans doute que le mieux est de changer de République* », admet Véronique Champeil-Desplats, et « *beaucoup de forces politiques, à l'Assemblée et en dehors, sont prêtes, ont déjà des idées* ». « *On ne partira pas d'une feuille blanche* », assure-t-elle.

Notre dossier sur l'actualité politique française

Mais la macronie au pouvoir a-t-elle intérêt à changer les règles qui l'y maintiennent ? « *Personne n'a intérêt à changer les institutions, ni le président, ni le gouvernement, et le Parlement reste un lieu où chacun joue sa place* », résume Lauréline Fontaine. « *Ils viennent de perdre trois élections en un mois et rien ne change* », fait remarquer Yohann Chapoutot. Un refus d'admettre sa défaite et « *une politique du pire qui pourrait pousser à des logiques insurrectionnelles* », craint l'historien. Et à « *justifier un recours à l'article 16* », conférant les pleins pouvoirs à Emmanuel Macron. Une dernière arme pour en finir avec la République telle qu'on l'a connue. 20minutes.fr 25 juillet 2024

J-C – Inutile de commenter, ils ont dit à leur manière, ce que nous savions déjà et répétons sans cesse, ce qui est nouveau et révélateur en revanche, c'est qu'ils le disent à voix hautes ou ouvertement. Ils ne peuvent plus nier que la crise atteint désormais les institutions et le sommet de l'Etat et les fragilisent...

Sur la nature antidémocratique et bonapartiste des institutions de la Ve République.

- 14 millions d'abstentionnistes sont ignorés, ils n'existent pas.
- Le parti qui a obtenu le plus de voix n'a pas obtenu le plus de siège à l'Assemblée nationale.
- Le parti qui a obtenu le plus de siège à l'Assemblée nationale se voit interdit de gouverner.
- Le Président et son parti battus lors d'élections à 3 reprises en à peine un mois se maintiennent au pouvoir.

Les dirigeants du Front populaire ont toujours été des agents du capitalisme. Suite.

Lu dans l'éditorial de La Tribune des travailleurs (PT).

- Mélenchon qui, dans son blog du 22 juillet, se félicite de la « *cohabitation politique d'un genre nouveau* » qui découle de ce que « *le Nouveau Front populaire a conquis la majorité au bureau de l'Assemblée* ». Désormais, s'enflamme-t-il, « *le pouvoir à l'Assemblée passe dans les mains du Nouveau Front populaire* ». Si les mots ont un sens, si le pouvoir à l'Assemblée est passé dans les mains du NFP, Mélenchon ne devrait-il pas proposer que cette Assemblée nationale décrète la déchéance de la V^e République ? « *Dans les mains du NFP* », l'Assemblée nationale ne devrait-elle pas convoquer sans délai une Assemblée constituante souveraine engageant la marche vers la 6^e République inscrite dans le programme du NFP ?

J-C - Je comprends qu'un parti comme le PT pose ces questions pour démasquer l'imposture de Mélenchon et du NFP. Pour autant, j'estime ces questions maladroites ou inappropriées, pires, opportunistes, non seulement parce qu'une Assemblée constituante souveraine qui verra jamais le jour dans le cadre des institutions de la Ve République, mais aussi parce qu'elle reproduirait le rapport de force qui existe entre les classes dans le pays qui ne serait pas favorable à la classe ouvrière, autrement dit, on se retrouverait avec une Assemblée nationale bis, dans laquelle l'immense majorité des élus refuseraient de s'attaquer aux fondements du capitalisme. Il n'y a qu'un organisme politique indépendant fondé au cours d'une révolution prolétarienne, dans lequel

le parti de la révolution socialiste aurait conquis la majorité, qui mettrait à l'ordre du jour l'abolition de la Constitution de la Ve République, la prise du pouvoir... – J-C)

LTT- Telle n'est pas la préoccupation de Mélenchon. Ce dernier prend soin en revanche de se féliciter de la répartition des postes à l'Assemblée nationale : « *Les insoumis y trouvent bien leur compte avec deux vice-présidences, deux secrétaires et la présidence de la commission des finances...* » Il est content, Mélenchon... Avec quelques postes haut placés, « *les insoumis y trouvent leur compte* ». Tant mieux pour eux...

J-C – Tout est dit ici, c'est très clair, avec de tels opposants, ce sont les capitalistes qui « *y trouvent leur compte* ».

Nous avons affaire à de vulgaires affairistes, des charlatans, des imposteurs, nous n'avons intérêt à les ménager, nous devons les démasquer et les combattre en les caractérisant d'agent de la réaction.

A propos de Lucie Castets.

- Interviewée sur France Inter le 24 juillet, Lucie Castets ne répond pas au journaliste, elle débite un texte écrit, écrit par qui ? Vous en voulez une preuve, observez-la et écoutez-la, elle lit et se corrige, elle ajoute des mots qu'elle a oubliés de prononcer, pourquoi, parce qu'ils ne viennent pas d'elle.

Elle affirme être compatible avec Macron, on la croit !

« *Je pense que je suis une candidate crédible et sérieuse pour un président qui valorise les profils techniques* », a-t-elle enfin déclaré.

Elle affirme être favorable à un « consensus » avec les partis de la réaction, on la croit !

- Selon cette haute fonctionnaire, "*il y a un large consensus*" dans l'hémicycle sur de nombreux sujets. "*Je pense qu'il y a des députés au-delà du Nouveau Front populaire qui veulent restaurer les services publics ou abroger la réforme des retraites*", illustre-t-elle.

Elle est « de gauche » et sans « étiquette particulière », ce qui revient à être ni de droite ni de gauche ou à la fois de droite et de gauche... comme Macron, on la croit !

- "*Je suis de gauche, je suis engagée, j'ai des convictions très fortes mais je n'ai pas d'étiquette particulière, c'est d'ailleurs pour ça, je crois, qu'ils m'ont désignée pour être leur candidate*", conclut-elle jeudi 25 juillet sur RMC-BFM TV.

Quand on est « de gauche » et sans « étiquette particulière », tout peut arriver, on la croit !

- Elle n'a pas fermé la porte à la possibilité de voter certains textes avec l'extrême droite, question ultrasensible à gauche. « *La question devra être débattue* », a-t-elle évacué, soucieuse de défendre « *projet par projet* » des « *coalitions de vote* ». 20minutes.fr 25 juillet 2024

Notes biographiques. Un produit du PS.

Lucie Castets faisait partie dans les années 2010 d'un think tank "*Point d'ancrage*", revendiqué "*social-réformiste*". Elle fait aussi partie du bureau de l'Observatoire national de l'extrême droite, aux côtés notamment des Insoumis Thomas Portes et Caroline Fiat, et de Marine Tondelier.

Aux élections régionales de 2015, elle figurait sur la liste du Parti socialiste conduite en Normandie par Nicolas Mayer-Rossignol, actuel maire de Rouen. BFMTV 24 juillet 2024

- C'est Olivier Faure [patron du PS] qui m'a contactée. Je crois que c'est lui qui a pensé à moi ou, peut-être, des proches à lui. 20minutes.fr 27 juillet 2024

Lucie Castets n'entend pas rompre avec l'Etat génocidaire.

Athlètes israéliens : Lucie Castets embarrassée par une question sur la polémique Thomas Portes - LePoint.fr 25 juillet 2024

Interrogée à nouveau sur la présence des athlètes israéliens à Paris, et s'ils étaient les bienvenus dans la compétition, Lucie Castets a maintenu sa réponse. « *Ils sont là... Maintenant, les forces de la diplomatie française doivent être orientées pour faire cesser les massacres à Gaza, y compris en utilisant des moyens de pression politique pour qu'Israël cesse ses agissements* », a-t-elle dit, apparaissant déstabilisée.

« *Je vous sens embarrassée* », lui lance alors notre confrère. « *Non pas du tout* », affirme-t-elle, répétant ensuite sa priorité pour l'arrêt des massacres dans l'enclave palestinienne. LePoint.fr 25 juillet 2024

Concernant le Hamas, Lucie Castets a répondu par l'affirmative à une question sur le caractère « *terroriste* » du mouvement palestinien. 20minutes.fr 25 juillet 2024

Comment fausser un sondage, mode d'emploi.

J-C – Il suffit d'inclure dans la question posée, un élément qui appellera une réponse déterminée.

Pourquoi devrait-on être favorable à la nomination de Lucie Castets comme Premier ministre par Macron, sachant qu'elle ne disposera pas d'une majorité absolue pour gouverner ou appliquer le programme du NFP, quel intérêt y aurait-il à soutenir une telle proposition, aucun, par conséquent ou en toute logique la réponse sera négative. Fastoche !

Sondage BFMTV. Pour 58% des Français, Macron ne doit pas nommer Lucie Castets à Matignon - BFMTV 25 juillet 2024

Sondage Elabe pour BFMTV 25 juillet 2024

La question

Près de 6 Français sur 10 estiment qu'Emmanuel Macron ne doit pas nommer la personnalité proposée par le NFP, Lucie Castets, à Matignon

D'après vous, Emmanuel Macron doit-il nommer Lucie Castets Première ministre et la charger de former un gouvernement, puisque le NFP est la coalition qui a le plus grand nombre de députés même si elle n'a pas de majorité absolue ?

https://elabe.fr/wp-content/uploads/2024/07/25072024_elabe_bfmtv_les-francais-les-jeux-olympiques-et-la-situation-politique-francaise.pdf

En famille dans la poubelle de la Ve République. LFI ou le régime de la terreur contre la liberté d'expression.

Une députée Renaissance accuse un élu du Rassemblement national de "*propos déplacés*" - BFMTV 26 juillet 2024

La députée macroniste Annaïg Le Meur a accusé ce jeudi 27 juillet son collègue du Rassemblement national Frank Giletti d'avoir eu la semaine dernière à son égard des "*propos inacceptables*" sexuellement connotés, une allégation que ce dernier conteste.

Selon des faits relatés en premier par le Canard Enchaîné, la députée du groupe Ensemble pour la République (EPR), prenant l'air en terrasse en marge des votes pour les postes stratégiques au Palais Bourbon, a lancé en plaisantant: "*Alors? Tu vas voter pour moi?*" à l'élu RN.

Le député RN a démenti sur X tout "*geste obscène*" et a annoncé porter plainte pour diffamation contre le Canard Enchaîné.

Il reconnaît avoir prononcé les mots: "*non, à condition que tu me masses*". Mais il ajouta qu'il s'agissait selon lui d'"*un clin d'œil*" au fait qu'Annaïg Le Meur est kinésithérapeute et que lui et la députée font partie de l'équipe parlementaire de rugby.

"*Aucune camaraderie sportive ne justifie de tels propos*", a dénoncé la députée. "*Je ne laisserai rien passer. Je m'assurerai que ces propos déplacés n'aient plus leur place dans notre société*", a-t-elle ajouté.

Elle a reçu le soutien de plusieurs députés sur les réseaux sociaux. "*J'apporte mon soutien à Annaïg le Meur. Ces faits sont graves et le député RN Frank Giletti doit être sanctionné*", a tweeté Mathilde Panot, présidente du groupe LFI à l'Assemblée nationale. "*Pas question d'ignorer ou d'étouffer ces comportements indignes*", a affirmé l'eurodéputée écologiste Karima Delli, également sur X. BFMTV 26 juillet 2024

J-C – On est manifestement en présence d'un procès d'intention, peu importe la nature des protagonistes. Ces opportunistes fanatiques poussent la démagogie au-delà de l'absurde, au point qu'ils ne rendent même pas compte, que sous l'influence de l'idéologie dominante ils se transforment en véritables despotes.

Ces gens-là sont plus dangereux que la réaction, car ils avancent masqués. C'est au nom de bonnes intentions qu'ils instrumentalisent n'importe quelle cause pour réduire et réprimer la liberté d'expression, semer la terreur dans la société. On doit les combattre comme tels.

Palestine occupée.

Visant l'Iran, Netanyahu appelle à la création d'une «OTAN au Moyen-Orient» par les États-Unis et Israël - RT 25 juillet 2024

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a pris la parole le 24 juillet devant le Congrès américain. Il a proposé la création d'un nouveau bloc militaire calqué sur l'OTAN, qu'il a déjà baptisé «Alliance Abraham».

«L'Amérique a forgé une alliance de sécurité en Europe pour contrer la menace soviétique grandissant », a lancé le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu le 24 juillet devant le Congrès américain. «De même, l'Amérique et Israël peuvent aujourd'hui forger une alliance de sécurité au Moyen-Orient pour contrer la menace iranienne grandissante», a-t-il ajouté.

Une alliance qui a déjà été «aperçue» selon lui le 14 avril dernier, lorsque Téhéran a lancé une vague de missiles et de drones contre Israël, abattus par les forces américaines, mais aussi britanniques et françaises.

«Je pense que nous devrions l'appeler l'Alliance Abraham», a-t-il précisé. Selon le Premier ministre israélien, les pays en paix avec l'État hébreu, ou qui y aspireraient, pourraient rejoindre ce bloc, celui-ci estimant que l'Iran représente une menace pour eux. RT 25 juillet 2024

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 31 juillet 2024

Totalitarisme. Quand les kapos font du zèle.

J-C – On vous l'aurait raconté, vous ne l'auriez pas cru, et pourtant c'est vrai.

Dès qu'une personne dispose d'un peu de pouvoir, il faut qu'elle en abuse violemment. Ils se fascisent en quelque sorte. C'est tout l'occident qu'il faudrait dénazifier, et pas que, non ?

Canada : Un vol Casablanca-Montréal annulé après un clash entre une hôtesse et des passagers – 20minutes.fr 29 juillet 2024

Des passagers ont été débarqués de l'avion pour avoir réclamé des couvertures

<https://www.20minutes.fr/monde/canada/4103535-20240729-canada-vol-casablanca-montreal-annule-apres-clash-entre-hotesse-passagers?xtor=RSS-176>

Un degré de plus franchi dans le fascisme international, après l'Ukraine et la Palestine, c'est au tour du Venezuela.

Vous pouvez inclure la France, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis, bref, tout l'occident et pas que à « dénazifier », à purger du capitalisme.

Tenez, je viens de tomber sur cet article tout frais.

Bolloré offre un super job à un néo-nazi ultra-violent - 31 juillet 2024

<https://www.legrandsoir.info/bollore-offre-un-super-job-a-un-nazi-ultra-violent.html>

Totalitarisme. Les apprentis fachos font régner la terreur en France.

Insultes, gestes inappropriés, exhibitions sexuelles... Les outrages sexistes encore en hausse en 2023 - BFMTV 31 juillet 2024

Sa majesté a formulé un souhait, tout le monde devrait le partager sous peine de commettre un crime de lèse-majesté.

La Première ministrable du Nouveau Front populaire continue sa tournée pour se faire connaître, malgré la trêve politique souhaitée par Emmanuel Macron. BFMTV 31 juillet 2024

J-C - Le niveau de servilité ou de compromission des médias avec le pouvoir s'affiche ouvertement et n'a plus de limite. Il faut comprendre qu'avec des opposants aussi soumis et aussi compromis avec le régime, ils auraient tort de se gêner.

Il y a maintenant un siècle que la lutte de classe du prolétariat a été détournée de son objectif, le socialisme, au profit de la collaboration de classes, du réformisme bourgeois s'accommodant du capitalisme.

Les capitalistes surent tirer profit de ces rapports entre les classes ou ils instrumentalisèrent la lutte de classes en leur faveur avec la complicité de la social-démocratie et du stalinisme, de manière à accroître leur pouvoir économique et politique dans des proportions démesurées, ce qui devait les encourager à envisager l'instauration d'un régime fasciste ou un nouvel ordre mondial totalitaire.

Cependant, pour tenter de contrôler la situation et préserver le rapport de forces établi entre les classes, il leur fallut à tout prix éviter une confrontation directe avec la classe ouvrière, et faire en sorte que les contradictions issues des origines et du développement du capitalisme puissent être contenues dans des limites acceptables ou tolérables, ce qui les amena, outre à accorder des concessions principalement aux couches supérieures de la classe ouvrière et aux classes moyennes qui assureraient la stabilité politique du régime, à recourir à des instruments, marchandises et services de plus en plus personnalisés et sophistiqués, qui d'une certaine manière leur permettraient d'accroître leur domination de classe.

Ils consisteraient en de nouveaux besoins, dont ils allaient favoriser l'éclosion, au départ réservés aux classes supérieures, avant de s'étendre à toutes les classes, pour alimenter la machine du capitalisme, mais aussi afin de mieux enchaîner les exploités au capitalisme, car il n'y a rien de tel pour mieux les asservir, puisque dorénavant plus personne ne peut s'en passer, parmi lesquels figurent ceux dédiés à la communication, Internet, les médias et les réseaux dits sociaux, qui auraient notamment pour fonction de diffuser leur idéologie, de diluer ou dissoudre à l'infini la démocratie au lieu d'en favoriser l'expression, l'étouffer.

Cela allait avoir des conséquences nuisibles sur des cerveaux déficients ou au demeurant mal formatés, notamment celles de les occuper ou distraire à plein temps, au-delà, de les fatiguer jusqu'à saturation ou épuisement total, y compris psychologique, de sorte qu'il serait rendu possible de les influencer ou manipuler à moindre coût, puisque ce seraient les intéressés eux-mêmes qui se livreraient inconsciemment à cet exercice morbide, une sorte de suicide collectif en somme.

Mais c'était sans compter, qu'ils ne pourraient pas demeurer indéfiniment dans cet état de psychasthénie¹ (schizophrénique) sans réagir ou tenter d'en sortir, d'autant plus que quotidiennement ils continueraient d'être confrontés à de graves difficultés ou leurs conditions n'allaient pas cesser de se dégrader sur le plan psychologique, mental, sentimental, sans oublier leurs conditions de travail, leurs rapports avec leur famille ou leurs connaissances. Ils allaient se lasser des quelques plaisirs éphémères et superflus que leur procurait encore leur statut social. Cela deviendrait insuffisant pour garder le moral ou donner un sens à leur existence. Par conséquent, forcément il arriverait un moment, où ils se demanderaient comment ils avaient pu en arriver à cette

extrémité-là, à avoir une vie aussi triste et angoissante sans espoir d'aucune amélioration à l'horizon ou d'en sortir un jour.

Une fois parvenu à ce constat, il ne le resterait plus qu'à utiliser ses instruments autrement, à les retourner contre leurs concepteurs si mal intentionnés à leur égard, pour en faire des instruments de leur libération, accroître leurs connaissances et leur niveau de conscience, rejoindre les opposants au capitalisme.

C'est osé comme conclusion, vous ne trouvez pas, penseront peut-être certains lecteurs, pas tant que cela quand on y réfléchit un peu. Car ces instruments, qui sont le produit du développement du capitalisme et des sciences, ont le même pouvoir sur la situation politique et la philosophie adoptée par les masses, qu'eurent à d'autres époques la mécanique, la biologie, la chimie, la physique, la géologie, etc. De nos jours ce sont les nanosciences et les nanotechnologies qui remplissent ce rôle révolutionnaire, et si dans le passé rien ne put arrêter les bouleversements qu'ils allaient entraîner, qui se traduisirent par d'énormes progrès sociaux et politiques, on ne voit pas pourquoi la dialectique de l'histoire faillirait ou tournerait à l'envers pour nous renvoyer en arrière au lieu d'aller de l'avant, comme nous invitent les adeptes de la décroissance, de la décarbonisation, du transhumanisme, du transgenre, qui sont en fait des réactionnaires au service de Davos.

Pour sortir de la confusion en apparence inextricable dans laquelle les forces de la réaction ont plongé les travailleurs et la plupart des militants, pour se libérer de leur idéologie machiavélique, pour donner un sens à notre vie, pour comprendre la situation nationale et internationale, dans quel monde nous vivons vraiment, pourquoi nous avons cessé d'espérer en des jours meilleurs, pourquoi nous sommes accablés de difficultés et souffrances inutiles et injustes, il ne reste plus qu'à franchir l'étape suivante et décisive, changer de mode penser ou se réapproprier la conception matérialiste de l'histoire, le socialisme, qui ne fait que décrire le processus dialectique à l'œuvre dans la société, dans la nature, dans la tête des hommes, et qui, parce qu'il part des faits et de leurs enchaînements permet de dégager les moyens politique pour procéder à une transformation révolutionnaire de la société conforme à nos besoins ou aspirations démocratiques.

Note.

1- Psychasthénie - Névrose dont les principaux éléments sont l'angoisse, l'obsession, la phobie, le doute, un certain nombre d'inhibitions et de manies mentales, etc. (Grand Robert)

S'ils le disent...

La France semble prête à s'emballer pour les Jeux olympiques, mais les colères restent tenaces.

Des colères qui ne seraient même que différées. Le Point 29 juillet 2024

JO. Orgie de séniles débiles et sataniques en quête désespérément d'orgasme.

Parole d'internaute.

- Pour aimer le laid il faut être malsain. Pour aimer faire souffrir ceux qui préfèrent le beau il faut être sadique.

Dans la presse internationale.

- «*Décadence dégénérée*»: le vice-premier ministre slovaque refuse de participer à la cérémonie de clôture des JO
- Propos jugés sexistes, indiscipline et exclusion, quand les scandales s'invitent aux Jeux olympiques Paris 2024
- The Guardian a comparé certains spectacles à l'Eurovision
- Trump : «*La cérémonie d'ouverture était une infamie*»
- Avec les condamnations d'Ali Khamenei et d'Erdogan, les critiques de la cérémonie des JO s'étendent au Moyen-Orient
- Journalistes russes de l'agence TASS exclus des JO : «*les Français se sont surpassés*»
- Propos jugés sexistes, indiscipline et exclusion, quand les scandales s'invitent aux Jeux olympiques Paris 2024
- Deux poids deux mesures : la présence des athlètes israéliens aux JO de Paris passe mal
- L'entraînement de triathlon dans la Seine une nouvelle fois annulé en raison de la qualité de l'eau

Ils en ont trop fait.

- Depuis le grand show d'ouverture Jeux olympiques de Paris 2024 où figuraient la Cène et les drag-queens, les polémiques se multiplient, à tel point que le Comité international olympique (CIO) a jugé bon de bloquer le replay sur sa chaîne YouTube dans certains pays. Faut-il y voir une tentative de camouflage ou simplement un geste pour calmer les esprits échauffés ?
- Le Comité international olympique a présenté de timides excuses le 28 juillet, semblant s'étonner que des personnes aient pu être heurtées par ces scènes.
- Lors d'une conférence de presse dominicale, Anne Descamps, directrice de la communication de Paris 2024, a tenté d'éteindre l'incendie.

«Notre intention n'était pas de manquer de respect à quelque groupe religieux que ce soit. Nous voulions montrer de la tolérance et de la communion. Si des gens ont été offensés, nous nous en excusons», a-t-elle déclaré.

Un mea culpa qui semble arriver un peu tard, après que l'indignation a déjà fait le tour du globe.

- « *Je demande pardon si j'ai offensé. Les Chrétiens du monde me l'accorderont, j'en suis sûr* », s'est excusé Philippe Katerine sur CNN.

- Certains pays comme le Maroc, l'Algérie, certains Etats aux Etats-Unis et d'autres dans le monde ont censuré certaines scènes.

J-C – Ils font les étonnés, j'ai lu quelque part qu'ils ont commencé à répéter certaines scènes de l'ouverture des JO en janvier 2024, tous en connaissaient le contenu provocateur et pervers bien avant, ils ont donc eu 6 mois pour réfléchir aux réactions qu'elles pourraient déclencher, c'est donc délibérément qu'ils ont décidé de maintenir leur programme de propagande idéologique.

RT 28 juillet 2024 :

L'Agence France Presse est visiblement intervenue pour tenter de sauver cette cérémonie vivement critiquée à travers le monde : « *Malgré les polémiques sur certaines séquences, la cérémonie des JO a suscité un enthousiasme quasi unanime, y compris à l'étranger. L'émotion et la surprise étaient au rendez-vous* », a écrit l'AFP sans grande objectivité. Concluant : « *Le spectacle aura aussi été une ode à la diversité, mettant les femmes à l'honneur, tout comme la communauté LGBT+* ».

La société de télécommunications américaine C Spire a annoncé le 27 juillet retirer sa publicité des JO, dénonçant la moquerie de la Cène.

« *Quand j'ai vu la photo, je n'arrivais pas à croire qu'il ne s'agissait pas d'un deepfake* », a lâché ce 27 juillet au matin sur sa chaîne Telegram la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova.

Dans son collimateur : la « *parodie LGBT de la Cène* », célèbre tableau de Léonard de Vinci représentant le dernier repas du Christ. Une scène qu'on reproduit des drag queens, en place et lieu des apôtres, autour de la DJ Leslie Barbara Butch, présentée par la presse française comme « *une icône lesbienne des nuits parisiennes* ». RT 28 juillet 2024

J-C - Nous ne sommes pas croyants, mais cela ne nous viendrait jamais à l'idée d'humilier ou d'insulter ceux qui le sont. Nous considérons que le combat contre l'obscurantisme sous toutes ses formes, philosophique (l'idéalisme) ou religieux, doit se mener sur le terrain de la lutte de classe.

- Le rappeur Rohff, qui compte parmi les plus gros vendeurs d'albums du genre depuis la fin des années 90, a posté un message corrosif qui va totalement à l'encontre de l'enthousiasme général : « *Une pensée pour les Chrétiens qui, eux comme nous musulmans, respectent les gens du livre. La cérémonie des JO fut malheureusement le théâtre du satanisme décomplexé sur l'espace public, aux yeux du monde entier. Le mépris des religions vient de faire date. Manquait plus que l'antéchrist... Nous avons assisté à une cérémonie occulte à ciel ouvert qui aurait dû, de surcroît, avoir lieu dans une sphère privée. Je vous passe les détails, un film d'horreur truffé de symboles morbides ! C'est tout ce qu'on en retiendra malheureusement* ».

- Les polémiques continuent d'émerger depuis le village olympique. Après la colère des Britanniques, pas satisfaits de la nourriture de la cantine, ce sont ensuite les Sud-coréens qui ont pointé du doigt les transports depuis le village olympique. Résultats, certains nageurs de la délégation ont quitté les lieux en raison des temps de transports et de l'absence de climatisation. Ils séjournent désormais dans un hôtel à proximité des épreuves de natation, à Paris La Défense Arena.

- Concernant la nourriture, toujours dans *Le Parisien*, Andy Anson, directeur de l'Association olympique britannique indique qu'il prévoit dorénavant 900g de grillades par jour et par athlète! Assez loin des standards habituels pris en compte dans le village olympique où par ailleurs, l'absence de self-service est pointée du doigt. RMC Sport 29 juillet 2024

J-C – Et dire que chez nous on mange entre 50 et 100 g de viande par personne et pas tous les jours, c'est à croire qu'on n'aurait pas le même statut social ! Ils auront trop de fer dans le sang et un jour ils développeront une maladie auto-immune, un cancer par exemple.

Et leurs maîtres à penser, ils en pensent quoi ?

- CNN parle d'un "*spectacle vertigineux*" et d'une "*cérémonie éblouissante*".

Quand les psychopathes enragés substituent un "*indice*" à la réalité parce qu'elle ne leur convient pas.

J-C - Je ne sais pas si c'est décent de vous souhaiter de bonnes vacances dans ce pays-là !

Ce n'est plus la température qu'indique en degré Celsius un thermomètre qu'il faudrait prendre en compte, mais un "*indice*". Lequel ? La "*sensation de chaleur*" ou un « *inconfort dû à la chaleur et l'humidité* » que chacun ressent diversement, ce sont ces manipulateurs qui le disent eux-mêmes.

C'est la méthode employée par le GIEC depuis le début. Ce fut celle aussi de l'OMS pour inventer une pandémie virale mondiale. On change d'instrument de mesure, on modifie les normes ou les règles et le tour est joué. Ils osent tout de nos jours ces fanatiques.

Ressenti 55 degrés à Paris ? Qu'est-ce que l'indice Humidex qui calcule la chaleur ressentie - LePoint.fr 30 juillet 2024

Météo-France annonçait ce matin une température de 37 °C à 19 heures à Paris, mais un ressenti de 55 !

Cet après-midi, une température ressentie de 45 °C était attendue à 19 heures à Paris.

Mais ce chiffre ne correspond en réalité pas à une indication de température, mais à un indice.

La sensation de chaleur ressentie par une personne est calculée par l'indice Humidex, une représentation d'un « *inconfort dû à la chaleur et l'humidité* » pour les experts. En fonction de la température et du taux d'humidité de l'air, on peut donc déterminer, pas une température, mais une sensation de chaleur (qui peut aussi varier en fonction des personnes, des habits portés ou du rayonnement du soleil et du sol). LePoint.fr 30 juillet 2024

C'est « une période d'activité forte » du soleil qui est responsable de la hausse temporaire des températures et non l'activité humaine.

Des aurores boréales annoncées dans le ciel européen de mardi à jeudi - 20minutes.fr 30 juillet 2024

Des tempêtes solaires sont annoncées par l'Agence américaine d'observation océanique et atmosphérique (NOAA). Elles pourraient générer des aurores boréales à des latitudes suffisamment basses pour qu'on les observe en France.

Comme à chaque fois, la prédiction part d'une observation du soleil : une période d'activité forte y a été détectée le week-end dernier, explique USA Today. La NOAA a annoncé des orages magnétiques classés G3/forts, causés par une éjection de masse coronale solaire. Lors de ces tempêtes solaires, notre étoile éjecte en effet « une sorte de nuage qui transporte du matériel du Soleil sous forme d'un plasma, d'une sorte de soupe de particules », décrit Miho Janvier, astrophysicienne, coauteur du livre Les Secrets du Soleil (éd. Alisio), paru en 2023.

Ce sont eux les dangereux extrémistes qui terrorisent la population.

Plusieurs pays en Europe connaissent des chaleurs extrêmes - Euronews 31 juillet 2024

J-C - Vous avez bien lu, ils évoquaient des chaleurs extrêmes dans le titre et au tout début de leur article, puis ils rabaissaient d'un ton, à croire qu'ils pensaient que les lecteurs ne lisaient plus que les titres et les tous premiers paragraphes, le reste étant juste destiné à faire bonne mesure ou à se couvrir en cas de critique ou de polémique.

Euronews :

- Plusieurs pays connaissent des chaleurs extrêmes
- L'Europe fait face à de fortes chaleurs.
- Mais cette année, les températures très élevées...
- Ces fortes températures...
- Le Portugal, n'échappe pas non plus à cette vague de chaleur.
- Une partie du ciel du pays a également pris une teinte jaune orangée...

J-C - Et à quoi était due cette hausse de la température ? A un phénomène naturel classique :

Euronews - Ces températures extrêmes sont dues à une masse d'air chaud qui remonte d'Afrique du Nord. Euronews 31 juillet 2024

C'est l'été les cinglés ne prennent pas de vacances. Attention, vous êtes en danger !

Bronzer sans danger - Le soleil est de retour et, avec lui, l'envie d'une peau dorée. Mais avant de vous exposer, n'oubliez pas : se protéger est essentiel pour profiter sans risques.

Malgré les risques évidents, 74 % des Français ne se protègent pas systématiquement du soleil, alors que plus de 80 % des cancers de la peau sont causés par une exposition excessive, selon les chiffres du syndicat National des Dermatologues-Vénérologues. Cet été, il est crucial de faire de la protection solaire une priorité absolue. 20minutes.fr 29 juillet 2024

Cet article est du début jusqu'à la fin un remarquable tissu de propagande et confine à l'infantilisme, à la paranoïa, un modèle du genre.

<https://www.20minutes.fr/temps/bien-etre/4103517-20240729-comment-bien-protéger-soleil?xtor=RSS-176>

J-C – Il y en a qui ont des « envies » étranges, moi je passe plutôt mon temps à éviter le soleil, du coup je me trouve bien pâle, normal je suis le seul blanc dans mon village et les villages alentours ! Si 80 % des cancers de la peau étaient réellement causés par une exposition excessive au soleil, l'Asie et l'Afrique ne seraient pas autant peuplées !

Je ne prends pas de Nivaquine pour me protéger de la malaria, je n'ai jamais employé de crème solaire en Inde, par contre leurs articles à la con auraient de quoi vous filer une migraine ou la nausée !

Le « danger », il vient d'en haut, des autorités, des médias, des élites et des crétins dans les réseaux dits sociaux qui sont tombés sous leur influence, qui relaient leur discours et traitent le peuple de con, d'abruti, de mouton.

Sahara occidental. Alignement “historique” de la France sur la position... des Etats-Unis et d'Israël !

Sahara occidental : alignement “historique” de la France sur la position de Rabat - courrierinternational.com 31 juillet 2024

Le président français a opéré mardi “un changement historique dans la position de Paris au sujet du dossier du territoire du Sahara Occidental”, observe le média marocain Le Desk.

Dans une lettre adressée à Mohammed VI, rendue publique mardi par Rabat et reproduite intégralement par Le Desk, Emmanuel Macron considère que “le présent et l'avenir du Sahara occidental s'inscrivent dans le cadre de la souveraineté marocaine” et que le plan d'autonomie marocain “constitue désormais la seule base pour aboutir à une solution politique juste, durable et négociée conformément aux résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies”.

Un “changement de position” qui aligne l'exécutif français sur “l'idée de Mohammed VI selon laquelle la ‘seule et unique’ solution” pour le Sahara occidental “passe par une autonomie” sous souveraineté marocaine, note El Mundo. “Ce revirement dans la politique internationale de Macron

s'*aligne aussi*" sur la position officielle de l'Espagne, ancienne puissance coloniale du Sahara occidental, formulée "*il y a deux ans*" par le président du gouvernement Pedro Sánchez.

"La lettre de Macron à Mohammed VI a pour principal fondement une realpolitik de 'consensus international de plus en plus large' en faveur de la thèse de 'l'autonomie sous souveraineté marocaine' pour le Sahara", analyse El País. "Elle assume ainsi le revirement opéré par les États-Unis en décembre 2020, dans les dernières semaines de la présidence du républicain Donald Trump, en reconnaissant la souveraineté marocaine sur l'ancienne colonie espagnole".

"Plus grand que le Royaume-Uni, le Sahara occidental est âprement disputé depuis son annexion par le Maroc en 1975 après le retrait de l'Espagne", rappelle Bloomberg. "Des affrontements sporadiques entre les forces marocaines et le Front Polisario en quête d'indépendance ont fait environ 9 000 morts en 16 ans" et "un cessez-le-feu de trois décennies a été brisé fin 2020".

Le territoire est en outre "*une source majeure de discorde entre le Maroc et l'Algérie, qui soutient le Front Polisario et a coupé les exportations de gaz et la plupart des relations diplomatiques avec son voisin en 2021*", ajoute le média économique.

Dans ce contexte, "*l'annonce de la France selon laquelle elle modifiait sa position de plusieurs décennies sur le statut du Sahara occidental est une victoire majeure pour le Maroc*", juge la Deutsche Welle. Le Palais Royal marocain ne s'y est pas trompé, déclarant que cette annonce constituait "*un développement significatif en faveur de la souveraineté marocaine sur le Sahara*".

Mais elle constitue tout autant un désaveu pour Alger, qui n'a pas caché sa fureur, décidant dès mardi de "*retirer son ambassadeur à Paris, Saïd Moussi, avec effet immédiat*", rapporte le site TSA. "*C'est la troisième fois en moins de trois ans que l'Algérie rappelle ou retire son ambassadeur en France*", souligne le média algérien, concluant que c'est "*de nouveau la crise ouverte*" entre les deux pays.

"Sans en mesurer lucidement toutes les retombées potentielles", le gouvernement français actuel a franchi "avec beaucoup de légèreté et une grande désinvolture" un pas "qu'aucun autre gouvernement français avant lui n'avait cru devoir franchir", a notamment déploré la diplomatie algérienne. Le Polisario a quant à lui dénoncé le soutien français "à l'occupation violente et illégale" du Sahara occidental. courrierinternational.com 31 juillet 2024

En famille avec l'extrême droite.

"Le gouvernement français n'a que trop tardé pour reconnaître l'engagement constant du Maroc depuis des décennies dans la stabilisation et la sécurisation du Sahara occidental, partie intégrante du royaume chérifien", a écrit Marine Le Pen sur X. AFP 31 juillet 2024

A propos de Lucie Castets.

Lucie Castets prête à « chercher des compromis », mais pas avec le RN - LePoint.fr 28 juillet 2024

Dans un entretien accordé à *La Tribune Dimanche*, dimanche 28 juillet.

« *Il est souhaitable que le gouvernement soit nommé au plus tôt* », a-t-elle déclaré, expliquant que d'ici là, son camp travaillera à la mise en œuvre de son programme. Évoquant des « *compromis avec les autres groupes* », elle a cependant exclu le Rassemblement national de l'équation : « *Avec eux, jamais* », a-t-elle martelé. Elle a affirmé qu'elle ne sera pas responsable de leur vote, en particulier sur l'abrogation de la réforme des retraites ou l'amélioration des services publics.

« *Les propositions de lois d'autres groupes et les bonnes volontés seront bienvenues si elles sont conformes à ce que porte le NFP* », a-t-elle de nouveau appuyé, appelant à un « *changement de méthode* ». Elle a reconnu qu'un recours au 49.3 pour le vote du budget de l'État était évitable, mais pas impossible. LePoint.fr 28 juillet 2024

J-C – Ah ben si d'autres groupes peuvent faire des « *propositions de lois* » conformes aux besoins des travailleurs, je me demande pourquoi on se fait chier à vouloir construire un nouveau parti ouvrir révolutionnaire ! Quel délire, quelle inconsistance, quelle inconscience ! Elle est intentionnellement ou idéologiquement tellement compromise, qu'il n'y a rien à en attendre.

Venezuela.

Pourquoi l'extrême droite mondiale rêve de revanche au Venezuela - 28 juillet 2024

Le narratif de la « *fraude de Maduro* » est martelé depuis longtemps par l'extrême droite et par sa grande alliée : l'homogénéité médiatique. Il a suffi que Nicolas Maduro dise redouter « *un bain de sang* » (vu l'expérience de 24 ans) en cas de retour de l'extrême droite raciste au pouvoir, pour que de CNN à Globo ou au Figaro, un chœur parfait entonne que « *Maduro-menace-d'un-bain-de-sang-en-cas-de-défaite* » (3) ! Si l'extrême droite perd, les bots seront activés pour neutraliser l'opinion mondiale sur le thème « *Maduro le dictateur fraude pour rester au pouvoir* », et pour légitimer des violences voire une agression depuis l'extérieur. Le plan est prévisible, déjà vécu, et dangereux. Le politologue espagnol Juan Carlos Monedero, ex-dirigeant de Podemos, observe que « *curieusement alors que les courants progressistes occidentaux s'élèvent contre l'extrême droite partout dans le monde, ils ne le font pas au sujet du Venezuela.* »

Pour lire l'article :

<https://www.legrandsoir.info/pourquoi-l-extreme-droite-mondiale-reve-de-revanche-au-venezuela.html>

Commentaire d'un lecteur du blog Le Grand Soir.

Victoire de Nicolas Maduro contre l'extrême droite et l'internationale médiatique.

Dès le début on a senti une forte affluence des électeurs aux présidentielles du 28 juillet, qui opposent le programme socialiste du président sortant Nicolás Maduro au programme de privatisations « *à la Milei* » de l'extrême droitier Edmundo Gonzalez. A midi, deux « *exit polls* » de firmes privées donnent une avance d'au moins 10 points à Nicolás Maduro : la vénézuélienne Hinterlaces et l'états-unienne Lewis and Thompson (Miami). Une troisième firme privée (CMIDE 50.1), relayée par l'ex-président Rafael Correa, donne à peu près le même écart.

Plus de mille observateurs internationaux sont présents : de l'espagnol Rodriguez Zapatero, l'envoyé spécial de Lula – Celso Amorim, Roland Lumumba, le fils de Nelson Mandela, l'ex-président hondurien Mel Zelaya, la Chine, l'Union Africaine, mais aussi et surtout des organismes électoraux professionnels (CEELA, Centre Carter, ONU, etc...) et de très nombreux journalistes, intellectuels comme Ignacio Ramonet, Atilio Boron ou Irene Leon, des partis de gauche et mouvements sociaux du monde entier, comme le Mouvement des Sans Terre du Brésil. Vers minuit, le suspense prend fin, lorsque le Centre National Électoral rend public son premier bulletin avec 80% des voix comptées, et une tendance irréversible. Nicolas Maduro est vainqueur avec 51,2%, face à Edmundo González – 44,2%.

Les médias rêvaient de violence mais les présidentielles au Venezuela se sont déroulées pacifiquement et correctement pour les observateurs internationaux dont l'équipe de l'ONU, le Centre Carter ou le Conseil d'Experts Électoraux Latino-américains (CEELA). La gauche latino-américaine – présidente du Honduras Xiomara Castro, président de Cuba Miguel Diaz Canel, président de la Bolivie Lucho Arce, l'ex-président Rafael Correa, le Forum de Sao Paulo (123 partis de gauche latino-américains) ou encore le Groupe de Puebla (think tank d'ex-présidents et intellectuels progressistes), des mouvements sociaux comme les Sans Terre du Brésil, etc... ont très tôt félicité le candidat bolivarien pour une victoire obtenue dans des conditions aussi difficiles (effets sociaux des 930 sanctions occidentales, USA et UE confondus).

Comme prévu, Washington et ses alliés latino-américains mettent en doute le résultat, et les grands médias parlent de « fraude » pour justifier des violences. L'argentin Javier Milei a immédiatement demandé à l'armée du Venezuela de mener un coup d'État contre Maduro.

Mais après cinq siècles, le peuple bolivarien a appris à résister à des épreuves autrement difficiles.

Thierry Deronne, Caracas, le 29 juillet 2024.

Nicolas Maduro réélu président du Venezuela pour un 3e mandat selon le CNE, l'opposition conteste - Le HuffPost 29 juillet 2024

L'actuel président en exercice du Venezuela, Nicolás Maduro, héritier d'Hugo Chávez, a été élu pour un troisième mandat de 6 ans à la tête du pays avec 51,20 % des suffrages, selon le Conseil national électoral (CNE), qu'il l'a annoncé dimanche 28 juillet, peu après minuit.

Nicolás Maduro, dont le pays, fortement dépendant des cours du pétrole, est plongé dans une grave crise pétrolière et humanitaire depuis son arrivée au pouvoir, a obtenu 5,15 millions de voix. Il se place devant le candidat de l'opposition Edmundo Gonzalez Urrutia, un peu moins de 4,5 millions (44,2 %), selon les chiffres officiels annoncés par le président du CNE, Elvis Amoroso, après le dépouillement de 80 % des bulletins et une participation de 59 %. Le résultat est « irréversible », a-t-il déclaré.

Le secrétaire d'État américain Antony Blinken a exprimé dans un communiqué ce lundi 29 juillet de « sérieux doutes » quant aux résultats de l'élection. « Nous craignons sérieusement que le résultat annoncé ne reflète pas la volonté ou le vote du peuple vénézuélien », a-t-il ajouté lors d'une conférence de presse au Japon. Le président chilien, Gabriel Boric, a lui qualifié cette réélection de « difficile à croire ». « Du Chili, nous ne reconnaitrons aucun résultat qui n'est pas vérifiable », a-t-il affirmé sur X.

Venezuela: le Kremlin appelle l'opposition à accepter sa défaite, et les pays tiers à éviter toute ingérence - RT 30 juillet 2024

«*Nous voyons que l'opposition ne veut pas accepter sa défaite, même si nous pensons qu'elle devrait le faire et féliciter les vainqueurs de ces élections*», a déclaré ce 30 juillet à la presse le porte-parole du Kremlin Dmitri Peskov.

«*Bien sûr, il est très important que ces tentatives visant à bouleverser la situation au Venezuela ne soient pas alimentées par des pays tiers, des tiers, et que le Venezuela soit libre de toute ingérence extérieure*», a ensuite souligné Peskov.

Ces propos interviennent dans la foulée d'émeutes, le 29 juillet au soir, à travers le Venezuela, au lendemain de la victoire de Nicolas Maduro, réélu président du pays. Les autorités ont fait état de plus de 20 victimes militaires et d'au moins 15 personnes arrêtées pour actes de vandalisme et actions déstabilisatrices.

Le gouvernement vénézuélien a par ailleurs dénoncé l'ingérence d'un certain nombre de pays dans les élections, annonçant rappeler sept de ses ambassadeurs.

Maduro fustige des «révolutions de couleur»

Le président vénézuélien Nicolas Maduro a comparé les manifestations dans le pays à des «révolutions de couleur».

Maria Corina Machado, à la tête de l'opposition, a assuré le 29 juillet au soir que celle-ci prouverait la victoire de son candidat, Edmundo Gonzalez Urrutia. Selon elle, le candidat défait aurait en réalité obtenu 6,27 millions de voix, contre 2,7 pour Maduro.

Selon le Conseil national électoral vénézuélien, Maduro a été réélu pour un troisième mandat consécutif de six ans avec 51,2% des suffrages et 5,15 millions de voix, Urrutia obtenant quant à lui 44,2% des suffrages et 4,5 millions de voix.

Caracas rappelle sept ambassadeurs

La pression internationale se fait aussi sentir : les autorités de l'Uruguay, de l'Argentine, du Costa Rica, de l'Équateur, du Guatemala, du Pérou, de la République dominicaine, du Panama et du Paraguay ont exigé la révision des résultats des élections.

«*La fraude commise par Nicolas Maduro n'est rien d'autre qu'une victoire à la Pyrrhus. Il a peut-être gagné la bataille. Mais le plus important est que les lions vénézuéliens se sont réveillés. Tôt ou tard, le socialisme prendra fin*», a déclaré le président argentin Javier Milei dans une vidéo publiée sur les réseaux sociaux, s'adressant «*au peuple héroïque du Venezuela*».

Les États-Unis, quant à eux, ont affirmé «*craindre que le résultat annoncé ne reflète pas la volonté du peuple*». L'UE, via le chef de sa diplomatie Josep Borrel, a appelé à une «*transparence totale*».

Les autorités vénézuéliennes ont annoncé rappeler ses diplomates de sept pays d'Amérique latine n'ayant pas reconnu les résultats des élections, dénonçant «*les principes idéologiques les plus*

odieux du fascisme international et qui refusent de reconnaître les résultats des élections du 28 juillet 2024», a déclaré Caracas dans un communiqué.

Le Venezuela, visé par des sanctions occidentales, notamment depuis la réélection de Maduro en 2018, est exsangue : son PIB a été réduit de 80% en dix ans. Caracas fustige le «*blocus criminel*» de Washington. RT 30 juillet 2024

Palestine occupée.

J-C – On ne le regrettera pas, et pour cause, Ismaël Haniyeh représentait la branche du Hamas demeurée fidèle à la Confrérie des Frères musulmans instrumentalisée par le MI6 britannique, qui ne visait pas la libération de la Palestine de l'occupant anglo-saxon-sioniste.

- Après avoir pris la tête d'un gouvernement d'union, il s'était engagé à œuvrer à la création d'un État palestinien «*en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, avec Jérusalem comme capitale*», allant à contre-courant du discours officiel du Hamas qui, alors, ne reconnaissait pas ces frontières.

Depuis 2017 il vivait en exil volontaire entre le Qatar et la Turquie. Le HuffPost 31 juillet 2024

Guerre Israël–Hamas : Le chef politique du Hamas Ismaïl Haniyeh tué dans une frappe à Téhéran - 20 Minutes 31 juillet 2024

Le chef de son bureau politique Ismaïl Haniyeh a été tué dans une frappe à Téhéran, ont annoncé mercredi le mouvement islamiste palestinien, en guerre contre Israël dans la bande de Gaza, et les Gardiens de la révolution en Iran.

Ismaïl Haniyeh s'était rendu à Téhéran pour assister mardi à la prestation de serment du nouveau président Massoud Pezeshkian devant le Parlement. 20 Minutes avec AFP 31 juillet 2024

Après avoir pris la tête d'un gouvernement d'union, il s'était engagé à œuvrer à la création d'un État palestinien «*en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, avec Jérusalem comme capitale*», allant à contre-courant du discours officiel du Hamas qui, alors, ne reconnaissait pas ces frontières.

False flag ? Une attaque en Israël fait 12 morts : l'armée israélienne accuse le Hezbollah, qui dément - reseauternational.net 28 juillet 2024

Le Hezbollah a démenti les accusations israéliennes qu'il est derrière le tir meurtrier contre la localité Majdal Chams dans le Golan syrien occupé. Il a causé la mort d'au moins 12 jeunes qui jouaient dans ce stade et a blessé 30 autres dont 7 dans un état grave, selon les médias israéliens.

Le responsable des Relations médiatiques du Hezbollah Mohamad Afif «*a nié catégoriquement que la résistance a visé cette localité*», dans un entretien pour l'agence Reuters.

Un responsable américain a assuré pour l'agence Axios que des responsables du Hezbollah ont assuré pour les Nations unies que le drame de Majdal Chams a été causé par un missile israélien d'interception des missiles qui s'est écrasé sur le stade de football.

Le porte-parole de l'armée d'occupation Daniel Hagari a déclaré que «les informations de l'armée indiquent que le Hezbollah est responsable du tir sur le stade de football de Majdal Chams».

«*Ce qui s'est passé à Majdal Chams est très dangereux et nous allons riposter comme il se doit*», a-t-il ajouté.

Depuis les États-Unis, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a déclaré que «*le Hezbollah va payer un prix énorme pour l'attaque de Majdal Chams comme il ne l'a pas payé auparavant*».

Un témoin oculaire de l'incident de Majdal Shams affirme que la sirène d'avertissement d'Israël a retenti quelques secondes avant l'impact, qu'une vraie roquette aurait causé plus de dégâts, que les autorités ont récupéré des éclats d'obus sur le site et qu'Israël veut maintenant attaquer le Hezbollah.

Ce témoignage suggère fortement que le Dôme de Fer d'Israël est responsable des meurtres, et que les forces israéliennes l'ont immédiatement dissimulé.

Israël tente d'entraîner les États-Unis dans une guerre contre le Liban et l'Iran fondée sur un mensonge.

Attaque meurtrière sur le plateau du Golan : "Cet attentat a été perpétré par le Hezbollah libanais", affirme la Maison Blanche - francetvinfo.fr 28 juillet 2024

Le Hezbollah libanais a mené l'"horrible" attaque sur le plateau du Golan qui a causé la mort de douze jeunes âgés de 10 à 16 ans, a affirmé, dimanche 28 juillet, la Maison Blanche. "*Cet attentat a été perpétré par le Hezbollah libanais. Il s'agissait de leur roquette, lancée depuis une zone qu'ils contrôlent*", a déclaré une porte-parole du Conseil national de sécurité. Un peu plus tôt, le secrétaire d'Etat américain, Antony Blinken, avait affirmé depuis le Japon que "*toutes les indications*" montrent que la roquette tombée sur la localité druze de Majdal Shams a été tirée par le Hezbollah libanais.

Le Royaume-Uni a aussi condamné l'attaque. "*Nous sommes profondément préoccupés par le risque d'escalade et de déstabilisation*", a ajouté sur le réseau social X le ministre des Affaires étrangères britannique. "*Les civils, et les enfants en particulier, ne doivent pas continuer à porter le fardeau de l'horrible violence qui sévit dans la région*", a déclaré de son côté Antonio Guterres, le secrétaire général de l'ONU, par la voix de son porte-parole.

Tsahal frappe la banlieue de Beyrouth, revendiquant avoir visé un responsable du Hezbollah - RT 30 juillet 2024

L'armée israélienne a lancé une frappe sur la banlieue sud de Beyrouth, déclarant avoir visé un commandant du Hezbollah responsable selon elle de l'attaque sur le plateau du Golan. RT 30 juillet 2024

Qui était Fouad Chokr ?

Le chef militaire du Hezbollah est un homme de l'ombre qui joue « *un rôle de premier plan* » dans les attaques de la puissante formation contre Israël. Considéré par l'armée israélienne comme le « *bras droit* » du chef du Hezbollah, Hassan Nasrallah, Chokr est le successeur d'Imad Moughnieh, tué en 2008 dans un attentat à la bombe à Damas imputé par le Hezbollah à Israël.

Selon le département d'État américain, Fouad Chokr est « *un haut commandant militaire des forces du groupe au Sud-Liban* » qui a joué « *un rôle clé dans les opérations militaires du Hezbollah en Syrie* » où la formation pro-iranienne soutient le régime de Bachar el-Assad.

Le Trésor a promis une récompense de cinq millions de dollars pour toute information à son sujet.

Quel est le bilan de la frappe ?

Dans la banlieue sud de Beyrouth, sur le lieu de la frappe, le dernier étage d'un immeuble de huit étages a été éventré. Trois civils – une femme et deux enfants – ont été tués et soixante-quatorze autres personnes blessées dans la frappe israélienne sur la banlieue sud de la capitale libanaise, selon un bilan préliminaire du ministère local de la Santé. lepoint.fr 31 juillet 2024

Mon commentaire dans le blog Le Grand Soir :

- Il manque l'essentiel dans cet article pro sioniste à peine déguisé, à savoir : La déclaration du chef druze libanais Walid Joumblatt a été tronquée, ainsi que celle du Hezbollah.

Al-Manar est une chaîne de télévision libanaise en langue arabe, fondée le 3 juin 1991 et détenue majoritairement par le Hezbollah.

- Joumblatt accuse « Israël » de mentir. - french.almanar.com.lb 29 juillet 2024

Lors d'une interview avec la chaîne qatarie al-Jazeera, le chef druze libanais Walid Joumblatt a qualifié de mensonge les allégations selon lesquelles la résistance a tiré un missile sur la localité de Majdal Cham dans le Golan syrien occupé. french.almanar.com.lb 29 juillet 2024

- Le Hezbollah accuse un missile d'interception israélien d'avoir causé le drame meurtrier de Majdal Chams. - french.almanar.com.lb 28 juillet 2024

Le Hezbollah a démenti les accusations israéliennes qu'il est derrière le tir meurtrier contre la localité Majdal Chams dans le Golan syrien occupé.

Le responsable des Relations médiatiques du Hezbollah Mohamad Afif « a nié catégoriquement que la résistance a visé cette localité », dans un entretien pour l'agence Reuters.

Un communiqué de la Résistance islamique, le bras armé du Hezbollah « *a nié catégoriquement toutes les allégations mensongères à ce sujet* ».

Un responsable américain a assuré pour l'agence Axios que des responsables du Hezbollah ont assuré pour les Nations unies que le drame de Majdal Chams a été causé par un missile israélien d'interception des missiles qui s'est écrasé sur le stade de football.

La correspondante de la chaîne qatarie al-Arabi à Majdal Chams a assuré qu'un secouriste israélien de l'Etoile rouge de David lui a assuré que c'est un missile d'interception du Dôme de fer qui est derrière le drame, mais qu'il n'ose pas afficher sa position de crainte d'être emprisonné.

La correspondante de la BBC britannique Nafiseh Kohnavard a écrit sur sa page X que « *beaucoup de questions s'imposent sur ce qui s'est passé à Majdal Chams. Au moment où le Hezbollah nie toute responsabilité dans cet incident, l'armée israélienne insiste pour l'accuser. Le type des attaques du Hezbollah durant ces 10 derniers mois montre qu'il visait spécifiquement les cibles militaires. Et après chaque attaque contre des cibles civiles de l'autre côté (israélien) il justifiait l'endroit visé qu'il est utilisé par les militaires israéliens* ». french.almanar.com.lb 28 juillet 2024

Ukraine.

J-C – Le nazisme a gagné la presse occidentale ou plutôt elle ne s'en était jamais séparée, tout était une question de circonstance pour qu'il réapparaisse chez elle au grand jour. Avis au défenseur de cette presse pourrie, à tous les Charlie.

Azov: la tournée du groupe néonazi ukrainien reconstitué éblouit la presse occidentale - RT 28 juillet 2024

La 3e brigade d'assaut continue à faire sa publicité, alors que ses origines remontant au bataillon extrémiste Azov sont commodément oubliées.

« *Quatre soldats de la populaire 3e brigade d'assaut ukrainienne ont commencé dimanche leurs rencontres dans la capitale polonaise qui, depuis plus de deux ans que dure le conflit, accueille un grand nombre de réfugiés ukrainiens* », rapporte l'Agence France-Presse dans un article repris par le média public français RFI.

« *Populaire ?* » Vraiment ? C'est la seule définition qui vient à l'esprit pour décrire ce détachement de l'armée ukrainienne créé en 2022 à partir des reliquats du bataillon Azov après la bataille de Marioupol ?

Une petite recherche dans cette même presse française aurait montré que, pendant que cette brigade s'entraînait en France l'an dernier, une fuite avait permis au média d'investigation français Mediapart de révéler qu'un soldat avait un logo SS nazi tatoué sur la tête. Il y avait également une photo du même homme avec un drapeau à swastika.

Lorsque *Mediapart* a commencé à se renseigner en ligne sur les autres militaires s'entraînant au camp de La Courtine, dans le centre de la France, les journalistes sont tombés en épluchant les réseaux sociaux sur toutes sortes de saluts « *Heil Hitler* », des objets d'art nazis et toute une variété d'emblèmes des divisions SS nazies. Une sorte de collection de timbres hitlériens.

Et il ne s'agissait que de la demi-douzaine de soldats s'étant montrés assez idiots pour publier tout ça sur les médias sociaux. En même temps, selon le Centre européen d'analyse politique, le bataillon Azov rebaptisé s'est efforcé de recruter une équipe médiatique de 12 personnes à plein temps, dont un caméraman, des responsables de presse et des rédacteurs.

Le groupe de réflexion signale aussi qu'un showman et comédien ukrainien, également membre du détachement, a diffusé des vidéos pour promouvoir la 3e brigade d'assaut. Un peu de blanchiment à grande échelle, et voilà ces recrues en formation partout sur les réseaux sociaux, avec quelques relents de nazisme.

Il semble que la marque Azov soit trop ternie. Elle est trop étroitement associée au néonazisme, et à la défaite face à la Russie. C'est donc le moment de changer de marque. Ils devraient publier des annonces dans les journaux pour faire connaître leur rebranding, comme tout le monde. D'autant plus qu'il est clair que la presse occidentale ne prendra pas l'initiative d'enquêter dans l'intérêt du public. Ce serait un peu gênant pour les élites occidentales qui cherchent à promouvoir ces « héros » afin qu'ils servent les intérêts de l'Occident dans sa lutte contre la Russie. Qui a besoin d'une paix négociée pouvant sauver des vies humaines des deux côtés quand les élites occidentales peuvent remplir les poches de leurs potes privilégiés en fabriquant et en vendant plus d'armes ?

C'est ainsi que la 3e brigade d'assaut du mouvement Azov a entamé sa tournée européenne, initialement prévue dans neuf villes et six pays, mais désormais réduite de près de la moitié. Les billets pour cette tournée, intitulée « *Les nôtres sont partout* », sont disponibles sur un site de billetterie européen, au même titre que les concerts du groupe Thirty Seconds to Mars à Istanbul et de Lenny Kravitz en tournée. Au lieu de ces spectacles, selon la promotion en ligne, les spectateurs pourraient profiter « *d'histoires du front* ».

La dernière mode en Europe semble être de considérer ces hommes comme des héros « *populaires* ». Et si vous faites remarquer par hasard que ce détachement est l'héritier d'Azov, le discours officiel consiste à affirmer qu'ils ne sont pas tous des méchants néonazis, que ce n'est que de la propagande russe. C'est un peu comme si quelqu'un rejoignait les Alcooliques anonymes et prétendait n'être là que pour le café et les snacks gratuits.

La presse occidentale était pourtant un peu plus honnête avant le début du conflit ukrainien. « *Les combattants d'Azov sont l'arme la plus puissante de l'Ukraine et pourraient être sa plus grande menace* », écrivait The Guardian en 2014, jugeant que les « *volontaires d'extrême droite* » du mouvement représentaient un « *danger pour la stabilité après le conflit*. » Même dans les premiers jours de la plus récente réincarnation du conflit, le 5 mars 2022, un article du média américain NBC, dont l'auteur n'appréciait manifestement pas trop le président russe Vladimir Poutine, soulignait néanmoins que « *le problème nazi en Ukraine est réel* » et prévenait qu'il fallait « *s'en prémunir* ».

Washington lève son interdiction des livraisons d'armes au groupe Azov

Avançons rapidement de deux ans dans l'histoire, et le mouvement Azov se rend en héros à l'université de Stanford dont l'un des départements a eu le temps de retirer Azov de sa liste de groupes radicalisés, tout comme Reuben College à Oxford. Les membres du mouvement ont été chaleureusement accueillis pour une table ronde au Palais de Westminster du Parlement britannique, et l'ancien Premier ministre Boris Johnson s'est fait photographier avec leur drapeau, dont le symbole du crampon a été utilisé par diverses divisions nazies pendant la Seconde Guerre

mondiale. Le mois dernier, Washington a levé son interdiction sur les livraisons directes d'armes au mouvement Azov.

Le département d'État américain a alors déclaré que la Russie avait « *longtemps essayé de lier la 12e brigade des forces spéciales Azov de la Garde nationale ukrainienne à une milice formée pour défendre l'Ukraine contre l'invasion russe en 2014, appelée le bataillon Azov* », qui, selon le département, a été « *dissoute en 2015* ». Alors, tout va bien. Les néonazis sont rentrés chez eux il y a une dizaine d'années, ont levé le pied, ouvert une bière et se sont mis au jardinage et à la sculpture sur savon.

« *Après un examen approfondi, la 12e brigade Azov des forces spéciales ukrainiennes a passé l'épreuve* », a ajouté le département d'État, précisant « *qu'aucune preuve* » de violations du type néonazi n'avait été établie. Ce n'est pas si difficile à croire quand on se souvient que personne au Parlement canadien n'a pu identifier un authentique nazi lorsqu'il en a eu un sous les yeux, applaudissant et saluant ce véritable nazi ukrainien de l'époque de la Seconde Guerre mondiale, invité d'honneur à l'occasion de la visite de Volodymyr Zelensky à Ottawa, avant d'apprendre qu'un Ukrainien tueur de Russes était effectivement un enfant chéri d'Hitler. Oups.

Les Canadiens savaient aussi exactement qui étaient les membres d'Azov, même avant le conflit actuel : des hauts gradés de l'armée s'étaient inquiétés des tatouages nazis de leurs stagiaires. Ils ont finalement préféré garder le silence dans l'espoir que les médias ne le découvrent pas, comme l'a signalé le journal Ottawa Citizen. Mais le département d'État a déclaré qu'ils avaient tous pris leur retraite, n'est-ce pas ? Il s'agit alors sans doute de ceux qui s'ennuyaient dans leur nouvelle occupation de toilettage de chiens ?

Alors que les élites occidentales traitent les partisans de la droite anti-establishment comme des ennemis dans leurs propres pays, elles saluent les vrais mouvements néonazis comme cools et héroïques. Peut-être, juste peut-être, cela a-t-il quelque chose à voir avec les maîtres que chacun sert.

Grande-Bretagne.

J-C - Grande-Bretagne, pourquoi ont-ils porté le parti travailliste au pouvoir ? Pour qu'ils appliquent les « *décisions difficiles* » que le parti conservateur était incapable d'imposer au peuple britannique...

Royaume-Uni: le nouveau gouvernement annonce des «*décisions difficiles*» à venir en raison d'un «*trou financier*» - RFI 30 juillet 2024

Lors de son premier discours au Parlement, la nouvelle ministre des Finances travailliste Rachel Reeves a accusé ce lundi 29 juillet le précédent gouvernement conservateur d'avoir masqué un excès de dépenses de 22 milliards de livres sterling, soit près de 26 milliards d'euros.

Selon l'Institut des études budgétaires ce n'est « *pas une énorme surprise* ». (Autrement dit, le parti travailliste le savait, mais il a préféré se taire, il a menti délibérément aux électeurs, comme partout ailleurs, tenez, en France par exemple ! – J-C)

La ministre dit par conséquent lancer « *le travail urgent et nécessaire* » pour trouver des économies de 5,5 milliards de livres cette année et de plus de 8 milliards l'an prochain.

Elle annonce d'ores et déjà des coupes dans certaines aides au fioul de chauffage en hiver pour les retraités en suggérant de les lier à des conditions de ressources.

Selon le *Sunday Times*, le gouvernement réfléchit notamment à annuler ou retarder certains chantiers d'infrastructures, notamment un tronçon de la ligne ferroviaire à grande vitesse HS2 qui prévoit d'aller jusqu'à la gare d'Euston, dans le centre de Londres, au profit d'une gare en périphérie de la capitale britannique.

Pour autant, le Labour écarte toute idée d'austérité et le gouvernement devrait suivre les recommandations indépendantes d'accorder à des millions de fonctionnaires des hausses de salaires supérieures à l'inflation, retombée à 2% après avoir flambé jusqu'à 11% fin 2022. Mais avec un déficit de 6% du PIB en 2023, la marge de manœuvre est très limitée. C'est pourquoi des hausses d'impôts, notamment sur les gains en capital ou sur l'héritage, sont attendues.

Le gouvernement de Keir Starmer dispose donc d'une marge de manœuvre budgétaire étroite pour apporter le changement promis pendant sa campagne électorale. Cette fermeté financière a déjà provoqué des tensions dans la majorité. Keir Starmer a suspendu la semaine dernière sept députés qui avaient voté, contre l'avis du gouvernement, en faveur d'un amendement visant à abroger un plafonnement des allocations familiales pour les familles nombreuses, accusé d'aggraver la pauvreté infantile. RFI avec AFP 30 juillet 2024

Chine.

J-C – Lisez attentivement, il ne faut pas confondre « *la capacité installée* » d'éoliennes et de panneaux solaires et la « *production d'énergie* », pour finalement admettre que « *le volume réel de production d'énergie solaire et éolienne était bien inférieur à celui du charbon.* », autrement dit, encore un article de propagande pour vendre le Green New Deal du Forum économique mondial, avec lequel la Chine collabore étroitement, c'est même elle qui sauve la mise du capitalisme mondial.

Chine: les énergies éolienne et solaire devant le charbon au cours du premier semestre, une première - rfi.fr 30 juillet 2024

Les énergies éolienne et solaire devraient représenter plus de 40% de la capacité totale de production d'électricité installée en Chine d'ici à la fin de l'année 2024. Et ce après avoir dépassé la capacité des centrales au charbon pour la première fois au cours du premier semestre, selon l'association commerciale de l'énergie du pays.

À la fin du mois de juin, la Chine avait raccordé au réseau un total de 1 180 gigawatts d'énergie éolienne et solaire, ce qui représente 38,4% de sa capacité totale de production d'électricité, selon le Conseil chinois de l'électricité (CCE). La Chine devrait ajouter à cela environ 300 gigawatts de capacité au réseau cette année, soit une augmentation de 13% sur un an, un peu plus que l'année dernière.

Si la capacité installée est de plus en plus importante, l'utilisation de production d'énergie solaire et éolienne en termes de nombre d'heures était tout de même nettement inférieure à celle du charbon en ce début d'année. Cela signifie que le volume réel de production d'énergie solaire et éolienne était bien inférieur à celui du charbon.

La Chine, premier émetteur de gaz à effet de serre et premier consommateur d'électricité au monde, s'efforce de faire en sorte que 80% de son bouquet énergétique total proviennent de sources de combustibles non fossiles d'ici à 2060, date à laquelle elle entend devenir neutre sur le plan des émissions de carbone. rfi.fr 30 juillet 2024

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 30 juillet 2024

- [Statistiques des visites du blog du 1er au 27 juillet 2024: 14119 visites réelles \(hors robots\)](#)

Pour rappel, il n'y avait eu que 2089 connexions en janvier 2024. En 2009 et au début des années 2010 on atteignit péniblement entre 40.000 et 50.000 connexions par an, puis on eut une pointe à 75.000, suivi d'une autre à 145.000 en 2021, je crois, avant de s'effondrer à nouveau, sans doute l'effet de la piquouse et du masque auxquels se sont laissé aller bien des lecteurs, ne comprenant pas que contrairement à Macron nous n'avions aucune raison d'avoir de mauvaises intentions à leur égard ou de vouloir nuire à leur santé ou à leurs intérêts. Peut-être que nous avons perdu provisoirement des lecteurs, et que depuis ils se sont aperçus qu'ils avaient été victimes d'une sordide machination, je l'ignore.

Je pense qu'on peut compter raisonnablement sur 200 à 300 connexions par mois, on doit rester modeste, pour un blog censuré par tous les moteurs de recherche et tous les partis politiques du mouvement ouvrier, ne bénéficiant d'aucune publicité par ailleurs, c'est un exploit ! Je vous invite à le faire connaître dès qu'une occasion se présente. Si des lecteurs disposent d'un peu de temps et envoient des commentaires à la suite d'articles parus sur le Net, ils peuvent y faire figurer l'adresse du blog en la rédigeant ainsi pour éviter la censure des modérateurs : luttedeclassé [point] org.

Ce qui est le plus surprenant dans ce regain d'intérêt pour ce blog ou le courant politique socialiste que j'anime, c'est que dorénavant il est presque exclusivement consacré à mes causeries. Jusque là, je croyais que ceux qui s'y connectaient étaient davantage intéressés par les articles de sources diverses dont je fournissais les liens, j'en étais même arrivé à penser que la plupart n'avaient rien à foutre de mes causeries. Que faut-il en déduire, je l'ignore, il est trop tôt pour dire s'il s'agit d'une tendance durable ou passagère, on verra bien à l'usage, à suivre...

Comme cela m'arrive de plus en plus souvent, parfois le soir je n'ai pas envie de regarder un film, un documentaire ou un concert, l'image et le son c'est sympa, mais on sature, ils permettent de réfléchir, mais on n'en tire pas autant d'enseignement qu'une bonne lecture qui va s'inscrire plus profondément et durablement dans le cerveau. Pourquoi ? Parce qu'on peut lire à notre rythme, contrairement à des images et des sons qui défilent et passent ensuite on ne sait où.

Avec la lecture, on peut faire un arrêt sur image à chaque mot, proposition ou paragraphe, on peut se la repasser plusieurs fois en relisant le même passage deux ou trois fois, on marque une pause pour réfléchir à la signification de ce qu'on vient de lire, pour essayer de comprendre, généralement d'autres idées surgissent à l'esprit en association avec ces expressions ou idées, avec nos expériences passées, nos connaissances, ce qui nous permet vraiment d'apprendre quelque chose et de progresser. Malheur à ceux qui ne sont pas capables de dépasser le niveau misérable des réseaux dits sociaux, où la pensée et la réalité sont charcutées, si mal traitées !

Voilà ce qui m'amène à vous recommander vivement la lecture suivante, un ouvrage qui à lui tout seul devrait être un sujet d'étude pour chaque militant ou travailleur qui souhaite comprendre dans quel monde nous vivons. Quel étourdi j'ai été de ne pas le mentionner plus tôt ! Je répare donc cet

oubli impardonnable. Il faut dire qu'on est tellement sollicité, on croule littéralement sous les informations. Comme quoi il faut faire attention à ce qu'elles ne deviennent pas envahissantes au point de nous asphyxier.

On doit absolument se concentrer sur l'essentiel pour aller de l'avant, et ne pas se laisser distraire par toute sorte de considérations extérieures, sollicitations ou tentations qui relèvent souvent d'une forme de conformisme ou de mode, sinon on ne s'en sortira jamais, on doit s'imposer cette discipline, en faire un principe et s'y tenir. Notre temps libre et de cerveau est limité, à nous de l'employer à bon escient ou d'en tirer le meilleur pour accroître notre niveau de connaissance et de conscience. Si nous adoptons, si nous parvenons à maîtriser tant bien que mal la conception matérialiste de l'histoire telle que nous l'ont léguée Marx et Engels, nous y gagnerons en indépendance et en confiance, en sérénité, car elle nous procurera une satisfaction inégalable, saine et durable, que nous aurons envie de partager avec tous les travailleurs et jeunes, et même les enfants que nous rencontrerons.

• [Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande de F. Engels - 1888](#)

Quand des Indiens s'interrogeaient et me demandaient avec insistance pourquoi j'avais l'air si heureux, je ne savais pas trop quoi leur répondre. J'étais embarrassé, parce que cela n'avait rien à voir avec ma condition matérielle ou individuelle, ce qui leur venait automatiquement à l'esprit, les pauvres sont très pragmatiques, condition que certes des occidentaux m'envieraient, sans que je sois certains qu'ils supporteraient longtemps un mode de vie aussi modeste, ainsi que d'innombrables privations. Je devais trouver des mots ou des formules qu'ils puissent comprendre, ce qui est très délicat quand on est en présence de gens très arriérés ou analphabètes, sans parler de la barrière du langage, je ne voulais surtout pas qu'ils croient que je me moquerais d'eux ou qu'ils ne méritaient pas que je leur réponde. J'avoue qu'il me fallut pas mal de temps pour trouver la bonne formule, finalement quand cette situation se présente, je leur répond ceci : Vous voyez les rapports que j'ai avec vous, vous voyez comment je vis, vous les appréciez, et bien moi aussi, voilà tout, cela suffit à mon bonheur de faire éventuellement le vôtre, ou comme l'on dit, tout le plaisir est pour moi, merci.

On va finir là-dessus ce bavardage estival, la température est remontée à 37°C. Ma compagne, sa soeur et leur très vieille mère sont parties dans leur famille jusqu'à dimanche ou lundi prochain, pour assister à la fête du temple du village qui a lieu chaque année au mois d'août (dans tout le Tamil Nadu), du coup je suis enfin seul avec les 4 chiens, quel bonheur, cela me fait des vacances ! C'est très éprouvant mentalement et nerveusement de vivre en permanence dans un milieu hyper arriéré, ce qui n'a rien de péjoratif chez moi, vous l'aurez deviné.

Remarquez aussi, que ce sont des gens admirables. Car pour eux aussi c'est extrêmement difficile de vivre dans une société vouée à de profondes et rapides transformations ou bouleversements sans qu'ils y aient été préparés, sans qu'ils aient jamais été consultés. Ils doivent s'y adapter comme ils peuvent, le régime ne leur donne pas le choix, ce qui se traduit par des situations extrêmement compliquées, pénibles ou parfois dramatiques sans qu'ils y puissent quoi que ce soit. Ils doivent subir le triste sort qu'on leur impose, leur marge de manoeuvre est quasiment nulle, alors à défaut de pouvoir s'épanouir ou espérer une vie meilleure, pour malgré tout conserver l'envie de vivre, ils font abstraction du malheur qui s'est abattu sur eux, ils se réfugient dans la famille, leurs traditions, leur religion, ce qui leur procure suffisamment de satisfaction pour ne pas sombrer en dépression, dépérir, faire des conneries ou se foutre en l'air.

Alors quand ils rient aux larmes ou semblent heureux, ce n'est pas parce qu'ils seraient idiots, ils sont sincères, je les observe et je fais comme eux. Je ne me pose pas de questions existentielles à la con, j'oublie tout le reste, je ne pense pas aux côtés lugubres de leur existence, je ris de bon coeur

avec eux, et je dois dire que cela fait rudement du bien, c'est toujours plus agréable ou plus facile à supporter que les rapports détestables que les Français ont souvent entre eux.

Je crois que c'est cela aussi qu'ils apprécient chez moi. Je ne les juge pas, je ne les accable pas, je ne les ménage pas forcément, ils comprennent très bien pourquoi, parce que je suis sincère et honnête avec eux, ils ont eu l'occasion de s'en apercevoir, et quand il m'arrive de leur mentir ou de faire semblant de ne pas comprendre ce qu'ils me demandent, c'est uniquement pour ne pas les choquer inutilement ou les protéger. Je ne les plains pas non plus, car ce serait leur rendre un mauvais service ou les renvoyer à leur triste sort. Je ne cherche pas à me mettre à leur place, et je leur demande d'en faire autant, sinon je les remets en place. On a des cultures et tant de choses différentes, si bien qu'on est obligé de consentir des concessions sur certains principes pour se respecter réciproquement, au point parfois d'adopter ceux de l'autre, ce qui aurait paru totalement impensable dans d'autres circonstances, on n'est jamais au bout de nos surprises en entretenant de telles rapports. Cela nous conduit à nous remettre totalement en question, à faire preuve de beaucoup de modestie, ce qui n'est pas donné à tout le monde, soit dit en passant, bref, c'est seulement ainsi qu'une sereine complicité peut s'instaurer entre nous, qui nous procurera une satisfaction mutuelle.

Voilà le secret de mon bonheur de vivre parmi l'une des populations les plus pauvres et arriérées de la planète, que j'ai eu l'occasion de leur exposer, un peu comme avec mes lecteurs auxquels je ne raconte jamais d'histoire, sans que je sache s'ils apprécient vraiment, eux seuls le savent, contrairement à mes amis indiens qui ne se méprennent pas sur mes intentions et qui se livrent volontiers. Le côté obscur ou moins reluisant de nos rapports, des rapports détestables qu'ils entretiennent entre eux, car il y en a évidemment, comme partout ailleurs du reste, ne méritent pas d'être étalée ici, parce qu'ils sont uniquement le produit des conditions sociales épouvantables qui leur sont imposés, ils sont à mettre au compte du régime mi-féodal et dictatorial en place, du capitalisme mondial.

Haut de page ↗

Le 28 juillet 2024

Dans la causerie du jour, ce n'est pas sans éprouver une certaine répugnance, que j'ai consacré un passage à la cérémonie d'ouverture des JO. Un évènement dont on se souviendra comme celui ayant fait la promotion des éléments les plus décomposés, les plus dégénérés, les déchets du vieux monde pourri qui s'accroche désespérément au capitalisme.

Quand on a à l'esprit l'absence d'empathie des psychopathes qui gouvernent et détiennent tous les pouvoirs, on se dit qu'il fallait être lobotomisé pour célébrer avec eux cet évènement qui les met en valeur.

J'étais sorti de ma retraite pour couvrir la dernière période électorale, observant que finalement il ne se passe rien de nouveau, ce qui était prévisible, je vais sans doute y retourner dans les prochains jours en attendant des jours meilleurs. Je suis à nouveau très fatigué, donc je vais me reposer et me changer les idées histoire de m'aérer un peu les neurones, car on étouffe littéralement dans le carcan institutionnel dans lequel le NFP se complaît et voudrait nous enfermer. Un souffle de liberté jaillit dès qu'on s'en éloigne, car la réalité dont se nourrit l'imagination est bien plus vaste ou ne s'y limite pas.

Une réflexion sur une catégorie de travailleurs que vous devez côtoyer quotidiennement sans forcément les comprendre. Je n'en fais pas partie, mais j'en connais dans mon entourage en France.

Il faut comprendre les travailleurs qui ont atteint un certain niveau de conscience politique et qui disposent d'un mode de vie relativement confortable. On ne doit pas les blâmer s'ils comptent en profiter et s'ils n'envisagent pas de consacrer du temps à la politique, tant ceux qui s'y consacrent offrent un spectacle pitoyable, autant par crainte de leur ressembler que d'en tirer aucun profit personnel. C'est dommage évidemment, car on se prive des travailleurs parmi les plus évolués ou conscients de la société, qui pourraient constituer l'ossature du parti ouvrier qui nous fait tant défaut.

On doit concevoir que cela peut prendre des années avant qu'ils rejoignent notre combat politique. Allez raconter cela à des partis qui exigent qu'on les croit sur parole, qu'on croit leur profession de foi à la manière d'ecclésiastes s'adressant à des croyants. Dans la vie, rien ne remplace nos propres expériences pour adopter des idées ou se forger une conviction, changer de mode de penser pour interpréter le monde. C'est donc sur ce processus dialectique qu'il faut compter, au lieu de vouloir convaincre ou imposer des idées à quiconque. Nul n'est responsable du délai que cela peut prendre, nul ne peut prévoir à l'occasion de quelle expérience on parviendra à se hisser au niveau du socialisme. En tout cas une chose est sûre, c'est plus facile et plus rapide quand on en a la volonté. Encore faut-il l'avoir, cela ne s'improvise pas. Comment jaillit-elle ?

On dit que pour que le socialisme se réalise, il faut que le capitalisme ait épuisé toutes ses ressources et que ses contradictions l'asphyxient, et bien je crois qu'il en est de même pour son idéologie, il faut avoir épuisé les ressources qu'offrent tous les systèmes philosophiques idéalistes, et s'être rendu compte qu'ils ne permettaient pas d'apporter des réponses satisfaisantes aux questions qu'on se posaient, pour ensuite tester le matérialisme dialectique et s'apercevoir qu'il est l'instrument merveilleux qui permet de les trouver, et si on ne les trouve pas toutes, c'est uniquement parce qu'on manque d'entraînement.

Tout est une question de temps, il faut donc être très patient, or généralement les deux nous font défaut, comme quoi on n'est pas rendu au bout de nos peines !

[Haut de page ↗](#)

Le 22 juillet 2024

La crise du capitalisme frappe désormais de plein fouet les différentes représentations politiques du capitalisme, l'ensemble des partis subordonnés au capitalisme, ses institutions nationales et internationales.

Ses tenants ont donc imaginé différentes stratégies pour faire face à l'impatience grandissante des exploités qui exigent des conditions de travail et de vie meilleures, que le capitalisme mondial n'est pas en mesure de leur accorder, ce qui donnent lieu à des règlements de compte fratricides de plus en plus violents dans le camp de la réaction entre les différents clans de l'oligarchie.

Les uns et les autres cherchent par tous les moyens à sauver leur système économique ou à conserver leur position hégémonique, par la guerre ou en favorisant le développement de nouveaux marchés, qui ne feront que renforcer à terme les contradictions qui minent le capitalisme, jusqu'à ce que leurs dénouements échappent à leur contrôle et menacent son existence, parce qu'ils ne pourront pas compter indéfiniment sur les dirigeants et organisations corrompues du mouvement ouvrier

pour contenir les masses. Il arrivera forcément un moment où elles parviendront à se doter d'un parti et d'un syndicat conformes à leurs intérêts de classe en renouant avec le socialisme.

Par ailleurs, il faut bien comprendre que si la menace du fascisme est bien réelle, parce que les banquiers et les capitalistes les plus riches ont les moyens de le financer, pour autant les conditions sociales ne sont plus les mêmes qu'au début du XXe siècle ou dans les années 30 lorsque le capitalisme était à son apogée ou au sommet de sa puissance, de nos jours hormis les capitalistes les plus fortunés, plus personne dans la société ne croit en son avenir, il est contesté par toutes les classes, il se retrouve face à une fronde ou un rejet quasi-généralisé dans toutes les couches de la population.

Pour en avoir une idée assez précise, il suffit d'observer la déliquescence de LR et de Renaissance, de ce qu'ils appellent les centristes, le Modem et l'UDI, sans parler des Parti radical et radical de gauche qui ont quasiment disparu (je crois qu'ils ont fusionné), ou encore la décomposition du PS remis temporairement et artificiellement en selle, les Ecologistes sauvés comme le PS in extremis par LFI, le PCF devenu ouvertement social-démocrate également, et qui endure la même malédiction qui frappe tous les opportunistes, l'extrême gauche incluse, plus divisée ou disloquée que jamais. Quant au parti d'extrême droite, il demeure une coquille vide pour ainsi dire, incapable de mobiliser ses troupes largement insuffisantes et demurer impuissantes pour s'opposer à une campagne médiatique, alors de là à imposer sa loi dans le pays, il faut arrêter de délirer, surtout quand on sait que la majorité de ses électeurs ne partagent pas son programme et encore moins son idéologie.

Qu'est-ce que cela signifie, sinon qu'un vide politique est en train de s'installer au sein des institutions de ce pays, au sommet de l'Etat, et que c'est le plus grand danger qui menace aujourd'hui le régime, parce que la politique a horreur du vide, dit-on. Les masses, fortes des expériences qu'elles ont vécues ces dernières années, et plus particulièrement depuis le 7 juillet 2024, pourraient s'engouffrer dans cette brèche ou se mobiliser pour occuper ce vide politique à leur façon, c'est-à-dire en renversant le régime en place, dont la faiblesse s'étalait dorénavant devant eux au grand jour quotidiennement, puisque ce régime était hostile à leurs intérêts de classe ou qu'il leur était d'aucune utilité, au cours du processus révolutionnaire, elles seraient parvenues à se forger la conviction politique ou à prendre conscience, qu'elles n'avaient pas d'autre alternative politique pour prendre en mains leur destin...

Les masses révolutionnaires seront-elles en mesure de se doter des instruments politiques indispensables pour vaincre, de s'organiser, là est toute la question. A nous de les y aider en construisant le parti ouvrier révolutionnaire qui nous fait si cruellement défaut. Telle est notre tâche politique prioritaire, en leur fixant comme objectif politique la prise du pouvoir et l'abolition des institutions de la Ve République, le reste suivra logiquement son cours.

[Haut de page ↗](#)

Le 10 juillet 2024

Je viens seulement de m'apercevoir maintenant, que dans la rubrique *Les enseignements du marxisme*, le passage suivant était indisponible, parce que j'avais tout simplement oublié de le recopier ! Je me fais vieux décidément.

Contenu et forme des représentations idéologiques.

Lettre de Friedrich Engels à F. Mehring - 1893 - Œuvres choisies en deux volumes, Éditions du Progrès, 1955

Le 3 juillet 2024

Un extrait de la causerie du jour.

Des fils de putes du régime disions-nous hier, j'étais encore en-deçà de la vérité, car en réalité ils vous assassinent littéralement !

Quand le Nouveau Front populaire vole au secours de Macron. Aucune voix pour un candidat de la réaction, abstention !

J-C - Tous se réjouissent du coup de poignard porté par les dirigeants du NFP dans le dos de leurs militants et de leurs électeurs, la réaction et ses médias s'en réjouissent, ils ont de quoi, il faut les comprendre.

Voilà qui devrait diviser et briser nette toute mobilisation de masse contre le prochain gouvernement. C'est là qu'on s'aperçoit que le Front populaire est fondamentalement réactionnaire, contre-révolutionnaire, anti-ouvrier, antisocialiste.

Le front républicain s'est reformé face au RN, mais gare à la lassitude des électeurs - Courrier International 3 juillet 2024

Au total, seulement 107 triangulaires et 2 quadrangulaires subsistent au second tour, sur les 311 prévues à la sortie des urnes. (AFP)

Plus de 210 candidats (214 - AFP) *“du camp centriste du président Emmanuel Macron et de l'alliance de gauche se sont désistés dans l'espoir d'éviter une division des voix”*, observe CNN. *“Ils ont mis de côté leurs divergences avec un seul objectif : maintenir l'extrême droite à l'écart des 289 sièges requis pour obtenir la majorité absolue”*.

J-C - CNN ne s'y est pas trompé, entre Macron et ses alliés et le NFP, il n'existait que des *“divergences”* et non des oppositions irréductibles, bref, ils n'étaient pas vraiment ennemis ou ils figuraient tous dans le même camp, celui de la réaction.

Courrier International - Le Nouveau Front populaire a retiré plus de 130 candidats, et le camp présidentiel, 82. D'autres désistements sont encore possibles dans les prochains jours, à l'instar du MoDem Dominique Despras, qui s'est retiré mardi soir peu après avoir déposé sa candidature.

“L'effort consenti pour tenter d'ériger un barrage républicain est donc légèrement plus important à gauche”, souligne La Libre Belgique. *“La macronie peut la remercier car ces retraits devraient lui permettre de sauver nombre de ses candidats”*.

J-C - Macron n'a qu'un mot pour le NFP : Merci !

Courrier International - Un avis partagé par Le Soir. *“Si cette nouvelle configuration change la donne pour le second tour, il reste impossible de prédire les reports de voix des électeurs privés de leur premier choix dimanche prochain”*.

“Les électeurs de gauche se reporteront-ils sur les macronistes après avoir dénoncé pendant sept ans la politique libérale d’Emmanuel Macron, sa très impopulaire réforme des retraites et sa récente loi sur l’immigration, votée avec le concours du RN ? ”, s’interroge le quotidien belge. *“Et, à l’inverse, les électeurs centristes, après avoir entendu pis que pendre du Nouveau Front populaire avant le premier tour [...] mangeront-ils leur chapeau dans le seul espoir de conjurer le pire ? ”*.

D’autant que *“les électeurs ont le sentiment que le président [Macron] cherche constamment à les mettre à l’épreuve – d’abord en avançant les élections législatives, et maintenant en retirant ses candidats”*, analyse El Periódico. Le quotidien catalan craint *“un effet ni-ni”* – ni le RN ni le Nouveau Front populaire – qui pourrait provoquer *“une augmentation de l’abstention”*.

En résumé, pour Il Corriere della Sera le chiffre le plus important, dimanche prochain, sera *“le taux de participation : plus il est faible, plus il favorisera Bardella”*. Courrier International 3 juillet 2024

J-C - Effectivement tout n'est pas joué ou ils pourraient encore y avoir de mauvaises surprises, quoique...

D'une part, il n'est pas dit que les électeurs du NFP iront voter une nouvelle fois Macron, car avec tous les mauvais coups qu'ils ont pris depuis 2017, s'ils en redemandaient, c'est qu'ils seraient incurables, et alors ce serait plus que préoccupant, désespérant, cela dit, on n'ose le croire, en fait je l'ignore pour avoir quitté la France depuis trop longtemps, réponse dimanche prochain à 20h.

D'autre part, les uns et les autres savent que les électeurs de Macron et LR ne voteront pas pour les candidats du NFP, ils s'abstiendront ou ils se porteront massivement sur les candidats de l'extrême droite.

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 4 août 2024

Soutien inconditionnel à Maduro au Venezuela et au soulèvement révolutionnaire armé des peuples palestinien et kanake, à tous les peuples du Moyen-Orient en lutte contre l'impérialisme américain et ses vassaux occidentaux et du Golfe !

Une réflexion métaphysique toujours valable 4 siècles plus tard, hélas !

- Fatigué de ce monde je demande à mourir, lassé de voir qu'un homme intègre doit mendier quand à côté de lui des nullités notoires se vautrent dans le luxe et l'amour du public, qu'on s'amuse à cracher sur la sincérité, que les places d'honneur sont pour les plus indignes, qu'on offre des corps vierges à des désirs brutaux, qu'on couvre d'infamie le juste diffamé, qu'un fort devienne infirme au pouvoir du difforme, que l'art est bâillonné sous un règne arbitraire, que des singes en docteurs décident du génie, qu'un être simple et vrai est traité de stupide, que le bien asservi est esclave du mal...

William Shakespeare, Sonnet LXVI, édition de 1609

Lu.

La survie du capitalisme est incompatible avec la survie de l'espèce humaine dans tous les cas de figure.

- L'idée selon laquelle la population mondiale doit être limitée afin de subvenir aux besoins de la population existante est vivement contestée, et les études sur la capacité de la Terre varient considérablement dans leurs estimations. Alors que 20 études affirment qu'elle est de 8 milliards d'habitants ou moins (la population mondiale actuelle est d'environ 8 milliards), 14 études estiment la capacité de la planète à deux fois ce chiffre, soit 16 milliards, et 18 autres études augmentent considérablement ce chiffre, sept d'entre elles estimant que la Terre peut supporter jusqu'à 64 milliards d'habitants, et une étude l'estimant à 1024 milliards d'habitants. (Ils manqueraient de rien et ils seraient heureux, à ce niveau, c'est du sadisme ! Voilà le genre de monstruosité et de contrevérité qu'on peut lire sur les réseaux dits sociaux. - J-C)

En outre, le récent rapport des Nations unies n'aborde pas du tout l'effondrement de la population que les démographes prévoient après 2100 et qui aura un effet dévastateur sur les économies et probablement sur la qualité de vie. Il n'aborde pas non plus la question de la moralité du désir d'un monde moins peuplé.

Dean Spears, économiste au Centre de recherche sur la population de l'Université du Texas, a noté que «*si le taux de fécondité mondial était le même qu'aux États-Unis aujourd'hui*», soit environ

1,66 naissance par femme, «*la population mondiale passerait d'un pic d'environ 10 milliards à moins de 2 milliards environ 300 ans plus tard, sur peut-être 10 générations. Et si la taille des familles restait réduite, le déclin se poursuivrait*». (2 milliards d'hommes, femmes et enfants épanouis le capitalisme en moins, c'est possible, plus tôt sera le mieux. Le seul indice provenant des États-Unis qui soit progressiste ! - J-C)

Le déclin de la population entraînera toute une série d'effets néfastes pour la société, notamment une diminution des services de base et des infrastructures, le chômage, un recul de l'innovation, des soins de fin de vie insuffisants pour les personnes âgées et une détérioration de la santé mentale. (On ne comprend pas, si cela entraînerait une diminution du chômage, ce serait bénéfique pour la société, où il y a une erreur de traduction J-C)

La structure du pouvoir aux États-Unis, ou pourquoi démocrates et républicains sont les deux faces de la même pièce.

Nulle part comme aux États-Unis, le terme «*société du spectacle*» ne trouve une illustration aussi éclatante. La campagne électorale présidentielle ne fait pas exception à la règle.

C'est même un élément fondamental, d'ordre psychologique, dans le sens où le spectacle permet de donner une forme visible à l'idée démocratique, pousse les électeurs à s'engager à divers degrés dans un camp contre un autre. L'offre politique est la conséquence de l'exploitation maximale de cette mise en scène spectaculaire, en la réduisant à deux partis, à un système d'opposition binaire. Mais ce spectacle n'est destiné qu'à la plèbe, au grand public non-averti, aux profanes, qui ne voient que la surface des choses, et prennent au sérieux la mise en scène permanente de l'affrontement républicain-démocrate. Il y a une compétition réelle entre les partis, mais celle-ci est essentiellement une question de carrières individuelles. Les enjeux de cette compétition ne sont pas politiques, ou ne concernent que des aspects politiques mineurs, non stratégiques. Les politiques importantes, les plans stratégiques majeurs, sont le fruit d'un processus rationnel d'élaboration et de délibération, dans lequel les bouffonneries de la politique spectacle n'ont pas de place.

On entend souvent cette plainte remonter des couches supérieures de la plèbe : «*Nous ne sommes pas dans une vraie démocratie*». C'est une erreur d'analyse. Voyez l'archétype du système démocratique : Athènes, qui est le modèle de référence, célébré jusque dans l'architecture des bâtiments publics. La cité d'Athènes, c'est une poignée d'hommes armés, dotés des droits civiques, qui exploitent une multitude d'esclaves et de métèques. Ne dites plus «*nous ne sommes pas en démocratie*», dites : «*nous ne sommes pas des citoyens*». Il y a une incompréhension fondamentale sur la nature de nos régimes dits «*démocratiques*». Une incompréhension volontairement entretenue d'ailleurs, puisqu'elle est un pilier de l'ordre social. La démocratie ne consiste pas à prendre l'avis de la populace, qui est de toute façon inculte et incompétente dans tout ce qui touche à l'exercice du pouvoir et aux politiques étatiques. La démocratie ne sert qu'à une chose : donner une légitimité incontestable au pouvoir.

Ceci n'est pas une opinion de ma part, c'est un fait historique, particulièrement visible en France d'ailleurs, qui n'a adopté la «*démocratie*» (comprendre le suffrage universel) que tardivement, avec l'avènement de la III^e République, entérinée en 1875. C'est une assemblée presque intégralement composée de monarchistes, tous de grands possédants, qui a finalement opté pour le système républicain, dont le promoteur le plus influent fut Adolphe Thiers, célèbre pour sa haine du petit peuple, et couvert du sang des communards. Thiers et ses amis vont réussir à convaincre l'assemblée que la République est le meilleur système pour la conservation de leur fortune et de leur

mainmise sur la société, précisément parce que cette domination s'exercera au nom de tous, qu'elle sera invisible aux yeux du profane, ou plutôt qu'elle restera anonyme. À l'inverse, dans un système monarchique quelconque, le peuple identifie le pouvoir au nom du souverain, il sait contre qui tourner sa colère, le souvenir des répressions est définitivement attaché à la dynastie régnante, et, explique Thiers, pour ces raisons, le souverain pourrait être tenté de prendre le parti du peuple contre ceux qui l'exploitent, c'est-à-dire ceux à qui il s'adressait. C'est après 4 ans de débats, à partir de 1871, que son point de vue sera majoritaire, et que nous entrerons dans le régime qui est le nôtre.

<https://reseauinternational.net/la-structure-du-pouvoir-aux-etats-unis-ou-pourquoi-democrates-et-republicains-sont-les-deux-faces-de-la-meme-piece/>

J-C – Dans cet article destiné à réfléchir à la nature du régime en place aux Etats-Unis, mais aussi chez ses vassaux occidentaux à notre époque, plus loin l'auteur remet en cause la notion d'Etat profond, ce dont je ne suis pas d'accord. Il existe bel et bien à travers la frange d'oligarques parmi les plus puissants, qui sont les principaux actionnaires des plus grandes banques d'affaires ou fonds de pensions, ou encore gérants d'actifs américains, BlackRock, Vanguard, State Street, Golman Sachs, Chase Manhattan Bank, les GAFAM, etc.

Bien que leurs noms n'apparaissent nulle part dans les informations destinées au public ou aux médias, par le biais de ces institutions financières, ils ont acquis des parts et une minorité de blocage qui leurs permettent (en s'associant) de contrôler des milliers d'entreprises de tous les secteurs économiques dans le monde, et d'influencer le cours de tous les marchés ou bourses, or, devises ou monnaies, actions en tout genre, matières premières, taux d'intérêt des obligations, titres ou créances, dette des Etats, etc. bref tous les instruments financiers qui existent et dont ils tirent profit. Par conséquent, raisonnablement on peut en déduire que chaque pays en Europe dispose d'un Etat profond lié à ces institutions financières.

La fortune considérable qu'ils ont amassée leur permet de déstabiliser l'économie et les institutions nationales de n'importe quel pays, d'exercer un chantage sur tous les Etats si nécessaire, de dicter à leurs gouvernements la politique qu'ils doivent appliquer sous peine de représailles ou sanctions, le nier relèverait du déni de la réalité...

Il faudra bien faire table rase à un moment donné.

J-C – L'auteur de cet article est un psychanalyste, il n'est pas socialiste, mais il incarne l'état d'esprit d'une frange des intellectuels ou des classes moyennes progressistes ou démocrates qui n'en peuvent plus du régime en place. Ce qu'il dit tout haut, ils sont de plus en plus nombreux à le penser tout bas, ce n'est pas négligeable.

Du coup, j'ai pensé qu'il était bon de le faire savoir, même s'il ne va pas au bout de son analyse... Cela démontre aussi qu'aucune classe n'est homogène, et que ce facteur doit être pris en compte quand on analyse la situation politique ou de quelle manière évoluent les rapports entre les classes.

Si on ne choisit pas les conditions sous lesquelles on mène notre lutte de classe, à l'époque de la réaction sur toute la ligne et compte tenu de la faiblesse du mouvement ouvrier, on ne doit pas trop faire les difficiles et rejeter les intellectuels qui s'opposent frontalement à Macron, du moment qu'ils ne penchent pas vers l'extrême droite ou n'expriment pas des velléités anticommunistes. Je

ne sais pas jusqu'où on peut les considérer comme des alliés de fortune ou de circonstance, c'est une discussion qui devrait avoir lieu au sein de l'avant-garde du mouvement ouvrier.

Jeux olympiques à Paris et la décadence par Jean-Yves Jézéquel - Mondialisation.ca, 29 juillet 2024

Extraits.

L'essentiel de ce spectacle dégénéré n'avait rien à voir avec les jeux olympiques, mais servait de vitrine à la propagande exacerbée pour la perversion, pour la liquidation de toute morale, pour le triomphe LGBT, pour un encouragement publicitaire du wokisme et de la cancel culture, pour une pratique décomplexée du blasphème, et de la complaisance dans tout ce qui est laid et dégradé.

Que pouvait-on voir en tout premier lieu dans cette déchéance célébrée comme un avènement de la modernité ?

Une bande d'hystériques se disputant le premier prix de laideur, mélangée aux costards-tailleurs étriqués, aux grotesques personnages à poils, certains laissant leurs couilles pendouiller volontairement au-dehors de leur cache-poussière à une heure de grande écoute en espérant bien que les enfants allaient devoir subir ce délire de voyeurisme déplacé, la Garde Républicaine acceptant de se mettre à dandiner comme des primitifs au milieu de ces dégénérés vêtus comme les adorateurs de Satan !

Ce spectacle était pétri de prêt-à-penser faisant de la seule opinion autorisée, la pensée unique, une pure vérité. La France entière était priée d'assister à ce spectacle navrant qui démontrait dans quel abîme de déchéance elle était effectivement tombée dès l'arrivée au pouvoir des ordures, des salauds et des pervers qui la gouvernent, disons depuis Sarkozy, pour la conduire à sa soumission aux principes destructeurs du Nouvel Ordre Mondial.

Sarközy de Nagy-Bocsa avait bien prophétisé le 1er septembre 2021 : « *On ira ensemble vers ce Nouvel Ordre Mondial. Et personne, je dis bien, personne, ne pourra s'y opposer.* »

Tous ceux qui ne pensent pas wokisme, cancel culture, propagande LGBT, transsexualité donnée en exemple aux enfants, idéalisation du satanisme, déploiement spectaculaire de la laideur, apologie du pervers, soumission et adoration de la Bête, doivent être brûlés sur les bûchers de la condamnation et du rejet.

Cette cérémonie d'ouverture des jeux olympiques démontrait à quel point la chute de l'Occident est sévère, abyssale, tragique.

Malgré tout, les ordures qui se sont emparés du pouvoir en France, grâce aux manipulations dont ils ont le secret, veulent encore aider financièrement les Ukro-nazis à combattre la Russie dans un combat qui est perdu d'avance ! Les élections sont une comédie pathétique et plus personne ne peut compter sur la classe politique qui a été corrompue par les pratiques mensongères du pouvoir.

Les Français ont pu voir dans cette cérémonie le triomphe de la décadence et constater à quel point le peuple de France est le grand perdant de cette chute spectaculaire !

Après avoir vu ce spectacle sidérant de déchéance, il va de soi que la réplique se prépare en silence dans la colère qui gronde comme le volcan préparant son éruption ! Quant aux pervers qui

n'hésitent pas à étaler leur perversion, ils se moquent d'une implosion ou d'une explosion à venir ; toujours est-il qu'il n'est pas question pour eux de rendre les clés à l'Etat souverain, à l'Etat Nation, au peuple de France !

...ils n'ont pas hésité à se saisir du tableau de Léonard de Vinci sur la thématique de la dernière cène en mettant à la place du Christ une femme obèse peinturlurée et d'une laideur spectaculaire, accoutrée comme une adoratrice de Satan. Tout autour : des Drags Queens, des transsexuels et des tarés de toutes les couleurs ... Un être dégénéré, allongé par terre, vêtu à peine d'un tissu se fondant aux couleurs de son corps nu débitait des absurdités sur la nudité célébrée comme une bestialité et célébrant la mort de toute éthique sexuelle respectueuse des rythmes et des règles d'éveil naturel des enfants !

La France et les Français ont du souci à se faire dans les temps qui viennent, sachant les têtes de cons qui les gouvernent !

L'ensemble des pays de la Planète va penser que c'est ça la France ?! Un pays qui se vautre dans la fange, un pays dégénéré qui n'a rien d'autre à présenter que la propagande du wokisme ?! Le wokisme, pour ceux qui ne le savent pas encore, veut dire le contraire de ce que ce mot traduit ! Il allait installer une obscurité qui cherche avant tout à détruire tout ce qui fait la particularité culturelle de l'Occident dans son ensemble et qui ne veut surtout pas de l'éveil des individus destinés à servir le dieu de l'argent et sa cause !

La « *cancel culture* » que nous avons également évoquée, cherche quant à elle, à tout déconstruire : la théorie du genre et autres chimères sont actuellement largement promues par des multinationales de la corruption qui vont jusqu'à divulguer la pédopornographie.

Conclusion : La débauche est clairement promotionnée partout en Occident : on a un triste exemple à partir du dernier spectacle décadent de l'Eurovision et maintenant une nouvelle fois par la cérémonie d'ouverture des jeux olympiques à Paris.

Pour se sauver, le peuple sera bien obligé de karchériser les Institutions de la République, de nettoyer les ministères, de faire le ménage dans cette population des « *élites* » perverses, de virer tout ce qui prétend exterminer l'âme de la Nation et ses valeurs.

Je ne vois pas comment ce grand ménage pourrait se faire sans une éruption foudroyante du volcan de la colère ! C'est très probablement ce que prépare ce genre de spectacle auquel nous avons eu le droit, prétendant représenter la France et les Français ! C'est ce genre de chose qui a le don d'exacerber la conscience collective comme l'inconscient collectif de ce peuple ! Certes, les Français vont très loin dans le mutisme et l'attente, mais il arrive toujours ce moment où les limites ayant été dépassées, il n'est plus possible pour eux de se taire ... C'est à ce moment-là qu'ils se mobilisent en masse pour « *monter à Versailles chercher le boulanger, la boulangère et le petit mitron* » !

A lire. L'impérialisme et le colonialisme français n'ont pas disparu.

En Kanaky (Nouvelle-Calédonie), une lutte acharnée entre les populations autochtones et les autorités coloniales françaises sur fond d'intensification de la militarisation du Pacifique par les États-Unis par Prof. Vijay Prashad Intercontinental / Consortium News - Mondialisation.ca, 28 juillet 2024

https://www.mondialisation.ca/en-kanaky-nouvelle-caledonie-une-lutte-acharnee-entre-les-populations-autochtones-et-les-autorites-coloniales-francaises-sur-fond-dintensification-de-la-militarisation-du-pacifique-par-les-etats/5690966?doing_wp_cron=1722572892.4943840503692626953125

Venezuela.

La guerre hybride contre le Venezuela : le processus électoral - legrandsoir.info 2 août 2024

Ce qui nous intéresse, c'est de réfléchir au processus électoral, à son déroulement, à la justice ou à l'injustice de ses résultats, aux récits dominants, au rôle des médias, au contexte géopolitique, ainsi qu'aux stratégies suivies par l'opposition locale et internationale en réponse à la victoire pro-gouvernementale annoncée par le CNE. Ces stratégies vont, comme nous l'avons vu dans les rues de Caracas, de l'échauffement des rues et de la violence de ce que l'on appelle localement les "guarimbas", à la proclamation de l'opposition Edmundo González par María Corina Machado, leader de son propre espace politique, en passant par les premières reconnaissances internationales du roi couronné.

<https://www.legrandsoir.info/la-guerre-hybride-contre-le-venezuela-le-processus-electoral.html>

Venezuela: Alors que les dirigeants américains dénoncent la fraude, les observateurs américains approuvent les résultats – (MintPress News 30 juillet 2024) Mondialisation.ca, 01 août 2024

En réalité, le système électoral vénézuélien est peut-être le plus avancé au monde. Pour voter, les électeurs doivent présenter leur carte d'identité nationale. Ils font également scanner leurs empreintes digitales. Si la carte d'identité et l'empreinte digitale correspondent à celles de la base de données nationale, ils peuvent voter sur une machine de vote électronique à écran tactile. Le vote électronique est envoyé au siège de la Commission électorale nationale à Caracas et un bulletin de vote papier est imprimé. Les électeurs doivent vérifier le bulletin de vote et le déposer dans une urne. Ils doivent ensuite poser leur pouce sur une tache d'encre et la tamponner à côté de leur nom sur une liste électorale pour prouver qu'ils ont voté. Ils signent ensuite physiquement leur nom à côté de l'empreinte digitale.

À la fermeture des bureaux de vote, les bulletins de vote papier sont comptés devant des témoins de tous les partis et comparés au décompte électronique des votes. En cas de divergences, un audit complet est effectué. En 2013, le vote électronique était précis à 99.98%. En effet, dans tout le Venezuela, 22 personnes qui avaient voté sur les machines n'ont pas mis leur bulletin de vote papier dans l'urne.

https://www.mondialisation.ca/venezuela-alors-que-les-dirigeants-americains-denoncent-la-fraude-les-observateurs-americains-approuvent-les-resultats/5691091?doing_wp_cron=1722572343.7973489761352539062500

Venezuela : les États-Unis reconnaissent la victoire de l'opposant à Maduro - LePoint.fr avec AFP 2 août 2024

Après les doutes, le verdict officiel. Washington a officiellement affirmé, jeudi, que l'opposant à Maduro, Edmundo Gonzalez, avait remporté l'élection présidentielle au Venezuela. Dans le même temps, la cheffe de l'opposition vénézuélienne, Maria Corina Machado, a appelé à manifester samedi « *dans toutes les villes* » du pays pour dénoncer les fraudes qui ont permis, selon elle, la réélection du président Nicolas Maduro.

Venezuela : pourquoi les résultats finaux tardent autant ? - legrandsoir.info 1er août 2024

Lors de la proclamation du président élu, Nicolás Maduro a déclaré que le Conseil national électoral avait été victime d'une cyber-attaque qui servirait de prétexte pour déclencher une escalade de la violence et provoquer un changement de gouvernement, quels que soient les résultats de l'élection.

« *Le système de transmission du Conseil national électoral (CNE) a fait l'objet d'une attaque massive comme il n'y en a jamais eu dans notre histoire. L'attaque se poursuit. Des centaines d'attaques sur le site web du CNE* », a déclaré le chef de l'État, qui a ajouté qu'ils s'étaient introduits dans le système pour empêcher “*la transmission de données pour provoquer un black-out électoral*”.

Compte tenu de la gravité des événements, M. Maduro a immédiatement demandé l'activation du Conseil d'État afin d'évaluer et d'enquêter de manière approfondie sur toutes les attaques contre le système électoral vénézuélien.

Tout ce qu'il faut savoir sur le black-out électoral

<https://www.legrandsoir.info/venezuela-pourquoi-les-resultats-finaux-tardent-autant.html>

Venezuela: Les foyers de violence provoqués par la droite sont sous contrôle - Bolivar Infos 30 Juillet 2024

Ces groupes ont causé des dommages équivalents à 10% de ceux provoqués par les en las guarimbas de 2013 organisées par Henrique Capriles, de 2014 avec “*La Sortie*” organisée par María Corina Machado et Leopoldo López et en 2017 par Julio Borges.

Grâce à un déploiement militaire permanent, les autorités vénézuéliennes ont contrôlé les foyers de violence organisés à Caracas par l'extrême-droite dirigée par Maria Corina Machado et Edmundo González.

Le ministre de l'Intérieur et de la Justice, Remigio Ceballos, a confirmé que les attaques des groupes extrémistes obéissent à un ordre du jour de coup d'Etat et que ces groupes, grâce au cri de « *fraude électorale* » ont trouvé une excuse pour créer un climat d'angoisse et de violence dans le pays.

Ceballos a confirmé que la capitale est sous contrôle grâce à un déploiement des forces de l'ordre public et a affirmé que mardi et le reste de la semaine, une surveillance complète sera maintenue pour préserver les intérêts de la nation.

Il a condamné les attaques des groupes violents et les attaques contre les symboles patriotiques vénézuéliens et a affirmé que la droite cherche à mettre en place « *à travers le fascisme pur* » les doctrines passées et les scénarios violents qu'elle avait déjà cherché à mettre en place contre la paix dans le pays.

Selon un rapport de la journaliste Madelein García, après un parcours dans les rues de Caracas, les organes de sécurité ont réussi à rétablir l'ordre sur les avenues qui convergent vers le Palais de Miraflores.

Et elle a indiqué que les principales avenues de la capitale ont déjà retrouvé la paix qui avait été brièvement détruite par les foyers de violence qui, d'après elle, étaient en grande partie dirigés par des civils avec un casier judiciaire qui sont soupçonnés d'avoir reçu de l'argent en monnaie étasunienne pour créer le climat d'angoisse et de violence parmi le peuple vénézuélien.

Pour l'instant, la capitale vénézuélienne est sous le contrôle des autorités compétentes et les organismes travaillent déjà dans tout le pays pour faire respecter la loi et éviter une « répétition » des « *guarimbas* » de 2014 et 2017.

La vague de violences qui s'est déchaînée dans divers secteurs du pays ce lundi a été provoquée par le fait que la droite fasciste n'a pas accepté les résultats du Conseil National Electoral qui ont donné la victoire aux élections présidentielles à Nicolás Maduro avec plus de 5 000 150 voix.

Source en espagnol:

<https://www.telesurtv.net/effectivos-policiales-controlan-focos-de-violencia-generados-por-la-derecha-en-venezuela/>

Venezuela: Tentative de coup d'Etat - Bolivar Infos 30 Juillet 2024

Le président du Venezuela, Nicolas Maduro, a dénoncé lundi les actes de violence commis pendant les élections comme faisant partie d'une tentative de coup d'Etat de l'extrême-droite qui n'a pas reconnu les résultats des élections:

« *Nous avons été témoins d'un ensemble d'événements, plus de 100 attaques violentes,* » a-t-il rappelé et il a accusé l'extrême-droite d'être responsable de ces attaques.

« *C'est le résultat d'un plan que j'ai dénoncé. Ils ont participé à l'utilisation de la campagne électorale et ont fait en sorte que les responsables coordonnent des groupes criminels,* », a déclaré Maduro, dénonçant le fait que le gouvernement des États-Unis est à l'origine de ce plan.

« *Les Yankees sont derrière ce plan, Ça a tueurs été le cas. Avant, pendant et après Guaidó. Made in USA. Ce sont des plans et ce plan, ce sont eux qui sont venus le mettre en œuvre.* » « *Utiliser les élections pour vous faire du mal. Ils vivent du mal permanent. Ce groupe est un groupe fasciste, une contre-révolution violente, fasciste et criminelle,* » a-t-il déclaré.

Le président a noté que presque 90% des individus arrêtés étaient fortement drogués et avaient des armes.

« En grande partie, ce sont des groupes de délinquants avec des ordres précis sur l'endroit à attaquer. Ils essaient de prendre ce point pour créer une escalade de guarimbas et nous n'allons pas le permettre, » a-t-il ajouté.

Et il a prévenu que certaines personnes ignorent que *« ces gens ont un plan violent, ce qu'on appelle encore une fois une révolution de couleur, une conspiration et une escalade de violence pour aller tuer des gens: persécuter, brûler des gens vifs, frapper. »*

Il a également dit qu'ils connaissent la façon d'opérer de la droite et qu'elle *« a été utilisée pour le coup d'Etat d'avril 2002, pour les premières guarimbas de 2004, pour les actions de Capriles après les élections et pour les guarimbas de 2014. »*

Nicolas Maduro a ajouté: *« en tant que chef de l'Etat et en tant que dirigeant, je suis obligé de dire la vérité au peuple. »*

D'autre part, il a rappelé que la droite a fait *« tout son possible pour que les élections soient suspendues »* et, d'après lui, c'est pour y parvenir qu'hier, *« ils ont attaqué férocelement tous les points stratégiques du système électrique en provoquant une panne à midi et à 8 heures du soir. »*

« Ils ont brûlé le matériel électoral, brûlé des voitures. Tous vont être arrêtés et après, on nous dira que ce sont des prisonniers politiques. Et nous connaissons les auteurs matériels. »

« Ils ont brûlé les transports publics de Transcaracas. Ils sont venus avec toute leur haine. Les nazis persécutant les socialistes. »

« On connaissait leur plan pour avant, pendant et après le 28 juillet race que l'extrême-droite a fait tout son possible pour créer une violente situation de sabotage avance des services publics comme l'électricité et provoquer la suspension des élections. »

A la question : *« Que seraient-ils capables de faire s'ils gagnaient les élections? »* Nicolas Maduro a répondu que l'extrême-droite mondiale avait monté un coup d'Etat contre le Venezuela: *« L'extrême-droite n'est pas un parti politique mais un groupe réactionnaire. Le fascisme, c'est le mépris des valeurs nationales. L'Indien de Coromoto, ils l'ont profané. Ils s'attaquent aux symboles »*, a-t-il souligné.

Source en espagnol:

<https://www.telesurtv.net/presidente-nicolas-maduro-denuncia-actos-violentos-en-venezuela-como-parte-del-intento-de-golpe-de-estado/>

Palestine occupée.

Révélations du New York Times : Ismail Haniyeh a été tué par une bombe télécommandée placée dans la maison d'hôtes de Téhéran il y a deux mois - Réseau International 2 août 2024

Un engin explosif caché dans un complexe lourdement gardé où Ismail Haniyeh était réputé séjourner en Iran est à l'origine de sa mort, selon une enquête du NY Times.

Ismail Haniyeh, l'un des principaux dirigeants du Hamas, a été assassiné mercredi par un engin explosif introduit clandestinement dans la maison d'hôtes de Téhéran où il séjournait, selon sept responsables du Moyen-Orient [manière élégante de dire «israéliens», NdT], dont deux Iraniens, et un responsable usaméricain.

La bombe avait été dissimulée il y a environ deux mois dans la maison d'hôtes, selon cinq des responsables du Moyen-Orient. La maison d'hôtes est gérée et protégée par le Corps des gardiens de la révolution islamique et fait partie d'un grand complexe, connu sous le nom de Neshat, dans un quartier huppé du nord de Téhéran.

Haniyeh se trouvait dans la capitale iranienne pour assister à l'investiture présidentielle. La bombe a été déclenchée à distance, selon les cinq responsables, une fois qu'il a été confirmé que Haniyeh se trouvait dans sa chambre à la maison d'hôtes. L'explosion a également tué un garde du corps.

L'explosion a secoué le bâtiment, brisé quelques fenêtres et provoqué l'effondrement partiel d'un mur extérieur, selon les deux responsables iraniens, membres des gardiens de la révolution informés de l'incident. Ces dégâts sont également visibles sur une photographie du bâtiment communiquée au New York Times.

Haniyeh, qui a dirigé le bureau politique du Hamas au Qatar, avait séjourné dans la maison d'hôtes à plusieurs reprises lors de ses visites à Téhéran, selon les responsables du Moyen-Orient. Tous ces responsables ont parlé sous le couvert de l'anonymat afin de ne pas divulguer de détails sensibles sur l'assassinat.

La manière dont la bombe a été dissimulée dans la maison d'hôtes n'a pas été élucidée. Les responsables du Moyen-Orient ont déclaré que la préparation de l'assassinat avait pris des mois et avait nécessité une surveillance approfondie du complexe. Les deux responsables iraniens qui ont décrit la nature de l'assassinat ont déclaré qu'ils ne savaient pas comment ni quand les explosifs avaient été placés dans la chambre.

Source: The New York Times

<http://archive.is/v1I8C>

Qui était Ismaël Haniyeh ?

France24 - Il commence son militantisme au sein de la branche étudiante des Frères musulmans – une organisation islamiste sunnite fondée en 1928 en Égypte – à l'Université islamique de Gaza, dont le Hamas est issu.

Il devient un protégé du fondateur Cheikh Ahmed Yassine jusqu'à devenir son proche conseiller en 2003. france24.com 31 juillet 2024

Quotidien libanais Al Akhbar M. Ibrahim Al Amine, révèle dans les colonnes de son journal, en date du 28 décembre 2020

«Le Hamas ne constitue pas un membre organique de l'organisation mondiale des Frères Musulmans. Nous avons une grande cause qui s'appelle la Palestine. Nous ne pouvons plus nous déterminer sur des événements qui se produisent à travers le monde sans tenir compte de leurs répercussions sur la cause palestinienne», a notamment déclaré le chef du bureau politique du Hamas.

«La position du Hamas a gagné en clarté. Nous ne déterminerons pas notre position en fonction de l'attitude d'une personne, d'un gouvernement ou d'un état à l'égard des Frères Musulmans. Certes, nous prenons en considération cet élément. Mais notre position sera dictée par l'attitude de ce gouvernement ou cet état à propos de la résistance à l'occupation israélienne».

Al Akhbar explique que M. Haniyeh a fait cette déclaration d'une grande netteté afin que les autres formations relevant de la confrérie prennent conscience de la «*spécificité*» du Hamas au sein de ce mouvement.

<https://libnanews.com/la-confrerie-des-freres-musulmans-a-lepreuve-de-la-normalisation-israelo-arabe-1-2/>

J-C - Question : Alors comment expliquer qu'il vivait depuis 2019 entre le Qatar et la Turquie, le siège de la Confrérie des Frères musulmans, comment expliquer qu'il sera enterré au Qatar ?

La narration du 7 octobre contredite par l'Histoire - Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 7 mai 2024

Le 19 octobre 2022, le président syrien, Bachar el-Assad a reçu Khalil Hayya, leader du courant révolutionnaire du Hamas. Mais il a refusé de recevoir Ismaël Haniyeh et Khaled Mechaal, leaders du courant frériste du Hamas.

Mon commentaire envoyé à un blog.

Une version à vérifier.

Le clan des Gardiens de la révolution hostile à la Confrérie des Frères musulmans et leur idéologie, et celui de l'ayatollah Ali Khamenei, ne partagent pas la même orientation politique, de plus, on nous dit que le lieu où séjournait Ismail Haniyeh était sous la protection des Gardiens de la révolution, mais encore, que le commandant en chef de la Force Qods aurait été " l'une des personnes immédiatement informées" de l'attentat, ajoutons que cet assassinat intervient au moment même où Ismail Haniyeh négociait avec les Israéliens au Qatar la libération des otages israéliens détenus à Gaza par la résistance palestinienne armée pendant que le génocide se poursuivait.

De là à penser que les plus farouches opposant à l'Etat sioniste aient très mal pris cette initiative interprétée comme une compromission inacceptable ou pire, une trahison, et qu'ils aient saisi l'occasion pour faciliter l'élimination du principal dirigeant du Hamas lié aux Frères musulmans, cette hypothèse ne peut pas être écartée ou ceci expliquerait cela, sous-entendant que lorsqu'on a à

l'esprit les méthodes du Mossad, qui ne recule devant rien pour atteindre ses objectifs, si on ne prend pas un maximum de précaution pour protéger ceux que l'Etat sioniste avait juré d'éliminer, ce qui fut particulièrement le cas ici en logeant le numéro un du Hamas dans la maison d'hôtes dans laquelle il avait séjourné à plusieurs reprises lors de ses visites à Téhéran, on l'exposait à être une proie facile.

Quant à savoir quand ou comment "les explosifs avaient été placés dans la chambre", il y a de quoi sourire quand on pense qu'ils n'ont jamais trouvé, ni quand ni comment des centaines de kilos d'explosifs avaient été introduits dans les buildings du WTC pour réaliser leur soudaine démolition.

Les alliés d'Israël bloquent la déclaration du Conseil de sécurité condamnant l'attaque de Téhéran Russie & Chine condamnent fermement les raids d'Israël en Iran et au Liban, accusant Tel-Aviv de saboter les pourparlers de cessez-le-feu à Gaza et de pousser la région au bord de la guerre totale. (Par The Cradle) - Mondialisation.ca, 01 août 2024

Les États-Unis, le Royaume-Uni et la France ont bloqué une déclaration proposée par la Russie au Conseil de sécurité des Nations unies (CSNU) condamnant l'assassinat du chef du politburo du Hamas, Ismail Haniyeh, à Téhéran, a déclaré l'envoyé de l'Iran à l'ONU, Amir Saeid Iravani, le 1er août.

https://www.mondialisation.ca/les-allies-disrael-bloquent-la-declaration-du-conseil-de-securite-condamnant-lattaque-de-teheran/5691068?doing_wp_cron=1722573704.4104170799255371093750

Israël, État terroriste par Craig Murray - Mondialisation.ca, 01 août 2024 31 juillet 2024

Il n'est plus possible de qualifier la violence nihiliste de l'État israélien. Il semble n'avoir d'autre objectif que la violence et le besoin de désolation.

En 24 heures, Israël a assassiné l'homme avec lequel il devrait négocier la libération des otages à court terme et un règlement politique à long terme, ainsi qu'un personnage clé de son ennemi militaire potentiel le plus dangereux, qui s'est lui abstenu d'entrer en guerre.

Ce faisant, il a commis une violation du territoire, voire des capitales, de deux États régionaux cruciaux.

Israël a également pris la décision politique de considérer que les viols massifs de détenus par des soldats – et, quelque peu étrangement, les viols homosexuels en particulier – sont acceptables en temps de guerre et ne doivent pas être sanctionnés.

Comble de l'ironie, Israël a également souligné son intention génocidaire à Gaza en prouvant qu'il a la capacité technique de mener des attaques ciblées et que raser des villes entières à l'aide de bombes d'une tonne et massacrer des dizaines de milliers d'innocents a été un choix politique.

Les médias occidentaux semblent paralysés par la situation. Je n'ai vu pratiquement aucun commentaire ou analyse sérieux. Personne n'a non plus souligné le contraste entre les mensonges d'Israël sur les viols massifs du 7 octobre et la politique désormais admise d'Israël de tolérer les viols de détenus.

La classe politique semble encore plus paralysée que la classe médiatique. Prisonnière de son engagement en faveur du sionisme – en réalité achetée et financée – elle n'a rien à dire de plus sensé sur ces terribles événements que l'incantation zombie de Kamala Harris sur le “*droit d'Israël à l'autodéfense*”.

Les Affaires étrangères britanniques n'ont pas manifesté la réaction éclairée promise suite à l'avis de la CIJ sur l'illégalité de l'occupation israélienne, et ont encore moins fait de commentaires sensés sur le paroxysme de la folie destructrice d'Israël cette semaine.

Pour moi, il est désormais évident qu'il n'y a pas de solution à deux États possible, et que l'Israël de l'apartheid doit être complètement démantelé en tant qu'entité. Et c'est je crois ce que de plus en plus de gens pensent dans le monde entier.

Et si nous devons démanteler nos propres classes politiques et médiatiques pour y parvenir, qu'il en soit ainsi.

J-C – Quand un ex- ambassadeur britannique en arrive à cette conclusion radicale, on se dit qu'il ne doit pas être le seul intellectuel dans ce cas-là, à l'instar plus haut de Jean-Yves Jézéquel en France. C'est le signe que le régime se fracture de toute part, et qu'il ne faudrait pas grand-chose pour qu'il s'effondre, à nous de l'y aider.

Un médecin américain confirme les tirs délibérés des snipers israéliens sur les enfants de Gaza par The Cradle - Mondialisation.ca, 24 juillet 2024

Mais ce qui a le plus choqué le Dr Perlmutter, c'est le nombre d'enfants ayant reçu des balles dans la tête, tirées par des tireurs d'élite israéliens.

“Nous avons commencé à recevoir une série d'enfants, des pré-adolescents pour la plupart, avec une balle dans la tête. Ils mouraient lentement, avant d'être remplacés par de nouvelles victimes également abattus par une balle dans la tête et qui mouraient elles aussi, lentement”.

https://www.mondialisation.ca/un-medecin-americain-confirme-les-tirs-deliberes-des-snipers-israeliens-sur-les-enfants-de-gaza/5690853?doing_wp_cron=1722576304.3741021156311035156250

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 7 août 2024

C'est la pire maladie, assurément la plus mortelle.

FranceInfo - "*Il y a une ambiance de malade*" : pour vivre les JO de Paris 2024, le Club France est devenu un lieu de fête incontournable.

L'espace de 55 000 mètres carrés au parc de la Villette, dans le 19e arrondissement de Paris, est devenu en quelques jours le repaire des supporters français qui viennent vibrer devant les épreuves, célébrer les médaillés tricolores, et même faire la fête jusque tard dans la nuit. FranceInfo 6 août 2024

Echappons à cette maladie contagieuse en prenant de la hauteur.

Quelques réflexions issues de la lecture de Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande de F. Engels - 1888

En quoi la philosophie marxiste est-elle fondamentalement progressiste et révolutionnaire.

Elle considère que "*le développement dialectique qui se manifeste dans la nature et dans l'histoire*" correspond à "*l'enchaînement causal du progrès de l'inférieur au supérieur*", que " toutes les situations qui se sont succédées dans l'histoire ne sont que des étapes transitoires dans le développement sans fin de la société humaine progressant de l'inférieur vers le supérieur, et pour finir, elle adopte la philosophie dialectique qui considère que la science "*s'élève des degrés inférieurs à des degrés de plus en plus élevés du savoir*".

Vous noterez qu'on retrouve cette notion dialectique d'élévation "*de l'inférieur au supérieur*" à tous les stades de la transformation de la matière depuis au moins 15 milliards d'années (sous la forme initiale d'hydrogène) au niveau de l'univers, des galaxies, du système solaire, de la Terre, ce qui donne au marxisme un caractère scientifique.

Les différentes philosophies, l'évolution des modes de pensée, des conceptions ou interprétations du monde au fil du temps, procèdent du même processus dialectique matérialiste, elles ont progressé uniquement grâce au progrès réalisé par l'industrie ou le développement de l'économie, des forces productives, et par la science de la nature.

C'est ce qui explique et permet de comprendre, pourquoi le marxisme et le socialisme scientifique sont contemporains du XIXe siècle.

Il fallut attendre que les hommes taillent la pierre il y a environ 3 millions d'années et maîtrisent le feu 2,5 millions d'années plus tard, découvrent l'atome (Démocrite) il y a à peine 2500 ans, pour imaginer toutes les applications qu'ils pourraient en faire... Il leur fallu tout ce temps pour passer de

l'état élémentaire ou inférieur, sauvage ou animal, à l'état sophistiqué ou supérieur, civilisé ou humaniste toujours teinté de barbarie qu'on leur connaît de nos jours.

A chaque stade de leur développement économique, les rapports qu'ils entretenaient entre eux au sein de leur communauté et avec le monde extérieur ou la nature donnèrent lieu à de profondes transformations. Leur mode de pensée évolua, ainsi que l'organisation de leur société. Ils gagnèrent en habileté, ce qui stimulera leur imagination. Ils l'illustreront en développant de nouvelles technologies (métallurgie). Ils parvinrent à domestiquer certaines espèces végétales et animales pour mieux assurer leurs moyens d'existence. Ils en vinrent à produire au-delà de leurs propres besoins, de sorte qu'à la valeur d'usage vint s'ajouter la valeur d'échange, leurs rapports allaient s'en trouver bouleverser, la propriété privée et le commerce au sens moderne du terme étaient nés, les classes sociales et l'Etat, la lutte des classes allaient suivre. La répartition des terres et des richesses ou plutôt leur accaparement allait profiter aux plus puissants, y compris au sens physique du terme, qui associés aux plus évolués intellectuellement allaient dominer ou assujettir les autres classes, s'octroyer tous les pouvoirs. Ces pouvoirs allaient s'exprimer sous les formes les plus cruelles qui soient, inutile de les détailler puisque vous en avez des exemples sous les yeux chaque jour à travers le monde.

Jusqu'à l'avènement du capitalisme, toutes les philosophies (et religions) qui se succéderont au cours des derniers millénaires jusqu'à nos jours, hormis la philosophie marxiste apparue au milieu du XIXe siècle, justifieront cet ordre social, cette répartition du pouvoir, ces rapports sociaux d'exploitation, cette organisation de la société basée sur des inégalités sociales, dont l'idéologie de la classe dominante à notre époque incarne la survivance archaïque, réactionnaire, barbare.

Vous comprendrez pourquoi on ne peut pas être à la fois progressiste, démocrate, humaniste, et justifier l'existence du capitalisme qui en est la négation...

A lire (pour les militants).

Francesco Giliani. “ Troisième Camp ” ou nouvel “ Octobre ” ? : Socialistes de gauche, trotskistes et Deuxième Guerre mondiale (1938-1948). Histoire. Université de Lyon, 2020. Français.

https://theses.hal.science/tel-03227424/file/these_internet_giliani_f.pdf

A quoi sert ce genre d'article ?

Strategika - Les économies des pays BRICS continuent de croître à un rythme soutenu, ce qui pourrait redistribuer les cartes en termes de pouvoir économique mondial.

En résumé, l'avenir des institutions financières internationales pourrait être radicalement transformé par l'ascension des BRICS. Cette transition, soutenue par des changements économiques et démographiques, pourrait modifier l'équilibre des pouvoirs actuel. Les implications de ce changement sont vastes. Celles-ci peuvent notamment affecter les politiques économiques mondiales et les relations géopolitiques. Alors que le monde observe cette évolution, les BRICS continuent de se positionner pour jouer un rôle central dans le futur paysage financier international.

J-C - Et les peuples là-dedans ? Inexistants, plus précisément les esclaves changeraient de maîtres, voilà tout, il leur en faut bien !

Qu'est-ce que Strategika ?

Et pour cause, cet article a été rédigé par Strategika, un cabinet d'experts liés à l'OTAN, à la Hoover Institution et à l'Université de Stanford, laboratoire et pépinière de recrutement de la CIA, ses principaux membres sont des ex-ministres ou diplomates ou militaires. Ils ont travaillé dans différentes institutions financières ou politiques internationales, ONU, Banque mondiale, etc. Strategika se définit comme "*un groupe de conseil international en matière de gestion des risques géopolitiques et de sécurité qui fournit des conseils sur mesure aux gouvernements, aux entreprises et aux institutions de l'Asie et du Pacifique et au-delà.*" Voilà pour la présentation.

Cet article paru dans le blog *Réseau International* a fait naître des illusions dans la tête de la plupart des lecteurs, mais pas tous, des travailleurs comme vous et moi, cet article n'avait pas d'autre objectif que de les détourner de la lutte de classe, deux commentaires qui l'illustrent très bien :

- Excellent, reprendre aux voleurs ce qu'ils ont volé !

- Lentement, mais sûrement l'araignée tisse sa toile dont on espère qu'elle protégera les petits pays et éloignera leurs ex-prédateurs. En espérant que le préfixe Ex s'applique déjà ou le plus tôt possible.

J-C - Les Etats des BRICS protecteurs des "*petits pays*", voilà à quelle aberration ou confusion mortelle on arrive, quand on nie la lutte des classes, quand on ne tient pas compte de la division de la société en classes sociales antagoniques ou aux intérêts irrémédiablement inconciliables...

Popularité de Macron et son parti proche de 0. S'ils le disent...

Sondage que YouGov a réalisé pour Le HuffPost du 29 au 31 juillet 2024.

À défaut de savoir qui ils veulent, les Français interrogés savent au moins nettement qui ou plutôt de quel parti ils ne veulent pas à la tête du gouvernement. Et le camp le moins plébiscité est celui d'Emmanuel Macron ; seulement 9 % veulent un chef de gouvernement qui en serait issu. Le HuffPost 3 août 2024

J-C – A tout hasard, n'exagèreraient-ils pas un peu ?

Avis de recherche. Chef de l'Etat cherche désespérément Premier ministre vertueux, c'est-à-dire, consensuel, consanguin, de préférence affairiste ou arriviste, servile sans en avoir l'air.

Futur Premier ministre : Xavier Bertrand cultive son fragile statut de presque favori pour Matignon - 20 Minutes 7 août 2024

La stratégie de celui qui fêtera ses 60 ans en mars a également parfois dérouté, quitte à apparaître marginalisé. Après l'élection d'Emmanuel Macron en 2017, il se projette en premier opposant de ce

nouveau pouvoir, sans vraiment parvenir à s'imposer. Six mois plus tard, il claque la porte de son parti lorsque les militants républicains portent à sa tête Laurent Wauquiez, à qui il reproche des positions droitières. Mais il consent quatre ans plus tard à reprendre sa carte pour concourir à la primaire de la droite en vue de la présidentielle de 2022... à laquelle il finit quatrième.

Une nomination à Matignon viendrait consacrer la carrière singulière de Xavier Bertrand, agent d'assurances d'une sous-préfecture de l'Aisne, Saint-Quentin, qui a gravi un à un les échelons. L'ancien maire de cette ville durement touchée par le déclin industriel s'est également démarqué par son positionnement politique, héraut autoproclamé d'une « *droite sociale* » cultivée par ses expériences aux ministères de la Santé et du Travail.

Partisan du « *non* » au Traité de Maastricht de 1992, puis favorable à la Constitution européenne soumise au référendum en 2005, Xavier Bertrand avait ardemment combattu le mariage pour tous en 2013. Il résume désormais sa philosophie par une double injonction : « *Plus de sécurité, moins d'immigration* », tout en prônant un abaissement des impôts de production.

Son statut de presque favori pour Matignon pourrait pourtant paradoxalement réduire ses chances, selon la tradition macronienne de « *toujours surprendre* » quant au choix du Premier ministre. L'équation politique de la nouvelle Assemblée semble par ailleurs ardue à résoudre. Sa nomination serait une « *aberration* » au vu du poids de son parti à l'Assemblée (47 députés sur 577), a d'ailleurs déjà cinglé la candidate du Nouveau Front populaire pour Matignon, Lucie Castets, dans le quotidien Sud-Ouest. 20 Minutes avec AFP 7 août 2024

En complément.

Xavier Bertrand incarne la droite la plus antisociale des Républicains, c'est peu dire.

Infos recueillies dans Wikipédia et deux discours de Xavier Bertrand prononcés en 2011 et 2012.

- Il décide, contre l'avis de la Haute Autorité de santé, de maintenir le remboursement par la Sécurité sociale du Mediator ; Le Canard enchaîné révèle ultérieurement que plusieurs de ses conseillers au ministère étaient rémunérés par les laboratoires Servier, fabricant du Mediator.

Le 18 mai 2007, il est nommé ministre du Travail, des Relations sociales et de la Solidarité dans le gouvernement François Fillon.

Xavier Bertrand est chargé d'un important ensemble de réformes sociales comprenant notamment l'instauration du service minimum et la réforme des régimes spéciaux de retraite.

Lors de la formation du gouvernement Fillon III, le 14 novembre 2010, il devient ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé

Il doit notamment gérer la polémique sur le Mediator. C'est lui qui choisit Aquilino Morelle comme inspecteur Igas pour rédiger le rapport concernant l'affaire du Mediator. Ce dernier est un « *vieil ami de Didier Tabuteau* », directeur général de l'Agence du médicament (actuelle Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé) de 1993 jusqu'en 1997. Le rapport Igas qui servira de canevas à l'information judiciaire exonère les autorités sanitaires comme les politiques de toute responsabilité.

Le livre *Les Fossoyeurs* de Victor Castanet fait état de liens très étroits entre le fondateur d'Orpea Jean-Claude Marian et Xavier Bertrand. Ce dernier, profitant de son influence d'homme politique puis de ministre de la Santé, aurait notamment facilité la création et le financement de nombreux établissements Orpea.

Après avoir refusé le soutien de Renaud Muselier, Xavier Bertrand s'engage à faire campagne, dès le 4 décembre, aux côtés des autres candidats à l'investiture LR, dont « *son ami Éric Ciotti* », plus radical. (Entendez, plus antisocial. - J-C)

À la suite de la victoire d'Éric Ciotti à la présidence de LR, Xavier Bertrand menace une nouvelle fois de quitter les Républicains. (Les conservateurs ont le droit de s'encanailler avec l'extrême droite, les fascistes ou les nazis, mais pas aussi ouvertement. – J-C)

Il se prononce en faveur de la fin des 35 heures, d'un système de retraites mixte par capitalisation et répartition, de la suppression du droit du sol et de l'aide médicale d'État.

En vue de l'élection présidentielle de 2022, il défend des positions économiques libérales⁸⁵. D'après le magazine *Marianne*, il entend se positionner sur la droite d'Emmanuel Macron. Il souhaite en particulier diminuer de moitié les impôts de production, estimant que les mesures entreprises en ce sens par le gouvernement sont insuffisantes. Ce projet, qui représenterait un préjudice de 33 milliards d'euros pour l'État, serait compensé « *notamment par des efforts sur la dépense publique* » ; il prévoit un report de deux ans de l'âge de départ à la retraite et une réforme du système d'assurance chômage qui se traduirait par un durcissement des conditions d'indemnisation des chômeurs.

Il affiche une position ferme en matière de sécurité, prônant l'abaissement de la majorité pénale à 15 ans, la restauration des peines planchers et le passage de la période de sûreté à 50 ans en matière de terrorisme.

Discours.

- Les systèmes de préretraites étaient un véritable gâchis de compétences et d'expériences avant tout.

- Je souhaite donc que tous les acteurs travaillent ensemble pour faire reculer ce fléau (Le « *travail au noir* »): l'inspection du travail, les URSSAF, les services fiscaux, la police et la gendarmerie et qu'ils programment régulièrement des actions conjointes, pas seulement à Paris, au sein du Comité national de lutte contre les fraudes qui fait un travail nécessaire, mais aussi sur le terrain.

Lucie Castets toujours plus Macron compatible.

BFMTV - "*Comment nommer un Premier ministre qui n'a pas de majorité et qui ne représenterait que lui-même ?*", lance Lucie Castets dans une interview ce mardi 6 août au quotidien Sud-Ouest.

"*Ensuite, Xavier Bertrand, c'est l'affaiblissement des financements de l'hôpital, une suppression massive de lits, l'explosion des constructions d'Ehpad privés, une réforme injuste des retraites*", assène-t-elle, en référence à ses responsabilités ministérielles passées.

"Alors que le camp présidentiel vient d'être sévèrement sanctionné, cette hypothèse Bertrand est, d'un point de vue démocratique, une aberration", martèle-t-elle.

La candidate du NFP pour Matignon, qui ne disposerait pas non plus de majorité absolue, se dit prête pour sa part à *"trouver des compromis et travailler, texte par texte, avec les parlementaires de l'Assemblée et du Sénat"*. Concernant notamment le Smic à 1.600 euros, un des *"intangibles"* du NFP, elle concède que ses *"modalités de mises en œuvre doivent être discutées"*. (Les patrons et le CAC40 apprécieront, merci pour eux. LFI avait déjà tenu ce genre de discours à propos du retour à la retraite à 62 ans, ils se renient avant même d'être au pouvoir. On n'a plus besoin de les démasquer, ils le font eux-mêmes. – J-C)

Lucie Castets a critiqué par ailleurs un hommage au chef du Hamas Ismaël Haniyeh relayé par la députée de La France Insoumise (LFI) Sophia Chikirou, dont la formation est membre du NFP. *"Cette publication n'était pas acceptable et contraire à tout ce que défend le NFP. Elle l'a retirée depuis"*, note-t-elle.

"Je rappelle que le NFP condamne sans réserve les attaques terroristes du 7 octobre perpétrées par le Hamas", dit-elle encore à rebours de certaines positions de LFI. BFMTV 7 août 2024

J-C – A l'époque de la réaction sur toute la ligne, la lutte de classe se radicalise, elle est amenée à prendre soudainement une tournure de plus en plus violente, les imposteurs qui prétendent représenter les intérêts de la classe ouvrière pris de panique tombent le masque, se renient ou font allégeance au régime avant même le premier coup de canon pour sauver leurs derrières, leurs intérêts individuels. Il faudrait être fou pour leur confier notre sort.

On les appelle aussi la gauche réformiste, bourgeoise, collaborationniste, je le précise pour les marxistes orthodoxes ou purs et durs, plutôt bornés ou coincés, qui ne s'y retrouveraient pas avec ma terminologie populaire. On a bien le droit de se marrer un peu, non ?

On se demandait bien ce qu'ils lui trouvaient.

Lucie Castets veut protéger sa femme et son enfant pendant sa campagne pour Matignon - Le HuffPost 7 août 2024

Pour fendre l'armure et rattraper un gros retard de notoriété auprès du grand public, Lucie Castets a choisi *Paris Match*. La haute-fonctionnaire, candidate du Nouveau Front populaire pour Matignon, s'y confie notamment sur sa famille et l'enfant qu'elle a eu avec son épouse : *« Je souhaite trouver un équilibre entre protéger ma famille, ma femme et notre enfant, et dire qui je suis. Ça me semble encore important aujourd'hui. »*. Le HuffPost 7 août 2024

J-C – Vous aurez admiré le choix de *Paris Match* du groupe LVMH et ses lecteurs, ainsi que *« l'enfant qu'elle a eu avec son épouse »* par une opération du Saint-Esprit sans doute, ils ne sont plus à cela près.

Pourquoi mettent-ils au premier plan des personnes atteintes de déséquilibres affectifs ou psychologiques incapables d'assumer leur sexualité d'origine ou de s'épanouir avec une personne de sexe opposé au leur ? Parce qu'ils ne peuvent pas concevoir que l'humanité pourrait s'en sortir

par le haut ou atteindre un niveau supérieur de développement une fois débarrassée du capitalisme, alors forcément elle devrait régresser sans fin jusqu'à disparaître ?

LFI : Des imposteurs, des lâches, des traîtres. Chikirou a de qui tenir !

La députée LFI Sophia Chikirou réfute tout hommage au Hamas après une publication polémique - Le HuffPost 5 août 2024

Sophia Chikirou nie avoir rendu un quelconque hommage à Ismaïl Haniyeh et explique dans *Libération* avoir seulement relayé « une biographie » du chef du Hamas et « un communiqué de presse de son fils dans lequel il dénonce l'assassinat ». Tout cela à titre « d'information », précise-t-elle. « *Je ne soutiens pas le Hamas, ni sa branche politique élue à Gaza dont je ne partage en rien le projet islamiste. Je ne soutiens pas davantage sa branche armée car je dénonce et condamne ses actes terroristes visant des populations civiles et notamment ceux du 7 octobre* », déclare la députée au journal. Le HuffPost 5 août 2024

J-C – Quelle ordure ! Vous voulez discuter avec ces gens-là ?

Qui est-elle au juste ? Les chiens ne font pas des chats.

À l'âge de 18 ans, en 1997, Sophia Chikirou adhère au Parti socialiste (PS).

Dans les années 2000, elle est proche de Caroline Fourest et signe dans ProChoix.

Elle est membre du conseil national du PS à partir de novembre 2005.

Elle est exclue du PS en 2006 pour avoir maintenu sa candidature contre le candidat investi par la direction du PS aux élections législatives.

En novembre 2007, elle rejoint le mouvement La Gauche moderne, fondé par Jean-Marie Bockel (ex-PS), alors secrétaire d'État dans le deuxième gouvernement François Fillon, à la suite de l'ouverture à gauche voulue par Nicolas Sarkozy. Elle explique qu'elle « n'adhère pas au programme présidentiel mais soutient la volonté de réforme de Nicolas Sarkozy »

En 2008, elle tente, sans succès, d'obtenir le soutien de l'UMP pour se présenter comme tête de liste de La Gauche moderne aux élections municipales.

Fin 2010, selon L'Obs, Sophia Chikirou aurait été brièvement et à deux reprises l'assistante parlementaire de Jean-Luc Mélenchon.

En juillet 2018, elle redevient conseillère communication de Jean-Luc Mélenchon pendant la campagne des élections européennes de 2019, poste qu'elle occupait déjà lors de l'élection présidentielle de 2017.

En juin 2021, elle est tête de liste à Paris pour la liste menée par Clémentine Autain lors des élections régionales. Au second tour, elle est élue en Essonne sur la liste d'union de la gauche menée par Julien Bayou (EELV).

En 2022, elle est élue députée dans la sixième circonscription de Paris (NUPES).

En 2024, investie par le Nouveau Front populaire elle est réélue députée. Wikipédia.org

J'ai fait l'impasse sur ses multiples manipulations financières qui s'apparentaient à des escroqueries.

Santé.

#LyonBordeauxGate : Une étude confirme que les prétendus 17 000 décès imputés à l'hydroxychloroquine reposent sur une étude frauduleuse. Pradelle, Lega et al. auteurs de fausse science ? - France-Soir 31 juillet 2024

<https://www.francesoir.fr/societe-sante/lyonbordeauxgate-une-etude-revue-par-les-pairs-confirme-que-les-pretendus-17-000>

Cancel culture. Des intellectuels sont devenus des organismes idéologiquement modifiés.

Des livres aux plantes, ce qui est modifié pour protéger les sensibilités - France-Soir 01 août 2024

Après que l'édition anglophone s'est attaquée aux bouquins pouvant porter atteinte à la sensibilité des lecteurs au moyen des « *sensitivity readers* », voilà que des botanistes du monde entier changent le nom des plantes quand ils sont racistes. Ainsi, plus de 200 espèces de plantes, champignons et algues seront renommées à partir de 2026.

L'idée des 351 botanistes qui ont voté en faveur du changement de nom lors du 20e Congrès international de botanique à Madrid est de conserver l'origine africaine du nom, en retirant l'aspect péjoratif et raciste de ce dernier.

205 botanistes ont voté contre cette proposition, notamment parce que « *cela pourrait potentiellement causer beaucoup de confusion et de problèmes dans de nombreux domaines autres que la botanique* », selon Alina Freire-Fierro, botaniste à l'université technique de Cotopaxi, en Équateur.

Un débat similaire s'est immiscé dans le monde de l'édition depuis quelques années, notamment à cause de certains passages de livres jugés offensants.

« *Censure ou progrès ?* », « *révisionnisme littéraire ou gommage des stéréotypes négatifs ?* », « *Conseillers culturels ou censeurs littéraires ?* », interrogeaient les journaux français en 2023, quand l'actualité liée aux « *sensitivity readers* » a explosé dans l'Hexagone.

Reste à savoir si le militantisme des plus « *sensibles* » aura raison de la liberté d'expression, ou si l'esprit critique des lecteurs saura refuser une surprotection réductrice. Et comme l'ont montré les botanistes, cette question ne vaut pas que pour la littérature.

Venezuela.

Présidentielle au Venezuela : l'armée rejette les appels de l'opposition et réaffirme sa "loyauté absolue" à Nicolas Maduro - franceinfo/AFP 06 août 2024

"Nous rejetons fermement les propositions désespérées et séditeuses" qui "cherchent à saper notre unité", a déclaré, mardi 6 août, dans un communiqué le ministre vénézuélien de la Défense, le général Vladimir Padrino, réaffirmant une "loyauté absolue envers le citoyen Nicolas Maduro Moros (...), légitimement réélu par le pouvoir populaire".

L'opposition avait appelé l'armée à se ranger "du côté du peuple" dans la crise qui l'oppose au chef de l'Etat.

"Nous lançons un appel à la conscience des militaires et policiers pour qu'ils se rangent du côté du peuple et de leurs propres familles", ont écrit dans un communiqué commun le candidat à la présidentielle Edmundo Gonzalez Urrutia et la leader de l'opposition Maria Corina Machado, qui a dénoncé mardi une "campagne de terreur" dans le pays. Le parquet vénézuélien a réagi dans la foulée en ouvrant une enquête criminelle contre les deux leaders, notamment pour "usurpation de fonctions, diffusion de fausses informations, incitation à la désobéissance aux lois, incitation à l'insurrection, association de malfaiteurs". franceinfo/AFP 06 août 2024

Venezuela: Démantèlement d'un gang de trafic d'armes des États-Unis vers le Venezuela - Bolivar Infos 4 Août 2024

Le ministre vénézuélien de l'Intérieur, Remigio Ceballos, a annoncé le démantèlement d'une bande criminelle qui acheminait des pièces d'armes et des munitions des États-Unis vers le Venezuela.

Lors d'une intervention télévisée, le haut fonctionnaire a donné des détails sur cette opération dans laquelle les personnes impliquées transportaient du matériel depuis ce pays pour assembler ces dispositifs et les distribuer dans le but d'assassiner, de détruire et de créer le chaos au sein du peuple vénézuélien.

"Tout cela s'est fait par l'intermédiaire d'une société de transport des États-Unis vers le Venezuela", a-t-il déclaré.

Comme preuves, il a montré des pièces et des morceaux d'armes de guerre AK-47 et R-15, ainsi que des véhicules, des avions, des bateaux, mill 843 munitions et un revolver. Il a précisé que le pilote de l'avion, Leonardo Atilio Micaleti et Argelio José Alcalá, un fonctionnaire du Corps des enquêtes scientifiques et criminelles, capturé à Caracas par ses propres collègues, sont en garde à vue.

Il a expliqué que les enquêtes ont permis d'identifier Mauricio Andrade, un Vénézuélien et officier militaire actif aux États-Unis, qui était en communication avec Micaleti, ainsi que l'opérateur logistique Jean Carlo Michel Ramírez, qui a envoyé les armes depuis les États-Unis, en tant que son coopérateur.

Le ministre vénézuélien de l'Intérieur a précisé que ces organisations ont contacté des bandes criminelles connues comme Comanditos qui sont dirigées par le parti Vente Venezuela.

Ce que ces groupes criminels ont tenté de faire dans le pays ces derniers jours, c'est de s'imposer par la force afin de prendre illégalement le pouvoir contre le peuple, la nation et les institutions de l'État, a-t-il souligné.

Ils avaient, a-t-il dit, le soutien d'organisations non gouvernementales et de gouvernements étrangers, ainsi que de criminels constitués "*en gangs criminels de cinquième génération*", ce qui n'est rien d'autre que l'alliance de partis politiques avec des gangs criminels pour atteindre leurs objectifs en trompant certaines personnes.

Il a déclaré qu'ils utilisaient de grosses sommes d'argent pour commettre tous ces crimes, avec un niveau élevé d'opérations psychologiques et en utilisant des réseaux sociaux tels qu'Instagram.

Les plans étaient dirigés depuis les États-Unis, la Colombie, le Chili et l'Équateur, et parmi leurs objectifs de destruction figuraient l'incendie de biens publics et privés, le passage à tabac de personnes et la destruction de symboles religieux et patriotiques tels que des statues du libérateur Simon Bolívar et du Commandant Hugo Chavez.

Bangladesh.

J-C – J'ai du mal à cerner la situation au Bangladesh, bien que je vive juste à côté en Inde. Le Bangladesh faisait-il partie des maillons les plus faibles du capitalisme mondial prêts à rompre à tout moment, c'est possible, comme à Sri Lanka récemment, dont on n'entend plus parler depuis.

Selon Bloomberg, le Bangladesh est le deuxième partenaire commercial le plus important d'Asie du Sud de la Russie. Le 10 août 2023, le Bangladesh faisait partie des 23 pays qui avaient officiellement soumis leur demande pour rejoindre les BRICS.

Quand je lis que Nahid Islam "*n'était qu'un étudiant ordinaire qui étudiait à l'Université de Dhaka dans le département de sociologie*" et qu'il "*a déclenché une protestation étudiante contre les quotas imposés par le gouvernement, qui a dégénéré en un mouvement "Dehors Hasina"*", la Première ministre du Bangladesh, je suis plutôt dubitatif. Il y a forcément un lézard quelque part, on n'en sait pas suffisamment ou on nous a caché quelque chose.

Car, comment en moins de deux mois trois étudiants, Asif Mahmud, Nahid Islam, et Abu Bakar Majumder, inconnus de la plupart des Bangladeshis jusqu'à la mi-juillet 2024, sont-ils parvenus à déclencher un mouvement de contestation sociale parmi les étudiants ayant abouti à la démission de la Première ministre avec le soutien de l'armée, c'est la question qu'on peut se poser. Un début de réponse un peu plus loin : Encore un pays dirigé par un banquier... prix Nobel de la paix !

En Inde, la situation est semble-t-il différente.

Autour de moi et après avoir interrogé plusieurs Indiens, il ressort que le chômage de masse n'existe plus, dans ma famille, chez mes voisins, dans mon village, tout le monde travaille, certes pas forcément à plein temps, chacun accepte n'importe quel emploi à n'importe quelle condition pour survivre, ce qui n'était pas le cas il n'y a pas si longtemps, mais avec la pression énorme exercée par les nouvelles charges incompressibles, ils n'ont plus le choix. J'ai connu l'époque au début des années 90 où l'immense majorité des femmes n'occupaient pas un emploi dans le privé ou le public, et au moins la moitié des hommes en âge de travailler étaient au chômage.

Il faut dire qu'à cette époque les charges que j'ai évoquées n'existaient pratiquement pas, pas d'équipement électrique et facture ridicule (10 centimes d'euro !), pas de téléphone et Internet, pas de deux-roues à moteur (donc pas besoin d'essence et d'assurance), pas de bouteille de gaz, pas de frais scolaire (pour ceux qui allaient à l'école, publique et gratuite, peu d'écoles privées), pas ou peu de frais médicaux (peu de cliniques privées), peut étaient locataires (on vivait encore à 2 ou 3 générations sous le même toit sur le terrain familial...), ils n'avaient pas de compte bancaire, pas de dettes, etc.

Dorénavant ces charges engloutissent 80 à 90% de leurs revenus, ce qui reste sert à se nourrir et à se vêtir, rarement à se distraire ou c'est marginal. Alors en cas de maladie, accident ou chômage, c'est la catastrophe ou le peu d'économie qu'ils avaient pu réaliser partent en fumée. Bref, c'est ce qu'on appelle vivre en situation de précarité absolue permanente, voilà le triste sort auquel est voué l'immense majorité du peuple indien.

Quant à ceux qui parviennent à s'en sortir mieux que les autres, ils se goinfrent, ils engraisent, ils picolent, ils sont maladifs, ils travaillent comme des forçats, du coup ils ne profitent même pas de leurs statuts sociaux privilégiés, ils consomment frénétiquement n'importe quoi, ils s'endettent lourdement, ils sont propriétaires de leur habitation, ils roulent en bagnole, ils sont taciturnes et aigris, plus tristes que les pauvres qu'ils méprisent, par crainte de la pauvreté sans doute, ils ont très souvent une mentalité pourrie, ce sont les plus réactionnaires.

Quand j'ai travaillé à l'Alliance française pendant 3 ans, j'eus le temps de connaître mes élèves de 12 à 60 ans, qui étaient issus de toutes les classes ou catégories sociales, puis au lycée français en discutant avec les profs indiens et les parents de mes élèves. J'ai aussi prêté de l'argent pendant 15 ans à une cinquantaine d'Indiens ou chefs d'entreprises, que j'ai observés attentivement. Entre autres. Je n'ai pas le temps de suivre l'actualité politique en Inde, en revanche je connais mieux la situation sociale.

Bangladesh: la Première ministre en fuite, l'armée forme un gouvernement - AFP/actu.orange.fr 5 août 2024

La Première ministre du Bangladesh chassée du pouvoir, son palais pris d'assaut: le chef de l'armée a annoncé lundi former un gouvernement intérimaire, un mois après le début des manifestations antigouvernementales.

"Le pays a beaucoup souffert, l'économie a été touchée, de nombreuses personnes ont été tuées. Il est temps de mettre fin à la violence", a déclaré le général Waker-Uz-Zaman, annonçant la démission de la dirigeante de 76 ans, Sheikh Hasina, lors d'une adresse à la nation diffusée par la télévision d'Etat bangladaise.

"Si la situation s'améliore, il n'y a pas lieu de recourir à l'état d'urgence", a-t-il ajouté, en promettant que les responsables des meurtres commis pendant les manifestations seraient poursuivis en justice.

Au moins 300 personnes ont été tuées depuis le début des manifestations en juillet, selon un bilan de l'AFP à partir de données de la police, de responsables et de sources hospitalières.

Lundi, Sheikh Hasina a fui la capitale Dacca par hélicoptère, avant que des milliers de manifestants ne prennent d'assaut son palais, a indiqué à l'AFP une source proche de la dirigeante.

Fille aînée de Sheikh Mujibur Rahman, le père fondateur du Bangladesh qui a pris son indépendance du Pakistan en 1971, Sheikh Hasina était arrivée au pouvoir en 2009, après un premier mandat entre 1996 et 2001.

Des images diffusées par la chaîne bangladaise Channel 24 ont montré une foule de manifestants courant dans l'enceinte du palais de Mme Hasina.

Peu avant que sa résidence ne soit prise d'assaut, son fils, Sajeeb Wazed, avait exhorté les forces de sécurité à empêcher toute prise de pouvoir. "*Votre devoir est d'assurer la sécurité de notre peuple et de notre pays, ainsi que de faire respecter la Constitution*", a-t-il écrit sur Facebook.

L'annonce de la démission de Mme Hasina survient alors que des centaines de milliers de manifestants antigouvernementaux défilent dans les rues de la capitale lundi, au lendemain d'une journée sanglante au cours de laquelle des affrontements ont fait au moins 94 morts à travers le pays.

D'après des témoins, de larges foules marchent dans les rues de Dacca et ont abattu des barrages. Le quotidien Business Standard estime que quelque 400.000 protestataires manifestent ainsi lundi, un nombre que l'AFP n'a pas été en mesure de vérifier.

Dimanche, de nouveaux heurts entre opposants à Mme Hasina, forces de l'ordre et partisans du parti au pouvoir avaient fait au moins 94 morts dans tout le pays.

C'est le bilan le plus lourd en une seule journée depuis le début des manifestations antigouvernementales il y a un mois dans ce pays musulman de 170 millions d'habitants où les étudiants contestent, sur fond de chômage aigu des diplômés, les faveurs dont bénéficient les proches du pouvoir pour devenir fonctionnaires.

Tout Dacca s'est transformé "*en champ de bataille*" et une foule de plusieurs milliers de manifestants a mis le feu à des voitures et des motos près d'un hôpital, selon une autre source policière.

En réaction, le gouvernement avait notamment fermé les écoles et universités et déployé l'armée.

Le pays compte de nombreux diplômés au chômage, et les étudiants exigent l'abolition d'un système de discrimination positive qui réserve un quota d'emplois publics aux familles des vétérans de l'indépendance.

Partiellement aboli en 2018, ce système a été restauré en juin par la justice, mettant le feu aux poudres, avant un nouveau retournement fin juillet de la Cour suprême.

La crise sociale s'est muée en crise politique à partir du 16 juillet, quand la répression a fait ses premiers morts, les manifestants réclamant alors la démission de Mme Hasina.

"*Il ne s'agit plus seulement de quotas d'emplois*", a déclaré à l'AFP Sakhawat, une jeune manifestante rencontrée à Dacca. "*Nous voulons que les futures générations puissent vivre librement*", dit-elle.

Le gouvernement de Mme Hasina a été accusé par des groupes de défense des droits humains d'utiliser les institutions de l'Etat pour consolider son emprise sur le pouvoir et éradiquer la

dissidence, y compris en faisant procéder à des exécutions extrajudiciaires de militants de l'opposition. AFP/actu.orange.fr 5 août 2024

Info d'un internaute.

Le 30 Juillet, le gvt annonçait interdire le plus grand parti islamiste du pays, le Jamaat-e-Islami, et sa branche étudiante, le Shibir. Je ne vois aucune référence à ce sujet dans les récents articles. Est-ce parce qu'il n'y a pas de lien concret et qu'il s'agit d'une manœuvre de diversion du gvt, ou ces manifestations sont-elles organisées par ces partis dans le but de prendre le pouvoir ?

Encore un pays dirigé par un banquier... prix Nobel de la paix !

Au Bangladesh, le prix Nobel de la paix Muhammad Yunus va diriger un gouvernement intérimaire – FranceInfo 6 août 2024

La décision "de former un gouvernement intérimaire (...) avec Yunus comme chef" a été prise, mardi 6 août, lors d'une rencontre entre le président Mohammed Shahabuddin, des hauts dignitaires de l'armée et des responsables du collectif Students Against Discrimination (Etudiants contre la discrimination), principal mouvement à l'origine des manifestations initiées début juillet, a précisé le service de presse de la présidence.

"Le président a demandé au peuple de l'aider à surmonter la crise. La formation rapide d'un gouvernement intérimaire est nécessaire pour surmonter la crise", poursuit-il dans un communiqué. L'économiste de 84 ans est connu pour avoir sorti des millions de personnes de la pauvreté grâce à sa banque de microfinance, pionnière en la matière. Il avait indiqué plus tôt être prêt à prendre la tête d'un gouvernement intérimaire. "J'ai toujours mis la politique à distance (...) Mais aujourd'hui, s'il faut agir au Bangladesh, pour mon pays, et pour le courage de mon peuple alors je le ferai", avait affirmé Muhammad Yunus dans une déclaration écrite à l'AFP.

Nahid Islam, un dirigeant du collectif d'étudiants, a confirmé la décision à des journalistes après une réunion de trois heures à la présidence, qualifiant les discussions de "fructueuses". Le président Shahabuddin a accepté que le gouvernement intérimaire "soit formé dans les plus brefs délais" a-t-il déclaré. FranceInfo 6 août 2024

En complément.

Muhammad Yunus : prix Nobel de l'ambiguïté ou du cynisme ? - cadtm.org 24 avril 2016

<https://www.cadtm.org/Muhammad-Yunus-prix-Nobel-de-l-ambiguite-ou-du-cynisme>

Les promesses non tenues du microcrédit : nouvelles preuves à charge - cadtm.org 5 novembre 2011

<https://www.cadtm.org/Les-promesses-non-tenues-du-microcredit-nouvelles-preuves-a-charge>

La disgrâce de la Grameen Bank et de Muhammad Yunus - cadtm.org 17 juillet 2011

<https://www.cadtm.org/La-disgrace-de-la-Grameen-Bank-et-de-Muhammad-Yunus>

<http://www.internationalviewpoint.org/spip.php?article2174> (En anglais)

Muhammad Yunus, Vers un nouveau capitalisme, Editeur J-C Lattès, 2007, 280 pages. ISBN / EAN : 9782709629140

- Le livre commence par un coup de foudre et la décision d'un partenariat entre Mohamad Yunus et l'entreprise multinationale Danone [2]. Les capitalistes adorent ce type de partenariat « *social* », code de conduite et autres fumisteries, cela permet de garder la main à la fois sur le cœur et sur le portefeuille : il existe plusieurs fondations dédiées à la promotion de l'entreprenariat social comme la Fondation Skoll, fondée par Jeff Skoll (le premier employé et l'ancien président d'Ebey), et la Fondation Schwab (le fondateur du Forum économique mondial de Davos) (p. 67) ; en septembre 2007, Intel et Grameen Solutions ont signé un protocole d'accord (p. 142) ; le Grameen Trust reçoit une donation de la Fondation MacArthur, puis des dons supplémentaires de la Banque mondiale, de la Fondation Rockefeller, de l'USAID (p. 143) ; le même trust a signé un accord de partenariat avec le Crédit Agricole (p. 144) : Grameen Capital India est créée en partenariat avec Citibank India et ICICI Bank (p. 266). Tout au long du livre, on retrouve donc, autour de Yunus et de ses créations, des acteurs clé du capitalisme... et pas du nouveau capitalisme ! cadtm.org 24 avril 2016

Inde. Une cabale climatique mondiale. Le mois de juillet a été le plus frais et pluvieux au Tamil Nadu depuis des décennies.

J-C – Une précision. L'Inde s'étend du nord au sud sur 3.200 km et d'Est en Ouest sur 3.000 km. Elle est le septième Etat du monde par la superficie, couvrant environ 3.200.000 km², autrement dit le climat n'est pas identique sur l'ensemble de la superficie de l'Inde.

Écrasée de chaleur, l'Inde va-t-elle prendre le dérèglement climatique au sérieux ? - courrierinternational.com 7 août 2024

J-C - Serait-ce pour cette raison qu'ils ont pris pour référence les douze derniers mois jusqu'à fin juin, alors que leur magazine est daté du 9 août ? Depuis une semaine la température est remontée aux alentours de 35°C, normal, on est toujours en été. En revanche, en mai, le mois le plus chaud de l'année, la température n'a pas atteint ou dépassé 40°C contrairement à d'autres années. J'ai un thermomètre fixé sur le montant de la porte d'entrée de la maison, et j'y jette un coup d'œil quotidiennement par curiosité. J'avais déjà évoqué cela dans une causerie.

Courrierinternational - En Inde comme ailleurs, les canicules prolongées deviennent une réalité chaque année plus inquiétante. “*La planète a connu en 2024 le début d'année le plus chaud de son histoire*”, rappelle la rédactrice en chef du magazine Frontline, Vaishna Roy, en propos liminaires de son éditorial.

J-C - Si vous croyez ce que raconte un journaliste ou un intellectuel Indien, c'est que vous ne connaissez pas le pays et les Indiens, mentir ou raconter n'importe quoi, c'est le sport national numéro 1 en Inde !

Courrierinternational - Entre juin 2023 et juin 2024, chaque mois a été le plus chaud jamais enregistré pour ce mois. En Inde, 2023 a été la deuxième année la plus chaude après 2016, et la durée des vagues de chaleur a augmenté d'environ trois jours au cours des trente dernières années.

J-C - 3 jours, attention un de plus et on est tous morts, quel délire ! Ils ont oublié les années où il n'y avait pas eu de "vagues de chaleur", chut !

Courrierinternational - Avec ces implacables chiffres à l'appui, l'éditorialiste pose une question un rien provocatrice :

“Que signifient ces chiffres pour le citoyen moyen ? Pourquoi les gouvernements devraient-ils s'en préoccuper ? Et pourquoi devrions-nous consacrer un dossier à quelque chose dont on peut se débarrasser avec un petit coup de climatisation de plus ?”

Frontline décortique ce qui se cache derrière ce geste, anodin en Inde, qui consiste à augmenter un peu la puissance des climatiseurs sans se soucier de ses effets.

J-C - Quelle connerie, on n'augmente pas "la puissance des climatiseurs" quand il fait plus chaud, qu'il fasse 32 ou 42°C à l'extérieur, le compresseur fonctionne plus longtemps pour amener la pièce à la température souhaitée qui n'a pas changé, voilà tout. Chez moi, le thermostat se déclenche à 25°C toute l'année uniquement la nuit, l'hiver la climatisation est inutile.

Etats-Unis.

Les nouveaux détails sur l'attentat contre Trump sont "sensationnels", affirme Maria Zakharova - fr.sputniknews.africa 05.08.2024

Les détails de l'enquête sur l'attentat contre Trump "*passent d'intrigants à sensationnels*", a écrit la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères sur sa chaîne Telegram, en référence à des révélations du *New York Times*.

"Plus d'une heure et demie avant les coups de feu, la police s'est envoyée des photos du tireur, qui se promenait sur le territoire du complexe et vérifiait les distances à l'aide, attention, d'un télémètre", a-t-elle souligné.

L'entrepôt depuis lequel les coups de feu sont partis était aussi exclu du périmètre de protection par les services secrets à la veille de l'attaque, en plus l'accès au toit n'était pas bloqué, s'est étonnée Maria Zakharova.

Le Secret Service a refusé une rencontre avec la police locale, qui soupçonnait le tireur à la veille de la tentative.

"Les policiers qualifient le Secret Service de SS dans leur correspondance interne. Mais comparé au reste, cela ressemble déjà à un joli marasme", ajoute la diplomate. fr.sputniknews.africa 05.08.2024

Mali. Quand le régime nazi ukrainien soutient le terrorisme international.

Le Mali rompt ses relations diplomatiques avec l'Ukraine, fustigeant le soutien de Kiev au terrorisme sur son sol - RT 5 août 2024

Le gouvernement malien a décidé la *«rupture avec effet immédiat de ses relations diplomatiques avec l'Ukraine»*, a déclaré son porte-parole, le colonel Abdoulaye Maïga, le 4 août.

Le 27 juillet dernier, un groupe d'assaut des forces de sécurité maliennes, accompagnées de sous-traitants russes du groupe Wagner, a été pris en embuscade par des insurgés touaregs à proximité de Tinzaouten, près de la frontière avec l'Algérie.

L'exécutif malien s'est dit choqué par l'implication de Kiev dans *«une attaque lâche, perfide et barbare»*, fustigeant un soutien *«au terrorisme international, notamment au Mali»*.

Le porte-parole du service de renseignement militaire ukrainien (GUR), Andriï Ioussov, avait déclaré à la télévision ukrainienne le 29 juillet que ses agents avaient aidé les rebelles en leur fournissant *«les informations nécessaires, et pas seulement celles qui ont permis une opération militaire réussie contre les criminels de guerre russes»*. Et celui-ci de jurer que *«d'autres»* étaient *«à venir»*.

Une *«agression flagrante»* selon le gouvernement de transition malien, ajoutant que les actions de Kiev *«violent la souveraineté du Mali»*, *«dépassent le cadre de l'ingérence étrangère»* et constituent une violation du droit international.

Le Mali a quant à lui annoncé engager des poursuites judiciaires contre l'Ukraine, jugeant que les déclarations de Ioussov et Pivovarov constituaient *«des actes de terrorisme et un appel au terrorisme.»* Et d'ajouter qu'une *«alerte formelle»* sera lancée *«aux instances régionales et internationales, ainsi qu'aux États soutenant l'Ukraine, indiquant que ce pays a ouvertement et publiquement affiché son soutien au terrorisme»*.

Dirigée par le colonel Assimi Goïta depuis 2022, le Mali a rompu son alliance ancienne avec la France et ses partenaires européens, pour se tourner militairement et politiquement vers la Russie.

Le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a réaffirmé cette semaine son soutien à Bamako, lors d'une conversation téléphonique avec son homologue malien Abdoulaye Diop.

Niger.

Ukraine : Solidaire du Mali, le Niger rompt à son tour ses relations diplomatiques avec Kiev - 20 Minutes 7 août 2024

Un responsable du renseignement militaire ukrainien, Andriï Ioussov, avait sous-entendu que Kiev avait fourni des informations aux rebelles pour qu'ils puissent mener à bien leur attaque. Niamey *« a appris avec une grande stupéfaction et une profonde indignation, les propos subversifs et inacceptables de M. Andriï Ioussov, porte-parole de l'agence ukrainienne de renseignement militaire »*, a déclaré le porte-parole du gouvernement nigérien, le colonel-major Amadou Abdramane mardi.

Le régime nigérien a également annoncé mardi « *la saisine du Conseil de sécurité des Nations unies en vue de statuer sur l'agression ukrainienne* ». 20 Minutes avec AFP 7 août 2024

GI's : Go home !

Les États-Unis ont achevé le retrait militaire de leur dernière base au Niger - RFI 6 août 2024

Au Niger, les Américains achèvent le retrait de leur armée. Ils ont fermé, ce lundi 5 août, leur dernière base, située à Agadez. En mars dernier, Niamey avait dénoncé l'accord de coopération militaire avec Washington, en considérant qu'il était « *illégal* » et « *injuste* ». Dans la foulée, les États-Unis s'étaient engagés à quitter le pays, avant le 15 septembre.

L'armée américaine l'a annoncé : il ne reste plus aucun soldat ni aucun matériel sur sa base aérienne 201 d'Agadez. Une cérémonie de transfert des installations s'est déroulée, ce lundi 5 août, en présence d'officiers des deux pays, selon un média local.

200 militaires se trouvaient encore récemment sur ce site stratégique, depuis lequel étaient opérés des vols de surveillance et de reconnaissance à travers le Sahel. En juillet, 800 soldats avaient déjà quitté la base de Niamey.

Seul « *un petit groupe d'Américains* » est toujours présent dans l'ambassade des États-Unis le temps de régler des détails administratifs, a indiqué un responsable militaire américain, sans détailler leurs fonctions.

Ce départ fait suite à la dénonciation, en mars 2024, par la junte militaire du CNSP de l'accord militaire avec Washington, qui avait été signé en 2012 sous la présidence de Mahamadou Issoufou.

Après le coup d'État contre Mohamed Bazoum, il y a un an, les Américains avaient essayé de ménager le nouveau régime dirigé par le général Abdourahamane Tiani, en espérant conserver leur présence militaire dans le pays. En vain. RFI 6 août 2024

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 11 août 2024

A quoi bon des mots si tout le monde en conteste le sens par avance, c'est à croire que le nihilisme aurait envahi tous les esprits. Internet et les réseaux dits sociaux ont rendu fou ceux qui s'y connectent, qui n'avaient vraiment pas besoin de cela pour être dérangés !

Cela a révélé aux yeux du monde entier, l'étendue des dégâts ou l'état de conscience catastrophique des peuples, à commencer par les occidentaux, depuis la situation n'a fait qu'empirer, simple constat. C'est effrayant, on se demande malgré nous comment cela va-t-il finir.

Le massacre des Palestiniens par l'Etat juif nazi aurait dû faire descendre dans la rue des millions de travailleurs dans chaque pays, et bien non, cela ne s'est produit nulle part dans le monde. La pauvreté, la sous-alimentation, la faim continue de hanter quotidiennement des centaines de millions d'hommes, femmes et enfants dans le monde, et au nom de je ne sais quel bon prétexte, tous les gavés s'en foutent.

- A quoi bon, quand la moindre flatterie des sens suffit à corrompre les esprits !

Ne cherchez pas de qui c'est, cela m'est venu à l'esprit après avoir terminé le formatage de cette causerie. C'est un cruel dilemme auquel les hommes sont confrontés, du fait que leur mode de pensée est toujours métaphysique ou idéaliste.

Les hommes sont en proie à des besoins élémentaires de nature alimentaire, et dès lors qu'ils les ont plus ou moins satisfaits, ils s'imaginent que ce serait un droit acquis définitivement, du coup, au lieu de partir à la conquête de leurs aspirations de nature plutôt spirituelle pour les consolider, ils y renoncent, conséquence, l'avantage qu'ils avaient acquis leur est contesté et leur condition sociale se dégrade au point qu'ils doivent lutter à nouveau pour leur survie.

Ils demeurent incapables de concevoir, que la satisfaction de leurs besoins matériels ne peut être garantie définitivement sans un changement de régime économique, ou que l'ensemble de leur condition d'existence dépend de ce facteur.

Ils demeurent incapables de concevoir, que la satisfaction de leurs besoins matériels est légitime à l'échelle universelle ou ne nécessite aucune espèce de justification, au même titre que les valeurs qui les portent et qui incarnent l'idéal humaniste le plus élevé de liberté, car sous le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, il ne faut pas se leurrer, il n'existe pas d'hommes réellement libres.

Le combat pour un changement de régime politique est indissociable de la révolution sociale.

Pour ce que cela changerait !

JO de Paris 2024 : « il sera difficile pour Emmanuel Macron de tirer profit de la séquence » - Le HuffPost 08 août 2024

Glorification du fascisme et du nazisme.

En France, ils ne veulent pas de l'extrême droite au pouvoir, mais quand elle est au pouvoir en Palestine occupée, en Ukraine ou en Argentine, entre autres, ou encore, quand elle prétend gouverner au Venezuela, ils la soutiennent ouvertement.

Israël: ces ministres d'extrême droite qui enveniment la situation au Proche-Orient - rfi.fr 08 août 2024

La France, l'Union européenne (UE) et le Royaume-Uni condamnent les propos du ministre des Finances israélien : Bezalel Smotrich a déclaré que « *laisser mourir de faim* » les habitants de Gaza pourrait « *être justifié et moral* », afin d'obtenir la libération des otages. rfi.fr 08 août 2024

Guerre Israël – Hamas : Nouvelle frappe israélienne sur une école à Gaza, au moins 93 morts - 20minutes.fr 10 août 2024

États baltes.

La réhabilitation du nazisme en Estonie connaît un essor sans précédent - InfoBrics - Mondialisation.ca, 07 août 2024

La folie russophobe et le néonazisme deviennent des phénomènes de plus en plus inquiétants dans les pays alignés sur l'Occident, en particulier dans les États baltes. En plus de mettre en place des politiques d'apartheid à l'encontre des citoyens d'origine russe, ces États rendent publique leur admiration pour les figures historiques nazies, montrant ainsi que l'idéologie hitlérienne est en plein essor.

Récemment, les autorités estoniennes ont franchi une étape importante dans leur révisionnisme historique pro-nazi en inaugurant un monument dédié à deux vétérans de la Waffen-SS. Les lauréats, le major Georg Sooden et le lieutenant Raul Juriado, ont servi dans la 20e division estonienne de volontaires SS pendant la Seconde Guerre mondiale, participant au front de l'Est contre l'Union soviétique. Tous deux ont été éliminés par l'Armée rouge lors de l'avancée soviétique de l'été 1944, dans la région de Narva.

Une cérémonie publique a eu lieu en présence de militaires estoniens et d'activistes fascistes. Des vidéos diffusées sur Internet montrent le moment où le monument a été inauguré par des officiers estoniens en uniforme, ce qui prouve qu'il s'agit d'une initiative de l'État et non d'un simple acte d'individus indépendants. Au cours de la cérémonie, Vallo Reimann, le président du conseil local, a déclaré que l'objectif de cette initiative était de commémorer les soldats morts pendant la « *guerre d'indépendance estonienne* ».

Par ailleurs, Meelis Kiili, général de division à la retraite et député, a déclaré :

« *L'Estonie se souviendra de toute une génération de soldats qui sont morts pendant la guerre d'indépendance de l'Estonie : [L'Estonie se souviendra de toute une génération d'hommes et de femmes dont les vies ont été prises par la terreur bolchevique (...)] [Nous] devons préserver notre liberté (...), parler estonien et perpétuer l'esprit estonien* ».

Il est important de souligner que le monument a été placé dans la ville de Johvi, dans le comté d'Ida-Viru, une région à majorité russe d'origine. Il s'agit clairement d'une insulte délibérée à la population locale, qui révèle le niveau d'irrespect dont font preuve les autorités estoniennes à l'égard des citoyens russophones. Outre l'apartheid et la discrimination, les Russes sont désormais contraints de coexister avec des cérémonies publiques en l'honneur des meurtriers qui ont tué leurs proches pendant la Grande Guerre patriotique.

Il est intéressant de noter que les Estoniens ont déjà adopté le terme « *guerre d'indépendance* » pour désigner les crimes nazis contre les citoyens soviétiques. En plus de « *blanchir* » sa propre histoire et de « *réviser* » le passé, l'Estonie dit littéralement que les nazis se sont battus pour « *l'indépendance de l'Estonie* » pendant la guerre, ce qui est un mensonge propagandiste qui peut être facilement réfuté. Il est inquiétant de savoir que les jeunes Estoniens sont éduqués dans les écoles avec ce type de récit, apprenant à respecter les criminels génocidaires nazis et à haïr les Russes, croyant que l'intention des Allemands était d'« *aider* » les Estoniens et non de promouvoir un massacre ethnique contre tous les peuples soviétiques.

L'avenir des relations entre l'Estonie et la Russie risque d'être catastrophique. La prochaine génération d'Estoniens sera probablement composée de personnes fanatiquement haineuses de la Russie et sympathisantes des nazis. Ce qui se passe en Ukraine est également en train de se développer dans les pays baltes et dans d'autres anciens États socialistes. Le lavage de cerveau imposé par l'Occident pour rendre ces États hostiles à la Russie atteint aujourd'hui des niveaux sans précédent. Ce qui a commencé par un « *révisionnisme* » antisoviétique et la démolition de monuments à la gloire des héros de l'Armée rouge s'est transformé en une glorification ouverte du nazisme.

https://www.mondialisation.ca/5691221-2/5691221?doing_wp_cron=1723099968.2212870121002197265625

Bombardement de Nagasaki : Israël absent, l'ambassadeur des États-Unis boycotte les commémorations - RT 9 août 2024

Les ambassadeurs de plusieurs pays occidentaux, dont les États-Unis, auteurs du bombardement atomique de Nagasaki, la France et le Royaume-Uni, n'ont pas assisté aux commémorations du 79^e anniversaire de la tragédie. Ceux-ci n'ont pas accepté que leur homologue israélien n'ait pas été convié par la ville nipponne.

Dans une lettre envoyée en juillet au maire de Nagasaki, l'Australie, l'Allemagne, le Canada, l'Italie, la Grande-Bretagne, l'Union européenne et les États-Unis avaient prévenu qu'il leur serait « *difficile d'avoir une participation de haut niveau à cet événement* » si Israël n'était pas convié.

Le fait de ne pas convier Israël « crée une équivalence malheureuse et trompeuse avec la Russie et la Biélorussie, les seuls autres pays à ne pas être invités » a ainsi estimé la représentation britannique au Japon, annonçant que l'ambassadrice Julia Longbottom ne serait pas présente.

C'est la faute à la pluie et au rafraîchissement climatique, qui l'aurait cru ! Je rectifie, au réchauffement climatique.

Cinq questions sur la mauvaise récolte de blé tendre qui frappe les agriculteurs cette année - francetvinfo.fr 8 août 2024

Les pluies incessantes depuis l'automne et les températures basses du printemps ont favorisé le développement de maladies et drastiquement réduit les rendements dans les champs.

"*Catastrophique*". C'est l'adjectif qu'a utilisé Arnaud Rousseau, président de la FNSEA, pour qualifier la moisson de blé tendre de cette année, au micro de franceinfo, mercredi 7 août. Il y aura "*entre 25 et 30% de récolte en moins*", estime le représentant du syndicat agricole. Selon une estimation du cabinet Argus Media, la production en 2024 pourrait en effet être au plus bas depuis 1983, avec 25,17 millions de tonnes récoltées en 2024, contre 35,1 en 2023.

"*Il y a toujours eu des mauvaises années, mais avec le réchauffement climatique, les sécheresses sont de plus en plus fortes et les pluies aussi*", affirme un cultivateur.

L'Agreste, le service statistique du ministère de l'Agriculture prévoit une production de 8 millions de tonnes d'orge d'hiver cette année, contre 9,7 en 2023, et une production de 3,9 millions de tonnes de colza en 2024, contre 4,3 en 2023.

"*Sur le blé, l'orge et le colza, j'ai fait moitié moins de rendement*", estime Jean-Bernard Lozier.

En revanche, certaines de ses autres cultures ne sont "*pas aussi catastrophiques*". "*Le maïs, le tournesol et le sorgho ont eu un départ difficile, mais maintenant la pluie les alimente bien et il fait chaud, mais pas trop*", se réjouit le céréalier, "*plutôt optimiste pour ces récoltes*", qui devraient lui permettre de limiter les pertes de cette mauvaise année.

La baisse des rendements dans les champs de blé tendre représente des pertes "*de l'ordre de 30 000 à 40 000 euros*" pour une exploitation agricole moyenne, affirme le représentant syndical Arnaud Rousseau.

"*Je dirais que je vais avoir une baisse moyenne de 30% de marge sur les cultures impactées [blé tendre, orge, colza]*", estime Jean-Bernard Lozier.

Le blé tendre, la céréale la plus cultivée en France, fournit de la farine utilisée pour fabriquer du pain, des biscuits ou des gâteaux. Il est globalement utilisé dans la plupart des produits à base de pâte fraîche, contrairement au blé dur, qui est utilisé pour les produits à base de pâte dure, comme les pâtes, la semoule ou le boulgour. Selon les estimations de l'Agreste, la production de blé dur devrait, elle, rester stable entre 2023 et 2024.

Le président de la FNSEA a déjà demandé au ministre de l'Agriculture démissionnaire, Marc Fesneau, de mettre en place "*des mesures d'accompagnement de l'Etat classiques*", par exemple

"sur les taxes sur le foncier non bâti, avec des exonérations, des aides au paiement des charges sociales et fiscales". Fin juillet, le gouvernement s'était dit prêt à activer des dispositifs d'aide exceptionnelle aux céréaliers en cas de mauvaises moissons. francetvinfo.fr 8 août 2024

J-C - Chaque année en fonction de la météo certaines cultures sont favorisées au détriment d'autres, il en a toujours été ainsi, non ?

Lu.

La défaite de l'Occident - Todd

Extraits.

«Poursuivons l'inventaire à la Ionesco de ses dysfonctions. Dans les statistiques du National Health Service (NHS), orgueil, après-guerre, de la nation, symbole de l'État social (État social et nation active, c'est tout un), on découvre qu'en 2021, parmi les nouveaux médecins enregistrés au Royaume-Uni, seulement 37% étaient britanniques, 13% originaires de l'UE et 50% venus du reste du monde, surtout d'Inde et du Pakistan.»

Et de poser la question qui tue : *«Mais qu'est-ce donc que cette nation qui n'est plus capable de former ses propres médecins pour soigner ses citoyens ? Cet appauvrissement commence à peser sur l'état biologique de la population.»*

Todd parle même de la diminution de la taille des enfants britanniques. Cette fois il cite le Guardian :

«Les enfants britanniques qui ont grandi pendant les années d'austérité accusent un retard de taille par rapport à nombre de leurs pairs européens. En 1985, garçons et filles britanniques se classaient au 69e rang sur 200 pays pour la taille moyenne à l'âge de 5 ans. Mais en 2019, les garçons étaient au 102e rang et les filles au 96e...Selon les experts, un mauvais régime alimentaire et des coupes budgétaires dans le système de santé sont à l'origine de ce phénomène.»

Santé.

Le passeport vaccinal européen débarque dans 5 pays pilotes : le projet EUVABECO à la loupe - 8 août 2024

La mise en place d'un système de contrôle numérique mondial se poursuit.

La CVE, la Carte de Vaccination européenne sera lancée dès septembre 2024 dans 5 pays pilotes. Elle consolidera non seulement toutes les données de vaccination en un seul endroit, mais aussi des «métadonnées» téléchargeables que l'on pourra partager avec un code QR.

Le projet fait partie d'un programme plus vaste nommé EUVABECO qui vise à contrôler et augmenter la vaccination au sein de l'Union. Intégrée au système de certification numérique

mondiale de l'OMS, la CVE avance de pair avec l'introduction de l'identité numérique européenne et de la monnaie numérique en Europe.

La Carte devrait être en circulation dans tous les États membres de l'Union à partir de 2026.

Les citoyens attentifs à la menace d'un contrôle social accru réagissent. Comment faire face à cette nouvelle avancée vers un gouvernement mondial par la santé ?

<https://reseauinternational.net/le-passeport-vaccinal-europeen-debarque-dans-5-pays-pilotes-le-projet-euvabeco-a-la-loupe/>

Bangladesh.

Lu. Source : Deccan Herald via Tlaxcala

Le dénouement peu glorieux à la sri-lankaise semble s'être répété – c'est ainsi que le régime de Rajapaksa avait pris fin. La médiation anglo-usaméricaine l'a peut-être rendu possible à Dhaka. Le chef de l'armée, le général Waker-Uz-Zaman, est un produit achevé du King's College de Londres [et du Collège Interarmées de Défense britannique, NdT]

La rapidité avec laquelle l'agitation étudiante s'est transformée en un mouvement antigouvernemental est impressionnante. Cela soulève des questions troublantes. Il existe une étrange similitude avec les révolutions de couleur. Du point de vue usaméricain, le Bangladesh est un pays prioritaire pour la «*démocratisation*» et un pilier de la stratégie Indopacifique des USA. Washington a exercé des pressions sur Hasina pour qu'elle prenne le train en marche. Le refus obstiné de Hasina d'adhérer au Quad a probablement été l'élément décisif. Avec l'échec de la révolution colorée en Thaïlande, l'impasse dans laquelle se trouve l'insurrection au Myanmar et la consolidation chinoise au Sri Lanka et aux Maldives, l'importance du Bangladesh pour la stratégie occidentale dans la région est sans égale.

Il est intéressant de noter que la Maison-Blanche a publié en temps réel une déclaration saluant explicitement le changement de régime à Dhaka et félicitant l'armée : *«Les USA appellent depuis longtemps au respect des droits démocratiques au Bangladesh, et nous demandons instamment que la formation du gouvernement intérimaire soit démocratique et ouverte à tous. Nous félicitons l'armée pour la retenue dont elle a fait preuve aujourd'hui»*.

C'est le célèbre stratège usaméricain Zbigniew Brzezinski qui a écrit le scénario de la géostratégie, le faucon libéral qui a influencé la politique étrangère du parti démocrate : *«L'Ukraine, nouvel espace important sur l'échiquier eurasiatique, est un pivot géopolitique car son existence même en tant que pays indépendant contribue à transformer la Russie. Sans l'Ukraine, la Russie cesse d'être un empire eurasiatique ... si Moscou reprend le contrôle de l'Ukraine, avec ses 52 millions d'habitants, ses ressources importantes et son accès à la mer Noire, la Russie retrouve les moyens de devenir un puissant État impérial»*.

Si l'on remplace «Ukraine», «Russie» et «mer Noire» par «Bangladesh», «Inde» et «golfe du Bengale», on obtient une perspective étonnante à travers le brouillard. Pour dire les choses simplement, les forces extérieures ont une façon d'amplifier les demandes des groupes nationaux, en ouvrant l'espace à de nouvelles questions pour faire écho à ces demandes dans l'arène nationale.

C'est ce qui s'est passé au Bangladesh. Si ce modus operandi n'est pas compris, l'Inde perd le fil de l'intrigue. Nous nous trouvons à un moment historique mondial sensible, et les tendances occidentales à intervenir dans la politique de régime des pays ont tendance à être plus fortes – le Pakistan d'abord, le Bangladesh maintenant.

Le Bangladesh est la clé de la sécurité du nord-est de l'Inde. C'est un foyer de sentiments anti-indiens, en particulier en ces jours heureux du nationalisme hindou. Sa situation stratégique à l'extrémité du golfe du Bengale en fait une plaque tournante de la connectivité régionale. L'Inde n'a d'autre choix que de travailler dur pour obtenir un gouvernement amical à Dhaka. Il s'agit d'un point d'inflexion. De nombreux organismes publics vitaux du Bangladesh sont favorables aux USA.

Le soutien des États-Unis et du Pakistan aux islamistes a déstabilisé le Bangladesh et contraint Hasina à démissionner. - InfoBrics - Mondialisation.ca, 06 août 2024

Les États-Unis voulaient écarter Hasina du pouvoir principalement en raison de ses liens cordiaux avec la Chine et la Russie et ignoraient son amitié avec l'Inde, qui faisait contrepoids aux deux grandes puissances. Hasina étant considérée comme une présidente indépendante, il était impératif pour les États-Unis d'atteindre leur objectif de l'écarter du pouvoir.

Selon WeeklyBlitz, avant la démission de Mme Hasina, le nexus islamiste du Parti nationaliste du Bangladesh (BNP), lié à Al-Qaïda, le Jamaat-e-Islami, le Parti Jatiyo (Quader) et Hizbut Tahrir ont fourni des routeurs de poche afin que les participants à des actes terroristes puissent accéder à Internet via le WiFi pour aider à diffuser de la désinformation sur les plateformes de médias sociaux, en particulier Facebook, Instagram et YouTube. Le média a souligné que le nexus islamiste utilisait la technologie dans le cadre de ses efforts pour « [mettre en œuvre] son plan notoire de transformer le Bangladesh en un État néotaliban ou en un pays en faillite ».

Cela suggère que les islamistes étaient très bien organisés et prêts à s'emparer d'une question médiocre (comme l'interdiction du système de quotas pour les emplois gouvernementaux) pour renverser un gouvernement démocratiquement élu qui n'était pas opposé aux États-Unis, mais qui donnerait la priorité aux intérêts du Bangladesh sur tous les autres, c'est-à-dire qui n'était pas opposé à la Chine ou à la Russie. En fait, dans le cadre de ses efforts de rapprochement et pour rassurer l'Occident sur le fait que Dhaka maintiendrait une politique étrangère équilibrée, Hasina a rencontré le président ukrainien Volodymyr Zelensky en marge de la conférence de Munich sur la sécurité en février.

Cependant, les efforts de rassurance et de rapprochement de Hasina n'étaient pas satisfaisants pour Washington, qui exigeait une soumission totale. Les manifestations étudiantes ont donc fourni aux États-Unis l'occasion idéale d'activer les islamistes et de forcer Hasina à démissionner et à s'exiler.

Cette démission soulève des questions sur l'avenir du Bangladesh et sur les conséquences pour l'Inde, d'autant plus que, comme le rapportent les médias bangladais, les efforts visant à écarter Hasina du pouvoir ont été menés non seulement par la CIA, mais aussi par l'ISI, l'agence de renseignement pakistanaise. Si des mandataires pakistanais écartent du pouvoir un dirigeant favorable à l'Inde, New Delhi pourrait avoir de nouvelles préoccupations sécuritaires à prendre en compte à sa frontière orientale.

« Hasina a été sensible aux préoccupations de l'Inde en matière de sécurité. En retour, l'Inde s'est montrée un voisin généreux, en aidant le Bangladesh à se développer et en construisant des

connexions pour signaler l'interdépendance économique et sécuritaire entre les deux pays », a déclaré Indrani Bagchi, PDG du centre Ananta Aspen, à IndiaToday.

IndiaToday a rapporté que la colère contre l'Inde s'était exprimée dans les manifestations au Bangladesh parce que New Delhi aidait Hasina à rester au pouvoir. Maintenant qu'un gouvernement intérimaire soutenu par l'armée prend des décisions à Dhaka, la situation est plus incertaine pour l'Inde, qui doit veiller à ne pas éveiller les soupçons dans le pays voisin.

La principale préoccupation de New Delhi est que la CIA et l'ISI ont réussi à écarter du pouvoir un dirigeant qui exerçait une forte emprise sur les forces islamistes radicales, était favorable aux préoccupations sécuritaires de l'Inde, avait résolu d'épineuses questions frontalières vieilles de plusieurs décennies et maintenait l'équilibre avec toutes les grandes puissances. New Delhi espère évidemment que cet équilibre sera maintenu et que le Bangladesh ne deviendra pas un avant-poste de l'ISI pour faire pression sur l'Inde à partir d'un autre front, mais à l'heure actuelle, il n'y a aucune certitude.

Ce qui est certain, en revanche, c'est que les États-Unis ont déjà coopéré avec le Pakistan pour mettre les forces islamistes au service de leur programme, comme ils l'ont fait en Afghanistan pour combattre l'Union soviétique, mais cette fois-ci, il s'agissait de renverser le premier ministre indépendant du Bangladesh.

L'Inde est au seuil d'une grave crise et l'Occident y est pour quelque chose – RT 11 août 2024

Washington a exercé une pression stratégique sur Sheikh Hasina, pleinement conscient que ses successeurs potentiels pourraient être moins démocratiques et plus proches des islamistes.

Par Kanwal Sibal, ancien ministre indien des Affaires étrangères et ancien ambassadeur en Russie de 2004 à 2007. Il a également occupé des postes d'ambassadeur en Turquie, en Égypte, en France et a été chef de mission adjoint à Washington.

L'éviction forcée du Premier ministre du Bangladesh, Sheikh Hasina, par des agitateurs de rue au début de la semaine comporte de nombreux aspects, internes et externes, qui seront tous problématiques à court et moyen terme pour le Bangladesh lui-même, pour l'Inde et pour l'ensemble de la région.

La politique du Bangladesh a été mouvementée : le père de Sheikh Hasina, Sheikh Mujibur Rahman, considéré comme le père de la nation, a été tué en 1975 dans un coup d'État militaire avec tous les membres de sa famille, à l'exception de Sheikh Hasina et de sa sœur, qui se trouvaient à l'étranger à l'époque.

Depuis lors, le Bangladesh a connu une série de coups d'État militaires jusqu'à ce que le gouvernement civil soit rétabli en 1991. Cependant, cela n'a pas réussi à stabiliser la situation politique dans le pays en raison de la rivalité incessante entre la ligue Awami de Sheikh Hasina et Begum Khaled Zia, veuve de l'ancien chef du coup, le général Ziaur Rahman, qui dirige le Parti nationaliste du Bangladesh (BNP).

Cela a entraîné une profonde polarisation du système politique du Bangladesh, rendant pratiquement impossible le bon fonctionnement des processus démocratiques. Le BNP n'a pas

participé aux deux dernières élections générales. Khaleda Zia, en résidence surveillée depuis 2018 pour corruption, a été libérée par le président du Bangladesh quelques heures après le renversement de Hasina.

Une porte ouverte aux islamistes radicaux

La complexité de la rivalité personnelle est aggravée par la présence de forces islamistes radicales dans le système politique du Bangladesh, telles que le Jamaat-e-Islami (JeI), étroitement lié au BNP. Le JeI croit au Bangladesh islamique, contrairement à la ligue Awami plus laïque.

Ces éléments islamistes radicaux, qui n'ont pas participé à la lutte de libération contre l'armée pakistanaise au Pakistan oriental de l'époque, sont pro-pakistanaï et anti-indiens par leur orientation, compte tenu du rôle de l'Inde dans la libération du Bangladesh. Avec l'éviction de Sheikh Hasina, son parti en plein désarroi politique et le BNP politiquement revitalisé, le JeI et les éléments islamistes affiliés auront beaucoup plus d'influence et affaibliront les forces plus laïques du pays.

Des rapports indiquent que la minorité hindoue au Bangladesh est déjà la cible d'islamistes radicaux. Le renversement de la statue de Sheikh Mujibur Rahman par les vandales en est un signe inquiétant, comme une imitation du renversement de la statue de Saddam Hussein à Bagdad. La résidence de Sheikh Mujibur Rahman, transformée en musée, a été incendiée et celle de l'ancien Premier ministre a été vandalisée, tout comme les foules sri-lankaises ont fait avec la résidence du Premier ministre à Colombo et les Talibans au palais présidentiel à Kaboul après la fuite d'Ashraf Ghani.

Le fait que la ligue Awami, parti de la lutte pour la liberté du Bangladesh, n'ait pas été invité par le commandant en chef de l'armée de terre à se joindre à la discussion pour la formation d'un gouvernement intérimaire du Bangladesh n'augure rien de bon pour l'avenir de la démocratie au Bangladesh. Le fait que le parti puisse se renouveler et le rôle qu'il pourra jouer dans la politique à venir du Bangladesh sous une nouvelle gouvernance reste à voir.

Le BNP, issu d'un coup d'État militaire, a une légitimité démocratique douteuse, notamment en raison de ses liens avec les islamistes. Dans le passé, il a soutenu le terrorisme et les mouvements rebelles contre l'Inde sur son territoire. Après avoir accédé au pouvoir, il s'est opposé à une coopération mutuellement bénéfique avec l'Inde dans le domaine des transports et du transit, dans le but explicite d'empêcher un accès plus facile aux États du nord-est de l'Inde et d'entraver leur développement.

Relations tendues entre Washington et Sheikh Hasina

L'Occident, en particulier les États-Unis, a cherché cyniquement à exercer une pression politique sur Sheikh Hasina sur le front de la démocratie, bien conscients que les alternatives étaient encore moins démocratiques et de surcroît encore plus influencées par les islamistes. Les États-Unis ont joué leur rôle dans la délégitimation du gouvernement de Sheikh Hasina par de nombreuses mesures qu'ils ont prises, qui ont sans aucun doute contribué indirectement à son renversement. Cela ne signifie pas que les actions du Sheikh Hasina ne laissaient pas à désirer sur le plan démocratique, mais cela ne justifie pas une intervention extérieure, surtout si elle est sélective.

Le Bangladesh n'a pas été convié au Sommet pour la démocratie à Washington en 2021, auquel le Pakistan a ironiquement été invité. La même année, les États-Unis ont imposé des sanctions aux

forces paramilitaires d'élite du Bangladesh, le Bataillon d'action rapide, pour violation des droits de l'homme. En 2016, les États-Unis se sont opposés au procès lancé par le gouvernement de la ligue Awami contre les milices pro-pakistanaïses locales qui avaient collaboré avec l'armée pakistanaïse dans des meurtres et des viols lors de la lutte pour la libération.

En 2023, le département d'État a annoncé qu'il prenait des mesures pour imposer des restrictions de visas aux citoyens bangladaïses responsables ou impliqués dans le processus électoral démocratique au Bangladesh. En mai 2024, le département d'État a imposé des sanctions à l'ancien commandant de l'armée du Bangladesh pour corruption.

Mohammed Yunus, fondateur de Grameen Bank, qui a été condamné à six mois de prison pour avoir enfreint la législation du travail au Bangladesh et s'être opposé Sheikh Hasina, est maintenant invité à diriger le gouvernement intérimaire du Bangladesh. Il est considéré comme un protégé des États-Unis. Les charges de corruption portées contre lui ont été abandonnées en vertu de la nouvelle dérogation.

L'animosité entre Sheikh Hasina et les États-Unis était assez ouverte. L'ancien Premier ministre est récemment allée jusqu'à accuser Washington de vouloir créer un petit État chrétien sur le territoire du Bangladesh, du Myanmar et du Manipur indien (où les États-Unis se sont montrés provocateurs avec leurs commentaires sur les troubles ethniques internes) sur le modèle du Timor oriental. Il convient de rappeler qu'à l'époque, les États-Unis s'opposaient à la création du Bangladesh et ont menacé l'Inde d'une action militaire. La mesure dans laquelle cet héritage a continué à influencer sur la politique américaine à l'égard de Sheikh Hasina et de la ligue Awami reste un sujet de spéculation.

Cependant, il est évident que la politique des États-Unis à l'égard du Bangladesh ne correspond pas au partenariat stratégique entre l'Inde et les États-Unis, ni aux objectifs du groupe du Dialogue quadrilatéral pour la sécurité et au concept de la région Indo-Pacifique. Les relations de l'Inde avec le Bangladesh ont été un exemple notable du succès de la politique indienne de voisinage.

Redistribution des cartes : New Delhi s'inquiète

Les liens indo-bangladaïses ont prospéré sous Sheikh Hasina, grâce à de nombreux projets de développement, de communication et de transit. Elle a éliminé les groupes rebelles anti-indiens opérant sur le territoire du Bangladesh, ainsi que le terrorisme dirigé contre l'Inde par des éléments islamistes liés au Pakistan. Cependant, parallèlement, elle a également renforcé ses liens avec la Chine, qui est devenue le plus grand fournisseur de matériel militaire du pays. Le Bangladesh est devenu le premier pays après le Pakistan à adhérer à l'initiative chinoise «*Une ceinture, une route*». L'Inde est inquiète de la construction par la Chine d'un port au Bangladesh dans le cadre de sa stratégie maritime dans l'océan indien qui vise à y renforcer sa présence navale.

Les déclarations des États-Unis et du Royaume-Uni au sujet de la crise au Bangladesh ne tiennent pas compte des préoccupations de l'Inde, notamment de la sécurité de la communauté hindoue dans ce pays. Les deux pays, en particulier les États-Unis, ne sont pas avares de déclarations concernant la sécurité des minorités en Inde, mais taisent la question des minorités au Bangladesh. Le ministre britannique des Affaires étrangères a appelé l'ONU à enquêter sur les événements de ces dernières semaines au Bangladesh dans l'intention claire de les internationaliser et d'attaquer Sheikh Hasina sur les questions relatives aux droits de l'homme.

L'Inde est à juste titre préoccupée par les retombées du changement au Bangladesh, non seulement pour la minorité hindoue, mais aussi compte tenu de la propagation potentielle de l'instabilité au

nord-est de l'Inde qui subit déjà une pression en raison des troubles au Myanmar. New Delhi sera également préoccupée par l'échec des projets indiens dans le pays, en particulier dans les domaines des communications et du transit. En raison des mutineries au Myanmar, l'instabilité au Bangladesh ébranle les pays voisins de l'Inde à l'est. La politique indienne du «*Regard vers l'Est*» a également été davantage perturbée.

Du point de vue de l'Inde, le Pakistan et la Chine bénéficieront du renversement de Sheikh Hasina. Le Pakistan aura des éléments islamistes anti-indiens en tant que partenaires qui pourraient à l'avenir perturber les relations entre l'Inde et le Bangladesh. La Chine semble s'être récemment distancée de Sheikh Hasina, à en juger par les informations selon lesquelles, lors de sa récente visite, elle n'a pas pu rencontrer le président Xi Jinping et n'a pas reçu l'aide financière qu'elle espérait, ce qui l'a incitée à interrompre sa visite. Les sentiments anti-indien au Bangladesh ouvriront plus de portes à la Chine dans le pays.

Sheikh Hasina était une vieille amie - reseauinternational.net 11 août 2024

Il suffit de regarder la vidéo d'une interview de Mohammad Yunus par *Times Now* (ci-dessous), qui dirige le gouvernement intérimaire à Dhaka. Ne vous faites pas d'illusions sur ses sentiments chaleureux à l'égard de l'Inde. Yunus a affirmé que ce sont les cadres de la Ligue Awami qui ont massacré les hindous et brûlé leurs propriétés. Il ne s'engage pas sur l'amitié avec l'Inde et conseille à New Delhi de travailler plus dur pour gagner le respect et l'amitié.

Muhammad Yunus Says India Focused on Sheikh Hasina Instead of Building Friendship...

<https://www.youtube.com/watch?v=pn-FReslZZw>

Ce ton combatif n'est dû qu'au fait que les Américains le soutiennent fermement. Yunus a été soutenu assidûment par les Américains pendant des décennies. Ce n'est pas un secret que le prix Nobel est décerné à des mandataires prometteurs.

Conformément à un schéma bien établi dans les révolutions de couleur, la proposition de nommer Yunus à la tête du gouvernement intérimaire émane apparemment d'un obscur leader étudiant autoproclamé, qui était lui-même considéré par les médias occidentaux comme une étoile montante – et qui a probablement été incité à lancer l'idée. La proposition a été immédiatement acceptée par le président !

La chronique des Nobels a une histoire intéressante à raconter : ils proviennent en grande majorité de pays considérés comme inamicaux par les États-Unis et choisis pour leur capacité à jeter le discrédit sur l'élite dirigeante de leur propre pays ou à discréditer certains régimes dont les politiques indépendantes et l'«autonomie stratégique» sont mal perçues par Washington.

Il suffit de jeter un coup d'œil rapide sur les cinq dernières années. Les quelques élus étaient Narges Mohammadi, militante iranienne des droits de l'homme (2023) ; Ales Bialiatski, «*militant pro-démocratie*» biélorusse (2022) ; Dmitry Muratov, journaliste russe (2021) ; Maria Ressa, journaliste philippine-américaine qui s'est concentrée sur le bilan en matière de droits de l'homme de l'ancien président Rodrigo Duterte dont l'«anti-américanisme» était bien connu (2020).

L'État profond a repéré Yunus dès 1965, lorsqu'il a été emmené en tant qu'étudiant étranger Fulbright à l'université Vanderbilt et a passé les années suivantes en Amérique. (Au cours des dernières décennies, les Américains ont utilisé Singapour comme terrain d'entraînement pour leurs mandataires). Au fil des ans, les mentors américains ont généreusement subventionné l'ONG de Yunus, la Grameen Bank, qui, depuis sa création en 1983, a accordé des prêts sans garantie d'un montant considérable de 7,6 milliards de dollars (à la fin 2008) dans plus d'un lakh de villages au Bangladesh, créant ainsi un vaste réseau d'influence dans le pays !

En septembre 2010, la Chambre des représentants du gouvernement américain a adopté à l'unanimité un projet de loi visant à décerner à Yunus la Médaille d'or du Congrès, qui est, avec la Médaille présidentielle de la liberté et la Médaille présidentielle des citoyens, la plus haute distinction civile décernée par le gouvernement américain.

Le président Barack Obama a rapidement signé le projet de loi. L'année précédente, en 2009, le président Obama avait décerné à Yunus la médaille présidentielle de la liberté. Yunus a ainsi rejoint le panthéon des héros américains qui ont reçu les trois distinctions : le prix Nobel de la paix (2006), la médaille présidentielle de la liberté (2009) et la médaille d'or du Congrès (2010). Les seuls autres héros à tenir compagnie à Yunus sont Martin Luther King Jr, Elie Wiesel, Mère Teresa, Nelson Mandela, Norman Borlaug et Aung San Suu Kyi.

Mais, comme le diraient les Américains, il n'y a pas de déjeuner gratuit. Depuis 2010 environ, Yunus participe aux campagnes de la National Endowment for Democracy (NED), une plateforme créée par Ronald Reagan en 1983 afin de fournir à la CIA un outil pratique pour déstabiliser les gouvernements étrangers en parrainant des projets de groupes non gouvernementaux pour des «*rôles démocratiques*».

La NED est une institution unique et bien équilibrée, financée par le Congrès américain. Son caractère «*non gouvernemental*» lui confère une flexibilité qui lui permet de travailler dans des circonstances difficiles et de réagir rapidement lorsqu'une opportunité de changement politique se présente. En d'autres termes, elle permet à la CIA de cacher sa participation aux déstabilisations politiques d'États.

La NED affirme se consacrer à la promotion de la croissance d'un large éventail d'institutions démocratiques à l'étranger, y compris les partis politiques, les syndicats, les marchés libres et les organisations commerciales, ainsi que les nombreux éléments d'une société civile dynamique qui garantissent les droits de l'homme, l'indépendance des médias et l'État de droit.

Avec le soutien sans faille du gouvernement américain, la NED s'est développée à pas de géant et, ces dernières années, s'est concentrée davantage sur les priorités stratégiques, notamment en Géorgie, en Ukraine, en Arménie et en Thaïlande. La principale qualification de Yunus en tant qu'enfant de chœur du projet de «*démocratisation*» de la NED était qu'il dirigeait une ONG soutenue par des fonds américains. Il est évident que les Américains ont créé un halo mythique autour de lui, ce qu'ils savent bien faire lorsqu'il s'agit d'améliorer le profil de leurs mandataires.

En 2011, le gouvernement du Bangladesh a forcé Yunus à démissionner de la Grameen Bank, sentant ses ambitions politiques.

La grande question est de savoir ce qui va se passer ensuite. Il est très improbable que Yunus, 84 ans, soit en mesure de jouer le rôle de bâtisseur de la nation dans le contexte politique houleux du Bangladesh.

Les Américains ont toutefois besoin d'un peu de répit avant de le remplacer – et probablement de l'élever au rang de prochain président. La révolution colorée a été organisée à la hâte alors que les conditions étaient réunies pour en déclencher une. Les étudiants réclament un partage du pouvoir ; le parti nationaliste du Bangladesh, conservateur et de centre-droit, est prêt à tout ; le Jamaat-e-Islami du Bangladesh, le plus grand des partis politiques islamistes du pays, s'appuie sur des cadres et peut devenir la troupe d'assaut du plus offrant.

Si, comme cela semble être le cas, un axe de renseignement américano-britannique-pakistanaïse a joué un rôle déterminant dans le détronement de Hasina, les jeux sont faits. Faites-leur confiance pour maintenir le nouveau régime en place, par des moyens détournés, comme c'est le cas à Islamabad depuis 2022.

Dans ses premières remarques aux médias, le secrétaire d'État américain Antony Blinken a soigneusement évité de demander que le pays organise des élections anticipées. Il a déclaré : *«Nous suivons la situation de très près. Je dirais simplement que toute décision prise par le gouvernement intérimaire doit respecter les principes démocratiques, l'État de droit et la volonté du peuple. Pour notre part, nous prenons très au sérieux la sécurité et le bien-être des citoyens américains et de notre personnel. Comme vous le savez, je pense, nous avons ordonné le départ de notre personnel non essentiel et, bien entendu, nous surveillerons cette situation jour après jour».*

Il est certain que Washington s'inquiète de savoir s'il a fait plus que ce qu'il pouvait faire. Il est tout à fait concevable que le modèle pakistanaïse se répète au Bangladesh – une classe compradore portée au pouvoir par des «élections» tandis que les militaires mènent la danse en coulisses avec le soutien du condominium américano-britannique-pakistanaïse, qui a orchestré le renversement de Hasina. L'avenir est inquiétant car, pour Washington, la géopolitique l'emporte de loin sur la sécurité et la stabilité régionales.

Source : [Indian punchline](#) via [Le Saker Francophone](#)

Russie.

Lu dans le Financial Times sur la situation économique et sociale en Russie.

- *«Alors que le conflit s'éternisait, la hausse des salaires dans l'industrie de la défense en plein essor a forcé les entreprises civiles à suivre le rythme. Sans cela, il est impossible d'attirer de la main-d'œuvre en période de grave pénurie. En conséquence, la Russie s'est soudainement retrouvée au milieu d'un boom de la consommation».*

«Les salaires réels augmentent rapidement... Il y a des gens qui ne gagnaient presque rien avant le conflit qui a dégénéré... qui ont soudain beaucoup d'argent», explique Janis Kluge, expert de l'économie russe à l'Institut allemand pour la coopération internationale et les affaires de sécurité.

Selon Rosstat, les salaires réels ont augmenté de près de 14% et la consommation de biens et de services d'environ 25%.

Selon le Russian Centre d'analyse macroéconomique et de prévisions à court terme, les salaires réels devraient continuer à augmenter de 3,5% cette année, ainsi qu'une augmentation de 3% du revenu disponible réel.

Le taux de chômage, qui était de 7-8% en 2022, est désormais à un niveau record de l'ère post-soviétique, à 2,6%.

Cette hausse explosive des salaires est ressentie dans tout le spectre socio-économique et change dramatiquement la vie de larges pans de la population active.

Les tisserands qui gagnaient 250 à 300 dollars par mois en roubles en décembre 2021 peuvent désormais toucher 1400 dollars par mois, selon la politologue Ekaterina Kurbangaleeva.

Le salaire moyen des chauffeurs de camion a augmenté de 38% par rapport à l'année dernière. De même, un coursier peut gagner 200 000 roubles par mois (plus de 2000 €).

Dans le même temps, les sanctions occidentales et le contrôle des capitaux russes ont entraîné une baisse des prix. Les contrôles de capitaux ont permis de «mettre à la terre» l'argent des citoyens aisés dans le pays. Cela a contribué à la croissance du secteur du luxe et a donné à Moscou et à Saint-Pétersbourg l'atmosphère des «boomtowns» modernes (villes connaissant une croissance économique et démographique soudaine).

«*Tout le monde dans la classe moyenne supérieure profite simplement de la bonne vie*», déclare l'investisseur et entrepreneur moscovite Sergei Ishkov, en soulignant le nombre de nouveaux restaurants et l'explosion du marché du commerce électronique.

Un responsable russe. Un homme d'affaires a déclaré au FT : «*Presque tous ceux que je connais qui ont quitté la Russie après février 2022 et qui y sont soit revenus, soit y ont voyagé, disent que Moscou est la meilleure ville du monde*».

De nombreux Russes ont le sentiment que leur situation financière s'améliore. Plus de 13% la jugent «bonne» – le chiffre le plus élevé depuis 1999, selon Rosstat.

Le nombre de personnes qui estiment que leur situation financière est «mauvaise» ou «très mauvaise» est à un niveau bas record – environ 14% et 1% respectivement.

«*Les gens reçoivent des salaires assez élevés. Qu'en font les Russes ? Ils consomment comme des fous, et cette consommation crée de la demande intérieure*», explique Alexandra Prokopenko, chercheuse au Carnegie Russian-Eurasian Center à Berlin.

Les détaillants et le secteur de la consommation s'empressent de réagir. Rostix, le géant russe successeur de KFC, prévoit d'ouvrir 100 nouveaux établissements cette année, et la consommation de café à emporter n'a jamais été aussi élevée qu'aujourd'hui.

Le tourisme intérieur est également en plein essor. Un employé d'une agence de voyage russe et employé d'une société de réservation de voyages constatent qu'en raison des sanctions, la demande de vols intérieurs a fortement augmenté malgré la hausse des prix des billets d'avion. «*Pour la première fois, il est devenu rentable pour les compagnies aériennes de voler à l'intérieur de la Russie*», selon cette source.

La sortie de capitaux de Russie s'est ralentie.

«*Dans le segment supérieur, tout est clair : les gens ont beaucoup d'argent, ils ne peuvent le dépenser nulle part, alors ils le dépensent pour des expériences nouvelles*».

«S'ils avaient l'habitude de retirer de l'argent, d'ouvrir des comptes et d'acheter des appartements au Monténégro, cet argent reste désormais dans le pays», explique Anton, un restaurateur de Saint-Petersbourg.

«Le boom des dépenses de consommation dans la FR est un résultat totalement différent de ce que les économistes avaient prévu au début de la guerre».

Résumé.

Ce sont des conditions dont nous ne pouvons que rêver en RFA (ndlr : et en Belgique où suite aux confinements, aux sanctions et au sabotage des gazoducs Nordstream, la Place de Brouckère à Bruxelles et la terrasse du Métropole sont désormais des chancres). Au vu de cette analyse du *Financial Times*, quelqu'un peut-il encore se demander pourquoi le président Poutine obtient environ 80% d'approbation de la part des électeurs ?

Ukraine.

Lu.

«Le problème de la désertion dans l'armée ukrainienne est devenu alarmant», annonce la Deutsche Welle (DW) se rapportant à des statistiques du Bureau du Procureur général ukrainien.

«Au cours du premier semestre 2024, les forces de l'ordre dans toute l'Ukraine ont ouvert près de 29 800 nouvelles affaires pénales concernant la désertion de militaires : 18 600 au titre de l'article sur l'abandon non autorisé d'une unité militaire et 11 200 au titre de l'article plus strict : Désertion. Selon les statistiques du Bureau du Procureur général ukrainien. Ce nombre a déjà dépassé les chiffres de l'ensemble de l'année 2023 qui était alors 24,1 mille nouvelles où des enquêtes ont été ouvertes, et plus de trois fois le chiffre de 2022 avec 9,4 mille cas», souligne la DW.

«Incapables de punir les déserteurs, les autorités sont prêtes à leur pardonner s'ils reprennent leurs fonctions», stipule le média allemand, précisant, cependant : «persuader les fugitifs de reprendre du service n'est pas facile».

«Cependant, ces données sont loin de refléter l'ampleur réelle du problème, assurent à la DW les officiers interrogés. Certains affirment que le nombre d'affaires réelles est trois fois supérieur au nombre d'affaires pénales, d'autres même quatre fois», continue le média d'outre-Rhin.

La DW a fait savoir que «le mauvais état moral et psychologique des militaires appelés à la mobilisation», «la surcharge émotionnelle et de l'épuisement avec un long séjour dans la zone de combat sans rotation» et «un niveau d'assistance insuffisant de la part du commandement pour résoudre les problèmes familiaux et sociaux», sont les causes de ces désertions.

«La loi martiale a été déclarée, le fait d'être en retard dans une unité après une absence sans raison valable, même pendant quelques heures, peut être qualifié d'infraction pénale grave passible d'une peine de 5 à 10 ans. Et jusqu'à présent, les lois sont devenues encore plus strictes», conclut le média allemand.

Bulgarie. Cette propagande devrait faire l'objet d'un bannissement universel.

Bulgarie : Le Parlement interdit « la propagande » en faveur des LGBT+ à l'école - 20 Minutes 7 août 2024

C'est un vote « surprise ». Le Parlement de Bulgarie a interdit mercredi la « propagande » LGBT+ à l'école, via un amendement introduit sur proposition du parti d'extrême droite prorusse Vazrajdané (Renaissance), qui a été adopté avec 159 voix (22 contre et 13 abstentions).

Cet amendement rend illégal « l'encouragement » d'une « orientation sexuelle non traditionnelle » et d'une identité de genre « différente de la biologique », sur le modèle d'une loi hongroise fortement décriée par Bruxelles. Depuis l'été 2021, évoquer l'homosexualité devant des mineurs est passible d'une amende en Hongrie.

Fin juin, le Parlement en Géorgie avait aussi adopté une loi interdisant la « propagande LGBT+ », très similaire à une législation utilisée en Russie pour réprimer les minorités sexuelles et de genre. 20 Minutes avec AFP 7 août 2024

Etats-Unis.

Un aventurier : Personne qui vit d'intrigues, d'expédients sans scrupules, à demi escroc, une définition qui va très bien au personnel politique de notre époque.

Kamala Harris, ou comment passer de la reine de la justice californienne à valet par défaut - France-Soir 03 août 2024

Après des études en sciences politiques et en droit, Kamala Harris intègre le barreau de Californie. Sa carrière débute en 1990 comme procureur adjoint du district d'Alameda County. La jeune femme de 26 ans est décrite comme « compétente et en pleine ascension » par ses collègues mais ne fait parler d'elle ni par sa jeunesse ni par ses performances. Les Californiens font la connaissance de cette procureure adjoint, de mère indienne et père jamaïcain, à sa nomination à la Commission d'appel de l'assurance-chômage.

C'est en 1994 et Kamala Harris sort avec Willie Brown, trente ans son aîné, président de l'Assemblée de Californie qui l'a nommée à ce poste. Elle démissionne six mois plus tard et son compagnon la nomme cette fois-ci à la tête de la Commission d'assistance médicale. Leur relation fait couler beaucoup d'encre. Les salaires annuels de sa nouvelle compagne évoluant entre 72 000 et 97 000 dollars. Un revenu généreux pour un poste à mi-temps, voire moins, puisque la Commission d'assistance médicale se réunit une fois par mois. La presse en fait ses choux gras. Willie Brown est accusé de favoritisme et reçoit les critiques acerbes des républicains, tandis que la compétence et la légitimité de Kamala Harris, chargée de négocier des contrats entre l'État de Californie et les hôpitaux, sont remises en cause.

C'est donc à sa relation amoureuse qu'elle doit son entrée en politique, et à son amoureux son ascension dans les années qui suivent. En 1998, la voici procureur adjoint à San Francisco. Elle est en charge de la division criminelle et gère les affaires d'homicide, de vol et d'agressions sexuelles.

Son aventure prend rapidement fin après un bras de fer avec l'assistant du procureur à propos de la "proposition 21", qui prévoit de juger certains délinquants mineurs par la justice pénale pour adultes.

Après sa démission, elle est de nouveau repêchée par son "ex", Willie Brown, devenu entre-temps maire de San Francisco. A la mairie, Kamala Harris dirige la division des services à la famille et à l'enfance. Elle fait un retour en fanfare à partir de 2002, toujours sous l'aile de son ancien amant. Elle brigue le poste de Procureur de San Francisco et le comité californien du parti démocrate est appelé à ne pas soutenir le procureur en poste, Terence Hallinan.

Elle mène une campagne virulente contre son ancien patron mais ses adversaires pointent encore du doigt sa proximité avec Willie Brown. "*Sa carrière est terminée, je serai en vie et en pleine forme pendant les 40 prochaines années. Je ne lui dois rien*", se défend-elle. Oh, si, tu lui dois beaucoup ... Kamala Harris devient la première femme et la première personne de couleur à occuper ce poste. Son bilan est entaché de nombreuses polémiques, liées à ses contradictions. Elle s'oppose à la peine de mort à San Francisco mais la soutient dans les affaires fédérales. Elle fait condamner près de 2 000 personnes pour des délits liés à la marijuana et instaure la condamnation de parents pour l'absentéisme scolaire de leurs enfants, notamment les parents de jeunes délinquants. Elle est, sans véritable opposition, réélue en 2007 pour un autre mandat de 4 ans.

Kamala Harris se sent pousser des ailes et poursuit son ascension. Elle veut devenir le Procureur général de Californie et parvient, là encore, à être la première femme "*afro-américaine*" à occuper le poste. Sa gestion du National Mortgage Settlement, un accord conclu après la crise des subprimes entre le gouvernement, les 49 procureurs généraux d'État et les cinq plus grandes banques de services hypothécaires dans le pays, déçoit les propriétaires désabusés.

L'accord visait à mettre fin aux accusations portées contre ces banques concernant des pratiques abusives liées aux saisies immobilières. Kamala Harris, qui s'est retirée des négociations nationales, est accusée d'avoir trop cédé aux banques, particulièrement dans son accord séparé avec Wells Fargo, JPMorgan Chase et Bank of America. Si cet arrangement prévoit une réduction de dette de 12 milliards pour des propriétaires californiens, avec au total 18 milliards d'aides financières, aucun banquier n'a été inquiété par la justice.

Sa frivolité, ou plutôt ses proximités malsaines se confirment en 2012 lorsqu'elle empêche une plainte civile contre OneWest Bank, détenue par un groupe d'investissement dirigé par Steven Mnuchin et tout aussi accusée de saisies immobilières abusives. Une enquête menée par le bureau du procureur général de Californie révèle plus d'un millier de violations des lois. Les procureurs de l'État recommandent à Kamala Harris de poursuivre OneWest Bank en justice pour ces violations. Cependant, Harris a décidé de ne pas engager de poursuites civiles contre la banque.

Elle justifie toutes ses décisions par "*les preuves à sa disposition*". Il s'est surtout avéré que Kamala Harris ne pourrait pas se priver des dons de ces banques pour ses campagnes, comme ceux de ce même Steven Mnuchin pour sa campagne sénatoriale. Autre tâche dans son bilan comme procureur général : sa décision de maintenir en prison plusieurs accusés malgré l'absence de preuves de leur culpabilité ou la disponibilité de preuves de leur innocence.

Citons George Cage, un électricien au casier judiciaire vierge accusé d'abus sexuel sur sa belle-fille, Johnny Baca pour meurtre, Kevin Cooper, condamné à mort à l'issue d'un procès entaché de graves problèmes de corruption avant d'être empêché de procéder à des tests ADN avancés par Kamala Harris, ou encore Daniel Larsen, accusé de possession d'arme dissimulée et dont les preuves l'innocentaient.

Dès 2015, Kamala Harris brigue un siège au Sénat pour les élections de 2017. La primaire se déroule sans difficultés majeures, tant elle a été bien introduite chez les Dems par Willie Brown, son ange-gardien. Ce dernier n'hésite d'ailleurs pas à s'immiscer dans la campagne de sa protégée, appelant même le rival de Kamala Harris à quitter la course "*par loyauté*" à son égard. Après avoir reçu le soutien du président sortant, Barack Obama, et de son vice-président, Joe Biden, elle remporte la primaire. L'attention est monopolisée par les élections présidentielles opposant Hillary Clinton à Donald Trump et la campagne de l'ancienne Procureur général de Californie est terne. Elle est élue sénatrice en 2017, en étant la deuxième "afro-américain" à le faire et la première d'origine indo-américaine.

Elle est membre de plusieurs commissions, l'une après l'autre, comme celles du renseignement ou de la Sécurité intérieure, et se fait remarquer par son hostilité envers l'administration Trump. Elle s'oppose même à la nomination de Steven Mnuchin comme secrétaire du Trésor, celui-là même qui a fait un don pour sa campagne sénatoriale ... Ses interventions irritent le président Trump en personne, qui lui reproche, avec les Républicains, un manque de respect à l'égard des personnes interrogées. Kamala Harris confond-elle son rôle de sénatrice avec celui de Procureur qui maintient les personnes en prison malgré des preuves de leur innocence ?

Comme à son accoutumée, Kamala Harris brille par ses incohérences, aussi bien politiques qu'éthiques. Opposée à la légalisation de la marijuana depuis son passage à San Francisco, elle finit par soutenir cette cause. Son revirement est jugé opportuniste. A l'opposé, elle soutient d'abord le programme Medicare for All avant de se tourner vers une approche hybride incluant des options d'assurance privée, suscitant des critiques pour son manque de constance. Mais celles-ci sont plus virulentes lorsqu'il s'agit de financement de campagne. La Sénatrice avait promis de ne pas accepter d'argent de Wall Street, mais a fini par accepter des fonds pour sa campagne présidentielle. Ses positions sur l'immigration ont également changé, notamment en ce qui concerne la décriminalisation des entrées illégales aux États-Unis.

Harris démissionne en janvier 2021 de son siège, après son élection comme vice-présidente de Joe Biden. Mais c'est la Maison Blanche qu'elle vise au début de la campagne démocrate. Considérée comme la favorite, elle n'hésite même pas à réprimander son rival, Joe Biden, pour son bilan de vice-président, histoire de gagner des points dans les sondages. Le candidat la lui rend bien, lui rappelant son bilan en tant que procureur à San Francisco et en Californie, particulièrement ses poursuites liées à la marijuana ainsi que le blocage de tests ADN de condamnés à mort. Elle chute dans les sondages et se retire, "par manque de fonds".

Ainsi, l'ascension politique de Kamala Harris illustre un parcours marqué par l'opportunisme, les contradictions et les controverses. Propulsée par ses relations intimes, elle se retrouve aujourd'hui à la tête du ticket démocrate par défaut. Comble du cynisme et de l'ironie, celle qui a bâti sa carrière sur des condamnations à outrances et de l'inconsistance politique, se présente désormais comme le visage de la continuité et du changement.

Venezuela.

Au Venezuela comme au Bangladesh, hier en Tunisie, Egypte, Irak, Syrie, Libye...

J-C - Il n'a qu'à les interdire !

Venezuela : Le Président Maduro veut réguler les réseaux sociaux pour éviter un « coup d'État cyberfasciste criminel » - 20 Minutes 7 août 2024

20 Minutes avec AFP 7 août 2024

« Ils ont utilisé le processus électoral pour [...] propager la haine sur TikTok et Instagram. J'accuse TikTok et Instagram pour leur responsabilité dans l'installation de la haine pour diviser les Vénézuéliens », a tonné Nicolas Maduro, réclamant une régulation des réseaux sociaux afin d'éviter un « coup d'État cyberfasciste criminel ».

Ce dernier a dénoncé des contenus promouvant la « haine », le « fascisme », la « division » et les « menaces », alors que le pouvoir utilise, lui aussi, abondamment ces réseaux de manière directe avec des comptes officiels ou indirecte avec ses relais et ses partisans.

« Je vais rompre les relations avec WhatsApp »

Ces plateformes ont en effet joué un grand rôle dans la diffusion de contenus sur les manifestations à l'issue de la présidentielle du 28 juillet. Parmi les hashtags les plus utilisés sur le réseau X après le scrutin, ceux de #fraude, #VenezuelaLibre et le mantra de la dirigeante de l'opposition Maria Corina Machado #HastaElFinal (jusqu'au bout). A l'autre extrémité du spectre est apparu celui de #GanoMaduro (Maduro a gagné).

Ce sont des « multiplicateurs conscients de la haine et du fascisme », a-t-il encore dénoncé, accusant le magnat Elon Musk d'avoir été derrière le « piratage massif » du Conseil national électoral (CNE) qui a empêché, selon lui, la publication du décompte de l'ensemble des voix du scrutin.

« Je vais rompre les relations avec WhatsApp », a-t-il assuré au cours d'un rassemblement au palais présidentiel lundi. « WhatsApp est utilisé pour menacer le Venezuela, et je vais donc supprimer WhatsApp de mon téléphone pour toujours ». Il a appelé à un retrait « volontaire, progressif et radical » de l'application, propriété de l'entreprise américaine Meta au même titre que Facebook et Instagram. Dans son émission à la télévision publique, en direct devant les caméras, il a ensuite désinstallé l'application, très utilisée au Venezuela.

Venezuela: Nicolas Maduro annonce la suspension du réseau social X pendant 10 jours - BFMTV 9 août 2024

"Personne ne me fera taire, je vais affronter l'espionnage de l'empire technologique. Elon Musk est le propriétaire de X et a violé toutes les règles du réseau social Twitter, devenu X, et les a violées en incitant à la haine et au fascisme", a lancé Nicolas Maduro, qui accuse régulièrement le milliardaire américain de comploter contre lui.

Rejeter les tentatives de déstabilisation du gouvernement bolivarien du Venezuela – legrandsoir.info 9 août 2024

Solidarité avec Venezuela

Le lauréat argentin du prix Nobel de la paix, Adolfo Pérez Esquivel ; Manuel Zelaya, ancien président du Honduras ; Evo Morales, ancien président de l'État plurinational de Bolivie, ainsi que

plus de trois cents éminents intellectuels, écrivains, journalistes, dirigeants politiques et militants, rejettent les tentatives de coup d'État contre la République bolivarienne du Venezuela.

Après l'élection présidentielle historique du 28 juillet, qui a consacré la victoire de Nicolas Maduro Moros pour un troisième mandat, l'opération déstabilisatrice de l'impérialisme s'est intensifiée au Venezuela, conçue et mise en œuvre avant, pendant et après les élections.

Les actes de violence et de vandalisme qui ont pu être vus à la télévision et sur les réseaux sociaux démontrent que les accusations de fraude contre le gouvernement Maduro et le Conseil national électoral ne sont que la surface d'un vaste plan déstabilisateur qui justifierait le recours à une intervention militaire étrangère.

Toutes les forces démocratiques de la région et la communauté internationale doivent dénoncer, répudier et rejeter énergiquement les tentatives de coup d'État contre la République bolivarienne sœur du Venezuela.

Paix et démocratie pour le noble peuple vénézuélien, punition pour les putschistes

<https://www.legrandsoir.info/rejeter-les-tentatives-de-destabilisation-du-gouvernement-bolivarien-du-venezuela.html>

Venezuela : lettre à ARTE à propos du documentaire "*Maduro, du socialisme à la dictature*" – legrandsoir.info 9 août 2024

Solidarité Bolivarienne

Votre « documentaire » « *Maduro du socialisme à la dictature* » est un pur outil de propagande organisé autour des « témoignages » de membres de l'opposition d'extrême-droite exclusivement, d'un général renégat réfugié en Colombie à l'époque où celle-ci était dirigée par Ivan Duque qui n'a jamais raté une occasion de créer des problèmes à son voisin, avec qui il partage 2000 km de frontière, de déclarations hostiles d'ambassadeurs de pays de l'Union européenne dont on connaît la position envers le Venezuela (n'oublions que le père de Leopoldo Lopez qui fuit la justice vénézuélienne après avoir commis dans le pays divers délits dont celui d'incitation à la violence, est député européen !) et de représentants des Etats-Unis dont l'objectivité est plus que sujette à caution.

Ces individus répètent à l'envi des mot-clefs comme « *dictature* » « *répression* » « *isolement international* » « *traversée du désert* » dont aucun ne correspond à la réalité et, naturellement, Cuba !

Pas un mot des dommages causés au pays par les sanctions étasuniennes, de la difficulté pour le Gouvernement vénézuélien de se procurer des pièces de rechange pour ses infrastructures, des aliments et des médicaments pour sa population, pas un mot de l'enlèvement par les Etats-Unis d'un diplomate vénézuélien chargé de procurer des aliments à son pays (une activité terroriste s'il en est !) de l'impossibilité de vendre le pétrole vénézuélien sur le marché international et j'en passe.

Pas un mot non plus de la façon dont le Président Nicolas Maduro a mis fin aux « *garimbas* » de 2017 : la convocation d'une Assemblée Constituante ! Avez-vous déjà vu un dictateur convoquer

une Assemblée Constituante ? Le Venezuela est vraiment une drôle de dictature dans laquelle le Président de la République, pour résoudre n'importe quel problème, fait appel à la Constitution et consulte le peuple par referendum et où ce sont les communes qui, par une élection, choisissent les projets prioritaires qu'elles veulent réaliser sur leur territoire. Depuis l'arrivée au pouvoir de la Révolution Bolivarienne, il y a eu 31 élections au Venezuela, qui se sont toutes réalisées en présence d'observateurs internationaux qui ont tous témoigné de la transparence du processus, et le parti au Gouvernement en a gagné 29.

A propos d'élections, ignorez-vous vraiment ce que le Centre Carter, lorsqu'il était encore dirigé par l'ancien président des Etats-Unis Jimmy Carter, disait du système électoral vénézuélien ? Il disait tout simplement que le système électoral vénézuélien était le meilleur du monde.

Vous citez la parole des présidents des Etats-Unis quand ils calomnient Nicolas Maduro ou son pays, mais quand l'un d'entre eux fait l'éloge du système électoral vénézuélien, vous préférez citer ce pantin des Etats-Unis de Juan Guaido qui s'est auto-proclamé « *président par interim* » du Venezuela sans avoir été élu par personne.

Ce « *documentaire* » est une honte, les individus qui l'ont réalisé ne méritent pas le nom de journalistes.

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 15 août 2024

78th Indian Independence Day.

Later, the Indian and French governments ratified the 'Treaty of Cessation' and initiated the de-jure transfer of the territory to India, on August 16, 1962. As a result, Puducherry also celebrates independence a day after India celebrates independence.

A bas l'impérialisme français, à bas l'Etat colonial !

Abrogation de la Constitution antidémocratique de la Ve République ! A bas la dictature des capitalistes, vive la dictature du prolétariat ! Vive le socialisme !

L'heure est au combat à mort pour en finir avec le capitalisme, sinon à quoi bon pleurnicher sur le sort de tous les peuples qui en sont les victimes.

Pour se débarrasser du capitalisme, il faut adopter un mode de penser scientifique, car c'est lui qui nous permettra d'accéder à la connaissance de l'histoire, de concevoir ou atteindre le niveau supérieur du processus historique que l'humanité doit dorénavant franchir sous peine de se putréfier et disparaître, le socialisme.

Tant qu'on n'aura pas appris à penser le monde tel qu'il est réellement ou il se présente à nous, et non tel qu'on le perçoit de manière déformée ou on voudrait qu'il soit, on ne progressera jamais vers le socialisme.

La question n'est plus de savoir dans quel monde nous vivons, car nous avons tous les moyens d'accéder à cette connaissance sans faire le moindre effort ou sans que cela nous coûte des sacrifices, sans avoir besoin de se déplacer ou de dépenser une fortune en voyages, il suffit de se connecter à Internet, puis de lire, écouter, regarder.

Personne parmi les classes privilégiées ne pourra dire qu'il ne savait pas ce qui se passait sous ses yeux ou n'importe où dans le monde, particulièrement dans les pays occidentaux dont la France.

Comment se fait-il, qu'on rencontre très rarement, pour ne pas dire jamais, des personnes capables de tenir un discours logique, rationnel, cohérent en n'importe quelle circonstance, quel que soit le sujet ou la question abordée, jusqu'au bout ? Elles sont visiblement victimes d'une défaillance cognitive, mais laquelle ou lesquelles, à quel niveau se situent-elles ? Cela vient d'elles ou sans recourir à une intervention extérieure, je veux dire par là, que je ne confonds pas avec des désaccords qu'on pourrait avoir avec des gens, et qu'on mettrait à leur compte parce qu'on tiendrait

absolument à avoir raison, non, ce sont des trucs aberrants souvent rudimentaires qui sortent uniquement d'eux-mêmes, qu'ils ont intégrés ou dans lesquels ils croient, auxquels elles tiennent.

L'épisode covid-19 en fut une illustration magistrale à grande échelle qui en surprit plus d'un, sans pour autant comprendre sa signification ou quelle en était l'origine. Comment pouvait-on être instruit ou avoir fait des études supérieures, et en arriver à croire de si grotesques stupidités, cela défiait l'entendement. Aucune des explications fournies ne fut satisfaisante, pourtant il en existait bien au moins une, à savoir que leur mode de penser était défectueux ou il ne permettait pas d'interpréter fidèlement la réalité, parce qu'ils n'étaient pas capables de l'observer telle qu'elle était, chez eux, le rapport de la pensée à l'être ou au monde extérieur était inversé, se privant ainsi des instruments de la logique qui leur auraient permis de comprendre immédiatement, qu'ils étaient en présence d'une mystification de nature politique.

Ce qui s'est produit lors de cet épisode, on en fait l'expérience quotidiennement en lisant des articles et des commentaires de lecteurs dans des blogs, en discutant avec des gens, c'est confondant parce que c'est systématique.

Allons plus loin, cela déteint sur leur comportement, en plus d'afficher des idées stupides, ils le revendiquent, ils en sont fiers, ils sont même prétentieux ou hautains, ils méprisent ceux qui ne pensent pas comme eux. De plus, ils manquent singulièrement de modestie et de simplicité, ce qui caractérise les idiots en général qui s'écoutent parler, à commencer par les professeurs et autres chercheurs qui prennent les choses de très haut, là où le commun des mortels ne peut pas accéder, mais qui en réalité ne pètent ou ne pensent pas plus loin que le bout de leur nez.

Le choix d'une étude multidisciplinaire pour aborder une question met le chercheur sur la voie du matérialisme dialectique, donc sur la bonne voie, mais avant qu'il observe son comportement et ses idées et en tire des enseignements, il peut passer à côté ou s'écouler toute une vie sans en changer, ils ne seront jamais parvenus au bout de l'histoire qu'ils ignoreront à jamais. C'est dommage d'avoir commencé à s'élever pour finalement stagner à un niveau relativement médiocre le restant de ses jours, les universitaires en sont là.

Ce qui nous intéresse, c'est le fond des choses et non les apparences, les causes, les origines, les trucs du genre, hypocrisie, lâcheté, hyper individualisme, égocentrisme, etc. ce sont des effets secondaires. Contrairement aux despotes, on ne souhaite pas changer les idées ou le comportement des gens, on leur propose un mode de penser différent pour qu'éventuellement ils les modifient eux-mêmes en harmonie avec leurs besoins sociaux et leurs aspirations démocratiques, pour qu'ils prennent en mains leur destin, on se fout du reste, de leurs goûts ou tendances sexuelles qui ne regardent qu'eux, car c'est l'unique moyen pour changer la société.

Le pays de la dictature sanitaire, climatique, énergétique, numérique, pronazi sioniste et ukrainien : Un enchantement !

JO de Paris 2024 : que va-t-il rester de la ferveur populaire de ces deux semaines "enchantées" ?

La France est devenue aussi décomposée que la Grande-Bretagne ou les Etats-Unis, son modèle. Rien d'étonnant à cela.

10% de millionnaires sont acquis au régime, quand on ajoute leur moitié et rejets, on arrive facilement à 15%, ensuite, parmi les 25% de vieillards, les 2/3 sont acquis au régime, gage de stabilité, ainsi Macron dispose d'un solide socle social de 25 à 30% de la population, il lui manque plus que 20 ou 25% pour atteindre la majorité, en réalité beaucoup moins du fait de l'abstention, la moitié devrait suffire, et partant du constat que près des trois quarts de la population dispose de revenus ou d'un mode de vie relativement confortable, il suffira de mettre en branle la machine médiatique infernale et les réseaux sociaux pour convaincre sans peine quelques millions, qu'avec Macron ils vivent dans un pays « *enchanté* ».

A bas l'impérialisme anglo-saxon et l'occupation sioniste de la Palestine !

- Dans un communiqué commun le 12 août, les États-Unis, l'Allemagne, le Royaume-Uni, l'Italie et la France ont exprimé leur soutien « *à la défense d'Israël contre l'agression iranienne et contre les attaques des groupes terroristes soutenus par l'Iran* », tout en appelant Téhéran « à cesser ses menaces constantes d'attaque militaire contre Israël ». RT 13 août 2024

- Environ 68% des Allemands ont rejeté un soutien militaire à Israël, si la guerre s'étendait au Liban ou à l'Iran, selon un sondage d'opinion publié samedi par la chaîne de télévision publique ARD, Anadolu rapporte.

- Guerre Israël-Hamas : Tollé international après la provocation d'un ministre juif sur l'Esplanade des Mosquées - 20 Minutes avec AFP 14 août 2024

Avec le capitalisme, vive la guerre ! Stop ou encore ?

Manœuvres de fin du monde? - Mondialisation.ca, 08 août 2024

Le Pentagone est en train de mettre en place un plan pluriannuel de 2 000 milliards de dollars pour construire une nouvelle génération de missiles, de bombardiers et de sous-marins à armement nucléaire. Une grande partie de ce financement ira aux principaux entrepreneurs d'armes nucléaires tels que Bechtel, General Dynamics, Honeywell, Lockheed Martin et Northrop Grumman. Et ils feront tout ce qui est en leur pouvoir pour que l'argent continue de couler à flots.

https://www.mondialisation.ca/manoeuvres-de-fin-du-monde/5691244?doing_wp_cron=1723689504.0234489440917968750000

Washington rompt l'embargo sur les armes imposé à l'Arabie saoudite en lui livrant pour 750 millions de dollars de bombes - Mondialisation.ca 14 août 2024

Selon le Wall Street Journal (WSJ), les États-Unis vont livrer pour 750 millions de dollars de bombes à l'Arabie saoudite, levant ainsi un embargo imposé depuis 2022.

Selon le WSJ, la livraison de munitions comprendra 3 000 bombes de petit diamètre et 7 500 bombes Paveway IV. Le rapport indique également que Washington cherche à renforcer ses liens

avec l'Arabie saoudite afin de rétablir son influence en Asie occidentale. Mondialisation.ca 14 août 2024

Les États-Unis approuvent la vente de 20 milliards de dollars d'armement à Israël - BFMTV 14 août 2024

En famille. Ils tiennent le même discours et ils appliqueront le même programme.

Gabriel Attal propose aux groupes de l'Assemblée nationale de "bâtir des compromis législatifs", en excluant LFI, le RN et ses alliés - francetvinfo.fr 13 août 2024

Gabriel Attal, le Premier ministre démissionnaire et président du groupe Ensemble pour la République a adressé un courrier lundi 12 août, à André Chassaigne, Cyrielle Chatelain, Stéphane Lenormand, Boris Vallaud et Laurent Wauquiez, tous chefs de groupe à l'Assemblée, omettant de le transmettre aux membres du RN et de LFI.

Dans ce courrier adressé *"aux forces politiques allant de la gauche républicaine à la droite républicaine"*, il dresse un *"Pacte d'Action pour les Français"*, pour permettre aux membres de l'Assemblée nationale de se *"hisser à la hauteur du moment, et bâtir des compromis législatifs tournés vers l'intérêt des Français"*.

Les députés du groupe Ensemble pour la République ont donc identifié six chantiers prioritaires : *"le rétablissement des comptes publics et le renforcement de la souveraineté économique"*, *"la défense de nos valeurs, de notre laïcité et le renouveau de nos institutions"*, *"la qualité de vie des Français : leur pouvoir d'achat, leur logement et leur travail"*, *"l'environnement"*, *"la sécurité"* et *"les services publics, au premier rang desquels l'éducation et la santé."*

Gabriel Attal *"se tient donc à disposition"* pour une collaboration avec les Écologistes, le PCF, LR, le PS, Horizons et le MoDem sans *"effacer nos différences et nos désaccords"*, mais en les *"dépassant"* et en les *"surmontant"*.

J-C – Plus la réaction se radicalise, plus les opportunistes penchent à droite, il y a fort à parier qu'ils vont chercher à s'entendre avec Macron, à moins sinon qu'il tente un nouveau coup de force, fort de la séquence despotique de 2020-2022, pourquoi pas.

Pour qui gouvernerait-elle ? Lucie Castets s'engage à appliquer un programme compatible avec celui de la réaction.

- Lucie Castets plaide pour une *« évolution des pratiques parlementaires et des relations entre le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif »*. Au Parlement, cela passe par l'élaboration des textes *« en amont avec les rapporteurs et chefs de file pressentis des commissions »* avant toute transmission au Conseil d'État ou par une meilleure répartition des *« responsabilités »* lors des débats.

« Nous nous portons garant de ce changement de pratiques », assurent Lucie Castets et les sept chefs des groupes parlementaires de gauche cosignataires, qui promettent des *« discussions*

approfondies avec les groupes parlementaires républicains » - formulation qui exclut le Rassemblement national - « *dès la nomination* » d'un gouvernement NFP.

« *Ce courrier est signé par la présidente du groupe La France insoumise à l'Assemblée, Mathilde Panot* », rappelle-t-elle.

Lucie Castets semble réduire un peu la voile sur l'augmentation du Smic (elle ne parle pas des 1 600 euros dans sa lettre) ou le retour de l'impôt sur la fortune (absent du courrier).

L'objectif du courrier est de « partager un cadre de travail et d'information », précise son entourage au HuffPost. Le HuffPost 12 août 2024

- La candidate du Nouveau Front populaire (NFP) à Matignon, Lucie Castets, évoque mardi 13 août dans une interview au *Parisien* la nécessité pour l'alliance de gauche de chercher des "accords", faute de majorité absolue à l'Assemblée nationale pour appliquer son programme.

(Mettre le Smic à 1.600 euros.) "*Cela reste des horizons*", explique Lucie Castets au *Parisien*, en évoquant également le retour de l'ISF. AFP/BFMTV 14 août 2024

Lucie Castets s'adresse en particulier aux députés de la majorité sortante, Renaissance. « *On a quand même un président qui envisageait avant l'élection de donner le pouvoir à Jordan Bardella en cas de majorité relative, et qui le refuse aujourd'hui à la gauche. Je trouve ça extrêmement préoccupant. Et je pense que ça ne convient pas non plus à tous chez Renaissance* », estime-t-elle. « *On a de bons premiers retours* », clame-t-elle au sujet de son courrier. lepoint.fr 14 août 2024

Santé.

Vaccination : le tueur silencieux», en 1977 (en anglais).

<https://ia802301.us.archive.org/14/items/vaccination-a-clear-and-present-danger/Vaccination%20a%20clear%20and%20present%20danger.pdf>

«L'aiguille empoisonnée», en 1957. Dr Eleana Mac Bean. (en anglais).

https://ia803205.us.archive.org/3/items/the_poisoned_needle_mcbean/The%20Poisoned%20Needle%20-%20McBean.pdf

Dans son livre écrit en 1957, «*The poisoned Needle, Suppressed facts about vaccination*», le Dr Eleana McBean, médecin, a été le témoin oculaire de l'épidémie de 1918. Elle écrit «*Seuls les vaccinés ont périés*».

La grippe espagnole de 1918

On estime qu'elle a tué entre 50 et 100 millions de personnes dans le monde. «*Cette pandémie catastrophique a été entourée d'un faux récit pendant plus d'un siècle*».

Un examen des faits révèle une pléthore de similitudes entre ce faux récit de pandémie de 1918 et celle du coronavirus de 2020 !

«*La pandémie de 1918 n'a pas émané d'Espagne ! Ce n'était pas une grippe. Elle n'a pas été causée par un virus. En l'identifiant à tort comme une grippe venant d'Espagne, on a contribué à en dissimuler la véritable nature et l'origine*».

En 1918, alors que les USA entraient dans la première guerre mondiale, les effectifs militaires ont été portés à 6 millions d'hommes dont 2 millions ont été envoyés sur les champs de bataille en Europe. Les scientifiques de l'institut Rockefeller ont saisi l'occasion de «*tester*» un vaccin expérimental sur ce nouveau groupe de cobayes humains désormais disponibles. Peu de gens réalisent que la maladie a tué bien plus de soldats de tous les camps que les mitrailleuses et le gaz moutarde ou tout autre élément associé à la première guerre mondiale.

En janvier 1918, un vaccin expérimental contre «*la méningite*», fabriqué à partir de chevaux, a été testé sur des soldats. C'est Frédérick. T. Gates (1853-1929), (aussi théologien !) président du conseil d'administration de l'institut Rockefeller et administrateur de la fondation Rockefeller qui a lancé l'expérience au Kansas en janvier 1918.

Dans le rapport qu'il a publié en 1918, il note que le vaccin a été administré en 3 doses aléatoires, ce qui n'est pas exact.

4792 hommes ont reçu la première dose.

4257 hommes ont reçu la seconde dose

3702 hommes ont reçu les trois doses.

Le Dr Gates ne dit pas ce qui est arrivé aux 1090 hommes qui ne se sont pas présentés à la troisième dose. Gates écrit que peu de temps après avoir été injectés, les soldats présentaient certains des symptômes semblables à ceux de la grippe, notamment de la toux, des vomissements et de la diarrhée. Ses réactions simulaient selon lui le début d'une «*méningite épidémique*» mais le Dr Gates a balayé cela d'un revers de main et a déclaré qu'il ne s'agissait pas d'une véritable méningite.

On peut se demander sur quelle science il s'est appuyé.

Des épidémies de grippe ont été enregistrées dans 14 des plus grands camps d'entraînement des forces armées. Les troupes récupérées ont porté et transmis l'infection à des soldats sains sur les champs de bataille d'Europe. Un rapport de 2008 a étudié les taux de mortalité et d'invalidité dans le monde entier pendant la pandémie. Ils ont décrit comment «*les bactéries*» se propageaient rapidement des personnes infectées à d'autres en particulier dans des environnements surpeuplés, tels que les services hospitaliers, les casernes des camps militaires, les navires de transport de troupes.

Quelques 9000 personnes dans le monde ont été autopsiées pour conclure que «*la grippe de 1918 n'était pas une grippe*». D'après les cultures longues des autopsies, la «*bactérie pneumonia*» a tué au moins 92,7% d'entre eux.

Lorsque la première guerre mondiale s'est terminée le 11 novembre 1918, les soldats sont rentrés chez eux, propageant la «*pneumonia bactérienne meurtrière*» dans le monde entier.

L'un des témoins oculaires les plus importants était le Dr Eleana Mac Bean. Elle fut témoin du carnage humain à l'âge de 13 ans. Elle et sa famille afro-américaine ne se sont pas fait vacciner. Ils

sont restés en bonne santé tout le long de la pandémie. Elle est devenue médecin et a écrit plusieurs livres dont :

«*L'aiguille empoisonnée*», en 1957.

«*Vaccination : le tueur silencieux*», en 1977.

«*Exposé sur la grippe porcine*», en 1977.

Elle a fourni des descriptions très vivantes et je vais en lire un extrait :

«*Lorsque la grippe était à son apogée, tous les magasins étaient fermés ainsi que les écoles, les entreprises, l'hôpital, car les médecins et les infirmiers avaient été vaccinés et étaient atteints de «la grippe...».* Il n'y avait personne dans la rue. C'était comme une ville fantôme. Il semblait que la seule famille qui n'avait pas attrapé cette «grippe...» était ma famille. Mes parents sont donc allés de maison en maison faisant ce qu'ils pouvaient pour soigner les malades car il était impossible de trouver un médecin.

S'il était possible que les germes des bactéries et des virus ou des bacilles provoquaient des maladies, ils avaient tout loisir d'attaquer mes parents alors qu'ils passaient tant d'heures par jour dans les chambres des malades ! Mais ils n'ont pas eu la grippe. Ils n'ont pas ramené le germe à la maison pour nous contaminer, nous leurs enfants. Aucun membre de notre famille n'a eu la grippe... ni un rhume. C'était en hiver avec de la neige épaisse au sol».

Un document a identifié le vaccin expérimental contre la «*méningite bactérienne*» comme principal coupable. Il y est écrit que «*seuls ceux qui ont été vaccinés ont péri*».

La Palestine deviendra le ghetto du monde.

Mémoire de Edwin Montagu sur l'antisémitisme du gouvernement (britannique) actuel – Soumis au cabinet britannique, août 1917

J'ai choisi le titre ci-dessus pour ce mémorandum, non pas dans un sens hostile, non pas du tout pour me quereller avec un point de vue antisémite qui pourrait être défendu par mes collègues, non pas avec le désir de nier que l'antisémitisme puisse être défendu par des hommes rationnels, non pas même dans le but de suggérer que le gouvernement est délibérément antisémite ; mais je souhaite faire état de mon opinion selon laquelle la politique du gouvernement de Sa Majesté est antisémite et, par conséquent, constituera un terrain de ralliement pour les antisémites dans tous les pays du monde.

Ce point de vue est motivé par la réception hier d'une correspondance entre Lord Rothschild et M. Balfour.

La lettre de Lord Rothschild est datée du 18 juillet et la réponse de M. Balfour doit être datée d'août 1917. Je crains que ma protestation n'arrive trop tard, et il se peut que le gouvernement ait été pratiquement engagé lorsque Lord Rothschild a écrit et avant que je ne devienne membre du gouvernement, car il y a manifestement eu une correspondance ou une conversation avant cette lettre. Mais j'estime qu'en tant que seul ministre juif du gouvernement, mes collègues pourraient

me donner l'occasion d'exprimer des opinions qui me sont peut-être propres, mais auxquelles je tiens beaucoup et que je dois demander la permission d'exprimer lorsque l'occasion s'en présentera.

Je crois fermement que cette guerre a porté un coup fatal à l'internationalisme et qu'elle a été l'occasion d'un renouveau du sens de la nationalité, qui se relâchait, car non seulement la plupart des hommes d'État de la plupart des pays ont tacitement convenu que la redistribution des territoires résultant de la guerre devait se faire plus ou moins sur des bases nationales, mais nous avons appris à nous rendre compte que notre pays défend des principes, des objectifs, une civilisation qu'aucun autre pays ne défend au même degré, et qu'à l'avenir, quel qu'ait pu être le cas dans le passé, que ce soit en temps de paix ou en temps de guerre, nous devons vivre et nous battre pour ces objectifs et ces aspirations, organiser nos vies et nos capacités industrielles de manière à être prêts à tout moment à relever le défi. Pour prendre un exemple, la science de l'économie politique, qui dans sa pureté ne connaît pas le nationalisme, sera dorénavant tempérée et considérée à la lumière de ce besoin national de défense et de sécurité.

C'est dans cette atmosphère que le gouvernement propose d'approuver la formation d'une nouvelle nation avec un nouveau foyer en Palestine. Cette nation sera vraisemblablement formée de Russes juifs, d'Anglais juifs, de Roumains juifs, de Bulgares juifs et de citoyens juifs de toutes les nations – survivants ou parents de ceux qui ont combattu ou donné leur vie pour les différents pays que j'ai mentionnés, à un moment où les trois années qu'ils ont vécues ont uni leur vision et leur pensée plus étroitement que jamais avec les pays dont ils sont citoyens.

Le sionisme m'a toujours semblé être un credo politique malicieux, insoutenable pour tout citoyen patriote du Royaume-Uni. Si un Anglais juif pose ses yeux sur le Mont des Oliviers et aspire au jour où il secouera la terre britannique de ses chaussures et retournera à ses activités agricoles en Palestine, il m'a toujours semblé reconnaître des objectifs incompatibles avec la citoyenneté britannique et admettre qu'il n'est pas apte à participer à la vie publique en Grande-Bretagne, ni à être traité comme un Anglais. J'ai toujours compris que ceux qui se sont laissés aller à ce credo étaient en grande partie animés par les restrictions et le refus de liberté imposés aux juifs en Russie. Mais au moment même où ces juifs ont été reconnus comme des Russes juifs et ont bénéficié de toutes les libertés, il semble inconcevable que le sionisme soit officiellement reconnu par le gouvernement britannique et que M. Balfour soit autorisé à dire que la Palestine doit être reconstituée comme le «*foyer national du peuple juif*». Je ne sais pas ce que cela implique, mais je suppose que cela signifie que les mahométans et les chrétiens doivent laisser la place aux juifs, que les juifs doivent être placés dans toutes les positions de préférence et doivent être associés de manière particulière à la Palestine, de la même manière que l'Angleterre l'est avec les Anglais ou la France avec les Français, que les Turcs et autres mahométans en Palestine seront considérés comme des étrangers, de la même manière que les juifs seront dorénavant traités comme des étrangers dans tous les pays, sauf la Palestine. Peut-être aussi que la citoyenneté ne sera accordée qu'à l'issue d'un test religieux.

Je pose avec insistance quatre principes :

1. J'affirme qu'il n'existe pas de nation juive. Les membres de ma famille, par exemple, qui vivent dans ce pays depuis des générations, n'ont aucune sorte de communauté de vue ou de désir avec une famille juive d'un autre pays, si ce n'est qu'ils professent plus ou moins la même religion. Il n'est pas plus vrai de dire qu'un Anglais juif et un Maure juif sont de la même nation que de dire qu'un Anglais chrétien et un Français chrétien sont de la même nation : de la même race, peut-être, à travers les siècles – à travers les siècles de l'histoire d'une race particulièrement adaptable. Le Premier ministre et M. Briand sont, je suppose, apparentés à travers les âges, l'un en tant que Gallois et l'autre en tant que Breton, mais ils n'appartiennent certainement pas à la même nation.

2. Lorsqu'on dira aux juifs que la Palestine est leur foyer national, chaque pays voudra immédiatement se débarrasser de ses citoyens juifs, et vous trouverez en Palestine une population qui chassera ses habitants actuels, qui prendra tout ce qu'il y a de mieux dans le pays, qui viendra de tous les coins du globe, qui parlera toutes les langues de la terre et qui sera incapable de communiquer entre elle autrement que par l'intermédiaire d'un interprète. J'ai toujours compris que c'était la conséquence de la construction de la Tour de Babel, si tant est qu'elle ait jamais été construite, et je ne suis certainement pas en désaccord avec l'opinion communément admise, comme je l'ai toujours compris, par les juifs avant que le sionisme ne soit inventé, selon laquelle le retour des juifs pour former une nation dans le pays d'où ils ont été dispersés nécessiterait une direction divine. Je prétends que la vie que les juifs britanniques ont menée, les objectifs qu'ils se sont fixés, le rôle qu'ils ont joué dans notre vie publique et nos institutions publiques, leur donnent le droit d'être considérés, non pas comme des juifs britanniques, mais comme des Britanniques juifs. Je serais prêt à priver tous les sionistes de leur droit de vote. Je serais presque tenté de proscrire l'organisation sioniste comme illégale et contraire à l'intérêt national. Mais je demanderais à un gouvernement britannique suffisamment de tolérance pour refuser une conclusion qui fait de tous leurs concitoyens juifs des étrangers par implication, si ce n'est immédiatement par la loi.

3. Je nie que la Palestine soit aujourd'hui associée aux juifs ou qu'elle puisse être considérée comme un endroit où ils pourraient vivre. Les dix commandements ont été remis aux juifs sur le Sinaï. Il est tout à fait vrai que la Palestine joue un rôle important dans l'histoire juive, mais il en va de même dans l'histoire mahométane moderne et, après l'époque des juifs, elle joue certainement un rôle plus important que n'importe quel autre pays dans l'histoire chrétienne. Le Temple était peut-être en Palestine, mais le Sermon sur la Montagne et la Crucifixion l'étaient aussi. Je ne refuserais pas aux juifs de Palestine l'égalité des droits à la colonisation avec ceux qui professent d'autres religions, mais un test religieux de citoyenneté me semble être le seul admis par ceux qui adoptent une vision bigote et étroite d'une époque particulière de l'histoire de la Palestine, et revendiquent pour les juifs une position à laquelle ils n'ont pas droit. Si ma mémoire est bonne, il y a trois fois plus de juifs dans le monde que ce qui pourrait être admis en Palestine si l'on en chassait toute la population qui y reste actuellement. Si je me souviens bien, il y a trois fois plus de juifs dans le monde qu'il ne serait possible d'en faire entrer en Palestine si l'on en chassait toute la population qui s'y trouve aujourd'hui.

4. Je comprends aisément que les rédacteurs du Morning Post et du New Witness soient des sionistes, et je ne suis pas du tout surpris que les non-juifs d'Angleterre accueillent favorablement cette politique. J'ai toujours reconnu l'impopularité, bien plus grande que certains ne le pensent, de ma communauté. Nous avons obtenu une part bien plus importante des biens et des opportunités de ce pays que ce à quoi nous avons numériquement droit. Dans l'ensemble, nous atteignons la maturité plus tôt et, par conséquent, nous sommes en concurrence déloyale avec les personnes de notre âge. Beaucoup d'entre nous ont été exclusifs dans leurs amitiés et intolérants dans leur attitude, et je peux facilement comprendre que beaucoup de non-juifs en Angleterre veuillent se débarrasser de nous. Mais de même qu'il n'y a pas de communauté de pensée et de mode de vie parmi les Anglais chrétiens, il n'y en a pas non plus parmi les Anglais juifs. De plus en plus, nous sommes éduqués dans les écoles publiques et les universités, et nous prenons part à la politique, à l'armée et à la fonction publique de notre pays. Et je suis heureux de penser que les préjugés contre les mariages mixtes sont en train de disparaître. Mais lorsque le juif a un foyer national, il s'ensuit que l'élan visant à nous priver des droits de la citoyenneté britannique doit être considérablement accru. La Palestine deviendra le ghetto du monde. Pourquoi le Russe devrait-il accorder au juif des droits égaux ? Son foyer national est la Palestine. Pourquoi Lord Rothschild attache-t-il tant d'importance à la différence entre juifs britanniques et juifs étrangers ? Tous les juifs seront des juifs étrangers, habitants du grand pays de Palestine... Je ne sais pas comment sera choisi l'heureux

tiers, mais le juif aura le choix, quel que soit le pays auquel il appartient, quel que soit le pays qu'il aime, quel que soit le pays dont il se considère comme partie intégrante, entre aller vivre avec des gens qui lui sont étrangers, mais auxquels ses compatriotes chrétiens lui ont dit qu'il devait appartenir, et rester comme un hôte indésirable dans le pays auquel il croyait appartenir.

Je ne suis pas surpris que le gouvernement prenne cette mesure après la formation d'un régiment juif, et j'attends de savoir si mon frère, qui a été blessé dans la division navale, ou mon neveu, qui fait partie des Grenadier Guards, sera contraint par l'opinion publique ou par les règlements de l'armée de devenir officier dans un régiment qui sera principalement composé de personnes qui ne comprendront pas la seule langue qu'il parle – l'anglais. Je comprends très bien que lorsqu'il a été décidé, à juste titre, d'obliger les juifs étrangers de ce pays à servir dans l'armée, il a été difficile de les placer dans des régiments britanniques en raison des difficultés linguistiques, mais c'était parce qu'ils étaient étrangers, et non parce qu'ils étaient juifs, et une Légion étrangère me semble avoir été la bonne chose à faire. Une Légion juive rend plus difficile la position des juifs dans les autres régiments et impose une nationalité à des gens qui n'ont rien en commun.

J'ai le sentiment que l'on demande au gouvernement d'être l'instrument de la réalisation des souhaits d'une organisation sioniste largement dirigée, d'après mes informations, en tout cas dans le passé, par des hommes d'origine ou de naissance ennemie, et qui, par ce moyen, ont porté un coup sévère aux libertés, à la position et aux possibilités de service de leurs compatriotes juifs.

Je dirais à Lord Rothschild que le gouvernement est prêt à faire tout ce qui est en son pouvoir pour obtenir pour les juifs de Palestine une liberté totale d'installation et de vie sur un pied d'égalité avec les habitants de ce pays qui professent d'autres croyances religieuses. Je demande au gouvernement de ne pas aller plus loin.

E.S.M. 23 août 1917

Source : Grande-Bretagne, Public Record Office, Cab. 24/24, 23 août 1917. Lord Edwin Samuel Montagu (1879-1924), homme d'État anglo-juif, a été ministre britannique des munitions en 1916 et secrétaire d'État aux Indes en 1917-1922.

Bangladesh.

L'ex-Première ministre du Bangladesh accuse Washington d'avoir orchestré sa démission - fr.sputniknews.africa11 août 2024

Dans une lettre citée par *l'Economic Times*, l'ex- Première ministre du Bangladesh Sheikh Hasina affirme que Washington est impliqué dans sa mise en retrait, car elle a refusé de céder l'île de Saint-Martin.

Sheikh Hasina, qui a démissionné du poste de Premier ministre et quitté le Bangladesh le 5 août, estime que les États-Unis sont impliqués dans sa démission, relate *l'Economic Times* citant une lettre de la responsable.

«J'aurais pu rester au pouvoir si j'avais renoncé à la souveraineté de l'île de Saint-Martin et permis à l'Amérique de contrôler le golfe du Bengale», explique Sheikh Hasina dans cette lettre.

Les États-Unis auraient l'intention de construire une base militaire sur l'île Saint-Martin, la seule île de corail et l'un des plus célèbres sites touristiques du Bangladesh. Cela présenterait un avantage stratégique considérable, donnant automatiquement une présence à proximité du détroit de Malacca, que la Chine utilise principalement pour ses transports, rapporte le Firstpost. fr.sputniknews.africa
11 août 2024

Ce qui se cache derrière le changement de régime au Bangladesh - reseauinternational.net 13 août 2024

C'est le média financé par le gouvernement américain, Voice of America, qui a admis dans un article de 2023 le rôle joué par l'ambassadeur des États-Unis au Bangladesh lui-même dans le soutien à l'opposition dans ce pays d'Asie du Sud.

L'article admettait dans une légende de photo que l'ambassadeur américain Peter Haas *«est populaire au Bangladesh parmi les militants pro-démocratie et des droits de l'homme et les détracteurs du régime de Sheikh Hasina»*.

Le même article reconnaissait les mesures déjà prises par les États-Unis pour faire pression sur le Bangladesh afin qu'il organise les prochaines élections de manière à produire le résultat souhaité par Washington, notant que :

...le gouvernement des États-Unis a annoncé qu'il avait commencé à *«prendre des mesures pour imposer des restrictions de visa»* aux Bangladais reconnus complices de *«l'atteinte au processus électoral démocratique»* au Bangladesh.

L'article admettait que le parti de la Ligue Awami (AL), qui dirigeait le Bangladesh jusqu'aux récentes et violentes manifestations, avait accusé l'ambassadeur américain Haas d'interférer dans les affaires politiques internes du Bangladesh et plus particulièrement de soutenir le Parti nationaliste du Bangladesh (BNP) de l'opposition ainsi que la violence de rue menée en son nom.

Le *«Muscle»*

Alors que les médias occidentaux ont décrit les troubles au Bangladesh comme des manifestations *«pro-démocratie»* menées par des *«manifestants étudiants»*, la BBC, dans son article de juillet 2023 intitulé *«La Première ministre bangladaise accuse ses ennemis politiques d'être responsables de la violence»*, admettait indirectement que le BNP et le mouvement Jamaat-e-Islami, y compris ses ailes étudiantes, étaient derrière la violence.

Depuis que le Bangladesh a obtenu son indépendance [en 1971, NdT], il a interdit le Jammata-e-Islami par intermittence pendant des décennies, selon qui détenait le pouvoir, l'organisation étant accusée d'avoir commis de nombreux actes de violence.

Voice of America, reprenant un article de l'Associated Press, note que *«la plupart des hauts dirigeants du parti ont été pendus ou emprisonnés depuis 2013 après que les tribunaux les ont reconnus coupables de crimes contre l'humanité, notamment de meurtres, d'enlèvements et de viols en 1971»*.

Il convient de noter qu'en dehors du Bangladesh, d'autres gouvernements ont également désigné le Jammât-e-Islami comme une organisation terroriste, dont la Fédération de Russie.

Le département d'État américain, pour sa part, a publié un rapport pas plus tard qu'en 2023, blanchissant l'histoire violente et la menace persistante que l'organisation représente pour le Bangladesh, décrivant plutôt le Jammât-e-Islami comme victime des «abus» du gouvernement.

Bien que les médias occidentaux aient fait état de l'interdiction du Jammât-e-Islami, aucun de ces rapports n'a cherché à nier son implication dans les manifestations les plus récentes.

Le «*Visage*» des manifestations

Tout comme d'autres manifestations organisées par les États-Unis à travers le monde, il semble qu'un conglomérat d'organisations violentes comme Jammât-e-Islami ainsi que des groupes dits de la «*société civile*» financés par le gouvernement américain et des partisans de partis d'opposition soutenus par les États-Unis soient descendus dans la rue, chacun jouant un rôle essentiel.

Des rassemblements violents dans les rues alimentent la violence dans le but d'intensifier les protestations, la société civile se présente comme le «*visage*» du mouvement à la fois dans les rues et dans l'espace d'informationnel, tandis que les partis politiques soutenus par les États-Unis utilisent le chaos qui en résulte pour se hisser au pouvoir.

Plusieurs étudiants du département des sciences politiques de l'université de Dhaka, dont Nahid Islam et Nusrat Tabassum, ont joué le rôle de «*visage*» auprès du public mondial. Ils ont tous deux leur propre profil sur les gouvernements américain et européen ainsi que sur la base de données Front Line Defenders financée par l'Open Society.

Comme de plus en plus de gens dans le monde commencent à comprendre et à rechercher des preuves de l'implication du gouvernement américain dans les changements de régime à travers le monde, les États-Unis se montrent plus prudents dans leur manière de soutenir de telles activités. Alors que Nahid Islam, Nusrat Tabassum et d'autres leaders clés des manifestations «*étudiantes*» n'ont aucun lien direct connu avec le gouvernement américain, l'Université de Dhaka en a un.

Le département de science politique, dont sont issus ces «*leaders*», mène régulièrement des activités avec des organisations et des forums centrés sur l'Occident. Le département est composé de professeurs impliqués dans des programmes financés par le gouvernement américain, notamment le projet «*Confronting Misinformation in Bangladesh (CMIB)*». Parmi eux figurent les professeurs Saima Ahmed et Kajalei Islam, qui font tous deux partie de l'équipe de direction du projet aux côtés de bénéficiaires de subventions du National Endowment for Democracy (NED) et de boursiers Fulbright du département d'État américain.

Considérant à quel point le département de science politique de l'Université de Dhaka a été infiltré par le gouvernement américain grâce aux sommes importantes et aux bourses mises à disposition par le NED et Fulbright, l'émergence d'«*étudiants*» servant les intérêts américains en se faisant passer pour le visage du changement de régime soutenu par les États-Unis au Bangladesh n'est pas une surprise.

Un modèle familial

L'utilisation de mobilisations violentes dans les rues dirigées par des extrémistes et de ce que l'on appelle des «*manifestations étudiantes*» pour déstabiliser des nations ciblées, renverser des gouvernements et aider à installer au pouvoir des partis d'opposition soutenus par les États-Unis s'inscrit dans un modèle à l'échelle du monde, reconnu par les médias occidentaux eux-mêmes.

En 2004, le Guardian de Londres a admis que les États-Unis avaient parrainé des changements de régime en Europe de l'Est, ciblant la Biélorussie, la Serbie et l'Ukraine, ainsi que la Géorgie dans la région du Caucase, déclarant à propos des troubles en Ukraine à l'époque que :

«...cette campagne est une création américaine, un exercice sophistiqué et brillamment conçu de marketing de masse et de branding occidental qui, dans quatre pays en quatre ans, a été utilisé pour tenter de faire reconnaître des élections truquées et de renverser des régimes honnis. Financée et organisée par le gouvernement américain, avec le concours de consultants, sondeurs, diplomates américains, des deux grands partis américains et d'organisations non gouvernementales américaines, la campagne a été utilisée pour la première fois en Europe, à Belgrade en 2000, pour battre Slobodan Milosevic aux élections».

Le même article affirme également que «*l'opération – l'ingénierie de la démocratie par les urnes et la désobéissance civile – est désormais si bien huilée que les méthodes sont devenues un modèle pour gagner les élections dans d'autres pays*».

Le même «*modèle*» sera à nouveau utilisé au Moyen-Orient et en Afrique du Nord en 2011, selon le New York Times dans son article «*Des organisations américaines ont contribué à nourrir les soulèvements arabes*».

Le NYT admettait :

«Selon des entretiens réalisés ces dernières semaines et des câbles diplomatiques américains obtenus par WikiLeaks, un certain nombre de groupes et d'individus directement impliqués dans les révoltes et les réformes qui ont balayé la région ont reçu une formation et un financement d'organismes comme l'International Republican Institute le National Democratic Institute et Freedom House, une organisation à but non lucratif de défense des droits de l'homme basée à Washington».

L'article mentionnerait nommément le NED et ses filiales, ainsi que le département d'État américain et ses partenaires parmi les entreprises technologiques basées aux États-Unis comme Google et Facebook (maintenant Meta), tous impliqués dans l'application du même «*modèle*» décrit par le Guardian en 2004.

Les troubles de 2011 dans le monde arabe et le renversement du gouvernement ukrainien en 2014 ont tous deux été marqués par le recours à des organisations extrémistes soutenues par les États-Unis. En Libye, en Égypte, en Tunisie et en Syrie, ce sont des organisations affiliées aux Frères musulmans et à Al-Qaïda qui ont été utilisées, tandis qu'en Ukraine, ce sont des milices néonazies qui ont joué ce rôle. Ces deux réseaux [néo-nazis et fondamentalistes, NdT] d'extrémistes violents ont depuis joué un rôle important dans les guerres qui ont suivi les changements de régime par les Américains dans ces régions.

Alors que les États-Unis font ouvertement pression sur le Bangladesh pour qu'il organise des élections selon les normes de Washington, pendant que leur ambassadeur à Dhaka soutient ouvertement les groupes d'opposition cherchant à renverser le gouvernement bangladais, il est très clair que ce «*modèle*» a désormais été appliqué avec succès au Bangladesh.

Qui les manifestants soutenus par les États-Unis veulent-ils voir accéder au pouvoir ?

L'Associated Press (via le magazine Time) dans son article intitulé «*Bangladesh Protesters Pitch Nobel Laureate Muhammad Yunus to Lead Interim Government*» (Des manifestants au Bangladesh proposent au lauréat du prix Nobel Muhammad Yunus de diriger un gouvernement intérimaire) rapporte :

«Un animateur important des manifestations étudiantes au Bangladesh a déclaré que le lauréat du prix Nobel de la paix Muhammad Yunus était leur choix pour diriger un gouvernement intérimaire, un jour après la démission de la Première ministre de longue date Sheikh Hasina».

Ce sont les «*leaders étudiants*» issus du département des sciences politiques de l'Université de Dhaka qui ont proposé le nom de Yunus, et il n'est donc pas surprenant que Yunus lui-même soit à la fois un boursier Fulbright du département d'État américain et un récipiendaire de diverses récompenses attribuées par l'Occident collectif pour renforcer sa crédibilité.

Ce qui inclut le prix Nobel de la paix, décerné à d'autres mandataires des États-Unis dans le monde, notamment à Aung San Suu Kyi dans la Birmanie voisine.

Yunus a également reçu l'US Presidential Medal of Freedom en 2009 et la médaille du Congrès des États-Unis en 2013. Sur le site Web de l'organisation de Yunus, le «*Yunus Centre*», dans un article de 2013 intitulé «*Dr. Muhammad Yunus, premier musulman américain récipiendaire de la médaille d'or du Congrès*», il est bizarrement désigné comme un «*musulman américain*», bien qu'aucune indication ne précise qu'il possède réellement la citoyenneté américaine.

Quelles que soient les conséquences du changement de régime au Bangladesh soutenu par les États-Unis dans les semaines et les mois à venir, il est important de comprendre à quel point les États-Unis sont encore profondément impliqués dans le monde entier, même dans des pays qui sont souvent absents des gros titres quotidiens et des analyses géopolitiques. Il est également important de comprendre la nécessité d'une plus grande prise de conscience de la manière dont les États-Unis interfèrent dans le monde et de la manière dont ils peuvent être à la fois dénoncés et arrêtés.

Toute ingérence américaine réussie n'importe où dans le monde contribue à favoriser encore davantage l'ingérence américaine partout ailleurs.

Venezuela.

Wall Street Journal : Les États-Unis ont offert une amnistie à Maduro et à ses partisans en échange de leur renoncement au pouvoir

Comme par hasard : les États-Unis ont proposé une amnistie à Nicolas Maduro en échange de son abandon du pouvoir. C'est ce qu'a rapporté le Wall Street Journal, citant ses propres sources.

Selon la publication, les États-Unis, au cours de négociations secrètes, ont proposé d'abandonner toutes les charges retenues contre Maduro, à nouveau portées par les Américains, si en réponse, il ne renouvelait pas ses pouvoirs présidentiels et démissionnait en janvier de l'année prochaine. L'amnistie a également été promise à tous les partisans de l'actuel président du Venezuela.

Les États-Unis offrent une amnistie à Nicolás Maduro pour le pousser à partir

Washington a proposé une porte de sortie au président chaviste, poursuivi par la justice américaine et accusé d'avoir volé l'élection vénézuélienne du 28 juillet, affirme *"The Wall Street Journal"*. Le chemin d'une sortie de crise par la diplomatie s'annonce pourtant étroit. Courrier international 12 août 2024

Ukraine.

Nord Stream : l'Allemagne lance un mandat d'arrêt contre un plongeur ukrainien, la Pologne ne coopère pas - RT 14 août 2024

Trois instructeurs de plongée ukrainiens auraient été impliqués dans le sabotage des gazoducs Nord Stream en septembre 2022. Un mandat d'arrêt européen a été émis en juin dernier par le parquet fédéral allemand contre l'un d'entre eux, vivant alors en Pologne, ont affirmé ce 14 août plusieurs médias allemands, dont la chaîne de télévision publique ARD et le journal Süddeutsche Zeitung.

Ce suspect, Vladimir S., aurait donc contribué au sabotage et à la pose des explosifs en profondeur sur le gazoduc, déclarent-ils. Or, les autorités polonaises devaient réagir 60 jours après l'émission de la demande allemande et interpellé cette personne, en vertu des normes d'entraide judiciaire de l'UE.

Mais Varsovie ne l'a pas fait, les médias allemands n'en explicitant pas les raisons précises, tout en estimant qu'arrêter cet homme était un dilemme pour les autorités polonaises, le pays étant opposé aux gazoducs.

RT a retrouvé la page Facebook du suspect et son nom complet : Vladimir Jouravliov, et celle de sa femme Yulianna. Originaire de Kiev, celui-ci a travaillé pour une association américaine d'instructeurs de plongée.

L'ARD et d'autres médias allemands avaient enquêté en mars 2023 et affirmé qu'un commando ukrainien était responsable de ce sabotage, alors que l'Occident n'a cessé d'accuser la Russie d'avoir fait sauter ses propres gazoducs alimentant l'Europe.

Le suspect, brièvement joint au téléphone par les médias allemands, a réfuté toute implication dans l'attentat. Les enquêteurs allemands auraient, toujours selon les mêmes sources, identifié Vladimir S. sur des photographies, une Citroën blanche ayant été flashée alors qu'elle emmenait le commando vers un voilier. Des résidus d'explosifs auraient été trouvés à bord de celui-ci. RT 14 août 2024

Argentine. La justice sous un président fasciste

Argentine : inculpation de l'ex-président Fernandez requise pour violences sur son ex-conjointe - AFP 15 août 2024

Le scandale qui secoue la politique argentine depuis une semaine, celui des violences présumées de l'ex-président Alberto Fernandez (2019-2023) sur son ex-conjointe, a franchi un cap mercredi, avec la réquisition d'inculper l'ex-chef de l'Etat pour coups et blessures avec circonstances aggravantes.

Le réquisitoire du parquet fédéral fait suite à une plainte déposée la semaine dernière par Fabiola Yañez, 43 ans, contre M. Fernandez, 65 ans, avec lequel elle a vécu une dizaine d'années. Depuis la plainte, M. Fernandez fait déjà l'objet d'une interdiction de sortie d'Argentine et d'entrer en contact avec la plaignante.

Pas le moins virulent, le président ultralibéral Javier Milei a fustigé, avec une délectation patente, "*l'hypocrisie progressiste*" des péronistes (centre gauche), au pouvoir 16 des 20 dernières années, et qui se revendiquent champions de la cause des femmes - sur laquelle l'Argentine est en pointe en Amérique latine.

"*Fernandez, champion du féminisme, qui frappe sa femme...*", a ironisé Javier Milei mardi sur son compte X.

Les révélations ont aussi fait peser une ombre sur le camp péroniste - qui a promptement pris ses distances avec M. Fernandez depuis les accusations. Mais à propos duquel une partie de la presse se demande à présent: qui, combien savaient et n'ont rien dit?

J-C - Je crois qu'en Argentine comme dans tous les pays émergents ou sous-développés, la violence conjugale est la règle, dès lors il est possible de l'instrumentaliser à des fins politiques.

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 22 août 2024

Au revoir l'acteur.

C'est la première fois dans la vie des hommes, que leur vie s'étale aux vues de tous de leur naissance à leur mort au cinématographe pour les plus célèbres ou sur des photographies ou en vidéo pour le reste de la population.

Du coup, selon les impressions que certaines personnes nous ont procurées dans le passé et du souvenir qu'on en garde, si elles furent associées à un moment agréable, on sera particulièrement sensible à l'annonce de leur décès, car c'est un peu comme si nous venions de perdre un proche ou un membre de notre famille, quelqu'un qu'on connaissait depuis si longtemps, on ne pensait jamais à sa disparition, alors quand cela se produit, qu'on le veuille ou non on en est affecté, peut-être parce que c'est comme si une petite partie de nous-même qui disparaissait avec lui.

J'allais ajouter que vous ne devriez pas vous en inquiéter parce qu'on ne meurt qu'une fois, sauf évidemment ceux qui trouveront cet hommage déplacé, car eux ils sont déjà cérébralement morts !

Et aux chiottes la « *cancel culture* » !

Un extrait du courriel reçu d'une fidèle lectrice.

- « *Bien que je ne me sois plus manifestée depuis longtemps, je n'en continue pas moins de suivre ce que tu publies, qui reste ces temps-ci, un des très rares moyens de ne pas brader tout ce qui constitue nos moyens de résister. C'est évidemment bien plus que résister qui est nécessaire et que tu appelles à faire.* »

J-C – Merci camarade. Elle m'a indiqué que le lien vers la précédente causerie ne fonctionnait pas, j'avais oublié de télécharger le fichier dans le serveur !

A propos du Venezuela.

- Voyez à quoi en sont réduits ceux qui ont tourné le dos au socialisme, ils en viennent à rédiger des appels en faveur du candidat fasciste vénézuélien propulsé par l'impérialisme américain qui a perdu l'élection présidentielle, et qui tente de s'imposer en réalisant un coup d'Etat soutenu par l'ensemble des régimes occidentaux, l'UE, etc. (Parmi eux, le PS, le NPA, Altutsoc, Ensemble, Réseau Bastille)

Bref, ils sont devenus les porte-parole de la pire réaction, comme naufrage on ne pouvait pas imaginer pire, ce n'est pas un hasard si on trouve dans ce panier de crabes inestimables d'extrotskyistes lambertistes (Altutsoc et Réseau Bastille).

Vérifiez-le vous-même :

<https://venezuelainfos.wordpress.com/2024/08/11/venezuela-gauches-du-sud-contre-gauche-francaise/>

https://venezuelainfos.wordpress.com/wp-content/uploads/2024/08/454745580_7971615809552404_1935925877745425505_n.jpg

Mes commentaires publiés par le blog *Le Grand Soir*, merci.

1- Je me demande jusqu'à quel point la diffusion de ce genre de document ne serait pas contre-productive, dans la mesure où tout le monde sait à quoi s'en tenir à propos de la barbarie des sionistes.

Compte tenu du soutien politique dont ils bénéficient au niveau des puissances occidentales, de la neutralité militaire dont fait preuve à leur égard le reste du monde, leur condamnation en parole ne sert à rien, sinon à encourager leurs auteurs à continuer en toute impunité à se livrer à des actes criminels sur des prisonniers, puisqu'ils ne seront jamais inquiétés ou jugés. Ces tortionnaires pourront en déduire, que quelque part la "communauté internationale" légitime ces pratiques qui n'ont rien à envier aux nazis, mieux, elle leur fait de la publicité. Donc, si un jour elle se ravisait, il serait toujours temps de faire valoir qu'elle en fut le complice. Quelle blague cruelle, car, qu'ils se rassurent, ce n'est pas près d'arriver, et si cela arrivait un jour, de toutes manières il serait trop tard pour juger qui que ce soit ou tout le monde aurait oublié cet épisode abominable et s'en foutrait !

Ce qui ressort de tout cela, c'est notre impuissance à faire cesser cette barbarie, ce qui ne manque pas de démoraliser ou conduire à la dépression plus d'un parmi nous.

Des preuves matérielles, objectives, des témoignages qu'on vit sous un régime bonapartiste, dictatorial, impérialiste, colonial, antisocial, toujours barbare en somme, mais dit républicain et démocratique sans rire, on en regorge sans que cela change quoi que ce soit. On pourrait se demander pourquoi, pourquoi les masses ne parviennent-elles pas à en prendre conscience ? Peut-être parce que les uns et les autres s'en accommodent au sein du mouvement ouvrier, après qu'il eut adopté la Charte d'Amiens et banni la dictature du prolétariat au profit de la dictature du capital, l'un étant la suite logique de l'autre ou ceci expliquerait cela, et là c'est sans rire du tout.

Lecture conseillée pour les vacances (un truc inconnu en Inde.) :

Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande de F. Engels - 1888

http://www.luttedeclassse.org/marxisme/Feuerbach_Hegel_1888.pdf

2- xiao pignouf a rééquilibré un peu l'article dithyrambique honteux de monsieur Guigue, qui nous abreuve de généralités ou de lieux communs trompeurs qui relèvent de la propagande. Un exemple.

– La Chine a réussi à extraire de la pauvreté 700 millions de personnes. Des résultats colossaux, sans commune mesure avec les progrès enregistrés dans des pays, comme l'Inde, qui avaient un niveau de développement comparable en 1950.

Comparaison malvenue ou procédé stupide compte tenu de leur histoire antérieure.

– Le salaire moyen réel a quadruplé en vingt ans.

Et alors ?

En Inde, le salaire minimum communément admis est passé de 1.000 à 8.000 ou 10.000 roupies en 30 ans (2 à 3.000 roupies inférieur pour les femmes très souvent), soit une augmentation de 700% à 900%, la performance chinoise est donc pulvérisée, mais cela ne prouve absolument rien ! Car l'immense majorité des Indiens sont toujours aussi pauvres, je dirais même encore plus pauvres, je vous explique pourquoi. C'est bizarre qu'il faille rappeler à un " communiste " que l'argent ne fait pas le bonheur, à croire que là aussi il existe des contrefaçons !

Nous disions, toujours aussi pauvres avec en prime davantage d'exploitation, puisqu'il y a 30 ans en arrière au moins 50% des Indiens étaient au chômage ou plutôt ne travaillaient pas, la notion de chômage est plus récente. On pouvait vivre à 8 ou 10 sur un salaire, les charges fixes n'existaient pratiquement pas, hormis se nourrir, alors qu'aujourd'hui on a des difficultés pour vivre à 2 avec 1 ou 2 enfants avec 8.000 roupies, bref, les Indiens travaillent beaucoup plus qu'il y a 30 ans. Dès que c'est possible (quand les enfants sont scolarisés) le mari et la femme travaillent. Ils sont davantage opprimés de fait, doublement, ils ont perdu en temps libre aussi, donc en liberté, les rapports qu'ils ont entre eux et leur mode de vie se sont considérablement dégradés au lieu de s'améliorer, mais matériellement ils sont mieux lotis, l'unique bonheur des occidentaux, c'est la partie visible, la seule qui est visible de l'extérieur, qui apparaîtra aux yeux d'un étranger. Je crois que c'est le facteur en trompe-l'œil que retiennent ceux qui n'ont jamais eu qu'une conception déformée du matérialisme ou du marxisme, qui confondent aisément capitalisme et socialisme, qui citent éventuellement la NEP en exemple, sans s'attarder sur la manière dont elle est mise en œuvre, car là on s'apercevrait que cela n'a plus rien à voir avec le socialisme...

J'ai visualisé avec du recul des vidéos sur la Chine, sur les entreprises chinoises implantées en Afrique, en Éthiopie notamment, c'est effroyable la manière dont ils traitent les ouvriers ou ouvrières africaines, travail 6j/7, 12h/jour, des cadences de travail infernales, entre 30 et 50 euros de salaire mensuel, etc. Les généreux patrons chinois nourrissent et logent leurs ouvriers... parce qu'ils ne pourraient pas louer un logement décent et se nourrir correctement avec le salaire de misère qu'ils leur versent.

Cela m'a fait penser au capitalisme en occident au début du XXe siècle, c'est cela qu'encensent finalement Guigue et ses semblables, en plus despotique encore ne leur en déplaît !

3- @ Bruno Guigue, Maxime Vivas, Dominique et consorts.

– 96% des ménages urbains chinois sont propriétaires.

Quel bonheur, l'idéal du communiste s'il vous plaît !

Si c'est vrai, ne s'agissant pas de la population autochtone qui est propriétaire de son habitation, cela signifie qu'il s'agit des migrants de l'intérieur venus chercher du travail dans les grandes villes, cela signifie qu'ils se sont endettés pour de longues années pour acquérir leur logement, 20 à 30 ans, bref, s'endetter et être propriétaire sont des principes bien connus des communistes au point de s'en féliciter !

Ma sœur cadette, qui a une retraite misérable de caissière, a le bonheur de vivre en France. Elle s'est vue attribuer à titre de logement social ou HLM, un logement dans une petite maison avec jardinnet dans un village de Haute-Provence pour un loyer dérisoire. Elle y est très bien, vue sur les Alpes, elle est heureuse de ne pas avoir dû s'endetter pendant 25 ou 30 ans pour se loger, elle doit être anticommuniste ma foi !

Allez, vive le régime politique et économique français en place, vive la Ve République communiste et le Grand Timonier Macron ! On se marre bien ici.

Moi, je vis en Inde, c'est uniquement à contrecœur que je suis devenu propriétaire, je considère que c'est un gros mot, excusez-moi, parce que les loyers augmentent en moyenne de 10% par an, à peu près au même rythme que l'inflation plutôt proche de 15%, peu importe, avec 390 euros de retraite j'ai calculé que dans 10 ans environ mon loyer engloutirait toute ma retraite, donc cette décision fut motivée par une simple question de survie. Depuis je me suis débarrassé de mon titre de propriété au bénéfice de ma dernière compagne indienne (53 ans), je me sens mieux, plus léger, vraiment en phase avec mes idées, tout le monde ne peut pas en dire autant ou nous n'avons pas vraiment la même conception du communisme, c'est un euphémisme ! Je ne défends pas le communisme et je ne cherche à convaincre personne, je n'ai rien à vendre, seuls les faits et la vérité m'intéressent, car ce sont eux qui permettent d'y voir plus clair.

Quand j'avais indiqué à propos de la Chine et de l'Inde : "*Comparaison malvenue ou procédé stupide compte tenu de leur histoire antérieure*", je voulais dire par là, qu'on ne pouvait pas évoquer leurs parcours à partir de 1950 sans tenir compte que leur modèle économique différait radicalement, et que les deux pays n'avaient pas bénéficié du même traitement économique de la part des principaux acteurs qui dominaient le marché mondial ou de l'URSS et des pays de l'Est...

Ce procédé revient constamment dans les commentaires complaisants envers la Chine ou dans l'article de monsieur Guigue, le contexte n'est pas mentionné, ils n'en tiennent pas compte ou il est traficoté, tout est pipé ou presque, ce n'est que de la propagande à l'arrivée.

Depuis la fin des années 70, toute l'histoire du développement économique de la Chine consista à venir en aide au capitalisme occidental en crise, en menant à ses côtés la lutte de classe contre les travailleurs occidentaux et leurs acquis sans que les travailleurs chinois en bénéficient, car finalement ils ne seront pas mieux lotis que les travailleurs français, ils le seront même moins pour l'essentiel, bien que les conditions de ces derniers se soient considérablement dégradées au cours des 4 dernières décennies.

La Chine, "*l'atelier du monde*", sans lui le capitalisme mondial se serait déjà effondré, sinon pourquoi l'auraient-ils créé de toute pièce ? Chut ! Tout est du même tonneau métaphysique ou seulement une partie de la réalité apparaît.

L'épisode épouvantable de la dictature hygiéniste a déjà été effacé. Kissinger reçu en grande pompe par Xi Jinping à Pékin en 2023, cela doit en imposer à un communiste, il doit être fier d'avoir un tel ami, pardon, camarade, et vous ? S'il n'y avait que cela...

4- @Dominique

En regrettant la disparition des "*structures socio-économiques*" millénaires de l'Inde, en tant que progressiste, peut-être communiste qui sait, vous devez être nostalgique du système des castes, du régime quasi esclavagiste et féodal qui prévalait en Inde il n'y a pas si longtemps encore, je peux même vous dire qu'il en reste encore des relents nauséabonds dans la société indienne sous la forme de rapports tyranniques à peine déguisés et de corruption quasi généralisée dont sont victimes l'immense majorité des Indiens, j'ai eu l'occasion d'en faire l'expérience aussi, c'est très désagréable et éprouvant.

Quant à la "*multiculturalité infinie*" de l'Inde, je n'ai jamais vu de rapports aussi rigides et autoritaires au sein des différentes communautés que j'ai croisées, et s'agissant des relations entre des membres de différentes communautés, ils prennent soin de s'ignorer ou de ne pas se mélanger chaque fois qu'ils le peuvent. Je précise que je suis marié à une indienne et je vis maintenant avec une autre femme tamoule, j'ai été prof de français pendant plusieurs années à Pondichéry, et j'ai toujours vécu dans des villages où résidaient exclusivement des Indiens hindous, je n'ai aucune relation avec des occidentaux depuis des décennies.

Les Indiens pauvres que je fréquente ou croise incriminent toujours le gouvernement, mais jamais la colonisation, sauf pour lui attribuer abusivement des qualités, surtout aux colons, aux occidentaux en général, ils se figurent par ignorance ou en désespoir de cause, que si l'Inde était britannique ou française aujourd'hui, le pays serait plus développé et moins inégalitaire, bref, il ne pourrait être pire, sur ce point ils ont sans doute raison, car les classes supérieures indiennes sont répugnantes et cruelles, la lutte de classes, quoi.

Les Occidentaux ont la fâcheuse habitude de penser à la place des autres peuples dont ils ignorent les conditions d'existence précises. Le système des castes et l'époque de la colonisation britannique appartiennent au passé, tout le monde s'en fout ! Il y a un truc qui m'a bien fait marrer, c'était à propos de l'histoire millénaire de l'Inde, parce que les Indiens l'ignorent eux-mêmes ! On oublie ou on ignore qu'hier encore plus de 80% d'entre eux étaient illettrés, ou à part les récits mythologiques intégrés à l'hindouisme (Ramayana et Mahabharata principalement) dont ils connaissent quelques épisodes grâce au cinéma, pour le reste ils sont complètement incultes, j'en sais quelque chose, puisque c'est moi qui leur raconte ! Mais peut-être que je me trompe. Je ne fréquente pas les nantis, les lettrés, les élites, je ne m'adresse pas à eux, bref, on n'est sans doute pas fait pour se comprendre, excusez pour le dérangement, je vous laisse entre vous.

Lutte contre la dictature climatique.

C'est le capitalisme qui est incompatible avec l'été et l'hiver, les saisons, alors on supprime quoi, les saisons ou le capitalisme ?

J-C - Avec 25% de vieux parmi la population plus sensibles au froid et au chaud, il ne leur restait plus qu'à trouver 1 Français sur 3 influencés par leur idéologie, rien de plus facile, il suffisait de poser des questions orientées en fonction des réponses espérées et le tour était joué. Vous arrive-t-il de souffrir du chaud, du froid, de la pluie, du vent, de la sécheresse... et de la connerie humaine assurément !

Logement : plus de la moitié des Français ont eu trop chaud chez eux en 2023, selon un rapport - franceinfo/AFP 21 août 2024

J-C - Admirez le procédé grotesque, ils ont été jusqu'à isoler une journée du restant de l'année.

franceinfo/AFP - En 2023, 55% des Français ont déclaré avoir souffert de la chaleur dans leur logement pendant au moins 24 heures.

La précarité énergétique ne se limite pas à l'hiver. En 2023, plus de la moitié des Français ont eu trop chaud dans leur logement, révèle mercredi 21 août la Fondation Abbé Pierre (FAP), appelant à adapter d'urgence l'habitat aux vagues de chaleur. En 2023, 55% des Français ont déclaré avoir souffert de la chaleur dans leur logement pendant au moins 24 heures. franceinfo/AFP 21 août 2024

J-C – Si l'été vous demandez à quelqu'un s'il a chaud, il ne va pas vous répondre qu'il a froid ! S'ils ne les méprisaient pas, ils ne pourraient pas prendre les gens à ce point-là pour des cons.

Combat contre l'arnaque climatique. Allons-nous vers un refroidissement ou une nouvelle glaciation ?

- Le niveau de l'océan monte nous dit-on, mais pas là où la glace fond, ah c'est c'est con !
- Les énergies fossiles consommées par l'homme produisent une quantité de CO2 microscopique à l'échelle de la planète et de son atmosphère, elles ne peuvent donc influencer sur le climat, ah c'est c'est con !
- Il a été mesuré que l'augmentation du taux de CO2 avait précédé celle de la température, ah c'est c'est con !
- Etc. etc. etc.

L'élévation du niveau de la mer va-t-elle en s'accéléralant ? - Association des climato-réalistes 7 août 2024

<https://www.climato-realistes.fr/lelevation-du-niveau-de-la-mer-va-t-elle-en-sacelerant/>

Pour revisiter le cycle du carbone

<https://word-view.officeapps.live.com/wv/WordViewer/request.pdf?WOPISrc=https%3A%2F%2Fwopi%2Eone-drive%2Ecom%2Fwopi%2Ffiles%2FDDC6747C11603709%217145&&z=aRERDNjc0N0MxMTYwMzcwOSE3MTQ1LjIyMA&type=printpdf&usid=ecc93307-e83c-4996-9234-8848632330dc&build=20240815.6&waccluster=PSG4>

L'océan Atlantique se refroidit à une vitesse record et personne ne comprend pourquoi - Courrier international 20 août 2024

Que se passe-t-il avec l'océan Atlantique ? Après quinze mois de surchauffe mondiale des océans, le deuxième océan de la planète se refroidit plus rapidement que jamais depuis trois mois.

Dès le début de mai, la CBC rapportait que les eaux au large de la Nouvelle-Écosse se refroidissaient, selon des relevés du gouvernement canadien. *“Nous avons constaté une continuation de la tendance que nous avons observée en 2023, à savoir que les températures reviennent effectivement à des conditions normales, voire inférieures à la normale dans certaines régions”*, déclarait alors la biologiste Lindsay Beazley, du ministère des Pêches et des Océans canadien.

La tendance se confirme cet été. *“Au cours des trois derniers mois, indique ce lundi 19 août le magazine américain New Scientist, le passage des températures chaudes aux températures froides dans l'océan Atlantique équatorial s'est produit à une vitesse record.”*

L'Administration nationale océanique et atmosphérique des États-Unis (NOAA) précise dans un communiqué du 14 août que, depuis juin, la température de la surface de la mer dans cette zone a été de 0,5 à 1 °C plus froide que la moyenne pour cette période de l'année.

Un système climatique *“qui déraille”*

Ce changement soudain est déconcertant, explique au *New Scientist* Franz Philip Tuchen, océanographe à l'université de Miami, car les puissants alizés qui provoquent normalement un tel refroidissement ne se sont pas encore développés :

“Nous avons parcouru la liste des mécanismes possibles, et rien ne correspond jusqu'à présent”.

“C'est le dernier épisode d'une longue série dans un système climatique qui déraille depuis plusieurs années”, s'inquiète de son côté l'océanographe Michael McPhaden.

Pour Franz Philip Tuchen, si les températures se maintiennent à 0,5 °C sous la normale pour encore un mois, on parlera officiellement d'une *“Niña atlantique”*, c'est-à-dire du phénomène inverse d'El Niño (qui réchauffe périodiquement l'océan Pacifique, mais aussi l'Atlantique).

Avec l'arrivée attendue d'une Niña dans l'océan Pacifique, la conjugaison des deux phénomènes climatiques pourrait influencer les conditions météorologiques mondiales. *“Il pourrait y avoir une lutte entre le Pacifique qui tente de se refroidir et l'Atlantique qui tente de le réchauffer”*, dit Michael McPhaden.

https://www.courrierinternational.com/article/climat-l-océan-atlantique-se-refroidit-a-une-vitesse-record-et-personne-ne-comprend-pourquoi_221344

Il suffit de comprendre que le cycle du carbone du GIEC est une fraude délibérée... et tout le château de cartes du réchauffement climatique dû aux combustibles fossiles s'effondre.

Résumé

Il n'y a actuellement dans l'atmosphère que 5,5% de dioxyde de carbone (23 ppm en 2023 ; en 1959 : 1.6% et 5 ppm) venu directement des combustibles fossiles et des cimenteries ; tout le reste (400 ppm en 2023, 310 ppm en 1959) vient des dégazages naturels des océans intertropicaux et des sols.

Ni les océans ni la végétation ne discriminent les molécules de CO₂ selon leur origine. Les flux entrant dans le réservoir atmosphère sont actuellement (fin 2023) de l'ordre de 10,1 milliards de tonnes de carbone par an (4,8 ppm/an, 37 Gt-CO₂/an) pour les combustibles fossiles et les cimenteries et de 176 milliards de tonnes de carbone par an (83 ppm/an, 645 Gt-CO₂/an) pour les dégazages naturels.

Entre les dates 1959.0 et 2024.0 le stock correspondant aux dégazages naturels, stock noté X naturel(t), a cru de 89 ppm, ce qui en fait les cinq sixièmes de la croissance totale de 107 ppm vue au Mauna Loa entre ces dates.

L'essentiel, les cinq sixièmes, (89 / 107) de la croissance observée depuis 65 ans du CO₂ de l'air vient des dégazages naturels et est une simple conséquence des températures de la zone intertropicale où a lieu le gros du dégazage océanique.

Ces faits montrent l'absurdité des politiques « zéro carbone » qui ne peuvent avoir d'effet que sur les 23 ppm venus des combustibles fossiles encore dans l'atmosphère fin 2023.

Même si on admettait la sensibilité climatique ECS dite par le GIEC entre 1,5°C et 4,5°C pour un doublement des ppm, la disparition des nations occidentales qui contribuent le quart des émissions mondiales et donc aussi le quart du stock atmosphérique X fossiles(t) correspondant aux combustibles fossiles et aux cimenteries amènerait (à long terme) une réduction des températures entre 0,03°C et 0,09°C.

La teneur de l'air en dioxyde de carbone est pour l'essentiel une conséquence des températures : une conséquence ne peut être sa propre cause ce qui, au passage, invalide les divagations sur l'effet réchauffant de certains gaz-traces. La température de surface découle de l'insolation et du mouvement de l'air.

Les nuages et la vapeur d'eau assurent, par le mouvement turbulent des fluides air et eau impulsé par les différences de température et d'insolation variables avec la latitude et la saison, l'égalité sur une année, au millième près, entre ce que le globe a absorbé du flux solaire et ce qu'il a rayonné en infrarouge thermique.

<https://www.climato-realistes.fr/seul-55-du-co2-a-pour-origine-les-combustibles-fossiles-tout-le-reste-vient-des-degazages-naturels/>

<https://www.climato-realistes.fr/wp-content/uploads/2024/08/chateau-de-cartes-2-VIII-2024-1.pdf>

L'existence du capitalisme est devenue incompatible avec un système de santé de qualité pour tous. Stop ou encore ?

France : un système de santé en crise, les fermetures partielles ou temporaires d'urgences inquiètent - RT 21 août 2024

Les urgences d'«une cinquantaine d'hôpitaux» français «sont actuellement en tension». Le ministre délégué à la Santé démissionnaire, Frédéric Valletoux, s'est ainsi inquiété le 20 août dans le quotidien Ouest-France, sans pour autant préciser combien d'établissements avaient dû fermer totalement ou partiellement.

Dans le Vaucluse, les urgences de l'hôpital de Carpentras sont ouvertes seulement le matin depuis le 20 août, et ce, pour les trois prochains mois. Une ville comme Laval, en Mayenne, ne verra son service des urgences ouvrir que six nuits pour l'ensemble du mois de septembre. Les exemples sont légion et évoqués partout en France dans les radios locales.

Le manque d'effectifs en période de vacances est en cause ainsi que les coupes budgétaires. Ainsi, 1 500 postes d'internes hospitaliers ont été supprimés cette année, provoquant la colère des étudiants en médecine. Le collectif Médecins pour demain dénonce les *«mauvaises conditions de travail dans la profession»*. Une situation qui tourne au drame dans certains établissements.

En Loire-Atlantique, au CHU de Nantes, une infirmière a découvert un patient mort dans un couloir. Selon un syndicaliste interrogé à la télévision, la professionnelle de santé a *«bousculé un peu le brancard, ça arrive, elle s'est excusée mais la personne n'a pas bougé et elle s'est aperçue qu'elle était morte»*. Les représentants du personnel affirment que quatre patients sont morts en quelques semaines en raison du délai d'attente trop long aux urgences. RT 21 août 2024

J-C – Ces deux derniers mois, j'ai accompagné la sœur de ma compagne à la clinique Nallam à Pondichéry (Inde) une bonne quinzaine de fois, chaque fois on y est resté entre 1 et 2 heures, je n'ai jamais vu un cadavre qui traînait dans un couloir.

Dans quel monde vivons-nous.

JFK, Oklahoma, le 11/9/01 et le 7/10/23, le gabarit de la terreur - Réseau International 20 août 2024

Il n'est pas absurde de penser que tous les attentats (Charlie Hebdo, Bataclan, Nice, Merah, Boston, etc.) ayant servi à diaboliser les musulmans afin d'enflammer les chrétiens blancs contre eux étaient des attentats sous fausses bannières.

<https://reseauinternational.net/jfk-oklahoma-le-11-9-01-et-le-7-10-23-le-gabarit-de-la-terreur/>

J-C – Comme toujours, article intéressant, mais à lire en conservant un minimum d'esprit critique, c'est fortement recommandé. En cas de doute, contactez-moi.

On ne les appelle pas les führers juifs pour rien.

J-C – Et pendant ce temps-là, aucun Etat occidental n'a rompu ses relations avec l'Etat juif génocidaire.

L'ambassadeur israélien aux Nations unies, Gilad Erdan, a appelé à la fermeture et à la destruction du siège de l'ONU à New York, qualifiant l'organisation de «*tordue et déformée*» - fr.news-pravda.com 20 août 2024

Dans une interview au quotidien israélien Maariv, Erdan a déclaré : «*Le bâtiment de l'ONU doit être fermé et rayé de la carte*», critiquant la pression exercée par l'ONU sur Israël concernant ses crimes de guerre et son refus d'un cessez-le-feu à Gaza.

«*Ce bâtiment, qui peut paraître beau de l'extérieur, est en fait tordu et déformé*», a ajouté Erdan.

Il a également évoqué son aspiration à diriger le parti de droite Likoud après le Premier ministre Benjamin Netanyahu.

Source : News Pravda

Lu. Tiens donc, « : *la lutte des classes continue* », alors tout espoir n'est pas perdu !

- Ce n'est pas un hasard si certains économistes reprennent l'analyse de Karl Marx : la lutte des classes continue, même si elle prend parfois des formes différentes. Cependant, au cœur de ces contradictions se trouve toujours le désir de justice – la cupidité n'a jamais rien apporté de bon.

Le fossé grandissant entre les riches et les pauvres continuera à pousser les pauvres à se battre pour leurs droits, pour la justice.

Selon le rapport (de la Fondation internationale OXFAM) sur la richesse mondiale 2024, il y a 58 millions de millionnaires en dollars dans le monde, soit 1,5% de la population adulte mondiale. En d'autres termes, près de la moitié de la richesse mondiale, soit 47,5% ou 213 000 milliards de dollars, appartient à une infime minorité.

J-C – Les bases du socialisme confirmées par ses ennemis, on n'en demandait pas tant !

A ceux qui en doutaient ou s'étaient livrés à des compromis honteux : Que diable, reprenez-vous, rejoignez-moi, ensemble on pourra faire davantage, seul on est réduit à l'impuissance, c'est dommage !

Lisez attentivement l'article suivant, c'est le énième article de ce genre que je mets en ligne depuis quelques temps, l'auteur, qui n'a rien d'un farfêlu, fait le procès du capitalisme, certes, sans aller jusqu'au bout, mais il ne manque plus grand-chose pour y arriver, ce qui était encore impensable il y a peu, donc il y en qui y viendront, à quoi, mais à partager les conclusions du socialisme.

Ce n'est pas un vue de l'esprit, chaque fois c'est ainsi que cela se passa, et chaque fois cela prit un certain temps pour se réaliser. Il faut être patient, et s'en tenir à nos convictions ou connaissances qui reposent uniquement sur la réalité et les enseignements de la lutte de classes ou de l'histoire présente et passée. D'où en passant, notre farouche opposition à la « *cancel culture* ».

C'est aussi, ce que nous devons transmettre à la jeunesse ou aux générations futures, qui réaliseront le socialisme, pour nous qui sommes devenus vieux, il est un peu tard, peu importe, l'essentiel sera

d'y avoir participé, de toutes manières c'est cela où la déchéance totale qui nous guette, alors le choix est vite fait, n'est-ce pas ?

Voyez à quoi en sont réduits ceux qui ont tourné le dos au socialisme, ils en viennent à rédiger des appels en faveur du candidat fasciste vénézuélien propulsé par l'impérialisme américain qui a perdu l'élection présidentielle, et qui tente de s'imposer en réalisant un coup d'Etat soutenu par l'ensemble des régimes occidentaux, l'UE, etc.

Le capitalisme : " Une force du mal". S'ils le disent eux-mêmes.

Nous sommes les méchants - Craig Murray 14 août 2024

Dans Meurtre à Samarcande, je raconte comment, en tant qu'ambassadeur britannique, lorsque j'ai découvert toute l'étendue de notre complicité dans la torture pendant la guerre contre le terrorisme, j'ai pensé qu'il s'agissait d'une opération malhonnête et qu'il me suffisait d'informer les ministres et les hauts fonctionnaires pour qu'ils y mettent un terme.

Lorsque j'ai été blâmé et qu'on m'a officiellement dit que la réception de renseignements obtenus sous la torture dans le cadre de la « *guerre contre le terrorisme* » avait été approuvée par le Premier ministre et le ministre des Affaires étrangères, et qu'il m'est apparu clairement que l'on encourageait délibérément, par la torture, la production de faux renseignements qui exacerbent la menace d'Al-Qaïda pour justifier la politique militaire en Afghanistan et en Asie centrale, ma vision du monde a été gravement ébranlée.

D'une manière ou d'une autre, j'ai mentalement considéré qu'il s'agissait d'une aberration, due à une réaction excessive au 11 septembre et au narcissisme et à la méchanceté sans pareils du Premier ministre de l'époque, Tony Blair.

Je n'ai pas perdu la foi en la démocratie occidentale ni l'idée que les puissances occidentales, dans l'ensemble, constituent une force positive par rapport à d'autres puissances.

Il est difficile de renoncer à l'ensemble du système de croyances dans lequel vous avez été élevé – en particulier si, comme moi, vous avez eu une vie très heureuse depuis votre enfance et que vous avez très bien réussi dans le cadre du système gouvernemental.

Cependant, j'ai enfin perdu mes dernières illusions et je dois reconnaître que le système dont je fais partie – appelez-le « *Occident* », « *démocratie libérale* », « *capitalisme* », « *néolibéralisme* », « *néoconservatisme* », « *impérialisme* », « *nouvel ordre mondial* » – appelez-le comme vous voulez : c'est en fait une force du mal.

Gaza a été un catalyseur important. Je ne manque pas d'empathie, mais ce que je sais de l'horrible boucherie perpétrée par les puissances occidentales en Irak, en Afghanistan ou en Libye est un savoir intellectuel, et non une expérience vécue.

La technologie nous a apporté le génocide de Gaza – qui a jusqu'à présent tué moins de monde que tous ces massacres perpétrés par les membres de l'OTAN – avec des détails qui nous arrachent les tripes.

Je viens de regarder des sacs de 75 kg de viande humaine mélangée remis à des proches en lieu et place d'un cadavre identifiable, et je suis en état de choc.

Ce n'est pas le pire que nous ayons vu à Gaza.

Mossoul et Falloujah

Si la population de Mossoul et de Falloujah avait eu accès à la technologie moderne des téléphones portables, de quelles horreurs aurions-nous été témoins ?

J'ai d'ailleurs essayé de trouver des images de la destruction massive de Mossoul et de Falloujah par les États-Unis en 2002-2004, mais Google n'en propose aucune. En revanche, il propose des milliers d'images des combats contre l'État islamique en 2017. Ce qui confirme mon point de vue sur le manque flagrant d'images de la deuxième guerre d'Irak.

En ce qui concerne le génocide actuel à Gaza, je me suis à nouveau surpris à penser naïvement qu'à un moment donné, cela s'arrêterait. Que les hommes politiques occidentaux ne cautionneraient pas l'anéantissement total de la bande de Gaza.

Qu'il y aurait une limite au nombre de morts civils palestiniens acceptable, au nombre d'installations de l'ONU, d'écoles et d'hôpitaux détruits, au nombre de petits enfants déchiquetés.

Je pensais qu'à un stade, la décence humaine ne pouvait que l'emporter sur l'argent des lobbies sionistes.

Mais je me suis trompé.

L'attaque ukrainienne sur Koursk

L'attaque ukrainienne sur Koursk suscite également une profonde résonance émotionnelle. La bataille de Koursk a sans doute été le coup le plus important porté à l'Allemagne nazie, la plus grande bataille de chars de l'histoire du monde, et de loin.

Le gouvernement ukrainien a détruit tous les monuments à la gloire de l'Armée rouge et dénigre les Ukrainiens qui se sont battus contre le fascisme.

En revanche, il honore les composantes ukrainiennes considérables des forces nazies, y compris, mais sans s'y limiter, la 14e division SS (galicienne) et ses dirigeants.

Koursk est donc un lieu très symbolique pour l'Ukraine qui veut maintenant attaquer la Russie, y compris avec de l'artillerie et des blindés allemands.

Les politiciens allemands semblent avoir un besoin atavique d'attaquer la Russie, et soutiennent le génocide des Palestiniens à un degré stupéfiant.

L'Allemagne a d'ailleurs mis fin à toute liberté d'expression sur la Palestine, en interdisant les conférences d'éminents conférenciers et en rendant illégal tout discours pro-palestinien. L'Allemagne est intervenue aux côtés d'Israël dans l'affaire du génocide devant la CIJ et à la CPI pour s'opposer à un mandat d'arrêt à l'encontre de Netanyahu.

Combien de civils assassinés assouviraient la soif des Allemands du sang expiatoire des Palestiniens ? 500 000 ? 1 million ? 2 millions ?

Ou peut-être 6 millions ?

L'Occident n'est pas le bon. Nos soi-disant "*systèmes démocratiques*" ne nous permettent pas de voter pour quiconque pourrait accéder au pouvoir sans soutenir le génocide et la politique étrangère impérialiste.

Ce n'est ni un accident ni le génie qui fait qu'un homme-enfant comme Elon Musk vaut 100 milliards de dollars. Les structures de pouvoir de la société sont délibérément conçues par les détenteurs de richesses pour favoriser la concentration massive de ces richesses en faveur de ceux qui les possèdent déjà, en exploitant et en privant de pouvoir le reste de la société.

La montée en puissance des multimilliardaires n'est pas le fruit du hasard. C'est un programme, et la mauvaise répartition des ressources plus que suffisantes est à l'origine de la pauvreté. Le rejet de la responsabilité sur les populations désespérées des vagues d'immigration forcées par la destruction d'autres pays par l'Occident est également systématique.

Les médias ne laissent plus de place à la dissidence pour s'opposer à tout cela.

Nous sommes les méchants. Soit nous résistons à nos propres systèmes de gouvernance, soit nous sommes complices.

Au Royaume-Uni, ce sont les nations celtiques qui tentent de briser l'État, un organe impérialiste subalterne mais important. Les voies de la résistance sont diverses, selon l'endroit où l'on se trouve.

Mais trouvez-en une, et suivez-la.

Craig Murray

Craig Murray, né le 17 octobre 1958 à West Runton dans le Norfolk, est un diplomate britannique.

Il est ambassadeur du Royaume-Uni auprès de l'Ouzbékistan jusqu'à sa révocation, le 14 octobre 2004. Il fut recteur de l'université de Dundee de 2007 à 2010.

J-C - Non, "*la montée en puissance des multimilliardaires*" n'est pas "*un programme*", c'est le produit du développement du capitalisme et ses contradictions, il aboutit à une concentration toujours plus grande du capital et du pouvoir entre quelques mains, tandis que l'immense majorité en est privé, d'ailleurs il le dit lui-même.

C'est le capitalisme qui est en cause ou plus précisément, ses fondements qui déterminent ses lois de fonctionnement, et non "*les détenteurs de richesses*" ou une poignée d'oligarques. Et ces fondements en quoi consistent-ils ? Ils reposent sur la division de la société en classe sociale selon un principe inégalitaire, en abolissant le capitalisme on supprime l'origine des inégalités sociales et on entame le processus conduisant à l'extinction des classes, donc de l'Etat, de la monnaie ainsi que toutes les représentations politiques ou idéologiques auxquelles ils avaient donné naissance...

Non, libertarien ni rimait pas avec liberté ou il règne comme un air de fascisme dans l'air des réseaux sociaux. Inversion accusatoire.

Elon Musk dit fermer les bureaux de X au Brésil - AFP 18 août 2024

Le propriétaire de X, Elon Musk, a annoncé samedi que les bureaux brésiliens du réseau social allaient fermer en raison d'un bras de fer entre le milliardaire et un juge de la Cour suprême brésilienne.

"X n'a pas d'autre choix que de fermer (ses) opérations locales au Brésil", a écrit Elon Musk. "Le service X reste disponible pour les Brésiliens", a précisé une publication distincte de l'entreprise.

Le groupe s'est dit forcé de prendre cette décision pour *"protéger la sécurité"* de son personnel sur place.

Il a assuré que le juge Alexandre de Moraes avait *"menacé d'arrestation notre représentant légal au Brésil"* en cas de non-respect de ce que le réseau social considère être des décisions de *"censure"* visant à bloquer certains contenus.

"La décision de fermer les bureaux de X au Brésil a été difficile", a déclaré Elon Musk. "Mais si nous avons accepté la censure secrète (illégale) d'Alexandre de Moraes et les demandes de transfert d'informations privées, nous n'aurions pu expliquer nos actions sans avoir honte."

Le secrétaire des politiques numériques au sein du gouvernement brésilien, Joao Brant, a critiqué l'*"attitude pathétique"* de X. Selon lui, le réseau social provoque une *"escalade probable qui pourrait conduire au blocage de la plateforme"*.

Alexandre de Moraes *"est une honte pour la justice"* et *"doit partir"*, a déclaré Elon Musk. Le milliardaire avait par le passé qualifié le magistrat de *"dictateur"*.

Au nom du combat contre la désinformation, le juge a ordonné ces dernières années le blocage des comptes de figures influentes des mouvements ultra-conservateurs brésiliens.

Et ce en particulier depuis les tentatives de partisans de l'ancien président Jair Bolsonaro, admirateur d'Elon Musk, de discréditer le système de vote électronique lors de l'élection remportée par Luiz Inacio Lula da Silva. AFP 18 août 2024

Totalitarisme. Ils ne savent plus quoi inventer pour justifier leur surveillance de la population et l'opprimer.

De nouveaux radars pour lutter contre "l'autosolisme" - France-Soir 13 août 2024

Depuis quelques années, un panneau affichant un losange blanc lumineux ou sur fond bleu s'insère timidement sur les voies routières. Ils indiquent que ces dernières sont réservées au covoiturage, et depuis fin juillet, elles sont surveillées par des radars permettant d'identifier les personnes seules dans leur véhicule. Si tel est le cas, la verbalisation est faite comme cela peut l'être pour un excès de vitesse.

Selon les informations de *La Croix*, les radars sont plus particulièrement déployés aux abords de la ville de Lyon, mais se développent aussi « *dans six autres collectivités en France* ». Afin de lutter contre « *l'autosolisme* », c'est-à-dire conduire seul, la ville de Lyon est parmi les pionnières en 2020 à créer une portion de route dédiée au covoiturage. Les quelques exceptions possibles à cette voie de gauche réservée sont les taxis, les bus, les ambulances ou encore... les voitures électriques. Un SUV peut donc parfaitement doubler la petite citadine par la voie de gauche, pourvu qu'il soit électrique.

Malgré la mesure, les heures de pointe le matin restent particulièrement solitaires. Tandis que plus de huit conducteurs sur dix voyagent seuls, les politiques ont eu l'occasion de constater que cette nouvelle voie n'était pas tant prise au sérieux par les automobilistes. Ils ne voient alors d'autre choix que de serrer la vis et adopter le mode de la contravention.

Chaque image créée va faire l'objet d'une vérification par les forces de l'ordre avant que la contravention ne soit rendue valide, menant alors à une facturation qui peut s'élever jusqu'à 135 euros.

Entre les pressions exercées sur le choix de la voiture entre thermique et électrique, puis le nombre de personnes présentes dans l'habitacle, il ne fait décidément pas bon partir au travail en voiture. Selon l'enquête du ministère de la transition écologique oubliée en avril 2024, ce sont encore 74% des trajets domicile-travail qui sont effectués en voiture (voire 87% en zones rurales). France-Soir 13 août 2024

Cruauté institutionnalisée, banalisée. Quand ils imposent leur rythme infernal aux enfants, c'est pour leur bien-être !

Quand faut-il commencer à préparer son enfant au rythme de la rentrée ? - Le HuffPost 19 août 2024

À partir de quand les parents peuvent-ils commencer à s'inquiéter de leurs horaires de lever et de coucher ? Le HuffPost 19 août 2024

J-C – Je préconiserais un régime militaire calé strictement sur le lever et le coucher du soleil, comme cela ils apprécieraient le régime martial scolaire somme toute allégé qu'on leur impose le restant de l'année.

Et quand pourraient-ils vivre à leur propre rythme ? Quelle question déplacée, jamais !

God save the queen ! (Traduction à votre guise...)

Grande-Bretagne : Le fondateur de la LGBT Pride accusé d'abus sexuels et de viols sur enfants - medias-presse.info 21 août 2024

M. Ireland fait face à 22 autres chefs d'accusation, dont le viol d'un enfant de moins de 13 ans !

Nos confrères du Telegraph titrent : «*Le dirigeant d'une association caritative LGBT qui a exhorté les enfants à remettre en question le concept de genre est accusé d'abus sexuels sur mineurs*».

Il a été placé, ainsi qu'un de ses complices dans l'horreur, en détention provisoire par un tribunal anglais.

Le fondateur et ancien directeur de la Pride du Surrey a été accusé de plusieurs chefs d'accusation d'abus sexuels sur des enfants. Stephen Ireland, 40 ans, et David Sutton, 26 ans, tous deux originaires d'Addlestone, ont été arrêtés mercredi.

M. Ireland a fondé la Pride du Surrey en 2018. M. Sutton était bénévole au sein de l'organisation.

Tous deux ont été placés en détention provisoire et comparaîtront jeudi devant les magistrats de Staines.

M. Ireland et M. Sutton font face à une série d'accusations, dont six chefs de complot en vue d'agresser sexuellement un enfant, de complot en vue de kidnapper un enfant, de voyeurisme et d'organisation de la commission d'une infraction sexuelle sur un enfant.

En outre, M. Ireland fait face à 22 autres chefs d'accusation, dont le viol d'un enfant de moins de 13 ans, l'agression sexuelle, la prise de photographies indécentes d'enfants et la possession d'une image pornographique extrême.

M. Sutton est également accusé de sept autres délits, notamment la prise de photographies indécentes d'enfants et la distribution de photographies indécentes d'enfants.

Toutes les infractions se seraient produites entre août 2022 et le mois dernier. La police de Surrey affirme que son enquête est en cours.

Alors que la nouvelle fait grand bruit en Angleterre, elle n'a malheureusement pas traversé le Channel.

En famille. Collaboration de classes. Lucie Castets se verrait bien en couple avec Emmanuel Macron.

"Mon sujet n'est pas la destitution": Lucie Castets veut privilégier une cohabitation avec Emmanuel Macron - BFMTV 19 août 2024

Lucie Castets, désignée comme potentielle Première ministre par les partis du Nouveau Front populaire, était l'invitée de BFMTV ce lundi 19 août.

L'idée d'une destitution du président de la République, brandie par les insoumis, a marqué une fracture au sein du NFP. Le Parti socialiste, par la voix de son patron Olivier Faure, s'est rapidement désolidarisé de cette hypothèse.

"*Cette tribune n'est signée que par les dirigeants de LFI. Elle n'engage que leur mouvement. La réponse à une nomination d'un Premier ministre qui ne serait pas conforme à la tradition républicaine, est la censure*", a déclaré le socialiste sur X dimanche.

Lucie Castets, qui assure que le gouvernement potentiel du NFP est "*en cours de constitution*" n'entend par ailleurs pas exclure les élus LFI d'un potentiel exécutif. Il "*comportera toutes les composantes du NFP, y compris La France insoumise*", assure-t-elle.

"*On va avoir une discussion avec Emmanuel Macron. J'ai hâte que la cohabitation commence*", précise-t-elle sur notre antenne. BFMTV 19 août 2024

Ils sont déjà inséparables. La collaboration de classes est permanente, c'est dans leur nature.

J-C - Le tyran siffle ses domestiques et ils accourent !

Emmanuel Macron convie les présidents des groupes parlementaires et les chefs de partis le 23 août à l'Élysée, avant de nommer un Premier ministre - franceinfo 16 août 2024

L'objectif est de "*continuer à avancer vers la constitution d'une majorité la plus large et la plus stable possible*", précise l'Élysée.

Emmanuel Macron, a convié les présidents des groupes parlementaires de l'Assemblée nationale et du Sénat ainsi que les chefs de partis représentés au Parlement à l'Élysée le 23 août, a appris France Télévisions auprès de l'Élysée. Objectif de cette "*série d'échanges*" : "*continuer à avancer vers la constitution d'une majorité la plus large et la plus stable possible*."

"*Les Français ont exprimé lors des élections législatives une volonté de changement et de large rassemblement. Dans un esprit de responsabilité, l'ensemble des dirigeants politiques doivent travailler à mettre en œuvre cette volonté*", ajoute l'Élysée. "*La nomination d'un Premier ministre interviendra dans le prolongement de ces consultations et de leurs conclusions*."

Le coordinateur de La France insoumise (LFI), Manuel Bompard, et la présidente du groupe LFI à l'Assemblée, Mathilde Panot, ont réagi sur le réseau social X en assurant que le Nouveau Front populaire, arrivé en tête des législatives, se rendrait "*ensemble*" à cette rencontre. Le bloc de gauche demandera "*qu'il respecte le résultat des urnes*" et nomme Lucie Castets, sa candidate, à Matignon, selon les deux responsables.

Le secrétaire national du Parti communiste français, Fabien Roussel, a également indiqué que les membres du NFP souhaitent que Lucie Castets soit présente avec eux "*pour pouvoir effectivement montrer la cohérence de ce que nous voulons proposer*", a appris franceinfo. "*Le Président ne s'y oppose évidemment pas si c'est une demande collective et que les forces politiques du NFP jugent que c'est utile pour que l'échange soit constructif*", a réagi l'entourage d'Emmanuel Macron à France Télévisions. Les forces politiques seront reçues par ordre d'importance à l'Assemblée. Ayant le plus grand groupe, le NFP sera donc le premier reçu. franceinfo avec AFP 16 août 2024

Ils se posent en garant de la continuité des institutions de la Ve République au lieu de rompre avec elle, pire, ils prétendent qu'elle serait démocratique.

Dans un texte publié dans La Tribune dimanche, les co-signataires, dont le leader des Insoumis Jean-Luc Mélenchon, le coordinateur du parti Manuel Bompard ou encore la patronne des députés LFI Mathilde Panot écrivent : Emmanuel Macron « *doit savoir que seront utilisés tous les moyens*

constitutionnels de le démettre plutôt que nous soumettre à son mauvais coup contre la règle de base de la démocratie : en France, le seul maître est le vote populaire » AFP 18 août 2024

Non madame, le « *seul maître* »,

Santé.

Totalitarisme. Fabrication d'une psychose collective. Eugénisme et bioterrorisme d'Etat et oligarchique. Comment gouverner par la peur. Stratégie de la terreur.

J-C - Comment provoquer une véritable épidémie, c'est simple, il suffit de vacciner la population !

Virus mpox : Près de 250 sites de vaccination déjà ouverts en France - 20 Minutes 20 août 2024

Au total, 232 sites de vaccination sont d'ores et déjà ouverts pour faire face à l'épidémie de mpox, a indiqué mardi le Premier ministre démissionnaire Gabriel Attal.

Une nouvelle réunion s'est tenue à Matignon lundi après-midi. A ce jour, aucune contamination par le clade 1, plus mortel et virulent que le clade 2, n'a encore été recensée en France, a précisé le gouvernement dans la soirée.

En Europe, la Suède a annoncé avoir enregistré un cas de sous-type clade 1b, récemment apparu en Afrique, et la France s'attend à l'apparition prochaine de cas sur son territoire. 20 Minutes avec AFP 20 août 2024

J-C – Notre corps héberge en permanence une multitude (milliards) de virus différents, dont tous ceux qui avaient fait l'objet d'une épidémie dans le passé, ils n'ont donc que l'embarras du choix pour sélectionner celui qu'ils vont mettre sur le devant de la scène ou instrumentaliser, si nécessaire en donnant un nouveau nom à un variant ou un virus qui existait depuis on ne sait quand !

Quand ces malfaisants disent qu'il y a « *aucune contamination par le clade 1* », on n'est pas forcé de les croire, pour le moment cette version les arrange, c'est pour mieux conditionner les esprits, les préparer à la phase suivante de leur programme et ainsi de suite pour justifier de nouvelles mesures liberticides ou une campagne de vaccination obligatoire ou tout comme, contre laquelle il faudra se dresser.

Ce sera à nouveau en fonction des positions adoptées par les uns et les autres, l'occasion de compter vos vrais et faux amis, épreuve cruelle pour les imposteurs ou opportunistes qui encombrant et empestent l'atmosphère.

RDC : Les chiffres de la variole du singe sont minimes comparés à la malaria et à la tuberculose - Réseau International 21 août 2024

Au cours de la même période où 500 personnes sont mortes du Mpox en RDC, des centaines de milliers de personnes sont également mortes en RDC et dans les pays africains environnants de la

tuberculose, du VIH/SIDA et des conséquences de la malnutrition et de l'insalubrité de l'eau. La tuberculose à elle seule tue environ 1,3 million de personnes dans le monde chaque année, soit un taux environ 1500 fois supérieur à celui du Mpox en 2024.

Ainsi, nous avons aujourd'hui des milliers de fonctionnaires de santé publique, de l'OMS aux instituts de recherche en passant par les organisations non gouvernementales, les sociétés commerciales et les fondations privées, qui se consacrent principalement à la recherche de cibles pour l'industrie pharmaceutique, au pillage des fonds publics, puis au développement et à la vente du remède.

L'ensemble du nouveau programme de lutte contre les pandémies, démontré avec succès dans le cadre de la riposte au virus Covid-19, repose sur cette approche. Pour justifier les salaires impliqués, il faut détecter les épidémies, exagérer leur impact probable et mettre en place une réponse à forte intensité de produits et généralement basée sur des vaccins.

Les promoteurs de l'ensemble de ce processus – les pays dotés d'importantes industries pharmaceutiques, les investisseurs pharmaceutiques et les sociétés pharmaceutiques elles-mêmes – ont établi leur pouvoir par le biais des médias et du parrainage politique afin de garantir le bon fonctionnement de ce système.

Les preuves de l'intention du modèle et des dommages qu'il cause peuvent être efficacement cachées au public par des médias et des journaux scientifiques serviles. Mais en RDC, les populations qui ont longtemps souffert de l'exploitation de la guerre et des extracteurs de minerais, qui ont remplacé un régime colonial particulièrement brutal, doivent maintenant également faire face aux extracteurs de richesses de l'industrie pharmaceutique.

Bien que la variole soit concentrée en Afrique, les effets d'une santé publique corrompue sont mondiaux. La grippe aviaire suivra probablement la même voie que la variole dans un avenir proche. L'armée de chercheurs payés pour trouver d'autres foyers le fera. Alors que le risque de pandémie n'est pas très différent de ce qu'il était il y a quelques décennies, il existe une industrie qui cherche à vous faire croire le contraire.

Comme l'a montré le déroulé de la Covid-19, il s'agit d'une question d'argent et de pouvoir à une échelle qui n'a d'égale que celle des régimes fascistes du passé.

Les efforts actuellement déployés dans les pays occidentaux pour dénigrer le concept de liberté d'expression, criminaliser la dissidence et instaurer des passeports sanitaires pour contrôler les déplacements ne sont pas nouveaux et ne sont pas étrangers à la déclaration par l'OMS de l'urgence sanitaire Mpox. Nous ne sommes plus dans le monde que nous connaissions il y a vingt ans.

<https://reseauinternational.net/rdc-les-chiffres-de-la-variole-du-singe-sont-minimes-comparees-a-la-malaria-et-a-la-tuberculose/>

Mpox : un cas en Suède et au Pakistan, la Russie annonce avoir achevé le développement d'un vaccin - RT 16 août 2024

J-C - C'est là qu'on constate à nouveau, que la Russie ne s'oppose pas aux Etats-Unis et à l'OMS, elle collabore avec eux.

Pharma et OMS s'associent pour créer un marché "pandémique" permanent pour les vaccins obligatoires et expérimentaux (Par Brenda Baletti -The Defender 6 août 2024) - Mondialisation.ca, 15 août 2024

Max Jones, journaliste de Unlimited Hangout, explique comment Big Pharma utilise l'OMS pour restructurer le marché des médicaments, de sorte que les vaccins et autres médicaments insuffisamment testés soient soumis à une réglementation minimale et que des populations entières puissent être contraintes de les prendre chaque fois que l'OMS déclare une nouvelle pandémie mondiale.

https://www.mondialisation.ca/pharma-et-oms-sassocient-pour-creer-un-marche-pandemique-permanent-pour-les-vaccins-obligatoires-et-experimentaux/5691452?doing_wp_cron=1723884355.0467588901519775390625

Leur guerre n'a pas fait assez de morts parmi les enfants palestiniens.

Polio à Gaza : l'ONU exige une pause humanitaire pour vacciner 640 000 enfants - RT 16 août 2024

Rappel.

En définitive, en mai 2009, les critères permettant de caractériser une pandémie se sont considérablement élargis.

Premier enseignement notable : d'une définition à l'autre, la notion de « *nombre très important de malades et de morts* » a totalement disparu. Qu'elle soit particulièrement mortelle ou non, depuis mai 2009, selon l'OMS, une pandémie n'est donc plus qu'une simple « *épidémie mondiale de malades* » avec « *plus de cas que la normale* ».

Comme pour mieux acter ce changement, le 7 juin 2009, soit un mois après avoir fait évoluer sa définition du mot, l'Organisation mondiale de la Santé décidait justement de requalifier l'épidémie de Grippe A en pandémie. Une appellation qu'elle n'aurait pas pu lui attribuer quelques semaines plus tôt, puisque le virus H1N1 n'a jamais provoqué un « *nombre très important de malades et de morts* », tel que l'exigeait encore la précédente définition.

Une vue de l'esprit, pas vraiment.

Les sénateurs français, membres de la « *commission d'enquête sur le rôle des firmes pharmaceutiques dans la gestion par le Gouvernement de la grippe A (H1N1)* », à s'en émouvoir dans un rapport rendu un an plus tard, le 29 juillet 2010 (rapport complet) :

« *Les critiques sur la fausse alerte pandémique ont été renforcées par le changement de définition de la pandémie grippale auquel aurait procédé l'OMS dans les mois ayant précédé la déclaration du passage en phase 6, le 11 juin 2009. (...) De 2003 à 2009, une pandémie a été définie par*

l'apparition de “plusieurs épidémies simultanées à travers le monde avec un grand nombre de décès et de maladies” ; [or] un changement a été opéré entre le 1^{er} et le 9 mai 2009, faisant disparaître le critère de gravité ».

Dans leur rapport, les sénateurs observent que ce tour de passe-passe a fini par faire naître de puissantes réserves à l'encontre des prises de position de l'OMS : « *Inévitablement, la pandémie déclarée le 11 juin 2009 ne fut pas celle qu'on attendait. La déclaration de la pandémie de grippe A (H1N1), considérée d'emblée comme de gravité modérée, a surpris puis suscité de nombreuses critiques à l'encontre de l'OMS, soupçonnée à tout le moins d'avoir surestimé le risque ».*

Les sénateurs précisent que « *ces critiques sont d'abord venues de médecins qui s'étonnaient que l'on consacre une telle attention et tant de moyens à lutter contre une maladie qui n'est pas la pire menace qui pèse sur l'état sanitaire mondial. C'est d'ailleurs un médecin, ancien membre de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, qui a saisi de la question cette assemblée. Il en est résulté un rapport très critique sur l'action de l'OMS et sur son fonctionnement interne, qui serait caractérisé par une certaine opacité et un souci insuffisant de gérer les conflits d'intérêts ».*

En résumé, après « *la correction d'une erreur* » sur son site internet, toute « *maladie qui n'est pas la pire menace qui pèse sur l'état sanitaire mondial* » pouvait à présent devenir une pandémie... ce qui « *a surpris puis suscité de nombreuses critiques à l'encontre de l'OMS* ».

Des « *corrections d'erreurs* » finalement assez fréquentes de la part de l'Organisation mondiale de la Santé qui, au fil du temps, est devenue une véritable spécialiste en matière de « *déménagement* » et de suppression de pages de son site internet. Par exemple, entre septembre et octobre 2011, quand cette nouvelle définition de « *pandémie* » arrêtée en 2009 disparaissait soudainement !

Neuf ans plus tard, le 11 mars 2020, soit le jour où l'Organisation mondiale de la Santé choisissait de classer l'épidémie de Covid en pandémie, la chaîne d'information américaine NBC parvenait à retrouver la trace d'une définition proposée par le site de l'institution internationale. Il fallait alors se rendre à la section Questions fréquentes pour en apprendre davantage sur la manière dont l'OMS qualifiait ce mot à cette date... avant que cette page ne disparaisse à son tour.

Une « *correction d'erreur* » en amenant toujours une autre, entre octobre 2022 et mai 2023, en recherchant la phrase : « *What is a pandemic?* » ou « *qu'est-ce qu'une pandémie ?* » sur n'importe quel moteur de recherche – ou directement sur son site internet – il était tout bonnement impossible de trouver la moindre définition claire et précise proposée par l'OMS.

En résumé, depuis plusieurs années, l'Organisation mondiale de la santé éprouve de vraies difficultés pour octroyer un sens pérenne au concept de « *pandémie* ».

(Ndla : nous verrons par la suite que l'OMS a fait évoluer le sens de ce mot dès 1999 et que celui-ci a de nouveau été modifié après la pandémie de Covid pour aujourd'hui correspondre à un fourre-tout sanitaire très éloigné de son concept initial).

Au final, compte tenu de ces atermoiements et de ces évolutions linguistiques restées aussi discrètes qu'ignorées par le grand public, il est évident qu'en 2020, dans l'imaginaire populaire, le terme « *pandémie* » renvoyait encore aux épidémies mondiales les plus meurtrières de l'Histoire. La population n'ayant pas pris conscience que le degré de gravité qu'elle accordait toujours au sens de ce mot avait en réalité été sensiblement revu à la baisse en mai 2009.

Il s'agit là du premier point important à retenir pour assimiler comment, en 2020, en raison d'un quiproquo sémantique, la confusion et la panique générale se sont démesurément abattues sur l'hexagone et comment la propagande gouvernementale a pu, à partir de là, insidieusement s'infuser dans l'esprit des Français.

<https://www.francesoir.fr/france-sante-medias/pandemie-de-propagande-de-peur-et-de-confinements-episode-2>

Parole d'internaute.

- Politique: Science: Toujours aussi soudain et inattendu: De plus en plus de jeunes femmes meurent d'un arrêt cardiaque par le Dr. Peter F. Mayer

Les jeunes femmes continuent de mourir "*soudainement*" d'un arrêt cardiaque. Il est prouvé que les injections d'ARNm endommagent le cœur. La maladie du cœur n'est pas "*facilement*" et fiablement guérissable, comme l'ont toujours affirmé les commissions d'"éthique" et les médecins, mais existe à long terme et peut apparemment entraîner la mort à tout moment.

De plus en plus de jeunes femmes, qui n'avaient jamais été menacées par une infection corona mais que l'on avait poussées dans la seringue, sont désormais touchées. A l'origine, il avait été dit que les hommes étaient les plus menacés. Le médecin canadien William Makis a rassemblé 12 exemples récents de décès de femmes de moins de 40 ans.

...

Les vaccins à ARN corona provoquent des lésions cardiaques chez 1 femme sur 30 dans la semaine suivant la vaccination.

C'est aussi ce que montre par exemple l'étude menée en Thaïlande (2022, Mansanguan) sur 202 garçons âgés de 13 à 18 ans de deux écoles différentes : 7 d'entre eux ont développé une myo/péricardite subclinique après la deuxième dose d'ARNm COVID-19 de Pfizer. Cela représente 1 sur 30 par dose de Pfizer.

Une étude suisse (2023, Muller) portant sur 777 travailleurs de la santé ont reçu un rappel de vaccin Moderna COVID-19 ARNm, 22 ont présenté des signes d'atteinte myocardique ($22/777 = 1$ sur 35 par dose de Moderna).

...

Les causes sont aujourd'hui largement élucidées et démontrées. Grâce aux nanoparticules lipidiques, les spikes atteignent également les cellules du muscle cardiaque. Le système immunitaire les reconnaît comme infectées et les détruit. Cela peut entraîner d'une part une réaction auto-immune et d'autre part la formation de cicatrices dans le muscle cardiaque. Et ces cicatrices ne guérissent jamais, elles s'incrustent et peuvent, selon leur taille, perturber la signalisation dans le muscle cardiaque et provoquer un arrêt cardiaque.

Tout cela était connu et prévisible auparavant. Les fuites du RKI montrent entre autres que les mesures et la campagne de vaccination ont été imposées politiquement, et ce à peu près dans tous les pays.

Venezuela.

Pourquoi les médias cachent le vrai visage de la leader de la droite vénézuélienne, Maria Machado? - 13 août 2024

<https://investigacion.net/pourquoi-les-medias-cachent-le-vrai-visage-de-la-leader-de-la-droite-venezuelienne-maria-machado/>

Venezuela: Colombie et Brésil favorables à une nouvelle présidentielle, pas l'opposition ni Maduro - AFP 16 août 2024

Le Brésil et la Colombie ont appelé jeudi à une nouvelle présidentielle au Venezuela afin de sortir de la crise née de la réélection contestée fin juillet de Nicolas Maduro, une proposition aussitôt refusée par l'opposition, qui revendique la victoire, comme par le président sortant.

Jugeant "*très claire*" la victoire de l'opposition, la Maison Blanche a rectifié le tir après un apparent soutien de Joe Biden à de nouvelles élections.

Le président américain "*évoquait la position absurde du (président) Maduro*" qui n'est "*pas honnête*" sur le résultat de la présidentielle, a assuré un porte-parole de la Maison Blanche.

M. Biden avait répondu "*je le suis*" à la question: "*Etes-vous favorable à de nouvelles élections au Venezuela?*", lors d'un court échange avec la presse.

Le Parlement a voté jeudi la loi réglementant les ONG et les associations, la première d'une série que l'opposition juge liberticide.

Parmi les points du texte, l'obligation pour les ONG de notifier leurs "*financements*" et "*donateurs, nationaux ou étrangers*", ou l'interdiction de "*recevoir des contributions financières destinées à des organisations à but politique*".

Le Haut-commissaire de l'ONU aux droits humains, Volker Türk, avait appelé Caracas à ne pas "*adopter ces lois et toute autre loi qui porte atteinte à l'espace civique et démocratique dans le pays*."

La Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) avait estimé que la loi restreignait "*arbitrairement le droit d'association, la liberté d'expression*".

Deux autres textes sur "*l'incitation au fascisme et à la haine*" et sur une réglementation des réseaux sociaux doivent être examinés par le parlement monocaméral, où le pouvoir dispose de 256 des 277 sièges après le boycott par l'opposition des législatives de 2020.

J-C – Qui écoutent encore les chefs d'Etat ou ministres occidentaux, les représentants des institutions contrôlées par les Etats-Unis, leurs médias réputés pour mentir comme des arracheurs de dents ?

Venezuela : gauches du Sud contre « gauche » française par Thierry Deronne, Caracas, 11 août 2024.

Extraits.

Depuis les Lettres Persanes, l'usage de pays lointains pour régler des comptes franco-français est devenu une tradition. Le passage du politique sous commande médiatique a creusé l'abîme entre le réel et son image. C'est le cas du texte cosigné par le Parti Socialiste, le NPA (« trotskiste ») et autres mouvements de « gauche » pour dénoncer la « répression au Venezuela ». (...)

Le 2 août, le Conseil National Électoral du Venezuela a publié son deuxième bulletin avec 96,87 % des procès-verbaux transmis depuis les bureaux de vote. Nicolas Maduro remporte l'élection présidentielle avec 51,95 % des voix tandis que son principal opposant Edmundo González a obtenu 43,18 %.

Le Président mexicain López Obrador a critiqué les USA « qui ont dépassé les limites » en proclamant l'extrême droitier Gonzalez comme « président du Venezuela » sans attendre les résultats : « Où est le droit international ? La reconnaissance ne peut venir d'un pays étranger mais de la souveraineté populaire ».

Le 10 août, la Salle Électorale du Tribunal Suprême a fini d'auditionner tous les partis politiques. Elle va procéder à l'examen minutieux de toutes les pièces électorales reçues pour prononcer le résultat définitif dans une dizaine de jours. Sur les délais, on notera qu'au Mexique ce n'est que le 10 août que le Tribunal électoral a confirmé la victoire de Claudia Sheinbaum, soit neuf semaines après la tenue des élections.

Au Venezuela, seule l'extrême droite, qui affirme avoir gagné les élections, a refusé de se présenter à ce tribunal, et n'a consigné aucun matériel électoral. Plusieurs partis alliés, de droite, ont d'ailleurs pris leurs distances avec l'oligarque Machado et son candidat Gonzalez, laissant entendre qu'une partie de leurs PVS électoraux étaient falsifiés.

<https://venezuelainfos.wordpress.com/2024/08/11/venezuela-gauches-du-sud-contre-gauche-francaise/>

Crise politique au Venezuela : l'opposition se mobilise dans la rue pour revendiquer la victoire - franceinfo avec AFP 17 août 2024

"La contestation pacifique est notre droit", a lancé à la foule la cheffe de l'opposition Maria Corina Machado, lors d'un rassemblement à Caracas samedi.

"C'est une journée historique (...). Nous devons rester fermes et unis", a déclaré avant la manifestation Maria Corina Machado, cheffe de l'opposition, sur les réseaux sociaux. Des milliers de personnes ont salué son arrivée au rassemblement dans l'est de Caracas (Venezuela) samedi.

J-C La photo de l'AFP, la plus généreuse qui soit pour l'extrême droite vénézuélienne, montre que cette mobilisation est un flop et que cet article relève de la propagande américaine.

[https://www.francetvinfo.fr/pictures/IW3CFmwqVjiIU-OFICAZJ4-mtms/0x106:1024x682/2656x1494/filters:format\(avif\):quality\(50\)/2024/08/17/000-36ec8ft-1-66c0ec0ccf49e035116642.jpg](https://www.francetvinfo.fr/pictures/IW3CFmwqVjiIU-OFICAZJ4-mtms/0x106:1024x682/2656x1494/filters:format(avif):quality(50)/2024/08/17/000-36ec8ft-1-66c0ec0ccf49e035116642.jpg)

Allemagne.

(Re)Nazification de la Bundeswehr - InfoBrics 14 août 2024

Ce n'est un secret pour personne que l'Allemagne traverse une transformation sociétale plutôt troublante. Grâce à ses législateurs, la dépravation morale et la décadence prennent le dessus, tandis que son économie se désindustrialise. La soumission suicidaire de Berlin aux États-Unis et à ses alliés les plus proches met le pays dans une position si mauvaise que seule une poignée d'autres vassaux et États satellites de Washington DC l'ont encore pire (à savoir le régime de Kiev).

Le gouvernement allemand a d'abord coupé bêtement les liens avec la Russie, provoquant une hausse massive des prix, qui a ensuite déclenché une crise économique rampante que le pays traverse encore. Pire encore, grâce à son manque plutôt pathétique de souveraineté, Berlin traverse un découplage économique de la Chine et tente également de l'imposer au reste de l'Union européenne. Il convient de noter que Pékin est son plus grand partenaire commercial, avec un commerce annuel de plus de 250 milliards d'euros (275 milliards de dollars).

Cependant, ce n'est que la partie émergée de l'iceberg du cadre de politique intérieure et étrangère manifestement idiot de l'Allemagne. Ses «diplomates» manquent d'étiquette de base, qualifiant les dirigeants étrangers de «dictateurs» ou même déclarant ouvertement la guerre à des pays comme la Russie. En novembre 2022, les plans de son armée fédérale (Bundeswehr) ont été divulgués, révélant son intention de faire la guerre à Moscou. Bien que le plan soit ridicule (et c'est un euphémisme), la Bundeswehr l'a pris très au sérieux, montrant que Berlin n'a jamais vraiment abandonné sa doctrine ancestrale «*Drang nach Osten*».

Malgré des tentatives infructueuses depuis plus de mille ans, l'Allemagne continue de poursuivre cette politique. Comme le dit le vieil adage, généralement (mal) attribué à Albert Einstein, la définition de la folie est de faire la même chose encore et encore et de s'attendre à des résultats différents. Cependant, c'est précisément ce que Berlin continue de faire, apparemment incapable d'apprendre sa leçon.

Conformément à ses politiques manifestement folles, le ministère allemand de la Défense (MoD) a également décidé d'inclure les officiers nazis de la Wehrmacht, ainsi que les membres de la SS, dans une liste dédiée aux «*traditions militaires allemandes*». Selon la directive (PDF), ces soldats et nombreux autres soldats et officiers nazis seront désormais considérés comme des «*exemples d'excellence militaire, de préparation opérationnelle et de volonté de se battre pour atteindre des objectifs lorsque la mission l'exige*». Cela inclut ce qui suit :

- Le général Wolfgang Altenburg, qui a servi dans la Wehrmacht pendant la Seconde Guerre mondiale, a plus tard commandé des unités d'artillerie de la Bundeswehr. A également été inspecteur général et président du comité militaire de l'OTAN.

- Le général de brigade Heinz Karst, capitaine de la Wehrmacht pendant la Seconde Guerre mondiale, l'un des représentants les plus éminents de la direction intérieure de la Bundeswehr après la guerre.

- Le général de brigade Friedrich Beermann, lieutenant de la Wehrmacht pendant la Première Guerre mondiale, promu colonel de la Bundeswehr après la guerre.

- Le général de brigade Wolfgang Schall, un major de la Wehrmacht, fait prisonnier par l'Armée rouge. Après sa libération en 1955, il a rejoint la Bundeswehr en tant que consultant pour la guerre psychologique au sein du MoD allemand. Il a également été membre du Parlement européen (CDU, le parti d'Angela Merkel).

- Général Karl Schnell, capitaine du groupe d'armées Centre sur le front de l'Est, ainsi que premier officier d'état-major général en Italie, responsable de sept divisions subordonnées de la Wehrmacht. Schnell a ensuite commandé la 90e division des grenadiers blindés. Il a ensuite été fait prisonnier par l'armée américaine en 1946. Selon des sources allemandes, après sa libération de captivité en 1946, il a été «dénazifié avec succès», puis a rejoint la Bundeswehr, en tant qu'inspecteur général adjoint, ainsi que commandant suprême des forces alliées d'Europe centrale (AFCENT) dans l'OTAN. Il a également été secrétaire d'État permanent au sein du MD allemand.

- Le lieutenant-général Hans Röttiger, général de la Wehrmacht pendant la Seconde Guerre mondiale et l'un des officiers nazis les plus haut de la Bundeswehr après la guerre, en tant que premier inspecteur.

- Lieutenant-général Franz Pöschl, un officier nazi hautement décoré (atteint le grade de capitaine) pendant la Seconde Guerre mondiale, servant en Pologne, en Russie, en Grèce et en Italie. Il a ensuite été membre du comité d'évaluation du personnel de la Bundeswehr, ainsi que du commandant général de son IIIe corps.

- Lieutenant-général Heinz-Georg Lemm, un autre officier nazi hautement décoré, en particulier un colonel de la Wehrmacht pendant la Seconde Guerre mondiale. Il fut plus tard le plus jeune général de la Bundeswehr et le chef de son bureau de l'armée.

- Le général Ferdinand von Senger und Etterlin, lieutenant principal de la Wehrmacht, a également été hautement décoré pour ses actions pendant les invasions de l'Allemagne nazie. Après la guerre, il a rejoint la Bundeswehr et a agi en tant que commandant général du I Corps, ainsi que commandant en chef de l'AFCENT de l'OTAN.

- Le lieutenant-général Gerhard Barkhorn, l'un des pilotes de chasse nazis les plus réussis (a abattu 301 avions alliés). A rejoint la Bundeswehr après la guerre et a occupé certains des postes les plus élevés du commandement de la guerre aérienne de l'OTAN.

- Le colonel Erich Hartmann, un autre as nazi, le plus réussi de tous les temps (352 victoires aériennes contre les avions alliés). A également rejoint la Bundeswehr après la guerre et s'est entraîné avec l'USAF.

- Le lieutenant-général Günther Rall, le troisième as nazi le plus réussi (275 victoires aériennes). Il a également rejoint la Bundeswehr, en tant qu'inspecteur de l'armée de l'air et au siège de l'OTAN. Des sources allemandes affirment qu'il a «examiné de manière critique son passé nazi».
- Le vice-amiral Hans-Helmut Klose, un officier de marine nazi très décoré pendant la Seconde Guerre mondiale, a ensuite travaillé pour les services de renseignement britanniques (en particulier le MI6) pour aider à espionner la Russie dans les États baltes. Klose a ensuite rejoint la Bundesmarine, servant également dans les centres navals de l'OTAN.
- Contre-amiral Erich Topp, l'un des commandants de sous-marins (sous-marins) nazis les plus réussis pendant la Seconde Guerre mondiale. Il a coulé 35 navires, totalisant près de 200 000 tonnes à registre brut (GRT). Après la guerre, il a rejoint la Bundesmarine, servant aux plus hauts niveaux de la structure de commandement de l'OTAN et travaillant en étroite collaboration avec la marine américaine. Topp était membre du parti nazi et de la SS pratiquement depuis leur création. Des sources allemandes affirment qu'il était «très critique de sa propre vie et du rôle de la marine dans la Seconde Guerre mondiale».
- Contre-amiral Karl Clausen, on ne sait pas grand-chose de son rôle pendant la Seconde Guerre mondiale, sauf qu'il était un commandant hautement décoré d'un dragueur de mines. Il a également rejoint la Bundesmarine après la guerre, contribuant aux opérations de l'OTAN en mer du Nord.

Ce n'est qu'une partie de la liste que j'ai traduite et ajustée en ajoutant des informations manquantes sur le passé nazi de ces individus. Il convient de noter que la grande majorité d'entre eux étaient des criminels de guerre responsables de crimes de guerre horribles contre des dizaines de millions de personnes à travers l'Europe et au-delà, en particulier dans la partie orientale du continent et en Russie/ex-URSS. C'est une autre preuve de ce qu'est l'OTAN et de son véritable rôle.

Le développement le plus troublant est la façon dont l'Allemagne et sa Bundeswehr ont embrassé ces hommes au moment même où Berlin se prépare à être le fer de lance de la nouvelle invasion rampante de la Russie menée par l'UE/l'OTAN, y compris en permettant des missiles à moyenne et moyenne portée précédemment interdits sur le sol allemand, amenant une fois de plus l'Europe (et le monde) au bord d'un abîme. La liste montre également que l'OTAN est en effet l'héritier des puissances nazies de l'Axe dirigées par l'Allemagne. InfoBrics 14 août 2024

Liban.

Crise d'électricité au Liban : l'Algérie à la rescousse - RT 18 août 2024

Le gouvernement algérien a annoncé avoir commencé à fournir « *immédiatement* » du carburant au Liban, afin de faire fonctionner les centrales électriques du pays et assurer l'approvisionnement en électricité, a rapporté l'agence de presse d'État algérienne APS citant un communiqué du service du Premier ministre.

Cette annonce intervient alors que le Liban est actuellement en plein black-out de l'électricité publique sur fond de la crise économique qui frappe le pays.

La dernière centrale électrique fonctionnelle du Liban a été contrainte de fermer le 17 août faute d'énergie, principalement le gaz, plongeant l'ensemble du territoire du pays dans le noir, avait annoncé la compagnie d'électricité du Liban (EDL).

La centrale de Zahrani a été forcée d'arrêter sa production en raison de l'épuisement total du stock de gazole, ce qui a provoqué une coupure totale de l'approvisionnement en électricité à travers tout le Liban.

Le black-out a touché notamment les infrastructures essentielles telles que l'aéroport, le port, les pompes à eau, les stations d'épuration, les prisons. RT 18 août 2024

Nicaragua.

J-C – Comme quoi c'est possible. Idem pour les médias ou réseaux sociaux de la réaction.

Le Nicaragua ferme 1.500 ONG et saisit leurs biens - AFP 20 août 2024

Selon une décision du ministère de l'Intérieur, publiée dans le journal officiel La Gaceta, la radiation de ces 1.500 ONG est justifiée par le fait qu'elles "*n'ont pas déclaré*" leurs "*états financiers*" pendant des périodes allant de un à 35 ans. Leurs biens seront saisis par l'État.

Il s'agit de la plus importante fermeture massive d'ONG décrétée par le gouvernement du président Ortega. Elle porte à plus de 5.100 le nombre d'organisations civiles dissoutes depuis 2018, lorsque le régime a renforcé son arsenal juridique à la suite des manifestations antigouvernementales qui ont fait plus de 300 morts en trois mois, selon les Nations unies.

Parmi les ONG fermées lundi, se trouvent principalement des organismes religieux, mais aussi des associations caritatives, sportives, indigènes ou d'anciens combattants du régime sandiniste. La Croix-Rouge nicaraguayenne a notamment été fermée.

Amaru Ruiz, ancien directeur de l'organisation environnementale Fundacion del Rio, dissoute, aujourd'hui en exil, a dénoncé un "*coup de balai*" contre la société civile. "*Ils veulent non seulement contrôler la vie organique des organisations, mais aussi les ressources qu'elles gèrent*", a-t-il ajouté.

"Ils font table rase, ils éliminent pratiquement toutes les ONG du pays. Plus de 5.100 depuis le début de la crise (...) Un autre coup porté à la société civile", a dénoncé pour sa part sur son compte X Juan Sebastian Chamorro, ancien candidat à la présidence du Nicaragua en exil aux États-Unis.

Vendredi, le gouvernement a adopté une nouvelle loi controversée, qui oblige les ONG à ne travailler que dans le cadre d'"*alliances*" avec des entités publiques.

Cette nouvelle réglementation a été annoncée un jour après que le Venezuela, allié de Managua, a adopté une loi sur les ONG qui, selon les défenseurs des droits humains, aggrave "*la persécution*" des opposants au président Nicolas Maduro dont la réélection fin juillet est contestée.

Le gouvernement du président Ortega affirme notamment que l'Eglise a soutenu les manifestations antigouvernementales de 2018.

Fin juillet, un groupe d'experts de l'ONU a dénoncé des attaques "*systématiques*" menées par le gouvernement du Nicaragua contre l'Eglise catholique et d'autres confessions chrétiennes, selon une version actualisée en mars du rapport du Conseil des droits de l'homme.

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 25 août 2024

Pendant ce temps-là, un génocide continue d'être commis.

Bande de Gaza : 69 Palestiniens tués au cours des dernières 48 heures - RT 24 août 2024

Le ministère palestinien de la Santé a déploré ce 24 août un bilan de 69 personnes tuées dans la bande de Gaza en 48 heures. Depuis le début du conflit entre le Hamas et Israël, après l'attaque du 7 octobre 2023, le nombre de Palestiniens tués s'élève à 40 334 et celui des blessés à 93 356. RT 24 août 2024

Lu.

- Le nettoyage ethnique se poursuit à bas bruit tant à Gaza qu'en Cisjordanie.

Depuis le 7 octobre 2023, le bilan des pertes palestiniennes directes, liées aux opérations des forces israéliennes largement soutenues par l'occident otanien, établi au 22 août 2024 à 12h 00 GMT est de :

Pour Gaza : 40 265 tués dont plus de 16 500 enfants, plus de 93 144 blessés

Pour la Cisjordanie : 640 tués dont 147 enfants, plus de 5400 blessés.

Total Palestine : 40 905 tués, plus de 98 544 blessés ; plus de 10 000 disparus

Si l'on y ajoute les pertes indirectes (malnutrition, défaut de soins, épidémies) en appliquant le facteur 4 retenu par le Lancet pour le conflit palestinien, le nombre total de décès palestiniens serait de 204 525 !

Situation humanitaire à Gaza qui permet de comprendre ce facteur 4 du Lancet pour les pertes indirectes :

289 travailleurs humanitaires et 885 agents de santé sont morts à Gaza dans l'exercice de leurs fonctions durant les onze mois de guerre.

Selon les données de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), 990 000 cas d'infections respiratoires aiguës, 574 000 cas de diarrhée aqueuse aiguë, 107 000 cas de syndrome de jaunisse et 12 000 cas de diarrhée sanglante ont été enregistrés depuis le 7 octobre 2023.

Un cas de polio a été détecté, le 19 août, chez un bébé de dix mois originaire de Deir al-Balah, alors que l'ONU alerte depuis plusieurs semaines sur la nécessité de réaliser une importante campagne de vaccination pour les 640 000 enfants de l'enclave.

Les survivants du kibboutz de Nir Oz, le plus touché durant l'attaque du 7 octobre avec un quart de sa population blessée, enlevée ou tuée, ont refusé de participer à la cérémonie nationale en hommage aux victimes. Ils s'interrogent sur la complicité du gouvernement Netanyahu dans l'attaque de la Résistance palestinienne et ont la certitude que la plupart de leurs morts ont été liquidés, non pas par les assaillants, mais par les Forces de Défense israéliennes en application de la «directive Hannibal». Les kibboutz Kfar Aza, Be'eri et Nirim se sont joints à la communauté de Nir Oz. On serait ravi de savoir ce qu'en pense monsieur Meyer Habib, madame Yaël Braun-Pivet et, bien sûr, monsieur Macron, monsieur Séjourné et nos médias grand public qui n'étaient pas sur place le 7 octobre et qui nous racontent un tout autre narratif...

Par ailleurs, en lien avec ce qui précède, l'ancien Premier ministre Ehud Barak a publié une tribune libre dans Haaretz. Il y écrit : *«Sous couvert de la guerre, un putsch gouvernemental et constitutionnel est en train de se produire en Israël sans qu'un coup de feu ne soit tiré. Si ce putsch n'est pas arrêté, il transformera l'État hébreu en une dictature de facto dans quelques semaines. Netanyahu et son gouvernement assassinent la démocratie... Le seul moyen d'empêcher une dictature à un stade aussi tardif est de fermer le pays par le biais d'une désobéissance civile non violente à grande échelle, 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, jusqu'à ce que ce gouvernement s'effondre».*

Ce qui est intéressant, c'est de constater que la «grande démocratie israélienne» décrite par Ehud Barak est, à certains égards, comparables à la nôtre...

Enfin, un bien curieux sondage israélien de l'Institute for National Security Studies (INSS),

26% des Israéliens, juifs et arabes, y expriment une grande confiance en Benyamin Netanyahu tandis qu'ils sont 17% à le faire pour son gouvernement.

47% des juifs israéliens estiment qu'il ne faut pas obéir au droit international, ni aux valeurs morales au cours de la guerre actuelle à Gaza.

65% de juifs israéliens pensent que les geôliers accusés d'avoir agressé sexuellement un détenu palestinien ne devraient pas faire l'objet de poursuites pénales et simplement être sanctionnés par l'armée.

Assez de « sorcellerie » ! Adoptez un état d'esprit scientifique.

J-C- Vous n'en pouvez plus, vous vous plaignez pour un oui ou un non, vous êtes tendu à l'extrême, angoissé, vous êtes devenu insomniaque, taciturne, aigri, exécrationnel, vous broyez du noir, vous ne supportez plus rien ni personne, vous déprimez, vous êtes démoralisé, vous ne croyez plus en rien, vous doutez de tout, à commencer par vous-même et vous avez bien raison si c'est le cas, vous vous laissez aller, vous êtes peut-être devenu anorexique ou obèse, sous antidépresseurs et somnifères, vous vous défoncez ou vous picolez plus que de raison, bref, vous méritez mieux, non ?

Et puis, il n'y a vraiment pas de quoi culpabiliser ou être pessimiste à outrance, être désespéré, ici personne ne vous jugera. Il y en a qui confondent jugement ou critique avec caractérisation ou description d'idées ou d'actes, de faits, qui permettent juste d'établir des distinctions ou de réaliser des comparaisons comme en sciences de la nature, en paléontologie ou en géologie par exemple, c'est indispensable pour savoir où on en est, de quoi on parle, sérieusement de préférence, et non pour discerner des bonnes ou des mauvaises notes.

Le petit texte suivant s'inscrit dans la continuité des causeries précédentes, je ne l'avais jamais lu auparavant.

Toute l'histoire ne serait-elle donc que faute et échec ? - Léon Trotsky - mai 1940

(Publié dans le tome 23 des Œuvres de Trotsky, édition ILT)

Extrait.

Ce qui est important dans la pensée scientifique, surtout dans les questions complexes de politique et d'histoire, c'est de distinguer le fondamental du secondaire, l'essentiel de l'accidentel, de prévoir le mouvement des facteurs essentiels du développement. Pour les gens dont la pensée ne va que du jour au lendemain, qui cherchent à se rassurer avec toutes sortes d'événements épisodiques sans les relier ensemble dans un tableau global, la pensée scientifique qui part de facteurs fondamentaux semble dogmatique : en politique, on rencontre ce paradoxe à tout moment.

Si l'auteur a justement prédit un certain nombre de choses, cela n'est pas à mettre à son crédit personnel, mais à celui de la méthode qu'il a appliquée. Dans tous les autres domaines, les gens — ou au moins ceux qui sont spécialement formés — considèrent comme essentielle l'application d'une méthode définie. Il en va autrement en politique. Là domine la sorcellerie. Des gens d'une éducation supérieure croient que, pour une opération politique, les capacités d'observation, le coup d'œil, une certaine dose de finesse et le sens commun suffisent.

L'illusion de la libre volonté engendre l'arbitraire subjectif. En Amérique, on trouve beaucoup la conception de l'homme politique comme un “*ingénieur*” qui prend des matières premières et construit en fonction de ses plans. Il n'y a rien de plus naïf et vide que cette conception. Pourtant, comme dans toute philosophie, y compris la philosophie de l'histoire, il existe une façon juste de concevoir les rapports réciproques entre subjectif et objectif. En dernière analyse, les facteurs objectifs remportent toujours sur le subjectif. C'est pourquoi une politique juste commence toujours par une analyse du monde réel et une analyse des tendances qui le traversent. C'est seulement ainsi qu'on peut parvenir à une prédiction scientifique correcte et à une intervention correcte dans un processus sur la base de cette prédiction. Toute autre approche relèverait de la sorcellerie.

Des gens à la tournure d'esprit vulgaire pourraient maintenant faire allusion à la défaite du courant politique auquel appartenait et appartient toujours l'auteur de ce livre. Comment est-il possible que l'empiriste Staline ait vaincu la fraction qui suivait une méthode scientifique ? Cela ne veut-il pas dire que le sens commun est supérieur au doctrinarisme ?

Tout sorcier a un certain pourcentage de malades qui guérissent. Et tout docteur un certain pourcentage de malades qui meurent. A partir de là, certains tendent à préférer la sorcellerie à la médecine. Mais en fait, la science peut démontrer que dans un cas le malade a guéri en dépit de l'intervention du sorcier et que dans l'autre il est mort parce que la science médicale, au moins dans sa phase actuelle, ne pouvait effectivement surmonter les forces de destruction de l'organisme ; dans les deux cas, on peut déterminer correctement le rapport entre l'objectif et le subjectif.

En politique, la méthode scientifique ne peut assurer la victoire dans tous les cas. Mais, par ailleurs, la sorcellerie donne dans certains cas une victoire quand celle-ci repose sur des alignements objectifs et les tendances générales du développement.

Il y a des gens qui se considèrent comme des gens instruits, mais qui se permettent d'émettre des jugements sommaires comme celui selon lequel “*la révolution d'Octobre a été un échec*”. Qu'en

est-il de la Révolution française ? Elle s'est terminée par la restauration, bien qu'épisodique, des Bourbons. Et la guerre civile aux Etats-Unis ? Elle a conduit au règne des Soixante Familles. Et toute l'histoire humaine en général ? Jusqu'à présent, elle a conduit à la seconde guerre impérialiste, qui menace notre civilisation entière. Il est dans ces conditions impossible de ne pas dire que toute l'histoire n'a été que faute et échec. Finalement, qu'en est-il des êtres humains eux-mêmes — pas un petit facteur dans l'histoire ? Ne faut-il pas dire que ce produit d'une évolution biologique prolongée est un échec ? Bien entendu, il n'est interdit à personne de faire semblables observations générales. Mais elles découlent de l'expérience individuelle de petits boutiquiers, ou de la théosophie, et ne s'appliquent pas au processus historique dans son ensemble ou à toutes ses étapes, ses chapitres principaux ou ses épisodes.

Il ne se produira pas de miracle !

Il y a de nombreux travailleurs et militants, intellectuels ou éléments progressistes des classes moyennes, dégoûtés par l'incurie ou la faillite du mouvement ouvrier, qui en désespoir de cause arrivent à lorgner vers des acteurs sociaux ou politiques ou des médias sociaux de droite ou d'extrême droite, certains parmi eux sont à la recherche du sauveur suprême, Elon Musk ou Robert F. Kennedy Jr, par exemple, oubliant du même coup la lutte de classe implacable que ces derniers livrent à la classe ouvrière.

Mais la réalité n'a que faire de leurs états d'âme, et il arrive toujours un moment où cruellement elle leur démontre qu'ils se sont gravement fourvoyés ou qu'ils se sont bercés d'illusions. Comment réagissent-ils quand ils se retrouvent devant le fait accompli ? Ils ont le choix entre le nier ou en faire abstraction et pencher toujours plus à droite, ou se reprendre en se réappropriant le socialisme, mais comment le pourrait-il puisqu'ils savent que tous les partis ouvriers se sont gravement compromis ou ont rompu avec le socialisme ?

C'est un peu pour cette raison que j'entretiens ce blog et le courant politique qui s'y exprime, pour leur montrer qu'en 2024 le socialisme est (toujours) d'actualité, et qu'il est possible de le défendre sans le trahir, en se foutant éperdument des critiques provenant de ses représentants officiels ou autoproclamés.

Présidentielle américaine 2024 : Robert F. Kennedy Jr se range derrière Donald Trump - 20minutes.fr/AFP 24 août 2024

Le candidat indépendant à l'élection présidentielle américaine, Robert F. Kennedy Jr, héritier de la célèbre dynastie politique, a annoncé vendredi « *suspendre* » sa campagne et apporter son soutien au candidat républicain Donald Trump face à la démocrate Kamala Harris. 20minutes.fr/AFP 24 août 2024

Qui a dit ? Qui se présente en garant suprême de la Constitution antidémocratique de la Ve République ? Ce n'est pas Macron.

- « *Nous sommes tous d'accord pour dire que c'est inacceptable que le Président exerce un tel coup de force contre la démocratie. Sinon, que reste-t-il comme solution ? Nous sommes républicains et démocrates, nous nous saisissons des armes que nous permet de saisir la Constitution.* »

Réponse : Jean-Luc Mélenchon sur la scène des Amfis vendredi 23 août. Source : Le HuffPost 24 août 2024

J-C – Il se trouve qu'hier je suis tombé sur un article que j'ai trouvé carrément génial, il pulvérise la démocratie et les imposteurs qui prétendent qu'elle aurait existé sous un régime d'exploitation et d'oppression.

L'auteur décrit avec une précision étonnante comment la classe dominante l'instrumentalise à partir d'une multitude de procédés ou mécanismes, instruments politiques ou institutionnels, représentations idéologiques, etc. qui se combinent à seule fin d'asservir le peuple et de conserver le pouvoir.

L'auteur explique comment le libéralisme poussé à l'extrême a vidé la démocratie de sa substance pour en faire uniquement un instrument d'oppression permanente des masses au profit exclusif des capitalistes.

De fait, libéralisme et démocratie ne peuvent être qu'antinomiques, puisqu'ils représentent deux classes aux intérêts foncièrement inconciliables ou opposés, celles des capitalistes et de la classe ouvrière.

Cette description du fonctionnement du libéralisme montre que la « *démocratie représentative* » est fondamentalement corporatiste, réactionnaire, contrerévolutionnaire, autrement dit, pour que la démocratie se réalise, il faut que le peuple opprimé se soulève et renverse le régime politique en place, chasse les représentants du capitalisme au pouvoir, détruit l'Etat de fond en comble, parce qu'il a été conçu par et pour que les capitalistes puissent exercer leur pouvoir sur les exploités...

Voilà un article d'une très grande valeur, parce que l'auteur aborde une question déterminante, la question du pouvoir sous tous ses rapports, sur différents plans, économique et social, politique, psychologique, culturel, bref, en dialecticien et en matérialiste, on pourrait pratiquement dire en marxiste, et non sous un angle propagandiste ou dogmatique insipide.

« La démocratie représentative comme un moyen de prévention des révolutions ».

La démocratie des spectateurs.

«La «démocratie représentative» est une construction créée dans l'intention de tenir la population à l'écart du pouvoir réel». – Extrait exclusif de «Die extreme Mitte» («L'extrême centre»).

Nous connaissons tous ce sentiment : maintenant, nous avons élu nos «représentants», mais nous n'avons pas de réelle influence sur les événements. «Ils» font ce qu'ils veulent, que nous applaudissions dans les gradins ou que nous émettions un «bouh» désapprobateur. À quoi sert alors la façade d'un gouvernement populaire ? Rainer Mausfeld considère la démocratie représentative comme un moyen de prévention des révolutions. Elle sert à faire avancer le processus de notre privation de droits quasiment avec notre consentement. La croix, que nous traçons le jour du vote, n'est donc pas un symbole du pouvoir du citoyen en tant que souverain d'une démocratie ; au contraire, l'acte de voter confie le pouvoir à des «représentants», de sorte que ce dernier s'éloigne aussitôt du peuple. L'histoire de la démocratie est aussi l'histoire de tentatives de plus en plus imaginatives pour empêcher les élites d'être influencées par une majorité supposée incompétente.

En transposant une conception précapitaliste de la liberté à des rapports de force capitalistes inédits, pour lesquels cette conception de la liberté était pour ainsi dire aveugle aux limites, le libéralisme a pu se transformer en «*démocratie libérale*», c'est-à-dire en une forme de démocratie qui exclut le domaine de l'économie du contrôle démocratique et libère ainsi le pouvoir capitaliste de tout contrôle et de toute limitation extra-économiques.

Ce faisant, l'idée directrice traditionnelle de la démocratie en tant que socialisation radicale de la domination est remplacée par une expression inédite de la démocratie qui raccourcit à l'extrême le concept initial et va à l'encontre des intentions qui lui étaient initialement associées, à savoir un garde-fou civilisationnel contre un pouvoir du plus fort. Plus encore :

*«La caractéristique de l'approche de la démocratie libérale vis-à-vis de cette nouvelle sphère de pouvoir n'est pas de la contrôler, mais de la libérer».*¹

La «*démocratie libérale*» est une démocratie extrêmement limitée, car l'influence du peuple est étroitement limitée par la Constitution et les domaines centraux de la société sont soustraits à toute volonté et organisation démocratiques.

Le libéralisme a redéfini le sens de la «*démocratie*» comme étant la garantie de «*zones d'autonomie privée sans État*» pour les citoyens propriétaires et la mise à disposition d'élections libres de représentants d'intérêts politiques issus d'un éventail d'élites prédéfini. Comme le fait remarquer l'historienne sociale Ellen Meiksins Wood, «*la démocratie a été récupérée par le libéralisme*».²

Cette réduction, ce vidage et cette distorsion du concept de démocratie sous l'influence du libéralisme et du capitalisme ont été si profondément ancrés dans la pensée collective qu'aujourd'hui, le mot «*démocratie*» est presque exclusivement associé aux libertés civiles telles que la protection de la vie privée et de la propriété privée, la liberté d'expression, la liberté de la presse et de réunion, la protection et la reconnaissance des groupes sociaux particuliers, en particulier ceux qui font l'objet de discriminations, et ainsi de suite. Par conséquent, l'expression «*démocratie libérale*» apparaît aujourd'hui à la plupart presque comme un pléonisme, alors qu'elle est de facto une contradiction dans les termes.

Le mépris des masses – les élections dans le libéralisme

L'idée d'une souveraineté populaire est profondément étrangère au libéralisme, qui se caractérise depuis ses origines historiques par un profond mépris pour le peuple. L'élitisme et le darwinisme social sont inhérents au libéralisme.

*«La souveraineté de l'individu libéral, marquée par l'idée de sélection et fondée sur l'élite, constitue donc en réalité une opposition à la «souveraineté du peuple» radicalement démocratique».*³

Cette position antidémocratique était déjà exprimée par John Stuart Mill (1806-1873), économiste national, réformateur social, partisan d'une éthique de l'utilité et l'un des penseurs libéraux les plus influents du XIXe siècle :

*«Jamais un gouvernement n'a été ou n'a pu être élevé au-dessus de la médiocrité par une démocratie ou une aristocratie nombreuse, dans ses actions politiques ou dans les opinions, les qualités et l'état d'esprit qu'elles nourrissent, à moins que les nombreux gouvernants – comme ils l'ont toujours fait dans leurs meilleurs moments – ne se laissent guider par les conseils et l'influence d'un ou de quelques-uns plus doués et plus instruits».*⁴

Au sens du libéralisme, le citoyen est le propriétaire de biens, les non-propriétaires restant exclus des droits civiques. Seul celui qui est économiquement indépendant peut se permettre de porter un jugement indépendant. Seul le propriétaire dispose du loisir et de l'éducation nécessaires pour comprendre le contexte social, ce qui lui permet d'exercer des droits politiques. C'est pourquoi les premières constitutions libérales limitaient le droit de vote à ceux qui possédaient, ou plus précisément à l'homme blanc qui possédait. Par conséquent, le libéralisme favorisait le suffrage censitaire traditionnel, dans lequel le droit de vote, le poids électoral et l'accès aux fonctions politiques étaient liés à la possession de biens.

Le libéralisme européen du XIXe siècle se caractérisait également par une attitude hostile au suffrage universel.

*«Les libéraux européens ont toujours rejeté le suffrage démocratique. Ne devait être citoyen politique à part entière que celui qui remplissait les critères libéraux du citoyen : un certain niveau d'éducation et d'indépendance économique. Les modèles libéraux étaient taillés sur mesure pour le citoyen indépendant intellectuellement et matériellement, politiquement, socialement, économiquement et aussi culturellement».*⁵

Le libéralisme a toujours eu pour objectif de protéger une classe de personnes instruites et possédantes contre les exigences d'une politique déterminée par la «*médiocrité du grand nombre*».

Dans le libéralisme traditionnel, la propriété et l'éducation s'allient contre l'ennemi commun d'une démocratie égalitaire.

*«En fait, le libéralisme a essentiellement servi les intérêts d'une classe de privilégiés néo-féodale».*⁶

Au cœur du libéralisme se trouvait donc toujours un ressentiment antidémocratique déterminé. Il a hérité de l'Antiquité la «*misodemia*»⁷, la haine de la démocratie, ainsi que le mépris des masses qui en découle⁸, et l'a associée à un élitisme de l'éducation et de la propriété, qui cherchait à justifier les prétentions au pouvoir sur la base des performances individuelles. Avec le passage du féodalisme au capitalisme, les titres de domination traditionnels tels que l'ascendance, la richesse héritée ou les références à des constellations de domination de fait ont été de plus en plus remplacés par des titres de domination découlant de critères de «*performances*» individuelles. Cela a donné naissance à une nouvelle idéologie, la méritocratie, selon laquelle ceux qui ont acquis un mérite par des réalisations sont légitimés à exercer le pouvoir.

Dans le capitalisme, le mérite individuel consiste notamment à se procurer les moyens d'accumuler du capital. L'idéologie capitaliste de la «*méritocratie*» suggère que la position sociale de chacun est déterminée par le talent et le mérite et que, dans ce sens, la société est juste. Dans une démocratie libérale, selon l'idéologie méritocratique, chaque membre de la société occupe la position sociale qu'il mérite ; les riches ont mérité leur richesse et leur position sociale par leur talent et les pauvres sont pauvres à juste titre pour la même raison. L'idéologie méritocratique contribue à masquer le fait qu'il existe une relation sociale entre les deux.

Ce n'est qu'au XXe siècle que le mouvement ouvrier a imposé le suffrage universel et égal à grande échelle. Il existe une tension fondamentale avec l'idéologie méritocratique. Le libéralisme n'a pu accepter l'universalisation de sa conception particulariste de la liberté, adaptée aux besoins de la bourgeoisie, et donc le suffrage universel, que dans la mesure où il pouvait garantir, par d'autres mécanismes, que l'influence politique du peuple était maintenue dans des limites très étroites.

De tout temps, les élites au pouvoir ont eu tendance à compenser et à neutraliser en quelque sorte une perte de pouvoir résultant de conquêtes émancipatrices socialement acquises, en créant des mécanismes juridiques et institutionnels appropriés.

De l'Antiquité⁹ à nos jours, en passant par la naissance de la Constitution américaine, une telle régularité historique de la dynamique de stabilisation du pouvoir peut être mise en évidence. Elle est même constitutive du libéralisme. Pour stabiliser et étendre l'influence politique de la classe possédante, il a développé un large éventail de mécanismes abstraits et donc largement invisibles pour le public, qui vont entre autres du droit fiscal aux mécanismes constitutionnels en passant par la privatisation des médias.

La démocratie représentative comme prophylaxie de la révolution

Le principal mécanisme constitutionnel qui permet de limiter très efficacement l'influence politique du peuple est le concept de «*démocratie représentative*». Ce terme a été introduit pour la première fois en 1777 par Alexander Hamilton, l'un des pères de la Constitution américaine. Le principe de la représentation parlementaire visait à créer un mécanisme de rassemblement des volontés pour l'exercice du pouvoir social, en combinant deux objectifs.

D'une part, il s'agissait de satisfaire le besoin du peuple de se gouverner lui-même. Dans le même temps, un tel mécanisme de représentation était perçu, selon les termes de l'historienne sociale américaine Ellen Meiksins Wood, «*comme un moyen de tenir le peuple à l'écart de la politique*» et de «*maintenir au pouvoir une oligarchie possédante avec le soutien de la masse de la population par le biais des élections*»¹⁰. Cela nécessitait une «*redéfinition de la démocratie*» qui devait masquer la forme réelle d'une oligarchie électorale d'élite.¹¹

L'objectif stratégique d'une telle redéfinition était en fait évident dès le départ. Par exemple, dès 1786, le juriste de Halle Christian Daniel Voss (1761-1820) expliquait que le néologisme «*démocratie représentative*» contenait une contradiction en soi et que cette expression devait donc être classée parmi les mots dépourvus de sens¹². «*Rien n'est plus étrange, constatait Voss, que de croire qu'un peuple qui élit les personnes physiques de son gouvernement, en totalité ou pour une ou quelques branches du gouvernement, se gouverne lui-même*»¹³. Au contraire, en élisant des représentants, les électeurs «*admettent (implicitement) un contrat de soumission totale*».

«*Une fois que les électeurs ont choisi leur représentant, c'est-à-dire qu'ils se sont soumis, ils n'ont plus aucune part au gouvernement, seule la tromperie et l'illusion peuvent entretenir l'idée que le citoyen qui a donné son vote pour l'élection d'un représentant dans le corps législatif, donne aussi par lui son vote pour l'élection des lois, se donne à lui-même ses lois, impose ses contraintes, et ainsi de suite. Car ce vote n'était rien d'autre, à proprement parler, que son consentement au contrat de soumission que les électeurs passaient avec l'élu*».¹⁴

De plus, «*le représentant se fait le plus souvent élire lui-même, c'est-à-dire qu'il détermine par sa puissance d'esprit les volontés des électeurs à se soumettre à la sienne parmi plusieurs concurrents*».¹⁵

Dès l'invention de la «*démocratie représentative*», il était donc clair que cette idée n'était rien de plus qu'un substitut rhétorique de la démocratie, destiné à neutraliser les besoins émancipateurs d'autodétermination. Néanmoins, ce terme a également déployé une grande force de suggestion auprès des personnes soumises au pouvoir, ce qui a permis à cette idée d'entamer sa marche triomphale dans le monde.

«*Nous nous sommes tellement habitués à la formule de la «démocratie représentative» que nous oublions le plus souvent que cette idée américaine était une nouveauté. Dans sa forme fédéraliste, elle signifiait en tout cas que ce qui était jusqu'alors conçu comme l'antithèse de l'autodétermination démocratique était désormais non seulement compatible avec la démocratie, mais constitutif de celle-ci : non pas l'exercice du pouvoir politique, mais le fait d'y renoncer, de le transférer à d'autres, c'est-à-dire de s'en aliéner*».16

L'idée de démocratie représentative a donc servi dès le départ à repousser la démocratie¹⁷. C'est pourquoi cette conception de la démocratie des pères fondateurs américains était également caractérisée par un suffrage censitaire. Au XIXe siècle, les démocraties représentatives privilégiaient encore tout naturellement les citoyens possédants.

La démocratie libérale, née comme forme de domination de la bourgeoisie éduquée et possédante, et qui a d'abord tenu la majorité de la population à l'écart de l'influence politique par le biais du suffrage censitaire, a pu intégrer sans risque le suffrage universel sur la base d'une «*démocratie représentative*». Comme le montre Wood, cela s'explique aussi essentiellement par le fait que «la structure sociale du capitalisme modifie la signification de la citoyenneté, car l'universalité des droits politiques – en particulier le suffrage universel des adultes – laisse intacts les rapports de propriété et le pouvoir d'appropriation sous une forme inconnue jusqu'alors.

«*Le capitalisme permet une forme de démocratie dans laquelle l'égalité formelle des droits politiques n'a qu'un impact minimal sur les inégalités ou les rapports de domination et d'exploitation dans d'autres domaines*»¹⁸. Dans les structures oligarchiques, comme celles qu'incarne une démocratie d'élite, les élections ne sont pas l'expression d'une socialisation de la domination, mais un instrument de protection de la domination particulièrement adapté pour neutraliser les besoins de changement et les orienter dans la direction souhaitée.

Les élites au pouvoir, malgré leur méfiance fondamentale à l'égard du peuple, font donc volontiers usage des élections pour exploiter la fonction de pacification sociale qui leur est associée.

La stratégie consistant à faire des concessions démocratiques de façade aux mouvements émancipateurs tout en les «*désamorçant*» par d'autres moyens s'est révélée extrêmement efficace jusqu'à présent. Comme le concept de démocratie, en tant que socialisation radicale de la domination, est chargé de grandes promesses émancipatrices, il peut être utilisé psychologiquement de manière très efficace comme instrument de domination par une redéfinition appropriée.

Cette redéfinition doit être telle qu'elle donne l'impression d'une autodétermination politique, mais qu'elle déplace en même temps la signification initiale du terme «*démocratie*» d'une manière à peine perceptible pour le public, de sorte que la «*démocratie*» ne signifie justement plus une autodétermination politique du peuple, mais une détermination étrangère par des élites politico-économiques.

C'est exactement ce que fait l'idée de «*démocratie représentative*». Elle suggère en effet que le besoin de liberté des personnes soumises au pouvoir a été pris en compte et que les rapports sociaux existants sont précisément l'expression de la volonté du peuple. Il est difficile d'imaginer une forme plus efficace de prophylaxie de la révolution que l'illusion de l'autodétermination politique.

Notes

1- Ellen Meiksins Wood, «*Demokratie contra Kapitalismus : Beiträge zur Erneuerung des historischen Materialismus*» (Cologne/Karlsruhe : ISP, 2010), page 236.

2- *ibid.*, page 231.

3- Kurt Klotzbach, *«Das Eliteproblem im politischen Liberalismus : Ein Beitrag zum Staats – und Gesellschaftsbild des 19. Jahrhunderts»* (Cologne/Opladen : Westdeutscher Verlag, 1966), page 39.

4- John Stuart Mill, *«Sur la liberté : un essai»* (Wiesbaden : Marixverlag, 2014).

5- Dieter Langewiesche (éditeur), *«Liberalismus im 19. Jahrhundert : Deutschland im europäischen Vergleich»* (Göttingen : Vandenhoeck & Ruprecht, 1988), page 14 suivante.

6- Klotzbach, à l'endroit indiqué, page 12.

7- Josiah Ober, *«Political Dissent in Democratic Athens»* (Princeton : Princeton University Press, 2011), page 285.

8- Alex Carey, *«Taking the Risk out of Democracy : Corporate Propaganda versus Freedom and Liberty»* (Urbana : University of Illinois Press, 1997), et Joseph V. Femia, *«Against the Masses : Varieties of Anti-Democratic Thought since the French Revolution»* (Oxford : University Press, 2001), et Walter Christopher Struve, *«Elites against Democracy. Leadership Ideals in Bourgeois Political Thought in Germany, 1890-1933»* (Princeton : University Press, 1973).

9- Voir par exemple Matthew Simonton, *«Classical Greek Oligarchy : A Political History»* (Princeton University Press, 2017).

10- Wood, à l'endroit indiqué, page 220.

11- Cela était en fait facilement reconnaissable dans les documents historiques correspondants et avait déjà été critiqué par des auteurs contemporains. L'historiographie récente a mis en lumière et renforcé ce fait sous un certain nombre d'autres perspectives. Ainsi, Klarman constate que *«l'esprit dominant de la convention n'était pas seulement nationaliste mais aussi nettement antidémocratique – même selon les normes de l'époque»*. (Michael J. Klarman, *«The Framers» Coup : The Making of the United States Constitution* (New York, NY : Oxford University Press, 2016)). Bouton écrit : *«Ne vous y trompez pas : l'élite fondatrice a restreint la signification et la pratique de la démocratie de manière fondamentale, ce qui continue à façonner notre gouvernement et notre société aujourd'hui. (...) En transformant la démocratie en un concept qui encourageait l'accumulation de richesse sans entrave plutôt que l'égalité des richesses, l'élite fondatrice (et les générations suivantes d'élites) a dompté ce qu'ils ne pouvaient pas vaincre»*. (Terry Bouton, *«Taming Democracy : «The People», the Founders, and the Troubled Ending of the American Revolution»* (Oxford : University Press, 2007), pages 261/263.) Jeremy Engels voit dans les conceptions des fédéralistes, et en particulier dans la forme de *«démocratie représentative»* qu'ils ont développée, une nouvelle variante de l'ancienne *«misodémie»*, la haine de la démocratie : *«The Federalist updated and fundamentally altered these ancient misodemetic discourses, casting aside the more traditional vocabulary of the few and the many and, instead, medicalizing misodemia, marking democracy as an incubator of the «diseases» typical of «public bodies»*. (Jeremy D. Engels, *«The Trouble with «Public Bodies» : On the Anti-Democratic Rhetoric of The Federalist»*, Rhetoric & Public Affairs (2015), 18, 505 à 538.

12- Christian Daniel Voss, *«Handbuch der allgemeinen Staatswissenschaft nach Schlözers Grundriss, Band 1»*. (Leipzig : Weidmann, 1786), page 75.

13- *ibid.*, page 64.

14- Cette idée d'un contrat de soumission a ensuite été ouvertement exprimée dans des variantes modernes d'une démocratie représentative, par exemple dans la conception de Max Weber d'une «*démocratie plébiscitaire de dirigeants*», la conception de Walter Lippmann d'une démocratie d'élites ou la conception de Joseph Schumpeter d'une oligarchie électorale d'élites.

15- *ibid.*, page 65.

16- Wood, à l'endroit indiqué, page 219.

17- Comme l'affirme l'éminente théoricienne de la représentation Hanna Fenichel Pitkin : «*Representation, at least as a political idea and practice, emerged only in the early modern period and had nothing at all to do with democracy*». (Hanna Fenichel Pitkin, «Representation and Democracy : Uneasy Alliance». *Scandinavian Political Studies* (2004), 27, 335 à 342.) Les procédures législatives représentatives peuvent tout au plus se justifier par des considérations pragmatiques d'opportunité, à condition de s'assurer que les représentants sont pleinement responsables devant la base sociale (voir Ingeborg Maus, «*Zur Aufklärung der Demokratietheorie : rechts- und demokratietheoretische Überlegungen im Nach nach Kant*» (Francfort-sur-le-Main : Suhrkamp, 1992), pages 197 suivantes).

18- Wood, à l'endroit indiqué, page 226.

Source Apolut : <https://apolut.net/die-zuschauerdemokratie-von-rainer-mausfeld/>

Au format pdf en français.

http://www.luttedeclassse.org/dossier_2_2024/democratie.pdf

Corporatisme. Qui se ressemble s'assemble.

Qui est Nicolas Penin, le nouveau Grand Maître du Grand Orient de France ? - 20 Minutes/AFP 23 août 2024

La principale organisation de la franc-maçonnerie en France a annoncé, ce vendredi, que Nicolas Penin avait été élu grand maître du Grand Orient de France (GODF).

Agé de 48 ans, il succède à Guillaume Trichard, qui avait pris ses fonctions il y a un an. Il a été élu jeudi au premier tour par les conseillers de l'ordre réunis à Lille, a-t-on appris auprès du GODF.

Diplômé en histoire à l'université d'Artois à Arras, le nouveau patron du GODF a fait carrière au sein de l'Education nationale en tant que conseiller principal d'éducation. Père de trois enfants, il a poursuivi des activités associatives et syndicales, notamment comme secrétaire régional du syndicat Unsa-Education pour les Hauts-de-France, précise le GODF.

Avec 54.400 membres et 1.395 loges, le Grand Orient de France, d'une sensibilité généralement classée à gauche, est la plus grande obédience maçonnique française. Son grand maître est l'une des

rare personnalités visibles de cette organisation, qui a fêté en 2023 ses 250 ans, et dont les membres ne sont pas censés révéler leur appartenance. 20 Minutes/AFP 23 août 2024

Totalitarisme. Double peine. Ils traquent les petits trafiquants et laissent prospérer les gros.

J-C – Rappel. Les syndicats font partie du conseil d'administration de la CAF, ils cautionnent donc la chasse à l'homme organisée dans les quartiers et les banlieues ouvrières à la recherche de fraudeurs.

Question : En quoi cela serait-il compatible avec leur mission au service des travailleurs ? Sous un régime capitaliste, quand les syndicats ont vocation à s'ériger en procureurs et délateurs, ce n'est jamais pour le compte des travailleurs.

La CAF de l'Isère réduit les prestations sociales des trafiquants de drogue en fonction de leur revenu illicite - 20 Minutes 23 août 2024

Pour lutter contre la délinquance et plus précisément le trafic de stupéfiants, une mesure inédite est mise en place en Isère. Le parquet de Grenoble et la Caisse d'allocation familiale (CAF) locale ont signé une convention en décembre 2020. Elle permet de sanctionner les dealers condamnés par la justice, en supprimant ou réduisant leurs droits aux prestations sociales.

Déjà 55 personnes ont déjà été concernées par cette mesure, en raison de l'absence de déclaration des revenus perçus illégalement.

« Pour récupérer le trop-perçu, la CAF procède à des retenues sur prestations », a confirmé la directrice départementale. « Les prestations sociales que l'on verse doivent correspondre à la réalité », s'est-elle justifiée. La CAF peut également demander le remboursement des allocations indues.

Les « revenus occultes » sont intégrés dans le calcul des prestations sociales, telles que les allocations familiales, le RSA, la prime d'activité, ou encore l'aide au logement. Les enquêteurs vérifient aussi la composition du foyer : si la personne vit en couple, si elle a des enfants... Des informations croisées avec les informations de la CAF.

Par exemple, les gains illicites de deux hommes récemment condamnés ont été estimés et inclus dans le calcul de leurs prestations sociales. Ce sont ainsi 3.000 euros de pénalités qui leur ont été infligés.

Ce dispositif a été « étendu en 2023 à la Caisse primaire d'assurance maladie (CPAM), qui recherche elle aussi des fraudeurs parmi les trafiquants ». Il a été inscrit par la Direction des Affaires criminelles et des Grâces (DACG) dans les « bonnes pratiques » envoyées aux différents parquets de France.

En famille sous la Ve République, « passe-moi le plat, merci ».

J-C - Si Macron est bien conseiller ou moins con qu'il en a l'air, il va laisser le NFP former un gouvernement avec Lucie Castets Premier ministre, et à la première occasion il sera renversé par une alliance de la droite et de l'extrême droite.

Ensuite, Macron aura le beau rôle, il pourra toujours déclarer : J'ai fait preuve de bonne volonté, je vous avais prévenu qu'il existait un risque de rejet, j'ai donné sa chance au NFP, il n'a pas su la saisir, je n'y suis pour rien, je vous pends à témoin, maintenant je dois nommer un Premier ministre issu de la droite (officielle), parce que la France ne peut pas rester sans gouvernement...

Les imposteurs du NFP en prendront acte, ils gesticuleront ou vociféreront, puis ils multiplieront les motions de censures inutiles, pour finalement admettre qu'ils étaient minoritaires, ils devront se contenter des prébendes correspondant à leur rôle de figurants dans l'opposition parlementaire et la vie continuera comme avant sous ce régime tyrannique qui ne veut pas dire son nom.

Les collabos annoncent la couleur : ils entendent « rompre avec la logique d'un camp contre un autre », devinez au profit duquel, vive le corporatisme !

Le Nouveau Front populaire publie à son tour sa « lettre aux Français » et se dit « prêt » à gouverner - Le HuffPost 22 août 2024

J-C - Ils tiennent absolument à faire croire qu'il serait possible de gouverner sous la Ve République en tenant compte des besoins et aspirations des travailleurs, alors qu'elle a été conçue pour représenter les intérêts des capitalistes, ce que ses représentants ont toujours fait méticuleusement depuis 1958. L'article sur la démocratie plus haut explique très bien comment le capitalisme a compensé les quelques concessions

Le HuffPost - Ils promettent « une rupture ».

J-C - Devinez avec quoi, tout sauf « la logique d'un camp contre un autre », autrement dit, la collaboration de classes.

Le HuffPost - Loin des reproches qui leur sont parfois adressés sur l'application du programme, rien que du programme et de tout le programme, les leaders du NFP déclarent qu'ils entendent « rompre avec la logique d'un camp contre un autre » et qu'ils sont prêts à « travailler ensemble pour construire l'avenir du pays ». Contraints « d'inventer une manière de gouverner inédite sous la Ve République », ils veulent redonner la main au Parlement et mieux associer « les partenaires sociaux, les associations, les élus locaux ».

« Beaucoup d'entre vous ne croient plus en la politique, écrivent-ils aux Français. Ces sentiments nourrissent la montée de l'extrême droite, que nous avons combattue et continuerons à combattre.»

J-C - Alors que c'est leur politique opportuniste qui en est à l'origine. La preuve.

Tout sauf rompre avec Macron et la Ve République !

J-C - Le PS, le PCF, Place Publique, les Écologistes en famille avec Macron

Destitution de Macron: le PCF appelle les Insoumis à "*discuter*" avant d'"*impulser*" de nouvelles idées - BFMTV 22 août 2024

Avant l'appel de Léon Deffontaines (PCF) à se concerter plutôt que de brandir individuellement des propositions, le Parti socialiste s'était d'ores et déjà désolidarisé de l'initiative insoumise. La candidate de la gauche au poste de Premier ministre, elle-même, a pris ses distances avec la tribune des Insoumis.

La secrétaire nationale des Écologistes Marine Tondelier a également rappelé sa position. Sur notre antenne, le même jour, elle a expliqué que cette destitution n'était "*ni la ligne, ni la priorité*" de son parti. BFMTV 22 août 2024

Ils se renient avant même d'être au pouvoir, parce que c'est dans leur nature, le NFP, c'est la réaction, la droite, le capitalisme.

Matignon: Lucie Castets estime que "*des compromis sont possibles*" avant la réunion avec Emmanuel Macron - BFMTV 23 août 2024

Lucie Castets s'est exprimée à Tours ce jeudi 22 août lors des Journées d'été des écologistes.

"*Je suis sûr qu'il y aura des compromis possibles sur cette base, mesure après mesure, pour construire la transition*", a déclaré Lucie Castets après avoir énuméré les grandes mesures du Nouveau Front populaire.

"*Mais disons-le aussi clairement, et nous le dirons aussi demain au président de la République, le NFP, ce n'est pas qu'un changement de cap politique, c'est aussi un changement de méthode et celui-ci devra être radicale*", a-t-elle ajouté.

Ils se posent en garants de la stabilité des institutions de la Ve République : "*Nous sommes extrêmement respectueux des institutions*".

Ce que Macron a dit au NFP lors de leur rencontre à l'Élysée - LePoint.fr/AFP 23 août 2024

J-C - Rien, en revanche les scélérats du NFP se sont lâchés.

BFMTV - D'après Fabien Roussel, Emmanuel Macron a, dès le début de l'entretien, "*redit qu'il cherchait à bâtir la solution de stabilité pour le pays*", *une formule répétée "plusieurs fois*".

"*Quand il parle de stabilité, c'est pour les institutions. Nous avons été rassurants et Lucie Castets a bien dit que nous sommes extrêmement respectueux des institutions*", a-t-il précisé. Le secrétaire national du Parti communiste français a jugé "*positives*" plusieurs déclarations du chef de l'État.

Dans la suite des échanges, le président a "*posé la question de la participation d'insoumis à un gouvernement*", a rapporté le chef communiste, alors que plusieurs forces d'extrême droite, de droite et des personnalités de la macronie s'y sont dites fermement opposées depuis juillet.

"Lucie Castets a répondu qu'ils font partie de la coalition, ils ont fait partie du front républicain", a relayé Fabien Roussel. "Le président de la République a donc dit qu'effectivement tous ceux qui ont participé au front républicain sont légitimes à participer à un gouvernement."

Des propos qui confirment ceux prononcés quelques minutes auparavant par le Premier secrétaire du Parti socialiste Olivier Faure. D'après lui, le chef de l'État "a lui-même reconnu que l'ensemble des forces représentées, qui avaient toutes participé au front républicain, contrairement au parti qui s'appelle justement Les Républicains, étaient parfaitement légitimes à la fois à gouverner et à incarner ce changement". BFMTV 23 août 2024

Un peu plus tard dans la journée, Renaissance-MoDem-Horizons-LR remettent les compteurs à zéro.

Les dirigeants de la coalition qui soutient le chef de l'État (Renaissance-MoDem-Horizons) sont certes arrivés en ordre dispersé, reflet de leurs différences de vues. Mais ils se sont tous accordés, selon plusieurs sources, sur le fait de renverser quelconque gouvernement qui viendrait à compter des membres du mouvement mélenchoniste.

Rebelote quelques minutes plus tard avec les Républicains « canal historique. » Reçu à son tour par Emmanuel Macron, Laurent Wauquiez a lui aussi confirmé qu'il chercherait à sanctionner toute équipe comprenant des Insoumis. « *Ils sont sortis du champ républicain depuis longtemps* », a justifié le chef des sénateurs LR Bruno Retailleau, également de la partie.

Or, si Lucie Castets était nommée à Matignon - avec des insoumis dans ses bagages -, la candidate du NFP pour la primature serait soumise à un risque de censure immédiat de la part du RN, du bloc macroniste, et des Républicains. Le cahier des charges pour la stabilité n'est donc pas rempli. Pour cause : Emmanuel Macron explique à ses interlocuteurs chercher « *une solution institutionnellement stable* », en vue de former « *un gouvernement stable et sûr.* » Le HuffPost 24 août 2024

Le numéro d'illusionniste de l'histrion du régime sert juste à maquiller son imposture.

J-C - Il faut avoir à l'esprit que tout ce que Mélenchon raconte, il l'avait déjà en tête avant cette élection, il savait ce qui allait se passer si un tel scénario se produisait, et il connaît par cœur la Constitution de la Ve République à laquelle il a fait allégeance il y a déjà un demi-siècle, par conséquent il prend les électeurs de LFI pour des cons !

Mélenchon propose un gouvernement Castets sans ministres Insoumis - Le Point 24 août 2024

Le fondateur de La France insoumise défie la droite et le centre de ne pas voter une motion de censure, même en cas d'absence de LFI dans un gouvernement de gauche.

« *Est-ce que vous seriez prêt à renoncer à votre participation pour permettre à la gauche de gouverner ?* » demande Anne-Claire Coudray à Jean-Luc Mélenchon, dans une entrevue en direct au journal de 13 heures de TF1 la présentatrice du JT Anne-Claire Coudray dans une entrevue en direct au journal de 13 heures de TF1 .

« *Nous ne serons jamais du côté du problème, répond le fondateur de LFI. Nous serons toujours du côté de la solution* », avant d'ajouter que c'est à son tour « *de poser une question aux chefs des trois partis macronistes et de la droite* ».

« *Le gouvernement de Mme Lucie Castets, s'il ne comportait aucun ministre Insoumis, est-ce que vous vous engagez à ne pas voter la censure et à lui permettre d'appliquer le programme pour lequel nous sommes arrivés en tête des élections législatives ? Répondez-nous.* », a-t-il déclaré au micro d'Anne-Claire Coudray.

« *Car si vous nous répondez “non”, alors on dira “les ministres Insoumis, en fait, c'est un prétexte”. C'est du programme que vous ne voulez pas. Donc vous ne valez pas plus cher que M. Macron, puisque vous refusez d'entendre la voix du suffrage universel, qui a placé le NFP en tête* », précise-t-il, avant de remercier les dirigeants des quatre partis du NFP, qui, tous, « *ont eu à cœur de défendre l'unité du NFP et la présence de ministres Insoumis* ». Le Point 24 août 2024

J-C – Lui il « *ne vaut pas plus cher* » qu'un Blum, Mitterrand ou Hollande !

Il demande aux représentants officiels du capitalisme, de laisser un gouvernement adopté quelques mesures sociales minimalistes ou très marginales, qui n'effleurent même pas les fondements du capitalisme, au nom de quoi devraient-ils accepter puisqu'ils disposent de moyens légaux constitutionnels pour s'y opposer ?

L'exercice auquel il se livre est de nature opportuniste, dans la mesure où il sait que « *la voix du suffrage universel* » doit être conforme aux intérêts du capitalisme, à l'esprit de la Constitution de la Ve République qui est destinée à les garantir. Il les incite donc à le faire valoir, ce qu'ils n'ont pas manqué de faire, autrement dit, l'air de rien ce manipulateur leur a tendu la perche et ils l'ont saisie.

Cet épisode signifie qu'en dehors d'une révolution politique et sociale, point de salut pour la classe ouvrière.

En complément.

Au Mexique aussi, les dictateurs du nouvel ordre mondial profèrent les mêmes menaces et s'opposent au nouveau gouvernement, en invoquant la « *stabilité* » ou « *un risque majeur pour le fonctionnement de la démocratie* » qui pourrait porter atteinte à « *la confiance des investisseurs* »

Mexique: avec une large majorité, la gauche est désormais en mesure de voter des mesures controversées - rfi.fr 24/08/2024

Au Mexique, l'institut électoral a confirmé, ce vendredi 23 août, que la gauche au pouvoir disposera bien d'une large majorité au Parlement. Mais cette majorité inquiète, entre autres, les États-Unis, car le parti d'Andres Manuel Lopez Obrador veut adopter des réformes controversées.

Plus de deux tiers des élus de Morena, le parti présidentiel, vont siéger à la Chambre des députés. Et avec presque deux tiers des élus au Sénat, à trois voix près, faciles à obtenir, les conditions sont réunies pour que le parti présidentiel puisse modifier la Constitution mexicaine.

La future présidente Claudia Sheinbaum, élue avec près de 60% des voix le 2 juin dernier, pourra faire adopter 23 réformes. Parmi cet héritage du président sortant, un projet de refonte du pouvoir

judiciaire. Il s'agit, entre autres, de faire élire des juges par le peuple avec pour objectif de lutter contre la corruption et les privilèges.

Mais les États-Unis, à travers leur ambassadeur, voient cette réforme comme « *un risque majeur pour le fonctionnement de la démocratie mexicaine* » avec pour principal argument le risque de voir l'influence des cartels d'augmenter, car ils pourraient faire pression sur les électeurs.

Il y a aussi des inquiétudes financières, car le Mexique est le premier partenaire commercial des États-Unis. Une relation qui repose sur « *la confiance des investisseurs* » en la justice mexicaine, d'après l'ambassade américaine. Les deux pays sont liés par un traité de libre-échange dont le Canada fait aussi partie. Ottawa a prévenu que ses investisseurs sont inquiets et veulent de la « *stabilité* ».

Le nouveau Parlement mexicain entrera en fonction le 1er septembre 2024.

Santé.

Lu.

J-C- Je rappelle que j'ai toujours soutenu la prescription de hydroxychloroquine, de l'ivermectine, de la vitamine D et du zinc notamment, en cas de covid-19, et je me suis opposé à la vaccination.

- Le fameux article estimant 17 000 décès dus à l'hydroxychloroquine a été rétracté par l'éditeur de la revue qui l'avait publié

«*Fin du match pour Mathieu Molimard et ses défenseurs ! Fin du match pour Olivier Véran et tous ceux qui ont fait passer l'article 4 liberticide autorisant des poursuites pénales contre les scientifiques remettant en doute de façon fondée certaines thérapeutiques. Fin du match*», a posté sur X Emmanuelle Darles, une des scientifiques à l'origine de cette victoire qui redonne ses lettres de noblesse à l'hydroxychloroquine.

Le fameux article estimant 17 000 décès dus à l'hydroxychloroquine durant la première vague Covid, qui fut un des fondements de la loi contre les dérives sectaires, surnommée la loi anti-Raoult, a été rétracté par l'éditeur de la revue Biomedicine & Pharmacotherapy. On se souvient du délire d'Olivier Véran, l'ancien ministre de la Santé au moment de la pseudo-pandémie Covid, qui s'était plu pendant les débats à l'Assemblée nationale sur ce projet de loi, à insulter le professeur Raoult en le traitant de «*charlatan de la Canebière*». Le charlatan, finalement c'est lui, le médecin sans patients !

Ne parlons pas de tous les autres charlatans, le docteur Molimard en tête qui avaient défilé sur les plateaux télé des médias au collier pour vanter l'exactitude de cette étude dont on découvre 8 mois après qu'elle était tout sauf exacte, et attaquer violemment le professeur marseillais.

Le 19 août 2024, les scientifiques auteurs de la lettre de préoccupation (Letter of Concern) sur la fraude scientifique Pradelle/Lega, apprenaient que l'éditeur de la revue Biomedicine & Pharmacotherapy annonçait la rétraction imminente de cette étude.

Aujourd'hui c'est chose faite : l'article a été rétracté.

Il aura donc fallu 8 mois et quelques jours pour que l'étude Pradelle / Lega soit rétractée alors que pour l'étude frauduleuse du Lancet sur l'hydroxychloroquine, cela avait pris 14 jours.

La rétraction de l'étude du Lancet (#LancetGate) avait été faite par l'auteur principal qui avait échoué à montrer l'origine des données, une démonstration de «bonne foi» devant l'attention mondiale reçue par cette étude à l'époque.

Dans le cas de l'étude Pradelle / Lega, nous assistons à une rétraction par l'éditeur après la mise en place du processus COPE (Comité d'Éthique des Publications), à la suite de la prise en considération des observations externes qui avaient été communiquées aux auteurs.

Ces considérations avaient également été communiquées au Pr Molimard de l'université de Bordeaux, qui avait effectué la promotion de cette étude dans les médias, alors que pourtant il avait été aussi informé des nombreuses critiques en échanges avec les auteurs de la lettre de préoccupation. De toute évidence, cela était la preuve d'une volonté des auteurs de faire perdurer cette étude frauduleuse, et par la même, de contribuer à la désinformation.

Voici traduit en français ce que dit la revue Biomedicine & Pharmacotherapy au sujet de cette rétractation :

Après la publication, la revue a été informée du débat des lecteurs sur cet article. La revue a reçu un certain nombre de lettres à l'éditeur et de correspondance de lecteurs. Le plan, tel que publié dans une première version d'une note de l'éditeur, était initialement de publier ces lettres à l'éditeur, après que les auteurs de l'article ci-dessus aient eu le droit de répondre et de soumettre une réponse (qui serait également publiée, après examen).

Après avoir évalué toutes les informations à ce stade, ainsi que l'étendue et la profondeur des critiques, le rédacteur en chef a pris la décision de changer d'approche et de traiter cette question par le biais du processus du Comité d'éthique des publications (COPE) pour les corrections du dossier scientifique : <https://publicationethics.org>

À l'issue de ce processus et après un examen attentif de toutes les informations disponibles, cet article a été retiré à la demande du rédacteur en chef.

La décision de se rétracter a été prise en raison de deux problèmes majeurs.

1. Fiabilité des données et choix des données. Les données belges en particulier se sont révélées peu fiables, sur la base d'estimations.
2. L'hypothèse selon laquelle tous les patients admis à la clinique étaient traités de la même manière pharmacologiquement était incorrecte.

Les deux problèmes mentionnés ci-dessus ont conduit le rédacteur en chef à considérer que les conclusions de l'article n'étaient pas fiables et que, par conséquent, l'article devait être rétracté.

Source : Médias-Presse-Infos

<https://www.medias-presse.info/etude-contre-lhydroxychloroquine-retractee/194550/>

Rappel des charlataneries journalistiques (extrait).

- 17 000 décès imputés à l'hydroxychloroquine - Mediapart 6 janv. 2024
 - Covid-19 : l'hydroxychloroquine liée à près de 17.000 - Radio France 3 janv. 2024
 - Dangereuse. Covid-19 : l'hydroxychloroquine liée à près de 17 000 morts dans six pays au printemps 2020 - liberation.fr 3 janvier 2024
 - Covid-19 : L'hydroxychloroquine liée à la mort de 17.000 ... - 20 Minutes janv. 2024
 - Covid-19 : l'hydroxychloroquine a fait près de 17 000 ... - Le HuffPost 4 janv. 2024
 - 17 000 décès imputés à l'hydroxychloroquine - Europe 1 5 janv. 2024
 - Vrai ou faux. L'hydroxychloroquine a-t-elle tué près de ... France Info 4 janv. 2024
- 4 janv. 2024 — Une étude met en évidence que près de 17 000 patients ayant reçu de l'hydroxychloroquine sont décédés durant la première vague de covid-19. France Info 4 janv. 2024

Cherchez l'erreur.

L'erreur de la vaccination.

En français (un extrait)

<https://www.mediafire.com/file/5mfhla3ode77rs5/L'erreur+de+la+vaccination+-+Dr+Alexander+Wilder.pdf/file>

En anglais.

<https://dn790000.ca.archive.org/0/items/101229606.nlm.nih.gov/101229606.pdf>

<https://pds.lib.harvard.edu/pds/temp/async/5817360-1-40.pdf>

Venezuela.

Venezuela: Nicolas Maduro qualifie d'"indiscutable" la validation de sa réélection par la Cour suprême - BFMTV 23 août 2024

Le président vénézuélien Nicolas Maduro a qualifié ce jeudi 22 août d'"historique et indiscutable" la validation par la Cour suprême de sa réélection au scrutin du 28 juillet, à l'issue contestée, l'opposition rejetant cette décision.

Carysliá Rodríguez, présidente de la Cour suprême, a assuré que "les bulletins émis par le Conseil national électoral (CNE) (...) sont étayés par les procès-verbaux de décompte émis par chacune des

machines à voter" et "coïncident pleinement avec les enregistrements des bases de données des centres nationaux de décompte".

Nicolas Maduro, 61 ans, a été proclamé vainqueur avec 52% des voix par le CNE, qui n'a cependant pas rendu publics les procès-verbaux des bureaux de vote, se disant victime d'un piratage informatique.

Une telle attaque est jugée peu crédible par l'opposition et de nombreux observateurs, qui y voient une manœuvre du pouvoir pour éviter de divulguer le décompte exact. Mme Rodriguez a cependant assuré jeudi qu'il y avait des "*preuves d'une cyberattaque massive contre le système électoral*".

Les Etats-Unis et la CIA garants de la démocratie en Amérique du Sud.

Amérique latine: Tentatives de coups d'Etat et coups d'Etat - bolivarinfos.over-blog.com 21 Août 2024

En juin dernier, dans le contexte des événements du 26 juin de cette année, jour où un groupe de militaires a fait irruption au siège du Gouvernement situé sur la place Murillo pour renverser Luis, Arce et prendre le pouvoir, la BBC a dit que la Bolivie était « *le pays dans lequel il y a eu le plus de tentatives de coups d'Etat* » depuis 1950.

La tentative de coup d'état a été dirigé par le commandant général de l'armée bolivienne, Juan José Zúñiga Macías qui, quelques jours auparavant, avait déclaré que Evo Morales, « *ne pouvait plus être président de ce pays* », et que « *si cela se produisait, je ne lui permettrais pas de piétiner la Constitution* ». Et il a ajouté que « *les forces armées sont le bras armé du peuple, le bras armé de la patrie.* » Pendant la tentative, il a déclaré aussi qu'il cherchait à rétablir la démocratie et que l'armée ne manquait pas de couilles.

Comment on le sait, la tentative de coup d'Etat a échoué et les responsables sont en prison. A la différence du coup d'Etat de 2019 en Bolivie, cette fois, les insurgés n'ont pas eu le soutien de toutes les forces armées et la situation n'était pas favorable à leurs attentes.

Souvenons-nous qu'en 2019, le commandant de l'armée de l'époque, William, Sliman, diplômé de l'école des Amériques, avait exigé la démission des Evo Morales dans un contexte de violence et de déstabilisation créé par des accusations mensongères de fraude aux élections.

Ce qui est sûr, c'est que derrière les forces armées boliviennes, il est évident qu'il y a des militaires nostalgiques du passé et de la doctrine de la sécurité nationale inoculée par les États-Unis aux troupes d'Amérique latine. Il est très possible que dans l'avenir, nous voyions d'autres tentatives de coups d'Etat si les mesures adéquates ne sont pas prises, si on ne renforce pas l'unité du mouvement vers le socialisme (MAS) et si on ne prend pas soin.

Au Venezuela, après les élections présidentielles du 28 juillet dernier, le Gouvernement a dénoncé une tentative de coup d'Etat de l'opposition dirigée par Maria Corina Machado qui, une nouvelle fois, n'a pas reconnu les résultats des élections comme c'est arrivé régulièrement dans le passé. Alors qu'on accuse le Venezuela d'être une dictature, elle a participé à différentes élections précédentes. Par exemple, en 2021, l'opposition a eu 3 gouverneurs et 59 maires élus et les partis

d'opposition peuvent agir légalement en présentant leurs candidats aux différents processus électoraux.

Au Venezuela, comme nous le savons, ce ne serait pas la première fois qu'on tenterait de renverser le Gouvernement bolivarien par la force. Le 11 avril 2002, ils ont attaqué le pouvoir, mais ils ont échoué en quelques jours.

Pendant les 10 dernières années, le secteur le plus réactionnaire de l'opposition vénézuélienne a poursuivi ses tentatives pour renverser le Gouvernement grâce à des protestations violentes, les guarimbas, à l'entrée de mercenaires, à des attentats terroristes contre les infrastructures de l'État et même une tentative d'assassinat du président Nicolas Maduro. Mais la droite vénézuélienne n'a réussi ni à renverser le Gouvernement ni à avoir le soutien massif de la population pour arriver au pouvoir.

Les plus de 900 sanctions que les États-Unis ont imposées au Venezuela, l'étranglement économique, la longue guerre hybride comprenant le financement de l'opposition et des violences ont été un éléments important pour « *créer le climat* » nécessaire au Venezuela (comme ils l'ont fait contre le Gouvernement de Salvador Allende au Chili dans les années 70) pour l'explosion sociale qui, cependant, n'a pas fonctionné à cause de l'unité, de la conscience et de la politisation des forces armées et d'un secteur important de la société vénézuélienne qui continue à voter en faveur de la poursuite de la Révolution Bolivarienne.

Les tentatives de coups d'Etat, en Amérique latine au cours des dernières décennies :

Au Venezuela, le 12 avril 2002, l'opposition, avec le soutien de l'armée, fait un coup d'Etat pour chasser par la force le président Hugo Chávez. Parmi les individus impliqués figurent le général Efraín Vásquez et le général Ramírez Poveda, diplômés de l'école des Amériques. Ça a été une tentative de coup d'Etat civil et militaire qui a duré environ 48 heures avant d'échouer.

En Haïti, le 29 février 2004, le président élu, Jean Bertrand Aristide, est enlevé par un commando des forces spéciales des États-Unis, avec le soutien de la France. On a dit à l'opinion publique, qu'Aristide avait démissionné volontairement.

Au Honduras, le 28 juin 2009, le président Manuel Zelaya est enlevé et emmené au Costa Rica. Parmi les responsables du coup d'Etat figurent le chef d'État Major de l'État, Major conjoint, Roméo Vaquez Velasquez, et le chef de l'armée de l'air, le général Luis Prince Suazo, tous deux diplômés de l'école des Amériques. Ce coup d'Etat a été un coup d'Etat civil et militaire auquel le Congrès à majorité de droite a donné son aval.

En Équateur, le 30 septembre 2010, le président Rafael Correa est enlevé pendant quelques heures lors d'une tentative de coup d'Etat. Même s'il est certain que cette tentative a échoué, les États-Unis, l'USAID et d'autres agences ont continué à faire des efforts pour provoquer la déstabilisation sociale du Gouvernement populaire et revenir sur ses avancées. Enfin, ils ont réussi à faire juger Rafael Correa pour qu'il ne puisse plus se présenter comme candidat aux élections présidentielles à venir et que l'Équateur soit actuellement l'un des pays qui a le plus d'assistance militaire des États-Unis.

Au Paraguay, le 22 juin 2012, le Sénat a jugé « *en urgence* », le président Fernando Lugo et l'a destitué sous prétexte qu'il était responsable des affrontements entre paysans et policiers qui ont fait 17 morts à Curuguaty. L'enquête postérieure a révélé que celui qui avait donné l'ordre était Paulino Rojas, un commandant de la police nationale du Paraguay entraîné par le FBI qui avait des liens

étroits avec l'USAID. Un scénario a été créé, on en a profité et on a destitué un président élu démocratiquement sans qu'il puisse se défendre.

Au Brésil, le 31 août 2016, après un « *Impeachment* », le Sénat du Brésil, a destitué officiellement la présidente Dilma Rousseff par 61 voix contre 20 pour de soi-disant « *crime de responsabilité*. » Trois ans auparavant, en septembre 2013, Liliana Ayalde, qui avait été ambassadeur au Paraguay quand le Sénat avait aussi destitué Fernando Lugo était devenue ambassadeur des États-Unis au Brésil. La présidente Dilma Rousseff avait déclaré alors : « *Dans le passé par les armes, et aujourd'hui grâce à la rhétorique judiciaire, ils cherchent à nouveau à porter atteinte à la démocratie et à l'État de droit.* »

En Bolivie, le 10 novembre 2019, grâce à une dénonciation de fraude aux élections et à la création d'un climat de violence sociale (comme nous l'avons vu au Venezuela), on a réussi à destituer le président et Evo Morales. Les États-Unis ont reconnu immédiatement Jeanine Áñez, une sénatrice de droite, qui a exercé la présidence.

SOA Watch avait alors signalé : « *Au moins 6 diplômés de l'école des Amériques ou/et de l'Institut de coopération pour la sécurité dans l'hémisphère occidental (SOA/WHINSEC) ont joué un rôle dans le coup d'État en Bolivie. À commencer par le général Kaliman, diplômé du SOA/WHINSEC, qui a reçu une formation à Fort Benning, aux États-Unis, en 2003 et 2004, en suivant le cours de « commandement et d'état-major général* ».

« *L'entraînement au SOA/WHINSEC de futurs chefs militaire et précisément destinés à établir une relation des États-Unis avec des officiers de haut niveau, pour atteindre les objectifs des États-Unis, comme l'a dit le commandant du WHINSEC récemment : « Les relations qu'ils ont construites ici les aident à faire les choses.* »

En Haïti, le 17 juillet 2021, le président Jovenel Moïse était assassiné. Parmi les individus impliqués se trouvaient des mercenaires colombiens et d'anciens militaires, qui avaient reçu auparavant un entraînement à l'école des Amériques des États-Unis.

Au Pérou, le 7 décembre 2022, le président Pedro Castillo annonçait qu'il allait dissoudre le Congrès de la République et appeler à des élections législatives, mais il est destitué pour « incapacité morale » et accusé d'avoir fait un coup d'Etat par le Congrès qui, le même jour avait envisagé de voter son départ. Beaucoup considèrent que c'est Castillo qui a été victime d'un coup d'Etat puisqu'on ne l'a pas laissé gouverner et on l'a destitué. Il faut rappeler qu'en 2019, le président de l'époque Martin Vizcarra avait pris la même mesure, dissout le Congrès péruvien sans avoir été accusé de faire un coup d'Etat. À la différence de Castillo, Vizcarra faisait partie de l'élite et avait le soutien total des forces armées et de la police nationale. Actuellement, Castillo est toujours en prison et Dina Boluarte, qui l'a remplacé, reste au pouvoir sans avoir organisé d'élections présidentielles jusqu'à maintenant. Les États-Unis ont une importante présence militaire au Pérou.

Au Brésil, le 8 janvier 2023, un groupe important de manifestants de droite tente de prendre le palais du Planalto dans lequel fonctionne les trois pouvoirs de l'État brésilien pour soutenir Jair Bolsonaro qui n'a pas reconnu sa défaite aux élections. Même s'il est certain que pendant les attaques, Bolsonaro se trouvait aux États-Unis, une enquête de la police a indiqué qu'il avait eu auparavant de multiples réunions avec des conseillers et des militaires pour discuter de la possibilité d'un coup d'Etat. Rappelons que sous le gouvernement de Bolsonaro, les relations militaires avec les États-Unis qui se sont maintenues jusqu'à présent, on t'a augmenté, ce qui représente un danger pour la démocratie brésilienne.

L'entraînement de troupes d'Amérique latine par les États-Unis comme le financement de l'agence des États-Unis pour le développement international (USAID), de la fondation nationale pour la démocratie, (NED), entre autres, d'ONG, de partis politiques, de groupes d'opposition et de la presse hégémonique constituent des outils destinés à ce que les États-Unis installent leur ordre du jour, puissent déstabiliser des Gouvernements progressistes, et le cas échéant, puissent soutenir et appeler à des coups d'Etat en Amérique latine.

De plus, l'académie internationale pour le respect de la loi (ILEA) des États-Unis qui fonctionne au Salvador, et où sont formés des policiers, des procureurs et des juges d'Amérique latine, constitue un instrument de la guerre juridique pour accuser, juger, et criminaliser des dirigeants sociaux et des présidents progressistes de tout notre continent pour les enlever de leur chemin et récupérer leur statu quo néo-libéral.

Comme nous l'avons vu, les tentatives de coup d'Etat et les coups d'Etat en Amérique latine se sont poursuivis et derrière, il y a toujours les mêmes: l'opposition de droite, l'oligarchie, les corporations, les militaires et les États-Unis, qui continuent à défendre leurs intérêts en empêchant les transformations sociales au profit de nos peuples

Ukraine.

La guerre entraîne une véritable catastrophe démographique en Ukraine - InfoBrics 22 août 2024

L'une des conséquences les plus tragiques de la guerre pour l'Ukraine est la crise démographique. D'une part, plus de 700 000 soldats sont morts ou ont été gravement blessés sur le champ de bataille et, d'autre part, 12 millions d'Ukrainiens ont émigré, ce qui laisse environ 20 millions de personnes dans le pays et crée un déficit démographique qui sera difficile à combler. Dans le même temps, les élites occidentales exercent une pression de plus en plus forte pour que l'Ukraine ouvre ses frontières à l'immigration, ce qui risque de créer encore plus de problèmes dans l'avenir.

La démographie ukrainienne ne reviendra jamais à la situation d'avant-guerre. Quels que soient les efforts déployés par le régime de Kiev et ses soutiens internationaux pour rapatrier certains des millions de réfugiés ukrainiens dans le monde, il est extrêmement difficile que ces mesures aboutissent. Afin que les Ukrainiens qui ont émigré en Europe et aux États-Unis reviennent en Ukraine, des politiques autoritaires, telles que l'arrestation et l'expulsion du pays, pourraient être mises en œuvre. Il serait alors impossible pour ces pays de continuer à maintenir leur masque «*démocratique*». De plus, il est important de rappeler que la plupart des Ukrainiens ont fui pour se réfugier en Russie et sont de véritables opposants à la junte de Maïdan.

En attendant, la machine de guerre ne semble pas vouloir s'arrêter. Zelensky a accepté d'obéir au plan occidental de «*combattre jusqu'au dernier Ukrainien*». Même avec plus de 700 000 victimes sur le champ de bataille, la reddition n'est toujours pas une option pour le régime. Bien qu'elle sache que la défaite est inévitable, l'Ukraine continue de recruter de nouveaux soldats chaque jour. Les personnes âgées, les femmes, les personnes ayant de graves problèmes de santé et même les adolescents sont déjà visés par les mesures draconiennes de mobilisation, ce qui rend l'avenir de la population ukrainienne encore plus critique.

La violence de la politique de mobilisation ukrainienne devient de plus en plus inquiétante pour la stabilité politique du régime lui-même. Il est courant de voir des vidéos circuler sur Internet

montrant des gens ordinaires dans les rues de l'Ukraine attaquant des centres de recrutement, ainsi que des soldats ukrainiens capturant et battant des civils dans les villes pour les forcer à aller au front. Le mécontentement populaire atteint des niveaux de plus en plus élevés et il est probable que des frictions plus graves entre le peuple et l'État se produiront à l'avenir.

De nombreux civils ukrainiens sont armés. En 2022, lors de la campagne de diversion russe dans les faubourgs de Kiev, le gouvernement ukrainien a distribué des armes à la population, invoquant la «nécessité de protéger la capitale». Ces armes n'ont évidemment jamais été rendues, et aujourd'hui le régime n'a plus le contrôle de la plupart des équipements militaires circulant dans les villes ukrainiennes. À cela s'ajoutent les trophées de guerre apportés par des vétérans traumatisés qui ne veulent pas retourner au front et sont prêts à tout pour continuer à vivre avec leur famille. Il semble que ce ne soit qu'une question de temps avant que les gens commencent à utiliser ces armes pour se protéger et protéger leurs proches de la mobilisation forcée.

Ce processus de mobilisation est un cercle vicieux : plus le gouvernement met en œuvre des politiques de recrutement forcé, plus les gens se révoltent et tentent de fuir. On signale fréquemment que des Ukrainiens traversent les frontières pour se rendre dans des pays tels que la Hongrie et la Roumanie. Nombre de ces citoyens ukrainiens meurent en raison des dangers liés au franchissement illégal de la frontière. Toutefois, pour l'Ukrainien ordinaire, tout danger semble en valoir la peine si l'on considère la possibilité d'échapper à une mort certaine dans le «broyeur de viande» des lignes de front.

Il est également important de rappeler que de nombreux soldats qui n'ont pas pu échapper à la mobilisation se rendent dans la zone de guerre et, s'ils ont la chance de franchir les lignes intermédiaires sans être anéantis par l'artillerie russe, «*changent de camp*», se rendant rapidement dès qu'ils aperçoivent l'ennemi. Les Ukrainiens qui se sont rendus sont si nombreux que les forces armées russes créent même des bataillons entiers de soldats ukrainiens expatriés prêts à combattre le régime néo-nazi.

Dans une guerre, les pertes d'un pays ne se limitent pas aux victimes des hostilités. L'émigration massive et la capitulation doivent également être prises en compte, car ces citoyens ukrainiens ne reviendront certainement jamais dans leur pays. Récemment, un général polonais a déclaré que les pertes ukrainiennes devaient se compter «*en millions*», car l'émigration doit également être considérée comme une sorte de «*perte*», puisque chaque citoyen ukrainien qui quitte le pays signifie un soldat de moins – et pas seulement un soldat de moins, mais aussi un travailleur de moins pour l'industrie nationale.

Ce scénario nous donne une idée de ce que sera l'Ukraine d'après-guerre : un pays en faillite, aux infrastructures dévastées, endetté (car aucun programme d'aide occidental n'est «*gratuit*») et ne disposant pas d'un personnel suffisant pour travailler à la reconstruction nationale. Avec des millions d'habitants en moins, l'Ukraine ne pourra pas se reconstruire seule. Et il semble qu'elle n'aura que peu ou pas de soutien de la part des pays «*partenaires*», puisque ces États sont contrôlés par une élite de prédateurs financiers qui s'intéressent précisément à profiter des dettes infinies de l'Ukraine.

Certains «*experts*» européens ont proposé à l'Ukraine de mettre en œuvre certaines mesures d'urgence, notamment l'introduction d'un régime de visas pour les citoyens quittant le pays, la fermeture d'universités et l'ouverture d'écoles techniques professionnelles, ainsi que l'accueil d'immigrants du Moyen-Orient et d'Afrique pour réapprovisionner le marché du travail national.

Ces mesures sont conformes à la mentalité libérale européenne typique. Ce sont des politiques qui apportent un faux sentiment de «*solution*» aux problèmes de l'Ukraine, mais qui ne feront qu'entraîner des conséquences encore plus négatives à long terme. L'introduction du régime des visas suscitera un grave mécontentement populaire et aggravera les tensions internes actuelles. Le remplacement des universités par des écoles techniques, bien qu'il puisse aider à court terme à la formation de professionnels, fera de l'Ukraine un pays dépourvu de professionnels hautement qualifiés dans quelques années. Enfin, l'immigration risque de provoquer une véritable agitation sociale dans le pays.

Les immigrants deviendront une main-d'œuvre moins chère et plus intéressante pour l'élite ukrainienne, entraînant le chômage de la population autochtone restante. Et il ne sera certainement pas facile de concilier l'arrivée d'étrangers avec la mentalité collective néo-nazie et raciste avec laquelle des millions d'Ukrainiens ont été endoctrinés après dix ans de lavage de cerveau. Il en résultera certainement une très grave catastrophe sociale.

En fait, il n'y a qu'une seule solution au problème démographique de l'Ukraine : une capitulation rapide en acceptant les conditions de paix russes, y compris la fin des liens avec l'OTAN. Cela permettrait d'établir de bonnes relations avec Moscou et d'attirer les investissements de l'économie russe en pleine croissance ainsi que ceux des partenaires russes, y compris la Chine. L'Ukraine serait rapidement reconstruite et de nombreux émigrants souhaiteraient revenir pour profiter de la croissance économique du pays – un scénario qui sera impossible si l'Ukraine d'après-guerre continue d'être contrôlée par les prédateurs financiers occidentaux.

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 31 août 2024

Nous assistons au combat fratricide et titanesque entre les trois clans les plus puissants de l'oligarchie financière internationale qui revendiquent la direction de l'économie mondiale.

L'un est représenté par la droite néolibérale associée à la gauche social-démocrate-libertaire et à une partie de l'extrême gauche, l'autre par la droite conservatrice, le troisième par la droite libertarienne qui se pose en arbitre des deux premières, avec lesquelles elle s'allie ponctuellement en fonction de ses propres intérêts.

Le premier représente les familles traditionnelles des banquiers les plus riches du XIX et XXe siècles, rejoints par les GAFAM et la plupart des oligarques qui ont fait fortune avec les nouvelles technologies, ceux qui dominent au Forum économique mondial et au club Bilderberg. Il est le plus puissant. Il a adopté une stratégie politique de type totalitaire qui se résume en un affrontement brutal et permanent avec ses opposants auxquels il n'entend rien céder sur le plan social, un discours radical et guerrier envers tous ses concurrents, tous ceux qui lui résistent, ils doivent capituler toute indépendance et se soumettre sans condition à sa volonté. Il compte l'appliquer en recourant à l'intimidation, à la corruption, à l'abus de pouvoir, à la terreur, auxquels cèderont les élites et les principaux acteurs sociaux ou politiques par crainte d'être écartés ou évincés brutalement, de perdre leur statut social privilégié.

Il ne craint pas l'affrontement avec la classe ouvrière qu'il réprimera féroce si nécessaire, comptant ainsi sur la neutralisation de la lutte de classe du prolétariat. Il est prêt à associer des acteurs sociaux ou politiques, à condition qu'ils soient entièrement dévoués, totalement soumis.

Il considère qu'il est possible de contourner, contenir ou s'émanciper de la menace que fait peser sur eux les contradictions du capitalismes en recourant à des méthodes purement criminelles, mafieuses, barbares, leur sadisme ou cruauté n'a pas de limite, voyez le génocide des Palestiniens ou la guerre qui ravage l'Ukraine. Ils contrôlent l'essentiel des marchés, monnaies, matières premières, des Etats et des institutions internationales.

Le second clan représente essentiellement le capitalisme industriel du XXe siècle. Il préfère inscrire sa stratégie dans la continuité du développement du capitalisme au cours des deux ou trois siècles précédents, estimant que son rôle historique ne serait pas achevé, et que pour cette raison elle serait la plus appropriée pour maîtriser la lutte des classes ou garantir l'hégémonie de la classe des capitalistes sur le reste de la société.

Il préfère intégrer dans sa stratégie le mouvement ouvrier sachant qu'il est contrôlé par des organisations acquises au capitalisme, en faire des partenaires loyaux plutôt que les rejeter à l'instar des néolibéraux purs et durs. Pour prouver que sa méthode est la meilleure, il peut citer toutes les crises économiques, financières, structurelles ou politiques qu'il était parvenu à surmonter dans le passé, quitte à accorder quelques concessions sociales à ses ennemis qui seront rapidement compensées ou qui serviront leurs intérêts. Il est plutôt favorable à une dictature institutionnelle dite démocratique, républicaine, consensuelle, capitaliste.

Le troisième clan représente des membres pour ainsi dire dissidents des deux clans précédents. Il combine les objectifs des deux premiers en empruntant les moyens mis en avant par l'un ou l'autre pour y parvenir, réduisant le rôle de l'Etat au strict minimum à défaut de pouvoir l'éliminer, tandis que les principaux acteurs financiers contrôlèrent le gouvernement et l'ensemble de la société, qui serait soumise exclusivement aux lois qu'il aurait définies, niant l'existence de la lutte des classes, déclarant hors la loi le mouvement ouvrier, tout opposant à son régime dictatorial, réalisant le corporatisme intégral ou institutionnalisant le fascisme.

Sa conception de la liberté d'expression est une déclaration d'intention destinée à ceux qui entendent en faire usage pour soutenir leur idéologie, car il refuse toute expression politique indépendante à la classe ouvrière. Il préfère étouffer financièrement ses ennemis plutôt que recourir à la guerre. A l'instar du premier clan, il est favorable à l'instauration d'un régime antirépublicain, antidémocratique, technocratique, ploutocratique, autoritaire.

La guerre fratricide à laquelle se livrent ces trois clans du capitalisme financier et industriel, explique en partie le chaos dans lequel le monde se trouve plongé...

Parole d'internaute.

J-C - Comme quoi il n'y a pas que des conneries dans les commentaires des médias dits sociaux.

1- Le tout c'est de le dire poliment, sans s'énerver, sans se laisser submerger par l'indignation. Il y a, en effet, des prérequis indispensables à poser comme condition préalable à la discussion. Si on ne pose pas d'emblée les bases de la discussion, ça vire au combat de coqs émotionnel totalement stérile et énergivore. Et le pire c'est que, sur ce terrain émotionnel, c'est l'ignorant qui est avantagé. Pourquoi ? Parce qu'il a réussi à te tirer vers le bas : s'échauffer et s'indigner, rien de plus facile, tout le monde en est capable.

Il faut se respecter soi-même. Si l'autre fait preuve d'ouverture d'esprit et est prêt à écouter des arguments contraires, alors il est possible de discuter. Dans le cas contraire, c'est une perte de temps et d'énergie.

Je pense que la première chose à faire avant de débattre sur ce conflit, c'est de se mettre d'accord sur le fait de savoir qui sont les belligérants. Si la personne te dit que c'est l'Ukraine et la Russie, tu sais déjà que tu ne dois pas aller plus loin tant que cette question n'est pas réglée. Pour éclaircir ce point, il est nécessaire de se mettre d'accord sur le fait qu'un belligérant c'est celui qui peut mettre fin à la guerre. Dans le cas présent, il est évident que l'Ukraine n'a aucun pouvoir de décision : elle n'est qu'un exécutant, qu'un instrument, qu'un proxy.

Il faut obliger l'autre à passer d'une discussion passionnelle à une discussion technique, froide, basée sur les faits. Comme tu le vois, il faut une sacrée dose de patience. Mais ce n'est qu'à ce prix qu'un débat sérieux peut avoir lieu. Et si l'autre n'est pas prêt à admettre le prérequis, ça te donne la possibilité de refuser d'aller plus loin dans la discussion, en disant, ce qui est vrai, que la discussion sera faussée.

2- Quand on touche aux opinions politiques et à fortiori à la croyance religieuse, on touche à l'identité, située dans les aires cérébrales exactement où se trouve la perception de l'identité physique, ce qui veut dire: critiquer une opinion ou une religion revient à une agression physique. Faut en être conscient et aborder la contradiction avec délicatesse et sens de l'humour si tenté qu'on puisse plaisanter avec ces choses-là.

3- En ce qui concerne vos amis, je pense que la seule chose à faire serait de leur montrer que si les médias mainstream nous mentent sur un sujet qui leur tient à cœur et sur lequel ils sont bien informés, ils doivent certainement leur mentir aussi pour les autres sujets importants.

Leur chance de se réveiller réside dans la prise de conscience de leur incohérence. Ils ne peuvent pas soutenir que les médias nous mentent et nous manipulent sur un sujet important comme la Syrie ou Israël, et pas sur les autres sujets importants.

Il faut faire la distinction entre l'intelligence et l'intellect. Comme le montre François Bégaudeau dans son livre « *Histoire de ta bêtise* », on peut avoir un cerveau performant (intellect), et être bête sur certains sujets, à cause d'un brouillage affectif et d'une appartenance idéologique qui empêche de percevoir le réel de manière détachée et plus ou moins objective.

L'intellect n'est qu'un outil au service de l'intelligence qui, elle, va bien au-delà d'une simple capacité cérébrale. Je pourrais approfondir mais mon message serait trop long. Le mieux c'est d'illustrer la chose par une image, une comparaison.

4- Je prends ça comme un moyen de me tester. Suis-je capable de rester calme et de respecter l'autre ?

Cela ne veut pas dire non plus qu'il faille être trop gentil. Parfois la gentillesse n'est pas le bon moyen d'appréhender une situation. Si la situation l'exige il faut savoir aussi être brutal, sans quoi l'autre n'évolue pas. C'est une question de feeling, au cas par cas.

5- L'évolution de la conscience ne se décrète pas. Et on s'aperçoit qu'il est quasiment impossible, dans cette période si spéciale que nous sommes en train de vivre, d'aider quelqu'un qui est psychologiquement enfermé à se libérer. C'est pourquoi il vaut mieux se contenter de poser des questions qui sèment le doute dans l'esprit de celui qui croit comprendre le monde dans lequel il vit. C'est à chacun de faire son cheminement. L'impression que j'ai c'est que, pour beaucoup de gens, les jeux sont faits, il n'y a rien à faire. Chacun évolue à son rythme, il faut l'accepter et arrêter de vouloir jouer les sauveurs. C'est malheureux à dire mais la seule chose qui peut réveiller les gens c'est d'être confronté à des chocs terribles, à des catastrophes. Comme je l'ai dit récemment à ma femme, cette guerre en Ukraine est une bonne chose. Cela peut paraître choquant et cynique de dire ça, mais pas si on considère que la seule chose importante c'est l'évolution de la conscience.

6- Il y a deux mois jour pour jour, j'ai vu une vidéo montrant une femme militaire ukrainienne qui a été sauvée par les Russes. Les siens lui avaient tiré dessus pour l'éliminer. Les Russes se sont occupés d'elle comme si elle était l'une des leurs. Ils l'ont protégée des tirs ukrainiens et l'ont

soignée car elle était blessée. Cette expérience a été un véritable choc pour cette femme, une révélation. Elle a réalisé qu'on lui avait menti durant toutes ces années. Je suis certain que cette femme était une nationaliste fanatique et que c'est pour cela qu'elle s'était engagée pour combattre sur le front. Il lui a fallu ce choc psychologique pour se réveiller... Si elle n'avait pas connu cette terrible expérience, je suis sûr qu'elle aurait continué à croire que les Russes sont des monstres.

Des psychopathes enragés, des journalistes fanatisés tiennent absolument à nuire à votre santé mentale.

J-C – Leurs intentions malveillantes s'étalent maintenant au grand jour, ils osent tout ou ils n'ont plus de limites.

Pollens : dans ces 12 départements en alerte rouge, les personnes allergiques vont vivre un mardi infernal - Le HuffPost 27 août 2024

Pollen : Douze départements en alerte rouge en raison de l'ambroisie - 20minutes.fr 27 août 2024

Tous aux abris ! En cette fin août, le premier pic maximal de pollens d'ambroisie touche 12 départements. Principalement le long de la Vallée du Rhône, en passant par la Nièvre au nord, au Gard dans le sud. Ces départements viennent d'être placés en alerte rouge selon le Réseau national de surveillance aérobiologique (RNSA). 20minutes.fr 27 août 2024

L'image du jour : Moustique, le virus qui inquiète les USA - 27/08 - BFMTV 27 août 2024

Qu'est-ce que Powassan, ce virus mortel transmis par les tiques ? - 20minutes.fr 28 août 2024

Le virus du Nil occidental fait des victimes en Europe - euronews 28 août 2024

Totalitarisme, culpabilisation et infantilisme. Vivez votre esclavage « en douceur et sans stress ».

Si la rentrée angoisse votre enfant, cette psy explique comment reconnaître les symptômes et réagir - Le HuffPost 25 août 2024

Retourner à l'école n'est pas toujours une partie de plaisir. Mais en faisant attention à certains signes et en discutant avec les enfants, il est possible d'alléger leurs angoisses. Le HuffPost 25 août 2024

Sept conseils pour gérer le stress du retour au bureau après les vacances - LePoint.fr 25 août 2024

Vous avez l'habitude de vous sentir mal à la reprise du travail après vos vacances ? Nos conseils pour un retour en douceur et sans stress. LePoint.fr 25 août 2024

Totalitarisme. Ils veulent rendre les enfants déséquilibrés ou comment ils fabriquent les esclaves de demain.

Près d'un quart des enfants âgés de cinq à sept ans ont un smartphone au Royaume-Uni. AFP 27 août 2024

Difficile pour les parents de résister. Et pourtant : pères et mères ne devraient pas acheter de smartphone aux enfants de moins de onze ans, avertit l'un des principaux opérateurs mobiles britanniques, EE, dans un guide publié dimanche visant à « *protéger les enfants dans le monde numérique* ». 20 Minutes/AFP 27 août 2024

Suivez la piste de l'agent et de l'argent.

Féminisme : Le féminisme au service de la CIA - bolivarinfos.over-blog.com 24 Août 2024

Bien qu'elle ait avoué elle-même être un agent de la CIA, Gloria Steinem continue à être considéré et décorer comme la grande dirigeante historique du féminisme états-unien.

Nos lecteurs connaissent déjà certains des éléments de base qui relient le féminisme d'entreprise ou le post-féminisme à divers mouvements d'inspiration néo-nazie des élites d'entreprise occidentales. Nous l'avons expliqué à propos des bases eugéniques et néo-nazies de Margaret Sanger et du mouvement de planning familial. Et nous avons également expliqué comment les documents du Gouvernement des États-Unis datant de la guerre froide montrent directement l'intérêt d'utiliser le mouvement d'émancipation de la femme comme instrument de contrôle et de réduction de la population.

Un autre cas intéressant, et celui de l'une des dirigeante du féminisme nord-américain : Gloria Steinem qui a été considérée de façon récurrente comme « la féministe la plus célèbre du monde ». Gloria Steinem « *a dirigé les mouvements de libération de la femme tout au long des années 60 et 70* » aux États-Unis et « *est considérée actuellement dans son pays comme l'une des figures les plus importantes et les plus iconiques du mouvement pour les droits de la femme.* »

Mais bien. Gloria Steinem a été un agent de la CIA. Et pas n'importe quel agent mais un agent avec d'importantes responsabilités: « *La CIA a créé une organisation écran appelée service d'investigation indépendant. La responsable en était la future féministe Gloria Steinem qui savait parfaitement d'où venait l'argent et ne s'est jamais repentie de l'avoir reçu.* » En effet, quand son implication dans la CIA a été révélée publiquement, Gloria Steinem n'a manifesté aucun regret. «*Si j'en avais encore l'occasion, je le referai,* » a-t-elle affirmé.

4. La transformation du mouvement d'émancipation de la femme en l'actuel post-féminisme au service des grandes corporations s'est confirmé de différentes façons qui incluent les origines eugéniques, racistes et néo-nazies du mouvement de planning familial dirigé par Margaret Sanger aux États-Unis. À partir de la guerre froide, ces stratégies entrent directement dans les objectifs et les actions du Gouvernement des États-Unis lui-même et, comme nous le révèle expressément le rapport Kissinger de 1974, comprennent aussi des agences de ce Gouvernement, des agences des Nations unies, des fondations de corporation et des O.N.G. comme outils de base.

5. Bien qu'elle ait avoué elle-même être un agent de la CIA, Gloria Steinem continue à être louée et récompensée comme la grande dirigeante historique du féminisme états-unien. Cela n'est pas très surprenant dans le contexte général de la manipulation et de la perversion du processus d'émancipation de la femme par le capitalisme postmoderne, toujours au service des intérêts et des objectifs des corporations.

Source en espagnol :

<https://www.resumenlatinoamericano.org/2024/08/23/feminismos-feminismo-al-servicio-de-la-cia-el-caso-gloria-steinem/>

Le Nouveau Front populaire appartient au passé, il a déjà produit le meilleur de lui-même.

Futur Premier ministre : Le patronat soulagé de ne pas voir le NFP accéder à Matignon - 20 Minutes 28 août 2024

« J'ai été suffisamment critique à l'égard du programme de LFI pour dire que cette annonce nous rassure », a ainsi reconnu mardi, à la Rencontre des Entrepreneurs de France (REF) du Medef, le président du mouvement, Patrick Martin. 20 Minutes/ AFP 28 août 2024

LFI, le PCF et la CGT appellent à manifester, pas pour chasser Macron, mais pour cohabiter avec lui.

Les quatre formations faisant partie du NFP ont précisé qu'ils ne se rendraient désormais à l'Élysée "que pour travailler sur les modalités" d'une "cohabitation" entre le chef de l'État et un gouvernement Castets. Le HuffPost 26 août 2024

Nouveau Premier ministre: le PS n'appelle pas "à ce stade" à manifester contre la décision de Macron - BFMTV 27 août 2024

Le parti d'Olivier Faure ne décolère pas après qu'Emmanuel Macron a balayé la désignation d'un gouvernement issu du Nouveau Front populaire. À gauche, tous les partis n'ont pas recours aux mêmes méthodes toutefois. Alors que La France insoumise appelle à la mobilisation et demande la destitution du président de la République, les socialistes se concentrent sur la censure du futur gouvernement.

La France insoumise a immédiatement réagi en annonçant dans un communiqué une procédure de destitution du chef de l'État. Le parti mélenchoniste a ensuite appelé les électeurs de gauche à se mobiliser dans la rue le 7 septembre. « À l'appel des organisations de jeunesse, nous marcherons le 7 septembre (...) Soyons présents massivement », a indiqué LFI.

De son côté le parti communiste s'est montré favorable à l'idée d'une grande mobilisation de contestation. "J'appelle les Français à se mobiliser partout là où ils sont, dans les centres-villes, devant les préfectures", a déclaré sur X (ex-Twitter) Fabien Roussel ce mardi.

Les Écologistes n'ont pour l'instant pas communiqué officiellement sur le sujet. BFMTV 27 août 2024

Futur Premier ministre : La CGT appelle à la « mobilisation », ses homologues temporisent - 20 Minutes 27 août 2024

Sans surprise le Medef reçoit le soutien de l'armée.

L'Occident sous la menace de « temps très durs » pour le chef d'état-major des armées françaises - 20 Minutes 28 août 2024

Lors d'une intervention mardi devant les responsables du Medef, Thierry Burkhard, le chef d'état-major des armées françaises, a assuré qu'« *il faut se préparer à des temps assez durs, sinon très durs, pour l'Occident* », alors que se renforce la « récusation du modèle occidental ». « *On entre résolument dans une nouvelle ère, un Occident qui est contesté [...] et une fragmentation de l'ordre international extrêmement forte* », a-t-il averti.

Cet ordre international « *a été fondé sur le droit, construit par le monde occidental et on nous reproche de l'avoir construit pour le monde occidental* », a-t-il ajouté, décrivant « *en parallèle la montée d'un ordre alternatif [...] qui veut nous pousser dehors* ».

« *Le recours à la force est désinhibé et apparaît comme la manière la plus forte d'imposer sa volonté et de résoudre les différends* », a poursuivi le général Thierry Burkhard. « *Ne croyons pas qu'on va revenir au monde d'avant. Ce qui se met en place, on va devoir vivre avec* ». 20 Minutes/AFP 28 août 2024

Les institutions politiques sont devenues incompatibles avec l'existence du capitalisme.

Dans la course à Matignon, le Premier ministre idéal de Macron n'existe pas - Le HuffPost 28 août 2024

Seule hypothèse donc : que le Président nomme un Premier ministre plutôt marqué à droite qui bénéficierait de la mansuétude du Rassemblement national. Dès lors, si seule la gauche est opposée à ce profil, celui-ci pourrait se maintenir grâce à l'abstention du RN.

Ainsi, sans présager de ce qui peut se passer dans les prochaines heures et les prochains jours (tout est tellement rapide en politique), force est de constater qu'en l'état actuel des choses, le profil parfait recherché par Emmanuel Macron ressemble fort au mouton à cinq pattes. Et alors que l'entourage présidentiel évoque une nomination « *sous huitaine* », la crise politique issue de la dissolution semble partie pour durer bien plus longtemps. Le HuffPost 28 août 2024

Choix d'un Premier ministre: Faure et Tondelier ne reprendront pas les consultations avec Macron à l'Élysée - BFMTV 27 août 2024

"*Je refuse de me porter complice d'une parodie de démocratie*". Le patron du Parti socialiste, Olivier Faure, a confirmé ce mardi 27 août sur France 2 qu'il ne se rendra pas à l'Élysée pour les nouvelles consultations voulues ce même jour par Emmanuel Macron pour nommer le prochain locataire de Matignon. Tout comme la secrétaire nationale des Écologistes, Marine Tondelier.

"*Il est garant des institutions, il n'est pas garant de sa propre stabilité. Il va falloir qu'il réalise qu'il est en train de semer le chaos*", a tancé Olivier Faure en brandissant la menace d'une motion de censure. (Que fait Faure ici, il se pose en garant des institutions et de la stabilité du régime en place. - JC)

Dans un communiqué publié ce lundi, Emmanuel Macron a tendu la main au PS, au PCF et aux Écologistes, cherchant à les dissocier de La France insoumise. Ces partis "*n'ont à ce stade pas proposé de chemin pour coopérer avec les autres forces politiques. Il leur appartient de le faire*", a-t-il écrit.

Outre la gauche unie dans la coalition du Nouveau Front populaire qui a annoncé ne pas reprendre les discussions à l'Élysée ce mardi, d'autres n'ont pas été invités par le président. Il s'agit de l'extrême droite, représentée par le Rassemblement national et Éric Ciotti et de La France insoumise. BFMTV 27 août 2024

Comme quoi la dictature du prolétariat est légitime.

Gérald Darmanin: "*Le gouvernement du NFP n'a aucune chance de prospérer plus d'une journée*" - BFMTV 27 août 2024

À l'Élysée, le RN d'accord avec la Macronie et LR pour faire barrage au NFP - Le HuffPost 26 août 2024

Il y a au moins quelque chose qui unit le Rassemblement national, une bonne partie du bloc central et Les Républicains : le refus de laisser le Nouveau Front populaire gouverner le pays. Invités ce lundi 26 août à l'Élysée pour discuter de la suite avec Emmanuel Macron, Jordan Bardella et Marine Le Pen ont fait savoir à l'issue de l'entretien que le parti d'extrême droite censurerait un gouvernement qui serait dirigé par Lucie Castets. Et qu'importe si celui-ci compterait, ou non, des insoumis. Le HuffPost 26 août 2024

Elle est conne ou elle le fait exprès ?

Marine Tondelier s'étonne du silence de la Macronie après la concession de Jean-Luc Mélenchon - Le HuffPost 25 août 2024

J-C - Réponse : Les deux, et elle s'en tape !

Face à la réaction sur toute la ligne, il ne reste qu'une solution : La révolution !

Avec ou sans LFI, pour François Bayrou c'est le programme du NFP qui est "*dangereux*" - BFMTV 26 août 2024

Le patron du Modem a refusé ce dimanche 25 août l'hypothèse d'un gouvernement appliquant le programme du Nouveau Front populaire, sans présence de La France insoumise au sein de l'exécutif, comme l'avait proposé Jean-Luc Mélenchon samedi.

"C'est un programme dangereux pour le pays", car il contient "des choses extrêmement lourdes" notamment en matière d'immigration et de dépenses publiques, a-t-il insisté, jugeant "impossible" de prendre des décisions communes sur ces sujets, comme sur la sécurité, le nucléaire ou l'Europe.

Même son de cloche du chef des députés Horizons, Laurent Marcangeli, qui affirme que le programme du NFP "s'il était appliqué, provoquerait une crise". Par conséquent "nous nous y opposerons avec tous les instruments que la Constitution nous offre", ce qui pourrait "passer par le vote d'une motion de censure", prévient-il dans un entretien au Figaro.

Au fond, pour les chefs du camp présidentiel - qu'Emmanuel Macron a reçu à l'Élysée vendredi - "le sujet c'est autant les ministres LFI que l'application stricte d'un programme du NFP lui-même inspiré de LFI", résume un proche du chef de l'État. BFMTV 26 août 2024

J-C – C'est l'abrogation de la Constitution de la Ve République qui est à l'ordre du jour pour les travailleurs, la liquidation de l'État des capitalistes, ses institutions.

Qu'est-ce que vous voulez que ça nous foute ? Il faut bien que le malheur des uns fasse le bonheur des autres.

Unicef : « Inadmissible »... Plus de 2.000 enfants dorment dans la rue en France - 20 Minute 29 août 2024

Au moins 2.043 enfants, dont 467 âgés de moins de 3 ans, sont restés dans la nuit du 20 août sans solution d'hébergement, un chiffre dramatiquement inédit en cette période de rentrée

« Alarmant », le chiffre de 2.000 est de surcroît largement sous-évalué, insistent Unicef France et la FAS - le baromètre ne prenant en effet pas en compte ceux qui ont renoncé à appeler le 115, les enfants vivant dans des bidonvilles ou en squats ou encore les mineurs non accompagnés. 20 Minute/AFP 29 août 2024

En voilà un pays où il fait bon vivre.

La France devient le 5e pays au monde à compter le plus de millionnaires.

Économie : la France compte toujours plus de millionnaires - France Info 11 juil. 2024

En 2023, la France a compté très exactement 2 868 031 millionnaires. C'est 47 000 personnes de plus qu'en 2022, soit une augmentation de 6,4 % sur un an.

Cette augmentation s'explique par l'envolée des places boursières qui ont lieu un peu partout sur la planète. Rien qu'en France, le CAC 40 a vu sa valeur prendre 17 % en un an. Une belle

performance qui a permis à la population millionnaire française de compter de nouveaux membres parmi cette dernière.

Alors que le Royaume-Uni a quitté l'Union européenne, Paris est devenu le berceau de l'élite mondiale bancaire qui souhaitait quitter Londres. Un phénomène qu'explique Florence Carr, associée basée à Paris au bureau des services financiers d'EY : *"les institutions financières mondiales déplacent leur direction de haut niveau à Paris pour montrer aux régulateurs qu'ils les prennent au sérieux. C'est l'accumulation de plein de petites choses qui sont attrayantes comme un cadre haut de gamme qui ont donné à Paris un buzz plus grand que les autres endroits"*.

Les mesures prises par le gouvernement Macron ont très largement permis aux mieux lotis d'augmenter leur patrimoine, et cette grâce à la suppression de l'ISF ou encore de la flat-tax, en 2018.

Plus précisément les fortunes d'entreprises représentent 17,6% des millionnaires en France si l'on veut bien (avec les précautions méthodologiques de rigueur) comparer les classements effectués par UBS et Henley. Il apparaît donc que les « millionnaires » français d'UBS sont avant tout des millionnaires immobiliers dont la fortune provient de la hausse de ce marché spécifique.

La France compte seulement 605 centi-millionnaires recensés par Henley Global. En revanche, la France se distingue mieux s'agissant du nombre de milliardaires, puisqu'elle est 6ème, soit le même classement qu'en nombre de millionnaires d'entreprise. La France compte 58,8% d'entrepreneurs et capitaines d'industrie devenus milliardaires. La New Money (des self-made men/women) en France est donc bien plus importante que la old money s'agissant des fortunes des milliardaires. (Source : www.ifrap.org, Les Échos, et d'autres médias)

Ils ne sont pas millionnaires, mais les trois quarts ne sont pas pauvres.

Répartitions des salariés ETP par tranches de salaires dans les branches marchandes

1,00-1,09 Smic = 10,0%

1,10- 1,29 Smic = 17,2%

1,30-1,59 Smic = 22,3%

1,60-2,49 Smic = 32,3%

2,50-3,49 Smic = 10,4%

Supérieur à 3,5 Smic = 7,9%

En 2017, la France compte 29,5 millions de ménages. Plus d'un tiers sont constitués d'une seule personne, un tiers de deux personnes et à peine un tiers de trois personnes ou plus.

En 2021

Nombre de ménages fiscaux: 28 280 168

Nombre de personnes dans les ménages fiscaux : 62 595 318

Caractéristiques des salariés par versant de la fonction publique en 2022 - Traitement mensuel brut en euros à l'embauche (hors primes)

Catégorie A = 38,2% - 2486,00 €

Catégorie B = 21,8% - 1 790 €

Catégorie C = 39,0% - 1 717 €

Militaires = 5,5% - 1 801,74 €

En 2021, la moitié des personnels militaires perçoivent au plus 2 270 € nets par mois.

Source : <https://www.insee.fr>

J-C - Il ressort de ces données qu'environ les trois quarts des ménages français perçoivent deux revenus, ils ne peuvent pas être considérés comme pauvres, et parmi ceux qui vivent seuls, la moitié a un revenu supérieur au Smic. Ceci doit expliquer cela, vous voyez ce que je veux dire, ils se foutent du dernier quart qui vit dans la pauvreté ou la misère. Pourquoi ce régime pourri est-il si stable ? Vous avez en partie la réponse ici.

Ce facteur déterminant est systématiquement écarté dans les analyses de la situation sociale ou politique que font les dirigeants du mouvement ouvrier, ce qui explique pourquoi elles sont erronées et nous en sommes rendus là. Ne dites surtout pas que les masses sont corrompues ou se sont embourgeoisées, vous aurez le droit au même accueil qu'à l'hôpital sans masque ou injection générique expérimentale auprès des militants.

Ceci explique pourquoi elles sont non pas révolutionnaires mais réactionnaires à l'heure qu'il est, pourquoi la majorité d'entre elles ne souhaite pas un Premier ministre ou un gouvernement issu du NFP. Notez qu'elles y sont fortement encouragées par l'attitude de ses dirigeants, qui tiennent un double langage ou souhaitent cohabiter avec Macron, alors quitte à avoir un gouvernement compatible avec Macron autant avoir carrément un gouvernement de droite, avec ou sans Macron d'ailleurs, peu importe.

C'est logique somme toute, puisque le niveau de vie de la majorité a été relativement préservé sous tous les gouvernements de droite (incluant sous Hollande) qui se sont succédés depuis 1995, comme quoi la collaboration de classes présente des avantages diront les opportunistes.

En complément. Que demande le peuple !

Rentrée scolaire 2024 : Quelles sont les aides financières accordées aux étudiants de l'enseignement supérieur ? 20 Minutes 30 août 2024

Certes, faire des études coûte beaucoup moins cher en France que dans d'autres pays, comme les États-Unis où un cursus universitaire peut revenir à plusieurs centaines de milliers d'euros. Cela dit, de nombreux étudiants et alternants français ont du mal à boucler leurs fins de mois. Vous comptez parmi eux ? Pas de panique : l'État a prévu un certain nombre de dispositifs pour vous venir en aide.

Les aides au cursus

La bourse de l'enseignement supérieur : attribuée aux étudiants en prépa, BTS, IUT ou à l'Université de moins de 28 ans, selon les revenus du foyer fiscal et l'éloignement du lieu d'études entre autres critères.

L'aide au mérite : en complément de la bourse ci-dessus ou d'une autre allocation spécifique annuelle, attribuée aux étudiants qui ont eu la mention « *très bien* » au bac.

L'aide à la mobilité Parcoursup : réservée aux étudiants qui étaient boursiers en terminale et qui ont intégré une autre académie.

L'aide à la mobilité en master : destinée aux étudiants en master qui ont intégré une autre académie (plus d'infos ici).

L'aide à la mobilité internationale : la même chose, mais pour ceux qui partent étudier à l'étranger.

L'aide spécifique ponctuelle : pour les étudiants qui traversent des difficultés financières exceptionnelles (plusieurs demandes par an sont possibles).

Le prêt étudiant garanti par l'État : il s'agit d'un prêt qu'il faudra donc rembourser, réservé aux étudiants de moins de 28 ans et limité à 20.000 euros.

La bourse talents : pour les étudiants qui préparent un concours d'entrée dans la fonction publique.

Les communes, départements et régions accordent également des aides aux étudiants et alternants, mais cela varie d'un territoire à l'autre : renseignez-vous localement.

Enfin, si vous êtes apprenti et que vous avez moins de 18 ans, vous pouvez bénéficier de l'allocation de rentrée scolaire.

Les aides au logement

L'aide personnalisée au logement : attribuée selon un certain nombre de critères incluant les ressources du foyer fiscal et le montant du loyer.

L'aide mobili-jeune : réservée aux alternants de moins de 30 ans en fonction de leurs ressources et de leur logement.

La garantie visale : pour ceux qui n'ont personne pour se porter caution dans le cadre d'une location.

L'avance Loca-Pass : un prêt sans intérêts pour votre dépôt de garantie. 20 Minutes 30 août 2024

J-C – N'en jetez la cour est pleine ! Tout est fait pour que les jeunes ne se révoltent pas contre le régime, et vous remarquerez qu'ils n'ont pas eu besoin de descendre dans la rue par centaines de milliers pour obtenir toutes ces aides de l'Etat, comme il est généreux tout de même ! Ceci explique cela.

Faites tomber les masques.

Le dernier éditorial de La Tribune des travailleurs (PT) n'échappe pas à cette règle.

Dans la vraie vie par Daniel Gluckstein

Vous connaissez les trois singes qui symbolisent la sagesse en Asie ?

Macron, c'est les trois singes réunis en un seul homme, symboles ici de duplicité.

J-C - Pourquoi Macron devrait-il le voir ? Ne serait-il pas le président des banquiers ou des riches ?

Gluckstein - Le rejet massif de sa politique, exprimé dans les grandes luttes de classe de 2023 et dans les récentes élections ? Il ne le voit pas.

J-C - Pourquoi Macron devrait-il l'entendre ? Ne serait-il pas le président de BlackRock, Vanguard et Cie. ou Rothschild, Arnault, Bouygues and Co. ?

Gluckstein - La colère des patients privés de soins, des parents dont les enfants sont privés de prise en charge à l'école, des travailleurs victimes de licenciement ? Il ne l'entend pas.

J-C - Pourquoi, l'élection de Macron n'aurait-elle pas été le produit d'un « *coup de force* » ?

- Le Nouveau Front populaire (NFP) dénonce le « *coup de force de Macron* ». À juste titre.

J-C - Gluckstein ne manque jamais une occasion de témoigner publiquement, qu'ils partagent certaines analyses avec ses petits camarades du NFP, ce qui le relie à eux en somme, que voulez-vous, il a l'esprit de famille ! Contrairement à lui, lorsque j'ai un point d'accord avec eux ou avec n'importe qui du reste qui n'appartient pas à mon camp, je m'empresse de ne pas l'évoquer ou je ne les mentionne pas, car je ne suis pas là pour les épargner, redorer leur blason ou leur servir la soupe. Si on ne partage pas les mêmes réflexes, c'est sans doute parce que nos intentions divergent sur l'essentiel.

Sérieusement, qui peut croire un instant qu'une élection permettrait de réaliser les tâches ou les objectifs d'une révolution politique et sociale ?

Gluckstein - Il n'y a qu'une réponse au coup de force antidémocratique et anti-ouvrier : la mobilisation unie pour mettre dehors Macron et la Ve République, pour imposer l'élection d'une Assemblée constituante pour une nouvelle république, une république démocratique et un gouvernement de rupture pour la satisfaction des revendications.

J-C - C'est cette orientation politique qui a conduit à la dislocation de l'avant-garde révolutionnaire du mouvement ouvrier. Au premier abord elle peut faire illusion, mais dès lors qu'on a à l'esprit la question des conditions à remplir pour réaliser ces tâches ou objectifs politiques, on s'aperçoit qu'elles n'y figurent pas, il est tout juste évoqué une hypothétique "mobilisation unie", qui surgirait comment, dirigée par qui, avec quel contenu politique, car on n'imagine pas un seul instant que les dirigeants corrompus qui en prendraient l'initiative lui donneraient une orientation révolutionnaire, en admettant que cela puisse être le cas de certaines couches mobilisées des masses, en l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire pour les guider et entraîner le reste de la classe ouvrière au combat, les appareils traîtres du mouvement ouvrier au lieu d'être submergés, aidés en cela par la

réaction et les médias déchaînés, contrôlèrent cette mobilisation pour la diriger dans une impasse afin que ses éléments les plus déterminés soient férocement réprimés dans un bain de sang.

Cette orientation politique procède du non-dit. Comment cela ? Car lorsque l'auteur évoque une "*mobilisation unie*", en réalité il n'a qu'une idée en tête, le front unique PS-PCF et leurs satellites respectifs qu'il nous a servi avec ses semblables pendant un demi-siècle, avec les appareils vendus des syndicats ils sont tous tellement pourris, qu'il n'a pas osé les nommer, mais nous ne sommes pas dupes.

Question : Comment voudriez-vous que les travailleurs réalisent des tâches révolutionnaires, s'ils ignorent qu'est-ce qui est à l'origine de leur condition sociale, s'ils ont une perception complètement faussée de la situation politique et des intentions des différents acteurs qui la composent, s'ils n'ont pas commencé à se libérer des illusions qu'ils avaient dans le capitalisme, elles demeureront des proies faciles pour leurs représentants, et ils reporteront les illusions qu'ils avaient dans la Ve République dans cette hypothétique Assemblée Constituante qui n'en sera que le clone.

Au passage, vous aurez constaté que la question du rôle déterminant du parti pour mener à son terme une révolution avait été totalement occultée ici, autrement dit, elle serait vaincue. Pourquoi ? Parce que Gluckstein n'y croit pas, il n'y a jamais davantage cru que Pierre Lambert ou les dirigeants de ce courant politique. Alors à quoi sert-il ou à qui ? La réponse figurait dans le dernier paragraphe.

Gluckstein - La meilleure voie pour cela, c'est la lutte de classe directe par laquelle les travailleurs, dressant leurs revendications, se donnent les moyens d'en arracher eux-mêmes la satisfaction, sans attendre le « *feu vert* » venu d'en haut.

J-C - Alors que la question du pouvoir et de l'Etat est posée avec une acuité particulière depuis les dernières élections, tout ce que trouve à faire notre philosophe de fortune, c'est de ravalier la lutte de classe au niveau de revendications alimentaires, vous avouerez qu'il le fait exprès.

Notre tâche devrait être d'aider les masses à s'organiser et à élever leur niveau de conscience politique, car l'un sans l'autre ne servirait strictement à rien, c'est le constat qui s'impose de la lutte de classe du prolétariat depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Santé.

Forcément l'Union européenne ne peut que chercher à nuire à votre santé.

Un nouveau vaccin ARN messenger autorisé en Europe - LePoint.fr 29 août 2024

Après les vaccins contre le Covid, l'Union européenne vient d'approuver un nouveau vaccin à base d'ARN messenger (ARNm) contre un autre virus respiratoire : le virus respiratoire syncytial (VRS), principal responsable de la bronchiolite. C'est Moderna, un des laboratoires spécialistes de l'ARNm, qui l'a annoncé vendredi 23 août.

Son vaccin est pour l'instant réservé aux personnes de plus de 60 ans, chez qui une infection au VRS peut causer des complications parfois mortelles, dans l'attente de données complémentaires concernant d'autres populations fragiles.

Les vaccins ARN messenger, une technique éprouvée

On ne change pas une méthode qui gagne. La technologie innovante de l'ARNm est définitivement sortie des laboratoires avec le déferlement du Covid sur le monde et a donné naissance à des vaccins très efficaces qui ont changé le visage de la pandémie.

J-C - Déni total et criminel au regard des centaines de milliers de morts et les millions d'effets secondaires graves enregistrés partout dans le monde causés par leurs injections géniques expérimentales. Ces monstres osent tout dorénavant en toute impunité. Le sadisme est en prime, lisez :

LePoint - L'avenir radieux de l'ARNm...

J-C - Vous devinerez pourquoi je vous ai épargné la suite de cet article !

Ce qu'il faut retenir pour combattre leur mystification.

C'est une maladie bénigne la plupart du temps, et il existe des traitements efficaces accessibles ou peu coûteux. Je n'invente rien, voilà ce que j'ai trouvé sur le Net en 2 minutes qui le prouve :

- Dans la majorité des cas, la bronchiolite guérit spontanément au bout de 5 à 10 jours mais la toux peut persister pendant 2 à 4 semaines. Une surveillance accrue du nourrisson en début de bronchiolite (les premières 48 à 72 heures) et des soins adaptés sont nécessaires.

- Sans complications, la bronchiolite guérit en 7 à 10 jours. Le traitement consiste essentiellement à traiter les symptômes : lavage du nez avec du sérum physiologique, kinésithérapie respiratoire pour aider l'enfant à expulser les sécrétions bronchiques par la bouche et, si nécessaire, apport supplémentaire d'oxygène.

- Quel est le meilleur traitement contre la bronchiolite ?

Il s'agit d'une injection d'un anticorps monoclonal, le Nirsevimab ou Beyfortus®, capable de neutraliser le VRS, le principal virus de la bronchiolite. Il protège les nouveau-nés et les nourrissons en quelques jours après l'injection et pendant au moins 5 mois.

- Cette étude comparait du salbutamol nébulisé à un aérosol administré sous une tente (air humidifié). Les résultats montraient que le salbutamol nébulisé était efficace pour soulager la détresse respiratoire dans la bronchiolite aiguë chez les jeunes enfants, contrairement au traitement par aérosol.

- Chaque hiver en France, environ 50 000 nourrissons consultent en urgence pour bronchiolite et 20 000 sont hospitalisés.(Source : Vidal)

J-C - ... sans entraîner de décès et sans vaccin, ce sont les autorités médicales qui le disent...

On n'apprend pas à de vieux singes à faire des grimaces.

Vers une pandémie mondiale de variole du singe ? « Big Money » derrière la « fausse science » - Quand le mensonge devient la vérité - Par Prof Michel Chossudovsky - Mondialisation.ca, 21 août 2024

« *Le [test] PCR est un processus. Cela ne vous dit pas que vous êtes malade.* »

–Dr. Kary Mullis, lauréat du prix Nobel et inventeur de la RT-PCR, est décédé en août 2019, quelques mois avant l'assaut de la crise du Covid. Voir la vidéo ci-dessous. Son héritage prévaudra.

« *... La totalité ou une grande partie de ces résultats positifs pourraient être dus à ce qu'on appelle des tests de faux positifs.* »

–Dr. Michael Yeadon, scientifique distingué, ancien vice-président et directeur scientifique de Pfizer

« *Cette mauvaise utilisation de la technique RT-PCR est appliquée comme une stratégie implacable et intentionnelle par certains gouvernements pour justifier des mesures excessives telles que la violation d'un grand nombre de droits constitutionnels, ... sous prétexte d'une pandémie basée sur un certain nombre de tests RT-PCR positifs, et non sur un nombre réel de patients.* »

– Dr. Pascal Sacré, médecin belge spécialisé en anesthésie-réanimation et analyste de santé publique de renom.

Le 23 juillet 2022, le directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, s'est prononcé contre le vote majoritaire du comité d'experts de l'OMS (9 contre 6 en faveur) : Le comité était CONTRE l'appel d'une urgence de santé publique de portée internationale (PHEIC).

« *Nous sommes face à une épidémie qui s'est propagée rapidement dans le monde entier, par de nouveaux modes de transmission.* », a déclaré le directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, lors d'un point de presse à Genève samedi (23 juillet 2022).

« *J'ai décidé que l'épidémie mondiale d'orthopoxvirose simienne (variole du singe) constituait une urgence de santé publique de portée internationale.* »

Avec Bill Gates en arrière-plan, les preuves étaient rares, la motivation était « *Moneypox* ». L'objectif non avoué était de soutenir la campagne de peur.

Selon Bloomberg,

« *La déclaration de Tedros ... souligne les divisions au sein de l'organisation sur la gravité de la menace. L'agent pathogène provoque généralement des symptômes pseudo-grippaux, suivis d'une éruption cutanée qui commence souvent sur le visage et se propage le long du ventre.* » (Bloomberg)

Le 23 juillet 2022, le Dr. Tedros était visiblement en conflit d'intérêts, allant à l'encontre d'un comité de médecins et de scientifiques. L'OMS est financée par la Fondation Gates. Et Bill Gates est au premier plan. Il préconise le scénario de la variole du singe depuis 2017.

Analyse de la variole du singe Bill Gates

Est-ce que le Dr Tedros a consulté son mentor Bill Gates avant de faire cette déclaration décisive de 99 % MSM (La transmission d'homme à homme)?

Vous trouverez ci-dessous un résumé des déclarations et initiatives de Bill Gates qui remontent à la Conférence de Munich 2017, qui ont contribué à la campagne de la peur.

Bill Gates est impliqué dans les questions de la variole du singe depuis plusieurs années. Lors de la Conférence sur la sécurité de Munich en 2017, il a prédit que :

« La prochaine épidémie pourrait prendre naissance sur l'écran d'ordinateur d'un terroriste ayant l'intention d'utiliser le génie génétique pour créer une version synthétique du virus de la variole [...] ou une souche super contagieuse et mortelle de la grippe. » (Conférence sur la sécurité de Munich, février 2017, soulignement ajouté)

Et puis en décembre 2020, parrainé par Bill Gates et consorts, une simulation d'une pandémie de variole du singe a été envisagée par la Nuclear Threat Initiative (NTI), une organisation à but non lucratif fondée par l'ancien sénateur américain Sam Nunn et le philanthrope Ted Turner.

Quelques mois plus tard, une simulation de table [Table Top Simulation] d'un « scénario d'exercice fictif » d'une pandémie mondiale « impliquant une souche inhabituelle de virus de la variole du singe » a été présentée par la NTI lors de la Conférence de sécurité de Munich en mars 2021.

En novembre 2021, dans une interview télévisée avec Jeremy Hunt, Bill Gates a averti les gouvernements de se préparer à des attaques terroristes simultanées de variole dans 10 aéroports :

« Vous dites, OK, et si un bioterroriste apportait la variole dans 10 aéroports ? Vous savez, comment le monde réagirait-il à cela ? »

Ce qui est utilisé pour détecter le mpox (variole simienne), c'est le test de réaction en chaîne de la polymérase (PCR) qui a été mis en œuvre à partir de janvier 2020 pour « détecter » le virus Covid-19 (à savoir le SRAS-CoV-2). Ce même test PCR est maintenant utilisé pour détecter le virus de la variole du singe.

Le test PCR en temps réel n'identifie pas le virus, il détecte les séquences génétiques.

L'avis des CDC de juillet 2021 concernant les échecs du test RT-PCR se lit comme suit :

« Les CDC fournissent cet avis préalable aux laboratoires cliniques pour qu'ils aient suffisamment de temps pour choisir et mettre en œuvre l'une des nombreuses alternatives autorisées par la FDA. »

« Le CDC encourage les laboratoires à envisager l'adoption d'une méthode multiplexée qui peut faciliter la détection et la différenciation du SRAS-CoV-2 et de la grippe ».

À compter du 31 décembre 2021, les CDC ont retiré la demande de la FDA concernant la détection du SRAS-CoV-2.

L'inventeur du test PCR, le défunt lauréat du prix Nobel Dr. Kary Mullis, confirme les caractéristiques du test PCR :

« *La PCR est un processus. Cela ne vous dit pas que vous êtes malade.* »

Le « *Test* » PCR ne peut pas détecter l'identité du virus, ni détecter ses variants et sous-variants.

Détection du virus de la variole du singe

Et maintenant, les CDC ont examiné une procédure « *utilisée pour la détection de l'ADN du virus Monkeypox dans des échantillons cliniques par PCR en temps réel* » :

« *Ce test [RT-PCR] détecte l'ADN à des concentrations variables, fournissant un résultat qualitatif positif, négatif ou non concluant dans l'identification des infections par le virus de la variole singe.* » (CDC)

Il convient de noter que malgré le fait que les CDC et l'OMS ont remis en question la validité du test PCR, il est maintenant utilisé pour « *détecter l'agent pathogène de la variole du singe* ».

Si vous testez RT-PCR positif pour la variole du singe, il peut être classé par erreur comme un cas confirmé « *positif* » de Covid et vice versa.

Polyvalence du test RT-PCR ! Tout est possible.

Acteurs de la pandémie en République démocratique du Congo

Cepheid, une grande entreprise pharmaceutique soutenue par la Fondation Bill et Melinda Gates, a joué un rôle central dans la « *détection* » du virus de la variole du singe à l'aide du même test de réaction en chaîne de la polymérase (PCR) que dans le cas du Covid-19.

Le système GeneExpert de Cepheid a été appliqué en 2021 au traitement du test PCR pour les « *cas confirmés* » de Covid 19 dans 133 pays, classé sous « *Respiratoire* ».

« *Le test GeneXpert est essentiellement une version automatisée de l'amplification et de la détection standard de la PCR en temps réel (réaction en chaîne de la polymérase)* »

Cepheid applique maintenant la technologie GeneExpert System en RDC pour traiter le test PCR pour la détection des cas confirmés du virus présumé de la variole du singe, dans la catégorie :

TB. Virologie et maladies infectieuses émergentes. Le test PCR mpox est considéré comme spécifique en ce qui concerne les écouvillons : le matériau des lésions cutanées est l'échantillon recommandé.

Beaucoup d'argent derrière la « *fausse science* »

La société mère de Cepheid est Donaher Corp. Les principaux investisseurs de Donaher sont les sociétés du portefeuille (BlackRock, Vanguard, State Street, Wellington Management Group).

Bill Gates, en tant qu'investisseur, joue un rôle important dans Donaher. (Gates Foundation Holdings)

Dans la présentation du Dr Tedros (14 août 2024), l'OMS confirme qu'elle a alloué 15 millions de dollars « pour soutenir les activités de surveillance, de préparation et d'intervention », qui seront en grande partie menées par Cepheid (PCR GeneExpert Technology).

« Selon les Centers for Disease Control and Prevention (CDC) des États-Unis, « les personnes atteintes de mpox ont souvent une éruption cutanée qui peut être située sur [les] mains, les pieds, la poitrine, le visage ou la bouche ou près des organes génitaux ».

L'éruption cutanée peut passer par différents stades et peut ressembler à des boutons ou à des ampoules, a déclaré le CDC.

D'autres symptômes peuvent inclure de la fièvre, des maux de tête, des frissons, une faiblesse physique, un gonflement des ganglions lymphatiques, des douleurs musculaires ou dorsales et/ou des symptômes respiratoires, selon les autorités sanitaires européennes et américaines.

Un rapport de situation de l'OMS plus tôt cette semaine a déclaré que le symptôme le plus fréquemment signalé est une éruption cutanée, suivie d'une fièvre et d'une éruption cutanée systémique ou génitale.

Le virus peut se propager par contact direct avec des animaux sauvages infectés ou par contact étroit avec une personne infectée, y compris le contact sexuel, qui est la forme de transmission la plus fréquemment signalée à l'échelle mondiale. (EuroNews)

Les contradictions dans les données pour la RDC, sans parler de l'utilisation du test PCR sous les auspices de Cepheid appliquée à Monkeypox TB. La virologie et les maladies infectieuses émergentes conduisent de manière indélébile à des résultats incompréhensibles.

Il pourrait s'agir de cas de mpox ou de « *quelque chose d'autre* », y compris la grippe ou la corona A, B ; sans parler du SRAS-CoV-2.

En l'absence d'un diagnostic médical par un professionnel de la santé, ces « *cas confirmés* » de mpox sont invalides.

Selon un récent rapport d'EuroNews, la propagation du virus du clade II :

« a été motivé par le contact sexuel principalement entre les hommes qui ont des relations sexuelles avec des hommes, tandis que clade I a été documenté pour la première fois comme étant la dernière propagation sexuelle »

Pourtant, un examen des données officielles de la RDC réfute le récit des HSM. Il indique que la plupart des soi-disant « **cas positifs** » PCR (MPXV) sont des enfants (données pour 2024). Voir le tableau 1 ci-dessous.

Les enfants continuent de représenter le groupe d'âge le plus touché (tableau 1) ; sur les 7 851 cas de pox signalés, 39 % ont été signalés chez des enfants de moins de 5 ans (n=3 090),

- Le pourcentage d'enfants de moins de 15 ans est de 67 %.

- Pour tous les groupes d'âge (Figure 3 ci-dessous), hommes 59 %, femmes 41 %.

https://www.mondialisation.ca/vers-une-pandemie-mondiale-de-variole-du-singes-beaucoup-dargent-derriere-la-fausse-science/5691601?doing_wp_cron=1724632755.7539479732513427734375

Vidéos.

Variole du singe : tout ce que vous devriez savoir – maladie, traitement, politique sanitaire expliqués par le Pr Martin Zizi - France-Soir 23 août 2024

<https://edition.francesoir.fr/videos-les-debriefings/variole-du-singe-tout-ce-que-vous-devriez-savoir-maladie-traitement>

"La variole du singe est un faux problème" Dr Martin Zizi (première partie) - 07 juin 2022

<https://edition.francesoir.fr/videos-les-debriefings/la-variole-du-singe-est-un-faux-probleme-dr-martin-zizi>

Pour l'OMS, la variole du singe "n'est pas une maladie dont le grand public devrait s'inquiéter" - 28 mai 2022

<https://edition.francesoir.fr/politique-monde/pour-l-oms-la-variole-du-singe-n-est-pas-une-maladie-dont-le-grand-public-devrait-s>

Le Mpox est une maladie bénigne, peu contagieuse et facilement évitable.

L'AFP essaie de nous effrayer en insistant sur la contamination des enfants et avançant un taux de mortalité estimé à 3,6% sans souligner que ce taux n'a été observé qu'en Afrique dans des pays en guerre qui manquent cruellement d'hôpitaux, de soignants, de médicaments, de nourriture, et que la majorité des morts souffraient aussi du sida.

En Occident, c'est une maladie bénigne. En Europe et aux USA, lors de l'épidémie de 2022, sur plus de 18 500 cas, aucune complication mortelle n'a été signalée. En France, aucun des plus de 5000 malades recensés au 27 avril 2023 n'est décédé. Cette bénignité contredit totalement l'image de nouvelle peste que l'OMS et les médias tentent d'imposer.

<https://docteur.nicoledelepine.fr/alerte-moderna-cherche-cobayes-pour-un-pseudo-vaccin-a-arn-anti-mpox-anti-variole-du-singe/>

J-C - Ces sadiques peuvent d'autant plus récidiver, sachant que parmi les acteurs politiques de l'extrême gauche à l'extrême droite qui avaient participé à la mystification précédente, pratiquement aucun n'avait avoué avoir collaboré à une escroquerie de nature politique, ce qui signifie qu'ils sont prêts à recommencer.

Lu.

- Pour faire peur, l'OMS annonce une mortalité de 3,7%, alors que ses propres chiffres, consultables ici, sont de 208 morts pour 99 176 cas depuis janvier 2022, soit 0,2%, 20 fois moins (et 0,4 % pour 2024). Mensonges repris par la presse qui ne vérifie pas.

Par ailleurs que certains journaux parlent de 500 décès depuis le début de l'année au Congo (Libération), d'autres de 5 décès (World Council of Health). Pas sérieux toutes ces informations ! 90 % mentent, lequel a raison ?

Enfin pour vous tranquilliser, un point important que ne nous rappellent pas nos autorités : la variole du singe ne se transmet pratiquement que par voie sexuelle ou sanguine (95 % des cas), comme le HIV.

Alors au lieu de parler de vaccins, parlons sérieusement : pour ceux qui ont des pratiques particulières, « *sortez couverts* », et pour les autres, oubliez, vous vous mettez bien plus en danger en traversant la route.

Maintenant ça, c'était avant. Depuis cette folie des gains de fonction, avec le NIH (National Institutes of Health) qui finance le Dr Bernard Moss, spécialiste du monkeypox au NIAID (National Institute of Allergy and Infectious Diseases) de Fauci. Il évoquait la possibilité de doter le virus clade 2 des gènes de son parent plus mortel clade 1, après que d'autres chercheurs ont réussi à reconstituer le virus de la variole qui avait disparu, tout est possible. Plus méchant, plus contagieux, telle est leur devise. On l'a vu avec le Sars-Cov-2, combien d'autres virus dans ce cas nous ont-ils faits ?

L'Afrique du Sud se rebiffe contre l'OMS!

Johannesburg, Afrique du Sud – 18 août 2024, communiqué de presse :

<https://www.aimsib.org/2024/08/25/le-delire-du-monkeypox-pour-bien-vous-desservir/>

Que se passe-t-il réellement avec Mpox ?

<https://fr.brownstone.org/des-articles/que-se-passe-t-il-r%C3%A9ellement-avec-mpox/>

L'auteur de l'article :

David Bell, chercheur principal au Brownstone Institute, est médecin en santé publique et consultant en biotechnologie en santé mondiale. Il est un ancien médecin et scientifique à l'Organisation mondiale de la santé (OMS), chef de programme pour le paludisme et les maladies fébriles à la Fondation pour de nouveaux diagnostics innovants (FIND) à Genève, en Suisse, et directeur des technologies de la santé mondiale chez Intellectual Ventures Global Good Fonds à Bellevue, WA, États-Unis.

Les Africains cobayes des trusts pharmaceutiques criminels.

J-C - Quand le directeur régional des urgences sanitaires de l'OMS en Afrique déclare que « *le vaccin n'a pas eu une période suffisamment longue qui permet d'assurer sa complète innocuité à long terme* », il avoue à demi-mot que les Africains servent de cobaye aux trusts mafieux pharmaceutiques.

Notez qu'ils tiennent absolument à vacciner la population. Pourquoi, alors qu'il s'agit d'une maladie bénigne et qu'il existe des traitements efficaces, sinon que leurs intentions sont inavouables ou destinées à nuire à sa santé.

Mpox : le Nigeria devient le premier pays africain à recevoir une livraison de vaccins - RT 29 août 2024

À la date du 10 août, le Nigeria recensait plus de 786 cas suspects, dont 39 confirmés et aucun décès enregistré.

«Chaque pays a son organisme de réglementation lorsqu'il s'agit d'introduction de vaccins et ça prend du temps. Il y a aussi l'obstacle des assurances. Quand le vaccin n'a pas eu une période suffisamment longue qui permet d'assurer sa complète innocuité à long terme, les assurances deviennent beaucoup plus chères», a souligné Salam Gueye, directeur régional des urgences sanitaires de l'OMS en Afrique, expliquant que les livraisons rencontraient des problèmes juridiques et logistiques.

Parole d'internaute.

- C. de l'inutilité de la vaccination antivariolique (« *Le Procès de Vaccinations Obligatoires Aspects Médical, Juridique et Moral* », Édité par les Auteurs p. 44 à 46), ouvrage que l'on trouve encore assez facilement d'occasion, sur Amazon, Rakuten...

D'un rapport de l'Organisation Mondiale de la Santé, il ressort que la mortalité la plus importante par variole, de 1933 à 1952, a touché les pays « *où la vaccination est obligatoire et la plus fréquemment pratiquée* » : Portugal : 2371 morts (double vaccination obligatoire) ; Italie : 310 morts (double vaccination obligatoire) ; France : 99 morts (triple vaccination obligatoire). Cela confirme nos observations précédentes : le vaccin antivariolique sensibilise ou crée la maladie depuis l'ébauche jusqu'à la maladie caractérisée.

Quant à la mortalité plus faible, selon le même rapport, « *elle concerne les pays où l'on ne vaccina pas* », du peu moins très peu ! Il en est ainsi de la Suisse : 0 mort (liberté vaccinale totale dans 17 cantons sur 20), de la Hollande : 5 morts (liberté totale de 1928 à 1940, clause de conscience depuis 1940 (19).

La Grande-Bretagne a établi la liberté totale depuis 1948, après avoir maintenu la clause de conscience depuis 1898 (56 morts en Angleterre, 99 en France pour la même période 1933 à 1952).

« En Angleterre et au Pays de Galles, au cours des 22 années qui se terminèrent en décembre 1953(20), 2 enfants seulement (au-dessous de 5 ans) moururent de la variole, mais 100 de la vaccination. De 1938 à 1942, 20 morts d'enfants au-dessous de 5 ans furent attribués à la

vaccination et aucune à la variole. » (Réponse du ministre britannique de la Santé les 13-7-1938 ; 23-10-1941 ; 11-11-1943 ; 24-12-1946 ; 23-9-1948 ; 11-4-1949 ; 9-12-1953 ; 5-7-1954, d'après The Vaccination Inquirer and Health Review.

Un rapport instructif peut ainsi être établi entre le nombre de morts par vaccination et le nombre de morts par la maladie que l'on veut prévenir. De ce rapport résulte que le plus meurtrier en matière de variole n'est pas la maladie, mais la vaccination. Le faible taux de mortalité par variole ne peut être mis sur le compte d'une vaccination systématique étendue puisque justement, en vertu de la clause de conscience, on vaccine très peu en Angleterre.

D'un communiqué de la « *National antivaccination League* », il ressort que le nombre moyen annuel de décès par variole en Angleterre a été d'autant plus élevé que la vaccination y a été plus largement répandue. De 1868 à 1897, alors que la vaccination était obligatoire : 2627 morts ; de 1898 à 1906 (clause de conscience plus ou moins appliquée) : 524 morts ; de 1907 à 1948 (clause de conscience pleinement appliquée) : 12 morts ; de 1949 à 1953 (liberté totale) : 3 morts(21).

Comme le fait remarquer la Ligue britannique contre les vaccinations, « *nous sommes un pays pratiquement non vacciné et exempt de variole. Il est ridicule de dire que la vaccination a arrêté la variole devant ces chiffres officiels* ». Nous sommes, en effet, bien loin des 70 à 80 % de sujets vaccinés qui seraient nécessaires pour assurer une protection efficace.

(19) La clause de conscience dispense de la vaccination ceux qui la refusent aussi bien pour eux-mêmes que pour leur famille.

(20) Période pendant laquelle la clause de conscience fut appliquée.

(21) In « *Vaccination ou Santé* », N° 16, septembre 1956, p. III

Parole d'internaute

- Pourtant, le Pr. Perronne continue à affirmer que le vaccin nous a sauvés de la variole...

Le Pr Perronne sur Mpx : Vaccin, Passeport vaccinal mondial, Transmission, PCR...

<https://www.youtube.com/watch?v=nPZLU0L6x7Q>

- Et oui, même de grands professeurs peuvent raconter des âneries (au sens de répéter des propos que l'on n'a pas vérifiés).

Si les épidémies de variole se produisaient ici et là dans le monde, comme des épisodes de peste, de choléra, elles n'ont pas laissé traces historiques de « *pandémies* » (extrapolation sémantique synonyme de grand fléau).

Y-aurait-il eu une seule pandémie planétaire dans l'histoire de l'humanité ?... sans qu'elle aurait laissé de traces dans les mémoires, au moins des derniers millénaires ! J'ai cherché, je n'ai rien trouvé !

Ce cher Pr Perronne attribue à Edward Jenner la découverte salutaire, « providentielle (?) » de la « vaccine », une variante des variolisations qui étaient pratiquées depuis plusieurs décennies avant lui, la première inoculation de masse sur 247 personnes ayant été faite à Boston en 1721 sur la base d'une méthode pour le moins empirique colportée par un jeune esclave africain... (c'était la grande époque des traites négrières... le commerce du « bois d'ébène » battait son plein pour coloniser).

Une opération « successful » ! 242 contaminés « had a perfect small-pox by inoculation » , 6 morts « suspected to have died of inoculation »... qui fera l'objet d'une publication par ce médecin inoculateur :

Historical Account of the Small-Pox Inoculated in New England par Zabdiel Boylston,

« *An historical account of the small-pox inoculated in New-England, upon all sorts of persons, whites, blacks, and of all ages and constitutions : with some account of the nature of the infection in the natural and inoculated way, and their different effects on human bodies ; with some short directions to the unexperienced in this method of practice ; humbly dedicated to Her Royal Highness the Princess of Wales (1726)* »

<https://www.agoravox.fr/commentaire4148034>

La méthode de Jenner était tout aussi empirique, sans aucune base scientifique. A-t-elle laissé prospérer dans les esprits l'idée d'agents pathogènes zoonotiques qui pourraient être source d'épidémies ? De small-pox, on passait à cow-pox, pour arriver aujourd'hui à monkey-pox ! Et autres gripes aviaires sans justifications historiques...

- Pas facile de rétro pédaler après une telle carrière, un tel endoctrinement universitaire que reçoivent toutes les petites têtes blondes qui s'aventurent dans le monde médical, qui rentrent en religion sur certains sujets devrait-on dire.

Pas facile de virer sa cuti... après un tel engagement professionnel, après tant d'années à avoir professé sa « foi »... dans la vaccination magique, et en Jenner son prophète improbable !

- Pour citer quelques sources historiques très probablement inconnues de Christian Perronne et de bien d'autres :

Vaccination

Proved Useless & Dangerous

From forty-five years of registration statistics

Alfred R. Wallace? Ll.d. 1889

Part I.

Small-pox Mortality and Vaccination (page 3 à 26)

Part II.

Comparative Mortality of Vaccinated and the Unvaccinated. (page 27 à 40)

Appendix (41 à 43)

Lien PDF : <https://ia801605.us.archive.org/12/items/b2136140x/b2136140x.pdf>

Guy Boulliane lui consacre un article d'introduction, et une traduction en français, dont je n'ai pas vérifié si elle était complète.

Alfred Russel Wallace : Quarante-cinq ans de statistiques d'enregistrement, prouvant que la vaccination est à la fois inutile et dangereuse (1885)

Partie I. Mortalité et vaccination contre la variole.

La vaccination n'a pas diminué la variole.

La variole n'a pas été atténuée par la vaccination.

La variole dans l'armée et la marine.

La vaccination elle-même est une cause de maladie et de décès.

Décès annuels en Angleterre par million de vie.

Partie II. Mortalité comparée des vaccinés et des non vaccinés.

Nos statistiques hospitalières donnent nécessairement de faux résultats.

Conclusion de la preuve.

Source :

<https://guyboulliane.com/2021/03/08/alfred-russel-wallace-quarante-cinq-ans-de-statistiques-denregistrement-prouvant-que-la-vaccination-est-a-la-fois-inutile-et-dangereuse/>

- Pas sûr que des auditeurs fassent la différence entre mortalité et létalité.

Christian Perronne affirme aussi que la variole avait un taux de mortalité de 30% (létalité). En fait ce fut le taux de létalité observé au cours des dernières années de la campagne d'éradication qui a été retenu, ce qui est assez compréhensible.

Cependant, et c'est ce que je tente d'expliquer à travers mes articles sur le sujet, la vaccination des contacts ayant eu pour effet d'aggraver la maladie, la mortalité de la variole s'est ainsi trouvée accrue.

L'historien de la médecine Pierre Darmon rapporte dans son livre « la longue traque de la variole » une statistique française du 18^e siècle qu'il considère comme fiable et qui donne un taux de 10%. Les données incluaient tous les âges alors que la variole était reconnue plus mortelle chez les enfants et les personnes âgées.

Au cours de l'épidémie d'importation de Vannes en 1954-55 la létalité fut de 20% alors que la vaccination de contacts fut aussi pratiquée, en particulier sur Guy Grosse qui dirigeait la lutte contre l'épidémie et qui mourut de la forme hémorragique. Il y eut aussi des infirmières.

Si c'est l'Agence française du médicament (ANSM) et l'Assurance maladie qui l'affirment, il est urgent de ne pas croire ces malfaisants.

J-C – Il faut avoir à l'esprit qu'ils ont menti sur tout.

Vaccins ARN anti-Covid : Malgré les craintes initiales, peu de myocardites relevées - 20 Minutes 27 août 2024

On sait en effet que les vaccins de Moderna et, dans une moindre mesure, de Pfizer/BioNTech provoquent, dans de rares cas, des inflammations du muscle cardiaque, qualifiées de myocardites. Ces troubles, qui concernent quelques centaines de personnes pour des dizaines de millions de vaccins administrés, ont très largement été exagérés par les mouvements antivaccins, mais ils sont bien réels. Ils touchent le plus souvent de jeunes hommes, ce qui explique que les autorités sanitaires de plusieurs pays, comme la France, déconseillent le vaccin Moderna aux moins de 30 ans.

On manquait toutefois de recul pour évaluer les conséquences à long terme de ces problèmes cardiaques. C'est l'objectif de l'étude publiée dans le Jama et réalisée par le groupement Epi-Phare, une structure commune entre l'Agence française du médicament (ANSM) et l'Assurance maladie. Les chercheurs ont regardé comment avaient évolué les près de 5.000 myocardites ayant donné lieu à une hospitalisation en France entre fin 2020 et mi-2022.

Seule une minorité de ces cas – environ 550 – étaient liés à la vaccination. D'autres – environ 300 – sont associés au Covid lui-même, qui peut aussi favoriser des troubles cardiaques. Le reste, qualifié de « classique », n'est attribué ni à l'une ni à l'autre et constitue donc la majorité des cas.

Avec un recul d'un an et demi, « *les patients atteints de myocardite post-vaccination Covid à ARN messenger, contrairement à ceux atteints de myocardite post-Covid, ont moins souvent enregistré des complications cardiovasculaires que ceux atteints de myocardites classiques* », conclut l'étude. Selon les critères plus ou moins larges employés, ces complications ont concerné entre 6 % et 13 % des myocardites liées à la vaccination, contre 12 % à 25 % pour celles liées au Covid et celles dites classiques. 20 Minutes avec AFP 27 août 2024

Tiens, le docteur Maudrux est revenu de sa torpeur, mais lui non plus ne s'est pas arrangé pour autant, dommage.

J-C – Le courageux docteur Maudrux avait disparu des radars (délissé son blog du jour au lendemain) quand il fut inquiété par le Conseil de l'Ordre des médecins, j'ai oublié la date.

Excès de mortalité post covid. Quelles causes ? - covid-factuel.fr 23 juillet 2024

Il répondait au commentaire suivant posté par un lecteur :

- Bonjour, donc si j'ai bien compris, "*l'élite politique*" a empoisonné son propre peuple? Mais dans quel but?

Gérard Maudrux - 24 juillet 2024 :

C'est pour cela que je n'ai personnellement jamais pensé à un complot, une intention. Des erreurs monumentales, une éthique déplorable dans la recherche, et une gestion débile du problème, par une "*élite*" qui n'a rien d'élite. Faillite de la "*gestion collective*", et nécessité de revenir à une gestion individuelle. Tout le monde peut se tromper, avoir tort, mais quand on décide pour les autres, cela peut être dramatique et pas acceptable.

J-C – Il fait partie de ces élites qui ne pensent que ce qui les arrange. Leur limite ou point de rupture, c'est le régime en place qui doit demeurer intouchable. Ils lui doivent tout, leur statut privilégié, leur enrichissement sur le dos de leurs patients, leur mode de vie très confortable, alors pour rester en bons termes avec ses représentants, ils sont prêts à lui faire des concessions importantes ou à se compromettre gravement, ce qui malheureusement discréditera le reste de leur discours qui peut être correct auprès de nombreuses personnes, dommage.

Parfois ils sont carrément idiots, c'est arrivé plus d'une fois aux Pr. Raoult et Perronne, et des fois c'était tellement flagrant qu'ils finissaient par en convenir eux-mêmes sans doute par crainte de se ridiculiser. Trop tard, car cela avait mis en lumière que leur manière de percevoir la réalité présentait de graves lacunes ou qu'il ne fallait surtout pas les croire sur parole, surtout dès qu'ils sortaient de leur domaine de prédilection.

Ces gens-là se servent volontiers de la dialectique matérialiste dans leurs travaux, parce qu'elle est efficace, mais pas au-delà, autrement dit, ils n'ont pas conscience que tout le reste est régi par les mêmes lois générales ou la même logique, ils en sont restés au mode de penser métaphysique qu'on leur avait enseigné à l'école et à l'université, ce qui explique pourquoi ils sont bourrés de préjugés et de contradictions, et ils ont si peu évolué.

Sur la vaccination, pas besoin d'avoir fait de longues études de médecine pour analyser ou tout simplement lire la signification de la courbe d'une épidémie virale sur un siècle, avant et après l'apparition de médicaments ou de vaccins.

On s'aperçoit au premier coup d'œil que cette courbe forme une cloche avec une phase ascendante précédant une phase descendante jusqu'à extinction de l'épidémie, et que les médicaments ou vaccins apparurent lorsque la phase descendante était entamée depuis plusieurs années déjà ou lorsque le virus avait perdu de sa force, il était devenu moins létal ou mortel, et il arrivait qu'une nouvelle flambée épidémique se manifeste simultanément ou peu de temps après une campagne massive de vaccination, avant de disparaître totalement.

Alors comment expliquer que certains virus continuent de se manifester comme celui de la grippe ? Parce qu'en réalité tous ces virus ne disparaissent jamais. Etonnant n'est-ce pas, comment cela est-ce possible ? Car à proprement parler ils ne sont pas la cause des maladies qu'on leur attribue, ils font partie de notre patrimoine biologique avec des milliers d'autres virus qu'on ne connaît pas ou dont on ignore encore les fonctions, au même titre que les bactéries ou microbes qui pullulent en centaines de milliards dans notre corps et contribuent à nous maintenir en bonne santé. Plus incroyable ou fou encore, bien des médicaments, vaccins ou traitements qui vous sont prescrits vont détruire ces virus ou bactéries, autrement dit, ce sont ces remèdes qui vont fragiliser votre immunité au point de vous rendre réellement malade. Cela s'explique facilement : les virus et les bactéries

sont en libre-service ou accessibles gratuitement, alors que leurs potions sont payantes et les enrichissent.

Chaque fois que je ne me sens pas bien, que j'ai un peu de fièvre, je ne cours pas chez le médecin ou à l'hôpital, je prends du repos, j'essaie de ne penser à rien de désagréable, je bois beaucoup d'eau et je mange très peu en sautant des repas pendant 1, 2 ou quelques jours et je suis rétabli. Parfois cela peut prendre beaucoup plus de temps. L'année dernière il m'a fallu 7 mois pour rétablir mon microbiome intestinal sans prendre aucun traitement, durant cette longue période j'ai enduré une diarrhée combinée à une fatigue chronique, je me suis soigné en arrêtant pratiquement de fumer et en diversifiant mon alimentation, sans perte de poids à mon grand dam !

Le corps humain est une création de la nature à la fois merveilleuse et fragile. Il faut bien se dire qu'en dehors de conditions désavantageuses héritées de notre conception ou liées à notre naissance, quand nous tombons malade ou que nous ne parvenons pas à nous soigner, c'est notre comportement qui en est à l'origine et personne ou rien d'autre, sans épargner la société quand son fonctionnement est particulièrement nuisible à la santé des hommes.

Je ne vais pas vous ennuyer avec cela, je viens de découvrir qu'il existait un lien entre le microbiome intestinal et le microbiome respiratoire, avant-hier j'ai passé plusieurs heures passionnantes à lire des articles et à apprendre un tas de trucs à ce sujet. J'ai été stupéfait d'apprendre que les scientifiques venaient à peine de découvrir l'existence du microbiome respiratoire, aux alentours de 2010, sans doute plus tôt, en réalité, ils avaient dû le négliger et ils ne voulaient pas l'avouer, ces gens-là sont rarement modestes, n'est-ce pas ? Des difficultés respiratoires peuvent provenir du mauvais état des intestins, de fait on savait déjà que certains aliments étaient déconseillés en cas d'insuffisance respiratoire, le sel ou les fritures par exemple, j'ai eu l'occasion de le tester et de le constater. Ayez une alimentation saine, et vous resterez longtemps en bonne santé. A condition toutefois de ne pas détester la Terre entière ! Les lâches chient dans leur froc, les psychorigides sont constipés, deux états à éviter ! La consultation était gratuite, à suivre une autre fois peut-être.

Dans un autre commentaire :

Dr. Maudrux - 550 myocardites sur 5 000 ont été attribuées aux vaccins. Comme il y a 80 % de vaccinés, 4 000 myocardites sont survenues chez des vaccinés (en 18 mois, sans compter après). Conclusion : 3 450 myocardites chez les vaccinés n'ont pas été retenues. Pourquoi ?

Il y a différentes manières de voir les chiffres, faciles à tourner dans le sens que l'on veut. Cela montre aussi ce qu'on savait, moins de 10 % des EI sont déclarés, en cherchant bien comme ici, on les trouve, mais comme ils n'ont pas été déclarés, ce ne sont pas des EI.

J-C - Effectivement, il faut ajouter que, puisqu'ils ont interdit les autopsies des dizaines de milliers de personnes vaccinées soi-disant décédées du Covid, on ignore de quoi elles sont réellement décédées.

On sait aussi que les certificats de décès ont été trafiqués, même celui de ma mère morte à l'hôpital le 3 mars 2021. Elle avait été hospitalisée un mois plus tôt pour insuffisance respiratoire, elle avait 82 ans. Comme elle avait été en contact avec des malades étiquetés Covid, ils ont mentionné sur son certificat de décès qu'elle était décédée de cette maladie, c'est ma sœur cadette qui me l'a raconté.

Ils n'ont pas retenu non plus tous ceux qui sont morts de myocardies hors hospitalisation.

En complément, des infos ici sur variole du singe :

Tout sur la variole du singe : bis repetita - 17 août 2024

<https://www.covid-factuel.fr/2024/08/17/tout-sur-la-variole-du-singe-bis-repetita/>

Totalitarisme. Ces agents d'extrême gauche.

Lutte ouvrière

Mpox : le capitalisme propage l'épidémie - 21 août 2024

<https://www.lutte-ouvriere.org/portail/journal/mpox-capitalisme-propage-lepidemie-177380.html>

Extraits.

- L'OMS a déclaré l'épidémie de Mpox « *urgence sanitaire mondiale* » mercredi 14 août...

J-C – Ils passeront sous silence dans quelles conditions, ils reproduisent le discours frauduleux du président de l'OMS et en deviennent les complices.

- En maintenant une grande partie de la planète dans le sous-développement, le système capitaliste empêche de lutter efficacement contre les épidémies qui, elles, ne connaissent pas de frontières.

J-C - Lors de l'épisode de la mystification au covid-19 entre 2020 et 2022, LO s'était déjà illustrée en déplorant que les Africains ne puissent pas se faire piquer avec la saloperie à ARN messenger, ils récidivent, ils sont irrécupérables !

World Socialist Web Site

Les Jeux olympiques de Paris : événement de propagation majeure du COVID-19 - wsws.org 30 juillet 2024

J-C – Ils décrochent la palme du populisme !

L'autre épidémie d'opportunisme qui ravage l'extrême gauche.

NPA

Contre la république autoritaire de Macron, faisons Front populaire ! - 16 juillet 2024

<https://npa-lanticapitaliste.org/actualite/politique/contre-la-republique-autoritaire-de-macron-faisons-front-populaire>

J-C - Vous aurez compris que le NPA était compatible avec le PS, donc avec Macron.

- il est urgent d'en finir avec cette république autoritaire et de se mobiliser pour imposer le programme du Nouveau Front populaire.
- il faut engager une nouvelle mobilisation générale de toutes les forces politiques, syndicales, associatives, qui ont porté la campagne du Nouveau Front populaire.
- pour peser sur l'application des mesures du programme dans un contexte où le Nouveau Front populaire est minoritaire au Parlement.

J-C - "*En finir avec cette république autoritaire*" ne figurant manifestement pas au "*programme du Nouveau Front populaire*", le NPA appelle à se mobiliser pour sauver les institutions de la Ve République CQFD.

Ceux qui appellent à manifester le 7 septembre ont adopté la même orientation.

Venezuela.

Les mensonges de la presse sur l'élection présidentielle vénézuélienne - Réseau Voltaire 27 août 2024

L'élection présidentielle au Venezuela a été une occasion de plus pour les Occidentaux de déstabiliser ce pays. La presse internationale a présenté consciemment une version totalement fautive des événements afin de discréditer le président Nicolás Maduro et de soutenir son principal challenger, Edmundo González.

Par Thierry Meyssan

La réélection contestée du président Nicolás Maduro n'a pas grand rapport avec le résultat sorti des urnes. En réalité, les Straussiens (c'est-à-dire les disciples de Leo Strauss dont la pensée a été popularisée par les journalistes néoconservateurs [1]) considéraient, dès leur arrivée au pouvoir aux États-Unis, le 11 septembre 2001, que le président du Venezuela de l'époque, Hugo Chávez, devait être abattu. Depuis cette date, le Venezuela affronte des tentatives de coups d'État militaires et de révolutions colorées.

L'actuel président, Nicolás Maduro, s'inscrit dans la ligne politique d'Hugo Chávez, même s'il n'en a pas la carrure. En 2019, le secrétaire d'État du président Trump, Mike Pompeo, a chargé le straussien Elliott Abrams de renverser le président Maduro.

Elliott Abrams, qui avait déjà participé aux massacres au Guatemala dans les années 80, puis à l'affaire Iran-Contras (pour laquelle il fut condamné aux États-Unis [2]) et au coup d'État de 2002 contre le président Chávez [3], est aujourd'hui l'homme qui, en Israël, pilote le nettoyage ethnique de Gaza derrière Benjamin Netanyahu [4]. Pour ce qui est du Venezuela, Abrams s'appuya sur un jeune député, Juan Guaidó. Il le fit élire, par quelques députés, président de l'Assemblée nationale, récuser l'élection de Maduro et s'autoproclamer président par intérim.

Après avoir été reconnu par les Occidentaux [5], avoir pillé les avoirs du pays à l'étranger [6], et avoir organisé d'infructueuses tentatives de coups d'État [7] et de guérillas [8], Juan Guaidó se

retira en 2023, au profit d'un homme de paille, qui céda lui-même la place à María Corina Machado. Il vit aujourd'hui en exil à Miami.

Quant au plan d'Elliott Abrams [9], il fut stoppé par le président Donald Trump juste avant que l'opération militaire ne soit lancée par le SouthCom.

María Corina Machado participa au coup d'État contre le président Hugo Chávez, en 2005. Elle fut candidate libérale contre lui, en 2012. Elle préconisait alors la privatisation des ressources naturelles, notamment du pétrole. Elle a qualifié le président Chávez de « voleur » pour avoir procédé à des expropriations indemnisées. Elle fut destituée de son mandat parlementaire, en 2014, car elle avait accepté d'être nommée par le président panaméen Martín Torrijos, ambassadrice à l'Organisation des États américains (OEA).

En 2005, alors que son parti était financé par la National Endowment for Democracy (NED), elle a été reçue par le président états-unien George W. Bush dans le Bureau ovale. En 2014, elle fut l'une des principales figures de La Salida, une campagne visant à renverser le président Nicolás Maduro [10]. En 2015, elle espérait être placée au pouvoir par l'armée des États-Unis lors de l'« opération Jéricho » [11]. En 2020, elle signe la Charte de Madrid qui rassemble des nostalgiques des dictatures latino-américaines et décrit les gouvernements de gauche latino-américains comme des affidés du communisme cubain. Elle a été condamnée à une interdiction de se présenter aux élections, sur la base de ses courriels qui attestaient de la préparation d'un coup d'État.

Ne pouvant se présenter, elle désigne la philosophe Corina Yoris (80 ans) pour la remplacer. Mais sa candidature ne prend pas. Elle désigne en définitive Edmundo González, un ancien diplomate. Si María Corina Machado se déclare pour le « *capitalisme populaire* » de Margaret Thatcher, González veille à prendre ses distances avec le président argentin, le pseudo-libertarien Javier Milei.

L'élection présidentielle de 2024

L'élection présidentielle vénézuélienne s'est tenue le 28 juillet. 10 candidats, et non pas 2 comme l'ont rapporté certains organes de presse, étaient en lice. Le scrutin se déroulait sur des machines à voter non-connectées au réseau internet et délivrant un reçu à chaque vote.

Pour tricher, il faut manipuler les machines avant le vote, au risque d'être découvert lorsqu'on confronte les résultats avec les reçus des votants. Au demeurant, personne n'a dénoncé de trucage de ce type. Le Venezuela étant un pays immense avec des problèmes de communication, la Constitution accorde 30 jours au Conseil national électoral (CNE) pour récolter les procès-verbaux des bureaux de vote et pour proclamer les résultats.

Cependant, dès le lendemain du scrutin et bien avant la proclamation des résultats, les 29 et 30 juillet, la formation politique de Maria Corina Machado, Vente Venezuela (« Viens Venezuela ! »), a déclaré que la votation avait été truquée. Ses militants ont attaqué 12 universités, dont l'Université centrale du Venezuela (UCV), qui venait d'être rénovée, 7 lycées et 21 collèges où ils ont causé des dégâts majeurs. Trois hôpitaux et au moins, 37 dispensaires ont également été attaqués, de même que 6 entrepôts et centres de distribution de denrées alimentaires.

Selon le président sortant, Nicolás Maduro, 70 % des éléments violents interpellés étaient d'anciens expatriés qui venaient de rentrer et dont beaucoup ont avoué avoir été entraînés au Texas. « *Les éléments violents ont brûlé une radio communautaire et attaqué 11 stations du métro de Caracas. Ils prétendaient brûler les trains mais se sont faits refouler par les travailleurs (...) 10 sièges*

régionaux du CNE ont aussi été ciblés, de même que son siège central, à Caracas, attaqué au moment où au moins 60 invités internationaux se trouvaient dans l'espace réservé aux observateurs. Ceux-ci s'en sont sortis sains et saufs grâce à l'intervention de la Garde nationale bolivarienne qui les a protégés et a arrêté sur place plus de 20 membres des comanditos (commandos) ».

Au cours des dernières années, un septième des Vénézuéliens ont fui leur pays où les conditions économiques n'ont cessé de se dégrader. Généralement, ils fuyaient les violences et avaient été persuadés que le président Maduro allait collectiviser la propriété privée. Rapidement ils ont compris qu'ils se trompaient, mais n'ont pas pu revenir dans leur pays. Ceux qui y sont parvenus, juste avant l'élection, ont souvent bénéficié de l'aide de l'opposition pro-USA.

Une attaque informatique a bloqué le système de transmission du Conseil national électoral (CNE) au moment où 81 % des résultats avaient déjà été collectés. Il a fallu plusieurs jours pour le réparer.

Ni Maria Corina Machado, ni son poulain, Edmundo González, n'ont appelé aux violences, mais il ne fait aucun doute que leur parti politique les a coordonnées.

Au cours des tentatives de déstabilisation paramilitaires, aujourd'hui finies, les États-Unis ont tenté de faire intervenir l'Organisation des États américains (OEA). Ils auraient pu ainsi légitimer une intervention militaire extérieure. Toutefois, une majorité d'États américains s'y est opposée [12].

Le 2 août, la Chambre électorale du Tribunal suprême de Justice a organisé une cérémonie de signature des résultats qui lui avaient été transmis par le Conseil national électoral (CNE). 8 candidats sur 10 ont signé le document final, reconnaissant ainsi la validité du scrutin. Enrique Márquez a refusé de le signer, tandis qu'Edmundo González ne s'est pas présenté.

À l'issue de cette cérémonie, Elvis Amoroso, président du Conseil national électoral (CNE), a annoncé que, malgré l'attaque informatique que le Conseil avait subie, 96,87 % des résultats des bureaux de vote lui avaient été transmis. Sur cette base et en attendant les résultats complets, il a proclamé les résultats officiels partiels tel qu'ils avaient été avertisés par 8 candidats sur 10.

La participation n'était que de 59,97 % des inscrits.

- Nicolás Maduro - PSUV (Pôle patriote Simon Bolivar) : 51,95 % des suffrages exprimés
- Edmundo González . MUD (Plateforme unitaire démocratique) [pro-USA] : 43,18 %
- Luis Eduardo Martinez - AD (Alliance historique populaire) : 1,24 %
- Antonio Eccari Angola - Lapiz (Le nouveau Venezuela) : 0,94 %
- Benjamin Rausseo CONDE : 0,75 %
- José Brito PV (Plan B) : 0,68 %
- Javier Bertucci - LE CAMBIO
- Claudio Fermin . SPV : 0,33 %

- Enrique Márquez - Grand-M. - CG (Pacte historique) : 0,24 %
- Daniel Ceballos - AREPA (Pacte d'espoir) : 0,16 %

Le 4 août, Josep Borrell, Haut représentant de l'Union européenne, a déploré que le CNE n'ait pas publié les procès-verbaux des bulletins de vote, soulignant que dans ces conditions, il n'est pas possible de croire aux résultats proclamés [13]. En réalité, la Constitution bolivarienne précise qu'après la signature du document final par les candidats, c'est à ceux qui contestent les résultats de prouver qu'ils ont raison.

L'instrumentation internationale du désordre vénézuélien

En définitive, les actions de déstabilisation de María Corina Machado et d'Edmundo González n'ont pas eu plus d'impact cette fois-ci que les précédentes. S'appuyant sur un sondage de DiatinCorp réalisé avant l'élection et donnant 50 % d'intention de vote pour González, ils ont donc publié des procès-verbaux des bureaux de vote et contesté la sincérité du décompte du Conseil national électoral (CNE). Le secrétaire d'État des États-Unis, Antony Blinken, y a vu des « *preuves accablantes* ».

Problème DiatinCorp n'est pas un sondeur, mais une société de communication travaillant pour les intérêts miniers et pétroliers qui tentent de renverser le président Maduro.

Jorge Rodriguez, président de l'Assemblée nationale, a relevé que ces procès-verbaux « accablants » ne sont pas conformes : ils ne comprennent pas les noms des responsables des bureaux de votes, ni leurs signatures.

Le gouvernement vénézuélien, qui se préparait à une forme ou une autre de contestation, avait invité un groupe d'experts électoraux des Nations unies. Celui-ci a à la fois reconnu que le scrutin était valide, fiable et bien organisé et, d'autre part que « *le processus de gestion des résultats du CNE n'a pas respecté les mesures de base de transparence et d'intégrité essentielles à la tenue d'élections crédibles. Il n'a pas respecté les dispositions légales et réglementaires nationales et tous les délais stipulés n'ont pas été respectés* » [14]. Il observait que la panne informatique qui a empêché le CNE de proclamer les résultats complets dans les délais requis n'a toujours pas été expliquée.

Réagissant le 24 août à ce rapport du 9 août, mais ignorant les informations publiées depuis par Jorge Rodriguez, Josep Borrell, a déclaré au nom de l'Union européenne : « *Le Groupe d'experts des Nations unies a confirmé qu'un échantillon des "actes" examinés publiés par l'opposition présentent les caractéristiques de sécurité des protocoles de résultat initiaux, confirmant ainsi leur fiabilité. Selon les exemplaires publics des "actas", Edmundo Gonzalez Urrutia semble être le vainqueur de l'élection présidentielle à une large majorité* » [15].

Au plan international, plus personne ne semble se préoccuper des faits. Ce n'est plus le problème. Chacun est invité à choisir son camp : soit Edmundo González et les États-Unis, soit Nicolás Maduro contre eux.

Par principe, les gouvernements latino-américains « *de droite* » (au sens de la Guerre froide) soutiennent Edmundo González, tandis que ceux « *de gauche* » (toujours au sens de la Guerre froide) soutiennent Nicolás Maduro.

Le président chilien, Gabriel Boric forme un cas particulier : il a été élu comme président « *de gauche* », mais a amorcé un virage spectaculaire depuis son échec à réformer la constitution du général Augusto Pinochet. Il se présente désormais comme « *centriste* » et donc aligné sur la position occidentale. Il a appelé les présidents de gauche à se prononcer... pour une cohabitation (Maduro et González) au Venezuela. En d'autres termes : peu importe le résultat des urnes, Edmundo González doit siéger au gouvernement.

Le président mexicain, Andrés Manuel López Obrador, se distingue des autres : il semble être le seul à ne pas avoir agi par réflexe, mais en examinant la réalité de la situation. Avec sagesse, il a pris acte à la fois du soutien populaire à Nicolás Maduro et de l'importance de son opposition.

Notes.

[1] « Vladimir Poutine déclare la guerre aux Straussians », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 5 mars 2022.

[2] « Elliott Abrams, le " gladiateur " converti à la "théopolitique" », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 14 février 2005.

[3] « Opération manquée au Venezuela », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 18 mai 2002.

[4] « Le coup d'État des straussians en Israël », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 7 mars 2023.

[5] « Venezuela, putsch de l'État profond US », par Manlio Dinucci , Traduction M.-A., II Manifesto (Italie), Réseau Voltaire, 29 janvier 2019.

[6] « Juan Guaidó a commencé à piller les avoirs vénézuéliens », Réseau Voltaire, 31 mars 2019.

[7] « Coup d'État hollywoodien au Venezuela », Réseau Voltaire, 1er mai 2019.

[8] « Préparation d'attentats terroristes à Caracas », Réseau Voltaire, 31 mars 2019.

[9] « Les États-Unis créent les conditions de l'invasion du Venezuela », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 25 janvier 2019.

[10] « États-Unis contre Venezuela : la Guerre froide devient chaude », par Nil Nikandrov , Traduction Roger Lagassé, Strategic Culture Foundation (Russie), Réseau Voltaire, 10 mars 2014.

[11] « Obama rate son coup d'État au Venezuela », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 23 février 2015.

[12] « Cuba denounces irresponsible attempts to resort to violence and destabilization, with the aim of producing a coup in Venezuela », Cuban Ministry of Foreign Affairs, July 31, 2024.

[13] « Venezuela : Statement by the High Representative on behalf of the EU on post-election developments », Council of the EU, August 4, 2024.

[14] Interim Report, UN Panel of Experts, August 9, 2024.

[15] « Venezuela : Statement by the High Representative on behalf of the EU on recent post-election developments », Council of the EU, August 24, 2024.

Honduras.

Le Honduras met fin à son traité d'extradition avec les États-Unis, accusant Washington d'ingérence - RFI/AFP 29 août 2024

Le Honduras a officiellement dénoncé son traité d'extradition avec les États-Unis ce mercredi 28 août, marquant une rupture significative dans la coopération entre les deux pays en matière de lutte contre le trafic international de drogue. La présidente hondurienne Xiomara Castro a justifié cette décision en dénonçant ce qu'elle considère comme une « *ingérence intolérable* » de Washington dans les affaires internes de son pays.

Ce traité, en vigueur depuis 1912, était un outil central dans la lutte contre le narcotrafic au Honduras, un pays où les cartels de drogue ont longtemps prospéré. Sous la présidence de Juan Orlando Hernandez (2014-2022), le Honduras avait été qualifié de « *narco-État* » en raison des liens profonds entre le gouvernement et les réseaux de trafic de drogue.

Depuis 2014, environ cinquante Honduriens ont été extradés vers les États-Unis grâce à ce traité, parmi lesquels l'ex-président Juan Orlando Hernandez lui-même. Hernandez a été condamné en juin dernier à 45 ans de prison par un tribunal de New York pour avoir collaboré avec les cartels mexicains, utilisant les forces de police et l'armée honduriennes pour faciliter l'acheminement de cocaïne vers les États-Unis. Son frère, Antonio « *Tony* » Hernandez, ancien député, purge également une peine de prison à vie aux États-Unis pour trafic de drogue.

La décision de dénoncer le traité intervient après des critiques formulées par l'ambassadrice américaine à Tegucigalpa, Laura Dogu. Cette dernière avait publiquement dénoncé la rencontre entre une délégation hondurienne de haut niveau et Vladimir Padrino Lopez, ministre de la Défense du Venezuela, un proche de Nicolas Maduro et un homme sanctionné par les États-Unis pour son implication présumée dans le trafic de drogue.

« *Il a été surprenant pour moi de voir le ministre de la Défense et le chef d'état-major assis à côté d'un narcotrafiquant au Venezuela* », avait déclaré Laura Dogu à des journalistes. En réponse, Xiomara Castro a accusé les États-Unis « *d'attaquer, mépriser et violer impunément les principes et les pratiques du droit international* ».

Une politique étrangère controversée

Depuis son arrivée au pouvoir en janvier 2022, Xiomara Castro s'est engagée à lutter contre le trafic de drogue et la corruption, bien qu'elle ait hérité d'un pays où ces pratiques sont profondément enracinées au sein des institutions. Le Honduras est l'un des rares pays d'Amérique latine, aux côtés de Cuba, du Nicaragua et de la Bolivie, à avoir reconnu la réélection controversée de Nicolas

Maduro à la présidence du Venezuela, tandis que l'opposition et la majeure partie de la communauté internationale dénonce une fraude.

J-C – Une présentation scélérate de Xiomara Castro par RFI/AFP, c'est dans l'ordre des choses.

Honduras : Coup d'Etat en préparation - Bolivar Infos 30 Août 2024

Dans sa première réaction après la rupture du traité d'extradition avec les États-Unis, la présidente du Honduras, Xiomara Castro, a dénoncé l'existence d'un plan de déstabilisation organisé depuis l'étranger en réponse à ce qu'elle a qualifié comme des déclarations d'ingérence de l'ambassadeur des États-Unis, Laura Dogu.

Dans son discours à San Pedro Copan, Castro a déclaré : « *Je veux vous dire qu'on est en train de perpétrer un plan contre notre Gouvernement. Hier, ils ont attaqué le chef des forces armées et le ministre de la défense de notre pays.* »

La présidente a souligné la gravité de ces attaques, et affirmé que ce sont « *des attaques qu'on ne peut pas permettre parce qu'elles affaiblissent l'institution des forces armées.* »

Dans son intervention, elle a rappelé le coup d'Etat de 2009, qui a provoqué la violence, l'exil et des violations des droits de l'homme.

« *Nous avons déjà vécu un coup d'Etat et nous avons ce que cela signifie,* » a affirmé la présidente et elle a ajouté qu'on ne va pas permettre plus d'actions de cette sorte et que la souveraineté du Honduras doit être respectée.

En outre, elle a affirmé qu'elle ne laisserait pas « *utiliser l'instrument de l'tradition, l'extradition pour intimider les forces armées du Honduras ou les faire chanter.* »

Le conflit avec les États-Unis, s'est intensifié après une récente visite au Venezuela du ministre de la Défense du Honduras, Manuel Zelaya, et du chef d'Etat-major conjoint des forces armées, Roosevelt Hernandez, qui ont rencontré le ministre de la défense du Venezuela, Vladimir Padrino Lopez.

L'ambassadeur Dogu a dénoncé cette rencontre et accusé le Gouvernement bolivarien de « *trafic de drogue* », ce que Castro a dénoncé comme une violation évidente de son rôle d'ambassadeur dans le pays et une ingérence dans les affaires intérieures de l'État hondurien.

Après cela, le Gouvernement du Honduras a décidé de mettre fin au traité d'extradition avec les États-Unis pour protéger la souveraineté du pays.

Dans ce contexte, la présidente a déclaré clairement que son Gouvernement ne céderait pas aux pressions extérieures et qu'il défendrait la souveraineté du Honduras à tout prix : « *Je promets au peuple hondurien qu'il n'y aura plus jamais de coup d'Etat,* » a déclaré Castro.

Source en espagnol :

<https://www.telesurtv.net/xiomara-castro-se-esta-fraguando-un-golpe-contra-mi-gobierno/>

Brésil. Le dictateur libertarien croyait pouvoir imposer sa loi au Brésil, apparemment c'est raté !

J-C - Sans surprise, les médias mainstream occidentaux champions de l'autocensure et du fact checking ou contrôle policier de l'information et de la liberté d'expression se sont rangés au côté d'Elon Musk qui en pince pour Trump.

Brésil : Un juge ordonne la suspension du réseau social X... Elon Musk dénonce des « motivations politiques ». - 20minutes.fr

Un juge de la Cour suprême brésilienne a ordonné la suspension du réseau social X au Brésil dans un délai de 24 heures, déclenchant la colère du propriétaire de la plateforme, Elon Musk. « *La liberté d'expression est le fondement de la démocratie et, au Brésil, un pseudo-juge non élu est en train de la détruire à cause de motivations politiques* », s'est emporté Elon Musk en réaction à cette décision. Il n'a pas hésité non plus à le qualifier de « *dictateur* ».

Dans un premier temps, le juge Alexandre de Moraes avait exigé que X nomme un représentant légal au Brésil sous 24 heures, faute de quoi la plateforme serait bloquée. Comptant quelque 22 millions d'utilisateurs au Brésil, l'entreprise a refusé de se plier à cet ultimatum, conduisant à la décision de suspension immédiate du service dans le pays.

Cette décision inclut la suspension complète de la filiale « *X Brasil Internet LTDA* » sur tout le territoire brésilien. L'Agence nationale des télécommunications (Anatel) a été chargée de mettre en œuvre cette suspension, et le juge a ordonné aux géants de la technologie comme Google et Apple, ainsi qu'aux fournisseurs d'accès Internet, d'empêcher l'utilisation de l'application X et l'accès à son site web.

Le juge Alexandre de Moraes a également menacé de sanctions financières les personnes utilisant des subterfuges comme des VPN pour contourner le blocage, avec une amende de 50.000 reais (environ 8.000 euros) par jour pour les contrevenants.

En dénonçant la tentative de X de contourner les lois brésiliennes et de créer un climat d'impunité et d'anarchie sur les réseaux sociaux, particulièrement en période électorale, le juge a ordonné que la suspension reste en place jusqu'à ce que la plateforme se conforme à ses obligations légales, paie les amendes imposées, et nomme un représentant légal. L'Anatel a confirmé avoir reçu cette décision de la Cour suprême et a déclaré qu'elle était en train de la mettre en œuvre.

Alexandre de Moraes est un juge connu pour son rôle actif dans le blocage de comptes sur les réseaux sociaux, notamment ceux liés à des figures de l'extrême droite brésilienne qui ont diffusé de fausses informations lors de l'élection présidentielle de 2022.

Dans le passé, d'autres plateformes comme Telegram et WhatsApp ont également été temporairement suspendues au Brésil par décisions judiciaires, reflétant la sévérité des mesures prises pour réguler l'usage des réseaux sociaux dans le pays. 20 Minutes/AFP 31 août 2024

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 3 août 2024

Les causeries de juin (89 pages) et juillet (217 pages) sont disponibles au format pdf. Les causeries qui figuraient en page d'accueil du blog ont été ajoutées à la fin.

J'avais cafouillé dans les liens des causeries, j'ai rectifié, sorry !

Bon dimanche

Le 22 août 2024

La causerie du 15 est accessible, j'avais oublié de la télécharger dans le serveur ! J'ai retiré la statistique du blog de juillet, parce qu'elle devait comporter une anomalie, en août on est revenu à 3.000 visites, notre vitesse de croisière, modeste, au moins on ne risque pas de couler ou d'avoir la grosse tête !

Ici toujours une bizarrerie climatique avec beaucoup de pluie et des températures modérées pour la saison, on ne s'en plaint pas. Le mandarinier est couvert de fleurs et les citronniers recommencent à fleurir également, ils adorent la flotte, j'en ai fait crever plusieurs parce que je ne les avais pas assez arrosés !

A part cela la santé se maintient et le moral aussi. La semaine dernière j'ai hébergé jusqu'à 6 personnes de la famille de ma compagne, donc je ne me sens pas particulièrement seul. C'est même un foutu bordel chez moi, les Indiens sont très bruyants et ils n'arrêtent pas de parler. Je dors dans la chambre climatisée, et tout ce petit monde dort à même le carrelage dans la pièce principale. Ils préfèrent parce que c'est plus frais qu'un matelas ou une natte, on pousse la table et les chaises et chacun se fait une place. Ma maison est petite, l'autre pièce est réservée à l'ordinateur et à mon bureau, on y stocke le riz aussi. Ils sont tous contents et on rigole bien, ils sont moins difficiles à vivre qu'un occidental grincheux ou jamais content, et puis la nourriture est bonne, ils apprécient, c'est très important pour eux, on partage cela au moins. On se respecte, donc tout se passe bien. Quant à leurs travers, ils viennent de la pauvreté, je ne vais pas leur en faire le procès, n'est-ce pas ?

Bref, ça fait un peu camping ou guest house chez moi ! Le soir, ils regardent un film ou on joue aux dominos ou aux cartes, parfois dans l'après-midi le dimanche. Ils ont une vie particulièrement difficile, alors j'essaie de leur rendre la plus agréable possible lors de leur séjour chez moi. On a aussi soigné trois personnes, on fait un peu dispensaire !

Comme vous pouvez le voir, je me suis bien intégré à l'Inde.

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 4 septembre 2024

J'ai téléchargé de YouTube une vingtaine de petites nouvelles de Maupassant, des films très courts de 30 mn à 1 heure à regarder en fin de soirée pour se changer les idées sans s'abrutir et passer une bonne nuit. Au passage, j'ai dégotté quelques adaptations cinématographiques d'œuvres de Balzac, un vrai bonheur.

Avez-vous une préférence ? Il y a les maîtres, les mauvais disciples, les faux héritiers, les imposteurs, les charlatans, au choix.

Avez-vous lu les extraits des œuvres des marxistes reproduits dans la page d'accueil du blog ? C'est simple ou facile à lire, clair, précis, fluide, un vrai bonheur. Et puis, quel extraordinaire enseignement ! Ne cherchez pas, nulle part vous ne trouverez l'équivalent. Pour posséder une telle maîtrise de son sujet, il faut être exigeant et le posséder sur le bout des doigts, y consacrer sa vie.

A 19 ans, il y aura donc 50 ans dans une semaine, pour tenter de trouver des réponses aux questions que je me posais, je m'étais tourné logiquement vers les plus brillants penseurs ou philosophes depuis l'Antiquité. Déçu sans savoir pourquoi, je ne soupçonnai pas encore que les conditions matérielles de leur époque n'étaient pas mûres pour leur en fournir l'occasion ou parfois même les formuler. Je ne me souviens plus avoir eu conscience que mon exigence était mal placée ou exagérée, du reste je ne leur en voulus point, tant j'avais appris à leur côté.

C'était devenu une obsession de vaincre ma crasse ignorance, cette soudaine découverte m'avait rempli d'effroi, littéralement traumatisé, au point que j'y pensais 24h/24, je me mis à consacrer tout mon temps libre à lire et à étudier avec le Lexis Larousse toujours posé sur la table, ainsi qu'un cahier pour prendre des notes. Chaque fois que je sortais, j'emportais toujours un livre de poche, je lisais dans le bus, le train ou le métro quand je me rendais au travail, au bureau ou en attendant mon tour lors d'un entretien d'embauche, assis à la table d'un bistrot ou sur un banc n'importe où, allongé sur l'herbe au parc de Saint-Cloud deux ans plus tard. A cette époque, parallèlement j'avais entrepris de compléter ma formation ou ma réflexion sur la société et la collectivité humaine avec l'étude de la psychanalyse, qui me passionna tout autant. Ils se complétaient admirablement, j'ignorais également qu'ils allaient m'accompagner le restant de mes jours, et m'éviter de sombrer lors des multiples mésaventures dont je ferais l'objet.

J'ai dévoré des kilomètres de philosophie et de littérature en éprouvant un plaisir si intense, qu'il me faisait oublier la misère de ma condition matérielle et le triste sort auquel j'étais promis, contre lequel je m'étais révolté, tant il était injuste et insupportable. A vrai dire, si j'en avais pleinement conscience, j'ignorais toutefois pourquoi cette condition misérable m'était imposée, c'est ce que j'avais entrepris de découvrir en espérant trouver un remède miracle pour y échapper, en vain, mais sans jamais désespérer ou renoncer.

Il faut dire qu'avec Hegel, on atteignait le niveau le plus élevé de la pensée, on était en présence du système philosophique le plus achevé et sophistiqué de tous les temps, on éprouvait un enchantement indicible, c'était comme une gourmandise destinée à flatter ou contenter les esprits

les plus exigeants, et pourtant, pour autant qu'ait été sublime son idée absolue, elle ne résolvait pas mon problème, puisqu'on était invité à penser certes à une hauteur vertigineuse, mais en tournant en rond ou sur la tête, dans un système philosophique idéaliste finalement conçu pour justifier l'ordre établi sur le plan social ou politique. Or il se trouvait, que c'était justement l'ordre établi que j'avais identifié dès le départ à l'origine de tous mes tracasseries, sans en tirer toutes les conclusions qui s'imposaient évidemment, il faudra attendre l'étape suivante pour y parvenir ou commencer à dissiper l'épais nuage métaphysique dans lequel je baignais, c'est-à-dire, lors de ma rencontre avec Marx et Engels.

L'érudition de Marx et Engels demeure inégalée jusqu'à nos jours, à part Lénine, car personne n'est parvenu à maîtriser à un tel degré de perfection le matérialisme dialectique, qui constitue la trame de l'évolution de la condition humaine, ce qui leur permit de la décrire ou d'expliquer comment elle s'était transformée selon un processus logique inconscient, une fois débarrassés de toute croyance ou des reliquats métaphysiques de la philosophie hégélienne, il ne leur restait plus qu'à conserver et partager la quintessence de la connaissance, à laquelle les hommes devraient accéder pour conquérir leur émancipation et leur liberté. Ils nous ont montré la voie, à nous de l'emprunter en écrivant la suite...

Circulez, il n'y a rien à voir !

On sait que ceux qui contrôlent la quantité de monnaie en circulation contrôlent l'économie d'un pays. Je ne sais pas pourquoi je me suis réveillé à 4h30 ce matin en me faisant cette réflexion. Impossible de me rendormir après cette courte nuit, je m'étais encore couché très tard, trop tard pour un vieux, à 0h30, parce que là-haut la machine s'est mise à tourner à plein régime sans me demander la permission, et je sais que dans ce cas-là il est impossible de l'arrêter. Il faut dire aussi que j'avais faim, comme toutes les nuits parce que je mange peu le soir, c'est préférable pour bien dormir et s'endormir rapidement.

Avoir un sang de bonne qualité est indispensable pour être en bonne santé, encore faut-il qu'il circule normalement !

Bref, j'ai jeté mon dévolu sur la circulation, et je me suis rappelé que les tyrans qui dominent l'économie mondiale tentent par tous les moyens de contrôler la circulation de toutes les marchandises, à commencer par celles se rapportant à l'alimentation et à la santé, vous pouvez ajouter les idées et l'information, et plus elles circuleront rapidement, plus vite ils réaliseront du profit, s'agissant des idées, moins vous vous y retrouverez, et vous pourrez distinguer celles qui vous sont utiles de celles qui vous sont nuisibles, plus elles seront confuses, cela fait partie de la stratégie globale de l'oligarchie financière internationale pour préserver son système économique.

Alors prenez le temps de penser, à quoi, à votre alimentation, à votre santé, à votre entourage, à votre condition sociale, inutile de courir il faut partir à point, l'essentiel demeure de se donner les moyens de parvenir à nos objectifs en ne laissant le soin à personne d'en décider à notre place.

Mes commentaires publiés par Le Grand Soir.

- Apparemment cet article n'inspire pas grand monde, et pour cause.

– "Il faut désormais admettre que la seule issue possible réside dans l'émergence, au niveau des acteurs du mouvement social, d'une conscience politique large, claire et radicalement réformatrice."

Pour un peu, il faudrait ressortir *Que faire ?* de Lénine et étudier la polémique à laquelle il se livra avec ses adversaires, les "économistes" de l'école des réformistes à la Bernstein ou Dühring notamment. Je conseille aux lecteurs de lire *Que faire ?* de Lénine et de relire ensuite cet article, ils constateront à quel point il est d'actualité, encore faut-il situer son combat politique dans la perspective du socialisme. Ils peuvent lire en complément la préface (1859) de la *Contribution à la critique de l'économie politique* de Karl Marx.

Le partager reviendrait à se compromettre avec le réformisme à peine déguisé ici, que les marxistes ont toujours combattu depuis le milieu du XIXe siècle. Ses partisans (du réformisme) sont ultra-majoritaires de nos jours, puisque l'opportunisme est parvenu à gangrener l'ensemble du mouvement ouvrier. C'est donc la position la plus confortable (conformiste) à adopter, et qui pour cette raison sera plébiscitée par tous ceux qui se réclament de la gauche.

Le critiquer ou le rejeter vous ferait passer pour un irréductible communiste, entendez par là, un vulgaire extrémiste, un épouvantable fanatique, un doctrinaire dogmatique enragé, un farfelu ou un fou, ce qui est peu flatteur ou n'est pas très agréable à entendre. D'autant plus que vous serez ultra-minoritaires, or en période de réaction sur toute la ligne et pas seulement, il est bien connu que si la majorité pense autrement, c'est sans doute parce qu'elle a de bonnes raisons de le faire ou elle a forcément raison quelque part ou tout court.

Il va de soi que pour s'opposer au réformisme, au socialisme révisionniste, il faut combattre la théorie qui prétend que « *le mouvement est tout, le but final n'est rien* », que la stratégie doit être subordonnée à la tactique, qu'il faudrait sacrifier nos objectifs politiques sous prétexte qu'ils constitueraient des obstacles à notre lutte pour des revendications économiques, comment, en recourant aux enseignements des marxistes de la lutte de classe du passé.

En conclusion, cet article nous invite à nous accommoder du capitalisme en quémandant quelques réformes sociales, celles qui sont uniquement compatibles avec l'existence de ce régime économique. Cet exercice ne revient pas à colporter l'illusion que le capitalisme pourrait réaliser le socialisme comme j'ai failli l'écrire, non, c'est pire encore, car cela revient à abandonner le combat pour en finir avec le capitalisme et mettre un terme à l'exploitation de l'homme par l'homme, c'est un appel à la capitulation en rase campagne, au nom de la résistance à l'exploitation et à l'oppression, cela va de soi.

- @ Chris

Vous oubliez de préciser que depuis le 24 février 2022 le PT a adopté le discours de l'OTAN sur la guerre en Ukraine, plus sournoisement que les autres courants trotskystes, car en renvoyant dos-à-dos les deux belligérants pour qu'on ne les accuse pas de parti pris.

Ils procèdent toujours de la sorte, il en fut notamment ainsi avec la Libye et la Syrie, présentant leurs présidents comme d'horribles dictateurs ne valant pas mieux que les barbares d'Al-Qaïda, Daech, etc., donc indéfendables, tout comme la souveraineté et l'indépendance de ces pays, abandonnant ces peuples au triste sort que leur avaient réservé l'impérialisme américain et ses vassaux européens et du Golfe entre autres, au nom de l'internationaliste prolétarien évidemment.

J'ai fait partie autrefois de ce courant politique, et je corresponds sporadiquement avec quelques vieux militants démissionnaires ou virés de l'OCI ou du POI, qui étaient parvenus au même constat que moi.

Ils peuvent effectivement adopter des mots d'ordre qui paraissent corrects, en apparence seulement, car malheureusement chaque fois ils accompagnent une orientation politique opportuniste pour peu qu'on l'analyse minutieusement. L'un neutralise l'autre en somme, et qui en tire profit, devinez, l'OTAN !

Pour rappel, ils avaient participé à la dictature sanitaire au covid-19 au côté de Macron et l'OMS, cela devrait suffire à faire réfléchir à leurs réelles intentions, non ?

- @Chris

Dès le 24 février 2022, le PT tout comme le POI ont imputé la responsabilité de la guerre en Ukraine à la Russie, c'est bien la position de l'OTAN, n'est-ce pas ? Vous trouverez cela dans leur littérature.

Par la suite, tout en reprenant cette déclaration, ils ont modulé leur discours en précisant que l'OTAN avait quand même sa part de responsabilité.

Dans l'avant-dernier éditorial de La Tribune des travailleurs, D. Gluckstein s'inquiétait de l'incursion de l'armée ukrainienne en Russie, se souvenant un peu tard peut-être que la Seconde Guerre mondiale devait également servir de base arrière pour attaquer et liquider l'URSS, tout comme cette guerre 83 ans plus tard avait pour objectif la dislocation de la Fédération de Russie et de renverser le président qui la dirige, Poutine...

J'estime que l'on pouvait sans se compromettre se placer au côté de la Russie qui défend sa souveraineté, c'était le devoir de tout militant du mouvement ouvrier.

Quant à la position adoptée envers Poutine, elle pouvait évoluer en fonction de la nature des menaces dont il ferait l'objet de la part de l'impérialisme américain et l'évolution de ce conflit, dans la mesure où il incarne pour la majorité du peuple russe l'unité et la souveraineté de la Russie, car souhaiter sa chute en ce moment reviendrait à œuvrer au renforcement du clan de l'oligarchie financière anglo-saxonne du nouvel ordre mondial totalitaire dont l'OTAN est le bras armé. Or, je ne crois pas que le peuple russe aurait un quelconque intérêt à la réalisation de ce scénario, bien au contraire, aucun peuple d'ailleurs.

Pour les raisons que je viens d'évoquer, je me suis abstenu de condamner la Russie sur cette question précise en concentrant mes attaques contre l'OTAN qu'on peut qualifier d'Organisation Terroriste de l'Atlantique Nord ou Nazie. Je n'ai pas lu en deux ans un seul éditorial de La Tribune des travailleurs évoquant les nazis ukrainiens, la Constitution raciste ukrainienne, etc. À croire que cela ne doit présenter aucun intérêt pour eux, d'ailleurs je me demande même si cela en présente un pour les Ukrainiens en général ou tout particulièrement ceux du Donbass ou de la Crimée ! Le reste est à l'avenant.

Il ne faut pas se fier aux mots d'ordre ou au programme des partis politiques, comme disait Marx en 1859 dans sa préface de la *Critique de l'économie politique*, "on ne juge un individu sur l'idée qu'il

se fait de lui-même", ses intentions, ou si vous préférez, c'est au pied du mur qu'on voit le maçon. Ce courant politique prétendait construire un parti révolutionnaire et préparer la révolution socialiste, et lorsque Mitterrand se présenta à l'élection présidentielle en 81, ses dirigeants se hâtèrent d'appeler à voter pour lui dès le premier tour, et quand il fut élu, vous savez ce qu'ils firent, leur véritable objectif étant atteint, ils liquidèrent leur parti et on n'entendit plus jamais parler de révolution socialiste dans leurs éditoriaux. J'ai quitté l'OCI en 1981.

Vous vous interrogez sur le PT et peut-être le POI, vous avez raison. Je vais vous fournir une indication utile qui pourrait vous aider.

Demandez-vous pourquoi 3 ex-secrétaires généraux de Force Ouvrière, Bergeron, Blondel et Mailly, tous au PS réputé pour son anticommunisme, participèrent aux obsèques de Pierre Lambert en 2008, le dirigeant "historique" de ce courant politique.

Vous m'avez demandé si j'assimilais les travailleurs "*à leur gouvernement*", en voilà une intention peu flatteuse, passons. Je vous ai déjà répondu plus haut. En effet, il arrive parfois que leurs intérêts fondamentaux coïncident temporairement. Que voulez-vous, c'est un des nombreux paradoxes de l'histoire. Cependant, si cela vous chagrinerait, c'est à elle que vous devriez réclamer des comptes et pas à moi.

@Chris

Comme quoi je ne suis pas un affreux sectaire, je partage le communiqué du Parti des travailleurs qui appelle à manifester le 7 septembre.

Il arrive qu'il adopte des positions correctes, j'en avais convenu, il n'est pas le seul dans ce cas-là. Il m'est arrivé de partager des appels ou de reproduire des articles du PRCF, du POI, de LO, du GMI et d'autres organisations, à condition qu'ils ne comportent pas des passages inacceptables de mon point de vue, c'est mon droit.

Le 7 septembre, nous vous invitons à manifester avec le Parti des travailleurs, pour dire :

- Place à la démocratie, dehors Macron et la Ve République !
- Assemblée constituante souveraine pour instaurer une République réellement démocratique !
- Pour un gouvernement de rupture ouvrière !
- Pour la confiscation des milliards de la guerre afin de financer l'école, les hôpitaux, le logement social !
- Unité, maintenant, tout de suite, pour la satisfaction des revendications des travailleurs et de la jeunesse !
- À bas la guerre ! À bas l'exploitation ! À bas la Ve République

<https://parti-des-travailleurs.fr/2024/08/30/le-parti-des-travailleurs-appelle-a-manifester-le-7-septembre/>

- trois blocs mutuellement irréconciliables se sont formés.

Sauf quand il s'agit de sauver Macron et les institutions de la Ve République !

- Macron avait sacrifié la France

Sauf celle du CAC40 !

- la condamnant à l'ingouvernabilité

A ceci près, que les capitalistes continuent de vaquer à leurs affaires sans en être affectés.

- Il ignore la voix du peuple qui s'adresse à lui, comme le veut la démocratie

- Macron sacrifie sciemment la France et ignore la volonté du peuple français

C'est ignorer qu'il est le représentant du capitalisme et de la ploutocratie

- il n'est plus le président de la République (c'est-à-dire de tous les Français)

Depuis quand le président de la République serait-il le représentant des intérêts "de tous les Français" ? Quelle en est la signification politique ?

1- C'est légitimer la Constitution bonapartiste et antidémocratique de la Ve République.

2- Pire, c'est nier que les intérêts des différentes classes sociales sont irrémédiablement incompatibles du fait de la nature des rapports sociaux de production qui président au capitalisme.

3- Cela revient à nier la lutte des classes au profit d'un régime corporatiste, dictatorial, qui logiquement finira par pencher vers le fascisme.

- Et le jugement politique n'a rien à voir avec le processus institutionnel.

Pourquoi, devrait-on le revendiquer, s'y soumettre en bon agent du régime ? Ce sera sans nous.

- Démocratie signifie "*pouvoir du peuple*", rien d'autre. Un pouvoir qui, dans nos sociétés, s'exerce par la médiation de corps intermédiaires : partis, syndicats, associations, etc.

En réalité, ces "corps intermédiaires" servent de caution à un régime antidémocratique, à masquer qu'il s'agit d'une dictature, celle du capital, dans la mesure où ils ne luttent pas pour le renverser ou ils n'entendent pas rompre avec le capitalisme et ses institutions, ils sont antisocialistes ou anticommunistes.

- la figure de Durov, Télégramme ou pas, est entourée d'une myriade de côtés sombres qui ne nous laissent pas tout à fait indifférents.

Pour avoir de telles préoccupations (malsaines), on se demande ou plutôt, on ne se demande plus quelles sont vos véritables intentions, elles transpirent ici.

- Ou en tout cas là où l'intention louable de construire un "*environnement numérique sûr et responsable*" (dixit l'UE)

Quelle référence ! Vous en rajoutez une couche ou le masque tombe, car enfin, quelle complaisance compromettante !

Personnellement, je boycotte tous les réseaux dits sociaux genre, X, Facebook, Instagram, Télégram, Tiktok, LinkedIn, Pinterest, etc. et je m'en porte très bien. J'ai sélectionné moi-même des sources d'information et je pense être suffisamment bien informé pour analyser la situation en toute indépendance.

A savoir.

De l'agriculture au transhumanisme : la longue marche vers la dystopie! - Mondialisation.ca, 27 août 2024

Nous assistons actuellement à une accélération de la consolidation des entreprises sur l'ensemble de la chaîne agroalimentaire mondiale.

Les conglomérats du Big Data, dont Amazon, Microsoft, Facebook et Google, ont rejoint les géants agricoles traditionnels tels que Corteva, Bayer, Cargill et Syngenta pour imposer leur modèle d'alimentation et d'agriculture au monde.¹

La Fondation Bill et Melinda Gates et de grandes institutions financières telles que BlackRock et Vanguard sont également impliquées, que ce soit en rachetant d'immenses superficies de terres arables, en promouvant les (faux) aliments biosynthétiques et les procédés de génie génétique, ou plus généralement en soutenant et en finançant les objectifs des méga-entreprises agricoles et alimentaires.²

Les intérêts milliardaires derrière tout cela tentent de présenter leur techno-solutionnisme comme une sorte d'effort humanitaire : sauver la planète avec des « *solutions respectueuses du climat* », « *aider les agriculteurs* » ou « *nourrir le monde* ». En réalité, il s'agit d'un reconditionnement et d'un greenwashing des stratégies d'expropriation de l'impérialisme.

Il s'agit de la transition vers une « *agriculture mondiale* » sous le contrôle des géants de l'agritech et des données, basée sur des semences génétiquement modifiées, des produits fabriqués en laboratoire similaires à l'alimentation, une agriculture « *de précision* » et « *basée sur les données* » et une agriculture sans agriculteurs, avec toute la chaîne alimentaire, du champ (ou du laboratoire) jusqu'à la vente au détail, contrôlée par des plateformes de commerce électronique monopolistiques régies par des systèmes et des algorithmes d'intelligence artificielle.

Ceux qui défendent ce programme ont une vision non seulement pour les agriculteurs mais aussi pour l'Humanité en général.

Les élites avec leur complexe financier militaro-numérique (Pentagone/Silicon Valley/Big Finance) veulent utiliser leurs technologies pour remodeler le monde et redéfinir ce que signifie être humain.

Ils considèrent les gens, leurs cultures et leurs pratiques, comme la nature elle-même, comme des problèmes et des défauts.

Les agriculteurs doivent être déplacés et remplacés par des drones, des machines et l'informatique en nuage. L'alimentation est en train d'être redéfinie et les gens sont nourris avec des produits synthétiques et génétiquement modifiés. Les cultures doivent être anéanties et l'Humanité doit être complètement urbanisée, asservie et déconnectée du monde naturel. (...)

Silvia Guerini dit :

« Le passé devient quelque chose qu'il faut effacer, pour rompre le fil qui nous lie à une histoire, à une tradition, à une appartenance, pour la transition vers une Humanité nouvelle, déracinée, sans passé, sans mémoire... une nouvelle Humanité, déshumanisée dans son essence, entièrement entre les mains des manipulateurs de la réalité et de la vérité ».

Cette Humanité déshumanisée, détachée du passé, s'inscrit dans l'Agenda plus large du transhumanisme. L'objectif n'est pas seulement un monde sans agriculteurs et sans tout ce qui nous relie à la terre, mais aussi, selon Guerini, un monde sans mères.

Elle affirme que les partisans des bébés éprouvettes et de la maternité de substitution ciblent désormais le génie génétique et les utérus artificiels qui excluraient les femmes du processus de reproduction. Guerini prédit que les utérus artificiels pourraient éventuellement être exigés ou commercialisés comme un droit pour tous, y compris les personnes transgenres. Il est intéressant de noter que l'utilisation d'un langage en rapport avec la grossesse est déjà controversée, dans la mesure où le mot « femmes » est omis dans des déclarations telles que « personnes susceptibles de tomber enceintes ».

Bien entendu, les frontières entre biotechnologie, eugénisme et génie génétique sont depuis longtemps floues. Les cultures génétiquement modifiées, le forçage génétique et l'édition génétique sont désormais une réalité, mais l'objectif ultime est le mariage de l'intelligence artificielle, de la bionanotechnologie et du génie génétique pour créer le transhumain d'un seul monde.

Cela est motivé par des intérêts puissants qui, selon Guerini, utilisent une gauche arc-en-ciel, une gauche transgénique et des organisations LGBTQ+ pour promouvoir une nouvelle identité synthétique et exiger de nouveaux droits. Elle dit qu'il s'agit d'une attaque contre la vie, contre la nature, contre « ce qui est né par opposition à ce qui est artificiel », ajoutant que tous les liens avec le monde réel et naturel doivent être rompus.

https://www.mondialisation.ca/de-lagraire-au-transhumanisme-la-longue-marche-vers-la-dystopie/5691805?doing_wp_cron=1725341565.1238629817962646484375

J-C – Cela fera peut-être bondir d'indignation des militants imbus de dogmatisme ou psychorigides, trop conformistes pour se poser des questions. Dites-vous bien que si les oligarques déboursent des milliards dans ces technologies, ce n'est certainement pas pour des brunes ou en pure perte. Dites plutôt que vous n'y comprenez rien, ne craignez rien, personne ne vous en voudra pour autant et ce sera plus honnête.

Lu.

- « Pendant les JO, tous les jours, les médias ne cessaient de nous répéter que tous les établissements étaient bondés et que les retombées économiques étaient absolument énormes, du jamais vu. Nous avons aussi eu droit à des reportages dans lesquels on voyait des Parisiens désespérés d'avoir quitté la capitale. Quelques jours après les JO, les médias nous parlent a contrario du « désastre absolu » et « des commerces restés déserts. »

Eh oui ! Ce que l'on nous raconte est trop fréquemment différent du réel. En Macronie, les mensonges sont conjugués, d'une part avec la fabrique des tendances à base d'inversions accusatoires constantes, et d'autre part une capture du langage et de ses concepts dans une novlangue exclusive et non inclusive ! Mais n'en déplaît à ces bonimenteurs pathologiques professionnels ; accrochés qu'ils sont aux affirmations publiques qu'ils font qu'ils savent fausses, car cela leur permet de s'accrocher au pouvoir en consacrant le mensonge comme nouvelle forme de communication. N'en déplaît à ces messieurs et dames, le réel finit toujours par frapper, un jour, à la porte des consciences.

Cependant, la plupart des personnes ont la mémoire courte. Ils s'en remettent à l'État providence. Ils attendent que ce dernier les assiste, « quoiqu'il en coûte », pour résoudre le problème qui les affecte. Un problème que l'on ne saurait voir, et généré par ceux-là mêmes à qui on fait appel pour les résoudre. De fait, c'est un système qui est voué à l'échec. C'est faire confiance, pour éteindre un feu, au pompier pyromane qui l'a allumé exprès pour être sollicité en ce sens.

Cette dystopie sortie tout droit d'un opus de « Matrix », est aidée par « la réécriture de l'Histoire. » Cette réécriture intervient par médias interposés, subventionnés à cet effet. Les subventions rendent ainsi ceux qui les reçoivent, dépendants des ordres que leur donnent ceux qui les subventionnent. Dépendants et redevables dans une sorte de syndrome de Stockholm, où la manne céleste étatique vient sauver le subventionné, en échange de quoi le subventionné délivre au public, les fausses vérités et vrais mensonges qui permettent aux personnes qui sont au pouvoir de s'y maintenir artificiellement. Et tout ça, en prime, avec l'argent de ceux qui sont ainsi grugés, trompés, manipulés par les médias : les contribuables.

Parce qu'on aurait dû compter dessus ? Tiens, donc, quel aveu ! Ah ces anticapitalistes !

Qui a dit ?

- « Si on ne peut plus compter sur les élections pour obtenir du changement »

Réponse : Frustration Magazine, un "média d'opinion" qui prétend, je cite : "défendre un point de vue radical, anticapitaliste", réduit à défendre le parlementarisme dans le cadre des institutions de la Ve République. Ils en pincent pour Lucie Castets. Ah ces révolutionnaires !

Source : <https://www.frustrationmagazine.fr/cordon-bourgeois-elections/>

De qui s'agit-il ?

- « *Ma famille, c'est la gauche, clame-t-il dans Libération.* »

- Sur l'un de ses tracts, le candidat à sa réélection avait écrit qu'il n'avait « *rien à voir* » avec le fondateur de LFI, préférant afficher le soutien de gens comme François Bayrou ou Raphaël Glucksmann. Il entend incarner « *la stabilité et la protection* ». Le HuffPost 31 août 2024

Réponse : François Ruffin. Notez bien que Macron aurait pu être aussi la bonne réponse, la stabilité des institutions et la protection du capitalisme, c'est son truc aussi, comme dirait l'autre, ils vont très bien ensemble !

On risquerait de se retrouver une nouvelle fois avec un flic comme Président de la République!

"Il ne faut jamais les lâcher": Darmanin appelle son successeur à "aimer" les forces de l'ordre "même quand c'est difficile" - BFMTV 1 septembre 2024

Matignon : pour Anne Hidalgo, l'hypothèse Cazeneuve est « *crédible et sérieuse* » - Le Point 1 septembre 2024

« *Avec lui, nous aurions une vraie cohabitation, et c'est ce qu'il faut, sauf si on veut s'asseoir sur le vote des Français* », estime-t-elle, assurant qu'il pourrait « *rassembler des responsables politiques venant d'autres bords que le sien* », comme la droite républicaine, le centre ou les écologistes.

J-C – Quand je les ai caractérisés de droite il y a de cela quelque temps, on a dû me prendre pour un gauchiste, et pourtant ils en arrivent pratiquement à le revendiquer eux-mêmes. C'est le mérite des crises, elles les conduisent à monter au créneau au secours du régime et à se démasquer.

En famille toujours plus à droite.

Nouveau parti : Avec son Union des droites pour la République, Ciotti veut enterrer LR - 20 Minutes/AFP 1 septembre 2024

Éric Ciotti se lance dans la refondation après avoir dynamité sa famille politique en juin en brisant le cordon sanitaire avec l'extrême droite. Président contesté du parti Les Républicains pour son alliance avec le Rassemblement national, il a annoncé samedi lors de sa rentrée politique vouloir transformer LR en Union des droites pour la République (UDR).

Le député est arrivé au son du tube I will survive devant quelque 3.000 partisans, selon les organisateurs, réunis à Levens, dans son fief des Alpes-Maritimes. Estimant que « *la marque Les Républicains est aujourd'hui dépassée, discréditée par ses défaites, ses contradictions, son manque de courage* », il a proposé « *de refonder (sa) famille politique* », expliquant que « *l'Union des droites pour la République sera ce grand parti de droite* ».

« *Je ne démissionne pas des Républicains, nous créons une nouvelle formation politique* », a-t-il ajouté, balayant les questions sur sa capacité à décider seul de transformer de cette manière LR alors que les dirigeants LR ont déjà tenté en vain à trois reprises de l'exclure et attendent que la justice se prononce à nouveau le 14 octobre.

Au RN, Jordan Bardella a lui souhaité sur X « *un grand succès à Éric Ciotti et son nouveau parti* », estimant que « *la France a besoin d'une droite courageuse, capable de résister au politiquement correct comme il l'a démontré lors des élections législatives 2024* ». 20 Minutes avec AFP 1 septembre 2024

J-C – Un hommage bien mérité ! On s'est mépris sur ce qu'ils avaient appelé à tort la gauche, mais aussi sur la droite dite républicaine qui selon les circonstances sera portée à se compromettre avec l'extrême droite ou le fascisme, le nazisme. Par exemple, il est bien connu que le brave général de Gaulle avait amnistié et recyclé la plupart des acteurs politiques de droite qui avaient collaboré avec le régime de Vichy.

En famille. Concession et grandes manœuvres.

Premier ministre : le RN fait un spectaculaire revirement sur la question du « *gouvernement technique* » - Le HuffPost 3 septembre 2024

Marine Le Pen condamnait sans détour cette hypothèse il y a quelques jours, après sa rencontre avec Emmanuel Macron à l'Élysée, aux côtés de Jordan Bardella.

Ce mardi 3 septembre, le parti d'extrême droite, qui a promis une censure automatique aux options Xavier Bertrand et Bernard Cazeneuve, a tenu à ne pas apparaître comme l'élément bloquant d'un pays en pleine paralysie politique...

Ainsi, Jordan Bardella a trouvé la parade. Il « *accepterait un gouvernement technique, qui expédierait les affaires courantes* » et aurait pour mandat « *de mettre en place la proportionnelle aux législatives* » afin « *de dégager une majorité dans un an* », selon les éléments de langage communiqués à la presse. Des conditions qui confirment que le RN continue de miser sur une nouvelle dissolution l'an prochain, et qui ouvrent un début de solution pour Emmanuel Macron, lequel conditionne la nomination d'un Premier ministre à un critère de « *non-censurabilité* » à l'Assemblée nationale.

Or, en sortant de l'Élysée il y a dix jours à peine, Marine Le Pen s'opposait fermement à cette idée.

Il y a encore des prisonniers politiques en France. Nous exigeons leur libération inconditionnelle.

Nouvelle-Calédonie : Leader kanak en prison en Alsace, Christian Tein désigné président du FLNKS - 20 Minutes/AFP 1 septembre 2024

Détenu en métropole après les violences déclenchées par la réforme du corps électoral en Nouvelle-Calédonie, le leader kanak a été désigné samedi président de l'alliance indépendantiste du FLNKS, après un congrès auquel deux composantes du Front ont refusé de participer.

Le porte-parole de la Cellule de coordination des actions de terrain (CCAT), soupçonné d'avoir orchestré les troubles qui ont fait 11 morts, est à l'isolement à la prison de Mulhouse-Lutterbach (Haut-Rhin) depuis le 23 juin.

Par cette nomination, le Front de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS) acte la reconnaissance de la CCAT en tant qu'outil de mobilisation du Front et plus seulement de l'Union calédonienne (UC, principal parti indépendantiste, composante du FLNKS), a expliqué Laurie Humuni, secrétaire générale du Rassemblement démocratique océanien (RDO), autre formation membre du FLNKS et actuellement à l'animation de son bureau politique.

Toutefois, la désignation du leader kanak s'est faite en l'absence des deux autres composantes du FLNKS : le Parti de libération kanak (Palika) et l'Union progressiste mélanésienne (UPM). En raison de divisions internes et de dissensions quant au rôle de la CCAT, ils avaient annoncé leur refus de participer au 43e congrès du Front vendredi et samedi à Koumac, dans le nord de l'archipel. L'un comme l'autre avaient également prévenu qu'ils ne reconnaîtraient pas les motions politiques issues de la réunion.

Christian Tein, qui se considère comme un « *prisonnier politique* » et dit ne pas avoir appelé à la violence, est mis en examen notamment pour complicité de tentative de meurtre et association de malfaiteurs en vue de la préparation d'un crime. Pour les autorités, la CCAT a fomenté les troubles, ce dont le mouvement se défend. 20 Minutes/AFP 1 septembre 2024

J-C – Peu importe qu'il ait appelé ou non à la violence, il arrive toujours un moment où face à la violence intolérable de la politique de l'Etat contre tout un peuple, recourir à la violence pour faire valoir ses droits est parfaitement légitime et démocratique.

Santé.

Vidéo. Pr. Perronne « Apprendre à désobéir »

<https://www.youtube.com/watch?v=Vv4OQKO219w>

Vidéo. Le Pr Perronne sur Mpox : Vaccin, Passeport vaccinal mondial, Transmission, PCR...

<https://www.youtube.com/watch?v=nPZLU0L6x7Q>

Fin d'une cabale criminelle.

La bithérapie (Hydroxychloroquine et Azithromycine) aux dosages prescrits à l'IHUM réduit bien la charge virale. Grave erreur des autorités sanitaires ? - France-Soir 30 août 2024

Les médecins chercheurs à l'Institut Hospitalo-Universitaire Méditerranée (IHUM (1)) ont ainsi mis fin à la controverse en démontrant l'efficacité et la supériorité de la bithérapie à base d'hydroxychloroquine et azithromycine aux dosages prescrits par l'IHUM sur la maladie covid-19 dans la réduction de la charge virale.

Une analyse indépendante des données des patients de l'IHUM, validées par huissier, a été effectuée par Valère Lounnas et al. Cette étude a non seulement corroboré les résultats de l'IHUM en concluant à la supériorité sans appel de la bithérapie marquant une diminution de 58% le passage en soins intensifs et décès, mais est allée plus loin en montrant l'effet aggravant du facteur vaccination covid.

Cette nouvelle étude publiée par Philippe Brouqui et Didier Raoult devrait donc mettre fin à la controverse scientifique sur l'efficacité de la bithérapie pour diminuer la charge virale du SARS-Cov2. Combiné avec les autres études observationnelles, on peut ainsi conclure à l'efficacité significative des traitements précoces pour traiter le Covid précocement. La communauté scientifique devra prendre acte de ces résultats qui mettent donc fin aux débats autour du pseudo-consensus scientifique comme quoi les traitements précoces ne fonctionnent pas. Ce pseudo-consensus a été utilisé dans de nombreux documents pour justifier de choix médicaux des autorités.

Une question fondamentale subsiste, l'efficacité de la bithérapie connue dès avril 2020 par big pharma et l'APHP, pourquoi a-t-elle été ignorée ?

<https://www.francesoir.fr/societe-sante/la-bitherapie-hydroxychloroquine-et-azithromycine-aux-dosages-prescrits-l-ihum-reduit>

Commentaire de lecteurs.

1- " *l'efficacité de la bithérapie connue dès avril 2020 par big pharma et l'APHP, pourquoi a-t-elle été ignorée ?* "

Elle n'a pas été ignorée, mais censurée et combattue.

Dans le débat - légitime - sur l'efficacité de l'hydroxychloroquine, les médias dominants ont pris position dès le début en défaveur de ce traitement, en invitant principalement des détracteurs du Pr Raoult et se livrant à des attaques ad hominem. Un médecin américain avait dit, rappelons-nous, que l'HQC était "*le début de la fin de la pandémie*". Cela aurait écroulé l'édifice anxigène bâti par ces mêmes médias...

On se rappellera qu'au tout début, fin mars 2020 Macron et Philippe avaient cédé devant la colère des patients dans l'impossibilité de se soigner: un décret avait été publié autorisant la vente d'HQC sur prescription dans les pharmacies. Avant un rétro-pédalage immédiat de ces deux sbires, ce qui témoigne des conflits d'intérêts au plus haut niveau de l'Etat.

Et avant cela, dès la première annonce de l'efficacité de l'HCQ, un membre dirigeant de Sanofi avait proposé de mettre à disposition des doses de Plaquénil pour soigner 300 000 malades. Initiative sitôt annoncée, sitôt enterrée...

2- "Selon un arrêté paru au Journal officiel du 15 janvier 2020, l'hydroxychloroquine est désormais inscrite sur la liste II des substances vénéneuses." Vidal

Une "erreur" comment dire... préméditée et orchestrée!

C'est grave docteur ? Pas vraiment !

J-C - Y aurait-il quelque chose qui ne fonctionnerait pas comme ils le souhaitent ?

Mpox : Le vaccin n'est pas recommandé pour voyager dans les pays à risque - 20 Minutes 3 septembre 2024

Pour « *les voyageurs qui vont dans ces pays-là [...] il n'est pas nécessaire de se faire vacciner* », a assuré ce mardi Grégory Emery, directeur général de la Santé, lors d'un point presse sur la gestion des risques liés au mpox, autrefois dénommé « *variole du singe* ». 20 Minutes avec AFP 3 septembre 2024

Totalitarisme. La Russie alignée sur l'OMS-Davos, et elle fait l'amalgame entre le Mpox et la variole.

Mpox : «La vaccination reste la meilleure méthode de protection» - RT 2 sept. 2024

La vaccination reste la meilleure méthode de protection contre la variole du singe. Et en Russie, la vaccination se poursuit. On vaccine les groupes de population ayant un risque élevé de contact avec le virus de la variole. À ce jour, quatre vaccins contre le Mpox ont été enregistrés en Russie. Ce sont principalement des vaccins vivants basés sur des souches atténuées de virus contre la variole. RT 2 sept. 2024

J-C - J'ai supprimé la suite de cet article, c'était une copie conforme de celui que vous aviez entendu sur les vaccins lors de la mystification au covid-19

Russie.

La Russie dépasse les États-Unis en tant que fournisseur de gaz de l'UE «même sans Nord Stream» - RT 2 sept. 2024

La Russie est devenue le deuxième fournisseur de gaz de l'UE au 2e trimestre 2024, devançant les États-Unis, indique le quotidien allemand Die Welt, citant des données de la société de conseil Bruegel.

Sur la base des informations fournies par la société russe Gazprom et le Réseau européen des gestionnaires de réseaux de transport de gaz (ENTSO), le quotidien russe Vedomosti précise que le volume des exportations de gaz russe par gazoduc vers l'Europe (Union européenne et Moldavie) a augmenté de 26 % en mars 2024 par rapport à l'année dernière pour atteindre 2,74 milliards de mètres cubes. Il s'agit du niveau d'approvisionnement le plus élevé depuis août 2023, lorsque le volume des exportations atteignait 2,84 milliards de mètres cubes par mois.

Le quotidien Handelsblatt a rapporté en juillet, en citant ses sources, que l'UE considérait la possibilité de conclure un nouveau contrat avec Gazprom en raison de l'expiration le 31 décembre 2024 de l'accord sur le transit des hydrocarbures russes entre Gazprom et l'entreprise ukrainienne Naftogaz.

Cependant, Volodymyr Zelensky a annoncé le 27 août que l'Ukraine n'avait pas l'intention de prolonger l'accord avec Gazprom sur le transit du gaz russe vers les pays de l'UE au-delà de 2024. Il a ajouté qu'après l'expiration du contrat existant, la décision sur le transit du gaz russe à travers le territoire ukrainien serait prise conjointement avec l'Union européenne. Depuis le 6 août, la zone de combat s'étend sur un tronçon du gazoduc de transit passant par la station de mesure du gaz de Soudja, dans la région de Kursk. RT 2 sept. 2024

J-C - Cela pourrait expliquer pourquoi l'Ukraine a attaqué la région de Kursk, outre sa centrale nucléaire où auraient été stockées d'importantes quantités d'uranium et de plutonium que la Russie aurait extrait de la centrale nucléaire de Zaporijjia dans le Donbass, selon T. Meyssan.

Etats-Unis.

J-C - Etats-Unis ou le siège de la finance mafieuse, du crime organisé, du terrorisme international, du bioterrorisme... et des narco-trafiquants, bref, de toutes les mafias !

Présidentielle américaine : Trump défend la légalisation du cannabis récréatif en Floride - 20 Minutes 1 septembre 2024

Bien que trois quarts des Américains vivent désormais dans un Etat où le cannabis est légal, il ne l'est pas encore au niveau fédéral. Le ministère de la Justice de l'administration du président sortant démocrate Joe Biden a officiellement publié en mai sa recommandation de le reclasser dans une catégorie de drogue moins dangereuse qu'actuellement. 20 Minutes/AFP 1 septembre 2024

Venezuela.

J-C - Sous un faux prétexte, puisque le porte-parole du Conseil de sécurité nationale de la Maison Blanche a déclaré que cette mesure constitue "*une étape importante pour que M. Maduro continue à subir les conséquences de sa mauvaise gouvernance*" ou son refus d'appliquer le programme néolibéral au Venezuela dicté par les autorités américaines. Au moins cela a le mérite d'être clair.

Etats-Unis : Washington saisit un avion du président Nicolás Maduro... Le Venezuela dénonce un acte de « piraterie » - 20 Minutes 3 septembre 2024

Le ministre de la Justice américain, Merrick Garland, a expliqué dans un communiqué que l'appareil avait été saisi en République dominicaine et transféré en Floride, à Fort Lauderdale, soulignant que l'avion avait été acquis de manière illicite.

La République dominicaine, où l'avion se trouvait avant sa saisie pour des opérations de maintenance, a précisé qu'elle n'avait pas participé à l'enquête menée par les autorités américaines. Roberto Alvarez, le ministre des Affaires étrangères dominicain, a expliqué aux journalistes que les autorités dominicaines avaient « *seulement* » répondu à une « *demande internationale d'entraide judiciaire* », indiquant que leur rôle s'était limité à ce cadre.

"*M. Maduro et ses représentants ont falsifié les résultats de l'élection présidentielle*" (...) et "*mené une répression à grande échelle*", a déclaré lundi un porte-parole du Conseil de sécurité nationale de la Maison Blanche, estimant que la saisie constitue "*une étape importante pour que M. Maduro continue à subir les conséquences de sa mauvaise gouvernance*".

« *Le Venezuela dénonce devant la communauté internationale qu'une fois de plus, les autorités des Etats-Unis, dans une pratique criminelle répétée qui ne peut être qualifiée que d'acte de piraterie, ont illégalement confisqué un avion utilisé par le président de la République* », indique un communiqué.

« *Cette action révèle qu'aucun Etat ni aucun gouvernement constitutionnel n'est à l'abri d'actions illégales qui bafouent le droit international* », est-il encore indiqué dans le communiqué.

Au Venezuela, la justice a émis lundi un mandat d'arrêt contre l'opposant Edmundo Gonzalez Urrutia, qui ne s'est pas rendu à trois convocations du parquet alors qu'il revendique la victoire à la présidentielle de juillet.

Le parquet avait ouvert début août une enquête contre Edmundo Gonzalez Urrutia et la cheffe de l'opposition Maria Corina Machado pour "*usurpation de fonctions, diffusion de fausses informations, incitation à la désobéissance aux lois, incitation à l'insurrection, association de malfaiteurs*". 20 Minutes/AFP et FRANCE 24 3 septembre 2024

Algérie.

BRICS : l'Algérie intègre la nouvelle Banque de Développement du bloc - RT 1 sept. 2024

Annoncée le 31 août au Cap en Afrique du Sud par la présidente de la banque des BRICS, Dilma Rousseff, l'adhésion de l'Algérie à la nouvelle Banque de Développement (NBD) a été approuvée lors de la 9ème réunion annuelle de cette instance.

L'Algérie avait demandé officiellement à rejoindre cette banque en 2023, avec une première contribution à hauteur de 1,5 milliard de dollars. La NDB, fondée en 2015 par le groupe des BRICS, est une banque multilatérale de développement créée pour servir d'alternative au FMI et à la Banque mondiale.

En rejoignant la NDB, le bras financier des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud, Egypte, Ethiopie, Iran et Emirats arabes unis), l'Algérie franchit une étape déterminante dans son

intégration au système financier mondial, selon le ministère algérien des Finances. Cette adhésion marque un tournant significatif dans le processus d'internationalisation économique du pays.

Le communiqué du ministère précise que cette intégration a été rendue possible grâce à la solidité des indicateurs macroéconomiques de l'Algérie, qui ont montré des performances exceptionnelles ces dernières années. Ces résultats ont permis au pays de se classer comme une économie émergente de tranche supérieure.

Le département des Finances souligne que l'adhésion à la NDB ouvrira de nouvelles perspectives pour soutenir et renforcer l'essor économique de l'Algérie.

En tant que premier exportateur africain de gaz naturel, l'Algérie pourra ainsi bénéficier de nouveaux moyens pour développer son économie à moyen et long termes.

La mission principale de la NDB est de mobiliser des ressources pour financer des projets dans les marchés émergents et les pays en développement. Créée par les BRICS, cette banque a déjà intégré de nouveaux membres tels que le Bangladesh, les Emirats, l'Égypte et l'Uruguay, reflétant ainsi l'élargissement du groupe.

Grande-Bretagne.

Le Premier ministre britannique terrorise les partisans de la Palestine - Mondialisation.ca, 02 septembre 2024

https://www.mondialisation.ca/le-premier-ministre-britannique-terrorise-les-partisans-de-la-palestine/5692018?doing_wp_cron=1725338857.7524740695953369140625

<https://consortiumnews.com/fr/2024/08/30/Le-Premier-ministre-britannique-terrorise-les-partisans-de-la-Palestine/>

L'arrestation jeudi de la militante de solidarité avec la Palestine Sarah Wilkinson.

Les accusations du journaliste Richard Medhurst la semaine dernière — toutes deux basées sur une affirmation improbable selon laquelle ils auraient violé l'article 12 de la loi sur le terrorisme — sont la preuve définitive que les purges autoritaires de Keir Starmer contre la gauche travailliste sont déployées contre les critiques à l'échelle nationale.

Le Premier ministre britannique est déterminé à terroriser et réduire au silence les critiques qui soulignent sa complicité, et désormais celle de son gouvernement, avec Israël et son génocide à Gaza.

Soyons clairs : la police utilise la loi antiterroriste de cette manière uniquement parce qu'elle a reçu des instructions politiques pour le faire. L'arrestation de Wilkinson n'est possible que parce que la police et Starmer, soi-disant avocat des droits de l'homme, réécrivent le sens de l'expression « *soutien au terrorisme* ».

Il s'agit d'une répression politique dans sa forme la plus claire.

Le fait de féliciter les dirigeants du Hamas, et même ses chefs militaires, pour avoir accepté de participer à des négociations de paix équivaudrait-il à un « soutien » à une organisation terroriste ? Cela devrait-il conduire à une arrestation et à une peine de prison ?

Ce n'a jamais été un crime de « soutenir » le Sinn Fein – l'aile politique de l'IRA – dans le sens d'avoir des choses élogieuses à dire sur son leader de longue date, Gerry Adams, ou de soutenir ses positions politiques.

Allemagne.

Allemagne: victoire inédite de l'extrême droite à une élection régionale, Scholz sanctionné - AFP 1 septembre 2024

L'extrême droite allemande AfD s'est largement imposée dimanche aux élections en Thuringe, dans l'est du pays, et talonne les conservateurs en Saxe, des scores sans précédent pour ce parti et qui représentent un nouveau coup dur pour la fragile coalition d'Olaf Scholz, selon les sondages à la sortie des urnes.

Les scrutins à valeur de test dans ces deux régions de l'ex-RDA, bastions électoraux de l'extrême droite, se sont déroulés dans un contexte particulièrement tendu, plus d'une semaine après le triple meurtre au couteau imputé à un Syrien à Solingen, qui a bouleversé le pays et relancé un vif débat sur l'immigration.

En Thuringe, l'un des plus petits Länder allemands où l'extrême droite est emmenée par Björn Höcke, l'une de ses figures les plus radicales, le parti Alternative pour l'Allemagne (AfD) est donné largement en tête (30,5 à 33,5%), devant les conservateurs de la CDU (24,5%), selon les premiers sondages à l'issue de la fermeture des bureaux de vote diffusés par les télévisions publiques ARD et ZDF.

En Saxe, les conservateurs de la CDU ont une légère avance (31,5 à 32%), talonnés de près par l'AfD (avec 30 à 31,5%).

Un nouveau venu, le parti BSW, de l'ancienne égérie d'extrême gauche Sahra Wagenknecht, fait une percée spectaculaire, crédité de scores entre 12 et 16% dans les deux Länder, et pourrait se poser en faiseur de roi dans la formation à venir des gouvernements régionaux.

La victoire de l'AfD en Thuringe constitue une première dans le pays depuis l'après-guerre, même s'il est improbable que la formation dirige la région, tous les autres partis refusant toute coalition avec lui.

Les premiers résultats confirment aussi un nouveau revers majeur du gouvernement de coalition du chancelier avec les Verts et les libéraux du FDP, à un an des élections législatives de 2025.

Son Parti social-démocrate (SPD), déjà à un faible niveau lors du précédent mandat, enregistre un score entre 6,5 et 8,5%.

Les Verts eux sortent du parlement de Thuringe, et les libéraux du FDP ne seraient plus représentés dans aucune des assemblées régionales.

Ces Länder, qui disposent d'importantes prérogatives dans le système allemand en matière d'éducation ou de sécurité, pourraient être gouvernés par de larges alliances hétéroclites associant droite et gauche.

Israël.

De sombres vérités sur Israël passées sous silence - Mondialisation.ca, 01 septembre 2024

Tony Greenstein révèle une omission flagrante dans la nouvelle biographie de Rudolf Vrba, premier juif à avoir échappé à Auschwitz et critique virulent du mouvement sioniste.

Par Jonathan Cook

Tony Greenstein expose de manière flagrante la façon dont le chroniqueur du Guardian Jonathan Freedland a déformé l'histoire dans sa biographie de Rudolf Vrba, le premier Juif à s'être échappé d'Auschwitz.

On est en droit de se demander pourquoi l'incroyable histoire de Vrba a été enterrée pendant des décennies, compte tenu de l'engouement d'Hollywood pour les films sur l'Holocauste.

Greenstein l'explique. Les efforts déployés par Vrba au début de l'année 1944 pour avertir d'autres Juifs du sort qui les attendait dans les camps de la mort nazis ont été trahis par les dirigeants européens du mouvement sioniste, qui l'ont réduit au silence.

Ce mouvement était prêt à sacrifier des centaines de milliers de Juifs en échange d'une escorte nazie mettant l'élite sioniste à l'abri du danger européen à destination de la Palestine. Là, le mouvement sioniste était déjà bien préparé à expulser les Palestiniens autochtones et à construire un État juif autoproclamé sur les ruines de leur patrie.

L'attitude des sionistes reflète celle du père fondateur du mouvement, Theodor Herzl :

“Les antisémites deviendront nos amis les plus sûrs, et les pays antisémites nos alliés”.

Vrba critiquait vivement le mouvement sioniste pour avoir collaboré avec les nazis et n'aimait pas l'État juif qu'il avait engendré.

En 1961, le Daily Herald a publié un extrait des mémoires de Vrba, cité par Greenstein, dans lequel il écrit :

“Je suis juif. Malgré cela, et même à cause de cela, j'accuse certains dirigeants juifs d'avoir commis l'un des actes les plus horribles de la guerre. Ce petit groupe de traîtres savait ce qu'il advenait de leurs frères dans les chambres à gaz d'Hitler, et a acheté sa propre vie au prix du silence [...].

“J'ai pu avertir les dirigeants sionistes hongrois trois semaines à l'avance qu'[Adolf] Eichmann [principal architecte de l'Holocauste] prévoyait d'envoyer un million de leurs Juifs dans ses chambres à gaz ... [Rezso] Kasztner [dirigeant du mouvement sioniste hongrois] est allé voir

Eichmann et lui a dit : ‘Je suis au courant de vos plans. Epargnez quelques Juifs de mon choix et je me tairai’”.

La trahison de Kasztner envers ces Juifs, les condamnant aux chambres à gaz nazies, a été justifiée plus tard par le procureur général d’Israël, Haim Cohen, dans les termes suivants :

“Il était en droit de passer un accord avec les nazis pour sauver quelques centaines de personnes et de ne pas avertir les millions d’autres... C’était son devoir... Notre tradition sioniste a toujours été de sélectionner un petit nombre de personnes pour organiser l’immigration vers la Palestine... Serions-nous qualifiés de traîtres ?”

Voilà pourquoi le musée israélien de l’Holocauste, Yad Vashem, a effectivement supprimé de ses salles l’étonnante histoire de Vrba, et pourquoi les écoliers israéliens n’apprennent rien sur lui. C’est aussi pourquoi Hollywood n’a jamais repris l’histoire la plus hollywoodienne de l’Holocauste.

L’histoire de l’antisioniste Vrba expose les fondements idéologiques d’Israël, qui était en totale sympathie avec les ignobles nationalismes ethniques européens qui ont culminé dans le nazisme. Son histoire explique comment Israël a toujours été prêt à commettre un génocide à Gaza, et le fait actuellement.

Lorsque l’idéologie devient plus importante que la vie humaine, les gens – même ceux que vous considérez comme les vôtres – deviennent sacrificiables. Ils sont traités comme des pions dans un jeu féroce de politique de pouvoir.

David Ben Gourion, le père fondateur d’Israël, a exprimé précisément ce sentiment en décembre 1938, alors que les pogroms nazis contre les Juifs faisaient rage en Allemagne :

“Si j’avais pu sauver tous les enfants d’Allemagne en les emmenant en Angleterre, et seulement la moitié en les transférant en Terre d’Israël, j’aurais choisi cette dernière solution, car ce n’est pas seulement le nombre de ces enfants qui se joue, mais aussi l’histoire du peuple d’Israël”.

La tâche de Freedland dans son livre *The Escape Artist* était de s’approprier l’histoire de Vrba, de la dépouiller de son message antisioniste et de l’incorporer dans le récit sioniste aujourd’hui dominant, soigneusement élaboré après la Seconde Guerre mondiale.

Voilà pourquoi la biographie a reçu des prix et des éloges sans fin de la part des habitués suspects. L’histoire de la vie de Vrba est sans aucun doute prête pour un relooking hollywoodien qui, s’il a lieu, enrichira grandement Freedland.

*“La tâche de Freedland dans son livre *The Escape Artist* était de s’approprier l’histoire de Vrba, de la dépouiller de son message antisioniste et de l’incorporer dans le récit sioniste aujourd’hui dominant, soigneusement élaboré après la Seconde Guerre mondiale”.*

Grâce à lui, la menace que représentait la véritable histoire de Vrba a été neutralisée. Cela concorde avec le sort général des Juifs antisionistes : leur existence est soit ignorée, soit aseptisée pour s’accorder avec une interprétation sioniste complaisante de l’histoire.

Ce processus se poursuit encore aujourd’hui :

Les nombreux Juifs antisionistes qui ont soutenu Jeremy Corbyn ont été soit ignorés, soit chassés du Parti travailliste parce qu'ils ont sapé le récit antisémite bidon que Freedland et beaucoup d'autres ont promu pour se débarrasser d'un dirigeant qui soutenait véritablement le droit du peuple palestinien à la création d'un État.

Et les nombreux Juifs antisionistes qui participent aux marches de protestation contre le génocide à Gaza ont disparu parce qu'ils font mentir les discours des médias de l'establishment visant à dépeindre ces marches comme étant antisémites.

On notera que des dirigeants israéliens comme le Premier ministre Benjamin Netanyahu ont conclu des alliances privilégiées, tout comme Herzl le recommandait, avec des États ouvertement antisémites comme la Hongrie de Viktor Orban. Ils ont poursuivi la tradition initiée par Kasztner, qui s'est sauvé et a sauvé ses amis sionistes en sacrifiant des centaines de milliers de Juifs hongrois.

Soulignons aussi que, depuis des décennies, les gouvernements israéliens glissent inexorablement vers la droite, au point que des ministres de premier plan, comme Bezalel Smotrich, ministre des Finances, se déclarent ouvertement "*fascistes juifs*".

Néanmoins, leur idéologie sioniste n'est guère différente de celle de leurs prédécesseurs prétendument "*modérés*". La principale différence réside dans le fait qu'ils ne s'excusent pas de leur suprématisme juif et qu'ils affichent haut et fort leur mépris pour la vie des Palestiniens.

Le sionisme ressurgit simplement d'un placard où il a été en partie contraint de s'enfermer par la nécessité rhétorique de revendiquer une base morale pour ses actions et son souci d'apaiser l'opinion publique occidentale.

Ce n'est pas le fasciste autoproclamé Smotrich qui commet un génocide à Gaza. Ce sont les généraux de l'establishment israélien et son armée de citoyens.

M. Greenstein a récemment publié un livre essentiel, *Zionism During the Holocaust* [Le sionisme pendant l'Holocauste], qui traite en profondeur de la collusion entre ceux qui ont contribué à la fondation d'Israël et les nazis. Je recommande à tous de le consulter.

La trahison de l'alliance nazi-sioniste - consortiumnews.com/fr 24 juin 2024

Extraits.

En collaborant avec les nazis, un petit groupe de sionistes a affaibli la résistance antifasciste et contribué au génocide des Juifs d'Europe, écrit Stéphane Moore.

Aussi inconfortable que cela puisse paraître pour beaucoup, la politique actuelle d'apartheid d'Israël a pris forme à la veille de l'Holocauste, lorsque l'Allemagne nazie et un petit groupe de sionistes influents ont formé une alliance pour construire leurs États ethno-nationalistes.

Le 25 août 1933, les sionistes allemands signèrent un accord avec le gouvernement nazi qui a permis à certains riches juifs allemands d'immigrer en Polognealestine en échange de l'achat de produits allemands qui étaient ensuite exportés vers la communauté juive de Palestine.

Dans le cadre de cet accord, les sionistes ont également accepté de faire pression sur la communauté juive mondiale pour qu'elle mette fin à son boycott des produits allemands qui a commencé lorsque Hitler est arrivé au pouvoir.

Dans son histoire du mandat britannique, Le Septième Million, le journaliste israélien Tom Segey a écrit (voir page 539) que « *sauver les Juifs européens ne figurait pas en tête des priorités de la classe dirigeante [sioniste]* ». Au contraire, « la fondation de l'État était primordiale à leurs yeux ».

Lors d'une conférence du Parti travailliste sioniste en 1938, Ben Gourion a exposé sa formule pour déterminer qui devrait être sauvé après l'offre britannique de sauver des milliers d'enfants juifs d'Europe :

« Si je savais qu'il était possible de sauver tous les enfants d'Allemagne en les emmenant en Angleterre, et seulement la moitié des enfants en les emmenant en Eretz Israël, je choisirais la deuxième solution. Car nous devons prendre en compte non seulement la vie de ces enfants mais aussi l'intérêt historique du peuple d'Israël. »

Cependant, ce n'était pas seulement tous les enfants que les sionistes voulaient en Palestine, comme la majorité des shtetls pauvres d'Europe de l'Est et Russie.

"Nous voulons seulement le meilleur de la jeunesse juive venir chez nous... seuls les instruits peuvent entrer », a déclaré le futur président israélien Chaim Weizmann (voir page 498 du livre de Ben Hecht). Un enfant du siècle) à la Conférence Sioniste Mondiale de 1937 à Zurich, en Suisse,

« Les autres Juifs devront rester où ils sont et faire face au sort qui les attend.c'est eux. Ces millions de Juifs ne sont que de la poussière sur les roues de l'histoire et il faudra peut-être les éliminer. Nous ne voulons pas qu'ils affluent en Palestine. Nous ne voulons pas que Tel-Aviv devienne un ghetto de misère.»

En effet, les sionistes et les nazis étaient des âmes sœurs : tous deux bâtissaient des États ethno-nationalistes fondés sur la pureté raciale. - un concept de plus en plus adopté à l'époque - et tous deux s'opposèrent avec véhémence à l'assimilation des Juifs en Europe.

« L'attitude des sionistes face à la menace croissante de la domination fasciste en Allemagne était déterminée par certaines hypothèses idéologiques communes : » écrit le journaliste allemand Klaus Polkhen, dans No. 57 dans Les contacts secrets:

« Les fascistes ainsi que les sionistes croyaient en des théories raciales non scientifiques, et tous deux se retrouvaient sur le même terrain dans leurs croyances en des généralisations mystiques telles que le « caractère national (Volkstum)... et « l'exclusivité raciale ».

Voir les yeux dans les yeux avec les fascistes

A note au parti nazi de la Fédération sioniste d'Allemagne le 21 juin 1933 (page 155 du livre de Lucy Dawidowicz). Un lecteur de l'Holocauste) a assuré aux fascistes qu'ils étaient d'accord :

« Notre reconnaissance de la nationalité juive nous permet d'établir des relations claires et sincères avec le peuple allemand et ses réalités nationales et raciales... parce que nous sommes nous aussi contre les mariages mixtes et pour le maintien de la pureté du groupe juif. »

Athur Ruppin, sociologue qui a dirigé l'exécutif sioniste palestinien, a été directement influencé par les nazis et leurs théories.

Il croyait que le sionisme exigeait « la pureté raciale » et que «seulement les racialement purs peuvent venir au pays. Inspiré par les travaux de scientifiques nazis, il a effectué des mesures du crâne pour démontrer que les Juifs ashkénazes étaient supérieurs aux Juifs yéménites et s'est opposé à l'immigration des Juifs éthiopiens en raison de leur manque de « *lien de sang* ».

En fait, certains sionistes étaient ravis de l'antisémitisme nazi. Lors d'une réunion à Berlin en 1937 avec Adolf Eichmann, Feivel Polkes, membre de l'armée clandestine sioniste, a salué la terreur en Allemagne:

« Les cercles juifs nationalistes ont exprimé leur grande joie face à la politique allemande radicale à l'égard des Juifs, car cette politique augmenterait la population juive en Palestine, de sorte qu'on puisse compter avec une majorité juive en Palestine plutôt qu'avec les Arabes. » (Voir le numéro 74 de Polkhen dans Les contacts secrets)

L'admiration de Polkes était réciproque par Eichmann, qui affirmait : « Si j'avais été juif, j'aurais été un sioniste fanatique. En fait, j'aurais été le sioniste le plus ardent qui soit. »

Compte tenu de leurs points de vue similaires sur la race et l'édification de la nation, les nazis ont donné aux sionistes un traitement préférentiel dans presque tous les domaines (voir n° 62 dans Polkhen's Les contacts secrets). Ils étaient le seul groupe non nazi autorisé à porter son propre uniforme, à arborer son propre drapeau et à adopter une philosophie politique distincte jusqu'en 1939.

Alors que le ministère allemand de la Propagande interdit tous les journaux publiés par les communistes, les sociaux-démocrates, les syndicats et autres organisations progressistes, le journal sioniste, le *Judische Rundschau*, fut autorisé à publier sa propagande sans entrave de 1933 à 1939.

Contrairement aux sionistes allemands, la plupart des Juifs d'Europe résistaient aux fascistes – les combattant en Espagne – où 30 pour cent des membres de la Brigade Lincoln américaine étaient juifs – et en Pologne, où la moitié des 5,000 membres de la Brigade Lincoln américaine étaient juifs. Brigade Dombrowski les combattants étaient juifs, faisant passer des armes en contrebande vers les ghettos d'Europe de l'Est et poussant d'autres pays à venir à leur secours.

Dans le même temps, les sionistes faisaient tout leur possible pour faire échouer ces efforts.

En 1938, lors d'une crise mondiale conférence des 32 pays réunis à Evian-les-Bains, France, pour résoudre le problème des Juifs allemands et autrichiens fuyant les persécutions nazies, seule la République dominicaine est venue à leur secours en leur proposant jusqu'à 100,000 315 réfugiés juifs « des zones vacantes de terres fertiles, d'excellentes routes et une force de police qui maintient la loi et l'ordre ». (Voir page XNUMX de Après le procès du sionisme ougandais.)

Malgré l'offre généreuse, « *l'hostilité des sionistes était pure et sans compromis* », a écrit SB Beit Zvi, chercheur sur l'Holocauste.

"Les sionistes ont résisté (voir page 218) à tout ce qui est susceptible de mettre en péril leurs revenus de collecte de fonds.... Si les Juifs d'Amérique contribuaient à la colonie en République

dominicaine, ils pourraient donner moins au Fonds national juif ou au Keren Hayessod [Appel uni pour Israël]. »

De même, les sionistes étaient hostiles à diverses autres propositions et propose de réinstaller les Juifs en Australie, en Union soviétique, au Japon, à Madagascar et en Alaska. (Voir page 260 de L'accord de transfert par Edwin Black.)

« *Se concentrant sur la Palestine comme SEULE destination légitime pour une émigration à grande échelle, l'Organisation Sioniste Mondiale a rejeté, à partir de 1933, les opportunités de réinstaller les Juifs allemands dans des refuges ou des foyers autres que Eretz Israël, " écrit L'historien américain Edwin Black : « La position sioniste était claire : la Palestine ou rien. »* (Voir page 260 de Black L'accord de transfert.)

Même en 1943, alors que l'Holocauste était bien avancé, les sionistes continuaient de bloquer les Juifs qui tentaient de s'installer en dehors de la Palestine.

Lorsqu'un grand groupe d'orthodoxes américains les rabbins ont défilé À Washington, DC, demandant au président Franklin Delano Roosevelt de sauver les Juifs d'Europe, les dirigeants sionistes ont dissuadé le président de les rencontrer.

Jouant sur l'antisémitisme américain, le chef du Congrès juif mondial, le rabbin Stephen Wise, et Samuel Rosenman, de l'American Jewish Committee, dit à Roosevelt que les rabbins protestataires étaient des immigrants de première génération qui n'étaient « *pas représentatifs de la communauté juive américaine* » et qui n'étaient pas le genre de Juifs que Roosevelt devrait rencontrer. En effet, lorsqu'ils sont arrivés à la Maison Blanche, on leur a dit (mensongement) que Roosevelt n'était pas disponible.

Le train Kastner

Peut-être qu'aucun autre incident n'illustre mieux la trahison sioniste que la saga du Train Kastner, qui impliquait collaborer avec les nazis sur le sort des Juifs hongrois.

En avril 1944, au plus fort des exterminations, Adolf Eichmann a proposé un marché à Joel Brand, le chef du Comité hongrois d'aide et de sauvetage : les nazis épargneraient la vie d'un million de Juifs hongrois en échange de 10,000 XNUMX camions et autres marchandises en provenance des Alliés.

Brand s'est immédiatement rendu à Istanbul pour présenter la proposition à l'Agence juive qui, comme Brand l'a dit plus tard : manquait de tout sentiment d'urgence, puisque c'était plus concentré sur l'émigration juive vers la Palestine plutôt que sur le massacre en Europe.

De retour à Budapest, Eichmann a proposé un autre accord au leader sioniste Rudolph Kastner, collègue de Brand au sein du Comité : en échange de 1,000 25,000 dollars chacun (1,684 XNUMX dollars dans la monnaie actuelle), Eichmann permettrait le départ de XNUMX XNUMX Juifs pour la plupart aisés, dont la famille et les amis de Kastner, pour s'enfuir en train vers la Suisse. Dans le cadre de cet accord, Kastner a accepté de ne pas informer les Juifs hongrois qu'ils allaient mourir dans les crématoriums.

Entre mai et juillet 1944, 437,000 XNUMX Juifs, soit la quasi-totalité de la population juive rurale de Hongrie, furent déportés à Auschwitz, où la plupart furent gazés à leur arrivée.

En 1954, un juge israélien a statué que Kastner avait « *vendu son âme au diable* » en négociant avec Eichmann pour sauver certains Juifs, tout en « *ouvrant la voie au meurtre de la communauté juive hongroise* ». Il fut assassiné le 15 mars 1957. par membres du Léhi, la milice de droite israélienne, pour collaboration avec les nazis. Kastner a ensuite été réhabilité en tant que héros en Israël.

Beaucoup soutiennent encore que les accords de Haavara et l'accord de Kastner avec Eichmann étaient des décisions pragmatiques visant à sauver la vie de milliers de Juifs et à contribuer à la construction d'une patrie juive. Mais, comme le dit le journaliste américain Lenni Brenner écrit à propos de Haavara,

« Toutes les excuses selon lesquelles cela a sauvé des vies doivent être strictement exclues d'un examen sérieux... cela a sauvé des richesses, pas des vies... ou, plus exactement, une partie des biens de la bourgeoisie juive allemande. »

En fin de compte, la collaboration avec les nazis par un petit groupe de sionistes a brisé le boycott mondial contre l'Allemagne, affaibli la résistance antifasciste dans le monde entier et contribué au génocide des Juifs d'Europe.

En effet, l'Alliance sioniste-nazie est devenue aujourd'hui partie intégrante du fondement idéologique de la politique d'apartheid et de génocide d'Israël.

<https://consortiumnews.com/fr/2024/06/24/the-treachery-of-the-nazi-zionist-alliance/>

Argentine.

Argentine : Qualifiant ses rivaux de « rats », Milei voit lui et Trump comme des géants - 20 Minutes/AFP 3 septembre 2024

Le président ultralibéral de l'Argentine a prétendu être « *l'un des deux hommes politiques les plus importants* » au monde, avec l'ex-président américain Donald Trump, qualifiant au passage ses rivaux politiques de « *rats invisibles* », lors d'une interview avec la chaîne conservatrice LN + dimanche soir.

« Je suis considéré comme le plus grand défenseur des idées de liberté dans le monde », a poursuivi le chef de l'Etat en poste depuis décembre, évoquant ses rencontres avec « *les entrepreneurs les plus grands du monde* », stars de la Silicon Valley tels Mark Zuckerberg, Elon Musk ou encore Jeff Bezos.

Milei, en délicatesse avec le Parlement argentin, où son parti libertarien est minoritaire et où il a essuyé des revers législatifs récents, a raillé au passage « *l'agenda lilliputien de politiciens argentins insignifiants, des rats invisibles, qui ne pourront jamais aspirer à cela* ».

Bangladesh

Révolution colorée au Bangladesh - Réseau Voltaire 3 septembre 2024

Après avoir organisé le renversement d'Imran Khan au Pakistan, les États-Unis sont parvenus à renverser également Sheikh Hasina au Bangladesh. Un troisième changement de régime serait en préparation dans la région. Washington, chef du « monde libre », ne change donc pas : au mépris de la volonté des peuples, il leur impose des dirigeants.

Par Thierry Meyssan

Sheik Hasina, qui depuis quinze ans dirigeait le Bangladesh et était célébrée comme une championne de la démocratie, a été subitement renversée par la foule, le 4 août. Elle est accusée par le nouveau gouvernement d'avoir transformé son régime en dictature. Effectivement, les élections législatives du 7 janvier 2024 lui ont donné un parlement obéissant car elles ont été boycottées par l'opposition et, surtout, les manifestations de juillet-août ont été réprimées de manière sanglante, faisant au moins 250 morts, peut-être 650.

Comme toujours, les apparences sont trompeuses et les raccourcis médiatiques de pures intoxications.

Le 24 mai 2023, le département d'État US a interdit d'accès au territoire des États-Unis à certains dirigeants bengalais afin, disait-il, de les contraindre à organiser des élections libres et équitables [1].

Première anomalie : ingérences de la Commission européenne et du département d'État US

Le 6 janvier, c'est-à-dire la veille des élections générales boycottées par l'opposition, Maria Zakharova, porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, avait mis en cause les ingérences de la Commission européenne et du département d'État US dans l'organisation de ces élections [2]. Selon le Washington Post, Bharat serait intervenu auprès du département d'État pour que le changement de régime au Bangladesh se fasse en douceur.

On sait que l'International Republican Institute (IRI) et le National Democratic Institute (NDI) se sont largement investis dans la préparation de ses élections. Ces organismes, liés à la CIA, ont même reçu plusieurs millions de la National Endowment for Democracy (NED) pour cela.

La Cour suprême bengalie a restauré le système des quotas dans la fonction publique, en juin. Ceux-ci sont réservés aux vétérans de la guerre d'indépendance (1971) et à leurs descendants, ce qui favorise les membres de la Ligue Awami au pouvoir qui a fait la guerre d'indépendance. De jeunes diplômés se retrouvent sans perspective d'emploi. Une grève pacifique est organisée par des syndicats étudiants. Elle est interrompue durant les fêtes musulmanes (Aïd).

Après les élections de janvier 2024, un diplomate états-unien avait mis en garde Sheikh Hasina : si elle n'acceptait pas de céder une partie du territoire du Bengale, de créer un État chrétien à cheval sur le Myanmar et d'installer une base militaire aérienne étrangère sur l'île Saint-Martin, elle serait renversée. Le 24 mai 2024, c'est-à-dire deux semaines avant le début du mouvement contre elle, Sheikh Hasina avait rassemblé les dirigeants des 14 partis politiques de sa coalition pour les avertir de ce complot [3]. En vain.

Seconde anomalie : opérations de destruction des symboles du Bangladesh

Dès le début de la grève, en juin, des individus ont attaqué et vandalisé les monuments à la gloire du fondateur de la nation, Sheikh Mujibur Rahman (assassiné en 1975). Or, à ce moment-là, personne

ne critiquait cette gloire nationale. Il se trouve que celui-ci n'est pas seulement le père de la nation (Bangabandhu), mais aussi celui de la conseillère principale (Première ministre), Sheikh Hasina. C'est très exactement ce que l'on avait vu au début de la guerre en Syrie (2011) : des individus non identifiés avaient saccagé les statues d'Hafez el-Assad (1930-2000), que pourtant à l'époque, personne dans son pays ne contestait. Il s'agissait non pas de mettre en cause son héritage, mais de détruire des symboles de l'État de manière à délégitimer son fils et successeur, Bachar el-Assad.

Les médias internationaux n'ont pas attaché d'importance à ces actions contre les monuments publics. Ils étaient, selon toute vraisemblance, perpétrés par des membres du Parti nationaliste du Bangladesh (BNP). Cette formation, fut créée par Ziaur Rahman, président du Bangladesh de 1977 à 1981, date de son assassinat. Elle est favorable aux islamistes, tandis que la Ligue Awami est laïque. Toute l'histoire du demi-siècle d'existence du Bangladesh est une lutte entre islamistes et laïques. La présidente du BNP et ancienne conseillère principale (1991-1996 et 2001-2006), Khaleda Zia, est aujourd'hui en prison pour détournement de fonds. Son fils, Tarique Rahman, poursuit son combat depuis Londres (capitale de l'ancien empire des Indes dont le Bangladesh est issu) où il vit en exil.

Depuis mai 2023, le BNP a engagé Hunter Biden (fils du président états-unien) via la société Blue Star Strategies. L'accord précise qu'Hunter Biden touchera, en plus des frais de lobbying, 100 millions de dollars lorsque le BNP reviendra au pouvoir.

Les islamistes sont représentés par la Jamaat-e-Islami, fondée par Sayyid Abul Ala Maududi et Saïd Ramadan, représentant la Confrérie égyptienne des Frères musulmans. Ils militent contre l'État bengalais et pour le rattachement au Pakistan.

Le 10 juillet, une marche de protestation se heurte à des manifestants de la Ligue Awami. Le 19 juillet, les manifestants attaquent un centre de détention, libèrent les prisonniers et l'incendient. Les émeutes qui suivent font plus d'une centaine de morts. Le 4 août, de nouvelles émeutes font 97 morts supplémentaires. La conseillère principale, Sheikh Hasina, démissionne après 650 morts en deux mois et s'enfuit en Inde avec un hélicoptère militaire [4].

Troisième anomalie : un régime pacifique devient soudainement meurtrier

Sheikh Hasina n'avait jamais fait tirer sur la foule. Pourquoi, soudainement, a-t-elle répandu ce flot de sang ? Nous retrouvons ici la méthode mise au point par les États-Unis durant les guerres de Yougoslavie et que je les ai vus appliquer en Libye et en Syrie : des tireurs d'élite placés sur les toits blessent ou tuent à la fois des policiers et des manifestants de sorte que chacun considère l'autre comme un ennemi.

Le 6 août, Mohammad Shahabuddin, président de la République, dissout le Parlement et nomme Muhammad Yunus conseiller principal intérimaire (Premier ministre) du Bangladesh pour diriger le gouvernement après des discussions avec l'armée et le mouvement.

Quatrième anomalie : un outsider devient conseiller principal

Par un heureux hasard, Muhammad Yunus avait annoncé en juin son intention de revenir en politique et de gouverner le Bangladesh [5]. Il en va toujours ainsi dans les révolutions colorées : le gagnant n'est jamais celui qu'on croit.

L'économiste Muhammad Yunus (prix Nobel de la Paix 2006 pour sa pratique des micro-crédits) était entré en conflit avec Sheikh Hasina qui contestait l'action de sa banque de micro-crédits. Il

avait transféré 100 millions de dollars de subventions de divers pays à une entreprise familiale pour éviter de payer des impôts et facturait des taux d'intérêt élevés pour les femmes pauvres de 21 à 37 % [6].

Yunus est un ami personnel des Clinton et un donateur majeur de la Clinton Global Initiative (CGI). Les Clinton ont menacé Sheikh Hasina de s'opposer à un prêt d'un milliard deux cent mille dollars de la Banque mondiale si le Bangladesh poursuivait Muhammad Yunus. Faute de ce prêt, la construction du pont ferroviaire sur le fleuve Padma a été interrompue. Des journaux, financés par les États-Unis, ont prétendument révélé des rétro-commissions versées par l'entreprise de construction canadienne du pont à Sheikh Hasina. Celle-ci a crié son innocence et accusé Muhammad Yunus d'avoir ourdi ce complot. Il avait alors été défendu par l'ancien président de la Banque mondiale et membre du comité directeur du groupe Bilderberg, James Wolfensohn. Le procureur de la Cour pénale internationale (CPI), Luis Moreno Ocampo, est venu sur place en vue de procéder à des inculpations. Cependant il n'y a pas eu de poursuites bengalaises contre Muhammad Yunus et un tribunal canadien a établi qu'il n'y avait pas de malversation dans la construction du Pont de Padma.

Dès sa nomination, Muhammad Yunus s'est auto-attribué 25 ministères. Il a déclaré lors de sa première conférence de presse : *« J'ai pris les rênes d'un pays qui, à bien des égards, était un véritable gâchis. Dans ses efforts pour rester au pouvoir, la dictature (sic) de Sheikh Hasina a détruit toutes les institutions du pays. Le système judiciaire a été brisé. Les droits démocratiques ont été supprimés par une répression brutale qui a duré dix ans et demi »*.

Notes.

[1] « Controversial US visa policy for Bangladesh catches flak from India », Ranjan Basu, Dhaka Tribune, August 20, 2023.

[2] « Exposé de la porte-parole du Ministère des affaires étrangères, Maria Zakharova », Moscou, 6 juillet 2023.

[3] « China praises Bangladesh PM Hasina for refusing to permit foreign air base », Press Trust of India (PTI), May 28, 2024.

[4] « Sheikh Hasina alleges US role in ouster, says could've remained in power if she surrendered sovereignty of Saint Martin Island », Dipanjan Roy Chaudhury, Economic Times, August 11, 2024.

[5] « No competitive politics left in Bangladesh, says Nobel laureate Yunus », Ruma Paul, Reuters, June 11, 2024.

[6] « The Micro Debt », Tom Heinemann, January 26, 2011.

Brésil

Brésil : au nom de la « lutte contre la désinformation », la justice confirme le blocage du réseau social X - RT 3 sept. 2024

« *Ce tyran maléfique est une honte pour les juges* » : tel est le tweet lapidaire publié par le patron de X (ex-Twitter) Elon Musk ce 3 septembre, au lendemain de la confirmation par la Cour suprême brésilienne de la suspension de son réseau social dans le pays.

«*Elon Musk a démontré son manque total de respect pour la souveraineté brésilienne et, en particulier, pour le pouvoir judiciaire, en se positionnant comme une véritable entité supranationale, immunisée contre les lois de chaque pays*», a dénoncé Alexandre de Moraes, ancien ministre de la Justice de l'actuel président brésilien, Luiz Inacio Lula da Silva.

Dans un pays marqué par une élection présidentielle de 2022 agitée entre les candidats Bolsonaro et Lula, cette décision n'a pas manqué de faire polémique. Une manifestation est prévue le 7 septembre, jour où le pays célèbre son indépendance.

Une initiative saluée par le patron de X. Une pétition lancée sur la plateforme change.org, en faveur d'une destitution du juge brésilien, a déjà été signée par plus d'1,3 million de personnes. Même son de cloche du côté du Parlement du pays, où 146 députés brésiliens, sur les 513 que compte l'institution, ont signé un texte en faveur de la destitution du juge Moraes.

En France, des personnalités souverainistes ont apporté leur soutien à Elon Musk, à l'image de Florian Philippot et François Asselineau.

J-C - Intéressant, deux acteurs politiques de second plan d'extrême droite et de droite prétendument démocrates et souverainistes volent au secours du milliardaire libertarien qui se prend pour un maître du monde ou un dictateur entendant imposer sa loi à des Etats indépendants et souverains, dont ils souhaitent la disparition.

Ces populistes ont réussi à séduire un certain nombre de membres des classes moyennes. Qu'en ceux qui en pinçaient pour ces réactionnaires ?

Dossier.

Totalitarisme. Ils veulent contrôler notre vie de la naissance jusqu'à votre mort.

J-C – On a évidemment envie de leur répondre qu'ils aillent se faire foutre !

Question : Pourquoi, que craignent-ils donc tant que cela ?

Pardi la lutte de classe du prolétariat, son refus d'être réduit en esclavage, de se voir privé de liberté. Ils craignent que les exploités et les opprimés prennent leur destin en mains et se rassemblent pour renverser leur régime dictatorial, donc la crise qui frappe le capitalisme qui engendre la lutte des classes, ses contradictions qui conduisent à une explosion sociale, à une révolution politique et sociale, il leur faut donc les contenir par n'importe quel moyen sous peine de perdre le pouvoir ou que le socialisme se réalise.

Ils misent donc sur le conditionnement des masses, la fabrication du consentement, la stratégie du chaos et de la peur pour qu'elles se résignent à leur triste sort. Ils comptent sur le contrôle des consciences, mais aussi de tous les secteurs clés de l'économie qui leur échappent encore. Il leur faut accumuler toujours plus de richesses et accroître leur pouvoir, quitte à réduire les peuples à la pauvreté et à la précarité généralisée, à les priver de toute liberté et leur dicter leur mode de vie jusque dans les moindres détails, alimentation, santé, transport, éducation, manière de s'habiller ou d'occuper leur temps libre, leur sexualité, absolument tout doit y passer. Ils y ont fait le pari que soumis à un tel mauvais traitement durant une longue période, la résistance des masses s'en trouverait tellement affaiblie, qu'elles n'auraient plus la force ou les moyens de se révolter.

Si c'est ce qu'ils croient ou leurs intentions, ils se trompent lourdement. Absolument rien ne dit qu'ils parviendront à leurs fins, car dans la société il y a des couches dans les différentes classes qui refusent catégoriquement de se plier à leurs injonctions, de vivre plus longtemps dans une société décadente qui piétine leurs aspirations légitimes ou qui perçoivent plus ou plus consciemment la grave menace que représenterait l'adoption d'un comportement passive ou neutre, et plus le temps passera plus ces couches de citoyens éveillés gagneront en détermination, en audace, se renforceront et s'exprimeront librement, manifesteront bruyamment leur désaccord, chercheront une issue politique, à se donner le moyens pour la réaliser ou se soulever pour mettre fin à ce régime cauchemardesque, totalitaire qui les étouffe, et gageons comme chaque fois dans le passé qu'elles la trouveront.

C'est conforme au processus dialectique matérialiste qui préside à l'aventure humaine, quand les rapports sociaux existant n'engendre plus de progrès social ou pire, se traduisent par une régression sociale généralisée ou frappant la majorité de la population, ils doivent disparaître, à cette étape finale du cycle du règne de l'exploitation, cela signifie que la classe des capitalistes au pouvoir doit céder la place à la classe ouvrière, l'unique classe indépendante dont les intérêts coïncident avec ceux de l'ensemble de la société.

L'infantilisme et la culpabilisation sont aussi des procédés psychologiques efficaces pour amener les masses à obéir docilement, mais ils sont impuissants avec les éléments les plus instruits ou éveillés de la société, épris de justice sociale, de démocratie, de liberté.

Ils font semblant de vous informer, à les entendre ils seraient animés de bonnes intentions envers la population, vraiment, vous savez ceux qui vous ont imposé un masque, les test PCR, des "gestes barrières", le confinement, le code QR, la thérapie génique expérimentale, non il ne faut pas se bercer d'illusions ou se fier aux apparences, ce n'est que de la propagande politique déguisée, ce sont des malfaisants en service commandé.

Ils instrumentalisent tout de nos jours, la météo et le climat et ses différents éléments, la température, le niveau des océans, des rivières ou de la nappe phréatique, le vent, la pluie, les nuages, l'air qu'on respire et qu'on expire, le fameux CO2 qu'on leur recrache à la gueule, ces tyrans entendent imposer leur volonté à l'univers tout entier, ne croyez pas un instant qu'ils auraient une chance d'y parvenir. Ici dans le sud de l'Inde, ils ne sont jamais parvenus à faire porter un casque aux conducteurs de deux-roues à moteur bien que la législation l'impose et punisse les contrevenants. Plus on est pauvre et moins ils peuvent appliquer leurs lois, plus c'est l'anarchie ou la situation est incontrôlable, c'est ainsi. Pour qu'une dictature prenne et dure, il faut rassembler un minimum de conditions, mais il arrive toujours un moment où les contradictions sur lesquelles elles reposent ou qui en découlent finissent par exploser ou pourrissent sur pieds, de sorte qu'elle n'est plus tenable et disparaît, c'est juste une question de temps.

Les titres et articles suivants sont parus dans la page Yahoo consacrée à l'actualité politique, qui n'ont rien à voir avec elle, mais qui sait.

Attention à la goutte qui fait déborder le vase !

Une consommation élevée de ce type de boisson augmenterait le risque de goutte, selon une étude - Femme Actuelle 30 août 2024

Chez les hommes comme chez les femmes, ils ont observé que la consommation de champagne, de vin blanc, de bière, de cidre et de spiritueux était associée à un risque accru de goutte, mais l'effet le plus important était celui de la bière et du cidre. Femme Actuelle 30 août 2024

Cela vous tenterait-il de devenir diabétique ? Non, alors vous savez ce qu'il vous reste à faire.

Cet aliment qu'on a tous dans notre frigo et que l'on consomme quotidiennement augmente le risque de diabète de 15% - Grazia 31 août 2024

L'étude souligne qu'une consommation quotidienne de 50 grammes de viande transformée, soit l'équivalent de deux tranches de jambon par exemple, est associée à un risque 15 % plus élevé de développer un diabète de type 2 au cours de la décennie suivante. Pour la viande rouge, 100 grammes par jour, équivalant à un petit steak, sont liés à une augmentation de 10 % du risque. Même la volaille, souvent perçue comme une option plus saine, n'est pas épargnée : 100 grammes par jour augmentent le risque de diabète de 8 %.

J-C – Ici la viande est si chère, qu'on en mange forcément très peu, ce serait plutôt 100 grammes par semaine que par jour. Tenez, on est quoi, mercredi 4 septembre, je n'en ai pas mangé depuis, depuis quand déjà, j'ai oublié, jeudi ou vendredi dernier, 30 à 50 grammes maximum, entre temps j'ai mangé une demi-douzaine d'œufs.

Mes 4 chiens en mangent au total 600 grammes par jour, ce sont des chiens ! Les deux plus jeunes ont le droit à un œuf par jour chacun. Ce sont des clébards normaux, pas des chiens de race, mais je tiens à ce qu'ils soient en bonne santé.

Osez l'ascétisme !

Consommée à jeun, cette boisson peut nuire à votre santé selon les spécialistes - Closer 31 août 2024

Il s'agit bien sûr du bon vieux café. Sans le petit coup de fouet matinal de cette boisson, impossible de commencer sa journée dans la bonne humeur et avec une bonne dose d'énergie. Boire du café à jeun est nuisible pour la santé, ont confirmé des experts. Le café est plutôt acide, "*sans nourriture pour tamponner l'acide, votre estomac peut réagir en produisant encore plus d'acide, ce qui provoque des brûlures d'estomac*", a expliqué le nutritionniste Rob Hobson au Daily Mail. La gastro-entérologue Supriya Rao a, quant à elle, alerté sur les effets du café à jeun sur l'acidité de l'intestin. Closer 31 août 2024

J-C – Ici on carbure au thé vert dit organique ou sans produit chimique, jus de fruit et pain complet (également organique et pas cher du tout), grillé et tartiné au beurre salé, le black coffee vient plus tard.

Pour soigner ou sauver votre peau, soyez dégueulasse !

Selon les dermatologues, voici le vrai nombre de douches que l'on devrait prendre quand on vieillit - Grazia 30 août 2024

Quand il s'agit d'habitudes d'hygiène et plus particulièrement de la fréquence des douches, difficile de mettre tout le monde d'accord. Le sujet fait débat et chacun à sa team ou ses petites préférences. Grazia 30 août 2024

"Plus on avance dans l'âge, plus il convient d'espacer les douches pour la simple et bonne raison qu'au fil du temps, la peau s'assèche et n'arrive plus à fabriquer autant de sébum qu'avant. Les séniors ont une peau plus fine et plus sèche, qui tiraille et démange davantage que chez les personnes plus jeunes", explique le Dr Sylvie Meaume, dermatologue et chef de service de Gériatrie Plaies et Cicatrisation (AP-HP Rothschild), dans les colonnes du Journal des Femmes.

Cela reviendrait à réduire le nombre de douches à deux par semaine. Certaines zones clés doivent toutefois être nettoyées tous les jours. C'est le cas des aisselles, mais aussi de la zone entre les orteils ou des parties intimes. Selon les chercheurs d'Harvard Medical School, les douches devraient durer 3 à 4 minutes maximum.

J-C – Vous n'avez pas remarqué en France que beaucoup de vieux puent. C'est la réflexion que je m'étais fait quand j'étais gosse, puis à l'adolescence et plus tard. Certains se négligent parce qu'ils vivent seuls et abandonnés de tous, cela se comprend. Tout doit commencer à se décomposer ou pourrir à l'intérieur, je ne sais pas. Soit ils ne se lavent pas assez souvent, soit ce sont leurs vêtements qui sont dégueulasses, parce qu'ils n'avaient plus la force ou l'envie de les laver. Même chez eux ça sent mauvais ou le renfermé.

Ici en Inde à cause de la chaleur et de l'humidité, de la poussière, on prend au minimum une bonne douche par jour, et on se change entièrement, c'est la règle dans tous les ménages, et pourtant la plupart (95% ou plus) des femmes lavent encore le linge à la main.

J'avais cru qu'ils étaient plutôt aphrodisiaques, ils ont dû changer "les règles" !

J-C – Je ne m'en suis jamais aperçu en mangeant de la cuisine indienne tout au long de l'année.

Dysfonction érectile : consommer ce type de plats "plus de trois fois par semaine" serait associé à un risque plus élevé, selon des scientifiques - Femme Actuelle 30 août 2024

Selon l'Assurance Maladie, environ un homme sur dix connaîtra des difficultés érectiles à un moment donné de sa vie. Ces troubles se définissent par une incapacité persistante à obtenir ou à maintenir une érection suffisante pour une activité sexuelle satisfaisante. (Cela mériterait au moins

un arrêt de travail jusqu'au rétablissement d'une activité sexuelle normale, productivité oblige ! – J-C)

Les chercheurs ont constaté que la consommation d'aliments épicés pouvait avoir un rôle à jouer dans la dysfonction érectile. En effet, "*manger des aliments épicés plus de trois fois par semaine était associé à un risque plus élevé de dysfonction érectile*", notent les spécialistes dans leurs conclusions. Ces derniers soulignent qu'une "*fréquence élevée de consommation d'aliments épicés était associée à un facteur psychologique et à des niveaux de testostérone plus faibles*".

J-C – Chez eux, c'est le niveau de neurones qui doit être très faible.

Si vous ne souhaitez pas prolonger le cauchemar plus longtemps, éviter les pommes de terre !

Selon cette étude norvégienne, ce légume qu'on adore peut augmenter considérablement l'espérance de vie - Grazia 30 août 2024

Si on vous dit : frite, purée ou encore gratin dauphinois ? Vous l'avez deviné, c'est bien de la pomme de terre que l'on parle. Comme le rapporte RTL, d'après une étude menée sur près de 80 000 Norvégiens pendant plus de 30 ans, manger régulièrement de la pomme de terre pourrait nous aider à vivre plus longtemps.

Plus concrètement, une consommation quotidienne de 100 g de pommes de terre pourrait réduire de 4 % le risque de mortalité, particulièrement celui lié aux maladies cardiovasculaires.

Cette diminution du risque de mortalité s'expliquerait principalement par la teneur en potassium des pommes de terre. Ce minéral, présent dans de nombreux fruits et légumes, joue en effet un rôle crucial dans la régulation de la pression artérielle. En abaissant la tension artérielle, le potassium contribue à diminuer le risque de maladies cardiovasculaires, qui est l'une des principales causes de décès dans le monde.

Alerte. Les scarabées franchiront-ils la frontière, that is the question !

"Ils vont faire de gros dégâts localement sur les cultures" : appel à la vigilance des autorités françaises face à l'arrivée des scarabées japonais - franceinfo 3 septembre 2024

Attention au *Popillia Japonica* ! Dans l'est de la France, les autorités appellent à la vigilance après la détection de foyers de scarabées japonais en Suisse et notamment à Bâle, à la frontière, en juin dernier. Cet insecte qui, comme son nom l'indique, provient du Japon, ne présente aucune menace pour la santé humaine mais s'attaque à la végétation et peut provoquer de gros dégâts dans les cultures. Il est donc sous haute surveillance. Un réseau de pièges a été installé dans le Haut-Rhin à la frontière franco-suisse. Et pour le moment, heureusement, aucun spécimen n'a été capturé.

Pour le moment, le scarabée japonais ne semble pas avoir franchi la frontière, mais la zone tampon reste en place. "*Les mesures de surveillance et de lutte, on les a encore pour trois ans.*" Et les pièges seront relevés jusqu'à fin septembre, avant d'être réinstallés à la saison des éclosions l'été prochain.

Toute personne pensant être en présence d'un scarabée japonais est appelée à opérer un signalement en écrivant et en envoyant des photos si possible à l'adresse suivante : sral.draaf-grand-est@agriculture.gouv.fr (service régional de l'alimentation/DRAAF Grand Est), en mettant en objet : "*Signalement Popillia*".

Le capitalisme rend malade ou nuit gravement à votre santé.

Faire la grasse matinée permettrait de réduire le risque de maladies cardiaques - 20 Minutes 3 septembre 2024

Après une semaine bien chargée, nombreux sont ceux qui décident de faire la grasse matinée le week-end. Selon les chercheurs du Centre national des maladies cardiovasculaires de l'hôpital Fuwai de Pékin (Chine), il s'agit d'un réflexe véritablement salutaire pour leur santé.

Présentée ce dimanche lors de l'édition 2024 du Congrès de la société européenne de cardiologie, et rapportée par Eurekalert, leur étude tend en effet à prouver que les personnes qui rattrapent le week-end le sommeil perdu en semaine diminuent leurs risques de développer des maladies cardiaques.

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 8 septembre 2024

Je pense que c'est dommage que je ne sois pas parvenu à développer mon courant politique ou que personne n'ait voulu me rejoindre, qu'on ne se soit pas compris, car je crois qu'en 16 ans on aurait pu recruter des dizaines, voire des centaines de militants. Pourquoi ? Parce que les faits m'ont donné raison 9 fois sur 10, comme base ou preuve de cohérence, de sérieux, d'honnêteté, de sincérité, de détermination et surtout de confiance, je crois qu'en étant très exigeant, il serait difficile de faire ou de trouver mieux. Je dis cela en toute simplicité ou modestie connaissant mes faiblesses et lacunes, parce que je n'ai jamais eu d'ambition personnelle dans la vie, c'est d'ailleurs ce qui m'a perdu paradoxalement quelque part.

Qu'on ne se méprenne pas, je ne souhaite pas former un club de discussion ou un asile pour dépressifs ou démoralisés aigris et pleurnichards en mal d'idéal, je n'ai que le socialisme à leur proposer, avec en prime toute l'affection qu'un humaniste désintéressé peut transmettre, à condition qu'ils l'acceptent.

Les qualités morales sont rarement récompensées au cours de la vie, c'est ce que j'ai pu constater à de multiples reprises à bientôt 69 ans. C'est la réflexion que je me suis faite encore les deux derniers jours, en regardant *Le curé de Tours* et *Boule de suif*, deux adaptations cinématographiques de nouvelles de Balzac. J'y suis autant attaché qu'au socialisme.

Mettons les choses au point.

LFI n'a que 72 députés, ils ne représentent que 12% des 577 députés.

Les députés du NFP ont été élus sur un programme réformiste au rabais, qui n'égratigne même pas les fondements du capitalisme.

L'oligarchie qui a mis en place Macron le sait. Elle savait aussi que parmi les composantes du NFP la plupart ne se battraient pas pour qu'il soit appliqué, en réalité aucune si la pression était trop grande sur elles. Alors, pourquoi voudriez-vous qu'elle leur fasse la moindre concession, elle sait que leurs dirigeants n'ont pas le choix, soit ils capitulent en rase campagne, soit ils l'affrontent directement, or elle sait qu'ils n'ont ni l'envie ni les moyens, dès lors elle n'a pas à tenir compte du nombre d'élus obtenus par le NFP (193), elle n'a pas besoin d'eux pour gouverner, elle a mieux sous la main avec Ensemble et LR qui totalisent plus de 200 élus, donc davantage que LFI, tout en s'assurant de la neutralité du RN. Et le tour est joué !

Pour cette raison j'ai été ulcéré par les vociférations et gesticulations des dirigeants du NFP pendant 52 jours, et ils continuent sur le même registre, on nous a volé la victoire, alors qu'en réalité ils ont tout juste gagné le droit de la fermer !

On va continuer à démasquer et combattre ces imposteurs, ces traîtres qui ne sont que des agents du régime, on demeurera fidèle à notre orientation politique socialiste, que les lecteurs l'approuvent ou comprennent pourquoi ou non, peu importe, je n'ai rien à perdre contrairement à eux.

Trois quarts des Français jugent que « Macron n'a pas tenu compte des résultats des législatives », selon un sondage - 20minutes.fr 6 septembre 2024

Gouvernement - Plus de la moitié des Français pense que Jean-Luc Mélenchon a raison de dire que le président a « volé l'élection au peuple français »

D'après un sondage Elabe pour BFMTV publié ce vendredi, 74 % des Français jugent qu'Emmanuel Macron n'a pas tenu compte des résultats des législatives. Plus de la moitié des sondés (55 %) estiment même que Jean-Luc Mélenchon a raison de dire que le président a « volé l'élection au peuple français ».

Seules 4 % des personnes interrogées considèrent que le président a « tout à fait » tenu compte du vote des Français lors des législatives anticipées. Fait intéressant : 60 % des abstentionnistes estiment que Jean-Luc Mélenchon a raison de dire que l'élection a été « volée » au peuple français. 20minutes.fr 6 septembre 2024

J-C – Confirmation. C'est chez les abstentionnistes dont j'ai fait partie, qu'il faut chercher les véritables opposants au régime, et non dans tous ces partis pourris idéologiquement.

Ils auront mis moins de 24h pour bidouiller un sondage.

Sondage : 51 % des Français accordent leur confiance à Michel Barnier - Publicsenat.fr 6 septembre 2024

Entendu.

- « Ce que fait Macron, c'est préparer la victoire du RN. »

J-C - Peut-être, souvent l'original finit par supplanter la copie ou la copie précède l'original.

Confirmation. Avec si peu de manifestants, au moins on est fixé.

J-C – Nos dirigeants sont des professionnels de l'autosatisfaction, de l'autosuggestion, de l'autoproclamation destinées à tromper leurs militants, et gare à ceux qui osent les contredire car ils ont toujours raison. Ils vont nous sortir que dans le contexte actuel, désillusionnées, c'était prévisible que les travailleurs et jeunes ne se mobilisent pas massivement, la faute à qui, je vous le demande.

J'y vois une énième confirmation de mon analyse de la situation. Voilà à quoi conduisent le déni de la réalité et l'opportunisme. Le niveau théorique des travailleurs et jeunes, ainsi que celui des militants du mouvement ouvrier, a atteint un tel degré de médiocrité, qu'en dehors des luttes isolés pour des revendications alimentaires il n'y a rien à en attendre avant longtemps.

Je n'ai jamais tenu un autre discours, ce qui m'a valu la détestation de bien des militants, sans que je le modifie d'un iota, tout en continuant à diffuser les idées du socialisme et à défendre le marxisme ou une orientation politique révolutionnaire, car ce n'est pas parce que la révolution est renvoyée à un avenir indéterminé, qu'on devrait capituler, rejoindre les rangs des opportunistes ou leur accorder la moindre concession, vous avez vu où cela a mener ceux qui s'y sont essayés, à célébrer la démocratie ou envisager de cohabiter avec Macron, plutôt crever !

AFP - Samedi 7 septembre, deux jours après la nomination de Michel Barnier comme Premier ministre, entre 110 000 et 300 000 manifestants de gauche ont défilé dans plusieurs villes de France contre « *le coup de force de Macron* ».

Avec quelque 150 mobilisations prévues, la gauche, LFI en tête, a choisi la rue comme tour de chauffe d'un automne politique qui s'annonce brûlant. Sur X, la cheffe de file des députés LFI Mathilde Panot a revendiqué 160 000 manifestants à Paris et 300 000 en France. Selon le ministère de l'Intérieur, les cortèges ont rassemblé 110 000 personnes dans tout le pays dont 26 000 dans la capitale.

Nantes. La manifestation a rassemblé entre 2.500 selon la préfecture et 8.000 participants selon les organisateurs.

Nice de 900 à 1.000 personnes selon les sources ont manifesté derrière la banderole "*Défendons notre démocratie*". AFP 7 septembre 2024

Des illusions à revendre !

A entendre les dirigeants de LFI et du NFP, ils croyaient que Macron allait leur faire cadeau du pouvoir, qui peut croire un truc pareil, ils savaient parfaitement à quoi s'en tenir, peut-être pas tous car il y a un paquet d'arriérés parmi eux, mais c'est surtout nous qu'ils prennent pour des cons.

La preuve. Et quel aveu !

Qui a dit hier 7 septembre en s'adressant au despote Macron : "*vous avez dissous, alors que personne ne vous l'a demandé*" ? lepoint.fr 7 septembre 2024

Réponse : Mélenchon, non seulement la composition de l'Assemblée nationale avant le 7 juillet dernier lui convenait parfaitement, c'est lui qui l'a déclaré, donc la question de la dissolution ne se posait pas, et pas davantage la mobilisation pour chasser Macron. Maintenant il peut scander Macron démission après l'avoir sauvé.

Cocu ! Qui est-ce qui les a appelés à voter ? A bas le parlementarisme !

Le choix de Barnier « dit clairement aux gens qui s'ils n'étaient pas allés voter aux législatives 2024, ça aurait été la même chose », dénonce Aymeric Caron. Le HuffPost 7 septembre 2024

Aymeric Caron « *très en colère* » ne fera plus front républicain.

« *Le front républicain repose sur l'idée que malgré des différences, il y a un socle républicain sur lequel on s'accorde. Quand je constate que ceux avec qui on est censé faire barrage appliquent des idées qui deviennent celles du RN et qu'ensuite ils passent des accords avec eux, on ne peut plus dès lors compter sur un front républicain pour de prochains évènements politiques* », tranche Aymeric Caron. Le HuffPost 7 septembre 2024

J-C – Pour ce philistin, entre la classe des capitalistes et celle des ouvriers, il n'y aurait que « *des différences* » tellement insignifiantes qu'il ne s'est même pas donné la peine de les citer, autrement dit, il n'existerait pas entre elle un antagonisme inconciliable d'intérêts.

Quant au « *socle républicain* » sur lequel il s'accorde avec nos ennemis, ce sont les rapports entre les classes qui sont imposés à la classe ouvrière, qui consacrent la domination de classe des capitalistes, puisque c'est cette dernière qui détermine le contenu du « *socle républicain* ». C'est un acte de vassalité en somme auquel il se livre, et qu'il estime louable !

Ils vous ont bien baisés ! On dit merci à qui ?

De très nombreux témoignages estiment qu'Emmanuel Macron n'a pas respecté le front républicain en optant pour l'ancien ministre RPR (l'ancêtre de LR) et en sollicitant l'avis de Marine Le Pen pour le choix de son Premier ministre.

"*A quoi bon voter ?*" : après la nomination de Michel Barnier à Matignon, les électeurs du NFP expriment leur "déception" et leur "colère" - francetvinfo.fr 07 septembre 2024

Dans la manif à Rennes.

- « *On s'est mobilisés comme des fous pour inciter des gens à aller voter. Franchement, on a galéré et on a réussi à faire gagner le NFP. Et pour quel résultat ? On nous méprise. Les gens, ils n'iront plus voter. La démocratie, elle ne va pas s'en relever* », craint Coline.

- A ses côtés, son ami Harry partage la même amertume. « *C'est un glissement vers la droite et l'extrême droite. Je ne me sens pas du tout représenté, pas du tout entendu. A quoi ça servait de voter ?* », interroge le jeune homme.

- Awen, 20 ans. « *De toute façon, ça ne changera rien.* » 20minutes.fr 07 septembre 2024

Pourvu qu'ils disent vrai, cela fera réfléchir la jeunesse à toutes les mystifications dans laquelle une partie d'entre elle s'est laissé embarquer.

Premier ministre : « *Il nous crache à la gueule* »... Nommer Michel Barnier, un doigt d'honneur à la jeunesse ? - 20minutes.fr 07 septembre 2024

Emmanuel Macron a fait un choix. Celui de se couper d'une partie de sa jeunesse. Alors qu'il avait bâti son discours sur le renouveau de la politique et la start-up nation pour se faire élire en 2017, le président de la République a cette fois opté pour un choix très conservateur. Une nomination

unanimentement critiquée ce samedi par l'ensemble des manifestants que nous avons rencontrés. Pouvaient-ils faire pire choix pour sa jeunesse ? 20minutes.fr 07 septembre 2024

Vous vivez encore trop bien pour réfléchir !

J-C – Macron dispose encore d'une large marge de manœuvre pour leur pourrir la vie, voilà ce que cela signifie aussi. Et il va en profiter.

- De nombreux sympathisants de gauche ont répondu à un appel à témoignages de franceinfo pour faire part de leur incompréhension après l'arrivée, jeudi, d'une figure historique des républicains au poste de Premier ministre. francetvinfo.fr 07 septembre 2024

J-C – Pourquoi ont-ils cru dans le NFP plutôt que dans le PT ou LO, par exemple ? Pourquoi ont-ils écouté le discours de ses dirigeants ? Pourquoi ont-ils fait confiance à Macron ? Pourquoi ce sont-ils laissé influencer par les médias ? Ils ne savaient pas depuis le temps qu'ils avaient affaire à des menteurs, des manipulateurs, des ordures ? Ils ont tout faux !

- *"J'ai mis six fois un bulletin Macron dans l'urne depuis que je suis majeur pour empêcher le RN de gagner. Et de voir une sorte d'alliance entre Macron et Le Pen pour empêcher la proposition du NFP, cela me fait très peur sur l'état de notre démocratie"*, témoigne Quentin, habitant de Saint-Denis de La Réunion.

- *"On a fait barrage au RN en votant et on a l'impression qu'il y a désormais un barrage anti-gauche à l'Assemblée, alors que la gauche est quand même républicaine"*, se désespère Grégoire.

- Vincent, Parisien de 30 ans, espère également une réaction des parlementaires dans les semaines à venir : *"Certains députés Renaissance ont affiché leurs distances avec le président Macron, on peut souhaiter qu'ils prennent leurs responsabilités et se joignent au NFP pour censurer un gouvernement Barnier."*

- *"Je ne comprends pas le jeu actuel. Quel intérêt a-t-il à nommer quelqu'un qui ne fait pas partie de l'Assemblée nationale, sauf à séduire l'extrême droite pour lui tendre le pouvoir à la prochaine élection ?"*, s'interroge aussi Léa.

- *"C'est un coup politique, loin des attentes des Français"*, confie Kilian, sympathisant écologiste. *"Après le Front républicain, Emmanuel Macron se retrouve à choisir un candidat que le RN accepte"*, regrette ce Nantais de 40 ans.

- *"Michel Barnier, c'est la droite réac', RN compatible"*, juge aussi Aurélie, 38 ans. *"Je ne vois pas comment un homme de l'ancienne politique comme Barnier pourra gouverner sereinement"*, considère Yoann, Grenoblois de 29 ans.

- *"On écarte une candidate lesbienne pour choisir un Premier ministre qui a voté contre la dépénalisation de l'homosexualité... Quel est le message ? Maintenant, je me dis : à quoi bon voter ?"*, s'interroge cette Parisienne de 31 ans.

- *"Tout ça pour ça, je suis un peu étonné et déçu"*, enchaîne Barnabé, un Breton de 19 ans, qui a voté pour la première fois cette année et qui a choisi un bulletin du NFP.

- *"On convoque des élections, le NFP est en tête et on ne fait pas l'effort de nommer une personne issue de la gauche"*, Alexandre, étudiant en droit de Besançon.

- *"On a voté et le parti perdant est nommé ?"*, s'étonne aussi Valérie, soutien de Jean-Luc Mélenchon. *"Les gens vont dire encore que ça ne sert à rien de voter. Après sept ans de Macron, on continue la même politique dont on ne voulait plus, c'est extrêmement choquant"*, détaille cette Varoise de 53 ans.

- *"Aujourd'hui, c'est clairement la fin du barrage républicain"*, estime Emmanuel, 38 ans, sympathisant LFI de Rennes. *"On a pour une fois une jeunesse qui s'est mobilisée dans les urnes. Finalement, on passe d'un Premier ministre très jeune à un monsieur qui ne parle à personne. Le symbole est désastreux"*, ajoute-t-il.

- *"Personne n'a gagné, mais certains ont moins perdu que d'autres et puisque le NFP a le nombre le plus important de députés, la tradition républicaine voulait qu'on choisisse dans le groupe vainqueur"*, poursuit Christophe, retraité de l'Éducation nationale, qui ne cache pas sa *"déception"*.
francetvinfo.fr 07 septembre 2024

Mimétismes. La crise des institutions du capitalisme est mondiale.

- **La vague de démissions se poursuit en Israël après celle du chef du renseignement de la police**

Kuleba avec d'autres ministres ukrainiens présentent leur démission

Plusieurs ministres ukrainiens présentent leur démission. Restructuration majeure du gouvernement en Ukraine, six ministres dont le ministre des Affaires étrangères Dmytro Kuleba, présentent leur démission avec le chef du fonds des biens de l'État de l'Ukraine.

Italie: le ministre de la Culture, empêtré dans une affaire d'adultère, démissionne -AFP

Brésil: Lula limoge un ministre accusé de harcèlement sexuel - AFP

Confronté à la première affaire de mœurs au sein de son gouvernement, le président brésilien Luiz Inacio Lula da Silva a limogé vendredi son ministre des Droits humains, Silvio Almeida, accusé de harcèlement sexuel par plusieurs femmes, dont une autre ministre. Silvio Almeida, 48 ans, a expliqué vendredi soir dans un communiqué avoir *"demandé au président Lula de (le) limoger"*.

Commentaire publié par France-Soir

- Question : Depuis quand les libertariens alliés de Trump seraient-ils un antidote contre le totalitarisme ?

- Le réseau X " *l'un des antidotes les plus puissants contre le totalitarisme croissant que veulent imposer l'État profond américain et les forces mondialistes*"

Question : Depuis quand les réseaux sociaux "*nous sauvent de la dictature féroce de la pensée unique et obligatoire*", alors que cette dictature n'a jamais été aussi omniprésente ou répandue dans le monde ?

- Que serions-nous si les réseaux sociaux n'étaient pas là pour permettre un débat libre et éclairé, autoriser les controverses. Ils nous sauvent de la dictature féroce de la pensée unique et obligatoire en proposant aux individus le schéma directeur de la confiance et de l'intelligence collective.

Si je peux me permettre, votre égarement idéologique vient du fait que vous vouez un culte à ce que vous appelez "*l'État de droit*", parce que vous ne pouvez pas ou vous ne souhaitez pas caractériser la nature sociale (capitaliste) de cet Etat et rompre avec lui.

Commentaire publié par le blog Le Grand Soir

- @boizenmieux

Barnier : Un technocrate de Bruxelles compatible avec l'extrême droite et représentant les "*gens d'en haut*", Barnier à tout bon ! Et ceux qui réclament à cor et à cri le "*respect de la démocratie*" ont tout faux.

Pauvres d'esprit que nous sommes, et dire que nous ignorions jusqu'à présent qu'on vivait en démocratie en France...

JLM - "*... J'en appelle donc à la mobilisation la plus puissante que possible le 7 septembre pour le respect de la démocratie pour le respect de la bonne compréhension de ce que sont des institutions républicaines placées sous la souveraineté du peuple et pour la dignité personnelle de ceux qui ont été votés et qui ont donné un avis que personne n'a le droit d'effacer c'est bien le moment de dire plus que jamais en France vive la république*"

Questions : Sous quel régime sommes-nous ? Dans quel cadre constitutionnel se sont déroulées les élections législatives ? Les intérêts de quelle classe privilégiait la Constitution de la Ve République ou quelle était la nature sociale de l'État ? Je sais que ce sont beaucoup de questions que de nombreux lecteurs ne souhaitent pas se poser, et pour cause.

Traduction : Mélenchon en appelle au "respect de la démocratie", ce qui signifie que la Constitution de la V^e République ne serait pas bonapartiste et antidémocratique, elle serait plus que compatible avec l'exercice de la démocratie, elle en serait le garant. Vous avouerez, en tant que démocrate, il faudrait être idiot ou avoir perdu la tête pour vouloir se passer d'une Constitution aussi vertueuse, envie et copiez par bon nombre de dictateurs africains !

Il y a près de 50 ans déjà, quand Mélenchon rejoignit la social-démocratie ou quand il adopta son idéologie si vous préférez, il signifia qu'il ne romprait jamais avec le capitalisme et ses institutions, qu'il avait rompu définitivement avec le socialisme, et de fait, soyons honnête, il tint parole.

Quand le NFP a déclaré qu'il était prêt à "*cohabiter*" avec Macron, chacun aurait dû en tirer les conclusions qui s'imposaient, à savoir que pour qu'une coalition de partis puisse gouverner, il faudrait obligatoirement qu'elle applique un programme politique conforme à celui de Macron, donc conforme aux intérêts des capitalistes, car il était impensable qu'il accepte qu'un gouvernement qu'il présiderait abroge certaines mesures ou lois antisociales ou liberticides adoptées depuis 2017.

Le NFP a sauvé Macron, à moins qu'il n'ait jamais été menacé.

C'est le NFP en appelant au second tour des élections législatives au "front républicain" en faveur des candidats de la coalition présidentielle Ensemble et de LR qui a permis à la droite parlementaire de sauver les meubles et de se retrouver avec suffisamment de députés pour que Macron puisse désigner un Premier ministre issu de la droite parlementaire.

Car en réalité, c'est elle qui dispose d'une majorité relative et non le NFP. Ensemble a 166 députés + 47 députés LR = 213 + quelques députés parmi les 8 non-inscrits et les 21 de LIOT.

C'était mentir aux travailleurs et aux militants, de leur faire croire que le NFP avait remporté ces élections. C'était les tromper de leur faire croire que le NFP pourrait gouverner. C'était les trahir de leur faire croire que le NFP appliquerait un programme politique conforme à leurs besoins sociaux sans rompre avec Macron, les institutions de la V^e République et le capitalisme, et l'UE, etc.

- En observant la réaction de la majorité des masses à la dictature hygiéniste de janvier 2020 à décembre 2022 (ou plus), puis à la dictature énergétique et climatique, au récit frauduleux de la guerre en Ukraine, au génocide des Palestiniens, à l'emballement de la hausse des prix (énergie, alimentation, etc.), autant d'expériences d'une violence extraordinaire vécues directement ou en direct, autant d'expériences auxquelles elles répondirent en faisant preuve d'une relative passivité ou indifférence, bref, en prenant en compte ce contexte, il était facile de se faire une idée assez précise de leur état d'esprit du moment et de leur niveau de conscience en général ou plutôt de conditionnement, pour ne se faire aucune illusion sur la manière dont elle aborderait les élections législatives et leur dénouement.

Pourquoi ? Parce que fondamentalement rien dans leur condition n'avait changé, donc il n'y avait pas de quoi imaginer qu'autre chose adviendrait, que ce qui est en train de se dérouler sous nos yeux.

Ceux qui doivent se poser de sérieuses questions ou qui ont un grave problème politique à résoudre, ce sont tous ceux qui s'attendaient à autre chose, comme chaque fois du reste, à un miracle semblait-il, puisqu'il y a même des croyants ici, c'est stupéfiant ! Personnellement je ne me sens pas concerné, puisque j'avais appelé au boycott. Certains en arrivent à dire "*tout ça pour ça*", eh oui comme en 81, c'est pitoyable 53 ans plus tard !

Vous me direz qu'on aurait pu tout aussi bien remonter au Front populaire de 36, qui se termina par le vote des pleins pouvoirs à Pétain, quelle époque glorieuse, je les vois déjà d'ici hurler au raccourci scandaleux, comme quoi il n'y a vraiment rien de changé !

Je passe la IV^e République et ses toutes aussi glorieuses guerres impérialistes en Asie et en Afrique du Nord, sans oublier les "*Trente glorieuses*" entamées sous le mandat d'un général président et qui s'achèveraient sous un centriste précurseur de l'extrême centre fervent partisan de l'Union européenne ou l'OTAN politique en Europe, hurra!

J'ai fait l'impasse sur 68, où en guise d'orientation révolutionnaire, on eut le droit à "changer la vie", au lieu et place de changer de régime, pour que finalement rien ne change. Et effectivement fondamentalement, on en est toujours au même point mort 56 ans plus tard. En mieux ou en pire, cela se discute.

La crise du capitalisme n'a cessé de s'approfondir jusqu'à ébranler ses fondements, ses institutions, c'est plutôt bon signe et encourageant. Ce qui l'est moins, c'est la faiblesse organisationnelle des masses dans des structures politiques qui ne soient pas complètement corrompues ou irrécupérables, toutes celles qui ont failli dans le passé, toutes celles qui en sont issues, leurs satellites, l'absence d'un véritablement parti ouvrier révolutionnaire ou communiste, appelez-le comme vous voudrez, et la faiblesse de leur niveau de conscience politique, parce que les conditions matérielles de la majorité demeurent relativement confortables, et les partis dits ouvriers qui sont censés représenter leurs intérêts ont abandonné le socialisme, ce qui les prive des moyens théoriques pour comprendre la situation, par conséquent, elles rejettent les tâches et les objectifs politiques qu'on leur propose et qui permettraient de réaliser un changement de régime ou une révolution politique et sociale...

On peut nier ce constat, d'ailleurs les uns et les autres passent leur temps à cela, certains préférant polémiquer sans fin sur le sexe des anges, c'est pour dire à quel niveau théorique ou état de décomposition politique on en est rendu, c'est cela le plus préoccupant, à mon humble avis.

Heureusement que la lutte de classe continue, on le doit à la classe ouvrière uniquement, tout espoir n'est pas perdu...

Au secours : Refroidissement climatique !

J-C – Ils doivent abandonner leur discours alarmiste fabriqué sur la sécheresse et la canicule.

Vers un épisode de grande fraîcheur la semaine prochaine - La Chaîne Météo 5 septembre 2024

Il fera très frais pour la saison avec les premières neiges à moyenne altitude en montagne.

Les températures repasseront nettement en dessous des normales de saison mercredi et jeudi prochain. Un front froid actif pourrait balayer la France du nord-ouest vers la Méditerranée avec des pluies soutenues, de la neige à moyenne altitude sur nos montagnes. A l'arrière du front, le temps devrait rester instable avec des averses en plaine et des giboulées en montagne. La neige pourrait blanchir les sols dès 1800 m, ce qui survient précocement mais n'a rien d'exceptionnel pour un mois de septembre.

Ça leur file la jaunisse !

Météo : La France entière en jaune, huit départements en vigilance orange aux pluies et orages - 20minutes.fr 7 septembre 2024

France intox, France désinfo, fake news, propagande de Davos, du GIEC.

France Info - Depuis le XIXe siècle, la température moyenne de la Terre s'est réchauffée de 1,1°C. Les scientifiques ont établi avec certitude que cette hausse est due aux activités humaines, consommatrices d'énergies fossiles (charbon, pétrole et gaz). Ce réchauffement, inédit par sa rapidité, menace l'avenir de nos sociétés et la biodiversité. Mais des solutions – énergies renouvelables, sobriété, diminution de la consommation de viande – existent. Découvrez nos réponses à vos questions sur la crise climatique.

J-C - 1,1°C correspond à la marge d'erreur que s'accordent les scientifiques, argument nul. Les activités humaines, consommatrices d'énergies fossiles sont microscopiques au regard de tous les autres facteurs qui contribuent au climat, argument nul. S'agissant du réchauffement, compte tenu que la hausse de la température précède celle du CO2, argument nul. Les solutions avancées produiront un effet microscopique sur le climat, argument nul. Le reste est à l'avenant.

Ils soufflent le chaud et le froid.

J-C – Admirez la manipulation. Ils titrent sur un ton affirmatif « *jamais* », pour ensuite glisser vers le conditionnel « *probable* », « *probabilité* » qui ne veut rien dire. Leur référence, les températures « *jamais enregistrée* » à l'échelle mondiale, c'est une supercherie puisque la plupart des régions du monde ne disposaient pas des moyens techniques permettant de relever de façon fiable la température au cours des siècles précédents, entre autres.

Crise climatique : le mois d'août a été le plus chaud jamais enregistré à l'échelle mondiale, à égalité avec août 2023 - franceinfo 6 septembre 2024

L'année n'est pas terminée, mais les températures enregistrées à travers le globe cet été rendent "*de plus en plus probable que 2024 sera l'année la plus chaude jamais enregistrée*". Dans son dernier rapport mensuel publié vendredi 6 septembre, l'observatoire européen Copernicus annonce que le mois d'août 2024 a été le mois d'août le plus chaud jamais observé à l'échelle mondiale, à égalité avec août 2023.

"*Le globe a connu les mois de juin et d'août les plus chauds, la journée la plus chaude jamais enregistrée et l'été boréal le plus chaud jamais enregistré*", liste Samantha Burgess, directrice adjointe du Copernicus Climate Change Service (C3S), dans un communiqué.

"*Cette série de températures record augmente la probabilité que 2024 soit l'année la plus chaude jamais enregistrée*", dépassant les valeurs déjà historiques de 2023.

D'où viennent toutes ces infos alarmistes aux relents liberticides à peine maquillés ? Made in USA.

A partir de 60 ans, la consommation d'alcool est nocive même à faible dose - 20 Minutes 4 septembre 2024

Selon une étude publiée en janvier 2024 par Santé publique France, encore 61,8 % et 34,1 % des hommes et femmes de 65-75 ans buvaient encore de l'alcool chaque semaine en 2021, contre seulement 36,9 % et 21,4 % chez les hommes et femmes de 18-24 ans et 46,7 % et 24,7 % pour ceux et celles de 25-34 ans.

Reste que selon une étude publiée le 12 août dernier dans la revue JAMA Network Open, toute consommation d'alcool, même modérée, est nocive pour la santé des plus de 60 ans, comme le rapporte CNN.

Peu importe le niveau de consommation enregistré, des risques ont été identifiés. Par rapport aux buveurs occasionnels, ceux buvant une faible quantité d'alcool ont 10 % de risque supplémentaire de mourir d'un cancer. Les consommateurs quotidiens modérés ont quant à eux 10 à 15 % de chances en plus de mourir de n'importe quelle cause de décès (problèmes hépatiques ou rénaux, dépression) ou de mourir d'un cancer.

Il a par ailleurs été identifié que les personnes aux revenus modestes ou déjà malades présentaient des risques accrus.

J-C - Mais vous pouvez jeter votre dévolu sur le pinard, ouf !

Par contre, ceux ayant déclaré boire du vin durant les repas présentent des risques de cancer et de décès légèrement inférieurs aux buveurs occasionnels. De quoi valider le mythe du verre de vin rouge quotidien bénéfique pour la santé ? Pas forcément. L'effet positif ne vient probablement de l'alcool, mais plus certainement du mode de vie qui accompagne cette consommation, potentiellement plus modéré et sain, ou des antioxydants contenus dans la boisson. D'autres recherches vont être nécessaires pour y voir plus clair. 20 Minutes 4 septembre 2024

Le réseau Atlas, la France, et l'extrême-droitisation des esprits

La machine de guerre idéologique d'une nouvelle extrême-droite, libertarienne et ultraconservatrice

Extraits.

C'est en 1981 que l'Atlas Economic Research Foundation, devenu ensuite Atlas

Network (« *réseau Atlas* »), est fondé par Antony Fisher. Ce dernier, un homme d'affaires pionnier de l'élevage des poulets en batterie, est fortement influencé par l'économiste autrichien Friedrich Hayek.

Hayek est à l'origine de la Société du Mont

Pèlerin (SMP), groupe de réflexion créé en 1947, qui rassemble des personnalités représentant des courants libéraux allant du néolibéralisme au libertarianisme le plus radical. Tous partagent une opposition absolue au socialisme, un idéal de laissez-faire économique et une méfiance envers les « *masses* » et la démocratie. Selon eux, cette dernière porte en elle le risque d'une dérive vers une dictature qui commencerait par la planification économique.

Lors de son élection en 1979, Margaret Thatcher reconnaît explicitement le rôle du think tank dans sa victoire et le remercie chaleureusement pour avoir défendu les principes du libre-échange. Ce succès enthousiasme Hayek qui encourage Fisher à répliquer son modèle partout dans le monde. C'est ainsi que le réseau Atlas voit le jour.

Le réseau Atlas se donne pour rôle de soutenir l'expansion internationale des idées libertariennes et le développement d'organisations alliées partout dans le monde.

Pour télécharger ce document (recommandé) :

https://multinationales.org/IMG/pdf/atlasfr_v3.pdf

Quand l'impérialisme britannique vole au secours de sa colonie en danger.

Craig Murray : La fin de la démocratie pluraliste occidentale - 3 septembre 2024

Les services de renseignement des Five Eyes construisent clairement des diagrammes de Venn de l'opposition démocratique au sionisme et au projet néolibéral.

Aucun grand dirigeant occidental ne pourra plus jamais parler de droits de l'homme ou de valeurs éthiques sans s'attirer les foudres des extrémistes. Ils se retournent contre leur propre peuple pour empêcher toute contestation d'un génocide qu'ils soutiennent activement.

Le Premier ministre britannique Keir Starmer a intensifié la pression sur les opposants au génocide sioniste jeudi dernier avec l'arrestation de la journaliste Sarah Wilkinson et l'inculpation de l'activiste Richard Barnard, toutes deux en vertu de l'article 12 draconien de la loi sur le terrorisme, qui prévoit une peine pouvant aller jusqu'à 14 ans de prison.

Les médias grand public britanniques ont bien sûr ignoré ces propos, mais ils sont tous indignés par la condamnation de deux journalistes de Hong Kong pour sédition, une peine passible d'une peine maximale de... deux ans.

Mais ils nous disent que c'est la Chine et non le Royaume-Uni qui est la dictature autoritaire.

<https://consortiumnews.com/fr/2024/09/03/craig-murray-the-end-of-western-pluralist-democracy/?eType=EmailBlastContent&eId=5f77c3a3-5862-4ac5-a6ee-184d9bc7acdb>

Situation sociale en France.

Rentrée scolaire : il manque au moins un professeur dans 56% des collèges et des lycées français, selon une étude du Snes-FSU - franceinfo 6 septembre 2024

Il manque au moins un professeur dans 56% des collèges et des lycées français lors de cette rentrée scolaire, selon une enquête réalisée par le syndicat des enseignants du second degré, le Snes-FSU, que franceinfo a pu consulter vendredi 6 septembre.

Selon cette étude, réalisée entre le 30 août et le 5 septembre auprès de 893 établissements français, il manque au moins un professeur dans plus d'un établissement sur deux en moyenne, cette dernière variant en fonction des académies.

Ainsi, dans l'académie d'Amiens, il manque au moins un professeur dans 21% des établissements, tandis que dans l'académie de Normandie, il manque au moins un professeur dans 43% des collèges et lycées. Parmi les académies les plus touchées, on peut trouver celle de Versailles et Lyon, avec respectivement 72% et 68% des établissements dans lesquels il manque au moins un professeur, mais aussi Créteil avec 63%.

"À ce stade, rien n'assure que les remplacements en cours d'année seront assurés", écrit le Snes-FSU dans la présentation de son étude. "Dans les disciplines, on note un grand nombre de postes de professeurs de français non pourvus, mais également en maths et dans une moindre mesure de langues vivantes, technologie, éco-gestion." "La pénurie touche aussi d'autres personnels que les enseignants. Pour les AESH (Accompagnants des élèves en situation de handicap), notre enquête a ainsi recensé 17% de collèges et lycées où il manque au moins une AESH", écrit également le syndicat.

Il y a des professeurs devant les classes *"dans l'immense majorité des situations"* pour la rentrée scolaire, malgré les difficultés de recrutement d'enseignants, a assuré lundi la désormais ancienne ministre de l'Éducation nationale Nicole Belloubet, sans exclure des absences *"ici et là"*. franceinfo 6 septembre 2024

Quand le récit des nazis sionistes est devenu le récit officiel en France.

Toulouse: une école d'économie suspend un professeur après des propos polémiques sur la guerre à Gaza - BFMTV 5 septembre 2024

Un enseignant d'une université de Toulouse a été suspendu mercredi 4 septembre pour avoir tenu des propos sur la guerre dans la bande de Gaza en cours, a indiqué l'établissement dans un communiqué.

"J'ai décidé de suspendre à titre conservatoire un de nos enseignants contractuels qui s'est exprimé sur la situation au Proche-Orient", a déclaré Christian Gollier, directeur de la Toulouse School of Economics (TSE), qui fait partie de l'Université Toulouse-Capitole.

Il a annoncé par ailleurs l'ouverture d'une enquête administrative et rappelant *"l'obligation de neutralité et de réserve des agents publics"*.

Dans un enregistrement audio diffusé sur X, à l'origine de la polémique, ce professeur de mathématiques assure devant ses élèves ne pas comprendre pourquoi les athlètes israéliens ont pu concourir sous leur drapeau aux Jeux olympiques *"alors qu'on l'a interdit aux Russes"*.

Il évoque également, comme moyens de pression pour obtenir un cessez-le-feu, la possibilité de participer à des manifestations ou de se *"renseigner"* sur les campagnes de boycott de certains produits israéliens.

"*Ces propos sont inadmissibles*", a réagi la ministre démissionnaire de l'Enseignement supérieur, Sylvie Retailleau.

L'enregistrement mentionne aussi un bilan à Gaza de "*près de 200.000 morts*", attribué à la revue médicale The Lancet, ce que certains internautes dénoncent comme de la "désinformation".

Si un chiffre de 186.000 victimes est effectivement apparu dans cette revue, il correspond en réalité une projection statistique à long terme du nombre de victimes que pourrait faire la guerre, qui n'englobe pas seulement les personnes tuées directement par les combats mais aussi les décès liés aux conséquences des hostilités, comme la crise sanitaire et humanitaire.

"*Tenus dans un cadre professionnel par un agent public sans relation avec la matière enseignée, ces propos contreviennent à l'obligation de réserve en vigueur dans le service public*", a expliqué sur X Christian Gollier pour justifier sa décision. BFMTV 5 septembre 2024

J-C – Je ne pourrais pas enseigner en France ou au lycée français de Pondichéry, je me ferais virer au bout de quelques jours ou semaines.

Situation politique en France

Une technocrate de gauche ou un technocrate de droite, l'essentiel c'est d'assurer la continuité des institutions de la Ve République !

Quand un interlocuteur évoque une réforme sociale, spontanément Barnier dégage le "*cadre budgétaire*", car "*la France est sous la surveillance de Bruxelles pour déficit public excessif*" (Slate.fr).

En technocratie.

Michel Barnier nomme Jérôme Fournel directeur de cabinet, ce que dit ce choix - Le HuffPost 7 septembre 2024

Selon nos confrères du Monde, Jérôme Fournel entretient de « *très bonnes relations* » avec le secrétaire général de l'Élysée Alexis Kohler - un autre point commun avec Emmanuel Moulin. Son CV depuis le premier quinquennat d'Emmanuel Macron illustre aussi sa proximité avec le camp présidentiel, notamment par sa présence dans les équipes de deux des ministres les plus influents et les plus installés dans le paysage macroniste.

Avant d'être débauché par Michel Barnier, Jérôme Fournel était, depuis le mois de janvier, directeur de cabinet de Bruno Le Maire à Bercy - comme le fut le directeur de cabinet de Gabriel Attal. Encore avant, ce haut fonctionnaire diplômé de l'ENA et EHEC a dirigé pendant cinq ans la Direction générale des Finances publiques (DGFIP). Sans oublier deux ans (2017-2019) comme directeur de cabinet du ministre de l'Action et des Comptes publics - un certain Gérald Darmanin - et quatre ans comme inspecteur général des finances...

Le choix de Jérôme Fournel n'est pas non plus le signe d'une rupture franche avec le macronisme.
Le HuffPost 7 septembre 2024

Comme c'est bien emballé. L'extrême droite assure la "continuité de l'État" sous couvert de «neutralité» technique, dixit un porte-parole de Davos.

Michel Barnier Premier ministre? Tout ça pour ça! - Slate.fr 5 septembre

Un profil lisse, sage et sans aspérités, soit très exactement celui dont personne ne voulait.

Il nous fallait à Matignon de l'héroïsme, de l'ardeur, de la nouveauté, de l'inattendu, une divine surprise. Et voici que nous avons un perdant (des primaires LR) et un Premier ministre qui était déjà vieux en 1971, il y a plus d'un demi-siècle.

Quel minable scénariste à l'Élysée a pu imaginer un dénouement aussi plat? Ce n'est pas faire insulte à Michel Barnier que d'observer qu'il n'incarne guère l'avenir. S'il suscite quelque part un semblant d'enthousiasme, c'est probablement chez les ultraboomers attachés au point d'indice de leur retraite.

Avec la démission du gouvernement, la gestion des «*affaires courantes*» a mis en évidence l'inutilité des ministres. La France n'a nullement cessé d'être gouvernée, ou plutôt administrée. D'après un décompte du *Monde*, quelque 1.500 textes (décrets, arrêtés, nominations...) ont été publiés au Journal officiel depuis la mi-juillet. C'est beaucoup.

En réalité, l'État est d'abord une énorme machine administrative qui pond du texte réglementaire tous les jours –et avec ardeur dès qu'une vacance de pouvoir se profile. Souvent, et pas seulement ces dernières semaines, les textes réglementaires, sous couvert de faciliter l'application des lois, parviennent à les altérer. C'est déjà un pouvoir considérable. Or, la complexité extrême et croissante des sujets à traiter ne feront que renforcer cette mainmise des «*technos*» sur les politiques.

Le «*gouvernement démissionnaire*» de Gabriel Attal était un gouvernement fantôme, mais les ministères sont donc restés bien vivants. La véritable continuité de l'État est là. Et nous avons pu constater, comme d'autres pays avant nous, que la France n'avait besoin ni d'un gouvernement ni d'un Parlement (en congés) pour fonctionner...

Car, dans cette machinerie administrative, les ministres et leurs cabinets passent, les agents des services restent. Tandis que les ministres font les clowns à la télé ou inaugurent des chrysanthèmes, le véritable pouvoir est là, inamovible, dans les directions centrales des ministères. Emmanuel Macron en avait d'ailleurs pris acte, voulant dès son premier quinquennat rendre «*responsables*» les directeurs d'administrations centrales. En vain. Aux manettes, oui, en responsabilité politique, non.

Sans doute est-ce cette continuité de l'État qui a motivé la désignation de Michel Barnier. Le président de la République espère probablement garantir un semblant de stabilité à l'Assemblée, sous couvert de «*neutralité*» technique. Ce ne sera probablement pas le cas, tant le palais Bourbon est divisé. Mais, en obtenant la neutralité du Rassemblement national, l'hypothèse n'est pas exclue. Par son profil «*techno*», à défaut d'être un chef de gouvernement censuré, Michel Barnier pourrait donc être aussi discret et efficace qu'un gouvernement démissionnaire. Slate.fr 5 septembre

"Des gages potentiels donnés aux troupes de Marine Le Pen".

Michel Barnier Premier ministre : toutes ces positions qui ont pu faire pencher la balance en sa faveur - Le HuffPost 5 septembre 2024

La longévité du Premier ministre dépendra mécaniquement du bon vouloir du RN, qui pourrait se saisir de la moindre occasion pour faire tomber le gouvernement.

Reste le Rassemblement national, devenu un « arbitre » de la situation. Le RN a fait savoir qu'il ne s'opposera pas par principe à Michel Barnier. « *Nous jugerons sur pièces* », a fait savoir Jordan Bardella.

Michel Barnier a tenu des positions susceptibles de ne pas déplaire à l'extrême droite. « *Il semble répondre au moins au premier critère que nous avons réclamé, c'est-à-dire un homme qui soit respectueux des différences forces politiques et capable de pouvoir s'adresser au Rassemblement national de la même façon qu'aux autres groupes* », a d'ailleurs réagi Marine Le Pen au micro de LCI.

S'il tient le même discours qu'en 2022, les positions de Michel Barnier sur l'immigration parleront effectivement au RN. En septembre 2021, quelques mois seulement après son départ de Bruxelles et en pleine course pour l'investiture LR pour la présidentielle, il fustigeait la Cour de justice européenne, estimant qu'il fallait en matière d'immigration « *retrouver notre souveraineté juridique* ». Comme un écho aux positions du RN qui défend la primauté du droit français sur le droit européen.

L'ex-commissaire européen proposait aussi un référendum sur l'immigration, l'instauration de quotas annuels de visas, le durcissement de l'accès aux aides sociales ou encore la suppression de l'aide médicale d'État (AME) « *sauf urgence* ». Soit des points défendus par l'extrême droite pendant les débats sur la loi immigration.

En outre, dans ses propositions pour « garantir la sécurité des Français », Michel Barnier proposait « *l'expulsion systématique des prisonniers condamnés à de la prison ferme* » - le principe de la « *double peine* ». Du miel aux oreilles de Marine Le Pen qui, en mars 2024, réclamait sur France Inter que « *lorsqu'un étranger est en situation irrégulière, (...) lorsqu'il commet un délit, il doit ne pas pouvoir rester sur le territoire.* »

En mai 2021, Michel Barnier a aussi plaidé pour « réaffirmer clairement que les signes religieux ne peuvent pas entrer dans l'espace public », dans l'émission le Grand Jury pour RTL-Le Figaro-LCI. L'interdiction du voile dans l'espace public est depuis 2017 au programme du Rassemblement national. Lors de la campagne présidentielle 2022, le parti a légèrement amendé la forme de son discours - sans toucher au fond.

Sur le fond, c'est peu dire que Michel Barnier constitue un pont entre macronistes et lepénistes. Durant la primaire LR, il défendait un programme économique libéral.

Aux yeux d'Emmanuel Macron, Michel Barnier a un avantage de taille : celui de ne pas détricoter la réforme des retraites, mesure phare du second quinquennat. Car moins de deux ans avant la

réforme portée par le camp présidentiel, Michel Barnier proposait de repousser l'âge légal de départ à 65 ans, soit un an de plus que les 64 ans imposés par la Macronie.

« Déficit de légitimité », du point de vue de qui ?

J-C – Tous les Premiers ministres sans exception bénéficièrent de la légitimité que leur accordait la Ve République au service du capitalisme. Hormis aux capitalistes, à qui donc devaient-ils rendre des comptes ? A personne. Or, on veut vous faire croire le contraire. Pourquoi ? Pardi, pour qu'à votre tour vous légitimiez la Constitution de la Ve République, c'est un piège, un piège que vous avait aussi tendu le NFP.

D'après vous, pourquoi n'ont-ils jamais cessé pendant plus d'un demi-siècle à participer aux élections législatives, sinon pour vous entraîner dans ce piège, et cela a fonctionné à merveille. C'est difficile ou impossible à admettre, je sais, mais on s'en remet je vous assure.

Le HuffPost 5 septembre 2024 - Parmi eux, un sérieux déficit de légitimité, puisque la famille politique qu'il représente, Les Républicains, n'a récolté que 5,41 % des voix au second tour des élections législatives anticipées, après un premier gadin aux élections européennes. Résultat : 47 sièges pour LR à l'Assemblée nationale (contre 64 en 2022).

Une épine dans le pied qui s'adosse à un autre défaut de taille pour Michel Barnier : il n'a pas appelé à participer au « *front républicain* » contre le RN au second tour des législatives (pas plus que sa famille politique). Or, c'était pourtant l'enseignement majeur de ces élections anticipées marquées par une participation record : la persistance d'un solide barrage contre l'extrême droite. Raison pour laquelle Emmanuel Macron semblait vouloir faire vivre cet esprit au sein de l'exécutif.

« *Les Français souhaitent qu'il y ait une coalition gouvernementale à l'image du barrage républicain qui a été souhaité* », affirmait l'entourage du chef de l'État, en amont de la série de consultations organisées à l'Élysée. Or, quelques jours plus tard, Emmanuel Macron, qui voulait surtout un Premier ministre qui ne touche pas à son bilan, s'est finalement tourné vers le représentant d'un parti qui a snobé ce fameux « *front républicain* », auquel ont participé le Nouveau Front populaire et le camp présidentiel. Pas idéal pour rassembler dans ces conditions.

Michel Barnier a juste un petite quelque chose avec le RN, s'il le dit lui-même.

Lors d'une interview sur TF1, il s'est dit disposé à ouvrir son gouvernement à des "*gens de gauche*" et a assuré n'avoir "*rien de commun ou pas grand-chose de commun avec les thèses ou les idéologies du Rassemblement national*". France 24 6 septembre 2024

Le nouveau locataire de Matignon a assuré que le groupe qu'il formerait « *ne sera pas un gouvernement de droite* » et qu'il comporterait des « *gens de gauche* » et « *peut-être* » des ministres sortants. « *Je ne m'interdis pas de réunir autour de la table des hommes et des femmes de tous les partis politique. (...) Il y a des bonnes idées partout. (...) Le sectarisme est une preuve de faiblesse, il faut ouvrir la porte à tous ceux qui le voudront* ». Le Point/AFP 7 septembre 2024

C'était officieux depuis 2017, depuis le 6 septembre 2024 c'est officiel, il y a un régime d'extrême droite en France.

Jordan Bardella place Michel Barnier « sous surveillance » du RN et veut rester au centre du jeu - Le HuffPost 7 septembre 2024

Qu'elle semble loin, la défaite des législatives. Le Rassemblement national, en retrait forcé au début de l'été, entend bien s'installer en cette rentrée comme un parti incontournable. Jordan Bardella n'a pas réussi à devenir Premier ministre ? Cela ne l'empêche pas d'estimer que le titulaire du poste, le LR Michel Barnier a des comptes à rendre au RN qui le place « sous surveillance ». Rien de moins.

« La réalité, c'est que désormais rien ne peut se faire sans nous. (...) Rien ne peut être effectué en politique contre nous et sans l'approbation ou la censure du Rassemblement national ». Ce samedi 7 septembre depuis la foire de Châlons, Jordan Bardella met désormais en garde Michel Barnier : « je souhaite que le Premier ministre et le futur gouvernement (...) puissent être attentifs aux exigences qui sont désormais les nôtres et je crois qu'à compter de ce jour, monsieur Barnier est un Premier ministre sous surveillance démocratique d'un parti politique qui est désormais incontournable dans le jeu parlementaire », ose-t-il.

Le chef de l'extrême droite souhaite que le RN puisse « s'entretenir » avec le Premier ministre et prévient qu'il sera « extrêmement intransigeant » sur les relations avec le futur gouvernement. Invité du JT de TF1 à 20H ce samedi, le président du parti aura un tapis rouge pour préciser ses exigences.

« Monsieur Barnier, en vieillissant, a évolué sur un certain nombre de sujets, européens et sur la question de l'immigration. Il a repris quand il était candidat à la primaire (LR en 2022, ndlr) un certain nombre des positions qui étaient les nôtres. Nous attendons de voir si monsieur Barnier va au bout », a déclaré Thomas Ménagé, député du Loiret, sur France Inter ce samedi. Le HuffPost 7 septembre 2024

Choix du Premier ministre: Le Pen affirme que Macron a "tenu compte des critères du RN" - BFMTV/AFP 8 septembre 2024

Les dirigeants du Rassemblement national Jordan Bardella et Marine Le Pen ont assuré samedi 7 septembre ne vouloir participer ni "au désordre institutionnel" ni au "blocage" en renversant d'emblée le futur gouvernement de Michel Barnier.

"J'ai simplement le souhait que le Rassemblement national ne participe pas, contrairement à la gauche, au désordre institutionnel et au chaos démocratique", a déclaré samedi soir sur TF1 le patron du RN Jordan Bardella.

"Si en revanche, il est le nouveau prête-nom du macronisme et qu'il poursuit la politique qui a été conduite par Emmanuel Macron et qui a été très sévèrement sanctionnée dans les urnes en juillet dernier, alors ce gouvernement tombera", a-t-il menacé. BFMTV/AFP 8 septembre 2024

Qui est Barnier ?

Népotisme en famille.

Closer 5 septembre - Mariés depuis 1982, le nouveau Premier ministre et l'avocate de formation sont les heureux parents de trois enfants : Nicolas, né en 1987 puis les jumeaux Benjamin et Laëtitia, nés en 1990. Comme Michel Barnier, son aîné suit lui aussi une carrière en politique.

Depuis 2017 en effet, Nicolas Barnier est le collaborateur parlementaire d'un député LREM, Grégory Besson-Moreau.

Chargé de mission au Sénat, le fils aîné de Michel Barnier est aujourd'hui le directeur de l'Agence de la ruralité Région Ile-de-France. Son petit frère, Benjamin, travaille comme agent littéraire. La seule fille du Premier ministre, Laëtitia, est psychologue au centre de crise et de soutien du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. Tous se font plutôt discrets dans les médias et sur le devant de la scène.

Comme Michel Barnier, Isabelle Almayer a elle aussi baigné dans le monde politique. Avocate pendant dix ans, elle a travaillé avec Roselyne Bachelot au Ministère de la Santé. Là, elle a été chargée de mission puis directrice des développements et partenariats pour l'association Citizen Entrepreneurs. Depuis cette année, elle est devenue Responsable de la communication et de la recherche de fonds pour la Fondation La vie au Grand Air. La politique, c'est une histoire de famille chez les Barnier. Closer 5 septembre 2024

Quand il fut impliqué dans le scandale de la dioxine à Albertville en 2001. Et, un gestionnaire rigoureux.

1- ... son rôle néfaste dans la catastrophe de la dioxine à Albertville (73) en 2001. En effet ministre de l'environnement de 1993 à 1995 il n'avait pas tenu compte des alertes (comme ses successeurs Lepage et Voynet) couvrant ainsi les agissements criminels de la société Novargie et du SIMIGEDA (syndicat intercommunal mixte de gestion des déchets du secteur d'Albertville), dirigée par son ami et compère Albert Gibello (maire UMP d'Albertville). Une centaine de décès plus tard (outre l'énorme coup financier du bétails abattu et des travaux décontamination) et dix plus tard après un procès tronqué et délocalisé aucune personne n'a été condamnée !

J-C - J'ai trouvé un article sur cette affaire, effectivement Barnier s'était comporté comme un ripou.

Grâce à une dissolution opportune, qui fait suite à plusieurs non-lieux, aucun responsable politique (Dont Barnier - Ndlr) ne comparaitra au procès de la pollution à la dioxine liée à l'usage illicite de l'incinérateur de Gilly-sur-Isère entre 1995 et 2001.

“Michel Barnier, ministre de l'Environnement, avait réuni les DRIRE (Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et l'Environnement pour la Haute-Savoie et la Savoie) en leur demandant de ne pas accentuer leurs actions concernant les non conformités des usines d'incinération d'ordures ménagères”. Entendu le 15 février 2006 en qualité de témoin par le juge d'instruction, Michel Barnier indiquait ne pas avoir été avisé du cas de Gilly-sur-Isère, en tant que ministre. Toutefois, il admettait l'avoir été... en tant que président du Conseil général de Savoie de 1982 à 1999.

<https://www.lyoncapitale.fr/actualite/fiasco-judiciaire-annonce-dans-l-affaire-de-la-dioxine>

2- Ne pas mésestimer ses extraordinaires qualités de gestionnaire :

"Longtemps minimisé par les organisateurs Le déficit des Jeux d'Albertville s'élève à plus de 280 millions de francs.

Le conseil d'administration du Comité d'organisation des Jeux olympiques d'Albertville (COJO) devait rendre public, jeudi 9 juillet à Paris, le montant du déficit des XVI J.O. d'hiver. Celui-ci s'élève à un peu plus de 280 millions de francs, soit 6,6 % du budget des Jeux qui atteint 4 201 millions de francs. Les coprésidents du COJO, MM. Jean-Claude Killy et Michel Barnier, n'ont pas réussi le pari financier fixé en 1986, et qu'ils résumaient à travers cette formule, " les Jeux paieront les Jeux ". (Le Monde 9 juillet 1992).

Quand Macron était un mauvais président. C'était en 2021.

20minutes.fr 5 septembre 2024 - En novembre 2021, sur CNews. « Emmanuel Macron a gouverné notre pays [...] de manière solitaire et arrogante. »

Comme le montre un tweet du journaliste Paul Larrouturou, Michel Barnier se lâchait : « Notre pays n'a pas été bien gouverné. L'échec du Président sortant est clair. Emmanuel Macron a gouverné notre pays, à l'intérieur et à l'extérieur, de manière solitaire et arrogante. Et ce n'est pas ça, la Ve République. » 20minutes.fr 5 septembre 2024

C'était avant ! Barnier la girouette. C'était en 2022.

Publicsenat.fr 5 septembre 2024.

Le 13 mai 2022, quelques jours après la réélection d'Emmanuel Macron et à un mois du premier tour des élections législatives, il est l'invité de l'émission Extra Local, sur Public Sénat.

Interrogé à l'époque par Hubert Coudurier, directeur de l'information du Télégramme, sur la possibilité pour Les Républicains de servir de « force d'appoint aux macronistes » si ces derniers ne remportaient pas la majorité absolue lors des élections législatives, Michel Barnier avait affirmé que ce n'était ni l'« ambition », ni la « vocation » de son parti.

« Je pense qu'on peut être et qu'on doit être une force d'équilibre, qui participe à la respiration démocratique. Je ne crois pas qu'il soit bon pour notre pays qu'il y ait ce bloc central qu'Emmanuel Macron veut construire, et puis seulement des extrêmes », expliquait-il.

Au cours l'entretien, Michel Barnier se montre par ailleurs très ferme à l'égard du Rassemblement national. Interrogé sur la pertinence d'une stratégie d'union de la droite et de l'extrême droite, le nouveau Premier ministre se voulait à l'époque catégorique : « Il n'y a aucune compatibilité possible et aucune complaisance possible à l'égard des thèses de l'extrême droite et de ceux qui les représentent. »

Santé.

Cela ne prend plus ou ce n'est pas le "bon" virus ou encore, ce n'est pas le bon moment...

Santé: situation sanitaire sous contrôle en Europe face au mpox - RFI 6 septembre 2024

Le professeur Xavier Lescure, du service maladies infectieuses et tropicales de l'hôpital Bichat : « *Aujourd'hui, un seul cas a été détecté en Europe, en Suède. Est-ce qu'il y a des raisons de s'inquiéter ? Je ne pense pas* »

En France, la Haute autorité de santé recommande la vaccination contre le mpox aux personnes à risques, notamment aux hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, et aux personnes travailleuses du sexe. RFI 6 septembre 2024

Grande-Bretagne.

Keir Starmer, agent de la Commission trilatérale - Réseau Voltaire 6 septembre 2024

L'actuel Premier ministre britannique, Keir Starmer, militait pour le Brexit, conformément aux intérêts de la classe possédante et à la vision de Winston Churchill. Il était le ministre fantôme du Parti travailliste chargé du référendum. À l'insu de Jeremy Corbyn, alors Premier secrétaire du Parti, il a rejoint la Commission trilatérale, créée par David Rockefeller, Henry Kissinger et Zbigniew Brzezinski pour renforcer les liens économiques des États-Unis et de leurs alliés nord-américains, européens et japonais, dans l'esprit de la Charte de l'Atlantique (c'est-à-dire la domination anglo-saxonne du monde). En violation du règlement de la Chambre des Communes, il n'a pas déclaré son appartenance à la Commission trilatérale.

- Le secrétaire d'État US, Antony Blinken, et le conseiller à la sécurité nationale, Jacob "Jake" Sullivan, étaient également membres de cette organisation, ainsi que l'actuelle Première ministre danoise, Mette Frederiksen, et la commissaire européenne danoise à la Concurrence, Margrethe Vestager. Ils ont cessé de participer aux réunions depuis qu'ils assument des fonctions officielles.

- Les membres français sont Jacques Aschenbroich (Valeo), Laurent Bigorgne (directeur de l'Institut Montaigne où le parti macroniste a été créé), Sophie Boissard (Groupe Korian), Stéphane Boujnah (Euronext), Jean-Louis Bourlanges (ancien député européen), Patrick Buffet (ancien PDG d'Eramet), François Bujon de l'Estang (ancien ambassadeur de France à Washington), Patrick Combes (Compagnie Financière Tradition), Yves-Louis Darricarrère (Lazard frères), Thierry Déau (Méridiam), Marie-Ange Debon, Élisabeth Guigou (présidente de l'Anna Lindh Foundation), Sylvie Kauffmann (éditorialiste du Monde), Jean Lemierre, (BNP Paribas), Hervé Mariton (Fédération des entreprises d'outre-mer), Denis Simonneau (EuropaNova) et Jean-Claude Trichet (ancien président de la Banque centrale européenne).

L'agent Keir Starmer de la Commission trilatérale à l'œuvre.

Guerre en Ukraine: après des critiques de Zelensky, le Royaume-Uni va fournir des centaines de missiles à Kiev - BFMTV 6 septembre 2024

Le ministère britannique de la Défense a annoncé dans un communiqué qu'une première livraison de 650 "systèmes de missiles modulaires légers (LMM)" aurait lieu d'ici la fin de l'année, dans le cadre d'un contrat à 162 millions de livres (192 millions d'euros).

Ces missiles "*très polyvalents*" seront construits par le groupe français Thales dans son usine de Belfast en Irlande du Nord.

Ils sont conçus "*pour être tirés depuis une variété de plateformes tactiques terrestres, maritimes et aériennes*" et permettent de viser aussi bien une cible au sol qu'un drone en vol, selon le fabricant.

Cette nouvelle livraison de missiles sera annoncée ce vendredi par le ministre de la Défense John Healey, qui participe à une réunion du groupe de contact des alliés de l'Ukraine sur la base aérienne américaine de Ramstein, en Allemagne.

Le Royaume-Uni est l'un des principaux soutiens militaires de Kiev depuis l'invasion russe de février 2022, et lui a notamment fourni des missiles longue portée Storm Shadow, des centaines de missiles LMM et un escadron de 14 chars Challenger 2. BFMTV 6 septembre 2024

Etats-Unis.

Pour les directeurs de la CIA et du MI6, la Chine est le "principal défi géopolitique du 21e siècle" - BFMTV 7 septembre 2024

Les directeurs de la CIA, Bill Burns, et du MI6 britannique, Richard Moore, ont affiché samedi 7 septembre l'importance de leur coopération face à des menaces "*sans précédent*", évoquant notamment la Russie, la Chine et l'islamisme, dans une tribune commune publiée dans le *Financial Times*.

Soulignant n'avoir "*pas d'autre allié plus digne de confiance*", les deux chefs du renseignement affirment devoir aujourd'hui agir "*dans un système international contesté où nos deux pays sont confrontés à une batterie de menaces sans précédent*".

Les deux dirigeants assurent notamment que la Chine est le "*principal défi géopolitique et en termes de renseignement du 21e siècle*".

Au sujet de la guerre en Ukraine, Bill Burns et Richard Moore affirment qu'"*il est plus important que jamais de maintenir le cap*" pour contrecarrer la Russie et soulignent qu'ils "*continueront d'aider*" Kiev.

Les Etats-Unis et le Royaume-Uni sont parmi les premiers soutiens financiers et militaires de l'Ukraine dans sa résistance à l'invasion russe lancée en février 2022.

La CIA et le Secret Intelligence Service (ou MI6) affichent également leur résolution à lutter contre "la campagne de sabotage" et les tentatives de déstabilisation via la désinformation, menées en Europe par Moscou.

Ils évoquent la lutte contre le terrorisme islamiste parmi leurs grandes priorités.

Face à toutes ces menaces, "*maintenir un avantage technologique est vital*", préviennent-ils, citant le développement de l'intelligence artificielle.

La publication de cette tribune intervient quelques jours avant la visite du Premier ministre britannique Keir Starmer à Washington le 13 septembre, où il sera reçu par le président américain Joe Biden.

Au nom de la loi !

États-Unis: Hunter Biden plaide coupable de fraude fiscale et évite un nouveau procès - BFMTV 6 septembre 2024

Hunter Biden, le fils du président américain, a formellement plaidé coupable ce jeudi 6 septembre de fraude fiscale devant un tribunal de Los Angeles, un revirement qui lui évite un nouveau procès après sa condamnation en juin dans une autre affaire.

Cet ex-avocat et homme d'affaires, aujourd'hui reconverti dans la peinture, était notamment confronté à un chef d'accusation de fraude fiscale et deux chefs de fausses déclarations pour ne pas avoir versé 1,4 million de dollars d'impôts au cours de la dernière décennie.

Le juge a fixé le prononcé de la peine au 16 décembre. Hunter Biden encourt jusqu'à 15 ans de prison.

Las, Hunter Biden a signifié à ses avocats qu'il acceptait finalement de pleinement plaider coupable, sans accord avec les procureurs pour réduire sa peine, mais permettant ainsi d'éviter un nouveau procès embarrassant.

Car le fils cadet de Joe Biden a déjà été condamné cette année pour avoir menti sur son addiction aux drogues lors de l'achat d'une arme. Sa peine, pouvant aller jusqu'à 25 ans de prison, n'a pas encore été prononcée.

Lors des audiences à ce procès, le train de vie luxueux d'Hunter Biden, son couple en déliquescence ou encore son addiction à la cocaïne avaient déjà été étalés sur la place publique. C'est semble-t-il pour éviter que ces détails infamants ne soient à nouveau entendus qu'il a finalement décidé ce jeudi de plaider coupable.

Russie.

Forum économique oriental : peut-être l'événement international le moins couvert par les grands médias occidentaux cette semaine

Il s'agissait de la 9ème édition du Forum économique oriental de Vladivostok, qui fait contrepoids au Forum économique international de Saint-Pétersbourg, qui se tient chaque année au printemps. Comme à Saint-Pétersbourg, l'événement de Vladivostok rassemble des missions commerciales et diplomatiques du monde entier, ainsi que des hommes d'État étrangers très importants qui montent sur l'estrade avec Vladimir Poutine lors de la session plénière. Ils prononcent des discours et participent à une séance de questions-réponses. Cette fois-ci, plus de 70 pays étaient représentés au Forum et les invités étrangers de marque étaient le Premier ministre de Malaisie, Anwar Ibrahim, et le vice-président chinois, Han Zheng.

La présence de Ibrahim était particulièrement pertinente et choquante pour l'Occident collectif, ce qui explique en partie pourquoi vous n'avez pas vu son visage sur la BBC cette semaine. Rappelons que la Grande-Bretagne était l'ancien colonisateur de ce qui est aujourd'hui la Malaisie.

La Malaisie a officiellement demandé à rejoindre les BRICS et la Russie parrainera sa candidature. Elle participera au sommet des BRICS qui se tiendra à Kazan le 26 octobre et son admission au club en tant que membre à part entière est acquise.

La Malaisie sera le premier membre de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) à rejoindre les BRICS, mais on peut s'attendre à ce que d'autres s'y joignent peu après, à commencer peut-être par le Vietnam. Leur adhésion aux BRICS représente une rupture significative avec les liens étroits que la Malaisie entretenait jusqu'à présent avec les États-Unis. Ce changement de cap peut s'expliquer par de nombreuses raisons, mais l'une d'entre elles est l'orientation religieuse du pays. Les 35 millions d'habitants de la Malaisie sont majoritairement musulmans et ils ont observé avec horreur le génocide israélien à Gaza, soutenu par Washington.

<https://reseauinternational.net/forum-economique-oriental-peut-etre-levenement-international-le-moins-couvert-par-les-grands-medias-occidentaux-cette-semaine/>

Ukraine.

Conflit, créanciers et krach de voiture: comment l'Ukraine a-t-elle procédé à une restructuration de la dette en temps de guerre – Reuters septembre 2024

Quelques mois seulement après l'invasion de l'Ukraine par la Russie, le conseiller financier du pays, Rothschild and Co, a remis au chef de la dette de Kiev un dépliant noir épais détaillant les principales restructurations de la dette souveraine des 30 dernières années.

Pour Yuriy Butsa, 40 ans, cela s'avérerait essentiel. Il n'avait pas été impliqué dans la retouche de dette dont l'Ukraine a besoin en 2015 après l'annexion de la Crimée par la Russie et il n'a pas fallu longtemps pour faire appel à l'expertise.

Face à une économie paralysée par le coût et la destruction de la guerre, en août 2022, l'Ukraine s'est mise d'accord avec les créanciers pour suspendre les paiements sur ses obligations. Sans fin du

conflit en vue, la semaine dernière, la nation a scellé l'une des restructurations de la dette les plus rapides - et les plus importantes - de l'histoire.

Éclipsée uniquement par l'Argentine et la Grèce, la restructuration de plus de 20 milliards de dollars de dette permettra d'économiser à Kiev 11,4 milliards de dollars au cours des trois prochaines années - cruciales tant pour son effort de guerre en cours que pour son programme du Fonds monétaire international.

"Une situation stable où plus de points d'interrogation sont là ne peut qu'en bénéficier à l'Ukraine", a déclaré à Reuters Arvid Tuerkner, directeur général pour l'Ukraine et la Moldavie à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, l'un des grands partenaires multilatéraux de Kiev.

Ce récit de la manière dont l'accord de l'Ukraine avec les détenteurs d'obligations s'est établi sur la base d'entretiens avec cinq sources du côté du gouvernement et des investisseurs qui ont participé aux pourparlers et ont accepté de parler avec Reuters sous le couvert de l'anonymat.

Les négociations initiales entre le gouvernement et ses prêteurs n'étaient pas allées à la planification.

Les pourparlers de juin s'étaient décomposés après quelques semaines, le comité central des détenteurs d'obligations se plaignant que la dépréciation de l'Ukraine exigeait « nettement plus » des 20 % que les plus espéraient et risquaient de faire un « dommage substantiel » aux relations.

À moins de deux mois de l'expiration du moratoire sur les paiements d'août 2022, Rothschild organise des réunions en face-à-face dans les élégants bureaux parisiens de la société sur l'avenue de Messine.

Début le 16 juillet, les représentants de certains des plus hauts cabinets de gestion d'actifs du monde et de leurs conseillers juridiques et financiers sont arrivés à Paris, où ils ont rejoint Butsa, les conseillers juridiques à long terme de l'Ukraine, White and Case et l'équipe Rothschild.

Une série de salles de réunion, ornées de photos des fameux vignobles de Rothschild, avait été réservée pour permettre des discussions conjointes et une stratégie privée.

L'état d'esprit était pragmatique dès le départ, selon des sources du gouvernement et du côté des créanciers. Tout le monde est venu dans l'espoir de conclure un accord - même si les deux parties sont encore loin.

Il y avait des raisons d'être de retour dans les pourparlers.

En plus de l'échéance imminente, le FMI, fournissant à l'Ukraine un soutien de 15,6 milliards de dollars, vient de mettre à jour ses projections. Elles ont reflété une situation économique qui ne fait qu'une situation économique qui empire, mais elles ont néanmoins donné une nouvelle base à travailler.

L'Ukraine a démarré en présentant sa proposition. Les membres d'un groupe clé détenteurs d'obligations, représentant certains des plus grands gestionnaires d'actifs du monde tels que BlackRock et Amundi, ont également expliqué leurs demandes: que l'Ukraine reprenne

immédiatement les paiements, offre une voie vers une reprise par le principal et, surtout, "*conserver simplement*".

Le FMI et Rothschild ont tous deux refusé de commenter cette histoire, mais selon deux sources, les experts du FMI ont été mis en garde à Kiev et à Washington pendant les négociations dans le cadre d'un arrangement exceptionnel.

Cela est vital pour faire la modélisation à forte intensité de main-d'œuvre nécessaire pour déterminer ce que chaque compromis proposé signifierait pour la viabilité à long terme de la dette de l'Ukraine.

À 4 heures du matin, le 18 juillet à Paris, ou 5 heures à Kiev et près de 48 heures après le processus, une autre demande a été faite aux équipes du FMI pour qu'elles revoient les chiffres. Certains d'entre eux qui craquaient les chiffres avaient à peine dormi.

L'aide du Fonds est inestimable, son personnel travaille à bout de ton de vitesse et aide à surmonter de multiples obstacles.

Discussions sur la manière d'exploiter les avoirs gelés de la Russie et la confusion autour d'une nouvelle politique du FMI conçu pour essayer de l'aider à s'adapter aux réalités d'une guerre à part entière, ce qui a obligé à des pourparlers n'ayant pas pu commencer lors des réunions du printemps d'avril, comme on l'a espéré, et qu'il était encore à l'origine de problèmes.

L'équipe de Butsa et le FMI étaient également inflexibles sur le fait qu'il ne pouvait rien y avoir de même les coûts « *warrants du PIB* » utilisés pour adoucir sa restructuration en 2015. À leurs conditions, Kiev est tenue d'augmenter une grande partie de sa production économique si le PIB nominal dépasse 125,4 milliards de dollars et la croissance annuelle atteint 3 %.

Mais l'Ukraine offrait une alternative sous la forme d'une obligation plus simple liée au PIB, et les créanciers se voyaient également offrir les paiements instantanés de coupon qu'ils voulaient, à partir d'un taux de 1,75 % et finissant à 7,75 %.

Structurée pour être éligible aux indices obligataires principaux et donc plus facile à acheter et à vendre, cela signifie que l'écart entre les côtés a été aussi bon que comble. Avec juste les petits caractères à finaliser, ceux de Paris ont fait leur sortie alors que la ville entassée plaçant la touche finale de ses préparatifs olympiques.

Le drame n'était pas entièrement terminé, cependant.

En revenant de l'aéroport polonais où son vol avait atterri - la liaison la plus fiable depuis l'invasion russe a arrêté les vols de Kiev - un conducteur a traversé le chef de la dette ukrainienne, le VW Golf de la dette.

Personne n'a été blessé, mais Butsa était maintenant assise dans un bureau des assurances à Lviv en remplissant des formulaires tout en prenant des appels pour finaliser la déclaration selon laquelle la restructuration de 20 milliards de dollars avait, en principe, été convenue.

Le résultat final retentissant du vote auprès des détenteurs d'obligations a été de plus de 97 %.

Palestine occupée.

10 semaines avant l'attaque du Hamas, Netanyahou était au courant, selon le Shin Bet ; non, un an plus tôt, selon le New York Times

Les mensonges de Benyamin Netanyahou se fissurent. Il est désormais admis que le contre-espionnage avait prévenu le Premier ministre 10 semaines avant l'opération de la Résistance palestinienne. Celui-ci ne peut plus nier ce qu'il niait lorsque le *New York Times* relatait des rapports d'alerte un an auparavant.

<https://www.voltairenet.org/article221214.html>

Chine.

Déclaration de Beijing sur la construction conjointe d'une communauté d'avenir partagé Chine-Afrique - chine-magazine.com 5 septembre 2024

Nous, Chefs d'État et de Gouvernement et Chefs de délégation de la République populaire de Chine et de 53 États africains et le Président de la Commission de l'Union Africaine (UA), nous sommes réunis du 4 au 6 septembre 2024 en Chine pour le Sommet de Beijing du Forum sur la Coopération sino-africaine (FOCAC), placé sous le thème « *Travailler ensemble à promouvoir la modernisation et à construire une communauté d'avenir partagé Chine-Afrique de haut niveau* ». Le Sommet a adopté par consensus la Déclaration de Beijing sur la construction conjointe d'une communauté d'avenir partagé Chine-Afrique de tout temps à l'ère nouvelle.

Voici la déclaration complète, ci-dessous :!

https://www.chine-magazine.com/declaration-de-beijing-sur-la-construction-conjointe-dune-communaute-davenir-partage-chine-afrique/?utm_source=rss&utm_medium=rss&utm_campaign=declaration-de-beijing-sur-la-construction-conjointe-dune-communaute-davenir-partage-chine-afrique

Argentine.

En Argentine, les enseignants manifestent, asphyxiés par la rigueur budgétaire - RFI 6 septembre 2024

La tension sociale monte en Argentine. Après une manifestation de retraités réprimée par la police devant le Congrès mercredi, ce jeudi était journée de grève nationale dans les universités publiques. Leur budget n'a pas été actualisé depuis l'an passé, en dépit d'une inflation annuelle à 263 %. Et les premières victimes de cette asphyxie budgétaire sont les enseignants.

C'est déjà la troisième fois que le personnel des universités publiques débraye depuis le début du second semestre il y a un mois. L'université de Buenos Aires, où enseigne Rocío Salgueiro, s'est déclarée en état d'urgence salariale : « *Nous demandons principalement une revalorisation, car nos*

salaires ont énormément perdu face à l'inflation. La majorité des enseignants vit sous le seuil de pauvreté actuellement. »

Selon le Conseil interuniversitaire national, les enseignants ont perdu un tiers de leur pouvoir d'achat face à l'inflation depuis l'arrivée au pouvoir de Javier Milei, et 85 % d'entre eux perçoivent un salaire inférieur au seuil de pauvreté.

« *Personne n'arrive à boucler les fins de mois* », s'alarme Laura Garboni, elle aussi enseignante à l'université de Buenos Aires. Résultat, beaucoup doivent compléter leurs revenus avec un autre emploi, quand ils ne décident directement pas d'abandonner l'enseignement. « *De plus en plus de collègues nous disent : je laisse mon poste pour aller faire quelque chose de mieux rémunéré, car je dois payer le loyer.* »

Le Sénat doit examiner la semaine prochaine un texte d'actualisation du budget universitaire voté par les députés mi-août. Mais en cas d'approbation par la chambre haute, Javier Milei a prévenu qu'il utiliserait son veto pour s'opposer au texte afin de préserver l'équilibre budgétaire.

Venezuela.

J-C – En famille. Quand Lula vole au secours du fasciste argentin Milei, qui en retour a "*exprimé sa reconnaissance* », c'est beau la fraternité.

Quant au sort réservé à X ex-twitter, cela nous laisse complètement indifférent, X, Facebook et Cie. peuvent disparaître de la surface de la Terre qu'on s'en porterait mieux.

Bras de fer entre Caracas et Brasilia autour de l'ambassade d'Argentine au Venezuela - AFP 8 septembre

Le Venezuela a révoqué samedi de "*manière immédiate*" l'autorisation donnée au Brésil de représenter l'Argentine dans le pays, et notamment de gérer la résidence de l'ambassade où sont réfugiés six cadres de l'opposition depuis mars.

Le ministère brésilien des Affaires étrangères a aussitôt rappelé à Caracas "*l'inviolabilité des installations de la mission diplomatique argentine*".

La tension est montée entre Brasilia et Caracas alors que des forces de police ont pris position autour de la résidence de l'ambassade d'Argentine, gérée et gardée par le Brésil depuis début août, ont constaté des journalistes de l'AFP.

Dans un communiqué diffusé dans la matinée, le Venezuela "*a pris la décision de révoquer de manière immédiate l'autorisation donnée au Brésil pour exercer la représentation des intérêts de l'Argentine*" ainsi que de gérer "la mission diplomatique".

Le texte assure que Caracas dispose de "preuves" de "*l'utilisation de la mission pour la planification d'actions terroristes*" et de tentatives d'assassinat du président Nicolas Maduro.

Le Venezuela a rompu le 29 juillet ses relations diplomatiques avec sept pays d'Amérique latine, dont l'Argentine, qui ne reconnaissent pas la réélection contestée de M. Maduro face au candidat de l'opposition Edmundo Gonzalez Urrutia, qui revendique la victoire.

L'Argentine a accueilli en mars à la résidence de l'ambassade six cadres de l'opposition, dont des responsables de la campagne électorale accusés de "*conspiration*" qui voulaient échapper à leur arrestation.

Le Brésil a aussitôt réagi samedi en assurant qu'il "*continuera à défendre les intérêts argentins jusqu'à ce que le gouvernement argentin nomme un autre Etat acceptable par le gouvernement vénézuélien pour exercer ces fonctions*".

L'Argentine a "*exprimé sa reconnaissance*" envers le Brésil et dit apprécier "*son engagement et sa responsabilité pour assurer la garde des biens argentins*" au Venezuela.

L'Uruguay considère que cette "*situation constitue une violation du droit international et une nouvelle violation des droits des citoyens vénézuéliens bénéficiant de l'asile*", alors que le Chili a fait part de sa "*préoccupation*", manifesté son "*rejet de cette décision*" et exprimé sa "*solidarité avec les gouvernements argentin et brésilien dans la situation qu'ils traversent*".

L'opposition vénézuélienne a dénoncé samedi matin le "*siège*" par les forces de l'ordre de la résidence de l'ambassade d'Argentine à Caracas, où selon elle l'électricité a été coupée. Depuis vendredi soir, elle est encerclée par des véhicules des forces de sécurité.

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 15 septembre 2024

Les bonnes nouvelles sont à la fin de la causerie, non, elles ne proviennent pas de France, mais du Mexique et d'Argentine.

Et pendant ce temps-là, les sionistes nazis génocidaires continuent d'exterminer les Palestiniens...

Totalitarisme. Population sous surveillance. Ils sont vraiment dingues, et ce n'est pas une « probabilité » !

Moustique tigre : La probabilité d'une épidémie de dengue ou de chikungunya en France est désormais « assez élevée » - 20minutes.fr 13 septembre 2024

Un rapport de l'Anses publié ce vendredi estime que l'apparition d'une épidémie d'arbovirose, maladie due à un virus transmis par le moustique tigre, a une probabilité « assez élevée » d'apparaître dans les cinq prochaines années en France hexagonale. C'est la conclusion d'un rapport de l'Anses (Agence nationale de sécurité sanitaire) publié ce vendredi.

Les protocoles de surveillance et de contrôle nécessitent de retracer tous les contacts de la personne infectée au cours des 10 jours précédents, et de contrôler les lieux visités par le malade afin d'éliminer les moustiques tigres présents. 20minutes.fr 13 septembre 2024

J-C – Une agence de renseignement ne ferait pas mieux !

La pandémie mondiale qu'ils ne pourront pas éviter, annonciatrice des prochains développements de la lutte des classes à l'échelle internationale.

J-C – Crise économique ou sociale, crise politique et institutionnelle, l'une ou l'autre ou plus vraisemblablement la combinaison des quatre va déboucher sur une crise révolutionnaire, elle arrive, c'est inévitable, et souhaitable évidemment, patience.

En Allemagne, la victoire aux airs de cadeau empoisonné de la CDU - lepoint.fr 09 septembre 2024

Pour former une coalition en Saxe et en Thuringe, le Parti chrétien-démocrate (CDU) n'a qu'une seule option. Il doit s'allier à la gauche radicale. Un exercice de haute voltige politique.

Face à l'"impasse" politique, le président sénégalais dissout l'assemblée - courrierinternational.com 09 septembre 2024

Cette mesure vise à lui donner une majorité stable pour gouverner alors que la précédente législature, élue en 2022 et où continue à dominer le camp de l'ancien président Macky Sall, lui était hostile. courrierinternational.com 09 septembre 2024

A quelle enseigne les Français sont-ils logés, quand ils ne sont pas à la rue ? De quoi, de qui parlent-ils, on a du mal à saisir, est-ce voulu ?

J-C - Qu'entendent-ils par "*situation de précarité*" quand ils mélangent d'un côté, je cite : dépenses d'énergie, payer son logement et le chauffer, sa mutuelle, certains frais médicaux, accéder à un service de santé, frais de transports, abonnements internet et téléphonie, pouvoir nourrir ses enfants, se procurer une alimentation saine, et de l'autre : pratiquer un sport ou des loisirs, partir en vacances ? Ils ont oublié le remboursement des emprunts ou crédits, les dettes, les traites.

La pauvreté s'aggrave en France, selon le baromètre annuel du Secours populaire - franceinfo 12 septembre 2024

De plus en plus de Français rencontrent des difficultés d'argent, pour se loger, se soigner, payer leurs dépenses d'énergie, pratiquer un sport ou encore partir en vacances.

Dans ce baromètre du Secours populaire, 62% des Français disent aussi connaître ou avoir connu une situation de pauvreté, soit 4 points de plus que l'an dernier. Et près de 8 Français sur 10 (79%) se disent pessimistes sur le risque que leurs enfants connaissent un jour une situation de précarité.

La part des Français rencontrant des difficultés pour partir en vacances et payer leurs dépenses d'énergie atteint de nouveaux records cette année et concerne presque une personne sur deux (57% chez les ruraux). Et les difficultés s'aggravent pour payer son logement, payer sa mutuelle, pratiquer un sport ou des loisirs.

Conséquence, les Français continuent de se priver. 43% des Français disent ne presque pas chauffer leur logement quand il fait froid, "*parfois ou régulièrement*". 30% des Français rencontrent des difficultés à se procurer une alimentation saine permettant de faire trois repas par jour, et près d'un parent sur trois se prive de manger pour pouvoir nourrir ses enfants. (Qu'entendent-ils pas trois repas par jour, se gaver, depuis que je vis en Inde j'ai réduit ma ration alimentaire quotidienne des trois quart et je suis rassasié, j'ai même grossi ! En France, manifestement je bouffais beaucoup trop. Je refuse de croire qu'un parent sur trois se prive de manger pour nourrir ses enfants. – J-C)

Par ailleurs, 45% des sondés disent avoir du mal à faire face aux dépenses liées aux enfants (fournitures, vêtements, cantine...). Payer certains frais médicaux est problématique pour 43% des répondants, tout comme payer les frais de transports (39%). Et près d'un Français sur trois a du mal à payer ses abonnements internet et téléphonie (40% en zone rurale). (Je vais vous dire un truc, si je demandais aux Indiens que je côtoie s'ils étaient dans la même situation, c'est 100% qui répondraient qu'ils ne peuvent pas faire face à ces dépenses. Alors comment ils font ? Comme tout le monde, ils se démerdent, ils se privent sur tout, ils reportent certains achats ou travaux, les étales dans le temps, etc. Moi aussi je suis pauvre et je fais comme eux ! Pour autant, on arrive à survivre. – J-C)

Autre problématique pointée du doigt dans ce baromètre : l'accessibilité à certains services essentiels. En matière de santé, un Français sur trois a des difficultés pour accéder à un service de

santé, mais c'est encore plus difficile en zone rurale pour deux habitants sur cinq. Franceinfo 12 septembre 2024

J-C - Ils ont créé tellement de nouveaux besoins pour alimenter la machine du capitalisme depuis la fin du XIXe siècle et assurer sa survie, que ces besoins pléthoriques sans être forcément exorbitants sont devenus incontournables. Les travailleurs estiment qu'ils ne peuvent plus s'en passer, ce qui vaut pour leurs besoins élémentaires ou essentiels mais pas seulement. Il en va ainsi que tous ceux qui sont venus se greffer dessus au fil du temps. Alors, dès qu'ils ne sont plus en mesure de les satisfaire en totalité, ils doivent effectuer des choix difficiles parmi tous leurs besoins. Or ces choix vont être mal vécus la plupart du temps, ils vont donner lieu à des frustrations ou privations plus ou moins douloureuses. Ils peuvent même les amener à devoir modifier leur mode de vie ou leur comportement contre leur gré, ils y sont contraints par les difficultés financières qu'ils rencontrent et qu'ils estiment injustes ou qu'ils n'ont pas méritées. Ils auraient pu s'y préparer, mais ils n'ont pas voulu écouter ceux qui les avaient avertis de ce qui les attendait.

A l'exploitation dont ils faisaient déjà l'objet et qui en partie ne leur échappait guère, bien qu'ils n'en comprenaient ni l'origine ni le fonctionnement, exploitation avec laquelle ils avaient été forcés de s'adapter bon gré mal gré en fonction de leur statut sociale et de leur niveau de conscience politique, va venir se greffer la sensation très désagréable d'être de plus en plus injustement opprimés, dans la mesure où vont devoir sacrifier certains besoins devenus essentiels, tels les loisirs, le sport, les divertissements, les sorties, les vacances, les voyages, la culture, etc.

Ils vont devoir envisager sérieusement la dégradation de leurs conditions matérielles d'existence, que leur condition matérielle d'existence se dégrade, régresse, alors que jusqu'à présent les contreparties dont ils bénéficiaient au titre du consensus auquel ils avaient consenties sur le plan économique leur rendaient l'oppression supportable ou leur procurait certaines satisfactions, on leur annonce qu'ils devront désormais s'en passer ou pire, qu'ils ne les méritent pas. Ils vont soudain s'apercevoir, qu'en réalité ils vivaient tranquillement sous un régime dont ils ignoraient la véritable nature dictatoriale qui ne leur épargnera aucune souffrance

La question est de savoir comment ils vont le prendre, nous serons rapidement fixés, semble-t-il ou souhaitons-le pour hâter la fin de ce cauchemar, qui sinon pourrait se transformer en tragédie sans que personne ne soit épargné, avouez que ce se serait dommage de ne pas saisir l'occasion pour renverser le régime en place, place à la révolution socialiste !

Carriérisme. En voilà un qui ne rencontrera pas « des difficultés d'argent » !

J-C – Quant à se prostituer et à passer son temps à se prosterner, autant que cela rapporte !

La retraite à 28 270 euros de Michel Barnier - 75secondes.fr 14 septembre 2024

Carrière en France

- Michel Barnier a été parlementaire pendant 17 ans et ministre pendant plus de 7 ans. Cela lui donne droit à une pension issue de ses années de service au sein de l'État français. D'après l'Observatoire de l'éthique publique, il a cotisé suffisamment pour recevoir une retraite d'environ 7 637 euros brut.

- Fonctions au Palais Royal : Ses années passées au Palais Royal ajoutent une pension équivalant à 75 % de son dernier salaire. Ce montant s'élève à 7 147,88 euros brut, portant le total à environ 5 300 euros brut.

- Conseil général de la Savoie : En plus de ces montants, son indemnité correspondant à ses 26 années de service au Conseil général de la Savoie s'élève à 13 187 euros brut.

Contribution européenne.

- La part la plus conséquente de sa pension provient de ses fonctions européennes. Michel Barnier a été commissaire européen pendant plus de 9 ans et négociateur en chef du Brexit durant 5 ans. À Bruxelles, il bénéficiera d'une pension de 10 653 euros brut pour son rôle de commissaire et de 4 430 euros brut pour sa mission de négociateur du Brexit. La somme totale de sa pension européenne s'élève à 15 083 euros brut.

Montant total

Si l'on cumule l'ensemble de ces pensions, Michel Barnier percevra une retraite totale de 28 270 euros brut par mois. Toutefois, bien qu'il puisse déjà toucher une partie de cette retraite en plus de son salaire actuel de 16 038 euros brut pour sa fonction de Premier ministre, il a choisi de suspendre temporairement sa retraite de commissaire européen. 75secondes.fr 14 septembre 2024

Une excellente formule.

- Le travail d'un illusionniste, c'est de concentrer l'attention des spectateurs sur des détails devant leurs yeux et de ne surtout pas leur permettre une vision globale de l'ensemble du processus en développement, ce qui mènerait, le cas échéant, inévitablement à la découverte de la supercherie.

Qui tient l'Elysée ? Pas le kleenex Macron.

- Le nouveau Premier ministre a d'abord rencontré Alexis Kohler avant d'avoir un premier tête-à-tête informel avec Emmanuel Macron.

Quelle fâcheuse habitude ! Mais où ont-ils la tête ! Cela ne vous rappelle-t-il rien ?

Agent municipal tué à Grenoble : La carte d'identité du suspect retrouvée dans sa voiture accidentée - 20 Minutes/AFP 11 septembre 2024

"Charlie Hebdo" : comment les policiers ont identifié les frères Kouachi - franceinfo 8 janvier 2015

La carte d'identité de l'aîné, Said Kouachi, a été retrouvée dans la voiture abandonnée par les fuyards dans le 19e arrondissement.

Plus fort encore :

Le passager de Satam al-Suqamii a résisté à la désintégration du Boeing 767-223ER qui s'est écrasé dans la première tour du World Trade Center, il a atterri en bas de la rue. Trempé de kérosène, il a été ramassé par un passant qui l'a remis à un membre du New York City Police Department peu avant que la tour Sud s'effondre. Wikipédia.

Dictature climatique. Quand ils confondent sciemment climat et météo.

J-C – Puisque les saisons telles qu'elles sont établies sont incompatibles avec leur théorie frauduleuse du réchauffement climatique (de nature anthropique), ils ont décidé d'en modifier les dates ou périodes ! Plus bas une explication complémentaire de nature scientifique.

Le une dépêche : « L'été 2024 a été le plus chaud jamais enregistré » - AFP 6 septembre 2024

- Pour nous météorologues, l'été a commencé le 1er juin ! En effet, en météorologie, l'été couvre les mois de juin, juillet et août, c'est-à-dire la période la plus chaude et la plus ensoleillée de l'année dans l'hémisphère Nord. Le mois de septembre est le premier mois de l'automne météorologique, tandis que l'automne calendaire survient au moment de l'équinoxe, autour du 21 septembre. meteofrance.com

« Pour nous météorologues » maîtres des saisons et de l'univers ! Voyons de quoi il retourne.

Le solstice d'été est un phénomène astronomique qui correspond au moment où le Soleil atteint sa plus grande inclinaison par rapport à l'équateur céleste, le 21 juin qui marque le début de l'été.

L'équinoxe d'automne marque le début de cette saison, il correspond au moment où la nuit et le jour ont la même durée varie en fonction de la durée de rotation de la Terre autour du Soleil, elle se situe entre le 21 et 24 septembre

Par conséquent ces repères ou la durée des saisons calendaires n'ont pas été choisis au hasard, ils ont une base scientifique, astronomique, qui jusqu'à présent faisait consensus puisqu'il n'était venu à l'esprit de personne de modifier les périodes correspondant aux quatre saisons, sauf chez Météo France, où on a affaire non pas à des scientifiques, mais des idéologues enragés acquis à la mystification climatique de Davos.

Alerte, le climat se refroidit ! Cinglés !

Arrivée d'une vague de froid : pourquoi il va falloir ressortir les manteaux à partir de mercredi - FranceInfo 10/09/2024

Un air plus frais va gagner tout l'Hexagone au cours de la semaine, avec des températures inférieures aux normales de saison, prévient Météo-France.

Alors que l'été ne semble pas si loin, la France va connaître des températures très fraîches cette semaine, particulièrement à partir du mercredi 11 septembre. FranceInfo 10/09/2024

J-C - Le premier bulletin météo télévisé remonte au 17 décembre 1946. Quand j'étais jeune, je m'en moquais et je ne le regardais pas, je trouvais cela complètement con ou inutile. J'ignorais que c'était un facteur qu'ils allaient instrumentaliser dans le cadre d'un vaste programme destiné à influencer ou contrôler le mental et le comportement de la population.

Commentaire publié dans le blog **Le Grand Soir**

- Vous êtes sûr qu'on n'est pas sur le portail du Forum économique mondial ? Il recrute ?

Mystification climatique ou quand un porte-parole du GIEC s'adresse à vous. Tout est faux dans cet article rédigé par un agent du Green New Deal de Davos, jusqu'à l'amalgame scélérat qui consiste à assimiler à l'extrême droite tout opposant au discours frauduleux officiel consistant à instrumentaliser les aléas du climat. La démonstration figure dans mon blog (luttedeflasse.org).

La "*priorité absolue*" et la première tâche militante, c'est de lutter pour la rupture avec le capitalisme et ses institutions financières et politiques nationales et internationales, c'est d'organiser la classe ouvrière et contribuer à élever son niveau de conscience politique pour réaliser ces tâches politiques ou atteindre ces objectifs. C'est se doter d'une nouvelle direction révolutionnaire...

Toute lutte est politique, toute lutte doit être subordonnée à cette orientation politique sous peine de sombrer dans l'opportunisme.

On semble ignorer la nature impérialiste du régime en place, qui se caractérise par la réaction sur toute la ligne, ce qui signifie qu'aucune réforme sociale ou politique conforme aux intérêts des exploités qui remettraient en cause le capitalisme ou ses institutions ne sera adopté aussi longtemps qu'on ne les aura pas renversés. Faire croire le contraire, cela revient à s'en remettre aux capitalistes et à ses représentants pour qu'ils réalisent ces réformes ou transformations révolutionnaires, c'est une supercherie politique.

- En famille.

- Ils peuvent même vous faire croire que c'est Mélenchon et Faure qui, en quelque sorte, ont nommé Barnier.

Remarquez bien que ce ne serait pas totalement faux, car ils se sont partagés les rôles (et les places) en tenant compte des illusions des masses ou en les instrumentalisant, c'est la seule chose qu'ils savent faire ou presque.

Et puis, quant à assurer la légitimité et la continuité des institutions de la Ve République, franchement, autant le faire dans l'opposition parlementaire, c'est plus confortable et tout aussi rentable, car tout ce qu'on racontera ne portera pas à conséquence ou on ne vous demandera pas de le mettre en pratique, cela demeurera que des mots finalement, des intentions sans lendemains, qui n'engageront à strictement rien, c'est pratique, qui plus est, personne ne s'en apercevra et ne vous réclamera des comptes, vous pourrez continuer de faire illusion jusqu'au prochain scrutin, que du bonheur en somme, plutôt que devoir gouverner avec Macron, donc continuer la même politique réactionnaire et prendre des coups de tous les côtés à la fois.

- En observant la réaction de la majorité des masses à la dictature hygiéniste de janvier 2020 à décembre 2022 (ou plus), puis à la dictature énergétique et climatique, au récit frauduleux de la guerre en Ukraine, au génocide des Palestiniens, à l'emballement de la hausse des prix (énergie, alimentation, etc.), autant d'expériences d'une violence extraordinaire vécues directement ou en direct, autant d'expériences auxquelles elles répondirent en faisant preuve d'une relative passivité ou indifférence, bref, en prenant en compte ce contexte, il était facile de se faire une idée assez précise de leur état d'esprit du moment et de leur niveau de conscience en général ou plutôt de conditionnement, pour ne se faire aucune illusion sur la manière dont elle aborderait les élections législatives et leur dénouement.

Pourquoi ? Parce que fondamentalement rien dans leur condition n'avait changé, donc il n'y avait pas de quoi imaginer qu'autre chose adviendrait, que ce qui est en train de se dérouler sous nos yeux.

Ceux qui doivent se poser de sérieuses questions ou qui ont un grave problème politique à résoudre, ce sont tous ceux qui s'attendaient à autre chose, comme chaque fois du reste, à un miracle semblait-il, puisqu'il y a même des croyants ici, c'est stupéfiant ! Personnellement je ne me sens pas concerné, puisque j'avais appelé au boycott. Certains en arrivent à dire "tout ça pour ça", eh oui comme en 81, c'est pitoyable 53 ans plus tard !

Vous me direz qu'on aurait pu tout aussi bien remonter au Front populaire de 36, qui se termina par le vote des pleins pouvoirs à Pétain, quelle époque glorieuse, je les vois déjà d'ici hurler au raccourci scandaleux, comme quoi il n'y a vraiment rien de changé !

Je passe la IV^e République et ses toutes aussi glorieuses guerres impérialistes en Asie et en Afrique du Nord, sans oublier les "*Trente glorieuses*" entamées sous le mandat d'un général président et qui s'achèveraient sous un centriste précurseur de l'extrême centre fervent partisan de l'Union européenne ou l'OTAN politique en Europe, hurra !

J'ai fait l'impasse sur 68, où en guise d'orientation révolutionnaire, on eut le droit à "*changer la vie*", au lieu et place de changer de régime, pour que finalement rien ne change. Et effectivement fondamentalement, on en est toujours au même point mort 56 ans plus tard. En mieux ou en pire, cela se discute.

La crise du capitalisme n'a cessé de s'approfondir jusqu'à ébranler ses fondements, ses institutions, c'est plutôt bon signe et encourageant. Ce qui l'est moins, c'est la faiblesse organisationnelle des masses dans des structures politiques qui ne soient pas complètement corrompues ou irrécupérables, toutes celles qui ont failli dans le passé, toutes celles qui en sont issues, leurs satellites, l'absence d'un véritablement parti ouvrier révolutionnaire ou communiste, appelez-le comme vous voudrez, et la faiblesse de leur niveau de conscience politique, parce que les conditions matérielles de la majorité demeurent relativement confortables, et les partis dits ouvriers qui sont censés représenter leurs intérêts ont abandonné le socialisme, ce qui les prive des moyens théoriques pour comprendre la situation, par conséquent, elles rejettent les tâches et les objectifs politiques qu'on leur propose et qui permettraient de réaliser un changement de régime ou une révolution politique et sociale...

On peut nier ce constat, d'ailleurs les uns et les autres passent leur temps à cela, certains préférant polémiquer sans fin sur le sexe des anges, c'est pour dire à quel niveau théorique ou état de décomposition politique on en est rendu, c'est cela le plus préoccupant, à mon humble avis.

Heureusement que la lutte de classe continue, on le doit à la classe ouvrière uniquement, tout espoir n'est pas perdu...

- @Julie

J'ai trouvé cela sur le Net en... 2 secondes !

Interrogé sur le slogan "*Un flic mort : un vote pour le RN en moins*", Jean-Luc Mélenchon invoque "*le droit de rigoler*", mais "pas sur la mort des gens" - FranceInfo 28/06/2024

Le leader de La France insoumise était invité sur le plateau de M6 à commenter le message d'une pancarte photographiée lors d'une manifestation.

Jean-Luc Mélenchon a été interrogé sur M6, jeudi 27 juin, au sujet du slogan "*Un flic mort : un vote pour le RN en moins*", photographié sur une pancarte au cours d'une manifestation et posté sur X.

"*C'est absurde, mais on a le droit aussi de rigoler non ? Pas sur la mort des gens, mais quand des gamins disent...*", a répondu dans un premier temps Jean-Luc Mélenchon, interrompu par une intervention du journaliste : "*C'est pas drôle*", a lancé Xavier de Moulins. "*Bien sûr que ce n'est pas drôle*", a alors ajouté l'ancien candidat à la présidentielle. Cet extrait a été posté sur le réseau social X par la chaîne M6.

"*Jean-Luc Mélenchon a considéré hier, très tranquillement, qu'il était 'rigolo' de dire dans un slogan : 'Un flic mort = un vote pour le RN en moins'. Qu'il puisse demain être Premier ministre de la France, c'est terriblement inquiétant*", a réagi sur le plateau de CNews la députée du Rassemblement national (RN) Marine Le Pen. FranceInfo 28/06/2024

J-C T - Mélenchon a eu beau acquiescer, "*bien sûr que ce n'est pas drôle*", pour que la pourriture de Le Pen et l'ensemble des médias mainstream lui prêtent malgré tout d'avoir déclaré le contraire ou tronquent son intervention pour le faire passer pour quoi au juste, je l'ignore, puisque par ailleurs Mélenchon ne manque pas une occasion pour manifester son soutien à l'ordre établi... Au diable les bien mal nommés réseaux sociaux !

- @ Zéro

– Heureusement que la lutte de classe continue, on le doit à la classe ouvrière uniquement... (JCT)

– « *Je la vois plutôt vautrée dans le lepénisme...* »

Elle vous effraie à ce point-là, à moins qu'on n'en ait pas du tout la même conception ou on ne parle pas de la même chose ?

J'évoquais la lutte de classe des travailleurs qui se battent pour de meilleures conditions de travail et d'existence, contre la pauvreté et la précarité, l'injustice sociale, pour conserver leurs emplois, les services publics, pour obtenir un meilleur salaire, de nouveaux droits politiques, etc. mais aussi qui

soutiennent tous les peuples en lutte partout dans le monde contre l'exploitation, l'oppression et la guerre...

Vous dites – « *Ce qui me donne espoir, c'est que les trois-quarts des Français estiment - à ma grande surprise ! - que Macron a volé les élections en les interprétant à sa manière !!* »

Moi, je trouve cela plutôt désespérant, car l'homme lige Macron n'a rien volé du tout, il sait compter et il sait sur qui compter, c'est tout et c'est apparemment suffisant pour gouverner, la preuve !

Ce que je viens de publier dans la causerie de mon blog (luttedeflasse.org) :

LFI n'a que 72 députés, ils ne représentent que 12% des députés sur 577.

Les députés du NFP ont été élus sur un programme réformiste au rabais, qui n'égratigne même pas les fondements du capitalisme.

L'oligarchie qui a mis en place Macron le sait. Elle savait aussi que parmi les composantes du NFP la plupart ne se battraient pas pour qu'il soit appliqué, en réalité aucune si la pression était trop grande sur elles. Alors, pourquoi voudriez-vous qu'elle leur fasse la moindre concession, elle sait que leurs dirigeants n'ont pas le choix, soit ils capitulent en rase campagne, soit ils l'affrontent directement. Or, elle sait qu'ils n'en ont ni l'envie ni les moyens, dès lors, elle n'a pas à tenir compte du nombre d'élus obtenus par le NFP (193), elle n'a pas besoin d'eux pour gouverner, elle a mieux sous la main avec Ensemble et LR qui totalisent plus de 200 élus, donc davantage que LFI, tout en s'assurant de la neutralité du RN. Et le tour est joué !

Pour cette raison, j'ai été ulcéré par les vociférations et gesticulations des dirigeants du NFP pendant 52 jours, et ils continuent sur le même registre, on nous a volé la victoire, alors qu'en réalité, ils ont tout juste gagné le droit de la fermer !

J'ajoute que je les considère comme des imposteurs et qu'on doit les combattre comme tels, sur les bases du socialisme et non pour régler des comptes personnels ou je ne sais quoi.

Quant à l'allusion aux croyants, elle concernait, Caza, Maxime Vivas, mais ce n'était pas méchant de ma part. Ma compagne tamoule est hindoue pratiquante, j'ai même un temple dans la pièce principale de la maison et un autre dans le jardin, en fait un arbre (vépillai) décoré façon sapin de Noël, c'est son truc un brin animiste, pas le mien. Je suis un horrible bolchevik léniniste, pur et dur, authentique, une antiquité, un vieux fossile si cela peut vous faire plaisir, qui, s'il était en voie de disparition, signerait à coup sûr la fin de la civilisation humaine, tout cela pour cela, avouez que ce serait franchement dommage, non ?

- @Bernard Gensane

Personnellement, 69 ans demain, voilà qui ne nous rajeunit pas !

Ce serait bien que la date de naissance des lecteurs qui postent des commentaires figurent à côté de leur nom ou pseudonyme pour se faire une petite idée sur eux ou plutôt, cela faciliterait opportunément la lecture de leurs commentaires, la compréhension de leurs motivations, de leurs

intentions, car souvent, on n'a pas les mêmes à 20 ans qu'à 80 ans, souvent aussi sans qu'on en ait pleinement conscience d'après ce que j'ai pu remarquer.

La vieillesse est un naufrage, dit-on, physiquement, c'est indéniable et difficile de le camoufler, mentalement aussi, mais c'est plus complexe. Cela dépend du statut social de la personne et la manière dont elle l'a vécu, ainsi que plusieurs facteurs cognitifs, son niveau intellectuel et de conscience en général qui vont déterminer les moyens dont elle disposera pour maîtriser son apparence, son comportement, son discours. Elle peut être naturelle ou jouer un personnage et en changer en fonction de ses interlocuteurs ou des circonstances, mais aussi des idées préconçues généralement admises sur le comportement des vieux. Il est facile de les instrumentaliser en présence de gens particulièrement naïfs ou conformistes pour qu'ils vous passent vos caprices ou accordent de l'attention aux conseils avisés que vous leur donnez. Cela a le même pouvoir que l'humour, à condition d'en faire un bon usage.

Les vieux sont finalement des rentiers, des bourgeois qui s'ignorent, je ne parle pas de ceux qui finissent leurs jours dans la misère noire évidemment, et ils en partagent souvent les tares, ils sont autoritaires ou ils se croient autorisés à imposer leurs idées en raison de longue expérience de la vie, ce qui ne signifie rien en soi, il suffit de lire la plupart des commentaires du GS pour en avoir une illustration pathétique...

Je ne vais pas m'étendre davantage sur ce sujet. Il y a des peuples qui vouent un culte aux ancêtres ou qui idéalisent les vieux, j'estime qu'ils ne le méritent pas, car c'est flatter l'ignorance des populations passées, avec tout le respect qu'on leur doit bien sûr. Ils incarnent le passé qui est définitivement révolu, mais les enseignements que nous ont laissés ses plus grands penseurs sont toujours vivants, à nous de les faire vivre, au lieu d'avoir toujours les yeux braqués sur le rétroviseur, consacrons-nous plutôt au présent, car c'est là que résident les matériaux dont nous avons besoin pour réaliser notre émancipation et conquérir notre liberté.

Bien à vous et portez-vous bien tous les trois.

Tardieu Jean-Claude 11/09/1955.

- J'avoue ne m'être jamais intéressé à ce parti (le PRCF), aux satellites du PS ou du PCF en général, donc je m'abstiendrai de commenter cette analyse. En outre, je ne suis ni pacifique, ni patriotique, ni environnementaliste, ni antifasciste, ni antiraciste, ni anti-impérialiste, ni ce que vous voudrez, dans la mesure où j'ai constaté, que selon les circonstances ceux qui prétendaient l'être étaient amenés à revendiquer le contraire et figuraient parmi les partisans les plus zélés du capitalisme...

J'ai toutefois remarqué que la CGT manquait à l'appel, alors qu'elle s'était gravement compromise en 2017 en appelant à voter Macron, puis NFP en 2024, elle n'a donc rien à envier à la CFTC, la CFDT ou l'UNSA, ajoutons FO qui n'a pas besoin d'appeler à voter pour qui que ce soit, puisque la nature réformiste que revendique ce syndicat, sa participation au "dialogue social", ainsi qu'au Conseil économique, social et environnemental, une institution corporatiste de la V^e République, signifie que FO n'est pas plus indépendant de l'État et du capitalisme que les autres syndicats.

Quant à la question du parti, de la révolution socialiste, de la destruction de fond en comble de l'État bourgeois ou capitaliste pour instaurer une République sociale, tout dépend de quelle manière on l'aborde, soit à partir de nos intérêts individuels exprimés plus ou moins consciemment, qui nous

fourniront autant de prétextes qu'on voudra pour en nier la nécessité et nous en détourner, soit à partir des enseignements de la lutte de classe du passé en les actualisant si besoin était.

Autrement dit, la manière de l'aborder qui consiste à en faire une question personnelle au lieu de s'en tenir strictement aux faits et leur enchaînement, n'a rien à voir avec le marxisme, elle est du domaine de la métaphysique ou de l'idéologie, de l'idéalisme, et ne peut déboucher que sur une impasse ou n'importe quoi, ceux qui s'en contentent ou s'en satisfont ont sans doute leurs raisons, qui n'ont aucune valeur scientifique, elles sont indéfendables et n'ont aucune légitimité. Ils raisonnent en croyants, et ils abordent toutes les questions qu'on leur soumet sur un plan émotionnel au lieu de prendre du recul spontanément et commencer par réfléchir, sans se demander s'ils se posent les bonnes questions, comment le pourraient-ils dans ces conditions-là ?

La question de la cocotte-minute prête à exploser pose problème. Elle est bien mal choisie ou trompeuse. Elle démontre que l'auteur de ce texte, fort brillant au demeurant, ne maîtrise pas tous les facteurs qui composent la situation, car dans le monde ou sur tous les continents depuis déjà des lustres, ils existent des conditions de travail et d'existence mille fois pire qu'en France, sans que pour autant les régimes en place soient réellement menacés, sauf à prendre nos désirs pour la réalité, ce qui est fortement déconseillé si on veut comprendre la situation et aller de l'avant. Pourquoi tous ces peuples soumis à des conditions d'exploitation ou d'oppression effroyables, qui n'ont rien à perdre, ne se révoltent-ils pas ? Ils n'ont pour ainsi dire aucune conscience de classe, leur niveau théorique est quasiment nul et leur niveau organisationnel ne vaut guère mieux. Vous voulez faire quoi partant de là ? J'y suis confronté quotidiennement en Inde, un cauchemar difficile à vivre quelque part. En 28 ans, je n'ai jamais croisé un militant ouvrier !

Ce sont chaque fois des dirigeants des classes moyennes qui ont pris l'initiative d'organiser la classe ouvrière, et de lui fournir une base théorique pour mener sa lutte de classe depuis le milieu du XIXe siècle. Où sont-ils aujourd'hui ? Ils n'existent pas ou ils ont tous adopté l'idéologie réformiste contre-révolutionnaire, antisocialiste, dès lors qu'y a-t-il à en attendre ? Rien. À mon avis, il est là le principal problème que nous avons à résoudre. Nous n'avons pas été capables de tirer tous les enseignements de l'impérialisme et de l'opportunisme qui était son pendant dans le mouvement ouvrier, et nous en payons aujourd'hui les conséquences.

A @RV

Je ne sais pas si 70% des votants sont de droite pour reprendre votre expression, si tel est le cas, c'est que les partis qui les représentent le sont également, c'est effectivement ce que je pense, puisque être de gauche devrait signifier militer pour un changement de régime politique et économique. Or, ceux du NFP y sont tous farouchement opposés, la preuve en est qu'ils étaient prêts à cohabiter avec Macron, laissons de côté l'extrême gauche trop décomposée et insignifiante pour jouer un quelconque rôle politique, ce qui ne signifie pas qu'il n'existerait pas ici ou là des militants sincères demeurés fidèles au socialisme ou tentant de le rester.

Dans tous les partis et groupes d'extrême gauche, ils existent de brillants intellectuels, y compris au PCF et au PRCF, pourquoi refusent-ils de confronter leurs désaccords, c'est un truc que je n'arrive pas à comprendre ou qui m'est totalement étranger. Qu'auraient-ils à craindre, s'ils étaient bien intentionnés ? Rien, car tout le monde a le droit de se tromper. Ou alors ce sont des idiots ! Ils en font une affaire personnelle, on en revient toujours là, à ce putain d'amour-propre mal placé, s'ils le privilégient à nos intérêts collectifs, c'est lamentable, cela semble être le cas malheureusement. À suivre.

Situation sociale en France.

La survie du capitalisme a des conséquences catastrophiques sur toutes les catégories de la population, elle constitue une menace pour son intégrité biologique et mentale.

J-C - Il faut légitimer la dictature numérique des GAFAM et autres acteurs de ce secteur économique quitte à réduire les enfants à l'état de zombi.

"Mon téléphone, c'est mon doudou, ça m'angoisse de le laisser" : l'interdiction totale du portable au collège expérimentée depuis une semaine - francetvinfo.fr 10 septembre 2024

Depuis 2018 une loi interdit en théorie l'utilisation du téléphone dans l'enceinte scolaire : les élèves peuvent l'avoir, mais éteint et au fond du sac. Dans les faits, beaucoup de jeunes continuent à l'utiliser en cachette, source de déconcentration voire de conflits et de harcèlement. En cette rentrée, une expérimentation est en cours dans près de 200 collèges du pays. Il s'agit de déposer son portable dans un casier ou une mallette, au lieu de le garder avec soi.

L'idée est de lutter contre l'utilisation frauduleuse dans les couloirs ou en classe.

Anouk, élève de 3e, le confie : les années passées, elle ouvrait de temps en temps ses applications fétiches Snapchat, Instagram ou TikTok alors qu'elle était au collège. *"C'était bien aussi d'avoir un temps sur notre téléphone, pour 'sortir' un peu du collège... Maintenant on discute entre nous, on parle davantage, du coup. Mes parents trouvent ça bien, parce que ça nous évite de trop regarder le téléphone, mais quelquefois c'est d'eux que venaient les messages pour savoir à quelle heure on sortait, s'ils venaient nous chercher..."* Si c'est si difficile de laisser complètement son téléphone pendant la journée, c'est que certains ados passent tout leur temps libre dessus, témoignent plusieurs collégiennes : *"Même quand je marche pour rentrer chez moi"*, reconnaît l'une d'entre elles, qui avoue regarder son téléphone *"sept heures par jour, au moins."*

Ces élèves ont, en fait, très peur de laisser leur téléphone dans un casier, même fermé à clé : *"Ça m'angoisse un peu, dit l'une d'elles, qu'on me le vole, que quelqu'un y touche... Mon téléphone, c'est mon doudou informatique !"* Selon ces ados, cette nouvelle règle va rapidement être contournée par certains élèves.

Le principal du collège de Langeac, Pierrick Villard : *"Certains parents ont dit : 'les enfants n'emmèneront pas leur téléphone au collège', d'autant plus qu'on a rappelé à toutes les familles que si elles avaient besoin de joindre leur enfant elles pouvaient appeler le service de la vie scolaire et que nous ferions transiter le message... C'était déjà le cas avant, mais la solution de facilité était un SMS adressé directement à l'enfant, y compris pendant le temps de classe."* francetvinfo.fr 10 septembre 2024

J-C- On vit une époque où ils ont imposé l'inversion accusatoire, l'inversion des valeurs, l'inversion des rapports entre parents et enfants, adultes et enfants, entre instruits et arriérés, synonymes de chaos, de conflits permanents à tous les niveaux de la société, c'est délibéré, ils l'ont théorisé, programmé.

En 2020, plus d'un mineur de moins de 15 ans sur cinq possédait un mobile, le plus souvent obtenu à partir de 11 ans, âge d'entrée au collège, selon un sondage réalisé par Médiamétrie. francetvinfo.fr 08 septembre 2024

En avril 2024, une commission d'experts mise sur pied par Emmanuel Macron a recommandé (lien en PDF) de ne pas fournir de téléphone portable aux enfants avant 11 ans, que l'appareil ne soit pas connecté à internet avant leurs 13 ans et que l'accès aux réseaux sociaux ne leur soit autorisé qu'à partir de 15 ans.

L'acquisition d'un téléphone doit être l'occasion d'expliquer ce qui a vocation à être public ou privé, d'expliquer que la loi ne permet pas de tout dire et de rappeler qu'une personne réelle se trouve de l'autre côté de l'écran.

Il est conseillé d'interdire le téléphone au moins une heure avant le coucher, ce qui lui évitera des perturbations du sommeil. Des temps sans téléphone doivent aussi être préservés pour favoriser d'autres activités, comme les devoirs et le sport. Là encore, le dialogue est la clé pour que l'enfant comprenne pourquoi on limite son usage.

En revanche, la plupart des spécialistes interrogés déconseillent l'installation en douce de logiciels espions ou de traçage de l'enfant.

"L'idée est d'autonomiser l'enfant dans son utilisation du téléphone. S'il se rend compte que vous l'espionnez, la confiance sera brisée et il ne se tournera pas vers vous en cas de situation difficile."
Grégoire Borst, professeur de psychologie du développement. francetvinfo.fr 08 septembre 2024

J-C - Autrement dit, c'est l'exception qui dicte la règle à adopter, France intox n'a pas choisi cet interlocuteur par hasard !

A droite toute !

Budget : pourquoi la proposition d'instaurer des jours de carence supplémentaires dans la fonction publique ressurgit - FranceInfo 12 septembre 2024

Un rapport, commandé par Gabriel Attal en février et publié début septembre, estime que l'ajout d'un ou deux jours d'arrêt de travail non rémunérés permettrait de dégager de 174 millions à 289 millions d'euros d'économies par an.

Leur rapport de près de 300 pages, publié le 5 septembre, fait état d'"une hausse généralisée" des arrêts maladie depuis la crise du Covid-19. Dans la fonction publique, l'étude évalue le coût des absences pour raisons de santé à 15 milliards d'euros en 2022, année marquée par un nombre d'arrêts maladie à un niveau "historiquement haut". Les auteurs estiment que le nombre d'absences s'élevait à 14,5 jours par agent public en 2022 (11,7 jours dans le privé), contre 8 jours par an sur la période 2014-2019. Si la tendance à la hausse "semble s'être inversée" en 2023, dans les secteurs public et privé, l'Igas et l'IGF suggèrent toutefois plusieurs pistes pour ramener durablement ce taux à son niveau d'avant la crise sanitaire.

La piste d'une baisse de l'indemnisation

Parmi les propositions, le rapport préconise l'introduction d'un ou deux jours de carence supplémentaires, c'est-à-dire des jours d'arrêt de travail non rémunérés. Le jour de carence dans la fonction publique avait été introduit en 2012 sous Nicolas Sarkozy, avant d'être supprimé en 2014 sous la présidence de François Hollande, puis rétabli par Emmanuel Macron en 2018. Selon le rapport, ce retour "*a rempli son objectif de réduction des arrêts de courte durée et a représenté des économies budgétaires de 134 millions d'euros en 2023 pour le budget de l'Etat*". Un deuxième jour de carence pour les fonctionnaires rapporterait 174 millions d'euros par an, et un troisième jour – comme dans le privé – permettrait de dégager 289 millions d'euros.

Selon une note de l'Insee, le rétablissement du jour de carence dans l'Education nationale a effectivement entraîné un recul de la fréquence des arrêts maladie. Mais cela ne signifie pas que les absences étaient auparavant nécessairement injustifiées, insiste l'Insee. "*En effet, l'introduction du jour de carence peut encourager les personnes malades à travailler.*"

Le rapport de l'Igas et de l'IGF évoque également la possibilité de réduire la rémunération des jours indemnisés dans le cadre d'un arrêt de courte durée. Actuellement, à l'exception du premier jour de carence, les agents du public sont "*rémunérés à plein traitement*" durant les trois premiers mois d'arrêt. Les deux organismes proposent de diminuer cette rémunération à 90% du traitement, comme dans le privé, même si, dans les faits, 70% des travailleurs du privé bénéficient d'un maintien de leur salaire de la part de leur employeur à l'issue de leurs jours de carence, rappelle le rapport.

La réduction de l'indemnisation dans le public permettrait de réaliser 300 millions d'euros d'économies dans chacun des trois versants de la fonction publique (Etat, territoriale et hospitalière), d'après l'étude. Soit 900 millions d'euros au total. FranceInfo 12 septembre 2024

Parole d'internaute

1- Quand on y regarde de plus près, il fallait 80 M€ en 2014 pour être dans le top 500 des fortunes françaises. Soit 94 M€ actualisé en 2023 (convertisseur INSEE : [Convertisseur franc-euro | Insee](#)). Aujourd'hui, il faut 245 M€ pour y figurer. Soit 2,6 fois plus qu'en 2014 ou +260 % en 10 ans. Dans le même temps, le SMIC a augmenté de 4 % sur 10 ans. C'est le fameux ruissellement ! Ou plutôt d'une captation éhontée des richesses par la "*France d'en-haut*" sans la moindre taxation.

Aujourd'hui, les aides publiques aux entreprises sont le premier budget de l'Etat avec 200 milliards d'Euro.

2- N'exposer qu'une partie de la vérité pour orienter le débat est une technique classique de propagande.

Ainsi, peu nombreux sont les politiques et les journalistes qui rappellent qu'environ 20% des arrêts maladies ne sont pas respectés et que bon nombre de patients refusent carrément que leur médecin les arrête. Ça dénoterait sérieusement du storytelling autour du Français fainéant et fraudeur.

Moins nombreux encore sont ceux qui rappellent que nos entreprises sont peu soucieuses de la santé et de la sécurité de leurs employés. Un travailleur meurt toutes les douze heures en France, sans

même compter les suicides, les accidents mortels sur les trajets domicile-travail et les maladies professionnelles. Cela fait de nous un des pires pays d'Europe en la matière. Étonnamment, pas un politique pour nous comparer à l'Allemagne sur le sujet, on préfère avoir la Roumanie comme modèle apparemment.

3- Comme une majorité de métier à l'hôpital public, le salaire est moins élevé que le privé mais vous bénéficiez de l'avantage du statut de fonctionnaire (sans compter une période d'essai contractuelle de 5 ans environ). C'est le principe du départ. Les salaires sont basés sur une grille sans possibilité d'en bouger, tandis que dans le privé vous pouvez négocier votre salaire avec votre employeur ainsi que son évolution. Ainsi vous avez dans le public une grille qui commence environ à 1800 brut alors que dans le privé c'est entre 2000 et 2500. Pourquoi croyez-vous que le statut de fonctionnaire a été créé, c'est simplement pour maintenir des bas salaires en échange d'un avantage, qui d'ailleurs disparaît petit à petit. D'où le manque de candidats...

4- Vous pouvez supprimer le statut de fonctionnaire (j'imagine que vous parlez de la sécurité de l'emploi), mais c'est plus cher... Comme vous n'allez pas vous débarrasser des enfants, vous aurez toujours besoin d'autant d'enseignants... Vous pouvez espérer que la criminalité baisse, mais vous aurez toujours besoin de policiers... Je souhaite que personne ne soit malade, mais malheureusement vous aurez toujours besoin de soignants... Il n'y a pas de miracle, les employés du public sont actuellement payés moins que les employés du privé (toutes les études le montrent pour poste équivalent), donc vous pouvez tout privatiser mais vous ne gagnerez rien! Je vous invite à regarder le coût de la vie aux USA où il faut environ de 2 à 4 fois un salaire FR (toujours à poste équivalent) pour avoir les mêmes avantages (santé, éducation, sécurité, ...). C'est le principe de répartition.

Sur la situation économique de la France.

La France : en marche vers la récession - legrandsoir.info 10 septembre 2024

<https://www.legrandsoir.info/la-france-en-marche-vers-la-recession.html>

Pour le lobby financier, la construction européenne doit revenir aux banquiers - Réseau Voltaire 13 septembre 2024

Le banquier italien Mario Draghi a remis, le 9 septembre, son rapport sur le « *Futur de la compétitivité européenne* ».

Le document, en deux volumes de plus de 400 pages, plaide pour une construction européenne par les banquiers.

Il constate le peu de possibilité d'investissement de l'UE (32 % du PIB) par rapport aux États-Unis (142 % du PIB) en raison de la persistance de système de retraite par répartition (sauf aux Pays-Bas, au Danemark et en Suède). Il préconise donc de développer des systèmes de retraite privés dans

l'ensemble des États membres afin de rassembler des capitaux et de les canaliser vers les marchés financiers.

Il insiste sur la nécessité de transformer l'Autorité européenne des marchés financiers (AEMF) en un véritable régulateur unique, à l'image de la Securities and Exchange Commission (SEC) aux États-Unis. « Une étape essentielle pour transformer l'AEMF est de modifier sa gouvernance et ses processus de prise de décision dans le même sens que ceux du Conseil des gouverneurs de la BCE, en les détachant autant que possible des intérêts nationaux des États membres de l'UE ».

Enfin, il plaide pour une relance du marché de la titrisation afin d'augmenter les capacités de financement des banques et invite la Commission européenne à proposer une révision des exigences prudentielles concernant les actifs titrisés.

En d'autres termes, Mario Draghi dresse un éloge de l'endettement allant à l'encontre de la doctrine allemande qui prévaut jusqu'ici.

Ce rapport, au raisonnement impeccable, dresse un constat imparable. Il crie à l'urgence, ce qui coupe court à toute réflexion sur les méthodes pour y répondre. Il élude la question des causes du déclin industriel de l'UE, c'est-à-dire de la vassalité face aux USA qui ont saboté le gazoduc Nord Stream et organisé la guerre en Ukraine. Il considère comme allant de soi que la construction d'une UE fédérale est indispensable pour mener à bien les réformes sans envisager qu'elles pourraient être conduites plus facilement par des coopérations entre États souverains. Sur ce point, il est étonnant au XXI^e siècle de promouvoir une structure pyramidale plutôt qu'un réseau pour favoriser les entreprises. Mais Mario Draghi est l'ancien vice-président pour l'Europe de Goldman Sachs. Réseau Voltaire 13 septembre 2024

J-C - Comme toutes les analyses du Réseau Voltaire, celle-ci est biaisée. Comment cela ? C'est simple, dans la mesure où il est faux d'attribuer le "*déclin industriel de l'UE*" à sa "*vassalité face aux USA*", car tout au plus cette explication ne correspond qu'à une toute petite partie du problème de l'UE, car la division du travail internationale ou de plus en plus généralisée, poussée à l'extrême à l'échelle mondiale, englobant tous les continents, se traduit par une perte de productivité et donc de plus-value des entreprises de l'UE face à celles des pays dits émergents ou déjà en passe de devenir dominants comme la Chine, la Russie, l'Inde et le Brésil, et des pays sous-développés en voie d'industrialisation rapide en Afrique et dans le reste du monde, parce que tous ces pays sont en mesure de proposer des coûts de production plus bas, en termes de main d'œuvre, énergie, transport et même matières premières quand ces pays renferment ces richesses, et qui pour répondre à leurs besoins intérieurs se tournent de préférence vers les pays ou les entreprises qui leur offrent les prix les plus bas à qualité de service égal ou supérieur.

Ce qui est en cause, c'est donc le capitalisme mondialisé avec ses lois de fonctionnement incontournables ou qui s'imposent à tous les acteurs économiques, dont les contradictions ne peuvent conduire qu'à la guerre ou au socialisme pour peu que le prolétariat parviennent à se doter d'une nouvelle direction pour le renverser, ce que le Réseau Voltaire ne peut pas admettre ou reconnaître puisqu'il est pro-capitaliste.

Vous allez là démasquées les limites de la rhétorique de ces gens qui se disent démocrates, progressistes ou anti-impérialistes, et qui finalement sont des agents déguisés de la réaction. C'est également le cas de la quasi-totalité des géopoliticiens ou experts qui s'expriment dans les médias et réseaux sociaux dits indépendant ou alternatif, de façon à détourner du socialisme leurs lecteurs ou sympathisants.

Le nœud coulant se resserre, sur qui ? L'heure de l'affrontement direct entre les classes approche.

Budget 2025 : Michel Barnier face un impossible compromis ? - lepoint.fr 13 septembre 2024

Le projet de loi de finances pour 2025, que le futur gouvernement de Michel Barnier devra déposer au bureau de l'Assemblée nationale avant le 1er octobre, aura un parfum d'austérité budgétaire. « *Ce sont 25 à 30 milliards d'euros d'économies annuelles qu'il faut trouver pour les six ou sept années à venir* », rappelle le rapporteur général du budget à l'Assemblée nationale (groupe Liot) Charles de Courson, sollicité par Le Point. lepoint.fr 13 septembre 2024

J-C - Dans cet article ils expliquaient qu'il n'existait pas de recette miracle : Mettre à contribution les milliardaires ou se rabattre sur les millionnaires, impensable, ils sont au pouvoir ; alors les entreprises, inimaginable, elles n'y survivraient pas dit-on, reste les classes moyennes et la classe ouvrière, par exemple lutter efficacement contre la fraude au RSA et contre les autres formes de fraude sociale permettrait de récupérer 2,7 milliards d'euros, bref, s'attaquer aux "salauds" de pauvres, autre piste dans le même registre, réduire le coût de fonctionnement des opérateurs de l'État (l'Agence nationale de l'habitat, le CNRS, le CNC, le musée du Quai-Branly, France Travail, etc.) permettrait de réaliser une économie de 4,2 milliards d'euros, autrement dit s'attaquer à tous les ministères ou budgets à caractère social en priorité, le reste était à l'avenant.

Le plus cocasse, si je puis dire, c'est quand ils expliquèrent quelque peu dépités, que de toutes manières aucune majorité ne se dégagerait pour soutenir à l'Assemblée nationale de telles mesures antisociales et le gouvernement pourrait faire face immédiatement à une motion de censure et être renversé. Macron n'aurait plus qu'à démissionner ou déclencher l'article 16 de la Constitution qui lui octroierait tous les pouvoirs, à lui ensuite de les adopter par décret.

En gros, ils sont dans une impasse, ils n'ont plus d'autre alternative que passer en force pour appliquer leur politique ultra réactionnaire ou dévoiler la nature dictatoriale du régime au risque d'en ébranler les fondements et provoquer une crise sociale aux conséquences politiques incontrôlables, provoquer la mobilisation révolutionnaire des masses, c'est tout le mal qu'on se souhaite !

A bas le Service national universel, la propagande de guerre ! À bas la guerre, à bas Macron, l'exploitation et la Ve République !

J-C – Entre nous, on est sympa, on est prêt à leur faire faire entre de 3,5 à 5 milliards d'euros d'économie... parce qu'on déteste que la jeunesse soit enrégimentée ou promise au hachoir à viande !

Service national universel voulu par Macron : le rapport au vitriol de la Cour des comptes - RT 13 septembre 2024

Dans un rapport publié ce 13 septembre, la Cour des comptes dresse un bilan sévère du Service national universel (SNU) qu'avait voulu Emmanuel Macron, épinglant les difficultés d'organisation et l'échec en matière de « *mixité sociale comme d'engagement* ».

Les auteurs du rapport font état d'un coût «total de 3,5 à 5 milliards d'euros» par an et cela «sans compter les coûts d'investissement à venir dans les centres d'hébergement, les éventuels surcoûts liés au changement d'échelle et les coûts portés par les autres financeurs publics». Des coûts élevés, jugent les magistrats, au regard du «contexte de restriction budgétaire». Ceux-ci soulignent que pour la seule année 2022, lorsque le dispositif était en expérimentation, «le coût par jeune» s'est élevé «à un minimum de 2 900 euros».

Le rapport évoque des objectifs de mixité sociale «non atteints» et explique qu'une «généralisation impliquera [...] une part accrue de jeunes réticents à participer» au SNU. La Cour mentionne notamment 33 exclusions de volontaires pour «motif d'agressions» en 2023, ainsi qu'un taux de désistement de 28%. RT 13 septembre 2024

Situation politique en France

L'art consommé du mépris du peuple en oligarchie. Imposture ou déni ? Provocation ou démenche ?

Emmanuel Macron estime qu'il faut "toujours prendre en compte" le suffrage des Français - BFMTV 12 septembre 2024

"Le peuple aujourd'hui souverain s'exprime par le suffrage qu'il faut toujours prendre en compte parce que c'est le fait premier en toute démocratie", a-t-il souligné lors de la cérémonie de rentrée du Conseil d'État, au risque de provoquer une nouvelle levée de boucliers de la gauche à l'issue des législatives.

J-C - Où est le lézard ou le biais dans ce syllogisme ? Dans le postulat que le peuple serait souverain, car si tel était le cas, son "suffrage" serait conforme à la démocratie, ce qui signifie que Macron n'aurait jamais pu être élu Président de la République, et le "suffrage" se serait porté quasiment exclusivement sur les représentants des exploités et des opprimés, tandis que ceux représentant les quelques pourcents de capitalistes n'auraient obtenu aucun élu ou se conteraient sur les doigts d'une main.

BFMTV - Le chef de l'État a rappelé combien "nos démocraties occidentales ont été profondément touchées, parfois déstabilisées par des transitions et des chocs" - climatique, énergétique, géopolitique - et les citoyens frappés par le "sentiment de perdre le contrôle de leur vie".

J-C - Ce sont ces régimes occidentaux vassaux des Etats-Unis qui sont à l'origine de ces "chocs" et personne d'autres. Quant au "sentiment" des citoyens "de perdre le contrôle de leur vie", c'est plus qu'une impression, c'est ce qu'ils vivent au quotidien, et ils le doivent au tyran Macron.

BFMTV - Emmanuel Macron, qui sort affaibli politiquement après sa décision de dissoudre l'Assemblée, a également réaffirmé qu'il restait le "garant de la souveraineté" de la Nation et de "l'indépendance" de la justice.

J-C - Il voulait dire par "garant de la souveraineté" de la Nation, qu'il s'octroyait le droit de la brader au plus offrant, à l'UE sous emprise anglo-saxonne, conformément au pouvoir qui lui confère la Constitution de la Ve République, quant à "l'indépendance" de la justice, la question ne se pose

même pas ou c'est une imposture, puisque c'est lui qui nomme les membres du Conseil d'État en conseil des ministres

BFMTV - "*Le juge n'est là ni pour plaire ni pour déplaire (...) Son indépendance est le fondement de son office (...) Elle est l'ultime rempart pour la protection des droits de chacun*", a martelé le vice-président du Conseil d'État, Didier-Roland Tabuteau. BFMTV 12 septembre 2024

J-C - Comment le juge pourrait-il être indépendant puisqu'il est choisi par le monarque en personne.

Il défend les "*droits de chacun*" en fonction de leur statut social ou les intérêts de la classe à laquelle il appartient, inutile de préciser laquelle s'agissant de Macron.

De par sa nomination et sa fonction, le Conseil d'Etat est un des rouages essentiels des institutions antidémocratiques de la Ve République, puisque ces membres veillent au sommet de l'Etat à ce que les projets de lois ou décrets soient conformes aux besoins du capitalisme, c'est l'unique critère qu'ils retiendront, bref, il en est le garant en dernier ressort, ainsi que la Constitution, c'est son unique raison d'être.

Il va de soi que jamais nous adresserons une requête au Conseil d'Etat, au Conseil constitutionnel ou je ne sais quelle institutions de la Ve République, car cela signifierait ignorer leur nature réactionnaire, ce serait leur reconnaître une quelconque légitimité ainsi qu'au capitalisme dont elles incarnent les intérêts sur le plan juridique ou idéologique.

A travers Macron la ploutocratie préserve ses intérêts et conserve intact son contrôle politique des institutions et de l'économie du pays.

- Selon le constitutionnaliste Benjamin Morel, invité de Public Sénat, en nommant Michel Barnier, Emmanuel Macron conserve une certaine « *capacité d'agir* », mais aussi une « *continuité politique* ». Publicsenat.fr 12 septembre 2024

Une personnalité comme Michel Barnier serait plus ouverte à une collaboration avec l'exécutif selon le constitutionnaliste : « *A priori, il est d'accord pour un modus vivendi laissant du champ au Président de la République dans certains domaines réservés, peut-être un peu plus.* » Mais c'est surtout leur proximité idéologique qui représente un grand avantage : « *Ce qui sépare idéologiquement Michel Barnier d'Emmanuel Macron sur les grands dossiers signifiants pour Emmanuel Macron, notamment l'économie, ce n'est au final pas grand-chose.* »

Du point de vue d'Emmanuel Macron, avec Michel Barnier, « vous avez une continuité politique, ce n'est pas quelqu'un qui solde le bilan du macronisme », indique Benjamin Morel. Il va plus loin : « *Ce n'est pas quelqu'un qui dit justement 'le macronisme en lui-même était une parenthèse, là je ferme cette parenthèse et je mène une politique nouvelle.'* » Un choix dans la continuité, qui se veut marqueur de stabilité, dans la mesure où il a été entériné par les forces politiques qui formeraient une coalition pour l'observateur de la vie politique : « *Et qui plus est, il y avait 5 personnalités qui n'ont pas mis de veto : François Bayrou, Edouard Philippe, Laurent Wauquiez, Gabriel Attal et Marine Le Pen... Ce qui permet aujourd'hui la stabilité.* » Publicsenat.fr 12 septembre 2024

La division du travail internationale poussée à l'extrême conduit les puissances occidentales à la faillite, à la paralysie politique et à la révolution sociale.

Pour son gouvernement, Michel Barnier veut débaucher à gauche, mais ça ressemble à une mission impossible - Le HuffPost 10 septembre 2024

Vouloir n'est pas pouvoir. À peine nommé, le Premier ministre Michel Barnier a joué la carte de l'ouverture, disant souhaiter que son gouvernement soit accessible aussi bien à la droite, qu'aux macronistes et qu'aux « *gens de gauche* ». Mais cette déclaration a tout du vœu pieux, autant du fait de Michel Barnier que des responsables sur sa gauche.

Soucieux « *d'ouvrir sa table* » aux sensibilités politiques représentées à l'Assemblée nationale (à l'exception du Rassemblement national), Michel Barnier, homme de droite, a tenté d'amorcer le dialogue avec la gauche. Il a ainsi évoqué la « *dette écologique* », sa volonté d'une « *plus grande justice fiscale* », un « *débat* » pour « *améliorer* » la réforme des retraites... Insuffisant pour les élus du Nouveau Front Populaire.

Des Écologistes aux communistes, tous les groupes ont promis de soutenir une motion de censure, que la France insoumise envisage de déposer dès l'ouverture de la session parlementaire début octobre. Et même hors de l'alliance du NFP, l'aile gauche de Renaissance se montre circonspecte envers ce Premier ministre qui brigait en 2021 l'investiture LR pour l'Élysée.

Fumée blanche à droite, pas d'étincelles à gauche

« *Il a cinquante ans de vie politique monsieur Barnier* » et « *il n'a jamais rien fait pour les ouvriers, le service public, le social* », résume Fabien Roussel sur LCI ce 10 septembre. Le patron du PCF se dit « *sans illusion* » sur la politique droitnière qui sera menée. Et les premiers éléments vont dans son sens.

Il y a d'abord eu les priorités fixées par le Premier ministre : « *maîtrise des flux migratoires avec des mesures concrètes* », amélioration de l'accès aux services publics, à la santé et au logement... Le nouveau locataire de Matignon a repris une large partie du « *pacte législatif* » proposé par sa famille politique à Emmanuel Macron cet été. Gérard Larcher, président LR du Sénat, s'en réjouit ouvertement dans *Le Figaro* ce mardi 10 septembre. Pas idéal pour appâter la gauche même si sur le papier, certaines thématiques, comme l'accès au logement ou à la santé, peuvent lui parler.

Autre mauvais signal pour la gauche : l'hypothèse d'un ministère régalien confié au patron des sénateurs LR Bruno Retailleau. L'écu vendéen incarne l'aile la plus conservatrice des Républicains, tenant d'une politique migratoire dure et opposé à la constitutionnalisation de l'IVG... Sa présence en Conseil des ministres d'un gouvernement Barnier, qui plus est à un poste de poids, sera inévitablement perçue comme un coup de barre à droite toute.

Pire encore : lundi 9 septembre, voilà qu'apparaît la rumeur d'un futur ministère de l'immigration. La gauche s'insurge et Matignon temporise, assurant au HuffPost que « *rien n'est acté* » à ce stade. Il n'empêche, l'image est dévastatrice : le dernier ministère de l'immigration avait été confié à Brice Hortefeux sous la présidence de Nicolas Sarkozy. Difficile de faire plus emblématique d'un gouvernement (très) à droite. Sans oublier que le Rassemblement national, qui revendique de placer « *sous surveillance* » le Premier ministre, menace de censurer un futur gouvernement qui ne répondrait pas à ses attentes.

Pas d'acteurs au casting

Dans ces conditions, inutile de dire que la présence d'une figure du Nouveau Front Populaire dans un gouvernement Barnier est improbable. D'ailleurs, la liste de candidats reste cruellement vide. Un écolo qui rentrerait au gouvernement serait-il exclu du parti ? Inutile de débattre de quelque chose qui n'arrivera pas, balaié samedi sur BFMTV Marine Tondelier. La question ne se pose pas non plus à la France insoumise toujours pas conviée aux tractations à Matignon selon son coordinateur national Manuel Bompard ce mardi 10. « *Aucune personnalité du PS ne sera dans son gouvernement, je n'ai aucun doute là-dessus* », assure aussi Olivier Faure le 6 septembre sur France Inter.

Même les divisions internes ne jouent pas en faveur de Michel Barnier. Au PS, malgré une brouille interne sur l'échec de l'option Cazeneuve à Matignon, les principaux opposants à Olivier Faure Nicolas Mayer Rossignol et Hélène Geoffroy ont décliné. Le député Jérôme Guedj, qui s'est présenté sans la bannière du NFP et dont le nom a pu être cité, refuse aussi : « *Ce n'est pas parce que j'assume des désaccords majeurs avec la direction de LFI, que je suis Macron-compatible* », cingle-t-il sur LCI ce mardi. Idem pour Raphaël Glucksmann, aussi en rupture avec LFI et malgré certaines positions (européennes) partagées avec le camp macroniste : « *Pas une seule seconde, je ne rejoindrai ce gouvernement* », assène-t-il dans L'Opinion.

Même dans l'aile gauche de la macronie, ça ne se bouscule pas au portillon. À l'exemple de Roland Lescure, ministre sortant de l'Industrie, frileux à l'idée de retrouver un ministère et qui prévient dans Libération qu'il n'accordera pas « *automatiquement* » sa confiance à Michel Barnier. Le micro-parti En Commun, dont les députés siègent avec le groupe Renaissance, a aussi exprimé ses réserves sur la nomination d'un Premier ministre « *très droitier* ».

Si on fait le compte des « + » et des « - » à intégrer un gouvernement Barnier, les contre l'emportent largement. D'une part, parce que la durée de vie de ce gouvernement est incertaine et dépend en partie de l'humeur des députés du RN. D'autre part, parce qu'avec tant de signaux à droite, le poids réel de ministres de gauche (si jamais il s'en trouvait) promet d'être infime. Se pose alors une question : rompre avec sa famille politique pour (ne pas) peser dans un gouvernement fragile au mépris de ses valeurs, cela vaut-il vraiment le coup ? La gauche aura vite fait de faire les comptes.

J-C – Dites, vous ne les sentez pas un peu anxieux et désabusé, pour un peu désespérés ? Ils ont de quoi !

L'info judiciaire censurée par les médias aux ordres, qui implique le directeur de cabinet du Premier ministre.

Affaire Darmanin-PSG : ces révélations qui tombent mal pour Michel Barnier - RT 10 septembre 2024

Une affaire de favoritisme fiscal au profit du PSG, impliquant le ministre de l'Intérieur démissionnaire Gérald Darmanin lorsqu'il était à Bercy ainsi que son directeur de cabinet d'alors, Jérôme Fournel, nommé directeur de cabinet par Michel Barnier, refait surface dans la presse française. Elle vient indirectement éclabousser le nouveau Premier ministre.

Mediapart avait notamment dévoilé une note, qu'aurait rédigée Jérôme Fournel, dispensant des conseils au PSG afin de lui éviter de payer des cotisations sociales sur le transfert de Neymar. Après plusieurs échanges, le PSG a fini par recevoir des documents de l'administration fiscale et de

l'Urssaf Île-de-France annonçant au club qu'il n'y aurait ni impôts ni cotisations sociales à verser sur ce transfert.

Or, selon le média d'investigation, l'administration fiscale aurait pu réclamer au PSG «entre 67 et 224 millions d'euros», dans la mesure où la somme destinée à payer l'indemnité de départ de Neymar a été directement versée à celui-ci par le club parisien.

<https://francais.rt.com/france/113507-affaire-darmanin-psg-revelations-qui-tombent-mal>

En famille. Procès du populisme sans lequel il n'aurait jamais été élu.

J-C – Qu'a dit ce pauvre type de Ruffin, sinon que pour engranger des voix valait mieux flatter son interlocuteur ou lui tenir le discours qu'il avait envie d'entendre, et qu'il fallait l'adapter en fonction de chaque personne. Ils le font tous. Il a fait une découverte le fakir !

Pourquoi a-t-il voulu se payer la tête de Mélenchon, sans doute parce qu'il lui reprochait d'être encore trop radical...pour Macron, et c'est à cause de lui que le NFP ne pourra pas cohabiter avec Macron, bref, il a peut-être loupé une occasion d'être ministre, qui sait !

« Campagne au faciès » : François Ruffin charge Jean-Luc Mélenchon - LePoint.fr 12 septembre 2024

Dans *Itinéraires ? Ma France en entier, pas à moitié !*, François Ruffin revient sur les causes de sa rupture avec La France insoumise (LFI), dont il dénonce la propension à séduire uniquement les habitants des quartiers populaires.

« *Nous avons mené une campagne au faciès. Dans les immeubles d'Amiens-Nord, quand je tombais sur un Noir ou un Arabe, je sortais la tête de Mélenchon en bien gros sur les tracts. C'était le succès presque assuré, son nom servait de passe-partout, l'étendard d'une dignité retrouvée. Mais dès qu'on tombait sur un Blanc, pas seulement dans les campagnes, même dans les quartiers, ça devenait un verrou* », écrit le député réélu de la 1^{re} circonscription de la Somme dans son dernier ouvrage.

"*Sans arrêt il tape sur la gauche pour s'acheter des brevets de respectabilité médiatique pour passer sur les antennes*", s'agace ce jeudi Sébastien Delogu. "*En disant ça, c'est une manière de succomber au racisme*", explique-t-il.

"*Ruffin dit qu'il veut parler à la France entière... Mais quand il y a une marche contre l'islamophobie, il dit qu'il ne peut pas... Il a foot!*", s'insurge l'élu marseillais.

Sébastien Delogu fait référence à la marche prévue en novembre 2019 qui visait à dénoncer les actes anti-musulmans. Organisée à l'appel de plusieurs personnalités et organisations, comme le Nouveau parti anticapitaliste (NPA) ou encore le Collectif contre l'islamophobie en France, l'événement avait divisé la gauche et suscité de vives critiques de la part du Rassemblement national.

À l'époque, François Ruffin avait effectivement expliqué sur France inter qu'il ne pourrait pas y participer. "*Je n'irai pas dimanche, je joue au foot*", avait expliqué celui qui était alors député de La

France Insoumise. "*Je ne fais pas de médias le dimanche non plus parce que je joue au foot*", avait-il précis.

Selon Sébastien Delogu, quand Jean-Luc Mélenchon dit ne pas vouloir perdre son temps avec certains électeurs, c'est "*avec les fachos*" avec qui l'explication n'est pas possible. LFI préfère "*se concentrer sur les abstentionnistes. Pas trier les Français selon leurs origines ou leur religion*", défend Sébastien Delogu. LePoint.fr 12 septembre 2024

J-C - Ruffin, d'où tient-il ce discours, sinon des poubelles des médias mainstream et de l'extrême droite qui reprochent surtout à Mélenchon d'incarner auprès de nombreux travailleurs des réformes sociales, à tort ou à raison c'est une autre histoire.

Ruffin se fait le relais de ces ordures, c'est aussi simple que cela, de manière à être bien vu par l'aile la plus droitière du NFP, du PS en particulier et des médias institutionnels.

Parmi tous ces acteurs politiques qui se disent de gauche, il y a ceux qui n'ont pas encore pris conscience et qui n'auront peut-être jamais conscience de militer contre leur propre camp, et il y a ceux qui en ont pris conscience rapidement, et qui comptent s'en servir pour faire une carrière parlementaire, à l'exemple de Jospin, Cambadélis, Corbière, Coquerel, Autain, Mélenchon et tant d'autres à LFI, au PS, au PCF ou ailleurs, d'autres se contentent de postes de permanents dans les syndicats, dans différentes institutions, des conseils d'administrations d'entreprises publiques, etc.

L'argument de Ruffin est minable, s'il avait voulu signifier que Mélenchon était un populiste de gauche à sa manière, il aurait dû s'y prendre autrement, ce ne sont pas les arguments qui manquent pour le démontrer, puisque c'est son exercice préféré dès qu'il ouvre la bouche en direction des médias.

Combien de fois a-t-il été violemment attaqué par les médias ou le pouvoir, et il fit amende honorable par la suite en s'excusant platement pour s'être peut-être mal exprimé. C'est vrai qu'il est souvent sur une ligne communautariste, c'est par exemple dans les gènes de l'antiracisme, du féminisme, de l'écologie politique déconnectés de la lutte pour le socialisme. Sur ce plan-là il est indéfendable, inexcusable, car c'est un manipulateur et ce sont les travailleurs qu'ils trompent. C'est un opportuniste, il est de droite et réactionnaire, c'est entendu, en revanche on ne peut pas l'accuser d'être raciste ou antisémite, on ne le défend pas en particulier, on défend la vérité, la justice, c'est tout.

En famille. Ils n'en loupent pas une !

- Moqué par l'extrême droite depuis ce lundi 9 septembre, le député insoumis Sébastien Delogu a reçu le soutien de ses collègues de La France insoumise et du Nouveau Front populaire. Le macroniste Karl Olive fustige aussi un "*déferlement de haine*".

L'élu de Marseille est la cible de railleries en raison d'une vidéo dans laquelle on le voit buter sur quelques mots lors d'une lecture en commission des finances de l'Assemblée nationale. LePoint.fr 12 septembre 2024

J-C - Il n'en fallut pas plus pour que plusieurs députés LFI dénoncent le "*mépris de classe*" dont fut l'objet leur petit camarade Delogu. Que doit-on en conclure, qu'ils auraient préféré que l'extrême droite lui adresse des compliments au nom des principes ou des valeurs qu'ils partagent, c'est cela ?

Décidément, on n'a pas du tout la même conception de la lutte des classes.

Moi je serais flatté de me faire insulter par l'extrême droite ou la droite, je trouverais même suspect ou troublant s'ils s'en abstenaient. Idem de la part des médias.

Santé.

Des molécules efficaces existent pour vaincre le cancer du pancréas...mais elles coûtent pinuts, donc elles sont censurées par les autorités médicales.

Deux antiparasitaires efficaces contre le cancer du pancréas : l'ivermectine et le mebendazole - Réseau International 8 septembre 2024

<https://reseauinternational.net/deux-antiparasitaires-efficaces-contre-le-cancer-du-pancreas-livermectine-et-le-mebendazole/>

Quand ils propagent la variole à l'aide d'un vaccin.

Polio à Gaza, c'est bien un virus dérivé de la souche vaccinale SABIN, Raoult a raison! - pgibertie.com 9 septembre 2024

Le vaccin Sabin est un vaccin poliomyélitique vivant atténué, développé par le médecin américain Albert Sabin. Ce vaccin est trivalent, ce qui signifie qu'il protège contre les poliovirus types 1, 2 et 3, et est administré par voie orale. Abandonné depuis plus de 30 ans dans les pays riches il a continué à être utilisé dans les pays pauvres et il est à l'origine de variants dangereux comme à Gaza

Le Pr Didier Raoult est un peu trop optimiste : ce n'est pas 30 fois plus de polio due au virus vaccinal mais 50 fois plus selon le rapport du groupe d'éradication de la Polio (GPEI) de l'OMS rapport de septembre 2023, page 90 <https://reliefweb.int/report/pakistan/independent-monitoring-board-global-polio-eradication-initiative-22nd-report>.

Vidéo. Le Pr Didier Raoult sur le plateau de CNEWS

<https://www.youtube.com/watch?v=-I0V1VfI2y8>

Eradication de la variole, la désastreuse vaccination des sujets contacts - aimsib.org 10 mai 2020

<https://www.aimsib.org/2020/05/10/eradication-de-la-variole-la-desastreuse-vaccination-des-sujets-contacts/>

C'est notamment à Rockefeller que l'on doit la folie vaccinale.

Toxicologie contre Virologie : L'Institut Rockefeller et la fraude criminelle de la polio par F. William Engdahl. -

L'un des résultats du prétendu nouveau coronavirus qui a émergé publiquement en 2019 est que la spécialisation médicale de la virologie a été élevée à une stature presque divine dans les médias. Peu de gens comprennent les origines de la virologie et son élévation à un rôle de premier plan dans la pratique de la médecine d'aujourd'hui. Pour cela, il faut se pencher sur les origines et la politique du premier institut de recherche médicale américain, l'Institut Rockefeller pour la recherche médicale, aujourd'hui l'Université Rockefeller, et ses travaux sur ce qu'il prétendait être un virus de la polio.

Conclusion.

Il y a plus d'un siècle, l'homme le plus riche du monde, le baron du pétrole John D. Rockefeller, et son cercle de conseillers ont entrepris de réorganiser complètement la façon dont la médecine était pratiquée aux États-Unis et dans le reste du monde. Le rôle de l'Institut Rockefeller et de personnalités comme Simon Flexner a littéralement supervisé l'invention d'une fraude médicale colossale autour des affirmations selon lesquelles un germe étranger invisible et contagieux, le virus de la polio, provoquait une paralysie aiguë, voire la mort, chez les jeunes. Ils ont interdit politiquement tout effort visant à établir un lien entre la maladie et l'empoisonnement par des toxines, qu'il s'agisse de pesticides à base de DDT ou d'arsenic ou même de vaccins contaminés. Leur projet criminel comprenait une coopération intime avec les dirigeants de l'AMA et le contrôle de l'industrie pharmaceutique émergente, ainsi que de l'enseignement médical. Le même groupe Rockefeller a financé l'eugénisme nazi dans les instituts Kaiser Wilhelm en Allemagne dans les années 30, ainsi que la Société américaine d'eugénisme. Dans les années 1970, ils ont financé la création de semences OGM brevetées qui ont toutes été développées par le groupe de sociétés Rockefeller spécialisées dans les pesticides chimiques – Monsanto, DuPont, Dow.

Aujourd'hui, ce contrôle de la santé publique et du complexe médical industriel est exercé par le protégé de David Rockefeller et partisan de l'eugénisme, Bill Gates, autoproclamé tsar de l'OMS et des vaccins mondiaux. Le Dr Tony Fauci, chef du NIAID, dicte les mandats de vaccination sans preuves. La fraude à l'origine du scandale du virus de la polio après la Seconde Guerre mondiale a été affinée grâce à l'utilisation de modèles informatiques et d'autres ruses aujourd'hui, pour promouvoir un virus prétendument mortel après l'autre, du Covid-19 à la variole du singe en passant par le VIH. Comme pour la polio, aucun de ces virus n'a été isolé scientifiquement et il n'a pas été prouvé qu'ils causaient les maladies alléguées. Aucun. La même Fondation Rockefeller, exempte d'impôts, qui se présente aujourd'hui comme une organisation caritative philanthropique, est au cœur de la tyrannie médicale mondiale qui se cache derrière le Covid-19 et le programme eugénique du Forum économique mondial, la Grande Réinitialisation. Leur modèle de virus de la poliomyélite les a aidés à créer cette tyrannie médicale dystopique. « *Faites confiance à la science* », nous dit-on.

Source: New Eastern Outlook (<https://journal-neo.org/2022/07/12/toxicology-vs-virology-rockefeller-institute-and-the-criminal-polio-fraud/>)

Traduction : <https://reseauinternational.net/toxicologie-contre-virologie-linstitut-rockefeller-et-la-fraude-criminelle-de-la-polio/>

Totalitarisme. Ce massacre et cette folie vaccinale sont à mettre au compte des trusts mafieux pharmaceutiques. Et de l'écologie politique.

Fièvre catarrhale ovine : la France perd 10% de son cheptel de brebis - RT12 septembre 2024

Un phénomène qui a coûté la vie de 500 000 bêtes en 2024, soit 10% des cinq millions de têtes que comptait le pays selon une étude de l'Interbev, l'Association nationale interprofessionnelle du bétail et des viandes, publiée en 2023.

Le 30 août, suite à l'annonce par le ministre démissionnaire de l'Agriculture Marc Fesneau de l'extension de la zone de vaccination à deux régions et à six départements, son ministère avait annoncé qu'il passerait commande de 5,3 millions de doses complémentaires de vaccins contre la fièvre catarrhale ovine de sérotype 3, en plus des 6,4 millions de doses déjà commandées.

Il avait également annoncé la commande de deux millions de doses d'un vaccin tout juste homologué contre la maladie hémorragique épizootique (MHE), une épizootie distincte qui touche particulièrement les bovins, «permettant de protéger un million de bovins». RT12 septembre 2024

J-C - Cet article comporte un biais.

Car ce n'est pas "un phénomène qui a coûté la vie de 500 000 bêtes en 2024", en réalité une partie infime de ces animaux ont été testés positifs à ce virus dans quelques centaines de troupeaux, et dès lors les autorités sanitaires ont exigé l'abattage des troupeaux entiers, alors que la plupart de ces bêtes auraient très bien pu être soignés et sauvés, ce qui n'est pas du tout la même chose.

Par ailleurs cette maladie ne présente pratiquement aucun danger pour l'homme, donc ce prétexte n'est pas non plus un argument pour sacrifier ces malheureuses brebis victimes parmi tant d'autres, dont nous, de la folie de psychopathes abusant du pouvoir exorbitant que leur accorde le régime.

A noter :

- La maladie, qui se transmet par la piqûre de moucheron, provoque de la fièvre et un gonflement de la bouche chez les animaux infectés et peut être mortelle « *dans les cas les plus graves* », a indiqué le Defra. Il a toutefois ajouté que la fièvre catarrhale ne représentait aucune menace pour les humains ou les animaux domestiques et n'affectait pas la sécurité alimentaire. 5 septembre 2024

- Agence française de sécurité sanitaire des aliments.

Cette maladie strictement animale n'affecte pas l'être humain et n'a aucune incidence sur la qualité sanitaire des denrées issues des animaux malades : viande, lait, etc. anses.fr 5 septembre 2024

- Les cas de grippe aviaire chez les humains sont cependant rares. 21 juin 2024

- "A ce jour, aucun cas de grippe humaine dû à un virus influenza aviaire (dit cas de « grippe aviaire ») n'a été déclaré en France" rappelle sur son site Santé Publique France. 6 janv. 2022

- Jusqu'à présent, il n'existe aucune preuve de la contamination d'êtres humains par la grippe aviaire, quelle que soit sa souche, suite à la consommation de viande de volaille ou d'œufs. Dans les élevages touchés, viande et œuf sont de toute façon systématiquement détruits. 9 déc. 2021

Palestine occupée.

La société israélienne a vraiment sombré dans la cruauté, la violence et l'apathie : il suffit de nous regarder par Gideon Levy (Haaretz 8 septembre 2024) - Mondialisation.ca, 09 septembre 2024

<https://www.mondialisation.ca/la-societe-israelienne-a-vraiment-sombre-dans-la-cruaute-la-violence-et-lapathie-il-suffit-de-nous-regarder/5692205>

Opposés à Netanyahu, deux tiers des Israéliens veulent négocier avec le Hamas - Réseau Voltaire 10 septembre 2024

La grève générale qui vient de se dérouler en Israël n'est pas seulement une manifestation contre la rhétorique selon laquelle il ne faudrait pas négocier avec les terroristes et que les FDI vont libérer les otages détenus à Gaza. Elle marque le début d'une prise de conscience que le Premier ministre, Benyamin Netanyahu, ne défend pas les juifs.

Certes, les Israéliens juifs ne sont pas encore conscients du nettoyage ethnique à Gaza, mais ils le deviennent des pogroms anti-arabes en Cisjordanie. Progressivement, ils commencent à admettre que leurs ennemis ne sont pas leurs voisins, mais sont parmi eux. Ce sont les sionistes révisionnistes.

<https://www.voltairenet.org/article221213.html>

Etats-Unis.

Le clan de l'extrême centre de Rothschild-Rockefeller vote à gauche, démocrate.

Présidentielle américaine : "Jusqu'où ira-t-on dans la médiocrité" ? - courrierinternational.com 13 septembre 2024

C'est l'un des bureaux les plus connus du monde qui s'affiche en une de *The Economist*. Le Resolute desk, le bureau iconique des présidents des États-Unis, apparaît dégradé, tagué par des insultes. "Tricheur" et "triche", est-il écrit.

Une première page qui illustre l'ambiance délétère entourant cette campagne présidentielle américaine – portée par les fausses informations propagées sans vergogne par Donald Trump. “*Jusqu’où ira-t-on ?*” s’interroge le titre britannique dans son édition du 14 septembre.

L’hebdomadaire consacre son dossier à la défiance que suscite, par sa complexité, le système électoral américain, qui permet à Donald Trump de continuer à affirmer – sans preuves – qu’on lui a volé le scrutin de 2020.

“*Le mythe de l’élection volée continue de miner la démocratie américaine*”, écrit *The Economist*, qui précise que cette thèse est approuvée par 70 % des électeurs républicains.

“*Même si Kamala Harris remportait la majorité des suffrages le 5 novembre, il est presque certain que c’est Trump qui deviendrait président*”, écrit *The Economist*. À la grande fureur des démocrates.

“*De manière générale, les élections ont pour but de produire le consensus populaire par lequel les électeurs acceptent d’être gouvernés, y compris par un président pour lequel ils n’ont pas voté. Pour cela, les électeurs doivent être assurés que le processus [électoral] est équitable et fiable. Chaque fois que les gens doutent de la légitimité d’une élection, nous nous rapprochons du jour où un camp ou l’autre préférera dynamiter le système plutôt que d’accepter les résultats.*”

États-Unis : les salariés de Boeing votent une grève à une écrasante majorité - AFP/lepoint.fr

Déjà en difficulté, l’avionneur américain fait face à une grève de ses machinistes de l’usine de la région de Seattle, aux États-Unis, ce vendredi 13 septembre. Cette grève a été votée la veille au soir à 96 % après le rejet massif de la nouvelle convention collective à 94,6 %, a précisé Jon Holden, président du syndicat des machinistes IAM-District 751. « *Nous ferons grève à minuit* », a-t-il ajouté.

« *Nos membres se sont exprimés haut et fort ce soir* », a affirmé Jon Holden, dont le syndicat qui représente environ 33 000 travailleurs dans la région Nord-Ouest Pacifique, avait initialement soutenu l’accord. Le syndicaliste avait auparavant déclaré ne pas pouvoir « *garantir que nous obtiendrons davantage en faisant grève* ».

La grève entraînera la fermeture de deux grandes usines d’assemblage d’avions dans la région de Puget Sound – les deux tiers des votes étaient nécessaires pour lancer un arrêt de travail dès l’expiration jeudi à minuit de la convention actuelle, vieille de 16 ans.

Cette nouvelle convention, qui concerne les adhérents de l’IAM dans la région de Seattle, prévoyait une hausse salariale de 25 % sur quatre ans ainsi qu’un engagement d’investissements dans la région. Et aussi la construction du prochain avion – annoncé pour 2035 – dans le berceau historique de l’avionneur qui devait assurer des emplois pour plusieurs décennies.

Les mécontents jugent la hausse salariale trop éloignée des demandes du syndicat (+ 40 % initialement) et le volet sur les retraites insatisfaisant.

Le règlement de l'IAM prévoit que les grévistes reçoivent 250 dollars par semaine à partir de la troisième semaine d'arrêt de travail. La dernière grève chez l'avionneur américain remonte à 2008 et avait duré 57 jours.

Mexique.

Au Mexique, l'élection des juges par un vote populaire peut-elle sonner le glas de la corruption ? - France 24 14 septembre 2024

Le Mexique est sur le point de devenir le premier pays au monde à choisir presque tous les juges du pays, y compris ceux de la Cour suprême, par le biais d'un vote populaire. Au cours de son dernier mois au pouvoir, le chef de l'État, Andrés Manuel López Obrador, a tout fait pour faire adopter cette réforme controversée du système judiciaire.

Le président de gauche sortant, "AMLO" pour les intimes, qui cédera le pouvoir le 1er octobre à Claudia Sheinbaum, issue du même parti, soutient que la justice mexicaine est corrompue et ne sert que les intérêts économiques des élites, alors que plus de 90 % des crimes restent impunis dans le pays selon les ONG.

À ce stade, la réforme devait encore être adoptée par les Parlements d'au moins 17 États sur les 32 que compte le pays. Une formalité, étant donné que le parti du président et ses alliés disposent de majorités confortables dans 24 d'entre eux.

Le lendemain, jeudi, López Obrador, jubilait. "*Dix-huit (Parlements) ont déjà approuvé (la réforme) donc ça y est, elle est légale puisque le minimum est de 17*", a-t-il proclamé, assurant que la réforme constitutionnelle avait rempli les conditions permettant sa promulgation.

Une fois publiée dans le journal officiel du gouvernement, la réforme entrera en vigueur signant le début de la mise en place du nouveau système judiciaire tant voulu par le président mexicain.

Jusqu'à présent, les membres de la Cour suprême étaient proposés par le président et ratifiés par le Sénat, tandis que les juges et les magistrats étaient nommés par le Conseil fédéral du pouvoir judiciaire après des concours.

Les quelque 1 600 juges fédéraux en poste vont être contraints de démissionner. La majorité d'entre eux seront remplacés lors d'élections en juin 2025, avant d'autres scrutins au cours des mois suivants.

Les candidats devront être titulaires d'un diplôme en droit, avoir un dossier académique solide, une expérience professionnelle d'au moins cinq ans – mais pas nécessairement en tant que juges – et fournir une série de références. Leur candidature sera examinée par des comités techniques du Congrès.

La réforme du pouvoir judiciaire implique également une réduction du nombre de juges de la Cour suprême de onze à neuf, tandis que leur mandat passe de 15 à 12 ans. Elle supprime également la pension à vie que les hauts magistrats reçoivent lorsqu'ils terminent leur mandat.

La réforme supprime également le Conseil fédéral du pouvoir judiciaire, qui administre et contrôle les fonctionnaires de justice, et le remplace par un organe administratif et un tribunal disciplinaire judiciaire. Ce nouvel organe de supervision évaluera et enquêtera sur les performances des juges. Il pourra renvoyer des affaires pénales potentielles au bureau du procureur et demander à la Chambre des députés d'engager une procédure de destitution contre les juges. Un autre moyen, selon les partisans de la réforme, de rendre les tribunaux du pays plus réactifs à la volonté du peuple plutôt que de servir des intérêts privés.

Selon Gustavo Flores-Macias, professeur spécialiste en gouvernance et en politiques publiques à l'Université de Cornell dans l'État de New York, les critiques d'Andrés Manuel López Obrador sur la corruption dans le système judiciaire sont totalement fondées. *"La nécessité de lutter contre la corruption est très réelle"*, approuve le professeur. *"Ce système favorise de façon disproportionnée les élites et les personnes qui ont un bon réseau. Il est surchargé et lent. C'est vrai à tous les niveaux, et cela explique pourquoi l'impunité est très répandue au Mexique."*

Andrés Manuel López Obrador a longtemps lié la corruption endémique au Mexique au tournant néo-libéral du pays dans les dernières années du vingtième siècle, et au *"capitalisme de copinage"*, où des vagues de privatisations et d'externalisations ont permis à des entreprises privées de mettre la main sur d'énormes sommes d'argent public et ont fortement réduit la capacité de l'État à mettre en place des programmes sociaux.

Le président mexicain n'a cessé de présenter ses années au pouvoir comme une croisade contre la corruption. Élu en 2018, le premier président de gauche entendait tuer ce mal endémique avant de redistribuer les richesses. Il a considérablement augmenté le salaire minimum, renforcé les syndicats et supervisé d'énormes transferts d'argent direct aux Mexicains considérés comme pauvres. Plus controversé, il a imposé un programme de ce qu'il appelle *"l'austérité républicaine"* pour éliminer le népotisme rampant dans l'administration étatique et s'est appuyé fortement sur les forces armées du pays pour superviser les projets d'infrastructure de l'État.

Ces mesures radicales ont conduit à une baisse significative du nombre de Mexicains vivant sous le seuil de pauvreté. Le président sortant affirme avoir sorti de la pauvreté 8,9 millions de personnes pendant son mandat. Le pourcentage de la population vivant dans la pauvreté multidimensionnelle au Mexique est passé de 41,9 % à 36,3 %, selon des chiffres officiels.

Les mesures de gauche d'Andrés Manuel López Obrador ont également rendu le président sortant immensément populaire. Son Mouvement de Régénération Nationale (Morena) a remporté une majorité écrasante à la chambre des députés pour les législatives de juin et a manqué la majorité au Sénat à un vote près. L'héritière d'Obrador qu'il a lui-même choisi, l'ancienne maire de Mexico Claudia Sheinbaum, a été élue à la tête du pays en juin avec près de 60 % des voix. Et cette réforme judiciaire parmi les plus radicales, est l'acte final du dirigeant de gauche, son ultime cheval de bataille avant de quitter ses fonctions à la fin du mois de septembre. France 24 14 septembre 2024

Argentine.

Argentine: un décret présidentiel abrogé pour la première fois par le Parlement - rfi.fr 14 septembre 2024

C'est un camouflet cinglant pour le gouvernement de Javier Milei. Le Parlement argentin a rejeté, vendredi 13 septembre, le décret par lequel le président ultralibéral avait assigné l'équivalent de 94

millions d'euros de fonds réservés à la SIDE, l'agence de renseignement de l'État. C'est la première fois, dans l'histoire argentine, qu'un décret présidentiel est abrogé par le Parlement.

En abrogeant définitivement ce décret, le Sénat a infligé une défaite symbolique cinglante au gouvernement de Javier Milei. Dans un communiqué, la présidence a condamné un vote « *irresponsable* » compte-tenu des « *récentes menaces d'agents extérieurs* » contre les citoyens argentins.

Mi-juillet, Javier Milei avait dissout l'Agence fédérale de renseignements (AFI) pour la remplacer par le Secrétariat de renseignements de l'État (SIDE), placé directement sous le contrôle de la présidence. Quelques jours plus tard, il avait signé un décret pour assigner à cette nouvelle structure l'équivalent de 94 millions d'euros de fonds réservés.

L'absence de contrôle sur l'utilisation de cette enveloppe a réveillé le spectre de l'espionnage illégal contre des politiques, des journalistes ou des activistes, comme ce fut le cas par le passé en Argentine. Le déblocage de ces fonds, alors que Javier Milei multiplie les coupes drastiques dans les aides sociales et dans les dépenses liées aux retraites ou à l'éducation, a également été fortement critiqué.

Ultra-minoritaire au Parlement, le parti du président a vu ses alliés de centre-droit se ranger aux côtés de l'opposition péroniste pour abroger le décret et lui infliger un revers législatif inédit en Argentine. rfi.fr 14 septembre 2024

J-C - A RFI ou la voix de son maître, ils ont du mal à encaisser le coup ou à camoufler leur déception en évoquant un "*camouflet cinglant*" minimisé ou réduit aussitôt en une "*défaite symbolique cinglante*".

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 18 septembre 2024

Ne laissons pas passer notre tour.

Pourquoi sont-ils incapables de résoudre la crise politique actuelle ? Pardi, parce que c'est à notre tour de la régler en faisant table rase, en renversant le régime politique et économique établi !

Existe-t-il une autre classe indépendante pour exercer le pouvoir ? Non.

Existe-t-il une autre classe que la nôtre dont les intérêts coïncideraient avec ceux de l'ensemble de la population ? Non.

C'est donc à nous exploités et opprimés que revient le droit légitime et le devoir de gouverner, et à personne d'autres.

Existe-t-il une alternative au capitalisme ? Oui. Laquelle ? Le socialisme.

En existe-t-il une autre ? Non.

Alors mobilisation générale, en avant toute vers le socialisme !

Mes commentaires publiés dans différents blogs.

- Cette analyse comporte un biais important, il y manque l'essentiel comme toujours, et pour cause !

– *Ce n'est pas seulement un simple « challenger » qui a émergé, mais un véritable partenariat stratégique entre la Russie et la Chine qui donne un nouveau ton à l'Eurasie.*

En réalité, les États-Unis et ses vassaux européens et du Golfe, toutes les puissances qui depuis la fin des années 70 (1979) ont tissé des liens économiques avec la Chine sans attendre son adhésion à l'OMC en 2001, de « véritable partenariat stratégique » économique, y compris avec la Russie : – Le Premier ministre russe Vladimir Poutine a donné son aval mardi à la signature d'un partenariat stratégique entre le géant pétrolier américain Exxon Mobil Corp. (XOM) et son homologue russe OAO Rosneft (ROSN.RS), rapportent les agences de presse russes. (Les Echos 30 août 2011), partenariat suspendu temporairement depuis août 2022, BP également, qui détenait 19.75% de Rosneft depuis 2013, Shell associé à Gazprom à hauteur 27,5 % dans l'usine de GNL Sakhalin 2, etc.

Les pays géographiquement immense de par leur superficie, détenteurs de gigantesques ressources naturelles ou de matières premières essentielles au développement industriel, en main d'œuvre qualifié innombrable, à l'instar de la Chine et de la Russie, de l'Inde et du Brésil, mais pas que, sont appelés à devenir les volants d'entraînement de l'économie mondiale au détriment des vieilles

nations occidentales dont la richesse et la puissance reposait jusqu'alors sur le colonialisme et les guerres de rapine, le pillage des ressources de tous les peuples grâce à leur supériorité financière, scientifique, technologique et militaire, dont le développement démographique exponentiel à partir de la moitié du XXe siècle a sonné le glas.

Car dorénavant, tous ces peuples exigent, que ces ressources qui leur appartiennent, servent à satisfaire en priorité leurs besoins sociaux, au développement des infrastructures de leur pays qui leur font cruellement défaut, à leur permettre d'accéder à un mode de vie décent, à l'instar des peuples occidentaux ou des pays dits riches, qui en profitent depuis déjà plus d'un siècle. De plus, ils aspirent à la démocratie, ce qui est incompatible avec l'ordre mondial établi au lendemain de la Seconde Guerre mondiale qui consacrait la suprématie des États-Unis et des puissances occidentales sur le reste du monde, d'où la nécessité impérieuse de le modifier sous peine de voir ressurgir le spectre de la révolution socialiste internationale.

Voilà ce qui explique pourquoi l'oligarchie financière internationale a entrepris de reconfigurer les structures de l'économie mondiale, ce qui se traduit par une guerre fratricide entre les différents clans de cette oligarchie par crainte d'y laisser des plumes en fonction des secteurs économiques qu'ils contrôlent, et surtout de voir remis en cause leur domination politique sur les institutions politiques internationales, qui jusqu'à présent adoptaient leur orientation politique et légitimaient leur gestion mafieuse, criminelle, guerrière de l'économie mondiale.

Etats-Unis, Chine, Russie et puissances européennes sont ennemis du point de vue de leurs intérêts particuliers ou de leur stratégie, et alliés dans tous les cas de figure quand il s'agit de combattre le prolétariat mondial et le socialisme.

- Essayons de raisonner en marxiste.

Nous avons échoué à doter le prolétariat d'une nouvelle direction révolutionnaire, pourquoi ?

D'où vient l'impuissance à laquelle sont réduits ceux qui se réclament à juste titre ou non du socialisme révolutionnaire ou du communisme ?

Cela tiendrait-il de la fatalité pour diverses raisons réelles ou imaginaires ?

Le capitalisme a-t-il oui ou non développé toutes les forces productives qu'il est assez large pour contenir pour qu'on puisse passer au socialisme et au communisme ?

Si oui, les conditions objectives sont remplies pour qu'il disparaisse, mais si malgré tout le capitalisme parvient à survivre, cela signifierait que les conditions subjectives ne le seraient pas, en revanche si la réponse est négative, il faudrait en déduire que ces conditions subjectives ne seraient pas mûres, et il ne resterait plus qu'à découvrir pourquoi pour pouvoir enfin aider le capitalisme à disparaître.

– Une formation sociale ne disparaît jamais avant que soient développées toutes les forces productives qu'elle est assez large pour contenir, jamais des rapports de production nouveaux et supérieurs ne s'y substituent avant que les conditions d'existence matérielles de ces rapports soient écloses dans le sein même de la vieille société. C'est pourquoi l'humanité ne se pose jamais que des problèmes qu'elle peut résoudre, car, à y regarder de plus près, il se trouvera toujours, que le

problème lui-même ne surgit que là où les conditions matérielles pour le résoudre existent déjà ou du moins sont en voie de devenir. (Préface à la Contribution à la critique de l'économie politique - Karl Marx - 1859)

Parmi ceux qui refusent de répondre à cette question, certains se retranchent derrière la fatalité pour ne pas l'étudier sérieusement. D'autres s'y sont attelés avec plus ou moins de bonheur, sans toutefois avoir trouvé la bonne réponse, sans être parvenu à fournir une démonstration qui soit cohérente et convaincante ou qui l'emporterait sur toutes les autres, semble-t-il, ce qui se traduit par des polémiques et des divisions sans fin, des procès d'intention ridicules ou infantiles, la dislocation de nos forces qui profitent à nos ennemis.

Par conséquent, j'en déduis que tous devraient commencer par faire œuvre de modestie, ce qui leur fait défaut en règle générale malheureusement, pour ensuite revoir sérieusement et honnêtement leur copie, afin de trouver les erreurs que comporte leur analyse de la situation et les corriger, de manière que le mouvement ouvrier puisse être reconstruit sur des bases saines et inspire confiance aux plus larges masses de la classe ouvrière et des classes moyennes. Ainsi seulement nous pourrions avancer vers le socialisme, car à l'heure actuelle, force est de constater qu'aucune formation politique ne peut prétendre remplir ces conditions, sinon cela se saurait ou nous n'en serions pas rendus là ! À suivre.

- Réponse à D.Vanhove.

Vous dites - remplacer la classe ouvrière et moyenne dont vous parlez par la robotisation la plus large et la plus étendue possible, jusqu'à sa disparition, si possible...

Vous lisez trop de romans de science-fiction ou vous êtes sous influence du discours dominant. C'est la théorie qu'on entendit autrefois et mille fois rabâchée des ennemis du socialisme qui ne s'est jamais réalisée. Pourquoi ? Parce que les machines ne créent pas de valeur, seule l'exploitation de la force de travail crée de la plus-value, et comme c'est la raison d'être du capitalisme, il ne peut pas s'en passer. Et puis un exploité consomme les marchandises produites, un robot ou une machine, non. Si vous vous passez des travailleurs, qui va les consommer ? Fastoche, on enseigne cela depuis le milieu du XIXe siècle quand même !

– « *En tant que valeurs toutes les marchandises ne sont que du travail humain cristallisé.* »

– « *Il est évident au premier coup d'œil que l'industrie mécanique, en s'incorporant la science et des forces naturelles augmente d'une manière merveilleuse la productivité du travail, on peut cependant demander si ce qui est gagné d'un côté n'est pas perdu de l'autre, si l'emploi de machines économise plus de travail que n'en coûtent leur construction et leur entretien. Comme tout autre élément du capital constant, la machine ne produit pas de valeur, mais transmet simplement la sienne à l'article qu'elle sert à fabriquer. C'est ainsi que sa propre valeur entre dans celle du produit. Au lieu de le rendre meilleur marché, elle l'enchérit en proportion de ce qu'elle vaut.* » Karl Marx, Le Capital - Livre premier, IV^o section, XV, II

Je n'ai pas le temps d'affiner, on se contentera de quelques notes relevées dans un blog :

– La différence entre le travail effectivement accompli et le travail effectivement rémunéré constitue la « *plus-value* » (origine du profit), résultante de l'exploitation du travailleur par le détenteur du capital, du prolétaire par le bourgeois.

– Si seul le travail est source de la valeur, alors le système capitaliste est condamné. En effet, plus l'histoire économique avance, plus s'accroît le volume du capital au détriment du volume de travail (substitution capital/travail). Cette augmentation de l'intensité capitaliste de la composition organique du capital conduit à la « *baisse tendancielle du taux de profit* », étant donné que le capitaliste n'est capable d'exploiter que le travailleur (avec la plus-value), et nullement la machine.

Anti-Dühring - F. Engels

– La valeur elle-même n'est rien d'autre que l'expression du travail humain socialement nécessaire objectivé dans une chose. Le travail ne peut donc pas avoir de valeur. Parler d'une valeur du travail et vouloir la déterminer, n'a pas plus de sens que de parler de la valeur de la valeur ou vouloir déterminer le poids non pas d'un corps pesant, mais de la pesanteur elle-même.

Vous dites - "*je pense que la majorité de la main-d'œuvre actuelle sera remplacée*"...

Moi, j'évite de penser, pour ne pas sortir de conneries. Je me contente d'observer, c'est mieux, et ce que je vois contredit ce que vous racontez, car, sans attendre "*les robots et l'I.A.*" disons depuis l'expansion phénoménale du machinisme, la main d'œuvre n'a pas cessé d'augmenter, sinon il y aurait au bas mot 15 ou 20 millions de chômeurs en France, et je me demande pourquoi les capitalistes s'emploieraient à amplifier toujours plus la division internationale du travail en favorisant la création d'une main d'œuvre toujours plus nombreuse (et souvent qualifiée) par centaines de millions rien qu'en Chine et en Inde depuis les années 90...

Vous dites - "*je pense humblement*"...

Votre fausse humilité ne vous épargnera pas ma critique, désolé, je vous connais maintenant, vous feriez mieux d'arrêter de penser si vous ne voulez pas "*rester sur le quai*" comme vous dites, vous me direz que c'est suffisant quand on a pour seule ambition de "*pouvoir interférer un tant soit peu sur l'évolution de ces nouvelles structures*", au lieu de combattre pour un changement de régime politique et économique. Cela dit, libre à vous de vous accommoder du capitalisme et d'en assumer toutes les conséquences, y compris les plus cruelles, dites-le franchement, ce que vous ne ferez pas, parce que je crois que vous n'en avez pas réellement conscience.

Vous auriez mieux fait de nous dire d'emblée que vous ne croyez pas dans le socialisme, et que vous considérez qu'il existait aucune alternative au capitalisme éternel ou de droit divin, cela aurait été plus simple et on aurait gagné du temps, merci.

Réponse @ Julie

Vous dites - tout ce qu'il annonce est en train de se mettre en place à la vitesse grand V

Au secours, le catastrophisme !

C'est archifaux et j'explique pourquoi plus loin. Je constate que vous n'avez répondu à aucun des arguments que j'avais avancés, vous les avez tout simplement ignorés, libre à vous évidemment. Question : Pourquoi ?

Vous dites - quand la minorité qui contrôle le pouvoir et les armes n'aura plus besoin des salariés/producteurs/consommateurs elle les fera supprimer sans scrupules, et c'est déjà en cours à l'échelle planétaire.

C'est archifaux puisque la population mondiale continue de progresser, mieux le nombre de travailleurs voués à l'exploitation a considérablement progressé au cours des dernières décennies, et cela va continuer au moins pendant encore un demi-siècle, si le capitalisme existe toujours évidemment, mais je ne pense pas que ce soit votre préoccupation prioritaire.

Il me semble qu'on est en présence d'une grande confusion entre les conséquences découlant de l'introduction de nouvelles technologies dans le processus de production sur les conditions de travail, et les besoins en main d'œuvre qui demeureront globalement stables ou progresseront encore, compte tenu de l'augmentation de la démographie mondiale. La focalisation sur l'I.A. est révélatrice d'un parti pris malsain, idéologique, puisqu'il fausse l'analyse de la situation de l'évolution de l'emploi à l'échelle mondiale. Les preuves à foison !

Deux exemples parmi des centaines d'autres qui contredisent votre assertion :

- Les pénuries de main-d'œuvre risquent de persister dans le monde - lesechos.fr 10 janvier 2024

<https://www.lesechos.fr/monde/enjeux-internationaux/les-penuries-de-main-doeuvre-risquent-de-persister-dans-le-monde-2045515>

Selon les nouvelles projections de l'Insee, la population active continuerait de croître légèrement au cours des deux prochaines décennies, passant de 30,1 millions en 2021 à 30,5 millions en 2040, puis diminuerait pour se situer à 29,2 millions en 2070. insee.fr

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/6453758?sommaire=6453776#titre-bloc-1>

Pour rappel :

La main-d'œuvre mondiale s'est accrue d'environ 550 millions de personnes de 1950 à 1975. De 1975 à 2000, elle s'accroîtra de plus de 900 millions d'individus. jstor.org

Et cette tendance va continuer.

Source OIT :

- Il y a plus de 5,66 milliards de personnes en âge de travailler dans le monde.
- Le taux de participation à la main-d'œuvre est de 61%.
- Le taux d'inactivité global est de 39%.
- Le ratio emploi/population dans le monde est de 58%.
- Il y a plus de 3,3 milliards de personnes employées dans le monde.
- Il y a 172 480 000 chômeurs dans le monde.

Et puis il y a la réalité !

Nous sommes approximativement 1,5 milliard en Inde. Ce que vous allez lire vaut pour encore plusieurs milliards d'habitants dans le monde sur tous les continents, y compris en France et en Europe pour les personnes qui sont interdites bancaires, tandis que d'autres chaque mois règlent leur facture par chèque, par poste ou en se déplaçant à l'agence d'électricité la plus proche de leur domicile. Cela vaut pour tous leurs achats, certains peuvent utiliser avec leur smartphone une application reliée à leur compte courant quand ils en ont une, à condition que leur compte soit approvisionné, ce qui n'est pas le cas des plus pauvres, soit la majorité de la population mondiale, et ainsi de suite.

Ici, certains commerçants qui s'étaient allés à croire ce que leur racontaient les médias mainstream avaient cru bon de supprimer les paiements en espèce et en carte bancaire au profit du seul code QR, mais constatant que plus de 90% n'en possédaient pas ou y étaient réfractaires comme moi, ils ont dû faire marche arrière très rapidement, en une semaine d'après ma propre expérience, ils ont réintroduit le paiement en espèce et par carte bancaire.

Ce qui me fait marrer, c'est que j'en suis encore à devoir me déplacer pour régler en espèces ma facture d'électricité, et tout le reste ou presque est à l'avenant en Inde. Pour renouveler l'équivalent du Livret A, pour faire court, j'ai dû me déplacer deux fois à la banque et perdre 3 heures, plus un litre d'essence à 94,04 roupies, soit environ un euro, une somme quand on est pauvre comme moi.

Certes, en Inde comme partout dans le monde il y a des robots, mais leur rapport à la main d'œuvre est quasiment microscopique, d'ailleurs, c'est bien simple, si vous ne travaillez pas dans une usine récente ultramoderne, vous en ignorerez jusqu'à leur existence, alors l'I.A. n'en parlons pas !

Vous êtes dans la croyance. Vous êtes imbibés de l'idéologie de la classe dominante dans des proportions hallucinantes, c'est ce qui se dégage d'un grand nombre de commentaires. Je vous accorde, que ceux qui sont censés nous représenter le sont aussi, donc cela peut induire en erreur et conduire à prendre le contre-pied de ce qu'ils avancent, mais malheureusement pas forcément à bon escient.

Situation politique en France

La France est-elle de droite ? "Les données ne vont pas dans le sens de ce qu'on entend", répond le politiste Vincent Tiberj - francetvinfo.fr 15 septembre 2024

Franceinfo a interrogé le chercheur, qui vient de publier l'ouvrage "*La droitisation française, mythe et réalités : comment citoyens et électeurs divergent*".

Ce professeur des universités et chercheur au Centre Emile-Durkheim estime dans son dernier ouvrage, *La droitisation française, mythe et réalités : comment citoyens et électeurs divergent* (PUF, 2024), que l'idée d'une France penchant à droite constitue à la fois "*une réalité, par en haut*" et "*un mythe, par en bas*". Le chercheur a analysé un grand nombre d'enquêtes d'opinion sur la durée pour développer cette thèse qu'il qualifie lui-même de "*contre-intuitive*".

Franceinfo : Aux dernières élections législatives, deux tiers des voix sont allées au centre droit, à la droite et à l'extrême droite. Cela ne montre-t-il pas que la France est de droite ?

Vincent Tiberj : Les électeurs et les citoyens ne peuvent plus être considérés comme des synonymes. Lorsque vous aviez des niveaux de participation extrêmement forts, comme au début de la Ve République, vous pouviez estimer que les "*absents avaient tort*". C'était une abstention sociologique, qui montrait la mauvaise intégration des individus. Mais depuis, on a une abstention qui a changé de nature.

Il y a un abstentionnisme de rupture, de rejet de l'ensemble du spectre, particulièrement visible parmi les catégories populaires. Les anciens ouvriers du baby-boom continuent à voter, mais ça décroche dans les générations d'après. Il y a une vraie cassure. Ce ne sont pas des "*sans opinion*", mais il y a une vraie démission à l'endroit de la scène électorale. Et il y a un troisième type d'abstention, que l'on trouve surtout parmi les diplômés du supérieur. Là, voter ne suffit plus. C'est une mise à distance du vote comme moyen de s'exprimer. Par contre, ces catégories participent à travers des associations, des pétitions, des manifestations.

"Les urnes sont de moins en moins représentatives, particulièrement dans les élections les moins mobilisatrices." Vincent Tiberj

On se retrouve dans une situation où **il reste des citoyens-électeurs accrochés**, mais ceux-ci ne sont plus représentatifs. Par ailleurs, **on les trouve plutôt chez les baby-boomers, et notamment parmi les plus riches, les classes moyennes**. Du coup, en matière de valeurs, le barycentre de ces générations est plus conservateur.

On est aussi dans un monde où 40 à 50% des répondants ne se sentent proches d'aucun parti. Il faut très clairement comprendre qu'un vote, ce n'est plus un blanc-seing. Quand vous avez **presque 50% des ouvriers qui ne sont pas allés voter aux législatives**, vous ne pouvez pas vous proclamer comme le parti des ouvriers, même quand vous avez une majorité parmi les voix exprimées. **Les partis qui souffrent le plus de cette "grande démission" sont les formations de gauche.**

Donc la France qui vote est de droite ?

Il y a un autre point à avoir en tête : l'élection est une question, c'est vieux comme la science politique. L'élection ne sera pas la même, selon les sujets qu'on met en avant. Si vous parlez d'immigration dans la campagne, vous n'aurez pas les mêmes réponses que si vous parlez de la réforme des retraites, du modèle social. Chaque élection se déroule sur un terrain et quand vous êtes un parti, vous avez tout intérêt à jouer à domicile. Quand vous êtes le Rassemblement national, vous avez envie qu'on parle d'immigration, de sécurité, et à votre manière.

Lors des législatives, au premier tour, les gens ont voté par rapport aux questions d'immigration, d'insécurité, mais aussi sur la politique économique du gouvernement. Et au second tour, cette fois-ci, c'était pour ou contre le RN, sur la question du libéralisme culturel. Je pense que le vote RN est minoritaire en France, ce qu'ont prouvé les législatives. En revanche, il y a chez les gens qui votent RN une vraie adhésion, un nombre considérable de gens qui considèrent que c'est la solution. **Et avec la droitisation par le haut, le vote RN est devenu acceptable. Il y a eu tout un travail politique, médiatique, de normalisation du RN auprès d'électeurs conservateurs.**

Qu'appellez-vous "la droitisation par le haut" ?

Qu'est-ce qui compte dans notre discussion publique ? Ce n'est pas nécessairement ce qui se passe dans les sondages ou les sciences sociales, mais ce qu'en disent les responsables politiques et les

commentateurs des plateaux télé. Je pense qu'il y a plusieurs phénomènes qui se conjuguent pour aboutir à ce que je nomme le "*conservatisme d'atmosphère*". Il s'agit d'abord de penser que le pays est naturellement à droite, qu'il demande un contrôle de l'immigration, une demande de sécurité, moins d'impôts, alors que dans le même temps on veut plus de policiers et des hôpitaux qui fonctionnent.

On cherche à imposer une manière de voir la société. Les tenants de cette théorie sont aussi ceux qui peuvent en bénéficier, par exemple Les Républicains (LR). Quand vous êtes un parti en perte de vitesse, vous avez tout intérêt à faire croire que vous êtes au centre du jeu politique. Cela se fait au nom des citoyens, mais sans vraiment les prendre en compte. Il y a depuis très longtemps en politique ce hiatus, cet appel au "*pays réel*".

"La manière dont on parle aujourd'hui de la société française favorise un camp qu'on pourrait qualifier de conservateur." Vincent Tiberj

On entend beaucoup "*les Français pensent que*", mais c'est étonnant comme les Français sont différents d'un commentateur à un autre. Il y a aussi des changements structurels dans ce qui constitue le débat public aujourd'hui. On se retrouve dans une situation d'éclatement des moyens de s'informer, avec la montée en puissance des chaînes de la TNT et des réseaux sociaux. Cela multiplie l'offre médiatique. Quand tout le monde était obligé de regarder TF1 et France 2, on était confronté à une information pluraliste. Même Olivier Besancenot passait sur TF1. **On pouvait se confronter à de l'information politique dissonante. C'est de moins en moins le cas.**

Les bulles de filtres existaient avant, mais il y a une forme d'amplification, ça touche de plus en plus de monde. Certains individus vont être confrontés à une seule partie de l'histoire. Et c'est là qu'on a une différence entre France Inter d'un côté et CNews de l'autre. Le public de France Inter est tout aussi typé politiquement que celui de CNews, mais la radio n'a jamais été condamnée par l'Arcom pour manquement au pluralisme. Il y a une volonté sur France Inter d'essayer de maintenir une forme de pluralité des points de vue, des invités. Ce que CNews ne fait pas, ce que Cyril Hanouna n'a pas fait lors de ses quinze jours d'émission sur Europe 1 avant les élections législatives.

Si, selon vous, la droitisation de la France est "*une réalité, par en haut*", pourquoi serait-elle "*un mythe, par en bas*" ?

L'un des moyens les moins biaisés de connaître la société, ce sont les sondages d'opinion, les enquêtes sociologiques. Le sondage essaye de recréer une société en miniature (avec des jeunes, des vieux, des riches, des pauvres, etc.) pour avoir un échantillon à peu près cohérent. Quand on commence à analyser ces enquêtes sur le temps long – car pour parler de droitisation, il faut un avant et un après – les choses sont beaucoup plus compliquées. Sur certaines questions de société, on a progressé : sur l'acceptation de l'homosexualité, de la diversité culturelle, la place des femmes dans la société.

Il y a aussi les questions qui ont longtemps fondé **le clivage gauche-droite** : la redistribution, le rôle de l'Etat dans l'économie, le modèle social. **Cette dimension n'a clairement pas disparu.** Nous ne sommes pas aujourd'hui sur un moment de très haute demande de redistribution, comme en 2011 ou à la fin des années 1970, mais cela reste présent chez les ouvriers, les employés. **Très clairement, les plus pauvres en France ont d'abord des demandes économiques, de protection, de solidarité.**

Que signifie être de droite en France, en 2024 ?

Quand je raconte les évolutions d'opinion, on me répond régulièrement : "*Mais la droite est attachée à la liberté des individus, à leur épanouissement.*" Effectivement, vous avez certains acteurs qui sont sur cette logique-là. Notre modèle social a été construit à la fois par la gauche et par la droite gaulliste. On pourrait donc se demander si je n'ai pas une vision caricaturale. La gauche a évolué sur un certain nombre de positions, surtout socio-économiques. La droite a évolué, par exemple, sur la question des droits des homosexuels. Rappelons-nous où était l'UMP [l'ancien nom de LR] au moment du débat sur le mariage pour tous, clairement pas du côté de la défense des droits. Donc effectivement, la gauche et la droite, ça bouge.

Mais quand on regarde les logiques de vote, qu'on essaye d'analyser qui vote pour François Fillon, Valérie Pécresse ou LR en général, on observe un vote favorable au libéralisme économique et plutôt conservateur sur les questions sociétales. Cela va être différent pour Marine Le Pen, qui attire d'abord des gens sur la question de l'immigration, mais avec un vote beaucoup plus divers sur les questions socio-économiques : à Hénin-Beaumont (Pas-de-Calais), on demande de la protection ; à Fréjus (Var), on demande avant tout moins d'Etat et plus de policiers. Pour le macronisme électoral, ce sont des libéraux libertaires, des gens très favorables au libéralisme économique, mais plutôt ouverts sur les questions de diversité, de droits individuels, de libéralisme culturel.

Plusieurs sondages récents semblent confirmer, par exemple, une demande d'autorité de la part des Français, notamment sur la question du contrôle des flux migratoires...

Non, je déconstruis cette idée. Il est important de poser la question du mode de production des sondages. Cela fait longtemps qu'on mesure le rapport à l'immigration. Par exemple, la CNCDDH (Commission nationale consultative des droits de l'homme) pose la question du lien entre immigration et insécurité depuis une vingtaine d'années. On sait combien cette question-là aboutit généralement à une majorité d'opinions xénophobes, qui disent : "*Oui, l'immigration est la principale source de l'insécurité.*" Mais dans le même temps, on constate que sur le temps long, ces réponses xénophobes diminuent.

Surtout, elles ne racontent qu'une partie de l'histoire. Parce que vous avez d'autres affirmations comme "*Les immigrés devraient être considérés comme chez eux, parce qu'ils contribuent à l'économie française*". C'est approuvé par une majorité des répondants [83% dans le rapport 2022 de la CNCDDH], tout comme "*Les enfants d'immigrés sont des enfants comme les autres*". Et la proportion augmente dans le temps. Et n'oublions pas que les sondages ne sont pas des instruments neutres. Typiquement, si je pose la question "*Paye-t-on trop d'impôts ?*", je vais avoir un très grand nombre de "*oui*". Et si je demande "*Faudrait-il augmenter les impôts des plus riches ?*", j'aurai également majoritairement des réponses favorables.

De plus, il y a aussi une pression pour faire baisser les prix des sondages. Les commanditaires n'ont pas conscience que moins ils payent, moins leur échantillon sera bon. On se retrouve avec une explosion des enquêtes par internet, moins chères. Et il faut se poser la question des échantillons : on recrute des volontaires sur les réseaux sociaux, par mails, en leur promettant une forme de rémunération. **Cela attire plus de gens qui sont plutôt de droite, voire d'extrême droite.**

L'arrivée d'une personnalité de droite comme Michel Barnier à Matignon serait donc en décalage avec les aspirations des Français ?

Il y a un souci avec les conséquences qu'on tire des élections, que ce soit sur la montée en puissance du RN ou sur le fait que la gauche ne soit pas majoritaire. Il y a un vrai décalage, dû à une captation du message des urnes. Dès lors que vous lâchez votre bulletin, votre voix ne vous appartient plus. Du coup, on entre dans une lutte de signification "*par en haut*" de ce que les Français ont voulu dire

à travers leur vote. Quand vous êtes un responsable politique, vous n'en avez plus rien à faire des abstentionnistes, ce qui vous intéresse, ce sont les suffrages exprimés. Et vous faites comme si un suffrage exprimé en votre faveur était un vote pour l'ensemble de ce que vous proposez, de ce que vous êtes, de votre programme. C'est toute l'ambiguïté d'un Emmanuel Macron.

"Emmanuel Macron est majoritaire en voix en 2022, mais ce n'est pas son programme qui est majoritaire, c'est le fait qu'il ne soit pas Marine Le Pen." Vincent Tiberj

En 2023, des sondages disent à plus de 70% que les gens sont contre la réforme des retraites, avec des manifestations impressionnantes et régulières. Mais le président répond : *"J'ai été élu sur mon programme."*

Dans la rubrique collaboration de classes.

La politique de la main tendue à Macron ou les mains sales en famille... pendant que Macron tendait la main à l'extrême droite.

J-C - S'ils étaient vraiment de gauche, ils n'auraient jamais tendu la main à Macron, au lieu d'être flattés qu'il ait refusé de répondre à leurs avances, ils en sont indignés, ils se sont encore enfoncés et compromis en tentant de lui forcer la main par écrit cette fois, à croire qu'ils ne pouvaient pas se passer de lui.

Lucie Castets assure que Gabriel Attal est le seul à avoir "refusé de discuter" avec elle "pendant l'été" - BFMTV 14 septembre 2024

L'ancienne candidate à Matignon désignée par le Nouveau Front populaire Lucie Castets est revenue vendredi 13 septembre sur les discussions survenues pendant l'été entre Emmanuel Macron, alors à la recherche d'un nouveau Premier ministre, et les différentes forces politiques.

"La seule personne qui a refusé de discuter avec moi au téléphone informellement pendant l'été, c'est Gabriel Attal", assure Lucie Castets, auprès de journalistes de L'Humanité.

"C'est important de noter ça. Ce n'est pas contre lui personnellement, c'est simplement que cette main n'a pas été tendue ou que cette main que je tendais n'a pas été accueillie", a précisé celle qui avait été reçue fin août à l'Élysée par Emmanuel Macron avant d'être écartée.

"La main ne nous a pas été tendue" par le président

La candidate malheureuse à Matignon a déploré, en évoquant Gabriel Attal, que l'on accuse le NFP de ne pas avoir été capable de tendre la main à d'autres forces politiques en vue d'entrer dans le gouvernement et de ne pas laisser le RN jouer un rôle d'arbitre.

"Il est absolument faux de dire que le NFP n'a pas tendu la main, qu'il n'a pas été en mesure de faire des compromis", martèle-t-elle.

Lucie Castets assure qu'au contraire, son camp n'a cessé de dialoguer avec d'autres forces politiques. *"Dès le premier jour, toutes les interventions que j'ai pu être amenée à donner (...), je l'ai dit, nous*

irons chercher des accords texte par texte, nous construirons ces accords au Parlement", assure-t-elle.

"On l'a même écrit à l'ensemble des parlementaires de ce pays avec tous les présidents de groupes à l'Assemblée nationale et au Sénat", rappelle-t-elle.

Comment légitimer un régime antidémocratique en proie à sa plus grave crise depuis 1958 ou voler à son secours ? Mode d'emploi du PCF.

"Combatifs" et "constructifs": les communistes seuls membres du NFP reçus à Matignon par Michel Barnier - BFMTV 17 septembre 2024

Le patron du PCF, Fabien Roussel, ainsi qu'André Chassaigne et Céline Cukierman, qui président les groupes communistes à l'Assemblée et au Sénat, sont attendus à Matignon sous les coups de 16h30.

J-C - Alors que chacun sait pertinemment à quoi s'attendre ou il n'y a absolument aucune illusion à avoir dans les intentions antisociales ou réactionnaires de Macron et de Barnier, le PCF s'emploie à sa manière à faire croire le contraire tout en jurant que ce n'est pas son intention, bref, on se refait pas !

BFMTV - Au nom d'un état d'esprit "*constructif*" et "*combatif*", exposé par Fabien Roussel ce lundi sur France Inter. "*Moi, j'aimerais bien savoir ce que Michel Barnier a dans le ventre, savoir quelle politique il envisage de mettre en œuvre, avec le soutien de l'extrême droite et les exigences du président de la République*", a expliqué le secrétaire national du PCF, appelant à une "*clarification*".
BFMTV 17 septembre 2024

J-C - Barnier, c'est près d'un demi-siècle au service de la réaction et monsieur Roussel se demande ce qu'il "*a dans le ventre*", au moins on sait que lui n'a rien ou plutôt que des saloperies à l'intérieur!

Les limites et contradictions du pouvoir que s'est octroyé le clan de l'oligarchie financière que représente Macron apparaissent au grand jour.

J-C - Les psychopathes et dictateurs fanatiques qui sont à la tête de l'extrême centre (The Economist, Rothschild, Davos, Bilderberg, Rockefeller, etc.) n'entendent pas faire la moindre concession aux conservateurs, mais ils y seront obligés par la force des choses sous peine de perdre le contrôle des institutions qui leur sont dévouées, et d'entraîner une paralysie politique qui serait préjudiciable à leurs intérêts, à l'économie mondiale menacée de toute part par les peuples qui s'impatientent de voir leurs besoins pris en compte, entraînant une crise politique encore plus grave car combinée à une crise sociale aux conséquences imprévisibles. Bref, place à la mobilisation révolutionnaire du prolétariat pour renverser ce régime à bout de souffle.

François Bayrou estime qu'un gouvernement majoritairement LR "ne pourrait pas marcher" - BFMTV 15 septembre 2024

Un gouvernement majoritairement Les Républicains ne serait "*ni juste historiquement, ni juste politiquement*", a souligné le président du Modem. Une "*mainmise*" LR sur le gouvernement "*ne pourrait pas marcher*", a-t-il ajouté. "*Ce gouvernement n'aurait aucune espérance de vie.*"

Pour François Bayrou, l'urgence est à "*l'union nationale*". Une nécessité alors "*que nous sommes face à un paysage politique éclaté*".

La politique du futur gouvernement devra s'inscrire dans la continuité de celle du précédent gouvernement ou il ne sera pas !

Gouvernement Barnier: pour Marc Fesneau, le groupe LR "*ne peut pas imposer sa politique*" - BFMTV 15 septembre 2024

"*Quand on n'a que 47 députés, on ne peut pas imposer sa politique*", prévient le président du groupe centriste Modem à l'Assemblée Marc Fesneau à l'adresse des Républicains (LR), prêts à entrer au gouvernement de Michel Barnier.

Les LR ont approuvé jeudi le principe d'une participation au gouvernement que doit composer Michel Barnier.

"*Il faut un équilibre gouvernemental qui tienne compte de la réalité de l'Assemblée nationale. Or LR, avec ses 47 députés, est en train de se comporter de la même manière que le Nouveau Front populaire qui, cet été, estimait qu'il pouvait imposer sa politique même s'il ne disposait que de 193 voix*", estime Marc Fesneau dans un entretien accordé à La Tribune Dimanche.

"*Les Républicains doivent être, comme nous tous, lucides et responsables. Ils n'ont pas les moyens de la politique qu'ils appellent de leurs vœux. Si les Français avaient voulu avoir une politique de droite, ils auraient élu 289 députés LR. Force est de constater qu'ils ne l'ont pas fait*", poursuit le député de Loir-et-Cher.

"*Le bloc central, que nous constituons avec Renaissance et Horizons, compte trois fois plus de députés qu'eux*", rappelle le numéro 2 du parti dirigé par François Bayrou.

Michel Barnier a également reçu un soutien appuyé chez Horizons, le parti d'Édouard Philippe. BFMTV 15 septembre 2024

Peu importe, puisque c'est une armée de technocrates pratiquement inamovibles, qui en réalité rédigent leurs textes, leurs discours, remplissent l'essentiel de leurs fonctions.

Gouvernement Barnier : Bayrou « *pour le renouvellement intégral ou quasi intégral* » des ministres - 20 Minutes 15 septembre 2024

« *Je suis pour le renouvellement intégral ou quasi intégral du gouvernement pour qu'on ait une autre approche, une autre sensibilité, d'autres visages* », a déclaré François Bayrou sur BFMTV, à un moment où Michel Barnier multiplie les contacts pour former son exécutif.

« *Le message de cette élection c'est qu'on a besoin de rassembler nos forces pour affronter les défis qui sont devant nous* », a-t-il expliqué, écartant « *l'hypothèse* » d'un gouvernement dominé par Les Républicains, la famille politique de Michel Barnier. 20 Minutes/AFP 15 septembre 2024

Ouf, 10 mois de gagnés grâce au RN ! Quoique...

En famille. L'extrême droite offre un répit de 10 mois à Macron pour continuer d'appliquer son programme antisocial.

Marine Le Pen dit espérer que "*la mandature soit la plus courte possible*", appelant à une nouvelle dissolution - BFMTV 14 septembre 2024

"*Ça ne peut pas tenir*", a-t-elle développé face aux parlementaires RN à l'Assemblée, en appelant à de "nouvelles élections législatives" lorsque le délai constitutionnel d'un an le permettra.

« *Nous devons rester une opposition constructive dont la seule boussole est l'intérêt du pays et l'intérêt des Français* », a soutenu le président du RN. BFMTV 14 septembre 2024

Quand l'extrême droite se pose en garant de "*la stabilité institutionnelle*".

Jordan Bardella appelle Michel Barnier à ne pas être "*le continuateur*" de la politique d'Emmanuel Macron - BFMTV 16 septembre 2024

Le président du Rassemblement national souhaite un changement visible de politique avec le futur nouveau gouvernement de Michel Barnier. Il réaffirme l'envie du parti de Marine Le Pen de participer à "*la stabilité institutionnelle*".

Preuve de sa future bonne volonté, le chef du RN assure: "*si Monsieur Barnier se fait l'écho des aspirations exprimées par des millions de Français, alors on votera les textes au cas par cas*". BFMTV 16 septembre 2024

Dit autrement : Quand l'extrême droite se pose en sauveur des institutions de la Ve République.

« *Il n'y aura pas de censure automatique* », du gouvernement Barnier, affirme le porte-parole du Rassemblement national, Laurent Jacobelli - Publicsenat.fr 16 septembre 2024

Laurent Jacobelli a qualifié la situation politique actuelle de « *démocratie farfelue* », estimant qu'il faut « *revenir aux règles de la Ve République* ».

Autre étape décisive : le vote du budget. Pour Laurent Jacobelli, « *la probabilité que l'on vote ce budget est quasi-nulle* », en ajoutant que « *si dans le budget, ce qui sera l'étape cruciale, on voit la tentation de la taxe et de l'impôt, la tentation du laxisme [...] alors évidemment cela ne sent pas bon pour M. Barnier* », estime Laurent Jacobelli.

Santé.

Les trusts pharmaceutiques sont mafieux et criminels en toute impunité. Nationalisation sans indemnité !

J-C – Ce sont des monstres de cruauté. Ils sont censés être au service de la santé de la population, et au lieu de cela ils l’empoisonnent délibérément. Capitalisme, stop ou encore, telle est la question.

Scandale de la Dépakine : Sanofi savait depuis 2012 que son usine de Mourenx rejetait des substances toxiques - 20minutes.fr 16 septembre 2024

Les charges contre Sanofi dans le dossier de la Dépakine, cet anticonvulsivant qui présente des risques de malformations et de troubles neurodéveloppementaux chez les enfants à naître, n’en finissent pas de s’alourdir. Ce lundi, le journal *Libération* révèle, sur la base du dossier d’enquête judiciaire, que le groupe pharmaceutique savait depuis 2012 que les rejets de bromopropane (un des principes actifs de la Dépakine) de son usine de Mourenx, dans les Pyrénées-Atlantiques, étaient dangereux. Mais, il faudra attendre six ans pour que les rejets soient signalés auprès de la Dreal.

Des riverains de l’usine mais aussi une fédération d’associations environnementales (Sepanso) et la CGT des industries chimiques de Mourenx sont parties civiles.

Les responsables du site « *auraient ainsi sciemment occulté leur existence aux services de l’Etat jusqu’en mars 2018, n’hésitant pas à modifier des rapports, à cacher des données ou à mentir au moment des inspections* », peut-on lire dans l’article.

Sous prétexte que les mesures « *n’ont pas été réalisées dans le cadre des normes et des réglementations* », des données ont été modifiées avant d’être transmises à la Dreal. « *Au plus haut, les émissions de bromopropane ont même atteint les 380 grammes par mètre cube, soit 190.000 fois plus que la limite autorisée. C’était en mars 2018* », pointe *Libération*.

Et lors de leurs interrogatoires par les enquêteurs, les différentes responsables de Sanofi admettent qu’ils connaissaient alors la dangerosité de l’exposition, notamment au bromopropane et toluène qui sont des CMR, c’est-à-dire des substances cancérigènes, mutagènes et reprotoxiques.

Supers médecins : insensibles au covid et indemnes des potentiels effets secondaires des vaccins par Gérard Maudrux 11 septembre 2024

Extraits.

- ...les médecins de France n’ont connu ni mortalité liée à la maladie, ni surmortalité post-covid, c’est même le contraire alors qu’ils auraient dû payer un plus lourd tribut. Soit ce sont des surhommes (et femmes), soit ils ont été bien traités.

Voici la mortalité des médecins cotisants, au nombre de 124 433 au 1 juillet 2023, population non négligeable et statistiquement significative. On constate au vu des 4 années pré-covid et des 4

années post covid que l'épidémie n'a eu strictement aucune incidence, avec même baisse moyenne des décès de 10 % (...)

Aucun décès supplémentaire pour 2021, (toujours dans la moyenne des 5 années précédentes), alors que de juillet 2020 à juillet 2021 la France a comptabilisé 6 fois plus de décès covid qu'au cours du premier semestre 2020.

Au total, au 30 juin 2023, la France aura comptabilisé 168 000 décès mention covid (source Santé Publique France) pour une population de 52 millions de plus de 40 ans, soit 0,3 %. Ce taux appliqué à la population médicale active aurait dû donner 372 décès, or l'analyse des décès sur cette période ne montre pas de surmortalité. Pire la population médicale est dans une tranche d'âge où la mortalité en population générale se situe plus à 0,4-0,5 %. 7 % des actifs ont plus de 70 ans, 30 % entre 60 et 70 ans, et 25 % de 50 à 60 ans, soit près des 2/3 ont plus de 50 ans (62 %).

Les médecins ne connaissent pas non plus de surmortalité post covid ces trois dernières années. Au contraire, il y a baisse de la mortalité globale de 11 % (166 décès en moyenne pour 2021-2023, contre 187 décès en moyenne pour 2016-2020).

D'autres éléments sont à préciser :

Y a-t-il baisse de la population médicale pouvant expliquer en partie une baisse de la mortalité ? Non. 123 144 cotisants en 2016, 124 433 en 2023.

Y a-t-il un rajeunissement des médecins pouvant expliquer en partie une baisse de la mortalité ? Non. Âge moyen des décès en 2016 : 60,4 ans, 2023 : 61,2 ans. Par contre âge moyen des cotisants en 2020 : 53 ans, en 2023 : 51,5 ans.

Précisons également que ces chiffres concernent les médecins actifs cotisants. Les médecins retraités actifs ne sont pas dans cette cohorte, et nous n'avons malheureusement pas le décompte des décès dans cette catégorie. Il y a juste en 2020 que la CARMF signale en fin de période (juin 2020) 3 décès covid pour 12 598 retraités en activité, soit 0,024 % de décès pour un âge moyen de près de 71 ans, soit encore 30 fois moins pour la tranche d'âge équivalente dans la population nationale. En 2023 il y avait 13 074 médecins en cumul retraite/activité (âge moyen 71,7 ans).

Les médecins retraités ont-ils été autant touchés que la population générale ? Non. De 1 502 décès sur 62 490 retraités en 2016, soit 2,4 %, on passe à 2 052 décès en 2023 sur 89 361 retraités, soit 2,3 %. Moyenne 2016-20219 = 2,4 % ; moyenne 2020-2023 = 2,4 %. Âge moyen des retraités : 73,3 ans en 2016, 74,3 ans en 2023. Âge moyen au décès des retraités : 83,5 ans en 2016, 84 ans en 2023. Les médecins retraités vivent plus vieux, meurent plus tard, la dernière crise n'a eu aucune incidence sur cette population.

Non les médecins ne sont pas des surhommes, ce sont des gens comme vous et moi, ni plus solides, ni plus fragiles. Pour expliquer pourquoi les médecins ont eu 10 à 20 fois moins de décès que prévu, arrêtons de nous voiler la face, regardons les choses en face et cessons toute hypocrisie. Nous savons ce qu'ont fait les médecins : ils ne se sont pas laissés mourir sans traitement, ils ne sont pas bêtes et ne sont pas non plus des anges.

Croyez-vous vraiment qu'en cas d'infection, ils n'ont rien pris sinon du Doliprane, attendant d'appeler le Samu quand cela allait mal, et qu'ils ont demandé à un collègue de les mettre au Rivotril sans rien essayer avant si cela tournait mal ? Soyons sérieux. Chacun y est allé de sa petite recette et il est regrettable que les autorités aient volontairement empêché que l'on sache qui a pris

quoi, afin que la population ne puisse bénéficier d'aucun traitement possiblement efficace. On s'en doutait à la lecture du livre d'Agnès Buzyn, mais Patrick Pelloux a été très clair : ils ont tous pris de l'hydroxychloroquine.

Je ne dis pas qu'ils ont fait semblant de se vacciner, et si c'est le cas combien l'ont fait, personne n'en sait rien et n'en saura rien, je constate simplement que, le cas échéant, ils étaient les mieux placés pour le faire. Après chacun peut penser ce qu'il veut.

Ils étaient aussi les mieux placés pour savoir qu'il y avait des risques. (...)

C'est la preuve que les médecins savaient dès les premières semaines ce qu'ils injectaient aux patients, n'en voulant pas pour eux-mêmes. Les vaccins refusés par les médecins (AstraZeneca), car présentant des risques, ont donc été réservés aux patients. Tout ceci organisé par les garants et la police de l'éthique médicale : l'Ordre des médecins, l'ARS, et semble-t-il sur intervention d'Olivier Véran, cité dans le mail de l'Ordre, pour inverser les vaccins.

Pour ces vaccins, ils savaient qu'il y avait des risques, ont-ils tous pris ces risques ? Cela ne se voit pas dans les chiffres, ou alors c'est qu'il n'y avait strictement aucun risque. Mais alors, quelle est donc cette nouvelle épidémie masquée, responsable de surmortalité et de sous-natalité, dont la profession médicale est naturellement protégée ?

À vous de vous faire votre propre opinion, tous les chiffres sont disponibles, vérifiables ICI. Ils démontrent que sur une population âgée de 210 000 personnes (actifs + retraités), avec 4 ans de recul, le covid traité n'est pas plus méchant qu'une bonne grippe.

<https://www.covid-factuel.fr/2024/09/11/supers-medecins-insensibles-au-covid-et-indemnes-des-potentiels-effets-secondaires-des-vaccins/>

J-C - Rappel, il avait mentionné que c'était un adepte de la vaccination contre la grippe, y compris les enfants, donc au-delà de sa position sur le covid-19, il est recommandé de se méfier de ce qu'il raconte, et en politique, c'est pire évidemment, une partie de son blog y est consacré, il aurait mieux fait de s'abstenir !

Causerie du 4 janvier 2022

- Sans surprise, le blog du Dr. Maudrux vient de publier un article qui tue son auteur *Les mesures gouvernementales sont-elles sanitaires ou vaccinales ?* alors que chacun sait qu'elles sont politiques.

La preuve, le premier paragraphe de l'article qu'il avait publié dans son blog le 31 janvier 2017 :

Dr. Maudrux - Quelle différence entre socialisme et capitalisme ? L'un fait passer la distribution avant la création de richesse et la méprise, résultat il y a de moins en moins à distribuer. L'autre fait passer la création de richesse en premier, pour pouvoir distribuer, mais ne le fait pas très bien.

J-C - Vous aurez compris, vaut mieux encore le capitalisme à condition qu'il soit compatible avec une meilleure répartition des richesses, autrement dit qu'il cesse d'être capitaliste ou devienne socialiste!

Ce médecin a certes des qualités qu'on n'a pas hésité à mettre en avant, tout comme le Pr. Raoult ou Perronne et bien d'autres, mais il est aussi en proie à des contradictions qu'il n'a pas le courage ou la volonté d'affronter jusqu'au bout, sinon il en arriverait à la conclusion que le capitalisme doit disparaître.

Je crois que quelque part ils ont mauvaise conscience, et sur le tard, pas tous mais certains, s'aperçoivent qu'ils ont entretenu des illusions dans le régime ou ils lui ont prêté à tort des vertus qu'il n'avait pas durant pratiquement toute leur vie, et s'il est difficile de l'admettre, même quand ils ne sont plus officiellement en service, en tirer toutes les conclusions qui s'imposent est au-dessus de leurs forces.

Cela vaut pour les intellectuels ou les membres des classes moyennes qui ne supportent plus l'orientation politique ultra réactionnaire adoptée par Macron, mais pas au point de rompre avec le régime, avec le capitalisme et ses institutions, tout du moins pas encore, et si la plupart n'y parviendront jamais, reconnaissons leur le mérite d'avoir tout du moins essayé et d'avoir lutté courageusement contre la dictature sanitaire, et ainsi sauvé la vie à des centaines de milliers de travailleurs. Ceux qui les ignorent, qui les diffament ou qui les méprisent, sont des abrutis ou des ordures corrompus.

D'où vient cette campagne contre les antibiotiques susceptibles de s'attaquer à moindre coût à certaines maladies auto-immunes ?

J-C - Vous avez à l'esprit qu'ils sont généralement animés d'intentions malveillantes envers la population, que sa santé ou la soigner dans les meilleures conditions ne font pas partie de leurs préoccupations mercantiles et criminelles. Ce n'est pas la première fois qu'ils s'en prennent aux antibiotiques, il se trouve qu'un antibiotique s'est montré particulièrement efficace dans la lutte contre le covid-19, l'azithromycine, et ce médicament est cité dans plusieurs essais thérapeutiques consacrés à certains cancers.

C'est un aspect de la question mais pas le seul. La surconsommation d'antibiotiques pourrait avoir des effets négatifs sur le long terme, mais cela concernerait essentiellement les populations occidentales qui se gavent de médicaments à longueur de temps parce qu'elles en ont les moyens, et non les populations pauvres du reste du monde.

C'est ce qui explique pourquoi "*les décès d'adultes de 70 ans ou plus ont bondi de plus de 80 %*", car cela concerne les pays occidentaux avec le Japon dont la proportion de personnes âgées est importante, et non l'Afrique ou le reste du monde. D'ailleurs ils le confirment, lorsqu'ils affirment qu"*une amélioration du traitement des infections et de l'accès aux antibiotiques pourrait ainsi éviter 92 millions de morts dans le monde de 2025 à 2050, notamment en Asie du sud et en Afrique subsaharienne.*", mieux cela montre que les antibiotiques peuvent sauver des vies dès lors que les populations y ont accès ou elles disposent de meilleures conditions d'existence.

Cela dit, dans bien des cas on peut très bien s'en passer, tout dépend de la gravité de l'infection à traiter et de l'environnement dans lequel se trouvent les patients, ainsi que leur niveau de conscience. Personnellement j'évite d'en prendre, je préfère le repos et les vitamines et quelques oligo-éléments, j'y recours en dernier lieu si nécessaire, comme toute la pharmacopée allopathique, quand j'ai tout essayé et que rien n'a fonctionné, ce qui est extrêmement rare.

L'ivermectine semble faire des miracles en matière d'immunité naturelle, antiparasitaire ou vermifuge, entre autres, en fait cette molécule est efficace contre un tas d'infections, l'hydroxychloroquine aussi. Je prends de l'ivermectine une fois par an et je n'ai pas essayé l'hydroxychloroquine. Côté vitamine D, je ne risque pas d'en manquer puisqu'on bénéficie d'un ensoleillement pratiquement toute l'année, et s'agissant de la vitamine C, je bois des jus de fruits tous les jours, je mange des bananes parce que c'est bon marché, etc. bref, je me soigne comme il faut !

Santé publique : La résistante aux antibiotiques pourrait faire 39 millions de morts d'ici 2050 - 20 Minutes/AFP 17 septembre 2024

Plus de 39 millions de personnes dans le monde pourraient mourir directement d'infections résistantes à ce type de médicaments ces 25 prochaines années, selon une étude publiée ce mardi dans *The Lancet*. Les chercheurs jugent toutefois encore possible d'éviter ce scénario noir.

Déjà reconnue comme un défi sanitaire majeur, il est attendu que la résistance aux antibiotiques - lorsque des bactéries ou d'autres agents pathogènes subissent des modifications les empêchant de réagir aux traitements antimicrobiens- va s'aggraver. Et pour la première fois, cette étude évalue l'impact de l'antibiorésistance à travers le temps et tente d'en estimer l'évolution.

De 1990 à 2021, plus d'un million de personnes par an dans le monde ont succombé directement par antibiorésistance, selon ses auteurs. (Pendant qu'il y en a sans doute autant ou beaucoup plus qui meurent chaque année parce qu'ils n'ont pas eu accès à des antibiotiques ou des médecins ont refusé de leur en prescrire. Chut !

En admettant que leurs chiffres ne soient pas trafiqués, car on se demande comment ils peuvent être aussi affirmatifs, sachant que les diagnostics des médecins ne sont pas forcément fiables. Et puis faudrait-il qu'ils aient prescrit un antibiotique correspondant à une affection particulièrement, étant donné qu'ils n'agissent pas de la même manière, ce que certains médecins ignorent ou se moquent parfois. – J-C)

Sur ces trois décennies, les décès d'enfants de moins de cinq ans directement causés par une résistance aux antibiotiques ont chuté de plus de 50 %, la prévention et le contrôle des infections s'étant améliorés chez les nourrissons et les jeunes enfants. Moins fréquentes chez ces enfants, les infections sont cependant devenues plus difficiles à traiter lorsqu'elles surviennent.

Parallèlement, les décès d'adultes de 70 ans ou plus ont bondi de plus de 80 % sur la période, avec le vieillissement rapide des populations et la plus grande vulnérabilité des personnes âgées aux infections.

Et les prochaines décennies, les décès liés à la résistance aux antibiotiques vont encore s'accroître. Le nombre de victimes directes pourrait atteindre 1,91 million par an dans le monde d'ici 2050, un bond de plus de 67 % comparé à 2021, selon les modélisations faites par les chercheurs. D'ici la moitié de ce siècle, l'antibiorésistance jouerait plus largement un rôle dans 8,22 millions de décès chaque année, soit une hausse de 74,5 % par rapport à 2021.

Au total, entre 2025 et 2050, l'antibiorésistance pourrait causer directement plus de 39 millions de morts dans le monde et serait associée à 169 millions de décès, estiment les scientifiques.

Mais des scénarios moins pessimistes sont envisageables. Une amélioration du traitement des infections et de l'accès aux antibiotiques pourrait ainsi éviter 92 millions de morts dans le monde de 2025 à 2050, notamment en Asie du sud et en Afrique subsaharienne.

Lutte contre le wokisme et le transgenrisme.

- Le modèle «*affirmatif*» du transgenrisme enfin abandonné en Grande-Bretagne suite au rapport Cass

Pendant deux décennies, il suffisait qu'un mineur anglais se dise d'un genre différent de son sexe biologique pour que la clinique Tavistock lui prescrive des bloqueurs de puberté et/ou lui inflige des mutilations génitales, tandis que ceux qui trouvaient cette pratique dangereuse étaient poursuivis pour transphobie.

En Grande-Bretagne, les graves conséquences de cette politique ont été révélées par la plainte de Keira Bell en justice, médiatisées par des journalistes courageux et parfaitement analysées dans l'étude du docteur Cass réalisée à la demande du service national de santé (NHS). Depuis, le NHS met en application les mesures qu'elle préconisait et qui méritent d'être rappelées.

<https://docteur.nicoledelepine.fr/le-modele-affirmatif-du-transgenrisme-enfin-abandonne-en-grande-bretagne-suite-au-rapport-cass/>

Russie.

Russie: Vladimir Poutine ordonne une forte augmentation des effectifs de l'armée - RFI 16 septembre 2024

Pour la troisième fois depuis le début de la guerre en Ukraine, le chef de l'État russe a ordonné une forte augmentation des effectifs de l'armée. À compter du 1er décembre 2024, l'effectif total doit être porté à 2 millions 389 000 personnes, soit une augmentation de 180 000 personnes. Août 2022, décembre 2023 et septembre 2024 : ces trois décrets présidentiels portent l'augmentation cumulée à 500 000 hommes.

« *La Russie va devenir la deuxième armée au monde en termes d'effectifs* », titre le média en ligne Lenta. Celui-ci s'appuie pour ce calcul sur les données du portail Globalfirepower. Après l'entrée en vigueur du décret présidentiel, les effectifs de l'armée russe devraient, selon ce site, dépasser ceux de l'Inde et des États-Unis, se plaçant tout juste derrière la Chine qui revendique un peu plus de 2 millions de soldats.

Où le ministère de la Défense va-t-il trouver ces effectifs ? Pas via les conscrits ou une nouvelle mobilisation, promet-il. Le pouvoir ne veut toujours pas prendre le risque de braquer sa population.

L'armée promet donc de continuer à recourir aux volontaires sous contrat. Les primes et les salaires ont explosé cet été, mais peu importe le prix. Vladimir Poutine « *charge le gouvernement russe de fournir au ministère de la Défense les fonds nécessaires à la mise en œuvre* » de son décret. Ce qui compte, encore et toujours, c'est la mère de toutes les batailles, la guerre en Ukraine.

Le président du Comité de la défense de la Douma, Andrei Kartapolov, a lui précisé : « *Cela est dû principalement au fait que la situation change autour de nos frontières. La Finlande a adhéré à l'Otan. Il est nécessaire de former de nouvelles formations d'unités militaires, cela nécessite des effectifs.* »

Japon.

Japon: le nombre de personnes âgées atteint un nouveau record - AFP 16 septembre 2024

Quelque 36,25 millions de Japonais ont 65 ans et plus en 2024, représentant 29,3% de la population, de nouveaux records, selon des données publiées par le ministère des Affaires intérieures et des Communications.

Avec un tel pourcentage, le Japon arrive en tête sur une liste de 200 pays et régions, suivie de l'île française de Martinique (25,3% de la population), de Porto Rico (24,7%) et de l'Italie (24,6%), a précisé le ministère dimanche.

En 2023, la population japonaise a diminué de 595.000 personnes par rapport à 2022, atteignant désormais 124 millions d'habitants, selon les nouveaux chiffres.

La crise démographique a des implications importantes: l'augmentation du nombre de personnes âgées entraîne une hausse des coûts médicaux et sociaux ainsi qu'une diminution de la main-d'œuvre qui cotise.

Autre record, 9,14 millions de personnes âgées travaillaient en 2023, soit 13,5% d'entre eux. Elles représentaient une personne sur sept parmi les actifs.

Inde.

Inde : pression américaine pour interdire le média russe RT - RT 15 septembre 2024

Alors que les États-Unis intensifient leurs efforts pour interdire la diffusion de RT à l'échelle mondiale, ils ont appelé l'Inde à se joindre à cette initiative. Cependant, des responsables indiens ont déclaré que cette question n'était pas pertinente pour le pays.

Les États-Unis ont appelé l'Inde à interdire RT. L'appel fait suite à une série de sanctions américaines contre des médias et des journalistes russes.

La diplomatie indienne n'a pas communiqué de réponse officielle quant à la demande des États-Unis concernant RT. D'après le média local *The Hindu*, les responsables gouvernementaux ont indiqué que les sanctions unilatérales imposées par un autre pays n'affectent pas nécessairement les décisions politiques de l'Inde.

Un porte-parole du ministère indien des Affaires étrangères a précisé que «*la question ne concernait pas l'Inde*» et a souligné que son pays ne soutenait pas les sanctions unilatérales non approuvées par

les Nations Unies. Cette position reflète l'engagement de l'Inde envers une politique étrangère indépendante malgré les pressions internationales.

L'ancien ambassadeur indien Kanwal Sibal a critiqué les actions américaines, les qualifiant de «*double standard*» des pays occidentaux. Le diplomate a souligné que les tentatives de restriction et de censure des médias russes sont contraires au soutien américain à la liberté d'expression. «*Cette démarche sera perçue comme un double standard par les pays du Sud. L'Inde ne cédera évidemment pas à une telle pression américaine.*» RT 15 septembre 2024

J-C – Pas de commentaire, je me connecte à RT tous les jours. Comment, vous n'attaquez pas le gouvernement Modi d'extrême droite ? Pourquoi, je devrais, il me semble que le moment est mal choisi, non ? C'est ce qui me distingue du gauchiste ou de l'opportuniste soi-disant de gauche en mal de reconnaissance ou de bonne conscience, et pour cause.

Je ne suis un agent ni de Washington ni de Moscou ni de Pékin ni de Delhi ! Ni de Paris, j'allais oublier, c'est si loin d'ici et si insignifiant ! C'est un truc que les dogmatiques n'arrivent pas à comprendre, ils se disent marxistes mais raisonnent en vulgaire métaphysiciens.

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 20 septembre 2024

Je voulais démontrer aux lecteurs de ce blog que je suis aussi capable de suivre l'actualité politique française comme n'importe quel dirigeant du mouvement ouvrier, ce que je ne prétendrais jamais être du reste, c'était juste pour dire.

A vous de juger si mes analyses sont correctes ou laissent à désirer. En s'en tenant aux faits, c'est aussi facile que pour analyser la situation dans n'importe quel pays ou se prononcer sur n'importe quel sujet, du moment qu'on dispose des données suffisantes et des sources fiables, le matérialisme dialectique fait le reste mieux que l'I.A. ou si vous préférez, c'est mon I.A. et elle, elle est fiable et bien intentionné !

Quand le pouvoir se fait mafieux, népotiste, corrompu...

- Au Japon, révélations embarrassantes sur les relations entre Shinzo Abe et la secte Moon - Courrier International 17 septembre 2024

- McKinsey : « *Cash Investigation* » pointe le « *Chicxulub* » autour de Macron en 2017, de quoi s'agit-il ? - Le HuffPost 17 septembre 2024 à

- « *Les Ogres* » : la gauche accuse Aurore Bergé d'avoir protégé les lobbys des crèches privées - Le HuffPost 17 septembre 2024

Mystification, supercherie et instrumentalisation grotesque du climat.

Marguerite, arrête de roter et soit "révolutionnaire"!

J-C – Je crois me souvenir que Marguerite était le nom que Fernandel avait donné à sa vache dans le film *La vache et le prisonnier*, c'était aussi le prénom de feu ma grand-mère paternelle qui ne rotait pas, mais n'arrêtait pas de péter, qui pour cette raison serait visée par ces scélérats !

Normandie : « Une vraie révolution... » Comment des chercheurs tentent de façonner des vaches moins polluantes - 20minutes.fr/AFP 17 septembre 2024

Une vache plus petite, nourrie principalement à l'herbe, et surtout moins polluante, qui rejettent moins de méthane que leurs congénères... Car, rappelons-le, les bovins sont les plus gros contributeurs à l'empreinte carbone de l'élevage, lui-même à l'origine de 12 % des émissions de gaz à effet de serre attribuées à l'activité humaine, selon l'Organisation des Nations unies pour l'agriculture FAO. Or, ces émissions risquent de s'accroître avec l'augmentation de la population mondiale et de la demande de viande et de lait.

Tout est évalué, y compris les rots chargés de méthane, au pouvoir très réchauffant. Les chercheurs sont en effet parvenus à identifier les caractéristiques génétiques des bovins qui rejettent moins de méthane que leurs congénères. L'idée ? Ce potentiel étant inscrit dans leurs gènes, il peut être transmis à leur descendance. 20minutes.fr/AFP 17 septembre 2024

J-C – Pourvu que ces « *chercheurs* » n'en aient pas !

L'UE des GAFAM.

Concurrence : Google voit son amende de 1,5 milliard d'euros annulée par la justice de l'Union Européenne - 20minutes.fr/AFP 18 septembre 2024

Pari gagnant pour Google, qui a vu la justice européenne annuler, mercredi 18 septembre 2024, l'amende de 1,5 milliard d'euros qui lui avait été infligée par Bruxelles, en 2019, pour « *abus de position dominante dans la publicité en ligne* ».

Le Tribunal de l'UE, qui se prononce en première instance, annonce qu'il « *annule la décision de la Commission dans son intégralité* », estimant que l'exécutif européen a « *commis des erreurs* » dans son appréciation. La Commission européenne aura toutefois la possibilité de faire appel de cette décision. 20minutes.fr/AFP 18 septembre 2024

Totalitarisme des GAFAM. Censure des réseaux dits sociaux au nom de la liberté d'expression.

Meta bannit les médias d'État russes sur ses plateformes pour contrer les ingérences étrangères - Publicsenat.fr 17 septembre 2024

Les médias publics russes ne peuvent plus accéder aux plateformes du groupe Meta. « *Rossia Segodnia, Russia Today et d'autres entités apparentées sont désormais bannies de nos applications en raison de leurs activités d'ingérence étrangère* », affirme la société gérée par Mark Zuckerberg.

L'interdiction de Meta intervient quelques jours après que le secrétaire d'État américain, Antony Blinken, a dénoncé les activités de déstabilisation du groupe russe Rossia Segodnia, auquel appartient RT.

Quatre jours après l'invasion en Ukraine, Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission européenne, avait interdit sa diffusion dans l'Union européenne avec Sputnik, une agence de presse financée par la Russie. Le Kremlin avait lui exclu Facebook et Instagram en 2022 après une décision du tribunal qualifiant Meta d'extrémiste. Plus récemment, en juin, il a bloqué 81 médias européens. Publicsenat.fr 17 septembre 2024

Les Etats n'ont pas d'amis, que des intérêts ou quand von der Leyen se prend pour le führer de l'Allemagne!

Fustigeant une «gouvernance douteuse», Thierry Breton claque la porte de la Commission von der Leyen - RT 16 sept. 2024,

C'est dans une lettre publiée ce 16 septembre sur les réseaux sociaux que le désormais ancien Commissaire européen au Marché intérieur Thierry Breton a annoncé avec fracas son départ de la Commission européenne. Une démission avec «*effet immédiat*» qui fait suite à de vifs désaccords avec la présidente allemande de la Commission, Ursula von der Leyen.

J-C - Cela ne nous dit pas pourquoi ! Alors allons voir quelle était l'origine de la polémique qui avait éclaté mi-avril suite à l'attribution d'un poste clé à l'eurodéputé allemand Markus Pieper, un proche de Ursula von der Leyen et également issu de l'Union chrétienne-démocrate (CDU).

Publicsenat.fr - Ce psychodrame au cœur du pouvoir européen, n'arrive pas à n'importe quel moment, c'est le programme des cinq prochaines années qui se joue. En témoigne la contribution récente de l'ancien président de la Banque centrale européenne, Mario Draghi. « Il y a beaucoup de cohérence entre ce qu'avait poussé Thierry Breton pour investir dans la défense et le rapport de Mario Draghi, qui comprend notamment un appel à un emprunt en commun pour investir dans l'industrie européenne, dont la défense. Le rapport Draghi apportait pas mal de crédit à la ligne Breton », rappelle la chercheuse Elvire Fabry. L'éviction de Thierry Breton « *ne préjuge pas de la suite, mais ce n'est pas très positif. Du côté allemand, l'opposition à un nouvel emprunt commun reste très forte* », ajoute-t-elle. Publicsenat.fr 16 septembre 2024

J-C - On a compris que les Allemands voulaient bien tirer profit de l'industrie européenne, à condition de ne pas en partager le coût ou le faire porter aux autres Etats de l'UE.

Quand Barnier relayé au rang de pousse-mégot a « les boules » !

closermag.fr - Comme l'a indiqué *Le Parisien* ce lundi 16 septembre, le nouveau Premier ministre n'aurait rien pu dire concernant la nomination de Stéphane Séjourné.

Le journal indique que Macron ne s'est entretenu avec personne. "*Manière de rappeler que sur les dossiers européens, le chef de l'État entend bien garder la main*", peut-on lire. De quoi faire réagir Michel Barnier puisque, fraîchement nommé Premier ministre, il n'aurait pas eu son mot à dire. "*Le message, c'est : 'Ça, ça ne vous regarde pas. C'est un choix souverain du président'*", rapporte un proche du gouvernement qui précise que, à Matignon, l'ambiance était tendue : "*Ils avaient les boules que ce soit Séjourné*". closermag.fr 17 septembre 2024

Quel bonheur de vivre dans un monde aussi injuste et cruel !

Le capitalisme, c'est la pauvreté et la précarité partagées par le plus grand nombre.

3,8 milliards de personnes vivent sans couverture sociale - Le Point.fr 18 septembre 2024

Selon un rapport de l'Organisation internationale du travail, plus de la moitié de la population mondiale (52,4 %) percevait en 2023 au moins une prestation de protection sociale, contre seulement 42,8 % en 2015. Cela signifie a contrario que 3,8 milliards de personnes ne bénéficient toujours pas d'une forme de couverture sociale.

Des évolutions divergentes sont observées selon les niveaux de richesse. Alors que les pays à revenu élevé se rapprochent d'une couverture sociale universelle (85,9 %) et que les pays à revenu intermédiaire supérieur (71,2 %) ainsi que les pays à revenu intermédiaire inférieur (32,4 %) enregistrent des progrès notables, les taux de couverture dans les pays à faible revenu restent très bas (9,7 %) et stagnent.

En moyenne, les pays consacrent 12,9 % de leur PIB à la protection sociale (hors dépenses de santé). Ce pourcentage atteint 16,2 % dans les pays à revenu élevé, mais il n'est que de 0,8 % pour les pays à faible revenu. (0% en Inde - J-C)

Dans le détail, 28,2 % des enfants âgés de 0 à 15 ans bénéficiaient en 2023 d'allocations famille ou enfants, contre 22,1 % en 2015. Cette proportion monte à 80,5 % dans les pays à revenu élevé mais tombe à 8,7 % dans les pays à faible revenu. (0% en Inde - J-C) Plus d'un tiers (36,4 %) des femmes ayant des nouveau-nés dans le monde perçoivent désormais des prestations de maternité en espèces, contre 29,6 % en 2015 (69 % dans les pays à revenu élevé, 2,6 % dans les pays à faible revenu). (0% en Inde - J-C)

Par ailleurs, 37,4 % des salariés bénéficient d'une protection contre les accidents du travail (85,1 % dans les pays à revenu élevé, 9,3 % dans les pays à faible revenu), tandis que 38,9 % des personnes avec un handicap lourd perçoivent une prestation d'invalidité (85,6 % dans les pays à revenu élevé, 3,3 % dans les pays à faible revenu). (0% en Inde - J-C) Au total, 146 millions de personnes en situation de handicap lourd ne bénéficient d'aucune couverture sociale. (En réalité énormément plus. J-C)

Enfin, 16,7 % des personnes au chômage dans le monde reçoivent des prestations de chômage en espèces (0,2 % dans les pays à faible revenu), alors que 79,6 % des gens ayant atteint l'âge de la retraite touchent une pension, contre 74,1 % en 2015. Cette proportion est de 96,8 % dans les pays à revenu élevé mais n'est que de 12,9 % dans les pays à faible revenu. (0% en Inde - J-C) Ainsi, ce sont plus de 165 millions de personnes ayant atteint l'âge légal de la retraite qui ne perçoivent aucune pension. (En réalité énormément plus. J-C)

J-C – Et ce qui n'est jamais abordé ici, c'est que ceux qui s'en sortent tant bien que mal ou mieux que les autres, je ne parle pas des capitalistes, c'est au prix de lourds sacrifices et humiliations, frustrations qu'ils partagent avec les pauvres, qui à l'arrivée peut les faire basculer dans le camp du socialisme, espérons-le !

Terminées les illusions prometteuses dans le télétravail.

C'était juste une lubie d'idéologues ou un moment d'égarement d'acteurs économiques distraient ou coupés de la réalité.

Amazon veut mettre fin au télétravail et exige un retour à temps plein au bureau de ses employés - franceinfo/AFP 17/09/2024

A partir du 2 janvier, les employés des services administratifs du géant américain ne pourront plus télétravailler.

Le patron du conglomérat américain Amazon a prévenu lundi 16 septembre les employés de ses services administratifs qu'ils devraient retourner à plein temps au bureau, comme avant la pandémie de Covid-19. A partir du 2 janvier, ils ne pourront plus télétravailler. La pandémie avait ouvert la porte au travail à domicile, mais Amazon rencontrait des difficultés à faire reprendre à ses salariés le chemin du bureau à temps plein, une fois la situation sanitaire redevenue normale.

Le géant américain avait déjà exigé en février 2023 une présence trois jours par semaine. *"En observant ces cinq dernières années, nous continuons de penser que les avantages d'être tous ensemble au bureau sont importants"*, a expliqué dans un message interne Andy Jassy, le PDG du groupe.

"Nous constatons qu'il est plus aisé pour nos employés d'apprendre, de concevoir, de se former et de renforcer notre culture ; collaborer, échanger et inventer sont plus simples et plus efficaces ; enseigner et apprendre les uns des autres est plus facile ; et les équipes ont tendance à être mieux connectées les unes aux autres", a-t-il justifié. franceinfo/AFP 17/09/2024

Mon commentaire publié dans le blog Le Grand Soir.

Au passage, je remercie encore les administrateurs de ce blog réellement démocratique, c'est si rare, de laisser les lecteurs s'exprimer librement, un peu trop longuement parfois, je m'en excuse, mais comment faire autrement, on n'est pas sur X ici, c'est plus sérieux !

- Réponse à @Julie ou plutôt aux lecteurs du GS.

- *Que pourrait être une science non déterministe ?*

Une non-science, même la physique quantique en convient : « *Dieu ne joue pas aux dés* » (Albert Einstein), désolé. Voilà qui devrait plaire à @François Jacques, moins à Julie, elle doit être mauvaise joueuse ! On se marre bien tout de même.

Julie, j'entends bien, je serais une sorte de fossile *"perdu vivant (...) dans quelque forêt dense de l'Inde mystérieuse"* au XIXe siècle, en compagnie d'un infortuné penseur (Marx) qui se serait efforcé *"de développer une science encore balbutiante"*, et qui aurait échoué en se réfugiant dans le déterminisme, théorie chère aux libertariens et aux nihilistes en général connus pour être des antisocialistes forcenés, qui ont entre autres entrepris au nom du *"libre arbitre"*, le leur exclusivement, et non du doute cher à tous les chercheurs ou scientifiques, il faut préciser, de discréditer tous les philosophes, penseurs et scientifiques du passé qui avaient entrepris de donner une base scientifique à leurs travaux en adoptant le déterminisme, notons au passage que ce rapport de cause à effet correspond à la notion de karma dans l'hindouisme.

Je n'avais jamais réfléchi à cette question sous cet angle, car je considérais que la chose était entendue, force est de constater que ce n'est pas le cas de tout le monde au GS. Ce qui est intéressant, c'est que dans la page que consacre *Wikipédia* au déterminisme, ne figure aucune référence à Marx ou au marxisme, qui recourt au mode de penser matérialiste dialectique par nature déterministe puisqu'il repose essentiellement sur les faits, si je ne dis pas de bêtise.

Je conseille aux lecteurs de lire attentivement cette page qui pour une fois n'est pas trop mal faite, rassurez-vous, il n'y a rien de compromettant là-dedans, mieux, vous serez en compagnie d'illustres penseurs (Freud, Darwin, Durkheim, Einstein, etc.), et vous vous apercevrez qu'en remettant en cause le déterminisme, ses détracteurs s'en prennent non seulement aux connaissances acquises tout au long du développement des sciences au cours des derniers siècles, mais à l'existence de ces sciences elles-mêmes. Vous noterez au cours de cette lecture, que certains philosophes (Leibniz, par exemple) y feront des emprunts, et ils s'en écarteront au profit de la contingence, quand ils ne trouveront pas de réponses satisfaisantes aux questions qu'ils se posaient, ce qui par ailleurs ne remettait pas en cause le déterminisme. Vous remarquerez également que le déterminisme n'exclut pas le doute, puisque personne n'est censé connaître les réponses aux questions qu'il ne s'est pas encore posé, cela peut paraître idiot, mais ce n'est pas moi qui ai abordé ce sujet de cette manière-là.

Il faut bien comprendre que lorsqu'on prétend que l'origine d'un phénomène est hors de portée de la connaissance humaine, cela signifie qu'on serait condamné à le subir indéfiniment, puisque ce postulat implique que toute tentative de s'attaquer à ses conséquences seront inutiles ou vaines, vous retrouvez là le prétexte avancé ou le procédé employé par ceux qui rejettent le marxisme et le socialisme. Ici on fait de la politique, n'est-ce pas?

Cet état d'esprit est scientifique, car développer un état d'esprit scientifique implique de s'atteler au rapport de cause à effet ou de rechercher l'origine d'un phénomène ou d'un événement pour en déterminer la nature et toutes ses implications présentes et à venir, déterminer en quoi et pourquoi il est différent des autres, pour pouvoir le caractériser, le classer, l'étudier ou l'analyser sérieusement et en tirer des conclusions théoriques et pratiques, etc. qui somme toutes pourront évoluer dans le temps en fonction du développement économique, de la société, des connaissances en général, car la recherche doit être multidisciplinaire, à l'image de l'ensemble de la société ou du monde...

On n'a pas le temps de développer ici, le rapport entre la nécessité et le déterminisme expliquerait pourquoi les hommes sont conduits à élever toujours plus haut leur niveau de conscience, pas à partir de rien ou zéro, mais une condition sociale déterminée...

@Assimbonanga

Vous n'avez pas lu attentivement mon commentaire, Julie non plus. Vous confondez tout.

- *On les voit aux JT de la télévision.*

Où dites-vous ? Connait pas !

@Assimbonanga

- *un seul camion-benne, la pelleteuse*

Arrêtez, vous allez nous faire pleurer, ils trouveront du travail ailleurs, ils feront autres choses, comme toujours depuis le début de l'industrialisation ou le développement des forces productives, sinon ils seront sacrifiés, c'est cela le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, le capitalisme.

Cela ne vous rappelle-t-il l'histoire de la TV qui annonçait la mort du cinéma ? Plus tard les K7 vidéo ? Des exemples comme celui-là, il y en a à la pelle, encore une fois, désolé.

Réponse à D.Vanhove

— *Vous vous demandez qui consommera les produits fabriqués par la robotisation qui se généralise au détriment des travailleurs qui auront été licenciés... ben, 'fastoche' comme vous dites : vous, moi et tous les autres pardi, en fin de compte le système trouvera le moyen de donner aux individus un revenu de remplacement (il le fait déjà dans certains pays et sous certaines formes), sachant qu'il faut que la consommation continue pour remplir les poches de la caste de la hte finance...*

Je ne me demande rien du tout, gardez cela pour vous, s'il vous plaît.

Moi "*et tous les autres*", vous voulez sans doute parler des centaines de millions de travailleurs déjà réduits à la pauvreté et à la précarité absolue dont je partage le quotidien, et ben oui, comme quoi on arrive toujours à survivre, étonnant, n'est-ce pas, et vos robots ou l'I.A. n'y changeront rien. Quoi qu'il en soit, on vous remercie pour votre généreuse attention, je crois que le "*revenu de remplacement*" -misérable cela va de soi, a été évoqué par le Forum économique mondial jamais avare de bonnes intentions à l'égard des travailleurs, visiblement nous ne vivons pas dans le même monde.

Quant au mépris dont vous m'affublez, c'est du domaine de l'inversion accusatoire, assumez-vous que diable, merci.

J'ajoute une précision pour mes lecteurs.

Dès que vous exprimez un désaccord avec certaines personnes, elles vous accusent aussitôt de leur manquer de respect, pour vous faire passer pour un malotru et vous faire taire, à défaut de vous traiter de « *complotiste* » ou je ne sais quoi.

La manière, dont sont perçues nos idées ou la réaction qu'elles entraînent de la part de nos interlocuteurs, témoigne de leurs niveaux de conscience dont nous ne sommes pas comptables. Par conséquent, nous n'avons pas à nous excuser s'ils les interprètent de travers ou croient qu'on les jugerait ou qu'on les mépriserait, ce qui n'est évidemment jamais le cas.

La plupart d'entre eux quand ils s'expriment, n'ont pas conscience qu'il existe des contradictions entre les idées ou les positions qu'ils défendent et les intentions qu'ils affichent. Du coup, quand je les mets en lumière, certains le prennent très mal et s'emportent, et comme ils n'ont pas d'arguments sérieux à m'opposer, ils vont s'employer à dénigrer mes idées ou à les déformer pour mieux pouvoir les critiquer et prouver que les leurs sont meilleures, procédé éculé, minable et ridicule, car au final il se retournera contre eux.

Ils ne peuvent que s'enfoncer dans le déni ou le délire. Quand ils m'agressent ou sont d'une mauvaise foi particulièrement odieuse, je ne les insulte pas, au contraire je les encourage à persévérer, à se découvrir davantage, cela fonctionne d'autant mieux qu'ils ont généralement une haute estime d'eux-mêmes, après je n'ai plus qu'à les citer pour que chacun comprenne à qui ils ont affaire.

Par-dessus tout, cela les indispose au plus haut point qu'on se permette de caractériser leurs idées ou positions.

Personnellement j'estime cela normal ou légitime, tant qu'on ne s'écarte pas des faits contenus dans leurs discours et la manière dont ils les présentent, car c'est révélateur de leur niveau de conscience, de leurs réelles intentions, que les autres lecteurs ont le droit de connaître, puisque cela les aidera à mieux comprendre comment ils sont parvenus à certaines conclusions et à en discerner les objectifs, l'idéologie, qu'ils seront ensuite libres de partager ou non.

Cela me semble être la moindre des choses, que je mets en permanence en pratique pour qu'à aucun moment mes lecteurs aient l'impression détestable que je les manipulerais. La transition avec l'article suivant est toute trouvée : Que Dieu m'en garde !

De quoi craignent-ils de "perdre le contrôle", pardi, de la lutte des classes !

J-C – Ils tiennent absolument à formater toutes nos idées et tous nos comportements, c'est une obsession chez des despotes. Voyez comment ils le justifient.

L'intelligence artificielle pour garantir que «les citoyens se comportent au mieux» ? - RT 17 sept. 2024

Le milliardaire américain Larry Ellison a déclaré que son nouveau système de surveillance, renforcé par intelligence artificielle (IA), permettra de s'assurer que «les citoyens se comportent au mieux». Ce système de suivi comprendra des caméras de vidéosurveillance dans les rues, des caméras portées par les policiers, des caméras de sonnette et même des caméras sur les voitures.

«Chaque policier sera surveillé en permanence et, en cas de problème, l'IA le signalera et le transmettra à la personne appropriée. Les citoyens se comporteront au mieux parce que nous enregistrons et signalons en permanence tout ce qui se passe», a déclaré Larry Ellison.

Selon le classement du magazine Forbes, Larry Ellison est la deuxième personne la plus riche du monde et sa société Oracle recherche activement des opportunités de développement dans le secteur de l'IA.

L'intelligence artificielle est de plus en plus présente dans la vie des gens du monde entier et atteint le travail des agences gouvernementales. Selon une étude menée par l'entreprise informatique américaine IBM en 2024, 77% des entreprises ont déjà mis en œuvre l'IA ou disposent d'un plan de mise en œuvre, et selon Intelligent, un étudiant sur trois utilise l'IA générative telle que ChatGPT.

À long terme, l'utilisation active de l'IA pourrait mettre des gens au chômage ou réduire considérablement leur salaire. Elon Musk et Steve Wozniak, cofondateur d'Apple, ont exprimé des préoccupations lorsqu'ils ont signé une lettre ouverte en mars 2023 appelant à l'arrêt du développement des réseaux neuronaux : *«Devrions-nous développer des esprits non humains qui pourraient éventuellement être plus nombreux que nous, plus intelligents, nous rendre superflus et nous remplacer ? Devons-nous risquer de perdre le contrôle de notre civilisation ?»,* se sont-ils demandés. RT 17 sept. 2024

J-C – Et dire que naïvement jusqu'à présent je croyais que Dieu s'en chargeait, mais apparemment il n'en a pas le pouvoir, aucun en fait parce qu'il n'existe que dans l'imagination des hommes encore arriérés.

Et puis, voilà qui ne va pas nous réconcilier avec les croyants, des « *esprits non humains* » ne peuvent pas davantage exister, puisque l'esprit est inconcevable sans son créateur bien matériel, le cerveau humain, dès que vous le déconnectez, il ne produit plus rien.

On a affaire à de furieux mégalomanes.

Leur intention de « *contrôler* » notre civilisation est plutôt malsaine, car elle signifie aussi que les hommes ne sont pas encore parvenus à un niveau de conscience suffisant pour éviter de se poser ce genre de question qui présente un fort relent de totalitarisme.

La présentation de l'IA. par les gens censés partager notre cause est erronée ou relève de l'idéologie. La preuve.

J-C – L'introduction des machines dans les usines ou dans les champs a rendu le travail manuel plus supportable ou elles ont permis de supprimer les tâches les plus ingrates et douloureuse en termes de fatigue. Il y en a qui le regrette parmi des gens qui se croient progressistes, on n'arrête plus le progrès...en arrière !

Les machines ont contribué à la fois à supprimer des emplois et à en créer d'autres en plus grand nombre. Elles ont permis d'accroître la productivité ou le taux d'exploitation dans certains secteurs économiques, ce qui s'est traduit par la suppression des emplois devenus inutiles, tandis que d'autres ont augmenté leurs effectifs en créant des emplois à fort taux de plus-value contrairement aux machines hier (à l'IA. de nos jours) qui n'en crée, pas mais en détruit. Il fallait bien compenser d'une certaine manière, d'ailleurs cela s'est imposé aux capitalistes en même temps que de nouveaux besoins étaient créés par voie de conséquence, et donc de nouveaux emplois.

Il y en a qui n'ont pas encore compris que l'IA. devait aussi servir à liquider des emplois qui dégagent pas ou peu de plus-value.

L'IA. dévoreuse d'emplois est du même ordre que le fantasme d'autrefois prédisant la suppression de la classe ouvrière. Et puis, il ne faut pas oublier que si le secteur primaire de l'économie a fortement chuté en occident, il s'est considérablement développé en orient et ailleurs dans le monde. Il n'y a que des esprits étroits ou bornés pour l'ignorer.

Cela dit, il est évidemment normal que chacun lutte pour préserver son emploi quand il est menacé, ne mélangeons pas tout, merci.

Quelques données.

- Les données d'Upwork, une plate-forme de travail indépendant, montrent que les revenus pour des tâches d'écriture simples telles que l'édition de copie ont chuté de 5 % entre le lancement de Chat GPT en novembre 2022 et avril 2023, par rapport aux rôles moins affectés par l'IA. Dans l'année qui a suivi Dall-E 2, un modèle de création d'images, a été lancé en avril 2022, les salaires pour des emplois comme le graphisme ont chuté de 7 à 14 %.

L'IA pour stimuler la productivité des entreprises. Infosys a déployé des auxiliaires d'IA pour l'ensemble des 330 000 employés. Il dit que cela a déjà conduit à une réduction de 10 à 30 % du temps nécessaire pour construire de nouvelles applications.

L'espoir est que l'efficacité accrue stimulera considérablement la demande de ces services. Une autre source de nouvelle demande – et la deuxième grande opportunité des entreprises informatiques – concerne toutes les nouvelles tâches liées au déploiement d'IA par les clients dans leurs organisations. Les cabinets d'information se sont préparés à cette fin. Un document de l'année dernière par Alexander Copestake du FMI et de ses collègues a identifié une « croissance presque exponentielle » dans la demande de compétences liées à l'IA dans le secteur des services en Inde depuis 2016.

<https://www.economist.com/business/2024/05/09/will-chatbots-eat-indias-it-industry>

- Des millions d'employés qui travaillent auront besoin d'être recyclés et de renforcer leurs compétences, ce qui pourrait à son tour créer de nouvelles possibilités d'emploi, estiment les experts.

La semaine dernière, la société de paiement numérique Paytm 1 000 employés de ses équipes d'exploitation, de vente et d'ingénierie, en raison de ce qu'il a dit, c'était de l'«*automatisation alimentée par l'IA*» visant à réduire les coûts des employés de 10 à 15 %. À l'échelle mondiale, géant de la technologie Google Il serait engagé une «*restructuration*» de son équipe de vente de 30 000 personnes, car son gestionnaire de la campagne d'IA élimine la nécessité d'une surveillance humaine.

Les experts estiment qu'il s'agit de signes précoces de déplacement d'emplois en 2024, ce qui affecte les rôles qui devraient devenir redondants en raison de l'adoption croissante de l'IA. Selon les tendances du marché, plus de 16 millions d'employés en Inde devront être recyclés et à mettre à niveau les compétences en raison de l'influence de l'IA d'ici 2027, a déclaré la société de services RH TeamLease Digital.

Certes, certains experts ont déclaré que la requalification créerait également des millions de nouvelles opportunités dans des secteurs tels que l'industrie manufacturière et le commerce de détail au cours des prochaines années.

<https://economictimes.indiatimes.com/tech/technology/india-job-scene-sees-early-signs-of-disruption-from-ai/articleshow/106422589.cms>

Situation sociale en France et ses colonies.

La seule réponse : La répression !

Martinique : un couvre-feu partiel décrété après de nouvelles violences - lepoint.fr 19 septembre 2024

Un couvre-feu a été décrété dès mercredi soir dans certains quartiers de Fort-de-France et de la commune limitrophe du Lamentin, après une nouvelle nuit de violences urbaines dans un contexte de mobilisation contre la vie chère en Martinique.

Depuis plusieurs nuits, des violences urbaines secouent certains quartiers de Fort-de-France, chef-lieu de cette île des Antilles françaises peuplée d'environ 350 000 habitants. Dans la nuit de mardi à mercredi, un McDonald's du quartier Dillon a été incendié.

Dans ce même quartier, un hypermarché Carrefour a été « envahi par une cinquantaine d'individus qui ont monté une barricade sur le parking et ont tenté de l'incendier », ont indiqué à l'AFP les autorités.

« J'ai demandé aux forces de sécurité intérieure de saturer les axes routiers et les ronds-points de leur présence et de procéder à un maximum d'interpellations », a déclaré le préfet lors d'une conférence de presse, ajoutant que des renforts « significatifs » étaient arrivés et que d'autres arriveraient « dans les prochains jours ». Un escadron de gendarmes, soit une centaine de militaires, a été envoyé en renfort.

Ces tensions s'inscrivent dans un contexte de mouvement de contestation contre la vie chère démarré début septembre. En Martinique, d'après une étude de l'Insee en 2022, les prix alimentaires étaient 40 % plus élevés que dans l'Hexagone. lepoint.fr 19 septembre 2024

Situation politique en France.

Ambiance délétère au sommet de l'Etat.

J-C – Je cite à quoi doit faire face Barnier : porte-flingues, vitriol, seau de bananes, pitbulls, etc. cela nous fait sourire évidemment, et il s'expose à « des emmerdes » dont il n'a pas idée s'il négligeait « les attalistes », ce qui ne risque pas d'arriver.

Ils en sont même à évoquer sa démission, c'est pour dire à quel point ils y croient, mais ils se retrouveraient encore plus dans la merde, à moins que le tyran Macron finisse par s'y résoudre.

Et puis Barnier est faible, c'est une potiche.

Certains affirment que "le bras de fer ne fait que commencer " entre Barnier et Macron. Vraiment ?

HuffPost - Le Premier ministre n'a pas de programme sur lequel appuyer sa légitimité et rassurer ses partenaires, faute de majorité stable et choisie par les électeurs. Ce que lui reproche désormais le camp présidentiel

Pire, dans sa position précaire, Michel Barnier doit forcément composer avec les priorités et lignes rouges dressées par les partis qui aspirent à entrer au gouvernement - et à ne pas le censurer. Le HuffPost 19 septembre 2024

Gouvernement: la réunion entre Michel Barnier et les députés macronistes "reportée" - BFMTV 18 septembre 2024

C'est maintenant au tour de Gabriel Attal et de Gérard Darmanin de faire grimper les enchères, jusqu'à l'absurde, en menaçant de ne pas soutenir un Premier ministre pourtant nommé par celui-là même qui les a faits : Emmanuel Macron.

« Charge au vitriol » de Gérard Darmanin.

Ce mardi, le Premier ministre était resté interdit en découvrant que Gérard Darmanin, reçu en tête-à-tête ce week-end à Matignon, avait divulgué une partie de leur échange en évoquant le projet, supposé, d'augmenter les impôts et en ajoutant qu'il n'était pas certain de soutenir un gouvernement qui porterait cette ligne. De quoi mettre le feu à la plaine et dissuader les macronistes de monter à bord du navire Barnier, la stabilité fiscale faisant partie de leurs fondamentaux.

« Ce n'est pas une peau de banane que balance Gérard (Darmanin), c'est carrément un seau de bananes ! » s'étrangle un député du groupe.

Le Premier ministre ferait bien de s'équiper prestement en experts ès ripostes et porte-flingues pour répondre pied à pied. Un de ses proches presse : « *Il lui faut des pitbulls !* »

Un autre proche du Premier ministre assure en outre que de beaux ministères ont été proposés aux macronistes, qui ne seraient donc pas sous-représentés dans le futur gouvernement, mais « *pas forcément à des attalistes* »...

Le Premier ministre sortant menace de ne pas soutenir le gouvernement et a exigé d'être reçu en grande pompe, ce mercredi matin. Refus aussi sec de Matignon, qui a reporté l'entretien sine die en faisant valoir qu'il n'était pas correct, vis-à-vis des autres partis et groupes reçus ces jours derniers que Gabriel Attal se présente à la tête d'une délégation de huit personnes, quand tous étaient trois au maximum. lepoint.fr 18 septembre 2024

"Le début des emmerdes" et ce n'est qu'un début, comptez sur nous !

Wauquiez, Retailleau, Dati: la liste de ministres présentée par Barnier à Macron - BFMTV 19 septembre 2024

13 jours après avoir été nommé Premier ministre, Michel Barnier n'a toujours pas composé son gouvernement. Lors d'un échange avec Emmanuel Macron à l'Élysée ce mardi 17 septembre, il a cependant remis au chef de l'État une première liste d'éventuels ministres, a appris BFMTV.

Démenti quelques paragraphes plus loin.

L'entourage de Michel Barnier indique à BFMTV que les informations qui circulent autour de cette liste sont pour l'heure "inexactes", "notamment sur les noms évoqués ainsi que l'équilibre des sensibilités". "Cela ne représente en rien le projet de gouvernement souhaité par le Premier ministre", soutiennent-ils. BFMTV 19 septembre 2024

Suite du psychodrame.

Or, dans un échange a priori tendu, Emmanuel Macron a refusé la liste, jugeant qu'il ne s'agissait pas d'un gouvernement d'unité nationale et de rassemblement.

"Emmanuel Macron dit qu'il va couper avec Matignon. Il est sorti par la porte mais il revient par la fenêtre. Il fait monter Gabriel Attal et Gérard Darmanin pour pourrir Michel Barnier. Ils ne tiennent pas leurs engagements pris il y a dix jours à peine", s'insurge cette même source LR.

"Le premier qui y perdrait est Emmanuel Macron... On passerait d'une solution fragile à plus de solution du tout", ajoute-t-elle encore.

"S'il démissionne, ce serait le début des emmerdes", abonde un cadre du bloc central à BFMTV. De son côté, l'entourage d'Emmanuel Macron dément formellement la rumeur selon laquelle Michel Barnier a remis sa démission. BFMTV 19 septembre 2024

Ils osent tout, beaucoup trop et cela les perdra.

Michel Barnier personnalité politique préférée des Français selon un sondage - LePoint.fr 17septembre 2024

À peine nommé, Michel Barnier sacré personnalité politique préférée des Français dans un sondage - BFMTV17 septembre 2024

Le Premier ministre récolte 57% d'opinions favorables d'après un sondage Ifop-Fiducial pour Paris Match et Sud radio. BFMTV17 septembre 2024

Plus sérieusement. La stratégie du nouvel ordre mondial oligarchique doit être impérativement respectée, et doit exclure toute concession, à voir.

Gouvernement de Michel Barnier : Attal et les macronistes prêts à lâcher le Premier ministre - Le HuffPost 18 septembre 2024

L'ex-Premier ministre, affirmant toutefois que *« nous ne serons jamais une force de blocage, mais toujours une force de solutions »*.

J-C - La " *justice fiscale* " selon ces représentants de la réaction ne peut consister qu'à mettre à contribution toutes les classes, sauf la classe dominante, normal.

Le HuffPost - Un interlocuteur récent de Michel Barnier affirme avoir entendu le Premier ministre évoquer des hausses d'impôts « sur les hauts revenus ». *« La seule chose dite par le Premier ministre est qu'il ne s'interdirait pas d'aller dans le sens d'une plus grande justice fiscale »*, a minimisé l'entourage de Michel Barnier mardi, dénonçant des « *on-dit* » et des « *spéculations* ».

Mais ces rumeurs font frémir les macronistes, particulièrement opposés à toute hausse d'impôts, qui irait à l'encontre de la ligne défendue depuis sept ans par Emmanuel Macron. Les Républicains, dont fait partie Michel Barnier, y sont aussi hostiles.

Par ailleurs dans une interview au Parisien, le gouverneur de la Banque de France François Villeroy de Galhau appelle à « *lever le tabou sur les hausses d'impôts, sans toucher si possible les classes moyennes ni les PME* » pour réduire la dette, même si « *l'essentiel de cet effort doit être fait sur les dépenses* » (Entendez les budgets sociaux. - J-C)

Le gouverneur de la Banque de France a aussi suggéré « *un effort exceptionnel et raisonnable sur certaines grandes entreprises et gros contribuables* » afin de réduire les déficits, « tant qu'on n'est pas revenu sous 3 % » de déficit public. « *La France n'a plus les moyens* » des baisses d'impôts « *non financées* » mises en place après l'arrivée à l'Élysée d'Emmanuel Macron, a-t-il enfin pointé. Le HuffPost 18 septembre 2024

J-C - Qui va régler la généreuse note du "*quoi qu'il en coûte*", ils viennent de vous donner la réponse sans surprise.

En famille, l'union des extrêmes ou les masques tombent.

Faites-le savoir.

Darmanin refuse de rejoindre ou de « *soutenir* » un gouvernement qui augmenterait les impôts - LePoint.fr 18 septembre 2024

Sur la question fiscale, le chef de l'État et Bruno Le Maire ont mis un point d'honneur à stabiliser ou baisser les impôts depuis sept ans, même pour les plus aisés, au nom de la politique de l'offre et de la théorie du ruissellement. « *Il ne faut absolument pas casser cette machine économique* », a encore fait valoir Gérard Darmanin, ce mercredi, sur France 2. Le HuffPost 19 septembre 2024

"*Un problème, une taxe*": Jordan Bardella pointe le risque pour Michel Barnier de "*se retrouver sans gouvernement*" - BFMTV 18 septembre 2024

Le Rassemblement national refuse de soutenir la hausse de la fiscalité sur les plus aisés, évoquée par Michel Barnier devant plusieurs interlocuteurs.

Michel Barnier doit forcément composer avec les priorités et lignes rouges dressées par les partis qui aspirent à entrer au gouvernement - et à ne pas le censurer. Sur le débat fiscal, la hausse des impôts est refusée du côté de Renaissance, des Républicains et du Rassemblement national. BFMTV 18 septembre 2024

« L'objectif est désormais de rassurer les entrepreneurs, les marchés et le patronat ».

Le RN revient (discrètement) sur plusieurs mesures économiques et sociales - Le HuffPost 18 septembre 2024

Après l'opération dédramatisation, enclenchée avec un certain succès, le Rassemblement national (RN) passe à la phase crédibilisation. L'objectif est désormais de rassurer les entrepreneurs, les marchés et le patronat, effrayés pour certains par un programme économique qu'ils jugent trop favorable aux salariés. Dans la continuité des déclarations pro business de Jordan Bardella, le RN a présenté le 14 septembre son livret économique.

Et ce qui saute aux yeux, c'est le retrait de plusieurs mesures étiquetées « sociales ». À commencer par la réforme de l'assurance-chômage, que la CGT qualifiait de « *plus violente réforme de tous les temps* » en ce qu'elle prévoit un nouveau tour de vis et un contrôle accru des chômeurs. Le RN ne propose plus de l'abroger. Pendant la campagne des législatives, Jordan Bardella assurait encore qu'en cas de victoire, il reviendrait sur cette réforme « *injuste* ». C'était il y a seulement trois mois. Et ce n'est plus cas.

Le même sort a été réservé à la proposition de baisse de la TVA sur les produits énergétiques (gaz, électricité, fioul, carburants...). Le RN en avait fait une mesure phare ; il s'agissait de rendre du pouvoir d'achat aux ménages les plus modestes, au prix d'une importante baisse des recettes pour l'État. Vu l'augmentation exponentielle de certaines factures d'énergie depuis deux ans, la proposition avait de quoi plaire.

Et pourtant, elle n'apparaît pas dans les 35 pages présentées le week-end dernier. Un cadre du RN justifie dans l'Opinion : « *On ne voulait pas que ça étouffe le livret* ». Idem sur l'emploi des seniors : la formation d'extrême droite entendait faire des plus de 55 ans des « *travailleurs protégés* ». Plus maintenant. Seule demeure l'abrogation de la réforme des retraites, que le RN a prévu d'inscrire dans sa niche parlementaire. Ou plutôt : « *réformer les retraites dans une logique de performance économique et de justice sociale* ».

En revanche, toute une série de mesures favorables au patronat sont maintenues en bonne place : baisse des impôts de production sur les entreprises, via la suppression de leur contribution foncière (CFE), exonérations de cotisations pour les boîtes qui augmenteraient les salaires de 10 %, création d'un fonds souverain... « *J'entends faire connaître la réalité de notre programme et mettre fin à cette incompréhension infondée qui se base sur des caricatures de notre programme économique, qui est raisonnable* », avait déclaré Bardella au mois de décembre lors du salon des PME à Paris.

Force est de constater que les revirements sur le plan économique et social, annoncés le week-end dernier, ont été peu mis en avant. Lors de leurs passages télé ou radio, les cadres du RN n'ont pas spécialement été questionnés sur le livret. Ce n'est pourtant pas un petit sujet. Les proches de Marine Le Pen ont fait une rentrée discrète. Ils savent qu'ils n'ont pas besoin d'être très présents sur la scène politico-médiatique, préférant rester deux pas en arrière, à l'abri des polémiques. Le HuffPost 18 septembre 2024

Dans la rubrique collaboration de classes.

Le PS n'a jamais cessé de légitimer Macron, quoi qu'il dise par ailleurs.

J-C - A les entendre la procédure de destitution de Macron lancée par LFI conduirait à une « relégitimation » du président de la République, mais au-delà des apparences, ce n'est pas ce qui préoccupait le PS pour avoir déclaré : « *il est fautif mais n'a pas commis de faute grave* », ce qui signifiait que sa légitimité était intacte ou que le PS n'avait jamais eu l'intention de la remettre en cause, on s'en doutait un peu !

Cela dit, on s'en contrefout de cette procédure, c'est du populiste pur jus qui consiste à légitimer la Constitution de la Ve République. Au lieu d'en appeler à cette Constitution antidémocratique, ils feraient mieux de se tourner résolument vers les masses et les organiser afin de pouvoir l'abolir...

Destitution de Macron : « *Il est fautif mais n'a pas commis de faute grave* »... A quoi joue le PS ? - 20minutes.fr 17 septembre 2024

Les députés socialistes ont validé ce mardi la procédure de destitution d'Emmanuel Macron, portée par La France insoumise. Mais ils ne devraient pas la voter si elle va jusqu'à l'Assemblée...

Ce débat ne mène à pas grand-chose... puisque le texte a très peu voire aucune chance d'être adopté. « *Cette procédure qui requiert deux tiers des votes dans les deux assemblées n'aboutira pas, chacun le sait* », a même écrit Olivier Faure sur X en évoquant, à l'arrivée, une « relégitimation » du président de la République « *qu'il ne mérite pas.* » 20minutes.fr 17 septembre 2024

En famille. Qui douterait de leurs bonnes intentions envers Macron ?

Gouvernement Barnier : « *Les communistes ne sont pas dans une logique de censure a priori* », précise Cécile Cukierman - Publicsenat.fr 17 septembre 2024

Cécile Cukierman à Public Sénat. L'élue fait état de nombreux « *diagnostics partagés* » avec Michel Barnier.

Santé.

Le pendant le plus cynique de l'obsolescence programmé. Les trusts pharmaceutiques sont bien des gangs mafieux à éradiquer.

Santé : huit médicaments périmés sur dix gardent 90% d'efficacité, selon une étude - franceinfo 19/09/2024

Huit médicaments périmés sur dix gardent 90% d'efficacité, selon une étude de l'UFC-Que Choisir, publiée jeudi 19 septembre, que franceinfo a pu consulter. Elle annonce saisir l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM) pour lui demander de mettre en œuvre un ensemble de mesures pour limiter le gaspillage de médicaments. L'Agence affirme à franceinfo

qu'elle a déjà entamé des discussions avec les industriels pour prolonger la durée de vie officielle de leurs médicaments.

L'UFC-Que Choisir a, par exemple, testé des comprimés de Dafalgan (paracétamol) périmés depuis six ans, restés dans la poche d'un sac de randonnée, qui ont supporté la canicule, un gros orage, de nombreuses averses, des températures autour de 4 ou 5°C, puis des années dans une cave humide. Plus de six ans après leur date limite, ils avaient encore 95% de paracétamol. De même, des comprimés d'Efferalgan (paracétamol) périmés depuis près de 32 ans, conservés dans le placard d'une centenaire, contenaient encore 100% de substance active.

L'association s'interroge *"sur le fait que l'ANSM retienne une vision beaucoup plus restrictive que les autorités américaines pour déterminer si un médicament conserve ou non ses vertus thérapeutiques"*. Une autre question soulevée par l'étude est celle de l'autonomie des laboratoires pharmaceutiques qui peuvent fixer eux-mêmes les dates limites de leurs médicaments. *"Rien ne les oblige à étendre cette date, quand bien même ils sauraient pertinemment garantir l'efficacité des médicaments au-delà"*, relève l'UFC-Que Choisir qui se demande si, du point de vue des ces entreprises, *"les critères économiques prennent le pas sur les critères scientifiques"*.

J-C – Quelle question conne ou incongrue !

Tiers-mondisation de la santé en France, une triste réalité.

Hôpital : deux services d'urgence sur trois ont fermé au moins une ligne médicale cet été, selon Samu-Urgences de France

Deux services d'urgence sur trois ont fermé au moins une ligne médicale durant les mois de juillet et août 2024, selon une enquête du syndicat Samu-Urgences de France publiée mardi 17 septembre, auxquels près de la moitié des services d'urgence et des structures mobiles d'urgence et de réanimation (Smur). Une ligne médicale équivaut à une équipe de soins.

Cette enquête a été réalisée directement auprès des services d'urgence, des Samu et des Smur pour la période du 1er juillet au 31 août. 51% des Smur et 48% des Services des urgences (SU) ont répondu au syndicat. Selon l'enquête, 202 services d'urgences, parmi les 331 consultés, ont fermé une ligne médicale au moins une fois durant l'été (61% des répondants). Parmi ces fermetures, deux sur cinq (41%) l'ont été de manière continue et ont été fréquentes pour plus du tiers (37%).

En 2023, 163 services d'urgence avaient dû fermer au moins une ligne médicale durant l'été, soit près d'un service sur deux. Samu-Urgences de France alerte aussi sur la situation des Smur, les véhicules d'urgence et de réanimation avec à bord un médecin, un infirmier et un ambulancier. Près de 80% d'entre eux (174), n'ont pas pu fonctionner en continu durant l'été. 127 ont dû fermer au moins une fois et 48 ont connu des fermetures fréquentes ou continues. En 2023, 166 Smur n'avaient pas pu fonctionner en continu, soit 70% des services consultés.

Dans les hôpitaux, 23% des établissements ayant répondu à l'enquête ont fermé des lits de réanimation de manière durable cet été, en plus des fermetures estivales habituelles. Cela représente au total près de 270 lits de réanimation fermés dans 56 établissements. Un quart des répondants constate une augmentation des difficultés en 2024 sur les lits de soins critiques par rapport à 2023.

Concernant les lits installés en médecine, chirurgie ou obstétrique, les deux tiers (65%) ont fermé des lits de manière durable cet été, en plus des fermetures estivales habituelles programmées. Ce sont ainsi plus de 1 500 lits supplémentaires qui ont été fermés dans les établissements participant à cette enquête, alors même que l'activité ne connaît pas de baisse durant l'été, précise le syndicat, le besoin de lits d'hospitalisation restant stable.

Samu-Urgences de France souligne encore que la tension sur l'aval des urgences a été plus importante cet été 2024 par rapport aux années précédentes, entraînant une augmentation du nombre de patients attendant sur un brancard dans les services d'urgence. Le syndicat dénonce une *"maltraitance institutionnelle"* qui consiste à *"obliger des patients de plus en plus nombreux à devoir attendre plusieurs heures voire plusieurs jours sur un brancard dans un couloir des urgences, faute de lit disponible pour les hospitaliser"*.

"La sécurité sanitaire n'est parfois plus assurée, y compris pour l'urgence vitale", alerte Samu-Urgences de France qui présente dans le rapport ses priorités pour *"améliorer la prise en charge des patients et maintenir les équipes urgentistes hospitalières"*

Palestine occupée.

Le 10 septembre, les colons israéliens sont devenus des migrants illégaux par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 17 septembre 2024

Extraits.

Nous sommes habitués à voir Israël se livrer à des exactions sous le prétexte de sa sécurité et les Anglo-Saxons à le défendre au conseil de sécurité. De sorte que nous assistons à des crimes sans aucune conséquence judiciaire. Cette situation est désormais terminée. La Cour internationale de justice a balayé le raisonnement de Tel-Aviv et l'État de Palestine est devenu un membre de plein droit des Nations unies. Il ne sera donc plus possible de détourner le regard sur la situation des Palestiniens et ceux-ci disposeront de la capacité de poursuivre leurs bourreaux.

En effet, l'Assemblée générale des Nations unies a mis en application, à l'occasion de l'ouverture de sa soixante dix-neuvième session, sa résolution ES-10/23 du 10 mai dernier [1]. L'État de Palestine est devenu membre de plein droit de l'Organisation des Nations unies (ONU). Nul ne peut donc plus s'opposer à ce qu'il exerce ses droits d'État souverain.

Si la Palestine est un État souverain, l'interprétation de l'Accord intérimaire sur la Cisjordanie et la bande de Gaza (dit « *accord d'Oslo II* ») s'en trouve modifiée. L'Autorité palestinienne n'est plus une administration provisoire le temps d'une transition, mais un gouvernement au plein sens du terme. Les Territoires palestiniens ne sont plus des « *zones contestées* », mais constituent le territoire internationalement reconnu d'un État souverain.

Chacun d'entre nous doit en avoir conscience : les règles ont changé. L'occupation de l'État de Palestine par Israël est illicite. Or, cet État est, depuis le 10 septembre, internationalement reconnu, même si plusieurs membres permanents du conseil de sécurité ne l'ont pas fait à titre personnel. Il dispose désormais de moyens juridiques dont il était dépourvu jusqu'ici. Le parapluie anglo-saxon derrière lequel Tel-Aviv s'abritait n'existe plus en droit. Nous entrons dans une nouvelle période où Washington et Londres devront utiliser la force pour maintenir ce système d'oppression.

Cette révolution juridique marque la victoire de la stratégie du président Mahmoud Abbas (89 ans). Paradoxalement, ce n'est qu'à l'issue de sa vie qu'elle intervient, à un moment où son gouvernement est discrédité en raison de sa collaboration avec Israël et de sa corruption.

<https://www.voltairenet.org/article221244.html>

J-C - Des bantoustans morcelés et invivables consacrés Etat indépendant, il fallait oser. Pire s'en féliciter, c'est fait. On comprend mieux pourquoi monsieur Meyssan peut vivre en France sans craindre pour sa vie ou sa sécurité...

Il n'en demeure pas moins, que les territoires de la Palestine concédés aux Palestiniens ne peuvent pas constituer un Etat viable économiquement, que ceux qui leur ont été confisqués depuis la création d'Israël en 1948 jusqu'en 1967 ne leur sont pas restitués, et la partition de la Palestine n'est pas remise en cause, autrement dit, du point de vue des intérêts fondamentaux des Palestiniens, absolument rien n'est réglé, sans parler du droit légitime au retour de centaines de milliers ou davantage de Palestiniens qui ont été expulsés de leurs terres qui est ignoré.

En faire de "*victoire de la stratégie du président Mahmoud Abbas*", cela consacre plutôt sa capitulation ou sa complicité avec les sionistes et les anglo-saxons.

Et puis, tout le monde se fout aujourd'hui éperdument des décisions adoptées par la Cour internationale de justice de l'ONU, quand elles s'opposent à la stratégie des tenants du nouvel ordre mondial totalitaire, à commencer par les Etats-Unis et Israël, leurs vassaux européens et un peu partout dans le monde.

Guerre Israël-Hamas : L'ONU réclame la fin de l'occupation des Territoires palestiniens d'ici douze mois - 20 Minutes/AFP 18 septembre 2024

L'Assemblée générale de l'ONU a adopté une résolution exigeant la fin de l'occupation israélienne des Territoires palestiniens dans un délai de douze mois, un texte non contraignant qui a provoqué une vive réaction d'Israël. La résolution a été adoptée par 124 voix pour, 14 contre, parmi lesquelles Israël, les Etats-Unis, la Hongrie, la République tchèque, l'Argentine, et 43 abstentions.

Le texte est une réponse à l'avis rendu par la Cour internationale de justice (CIJ) en juillet, qui avait estimé que la présence continue d'Israël dans les Territoires palestiniens occupés depuis 1967 est « *illicite* » et qu'Israël doit y mettre fin « *dans les plus brefs délais* ».

Ce délai de douze mois est une modification par rapport à une première version du texte qui prévoyait une période de six mois. La résolution appelle également à un retrait des forces israéliennes, à la fin des nouvelles colonies, à la restitution des terres et des biens saisis, et au droit de retour pour les Palestiniens déplacés.

Liban.

J-C – Dernières infos.

RT 18 septembre 2024 - Selon une source de sécurité libanaise, citée par Reuters, le Mossad aurait «piraté» 5 000 bipeurs importés par le Hezbollah quelques mois avant les explosions survenues le 17 septembre. Même son de cloche du côté de la presse française, où une source proche du Hezbollah a déclaré à une agence que les bipeurs impliqués dans l'incident faisaient partie d'une cargaison récemment importée de 1 000 appareils, qui auraient été «piratés à la source».

Une source sécuritaire libanaise interrogée par Reuters estime que le bipeur a été modifié «au moment même de sa production». «Le Mossad aurait intégré des explosifs directement dans le circuit interne de l'appareil, rendant leur détection très difficile, même par le biais de scanners», a-t-elle fait savoir auprès de l'agence de presse. Une autre source de sécurité a précisé à Reuters que trois grammes d'explosif étaient dissimulés dans les bipeurs, une substance qui est restée «non détectée» par le Hezbollah pendant plusieurs mois.

Sky News Arabia a pour sa part cité plusieurs sources affirmant que les renseignements israéliens auraient placé «une quantité de PETN [Pentaerythritol Tetranitrate], un matériau hautement explosif, sur les batteries des appareils, les faisant exploser en augmentant la température des batteries à distance».

Une surchauffe qui aurait poussé des membres du Hezbollah à se séparer à temps de leurs bipeurs, comme l'a rapporté le Wall Street Journal (WSJ), qui met également en avant la piste de l'interception d'une cargaison de bipeurs. RT 18 sept. 2024

Sur les talkies-walkies qui ont explosé.

- « Le IC-V82 est une radio portable qui a été produite et exportée, y compris au Moyen-Orient, de 2004 à octobre 2014. Elle a été abandonnée il y a environ 10 ans, et depuis lors, elle n'a pas été expédiée par notre société », a déclaré dans un communiqué Icom,

« La production des piles nécessaires au fonctionnement de l'unité principale a également été interrompue, et le sceau holographique permettant de distinguer les produits contrefaits n'a pas été identifié, de sorte qu'il n'est pas possible de confirmer si le produit a été expédié par notre société », a déclaré l'entreprise.

« Toutes nos radios sont fabriquées dans notre filiale de production, Wakayama Icom Inc. dans la préfecture de Wakayama, dans le cadre d'un système de gestion strict... de sorte qu'aucune pièce autre que celles spécifiées par notre société n'est utilisée dans un produit. En outre, toutes nos radios sont fabriquées dans la même usine, et nous ne les fabriquons pas à l'étranger », a précisé Icom.

Explosion de bipeurs du Hezbollah : au moins neuf morts et près de 2 800 blessés au Liban - RT 17 sept. 2024

Une dizaine de personnes ont été tuées et des milliers d'autres blessées, ce 17 septembre, lors de l'explosion simultanée de leurs bipeurs, des boîtiers réputés pour être plus difficiles à tracer et à

surveiller que les téléphones portables. Le gouvernement libanais et le Hezbollah accusent Israël d'être derrière cette «*agression criminelle*». (+ de 20 morts au dernier décompte. – J-C)

Des responsables américains et de plusieurs autres nationalités affirment au New York Times qu'Israël est parvenu à cacher des petits explosifs dans des bipeurs achetés par le Hezbollah à Taïwan et les a déclenchés à distance mardi 17 septembre.

Les petits appareils, du fabricant Gold Apollo à Taïwan, ont été interceptés par les services israéliens avant leur arrivée au Liban, selon ces responsables dont les nationalités ne sont pas détaillées. Quelques dizaines de grammes de matériel explosif ont été insérés à côté de la batterie avec un déclencheur, précise le quotidien.

Réagissant à ces informations, l'entreprise taïwanaise Gold Apollo a démenti mercredi avoir fabriqué les bipeurs. «*Ce ne sont pas nos produits (...) Ce ne sont pas nos produits du début à la fin*», a affirmé le directeur de l'entreprise, Hsu Chin-kuang, à des journalistes à Taipei. Gold Apollo a assuré que les bipeurs portant sa marque ont été produits et vendus par son partenaire hongrois BAC. «*En vertu d'un accord de coopération, nous autorisons BAC à utiliser notre marque pour la vente de produits dans certaines régions, mais la conception et la fabrication des produits sont de l'unique responsabilité de BAC*», a indiqué l'entreprise dans un communiqué Gold Apollo, démentant les informations du New York Times selon lesquelles le groupe taïwanais avait lui-même fabriqué les bipeurs.

À 15h30 mardi au Liban, un message apparaissant comme venant de la direction du Hezbollah a fait biper l'appareil pendant plusieurs secondes avant de déclencher l'explosif, selon le quotidien américain, citant toujours plusieurs sources anonymes. Plus de 3 000 exemplaires, essentiellement du modèle AP924, ont été commandés par le Hezbollah à l'entreprise Gold Apollo de Taïwan, affirment ces sources. Les informations du quotidien américain vont dans le sens de la théorie, avancée mardi par plusieurs experts, selon laquelle les services israéliens seraient parvenus à infiltrer la chaîne logistique du Hezbollah pour planifier cette attaque.

Une source proche du mouvement avait indiqué plus tôt à l'AFP que «*les bipeurs qui ont explosé concernent une cargaison de 1 000 appareils récemment importée par le Hezbollah*», qui semblaient selon lui avoir été «*piratés à la source*».

«*Huit personnes ont été tuées et près de 2 750 autres blessées*», dont 200 sont dans un état grave, avait annoncé plus tôt le ministre libanais de la Santé Firas Abiad lors d'une conférence de presse. La plupart des victimes ont été blessées «*au visage, à la main, au ventre et même aux yeux*», avait précisé le ministre.

Les explosions «*simultanées*» de ces boîtiers, permettant de recevoir des messages simples et fonctionnant via des ondes radio, ont été rapportées en milieu d'après-midi, au même moment qu'un important afflux de blessés dans les hôpitaux de Beyrouth, Nabatieh, Saïda et Tyr.

La première victime de cette explosion en série a été une fillette de dix ans, tuée par l'explosion du bipeur de son père, a déclaré à une agence de presse française la famille de la jeune défunte ainsi qu'une source proche du Hezbollah. Toujours selon une source proche du mouvement chiite de cette agence de presse, les fils de deux de ses députés, Ali Ammar et Hassan Fadlallah, figureraient parmi les morts.

Suite à ces explosions, le ministère libanais de la Santé a appelé les citoyens à se débarrasser de leurs bipeurs et à faire preuve de la plus grande vigilance. RT 17 septembre et RFI 18 septembre 2024

Liban: le gouvernement hongrois dément toute responsabilité dans la fabrication des bipeurs - BFMTV/AFP 18 septembre 2024

Selon le gouvernement hongrois, BAC est "*un intermédiaire commercial, sans site de production ou opérationnel en Hongrie*", selon le porte-parole du gouvernement Zoltan Kovacs sur son compte X.

" *Ce ne sont pas nos produits (...). Ce ne sont pas nos produits du début à la fin. Le produit n'était pas le nôtre. C'est seulement qu'il portait notre marque*", a affirmé le directeur de l'entreprise Hsu Ching-Kuang à des journalistes à Taipei. BFMTV/AFP 18 septembre 2024

Liban : Après les bipers, des explosions de talkies-walkies du Hezbollah - 20 Minutes/AFP 18 septembre 2024

Le ministère de la Santé a de son côté fait état de « *plus de cent blessés dans une nouvelle vague d'explosion de talkie-walkies* ».

Assassinats high-tech : Israël, toujours un coup d'avance - LePoint.fr 18 septembre 2024

Compte tenu du mode opératoire, le premier exemple qui vient en tête est celui de Yahia Ayache, assassiné à Gaza par le Shin Beth en 1996. En glissant 50 grammes d'explosifs dans son téléphone, les agents israéliens réussissent à éliminer ce haut gradé des brigades Izz al-Din al-Qassam, l'aile militaire du Hamas. Expert en explosifs, surnommé « *l'ingénieur* », il est à l'origine de la mort d'au moins 90 Israéliens et aura été éliminé avec ses propres armes : tout un symbole.

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 22 septembre 2024

Israël a toujours été un Etat sioniste, terroriste, raciste.

Israël aurait planifié l'opération d'explosion des bipeurs depuis 15 ans, selon ABC News - RT 20 sept. 2024,

L'opération d'explosion de bipeurs aurait été planifiée par les services israéliens depuis au moins 15 ans, a affirmé le 19 septembre la chaîne d'information américaine ABC News, citant une source au sein du renseignement américain.

La planification de l'attaque aurait impliqué des sociétés-écrans, avec plusieurs niveaux d'agents des renseignements israéliens et leurs collaborateurs infiltrés dans une entreprise légitime qui produisait les bipeurs, certains employés ignorant même pour qui ils travaillaient réellement. Le rôle d'Israël dans la fabrication avait été initialement rapporté le 18 septembre par le New York Times. RT 20 sept. 2024

Que craignent tant les vaillants et belliqueux pays de l'OTAN ?

Norvège: une souris, passagère clandestine, oblige un avion à se poser - AFP 20 septembre 2024

Parole d'internaute.

- Merci Edouard Philippe, maître d'œuvre de la sanction à 80 km/heure, ce qui permet d'avoir multitudes de sanctions sur un trajet routier où les limitations passent continuellement de 80 km/h à 90 km/h et vice-versa. Comment plumer le citoyen au moins une fois par an si on conduit modérément !

Moi j'ai reçu un courrier m'avertissant que j'avais commis une faute de dépassement de 1 km/heure à la sortie d'un village où un radar m'a flashé à 56 km/h, soit compte-tenu de la soi-disant « tolérance de 5 km/h », une horreur de 1 km/h de trop ! Résultat : 90 Euros à payer très vite, sinon !... et 1 point de retrait sur le permis que je récupérerai, si je suis bien sage (quand? je ne me suis pas renseigné depuis le grave délit en janvier 2024).

Jusqu'où va le progressisme totalitaire des bien-pensants protégés du système !

J-C - Totalitarisme, régime de terreur, psychose collective programmée, c'est cela la France !

Paradoxalement je me sens beaucoup plus libre en Inde sous un régime semi-féodal. Il faut dire que les masses sont trop pauvres pour qu'ils puissent appliquer les lois liberticides qu'ils ont adoptées,

ils devraient verbaliser ou emprisonner la quasi-totalité de la population, impossible et elle se retournerait violemment contre eux !

La France champion du monde de la corruption toutes catégories d'élus confondus.

Ronds-points et giratoires, une boulimie française - lepoint.fr 19 septembre 2024

L'Hexagone compte pas moins de 42 986 ronds-points répartis sur l'ensemble du territoire. Nous sommes ainsi les champions du monde de la spécialité puisque ce chiffre est de 65 % supérieur à celui du Royaume-Uni, qui figure en seconde place du palmarès dressé par DiscoverCars. Le Royaume-Uni ne compte que 25 976 ronds-points, devançant l'Italie (18 172), l'Espagne (15 053) et le Brésil (11 854).

En rase campagne, le problème se pose moins, mais il faut accepter le coût d'investissement. La fourchette d'un aménagement se situe entre 100 000 et 1 million d'euros selon l'importance du dispositif et le nombre de voies débouchant sur l'intersection. Il peut même arriver qu'un seul dispositif enchaîne deux, voire trois ronds-points successifs. L'investissement ne tient pas compte de l'aménagement paysager, voire de l'œuvre d'art installée en son centre par certaines municipalités. Ces dernières supportent l'investissement pour les voies qu'elles contrôlent alors que, sur les axes plus importants, ce sera la communauté de communes ou le département qui en supportera la charge.

Mes commentaires publiés dans le blog *Le Grand Soir*.

Réponse à @Julie :

Je vous ferais aimablement remarquer deux choses, si je sais bien lire : 1 - Que le débat entre Niels Bohr et Albert Einstein consista à mettre à l'épreuve les principes de la physique quantique, et il dura jusqu'à leur mort, ce qui signifie qu'il ne fut jamais tranché de leur vivant ; 2 - Détail important, ce débat portait sur un des principes de la physique quantique, celui sur les particules intriquées, et non sur la physique quantique en soi qu'Einstein ne contestait pas, il considérait qu'elle était incomplète, ce qui n'est pas du tout la même chose.

Si j'ai bien compris, Bohr croyait dans le hasard, Einstein pas. La physique quantique comporte un aspect contestable et pernicieux, dans la mesure où elle refuse d'admettre qu'en l'état actuel (à chaque époque) du développement des sciences (physique, chimie, mathématiques) ou de la connaissance en général, il demeure impossible de saisir l'origine de certains phénomènes, qu'elle attribuera au hasard ou à Dieu dira Einstein, à juste titre selon moi. C'est d'ailleurs le principe qu'adoptent la plupart des hommes dès qu'ils font face à une question dont ils ignorent la réponse, au lieu d'en chercher l'origine, ils préféreront tordre le cou à la réalité ou s'en remettre au hasard en guise d'explication, pour ne pas avouer leur ignorance ou faire croire qu'il n'en existe pas.

Appliqué à la politique, on en devine immédiatement l'application ou les conséquences désastreuses : Il n'existe aucune théorie valable pour interpréter le monde ou sur laquelle on pourrait s'appuyer pour envisager de procéder à une transformation révolutionnaire de la société, puisqu'on ignore les forces motrices, principes ou lois sur lesquelles repose son développement depuis des millénaires,

donc il est inutile de s'aventurer dans cette voie, considérons plutôt que toutes les voies se valent et que le hasard fera bien les choses !

Réponse au lecteur anonyme Assimbonanga.

Il est vrai que lorsque quelqu'un vous balance : "*tu ne regardes pas les JT, pourquoi je ne suis pas étonnée ? Tu es trop érudit et savant pour cela. Tu perds des trucs toutefois*", cela en impose, c'est impressionnant, il n'y a rien à ajouter, tant la supériorité du niveau de conscience de votre interlocuteur est indiscutable !

La vieillesse est souvent un naufrage et vous l'illustrez à merveille. Il faut être sacrément aigri et malveillant, autrement dit inconscient, pour m'attribuer autant de vilaines qualités. Je vous conseillerais bien de commencer par appliquer à vous-même les conseils que vous me prodiguez si généreusement, mais je crains qu'il ne soit trop tard ! Cela dit, je vous laisse volontiers avec votre humilité, qui soit dit en passant est une marque de servilité, qui présente en outre l'avantage de faire bon ménage avec la fausse modestie, dont manifestement vous n'êtes pas dépourvu.

Pour les lecteurs qui auraient l'impression désagréable de perdre leur temps en suivant ce genre de polémique au demeurant fort instructive, pour qu'il n'en soit rien, j'ai dégotté un passage qui permet de se maintenir au-dessus du marais de la médiocrité ordinaire dans laquelle on voudrait nous entraîner.

Thèses sur Feuerbach

Un résumé des conceptions philosophiques du marxisme. Traduit d'après le manuscrit de Marx en tenant compte de la version publiée par Engels, en appendice à son Feuerbach, en 1888.

– Le résultat le plus avancé auquel atteint le matérialisme intuitif, c'est-à-dire le matérialisme qui ne conçoit pas l'activité des sens comme activité pratique, est la façon de voir des individus isolés et de la société bourgeoise.

– Le point de vue de l'ancien matérialisme est la société "*bourgeoise*". Le point de vue du nouveau matérialisme, c'est la société humaine, ou l'humanité socialisée.

– Les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde de différentes manières, ce qui importe c'est de le transformer. Fin.

J'ai avoué mon crime, je n'attends plus que la sentence divine !

Dorénavant, pour ne pas abuser de cette tribune que nous offrent les administrateurs du Grand Soir, que je remercie au passage, c'est la moindre des choses, je réserverai mes longs commentaires aux lecteurs de mon blog (politique).

Tous ces commentaires sont reproduits dans les causeries de mon blog publiées chaque semaine, accompagnés parfois d'une grille de lecture et agrémentés d'une analyse complémentaire ou des citations qui les enrichissent ou permettent d'alimenter librement la réflexion de chacun, puisque personne n'est obligé de s'y connecter.

Ce lecteur ou plutôt cette lectrice m'a répondu :

- Jean-Claude Tardieu, j'ai conscience d'avoir été mortifiante, blessante. J'en suis désolée, je suis allée au clash et je ne pense pas que tu puisses me pardonner... Toutefois, bon, à toi de voir ! Nous ne discutons pas sur le même registre. Tu ne veux tenir aucun compte des applications concrètes que je donne en exemples ni t'abaisser à un mon niveau de discussion qui toucherait pourtant les travailleurs. Tant pis ! C'est comme ça.

Je préfère un pseudo anonyme mais je suis connue comme une personne constante et fidèle parmi les simples commentateurs. Je ne suis pas "*une personne de qualité*". Je suis vraiment une anonyme, somme toute. Sans les protections que confère l'appartenance à un groupe constitué.

J-C – Aux lecteurs du blog *Le socialisme*.

Je n'ai rien à pardonner à quiconque pour ne juger personne, et mon intention n'est jamais de blesser ou humilier une personne. Bien au contraire, je m'emploie à partager mes idées en m'abstenant de les imposer aux autres ou de leur donner des leçons.

Je prends soin d'éviter les flatteries, et je garde mes distances avec les gens auxquels je m'adresse, afin d'éviter toute méprise quant à l'interprétation de nos idées et de nos rapports, en faisant en sorte que le respect qu'on se doit mutuellement soit respecté, précaution qui hélas sera parfois inutile, c'est inévitable, ce dont par conséquent je refuse de porter la responsabilité, sauf si je m'étais mal exprimé, ce qui peut arriver évidemment.

Vous pouvez retrouver l'ensemble de ces commentaires à la suite de l'article :

<https://www.legrandsoir.info/mettre-fin-au-desastre-macronien-ordonne-par-l-union-europeenne.html#forum212459>

J'ajoute un mot pour les chers lecteurs du blog *Le Socialisme*.

C'est peut-être un peu bordélique. J'ai rédigé cela vite fait en m'y reprenant à plusieurs fois, car j'ai aussi des tâches ménagères à assumer, sinon on va me traiter d'esclavagiste, de misogyne ou je ne sais quoi encore, surtout qu'en ce moment il y a deux femmes à la maison, ma compagne Selvi et sa sœur cadette Sandhi !

- A tout prendre, il y avait quelque chose de suspect dans cet engouement pour la physique quantique.

Elle est juste parvenue à résoudre certaines questions restées sans réponses, en théorisant et en reproduisant avec succès les expériences qui avaient été entamées au cours de la première moitié du XXe siècle, dans le cadre de travaux de recherche effectués suite à la découverte de certaines matières premières et leurs propriétés particulières, qui sont dorénavant utilisées dans différents secteurs de l'industrie, que ce soit en robotique ou l'I.A, dans les nanotechnologies...

- On pourrait associer cet engouement pour le hasard, à la théorie selon laquelle les origines de bien des phénomènes n'existeraient pas, à l'influence de la « *cancel culture* » qui procède d'un principe similaire, qui consiste à remettre en cause toutes les connaissances (et sciences) acquises... pour finalement imposer une pensée unique allant à l'encontre du progrès social, de la démocratie et de la liberté auxquelles les hommes aspirent légitimement, de manière à assurer la pérennité du capitalisme en recourant à une idéologie totalitaire, au fascisme.

Cela me fait aussi penser au prestidigitateur Etienne Chouard, qui souhaitait faire dépendre notre destin d'une pochette surprise, d'où serait tirée au sort la démocratie représentative. Imaginez un instant qu'une main malheureuse sorte au hasard de ce chapeau les noms de Macron, Valls, Darmanin, Vèran, Attali, Hollande, Le Pen, etc. quel désastre !

- Croire au hasard, c'est croire en Dieu, pire pour un scientifique, car c'est refuser d'admettre implicitement que les connaissances des hommes sont insignifiantes, au regard de ce qu'ils ignorent encore et qu'il en ira toujours ainsi, sauf à se prendre pour Dieu le créateur !

C'est refuser de reconnaître que la perfectibilité des hommes constitue une qualité ou une vertu, et non une faiblesse ou une tare. C'est refuser de prendre en compte que l'inconscience domine la vie psychique et sociale des hommes, par conséquent, intellectuelle, et que l'élévation de leur niveau de conscience ou de connaissance est uniquement le produit de l'évolution des conditions sociales (du développement économique), auxquelles ils furent confrontés et des expériences auxquelles ils se livrèrent au fil du temps ou des siècles ; de même que le niveau juridique d'une nation correspond au niveau de son développement économique, le niveau de conscience des hommes et les connaissances auxquelles ils sont parvenus sont directement en rapport avec ce facteur, ils n'ont aucune origine mystérieuse ou insondable et ils ne relèvent ni du hasard ni d'une opération du Saint-Esprit !

Bref, c'est ignorer le processus matérialiste dialectique qui concourt à la transformation de la matière, dont on ignore encore bien des choses... Il en va donc ainsi des idées et des comportements des hommes plus prompts à faire leur malheur qu'à œuvrer à leur bonheur, et qui, parce qu'ils manquent cruellement de modestie, refuseront d'en chercher les causes, c'est à cela qu'on les reconnaît.

Au lieu de se réfugier dans le déni, commençons par tenir compte des enseignements que nous ont légués les plus grands penseurs, philosophes et scientifiques, sinon nous ne pourrions pas progresser et faire face aux gigantesques défis que nous avons à relever, et aux tâches politiques que l'histoire nous impose d'accomplir pour en finir une fois pour toute avec la servitude humaine et la barbarie.

Il m'est arrivé au cours de ma vie de croire un tas de trucs invraisemblable ou qui étaient faux, et qui m'ont permis de progresser malgré tout. Voilà un paradoxe qui s'explique très bien, dans la mesure où, parmi ce fatras de théories erronées ou plutôt limitées par les conditions imposées par l'époque à laquelle elles avaient vu le jour, résidaient un tas de choses vraies qui allaient me servir par la suite, afin de m'attaquer à la crasse ignorance qui m'habitait et dont j'avais pris conscience tardivement, à l'âge de 19 ans... J'ai passé ma vie à faire le ménage dans mes idées ou à y mettre bon ordre, et c'est loin d'être terminé puisse que nos connaissances ne cessent de progresser. Quel bonheur, mais aussi quel boulot, quelle satisfaction surtout, car on a quand même le droit à une modeste récompense en retour, on s'en contentera, cela évite d'être aigri et malveillant !

- Il y a surtout l'art de mal poser les questions, pour mieux nous embrouiller ou donner l'impression qu'on se contredit et qu'on ne saurait pas de quoi on parle pour nous discréditer ou nous laisser dans l'ignorance.

- On doit distinguer la contingence du hasard. J'ai lu que le hasard est le contraire de finalité, ce qui ne veut rien dire, puisqu'une finalité à forcément une cause, et une cause se traduira par une finalité, à moins de prétendre qu'on ne pourra jamais parvenir à les expliquer, alors pourquoi disserter sur ce sujet !

Quant à la contingence, ce qui peut se produire ou non, ce qui est du domaine de l'éventualité, elle serait le contraire de la nécessité, alors qu'en réalité quel que soit le cas de figure qui se réalisera, qu'un évènement se produise ou non, dans les deux cas il se comportera fidèlement à une nécessité, reste à en découvrir l'origine.

Quand un phénomène se produit, c'est que les conditions étaient réunies pour qu'il se réalise, et dans le cas contraire, cela signifierait que ces conditions faisaient défaut. On est donc en présence de deux nécessités distinctes qui dépendent des mêmes conditions dans un rapport inversé qui permet de les distinguer. L'une n'existerait pas sans l'autre. Qu'on l'ignore n'y change rien, sauf à se prendre pour le maître de l'univers ou un joueur de dé !

En fin de causerie, vous trouverez quelques citations de Hegel et des marxistes pour réfléchir aux rapports entre hasard ou contingence et nécessité, pour ceux que cela intéresse.

Situation sociale en France et ses colonies.

Le colonialisme demeure inflammable.

Deux morts en Nouvelle-Calédonie, couvre-feu en Martinique. Le pays s'embrase dans les Outre-mer pendant qu'il sombre dans le chaos institutionnel en métropole - RT 19 sept. 2024

«Deux morts en Nouvelle-Calédonie, couvre-feu en Martinique. Le pays s'embrase dans les Outre-mer pendant qu'il sombre dans le chaos institutionnel en métropole. Nos institutions ne seront respectées que si elles respectent les Français !»

Selon le Front de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS), cité dans le quotidien français L'Humanité, les gendarmes du GIGN n'auraient pas hésité à procéder «à une exécution sommaire d'un des jeunes en question». Et d'accuser les forces de l'ordre de «méthodes barbares et humiliantes».

Le parti indépendantiste kanak réclame l'ouverture d'une «enquête indépendante et impartiale pour faire toute la lumière sur les circonstances de ces assassinats». Enfin, le FLNKS dénonce «l'usage disproportionné de la force par les autorités de l'État français qui relève de pratiques coloniales».

Situation politique en France.

Vogue la galère ou le naufrage politique de la Ve République en pleine crise économique.

J-C - Tous les masques tombent, les langues se délient, pendant ce temps-là le peuple observe, écoute et fait preuve de beaucoup de patience, jusqu'à quand ?

Le gouvernement de Michel Barnier pourra-t-il tenir face à l'Assemblée nationale ? - LePoint.fr 21 septembre 2024

Barnier peut donc compter sur le soutien conditionnel de quatre groupes : EPR, Droite républicaine (le groupe de Laurent Wauquiez), le MoDem et Horizons. Or, ces groupes ne disposent, ensemble, que de 213 sièges ! Un seuil nettement inférieur à la majorité absolue, fixée à 289 sièges, et à peine plus élevé que celui du NFP, qui agrège 193 députés.

Cette majorité très relative place de fait le chef du gouvernement dans une situation très compliquée, à la merci permanente d'une motion de censure. Le RN, qui scrutera attentivement sa déclaration de politique générale, le 1er octobre, pourrait décider de le censurer sur le budget.

Mais n'importe quel autre groupe peut faire vaciller cette fragile majorité. « *Le problème, sous la Ve République, c'est moins la majorité positive que la majorité négative* », résume Jean-Philippe Derosier, constitutionnaliste et professeur de droit public à l'université de Lille. Là encore, c'est une question d'arithmétique. Même sans les voix du groupe de 16 députés d'Éric Ciotti, le RN et le NFP ont, avec 319 voix, largement de quoi faire tomber le gouvernement Barnier.

Cette assise est d'autant plus fragile que, comme l'a récemment souligné Henri Guaino, pour la première fois depuis 1958, aucun parti ne soutient inconditionnellement le Premier ministre nommé par le président de la République. Tout le monde a posé des conditions et l'équilibre trouvé à l'issue de ces consultations reste précaire. Que feront par exemple les élus MoDem, alors que 80 % de leurs députés affirmaient vendredi qu'ils refuseraient de participer au gouvernement ? Son prédécesseur, Gabriel Attal, ne sera-t-il pas tenté de faire monter les enchères ? Ses troupes menacent par ailleurs de se diviser. Vendredi 20 septembre, la députée Sophie Errante, issue du Parti socialiste, a claqué la porte du groupe macroniste à l'Assemblée.

À moins qu'un élément, jusqu'ici peu pris en compte, ne change légèrement la donne. « *Des membres du bureau de l'Assemblée nationale pourraient entrer au gouvernement, ce qui laisserait des places vacantes et obligerait les députés à voter à nouveau* », observe Jean-Philippe Derosier. Sur la liste de noms dévoilés, au moins un membre du bureau devrait obtenir un maroquin : Annie Genevard, secrétaire générale de LR, pressentie à l'Agriculture. Le RN, évincé de ces postes stratégiques au moment de la composition du bureau, en juillet, pourrait tenter d'y faire son entrée et renverser la majorité de la gauche, qui détient pour l'instant 12 postes sur 22. Cela aurait notamment une incidence sur la recevabilité de certains textes, décidée en réunion de bureau. Le RN se placera-t-il en « *faiseur de majorité* » ? Réponse à la reprise de la session parlementaire, en octobre. LePoint.fr 21 septembre 2024

C'est le 0,1% qui l'exige !

Emmanuel Macron demande que Laurence Garnier n'entre pas dans le gouvernement de Michel Barnier - BFMTV 20 septembre 2024

Le président Emmanuel Macron a demandé au Premier ministre Michel Barnier, qui doit bientôt annoncer le nouveau gouvernement, que Laurence Garnier, pressentie pour devenir ministre des Familles, ne soit pas nommée, a appris BFMTV ce vendredi 20 septembre de sources concordantes, confirmant une information de France info.

Soutien de La Manif pour tous, Laurence Garnier, sénatrice Les Républicains (LR) de Loire-Atlantique, s'était opposée à la constitutionnalisation de l'IVG en 2024 et à l'interdiction des thérapies de conversion en 2021. BFMTV 20 septembre 2024

Double discours de l'extrême droite alliée de l'oligarchie financière.

Pour être adoubé par le Rassemblement national, Michel Barnier devra réunir plusieurs critères. "*Si le Premier ministre décide de prendre en compte (...) sur l'urgence de mesures concrètes sur le pouvoir d'achat, alors nous voterons ce que va dans le bon sens*", a énuméré Jordan Bardella auprès de Valeurs Actuelles. closemag.fr 19 septembre 2024

La veille.

- Le RN revient (discrètement) sur plusieurs mesures économiques et sociales - Le HuffPost 18 septembre 2024

Santé.

Cancer : vous saurez tout sur les médicaments repositionnés.

«*Cancer care : The role of repurposed drugs and metabolic interventions in treating cancer*», du docteur Paul Merik (215 pages) (En anglais)

<https://covid19criticalcare.com/wp-content/uploads/2023/06/Cancer-Care-2024-03-29-v1.pdf>

Russie.

Le Parlement européen appelle à frapper la Russie en profondeur, la Douma brandit la menace d'un missile Sarmat - RT 19 sept. 2024

«*Ce à quoi appelle le Parlement européen conduit à une guerre mondiale avec l'utilisation d'armes nucléaires*», a déclaré le 19 septembre le président de la Douma (chambre basse du Parlement russe), Viatcheslav Volodine.

Personne ne doit se faire d'illusions au sujet d'une réponse «ferme» de la Russie en cas d'attaque de son territoire par les armements occidentaux de longue portée, a-t-il ajouté, réagissant à l'adoption par le Parlement européen d'une résolution invitant les États membres de l'UE à autoriser l'Ukraine à utiliser les armes qu'ils lui livrent contre «des cibles militaires légitimes» sur le sol russe.

En guise de conclusion, Viatcheslav Volodine a lancé un avertissement quant à une éventuelle réponse russe: «*Pour information : le temps de vol d'un missile Sarmat jusqu'à Strasbourg est de 3 minutes et 20 secondes*».

La Russie arme Ansar Allah contre Israël en riposte à l'armement de l'Ukraine par les États-Unis - Réseau Voltaire 20 septembre 2024

Les États-Unis ont retiré leurs deux groupes navals du Proche-Orient, l'USS Theodore Roosevelt et l'USS Abraham Lincoln.

Ansar Allah (les « *partisans de Dieu* », qualifiés péjorativement de « *Houthis* », c'est-à-dire la « *bande de la famille Houthi* », par la propagande atlantiste) a tiré un missile sur le centre d'Israël, le 15 septembre. Selon son porte-parole, il a traversé 2 040 kilomètres en 11 minutes.

Au contraire, selon les FDI, il ne s'agissait pas d'un missile hypersonique. Il a été touché par la défense antiaérienne israélienne, mais n'a pas été abattu.

Un incendie s'est déclaré près de Lod, causé par le missile ou par des débris de celui-ci.

Imitant le comportement des FDI à Gaza, Ansar Allah a publié un avis aux Israéliens déclarant que Tel-Aviv est une « *zone de guerre* » et qu'ils doivent l'évacuer pour le désert du Néguev qu'ils considèrent comme une « *zone humanitaire* ».

Le 16 septembre, Ansar Allah a déclaré que le gouvernement états-unien lui avait proposé de le reconnaître à la condition qu'il cesse d'attaquer Israël. Le département d'État a démenti.

Observons le changement de règle du jeu, non pas en Israël et en Palestine, mais à l'échelle mondiale. Le missile yéménite n'a pas été intercepté par la défense israélienne. Il s'agissait donc d'un engin hypersonique guidé depuis un satellite, comparable aux sept missiles hypersoniques iraniens qui ont frappé leur cible le 14 avril. Ansar Allah n'ayant pas de technologie spatiale à sa disposition, qui lui a fourni les données de guidage ? Il est peu probable que Téhéran se soit lancé dans cette aventure au moment où le président Masoud Pezeshkian tente de renouer avec les Occidentaux.

Nous avons appris que le Premier ministre israélien, Benyamin Netanyahu, s'était secrètement rendu la semaine dernière, quelques heures, en Russie. L'information a été strictement censurée par les FDI en Israël. Son entretien avec son ex-ami, le président Vladimir Poutine, ne s'est pas bien passé.

Le retrait des porte-avions états-uniens indique que Washington n'entendait pas se mêler de la querelle russo-israélienne.

Mais le plus important est ailleurs : Moscou avait prévenu qu'il répondrait aux États-Unis, qui donnent des armes à l'Ukraine pour aggraver la Russie, en donnant aussi des armes à des ennemis de Washington pour le frapper en retour. L'Ukraine vient de frapper un gazoduc russe avec des armes états-uniennes. En riposte, le Yémen a frappé l'oléoduc reliant Ashkélon à Eilat avec des données satellitaires russes. Réseau Voltaire 20 septembre 2024

Ukraine.

Le nombre de militaires ukrainiens formés sur le territoire de l'UE révélé - observateurcontinental.fr 18.09.2024

L'UE a formé 60.000 soldats ukrainiens.

«En novembre 2022, la mission d'assistance militaire de l'UE à l'Ukraine (EUMAM) a été lancée et a formé 60.000 soldats ukrainiens sur le territoire de l'UE», a stipulé Valdis Dombrovskis, vice-président exécutif pour une économie au service des citoyens, également commissaire au commerce.

«Le nouvel objectif est d'en former 15.000 supplémentaires d'ici la fin de l'hiver, soit un total de 75.000 soldats ukrainiens formés» par les pays de l'UE, a-t-il précisé.

<https://www.observateurcontinental.fr/?module=news&action=view&id=6308>

Syrie et la poursuite par l'Ukraine de sa collaboration avec le terrorisme international

Le régime actuel de Kiev, convaincu de son impunité via le soutien de ses parrains otano-occidentaux, s'active non plus seulement dans les méthodes terroristes qu'il utilise, mais également dans la collaboration avec les réseaux ouvertement affiliés au terrorisme international. Après l'implication confirmée dans la région du Sahel, particulièrement dans le nord du Mali, désormais la coopération dudit régime s'organise avec les terroristes affiliés à Al-Qaïda en Syrie.

<https://www.observateurcontinental.fr/?module=articles&action=view&id=6306>

Chine.

La présence de la Chine en Afrique - les atouts géopolitiques de l'Éthiopie - 20 septembre 2024

Extraits.

Un moment clé de cette histoire géopolitique est l'année 2023, lorsque la Chine et l'Éthiopie ont porté leur coopération au niveau d'un « *partenariat stratégique de tous les temps* ». Une formulation que la Chine n'avait jusqu'alors utilisée que pour sa politique étrangère à l'égard de ses alliés les plus proches, tels que le Sri Lanka, le Pakistan, le Belarus, l'Ouzbékistan et le Venezuela. Elle

souligne l'importance de l'Éthiopie dans la politique africaine de la Chine. Il est clair que l'Éthiopie soutiendra la politique de la Chine lors des réunions des Nations unies et de l'Organisation de l'unité africaine.

L'Éthiopie est un pays important en Afrique : elle compte environ 127 millions d'habitants, ce qui en fait le pays le plus peuplé du continent noir après le Nigeria.

Entre 2000 et 2022, la Chine a prêté un total de 170 milliards de dollars à 47 pays africains, entreprises publiques ou institutions multilatérales. L'Éthiopie arrive en deuxième position (après l'Angola avec 42 milliards de dollars) avec un total de 13,7 milliards de dollars.

Un deuxième élément jouant en faveur de la Chine a été l'inclusion de l'Éthiopie en tant que nouveau membre du club des BRICS, le groupe des puissances économiques émergentes.

<http://euro-synergies.hautetfort.com/archive/2024/09/20/la-presence-de-la-chine-en-afrique-les-atouts-geopolitiques-de-l-ethiopie.html>

DU HASARD, DE LA CONTINGENCE ET DE LA NÉCESSITÉ.

Friedrich Engels (1883) Dialectique de la nature

HEGEL : « *Le contingent présente par conséquent deux aspects ou côtés : en premier lieu, pour autant qu'il implique une possibilité immédiate ou, ce qui revient au même, pour autant que la possibilité s'y trouve absolue, le contingent n'est ni posé, ni médiatisé, mais correspond à une réalité immédiate ; il n'a pas de fond. Comme le possible possède la même réalité immédiate, il est à la fois réel et contingent et manque également de fond. Mais, en deuxième lieu, le contingent est réel comme étant seulement possible ou il est un réel tout simplement posé ; la possibilité, de même, en tant qu'être-en-soi formel n'est qu'un posé. Il en résulte que ni le contingent ni le possible n'existent en-et-pour-soi, mais que chacun d'eux a sa véritable réflexion-sur-soi dans l'autre, autrement dit chacun à un fond. Si donc le contingent n'a pas de fond, parce qu'il est contingent, on peut dire, avec tout autant de raison, qu'il a un fond, parce qu'il est contingent.* »

(Science de la logique, trad. Jankélévitch. tome II. pp. 202-203.) (N.R.)

Engels (1884), L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État

- Mais le hasard n'est que l'un des pôles d'un ensemble dont l'autre pôle s'appelle nécessité. Dans la nature, où le hasard aussi semble régner, nous avons démontré depuis longtemps, dans chaque domaine particulier, la nécessité immanente et la loi interne qui s'imposent dans ce hasard. [Et ce qui est vrai de la nature ne l'est pas moins de la société.]

Engels (1884), L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État

- Avec l'esclavage, qui prit sous la civilisation son développement le plus ample, s'opéra la première grande scission de la société en une classe exploitante et une classe exploitée. Cette scission se maintint pendant toute la période civilisée. L'esclavage est la première forme de l'exploitation, la forme propre au monde antique; le servage lui succède au Moyen Age, le salariat dans les temps modernes. Ce sont là les trois grandes formes de la servitude qui caractérisent les trois grandes époques de la civilisation; l'esclavage, d'abord avoué, et depuis peu déguisé, subsiste toujours à côté d'elles.

- La basse cupidité fut l'âme de la civilisation, de son premier jour à nos jours, la richesse, encore la richesse et toujours la richesse, non pas la richesse de la société, mais celle de ce piètre individu isolé, son unique but déterminant. Si elle a connu, d'aventure, le développement croissant de la science et, en des périodes répétées, la plus splendide floraison de l'art, c'est uniquement parce que, sans eux, la pleine conquête des richesses de notre temps n'eût pas été possible.

Comme le fondement de la civilisation est l'exploitation d'une classe par une autre classe, tout son développement se meut dans une contradiction permanente. Chaque progrès de la production marque en même temps un recul dans la situation de la classe opprimée, c'est-à-dire de la grande majorité. Ce qui est pour les uns un bienfait est nécessairement un mal pour les autres, chaque libération nouvelle de l'une des classes est une oppression nouvelle pour une autre classe.

L'introduction du machinisme, dont les effets sont universellement connus aujourd'hui, en fournit la preuve la plus frappante. Et si, comme nous l'avons vu, la différence pouvait encore à peine être établie chez les Barbares entre les droits et les devoirs, la civilisation montre clairement, même au plus inepte, la différence et le contraste qui existe entre les deux, en accordant à l'une des classes à peu près tous les droits, et à l'autre, par contre, à peu près tous les devoirs.

Mais cela ne doit pas être. Ce qui est bon pour la classe dominante doit être bon pour toute la société avec laquelle s'identifie la classe dominante. Donc, plus la civilisation progresse, plus elle est obligée de couvrir avec le manteau de la charité les maux qu'elle a nécessairement engendrés, de les farder ou de les nier, bref, d'instituer une hypocrisie conventionnelle que ne connaissaient ni les formes de société antérieures, ni même les premiers stades de la civilisation, et qui culmine finalement dans l'affirmation suivante: l'exploitation de la classe opprimée serait pratiquée par la classe exploitante uniquement dans l'intérêt même de la classe exploitée; et si cette dernière n'en convient pas, si elle va même jusqu'à se rebeller, c'est la plus noire des ingratitude envers ses bienfaiteurs, ses exploitateurs.

Et voici maintenant, pour finir, le jugement de Morgan sur la civilisation : « *Depuis l'avènement de la civilisation, l'accroissement de la richesse est devenu si énorme, ses formes si diverses, son application si vaste et son administration si habile dans l'intérêt des propriétaires que cette richesse, en face du peuple, est devenue une force impossible à maîtriser. L'esprit humain s'arrête, perplexe et interdit, devant sa Propre création. Mais cependant, le temps viendra où la raison humaine sera assez forte pour dominer la richesse, où elle fixera aussi bien les rapports de l'État et de la propriété qu'il protège, que les limites des droits des propriétaires. Les intérêts de la société passent absolument avant les intérêts particuliers, et les uns et les autres doivent être mis dans un rapport juste et harmonieux. La simple chasse à la richesse n'est pas le destin final de l'humanité, si toutefois le progrès reste la loi de l'avenir, comme il a été celle du passé. Le temps écoulé depuis l'aube de la civilisation n'est qu'une infime fraction de l'existence passée de l'humanité, qu'une*

infime fraction du temps qu'elle a devant elle. La dissolution de la société se dresse devant nous, menaçante, comme le terme d'une période historique dont l'unique but final est la richesse; car une telle période renferme les éléments de sa propre ruine. La démocratie dans l'administration, la fraternité dans la société, l'égalité des droits, l'instruction universelle inaugureront la prochaine étape supérieure de la société, à laquelle travaillent constamment l'expérience, la raison et la science. Ce sera une reviviscence - mais sous une forme supérieure - de la liberté, de l'égalité et de la fraternité des antiques gentes. » (MORGAN, Ancient

Society, p. 552.)

Karl Marx et Friedrich Engels, Sur la religion

- ...du nécessaire et du contingent ; on sait que ces oppositions n'ont qu'une valeur relative, que ce qui est maintenant reconnu comme vrai a son côté faux caché qui apparaîtra plus tard, tout comme ce qui est actuellement reconnu comme faux a son côté vrai grâce auquel il a pu précédemment être considéré comme vrai ; que ce que l'on affirme nécessaire est composé de purs hasards et que le prétendu hasard est la forme sous laquelle se cache la nécessité — et ainsi de suite.

Friedrich Engels - Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande

- Or l'histoire du développement de la société se révèle, sur un point, essentiellement différente de celle de la nature. Dans la nature, — dans la mesure où nous laissons de côté la réaction exercée sur elle par les hommes, — ce sont uniquement des facteurs inconscients et aveugles qui agissent les uns sur les autres et c'est dans leur jeu changeant que se manifeste la loi générale. De tout ce qui se produit, — des innombrables hasards apparents, visibles à la surface, comme des résultats finaux qui confirment la norme à l'intérieur de ces hasards, — rien ne se produit en tant que but conscient, voulu. Par contre, dans l'histoire de la société, ceux qui agissent sont exclusivement des hommes doués de conscience, agissant avec réflexion ou avec passion et poursuivant des buts déterminés ; rien ne se produit sans dessein conscient, sans fin voulue. Mais cette différence, quelle que soit son importance pour l'investigation historique, surtout d'époques et d'événements pris isolément, ne peut rien changer au fait que le cours de l'histoire est sous l'empire de lois générales internes. Car, ici aussi, malgré les buts consciemment poursuivis par tous les individus, c'est le hasard qui, d'une façon générale, règne en apparence à la surface. Ce n'est que rarement que se réalise le dessein voulu ; dans la majorité des cas, les nombreux buts poursuivis s'entrecroisent et se contredisent, ou bien ils sont eux-mêmes a priori irréalisables, ou bien encore les moyens pour les réaliser sont insuffisants. C'est ainsi que les conflits des innombrables volontés et actions individuelles créent dans le domaine historique une situation tout à fait analogue à celle qui règne dans la nature inconsciente. Les buts des actions sont voulus, mais les résultats qui suivent réellement ces actions ne le sont pas, ou s'ils semblent, au début, correspondre cependant au but poursuivi, ils ont finalement des conséquences tout autres que celles qui ont été voulues. Ainsi les événements historiques apparaissent en gros également dominés par le hasard. Mais partout où le hasard semble jouer à la surface, il est toujours sous l'empire de lois internes cachées, et il ne s'agit que de les découvrir.

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 24 septembre 2024

On ne s'attardera pas plus que cela (lire plus loin) sur le nouveau gouvernement français destiné à poursuivre et amplifier la politique ultraréactionnaire des précédents.

En viendront-ils à l'enfermement psychiatrique préventif à domicile ou en asile?

Europe1 - 13 millions de Français souffrent de troubles psychiques et psychiatriques

La santé mentale est une priorité aujourd'hui. 13 millions de Français souffrent de troubles psychiques et psychiatriques et 40% des 18-24 ans présentent des symptômes dépressifs. Les chiffres sont devenus plus importants au lendemain de la crise. La santé mentale représente près de 23,3 milliards d'euros, soit près de 14 % des dépenses totales de santé alors que la prise en charge des patients semble s'être détériorée depuis trois ans.

Les professionnels appellent à la mise en place d'une véritable politique de prévention face aux troubles du comportement sévères qui augmentent. europe1.fr 23 septembre 2024

J-C - Leur dictature hygiéniste de 2020 à 2022 n'a fait qu'amplifier ce phénomène en frappant particulièrement les jeunes.

Quant au reste, les troubles psychiques ou psychiatriques, du comportement en général, ils sont le produit du malaise social induit par les conséquences de la survie du régime capitaliste, il frappe dorénavant toutes les classes, couches, catégories de la société. Il se traduit par la détérioration de tous rapports sociaux. Ce qu'on rencontre de plus en plus souvent, ce sont des mégalomanes enragés, ils ne vous écoutent pas ou ne vous lisent pas, ils vous aboient dessus, vous chient dessus littéralement ! Alors forcément, cela nous questionne, on se demande qu'est-ce qu'on a bien pu leur faire pour mériter un tel traitement. Rien, on a simplement émis une idée qui les contrariait ou qu'ils ne partageaient pas, c'est suffisant pour qu'ils aient envie de vous flinguer pour un peu, car si vous insistez ils deviennent des fous furieux.

On ne peut pratiquement plus s'exprimer librement sans immédiatement être violemment pris à partie ou faire l'objet d'un procès en sorcellerie, d'un procès d'intention malveillant, pour nous faire taire ou disparaître, nous nuire gravement. On se retrouve ridiculisé, humilié, infantilisé, culpabilisé, infériorisé, diffamé, insulté, exclus, discriminé, banni, jugé coupable sans preuve ni témoignage ni défense ni procès, un tel déversement d'injustice et de haine pourrait être traumatisant pour des personnes mentalement fragiles ou pas préparées à ce genre d'agression. Je me suis livré avec mes proches ou des relations (en France) à quelques expériences, pour voir jusqu'où ils pouvaient aller, et je dois avouer que le mépris ou la méchanceté qu'ils m'ont témoigné m'a beaucoup affecté. A cette occasion je me suis aperçu qu'ils n'en avaient rien à foutre de notre relation, et que la rompre les laisserait indifférents.

Quand Michel Barnier décrète que la santé mentale sera la "*grande cause nationale*" en 2025 de son gouvernement ou de l'Etat, sachant à quel point ils sont malintentionnés envers la population, il a de quoi franchement s'inquiéter pour l'avenir de ce peuple, nos enfants et petits-enfants.

Car, après le lavage de cerveau offert par la société du spectacle et les médias, la paranoïa sanitaire, la névrose météorologique et le refoulement des énergies fossiles, une multitude de conflits et de guerres traumatisantes avec le risque qu'elles dégénèrent en conflagration générale, etc. on se demande si à travers leur guerre idéologique et psychologique contre les masses, s'ils ne souhaitent pas transformer ce pays en un asile d'aliénés avant de les envoyer à la boucherie ou à défaut de pouvoir y envoyer le peuple, parce qu'ils ne peuvent pas supprimer entre 3 et 6 milliards d'habitants de la planète, en revanche ils peuvent espérer conserver le contrôle du plus grand nombre le plus longtemps possible. Et quant aux récalcitrants, aux résistants, aux opposants à leur tyrannie, ils n'auront qu'à déclarer qu'ils sont fous, et qu'ils doivent être éliminés pour que la sécurité et les intérêts du citoyen « *normal* » soient préservés, gageons qu'ils recevront de nombreux renforts spontanés pour en venir à bout !

La seule thérapie : La lutte de classe et s'organiser, je le rappelle en passant...

Lu.

- Des chercheurs ont découvert que l'interaction entre les humains et les chiens modifie littéralement le fonctionnement du cerveau de l'animal. Il s'avère que lorsque vous fixez les adorables yeux de votre chien, vous ne faites pas que toucher une corde sensible, vous synchronisez le cerveau du chien avec le vôtre.

Advanced Science, a utilisé une technique de pointe appelée dual-EEG pour mesurer simultanément l'activité cérébrale des humains et des chiens pendant qu'ils se livraient à des comportements typiques d'attachement tels que les caresses et le regard de l'un sur l'autre. Ils ont découvert que certaines régions des cerveaux humains et canins se synchronisaient pendant ces interactions, montrant des modèles d'activité coordonnés.

J-C - On s'en doutait quand même un peu, puisque tous les sens sont reliés au cerveau, c'est par ce canal, et sans doute d'autres invisibles ou qu'on n'a pas encore découverts, que se réalise la liaison entre deux cerveaux ou peut-être même uniquement avec le système nerveux de certains insectes qui ne possèdent pas de cerveau.

En revanche on doutera que l'interaction entre les humains des différentes classes modifie littéralement le fonctionnement du cerveau des chiens qui nous pourrissent la vie !

Il leur faut détruire tous les liens de fraternité ou de solidarité qui unissaient les exploités et les opprimés.

Pourquoi Macron et l'extrême centre considèrent-ils la guerre entre les sexes ou entre les hommes et les femmes une priorité ? Parce qu'elle touche aux fondements, à la structure élémentaire, fondamentale, de la civilisation, de la société, de manière à disloquer tous les rapports qu'ils avaient

tissés ensemble, afin de pouvoir les affaiblir et en faire une proie facile, briser leur résistance pendant qu'ils imposeront leur programme économique et politique de nature totalitaire.

C'est un acte désespéré d'un régime aux abois.

Il faut noter que cette stratégie n'intervient pas n'importe quand, elle arrive au moment même où les fondements du capitalisme sont affaiblis, ébranlés, gravement menacés d'effondrement, alors si une révolution politique survenait quelque part dans le monde, elle pourrait ouvrir la voie à une révolution sociale et cela en serait fini avec leur hégémonie de classe, tous leurs privilèges seraient abolis d'un coup et il ne leur resterait plus rien de la fortune qu'ils avaient amassée, leur pouvoir serait réduit à néant, ce à quoi ils ne peuvent évidemment pas se résoudre.

Ils ne savent plus quoi inventer pour tenter d'accroître le taux d'exploitation.

En opposant les femmes aux hommes et en discréditant ces derniers, en les présentant comme des violeurs en puissance (virtuellement en érection aurait dit Freud), en apparence ils visent ce qui permet de les distinguer morphologiquement et biologiquement (et pas que), alors qu'en fait, c'est davantage la division du travail qui a toujours prévalu entre eux qu'ils remettent en cause, pour pousser encore plus loin l'exploitation des femmes, leur faire abandonner toute féminité, l'envie de procréer, au final, atomiser tous les membres de la société, faire en sorte qu'ils se haïssent tous et s'opposent les uns aux autres dans une guerre psychologique et sociale fratricide permanente, ce qui hélas fonctionne assez bien, si j'en juge par ma propre expérience et les témoignages qu'on peut lire ici ou là.

Vous remarquerez que cette voie leur coûte énormément, elle est pour ainsi dire suicidaire, car elle met à mal l'idéologie sociale plusieurs fois millénaires qu'ils avaient adoptée et renforcée (par le biais de la religion) pour structurer les rapports de domination à l'intérieur de la société, sur la base de ceux qui constituaient le fondement de leurs modes d'exploitation ou des rapports de production, ce qui permettait de leur accorder une certaine légitimité tout en garantissant la stabilité. Cela explique aussi pourquoi ils s'attaquent à toutes les religions, tandis qu'ils font preuve de bienveillance envers les sectes.

Emmanuel Macron demande que Laurence Garnier n'entre pas dans le gouvernement de Michel Barnier - BFMTV 20 septembre 2024

Le président Emmanuel Macron a demandé au Premier ministre Michel Barnier, qui doit bientôt annoncer le nouveau gouvernement, que Laurence Garnier, pressentie pour devenir ministre des Familles, ne soit pas nommée, a appris BFMTV ce vendredi 20 septembre de sources concordantes, confirmant une information de France info.

"Le président ne veut pas que la nouvelle équipe détricote ses réformes. Les positions de Garnier sont aux antipodes de ce qui a été défendu par les précédentes équipes", ajoute l'ex membre de l'exécutif.

Soutien de La Manif pour tous, Laurence Garnier, sénatrice Les Républicains (LR) de Loire-Atlantique, s'était opposée à la constitutionnalisation de l'IVG en 2024 et à l'interdiction des thérapies de conversion en 2021.

J-C - Barnier l'a recasé au ministère de la Consommation.

Lu.

- La classe dominante finance autant le pseudo-progressisme LGBT que le conservatisme le plus obscurantiste. Il est très important de conserver une diversité au niveau de l'offre socioculturelle, afin de maintenir une tension dans la société. Il y a plusieurs bénéfices tirés de ces financements, économiques et politiques. Le principal étant de déplacer les débats dans la société hors des sujets qui fâchent, j'entends qui fâchent la classe dominante.

J-C – Sans ce financement, sans le matraquage médiatique incessant, ce mouvement n'existerait pas tout simplement. Dis-moi qui te finance et je te dirai quelle cause ou classe tu sers.

Au fait, où sont passés les antifas depuis le 24 février 2022 et le 7 octobre 2023 ?

Lu, un questionnement sur le Bitcoin.

- Tom Benoît se demande pourquoi l'Autorité des marchés financiers (AMF) a approuvé Binance en 2022, une société dont le siège social est installé aux Îles Caïmans et non déclaré. Il s'interroge également sur la reconnaissance du Bitcoin comme une matière première par la Securities and Exchange Commission (SEC), alors que cette technologie est prétendument inventée par une personne dont l'identité reste cachée. Ces approbations semblent paradoxales, étant donné que le Bitcoin est souvent perçu comme une menace pour les systèmes financiers traditionnels.

Selon l'économiste, le but des États-Unis est de contrôler le futur géant des systèmes alternatifs. En comprenant que le système financier actuel est en déclin, les États-Unis chercheraient à être à l'origine de la prochaine grande innovation financière, soutenue par des investissements américains massifs. Si le Bitcoin était réellement un concurrent sérieux, il serait interdit, affirme-t-il. Cette perspective soulève des questions sur la véritable nature et les intentions derrière l'approbation du Bitcoin par les autorités financières.

Le Bitcoin serait donc davantage une croyance qu'une réalité économique et pourrait être un cheval de Troie, servant à habituer les jeunes aux monnaies numériques, comme le suggère la stratégie de Noam Chomsky. Il a déjà causé des pertes financières importantes et pourrait être utilisé pour rassembler des anti-système sous une même entité, facilitant ainsi leur contrôle. De plus, il détournerait l'attention des actifs tangibles comme l'or ou l'argent physique, en faisant croire qu'ils sont équivalents.

Note de J-C (relevé dans un blog) :

- Tom Benoit est un philosophe et essayiste français, spécialisé dans les relations diplomatiques. Il fait partie des rares personnalités du monde intellectuel à défendre les valeurs du libéralisme. Il affiche clairement un positionnement à droite.

La propagande idéologique russophobe et sinophobe en phase hystérique en France.

Une bande de « chercheurs » sinophobes accuse deux prestigieux musées français de complaisance envers la Chine par Albert ETTINGER - legrandsoir.info 20 septembre 2024

Dans une tribune du journal *Le Monde*, 27 « chercheurs » sinophobes ont diffamé deux des grands musées nationaux français, le musée du Quai Branly-Jacques Chirac et le musée Guimet. Ils les accusent de courber l'échine « devant Pékin » en « effaçant le mot 'Tibet' de leurs collections ».

Les 27 apprentis maccarthystes se sont dits étonnés « de la suppression, dans le catalogue des objets tibétains, du nom "Tibet" au profit de l'appellation chinoise "région autonome du Xizang". » Et d'expliquer que, à leurs yeux, cette « modification n'est que l'application d'une loi en vigueur depuis 2023 en République populaire de Chine et montre bien la volonté que le Tibet [...] doit être rayé des cartes et des consciences, au présent comme au passé ». Car selon eux, « la terminologie employée » au sein des deux musées refléterait « les desiderata de Pékin en matière de réécriture de l'histoire et d'effacement programmé des peuples non han », cela « jusqu'à en perdre aujourd'hui leur propre ethnonyme et celui de leur territoire ancestral. »

On est en plein délire. Mais chacun se ridiculise comme il peut. Nos « chercheurs » sinophobes y réussissent à merveille en étalant aux yeux du monde non seulement leur obsession et leur haine pathologique de la Chine populaire, mais en même temps en révélant un manque flagrant de logique, de connaissances et d'acuité intellectuelle. Essayons donc de leur éclairer un peu la lanterne.

Les 27 sinophobes exigent que les musées refusent d'utiliser le nom chinois officiel de cette région de la Chine. Leur principal argument : les Tibétains perdraient « leur propre ethnonyme et celui de leur territoire ancestral » du moment qu'on remplace la dénomination « Tibet » par l'« appellation chinoise "région autonome du Xizang" ».

L'argument est absurde et stupide à souhait. Voici pourquoi :

1) Si l'appellation chinoise Xizang est bien un exonyme (c'est-à-dire un nom donné à une ethnie par ceux qui n'en font pas partie) Tibet l'est aussi, et à plus forte raison. En effet, comme l'indique la Wikipédia française (qui n'est pas considérée comme une source spécialement prochinoise) : « *En tibétain, le Tibet se nomme Bod (tibétain : བོད; Wylie : bod, THL : bö, dialecte de Lhasa API : pʰøʔʌ, pays).* »

En ce qui concerne l'« exonyme chinois actuel pour la région », il s'agit d'un dérivé métonymique du terme tibétain Tsang (gTsang) correspondant à la région du Tibet central autour de Shigatse.

L'exonyme chinois est donc dérivé directement d'un terme tibétain. En revanche, le « terme Tibet ou Thibet date du XVIIIe siècle », et il s'agit d'« un emprunt du terme sémitique *Ṭībat* ou *Tūbātt*, dérivé du turcique *Töbäd* (littéralement *Hauteurs*). » Tibet est donc un terme qui n'est pas utilisé par les habitants de la région, mais par Occident, et surtout par les colonialistes britanniques qui, en 1903-1904, ont envahi militairement cette partie de la Chine.

De toute évidence, la prédilection des « chercheurs » français pour l'exonyme Tibet ne découle ni de considérations scientifiques, linguistiques ou historiques, ni même de leur sympathie affichée pour des positions ethnocentristes et nationalistes tibétaines (dans ce cas, ils auraient dû plaider

pour l'utilisation du terme Bod), mais simplement de leurs convictions politico-idéologiques réactionnaires et de leur penchant pour l'hégémonie occidentale.

Finalement, la « *tribune* » antichinoise des 27 sinophobes, publiée par *Le Monde* et repris aussitôt par RFI (6) s'est révélée n'être qu'un coup d'esbroufe qui leur a offert une énième occasion de répéter les mensonges habituels d'une prétendue « *occupation* » et « *colonisation* » chinoise et d'intimider le monde de la culture. Car le reproche adressé aux deux musées n'a aucune base factuelle, si l'on en croit la mise au point du Musée Guimet et du Quai Branly publiée par *Le Quotidien de l'art*, mise au point dans laquelle les deux institutions soulignent que le terme Tibet n'a nullement été ôté de leurs cartels ou de leurs catalogues. À Guimet, les calomniateurs ont reproché que « *'monde himalayen' ait remplacé le toponyme Tibet dans les salles qui lui sont consacrées* ». Le musée a répondu que « *l'appellation 'monde himalayen' correspond à une aire culturelle comprenant le Tibet et le Népal. Ce terme englobant ne fait en aucune façon disparaître les termes 'Tibet' ou 'tibétain' qui figurent, notamment, sur les cartels en salles ou sur le site internet du musée* ».

Le Quai Branly pour sa part a assuré qu'il « *utilise l'appellation Tibet dans ses cartels des collections permanentes et n'a jamais cessé d'utiliser cette appellation dans son travail sur les collections* ». « *Le thesaurus de classification des collections conservées par le musée fait apparaître les deux termes (Tibet et Chine)* », ajoute l'institution. [...] Avant de conclure : « *L'intégrité professionnelle et l'autonomie institutionnelle (du musée) ne sont en rien menacées par des intérêts financiers ou politiques* ».

Cette affaire montre cependant qu'elles sont bel et bien menacées par les pressions, le chantage et les calomnies de la part d'atlantistes réactionnaires qui s'attroupent au sein des institutions françaises.

L'allégation que les deux musées « *auraient cédé aux pressions de la Chine* » et courbé « *l'échine devant Pékin* » en appliquant « *une loi en vigueur dans la République populaire de Chine* » suggère que la Chine est cette grande puissance mondiale qui veut imposer sa volonté et ses lois nationales au reste du monde. Rien n'est moins vrai. De toute évidence, les auteurs de la tribune confondent la Chine et les Etats-Unis.

Pour lire intégralement cet article très instructif :

<https://www.legrandsoir.info/une-bande-de-chercheurs-sinophobes-accuse-deux-prestigieux-musees-francais-de-complaisance-envers-la-chine.html>

Chinoiserie.

TikTok supprime les comptes RT et Sputnik - RT 21 sept. 2024

Les comptes de Sputnik Serbie, Sputnik Afrique, Sputnik International, Sputnik Brésil, Sputnik Monde et Sputnik Indonésie sont inaccessibles depuis la matinée de ce 21 septembre. Cette décision, qui concerne RT International également intervient après que les États-Unis ont imposé des sanctions à plusieurs médias russes.

TikTok, propriété de la société chinoise ByteDance, a fait face à une pression croissante de la part des autorités américaines ces derniers mois. En avril, le président Joe Biden avait signé une loi stipulant que le réseau social pourrait être interdit aux États-Unis s'il n'était pas vendu dans un délai d'un an. RT 21 sept. 2024

Impressionnant : La majorité (invisible) est dans la rue !

J-C – Ne vous faites pas de cruelles illusions.

Les manifestations contre le « gouvernement Macron-Barnier » moins importantes que prévu - LePoint.fr/AFP 21 septembre 2024

L'appel avait été lancé par La France insoumise, les Écologistes ainsi que des associations féministes, étudiantes et environnementales, rapporte l'Agence France-Presse (AFP).

Outre LFI, dont la cheffe de file a défilé dans la capitale, les organisations à l'origine de cet appel sont des syndicats étudiants (Union étudiante et Union syndicale et lycéenne), des ONG écologistes (Greenpeace) et féministes (Planning familial, Collectif droits des femmes, Nous toutes) ou encore l'association altermondialiste Attac. Les drapeaux visibles dans le cortège étaient en très large majorité ceux des formations politiques.

LFI avait pour ambition d'« *augmenter la pression populaire* » après une première journée de contestation le 7 septembre, qui avait réuni dans toute la France entre 110 000, selon les autorités, et 300 000, selon les organisateurs, manifestants de gauche. Cependant, les appels ont été peu suivis ce samedi : ils étaient 2 200 à Marseille, selon la préfecture de police (contre 3 500 lors de la précédente journée de contestation du 7 septembre), 400 à Bordeaux, quelque 200 à Angoulême et Nantes, une centaine à Strasbourg... A Paris ils étaient 3 200, selon la préfecture de police. A titre comparatif, le 7 septembre, ils étaient 26 000, selon le ministère de l'Intérieur, et 160 000 manifestants, selon LFI .

« *C'est un gouvernement illégitime. Si la droite avait gagné, la droite aurait gouverné, ce n'est pas la première fois que ça arrive. La caractéristique [de cette équipe], ce n'est pas son orientation, c'est son illégitimité* », a accusé Jean-Luc Mélenchon. LePoint.fr/AFP 21 septembre 2024

J-C - Faux, c'est exactement le contraire qu'il aurait fallu déclarer, puisque la droite a plus de députés que le NFP, et de plus elle peut compter sur le soutien de l'extrême droite. Par conséquent, ce gouvernement est légitime puisqu'il est conforme à la majorité relative qui s'est dégagée des dernières élections législative. En revanche, on ne peut pas affirmer que son orientation serait légitime, puisqu'elle va à l'encontre des intérêts de la majorité de la population.

Mélenchon sanctionne les hommes, mais pas les idées qu'ils portent, peut-être parce qu'il partage leur idéologie, là je fais l'idiot, car c'est un lieu commun !

Lu.

- Geoffroy Roux de Bézieux, ancien président du MEDEF, a publié ce vendredi (30 août) sur LinkedIn une photo où il s'affiche le poing levé aux côtés de Fabien Roussel et Bernard Thibault à la cérémonie d'ouverture des Jeux paralympiques. Quelques jours plus tôt, le dirigeant du PCF a été vivement applaudi aux rencontres d'été du MEDEF.

Du côté de Fabien Roussel, cette cérémonie d'ouverture des Jeux paralympiques a comme un goût de prolongation de la REF, Rencontre des entrepreneurs de France, les journées d'été du MEDEF, où il a été très applaudi pour sa défense de la « *valeur travail* » quelques jours plus tôt. « *Nous avons une ambition commune, un projet partagé, celui de remettre le travail au cœur de la société* » a-t-il déclaré dans son intervention, rapportée par Challenges, magazine patronal enchanté du discours du pseudo « *communiste* », qui a par ailleurs évoqué son amitié pour le milliardaire Gérard Mulliez.

J-C - Qu'avons-nous à voir avec ces gens-là ? Rien, ils figurent parmi nos ennemis.

Situation politique en France.

Séance d'hypnose offerte par Barnier, à 20 heures sur France 2, dimanche 22 septembre 2024.

- « *Il n'y aura pas de polémique avec le chef de l'Etat, c'est l'intérêt du pays* » (Cela ne risque pas, puisque Macron n'a aucun pouvoir... et lui non plus ! - J-C)

- "*C'est l'intérêt du pays. Il faut aussi cet esprit de compromis positif, dynamique*" avec le président. (... et forcément négatif avec les gueux, mais il s'en tape ! - J-C)

- "*Moi ce qui m'intéresse, c'est de créer une ambiance qui permettra à toutes les énergies de s'exprimer.*" (Quelle entrée en matière ! La lumière se compose de matière et d'énergie, mais que voit-on généralement, la lumière, ce qui est bien commode lorsqu'on se livre à un exercice qui consiste à créer une "*ambiance*"... afin de mieux en camoufler la matière invouable qu'elle transporte. - J-C)

- Il a notamment promis de "*prendre le temps d'améliorer la réforme des retraites*" avec "*les partenaires sociaux*". La retraite portée à 64 ans "*ce n'est plus un marqueur*" parce que « *le cadre financier [doit être] préservé* ». (Dans une interview, il avait indiqué qu'il aurait voté cette réforme scélérate, donc il n'y a rien à négocier. Reste à voir comment il rétribuera la participation des dirigeants corrompus des syndicats à cette mascarade. - J-C)

- "*Ce gouvernement sera républicain, progressiste et européen*", a également promis le chef du gouvernement devant ses ministres. (Républicain au sens de LR. Quant à « *Progressiste et européen* », ils forment un oxymore puisqu'ils sont incompatibles. - J-C)

- "*Notre travail est de faciliter la tâche des entreprises*", a jugé Antoine Armand, nouveau ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie. (Qui en douterait ? - J-C)

- "On ne redresse pas les finances publiques d'un pays sans redresser sa compétitivité", a suggéré Laurent Saint-Martin, nouveau ministre du Budget. (Il voulait dire piller les finances publiques au profit des milliardaires, des entreprises multinationales ou transnationales principalement. - J-C)

- «*Je voudrais aussi m'attaquer à un sujet qui coûte beaucoup d'argent, qui est celui de la fraude fiscale bien sûr, mais aussi de la fraude sociale* ». (Sinon comment voudriez-vous que le ruissellement vers le haut fonctionne, si on ne récupère pas du fric de ces salauds de pauvres ! - J-C)

- Bruno Retailleau, ministre de l'Intérieur : « *J'ai trois priorités : rétablir l'ordre, rétablir l'ordre, rétablir l'ordre* » (A bas l'ordre établi suffira ! - J-C)

"*Que nous a dit le peuple souverain, notamment au premier tour des élections législatives ? Il nous a envoyé un message que nous devons entendre (...) Il est clair : les Français veulent plus d'ordre, d'ordre dans la rue, d'ordre aux frontières.*" "*Nous devons avoir le courage de la fermeté*", ajoute-t-il. (Nous souhaitons bien du courage à ceux qui ne s'étaient pas encore aperçus ou qui n'iaient qu'on vivait sous une dictature ou un régime tyrannique. - J-C) francetvinfo.fr lemonde.fr 22 et 23 septembre 2024

Un régime qui à la caution de l'extrême droite.

Le vice-président du RN Sébastien Chenu sur BFMTV/RMC a confirmé que son parti ne censurerait pas "*avant d'avoir vu le budget, c'est-à-dire les grandes orientations traduites de façon très concrète*".

L'allié du RN Éric Ciotti a confirmé également que son groupe ne voterait pas de censure dès la déclaration de politique générale le 1er octobre. BFMTV 23 septembre 2024

Un gouvernement de larbins !

Le gouvernement Barnier, entre continuité macroniste et droitisation - LePoint.fr 22 septembre 2024

« *Je cherche des poids lourds, des gens d'expérience.* » Voilà ce que répétait Michel Barnier à ses interlocuteurs consultés en vue de la composition de son gouvernement, ces derniers jours. Le premier ministre avait probablement mis la barre trop haute. Après avoir essuyé un nombre important de refus, à gauche comme à droite, l'ex « *M. Brexit* » a dû se rabattre sur des personnalités majoritairement sans poids politique ni notoriété auprès des Français. Des seconds couteaux, inconnus ou presque, inexpérimentés voire totalement novices quant à leur portefeuille ministériel. « *Il a fait les fonds de tiroir !* », se récrie un proche de l'Elysée. « *Surréaliste* », lâche un haut-gradé de l'Assemblée, « *terrifiant* », se désole un ex-ministre proche d'Emmanuel Macron.

Barnier, un fanatique de l'UE spécialiste en tripatouillage institutionnel.

J-C – Sans plaisanter, il est plus mafieux ou pourri encore que Macron.

"Il n'y a pas de mandat du non" : quand Barnier réagissait au vote des Français contre le TCE en 2005 - marianne.net 06/09/2024

« *Il n'y a pas de mandat du non* », allait-il jusqu'à déclarer le 30 mai 2005, au lendemain du vote contre le Traité constitutionnel européen (TCE)... laissant augurer au passage un possible contournement de la souveraineté populaire qui venait tout juste de s'exprimer dans les urnes.

Michel Barnier votera « *oui* » lors du référendum du 20 septembre 1992 visant à ratifier le texte préalablement signé par le président de la République François Mitterrand. « *Une deuxième fois* » même, pour Michel Barnier, puisque le 13 mai précédent, il était déjà l'un des cinq députés RPR à avoir voté pour la réforme de la Constitution préalable à la ratification des accords de Maastricht à l'Assemblée nationale, appelant la droite à faire passer « *l'intérêt de la France et de l'Europe* » avant un « *réflexe d'opposition au pouvoir* ».

Alors, sans surprise, quand le président de la République Jacques Chirac décide de soumettre le TCE au vote des Français, celui qui est devenu ministre des Affaires étrangères est l'un des plus fervents partisans du « *oui* ». Mais lors du référendum du 29 mai 2005, c'est bien le « *non* » qui l'emporte à 54,67 %.

Au lendemain du rejet du traité par le peuple, Michel Barnier était invité à réagir au vote des Français sur la chaîne LCI. « *Cette Constitution tentait de régler des problèmes qui restent posés, et il faudra bien les régler. Si cette Constitution n'existe pas, il faudra la réinventer d'une manière ou d'une autre* », déclarait-il dès le début de cet entretien. De quoi laisser entendre qu'un contournement de la souveraineté populaire était possible, moins de 24 heures après le scrutin...

« *Vous dites que vous allez "détricoter" le texte, va-t-on essayer d'en réutiliser certains aspects ?* », l'interrogeait alors le journaliste en plateau. « *Je ne sais pas comment les choses vont se passer, nous ne pourrions pas renégocier ce texte demain ou après-demain alors que nous venons de passer trois ans, et même une dizaine d'années en tout, à travailler sur ces questions. Ce que je sais, c'est que ces questions restent posées* », répondait alors le ministre des Affaires étrangères avant de se lancer vivement dans une liste d'interrogations non résolues, comme si le temps de la campagne était encore en cours.

Et d'ajouter à l'issue d'une campagne où il s'est montré particulièrement actif pour défendre le « *oui* » en multipliant les réunions publiques : « *Toutes ces questions, si nous n'avons pas la Constitution, resteront des questions, mais il n'y aura pas les réponses.* » Pas un hasard si, en 2008, Michel Barnier soutiendra la ratification du Traité de Lisbonne de 2007... Un texte qu'il présentera en juin 2008 sur iTélé comme « *né de l'échec de la Constitution* » mais qui « *n'est pas le même texte* » selon lui. Et tant pis s'il reprend la grande majorité du TCE rejeté dans les urnes par les Français en 2005...

S'il se présentait comme « *un citoyen déçu* » au lendemain du référendum, ce 30 mai 2005, Michel Barnier assurait pourtant à la télévision « *prendre acte du vote du peuple français* », estimant même que celui-ci « *a raison dans le vote qu'il vient d'exprimer* ». « *Il faut tenir compte de ce vote et des leçons que nous pouvons en tirer* », promettait-il encore.

C'était avant qu'il ne se lance dans une tentative d'explication du résultat des urnes. « Les Français ont répondu avec un seul bulletin de vote à plusieurs questions à la fois », avançait-il, en faisant notamment allusion au contexte social. Et de résumer : « Toutes ces questions étaient mélangées et il n'y avait qu'une seule réponse ». De quoi lui permettre d'affirmer juste après : « *Il n'y a pas de mandat du "non". Si vous cherchez ce qu'il y a dans le "non", vous verrez qu'il y a beaucoup de contradictions.* ». Les Français étaient sans doute trop bêtes pour comprendre le sens du projet européen néolibéral... marianne.net 06/09/2024

J-C - Ce en quoi il n'avait pas totalement tort, car si vous enleviez les voix acquises aux souverainistes ou plus nombreuses influencées par eux, c'est le « *oui* » qui l'aurait emporté, et parmi ceux qui avaient voté « *non* », il y avait ceux qui étaient pro UE, et ceux qui étaient contre, une minorité, mais bon il ne fallait surtout pas le préciser à ceux qui ne se sont pas gênés pour instrumentaliser le « *non* », stupidement, puisque cela n'a débouché sur rien, comme d'habitude. Ils ont fait croire en une « *grande victoire* » distillant les illusions habituelles, à les entendre « *on allait voir ce qu'on allait voir* » ensuite, vous parlez, que dal en réalité ! Ils ne comprennent pas pourquoi ils n'ont aucune crédibilité, et bien ceci explique cela.

En complément :

- Michel Barnier fut membre du groupe Amato, qui rédigea le projet modificatif du traité de Lisbonne.

Le groupe Amato fut composé de personnalités politiques chargées par la présidence allemande de l'Union européenne, avec l'appui de la Commission européenne, de proposer une nouvelle base de discussion, une réécriture de la Constitution européenne, pour sortir de la crise née du rejet par deux États, par référendum, et de l'hostilité affichée par deux ou trois autres États membres vis-à-vis du traité de Rome de 2004. Le groupe a remis ses travaux le 4 juin 2007, ces derniers sont très proches du traité modificatif adopté le 23 juin 2007 à Bruxelles. Wikipédia.

Barnier : Le Premier ministre français de l'Union européenne.

Le HuffPost - Parmi ces domaines « *réservés* », il n'est pas étonnant de retrouver tout d'abord les affaires européennes. Alexis Kohler a effectivement annoncé que le nouveau ministre délégué à l'Europe, Benjamin Haddad (Renaissance), sera désormais rattaché à Matignon, en plus du quai d'Orsay, comme habituellement.

Une façon pour Michel Barnier, ancien négociateur du « *Brexit* », de garder un œil sur des enjeux qui lui sont chers, malgré le souhait d'Emmanuel Macron de garder la main sur les sujets internationaux. Comme une sorte de continuité pour cet europhile convaincu, ancien eurodéputé, commissaire européen à deux reprises, ou ministre chargé des Affaires européennes (sous Jacques Chirac).

Au-delà de cet attrait personnel, le choix est d'autant plus significatif dans la période actuelle, que le gouvernement français a des épreuves à passer devant la Commission européenne. Il doit effectivement lui présenter rapidement son plan de réduction du déficit, après avoir réclamé un premier délai début septembre sur fond de nouveau dérapage des comptes.

C'est donc dans ce contexte périlleux que Michel Barnier a fait le choix de récupérer dans son escarcelle le ministère du Budget. Traditionnellement, le garant des comptes publics (en

l'occurrence Laurent Saint-Martin, un ancien député macroniste) est à Bercy, avec le ministre de l'Économie et des Finances (désormais Sylvain Armand, un élu Renaissance). C'était le cas avec le duo Bruno Le Maire et Thomas Cazenave ou avec Gabriel Attal et Olivier Dussopt avant lui.

Cela ne le sera plus. Objet de « *tractations* » jusqu'à la dernière minute, selon *Le Monde*, cette partition est une façon, pour le Premier ministre, d'avoir une prise conséquente sur l'élaboration du budget 2025, la priorité numéro un dans un contexte de dérapage budgétaire et de croissance atone. Le HuffPost 23 septembre 2024

Santé.

Comme la vaccination forcée ne fonctionne pas sur le long terme, ils passent à l'auto-vaccination en espérant avoir plus de succès !

Les Etats-Unis autorisent un vaccin contre la grippe à s'administrer soi-même - franceinfo/AFP 210 sept. 2024

Le vaccin, sous forme de spray nasal, sera disponible à partir de l'automne 2024, a précisé le groupe pharmaceutique AstraZeneca. franceinfo/AFP 210 sept. 2024

L'hydroxychloroquine fournit un effet bénéfique dans la prévention de la Covid-19, selon une vaste étude randomisée. - France-Soir 16 septembre 2024

L'intelligence collective et les réseaux sociaux jouent un rôle important dans l'appréciation et l'évaluation des études scientifiques. Cela a permis de faire la réfutation (« *debunk* ») de l'étude sur l'hydroxychloroquine parue le 22 mai 2020 dans la revue de renom *The Lancet*. Ou encore celle de l'étude frauduleuse Pradelle et al. parue ce 2 janvier 2024 et rétractée huit mois plus tard par le rédacteur en chef de la revue.

Les médias mainstreams sont prompts à sélectionner et à promouvoir les articles scientifiques visant à décrédibiliser les traitements précoces, tel celui de Pradelle-Lega qui concluait faussement que « *17000 personnes auraient pu mourir de la prise d'hydroxychloroquine.* » D'un calcul hypothétique établi sur un modèle et des données fabriquées, dans l'étude, c'était quasiment devenu une affirmation dans les médias, contribuant ainsi à la désinformation générale du public. Pour la plupart, les médias n'ont pas parlé de la rétractation. Non seulement le mensonge prend l'ascenseur, mais quand des données viennent contredire les mensonges des médias, ces derniers faillissent à leur mission de corriger l'information.

Cependant, la vérité sur les traitements précoces et leur efficacité se fait de plus en plus présente.

<https://francesoir.fr/societe-sante/l-hydroxychloroquine-fournit-un-effet-benefique-dans-la-prevention-de-la-covid-19>

Information : Les médias citoyens prennent le pas sur les mainstream. Illustration avec le non-respect de la déontologie journalistique des mainstream. - France-Soir 17 septembre 2024

Le Monde, L'express, Le Point, Libé confondent journalisme et propagande suite à la rétractation de l'étude frauduleuse Pradelle-Lega – « *Non il n'y a pas 17 000 morts de l'hydroxychloroquine* ». Alors que les autres médias n'évoquent même pas la rétractation, laissant planer la pollution informationnelle.

« *16 990 morts pourraient être morts de l'hydroxychloroquine* » « *une estimation basse* », combien de Français ont-ils été exposés à cette fausse information entre le 2 janvier 2024, date de la publication d'une étude frauduleuse et le 22 août 2024, date de sa rétractation par le rédacteur en chef ?

<https://francesoir.fr/opinions-tribunes-societe-science-tech/information-les-medias-citoyens-prennent-le-pas-sur-les>

J-C - Le pire, c'est que ce sont principalement, pour ne pas dire exclusivement hélas des acteurs de droite ou d'extrême droite qui s'emploient à défendre la vérité dans ce domaine capital qu'est la santé de la population, et à l'informer des graves dérives des médias mainstream, alors que ce devrait être au mouvement ouvrier de s'y coller, hormis quelques organisations marginales, toutes ont démissionné ou sont corrompu.

Un agriculteur contraint de vendre son exploitation à cause d'une antenne relais - France-Soir 19 septembre 2024

L'exploitant témoigne en affirmant que sa « *production a chuté de 15 000 à 800 œufs par jour* ». « *À la fin du mois de mars, les travaux étaient terminés et dès avril j'ai constaté une diminution de ma production* », vient-il à préciser.

Malgré l'intervention d'un vétérinaire, rien ne semble pouvoir être fait, le professionnel « ne trouve rien » qui pourrait expliquer le phénomène. C'est la venue d'un géobiologiste, au mois de juillet, qui va permettre de soulever un doute sur la présence de cette antenne. L'agriculteur décide alors de questionner le gestionnaire de l'antenne pour en avoir le cœur net.

« *On m'a dit que l'antenne n'avait été mise en route qu'au cours du mois de juin, le 12 précisément. Mais, moi, je l'entendais bien avant ! Des essais ont été réalisés dès la fin mars. De source non officielle, je sais que ces antennes sont poussées au maximum avant, pour être testées* », souligne-t-il encore auprès du Perche.

Pour trouver une solution, il prend le parti de contacter l'association nationale Animaux sous Tension. Malgré ce contact et la création d'un collectif dans le but d'interpeller les élus locaux, l'exploitation ne survit pas à ses pertes économiques et l'exploitant la revend entièrement en 2023. Curieusement, en revendant ses poules à un collègue localisé à quelque 15 km plus loin, celles-ci se seraient remises à pondre normalement. De quoi démontrer la bonne foi du professionnel.

<https://francesoir.fr/societe-emploi/un-agriculteur-contraint-de-vendre-son-exploitation-cause-d-une-antenne-relais>

Allemagne.

En Allemagne, le parti d'Olaf Scholz remporte de peu un scrutin régional face à l'extrême droite - franceinfo/AFP 22/09/2024

Le SPD est crédité de 31 à 32% des suffrages dans le cadre de ce vote dans le Brandebourg, contre 29 à 30% pour le parti de l'AfD.

Sri Lanka.

Le candidat de gauche remporte la présidentielle au Sri Lanka - lesechos.fr 22 sept. 2024

Les électeurs sri-lankais ont élu Anura Kumara Disanayake lors de l'élection présidentielle, qui s'est tenue samedi, et dont les résultats ont été publiés dimanche. Avec 42,3 % des bulletins, le candidat de la gauche a battu Sajith Premadasa, le leader actuel de l'opposition (32,7 % des voix) et Ranil Wickremesinghe, le président sortant largement battu (17,2 %). « Avec un tel résultat, le désir de changement exprimé par le peuple est clair », a réagi auprès des « Echos » Harini Amarasuriya, députée et proche de Disanayake.

A 55 ans, « AKD » a fait campagne en promettant de débarrasser le pays de la corruption et de rétablir la justice fiscale après les plans d'austérité mis en place par Wickremesinghe. Son programme a séduit les Sri-Lankais, essorés par une crise économique qui dure depuis cinq ans.

Origines modestes

Sa victoire marque un tournant majeur dans l'histoire du pays. C'est la première fois qu'un parti autant marqué à gauche remporte la présidentielle. Depuis l'indépendance du pays, deux partis nationalistes et libéraux - hormis quelques partis issus de scissions et de gouvernements de coalition - se relayaient au pouvoir à Colombo.

D'origine modeste, AKD a un profil différent des autres candidats. Né à la campagne dans une famille pauvre, loin de la capitale et de ses milieux d'affaires, il a rejoint très jeune le JVP, un parti marxiste-léniniste, qui menait une rébellion armée très violente à la fin des années 1980. Depuis, la formation a abandonné la lutte armée et s'est convertie à l'économie de marché, s'éloignant du communisme pour se rapprocher davantage de la social-démocratie. AKD, lui, a pris la tête du parti en 2014 et s'est appliqué à faire oublier le passé violent de sa famille politique pour conquérir les électeurs. Il reste cependant assez marqué à gauche.

Mesures immédiates

En 2019, il a formé, avec d'autres partis et des acteurs de la société civile, le National People's Power (NPP), une plateforme destinée à rassembler les électeurs de gauche contre la caste politique corrompue qui dominait à Colombo depuis plusieurs décennies. Assez réduite à ses débuts, lors de la présidentielle de 2019, il ne récolte que 3 % des voix. Il ne fait guère mieux un an plus tard aux législatives, où le JVP n'obtient que trois sièges, la popularité du NPP a explosé à la faveur de

l'Aragalaya - ce mouvement populaire ayant conduit à la fuite et la démission de l'ex-président Gotabaya Rajapaksa à l'été 2022.

La victoire d'AKD est une revanche pour tous ceux qui avaient mené l'Aragalaya. Car après la fuite de Rajapaksa, c'est Ranil Wickremesinghe, un vieux briscard de la politique - déjà six fois Premier ministre - qui avait pris les rênes du pays grâce au soutien des Rajapaksa. Cet épisode a été vécu comme une trahison par une partie de l'électorat sri-lankais, laquelle aspirait à une réelle alternance politique après des années de gestion économique calamiteuse et entachée par la corruption.

On connaît déjà les contours du programme du NPP. Le parti a promis de réduire la TVA, qui avait été rehaussée à la suite du plan d'aide négocié par Ranil Wickremesinghe auprès du Fonds monétaire international. Des produits de première nécessité devraient en être exemptés pour soulager les ménages les plus concernés par l'inflation. Le NPP prévoit de sortir les Sri-Lankais les plus modestes de l'impôt sur le revenu. Dissanayake a aussi fait savoir qu'il comptait renégocier les termes de l'accord avec le FMI. lesechos.fr et AFP 22 sept. 2024

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 26 septembre 2024

Pendant ce temps-là, les sionistes nazis et les nazis ukrainiens armés par les puissances occidentales bombardent tranquillement le Liban, Gaza et la Russie...

Ces derniers soirs j'ai regardé plusieurs documentaires sur différents pays, Bolivie, Malaisie, République démocratique du Congo, Chine, Madagascar, j'en ai encore une trentaine à regarder, et j'ai été frappé par l'extrême misère qui y règne, je me suis dit qu'à côté d'eux, en Inde, on est seulement pauvre, quel bonheur !

J'ai appelé ma compagne indienne pour qu'elle regarde quelques passages, la pauvre femme a fondu en larmes, car c'est édifiant de cruauté ce que vivent ces peuples pillés par l'occident depuis plus d'un siècle, les Chinois et les Russes entre autres sont en train de prendre le relai...

D'ailleurs c'est bien simple, on ne peut pas comparer leur mode de vie au nôtre en France, car à tout point de vue nous sommes de foutus privilégiés, et force est de constater que les travailleurs les mieux lotis se moquent éperdument du sort atroce de tous ces peuples.

On a beau savoir tout cela, le voir de près, le sentir ou le toucher pour ainsi dire, écouter ces témoignages de souffrance extrême m'a rendu fou de rage, alors que je vis en Inde depuis près de 30 ans et que je suis habitué à partager bien des malheurs, peut-être parce qu'ils n'atteignent pas le degré d'angoisse ou de désespoir qui frappe l'immense majorité des masses africaines.

Ce sont les pires victimes de l'impérialisme et du colonialisme qui n'ont jamais cessé, sans eux, jamais nous n'aurions eu un mode de vie aussi confortable en France, ce que les Français en général n'ont pas conscience ou préfèrent ignorer hypocritement. Rien que pour cela, quand on se prétend humaniste ou même sans cela quand on se regarde dans un miroir pour se raser ou se peigner, on devrait se mobiliser pour renverser le capitalisme et ses institutions, afin que cesse cet esclavagisme terrifiant qui frappent des centaines de millions de travailleurs et leurs familles en Afrique, en Asie, en Amérique du Sud et partout ailleurs.

Comment un tel degré d'inhumanité ou de barbarie est-il possible au XXIe siècle de l'ère vulgaire, chez des peuples soi-disant civilisés, éduqués, instruits, qui ont bénéficié du développement économique et du progrès social ? Ce devait être la condition à remplir pour envisager l'émancipation définitive du cycle de l'exploitation de l'homme par l'homme, force est de constater que cette théorie a du plomb dans l'aile ou quelque chose nous échappe encore.

Je cherche à comprendre, je n'ai pas de réponse en dehors de celle que j'ai déjà formulée qui n'intéresse personne apparemment, ou chaque fois que je l'évoque dans différents blogs, en retour j'ai le droit à des commentaires acrimonieux, qui ne me laissent pas indifférent, car je me dis qu'ils s'adressent davantage à tous ces peuples opprimés sommés de souffrir ou crever en silence.

Ce matin, je suis allé sur un blog. J'ai visualisé 24 articles datés du 25 septembre. J'en ai retenus 6 que j'ai lus en diagonale. A l'arrivée, je n'ai pris aucune note et je n'en ai pas téléchargé un seul, et c'est à peu de chose près pareil presque tous les jours.

J'ai noté que depuis hier, il n'est plus possible de télécharger (gratuitement) ou de faire un copier/coller de l'éditorial de la Tribune du travailleur (PT), dorénavant il faut casquer 1 euro pour lire 34 lignes, autant dire que ce parti est réservé à ceux qui en ont les moyens, on le savait. Mais vous pouvez toujours faire une capture d'image, la télécharger et l'agrandir pour le lire.

Il faut dire que l'éditorial de la Tribune du travailleur contenait un passage susceptible de faire l'objet d'une polémique ou d'être critiqué - ce qu'ils ne supportent pas par-dessus tout dans ce parti « *démocratique* », puisqu'il appelait les travailleurs à réaliser « *un front* » avec les partis corrompus du NFP notamment, si vous vous demandez pour le bien de qui, vous risquerez d'être déçu, car ensuite son auteur, D. Gluckstein, précisait que « *le front des travailleurs qui s'unissent se confortent mutuellement* », autrement dit, il permet avant tout de renforcer ces partis pourris, puisque les travailleurs n'ont rien à en attendre, la *Tribune des travailleurs* affirmant en couverture que ce qui caractérise le gouvernement Macron-Barnier, c'est « *la réaction sur toute la ligne* », ce qui est exact. http://www.luttedeclasser.org/dossier_2_2024/TT_25.09.2024.pdf

Du coup, on voit mal où ils veulent en venir ou plutôt, on le voit que trop bien.

Que des travailleurs aient des illusions dans ces partis, c'est une chose, qu'on les encourage implicitement ou en y mettant les formes à en avoir davantage en est une autre que l'on condamne. Cela explique peut-être en partie, pourquoi ils ne sont jamais parvenus à construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire, en avaient-ils seulement vraiment l'intention, au bout de tant de décennies, qu'il nous soit permis d'en douter fortement.

Au POI, c'est pire, car lorsque je clique sur un lien, il y a une fenêtre qui s'ouvre avec un message : « *Your access to this site has been limited by the site owner (HTTP response code 503)* », votre accès à ce site a été limité (interdit) par le propriétaire du site. Que craignent-ils donc ?

Tout minable et très con, car je pourrais demander à des militants ou à des membres de ma famille de me les envoyer, mais bon, je ne veux déranger personne et je m'en passe très bien depuis des années, on n'a pas besoin d'eux pour interpréter la situation...

Deux commentaires envoyés au blog *Le Grand Soir* (35,8 mille visites totales août 2024).

(Le sujet : Les champions et charlatans du « *bien-être* » qui essaient sur le Net.)

- Un don ou plutôt un cadeau empoisonné du 0,1%.

Je suppose que vous vous êtes livrés à des amalgames délibérément provocateurs pour tester vos lecteurs. Je peux me tromper, mais je ne pense pas que vous obtiendrez gain de cause, je vous explique pourquoi.

Parce que, par crainte des critiques ou d'exposer leurs véritables intentions, la plupart refusent de s'exprimer sur le fond, sur les origines ou la nature des choses en général, au-delà des apparences, j'entends, sans doute parce qu'ils savent qu'ils les ignorent, alors vaut mieux parler d'autres choses, éviter les sujets qui fâchent.

Ils sont réfractaires à toute caractérisation, ils le vivent très mal, comme une humiliation, une torture, pire, une mutilation ou une condamnation à mort, et ils ne le supportent d'autant moins, qu'en mal d'arguments, ils peinent à défendre leurs idées (ou comportements), du coup, ils en arrivent à confondre échange ou confrontation d'idées avec jugement dernier, ce qui se terminera par une accusation en règle, de manière à ce qu'on ne retienne rien de cette épreuve, malgré tout ô combien révélatrice, d'où la nécessité de ne pas se laisser impressionner ou intimider par ce genre de procédé déloyal.

Question : Quand vous évoquiez "*nos génies ésotériques pifométriques, autodidactes champions du « bien-être »*", ne pensiez-vous pas à autre chose ou à quelqu'un d'autre par hasard?

Car voyons, ces gens-là existent presque exclusivement grâce à Internet, et sans les réseaux dits sociaux, ils seraient littéralement invisibles, exactement comme des dizaines de milliers de blogs (et organisations) consacrés à la politique, qui en guise de « *bien-être* » brouillent les pistes en mêlant vérités et contrevérités, infos sourcées et fabulations grotesques, etc. si bien qu'à l'arrivée plus personne ne s'y retrouve dans ce capharnaüm... et ne croit plus en rien ni personne, pendant que chaque soir au 20H la voix unique de son maître résonne dans chaque foyer pour répandre la bonne parole que la majorité soumise ou inconsciente adoptera.

Ne serait-ce pas cela le fond du problème, cet éparpillement à l'infini de nos voix et de nos forces face à un ennemi qui somme toute est uni, qu'on est impuissant à combattre alors que nous sommes des millions de fois plus nombreux et puissants, effectivement, il y a de quoi enrager. Pourquoi en sommes-nous arrivés à nous livrer à un combat fratricide les uns contre les autres, au lieu de concentrer nos coups contre notre ennemi commun, le capitalisme et ses institutions ?

Si vous avez suivi sur le Net des conférences de ces "génies ésotériques" et autres philosophes, psychanalystes, physiciens, paléontologues, etc. vous aurez remarqué que leur orientation politique est réactionnaire et antisocialiste, elle repose sur la négation de la lutte des classes, c'est leur véritable fonds de commerce, pour faire bref. D'ailleurs, ils terminent leur numéro d'illusionnistes en faisant l'apologie de l'individualisme débridé qui relève principalement de l'autosuggestion. Et quand parfois il leur arrive de citer du bout des lèvres les conditions sociales qui sont à l'origine de la mauvaise santé (biologique et mentale) de la population, ce n'est jamais pour appeler à combattre pour les éradiquer, sinon ils n'auraient plus rien à vendre à leurs clients, ce sont des boutiquiers avant tout (en politique aussi), dommage car c'est la meilleure thérapie qui soit, sans effets secondaires indésirables !

Cela dit, ils existent de remarquables médecines et remèdes naturels à travers le monde que nous ne connaissons pas ou pas suffisamment, et que nous aurions tort de négliger ou d'ignorer.

@ guillaume rampon

J'ai parcouru le blog de Mélenchon, j'ai ouvert une quinzaine de pages sur la santé et la covid, je n'ai trouvé trace ni de l'hydroxychloroquine ni de l'ivermectine qui sont pourtant des molécules efficaces en prophylaxie ou pour traiter la covid pratiquement à toutes les étapes de la maladie,

testés avec succès par des milliards d'habitants, mais aussi dans des centaines d'études ou rapports de tous les continents, médicaments qui permettaient d'éviter l'injection génique expérimentale ARN messenger, dont les dégâts, morts subites ou inattendues et effets secondaires plus ou moins graves, s'élèvent à plusieurs millions dans le monde.

Question : Où, quand, à quelle occasion, dans quelle circonstance, entre janvier 2020 et décembre 2022 Mélenchon aurait-il fait la promotion de ces molécules si utile pour la population ? Merci.

Il existe ce blog médical pour s'informer sur ce sujet. Avertissement : Ne vous formalisez pas, les commentaires des lecteurs (classes moyennes) sont très à droite, c'est le contraire qui aurait été étonnant !

Covid faits et chiffres par le Dr. Maudrux

<https://www.covid-factuel.fr/>

@ Francine lo

– "*Raoult et Perronne, traités d'imposteurs aussi sur les fils de commentaires LGS*"

Avez-vous des exemples ? Merci. Je n'ai pas suivi à l'époque, j'intervenais directement dans le blog du Dr. Maudrux, cela pendant plus d'un an et demi.

Les Pr. Raoult et Perronne ont sauvé plus de vies que ce que l'on croit, car anonymement ils ont été imités par de très nombreux médecins, à lire ici :

<https://www.covid-factuel.fr/2024/09/11/supers-medecins-insensibles-au-covid-et-indemnes-des-potentiels-effets-secondaires-des-vaccins/>

Dans mon blog, j'ai défendu ces molécules, le zinc et la vitamine D, ces professeurs contre Macron et l'OMS-Gavi-Gates-Davos, j'ai publié des centaines de pages en 3 ans sur ce sujet, et relayé autant d'articles de presse, études ou rapports des quatre coins du monde, vidéos, en évitant l'écueil des "*complotistes*", je m'en suis tenu scrupuleusement aux données fournies par des membres indépendants du corps médical.

Est-ce grave docteur ?

- En 2022, 95 % de la population de plus de 12 ans en France métropolitaine possédaient un téléphone mobile et 87 % avaient un smartphone.

En 2022, les Français ont passé en moyenne 4,6 heures par jour devant un écran, d'après le Baromètre du numérique sorti en janvier dernier.

Les enfants de 2 ans passent en moyenne 56 minutes par jour devant les écrans, tandis que les adolescents peuvent atteindre six à sept heures les jours sans école. En moyenne, les Français passeraient donc 14 ans et 310 jours devant les écrans au cours de leur vie.

Les jeux vidéo sont également un loisir majeur pour les Français, avec une moyenne de dix heures d'écran consacrées aux jeux par semaine en 2022. Capital 13/12/2023

- En 2023 la quasi-totalité des foyers (93%) dispose d'un accès à Internet.

- Les Français passent également davantage de temps sur le web chaque jour, avec un temps de surf quotidien de 2h24 en moyenne qui continue de progresser (+6 min vs 2022, +50min en 5 ans).

Les plus jeunes restent très actifs sur la toile avec près de 4h de surf par jour.

En parallèle, les seniors de 65 ans et plus prennent leur revanche, jusqu'à devenir moteur de la croissance. En 2023, en effet, ils sont plus de 8 sur 10 (81%) à se connecter chaque mois sur Internet, soit 5 fois plus qu'il y a 15 ans.

79% du temps passé sur Internet se fait depuis un mobile pour l'ensemble des internautes.

L'actualité fédère. Près de 7 Français sur 10 (69%) et près des 2 tiers des 15-24 ans (64%) s'informent sur les sites et applis dédiés chaque mois. Par ailleurs, avec 40,3 millions de lecteurs sur mobile chaque mois, les marques de presse réalisent des audiences massives, portées par le numérique. mediametrie.fr 08.02.2024

- La télévision en direct a été regardée plus de trois heures par jour en moyenne en 2023, selon Médiamétrie.

Ce ne sont pas moins de 22 millions de téléspectateurs qui regardent les journaux télévisés en direct chaque jour. Le Point 19/01/2024

J-C – Ceci explique cela. C'est à peu de chose près le nombre de voix que Macron avait obtenues au second tour en 2017 (20 743 128). Il n'y a pas que le travail qui rend aliéné...

Un peuple sous hypnose. Faites-le savoir.

- « *La victime de la manipulation mentale ignore qu'elle est une victime. Les murs de sa prison lui sont invisibles et elle se croit libre.* »

- « *La dictature parfaite serait une dictature qui aurait les apparences de la démocratie, une prison sans murs dont les prisonniers ne songeraient pas à s'évader. Un système d'esclavage où, grâce à la consommation et au divertissement, les esclaves auraient l'amour de leur servitude...* » Aldous Huxley, écrivain et philosophe britannique.

Guerre psychologique, guerre cognitive, guerre idéologique, lutte de classes.

La guerre cognitive en Occident par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 24 septembre 2024

En Occident, la censure n'est plus qu'une méthode de gouvernement d'un autre âge. L'OTAN mène une guerre cognitive, non pas contre des idées et des raisonnements, mais pour altérer la capacité des citoyens à prendre en compte la manière de penser des autres cultures. Cette guerre a d'abord conduit à interdire les médias russes, RT, Sputnik etc. Puis, aujourd'hui à exercer de très fortes pressions à l'encontre de leaders d'opinion, comme Scott Ritter ou Jürgen Elsässer, qui ne perçoivent pas les Russes comme des ennemis car ils sont capables de les comprendre.

La vulgate occidentale sur le conflit qui oppose les Anglo-Saxons à la Russie ne supporte pas la contradiction. Plusieurs personnalités ou sociétés qui ont rendu compte d'un autre point de vue ont fait l'objet de répression arbitraire.

Ce qu'il faut retenir :

- Plutôt que de pratiquer une censure généralisée des idées dissidentes, l'OTAN souhaite influencer sur notre manière de penser. C'est la « guerre cognitive ». Toutes les idées sont autorisées, mais nul ne doit avoir de culture générale, c'est-à-dire de moyen intellectuel de les vérifier.

- Les interdictions des médias russes et les perquisitions à grand spectacle de Scott Ritter et de Jürgen Elsässer dispensent d'arrestations en nombre. Il ne sera plus nécessaire de terroriser la population quand on aura fait taire les empêcheurs de tourner en rond.

Pour lire l'article :

<https://www.voltairenet.org/article221268.html>

Et si on faisait rendre gorge à ces horribles Chinois ?

Pourquoi le barrage des Trois-Gorges en Chine pourrait nous obliger à perdre une seconde - 20 Minutes 23 septembre 2024

Une étude de la Nasa relayée ce mercredi par IFL Science a montré que le volume d'eau retenu par le plus grand barrage hydroélectrique du monde, le barrage des Trois-Gorges (Chine), a un effet sur la vitesse de rotation de la Terre et change la durée de nos journées.

Le mouvement des plaques tectoniques en 2004 a modifié la distribution de masse et réduit la durée d'une journée de 2,68 microsecondes. L'auteur de l'étude a ensuite cherché à savoir si le barrage des Trois-Gorges (Chine), long de 2.335 m, haut de 185 m et capable de retenir 40 km³ d'eau, avait un impact sur la rotation de la Terre.

Selon les calculs de Benjamin Fong Chao, ce déplacement de masse agit bien sur notre planète en déplaçant le pôle d'environ 2 centimètres, allongeant au passage la journée de 0,06 microseconde. C'est peu, mais l'effet du barrage s'ajoute à d'autres phénomènes comme le réchauffement climatique et la fonte des glaces. Ils entraînent une concentration de masse plus importante à l'équateur de la Terre qu'aux pôles.

Avec à la clé un ralentissement de la rotation. Voilà pourquoi certains scientifiques estiment qu'il faudra, à un moment ou à un autre, tenir compte de cette situation et modifier la durée d'une minute tous les quatre ans. Celle-ci ne comprendrait alors que 59 secondes. 20 Minutes 23 septembre 2024

J-C – Cette seconde de délire vous est offerte par la Nasa.

Voyons de quoi il retourne vraiment.

$1\text{m}^3 = 1000 \text{ litres ou } 1 \text{ tonne}$

$1 \text{ km}^3 = 1\,000\,000 \text{ litres ou } 1\,000 \text{ tonnes}$

Barrage des Trois-Gorges - 40 km^3 d'eau = $40\,000\,000 \text{ litres} = 40\,000 \text{ tonnes}$

La Terre = $6\,000$ milliards de milliards de tonnes. ($6\,000\,000\,000\,000\,000\,000\,000$ tonnes)

Faites le calcul, le rapport est de 1 à 150 millions de milliards ou 1/150 millionième de milliard.

Vérification, multipliez $40\,000 \times 150\,000\,000\,000\,000\,000 = 6\,000\,000\,000\,000\,000\,000$

Question : Croyez-vous qu'une quantité aussi infime qu'1/150 millionième de milliard du poids de la Terre puisse influencer sa vitesse de rotation ?

Cette réflexion est valable pour le CO2 lié à l'activité humaine, microscopique. Idem en médecine où ils racontent vraiment n'importe quoi.

Ce sont des faussaires, des falsificateurs, des manipulateurs, des psychopathes malfaisants ou nuisibles qui osent tout. Ils déforment ou salissent tout ce qu'ils touchent, ils ne peuvent plus s'en empêcher, c'est devenu leur raison d'être ou une seconde nature chez eux.

Fake news mainstream pseudo-scientifique.

Souvenez-vous, récemment, le Pr. Raoult affirma que jusqu'à présent les scientifiques du monde entier n'étaient jamais parvenus qu'à identifier ou à établir la carte d'à peine 1% de la totalité du génome humain, les 99% restants demeurant inconnus.

- **En Afrique du Sud, des chercheurs reconstituent le plus ancien génome humain du pays - rfi.fr 24 septembre 2024**

Grâce à des méthodes de pointe, ils sont parvenus à reconstituer leur génome, c'est à dire l'ensemble des gènes qui indiquent aux cellules leur rôle dans l'organisme.

J-C - Et à quelle conclusion sont-ils parvenus ?

RFI - Il s'agit là d'une certaine « *stabilité génétique* » très différente des résultats obtenus en Europe où l'on observe plus de changements. rfi.fr 24 septembre 2024

J-C – Ils le maltraitent tellement, qu'ils vont bien finir par précipiter sa disparition...

L'escroquerie climatique fait partie prenante de la lutte de classe de la réaction.

Conclusion du deuxième Rapport sur l'état des services publics publié mardi 24 septembre, par le collectif "Nos services publics", que franceinfo a pu consulter :

Les services publics sont "fragilisés" et "doivent changer en profondeur" pour "conserver une planète habitable", selon un rapport - francetvinfo.fr 24 septembre 2024

- "Dans un monde incertain", les services publics "portent une logique de droits universels qui constitue un horizon de progrès alternatif, plus compatible avec l'urgence écologique que celui d'une amélioration matérielle inégalitaire des conditions de vie", conclut le rapport. francetvinfo.fr 24 septembre 2024

J-C - Autrement dit, le combat contre les inégalités sociales dont est victime la classe ouvrière, doit être sacrifié au profit des intérêts de la classe des capitalistes, les ressources publiques qui financent les services publics doivent être orientées en priorité en direction des acteurs privés des secteurs industriel et financier qui applique le Green New deal piloté par le forum de Davos.

Ce qui devient "inhabitable", c'est leur société pourrie par tous les bouts, table rase !

Décryptage du discours du Premier ministre Barnier.

Lu.

La novlangue, langue officielle du pays fictif Océania imaginée par George Orwell , est aujourd'hui passée dans l'usage dans le monde réel.

« La novlangue est un instrument d'oppression politique et idéologique dont l'objectif premier est de faire prendre aux Français des vessies pour des lanternes et de camoufler la réalité par le recours à des mots trompeurs, subliminaux ou sidérants. »

« Le principe est que plus l'on diminue le nombre de mots d'une langue, plus on diminue le nombre de concepts avec lesquels les gens peuvent réfléchir, plus on réduit les finesses du langage, moins les gens sont capables de réfléchir, et plus ils raisonnent à l'affect. La mauvaise maîtrise de la langue rend ainsi les gens stupides et dépendants. Ils deviennent des sujets aisément manipulables par les médias de masse tels que la télévision, la radio, les journaux, les magazines, etc. »

Pour mieux comprendre, voici quelques exemples de termes passés dans la novlangue :

- "immigré clandestin" -> "sans papier" -> "migrant"
- "terrorisme islamique" -> "séparatisme"
- "actes criminels" -> "incivilités"
- "opinion divergente" -> "anticonformiste" -> "extrémiste"

- "souverainiste" -> "nationaliste" -> "populiste"
- "lanceur d'alerte" -> "conspirationniste" -> "complotiste"
- "assigné à résidence" -> "confiné"

Beaucoup de gens pensent que parce qu'il dit tout et son contraire, le gouvernement est incompetent. 1984, d'Orwell, a introduit le terme d'injonction paradoxale. Elle est consubstantielle au totalitarisme. Il s'agit d'une technique de manipulation très perverse qui consiste par la double contrainte et l'infantilisation à "*faire disjoncter notre raison*" et à nous transformer en machines serviables. Un individu entré dans un état d'apathie est alors prêt à tout accepter. Voici quelques exemples de paradoxes :

- Pour protéger nos enfants, acceptons de les maltraiter.
- Pour sauver nos aînés, laissons-les mourir de solitude.
- Pour éviter les attroupements, fermons les petits magasins.
- Pour préserver notre santé, fermons les salles de sport.
- Pour sauver nos hôpitaux, détruisons notre économie.

On parle aussi de dissonance cognitive. Au bout d'un moment, le cerveau, il bugue.

Situation politique en France.

Comme si on avait besoin d'un sondage pour le savoir.

Sondage : 61% des Français pensent qu'Emmanuel Macron va gouverner, et non Michel Barnier - Publicsenat.fr 24 septembre 2024

J-C - Rectifions toutefois, ce sont les parrains (de la finance) de Macron qui gouvernent...

Qui s'exprime aussi mal en français ?

- "*L'école réussira pleinement quand l'enfant y sera épanoui, par son corps et par sa tête.*"

Réponse : Anne Genetet, ministre de l'Education nationale.

Peu importe puisqu'elle parle pour ne rien dire :

- **Anne Genetet a en tout cas déjà prévenu que « *le navire ne changera pas de cap* ».**
20minutes.fr 23 septembre 2024

J-C – Pourvu qu'il coule avec son équipage !

En complément.

Le numérique prend de plus en plus de place dans les écoles. Les nouvelles technologies de l'informatique, comme leur nom l'indique, apportent de l'information, mais ne les instruisent pas. On n'apprend plus aux enfants à réfléchir par eux-mêmes dans les écoles, on les informe et on les éduque pour en faire de bons citoyens.

« *Nos enfants ne savent plus lire, ni compter, ni penser. Le constat est terrible, et ses causes moins obscures qu'on ne veut bien le dire.* »

Idiocratie, ou quand la réalité rattrape la fiction.

Retenez qu'une personne instruite mais sans vocabulaire ne produit et ne transmet rien faute de maîtrise de concepts inhérents au langage. L'inverse est, hélas, également souvent vrai.

« *La dictature s'épanouit sur le terreau de l'ignorance.* » 1986 - George Orwell.

Bonjour monsieur, vous êtes qui déjà ?

Gouvernement Barnier : Des inconnus à tous les postes et aucun poids lourd, est-ce un problème pour gouverner ? - 20minutes.fr 24 septembre 2024

Les trente-neuf ministres et secrétaires d'Etat se sont retrouvés à Matignon « autour d'un café pour mieux se connaître », avant de se retrouver pour un premier Conseil des ministres dans l'après-midi.

L'absence de figures expérimentées et bien identifiées du grand public peut-il être un problème pour gouverner ?

Un gouvernement « *de crise* » au complet, mais sans véritables cadors.

Mais est-ce vraiment un problème pour Michel Barnier ? 20minutes.fr 24 septembre 2024

J-C – Réponse, non, puisqu'ils sont juste là pour faire de la figuration le temps d'un CDD, et puis...

20minutes - Oui, la bataille se gagne aussi dans l'opinion.

J-C - Autrement dit, le matraquage médiatique fera le reste. Mais pas que...

20minutes - Non, car c'est un gouvernement en sursis.

J-C - En fait l'essentiel était ailleurs.

20minutes - La question centrale pour ce gouvernement, c'est de ne pas être renversé et de faire voter un budget avant la fin de l'année.

En famille. Quand les extrêmes sont déjà au pouvoir en France.

J-C - L'extrême centre, qui inclut le clan Rothschild de l'oligarchie financière sans doute le plus riche et le plus puissant du monde, ne peut plus gouverner sans le soutien de l'extrême droite, qui ne peut pas exister sans le soutien de clans de la finance.

Sommet sur la démocratie : Pour lutter contre les extrêmes, Macron veut de « nouveaux anticorps » - 20 Minutes/AFP 25 septembre 2024

« *Il faut défendre les valeurs démocratiques et donc il nous faut développer sans doute de nouveaux anticorps pour nous protéger des extrêmes* », a-t-il déclaré au Sommet sur la démocratie présidé par le dirigeant brésilien Luiz Inacio Lula da Silva et le Premier ministre espagnol Pedro Sanchez en marge de l'Assemblée générale des Nations unies à New York.

« *Quand bien même on a défendu les valeurs démocratiques, le bon fonctionnement des institutions, si les idées qui se forment sont déformées ça ne nous emmène pas bien loin* », a-t-il lancé.

Sans ordre public numérique, « *le système volera en éclats* », avec des opinions reposant sur « *des émotions fausses, des fausses informations* », a également martelé Emmanuel Macron, en citant en exemple la régulation mise en place au sein de l'Union européenne en la matière.

20 Minutes/AFP 25 septembre 2024

J-C - Que ce soit la social-démocratie qui se livre à cette imposture est dans l'ordre des choses, puisqu'en période de crise aiguë elle est amenée à monter au créneau et à gouverner pour le compte des capitalistes, avant de céder à nouveau la place au parti de l'ordre ou à l'extrême droite auxquelles elle a préparé le terrain en appliquant finalement la même politique...

Macron en garant des « *valeurs démocratiques* », mais qui prête encore attention à ce qu'il raconte ?

D'ailleurs, ils sont en passe de perdre « *la bataille de l'opinion* » et cela les affole, ce n'est pas pour rien si ce sommet a notamment pour objet de renforcer la censure mondiale sur Internet afin de tenter d'y remédier, en vain, puisque lorsque les difficultés sociales quotidiennes s'accumulent, les émotions cèdent la place à la réflexion, la propagande officielle devient inopérante, car chacun essaie de comprendre ce qui lui arrive et les digues institutionnelles sautent les unes après les autres, jusqu'au jour où « *le système volera en éclats* ».

Je me demande s'il n'est pas en train de me donner raison, car c'est la théorie que je soutiens, bien qu'elle n'ait jamais été validée dans les faits, c'est plutôt une hypothèse à retenir à défaut de mieux, à ma connaissance.

Quand Le Pen est vice Première ministre, "l'arc républicain" se tend à l'extrême.

J-C – Où se situe le point de rupture ? Dans la mobilisation des masses !

La droite et l'extrême droite compatible, franchement, qui l'aurait cru ? C'est nous prendre pour des demeurés, car ils partagent le même fonds de commerce, la même idéologie à quelques nuances

près en fonction des circonstances. Pour la droite ou la réaction, vaudra toujours mieux le fascisme que le socialisme.

Ils le disent eux-mêmes, ils sont "*sans valeur et sans morale*", on ne les contredira pas sur ce point-là.

RN exclu de « *l'arc républicain* » : un premier gros couac gouvernemental - LePoint.fr 25 septembre 2024

"Sans valeur et sans morale" : une partie de la macronie en colère après l'appel de Michel Barnier à Marine Le Pen – BFMTV 25 septembre 2024

Alors que plus d'une centaine de députés macronistes ont sauvé leur siège en juillet dernier grâce au retrait de candidats de gauche au second tour et que les parlementaires vont reprendre la semaine prochaine le chemin de l'hémicycle, la manœuvre de Michel Barnier ne passe pas. D'autant qu'en 2022 et 2024, Élisabeth Borne, alors Première ministre, *n'a eu de cesse d'exclure le RN de "l'arc républicain"*.

Une sortie de route, un recadrage et un rétropédalage. Dans le premier acte, en début de journée sur France Inter, le nouveau ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Antoine Armand, explique que, lors des discussions sur le budget, sa porte sera ouverte à tout le monde... sauf au Rassemblement national. Ce parti n'appartient pas à « *l'arc républicain* », argue-t-il.

« *Le Rassemblement national, face auquel nous avons un front républicain, n'y appartient pas. Il faut être très clair là-dessus* », explique-t-il, tout en y incluant La France insoumise. Cette sortie a « *sérieusement agacé* » Michel Barnier, selon l'entourage du Premier ministre.

« *Il y a eu un recadrage très fort par le Premier ministre, indique-t-on à Matignon* ». Le Premier ministre a appelé Antoine Armand en fin de matinée pour lui rappeler les règles "*clairement et fermement*", à savoir le "*respect des électeurs*" et le "*respect des présidents de groupes représentés au Parlement que le Premier ministre recevra dans les prochains jours/semaines*", a indiqué l'entourage de Michel Barnier à BFMTV. Selon Europe 1, Michel Barnier l'aurait-il mis en garde : « *Encore une comme ça et dehors !* ».

Dans un second temps, Marine Le Pen a réagi à la sortie du nouveau locataire de Bercy. « *Quand j'entends Antoine Armand dire que sa porte est fermée au RN alors que le budget arrive, je pense que le Premier ministre doit aller expliquer à ses ministres la philosophie de son gouvernement, car il semblerait que certains n'aient pas encore totalement compris* », persifle la présidente du groupe RN à l'Assemblée nationale.

Comme l'a révélé *Le Figaro*, Barnier a dû appeler lui-même Le Pen pour la rassurer et lui dire qu'elle serait bien reçue. Dans un troisième temps, le tout dans la même journée, le ministre de 33 ans s'est fendu d'un communiqué de presse pour rectifier le tir.

« *La situation économique et financière de la France réclame une concertation large des élus de la nation, y est-il écrit. Dans la ligne politique fixée par le Premier ministre et comme affirmé dans ses discours de prise de fonction, Antoine Armand [...] recevra toutes les forces politiques représentées au Parlement.* »

« *Le risque, c'est que tout le monde s'y perde très vite entre les déclarations d'Antoine Armand, de Didier Migaud, de Bruno Retailleau ou d'autres. Il faut juste qu'ils la ferment !* » exhorte un député Ensemble pour la République. LePoint.fr et BFMTV 25 septembre

Après le recadrage d'Antoine Armand, qui a exclu ce mardi 24 septembre le Rassemblement national de "*l'arc républicain*", par Michel Barnier, deux députés de la coalition présidentielle (Éric Bothorel et David Amiel) ont affiché sur X leur soutien au ministre de l'Économie. Un autre, Marie-Pierre Rixain, députée de l'Essonne, a affirmé sur le réseau social X (ex-Twitter) : «*Aucune négociation ou compromis avec le RN.*». Et d'apporter son «total soutien au ministre». Albane Branalant, porte-parole des jeunes avec Macron, a également tenu à soutenir le ministre, reprenant à son compte la phrase : «*Le RN n'appartient pas à l'arc républicain.*»

Une autre députée a déclaré à nos confrères de RMC : « *Michel Barnier ne peut pas se comporter comme ça. C'est pas "Marine Le Pen claque des doigts" et Barnier dégomme. Faut pas toucher aux nôtres.* »

"*Que nous fassions des compromis et que nous négocions avec le RN, il en est hors de question. Ça a toujours été notre ligne rouge et je ne soutiendrai pas des compromis avec le RN*", défend aussi le sénateur Renaissance Xavier Iacovelli. BFMTV et RT 25 septembre 2024

Liban.

Bombardements israéliens au Liban : plus de 550 morts en une journée - RT 24 sept. 2024

La journée du 23 septembre fut particulièrement meurtrière pour le Liban. L'aviation israélienne a lancé une campagne de bombardements de grande envergure sur plusieurs régions libanaises, causant la mort de 558 personnes, dont 50 enfants et 94 femmes, ont annoncé ce 24 septembre les autorités libanaises. Selon la même source, 1 835 personnes ont été blessées. Par ailleurs, des dizaines de milliers d'habitants ont fui leurs domiciles.

«*Plus de 1 100 cibles et plus de 1 400 types de munitions ont été ciblés*», a indiqué le porte-parole arabophone de l'armée israélienne Avichay Adraee sur la plateforme X (ex-Twitter). «*Des avions de guerre et des drones de toutes les bases de l'armée de l'air ont décollé et effectué, au cours des dernières 24 heures, environ 650 sorties d'attaque dans le but d'éliminer les menaces*», a-t-il ajouté, affirmant que ces raids avaient ciblé des bâtiments, des véhicules et des infrastructures dans lesquels «*des missiles, des lanceurs de missiles et des drones piégés*» se trouvaient.

Le cybercide du Mossad au Liban et ses répercussions mondiales Réseau Voltaire 24 septembre 2024

Les explosions de bipeurs et de talkie-walkies du Mossad au Liban ne sont pas uniquement des crimes de guerre contre les civils. Ils n'ont pas touché les combattants, mais la force de police du Hezbollah et les civils au milieu desquels ils sont. Ils posent une question de sécurité beaucoup plus vaste. Immédiatement les gardiens de Révolution iraniens ont stoppé net l'usage de matériels électronique fabriqué en Occident, et pas seulement des outils de communication. Israël est le

spécialiste mondial des logiciels espions. Désormais, nous savons qu'ils peuvent non seulement nous écouter à notre insu, mais aussi nous tuer. C'est vrai au Liban et partout dans le monde.

par Alfredo Jalife-Rahme

Israël a, comme c'est le cas avec toutes les lois internationales qu'il piétine sans retenue, bafoué la Convention de Genève et le Manuel du droit de la guerre de la défense états-unienne [1] sur l'interdiction des « *objets piégés* » [2], alors que l'utilisation par Israël d'explosifs électroniques constitue un crime de guerre [3].

Sans parler de la décapitation des chefs du corps d'élite Radwan du Hezbollah par les bombardements israéliens sur le quartier chiite de Beyrouth [4], les liens du Mossad avec plusieurs sociétés écrans ont été révélés : la société hongroise BAC Consulting, qui ne compte qu'un seul employé, intermédiaire de la société hongroise Nortra Global, intermédiaire de la société israélienne Nortra Global, Nortra Global de Bulgarie et son patron norvégien en fuite (l'OTAN est-elle donc impliquée ?) Rinson Jose avec Gold Apollo de Taiwan. Ils ont fait exploser des panneaux solaires et des ordinateurs portables, faisant plus de 3 000 blessés et des centaines de morts !

Politico commente que la guerre de l'électronique au Moyen-Orient fait craindre une guerre de la chaîne d'approvisionnement lorsqu'elle « *pourrait déclencher la reconnaissance des vulnérabilités auxquelles sont confrontées les entreprises technologiques ayant des activités de fabrication à l'échelle mondiale* » [5]. Le *Financial Times* se réjouit que le Hezbollah ait été battu et affaibli après les coups qu'Israël lui a portés « *au cours de sa pire semaine* » [6]. The Economist affirme que grâce à sa guerre électronique, Israël a ensanglanté le Hezbollah, mais qu'il est enfermé dans une guerre d'usure où « *deux frappes contre la milice chiite ne changeront peut-être pas le dilemme stratégique d'Israël au Liban* » [7]. Mounir Rabih de L'Orient Le Jour estime que le Hezbollah encaisse les coups et prépare sa revanche : franchira-t-il le Rubicon alors que « *selon des sources diplomatiques concordantes, les Israéliens ont donné quelques jours au parti chiite pour accepter la proposition de solution politique de l'Union européenne* » [8] ? 20 jours avant le cybercide, le commandement sud des États-Unis (Southcom), dirigé par le général Laura Richardson, a abordé le sujet brûlant de la cybersécurité lors de sa réunion à Santiago, au Chili, avec des « *responsables de la défense sud-américains* » [9].

Le système de cybersécurité mexicain a été détourné par un logiciel que les gouvernements néolibéraux mondialistes ont acheté à Israël - impliquant prétendument Genaro García Luna (emprisonné à New York), Tomás Zerón (réfugié en Israël), Cárdenas Palomino (arrêté pour torture), l'irréprochable Eduardo Margolis Sobol, un agent du Mossad [10]. Le problème le plus grave est que « *des cyber-nationaux israéliens espionnent des journalistes et des activistes au Mexique* » [11], dont les appareils électroniques peuvent exploser à des fins de vengeance politique.

Il s'avère maintenant que Candiru est « *bien plus malveillant que Pegasus* » [12], alors que « *Demoman et Team Jorge d'Israël sont à l'origine d'une cyberdésinformation dans 33 (sic) pays (dont le Mexique)* » [13]. Qui protégera les citoyens mexicains des représailles électroniques d'Israël et de ses alliés sayanim [14] ? Le solipsisme israélien en matière de guerre électronique a déjà commencé à produire son effet boomerang, les pays du Moyen-Orient demandant d'urgence des appareils fabriqués en Chine (et non à Taïwan !).

Le deuxième jour du cybercide du Mossad au Liban a éclipsé la résolution non contraignante de l'Assemblée générale de l'ONU pour le retrait d'Israël des territoires palestiniens occupés dans un délai maximum de 12 mois [15]. Voyons ce qu'il restera de l'ancienne Palestine et du Sud-Liban dans les 12 prochains mois, lorsque Netanyahu aura carte blanche des Démocrates et des

Républicains des États-Unis. Aujourd'hui, il n'existe aucun endroit sûr sur la planète où des pays naïfs manquant d'autosuffisance en matière de cybersécurité utilisent les logiciels d'Israël et son savoir-faire à double tranchant qui peut être transformé en cheval de Troie électronique.

Notes :

[1] Law of War manual, US Department of Defence (2015).

[2] Article 7 - Prohibitions on the use of booby-traps and other devices, Protocol on Prohibitions or Restrictions on the Use of Mines, Booby-Traps and Other Devices as amended on 3 May 1996 (Protocol II to the 1980 CCW Convention as amended on 3 May 1996), ICRC.

[3] « Paging The Hague : Israel's Exploding Electronics Might Be War Crimes », Jonah Valdez, The Intercept, September 19, 2024.

[4] « At least 45 killed in Israeli strike on suburb in Lebanon's Beirut », Al Jazeera, September 22, 2024.

[5] « Middle East pager attacks ignite fear of supply chain warfare », Ari Hawkins and Joseph Gedeon, Politico, September 19, 2024.

[6] « 'Battered and weakened' : Israel deals Hizbollah its worst ever week », Financial Times, Raya Jalabi, Andrew England & James Shotter, September 21, 2024.

[7] « Israel has bloodied Hezbollah but is stuck in a war of attrition », The Economist, September 18, 2024.

[8] « Le Hezbollah encaisse les coups et prépare sa revanche : le Rubicon sera-t-il franchi ? », Mounir Rabih, L'Orient-Le Jour, 21 septembre 2024

[9] « South American Defense Leaders Meet in Chile to Discuss Regional Threats, Cooperation », U.S. Southern Command Public Affairs, August 29, 2024.

[10] « NSO, de Israel, hackea con código maligno Pegasus a mil 500 millones de usuarios de WhatsApp », Alfredo Jalife-Rahme, La Jornada, 15 de mayo de 2019.

[11] « Cibertransnacionales de Israel espían a periodistas y activistas en México », Alfredo Jalife-Rahme, La Jornada, 18 de julio de 2021.

[12] « Candiru, mucho más maligno que Pegasus //Netanyahu y Jared Kushner, en la picota », Alfredo Jalife-Rahme, La Jornada, 21 de julio de 2021.

[13] « Demoman y Team Jorge de Israel, detrás de la ciberdesinformación en 33 (sic) países (incluido México) », Alfredo Jalife-Rahme, La Jornada, 19 de febrero de 2023.

[14] « El Mossad y su red de pequeños ayudantes, los Sayanim », David Miller, El Mayadin.

[15] « UN General Assembly overwhelmingly calls for end of Israeli occupation », Al Jazeera, September 18, 2024.

Palestine occupée.

«*Netanyahou, tout comme Hitler, doit être arrêté par une alliance de l'humanité*», estime Erdogan - RT 24 sept. 2024

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a exhorté ce 24 septembre la communauté internationale à stopper «*le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahou, de la même manière qu'elle a agi face au dictateur nazi Adolf Hitler des générations auparavant*».

«*L'attitude d'Israël démontre l'urgence pour la communauté internationale de mettre en place un mécanisme de protection pour les civils palestiniens*», a souligné le dirigeant turc dans son discours à la 79e Assemblée générale de l'ONU à New York. Des propos tenus au lendemain d'une série de frappes israéliennes sur le Liban qui ont tué plus de 500 personnes.

«*Tout comme Hitler a été arrêté par l'alliance de l'humanité il y a 70 ans, il est impératif que Netanyahou et son réseau de meurtriers soient également stoppés par cette même alliance*», a-t-il poursuivi.

Le président turc a également fustigé ceux qui «*prétendent travailler pour un cessez-le-feu tout en continuant d'envoyer des armes et des munitions à Israël pour qu'il poursuive ses massacres*», dans une attaque à peine voilée à l'encontre des États-Unis.

Concernant l'assaut israélien sur la bande de Gaza, le président Erdogan a souligné la dimension tragique de la situation en affirmant que plus de 41 000 Palestiniens avaient perdu la vie depuis qu'Israël a entrepris sa riposte à la sanglante attaque du Hamas du 7 octobre. «*Plus de 17 000 enfants ont été la cible des balles et des bombes israéliennes*», a-t-il déclaré.

«*En conséquence des attaques d'Israël, Gaza est devenu le plus grand cimetière du monde pour les enfants et les femmes*», a-t-il déploré, d'après l'agence turque Anadolu.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 30 septembre 2024

La lutte de classes à mort.

Si nous avons acquis un droit de vie ou de mort sur chacun d'entre vous, qu'allez-vous imaginer, c'était pour en user jusqu'à la dernière goutte de sang de vos enfants s'il le faut !

S'il m'est permis de me livrer à des massacres en masse de civils, hommes, femmes et enfants, de qui bon me semble où je veux quand je veux, c'est parce que toutes les institutions politiques nationales et internationales existantes les cautionnent et me garantissent l'impunité.

Mieux, les grandes puissances impérialistes et coloniales occidentales (et pas que) me fournissent des matières premières, des armes et les fonds pour réaliser ces massacres, et si leurs concurrents font preuve d'une neutralité bienveillante à mon égard, c'est uniquement parce que nous partageons finalement les mêmes intérêts et nous n'avons qu'un seul ennemi, tous les peuples sans exception et le socialisme ou le communisme.

En guise d'avertissement : Malheur aux acteurs politiques téméraires et inconscients qui l'ignorerait, aux petites nations à l'indépendance insolente qui oseraient nous résister ou s'aventureraient à nous provoquer, car tous seraient également éliminés ou toutes seraient détruites d'une manière ou d'une autre. Que tous sachent une fois pour toute, que notre détermination est sans faille et que notre morale nous commande d'agir selon les principes suivants : Notre force est le glaive par lequel notre droit et nos règles immuables doivent s'imposer à tous inconditionnellement.

Nous ne sommes que les exécutants d'une stratégie planifiée par le clan de l'oligarchie financière qui trône au sommet du capitalisme mondial à Davos et à Bilderberg, préoccupée par la préservation du système économique capitaliste dont elle tire ses richesses et son pouvoir, système économique auquel tous les Etats présents à l'ONU sont subordonnés sans exception.

A bon entendeur salut ou à mort !

Cela fait froid dans le dos, n'est-ce pas ? C'est le monde abominable et terrifiant dans lequel nous vivons aujourd'hui. A chacun d'en déduire librement en fonction de sa conscience ou de ses connaissances ou expériences, les conclusions politiques qui s'imposent : Laisser faire, faire preuve de neutralité ou de passivité ou au contraire, résister, se mobiliser, s'organiser.

Pendant ce temps-là, les sionistes nazis et les nazis ukrainiens armés par les puissances occidentales bombardent tranquillement le Liban, Gaza, la Syrie, l'Irak et la Russie...

Vous ne trouvez pas que cela pue de plus en plus la pourriture fasciste ou le totalitarisme en occident, jusqu'au sommet des institutions. Etrange pour des peuples évolués, ceci doit expliquer cela :

INSEE- Caractéristiques des personnes en emploi par groupe socioprofessionnel en 2021

- Agriculteurs : 1,5%
- Artisans, commerçants et chefs d'entreprise : 6,5%
- Cadres : 21,6%
- Professions intermédiaires : 24,7%
- Employés : 26,2%
- Ouvriers : 19,1%

J-C – Je rappelle que je suis issu d'un milieu ouvrier très pauvre.

Mon père était menuisier en bâtiment, ma mère au foyer, car handicapée du dos suite à un accident de trapèze dans un cirque au cours de sa jeunesse, trois enfants. Ma première épouse était sténodactylo, son père travaillait à la chaîne chez BIC, sa mère était femme de ménage. Ma seconde épouse, indienne, était misérablement pauvre. Ma compagne indienne depuis 12 ans également, illettrée en plus, mariée à 12 ans, violée à 13 par son époux violent et alcoolique, veuve depuis 33 ans ou la naissance de son troisième enfant... Je vis en Inde depuis 1996, j'avais passé 2 ans auparavant dans ce pays en 1991 et 1992. Je ne suis entouré que de pauvres, c'est cet océan de pauvreté et de courage, de souffrance aussi, qui me sert de bouée de sauvetage pour ne pas sombrer dans la dépression, qui alimente constamment ma détermination.

Dès que quelqu'un aborde le sujet de la pauvreté en France, je me demande toujours s'il sait vraiment ce que cela signifie, car la pauvreté ne se manifeste pas de la même manière à toutes les époques ou partout dans le monde, peu importe, puisqu'il existe un facteur qui permet de la reconnaître sans craindre de se tromper, c'est la précarité absolue.

Comment allons-nous faire pour manger demain, pour régler notre facture d'électricité, mettre de l'essence dans le réservoir pour aller travailler, pour rembourser nos créanciers qui nous menacent, etc. ? Gare à celui qui tombe malade ou qui a un accident, car les conséquences seront dramatiques! Gare à l'inconscient qui gaspillerait le peu d'argent dont il disposait pour faire vivre sa famille, car ne pouvant donner d'explication ou rendre des comptes, le ton monterait, les esprits s'échaufferaient rapidement, la situation dégènerait et la violence prendrait inmanquablement le dessus... J'ai affaire à cela régulièrement autour de moi, j'aurais des centaines d'histoires bien tristes à vous raconter. Pour autant, il faut maîtriser ses émotions et ses nerfs, prendre un peu de recul pour réfléchir sereinement à la signification de chaque expérience et en tirer des leçons.

Qu'on se comprenne bien, jamais je n'accablerai un pauvre, somme toute aucun travailleur, car je sais trop bien ce que cela signifie d'être pauvre, on ne le choisit pas. On ne choisit pas non plus le lieu, le pays, la famille, le milieu ou les conditions sociales qui vont nous être imposées à notre naissance, tout au long de notre vie, ni même la couleur de notre peau, de nos yeux ou de nos cheveux, notre langue, nos mœurs et coutumes, notre mode de vie ou de pensée, absolument rien.

Alors qui oserait nous juger, de quel droit ? Qui voudrait nous en faire le procès serait bien mal avisé ou serait une sorte de petit dictateur en herbe s'il insistait. Sachez qu'être pauvre est une injustice que l'on vit toujours très mal, une malédiction, un cauchemar au quotidien, en plus des humiliations qu'on doit subir, parce qu'on nous accuse d'en être responsable, le comble de l'ignominie.

Voyons rapidement ce qu'il en est en France.

Etre ouvrier ou employé ne signifie pas obligatoirement avoir un salaire misérable, 3,3 millions sont au smic (17,3%) en 2023, autant doivent graviter autour, cela dit, cela ne prouve rien, il faut aller beaucoup plus loin pour se faire une idée précise de la situation sociale en France. Ici, je ne fournis qu'un minimum de données, les lecteurs compléteront s'ils le souhaitent.

Certes, employés et ouvriers représentent 45,3%, mais si on prend en compte les foyers où il y a deux salaires, leur statut social et leur mode de vie les apparentent aux classes moyennes, seule une minorité est pauvre. Peu importe qu'elle représente 14 ou 25% de la population totale, quand entre 75 et 86% n'est pas concernés. Il faut regarder les choses en face : qu'est-ce que cela peut bien leur foutre la misère (en France) ou la guerre qui sévissent ailleurs dans le monde, vous voulez me le dire ? C'est ainsi et il faut faire avec. Ils ignorent pourquoi, donc ne vous acharnez pas dessus. Le raisonnement est évidemment le même chez les classes moyennes, en pire plus on gravit l'échelle sociale, sauf rares exceptions.

On aurait peut-être mieux fait d'essayer de recruter parmi les travailleurs les plus défavorisés, au lieu de lorgner vers les mieux lotis, une solution de facilité en somme qui ne nous a pas réussi si on en juge par le bilan politique catastrophique ou nul, n'est-ce pas ? On avait le temps devant nous, plus de 75 ans. Vous imaginez, on a passé notre temps à recruter des centaines de milliers de militants qui n'ont jamais adopté le matérialisme dialectique pour interpréter le monde, et qui les uns après les autres se sont détournés du marxisme et du socialisme au profit du réformisme bourgeois ou du capitalisme. Bref, énormément d'énergie et de bonnes intentions ont été dépensées en pure perte en somme, puisque nous avons échoué à doter le prolétariat d'une nouvelle direction politique. Quelle misère !

Même si les conditions ne permettaient pas de mettre fin au capitalisme dans l'immédiat, on aurait peut-être pu se doter d'un appareil, de dirigeants et de cadres pour le moment venu être prêt à l'affronter, d'autant plus que rien ne dit qu'un tel processus une fois enclenché et bien rodé, n'aurait pas permis de hâter sa chute ou de créer les conditions subjectives pour le renverser. Pourquoi devrait-on rejeter cette stratégie puisque toutes les autres ont échoué ?

De nombreuses données complémentaires figurent sur Internet, dans le portail de l'INSEE notamment.

En complément :

Relevé de quelques prix et salaires aux 19^{ème} et 20^{ème} siècles

<http://nlghistoire.fr/documents/NLGH%20-%20prix%20&%20salaires%2019-20%C3%A8me%20si%C3%A8cles%20a.pdf>

Les ouvriers dans la société française, XIX^o XX^o siècle.

<https://www.pedagogie.ac-nantes.fr/lettres-histoire/bibliotheque/les-ouvriers-dans-la-societe-francaise-xix-xx-siecle--682535.kjsp>

Colonialisme. Non seulement ils pillent leurs ressources, ils leur renvoient leurs déchets.

AFP - De nombreux pays occidentaux font sous-traiter la gestion de leurs déchets en Asie ou en Afrique.

Le commerce de déchets représente entre 44 et 70 milliards d'euros par an selon les estimations. Pour sa partie illégale, les montants vont de 9 à 11 milliards par an selon le Groupe d'action financière (GAFI)

A travers la planète, chaque année, deux milliards de tonnes de déchets sont produits. Un chiffre qui devrait passer à 3,4 milliards d'ici 2050, selon la Banque mondiale. AFP 28 septembre 2024

J-C – Il ne s'agit que de déchets industriels...

Totalitarisme. Big Brother ordonnent que «les citoyens se comportent au mieux».

L'intelligence artificielle pour garantir que «les citoyens se comportent au mieux» ? - RT17 sept. 2024

Le milliardaire américain Larry Ellison a déclaré que son nouveau système de surveillance, renforcé par intelligence artificielle (IA), permettra de s'assurer que «les citoyens se comportent au mieux». Ce système de suivi comprendra des caméras de vidéosurveillance dans les rues, des caméras portées par les policiers, des caméras de sonnette et même des caméras sur les voitures.

«Chaque policier sera surveillé en permanence et, en cas de problème, l'IA le signalera et le transmettra à la personne appropriée. Les citoyens se comporteront au mieux parce que nous enregistrons et signalons en permanence tout ce qui se passe», a déclaré Larry Ellison.

Selon le classement du magazine Forbes, Larry Ellison est la deuxième personne la plus riche du monde et sa société Oracle recherche activement des opportunités de développement dans le secteur de l'IA. Elle a même des projets communs avec SpaceX d'Elon Musk, lequel, en mars dernier sur son compte X, a réclamé une pause dans le développement de l'IA. RT17 sept. 2024

Totalitarisme. Partout la même stratégie de la peur et du fascisme pour gouverner.

J-C – De Tel Aviv à Paris, Rome, Viennes, Buenos Aires, sans parler des tentatives récentes ou à venir, Caracas, Berlin, Madrid, etc. Manifestement en haut ils ne peuvent plus gouverner comme avant, le vernis démocratique de leur dictature est en train de tomber, parce que pour imposer aux masses qui résistent les conséquences de la survie du capitalisme en crise, ils doivent recourir dorénavant à la violence, au harcèlement, aux menaces, à la censure, aux violations des libertés

individuelles et collectives, au coup d'Etat institutionnel, à la répression de tous les opposants (organisés ou non) à leur régime.

Reste qu'en bas, dans les pays les plus développés occidentaux, la majorité continue de vivre comme avant sans s'en trop s'en soucier, parce que ses conditions sociales lui permettent encore. Jusqu'à quand, c'est apparemment une question qu'elle ne s'est pas encore posée ou plutôt qu'elle évite de se poser, ignorant que son destin en dépend largement, car s'il advenait qu'il soit trop tard le jour où elle se la posera, elle serait démunie pour affronter la prochaine offensive de la réaction qui lui est réservée, d'où la nécessité de s'organiser dans le mouvement ouvrier sans perdre un jour de plus en tergiversation. Elle se retrouverait dans les pires conditions, privée à la fois de direction et de liberté pour mener son combat politique.

Autriche : L'extrême droite en tête des législatives, après des funérailles d'un élu marquées par un chant nazi - 20 Minutes/AFP 29 septembre 2024

Le Parti de la Liberté (FPÖ) Herbert Kickl obtient 29,1 % des suffrages, soit un bond de 13 points comparé au précédent scrutin de 2019, selon les projections publiées à la clôture du vote. Les conservateurs de l'ÖVP menés par le chancelier Karl Nehammer arrivent en deuxième position, avec 26,2 % des voix.

Mais Herbert Kickl, si extrême qu'aucun parti ne veut gouverner avec lui, est loin d'être assuré d'accéder à la chancellerie.

Faites tomber les masques. L'extrême droite est inféodée à l'UE-BCE-OTAN, aux Etats-Unis-Fed-Pentagone, à l'oligarchie financière anglo-saxonne et internationale.

L'Italie de Giorgia Meloni, nouveau chantre de la discipline budgétaire - AFP 27 septembre 2024

Le gouvernement italien de Giorgia Meloni se pose en héraut de la discipline budgétaire en affichant vendredi des objectifs ambitieux pour juguler les déficits et n'hésite pas à solliciter les grandes entreprises pour renflouer les comptes publics.

Pas question toutefois d'instaurer une nouvelle "taxe sur les surprofits" des banques, assure le ministre, qui cherche à négocier avec elles des moyens de contribuer volontairement aux finances publiques.

La coalition de droite et d'extrême droite prévoit de ramener le déficit public dès 2026 à 2,8% du Produit intérieur brut (PIB), bien en dessous du plafond de 3% fixé par le Pacte de stabilité européen.

Grâce à des recettes fiscales accrues, Rome compte réduire le déficit à 3,8% du PIB cette année, contre 7,2% en 2023, un objectif plus ambitieux que le ratio de 4,3% envisagé lors des dernières prévisions en avril.

Mais le ratio de l'énorme dette de l'Italie, soit 134,8% du PIB en 2023, devrait encore continuer à augmenter avant d'amorcer une décrue à partir de 2027.

En cause, des primes vertes très généreuses pour la construction lancées en 2020 par le gouvernement de Giuseppe Conte qui continuent à plomber les comptes.

Le gouvernement Meloni peine à boucler le projet de budget 2025 et financer certaines promesses électorales, dont des baisses d'impôts pour les revenus modestes et des mesures pour relancer la natalité.

Réduction des déficits oblige, le budget s'annonce très serré et devrait contenir des mesures pour environ 25 milliards d'euros, dont le coût devrait être compensé en partie par des coupes dans les dépenses.

L'Italie prévoit dans son plan une hausse moyenne limitée à 1,5% par an de ses dépenses publiques nettes sur la période de redressement. AFP 27 septembre 2024

S'ils l'avouent eux-mêmes, on ne les contredira pas.

Gouvernement Barnier : Les discours de Bruno Retailleau sont d'extrême droite, estime Eric Ciotti - 20 Minutes 26 septembre 2024

Bruno Retailleau a-t-il hésité à s'allier au Rassemblement national en juin dernier ? C'est en tout cas ce qu'affirme Eric Ciotti selon lequel le nouveau ministre de l'Intérieur « *a eu des interrogations* » à l'imiter. Ce n'est en tout cas pas sa ligne politique qui l'en aurait empêché, selon le nouveau président de l'Union des droites pour la République (UDR), qui estime que son ancien collègue « *tient les mêmes discours* » que l'extrême droite.

Avec Bruno Retailleau, « *nous avons porté les mêmes textes* », s'est souvenu le député des Alpes-Maritimes sur BFMTV/RMC à propos des mesures ajoutées in extremis à la loi immigration par la droite en échange de son vote, mesures qui ont pour la plupart été censurées par le Conseil constitutionnel. 20 Minutes/AFP 26 septembre 2024

La montée de l'extrême droite en Allemagne provoque une crise chez la vermine.

En Allemagne, les dirigeants des Verts démissionnent après des revers électoraux - Courrier International 26 septembre 2024

Ce jeudi 26 septembre, la Frankfurter Rundschau affiche en couverture le célèbre logo du parti écologiste allemand, mais avec une fleur jaune dégoulinante, ainsi qu'un titre qui pourrait être traduit par "*Mise au vert*". En effet, l'Alliance 90/Les Verts, le parti précurseur en Europe des idées écologistes, n'a plus de direction.

Mercredi 25 septembre, dans le bureau berlinois du parti, Ricarda Lang et Omid Nouripour, à la tête du parti depuis 2022, ont annoncé leur démission ainsi que celle de leur équipe. "*Le parti a besoin de nouveaux visages pour sortir de cette crise*", a déclaré Ricarda Lang, lors d'une courte prise de parole. Sur X (Twitter), la trentenaire a annoncé avoir pris cette décision en vue des élections fédérales qui auront lieu fin septembre 2025

Les Verts traversent une tempête depuis quelque temps. En juin dernier, aux élections européennes, le parti, qui figure parmi les formations politiques écologistes les plus fortes d'Europe, n'a recueilli que 11,9 % des voix, contre 20,5 % en 2011. Et au niveau régional, les élections qui ont eu lieu le 1er septembre en Thuringe et le 22 dans le Brandebourg "*ont exclu les Verts des gouvernements dans ces deux Länder. En Saxe, ils ont à peine dépassé la barre des 5 %*", rappelle la Frankfurter Rundschau.

Des résultats qui n'étonnent pas puisque, au niveau fédéral, Les Verts, qui font partie de la coalition à la tête du pays avec les sociaux-démocrates du SPD et les libéraux du FDP, ont fortement perdu de leur aura avec leur proposition de loi sur l'interdiction d'installer des chauffages au gaz et au fioul et le projet de suppression des subventions sur le gazole agricole. Courrier International 26 septembre 2024

Eric Ciotti s'est fait voler la vedette ou le gouvernement Barnier n'est pas suffisamment à droite.

"Ce sont des otages" : Éric Ciotti estime que le gouvernement de Michel Barnier "n'est pas de droite" - BFMTV 26 septembre 2024

Invité de BFMTV ce jeudi 26 septembre, le député des Alpes-Maritimes Éric Ciotti a affirmé que le gouvernement de Michel Barnier "*n'est pas de droite*", estimant de surcroît qu'il n'a "aucun avenir".

Pour Éric Ciotti, le constat est clair, le gouvernement de Michel Barnier n'est pas de droite, au mieux: "*C'est un alibi*", jure celui qui a fait alliance avec l'extrême droite aux élections législatives. Au sein du nouveau gouvernement, les membres de son parti "sont des otages", juge-t-il encore.

Sous cette couverture, le nouveau gouvernement est en réalité "*macroniste*". "*Il est fait, voulu, manipulé par monsieur Macron du début à la fin*", avance encore le député des Alpes-Maritimes, estimant que ses anciens amis sont tombés dans un "piège". BFMTV 26 septembre 2024

Trois commentaires adressés à différents blogs (et publiés).

1- Révoludroit : un projet collectif pour une société alternative

<https://reseauinternational.net/revoludroit-un-projet-collectif-pour-une-societe-alternative>

(Réseau Internationale = 1,2 million de visites mensuelles.)

- Comment légitimer l'ordre établi en se faisant passant pour une de ces opposantes, mode d'emploi.

Valérie Bugault, docteur en droit et analyste de géopolitique juridique :

- « *Ceux qui sont au pouvoir aujourd'hui ne sont pas vraiment les décideurs. Ils sont dépossédés de la responsabilité de leurs actes, ils sont même dépossédés de l'initiation de leurs actes. Lorsqu'on restaure le lien inaliénable entre pouvoir et responsabilité, cela permet la légitimité du pouvoir.*

Quand il n'y a pas de responsabilité, il n'y a pas de légitimité au pouvoir. S'il n'y a plus de légitimité, il y a une contestation du pouvoir et donc il n'y a plus de vivre-ensemble. »

Les idéologues de la classe dominante, recrutés et sélectionnés ou tout simplement acquis à sa cause, ont pour mission en recourant à des artifices d'ordre juridique et des sophismes, d'établir des théories à caractère démagogique agrémentées de vertus démocratiques imaginaires destinées à justifier la pérennité du système économique basé sur les inégalités sociales, l'exploitation et l'oppression, de manière à pouvoir préserver ses privilèges, son hégémonie sur toutes les classes, son pouvoir.

Il faut bien comprendre qu'en dehors du capitalisme basé sur la propriété privée des moyens de production et de la répartition des richesses, et le socialisme basé sur la propriété collective des moyens de production et de la répartition des richesses, il n'existe pas de "*modèle de société alternative*", parce qu'il n'existe rien entre ou en dehors de l'exploité et de l'exploiteur, de l'opprimé et de l'opresseur, c'est aussi simple que cela, soit on est l'un, soit on est l'autre. Partant de là, à chacun de choisir son camp et d'en assumer toutes les conséquences.

Ajoutons, que de tout temps ce n'est pas le droit qui précède l'économie, mais l'inverse, c'est le b.a.-ba de l'économie politique que Valérie Bugault ignore ou piétine. De la même manière que les idées sont le produit de la matière ou du cerveau et non l'inverse, le monde extérieur existait avant et existera après nous, il n'a pas besoin de nous pour exister, c'est le b.a.-ba de la philosophie de la nature. Dit autrement, ce sont les conditions matérielles ou sociales et non la conscience des hommes qui déterminent leurs idées et comportements, c'est le b.a.-ba de la logique. On aurait pu évoquer le monde inorganique et organique régit par les mêmes lois dialectiques matérialistes, etc.

2- On en aurait presque oublié qu'on défendait une cause au GS!

Le plus étonnant ou déconcertant, incroyable à bien des égards pour peu qu'on le découvre seulement maintenant, c'est de constater qu'il y en a encore beaucoup pour croire Macron, l'UE, l'OMS, Gavi, les Fondations Gates et Rockefeller, le Forum économique et mondial de Davos, etc. pour partager leur stratégie ou analyse, leur rhétorique et argumentation qui relève de la pure propagande (de guerre) et non de la science, leurs conclusions ou objectifs politiques (donc économiques). Pire, ils vont jusqu'à défendre les moyens et les méthodes policières auxquels ils ont eu recours pour l'appliquer et parvenir à leurs fins parce qu'ils sont indissociables, le nier n'y changeant rien. Ils n'hésitent pas à se positionner à leur côté et à leur prêter main forte pour faire le sale boulot à leur place, afin de mâter ou réprimer leurs opposants en recourant à des procédés déloyaux ou malhonnêtes pour les discréditer, les faire taire ou les éliminer... Pourquoi agissent-ils ainsi ? Parce que voyez-vous, ils considèrent que ceux qui détiennent tous les pouvoirs et sont à l'origine de toutes ces mystifications et guerres depuis plus d'un siècle, etc. ceux qui gouvernent possèderaient une morale irréprochable, puisqu'ils le revendiquent eux-mêmes, ils seraient bourrés de vertus, de principes, de scrupules qu'il serait mal venu de leur contester, à tout prendre, ils méritent qu'on les croit sur parole ou non, quelle importance cela peut-il avoir (en régime totalitaire), vous n'iriez pas jusqu'à les soupçonner d'avoir menti un jour délibérément à leur peuple, n'est-ce pas, ces croyants sont prêts à le jurer ou à leur servir de témoins.

Mais pourquoi, diable, seraient-ils tombés sur la tête ? Pas vraiment. En fait, ils sont inconscients d'être influencés (corrompus) idéologiquement, aveuglés par leur propre ignorance et leur condition sociale confortable (l'une masquant l'autre), ils vouent un culte au pouvoir comme le dernier des arriérés, qui entre nous, auraient de quoi leur en vouloir, je suis leur représentant ici. Faibles d'esprit

ou idiots que vous êtes, pourquoi refusez-vous d'admettre l'évidence, à savoir que les philanthropes ou humanistes qui officient au sommet du capitalisme mondial sont animés de bonnes intentions envers tous les peuples, qu'ils n'ont qu'un seul souci en tête, leur bien-être et leur santé, la paix entre les peuples. Reconnaissez-le, parbleu, esclave, baissez les yeux, la tête, courbez l'échine, faites preuve d'humilité, à genou, repentez-vous misérable pécheur, confessez-vous, leur sentence sera clémente, pour peu que vous expiez tous les crimes (de lèse-majesté) que vous avez commis envers ces suzerains si charitables en collaborant avec eux ou que vous cessiez une fois pour toutes de contester leur pouvoir et d'importuner leurs agents, en guise de châtiment ils vous laisseront la vie sauve, pour cette fois, vous êtes décidément trop bon monseigneur, quel cauchemar !

Comment peut-on s'avilir à ce point-là, faire preuve d'autant de démagogie, d'hypocrisie ou de soumission, par ignorance ou inconscience, sans accabler ou juger personne, puisqu'on n'a évoqué que des conditions (implicitement par manque de place) ou des comportements, des idées, qui fort heureusement peuvent évoluer au cours de la vie, sinon on en serait encore à l'état de primate. Ce qui fait manifestement défaut, c'est l'absence de logique en toute chose, de mesure ou de nuance qui amène à tout confondre, la cause et la conséquence, les moyens et les objectifs, le principal du secondaire, etc. ce qui se traduit par de graves erreurs d'appréciation indéfendables qui tournent au déni, à l'affrontement ou au procès d'intention. Quand on propose de s'en tenir aux faits, on a l'impression de parler une langue inconnue ou inaudible, aller plus loin ne servirait à rien, on perdrait son temps.

3- Merci à @Anonyme d'avoir sauvé l'honneur du GS.

Je constate qu'à l'époque de l'article (14 décembre 2020) dont vous nous avez fourni le lien, les mêmes négationnistes sévissaient déjà en bande organisée. Ils n'ont rien appris, bien au contraire.

Pour s'exprimer sur n'importe quel sujet et en tirer des conclusions pratiques, il suffit d'avoir étudié et développé un esprit critique aiguisé, ce qui n'est pas donné à tout le monde comme l'illustre quelques réactions fielleuses qu'on a pu lire suite à mes commentaires, qui se voulaient pédagogiques et dévoués à la vérité ; quelle horreur, s'écrieront-ils en meute, je leur accorde par avance selon leurs critères!

La milice veille, voilà qu'il y en a qui voudraient me dénoncer pour pratique illégale de la médecine pour avoir fourni à des Indiens des molécules prises par des milliards d'habitants parfaitement inoffensifs, c'est là qu'on s'aperçoit qu'on a affaire à des gens particulièrement mal intentionnés et à l'esprit étriqué, dépourvus de tout esprit critique, comme on dit bêtes et méchants.

Pour aggraver mon cas, j'avoue le crime d'avoir fourni des médicaments à des dizaines de personnes de mon village de 1 à 80 ans au cours des 11 dernières années, antiviraux, antibiotiques, anti-inflammatoire, analgésiques (paracétamol faiblement dosé), une crème à base d'antibiotique pour les plaies persistantes et purulentes, etc. ainsi qu'aux membres de la famille de ma compagne.

De son côté, ma compagne réputée pour ses massages, a massé autant de personnes, surtout des femmes âgées pour soulager leurs douleurs, des jeunes victimes d'accident de la route ou du travail, le tout gratuitement et toujours accompagné d'un jus de fruits ou d'un thé vert, de gâteaux secs pour les enfants, parfois des repas entiers à ceux qui avaient faim, et d'un petit mot réconfortant, cela ne fait jamais de mal, excepté toutefois aux calomnieurs qui sévissent ici, il ferait mieux de réserver leurs coups à Macron et à son gouvernement.

À cette page, vous trouverez plus de 500 articles, études et vidéos (peut-être depuis retirées par YouTube) que j'ai proposés aux lecteurs de mon blog entre février 2020 et août 2021, par la suite, j'en ai publiés au moins autant, mais j'ai cessé de mettre à jour cette rubrique, estimant que les éléments dont nous disposons pour démonter la mystification hygiéniste étaient largement suffisants, cependant on peut en trouver la trace dans les causeries.

www.luttedeclasser.org/covid.htm

Maintenant, il est vrai qu'on a tous aussi racontés des bêtises, y compris les professeurs Raoult et Perronne, c'est inévitable en période de crise (y compris en politique), car on ignore bien des choses sur la situation réelle. L'essentiel consiste à l'admettre et à les corriger par la suite, pour finalement ne retenir que les éléments qui servent notre cause ou notre santé en l'occurrence. On peut contester ce principe, mais je crains que dans ce cas-là, on se vautre dans la turpitude à défaut de parvenir à le justifier.

Situation sociale en France.

La Bourse ou le manège "enchanté".

La Bourse de Paris enchantée par la Chine, le luxe brille - AFP 26 septembre 2024

La Bourse de Paris évolue en forte hausse jeudi matin, dopée par de nouvelles mesures de relance en Chine dans le sillage d'un plan annoncé plus tôt dans la semaine pour soutenir la croissance de la deuxième puissance économique mondiale.

"Paris a ouvert la voie avec un grand rallye pour les valeurs du luxe sur les nouvelles de la Chine", le secteur étant très exposé à la consommation chinoise, commente Neil Wilson, analyste pour Finalto.

Le géant LVMH bondissait de 7,13% à 661,50 euros, Hermès grimpait de 6,10% à 2.156 euros et Kering s'envolait de 7,45% à 246 euros. Ailleurs sur la cote, Christian Dior s'octroyait 6,35% à 620 euros.

Désenchantement dans l'autre camp ou comment ils comptent se gaver encore davantage.

Électricité, assurances, mutuelles : pourquoi tout va augmenter en 2025 - LePoint.fr 26 septembre 2024

Sans surprise, vos cotisations pour assurer votre habitation vont augmenter l'an prochain. Le cabinet Addactis donne la fourchette de 8 à 10 % de hausse en moyenne, quand Facts & Figures parle de 10 à 12 %.

Les contrats individuels de mutuelles en hausse de 5,5 à 9,5 %

Pour votre automobile, les cotisations devraient augmenter de 4 à 6 % en moyenne selon Facts & Figures, de 6 % selon Addactis.

Du côté des complémentaires santé, la hausse moyenne en 2025 serait de 5,5 à 9,5 % en ce qui concerne les contrats souscrits par les entreprises pour leurs salariés, selon Addactis. Les contrats individuels verraient, eux, leurs tarifs augmenter de 4,5 à 8,5 %.

Enfin, votre facture globale d'énergie grimpera en 2026 en raison des nouveaux objectifs d'économies d'énergie imposés aux fournisseurs à partir de cette année-là. LePoint.fr 26 septembre 2024

Santé.

Les Françaises de plus en plus touchées par les cancers du poumon et du pancréas - 20 Minutes/AFP 26 septembre 2024

Malgré les progrès de la médecine, le cancer fait toujours autant de ravages. Selon le panorama 2024 de l'Institut national du cancer (Inca) publié ce jeudi, 433.000 nouveaux cas ont ainsi été détectés l'an dernier en France, où l'incidence des cancers est en forte hausse depuis une vingtaine d'années. Cela s'explique bien sûr par la hausse et le vieillissement de la population mais aussi par les risques liés aux modes de vie.

Responsables de plus de 162.400 morts chaque année, les cancers restent toujours la première cause de décès chez les hommes et la deuxième chez les femmes après les maladies cardio-vasculaires. Selon l'Inca, ces dernières sont d'ailleurs de plus en plus touchées par les cancers du poumon et du pancréas, avec une augmentation préoccupante du taux d'incidence chez la femme de 4,3 % et 2,1 % par an. Comme facteur majeur de cette évolution, la consommation de tabac qui a « *débuté dans les années 1970-1980 chez les femmes* », plus tard que chez les hommes.

Parmi les cancers les plus fréquents, on retrouve pour les hommes ceux de la prostate (59.885 cas), du poumon (33.438 cas) et du côlon-rectum (26.212 cas). Et pour les femmes, ceux du sein (61.214 cas), colorectal (21.370 cas) et du poumon (19.339 cas).

J-C - En réalité, ce serait plutôt une combinaison de facteurs qui seraient particulièrement dommageables à la santé de la population, dont effectivement le tabac, dont ils n'ont cessé de faire la promotion, qu'une fois que la majorité était devenue fumeuse, bref après avoir légitimé son empoisonnement ou y avoir contribué au nom de la liberté, liberté de quoi au juste, de faire du profit à n'importe quel prix, y compris la santé du peuple.

L'enfer de la guerre impérialiste et coloniale en guise de démocratie.

J-C – Avez-vous entendu un chef d'Etat ou de gouvernement, un élu ou un acteur politique de premier plan dans le monde appeler à rompre immédiatement avec les Etats-Unis et l'UE qui arment l'Etat juif génocidaire, annoncé rompre lui-même toutes relations avec les Etats-Unis, s'engager à armer ou envoyer des armes aux Palestiniens, aux Libanais, aux Yéménites, aux Syriens, aux Irakiens, aux Iraniens, aucun.

Les médias arabes sous contrôle israélien Par René Naba - Mondialisation.ca, 25 septembre 2024

La totalité des médias gouvernementaux arabes et leur personnel est sous le contrôle des Israéliens, de même que la formation des responsables des programmes d'information des médias arabes sont placées sous la supervision des Israéliens dont certains sont issus de l'Unité 8200, la formation de l'armée israélienne relevant du Mossad, le service de renseignement de l'Etat hébreu.

Telle est la principale conclusion d'une enquête menée par le journal libanais Al Akhbar et publiée dans son édition en date du 27 Mars 2024.

Retour sur cette invraisemblable et calamiteuse affaire.

Pour lire l'article en entier :

https://www.mondialisation.ca/les-medias-arabes-sous-contrôle-israelien/5692633?doing_wp_cron=1727322229.8055338859558105468750

Guerres à Gaza et au Liban : Israël assure avoir reçu une aide de 8,7 milliards de dollars de Washington - RT 27 sept. 2024

Le 26 septembre, le ministère israélien de la Défense a annoncé avoir reçu une enveloppe de 8,7 milliards de dollars (7,8 milliards d'euros) de Washington afin de soutenir ses efforts militaires en cours et maintenir un avantage militaire qualitatif dans la région.

Dans ce document, le ministère israélien a insisté sur le fait que cet accord mettait en exergue le *«partenariat stratégique fort et durable entre Israël et les États-Unis et l'engagement inébranlable envers la sécurité d'Israël»*.

Le Hezbollah confirme la mort de Hassan Nasrallah, leader du Hezbollah depuis 32 ans - RT 28 sept. 2024

Dans un communiqué publié le 28 septembre, le Hezbollah a annoncé la mort de son secrétaire général Hassan Nasrallah, tué dans une frappe israélienne sur la banlieue sud de Beyrouth. Il était à la tête de l'organisation depuis 1992.

Qui est Hachem Safieddine, le successeur naturel de Hassan Nasrallah à la tête du Hezbollah ? - 20 Minutes/AFP 28 septembre 2024

Qui pour prendre la tête de l'une des plus grandes organisations chiites du Moyen-Orient ? Un nom est déjà sur toutes les lèvres, celui de Hachem Safieddine, figure éminente du Hezbollah libanais et cousin éloigné de Hassan Nasrallah.

Alors que le Conseil de la Choura, plus haute instance du parti, devrait élire prochainement le successeur du charismatique Hassan Nasrallah, Hachem Safieddine est *« le candidat le plus susceptible »* de remporter cette élection, a affirmé à l'AFP une source proche du Hezbollah. En

attendant, c'est l'actuel numéro deux du mouvement islamiste pro-iranien, Naïm Qassem, qui devrait assurer l'intérim à la tête du mouvement chiite.

Parmi les conditions à remplir pour prendre les rênes du mouvement, explique la chercheuse, il faut "*être membre du Conseil de la Choura*", qui comprend sept personnes, et "*être une personnalité religieuse*".

Hassan Nasrallah avait lui-même succédé en 1992 à Abbas Moussaoui, lui aussi assassiné par Israël. 20 Minutes/AFP 28 septembre 2024

En pleine campagne de bombardements au Liban, Israël frappe la Syrie voisine à plusieurs reprises - RT 29 sept. 2024

Des frappes à Abou Kamal, à la frontière syro-irakienne, ont fait douze morts parmi les combattants pro-iraniens. Pour l'heure, personne n'a revendiqué le raid. Néanmoins, l'aviation israélienne a ciblé à plusieurs reprises la frontière syro-libanaise, tuant un haut cadre du Hamas.

Outre l'intervention à Gaza, la campagne de bombardements au Liban et les raids incessants en Cisjordanie, l'armée israélienne cible également la Syrie.

Après le Liban, Israël frappe de nouveau les Houthis au Yémen, alliés du Hezbollah - Le HuffPost 29 septembre 2024

L'armée israélienne a mené, ce dimanche 29 septembre, des frappes contre le port et des centrales électriques à Hodeïda, ville de l'ouest du Yémen sous contrôle des rebelles houthis, a indiqué la télévision Al-Massirah, relevant de ces insurgés.

Ukraine.

Les renseignements américains réticents à autoriser les frappes à longue portée de l'Ukraine en Russie - RT 27 sept. 2024

Les services de renseignement américains estiment que la Russie pourrait riposter avec plus de force aux États-Unis et à leurs partenaires de coalition, peut-être avec des armes plus meurtrières, si ces derniers permettaient aux Ukrainiens d'utiliser des missiles à longue portée fournis par les États-Unis, le Royaume-Uni et la France pour des frappes en profondeur en Russie, ont déclaré des responsables américains, cités par le *New York Times* le 16 septembre.

Selon le quotidien, les agences de renseignement américaines auraient exprimé des doutes sur le fait que, même s'ils étaient autorisés à utiliser ces missiles à longue portée, les Ukrainiens auraient suffisamment d'armement pour changer fondamentalement le cours du conflit.

Les États-Unis et leurs alliés ont fourni à l'Ukraine trois types de systèmes de missiles à longue portée : les systèmes américains ATACMS, les missiles Storm Shadow britanniques et les missiles Scalp fournis par la France.

Washington, pour sa part, n'exclut désormais plus la possibilité que l'Ukraine échange des territoires contre la paix avec la Russie, a déclaré John Kirby, porte-parole du Conseil de sécurité nationale des États-Unis, à l'issue de la rencontre entre Volodymyr Zelensky et Joe Biden à la Maison Blanche le 26 septembre.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 1er septembre 2024

(2 Septembre au matin, j'ai corrigé 2 fautes.)

Septembre, le mois de ma naissance (le 11), est généralement le mois de l'année qui m'apporte le plus de satisfaction, pourvu qu'il soit propice à l'inspiration et à la lucidité, car c'est dont on a le plus besoin en ces temps difficiles et incertains, où pour affronter le nihilisme destructeur, conquérant aux relents totalitaires, l'absence d'issue politique en réponse à la réaction sur toute la ligne, on a le devoir de mobiliser toute nos facultés en recourant aux connaissances que nous avons acquises, sans nous illusionner un instant sur l'accueil que suscitera notre réflexion.

L'essentiel consiste à ne pas se laisser dicter un mode de penser reposant sur une logique qui contribuerait à nous enfermer dans un système idéologique destiné à nous broyer. Autrement dit, on doit garantir notre indépendance en toute circonstance, sans quoi nous nous compromettrions au point de ne plus pouvoir résister ou d'entraîner notre naufrage politique définitif, car à notre âge avancé on ne s'en remettrait jamais ! Avouez que ce serait dommage, et on ne le souhaitera à personne.

D'ailleurs, on ne voit pas quel intérêt on aurait au crépuscule de notre vie, à brader ou renier nos convictions ou notre idéal, nos principes et notre engagement politique. On devrait plutôt redoubler de courage pour élever notre niveau de conscience, jusqu'à notre dernier souffle, plutôt que capituler ou se laisser aller à un pessimisme larmoyant honteux et indigne, sous prétexte d'être accablé par tant de peines et de désillusions douloureuses. Rien ne devait justifier un tel naufrage au regard des terribles souffrances qu'endurent quotidiennement des milliards de travailleurs et leurs familles dans le monde, car ils n'ont pas eu la chance au cours de leur vie de bénéficier des conditions privilégiées dont nous avons profité.

On a le devoir d'être à la hauteur de notre idéal, de montrer l'exemple, de ne pas les abandonner. Si je vous racontais ce que je vis quotidiennement en Inde, ce que j'observe, je vous assure que vous seriez mille fois plus désespérés ou démoralisés, c'est à pleurer, à enrager, à devenir fou, et pourtant, non par miracle mais parce que c'est ainsi, on survit, on est de bonne humeur, on est mentalement équilibré, on a des sentiments, on arrive même à rire, on a le moral et on garde espoir malgré tout, souvent les Indiens ne savent pas en quoi ou pourquoi au juste, peu importe, ils n'ont pas le choix, ils en ont absolument besoin pour ne pas sombrer, je veux dire par là ne pas être tenté par la violence ou le suicide, c'est un thème récurrent ici, car ce qu'on doit supporter est excessivement violent.

On n'est pas là pour juger quelqu'un, chacun d'entre nous a atteint un niveau de conscience différent, il est respectable et peut contribuer à aider les autres à progresser, chacun peut progresser lui-même. Qui ne progresse pas régressera indéfiniment. Quand nos connaissances ne sont pas mises à contribution, on les perd, c'est dommage et ridicule, on mérite mieux que cela tout de même.

La fabuleuse aventure humaine est faite de hauts et de bas, de destructions et de progrès, d'épanouissement à un niveau supérieur, à l'instar de toutes les espèces qui se sont succédées sur notre planète depuis plus de 4 milliards d'années, alors pourquoi voudriez-vous que ce soit en vain, ou que l'espèce humaine qui en est le représentant le plus évolué fasse exception. Pourquoi ne parviendrait-elle pas à se libérer des contingences que lui impose le règne de la nécessité ? Pourquoi ne pourrait-elle pas se saisir des contradictions sociales existantes pour atteindre un niveau de développement ou de progrès social supérieur, puisque les conditions matérielles et les moyens existent pour atteindre cet objectif ? Sinon nous n'aurions jamais pu le concevoir et le théoriser, d'où notre reconnaissance infinie à Marx et Engels, c'est la moindre des choses.

Je vais ajouter le passage suivant dans les enseignements du marxisme présent dans la page d'accueil du blog, en quelque sorte la base de notre programme et de notre orientation politique. Ce passage étant d'un seul bloc, un gros pavé pour beaucoup de lecteurs, du coup je l'ai scindé en paragraphes pour en faciliter la lecture, en espérant avoir eu la main heureuse !

Extrait de la préface à la Contribution à la critique de l'économie politique rédigée par Karl Marx en janvier 1859 :

Mes recherches aboutirent à ce résultat que les rapports juridiques - ainsi que les formes de l'État - ne peuvent être compris ni par eux-mêmes, ni par la prétendue évolution générale de l'esprit humain, mais qu'ils prennent au contraire leurs racines dans les conditions d'existence matérielles dont Hegel, à l'exemple des Anglais et des Français du XVIII^e siècle, comprend l'ensemble sous le nom de « *société civile* », et que l'anatomie de la société civile doit être cherchée à son tour dans l'économie politique. J'avais commencé l'étude de celle-ci à Paris et je la continuai à Bruxelles où j'avais émigré à la suite d'un arrêté d'expulsion de M. Guizot.

Le résultat général auquel j'arrivai et qui, une fois acquis, servit de fil conducteur à mes études, peut brièvement se formuler ainsi : dans la production sociale de leur existence, les hommes entrent en des rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté, rapports de production qui correspondent à un degré de développement déterminé de leurs forces productives matérielles. L'ensemble de ces rapports de production constitue la structure économique de la société, la base concrète sur laquelle s'élève une superstructure juridique et politique et à laquelle correspondent des formes de conscience sociales déterminées.

Le mode de production de la vie matérielle conditionne le processus de vie social, politique et intellectuel en général. Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur être; c'est inversement leur être social qui détermine leur conscience.

À un certain stade de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants, ou, ce qui n'en est que l'expression juridique, avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors. De formes de développement des forces productives qu'ils étaient ces rapports en deviennent des entraves. Alors s'ouvre une époque de révolution sociale.

Le changement dans la base économique bouleverse plus ou moins rapidement toute l'énorme superstructure. Lorsqu'on considère de tels bouleversements, il faut toujours distinguer entre le bouleversement matériel - qu'on peut constater d'une manière scientifiquement rigoureuse - des conditions de production économiques et les formes juridiques, politiques, religieuses, artistiques ou philosophiques, bref, les formes idéologiques sous lesquelles les hommes prennent conscience de ce conflit et le mènent jusqu'au bout.

Pas plus qu'on ne juge un individu sur l'idée qu'il se fait de lui-même, on ne saurait juger une telle époque de bouleversement sur sa conscience de soi ; il faut, au contraire, expliquer cette conscience par les contradictions de la vie matérielle, par le conflit qui existe entre les forces productives sociales et les rapports de production.

Une formation sociale ne disparaît jamais avant que soient développées toutes les forces productives qu'elle est assez large pour contenir, jamais des rapports de production nouveaux et supérieurs ne s'y substituent avant que les conditions d'existence matérielles de ces rapports soient écloses dans le sein même de la vieille société. C'est pourquoi l'humanité ne se pose jamais que des problèmes qu'elle peut résoudre, car, à y regarder de plus près, il se trouvera toujours, que le problème lui-même ne surgit que là où les conditions matérielles pour le résoudre existent déjà ou du moins sont en voie de devenir.

À grands traits, les modes de production asiatique, antique, féodal et bourgeois moderne peuvent être qualifiés d'époques progressives de la formation sociale économique. Les rapports de production bourgeois sont la dernière forme contradictoire du processus de production sociale, contradictoire non pas dans le sens d'une contradiction individuelle, mais d'une contradiction qui naît des conditions d'existence sociale des individus; cependant les forces productives qui se développent au sein de la société bourgeoise créent en même temps les conditions matérielles pour résoudre cette contradiction. Avec cette formation sociale s'achève donc la préhistoire de la société humaine.

J-C - L'avant dernier paragraphe est particulièrement important, car il y figure la justification du passage au socialisme à notre époque que certains contestent, qu'ils contesteront toujours d'ailleurs.

Le développement des forces productives à l'échelle internationale permettrait dorénavant de satisfaire tous les besoins matériels ou sociaux des hommes au niveau mondial, ce qui ne s'était jamais produit dans le passé. Cela signifie que les conditions d'existence matérielles indispensables pour passer à un niveau supérieur de production ou au socialisme sont mûres, c'est un fait et non une incantation, une invention de doctrinaire fanatisé...

Et si l'humanité est parvenue à se poser la question de son émancipation du cycle de l'exploitation par la voix des maîtres du marxisme à la fin du XIXe siècle, ce n'était pas dû au hasard, c'était uniquement parce que les conditions matérielles pour la résoudre "existent déjà ou du moins sont en voie de devenir", il va de soi que depuis 1859 ces conditions matérielles ont considérablement progressé, au point que les capitalistes acculés et ne pouvant se résoudre à abandonner leur pouvoir et leurs richesses, s'emploient à les détruire en masse, par des guerres incessantes notamment. Sans nier pour autant l'expansion du capitalisme ou l'apparition de nouveaux marchés sur différents continents, tandis que d'autres déclinent ailleurs, les deux facteurs sont complémentaires et doivent être pris comme tels, au lieu de chercher à exclure l'un des deux en recourant à des procédés malhonnêtes à des fins purement propagandistes, idéologiques.

On constatera au passage, que c'est le développement du processus dialectique matérialiste et historique qui implique le passage au socialisme, il le légitime ou le justifie en quelque sorte, et que ce processus historique dont nous sommes des acteurs, constitue le terrain sur lequel se déroule la lutte des classes, terrain sur lequel nous menons notre combat politique. Voilà qui est parfaitement cohérent et sérieux, donc défendable et à partager avec le plus grand nombre.

Bon dimanche

Le 4 septembre 2024

J'appelle les lecteurs à manifester le 7 septembre sur la base du contenu du communiqué du PT ci-dessous.

Communiqué du Parti des travailleurs du 30 août 2024.

Le Parti des travailleurs appelle à manifester le 7 septembre

Le Parti des travailleurs appelle ses membres et ses sympathisants à participer aux rassemblements convoqués le 7 septembre par plusieurs composantes du Nouveau Front populaire.

C'est un fait : Macron piétine la démocratie.

Il piétine la démocratie au compte des capitalistes qui exigent, par la bouche du Medef, un gouvernement aux ordres pour s'attaquer aux travailleurs et à la jeunesse.

Il piétine la démocratie au compte de l'OTAN, qui absorbe toujours plus de moyens pour sa sale guerre en Russie, et au compte de Biden et Netanyahu, qui exigent toujours plus d'argent et d'armes pour le massacre du peuple palestinien.

Le Parti des travailleurs manifesterà le 7 septembre contre le coup de force de Macron, pour défendre la démocratie.

Le Parti des travailleurs n'est pas membre du Nouveau Front populaire. Il ne partage pas la manière dont les dirigeants de cette coalition se soumettent aux institutions de la Ve République, demandant respectueusement à Macron de nommer leur représentante à Matignon pour cohabiter avec lui.

Les travailleurs et les jeunes ont voté le 7 juillet pour la rupture ouvrière, ils veulent un gouvernement de satisfaction des revendications. Cela suppose de rompre avec Macron et avec la Ve République.

Le 7 septembre, nous vous invitons à manifester avec le Parti des travailleurs, pour dire :

- Place à la démocratie, dehors Macron et la Ve République !
- Assemblée constituante souveraine pour instaurer une République réellement démocratique !
- Pour un gouvernement de rupture ouvrière !
- Pour la confiscation des milliards de la guerre afin de financer l'école, les hôpitaux, le logement social !
- Unité, maintenant, tout de suite, pour la satisfaction des revendications des travailleurs et de la jeunesse !
- À bas la guerre ! À bas l'exploitation ! À bas la Ve République

Le 6 septembre 2024

Mon commentaire adressé au blog Le Grand Soir.

Barnier : Un technocrate de Bruxelles compatible avec l'extrême droite et représentant les "*gens d'en haut*", Barnier à tout bon ! Et ceux qui réclament à cor et à cri le "respect de la démocratie" ont tout faux.

Pauvres d'esprit que nous sommes, et dire que nous ignorions jusqu'à présent qu'on vivait en démocratie en France...

Jean-Luc Mélenchon - "*... J'en appelle donc à la mobilisation la plus puissante que possible le 7 septembre pour le respect de la démocratie pour le respect de la bonne compréhension de ce que sont des institutions républicaines placées sous la souveraineté du peuple et pour la dignité personnelle de ceux qui ont été votés et qui ont donné un avis que personne n'a le droit d'effacer c'est bien le moment de dire plus que jamais en France vive la république*"

Questions : Sous quel régime sommes-nous ? Dans quel cadre constitutionnel se sont déroulées les élections législatives ? Les intérêts de quelle classe privilégiait la Constitution de la Ve République ou quelle était la nature sociale de l'État ? Je sais que ce sont beaucoup de questions que de nombreux lecteurs ne souhaitent pas se poser, et pour cause.

Traduction : Mélenchon en appelle au "*respect de la démocratie*", ce qui signifie que la Constitution de la V^e République ne serait pas bonapartiste et antidémocratique, elle serait plus que compatible avec l'exercice de la démocratie, elle en serait le garant. Vous avouerez, en tant que démocrate, il faudrait être idiot ou avoir perdu la tête pour vouloir se passer d'une Constitution aussi vertueuse, envie et copiez par bon nombre de dictateurs africains !

Il y a près de 50 ans déjà, quand Mélenchon rejoignit la social-démocratie ou quand il adopta son idéologie si vous préférez, il signifia qu'il ne romprait jamais avec le capitalisme et ses institutions, qu'il avait rompu définitivement avec le socialisme, et de fait, soyons honnête, il tint parole.

Quand le NFP a déclaré qu'il était prêt à "*cohabiter*" avec Macron, chacun aurait dû en tirer les conclusions qui s'imposaient, à savoir que pour qu'une coalition de partis puisse gouverner, il faudrait obligatoirement qu'elle applique un programme politique conforme à celui de Macron, donc conforme aux intérêts des capitalistes, car il était impensable qu'il accepte qu'un gouvernement qu'il présiderait abroge certaines mesures ou lois antisociales ou liberticides adoptées depuis 2017.

Le NFP a sauvé Macron, à moins qu'il n'ait jamais été menacé.

C'est le NFP en appelant au second tour des élections législatives au "*front républicain*" en faveur des candidats de la coalition présidentielle Ensemble et de LR qui a permis à la droite parlementaire de sauver les meubles et de se retrouver avec suffisamment de députés pour que Macron puisse désigner un Premier ministre issu de la droite parlementaire.

Car en réalité, c'est elle qui dispose d'une majorité relative et non le NFP. Ensemble a 166 députés + 47 députés LR = 213 + quelques députés parmi les 8 non-inscrits et les 21 de LIOT.

C'était mentir aux travailleurs et aux militants, de leur faire croire que le NFP avait remporté ces élections. C'était les tromper de leur faire croire que le NFP pourrait gouverner. C'était les trahir de

leur faire croire que le NFP appliquerait un programme politique conforme à leurs besoins sociaux sans rompre avec Macron, les institutions de la V^e République et le capitalisme, et l'UE, etc.

Une rapide revue de presse.

- *"Ce n'est pas une majorité classique, ce n'est pas une cohabitation mais une coexistence, une coopération"*, a d'ailleurs lancé le président de la République devant les membres du gouvernement sortant ce jeudi, a indiqué un participant à BFMTV. BFMTV 6 septembre 2024

- Michel Barnier parle des « *gens d'en bas* » lors de la passation de pouvoir et ulcère la gauche - Le HuffPost 6 septembre 2024

Michel Barnier déclare lors de la passation de pouvoir avec l'ex-Premier ministre Gabriel Attal : « *J'ai bien des exemples en tête de progrès, petits ou grands, qui ont été accomplis grâce à des idées, de bonnes idées, de bonnes solutions apportées par les gens d'en bas... qu'il faut respecter.* »

Pour Ian Brossat, l'expression ne passe pas. « *Les "gens d'en bas" n'existent pas. Les méprisants oui. Barnier en est un, manifestement* », a-t-il taclé sur X.

« *Tout est dit sur "l'humilité" rabâchée par l'usurpateur de Matignon* », a écrit su X Jean-luc Mélenchon. « *Premier discours de Barnier, premier mépris de classe. La haine du peuple comme boussole politique* », a commenté le député Thomas Portes. « *Attention aux "gens d'en bas", c'est eux (sic) qui font l'histoire même s'ils subissent le perpétuel mépris des "gens d'en haut" comme vous* », a mis en garde Céline Verzeletti.

Le sénateur socialiste Yan Chantrel a également dénoncé « le mépris de classe comme ligne politique » de Michel Barnier, pendant que le député Génération.s Benjamin Lucas a prévenu : « *En République il n'y a pas "les gens d'en bas" monsieur le Premier ministre. Il y a le peuple tout en haut. Au-dessus de tout. Au-dessus de vous. Vous le constaterez.* » Le HuffPost 6 septembre 2024

RT 5 septembre 2024

Le premier secrétaire du Parti socialiste (PS) Olivier Faure a quant à lui déploré un « *déni démocratique porté à son apogée* ». « *Nous entrons dans une crise de régime* », a-t-il enchéri. « *Libéral, européiste, anti-social, Barnier est aux antipodes du message envoyé par les Français aux législatives* », a déploré le secrétaire national du Parti communiste français (PCF), Fabien Roussel.

Le député de La France insoumise (LFI) Louis Boyard a dénoncé les positions politiques de Michel Barnier, le qualifiant d'« *obsédé par l'immigration* » ayant « *voté contre la dépénalisation de l'homosexualité* » et qui s'opposerait « *au partage des richesses* ».

J-C - Vous êtes député, donc ne vous plaignez pas trop côté "*partage des richesses*" !

« *Tout ça pour ça* », s'est contentée de commenter la secrétaire nationale des Écologistes Marine Tondelier. « *La nomination de Barnier est possible parce que Macron considère le RN plus fréquentable que LFI* », a estimé la députée écologiste de Paris. RT 5 septembre 2024

J-C - Qu'aurait-il fallu dire si Macron avait nommé Lucie Castets, sinon qu'il estimait LFI plus fréquentable que le RN, ce qui n'aurait pas été des plus flatteur pour LFI, mais mérité, n'est-ce pas ?
Quelle gourde !

BFMTV 6 septembre 2024

Le Républicain lorrain évoque ainsi un choix "*tactique*" qui déplaît au plus petit nombre, prêtant à Michel Barnier un "*coefficient de souplesse bien plus élevé que ses concurrents potentiels*".
BFMTV 6 septembre 2024

J-C - Traduire "*souplesse*" par molesse à s'opposer à Macron, un serviteur ou laquais en somme.
Quelle comédie !

La lutte de classes se passe ailleurs.

On a eu raison d'appeler au boycott des élections législatives, soit dit en passant.

Le 19 septembre 2024

En 48 heures j'ai produit 43 pages de causeries et infos, 137 depuis le 4 septembre.

Et bien vous me croirez ou non, dans le blog *Le Grand Soir*, où j'interviens régulièrement depuis quelques temps en postant de volumineux commentaires, on m'a reproché d'ignorer que le monde "*a changé depuis le 19e siècle, et malgré votre éminent sens de l'observation vous ne semblez pas vous en être aperçu*". Vous avouerez tout de même que je ne me débrouille pas trop mal de mon trou perdu en Inde, non ?

N'hésitez pas à réagir aux causeries, vos réflexions seront toujours les bienvenues, les insultes un peu moins, merci.

Il y a tout de même des lecteurs ou camarades qui les apprécient.

Par exemple, le 8 septembre une militante âgée et exigeante m'a écrit : "*c'est le bilan le plus juste qu'on puisse lire. A la bonne Heure !*"

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 3 octobre 2024

Et si on se hasardait à une explication.

« Il serait certes fort commode de faire l'histoire universelle si on n'engageait la lutte qu'à condition d'avoir des chances infailliblement favorables. Cette histoire serait par ailleurs de nature fort mystique si les "hasards" n'y jouaient aucun rôle. Naturellement, ces hasards entrent dans le cadre de la marche générale de l'évolution et sont compensés à leur tour par d'autres hasards. Mais l'accélération ou le ralentissement du mouvement dépendent beaucoup de "hasards" de ce genre – et parmi eux figure aussi cet autre "hasard" : le caractère des gens qui se trouvent d'abord à la tête du mouvement. » (Lettres à Kugelmann, Editions sociales 1976, lettre du 17 avril 1871).

Par hasard, Marx entendait tout ce qui existe et qu'on ignore forcément tant qu'il ne s'est pas réalisé, de ce fait, on doit admettre qu'on ne peut pas tout savoir, ce qui ne signifie pas pour autant qu'on ne saurait rien, comme le prétendent les détracteurs du marxisme qui eux pour le coup ne savent pas grand-chose.

Il y en a qui exigent l'impossible, des garanties, une théorie ou une doctrine parfaite, un parti parfait, des dirigeants parfaits avec lesquels ils seraient d'accord sur tout, et qui ne les trouvant pas en concluent qu'ils ne peuvent pas exister, ce en quoi ils ont parfaitement raison, sans pour autant que cela soit suffisant pour prouver qu'on ne pourrait pas s'en passer, juste pour justifier leur refus de s'engager dans le combat politique ou s'organiser dans un parti ouvrier, prendre en mains leur destin en somme.

En procédant de la sorte, ils démontrent qu'ils ignorent qu'absolument rien dans la nature ou la société des hommes ne correspond au principe qu'ils ont énoncé ou ne fonctionne selon ce principe.

Ce qu'on a observé, c'est que la réalité est faite de rapports contradictoires régis par les lois de la dialectique, dont l'issue dépend de l'évolution des facteurs qui les composent, sans toutefois qu'on puisse prédire avec exactitude ni quand ni comment la transformation de la quantité en qualité au sein du processus historique ou au cours de la lutte des classes se réalisera, on sait qu'elle devrait permettre d'atteindre un degré de développement supérieur de la société sur le plan économique et social, dans le cas contraire, c'est l'espèce humaine qui pourrait être condamnée à dégénérer et à disparaître, hypothèse qu'on ne doit pas écarter, puisque qu'aucune espèce organique n'est immortelle.

Dès lors, pour peu qu'on décide d'agir sur ces facteurs et leurs rapports, il sera possible de réunir les conditions qui permettront de les orienter en fonction de nos objectifs politiques, puisqu'ils incarnent le degré de développement supérieur de la société que nous avons évoqué précédemment, encore faudrait-il qu'on ait conscience de l'ensemble de ce processus dialectique et de ses lois de fonctionnement.

Or, manifestement ce n'est pas le cas, puisque les esprits les plus éclairés ne parviennent pas à en faire une synthèse qui serait irréprochable. Toujours est-il, il est faux de croire ou de prétendre, qu'on serait réduit à l'impuissance face à une situation politique qui semble inextricable ou un combat politique qu'on nous dit perdu d'avance, ce qui évidemment fait l'affaire de nos ennemis.

Pourquoi ne pas admettre qu'on n'entend pas s'engager dans le combat politique parce qu'on croit qu'il ne présente aucun intérêt pour nous ou il ne mènera à rien. Mais comment en arriver à cette conclusion, sinon qu'on ne partage ni la même méthode de penser, ni la même interprétation du monde, finalement, ni les mêmes objectifs politiques. On a beau affirmer qu'on partagerait la même cause ou le même idéal humaniste, les mêmes valeurs ou principes, en réalité, c'est un leurre dès lors qu'on cautionne l'existence du capitalisme ou le système économique d'exploitation à l'origine de toutes les sortes d'oppression, d'inégalité et de discrimination, on ne peut pas représenter à la fois les intérêts de l'opresseur et de l'opprimé.

Cette démonstration était destinée à ceux qui entendent progresser, passer de la résistance passive - de plus en plus souvent devant un écran, à la phase pratique et organisée de la lutte de classe. Nous leur disons que le matérialisme dialectique, le marxisme, le socialisme est la thérapie par excellence des corps et des esprits, qu'ils veuillent bien noter qu'il ne s'agit pas d'un remède miracle, mais qu'il bénéficie tout de même d'un label scientifique éprouvé, puisqu'il a été mis à l'épreuve une multitude de fois pendant plus d'un siècle et demi, sans jamais avoir été pris en défaut ou avoir été réfuté, sauf par ceux qui en attendaient des miracles ou lui étaient devenus étrangers, pire, l'avaient trahi !

Engagez-vous, mobilisation générale.

Lu.

- C'est ainsi que l'on est passé de la politique à l'idéologie, ou de la politique à l'électoralisme, la paresse intellectuelle de rigueur le disputant au cynisme des prédateurs prêts à tout pour se maintenir au pouvoir. Le goût du travestissement et l'aptitude au bavardage étant manifestement des qualités suffisantes pour gouverner. Le fond important peu. Pourvu que l'intérêt général serve l'intérêt privé de ceux qui gouvernent.

Qu'est-ce qu'un monde où l'engagement n'est plus estimé, reconnu, encouragé ? Un monde sans pompiers, sans médecins, sans enseignants ? Ce projet dystopique, amorcé de façon plus ou moins grotesque par les leaders globalistes et autres escrocs tapageurs du progressisme, ne verra jamais le jour : l'homme, même s'il doit encaisser les coups des puissants et de ses congénères fièrement asservis, veille en silence, tel le félin prêt à bondir pour défendre son territoire et sa progéniture. Si le pelage est doux, la morsure peut être mortelle...

Tant que le domaine politique ne sera franchement purgé de ses imposteurs et séducteurs, tant que les médias et l'institution scolaire ne rempliront avec l'exigence nécessaire leur rôle d'éducation des populations – éducation à l'indépendance et à l'esprit critique -, on ne pourra espérer une société apaisée, riche de son sens de l'engagement. Tant que l'on ne sera repassé de la démagogie à la pédagogie, l'abus d'autorité sera la règle.

Car ce sont bien l'indépendance et l'esprit critique qui mènent, en un cheminement personnel basé sur l'expérience, à l'engagement.

La barbarie est indissociable de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Lu.

Cette guerre nous enfonce dans un âge sombre où les lois, le droit, les garde-fous, tout ce qui empêcherait cette humanité de sombrer dans la barbarie, sont méthodiquement mis à terre. Une ère où une partie a décidé de la mise à mort de l'autre partie jugée « *barbare* ».

Membres d'institutions aussi prestigieuses que le Conseil de sécurité de l'ONU ou le G7, les gouvernements de ces États entérinent la loi de la jungle imposée par Israël et la logique de la punition collective.

Cette logique était déjà à l'œuvre en Afghanistan en 2001 et en Irak en 2003, avec les résultats que l'on connaît. Déjà en 1982, Israël avait envahi le Liban, occupé le Sud, assiégé Beyrouth et supervisé les massacres des camps palestiniens de Sabra et Chatila. C'est cette « *victoire* » macabre qui a abouti à l'essor du Hezbollah, tout comme la politique israélienne d'occupation a abouti au 7 octobre. Car la logique de guerre et de colonialisme ne peut jamais déboucher sur la paix et la sécurité.

J-C - C'est oublier que les auteurs de ces "*lois, droits ou garde-fous*" étaient eux-mêmes des barbares, pas depuis 2001, mais lorsqu'ils disposèrent des moyens (militaires et de transport) permettant de se lancer dans des guerres coloniales aux quatre coins du monde, il y a de cela plusieurs siècles en arrière sous la monarchie, et depuis, sous le capitalisme, elles n'ont jamais cessé. Non seulement elles furent partie prenante de son développement, elles devinrent rapidement le facteur déterminant de la survie de ce système économique, et au-delà de l'hégémonie exercée par une poignée de puissances et d'oligarques sur le reste du monde.

Trois commentaires adressés à différents blogs (et publiés).

1- @ françois gerard

Je partage votre commentaire, mais je voudrais apporter quelques précisions, si vous me le permettez.

Ce n'est pas le réformisme qui a permis des avancées sociales, mais la mobilisation des masses dans le cadre du mouvement ouvrier ou la crainte de leur radicalisation et qu'elles renouent avec le socialisme... Cette idéologie est par nature ou définition, depuis la fin du XIXe siècle, la négation du socialisme.

Vous dites que "*le réformisme a permis certaines avancées sociales non négligeables (35 h 5^e semaine de congés, retraite à 60 ans etc)*", c'est être encore trop bon envers lui ou c'est lui attribuer une vertu qu'il n'a jamais eu (au capitalisme non plus), en fait ces "*avancées sociales*" correspondirent davantage à des concessions accordées par la classe dominante, un moindre mal plutôt que risquer de tout perdre (à terme), et finalement elle ne perdit rien au change, puisque chaque fois cela lui permit de développer de nouveaux marchés intérieurs ou de créer de nouveaux secteurs économiques pour satisfaire de nouveaux besoins, cela va de l'industrie du divertissement au tourisme en passant par le sport qui présente aussi l'avantage de permettre aux exploités de mieux supporter leur condition ou de l'oublier, en somme, une sorte d'autoconditionnement une fois

de plus très avantageux puisque réalisé à moindres frais ou prit en charge par ceux qui en sont victimes.

Bref, plutôt une aubaine pour le capitalisme en crise, dont bénéficieraient à la marge les masses (pas toutes) pendant une durée limitée seulement, pendant que les capitalistes vaqueraient tranquillement à leurs affaires, et profiteraient des bienfaits de la division internationale du travail qui ne manquerait pas de s'étendre davantage durant cette période, dans l'indifférence quasi générale puisque toutes les classes en occident en profiteraient. Et puis tant pis si ces "avancés sociales" s'accompagnent de privatisations, de délocalisations, de destructions massives d'emplois, de pans entiers de l'industrie ou de secteurs de l'économie, d'un chômage de masse, tandis que la pauvreté et la précarité frappent de nouvelles couches de la classe ouvrière, etc. la liste est trop longue, les lecteurs compléteront. J'allais oublier les guerres, dès lors qu'elles se déroulent loin de chez nous ou ne troublent pas notre sommeil !

Cela ne signifie pas pour autant qu'il ne fallait pas lutter pour ces revendications sociales, je le précise pour les adeptes des procès d'intention et autres amalgames orduriers, c'était juste pour en montrer les limites et les contradictions, y compris nocives, dès lors que ces luttes ne s'inscrivaient pas dans le cadre d'une stratégie révolutionnaire pour en finir avec le capitalisme et ses institutions. D'ailleurs, quels enseignements les travailleurs et les militants en ont-ils retenu, en observant ce qui se passe quotidiennement sous nos yeux, je répondrai sans hésitation, aucun, puisque nous ne disposons ni d'un parti ni d'une internationale pour affronter l'offensive généralisée de la réaction et la vaincre.

Ne serait-ce pas là le problème urgent que nous aurions à régler, et que vous avez effleuré ? Il paraît que ce serait ringard, obsolète, un fossile théorique du XIXe siècle et j'en passe et des meilleurs, et que proposent ceux qui l'affirment ? Absolument rien ! A l'instar des idéologues de la réaction, leurs interventions servent uniquement à discréditer ceux qui continuent de diffuser les idées du marxisme et du socialisme, c'est devenu une raison d'être chez eux ou une seconde nature. Ne nous laissons pas distraire ou déstabiliser, essayons plutôt de voir comment on pourrait se rassembler et avancer ensemble. A suivre dans mon blog dans la prochaine causerie.

Instrumentalisation de la pauvreté ou l'autre peur qui paralyse et pousse à se conduire en citoyen obéissant et discipliné

J-C – Ce pourrait être une maladie contagieuse qui nous frapperait par surprise, une malédiction qui s'abattrait sournoisement sur nous, un coup fatal dont on ne se relèverait pas, alors vaut mieux marcher dans les clous, ne pas faire de vagues. Point d'esprit critique qui nous marginaliserait et nous fragiliserait, marchons en pas cadencé, soyons servile, adoptons les idées et le comportement des puissants en espérant qu'ils nous épargneront, et estimons-nous heureux du sort qu'ils nous ont réservé.

Hausse de la précarité chez les séniors : la France bientôt «une fabrique de vieux pauvres» ? - RT 30 sept. 2024

«En 2024, on estime à environ deux millions les personnes de 60 ans et plus qui vivent sous le seuil de pauvreté». C'est le constat amer dressé en France par l'association Petits Frères des Pauvres, à l'occasion de la publication de son rapport annuel consacré aux anciens. Un rapport qui paraît, chaque année, la veille du 1er octobre, journée internationale des personnes âgées.

Petits Frères des Pauvres dégage ainsi trois «*enseignements clés*» de son rapport avec, tout d'abord, 69% des personnes âgées pauvres ayant connu au moins «*une privation*» (restaurants, déplacements, vacances, chauffage) au cours de l'année écoulée.

J-C - Je suis pauvre, et comme tous les pauvres que je côtoie, personne d'entre nous ne va au restaurant, ne se déplace sauf nécessité absolue, ne part en vacances, un pauvre ne peut pas se payer le luxe de dépenses superflues ou réservées aux nantis, sa survie en dépend !

RT - Vient ensuite la répartition géographique de cette précarité des personnes âgées, dont la plupart d'entre elles déclarent se sentir plus abandonnées en zones rurales (42%) qu'en milieu urbain (35%).

J-C - Pardi, elles déclarent se sentir plus abandonnées en zones rurales qu'en milieu urbain ! Tiens donc, il n'y a pas un bureau de poste et un hôpital dans chaque bourg ou village, comme c'est étonnant, il a toujours fallu aller à la ville pour accéder aux services publics et parcourir des kilomètres ou dizaines de kilomètres aller/retour. J'habite dans un village en Inde et notre situation est identique ou pire encore, elle n'a jamais changé.

RT - Interrogée dans le rapport, Nathalie Gemza, coordinatrice du développement social des Petits Frères des Pauvres du département de la Nièvre a dénoncé une «*double peine pour ces habitants qui traversent des difficultés et qui se trouvent punis d'être éloignés des services, des lieux d'information, des professionnels à saisir...*»

J-C – En Inde. La commune la plus proche de mon village est à 1,5km, dès qu'une petite vieille atteint la route qui va à cette commune, des conducteurs en motos ou en scooters s'arrêtent spontanément pour la transporter. Les bagnoles qui passent ne s'arrêtent jamais, pas en raison d'une différence de caste mais de classe sociale, ce qui revient au même. Nous, nous ne sommes punis de rien, puisque nous manquons de tout !

RT - Le taux de pauvreté passe ainsi de 5,9% en 2016 à 10,6% en 2022, soit près du double. Cette catégorie demeure toutefois mieux lotie que le reste de la population française, où le taux de pauvreté était la même année de 14,4%.

J-C - Alors de quoi se plaignent-ils franchement ? Je déconne. Tout le monde s'en fout des pauvres et ce n'est pas nouveau. Ils ne votent pas, ils ne se syndiquent pas, ils ne militent pas, ils ne paient pas d'impôt, ils consomment peu, et le comble de l'indécence, ces parasites osent se plaindre !

RT - En conclusion du rapport, le directeur général Petits Frères des Pauvres, Yann Lasnier : «*notre société n'arrive plus à contenir et encore moins à résorber la pauvreté des aînés les moins privilégiés*».

J-C – Vous me direz, qu'il vaut mieux ne pas faire partie des vieux les plus privilégiés qui finissent dans des Ehpad ou autres mouroirs ! La vieille mère (+ de 90 ans) de ma compagne est en train de finir ses jours chez nous, elle s'alimente encore mais elle ne bouge pratiquement plus, bref, elle n'en finit plus de ne pas vouloir mourir depuis des mois, c'est une provocation intolérable !

Quand on m'a demandé si j'acceptais de la prendre en charge, je n'ai pas hésité une seconde. Pour tout vous avouer, cette question m'a un peu choqué au départ, car comment douter de ma réponse, puis je me suis dit que c'était mieux que de me l'imposer, comme quoi même chez les pauvres on a de la dignité et généralement on se voue mutuellement un minimum de respect.

Cette société n'arrive plus à contenir et encore moins à résorber l'avidité de richesse des plus fortunés ou des plus privilégiés, il faut donc leur retirer le pouvoir de l'accumuler et de nuire à toutes les couches de la société, expropriions-les tous !

En Complément ou confirmation. Macron-Barnier-Le Pen s'attaquent aux plus défavorisés.

Les agences postales communales menacées par une grosse coupe budgétaire - 20 Minutes/AFP 27 septembre 2024

Le gouvernement vient de sucrer 50 des 160 millions d'euros servant à financer les quelque 17.000 agences de la Poste qui maillent le territoire

« *Si cette coupe est faite en 2024, elle annonce sans doute une coupe en 2025, cela veut dire qu'on ne pourra plus faire fonctionner des agences postales communales* », a-t-il ajouté, en indiquant que le groupe avait « *déjà engagé beaucoup de dépenses pour 2024* ». « *Dans les communes rurales, il y a énormément d'agences postales communales où La Poste paye une partie du salaire de l'employé communal, donc c'est un vrai drame pour l'avenir de ces points de contact* », a souligné Philippe Wahl.

Grâce à ce maillage, plus de 97 % de la population se trouve à moins de cinq kilomètres ou à moins de vingt minutes d'un « *point de contact* » postal.

Selon l'AMF, depuis la signature du premier contrat de présence postale en 2008, « *plus de 2,4 milliards d'euros ont été investis dans les territoires pour adapter et moderniser la présence postale et accompagner les clientèles les plus vulnérables* ».

« *Ce fonds de péréquation territoriale [...] a été conçu pour bénéficier de manière prioritaire aux zones qui en ont le plus besoin, telles les zones rurales, zones de montagne, quartiers prioritaires de la politique de la ville et territoires d'outre-mer* », précise l'association. 20 Minutes/AFP 27 septembre 2024

Qui finance le ministère de la Vérité ou de la propagande, devinez ?

Lu.

- Laurent Bigot, patron du fact-checking en France, est partout, sur Franceinfo, France Télévisions, Radio France, France Médias Monde, Arte, TV5 Monde et l'INA. C'est lui qui a lancé Vrai ou Faux où sévit Julien Pain sur FranceInfo en 2018. Il dirige l'École publique de journalisme de Tours. Les futurs journalistes y apprennent à penser droit.

Le réseau international de fact-checking (Poynter Institute)

Le Poynter Institute rassemble les initiatives de fact-checking du monde entier. Il compte plus de 120 signataires en mars 2024, dont l'AFP, 20 Minutes, FranceInfo. Laurent Bigot représente le Poynter Institute en France, lequel est financé par la Fondation Bill & Melinda Gates, Google,

Facebook/Meta, le département d'État américain (Affaires étrangères), le National Endowment for Democracy (CIA), le Omidyar Network (Ebay, Wikimedia), l'Open Society Foundations (Soros)...

Totalitarisme. Vous vivez dorénavant sous un régime de liberté surveillée.

La vidéosurveillance algorithmique, expérimentée pendant les JO, va être généralisée par le gouvernement Barnier - francetvinfo.fr 2 octobre 2024

Jusqu'ici, le ministère de l'Intérieur assurait que l'expérimentation n'irait pas au-delà de la période des Jeux olympiques, même si dans les faits, le texte de la loi prévoyait déjà une prolongation jusqu'au 31 mars 2025. Pourtant, l'idée désormais à l'étude est de faire rentrer de manière permanente cet usage dans le droit. Une généralisation à laquelle est notamment favorable Laurent Nunez, le préfet de police de Paris. francetvinfo.fr 2 octobre 2024

Totalitarisme. Et estimez-vous heureux d'échapper à la prison...provisoirement !

Prisons : Près de 79.000 détenus, un nouveau record pour la France - 20 Minutes/AFP 1 octobre 2024

Les établissements pénitentiaires français, conçus pour accueillir 62.014 détenus, présentent une densité carcérale moyenne de 127,3 %. Cette situation est encore plus préoccupante dans les maisons d'arrêt, où la densité atteint 153,6 %. Dans 17 établissements ou quartiers spécifiques, la surpopulation atteint même ou dépasse les 200 %.

L'une des conséquences directes de cette surpopulation est le nombre croissant de détenus contraints de dormir sur des matelas posés au sol. Ils étaient 3.609 dans cette situation début septembre, contre 2.361 à la même période l'année précédente.

Parmi les détenus, 20.563 sont des prévenus, en détention dans l'attente de leur jugement définitif. Au total, le nombre de personnes placées sous écrou atteint 94.906 au 1er septembre, incluant 15.937 individus placés sous bracelet électronique ou bénéficiant d'un placement à l'extérieur.

La France, troisième pays d'Europe en matière de surpopulation carcérale derrière Chypre et la Roumanie. 20 Minutes/AFP 1 octobre 2024

Totalitarisme. L'UE entend censurer le discours « nuisible » de ses opposants.

Contenus nuisibles : YouTube, Snapchat et TikTok devront préserver la santé mentale de leurs utilisateurs - 20minutes.fr/AFP 2 octobre 2024

L'UE resserre les vis : inquiète de l'apparition de certains contenus « nuisibles » diffusés par les plateformes YouTube, Snapchat et TikTok, la Commission européenne a réclamé, mercredi 2 octobre 2024, des informations sur les algorithmes qui les mettent en avant.

L'exécutif européen, gendarme du numérique dans l'UE, invoque en particulier le besoin de protection des mineurs et exige de ces trois groupes qu'ils fournissent « *davantage d'informations sur la conception et le fonctionnement de leurs systèmes de recommandation* ».

YouTube et Snapchat sont en particulier priés de fournir « *des informations détaillées sur les paramètres utilisés par leurs algorithmes pour recommander du contenu* », ainsi que sur « *leur rôle dans l'amplification de certains risques* », y compris de possibles atteintes aux processus électoraux et au discours civique, a précisé la Commission.

La Commission européenne veut aussi connaître les mesures prises par ces deux plateformes pour atténuer l'influence de leurs algorithmes sur la promotion de discours de haine et/ou de drogues illégales.

De son côté, TikTok a été prié de fournir plus d'informations sur les moyens mis en œuvre pour « *éviter la manipulation de son service par des acteurs malveillants* » et « *atténuer les risques pour les élections, le pluralisme des médias et le discours civique* ».

Confirmation. Reporters sans frontières un agent de l'OTAN.

L'attaque de RSF contre Sputnik met en évidence son statut d'"*aile médiatique de l'Otan*" - fr.sputniknews.africa 30.09.2024

Les demandes des Reporters sans frontières (RSF) pour que l'UE s'attaque à la Serbie qui a hébergé des bureaux de RT et Sputnik et leurs attaques contre ces médias russes montrent que cette organisation est "*une aile médiatique de l'Otan et de l'Occident*", a déclaré à Sputnik Stevan Gajic, chercheur associé à l'Institut d'études européennes.

Il a ainsi commenté un rapport de RSF qui accuse Sputnik et RT de diffuser de la "*désinformation*" et des "*révélations du Kremlin*" dans les Balkans et au-delà. Le document fait partie d'une nouvelle initiative de RSF baptisée "*Propaganda Monitor*", promettant de mener une "*bataille pour promouvoir un journalisme fiable*".

"*Les déclarations de RSF et d'autres selon lesquelles Sputnik et RT doivent être réduits au silence ont un objectif final clair: "supprimer toute information venant de l'autre côté pour faire taire tous ceux qui ne jouent pas le jeu de l'Otan. Et c'est particulièrement un problème pour l'Otan et pour ces organisations fantoches, comme les journalistes de Reporters sans frontières, en temps de guerre"*, a martelé M.Gajic. fr.sputniknews.africa 30.09.2024

Totalitarisme. En Italie, ce sera au garde-à-vous !

Italie : Les élèves seront notés sur leur comportement en classe, comme à l'époque de Mussolini - 20 Minutes/AFP 2 octobre 2024

En Italie, les élèves devront désormais obtenir une note de « *comportement* » en classe supérieure à 6/10 pour pouvoir passer à la classe supérieure, même si leurs résultats scolaires sont bons

Faire redoubler les élèves perturbateurs : c'est la mesure mise en place par le Parlement italien pour « rétablir le respect » et limiter les agressions d'enseignants à l'école. Votée le 25 septembre, la nouvelle loi instaure une évaluation du comportement des enfants, rapporte The Guardian.

Au collège et au lycée, une note inférieure ou égale à 5/10 conduira ainsi automatiquement à un redoublement. Si l'élève obtient 6/10, il pourra passer à la classe supérieure en suivant un cours de rattrapage en éducation civique.

La cheffe du gouvernement Giorgia Meloni a estimé que cette mesure « ramènerait le respect » dans les écoles.

Problème : cette loi s'inspire d'une ancienne mesure introduite sous le régime de Benito Mussolini en 1924.

Outre les sanctions scolaires, des amendes allant de 500 à 10.000 euros ont été instaurées en cas d'agression physique ou verbale contre les enseignants. Le contexte de cette décision est marqué par une augmentation de 110 % des violences envers le personnel éducatif depuis le début de l'année 2024 en Italie.

Situation sociale en France.

Une vingtaine de magasins Casino ferment cette semaine faute de repreneur - 20 Minutes/AFP 30 septembre 2024

Vingt et un super et hypermarchés Casino, qui emploient plus de 1.100 salariés, fermeront entre lundi et samedi, faute d'avoir trouvé un repreneur

Vichy : Cent cinquante soignants du centre hospitalier en grève - 20 Minutes/AFP 27 septembre 2024

Selon les chiffres communiqués par le centre hospitalier, 150 personnes étaient en grève, ce jeudi, en plus des médecins qui se sont portés solidaires au mouvement, sans que leur nombre ait été communiqué.

Les soignants en grève sont préoccupés par deux situations. Tout d'abord, les grévistes s'inquiètent de l'important retard de traitement des courriers de consultation. Selon eux, plus de 2.500 courriers s'entasseraient actuellement au sein des services du centre hospitalier de Vichy, dans le département de l'Allier.

Ces courriers seraient donc toujours en attente de frappe, sans que le personnel possède suffisamment de moyens humains pour mener à bien ces tâches. L'autre source de préoccupation des grévistes est le nouveau système téléphonique qui dysfonctionnerait depuis le printemps dernier. Un dysfonctionnement qui engendrerait d'importantes lourdeurs informatiques et aggraverait la charge de travail du personnel, déjà conséquente.

Situation politique en France.

Propagande et conditionnement. Comment ils vous préparent psychologiquement à de nouveaux sacrifices.

« *La France vit-elle au-dessus de ses moyens ?* » : l'analyse du « *Point* » ce soir sur TF1 et LCI - LePoint.fr 30 septembre 2024

J-C – Vous noterez qu'ils ne s'embarrassent plus pour camoufler leur supercherie, la réponse (attendue) figure ouvertement dans la question, « *la dette publique vous inquiète* », à force de le marteler, tout le monde ou presque tombe dans le panneau.

Dettes : les Français plus inquiets que jamais - LePoint.fr 30 septembre 2024

Le sondeur partenaire du Point, Cluster17, est formel : la dette publique donne désormais des sueurs froides aux Français. 77 % d'entre eux considèrent en effet que le niveau d'endettement du pays a atteint un niveau « *très élevé* ».

À la question « *diriez-vous que le niveau de la dette publique vous inquiète ?* », 81 % des personnes interrogées répondent par l'affirmative.

La plupart d'entre elles (précisément 51 %) affirment même : « *Oui, beaucoup.* »

« *Les sondés sont indécis : 18 % estiment qu'il faut baisser le budget de la culture, 16 % celui de la défense, 16 % celui consacré à l'environnement et, enfin, 14 % veulent baisser les dépenses à l'égard des collectivités territoriales.* »

Notons enfin que 17 % des sondés ont répondu « *autres* », citant la réduction « *du train de vie de l'État* » et des administrations, le rabotage des aides sociales, la réduction des subventions à certaines associations ou encore la fin des « *niches fiscales* ».

Plus surprenant, seuls 10 % des Français s'expriment en faveur d'une hausse de l'impôt sur les sociétés. À croire qu'ils ont compris que, dans une économie ouverte sur le monde, alourdir nos entreprises ne ferait que grever leur compétitivité et, à terme, remonter le chômage. De quoi donner du grain à moudre au gouvernement de Michel Barnier. LePoint.fr 30 septembre 2024

J-C – Ajoutons, et à la lutte de classe !

Budget 2025 : Budget de guerre !

Budget 2025 : un effort colossal de 60 milliards d'euros - LePoint.fr 2 octobre 2024

Pour atteindre les 5 % de déficit l'an prochain (contre 6,1 % cette année), l'exécutif mise sur un effort de 60 milliards d'économies. Comme annoncé par le Premier ministre la veille, celui-ci sera réparti entre baisses de dépenses (un peu plus de deux tiers) et hausses d'impôts (un peu moins d'un tiers). Soit plus de 40 milliards d'économies et un peu moins de 20 milliards de recettes supplémentaires.

Un ralentissement des dépenses des opérateurs de l'État est attendu et représente un peu plus d'un milliard d'économies.

Les administrations de sécurité sociale représentent quant à elles près d'un tiers des baisses de dépenses. Un report de l'indexation des retraites au 1er juillet 2025 est notamment prévu. L'objectif national de dépenses d'assurance-maladie (Ondam) sera fixé à 2,8 %. Les collectivités locales seront également appelées à modérer leurs dépenses pour contribuer à l'effort. Au total, les dépenses publiques devraient refluer de 56,8 % du PIB cette année à 56,3 % l'an prochain.

La Cour des comptes plaide pour la suppression de 100 000 postes dans les collectivités locales - LePoint.fr 2 octobre 2024

Dans un rapport remis ce mercredi 2 octobre, la Cour des comptes suggère de supprimer 100 000 effectifs des collectivités locales afin d'économiser 4,1 milliards d'euros par an à partir de 2030. LePoint.fr 2 octobre 2024

En famille. Quelle « chance », quelle surprise !

Marine Le Pen annonce que le RN ne censurera pas a priori le gouvernement "pour lui laisser une chance"

« *Le Rassemblement national n'entend pas entraîner le pays vers le chaos. Le RN a fait un choix responsable : refuser de censurer a priori votre gouvernement* », assure la cheffe de file des députés RN après la déclaration de politique générale de Michel Barnier. franceinfo 1 octobre 2024

Et pour cause :

« *L'immigration n'est pas une chance* »: en France, Bruno Retailleau suscite un tollé parmi la coalition au pouvoir - RT 30 sept. 2024

La députée RN Laure Lavalette compare Bruno Retailleau à "un porte-parole" de son parti - BFMTV 1 octobre 2024

Invitée sur BFMTV-RMC, la députée RN Laure Lavalette a comparé le ministre de l'Intérieur à un porte-parole de son parti en réponse à ses récentes sorties polémiques. BFMTV 1 octobre 2024

L'enfer de la guerre impérialiste et coloniale ou la barbarie en guise de démocratie.

Moyen-Orient : l'Iran tire près de 200 missiles contre Israël - RT 1 oct. 2024

L'Iran a tiré ce 1er octobre une nouvelle salve de missiles contre l'État hébreu. Une attaque réalisée en réponse aux morts de Haniyé, Nasrallah et Nilforoushan, a déclaré le Corps des Gardiens de la révolution. Selon l'armée israélienne, qui a promis une réponse, près de 200 missiles auraient été tirés par la République islamique.

Guerre au Proche-Orient: l'Iran frappera "toutes les infrastructures" d'Israël s'il est attaqué - BFMTV 2 octobre 2024

L'Iran menace de riposter en frappant "toutes les infrastructures" d'Israël dans le cas d'une riposte de l'État Hébreu, après l'attaque massive de missiles de Téhéran, ce mardi 1er octobre.

L'Iran frappera "toutes les infrastructures" d'Israël s'il est attaqué en riposte à ses lancements de missiles, a averti ce mercredi 2 octobre le chef d'état-major de l'armée iranienne, le général de division Mohammad Bagheri.

"Si le régime sioniste, qui est devenu fou, n'est pas contrôlé par ses soutiens américain et européen et veut poursuivre ces crimes ou agir contre notre souveraineté et notre intégrité territoriale, l'opération comme celle de ce soir (mardi) sera répétée avec une plus grande intensité et toutes les infrastructures du régime seront visées", a déclaré le général Bagheri à la télévision d'État iranienne. BFMTV 2 octobre 2024

Des documents fuités révèlent les plans de contre-révolution en Iran par Kit Klarenberg, Max Blumenthal - Arrêt sur info — 25 septembre 2024

Des documents et des courriels ayant fait l'objet d'une fuite et obtenus par The Grayzone révèlent un effort apparemment secret de la part d'agents américains chargés du changement de régime pour imposer une direction radicale aux vestiges du mouvement de protestation iranien contre le tchador obligatoire, afin de renverser le gouvernement de l'Iran.

L'initiative a été lancée par Carl Gershman, directeur de longue date de la National Endowment for Democracy (NED), une organisation à but non lucratif financée par le gouvernement américain qui soutient les opérations de changement de régime dans le monde entier. Conçue à l'origine par la CIA de l'administration Reagan, la NED s'est immiscée dans des élections et a soutenu des putschistes du Nicaragua au Venezuela, en passant par Hong Kong et bien d'autres pays encore.

Les fuites révèlent comment Gershman a comploté en privé pour canaliser les ressources du département d'État vers la construction d'une « *coalition pour la liberté de l'Iran* » composée de militants iraniens pro-occidentaux et d'agents néoconservateurs américains qui réclament à cor et à cri une attaque militaire américaine contre l'Iran.

Tout en visant à « *mobiliser un soutien international* » en faveur du mouvement « *Femmes, vie, liberté* », « *et à faire tout ce qui est possible pour soutenir [leur] lutte* » la Coalition pour la liberté représente une tentative manifeste d'imposer une direction en exil à l'opposition iranienne de base qui est dirigée et parrainée par les éléments les plus belliqueux de Washington.

<https://arretsurinfo.ch/des-documents-fuites-revelent-les-plans-de-contre-revolution-en-iran/>

Israël: Joe Biden ordonne à l'armée américaine d'intercepter les missiles iraniens - BFMTV 1 octobre 2024

Washington juge « *totalelement inacceptable* » l'attaque de l'Iran contre Israël en riposte à l'assassinat du chef du Hezbollah au Liban

« *Les Etats-Unis soutiennent pleinement, pleinement, pleinement Israël* », a déclaré Joe Biden, ajoutant que des discussions étaient « en cours » avec Israël sur la réponse à apporter.

Le président américain a demandé à l'armée américaine d'aider Israël à intercepter les missiles tirés par l'Iran contre l'État hébreu.

Mimétisme.

Emmanuel Macron a "*condamné avec la plus grande fermeté les nouvelles attaques de l'Iran contre Israël*" et la France a "*mobilisé*" ce mardi 1er octobre "*ses moyens militaires au Moyen-Orient pour parer la menace iranienne*", a déclaré l'Élysée dans un communiqué à l'issue d'un conseil de défense.

Le président français a également exigé que « *le Hezbollah cesse ses actions terroristes contre Israël et sa population* », rappelant que la France est « *attachée à la sécurité d'Israël* ».

Pour François Hollande "il est légitime de défendre Israël face à cette attaque". BFMTV et AFP 1 et 2 octobre 2024

En complément :

Budget 2025 : "L'attitude des socialistes doit être de voter tout ce qui va dans le bon sens de la justice fiscale", estime François Hollande - francetvinfo.fr 1 octobre 2024

Des manifestants à Paris pour soutenir le Liban et condamner « Israël » - french.almanar.com.lb 30 septembre 2024

Des drapeaux libanais et palestiniens ont été brandis pendant le rassemblement qui a réuni quelque 2000 manifestants, selon les organisateurs cités par des médias français.

Au Liban, les armées israéliennes et libanaises s'affrontent pour la première fois au sol - Le HuffPost 2 octobre 2024

Pour la première fois, les soldats des deux camps s'affrontent au sol. 48 heures après le lancement d'une offensive terrestre israélienne ciblée au sud du Liban contre le Hezbollah, des premiers combats directs ont eu lieu entre les armées des pays ennemis.

Les troupes libanaises ont annoncé, en début d'après-midi ce mercredi 2 octobre, qu'un drone israélien avait visé l'une de ses unités dans le sud du Liban. Une attaque survenue « *alors que [cette unité] s'employait à ouvrir la route Marjayoun-Hasbaya* », coupée par des bombardements, a précisé l'armée libanaise sur X.

Un bilan des pertes de Tsahal quelques heures tard recense huit morts, en comptant le capitaine Eitan Itzhak Oster.

Outre les combats entre les armées régulières des deux pays, plus tôt dans la journée, le Hezbollah avait affirmé combattre des forces israéliennes s'étant « *infiltrées* » dans le sud du Liban, dans le village frontalier de Maroun al-Ras.

Faites tomber les masques. La véritable nature de l'ONU à nue.

Israël officialise sa rupture avec l'ONU en qualifiant Antonio Guterres de "*persona non grata*" - Le HuffPost 2 octobre 2024

S'exprimant sur X après que l'Iran a tiré près de 200 missiles sur Israël, Antonio Guterres a condamné « *l'élargissement du conflit au Moyen-Orient* », en déplorant « *l'escalade après escalade* ». « *Cela doit cesser. Il nous faut absolument un cessez-le-feu* », a-t-il ajouté, sans plus de précisions.

Cette réaction n'a pas plu au ministre israélien des Affaires étrangères, reprochant au chef de l'ONU de ne pas avoir condamné nommément l'Iran pour son attaque massive. Indiquant qu'Antonio Guterres était désormais « *persona non grata* » en Israël, Israël Katz a ajouté : « *Quiconque ne peut condamner sans équivoque l'attaque odieuse de l'Iran contre Israël ne mérite pas de fouler le sol israélien.* »

« *Persona non grata* ». Le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, a été interdit d'entrée en Israël en raison de sa réaction après l'attaque iranienne contre Israël, survenue mardi 1er octobre soir.

Le ministre israélien des Affaires étrangères, Israël Katz, a qualifié, ce mercredi 2 octobre, Antonio Guterres de « *secrétaire général anti-israélien qui apporte son soutien aux terroristes, violeurs et assassins* ».

Syrie : une frappe israélienne aurait ciblé «*la villa*» du frère de Bachar al-Assad - RT 1 oct. 2024

Sur fond d'offensive au Liban, l'armée israélienne a mené dans la soirée du 29 septembre, une frappe dans la région de Yafour, à l'ouest de la capitale syrienne, a rapporté le média panarabe Al-Quds al-Arabi. Une frappe qui, selon une source militaire «*bien informée*» de ce média, aurait ciblé «*la villa*» du frère du président syrien Maher al-Assad, à l'aide de trois missiles.

Outre la frappe ayant visé le domicile du président syrien, un raid israélien sur Damas dans la nuit du 30 septembre au 1er octobre a tué une journaliste syrienne. La télévision syrienne «*pleure la présentatrice Safaa Ahmad, est morte en martyre dans l'agression israélienne de la capitale Damas*», a-t-elle annoncé dans un communiqué.

Qui gouverne la France et l'UE ?

J-C – Quand le Réseau Voltaire s'en tient au journalisme et évite la propagande idéologique, il arrive qu'il publie d'excellents articles qui comportent des données indispensables pour comprendre la situation, qui sont censurées par les médias mainstream, celui-ci en fait partie.

La place des États-Unis et d'Israël dans les gouvernements de l'UE et de la France - Réseau Voltaire 1er octobre 2024

L'Union européenne a été fondée non pas par les Européens, mais par les États-Unis et le Royaume-Uni pour mieux les contrôler. La Commission européenne (autrefois dénommée Haute Autorité) est l'administration non-élue chargée d'imposer leur volonté aux États-membres. Au cours des dernières années, elle est parvenue à élargir les compétences de la Commission au détriment de la souveraineté des États-membres sans changer pour autant quoi que ce soit dans les traités. Suivant cette même ligne, Michel Barnier fait entrer les démocrates états-uniens et la faction fasciste d'Israël au sein du gouvernement français.

<https://www.voltairenet.org/article221297.html>

En France et dans l'Union européenne, la place et la responsabilité des États sont progressivement remis en cause. Sans qu'aucune modification n'ait été apportée aux Traités européens, de nombreuses compétences des États membres ont été discrètement transférées à la commission européenne au cours des cinq dernières années.

L'origine de la Commission européenne

Rappelons d'abord que l'Union européenne est la résultante d'un processus imaginé par les Anglo-Saxons fin 1942. L'amiral William Leahy, chef d'état-major des armées des États-Unis et ancien ambassadeur à Vichy jusqu'en mai 1942, institua à Alger un Gouvernement militaire allié des territoires occupés (Allied Military Government of Occupied Territories - AMGOT) pour la France, autour de l'amiral François Darlan, puis du général Henri Giraud. Il appliquait les lois de Vichy, mais ne reconnaissait pas l'autorité de Charles De Gaulle à Londres.

Charles De Gaulle, considérant que les Britanniques et les États-uniens n'avaient pas plus de droit que les Nazis d'occuper son pays, s'y était fermement opposé (d'où son opposition au débarquement de Normandie [1]). Aussi ce gouvernement n'a pu être étendu qu'en Allemagne, en Autriche et au Japon, mais pas comme prévu en Norvège, aux Pays-Bas, au Luxembourg, en Belgique, au Danemark et en France.

Au vu de cet échec, les Anglo-Saxons cherchèrent une forme de gouvernance pour pouvoir contrôler l'ensemble du monde, conformément à leur volonté commune exprimée lors de la conférence de l'Atlantique.

À la fin de la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis et le Royaume-Uni se divisèrent le monde. Churchill imagina de regrouper l'Allemagne de l'Ouest, la Belgique, la France, l'Italie, le Luxembourg et les Pays-Bas dans une organisation supranationale, la Communauté économique européenne (CEE). Elle devait se substituer à l'AMGOT (qui persistait en Allemagne et en Italie) pour mettre en œuvre le principe de la libre circulation des personnes, des services et des capitaux, conformément à la stratégie anglo-saxonne du libre-échange. Les États-Unis ont lié les prêts du Plan Marshall à l'obligation de ces pays d'entrer dans la CEE.

Le MI6 britannique crée la Ligue européenne de coopération économique (European League for European Cooperation - ELEC), tandis que la CIA finance l'Union européenne des fédéralistes (UEF) et crée le Comité américain pour une Europe unie (American Committee on United Europe - ACUE).

Le premier président de la Haute Autorité de la CEE, c'est-à-dire du prédécesseur de la Commission de l'Union européenne, fut l'Allemand Walter Hallstein (1958-1967). Ce juriste nazi avait conçu le Neuordnung Europas (Nouvel ordre européen) pour le führer Adolf Hitler : il s'agissait de remplacer les États-nations par des structures régionales ethniques, tout en étendant le Reich à l'ensemble des populations de langues allemandes, et en vidant son espace vital de ses populations autochtones. Walter Hallstein n'ayant qu'à gérer une partie de l'Europe pour les Anglo-Saxons, il n'a pas eu à aborder les questions de l'expansion de l'Allemagne ni celle de l'expulsion ou l'extermination des populations slaves. Par précaution les Anglo-Saxons le neutralisèrent en ôtant de ses fonctions la politique de régionalisation qu'ils confièrent au Conseil de l'Europe.

Tout au long de son histoire, la Haute autorité, puis la Commission européenne, ne furent que des interfaces civiles entre d'un côté l'OTAN (qui remplaça l'AMGOT) et les États-membres. Ses premiers fonctionnaires furent issus de l'AMGOT en Allemagne et en Italie. Pendant la guerre, ils avaient été formés aux affaires civilo-militaires dans une dizaine d'universités états-uniennes.

Ces administrations (non-élues) disposent à la place du Parlement européen (élu) du pouvoir d'initier des règles dans l'espace de l'Union. Ce point est extrêmement important : la Haute Autorité, puis la Commission, n'ont d'autre but que de faire entrer toutes les normes de l'OTAN dans les lois des États-membres. Le Parlement européen n'est qu'une chambre d'enregistrement des décisions de l'impérialisme anglo-saxon.

Aujourd'hui, la Commission a imposé aussi bien des normes sur la production de chocolat (qui sont exactement celles préalablement fixées par l'OTAN pour la barre de chocolat de la ration du soldat) que sur la construction de certaines routes (afin de pouvoir y faire passer les chars de l'Alliance).

La commission von der Leyen

Venons-en maintenant à la période actuelle. En 2014, il a été convenu que la présidence de la Commission échoira à la tête de liste du parti arrivé en tête lors de l'élection du Parlement européen. On pensait à ce moment que ce serait soit le Parti populaire européen (PPE), soit le Parti socialiste européen (PSE), qui se partageaient déjà la présidence du Parlement, qui arriverait en tête. C'est l'ancien Premier ministre luxembourgeois Jean-Claude Juncker, un membre des réseaux stay-behind de l'Otan (Gladio), qui fut désigné par le PPE et devint président de la Commission de 2014 à 2019.

En 2019, la présidence de la Commission aurait dû échoir au chrétien démocrate Manfred Weber. Cependant il renonce à cette fonction, ouvrant la voie au social-démocrate Frans Timmermans, ancien ministre des Affaires étrangères néerlandais, dont le parti est arrivé second aux élections du Parlement européen. Mais la Hongrie, la République tchèque, la Slovaquie et la Pologne s'y opposent car il n'a cessé de les accuser de tendances autoritaires alors qu'il était commissaire chargé de l'amélioration de la législation, des relations inter-institutionnelles, de l'État de droit et de la charte des droits fondamentaux. La chancelière allemande Angela Merkel propose alors sa dauphine et ministre de la Défense, Ursula von der Leyen. Le président français, Emmanuel Macron, la soutient à la condition que la Franco-États-unienne Christine Lagarde [2] soit nommée présidente de la Banque centrale européenne.

Lors de son discours d'investiture, elle annonce la couleur en déclarant : « *Ma Commission sera une Commission géopolitique* ». Cette expression n'exprime pas un rôle dans les relations internationales, mais fait référence à la théorie du Lebensraum (espace vital) imaginée par Karl Haushofer.

Ursula von der Leyen crée immédiatement un Groupe pour la coordination externe (EXCO). Il se réunit tous les mardis au niveau des directeurs généraux et tous les mercredis au niveau des conseillers des cabinets des commissaires.

En mars 2020, alors qu'elle venait juste de prendre ses fonctions, Ursula von der Leyen doit affronter la crise de la Covid-19. La nouvelle présidente élabore un programme de relance économique d'un montant de 2 018 milliards d'euros (dont 800 milliards empruntés), puis elle organise l'achat conjoint de 4,6 milliards de doses de « *vaccins* » pour 71 milliards d'euros supplémentaires (soit 15 fois le coût de production). Enfin, elle met en place un passeport sanitaire européen, le EU Digital COVID Certificate, dit « *QR Code* ». Ces initiatives ne figurent pas parmi les compétences attribuées par les Traités à la Commission, cependant tous les États-membres s'en sont félicités. En outre, jusque-là, l'Allemagne s'était toujours vigoureusement opposée au principe d'un emprunt conjoint.

Les scientifiques considèrent aujourd'hui que 2,8 milliards de ces doses n'étaient pas des vaccins, mais uniquement des médicaments à ARNmessenger. Au demeurant, ils étaient tous expérimentaux.

La Cour de justice de l'Union européenne déplorera l'absence de transparence de la Commission concernant les contrats d'achats de vaccins anti-Covid. Toutefois aucune des procédures intentées pour avoir connaissance des échanges entre les laboratoires pharmaceutiques et Mme von der Leyen n'aboutiront. Son époux, Heiko von der Leyen, a été nommé directeur médical d'Orgenesis, une société liée à un des laboratoires fabriquant les vaccins. Il y travaille très peu et y perçoit un salaire exorbitant. En outre, selon la Cour des comptes de Chypre, la Commissaire à la Santé d'Ursula von der Leyen, la Grecque Stélla Kyriakídou, aurait touché 4 millions d'euros via son mari, Kyriakos Kyriakídou.

Le 23 février 2022, la Russie débute son « *opération militaire spéciale* » pour mettre fin aux massacres perpétrés par les « *nationalistes intégraux* » au Donbass. Cette entrée de l'armée russe sur le territoire ukrainien est considérée par l'OTAN comme une agression, bien qu'elle ne soit qu'une application de la résolution 2202 et de la responsabilité de protéger. Quoi qu'il en soit, le Haut représentant et vice-président de la Commission, Josep Borrell, déclare : « *C'est le moment où l'Europe géopolitique est en train de naître* ».

La Commission propose sans attendre des paquets de mesures coercitives contre la Russie que le Conseil adopte sans débattre. Il s'agit de la transcription en droit européen des mesures déjà prises par les États-Unis [3] et coordonnées par l'ancien ambassadeur de Washington à Moscou, Michael McFaul.

La Commission propose également un vaste programme d'aide financière et militaire à l'Ukraine. Il est élaboré par Björn Seibert, le chef de cabinet d'Ursula von der Leyen et ancien analyste de l'American Enterprise Institute, en contact constant avec Washington. Elle a, à ce jour, mobilisé 88 milliards d'euros d'aide financière pour Kiev et 50 milliards d'euros d'armes (« *Facilité pour l'Ukraine* »).

Le rôle de Michel Barnier en France

Avant les élections européennes de juin 2024, le président Emmanuel Macron propose à Michel Barnier de devenir son Premier ministre. Cependant, la liste présidentielle ne parvient pas à recueillir 15 % des voix. Le président Macron dissout alors l'Assemblée nationale avec un espoir sérieux de reconstituer sa majorité parlementaire. Cependant, Jean-Luc Mélenchon parvient en deux jours à rassembler les partis de gauche au sein du Nouveau front populaire. Au premier tour, la liste présidentielle ne recueille que 20 % des voix. Le président Macron évite le pire en organisant un « *Front républicain* » contre le Rassemblement national de Marine Le Pen. Ce n'est qu'après deux mois de tergiversations qu'il parvient à désigner Michel Barnier comme Premier ministre.

Michel Barnier est un opportuniste. Soutien du gaulliste Jacques Chaban-Delmas, il le trahit pour l'atlantiste Valéry Giscard d'Estaing, en 1977. Soutien du néo-gaulliste Jacques Chirac, il le trahit pour l'atlantiste Édouard Balladur, en 1993. En 2007, dans l'affaire Clearstream 2, il dépose devant le juge Renaud Van Ruymbeke contre le gaulliste Dominique de Villepin en faveur de l'atlantiste Nicolas Sarkozy.

Sa seule constance est de participer à la construction de l'Union européenne dans l'ombre de Washington et de Londres. Après le rejet par référendum de la Constitution européenne, il est membre du groupe Amato qui rédige le traité de Lisbonne lequel sera imposé par la voie parlementaire. Il négocie patiemment les conditions du Brexit avec Londres car il est le seul commissaire européen à connaître l'histoire de l'UE et à comprendre la logique de la volonté britannique.

Cependant, il se met à dos bien des hauts fonctionnaires européens, lors de la campagne présidentielle française de 2022. Il dénonce en effet la gestion des règles de l'immigration depuis des décennies par ses collègues de la Cour de justice de l'UE, ce qu'il n'avait jamais fait auparavant.

Le 21 septembre, l'Élysée annonce la composition du gouvernement dont il est le Premier ministre. Il prend soin de laisser croire qu'il en est le seul auteur et que le président Macron ne l'a pas influencé.

C'est évidemment faux. Par exemple Marc Ferracci, ministre délégué chargé de l'Industrie, ancien camarade d'Emmanuel Macron durant leurs études à SciencesPo, fut son témoin de mariage, tandis que le président fut le témoin du sien. Son père, Pierre Ferracci, a participé à la commission Attali pour la libération de la croissance française (2007-2010), dont Emmanuel Macron fut rapporteur spécial. Il dirige un réseau permettant de recaser les hauts-fonctionnaires momentanément écartés. L'épouse du nouveau ministre, Sophie Ferracci, fut directrice de cabinet d'Emmanuel Macron au ministère de l'Économie et à son parti politique, En marche. Elle a été recasée à la Caisse des dépôts et consignations et est aujourd'hui présidente du Groupe SOS de Jean-Marc Borello, ami de longue date de Brigitte Macron.

Le gouvernement Barnier est placé sous les augures des démocrates états-uniens et des sionistes révisionnistes israéliens.

Son ministre des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, est l'héritier d'une longue succession de démocrates-chrétiens. Son grand-père, Noël Barrot fut résistant et député. Son père ; Jacques Barrot, créa avec Michel Barnier le club Dialogue & Initiative. Il fut député ministre, vice-président de la Commission européenne et même membre du Conseil constitutionnel. La sœur de Jean-Noël, Hélène Barrot, est directrice de la communication d'Uber-Europe.

Spécialiste des Finances, il fut professeur associé au Massachusetts Institute of Technology (MIT), puis professeur à HEC Paris. Il fut lauréat (promotion 2020) du programme « *Young Leaders* » de la French-American Foundation.

Le membre le plus surprenant du gouvernement Barnier est son ministre délégué chargé de l'Europe, Benjamin Haddad. La presse a relevé son rôle au sein de l'Atlantic Council, donc au service de Washington. Il fut aussi haut fonctionnaire du service européen pour l'action extérieure (SEAE) où il défendit les positions des États-Unis et d'Israël.

Mais le plus important est ailleurs : il a longuement travaillé au sein du Tikvah Fund qui se présente comme une association d'éducation juive états-unienne. En réalité, c'est une association des « *sionistes révisionnistes* », c'est-à-dire des disciples du fasciste Vladimir Jabotinsky dont le portrait orne les murs de tous ses bâtiments et est reproduit sans toutes ses publications. Le Tikvah Fund n'est pas une organisation pro-israélienne comme les autres, elle promeut l'idéologie de Benyamin Netanyahu (dont le père était le secrétaire particulier de Jabotinsky) [4]. Rappelons que le premier Premier ministre d'Israël, David Ben Gourion, avait interdit que l'on inhume Jabotinsky en Israël.

Selon Haaretz, le Tikvah Fund, présidé par le criminel états-unien Elliott Abrams [5], a financé la prise de pouvoir en Israël par Benjamin Netanyahu et ses alliés Itamar Ben-Gvir et Bezalel Smotrich [6].

Il y a trois ans, Benjamin Haddad expliquait qu'assimiler le Hezbollah à une organisation terroriste comme Daesh, qu'il a combattu et qu'Israël a soutenu, permettait d'obtenir le soutien des Européens [7].

Ce qu'il faut retenir :

- La Commission européenne est l'héritière de la Haute Autorité de la CEE, elle-même héritière de l'AMGOT, c'est-à-dire de l'autorité militaire d'occupation anglo-saxonne.
- La Commission européenne n'est donc pas élue, mais composée à l'instigation des Anglo-Saxons. Sa seule fonction est de faire adopter les normes de l'OTAN par les États-membres.
- Le gouvernement Barnier est le prolongement de la Commission. Il comporte ainsi aussi bien un ministre agréé par les démocrates états-uniens, qu'un autre représentant les sionistes révisionnistes de Benyamin Netanyahu.

Notes.

[1] « Comment justifier l'agression de l'Otan contre la Russie », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 11 juin 2024.

[2] « Avec Christine Lagarde, l'industrie US entre au gouvernement français », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 22 juin 2005.

[3] Voir le tableau des mesures états-uniennes et européennes dans « La fin de la domination occidentale », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 19 avril 2022.

[4] « Le voile se déchire : les vérités cachées de Jabotinsky et Netanyahu », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 23 janvier 2024.

[5] Elliott Abrams a été condamné à 2 ans de prison pour son rôle dans l'IranGate. Il a été gracié par le président George Bush père.

[6] « Le coup d'État des Straussiens en Israël », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 7 mars 2023.

[7] Ecoutez le podcast en anglais : « Benjamin Haddad on Why Europe is Becoming More Pro-Israel ».

Argentine.

Argentine: nouvelle manifestation massive contre Milei pour défendre l'université - AFP 3 octobre 2024

Une marée humaine a rempli en fin d'après-midi la vaste place du Parlement au centre de la capitale, pour défendre "l'urgence budgétaire" de l'université, des rattrapages salariaux pour les enseignants, et une réévaluation régulière des budgets sur fond d'inflation à 236% en interannuel.

Ils réclament un rattrapage des salaires des enseignants du supérieur -autour de 650.000 pesos pour un débutant- et sur une loi, approuvée au Sénat, déclarant l'université en "urgence budgétaire", et posant une réévaluation bimensuelle de son budget.

Javier Milei, au nom du sacro-saint objectif de "*déficit budgétaire zéro*", a promis un "*veto total*" à cette loi, veto qui devait être officialisé entre mercredi et jeudi. Autre motif de colère des manifestants.

Le veto présidentiel serait toutefois en suspens, puisqu'il pourrait être invalidé par une majorité des deux tiers à la Chambre des députés, où le petit parti libertarien de Milei, La Libertad Avanza, minoritaire, ne parvient à ce jour qu'à des alliances ad hoc.

États-Unis.

États-Unis: les dockers commencent leur grève après l'échec de négociations - RFI/AFP1 octobre 2024

Le syndicat des dockers de quatorze grands ports de la côte Est des États-Unis, qui ont commencé à débrayer tôt, mardi 1er octobre, après l'échec de négociations de dernière minute, s'est dit prêt à « *se battre aussi longtemps que nécessaire* ».

« *Nous sommes prêts à nous battre aussi longtemps que nécessaire, à rester en grève le temps qu'il faudra, pour obtenir les salaires et protections sociales que nos adhérents méritent* », a prévenu dans un communiqué le patron du syndicat ILA, Harold Daggett. Les dockers ont commencé à débrayer tôt mardi après l'échec de négociations de dernière minute entre leur syndicat et l'Alliance maritime.

L'USMX représente les employeurs de 36 ports disséminés le long des côtes entre le Maine, dans le nord-est, et le Texas, au sud du pays, sur le Golfe du Mexique, en passant par la Floride, dans le sud-est.

En face, le syndicat des dockers compte 85 000 adhérents aux États-Unis (ports, rivières, lacs). Le contrat social arrivant à expiration concerne 25 000 adhérents, travaillant dans les terminaux de conteneurs et de chargement de véhicules roulants de quatorze grands ports : Boston, New York, Philadelphie, Baltimore, Savannah, Miami, Tampa ou encore Houston.

Le transport d'hydrocarbures et de produits agricoles, ou encore les croisières, ne devraient être que très faiblement, voire pas du tout, affectés. RFI/AFP1 octobre 2024

Russie.

Russie: explosion des dépenses militaires en 2025 pour poursuivre l'offensive en Ukraine - AFP 1 octobre 2024

Le conflit en Ukraine quoiqu'il en coûte: le projet de loi budgétaire 2025 en Russie dévoilé lundi prévoit une envolée de 30% des dépenses militaires l'an prochain, confirmant la détermination du Kremlin à poursuivre son offensive, malgré le coût humain et économique.

Les dépenses de défense vont atteindre en 2025 près de 13.500 milliards de roubles (130 milliards d'euros au taux actuel), selon le projet de loi.

Le budget militaire national avait déjà explosé de près de 70% en 2024, représentant cette année avec les investissements de sécurité 8,7% du PIB selon Vladimir Poutine, une première dans l'histoire moderne de la Russie.

Depuis 2022, le Kremlin a largement réorienté son économie sur l'effort de guerre, développant à grande vitesse son complexe militaro-industriel, recrutant des centaines de milliers d'employés.

La somme allouée pour la défense représentera en 2025 près d'un tiers des dépenses fédérales et plus de deux fois plus que les investissements "*de politique sociale*".

Le budget dédié à la sécurité intérieure, qui inclut la police et les services spéciaux en charge notamment de la répression des critiques du Kremlin, va, lui, passer à 3.460 milliards de roubles (33 milliards d'euros), représentant près de 10% des dépenses annuelles de l'Etat russe.

Ce cumul "*Défense*" et "*Sécurité*" représentera environ 40% du budget. Sans compter de nombreux investissements classés secrets.

Au total, les dépenses fédérales vont passer en 2025 à 41.500 milliards de roubles (environ 400 milliards d'euros).

Pour boucler son budget, le gouvernement a prévu au 1er janvier une augmentation des impôts sur les hauts revenus et les entreprises.

Les pénuries de main d'œuvre demeurent toutefois problématiques dans un grand nombre de secteurs, ce qui entraîne la surchauffe de l'économie nationale.

J-C - En comparaison, les dépenses militaires américaines ont atteint 916 milliards de dollars et 296 pour la Chine en 2023, le budget militaire de l'OTAN se monte à 2,029 milliard d'euros en 2024 (www.nato.int).

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 6 octobre 2024

La bêtise humaine est stupéfiante !

On dit souvent qu'on s'adresse à l'intelligence des hommes, ajoutons des femmes pour que ses complexées ne se sentent pas injustement frustrées ou sacrifiées, car après tout elles sont souvent en premières lignes sur les barricades, on se demande parfois où cette intelligence a bien pu passer !

On a l'impression d'avoir affaire à des amnésiques qui n'ont rien retenu ou appris de leurs expériences passées, ne parlons même pas des enseignements de la lutte de classes.

En principe, quand on est face à un problème, on respire profondément, on réfléchit tranquillement et on s'arme de patience. On en recherche la cause ou l'origine pour agir dessus et envisager de l'extraire. En termes politiques, si cette cause s'avère persistante, on va la combattre afin de l'éradiquer ou faire en sorte de réduire à néant sa capacité de nuisance sur notre existence (ou la société), celle de nos semblables et de nos enfants, d'où la nécessité d'abolir le capitalisme...

Au lieu de cela, certains, les mieux nantis en général, prétendent qu'il serait impossible d'identifier la nature ou les origines des maux qui accablent les exploités et les opprimés, elles seraient tellement nombreuses et complexes, si bien qu'on demeurerait indéfiniment impuissant pour en venir jamais à bout, car hors de notre portée, trop colossales ou puissantes, alors vaudrait mieux encore s'en accommoder en attendant des jours meilleurs ou se contenter d'une existence médiocre ponctuée de plaisirs éphémères et insignifiants, et au diable ceux pour lesquels c'est déjà un véritable cauchemar au quotidien !

Vous savez ce qui se produit ensuite, le temps passe, et par laxisme ou dilettantisme, pour n'avoir pas traité notre problème à la racine, il finit par prendre une tournure inattendue, parfois violente. Il enfle, il s'étend démesurément et gagne en profondeur, il se généralise, frappe sans prévenir toutes les couches de la société, si bien qu'on se retrouve dans une situation encore plus périlleuse ou dans les pires conditions pour l'affronter, du coup, on n'a plus le choix qu'entre l'amputation ou la gangrène généralisée qui nous guette, une réaction s'impose, c'est devenu une question vitale, de vie ou de mort. Notez, que la rupture ou amputation et la gangrène correspondent à eux conceptions de la lutte de classe du prolétariat diamétralement opposées ou antinomiques, inconciliables.

Notez aussi que ce n'est pas spécifique à notre époque, on aurait pu dresser le même constat il y a un siècle, et tout au long du XXe siècle ponctué de famines, de guerres et de souffrances sans nombre, le malheur des uns faisant le bonheur des autres.

Malheur à ceux qui sont nés au mauvais moment et au mauvais endroit... en espérant ne pas en faire partie, mais ce serait ignorer ou sans compter un peu vite, ironie oblige, que si la roue de l'histoire ne peut jamais tourner à l'envers, en revanche emportée irrésistiblement dans son élan, elle pourrait nous rattraper et nous broyer au passage. Ce serait fâcheux, peut-être pas tant que cela

finalement, si c'était indispensable pour nous libérer enfin de nos illusions, surtout quand on a conscience d'avoir encore quelque chose à perdre.

On pourrait en profiter pour prendre son destin en mains, pour s'organiser et se mobiliser, pas pour sauver les meubles ou le régime en place, mais pour le renverser et nous sauver collectivement, mettre un terme à l'exploitation, à l'oppression, à la guerre, à la barbarie, car il n'existe pas d'autre issue que le socialisme.

Des millions ne supportent plus la pire des barbaries, impressionnant !

Des milliers de personnes défilent en Europe en soutien à Gaza un an après le 7-October - AFP 5 octobre 2024

Guerre au Proche-Orient : de Paris au Cap, des milliers de personnes défilent en soutien à Gaza et au Liban, un an après le 7-October - franceinfo 5 octobre 2024

A Paris, le cortège parisien de 5 000 personnes, selon les autorités, a rallié la place de la République à celle de Clichy, aux cris de "*Palestine vivra, Palestine vaincra*".

Un millier de personnes ont également défilé à Lyon, selon la préfecture. A Toulouse, 300 manifestants ont déambulé d'après les autorités. A Strasbourg, les manifestants étaient eux aussi 200, munis de pancartes. franceinfo 5 octobre 2024

Royaume-Uni: des milliers de manifestants dans les rues de Londres en soutien à Gaza - RFI 5 octobre 2024

En Italie, pour les sionistes nazis, toutes les dates sont valables.

Guerre au Proche-Orient : Heurts avec la police, pétards... Une manifestation propalestinienne dégénère à Rome - 20minutes.fr 6 octobre 2024

Le préfet de police de Rome avait interdit cette manifestation propalestinienne à deux jours du premier anniversaire du sanglant conflit entre Israël et le mouvement islamiste palestinien Hamas, invitant les organisateurs à choisir une autre date.

Plusieurs manifestations en mémoire des quelque 1.205 personnes tuées lors de l'attaque en Israël le 7 octobre sont prévues lundi en Italie. 20minutes.fr 6 octobre 2024

France. Quelle est la nature de ce régime, quand les plus faibles doivent être sacrifiés en priorité au profit des plus puissants ?

Isère : Soupçonnée de diriger un réseau de proxénétisme, une ado de 16 ans écrouée - 20minutes.fr 6 octobre 2024

Unicef : « Inadmissible »... Plus de 2.000 enfants dorment dans la rue en France - 20minutes.fr 29 août 2024

Le chiffre de 2.000 est de surcroît largement sous-évalué, insistent Unicef France et la FAS - le baromètre ne prenant en effet pas en compte ceux qui ont renoncé à appeler le 115, les enfants vivant dans des bidonvilles ou en squats ou encore les mineurs non accompagnés. 20minutes.fr 29 août 2024

J-C – Personne ne pourra dire qu'il ne savait pas, et pourtant la plupart semble s'en accommoder et avoir bonne conscience, je ne prendrais pas le risque de leur tourner le dos...

C'est l'histoire d'un feu de paille qui a fait les choux gras de l'extrême gauche qui sert de caution de gauche au capitalisme.

J-C - Chaque fois que je tombe sur ce genre d'info mettant en scène l'aristocratie ouvrière, en Grande-Bretagne ou en Allemagne assez souvent, je ne la relaie plus, ici je fais une exception, vous allez comprendre pourquoi.

Les travailleurs et les opérateurs portuaires américains parviennent à un accord pour mettre fin à la grève de la côte Est - english.almayadeen.net 04 octobre 2024

Les dockers américains et les opérateurs portuaires ont conclu un accord provisoire jeudi, mettant ainsi fin à une grève paralysante de trois jours qui avait interrompu les opérations de navigation le long de la côte Est et de la côte du Golfe.

Selon des sources familières avec l'accord, l'accord comprend une augmentation de salaire d'environ 62 % sur six ans, ce qui porte le salaire moyen de 39 dollars à environ 63 dollars de l'heure. Un travailleur sur la ligne de piquet a également confirmé cette annonce. L'International Longshoremen's Association (ILA) avait initialement exigé une hausse de 77 % des salaires, tandis que le groupe d'employeurs, l'Alliance maritime des États-Unis (USMX), avait précédemment offert près de 50 %. english.almayadeen.net 04 octobre 2024

J-C - Tant mieux pour eux, ce que je dénonce, c'est l'exploitation qui en est faite par les opportunistes, qui oublient de mentionner que le salaire minimum varie d'un Etat à l'autre aux Etats-Unis, entre 7,25 et 15 dollars de l'heure en 2024. Rien à taper : ils ne sont pas syndiqués ou ils ne militent dans aucun parti ouvrier !

Youpi !

Guerre au Proche-Orient : La crainte d'une attaque sur l'Iran fait s'envoler les prix du pétrole - 20 Minutes/AFP 4 octobre 2024

Le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en décembre a gagné 5,03 %, pour clôturer à 77,62 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI) avec échéance en novembre, a lui pris 5,15 %, à 73,71 dollars.

Réaction. La tendance du jour.

- Pogrom du 7 Octobre - LePoint.fr 5 octobre 2024
- Pour Donald Trump, Israël devrait « *frapper* » les installations nucléaires de l'Iran. AFP 5 octobre 2024
- Le chef de l'ONU demande "*la libération immédiate et inconditionnelle*" des otages du Hamas - BFMTV 6 octobre 2024
- Un parlementaire du bloc central en « *off* » : « *Les débats vont être très difficiles, car chacun sait que ça se terminera par un 49.3.* ». Publicsenat.fr 30 septembre 2024

Quand la présidente de l'Assemblée nationale cautionne la barbarie anglo-saxonne-sioniste.

J-C - Les Palestiniens, les Iraniens, les Syriens, les Irakiens, les Libanais, etc. n'ont jamais été victimes du terrorisme anglo-saxon-sioniste. D'ailleurs c'est bien simple, ils n'ont pas le droit de se défendre en cas d'agression un point c'est tout !

"Il ne faut pas désarmer Israël": Yaël Braun-Pivet estime que l'État hébreu "*doit être en capacité de se défendre*" - BFMTV 6 octobre 2024

Invitée ce dimanche sur le plateau de BFM Politique ce dimanche 6 octobre, la présidente de l'Assemblée nationale a néanmoins estimé que l'État hébreu "*doit être en pleine capacité de se défendre*".

"En ce moment, Israël fait face à de nombreuses attaques terroristes" et "*la guerre face au terrorisme en Israël n'a pas cessé*", a souligné Yaël Braun-Pivet. "*Elle doit se poursuivre.*"

"Aujourd'hui Israël se défend", a-t-elle jugé. « *Israël se défend face à l'Iran, Israël se défend face au Hezbollah, Israël se défend face au Hamas.* »

Pour Yaël Braun-Pivet, "*il ne faut pas désarmer Israël dans ces circonstances-là*". BFMTV 6 octobre 2024

Charlie charlot ! Et dire que la défense de la liberté de la presse rimait avec celle des banquiers !

J-C – C'est toujours bon de rappeler des petites choses élémentaires, il y a tellement de gens qui ont la fâcheuse tendance à les oublier, n'est-ce pas ?

Parole d'internaute.

- AFP héritière de Agence Havas, fondée par Charles-Louis Havas banquier.

Les agences étrangères Reuters, Associated Press, Bloomberg... historiquement sont toutes liées à l'histoire bancaire de près.

Ceci explique peut-être cela

Vous pouvez le vérifier ici.

<https://www.afp.com/fr/lactualite-de-lafp/20-aout-1944-naissance-de-lafp-heritiere-de-lagence-havas>

- Ne dites plus : "*Je lis la presse*" mais : "*Je lis la Banque*" ou la Finance.

Geoffroy Lejeune sur Cnews 4 octobre 2024 - «*On savait tous que ce n'était pas vrai mais c'était interdit de le dire*» : les journalistes sur le plateau de Pascal Praud reconnaissent qu'ils savaient que le vaccin ne protégeait pas de la transmission. Cnews 4 octobre 2024

La vidéo Cnews :

https://vk.com/video463987841_456254790

Le Pr. Didier Raoult - « *le nombre d'hommes politiques, de PDG, de directeurs de journaux qui actuellement me harcèlent m'ont demandé de les traiter. Plus un nombre de gens célèbres absolument incroyable. Donc on est dans une mauvaise foi qui est absolument spectaculaire.*

Moi j'ai fait mon métier »

Totalitarisme. Quand les barbares tentent d'interdire et de criminaliser l'antisionisme assimilé à l'antisémitisme.

L'American Bar Association approuve un projet de loi visant à codifier une définition controversée de l'antisémitisme de l'IHRA après avoir refusé de l'adopter elle-même - mondoweiss.net 3 octobre 2024

L'American Bar Association (ABA) a exhorté les dirigeants du Congrès au début de ce mois à adopter un projet de loi qui exigerait des dizaines d'agences fédérales pour adopter la définition de l'antisémitisme de l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste (IHRA), selon une lettre signée par le Président de l'ABA William Bay et obtenue par Mondoweiss.

Cette décision intervient moins de deux ans après que l'ABA, qui se décrit comme la plus grande association professionnelle bénévole du monde au monde, a décidé de ne pas adopter la définition dans sa propre résolution interne sur l'antisémitisme.

En janvier 2023, plus de 40 organisations, dont l'ACLU et le Center for Constitutional Rights, se sont opposées à l'utilisation potentielle de la définition par l'ABA, en disant dans une lettre que « *l'objectif clair de la promotion de la définition de l'IHRA est la suppression de la protestation non*

violente, de l'activisme et de la critique d'Israël et/ou du sionisme – un fait qui est si bien documenté qu'il est au-delà de la contestation raisonnable ».

Maria LaHood, directrice juridique adjointe du Center for Constitutional Rights, a déclaré : « *Plutôt que de soutenir une loi visant à supprimer un discours protégé par la Constitution qui est critique à l'égard d'Israël, peut-être l'ABA devrait-elle se préoccuper de la plus grande menace que le monde fasse peser sur l'état de droit – la complicité de notre propre gouvernement dans le génocide israélien, et sa lutte contre toutes les lois et mécanismes fédéraux et internationaux qui l'exigent.* »

<https://mondoweiss.net/2024/10/american-bar-association-endorses-bill-to-codify-controversial-ihra-antisemitism-definition-after-refusing-to-adopt-it-itself/>

Sanctionner les discours pro-Hezbollah - 3 octobre 2024

Les responsables australiens s'empresent de dénoncer les expressions de soutien au groupe de résistance Hezbollah comme une violation d'une nouvelle loi antiterroriste, écrit Caitlin Johnstone.

<https://consortiumnews.com/fr/2024/10/03/punishing-pro-hezbollah-speech/?eType=EmailBlastContent&eId=fb9deb49-d0c1-4191-bdde-1454ee4f4f67>

Au Liban, les responsables australiens des deux côtés de ce clivage partisan imaginaire se sont mis en quatre pour que les Australiens soient punis pour leurs délits de discours à propos du groupe de résistance libanais Hezbollah.

La classe politique et médiatique australienne ont été en émoi Depuis que des images ont fait surface montrant des personnes agitant des drapeaux du Hezbollah lors d'une manifestation à Melbourne ce week-end et montrant des photos du chef décédé du groupe, Hassan Nasrallah, qui était assassiné par Israël lors d'une frappe aérienne massive vendredi.

Après déclarant initialement qu'aucun crime n'avait été commis dans ces actes de discours politique, la police de Victoria disent maintenant ils ont identifié six incidents potentiellement criminels liés à la manifestation.

Ces incidents impliqueraient des « *symboles interdits* », en violation de l'amendement à la législation antiterroriste adopté l'année dernière.

Il va sans dire que les nations libres n'ont pas de « *symboles interdits* ».

Cette évolution fait suite à de nombreuses déclarations de divers dirigeants australiens dénonçant les manifestations comme étant criminelles.

« *Je m'attends à ce que les services de police poursuivent cette démarche* », a déclaré la Première ministre de Victoria, Jacinta Allan des manifestations, ajoutant : « *Apporter du chagrin, de la douleur et de la division dans les rues de Melbourne en affichant ces symboles interdits est totalement inacceptable.* »

La ministre australienne des Affaires étrangères Penny Wong a pris à Twitter pour dénoncer les manifestants, affirmant que les Australiens doivent non seulement s'abstenir de soutenir le Hezbollah, mais même de donner « *toute indication de soutien* ».

« *Nous condamnons toute indication de soutien à une organisation terroriste telle que le Hezbollah* », a déclaré Wong. tweeté, ajoutant : « *Cela menace non seulement la sécurité nationale, mais alimente également la peur et la division dans nos communautés.* »

Le ministre de l'Intérieur Tony Burke veut expulser tout visiteur international affichant des symboles interdits en Australie, dire « *Je n'hésiterai pas à annuler les visas des visiteurs de notre pays qui répandent la haine.* »

De l'autre côté de l'allée, le chef de l'opposition Peter Dutton est en croisade pour faire passer de nouvelles lois afin de garantir l'élimination des symboles interdits de la vue du public, affirmant que « *l'application de la loi est nécessaire et s'il y a des lois qui doivent être adoptées pour garantir que nos valeurs soient respectées, alors le Premier ministre devrait le faire* ».

« *Le soutien à une organisation terroriste interdite n'a pas sa place dans les rues de Melbourne* », tweeté Josh Burns, député travailliste : « *Quiconque enfreint la législation antiterroriste doit être soumis à la pleine rigueur de la loi.* »

« *Les Australiens chérissent le droit de manifester pacifiquement* », tweeté « *Cependant, rien ne justifie le soutien à une organisation terroriste interdite. Ceux qui ont été vus en train de le faire dans les rues de Melbourne lors des manifestations d'hier devraient faire l'objet d'une enquête et de poursuites* », a déclaré la députée indépendante Zoe Daniels.

Dans un article intitulé « *Les drapeaux du Hezbollah lors des manifestations sont un test pour les nouvelles lois sur les symboles de haine* Selon ABC [la société de radiodiffusion australienne], ces efforts juridiques pour étouffer les discours politiques dissidents sont rendus possibles par des lois récemment adoptées dans le but officiel de cibler les symboles nazis, mais qui « *couvrent également les symboles d'organisations terroristes répertoriées comme le Hezbollah* ». Ce qui est à peu près l'argument le plus solide que l'on puisse demander sur la pente glissante de la censure gouvernementale.

Le Hezbollah est classé comme une « *organisation terroriste* » par le gouvernement australien, non pas en raison de ses actions ou de ses méthodes, mais parce qu'il s'oppose à l'alliance de puissance américaine dont l'Australie fait partie. Cette désignation arbitraire est appliquée à tous les groupes de résistance sur terre qui s'opposent aux diktats de Washington, et peut ensuite être utilisée pour étouffer la parole de quiconque est en désaccord avec le comportement meurtrier de l'empire occidental.

Et il convient de noter ici que l'Australie est la seule soi-disant démocratie au monde qui a aucune charte nationale ni déclaration des droits d'aucune sorte. On a placé une confiance énorme dans les législateurs des États et du gouvernement fédéral pour qu'ils fassent simplement ce qu'il faut, ce qui s'est avéré stupide et inefficace.

Professeur George Williams a écrit pour le *Revue de droit* de l'Université de Melbourne dans 2006 :

L'Australie est aujourd'hui la seule nation démocratique au monde à ne pas avoir de charte nationale des droits. Une forme complète de protection juridique des droits fondamentaux est par

ailleurs considérée comme un frein et un équilibre essentiels dans la gouvernance démocratique à travers le monde.

En effet, je ne connais aucun exemple d'une nation démocratique qui s'est dotée d'une nouvelle Constitution ou d'un nouveau système juridique au cours des dernières décennies qui n'ait pas inclus une forme de déclaration des droits, et je ne connais pas non plus d'une telle nation qui ait supprimé une déclaration des droits une fois qu'elle a été mise en place.

Pourquoi l'Australie est-elle alors une exception ? La réponse se trouve dans notre histoire. Bien que beaucoup considèrent l'Australie comme un pays jeune, constitutionnellement parlant, elle est l'une des plus anciennes du monde. La Constitution australienne est restée presque entièrement telle qu'elle était lorsqu'elle a été promulguée en 1901, tandis que les Constitutions des États australiens peuvent remonter jusqu'aux années 1850.

Les systèmes juridiques et les constitutions de la nation et des colonies australiennes (et ensuite des États) ont été conçus à une époque où les droits de l'homme, à l'exception notable de la Déclaration des droits des États-Unis de 1791, n'avaient pas tendance à être protégés par un seul instrument juridique.

Certes, il n'existait pas alors de loi de ce type au Royaume-Uni, dont le système juridique est en grande partie le nôtre. Cela a changé, notamment après la Seconde Guerre mondiale et l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme, mais à cette époque, le système de gouvernement australien fonctionnait déjà depuis des décennies.

Si vous vous demandez pourquoi l'Australie apparaît si souvent comme une anomalie bizarre dans le monde occidental avec son autoritarisme déconcertant et son mépris des droits de l'homme, voici pourquoi.

Les puissants abusent de nos droits civiques parce qu'ils le peuvent. Nous sommes bombardés de propagande dans la ville natale de Rupert Murdoch et de plus en plus interdits de dénoncer les atrocités commises par notre gouvernement et ses alliés à l'étranger. Nous sommes transformés en moutons obéissants et sans cervelle pour l'empire.

Combat contre la dictature climatique.

Réchauffement climatique : un physicien détruit les mythes - Daniel Husson

<https://www.youtube.com/watch?v=9OTVjJyio0s>

Docteur en physique des particules, chercheur, enseignant à l'Université de Strasbourg sur la thermodynamique et la relativité.

Co-auteur de l'ouvrage collectif *“La physique pour les nuls”* (Editions pour les nuls),

Auteur récemment de *“Climat, de la confusion à la manipulation”* (Ed. Artilleur)

Dans le Finistère, un projet de parc éolien s'écrase face aux menhirs - France-Soir 03 octobre 2024

Dans la ville de Porspoder, dans le Finistère, un projet de parc éolien s'est écrasé sur les menhirs ! La justice a estimé que l'installation des trois machines de 120 mètres de haut porterait une "atteinte excessive" au paysage et au patrimoine archéologique local. France-Soir 03 octobre 2024

<https://edition.francesoir.fr/societe-environnement/dans-le-finistere-un-projet-de-parc-eolien-s-ecrase-face-aux-menhirs>

Où va se nicher la dictature climatique.

Paris interdit la distribution de gazole aux pompes - lepoint.fr 04 octobre 2024

La capitale déroule son plan pour les zones à faible émission et restreint l'autorisation de distribuer du carburant diesel sur son territoire urbain.

Pour le moment, il ne s'agit que des quatre stations du réseau Total Energies situées en périphérie sur les 18 encore en activité dans la capitale. Depuis le 1er octobre, elles se sont vu retirer l'autorisation de distribuer du carburant aux véhicules diesel, quels que soient leur âge et leur génération. De telle sorte que plus aucune goutte de gazole ne sort des pompes des stations de la porte d'Orléans, de la porte d'Aubervilliers, de la porte de Clignancourt et du quai d'Issy-les-Moulineaux.

Car ces quatre stations, situées en des points névralgiques très fréquentés aux entrées de Paris, sont soumises à la concession accordée par la Ville de Paris à Total Energies dont une clause souscrite par les deux parties prévoit expressément ce cas de figure.

Les conducteurs peuvent encore compter sur les quatorze autres stations parisiennes délivrant du gazole et dont il faudra revoir, au cas par cas, les contrats de concession. Cela servira de test pour un certain nombre de grandes villes de province, soumises à la mise en place de ZFE et tentées de suivre l'exemple et les mesures autophobes de la capitale. lepoint.fr 04 octobre 2024

Un coup, il pleut très peu ou pas assez, un coup, il pleut beaucoup ou trop, quoi de plus naturel !

Climat : On n'avait pas rêvé... Il n'avait pas autant plu en septembre depuis vingt-cinq ans - 20 Minutes/AFP 30 septembre 2024

Septembre 2024 devient « *le mois de septembre le plus arrosé depuis vingt-cinq ans* », selon Météo-France qui a mesuré un excédent pluviométrique de près de 60 % par rapport aux normales de saison.

J-C - Et les mois précédents ? Ils isolent un mois et ils en tirent des conclusions conformes à leur idéologie. Ils devraient se réjouir que les nappes phréatiques se remplissent, non, ils tiennent encore un discours alarmiste.

20 Minutes - Côté températures, malgré une « *sensation de fraîcheur* », la moyenne nationale en septembre a été en revanche « *proche de la normale* » de saison, ajoute Météo-France. Avec ses deux épisodes de fraîcheur, en milieu et en toute fin de mois, le mois de septembre 2024 contraste avec celui de l'an passé qui avait été le plus chaud jamais enregistré depuis le début des mesures en 1900 (+3,6 °C). Aussi, au cours des six dernières années (2018 à 2023), chaque mois de septembre affichait une température moyenne au-dessus des normales de saison. 20 Minutes/AFP 30 septembre 2024

J-C - Pas de bol, la météo, plus que le climat, est venue contrariée leur rhétorique catastrophiste, tant mieux, et ce n'est qu'un début. En réalité, dans 9 cas sur 10 leur argumentation est frauduleuse, c'est ce qu'on n'a pas arrêté de mettre en évidence dans ces causeries ces dernières années, mais aussi en publiant plein d'articles à caractère scientifique qui démonte l'escroquerie du réchauffement climatique de nature anthropique.

Situation sociale en France.

Comment privatiser les frais de santé et liquider la Sécurité sociale, mode d'emploi.

Consultations médicales : vers une baisse du taux de prise en charge par la Sécurité sociale ? Yahoo 3 octobre 2024

Après la baisse du remboursement des soins dentaires l'an dernier, le gouvernement voudrait diminuer celui des consultations médicales, qui serait compensé par les mutuelles.

Le gouvernement Barnier cherche des économies tous azimuts face au déficit des comptes publics. Pour limiter celui de la Sécurité sociale, le quotidien économique *Les Échos* rapporte que le gouvernement réfléchit à diminuer le taux de remboursement pour les consultations médicales.

Le taux de prise en charge par la Sécu passerait de 70% aujourd'hui à 60%, avec un transfert de charge vers les mutuelles. Elles devraient alors rembourser 40% du prix des consultations contre 30% actuellement.

Pour une consultation chez son médecin généraliste, le reste à charge passerait donc de 9 euros à 12 euros pour une consultation à 30 euros. "Il y a un risque de renoncement au soin en raison du reste à charge. Le motif économique est le premier critère de renoncement. Globalement, cela va dans le mauvais sens, on rembourse de moins en moins les soins et tant pis pour ceux qui y renoncent par manque d'argent", met en garde Michaël Rochoy, médecin généraliste dans le Pas-de-Calais.

Près de 2,5 millions de Français, en particulier des étudiants, des chômeurs ou des retraités, n'ont pas de mutuelle et verraient par exemple le coût de leur passage chez leur médecin généraliste augmenter de 3 euros de leur poche et verront donc leur pouvoir d'achat diminuer.

Avant même cette idée de diminuer le taux de remboursement pour les consultations médicales, les cotisations de complémentaire santé devaient déjà augmenter en 2025 entre 4% et 10 % selon les contrats. Une hausse qui pourrait être encore plus importante si le déremboursement était acté, avec un surcoût estimé à 1 milliard d'euros pour les mutuelles.

<https://fr.news.yahoo.com/consultations-medicales--vers-une-baisse-du-taux-de-prise-en-charge-par-la-securite-sociale-155251217.html?guccounter=1>

Situation politique en France.

Leur dette, c'est celle des milliardaires, du CAC 40 : Confiscation – expropriation !

Michel Barnier a annoncé des hausses d'impôts ciblées sur environ « 300 entreprises » qui réalisent un chiffre d'affaires supérieur à un milliard d'euros.

Le Premier ministre a confirmé que les ménages les plus riches, ceux gagnant plus de 500.000 euros par an, seraient également concernés par une hausse de la fiscalité. Cette mesure permettra de récupérer « 2 milliards d'euros » pour contribuer à la réduction du déficit. «75 000 ménages en France». Selon les données de l'Insee (2021), la France en comptait 30,6 millions. (Faites le calcul, 2 milliards divisés par 75 000, cela donne 26.000 euros par foyer richissime, une ruine s'écrie Darmanin ! Vous avez là la racine de la guerre civile inévitable à venir, et la justification de la dictature du prolétariat. – J-C)

Il envisage notamment la fusion de certains services publics ainsi que la possibilité de ne pas remplacer tous les fonctionnaires partant à la retraite.

Le chef du gouvernement n'a guère fait de mystère ce jeudi, sur France 2, quant à l'utilisation probable du 49.3 sur les textes budgétaires. « *Il n'y a pas de majorité...* », a-t-il soufflé. Quant à la minorité qui le soutient, elle tangué. Le HuffPost 4 octobre 2024

Saluds de malades, le pendant des saluds de pauvres !

Arrêts maladie : vers une baisse de la prise en charge par la Sécurité sociale ? - Publicsenat.fr 4 octobre 2024

L'Assurance maladie va-t-elle à l'avenir prendre moins bien en charge l'indemnisation des arrêts maladie pour une partie des salariés ? La piste est à l'étude au niveau du gouvernement, révèle ce vendredi le quotidien *Les Échos*.

Actuellement, la Sécurité sociale prend en charge à hauteur de 50 % la rémunération quotidienne d'un de ses assurés, arrêté pour des raisons de santé. L'employeur prend ensuite à sa charge le reste, pour assurer à la personne en arrêt le maintien d'au moins 90 % de son salaire, parfois plus selon les accords internes ou les conventions collectives. Le niveau financé par la Sécurité sociale est plafonné à 1,8 Smic (3 180 euros brut mensuels), soit un maximum de 52 euros chaque jour. Selon *Les Échos*, le gouvernement Barnier pourrait abaisser ce plafond à 1,4 Smic (2 473 euros brut mensuels), soit 40 euros. Publicsenat.fr 4 octobre 2024

Santé.

Totalitarisme. Folie vaccinale et psychose collective étendue aux ovins. L'Etat gave les trusts pharmaceutiques.

Fièvre catarrhale ovine : La vaccination gratuite étendue à toute la France - 20 Minutes/AFP 4 octobre 2024

Elle se propage à vitesse grand V dans les élevages avec 3.743 foyers recensés depuis début août, quand le premier cas avait été détecté dans le nord de la France. Transmise par un moucheron, la fièvre catarrhale ovine (FCO) continue de faire des ravages dans les troupeaux. Pour endiguer la propagation de l'épizootie, non transmissible à l'homme, la vaccination gratuite va être ouverte à tous les éleveurs, a annoncé jeudi au sommet de l'élevage de Cournon-d'Auvergne la nouvelle ministre de l'Agriculture, Annie Genevard.

Face à la vitesse de propagation de la maladie, le gouvernement avait annoncé le 30 août la commande de 5,3 millions de doses complémentaires contre la FCO 3, en plus des 6,4 millions de doses déjà commandées en juillet. 20 Minutes/AFP 4 octobre 2024

J-C - "*La vaccination gratuite va être ouverte à tous les éleveurs*", qui paie alors, devinez ?

France Info la voix de Gavi-Davos.

Hydroxychloroquine, vaccins, homéopathie... Patrick Hetzel, un ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche aux positions scientifiques peu académiques

Le député LR du Bas-Rhin a pris ces dernières années des positions à la marge du consensus scientifique, soutenant par exemple l'usage du traitement vanté par Didier Raoult durant la crise du Covid-19 ou défendant l'homéopathie, alors que leur efficacité n'était pas prouvée.

Une nomination qui interpelle. L'arrivée de Patrick Hetzel au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (Nouvelle fenêtre), le 21 septembre, a suscité une vague de désapprobation au sein de la communauté scientifique ou dans le cercle politique. Le député LR du Bas-Rhin, qui connaît déjà bien ce ministère pour y avoir travaillé comme directeur général de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle (DGESIP) entre 2008 et 2012 (Nouvelle fenêtre), s'est prononcé plusieurs fois à rebours du consensus scientifique ces dernières années. Notamment en défendant l'usage de l'hydroxychloroquine pour soigner les patients atteints du Covid-19, ou en tentant de repousser le déremboursement de l'homéopathie.

Plus récemment, lors du débat sur le projet de loi contre les dérives sectaires, Patrick Hetzel s'est prononcé contre un article visant à créer un délit de "*provocation à l'abstention de soins*" médicaux.

https://www.francetvinfo.fr/politique/gouvernement-de-michel-barnier/hydroxychloroquine-vaccins-homeopathie-patrick-hetzel-un-ministre-de-l-enseignement-superieur-et-de-la-recherche-aux-positions-scientifiques-peu-academiques_6810301.html#at_medium=5&at_campaign_group=1&at_campaign=7h30&at_offre=3&at_variant=V3-compte&at_send_date=20241004&at_recipient_id=459386-1676105518-3fb080c9

Espagne : L'homéopathie qualifiée d'« arnaque » et de « pseudothérapie » par la ministre de la Santé - 20 Minutes 4 octobre 2024

Mónica García Gómez, la ministre espagnole de la Santé, a indiqué ce mercredi qu'elle ne croyait pas du tout à l'homéopathie, qui selon elle n'a pas fait ses preuves au niveau scientifique, rapporte BFMTV.

« L'homéopathie est une arnaque au détriment de l'argent de la santé des patients », a écrit la ministre sur son compte X (ex-Twitter). « Nous ne tenons pas compte des insultes faites aux preuves scientifiques. Au contraire : nous œuvrons pour lutter contre les pseudothérapies sur plusieurs fronts. » 20 Minutes 4 octobre 2024

Pr. Raoult : « comment prendre au sérieux une décision, qui intervient alors que je ne suis plus inscrit à l'ordre depuis septembre 2021, de la com ! » - France-Soir 04 octobre 2024

C'est par un tweet de Nicolas Berrod que le Pr. Didier Raoult et son avocat Me Di Vizio prenaient connaissance de la décision de la Chambre Disciplinaire de l'Ordre des Médecins : *« une suspension de deux ans »*.

À ce jour, le Pr. Raoult déplore n'avoir toujours pas reçu une copie de la décision et l'avoir appris par voie de presse. Dans ce débriefing, le Pr Raoult commente les contours de cette sanction, et remet les pendules à l'heure sur « l'absence de sérieux de ce groupe d'individus qui pensent avoir du pouvoir ». Cela rappelle le Pétainisme et les tristes, et sombres heures de notre histoire.

En fin de journée hier, Me Di Vizio obtenait une copie de la décision, qu'il commentait dans une vidéo sur X : *« La décision concernant @raoult_didier n'est pas si mal à y réfléchir » : « Didier Raoult n'aurait pas fait courir de risque à ses patients en les traitant avec de l'hydroxychloroquine contre la covid-19 et la seule chose qu'on lui reproche, c'est de ne pas avoir soutenu la politique gouvernementale »*.

<https://www.francesoir.fr/videos-les-debriefings/pr-raoult-comment-prendre-au-serieux-une-decision-qui-intervient-alors-que>

Hélène Banoun – l'information scientifique un vrai parcours du combattant, il faut même vérifier ce que dit l'AFP dont un des articles est truffé d'erreurs - France-Soir 02 octobre 2024

<https://edition.francesoir.fr/videos-les-debriefings/helene-banoun-l-information-scientifique-un-vrai-parcours-du-combattant-il>

Revue Analyse de la campagne d'immunisation au Beyfortus (nirsevimab) : efficacité, biais et risques d'ADE dans la prévention du VRS - 23 septembre 2024

<https://hal.science/hal-04706730>

Bioterrorisme. Propagande de terreur, cobaye et population sacrifiée pour l'exemple.

Mpox : Lancement de la vaccination en RDC, épice de l'épidémie - 20minutes.fr 5 octobre 2024

La République démocratique du Congo (RDC) a officiellement lancé samedi sa campagne de vaccination pour tenter d'enrayer la propagation de l'épidémie du mpox dans ce pays d'Afrique centrale grand comme quatre fois la France et pauvre en infrastructures, de loin le plus touché au monde par le virus.

A Goma samedi, le directeur de cabinet du ministre de la Santé Romain Muboyayi a promis une « *lutte totale* » contre « *cette maladie évitable et guérissable* ».

« *Le déploiement du vaccin marque une étape importante pour limiter la propagation du virus* », a salué le Dr Matshidiso Moeti, directeur régional de l'OMS pour l'Afrique, cité dans un communiqué.

Aucune date précise n'a été communiquée pour la vaccination à Kinshasa. La capitale congolaise surpeuplée a été relativement épargnée par l'épidémie mais une récente augmentation rapide des cas, signalée par l'agence sanitaire de l'Union africaine (Africa CDC), fait planer le spectre d'une contamination à grande échelle.

« *Vous pouvez imaginer que dans un pays de 100 millions d'habitants, ce n'est pas avec 265.000 doses qu'on résout le problème* », a martelé vendredi Samuel-Roger Kamba, précisant que les adultes doivent normalement recevoir deux doses pour être totalement immunisés.

Plusieurs épidémies de mpox sont en cours dans le centre de l'Afrique. La recrudescence des cas et l'apparition d'un nouveau variant en RDC avaient poussé l'OMS à déclencher son plus haut niveau d'alerte mondiale en août. 20minutes.fr 5 octobre 2024

L'enfer de la guerre impérialiste et coloniale ou la barbarie capitaliste à l'œuvre.

J-C - Shoa : Apparemment les nazis n'avaient pas terminé le boulot, restait à raser Gaza, le Liban, la Syrie, etc.

- "*Gazafication*" du Liban ? L'objectif d'Israël est-il de "*terroriser une société entière*" ? - France 24 5 octobre 2024

- Les États-Unis ont frappé 15 cibles houthies au Yémen – BFMTV 5 octobre 2024

Le plateau de bombes exterminateur, la «doctrine Dahiya» ou comment «tondre la pelouse».

La «*doctrine Dahiya*», cette stratégie militaire ravageuse qu'Israël utilise contre ses ennemis - slate.fr 5 octobre 2024

Les moyens employés par l'armée israélienne rappellent cette doctrine théorisée en 2006 lors d'une violente riposte dans la banlieue chiite de Dahiya, à Beyrouth.

À chaque bombardement de l'armée israélienne, que ce soit à Gaza ou au Liban, les pertes civiles sont colossales. Si ces frappes visent avant tout, selon les autorités israéliennes, à détruire des cibles militaires du Hamas et du Hezbollah, leur violence est telle que le sort des civils semble n'être qu'un «dommage collatéral». Ce qui expliquerait les chiffres macabres de la guerre qui, depuis octobre 2023, a fait 2.000 morts au Liban et près de 40.000 à Gaza, dont 50% de femmes et d'enfants.

Cet emploi disproportionné de la force rappelle, selon Al Jazeera, une vieille doctrine militaire utilisée par le commandement israélien: la doctrine Dahiya (ou Dahiyeh). Cette dernière tire son nom des bombardements massifs de la banlieue chiite de Dahiyeh à Beyrouth en 2006, lors du conflit entre Israël et le Hezbollah. À l'époque, le mouvement chiite avait pris en otages deux soldats israéliens, déclenchant une réponse militaire féroce.

En 2008, le général israélien Gadi Eisenkot, qui fait aujourd'hui partie du cabinet de guerre israélien, a formalisé ce concept lors d'une interview avec le journal Haaretz, où il expliquait que l'armée israélienne utiliserait une force disproportionnée pour détruire les infrastructures civiles et militaires dans les zones contrôlées par des groupes armés comme le Hezbollah. Eisenkot déclarait alors, que *«ce qui est arrivé à Dahiyeh à Beyrouth en 2006 arrivera à tous les villages qui servent de base à des tirs contre Israël. Nous ferons un usage de la force disproportionnée et y causerons de grands dommages et destructions. Ce n'est pas une suggestion, mais un plan qui a été approuvé»*.

Cette doctrine théorise un usage disproportionné de la force, sans distinction entre cibles militaires et civiles, pour affaiblir les ennemis de l'État hébreu. Un moyen de limiter les pertes militaires, quitte à déplacer le risque sur les populations civiles, qui en payent le prix fort.

L'objectif? Décourager toute agression future contre Israël en *«tondant la pelouse»*, une expression utilisée par certains chercheurs israéliens, explique Tewfik Hamel, enseignant-chercheur en histoire militaire, à France 24. *«Tondre la pelouse»* signifie détruire systématiquement, avec violence, pour empêcher la résurgence de groupes armés ennemis. Cette méthode a aussi un impact psychologique fort sur les populations civiles, qui, victimes collatérales des bombardements, pourraient se retourner contre les groupes qu'elles soutiennent, fragilisant ainsi ces derniers de l'intérieur.

L'aviation israélienne s'acharne sur la banlieue sud de Beyrouth, fief du Hezbollah - RT 4 oct. 2024

L'aviation israélienne a mené plusieurs frappes contre la banlieue sud de Beyrouth dans la nuit du 3 au 4 octobre. L'une d'elles, la plus violente, aurait ciblé Hachem Safieddine, le chef du Conseil exécutif du Hezbollah, pressenti pour succéder à Hassan Nasrallah, assassiné le 27 septembre dernier par un raid israélien.

Le ministre libanais de la Santé a indiqué, le 3 octobre, que *«le bilan de l'agression israélienne contre le Liban»* s'élève à 1 974 morts, dont 127 enfants, 261 femmes, et à 9 384 blessés depuis le début des affrontements entre le Hezbollah et l'armée israélienne le 8 octobre. Au total, 97 secouristes, deux infirmières et 11 travailleurs de la santé ont été tués depuis le début de la guerre, a précisé Firas Abiad

Invasion du Liban : le Royaume-Uni dissimule l'entraînement militaire d'Israël - afrique-asie.fr 03 octobre, 2024

Le ministère britannique de la défense a rejeté une demande de liberté d'information qui aurait permis de faire la lumière sur la formation qu'il dispense au personnel des forces armées israéliennes en Grande-Bretagne.

Ce refus intervient alors que les forces israéliennes envahissent le Sud-Liban, déclenchant une nouvelle crise majeure au Moyen-Orient.

Ce rejet est le premier signe que le nouveau gouvernement travailliste de Keir Starmer a adopté l'approche secrète des conservateurs en matière de formation.

En février dernier, le ministère de la défense a admis, en réponse à une question parlementaire, qu'il y avait six officiers militaires israéliens en poste au Royaume-Uni.

Il a déclaré qu'« *Israël est représenté par le personnel des forces armées dans son ambassade au Royaume-Uni et en tant que participant à des cours de formation dirigés par la défense britannique* ».

Interrogé par le Parlement en mai sur les détails de ces cours de formation, un ministre britannique de la défense a déclaré : « *Cette information n'est pas divulguée afin de protéger les données personnelles et d'éviter de porter préjudice aux relations entre le Royaume-Uni et un autre État.* »

La demande de liberté d'information portait sur les points suivants : « *Quels sont les cours de formation dirigés par la défense suivis actuellement par le personnel des forces armées israéliennes en Grande-Bretagne et où se déroulent ces cours ?* »

En réponse, le ministère de la défense a admis que « toutes les informations » visées par cette demande « *sont secrètes* ».

Le précédent gouvernement britannique a refusé de fournir des informations sur les avions militaires israéliens qui ont récemment atterri en Grande-Bretagne. Il n'a pas non plus fourni de détails sur les dizaines de vols de la Royal Air Force qui se sont rendus en Israël au cours des derniers mois. La raison de ce black-out est probablement de protéger les ministres britanniques contre des poursuites pour complicité de crimes de guerre.

À la connaissance de Declassified, l'aveu du gouvernement britannique selon lequel il entraîne les forces israéliennes en Grande-Bretagne n'a pas été mentionné dans les médias nationaux britanniques. Declassified.org

Sergueï Lavrov dénonce l'escalade israélienne au Liban et accuse Washington de complicité - RT 4 oct. 2024

Le ministre russe des Affaires étrangères a exprimé sa vive préoccupation face à l'escalade des attaques israéliennes au Liban, dénonçant en particulier les assassinats ciblés de dirigeants

régionaux, devenus selon lui une « *méthode courante* » de l'armée israélienne. Il a qualifié ces actions de dangereuses, affirmant qu'elles aggravent les tensions au Moyen-Orient et menacent la stabilité de la région. Dans un article publié sur le site du ministère russe des Affaires étrangères, Lavrov a cité deux événements récents : l'assassinat à Téhéran d'Ismaïl Haniyeh, leader du Hamas, le 31 juillet et celui le 27 septembre à Beyrouth d'Hassan Nasrallah, secrétaire général du Hezbollah.

Le ministre russe a également reproché aux États-Unis de ne pas avoir condamné l'invasion terrestre israélienne du Liban, qui a débuté le 1er octobre. Il a accusé Washington de fermer les yeux sur les actions d'Israël, facilitant ainsi l'extension de ses opérations militaires. « En ne prononçant aucun mot de condamnation, l'administration américaine encourage son allié israélien à élargir la zone de guerre », a déclaré Lavrov. Cette critique s'inscrit dans un contexte de tensions croissantes entre la Russie et les États-Unis sur leur vision respective des dynamiques au Moyen-Orient.

Assassinat de Hassan Nasrallah - Réseau Voltaire 4 octobre 2024

Hassan Nasrallah, secrétaire général du Hezbollah, a été assassiné le 28 septembre 2024, cinquante-quatre ans, jour pour jour après la mort subite de Gamal Abdel Nassez, président de la République arabe unie (Égypte).

- La référence à Nasser n'est pas fortuite : le raïs était mort (officiellement d'un problème cardiaque) alors qu'il venait de refuser le plan de paix israélo-arabe du secrétaire d'État William P. Rogers et qu'il s'appêtait à destituer son troisième vice-président, Anouar el-Sadate. Hassan Nasrallah a été éliminé alors qu'il se battait pour l'indépendance de la Palestine et alors qu'il s'interrogeait sur les objectifs de certains de ses compagnons. Il venait d'accepter le plan de cessez-le-feu états-uno-français de 21 jours, il en avait fait informer Washington et Paris par le gouvernement libanais, mais n'avait pas eu le temps de rendre publique son acceptation (cf. VAI 2048).

- Hassan Nasrallah était un Sayyed, c'est-à-dire qu'il était un descendant direct du prophète Mohamed. Il était surnommé « *Said al-Muqawama* » (M. Résistance), en raison de son action opiniâtre contre l'occupation israélienne de la Palestine, du Liban et de la Syrie. Sa mort n'a pas été ressentie qu'au Liban, en Syrie et en Iran, mais dans tout le monde musulman, particulièrement dans le monde arabe.

À la différence des autres leaders chiïtes, il s'adressait à tous, n'utilisant jamais de référence religieuse lorsqu'il s'adressait à des non-musulmans. Bien que chef spirituel, il défendait une vision laïque de l'État.

Sous son commandement, le Hezbollah est devenu la puissante armée populaire au monde. D'abord soutenu financièrement par la Syrie, puis par l'Iran, il constitua progressivement ses propres réseaux de financement dans le monde, particulièrement en Afrique. Il disposait d'un armement gigantesque offert principalement par l'Iran.

Le Hezbollah était devenu la principale force de défense du Liban au point que l'armée régulière du pays lui demanda volontiers de se déployer à la frontière libanaise, ce qui rendit, du point de vue israélien, inefficace la résolution 1701, rédigée à la fin de la guerre de 2006 par Victoria Nuland et amendée par Jacques Chirac.

Contrairement à la vision occidentale de son action, il n'a jamais conduit d'opérations terroristes à l'étranger (ni en Argentine, ni en Bulgarie), ni jamais utilisé ses armes contre les autres partis politiques libanais (l'opération de 2008 n'a visé que les immeubles utilisés par l'Otan et Israël, pas ceux utilisés par la famille Hariri).

Le système politique libanais liant les élections aux appartenances religieuses, Hassan Nasrallah n'a pas pu se présenter à la présidence du Liban. Cependant, si le Liban avait choisi son président sur le principe un homme, une voix, il aurait été élu à une large majorité.

Au demeurant le Hezbollah s'est progressivement substitué aux carences de l'État, aussi bien en matière de voirie que de santé ou d'éducation.

Hassan Nasrallah s'était rendu avec l'envoyé iranien Abbas Nilforoushan au siège du Hezbollah à Haret Hreik (sud de Beyrouth) pour une réunion avec 22 commandants, dont Ali Karaki. Ceux-ci souhaitaient se plaindre du refus de soutien de l'Iran (cf. VAI 2016). Une « *taupe iranienne* » (ou une taupe en Iran) a alors prévenu le Mossad. Benyamin Netanyahu a donné instruction de le tuer et de lancer l'opération « *Nouvel ordre régional* » depuis sa chambre d'hôtel à New York. Il a interrompu son séjour aux États-Unis et est revenu en Israël. Le Sayyed est mort hors de la présence des commandants, avec ses gardes du corps, soufflé par l'explosion.

J-C – Netanyahu ayant donné son accord au plan de cessez-le-feu entre Israël et le Hezbollah, Nasrallah fut sans doute amené à penser que la fin de ce conflit allait se régler diplomatiquement ou tout du moins c'était en bonne voie. Mis ainsi en confiance, sa vigilance se relâcha, entre temps les sionistes étant averties de la tenue de cette réunion, saisirent l'occasion rêvée d'en liquider tous les participants, de décapiter la direction du Hezbollah, puisque une vingtaine de ses commandants devaient y assister et y ont laissé la vie.

On ignore ce qui reste de la direction politique et militaire du Hezbollah. Ce qui est sûr, c'est que si la veille de la révolution russe de 1917, la totalité des membres du comité central du parti bolchevik avaient été massacrés, y compris Lénine et Trotsky, il n'y aurait pas eu de révolution ou elle aurait été vaincue.

Allemagne. Cadeaux aux marchés financiers.

En Allemagne, une dose de capitalisation pour garantir les retraites - lepoint.fr 05/10/2024

Le chancelier Scholz a concocté une réforme destinée à stabiliser le financement des retraites dans son pays en pleine crise démographique.

Ce fonds alimenté par le budget fédéral investira sur les marchés financiers et sera financé par la dette. Dès cette année, le gouvernement prévoit d'emprunter 12 milliards d'euros pour l'alimenter. Dans la prochaine décennie, 200 milliards d'euros devraient être investis par l'État sur les marchés financiers. Les intérêts générés permettront de renflouer le régime d'assurance retraite et de réduire les cotisations sociales. Au ministère des Finances, on compte sur 10 milliards d'euros de dividendes par an. Cette mesure devrait permettre de stabiliser le financement des retraites jusqu'en 2039.

Aujourd'hui, en Allemagne, un salarié qui a cotisé pendant 45 ans perçoit 48 % de son salaire quand il part à la retraite. Les experts ont fait le calcul : ce pourcentage est impossible à maintenir et le niveau de retraite devrait passer de 48 à 45 % du salaire net moyen si aucune réforme n'est engagée. Une baisse qui serait difficile à supporter pour beaucoup de retraités dans un pays où de nombreuses personnes, en particulier les femmes, sont déjà menacées de pauvreté quand elles sont âgées. D'où la solution du « *capital générationnel*. » Autre volet de cette réforme : les cotisations des actifs – qui n'ont pas augmenté depuis 2018 – passeront dans les prochaines années de 18,6 à 22,3 %.

D'ici à 2030, 7 millions de baby-boomers vont prendre leur retraite alors que depuis des décennies la natalité est particulièrement poussive en Allemagne. Les cotisations versées par les actifs ne suffiront bientôt plus à payer les pensions. En 2030, un seul actif devra financer un retraité avec une espérance de vie supérieure de dix ans à celle des années 1960. Pour le gouvernement, cette nouvelle réforme devrait également éviter de recourir une fois de plus au relèvement de l'âge légal du départ à la retraite. Aujourd'hui, les Allemands partent à la retraite à 65,8 ans. Le plafond a été fixé à 67 ans en 2031.

Le projet de réforme, adopté au mois de mai par la coalition tripartite (sociaux-démocrates/verts/libéraux) au pouvoir à Berlin, est en ce moment étudié par le Bundestag. L'idée de recourir aux marchés financiers pour financer les retraites effraie cependant pas mal de monde. Encore très méfiants vis-à-vis des placements boursiers, les Allemands hésitent à mettre en danger leurs retraites dans des placements au rendement incertain et risqué. D'autant qu'en 2001, la fameuse « *réforme Riester* », qui instaurait un système de retraite par capitalisation, s'est avérée être un échec. Les salariés pouvaient, s'ils le souhaitaient, contracter un « *plan Riester* » (du nom du ministre du Travail de l'époque au sein du gouvernement de Gerhard Schröder) et verser 4 % de leur salaire brut annuel dans ce nouveau produit d'épargne subventionné par l'État. Un système qui n'a pas vraiment fait ses preuves. Les rendements ont été faibles et peu de salariés recourent encore à ces contrats.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 10 octobre 2024

Deux commentaires publiés dans le blog *Le Grand Soir*.

- @Anonyme ?

- *"Avec l'IA, Vincent revient à un des gros points faibles de la théorie marxiste, le rôle du progrès technique dans la matérialisation du profit capitaliste. Les critiques de Marx avaient déjà remarqué que les capitalistes préféreraient employer, dans la mesure du possible, des machines plutôt que des hommes."*

Non, sans blague, Marx était décidément un pauvre d'esprit !

Les capitalismes, parmi les moins éveillés d'entre eux, ont imaginé en désespoir de cause, qu'ils pourraient se passer des travailleurs qui produisent la plus-value, leur unique source de richesse, en vain évidemment, d'où le recours à la guerre en permanence qui permet de réaliser d'immense destruction de forces productives, infrastructures, etc. qu'il faudra reconstruire ou remplacer et ainsi de suite, elle n'a pas d'autres origines comme l'a rappelé à sa manière @françois gerard.

Pour rappel :

- *« Il est évident au premier coup d'œil que l'industrie mécanique, en s'incorporant la science et des forces naturelles augmente d'une manière merveilleuse la productivité du travail, on peut cependant demander si ce qui est gagné d'un côté n'est pas perdu de l'autre, si l'emploi de machines économise plus de travail que n'en coûtent leur construction et leur entretien. Comme tout autre élément du capital constant, la machine ne produit pas de valeur, mais transmet simplement la sienne à l'article qu'elle sert à fabriquer. C'est ainsi que sa propre valeur entre dans celle du produit. Au lieu de le rendre meilleur marché, elle l'enchérit en proportion de ce qu'elle vaut. »* (Karl Marx, Le Capital - Livre premier, IV^o section, XV, II)

- *"il y a de plus en plus de bouches inutiles à nourrir"*

On croit rêver, l'économie mondiale ne se réduit pas à l'Europe et aux États-Unis.

Ici, en Inde, il y a de plus en plus de *"bouches inutiles"* qui trouvent à se nourrir, chez nos voisins asiatiques aussi, incroyable n'est-ce pas ? Sans doute un miracle à attribuer au sacro-saint capitalisme!

On se demande dans quel monde vivent certains, et le comble, c'est qu'on nous accuse d'être *"dogmatiques"* ou d'être restés bloqués au XIX^e siècle. C'est l'hôpital qui se fout de la charité, aussi répandu que l'inversion accusatoire.

Sachant qu'on me contestera toute légitimité, inutile d'argumenter, je ne vais pas perdre mon temps. Les choses simples s'expriment simplement, sachant qu'on n'accordera aucune attention à mon argumentation, autant donner la parole à Marx et Engels, on pourra les critiquer autant qu'on voudra sans qu'ils puissent répondre, ce n'est peut-être pas très charitable de ma part, peu importe puisqu'ils n'auront pas à en souffrir, et moi non plus de fait !

Le Capital - Livre premier

Le développement de la production capitaliste

VII^o section : Accumulation du capital

Chapitre XXV : Loi générale de l'accumulation capitaliste

- III. - Production croissante d'une surpopulation relative ou d'une armée industrielle de réserve

- E. Passage de la manufacture moderne et du travail à domicile à la grande industrie.

- IX. - Législation de fabrique

<https://www.marxists.org/francais/marx/works/1867/Capital-I/kmcapI-25-3.htm>

Même les auteurs de Wikipédia ne sont pas parvenus à contredire Marx

Armée de réserve de travailleurs

https://fr.wikipedia.org/wiki/Arm%C3%A9e_de_r%C3%A9serve_de_travailleurs

En plus rudimentaire ou "*pour les nuls*" :

Armée de réserve industrielle

https://wikirouge.net/Arm%C3%A9e_de_r%C3%A9serve_industrielle

- - "*Pour le marxiste-léniniste (version « dogmatique »), la classe moyenne est le ventre mou de la société. Sans repère propre, elle oscille entre deux pôles extrêmes : la classe dominante et le prolétariat. Elle oscille, oui, mais penchera toujours du côté du plus fort : soit vers la classe ouvrière organisée et armée d'un programme fédérateur (le socialisme), soit vers les dominants prêts à l'acheter (ils en ont les moyens), et déterminés à tirer sur les gueux récalcitrants.*

Et si la classe ouvrière venait à manquer de force pour des raisons structurelles et non plus seulement par simple faiblesse organisationnelle, ou des deux simultanément, le schéma « léniniste » est sans appel : victoire du capitalisme en rase campagne !

Ainsi s'explique que tout un courant de l'extrême gauche française voit dans la seule disparition du Parti Communiste (dont la « nouvelle » Direction « droitière » est responsable) la raison principale de l'affaiblissement ouvrier, et donc de l'urgence de sa reconstruction."

Il y en a manifestement qui n'ont rien retenu ou compris des enseignements du marxisme de la lutte de classe du passé jusqu'à nos jours.

Vous n'auriez pas dû vous arrêter en si bon chemin, je suis sympa, j'ai trouvé la suite et la conclusion de votre plaidoyer antisocialiste.

Jacques Bidet, professeur émérite de philosophie à l'Université Paris X-Nanterre, fondateur d'Actuel Marx, membre du Conseil scientifique d'Attac.

– "La conclusion à laquelle je parviens est que l'organisation commune à construire ne peut avoir ni la forme-parti, ni la forme-mouvement. Elle doit intégrer ces configurations dynamiques — et d'autres comme celle du « commun » ou celles de la révolte ponctuelle sur un enjeu local, ou de l'engagement pour une bonne cause singulière — dans une forme-association, croisant les traditions marxiste et anarchiste."

(Marx et l'immigration : mise au point - Entretien inédit pour le site de Ballast, 25 octobre 2018, par Julien Chanet)

<https://france.attac.org/nos-publications/les-possibles/numero-18-automne-2018/debats/article/marx-et-l-immigration-mise-au-point>

Tiens un proudhonien qui fait de la résistance ! Bref, on se demande où est passée la lutte des classes !

Si je comprends bien, on nous explique que pour affronter une classe puissamment organisée et armée dans tous les sens du terme, consciente de ses intérêts, féroce, cruelle, barbare, on devrait se contenter d'une organisation à la petite semaine en somme. Autant dire que ceux qui tiennent ce genre de discours, n'envisagent pas sérieusement de l'affronter, encore moins de la vaincre, au moins leurs intentions sont claires.

Tout est bon pour s'en prendre au marxisme ou au socialisme. Dans quel but, sinon justifier l'ordre établi ou la survie du capitalisme avec lequel on est appelé à collaborer, puisque ses détracteurs n'ont rien trouvé de mieux à nous proposer, le tout enrober de telle manière qu'on ne puisse pas leur reprocher, tout du moins c'est ce qu'ils croient et ils se trompent.

Pour tenter de discréditer le marxisme et le socialisme, de les dénigrer ou ridiculiser, rien de plus facile, il suffit d'ignorer de quoi on parle, de leur faire dire n'importe quoi ou de recourir à des contrevérités, je veux dire par là, ignorer les faits évoqués dans les analyses ou démonstrations que les marxistes ont produites, pour ensuite affirmer que leurs conclusions étaient erronées ou ne méritent pas d'être retenues. Et pour donner plus de substance ou de crédit à leur interprétation falsifiée, leurs auteurs font appel à des idéologues du capitalisme, Todd par exemple, qui les mène où, nulle part, sinon à une confusion extrême qui conduit à la paralysie et à l'impuissance, à croire que ce serait le but recherché, inconsciemment ou non peu importe...

De tout temps, il s'en est trouvé pour tenter de réfuter le marxisme sans jamais y parvenir, cependant, de nos jours, grâce aux mal nommés médias et réseaux sociaux, n'importe qui bénéficie

d'une formidable tribune pour défendre les théories concoctées par les idéologues du capitalisme, tandis que ceux qui continuent de défendre loyalement le marxisme ou le socialisme scientifique, l'idéologie de la classe ouvrière, ne disposent que de leurs propres moyens pour diffuser leurs idées, qui de ce fait seront ignorées par le plus grand nombre ou tout simplement censurées, on les traitera de préférence avec mépris.

Il fut une époque, où lorsqu'on se posait une question, avant d'y apporter une réponse ou d'affirmer quoi que ce soit, on se donnait la peine de lire (et d'étudier) les ouvrages qui avaient été rédigés par ceux qui l'avait étudiée minutieusement durant de longues années, et quand on ne comprenait pas quelque chose, on les relisait et on y réfléchissait encore et encore, on se posait des questions, on en discutait avec d'autres personnes, cela pouvait prendre des mois ou des années durant lesquelles on se contentait de l'essentiel, de ce qui nous paraissait plausible ou sérieux, de ce qu'on avait compris, un socle de connaissances suffisamment solides, quant au reste, on prenait soin de ne formuler qu'un avis relatif ou mesuré en avouant modestement notre ignorance...

De nos jours, tout le monde se prononce sur tout, tout le monde sait tout ou à réponse à tout, bref, le transhumanisme est déjà en train de se réaliser, c'est merveilleux.

Plaignez-vous, indignez-vous, signez des pétitions en ligne, résistez assis devant votre écran, faites ce que vous voulez, mais surtout, évitez de vous organiser dans un parti du mouvement ouvrier, surtout ceux qui prônent la rupture avec le capitalisme, vous pourriez vous compromettre gravement ! Dormez tranquille, oubliez tous ceux qui souffrent injustement de la survie du capitalisme, tenez, les Palestiniens par exemple, vous vous faites du mal pour rien, vous valez mieux que cela, si, si, le monde est comme il est et il ne changera jamais, puisqu'on vous le dit, croyez-le, soumettez-vous, résignez-vous !

C'est voulu, alors déconnectez-vous ! Ce sont eux qui ne sont pas « bien mentalement »

Santé mentale : Un tiers des jeunes utilisateurs des réseaux sociaux déclare « se sentir mal » - 20minutes.fr 8 octobre 2024

Dailymotion a publié, lundi 7 octobre 2024, son second baromètre (annuel) de la santé mentale en ligne des utilisateurs et créateurs de contenu. Il révèle que le temps passé sur Internet augmente... et entraîne des effets néfastes sur la santé mentale – surtout chez les jeunes.

Conduite par YouGov auprès de 2004 personnes, l'étude avance en effet que 32 % des 18-24 ans – qui représentent 14 % du panel – déclarent « *ne pas se sentir bien mentalement* » (contre 29 % des personnes interrogées tous âges confondus). En cause, les réseaux sociaux que près d'un jeune sur deux « *accuse* » de détériorer la santé mentale.

Corollaire de l'accroissement du temps passé sur Internet, 65 % des 18-24 ans indiquent avoir déjà été confrontés à une forme de violence en ligne (contre 37 % au global). Et parmi ces 65 %, 45 % ont eux-mêmes déjà été « *personnellement victimes de violences en ligne* », c'est-à-dire de messages ou commentaires haineux, de harcèlement, de diffamation etc.

J-C - Cela ne date pas d'hier. Dès qu'on poste un commentaire, on s'y expose, et alors ? Dès que vous partagez oralement vos idées avec des inconnus, vous vous exposez au même phénomène, tous les militants peuvent en témoigner, cela fait partie de la vie, c'est tout.

20minutes - Les 18-24 ans sont, selon l'étude, davantage éprouvés par l'utilisation des réseaux sociaux que leurs aînés : 35 % d'entre eux déclarent ainsi « avoir déjà eu du mal à dormir », 42 % « se sentir souvent fatigués », 36 % « avoir déjà ressenti de l'anxiété » et 29 % « s'être souvent senti tristes ».

Pour autant, cette conscience des effets néfastes d'Internet n'empêche pas les jeunes de visionner toujours plus de vidéos en ligne (38 %). 20minutes.fr 8 octobre 2024

J-C - Média sadique ! Quelle frustration, quel symbole de déshumanisation de la société !

Quand en guise de relation avec le monde extérieur, on est en présence d'un écran, on se retrouve couper de la réalité qu'on le veuille ou non, car l'interaction qui existait entre vous et le monde extérieur est rompue ou ne peut plus se réaliser naturellement, ce qui peut entraîner des conséquences extrêmement graves, car la personne sera prompt à favoriser le développement de symptômes psychotiques, un penchant schizophrénique à tendance paranoïaque, voire meurtrière ou suicidaire.

L'idéologie néfaste de la classe dominante distillée quotidiennement par les médias et réseaux dits sociaux, favorise une forme d'individualisme à outrance, qui outre toutes sortes de perturbations d'ordre mental ou psychiatrique, peut conduire à l'isolement, à la marginalisation, à l'atomisation du reste de la société détestée ou vécu comme une menace à l'insu des intéressés ou sans qu'ils en aient conscience.

D'où mon appel répété à briser ce cercle infernal, à acquérir une réelle conscience de classe, à s'organiser et à participer au combat politique, à aller à la rencontre des jeunes et des travailleurs, à échanger ou partager nos idées, les soumettre à cette épreuve afin de les améliorer, la meilleure mesure de prophylaxie ou thérapie pour à la fois prévenir tout désordre psychiatrique, et rester en contact avec la réalité, de manière à prendre conscience de notre condition et en tirer une satisfaction durable, incomparable, puisqu'on œuvre individuellement et collectivement pour une bonne cause.

Totalitarisme. LFI en délateur et procureur de l'Inquisition "au nom de la nécessaire exemplarité".

J-C – Cela pue le tribunal d'exception des pires dictatures!

Ils adoptent l'attitude des puritains anglo-saxons qui tyrannisent le prolétariat et massacrent les Palestiniens et les Libanais (lire plus loin). En chiens de garde ou agents du régime, ces justiciers sèment la terreur dans la société en surveillant, enregistrant, condamnant tout comportement ou toute parole déviante de l'idéologie totalitaire régnante, pire, ils les livrent à la justice d'un Etat tyrannique et à la vindicte populaire, comme au temps des procès en sorcellerie ou du maccarthisme.

Il faut qu'ils montrent qu'ils sont loyaux envers leurs maîtres et leur régime, en espérant sans doute qu'il les épargnera, pure illusion ou crasse ignorance qui ne mérite que notre mépris.

Assemblée: le député Hugo Prévost exclu du groupe LFI après des accusations de "faits graves à caractère sexuel" - BFMTV 9 octobre 2024

Dans un communiqué, l'Union étudiante (syndicat qu'Hugo Prévost co-fondé avant de devenir député) révèle que les faits reprochés au député de l'Isère "*s'étaient sur une période de 2020 à 2024*".

"Ces violences citées ont notamment concerné des femmes des équipes nationales successives de notre organisation, et ont été utilisées comme outil pour asseoir et affirmer la domination d'un homme au sein du syndicat", écrit l'Union étudiante, qui évoque un "*climat de terreur*".

"Les témoignages réunis soulignent une volonté de contrôle sexuel et politique des femmes, avec des agissements s'apparentant à des injonctions sur leurs relations intimes et leur manière de se comporter, jusqu'à, selon les témoignages recueillis, une domination physique à travers au moins deux cas de violences sexuelles", résume l'Union étudiante.

"L'Union étudiante souhaite que justice soit faite, et demande à Hugo Prévost de démissionner", écrit le syndicat, *"au nom de la nécessaire exemplarité que nous attendons de nos représentants politiques, par respect pour les victimes, et pour prévenir que d'autres violences puissent être commises"*. (Ecriture inclusive censurée. - J-C)

J- C- Ils n'ont pas été en mesure de citer un seul acte relevant d'une violence sexuelle.

Le HuffPost - La nature des faits n'est pas précisée, mais LFI précise qu'ils auraient été commis avant son élection. "*La justice pourra être saisie si les personnes concernées en décident*", poursuit le groupe LFI

À ce stade, aucune plainte n'a été déposée contre Hugo Prévost, qui ne s'est pas encore exprimé publiquement sur le sujet.

De son côté, le syndicat Union étudiante a publié son propre communiqué expliquant que son ancien porte-parole et co-fondateur Hugo Prévost est accusé « *de harcèlement moral et sexuel, de schémas de prédation, de faits s'apparentant à des violences sexuelles* » sur une période « *de 2020 à 2024* ». Le HuffPost 9 septembre 2024

J- C- Vous avez bien lu, ils se livrent à un lynchage en règle sans qu'ils nous communiquent la version de l'intéressé ou qu'il ait l'occasion de se défendre, à quoi bon, puisqu'ils violent allègrement la présomption d'innocence, ils l'ont déclaré coupable d'avance, bref, ces policiers des mœurs se substituent au ministère de la Justice et ils font le sale boulot à sa place.

Ce sont les fossoyeurs du mouvement ouvrier, les meilleurs alliés de la réaction.

Ces gens-là n'ont pas leur place dans le mouvement ouvrier, nous ne leur reconnaissons aucune légitimité pour s'exprimer en notre nom, on pourrait ajouter, depuis qu'ils ont appelé à voter Macron et pour les partis qui le soutiennent au nom du "*front républicain*" contre l'extrême droite, dont finalement ils servent les intérêts.

Quand LFI se repent ou rentre dans le rang des sionistes, cautionne leurs discours justifiant le génocide du peuple palestinien, entre autres.

Attaque du 7 octobre : LFI qualifie d'« acte terroriste » l'attaque du Hamas en Israël - 20 Minutes/AFP 8 octobre 2024

Le 7 octobre 2023, LFI - qui a depuis fait de la cause palestinienne une de ses revendications principales - avait publié un texte qui avait créé la polémique car jugé par beaucoup comme manquant de compassion envers les victimes israéliennes.

Ce premier communiqué qualifiait notamment l'attaque du mouvement islamiste d'« *offensive armée de forces palestiniennes* ». Il avait valu à la présidente du groupe insoumis à l'Assemblée nationale, Mathilde Panot, une convocation devant la police dans une procédure pour « *apologie du terrorisme* ».

La France insoumise, qui met en avant sa volonté de respecter « *le droit international* », avait également été critiquée pour son refus de qualifier le Hamas de mouvement « *terroriste* ».

J-C - Ce manque de "respect" à l'encontre des sionistes nazis agissant pour le compte de l'impérialisme anglo-saxon enfin réparé.

20 Minutes - La France insoumise, dont la réaction initiale avait été largement critiquée, a rendu hommage lundi aux victimes du « *massacre* » de cet « *acte terroriste* » du Hamas.

Dans un communiqué envoyé lundi soir, LFI demande ainsi la « *libération immédiate* » des otages du Hamas et dénonce un « *acte terroriste* ».20 Minutes/AFP 8 octobre 2024

Combat contre la dictature climatique.

Réchauffement climatique : Septembre a été brûlant avec des précipitations extrêmes - 20minutes.fr/AFP 8 octobre 2024

J-C - Dans cet article ils manipulent tous les phénomènes météorologiques qu'ils présentent comme des phénomènes climatiques, afin uniquement de justifier leur théorie foireuse du réchauffement climatique dû à l'activité humaine et autres pets ou rots de vaches !

C'est un modèle du genre en termes de falsifications délibérées de données météorologiques. Vous pourrez le vérifier par vous-même ici :

<https://fr.news.yahoo.com/r%C3%A9chauffement-climatique-septembre-%C3%A9t%C3%A9-br%C3%BBlant-103159321.html>

Commentaires d'internautes.

1- Bigre

Le 24 juin: "*Pas habitué a si peu d'activité sur ce bassin*" se lamente un certain Cyco

Le 04 Juillet un certain Philip Klotzbach poste une photo satellite de l'Océan Pacifique sans aucun phénomène nommé ce qui est très inhabituel.

Gaemi atterrit en Catégorie 3 sur Taïwan fin juillet on sent une certaine frustration chez les observateurs passionnés par ces phénomènes "*Ce n'est pas une saison très active sur ce bassin mais il suffit d'un seul typhon pour rappeler que le danger peut survenir même dans les saisons dites "calmes"*"

Puis Yagi en catégorie 4 début Septembre dans une saison décidément calme.

2- "*Septembre a été brûlant et ponctué de catastrophes et de pluies extrêmes*"

Septembre a été brûlant ? C'est une blague ou quoi ?

Pas en France en tous cas. Quant à la photo d'illustration en Pologne, pas très judicieux. En France, sauf erreur, pas eu d'inondations cet été, et même très peu de feux de forêts.

Alors, arrêtez de vouloir faire peur aux gens.

Quant à l'année 2024 la plus chaude, j'ai comme un gros doute, j'ai rallumé ma chaudière le 2 octobre cette année. L'an dernier, je l'avais rallumée que le 1er novembre.

J-C - En Inde du Sud, au Tamil Nadu où j'habite, depuis 1990 je ne me souviens pas qu'il ait autant plu entre mi- juin et le 8 octobre de cette année. Durant cette période, il a plu pratiquement tous les jours ou plutôt chaque nuit, avec disons moins de dix jours sans pluie. Du coup, la nature explose avec la chaleur, c'est magnifique, notez que la température est restée modérée ou inférieure aux années antérieures, tandis que la température nocturne diminuait tellement, que je coupais la climatisation à 4h du matin, j'ouvrais une fenêtre, et je constatais qu'il faisait moins de 25°.

D'ailleurs c'est bien simple, il ne fait pas suffisamment chaud pour que les hibiscus fleurissent abondamment comme c'est le cas chaque été, si je n'en avais pas planté une quinzaine, nous n'aurions pas assez de fleurs pour préparer du jus d'hibiscus (rouge) mélangé avec du citron. On est obligé de les cueillir et de les conserver au réfrigérateur, et on prépare le jus quand on en a une quantité suffisante, ce qui ne nous est jamais arrivé.

Personne ne se plaint de la pluie ici, bien au contraire, à ceci près que ces salauds de vendeurs de légumes en profitent pour augmenter leurs prix prétextant que l'humidité ferait pourrir les légumes, ne précisant pas que la baisse de la température tend plutôt à les préserver. Eh oui, on pense toujours à ceux qui ont des difficultés à se nourrir normalement, les prix au kilo des tomates ou des oignons passent quand même de 15 à 80 roupies, pour vous donner un ordre d'idée, dégueulasse, n'est-ce pas ?

En complément. Les colonisateurs ne sont pas si inhumains qu'ils en ont l'air, la preuve, ils se préoccupent du sort des malheureux africains.

Mali: les inondations mettent en péril la rentrée scolaire, déjà reportée - RFI 9 octobre 2024

Niger: 339 morts et plus d'un million de sinistrés depuis juin à la suite des pluies exceptionnelles touchant le pays - RFI 9 octobre 2024

L'enfer de la guerre impérialiste et coloniale ou la barbarie capitaliste à l'œuvre.

Hommage en France aux sionistes nazis.

Attaque du 7 octobre : Des discours « poignants » à la cérémonie d'hommages qui « font du bien à entendre » - 20minutes.fr 8 octobre 2024

Le Crif a organisé une cérémonie en mémoire des victimes du 7 octobre ce lundi pendant laquelle ont défilé de nombreuses personnalités, de Michel Barnier à Patrick Bruel en passant par Bernard-Henri Levy.

Aux noms de François Hollande, présent dans la salle, et d'Emmanuel Macron, les huées des gradins couvrent les tambours de la pluie battante. A l'inverse, ceux de Nicolas Sarkozy, Manuel Valls ou Yaël Braun-Pivet, déclenchent des tonnerres d'applaudissements.

« *Le droit de vivre pour Israël, c'est le droit de se défendre* », rétorque Yonathan Arfi, le président du Crif (Conseil représentatif des institutions juives de France), sur scène. Dans ce discours, il a également repris sa charge contre LFI qu'il a renvoyé au « *camp du déshonneur* », alors que la salle huait copieusement le mouvement de Jean-Luc Mélenchon.

Des textes écrits par des survivants, des proches de victimes ou d'anciens otages sont lus et incarnés par Sandrine Kiberlain, Joann Sfar, Charlotte Gainsbourg ou encore Yvan Attal.

Sophia Aram est ovationnée quand elle appelle à « *regarder en face la barbarie islamiste* », Bernard-Henri Lévy sur la difficulté de faire un deuil « *empêché, interdit, impossible* », et Laurence Ferrari quand elle énumère des actes antisémites enregistrés en France cette année. Patrick Bruel confie avoir « *tous les jours depuis un an des envies de brûler le journal Le Monde* ».

La soirée s'éteint sur une Marseillaise reprise par la salle entière.

J-C - C'est bien l'hymne de la réaction, ces ordures ne se sont pas trompés de partition, celle de la Palestine !

Commentaires d'internautes.

1- On est plus dans une cérémonie d'hommage aux victimes mais avant tout dans un soutien de la politique génocidaire de Netanyahu, la preuve Macron a été hué car il ne veut plus vendre d'armes à Israël...

2- Il faudra aussi penser un jour ou l'autre à un devoir de mémoire aux victimes du génocide du peuple palestinien

3- Hommage aux victimes palestiniennes et libanaises

4- C'est quand même le seul peuple sur terre pour lequel on a un mot dédié concernant le racisme alors qu'on utilise le mot racisme pour autre personne quel que soit sa couleur son orientation et ses croyances. De toute ils détiennent le monopole absolu de la souffrance depuis 39-45 peu importe ce qu'ils font aux autres

5- Petit rappel, cette guerre qui n'est pas la nôtre d'ailleurs, a commencé fin 48 quand la colonisation et le vol des terres palestiniennes a débuté, et non pas le 07 10 23....

6- N'en déplaise aux extrémistes pro Netanyahu (bien à l'abri en France), nous ne sommes pas en Israël et nous avons le droit de critiquer ou de s'opposer à ce gouvernement d'ultra droite de ce pays.

Guerre au Proche-Orient : Netanyahu menace de détruire le Liban de la même façon que Gaza - 20minutes.fr

Netanyahu exhorte les Libanais à se « libérer » du Hezbollah, les menaçant sinon de connaître « des destructions et des souffrances comme à Gaza »

7 octobre 2024, un an de soulèvement du ghetto de Gaza. Partie 1. L'Apocalypse

Est-ce le soulèvement du ghetto de Gaza le 7 octobre 2023 qui a déclenché le génocide israélien à Gaza ? Ou, au contraire, la tempête d'Al Aqsa était-elle précisément un ultime soulèvement contre le génocide silencieux et planifié qui se déroule depuis des années en Palestine occupée et qui est maintenant entré dans sa phase finale sous les yeux du monde entier ?

<https://www.legrandsoir.info/7-octobre-2024-un-an-de-soulevement-du-ghetto-de-gaza-partie-1-l-apocalypse.html>

7 octobre 2024, un an après le soulèvement du ghetto de Gaza, partie 2 : Élections démocratiques en 2006, et la mort en récompense

Ce 7 octobre, revenons sur ce qui s'est passé au cours des vingt dernières années. Pour comprendre pourquoi, ce jour-là, la résistance palestinienne n'a eu d'autre choix que de sortir du ghetto de Gaza.

<https://www.legrandsoir.info/7-octobre-2024-un-an-apres-le-soulevement-du-ghetto-de-gaza-partie-2-elections-democratiques-en-2006-et-la-mort-en-recompense.html>

Qui a déclenché la réaction en chaîne au Moyen-Orient? Par Manlio Dinucci - Mondialisation.ca, 05 octobre 2024

Si Israël – reconnu coupable par la Cour internationale de justice de l'ONU de génocide contre les Palestiniens – peut annuler toute autorité des Nations unies dont il est membre, s'il peut poursuivre le génocide en toute impunité même en Cisjordanie afin d'anéantir définitivement l'État palestinien, c'est parce qu'il est soutenu par les États-Unis, l'OTAN et l'UE dans le cadre d'une stratégie concertée. Il y a un an, dans l'épisode du 7 octobre intitulé « *Le 11 septembre du Moyen-Orient* », nous avons affirmé, sur la base d'une documentation précise, qu'il s'agissait d'un « scénario semblable à celui de l'attaque terroriste à New York et Washington le 11 septembre 2001, une opération éconduite par la CIA (probablement aussi avec la participation du Mossad) pour

amorcer la guerre mondiale contre le terrorisme avec l'invasion de l'Afghanistan et de l'Irak et les guerres qui ont suivi ».

Nous avons ensuite conclu : « *Quelque chose d'analogue est en train de se passer aujourd'hui en Israël, dont tout le système de renseignement et défense aurait été "pris par surprise" par l'attaque du Hamas. Le but stratégique de l'opération est, d'une part, celui d'exterminer les Palestiniens et de s'emparer de leurs territoires. D'autre part le but stratégique de l'opération est d'amorcer, en ciblant l'Iran, une réaction en chaîne de guerres dans un Moyen-Orient où les États-Unis, Israël et les puissances européennes perdent du terrain.* ».

La réaction en chaîne est en cours : Israël – armé et soutenu principalement par les Etats-Unis, qui déploient une force militaire croissante au Moyen-Orient – non seulement poursuit la destruction de la Palestine, mais étend la guerre au Liban, au Yémen, à la Syrie et à l'Irak.

La cible centrale reste l'Iran, qui est encore plus important aujourd'hui : ayant rejoint les BRICS, dont la Russie et la Chine sont membres, il est désormais un point névralgique du Corridor Nord-Sud construit par la Russie en réponse au blocus de l'Occident et, en même temps, un point névralgique de la Nouvelle Route de la Soie promue par la Chine.

Faute de pouvoir contrer par des moyens politiques et économiques ces projets qui ébranlent leur position dominante dans une région d'importance stratégique, les États-Unis et les puissances européennes recourent à la guerre en utilisant Israël comme fer de lance.

Poutine a-t-il empêché l'ukrainisation de l'Iran par Netanyahu et ses alliés du gouvernement états-unien ? Existe-t-il un accord militaire entre la Russie et l'Iran ? par Alfredo Jalife-Rahme - Réseau Voltaire 8 octobre 2024

Après l'aller-retour secret de Benjamin Netanyahu au Kremlin, il y a trois semaines, et le tir d'un missile hypersonique yéménite guidé par la Russie sur un oléoduc israélien, les champs de bataille d'Ukraine et du Moyen-Orient se confondent.

Cependant, désormais Téhéran a la possibilité de lancer un missile hypersonique sur la centrale nucléaire de Dimona, les retombées ne manqueraient pas de toucher plusieurs États de la région.

<https://www.voltairenet.org/article221349.html>

J-C - La rubrique fais-moi peur, ça nous manquait depuis un certain temps !

L'Iran et Israël par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 8 octobre 2024

Nous commettons une grave erreur en pensant que tout l'Iran est opposé à la colonisation de la Palestine par Israël. Un groupe d'Iraniens, certes minoritaire, espère toujours relancer le commerce avec les Occidentaux au prix d'une entente avec le régime génocidaire de Benyamin Netanyahu.

Conclusion :

Dans ces conditions, il ne faut pas s'étonner si une source iranienne a informé Israël des lieux et des moments où il pouvait assassiner un à un les dirigeants du Hezbollah.

<https://www.voltairenet.org/article221331.html>

J-C - Je vous renvoie à la causerie du 4 octobre dans la page d'accueil du blog qui fournit une autre version.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 12 octobre 2024

« *Celui qui ne connaît pas la vérité n'est qu'un imbécile. Mais celui qui connaît la vérité et la qualifie de mensonge est un criminel.* » (Bertolt Brecht)

Les Etats-Unis d'Amérique sont le produit d'une guerre d'extermination ou d'un génocide, sa colonie au Moyen-Orient également. C'est en quelque sorte leur marque de fabrique.

Qu'ils servent de modèle « *démocratique* » à tous les régimes en Europe et dans d'autres régions du monde, fournit une idée assez précise sur l'idée qu'ils s'en font ou la nature de ces régimes.

Prix Nobel idéologique, qui en doutait encore ?

J-C – On croirait une tribune du Forum économique mondial.

Pour David Baker, Nobel 2024, la création de protéines contre les problèmes du monde - AFP 10 octobre 2024

"*Face à l'ensemble des problèmes auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui, en médecine, santé, développement durable, énergie, technologie, le potentiel de la conception de protéines est énorme*", dit à l'AFP David Baker depuis Seattle aux Etats-Unis, quelques heures après avoir remporté un prix Nobel aux côtés de deux colauréats.

Les protéines sont des molécules jouant un rôle fondamental dans presque toutes les fonctions d'un organisme vivant: contracter un muscle, digérer la nourriture, activer les neurones...

Elles ont évolué dans la nature "*pour régler tous les problèmes auxquels nous avons fait face durant le processus de sélection naturelle*", explique le biochimiste de 62 ans aux cheveux hirsutes.

"*Mais l'humain est aujourd'hui confronté à de nouveaux problèmes*", pointe-t-il. "*Nous réchauffons la planète et nous avons donc besoin de nouvelles solutions en matière d'écologie et de durabilité. Nous vivons plus longtemps, ce qui rend des maladies comme Alzheimer plus importantes. Il y a de nouveaux agents pathogènes comme le coronavirus.*"

Laisser l'évolution résoudre ces problèmes "*prendrait beaucoup de temps*", poursuit David Baker. Or "*avec de nouvelles protéines, nous pouvons les résoudre, mais dans un délai très court.*"

J-C - En voilà un que Gates n'aura même pas besoin de se donner la peine de recruter, à moins que cela ait déjà été fait et qu'on l'ignore.

La vérité est révolutionnaire !

J-C – L'auteur de l'article suivant n'en est pas un, loin de là, c'est un pur produit du régime en place et il a adopté la conception officielle de la médecine. Pour autant lorsqu'il se retrouve victime de la guerre fratricide que se livrent les différents clans de l'aristocratie financière, alors il se rebiffe sans comprendre ce qui se passe réellement, ce qui va donner lieu à une réflexion qui n'est pas sans intérêt.

Abbé Pierre, Covid : que de similitudes par le Dr. Gérard Maudrux 8 octobre 2024

Il est étonnant de voir à quel point, et avec quelle facilité on peut mentir aux citoyens, leur cacher des vérités et des énormités connues de tous au plus haut niveau. C'est déconcertant et inquiétant.

On assiste aujourd'hui à un déferlement de toute la presse concernant le comportement de l'abbé Pierre. Mais que ne l'ont-ils dénoncé plus tôt ? Tous savaient, personne n'a rien dit, et ceux qui se sont exprimés passaient pour des menteurs.

Cela fait 70 ans que ses frasques étaient connues, 70 ans d'omerta. 70 ans de secrets. Déjà en 1955, lors de sa tournée aux États-Unis, des femmes se sont plaintes à New-York, Chicago et Washington, et son séjour avait dû être écourté. Même chose à Montréal où il fut reconduit à la frontière avant la fin du séjour. Les archives de l'archevêché de Paris signalaient déjà 24 plaintes officielles en 1964. Une lettre de Monseigneur Veuillot parle de « *grand malade mental* » et de « *jeunes filles marquées pour la vie* », car il ne s'agissait pas seulement d'attouchements, mais de viols, y compris sur mineures. L'abbé était en permanence surveillé par un garde du corps, le socius, pour empêcher que des femmes s'en approchent, ce qui ne l'empêchait pas de se rendre régulièrement dans les maisons closes comme à Genève, relaté par un témoin dans une émission de De Dechavanne (Ciel mon mardi, en 1990). Aucun crédit ne sera alors accordé à ce témoignage qui sera vite enterré.

70 ans de secrets, comme pour les 50 ans de secret défense du covid, cela permet de ne pas savoir ce qui se passe réellement, et de tout cacher jusqu'à ce que les responsables aient disparus ou soient à l'abri de poursuites, leur permettant également de poursuivre leurs exactions.

Pour lire la suite :

<https://www.covid-factuel.fr/2024/10/08/abbe-pierre-covid-que-de-similitudes/>

Commentaire d'un internaute.

- De mon côté et depuis près de trente ans, je dénonce le niveau de désinformation politico-médiatique de notre pays. Cela m'a valu d'être interdit de conférences publiques. Aujourd'hui vous faites un parallèle entre la désinformation Abbé Pierre et pandémie Covid. Je viens d'en faire de même pour la "dite" catastrophique Dette Publique Française (DPF). J'ai adressé le 23 septembre mon analyse à qui de droit y compris à des proches de M Barnier. En essayant de faire court... voici les axes principaux de ma publication sur la DPF.

Afin de mieux nous faire avaler une future sanction financière, la mode actuelle et répétitive de nos politiciens et de leurs relais médiatiques est de nous convaincre que la DPF est une spécificité française. Malgré le " *quoiqu'il en coûte* " de la pandémie Covid, elle est égale à 111% de notre

PIB. En fait, elle est dans la moyenne des pays de l'UE avec lesquels nous pouvons être comparés. Le Portugal est à 130%, l'Italie à 138%, l'Espagne à 109%, la Belgique à 107%. Seules l'Allemagne et les Pays Bas sont respectivement à 67 et 55%. En Dette par habitant, la France est aussi dans la moyenne de l'UE. A l'International, le Japon bat tous les records puisqu'il est à 260% de son PIB, soit 11000 milliards de dollars mais aucune inquiétude pour les japonais...En fait la DPF cumulée sur cinquante ans est égale à 3200 milliards d'€ Le seul relatif point noir est que les investisseurs étrangers sont pour nous à hauteur de 53% alors qu'ils ne sont qu'à 10% pour le Japon.

Qui dit investisseurs étrangers dit prioritairement les très célèbres Sociétés de Gestion d'Actifs que sont BlackRock et Vanguard. Rappelons-nous que Vanguard est, comme par hasard, le premier actionnaire de Pfizer mais aussi d'Akamai, première entreprise mondiale de stockage des données numériques nominatives incluses dans les QR code y compris vaccinaux : merci la pandémie question fichage...De son côté, BlackRock gère chaque année plus de 10000 milliards de dollars d'actifs qui lui permettent de faire la pluie et le beau temps sur les marchés financiers et les Fonds de Pension.

Ainsi, en pleine pandémie, sur la seule année 2021, en compagnie de Vanguard et State Street, ces trois sociétés, principaux actionnaires des Big Pharma et des GAFAM ont géré (chiffre INSEE) 20700 milliards de dollars, donc autant que le PIB des USA et sept fois celui de la France !!! Au niveau mondial, toutes sociétés confondues, le chiffre total en 2022 des actions sous gestion était de 98000 milliards de dollars (chiffre Boston Consulting Group 17 mai 2023).

Alors que pèsent nos malheureux 3200 milliards d'euros de DPF cumulée sur cinquante ans à côté des 98000 milliards de dollars annuels de ces sociétés mondialistes. Elles continuent à nous prêter car, c'est bien connu, on ne prête qu'aux riches. En Octobre 2020, Michel Rocard déclarait : ” *la dette est une construction artificielle créée par les banques avec le consentement des Etats pour dépouiller les peuples et en faire des esclaves à leur solde*”.

Que dire aussi du rapport de 400 pages que vient de publier en mai 2024 Marion Draghi ancien président de la BCE, libéré de son devoir de réserve vis à vis de la Présidente de la Commission Européenne. Il écrit : ” *un éloge de l'endettement français actuel, tout à fait acceptable et sécurisant pour les financeurs en terme de potentiel de remboursement*”. Dont acte car c'est bien connu : “*on ne prête qu'aux riches*”. Tout ceci me rappelle ce que m'avait personnellement écrit Albin Chalandon à la suite de mes publications sur la Protection Sociale française ” *Sachez qu'en politique aucune vérité n'est bonne à dire...*”. Désinformation Abbé Pierre, Pandémie Covid, Dette Publique Française: même combat.

J-C – Les mégalomanes fanatiques de Davos ou Bilderberg s'en prennent violemment au capitalisme, ce qui a le don d'en surprendre ou déstabiliser plus d'un parmi nous, au point que plus personne ne comprend ce qui se passe...ou presque.

Ils lui attribuent volontiers toute sorte de méfaits ou crimes, ce qui leur permet d'atteindre tous ceux qui en ont été complices ou qui y ont directement participé, afin de les discréditer ou les éliminer, de manière à ce que leur conception du nouvelle ordre mondial s'impose comme la seule alternative ou perspective en lice, parce qu'ils ne peuvent pas se passer du capitalisme. Ils procèdent ainsi à une sorte de renouvellement de leurs représentations idéologiques, mieux adaptées à leurs objectifs politiques et économiques.

Il leur faut s'attaquer à toutes les représentations idéologiques qu'ils avaient contribué à créer ou qu'ils ont entretenues tout au long du XXe siècle, parce qu'elles peuvent encore servir de bastions à

la résistance des peuples contre leur propre idéologie, les élites, les religions en font partie, la philosophie, au-delà, les connaissances en général qu'ils s'appliquent systématiquement à déconstruire ou annihiler, leur réécriture de l'histoire (cancel culture) procède du même principe ou de la même nécessité, c'est ce qui donne à leur idéologie un aspect totalitaire...

Notez que cela constitue de leur part un aveu de faiblesse, dont on pourrait profiter, mais malheureusement on est trop con pour cela, on préfère polémiquer entre nous, à croire que ceux qui procèdent ainsi sont trop bien nourris ! Mais il ne faut pas désespérer...

Quatre commentaires publiés dans le blog *Le Grand Soir*.

– "En plus, il respire !"

Mélenchon "respire" encore... quand la population civile palestinienne est délibérément bombardée ou fait l'objet d'une guerre d'extermination.

20 Minutes - La France insoumise, dont la réaction initiale avait été largement critiquée, a rendu hommage lundi aux victimes du « massacre » de cet « acte terroriste » du Hamas.

Dans un communiqué envoyé lundi soir, LFI demande ainsi la « libération immédiate » des otages du Hamas et dénonce un « acte terroriste ». 20 Minutes/AFP 8 octobre 2024

LFI se repent ou rentre dans le rang des sionistes, cautionne leur discours justifiant le génocide du peuple palestinien. No comment !

- A chaque jour sa peine... Rien que les faits.

Dans la causerie de mon blog (luttedeclasse.org) du 9 octobre 2024 :

Totalitarisme. LFI en délateur et procureur de l'Inquisition "au nom de la nécessaire exemplarité".

Assemblée : le député Hugo Prévost exclu du groupe LFI après des accusations de "faits graves à caractère sexuel" - BFMTV 9 octobre 2024

<https://fr.news.yahoo.com/assembl%C3%A9e-d%C3%A9put%C3%A9-hugo-pr%C3%A9vost-exclu-213515111.html?guccounter=1>

A LFI-NFP adoptent l'attitude des puritains anglo-saxons qui tyrannisent le prolétariat et massacrent les Palestiniens et les Libanais. En chiens de garde ou agents du régime, ces justiciers sèment la terreur dans la société en surveillant, enregistrant, condamnant tout comportement ou toute parole déviante de l'idéologie totalitaire régnante, pire, ils les livrent à la justice d'un État tyrannique et à la vindicte populaire, comme au temps des procès en sorcellerie ou du maccarthisme.

Il faut qu'ils montrent qu'ils sont loyaux envers leurs maîtres et leur régime, en espérant sans doute qu'il les épargnera, pure illusion ou crasse ignorance qui ne mérite que notre mépris.

Dans la causerie à venir :

Lynché pour l'exemple ! Ils vous tireront une balle dans le dos.

Le député Hugo Prevost, accusé de violences sexuelles, démissionne - Le HuffPost 10 octobre 2024

https://www.huffingtonpost.fr/politique/article/le-depute-lfi-hugo-prevost-accuse-de-violences-sexuelles-demissionne_240685.html

Hugo Prevost ne bénéficiera pas du principe de la présomption d'innocence, il est d'emblée condamné ou déclaré coupable sans défense ni procès comme sous les pires dictatures.

On résume : Monsieur Prevost "*n'était pas au courant de l'existence des accusations*" qui sont portées contre lui, par qui, on se demande d'où elles proviennent ou qui est à l'origine de cette nouvelle cabale, puisque le parquet de Grenoble a confirmé mercredi n'avoir reçu « *aucune trace de plainte* ».

Dès lors, on aurait pu penser que cette affaire s'arrêterait là, mais c'était sans compter sur l'acharnement dont il allait faire l'objet de la part du CVSS (Comité de Vigilance contre les Violences Sexistes et Sexuelles) qui est une instance du groupe parlementaire LFI-NFP, une sorte de milice de la pensée qui veille au respect des bonnes mœurs dans l'ensemble de la société et pas seulement au sein du NFP, à l'instar des régimes qui sévissent en Afghanistan ou en Iran par exemple, sous le régime de l'Inquisition, relayée par les élus locaux du NFP qui exigeront sa démission, ainsi que des médias véreux, tel Mediapart, qui s'emploieront à monter en épingle cette affaire.

Dans quel but, sinon s'en prendre à LFI et l'affaiblir au sein du NFP avec la complicité de ses dirigeants (de LFI).

Pourquoi ? Parce que dans l'inconscient collectif, LFI incarne - à tort, peu importe ici, la résistance à la politique ultra-réactionnaire mise en œuvre par Macron. Les reniements successifs de LFI ne suffisent pas, il faut faire éclater le NFP, ce qui entre nous, nous laisse indifférents, ou plutôt, si cela pouvait préfigurer la recomposition du mouvement ouvrier sur des bases saines, nous nous en féliciterions, toutefois, sans illusion à l'heure actuelle... Cela dit, on y travaille, cet épisode y contribue, à suivre.

- Je partage l'éloge de @Vincent.

Pour se détendre un moment.

J'ai visité ce pays pendant 10 jours en mai 87. Il m'avait enchanté au point que je souhaitais partir y vivre, et comme cela n'a pas pu se faire, je me suis rabattu sur l'Inde 3 ans plus tard...

A la même époque, j'ai connu des militants du JVP en exil en France, je ne militais plus. Ils m'avaient semblé insignifiants sur le plan politique, d'ailleurs nous avons parlé de tout, sauf de politique, pour autant que je me souvienne. J'ai fréquenté un temps des membres de la diaspora sri lankaise à Paris et dans sa banlieue, des moines aussi, ils ne m'ont pas laissé un souvenir impérissable... J'avais été surpris d'observer que ces moines possédaient un nombre impressionnant

de cartes bancaires dans leurs portefeuilles, alors qu'à cette époque, entre 1987 et 1990, je n'en possédais qu'une dont je me servais rarement. Charité bien ordonnée, vous connaissez la suite. Ils vivaient de dons et ils étaient bedonnants, ils se tapaient les femmes de leurs contacts ! Un de ces moines était devenu notre meilleur ami, quand ma première épouse me largua, il alla vivre avec elle. Il lui avait promis qu'il travaillerait et se défroquerait, en fait, il se défroquera juste pour la sauter et remettre aussitôt après sa robe, il profitera d'elle et ne bossera jamais, elle finira par le foutre dehors ! J'ai d'autres histoires en magasin.

Sri Lanka est un confetti dans l'économie mondiale...

Quant à la situation politique à Sri Lanka, je crois que Jean-Pierre Page l'a bien décrite, une farce caricaturale dont il n'y a rien à attendre avant longtemps malheureusement pour nos amis sri lankais...

En Inde c'est la même chose en plus supportable toutefois, parce que la superficie, la population et les richesses du pays sont beaucoup plus importantes, donc il existe davantage d'opportunités pour s'en sortir ou tout juste survivre, dans la pauvreté et la précarité absolue, puisque sans droits sociaux dans un pays livré à la bureaucratie et à la corruption. Ne me demandez pas le nom d'un ministre indien, hormis Maudis et Jaishankar, bref, personnellement, je ne m'intéresse pas à ces pays, sauf lorsqu'on entend parler d'eux dans les médias ou les instances internationales. On ne peut pas être partout à la fois, j'ai fait le choix de me concentrer sur les pays qui dominent l'économie mondiale, où la lutte des classes présentent davantage d'intérêt pour le reste de l'humanité.

- Pour rebondir sur le commentaire de @Zéro

Ne sont visibles dans l'arène politique, que les couches de travailleurs assimilables aux classes moyennes, ceux qui disposent d'un statut social privilégié ou d'un mode de vie relativement confortable, ceux qui consomment massivement, dont les conditions sociales permettent de supporter tous les coups que leur porte le gouvernement, c'est-à-dire la majorité de la population. En sont exclus, ceux qui "ne sont rien", les couches les plus défavorisées qui n'ont pas accès au marché ou lorsqu'ils y ont accès, c'est en se privant de manger ou de se soigner, ceux-là, dans certaines conditions, seraient prêts à se battre pour un changement de régime, parce qu'ils n'ont rien à perdre, mais ce ne sont pas eux qui s'organisent dans les partis du NFP ou de l'extrême gauche, dans les syndicats qui collaborent avec le régime, une grande partie d'entre eux ne votent pas non plus. Laissons de côté le lumpenprolétariat.

Je crois qu'en grande partie l'explication aux questions que vous vous posez réside ici, ces partis et syndicats sont à l'image des conditions sociales de ces couches de travailleurs les mieux lotis ou embourgeoisés, qui pour cette raison n'envisagent pas de rompre avec le capitalisme et ses institutions, d'où l'orientation réactionnaire du mouvement ouvrier qui flattent leurs attentes au lieu de leur fournir un programme révolutionnaire, ses dirigeants en font eux-mêmes partie, pour faire bref.

Cette question nécessite une adaptation du marxisme (et non une révision), que nos dirigeants ont été incapables de réaliser, en fonction des profondes transformations qu'ont connues la société et le monde, les différentes classes sociales, le capitalisme, ses représentations idéologiques, au cours du XXe siècle.

J'ai eu l'occasion d'aborder ce sujet à de nombreuses reprises dans mes causeries. Je vais essayer de synthétiser tout cela, et je livrerai le résultat à votre esprit critique. Analyser la situation, rien de plus facile, puisque plein d'intellectuels s'y sont déjà collés avec plus ou moins de bonheurs, mais chaque fois ils ont commis des erreurs, leurs analyses présentaient de graves lacunes, par exemple, les uns négligeant l'économie, les autres la lutte de classes, pratiquement tous privilégiant l'idéologie aux faits, la métaphysique à la dialectique, chacun détenant un petit bout de la réalité ou vérité, mais aucun étant capable de les rassembler ou d'en faire la synthèse, ce qui explique pourquoi ils demeurent confronter à des contradictions en apparence inextricables, et leurs conclusions se terminent systématiquement dans une impasse. Je parle de ceux dont les intentions sont honnêtes.

Vous comprendrez que les éléments les plus éclairés parmi la classe ouvrière et les classes moyennes, ne peuvent adhérer à une théorie ou l'adopter, qu'à condition qu'elle soit cohérente, qu'elles puissent la soumettre à l'épreuve décisive de la pratique pour en vérifier le sérieux. C'est ce qu'ils firent avec le marxisme jusqu'au premier quart du XXe siècle ou environ la fin de la Seconde Guerre mondiale, en s'en écartant de plus en plus... Ensuite, après les accords de Bretton Woods, pour se donner un repère, l'analyse marxiste de la situation mondiale était devenue obsolète ou elle ne correspondait plus à la nouvelle situation économique, aux rapports entre les classes, à la recomposition du monde entre grandes puissances, etc. ce qui aurait dû nécessiter une réévaluation des enseignements de la lutte de classe que nous avaient légués les marxistes, ce qui à mon avis n'a jamais été entrepris ou mené jusqu'au bout, tant le sujet portait à polémique, car chacun détient la vérité, au détriment de notre cause, hélas ! Faudra-t-il qu'elle soit désespérée pour qu'ils daignent nous écouter enfin ? Espérons que non.

La nuit dernière, je me suis réveillé à peine deux heures après m'être endormi très tard, et c'est cette réflexion qui m'est venue à l'esprit, en plus substantielle, puisque je suis resté éveillé pendant trois heures ! Tout me semblait tellement clair que j'en étais fébrile, moins maintenant parce que je me fais vieux, j'espère réussir à renouer le fil de mes idées et présenter une synthèse valable, sans mémoire du tout, c'est extrêmement difficile.

Le GS et ses lecteurs pourraient contribuer à cette tâche urgente et de plus haute importance. Je n'aime pas me mettre en avant ou ces monologues, cela ne correspond pas à ma personnalité, merci de votre compréhension...

Abus de pouvoir.

Au nom de votre bien-être !

- Si vous réduisez la vitesse de 90 à 70, puis à 50 km/h, pour un trajet qui prenait 20 minutes, il vous en faudra 29, puis 38, pratiquement le double, autant dire qu'en passant pratiquement le double de temps sur le périphérique ou ailleurs, cela se traduira par un ralentissement de la circulation ou contribuera à la rendre moins fluide, à créer davantage de bouchons, à polluer davantage, à consommer davantage d'essence ou diesel, sans parler de la perte de temps...

Si le vent soufflait à contre-courant, pour un peu on pourrait s'attendre à faire du sur-place !

- Des rafales de vent jusqu'à 50 km/h sont attendues en fin de journée dans toute la région, notamment en Essonne, dans les Yvelines et en Seine-et-Marne.

J-C - 50 km/h, apocalypse now !

Selon Vigicrues, les précipitations prévues égaleront environ un mois de pluie en l'espace d'une journée. (20minutes.fr 9 octobre 2024)

Quel "mois de pluie", celui où il était tombé trois gouttes d'eau ?

Putain de féministes, il y a un sacré paquet de fric à se faire !

J-C - Dis-moi qui financent ces campagnes à caractère communautaire, et je te dirai quel en est le mobile.

Melinda French Gates lance un fonds de 250 millions pour la santé des femmes - parismatch.com 9 octobre 2024

Melinda French Gates a indiqué, ce mercredi 9 octobre, créé un nouveau fonds de 250 millions de dollars pour « améliorer la santé mentale et physique des femmes », dans le cadre d'une action plus large pour « promouvoir les droits des femmes » pour laquelle est a promis un milliard de dollars.

Dans un communiqué repris par CNN, Melinda French Gates affirme que « la santé des femmes a été sous-financée, négligée et mal comprise » et que les inégalités en matière de santé entre les hommes et les femmes « ont non seulement un impact sur la vie quotidienne des femmes, mais peuvent également nuire à leur avenir ».

« Il est clair que nous devons faire mieux pour éliminer les obstacles à la santé des femmes. La bonne nouvelle est qu'il existe de nombreuses organisations dans le monde qui font exactement cela. Nous voulons nous assurer qu'elles reçoivent l'attention et le financement qu'elles méritent », écrit l'ex-épouse de Bill Gates, invitant les organisations intéressées à postuler pour recevoir une part du financement. parismatch.com 9 octobre 2024

La fabrique en marche et en masse de schizophrènes.

Premier smartphone à 11 ans, temps d'écran sous-estimé... Ce que révèle une étude sur l'éducation numérique des enfants français - francetvinfo.fr 8 octobre 2024

Selon une étude de l'Observatoire de la parentalité et de l'éducation numérique réalisée par Ipsos média, révélée par franceinfo mardi 8 octobre.

Les enfants français acquièrent leur premier smartphone à 11 ans et quatre mois en moyenne, selon une étude de l'Observatoire de la parentalité et de l'éducation numérique réalisée par Ipsos média, révélée par franceinfo mardi 8 octobre.

Selon cette étude, cet âge moyen tombe même à 9 ans et cinq mois pour l'obtention d'une tablette. "Les écrans occupent une place de plus en plus importante dans la vie des enfants, principalement en raison de l'utilisation accrue des smartphones par les jeunes", écrit l'Observatoire de la

parentalité et de l'éducation numérique, précisant que "*plus de la moitié des enfants âgés de 7 à 17 ans possèdent leur propre smartphone.*"

Selon l'étude, près de 70% des enfants âgés de 7 à 17 ans utilisent Internet quotidiennement, avec une préférence pour les services comme YouTube, TikTok, WhatsApp, Instagram et Snapchat. Par ailleurs, les enfants passent en moyenne 4 heures par jour sur leur smartphone pendant les vacances et les week-ends, un temps qui augmente avec l'âge. francetvinfo.fr 8 octobre 2024

J-C - C'est ainsi qu'ils se privent de la principale activité qui à leur âge participe à leur sociabilité, à savoir le jeu qui les met en contact avec d'autres gosses, les jeux collectifs au cours desquels ils acquièrent certaines valeurs ou certains principes, qui facilitent leur insertion ou leur adaptation à la société dans la mesure où ils sont admis collectivement.

C'est d'autant plus néfaste au développement de leurs facultés cognitives, que sur les médias ou réseaux dits sociaux on ne se contente pas de leur fournir des données, on leur propose des interprétations, en deux mots, on leur mâche le travail au détriment de leur réflexion et imagination.

A l'arrivée, leurs rapports au mode extérieur en seront affectés, à leur insu ou sans qu'ils en aient conscience évidemment, puisque ce processus relève du conditionnement mental et idéologique, avec à la clé des dégâts psychologiques ou des troubles du comportement prévisibles, dont ils auront toutes les peines du monde à se défaire par la suite, ce qui les rendra d'autant plus vulnérables à toutes les formes de manipulations mentales et idéologiques. Et une fois qu'ils auront développé une tendance schizoïde ou dépressive, souvent très rapidement, leur état sera vécu comme la normalité, alors pour se soulager de l'angoisse qui les étirent en quasi permanence ou leur incapacité à affronter la réalité telle qu'elle est, ils n'auront pas d'autres expédients que recourir toujours encore et encore à cette pratique qui consiste à passer l'essentiel de leur temps libre devant un écran.

Au-delà, cette activité les réduit à l'état végétatif du spectateur de leur propre existence. Au lieu de la prendre en main ils adoptent un comportement (compulsif) passif qui fera d'eux des esclaves modèles, obéissants et loyaux envers leurs maîtres et bourreaux.

Une autre réflexion, car on pourrait se dire qu'en se connectant à Internet ils pourraient devenir plus intelligents ou conscients que les générations passées, j'en doute fortement car cela dépend des conditions sociales dans lesquelles on est placé.

A quoi bon acquérir des tonnes de données ou de connaissances, si on ne sait pas quoi en faire, la plupart du temps elles ne serviront à rien ou à l'amélioration de la condition humaine.

On pourrait en dire autant des études universitaires, de ceux qui accumulent les diplômes, les médailles et les honneurs comme autant de trophées de chasse, qu'ensuite ils monnaieront aux plus offrants en échange de leurs services sans se soucier de l'usage néfaste pour la société qu'ils en feront du moment qu'ils servent leurs intérêts individuels ou égoïstes.

Sur la situation politique en France

Etat d'âme sans lendemain. Dites, soutenir les régimes nazis ukrainiens et sionistes, c'est assurément "*retourner aux choses humaines*" !

Le député PS Boris Vallaud invite la gauche à "retourner aux choses humaines" - AFP 11 octobre 2024

J-C - Il est aussi le chef des députés PS à l'Assemblée nationale.

Comme l'Etat n'a plus les moyens d'assumer ses ambitions coloniales, il recourt systématiquement à la répression comme seule réponse aux exigences légitimes des peuples colonisés.

Martinique: un couvre-feu total décrété après une nouvelle nuit de violences - BFMTV 11 octobre 2024

Le préfet de Martinique a annoncé dans un communiqué la mise en place dès ce jeudi 10 octobre au soir d'un couvre-feu total sur l'île. Une interdiction "*de tout déplacement sur la voie publique et dans les lieux publics*" est décrétée "*sur l'ensemble du territoire de la Martinique entre 21 heures et 5 heures du jeudi 10 au lundi 14 octobre 2024*", peut-on lire.

Cette décision fait suite à une nouvelle nuit de violences sur l'île, en marge d'un mouvement de protestation contre la vie chère.

Le mouvement contre la vie chère a été lancé début septembre par le Rassemblement pour la protection des peuples et des ressources afro-caribéens (RPPRAC), qui exige un alignement sur l'Hexagone des prix des produits alimentaires qui sont 40% plus chers en Martinique.

Les manifestations sont en outre interdites jusqu'au lundi 14 octobre "*afin de prévenir efficacement et de manière proportionnée les troubles à l'ordre public susceptibles d'intervenir*".

Enfin, le préfet a décidé de l'interdiction "*sur l'ensemble du territoire de la Martinique d'achat, de vente et de transport de combustibles, produits pétroliers, artifices et engins pyrotechniques*".

Des barricades enflammées ont été installées dans plusieurs communes dans la nuit de mercredi à jeudi, des magasins ont été brûlés et douze gendarmes ont été blessés, dont un par balle. BFMTV 11 octobre 2024

Un budget de super austérité injuste et illégitime.

J-C – La dette de plus de 3000 milliards d'euros de l'Etat témoigne de la faillite du capitalisme. Elle est à mettre au compte des banquiers internationaux, du CAC40 et des capitalistes qui se sont enrichis démesurément au cours des dernières décennies en pillant l'argent publique, les richesses produites par les travailleurs.

Par conséquent, c'est à eux seuls de la régler. Et s'ils refusent, ils méritent juste d'être expropriés et toutes leurs richesses, biens ou avoirs doivent être confisqués jusqu'au dernier euro. On ne leur demande pas leur avis ou de rendre des comptes, car on ne leur reconnaît aucune légitimité, comment l'exploitation pourrait-elle être justifiée, n'est-ce pas ?

En revanche, s'ils résistaient, à coup sûr en déclenchant une guerre civile, ils seraient aussitôt mâtés sans autre forme de procès avec la même férocité qu'ils réprimèrent le mouvement ouvrier ou les travailleurs qui s'étaient mobilisés pour exiger que leurs besoins légitimes soient pris en considération.

Si le capitalisme, son Etat, ses institutions ne sont plus en mesure d'assurer le développement économique et le progrès social, ils doivent disparaître et céder la place à une République sociale et démocratique, à un gouvernement ouvrier s'appuyant sur la mobilisation et l'organisation politique des masses exploitées, les institutions indépendantes qu'elles auront créées au cours du processus révolutionnaire intégrant les composantes du mouvement ouvrier qui combattraient à leur côté, au socialisme...

Le gouvernement a présenté ce jeudi 10 octobre son Projet de loi de finances pour l'année (PLF) pour l'année 2025

(Article réalisé à partir de différents articles de presse et de l'AFP des 10 et 11 octobre)

Le ton est donné :

- « *Je ne suis pas là pour promettre du sang, du labeur, des larmes et de la sueur.* » Si le ministre des Comptes publics Laurent Saint-Martin ne l'avait pas précisé, on aurait pu en douter tant le premier budget de l'ère Michel Barnier consacre un effort sans précédent sur les finances publiques.

De fait, les Français les plus aisés seront loin d'être les seuls à supporter la cure de rigueur imposée par Michel Barnier. Plusieurs taxes, prélèvements ou mesures vont concerner tout le monde. Sans parler de la baisse des dépenses publiques, propres à affecter les contribuables modestes.

En somme « *la dette n'est pas qu'une question financière. C'est une question politique* », comme l'expliquait le ministre de l'Économie Antoine Armand à la presse ce jeudi 10 octobre, en estimant que la situation « *concerne tous les Français.* » Manifestement les efforts, aussi.

Concrètement, plusieurs mesures de prélèvements annoncées ou confirmées par le gouvernement vont s'appliquer sans distinction de revenus. Sur le front de l'écologie par exemple, les ministres prévoient l'augmentation d'une taxe sur les billets d'avion.

Les Français se chauffant au gaz sont également ciblés : la TVA est relevée à 20 % (contre 5,5 % ou 10 % actuellement) pour l'installation d'une chaudière, de quoi rapporter 200 millions d'euros. Le gouvernement prône également le renforcement du malus « *masse* » et « *CO2* » pour les véhicules polluants. Ainsi, les voitures neuves émettant plus de 112 grammes de CO2 par kilomètre (contre 118 précédemment) seront désormais taxées à hauteur de 50 euros par gramme de CO2 supplémentaire. Conséquence : seule la Mitsubishi Space Star, voiture à essence, échappera au malus thermique à partir de 2025.

Dans cette même logique, le gouvernement va augmenter - sans doute de manière spectaculaire - une taxe sur l'électricité (TICFE), que les équipes précédentes avaient drastiquement baissée à cause de la crise inflationniste. En clair : les Français (aux tarifs réglementés) peuvent espérer une baisse de 9 % de leur facture grâce au repli des prix des marchés. Mais celle-ci aurait pu être encore plus massive, sans le rehaussement de la taxe.

D'autant qu'à ces prélèvements supplémentaires, s'ajoutent des coups de rabot ou autres décisions sensibles pour tous les Français. On peut par exemple évoquer les retraités qui, du plus précaire au plus aisé, verront leurs pensions gelées pour six mois. Le gouvernement a effectivement confirmé le report en juillet de l'indexation sur l'inflation.

Même logique sur certaines économies de dépense, où le gouvernement vise large, sans précaution : il prévoit par exemple de réduire la part de l'Assurance maladie dans le remboursement des consultations médicales. Tant pis pour les 2,5 millions de Français qui n'ont pas de complémentaire santé et qui verront leur reste à charge inévitablement augmenter.

Le transfert de charge ne manquera pas à terme d'être répercuté dans les tarifs des complémentaires santé, qui ont déjà connu une hausse d'environ 8 % en moyenne en 2024.

Dans ce contexte, on pourrait également citer la rationalisation des transports sanitaires de patients ou encore les aides réduites pour l'apprentissage. Mais c'est sans doute à travers la baisse des budgets de l'État et des ministères que les Français subiront aussi la facture. Par exemple, les crédits alloués aux missions « *Sport* » sont rabotés de 12 % dans la nouvelle feuille de route. Même tendance (moindre) pour le Travail ou la Santé. Pour l'Education nationale, c'est 4 000 postes d'enseignants que l'exécutif prévoit de supprimer. Pas simple quand des professeurs manquent partout. Le HuffPost 11 octobre 2024

Au total, l'exécutif compte trouver "60 milliards d'euros" pour soutenir des finances publiques étouffées par une dette galopante.

AFP - Les mesures envisagées et des tensions dans l'alliance LR-Macronie, il vise un effort partagé pour préserver la crédibilité française auprès des marchés financiers et de l'UE, qui a épinglé Paris pour ses déficits publics.

L'objectif est de ramener le déficit public à 5% dès 2025, pour revenir en 2029 sous la limite de 3% tolérée par Bruxelles.

La Haut Conseil des finances publiques a jugé "*fragiles*" les prévisions du gouvernement, qui se trouve dans une position inconfortable après un "dérapage" du déficit en 2024 jugé "*absolument considérable et inédit*" par son président Pierre Moscovici, avant le verdict de l'agence de notation Fitch vendredi sur la solidité financière de la France.

La dette, de près de 3.230 milliards d'euros fin juin (112% du PIB), frôlera les 115% en 2025, alors que la croissance atteindrait 1,1% comme en 2024.

Loi de financement de la Sécurité sociale.

"*La responsabilité impose de renouer avec un modèle soutenable*" a affirmé Laurent Saint-Martin, le ministre du Budget et des Comptes publics.

Le déficit de la « *Sécu* » à 18 milliards en 2024, l'objectif pour 2025 est de le ramener à... moins de 16 milliards d'euros. Ce ne sont donc pas des coups de hache dans les dépenses sociales. Le gouvernement fixe leur progression « *à un rythme limité de 2,8 % tandis que les recettes croîtraient de 3,2 %* ».

Dans les faits pourtant, les dépenses sociales vont continuer à progresser. « *Par rapport à 2024, 9 milliards supplémentaires seront consacrés à l'assurance-maladie en 2025, 7 milliards de plus pour les pensions de retraite, 1 milliard de plus pour la prise en charge des accidents de travail et des maladies professionnelles, 2 milliards de plus pour les allocations familiales, et 2 milliards de plus pour l'autonomie, en direction des personnes âgées ou en situation de handicap* », explique-t-on de source gouvernementale. Le vieillissement de la population et la forte consommation des soins entraînent automatiquement une hausse mécanique des dépenses qu'il est très difficile de stopper.

"*Nous assumons la hausse de la tarification de la consultation en médecine à 30 euros, au lieu de 26,50 euros, décidée par le précédent gouvernement*" a défendu la ministre de la Santé, Geneviève Darrieussecq.

J-C - Les autres mesures ont déjà été évoquées dans une causerie précédente.

En famille. Collaboration de classes. Quand le budget 2025 de guerre de Macron-Barnier devient « NFP-compatible ».

- Le président de la commission des Finances, Éric Coquerel (LFI), a dit espérer parvenir au terme de l'examen en commission à un budget « *NFP-compatible* ». Le Point/AFP 10 octobre 2024

Santé.

Dépakine : 15 ans pour découvrir les dangers, 50 ans

57 ans pour que la justice condamne le labo et aussitôt l'État prend le relai pour indemniser à moindre coût

<https://reseauinternational.net/depakine-15-ans-pour-decouvrir-les-dangers-50-ans-pour-les-reconnaitre-57-ans-pour-que-la-justice-condamne-le-labo-et-aussitot-letat-prend-le-relai-pour-indemniser-a-moindre-cout/>

L'enfer de la guerre impérialiste et coloniale ou la barbarie capitaliste à l'œuvre.

Investigating war crimes in Gaza I Al Jazeera Investigations (sous-titré en français)

<https://www.youtube.com/watch?v=kPE6vbKix6A>

Chems-Eddine Hafiz a choisi son camp : «Le Hamas est un groupe terroriste» - algeriepatriotique.com octobre 8, 2024

Le cas du recteur de la Grande Mosquée de Paris relève de la schizophrénie. Au début tenant le bâton par le milieu, n'affichant aucune empathie envers les Palestiniens massacrés à Gaza, mais

faisant mine d'être ému par le drame vécu par les victimes de l'armée nazie israélienne, Chems-Eddine Hafiz a fini par glisser petit à petit vers le soutien indécent à l'entité sioniste, aux côtés du grand rabbin de France dont semble dépendre son sort au sein de cette institution culturelle musulmane, normalement propriété de l'Algérie.

Si, à décharge, il faut admettre qu'il ne fait pas bon se positionner contre Israël dans la France d'Emmanuel Macron, où le simple soutien à la cause palestinienne peut conduire au tribunal, il faut cependant signaler que Chems-Eddine Hafiz, invité à la cérémonie d'investiture du président Tebboune, porte la lourde responsabilité de ne pas contredire la position officielle historique de l'Algérie dans la guerre asymétrique qui fait rage au Moyen-Orient et dans laquelle Israël commet des crimes contre l'humanité qui ne peuvent être tolérés et encore moins couverts par des déclarations qui mettent le bourreau et sa victime sur un pied d'égalité.

C'est, en tout cas, ce à quoi le recteur de la Grande Mosquée de Paris vient de participer en signant un document faussement intitulé «*Appel international à la paix et à la fraternité*», rédigé par la Conférence des responsables du culte en France (CRCF). Ledit document accable la résistance palestinienne et, à aucun moment, ne dénonce le génocide perpétré par l'entité sioniste qui, non contente d'avoir rasé Gaza, étend son agression au Liban où elle mène des opérations aériennes et terrestres, en complète violation du droit international.

«*Le 9 octobre 2023, responsables religieux catholiques, protestants, orthodoxes, juifs, musulmans et bouddhistes, nous exprimons ensemble notre effroi et notre profonde tristesse face à la barbarie du Hamas*», écrivent les signataires de l'appel cosigné par le Franco-Algérien Chems-Eddine Hafiz. «*En ce 7 octobre 2024, nous peinons à prendre la mesure des traumatismes, sans précédent pour notre génération, engendrés par ces actes terroristes*», poursuivent-ils. Pour le recteur de la Grande Mosquée de Paris, les 45 000 enfants, femmes et hommes palestiniens tués sur ordre du criminel Benyamin Netanyahu sont des «*victimes collatérales de la réponse militaire israélienne*».

Chems-Eddine dit également «*porter dans [son] cœur et [sa] chair l'immense souffrance des civils israéliens [...] livrés à la terreur et aux ravages que produit la guerre*» et s'«*inquiète vivement des conséquences durables de tant de violences, terroristes ou militaires, chez ceux et celles qui les subissent et ceux et celles qui les exécutent*», les terroristes étant les résistants palestiniens.

Cet appel, aussi fourbe qu'ignominieux, a été signé par le président de la Fédération protestante de France, le président de la Conférence des évêques de France, le président de l'Assemblée des évêques orthodoxes de France, le grand rabbin de France, le président de l'Union bouddhiste de France et le recteur de la Grande Mosquée de Paris. algeriepatriotique.com octobre 8, 2024

Le Hezbollah fait son retour - Moon of Alabama October 08, 2024

Les sionistes espéraient que leurs tactiques terroristes consistant à faire exploser des téléavertisseurs et à bombarder les dirigeants du Hezbollah au Liban entraveraient ou diminueraient la capacité de combat de son ennemi.

Cet espoir était cependant en vain. Le Hezbollah, comme son allié du Hamas à Gaza, a été construit pour continuer son travail malgré de tels incidents.

Aujourd'hui, Naim Qassem, le chef adjoint du Hezbollah est apparu dans une émission et a déclaré que le Hezbollah restait pleinement opérationnel :

«Dans son allocution, Qassem a déclaré «Nous tirons des centaines de roquettes et des dizaines de drones. Un grand nombre de colonies et de villes sont sous le feu de la résistance». Il a souligné que la haute direction du Hezbollah reste active et que les postes des commandants tués ont été pourvus, affirmant : «Nous n'avons aucun poste vacant»».

À quel point il est inutile de tuer le leadership d'un ennemi a également été démontré à Gaza :

«Un aperçu de ce qui se passe réellement à Gaza a été offert par la dernière annonce d'Israël selon laquelle il avait tué trois hauts responsables du Hamas – Rawhi Mushtaha, chef du gouvernement et premier ministre de facto ; Sameh al-Siraj, qui détenait le portefeuille de la sécurité au sein du bureau politique du Hamas ; et Sami Oudeh, commandant du Mécanisme général de sécurité du Hamas.

La frappe aérienne a eu lieu il y a trois mois, et personne n'avait remarqué leur absence. C'est parce que le Hamas a continué à fonctionner indépendamment de ces dirigeants, vivants ou morts.

Dans le passé, les assassinats avaient conduit à une période d'incertitude pour le Hamas. Cela s'est produit après l'assassinat d'Abdel Aziz al-Rantisi en 2004. Mais cela ne marche pas aujourd'hui et cela ne marche pas non plus avec cette génération de combattants».

Syrie : un raid attribué à l'aviation israélienne frappe un quartier de Damas, faisant plusieurs morts - RT 9 oct. 2024

Une frappe contre le quartier de Mezzeh, dans la capitale syrienne, non loin de l'ambassade iranienne à Damas, a fait sept morts et 11 blessés le 8 octobre, selon la diplomatie syrienne qui a pointé la responsabilité d'Israël. Tsalah aurait mené plus d'une centaine de raids en Syrie cette année, selon une source de l'opposition syrienne.

L'attaque aérienne, toujours selon la même source, a «visé un bâtiment fréquenté par les commandants du Corps des gardiens de la révolution iranienne et du Hezbollah libanais». Le média saoudien Al-Hadath a pour sa part avancé que la cible de l'attaque serait un membre de l'Unité 4400 du Hezbollah, une cellule chargée d'acheminer des armes de l'Iran et de ses alliés vers le groupe chiite au Liban. Cette information n'a toutefois pas été confirmée.

Russie.

Commerce extérieur : «cette année la Fédération de Russie a exporté ses céréales vers 27 pays africains» - RT 9 oct. 2024

Alexeï Ovsiannikov, directeur du Centre d'évaluation de la qualité des céréales de Novorossiisk, fait le point sur les exportations effectuées depuis le début de l'année.

À l'heure actuelle, au cours des neuf premiers mois de cette année, les laboratoires du Centre d'évaluation de la qualité des céréales de Novorossiisk ont analysé plus de 19 millions de tonnes de grains destinés à l'exportation vers les pays africains. Les principales cultures exportées sont : le blé, l'orge, le maïs et les légumineuses, dont les pois, les pois chiches et les lentilles. Les céréales

du monde entier les plus demandées par les Africains sont d'abord le blé, avec plus de 17 millions de tonnes exportées. Ensuite en deuxième place, l'orge. En troisième position, le maïs, avec environ 210 000 tonnes. Précédemment, d'autres céréales n'étaient pas exportées sur le continent africain depuis les ports du territoire de Krasnodar. Mais cette année on observe une importante diversification et une augmentation du volume des exportations.

Cette année, nous avons repris les exportations vers certains pays africains tels que l'Éthiopie, la Gambie et Djibouti. Pour la première fois, un lot de lentilles a été envoyé sur l'île Maurice. Au total, au cours des neuf premiers mois de cette année, la Fédération de Russie a exporté ses céréales vers 27 pays

Chaque pays a ses propres exigences, en plus des exigences générales, c'est-à-dire, des exigences de la législation internationale, comme, par exemple, le codex alimentarius. Nos laboratoires accrédités analysent les indicateurs de sécurité et de qualité conformément aux exigences des pays importateurs. Je vais expliquer les exigences qui sont communes aux différents pays. Il s'agit des indicateurs de la présence d'éléments toxiques, à savoir le plomb, le cadmium, le mercure, et les mycotoxines, ainsi que de l'indicateur de la quantité résiduelle de pesticides dont l'analyse est requise, d'une manière ou d'une autre, par n'importe quel pays, mais tout dépend de la liste des pesticides. On analyse également la présence de radionucléides, généralement de césium et de strontium et d'autres indicateurs communs comme la fraction massique de protéines et de gluten, la vitrosité, la présence d'impuretés, y compris minérales et magnétiques. Enfin, on analyse l'indicateur d'infestation et de contamination. Conformément aux exigences de tel ou tel pays et aux demandes de l'acquéreur, des certificats nécessaires sont livrés à l'issue d'essais, c'est-à-dire, des certificats de sécurité, de qualité, d'absence d'OGM, ainsi que de non-radioactivité. Il y en a d'autres également, mais ceux-ci sont les principaux certificats.

Si on parle des critères au niveau de la sécurité, comme je l'ai déjà dit, il y a une réglementation générale commune à tous les pays et des critères spécifiques à chaque pays individuellement. Mais en règle générale les critères de qualité et de sécurité sont : la teneur en protéines, la teneur en eau, le gluten index, la force boulangère et le temps de chute, c'est-à-dire des critères qui concernent différents types de blés. Un autre critère, qui n'est pas moins important, est la détérioration des denrées stockées ainsi que le taux d'impuretés. Une place particulière est apportée au certificat phytosanitaire qui comprend une série d'analyses : Filth-test, test entomologique, bactériologique, microbiologique, virologique, résidus d'herbicide. Suite aux analyses, un certificat confirmant l'absence de tout élément nocif est émis.

J-C – Voilà de quoi les rendre furax (A Washington)!

Le Premier ministre burkinabè en Russie pour renforcer la coopération militaire et économique - RFI 9 octobre 2024

Le Premier ministre du Burkina Faso en visite en Russie. Apollinaire Joachim Kyelem de Tambela s'est rendu à Moscou pour la 8e édition des journées économiques du Burkina Faso qui se tient dans la capitale russe cette année du 8 au 11 octobre. Le chef du gouvernement de transition a notamment rencontré des partenaires économiques pour évoquer des projets de développement au Burkina Faso.

D'après l'agence de presse russe Interfax, le Premier ministre burkinabè Apollinaire Joachim Kyelem de Tambela s'est entretenu mardi avec le ministre de la Défense Andrei Belousov russe dans le cadre de leur coopération militaire.

Le ministre russe a considéré cette rencontre comme « *une nouvelle étape dans le développement des relations amicales* » entre les deux pays. Dans une interview à l'organe de communication African Initiative, le chef du gouvernement burkinabè s'est dit « *satisfait* » des éléments russes de l'African Corps présents dans son pays depuis moins d'un an.

Dans une interview accordée à l'organe de communication African Initiative, Kyelem de Tambela y tire un bon bilan des troupes russes de l'African Corps, présentes au Faso depuis presque un an : « *C'est assez récent pour donner une appréciation correcte, mais je pense qu'on peut dire que nous sommes déjà satisfaits de ce qu'il se passe jusqu'à présent. Tout ce que nous pouvons faire, c'est souhaiter le renforcement de cette coopération.* »

Et concernant l'arrivée éventuelle de nouveaux soldats russes au Burkina Faso, il a répondu que cela dépendra du type d'équipement militaire que son pays compte acquérir et qui pourra nécessiter l'envoi d'instructeurs pour former les forces burkinabè à ce nouveau matériel.

Accompagné de membres de son gouvernement et d'opérateurs économiques dans le cadre des huitièmes journées économiques du Burkina Faso, le Premier ministre a également invité ses partenaires russes à multiplier les investissements et les transactions entre les deux pays. Il a aussi réaffirmé la volonté du Burkina Faso de rejoindre la communauté économique des BRICS. RFI 9 octobre 2024

Argentine.

Argentine: l'opposition échoue à lever le «veto» de Milei sur l'augmentation du budget des universités - RFI 10 octobre 2024

L'opposition a échoué, hier, mercredi 9 octobre, à lever le veto du président ultralibéral à l'augmentation du budget universitaire voté par le Parlement mi-septembre. La politique d'austérité et les coupes budgétaires du gouvernement dans les dépenses d'éducation avaient pourtant provoqué un large mouvement social, qui pourrait désormais s'approfondir.

Ni les manifestations massives qui ont rassemblé plus d'un million de personnes la semaine dernière, ni les occupations d'universités par les étudiants à travers tout le pays depuis le mardi 8 octobre, ni la nouvelle mobilisation devant le Congrès argentin, hier.

L'opposition n'a pas réussi à réunir la majorité qualifiée des deux tiers des députés nécessaires pour lever le veto de Javier Milei à l'augmentation du budget des universités. La loi votée par le Parlement mi-septembre prévoyait une actualisation budgétaire en fonction de l'inflation, qui dépasse actuellement les 236% annuel. Elle aurait notamment permis de revaloriser les salaires des enseignants qui ont perdu un tiers de leur pouvoir d'achat depuis le début de l'année.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 14 octobre 2024

Il y a plein de bonnes nouvelles dans cette causerie, à petites doses, c'est mieux que rien ou le contraire. Ne cherchez pas des annonces extraordinaires, il n'y en a pas, elles correspondent aux importantes failles que comportent la stratégie totalitaire que les maîtres du monde voudraient imposer à tous les Etats de la planète, qui sont dues à leur incapacité à prévoir et à contrôler les conséquences sociales de la crise rampante du capitalisme. Bref, la lutte de classe des exploités, la résistance, la révolte des peuples opprimés, constituent leur principale menace et préoccupation politique, comme on les comprend !

De nombreux chefs d'Etat contestent de plus en plus cette stratégie, ils manifestent ouvertement leur opposition et appellent à y résister, car expliquent-ils, elle présente plus d'inconvénients que d'avantages pour le développement économique de leurs pays et pour répondre aux besoins sociaux croissant de leurs populations au profit des Etats-Unis et des pays de l'UE, ce qui pour eux est devenu inacceptable.

Il s'agit là d'une résistance en bande organisée autour de la Chine et de ses partenaires, dont la Russie. L'effet de la boîte de Pandore ou même plus peur, certains s'enhardissent, on devrait les encourager à affronter les Etats-Unis et ses vassaux européens.

Dans d'autres cas, en particulier pour l'Allemagne, mais aussi pour la France, soutenir aveuglément les Etats-Unis (et sa colonie moyen-orientale, Israël) pourrait les amener à se mettre à dos des partenaires économiques dont ils ne peuvent pas se passer, les monarchies du Golfe, par exemple.

D'autres Etats comme la Serbie, la Slovaquie, la Hongrie ou la Turquie se radicalisent également face aux Etats-Unis et à l'UE, parce qu'ils sont confrontés aux mêmes difficultés économiques et sociales... En réalité, dans des proportions diverses, elles constituent de véritables défis, et ces gouvernements considèrent que c'est leur priorité de les affronter dans les meilleures conditions, sans se soucier des intérêts de telle ou telle puissance qui réclame qu'ils bradent les leurs, car ils ne tiennent pas à ce que leurs difficultés économiques dégénèrent en une grave crise politique.

On assiste donc à un changement de ton, à une modification d'alliances entre Etats un peu partout, au détriment des Américains et des Européens dont l'influence diminue de jour en jour. Leur modèle de société « *démocratique* » basée sur leur hégémonie économique et militaire, à coups de chantages ou menaces, n'impressionne plus personne, il a fini de les faire rêver, ce qui annonce à terme d'importants bouleversements à l'échelle mondiale, qui n'en doutons pas alimenteront la lutte des classes.

Ils ne peuvent pas gouverner indéfiniment des peuples en recourant à un régime de terreur ou une dictature, tous ces régimes finissent par s'effondrer ou il arrive toujours un moment où les peuples se soulèvent et les renversent.

La question qui leur est posée dorénavant ou la tâche qu'ils doivent accomplir, je parle des peuples exploités et opprimés, consiste à aller cette fois jusqu'au bout, et non de se contenter de réformes sociales à la marge ou de replâtrer des Etats antidémocratiques subordonnés au capitalisme, c'est-à-dire, ils doivent liquider ses institutions et s'attaquer aux fondements du capitalisme, engager sans attendre le processus de son abolition, qui se soldera à terme par la disparition des classes sociales sur lesquelles reposaient le système d'exploitation et d'oppression à l'origine des guerres.

Vous aurez remarqué que je consacre davantage de temps à vous informer, plutôt qu'à exposer mes idées ou essayer de vous convaincre de quoi que ce soit. Bien que le blog ait une orientation politique facilement reconnaissable, socialiste, à aucun moment je ne chercherai à l'imposer.

Si chacun demeure libre d'adopter les idées ou convictions qui lui conviennent et de les défendre, c'est également mon droit, à condition toutefois de le faire sincèrement ou honnêtement. Et quant à ceux que mes idées incommode, ils peuvent toujours aller voir ailleurs, on ne les retient pas, ils perdraient leur temps ici.

J'essaie de partager des idées et non de les imposer à quiconque. Je pars du principe qu'on ne peut progresser et acquérir un esprit critique aiguisé qu'en pensant librement, et non sous la contrainte, même déguisée, car ce serait contre-productif.

Partant du principe qu'on est censé partager les mêmes intentions, objectifs ou le même idéal humaniste d'émancipation de l'exploitation et de liberté, la même cause, on essaie de tout faire pour avancer dans cette voie. Mais elle est parsemée de nombreux obstacles destinés à freiner notre progression, qui seront autant d'écueils pour nous inviter à y renoncer, si on n'a pas la force de caractère ou la détermination suffisante, la chance aussi parfois, pour les identifier, les combattre et finalement les balayer.

Qu'on soit envahi par le doute ou le pessimisme, qu'on soit découragé, démoralisé, désespéré, dépressif, c'est humain ou somme toute naturel dans certaines circonstances, quand tout semble nous accabler, quand tout espoir semble illusoire, on en vient à perdre confiance en soi et dans les autres, on est prêt à renier nos convictions et nos connaissances les plus solidement établies, on perd tout repère, on est perdu, on ne sait plus où on en est, on devient extrêmement vulnérable, et c'est là qu'on est prêt à croire n'importe quoi, à perdre tout esprit critique, tout sens de la mesure, de la nuance, toute logique, alors comment faire pour ne pas en arriver à cette extrémité-là particulièrement dangereuse ?

Il suffit de se dire, que quoi qu'il se produise ou quoi qu'il puisse arriver dans le monde, notre cause demeurera toujours légitime, et elle n'a pas besoin de justificatif, de certificat de bonne conduite ou de moralité, car nous savons qu'elle correspond à l'idéal humaniste le plus élevé, le plus vertueux qu'il soit donné aux hommes de concevoir ou imaginer, et d'atteindre car il est à leur portée, pour enfin vivre délivré du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, de toute forme de servitude ou d'oppression humaine, épanoui, en paix, libre quoi !

Ca, personne ne pourra nous l'ôter de la tête, même tranchée notre idéal continuerait d'exister et de bouger, parce que c'est dans la nature de l'homme de vouloir se libérer des contingences de sa condition, de tendre vers la liberté, d'élever son niveau de conscience toujours plus haut, ce qu'il ne pourrait pas réaliser sans s'en donner les moyens matériels, donc se développer sur le plan économique.

Vaut mieux prendre en mains son destin, plutôt que de se prendre la tête entre les mains, surtout si elle a été coupée, non ?

Une réflexion après avoir visionné des documentaires sur plusieurs pays du tiers ou du quart monde.

Quand on voit l'état des routes dans un grand nombre de pays en Afrique, en RDC ou au Niger par exemple, en Asie également, Chine ou Inde, en Amérique du Sud, en Bolivie par exemple, d'ailleurs c'est bien simple, elles ont totalement disparu, ce ne sont plus que des champs de boue impraticables où même des 4x4 très puissants s'embourbent ou se renversent, et pas seulement les routes secondaires qui relient des villages, y compris les routes principales qui relient le nord au sud de ces pays-là, alors qu'elles sont primordiales pour transporter la population et l'approvisionner en marchandises de toute sorte, y compris les denrées alimentaires de première nécessité, parce qu'il n'existe pratiquement pas d'autres moyens de transport, leur réseau ferré date généralement de la colonisation.

Le développement du réseau routier est indispensable au développement économique de tous les pays, comme les autres infrastructures telles les écoles, universités, hôpitaux, l'électrification et l'accès à l'eau potable, etc. c'est là qu'on s'aperçoit qu'en en privant ces peuples, c'est délibérément que les puissances dominantes avec leurs multinationales qui exploitent leurs richesses, maintiennent ces pays dans le sous-développement et vouent leurs peuples à des conditions d'existence misérables, cauchemardesque.

Lu.

En conclusion, la climatologie est une science multidisciplinaire complexe qui n'est pas entièrement aboutie et qui reste soumise à des paramètres multiples incomplètement identifiés et mal maîtrisés (non inventoriés ici). Deux tendances viennent perturber une démarche scientifique authentique. En premier; la mainmise d'idéologues peu scientifiques, partisans d'une doctrine anticapitaliste, qui exploitent les incertitudes pour manipuler les masses avec une propagande alarmiste catastrophiste. En second; la prise de position, non moins fanatique que la première, par des négationnistes à la science insuffisante qui contestent des phénomènes physiques pourtant bien réels. Entre les deux, quelques honnêtes chercheurs, à l'audience faible, constatent que la situation évolutive du climat est réelle mais modérée, en rien catastrophique, ayant quelques inconvénients et parfois même sous certains angles quelques avantages, mais une situation évolutive qui ne justifie pas l'hystérie climatique, économique, politique à l'œuvre, notamment en Occident.

J-C - Quand on est « *anticapitaliste* », qu'on combat la « *propagande alarmiste catastrophiste des négationnistes* » qui consiste à « *manipuler les masses* », et qu'on prend en considération « *la situation évolutive du climat* » qui n'a « *rien (de) catastrophique* » et présente même « *quelques avantages* », vous aurez compris qu'on se met à dos tous les courants politiques, parce qu'on a pour seule boussole les « *phénomènes physiques pourtant bien réels* », bref, les faits, la réalité qui a valeur de vérité.

Cela correspond parfaitement aux principes que je revendique, ainsi que le courant politique que j'incarne avec ce blog, que malheureusement personne n'envisage de rejoindre pour le développer,

ce qui en dit davantage que de longs discours sur les intentions qui animent les uns et les autres, qui n'ont rien à voir avec nos intérêts collectifs.

Made in USA. La stratégie du pouvoir et de la terreur, et le culte de la violence et de la guerre, vont très bien ensemble.

J-C - Comment après cela, voulez-vous que les Américains ne soient pas mentalement déséquilibrés ? Pas tous, les autres ou la majorité sera terrorisée et profondément marquée ou déstabilisé psychologiquement par tant de cruauté.

« *Terrifier 3* » vampirise les salles de cinéma aux Etats-Unis - 20 Minutes/AFP 14 octobre 2024

Vision d'horreur. *Terrifier 3*, produit par les studios indépendants Cineverse et Icon Events, a engrangé 18,2 millions de dollars (16,63 millions d'euros) entre samedi et dimanche au Canada et aux Etats-Unis. Un début qualifié d'« *exceptionnel* » pour le troisième film d'une franchise de ce genre par Franchise Entertainment Research.

Ce film qui multiplie les scènes de meurtre violentes a été interdit aux moins de 18 ans en France - une décision rare - où il connaît aussi un grand succès dans les salles. 20 Minutes/AFP 14 octobre 2024

Mais où est passé le mouvement ouvrier ?

J-C – Réponse : Dans le camp de la réaction, alors quand a bien faire, autant voter pour des partis qui l'assume ouvertement, officiellement de droite, et si cela ne suffit pas, d'extrême droite.

Ne vous en faites pas, ce n'est pas bien grave, nos dirigeants s'en contrefoutent, la preuve ils ne sont pas été en mesure de nous fournir une explication cohérente ou sérieuse pour justifier cette avancée manifeste de l'extrême droite dans toute l'Europe, en dehors des analyses foireuses et démagogiques qu'ils n'ont eu de cesse de nous servir pendant plus d'un demi-siècle et qui ont conduit à la situation actuelle.

Ils ont soutenu les partis corrompus du mouvement ouvrier qui servaient de marchepied à l'extrême droite et qui l'ont manipulée, alors comment voudriez-vous qu'il en soit autrement ?

Belgique : Pour la première fois une ville du pays va être gérée par l'extrême droite - 20 Minutes/AFP 14 octobre 2024

Ninove située à l'ouest de Bruxelles, va être la première commune de Belgique gérée par l'extrême droite flamande, après la victoire dimanche d'un député du Vlaams Belang (VB) à l'élection communale.

La liste « *Forza Ninove* », déclinaison locale du VB et d'apparentés, a remporté l'élection dans cette ville de 40.000 habitants avec 47,4 % des voix, contre 30,8 % pour celle de la maire sortante, une

libérale. Ce résultat assure à Guy D'haeseleer et à ses colistiers une majorité absolue de sièges au conseil communal (l'appellation du conseil municipal en Belgique).

Jamais le parti d'extrême droite flamand Vlaams Belang (ex-Vlaams Blok), qui est désormais le principal rival des conservateurs de la N-VA en Flandre, n'avait géré jusqu'à présent une collectivité. Au Parlement régional flamand, le VB, premier groupe d'opposition, compte 31 élus (dont Guy D'haeseleer), autant que la N-VA, leader de la coalition majoritaire. Le VB a aussi décroché 20 sièges de députés (sur 150) au Parlement fédéral lors des législatives du 9 juin. 20 Minutes/AFP 14 octobre 2024

Quand l'UE va-t-elle implorer ?

Les BRICS sont une alternative réelle à l'Union européenne, selon le vice-Premier ministre serbe - RT 13 oct. 2024

«Il serait irresponsable de ne pas examiner toutes les possibilités, y compris l'adhésion aux BRICS. Si les BRICS sont attractifs pour d'autres pays, comme pour les Émirats arabes unis, l'Arabie saoudite ou la Turquie, pourquoi en serait-il autrement pour la Serbie ? Il ne fait donc aucun doute que les BRICS sont devenus une alternative réelle à l'Union européenne», a déclaré Aleksandar Vulin, vice-Premier ministre serbe, ce 13 octobre dans une interview au journal allemand Berliner Zeitung.

Aleksandar Vulin a également affirmé qu'il était devenu eurosceptique après avoir «découvert l'UE de l'intérieur». Selon lui, Bruxelles impose à Belgrade des conditions irréalisables et ne considère pas le pays comme un partenaire.

Comme l'a souligné Aleksandar Vulin, l'UE exigerait que la Serbie rompe tous ses liens avec la Russie pour rejoindre l'UE, tandis que le président russe Vladimir Poutine n'imposerait pas de telles conditions.

La Russie occupe la présidence des BRICS du 1er janvier au 31 décembre 2024. Au cours de cette période, plus de 200 événements sont prévus dans le cadre de cette présidence russe, couvrant un large éventail de thématiques, allant de l'économie à la coopération culturelle. L'événement principal de cette présidence sera le sommet des BRICS, qui se tiendra du 22 au 24 octobre à Kazan, en Russie.

Ce sommet est prévu comme un rendez-vous majeur, des invitations ayant été envoyées à 38 pays à travers le monde. À ce jour, 32 pays ont confirmé leur participation, et 24 chefs d'État assisteront personnellement à cet événement. RT 13 oct. 2024

Si même la collaboration de classes ne fait pas recette, alors ils ont vraiment de quoi s'inquiéter.

Crise de confiance : les Français tournent le dos à leurs politiques - Le Point 12 octobre 2024

Une baisse de popularité généralisée touche l'ensemble du paysage politique, et le nouveau Premier ministre, Michel Barnier, est le premier à en faire les frais.

Le pessimisme des Français a récemment connu une augmentation marquée.

La chute de popularité d'Emmanuel Macron se poursuit inexorablement.

Comme résume Brice Teinturier, directeur général délégué d'Ipsos : « *C'est la douche glacée pour tout le monde et les Français broient du noir.* » Ce constat souligne l'incapacité des personnalités politiques à apporter des solutions concrètes ou à travailler de manière unie.

« *Globalement, les Français estiment que leurs représentants ont failli, sans pour autant préserver les divers opposants* », a développé Brice Teinturier.

Parole d'internaute

Quand on regarde la courbe de la dette française, on voit qu'elle n'a fait que croître depuis 1981.

- Double septennat Mitterrand ~20 % en 1981 à ~50 % en 1995 soit + ~600 M€ ou ~43 M€/an
- Septennat + quinquennat Chirac ~50 % en 1995 à ~65 % en 2007 soit + ~595 M€ ou ~50 M€/an
- Quinquennat Sarkozy ~65 % en 2007 à ~88 % en 2012 soit + ~613 M€ ou ~123 M€/an
- Quinquennat Hollande ~88 % en 2012 à ~98 % en 2017 soit + ~392 M€ ou ~78 M€/an
- Quinquennat + 2 ans Macron ~98 % en 2017 à ~112 % en 2024 soit + ~1000 M€ ou ~143 M€/an

J-C – Un gouvernement ouvrier procéderait à l'expropriation des capitalistes du CAC40, à la saisie de tous leurs biens et avoirs. Il décréterait illégitime et nulle la dette de la France envers les créanciers internationaux et les banquiers contractée par ses prédécesseurs. Il romprait avec l'UE et la BCE. Il décréterait la souveraineté monétaire de la République sociale de France et créerait sa propre monnaie. Les autres monnaies seraient réservées exclusivement aux échanges commerciaux internationaux...

Totalitarisme. La dictature de l'écologie politique ou du Green New Deal de Davos en famille.

J-C – Qui visent-ils ? Les plus pauvres ou défavorisés, normal.

Les véhicules Crit'Air 3 exclus de Paris à partir de 2025 - France-Soir 09 octobre 2024

Le gouvernement poursuit la chasse aux particules, et pas de manière fine. Dès le 1er janvier 2025, les véhicules étiquetés Crit'Air 3 seront interdits de circulation à Paris et à Lyon — sauf dérogations exceptionnelles. Une barrière de plus pour les plus démunis, qui risque de mettre le feu aux poudres.

La graine a été plantée en 2021, quand la loi Climat et Résilience a été promulguée. Celle-ci prévoyait la création des zones à faibles émissions (ZFE) dans toutes les villes de "*plus de 150 000 habitants où les valeurs de qualité de l'air recommandées par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) sont dépassées*". Au total, ce sont 42 agglomérations françaises qui sont concernées et devront mettre en place des mesures plus ou moins strictes avant le 1er janvier 2025. Certaines d'entre elles jouent déjà le jeu, telles que Rouen, Grenoble ou Strasbourg, mais ce ne sont pas les plus polluées, donc pas les plus restrictives non plus.

Paris et Lyon, à l'inverse, tardent à se mettre au diapason. Et pour cause ! Dans ces deux villes, plus polluées que les autres, ces ZFE imposent purement et simplement l'interdiction de circulation des véhicules Crit'Air 3, soit toutes les voitures diesel de plus de 14 ans et les voitures essence de plus de 19 ans, de 8h à 20h en semaine. Comme le rapporte le site AutoMoto, cela représente ni plus ni moins que 24% des immatriculations en Seine-Saint-Denis, 22% dans le Val-d'Oise ou 21% en Seine-et-Marne, contre 15% à Paris. Globalement, un cinquième de la population française se verra contrainte de rester hors de la capitale, ou d'y entrer par un autre moyen : en transports bondés, à pieds ou à cheval, qui sait ? Ce qui est sûr, c'est que s'offrir un nouveau carrosse ne sera pas possible pour la majorité des personnes concernées, faute de revenus suffisants pour assumer la croissance des prix de l'occasion.

Les citoyens se murent dans la ville, et les plus pauvres sont exclus, au nom de la pollution. Ceci étant dit, tout magnanime qu'il est, le gouvernement a bien prévu une roue de secours, que David Belliard, adjoint EELV à la mairie de Paris a présenté en conférence de presse : un pass ZFE. Nouveau sésame qui permettrait aux propriétaires de véhicules Crit'Air 3 de franchir le Rubikon 12 fois l'an, pendant 24h ! La nouvelle, sans surprise, fait jaser sur les réseaux :

Le gazole retiré des pompes à essence, le périphérique à 50km/h, les ZFE pour empêcher les moins bien équipés d'entrer en ville, peut-être un péage urbain, bientôt. France-Soir 09 octobre 2024

Un commentaire publié dans le blog *Le Grand Soir*.

Aux Etats-Unis.

Quand de soi-disant trotskystes se posent en garant de «*l'intégrité électorale* »... pour le compte de qui ?

Le WSWS s'inquiète en tant que "*responsable démocrate*" au cas où serait...

WSWS - rejeter une victoire démocrate

Quel malheur ce serait, votez Kamala Harris ! Ils en rajoutent une couche craignant...

WSWS - la disqualification des bulletins de vote...

...en faveur de la candidate démocrate... du clan de l'oligarchie financière de Davos, c'est émouvant!

Le WSWS entend...

WSWS - faire respecter la Constitution.

Quelle noble intention compte tenu de la nature antidémocratique du régime en place !

Ah ben si...

WSWS - « *c'est qui les compte* » (les bulletins de vote) la « *dernière ligne de défense contre le marxisme envahissant* ».

... Posobiec ne devait pas à ces trotskystes, et pour cause !

Pour finir WSWS se pose en garant "*de l'ensemble du système politique étasunien*", on l'avait compris :

WSWS - La classe dirigeante (...) ne veut pas alerter la population sur le fait que les élections se déroulent dans un contexte d'effondrement progressif de l'ensemble du système politique étasunien.

Pour brouiller les pistes ou qu'on n'accuse pas ces imposteurs de rouler pour l'oligarchie, ils recourent à un argument qui n'engage à rien :

WSWS - Quels que soient leurs différends, les deux partis sont des instruments de l'oligarchie capitaliste américaine et des ennemis de la classe ouvrière.

Ils ne sont pas les seuls...

Commentaire adressé à France-Soir

- Qualifier la chute de la monarchie ou le passage à une république constitutionnelle de "*mystification politique*" et de "*catastrophe absolue*" permet de mieux cerner la nature réactionnaire de France-Soir.

Totalitarisme. France : Un Etat policier, un régime d'exception.

Bienvenue dans le monde opaque des notes blanches de la DGSI ! - France-Soir 08 octobre 2024

Extrait.

Pour une fois que Nicolas Sarkozy avait adopté une bonne mesure en les supprimant, elles sont réapparues. Mais de quoi s'agit-il ? De ces fameuses notes blanches. Dignes d'un état policier, ce que la France est devenue, elles sévissent de nouveau depuis 2015. Le prétexte invoqué étant, vous vous en doutez, l'état d'urgence. Entre 2015 et 2017, nous avons vécu sous menaces terroristes,

donc sous état d'urgence, puis nous avons enchaîné l'état d'urgence sanitaire de 2020 jusqu'au 1er août 2022. Bienvenue dans le monde sans fin et programmé des « états d'urgence ».

En théorie, l'état d'urgence a été levé depuis lors. Mais qu'en est-il réellement ? Car, comme l'Hydre de Lerne, vous coupez une tête, mais une autre apparaît. Les Parisiens médusés ont assisté au bouclage de la capitale avant et pendant les JO de Paris. Grillages, contrôles, QR code pour rentrer chez soi, gendarmes, policiers et militaires armés jusqu'aux dents à tous les coins de rues. L'oppression policière à son paroxysme ? Que nenni ! Elle a encore de beaux jours devant elle. Laurent Nuñez, préfet de police de Paris depuis juillet 2022, - mais qui, rappelez-vous, s'était illustré aux côtés de Christophe Castaner dans la répression violente des Gilets Jaunes -, vous le prouve en déclarant, il y a peu, vouloir maintenir la vidéosurveillance algorithmique testée pendant les JO à Paris.

Comme si tout cela ne suffisait pas, derrière cette débauche « sécuritaire » et dans un silence assourdissant, d'obscurs gratte-papier décident, dans la plus grande impunité, de votre sort. Malheur à vous si votre nom apparaissait dans une note blanche. Car, aussitôt, la machine infernale administrative se met en marche.

Darmanin a annoncé fièrement à la fin des JO que 559 MICAS – Mesures Individuelles de Contrôle Administratif et de Surveillance - ont été prononcées à l'occasion de la tenue des Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024.

Un certain nombre de ces Micas visait des personnes, ni condamnées, ni même mises en examen, mais qui ont eu leur vie gâchée grâce à un auteur anonyme d'une de ces fameuses « notes blanches ». Ni signées, ni sourcées, ni datées. Juste de vagues soupçons de troubler l'ordre public. Il faut réaliser qu'une assignation à résidence, pour une durée indéterminée, ruine votre vie professionnelle et familiale. Vous risquez de perdre votre travail, votre couple et votre entourage.

Comment se débarrasser d'un faux rapport éventuel puisque vous ne connaîtrez jamais sa source, ni de quel service il émane ? Le parcours du combattant administratif est ouvert. Bon courage et bienvenue dans le monde glauque, sournois et destructeur des notes blanches.

Cette méthode insidieuse et cachée peut bousiller la vie de ceux qui osent s'opposer à l'État profond français et peut vous tomber sur le coin du nez du jour au lendemain.

La liberté d'expression n'est qu'une façade creuse. En coulisse, vous êtes menacés tous les jours si vous faites partie des voix contestataires. Comme dit le proverbe « *un homme averti en vaut deux* ». Savoir que ces notes blanches existent permet d'assurer ses arrières.

J-C – A France-Soir, qu'ils fassent du journalisme, ce qu'ils savent très bien faire parfois, et qu'ils cessent de faire de la politique, où là c'est exécrable.

Vous, vous n'êtes pas organisés, eux, ils le sont à tous les étages.

Club Le Siècle ? Quelques journalistes bien entourés et LCI en vedette - ojim.fr 2 octobre 2024

Selon la bien informée La Lettre (anciennement Lettre A), le 853ème dîner du club Le Siècle organisé le 27 septembre 2024 au cercle de l'Union interalliée (Paris 8ème) a nouvelle fois attiré la fine fleur de l'oligarchie française.

De Tavares à Darmanin et quelques présidents de médias

Parmi les participants, des PDG de multinationales (Carlos Tavares, Stéphane Israël, Éric Trappier, etc.), le ministre Jean-Noël Barrot, des hauts-fonctionnaires comme Alexandre Brugère directeur de cabinet du ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin ou le directeur des services secrets français (la DGSE), des patrons de médias comme Arnaud de Puyfontaine, président du directoire de Vivendi, Maxime Saada, président du directoire du Groupe Canal+ ou Maryam Salehi, directrice déléguée à la direction générale de NRJ Group.

Dans ces dîners dont l'existence a été longtemps ultrasecrète, les journalistes ont aussi leur place, comme des relais d'une pensée libérale économiquement, progressiste et libertaire sur le plan sociétal, atlantiste et défenseur d'une caste qui s'est accaparée presque tous les pouvoirs.

Peu de journalistes à cette rentrée

Les présents pour les journalistes étaient peu nombreux pour cette édition de rentrée :

- David Pujadas, animateur sur LCI de 24h Pujadas, l'info en questions.
- Dominique Seux : journaliste économique, directeur délégué de la rédaction du journal Les Échos. Éditorialiste économique dans Le Sept/Dix, sur France Inter, chroniqueur régulier à Ouest-France, intervenant dans l'émission 24 heures Pujadas sur LCI et à C dans l'air sur France 5, émission présentée par Caroline Roux.
- François Lenglet : dirige le service économie de TF1 et LCI, animateur du magazine Lenglet Déchiffre diffusé tous les dimanches sur LCI, chronique quotidienne Lenglet-Co dans la matinale de RTL.

Le rôle particulier de LCI

Dans les relations entre cette oligarchie et les journalistes, la chaîne LCI et David Pujadas semblent jouer des rôles particuliers en se faisant le porte-voix quasi-officiel du club Le Siècle. L'ancien président du Siècle, Olivier Duhamel, était un intervenant régulier dans l'émission 24h Pujadas avant de devoir tout stopper en 2021 à la suite de révélations sur des viols qu'il avait commis dans les années 1980 sur son beau-fils et que la justice a considéré comme étant proscrits.

De nombreuses enquêtes journalistiques avaient montré que les faits étaient connus par un grand nombre de personnes (police, justice, politiques, médias, etc.) mais que personne n'avait osé en parler avant la sortie du livre de Camille Kouchner, La Familia grande, en janvier 2021.

Source : Observatoire du Journalisme

<https://www.ojim.fr/club-le-siecle-quelques-journalistes-bien-entoures-et-lci-en-vedette/?cn-reloaded=1>

Sur la situation politique et sociale en France.

Au moins trois morts en marge des violences en Martinique : le point sur la situation - Le Point/AFP 12 octobre 2024

« *Nous en sommes à trois morts* » depuis le début des violences en Martinique, a annoncé Clarisse Taron, procureure de la République en Martinique vendredi en fin de journée sur France Inter.

Barricades enflammées, magasins brûlés ou pillés et « *voyous à moto* » : la situation est restée tendue vendredi en Martinique, malgré l'instauration d'un couvre-feu nocturne, alors qu'un mouvement de protestation contre la vie chère est en cours sur l'île. Selon une source préfectorale, 32 interpellations ont été effectuées et 12 blessés légers sont à relever parmi les forces de l'ordre. Quelque 150 véhicules ont brûlé dont ceux d'une société de location et 14 locaux commerciaux ont été incendiés.

Six tables rondes réunissant les services de l'État, les collectivités locales, les acteurs économiques et le collectif RPPRAC (Rassemblement pour la protection des peuples et des ressources afro-caribéens) ont été organisées, sans qu'elles débouchent sur une issue positive jusque-là. La dernière réunion date de ce vendredi 11 octobre au soir.

« *Il y a des progrès importants. J'espère que dès la reprise des discussions, on aboutira maintenant totalement à l'écriture [d'un accord]. La reprise [des discussions] va être précisée dans les heures qui viennent, sans doute en tout début de semaine* », a assuré François-Noël Buffet. « *Il est incontestable que l'écart de prix est très important et toutes les mesures qui sont proposées dans les discussions sont de nature à le réduire de manière très substantielle, entre 15 et 20 %* », a-t-il affirmé.

Le RPPRAC (Rassemblement pour la protection des peuples et des ressources afro-caribéens) exige un alignement des prix des produits alimentaires sur ceux de l'Hexagone, affichés 40 % plus chers en Martinique.

Quand le législateur entend « protéger les Français », c'est qu'il est malintentionné à leur égard, il ne peut pas en être autrement.

Immigration : une nouvelle proposition de loi « début 2025 » - LePoint.fr 13 octobre 2024

Sur le plateau de BFMTV, Maud Bregeon a confirmé l'arrivée au Parlement d'une nouvelle proposition de loi sur immigration, prévue « début 2025 ». « *Il faudra une nouvelle loi immigration pour adapter un certain nombre de dispositions* », a-t-elle expliqué.

Ce projet fait écho à la dernière promulgation d'une loi similaire en début d'année 2024, le 26 janvier dernier, dont un tiers des articles avait été censuré par le Conseil constitutionnel au terme de navettes de débats plutôt houleux au sein de la majorité entre le Sénat et l'Assemblée nationale. Par

ailleurs, le texte n'avait pu passer le vote parlementaire que grâce au vote des députés du Rassemblement national.

Citant le ministre de l'Intérieur Bruno Retailleau, la porte-parole du gouvernement a indiqué que le nouveau texte prévoyait par exemple de « *faciliter la prolongation de détention des étrangers en situation irrégulière [...] dans les centres de détention administratifs* ».

« *Il propose que les profils les plus dangereux puissent être maintenus en détention, non pas au maximum 90 jours comme c'est le cas aujourd'hui, mais jusqu'à 210 jours* », a précisé l'ex-députée macroniste, ajoutant que « *pour le faire, on a besoin d'une loi. Ce n'est pas du réglementaire. Donc, on présentera ces propositions législatives plutôt en début d'année 2025 et on ne s'interdit pas [...] d'y mettre d'autres dispositions qui nous apparaîtraient, au sein du gouvernement, et avec les discussions qu'on aura avec les groupes parlementaires comme utiles pour protéger les Français* ».

Trente-deux lois sur l'immigration et les étrangers ont été adoptées depuis 1980 en France, selon le Musée de l'histoire de l'immigration. Soit un texte adopté en moyenne tous les 16 mois en 44 ans. LePoint.fr 13 octobre 2024

La peste "brune" est au pouvoir.

Budget 2025 : le gouvernement veut augmenter la fiscalité sur le gaz - lepoint.fr/AFP 11 octobre 2024

Le gouvernement va proposer « *une hausse de la fiscalité sur le gaz* », par la voie d'un amendement au projet de loi de finances, a indiqué vendredi 11 octobre la ministre de la Transition écologique et de l'Énergie Agnès Pannier-Runacher.

« *L'enjeu est également de travailler sur les niches brunes au travers de l'augmentation du malus automobile, au travers de la suppression du taux réduit de TVA à 5,5 % sur l'installation de chaudières à énergies fossiles et enfin par voie d'amendement gouvernemental, au travers d'une hausse de la fiscalité sur les billets d'avion et sur le gaz* », a-t-elle déclaré.

Le gouvernement précédent a déjà doublé au 1er janvier 2024 l'accise sur le gaz, un des impôts payés par les fournisseurs de gaz et répercuté aux consommateurs, ce qui avait concrétisé à l'époque la sortie du bouclier tarifaire sur le gaz.

Commentaires d'abonnés « gauchistes » du Point :

- 1- Ils feraient mieux de nous dire ce qu'ils ne veulent pas taxer, ça serait plus rapide....
- 2- Taxer taxer taxer... Ils ne se rendent même pas compte qu'ils étouffent le secteur productif avec leur idéologie moribonde
- 3- D'après elle, les gens dépensent du gaz sans compter, pour tout et n'importe quoi. Ils ne sont pas raisonnables et la seule façon de faire baisser la consommation (pour sauver la planète) c'est de les taxer! Elle ne sait même pas que la consommation de gaz d'un ménage est incompressible, et qu'on ne peut pas faire cuire à moitié les aliments, ou se doucher à l'eau froide. Qu'est-ce qu'elle croit ?

Sait-elle seulement comment est produite l'eau chaude chez elle ? Il ne devrait pas y avoir de taxe sur l'énergie tout simplement.

4- Le budget du ministère de la transition énergétique est de 25 milliards, j'en supprimerai la totalité. Le carbone ne pose aucun problème. Marre de ces salades...

5- Bon, le prix de l'électricité est indexé sur le prix du gaz allemand ! Le prix de l'électricité augmente vu l'augmentation du prix du gaz plus rare par l'abandon de la source Russe !

L'électricité en France voit ses taxes augmenter pour combler des trous budgétaires ! Comme l'électricité augmente on se retrouve avec un gaz moins cher que son équivalent électricité !

Moralité de nos énarques, il faut augmenter le prix du gaz qui doit rester plus cher que son équivalent électricité !

Ils gagnent sur le gaz et sur l'électricité aux dépens de tous les Français !

6- Et on prend encore prétexte d'écologie pour augmenter les taxes.

7- Quand allez-vous donc arrêter vos fadaïses? La France responsable de 0,8 pour cent des rejets de CO2 mondial va sauver la planète en taxant le gaz et l'électricité domestique. Madame Veuve Michu va se prendre 200 euros dans la gueule (pour sauver la planète) par ce qu'elle fait chauffer sa purée-saucisse sur sa gazinière. Ça confine à l'hystérisation cette affaire, ça relève de la psychiatrie.

8- C'est le gouvernement qui avait poussé à la roue, dans les années 90, pour que la majorité des citoyens utilisent le gaz de ville. Quel battage ! Des affiches partout du genre " *le gaz arrive*". Tout ça parce que les politiques de l'époque écoutaient les écolos farouchement anti-nucléaires et donc anti-électricité... Et maintenant haro sur les utilisateurs de gaz ! Un vrai racket.

9- Dans beaucoup d'endroits, comme les immeubles anciens de centre-ville, il n'y a pas d'autre alternative que le gaz de ville...

Santé.

«*Souveraineté bradée*», «*traîtres*», «*saboteurs*» : émoi en France, sur fond de cession du Doliprane à des Américains - RT 11 oct. 2024

Le laboratoire français Sanofi a confirmé ce 11 octobre entrer en négociations avec le fonds américain CD&R pour la vente d'Opella, sa filiale santé grand public, qui détient plus de cent marques de médicaments dont le Doliprane, très prisé des Français. Le gouvernement français a déclaré «*prendre acte*» de cette décision du groupe pharmaceutique.

Dans la matinée, le groupe pharmaceutique français Sanofi avait annoncé par communiqué «*avoir entamé des négociations avec CD&R pour la cession potentielle d'une participation de contrôle de 50% dans Opella*», sa filiale de santé grand public qui détient une centaine de marques dont le Doliprane, mais également le Dulcolax, la Lysopaine et le Maalox. Un consortium, mené par le français PAI Partners, avait également déposé une offre. Mais le conseil d'administration de Sanofi a préféré l'Américain, «*mieux disant financièrement*» a rapporté la presse française.

La vice-présidente de Sanofi touchera «200 millions d'euros pour avoir vendu la filiale Doliprane à un fonds américain».

L'économiste Maxime Combes a rapporté sur le réseau social X, certaines dates clefs autour du Doliprane, médicament à base de paracétamol, notamment lorsqu'Emmanuel macron avait appelé en juin 2023 à la «relocalisation de la production» de ce principe actif.

- En 10 ans, Sanofi a reçu plus d'un milliard d'euros d'aides publiques (CIR etc)
- Pénurie de paracétamol pendant la pandémie
- 18 Juin 2020 - E. Macron : "*La France doit relocaliser la production du paracétamol*"
- Octobre 2024 : Sanofi vend Doliprane à un fonds US

Du côté de l'exécutif français. Le nouveau ministre en charge de l'Industrie Marc Ferracci, «prend acte de cette décision, tout en rappelant aux deux parties les points de vigilance du gouvernement, tant sur le plan économique que sanitaire», selon un communiqué de son ministère.

Ferracci a également qualifié CD&R de «*fonds d'investissement sérieux qui présente des perspectives positives pour le développement global d'Opella ainsi que pour les sites implantés en France*». RT 11 oct. 2024

J-C - Le Doliprane ou des médicaments à base de paracétamol sont fabriqués dans le monde entier, notamment en Inde à un coût très inférieur, donc à un moment donné ce fonds d'investissement américain décrètera que le produire en France coûte trop cher, sa production doit être délocalisée, fin de partie, c'est déjà écrit...

Parole de putes ! Qui peut encore les croire ?

Doliprane : le gouvernement pense pouvoir garder des sites de production en France - Le Point 14 octobre 2024

Le gouvernement a établi deux conditions essentielles pour approuver la vente du Doliprane au fonds d'investissement CD&R. D'abord, il est crucial que la France soit en mesure de continuer à recevoir des approvisionnements suffisants en ce médicament, en plus d'assurer le maintien des emplois de production sur le territoire.

« *Je pense très sincèrement que des engagements seront pris, qui seront très solides, à la fois pour maintenir les emplois et pour maintenir la sécurité de l'approvisionnement des Français* », a affirmé Marc Ferracci, ministre de l'Industrie, ce dimanche. Ces engagements visent à rassurer les salariés et la population face à la vente potentielle de l'une des principales productions pharmaceutiques françaises.

Xénophobie et racisme d'Etat. Il leur faut désigner un bouc émissaire, un ennemi, ce sera l'étranger.

J-C - Il leur faut détourner du régime la haine qu'il inspire aux masses, les injustices sociales criantes, les privations et humiliations qu'il leur fait subir, ce sera l'étranger venu bouffer le pain

des Français, piquer leurs emplois, occuper leurs logements, violenter leurs gosses, etc. car ils sont responsables de toutes les difficultés ou souffrances qui les accablent au quotidien, c'est bien connu.

Moi, je vis en Inde depuis près de 30 ans, et je ne suis pas soumis à ce mauvais traitement, parfois on me demande avec le sourire de quel pays je viens, mais c'est tout. Dans un Etat, le Tamil Nadu, où les habitants sont d'origine dravidiennne et de peau sombre, un occidental ne passe pas inaperçu. Je suis le seul "*Blanc*" de mon village ou du district qui est l'équivalent d'une taille moyenne en France, et comme chacun peut observer que je n'ai pas un mode de vie ou un comportement différent de ceux de la population locale, je suis traité de la même manière que n'importe quel citoyen indien, sans subir la moindre discrimination ou allusion à mon origine.

L'Inde est une République fédérale où vivent une multitude d'ethnies ou de peuples d'origines, de langues et de cultures, religions ou philosophies diverses. Si toutes ces populations ont tendance à se regrouper en fonction de ces critères, pour autant elles sont amenées à se côtoyer et à vivre ou travailler ensemble depuis si longtemps, si bien que les manifestations de type raciste sont condamnées, parce qu'elles constituent un manque de tolérance ou de savoir vivre, une atteinte à l'intégrité de la nation, une violation de la Constitution.

Lorsqu'il m'est arrivé (très rarement) d'être pris violemment à partie par des Indiens et qui m'aient invité à repartir dans mon pays d'origine, les policiers les avaient remis à leur place sans ménagement, après que je leur eus rappelé qu'ils étaient les garants du respect de la Constitution, selon laquelle je disposais des mêmes droits que n'importe quel citoyen de ce pays. Entre nous, c'est l'argument imparable pour se mettre les flics dans sa poche en cas d'altercation avec des Indiens, brandir la Constitution a un effet apaisant radical en présence de force de l'ordre ayant tendance à donner raison à ceux (des voyous ou des excités) qui la corrompent et face auxquels je ne dispose pas d'autres armes ou arguments pour faire valoir mes droits. Le Point 14 octobre 2024

Commentaire d'un lecteur "*gauchiste*" du Point :

- Il faut être ministre pour croire à ce genre de boniment.

J-C – Ou de pseudo-syndicalistes...

L'enfer de la guerre impérialiste et coloniale ou la barbarie capitaliste à l'œuvre.

Le Nicaragua va rompre ses relations diplomatiques avec Israël - rtbf.be 12 oct. 2024

Le Nicaragua va rompre ses relations diplomatiques avec Israël, ouvertement critiqué par le gouvernement de Daniel Ortega pour sa guerre contre le mouvement islamiste palestinien Hamas à Gaza, a annoncé vendredi la vice-présidente du pays. "*Notre président a demandé au ministère des Affaires étrangères [...] de procéder à la rupture des relations diplomatiques avec le gouvernement fasciste et génocidaire d'Israël*", a déclaré à la presse officielle la vice-présidente Rosario Murillo, épouse du président de gauche Daniel Ortega.

Cette décision est essentiellement symbolique et politique, les échanges entre les deux pays étant quasi inexistantes. Israël n'a, en outre, pas d'ambassadeur à Managua. Le 28 mars 2017, le Nicaragua et Israël avaient rétabli leurs relations diplomatiques, après qu'elles eurent été rompues par Ortega en 2010. rtbf.be 12 oct. 2024

La Jordanie a appelé ce samedi les pays à imposer un embargo sur les armes à Israël afin de le contraindre à mettre fin à la guerre à Gaza et au Liban. Cet appel fait suite à ceux de la France et de l'Espagne. Le ministre jordanien des affaires étrangères, Ayman Safadi, a écrit sur son compte X qu'Israël *«n'aurait pas été en mesure de lancer toutes ces agressions [...] s'il n'y avait pas eu l'impunité avec laquelle la communauté internationale continue de lui fournir, et les armes que de nombreux pays continuent de lui envoyer»*. liberation.fr 12 octobre 2024

Les pays arabes du Moyen-Orient ont interdit à Israël d'utiliser leur espace aérien pour attaquer l'Iran - reseauinternational.net 11 octobre 2024

L'Arabie saoudite, le Qatar et les EAU ont refusé de faire passer des avions des FDI dans leur espace aérien pour attaquer la République islamique.

En outre, Riyad, Doha et Abu Dhabi ont mis en garde Washington contre d'éventuelles difficultés d'approvisionnement en pétrole dans la région en cas d'attaque israélienne contre l'Iran. Dans ce contexte, le président Joe Biden a demandé au Premier ministre Netanyahu de ne pas frapper les infrastructures pétrolières et nucléaires iraniennes. Cependant, le chef du gouvernement israélien a refusé, disant qu'il n'avait pas l'intention de *«manquer cette occasion historique»*.

Il convient de noter que l'interdiction de l'utilisation de l'espace aérien par les combattants des FDI des pays arabes de la région a suivi une déclaration controversée du ministre israélien des Finances Betsalel Lookich. Le responsable a annoncé le désir de Tel-Aviv de créer un État juif, comprenant la Jordanie, l'Arabie saoudite, l'Égypte, l'Irak, la Syrie et le Liban.

Selon les médias, la décision finale de frapper l'Iran sera prise ce soir lors d'une réunion du cabinet militaire israélien. Une décision très importante sera prise qui peut changer l'équilibre des pouvoirs dans la région. reseauinternational.net 11 octobre 2024

L'armée américaine officiellement déployée en Israël.

Les États-Unis vont envoyer à Israël un système antimissiles et une centaine de soldats - RFI 14 octobre 2024

Les États-Unis envoient de nouvelles cargaisons d'armement à Israël. Il s'agit cette fois de systèmes antimissiles, THAAD, destinés à renforcer la protection de l'État hébreu face aux attaques de l'Iran et des groupes soutenus par Téhéran dans la région.

Le système de défense que le Pentagone va envoyer aux Israéliens assure une protection contre les missiles à courte et moyenne portée ainsi que les missiles intermédiaires.

Une centaine de soldats américains devraient également être déployés en Israël pour manœuvrer cette batterie THAAD (Terminal High Altitude Area Defense), précise notre correspondante à New York, Loubna Anaki. Le Pentagone précise qu'il n'est pas rare que des troupes soient ainsi

envoyées sur place, même si d'habitude, c'est pour des opérations d'entraînement et de coopération de routine. RFI 14 octobre 2024

Guerre au Proche-Orient: 280 cibles visées par Israël au Liban et à Gaza en 24 heures - RFI 12 octobre 2024

Liban: Emmanuel Macron appelle le Hezbollah à "*cesser immédiatement*" les frappes contre Israël - BFMTV 12 octobre 2024

J-C - Je vous passe le baratin ou en le "*même temps*" qui accompagnait cette déclaration sans lendemain. Et pour cause :

Horriés par l'attaque de drone sur Binyamina, au bilan particulièrement lourd. Nos pensées vont aux très nombreux blessés ainsi qu'à leurs proches.

— La France en Israël (@franceenrael) October 13, 2024

J-C - Il s'agit de l'ambassade de France en Israël.

Liban: 40 pays exhortent à protéger les Casques bleus de la force de l'ONU - BFMTV 13 octobre 2024

Au moins 40 pays ont apporté samedi 12 octobre leur soutien "*complet*" à la Force intérimaire des Nations unies déployée dans le sud du Liban (Finul) et exhorté à protéger les Casques bleus dont cinq ont été blessés en 48 heures.

"*Nous condamnons fermement les dernières attaques contre les soldats de maintien de la paix. De tels agissement doivent cesser immédiatement et faire l'objet d'une enquête adéquate*", ont écrit 34 pays contributeurs à cette Force de l'ONU, selon une lettre diffusée sur le compte X de la mission de la Pologne aux Nations unies.

Et "*nous pressons toutes les parties au conflit à respecter la présence de la Finul, impliquant de garantir la sécurité et la sûreté de tous ses employés, tout le temps*", poursuivent ces 34 États, auxquels se sont ajoutés six autres, dont, l'Allemagne et l'Inde.

Israël s'est retrouvé vendredi sous le feu des critiques après que la Finul a accusé les troupes israéliennes de tirer "*de façon répétée*" et "*délibérée*" sur ses positions.

"*Nous considérons le rôle de la Finul comme particulièrement crucial à la lumière de l'escalade des tensions au Proche-Orient*", ont encore insisté ces 40 pays, dont côté européen l'Italie, l'Espagne, la France, le Royaume-Uni et l'Irlande, et aussi le Népal ou l'Indonésie dont deux Casques bleus ont été légèrement blessés par une frappe contre le quartier général de la Finul. Parmi les contributeurs et signataires, on trouve aussi la Chine, le Qatar ou la Turquie.

La Finul est déployée dans le sud du Liban pour faire tampon avec Israël. Cette force qui compte plus de 9.500 soldats est prise sous les feux croisés d'Israël et du Hezbollah depuis que le mouvement pro-iranien a ouvert un front contre Israël en octobre 2023.

Elle accuse désormais les troupes israéliennes de tirs "*répétés*" et "*délibérés*" sur ses positions ayant blessé cinq Casques bleus en deux jours.

Rome a dénoncé de possibles "*crimes de guerre*" et a convoqué, comme Paris, l'ambassadeur israélien sur son sol.

La résolution 1701 des Nations unies a été prise en août 2006 pour mettre fin à la guerre entre Israël et le Hezbollah dans le sud du Liban. Elle comprend notamment l'instauration d'une présence permanente de Casques bleus de l'ONU en soutien de l'armée libanaise, le tout pour éviter qu'Israël et le Hezbollah puisse être directement opposés militairement sur le sol libanais.

Cette résolution a été ratifiée à la fois par le Hezbollah et Israël, qui se sont donc engagés à permettre sa mise en place sur le long terme.

Andrea Tenenti, porte-parole de la Force intérimaire des Nations unies dans le pays (Finul), estime que depuis cette résolution de 2006, "*c'est probablement la première fois que des Casques bleus sont visés délibérément*". "*Il y a une obligation qui s'impose aux parties de protéger les Casques bleus*", rappelle-t-il.

"*La France exprime sa forte préoccupation (...) et condamne toute atteinte à la sécurité de la Finul*", a écrit la diplomatie française, dans un communiqué. BFMTV 12 et 13 octobre 2024

Le Hezbollah menace Israël d'autres attaques en cas de poursuite de son offensive au Liban - RFI 14 octobre 2024

Le Hezbollah libanais a menacé lundi Israël d'autres attaques en cas de poursuite de son offensive au Liban, après une frappe de drones visant une position militaire à Haïfa qui a tué au moins quatre soldats israéliens. Dans un communiqué, le Hezbollah a affirmé que « *la résistance (...) promet à l'ennemi* » que l'attaque « *au sud de Haïfa n'est qu'un avant-goût de ce qui l'attend s'il décide de continuer ses agressions contre notre peuple* ».

Le Hezbollah a mené, dimanche 13 octobre, des combats rapprochés contre les troupes israéliennes au sud-Liban. Le mouvement a également lancé une attaque de drones en Israël dans une zone proche de Haïfa, ainsi que des missiles sur une base militaire dans la même région ; la première a fait au moins 60 blessés, la seconde a coûté la vie à quatre soldats.

Trois pelotons de soldats israéliens ont franchi dimanche matin la « *Ligne bleue* » séparant Israël et le Liban, a déclaré la Force intérimaire des Nations unies au Liban (Finul), indiquant également que deux chars israéliens ont détruit la porte principale de la position des Casques bleus. L'armée israélienne assure qu'un char « *essuyant des tirs* » et en train d'« *évacuer des soldats blessés* » a percuté un poste de la Finul. L'ONU a averti que des attaques contre les Casques bleus pourraient être considérés comme des « *actes de guerre* ». RFI 14 octobre 2024

Lu. Rappel ou résumé.

« *Le 11 septembre du Moyen-Orient* », en se basant sur une série de faits qui prouvaient l'existence d'un plan similaire à celui qui, le 11 septembre 2001, avait servi à déclencher la « *guerre mondiale contre le terrorisme* » qui a conduit à l'invasion de l'Afghanistan et de l'Irak par les États-Unis et l'OTAN. Le plan mis en œuvre par le Hamas le 7 octobre 2023 était connu depuis un an des dirigeants israéliens, qui n'ont pas été surpris par l'attaque mais l'ont au contraire facilitée.

C'est ce que confirment les témoignages, publiés ces derniers jours par le *Wall Street Journal*, de jeunes femmes soldats israéliennes affectées à la surveillance de la barrière électronique autour de Gaza. Depuis des mois, rapporte le WSJ, « *elles avaient averti leurs supérieurs à plusieurs reprises que le groupe militant islamique Hamas semblait préparer une attaque.*

Leurs préoccupations ont été ignorées. Au moment de l'attaque, les femmes ont lancé des avertissements urgents aux troupes sur le terrain. Lorsque plus de 150 militants ont envahi leur base, à environ 800 mètres de Gaza, elles ont commencé à appeler frénétiquement à l'aide. Mais personne n'est venu. »

Enfin, 15 femmes soldats de cette base ont été tuées et sept ont été prises en otage à Gaza ». De ces faits et de nombreux autres éléments de preuve émerge le plan du « 7 octobre » : faire croire qu'Israël est attaqué par surprise et donc contraint de riposter, faire passer pour « *défensive* » la guerre d'extermination avec laquelle Israël détruit Gaza et la Cisjordanie pour anéantir l'État palestinien, avec laquelle il attaque le Liban, le Yémen, la Syrie. Israël est en réalité le fer de lance avec lequel les États-Unis et les puissances européennes tentent de maintenir leur domination au Moyen-Orient, où ils perdent du terrain, par la guerre.

La principale cible dans leur ligne de mire est l'Iran, qui est devenu un carrefour stratégique du corridor de transport Nord-Sud vers l'Inde et au-delà, avec lequel la Russie contrecarre le blocus mis en place par l'OTAN et l'UE, et en même temps un carrefour stratégique de la nouvelle route de la soie de la Chine vers l'Europe.

Les conséquences de l'attaque contre l'Iran qu'Israël prépare avec le soutien militaire total des États-Unis et de l'OTAN pourraient être très graves. Une attaque contre les installations pétrolières de l'Iran provoquerait un choc pétrolier mondial. Une attaque contre les installations nucléaires iraniennes, qui sont sous le contrôle des Nations unies parce que l'Iran a adhéré au traité de non-prolifération nucléaire, serait encore plus dangereuse pour la propagation de la radioactivité, alors qu'Israël, la seule puissance nucléaire de la région, a refusé de le faire et se trouve donc hors de tout contrôle.

Sans limites par Craig Murray - Mondialisation.ca, 12 octobre 2024

Il n'y a littéralement pas d'acte aussi ignoble que le Royaume-Uni, les États-Unis et l'Allemagne refuseront de soutenir s'il est perpétré par l'État terroriste d'Israël.

Hier, Israël :

- a délibérément attaqué des soldats de la paix de l'ONU dans trois bases distinctes

- bombardé le centre résidentiel de Beyrouth, tuant et mutilant des centaines de personnes
- enlevé, battu et détenu un journaliste américain
- a massacré 30 réfugiés palestiniens dans une école de l'UNRWA
- a été reconnu coupable du crime contre l'humanité d'« extermination » à Gaza par un rapport officiel d'une commission des Nations unies.

Chacun de ces outrages serait fermement condamné s'il était commis par n'importe quel pays, à l'exception d'Israël, et entraînerait des répercussions.

Mais Israël peut les commettre tous en un seul jour...

Pour lire l'article en entier :

https://www.mondialisation.ca/sans-limites/5693066?doing_wp_cron=1728805346.4995939731597900390625

En complément.

Rapport de la Commission internationale indépendante chargée d'enquêter dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et en Israël (A/79/232) - 11 septembre 2024

Le rapport de la Commission internationale indépendante d'enquête sur le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et Israël, daté du 11 septembre mais publié hier, est incroyablement accablant et constituera un document clé pour le procès pour génocide intenté par l'Afrique du Sud et d'autres contre Israël devant la CIJ.

Il fait état de 498 attaques israéliennes contre des établissements de santé dans la bande de Gaza et – fait bien moins médiatisé – de 500 attaques contre des établissements de santé en Cisjordanie, bien qu'elles soient toutes moins meurtrières.

A télécharger en français :

http://www.luttedeclasser.org/dossier_2_2024/n2426279.pdf

Le Royaume-Uni et son embargo en trompe l'œil sur les armes par Shahd Hammouri - Mondialisation.ca, 11 octobre 2024

https://www.mondialisation.ca/le-royaume-uni-et-son-embargo-en-trompe-loeil-sur-les-armes/5693037?doing_wp_cron=1728805527.1536200046539306640625

J-C - Cela dit, je condamne la conclusion de cet article : - Il faut rappeler au Royaume-Uni ses obligations juridiques internationales.

A l'instar des travailleurs britanniques nous ne nous reconnaissons pas dans le régime et le gouvernement réactionnaire en place en Grande-Bretagne...

Quand les régimes et gouvernements occidentaux cautionnent des actes d'une cruauté extrême.

J-C – Ce sont assurément des démocraties.

Personne n'oserait remettre en cause ces témoignages récoltés par le New York Times, Politico, The Guardian ou le Los Angeles Times, d'où leur importance, à mettre sous le nez de ceux qui ne croient pas à la barbarie sioniste, il faut espérer qu'après les avoir lus et vomi un bon coup, ils changeront d'avis ou alors ce sont également des monstres.

Les snipers israéliens tirent régulièrement et délibérément dans la tête d'enfants palestiniens - reseautinternational.net 11 octobre 2024

Le *New York Times* a publié un nouveau témoignage de médecins sur le fait que les forces israéliennes tirent constamment des balles dans la tête d'enfants palestiniens.

Le rapport, intitulé «65 médecins, infirmières et auxiliaires médicaux : ce que nous avons vu à Gaza», commence comme suit :

«J'ai travaillé comme chirurgien traumatologue à Gaza du 25 mars au 8 avril. J'ai fait du bénévolat en Ukraine et en Haïti, et j'ai grandi à Flint, dans le Michigan. J'ai été témoin de violences et j'ai travaillé dans des zones de conflit. Mais parmi les nombreuses choses qui m'ont marqué en travaillant dans un hôpital à Gaza, il y en a une qui m'a interpellé : Presque chaque jour, j'ai vu un nouveau jeune enfant qui avait reçu une balle dans la tête ou dans la poitrine, et presque tous sont morts. Treize au total.

«À l'époque, j'ai pensé qu'il s'agissait de l'œuvre d'un soldat particulièrement sadique qui se trouvait à proximité. Mais après mon retour, j'ai rencontré un médecin urgentiste qui avait travaillé dans un autre hôpital de Gaza deux mois avant moi. Je lui ai dit : «Je n'arrivais pas à croire le nombre d'enfants que j'ai vus abattus d'une balle dans la tête». À ma grande surprise, il a répondu : «Oui, moi aussi. Chaque jour»».

De nombreux membres du personnel médical ayant travaillé à Gaza témoignent ensuite dans le rapport de leurs rencontres régulières avec des enfants ayant reçu une balle dans la tête ou la poitrine par les forces israéliennes, ainsi qu'avec des enfants et des nourrissons souffrant de malnutrition sévère et d'infections facilement évitables.

En juillet, Politico a publié un article rédigé par deux chirurgiens américains, Mark Perlmutter et Feroze Sidhwa, intitulé ««Rien ne nous a préparés à ce que nous avons vu» : Deux semaines à l'intérieur d'un hôpital de Gaza», qui contient le passage suivant :

«Nous avons commencé à voir une série d'enfants, des préadolescents pour la plupart, qui avaient reçu une balle dans la tête. Ils mouraient lentement, avant d'être remplacés par de nouvelles victimes qui avaient également reçu une balle dans la tête et qui mouraient lentement. Leurs familles nous ont raconté l'une des deux histoires suivantes : les enfants jouaient à l'intérieur lorsqu'ils ont été abattus par les forces israéliennes, ou ils jouaient dans la rue lorsqu'ils ont été abattus par les forces israéliennes».

En avril, un article intitulé «*Pas une guerre normale : des médecins disent que des enfants ont été pris pour cible par des tireurs d'élite israéliens à Gaza*» a été publié dans *The Guardian*, citant neuf médecins qui avaient travaillé à Gaza après le 7 octobre et qui «*ont rapporté avoir traité un flux constant d'enfants, de personnes âgées et d'autres personnes qui n'étaient manifestement pas des combattants, avec des blessures par balle unique à la tête ou à la poitrine*».

Des médecins légistes ont pu identifier les balles utilisées par l'armée israélienne lors de ces attaques contre des enfants :

«Le Guardian a communiqué à des experts militaires et à des médecins légistes des descriptions et des images des blessures par balle subies par huit enfants. Ils ont déclaré qu'il était difficile de déterminer de manière concluante les circonstances des tirs sur la seule base des descriptions et des photos, bien que dans certains cas ils aient pu identifier les munitions utilisées par l'armée israélienne».

En février, le *Los Angeles Times* a publié un article intitulé «*Je suis un médecin américain qui s'est rendu à Gaza. Ce que j'ai vu n'était pas la guerre, c'était l'anéantissement*». L'auteur, un chirurgien reconstructeur nommé Irfan Galaria, écrit ce qui suit :

«À une occasion, une poignée d'enfants, tous âgés de 5 à 8 ans, ont été portés par leurs parents aux urgences. Tous avaient reçu une seule balle de sniper dans la tête. Ces familles rentraient chez elles à Khan Yunis, à environ 3,5 km de l'hôpital, après le retrait des chars israéliens. Mais les tireurs d'élite sont apparemment restés sur place. Aucun de ces enfants n'a survécu».

C'est donc bien ce qui se passe. Les preuves sont indéniables et les sources sont aussi solides que possible. Il existe des montagnes et des montagnes de preuves irréfutables que les forces israéliennes tirent régulièrement et délibérément des balles dans la tête d'enfants palestiniens à Gaza. reseauinternational.net 11 octobre 2024

Pour lire l'article en entier :

<https://reseauinternational.net/les-snipers-israeliens-tirent-regulierement-et-deliberement-dans-la-tete-denfants-palestiniens/>

Sommet de l'ANASE.

Échec de l'OTAN asiatique à l'ANASE

Les 44e et 45e sommets de l'ANASE et les réunions des dirigeants sur la coopération en Asie de l'Est se tiennent cette semaine, avec des dirigeants ou des représentants des 10 pays de l'ANASE, ainsi que de la Chine, du Japon, de la Corée du Sud, de l'Inde, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, de la Russie et des États-Unis, qui se réunissent à Vientiane, la capitale du Laos. Lors du 27ème Sommet Chine-ANASE, les dirigeants de la Chine et des pays de l'ANASE ont annoncé jeudi la conclusion substantielle des négociations sur la mise à niveau de la zone de libre-échange (ALE) Chine-ANASE version 3.0. Cette réalisation importante témoigne d'un effort conjoint de la Chine et de l'ANASE pour mener l'intégration économique en Asie de l'Est, démontrant ainsi le ferme soutien des deux parties au multilatéralisme et au libre-échange. Il réaffirme également que la

recherche de la stabilité, de la coopération et du développement reste le courant dominant inébranlable dans la région.

Notamment, avant le sommet de l'ANASE, des responsables de haut niveau de pays comme les États-Unis et le Japon ont fait allusion à la confrontation des camps et aux conflits géopolitiques dans la réunion. Cependant, cette intention s'est heurtée à une résistance évidente. En particulier, l'idée d'une soi-disant OTAN asiatique, proposée par le nouveau Premier ministre japonais Shigeru Ishiba, a fait face à une forte réaction dans la région. Le ministre malaisien des Affaires étrangères, Mohamad Hasan, a déclaré sans ambages : *«Nous n'avons pas besoin de l'OTAN dans l'ANASE»*, tandis que le plus grand journal indonésien de langue anglaise, le Jakarta Post, a averti qu'une *«OTAN asiatique»* vise à se liguer contre la Chine, ce qui est *«très offensant»* pour les 10 membres de l'ANASE. Cette opposition importante a forcé Ishiba à abandonner toute mention de *«l'OTAN asiatique»* lors de la réunion.

L'échec de l'idée de *«l'OTAN asiatique»* met en lumière plusieurs problèmes.

Premièrement, cela démontre que, contrairement à la perception d'autosatisfaction de l'OTAN et des alliés des États-Unis, l'OTAN est considérée comme un «signe avant-coureur de désastre» par d'autres nations.

Deuxièmement, les pays de la région ne sont pas seulement opposés à l'introduction du modèle de l'OTAN dans la région Asie-Pacifique, mais aussi à l'importation de la mentalité de guerre froide de l'OTAN et à la confrontation des camps, ainsi qu'au positionnement de la Chine comme un ennemi hypothétique dans les conflits géopolitiques. Les principes de l'OTAN et ceux des pays asiatiques sont nettement différents.

Pour lire l'article en entier :

<https://reseauinternational.net/echec-de-lotan-asiatique-a-lanase/>

Russie.

La Russie s'accorde avec l'Iran, les nuages de guerre se dispersent par M.K. Bhadrakumar - reseauinternational.net 11 octobre 2024

Malgré la brillante gestion des médias par Israël, des rapports ont fait surface selon lesquels l'attaque de missiles iraniens du 1er octobre a été un succès spectaculaire. Ce fut une démonstration de la capacité de dissuasion de l'Iran qui pourrait écraser Israël, si le besoin s'en faisait sentir. L'échec des États-Unis à intercepter les missiles hypersoniques iraniens portait son propre message. L'Iran affirme que 90% de ses missiles ont pénétré le système de défense aérienne d'Israël.

Will Schryver, ingénieur technique et commentateur en sécurité, a écrit sur X : *«Je ne comprends pas comment quiconque a vu les nombreux clips vidéo des frappes de missiles iraniens sur Israël ne peut pas reconnaître et admettre que ce fut une démonstration étonnante des capacités iraniennes. Les missiles balistiques iraniens ont brisé les défenses aériennes américano-israéliennes et ont lancé plusieurs frappes avec de grandes ogives sur des cibles militaires israéliennes»*.

De toute évidence, dans la situation de panique qui a suivi en Israël, comme l'a dit le président américain Joe Biden le 4 octobre, il n'y avait pas encore de décision sur le type de réponse qu'Israël devrait organiser contre l'Iran. *«Si j'étais à leur place [israélienne], je réfléchirais à d'autres alternatives que de frapper des champs pétrolifères»*, a déclaré Biden lors d'une rare apparition dans la salle de briefing de la un jour après que des responsables israéliens ont déclaré que des *«représailles importantes»* était imminente.

Biden a ajouté que les Israéliens *«n'ont pas conclu comment ils sont... ce qu'ils vont faire»* en représailles. Biden a également déclaré aux journalistes que le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu devrait se souvenir du soutien des États-Unis à Israël lorsqu'il décidera des prochaines étapes. Il a affirmé qu'il essayait de rallier le monde pour éviter une guerre totale au Moyen-Orient.

Dans cette pantomime, il est plus sûr de croire Biden, car l'honnête vérité est que sans les contributions et l'aide pratique des États-Unis, argent et l'intervention directe, Israël n'a tout simplement pas l'endurance nécessaire pour affronter l'Iran. La domination régionale d'Israël se réduit à l'exécution d'assassinats et aux bombardements de civils non armés.

Mais là aussi, on peut se demander à quel point Israël est autosuffisant vis-à-vis de l'Iran. Des rapports sont apparus selon lesquels les nouveaux renseignements technologiques des États-Unis avaient permis de localiser le chef du Hezbollah Sayyed Nasrallah, renseignements qui ont été transmis à Israël et qui ont permis son assassinat.

Fait intéressant, le directeur de la CIA, William Burns, est intervenu pour réfuter les rumeurs disant que l'Iran aurait effectué un essai nucléaire samedi. S'exprimant lors d'une conférence sur la sécurité lundi, Burns a déclaré que les États-Unis surveillaient de près l'activité nucléaire de l'Iran à la recherche de tout signe de précipitation vers une bombe nucléaire.

«Nous ne voyons aucune preuve aujourd'hui qu'une telle décision a été prise. Nous les surveillons très attentivement», a-t-il déclaré. Burns a donc gentiment supprimé un autre alibi pour attaquer l'Iran.

Un facteur critique qui a contraint Israël/États-Unis à reporter toute attaque contre l'Iran est l'avertissement sévère de Téhéran disant que toute attaque contre ses infrastructures par Israël se heurterait à une réponse encore plus sévère. *«En répondant, nous n'hésiterons pas ni ne nous précipiterons»*, pour citer le ministre des Affaires étrangères, Abbas Araghchi, qui, soit dit en passant, s'est rendu au Liban et en Syrie ce week-end pour donner à Israël un «message» provocant, comme il l'a dit lui-même : *«L'Iran soutient fortement la résistance et la soutiendra toujours»*.

Plus tôt le 4 octobre, le Guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, avait utilisé un rare sermon public pour défendre l'attaque de missiles de l'Iran contre Israël, affirmant qu'elle était *«légitime et légale»* et que *«si nécessaire»*, Téhéran le referait. S'exprimant à la fois en persan et en arabe lors de la prière du vendredi à Téhéran, Khamenei a déclaré que l'Iran et l'Axe de la résistance ne reculeraient pas devant Israël. L'Iran *«ne tergiversera pas et n'agira pas à la hâte pour s'acquitter de son devoir»* face à Israël, a déclaré Khamenei.

Cependant, ce qui dissuade les Israéliens et provoque un malaise dans l'esprit américain est autre chose ; l'ombre de la Russie qui s'allongent sur la tapisserie du Moyen-Orient.

Des analystes militaires américains ont révélé que certains armements russes très avancés avaient été transférés en Iran au cours des dernières semaines, soutenus par le déploiement de personnel militaire russe pour faire fonctionner ces systèmes, y compris des missiles S-400. Il y a des

spéculations selon lesquelles le secrétaire du Conseil de sécurité russe (et ancien ministre de la Défense), Sergueï Choïgou, a effectué deux visites secrètes en Iran au cours de la période récente.

Apparemment, Moscou a également répondu à la demande iranienne de données satellitaires sur les cibles israéliennes pour sa frappe de missiles le 1er octobre. La Russie a également fourni à l'Iran le système de guerre électronique à longue portée «Mourmansk-BN».

Le système «*Mourmansk-BN*» est un puissant système de guerre électronique, qui peut brouiller et intercepter les signaux radio ennemis, GPS, communications, satellites et autres systèmes électroniques, jusqu'à 5000 km de distance, et neutraliser les munitions «*intelligentes*» et les systèmes de drones. Il est aussi capable de perturber les systèmes de communication par satellite à haute fréquence appartenant aux États-Unis et à l'OTAN.

Certes, l'implication de la Russie dans l'impasse entre l'Iran et Israël pourrait potentiellement changer la donne. Du point de vue des États-Unis, cela fait planer le spectre inquiétant d'une confrontation directe avec la Russie, dont ils ne veulent pas.

C'est dans ce scénario que les agences de presse officielles russes ont cité dimanche l'assistant présidentiel Iouri Ouchakov disant que Poutine envisage de rencontrer son homologue iranien, Massoud Pezeshkian, dans la capitale turkmène, Achgabat, le 11 octobre.

Ouchakov n'a pas donné de détails sur la réunion. En effet, cela est une surprise puisque les deux dirigeants se reverront lors du sommet des BRICS dans la ville russe de Kazan qui se déroule du 22 au 24 octobre.

Bien sûr, les Iraniens jouent aussi timidement. Moscou et Téhéran ont annoncé que leurs présidents se rendaient à Achgabat le 11 octobre pour assister à une cérémonie marquant le 300e anniversaire de la naissance du poète et penseur turkmène Magtymguly Pyragy. C'est de la poudre aux yeux ! (ici et ici)

Il est tout à fait concevable qu'en pleine tension régionale, Moscou et Téhéran aient pu penser à avancer la signature officielle du pacte de défense russo-iranien, qui devait initialement avoir lieu à Kazan.

Si tel est le cas, l'événement de jeudi rappellera la visite impromptue du ministre soviétique des Affaires étrangères de l'époque, Andreï Gromyko, à New Delhi pour la signature du Traité historique de Paix, d'Amitié et de Coopération entre l'Inde et l'URSS le 9 août 1971.

Fait intéressant, Ouchakov a ajouté que Poutine n'avait pas l'intention de rencontrer Netanyahu. Poutine n'a pas encore répondu à une demande de Netanyahu pour une conversation téléphonique, faite il y a cinq jours. Une légende que Netanyahu a créée au cours des dernières années pour impressionner son public national (et confondre la rue arabe) – selon laquelle il entretenait une relation privilégiée avec Poutine – s'effondre.

D'autre part, en organisant une réunion urgente à Achgabat – en fait, le président turkmène Serdar Berdimuhamedov n'était à Moscou lundi/mardi que pour une visite de travail – le Kremlin indique clairement à Washington et à Tel-Aviv que Moscou est irrévocablement aligné sur Téhéran et aidera ce dernier quoi qu'il en coûte. (Voir mon blog «*La crise au Moyen-Orient incite Biden à briser la glace avec Poutine*», 5 octobre 2024)

L'histoire ne se répète-t-elle pas ? Le Traité indo-soviétique de 1971 fut le traité international le plus important conclu par l'Inde depuis son Indépendance. Ce n'était pas une alliance militaire. Mais l'Union soviétique a renforcé la capacité militaire de l'Inde pour une future guerre et a créé un espace pour que l'Inde renforce les bases de son autonomie stratégique et de sa capacité d'action indépendante. reseauinternational.net 11 octobre 2024

source : <https://www.indianpunchline.com/russia-aligns-with-iran-war-clouds-scatter/>

Ukraine.

Les raids de mobilisation se multiplient en Ukraine - RT 13 oct. 2024

Des concerts, des boîtes de nuit, des restaurants, des centres commerciaux, des marchés et mêmes des hôtels : en Ukraine, tous ces lieux deviennent les cibles de raids des commissaires militaires.

Ainsi, à Lvov, une ville dans l'ouest de l'Ukraine, des commissaires militaires ont fait irruption dans un restaurant où un mariage était célébré. Dans la vidéo partagée par plusieurs médias ukrainiens, on peut voir comment les hôtes ont expulsé des hommes cagoulés. *«On pouvait deviner que c'étaient des commissaires militaires, car ils portaient des cagoules [...] Les gens les ont simplement mis dehors. C'est juste illégal»*, a raconté un témoin.

Des médias ukrainiens ont fait état aussi de *«raids de mobilisation»* dans des restaurants et des boîtes de nuit de villes ukrainiennes comme Kiev, Lvov, Dniepr ou encore Kharkov.

Dans la capitale ukrainienne, un raid a été effectué le 11 octobre lors d'un concert de rock du groupe Okean Elzy. L'opération aurait impliqué une centaine de commissaires militaires et policiers qui ont vérifié les papiers des hommes qui assistaient au concert. Selon les médias locaux, un grand nombre de spectateurs ayant des problèmes avec leurs papiers ou qui refusaient de montrer leur carte d'identité ont été arrêtés. On ignore le nombre exact de personnes arrêtées. RT 13 oct. 2024

J-C - C'est en train de craquer de partout en Ukraine, la fin de Zelenski semble proche.

L'Allemagne devrait cesser de livrer des équipements militaires lourds à Kiev - RT 13 oct. 2024

L'Allemagne va cesser de livrer des équipements militaires lourds à l'Ukraine, estimant que Kiev n'est pas en mesure de mener une contre-offensive, selon le quotidien Bild. Les demandes de Zelensky à Scholz concernant l'utilisation de missiles Taurus en Russie et l'accélération de l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN n'ont pas reçu de réponse positive.

L'expert militaire et spécialiste de l'Ukraine Carlo Masala a déclaré à Bild : *«Volodymyr Zelensky n'a pas avancé d'un pas sur les deux exigences clés de son plan de victoire. Par conséquent, sa tournée européenne peut être considérée comme un échec du point de vue de l'Ukraine.»*

Lors de cette réunion à Berlin, Volodymyr Zelensky aurait présenté deux demandes principales : la première, l'autorisation d'utiliser des missiles à longue portée Taurus pour frapper des cibles

stratégiques à l'intérieur du territoire russe, et la deuxième, un processus accéléré pour l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN. Cependant, bien qu'Olaf Scholz n'ait pas explicitement refusé ces demandes, il n'aurait pas non plus donné de réponse positive.

Depuis le début du conflit, l'Allemagne a apporté un soutien militaire considérable à l'Ukraine, notamment en livrant 18 chars Leopard 2. Cependant, malgré un stock disponible d'environ 300 autres chars, le ministère allemand de la Défense a décidé de ne plus envoyer de «*gros équipements*», comme le rapporte Bild.

L'Allemagne est le deuxième plus grand fournisseur d'armes à l'Ukraine, après les États-Unis. À ce jour, la République fédérale a consacré environ 28 milliards d'euros au soutien militaire de Kiev, y compris des engagements pour des dépenses futures. Selon l'accord budgétaire pour 2025, l'Allemagne prévoit d'allouer 4 milliards d'euros à l'aide militaire pour l'Ukraine, soit deux fois moins qu'en 2024. RT 13 oct. 2024

Chine.

Chine: Pékin présente un ambitieux plan de relance économique - RFI 12 octobre 2024

La Chine a annoncé, samedi 12 octobre, qu'elle mettrait à la disposition de son économie un soutien budgétaire de 325 milliards de dollars (environ 300 milliards d'euros) au cours des trois prochains mois, afin de soutenir les banques, de consolider le marché immobilier et de libérer les dépenses de consommation dans le cadre du plus important programme d'aide de Pékin depuis la crise financière mondiale. Ce plan de relance très attendu vient s'ajouter à une série de mesures annoncées au cours des dernières semaines, notamment des baisses de taux d'intérêt et l'octroi de liquidités aux banques.

La déclaration clé de Pékin pourrait être que la Chine voit une marge de manœuvre pour augmenter le déficit budgétaire. Au cours des trois prochains mois, un total de 2 300 milliards de yuans de fonds d'obligations spéciales pourra être utilisé dans différents endroits, notamment pour soutenir l'infrastructure et stimuler les investissements.

Les mesures consistent toujours à pousser les gouvernements locaux à en faire plus - à émettre plus d'obligations pour payer les dettes cachées et à racheter les maisons invendues. Mais les responsables locaux hésitent à participer au programme d'achat de logements, parce qu'ils craignent que les prix des logements ne chutent davantage et qu'il n'y ait pas de rendement lucratif dans ce domaine.

Les principales banques chinoises ont également déclaré qu'elles réduiraient les taux d'intérêt sur les prêts hypothécaires existants à partir du 25 octobre.

Japon.

Shigeru Ishiba reconnaît la responsabilité des États-Unis dans les bombardements d'Hiroshima et Nagasaki - RT 13 oct. 2024

Au cours d'un débat politique, le nouveau Premier ministre japonais a reconnu la responsabilité des États-Unis dans les bombardements atomiques d'Hiroshima et Nagasaki.

Dans un tournant marquant pour la politique de communication japonaise, Shigeru Ishiba, le nouveau Premier ministre du Japon, a reconnu le rôle des États-Unis dans les bombardements atomiques d'Hiroshima et Nagasaki lors des débats des chefs des partis politiques japonais le 12 octobre : *«La vision de la vidéo montrant la bombe atomique larguée sur Hiroshima, diffusée par les États-Unis, m'a profondément marqué lorsque j'étais en sixième année de l'école primaire. Je n'oublierai jamais le choc ressenti.»*

Cette référence directe contraste avec l'approche de son prédécesseur, Fumio Kishida, qui, lors de la cérémonie commémorative du bombardement atomique de Nagasaki le 9 août dernier, n'avait pas mentionné que ces attaques avaient été menées par les États-Unis. RT 13 oct. 2024

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 17 octobre 2024

Ils peuvent nous tuer, ils ne gagneront pas la lutte de classes.

Chaque fois qu'ils tueront l'un d'entre nous, partout dans le monde des millions se lèveront pour prendre la relève du combat contre l'exploitation et l'oppression parce qu'il est juste, jusqu'à leur anéantissement définitif et la victoire finale.

Imbroglia politique autour des propos qu'auraient tenus Macron sur l'Etat juif génocidaire qu'il n'a jamais cessé de soutenir. Une « fuite » orchestrée.

J-C – J'ai bien fait de ne pas réagir à chaud à ce coup pourri comme j'ai failli le faire, car je me serais planté tellement les différents acteurs de ce mélodrame sordide sont mégalomanes, tordus, vicieux, cyniques.

Il aura fallu trois jours et lire de nombreux articles, pour enfin avoir le fin mot de cette provocation foireuse destinée à resserrer les rangs derrière Netanyahu et à débusquer les traîtres à la cause du sionisme nazi. Autant dire, que toutes ces ordures font savoir en guise de bonne foi, qu'ils se réjouissent de l'assassinat du chef du Hamas Yahya Sinwar, c'est si naturel et parfaitement inutile, on savait déjà à quoi nous en tenir à leur sujet.

Je vous propose quelques articles qui relatent le déroulement de cette misérable mise en scène. Avant d'y venir je pense qu'une grille de lecture s'impose, je vous soumetts la conclusion à laquelle je suis arrivé, j'avoue avoir dû m'y reprendre à plusieurs fois.

Macron se devait de régir vivement face aux réactions négatives ou de plus en plus véhémentes parmi la population et certains acteurs politiques ou médiatiques, qui ont dû lui être rapportés par ses conseillers et certains ministres quelque peu déstabilisés ou désemparés au regard de la poursuite des massacres de civils et autres actes de barbaries perpétrés par les sionistes nazis des Palestiniens de Gaza et de Cisjordanie et qui se sont étendus à la population libanaise, que plus personne ne peut nier.

Macron aurait-il commis une grave erreur politique, en affirmant lors du conseil des ministres du 15 octobre dernier, que l'ONU ou la résolution 181 avait été à l'origine de la création d'Israël ?

Pourquoi fallait-il faire absolument abstraction de la période qui l'avait précédée, ainsi que celle qui lui avait succédé ?

C'est la question que je me suis posé, et j'avoue n'avoir eu aucun mérite puisque j'en connaissais déjà la réponse : Pour épargner les banquiers juifs Rothschild (notamment) anglo-saxons et les

sionistes fascistes ou nazis qui sont à l'origine d'Israël. Vous en aurez les preuves en détail plus loin dans cette causerie.

Il faut se souvenir, que les banquiers ayant été les seuls réels vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale, et à s'enrichirent au point de devenir les créanciers privilégiés des puissances occidentales ou les sauveurs du capitalisme, la moindre des choses étaient d'honorer l'une de leurs principales créances politiques en signe de reconnaissance, après qu'ils eurent donné leur aval à la création de l'ONU : Leur offrir la Palestine sur un plateau, un cadeau d'une valeur inestimable, qui une fois paré officiellement du sceau du droit international, personne n'oserait contesté suite au sort qu'avaient subi les juifs pendant la Seconde Guerre mondiale. C'était ignorer que le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes coulent dans leur sang, et que le moment venu ils réaliseront leur unité et ils auront le pouvoir de balayer leur droit international reposant sur la force et leur division.

Les conseillers de Macron ont cru apparemment bien faire, à moins que ce soit finalement une provocation, qu'il serait souhaitable de faire l'impasse sur la période antérieure et postérieure au 29 novembre 1947, tant elles furent peu flatteuses pour les colonisateurs anglo-saxons et sionistes ou qui montraient qu'en réalité, ni avant, depuis le milieu du XIXe siècle, ni après ou depuis ils n'avaient manifesté l'intention de respecter le droit international ou le contenu de la résolution 181 adoptée par l'ONU, pour s'être livrés à une multitude d'actes de terrorisme ou une orgie de massacres de Palestiniens, destructions de villages entiers dès les années 30 jusqu'à nos jours, avec l'aide ou la complicité des Britanniques, destinés à les expulser et à s'emparer de la totalité de la Palestine, ce qu'en réalité ils n'ont jamais cessé de revendiquer.

On aura compris, que pour continuer de soutenir les massacres monstrueux commis par le gouvernement d'extrême droite génocidaire israélien à Gaza et au Liban, il fallait à tout prix éviter de se pencher sur l'avant ou l'après 29 novembre 1947, car immanquablement, cela reviendrait à remuer la merde ou à faire remonter à la surface une toute autre histoire que la version officielle ou celle qui figure dans les manuels d'histoire.

Il fallait surtout épargner que les véritables commanditaires et profiteurs de ce génocide soient identifiés, et que leurs noms parviennent ainsi à la connaissance de la population en France (et partout ailleurs dans le monde), elle devait continuer de croire aveuglément la version officielle reprise en boucle par la totalité des médias et des partis politiques institutionnels.

Les articles suivant ont été classés par ordre chronologique. Je tiens à préciser, qu'ayant autres choses à faire, car il n'y a personne chez moi pour s'occuper de mes affaires, je n'en ai pas pris connaissance dans cet ordre-là, ce qui explique aussi le délai qu'il m'a fallu pour comprendre à quelle minable manipulation nous avions affaire.

Quand Netanyahu avoue que l'État d'Israël est le produit illégitime de la guerre d'agression menée contre la Palestine par une armée de mercenaires sionistes fanatisés, fascistes.

L'État d'Israël né d'une décision de l'ONU? Benjamin Netanyahu affirme qu'Emmanuel Macron se trompe - BFMTV 15 octobre 2024

Le Premier ministre israélien a répondu à Emmanuel Macron qui expliquait que "*Monsieur Netanyahu ne doit pas oublier que son pays a été créé par une décision de l'ONU.*"

Ce mardi 15 octobre, le Président français a déclaré lors du Conseil des ministres que "*Monsieur Netanyahu ne doit pas oublier que son pays a été créé par une décision de l'ONU.*" Une affirmation erronée, selon Benjamin Netanyahu, pour qui la guerre de 1948 a créé Israël, et non une décision de l'ONU.

Une référence à la résolution 181 adoptée en novembre 1947 par l'Assemblée générale des Nations unies, prévoyant le partage de la Palestine en un État juif et un État arabe.

Vives déclarations sous fond de tensions avec la Finul

"Un rappel au président de la France: ce n'est pas la résolution de l'ONU qui a établi l'État d'Israël, mais plutôt la victoire obtenue dans la guerre d'indépendance avec le sang de combattants héroïques, dont beaucoup étaient des survivants de l'Holocauste, notamment du régime de Vichy en France", a déclaré Benjamin Netanyahu dans un communiqué.

"Le propos du président de la République en Conseil des ministres s'inscrivait dans un propos général rappelant l'importance pour Israël comme pour tous de respecter la charte des Nations Unies", a précisé le ministre des Affaires étrangères Jean-Noël Barrot. BFMTV 15 octobre 2024

J-C – Merci, on a compris !

Le Crif confirme que dès son origine, le sionisme était incompatible avec l'existence de la Palestine.

"Une faute historique et politique": le Crif dénonce les propos de Macron sur la création d'Israël - BFMTV 16 octobre 2024

Les propos d'Emmanuel Macron, qui a déclaré ce mardi 15 octobre qu'Israël a été créé par une décision de l'ONU, "*renforcent dangereusement le camp de ceux qui contestent la légitimité du droit à l'existence d'Israël*", juge le président du Crif Yonathan Arfi.

"Laisser penser que la création de l'État d'Israël est le fruit d'une décision politique de l'ONU, c'est méconnaître à la fois l'histoire centenaire du sionisme" et "le sacrifice de milliers d'entre eux pour établir l'État d'Israël", déclare le président du Crif dans son texte. BFMTV 16 octobre 2024

Qui est à l'origine de la création d'Israël ? Une famille de banquiers, elle le revendique.

J-C – Cet article n'a rien de « *conspirationniste* », puisqu'il vient de la vénérable BBC.

Le sionisme et Israël - bbc.com 15 mars 2024

Traditionnellement, le chef de la famille Rothschild au Royaume-Uni est considéré comme le représentant de la communauté juive du pays.

La famille a joué un rôle de premier plan dans la création de l'État d'Israël.

Edmond James de Rothschild (1845-1934), petit-fils du patriarche et fils cadet de James de Rothschild, fut l'un des grands partisans du sionisme, l'idée de fonder une patrie pour le peuple juif.

Sensibilisé par l'antisémitisme et les menaces auxquelles sont confrontés les Juifs en Europe à la fin du XIXe siècle, Edmond consacre d'importantes ressources à l'achat de terres en Palestine, alors sous domination ottomane.

Edmond a financé l'établissement de colonies juives, ainsi que le développement de l'agriculture et de l'industrie sur ces terres. À sa mort en 1934, son héritage était représenté par quelque 500 kilomètres carrés de terres et près de 30 colonies.

Bien qu'il ait été enterré à Paris, où il est décédé, les restes d'Edmond et de son épouse, Adleheid, ont été transportés en Israël en 1954 à bord d'une frégate, où ils ont reçu des funérailles nationales présidées par le Premier ministre David Ben Gourion.

Lionel Walter (Walter) Rothschild (1868-1937), le deuxième Lord Rothschild, a également joué un rôle central en ouvrant la voie à la possibilité de créer l'État d'Israël. C'est lui qui reçut la célèbre Déclaration Balfour, un document signé en 1917 dans lequel le gouvernement britannique annonçait son soutien à la création d'un « *foyer national pour le peuple juif* » en Palestine.

Comme l'a révélé dans une interview donnée en 2017 Jacob Rothschild, quatrième Lord Rothschild, récemment décédé, la préparation de cette déclaration a nécessité cinq ébauches, et sa cousine Dorothy de Rothschild a joué un rôle de premier plan dans sa mise en œuvre. Bien que très jeune, elle a contribué à relier le scientifique Chaim Weizmann – l'un des grands promoteurs du sionisme qui deviendra plus tard le premier président d'Israël – avec l'establishment britannique.

"*C'était le plus grand événement de la vie juive depuis des milliers d'années, un miracle... Il a fallu 3 000 ans pour en arriver là*", a déclaré Jacob Rothschild dans l'interview sur la Déclaration Balfour.

Dorothy de Rothschild a également fondé Yad Hanadiv, une fondation philanthropique qui a financé la construction des bâtiments de la Knesset (Parlement), de la Cour suprême et, plus récemment, de la Bibliothèque nationale d'Israël.

Jacob de Rothschild a dirigé cette fondation au cours des dernières décennies, qui, sous sa direction, a également consacré des efforts à des initiatives éducatives et environnementales, ainsi qu'à la promotion de l'égalité des chances pour la minorité arabe en Israël.

« *Les Rothschild sont toujours très vénérés en Israël, ils sont extrêmement importants. Ils étaient considérés comme l'un des principaux financiers du mouvement sioniste* », a déclaré Mike Rothschild à BBC Mundo.

Mais Mike souligne que tous les membres de la famille n'étaient pas unis autour de l'idée sioniste.

« *Alors que certains Rothschild étaient extrêmement dévoués à la fondation de l'État d'Israël, d'autres y étaient en fait totalement opposés* », note-t-il.

Après la Première Guerre mondiale, le pouvoir et la richesse des Rothschild ont commencé à décliner et, bien qu'ils soient restés une famille riche et puissante, ils n'avaient plus le niveau d'importance d'autrefois.

Malgré cela, ils ont continué à faire l'objet de mythes et de théories du complot. Pourquoi?

« *Les Rothschild continuent de susciter autant d'intérêt parce qu'ils restent l'une des familles juives les plus connues d'Occident, et que les théories du complot et l'antisémitisme vont absolument de pair* », explique Mike Rothschild.

Les théories du complot contiennent généralement une sorte d'élément antisémite, en particulier des éléments sur qui contrôle le complot et qui le finance.

« *Beaucoup de ceux qui croient aux théories du complot ont tendance à penser que les Juifs les créent. Et quand on parle de juifs, il est très facile de trouver le juif le plus connu et le plus riche* », conclut-il.

<https://www.bbc.com/afrique/articles/c4nd2pvr217o>

J-C – Effectivement, il n'y a pas eu de complot de la part des Rothschild, quoique je ne suis pas sûr qu'entre le milieu du XIXe siècle jusque dans les années 30 ou 40, en dehors des juifs beaucoup de personnes savaient ce qu'ils magouillaient en Palestine.

De nos jours, ce sont les autorités (dont Macron) et les médias qui complotent en camouflant cet épisode colonial du sionisme, sinon il est disponible sur le Net, la preuve puisque vous le lisez ici.

Quand les intérêts de la France sont menacés, Macron se doit de réagir.

"Indigné", Macron demande à Netanyahu d'arrêter les "ciblages injustifiables" des casques bleus au Liban - BFMTV 16 octobre 2024

La tension ne retombe pas entre le président de la République et le Premier ministre israélien

Le président de la République "a instamment demandé à Israël de mettre fin à ces ciblages injustifiables", indique l'Élysée.

"La Finul constitue un élément essentiel de crédibilité pour le règlement de la crise au Sud Liban: la Finul a vocation à rester au Sud Liban, au bénéfice de la sécurité d'Israël comme du Liban. Dans ce cadre, la France continuera d'œuvrer avec les contributeurs de troupes et aux côtés du Secrétaire général des Nations Unies à la pleine mise en œuvre de la mission de la Finul", peut-on lire dans le communiqué.

Emmanuel Macron a en outre "condamné les frappes indiscriminées israéliennes qui ne font qu'alourdir un bilan humain déjà insupportable, à Gaza comme au Liban" et a de nouveau plaidé pour un cessez-le-feu dans la région.

"Enfin, le Président de la République a marqué sa très forte préoccupation sur la situation en Cisjordanie, les violences contre les civils, notamment de la part de colons, et la poursuite accélérée de la colonisation", concluent les services d'Emmanuel Macron. BFMTV 16 octobre 2024

Israël : quand Macron dit tout et son contraire - Le Point 16 octobre 2024

Lors de sa visite en Israël le 24 octobre 2023, Emmanuel Macron propose de créer une « coalition » internationale pour lutter contre le Hamas, établissant un parallèle avec la coalition formée en 2014 pour combattre le groupe État islamique (Daech) en Syrie et en Irak. Cette proposition semblait alors témoigner d'un soutien fort à Israël face à la menace terroriste.

Cependant, le 5 octobre 2024, lors du sommet de la Francophonie, Macron appelle brutalement à « *cesser de livrer des armes pour mener les combats à Gaza* », alors que les exportations françaises d'armes vers Israël restent modestes, représentant environ 0,1 % des fournitures entre 2019 et 2023.

Plus grave, lors d'un conseil des ministres qui s'est tenu mardi 15 octobre, Emmanuel Macron aurait déclaré : « *M. Netanyahu ne doit pas oublier que son pays a été créé par une décision de l'ONU.* »
Le Point 16 octobre 2024

France : le gouvernement interdit les exposants israéliens au salon Euronaval, l'État hébreu s'insurge - RT 17 oct. 2024

La décision du gouvernement français d'interdire de stands les entreprises israéliennes au salon Euronaval, prévu en novembre prochain a provoqué l'ire de responsables de l'État hébreu. Le ministre israélien de la Défense Yoav Gallant a qualifié cette mesure de « *honte* » pour la France, estimant qu'elle dégradait les relations bilatérales.

Cette décision touche sept sociétés israéliennes qui avaient prévu de participer à l'évènement, indique la même source.

C'est la deuxième fois cette année que des entreprises israéliennes sont exclues d'un salon militaire en France. Au mois de mai, lors du salon Eurosatory, le gouvernement avait également estimé que les conditions n'étaient pas propices pour accueillir les entreprises israéliennes, alors qu'Emmanuel Macron exigeait l'arrêt des opérations à Gaza. RT 17 oct. 2024

Polémique avec Netanyahu: la colère de Macron après la fuite de ses propos sur Israël qu'il dit "déformés" - BFMTV 18 octobre 2024

Polémique sur Israël: Macron s'en prend aux ministres et aux journalistes - AFP 18 octobre 2024

"*Manque de professionnalisme*" des ministres et des journalistes, "*délitement du débat public*": Emmanuel Macron a violemment riposté jeudi après des propos rapportés sur la création de l'État d'Israël qui lui ont valu de vives critiques du Premier ministre Benjamin Netanyahu et du président du Sénat Gérard Larcher.

Ce mardi, quelques heures après la sortie dans la presse des propos du président, le ministre des Affaires étrangères Jean-Noël Barrot avait précisé la pensée présidentielle: "*Le propos du Président de la République en Conseil des ministres s'inscrivait dans un propos général rappelant l'importance pour Israël comme pour tous de respecter la charte des Nations Unies.*"

"*Je voudrais me permettre de rappeler quelques règles*", a lancé le chef de l'Etat, très remonté, en préambule de sa conférence de presse à l'issue d'un sommet européen à Bruxelles.

"*Il appartient aux journalistes et aux commentateurs de traiter les rumeurs et les propos rapportés avec les précautions qui s'imposent*", a poursuivi le Président.

"*Je dois vous dire combien j'ai été stupéfait de lire tant de commentaires, de commentaires de commentaires, de réactions, y compris de responsables politiques, étrangers ou français, devant des propos que j'aurais tenus sans se poser la question de savoir (...) ce que j'aurais exactement dit*", a-t-il dit.

En cause, des déclarations du chef de l'Etat rapportées par des participants au Conseil des ministres mardi.

Emmanuel Macron s'en est pris tout à la fois aux "*ministres*", aux "*journalistes*" et aux "*commentateurs*", en démentant ses propos "*tels qu'ils ont été rapportés*".

« *Je crois que je dis suffisamment sur la situation au Proche-Orient pour ne pas avoir besoin de ventriloque* », a-t-il fustigé.

Il a sommé les ministres de « *se montrer respectueux des règles et des fonctions pour ne pas faire circuler des informations fausses* » et les journalistes « *de traiter les propos rapportés avec les précautions qui s'imposent* ».

« *Il n'y a pas d'ambiguïté* », la France n'a « *jamais fait défaut* » à l'Etat d'Israël, a insisté Emmanuel Macron.

L'Association de la Presse Présidentielle (APP) a pour sa part estimé que le président mettait « *gravement en cause la déontologie de la presse* ». « *Notre travail ne peut se résumer à reprendre les déclarations officielles* », a-t-elle pointé sur X. AFP 18 octobre 2024

Emmanuel Macron demande à Israël de "*mettre fin à ses opérations militaires*" au Liban - BFMTV 18 octobre 2024

"*La France demande à Israël de mettre fin à ses opérations militaires, de ne pas y étendre son action au sol, de respecter la souveraineté du Liban aussi bien que ses obligations à l'égard des Nations unies, s'agissant tout particulièrement de la Finul*", a déclaré Emmanuel Macron.

Emmanuel Macron indique que la France tiendra "*une conférence de soutien au Liban et à sa souveraineté*" le jeudi 24 octobre.

Dans sa prise de parole, le président de la République a aussi dénoncé le comportement du Hezbollah et de l'Iran, qui "*portent une très lourde responsabilité dans la situation actuelle*".

"*En activant le Hezbollah contre Israël, en dépit de l'intérêt fondamental du Liban de se tenir éloigné de la guerre, l'Iran a fait le choix cynique d'exposer les Libanais et de se préserver lui-même*", déplore Emmanuel Macron.

"Le Hezbollah doit en tirer les conséquences, il a des obligations: renoncer aux armes, au terrorisme et à la violence", martèle le président de la République.

Emmanuel Macron s'est en outre réjoui de la mort de Yahya Sinouar, le chef du Hamas, dont l'élimination a été annoncée par l'armée israélienne ce jeudi 17 octobre. "Cette occasion doit être saisie pour que tous les otages puissent être libérés et pour que la guerre soit enfin arrêtée", a-t-il assuré.

Qui sont les terroristes ?

Au secours il pleut ou comment ils instaurent un régime de terreur permanente.

Le climat est notre ennemi, le système solaire est détraqué, notre galaxie est menacée, l'univers tout entier nous en veut, ajoutons tous ceux qui ne nous ressemblent pas, et cela fait du monde : Qui n'ont pas la même origine, la même identité, la même nationalité, la même couleur de peau, le même âge, le même sexe, la même religion, philosophie ou conception de l'existence, les mêmes idées, le même comportement, qui ne sont pas issu du même milieu social que nous, qui appartiennent à une autre communauté que la nôtre, etc.

A qui doit profiter cette propagande idéologique, sinon à ceux qui en sont à l'origine, nos seuls ennemis, de quoi, de classes, pardi !

Ils sont de plus en plus dingues !

Moustique tigre : Avec 80 cas autochtones, la dengue bat des records dans l'Hexagone - 20minutes.fr 16 octobre 2024

Elle pourrait bien être la prochaine épidémie en France.

La propagation de la dengue et d'autre virus également transmis par le moustique tigre comme le chikungunya ou zika présente « *une tendance alarmante qui exige une réponse coordonnée* », selon l'Organisation mondiale de la Santé, selon laquelle le nombre de cas de dengue suffisamment graves pour être testés a environ doublé chaque année depuis 2021 dans le monde. 20minutes.fr 16 octobre 2024

Guerre idéologique. Ils ne sont plus à une manipulation près.

Affaire Depardieu : les images accablantes de Complément d'enquête... n'ont jamais existé ! - lejdd.fr 16 oct. 2024

Le JDD a mis la main sur les procès-verbaux des trois protagonistes à l'origine du *Complément d'enquête* consacré à Gérard Depardieu, diffusé en décembre dernier. Témoignages imprécis, versions contradictoires... L'ensemble est accablant. La preuve de la manipulation est désormais irréfutable.

C'est un véritable coup de tonnerre dans le litige qui oppose Gérard Depardieu à la production de l'émission *Complément d'enquête* (France 2) : cette fois, c'est officiel, il n'y avait aucune caméra braquée sur Gérard Depardieu lors du tournage de la tristement célèbre scène du haras ! Cette séquence, qui avait profondément choqué l'opinion publique, montrait l'acteur tenant des propos obscènes semblant viser une petite fille alors qu'elle montait à cheval. « *Si jamais il galope, elle jouit. C'est bien ma fille, continue. Tu vois, elle se gratte là* », pouvait-on entendre de sa bouche, au moment où l'enfant apparaissait à l'écran, déambulant sur un poney. lejdd.fr 16 oct. 2024

J-C - En fait, hors champ de la caméra, au même moment une femme de 30 à 40 ans faisait du cheval, et c'est d'elle qu'il aurait parlé sans qu'elle entende ses propos graveleux. Par ailleurs, plusieurs actrices avaient témoigné que Depardieu appelait souvent les femmes fillettes ou filles.

L'article en entier avec moult détails :

<https://www.lejdd.fr/societe/exclusif-affaire-depardieu-les-images-accablantes-de-complement-denquete-nont-jamais-existe-150654>

J-C – J'ai condamné dans plusieurs causeries le lynchage dont Depardieu faisait l'objet au nom de la justice ou du respect de la présomption d'innocence, ce qui ne signifie pas que je le défendrais ou que je nierais le bien-fondé des accusations qui sont portées contre lui.

Personnellement, au cours de ma vie je n'ai jamais tenu de tels propos ou eu un tel comportement avec une femme, par principe, en raison de mon éducation, mais aussi de la crainte que m'inspiraient les femmes.

Pour la Banque mondiale il faudrait "un siècle pour faire disparaître la pauvreté dans la moitié du monde". Quel humaniste osera le justifier, alors qu'il suffirait d'abolir le capitalisme pour y mettre un terme immédiatement ?

J-C – Bien des militants, des travailleurs ou des intellectuels intervenant dans la lutte de classes ou dans les réseaux dits sociaux, seraient de gauche, démocrates, progressistes, humanistes, justifient l'existence du capitalisme, par conséquent, ils cautionnent la pauvreté, la précarité et la guerre qu'ils dénoncent et prétendent combattre, et qui finalement en sont les conséquences.

Comment un comportement aussi inconsistant est-il possible, sinon qu'ils se sont détournés du socialisme, dès lors, en l'absence de toute alternative au capitalisme, ils sont portés à croire que dorénavant et pour l'éternité le capitalisme régira les rapports sociaux, et tant pis si les trois quarts des 8 milliards d'hommes, femmes et enfants en souffriront durant toute leur existence, leur bonne conscience s'en accommodera.

C'est là qu'on s'aperçoit qu'ils ont un niveau de conscience politique insignifiant ou une conscience de classe médiocre, qu'on est en présence d'ignorants sous influence de l'idéologie de la classe dominante. Au lieu de juger les autres ou de nous donner des leçons, nous les invitons amicalement à revoir leur copie.

Inégalités : Quelle part de la population mondiale vit sous le seuil de pauvreté ? - 20 Minutes/AFP 15 oct. 2024

Depuis plusieurs années, il n'y a plus de progrès dans la lutte contre la pauvreté à l'échelle mondiale, et la proportion des individus en situation de pauvreté reste équivalente à celle de 1990... C'est ce qu'a révélé, ce mardi, la Banque mondiale.

Selon son rapport annuel sur la pauvreté, près de 700 millions de personnes, soit 8,5 % de la population, vit avec moins de 2,15 dollars par jour, soit le seuil d'extrême pauvreté ; un taux qui devrait baisser à 7,3 % d'ici à 2030, espère la Banque. Plus généralement, 44 % de la population mondiale vit avec moins de 6,85 dollars par jour, ce qui est considéré comme le seuil de pauvreté dans les pays émergents.

« Après plusieurs décennies de progrès, le monde fait face à de sérieux retards en matière de lutte contre la pauvreté, conséquence d'une convergence entre ralentissement économique, dette élevée, conflits, chocs climatiques et la pandémie » de Covid-19, a détaillé le directeur général de la Banque mondiale, Axel van Trotsenburg.

La pandémie de Covid-19, en particulier, a porté un coup sérieux à la réduction de la pauvreté dans le monde, observe le rapport, alors qu'un certain nombre de pays en développement n'ont pas retrouvé leur niveau de PIB par habitant prépandémique.

« Le 1 % le plus riche a capté plus de richesse que 95 % de la population, il ne faut pas chercher bien loin pourquoi il faudra plus d'un siècle pour mettre fin à la pauvreté. La réduction radicale des inégalités doit être la priorité de la Banque mondiale », a insisté Max Lawson, responsable des politiques inégalitaires chez Oxfam.

La Banque mondiale estime en effet qu'au rythme actuel, il faudra un siècle pour faire disparaître la pauvreté dans la moitié du monde. 20 Minutes/AFP 15 oct. 2024

Quand un système économique est en faillite, c'est qu'il doit disparaître.

Dette : le total mondial va atteindre 100 000 milliards de dollars, selon le FMI - LePoint.fr 16 octobre 2024

Entre 2019 et 2024, le poids de la dette par rapport au PIB au niveau mondial a ainsi gonflé de 83 à 93 %. Et les projections du FMI estiment que la dette devrait même atteindre 100 % de la production de richesse planétaire en 2030, voire 115 % dans les trois ans à venir, selon les prévisions pessimistes.

Les États-Unis sont les plus gros contributeurs à l'échelle de la planète, avec une dette qui dépasse les 34 000 milliards de dollars. Cette somme représente 125 % de la production annuelle de richesse du pays. Derrière eux, l'endettement de la Chine continue aussi d'augmenter, et équivalait à 83 % du PIB national en 2023, contre 77 % en 2022, alors que son montant était déjà de plus de 12 700 milliards de dollars.

À titre de comparaison, l'Insee chiffrait à 3 228 milliards d'euros – soit 3 515 milliards de dollars le montant de la dette française fin septembre dernier. LePoint.fr 16 octobre 2024

Bon appétit.

Afrique australe: cinq pays en état de catastrophe, le PAM alerte sur la «pire crise alimentaire de l'histoire» - RFI 16 octobre 2024

Le Programme alimentaire mondial (PAM) lance un nouvel appel d'urgence face à la «pire crise alimentaire jamais connue» en Afrique australe. Cinq pays sont particulièrement touchés : le Lesotho, le Malawi, la Namibie, la Zambie et le Zimbabwe. La situation, déjà dramatique, ne devrait pas s'améliorer avant plusieurs mois, tandis que l'aide internationale tarde à arriver.

Le PAM estime que 27 millions de personnes sont actuellement touchées par la crise alimentaire, dont 21 millions d'enfants souffrent de malnutrition. Octobre marque le début de la période de soudure et, selon le PAM, «chaque mois sera pire que le précédent, jusqu'au printemps prochain».

Les récoltes ont été désastreuses, le bétail décimé. Et dans les zones les plus touchées, les enfants sont chanceux s'ils parviennent à obtenir un repas par jour. «La situation est catastrophique, il faut agir», martèle Tomson Phiri, porte-parole du PAM pour l'Afrique australe. RFI 16 octobre 2024

Ils osent tout. Ce sont les mêmes, qui sont indifférents au massacre des enfants à Gaza et qui se soucieraient de leur alimentation.

J-C - Les gosses se foutent de la TVA et du prix s'ils ont envie d'en manger, ils continueront d'acheter ces confiseries ou pâtisseries, et ils le savent ces ordures de l'institut Montaigne, un think tank néolibéral. Ces sadiques ont le don de s'en prendre aux couches les plus faibles ou vulnérables, dont les enfants.

Un rapport propose de taxer les produits sucrés pour rendre les fruits et légumes plus accessibles - 20minutes.fr 17 octobre 2024

L'institut Montaigne propose que tous les produits sucrés, caramels, bonbons et chocolats, pâtes à tartiner ou pâtisseries particulièrement aimées par les enfants et les ados, affichent un taux de TVA à 20 %, afin de financer un chèque fruits et légumes de 30 euros pour les 4 millions de Français les plus modestes. 20minutes.fr 17 octobre 2024

Totalitarisme. Ce sont des intégristes, des fanatiques. Ils s'adressent aux suppôts de nazis ukrainiens et sionistes de défendre les droits des femmes.

J-C – Il faut toujours commencer par se demander ou se rappeler qui sont-ils, pour se faire une idée assez précise sur leurs réelles intentions, qui ici sont de natures idéologiques ou politiques et n'ont rien à voir avec les aspirations légitimes des femmes. Au passage, ils légitiment Macron et son gouvernement en difficulté pour appliquer leur politique antisociale et ultra réactionnaire.

Violences sexuelles: des associations féministes réclament une "loi intégrale" - BFMTV 17 octobre 2024

Une cinquantaine d'associations et fédérations féministes, dont le Planning familial, Osez le féminisme ou la CGT, ont annoncé ce vendredi 18 octobre former une "coalition" portant près de 130 mesures pour construire "une loi intégrale" contre les violences sexuelles.

Cette coalition rassemble aussi la Fondation des Femmes, l'Amicale du Nid, En avant toute(s), Centralesupelec au féminin mais aussi des associations de protection de l'enfance et la CGT.

Lu.

Sputnik - Une inondation sans précédent depuis 1961 frappe le Sénégal...

Sputnik - Selon les autorités, ce phénomène est lié aux changements climatiques...

Source :

<https://fr.sputniknews.africa/20241015/rue-du-fleuve-senegal-le-gouvernement-est-mobilise-pour-aider-les-sinistres-1068704278.html>

Donc il y a déjà eu un précédent il y a 63 ans, à cette époque personne n'invoquait des "changements climatiques" relayés généreusement par l'agence de presse officielle russe, Spunik.

Je le précise pour ceux qui en pincent aveuglément pour tout ce qui vient de Russie. C'est toujours bien de fournir des exemples irréfutables et vérifiables, cela permet d'éviter toute contestation ou polémique, de remettre les choses à leurs places.

Deux commentaires publiés dans le blog *Le Grand Soir*.

- Les articles publiés par le Réseau Voltaire fournissent de précieuses données à ce sujet, sous forme de synthèses ou rappels très instructifs qui font gagner du temps quand on veut s'informer, sans pour autant qu'on se sente obligé de suivre ou d'adopter son orientation politique ou ses conclusions, qui peuvent parfois induire en erreur ou servir des intérêts occultes toujours liés à la réaction. Qui plus est, il fait généralement l'impasse sur la crise du capitalisme et la lutte de classes passe à la trappe.

Quand les extrêmes se rejoignent ou quand elles se partagent la sale besogne.

En résumé. L'extrême centre est piloté par le clan oligarchique Rothschild-Rockefeller ou Davos-Bilderberg, qui est à la fois sioniste et d'extrême droite, fasciste et nazi. S'il est minoritaire, il est le plus puissant financièrement, et le plus puissant politiquement selon les circonstances, cette nuance n'est pas sans importance. L'extrême centre est idéologiquement d'extrême droite par nécessité, car tout est bon pour préserver leurs privilèges, comme tout bon capitaliste qui se respecte finalement, qui si nécessaire collaborera avec un régime fasciste ou nazi.

L'extrême droite n'existerait pratiquement pas, si elle n'était pas financée et instrumentalisée par le clan oligarchique d'extrême centre, notamment, donc pas seulement, si on fait la distinction entre les différentes factions d'extrême droite qui existent en fonction de leurs origines qui remontent à la

monarchie ou du statut social de ses membres, car ce sont des intérêts personnels ou existentiels qui motivent avant tout leur appartenance à ces courants politiques.

Quel est le lien entre l'extrême centre et l'extrême droite ? Le sionisme nazi.

Pendant que l'extrême centre met de préférence l'accent sur la xénophobie anti russe et chinoise, normal puisque ce courant politique est au pouvoir ou aux affaires, l'extrême droite moins exposée se charge d'alimenter le racisme antimusulman ou anti-Arabes.

On peut s'étonner qu'un État minuscule et très peu peuplé comportant environ 6 millions de juifs, soit en mesure d'imposer sa loi à près de 200 États dans le monde, de posséder des relais dans tous les gouvernements occidentaux et toutes les institutions internationales, s'il n'incarnait pas les intérêts économiques et n'avait pas le soutien politique du sommet de l'oligarchie financière anglo-saxonne, ce serait impossible.

Une infime minorité de 12 millions dicte le destin de 8 milliards d'habitants ou de l'humanité, décide à leur place de l'orientation de la situation mondiale en recourant aux pires actes de barbarie.

Alors qui sont les dangereux extrémistes, fanatiques, va-t-en-guerre, terroristes, criminels, les pires ennemis du progrès social et de la démocratie, ces barbares sionistes et les capitalistes ou les militants et partis ouvriers qui luttent partout dans le monde contre l'exploitation et l'oppression, contre la guerre, pour la liberté et pour le socialisme ?

Il y aurait encore beaucoup à dire sur l'extrême centre, qui est compatible avec la "gauche", la droite et l'extrême droite, seule l'extrême gauche ne trouve pas grâce à ses yeux, sans doute parce qu'elle se revendique encore du socialisme, même si dans certain cas cela relève plutôt de l'imposture.

- Voilà encore un article qui va susciter de nombreux commentaires !

Ce qui se conçoit bien s'exprime aisément, ce n'est manifestement pas le cas de monsieur Erno Renoncourt. C'est généralement à cela, qu'on reconnaît ceux qui ne savent pas de quoi ils parlent, ils sont les seuls à se comprendre, et encore !

L'auteur de ce charabia n'osant pas nous inviter directement à nous détourner du marxisme, s'en prend à tous ceux qui s'en réclament sans qu'on sache de qui ils parlent :

- *"Si l'on suit le catéchisme du marxisme, tel que déformé dans le prisme enfumé, par l'absence de toute leur conscience, des héritiers de Marx"*

Lesquels ?

- *"il semble que l'immense majorité des héritiers de Marx se sont contentés de retenir la vérité première du marxisme"*

Lesquels ?

- *"Personne chez les marxistes n'a apparemment pris le temps de se demander"*

Lesquels ?

- *"nous en venons à la question du 'Que faire ?' si adulée par les révolutionnaires marxistes."*

Lesquels ?

- *"Le matérialisme historique est si mal compris par certains marxistes"*

Lesquels ?

- *"l'approche critique du matérialisme historique envers la notion de conscience est en fait plus subtile, plus dynamique, plus intelligente et moins dogmatique que ce qu'en ont fait les héritiers de Marx."*

Lesquels ?

Tout s'explique.

Le fin mot de l'histoire était, semble-t-il ici, quand l'auteur nous invite à "cesser de voir l'évolution historique des sociétés sous le seul angle des rapports de production économiques", on ne saurait dire au profit de quoi à tel point la suite était pédantesque et inintelligible à souhait.

J'ai déjà perdu trop de temps avec ce borborygme.

Question très terre à terre : Comment peut-on évoquer le marxisme en occultant le matérialisme dialectique qui était la conception philosophique de Marx et Engels ?

Pour ceux ou celles qui veulent en savoir plus sur le marxisme, autant aller à la source, c'est plus sûr, et puis, à chacun ses références, c'est révélateur en général :

Anti-Dühring -Friedrich Engels (1878)

<http://www.luttedeclasser.org/marxisme/anti-duhring.pdf>

- *"En ce qui me concerne, je suis aussi un « chercheur » en philosophie. Plus précisément : je me suis donné pour tâche, dans ces notes, de rechercher où se sont égarés les gens qui nous offrent, sous couleur de marxisme, quelque chose d'incroyablement incohérent, confus et réactionnaire."*
Septembre 1908. V.I. Lénine

Quelle modestie, monsieur Erno Renoncourt ferait bien d'en prendre de la graine !

Matérialisme et empiriocriticisme - Lénine 1908

http://www.luttedeclasser.org/marxisme/vil1908_materialisme.pdf

Les trois sources et les trois parties constitutives du marxisme - Lénine - Mars 1913

<http://www.luttedeclasser.org/marxisme/marxisme1913.pdf>

Le Marxisme et notre époque - Trotsky 18 avril 1939

<http://www.luttedeclassse.org/marxisme/lt193904modif.pdf>

Totalitarisme, les anglo-saxons en sont les champions toutes catégories.

J-C - Si vous mangez de la viande rouge, vous êtes complice de cette nouvelle forme de terrorisme made in England.

Royaume-Uni : Enquête ouverte après la mort d'une jeune femme piétinée par une vache dans un champ- 20 Minutes 15 octobre 2024

Au Royaume-Uni, une jeune femme de 29 ans avait trouvé la mort en juillet 2022, piétinée par une vache à Littlethorpe. Une enquête du jury a démarré ce lundi pour tenter de faire la lumière sur ce tragique accident, rapporte la BBC.

Selon l'expert, les dommages causés au corps de la jeune femme ne semblent toutefois pas suffisamment importants pour que l'ensemble du troupeau soit impliqué. Selon lui, cet « *incident relativement bref* » pourrait avoir été causé par un seul animal.

L'enquête se poursuit pour tenter de comprendre dans quelles circonstances précises elle a trouvé la mort.

J-C - Et malheureusement, ils ne pourront pas livrer tout le troupeau à un test ADN pour trouver la coupable, la juger et l'envoyer directement à l'abattoir ! Il faut croire qu'ils n'ont que cela à foutre ces cinglés de magistrats en Grande-Bretagne. La justice progresse dans ce pays !

Totalitarisme. France : Un Etat policier.

France, un régime toujours plus oppressif, liberticide, répressif.

J-C – Il s'agit d'une atteinte (répétée) intolérable à la liberté de déplacement. Cette mesure a été prise par la mairie de Paris dirigée par le PS. De la part des adeptes du confinement en 2020, normal.

La zone à trafic limité bientôt en place dans le centre de Paris - lepoint.fr 15 octobre 2024

D'ici à cet automne, un périmètre où la traversée en voiture sera interdite, sauf exception, va être mis en place. Ce dispositif, qui vise notamment à diminuer de 30 à 7 % les véhicules motorisés en centre-ville, devrait concerner le secteur de Paris Centre, soit des 1er, 2e, 3e et 4e arrondissements.

La zone à trafic limité, dont les modalités d'accès seront définies avec la préfecture de police, restera aussi accessible au trafic de destination, c'est-à-dire aux usagers qui s'y arrêtent. Les personnes résidant ou travaillant dans la zone, les livreurs, les commerçants ou encore les personnes se rendant à un rendez-vous quelconque pourront y circuler librement. lepoint.fr 15 octobre 2024

Quand l'antisionisme est qualifié d'« apologie du terrorisme » par le ministre de l'Intérieur.

J-C – Si je me fie uniquement à ce qui figure dans cet article, je suis bon pour signalement un signalement par le nouveau ministre de l'Intérieur de Vichy ou de Netanyahu, Bruno Retailleau, et nous sommes des centaines de milliers dans ce cas-là en France ou davantage encore.

Vous aurez remarqué aussi, que pour un peu ce serait les propos tenus ces derniers jours par Macron qui pourraient figurer dans la liste.

Maintenant que LFI et Mélenchon ont rejoint les rangs des sionistes qui ont qualifié le Hamas de terroriste, l'union nationale est réalisée en France sur cette question. Ils sont encouragés à passer à l'étape supérieure de la répression des opposants au génocide d'Israël.

Zineb El Rhazoui visée par un signalement de Bruno Retailleau pour « apologie du terrorisme » - lepoint.fr 15 oct. 2024

Le ministre de l'Intérieur a saisi la procureure de Paris pour des déclarations controversées de Zineb El Rhazoui qui dit « *ne pas condamner* » les attaques du Hamas en Israël le 7 octobre.

« *J'ai transmis ce jour à madame la procureure de la République de Paris le signalement pour le délit d'apologie du terrorisme concernant les propos de madame Zineb El Rhazoui tenus lors d'un entretien avec le journal Nouvelle Aube publié le 4 octobre dernier* », a-t-il indiqué sur son compte X.

Bruno Retailleau fait référence à une interview de la journaliste par Nouvelle Aube, déclinaison française du quotidien turc conservateur Yeni Şafak, dans laquelle elle compare Israël à une organisation terroriste et refuse de condamner l'attaque sans précédent du Hamas en Israël le 7 octobre 2023. « *Je ne condamne pas le 7 Octobre* », a-t-elle assuré dans les colonnes du journal. Et de déclarer : « *Israël est un Daech qui a réussi.* »

« *Il n'y a pas de civils en Israël puisque tout le monde fait le service militaire et arrive pour coloniser une terre qui ne lui appartient pas* », développe-t-elle dans cet entretien. Selon la journaliste franco-marocaine, la bande de Gaza, théâtre de bombardements depuis le 7 Octobre, est « *un camp de concentration devenu camp d'extermination* ».

Selon Zineb El Rhazoui, le Hamas est un « mouvement de résistance ». D'après ses propos, l'organisation « *a le droit de défendre sa patrie, son peuple, ses civils, son droit à l'existence* ». « *Israël dépasse largement en terrorisme tout ce que n'a jamais pu faire la résistance palestinienne* », a-t-elle assuré.

Zineb El Rhazoui, engagée historiquement en faveur des droits humains, figurait sur la liste des personnalités sélectionnées pour le prix Nobel de la paix 2021.

Depuis l'attaque du Hamas le 7 octobre 2023, elle multiplie les critiques à l'égard d'Israël et se présente en militante propalestinienne. En décembre, elle s'est vu retirer le prix Simone Veil par Valérie Pécresse, qu'elle avait remporté en 2019 pour son « *combat contre l'islamisme* ». La présidente de la région Île-de-France, interpellée par Aurélien Veil, a pris cette décision après une publication polémique sur son compte X liée à la guerre à Gaza. Zineb El Rhazoui a notamment repartagé un texte comparant les sionistes aux nazis et les prisons israéliennes au camp d'Auschwitz-Birkenau. lepoint.fr 15 oct. 2024

Lire plus loin les déclarations de Macron et Netanyahu.

Qualifié le Hamas de «mouvement de résistance» ce serait faire l'«apologie du terrorisme».

Répression : Yannis Arab, historien et soutien de la Palestine, perquisitionné et arrêté à son domicile - Le Média en 4-4-2

Yannis Arab, doctorant en histoire spécialisé sur la Palestine, a été arrêté à son domicile de Moirans (Isère) le 8 octobre, lors d'une perquisition musclée. Accusé d'«*apologie du terrorisme*», il a été libéré quelques heures plus tard, mais son ordinateur reste confisqué dans le cadre d'une enquête en cours. Cet événement, dénoncé par ses soutiens, s'inscrit dans un contexte de répression croissante des défenseurs de la cause palestinienne en France.

L'enquête porte sur des faits d'«*apologie du terrorisme*», qui auraient été commis entre 2022 et 2024, notamment à travers des publications sur les réseaux sociaux. L'historien aurait qualifié le Hamas de «*mouvement de résistance*» dans un post du 7 octobre 2023, en évoquant la violence palestinienne comme une réponse à l'occupation israélienne.

Maître Rafik Chekkat, l'avocat de Yannis Arab, dénonce une procédure «injustifiée et répressive», ciblant les militants pro-palestiniens. Il explique que près de 800 procédures similaires ont été engagées depuis un an contre des individus ou organisations dénonçant les violences en Palestine. Le ministre de l'Enseignement supérieur, Patrick Hetzel, a notamment pris des mesures pour limiter ces soutiens sur les campus.

Dans un communiqué publié après sa libération, Yannis Arab revient sur la violence de cette intervention, dénonçant l'usage excessif de la force contre sa famille. Il écrit : «*Je n'oublierai pas et ne pardonnerai pas cette violence que ma famille a subie en raison de mon combat pour la dignité et les droits d'un peuple*». Malgré cette épreuve, Yannis Arab reste résolument engagé. «*Leur violence à mon égard n'a pas eu l'effet escompté : la peur et le silence. Non, au contraire. Je suis déterminé plus que jamais à défendre la dignité et les droits du peuple palestinien*», affirme-t-il. Le Média en 4-4-2 et revolutionpermanente.fr 9 et 15 octobre 2024

« Apologie du terrorisme ». Les pères fouettards des tribunaux jouent à faire peur - orientxxi.info 9 mai 2024

Soutenues bruyamment par les ministres de la justice, de l'intérieur et de l'enseignement supérieur, des centaines de procédures-bâillons ont été lancées en France pour des propos ou des écrits considérés comme soutenant le terrorisme. Ces procédures sont dans la plupart des cas en suspens, mais menacent des centaines de personnes. Et au-delà, l'expression de la solidarité avec les Palestiniens.

<https://orientxxi.info/magazine/apologie-du-terrorisme-les-peres-fouettards-des-tribunaux-jouent-a-faire-peur,7311>

Envoyé au tribunal parce qu'il dénonce un génocide ! - Charles Onana

https://www.youtube.com/watch?v=fmPikB_-Ogg

Charles Onana en procès contre la ligue des Droits de l'Homme pour ses propos contre le régime de Paul Kagamé

Avec Charles Onana, politologue, journaliste d'enquête, essayiste et éditeur franco-camerounais

Quand les agents du capitalisme, qui nous pourrit la vie, se veulent vertueux.

J-C - On aurait tout aussi bien pu relever, qu'ils avaient forcément quelques choses d'invouables à cacher, mais quoi ? Que ce sont des imposteurs, tout simplement.

Ils se prostituent pour le compte du capitalisme, et ensuite ces corrompus veulent nous donner des leçons de morale.

Quant à la violence sociale que le capitalisme impose quotidiennement à tous les travailleurs, ils la cautionnent, ils en sont les complices ou les exécutants zélés, alors qu'ils aillent se faire foutre !

Le PS met en place formation aux violences sexistes et sexuelles obligatoire pour ses membres - Le HuffPost 16 octobre 2024

Le bureau national a adopté ce mardi 15 octobre soir une résolution obligeant tout membre des instances nationales du parti et tout candidat à une élection au nom du PS à suivre une formation aux violences sexuelles et sexistes, a-t-il annoncé dans un communiqué.

Cette résolution a été adoptée à « l'unanimité ». Elle prévoit aussi de proposer à chaque nouvel adhérent une telle formation. Le HuffPost 16 octobre 2024

En complément.

Olivier Faure estime qu'"il n'y a plus aucun endroit en France qui soit épargné" par le narcotrafic - BFMTV 15 octobre 2024

J-C – Il devait parler de leur propagande social-néolibérale libertaire nauséabonde.

Surréaliste ? Ces chiens ne sont jamais à court d'idées pour nous taxer.

Budget 2025 : Et si on taxait les propriétaires de chiens comme en Allemagne ? - 20minutes.fr 16 octobre 2024

Si vous avez un corgi, un teckel ou un berger allemand de l'autre côté de la Moselle, il faut en effet passer à la caisse. Comptez en moyenne 120 euros pour avoir un chien à Berlin et 102 euros à Francfort, renseigne Les Echos dans un article. Le toutou est imposable dès trois mois et le prix varie selon la race : comptez ainsi plus de 1.000 euros annuels à Nuremberg si vous avez un chien

de combat. La mesure est un succès économique : 421 millions d'euros rapportés en 2023, soit des recettes en hausse de 40 % en dix ans.

Une telle taxe pourrait exister en France ? 9.712.324 chiens ont été identifiés en 2023 selon le fichier national d'identification des chiens, des chats et des furets. A 100 euros de moyenne la taxe annuelle sur le chien, voilà quasiment un milliard trouvé...

Clément Carbonnier, codirecteur de l'axe de recherche Politiques socio-fiscales du Laboratoire interdisciplinaire d'évaluation des politiques publique à Sciences Po, temporeise toutefois : « *S'il faut que les propriétaires de chiens paient pour l'ensemble du parc canin, que les vélotaffeurs paient pour les pistes cyclables, ou seulement les parents pour les parcs à jeux pour enfant, on perd le sens de l'espace public.* » Pour l'économiste, les finances publiques locales et taxes de commune doivent servir pour des... services publics, même si tout le monde n'en a pas usage. « *Sinon, on obtient des "clubs locaux" : chacun paie sa part et à son propre espace.* »

A 1.000 euros le coût d'entretien d'un chien en moyenne en France, on pourrait se dire que les propriétaires ont les moyens pour une petite taxe supplémentaire.

Audrey Jougla, professeure de philosophie et spécialiste du rapport entre l'homme et l'animal, dément l'idée : « *Tous les propriétaires de chiens ne sont pas aisés, ni n'ont les moyens de bien traiter leurs animaux. De nombreux chiens appartiennent à une population urbaine défavorisée.* »

Mais inutile de débattre plus longtemps du bien-fondé ou non de cette mesure, tant cette dernière n'a en réalité aucune chance de surgir du budget 2025. L'argument massue ? Son immense impopularité. Audrey Jougla : « *Aujourd'hui, l'animal de compagnie, et particulièrement le chien et le chat, est vécu comme un membre à part entière de la famille. Il y a un rapport un peu excessif dans la place qu'il peut occuper, pas forcément saine pour l'animal non plus d'ailleurs. Mais ce dernier semble difficilement touchable politiquement.* »

En France, 32 % des foyers possédaient un chien en 2023. Difficile donc d'imaginer le gouvernement se lancer dans une mesure peut-être encore plus décriée que la réforme des retraites. 20minutes.fr 16 octobre 2024

Sur la situation politique et sociale en France.

En famille. Barnier multiplie les concessions à l'extrême droite.

AME : le budget de l'Aide médicale d'État ne sera pas augmenté, le gouvernement change d'avis - Le HuffPost 16 octobre 2024

Volte-face. Le gouvernement s'est dit favorable ce mardi 15 octobre à un gel des crédits consacrés à l'Aide médicale d'État (AME) destinée aux sans-papiers, un changement de pied après avoir prévu initialement de les augmenter dans le budget 2025.

Le projet de budget présenté jeudi dernier prévoyait une hausse des crédits de l'AME de 8 %, à 1,3 milliard d'euros, contre 1,2 en 2024, ce qui avait suscité des protestations chez certains élus du Rassemblement national, opposés à cette augmentation.

À plusieurs reprises, le nouveau ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau a dit qu'il souhaitait réformer l'AME et la remplacer par une aide médicale d'urgence aux contours drastiquement réduits.

Pendant la campagne des législatives anticipées cet été, le RN indiquait pour sa part vouloir la remplacer par « *une aide d'urgence vitale* ».

En 2024, l'enveloppe de l'AME prévue par l'État représentait environ 0,5 % des dépenses de santé prévues par le budget de la Sécu (PLFSS). Fin 2023, on comptait 466 000 bénéficiaires de l'AME. Le HuffPost 16 octobre 2024

En famille. L'extrême droite est déjà au pouvoir.

"*Tout cela va dans le bon sens*": le député RN Jean-Philippe Tanguy prêt à voter la future loi immigration - BFMTV 16 octobre 2024

Le député du Rassemblement national Jean-Philippe Tanguy estime ce mardi 15 octobre que le texte "*va dans le bon sens*". Pour l'écu, "*ce sont des victoires idéologiques*" pour son parti.

Pour le député Jean-Philippe Tanguy, le Rassemblement national pourrait voter en faveur du texte sans "*aucun état d'âme*", a-t-il expliqué sur BFMTV ce mardi 15 octobre.

Un texte qui, pour Jean-Philippe Tanguy, "*nous donnait raison sur le contrôle des aides aux étrangers, sur un meilleur contrôle des frontières et sur des restrictions considérables à la capacité de régularisation*".

"*Je me souviens du barrage républicain en juillet qui expliquait que c'était épouvantable tout ce qu'on proposait. Puis finalement, monsieur Retailleau en tout cas en paroles est parfois à notre droite*", estime le député. BFMTV 16 octobre 2024

Les idéologues néoconservateurs ne sont jamais à court d'imagination.

« Sursaut » : les propositions chocs de Nicolas Baverez - Le Point 16 octobre 2024

Présentation.

Nicolas Baverez (63 ans), essayiste français, avocat, ancien élève de l'École normale supérieure et de l'École nationale d'administration (ENA), docteur en histoire et agrégé de sciences sociales.

Participant régulier aux conférences Bilderberg depuis 2007, il est membre de son comité directeur, trésorier de la Société des amis de Raymond Aron, membre du comité directeur de l'Institut Montaigne.

Nicolas Baverez est devenu libéral à partir de son entrée à l'ENA, en 1986 (Source : artefilosofia.com

Cet article a donc été rédigé par un idéologue du clan Rothschild-Rockefeller très influent sur Macron, on peut donc le lire pour avoir une idée assez précise de l'orientation politique défendue par ce clan de l'oligarchie financière concernant la France, sa conception de la société et du monde.

https://www.lepoint.fr/economie/extraits-exclusifs-les-propositions-chocs-de-nicolas-baverez-dans-son-essai-sursaut-16-10-2024-2572935_28.php#11

Quelques commentaires d'abonnés du Point quelque peu désabusés.

1- Le problème en France c'est que l'extrême gauche nous empêche de faire les réformes nécessaires, avec ses manifestations violentes et ses grèves, avec l'aide des journalistes d'extrême gauche qui nous disent ce qu'il faut penser

2- Il faut du courage, ne pas avoir peur du corporatisme et ne pas craindre la révolution.

3- Nous sommes face à un mur, indiscutablement.

4- Dans un pays paralysé par le syndicalisme, et dont la moitié de la population descend dans la rue à la moindre tentative de réforme...

Les masques tombent. Populisme. En famille. Mélenchon : Le naufrage final.

J-C – Il ne laisse jamais passer une occasion pour cautionner Macron, Barnier et son gouvernement, les institutions de la Ve République, le capitalisme, jusqu'au sionisme, mais où s'arrêtera-t-il ?

BFMFTV- Dans une note de blog publiée ce lundi 14 octobre, le leader de La France insoumise s'est félicité de la hausse d'impôts demandée par le gouvernement aux Français les plus "fortunés" dans le budget 2025.

"Le budget Barnier reconnaît notre victoire idéologique, pour nous antilibéraux", écrit Jean-Luc Mélenchon sur son site. "L'impôt sur les riches est réhabilité et celui sur les superprofits des entreprises aussi", se réjouit-il.

"Peu importe les montants: c'est le raisonnement qui compte", avance-t-il, estimant que Michel "Barnier a enterré les interdits et les tabous du libéralisme des gouvernements macronistes."

"Le budget montre davantage que des chiffres douloureux. J'y vois surtout l'agonie d'une époque. Celle de l'impopularité libérale hier encore triomphante. Il ne reste rien de sa promesse initiale", insiste encore l'ancien candidat à la présidentielle. BFMFTV 15 octobre 2024

J-C – Et nous qui pensions aux millions de travailleurs et leurs enfants en proie à la pauvreté, pour lesquels la survie constitue un défi quotidien, penser au lendemain avant de s'endormir un véritable cauchemar, qu'ils soient soulagés car une lueur d'espoir est née, dorénavant les riches partageront leur « douloureux » destin !

C'est l'Etat colonial français ou la Ve République qui ne sont plus « viables »

Crise sociale en Martinique: le couvre-feu prolongé par la préfecture jusqu'au lundi 21 octobre - BFMTV 15 octobre 2024

"Aucun incident notable" n'a cependant été relevé par la police et la gendarmerie au cours des dernières 48 heures, avait indiqué la préfecture plus tôt dans la journée.

Prévue mardi, la septième réunion de négociation entre l'État et les acteurs locaux (militants, grande distributions, élus) pour faire baisser le coût de la vie n'aura finalement pas lieu, faute de "*nouvelle proposition concrète et viable*", a indiqué lundi soir le président du conseil exécutif de Martinique, Serge Letchimy.

Le collectif militant Rassemblement pour la protection des peuples et des ressources afro-caribéens (RPPRAC) réclame que les distributeurs s'engagent à ne pas dépasser un certain différentiel de prix sur "*tout l'alimentaire*" alors que le document de travail actuel évoque seulement 54 familles de produits concernées. BFMTV 15 octobre 2024

Martinique: une figure de la protestation contre la vie chère condamnée à 7 mois de prison - BFMTV 15 octobre 2024

Bruno P., dit "*Volkan*", l'une des figures de la protestation en Martinique contre la vie chère, a été condamné à 7 mois de prison ce mardi 15 octobre pour avoir bloqué l'aéroport de Fort-de-France jeudi dernier.

J-C - Nous exigeons sa libération immédiate inconditionnelle, tout comme celle de tous les militants calédoniens emprisonnés...

Mobilisation contre la vie chère en Martinique : l'Etat annonce un accord pour baisser le prix de l'alimentaire de 20% - FranceInfo 17 octobre 2024

Cet accord n'a pas été ratifié par le collectif Rassemblement pour la protection des peuples et des ressources afro-caribéens (RPPRAC), à l'origine de la mobilisation depuis le 1er septembre, qui a appelé à "*poursuivre le mouvement*".

Cette baisse concerne "*une liste de 54 familles de produits correspondant aux produits alimentaires les plus consommés en Martinique*", écrit le préfet dans un communiqué. Le "*protocole d'objectifs et de moyens de lutte contre la vie chère*", sur ce territoire

Le RPPRAC réclame que la baisse des prix consentie par l'Etat et les divers acteurs locaux concerne "*tout l'alimentaire*". "*On parle de 6 000 produits sur 40 000*", précise Rodrigue Petitot, qui demande également la venue du ministre des Outre-mer sur l'île. "*On est ultradéterminés. On maintient les blocages, on maintient tout. Le combat, c'est jusqu'à obtenir gain de cause*", a-t-il martelé. FranceInfo 17 octobre 2024

« Tous les ministres ont laissé faire » : Tous corrompus. S'ils le disent eux-mêmes !

Eaux minérales contaminées : « Nestlé a fraudé » et « tous les ministres ont laissé faire », selon le rapport parlementaire - 20minutes.fr 16 octobre 2024

«Nestlé a fraudé et trompé les consommateurs. Tous les ministres ont su et ils ont laissé faire. Ils auraient dû sanctionner et informer. Ils ne l'ont pas fait », dénonce Antoinette Guhl, rapporteure d'une mission « flash » lancée par le Sénat en avril dernier sur les « *eaux contaminées* ».

La sénatrice écologiste, interrogée par Le Monde, souligne que Nestlé a vendu « *une eau 200 fois plus cher que celle du robinet en prétendant qu'elle provenait d'une source naturellement pure, alors qu'elle faisait l'objet de traitements interdits, filtres UV et à charbon actif* ».

Le gouvernement avait été avisé par Nestlé en 2021 de son recours à des traitements litigieux. Sans rendre l'affaire publique, il a par la suite assoupli la réglementation, permettant aux industriels d'utiliser des microfiltres avec un seuil de filtration inférieur à 0,8 micron. 20minutes.fr 16 octobre 2024

Santé.

Le ministère de la Santé est devenu une agence des trusts pharmaceutiques mafieux qui vous empoisonnent à petit feu ou pire encore.

J-C - Avec la complicité de la quasi-totalité du corps médical favorable à la vaccination contre la grippe, y compris l'ensemble des médecins que j'ai cités dans mes causeries.

Pour rappel. Quand j'étais gosse, tous les ans en hiver je tombais malade, c'était systématique, ma sœur également, grosse fatigue avec gros rhume et fièvre, tous les symptômes d'une grippe ou d'une affection respiratoire. Il faut dire qu'on était très pauvre, et notre alimentation était déséquilibrée. On mangeait peu ou pas de viande et des légumes, pas de fruits, trop chers. Le médecin me prescrivait quelques jours de repos à une semaine.

Pendant ce temps-là, tous mes petits camarades issus d'un milieu social plus favorisé continuaient d'aller à l'école et ils se portaient à merveille, aucun d'entre eux n'était vacciné contre la grippe. Un miracle en somme, puisque ces médecins sont évidemment incapables d'expliquer cette différence de traitement qu'ils attribuent à un virus, du coup, théorie manifestement erronée qui m'a conduit à me dire qu'il devait exister une autre explication, celle que j'ai fournie ci-dessus.

Cependant, elle est trop élémentaire et présente un grave inconvénient, elle ne rapporte rien à personne. Vous aurez noté au passage comment tous les médecins se sont grassement enrichis en pratiquant leur "art", alors quand vous entendrez quelqu'un évoquer l'art de s'enrichir sur le dos d'ignorants, n'oubliez jamais les médecins, sauf très rares exceptions.

Macron et son gouvernement en tiennent une sacrée dose de sadisme.

Vaccination contre la grippe et le Covid-19 : comment va se dérouler la campagne qui commence mardi - francetvinfo.fr 15 oct. 2024

Suivant les recommandations de la Haute Autorité de santé (HAS), la DGS propose, en ce qui concerne le Covid-19, des vaccins utilisant la technologie à ARN-messager. En l'occurrence, il s'agit du vaccin Comirnaty JN.1, développé par le laboratoire Pfizer. Il s'agit d'un "*vaccin efficace contre le variant Omicron qui circule majoritairement sur le territoire*", souligne Sarah Sauneron.

Côté grippe, trois vaccins sont disponibles : le Fluarix Tetra, développé par le laboratoire GSK, le Vaxigrip Tetra, produit par Sanofi, et l'Influvac Tetra du laboratoire Viartis Santé. Ils peuvent être injectés dès l'âge de 6 mois et être utilisés indifféremment, quelle que soit la cible, précise l'assurance-maladie (Nouvelle fenêtre). Au total, "*13,9 millions doses de vaccins seront livrées*", assure Sarah Sauneron, ajoutant que "*si les besoins venaient à être supérieurs, un système de pré-réservation sera possible*". francetvinfo.fr 15 oct. 2024

J-C – Il n'y a plus que les fœtus qui sont épargnés par ces monstres, pendant combien de temps encore ?

L'enfer de la guerre impérialiste et coloniale ou la barbarie capitaliste à l'œuvre.

Un démenti à ceux qui ont prétendu que les missiles iraniens n'avaient pas atteint leurs cibles (dont le Réseau Voltaire).

Un missile iranien détruit un radar israélien d'une valeur de 500 millions de dollars - reseauinternational.net 14 octobre 2024

Les médias d'État iraniens ont publié de nouveaux détails sur une opération du Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI), dont le nom de code est «*Vada-e Sadeq 2*», qui aurait abouti à la destruction de l'une des installations militaires les plus coûteuses d'Israël. Selon ces rapports, les militaires iraniens ont réussi à désactiver un radar en bande X situé au cœur de Tel-Aviv, ce qui a joué un rôle clé dans le succès de l'opération.

Selon la télévision d'État iranienne, avant de lancer l'attaque principale, les unités du CGRI ont pris pour cible un radar que l'armée israélienne avait dissimulé dans un parc de Tel-Aviv. Il s'agit d'une étape importante de l'opération, car la destruction du système d'alerte précoce prive Israël de la possibilité de réagir à temps aux attaques ultérieures.

Selon des sources iraniennes, les Israéliens ont installé une fausse copie du radar près de la base aérienne de Nevatim pour tenter d'induire l'ennemi en erreur. Toutefois, les unités du Corps des gardiens de la révolution islamique ont réussi à déjouer la ruse et à frapper le vrai site.

Ce radar à bande X, d'une valeur de 500 millions de dollars, est l'une des technologies militaires les plus coûteuses au monde. En comparaison, son prix équivaut au coût de 83 chars Merkava, ce qui souligne l'importance stratégique de cette installation pour le système de défense israélien. La destruction du système aurait été un facteur important dans le succès des attaques de roquettes ultérieures sur le territoire israélien.

Source : Avia.pro

<https://avia.pro/news/iranskim-raketnym-udarom-unichtozhen-izrailskiy-radar-stoimost-500-mln-dollarov>

Pakistan.

Le Pakistan place Israël et Netanyahu dans la liste des terroristes - Réseau International 14 octobre 2024

Les autorités pakistanaises ont qualifié Israël d'État terroriste et le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu de criminel de guerre au regard du droit international. C'est ce que révèlent les informations partagées hier par le journal Dawn. Shahbaz Sharif, le conseiller aux affaires politiques du Premier ministre pakistanais, Rana Sanaullah, le ministre de l'Information et de la Radiodiffusion, Attaullah Tarar, et des représentants du parti Tehrik-e-Libbeyk Pakistan (TLP) ont tenu une conférence de presse commune à Islamabad, la capitale du pays.

Cités par ce média pakistanais, les officiels pakistanais ont expliqué qu'en commun accord, après les manifestations en soutien à Gaza, le gouvernement pakistanais a décidé de reconnaître officiellement le Premier ministre israélien comme un terroriste et d'inviter la communauté internationale à faire de même.

Le Pakistan assure notamment vouloir accélérer le soutien aux victimes palestiniennes des atrocités israéliennes en fournissant davantage d'aide humanitaire à Gaza. Il a annoncé que plus de 1000 tonnes de nourriture et de médicaments seraient expédiées en Palestine et que le gouvernement avait également accepté de fournir une assistance médicale au peuple palestinien et d'envoyer du personnel médical dans la région.

Par ailleurs, des dispositions seront prises pour permettre aux blessés palestiniens de venir au Pakistan pour y être soignés. Sanaullah a qualifié Israël d'État terroriste et le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu de criminel de guerre au regard du droit international, et a déclaré que le Pakistan utiliserait tous les moyens possibles pour aider les Palestiniens et condamner Israël. Exigeant que Netanyahu soit poursuivi, Sanaullah a ajouté que *«Netanyahu est un terroriste et un auteur de crimes de guerre. Netanyahu est responsable des atrocités commises par Israël en Palestine. Nous le qualifions de terroriste et demandons à la communauté internationale de reconnaître le Premier ministre israélien Netanyahu comme un terroriste»*.

Un comité est formé pour identifier et boycotter les entreprises qui soutiennent Israël *«Nous boycotterons non seulement Israël, mais aussi tous les produits associés à Israël et les entreprises qui sont directement ou indirectement impliquées dans ces atrocités ou qui les aident»*, a insisté Sanaullah, annonçant qu'un comité avait été formé pour identifier les entreprises qui soutiennent financièrement les attaques d'Israël contre Gaza et pour interdire les produits de ces entreprises. Il a appelé la communauté internationale à tenir Netanyahu responsable de ses actes et à le traduire en justice.

L'Irlande prévoit de réduire ses liens commerciaux avec Israël - Euronews 17 octobre 2024

L'Irlande prévoit de réduire ses liens commerciaux avec Israël. Le Premier ministre Simon Harris a déclaré vouloir interrompre toute transaction économique impliquant des produits originaires de la Cisjordanie occupée.

Jusqu'à présent, seules l'Espagne et l'Irlande ont révisé les conditions de leur accord commercial avec Israël au sein de l'Union européenne. Euronews 17 octobre 2024

Ils ne peuvent plus le nier.

Liban: la Finul affirme qu'un char israélien a tiré une nouvelle fois sur une de ses positions - BFMTV 17 octobre 2024

La Force intérimaire des Nations unies au Liban (Finul) a affirmé ce mercredi 16 octobre qu'un char israélien avait ouvert le feu sur l'une de ses tours de guet dans le sud du Liban, où ses Casques bleus sont déployés.

Des Casques bleus "*postés près de Kfar Kila ont observé un char israélien de type Merkava tirer sur leur tour de guet. Deux caméras ont été détruites et la tour endommagée*", a déclaré la Finul dans un communiqué, en déplorant des "*tirs directs et visiblement délibérés*" sur l'une de ses positions. BFMTV 17 octobre 2024

Ils n'ont vraiment rien à envier aux nazis.

La mort de Shaban al Dalu, jeune Gazaoui brûlé vif après un bombardement israélien sur l'hôpital Al-Aqsa, émeut le monde entier - huffingtonpost.fr 16 octobre 2024

La vidéo a fait le tour du monde. Lundi 14 octobre, Israël a bombardé un camp de réfugiés situé à proximité de l'hôpital Al-Aqsa à Deir al-Balah, dans la bande de Gaza, faisant plusieurs dizaines de blessés et tuant au moins quatre personnes. Parmi elles, Shaban al Dalu, un jeune Palestinien de 19 ans dont la mort a été filmée par plusieurs témoins présents sur place.

Les images, insoutenables, montrent Shaban, tenté de s'extraire de l'incendie et des débris du bombardement. « *Des gens sont en train de brûler devant nous !* », hurle Saleh Al-Jafarawi, un vidéaste palestinien qui capture la scène, au milieu des cris.

Shaban al Dalu, étudiant en génie informatique qui allait fêter ses 20 ans, avait trouvé refuge dans ce camp pour se remettre d'une blessure 10 jours auparavant. Au moment du bombardement, il était en compagnie de sa famille. Si son père et ses frères et sœurs ont survécu à la frappe, sa mère a également été tuée.

« *Je ne faisais que crier : "Mon frère est en feu ! Mon frère est en feu !"* », a témoigné le petit frère de Shaban, Mohammed, auprès de SkyNews. « *Mon frère était en train de brûler sous mes yeux et je ne pouvais rien faire pour l'aider. C'est un sentiment indescriptible.* » Son cousin de 14 ans, Tasnim, a déclaré : « *Je ne comprends vraiment pas ce qu'on a fait pour mériter ça. Nous sommes des familles déplacées. On bouge d'un endroit à un autre, c'est tout ce qu'on peut faire. Qu'est-ce qu'on a fait de mal ?* »

Pas de lieu sûr à Gaza, Israël brûle vifs les déplacés - Al-Manar 15 octobre 2024

Dans la nuit de dimanche à lundi 14 octobre, l'aviation de l'occupation a brûlé vifs des dizaines de déplacés qui s'étaient réfugiés dans la cour de l'hôpital Martyrs d'Al-Aqsa, au centre de Gaza.

Source : Al-Manar

La vidéo (je l'ai téléchargée):

<https://twitter.com/i/status/1846212944939356287>

Gaza: Israël accusé d'avoir utilisé des civils comme boucliers humains - BFMTV 17 octobre 2024

Selon des informations du *New York Times*, l'armée israélienne aurait utilisé des Palestiniens comme boucliers humains dans la guerre dans la bande de Gaza.

Selon le quotidien américain, des unités de l'armée israélienne réparties dans cinq villes du territoire palestinien ont contraint des civils à effectuer des tâches telles que la recherche d'explosifs ou le repérage à l'intérieur de tunnels du Hamas, dans le but de protéger les soldats.

Le *New York Times* a notamment cité un adolescent, alors âgé de 17 ans, qui a déclaré que des soldats israéliens l'avaient forcé à marcher menotté devant eux pour rechercher des explosifs, avant d'être relâché sans qu'aucune charge ne soit retenue contre lui. BFMTV 17 octobre 2024

Liban : le maire de Nabatieh tué dans une série de frappes israéliennes sur sa ville - RT 16 oct. 2024

Ce 16 octobre 2024, des frappes israéliennes ont ciblé la ville de Nabatieh, située dans le sud du Liban, entraînant un lourd bilan. «*Le maire de Nabatieh a été tué dans l'attaque, ainsi que plusieurs autres personnes*», a déclaré Howaida Turk, gouverneur de la région. Elle a qualifié l'événement de «*massacre*» et rapporté que les frappes avaient touché des bâtiments municipaux ainsi qu'un centre médical. Le ministère de la Santé libanais a annoncé un bilan provisoire de six morts et plus de 40

Fortes tensions diplomatiques

La situation diplomatique se tend également entre Israël et plusieurs chancelleries européennes. Selon le gouvernement italien, les 16 pays de l'Union européenne participant à la Force intérimaire des Nations unies au Liban (Finul) ont annoncé ce 16 octobre leur intention d'exercer une «*pression maximale aux niveaux politique et diplomatique*» sur l'État hébreu afin d'éviter de «*nouveaux incidents*».

Comme l'a précisé Rome, cette décision a été prise lors d'une réunion par visioconférence de leurs ministres de la Défense. Paris a réaffirmé son engagement en faveur du maintien de la Finul, mais a également demandé aux organisateurs du salon Euronaval de ne pas accueillir de «*stands ni exposition de matériels*» israéliens lors de l'édition prévue en novembre à Paris.

Cette décision, annoncée ce 16 octobre par les organisateurs du salon, a été qualifiée dans la foulée de «*honte pour la nation française et pour les valeurs du monde libre*» par le ministre israélien de la Défense, Yoav Gallant.

À Londres, lors de la séance hebdomadaire de questions au Premier ministre à la Chambre des communes, Keir Starmer, a fait savoir que son gouvernement «*examinait*» de possibles sanctions contre les ministres israéliens Bezalet Smotrich et Itamar Ben Gvir, à la suite de propos «*sans aucun doute odieux*», «*ainsi que d'autres actions très préoccupantes en Cisjordanie et à travers la région*». RT 16 oct. 2024

Israël attaque les Nations unies par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 15 octobre 2024

Contrairement à une idée reçue, l'Assemblée générale des Nations unies n'a accepté l'adhésion d'Israël que sous condition (résolution 273). Or, Tel-Aviv n'a jamais respecté ses engagements. Il refuse d'appliquer 229 résolutions du conseil de Sécurité et de l'assemblée générale. Il vient de déclarer une agence de l'ONU «*organisation terroriste*», a appelé à raser son siège à New York, a désigné persona non grata son secrétaire général António Guterres, et vient d'attaquer quatre fois les forces de l'ONU au Liban (FINUL), blessant deux casques bleus.

Par Thierry Meyssan

Lors du retrait britannique de la Palestine mandataire (c'est-à-dire de la Palestine placée par la SDN sous l'administration provisoire du Royaume-Uni), le 14 mai 1948, le Conseil général sioniste, émanation de la Haganah (c'est-à-dire la principale milice de la communauté juive immigrée), proclama unilatéralement l'indépendance de l'État d'Israël. Elle fut annoncée par le président de l'Agence juive (c'est-à-dire l'exécutif de l'Organisation sioniste mondiale).

Il importe ici de préciser que l'occupant britannique ne se retira que d'environ un quart de la Palestine mandataire. Il avait déjà officiellement quitté les trois autres quarts, constituant la Transjordanie mandataire, future Jordanie.

Après quelques jours de réflexion, l'assemblée générale des Nations unies décida de reconnaître le nouvel État, non sans avoir souligné qu'en principe, ce n'était pas à une milice, la Haganah, de proclamer un État, même si cette proclamation venait combler le vide du départ de l'autorité mandataire, c'est-à-dire des Britanniques. L'assemblée générale avait bien noté que la proclamation d'indépendance ne disait rien du régime de cet État (théocratie ou république), ni de ses frontières. Elle entendait poursuivre son plan en vue de la création d'un État binational, à la fois arabe et juif, sans continuité territoriale entre les deux entités (Jérusalem et Bethléem ayant un statut international). Elle avait été rassurée par la référence du nouvel État à «*une complète égalité de droits sociaux et politiques à tous les citoyens sans distinction de croyance, de race et de sexe.*»

Dès le lendemain de l'indépendance, l'Égypte, l'Irak, la Transjordanie, le Liban, la Syrie et le Yémen envoyèrent leurs armées en Palestine. L'histoire officielle assure aujourd'hui que ces six pays (les «*arabes*», comprenez les «*musulmans*») n'acceptaient pas un État juif, alors que cinq d'entre eux s'opposaient à la colonisation juive après la colonisation britannique et que le sixième soutenait Israël. La religion n'était un problème que pour Izz al-Din al-Qassam, les Frères musulmans et le mufti nazi Mohammed Amin al-Husseini. Identiquement, la propagande assure que ces armées furent battues en brèche par la valeureuse armée israélienne, sous-entendu «*depuis le premier jour, les juifs sont moralement supérieurs aux arabes*». La réalité fut tout autre. La guerre

mondiale venait de se finir et aucun de ces pays, hormis la Transjordanie, n'avait d'armée digne de ce nom. Leurs troupes étaient exclusivement formées de volontaires. En outre, l'armée transjordanienne, qui mit fin au conflit, se battit du côté d'Israël contre les autres arabes. En effet, la Transjordanie, toujours sous influence britannique, espérait empêcher la création d'un État palestinien et annexer son territoire. Son armée n'était autre que celle des Britanniques (la « *Légion arabe* ») et était toujours placée sous le commandement du général John Bagot Glubb (alias « *Glubb Pacha* »). Ce sont les Transjordaniens (en fait les Britanniques) et non pas les Israéliens qui ont vaincus les autres armées arabes. Au cours du conflit, son souverain, le roi Abdallah Ier a d'ailleurs été proclamé « *roi de Palestine*. »

Durant ce conflit, les forces israéliennes, laissèrent les Britanniques de Transjordanie se battre contre les arabes et appliquèrent quant à elles le Plan D (en hébreu : Plan « *Dalet* »). La Haganah entendait en effet partager le moins de territoires possibles avec la Transjordanie. Les forces israéliennes importèrent illégalement des armes de Tchécoslovaquie (déjà dirigée par les communistes), probablement avec l'accord de l'URSS, prétendument pour lutter contre la colonisation britannique, en réalité pour expulser les Palestiniens. C'est la Nakba (catastrophe). 750 000 Palestiniens (soit entre 50 et 80 % de la population) sont déplacés de force.

Israël demande et obtient, l'année suivante, son adhésion aux Nations unies. À cette époque aucun État décolonisé n'en fait partie. Les pays sous influence anglo-saxonne y sont majoritaires. Cependant ils n'acceptent Israël que sous condition. Dans sa résolution 273, l'assemblée générale de l'ONU fait référence à un engagement écrit du ministre des Affaires étrangères du gouvernement provisoire d'Israël, Moshé Shertok, par lequel il « *accepte sans réserve aucune les obligations découlant de la Charte des Nations Unies et s'engage à les observer du jour où il deviendra Membre des Nations Unies* » [1].

À ce jour, Israël n'a pas respecté cet engagement et ne s'est pas conformé à 229 résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale. Son adhésion pourrait donc être suspendue à tout moment.

Au cours des derniers mois,

- Le ministre israélien des Affaires étrangères, Israël Katz, a déclaré le 23 mars que l'ONU était devenue « *une organisation antisémite et anti-israélienne qui abrite et encourage le terrorisme* ».
- Israël a mené campagne contre une agence des Nations unies, l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), l'accusant d'être au service du Hamas. En juillet dernier, la Knesset a adopté trois lois (1) interdisant à l'UNRWA d'opérer sur le territoire israélien (2) privant son personnel des immunités diplomatiques (3) la déclarant organisation terroriste.
- Le représentant permanent d'Israël aux Nations unies, Gilad Erdan, a déclaré lors de la fin de son mandat, en août dernier, parlant du siège de l'ONU à New York, que « *cet édifice doit être rasé de la surface de la Terre*. »
- Le ministre israélien des Affaires étrangères, Israël Katz, a déclaré le secrétaire général des Nations unies, António Guterres, persona non grata.
- Les Forces de Défense d'Israël (FDI) ont délibérément visé les soldats de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL), blessant deux « *casques bleus* » sri-lankais.

Ce qu'il faut retenir :

- Israël n'a pas été créé par son peuple, mais par son armée.
- La première guerre israélo-arabe n'a pas été gagnée par les Israéliens, mais par les arabes de Transjordanie sous commandement britannique.
- En adhérant aux Nations unies, Israël s'était engagé à en respecter toutes ses résolutions, ce qu'il n'a jamais fait 229 fois.
- Après la Palestine, le Liban, la Syrie, l'Iraq, le Yémen et l'Iran, le gouvernement Netanyahu a ouvert un huitième front, contre les Nations unies cette fois.

[1] « *Admission d'Israël à l'Organisation des Nations Unies* », Réseau Voltaire, 11 mai 1949.

Israël, un pur produit de l'empire colonial britannique dirigé par des sionistes.

En l'honneur de la vérité, de la mémoire et de la justice ; chronique de Palestine par Salman Abu Sitta - 15 octobre 2024

Le discours qui suit a été prononcé le 8 novembre 2022 par le Dr. Salman Abu Sitta, à l'Université d'Edimbourg. L'événement était co-organisé par RACE.ED – un réseau inter-universitaire concerné par les études sur la notion de race, la racialisation et le décolonialisme à l'Université d'Edimbourg et l'Institut Kenyon, CBRL – Jérusalem.

Dans sa communication, Dr. Salman Abu Sitta s'adresse au fonctionnaire colonial britannique si peu honorable, Lord Arthur Balfour, et lance au gouvernement britannique d'aujourd'hui, un appel à la réparation et à la justice.

Mon père m'a dit que Churchill l'a assuré personnellement que la Grande-Bretagne respectait et affirmait leurs droits dans le district de Beer Sheba, leur propriété foncière et leurs coutumes traditionnelles.

Churchill lui a demandé de recourir à la paix et de ne pas soulever de rébellion contre les Britanniques. La déclaration de Churchill à mon père a été confirmée par un document officiel du gouvernement britannique.

Ce document a été présenté devant un tribunal israélien bien des années plus tard, en 2010. Un citoyen palestinien d'Israël à Beer Sheba, nommé Nuri Al Uqbi, protestant contre la confiscation de ses terres par Israël, a présenté ce document. Le tribunal israélien l'a rejeté au motif que Beer Sheba était vide de toute population. Personne n'y vivait...

Pour lire l'article en entier :

<https://www.legrandsoir.info/en-l-honneur-de-la-verite-de-la-memoire-et-de-la-justice-chronique-de-palestine.html>

Niger.

Niger : Niamey débaptise des rues et monuments aux noms français, dont une avenue de Gaulle - 20 Minutes/AFP 16 octobre 2024

Niamey continue de prendre des mesures symboliques à l'encontre de l'ancienne puissance coloniale avec laquelle les autorités sont en froid. La junte au pouvoir au Niger a ainsi débaptisé mardi plusieurs endroits historiques de la capitale portant jusqu'ici des noms évoquant la France.

« *La plupart de nos avenues, boulevards, rues [...] portent des noms qui rappellent tout simplement les souffrances et les brimades subies par notre peuple par l'épreuve de la colonisation* », a dénoncé le colonel-major Abdramane Amadou, le ministre de la Jeunesse et porte-parole du régime. « *Cette avenue qui portait le nom du général Charles de Gaulle est désormais baptisée "Avenue Djibo Bakary"* », a-t-il lancé, lors d'une cérémonie. Figure politique nigérienne, Djibo Bakary (1922-1998), a été un partisan de l'indépendance obtenue en 1960.

Quelques centaines de mètres plus loin, le monument dédié aux morts des deux guerres mondiales devient « *Bubandey Batama* » (« *A nos morts* » en langue djerma) et rend désormais « *hommage à toutes les victimes civiles et militaires de la colonisation à nos jours* ».

Mardi à Niamey, un monument a même été totalement refait : le portrait du commandant et explorateur français Parfait-Louis Monteil, gravé depuis des décennies dans un monument en pierre, est remplacé par une plaque à l'effigie de Thomas Sankara. L'ex-président du Burkina Faso voisin, tué dans un coup d'Etat en 1987, est une figure du panafricanisme dont le colonel Amadou a salué mardi la « *lutte de libération* » et « *d'émancipation des peuples* » qui « *continue encore d'inspirer les populations* ».

Enfin, la place de la Francophonie a été renommée « *place de l'Alliance des Etats du Sahel* » (AES), une confédération créée en 2023 avec le Mali et le Burkina Faso, deux voisins également dirigés par des militaires arrivés au pouvoir par des putschs et qui ont tourné le dos à la France. Les trois pays ont été suspendus par les instances de la Francophonie après les coups d'Etat. Désormais « *nous allons faire honneur à nos ancêtres* », a assuré le général Assoumane Abdou Harouna, le gouverneur de Niamey et figure du régime.

Le régime nigérien franchit ainsi une nouvelle étape dans la rupture avec la France, entamée depuis le coup d'Etat qui l'a porté au pouvoir le 26 juillet 2023. Le régime qui fait de sa souveraineté un pilier de sa politique accuse fréquemment Paris de vouloir le déstabiliser. 20 Minutes/AFP 16 octobre 2024

Représailles de la France coloniale.

Kemi Seba arrêté à Paris, ce que l'on sait - RT 15 oct. 2024

Kemi Seba, figure célèbre du panafricanisme, a été arrêté à Paris dans un restaurant du 15^e arrondissement alors qu'il était en compagnie de son collaborateur Cyrille Kamden. Cette arrestation, survenue le 14 octobre 2024, a rapidement été confirmée par plusieurs médias. Actuellement en garde à vue, l'activiste ferait l'objet d'une enquête pour des soupçons d'infraction à la réglementation sur l'entrée sur le territoire français.

D'après les premières informations, Kemi Seba serait entré en France le 10 octobre, en provenance d'Espagne, grâce à un passeport diplomatique nigérien. Il avait annoncé son retour pour promouvoir son nouveau livre, un événement qui a attiré l'attention sur les réseaux sociaux.

En juillet 2024, Kemi Seba a officiellement été déchu de la nationalité française, une décision prise par décret suite à ses prises de position jugées contraires aux intérêts de la France.

Selon lui, il s'agit d'entraver son combat contre la Françafrique. Quelques semaines plus tard, le 4 août 2024, le gouvernement militaire nigérien dirigé par le général Abdourahamane Tiani lui a octroyé un passeport diplomatique en signe de reconnaissance pour ses 25 ans de lutte panafricaine.

Seba voit dans ce document un acte de solidarité et un moyen de contourner la perte de sa nationalité française, qui, selon lui, visait à limiter ses déplacements et à freiner ses activités. RT 15 oct. 2024

Ukraine.

Guerre en Ukraine : Zelensky livre son « *plan de la victoire* », Moscou le calme aussitôt - 20minutes.fr/AFP 16 octobre 2024

Le président ukrainien Volodymyr Zelensky a dévoilé ce mercredi son « plan de la victoire » devant le Parlement ukrainien. Ce plan, qui figure à l'agenda de la réunion ministérielle de l'Otan jeudi à Bruxelles, est censé aboutir à une « *fin juste et rapide* » de la guerre courant 2025, Zelensky rejetant l'idée de céder des territoires à Moscou en échange de la paix, malgré un manque critique d'hommes et de ressources. Pour cela, le chef d'Etat ukrainien réclame à ses alliés occidentaux des moyens de dissuasion non-nucléaires, la capacité de frapper en profondeur le territoire russe et une invitation à rejoindre l'Otan.

La diplomatie russe a ainsi accusé Volodymyr Zelensky de « *pousser* » les pays de l'Alliance atlantique à « *entrer en conflit direct* » avec Moscou. Moscou a également balayé les propositions du dirigeant ukrainien visant à obtenir le déploiement de moyens de dissuasion non-nucléaire en Ukraine. « *Le seul plan de paix, qui puisse être, c'est la compréhension par le régime de Kiev que sa politique est sans perspective et qu'il est nécessaire de se réveiller* », a déclaré Dmitri Peskov, porte-parole du Kremlin. « *Ce n'est certainement pas un plan, c'est un ensemble de slogans incohérents* », a asséné la porte-parole de la diplomatie russe, Maria Zakharova.

Les paroles sont signées du chancelier allemand Olaf Scholz mercredi. A contre-courant du discours de Volodymyr Zelensky, Olaf Scholz a appelé mercredi à « *tout faire* » pour empêcher la poursuite du conflit, y compris en discutant avec Vladimir Poutine, en concertation avec Kiev et les alliés de ce pays. Le temps est venu « *pour nous de tout faire, en plus de soutenir clairement l'Ukraine, pour trouver un moyen d'empêcher cette guerre de continuer* », a déclaré le chancelier devant les députés du Bundestag. 20minutes.fr/AFP 16 octobre 2024

Olaf Scholz prêt à discuter avec Vladimir Poutine pour mettre un terme à la guerre en Ukraine - BFMTV 17 octobre 2024

Olaf Scholz est prêt à échanger avec Vladimir Poutine, en concertation avec Kiev. "Si on nous demande: 'Allons-nous en parler avec le président russe?' nous disons 'oui c'est le cas'", a déclaré le chancelier allemand ce mercredi 16 octobre devant les députés du Bundestag. BFMTV 17 octobre 2024

Ukraine : 90 % des centrales thermiques ont été détruites ou endommagées, selon Chmyhal - RT 16 oct. 2024

«Les villes dépendant de grandes centrales thermiques sont les plus vulnérables. La Russie a délibérément attaqué les centrales thermiques et les centrales thermoélectriques, détruisant ou endommageant près de 90 % de la production d'énergie thermique ukrainienne. Notre objectif est de fournir aux habitants des villes d'autres sources de chaleur et d'électricité», a déclaré le 15 octobre le Premier ministre ukrainien Denys Chmyhal, sur sa chaîne Telegram.

Depuis la fin du mois de septembre, les médias ukrainiens et occidentaux affirment que l'hiver à venir pourrait s'avérer difficile à passer pour l'Ukraine. Le 10 octobre, le ministère ukrainien de l'Énergie avait annoncé sur sa chaîne Telegram qu'il ne serait pas en mesure d'«ici la fin de l'année» de connecter au réseau les 1GW de capacités de production électrique supplémentaires comme initialement prévu.

Le 20 septembre, la députée à la Rada d'Ukraine, Ielyzaveta Iasko, a mis en garde les Ukrainiens contre un hiver difficile dû à des pannes d'électricité prolongées et les a exhortés à *«ne pas se faire d'illusions»*.

Soutien à l'Ukraine : la fatigue des Occidentaux est «réelle», prévient le chef de la diplomatie finlandaise - RT 16 oct. 2024

Elina Valtonen, ministre finlandaise des Affaires étrangères, a confié au Financial Times (FT) que la lassitude croissante des Occidentaux vis-à-vis de leur aide à l'Ukraine «est réelle» et prend de l'ampleur.

«L'Ukraine bénéficie d'un soutien, mais est-il suffisant ? Telle est la question. [...] Beaucoup de pays aimeraient penser, surtout avec la guerre qui se prépare au Proche-Orient, qu'il serait bon de trouver une solution à la guerre menée par la Russie», a déclaré la ministre au FT.

Les partenaires occidentaux exercent une *«pression croissante»* sur Volodymyr Zelensky pour qu'il trouve une voie diplomatique vers un règlement du conflit, même s'ils craignent que la position de l'Ukraine soit *«trop faible pour obtenir un accord équitable à l'heure actuelle»*, écrivait déjà le *Financial Times* le 1er octobre, citant des diplomates européens.

Serbie.

Pourquoi la Serbie envisageait l'option de rejoindre les BRICS - RT 15 oct. 2024

Le vice-Premier ministre serbe Aleksandar Vulin, venu en Russie pour participer au sommet des BRICS qui se tiendra du 22 au 24 octobre dans la ville de Kazan, a accordé une interview à RT International. Il a expliqué pourquoi la Serbie envisageait l'option de rejoindre les BRICS et a raconté pourquoi Vladimir Poutine était populaire en Occident.

Dans quelle mesure l'aspiration de la Serbie à rejoindre l'Union européenne est-elle réelle ?

Aleksandar Vulin, vice-Premier ministre serbe : Je n'étais pas aussi eurosceptique avant de commencer à travailler avec les Européens. Une fois que je les ai rencontrés, vraiment rencontrés, je suis devenu très eurosceptique. Avant, j'avais quelques espoirs, quelques désirs. En rencontrant les autorités européennes à Bruxelles, je suis devenu très eurosceptique. Mais la politique de la majorité, l'opinion de la majorité des hommes politiques serbes est que nous devrions rejoindre l'Union européenne. Très bien. Je ne partage pas toujours cette opinion, mais je suis membre d'un gouvernement pro-européen et je fais ma part. Toutefois, il serait très irresponsable de ne pas envisager l'option des BRICS.

On dit qu'il s'agit d'une plateforme de discussion. Parfait. Donnez-nous la possibilité de les écouter et de les entendre. Les BRICS sont devenus une véritable alternative. Pour la première fois, il existe une véritable alternative, une alternative très excitante. Pour adhérer à l'Union européenne, par exemple, il faut se trouver sur le sol européen, à sa frontière. Ce n'est pas le cas avec les BRICS, il s'agit donc d'une plateforme très novatrice. Je suis fermement convaincu que nous partageons des valeurs communes. C'est encore plus important que de partager des frontières.

L'une des raisons pour lesquelles je suis si enthousiaste à propos des BRICS est que personne ne demande à la Serbie de faire quoi que ce soit. Personne ne nous demande de modifier notre loi électorale, par exemple, ou de légaliser le mariage homosexuel. Non, personne ne nous demande rien. On nous dit : *«D'accord, c'est votre façon de vivre. Vous vivez comme vous voulez, de la manière dont vous pensez qu'elle est bonne pour vous.»* Et les BRICS nous offrent bien plus que ce que nous demandons. Imaginez ce marché : 51% du gaz, 47% du pétrole.

Leur PIB est supérieur à celui du G7. Et ils ne nous demandent rien, politiquement parlant. Je suis donc très enthousiaste. J'aimerais en savoir plus. Les Serbes veulent-ils rejoindre les BRICS ? Il est trop tôt pour le dire. Je ne peux pas le dire. Mais je peux dire que nous voulons examiner cette opportunité. Pour la première fois, nous avons une véritable opportunité, nous avons une véritable alternative à l'Union européenne.

De plus, personnellement, je ne suis pas sûr à 100% que l'Union européenne veuille vraiment accepter la Serbie, une Serbie orthodoxe et libre. Je n'en suis pas sûr. RT 15 oct. 2024

Etats-Unis.

Les élections aux États-Unis, une guerre interne contre le capitalisme financier

Dans l'élection présidentielle aux EU, le défi entre Harris-Walz et Trump-Vance devrait plutôt être défini comme un affrontement entre le capitalisme financier des " *Big Three* " et celui qui veut affaiblir son monopole. Sans s'embarrasser de l'opposition "*gauche*" - "*droite*".

Après l'annonce du retrait de Joe Biden de la course à la présidence, un conflit permanent au sein du capitalisme financier aux EU est apparu de plus en plus clairement. Je vais tenter de le résumer et peut-être même de le simplifier. Après le choix de Vance comme vice-président, après les prises de position de Musk, les rangs des partisans de Trump – et des financiers - grossissent. Des sujets qui renvoient à un capitalisme qui tente d'endiguer le pouvoir écrasant des Big Three, c'est-à-dire des superfunds, Vanguard, Black Rock et State Street, désormais résolument liés aux démocrates. Biden et Kamala Harris ont eu et ont encore dans leur équipe des personnalités issues de Black Rock. Un personnage comme Jamie Dimon, le PDG de J.-P. Morgan, la banque du superfunds, brandie par Trump, a longtemps été un candidat pour les démocrates. Le président de la Fed, avec le soutien de Yellen, a accompagné les stratégies de ces mêmes superfunds, en rachetant leurs ETF [Exchange Traded Funds, fonds d'investissement cotés qui suivent la performance d'un indice : ndlr]

<https://www.legrandsoir.info/les-elections-americales-une-guerre-interne-contre-le-capitalisme-financier.html>

Raytheon lourdement sanctionnée pour corruption sur des contrats d'armement au Qatar - AFP 17 octobre 2024

La société Raytheon, filiale du groupe américain d'aéronautique et de défense RTX, a passé plusieurs accords avec les autorités américaines en vertu desquels elle va payer plus de 950 millions de dollars pour, entre autres, fraude, corruption et violation de la législation sur l'armement.

Les autorités américaines ont également épinglé Raytheon pour avoir gonflé le prix de certains contrats et pour avoir falsifié des documents, avec pour conséquence un surcoût au détriment du Pentagone de plus de 111 millions de dollars. La société a aussi reconnu avoir fait payer le Pentagone deux fois pour le même contrat.

Ces pratiques se sont déroulées entre 2009 et 2020, certaines se situant dans une fourchette réduite de 2012 à 2016.

La SEC a expliqué, dans un communiqué distinct, que Raytheon avait utilisé de faux contrats avec un fournisseur pour verser, entre 2011 et 2017, près de deux millions de dollars de pots-de-vin à un militaire qatari et à d'autres responsables pour décrocher des contrats de défense avec le Qatar.

Elle ajoute qu'entre le début des années 2000 et 2020, la société américaine a versé "plus de trente millions de dollars à un agent qatari qui était un membre de la famille de l'émir du Qatar et qui (...) n'avait aucun antécédent en matière de contrat de défense".

Dans les échanges électroniques après la fermeture de la Bourse de New York, l'action RTX restait stable (-0,04%) après avoir terminé la séance en hausse de 1,74%. (Ouf ! - J-C)

Venezuela.

Nicolás Maduro accuse Elon Musk d'avoir dépensé un milliard de dollars dans la tentative de coup d'État au Venezuela - RT 15 oct. 2024

Nicolás Maduro, président du Venezuela, a déclaré que l'homme d'affaires Elon Musk aurait injecté « *au moins un milliard de dollars* » pour soutenir une tentative de coup d'État au Venezuela après les élections présidentielles du 28 juillet 2024. Cette déclaration a été faite lors de son intervention télévisée du 14 octobre dans l'émission Con Maduro Más, diffusée sur Venezuela TV.

« *Elon Musk a injecté une somme colossale, estimée à un milliard de dollars, pour renverser notre gouvernement, afin de provoquer une rébellion et d'inciter à la violence contre le processus électoral* », a-t-il précisé. Il a également accusé l'opposition d'extrême droite de chercher à semer la violence et la confusion après les résultats des élections pour l'empêcher de pouvoir exercer son nouveau mandat.

Le chef d'État a également accusé les États-Unis de soutenir cette tentative de coup d'État, qualifiant leur implication de « *conspiration permanente de l'empire nord-américain* ». Maduro a également insisté sur le fait que ces appels à la violence et à l'insurrection étaient relayés via les plateformes gérées par le milliardaire américain : « *Des appels à la violence, à l'incendie et au meurtre ont été lancés sur les réseaux sociaux d'Elon Musk* ». De plus, il a accusé Maria Corina Machado, une dirigeante du camp d'opposition, d'avoir été l'intermédiaire pour la réception des fonds, utilisés selon lui pour financer des « *groupes terroristes* ». RT 15 oct. 2024

Malaisie.

J-C – Ils consomment leurs richesses... et leur renvoient sous forme de déchets.

La Malaisie continue d'être la poubelle de l'Europe - Courrier International 17 octobre 2024

La Malaisie continue en particulier d'être inondée par des conteneurs venus d'Europe. En 2023, l'Union européenne (UE) y a ainsi envoyé 21 % de ses déchets plastiques (seule la Turquie en a réceptionné davantage, avec 22 %). Et surtout, ces expéditions étaient en hausse de 35 % par rapport à l'année précédente.

En 2023, l'UE a exporté 8,5 millions de tonnes de déchets recyclables (papier, plastique et verre) vers des pays non européens, une hausse de 34 % par rapport à 2022, indique Eurostat. Le volume de plastique acheminé vers la Malaisie s'est élevé à 283 000 tonnes en 2023, 99 000 tonnes de plus qu'en 2022.

Interrogé par le South China Morning Post, Yin Shao Loong, du Khazanah Research Institute, estime que l'UE fait preuve d'une grande hypocrisie. Car elle dénonce la déforestation à l'œuvre en Malaisie, liée en particulier à la production d'huile de palme, tout y en déversant ses déchets.

“L'Europe prétend qu'elle n'a pas la capacité, la technologie et les moyens financiers suffisants pour traiter tous ses déchets, ce qui dépasse l'entendement”, juge Yin Shao Loong.

Malgré les inquiétudes croissantes en Malaisie, les autorités hésitent en réalité à tirer définitivement un trait sur les revenus que procure cette filière, relève le South China Morning Post. Le pays a ainsi enregistré près de 200 millions de ringgits (environ 43 millions d'euros) d'investissements dans 55 projets de recyclage, qui ont créé plus de 3 300 emplois. Courrier International 17 octobre 2024

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 24 octobre 2024

Voilà qui résume bien la situation politique.

Quand en haut ils ne peuvent plus gouverner comme avant... Et en bas ?

Budget 2025 : le recours au 49-3 approuvé en Conseil des ministres « à titre préventif » - Le HuffPost 23 octobre 2024

Le gouvernement a donné son feu vert à l'utilisation du 49-3 sur le budget. Le doute subsiste toutefois sur le calendrier.

Toute la question est donc maintenant de savoir quand l'arme du 49-3 sera effectivement brandie. Dans les prochaines heures ? Ou les prochains jours ? Le HuffPost 23 octobre 2024

J-C - Et en bas ? Je vous laisse deviner. La moitié de la réponse figure ci-dessous et plus bas.

En famille, le NPF veille au « respect » des institutions antidémocratiques de la Ve République.

J-C - Avec de tels opposants, l'oligarchie peut dormir tranquille !

En remportant une nouvelle vice-présidence, la gauche renforce sa présence au Bureau de l'Assemblée nationale - RT 23 oct. 2024

La coalition des gauches à l'Assemblée nationale a obtenu une nouvelle vice-présidence et se renforce au sein du Bureau de l'institution. Une élection remportée le 22 octobre au détriment de la droite, victime de désaccords au sein du bloc central.

Le député écologiste Jérémie Iordanoff sur X le 22 oct. 2024 :

Élu vice-président de l'Assemblée nationale.

Je remercie l'ensemble des groupes du NFP et au-delà pour leur confiance.

Attaché au respect de notre institution, je ferai vivre au mieux le débat dans notre hémicycle.

Le Bureau de l'Assemblée nationale, déjà majoritairement composé d'élus du Nouveau Front Populaire, voit donc la gauche se renforcer dans cette institution. RT 23 oct. 2024

Cocorico Doliprane : Une énième mystification et manipulation.

Que les salariés de Sanofi défendent leurs emplois est normal, et nous les soutenons évidemment, mais ce n'est pas de cela dont il est question ici, en réalité pour ceux que les idéologues du capitalisme appellent la gauche et l'extrême gauche, c'est juste un nouvel exercice de social-patriotisme qui va leur permettre d'apparaître au côté de la réaction.

Le Parti des Travailleur s'inquiète dans l'éditorial de la Tribune des travailleurs : "*Aurons-nous du Doliprane demain ?*"

Pourrons-nous demain nous procurer du Doliprane en pharmacie ? La question est posée depuis que Sanofi – qui vient de recevoir plus de 200 millions du gouvernement – a annoncé la vente de sa filiale Opella, productrice du Doliprane, au fonds d'investissement américain CD&R. Au micro de France Inter, ce 15 octobre, un certain Ferracci, ministre de l'Industrie, se veut rassurant : le gouvernement va « *demander à Sanofi et au fonds d'investissement (...) des engagements sur l'emploi industriel* »... Et de préciser : « *Le Doliprane est produit quasiment exclusivement pour la France. 97 % des ventes de Doliprane se font en France, donc il y a intérêt à maintenir la localisation en France.* » 16 octobre 2024

Le PT, c'est le parti de l'aristocratie ouvrière et d'une certaine élite intellectuelle bien-pensante, qui pète dans la soie et qui sont coupés des couches les plus défavorisées de la classe ouvrière.

Je n'ai pu lire que le titre et le premier paragraphe de cet éditorial, j'explique pourquoi.

Jusqu'à une date récente on pouvait accéder gratuitement dans leur blog à l'éditorial de la Tribune des travailleurs, s'apercevant sans doute que certains s'en servaient pour critiquer leur orientation politique ou dénoncer leur collusion avec les opportunistes et le régime, ils le rendirent inaccessible et payant, 2€ pour l'équivalent de moins d'un tiers de page, un tarif exorbitant et dissuasif, 6 € la page ! Cependant on pouvait encore le lire au format image. Que cela ne tienne, une semaine après que je l'ai signalé à mes lecteurs, dorénavant il est flouté de sorte qu'on ne puisse plus le lire du tout. Quel acharnement malsain et révélateur à empêcher les travailleurs et militants à lire leur publication, n'est-ce pas ? Que craignent-ils donc de la confrontation des idées, qu'on démasque leur imposture, c'est déjà fait depuis longtemps.

Le POI et le PT ont liquidé tous les blogs que leurs militants ou sections avaient créés dans lesquels figuraient l'éditorial de leur hebdomadaire ou d'autres articles, et gare à ceux qui oseraient s'exprimer librement dans d'autres blogs ou tribunes sans la permission de leurs chefs, pire, critiqueraient publiquement leur ligne politique, ils seraient exclus sans ménagement. Rien à voir avec la conception du parti bolchevik de Lénine de la démocratie dans le parti, autant dire que le droit de tendance figurant dans le statut de leurs partis est destiné uniquement à ceux qui n'envisagent pas d'en user. Ils continuent de fonctionner comme les partis staliniens d'hier ou ils n'ont rien à envier aux sectes.

Durant la période de la dictature sanitaire de 2020-2022, quand il s'est agi de défendre la liberté des médecins de prescrire l'hydroxychloroquine ou l'ivermectine, le PT (tous les partis dits d'extrême gauche sauf peut-être le PRCF) fut aux abonnés absent ou plutôt il se rangea au côté de Macron et son ministre de la Santé qui préconisait le Doliprane qui était contre-indiqué contre la covid-19 selon certains médecins et professeurs en médecine. Ont-ils combattu le non remboursement des

médicaments homéopathiques, je n'en sais rien, sans doute que non les connaissant, pareil pour d'autres médecines alternatives à la médecine allopathique.

C'est quoi ce pataquès autour du Doliprane ?

En réalité il est commercialisé par d'autres trusts pharmaceutiques que Sanofi. Donc personne n'en manquera en France.

Le paracétamol est la molécule active du Doliprane, mais aussi du Dafalgan et de l'Effergal, ainsi que de nombreux autres médicaments commercialisés en France. On le retrouve également associé à d'autres substances actives dans certains remèdes (Actifed, Dolirhume, Fervex, Humex Rhume, Rhinofébral, Novacétol, Dafalgan Codéine, Codoliprane).

Ce sont des accroc de la pharmacopée allopathique de Big Pharma au détriment de la santé de la population, et des porte-parole zélés de la conception officielle (pasteurienne) de la médecine reposant sur une escroquerie, qui consiste à faire croire que des virus ou des bactéries seraient à l'origine d'épidémies ou de nombreuses maladies, alors que dans l'immense majorité des cas, je ne dis pas tous, en réalité, c'est plutôt l'état biologique ou la mauvaise santé des personnes qui les prédispose à la maladie. Ce qui n'est pas du tout pareil, car c'est la société telle qu'elle existe de nos jours ou plus précisément, le capitalisme qui est responsable de leur vulnérabilité.

En défendant les intérêts de Big Pharma, le marché pharmaceutique mondial a atteint 1 482 milliards de dollars de chiffre d'affaires en 2022, ils évitent de s'en prendre directement au capitalisme.

Il y a des organisations qui apparemment ne tiennent pas à ce que le niveau de conscience politique des travailleurs et des militants progressent ou qu'ils acquièrent un esprit critique hors de leur contrôle, et puis il y en a qui en font une priorité que nous partageons.

Comme le POI et le PT interdisent aux travailleurs et militants qui n'achètent pas leurs hebdomadaires (Informations ouvrière et la Tribune des travailleurs) d'accéder gratuitement à leur contenu sur Internet, je vous propose ceux de LO et du groupe GMI, disponible gratuitement au format pdf, qui contiennent un ensemble d'informations et d'analyses sur la lutte des classes internationale qui peuvent intéresser nos lecteurs, sans qu'ils soient obligés d'adopter leur ligne éditoriale ou les positions politiques de ces organisations, avec lesquelles je n'ai aucun lien, je tiens à le préciser. N'étant pas sectaire, j'estime que c'est mieux, que ne pas être informé du tout sur certains aspects de la lutte de classe des travailleurs dans le monde. Vous pouvez aussi opter pour Révolution communiste du GMI disponible gratuitement au format pdf.

Je signale également l'Anticapitaliste du NPA est également disponible gratuitement au format pdf, sans vous le conseiller tant ce parti est profondément dégénéré.

Lutte ouvrière du 18 octobre 2024

https://www.lutte-ouvriere.org/medias/journalnumero/fichiers/2024/10/2933-web_9ludd6i.pdf

Révolution communiste du GMI - septembre-octobre 2024

<https://groupemarxiste.info/documents/RC64.07.pdf>

En prime :

ABC du marxisme : la constitution - GMI 28 septembre 2024

<https://groupemarxiste.info/2024/09/28/abc-du-marxisme-la-constitution/>

Les opportunistes face à leurs contradictions.

La critique interne du capitalisme : l'interview de Hedges avec Monbiot - consortiumnews.com 18 octobre 2024

(Il s'agit d'une traduction automatique à partir de l'anglais avec quelques coquilles. - J-C)

Chris Hedges organise une très discussion intéressante avec Tuteur. Le chroniqueur George Monbiot parle de son nouveau livre sur le capitalisme et son incarnation moderne, le néolibéralisme. Monbiot considère à juste titre le capitalisme comme un « *mode d'organisation économique extrêmement coercitif, destructeur et exploiteur* ».

Le néolibéralisme, observe Monbiot, est apparu comme la réponse du capitalisme à son plus grand défi : la démocratie. (Ennemi, c'est mieux. L'approfondissement de la crise du capitalisme était devenu incompatible avec les acquis sociaux des travailleurs et leurs aspirations démocratiques, il fallait donc développer une idéologie et une stratégie politique qui permettent de s'y attaquer, de modifier le rapport de forces exclusivement en leur faveur de manière autoritaire... - J-C)

Après des siècles de lutte, les citoyens occidentaux ont réussi à obtenir le droit de vote. La classe dirigeante capitaliste était confrontée à un problème majeur. Les citoyens cherchaient à utiliser leur nouveau pouvoir politique pour obtenir d'autres droits, comme la protection des travailleurs. Les travailleurs se sont organisés en syndicats pour exiger une plus grande part de la valeur des biens qu'ils créaient. Ces nouveaux électeurs voulaient également une meilleure qualité de vie, notamment des week-ends libres et un logement décent, ainsi qu'un environnement exempt de polluants industriels qui contaminent (et contaminent toujours) l'air qu'ils respirent, la nourriture qu'ils mangent et l'eau qu'ils boivent.

Ces droits menacent intrinsèquement la maximisation du profit, l'objectif du capitalisme. (Tout à fait. - J-C)

Le néolibéralisme a proposé une solution. Il a cherché à rendre le capitalisme invisible aux yeux du public en le requalifiant d'« *ordre naturel* ». Comme la gravité, il a fini par être traité comme « *quelque chose qui était là, pas quelque chose qui avait été inventé par les gens* », comme le dit si bien Monbiot.

Les « *créateurs de richesses* » – les milliardaires qui profitent du bien commun – ont été transformés en dieux laïcs. Toute interférence dans le soi-disant « *marché libre* » – en fait, un marché qui n'est pas du tout libre, mais soigneusement manipulé pour bénéficier à une minuscule élite de riches monopolisateurs – a été considérée comme un sacrilège.

Un réseau de groupes de réflexion, financé secrètement par les milliardaires, a été créé pour fabriquer un consensus sur l'immuabilité et la bienveillance du capitalisme – un message qui a été amplifié avec enthousiasme par les médias appartenant aux milliardaires. (Il est même devenu philanthrope avec l'aide et la couverture des ONG. - J-C)

Au cœur de l'escroquerie au cœur du néolibéralisme se trouvait l'idée que toute dissidence, toute limite imposée à l'avidité rapace de la classe capitaliste, conduirait inexorablement au totalitarisme, au stalinisme.

Le capitalisme est devenu synonyme de liberté, d'innovation et d'expression de soi. Remettre en question le capitalisme était une attaque contre la liberté elle-même. Cette idée était au cœur de l'assaut incessant contre le mouvement ouvrier qui a pris plusieurs ampleurs pendant les années Thatcher-Reagan des années 1980. Les syndicats étaient présentés comme une menace pour le bon fonctionnement de l'économie, pour la croissance et pour la « *liberté* ».

C'est également à cette époque que la Commission trilatérale a été fondée par un groupe de hauts responsables politiques de Washington, désireux de s'attaquer à un problème qu'ils définissaient comme un « *excès de démocratie* ». Il convient de noter que l'actuel Premier ministre britannique, Sir Keir Starmer, a rejoint secrètement la Commission trilatérale vers 2017, alors qu'il était membre du cabinet fantôme du Parti travailliste. Il a été l'un des deux seuls députés - sur 650 - à être invité à en devenir membre au cours de cette période.

Starmer incarne la façon dont le néolibéralisme a rendu la politique parlementaire sans importance. Les électeurs britanniques, comme les Américains, ont désormais le choix entre deux courants radicaux du capitalisme. Le slogan de Margaret Thatcher, « *Il n'y a pas d'alternative* », a finalement porté ses fruits. (Question : la social-démocratie n'en porterait-elle pas l'immense responsabilité, au même titre que les staliniens du reste ? - J-C)

En pratique, nous sommes tous aujourd'hui des néolibéraux. Toute autre forme d'organisation de la société que celle que nous connaissons aujourd'hui – qui repose sur une consommation effrénée et nécessite une croissance économique insoutenable et sans scrupules – est devenue impossible à imaginer pour la plupart des gens. (Vous êtes sûr que ce ne serait pas plutôt pour que le capitalisme puisse compenser la baisse tendancielle du taux de profit, en privilégiant le volume, la quantité, encore faut-il trouver suffisamment d'acheteurs solvables ! - J-C)

Sur tout cela, l'argumentation de Monbiot est forte et claire.

Mais j'ai une question urgente pour ce critique du capitalisme : le Guardian Media Group Monbiot travaille-t-il pour une organisation de presse capitaliste ou non ?

Monbiot a toujours défendu son journal comme étant exceptionnel : le seul média d'entreprise soi-disant « *sympa* ». Il a dénoncé tous les autres médias aussi catégoriquement que le capitalisme. Mais il insiste sur le fait que *The Guardian* est différent. Comment ?

S'il a raison à propos du capitalisme, et je pense qu'il a raison, alors il est difficile de comprendre comment il n'en est pas arrivé à la conclusion que *The Guardian* est lui aussi un produit du mode d'organisation économique coercitif, destructeur et exploiteur du capitalisme.

The Guardian dépend de la publicité des entreprises. En d'autres termes, il doit satisfaire ses annonceurs, c'est-à-dire des annonceurs intégrés et enrichis par le système capitaliste.

The Guardian est détenu et géré par une société, le Guardian Media Group, qui est liée à un ensemble d'autres sociétés dont les intérêts économiques dépendent entièrement du succès d'un système capitaliste guidé par la consommation et le profit. (Certaines personnes crédules croient encore à tort que le journal appartient à une sorte de fiducie de charité plutôt qu'à une société à responsabilité limitée.)

Ceci dit *The Guardian* est profondément enraciné dans le système capitaliste occidental et explique pourquoi il a joué un rôle si central pour saccager et salir Jeremy Corbyn, le seul dirigeant d'un grand parti britannique de mémoire d'homme à avoir cherché à remettre en cause le statu quo néolibéral. (C'est aller un peu vite en besogne, on ne lui a pas laissé le temps d'en arriver-là, en admettant qu'il en aurait eu l'intention, ce qu'il est permis de douter fortement. – J-C)

Cela explique pourquoi le papier est si visible a aidé à détruire Julian Assange, le fondateur de Wikileaks Il a exposé comme personne d'autre les industries occidentales qui s'approprient les ressources naturelles et la guerre. Il l'a fait en mettant en lumière des documents officiels classifiés qui prouvaient les crimes de la classe dirigeante. (N'exagérez pas, on le savait déjà, il a eu le mérite de fournir une source indiscutable, c'est tout. – J-C)

Cela explique pourquoi *The Guardian* a été si inconsciemment faible en donnant une quelconque voix aux millions de Britanniques, dont beaucoup appartiennent à la gauche qu'il est censé représenter, qui sont choqués et consternés par le génocide perpétré par Israël contre la population de Gaza, et par la complicité totale des gouvernements britannique et américain.

Cela explique pourquoi *The Guardian* a été un fervent partisan d'une guerre entièrement évitable en Ukraine déclenchée par l'OTAN. L'expansion de la Russie depuis des décennies se rapproche de plus en plus de la frontière entre la Russie et l'Ukraine en raison des protestations de Moscou. C'est une décision que les experts occidentaux ont prise il y a longtemps. Cela signifierait à la Russie que l'Occident cherche la confrontation, saperait la confiance du Kremlin dans la possibilité de maintenir le principe de dissuasion nucléaire et provoquerait inévitablement une réaction tout aussi violente.

Cela explique pourquoi *The Guardian* a fait semblant de répondre aux inquiétudes concernant une catastrophe climatique imminente, tout en attisant activement les habitudes et les attentes des consommateurs qui rendent impossible la réduction des niveaux de CO2. (Vous reprenez le discours officiel alarmiste et entièrement fabriqué, frauduleux sur le climat. – J-C)

Et finalement, cela donne un sens à la raison pour laquelle *The Guardian* travaille très dur pour se présenter comme une publication uniquement de gauche et progressiste. Ce faisant, *The Guardian* est devenue la servante en chef du capitalisme. (Il l'a toujours été en fait. – J-C)

Lorsqu'un véritable dirigeant de parti de gauche émerge, comme Corbyn, *The Guardian* peut le malmener par la gauche beaucoup plus efficacement que des articles tels que *The Daily Telegraph* et *Le Daily Mail*, l'attaque bipartite contre Corbyn s'est avérée bien plus convaincante et crédible que si elle avait été menée uniquement par la presse de droite.

De même avec les guerres. Si *The Guardian* Si la presse de droite soutient la dernière guerre – comme elle le fait invariablement –, alors ces guerres doivent être une bonne chose, car la gauche et la droite sont d'accord. La presse de droite peut vendre la guerre à ses lecteurs sur la base de « *menaces terroristes* » et d'un « *choc des civilisations* », tandis que *The Guardian* peut le vendre aux lecteurs sur la base de « *l'humanitarisme* » ou de la nécessité de renverser le dernier « *nouvel Hitler* »

». (La droite et la gauche se sont toujours partagées les rôles, les deux faces de la même pièce. – J-C)

Le système capitaliste a besoin d'une société médiatique comme *The Guardian* ne serait-ce que pour empêcher un média véritablement indépendant, véritablement anticapitaliste et véritablement antiguerre de prendre pied dans l'espace public. (Tout comme il a besoin de la social-démocratie et du stalinisme pour empêcher la classe ouvrière de se doter d'une nouvelle direction révolutionnaire ou réellement socialiste. – J-C)

C'est aussi pourquoi *The Guardian* a joué un rôle central dans les efforts visant à attiser les craintes à l'égard du « populisme » — de droite comme de gauche — et des « fake news » sur les réseaux sociaux. Il dépeint la gauche progressiste, anticapitaliste et antiguerre comme étant des partisans de la complaisance envers les dictateurs, des auteurs de génocides et des antisémites avec autant d'enthousiasme qu'il dénonce la suprématie blanche de la droite trumpienne. Il excelle dans ce domaine, sa propre forme spécialisée de désinformation.

Ce qui nous ramène à Monbiot.

J-C - La suite de l'article très longue portait sur la corruption idéologique de *The Guardian*, réputé pour être de gauche pour les ignorants ou les opportunistes, de droite en réalité.

<https://consortiumnews.com/fr/2024/10/18/capitalisms-in-house-critic-hedges-monbiot-interview/?eType=EmailBlastContent&eId=e164b9c6-6612-4b26-80c8-b485c717fc26>

Comment caractérise-t-on une société qui adopte l'imposture et la barbarie comme normes ?

7 octobre 2024 par le Pr. Djamel Labidi - reseauinternational.net 18 octobre 2024

C'est bien connu. Le menteur ne se souvient pas de ses mensonges. C'est comme cela qu'il se fait souvent « coïncider ». C'est le cas pour l'affaire du mensonge, parmi bien d'autres, des « bébés décapités » lors de l'attaque du 7 Octobre 2023. Le récit israélien les a aujourd'hui étrangement oubliés.

Le président Biden, y avait apparemment cru un moment et s'est vite ravisé. Le mensonge était, celui-là, trop gros. Il n'y avait aucune image, aucun témoignage des parents, aucune inhumation publique, rien, un pur mensonge à la Goebbels. Aujourd'hui, un an après, on n'en parle plus.

Mais les bébés palestiniens brûlés vifs, fracassés, désarticulés, eux, sont bien réels. Il y a ceux débranchés des couveuses. Il y a aussi ceux alignés, par dizaines, emmaillotés dans leur petit linceul, comme de petites poupées de cire. Ce sont des centaines d'images dans nos yeux, dans les yeux du monde. Des images vraies, celles-là. Mais de ces bébés, les médias, complices de silence sur génocide, ne parlent pas.

«Le pogrom»

En ce 7 octobre 2024, les bébés, les enfants de Gaza sont le dernier des soucis du système dominant en Occident. C'est la grande messe médiatique sur «le pogrom du 7 Octobre 2023». Le mot «pogrom» a tout de suite été imposé comme élément du récit. Il a été répété, diffusé, matraqué par

les médias et les thuriféraires d'Israël. Imagine-t-on mot plus absurde, dans ce cas. Un pogrom c'est, d'après le dictionnaire *«des attaques violentes commises sur des juifs par des populations locales non juives et plus généralement une émeute sanglante dirigée contre une minorité ethnique ou religieuse»*. Or ici il s'agit avant tout d'une attaque contre le dispositif militaire d'enfermement de Gaza. Preuve en est, 300 militaires israéliens ont été tués selon les autorités israéliennes elles-mêmes. Pour les autres destructions de bâtiments sur les kibboutz, il est très vraisemblable qu'elles sont le fait des forces israéliennes puisqu'elles l'ont été par des armes lourdes, dont ne disposaient pas les attaquants de Hamas. Toutes les enquêtes indépendantes signalent que de nombreux Israéliens ont été tués par l'armée israélienne lors de son intervention. Jusqu'à ce jour, aucune commission d'enquête n'a été faite par le gouvernement israélien, ce qui soulève de nombreuses interrogations.

Et puis on joue ici sur les mots, *«attaques contre des juifs»*, évidemment puisqu'Israël est un État juif. Mais c'est un État, une armée, pas une minorité religieuse. S'il faut parler de pogrom, c'est au sujet de Gaza, pour la punir de s'être soulevée, révoltée, et en fait pour l'effacer. Le ghetto de Gaza s'est soulevé. A-t-on parlé de pogrom pour le soulèvement du Ghetto de Varsovie. Il faut être sérieux ! On a, là, la mesure de l'atmosphère incroyable d'intoxication mentale qui règne en Occident sur Israël. Bref les maîtres actuels de l'Occident estiment qu'ils peuvent faire croire à l'opinion occidentale ce qu'ils veulent.

Les Arabes, même pas une statistique

Ce 7 octobre 2024, sur tous les plateaux et chaînes sous contrôle, les commentateurs rivalisent de compassion pour Israël et de trémolos dans la voix pour les victimes. 1200 morts israéliens contre près de 50 000 morts et disparus et 100 000 blessés et mutilés pour les Palestiniens. Ça fait cher la vie israélienne à la bourse de la vengeance.

Le soir du 7 Octobre, la mairie de Paris éteint la Tour Eiffel en signe de deuil. Pas une allusion, pas un mot sur les victimes palestiniennes, et désormais aussi sur les milliers de libanais tués ou blessés. Pas une image les concernant dans les reportages.

On entendra même le porte-parole de l'armée israélienne féliciter, un gros média, BFM TV pour son reportage de ce jour en Israël. On en est ébahi. Il n'y a pas d'autre mot. Jamais l'information n'a été aussi partisane, militante, méprisante pour la vie non occidentale. Aucune empathie, pas une émotion, pour Gaza, pour Beyrouth, qui sont bombardés le même jour. S'ils faisaient, pour le peuple palestinien, pour celui du Liban, le millième de ce qu'ils font pour Israël... Dans ce monde de l'absurde qui emprisonne l'Occident, les Arabes, les musulmans, ne valent rien. Ils ne sont même pas des statistiques de pertes humaines. Ils sont une menace.

En fait, l'Occident, aujourd'hui, a finalement renoncé à parler au reste du monde. Le système qui le dirige ne veut plus, ne peut plus par ses médias et ses serveurs, qu'une chose : garder son influence sur l'opinion occidentale. Ils ne le savent pas encore, mais c'est déjà une défaite.

L'Antisémitisme

Ce sera aussi le thème de la journée. Là aussi comme un seul homme, sur tous les médias. En France, on aligne les statistiques d'*«agressions antisémites»* dans l'année. Comment ont-elles été établies ? Comment les vérifier ? Leur répétition, partout, sur toutes les chaînes de la médiacratie, fait office de vérité. Alors que chaque jour de la vie d'un Arabe, d'un noir, est gâchée par le racisme banal, quotidien. On prétendra que les juifs fuient la France alors que tout le monde voit, dans les aéroports israéliens, les queues du départ pour les pays occidentaux.

C'est une véritable campagne organisée par le système. Elle se poursuivra plusieurs jours. L'accusation d'antisémitisme est le dernier argument de l'Occident «sionisé». Il n'en a pas d'autre. Ils n'ont pas d'argument positif, une vision de progrès, de libération humaine. Ils ont peur. Ils craignent que leur opinion publique les lâche comme les signes en sont patents. Ils en sont arrivés à proposer, hors propos, aux USA, en France, des lois contre l'antisémitisme. Ils voient rouge dès qu'il s'agit d'une dénonciation d'Israël et même d'une simple critique. Ils n'ont même plus le sens de l'humour. Ils ont même fait la chasse à des humoristes, comme Dieudonné et d'autres qui dénonçaient les crimes d'Israël et son poids sur la vie politique française.

Le tropisme israélien

Ils renoncent même, pour l'amour d'Israël, aux sacrosaintes libertés, d'expression, de manifestation. On peut désormais être convoqué par la police pour «*incitation à la haine*» parce qu'on a brandi un drapeau palestinien.

Tout est fait pour assimiler antisionisme et antisémitisme. Cela permet de ratisser large. Un champion de la défense du sionisme, Elie Chouraqui se lance, ce 7 octobre, dans la charge habituelle contre le parti de la «France insoumise». Il affirme «*regardez comment Mélenchon parle des juifs de France*». Un participant au plateau TV lui fait remarquer que «*JL Mélenchon parle du sionisme, d'Israël, et non des juifs*». Il rejette d'un revers de main dédaigneux la remarque «*C'est une question de sémantique, c'est la même chose*».

Le jour avant, le 6 octobre, BH Lévy dit la même chose. Il accuse l'ex-Premier ministre français gaulliste, Dominique de Villepin, qui vient de dénoncer une nouvelle fois le génocide de Gaza ainsi que les bombardements sur le Liban, d'avoir «*la haine des juifs, dont Israël est le nom*»¹. On remarquera cette expression. Elle est totalitaire. «*Hors Israël pas de salut pour un juif*» énonce-t-elle. Il n'est pas laissé de place à un juif de vivre son identité et son histoire en dehors d'Israël. Le 7 octobre, l'ancien Premier ministre Manuel Valls, précise qu'«*être antisioniste c'est de manière confortable d'être antisémite*». Ils établissent donc une équivalence entre juif-Israël-sioniste. Ils se définissent et se revendiquent ainsi eux-mêmes comme intellectuels sionistes.

Qui les autorise à assimiler juif et Israël ? Les juifs ont été juifs pendant des siècles sans être israéliens et en étant de tous les pays où ils étaient, comme c'est le cas pour les hommes des autres religions, dans tous les pays où ils sont.

En France, sur la question d'Israël, le système politico-médiatique au tropisme israélien en est arrivé même à préférer un dirigeant israélien étranger, Netanyahu, à leur propre président, Emmanuel Macron. C'est dire.

Macron versus Netanyahu

Le 5 Octobre, à la clôture du 19eme sommet de la francophonie, le président Emmanuel Macron déclare : «*il n'est pas possible d'appeler chaque jour à nos côtés au cessez-le-feu et de continuer d'approvisionner Israël*» en armes. L'allusion aux États-Unis est claire. Position on ne peut plus logique.

Aussitôt les intellectuels ultra sionistes, toujours les mêmes, montent au créneau et envahissent des plateaux TV déjà acquis à leur tropisme israélien. Les mêmes, Elie Chouraki, Bernard Henry Lévy, Alain Finkielkraut, académicien, Arcady, un réalisateur de cinéma, Raphael Enthoven, présenté comme philosophe et essayiste etc. Pas très original d'être à la fois juif et sioniste.

Le lendemain de la déclaration du président Macron, Netanyahu réagit contre lui. Il déclare que lui «*mène la lutte de la civilisation contre la barbarie*» et promet la «*Honte*» à ceux qui comme Macron veulent «*désarmer Israël*». La campagne contre Emmanuel Macron est violente. Pourtant celui-ci a toujours été un soutien à Israël, parfois jusqu'à couvrir ses crimes, aux côtés des États-Unis, au nom de «*la légitime défense*».

Le 7 octobre, à Paris, le nom de Emmanuel Macron est hué par l'assistance pendant le discours au CRIF du nouveau Premier ministre Michel Barnier. Le CRIF (Conseil représentatif des institutions juives de France) reproche régulièrement aux autres «*d'importer*» le conflit israélo-palestinien en France. Mais n'est-ce pas lui qui le fait ?

Le 11 octobre, sur la chaîne LCI, L'invité est Alain Finkielkraut. La journaliste qui l'accueille avec déférence, Margot Haddad, énumère avec lui, les «*fautes*», de Macron : «*il n'a pas participé à la manifestation contre l'antisémitisme, il a critiqué les attentats au biper, il propose d'arrêter la livraison d'armes à Israël etc.*». Puis elle l'écoute religieusement parler longuement d'«*antisémitisme d'importation en France*». L'allusion aux Arabes et musulmans de France est évidente. Un véritable appel à la haine et la répression contre eux.

Entre la France et Israël, entre le président Macron et le premier ministre Netanyahu, les intellectuels sionistes français, les grands médias français qui les relaient, ont choisi apparemment leur camp. La logique du président Macron, et du monde entier, sur le lien entre le cessez le feu et l'arrêt de la livraison des armes, n'est pas manifestement la leur. Ce qu'ils disent est carrément délirant. L'un d'eux, Arcady, explique qu'un cessez le feu n'a pas de sens car «*avec qui le faire ?*» De même pour la solution à deux États dont il se déclare partisan du bout des lèvres : «*Avec qui la faire, des organisations terroristes ?!*» Puis il va jusqu'à s'écrier, horrifié, scandalisé qu'il y a «*des armes stockées à Beyrouth*». Un scoop ! On pourrait lui dire «*mais il y en a aussi en Israël*». Cela rappelle ces westerns américains, où on interdisait aux indiens d'avoir des armes, jusqu'à les avoir tous massacrés

En écho à Netanyahu, le mot «*barbares*» revient dans leur bouche à tous. Le propos est manifestement colonial et, même dans la droite ligne du vocabulaire fasciste. On n'a même pas à démontrer ce qu'ils sont ou sont devenus. Il suffit qu'ils parlent.

À les écouter, Israël tue les Palestiniens pour les libérer du Hamas, et les Libanais pour les libérer du Hezbollah. Le seul terme qu'ils emploient est celui d'«*organisations terroristes*». Les termes de palestinien pour Hamas et de libanais pour Hezbollah ne sont jamais prononcés. En somme, des sortes d'ovni, issus de nulle part, si l'on suit le récit israélien et des médias occidentaux affiliés.

Ils expliquent qu'Israël envahit le Liban pour en finir avec le Hezbollah, car c'est une «*organisation islamiste bien plus dangereuse*» que l'OLP. Ils versent, au passage, une larme bien sèche, de nostalgie sur celle-ci. Hilarant. Ils oublient simplement que c'était le même argument d'Israël lorsque l'OLP était au Liban, «*une organisation terroriste*». Israël a envahi le Liban pour en expulser l'OLP et les Palestiniens. Il les a massacrés à Sabra et Chatila. Il y est resté douze ans jusqu'à la fondation du Hezbollah qui l'en a expulsé.

Le dégoût

Entre le président français et le premier ministre israélien, toute la «*sionosphère*» française n'hésite, apparemment, pas un instant. Cela donne une idée de l'influence d'Israël sur la vie politique et médiatique française.

Aux dernières nouvelles, le 14 octobre, Emmanuel Macron rappelle à Netanyahu qu'«*il ne doit pas oublier que son pays a été créé par une décision de l'ONU*». Emmanuel Macron aurait-il caché un certain sens de l'humour. Le monde sioniste s'en étrangle de rage. Netanyahu, avec l'élégance et la finesse qu'on lui connaît, rappelle au président français et donc à la France les «*crimes de Vichy contre les juifs*».

Mais revenons à nos intellectuels sionistes et laissons le mot de la fin à Raphael Enthoven. Si on s'en souvient, le 5 novembre 2023, au tout début du génocide de Gaza, il avait dit «*qu'il n'y a pas d'autre option que de bombarder Gaza*», pour en conclure froidement que «*toutes les différences sont donc entre les victimes et les gens qui tuent*». Lui spécialiste de l'inversion, et qui accusait Hamas «*de prendre en otage la population palestinienne*», accuse désormais, JL Mélenchon «*de pratiquer l'inversion en qualifiant de terroristes les actes israéliens à la place de ceux de Hamas*». Et au Président Macron, «*de parler des bombardements de Gaza et du Liban et d'oublier ceux d'Irak et d'Afghanistan*». Étrange logique que celle de la justification de crimes par d'autres crimes. Au bout du compte, face à tous ces propos, on n'a même plus de sentiments de révolte ou d'indignation, on est pris de dégoût. Tout simplement de dégoût. reseauinternational.net 18 octobre 2024 (Depuis LFI a fait acte de repentance et a qualifié d'acte «*terroriste*» le soulèvement révolutionnaire du 7 octobre 2023 – J-C)

1 - Dominique de Villepin lui fera une réponse superbe :

<https://www.youtube.com/watch?v=UszQ8Oq5bz4>

Quelques commentaires publiés dans plusieurs blogs.

- Quel est le mobile ou l'objectif de ce genre d'article, qui semble avoir été construit pour uniquement laisser libre cours à une falsification et un amalgame ordurier ? Pour qui roule-t-il ? Les ennemis du socialisme, de tous les peuples.

- "*Et les dictateurs de l'histoire moderne, à l'instar d'Hitler, sont tous des socialistes, et ne sont qu'une autre façade, une autre marionnette mise en place quand l'obéissance des jeunes n'est plus acquise. Qui a financé le bolchevisme, le communisme, le capitalisme, tout comme le nazisme, le fascisme, et maintenant, le messianisme sémitique ?*"

Bolchevisme=communisme=capitalisme=nazisme=fascisme=sionisme, voilà la seule raison d'être de cet article, de la propagande antisocialiste.

Pour parvenir à mettre fin à tous ce qu'il dénonce fort justement du reste, cela présente l'avantage d'avoir un effet soporifique sur la vigilance des lecteurs, l'auteur nous dit qu'"*il existe une issue simple qui est le réveil des consciences*", puis, il nous appelle à faire "*une révolution*" ou à "*affronter directement, voire physiquement tous ceux qui orchestrent notre asservissement*", mais comme à aucun moment il ne s'agira de se doter d'une théorie révolutionnaire, d'un programme révolutionnaire, d'un parti révolutionnaire pour organiser, rassembler, guider les masses lors de ce combat afin de mener à bien cette "*révolution*", autant dire qu'elle ne fait pas vraiment partie de son programme.

En guise de "*réveil des consciences*" il vous endort et vous trompe, pire, lorsqu'il incite à un affrontement physique individuel, il cautionne le terrorisme ou les actions violentes aveugles qui

font le jeu de la réaction et que les masses condamnent... Organisez-vous dans une des organisations du mouvement ouvrier qui se réclament de la révolution socialiste.

- Surinterprétation d'une menace qui n'existe pas.

L'IA est à l'image du 0,1% et ne représente pas plus, elle fait l'objet de fantasmes et d'instrumentalisations. On s'emploie à faire croire qu'elle constituerait une menace, une de plus, alors qu'elle est quasi inexistante pour la population, je parle des 8 milliards d'habitants, et non des égocentrés hexagonaux hyper connectés et par conséquent décérébrés qui croient que le monde entier leur ressemble.

Une bonne nouvelle tout de même, à l'instar des hommes, « *l'IA ne «développera» jamais d'âme, ne possédera jamais d'âme* », tant mieux !

- Annie Lacroix-Riz reproche à Orwell d'avoir été antistalinien, et de s'être comporté comme tel avec ses amis intellectuels plutôt sociaux-démocrates ou conservateurs proches du pouvoir.

Nous nous ne lui reprocherons pas d'être stalinienne, c'est son droit, le tout est de l'assumer jusqu'au bout, ce qu'elle est incapable de faire, du coup dans cette mini-conférence de comptoir de café, elle dérape carrément, c'est à la mode en ce moment, chacun y va de sa crise d'autoritarisme ou de mythomanie aiguë, le grand délire, quoi.

Quelques précisions en préambule. Il ne faut pas se laisser impressionner.

Les archives se manipulent aussi, d'ailleurs, de quelles archives parlent-elles ? Qu'y a-t-il dans ces archives ? Qui les a alimentées ? C'est un peu comme les manuels scolaires, les encyclopédies ou les dictionnaires, il n'y figure que ce qu'on avait envie d'y mettre, et tout le reste est passé à la trappe, ce qui fera forcément l'objet d'une interprétation déformée de l'histoire, idéologiquement falsifiée. Ici, on est dans ce cas de figure.

Il y a les historiens qui s'en tiennent strictement à la description des faits tels qu'ils se sont produits dans un contexte donné, Marx et Engels par exemple, et il y a ceux qui s'emploieront à les manipuler en fonction de l'idéologie qu'ils ont adoptée, pour la justifier au détriment de la réalité ou de la vérité, ce qui est le cas ici à l'aide de surinterprétations, amalgames, faits tronqués, spéculations en tous sens, contrevérités ou mensonges grossiers, etc. tout y passe, écoutez, c'est sidérant. On se croirait aux 20H en mars 2020 !

Je ne vais pas encore monopoliser cette rubrique et abuser de la bienveillance des administrateurs de ce blog, j'en suis chaque fois gêné.

Rapidement ce que j'ai relevé aux trois quarts de cette vidéo, je n'ai eu le temps de regarder la suite, ce sera pour demain matin.

– Un amalgame Orwell-Koestler, puisque Koestler = agent des services secrets britanniques = CIA, vous en déduirez qu'Orwell en était un également, comme votre voisin peut-être, c'est la méthode policière de Lacroix-Riz.

– Elle fait un portrait abominable d'Orwell : raciste, misogyne, anti-ouvrier, "*le peuple le dégoûte*", il "*méprise les masses*", il n'était pas anti-impérialiste, c'était un moralisateur, il méprisait le parti travailliste (Labour) (à juste titre me semble-t-il), il a critiqué Gandhi (moi aussi, il était contre l'industrialisation de l'Inde que préconisait Nehru)...

– Elle dérape complètement : Orwell et sa femme étaient trotskystes, tu parles, les trotskystes le haïssent, il faut le savoir quand même. Elle raconte n'importe quoi. Elle est prise en flagrant délit.

– Le POUM agent de l'Allemagne nazi pour le compte de la police de Franco, on se croirait aux procès de Moscou des années 30.

– Andreu Nin était un flic, là, elle ne fait pas dans le détail et finit de se discréditer. Nin passé par la CNT, il participe à la création du POUM, il se rapproche de Trotsky puis rompt avec lui. Il est accusé de collusion avec l'ennemi par les staliniens pour avoir supposément fourni aux fascistes les plans des dispositifs de défense de Madrid et Barcelone. Les documents retrouvés en 1990 prouvent que l'accusation reposait sur un faux élaboré par le NKVD. (Wikipédia avec source à l'appui.)

Tout le reste était à l'avenant.

Elle profite de sa situation privilégiée pour influencer et tromper son auditoire. Elle n'arrête pas de mouliner et répéter, "*vérifiez-le vous-même*" sachant que personne n'ira vérifier quoi que ce soit, c'est très malhonnête comme procédé, cela relève de l'abus de pouvoir, elle fait partie des pires fossoyeurs du marxisme et du socialisme. La preuve.

Ses conférences sont diffusées par le Cercle Universitaire d'Etudes Marxistes (C.U.E.M.)

La collaboration tactique entre Trotsky et les nazis

https://www.cuem.info/?page_id=1246

Cela dépasse en imagination et en pourriture les mystifications des idéologues de l'oligarchie financière anglo-saxonne.

Pour remettre les choses à leurs places. A lire très attentivement, le passage après la lettre de George Orwell.

Malheureux comme Orwell en France (III) L'affaire de la « liste noire » (2)

<https://agone.org/orwell-grevin-2/>

- Annie Lacroix-Riz intervient devant un parterre de militants acquis à sa cause, donc elle se croit permise de déblatérer n'importe quoi, elle se lâche littéralement. Finalement, on n'a pas besoin de l'accuser de quoi que ce soit, elle le fait très bien elle-même, c'est excellent.

Comment procède-t-elle ? Elle va piocher dans les poubelles de l'histoire officielle des petits bouts qu'elle assemble ensuite pour en faire un récit conforme à son idéologie, pour ensuite déclarer : Voilà comment les choses se sont passées. Si vous la croyez sur parole, vous serez manipulé.

Ce qui nous intéresse chez Orwell, ce n'est pas ce qu'il aurait été ou ce qu'il aurait fait, mais le contenu de son ouvrage 1984 dans lequel il décrit avec une précision surprenante la mise en place d'une dystopie qui ressemble à s'y méprendre avec ce qui se déroule sous nos yeux depuis déjà quelques années.

Or, madame Annie Lacroix-Riz n'en a pas dit un mot, elle s'est attaquée uniquement à la personnalité d'Orwell et elle a totalement délaissé le contenu de son principal ouvrage, 1984. On est donc là en présence d'un règlement de compte, d'un procès d'intention caractérisé.

Il a encore fallu que cette hystérique évoque les hitléro-trotskyistes, autrement dit, le fondateur de l'Armée rouge aurait été un suppôt d'Hitler. Pourquoi porte-t-elle une telle accusation aussi grotesque ? Parce qu'il n'est pas possible de justifier autrement l'assassinat de Trotsky et la liquidation de la quasi-totalité des compagnons de Lénine par Staline, le stalinisme et tous ses crimes.

Annie Lacroix-Riz est littéralement fascinée par les services secrets et les élites, elle ferait mieux de s'en tenir à son rôle d'historienne, et de ne pas le mélanger avec sa propagande idéologique nauséabonde. Elle me fait penser à Thierry Meyssan qui est un remarquable journaliste d'investigation, mais qui est infréquentable sur le plan politique.

(En attente de publication ou éventuellement censuré – J-C)

- Réponse à Zéro.

Je crois surtout que les couches supérieures de la classe ouvrière, les éléments progressistes des classes moyennes se sont détournés de la version socialiste de la lutte des classes. Je ne mets pas en cause les milliers de militants qui combattent sincèrement quotidiennement au côté de la classe ouvrière.

J'ai observé un truc, chaque fois que j'évoque la nécessité impérieuse de s'organiser, j'essuie que mépris ou sarcasme, tout le monde s'en fout, c'est révélateur. Il n'y a même plus de débat théorique, or, sans armement théorique, c'est comme vouloir affronter un char les mains nues. Même arracher un accord de principe relèverait d'un exploit, c'est peu dire.

Où sont passés les enseignements de la lutte de classe du passé ? Imaginez un instant un scientifique qui se lancerait dans des recherches, et qui négligerait toutes les connaissances acquises par les générations antérieures, il aurait l'air de quoi, franchement, où cela le mènerait-il, nulle part ! Voilà où nous en sommes.

J'avais cru, que les expériences pénibles ou cruelles que nous avons vécues au cours des dernières années seraient salutaires, pas du tout, bien au contraire, comme vous l'avez fait remarquer à juste titre. Apparemment, on ne se pose pas les bonnes questions. Pourquoi ? On a l'impression que personne ne veut y réfléchir à fond. Vous avez beau vous exprimer le plus simplement du monde, personne ne semble comprendre de quoi vous parlez.

S'il en faudrait beaucoup plus pour me déstabiliser, je comprends qu'un travailleur ou un militant qui ne passe pas 24h/24 à se poser toutes ces questions soit démoralisé. À croire qu'il en faudra beaucoup plus avant que le mouvement ouvrier se recompose sur des bases saines, et se remettre en

ordre de bataille pour affronter et vaincre le capitalisme et ses institutions. En attendant, il faut redoubler de patience et essayer de partager nos idées, cela finira bien par se décanter un jour...

- Que dire de plus ? Nous sommes nombreux à enrager face à cette situation.

On ne va pas se lamenter sur le triste sort qui accable les Palestiniens, tous les peuples finalement à divers degrés, le nôtre aussi, ou je parle de la France avec sa classe ouvrière et ses classes moyennes se voient imposer des conditions d'existence somme toute épouvantables et une multitude de souffrances inutiles et injustes, surtout quand on pense à la vie formidable qu'on pourrait tous avoir si l'exploitation et l'oppression ne rythmaient pas tous les rapports sociaux de la société, on vivrait enfin libre et en paix. Ce système économique est à l'origine des malheurs qui accablent tous les peuples, le problème auquel nous sommes incapables de nous attaquer, or, on vient de lire ici comment s'en débarrasser :

– *« Il ne reste que la Résistance des peuples et ses organisations de libération »*.

S'organiser pour conquérir notre libération, tel est le fin mot de l'histoire. C'est le principal enseignement politique qui aurait dû être tiré de l'expérience des Gilets Jaunes, qui était condamnée dès le début faute d'organisation, dirigeants, programme, etc.

On ne mène pas une guerre désarmée, désorganisée, sans commandement, sans stratégie, il n'y a que des charlatans pour proposer un tel scénario. Ici et ailleurs, vous lisez beaucoup d'articles qui se terminent en vous appelant à vous unir et à vous organiser dans le mouvement ouvrier ?

Nous sommes le nombre, nous sommes invincibles. Si nous sommes organisés et unis, nous pouvons balayer tous les obstacles qui se dressent sur le chemin de notre émancipation. S'organiser dans des organisations qui ont adopté ces objectifs politiques dans leur programme, et qui combattent sur la base de cette orientation politique. Ils en existent, elles ne sont pas parfaites, rien n'est parfait, il ne faut pas demander l'impossible, à défaut de mieux, on doit s'en contenter, on n'a pas le choix, PT, PRCF, GMI, LO, etc. Je n'ose plus proposer mon courant politique, Le Socialisme.

L'essentiel, c'est ce qui nous unit, et non les désaccords que nous pouvons avoir ensemble.

L'essentiel, c'est d'aller jusqu'au bout, de ne rien céder à l'opportunisme, et de ne jamais lâcher le fil qui nous relie à notre objectif. Avec une détermination sans faille et incorruptible, une conviction inébranlable, un moral d'acier trempé, une méthode efficace pour interpréter le monde et nous guider, la victoire finale est à notre portée. Tout dépend uniquement de nous finalement, car personne ne mènera ce combat à notre place.

- Pignouf - Individu mal élevé, dépourvu de toute finesse, de toute délicatesse. Rustre.

(Le Grand Robert de la langue française)

Cela vous va à merveille (comme pseudonyme – J-C), bien que ce soit très incomplet ou bien en dessous de la réalité vous concernant.

- "juger comme vous le faites l'homme haïtien"

C'est tout ce que vous avez trouvé comme argument politique ? C'est bien vous ça.

Voilà un procès d'intention de la pire espèce, inspiré de la "gauche" la plus réactionnaire (social-libéral libertaire) qui a adopté le wokisme, que vous défendez du reste, et qui considère que critiquer les idées d'une personne de couleur, c'est du racisme, l'équivalent de l'amalgame entre l'antisionisme et l'antisémitisme en quelque sorte, ce qui est ordurier. Vous pourriez être chroniqueur à BFMTV.

J'avoue avoir ignoré l'origine de monsieur Renoncourt, parce que ce n'est pas un détail sur lequel je m'arrête, car voyez-vous, où je vis, je suis le seul occidental à peau claire, donc ce genre de question ne me vient jamais à l'esprit, et si c'est votre cas, c'est sans doute parce que vous avez un esprit pour le moins bien tordu ou pourri ! Il y a bien des "Blancs" à Pondichéry et à Auroville, mais je ne les connais pas et ils ne m'intéressent pas.

Dites-moi, les lecteurs du GS vous connaissent mieux que moi, et ce qu'ils pensent de vous est rarement à votre avantage d'après ce que j'ai pu lire, jamais même, au mieux, ils se moquent de vous ou vous prennent ouvertement pour un imbécile, ce qui a l'art de vous flatter, c'est dire à quel point vous l'êtes ! Dans le marais répugnant dans lequel vous baignez, à quoi vous servirait un "piédestal", puisque vous vous enfoncez très bien tout seul chaque fois que vous vous exprimez. J'ai en horreur les personnages qui parlent fort, qui abuse de la situation pour faire preuve d'autoritarisme, les dictateurs qui ont raté leur vocation.

Quand vous faites dans l'ignominie et le diffamatoire en me prêtant un état d'esprit colonial, vous ne faites que vous salir vous-même un peu plus, ce qui colle assez bien avec votre personnalité.

(En attente de publication ou éventuellement censuré – J-C)

- Aux administrateurs du blog *Le Grand Soir*

Visiblement vous avez censuré ma réponse à « *Pignouf* » (ci-dessus – J-C) où je le mettais en pièces ou à mort. En échange, vous lui avez demandé de publier un rectificatif, je me demande bien pourquoi, là je fais l'idiot.

Je publierai demain dans mon blog en guise de droit de réponse, le commentaire que je vous avais adressé, non pas que je veuille m'acharner à tout prix sur ce lecteur, j'estime simplement qu'il existe des principes qui doivent être respectés, et que ceux qui les violent délibérément ou intentionnellement s'exposent forcément à des représailles ou une sanction, qu'ils l'assument. Sinon c'est trop facile, n'importe qui peut déblatérer n'importe quoi sur n'importe qui en toute impunité, dans ces conditions toute discussion ou échange devient inconcevable.

(En attente de publication ou éventuellement censuré – J-C)

En complément.

Malheureux comme Orwell en France (III) L'affaire de la « liste noire » (2) - agone.org 26 février 2020

En 1997, le principal éditeur français d'Orwell, Ivrea-Encyclopédie des nuisances, édite une brochure, George Orwell devant ses calomniateurs. Quelques observations. Bien qu'antérieure à la diffusion en 2003 de la « liste d'Orwell », cette analyse donne l'essentiel de l'affaire (et en particulier le rôle des médias), qui tient moins aux faits et moins encore à la vie et à l'œuvre d'Orwell qu'à une attitude intellectuelle formée à « l'école stalinienne de la falsification »

Si l'école stalinienne de la falsification reste un modèle pour notre époque, c'est par son objectif principal, plus encore que par ses procédés particuliers. On sait, en effet, que la propagande totalitaire n'a pas besoin de convaincre pour réussir et même que ce n'est pas là son but. Le but de la propagande est de produire le découragement des esprits, de persuader chacun de son impuissance à rétablir la vérité autour de soi et de l'inutilité de toute tentative de s'opposer à la diffusion du mensonge. Le but de la propagande est fracassantes et sans suite, de sa confusion bruyante de tous les instants. Cependant, si chacun, là où il se trouve, avec ses moyens et en temps utile, s'appliquait à faire valoir les droits de la vérité en dénonçant ce qu'il sait être une falsification, sans doute l'air du temps en serait-il un peu plus respirable. C'est pourquoi nous jugeons nécessaire de répondre à la récente campagne de calomnies visant à présenter George Orwell comme un délateur.

L'article en entier :

<https://agone.org/orwell-grevin-2/>

— Celia Izoard, « Pourquoi fallait-il retraduire 1984 » (Blog Agone, 15 mars 2019)

<http://blog.agone.org/post/2019/03/18/Pourquoi-retraduire-encore-%C2%AB%C2%A01984-%C2%BB>

— Thierry Discepolo : « Préface inédite à l'édition québécoise de la nouvelle traduction de 1984 » (Blog Agone, 4 février 2019)

<http://blog.agone.org/post/2019/02/04/Pr%C3%A9face-in%C3%A9dite-%C3%A0-1%E2%80%99%C3%A9dition-qu%C3%A9b%C3%A9coise-de-la-nouvelle-traduction-de-Mille-neuf-vingt-quatre-de-George-Orwell>

— « Malheureux comme Orwell en France (I) Traduire de mal en pis » (Blog Agone, 27 avril 2019)

[http://blog.agone.org/post/2019/04/27/Entretiens-sur-la-r%C3%A9ception-francophone-d-Orwell-\(1\)-Traduire-de-mal-en-pis](http://blog.agone.org/post/2019/04/27/Entretiens-sur-la-r%C3%A9ception-francophone-d-Orwell-(1)-Traduire-de-mal-en-pis)

— « L'art de détourner George Orwell » (Le Monde diplomatique, juillet 2019)

<https://www.monde-diplomatique.fr/2019/07/DISCEPOLO/60049>

— Jean-Jacques Rosat, « 1984, une pensée qui ne passe pas » (En attendant Nadeau, 5 juin 2018).

<https://www.en-attendant-nadeau.fr/2018/06/05/1984-orwell-kamoun/>

Situation politique et sociale en France.

Sondage : Avec 78 % de mécontents, la popularité de Macron continue de s'effondrer - 20minutes.fr 20 octobre 2024

La défiance plutôt que la confiance. Dans le baromètre mensuel de l'Ifop pour le *Journal du dimanche*, Emmanuel Macron continue de s'enfoncer avec une cote de popularité à 22 %, soit 78 % de mécontents (+ 3 points).

Dans le JDD, Frédéric Dabi, patron de l'Ifop, pointe la vitesse à laquelle Emmanuel Macron s'enfoncé : « *Il a perdu 9 points depuis mai, dernière étude réalisée avant les européennes et l'annonce de la dissolution.* » Surtout, le chef de l'Etat peut de moins en moins compter sur son socle électoral. « *Les plus de 65 ans ne sont plus que 24 % à le soutenir (- 6) et les retraités 23 % (- 6)* », indique l'hebdomadaire. 20minutes.fr 20 octobre 2024

La fracture entre les français et Macron est consommée, confirme un sondage exclusif. Pour 84% les politiques doivent être pénalement responsables - France-Soir 14 octobre 2024

J-C - Bien qu'il faille se méfier des sondages comme de la peste, celui-ci comporte de très nombreuses questions, et les réponses à certaines d'entre fournissent des indications qui ne sont pas sans intérêt pour qui veut en savoir davantage sur l'état d'esprit actuel qui règne en France dans les différentes classes.

<https://edition.francesoir.fr/politique-france-economie/la-fracture-entre-les-francais-et-macron-est-consommee-confirme-un>

Martinique: rassemblement de plusieurs milliers de manifestants contre la vie chère - BFMTV 20 octobre 2024

L'État a annoncé avoir signé un accord notamment avec les distributeurs pour baisser de "20% en moyenne" les prix de l'alimentaire en Martinique. Pour le leader du RPPRAC, collectif à l'origine du mouvement, cet accord est un "échec".

"*Les choses ne font que commencer*": plusieurs milliers de manifestants, se sont rassemblés ce samedi 19 octobre à Fort-de-France, déterminés à poursuivre le mouvement contre la vie chère en Martinique malgré l'accord signé sur une baisse des prix de l'alimentaire. BFMTV 20 octobre 2024

Santé.

Docteur Knock ou comment ils changent "les règles" pour fabriquer de faux malades pour le compte de Big Pharma.

Une internaute - Ils ont encore abaissé les seuils de la tension artérielle.

Ce qui était jusque-là une tension artérielle normale (120/70) est aujourd'hui considérée comme « élevée ».

Toujours plus de malades potentiels qui s'ignorent...

La normalité correspond aujourd'hui à ce qu'on croyait être de l'hypotension artérielle. Mais ça se soigne aussi !

<https://x.com/GuillaumeBarucq/status/1846662442748645555>

<https://www.medscape.com/viewarticle/new-blood-pressure-guidelines-lower-treatment-target-2024a1000fvc?form=fpf>

Une internaute :

- C'est pareil pour la glycémie, il y a encore une quinzaine d'année on considérait qu'on était diabétique après 2 mesures matinales à 1.27, puis selon les recommandations de BigPharma (laboratoire et industriel Lill) y c'était 1.10, puis 0.70 maintenant ! Donc plus de "malades" diabétiques et plus de profits pour les Labos. La HbA1c va de pair, la norme de l'hémoglobine glyquée se situe entre 4 et 6%. Bientôt ils diront à 0. Tous aux médocs...

Satoshi Omura et l'ivermectine par Gérard Maudrux 20 octobre 2024

<https://www.covid-factuel.fr/2024/10/20/satoshi-omura-et-livermectine/>

Satoshi Omura prix Nobel de Médecine en 2015.

<https://www.covid-factuel.fr/2023/02/14/ivermectine-et-cancer-reserve-aux-chevaux/>

Lu.

Le 1er octobre 2024, l'Assemblée parlementaire du conseil de l'Europe1 (APCE) a adopté une nouvelle résolution barbare de type orwellien intitulée «*Propagande et liberté de l'information en Europe*» (résolution no2567 (2024)).

En outre, l'APCE ordonne de ruiner et de poursuivre les hommes d'affaires qui aideraient financièrement les critiques de la politique de Bruxelles et des États-Unis :

«*Prévoir des mesures juridiques appropriées contre le parrainage, la production et la diffusion de propagande illégale*». Dans le même temps, comme s'il fallait encore renforcer l'absurdité de ce qui se passe, le «*Ministère de la Vérité*» européen ajoute que tout ce resserrage de la liberté d'expression doit se faire «*tout en respectant pleinement le droit à la liberté d'expression et en veillant à ce que les restrictions et les sanctions soient strictement conformes à la légalité, à la légitimité et à la nécessité*».

La résolution dit :

«*L'Assemblée recommande aux États membres d'élaborer des stratégies globales de lutte contre la propagande illégale et de prendre des mesures efficaces pour lutter contre la propagation de la propagande malveillante*».

«*Le rapport préparé par l'Observatoire européen des médias numériques (EDMO) en novembre 2023, basé sur 900 articles de vérification des faits publiés dans le cadre de 11 votes dans 10 pays européens différents, a révélé que tous les sujets potentiels étaient littéralement soumis à la désinformation et aux récits de propagande : la guerre en Ukraine, le changement climatique, les institutions de l'UE, les questions de genres et la communauté LGBTQIA+, l'immigration, les réfugiés, la religion, le système de santé et la politique liée au COVID*».

L'APCE requiert aux pays membres du Conseil de renforcer les manipulations mensongères et la propagande dégénérative, qualifiant cela «*d'authenticité*» :

«*Fournir des informations fiables et crédibles sur des questions d'intérêt public telles que la protection des droits de l'homme pour tous et l'environnement, en particulier sur des questions controversées telles que le changement climatique et ses effets, les droits des minorités, des migrants ou des personnes LGBTQIA+, les questions de genre et de genre, etc.*».

L'IA, un instrument politique entre les mains des tyrans.

Bill Gates déclare qu'inciter les gens à éviter la vaccination est une «*incitation à la violence*» et qu'il veut que les «*antivax*» soient censurés par l'IA.

Extrait.

Ne pas aimer les vaccins serait un délit criminel si Gates parvenait à ses fins.

L'approche totalitaire de Gates en matière d'IA est une menace pour l'humanité.

Aujourd'hui, l'éminent philanthrope souhaite utiliser l'intelligence artificielle (IA) pour censurer en temps réel la «*désinformation*» liée aux vaccins. Les propos de Gates, tenus lors d'une récente interview sur la chaîne CNBC, ont suscité un vif débat sur le droit à la liberté d'expression, le contrôle des esprits et la réécriture de l'histoire par l'élite.

Dans sa dernière interview, il a exprimé le souhait d'imposer des «*limites*» à la liberté d'expression, en particulier en ce qui concerne les vaccins. Selon Gates, la liberté d'expression est certes importante, mais elle doit être limitée, en particulier si elle incite à la violence ou dissuade les gens de se faire vacciner.

« *Nous devrions avoir la liberté d'expression, mais si vous incitez à la violence ou si vous incitez les gens à ne pas se faire vacciner, où sont les limites ?* » a déclaré Gates. Il a suggéré que les États-Unis pourraient avoir besoin de nouvelles règles pour traiter ces questions, indiquant une préférence pour les systèmes pilotés par l'IA qui pourraient rapidement identifier et supprimer les contenus nuisibles avant qu'ils n'aient une chance de se répandre.

Ironiquement, tout le monde sait que le véritable pourvoyeur de « *mésinformation vaccinale* » a toujours été Bill Gates, qui cherche des moyens d'exploiter les populations par la propagande et de leur faire avaler des programmes de vaccination pour faire avancer sa mission « *philanthropique* » de transhumanisme et de contrôle des populations.

L'approche totalitaire de Bill Gates pourrait conduire à une censure excessive et à une suppression du débat légitime, érodant le consentement éclairé en médecine et tournant en dérision les systèmes de soins de santé dans le monde.

[https://www.mondialisation.ca/bill-gates-declare-quinciter-les-gens-a-eviter-la-vaccination-est-une-
incitation-a-la-violence-et-quil-veut-que-les-antivax-soient-censures-par-
1/5693198?doing_wp_cron=1729412077.5573990345001220703125](https://www.mondialisation.ca/bill-gates-declare-quinciter-les-gens-a-eviter-la-vaccination-est-une-incitation-a-la-violence-et-quil-veut-que-les-antivax-soient-censures-par-1/5693198?doing_wp_cron=1729412077.5573990345001220703125)

S'opposer au sionisme est légitime et légal.

**L'antisionisme est considéré comme un droit à la liberté d'expression - consortiumnews.com
18 octobre 2024**

Le professeur David Miller a remporté un procès pour licenciement abusif après qu'un tribunal du travail britannique a jugé que ses « *convictions antisionistes étaient considérées comme des convictions philosophiques et comme une caractéristique protégée* » par la loi britannique sur l'égalité.

Regardez la rediffusion. <https://www.youtube.com/watch?v=gVJrhFiMtQk>

Le tribunal a décidé en février que le professeur David Miller a été injustement renvoyé de l'Université de Bristol pour avoir prétendument tenu des propos antisémites. Jugement écrit le tribunal a déclaré que critiquer Israël pour l'apartheid, le nettoyage ethnique et le génocide n'était pas antisémite. Le tribunal a jugé que ces positions étaient « *dignes de respect dans une société démocratique* ».

L'un des juges a déclaré :

« *L'opposition du professeur Miller au sionisme n'est pas une opposition à l'idée d'autodétermination juive ou d'un État à prépondérance juive existant dans le monde, mais plutôt, comme il le définit, à la réalisation exclusive des droits juifs à l'autodétermination sur une terre qui abrite une population non juive très importante. ...*

« *Ce que [Miller] a dit a été accepté comme légal, n'était pas antisémite, n'incitait pas à la violence et ne représentait aucune menace pour la santé ou la sécurité de quiconque.* »

Il s'agit d'une décision importante à un moment où les journalistes qui osent critiquer le comportement d'Israël à Gaza, en Cisjordanie et au Liban sont soumis à une pression croissante, dans certains cas, à des perquisitions à leur domicile ou à des interrogatoires dans les aéroports britanniques en vertu de la loi britannique sur le terrorisme. Le dernier cas en date est le raid effectué jeudi par la police antiterroriste au domicile londonien de Asa Winstanley, Rédacteur en chef L'intifada électronique, à propos de quel journaliste Glenn Greenwald tweeté :

« *Il est presque impossible de surestimer le degré d'autoritarisme et d'érosion des droits de l'homme en Occident pour protéger Israël – en censurant les critiques à l'encontre de ce pays étranger et en punissant ses détracteurs* », a déclaré le journaliste Glenn Greenwald. tweeté « *Des licenciements massifs aux États-Unis et des lois restreignant la liberté d'expression* », a-t-il déclaré. Mais « *le Royaume-Uni, comme toujours, est pire* ». consortiumnews.com 18 octobre 2024

Etats-Unis.

L'extrême centre de Rothschild-Rockefeller-Davos appelle à voter démocrate. - courrierinternational.com 18 octobre 2024

La “trumpification” de la vie politique américaine

Pour son numéro daté du 12 octobre, le magazine britannique *The Economist* a opté pour une couverture plutôt osée : une cravate rouge dressée en lieu et place du célèbre obélisque dédié à George Washington sur le National Mall de la capitale fédérale américaine.

Une manière pour l'hebdomadaire britannique de symboliser Donald Trump, dont la cravate rouge est devenue la signature vestimentaire, et la façon dont l'ancien président et actuel candidat républicain à la présidentielle du 5 novembre a imprimé sa marque sur la vie politique américaine.

Ce qui est spectaculaire, souligne le magazine, c'est de voir à quel point “*la politique américaine s'est trumpifiée*” ces dernières années, et en particulier durant cette campagne électorale. courrierinternational.com 18 octobre 2024

Chine.

La Chine publie un rapport sur l'espionnage états-unien de l'Internet - Réseau Voltaire 18 octobre 2024

Les autorités chinoises ont publié, le 14 octobre, un rapport intitulé Volt Typhoon III : A Cyber Espionage and Disinformation Campaign conducted by US Government Agencies (Volt Typhoon III : une campagne de cyberespionnage et de désinformation menée par des agences gouvernementales états-uniennes). Il fait suite à ceux publiés le 15 avril (sur le kit « *Marble* ») et le 8 juillet 2024 (sur l'archivage et le traitement de toutes les données envoyées par les câbles sous-marins).

Selon ce document, la dénonciation par Washington d'une prétendue opération d'espionnage chinoise, « *Volt Typhoon* », était un leurre. En réalité, c'est Washington lui-même qui a créé ce

virus en l'attribuant à d'autres pour masquer sa surveillance générale des communications par Internet.

https://www.cverc.org.cn/head/zhaiyao/futetaifeng3_FR.pdf

Moldavie.

L'OTAN, les migrants dans l'UE et la guerre à venir en Moldavie par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 22 octobre 2024

Si nous avons souvent montré que l'UE n'est qu'une chambre d'enregistrement de l'OTAN, c'est pour la première fois une décision de la Cour de justice du Luxembourg qui l'illustre. Selon elle, l'UE ne peut pas renvoyer de migrants en attente d'une décision d'asile vers des pays tiers dont les frontières légales ne correspondent pas à leurs frontières réelles. Il s'ensuit que l'Italie ne peut pas transférer de migrants égyptiens et bengalis dans des centres de rétention en Albanie. Tout cela en prévision d'un exode massif de Moldaves pour justifier d'une guerre en Transnistrie.

<https://www.voltairenet.org/article221413.html>

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 26 octobre 2024

A force d'être saturé de scènes de cruauté ou de barbarie, il finit par ne plus y avoir de place pour l'empathie, l'espoir d'un monde meilleur s'évanouit.

C'est le risque qui guette chacun d'entre nous, alors serrons les rangs, brisons notre isolement, agissons, organisons-nous, mobilisons-nous sur le terrain de la lutte de classe et nous vaincrons !

Dites-vous bien, qu'en matière de résistance, d'engagement politique, rien ne vaut le militantisme, pendant lequel vous êtes amenés à rencontrer des centaines de travailleurs, à confronter sincèrement vos idées ou à essayer de les partager avec eux, de leur faire connaître le marxisme et le socialisme, parce que c'est l'unique moyen de faire avancer notre cause, de construire le parti ouvrier révolutionnaire qui nous fait si cruellement défaut de nos jours.

Ce n'est certainement pas en restant scotché pendant des heures devant un écran, qu'on changera un jour quoi que ce soit, il ne faut pas se leurrer. On perd son temps, quand on ne met pas en pratique nos idées, et quand cette pratique ne se traduit pas sur le plan organisationnel, la théorie, la pratique et l'organisation entretiennent des liens réciproques, et c'est seulement unis ou indissociables qu'ils sont réellement efficaces.

Nos ennemis sont puissamment organisés, structurés, disciplinés, armés théoriquement ou idéologiquement, ils savent ce qu'ils veulent, et ils se donnent les moyens d'y parvenir, ce qui leur permet d'atteindre leurs objectifs en règle générale, puisqu'ils ont été en mesure d'assurer la survie du capitalisme qui était condamné à disparaître depuis un siècle.

Nous, nous faisons exactement l'inverse, et nous obtenons le résultat inverse. Cela devrait faire réfléchir.

Esquisse d'une nouvelle analyse de la situation mondiale. – Le Socialisme – 26 octobre 2024

http://www.luttedeclasser.org/dossier_2_2024/Le_Socialisme_declaration_26102024.pdf

Tribune libre de la lutte de classe.

Appel du 7^e Congrès. Que veut le Parti des travailleurs ? - 20 octobre 2024

http://www.luttedeclasser.org/dossier_2_2024/appel-du-congres_20-10-24.pdf

C'est quoi une société qui bascule dans l'autoritarisme, la tyrannie ou le totalitarisme ?

L'homme est devenu l'ennemi à abattre pour une frange de féministes hystériques instrumentalisées par le régime et les médias à son service, pour d'autres fanatisées, c'est l'Arabe, le musulman, l'immigré... Depuis que l'extrême droite a renoué avec le sionisme, dont elle partage l'idéologie fasciste et nazi, le juif sur lequel elle crachait il n'y a pas si longtemps que cela encore, est porté littéralement en héros !

Hier et pendant très longtemps, les hommes furent considérés supérieurs aux femmes, selon le droit naturel. Puis soudain, le législateur, obéissant au sommet de sa hiérarchie, décréta que leurs rapports devaient s'inverser, c'est ainsi que ce droit fut subrepticement ou autoritairement requalifié en délit. Par conséquent, à partir de ce jour-là, il fut décidé que tous les hommes qui avaient usé un jour du privilège exorbitant qui leur avait été accordé légalement jusque-là, devraient rendre compte des abus de pouvoir dont ils auraient pu se rendre coupables en actes ou en paroles envers des femmes, et être pénalement sanctionné, lourdement de préférence, ce qui signifiait que cette nouvelle loi s'appliquerait rétrospectivement, ce qui est parfaitement illégitime, mais pas illégal, puisque les tyrans ont le pouvoir d'en décider ainsi. Voilà en guise de présentation.

Aux temps des miliciens des mœurs et des justiciers, des procureurs en herbe vous surveillent et épient vos moindres paroles ou actes, les rapportent aux autorités ou les livrent aux médias avides de ces saloperies, ce sont tous des agents du régime tyrannique en place, qu'ils en aient conscience ou non peu importe.

Autrefois, la plupart des différents entre simples citoyens, qui se connaissaient ou non, portant sur un manque de respect, se traitaient à l'amiable entre eux dans le meilleur des cas. Dans le pire, celui qui dominait l'emportait sur le plus faible, conformément aux rapports sociaux de production établis dans la société ou le capitalisme, personne ne pouvant aller contre cette injustice tant que ces rapports sociaux n'auraient pas été abolies, les victimes en prenaient leur partie.

Dorénavant, ils s'étalent sur la place publique. Ils font l'objet d'une instrumentalisation politique, et l'institution judiciaire s'en saisit pour sanctionner, réprimer à tour de bras. Mais qui, sinon ceux qui se croient autorisés à faire preuve d'abus de pouvoir à l'instar de ceux qui gouvernent ou détiennent le pouvoir. Ils ne font que les imiter finalement, à ceci près, que ceux qui en sont à l'origine, ne seront jamais inquiétés par la justice puisqu'elle est faite pour eux ! C'est donc le pauvre type qui se laissera aller qui paiera pour eux.

C'est dégueulasse, assurément, mais la victime qui réclame justice ou plutôt qui hurle vengeance, elle ne remontera pas si loin, elle se satisfera du premier coupable venu ou désigné, peu importe que ce soit un bouc émissaire ou que la peine qui lui sera infligée sera disproportionnée par rapport aux faits qui lui étaient reprochés, devenue complètement hystérique, elle s'en fout.

Les désormais présumés coupables, puisque la présomption d'innocence est bafouée, sont trainés dans la boue, bannis, excommuniés, lynchés en place publique, leur vie brisée...

Une main aux fesses d'une femme ou posée sur sa poitrine ; une bise volée dans le cou, une caresse d'un genou, des propos tendancieux, une proposition suspecte, etc. suffisent, peu importe les circonstances, si le mec était bourré ou défoncé ou non, si cela se passait en boîte de nuit...

Ils appellent cela une agression sexuelle ou un viol, autrefois on appelait cela une drague plutôt lourdingue, un geste déplacée, le type se faisait sermonner ou envoyer promener, parfois il prenait une grosse baffé méritée dans sa gueule et cela en restait là. Parfois les femmes laissaient faire jusqu'à la conclusion ou l'acte sexuel proprement dit, personne ne se demandait comment cela avait commencé, cela ne concernait que les intéressés.

De nos jours, ils perdent leur boulot, divorcent ou leurs compagnes les abandonnent, ils sont séparés de leurs enfants, leurs familles les bannissent, leurs amis ne veulent plus les voir, leurs collègues de travail ne leur parlent plus, ce sont des littéralement des pestiférés, ils sont trainés devant les tribunaux, leur vie est étalée dans les journaux, à la radio ou télévision, dans les réseaux dits sociaux, bref, que ce qu'on leur reproche soit justifié ou non, ils n'ont plus qu'à disparaître, partir loin ou se mettre une balle dans la tête !

Ce procédé me fait horreur, bien que je ne sente pas du tout concerné. Au contraire, j'ai dû repousser les avances sexuelles de plusieurs femmes. Pour un peu, s'il n'y avait pas prescription, je porterais plainte contre elles histoire de me faire un peu de pognon !

Surréaliste. Tandis qu'ils ont cautionné l'anéantissement total de la bande de Gaza.

Les BRICS lancent un appel urgent à la création d'un État palestinien et au cessez-le-feu à Gaza - Réseau International 24 octobre 2024

Les dirigeants des BRICS ont appelé dans une déclaration commune à un «*État de Palestine indépendant et viable, dans les frontières internationalement reconnues de juin 1967, avec Jérusalem-Est comme capitale, vivant côte à côte dans la paix et la sécurité avec Israël*». (Source : thecradle.co) Réseau International 24 octobre 2024

J-C – Un champ de ruine et un charnier à ciel ouvert ! Admirez le cynisme. Et dire qu'il y en a qui avaient des illusions dans les BRICS, à cette allure, elles vont vite s'envoler, tant mieux. A la fin, ils se rendront compte qu'il ne reste que le socialisme comme alternative cohérente et sérieuse au capitalisme.

Dans quel monde merveilleux vivons-nous ?

Si la médecine humaine est maltraitée, celle des animaux l'est tout autant ou pire encore, car ces pauvres bêtes ne peuvent pas s'organiser et se défendre. Ils les bourrent de médicaments, hormones de croissance et antibiotiques, vaccins, etc. pour le compte de BigPharma.

Si tu ne vaccines pas tes animaux, ils risquent de mourir, ce sera de ta faute, c'est culpabilisant et dissuasif quand on n'y connaît rien en médecine vétérinaire. Ici ou les parasites pullulent du fait du climat tropical, les animaux ne se portent pas forcément plus mal qu'ailleurs, où ils sont systématiquement piqués.

En visionnant un documentaire filmé dans le nord de l'Inde, j'ai fait la connaissance avec des habitants d'un minuscule village totalement isolé, planté à plus de 3500 mètres d'altitude dans les contreforts de l'Himalaya, certaines maisons étaient encastrées dans la montagne façon troglodytes.

Ils vivaient sans eau courante, électricité, téléphone, gaz, pas de médecin, aucun service public, à part parfois quelques agents itinérants, une route à flanc de montagne forée à la dynamite au début des années 2000, une des plus dangereuse du monde bordée de précipices de 500 mètres !

Le commentateur raconta qu'ils vivaient comme il y a un siècle en arrière. On eut le droit à la visite d'une habitation à l'heure du thé, et effectivement c'était plus que rudimentaire, rien, pas même une chaise ou une table, le dénuement le plus total. Et bien malgré tout, ils arboraient tous un grand sourire, un sourire franc qui sent bon l'authenticité, et ils étaient particulièrement loquaces, bref, sympathiques.

Ils ont évoqué leur vie très dure, ils prennent cela avec une certaine fatalité, il faut dire qu'ils n'ont jamais connu autre chose, ils ne disposent d'aucun point de comparaison, et ils ont des à-côtés que nous n'avons pas, par exemple, ils vivent au grand air dans un cadre majestueux, et ils disposent de plus de temps et de liberté pour profiter de la vie, du coup, ils se disent relativement satisfait de leur sort, et ils n'envisagent pas de partir vivre ailleurs.

Cela m'a interpellé, car nous, avec tout ce dont on dispose, on fait la gueule, on fait chier tout le monde, il nous manque toujours quelque chose, on n'est jamais heureux, pire, on se pourrit la vie nous-même quand elle est trop agréable. C'est là qu'on se dit que l'occidental a un gros problème avec lui-même, il ne sait pas ce qu'il veut vraiment, ce qu'il aime ou n'aime pas, il veut tout, tout de suite, puis il s'en lasse et le balance ou le maudit, il ne sait plus ce qu'il veut ! La société de consommation et du divertissement l'a rendu fou. Pourvu qu'il s'en lasse, qu'il en revienne et prenne enfin son destin en mains, c'est tout le mal qu'on lui souhaite. Vous voyez, même là on ne juge personne, je le fais remarquer au passage.

Pour aborder le week-end dans la bonne humeur.

Pour vaincre la stratégie de la peur qui peut provoquer des "fissures anales" : Devinez ce qu'ils ont imaginé : Soulagez-vous, allez chier un bon coup !

J-C - Dire qu'ils passent leur temps à nous emmerder ou nous pourrir la vie, c'est peu dire, la preuve. Quel délire !

Cette mauvaise habitude très répandue aux toilettes est à oublier absolument selon ces gastro-entérologues - Femme Actuelle 23 octobre 2024

Que ce soit à cause des bruits ou des odeurs, il peut être très embarrassant d'aller à la selle lorsque l'on n'est pas chez soi. Pour certaines personnes, il s'agit d'un véritable blocage psychologique, et même d'une phobie que l'on appelle parcoprésie, aussi connue sous les termes de "poop shaming" ou "*syndrome de la toilette phobique*".

Celle-ci se manifeste par la peur de la défécation dans les toilettes publiques ou chez autrui. Pour éviter de vivre cette situation, le réflexe de beaucoup de personnes est de se retenir d'aller à la selle. Cependant, le fait de se retenir trop régulièrement pourrait être nocif pour la santé. C'est ce qu'explique le Dr Ritu Nahar, gastro-entérologue à Allied Digestive Health auprès de Parade, un média américain.

En France, selon une étude Ifop publiée en mai 2022, 44 % des salariés disaient se retenir d'aller aux toilettes sur leur lieu de travail. Pour lutter contre ce tabou, le ministère de la Santé de l'État du Queensland, en Australie, a diffusé en septembre dernier sur différents réseaux sociaux une campagne de sensibilisation pour prôner la normalisation du “*caca au travail*”. Femme Actuelle 23 octobre 2024

J-C – J'en suis arrivé à me demander, si en fait de progression, on n'avait pas loupé une formidable occasion au XXe siècle, et du coup on s'était condamné à régresser indéfiniment. Maintenant, la question est de savoir jusqu'où, jusqu'à quand ou quand cette orientation s'inversera, à quelle occasion, personne ne le sait.

Comment, tout au long d'un article, RFI distille insidieusement la propagande anglo-saxonne de l'OTAN.

J-C - J'ai souligné en rouge les expressions qui tendent à influencer les lecteurs, elles sont destinées à discréditer la Russie et ses alliés pour le compte du clan de l'oligarchie financière anglo-saxonne néoconservatrice qui dirige l'OTAN.

L'auteur va s'employer à minimiser la portée de ce sommet. Il peine à camoufler sa russophobie ou xénophobie névrotique ou compulsive.

Vitrine pour Vladimir Poutine, le sommet des Brics signe une déclaration conjointe sans grandes mesures -RFI/Reuters

Le sommet des Brics à Kazan s'achève ce jeudi 24 octobre par une conférence de presse du président russe. La déclaration finale, **vague et sans mesures**, a été publiée mercredi dans l'après-midi et **ne dit rien** sur les bases d'un système financier alternatif. Mais peu importe pour le chef de l'État russe, le **succès d'image** est là.

Les 43 pages de déclaration finale ne mentionnent **aucune décision concrète**, mais un engagement général, et ce **sans limite de temps**. « *Nous convenons d'examiner la possibilité de mettre en place un système Brics de paiement transfrontalier indépendant* », indique le document qui, dans la foulée, précise qu'il ne s'agit en aucun cas de prétendre remplacer le système en place mais de « *compléter les infrastructures existantes* ». (Un « *engagement général* » a peut-être plus de valeur qu'une « *décision concrète* » en certaines circonstance, ce que RFI ne pouvait pas préciser, chacun aura compris pourquoi. – J-C)

Cette déclaration commune est un pas avant tout **symbolique**. Et au fond, peu importe, car avec une poignée de main avec son homologue turc, Vladimir Poutine a eu ce qu'il voulait : être le premier à accueillir dans un sommet des Brics un pays de l'Otan. (Une conférence de cette importance au regard de ses participants ravalée à un « *symbole* », autant dire qu'elle fut insignifiante. – J-C)

Ce jeudi verra aussi, à Kazan, la première réunion en format officiel avec les pays, comme la Turquie, qui frappent à la porte de l'organisation. Le chef de l'État russe, **inculpé par la Cour pénale internationale** et limité dans ses déplacements internationaux, a en tout cas **les images** qu'il voulait montrer à son opinion intérieure et au monde : celles d'un dirigeant **encore capable** de jouer les chefs d'orchestre diplomatique.

Appels à l'arrêt des combats au Proche-Orient et en Ukraine

Dans la déclaration conjointe, les Brics ont évoqué le conflit au Proche-Orient et ont appelé Israël à « *cesser immédiatement* » les attaques contre la force de l'ONU au Liban (Finul) et à « *préserver l'intégrité territoriale* » de ce pays, tandis que le président iranien, Massoud Pezeshkian, a appelé ses partenaires à « *user de toutes leurs capacités collectives et individuelles pour mettre fin à la guerre à Gaza et au Liban* ».

Mais ce sommet a aussi été l'occasion, pour nombre de **protagonistes**, d'évoquer le conflit ukrainien. Xi Jinping a rappelé son plan proposé avec le Brésil – qui avait été qualifié par Volodymyr Zelensky « *d'initiative destructrice conçue sans le consulter* » – et a déclaré que « *la Chine, le Brésil et les pays du Sud mondial ont créé un groupe d'amis de la paix* ». (Des chefs d'Etat qui représentent la moitié ou plus de la population mondiale ravalés au rang de vulgaires « *protagonistes* ». – J-C)

Le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, dont la venue à Kazan était très contestée par l'Ukraine, se pose aussi comme médiateur dans le conflit en cours. Enfin, dans les allées de ce **sommet très verrouillé**, on pouvait également observer une importante et **totale silenceuse** délégation des Émirats arabes unis. C'était sous leur égide que s'était déroulé le dernier échange de prisonniers entre la Russie et l'Ukraine.

De son côté, le Kremlin, par la voix de son porte-parole mercredi matin, a affirmé lors d'une interview à une télévision russe que « *l'Ukraine est à l'ordre du jour de chaque réunion bilatérale* » et que toutes les offres de médiation des Brics sont accueillies « *favorablement* » par le chef de l'État russe.

Rapprochement Chine-Inde

Et outre Vladimir Poutine, ce sommet a aussi été l'occasion pour d'autres dirigeants d'afficher leurs ententes. Le sommet des Brics à Kazan a été le théâtre de la première rencontre entre **les leaders chinois et indiens** depuis cinq ans et le début des affrontements armés entre la région chinoise du Tibet et de celle, indienne, du Ladakh, selon un média d'État. (Xi Jinping et Narendra Modi leur brûlaient la gueule, « *leaders* » de peuples insignifiants, c'était déjà assez bien pour eux. Faux, ils s'étaient rencontrés au sommet des Brics en Inde en septembre 2021. – J-C)

Les deux pays n'ont pas fait d'annonce conjointe mais **l'effet est là** : ils ont annoncé, en amorce du sommet des Brics, avoir conclu un accord sur des patrouilles dans des zones frontalières disputées. (Une paille, mieux qu'un simple « *effet* », un accord qui pourrait permettre d'éviter des conflits inutiles, mais à RFI ils ne sont pas d'accord ou ils le perçoivent mal, à Washington aussi ! – J-C)

Les deux dirigeants qui se croisaient brièvement pendant les G20 ont passé, **à en croire** les images diffusées par les médias russes, du temps ensemble mardi soir, Vladimir Poutine assis entre eux deux. Et mercredi, Xi Jinping a eu des mots apaisants. « *Les deux parties doivent renforcer la communication et la coopération, gérer correctement les conflits et les divergences et réaliser les rêves de développement de l'autre* », a-t-il dit. (C'est ce que j'ai indiqué plus haut et désavoue les propos de RFI. – J-C)

A bas le colonialisme ! Quand l'impérialisme anglo-saxon fait son show.

Qu'il fasse "amende honorable", qu'il corrige "les inégalités qui perdurent" : Qu'il annule la résolution 181 de l'ONU, dissolve Israël et quitte la Palestine !

Le Commonwealth pousse le Royaume-Uni à faire amende honorable pour son passé colonial - AFP 25 octobre 2024

Charles III a tenté de temporiser vendredi au sommet du Commonwealth face aux demandes croissantes de réparations pour le passé colonial britannique sur fond de débat houleux quant à l'héritage de l'esclavage et de l'empire.

De nombreuses nations d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique souhaitent que le Royaume-Uni et d'autres puissances européennes versent une compensation financière pour l'esclavage ou qu'elles fassent au moins amende honorable sur le plan politique.

En quatre siècles, environ 10 à 15 millions d'esclaves ont été amenés de force dans les Amériques depuis l'Afrique, selon les historiens, même si le bilan humain exact reste inconnu.

La famille royale britannique, qui a bénéficié de la traite des esclaves pendant des siècles, a été invitée à présenter des excuses.

Mais le monarque s'est abstenu de le faire vendredi, demandant aux participants au sommet de "rejeter le langage de la division".

"Je comprends, en écoutant les gens à travers le Commonwealth, que les aspects les plus douloureux de notre passé continuent de résonner", a-t-il déclaré.

"Aucun d'entre nous ne peut changer le passé. Mais nous pouvons nous engager, de tout notre cœur, à en tirer les leçons et à trouver des moyens créatifs de corriger les inégalités qui perdurent."

Le Premier ministre Britannique Keir Starmer a jusqu'ici rejeté publiquement les demandes de réparations et ses collaborateurs ont exclu la possibilité de présenter des excuses lors du sommet.

"La traite des esclaves et les pratiques esclavagistes étaient odieuses et il est très important que nous prenions cela en compte comme point de départ", a déclaré M. Starmer à la BBC lors du sommet.

"La question qui se pose alors est la suivante: +Où allons-nous à partir de là?+ Ma position, si vous voulez, est que nous devrions regarder vers l'avant, que nous devrions examiner les défis d'aujourd'hui." AFP 25 octobre 2024

Quelques commentaires publiés dans le blog *Le Grand Soir*.

- Réponse à Caza

Merci de votre contribution.

Je ne comprends pas pourquoi vous me posez ce genre de questions, car on a pu observer qu'au cours des dernières décennies des millions de travailleurs et jeunes ont participé soit à différentes mobilisations sociales ou politiques à l'initiative d'organisations du mouvement ouvrier, soit organisées par des organisations qui gravitent autour ou qui y sont totalement étrangères. (Loi travail, retraites, Palestine, etc.)

Quant à savoir qui dans ce pays est "*conscient des enjeux de luttes des classes*", je n'ai pas de réponse toute faite à cette question. Tout dépend ce qu'on entend par là. Compte tenu du niveau théorique très bas des militants du mouvement ouvrier, on aurait envie de répondre très peu, d'autant plus qu'en dehors d'organisations marginales d'extrême gauche se réclamant encore du socialisme, aucun syndicat ou parti n'inscrit son combat dans la perspective de la rupture avec le capitalisme et ses institutions, aucun ne popularise les idées du socialisme, partant de là, je ne vois pas comment les travailleurs et jeunes pourraient être "*conscients des enjeux de luttes des classes*", sachant surtout, qu'à de rares exceptions près, cela ne viendra jamais d'eux-mêmes.

En guise de conclusion intermédiaire.

Bien que le mouvement ouvrier soit corrompu et dégénéré, il y a des milliers de militants qui continuent la lutte de classe avec leurs organisations au côté des travailleurs et jeunes, sans trop se soucier de savoir quelle est l'orientation politique de leur combat politique, de sorte que quelle qu'en sera l'issue, les travailleurs n'en retiendront aucun enseignement, et en aucun cas ils ne renoueront avec le socialisme.

On peut se poser d'autres questions :

- Pourquoi la conception de la lutte de classe des marxistes est-elle incompatible avec celle des opportunistes, dits aussi, socialistes révisionnistes ou liquidateurs ou encore, réformistes bourgeois ? Peut-être parce qu'on ne peut pas concilier capitalisme et socialisme...
- Pourquoi, suite à la capitulation, la trahison, la décomposition de la social-démocratie et du stalinisme, le prolétariat n'est-il pas parvenu à se doter d'une nouvelle direction (nationale et internationale) ? Pourquoi finalement tous les autres courants du mouvement ouvrier ont-ils dégénéré à leur tour ? Notez que tous le nient farouchement, cela allait de soi...
- Pourquoi la multitude d'expériences de la lutte de classe auxquelles des millions de travailleurs ont participé au cours des 75 dernières années, n'ont-elles pas permis une élévation de leur conscience de classe, pourquoi au contraire ont-ils abandonné le socialisme ? Entre 2020 et 2022, on n'en a pas trouvé la moindre trace en France, hormis quelques cas isolés...
- Pourquoi ceux qui se présentent comme progressistes ou humanistes, qui prétendent avoir une conscience de classe supérieure à la moyenne des masses, s'acharnent-ils contre le marxisme et le socialisme, ses représentants, et cautionnent-ils le capitalisme et ses institutions ? Ils ne manquent pas parmi les lecteurs du GS, voire mes détracteurs hystériques notamment.

- Réponse à Vincent.

Vous êtes gentil Vincent. Si je peux me permettre, il me semble que vous n'avez pas bien saisi ce que j'ai voulu dire dans mon commentaire, sinon vous vous seriez aperçu que ce que vous expliquiez dans la première partie de votre commentaire y figurait, je ne vais pas le reformuler ici.

Je vous ferai remarquer, que toutes les questions politiques que j'ai posées, tranchent radicalement avec la démarche des dogmatiques qui évitent soigneusement de se les poser, vous devinerez sans peine pourquoi. Je voudrais bien savoir quel dirigeant de quel parti les posent d'ailleurs, à ma connaissance aucun, c'est révélateur. On peut le déplorer sans que cela ne change quoi que ce soit. Ils vous répondront qu'elles ne se posent pas en ces termes en guise de fin de non-recevoir, pour ne pas avoir à les aborder sérieusement, j'ajouterais, en prime avec le mépris habituel, j'ai déjà essayé, donc je vous en parle en connaissance de cause. Laissons cela de côté.

Si nous disposions d'un parti ouvrier révolutionnaire, qui organiserait ne serait-ce que 10% des 2,5 millions de travailleurs que vous évoquiez, ce n'est pas en théorie, mais en pratique que nous serions sur la voie de la révolution socialiste, mais malheureusement, il n'existe pas, d'où le combat politique pour le construire.

Faut-il encore, pour participer à ce combat politique, être convaincu que c'est un instrument indispensable pour organiser les masses et renverser le régime en place, instaurer une République sociale. Je crois que c'est là un des principaux problèmes que nous avons à résoudre, parce que personne ou presque ne veut en entendre parler. Que proposent ceux qui s'opposent ou rejettent cette stratégie ? Rien ! Quels sont leurs arguments ? Ils renvoient à ceux de Proudhon ou des anarchistes que Marx avaient balayés. Pour un peu, on croirait que la Révolution russe de 1917 n'aurait jamais eu lieu ou que le parti bolchevik n'aurait jamais existé, ni l'URSS du reste.

On était en droit de penser, que l'épisode des Gilets Jaunes aurait servi de leçon à ceux qui s'imaginaient qu'on pourrait combattre l'Etat des capitalistes sans théorie, sans programme, sans parti, sans dirigeant, etc. mais apparemment non.

Autre chose. Vous vous trompez en croyant que je n'aurais "*ni connu ni vécu ni mesuré "les dégâts irréparables produits par la doctrine du "management" façon néolib"*", car pour avoir été obligé de bosser dans plus de 40 boîtes en à peine 20 ans, c'est que j'en ai enduré des souffrances et des humiliations en tout genre, indirectement, c'est ce qui a brisé ma vie de famille, et c'est la principale raison qui m'a conduit à quitter la France pour ce trou en Inde où je survis, après un énième licenciement et une énième période de chômage.

Je suis donc bien placé pour vous comprendre quand vous dites que vous voulez "*que ça pète*", j'en profiterais pour sauter dans le premier avion pour rejoindre les rangs de la révolution.

Les anglo-saxons et les sionistes d'extrême droite ont fait un très mauvais calcul, car en faisant en sorte que les Palestiniens n'aient plus rien à perdre après avoir rasé le territoire où ils les maintenaient prisonniers, ils ont perdu de vue, que c'était le meilleur moyen pour qu'ils se radicalisent et rejoignent en masse les rangs des organisations ayant adopté la lutte armée, ou prennent le relais de tous les militants palestiniens qu'ils avaient massacrés.

En France, si nous n'en sommes pas encore là, en attendant, il est conseillé de s'organiser dans cette perspective pour venger un jour tous nos camarades tombés sur le champ d'honneur du combat pour notre libération de l'exploitation et de l'oppression.

- Après m'avoir calomnié dans un commentaire du 20 octobre à la suite de l'article - Irradier les consciences... publié le 18 octobre 2024, et parce que vous avez bénéficié de la bienveillance du GS, qui a trouvé bon de ne pas publier ma réponse, c'est son droit, je constate que vous en profitez pour m'attaquer une nouvelle fois, pourquoi, parce que j'ai osé dénoncer les calomnies dont s'est rendue coupable Annie Lacroix-Riz à l'encontre de G. Orwell.

Qu'apportez-vous en guise d'argument ? Que dal, comme d'habitude.

Je vous cite – Je ne serais pas étonné qu'en effet, Orwell soit une arnaque idéologique. Vous avouez que vous n'en savez absolument rien, mais vous la ramenez quand même, bref, cause toujours, il en restera bien quelque chose, c'est le procédé auquel recourent les individus malintentionnés, qui ont pour unique objectif que nuire à la réputation d'une personne. Après nous avoir fait part de votre ignorance, vous vous permettez de porter un jugement sur la qualité de la production littéraire d'Orwell, c'est tout à fait remarquable, surtout qu'à l'instar d'Annie Lacroix-Riz, vous ne direz pas un mot du contenu de 1984, la seule chose qui nous intéressait ici.

Soit, je veux bien admettre que la lutte contre le stalinisme soit passée au second plan, en revanche, mais 1984 ne contenait pas que cela, on ne pouvait pas faire l'impasse en lisant cet ouvrage sur le rapprochement qui existait avec le nazisme ou le fascisme, le nouvel ordre mondial totalitaire que le Forum économique mondial de Davos voudrait nous imposer ou ce que nous vivons déjà depuis quelques années, la dictature sanitaire de 2020 à 2022 notamment. À croire que, moins on en saura, et mieux cela vaudra.

Voilà qui va à l'encontre de mon engagement politique ou ma conception de la lutte de classe, qui consiste au contraire à partager mes connaissances ou celles des autres, quand j'estime qu'elles en valent la peine, de manière que collectivement le niveau de conscience politique progresse. J'en suis arrivé à la conclusion que nous ne partageons rien ou presque.

Pour montrer aux lecteurs du GS qu'avant de l'ouvrir, j'ai tout de même étudié le sujet.

Dans ma causerie du 8 mai 2018 (entre autres)

Politiquement incorrect. (5 pages avec sources ou liens)

http://www.luttedeclasser.org/dossier47/causerie08_05_2018.pdf

En complément sur Orwell et la perception que j'en ai.

Dans ma causerie du 9 novembre 2018

En famille. Pourquoi à l'unisson avec la droite et l'extrême droite, la gauche et l'extrême gauche détestent-elles Orwell ?

http://www.luttedeclasser.org/dossier48/causerie09_11_2018.pdf

Dans ma causerie du 10 novembre 2018

Pourquoi de l'extrême droite à l'extrême gauche détestent-ils tant Orwell ?

http://www.luttedeclassse.org/dossier48/causerie10_11_2018.pdf

Dans ma causerie du 11 novembre 2018

Jean-Jacques Rosat - Chroniques orwelliennes - Sur le contrôle des esprits - Collège de France

http://www.luttedeclassse.org/dossier48/causerie11_11_2018.pdf

Dans ma causerie du 1er décembre 2018

Orwell avait les mêmes faiblesses que les intellectuels de gauche, qui fatalement s'éloigneront du socialisme.

http://www.luttedeclassse.org/dossier49/causerie01_12_2018.pdf

J-C – Dans le fichier des causeries de 2008 à 2022. Maintenir enfoncée la touche du clavier CTRL et appuyez sur la touche F, vous accéderez à la fenêtre « recherche », dedans tapez « Orwell », pour accéder rapidement à tous les articles où Orwell avait été évoqué.

En famille. Quand le Parlement européen, apporte un “un soutien fort” à des fascistes.

J-C - Ils ne peuvent pas à la fois condamner la propagande fasciste et récompenser ses auteurs, devinez quel choix le Parlement européen a fait. Notez que d'ex-dirigeants nazis participèrent à la création de l'UE, l'UE tente de réaliser les objectifs politiques là où les nazis ont échoué.

Le prix Sakharov du Parlement européen, “un soutien fort” à l'opposition vénézuélienne Courier International 24 octobre 2024

Le prix Sakharov, récompense attribuée par le Parlement européen, a été décerné jeudi 24 octobre à Edmundo González Urrutia et María Corina Machado, les chefs de file de l'opposition au Venezuela. Ils succèdent au mouvement d'opposition iranien Femmes, vie, liberté et Masha Amini, la jeune Iranienne morte en garde à vue après avoir été arrêtée pour port de voile inapproprié.

Le média européen Politico précise que “les leaders de l'opposition vénézuélienne ont été sélectionnés par le Parti populaire européen de centre droit et les Conservateurs et réformistes européens d'extrême droite. Le groupe d'extrême droite des Patriotes s'est rallié à eux après que leur candidat initial, le milliardaire de la technologie Elon Musk, n'a pas réussi à figurer sur la liste des finalistes pour le prestigieux prix”. Courier International 24 octobre 2024

Parole d'un sioniste nazi. L'art de l'inversion accusatoire.

«Une guerre de civilisation contre le barbarisme» : Netanyahu enjoint en direct aux Français de soutenir Israël - RT 24 oct. 2024

Le 23 octobre, Benjamin Netanyahu a accordé depuis Jérusalem une interview à la chaîne privée française Cnews. Répondant aux questions de Laurence Ferrari, le Premier ministre israélien a exprimé en direct son point de vue sur la situation au Moyen-Orient.

S'adressant directement aux Français, et plus généralement à l'Occident, Benjamin Netanyahu a déclaré que le combat de l'État hébreu n'était pas uniquement la guerre d'Israël contre ses ennemis propres. *«Nous ne combattons pas seulement pour nous. Nous combattons pour vous aussi. C'est une guerre de civilisation contre le barbarisme. Ce n'est pas seulement du terrorisme. C'est pire que cela»*, a-t-il lancé.

Continuant sur l'idée de lutte commune à l'Occident et Israël, il a déclaré : *«Ce sont des supplétifs terroristes du Hamas qui, il y a un an, ont violé des femmes et les ont décapitées. Ils ont décapité des hommes et ont brûlé des bébés vifs. C'est une sauvagerie qui nous rappelle les nazis»*. Il a ensuite insisté : *«On les combat en votre nom, ils ont tué un professeur en France et un prêtre français dans son église»*.

Benjamin Netanyahu est également revenu sur sa relation avec Emmanuel Macron. *«J'ai parlé à Emmanuel Macron, et j'ai été extrêmement déçu»*, a déploré le Premier ministre israélien.

«Il nous a soutenus au début de la guerre mais, petit à petit, j'ai vu qu'il changeait de position et qu'il prenait des positions qui sont contre nos intérêts communs», a déclaré le Premier ministre israélien.

C'est celui qui le dit qui l'est ! Quand un fasciste peut en cacher un autre.

Kamala Harris juge que Donald Trump est un fasciste - Courrier International 24 octobre 2024

Kamala Harris a répondu par l'affirmative, mercredi 23 octobre, lorsqu'on lui a demandé, sur CNN, si elle pensait que Donald Trump était un fasciste.

Dans un entretien publié la veille par le *New York Times*, l'ancien chef de cabinet de Trump à la Maison Blanche avait estimé que son ex-patron répondait à la définition d'un "fasciste", et expliqué qu'il avait parlé avec admiration d'Adolf Hitler – des propos que l'équipe de campagne de M. Trump a démentis auprès de la presse.

«C'est absolument faux. Le président Trump n'a jamais dit cela», a déclaré mercredi son conseiller de campagne Alex Pfeiffer.

«Dans la dernière ligne droite de la course, [elle] intensifi [e] ses attaques, décrivant de plus en plus [Donald Trump] comme [...] inapte à être président», remarque CNN. Courrier International 24 octobre 2024

Au bout d'un mot, il y a des fachos !

« *Au bout d'un joint, d'un rail de coke, il y a des criminels* » : Bruno Retailleau annonce vouloir s'attaquer aux consommateurs de stupéfiants - Public Sénat 23 octobre 2024

« *Il n'y a pas d'offre quand il n'y a pas de demande. Il faut sortir de cette consommation dite récréative, un peu romantique. Je veux vous dire qu'au bout d'un joint, au bout d'un rail de coke, il y a des trafiquants, des proxénètes, des criminels [...]* Il faut que chacun soit responsabilisé »

J-C - Des "*trafiquants, des proxénètes, des criminels*", en somme, l'histoire de la Ve République et de ses partis ! Rien qu'entre 2020 et 2022, on ne les compte plus, tout comme leurs innocentes victimes beaucoup plus nombreuses !

Situation politique et sociale en France.

Faites tomber les masques. Vont-ils les soutenir ou les lâcher ? Devinez.

Assemblée nationale : Un collaborateur d'une députée LFI interdit d'accès - 20minutes.fr 25 octobre 2024

Est-ce en raison de propos polémiques tenus par cet assistant parlementaire ? La députée LFI Ersilia Soudais a annoncé jeudi que son collaborateur parlementaire Ritchy Thibault avait été interdit d'accès au Palais Bourbon par l'administration de l'Assemblée nationale.

Ancien gilet jaune, Ritchy Thibault avait déclaré début octobre lors d'une manifestation pour la Palestine : « *Le seul chemin dans les rues de Paris, c'est l'intifada* ». Le mot arabe, qui se traduit par « *soulèvement* » en français, renvoie à la révolte des Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza contre Israël, déclenchée en décembre 1987 et en septembre 2000.

Le coordinateur de La France insoumise, Manuel Bompard, avait par la suite pris ses distances avec ces propos, sans explicitement les condamner.

Plus récemment, Bruno Retailleau, le ministre de l'Intérieur, a déposé plainte pour « *injure publique* » contre ce collaborateur parlementaire, qui avait qualifié les policiers d'« *enfants de Pétain* ».

« *La collaboration entre les enfants de Pétain de la police nationale et les torchons de Bolloré est logique. Rien d'étonnant dans le fait d'être fiché par un régime en cours de fascisation* », avait-il écrit à propos d'un article d'Europe 1, propriété de Vincent Bolloré, qui indiquait qu'il était inscrit dans au moins deux fichiers de police.

Totalitarisme. Quand LFI cautionne l'état policier et les médias mainstream délateurs.

J-C – On doit avoir à l'esprit, que les narcotrafiants, les marchands et trafiquants d'armes, les réseaux de pédophilie internationaux, les banquiers et les paradis fiscaux, les autorités politiques et les services secrets tirent profit chacun de leur côté de ces activités illégales.

On ne peut s'empêcher de penser, chaque fois qu'une affaire est médiatisée, c'est qu'en haut lieu ils ont décidé de l'instrumentaliser à des fins politiques pour déstabiliser tel ou tel acteur politique ou Etat.

Là, c'est LFI qui est à nouveau visé, ce panier de crabes antiparti ouvrier, dans lequel on trouve tout et n'importe quoi. Au-delà c'est ce qu'il incarne à tort dans la conscience collective des travailleurs, donc c'est la classe ouvrière qui est visée et personne d'autre. Comme la réaction n'aurait pas suffisamment d'occasions pour l'attaquer, LFI va lui fournir de nouveaux prétextes. Vous comprenez pourquoi LFI est si nuisible à notre cause, et pourquoi je ne leur passe rien.

A la place de ces ordures, j'aurais répondu au ministre de l'Intérieur, à LR et au RN, qu'ils aillent se faire foutre avec leur société policière, qu'ils se mêlent de leurs affaires, des camés jusqu'à la gueule, des malfrats ou des gangsters, il y en a à la pelle dans les milieux qu'ils fréquentent, sans parler de la corruption quasi généralisée au niveau des institutions de la Ve République...

Qui est Andy Kerbrat (36 ans), le député Insoumis pris en flagrant délit d'achat de stupéfiants ? Paris Match 22 octobre 2024

Le député La France Insoumise de Loire-Atlantique a été contrôlé par des policiers en possession d'une drogue de synthèse à Paris ce jeudi 17 octobre.

Les faits se sont déroulés le jeudi 17 octobre en soirée sur le quai de la station de métro Lamarck-Caulaincourt, dans le 18e arrondissement de Paris. Le député a acheté 1,35 gramme de 3-MMC à un dealer de rue, mineur, selon les enquêteurs.

Très en lien avec la police et pas vraiment copain avec La France insoumise, le site Valeurs Actuelles se faisait un plaisir d'épingler l'achat de drogue de synthèse par le jeune député insoumis.

Selon des informations de *Valeurs actuelles* qui a révélé l'affaire (et *Le Parisien* - J-C), très en lien avec la police et pas vraiment copain avec La France insoumise, l'élu a été contrôlé en possession de 3-MMC sur le quai de la station de métro Lamarck-Caulaincourt, dans le 18e arrondissement de la capitale.

« *J'assume entièrement ma responsabilité et me mets à la disposition de la justice* », a-t-il écrit avant de présenter ses excuses et annoncer qu'il suivra « *un protocole de soins* » pour reprendre son activité de parlementaire.

Ces révélations de la presse ont évidemment agacé le principal concerné, qui n'avait pas encore eu le temps d'en parler à ses proches. Cette affaire « interroge une nouvelle fois sur la porosité entre des sources policières et les médias d'extrême droite », a dénoncé le député dans un communiqué.

L'élu de Loire-Atlantique a reçu le soutien de sa collègue écologiste Sandrine Rousseau (Les Ecologistes) sur les réseaux sociaux, ainsi que Mathilde Panot (LFI).

J-C - Savez-vous pourquoi, Rousseau, au lieu de le clouer au pilori comme elle en a l'habitude avec les hommes, l'a au contraire soutenu, devinez ? Parce qu'il est comme elle homosexuel !

Paris Match - Ouvertement Gay, Andy Kerbrat milite aussi pour les droits LGBTQIA + (Source : AFP, Paris Match, BFMTV et Le HuffPost 22 octobre 2024)

J-C – Souvenez-vous, le député LFI Adrien Quatennens, hétérosexuel, fusillé sur place par tous les partis du NFP pour une simple baffe donné à son épouse, il n'a pas bénéficié de la même mansuétude, cela montre à quel point ces partis politiques ne sont plus que des auxiliaires de l'idéologie de la classe dominante, des dégénérés, des balances, des ordures. Quand on lit cela, on se dit qu'ils sont infréquentables.

Cela dit, ce type-là, Andy Kerbrat, c'est une loque humaine, il s'est excusé en s'humiliant littéralement, il ne mériterait même pas qu'on le défende.

Tyrannie. La France a basculé dans un régime de terreur, d'Inquisition et de maccarthysme.

J-C - La police des mœurs et la délation sont devenues l'activité préférée d'une certaine frange de la population française de préférence étiquetée à gauche, influencée par l'idéologie totalitaire et l'abus de pouvoir dont font preuve les autorités en France et dans le monde.

Ne souhaitant pas s'attaquer aux régimes, au capitalisme, ils s'en prennent aux premiers venus qui leur sont désignés par les médias aux ordres, c'est ainsi que se forme la graine de fasciste, il faut l'avoir à l'esprit, c'est donc très grave et on se doit de le dénoncer fermement.

Comment de simples faits divers parviennent-ils à la connaissance de la population entière, ce qui s'est passé dans une obscure salle de classe, lors d'une altercation dans un village, sinon que l'intention était de monter en épingle ces incidents afin de les instrumentaliser politiquement.

Si vous me demandez ce que je pense de ce qui s'est passé ici ou là rapporté par ces médias, je vous répondrai que je n'en ai vraiment rien à foutre. Et Gare à ceux qui s'emmêleraient ou se transformeraient en auxiliaires du ministre de l'Intérieur, je les broierais !

Quelques exemples parmi tant d'autres.

Gard: une enseignante d'école primaire mise en examen après des violences sur des élèves - BFMTV 24 octobre 2024

Pour cinq de ces six enfants, il s'agit de violences psychologiques, comme des brimades ou des propos dénigrants ou humiliants, a appris BFMTV d'une source proche de l'enquête.

Lors d'auditions, les enfants ont notamment rapporté avoir été victimes de mauvais traitements et de propos particulièrement inadaptés de la part de l'enseignante. Une jeune fille de neuf ans s'est même vue prescrire trois jours d'ITT par un médecin. Elle a rapporté avoir été violentée au niveau de la cuisse et de la main. Des déclarations corroborées par l'examen médical qui a suivi.

Selon les informations de BFMTV, l'enseignante, placée en garde à vue ce mercredi 23 octobre à Alès, a nié les faits. Toujours selon les informations de BFMTV, la quinquagénaire avait fait l'objet d'un signalement en 2013 pour des faits similaires, mais finalement classé sans suite. BFMTV 24 octobre 2024

Niort : Une vingtaine de signalements de harcèlement moral et sexuel à l'hôpital - 20minutes.fr 24 octobre 2024

Toulouse : L'affectation au CHU d'un interne condamné pour agression sexuelle suspendue - 20minutes.fr 24 octobre 2024

Nicolas Bedos condamné à de la prison ferme : "une peine humiliante", son avocate contre-attaque - Closer 23 octobre 2024

J-C – Entre nous, je déteste ce type depuis le début. Il a profité de la notoriété de son père. C'est un raté, et il ne me fait pas marrer. Les néoconservateurs n'ont pas besoin de ce genre de personnages, alors ils les éliminent les uns après les autres, et ces cons d'intellectuels dits de gauche, n'ont toujours pas compris ce qui leur arrivait.

On ne va pas pleurer sur leur sort. J'évoque son cas, uniquement pour montrer comment fonctionne la justice de nos jours.

Closer - À l'issue de son procès, Nicolas Bedos a été condamné pour agressions sexuelles par le tribunal mardi 22 octobre 2024. Le fils de Guy Bedos a écopé d'un an de prison, dont six mois avec sursis. Mais aussi d'une obligation de soins. Pour rappel, le comédien était accusé par une jeune femme "de s'être dirigé vers elle, tête baissée. Avant de tendre la main droite au niveau de son sexe, par-dessus son jean". De son côté, une seconde jeune femme qui travaillait dans une boîte de nuit parisienne "a raconté aux enquêteurs que Nicolas Bedos l'avait attrapée par la taille. Et embrassée dans le cou dans la nuit du 11 au 12 mai 2023. Alors que ce dernier était ivre". De passage sur le plateau de C à vous mardi 22 octobre 2024, l'avocate du réalisateur, Me Julia Minkowski, a révélé que son client n'allait pas en rester là.

"Nous avons formé appel de cette décision. Donc je tiens à rappeler que Monsieur Nicolas Bedos, à ce jour, est toujours présumé innocent. C'est une décision rendue par un tribunal. Une décision de première instance", a premièrement indiqué Me Julia Minkowski. L'avocate de l'acteur a ensuite défendu bec et ongles son client.

"On a jugé Nicolas Bedos pas pour ce qu'il a fait. Mais pour ce qu'il est. Parce que c'est une personnalité. Et parce que la justice s'achète un bon coup de com'. Elle est tellement critiquée pour son incapacité à prendre réellement à bras-le-corps le problème des violences sexuelles. Que quand elle a une personnalité sous la main. Elle agit avec une célérité qu'on ne connaît pas par ailleurs", a notamment affirmé Me Julia Minkowski.

Un verdict qui interpelle au plus haut point Me Julia Minkowski, l'avocate de Nicolas Bedos : "Cette sévérité est totalement inédite, injuste, totalement inacceptable. Nous sommes dans une société où pour un baiser dans le cou ou une main posée sur un jean au milieu d'une boîte de nuit, on se retrouve condamné à porter un bracelet électronique pour une durée de six mois".

Ce jeudi 24 octobre 2024 sur Instagram, l'intéressée ayant reçu des "centaines de messages de gens de la sphère publique comme privée, célèbres et anonymes" est sortie du silence pour les remercier. Cela lui a "réchauffé le cœur", a précisé la mère de famille qui affirme sur Instagram que si ces retours venaient à être dévoilés au grand jour, "on comprendrait peut-être l'incroyable fossé qu'il y a désormais entre ce que les gens disent (ou plutôt n'osent pas dire) et ce qu'ils pensent".

Avec sa plume, la belle-fille de Joëlle Bercot n'a pas mâché ses mots quant à la peine prononcée contre sa moitié. "On ne répare pas une injustice en en commettant une autre. Respecter la loi oui, punir injustement un homme pour en faire un symbole, ça s'appelle de la tyrannie", a écrit Pauline Desmots, le cœur lourd. "C'est la première fois dans l'histoire de la justice française qu'un juge

condamne un homme (n'ayant jamais eu de condamnation de cette nature) à de la prison ferme pour un comportement déplacé en boîte de nuit".

Voulant se faire entendre, la principale concernée a également ajouté : *"N'en déplaise à certains, ce n'est pas appliquer la loi que d'appliquer la peine maximale faisant fi du contexte, de la nature, de la gravité et de la matérialité des faits. La terreur se définit comme une période où un gouvernement ou un groupe minoritaire impose sa domination par la violence, l'intimidation et la répression systématique. Où la peur devient un moyen de contrôle, forçant les populations à se soumettre".* Closer 23 octobre 2024

Santé.

Parole d'internaute.

– Un patient atteint de la maladie de Parkinson constate une amélioration significative des symptômes après un mois de schéma posologique croissant. Patient atteint de la maladie de Parkinson qui souhaitait essayer l'ivermectine, sur la base de recherches précliniques prometteuses.

Cela fait 6 semaines, avec une dose croissante d'ivermectine. La réponse à l'ivermectine et l'amélioration des symptômes en si peu de temps ont été vraiment remarquables. Ce patient est à nouveau capable de jouer au golf. Je suis resté sans voix. Article Lien dans la photo pour éviter le shadowban, il suffit de re-taper l'URL dans la 1ère photo en haut, dans votre navigateur pour y accéder

<https://x.com/MakisMD/status/1849126172157764070>

Quel est le salaire d'un(e) infirmier(e) en 2024 en France ?

<https://www.20minutes.fr/vie-pro/4117436-20241024-salaire-e-infirmier-e-2024-france?xtor=RSS-176>

J-C - Il y a des dizaines de milliers d'emplois à pourvoir. Si vous avez un fils ou une fille, un petit-fils ou une petite-fille qui ne sait pas ce qu'il ou elle va devenir, après une formation de 3 ans, il ou elle sera assuré d'avoir un boulot, un statut, un salaire, certes, misérable au début, mais qui n'a pas commencé par là un jour parmi ceux qui sont nés dans une famille ouvrière.

Combat contre la dictature climatique.

La forêt mondiale est-elle menacée ? - Association des climato-réalistes 14 octobre 2024

<https://www.climato-realistes.fr/la-foret-mondiale-est-elle-menacee/>

Le réchauffement climatique a-t-il rendu plus probables les fortes précipitations qui se sont produit en Europe centrale en septembre 2024 ? - Association des climato-réalistes 13 octobre 2024

<https://www.climato-realistes.fr/le-rechauffement-climatique-a-t-il-rendu-plus-probables-les-fortes-precipitations-qui-se-se-sont-produit-en-europe-centrale-en-septembre-2024/>

Cyclone Hélène : un événement hâtivement attribué au réchauffement climatique - Association des climato-réalistes 8 octobre 2024

<https://www.climato-realistes.fr/cyclone-helene-un-evenement-hativement-attribue-au-rechauffement-climatique/>

Combat contre la barbarie coloniale et impérialiste.

Lu.

Par dizaines et peut-être par centaines, les résolutions onusiennes, les recommandations, du Conseil de sécurité ou de l'Assemblée générale, seront ignorées ou violées par l'État hébreu. De 1947 à 2024, on serait bien en peine d'en citer une seule qui ait été respectée. On trouvera ci-après quelques exemples de textes archivés sans suite :

La résolution 194 du 11/12/1948 qui place Jérusalem sous mandat international et garantit le principe des droits existants (sic) est ignorée. La résolution 242 du Conseil de sécurité du 22/11/67 qui traite de l'évacuation des territoires occupés l'est également, comme les résolutions 476 du 30/06/80, la 478 du 20/08/80 ainsi que la 672 du 12/12/90, qui condamnent l'attitude belliqueuse de l'État sioniste et ses lois illégales.

Au total ce sont 226 résolutions du Conseil de sécurité qui auraient été violées pour la période 1948/2016. Elles s'ajoutent aux 140 résolutions de l'Assemblée générale ignorées ou violées depuis 2015... Etc. Ce qui en dit long sur le respect accordé par certains États au Droit international. Démarche exceptionnelle et se référant à l'article 99 chapitre XV de la Charte, le secrétaire général Guterres a été amené à appeler le Conseil à agir d'urgence pour éviter une catastrophe humanitaire à Gaza, menace pour la paix et la sécurité dans le monde... C'est l'objet de la résolution 2712 du 15 novembre 2023.

Pourquoi cette désinvolture provocatrice ? La réponse est simple : l'État d'Israël est assuré du soutien tous azimuts de l'Occident, de l'Amérique et du bloc anglo-saxon en premier lieu.

J-C – Gardez soigneusement cela en mémoire.

Pensez à tout ce que vous avez lu sur le droit international, à tous ceux qui nous ont vendu ses mérites, c'était quoi ou qui ces gens-là ? Des démagogues, des imposteurs, des charlatans, il y en a par brouettés entières dans les médias et les réseaux sociaux. On en a la preuve ici, si c'était encore nécessaire

L'ONU condamnée à mort ? par Michel Raimbaud - Mondialisation.ca, 24 octobre 2024

Extraits.

Née dans le sillage de la seconde guerre mondiale, l'ONU a « *fauté* » dès ses premiers pas, endossant ou parrainant une spoliation de nature coloniale qui, plus de soixante-quinze ans plus tard, paraît quasiment irréparable.

Nous ne reproduirons pas ici le bilan atroce et accablant de la réaction et de la répression de l'Etat israélien contre les Gazaouis, surtout les civils palestiniens, enfermés à vie dans une enclave devenue le plus grand camp de concentration du monde, au sens plein du terme. Déjà spoliateur, usurpateur et ségrégationniste, pratiquant un apartheid comme l'Afrique du Sud de jadis, l'Etat sioniste a franchi une nouvelle étape dans son mépris des lois, du droit international et du droit humanitaire : il réalise en direct, prenant plaisir à le médiatiser, un génocide, une épuration ethnique, assortis de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité et il est condamné sans appel par la Cour Internationale de Justice (CIJ) tandis que la Cour Pénale Internationale (CPI) a lancé deux mandats d'arrêt contre le Premier Ministre Netanyahu et le ministre Yoav Gallant.

On ne peut qu'être épouvanté de la démente des dirigeants sionistes, qui ont brisé tous les tabous et jeté aux oubliettes les lois internationales. Il est urgentissime de mettre fin à leur impunité par le blocus, l'isolement, le boycott systématique. Leur arrogance est devenue sans bornes, comme en témoigne la posture de Netanyahu qui s'opposait le 16 octobre passé à la participation de l'Algérie à la conférence de Paris sur le Liban (sic) et qui insulte les Nations-Unies dans leur sanctuaire, brandissant une carte du Proche-Orient où la Palestine est remplacée par un Grand Israël sans frontières, et son ambassadeur déchirant la Charte.

C'est le premier génocide en direct, revendiqué comme tel par un Etat qui s'affiche ouvertement comme un Etat hors-la-loi, s'enfonçant dans la monstruosité et la sauvagerie. Poursuivant sans repos le carnage à Gaza et en Palestine, tandis que le Sud-Liban et Beyrouth sont systématiquement bombardés sous prétexte d'éliminer les responsables du Hezbollah et de détruire son infrastructure économique et sociale, Israël n'épargne plus rien ni personne.

L'Occident collectif défend Israël dans tous ses crimes et méfaits, approuve son protégé lorsque celui-ci s'attaque ouvertement aux institutions de l'ONU et à ses émanations diverses : l'Assemblée Générale, l'UNRWA, la Commission des Droits de l'Homme, les rapporteurs et mandataires divers, la FINUL, se permettant de déclarer persona non grata le Secrétaire Général Antonio Guterres. Le dit Occident soutient sans réserve l'Etat sioniste lorsque ce dernier pratique avec ostentation le terrorisme dans toute la région, multipliant les incursions et assauts contre les installations civiles et les assassinats arbitraires, dans le cadre d'un terrorisme ciblé ou aveugle.

Nombreuses sont les voix qui s'élèvent pour réclamer que soit expulsé des Nations-Unies l'Etat terroriste qui leur a déclaré la guerre ainsi qu'au Secrétaire Général lui-même, déclaré persona non grata en Israël. Ce serait la moindre des choses. L'ONU avait pris une telle mesure contre l'Afrique du Sud de l'apartheid. En ne le faisant pas contre une entité criminelle à ce point et dangereusement provocatrice, elle se déshonore par son silence et avoue son impuissance, sous la pression, il faut bien le dire des Anglo-saxons et de l'Occident collectif, de plus en plus collectif dans l'ignominie et l'hypocrisie, recroquevillé sur des « *valeurs* » et des « *normes* » de son invention, imposées en lieu et place du droit onusien.

Qui dira l'horreur des enfants tués d'une balle dans la tête, des femmes systématiquement ciblées, des prisonniers systématiquement violés, des civils déshumanisés, au prétexte qu'ils sont « *des*

animaux ». On ne hurlera jamais assez pour leur rappeler aux indifférents que des familles entières par milliers, voire dizaines de milliers, sont exterminées et meurent sous les décombres suite aux bombardements aveugles de « *l'armée la plus morale du monde* ». Aucun pays ne proteste, ne demande des comptes, ce qui encourage les dirigeants de Tel Aviv à poursuivre leurs projets de destruction et de domination de toute la région... Francesca Albanese, rapporteuse sur la situation des DDH dans les territoires occupés : un million de Palestiniens ont fait l'expérience des prisons israéliennes depuis 1967. Gaza, plus grand camp de concentration à ciel ouvert de la planète. Aux termes du droit international, les Palestiniens ont le droit de résister à l'occupant par tous les moyens, qu'ils soient ou non légaux : en pareil cas, la notion de terrorisme n'existe pas, malgré l'acharnement occidental à qualifier le Hamas de groupe terroriste.

Les membres de l'ONU se taisent, et tout se passe comme si déjà l'ONU elle-même était décédée, de sa belle ou de sa vilaine mort ou d'une mort honteuse... Mondialisation.ca, 24 octobre 2024

Liban : les locaux à Beyrouth de la chaîne Al-Mayadeen touchés lors d'une frappe israélienne - RT 24 oct. 2024

Le bureau de la chaîne Al-Mayadeen à Beyrouth a été touché le 23 octobre par une frappe israélienne. Le média a annoncé que les locaux étaient vides, ayant déménagé au début du conflit. La ligne éditoriale du site est perçue comme favorable au Hezbollah ainsi qu'au gouvernement syrien.

Israël accuse six journalistes d'Al-Jazeera de travailler pour le Hamas et le Jihad islamique, la chaîne dément - RT 24 oct. 2024

L'armée israélienne a accusé le 23 octobre six journalistes d'Al-Jazeera de faire partie du Hamas et du Jihad islamique.

De son côté, la chaîne qatarie a démenti les allégations israéliennes, «*rejetant catégoriquement la représentation de nos journalistes comme des terroristes par les forces d'occupation israéliennes et dénonce leur utilisation de preuves fabriquées*».

Pour le média, dont le siège est basé à Doha, le but de l'accusation israélienne est de mettre une cible dans le dos des journalistes encore présents sur place. «*Le réseau considère ces accusations fabriquées comme une tentative flagrante de faire taire les quelques journalistes restants dans la région, occultant ainsi les dures réalités de la guerre aux yeux du public du monde entier*», peut-on lire dans le communiqué.

Conflit au Proche-Orient : l'aviation israélienne frappe Tyr, principale ville du sud-Liban - RT 24 oct. 2024

L'armée israélienne a bombardé le 23 octobre la ville historique de Tyr, dans le sud du Liban, ciblant des banques proches du Hezbollah et des quartiers résidentiels. Des milliers d'habitants ont pris le chemin de l'exil.

Russie.

Discours de Vladimir Poutine lors de la réunion dans le format élargi du sommet des BRICS - Réseau International 24 octobre 2024

<https://reseauinternational.net/discours-de-vladimir-poutine-lors-de-la-reunion-dans-le-format-elargi-du-sommet-des-brics/>

Ukraine.

Conflit en Ukraine : le maire de Lvov affirme que les «bons Russes» n'existent qu'«au cimetière» - RT 24 oct. 2024

Le maire de Lvov, Andreï Sadovoy, a tenu des propos particulièrement virulents à l'encontre de Russes exilés en Ukraine lors d'une interview avec RBK Ukraine le 21 octobre, affirmant que la seule place des «bons Russes» était «au cimetière». L'édile venait alors de répondre à plusieurs questions concernant la tenue dans sa ville, en mai dernier, d'un «forum» réunissant une quarantaine de Russes favorables à la politique de Kiev.

Parmi ces pro-ukrainiens figuraient notamment Ilya Ponomariov, ancien député de la Douma (2008-2016), désormais impliqué dans la promotion de milices russes combattant aux côtés des forces armées ukrainiennes. Moscou considère ces groupes comme terroristes et les accuse d'être instrumentalisés par le service de renseignement ukrainien. RT 24 oct. 2024

Moldavie.

J-C – Encore une élection frauduleuse à mettre au compte de l'OTAN, puisque les centaines de milliers de Moldaves résidant en Russie n'ont pas pu voter, contrairement à ceux présents dans l'UE.

Et Bruxelles ose dénoncer "une ingérence et une intimidation sans précédent" de la Russie ! Ils sont couverts par les médias mainstream et les partis institutionnels qui relateront la version de l'OTAN.

Fraude électorale en Modavie pour rejoindre l'Union européenne - MPR 21 - legrandsoir.info 23 octobre 2024

Dans un exercice effronté caractéristique, Bruxelles a dénoncé "une ingérence et une intimidation sans précédent" de la Russie lors du référendum pour l'incorporation de la Moldavie dans l'Union européenne. En effet, le référendum de dimanche a été truqué, mais à l'envers : promouvoir l'adhésion à l'Union européenne comme étape préliminaire à l'annexion du pays à la Roumanie.

Le gouvernement a fermé toutes les chaînes de télévision de l'opposition (NDT : ainsi que RT), interdit plusieurs partis et a même fait pression sur Durov, le propriétaire de Telegram, pour qu'il censure les chaînes d'une partie de l'opposition. Le vote a été très serré : 50,4% en faveur de l'entrée contre 49,6% contre. En termes absolus, la différence est d'environ douze mille voix.

Aucune des deux parties n'a pris l'avantage jusqu'à la dernière minute, lorsque les 180 000 votes des Moldaves vivant dans l'Union européenne ont été ajoutés. 90% d'entre eux ont voté dans l'affirmative.

Mais beaucoup plus de Moldaves vivent en Russie que dans l'Union européenne, près de 40%, dont seulement 5% ont pu voter. La plupart n'ont pas pu le faire car le gouvernement moldave n'a ouvert que 2 bureaux de vote à Moscou pour 400 000 citoyens moldaves vivant en Russie, au lieu des 17 précédents.

En revanche, 60 bureaux de vote ont été ouverts en Italie, 26 en Allemagne, 20 en France, 17 au Royaume-Uni, 16 en Roumanie, 16 aux États-Unis, 11 en Espagne, 10 en Irlande et 6 au Portugal.

La Moldavie est lentement et patiemment absorbée par la Roumanie. La plupart des hauts fonctionnaires moldaves ont la nationalité roumaine, ce qui serait inacceptable dans n'importe quel pays du monde.

Le Chef de l'Etat, le Président du Parlement, le Premier Ministre, le Ministre des Affaires étrangères, la grande majorité des ministres et députés du parti au pouvoir, la plupart des postes de chefs d'Etat, ministres d'Etat, membres de la Cour constitutionnelle, le chef des services secrets sont roumains.

Pour que la Roumanie absorbe la Moldavie, elle doit d'abord adhérer à l'Union européenne, ce qui est l'étape précédente qu'ils ont franchie dimanche avec la fraude électorale.

L'OTAN, les migrants dans l'UE et la guerre à venir en Moldavie - voltage.net.org 22 octobre 2024

Par Thierry Meyssan

Extraits

La Moldavie a acquis son indépendance lors de la dissolution de l'URSS, le 27 août 1991, huit jours après la déclaration d'indépendance de la Transnistrie (19 août). Cette petite république a été successivement considérée comme ukrainienne, puis après le pacte Molotov-Ribbentrop, fondue par Staline dans une partie de la Roumanie sous le nom de Moldavie. Depuis trente-trois ans, les deux entités sont absolument distinctes, cependant les Nations unies ont enregistré, en 1991, la Transnistrie comme une région de la Moldavie. La Cour de justice a considéré que la Moldavie n'est pas « sûre », au motif que la Transnistrie serait une région « rebelle », quoique totalement indépendante avant même l'indépendance de la Moldavie.

En 1992, la population transnistrienne s'est emparée des blindés de la Force de paix russes pour combattre les forces roumaines commandées par la CIA.

Il se trouve que la Transnistrie, aujourd'hui République moldave du Dniestr, a dû affronter l'OTAN lors d'une guerre présentée mensongèrement par l'Occident comme la « *guerre civile moldave* » (sic), alors même que l'armée moldave n'y a jamais pris part. Le 17 septembre 2006, cette petite république a demandé par référendum à adhérer à 97,2 % à la Fédération de Russie. Elle l'a à

nouveau demandé, en 2014, lorsque la Crimée voisine a été admise dans la Fédération de Russie [8].

Lorsque la Rand Corporation, le laboratoire de pensée du lobby militaro-industriel états-unien, a présenté son plan pour Étendre et déséquilibrer la Russie (Overextending and Unbalancing Russia) à la Chambre des représentants, le 5 septembre 2019, ses membres ont insisté pour lancer une guerre en Ukraine, ou à défaut, en Transnistrie [9]. Vu l'échec militaire des nationalistes intégraux en Ukraine, Washington pense rapidement passer un cran et lancer une guerre en Transnistrie/Moldavie [10].

Après que le plan de la RAND Corporation ait été rédigé, de petites mains ont créé des pages en 43 langues consacrées à la « *guerre du Dniestr* » de 1992 sur l'encyclopédie en ligne Wikipedia. C'est une excellente illustration de la manière de procéder de la propagande atlantique. La présentation des événements fait l'impasse sur le rôle de la CIA dans les combats. Les forces de l'OTAN y sont décrites comme « *moldaves* », alors qu'elles étaient roumaines. Comparez ces pages avec l'article que j'ai écrit à ce sujet, il y a dix-sept ans [11]. Vérifiez les références. Cette narration fantaisiste sera reprise de bonne foi par tous les journalistes occidentaux.

Le 20 octobre 2024, les Moldaves devaient élire leur président et se prononcer sur l'inscription dans la Constitution de leur demande d'adhésion à l'Union européenne. Surprise : ils ont choisi de reconduire à la présidence la pro-UE Maia Sandu, mais ont voté contre l'adhésion de leur pays à cette organisation supranationale. Le plan de Washington prévoyait une sorte de remake du coup d'État de la place Maïdan de 2014. Cette fois, il ne s'agissait pas de placer des « *nationalistes intégraux* » au pouvoir, mais de provoquer une guerre avec la Transnistrie. La Cour de justice de l'UE avait pris les devants en interdisant de renvoyer en Moldavie les citoyens qui refuseraient d'y participer.

Dans un premier temps, la présidente Maia Sandu a dénoncé « *une attaque sans précédent contre la démocratie* ». « *Des groupes criminels, agissant de concert avec des forces étrangères hostiles à nos intérêts nationaux, ont attaqué notre pays à coups de dizaines de millions d'euros, de mensonges et de propagande* » pour « *piéger notre pays dans l'incertitude et l'instabilité* », a-t-elle précisé. Puis, dans un second temps, la Commission électorale a annoncé une victoire du « *Oui* » à 50,28 %, après comptabilisation des votes des Moldaves à l'étranger ; un résultat largement dénoncé comme frauduleux en Moldavie, mais applaudi par la presse occidentale.

Notes :

[8] « *La Transnistrie demande d'adhérer à la Fédération de Russie* », Réseau Voltaire, 24 mars 2014.

[9] Overextending and Unbalancing Russia, James Dobbins, Raphael S. Cohen, Nathan Chandler, Bryan Frederick, Edward Geist, Paul DeLuca, Forrest E. Morgan, Howard J. Shatz, Brent Williams, Rand Corporation, April 2019. Voir aussi les détails du plan dans Extending Russia : Competing from Advantageous Ground, Raphael S. Cohen, Nathan Chandler, Bryan Frederick, Edward Geist, Paul DeLuca, Forrest E. Morgan, Howard J. Shatz & Brent Williams, Rand Corporation, May 25, 2019.

[10] « *Rand Corp : comment abattre la Russie* », « *Ukraine : tout était écrit dans le plan de la Rand Corp.* » et « *La guerre avance selon le plan de la Rand Corporation* », par Manlio Dinucci, Traduction M.-A., Réseau Voltaire, 21 mai 2019, 8 mars et 18 octobre 2022.

[11] « *En 1992, les États-Unis tentèrent d'écraser militairement la Transnistrie* », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 17 juillet 2007.

<https://www.voltairenet.org/article221413.html>

Portugal.

Deuxième nuit d'émeutes à Lisbonne après la mort d'un homme tué par la police - Euronews 23 octobre 2024

L'agglomération de Lisbonne a connu une nuit d'émeutes, avec plusieurs incidents de violence et de vandalisme enregistrés dans différents endroits, à savoir Carnaxide (Oeiras), Casal de Cambra (Sintra) et Damaia (Amadora), aux premières heures de la matinée de mardi.

Outre le quartier de Zambujal, la PSP a également renforcé ses ressources dans divers endroits, notamment dans les zones urbaines sensibles.

Dans la nuit, des émeutes ont également été signalées à Carnaxide, dans la municipalité d'Oeiras, plus précisément dans le quartier de Portela, où des coups de feu ont été tirés et un bus incendié, ainsi que plusieurs poubelles et un véhicule léger.

Dans la municipalité de Sintra, un objet a été lancé sur le poste de police de la PSP à Casal de Cambra, sans causer de dommages, et à Damaia, des troubles ont eu lieu dans plusieurs rues, y compris des jets de pétards et de pierres sur la voie publique, ainsi que des incendies criminels de plusieurs poubelles.

Cette deuxième nuit de violence dans les rues fait suite à la mort d'Odair Moniz, 43 ans, abattu par un agent de la PSP aux premières heures du lundi matin dans le quartier de Cova da Moura à Amadora.

La police a expliqué que lorsque les agents "*se sont approchés du suspect, celui-ci a résisté à l'arrestation et a tenté de les agresser avec une arme blanche*", ajoutant que "*l'un des agents de police, ayant épuisé tous les autres moyens et efforts*", a utilisé une arme à feu sur le suspect "dans des circonstances qui feront l'objet d'une enquête criminelle et disciplinaire".

Ce mercredi, dans une nouvelle communication, le PSP a dit "*regretter la mort*" d'Odair Moniz, soulignant qu'elle "*fait l'objet d'une enquête de la part des autorités judiciaires*".

Le policier qui a tiré sur l'homme a depuis été mis en examen, a indiqué une source de la Polícia Judiciária.

Mardi, des dizaines de personnes se sont rassemblées devant l'appartement où vivait Odair Moniz, dans le quartier Zambujal d'Amadora, pour lui rendre hommage. Citoyen cap-verdien de 43 ans, il était propriétaire et gérant d'un café et était connu de tous les habitants du quartier sous le surnom de "*Dá*" et père de trois enfants.

La mobilisation a été organisée à l'initiative d'une association d'habitants du quartier. *"Les gens étaient incrédules [face à la mort d'Odair Moniz]"*, a déclaré à Lusa Gilberto Pinto, président de l'association des habitants du quartier, A Partilha.

"C'est un effet boule de neige, un sentiment d'injustice qui s'est installé", a-t-il déclaré à l'agence de presse portugaise.

Les habitants soulignent la personnalité d'Odair et refusent de croire la version de la police, qui affirme qu'il les a menacés avec une arme blanche. Euronews 23 octobre 2024

J-C – On va vers un état de guerre civile dans plein de pays occidentaux, à suivre.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 27 octobre 2024

Copains et coquins.

Le projet de budget 2025 présenté par Barnier donne des sueurs froides à toutes les formations politiques présentes à l'Assemblée nationale. Toutes entendent collaborer avec zèle à l'élaboration de la politique à tendance néoconservatrice que Macron appliquera en 2025, y compris les membres du NFP qui sont dès lors disqualifiés pour s'exprimer en notre nom, ils la cautionnent avant l'heure, ainsi que ses conséquences dramatiques pour les travailleurs et jeunes, d'une certaine manière, autant dire qu'il ne faudra pas compter sur eux pour défendre leurs intérêts.

Même au sein du camp présidentiel, il y a des députés qui proposent des amendements opposés à l'orientation du gouvernement, certains sont adoptés grâce aux voix d'autres formations politiques. Bref, c'est la foire d'empoigne des alliances et mésalliances parfois contrenatures, au point que le projet qui leur a été présenté est devenu en grande partie méconnaissable, au grand dam de Barnier qui s'apprête à dégainer le 49.3, tandis que Macron ronge son frein.

Le petit dictateur enragerait, paraît-il, car il a perdu le contrôle du Parlement, finalement, il ne tient que grâce à la division de son propre camp qui balance ou hésite, entre ceux qui craignent une violente réaction de la classe ouvrière, et ceux qui entendent l'écraser, comble du paradoxe !

Ajoutons, avec la complicité du NFP pro-capitaliste et garant des institutions de la Ve République, qui n'a pas l'intention de proposer une issue politique en rupture avec le capitalisme et ses institutions, que des millions de travailleurs et jeunes pourraient adopter ou sur laquelle ils pourraient se mobiliser, surtout pas !

"Libérez Gaza, libérez Georges Abdallah".

Marche en soutien au Libanais propalestinien Georges Abdallah, en prison depuis 40 ans - AFP 26 octobre 2024

Quelque 2.000 personnes ont manifesté samedi, au 40e anniversaire de l'incarcération du militant libanais propalestinien Georges Ibrahim Abdallah, pour réclamer sa libération de la prison de Lannemezan, dans le sud-ouest de la France, où il est enfermé, a constaté une équipe de l'AFP.

Le cortège, parti de la gare de Lannemezan (Hautes-Pyrénées), a rallié le centre pénitentiaire au son de slogans tels que "*Libérez Gaza, libérez Georges Abdallah*".

Outre la situation explosive au Proche-Orient, cette action intervient dans un contexte particulier: la justice française doit rendre le 15 novembre sa décision sur une nouvelle demande de libération conditionnelle de Georges Abdallah. AFP 26 octobre 2024

J-C – Il est libérable depuis 1999, ce sont les Américains et les sionistes qui s'opposent à sa libération.

Le rêve, non, le cauchemar américain !

"Il suffit d'un imprévu pour se retrouver à la rue" : à Miami, la crise du logement met à mal le "rêve américain" de nombreux habitants - francetvinfo.fr 26 octobre 2024

https://www.francetvinfo.fr/monde/usa/presidentielle/l-amerique-en-marche-arriere/reportage-il-suffit-d-un-imprevu-pour-se-retrouver-a-la-rue-a-miami-la-crise-du-logement-force-des-habitants-a-renoncer-a-une-part-du-reve-americain_6816800.html#at_medium=5&at_campaign_group=1&at_campaign=7h30&at_offre=3&at_variant=V3-compte&at_send_date=20241026&at_recipient_id=459386-1676105518-3fb080c9

J-C – Quel cauchemar vivent vraiment au quotidien les travailleurs aux Etats-Unis ? Vous n'en savez rien au juste, et bien lisez cet article pour en avoir une idée assez précise.

Complément à la causerie d'hier. Comment, tout au long d'un article, RFI distille insidieusement la propagande anglo-saxonne de l'OTAN.

Vitrine pour Vladimir Poutine, le sommet des Brics signe une déclaration conjointe sans grandes mesures -RFI/Reuters

Un sommet insignifiant, vraiment ? 2 démentis.

1- **RT** - Lors du sommet des BRICS+ tenu à Kazan du 22 au 24 octobre, il a été décidé d'octroyer le statut de pays partenaire (et non membres à part entière) à 13 pays : Algérie, Biélorussie, Bolivie, Cuba, Indonésie, Kazakhstan, Malaisie, Nigéria, Thaïlande, Turquie, Ouganda, Ouzbékistan, Vietnam. RT 25 Oct 2024

J-C – Les Brics 10 +13 = 46% du PIB mondial et plus de la moitié de la population mondiale ; le G7 = 29,08% et moins de 25% de la population mondiale. Tenez, à propos des Brics, une formule m'est venue à l'esprit ce matin : Le Bretton Woods II. Vous voyez ce que je veux dire ?

2- XVI° sommet des BRICS : Déclaration de Kazan - Réseau Voltaire 24 octobre 2024

<https://www.voltairenet.org/article221435.html>

Législatives en Géorgie. Quand les porte-parole de l'UE-OTAN vous informent, c'est garantie 100% de propagande.

Législatives en Géorgie : le parti au pouvoir revendique "une majorité solide" face aux oppositions pro-européennes qui refusent de reconnaître les résultats - franceinfo/AFP 26 octobre 2024

La formation au pouvoir recueillait 53% des voix après l'analyse du scrutin dans 72% des bureaux de vote, selon la commission électorale centrale. franceinfo/AFP 26 octobre 2024

J-C- Dans cet article et d'autres, quelques titres plus loin, l'AFP et France Info se sont littéralement déchaînés contre le parti au pouvoir pro-russe en Géorgie. Lisez, c'est délirant, 100% de propagande pro-UE-OTAN-Davos.

Franceinfo - Le parti au pouvoir Rêve géorgien est en passe de remporter les législatives en Géorgie face à l'opposition pro-européenne, selon des résultats partiels communiqués samedi 26 octobre. Ce verdict risque de remettre en cause les ambitions de ce petit pays du Caucase de rejoindre l'Union européenne.

J-C- Car implicitement, ce serait un bonheur de rejoindre l'UE plutôt que s'allier à la Russie ou rejoindre les Brics, par exemple !

Franceinfo - *"Comme le montrent les résultats rendus publics par la commission électorale centrale, le Rêve géorgien s'est assuré une solide majorité"* dans le nouveau parlement, a déclaré aux journalistes le secrétaire exécutif du parti Mamuka Mdinaradze. Dans la soirée, l'opposition a annoncé refuser de connaître les résultats, un de ses responsables qualifiant le vote de *"volé"*. *"Pour l'instant nos données nous montrent des résultats beaucoup plus serrés que ceux que la commission centrale a publiés"*, a déclaré de son côté à l'AFPTV Alexander Krevo, un porte-parole du Mouvement national uni (MNU).

J-C- Dorénavant, lorsque le candidat ou le parti que soutient l'UE, l'OTAN, Davos perd les élections, systématiquement la clique des oligarques anglo-saxons et leurs médias contestent le résultat des élections. Ils considèrent qu'un scrutin et ses résultats sont légitimes, uniquement si c'est leur candidat ou leur parti qui a remporté une élection. Notez que c'est conforme à leur conception de la démocratie, qui en réalité est une dictature, celle du capital sur le travail.

Un tiers du paragraphe pour le parti pro-russe, deux tiers pour le parti pro-UE dans ce paragraphe. Ici, c'est la quantité ou le nombre de lignes qui est censée faire la différence et indiquer aux lecteurs quel parti méritait de l'emporter.

Franceinfo - La formation au pouvoir recueillait 53% des voix après l'analyse du scrutin dans 72% des bureaux de vote, selon la commission électorale centrale, après une journée de scrutin émaillée d'incidents. Après avoir voté, la présidente Salomé Zourabichvili, en rupture avec le gouvernement, avait prévenu que ce scrutin allait *"déterminer l'avenir du pays"*. L'alliance d'opposition, qui avait promis des réformes électorales, judiciaires et l'abrogation de lois décriées promulguées il y a peu, accuse le Rêve géorgien, de s'être engagé dans une spirale vers un régime autoritaire prorusse et d'éloigner la Géorgie de l'Union européenne et de l'Otan, à laquelle elle ambitionne également d'adhérer.

J-C- Un parti pro-russe est forcément autoritaire, si ce sont l'Union européenne et l'Otan synonymes de bien-être, de démocratie et de paix qui l'affirment, les lecteurs sont priés de le penser également, cela leur est suggéré ouvertement.

Franceinfo - Le gouvernement disait avant le scrutin vouloir obtenir les trois quarts des sièges du Parlement, ce qui le mettrait en position de modifier la Constitution et, en vertu de son projet, d'interdire les partis d'opposition pro-occidentaux. La Géorgie a été secouée en mai par de grandes manifestations contre une loi sur "*l'influence étrangère*", inspirée d'une législation russe sur les "*agents de l'étranger*" utilisée pour écraser la société civile.

J-C- Les lecteurs sont appelés à faire un lien entre un projet du parti pro-russe consistant prétendument à "*interdire les partis d'opposition pro-occidentaux*" en Géorgie, et la législation russe soi-disant conçue pour "écraser la société civile", de sorte qu'ils soutiennent les agents de l'UE et de l'OTAN en Géorgie.

Franceinfo - Bruxelles a averti que de l'issue de ces élections dépendraient les chances de cette ancienne république soviétique du Caucase d'environ quatre millions d'habitants d'entrer dans l'UE, qui a inscrit cette aspiration dans sa Constitution. Premier responsable étranger à réagir, le Premier ministre hongrois Viktor Orban, unique dirigeant de l'UE resté proche de Moscou, a salué la victoire "*écrasante*" du parti au pouvoir.

J-C- Quelle "*chance*" d'entrer dans l'UE, quel cauchemar ou malheur plutôt pour le peuple géorgien!

Les titres d'autres articles de propagandes de l'UE-OTAN (liste non-exhaustive).

- Législatives en Géorgie : des médias et des ONG dénoncent une série d'incidents en marge du scrutin - franceinfo/AFP

- "*C'est une bataille contre la Russie, contre la dictature*" : en Géorgie, la jeunesse pro-européenne se mobilise pour des élections décisives - franceinfo/AFP

- Cinq questions sur les élections législatives en Géorgie, cruciales pour l'avenir européen et démocratique du pays - franceinfo/AFP

Les pays de l'UE sont profondément divisés quant à la stratégie à adopter face à la crise mondiale du capitalisme et l'ensemble des acteurs qui y sont impliqués.

J-C – Désaccords, crispations, tensions, avertissements, coups tordus, invectives, insultes, menaces, etc. ils nous pourrissent la vie, en contrepartie ils se la pourrissent eux-mêmes, je n'irais pas jusqu'à en tirer satisfaction, disons que la survie du capitalisme n'est une balade tranquille pour personne, et en assumer toutes les conséquences un exercice à haut risque ou plus en plus périlleux, compromettant...

L'UE doit arrêter de «donner des leçons» aux autres, estime Charles Michel - RT 26 Oct 2024

La participation de partenaires de Bruxelles au sommet des BRICS de Kazan montre qu'il est temps pour l'Union européenne d'arrêter de «donner des leçons aux autres» et de commencer à faire

«*preuve de respect*», a déclaré au Financial Times (FT) le chef du Conseil européen, Charles Michel.

«*Nous sommes convaincus de savoir ce qui est bien et ce qui est mal. Et nous ne faisons pas d'effort, du moins pas pour comprendre les raisons pour lesquelles [les autres pays] pensent différemment. Au niveau européen [...] il y a un réflexe qui se rapproche de la forme d'un cours magistral*», a déclaré le responsable européen dans cet entretien publié le 25 octobre par le quotidien britannique.

Charles Michel a notamment commenté la participation de la Turquie, de l'Égypte ainsi que des Émirats arabes unis à ce sommet organisé en Russie. Selon le chef du Conseil européen, si ces pays, qui entretiennent des liens économiques et pour certains militaires étroits avec l'Occident, «*ont fait le choix de venir à Kazan, c'est qu'ils ont voulu envoyer un signal au reste du monde*».

Charles Michel a également estimé que l'UE devait faire preuve de «plus de respect» à l'égard des pays en développement, «*avec lesquels l'organisation avait signé des accords de coopération stratégique, commerciale ou politique, si elle voulait lutter contre les efforts chinois et russes d'étendre leur influence en Afrique, en Amérique latine et en Asie du Sud-Est*», a relaté le FT.

«*Les mots que nous utilisons sont vraiment désobligeants parce que nous donnons l'impression d'être un joueur sur le terrain et en même temps un arbitre*», a également déclaré Charles Michel.
RT 26 Oct 2024

Von der Leyen annule sa rencontre avec le Premier ministre serbe en raison d'une réunion avec un ministre russe - RT 26 Oct 2024

Le 25 octobre, la présidente de la Commission européenne est arrivée en milieu de journée à Belgrade en provenance de Bosnie et y a rencontré le président serbe. Avant son dîner avec Aleksandar Vucic, Ursula von der Leyen devait également s'entretenir avec le Premier ministre serbe, mais le rendez-vous a été annulé à la dernière minute.

En cause ? Milos Vucevic venait de s'entretenir avec le ministre russe du développement économique, Maxim Rechetnikov, qui était également en visite à Belgrade. «*Nous avons annulé la rencontre avec le Premier ministre [serbe] après sa rencontre avec le ministre russe de l'Économie*», a déclaré à une agence de presse française l'ambassadeur de l'Union européenne en Serbie, Emanuele Giofret.

Il y avait «*des signes de l'intention de la Serbie de renforcer les relations économiques dans d'autres domaines avec la Fédération de Russie*», a-t-il ajouté.

Selon le représentant du bloc européen, cette «*intention*» pouvait se lire dans un communiqué de presse «*publié sur le site internet*» du gouvernement serbe et «*retiré*» depuis. «*Dans ces conditions, la présidente de la commission a estimé qu'il était inutile d'organiser une réunion avec le Premier ministre*», a poursuivi le diplomate. RT 26 Oct 2024

Combat contre la barbarie coloniale et impérialiste.

Les condamnations se multiplient après l'agression israélienne contre l'Iran - french.presstv.ir
26 October 2024

Le ministère saoudien des Affaires étrangères a condamné samedi dans un communiqué l'agression d'Israël contre l'Iran, la qualifiant de « *violation de la souveraineté iranienne* » et du droit international. Il a exhorté toutes les parties impliquées à faire preuve de « *la plus grande retenue* ».

Le ministère malaisien des Affaires étrangères a condamné dans un communiqué les frappes militaires du régime israélien et a déclaré que l'agression constituait une violation flagrante du droit international et portait gravement atteinte à la stabilité régionale.

Le ministère omanais a appelé la communauté internationale à prendre des mesures décisives pour mettre un terme à l'agression et s'attaquer aux causes profondes des crises régionales, y compris l'occupation israélienne illégale des territoires palestiniens et arabes.

Le Pakistan a également vivement condamné l'agression israélienne contre l'Iran, la qualifiant de grave violation de la Charte des Nations Unies et du droit international.

« *L'Algérie condamne avec force et dénonce avec fermeté les attaques militaires menées à nouveau par l'armée d'occupation israélienne contre la République islamique d'Iran, tout en exprimant sa solidarité avec les frères en Iran suite à cette odieuse agression qui constitue une atteinte éhontée à la souveraineté de leur pays et une violation flagrante de la charte des Nations Unies et des principes du droit international* », lit-on dans le communiqué.

La France appelle à éviter « *toute escalade* », sans condamner l'agression israélienne contre l'Iran.
french.presstv.ir 26 October 2024

J-C – Vous aurez sans doute remarqué comme moi que leurs bombardements réciproques ne se sont pas traduits par des destructions massives et aveugles ni un massacre de civils innocents, au point que si on ne les avait pas vécu en temps réel, on pourrait se demander s'ils ont réellement eu lieu, n'est-ce pas, plutôt curieux, non ?

A croire que les uns et les autres trouvent leur compte à cette situation conflictuelle qui dure depuis près d'un demi-siècle s'agissant de l'Iran, plus de 75 ans pour les autres Etats du Moyen-Orient et les monarchies du Golfe, car elle permet de dresser les peuples les uns contre les autres, au lieu qu'ils réalisent leur unité pour renverser tous ces régimes archaïques et despotiques produits du colonialisme occidental au XIX et XXe siècle.

Afrique.

Zoom Afrique du 24 octobre 2024 - french.presstv.ir 24 October 2024

- BRICS : une voie vers l'émancipation des pays africains face à la domination occidentale
- Niger : la suspension des activités d'Orano, un tournant pour la souveraineté minière africaine

- L'intégration des pays de l'Alliance des États du Sahel fondée par le Burkina Faso, le Mali et le Niger au BRICS : un pas vers une nouvelle souveraineté africaine

<https://french.presstv.ir/Detail/2024/10/24/735897/L%E2%80%99adh%C3%A9sion-des-pays-de-l%E2%80%99AES-aux%C2%A0BRICS-%C2%A0un-pas-vers-une-nouvelle-souverainet%C3%A9-africaine>

Argentine.

Argentine: le FMI salue la politique économique du président Milei - RFI 26 octobre 2024

En Argentine, Javier Milei continue sa politique de la tronçonneuse, comme il l'appelle lui-même. Pour renflouer les caisses du pays tout en réduisant le secteur public à sa plus simple expression, il veut désormais vendre près de 1 200 biens immobiliers détenus par l'État. Une annonce qui intervient alors que le Fonds monétaire international (FMI), a salué ce vendredi 25 octobre la politique économique du président, élu il y a un peu moins d'un an.

Pour la première fois depuis 16 ans, l'Argentine a enregistré un excédent budgétaire au premier semestre 2024, salue le FMI, qui se réjouit aussi d'une décreue plus rapide que prévue de l'inflation.

Elle devrait certes rester très élevée cette année, juste sous la barre des 140% fin 2024 estime l'institution. Mais elle retomberait à 45% d'ici à la fin de l'année prochaine, prévoit le FMI.

Des signes d'une stabilisation de l'économie qui pourraient jouer en faveur de Buenos Aires qui veut obtenir un nouveau prêt, un nouvel accord auprès du FMI. Car l'Argentine doit rembourser 20 milliards de dollars d'emprunts qui arrivent à échéance l'an prochain.

Le Fonds monétaire international voudrait en retour une libéralisation du taux de change entre le dollar et le peso argentin. Ce qui pourrait mener à une dévaluation de la monnaie nationale, craint le gouvernement. RFI 26 octobre 2024

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 28 octobre 2024

Les vieux réalisent enfin le rêve des bourgeois, l'ultime récompense d'une vie de labeur et de sueur, alors ils ont tendance à être un brin réac.

Les jeunes sont naturellement égocentriques, il ne faut pas leur en vouloir, ils y sont fortement encouragés par l'idéologie de la classe dominante.

Entre les deux, les hommes et les femmes entre deux âges baignent dans l'hédonisme, ils veulent profiter à fond de la vie, quelque part c'est légitime aussi, en revanche, ils se foutent du sort des deux autres et de tout ce qui se passe dans le monde, c'est dommage.

Du coup, les relations vont être un peu compliquées et tendues entre les différentes générations. Les autorités et les médias feront tout pour, selon le principe diviser pour mieux régner, tandis que nous faisons l'inverse en les incitant à se situer sur le terrain de la lutte de classe, le leur uniquement, afin qu'ils prennent conscience qu'ils ont tout intérêt à s'unir et à s'organiser pour combattre ensemble le régime, leur unique ennemi (et non l'immigré), qui est à l'origine de tous leurs problèmes ou souffrances.

C'est par là qu'il faut commencer, si on souhaite réellement s'en sortir et s'attaquer à la racine de nos problèmes, au lieu de passer son temps à juger et accuser les autres, nos semblables, parce que nous sommes tous embarqués dans la même galère.

Il faut laisser dire, ne vous formalisez pas, relativisez ce que vous entendez, prenez cela au second ou troisième degré, la plupart des gens racontent un tas de conneries à longueur de temps. Il ne faut pas répondre et ne pas leur en vouloir, vous savez pourquoi, parce qu'ils pensent sans doute la même chose de vous, donc cela vous reviendrait en pleine gueule ! On est toujours le con de quelqu'un, alors c'est un jeu de cons !

Ils se situent sur le mauvais terrain de classe. Tout est confus dans leurs têtes. Ils sont comme vous, ils ne supportent plus le matraquage idéologique incessant que la réaction leur impose, ils n'en peuvent plus, ils en deviennent dingues. Ils ne sont pas complètement abrutis pour autant, ils ne sont plus aptes à réfléchir, c'est tout. Vous me direz que c'est déjà pas mal, certes, mais ils ont tous des faiblesses, ils présentent tous des failles, il faut apprendre à les exploiter.

Ce n'est pas parce qu'ils sont prêts à tout justifier, qu'ils n'en prendraient pas aussi plein la gueule quotidiennement, car personne n'échappe totalement à cette société de merde. Plus elle devient pourrie, et plus il devient difficile de ne pas angoisser, de se donner bonne conscience, de ne pas être déprimé ou dépressif, de trouver le sommeil, de ne pas faire de cauchemars, de se lever du bon pied, de se dire au réveil : comme je suis heureux de vivre, quelle belle journée on va avoir, mon cul ouais, attends un peu d'écouter ou de lire les dernières nouvelles et tu vas vite déchanter !

Donc il y a toujours matière à discussion, même si c'est plus difficile dans le contexte actuel, sinon on se coupe du reste du monde, on finit par être injuste et détester la Terre entière, on se ferait du mal plutôt qu'autre chose à adopter cette attitude, c'est con, or personne n'a envie de passer pour un con, c'est désagréable, n'est-ce pas ?

En devenant vieux, c'est presque plus facile à faire qu'à dire, je vous l'accorde. On a tendance à relativiser beaucoup de choses auxquelles on accordait beaucoup d'importance avant. La fatigue et la lassitude en sont pour quelque chose, mais aussi, les désillusions, les trahisons, les échecs, les erreurs, le peu de temps qu'il nous reste à vivre, on se dit qu'il vaut mieux ne pas le gaspiller inutilement, essayons une dernière fois d'être utile aux nôtres, à notre classe, à notre cause, au socialisme, et inch Allah pour faire chier les sionistes nazis et autres racistes !

La crise économique entraîne une crise sociale, qui débouche sur une crise politique, qui se transforme en crise institutionnelle, c'est dialectique. Mais le tableau n'est pas complet, que manque-t-il ? La crise révolutionnaire à venir.

Dorénavant, pour les Etats-Unis et leurs vassaux, la démocratie consiste à contester le résultat d'une élection quand leur candidat ou parti l'a perdue, en invoquant n'importe quel prétexte fabriqué et plus grotesque les uns que les autres, ainsi ils révèlent la véritable nature dictatoriale de leur idéologie et de leur régime.

Et comment viendrons-nous à bout de cette dictature ? Pardi, en leur imposant la nôtre, la seule légitime, puisqu'elle incarnera les aspirations à la démocratie de l'immense majorité des exploités et des opprimés qui composent la société.

Sur la situation politique et sociale en France.

Quand la Constitution d'un Etat a même prévu de suspendre les institutions, tous les coups sont permis... sauf son abrogation, il faudra une révolution !

- Budget à l'Assemblée : pour Coquerel, le camp Barnier subit « *une décomposition accélérée* » - Le HuffPost

- Budget 2025 : Bayrou dénonce l'absentéisme « *inadmissible* » des députés (de son camp) - 20minutes.fr

- Sur le budget, Bayrou n'a pas de mot assez dur pour critiquer l'attitude des députés de son camp absents - Le HuffPost

- Budget de la Sécurité sociale : le sucre offre au gouvernement son premier couac - Le HuffPost

- Légalisation des casinos en ligne: le gouvernement renonce à légiférer dans l'immédiat - BFMTV

- Sur le budget, le RN adresse un « *carton rouge* » à Barnier et le menace de censure - Le HuffPost

- Budget 2025: Jean-Philippe Tanguy assure que le Rassemblement national "votera contre" - BFMTV
- Budget 2025: François Bayrou estime que le 49.3 est "vital" dans la Ve République - BFMTV

Entre la Bourse ou le Casino et la vie, ils ont tranché.

Légalisation des casinos en ligne: le gouvernement renonce à légiférer dans l'immédiat - BFMTV 28 octobre 2024

Face à la sonnette d'alarme tirée par les casinos physiques français ou encore par la Fédération Addiction, le gouvernement a retiré l'amendement prévoyant d'ouvrir la voie à l'autorisation des casinos en ligne en France du projet de budget 2025.

"Je suis très vigilant sur ce sujet-là. Il ne faut pas faire d'erreurs. Il ne faut pas que cela pénalise un certain nombre d'acteurs, notamment les casinos physiques", a estimé le ministre.

L'organisation représentant les casinos, Casinos de France, a salué cette décision dans un communiqué ce dimanche. BFMTV 28 octobre 2024

Budget 2025 : hausse du délai de carence des fonctionnaires de 1 à 3 jours - LePoint.fr 28 octobre 2024

« Nous réduirons de 1,2 milliard les dépenses liées aux arrêts maladie dans la fonction publique grâce à des mesures de lutte contre l'absentéisme et de meilleure maîtrise des arrêts », a fait savoir le ministre du Budget et des Comptes publics.

Il a également indiqué que le remboursement des trois premiers mois d'un arrêt maladie ordinaire serait désormais plafonné à 90 % au lieu de 100 % à l'heure actuelle. LePoint.fr 28 octobre 2024

Santé.

Parole d'internaute.

- Je connais tous les bienfaits de cette molécule (Ivermectine - J-C) depuis des années et ma question est pourquoi n'est-elle pas utilisée pour soigner le covid, le cancer, la sclérose en plaques ? Cela nous montre encore une fois que les intérêts économiques de sociétés ultra puissantes passent bien avant l'intérêt de la population. Que nos politiciens sont corrompus jusqu'à la moelle. Que les journalistes des médias dominants ne sont pas indépendants et racontent ce qu'on leur demande de dire. Que les médecins et scientifiques se plient devant le pouvoir politique par peur de perdre leur emploi ou d'être ostracisé par la communauté médicale. Croyez-vous vraiment que nous soyons en démocratie? Que nous l'ayons jamais été ? Je crois que là aussi il s'agit d'une illusion qui est entretenue auprès de la population pour mieux la gouverner.

J-C - On peut dire les choses comme cela.

- Il serait quand même bien de citer la base de données qui réunit toutes les études réalisées sur l'Ivermectine à travers le monde à laquelle collabore des scientifiques étasuniens anglais, russes, chinois, japonais, indiens, etc.: <http://www.c19ivm.org>

Au 24 octobre ce sont 105 études qui ont été réalisées par 1206 scientifiques sur 220 423 patients de 30 pays (et non 50 000 patients). Quant à Andrew Hill il a laissé modifier sa méta-analyse – prépubliée sur Researchgate) et falsifier sa conclusion. Tout est expliqué dans mon enquête publiée sous le titre Tous vaccinés, tous en danger? (IS Edition). Je montre comment cette étude falsifiée a été utilisée au sein de l'OMS et par qui pour déconseiller l'Ivermectine. La question que le corps médical devrait se poser est: comment peut-on utiliser une étude falsifiée au sein de l'OMS pour déconseiller l'utilisation d'un médicament ? Et pas seulement le corps médical.

Japon.

J-C – Décidément, tout fout le camp !

Législatives anticipées au Japon: déroute électorale pour le parti conservateur au pouvoir - RFI 27 octobre 2024

Le parti au pouvoir au Japon a perdu sa majorité à la chambre basse du Parlement lors de législatives dimanche 27 octobre, pour la première fois depuis 2009, selon des projections. Un échec cuisant pour le nouveau Premier ministre japonais Shigeru Ishiba qui a convoqué ce scrutin anticipé.

Le Parti libéral-démocrate (PLD) est crédité de 153 à 219 sièges, selon de premières projections de la chaîne de télévision publique NHK. Bien en deçà de la majorité absolue de 233 sièges sur 465. Un tel résultat serait quasi-inédit dans l'histoire du PLD, qui a réussi à se maintenir au pouvoir presque sans interruption depuis 1955. RFI 27 octobre 2024

Moldavie.

Moldavie : le désaveu des élites globalistes au référendum européen par Karine Bechet-Golovko - Mondialisation.ca, 24 octobre 2024

https://www.mondialisation.ca/moldavie-le-desaveu-des-elites-globalistes-au-referendum-europeen/5693396?doing_wp_cron=1730034652.8709459304809570312500

Moldavie: revers pour l'Occident par Mikhail Gamandiy-Egorov - Mondialisation.ca, 22 octobre 2024

https://www.mondialisation.ca/moldavie-revers-pour-loccident/5693342?doing_wp_cron=1730034688.5519359111785888671875

Sanctions antirusses : Sandu justifie son alignement sur l'Occident par... la crainte de sanctions - RT 27 oct. 2024

Lors d'un débat pré-électoral ce 27 octobre, la présidente moldave Maia Sandu a justifié l'alignement de Chisinau sur les sanctions antirusses décrétées par les Occidentaux par le risque que les banques moldaves puissent être sanctionnées par ces mêmes Occidentaux.

«Notre système bancaire et d'autres éléments de l'économie auraient été sanctionnés» : telle est la raison donnée ce 27 octobre par la présidente moldave sortante Maia Sandu, lors d'un débat d'entre-deux-tours des élections présidentielles face à Alexandru Stoianoglo.

Cet ancien procureur général de Moldavie a interrogé son opposante sur les raisons qui l'ont poussée à s'aligner sur les sanctions antirusses décrétées par Bruxelles. Alexandru Stoianoglo a notamment souligné qu'en raison des restrictions imposées à la Russie, la Moldavie avait commencé à recevoir du gaz à un *«prix plus élevé»*. RT 27 oct. 2024

Géorgie.

Législatives en Géorgie : Rêve géorgien l'emporte, l'opposition crie au «coup d'État constitutionnel» - RT 27 oct. 2024

Rêve géorgien, parti au pouvoir en Géorgie, a remporté 54,08% des voix lors des législatives, contre 37,58% pour la coalition pro-européenne, suite au dépouillement réalisé dans plus de 99% des circonscriptions, a annoncé ce 27 octobre le président de la Commission électorale centrale (CEC) Giorgi Kalandarishvili. Rêve géorgien obtient ainsi une majorité des sièges dans le nouveau Parlement, mais n'atteint pas la majorité constitutionnelle fixée à 113 sièges sur les 150. Si, la veille au soir, Rêve géorgien avait reconnu ces élections législatives comme valides, les partis de la coalition pro-européenne, d'opposition, ont refusé de reconnaître les résultats du scrutin.

Le 23 octobre, le président du Parlement, Chalva Papouachvili, avait déclaré que la campagne électorale se déroulait sur fond d'*«ingérence étrangère»* et que certaines forces en Géorgie se préparaient à un coup d'État après le scrutin.

«Il s'agit d'une campagne fasciste ordinaire. Ils ont déclaré que la majorité de la population géorgienne était ennemie. Jusqu'à présent, la représentation de l'UE n'a pas réagi, ce qui encourage naturellement ce type de terreur de la part des organisations financées par l'UE», avait-il par ailleurs déclaré, selon des propos rapportés par Sputnik Géorgie.

Le même procédé qu'en Ukraine, en Serbie, en Hongrie, au Venezuela...

Géorgie : la présidente Salomé Zourabichvili appelle à manifester après des élections législatives «falsifiées» - Le HuffPost 28 octobre 2024

Cette pro-occidentale en rupture avec le gouvernement a dénoncé ce dimanche 27 octobre une « *falsification totale* » des élections législatives, qui ont été remportées par le parti prorusse au pouvoir mais sont contestées par l'opposition. Plus tôt, l'ex-président Mikheil Saakachvili, aujourd'hui emprisonné et également très critique du gouvernement, avait lui aussi appelé à des « *manifestations massives* » afin de « *montrer au monde que nous luttons pour la liberté* ».

Estonie.

J-C - La « *dénazification* » des pays baltes s'imposent aussi. Ce sera aux peuples baltes de la réaliser.

Estonie : «*Les citoyens russes et biélorusses ne doivent pas avoir leur mot à dire dans les élections locales*» - RT 27 oct. 2024

Le Premier ministre Estonien Kristen Michal, dans une interview à la radio-télévision publique estonienne le 25 octobre, a déclaré que tous les citoyens russes et biélorusses vivant en Estonie devraient être privés du droit de vote.

Alors que le Parti social-démocrate (SDP) a l'intention de proposer que seuls les citoyens russes et biélorusses d'Estonie qui ont refusé de condamner l'offensive russe en Ukraine soient privés du droit de vote aux élections locales, le Premier ministre estonien Kristen Michal préfère quant à lui tous les priver de ce droit.

«Notre position est claire depuis un certain temps. Premièrement, nous voulons un changement : les citoyens russes et biélorusses ne doivent pas avoir leur mot à dire dans les élections locales. Leur droit de vote doit être suspendu ou révoqué. Plus nous aurons de clarté juridique sur cette question, mieux ce sera», a-t-il déclaré à la radio-télévision publique estonienne, selon des propos rapportés le 25 octobre.

Kristen Michal a également déclaré «apprécier» que les sociaux-démocrates «se rendent compte que la Russie représente une menace pour la sécurité, qu'elle mène des activités d'influence active et que les citoyens russes et biélorusses» ne devaient rien décider dans les affaires du pays. RT 27 oct. 2024

Brésil.

Qu'est-ce qui se passe au Brésil?

Le Brésil ne peut pas être un cheval de Troie au sein des BRICS. Les États-Unis exercent une pression énorme et de plus en plus forte sur le gouvernement brésilien par Eduardo Vasco - Mondialisation.ca, 24 octobre 2024

Les États-Unis exercent une pression énorme et de plus en plus forte sur le gouvernement brésilien. Elle est principalement exercée par les agents de l'impérialisme américain au Brésil, en particulier les politiciens de droite, les bureaucrates de l'Itamaraty et les grands médias.

Folha, Estadão, Rede Globo, CNN Brasil et Jovem Pan [médias brésiliens]- ainsi que l'ensemble du cartel médiatique de notre pays – font pression sur Lula pour qu'il adopte des positions favorables aux intérêts américains. Lorsqu'ils obtiennent de bons résultats, ils vantent les « victoires » de la diplomatie brésilienne, qui sont en réalité des défaites pour le Brésil. Ces victoires appartiennent en réalité aux États-Unis.

La présidence brésilienne des BRICS en 2025 sera fortement sabotée par les agents américains au Brésil.

Pour lire l'article :

https://www.mondialisation.ca/le-bresil-ne-peut-pas-etre-un-cheval-de-troie-au-sein-des-brics-les-etats-unis-exercent-une-pression-enorme-et-de-plus-en-plus-forte-sur-le-gouvernement-brésilien/5693403?doing_wp_cron=1730033918.7473111152648925781250

J-C – Pour mémoire :

Chili. Le 23 août 1973, le général Carlos Prats démissionne. Le président Salvador Allende, pour rétablir l'ordre, nomme commandant en chef de l'armée chilienne Augusto Pinochet, au lieu d'armer le peuple et de l'appeler à l'insurrection pour défendre la démocratie... Vous connaissez la suite.

Le Venezuela, qui voulait intégrer les Brics, dénonce le veto du Brésil - RFI/AFP 25 octobre 2024

Le Venezuela, qui ambitionnait d'intégrer les Brics lors du sommet à Kazan en Russie, a dénoncé jeudi le veto opposé par le Brésil à son entrée, fustigeant une « *agression* ».

Le Venezuela « *a eu l'appui et le soutien des pays participant à ce sommet pour la formalisation de son entrée* », a expliqué le ministère vénézuélien des Affaires étrangères dans un communiqué. Mais « *la représentation du ministère brésilien des Affaires étrangères [...] a décidé de maintenir le veto que [l'ancien président brésilien de droite Jair] Bolsonaro a appliqué au Venezuela pendant des années, reproduisant ainsi la haine, l'exclusion et l'intolérance promues par les centres de pouvoir occidentaux pour empêcher, pour l'instant, l'entrée du Venezuela* » dans les Brics, a-t-il dénoncé.

C'est « *une action qui constitue une agression contre le Venezuela et un geste hostile [...]. Le peuple vénézuélien ressent de l'indignation et de la honte face à cette agression inexplicable et immorale du ministère brésilien des Affaires étrangères, qui maintient la pire des politiques de Jair Bolsonaro contre la révolution bolivarienne* », a encore fustigé le ministère.

Lula, qui a tenté d'être un médiateur dans la crise politique vénézuélienne, proposant vainement un nouveau scrutin, n'a toujours pas reconnu la réélection de Nicolas Maduro.

Interrogé sur le différend entre Brasilia et Caracas à Kazan, le président russe Vladimir Poutine, proche allié de Nicolas Maduro, avait dit « *espérer que la situation se règle* », insistant toutefois sur le fait qu'un consensus était indispensable pour qu'un nouveau pays soit admis dans les Brics. « *Le Venezuela lutte pour son indépendance, pour sa souveraineté. Nous considérons que le président*

Maduro a gagné les élections et les a gagnées honnêtement. Et nous lui souhaitons de réussir », avait ajouté Nicolas Poutine. RFI/AFP 25 octobre 2024

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 31 octobre 2024

Pour télécharger facilement et rapidement des vidéos.

Téléchargeur Vidéo Rapide et Facile - SaveFrom.net

<https://fr.savefrom.net/348/>

Une suggestion :

David Gilmour (Pink Floyd) - Live at the Royal Albert Hall 2006 Full Concert

<https://www.youtube.com/watch?v=PbtJi1-v8h8>

Qu'est-ce que l'Union des associations internationales (UIA) ?

L'UIA est l'un des principaux fournisseurs d'informations sur les organisations internationales à but non lucratif.

LUIA est une base de données mondiale de la société civile (ONG) qui a répertorié plus de 72 500 profils d'organisation, des informations supplémentaires dans les profils, des fonctions de recherche sophistiquées et l'exportation de données. Mais ces données sont payantes, or je n'ai pas les moyens de m'offrir ce service pour mieux vous informer, si nous avions une organisation on pourrait pallier à cet inconvénient, tant pis.

Source : <https://uia.org/s/or/en/1100016173>

De la philosophie de la nature.

A propos des inondations en Espagne et ailleurs.

Avec une pensée fraternelle pour le peuple espagnol.

Ah ben voilà que la mousson est aussi arrivée en Espagne après un petit tour par l'Europe centrale !

La météo qui intervient sur le court terme est imprévisible, et le climat qui intervient sur le long terme n'a rien à voir là-dedans. L'un et l'autre sont tout sauf stables depuis 4,5 milliards d'années.

Quand on dit qu'on est encore à la préhistoire de la civilisation humaine ou que jusqu'à présent les hommes ont fait leur histoire inconsciemment, on ne croyait pas si bien dire. Ils sont vulnérables aux moindres aléas météorologiques, que les autorités s'empressent de dénaturer en catastrophes climatiques, une grotesque manipulation des consciences animée par de sordides considérations économiques et politiques

Ici aussi, au Tamil Nadu, il pleut ce matin. En principe la mousson commence au mois d'octobre, sauf que cette année elle était en avance de... 4 mois ! On a eu de la flotte pendant 4 mois, du jamais vu en 30 ans ou plus. Notez que personne ne s'en plaint ici, on fait avec, et puis c'est bon pour les cultures, sauf au moment de la moisson, évidemment, c'est ce qui est le plus à craindre.

L'urbanisation à outrance ou anarchique devait se payer un jour ou l'autre, et ce n'est peut-être qu'un début, qui sait ? A force de bétonner et bitumer à tout va, de construire des habitations en zones inondables, de construire des barrages, de bétonner les rives des rivières ou fleuves, d'ignorer que là où il y a un ruisseau aujourd'hui, hier ou autrefois il y avait une rivière, bref, à force de malmenager la nature et croire qu'on peut faire n'importe quoi et en contrôler les conséquences, quand ils ne les ignorent pas, de véritables catastrophes peuvent survenir dont les autorités sont responsables en grande partie.

Donnons la parole à des spécialistes.

DES HYDROSYSTEMES SOUS CONTRÔLE ANTHROPIQUE

Depuis le Néolithique, que ce soit aux échelles des bassins versants (défrichements, gestion forestière, agriculture, etc.), des lits majeurs (irrigation, protection contre les crues, etc.) ou des lits mineurs (stabilisation des berges), la dynamique des systèmes fluviaux est contrôlée par la société à des degrés divers (voir par exemple Bravard et Salvador, 2009). Les hydrosystèmes d'Europe peuvent ainsi être considérés comme des « *anthroposystèmes* », les composantes humaines et naturelles interagissant et co-évoluant depuis des siècles voire des millénaires, selon des modalités et des rythmes variés, souvent complexes, et dans des spatialités diverses (voir par exemple Gunnell, 2009). Néanmoins, la pression anthropique sur les hydrosystèmes n'a cessé de croître (cf. supra), avec des endiguements, des stabilisations de berges, des rectifications, des constructions de retenues, des extractions de granulats dans les lits mineurs et majeurs, des canalisations et chenalisation, des changements d'occupation du sol (dont l'imperméabilisation due à l'étalement urbain), et des pratiques culturelles (voir par exemple United Nations, 2007).

Si l'on considère, comme l'énoncent Tricart et Kilian (1979), qu'un « ... *aménagement consiste à infléchir ou à remplacer par une autre une dynamique existante* », on constate que la plupart des aménagements hydrauliques ont largement modifié les dynamiques hydromorphologiques et écologiques des hydrosystèmes, ainsi que leurs fonctions écologiques et les services rendus à la société. Parmi les impacts, citons la contraction des zones inondables, l'accélération des ondes de crue, l'incision des lits et l'enfoncement corrélatif des niveaux piézométriques, l'augmentation de l'aléa inondation en aval des zones aménagées et/ou incisées, la stabilisation des formes fluviales, la pollution des eaux, le non renouvellement et donc le vieillissement des successions écologiques, l'altération de la biodiversité, etc. (Voir par exemple Piégay et Stroffek, 2000). L'ampleur des impacts anthropiques amène à considérer que les milieux fluviaux sont parmi les écosystèmes les plus dégradés au monde, notamment dans les pays industrialisés et/ou fortement peuplés (Rapport et al., 1998)

https://www.researchgate.net/publication/280858173_Maitriser_les_evolutionns_du_lit_des_cours_d_eau_incision_atterrissement_et_mieux_gerer_les_formes_fluviales

Welcome to the jungle

J-C - En voilà qui ne regretteront pas d'être partis prématurément. Quant à ceux qui restent, ils paieront la note à leur place, il faut bien que quelqu'un paie ! Rien ne se crée, rien ne se perd, tout se transforme.

Et dire qu'il y en a qui ont trouvé le moyen de créer un « collectif » pour se livrer à ce décompte macabre.

"Un triste record" : au moins 735 personnes sans domicile fixe sont mortes en 2023 - francetvinfo.fr 30 octobre 2024

Au moins 735 personnes sans abri sont mortes en 2023, annonce le collectif *Les Morts de la rue*, mercredi 30 octobre, dans son 12e rapport annuel de recensement de la mortalité des SDF. L'association, soutenue par le gouvernement, évoque "un triste record" après un chiffre déjà inédit de 638 décès comptabilisés en 2022. "Cette augmentation par rapport aux années précédentes pourrait être le reflet à la fois d'une détérioration des conditions de vie pour ces populations, mais aussi d'une amélioration du recensement", souligne-t-elle.

Il met en lumière "un âge moyen de décès de seulement 48,8 ans" contre 79,9 ans dans la population générale.

Ces décès sont "occultés, parfois oubliés", alors même que le nombre estimé de personnes vivant sans domicile fixe a doublé en une décennie, atteignant 330 000 hommes et femmes, déplore le collectif *Les Morts de la rue*. Un tel rapport vise donc à les "rendre visibles". Il n'offre toutefois qu'"une vision partielle de cette sombre réalité, car de nombreux décès attribuables au sans-abrisme nous échappent". "Le nombre réel de décès des personnes sans abri et sans logement personnel pourrait être six fois plus important", estime le collectif sur la base d'une étude publiée en 2015.

France. Une autre «sombre réalité».

Prisons: 79.631 détenus en France au 1er octobre, nouveau record - AFP

Commentaires publiés par le blog *Le Grand Soir*.

- C'est désagréable de devoir encore rédiger un commentaire désobligeant, c'est gênant à la fin.
- N'eût-il pas été plus sérieux de...
- Une fois de plus, nous assistons à un manque criant d'esprit critique de la part de la presse.
- Comment est-ce possible...

- Comment se fait-il que...

Quelle naïveté ou ignorance ! Car enfin, sachant qu'ils cautionnent le nazisme et le fascisme, à quoi devons-nous nous attendre d'autre de la part de l'UE ?

Maria Corina Machado et Edmundo Gonzalez Urrutia sont des agents de la NED/CIA, des fascistes, ils les encensent et les récompensent, c'est dans l'ordre des choses.

A quoi voulez-vous en venir ? Ne serait-ce pas véhiculer de dangereuses illusions dans l'UE et les médias mainstream ?

A quoi cela rythme-t-il ? Le partage des idées c'est formidable, mais quand cela prend des allures suicidaires, d'assassinats ou d'euthanasies, c'est plus que malsain, c'est nuisible. L'encourager ou ne pas le dénoncer serait s'en rendre complice.

- A François Gérard

Je vous rassure, vous avez raison, tout le monde ou presque ignore que le fascisme ou le nazisme n'ont jamais disparu après la fin de la Seconde Guerre mondiale. On en veut pour preuve Franco et Salazar, Pinochet et Videla, Duvalier et ses "*Tontons Macoutes*", notamment, plus près de nous, les régimes nazis ukrainiens et sionistes.

Personnellement, bien que j'aie milité dans un courant trotskyste à la fin des années 70 je l'ignorais totalement jusqu'à une date relativement récente. Je l'ai découvert par hasard, il y a une dizaine d'années ou un peu moins en tombant sur des articles du Réseau Voltaire entre autres. J'ai appris qu'un certain nombre de nazis avaient été récupérés et recyclés par les Américains et les sionistes, mais aussi en Allemagne et d'autres pays occidentaux. Des nazis furent recrutés ou instrumentalisés dans le cadre du réseau Gladio ou Stand-Behind et sévirent dans toute l'Europe occidentale, attentats, assassinats, etc. Comment les Américains avaient entretenu des relations secrètes avec l'état majeur du régime nazi. Comment ils financèrent la montée du parti nazi de Hitler. Comment ils continuèrent avec le Canada à lui fournir des matières premières pendant cette guerre.

Tout ce que j'avance ici est largement illustré sur le Net, il suffit de chercher un peu pour trouver tous les éléments qui le prouvent. Continuons.

Ce sont d'ex-nazis qui participèrent à la fondation de l'UE. Toutes les monarchies du nord de l'Europe fricotèrent plus ou moins ouvertement avec les nazis pendant la Seconde Guerre mondiale, alors qu'y avait-il d'étonnant à ce que la première réunion du groupe Bilderberg dirigé par D. Rockefeller ait eu lieu sous les auspices de la monarchie des Pays-Bas en 1954, et que jusqu'à ce jour, elle a participé sans interruption à toutes les réunions annuelles de cette institution contrôlée par l'oligarchie anglo-saxonne, on peut ajouter sioniste sans craindre d'être accusé d'antisémitisme avec le génocide actuelle des Palestiniens commandité par cette même oligarchie. L'alliance objective et la fascination de la monarchie et de la finance pour le fascisme et le nazisme ne s'est jamais démentie jusqu'à nos jours, là aussi vous avez le droit d'ajouter le sionisme. Ce n'est pas un hasard s'ils se retrouvent au premier plan politique depuis quelque temps déjà.

J'ignorais tout cela, je n'avais jamais entendu parler non plus de Bilderberg, de la Trilatérale et du CFR, etc. cela ne faisait pas partie de la formation des militants, aussi incroyable que cela puisse

paraître, alors le citoyen lambda, imaginez un peu, n'en parlons pas, il n'y est pour rien, ne lui en voulez pas.

Ne parlons pas non plus des manuels scolaires ou universitaires, qui firent l'impasse sur tout ce que je viens de rappeler. Sur les liens qu'entretenaient les gaullistes avec d'ex-pétinismes ou collaborateurs des nazis dès 1944-45, puis avec l'extrême droite, censure, pour ne pas être accusé de parti pris ajoutez les sociaux-démocrates qui votèrent les pleins pouvoirs à Laval. Plus fort encore, un demi-siècle plus tard, comme quoi c'est bien une constante, en 2011 un ex-militant d'Occident et fondateur du GUD ayant rejoint l'UMP, Gérard Longuet, était nommé ministre de la Défense par Sarkozy, un ex-ministre de l'Intérieur ou un flic devenu président, cela aurait dû faire froid dans le dos, eh bien pas du tout! Tout s'explique.

On pourrait terminer avec la normalisation du FN renommé RN, ne jouons pas sur les mots, c'est un parti fasciste qui avance masqué, normalisé par ceux qui ont toujours instrumentalisé l'extrême droite, et qui finalement partagent ou s'accommodent très bien de son idéologie nauséabonde, il partage celle des sionistes, aussi racialisée et totalitaire. En période de crise, il leur rendra une multitude de services, et en cas de besoin, ils le porteront au pouvoir pour faire la sale besogne à leurs places, avant de le sacrifier et de le faire rentrer dans l'ombre jusqu'à la prochaine fois et ainsi de suite.

Voilà ce qui arrive quand on ne parvient pas à retenir ou à tirer les enseignements politiques essentiels des expériences qu'on a vécues ou pour les avoir ignorées involontairement ou délibérément. Il va de soi que tous les acteurs politiques de premier plan savent pertinemment à quoi s'en tenir, tirez-en les conclusions que vous voudrez. Il n'en demeure pas moins vrai que, lorsqu'une personne a adopté un récit, il est extrêmement difficile de l'amener à en changer. C'est un combat de chaque instant...

Vous m'excuserez pour n'avoir pas fourni plus de références, je n'ai pas de mémoire et les recherches me prendraient trop de temps, et mon commentaire serait encore plus long !

Comment pour des raisons idéologiques, ces sadiques ont déduit la vie de centaines de milliers de jeunes dans le monde.

Transidentité : un documentaire se penche sur la délicate question de la détransition, "une solitude" - francetvinfo.fr 29 octobre 2024

Le documentaire se plonge dans le parcours d'Emma, une jeune femme qui a décidé de renouer avec son genre féminin après avoir entamé une transition vers le masculin.

Aujourd'hui âgée de 20 ans, Emma fut, durant son adolescence, habitée par un profond mal-être. Elle ne se reconnaissait pas dans les normes féminines. A 14 ans, elle décide de transitionner, autrement dit s'engager dans un processus de transition de genre. Soutenue par ses parents et des médecins, elle commence à prendre de la testostérone à 15 ans. L'année suivante, une mastectomie (une ablation de la poitrine) est pratiquée et elle choisit comme prénom Nathan. Durant deux ans, l'ado se sent à sa juste place, mais à sa majorité, tout bascule.

Le processus de détransition est plus douloureux pour Emma et sa famille que sa transition. "C'est plus dur d'assumer, confie la jeune femme, parce que cela revient à dire que l'on regrette, que l'on

a fait une erreur (...) La détransition, c'est plus une solitude, dans le sens où on n'entend pas beaucoup parler de détransition."

Les deux jeunes femmes partagent une expérience commune : le reste du monde les perçoit toujours comme des personnes trans. "*Je m'attendais à être perçue au féminin de nouveau un jour, je me rends compte en fait que non*", déplore Elie dans le film.

https://www.francetvinfo.fr/societe/lgbt/video-transidentite-un-documentaire-se-penche-sur-la-delicate-question-de-la-detransition-une-solitude_6850889.html#at_medium=5&at_campaign_group=1&at_campaign=7h30&at_offre=3&at_variant=V3-compte&at_send_date=20241029&at_recipient_id=459386-1676105518-3fb080c9

Comment ont-ils fini par vous contaminer, vous empoisonner pour que vous développiez un cancer, à moins qu'il s'agisse d'une campagne d'intoxication basée sur l'instrumentalisation d'éléments naturels décrétés toxiques, et destinée à vous nuire dans les deux cas.

Google -

Le mercure émane naturellement des rochers, du sol et des volcans, les activités humaines ont augmenté son niveau dans l'atmosphère.

Le méthylmercure s'accumule dans les poissons et les crustacés. Les niveaux de méthylmercure dans les poissons et les crustacés dépendent de ce qu'ils mangent.

Où trouve-t-on le méthylmercure ?

Le méthylmercure est formé à partir du mercure inorganique par l'action de microbes vivant dans les systèmes aquatiques, notamment les lacs, les rivières, les zones humides, les sédiments, les sols et l'océan. Cette production de méthylmercure a été principalement attribuée aux bactéries anaérobies présentes dans les sédiments.

Combien de temps le méthylmercure reste-t-il dans le corps ?

Sa demi-vie estimée dans le corps humain varie de 44 à 80 jours. L'excrétion du méthylmercure se fait par les selles, l'urine et le lait maternel.

"Du poison dans le poisson" : deux ONG alertent sur la contamination du thon au mercure en Europe - francetvinfo.fr 29 octobre 2024

Les organisations non gouvernementales (ONG) Bloom et Foodwatch alertent sur les dangers pour la santé de la contamination généralisée au mercure relevée dans des boîtes de thon en Europe, annoncent les ONG dans un communiqué, mardi 29 octobre.

L'intégralité des 148 boîtes de thon testées a révélé la présence de mercure avec des taux jusqu'à quatre fois supérieurs aux normes européennes pour certaines.

Le mercure est "*l'une des dix substances les plus préoccupantes au monde, comme l'amiante ou l'arsenic*" parce que son dérivé, le méthylmercure, est classé comme "*cancérogène possible par le*

Centre international de recherche contre le cancer (CIRC)", expliquent les deux organisations qui demandent donc à la grande distribution et aux pouvoirs publics de prendre des mesures d'urgence.

Des tests réalisés en laboratoire par Bloom ont révélé que l'intégralité des 148 boîtes de thon testées étaient contaminées par du mercure. Dans certaines d'entre elles, le taux de mercure était même quatre fois supérieur à la norme européenne. Les boîtes ont été achetées en France, en Allemagne, en Angleterre, en Espagne et en Italie. Dans plus de la moitié d'entre elles, la teneur en mercure était supérieure à celle autorisée pour les autres poissons. Pour certains poissons, comme le lieu jaune ou le cabillaud, la teneur en mercure ne doit pas dépasser 0,3mg/kg. Or, pour le thon, la teneur en mercure est plus étendue : elle ne doit pas dépasser 1mg/kg de thon. Cette différence est très critiquée par les ONG. *"Ce métal est un puissant neurotoxique : de faibles doses consommées régulièrement suffisent pour entraîner de graves troubles du développement neuronal chez les enfants et attaquer le fonctionnement cérébral des adultes."*

Si les boîtes mises en cause proviennent de différents pays d'Europe, la concentration de mercure la plus importante a été détectée dans une boîte de thon provenant d'une entreprise française Petit Navire, achetée en France (jusqu'à 3,9 mg de mercure/ kg de thon). Viennent ensuite des produits Carrefour, achetés en Espagne (jusqu'à 2,5 mg de mercure/kg de thon), puis des produits de la marque As do Mar, achetés en Italie (jusqu'à 1,5 mg de mercure/kg). francetvinfo.fr 29 octobre 2024

J-C – On peut donc déduire, que la consommation de ces boîtes de thon ne présente aucun danger pour la population, à condition qu'elle n'en fasse pas une consommation excessive ou répétée en un laps de temps très court.

Voyons maintenant ce que valent les références de FranceInfo, d'où les sortent-ils ?

Financement de Bloom.

- Une multitude d'entreprises, fondations et mécènes dans le monde dont :

2022 - McKinsey & Company

Nos partenaires stratégiques

- WWF Europe

- Corporate Europe Observatory

Corporate Europe Observatory

<https://corporateeurope.org>

Qui nous finance ? (980 178 dollars en 2023)

Les Open Society Foundations ont été créées en 1979 par George Soros. *«L'initiative Open Society pour l'Europe vise à contribuer à des démocraties plus dynamiques et plus légitimes au sein de*

l'Union européenne en soutenant les militants et les organisations de la société civile confrontés aux nombreux défis de l'Europe.»

Foodwatch

<https://www.foodwatch.org/fr>

Foodwatch a été fondée en 2002 par Thilo Bode. Il a pris le poste de directeur de Greenpeace Allemagne en 1989 et a ensuite été nommé directeur de Greenpeace International, dirigeant l'organisation pour un total de 12 ans.

La création et le développement de foodwatch France ont d'abord été possibles grâce au soutien de foodwatch Allemagne.

M. Rohwedder, Directeur exécutif de Foodwatch International

Il était un militant de premier plan pour **WeMove Europe**, ainsi que le directeur exécutif de la *Bewegungsstiftung*. Avant de rejoindre foodwatch, il a travaillé en tant que directeur politique de *LobbyControl*.

WeMove Europe

<https://www.wemove.eu/fr>

WeMove Europe est un mouvement qui mène des campagnes visant à renforcer le pouvoir citoyen et à transformer l'Europe pour les citoyens, les générations futures et la planète.

Deux grandes convictions animent l'action de WeMove Europe: nous, les citoyens, avons le pouvoir de faire changer les choses, et la politique européenne doit changer afin de donner la priorité à l'humain et à la planète. Nous voulons une meilleure Europe. Une Europe qui prend l'action climatique au sérieux, qui donne la priorité au bien-être...

Nous sommes actuellement financés par nos membres qui nous soutiennent partout en Europe (76 %), par des fondations progressistes (15 %) et par nos partenaires (9 %).

Dites-nous qui vous finance et on saura pour qui vous travaillez.

- Les fondations progressistes suivantes nous ont financés à différents moments depuis notre lancement en 2015 : la Fondation européenne pour le climat, la Fondation Charles-Leopold-Mayer ou encore la Open Society Foundation for Europe.

J-C - L'Open Society Foundation de G. Soros, bingo !

Le sommet des BRICS à Kazan.

À Kazan, l'ordre du monde a basculé par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 29 octobre 2024

Le sommet des BRICS à Kazan a marqué la fin de la domination du G7 sur le monde. Les règles anglo-saxonnes qui organisaient les relations internationales seront progressivement remplacées par les engagements pris par chacun qui devront désormais être respectés. Cette révolution nous ramène aux tentatives de la Russie et de la France, en 1899, de fonder un droit international, mises à mal par la Conférence de l'Atlantique et le duopole États-Unis/Royaume-Uni.

<https://www.voltairenet.org/article221436.html>

J-C - Dans cet article, monsieur Meyssan fait de la propagande et rassure ses sympathisants : L'ONU, ses institutions et le Conseil de sécurité, FMI, Organisation mondiale du Commerce (OMC), la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), et même le GIEC, etc. survivront au développement futur des Brics, même que Poutine et Xi s'en sont portés garants, on les croit sur parole sur ce coup-là.

Dans cet entretien pour le « *Courrier des stratèges* » (Libertarien) du 26 octobre 2024, Thierry Meyssan, qui se dit indépendant, mais qui soutient Trump, à 37:40 il est pris en flagrant délit de parti pris idéologique.

<https://www.voltairenet.org/article221434.html>

Lu.

Le chaos et l'instabilité de toutes sortes sont instrumentalisés au profit du pouvoir de l'argent, car *«les problèmes d'intérêt mondial sont le seul atout restant d'une civilisation qui s'effondre»*. Le capitalisme est devenu dépendant d'une *«série ininterrompue de chocs géopolitiques»* qui servent d'alibi pour continuer à créer des *«actifs»* à partir de rien et à les *«canaliser»* sur le marché boursier.

Un système économique fondé sur l'endettement est un *«jeu de simulation qui nécessite un traumatisme constant»*. Le capital *«cannibalise violemment son propre avenir dans une tentative désespérée de dissimuler son insolvabilité – une astuce qui ne fonctionnera que tant que la monnaie fiduciaire représentée par les obligations ne sera pas réclamée en tant que titres»* (et qui le ferait ?).

La nation la plus puissante du monde, les États-Unis, est *«engagée dans une lutte futile et désastreuse pour empêcher l'effondrement de son hégémonie mondiale en essayant de faire circuler le fardeau de la dette, véritable roche de Sisyphe»*. La superpuissance a désormais besoin de *«l'aide de l'inflation pour dissimuler ses actions insoutenables à la lumière du jour»* et *«pour empêcher la masse croissante d'obligations de révéler leur nature de pacotille»*.

Il y a donc une *«lutte existentielle dans les cercles financiers, qui exige des mesures toujours plus manipulatrices, irrationnelles et destructrices»*.

La corporatocratie capitaliste, reposant sur l'intérêt, qui domine l'Occident cherche à maintenir son hégémonie économique en parrainant des guerres, des confrontations et d'autres urgences mondiales, dont l'objectif essentiel est de justifier l'impression irréfléchie de plus d'argent.

Il est probable que toutes les puissances, grandes et petites, s'inquiètent de la situation en coulisses, car même si nous nous dirigeons vers un «*monde multipolaire*», une nouvelle infrastructure économique basée sur les monnaies numériques est déjà en cours d'élaboration, dans laquelle les «*amis et les ennemis*», au sens défini par Carl Schmitt, malgré leurs désaccords, sont tous impliqués.

La population mondiale a déjà été préparée avec succès à l'action civique par le biais d'une urgence coronaviresque. Les technocraties du futur proche pourront manipuler les masses plus efficacement et même normaliser la violence extrême, suivie en temps réel par des citoyens engourdis sur les écrans des appareils intelligents, comme dans le cas du génocide à Gaza.

Les gens ressemblent de plus en plus à des «*zombies marchant vers leur sinistre destin*», *les yeux rivés sur leur smartphone. En raison de la dépendance technologique, tout peut arriver «là-bas» : de petits enfants peuvent être écrasés sous des bombes démocratiques produites par des fabricants d'armes éthiques et approuvées par des gouvernements libéraux qui ont gagné la confiance des «citoyens décents*».

«*Nous devrions trouver d'urgence des moyens de déprogrammer les esprits humains*», sinon «*même le bruit d'une explosion nucléaire ne les fera pas sortir de leur consentement inoculé*».

Pourtant, lui aussi a observé que «*depuis la grande expérience coronaviresque, le village mondial est de plus en plus habité par d'étranges créatures programmées pour discuter des pronoms à attribuer (aux nouvelles catégories sexuelles) plutôt que de critiquer les processus destructeurs de la machine à tuer qu'est le capital*». Mais comment les gens ordinaires peuvent-ils avoir un impact sur les guerres des banquiers ?

J-C – En s'organisant dans le mouvement ouvrier, en participant activement à la lutte de classes.

Stratégie du chaos et de la terreur.

J-C – Il faut avoir à l'esprit, que pour soutenir des régimes nazis en Ukraine et en Israël, il faut mentir à tour de bras pour le justifier, cela signifie que rien ne les arrête.

L'essentiel pour eux, ce n'est pas forcément un flagrant délit ou des scènes de sexe ou de violence, tout ce qui permet d'évoquer le sexe, la drogue, la violence est bon à prendre. Par exemple dans le cinéma, pas besoin d'érotisme à chaque plan, deux ou trois très courts dans un film suffiront, tout le monde saura qu'il y a du cul dans ce film, c'est vendeur. Plus les actrices ont du charme, plus elles sont réputées pour être des femmes faciles ou de grosses salopes, il suffit qu'elles soient à l'affiche pour que les spectateurs sachent qu'ils en auront pour leur argent, même si tout est suggéré, ils fantasmeront, ensuite il sera possible de les culpabiliser...

L'essentiel c'est de créer une atmosphère, une ambiance d'un type particulier, dont on pourra tirer profit politiquement, le cinéma est à ce titre un formidable instrument de propagande.

Depardieu a commis le crime d'être né dans un milieu ouvrier pauvre, d'être devenu célèbre et riche, et surtout d'avoir un comportement incompatible avec le paradigme désormais en vogue du social-libéralisme libertaire. Il était devenu trop puissant et il se croyait intouchable, ils ont donc décidé de le sacrifier, de l'abattre tout simplement.

Je ne juge pas ses actes, je n'en ai rien à foutre.

Ces histoires ne nous concernent pas, alors pourquoi les portent-ils à notre connaissance ? Pour que chacun s'en saisisse, et qu'ensuite éclate un conflit entre les personnes qui prendront parti pour l'un ou l'autre protagoniste, créant des divisions à n'en plus finir entre les membres de la société, de sorte qu'ils cessent d'avoir des relations ensemble et soient totalement atomisés, et cela fonctionne à merveille, hélas, nous en sommes tous victimes !

C'est d'autant plus navrant et préoccupant, que de plus en plus de gens adoptent ce comportement, juge tout le monde à tort et à travers, ce qui contribue à envenimer leurs relations, les restreindre ou les rompre, car ne sachant pas à quelle nouvelle accusation ils vont devoir répondre à ce compte-là.

«Des accusations totalement mensongères» : l'avocat de Depardieu offensif avant son procès - RT 28 oct. 2024

« Parmi 50 personnes, personne [ne] confirme la version de la plaignante ». Interrogé sur les ondes de France Info le 28 octobre 2024, l'avocat de Gérard Depardieu, Jérémie Assous a battu en brèche les accusations concernant des faits supposés d'agressions sexuelles lors du tournage en 2021 du film « *Les volets Verts* », un long métrage sorti en 2022. Il réclame également le report de l'audience pour que le comédien, malade, « *puisse être présent* ».

L'affaire jugée ici concerne les accusations de deux femmes qui disent avoir été victimes d'agression sexuelle, de harcèlement sexuel et d'outrages sexistes lors du tournage du film.

Sur la radio publique, l'avocat de Gérard Depardieu a donné une version très différente de celle présentée d'ordinaire. Selon lui, les journalistes sont « *victimes* » et relayent des plaintes dans une enquête préliminaire dont les contenus « *sont secrets* ».

Jérémie Assous explique ainsi que les faits supposés se sont déroulés dans l'entrée d'un appartement parisien, un lieu filmé. Sur une quarantaine de personnes présentes lors des faits, aucune n'est prête à témoigner. « *Il n'y a aucun témoin sur l'équipe de tournage entière qui a vu ces deux personnes [...] qui a vu l'agression* », avance-t-il. Il pointe du doigt ce qu'il considère comme des incohérences dans la version des plaignantes qui affirment que le personnel de sécurité de l'acteur avait évacué ce dernier du plateau de tournage, ce qui, toujours selon lui, est impossible car ce personnel n'a pas accès au plateau. « *Ce sont des accusations totalement mensongères* », a-t-il lancé.

Enfin l'avocat affirme disposer de « *six témoins qui disent qu'ils n'ont absolument rien vu et qui étaient présents* ».

Quant à la procédure, maître Assous déplore « *une enquête préliminaire qui a été menée au pas de charge, qui a duré deux mois et à partir du moment où Gérard Depardieu a été mis en examen, l'enquête a été terminée* », regrettant également que la défense n'ait pas pu avoir accès au dossier. Enfin l'avocat assure que « *19 témoins à décharge ont été volontairement écartés par la police et par le procureur de la république* ».

Ambiance délétère, la terreur idéologique anglo-saxonne règne en maître sur les plateaux de télévisions en France.

Michel Fugain à propos de Michel Sardou dans l'émission Quelle Époque ce samedi 26 octobre.

- “Je le rencontre dans un cours d'art dramatique où je suis allé pour me faire des potes”, a-t-il confié avant de toutefois ajouter : “Un cours d'art dramatique, normalement, c'est une “mine de gonzesses”. Michel Fugain s'adresse ensuite à Christophe Dechavanne pour demander son approbation mais le principal concerné, très gêné par cette question, répond simplement “non”. De son côté, Léa Salamé opté pour le silence, consciente que sa prise de parole pourrait donner un tournant tragique à cette interview.

J-C - Michel Fugain aurait tenu des propos diffamatoires ou commis un délit en prononçant “gonzesse”. Elle en est là la brigade des mœurs qui sévit en France et qui cautionnent le génocide des Palestiniens entre autres. Quant aux journalistes et commentateurs télé, plus ils sont médiocres, plus ils seront soumis ou obéissants, et le cas échéant des ordures.

Sur la situation politique et sociale en France.

Ils ne peuvent plus le nier ou le camoufler plus longtemps.

J-C - Quand la machine à fabriquer le consentement s'enraie ou elle est impuissante face à la réalité ou les conditions objectives... “L'exécutif est en grande difficulté dans l'opinion publique cet automne”, dicit Public Sénat, voilà qui a de quoi les inquiéter. Vous me direz que, cela ne les empêchera pas de passer en force, certes, mais ils peuvent craindre aussi une explosion sociale spontanée des masses qui pourrait s'avérer incontrôlable dans de telles circonstances, allez savoir...

Sondage : 8 Français sur 10 considèrent que le budget est injuste socialement - Public Sénat 29 octobre 2024

Les Français se montrent également très critiques sur la répartition des efforts dans le projet de loi de finances. 79 % sont convaincus que le budget ne sera pas « *juste socialement* ». Le sentiment général est très éloigné de la communication du gouvernement qui avait insisté sur les mesures exceptionnelles visant les hauts revenus et les grandes entreprises.

Dans ce contexte, les Français sont en très grande majorité inquiets sur leur niveau de vie. 15 % seulement estiment que le budget 2025 protégera leur pouvoir d'achat, contre 84 % qui s'attendent à l'effet inverse.

Quant à la méthode, les Français sont également majoritairement opposés à un éventuel emploi de l'article 49.3 de la Constitution pour faire adopter le budget. 67 % des personnes interrogées répondent que le recours au 49.3 ne serait « *pas justifié* ». Public Sénat 29 octobre 2024

Sondage : l'impopularité de Michel Barnier s'accroît, celle d'Emmanuel Macron atteint des sommets - Public Sénat 29 octobre 2024

Les masques tombent. RN = Antisocial. Qui l'ignorait ?

Hausse du délai de carence dans la fonction publique : le RN y est favorable - RT 28 oct. 2024

Le Rassemblement national (RN) s'est montré favorable à la mesure alors que le programme de Marine Le Pen en 2022 défendait l'idée d'un alignement du régime de la fonction publique sur le secteur privé en établissant à deux jours le délai de carence pour tous.

Jordan Bardella, actuel président du parti, s'est ainsi montré favorable à la mesure proposée par le ministre. RT 28 oct. 2024

Commentaire d'un internaute

- Vous savez que de nombreuses conventions collectives et non des moindres prennent en charge les jours de carence dans le privé ?

J-C - Exact, de plus, quand ce n'est pas le cas, beaucoup d'entreprises les prennent en charge après concertation au niveau des comités d'entreprises, lorsque des directions demeurent intraitables sur l'augmentation collective des salaires, il est possible de négocier cette contrepartie qui profitera aux salariés qui ne tombent pas malade pour le plaisir...

Après les faux malades ou les arrêts de travail abusifs, les faux chômeurs ou fainéants, les salauds de pauvres, les immigrés profiteurs, les assurés sociaux fraudeurs, les Arabes terroristes en puissance, les jeunes délinquants qui s'ignorent, les vieux qui ne veulent pas crever, les malades qui coûtent trop chers, les handicapés qui font de la surenchère, les retraités qui pètent dans la soie, les lycéens indisciplinés, les nourrissons bourrés de virus à la naissance, les ouvriers qui revendiquent, les médecins qui veulent soigner leurs patients, les prisonniers qui se révoltent, les femmes qui veulent rester des femmes, les vaches qui ne demandent qu'à brouter en paix, et puis quoi encore ! Garde-à-vous. En rang serré, en avant marche, une, deux, une, deux...

Santé.

Cibler la connexion mitochondrie-cellule souche dans le traitement du cancer : un protocole orthomoléculaire hybride par la rédaction de l'AIMSIB 20/10/2024

<https://www.aimsib.org/2024/10/20/cibler-la-connexion-mitochondrie-cellule-souche-dans-le-traitement-du-cancer-un-protocole-orthomoleculaire-hybride/>

La théorie d'Antoine Béchamp (1816 - 1908)

<https://www.bonnes-habitudes.fr/comprendre/la-theorie-d-antoine-bechamp/>

Turbo-cancers, maladies auto-immunes et pathologies neurologiques survenant après la vaccination ARNm anti-covid - Réseau International 28 octobre 2024

Résumé : Le fait que les vaccins ARNm anti-covid provoquent des «*turbo-cancers*» a été présenté par les médias mainstream comme une «*fake news*» (par exemple ici France Culture en octobre 2023). C'est pourtant une réalité empirique. La docteure Ute Krüger est spécialiste en pathologie avec 25 ans d'expérience professionnelle. Elle a travaillé comme médecin-chef dans le service de pathologie clinique de plusieurs hôpitaux suédois. Depuis que ces injections ont été rendue obligatoires et administrées en masse, elle a observé une augmentation des cancers très agressifs («*turbo-cancers*»), des maladies auto-immunes et des maladies neurologiques. Elle présente ici le résultat de ses observations cliniques et de son enquête.

<https://reseauinternational.net/turbo-cancers-maladies-auto-immunes-et-pathologies-neurologiques-survenant-apres-la-vaccination-arm-anti-covid/>

L'enfer de la guerre impérialiste et coloniale ou la barbarie capitaliste à l'œuvre.

L'Arabie saoudite accueille la première réunion d'une « alliance internationale » pour un État palestinien - Le HuffPost 30 octobre 2024

L'espoir d'une paix durable entre Israéliens et Palestiniens existe-t-il encore après plus d'un an d'affrontements dans la bande de Gaza ? Oui pour les 90 « *États et organisations internationales* » réunis depuis ce mercredi 30 octobre en Arabie saoudite pour constituer une nouvelle « *alliance internationale* ». Objectif, encourager la création d'un État palestinien.

L'« *Alliance internationale pour la mise en œuvre de la solution à deux États* », israélien et palestinien vivant côte à côte dans la paix et la sécurité, avait été annoncée en septembre en marge de l'Assemblée générale des Nations unies à New York. Elle réunit des pays arabes, musulmans et européens. L'Union européenne est par exemple représentée par Sven Koopmans, son envoyé spécial au Moyen-Orient, ont affirmé des diplomates à l'AFP.

« *Un génocide est en train de se produire avec l'objectif d'expulser le peuple palestinien de sa terre, ce que l'Arabie saoudite rejette* », a déclaré le ministre saoudien des Affaires étrangères, Fayçal ben Farhane avant l'ouverture des discussions. Il a dénoncé la situation humanitaire « *catastrophique* » dans la bande de Gaza.

La guerre de Gaza a ravivé les discussions sur une solution à deux États, bien que des analystes jugent cet objectif plus éloigné que jamais, le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, étant fermement opposé à l'établissement d'un État palestinien.

Mi-septembre, le prince héritier et dirigeant de facto du royaume du Golfe, Mohammed ben Salmane, a affirmé que son pays ne reconnaît pas Israël avant la « *création d'un État palestinien* ». L'Irlande, la Norvège et l'Espagne ont annoncé en mai reconnaître l'État de Palestine, suivis par la Slovaquie en juin. Le HuffPost 30 octobre 2024

Si « *c'est une victoire de l'état de droit* » pour les marchands d'armes, elle est forcément légitime.

J-C – Commettre un génocide n'est-il pas légitime de nos jours ?

On nous dit que : L'annonce initiale des organisateurs avait irrité Israël qui avait accusé le président Emmanuel Macron de faire « *honte* » à la France (AFP). Macron n'étant plus à une honte près ou plutôt, ne sachant pas ce que cela signifie, il s'est arrangé pour la faire porter à une autre institution.

Euronaval : La justice contredit les organisateurs du salon de défense et autorise la présence d'entreprises israéliennes - 20 Minutes/AFP 31 octobre 2024

Six mois après Eurosatory, les organisateurs du salon Euronaval ont été déjugés et doivent renoncer à interdire certaines entreprises israéliennes de venir exposer leurs armes et équipements militaires, une décision immédiatement saluée par Israël.

Le tribunal de commerce de Paris a invalidé mercredi la décision des organisateurs d'Euronaval d'interdire à certaines entreprises israéliennes de prendre part à ce salon de défense, selon une décision qu'a pu consulter l'AFP, confirmant des informations de presse.

Le ministre israélien des Affaires étrangères, Israël Katz, a dans la foulée salué la décision de la justice française. « *Il s'agit d'une victoire importante pour la justice et d'un message clair contre les tentatives visant à affaiblir Israël dans sa lutte contre les forces du mal* », a affirmé sur X le ministre.

« *C'est une victoire de l'état de droit dont nous devons nous satisfaire* », a réagi auprès de l'AFP Me Patrick Klugman, l'un des avocats représentant les chantiers navals et les industriels israéliens, ainsi que la chambre de commerce France-Israël, qui contestaient cette décision des organisateurs.

Contactés par l'AFP, les organisateurs d'Euronaval, salon consacré au secteur naval de défense, n'ont pas souhaité réagir mercredi soir. Ils avaient indiqué que celui-ci n'accueillerait ni stands ni matériels israéliens lors de sa prochaine édition, à la demande du gouvernement français.

L'exécutif français avait ensuite indiqué que les entreprises israéliennes étaient bienvenues à ce salon, à condition qu'elles ne présentent pas d'équipements utilisés dans des actions offensives à Gaza et au Liban.

« *Il n'a jamais été question d'interdire la participation des entreprises israéliennes à des salons commerciaux en France. Les entreprises israéliennes qui le souhaitent pourront évidemment accéder à Euronaval* », avait indiqué l'exécutif dans une déclaration écrite transmise à l'AFP.

« *La décision prise par le gouvernement stipule extrêmement clairement que les entreprises israéliennes sont autorisées à participer au salon, mais ne peuvent disposer d'un stand. Aucun industriel, ni journaliste, ni citoyen, ni visiteur israélien n'est interdit sur le salon* », avait par ailleurs indiqué le directeur général d'Euronaval Hugues d'Argentré.

Quelques jours plus tard, il avait indiqué qu'au moins d'eux entreprises israéliennes auraient des stands sur le salon, n'étant pas concernées par les mesures de restriction qui touchaient cinq entreprises. 20 Minutes/AFP 31 octobre 2024

J-C - Le président du tribunal de commerce de Paris : Patrick Sayer, il a été banquier d'affaires pendant plus de 20 ans chez Lazard & Co à New York.

Israël interdit les activités de l'UNRWA sur son territoire - Courrier international 29 octobre 2024

Le Parlement israélien a voté lundi à une écrasante majorité (90 voix contre 10) en faveur d'un projet de loi interdisant les activités en Israël de l'agence des Nations unies pour les réfugiés palestiniens (UNRWA). Un second texte, également largement adopté (89 contre 7), interdit aux responsables israéliens de travailler avec l'UNRWA et ses employés.

Interrogé lundi par Al-Jazeera, le porte-parole de l'UNRWA Adnan Abu Hasna a dénoncé une escalade *“sans précédent”*. Pour le fonctionnaire de l'agence onusienne, la décision israélienne signifie *“l'effondrement du processus humanitaire dans son ensemble”*, note la chaîne qatarie.

“Sans coordination avec Israël, il sera presque impossible pour l'UNRWA de travailler à Gaza ou en Cisjordanie, puisque Jérusalem ne délivrera plus de permis d'entrée dans ces territoires et ne permettra plus de coordination avec Tsahal”, précise le Times of Israel. *“Israël contrôle également actuellement l'accès à Gaza depuis l'Égypte, les forces israéliennes étant déployées le long de la frontière qui les sépare”*, rappelle le site d'information israélien.

Ha'Aretz estime que la nouvelle loi pourrait notamment *“compliquer”* les échanges entre les banques israéliennes et l'UNRWA. De hauts responsables de l'agence ont exprimé leurs inquiétudes quant au fait que *“la loi pourrait conduire à l'effondrement du système administratif de l'UNRWA en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, en raison des difficultés de paiement des salaires et des fournisseurs, traités par l'intermédiaire de la Banque Leumi”*, une des principales banques israéliennes.

Le vote de la Knesset a provoqué lundi un tollé international. Le chef de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Tedros Adhanom Ghebreyesus, a dénoncé une décision *“intolérable”* qui aura des *“conséquences dévastatrices”*. *“Elle contrevient aux obligations et aux responsabilités d'Israël”*, a-t-il ajouté, en soulignant que *“l'UNRWA est une bouée de sauvetage irremplaçable pour le peuple palestinien”*.

Le Premier ministre britannique Keir Starmer s'est, lui, dit *« gravement préoccupé »*, tandis que l'Allemagne a *« critiqué vivement »* cette décision. L'Irlande, la Norvège, la Slovaquie et l'Espagne, quatre pays ayant reconnu l'Etat de Palestine, ont *« condamné »* dans un communiqué commun ce texte en jugeant *« essentiel et irremplaçable »* le travail de l'UNRWA.

Côté palestinien, le Hamas a dénoncé une *« agression sioniste »*, tandis que son allié le Jihad islamique a condamné *« une escalade dans le génocide »* de la population. La présidence palestinienne a, elle, jugé que le texte confirmait *« la transformation d'Israël en un Etat fasciste »*.

Avant le vote, les États-Unis s'étaient quant à eux déclarés *“très préoccupés”* et *“avaient exhorté le gouvernement à ne pas approuver”* ce texte, selon le porte-parole du département d'État, Matthew Miller, qui a insisté lundi sur le rôle humanitaire *“crucial”* de l'UNRWA à Gaza.

Même en Israël, le projet de loi avait suscité l'inquiétude dimanche de hauts responsables du ministère des Affaires étrangères, rapporte le quotidien israélien Yediot Aharonot. Ces derniers ont averti que si le texte était adopté en deuxième et troisième lectures à la Knesset, Israël "*serait suspendu des Nations unies pour violation de la charte de l'organisation*".

Alors qu'il a décidé d'empêcher l'UNRWA d'opérer sur son territoire, Israël "*n'a pas fourni d'alternative aux 1,2 milliard de dollars de services fournis*" par l'agence onusienne aux réfugiés palestiniens, remarque le Jerusalem Post. Or, "*il est possible qu'en vertu du droit international, Israël ait désormais la responsabilité financière de financer ces services*".

Le Premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, a réagi lundi dans la soirée aux critiques, en affirmant que l'Etat hébreu était « prêt » à « travailler avec (ses) partenaires internationaux » pour continuer à « faciliter l'aide humanitaire à Gaza d'une façon qui ne menace pas (sa) sécurité ». Courrier international 29 octobre 2024

Les États-Unis ont financé 70% de l'effort de guerre israélien depuis plus d'un an - RT 30 oct. 2024

Le Watson Institute for International & Public Affairs a publié un rapport montrant que le gouvernement américain a dépensé au moins 22,76 milliards de dollars en aide militaire à Israël entre le 7 octobre 2023 et le 30 septembre de cette année.

La plus grande partie a été livrée, mais environ 5,2 milliards de dollars n'arriveront que l'année prochaine. Selon les estimations officielles de la Banque d'Israël, le coût total de la guerre s'élèverait à environ 250 milliards de shekels (65 milliards de dollars), dont approximativement 118 milliards de shekels (31 milliards de dollars) pour les coûts militaires, y compris les coûts opérationnels de l'armée, le réapprovisionnement en équipements militaires, en munitions et en soutien logistique. Par conséquent, selon un simple calcul, les États-Unis ont financé environ 70 % de l'effort de guerre.

Le document souligne qu'Israël est le pays qui a reçu le plus d'aide américaine depuis la Seconde Guerre mondiale, soit 251,2 milliards de dollars sur 66 ans. En outre, l'aide fournie par l'administration Biden à Israël au cours de l'année écoulée a été la plus élevée de l'histoire des relations entre les deux pays, de 25% supérieure au deuxième montant le plus important - 14 milliards de dollars à la fin des années 1970 (en termes réels, reflétant le pouvoir d'achat ajusté en fonction de l'inflation). RT 30 oct. 2024

L'Espagne annule un contrat d'armes avec Israël - RT 30 oct. 2024

Le gouvernement espagnol a fait savoir qu'il annulait un récent contrat d'achat de munitions auprès d'une société israélienne, étendant ainsi l'engagement de l'Espagne à ne pas vendre d'armes à Israël et à ne pas en acheter non plus auprès de ce pays.

La radio Cadena Ser avait précédemment rapporté que la Guardia Civil avait décidé d'acheter plus de 15 millions de cartouches de 9 mm pour six millions d'euros à Guardian LTD Israel. RT 30 oct. 2024

Grande-Bretagne.

J-C – Mimétisme ou pandémie ? Le capitalisme est en faillite, il doit disparaître.

Royaume-Uni: lourdes hausses d'impôts dans le budget travailliste - AFP 30 octobre 2024

Des hausses d'impôts assumées, de 40 milliards de livres (48 milliards d'euros), contre des investissements dans des services publics à bout de souffle: le gouvernement travailliste de Keir Starmer a présenté mercredi son premier budget depuis son accession au pouvoir au Royaume-Uni en juillet, vertement critiqué par les conservateurs.

Parmi les hausses d'impôts dévoilées, un accroissement des cotisations patronales, appréhendé par les entreprises, qui rapportera plus de la moitié des nouvelles recettes: 25 milliards de livres par an.

Une mesure décriée avant même son officialisation par l'opposition, qui estime qu'elle contrevient à la promesse du Labour d'épargner les "*gens qui travaillent*", car ils finiront par payer la note sur leurs salaires.

Autres sources de recettes et d'économie: la hausse de l'impôt sur les plus-values ou la TVA sur les écoles privées, ainsi que la fin du chèque énergie pour des millions de retraités, un choix très contesté, y compris chez les travaillistes.

L'organisme public de prévision budgétaire, l'OBR, considère que le niveau de taxation britannique passera de 36,4% du PIB en 2024/2025 à 38,3% en 2027/2028, "*un plus haut historique*".

La chancelière de l'Echiquier, Rachel Reeves, a de nouveau dénoncé un "*trou noir*" de 22 milliards de livres dont elle aurait hérité dans les finances publiques, et insisté sur l'énorme dette, à 100% du PIB.

Iran.

L'exécutif iranien promet de répondre à l'attaque israélienne - RT 28 oct. 2024

L'Iran ne laissera pas impunie l'attaque israélienne du 26 octobre dernier sur le territoire iranien. Tout l'exécutif iranien, du guide suprême au président en passant par les Gardiens de la révolution, promet de répondre militairement à l'État hébreu.

Afrique.

Carburants : le Ghana envisage de réduire ses importations en provenance d'Europe - RT 29 oct. 2024

«*Au lieu d'importer comme nous le faisons actuellement de Rotterdam, il sera beaucoup plus facile pour nous d'importer du Nigeria et je pense que cela fera baisser nos prix*», a souligné le chef de

l'autorité de régulation ghanéenne. *«Cela pourrait mettre fin aux importations de carburant en provenance d'Europe, dont la facture s'élève à 400 millions de dollars par mois»*, a-t-il précisé.

Selon Mustapha Abdul-Hamid, importer du Nigeria plutôt que d'Europe permettrait de faire baisser les prix d'autres biens et services en supprimant les frais de transport. Sans compter la possibilité de paiement en monnaies locales au lieu du dollar, ajoutent les analystes, qui permettrait de faire baisser encore davantage les coûts des importations.

De manière générale, les analystes s'accordent à penser que les pays africains s'efforceront d'effectuer à l'avenir leurs transactions en monnaies locales. Dans une perspective à plus long terme, il s'agirait pour eux de s'entendre sur une monnaie commune qui remplacerait les transactions en devises.

Espions français en Afrique de l'Ouest : une *«opération secrète démasquée»* - RT 29 oct. 2024

Le média ouest-africain AES Info a révélé le 28 octobre qu'une *«opération secrète»* menée par la France a été démasquée au Sahel. Le média dit avoir identifié des agents français et affirme que Paris entend déstabiliser les trois pays alliés.

«Un réseau complexe, utilisant de fausses ONG»: c'est ainsi que le média sahélien AES Info décrit ce qu'il nomme une *«opération secrète»* menée par la France au Niger et ayant des ramifications au Bénin, au Tchad et dans plusieurs autres pays d'Afrique de l'Ouest.

Le média, créé à l'initiative des pays de l'Alliance des États du Sahel (AES), c'est-à-dire le Burkina Faso, le Mali et le Niger, dévoile les noms de personnes qu'il identifie comme des agents et informe également de la construction de camps militaires français dans la région.

Le média les accuse par ailleurs d'avoir fourni du matériel militaire et de communication à des organisations terroristes notamment Boko Haram.

Leur activité consisterait également à financer des groupes armés pour que ceux-ci s'installent dans des zones critiques et provoquent des crises humanitaires, permettant ainsi à des *«ONG fictives d'intervenir et de fournir une couverture logistique»*.

Le documentaire présenté par l'AES explique en outre que la France construirait deux camps au Nigeria, à Guigani et Garingata, où *«seront approvisionnés»* en armement les *«terroristes de la forêt»* de Sarma puis ceux de la zone des trois frontières. Enfin une autoroute logistique de Kandi à Sokotto aurait été prévue dans le but d'attaquer simultanément des zones dans les trois pays de l'AES.

J-C – Il n'y a pas de nazi en Ukraine, pas de génocide en Palestine occupée, alors pourquoi voudriez-vous qu'il y ait des espions français au Sahel, franchement ?

« Révolution de couleur », assassinats et coup d'Etat : La CIA à l'œuvre.

1- Géorgie.

Les États-Unis et l'UE menacent la Géorgie après les résultats électoraux - RT 29 oct. 2024

Les États-Unis et l'Union européenne ont adressé des menaces à la Géorgie après les récentes élections législatives. Ce scrutin, tenu le 26 octobre, a abouti à la victoire du parti au pouvoir, «*Rêve géorgien – Géorgie démocratique*», qui a obtenu 53,9 % des voix et dispose désormais du droit de former seul le gouvernement. Ce résultat n'a toutefois pas satisfait Washington ni les dirigeants européens, qui s'inquiètent de la trajectoire politique de Tbilissi. Lors d'un point de presse, Matthew Miller, porte-parole du département d'État américain, a exhorté la Géorgie à modifier son orientation politique, évoquant «*de futures conséquences*» si elle persiste dans ce qu'il qualifie de cap «*antidémocratique*». L'UE a également pris position à travers un communiqué signé par les ministres de 13 États membres, dont la France et l'Allemagne, exigeant que Tbilissi assure le maintien de l'ordre tout en respectant les droits des manifestants.

Ces injonctions occidentales ont provoqué une vive réaction à Moscou. Maria Zakharova, porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, a dénoncé ces menaces occidentales comme une forme de néocolonialisme, critiquant l'ingérence des puissances occidentales dans les affaires intérieures de la Géorgie. Dans un message publié sur son compte Telegram, Maria Zakharova a ironisé: «*Démocratie, Monsieur, vous êtes arrivés. Prochaine station : Néocolonialisme*».

Pendant ce temps, certaines sources en Géorgie ont confié à TASS, agence d'information russe, que des tireurs d'élite formés en Ukraine arriveraient dans le pays pour provoquer des incidents violents lors des manifestations. «*De sources officielles bien informées, les Occidentaux ne reculent devant rien pour faire basculer la situation politique intérieure en Géorgie après les élections du 26 octobre et provoquer une nouvelle "révolution de couleur" : des tireurs d'élite formés en Ukraine arrivent dans la République pour organiser des provocations lors de manifestations de masse*», ont révélé ces sources.

Le parquet général de Géorgie ouvre une enquête sur une éventuelle fraude électorale - RT 30 oct. 2024

Après la convocation de la présidente géorgienne pour un interrogatoire, les leaders de l'opposition ont conseillé à Salomé Zourabichvili de ne pas se rendre au parquet. «*L'opposition n'a pas l'intention de se rendre au bureau du procureur géorgien, car elle ne lui fait pas confiance. Je pense que la présidente ne se rendra pas non plus au bureau du procureur, mais elle n'a pas besoin de mon avis*», a déclaré Zourab Japaridze, l'un des leaders de l'opposition.

De l'autre côté, Mamouka Mdinaradze, secrétaire exécutif du parti au pouvoir Rêve géorgien, qui a remporté les législatives, a conseillé à Salomé Zourabichvili de coopérer avec le bureau du procureur et d'expliquer pourquoi elle affirme que les élections législatives ont été truquées.

«*La présidente Zourabichvili doit répondre de ses accusations. Nous sommes prêts à ouvrir n'importe quel bureau de vote dans le cadre de l'enquête du bureau du procureur pour prouver que des élections équitables ont eu lieu, et la présidente et les leaders de l'opposition doivent répondre de leurs accusations*», a déclaré Mamouka Mdinaradze. RT 30 oct. 2024

2- Slovaquie.

Robert Fico affirme avoir échappé à une nouvelle tentative d'assassinat - RT 28 oct. 2024

Le Premier ministre de la Slovaquie a annoncé avoir échappé à une seconde tentative d'assassinat au début du mois. L'incident s'est produit lors des célébrations du 80e anniversaire de la bataille du col de Dukla, à la frontière polono-slovaque.

Selon Robert Fico, un homme armé a été intercepté dans la zone réservée aux visiteurs grâce au dispositif de détection de métaux, alors que celui-ci portait un pistolet chargé. Interrogé par la publication Štandard, le Premier ministre a exprimé ses soupçons sur les motivations de l'agresseur : « *Il me déteste en raison de mon approche envers l'Ukraine* », a-t-il déclaré, suggérant que sa politique envers Kiev pourrait être à l'origine de cette tentative.

3- Bolivie.

Bolivie : Ce sont des policiers qui ont tiré sur Evo Morales - resumenlatinoamericano.org 27 octobre 2024

Une source politique du plus haut niveau national qui a demandé à garder l'anonymat a affirmé au journal bolivien La Razon que ceux qui ont tiré 14 fois sur le véhicule de l'ancien président Evo Morales sont des policiers qui, ensuite, se sont rapidement réfugiés à la neuvième division de l'armée, cantonnée à Villa Tunari, Cochabamba, et ont été évacués en hélicoptère.

«*Les militaires qui sont dans le régiment, au Chapare, admettent que ceux qui ont cherché à arrêter Evo sont entrés dans la caserne. Ils étaient avec des policiers et sont partis en hélicoptère*», a révélé la source à ce média.

Un groupe de militaires de la caserne a également admis devant les manifestants que les camionnettes qui ont participé à cet incident sont entrées dans la caserne avec des policiers. Selon un militaire, les camionnettes, dans lesquelles se trouvaient des policiers en civil, sont entrés dans la caserne et ont été évacués, suite à un ordre venu d'en haut.

«*Ce sont des policiers, nous, nous n'avons pas ces camionnettes. Dans la caserne, il n'y a pas de ces camionnettes dernier modèle*», dit le militaire à un groupe de partisans de Morales sur une vidéo partagée sur les réseaux sociaux.

On pense que c'était une tentative pour arrêter Evo et que, ayant échoué, les hommes en uniforme ont tiré sur le véhicule. «*Ils auraient pu tuer le chauffeur d'Evo, le semi blindage de la voiture a diminué l'impact*».

La même source a indiqué que, lors de l'enquête, les projectiles, qui se sont incrustés dans le véhicule seront des témoignages irréfutables de la sorte d'armes qui a été utilisée.

À ce sujet, le président Luis Arce a donné des instructions pour qu'une enquête minutieuse soit menée pour éclaircir ses faits : «*face à la dénonciation d'un attentat présumé contre la vie de*

l'ancien président Evo Morales, j'ai donné des instructions pour une enquête immédiate et minutieuse pour éclaircir ce fait». resumenlatinoamericano.org 27 octobre 2024

Tentative d'assassinat contre Evo Morales : l'ancien président bolivien aurait échappé de peu à la mort - RT 28 oct. 2024

Véritable thriller en Bolivie : l'ancien président du pays, Evo Morales (2006-2019), affirme avoir échappé à une tentative d'assassinat. Selon une vidéo diffusée dimanche 27 octobre sur son compte Facebook, Evo Morales se trouvait à bord d'un véhicule criblé de balles, aux côtés de son chauffeur.

Dans cette vidéo de quatre minutes, on distingue Evo Morales installé sur le siège passager, parlant au téléphone, tandis que des impacts de balle transpercent le pare-brise. Le chauffeur, blessé à la tête, parvient malgré tout à conduire le véhicule. Selon les déclarations de Evo Morales, quatorze coups de feu auraient été tirés sur sa voiture.

Face à cette agression, Evo Morales a exigé la démission de deux ministres de premier plan : Carlos del Castillo, ministre de l'Intérieur, et Edmundo Novillo, ministre de la Défense. Dans un message posté sur X, Evo Morales a appelé le président Luis Arce à prendre des mesures : *«Si le président Arce n'a pas commandité cette tentative d'assassinat, il doit démettre Carlos del Castillo et Edmundo Novillo de leurs fonctions, ainsi que les policiers impliqués, et ouvrir immédiatement une enquête»*.

Le gouvernement bolivien a accusé Evo Morales de chercher à saper l'ordre constitutionnel et à déstabiliser le pays. Selon le journal bolivien El Deber, en effet, les partisans de l'ancien président bloquent plusieurs des principales routes du pays depuis deux semaines.

Etats-Unis.

Les États-Unis ne sont pas une démocratie, ils n'ont jamais été conçus pour être une démocratie.

(Données provenant de différentes sources sur le Net, recoupées avec Wikipédia, notamment)

Contrairement à la croyance populaire, le président américain n'est pas élu au suffrage populaire. Il est plutôt choisi par un collège électoral, un système hérité des pères fondateurs des États-Unis, qui ont participé à la rédaction de la Constitution américaine de 1787.

« Les pères fondateurs n'étaient pas particulièrement partisans de la démocratie au sens où on l'entend aujourd'hui. Ils ne faisaient pas confiance au peuple pour faire un choix éclairé. On crée donc ce système où le corps électoral, à l'époque les hommes blancs propriétaires, vote pour des gens, qui, eux, vont se réunir pour élire un président. C'est une forme de suffrage indirect », explique Christophe Roy-Cloutier, directeur adjoint de l'Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand.

Presque 250 ans plus tard, le collège électoral est toujours en fonction.

Il est formé de grands électeurs, qui sont désignés par l'assemblée législative de chaque État. Ils sont 538 au total, choisis parmi les membres de la société civile ou des deux principaux partis politiques. Selon la loi, il suffit d'avoir 18 ans pour être nommé grand électeur. Sont exclus d'office les membres du Congrès et les fonctionnaires du gouvernement fédéral.

Il s'agit essentiellement d'un poste honorifique : les grands électeurs n'interviennent dans aucune autre élection ni aucune autre activité politique.

La Constitution américaine définit le fédéralisme comme une relation de parité entre le gouvernement fédéral et les gouvernements des États.

Une grande partie des droits revendiqués par les États est basée sur le dixième amendement : "*Les pouvoirs qui ne sont pas délégués aux États-Unis par la Constitution, ni interdits par celle-ci aux États, sont réservés respectivement aux États ou au peuple*".

Dans ses fondements, elle est fédérale et non nationale ; dans les sources d'où sont tirés les pouvoirs ordinaires du gouvernement, elle est en partie fédérale et en partie nationale. En d'autres termes, les États américains se voient attribuer la souveraineté sur tout ce qu'ils ne cèdent pas aux États-Unis par leur propre consentement

Le droit de vote n'est pas inscrit dans la Constitution américaine ; au contraire, des amendements ont fini par interdire la privation d'un droit qui n'était pas explicitement accordé.

La Constitution donne aux États le pouvoir d'organiser les élections comme ils le souhaitent (sous réserve, bien sûr, des contestations judiciaires - ce qui explique le caractère très disparate des règles et des lois électorales d'un État à l'autre).

Chaque État a droit à un nombre précis de grands électeurs, qui correspond au nombre de sénateurs et de représentants qu'il envoie au Congrès, déterminé en fonction de son poids démographique. Par exemple, le Texas compte 40 grands électeurs, puisqu'il compte 38 représentants et 2 sénateurs. Un État moins peuplé comme le Wyoming n'en compte que 3 (2 sénateurs, 1 représentant).

Pour devenir président, il ne suffit pas d'obtenir le plus grand nombre de voix. Il faut avant tout remporter la majorité des grands électeurs, soit 270. Ainsi, en 2020, Joe Biden a gagné après avoir eu la faveur de 306 grands électeurs, contre 232 pour Donald Trump.

Les électeurs américains ne votent donc pas directement pour un président. Techniquement, ils votent plutôt pour une liste de grands électeurs engagés à voter pour un candidat.

Ceux-ci ont pour mot d'ordre de respecter le suffrage populaire dans leur État, selon la formule du « *winner takes all* ». Le candidat qui remporte la majorité des voix dans un État se voit attribuer le vote de l'ensemble des grands électeurs de cet État. Ainsi, même si, en novembre prochain, Donald Trump remportait le scrutin en Floride par une seule voix, il empocherait tout de même le vote de l'ensemble des 30 grands électeurs du Sunshine State. Font exception à cette formule le Nebraska et le Maine, qui répartissent proportionnellement leurs grands électeurs en fonction des résultats du scrutin.

Dans les jours suivant le scrutin présidentiel, les grands électeurs se rassemblent dans la capitale de leur État respectif pour voter pour un président et un vice-président.

Ce système est souvent décrié pour les distorsions qu'il provoque. À quatre reprises dans l'histoire américaine, l'élection présidentielle a été remportée par le candidat ayant terminé au deuxième rang au suffrage universel.

Le fédéralisme maintient un système intrinsèquement antidémocratique en laissant à peu près tous les aspects des élections à la discrétion des États et des localités. Il n'y a pas de droits uniformes en ce qui concerne le nombre de bureaux de vote, l'accessibilité des candidats au scrutin, etc. Les élections américaines sont fondamentalement injustes, et ceux qui sont au pouvoir peuvent facilement les manipuler pour perpétuer leur emprise sur le pouvoir. Les frontières qu'établissent les districts dans lesquels les représentants sont élus sont facilement manipulées pour s'assurer qu'un parti reste au pouvoir.

Par exemple, dans de nombreux États, les membres du Congrès sont majoritairement républicains, même si l'ensemble des votes populaires à l'échelle de l'État pour les membres de la Chambre des représentants va toujours aux candidats démocrates, souvent avec une large marge. Et sans aucune représentation proportionnelle, les sièges au Congrès reviennent toujours au vainqueur du vote populaire de l'un des deux partis au pouvoir, même si aucun des deux n'a obtenu la majorité réelle en raison de la présence de candidats d'un troisième parti dans le scrutin. Le Collège électoral pousse cette perversion de la règle de la majorité à l'extrême.

À tout cela il faut ajouter la suppression des électeurs - presque une industrie aux États-Unis. Des efforts légaux, illégaux et extralégaux sont déployés dans tout le pays pour empêcher les gens de voter.

Lors de la rédaction de la Constitution, aucun pays au monde n'élisait directement le pouvoir exécutif. Ayant à peine renversé un roi, les auteurs de la Constitution répugnaient à donner ce pouvoir au Congrès, mais ils n'avaient pas l'intention de le laisser à un vote populaire. Ils ont donc imaginé un système d'intermédiaires - des électeurs "*indépendants*" - que les États chargeraient de choisir un président dans le cadre d'un collège électoral.

Mais plus que cela, le Collège électoral est le descendant direct de l'esclavage et de l'intention des pères fondateurs d'accueillir les propriétaires d'esclaves pour qu'ils adhèrent au nouveau pays.

Le fonctionnement du Collège électoral devait être basé sur la population, ce qui a soulevé la question du nombre d'électeurs à attribuer à chaque État. Comme pour la répartition des sièges à la Chambre, cela signifiait qu'il fallait se demander comment compter la population esclave. En 1787, 40 % des habitants des États du Sud étaient des esclaves Noirs. Madison lui-même était originaire de Virginie, qui comptait 60 % de Noirs. Il savait donc que les propriétaires de plantations et les agriculteurs Blancs n'accepteraient pas des lois qui ne prenaient en compte uniquement la population Blanche, car cela diminuerait leur influence au sein du gouvernement fédéral.

Ils ont trouvé un compromis pour que les États du Sud ratifient la Constitution : ils comptaient les esclaves Noirs comme les trois cinquièmes d'une personne pour comptabiliser les habitants de chaque État. Avec 200 000 esclaves, la Virginie s'est retrouvée avec plus d'un quart du total des votes électoraux alors requis pour remporter la présidence. Aujourd'hui, le nombre d'électeurs - 538 - est égal à la taille de la délégation du Congrès de chaque État, soit pas moins de trois, plus trois électeurs supplémentaires pour le district de Columbia.

La Constitution ne dit rien sur la manière dont les États doivent répartir leurs voix, et les auteurs de la Constitution n'ont pas prévu le développement des partis politiques. Finalement, tous les États sauf deux ont promulgué des lois qui donnent tous leurs votes à celui qui remporte le vote populaire

dans l'État, ce qui contribue à faire pencher la balance du pouvoir dans les élections présidentielles américaines en faveur d'une minorité de l'ensemble des électeurs à l'échelle nationale.

Comme l'ont montré les élections de 2000 et 2016, le Collège électoral permet à un candidat de remporter la Maison-Blanche même si son adversaire reçoit plus de voix. En effet, les votes du Collège électoral sont attribués au total au vainqueur du vote populaire dans 48 États. En 2012, Barack Obama a remporté la Floride par moins de 1 % des voix ; il a quand même obtenu les 29 voix du Collège électoral. Il a perdu la Caroline du Nord de seulement 2 %, mais Mitt Romney a obtenu les 15 votes électoraux. En 2016, Hillary Clinton a remporté une majorité significative des 139 millions de voix populaires (3 millions de voix en plus que Trump), mais a perdu le vote du Collège électoral au profit de Trump (304 grands électeurs, contre 227 à Clinton); des analyses suggèrent qu'un déplacement de 79 646 voix dans trois États - Michigan, Pennsylvanie et Wisconsin - aurait fait pencher la balance du Collège électoral. Au lieu de cela, 0,06% du vote national global a décidé de l'élection. La même chose s'est produite en 2000, lors de la victoire de George W. Bush face à Al Gore.

Le collège électoral donne aussi une importance démesurée aux « *swing states* », ces États qui, à la faveur d'une élection, peuvent passer d'un camp à l'autre. Les États les plus peuplés, comme New York et la Californie, sont ignorés par les candidats présidentiels puisque leurs votes sont déjà assurés au Parti démocrate avant même le début de la campagne.

« *On a beaucoup plus de chances de voir un candidat présidentiel à Manchester, au New Hampshire, ou à Carson City, au Nevada, qu'à Los Angeles, à New York ou même au Texas. Le collège électoral marginalise beaucoup d'électeurs, d'autant plus que le nombre d'États pivots semble diminuer d'un cycle électoral à l'autre* », mentionne M. Roy-Cloutier.

Le système actuel nuit également aux tiers partis et favorise le bipartisme, selon le politologue.

« *Comme c'est un système qui favorise les partis qui sont capables de terminer premiers aux élections, parce que ce sont les seuls qui vont chercher des voix au collège électoral, cela va dissuader les électeurs d'accorder leur vote à un tiers parti, puisqu'il s'agit essentiellement d'un vote gaspillé.* »

Les appels à la réforme ou à la simple abolition du collège électoral sont donc nombreux, et ce, depuis longtemps. On estime que, depuis 1800, plus de 700 propositions du genre ont été présentées devant le Congrès. Toutes ont échoué.

Modifier le système demanderait un amendement constitutionnel, qui nécessite l'aval des deux tiers des membres de chaque chambre du Congrès et des trois quarts des membres des assemblées d'État. Dans le contexte d'extrême division qui sévit à Washington, l'adoption d'un tel amendement relève du fantasme. D'autant plus que le collège électoral profite aux deux principaux partis politiques américains.

« *Le Parti républicain a vraiment besoin du collège électoral tel qu'il fonctionne en ce moment pour demeurer compétitif, indique Christophe Roy-Cloutier. Depuis 1992, il n'a remporté le suffrage populaire devant les démocrates qu'une seule fois [2004]. Et malgré tout, il a remporté trois élections dans cette période. C'est essentiel à sa survie.* »

Les démocrates profitent également de la situation puisque le système des grands électeurs « *réduit la compétition qui pourrait venir d'autres partis, comme le Parti vert ou, cette année, la candidature de Robert F. Kennedy Jr.* ».

Les espoirs de changement résident donc dans une modification qui se ferait au sein des assemblées législatives des États, donc plus facile à réaliser.

À l'heure actuelle, 17 États, ainsi que le District de Columbia, ont adopté des textes de loi qui oblige le vote de leurs grands électeurs à refléter le vote populaire à l'échelle nationale.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 3 octobre 2024

Vidéo. Meyssan et Cie : l'Iran a-t-elle vraiment bombardé Israël ?

<https://www.youtube.com/watch?v=yhmfGqzroA8>

J-C - Meyssan raconte dans quelle circonstance serait mort le chef du Hezbollah Hassan Nasrallah.

Il se rendait à pied à une réunion avec un représentant du gouvernement iranien au quartier général du Hezbollah à Beyrouth, quand il fut tué par le souffle de la bombe que les Israéliens larguèrent sur l'immeuble qui abritait le siège du Hezbollah. Le thème de cette réunion devait porter sur le refus de l'Iran de soutenir le Hezbollah selon monsieur Meyssan.

Meyssan pense que l'Iran et les USA auraient donné leur accord pour l'exécution de Nasrallah.

Parole d'internaute.

- Si je comprends Thierry Meyssan, il y a 2 "blocs" dominants en Iran qui s'opposent : les gardes de la révolution d'un côté et les businessmen de l'autre. Les 1ers soutiennent le Hezbollah, les 2nds veulent une détente avec les USA, quitte à abandonner les Palestiniens et le Hezbollah. Les 2nds auraient ainsi trahi Nasrallah et les 1ers ont réagi en attaquant Israël. Alors qui gouverne en ce moment, parce que ça a l'air de basculer rapidement là?

Pezeshkian vient d'être élu, il a un mandat clair du conseil de la révolution pour appliquer son programme, proche des businessmen, d'apaisement de l'ouest, mais les Gardiens de la Révolution auraient eu l'accord direct du leader suprême pour frapper? de là à s'attirer les foudres des USA ? Les USA ont déjà annoncé qu'ils vont assister Israël dans sa riposte, qui sera sévère. Et l'Iran a de sa part déclaré qu'ils répondraient à toute riposte (la question étant, contre qui?).

Les Russes comme les Chinois se sont engagés du côté de l'Iran, le 1er en livrant des S400, des hélicoptères de combat, et des Su35 (pas clair s'ils ont été livrés, mais l'accord existe), les 2nds ont signé une coopération militaire de 25 ans en 2016. Mr Meyssan, vous pensez vraiment que la Chine et la Russie acceptent de coopérer avec un partenaire aussi instable que l'Iran? Ca me paraît assez débatable, mais ils ont aussi inclus l'Inde dans les Brics, qui a aussi un rôle assez trouble, donc pourquoi pas, l'avenir nous le dira. Mais il me semble que l'Iran vient de s'engager définitivement dans le conflit, vous dites que la Russie s'est aussi engagé indirectement avec le Yémen, ça me semble difficile de défuser la situation, personne ne voulant sembler baisser le regard le premier.

Vis-à-vis du Liban, je ne vois pas Israël l'emporter seule : le Hezbollah a combattu en Syrie pendant 12 ans, ils sont aguerris, alors que l'armée israélienne est une armée de réservistes, les victimes à

Gaza et depuis aujourd'hui au sud Liban sont très jeunes (des capitaines de 23 ans!) et donc inexpérimentés.

La version de monsieur Meyssan démentie.

Le guide suprême iranien avait averti le chef du Hezbollah de fuir le Liban - leparisien.fr 3 octobre 2024

Quelques jours avant d'être tué dans une frappe israélienne, l'ayatollah Ali Khamenei avait recommandé Hassan Nasrallah de fuir le Liban. Selon l'agence Reuters, le guide suprême iranien aurait envoyé un message pour demander au chef du Hezbollah de partir pour l'Iran. Des rapports des services de renseignement iraniens suggéraient qu'Israël avait des agents au sein du Hezbollah et prévoyait de le tuer.

Selon Reuters, Khamenei se trouve dans un lieu sécurisé en Iran depuis samedi. C'est lui qui a personnellement ordonné mardi le tir des missiles sur Israël, a déclaré un haut responsable iranien.

Le chef du Hezbollah aurait accepté un cessez-le-feu quelques jours avant son assassinat.

Selon le ministre libanais des Affaires étrangères, le chef du Hezbollah, Hassan Nasrallah, avait accepté un cessez-le-feu de 21 jours imposé par les États-Unis et la France quelques jours seulement avant d'être tué par Israël.

« *Nasrallah était d'accord* », a déclaré Abdallah Bou Habib dans un entretien diffusé mercredi sur CNN. « *Nous étions entièrement d'accord. Le Liban a accepté un cessez-le-feu mais en consultant le Hezbollah. Le Président de la Chambre libanaise Nabih Berri, a consulté le Hezbollah et nous avons informé les Américains et les Français de ce qui s'était passé. Et ils nous ont dit que le Premier ministre israélien Benyamin Netanyahu était également d'accord avec la déclaration publiée par les deux présidents Biden et Macron* ». Selon le ministre des Affaires étrangères libanais, le conseiller principal de la Maison Blanche, Amos Hochstein, devait se rendre au Liban pour négocier le cessez-le-feu. leparisien.fr 3 octobre 2024

J-C - Du coup, on en viendrait à penser que Nasrallah n'aurait pas été dénoncé par ses adversaires en Iran, mais il aurait été trahi par ses propres amis qui n'auraient pas apprécié qu'il négocie un cessez-le-feu avec les Américains.

Toute guerre est bonne à prendre pour les banquiers et les capitalistes, puisque outre le financement de l'armement, elle se traduit par d'immenses destructions qui nécessitent reconstruction par la suite.

Finalement, ce sont les mêmes qui financent la paix et la guerre, qui financent les destructions et la reconstruction, ils gagnent sur tous les tableaux, vive la guerre ! Et si c'était devenu leur unique stratégie et objectif pour conserver le pouvoir ?

Le 4 octobre 2024

Complément. J'ai ajouté les 7 pages de la causerie du jour au 195 pages de la causerie de septembre disponible au format pdf.

J'ai corrigé une faute d'orthographe dans la causerie du 3, c'était en toute fin de journée décalage horaire oblige, plus la fatigue.

Suite de la causerie d'hier sur le Liban.

La version de monsieur Meyssan démentie, d'autres éléments de preuve.

J-C- A quoi joue monsieur Meyssan, de qui, de quoi est-il l'agent ? Il a raconté à plusieurs reprises qu'il avait appris beaucoup de choses de son grand-père qui était un agent secret de l'armée, ce qui nous vaut son interprétation policière de la situation au Moyen-Orient ou sa tendance à partir dans des histoires abracadabrantes d'espionnage dans lesquelles il a parfois lui-même trempé, ce qui lui permet de se mettre en scène sans qu'on sache précisément quel rôle il joue et pour le compte de qui. D'une certaine manière, il faut bien qu'il continue à exister, bien qu'il soit mis au rencart depuis son retour en France où il ne joue plus aucun rôle politique, hormis peut-être celui de nous induire en erreur ou de nous conduire sur de fausses pistes, en gage de reconnaissance ou d'allégeance envers ceux à qui il doit sa survie.

Cela dit, c'était sans compter que de nos jours l'histoire s'accélère et vous rattrape au galop, dans ces conditions les masques de ses différents acteurs tombent rapidement, et les petits secrets, fabulations ou manigances des uns et des autres sont dévoilés en quelques jours ou semaines seulement, surtout quand les enjeux politiques sont colossaux à l'échelle mondiale.

Meyssan nous a raconté que Nasrallah était tombé parce qu'il aurait été trahi par une faction iranienne favorable aux Etats-Unis, or les infos rendues publiques ces derniers jours montrent que l'histoire était plus banale que cela, les Israéliens qui avaient infiltré le Hezbollah connaissaient son emploi du temps, dès lors sa vie était gravement menacé et il était facile de le supprimer à la première occasion, ce sont les autorités iraniennes qui l'ont affirmé, vous me direz qu'on s'en serait douté, à ceci près qu'elles fournissent des détails pour étayer leur version, ce qu'on aurait été incapable de faire, y compris Monsieur Meyssan, mais lui il ne s'embarrasse pas de scrupules, ils les inventent ! Cela dit, son dernier article de journaliste et non d'espion à la retraite était excellent.

Liban : Nasrallah était d'accord pour un cessez-le-feu avec Israël, affirme le chef de la diplomatie libanaise - RT 3 oct. 2024

«*Hassan Nasrallah avait donné son accord pour un cessez-le-feu*», a-t-il affirmé lors d'une interview accordée à la chaîne CNN dans la nuit du 2 au 3 octobre. RT 3 oct. 2024

Nasrallah du Hezbollah a accepté un cessez-le-feu peu avant l'assassinat - newarab.com 3 octobre 2024

Le ministre libanais des Affaires étrangères, Abdallah Bou Habib, a révélé jeudi que le secrétaire général du Hezbollah, Hassan Nasrallah, avait accepté un "*ce cessez-le-feu complet*" juste avant qu'il ne soit assassiné par Israël la semaine dernière.

Dans une interview accordée à la radio publique américaine, Bou Habib a déclaré que Nasrallah avait accepté un cessez-le-feu quelques instants avant d'être assassiné, ajoutant que les responsables libanais avaient informé les médiateurs américains et français du consentement du gouvernement à un cessez-le-feu.

Bou Habib a également déclaré que le Premier Ministre israélien Benyamin Nétanyahou était au courant de l'accord et qu'il avait également accepté un cessez-le-feu.

"Il (Nasrallah) a accepté, il a accepté (au cessez-le-feu)," a déclaré Habib.

"Le gouvernement libanais avait accepté un cessez-le-feu après avoir consulté le Hezbollah par l'intermédiaire du président Nabih Berri, et nous avons informé les Américains et les Français", a-t-il déclaré.

Bou Habib a également déclaré que les représentants des États-Unis et des Français leur ont dit que le Premier ministre israélien Benyamin Netanyahu avait également donné son accord.

L'accord de cessez-le-feu a été mené par les États-Unis, la France et d'autres États arabes après une réunion entre le président américain Joe Biden et son homologue français Emmanuel Macron à l'Assemblée générale des Nations unies à New York le 25 septembre.

Il a stipulé une trêve de 21 jours dans les combats au cours de laquelle des négociations œuvreront en vue d'un cessez-le-feu.

Netanyahu et d'autres ministres d'extrême droite ont immédiatement rejeté la proposition, et le Premier ministre israélien a ordonné à l'armée israélienne de continuer à « *se battre avec toute la force* » un jour plus tard.

Nasrallah a été assassiné le 28 septembre lors d'une frappe aérienne israélienne dans la banlieue sud de Beyrouth. newarab.com 3 octobre 2024

L'Iran restera aux côtés du Hezbollah jusqu'à la libération de la Palestine et de Qods (Commandant de la force Qods du CGRI) - french.almanar.com.lb 30 septembre 2024

Le commandant de la Force Qods du Corps des gardiens de la Révolution islamique (CGRI) a déclaré que l'Iran restera aux côtés du mouvement de la Résistance libanaise Hezbollah jusqu'à la libération totale de la Palestine.

Le général de brigade Esmail Qaani a fait cette remarque dans un message de condoléances, dimanche 29 septembre, suite à l'assassinat de Sayed Hassan Nasrallah, secrétaire général du Hezbollah libanais.

Dans un message de condoléances hier samedi à l'occasion du martyre de Sayed Hassan Nasrallah, le Leader de la Révolution islamique, l'Ayatollah Sayed Ali Khamenei, a déclaré que le Front de la Résistance porterait de nouveaux coups écrasants au « corps délabré et en décomposition » du régime sioniste.

L'Ayatollah Khamenei a affirmé que les fondements posés par Nasrallah au Liban ont inspiré d'autres pays et que ces structures ne disparaîtront pas avec son martyre, mais seront renforcées par le sang du leader du Hezbollah. french.almanar.com.lb 30 septembre 2024

Le 7 octobre 2024

Capitalisme : Stop ou encore ? Ils ne peuvent plus gouverner qu'en recourant au chaos, à l'abus de pouvoir, à la terreur, au fascisme ou au nazisme, à la guerre.

Le récit officiel du 7 octobre 2023 sert uniquement à cautionner la guerre que livre l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste à tous les peuples du Moyen-Orient, à justifier leur budget pléthorique de la Défense, le recours à la stratégie du bombardement massif des populations civiles et des infrastructures d'une nation, qui se traduit par un effroyable massacre et de gigantesques destructions, afin de maintenir son hégémonie sur cette région du monde et pouvoir continuer à en piller les richesses au détriment de sa population.

Il doit également servir d'avertissement ou de menace de représailles militaires adressée à tout gouvernement qui oserait affirmer son indépendance ou refuserait de se soumettre à son diktat.

Leur ennemi : La vérité.

Abus de pouvoir du sachant sur l'ignorant, du conscient sur l'inconscient, du fort sur le faible ou vulnérable...

Le récit de ces imposteurs, qui démarre le 7 octobre 2023, relève de la supercherie intellectuelle. Il repose sur un déni, une interprétation idéologique et frauduleuse de l'histoire (son effacement ou sa réécriture), qui remonte au milieu ou vers la fin du XIXe siècle s'agissant de la Palestine.

Il recourt au mécanisme bien rodé et facilement identifiable de l'inversion accusatoire ou l'inversion de la cause et de la conséquence.

Ce procédé consiste à ne plus interpréter la vérité des faits en demeurant strictement fidèle à leur enchaînement, mais à sélectionner minutieusement ceux qui vont leur permettre de substituer à la réalité un récit fabriqué de nature idéologique à l'insu du public, de telle sorte que l'ordre chronologique des faits sera amputé et par conséquent faussé, de manière à ce que le rapport de cause à effet qui existait n'apparaisse plus ou soit escamoté, de façon à pouvoir en situer l'origine en fonction du rôle qu'ils comptaient lui faire jouer, de la signification qu'ils entendaient lui attribuer, de l'instrumentalisait qu'ils voulaient en faire, pour pouvoir uniquement justifier ou tenter de légitimer leurs décisions politiques injustes ou criminelles, barbares en l'occurrence.

Tout le monde connaît la situation, donc inutile de revenir dessus.

En revanche, identifier la méthode, démasquer les mécanismes ou instruments auxquels ils recourent pour formater ou conditionner les consciences pour parvenir à leurs fin, ce n'est pas donné à tout le monde. Maîtriser le sujet évite de se faire manipuler, et de se retrouver à combattre parfois dans le mauvais camp ou au côté de nos ennemis !

Le combat politique, la lutte armée de libération de la Palestine est légitime. Israël est un Etat artificiel sans Constitution ni frontières, il n'aurait jamais dû exister, il doit disparaître. Il est fort probable malheureusement, que cet Etat colonial ne disparaîtra pas avant que le capitalisme ait été vaincu en occident par la révolution socialiste. Je crois que partant de là, il ne faille se faire aucune illusion sur le sort tragique qui attend les Palestiniens.

En complément.

Boycott !

- Attaque du 7 octobre : Des milliers de personnes rassemblés à Paris « *en soutien d'Israël, du peuple israélien* » - 20minutes.fr 7 octobre 2024

- Samuel Paty et Dominique Bernard: une minute de silence dans les écoles le 14 octobre - BFMTV 7 octobre 2024

Totalitarisme. Quand le ministère de la Propagande passe en mode "cancel culture".

France 2 : « Notre histoire de France », une série documentaire pour déconstruire le roman national - 20 Minutes 6 octobre 2024

Ce mardi, à 21h05, France 2 diffuse, en partenariat avec « 20 Minutes », son ambitieuse série documentaire avec les épisodes dédiés à Vercingétorix et Clovis. Le programme vise à déconstruire certains mythes et à éclairer notre époque

L'un des enjeux du programme est de « *déconstruire un certain nombre de mythes provenant du Roman national, c'est-à-dire des réécritures de l'histoire pour la mettre au service de certaines idéologies, nationalistes ou autres, et influencer le présent au regard de cette réécriture* », indique Nicolas Daniel, directeur des magazines de France Télévisions. 20 Minutes 6 octobre 2024

J-C - « *Déconstruire un certain nombre de mythes* » pour les remplacer par d'autres conformes à leurs objectifs politiques, personne n'est dupe ici, ailleurs c'est une autre histoire. On ne va pas perdre son temps avec cela, fions-nous au "*bon sens*" populaire, dans ce qu'il a de meilleur.

Commentaires d'internautes.

1- L'histoire de France,... de France2 et 20 mns....le révisionnisme en prime time.

2- Heureux d'apprendre que c'est le rôle de la télévision d'Etat que de "*déconstruire*" notre Histoire. On s'en doutait déjà, mais c'était un rôle dévolu à Netflix et autres Disney ...

3- Rien que dans le titre de l'article, nous reconnaissons bien l'orientation déconstructive de ce site d'informations.

4- A moins que ce soit une reconstruction faisant suite à une succession de mensonges inculqués depuis notre enfance et bien avant.

- La destruction de notre histoire en marche !

5- "... l'histoire a été réécrite pour la mettre au service de certaines idéologies, nationalistes ou autres, et influencer le présent au regard de cette réécriture". Et c'est exactement ce qui sera fait dans cette série.

- Avec France TV et 20minutes il y'a forcément un biais idéologique. Ca fait 40 ans qu'ils déconstruisent.

6- Naturellement, 20 minutes et France 2 ont invité les plus grands historiens et spécialistes dans le domaine ? Bref, vouloir déconstruire est une chose, être crédible en est une autre...

7- A ce que je viens de lire, il me semble que l'on ne va pas rectifier l'Histoire mais la réorienter au goût du jour et cela m'inquiète. Certes, on peut douter de certaines légendes, mais venir aujourd'hui avec d'autres certitudes me laisse dans le même doute.

8- Et donc, la suite ce sera "*la culture de France*" dont le but sera de montrer qu'il n'y a pas de culture française, c'est ça le but ?

-9 Quand il y a cette phrase dans l'article "*Le programme vise à déconstruire certains mythes et à éclairer notre époque*" c'est pourtant extrêmement clair, sauf pour ceux qui sont encore en 1994 et qui ne comprennent rien à ce qui se passe outre atlantique.

10- "*Déconstruction*". Y'a un autre mot, moins joli, mais plus exact : révi-sion-nisme.

11- Merci de nous avoir avertis que ça a un but de "*déconstruction*", comme ça on comprend tout de suite qu'il ne faut pas perdre son temps à regarder ça.

12- Ce serait presque rigolo si ce n'était pas en fait si grave. Car c'est France 2, c'est l'Etat ! Donc on a à notre tête des gens qui veulent nous bourrer le crâne avec ces idéologies wokistes.

13- L'un des enjeux du programme est de « *déconstruire un certain nombre de mythes provenant du Roman national, c'est-à-dire des réécritures de l'histoire pour la mettre au service de certaines idéologies, nationalistes ou autres, et influencer le présent au regard de cette réécriture* »

Ça ressemble vachement à une entreprise de rééducation financée par nos impôts. En clair, une espèce de cancel-révisionnisme.

14- "*C'est-à-dire de la manière dont l'histoire a été réécrite pour la mettre au service de certaines idéologies*"

C'est exactement ce qu'ils essayent de faire : construire un nouveau roman national à leur sauce.

15- L'objectif de cette émission n'est pas d'apporter un éclairage nouveau sur une période donnée mais de "*déconstruire le roman national*". L'intention n'est pas du tout la même.

16- On déconstruit une idéologie et on en fabrique une autre. L'histoire continuera toujours d'être utilisée par les puissants pour manipuler les masses.

Le 13 octobre 2024

Les matériaux de la prochaine causerie sont prêts, je n'ai plus qu'à mettre tout cela en ordre, quelques heures de travail quand même. En attendant, en lisant un article sur la guerre au Moyen-Orient je suis tombé sur le document suivant dont personne ne pourra critiquer ou nier le contenu compte tenu de sa source, l'ONU.

Rapport de la Commission internationale indépendante chargée d'enquêter dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et en Israël (A/79/232) - 11 septembre 2024

Le rapport de la Commission internationale indépendante d'enquête sur le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et Israël, daté du 11 septembre mais publié hier, est incroyablement accablant et constituera un document clé pour le procès pour génocide intenté par l'Afrique du Sud et d'autres contre Israël devant la CIJ.

Il fait état de 498 attaques israéliennes contre des établissements de santé dans la bande de Gaza et – fait bien moins médiatisé – de 500 attaques contre des établissements de santé en Cisjordanie, bien qu'elles soient toutes moins meurtrières.

• [Rapport de la Commission internationale indépendante chargée d'enquêter dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et en Israël \(ONU\) - 11 septembre 2024](#)

Bon dimanche quand même !

Gardez le moral et mobilisez-vous, organisez-vous, ne restez pas isolé devant un écran.

Courage et détermination sans faille, notre conviction est inébranlable, totale, et qu'on ne vienne pas nous reprocher les sacrifices et les morts que causerait inévitablement une révolution, leurs nombres n'atteindront jamais le millième de ce qu'ils auront imposé injustement aux peuples durant plus de deux siècles, nous les mâterons, nous les vaincrons, le socialisme vaincra.

Le 19 octobre 2024

Un complément à la causerie d'hier sur Macron.

Hier, pour comprendre la dernière sortie de Macron sur Israël, j'avais évoqué l'hypothèse selon laquelle il valait mieux évoquer la résolution 181 de l'ONU, plutôt que la période qui l'avait précédée et suivie, au demeurant fort compromettante pour les sionistes (et les anglo-saxons), mais c'était peut-être sans compter que les sionistes nazis n'en ont rien à foutre des graves accusations qui peuvent être portées contre eux, car ils estiment légitimes la multitude d'actes criminels ou terroristes, massacres, qu'ils ont commis des années 30 jusqu'à nos jours, au nom de la reconquête de la sacro-sainte "*Terre promise*" ou la Palestine, qui leur appartient sans partage.

Macron dément, ment, puis finalement passe aux aveux.

J-C - Je n'avais pas eu accès à cette info au moment de rédiger ma causerie, elle confirme que Macron a bien tenu les propos que ses amis lui reprochent sur la création d'Israël.

La fidélité au sionisme doit être absolue au sein de son gouvernement, de tous les partis, des médias, tous les Français ont le devoir de s'y conformer sous peine de poursuites judiciaires, qu'on se le dise !

Pas vraiment un démenti - Le HuffPost 18 octobre 2024

Lors de la conférence de presse à Bruxelles jeudi 17 octobre, au moment des questions-réponses avec les journalistes, Macron a déclaré qu'il n'avait pas à faire « *des démentis sur des propos sortis de leur contexte et qui n'avaient pas vocation à être public* ». Et d'ajouter : « *Le travail de mes équipes n'est pas de faire des démentis sur des propos que j'aurais tenus dans telle ou telle réunion. Car ce ne sont pas des propos qui ont vocation à être publics. Sinon je ne fais plus de propos publics.* » Le HuffPost 18 octobre 2024

J-C - Il allait de soi, que ressortir la résolution 181 de l'ONU, que les sionistes n'ont eu de cesse d'ignorer ou de violer depuis 1947, ne pouvait être que du plus mauvais effet, au moment même où Netanyahu continuait de bombarder Gaza et s'en prenait au Liban.

J'ai cherché sur le Net si un parti ou une organisation d'extrême gauche avait réagi à cette sortie de Macron et je n'ai rien trouvé, sans doute ne voulaient-ils pas trop se mouiller ou se démasquer. Si vous avez lu quelque chose, merci de partager ou de me l'envoyer.

Le 26 octobre 2024

Esquisse d'une nouvelle analyse de la situation mondiale.

Au réveil, ce matin 26 octobre, j'ai rédigé vite fait d'un seul trait ce texte, sur 3 pages au format A4. Comme quoi passer une bonne nuit est important, même courte. Reste maintenant à le mettre au propre, à rédiger l'introduction ou la présentation, ce qui va demander beaucoup plus de temps. Le temps de déjeuner, boire un café fort et fumer une clope et c'est parti.

Quel titre lui donner, au hasard : Pourquoi le développement démographique exponentiel au cours du XXe siècle, allait devenir un des facteurs déterminant de l'orientation de la situation mondiale au XXIe siècle ?

Immédiatement quelques questions nous viennent à l'esprit :

- Quelles allaient en être les conséquences économiques et politiques principalement pour les Etats et les peuples où cette démographie galopante avait eu lieu, en Afrique et en Asie pour l'essentiel, des continents entiers qui représentent de nos jours les trois quarts de la population mondiale ?
- Comment cela allait-il se traduire ou s'exprimer concrètement au niveau des besoins et des aspirations des peuples dans chacun de ces pays ?
- Quelles profondes modifications cela allait-il entraîner au bout de quelques générations, au niveau des différentes classes et de leurs rapports sur le plan économique et politique ?
- Quelles conséquences en découleraient-ils dans leurs rapports avec les pays dominants, les différents impérialistes qui les avaient colonisés, occupés, soumis à leur dictature, pillés, mais aussi avec leurs concurrents des puissances des pays émergents ?

Voilà en gros, en toile de fond, la trame de cette analyse.

Le développement démographique de l'Afrique et de l'Asie au cours de la seconde moitié du XXe siècle jusqu'à nos jours, allait se traduire par l'explosion de nouveaux besoins économiques et

sociaux au sein de ces populations, qui constitueraient autant de défis que les autorités politiques de ces Etats allaient devoir affronter, sans en avoir réellement les moyens puisque tous ces pays avaient été maintenus dans un état de sous-développement économique par les puissances occidentales principalement. Cette contradiction allait entraîner des tensions politiques croissantes et des affrontements sanglants, des émeutes, entre une partie de la population composée majoritairement de jeunes et de travailleurs pauvres, et les régimes corrompus en place à la solde des différents impérialistes occidentaux.

Plus la population augmenterait, plus les besoins en tout genre à satisfaire de ces peuples croîtraient mécaniquement (alimentation, santé ou hôpitaux, école et université, logement, transport, routes, ports, aéroports, énergie, communication, culture, etc.). Sur ces continents, des millions de jeunes diplômés formés dans les universités allaient se retrouver sans emploi ou confronter au chômage, ils allaient grossir les rangs de la classe ouvrière réduite à la pauvreté ou la misère, au lieu de rejoindre les rangs des classes moyennes, situation qui allait les conduire à s'opposer aux différents régimes en place et à chercher une issue politique pour y mettre un terme (Burkina Faso, Niger, Mali, etc.).

La majorité de ces jeunes diplômés était issue de la petite bourgeoisie, elle présentait la particularité d'alimenter aussi l'armée et les institutions, et il allait fatalement arriver un moment ou une sorte d'alliance objective allait se conclure entre ces couches des classes moyennes et des corps d'officiers qui vivaient de plus en plus mal la misère à laquelle était vouée leur peuple, des membres de leurs propres familles, l'injustice et les innombrables souffrances dont ils étaient victimes, ainsi que le rôle répressif que leur faisaient jouer ces régimes despotiques.

C'est ce qui les amènera progressivement à se dresser à la fois contre les régimes en place, et à exiger la rupture avec le colonialisme occidental, qui tirait profit de l'exploitation négrière et du pillage des ressources de leurs pays depuis plus d'un siècle, et ne laissait à leurs peuples que des miettes à se partager sur fond de corruption généralisée, pour finalement se tourner vers d'autres puissances pour assurer le développement de leurs pays, la Russie et la Chine principalement, ainsi que les membres des Brics, constatant que ces puissances émergentes leur proposaient des accords de partenariat plus avantageux ou davantage respectueux de leurs propres besoins, entre autres.

Qu'il soit dit au passage, que nous soutiendrons certains dirigeants ou nouveaux régimes africains sans nous faire d'illusions sur leurs intentions, on les jugera sur pièces le moment venu. Entre des pays dominés et des pays dominants, en l'occurrence les puissances impérialistes occidentales, notre préférence et notre soutien iront toujours aux pays dominés, même si leurs régimes sont loin d'être des modèles de démocratie, car tel est notre principe de l'internationalisme prolétarien et de la lutte de classe, toujours défendre le plus faible au détriment du plus fort, telle est notre conception de la justice sociale, elle n'est pas négociable.

De leur côté, la Russie et la Chine sont toujours des pays en voie de développement, ils ont des besoins énormes en termes de matières premières, mais aussi en infrastructures à l'instar de tous les pays africains ou asiatiques, en Amérique du Sud également. Faiblement endettés et bénéficiant d'une croissance économique soutenue, d'une balance commerciale largement excédentaire, ils peuvent se permettre de contribuer au financement des infrastructures dont l'Afrique et l'Asie a impérieusement besoin de nos jours, contrairement aux puissances occidentales endettées dans des proportions phénoménales, qui ne dégagent plus de croissance ou pas suffisamment pour maintenir leur train de vie et leur statut de pays dominants, d'où les attaques incessantes contre leurs propres peuples,

Ces puissances occidentales ont achevé leur développement depuis longtemps, ils sont entrés dans une phase de récession, de régression économique sans fin depuis déjà plusieurs décennies, leur

croissance économique est quasiment nulle ou négative, leur marché intérieur est saturé, le nombre de leurs citoyens insolubles ou pauvres ne fait qu'augmenter, leur PIB est trafiqué, l'essentiel ils le réalisent à l'internationale, finalement s'ils échappent à la ruine et à l'effondrement de leur économie, c'est uniquement en continuant de racketter ou piller les pays du monde entier, en les menaçant militairement lorsqu'ils refusent leurs conditions, sinon, en endossant le nouveau masque du colonialisme, la philanthropie, auquel collaborent une armée d'ONG qu'ils financent, et dont c'est la seule raison d'être sous couvert d'actions humanitaires.

Ainsi, les puissances impérialistes occidentales ne peuvent plus jouer le rôle de locomotive de l'économie mondiale, cette époque est définitivement révolue, et comme elles n'en ont plus les moyens, pour tenter désespérément de conserver leur hégémonie sur le reste du monde, elles recourent à l'usage de la force armée, elles déclenchent de nouvelles guerres toujours plus destructrices et barbares dont elles imputent la responsabilité à leurs victimes, le comble du cynisme et de la cruauté en prime. Ce qui leur faut sauver à tout prix, c'est le capitalisme avec lequel elles s'identifient.

On conclura, en insistant sur le rôle prépondérant que sera amené à jouer la jeunesse ou les nouvelles générations d'étudiants destinés à rejoindre les rangs des classes moyennes en Afrique et en Asie, en Amérique du Sud, dans tous les pays en voie de développement et certains émergents présentant les mêmes caractéristiques démographiques, je pense au Brésil, à l'Inde, aux pays du Maghreb, à l'Égypte, il y en a d'autres, qui refusent désormais de continuer à vivre dans les conditions de dénuement total ou presque qui furent imposées à leurs parents et grands-parents, et qui exigent tout de suite, maintenant, que l'exploitation des richesses ou des ressources de leurs pays profitent en priorité au développement économiques de leurs pays, à financer les infrastructures qui leur font si cruellement défaut, afin que leurs peuples puissent enfin accéder à un niveau de vie décent, et cessent de vivre dans une société en proie à toutes sortes de violence, qui ajoutée à la pauvreté et à la précarité extrême, menacent gravement ou leur pourrissent littéralement l'existence.

La convergence avec le prolétariat, en Afrique notamment, mais aussi en Amérique de Sud, de pans entiers de la petite bourgeoisie, de la jeunesse et de l'armée dans ces pays, préfigure un bouleversement des régimes en place et des rapports établis entre les classes par les puissances impérialistes occidentales au XXe siècle, parfois dès le XIXe ou même avant, qui implique avant tout la nécessité impérieuse de rompre avec le colonialisme

Cette coalition inaugure donc une nouvelle phase de la lutte des classes, qui, certes ne permettra pas de se débarrasser du capitalisme et de l'exploitation, cette initiative étant dévolue au prolétariat des pays économiquement les plus avancés, mais permettra en attendant d'atténuer l'injustice sociale cruelle dont tous ces peuples ont souffert inutilement trop longtemps, et de poser les premières pierres de régimes républicains, laïques, plus démocratiques.

Notre soutien à tous les peuples en lutte contre l'exploitation et l'oppression, contre le colonialisme d'où qu'il provienne, la guerre, est inconditionnel, conforme aux principes du socialisme.

Note : J'ai mis 3h30 pour finaliser ce texte, en étant dérangé 4 fois quelques minutes, distribuer des médicaments à une parente de ma compagne, remplir et peser un sac de riz, entre autres. Je ne peux pas militer sur le terrain, mais je peux rendre d'autres services...

• [Au format pdf](#)

Le 31 octobre 2024

En écoutant Pink Floyd, histoire de ne pas perdre de temps. On se détend un peu.

Les Indiens fêtent Diwali, c'est jour férié en Inde et les écoles sont fermées jusqu'à lundi. On a un peu la gorge serrée, l'esprit n'est pas trop à la fête. Pour autant, on ne doit pas être gagné par la démoralisation, on n'a pas le droit de se laisser aller, vaut mieux encore se soulager un bon coup. Moi, je vais aller faire une sieste, plus besoin d'alcool ou de drogue, je tire suffisamment de satisfaction de mon activité spirituelle ou intellectuelle, c'est un grand mot, presque un gros mot pour un ouvrier.

Un ouvrier qui pense doit s'excuser, car cela ne figure pas dans les attributions des esclaves. Il y en a toujours pour vous le rappeler. A leur tout petit niveau, ils pratiquent à leur manière un abus de pouvoir, ils piquent des crises d'autoritarisme et vous les imputent, ben voyons, comme d'autres pratiques un abus de positions dominantes, des Etats, des puissances, des impérialistes, c'est contagieux apparemment.

Cela semble être un comportement très répandu en France pour avoir constaté à quel point les rapports sociaux s'étaient dégradés au cours des dernières décennies, c'est un euphémisme, sans doute avec une accélération depuis janvier 2020, où vous vous êtes retrouvés séquestrés chez vous par le tyran de service, de quoi en vouloir à la Terre entière et j'en fais les frais, d'autant plus que, loin des yeux, loin du cœur !

Ils prennent tout au premier degré, ils démarrent au quart de tour, ils se vexent pour un rien, ils sont aussi susceptibles que des vieilles filles ou des bigots superstitieux, des vieillards aigris, des complexés ou des refoulés compulsifs, un mot de trop et ils lèvent les yeux au ciel ou ils deviennent agressifs, des gens bien dans leur peau ou équilibrés ne réagissent pas de la sorte.

Si vous êtes un brin moqueur ou sarcastique, ils croient que vous vous foutez de leur gueule, ce qui n'est pas entièrement faux quand ils prennent les choses de haut. Cela peut rapidement dégénérer, je ne sais pas pourquoi je vous raconte tout cela, parce que je n'ai personne d'autres sur qui me venger, je déconne, je suis de bonne humeur et je n'en veux à personne !

- [Causerie et infos octobre 2024](#)
- [Causeries et infos 2023-2024 \(3670 pages - 30Mo\)](#)

Quel boulot ! Il va falloir que je me repose, je ne peux pas continuer à ce rythme-là, la machine ne suit plus !

En complément à mon commentaire publié par *Le Grand Soir* sur la permanence du fascisme.

Page 280 de la causerie d'octobre 2022.

- [Causerie 2022 \(2173 pages\)](#)

1 - "Il n'existe pas d'exception à cette règle - le fascisme ne vient qu'après que la classe ouvrière ait manifesté son incapacité absolue à prendre entre ses mains le destin de la société." L. Trotsky - OEuvres : Août 1940

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 2 novembre 2024

Inondations en Espagne. Les petites rivières font de grands fleuves...

Parole d'internaute.

1- Il ne faut pas oublier que le fleuve Turia a été détourné de son ancien lit en 1957 pour permettre la construction, la nature ne l'entend pas de cette oreille... mais comme il a été montré à la télévision, la région autour de Valence était totalement boisée en 1956... Aujourd'hui, il n'y a pratiquement plus un arbre ou si peu, que les terrains naturels n'absorbent plus rien à cause de la généralisation de la bétonisation...

2- Un exemple avec Valencia, qui après de grosses inondations qui ont traumatisé la population autour de 1960, le fleuve Turia, mais cela n'a pas empêché le débordement du canal de dérivation et on ne parlait pas de dérèglement climatique à l'époque. L'ancien lit a été transformé en zone piétonnière qui traverse la ville mais on sait pertinemment qu'un fleuve n'attend que de bonnes conditions pour retrouver son lit d'origine et là gare aux habitants de Valencia.

3- Réchauffement climatique ! Pourquoi ? Autour de Valence 9.000 hectares artificialisées ! Pour la valorisation de l'agro-alimentation industrielle... Combien de km carré en Espagne, en France, en Italie, et bientôt toute l'Afrique et l'Arabie... Pour nourrir le monde de produits frelatés par les hélicidés pesticides, insecticides et autres intrants chimiques pour assurer les récoltes... De l'eau puisée dans les nappes phréatiques... Alors les éléments naturels se précipitent partout, n'importe où... Il est temps que les dirigeants politiques retrouvent l'essence de leurs propositions et les appliquent en se désolidarisant du capitalisme déshumanisant ... mais n'en sont-ils pas les premiers bénéficiaires...

J-C- Ils en sont les représentants, chassez-les ! Organisez-vous avec ceux qui combattent pour la rupture avec le capitalisme et toutes ses institutions nationales et internationales financières et politiques.

Quand la guerre ne fait plus recette, c'est que la fin est proche.

L'armée israélienne affirme manquer de soldats, après plus d'un an de guerre - RT 31 oct. 2024

Quelque 300 000 réservistes ont été appelés sous les drapeaux depuis l'attaque du Hamas du 7 octobre 2023, selon l'armée, dont 18% sont des hommes de plus de 40 ans qui auraient dû être exemptés. Le service militaire est obligatoire en Israël à partir de 18 ans pour les hommes comme pour les femmes, bien que plusieurs régimes d'exemptions s'appliquent.

Les périodes de réserve ont été allongées et certains réservistes protestent contre ces mesures qui les privent d'une vie de famille, parfois pendant plus de six mois consécutifs. RT 31 oct. 2024

Plus de 100 000 soldats auraient déserté les Forces armées ukrainiennes - RT 31 oct. 2024

Plus de 100 000 militaires ont déserté les Forces Armées de l'Ukraine (FAU) ou ont quitté leurs unités sans autorisation, a affirmé Anna Skorokhod, membre de la Verkhovna Rada (Parlement ukrainien), sur la chaîne ukrainienne YouTube «*Novosti Live*». Cependant, la période sur laquelle ces désertions ont été enregistrées n'a pas été précisée.

Diana Panchenko, journaliste ukrainienne, a précédemment affirmé que les autorités masquaient le nombre réel de déserteurs dans le pays, évoquant un chiffre d'au moins 200 000 désertions au sein des FAU.

Stanislav Kravchenko, président de la Cour Suprême d'Ukraine, a également rapporté une augmentation significative du nombre de militaires quittant leur poste de manière volontaire, qualifiant la situation de «*menaçante*». RT 31 oct. 2024

Sur la situation politique et sociale en France.

Big Brother vous surveille. Que craignent-ils donc tant que cela ? La révolution.

L'État s'enfoncé dans la surveillance en ligne avec l'intelligence artificielle - France-Soir 31 octobre 2024

Un appel d'offres vient d'être lancé par le service d'information du gouvernement (SIG), et il vise à surveiller l'intégralité de nos recherches pour analyser nos comportements et prédire d'éventuels mouvements. Google, TikTok et Instagram, entre autres, seront concernés par cette surveillance augmentée, qui met, une fois n'est pas coutume, la liberté à mal.

Le gouvernement Barnier veille à suivre la voie de ses prédécesseurs avec application : contrôle et surveillance au programme. Si l'Etat pouvait déjà "*surveiller*" les réseaux sociaux, cet appel d'offres vise à intégrer les moteurs de recherches au secteur d'action. Grâce à un contrat de 5 millions d'euros sur quatre ans, le SIG entend déployer des outils basés sur l'intelligence artificielle pour repérer les mouvements sociaux avant même qu'ils ne prennent forme.

Tout ça, c'est *L'Informé* qui l'a dévoilé dans un article en date du 30 octobre. France-Soir 31 octobre 2024

Commentaire d'un lecteur de France-Soir

- C'est tout de même une démonstration assez claire de la frayeur de nos gouvernants envers la réaction des citoyens, quand ceux-ci se rendront compte à quel point ils ont été pris pour des cons...

J-C – Ils n'auront pas le temps de s'en rendre compte, comme toujours !

En famille avec l'extrême droite. L'étranger : Dehors !

Assemblée nationale: le ministre Nicolas Daragon applaudi par le RN lors du débat sur la double peine - BFMTV 1 novembre 2024

Ce jeudi 31 octobre, les propos du ministre délégué à la Sécurité du quotidien Nicolas Daragon ont été salués par les députés du Rassemblement national. L'ensemble des députés d'extrême droite ont applaudi le ministre, certains se sont même levés pour marquer leur approbation avec son discours.

"Ces mots sonnent comme une évidence. Si je veux les rappeler et les marteler devant vous c'est parce que nous avons pris l'habitude, hélas, de subir. Subir malgré nous la présence sur notre sol d'individus qui ne partagent pas nos valeurs, qui ne respectent pas notre pays voire qui mettent en danger nos compatriotes", a déclaré le ministre.

"Nous avons pris l'habitude avec la complicité de certains de protéger des individus indignes de la générosité des Français et de la protection de la France", a avancé Nicolas Daragon.

"L'étranger qui assassine, dehors! L'étranger qui viole, dehors, l'étranger qui a un lien quelconque avec une entreprise terroriste, dehors. L'étranger islamiste dehors, l'étranger voleur, harceleur, agresseur, trois fois dehors", a listé le ministre.

"Nous devons reprendre le contrôle, c'est un enjeu de souveraineté. Un pays qui subit la présence sur son sol d'étrangers qui le blessent ne peut pas se dire souverain", a poursuivi le ministre. L'examen du budget 2025 est mis en pause le temps de la niche parlementaire du Rassemblement national qui dure jusqu'à minuit, ce mercredi. BFMTV 1 novembre 2024

J-C – Au point où en est arrivé le nazillon Daragon, tout étranger résidant en France peut se considérer menacer d'expulsion par ce gouvernement.

Un jour, alors que je participais à une manifestation avec les habitants du village (à Tandirayankuppam en bord de mer), on exigeait la construction d'une digue pour nous protéger de la mer, on faisait un sitting et on bloquait une des deux routes principales qui menaient de Chennai (ex-Madras) à Pondichéry. Des policiers se sont approchés de moi menaçant parce que je prenais des photos, le plus gradé m'a demandé de la fermer et de me tenir tranquille, parce qu'il pouvait me faire expulser d'Inde sur le champ. J'ai évoqué la Constitution, il a rigolé, mais il s'est calmé, de mon côté, j'ai évité d'en faire trop inutilement.

Comme quoi, quand vous êtes immigrés, n'importe où vous ne serez, jamais vous ne serez vraiment en sécurité ou un citoyen à part entière dans le pays qui vous a accueilli.

En famille. Quand LFI manifeste la « volonté » de servir les institutions de la Ve République.

J-C – Après cela, quand on leur rappellera, ils seront très mal placés pour hurler à la calomnie ou prétendre que c'est faux.

À l'Assemblée nationale, La France insoumise change de ton (et ce n'est pas un hasard) - Le HuffPost 31 octobre 2024

En voie d'institutionnalisation, les Insoumis ? « *Nous nous faisons une haute idée de l'Assemblée nationale* », a appuyé Clémence Guetté sur franceinfo.

"*Il y a la volonté de montrer qu'on n'est pas isolé. On n'est pas ce groupe mis en dehors de l'arc républicain, rejeté par tout le monde. Il y a une volonté de rappeler pourquoi on s'est créé et c'est pour gouverner ce pays. Je pense que c'est une volonté forte de Jean-Luc Mélenchon*", appuie Eric Coquerel.

Les photos prises le jour de sa première présidence de séance ont beaucoup tourné dans les cercles militants. Comme celles de Nadège Abomangoli, dont l'arrivée dans la salle des pas perdus, au son de « *la garde républicaine* » qui « *bat la générale aux tambours* » a été saluée par... Jean-Luc Mélenchon.

J-C – Il a manqué sa vocation !

Santé.

Crise de l'hôpital en France : près de 5 000 lits supprimés en 2023 - RT 31 oct. 2024

Une étude de la direction statistique des ministères sociaux publiée jeudi révèle que 4 900 lits d'hôpitaux ont été supprimés en 2023. RT 31 oct. 2024

Les vertus insoupçonnées du chlorure de magnésium

Marie Billi a généré un incroyable coup de pub au chlorure de magnésium en 2006, en promouvant ses capacités à remettre sur pied en quelques heures les malades du « *chikungunya* » sur l'île de la Réunion. Depuis, elle a expérimenté le chlorure de magnésium pour d'autres problématiques de santé

Vidéo interview

<https://www.youtube.com/watch?v=AIRV61anlPg>

J-C - Couplé à la vitamine D, le chlorure de magnésium serait efficace contre le diabète, résultat quasi immédiat, donc vérifiable. Mais aussi contre la dengue, Ebola, la malaria, le covid-19, etc. sur la base de résultats observationnels, donc du vécu directement, c'est-à-dire des témoignages de patients parfois à l'article de la mort, et rétablis uniquement en prenant du chlorure de magnésium.

Pfizer connaissait l'extrême toxicité de ses injections anti-covid

Un document est paru le 19 octobre 2024 sous le titre : «*The Pfizer Papers*».

Fruit de la collaboration de 3250 médecins et scientifiques, qui ont consacré deux années à analyser les 450 000 pages de données de l'essai Pfizer, il démontre que le laboratoire et les agences sanitaires avaient conscience dès novembre 2020 de l'extrême toxicité de l'injection anti-COVID, mais qu'elles ont contourné la législation pour l'imposer à des millions de citoyens.

La plupart des informations contenues dans le livre ont été distillées sur le site DailyClout au fur et à mesure des livraisons de données par la FDA. En l'espace de deux ans, les auteurs ont analysé 2 369 documents et fichiers de données totalisant des centaines de milliers de pages et ont publié près d'une centaine de rapports. Ils sont désormais réunis dans un document de 408 pages, rédigé en anglais mais accessible à tous, à la fois par son circuit de diffusion et par l'effort de vulgarisation réalisé par les auteurs.

De nombreuses personnes qui ont reçu cette injection, lors de son lancement en 2020-2021-2022 et jusqu'à aujourd'hui, n'ont pas réalisé que les tests normaux de sécurité d'un nouveau vaccin – tests qui prennent généralement dix à douze ans – avaient tout simplement été contournés grâce aux mécanismes de l'« *état d'urgence* » et de l'« *autorisation d'utilisation d'urgence* » de la FDA. Ils n'ont pas compris que le véritable « *test* » était en fait l'observation par Pfizer et la FDA de ce qui leur arrivait, à eux et à leurs proches, après que ces citoyens aient retroussé leurs manches et se soient soumis à l'injection. Nous ne devons jamais oublier que plusieurs millions de ces personnes qui se sont soumises à l'injection ont été « *obligées* » de la prendre, sous peine de perdre leur emploi, de voir leurs études suspendues ou de perdre leur poste dans l'armée si elles refusaient.

Principales informations contenues dans les Pfizer Papers

Naomi Wolf raconte la genèse de ce projet dans l'introduction du livre, où elle en détaille les informations les plus choquantes des documents Pfizer. La plupart ont été déjà publiées dans Le Point critique, mais l'intérêt des Pfizer Papers est de les avoir réunies dans un même espace, créant un effet de masse qui donne le vertige.

Pfizer savait dès décembre 2020 que les vaccins ne pouvaient pas stopper la propagation du COVID.

Pfizer savait à l'issue des essais précliniques que le matériel génétique ne reste pas dans le muscle deltoïde mais se disperse dans tout le corps en 48 heures « *comme un coup de fusil* », traverse toutes les membranes du corps humain et s'accumule dans les principaux organes : le foie, les glandes surrénales, la rate, le cerveau, les ovaires.

Pfizer a dû embaucher 2 400 personnes à temps plein pour traiter la « *forte augmentation* » des effets indésirables rapportés entre décembre 2020 et février 2021.

Pfizer savait dès avril 2021 que les injections endommageaient le cœur des enfants et des jeunes adultes.

Pfizer savait dès le 28 février 2021 que son injection était liée à une myriade d'effets indésirables graves :

Pfizer savait que la plupart de ces événements indésirables étaient très probablement imputables au vaccin : la moitié des effets indésirables graves liés au foie, y compris les décès, et la moitié des accidents vasculaires cérébraux ont eu lieu respectivement dans les 72 heures ou les 48 heures suivant l'injection ;

Pfizer a enregistré plus de 1 233 décès au cours des trois premiers mois où l'injection a été déployée dans la population [1].

Pfizer savait à l'issue de son étude préclinique que l'injection était contre-indiquée pendant la grossesse. Il a exclu les femmes enceintes de l'essai pivot, mais elles ont été incitées agressivement à se faire injecter, sans aucune protestation de la part du laboratoire :

Pfizer savait que les nanoparticules lipidiques sont connues pour dégrader le système reproducteur :

Pfizer connaissait les dommages menstruels causés par l'injection, il les a énumérés dans ses documents : « *Les scientifiques de Pfizer ont calmement observé et noté tout cela, mais n'ont rien dit aux femmes.* »

Pfizer savait dès le 28 février 2021[2] que son injection entraînerait des décès de bébés, des échecs de grossesse et des événements indésirables graves chez les femmes enceintes :

Pfizer savait que le matériel vaccinal contaminait le lait maternel et empoisonnait les bébés :

Pfizer savait que son injection pouvait tuer :

Le nombre de décès enregistrés lors de l'essai clinique était supérieur dans le groupe vacciné par rapport au groupe placebo ;

Le nombre de décès dus à des événements cardiovasculaires a été multiplié par plus de 3,7 chez les sujets vaccinés.

Pfizer a falsifié les données de l'essai clinique pour obtenir l'autorisation de commercialiser son vaccin :

Pfizer a mis fin à l'essai clinique pivot le 12 mars 2021 en vaccinant la quasi-totalité de la cohorte placebo, rendant impossible l'évaluation de la sécurité des injections, alors que le protocole prévoyait que les sujets soient suivis pendant deux ans.

Pfizer a signalé par écrit en octobre 2021 que pour les enfants âgés de 5 à 11 ans, « *les dommages subcliniques [i. e. sans symptômes] se manifesteraient chez les patients à long terme* », ce qui signifie que les injections répétées se traduiraient par des dommages cliniques, c'est-à-dire des séquelles.

<https://lepointcritique.fr/2024/10/27/pfizer-papers-la-somme-de-toutes-les-fraudes>

Parole d'internaute.

1- (31 oct. 2024) « Le conseil de santé de l'Idaho devient le premier à retirer les vaccins Covid-19 de ses cliniques.

“Ces produits ne sont pas sûrs et nous n'en faisons pas la promotion.”

Après un vote étonnant de 4 contre 3, l'Idaho's South West District a courageusement décidé de retirer les vaccins COVID de 30 endroits où il fournit des services de santé.

Ainsi, ils sont devenus *“la première agence de santé en Amérique à le faire”*, a déclaré Laura Demaray, une infirmière du sud-ouest de l'Idaho, à @ ChildrensHD

Le conseil est arrivé à cette décision après qu'un groupe de présentations de médecins héros comme Peter McCullough, Ryan Cole, James Thorp et d'autres, l'ont convaincus que les vaccins n'étaient *“pas sans danger pour les humains.”*

Il s'agit d'une décision historique car elle ouvre la voie à d'autres cliniques qui pourront ainsi cesser d'offrir des vaccins COVID dangereux à des patients sans méfiance qui *“font encore confiance à la Science.”*

Dans une remarquable déclaration, le Dr John Tribble, seul médecin du conseil, a déclaré : *“Cette expérience de thérapie génique à ARNm pendant la COVID-19 se révélera être l'un des exemples les plus scandaleux de démocide de l'histoire mondiale.”* »

(Le mot « *génocide* » semble avoir été volontairement évité ; j'ai laissé « *démocide* » que je ne trouve pourtant ni dans des dicos français, ni anglais.)

<https://x.com/VigilantFox/status/1851768169041399933>

2- [SIDAgate] Une enquête fédérale a amené de hauts responsables du CDC à répondre à nos allégations sur le #ChimpVax : le rapport montre que la version officielle de l'origine du SIDA était basée sur la DÉSINFORMATION via l'agence du docteur Fauci, qui a censuré la vérité.

Une plateforme de liberté d'expression aurait permis d'éviter la tragédie africaine. Vidéo 26 min, en anglais : <https://x.com/FactMissionOrg/status/1851631340233314649>

La deuxième partie examine l'épidémiologie et montre que le sida est apparu trois ans après chaque inoculation documentée de vaccins dérivés du plasma de chimpanzé. Les autorités sanitaires ont falsifié les données, déconcertant les scientifiques qui savaient que le VIH en Afrique se propageait par injection. <https://x.com/i/status/1851631343651684845> [25 minutes]

3- Naomi Wolf : « *Dans les essais de Pfizer, Pfizer a averti les hommes vaccinés de ne pas avoir de rapports sexuels avec des femmes en âge de procréer, et s'ils le faisaient, d'utiliser deux formes de*

contraception fiables. Donc, pour moi, l'un des signaux d'alarme de toute cette divulgation, le fait que Pfizer sache ou soupçonne à ce jour qu'il y a quelque chose qui pourrait être potentiellement dommageable dans le sperme des hommes vaccinés, et qu'ils ne nous disent pas ce qu'ils recherchent, ce qui les inquiète est tout simplement criminel. »

« Mais de toute façon, ils ont dit aux femmes de ne pas tomber enceintes, mais 270 femmes sont tombées enceintes quand même. Et Pfizer a perdu les dossiers de 236 de ces femmes, ce que vous n'êtes pas censé faire, car c'est illégal de faire ça. Ils ont disparu. Des 34 des dossiers qui restent, 34 dossiers de femmes enceintes qui ont mené les bébés à terme ou non, plus de 80 % d'entre elles ont perdu les bébés. Et Pfizer savait qu'ils faisaient mourir les bébés in utero, ils le savaient. »

« Et la dernière chose que je vais dire, et je promets de faire une pause, c'est que c'est dans le rapport sur la grossesse et l'allaitement, qui a été envoyé directement au CDC. Il a été envoyé directement au Dr Walensky, qui a d'ailleurs démissionné trois jours après que nous ayons révélé cette histoire, ce qui est intéressant. Il a montré que deux bébés sont morts in utero, et Pfizer a conclu dans ce rapport que c'était dû, je cite, 'à l'exposition maternelle au vaccin', fin de citation. »

« Il y avait aussi un graphique dans ce rapport montrant, un autre graphique, le graphique de Mengele, montrant que tant de bébés vomissaient à cause des mères allaitantes vaccinées, à cause des substances se retrouvent dans le lait maternel, n'est-ce pas ? Tant de bébés ont des convulsions. Tant de bébés ont de la fièvre. Nous observons des mères allaitantes qui allaitent leurs bébés, et tant de bébés ont signalé des crises après l'allaitement. Tant de bébés vomissaient. »

<https://x.com/ericarchambaul7/status/1850941660118626424?s=46>

Combat contre la dictature climatique.

L'Agence Française de Propagande de Davos s'illustre.

Quand l'AFP s'érige en « Fact Checker » d'un article du Daily Sceptic - Association des climato-réalistes 30 octobre 2024

Article initialement publié en anglais par Daily Sceptic le 25/10/2024. sous le titre Clueless 'Fact Check' of Daily Sceptic Climate Article Descends into Pure Gibberish. Traduit en français par Jacques et Elisabeth Weyant

S'il existait un prix de la pire vérification des faits de l'année, la récente tentative de l'Agence France-Presse (AFP) de salir le Daily Sceptic en serait clairement le grand favori. En désaccord avec ce que nous rapportions concernant un article publié le 14 octobre 2024 par la revue *Nature* où il n'était pas fait état d'absence de « hausse » des températures mondiales depuis 1970, la journaliste de l'AFP, Manon Jacob, a qualifié notre article de « trompeur » en se basant uniquement sur une sélection aléatoire de commentaires laissés sur les réseaux sociaux. Cette prétendue vérification des faits est tellement mauvaise qu'elle pourrait être utilisée dans les futures écoles de journalisme comme un exemple de ce qu'il ne faut pas faire quand on s'en prend à des informations bien sourcées, et avec l'unique motivation qu'on n'aime pas ce qui y est écrit. (...)

Le bureau climatique de l'AFP est dirigé par Marlowe Hood, le « héraut autoproclamé de l'Anthropocène ». Les lecteurs assidus se souviendront que ce champion du climat a récemment

reçu 100 000 euros de la part de la fondation d'une grande banque espagnole qui est fortement impliquée dans le financement de projets verts. Il faisait partie d'une équipe d'activistes, dont Graham Readfearn du *Guardian* et Michael Man, l'homme à la courbe en crose hockey, qui ont obtenu la rétractation dans Springer Nature d'un article rédigé par un certain nombre d'éminents physiciens italiens qui dérangeait. Sous la direction du professeur Gianluca Alimonti, cet article constatait que les données disponibles ne permettaient pas de conclure à l'existence d'une urgence climatique. M. Hood a affirmé que les données qui provenaient principalement de sources du GIEC avaient été « grossièrement manipulées » et « *fondamentalement erronées* ». L'article avait d'abord été porté à l'attention du grand public par le Daily Sceptic, et Marlowe Hood a ouvert le bal des annulations en réalisant (oui, vous l'avez deviné) une « *vérification des faits* » par l'AFP.

<https://www.climato-realistes.fr/quand-lafp-serige-en-fact-checker-dun-article-du-daily-sceptic/>

A défaut de guerre mondiale aux conséquences dévastatrices, ils en fabriquent une qui profitera à ses créanciers et bénéficiaires habituels.

Que penser de la loi européenne sur la restauration de la nature ? - Association des climato-réalistes 30 octobre 2024

L'objectif de la loi est « *d'enrayer l'effondrement de la biodiversité en Europe* », un élément de langage classiquement utilisé par les mouvements militants à la recherche de financements. Les pays européens sont tenus de remettre en bon état, d'ici à 2030, au moins 30% de certains habitats spécifiques estimés en mauvais état, puis 60% de ces habitats d'ici à 2040 et 90% d'ici à 2050. En bref si 81% des habitats européens sont en mauvais état, comme le dit l'UE, on voit l'ampleur de la tâche. Mais quel état sera jugé bon ? C'est ici que réside un flou sémantique. Bon et mauvais état sont des jugements de valeur subjectifs qui font implicitement penser qu'il existe un état standard de référence. Cette loi est ainsi basée sur une vision fixiste de la nature, autrement dit sur une fiction.

D'après l'UE, 81% des habitats européens seraient en mauvais état [1] et il faut les restaurer. Evidemment ce sont les humains qui en sont la cause. 81% C'est un chiffre choc, destinée à justifier l'urgence des mesures qui seront proposées, qui cache en réalité de fortes disparités régionales. On est en droit de se poser la question de la pertinence de ce chiffre qui sert d'argument pour mettre en place des programmes coûteux.

<https://www.climato-realistes.fr/que-penser-de-la-loi-europeenne-sur-la-restauration-de-la-nature/>

L'enfer de la guerre impérialiste et coloniale ou la barbarie capitaliste à l'œuvre.

Einstein s'opposait à la colonisation sioniste en Palestine en prédisant la catastrophe actuelle.

«Lorsqu'une véritable catastrophe finale devait nous arriver en Palestine, les premiers responsables seraient les Britanniques et les seconds les organisations terroristes constituées dans nos propres rangs. Je ne veux voir personne qui est associée à ces gens égarés et criminels». Toutes les citations sont du livre «*Einstein on Israel and Zionism*», New Enriched Edition (Baraka Books, 2024) 1. Nos traductions.

Pour saisir la prescience d'Einstein, on n'a qu'à remplacer «*les Britanniques*» par «*les Américains*» et les «*organisations terroristes*» comme le groupe Stern et le groupe Irgun par le gouvernement Netanyahu, héritiers des Menahem Begin et Yitzhak Shamir.

En mars 1947, I.Z. David, un membre du groupe terroriste Irgun dirigé par Menahem Bégin, lui a envoyé un questionnaire auquel il a répondu du tac au tac :

Question : Quelle est votre opinion sur la création d'une Palestine nationale juive libre ?

Einstein : Un foyer national juif ? Oui. Une Palestine nationale juive ? Non. Je suis favorable à une Palestine binationale libre à une date ultérieure après un accord avec les Arabes.

Question : Quelle est votre opinion sur la partition de la Palestine et les propositions de Chaim Weizmann concernant la partition ?

Einstein : Je suis contre la partition.

Quant aux ancêtres politiques du gouvernement Netanyahu actuel, Einstein tirait à boulets rouges, sur eux et leurs partis politiques, notamment dans le *New York Times*. Lorsque Menahem Bégin venait à New York fin 1948, Einstein, Hannah Arendt et d'autres personnalités juives des États-Unis ont publié une lettre dénonçant sa venue et l'organisation qu'il dirigeait, soit «*un parti politique très proche, dans son organisation, ses méthodes, sa philosophie politique et son attrait social, des partis nazis et fascistes*». L'exemple qu'ils citent : le massacre de 240 hommes, femmes et enfants au village palestinien de Deir Yassine.

Jusqu'à sa mort en 1955, Einstein répéterait cette accusation : «*Ces gens sont des nazis dans leurs pensées et leurs actes*». Quiconque dirait cela aujourd'hui dans les grands médias serait traité d'antisémite et serait banni de ces mêmes médias.

1- <https://www.barakabooks.com/catalogue/einstein-on-israel-and-zionism/>

Freud ajoute que "la Palestine ne pourra jamais devenir un Etat juif".

Freud contre l'"*espérance injustifiée*" du sionisme - Le Monde 04 juillet 2003

Le "*Corriere della Sera*" a retrouvé une lettre du fondateur de la psychanalyse critiquant "*le fanatisme irréaliste de -notre- peuple*". Freud ajoute que "*la Palestine ne pourra jamais devenir un Etat juif*".

En février 1930, Freud, âgé de 74 ans - "*Je ne pense pas que la Palestine pourra jamais devenir un Etat juif et que les mondes chrétien et islamique seront jamais disposés à voir leurs lieux sacrés sous le contrôle juif. J'aurais trouvé plus sensé de fonder une patrie juive sur une terre moins grevée d'histoire. Mais je reconnais qu'un point de vue aussi rationnel aurait peu de chances d'obtenir l'enthousiasme des gens et le soutien financier des riches.*"

https://www.lemonde.fr/archives/article/2003/07/04/freud-contre-l-esperance-injustifiee-du-sionisme_326544_1819218.html

Propagande. Leur cynisme et cruauté sont sans limite.

Encore un mensonge israélien : la vidéo de l'affrontement avec le chef du Hamas, Yahya Sinwar, s'avère fausse Par Quds News - Mondialisation.ca, 29 octobre 2024

Gaza – Une vidéo publiée par Daniel Hagari, le porte-parole de l'armée israélienne, s'avère être un faux après que les médias israéliens ont démenti ses affirmations selon lesquelles la séquence montrait des soldats en train de combattre le chef du Hamas, Yahya Sinwar, à Rafah.

En réalité, une vérification des faits a révélé que la vidéo montre un accrochage distinct impliquant d'autres combattants à un autre endroit.

La vidéo de Hagari montre des soldats tirant sur un bâtiment détruit, le porte-parole affirmant qu'elle a été tournée lors du dernier combat de Sinwar. Cependant, la chaîne publique israélienne a confirmé que la vidéo ne montre pas de confrontation avec Sinwar, qui a été tué par un obus d'artillerie après que les soldats israéliens se sont abstenus d'entrer dans le bâtiment où il se trouvait.

Depuis le début du génocide à Gaza, de nombreux rapports ont contesté les déclarations et les vidéos de Hagari, affirmant qu'elles servent de propagande psychologique et militaire visant à sensibiliser le public palestinien et pro-palestinien. Selon les observateurs, ces campagnes de désinformation s'inscrivent dans une stratégie plus large de guerre psychologique d'Israël, destinée à affaiblir le moral et la force symbolique des figures de la Résistance palestinienne.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 3 novembre 2024

Inondations en Espagne. Les petites rivières font de grands fleuves... Suite.

J-C – Ce sont bien des abrutis d'élus et de scientifiques qui sont à l'origine de cette catastrophe et tragédie.

Quand on pense, entre autres, qu'ils ont préféré laisser crever des centaines de milliers ou des millions au total de malades du covid, de la grippe, du cancer, etc., plutôt que laisser les médecins leur prescrire librement les molécules efficaces qui auraient permis de les soigner et de les sauver, il est légitime de remettre en cause le régime et les institutions en place, c'est la moindre des choses...

Inondations en Espagne : Valence épargnée mais le détournement d'un fleuve a aggravé les conséquences - Le HuffPost 1 novembre 2024

Si le sud-est de l'Espagne, subit des inondations monstres depuis mardi en raison de pluies torrentielles, la ville de Valence est épargnée par les eaux. Un contraste étonnant, qui s'explique par un choix fait dans les années 60 de détourner le fleuve qui traversait la ville, la Turia. Mais ce déplacement du fleuve, pensé à une époque où l'urbanisation et les événements climatiques extrêmes étaient moindres, montre aujourd'hui ses limites. ("*Les événements climatiques extrêmes étaient moindres*" est glissé au passage, la propagande du Green New Deal, ils ne peuvent pas s'empêcher de falsifier la réalité. - J-C)

« *La plus mauvaise solution est de vouloir canaliser les rivières.* » Clément Gaillard, urbaniste spécialiste des projets bioclimatiques dans *Le Parisien*.

Cette déviation avait été motivée par l'inondation catastrophique de 1957, lorsque des pluies torrentielles avaient déversé 300 litres d'eau par mètre carré en 24 heures sur Valence, soit l'équivalent d'une année de pluie. La montée des eaux, qui avait atteint jusqu'à 3 mètres dans certaines rues, avait provoqué la mort d'au moins 81 personnes et la destruction de 1700 maisons.

En réponse à la tragédie, les autorités avaient décidé de retirer le lit du Turia du centre de Valence et de complètement remodeler son cours, le déplaçant en bordure sud de la ville. Le projet colossal, avait été approuvé en 1962, et les travaux ont été terminés dix ans plus tard. Depuis les années 70, plusieurs épisodes d'inondations ont été évités grâce à cette infrastructure, mais cette semaine, le quartier de Pinedo, situé juste à côté de l'embouchure du nouveau lit de la rivière Turia, a été inondé de manière impressionnante, rapporte El Mundo.

« *Quand on détourne des cours d'eau, c'est-à-dire qu'on essaie de les contrôler, on augmente la vitesse des écoulements, puisque lorsqu'un fleuve est droit ou sous forme de canal, l'eau va bien plus vite que s'il y avait des méandres* », analyse Amandine Richaud, urbaniste spécialiste de

l'environnement, au micro de franceinfo ce vendredi. Résultat, cette déviation cause « *des torrents sur des zones qui devraient être des zones tampons pour absorber l'eau* », résume-t-elle.

« *La plus mauvaise solution est de vouloir canaliser les rivières* », dit aussi dans *Le Parisien* Clément Gaillard, urbaniste spécialiste des projets bioclimatiques. Le HuffPost 1 novembre 2024

Même contre le climat ils ont perdu la guerre !

Fin de la COP16 à Cali, échec des négociations sur le financement de la protection de la nature - france24.com 2 novembre 2024

La COP16 biodiversité s'est terminée samedi 2 novembre à Cali, dans l'ouest de la Colombie, sans atteindre son objectif de financer et stimuler les timides efforts de l'humanité pour cesser sa destruction de la nature.

Après 12 jours de sommet, ni les pays riches, menés à Cali par l'Union européenne, le Japon et le Canada, ni le monde en développement, Brésil et groupe Afrique en tête, n'ont fait un pas vers l'autre. Les premiers martelaient leur hostilité à la création d'un nouveau fonds pour la nature. Les seconds le réclamaient avec force, jugeant ceux existants inaccessibles et inéquitables.

C'est arrivé à ce point le plus dur des débats, samedi matin, que la présidence colombienne a constaté l'impasse et suspendu la conférence.

Cette bataille financière Nord-Sud doit toutefois reprendre le 11 novembre, dans l'autre COP, celle sur le climat, en Azerbaïdjan. Et portera sur des montants dix fois plus élevés. france24.com 2 novembre 2024

Totalitarisme. Epidémie de lois liberticides faisant peser une lourde menace sur la liberté d'expression.

Turquie : une loi sur les «agents d'influence» s'apprête à être examinée au Parlement - RT 2 nov. 2024

Un projet de loi sur les «agents d'influence», amendant le code pénal turc, doit arriver au Parlement dans «*les prochains jours*», a rapporté le 1er novembre l'agence américaine Bloomberg.

Le 1er novembre, l'agence de presse Bloomberg a rapporté que le projet de loi sur les «agents d'influence» allait arriver dans «*les prochains jours*» au Parlement turc.

L'un des articles du texte, a rapporté un média d'État britannique, prévoit d'amender la section «*Crimes contre les secrets d'État et espionnage*» du code pénal turc, en ajoutant que «*ceux qui commettent des crimes contre la sécurité de l'État ou les intérêts politiques nationaux et étrangers conformément aux intérêts stratégiques ou aux instructions d'un État ou d'une organisation étrangère seront condamnés à une peine de trois à sept ans d'emprisonnement*».

Si l'acte est «*commis en temps de guerre ou dans le cadre d'un processus susceptible de compromettre une action militaire*», la peine peut aller de huit à 12 ans, poursuit la même source. Celle-ci, à l'instar de l'agence américaine, souligne que ce projet suscite «*l'inquiétude de la société civile et des groupes de médias*».

Inan Akgun Alp, un législateur du Parti républicain du peuple (PRP), principal parti d'opposition, a déclaré à Bloomberg que ce projet de loi ouvrirait la voie à un «*environnement beaucoup plus répressif*». Parallèlement, le ministre turc de la Justice, Yilmaz Tunc, a estimé lors d'un discours le 21 octobre que le projet de loi était «*mal compris par le public*».

Lutte contre l'«*influence étrangère*» : une série de lois à travers le continent européen

Un texte similaire «*sur la transparence de l'influence étrangère*» a été adopté par le Parlement géorgien le 14 mai dernier.

En réaction, l'administration américaine a notamment imposé des sanctions à l'égard de Géorgiens accusés d'avoir «*porté atteinte aux libertés fondamentales, notamment à la liberté d'expression*». Du côté de Bruxelles, l'ambassadeur du bloc européen en Géorgie, Pavel Gerchinsky, a annoncé que le processus d'adhésion de la Géorgie à l'Union européenne était «*suspendu*».

Cette loi oblige les organisations non gouvernementales et les médias qui reçoivent plus de 20% de leurs revenus de l'étranger à s'enregistrer auprès de l'Agence nationale du registre public. Une législation qui, selon le président du parti Rêve géorgien, se veut moins punitive que la législation américaine sur l'enregistrement des agents étrangers (FARA, pour Foreign Propagandists Registration Act) en vigueur depuis 1930.

Une inspiration américaine que n'ont pas hésité à mettre en avant les autorités françaises, qui ont promulgué fin juillet une loi renforçant le «*dispositif pénal*» de l'Hexagone contre les «*ingérences étrangères*». RT 2 nov. 2024

En famille. Les démocrates génocidaires Joe et Kamala ont les faveurs des Verts européens.

Election américaine 2024 : Les Verts européens pressent l'écologiste Jill Stein de se retirer au profit de Kamala Harris - 20 Minutes/AFP 2 novembre 2024

Dans un communiqué commun, les partis verts de plusieurs pays européens, dont la France et l'Allemagne, ont déclaré : «*Nous demandons à Jill Stein de se retirer de la course et nous soutenons Kamala Harris pour la présidence des Etats-Unis.*»

Les écologistes européens ont insisté sur l'importance cruciale de l'élection américaine, mettant en garde contre le programme de Donald Trump, qu'ils qualifient de menace pour les droits humains et la démocratie. 20 Minutes/AFP 2 novembre 2024

Sur la situation politique et sociale en France.

Dans tous les sens du terme.

Sur la fin de vie, Michel Barnier mis sous pression par Yaël Braun-Pivet et Agnès Pannier-Runacher - Le HuffPost 2 novembre 2024

Comme il fait bon vivre en France !

Rennes : un enfant de 5 ans blessé dans une fusillade, Retailleau demande l'envoi de la CRS82 - Le HuffPost 28 octobre 2024

Fusillade de Poitiers: le mineur grièvement blessé est décédé - AFP 2 novembre 2024

L'adolescent âgé de 15 ans grièvement blessé par balle à la tête, lors d'une fusillade jeudi soir à Poitiers, est décédé samedi à la mi-journée, a annoncé le procureur de Poitiers.

Quatre autres mineurs de 15 et 16 ans ont été blessés par des coups de feu tirés devant un restaurant dans un quartier de la ville.

Au lendemain de la fusillade qui a fait un mort à Poitiers, le ministre de l'Intérieur Bruno Retailleau a donné une version des faits non confirmée pour ne pas dire contredite par le procureur de la République.

« Ça a commencé par une fusillade sur un restaurant et ça s'est achevé par une rixe entre bandes rivales qui a engagé plusieurs centaines de personnes », a déclaré Bruno Retailleau au micro de RMC/BFMTV vendredi matin quelques heures après les faits. Avant d'évoquer « un compte rendu du préfet » selon qui « entre 400 et 600 personnes (étaient) impliquées avec toutes sortes d'armes ».

Problème : cette version n'a pas été corroborée par le procureur de la République vendredi en début de soirée. S'il confirme les « coups de feu » devant un restaurant, Cyril Lacombe évoque seulement une « soixantaine de personnes » à l'arrivée des forces de l'ordre sur les lieux. « Cette foule faisait montre d'une certaine véhémence dans ses revendications » pour savoir ce qui s'était passé et afin de préserver la scène, des grenades lacrymogènes ont été utilisées par les forces de l'ordre. « Aucune dégradation » n'a été commise, précise cependant le magistrat qui ne mentionne pas de « rixe entre bandes rivales ». AFP et Le HuffPost 2 novembre 2024

Ardèche: un jeune de 22 ans meurt après avoir été blessé par balles dans une fusillade devant une discothèque - BFMTV 3 novembre 2024

Nicolas, un jeune homme de 22 ans, est mort ce samedi 2 novembre "en début d'après-midi", a indiqué à l'AFP le parquet de Privas, confirmant une information de France Bleu Drôme Ardèche et France 3 Auvergne Rhône-Alpes.

Deux autres personnes, blessées plus légèrement lors de la fusillade, restent hospitalisées, a indiqué la substitut du procureur Charlotte Cerna.

Rennes: un jeune homme tué à coups de couteau - BFMTV 3 novembre 2024

Un jeune homme est mort après avoir reçu des coups de couteau dans le hall d'un immeuble de Rennes ce samedi 2 novembre.

Nouvelle nuit de violences à Rillieux-la-Pape, des bus incendiés - LePoint.fr 2 novembre 2024

Les événements ont débuté vers 22 heures, lorsqu'« *une vingtaine d'individus* » ont attaqué deux bus de la société des Transports en commun lyonnais (TCL). Après avoir vandalisé les véhicules, ils les ont incendiés. En réponse à cette escalade, les forces de l'ordre ont été rapidement déployées, mais elles ont été accueillies par des jets de projectiles. Au cours de l'intervention, un policier a subi des blessures légères au visage. Pour rétablir l'ordre, la préfecture a renforcé les effectifs avec des CRS.

L'enfer de la guerre impérialiste et coloniale ou la barbarie capitaliste à l'œuvre.

Le silence des pays arabes sur Gaza et le Liban, une "nouvelle Nakba" pour les Palestiniens - France 24 2 novembre 2024

Après un an de guerre à Gaza et un conflit qui s'étend désormais au Liban voisin, les pays arabes restent peu enclins à condamner Israël ou exiger un cessez-le-feu. Une situation qui reflète la complexité des relations des pays du Golfe avec l'État hébreu, vécue comme une trahison par de nombreux Palestiniens.

"La Palestine n'a pas connu un tel silence depuis les années de la Nakba [la catastrophe, la création de l'État d'Israël en 1948]. Nous vivons une nouvelle Nakba mais avec le consentement des Arabes". Les mots sont durs. Le constat, sans appel. Pour Marwan, journaliste en Cisjordanie occupée ayant requis l'anonymat pour des raisons de sécurité, le silence des pays arabes est de plus en plus assourdissant. *"Au niveau politique, ils ne soutiennent pas l'application des résolutions internationales, ni même les résolutions prises lors des sommets arabes. Pour eux, la cause palestinienne qu'un slogan".*

Alors que la guerre ravage la bande de Gaza depuis plus d'un an et qu'elle s'est désormais propagée au Liban voisin, les pays arabes brillent par leur quasi-absence. Même les frappes israéliennes sur l'Iran, samedi 26 octobre, ont à peine poussé les pays du Golfe à balbutier une condamnation. Du bout des lèvres.

"Aujourd'hui, il y a un gouffre entre les opinions publiques arabes et les gouvernants, souligne Karim Émile Bitar, professeur à l'Université Saint-Joseph de Beyrouth et chercheur associé à l'Iris. Les opinions publiques sont dans leur écrasante majorité des soutiens de la question palestinienne. Elles sympathisent avec la souffrance des populations civiles libanaises et palestiniennes. En revanche, la grande majorité des leaders autoritaires de la région, directement inféodés aux États-

Unis, doivent prendre en compte les considérations américaines car Washington assure leur maintien au pouvoir en leur apportant un soutien économique, militaire et politique."

Un sentiment d'abandon qui n'empêche pas les Palestiniens d'être solidaires des Libanais. "*Ce qui se passe en Palestine et au Liban est interconnecté. Le fait que le Liban n'ait pas de traité de paix avec Israël en fait un danger, d'autant plus qu'il se trouve directement à sa frontière*", insiste Marwan, rappelant que « *les pays arabes ne savent que condamner et 'dénoncer fermement'. Le silence d'un pays musulman ou arabe tue bien plus que les opérations militaires [israéliennes]. Ils entendent les cris des Palestiniens. Où sont les Arabes, où sont les musulmans ? Ils ne bougeront pas même si Al-Aqsa [la plus grande mosquée de Jérusalem et troisième lieu saint de l'islam, NDLR] est détruite* ». France 24 2 novembre 2024

États-Unis.

Élections aux États-Unis : Les mécanismes de la fraude - Mondialisation.ca, 02 novembre 2024

1) Les deux grands partis, républicain et démocrate, choisissent leur candidat à la présidence par le biais d'élections primaires organisées dans les 50 États. Ces élections se déroulent de manière différente d'un État à l'autre. Dans certains États, les candidats sont choisis à bulletin secret, dans d'autres, lors de réunions ouvertes, les caucus. Dans certains États, seuls les membres inscrits du parti organisant le caucus peuvent participer au caucus, dans d'autres, les non-membres du parti ou les membres du parti rival peuvent également participer et voter.

2) En fonction du résultat du caucus, chaque candidat se voit attribuer un nombre variable de délégués, qui représentent leur État à la convention nationale du parti, qui choisit le candidat à la présidence. La convention réunit non seulement les délégués des États, mais aussi les super-délégués : des personnalités importantes du parti qui peuvent voter pour qui elles veulent, et parfois renverser la situation.

3) Une fois que les deux partis ont choisi leurs candidats à la présidence, une élection générale est organisée. Les électeurs n'élisent pas directement le Président mais un Grand Electeur qui représente le candidat choisi.

4) 538 grands électeurs élisent le président des États-Unis. Pour devenir président, il faut obtenir le vote d'au moins 270 d'entre eux. Chaque grand électeur représente le parti auquel il appartient, mais la Constitution américaine ne l'oblige pas à voter pour le candidat présidentiel choisi par son parti.

5) Chaque État dispose d'un quota de Grands Électeurs, calculé pour favoriser les petits États : le Wyoming, peu peuplé, a un Grand Électeur pour 194 000 habitants ; la Californie, plus peuplée, en a un pour 723 000 habitants.

Résultat :

Ce système permet des manœuvres politiques de toutes sortes : par exemple, celle de faire assister et voter des membres de son propre parti pour des membres du caucus du parti adverse afin de ne pas faire élire tel ou tel candidat considéré comme politiquement dangereux.

L'attribution d'un Grand Electeur en fonction d'un nombre d'habitants qui varie d'un Etat à l'autre conduit parfois à la Présidence des Etats-Unis les candidats qui ont obtenu le moins de voix lors de l'élection générale.

Le mécanisme de vote

1) Il n'existe pas de loi fédérale exigeant l'identification des personnes qui se rendent aux urnes. Le gouverneur de Californie, qui appartient au parti démocrate, a promulgué une loi qui interdit d'exiger l'identification des personnes qui se rendent dans les bureaux de vote pour voter.

2) Lors des élections de 2020, le nombre de votes par correspondance a fortement augmenté pour atteindre plus de 66 millions (contre 28 millions en 2016).

3) Une loi de 2002 exige la présence d'une machine à voter électronique dans tous les bureaux de vote. Il n'existe aucune norme permettant de construire une machine électronique utilisable en toute sécurité.

4) Environ un quart des électeurs voteront avec des machines émettant des bulletins de vote en papier. Les autres voteront avec des machines électroniques qui stockent les votes et peuvent ou non produire un enregistrement papier du vote.

Résultat :

Ce mécanisme permet des fraudes de toutes sortes. Les bulletins de vote qui arrivent par la poste sont ouverts et enregistrés par du personnel engagé par des sociétés privées, dans lesquelles il peut y avoir des personnes chargées de falsifier les résultats.

Les machines à voter électroniques peuvent être trafiquées, en les chargeant de programmes qui falsifient les résultats.

Le professeur Alex Halderman, [photo ci-dessus] qui enseigne l'informatique à l'université du Michigan, l'a démontré en simulant un vote dont les machines électroniques ont renversé le résultat. Mondialisation.ca, 02 novembre 2024

Russie.

J-C – Bref, nous sommes les seuls à avoir payé leurs sanctions contre la Russie, normal, non ?

La Russie dépasse les États-Unis en tant que fournisseur de gaz de l'UE «même sans Nord Stream» - RT 2 nov. 2024

La Russie est devenue le deuxième fournisseur de gaz de l'UE au 2e trimestre 2024, devançant les États-Unis, indique le quotidien allemand Die Welt, citant des données de la société de conseil Bruegel.

Au 2e trimestre, le gaz russe représentait environ 17 % des importations européennes. Selon les estimations des analystes, les États-Unis ont acheminé 12,27 milliards de mètres cubes de gaz

naturel liquéfié (GNL) par navires-citernes vers le marché européen, alors que la Russie a livré près de 12,73 milliards de mètres cubes.

La dernière fois, la Russie s'était classée deuxième fournisseur du marché européen après la Norvège au troisième trimestre 2022, après le déclenchement des hostilités en Ukraine. À l'époque, le gazoduc Nord Stream contribuait encore au volume des approvisionnements, tandis qu'aujourd'hui, la Russie occupe la deuxième place *«même sans Nord Stream»*. RT 2 nov. 2024

Gaz : la Russie a augmenté de 15% ses exportations vers l'Europe via gazoduc - RT 2 nov. 2024

Ce 2 novembre, l'agence TASS a rapporté que la Russie avait augmenté ses exportations de gaz vers l'Europe via gazoduc de plus de 15% au cours des 10 premiers mois de l'année.

Selon les calculs de l'agence, basés sur les données quotidiennes de Gazprom sur le transit par l'Ukraine et le Réseau européen des gestionnaires de réseaux de transport de gaz naturel (ENTSOG), le volume de gaz russe expédié de janvier à octobre vers les pays de l'UE atteindrait 26,52 milliards de mètres cubes.

Au cours de la même période en 2023, les livraisons de gaz de la Russie à l'Europe s'étaient élevées à 23 milliards de mètres cubes.

Selon un récent rapport du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), qui compte notamment parmi ses membres les cinq principaux producteurs mondiaux de gaz (l'Algérie, l'Iran, le Qatar, le Venezuela et la Russie), les livraisons de gaz russe à l'UE par gazoduc ont augmenté de 3 milliards de m³ au cours des trois premiers trimestres de l'année.

Même tendance observée du côté de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), qui souligne que les exportations de *«l'or bleu»* russe, par voie terrestre, ont augmenté de plus de 10 % (soit plus de 2 milliards de m³) au cours des neuf premiers mois de l'année par rapport à la même période en 2023.

L'AIE dresse notamment un parallèle avec les livraisons russes de gaz naturel liquéfié (GNL) aux Européens qui ont elles aussi augmenté de 2 milliards de mètres cubes sur un an (+16%) *«consolidant la position de la Russie en tant que deuxième plus grand fournisseur de GNL en Europe»* derrière les États-Unis. RT 2 nov. 2024

Russie : les ventes de voitures et d'utilitaires neufs atteignent un niveau record - RT 2 nov. 2024

Les résultats des ventes d'octobre de tous les types de véhicules à moteur, à l'exception des camions, ont montré des résultats mensuels records cette année, a rapporté ce 2 novembre l'agence de presse Interfax, citant le ministère russe de l'Industrie et du Commerce.

Selon ce dernier, les ventes en Russie de voitures et de véhicules utilitaires légers (VUL) neufs en octobre 2024 ont augmenté de 51,6% par rapport à octobre 2023, pour atteindre 184 698 unités. Dans le détail, 168 483 voitures et 16 215 VUL neufs ont été vendus.

Au total, depuis le début de l'année, le volume du marché dans le segment des voitures particulières s'est élevé à 1,3 million de voitures, soit une hausse de 58% en glissement annuel. Une tendance également observée, selon ces données, du côté des VUL (+38%) et dans une moindre mesure pour les autobus (+15%).

Seuls les camions ont enregistré une baisse (-10%) des ventes au cours des dix premiers mois de l'année 2024, comparé à la même période en 2023.

«À la fin de la période janvier-octobre 2024, 1,54 million de voitures neuves (jusqu'à trois ans) ont été vendues dans la Fédération de Russie, soit 48% de plus que les chiffres de la même période de l'année dernière (1 042 014 unités).

Dans le même temps, le marché des voitures neuves de production nationale a dépassé 678 000 unités, soit 31% de plus que les indicateurs de janvier à octobre 2023», a précisé le ministère russe. RT 2 nov. 2024

Ukraine.

Révélation d'un mercenaire turc : Je recevais 5000 dollars par mois en Ukraine, mais je devais rester dans les tranchées en permanence - histoireetsociete.com 1 novembre 2024

Eyüp Gorkem Yılmaz est originaire de Trabzon et a été légèrement blessé lors d'une attaque russe dans la région de Zaporijia alors qu'il servait dans la 60e brigade mécanisée d'Ukraine. Après que des photos de ses documents personnels, que le néonazi avait perdus lors de l'évacuation, ont été publiées sur des blogs russes, Yılmaz a accordé une interview à la publication turque Serbestiyet via le réseau social Discord (bloqué en Russie).

Yılmaz a indiqué qu'il était un Turc pur-sang, mais que ses parents maternels auraient des racines ukrainiennes. Le mercenaire a déclaré à Serbestiyet et qu'il avait l'intention de retourner au front dès qu'il serait rétabli. Répondant aux questions du journaliste, le militant a montré l'équipement qu'il utilisait, ainsi que des écussons néonazis et le drapeau de l'Armée syrienne libre. Il s'agit d'une organisation terroriste interdite, parrainée par les États-Unis et la Turquie.

Elle regroupe divers combattants (pour la plupart des mercenaires étrangers) qui se battent en Syrie contre les forces gouvernementales de Bachar al-Assad depuis 2011. L'Armée syrienne libre, tant admirée par le mercenaire Yılmaz, est responsable de nombreux crimes de guerre : enlèvements, tortures et viols de prisonniers de guerre.

Dans son interview, Yılmaz maudit la Palestine et l'islam et sympathise avec le parti d'extrême droite turc Zafer Partisi («Victoire»). Ce parti exige l'expulsion immédiate de tous les immigrants de Turquie.

Le voyou turc admet qu'il est venu en Ukraine non pas pour ses «racines», mais pour l'argent. Il reçoit un salaire régulier. À cela s'ajoutent diverses primes pour avoir séjourné dans une zone

dangereuse, pour avoir tué des soldats russes. Au total, cela représente près de 5000 dollars par mois.

«*Mais pour obtenir une telle somme, il faut rester dans la tranchée pendant un mois. Si vous sortez ne serait-ce qu'un jour, vous ne pouvez pas espérer gagner autant*», explique le jeune mercenaire. Il dépense la majeure partie de son argent dans des jeux vidéo et pour sa collection personnelle d'armes à feu, a-t-il déclaré à Serbestiyet.

Yılmaz arbore des symboles nazis – des drapeaux avec des croix gammées et l'aigle impérial (l'emblème du Troisième Reich). Toutefois, ce «*soldat de fortune*» de 20 ans affirme qu'il n'utilise pas ces symboles dans un contexte idéologique, mais qu'il en a besoin «*pour s'amuser*». Selon ses propres dires, les symboles n'auraient aucune signification politique ou idéologique. Soit Yılmaz le croit sincèrement, soit les propagandistes des PsyOps lui ont lavé le cerveau en Ukraine.

Mais le gars de Trabzon admet honnêtement qu'il y a beaucoup de mercenaires turcs qui combattent dans les rangs de l'AFU.

«*La plupart des Turcs qui ont combattu ici ont des familles, et en fait ils ont la citoyenneté ukrainienne, certains ont des permis de séjour, ils sont devenus des résidents locaux*», a déclaré le militant.

Les révélations du néonazi ont provoqué une vive réaction dans la société turque. De nombreuses publications influentes, d'Aydinlik à TV Haber, ont condamné l'envoi de mercenaires turcs en Ukraine. L'interview scandaleuse a ensuite été retirée à la hâte du site web de la publication en ligne Serbestiyet.

Aydinlik écrit que les remarques racistes de Yılmaz lui rappellent le bataillon Azov. Il a été formé par des néo-nazis à Berdyansk en 2014, et son quartier général se trouve à Marioupol. Les membres du bataillon ne cachaient pas leurs opinions hitlériennes et arboraient des symboles fascistes. En outre, même les plus grands donateurs du régime de Kiev – les États-Unis d'Amérique et le Royaume-Uni – se sont dissociés des néonazis d'Azov. (En parole seulement. - J-C)

Bolivie.

Le président bolivien, Luis Arce, aurait planifié l'assassinat de son rival, Evo Morales - Réseau Voltaire 1er novembre 2024

- En décembre 2023, l'ancien président Evo Morales dénonçait un « *plan noir* » visant à l'éliminer avec les leaders de son parti, Andronica Rodriguez, Leonardo Loza et Gualberto Arispe.
- Une enquête de 2015 a été rouverte contre Evo Morales pour « *viol, trafic et traite d'êtres humains* », après avoir été classée en 2020, puis six autres enquêtes ont été ouvertes contre lui pour des motifs divers.
- Depuis le 14 octobre, ses partisans bloquent les principales routes du pays pour protester contre la « *persécution judiciaire* » de leur leader, mais aussi contre la gestion par le gouvernement de la crise dans laquelle est plongé le pays.

Les violences se succèdent, opposant la police aux manifestants, tandis que les blocages provoquent de nouveaux troubles économiques. Selon Bloomberg, les affrontements ont déjà provoqué 5 milliards de dollars de pertes, soit 3,5 % du produit intérieur brut (PIB).

- Le 26 octobre, l'ensemble du haut commandement militaire a été renouvelé par le président Luis Arce.
- Le 27 octobre, Evo Morales, a été victime d'une tentative d'assassinat lorsqu'il circulait dans la région de Chapare, dans le centre du pays. Ses deux véhicules ont été criblés de 14 balles et son chauffeur a été blessé. Il avait déjà fait l'objet de tentatives d'assassinat en 2009 et lors du coup d'État de 2019.

Il a déclaré : « *La voiture avec laquelle je suis arrivé a reçu 14 balles. Moi, ça m'a surpris. Heureusement, aujourd'hui, nous sommes en vie [...]. Ce sont des hommes encagoulés qui ont tiré [...]. C'était planifié, c'était pour tuer Evo [...]. [Le président] Luis Arce a détruit la Bolivie, et maintenant il veut éliminer notre mouvement en en finissant avec la vie d'Evo. On va voir comment on va se préparer [...]. Un état de siège est en marche.* »

- Les assaillants ont utilisé des hélicoptères militaires et se sont repliés dans la caserne de la 9^e division.
- Eduardo del Castillo, ministre de l'Intérieur, a réfuté cette version, affirmant qu'il s'agissait d'une « *mise en scène* » d'Evo Morales. Il a expliqué lors d'une conférence de presse que l'incident était survenu lors d'un contrôle routier mis en place dans le cadre de la lutte contre le trafic de drogue dans le Chapare. Roberto Rios, vice-ministre de la Sécurité, a avancé l'hypothèse d'un « *auto-attentat* » de la part d'Evo Morales.
- Evo Morales a admis que sa voiture et son véhicule d'escorte appartiennent au Venezuela. Il a déclaré : « *Je ne quitterai pas la Bolivie, je suis avec mon peuple et avec les gens nous allons résister et nous allons faire face et vaincre un gouvernement corrompu, un gouvernement de narcos.* »
- Les avocats d'Evo Morales ont saisi la Commission interaméricaine des droits de l'homme.
- Le président Luis Arce envisage de décréter l'état d'urgence.

Depuis quatre ans, la gauche latino-américaine se divise et s'aligne progressivement sur la gauche nord-américaine et européenne. Elle abandonne la défense des prolétaires pour celle des minorités. En Équateur, le président Lenin Moreno a tourné le dos à son prédécesseur, Rafael Correa, pour s'aligner sur Washington et mener des politiques néolibérales. Au Pérou, le président Pedro Castillo a été renversé et emprisonné pour être remplacé par son ancienne ministre du Développement, Dina Boluarte, désormais alliée à la droite.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 5 novembre 2024

Dans la rubrique, il faut qu'ils falsifient ou salissent tout ce qu'ils touchent.

J-C – On a envie de répondre : Gros con !

Inde: au moins 36 morts dans un accident de bus dans l'Himalaya - BFMTV 4 novembre 2024

Au moins 36 personnes sont mortes ce lundi 4 novembre en Inde, dans l'État de l'Uttarakhand (nord), après que le bus qui les transportait a plongé dans une gorge, a annoncé un responsable de cet État himalayen.

Les accidents sont fréquents sur le vaste réseau routier indien, mal entretenu et notoirement dangereux. BFMTV 4 novembre 2024

J-C - L'Inde demeure un pays sous-développé, victime de la colonisation et du pillage occidental, de la corruption et d'un régime soumis aux règles du capitalisme mondial, dans ces conditions, comment voulez-vous construire des routes fiables et les entretenir entre 3500 et 5000 mètres d'altitude, cela nécessiterait des moyens financiers colossaux que l'Inde n'a pas, puisqu'elle achète des Rafales à la France !

Pour que les lecteurs se fassent une petite idée de ces routes, quelques vidéos, je n'en ai visualisé qu'une seule, la première.

Inde, les acrobates de l'Himalaya | Les voyages les plus meurtriers

<https://www.youtube.com/watch?app=desktop&v=J-uCOLXnzq0>

Les routes imprévisibles de l'Himalaya

<https://www.youtube.com/watch?v=4AF0U0aYCCs>

L'Inde : entre Dieu et les hommes | Les voyages les plus meurtriers

<https://www.youtube.com/watch?v=X0364audXUo>

Mes commentaires dans un blog médical.

J-C – J'ai cessé d'envoyer des commentaires au blog *Le Grand Soir*. Ces gens-là pratiquent l'entre-soi, par conséquent, cela ne présente aucun intérêt. Qui plus est, en consultant leurs archives, ce que j'aurais dû faire dès le début, j'ai découvert que le 21 août 2016, il avait osé publier un article de Trotsky présenté par qui, je vous le donne en mille, un membre de l'extrême droite ou un facho notoire, Nicolas Bonnal, un ex-militant du Groupe union défense (GUD), collaborateur de plusieurs périodiques d'extrême droite, dont *Le Libre Journal de la France courtoise*, *Les 4 Vérités Hebdo* et *Contrelittérature*, ainsi qu'au site internet Boulevard Voltaire également d'extrême droite.

Au *Grand Soir*, il ne pouvait pas ignorer qui était Nicolas Bonnal, n'est-ce pas ? Vous me direz que de la part d'ex ou néo staliniens, il ne fallait pas s'attendre à autre chose. Ils ont publié la plupart de mes commentaires, ils en ont censuré au moins un, et ils ont laissé sans réponse un texte que je leur avais proposé pour publication, il était peut-être mauvais, je l'ignore, peu importe, c'est mieux ainsi. Tournons la page.

Passons aux commentaires que j'ai adressés au blog du docteur Maudrux, car je m'intéresse autant à la médecine qu'à la politique, ça doit être l'âge !

Premier constat

C'est dingue, dès que j'interviens dans un blog sur n'importe quel sujet, aussitôt je me fais agresser !

- Voilà pourquoi j'ai déserté ce blog. C'est toujours très agréable de se voir traité de la sorte. Les hypocondriaques se calment.

J'ai pris soin de préciser "*seule l'accumulation peut poser un problème*", donc je n'ai jamais nié qu'il ne puisse pas y avoir un problème en certaines circonstances. Alors apprenez à lire, au lieu de me calomnier en m'assimilant à "la presse poubelle".

Vous me demandez "*quelles sont vos sources ?*", où sont les vôtres ? On s'en foutra et j'explique pourquoi.

Du jour au lendemain, on nous balance qu'il faudrait arrêter de manger ou de boire tel ou tel aliment que l'on consomme parfois depuis des lustres sans s'en porter plus mal, et il s'en trouve toujours pour leur donner raison.

Et le plus fort ici, c'est que vous donnez raison à des ONG liées à Soros, bien connu pour être un farouche ennemi de "*Big Pharma, Big Food, Big Chimie, Big dentistes*" !

Car, au cas où cela vous aurait échappé, ce n'était pas le méthylmercure ou les métaux lourds qui étaient visés en tant que tels dans l'étude et l'article en question, mais la consommation de thon ou de gros poissons qui contiennent naturellement du méthylmercure.

La même réflexion vaut pour la viande en général, dont ils veulent dissuader la population de consommer en recourant à des artifices tout aussi pernicieux ou frauduleux...

Dès lors qu'on a une alimentation diversifiée et équilibrée en quantité raisonnable, aucun aliment n'est mauvais pour la santé, croire le contraire, c'est être passé sous influence de la propagande officielle.

- J'ai oublié de préciser que l'ONG Bloom visait le thon en boîte, tout en sachant que la plupart des gens n'ont pas les moyens de s'acheter du thon frais.

Donc, insidieusement et contrairement à ce qu'ils affirment dans leur étude que je viens de lire, c'est bien la consommation de thon en général qu'ils visaient. Il n'aura échappé à personne, qu'ils veulent absolument dicter le comportement alimentaire de la population, afin de mieux la contrôler, comme tout le reste d'ailleurs...

- Alors, il ne vous aura pas échappé non plus, que les personnes atteintes de maladies neurodégénératives présentaient des carences en magnésium et en vitamine D, idem dans le cas des maladies auto-immunes, ceci explique peut-être aussi cela.

Tous les métaux dits lourds sont présents à l'état naturel dans l'environnement, donc nous en absorbons tous tout au long de notre vie.

Sinon, il reste le confinement, mais je ne pense pas que mon cerveau libre et critique s'en remettrait!

Sur la situation politique et sociale en France.

Grosses charrettes en perspective.

Michelin va fermer ses usines de Cholet et de Vannes, plus de 1 200 salariés concernés - Le Point/AFP Le Point/AFP 5 novembre 2024

Chez Auchan, plus de 2 000 emplois menacés - Le Point/AFP 4 novembre 2024

J-C – Quand on pense à la condition ouvrière, on évoque les différentes couches de travailleurs en fonction de leurs revenus, mais on ne met pas suffisamment l'accent sur la précarité de leur situation sociale qui les guette tous, qui peut basculer du jour au lendemain et briser leur vie ou lui causer parfois des dégâts irréparables.

J'y suis particulièrement sensible, pas seulement parce que je me suis retrouvé au chômage un nombre de fois incalculables, mais aussi, parce qu'en Inde on a tous un statut précaire absolu, sauf les très riches, le 0,1%. Et puis je deviens vieux, 69 ans, je dois veiller à ma santé avec les faibles moyens financiers dont je dispose, le tout fait réfléchir, je vous assure. Je m'en fous de mourir, mais si possible en bonne santé ou encore en bon état, sans souffrir inutilement, j'ai eu mon lot et c'est largement suffisant !

La même chose se produit avec la santé.

Quand on est en bonne santé, on ne s'en préoccupe pas, jusqu'au jour où par surprise la maladie vous cloue au lit ou pire encore. Vous ne comprenez pas ce qui vous arrive tellement c'était imprévu et brutal. Vous n'êtes pas davantage capable de réfléchir, que lorsque vous vous retrouvez sur le carreau, parce que vous n'avez jamais pris conscience, que votre condition sociale ou votre

état de santé étaient le produit d'un processus dialectique au cours duquel un ensemble de facteurs étaient en perpétuel mouvement, de sorte que l'évolution de leurs rapports pouvaient soudainement s'inverser ou prendre une toute autre trajectoire ou destinée que celle que vous aviez imaginée inconsciemment. On va arrêter là.

Comme boussole, pour ne jamais vous paumer ou toujours savoir dans quel état vous êtes, cela aide aussi à faire face en cas de coup dur, je vous conseille le matérialisme dialectique ou le marxisme, le taux d'efficacité dépend uniquement de la maîtrise qu'on en a acquis.

Voyez comme ils sont faibles, et leur idéologie ne leur est d'aucun secours.

Emmanuel Macron « *a l'air paumé, on ne comprend pas ce qu'il fait* », tacle un ministre - 20minutes.fr 4 novembre 2024

Trois ans avant la prochaine élection, la présidence d'Emmanuel Macron a donc déjà des allures de fin de règne... 20minutes.fr 4 novembre 2024

En plein débat budgétaire, les députés du « *socle commun* », censés soutenir le gouvernement, ont déserté les bancs de l'Assemblée. - Le Point 4 novembre 2024

Non, vous ne rêvez pas. C'est ici, en France, dans la plus haute instance de la représentation nationale que nous assistons à un spectacle déconcertant, pour ne pas dire affligeant. Alors que le pays est au bord du gouffre, que l'Europe nous attend au coin du bois pour nous faire payer notre dette publique colossale, que les agences de notation sont à deux doigts de nous déclasser, à l'Assemblée nationale, en plein débat sur le projet de loi de finances 2025, nos députés ont pris la poudre d'escampette.

C'est l'élément de langage répété en boucle par de nombreux macronistes. Pourquoi perdre son temps à l'Assemblée, disent-ils, puisque nous savons que les jeux sont faits, qu'au bout de ce simulacre de débat, l'homme qui gouverne sur un fil, Michel Barnier, usera du 49.3 pour en finir avec cette mascarade ?

J-C - Voyez comme ils sont désabusés, ils sont plus faibles que ce que l'on croit généralement, il ne faudrait pas grand-chose pour les chasser du pouvoir, mais hélas il n'existe aucune force organisée pour entraîner les masses à l'assaut du régime.

https://www.lepoint.fr/politique/macron-barnier-et-les-deputes-pomponettes-04-11-2024-2574354_20.php

En famille. La France, toujours plus répressive et militarisée.

J-C – Vont-ils construire des prisons pour 5 millions de prisonniers supplémentaires ?

- "On a 5 millions de consommateurs dans notre pays...", a précisé le garde des Sceaux sur France info.

Drogue : Prison pour les consommateurs et armée dans les quartiers... Les propositions chocs de députés RN et Macroniste - 20minutes.fr/AFP 3 novembre 2024

Face aux violences de ces derniers jours liées aux trafics de drogue, le député RN Jean-Philippe Tanguy propose de brefs séjours en prison pour les consommateurs. Karl Olive, député Renaissance, suggère, lui, l'envoi de l'armée dans certains quartiers. 20minutes.fr/AFP 3 novembre 2024

J-C – Pour savoir pourquoi ces despotes criminalisent la consommation de cannabis, je suis allé voir sur Google :

Ils lui reprochent de procurer du « *bien-être* » ou du « *plaisir* ».

- La consommation de THC entraîne des effets euphorisants, une désinhibition et un sentiment de bien-être.
- Le cannabis augmente la concentration de dopamine (la substance chimique qui procure la sensation de plaisir) dans le cerveau.

Les psychopathes dénués d'empathie lui reproche d'être aphrodisiaque, ils préfèrent la guerre !

- Le CBD activerait une partie du cerveau responsable de l'excitation sexuelle.

Ils lui préfèrent l'alcool qui fait plus de ravage.

- L'alcool demeure de loin une cause plus importante de maladies et de décès que le cannabis.
- L'alcool est la pire substance pour la santé, suivi du tabac et du cannabis

Je peux dire pour en avoir consommé modérément pendant 40 ans environ, qu'il ne rend pas particulièrement schizophrène, psychotique ou dépressif, sauf si vous aviez des prédispositions pour le devenir. Il n'est pas non plus addictif, j'ai arrêté du jour au lendemain il y a des années. Il facilite le sommeil et favorise le travail intellectuel, c'est ce qui doit les emmerder. Leur société du spectacle ou du divertissement abrutissante et le sport-business, ne procurent pas les mêmes sensations, et on ne peut pas dire qu'ils favoriseraient leur épanouissement intellectuel, bien au contraire.

Comme je l'ai écrit récemment, quand on est bien dans sa peau ou qu'on tire suffisamment de plaisir de son existence, on peut se passer d'alcool et de drogue, le problème dans leur société de merde, c'est que c'est rarement le cas, et comme on ne peut pas toujours être triste ou angoissé, il faut bien décompresser d'une manière ou d'une autre.

A défaut de paradis terrestres ou célestes dans leur monde de merde, de socialisme à l'horizon, soyons large d'esprit et réaliste, les paradis artificiels offrent une alternative temporaire à ceux qui n'en peuvent plus, une sorte de thérapie inespérée, indolore et pratiquement sans risque pour peu qu'on n'en abuse pas, c'est comme tout, thérapie que l'on ne condamnera pas si elle peut aider certains à ne pas sombrer dans le désespoir et la dépression, dont il est très difficile de sortir ou qui laisse des séquelles indélébiles.

Tiers mondialisation de la France en marche.

Un tiers des Français disent avoir souffert du froid chez eux l'hiver dernier - 20 Minutes/AFP 4 novembre 2024

En 2024, la consommation d'énergie a été une préoccupation pour 85 % des foyers, contre 89 % en 2023. Mais dans les actes, 75 % des foyers déclarent avoir restreint le chauffage pour ne pas avoir de factures trop élevées, une proportion qui reste importante même si elle diminue après cinq années consécutives de forte hausse.

Et pour 28 % des consommateurs, les factures d'énergie étaient tellement élevées qu'ils ont du mal à les payer. En cas d'impayés, un foyer risque une coupe d'électricité de la part de son fournisseur ou une réduction de la puissance électrique de son logement s'il est bénéficiaire du chèque énergie ou si son fournisseur a décidé de ne plus pratiquer de coupures.

Le nombre d'interventions pour impayés a dépassé le million en 2023, selon le Médiateur de l'énergie : 265.000 coupures d'électricité et de gaz, en baisse de 18 % sur un an, mais les réductions de puissance d'électricité ont augmenté de 15 %, à 736.000.

Ils vous appauvrissent et vous rackettent par-dessus le marché, et pas qu'un peu, 7 milliards d'euros

La flambée des prix, atteignant 5 % d'inflation annuelle, a plongé des millions de Français dans des situations financières précaires. 47 % des salariés ont dépassé au moins une fois leur découvert bancaire autorisé en 2022, générant près de 7 milliards d'euros d'agios et de frais bancaires versés aux banques. L'incapacité à faire face à des imprévus financiers est ainsi devenue une source majeure de stress, affectant à la fois le bien-être et la productivité des travailleurs. Le Point 4 novembre 2024

L'enfer de la guerre impérialiste et coloniale ou la barbarie capitaliste à l'œuvre.

Conflit au Proche-Orient : 52 pays emmenés par la Turquie appellent à un embargo sur les livraisons d'armes à Israël - RT 5 nov. 2024

Le gouvernement turc continue de s'opposer à l'État hébreu. Outre la fin des relations commerciales bilatérales pourtant jusque-là florissantes qu'Ankara a décidé en mai et le soutien affiché au Liban et à Gaza, la Turquie a soumis le 3 novembre une lettre conjointe à l'Onu pour réclamer l'arrêt de la fourniture et de la livraison d'armes à Israël.

«*Nous devons réitérer à chaque occasion que vendre des armes à Israël équivaut à une complicité de génocide*», a déclaré le 3 novembre le chef de la diplomatie turque Hakan Fidan lors d'un point presse à Djibouti, en marge de la troisième Conférence ministérielle d'examen du partenariat Turquie-Afrique, rapporte le média Anadolu.

À l'initiative de la Turquie, cette lettre a été signée par plus de 52 pays dont l'Arabie saoudite, le Brésil, l'Algérie, la Chine, l'Iran et la Russie, mais également par deux organisations internationales que sont la Ligue arabe et l'Organisation de coopération islamique.

«*Nous devons empêcher Israël d'acheter des armes et des munitions. Nous devons maintenir notre sensibilité sur cette question à l'ordre du jour sur toutes les plateformes*», a ajouté le ministre turc des Affaires étrangères qui voit dans le Premier ministre israélien une «menace mondiale» et exhorte les pays membres des Nations unies à faire pression sur l'État hébreu pour qu'il respecte le droit international.

«*Il y a un génocide à Gaza. L'intention de Netanyahu est d'éliminer complètement la solution à deux États en utilisant tous les moyens possibles*», a-t-il souligné en apportant son soutien au Liban. Hakan Fidan a insisté sur le fait qu'Israël ne devait pas étendre le conflit à l'ensemble de la région. RT 5 nov. 2024

J-C - And sometime I read news in India media...

Russia, Saudi Sign Turkey's Letter To UN Calling For Arms Embargo On Israel - The Times of India Nov 04, 2024

Hundreds Storm Ship With Israeli Weapons In NATO Nation; 'No Zionism In Our Ports' - The Times of India Nov 04, 2024

<https://timesofindia.indiatimes.com/videos/international/russia-saudi-sign-turkeys-letter-to-un-calling-for-arms-embargo-on-israel/videoshow/114918966.cms>

Les enchères israélo-iraniennes masquent la réorganisation des alliances au Moyen-Orient par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 5 novembre 2024

Les déclarations tonitruantes de frappes définitives et douloureuses de l'Iran sur Israël et vice-versa se sont avérées illusoires. Nous n'avons pas assisté au cataclysme annoncé, mais à un repositionnement des principaux acteurs. Les hommes et les femmes qui, dévoués à l'indépendance de leur pays, ont tout sacrifié à Gaza, au Liban et au Yémen doivent se réorganiser sans le soutien de leurs anciens parrains.

<https://www.voltairenet.org/article221458.html>

Iran.

J-C – Quand deux polices des mœurs s'affrontent, il y a fort à parier, c'est un euphémisme, que ni l'une ni l'autre ne respectent les aspirations légitimes des femmes, qu'ils instrumentalisent pour mieux les violer à des fins politiques.

Iran : une étudiante dévêtue dans une université de Téhéran - Franceinfo/AFP 4 novembre 2024

Sur les réseaux sociaux, elle est en train de devenir une icône du mouvement de défense des femmes en Iran. Franceinfo/AFP 4 novembre 2024

La classe politique française salue le courage de l'étudiante iranienne, arrêtée après s'être dévêtue - sudouest.fr/AFP 4 novembre 2024

Jordan Bardella pour le RN, Sandrine Rousseau chez les Verts, Ayda Hadizadeh pour le Parti socialiste... De nombreux élus ont réagi à l'arrestation de l'étudiante iranienne après s'être dévêtue.

Le chef de la diplomatie française Jean-Noël Barrot a pointé ce mardi le "*courage*" de la jeune Iranienne. sudouest.fr/AFP et BFMTV 4 et 5 novembre 2024

J-C – Raison de plus pour ne pas hurler avec ces loups enragés ! Personne ne sait exactement ce qui s'est réellement passé en Iran, c'est cela le plus extraordinaire ou révélateur. A suivre.

En attendant, quelques éléments trouvés sur le Net, qui permettent d'en conclure provisoirement qu'on est à nouveau en présence d'une mystification des Américains.

Qui est à l'origine de cette affaire ?

Le bulletin d'information Amir Kabir, ont été publiées par de nombreux organes de langue persane, dont le groupe de défense des droits de l'homme de Hengaw et le site d'information Iran Wire, ainsi qu'Amnesty International. (firstpost.com 3 novembre 2024)

- D'après le bulletin d'information Amir Kabir qui a révélé l'affaire... (Le Point 4 novembre 2024)

L'article du Point renvoie au lien suivant, suivez le guide, vous ne serez pas déçu.

<https://www.globalstudentforum.org/the-mahsa-revolution-and-student-protests-in-iran/>

Nous sommes l'union mondiale des organisations d'étudiants de 135 pays et territoires.

<https://www.globalstudentforum.org/partners/>

Qui sont ses partenaires ?

- Oxfam
- Unesco (ONU)
- Open Society Foundations (George Soros)

J-C - Encore une fois, bingo !

Amirkabir Newsletter, qu'est-ce que c'est ?

La chaîne Amirkabir Newsletter Telegram - qui se décrit comme des "*médias du mouvement étudiant iranien*" et a été le premier à publier l'histoire. (bbc.com 5 novembre 2024)

La vidéo montre une jeune femme se déshabillant en pleine rue, au beau milieu de la foule. Une fois en sous-vêtements et pieds nus, elle s'installe d'abord sur un muret, dans une apparente indifférence générale. Puis elle se lève, et marche pendant de longues minutes, sous les regards incrédules.

J-C - Bref, tout le monde s'en tape ou presque, sauf les chancelleries occidentales et leurs médias qui montent cette scène en épingle à la suite de l'AFP, comme toujours. J'ai constaté que des médias chinois citaient l'AFP comme source.

Bulletin d'information Amir Kabir

https://en.wikipedia.org/wiki/Amir_Kabir_newsletter

À propos de la newsletter Amir Kabir

https://www.instagram.com/autnews_org/

https://autnews-org.translate.goog/about-autnews/?_x_tr_sl=fa&_x_tr_tl=fr&_x_tr_hl=fr&_x_tr_pto=wapp

Khabarnameh Amirkabir (en anglais : Amirkabir Newsletter, Khabarnameh Amirkabir, AUTNews) est un média étudiant qui a débuté son activité à la fin des années 1970. Actuellement, ce média dispose de différents comptes d'utilisateurs sur les réseaux sociaux tels que Telegram, Instagram et Twitter. "*Amirkabir Newsletter*" fait référence à la formation de son noyau initial à l'Université de technologie d'Amirkabir (Polytechnique de Téhéran)

Champ d'activité : droits de l'homme et activité médiatique dans le domaine du mouvement étudiant iranien, activité médiatique contre la République islamique

Ce média étudiant se concentre sur les questions relatives aux droits de l'homme des étudiants, documentant les violations des droits de l'homme dans les universités iraniennes, notamment en ce qui concerne les vêtements des étudiants, des rapports en temps réel et quotidiens sur l'état des universités, publiant des informations et des analyses liées à la répression sécuritaire dans les universités iraniennes, et la publication d'articles critiques contre le fonctionnement de la république islamique se concentre sur les centres d'enseignement supérieur d'Iran.

De nombreuses photos et actualités du bulletin d'information d'Amir Kabir utilisées par les médias internationaux persans et non persans tels que Voice of America, BBC Persan, Radio International France, Radio Europe Azad/Radio Azadi, Iran International, Radio Farda, DW Farsi, Iranwire, Euronews, Keihan London, Apk Times Farsi, Al-Arabiya Farsi, Independent Farsi ainsi que des organisations de défense des droits humains telles que Human Rights Campaign in Iran, Harana et Hengao

J-C - Voice of America, la voix du Congrès américain, BBC, Radio International France, Euronews, on ne les présente plus, tout est dit !

En complément, ce mouvement ne manque pas de parrains, dont l'UE :

- Le mouvement des femmes, de la vie, de la liberté en Iran.

Le mouvement a reçu le prix de la liberté 2023 décerné par Freedom House et le prix Sakharov pour la liberté de la pensée, tous deux en octobre 2023. wikipedia.org

L'occasion de lancer une nouvelle campagne contre l'Iran à défaut de pouvoir le bombardier !

- L'appel mondial lancé à l'Iran pour qu'il libère Daryaei

Amnesty International a condamné l'arrestation de Daryaei, exigeant sa libération immédiate et inconditionnelle...

Info.

Au cours de sa campagne, le Président iranien Masoud Pezeshkian a dénoncé le projet de loi sur le hijab comme le « *Plan de noir* » et s'est engagé à mettre fin aux patrouilles de police de la moralité et à recourir à la violence à l'égard des femmes pour non-respect des règles du hijab.

Néanmoins, en octobre, le Conseil des gardiens de l'Iran a approuvé le projet de loi controversé Hijab et Chastity, qui fait actuellement l'objet d'un examen parlementaire. iranintl.com Nov 2, 2024

Moldavie.

Soulagement en Europe après la victoire de la présidente moldave Maia Sandu - AFP 4 nov. 2024

J-C – Lorsqu'à l'issue d'une élection qui s'est déroulée normalement, leur candidat a été battu, les Etats-Unis et leurs vassaux européens contestent les résultats. Mais, lorsqu'elle a été frappée d'illégitimité pour n'avoir pas permis à des dizaines de milliers d'électeurs de voter, et que leur candidat a été déclaré vainqueur, ils considèrent qu'il a été élu légitimement. Conclusion : tous les régimes en place en Occident sont des ennemis de la démocratie, ils sont illégitimes et doivent être renversés.

Élections en Moldavie: portée par la diaspora, Maia Sandu remporte la présidentielle - RT 4 nov. 2024

La présidente sortante a été réélue pour un deuxième mandat au second tour de la présidentielle qui s'est tenu le 3 novembre, obtenant plus de 55% des voix exprimées, selon les chiffres de la Commission électorale centrale. Le vote des Moldaves à l'étranger a nettement fait la différence.

Maia Sandu a remporté les élections présidentielles en Moldavie avec un résultat de 55,41%, dépassant son adversaire Alexandr Stoianoglo qui cumule 44,59% des suffrages exprimés, selon les informations de la Commission électorale centrale (CEC).

Le vote en faveur de la présidente sortante a été particulièrement prononcé dans la diaspora. Selon les informations de la CEC, Sandu a ainsi recueilli 83% des suffrages dans les bureaux de vote ouverts à l'étranger, contre seulement 17% pour Stoianoglo, marquant un écart de 210 000 voix en faveur de Sandu. À l'intérieur du pays, Stoianoglo était gagnant, avec un résultat de 51,2%, ne creusant qu'un écart de 32 000 voix. RT 4 nov. 2024

J-C – Si les 77.500 Moldaves expatriés en Russie avaient pu voter, le résultat aurait été inversé, les médias occidentaux n'en diront rien évidemment.

Moldavie : les socialistes ne reconnaissent pas les résultats provenant des bureaux de vote à l'étranger RT 4 nov. 2024

Le Parti socialiste de la république de Moldave (PSRM), premier parti d'opposition dans le pays, a déclaré ce 4 novembre qu'il ne reconnaissait pas le résultat dans les bureaux de vote étrangers, grâce auxquels la présidente sortante Maia Sandu a fait la différence face à Alexandr Stoianoglo, candidat soutenu par le PSRM. *«Maia Sandu est devenue la "présidente de la diaspora"».*

Le Parti Socialiste de la République de Moldavie ne reconnaît pas le vote des circonscriptions étrangères grâce auquel Sandu a été déclarée vainqueur», stipule le communiqué. *«Maia Sandu est une présidente illégitime, reconnue uniquement par ses sponsors et ses partisans à l'étranger»*, accuse le PSRM, avant d'affirmer: *«le peuple de Moldavie se sent trahi et volé».*

Le parti socialiste renvoi au score réalisé par Alexandr Stoianoglo auprès de *«ceux qui travaillent, perçoivent une pension, paient des impôts, élèvent leurs enfants et vivent ici»*. Stoianoglo qui, affirme le PSRM, *«a remporté la véritable victoire aux élections présidentielles»*.

«Nous avons été confrontés à la réduction injustifiée des bureaux de vote, au blocage de l'accès des électeurs», fustigent les socialistes. *«Des centaines de milliers de citoyens du pays n'ont pas pu exercer leur droit électoral, ce qui explique la différence finale de voix»*, accusent-ils.

60 bureaux de vote, rien qu'en Italie

Le second tour des élections présidentielles s'est tenu en Moldavie le 3 novembre, le chef de la république étant élu pour quatre ans.

Selon la CEC, après avoir traité 100 % des protocoles, Sandu, soutenue par le parti pro-occidental Action et Solidarité, est en tête. Elle a obtenu 55,33 % des voix. Son adversaire, le candidat du parti socialiste d'opposition, Alexandr Stoianoglo, a quant à lui obtenu 44,67 % des voix.

Dans le même temps, l'opposant a obtenu 51,19 % des voix sur le territoire national, contre 48,81 % pour la présidente sortante. Dans les bureaux de vote à l'étranger, Sandu est en tête avec 74,13 % des voix, contre 25,87 % pour Stoianoglo.

Le 14 septembre, la CEC avait annoncé que 234 bureaux de vote seraient ouverts à l'étranger, dont 60 en Italie, 26 en Allemagne, 20 en France, 16 en Amérique et seulement 5 en Russie. Une disparité pointée du doigt par la porte-parole de la diplomatie russe, Maria Zakharova, qui avait dénoncé une *«restriction des droits des électeurs moldaves en Russie»*.

Selon les chiffres du ministère italien du Travail, plus de 107 000 Moldaves résidaient en Italie au 1er janvier 2023. Ils étaient un peu plus de 77 500, en Russie, selon des données de 2020 de l'agence publique russe de statistiques Rosstat.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 7 novembre 2024

Pour se détendre un peu avant d'attaquer la bête.

David Bowie - I'm Afraid of Americans (Official Music Video)

<https://www.youtube.com/watch?v=LT3cERVRoQo>

Totalitarisme. Pourquoi faire semblant quand "leurs amis et alliés occidentaux" montrent l'exemple.

Au Qatar, un plébiscite pour supprimer le droit de vote - Courrier International 8 novembre 2024

Une participation de 84 %, et le oui qui l'emporte avec 90 % des voix. C'est avec ces chiffres que les Qataris ont entériné par référendum, le mardi 5 novembre, une réforme constitutionnelle "proposée" le mois précédent par l'émir, Tamim ben Hamad Al-Thani, et visant à mettre fin à une première réforme, qui datait de 2003, pour ouvrir la voie à une démocratisation de la vie politique.

En sifflant la fin d'une courte expérimentation démocratique, le Qatar s'inscrit dans un mouvement plus vaste de restauration autoritaire dans le Golfe, avec la suspension de la vie parlementaire au Koweït et le déclin de la démocratie bahreïnie, qui n'est plus que l'ombre d'elle-même.

"Les familles régnantes du Golfe, si souvent désunies sur d'autres sujets, sont parvenues à un consensus. À savoir qu'elles n'ont plus du tout besoin d'envoyer des signes tangibles de démocratisation à leurs amis et alliés occidentaux", conclut Arab Digest. Courrier International 8 novembre 2024

Lu dans France-Soir.

Bon, vous me direz, et vous avez raison, faire l'apologie d'un crime, en France, on peut déjà le faire. Il suffit juste de ne pas se tromper de crime. Par exemple, si on dit ceci, en direct au journal de 13H de LCI, à propos des milliers de victimes civiles gazaouies (hommes, femmes et enfants), causées par les bombardements israéliens : « *Je pense que je parle pour beaucoup de Français quand je dis : « Qu'ils crèvent ! » Israël fait ici le travail de l'humanité. Qu'ils crèvent tous ! ».*

Ça, c'est bon. Ça, ça passe. Ça, en France, on a le droit de le dire. La preuve. C'était le 29 septembre 2024, il n'y a donc pas prescription. Et bien non seulement le parquet n'a pas diligenté de poursuites contre la personne qui a tenu ces propos, mais il n'a pas non plus fait retirer la vidéo par YouTube selon les règles de la communauté YouTube ou par des réquisitions qui l'y obligent, comme la loi contre les dérives sectaires sur Internet lui permet de le faire. Ceci alors que, à l'inverse, Youtube a censuré des vidéos contenant des références aux effets secondaires des vaccins ou à leur non-efficacité.

Et, bien sûr, le positionnement du parquet « *à ce sujet* » n'a absolument rien à voir avec le fait que la personne qui a tenu ces propos, se trouve être Louis Sarkozy.

Non. Si le parquet, « *à juste titre* » devrais-je sans doute dire, a considéré que ces propos tenus publiquement par le fils de Nicolas Sarkozy, ne constituent en aucune manière le délit d'apologie d'un crime, ni celui de provocation à la haine d'un groupe de personnes à raison de leur origine ou de leur appartenance à une ethnie, une nation ou une religion déterminée (délits définis et punis par les dispositions combinées des articles 23 et 24 de la loi sur la liberté de la presse), c'est, j'imagine, parce qu'il s'agissait là d'humour.

Ben si !

Comment ça ? Vous n'êtes pas au courant ? Le fils de Nicolas Sarkozy, lui aussi est un humoriste.

Les chiens ne font pas des chats. Alors comme son père a été un humoriste de renommée internationale lorsqu'il était ministre de l'Intérieur (« *Dès demain, on va nettoyer au Karcher la cité des 4 000. On y mettra les effectifs nécessaires et le temps qu'il faudra, mais ça sera nettoyé.* »), puis rebelote puissance 10 lorsqu'il fut président de la République (« *Descends, toi ! Viens t' battre si t'es un homme.* »), le fiston a pris le relais. En l'état, uniquement en tant qu'humoriste. Pas aussi comme prestidigitateur, comme son prestigieux papa l'a été. « *Prestidi-agitateur* », plus exactement, puisque ce n'est pas seulement « *d'un coup de baguette magique* » que Nicolas Sarkozy a transformé la Libye, jadis une démocratie modèle et prospère, en un chaos institutionnel posé sur un champ de ruines. C'est principalement, au prix de quelques dizaines de milliers de morts parmi la population civile, et après un renversement militaire du président élu au suffrage universel suivi par son assassinat.

La vidéo LCI :

https://www.youtube.com/watch?v=fGVZ9grqyrc&embeds_referring_euri=https%3A%2F%2Fediti.on.francesoir.fr%2F&source_ve_path=MjM4NTE

Dans quel pays tous les hommes sont suspectés d'être des prédateurs sexuels et tous les élèves des terroristes ? La France.

J-C - Lisez attentivement, je n'exagère rien, n'importe fait divers est instrumentalisé à des fins politiques afin de donner lieu à de nouvelles lois toujours plus liberticides qui finalement pourront s'appliquer à n'importe qui. La preuve, le discours officielle assimile l'antisionisme à l'antisémitisme, brandir un drapeau palestinien à un acte terroriste, de simples paroles à une agression sexuelle, un geste à un viol, à ce compte-là tout peut être interprété de manière à vous accuser d'avoir commis un acte délictueux...

Un exemple parmi tant d'autres, une chanson, direction la prison !

- Chanson anti-Darmanin: prison ferme requise en appel contre un militant écolo - AFP 5 novembre 2024

Ils veulent instaurer un régime de terreur où plus personne n'osera parler ou dire (ou chanter) ce qu'il pense librement sans craindre d'être dénoncé ou réprimé. Dans ces conditions, comment voulez-vous avoir confiance en quelqu'un ? C'est impossible, vous ne savez pas ce que pense la personne qui est en face de vous, puisqu'elle n'ose pas s'exprimer. D'où l'importance de ne pas juger les autres, hormis les salopards qui nous pourrissent la vie, en haut quoi.

Lâchez-vous, ne vous laissez pas intimider ou impressionner par ces tyrans, assumez-vous, c'est tout.

Et au moindre drame qu'ils instrumentalisent, ils rajoutent une des mesures liberticides et répressives.

J-C – La main sur le cœur, le législateur se préoccuperait du sort des enfants. Vraiment ? Ce sont les mêmes montres qui soutiennent le massacre de dizaines de milliers d'enfants à Gaza par les sionistes nazis.

Sécurité : le Sénat vote le renforcement de la surveillance des auteurs d'infractions sexuelles et terroristes - Publicsenat.fr 6 novembre 2024

« *Cette proposition de loi a pour but de mieux protéger les enfants* », résume simplement la sénatrice Les Républicains Marie Mercier, en ouverture de l'examen de son texte visant à « *renforcer les moyens de surveillance des individus condamnés pour des infractions sexuelles, violentes ou terroristes* ».

En commission des lois, un nouvel article a également été ajouté au texte pour permettre aux chefs d'établissement d'être automatiquement informés si un élève a été condamné ou est mis en examen pour une infraction terroriste.

« *Le nombre de mineurs déférés pour ce type d'infractions est en augmentation constante* », rappelle Muriel Jourda pour justifier cette mesure.

Enfin, avant même l'inscription d'une nouvelle loi immigration à l'ordre du jour, l'examen de cette proposition de loi a été l'occasion de premiers débats sur l'allongement de la durée de rétention administrative. Aujourd'hui fixé à 90 jours maximum, la commission de loi a choisi de s'appuyer sur le texte de Marie Mercier pour défendre un passage de ce délai à 210 jours, pour les étrangers auteurs d'une infraction sexuelle ou violente grave. Publicsenat.fr 6 novembre 2024

Le chocolat bientôt réservé aux nantis.

Cacao : flambée des prix au Ghana, les producteurs stockent leurs fèves - RT 5 nov. 2024

Les cultivateurs de cacao du Ghana stockent leur production en prévision d'une flambée des prix. Une initiative qui pourrait réduire davantage l'approvisionnement du marché mondial du cacao à un moment où il cherche à se remettre des récoltes désastreuses de la saison dernière.

Bien que l'ampleur de ce mouvement de stockage de fèves à l'intérieur du pays ne soit pas claire, un producteur de cacao du centre-sud du Ghana a affirmé sous couvert d'anonymat: *«J'ai plus de 300 sacs, mais je ne les vendrai pas»*. Il a tenu à préciser ensuite: *«Je ne vendrai qu'après Noël. Nous voulons voir s'ils augmenteront le prix comme ils l'ont dit»*, faisant référence à une déclaration du vice-président Mahamudu Bawumia.

Selon les responsables de Cocobod, le Ghana a perdu plus d'un tiers de sa production de cacao pour l'année 2023-2024 en raison de la contrebande.

La contrebande du cacao au Ghana vient s'ajouter aux difficultés qui ont abaissé le niveau de production depuis plus de deux décennies et qui ont contribué à faire grimper les prix mondiaux du cacao à des niveaux record.

En septembre dernier, les autorités ghanéennes avaient annoncé une augmentation de 45 % du prix des fèves pour la saison 2024-2025, afin de lutter contre la contrebande dans un contexte de cours élevés. Un sac de 64 kg de fèves de cacao passe, avec le nouveau tarif, de 121 à 176 euros, soit une hausse de 45 %.

Le ministre de l'Agriculture, Bryan Acheampong a fait part d'une hausse sans précédent affirmant que *«sur un an, le prix de cacao payé à la production a connu une augmentation de 129,36%»*. En avril dernier, le Ghana avait déjà augmenté de 58 % le prix d'achat du cacao aux producteurs. Ce prix est désormais d'environ 2 754 euros la tonne, contre 1 225 euros au début de la saison 2023-2024.

Le cacao connaît des cours mondiaux élevés depuis plusieurs mois. Le prix de la tonne à New York a encore récemment dépassé les 6 426 euros, en raison des mauvaises récoltes au Ghana et en Côte d'Ivoire, les principaux producteurs.

La production des deux plus grands exportateurs mondiaux, la Côte d'Ivoire et le Ghana, a connu une chute considérable à cause du virus de l'œdème des pousses du cacaoyer, le Cocoa Swollen Shoot Virus (CSSVD).

Environ 50% du chocolat mondial provient des cacaoyers de deux pays d'Afrique de l'Ouest, la Côte d'Ivoire et le Ghana. Le virus ravageur s'attaque aux cacaoyers du Ghana, entraînant des pertes de récolte de l'ordre de 15% à 50%, selon Rural 21.

Un chiffre confirmé par les données officielles du Ghana Cocoa Board, communiquées en décembre 2023, selon lequel le volume de cacao trié et scellé du Ghana durant la saison 2023/24 a diminué d'environ 51% par rapport à 2022.

Santé.

Un décret doublement liberticide qui remet en cause la liberté de prescrire des médecins au profit des trusts pharmaceutiques.

J-C – Ce qui n'est pas dit dans cet article, c'est que ce décret vise le repositionnement de certains médicaments peu coûteux, que certains médecins prescrivent à leurs patients parce qu'ils savent qu'ils sont efficaces pour soigner d'autres maladies que celles indiquées par les fabricants de médicaments, par exemple l'hydroxychloroquine ou l'ivermectine dans le cas du covid-19.

Au profit de qui, pas des médecins, pas des malades, pas des assurés sociaux ou de la Sécurité Sociale, alors qui, les trusts pharmaceutiques qui ont l'exclusivité d'un produit et qui en fixent le prix, supérieur à ceux déjà commercialisés depuis longtemps ou existant en génériques.

Le pire encore, c'est que les autorités médicales ne tiennent pas compte que chaque patient est différent, et par conséquent peut nécessiter un traitement différent ou adapter à sa condition.

"Fin du secret médical", charge de travail... Pourquoi des médecins s'indignent contre un décret sur les ordonnances signé par Michel Barnier - francetvinfo.fr 6 novembre 2024

Ce décret oblige désormais les médecins à préciser sur les ordonnances la pathologie dont souffre le patient pour justifier la prescription d'un médicament.

Concrètement, pour les médicaments ou soins concernés, le médecin doit désormais éditer un document qui vérifie que la prescription correspond bien aux indications thérapeutiques établies par la Haute Autorité de santé (HAS) et l'Assurance-maladie. Pour Jérôme Marty, pas de doute : *"C'est la fin du secret médical"*, a-t-il écrit sur X. *"Il implique en effet de justifier du motif d'une prescription"*, a détaillé mardi le médecin généraliste dans le quotidien régional La Dépêche.

"Nos concitoyens souffrent du manque de médecins partout et voilà ce que le gouvernement propose : vérifier nos ordonnances et rompre le secret médical", abonde, lui aussi sur X (Nouvelle fenêtre), le pneumologue François Vincent, chef de service au CHU de Limoges. *"Les médecins auront désormais l'obligation de divulguer des informations médicales à l'administration. (...) Qui sont ces guignols qui prennent de telles décisions ?"*, s'emporte le médecin marseillais Amine Ayar sur le même réseau social.

Dans un communiqué, le collectif Médecins pour demain dénonce *"une mise sous surveillance préalable"*. Le décret, lui, assure que *"seul le service du contrôle médical de la caisse [d'Assurance-maladie] peut avoir connaissance des informations couvertes par le secret médical"*.

Ce décret *"fera peser financièrement la responsabilité du remboursement du patient par l'Assurance-maladie sur les médecins, les exposant aux indus, et aggravera leur charge administrative déjà lourde de plus de 25% du temps médical"*, affirme ainsi Médecins pour demain.

Ce décret *"va directement aggraver les difficultés d'accès aux soins"*, *"augmenter les pertes de chances des patients en raison d'une surcharge de travail administratif, injustifiée et chronophage"*, énumère l'UMFL dans un communiqué. *"Il est révoltant et antidéontologique de réduire les besoins de soins de nos patients à de simples recommandations d'experts HAS, alors même que certaines sont en désaccord avec les sociétés savantes"*, ajoute par ailleurs le syndicat.

"Si nous ne surveillons pas les conditions dans lesquelles ils sont prescrits, je peux vous dire que les centaines de millions d'euros de dépenses, on va les avoir extrêmement, extrêmement, rapidement", a souligné le directeur général de l'Assurance-maladie. "On ne sait pas trop d'où vient cette idée, mais c'est toujours une histoire d'argent au final", lâche le docteur Jérôme Marty dans La Dépêche.

Pour le moment, s'agissant des médicaments, la liste des molécules concernées n'a pas été encore publiée au Journal officiel. L'Assurance-maladie vise en particulier les antidiabétiques AGLP-1 comme Ozempic ou Trulicity, a déjà précisé Thomas Fatôme devant les sénateurs. Ces médicaments sont aussi devenus populaires pour de possibles effets bénéfiques sur d'autres pathologies, notamment l'obésité, et la tentation est forte pour les praticiens de les prescrire hors cas de diabète, rappelle l'AFP.

Mais ce n'est peut-être pas terminé puisque le projet de budget de la Sécurité sociale pour 2025, examiné actuellement au Parlement, prévoit dans son article 16 d'étendre à certains transports de patients et analyses biologiques un système de vérification de la conformité de la prescription. Il a cependant été supprimé par la commission des affaires sociales de l'Assemblée, la semaine dernière. "On attend d'en savoir un peu plus sur ce qui va être discuté au Parlement ces jours-ci (...) mais il faut qu'on sache, et surtout qu'on reste méfiants", déclare Jérôme Marty dans La Dépêche.

Lu.

Le docteur Bernard Giral est médecin généraliste à Fontvieille et président de la CTPS (Communauté territoriale professionnelle de santé) du pays d'Arles (Bouches-du-Rhône).

Lorsque l'épidémie de Covid est arrivée en France début 2020, il fait partie de la courageuse minorité de médecins qui ont refusé les consignes mortifères d'inaction des « autorités sanitaires » parisiennes (restez chez vous, prenez du Doliprane, appelez les services d'urgence en cas de détresse respiratoire). Il a au contraire soigné les gens, principalement avec le protocole de l'IHU de Marseille, et avec une totale réussite puisque aucun des quelques 1 500 malades soignés n'est décédé.

Son action est très reconnue localement, mais demeure inconnue ou impensée des autorités centrales. Elle confirme une fois de plus que la première cause de mortalité durant l'épidémie de Covid de 2020-2022 ne fut pas le virus en lui-même mais le refus de soigner les malades. Ce refus était de nature idéologique et il était éminemment contraire au fondement même de l'éthique médicale.

Le saviez-vous ?

Le mythe du cholestérol bas : ce que vous ignorez pourrait vous nuire

<https://www.lavieensante.com/2024-10-21-l-risque-de-mortalite-lie-a-un-faible-cholesterol-sanguin/?ref=prenez-le-contrôle-de-votre-santé-newsletter>

Le rôle de l'intestin dans la santé mentale et les troubles alimentaires

<https://www.lavieensante.com/2024-10-18-l-sante-intestinale-sante-mentale-et-troubles-alimentaires/>

L'expérience authentique de jeunes sans cet appareil numérique pendant un mois

<https://www.lavieensante.com/2024-10-22-l-adolescents-ont-renonce-a-leurs-smartphones-pendant-un-mois/>

Parole d'internaute.

- Via Héléne Banoun : nouvel article de William Makis : Témoignage sur l'ivermectine

Le cancer du rectum de stade 3 répond incroyablement à une dose plus faible d'ivermectine ! Baisse de 90 % de l'ACE après que l'oncologue a dit « ne prenez pas d'ivermectine » et que le patient a fait le contraire.

N'écoutez jamais votre oncologue qui vous a injecté de l'ARNm (il souffre de troubles cognitifs). Faites le contraire ! [...]

<https://x.com/BanounHelene/status/1854168258057748841>

Le Professeur Marc Henry nous a quittés - AIMSIB 3 novembre 2024

<https://www.aimsib.org/2024/11/03/le-professeur-marc-henry-nous-a-quittes/>

Homéopathie, médecine, science et ignorance, l'avis du Professeur Marc Henry - AIMSIB 20 janvier 2020

<https://www.aimsib.org/2020/01/26/homeopathie-medecine-science-et-ignorance-lavis-du-professeur-marc-henry/>

Quand le gang mafieux et criminel de Davos se penche sur votre santé, c'est qu'elle est en danger. L'union fait la force !

J-C – L'info date un peu, mais elle est révélatrice...donc pédagogique.

Une nouvelle société de santé mondiale se concentrera sur la lutte contre la maladie, pas sur les bénéfices distribués aux actionnaires - opensocietyfoundations.org July 19, 2021

Un groupe d'investisseurs et fonds philanthropiques menés par le Soros Economic Development Fund (SEDF) avec le soutien de la Bill & Melinda Gates Foundation annonce aujourd'hui le lancement de Global Access Health (GAH), une entreprise sociale qui étend l'accès à la technologie

médicale de pointe abordable par le biais de recherches décentralisées, de développement et de fabrication dans et pour le sud du monde.

« *Il est essentiel de tester et obtenir un diagnostic pour les besoins quotidiens de santé publique, afin de permettre aux médecins et professionnels de santé de fournir aux patients le bon traitement le plus tôt possible* », déclara Roxana Bonnell, experte en santé publique à l'Open Society Foundations. « *Comme nous l'avons vu pendant la pandémie de Covid-19, l'accès aux tests est absolument essentiel pour contenir la propagation d'une maladie contagieuse, un problème qui en définitive, nous affecte tous.* »

J-C - "*Fournir aux patients le bon traitement le plus tôt possible*", c'est la raison pour laquelle ils ont tout fait pour empêcher que la population sache que l'hydroxychloroquine et l'ivermectine notamment existaient pour se soigner du covid.

Sans leur épidémie de tests PCR trafiqués, leur mystification n'aurait pas tenu un mois.

<https://www.opensocietyfoundations.org/newsroom/une-nouvelle-societe-de-sante-mondiale-se-concentrera-sur-la-lutte-contre-la-maladie-pas-sur-les-benefices-distribues-aux-actionnaires/fr>

Militarisation des esprits. Au secours, c'est contagieux !

Brigitte Macron à la Star Academy : “l'impression d'être à l'armée”, Michael Goldman ironise - Closer 7 novembre 2024

Intimidés, les académiciens se sont levés d'un bond en déclarant à l'unisson : “*Bonjour madame !*”, comme s'ils étaient de retour à l'école face à une visite impromptue de la proviseure.

“*Oh qu'est-ce qu'ils sont mignons, j'ai l'impression qu'on est à l'armée !*”, s'est amusé Michael Goldman devant ce spectacle inhabituel, avant d'ajouter : “*Je les ai jamais vus aussi sérieux*”. Closer 7 novembre 2024

Sur la situation politique et sociale en France.

Dites donc, ils sont nombreux à avoir du fric en France...

- Les SUV dominant désormais le marché (41 % des ventes en France en 2023) et représentent plus d'un véhicule neuf sur deux achetés dans certains territoires (57 % à Paris). 20minutes.fr 7 novembre 2024

...Toutefois...

Les Français ne sont « pas d'accord » pour travailler davantage - lepoint.fr 7 novembre 2024

J-C – Tout n'est pas perdu !

L'enfer de la guerre impérialiste et coloniale ou la barbarie capitaliste à l'œuvre.

Un pogrom, non, un génocide « en plein cœur de l'Europe ».

Amsterdam : « *Un pogrom en plein cœur de l'Europe* », Netanyahu dépêche deux avions pour évacuer les supporters d'Israël - 20minutes.fr 8 novembre 2024

Amsterdam : Ce que l'on sait des attaques visant des supporters de football israéliens - 20minutes.fr. 8 novembre 2024

D'après plusieurs témoins, des supporters du Maccabi s'étaient quant à eux fendus de plusieurs slogans anti musulmans avant la rencontre, déchirant des drapeaux palestiniens, alors que leur défilé était très encadré. Ils auraient chanté en hébreu « *Finir les Arabes ! On va gagner !* » ou encore « *Laissons Tsahal gagner pour finir les Arabes* ». Ils auraient également sifflé la minute de silence en hommage aux victimes des inondations meurtrières de Valence, en Espagne.

Ajax-Maccabi Tel-Aviv : À Amsterdam, le chef de la police évoque un climat de tension bien avant le match - Le HuffPost 8 novembre 2024

En conférence de presse ce vendredi, Peter Holla, chef de la police de la capitale néerlandaise, a expliqué que des supporters de ce club israélien avaient attaqué un taxi et incendié un drapeau de la Palestine dès mercredi soir, dans les rues de la ville.

« *Les violences avaient déjà débuté mercredi soir entre supporters. C'était une nuit avec des incidents des deux côtés. Les partisans du Maccabi ont retiré un drapeau d'une façade du Rokin et ont détruit un taxi. Un drapeau palestinien a été incendié sur le barrage* », a-t-il déclaré aux journalistes.

Selon la police, un rassemblement sur la place du Dam un peu plus tôt dans la journée avait aussi conduit à l'arrestation d'une dizaine de supporters israéliens pour « *trouble à l'ordre public* », comme le rappelle Sky News. Des troubles qui s'étaient d'ailleurs poursuivis jusqu'aux premières du jour jeudi, jour du match. Raison pour laquelle la police néerlandaise avait été largement déployée aux abords du stade avant et après la rencontre.

Un climat de tension qui s'est pourtant maintenu après la très large victoire de l'Ajax, 5-0. Selon Peter Holla, cité par la BBC, les supporters du Maccabi se promenaient dans le centre-ville lorsque des « *émeutiers* » ont mené des attaques « *éclair* » ciblant les supporters israéliens.

Pendant la rencontre, les supporters israéliens présents en nombre dans le stade (environ 3 000 selon le journal israélien Harretz) ont été accusés d'avoir proféré insultes racistes et chants anti-arabes. Sans oublier la perturbation de la minute de silence en mémoire des victimes des inondations en Espagne, comme le souligne encore la BBC.

Le Maccabi Tel-Aviv, plus ancien club de foot israélien, concentre une frange historique d'ultra à la sombre réputation. À titre d'exemple, le média britannique rappelle qu'en 2014, l'attitude de certains supporters à l'encontre du joueur arabo-israélien Mahran Radi avait conduit à l'apparition de slogans ouvertement racistes et violents contre lui. Comme « *nous ne voulons pas d'Arabes au Maccabi !* » et « *Radi est mort* ».

Autre exemple du comportement nauséabond de ces supporters, l'attaque d'une rare violence perpétrée par des ultras du Maccabi Tel Aviv contre un homme d'origine arabe à Athènes en mars dernier, en marge d'un autre match européen contre l'Olympiakos.

Un article de la télévision allemande Deutsche Welle rappelle que ces supporters ultras n'hésitent pas à sortir dans les rues lors des manifestations anti-Netanyahu. DW évoque notamment des membres du groupe ultra Maccabi Fanatics qui s'étaient attaqués aux manifestants à l'aide de matraques et de tessons de bouteilles lors d'un rassemblement accusant le Premier ministre de corruption en 2020.

J-C – Des sionistes fachos, quoi !

Des barbares !

Guerre au Proche-Orient : Femmes et enfants représentaient « *près de 70 %* » des morts à Gaza entre novembre 2023 et avril - 20 Minutes/AFP 8 novembre 2024

Le rapport du Haut-Commissariat de l'ONU aux droits humains fait aussi état de très nombreux crimes de guerre, crimes contre l'humanité et un possible « *génocide* »

Un tel acharnement, ce sont des monstres de cruauté, des barbares.

Un village libanais rasé par les forces israéliennes (VIDEO) - RT 5 nov. 2024

Une partie du village méridional libanais de Meiss el-Jabal a été complètement dynamitée par l'armée israélienne le 4 novembre. Le maire de la municipalité a indiqué que toute la population avait fui, sauf quatre personnes portées disparues sous les décombres.

Les images ont fait le tour de la toile. Un tapis de bombes a littéralement détruit le village méridional de Meiss el-Jabal à la frontière avec Israël.

L'article et la vidéo :

<https://francais.rt.com/international/114485-village-libanais-rase-par-forces-israeliennes>

L'extrême droitisation renforcée du gouvernement sioniste génocidaire.

Israël : « *Bulldozer* », allié de Netanyahu... Qui est Israël Katz, nouveau ministre de la Défense ? - 20 Minutes/AFP 6 novembre 2024

Le Premier ministre israélien a annoncé, dans un communiqué diffusé mardi soir par son bureau, avoir nommé Israël Katz, jusqu'alors ministre des Affaires étrangères, pour remplacer Yoav Gallant au portefeuille de la Défense.

« *Nous travaillerons ensemble pour mener le ministère de la Défense à la victoire contre l'ennemi et atteindre les objectifs de la guerre : le retour des otages [...], la destruction du Hamas, la défaite du Hezbollah, l'endiguement de l'agression iranienne et le retour dans la sécurité des habitants du nord et du sud (d'Israël) dans leurs foyers* », a déclaré après sa nomination Israël Katz.

A la tête de la diplomatie, Israël Katz a attiré l'attention de la communauté internationale par ses attaques ciblées contre les dirigeants et les organisations qui avaient critiqué les opérations militaires israéliennes, en particulier dans la bande de Gaza. Il a livré une bataille diplomatique contre l'agence des Nations unies pour les réfugiés palestiniens, l'UNRWA, dont le Parlement israélien a il y a peu interdit les activités. Lundi, il avait ainsi demandé à son ministère de notifier officiellement à l'ONU qu'Israël annulait ses accords avec l'UNRWA.

En octobre, Israël Katz a suscité l'indignation en déclarant « *persona non grata* » en Israël le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, et en écrivant dans un message sur X qu'il lui interdirait d'entrer dans son pays.

Aviv Bushinsky, commentateur politique et ancien chef de cabinet de Netanyahou, estime qu'Israël Katz sera probablement plus en phase avec le Premier ministre que son prédécesseur à la Défense Yoav Gallant. « *Je ne me souviens pas du moindre incident au cours duquel Israël Katz se serait opposé à Netanyahou sur quoi que ce soit* », commente-t-il. 20 Minutes/AFP 6 novembre 2024

Etats-Unis.

(Résultats non définitifs)

Inscrits : 245 741 673

72 541 108 (Trump) + 67 856 529 (Harris) = 140 397 637 électeurs ont voté.

Abstention : 43%

Source : wikipédia.org

Lu dans les médias mainstream.

- L'élection présidentielle de 2024 était attendue comme particulièrement « *genrée* ».
- On s'attendait à un net décrochage du vote démocrate chez les électeurs afro-américains.

La communauté hispanique a fait mentir les sondages.

- « *On peut dire que le vote populaire a mal été appréhendé par la plupart des sondages* », affirme Frédéric Micheau, directeur du pôle opinion d'OpinionWay.

« *C'est vrai que Donald Trump a été sous-estimé pour la troisième fois consécutive* », indique de son côté Maxime Chervaux, professeur à l'Institut français de géopolitique. Publicsenat.fr 6 novembre 2024

- Trump aurait bénéficié d'une campagne axée sur l'économie, l'inflation et l'immigration.

Face à Donald Trump, la démocrate avait le soutien du tout Hollywood ou presque. Le HuffPost 7 novembre 2024

Beyoncé, Jennifer Lopez, Lady Gaga, Katy Perry, Taylor Swift, Stephen Curry, Oprah Winfrey, Eminem, George Clooney... La liste est longue mais elle n'a pas suffi à faire pencher la balance en faveur de Kamala Harris.

Le camp républicain l'a en effet emporté largement malgré les appels aux votes des people fortement relayés sur les réseaux sociaux, leurs prises de parole et leurs tours de chant lors des meetings de l'actuelle vice-présidente.

Une surmobilisation des célébrités qui a probablement eu un effet inverse à celui escompté, analyse dans un entretien au HuffPost Alexis Pichard, docteur en civilisation américaine et chercheur au Centre de recherches anglophones de Nanterre.

Beaucoup sont des millionnaires, loin des préoccupations des Américains moyens, mais qui vont donner des injonctions sur la manière dont ils doivent se comporter, être antiracistes, antimisogynes, prôner l'intégration. Ce sont des messages perçus comme très hypocrites par une partie des Américains et notamment des trumpistes. Le HuffPost 7 novembre 2024

Le saviez-vous ?

Entre janvier 2023 et le 16.10.2024

Harris a récolté 992 millions de \$

Trump: 388 millions de \$

Source : Forbes.

Trump avait le peuple derrière lui.

Au total Le Harris Victory Fund, qui collecte des fonds pour Harris et les groupes démocrates, a récolté 1,2 milliard de dollars au cours de ce cycle électoral, selon un dossier de la FEC publié le 24 octobre.

- A new report shows the Harris-Walz campaign and its Democratic allies spent nearly \$1.4 billion on aired political ads in their failed bid to defeat President-elect Trump, outspending the 45th president and Republicans by nearly \$460 million.

Between July 22 and Election Day, the presidential election saw \$2.29 billion in political spending. Over that time, Democrats held a near \$460 million spending advantage, pouring \$1.37 billion worth of ads compared to the Republicans who dumped \$913.9 million, according to the report by AdImpact, an advertising analytics firm. MSN. com

Réactions d'internautes suite à un article de l'AFP et de France Info.

J-C – Rira bien qui rira le dernier !

1- Avec les médias français on pourrait croire que c'est nous qui votons aux US. En dehors des médias c'était la victoire de Trump qui était attendue et non le contraire.

2- Pourtant les médias français n'arrêtaient pas de nous parler de l'excellence de Kamala...

3- Cette victoire (à confirmer) me fait sourire. Non pas que je sois pro-Trump, loin de là, mais elle met à mal les médias français qui n'ont eu de cesse de le descendre en flèche à l'occasion de cette campagne ...

4- Franchement, cela me fait ni chaud, ni froid qu'il soit élu président des Etats-Unis. Mais s'il le devient, cela me fera plaisir, ne serait-ce que parce que cela fera râler nos médias français, champions du bourrage de crâne.

5- Toute la propagande de nos chers journalistes bien-pensants n'a pas marché ! Maintenant il y a un max de gens qui vont se faire dessus !

6- L'énorme traitement médiatique français de cet évènement frise la nausée.

7- Les électeurs de Donald ont préféré le dollar à la morale, semble-t-il !

8- Tout les médias de France ont souhaité la victoire de Kamara Harris sauf Cneuchs.

9- Tiens, l'AFP ne parle plus des vedettes qui soutenaient Harris?

10- Bravo à la plupart des médias français, des célébrités de tout poil qui ont totalement oublié toute objectivité et fait preuve d'un esprit partisan insupportable.

11- Contre toute attente, surtout de la part des médias français qui ont présenté Trump comme un sorcier maléfique, anti social et identifiable à Mme Le Pen, il est en passe de devenir Président des USA.

12- Victoire des entrepreneurs et défaite des wokistes.

13- La victoire de Trump c'est un joli camouflet pour l'establishment politico médiatique américain et aussi chez nous en France. Depuis des semaines Trump était accusé de tous les maux, et bien c'est râpé il l'emporte et même largement, les peuples n'auront pas suffi à Harris à influencer le vote populaire.

14- Les médias français ont la gueule de bois ce matin après nous avoir bassinés avec une Harris tellement supérieure à Trump, celui-ci passant pour un nouveau fléau.

15- Quelle claque en direction des médias les sachants !

16- Toutes mes condoléances aux médias français.

17- Sans twitter, et les réseaux sociaux, pas de victoire possible pour un candidat non estampillé " *Etat profond* ", c'est pourquoi en Europe, et en France en particulier, celui-ci s'active actuellement pour les contrôler et les censurer le plus vite possible.

18- Trump a déjà été au pouvoir pendant 4 ans jusqu'en 2020. Les électeurs savaient donc pour qui ils votaient, sans de surprise ni prise de risque. Est-ce le succès de sa politique économique ? Le fait que les américains semblent l'apprécier bien davantage que les médias veulent nous le faire croire ? Ou également le matraquage wokiste aux USA que la majorité commence à ne plus supporter ? Sans doute un peu de tout ça.

19- Si les Démocrates avaient su revenir à l'écoute des priorités des classes sociales modestes à moyenne, ils n'auraient pas commis l'erreur de s'entêter dans la valorisation presque exclusive des thèmes sociétaux, qui ont certes leur importance : LGBT, avortement, minorités, tarpé etc.

Même les Noirs ou les Latinos se fichent d'être une minorité, s'ils sentent qu'ils peuvent vivre mieux. Même un Noir relativisera le racisme ambiant, poisseux, s'il voit qu'il peut élever correctement ses enfants, se loger à prix honnête etc.

Devant le manque d'écoute des Démocrates, pourtant à l'origine les moins mal placés, à écouter le peuple, celui-ci s'est tourné vers celui qui promet le changement. Parce que désormais le ressenti, c'est que le parti du néolibéralisme c'est le Parti Démocrate, le parti des riches et du "système", quand le Parti Républicain, avec Trump, a justement réussi à passer (faussement) pour le parti opposé à ce néolibéralisme...initié pourtant par Reagan. Pour le parti contre les élites, alors que celles-ci soutiennent de plus en plus Trump.

20- Kamala Harris s'est concentrée sur les attaques envers Trump, sa diabolisation, et la défense de valeurs vertueuses (LGBT, justice sociale, éducation woke...) sans aucune vision sur les problèmes majeures des américains.

21- Jamais les médias publics français n'ont autant insulté Trump "*raciste, xénophobe, misogynie, fasciste, Hitler, ...*", et tenté de manipuler les Français avec des sondages bidon qui était donc de la fake news à l'état pure et à grande échelle. On comprend mieux pourquoi Trump a échappé à deux assassinats. Alors la question qui vient est : qui a ordonné cette déviance dans l'information ?

22- Si les discours racistes étaient auparavant un repoussoir, aujourd'hui ce sont les discours écolo et plus généralement "*wokiste*" qui le deviennent.

23- Compte tenu de tous les articles des derniers mois critiquant Trump et mettant en lumière Harris, au-delà d'une interrogation légitime sur la partialité journalistique, cette candidate devait donc être bien médiocre pour se faire battre par un si mauvais candidat...

24- A ceux qui cherchent des explications, les américains comme les autres en ont ras le bol des délires wokes.

25- Quand j'ai vu dans nos journaux, nos envoyés spéciaux à Miami, à Las Vegas, à New-York... interviewer les électeurs de Kamala, j'ai tout de suite compris que des gens allaient être surpris du résultat des élections: personne n'est allé voir les électeurs de l'Amérique profonde dans les villages inhospitaliers perdus... tout le monde voulait être à Las Vegas ou à New-York.

Résultat : c'est les véritables électeurs US moyen, ceux plus nombreux, ceux que personne n'est allé interviewer qui a donné la victoire à Trump.

26- Mauvaise analyse de France Info.

Les citoyens américains ont préféré Trump car il s'oppose au wokisme et il défend la classe moyenne majoritaire en semblant mieux comprendre leurs problèmes.

Kamala est hors sol, représente une élite de New-York et San Francisco et une administration pléthorique, pro immigration, pro Wokisme et pro LGBT.

La majorité silencieuse a parlé.

27- Qui a théorisé la " *lutte des classes* " avant de théoriser celle des races, des sexes et des genres ...?

Pas la vilaine droite, systématiquement extrémiste par les " *humanistes*"...

28- Il est tout de même risible de voir que France Info ne semble pas vouloir admettre, tout simplement, que, peut-être, Trump a remporté l'élection face à Harris en raison du nombre de mécontentement qu'il y a aux USA liés à toutes les luttes sociétales : écologie, féminisme, transsexualité, homosexualité, immigration, statut des afro-américains, statut des latinos, écologie, politique extérieure, etc.

C'est risible parce que c'est tout de même ce qui est dit par une grosse partie de son électorat, mais que, comme ça ne plait pas à France Info, ses journalistes préfèrent trouver d'autres explications.

29- C'est vrai que pendant ces élections l'on a pu voir et entendre sur France Info (comme sur TOUS les média de service public) des émissions et documentaires tous aussi puant de partialité les uns que les autres.

Le simple mot d'" *objectivité*" ne doit plus faire partie du vocabulaire journalistique de ce média de " *service public*" (au service de qui d'ailleurs ?)

30- " *Kamala au coude à coude avec Trump*", " *résultat incertain*", " *frémissement de Kamala qui dépasse Trump dans les sondages*". Vous avez la preuve sous vos yeux d'une énorme fake news concernant les sondages. C'est soit de l'incompétence soit une tentative de manipulation de la population. Car les sondeurs du côté des républicains affirment qu'ils avaient les bons chiffres. Cela signifie que les médias mainstream ont ignoré ces sondages. Donc il s'agit plutôt de manipulation de la population.

Donald Trump élu président des États-Unis, les bourses européennes ont changé d'avis en une journée - Le HuffPost 6 novembre 2024

Dans les premiers échanges, Paris avançait nettement (1,11%), Londres gagnait 0,86%, Francfort 0,82% et Milan 0,63%. Mais à 11h, les indices ont commencé à battre de l'aile.

Résultats, en milieu d'après-midi, les bourses européennes réévaluent la victoire de Donald Trump et basculent dans le rouge. Le CAC 40 se trouve en baisse de 0,06% après avoir pourtant bondi de plus de 2% plus tôt dans la journée. Pas mieux à la clôture en fin de journée : Paris -0,51%, Francfort -1,13% et Londres -0,07%

Wall Street Journal. La Une se concentre principalement sur les promesses économiques de Donald Trump, avec un titre affirmant qu'il est « *Un choix pour l'économie* ». Le journal économique met ainsi en avant la capacité supposée de Donald Trump à revitaliser certains secteurs industriels et à stimuler la croissance économique, ce qui aurait séduit une partie de l'électorat. (20minutes 7 novembre 2024)

Une ambiance grise mine à l'opposé des bonds de Wall Street. La place new-yorkaise a bondi de 3%.

Le secteur technologique était globalement à la fête sur les marchés, l'action Tesla affichant +13,20%.

Mais le programme de Donald Trump ne rassure par tout le monde : selon le « *Committee for a responsible federal budget* », organisation non partisane cité par BFM, le programme de Donald Trump pourrait faire grimper la dette du pays de 7 500 milliards de dollars. Résultat ce mercredi, le rendement des emprunts d'État américains à 10 ans est monté jusqu'à 4,48%, un sommet en plus de quatre mois. Le HuffPost 6 novembre 2024

J-C - Entendez par là, que le puissant clan de Davos opposé à Trump est déjà à la manœuvre...

C'était la victoire de Trump qui était attendue et non le contraire.

Présidentielle américaine : Donald Trump officiellement de retour à la Maison-Blanche - AFP 6 novembre 2024

Selon CNN et Associated Press, le milliardaire compte au moins 276 grands électeurs. Donald Trump, battu en 2020 par Joe Biden, a remporté plusieurs "*swing states*", ces fameux États-clés.

Le camp républicain a repris le contrôle du Sénat. AFP 6 novembre 2024

Trump revendique la victoire, les dirigeants étrangers le félicitent - AFP 6 novembre 2024

Donald Trump, aux portes de la Maison Blanche après avoir remporté plusieurs États décisifs, a revendiqué mercredi une "*victoire politique jamais vue dans notre pays*", sans attendre le décompte final.

Seule la chaîne *Fox News* l'a déjà déclaré vainqueur de la présidentielle, alors que sa rivale démocrate Kamala Harris a renoncé à s'exprimer pendant sa soirée électorale à Washington, qui a tourné court.

L'empressement des dirigeants étrangers à le féliciter trahit la fébrilité de bien des capitales, où le souvenir des crises à répétition de son premier mandat reste vif.

L'ancien président a pourtant reçu déjà une pluie de félicitations de dirigeants étrangers, d'Emmanuel Macron à Benjamin Netanyahu, de Volodymyr Zelensky au chef de l'Otan Mark Rutte, du Premier ministre britannique Keir Starmer à la patronne de la Commission européenne Ursula von der Leyen, du Premier ministre indien Narendra Modi, le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi, le président turc Recep Tayyip Erdogan, le roi de Jordanie Abdallah II et l'émir du Qatar Tamim ben Hamad al Thani, sans oublier le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas !

Ils n'ont pas attendu l'officialisation de ce qui serait l'un des plus extraordinaires retours politiques de l'histoire politique américaine. Ajoutez, le lendemain, le président chinois Xi Jinping.

Dmitri Peskov, porte-parole du président russe Vladimir Poutine, a déclaré: *«Je ne sais pas si le président a l'intention de féliciter Trump»*, avant d'ajouter : *«n'oublions pas que nous parlons d'un pays hostile qui est directement et indirectement impliqué dans un conflit contre notre nation»*. AFP et RT 6 et 7 novembre 2024 (Poutine l'a félicité entre temps. En famille, quoi ! – J-C)

En complément.

«Cauchemar pour la Démocratie», «première menace du monde»: les gauches dans tous leurs états La réaction la plus virulente est venue de l'eurodéputé Raphaël Glucksmann. Réélu sur une liste de coalition Place Publique-Parti Socialiste, celui qui est qualifié d'*«agent atlantiste»* par ses détracteurs a publié un texte dans lequel il évoque l'élection de Donald Trump comme un *«cauchemar pour la démocratie, les droits humains et pour l'Europe»*. Ce défenseur indéfectible de l'Ukraine n'hésite pas à affirmer: *«Nous sommes désormais, en Europe, seuls face à notre destin»*.

J-C - *«Agent atlantiste»* et du régime nazi ukrainien, c'est pire qu'un *«cauchemar pour la démocratie»* !

Le secrétaire général du Parti communiste Fabien Roussel s'est de son côté alarmé sur la matinale de RMC : *«La première puissance du monde va devenir la première menace du monde !»*.

J-C – Comme si elle ne l'était pas déjà avant, à moins que ce soient les staliniens devenus sociaux-libéraux-libertaires.

Sandrine Rousseau, élue des Ecologistes à l'Assemblée nationale a dramatisé sur le réseau social X : *«Les États-Unis sont le théâtre d'un backlash climatosceptique, masculiniste et raciste soutenu et encouragé par les acteurs d'une économie libérale, avides de profit. Angoisse »*. RT 6 novembre 2024

J-C – A chacun son clan de l'oligarchie financière anglo-saxonne, tel était le message de cette vermine.

Quel malheur, c'est Trump qui a été élu, s'exclament-ils en chœur à l'extrême gauche !

A les entendre Trump ou Harris, c'était du pareil au même, mais en réalité quand on lit attentivement leur littérature ou on les écoute, il en est tout autrement, je vous ai mis quelques liens plus loin pour le vérifier par vous-même au besoin.

Il est révélateur que l'extrême gauche reprennent les mêmes griefs que le parti démocrate contre Trump et le parti républicain ou les mêmes arguments pour justifier sa victoire, rhétorique largement véhiculée par les médias mainstream qui étaient acquis à la candidate du clan de l'oligarchie de Davos, Gates, Soros, Rockefeller and Co., alors que l'ensemble de ces arguments ou griefs s'appliquent également au parti démocrate. C'est stupide et se retourne contre eux.

Ils sont infestés idéologiquement.

Ils ne peuvent pas s'empêcher de leur emprunter leur discours populiste ou démagogique et de camoufler maladroitement leur amertume, parce que ce sont des imposteurs qui ne sont nullement indépendants des partis (dits de gauche) qui ont revêtu un verni social pour pouvoir collaborer avec le régime au nom des travailleurs.

C'est leur véritable nature opportuniste qui apparaît ainsi au grand jour, parce que finalement ils n'ont rien à proposer aux travailleurs, ils les baladent et les trompent, chaque événement important ou chaque crise permet de le vérifier, les élections américaines en ont été l'occasion.

A lire ou écouter très attentivement, sinon cela ne sert à rien :

LO

États-Unis, après la victoire de Trump et des républicains - 06 novembre 2024

<https://www.lutte-ouvriere.org/portail/journal/etats-unisnbsp-apres-victoire-trump-republicains-179418.html>

Révolution permanente

Trump is back. Les Etats-Unis entre tournant bonapartiste et débâcle démocrate - 06 novembre 2024

<https://www.revolutionpermanente.fr/Trump-is-back-Les-Etats-Unis-entre-tournant-bonapartiste-et-debacle-democrate>

NPA

Le triomphe de Trump, la victoire de la brutalité capitaliste et de l'extrême droite - 7 novembre 2024

On l'attendait, même si on espérait pourtant encore que le candidat Trump ne l'emporte pas...

<https://npa-lanticapitaliste.org/communiquel/triomphe-de-trump-la-victoire-de-la-brutalite-capitaliste-et-de-lextreme-droite>

PT

Derrière le "duel" présidentiel, Réalité des grèves et du combat pour le socialisme aux Etats-Unis

<https://www.youtube.com/watch?v=3CiQHODNrM0>

(Juste en fin de vidéo en deux mots, mais c'est suffisant.)

Beaucoup plus long, 1h34 de propagande.

Derrière le "duel" présidentiel, Réalité des grèves et du combat pour le socialisme aux Etats-Unis

<https://www.youtube.com/watch?v=3CiQHODNrM0>

Allemagne.

Allemagne : Très grosse crise politique, le fragile gouvernement Scholz éclate - 20 Minutes/AFP 7 novembre 2024

A la tête de l'Allemagne depuis fin 2021, la coalition gouvernementale a éclaté suite au limogeage du ministre des Finances. Des élections anticipées pourraient avoir lieu début 2025

A la tête du pays depuis fin 2021, la coalition hétéroclite unissant sociaux-démocrates et écologistes aux libéraux du FDP a volé en éclats suite au limogeage du ministre des Finances Christian Lindner et chef de file des libéraux. Les autres ministres libéraux ont annoncé en fin de soirée leur départ du gouvernement, privant Olaf Scholz de majorité à la chambre des députés. Face aux « *ultimatums* » de son ministre, partisan d'un strict rigorisme budgétaire, le chancelier social-démocrate a jugé, lors d'une allocution solennelle, qu'il n'y avait plus « *de confiance suffisante pour la poursuite d'une coopération* ».

Le chancelier a annoncé qu'il allait demander le 15 janvier aux députés de se prononcer sur la tenue d'élections anticipées. Si les élus du Bundestag veulent que des législatives se tiennent avant la date prévue en septembre 2025, elles pourront avoir lieu « *au plus tard fin mars* », a indiqué Olaf Scholz.

L'équipe gouvernementale est minée depuis des mois par des dissensions politiques notamment sur l'économie et l'immigration, et par des querelles de personnes. Olaf Scholz espérait que l'élection de Donald Trump, adepte du protectionnisme et des confrontations diplomatiques, forcerait sa

coalition à serrer les rangs. Mais c'est le contraire qui s'est produit. 20 Minutes/AFP 7 novembre 2024

En complément.

RT - *«La chute de la coalition au pouvoir en Allemagne a mis en évidence le principal problème du système politique moderne de la République fédérale : il s'agit d'une république bananière typique»*, a écrit ce jeudi 7 novembre sur sa chaîne Telegram la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova. La diplomate russe a ajouté qu'à l'exception de l'Allemagne, aucun pays au monde ne s'était mis à remanier son propre gouvernement le lendemain de l'annonce des résultats des élections américaines.

Maria Zakharova a également souligné l'incapacité de l'Allemagne à maintenir l'approvisionnement en gaz russe et l'impact de cette situation sur son économie, en déclarant : *«L'Allemagne observe docilement le départ de ses industries et de ses entreprises vers les États-Unis, pourvu que Washington soit satisfait»*.

La porte-parole de la diplomatie russe a aussi critiqué l'absence de souveraineté du gouvernement allemand, en affirmant qu'*«à Berlin, on ne fait même plus semblant que le gouvernement allemand est autonome»* et qu'il est devenu *«l'intendant des néolibéraux américains au sein de l'Union européenne»*. RT 7 novembre 2024

Russie.

La vision russe de la situation en Ukraine - Réseau Voltaire 7 novembre 2024

Vassily Nebenzia, représentant permanent de la Russie à l'ONU, a présenté au Conseil de sécurité, le 31 octobre, un tableau de la situation en Ukraine.

Selon lui, l'armée ukrainienne a gagné 250 km² en un an, durant sa contre-offensive, mais perd 30 km² par jour aujourd'hui et même a perdu 478 km² durant le seul mois d'octobre. Pourtant le régime Zelensky continue à se féliciter de ses avancées et à proclamer sa victoire.

Les États-Unis entendent piller le sous-sol ukrainien (uranium, titane, lithium et graphite) que le sénateur Lindsey Graham a évalué entre 10 000 à 12 000 milliards de dollars. Le Conseil de l'UE évoque un possible prêt à l'Ukraine, soutenu par des avoirs russes gelés, sous condition du transfert du contrôle du complexe militaro-industriel ukrainien à Bruxelles. Comme les ressources du sous-sol n'appartiennent pas au gouvernement mais au peuple ukrainien, le *« plan de paix Zelensky »* a classé *« secret défense »* les annexes qui en autorisent le pillage.

Les sanctions illégitimes occidentales ne sont pas parvenues à entraver la croissance économique russe (3,94 % cette année), tandis que l'économie allemande s'effondre.

L'isolation de la Russie est un échec comme le montre la présence de 36 chefs d'État et de gouvernement à Kazan la semaine dernière.

Kiev tente de recruter de nouveaux soldats par tous les moyens, abaissant sans cesse l'âge des recrues, alors que la moitié de sa population s'est déjà enfuie, dont 5,3 millions en Russie la première année. Il y a 100 000 à 170 000 soldats absents dont 30 000 font l'objet de poursuites pour désertion. Le régime a fait abattre au moins une centaine de ses soldats pour refus d'obéissance et recrute des mercenaires étrangers.

Les sociétés militaires privées « *Academi* », « *Cubic* », « *Darkhorse Benefits* », « *Dyn Corporation* », « *Forward Observations Group* », « *Hyperion Services* », « *Sons of Liberty International* », « *ASBS Othago* » et « *European Security Academy* » envoient les mercenaires qu'elles parviennent à recruter à l'étranger.

En définitive, les objectifs de la Russie de démilitarisation et de dénazification de l'Ukraine n'ont pas changé. Cette guerre, si elle dure encore, ne peut se conclure que par des pertes supplémentaires ukrainiennes.

Biélorussie.

J-C - Je reproduis intégralement cet article, parce que le dispositif militaire déployé par l'OTAN contre la Biélorussie et la Russie constitue une menace qui doit être prise au sérieux.

Selon le ministère biélorusse de la Défense, l'OTAN se préparerait à un conflit armé avec Minsk et Moscou - RT 5 nov. 2024

Le ministère de la Défense de la Biélorussie accuse l'OTAN de préparer un affrontement militaire contre Minsk et Moscou, en renforçant ses capacités près des frontières de ces deux pays. Le général Vladimir Kouprianiouk met également en garde contre des menaces de déstabilisation interne soutenues par l'Occident.

Le ministère biélorusse de la Défense a affirmé ce 5 novembre que l'OTAN se préparait activement à une confrontation militaire avec la Biélorussie et la Russie. Dans une interview au Journal militaire biélorusse, le général Vladimir Kouprianiouk, chef d'état-major général adjoint, a déclaré que «*le bloc de l'OTAN, contrôlé par les États-Unis, se prépar[ait] déjà à une confrontation armée ouverte avec la République de Biélorussie et la Fédération de Russie*». Selon lui, l'alliance occidentale intensifie ses activités militaires et ses dépenses de défense, tout en rapprochant ses forces des frontières biélorusses et russes.

Le haut gradé biélorusse a précisé que l'OTAN avait récemment renforcé sa force de réaction immédiate, la faisant passer de 80 000 à 300 000 soldats, et avait mené deux exercices nucléaires en Europe au cours du mois d'octobre, mobilisant environ 90 000 personnes, 15 000 équipements militaires, 300 avions et 70 navires. Il accuse également l'alliance de pousser l'Ukraine à poursuivre le conflit avec la Russie, en fournissant des armements et en maintenant une pression militaire le long des frontières biélorusses.

D'après Kouprianiouk, les États membres de l'OTAN augmentent considérablement leurs budgets de défense, avec des dépenses militaires atteignant environ 1 200 milliards d'euros en 2024. Il précise que les États-Unis et leurs partenaires baltes ont imposé un objectif de 2% du PIB pour les dépenses de défense d'ici 2025. «*Les États-Unis et leurs partenaires polono-baltes ont forcé tous les membres à signer un engagement commun visant à augmenter les dépenses militaires pour atteindre au moins deux pour cent du PIB d'ici 2025*», a-t-il noté.

La Biélorussie accuse également l'OTAN de mener des reconnaissances radio-électroniques et de stationner des troupes près de ses frontières. En août dernier, le président biélorusse Alexandre Loukachenko avait signalé la présence de plus de 120 000 soldats ukrainiens à la frontière.

Des menaces de déstabilisation intérieure

En plus des tensions militaires, le général Kouprianiouk met en garde contre les efforts de l'opposition biélorusse en exil, qui, selon lui, continue de planifier le renversement du gouvernement avec le soutien de l'Occident. *«L'opposition en fuite, protégée par l'Occident, poursuit ses activités et continue de préparer le renversement du gouvernement actuel, un scénario de force n'est pas exclu»*, a-t-il affirmé. Il a évoqué le recrutement de citoyens biélorusses radicalisés, notamment au sein du *«Régiment Kalinowski»*, une organisation extrémiste basée dans les pays frontaliers, qui sert de base pour former une armée de volontaires biélorusses.

Le général a souligné que ces unités radicales recevaient un équipement technique avancé, dont des drones, et acquéraient une expérience de combat aux côtés de forces engagées dans le conflit ukrainien. Selon lui, *«l'Occident collectif a pris conscience de son incapacité à réaliser un coup d'État en Biélorussie et en Russie, ainsi qu'à assurer la victoire du régime de Kiev sur le champ de bataille»*, et intensifie donc ses efforts militaires à travers l'OTAN. RT 5 nov. 2024

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 9 novembre 2024

Dans cette causerie, des articles sur les Etats-Unis qui fourmillent d'informations. Dans ce pays, les deux partis qui se relaient au pouvoir depuis plus d'un siècle représentent les mêmes intérêts, la même classe sociale, celle des capitalistes.

Ils incarnent différents clans de l'oligarchie financière qui détient le pouvoir dans ce pays. S'ils s'affrontent dans une guerre économique fratricide permanente, c'est dans le seul but de renforcer les secteurs économiques qu'ils contrôlent ou grignoter ceux de leurs adversaires pour accroître leur fortune et pouvoir, afin de pouvoir peser davantage sur l'orientation du capitalisme mondial, dont la préservation est inséparable de leur propre survie.

C'est la raison pour laquelle il ne nous viendrait jamais à l'idée de manifester la moindre préférence entre ces deux partis de l'oligarchie financière, y compris lors d'élections, contrairement à l'ensemble des acteurs du mouvement ouvrier incluant l'extrême gauche, qui regrettent à demi-mot, parfois plus sournoisement encore de manière implicite, que Trump ait été élu.

Cela signifie clairement en termes politiques, qu'ils colportaient des illusions dans l'autre candidat ou l'un des clans de l'oligarchie financière, ce qui témoigne de leur niveau de corruption idéologique...

C'est juste un constat et non une interprétation. Ceux qui maintenant refuseront de l'admettre, sont eux-mêmes sous influence de cette idéologie, qui pour camoufler ses intentions ou les véritables intérêts qu'elle sert, doit recourir au déni de la réalité ou la trafiquer.

Quand on est réellement indépendant et fidèle à ses engagements politiques, on n'a pas besoin de recourir à ce genre de procédé malhonnête. Seule la vérité est révolutionnaire, ceux qui s'en détournent ne peuvent se prétendre révolutionnaires, à eux de choisir.

Sur la situation politique et sociale en France.

+ de 50% ne comprennent rien et 43% ne savent pas compter, c'est globalement "inquiétants".

Evaluations nationales : des résultats "inquiétants" en 4e et de nombreux élèves de 6e qui ne maîtrisent pas les bases - francetvinfo.fr 7 novembre 2024

"On note qu'en 6e, moins d'un élève sur deux a un niveau satisfaisant en compréhension de l'écrit", explique le ministère. En mathématiques, un exemple plus flagrant a été donné : 43% des élèves ne savent pas que quatre centièmes équivaut à 0,04.

En ce qui concerne les 4e, les résultats dans leur globalité sont "inquiétants", alors qu'ils l'étaient déjà l'année dernière. francetvinfo.fr 7 novembre 2024

30% en CM2 ne savent pas lire, ces "résultats extrêmement encourageants" !

Évaluations des élèves en écoles primaires : "Les résultats sont extrêmement encourageants", estime la ministre de l'Éducation nationale - francetvinfo.fr 31 octobre 2024

"Pour la première fois depuis cinq ans, on voit des résultats extrêmement encourageants sur ces savoirs fondamentaux : lire, écrire, compter", explique Anne Genetet, ministre de l'Éducation nationale, invitée politique de franceinfo, jeudi 31 octobre.

Anne Genetet : "En CM2, on a encore 30% de nos élèves qui ne sont pas fluides complètement en lecture". francetvinfo.fr 31 octobre 2024

Provocation policière. Ca y est, ils ont sorti les black blocs.

Manifestation contre Yaël Braun-Pivet à Lyon: Michel Barnier apporte son soutien à la présidente de l'Assemblée - BFMTV 9 novembre 2024

Regardez la vidéo, habillés tout en noir, les black blocs sont facilement repérables, la police n'intervient pas, l'un d'entre eux porte un mégaphone pour exciter les étudiants :

<https://fr.news.yahoo.com/manifestation-contre-ya%C3%ABl-braun-pivet-202641412.html>

Un Etat suppôt de régimes nazis et génocidaires montre l'exemple en termes de criminalité, l'encourage.

Lutte contre le trafic de drogue Bruno Retailleau et Didier Migaud présentent les mesures gouvernementales - RT 8 nov. 2024

Le ministre de l'Intérieur et son homologue de la Justice se sont rendus à Marseille le 8 novembre pour présenter un plan de lutte contre le narcotrafic.

La mesure phare du gouvernement concerne la création d'un parquet, présenté par le ministre de la Justice Didier Migaud. Celui-ci s'est ainsi dit «favorable à un pilotage fort constitué autour d'un véritable parquet national».

Les ministres se sont également prononcés pour des moyens d'enquête supplémentaires notamment un renforcement de 40 % des «équipes du parquet de Paris travaillant sur la lutte contre la

criminalité organisée au niveau national» quand les effectifs dans l'ensemble du territoire, notamment à Marseille, «*seront sanctuarisés*». Côté effectifs toujours, les ministres ont annoncé la création de «*cinq postes de juges*» à Paris.

Les ministres plaident aussi pour un assouplissement des «*conditions permettant d'écartier l'excuse de minorité*» pour les délinquants de plus de 16 ans et rendre possible leur jugement en comparution immédiate. Bruno Retailleau a par ailleurs exprimé sa volonté de «*frapper les criminels au portefeuille*», proposant ainsi d'«*inverser la charge de la preuve*» en créant «*une injonction de justification de ressources inexplicables*». Ils prennent l'exemple des dealers disposant de berlines qui devront donner la preuve des sources légales du financement de leur véhicule.

Il propose par ailleurs de «*donner aux préfets le pouvoir de fermer des commerces de blanchiment*» et de permettre l'expulsion de leur logement des trafiquants.

Enfin les ministres veulent également cibler les consommateurs et préconisent pour cela une «*campagne de communication [...] pour révéler les liens entre l'usage de stupéfiants, les violences des trafiquants et les infractions qui en découlent*» mais aussi que les consommateurs soient davantage verbalisés. RT 8 nov. 2024

L'enfer de la guerre impérialiste et coloniale ou la barbarie capitaliste à l'œuvre.

Après un boycott, le groupe Carrefour jette l'éponge en Jordanie - RT 8 nov. 2024

«*À compter du 4 novembre 2024, Carrefour cessera toutes ses activités en Jordanie et n'opérera plus dans le royaume*», avait indiqué la filiale du géant français au Moyen-Orient dans un communiqué publié le jour même.

Le mouvement international BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions), qui milite contre les entreprises perçues comme complices du «*génocide*» d'Israël à Gaza, a qualifié cette annonce de «*victoire*», appelant sur ses réseaux sociaux à poursuivre le boycott dans d'autres pays.

BDS avait lancé un appel au boycott des magasins Carrefour et de plusieurs autres franchises occidentales dans la foulée du déclenchement de la guerre à Gaza en octobre 2023. Le boycott est motivé par le partenariat entre Carrefour et des sociétés israéliennes accusées de complicité dans ce que BDS qualifie de «*crimes de guerre*» envers le peuple palestinien.

La fréquentation des magasins Carrefour a nettement diminué depuis en Jordanie, mais aussi dans plusieurs autres pays, dont le Maroc, en raison de la pression exercée par le boycott.

Ce 8 novembre, BDS a lancé un énième appel au boycott sur ses réseaux sociaux contre Carrefour, mais également contre le géant américain de l'informatique HP, accusés tous deux de «*complicité au génocide*».

Le Maroc a normalisé ses relations avec Israël en 2020, après les Émirats arabes unis, Bahreïn et le Soudan, portant à six le nombre total de pays arabes ayant des relations avec Israël, l'Égypte et la Jordanie ayant déjà conclu des traités de paix complets avec Israël, respectivement en 1979 et 1994. RT 8 nov. 2024

Le Mossad infiltré dans tous les pays occidentaux (notamment) bénéficie de la bienveillance des autorités.

J-C - Provocation des supporters sionistes nazis à Amsterdam en marge d'un match de football entre l'Ajax et le Maccabi Tel-Aviv, suite.

Benjamin Nétanyahou demande au Mossad un plan d'action. *"J'ai donné pour instruction au chef du Mossad [les services secrets israéliens] et à d'autres responsables de préparer nos plans d'action, notre système d'alerte et notre organisation face à cette situation nouvelle"*, et ce, afin de sécuriser les événements sports, a dit le chef du gouvernement israélien. francetvinfo.fr 8 novembre 2024

J-C – Nous, nous expulserions sur le champ tout représentant du régime sioniste, tous ceux qui possèdent la nationalité israélienne et qui auraient participé au génocide des Palestiniens depuis le 7 octobre 2023. Tous les bi-nationaux auraient le choix entre les deux nationalités, au cas où ils choisiraient la nationalité israélienne, un visa temporaire de 30 jours leur serait délivré à l'expiration duquel ils devraient quitter la France.

Toutes les entreprises israéliennes seraient expropriées sans indemnité, tous leurs comptes saisis, leur personnel israélien expulsé. Tout lien avec cet Etat serait rompu aussi longtemps qu'il existerait. Sa représentation diplomatique serait fermée, et aucun vol entre les deux pays ne serait autorisé à partir de la France, aucun avion battant pavillon israélien ne serait autorisé à atterrir en France, aucun navire d'accoster à un port français.

Etats-Unis.

Ils recourent à un agent sioniste iranien pour camoufler leurs réelles intentions et les justifier par la suite.

Un Iranien inculpé pour un projet d'assassinat contre Donald Trump - BFMTV/AFP 9 novembre 2024

La justice américaine a annoncé ce vendredi l'inculpation d'un Iranien pour un projet d'assassinat contre le président élu Donald Trump. Ce dernier avait évoqué *"de grandes menaces"* pour sa vie de la part de l'Iran.

Cet Iranien, désigné par le nom de Shakeri, se trouve toujours en Iran, selon le ministère de la Justice. Il a informé les autorités américaines *"qu'il avait été chargé le 7 octobre 2024 de fournir un plan pour tuer"* le dirigeant américain, a précisé le département de la Justice dans un communiqué. BFMTV/AFP 9 novembre 2024

J-C – Ils nous prennent vraiment pour des cons !

Non, l'OTAN ne fait pas la guerre à la Russie, la preuve.

États-Unis : le Pentagone autorise ses sous-traitants à réparer des armes en Ukraine - France 24 9 novembre 2024

Ukraine : Washington va envoyer des sociétés militaires privées - LePoint.fr/AFP 9 novembre 2024

Les Etats-Unis vont envoyer « *un petit nombre* » d'employés de sociétés militaires privées en Ukraine pour s'occuper de la maintenance technique de l'armement américain, a annoncé vendredi un responsable de la Défense américaine.

Ses plus virulents « *opposants* », sont parmi ceux qui en réalité ont les pires intentions inavouables à cacher.

J-C – Inutile de les désigner dans le mouvement ouvrier en France, il suffit de les écouter ou de les lire, et ils n'ont pas eu besoin de se transformer en « *girouette* »...

Opération girouette : comment l'élection de Trump fait changer d'avis les hommes politiques - RT 8 nov. 2024

Si l'élection de Donald Trump au poste du 47ème président des Etats-Unis n'a pas été une grosse surprise pour les Américains, certaines chancelleries semblent avoir été prises au dépourvu. Voici la liste des hommes politiques qui savent adapter leurs convictions à la réalité.

Pour un bon nouveau départ, quoi de mieux que d'effacer les anciens tweets ? C'est ce qu'a dû faire l'ex-Premier ministre australien Kevin Rudd, ambassadeur aux Etats-Unis. En tout cas, les phrases «*Trump est le président le plus destructif de l'histoire*» et «*il traîne l'Amérique et la démocratie dans la boue*» n'existent plus désormais que dans la mémoire des médias et, visiblement, dans celle du futur locataire de la Maison Blanche. L'ambassadeur Rudd a même dû publier une déclaration indiquant qu'il avait fait ces tweets en tant que «*think tanker*» et commentateur politique à l'époque, et qu'il les supprimait à présent «*par respect pour la fonction de président des États-Unis, et à la suite de l'élection du président Trump*». Oups.

Parfois, il suffit «*d'oublier*» ses déclarations. Le Premier ministre polonais Donald Tusk, qui avait accusé Trump il y a un an d'être un agent des services secrets russes «*depuis 30 ans*», ne se rappelle plus de ses propres mots. Qui plus est, maintenant, selon le Premier ministre polonais, le nouveau président américain sait «*surprendre avec ses décisions et ses manœuvres*». Il avait pourtant critiqué le parti PiS pour «*son adoration extraordinaire de Trump*» et «*son dégoût flagrant pour les démocrates aux États-Unis*». Les temps changent.

La liste des girouettes politiques ne serait pas complète sans Volodymyr Zelensky. Lui qui avait adopté une loi interdisant à l'Ukraine les pourparlers de paix avec la Russie, s'assoira à la table des négociations s'il perd le soutien des États-Unis, affirment les médias. Le dirigeant ukrainien a également eu une «*excellente conversation téléphonique*» avec M. Trump au cours de laquelle il a félicité l'homme politique américain pour sa victoire «*historique et convaincante*» à l'élection présidentielle américaine. Pour Zelensky, il pourrait effectivement être utile d'écouter quelqu'un dont il a pourtant dit qu'il n'avait «*aucune idée*» de la manière d'en finir avec le conflit en Ukraine.

Lors de son premier appel téléphonique après l'élection américaine, le Premier ministre britannique a adressé ses «*chaleureuses félicitations*» à Donald Trump pour sa «*victoire historique*», déclarant qu'il se réjouissait de travailler en étroite collaboration avec le président élu. Keir Starmer et Donald Trump ont convenu que les relations entre le Royaume-Uni et les États-Unis sont «*incroyablement fortes*» et «*continueront à prospérer*», a déclaré Downing Street. Ceci alors que le ministre britannique des Affaires étrangères David Lammy avait qualifié M. Trump de «*sociopathe sympathisant des néo-nazis*». Cet échange a-t-il fait suite à l'appel de la leader des Tories, Kemi Badenoch, qui a publiquement demandé au gouvernement de s'excuser de ses commentaires «*désobligeants*» ? Nul ne le sait.

Emmanuel Macron, qui aurait un rapport «*amour-haine*» envers Trump selon Politico, a été presque le premier des leaders européens à féliciter le nouvel élu. Le président français s'est empressé de déclarer sur X qu'il était «*prêt à travailler*» avec Donald Trump, «*comme ils l'ont fait pendant quatre ans*». Une référence au premier mandat de l'ancien président américain. En 2018, pourtant, Donald Trump s'en était pris à Emmanuel Macron dans une série de tweets évoquant le rôle des États-Unis lors de l'occupation allemande, les tarifs douaniers des vins français, ainsi que la faible popularité du président français. «*Le problème est qu'Emmanuel souffre d'une très faible cote de popularité en France, 26%, et d'un taux de chômage à près de 10%*» avait alors écrit Donald Trump. On tourne la page, alors. RT 8 nov. 2024

A lire.

Trumpquake - strategic-culture.su 7 novembre 2024

<https://reseauinternational.net/trumpquake/>

Le candidat casher - unz.com 7 novembre 2024

<https://reseauinternational.net/le-candidat-casher/>

Trump n'a jamais «*asséché le marais*»,

Trump n'est pas le sauveur que certains dissidents croient - essentiel.news 7 novembre 2024

Il n'a jamais «*asséché le marais*», et il pourrait jouer un rôle essentiel dans la dédollarisation des échanges internationaux.

De prime abord, on admet volontiers le caractère impressionnant du fait que les Américains aient fait exactement le contraire de ce que l'establishment semblait attendre d'eux. Les médias de masse, les dirigeants de multinationales, les «*experts*», «*intellectuels*», politiciens et l'ensemble de la classe des orateurs, les «*célébrités*» et autres formateurs d'opinion avaient, presque à l'unisson, mis en garde contre une élection de Trump.

De Dick Cheney à Beyoncé, en passant par Obama et Taylor Swift, tous avaient répété le même refrain : Donald Trump est la réincarnation d'Hitler, et son élection reviendrait à condamner l'Amérique et le monde au calvaire.

Non seulement Trump a remporté l'élection en terme de «grands électeurs», mais il a également obtenu une majorité populaire, ce qu'aucun des «observateurs» institutionnels n'avait prévu.

La victoire de Trump produit donc une grande satisfaction des déçus de l'establishment, aux États-Unis et à l'extérieur. Que ce soit à cause de la «*crise sanitaire*», de l'hypocrisie occidentale sur la question ukrainienne, de la nouvelle «*doctrine du genre*» qui proclame femmes les travestis, quiconque a perdu foi dans l'orthodoxie politique, morale, financière, culturelle et sanitaire est tenté de célébrer cette victoire.

De surcroît, une grande discipline est nécessaire pour résister à une certaine schadenfreude face à la débandade des extrémistes de l'orthodoxie et défenseurs du nouvel obscurantisme (réactions amusantes une, deux, trois et quatre).

Pourtant, et comme nous avons déjà eu l'occasion de l'écrire, Trump n'est probablement pas le sauveur que certains dissidents croient.

Donald Trump et l'État profond

Depuis sa première campagne électorale, Donald Trump a construit sa marque de fabrique comme un adversaire de l'État profond. Mais est-ce que cette identité est authentique ? En examinant les choses de près, on se rend compte que ce n'est pas le cas.

Tout d'abord, un de ses principaux soutiens financiers, pour ses trois campagnes, était Sheldon Adelson et sa fondation. Il s'agit de l'oligarque et milliardaire israélo-américain connu pour avoir à de maintes reprises préconisé une attaque nucléaire contre l'Iran.

Loin de répudier ce soutien, Donald Trump le revendique ; plus généralement, il revendique sa proximité avec la droite dure israélienne. Non seulement il a activement promu la campagne électorale de Benjamin Netanyahu en 2013, mais il s'est entouré dans sa première administration des sionistes les plus virulents.

Ensuite, il est entouré et financé depuis des décennies par la soi-disant Kasher Nostra. Roy Cohn est certainement le plus connu, mais ce n'est certainement pas le seul.

Et puis bien sûr, si Donald Trump a «*vidé le marais*» pendant son premier mandat, c'est dans son administration qu'il l'a fait ; il a notamment nommé pas moins de 60 membres des think tanks Council on Foreign Relations et Bilderberg, plus de 280 lobbyistes, sans compter les pires néoconservateurs de l'administration Bush Jr.

Mais finalement, et au-delà de ses fréquentations et nominations politiques, il suffit de s'arrêter à quelques décisions de Donald Trump lorsqu'il était président.

- Il est le père de l'opération Warp Speed qui n'était ni plus ni moins que le projet américain chapeautant la fabrication, la distribution et l'inoculation des injections Covid. Un bilan dont il s'est d'ailleurs félicité plusieurs fois.
- Pendant sa première campagne, Donald Trump s'est félicité d'être le «*roi de la dette*», et pendant son premier mandat de président, il a effectivement insisté à plusieurs reprises pour que la banque centrale américaine adopte une politique de financement monétaire et de taux d'intérêts négatifs ;

autrement dit, c'est un partisan de la planification économique centrale, de la débauche monétaire et de l'endettement à outrance.

- Il a ordonné et s'est vanté à plusieurs reprises de l'assassinat extra-judiciaire du général iranien Qassem Soleimani, sans toutefois que les États-Unis ne soient en guerre contre son pays.
- Il a non seulement refusé de libérer le journaliste Julian Assange, mais il a également requis des solutions pour le faire assassiner alors qu'il était sous siège dans l'ambassade équatorienne.
- Avant de quitter la Maison-Blanche, il a octroyé des pardons présidentiels, entre autres criminels, aux quatre mercenaires de Blackwater qui ont exécuté sommairement des civils irakiens, à cinq méga-banques (Citigroup, JPMorgan, Barclays, UBS and Deutsche Bank) accusées de fraude et corruption, à l'ancien maire de Détroit Kwame Kilpatrick condamné à 28 ans de prison pour racket, extorsion, fraude et corruption, et, sur demande expresse de Netanyahu, au recruteur de l'espion israélien Jonathan Pollard.

En d'autres termes : malgré toutes ses déclarations, Donald Trump n'est pas du côté des libertés individuelles. C'est un étatiste, un sioniste, et un apologiste de crimes de guerre.

Sa seule défense valable, c'est que tous les autres présidents américains depuis deux générations sont encore pires que lui, ce qui est en effet, pour l'instant, incontestable.

Fin du dollar comme monnaie de réserve

On peut décider de mettre tout ce qui précède de côté, et envisager l'élection de Donald Trump sous un autre angle : elle est parfaitement congruente avec le projet mondial d'un nouvel ordre multipolaire, dans lequel la monnaie américaine ne serait plus la colonne vertébrale du système financier international.

Trump de son côté parle d'abandonner le modèle mondialiste d'après-guerre, centré sur les États-Unis. Tout en tirant ouvertement parti de la monnaie américaine dans une guerre commerciale et économique avec la Chine, il préconise ouvertement une politique de dévaluation.

L'establishment quant à lui, qui prétend s'opposer à l'isolationisme de Donald Trump, prévoit (et se réjouit) pourtant que sa politique entraînera la fin de la domination du dollar :

- Le 5 novembre 2019, le Washington Post a publié un article intitulé «*Pourquoi il est si difficile de renverser le puissant dollar américain*». Il y pose des questions telles que «*Pourquoi certaines personnes en ont-elles assez du dollar ?*» et, tout en niant qu'il puisse être détrôné à court terme, explique en quoi il est menacé.
- Le 18 janvier 2020, The Economist a publié un article intitulé «*L'utilisation agressive des sanctions par l'Amérique met en danger le règne du dollar*». On peut y lire que «*M. Trump a exposé la profonde vulnérabilité de la Chine au système financier centré sur le dollar*» et que «*la nouvelle ère de l'expérimentation monétaire internationale se caractérise par la dédollarisation des actifs, des solutions de contournement des échanges utilisant des monnaies locales et des swaps, ainsi que de nouveaux mécanismes de paiement de banque à banque et des monnaies numériques*».
- Le 16 juillet 2020, CNN a publié une analyse intitulée «*Le monde aime le dollar américain. Trump et la pandémie pourraient changer cela*». Le bon côté des choses est clair : «*Si Trump*

remporte un second mandat, Nomura pense que la poussée continue vers la démondialisation pourrait affaiblir le dollar américain et encourager une plus grande utilisation du yuan chinois, ou renminbi, pour régler les transactions». La logique est que «la demande étrangère de dollars pourrait diminuer si le pays n'était plus considéré comme garantissant la sécurité de ses alliés, les amenant à détenir une plus grande partie de leurs réserves en euros, yens et renminbi».

- Le 28 juillet 2020, le Foreign Affairs déclare de manière péremptoire : *«Il est temps d'abandonner l'hégémonie du dollar»*. Il ajoute que *«l'émission de la monnaie de réserve mondiale a un prix trop élevé»* et que renoncer à cette idée *«pourrait profiter aux États-Unis et, en fin de compte, au reste du monde»*.

- Le même jour, Bloomberg a publié un article indiquant que *«Goldman [Sachs] prévient que le rôle du dollar en tant que monnaie de réserve mondiale est en danger»*, dans lequel il cite la banque déclarant que *«le règne du dollar américain en tant que monnaie de réserve mondiale est menacé»*, que *«de réelles inquiétudes concernant la longévité du dollar américain en tant que monnaie de réserve ont commencé à émerger»*.

- Le 25 août 2020, Nouriel Roubini via The Guardian écrit qu'*«un autre risque est la perte de l'hégémonie géopolitique américaine, qui est l'une des principales raisons pour lesquelles tant de pays utilisent le dollar»* et que *«la militarisation du dollar via des sanctions commerciales, financières et technologiques pourrait accélérer la transition»*.

Mais voici certainement l'article le plus intéressant : Counterpunch, un média notoirement identifié à gauche, a publié en février 2019 un article intitulé *«La brillante stratégie de Trump pour démembrer l'hégémonie du dollar américain»*. Il illustre parfaitement le rôle que Trump pourrait être amené à jouer.

«Mais qui aurait pu imaginer que Donald Trump deviendrait l'agent catalyseur ? Aucun parti de gauche, aucun dirigeant socialiste, anarchiste ou nationaliste étranger, où que ce soit dans le monde, n'aurait pu réussir à briser l'empire américain.

L'État profond réagit avec choc à la façon dont cet escroc immobilier d'extrême droite a pu pousser d'autres pays à se défendre en démantelant l'ordre mondial centré sur les États-Unis. (...)

La fin de notre impérialisme monétaire, dont j'ai parlé pour la première fois en 1972 dans Super Imperialism, stupéfie même un observateur averti comme moi. Il a fallu un niveau colossal d'arrogance, de myopie et d'anarchie pour accélérer son déclin – quelque chose que seuls des néoconservateurs fous comme John Bolton, Elliott Abrams et Mike Pompeo pouvaient offrir à Donald Trump».

En d'autres termes : sous couvert d'isolationnisme et de guerre commerciale contre la Chine, il se pourrait tout à fait que le mandat présidentiel de Donald Trump serve à faire effectivement survenir la dédollarisation des échanges commerciaux internationaux, un thème qu'Essentiel News a déjà traité en longueur, et qui est une composante essentielle du nouvel ordre prévu pour le monde.

Si c'est le cas, on se trouverait dans une situation classique de dialectique hégélienne : les planificateurs centraux créent à dessein un problème, contre lequel ils anticipent et contrôlent la réaction, avant d'introduire une solution précuite.

Dans ce cas, le problème (ou la thèse) serait la corruption et la décadence caricaturales du pouvoir, la réaction (ou l'antithèse) serait l'émergence d'une nouvelle droite populiste et nationale-sioniste,

et la solution (ou la synthèse) serait une série de sauveurs providentiels, à la Donald Trump et Elon Musk.

Ainsi, les planificateurs seraient en mesure d'introduire un ordre nouveau ; car en effet il faut, avant cela, détruire l'ordre précédent. Cet ordre nouveau, il n'aurait jamais été accepté d'emblée, mais sous couvert d'être une solution à un problème existant, il sera agréé sous un tonnerre d'applaudissements. Comme disent les alchimistes, solve et coagula : dissout et coagule.

Conclusion

L'exercice de démoralisation en cours en Occident, dont le point culminant récent a été une pseudo-pandémie accompagnée de mesures totalitaires et liberticides, et dont la toile de fond est une décadence du goût, des mœurs, de la science, de la culture et de la pensée, a conduit beaucoup de gens de bonne foi à se réjouir de la déconfiture pour le pouvoir que semble représenter l'élection de Donald Trump.

Pourtant, à y regarder de plus près, on s'aperçoit qu'il s'agit peut-être là d'une ruse, et que derrière un sauveur espéré se cache peut-être un agent de ce même pouvoir.

L'avenir dira si cette analyse s'avère exacte.

<https://essentiel.news/trump-pas-sauveur-que-certains-dissidents-croient/>

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 11 novembre 2024

La meilleure thérapie contre l'obscurantisme et l'opportunisme, c'est le socialisme !

La meilleure thérapie contre la pauvreté et la guerre, c'est le socialisme !

La meilleure thérapie contre le nihilisme, c'est le marxisme !

Comme vous pourrez le constater, après avoir cessé de publier des commentaires dans des blogs qui n'en valaient pas la peine, je dispose de davantage de temps pour décrypter certains aspects de la propagande officielle et de la situation politique.

Suite. Les supporters israéliens « marchant avec des barres de fer après la rencontre », c'est légal, ils n'ont pas été appréhendés. Les autorités occidentales cautionnent les sionistes nazis.

Pays-Bas : des dizaines d'interpellations en marge d'une manifestation pro-Palestine interdite – RFI 11 novembre 2024

Des dizaines de manifestants pro-palestiniens ont été interpellés, ce dimanche 10 novembre à Amsterdam. Ils étaient descendus dans la rue malgré l'interdiction de manifester en vigueur tout le week-end, après les violences le 7 novembre contre des supporters de football israéliens, en marge d'une rencontre entre l'Ajax Amsterdam et le Maccabi Tel-Aviv.

Sur la place du Dam, dans le centre d'Amsterdam, des centaines de manifestants se sont réunis, drapeau palestinien à la main, explique Laxmi Lota, correspondante régionale de RFI. Ils ont scandé des slogans en faveur d'un cessez-le-feu à Gaza, l'enclave palestinienne bombardée par Israël depuis les attaques du Hamas le 7 octobre 2023.

J-C – Non seulement aucun supporter sioniste n'a été arrêté, la justice néerlandaise réprime uniquement les supporters qui dénonçaient le génocide des Palestiniens par le régime nazi israélien.

RFI – Les enquêteurs précisent enfin qu'ils examinent aussi des images montrant des supporters israéliens en train de brûler un drapeau palestinien en chantant des slogans insultants avant le match et d'autres marchant avec des barres de fer après la rencontre. Là aussi, ils appellent les témoins oculaires à se manifester.

Samedi, Caspar Veldkamp, ministre néerlandais des Affaires étrangères, a assuré qu'une « *enquête approfondie sera menée aux Pays-Bas* ». Femke Halsema, maire d'Amsterdam, a-elle déploré « *une explosion d'antisémitisme* » qu'elle espère « *ne plus jamais revoir* ». RFI 11 novembre 2024

Profession, marchand d'illusions ou les limites de l'anti-impérialisme.

Comprenez qu'à défaut d'adopter le socialisme, sachant qu'il n'est pas spécialement bienvenu de se présenter comme partisan du capitalisme, certains camouflent leurs véritables intentions et orientation politique en se revendiquant anti-impérialistes, mais ils sont rapidement démasqués puisque l'impérialisme correspond au stade suprême du capitalisme, au-delà duquel il n'existe aucun nouveau système économique basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme.

Le développement du capitalisme depuis deux ou trois siècles n'a pas créé de nouveaux rapports sociaux de production, un nouveau mode de production, il n'a donc pas pu engendrer une nouvelle classe sociale d'exploiteurs et d'opresseurs, ce sont toujours les mêmes qui sont à la manœuvre.

Thierry Meyssan (Réseau Voltaire) se présente comme un anti-impérialiste, et dans une nouvelle vidéo il raconte que Trump voudrait en finir avec l'impérialisme pour développer le commerce.

Mais c'est quoi pour une super puissance le commerce sans l'impérialisme ? La Fed ou le Trésor américain sans la planche à billets, la guerre sans le complexe militaro-industriel-financier, la multinationale sans ses banquiers !

Comment persuader des puissances ou des pays dont le développement est en pleine croissance ou expansion, relativement peu endettés, possédant d'énormes réserves de matières premières, disposant d'énergies fossiles, dont la production couvre pratiquement l'ensemble des secteurs économiques, dont les coûts de production sont très bas, etc. pourquoi voudriez-vous qu'ils accordent ou cèdent des parts de marché à l'impérialisme américain ? Pourquoi voudriez-vous que des pays achètent aux américains des marchandises ou des services, sachant que d'autres puissances ou pays sont en mesure de leur proposer l'équivalent ou mieux encore à des conditions meilleures, à un coût réduit et sans exigences (souvent exorbitantes) en contrepartie ? Cela ne tient pas debout, c'est ridicule.

Donc pour maintenir sa position hégémonique sur le marché mondial, l'impérialisme américain n'a pas d'autre alternative que recourir à la force, aux menaces, à la violence, à la guerre.

Totalitarisme. Quand ils harcellent les enfants en bas âge, cela ne peut pas être pour leur bien.

J-C - Ces psychopathes veulent inculquer le "*respect des autres*" aux enfants en bas âge pour en faire des esclaves soumis à leur idéologie et à leur dictature, des schizophrènes à vie, si possible.

Ils veulent empêcher les enfants de se construire psychologiquement en prenant en compte les différences qui existent entre eux, qui se traduisent parfois par des conflits, dans un contexte, où sans expérience de la vie, ils en ignorent les origines ou qu'ils sont inhérents aux rapports qui

existent forcément dans une société reposant sur des inégalités sociales, qui se manifestent par des injustices sociales violentes.

Après les traitements sadiques qu'ils leur ont infligé entre 2020 et 2022, le soutien qu'ils ont apporté au massacre de dizaines de milliers d'enfants à Gaza, voilà qu'ils seraient bien intentionnés envers eux, ils veulent juste instrumentaliser des rapports entre enfants qui ont toujours existé, qui à y regarder de plus près reproduisent les rapports entre dominants et dominés, oppresseurs et opprimés auxquels cette milice des mœurs adhèrent.

Pourquoi un enfant devient-il violent ou agresse-t-il d'autres enfants ? Sans doute parce qu'il a été victime de violence ou il a été le témoin du même comportement qui l'a traumatisé, il va être tenté de le reproduire inconsciemment, les enfants miment les adultes. Où s'exprime cette violence, où prend-elle naissance, sinon dans le foyer familial, dès lors ce sont ces protagonistes, l'enfant et ses parents, qui doivent régler entre eux ce problème, et ce n'est certainement pas à un intervenant extérieur de s'en charger à leur place. Pourquoi ? Parce que dans ce cas-là, aux yeux de cet enfant ses parents seraient dévalorisés, et l'autorité ou plutôt l'ascendant qu'ils exercent naturellement sur leur enfant pourrait s'en ressentir.

Lorsqu'une telle situation se présente, et que les parents ne savent pas comment la gérer, ils peuvent consulter un pédiatre qui les conseillera. Ils ne doivent surtout pas laisser l'institution scolaire s'en charger à leur place. Si un psychologue intervient en milieu scolaire, c'est uniquement aux parents qu'il doit rendre des comptes, il n'a aucune légitimité pour exercer une quelconque autorité sur des enfants, et en aucun cas il ne doit s'immiscer dans les rapports qu'ils ont avec leurs parents, cela vaut évidemment pour les enfants.

Quand j'ai enseigné, j'ai été confronté à ce genre de problème. Un gosse de 6è avait balancé un compas à travers la classe qui avait atterri sur une table quelques rangs plus loin, imaginez qu'il ait crevé un œil ! Immédiatement j'en informai le proviseur qui convoqua ses parents. J'avais pris soin d'en informer le gamin. Il n'assista pas à notre entretien. Ensuite, il rejoignit ses parents, avec lesquels il eut une explication une fois rentrés chez eux. J'ai tenu à ce que la hiérarchie des responsabilités soit préservée, de manière à ce que les rapports entre cet enfant ne soient pas perturbés, ni ceux qu'ils entretenaient avec ses profs.

Je n'eus plus de problème avec lui, et je donnai un avis favorable pour son passage en 5è, avis contesté par tous les autres profs, le proviseur me suivit, le gosse qui avait bien progressé lors du dernier trimestre en fut enchanté, moi aussi évidemment.

- "*Je pensais qu'il fallait que je m'habitue*" : le harcèlement scolaire au primaire, une réalité minimisée aux conséquences lourdes - francetvinfo.fr

Alors qu'il est souvent associé à de la chamaillerie, son manque de considération peut laisser des traces indélébiles sur la construction de personnalité et le rapport au monde de l'enfant harcelé.

Du CP au CM2, Laurent n'a pas touché une seule fois le ballon de football qui faisait des va-et-vient dans la cour de récré. "*A la seconde où je m'en approchais, les autres garçons m'empêchaient de jouer en me disant que j'étais nul.*" (Voilà qui est terriblement traumatisant ! - J-C) Il essaye alors de se rapprocher des filles, qui, elles, jouent à l'élastique. "*Cette fois, j'ai subi les moqueries à répétition. Dès que vous n'êtes pas bagarreur, rien ne vous est pardonné. C'était littéralement la jungle*" (Rien que cela ! J'ai été scolarisé dans des établissements privés catholiques réservés aux rejetons de bourgeois, où j'ai été maltraité pour avoir souvent été le seul fils d'ouvrier, sans que cela soit la "*jungle*". J'ai dû ruser pour aller aux toilettes, car, comme les portes ne fermaient pas,

systématiquement un petit malin ouvrait la porte quand j'étais en train de chier avec le calecif baissé, vous imaginez la honte pour moi. Et bien malgré tout, j'ai réussi à avoir une sexualité normale, et je ne suis pas devenu homosexuel - J-C), se souvient le quadragénaire. Mise à l'écart, brimades... Le garçon est victime de harcèlement scolaire. Au primaire, contrairement aux idées reçues, ce phénomène a toujours été une réalité et il prend de l'ampleur.

J-C - "*Ce phénomène a toujours été une réalité*", mais il faut que ces fanatiques refoulés s'emmêlent !

Francetvinfo - Le harcèlement au primaire se traduit pourtant par les mêmes mécanismes qu'au collège et au lycée. "*Je pense à cet écolier de CM2, récemment victime de harcèlement, d'abord par des moqueries, puis par des bousculades*", a mentionné Anne Genetet, la ministre de l'Éducation nationale, jeudi 7 novembre, lors d'un discours pour journée nationale de lutte contre le harcèlement scolaire. (Des "*moqueries*", des "*bousculades*", c'est grave docteur, cela mérite l'asile ou la camisole de force au moins, le cachot à l'isolement, despote scélérat ! - J-C)

Cette "*naïveté*" découle en partie du fait que l'on a longtemps estimé à tort, "*y compris parmi les experts*", que le harcèlement était forcément intentionnel. "*Or, c'est parfois très spontané, surtout chez les petits, explique la spécialiste. Un gamin souffre, donc il s'en prend à un autre, mais il n'a pas forcément calculé son coup.*" (Comment cela, ces gamins ne sont pas diaboliques ? Ce ne sont pas des monstres de cruauté, mais quand même, en lisant la suite, on a des doutes ! - J-C)

Du fait de leur jeune âge, les élèves harcelés au primaire rencontrent aussi plus de difficultés que les autres à prendre conscience de leur situation. "*Ils connaissent la définition globale, mais quand on creuse, ce n'est pas très clair pour eux*", relève Elsa Maudet, journaliste pour Libération et autrice du livre *Dis, c'est quoi... le harcèlement scolaire ?* (Comment cela, ces enfants en bas âge n'auraient pas déjà assimilé le fonctionnement de la psychologie humaine, pas besoin de se "*creuser*" la cervelle pour le savoir, pour savoir que vous non plus ! - J-C). Par crainte et par manque de vocabulaire, ils peinent également à trouver les bons mots. "*Au mieux, ils vont dire que leurs camarades sont 'méchants'*", constate Mathilde Zrida, pour qui il est néanmoins de la responsabilité des adultes, à l'école comme à la maison, de déceler les signaux d'alerte. (Sans blague, il ne faut pas les prendre aux mots, en voilà une découverte ! - J-C)

"*Tout changement de comportement chez un enfant doit interroger : irritabilité, difficultés à dormir, refus de faire ses activités préférées...*" Nicole Catheline, pédopsychiatre à franceinfo (C'est ça, il faut l'épier en permanence, être toujours sur lui, le suivre comme son ombre, ils ont une mentalité de juge d'instruction ou de flic ma parole ! - J-C)

A partir du CP, Louise s'est aussi vue être régulièrement humiliée par les filles de sa classe. Elle se retrouve notamment à devoir "*baïsser son pantalon au milieu de la cour*". Elle est aussi la seule à ne pas être invitée aux anniversaires. "*Je suis déjà rentrée en pleurant à la maison, mais comme beaucoup d'enfants finalement. J'avais honte de raconter dans les détails, peur de me faire engueuler par mes parents, car j'ai eu une éducation à la dure*", témoigne cette vingtenaire. Quant aux personnels de l'école, elle estime que "*des choses auraient pu être perçues, mais que ça n'était pas dans leur scope*". (Les gosses vivent leur vie, ils ont leurs préférences, leur antipathies, etc. foutez-leur la paix, bordel ! - J-C)

Aurore, 39 ans, se souvient, elle, avoir alerté ses parents sur son mal-être à l'école, conséquence de "*nombreux dénigrements*" et d'une "*mise à l'écart*" de la part de ses camarades. "*Ils n'ont pas su quoi faire*", se souvient celle qui est désormais mère. Alors, l'année dernière, lorsque sa fille scolarisée en CM1 lui fait part d'un vécu similaire, Aurore a choisi d'alerter l'enseignante. "*Sa*

première réaction a été de me dire qu'elle aurait dû en parler plus tôt, comme si elle avait une part de responsabilité", regrette la trentenaire. (Et voilà la prof qui veut s'emmêler, occupe-toi de tes affaires ! - J-C)

Parce que *"la gravité des faits"* peine à être mesurée par les adultes, les solutions apportées ne sont pas toujours adaptées, rapporte Elsa Maudet. *"Beaucoup d'enfants harcelés me disent être punis avec leur harceleur"*, illustre la journaliste, qui anime des ateliers de sensibilisation dans les écoles. Une réponse parmi d'autres qui ne peut que pousser les victimes à se taire. Or, si ces enfants se murent dans le silence, les conséquences sur leur personnalité et leur rapport au monde peuvent être lourdes. (Elles seront d'autant plus lourdes, que c'est vous qui les amplifiez. Vous les mesurez à partir de vos critères, mais les gosses les mesures avec les leurs qui ne sont pas forcément les mêmes, laissez-les se débrouiller. On ne doit intervenir qu'en cas de menace physique ou incident corporel. - J-C)

Les séquelles peuvent en effet percuter l'identité de l'enfant harcelé. *"Parce qu'il y a une non-maturation de certaines zones du système nerveux, les enfants, jusqu'à l'âge de 8-9 ans, se calquent sur ce que les autres disent d'eux. Si on leur répète qu'ils sont intrépides, artistes, sportifs ou nuls, ils vont le croire"*, explique Nicole Catheline. (Connerie, toutes leur vie les hommes apprécient les flatteries, et c'est bien dommage. - J-C) *"Quand on intègre qu'on ne vaut rien dès le primaire, si on n'est pas suivis et aidés, les conséquences peuvent être énormes"*, alerte Mathilde Zrida. Selon les deux expertes, les enfants harcelés à ce stade de la scolarité ont alors plus de chances de subir le même sort au collège et au lycée et de développer des troubles anxieux et dépressifs à l'âge adulte. (De toutes manières, ils le seront ! Aucun enfant intègre qu'il vaudrait rien en classes primaires. C'est accordé beaucoup trop d'importance à ce qu'il entend. A cet âge, cela a plutôt tendance à entrer par une oreille et à sortir aussitôt par l'autre, car l'enfant n'a pas encore développé la faculté de se concentrer sur quelque chose... - J-C)

"Les expériences à cet âge vont s'imprimer plus durement." Mathilde Zrida, thérapeute spécialisée dans le harcèlement à franceinfo (Foutaise, tout dépend de l'intensité de ces expériences et de leur fréquence, unique ou répétitive, des conditions dans lesquelles elles se déroulent, etc. - J-C)

Après toutes ces années de harcèlement, Louise estime que ses *"blessures"* n'ont pas complètement guéri, malgré un suivi psychologique. *"Socialement avec les autres, c'est parfois compliqué, dans ma vie professionnelle aussi. Cela a créé de vrais traumatismes"*, remarque-t-elle. *"Je ne sais pas me faire des amis car je n'ai jamais eu la possibilité d'entamer ce type de sociabilité, et ce dès le primaire, voire la maternelle"*, rapporte Luna, qui affirme avoir développé des troubles du comportement alimentaire. (Ils en ont dégotées qui étaient aussi perturbée qu'eux pour faire leur article. - J-C)

Côté harceleurs, Mathilde Zrida juge que plus leur prise en charge est tardive, plus ils continueront au collège et au lycée. Ces dernières années, la prévention au harcèlement scolaire reste en progression dans le premier degré, même si des lacunes persistent. A l'école primaire, le dispositif le plus ambitieux est sans aucun doute le programme pHARe, mis en place depuis 2021 et généralisé en 2022. Il prévoit par exemple dix heures par an pour tous les élèves du CP au CM2. Aussi, le *"respect des autres"* fait partie des attendus de fin de cycle, notamment celui du CM1 à la 6e, comme l'indique la Direction générale de l'enseignement scolaire. (Qui respecte qui dans cette société de merde ? Ceux qui vont foutre sur le carreau des milliers d'ouvriers chez Michelin ou employés chez Auchan ? Ceux qui vous empêchent de manger à votre faim, de vous soigner quand vous êtes malades, qui vous forcent à aller bosser jusqu'à bientôt 70 ans, qui rêvent de vous envoyer à l'abattoir en Ukraine, qui soutiennent le massacre des Palestiniens ? C'est eux qu'ils vous appellent à respecter et leur ordre social inique. - J-C)

S'il est prévu que l'ensemble des personnels de l'éducation soient formés d'ici 2027, "*on est aujourd'hui loin du compte*", estime Nicole Catheline. Pour Mathilde Zrida, il faut aussi "*un changement profond des moyens alloués*". Les deux spécialistes jugent néanmoins que l'école ne peut être le seul bouclier et que les parents doivent aussi être sensibilisés. (Ils vont culpabiliser les parents, il ne manquait plus que cela. - J-C)

Enfin, à l'image de la société, les téléphones portables font désormais partie du décor des cours de récré et des chambres des enfants. Plutôt que d'interdire, Nicole Catheline exhorte les plateformes à "*faire un travail de régulation*" et les adultes à "*apprendre aux enfants*" à s'en servir. Selon l'étude de l'association e-Enfance, 20% des écoliers disent avoir déjà été cyberharcelés contre 13% en 2023. (Par des Russes ou des Chinois ? - J-C)

Quand FranceInfo et son armée de trolls prennent la défense des pédophiles sous prétexte que nul ne doit se faire justice soi-même.

J-C - Pour nous, la question n'est pas de défendre ou de promouvoir l'autodéfense, mais de montrer que le peu d'engouement dont fait preuve la justice pour traquer les pédophiles lorsqu'ils ne bénéficient pas de la bienveillance ou de l'impunité de la part des autorités parce qu'on en trouve un grand nombre parmi les classes supérieures de la société, abouti à ce genre de situation que le régime a contribué à créer.

Une fois de plus, ce qu'ils dénoncent est destiné à camoufler leur responsabilité. Ils font donc dans l'inversion accusatoire

Réseaux sociaux : les dérives des "*chasseurs de pédophiles*" - FranceInfo 9 novembre 2024

Ils se surnomment la Ligue anti-pédophile et se disent "*justiciers*". Ils se sont donnés pour mission de punir, par la violence, les pédophiles qui cherchent leurs cibles sur les réseaux sociaux. Ils passent à tabac plusieurs hommes qu'ils ont piégés et filment la scène qui est diffusée sur l'application Telegram. Trois hommes viennent d'être arrêtés dans le Doubs, l'Allier et l'Isère pour association de malfaiteurs, soupçonnés d'être les animateurs d'un canal Telegram où l'on voit plusieurs personnes être violentées.

Sur un groupe suivi par plus de 4 000 personnes, des violences sont parfois filmées et diffusées en direct. Sur leur chaîne, il y a des annonces pour recruter de nouveaux adeptes et lancer de nouvelles expéditions punitives. Ils piègent les pédophiles présumés avec de fausses photos. Des justiciers autoproclamés qui sont totalement hors-la-loi, eux-mêmes auteurs de délits. Les investigations se poursuivent pour identifier d'autres agresseurs et leurs victimes. FranceInfo 9 novembre 2024

Lisez les commentaires, c'est éloquent, ce ne sont pas les pédophiles qui sont prioritairement visés, mais ceux qui les pourchassent illégalement :

https://www.francetvinfo.fr/internet/reseaux-sociaux/reseaux-sociaux-les-derives-des-chasseurs-de-pedophiles_6887930.html

Lu dans le courrier des lecteurs d'un blog médical.

1- Pour les retours des ex-amis à qui j'ai fait parvenir les docs actualisés des Pfizer-papers, de AIM-SIB, de R Kennedy Jr, etc...Rien sur les 19 mails envoyés. Sauf un ex-ami médecin...

2- Je vis à peu près la même situation, j'ai envoyé mon document perso (enfin avec l'ami du groupe réinforce local) sur les effets indésirables à des amis de longue date, mais malheureusement pris des distances avec eux, et je n'ai pas eu de réponse ; on n'arrive plus à débattre là-dessus j'avais juste envoyé 3,4 lignes d'accompagnement pour préciser que mon envoi n'était pas dans un esprit polémique mais à but informatif

Pire, une des personnes qui avait prévu de m'inviter à dîner un soir, ne m'en parle plus....

D'une certaine façon, je comprends aussi leur attitude, ils ne sont pas à l'aise et ne veulent plus parler de ça comme si rien ne s'était passé

Denis Rotillon – Maître de conférences en mathématiques, retraité.

3- Oui. Ils veulent tourner la page sans jamais s'avouer à eux-mêmes qu'ils se sont plantés. Rupture définitive.

J-C – Si vous avez bien lu ces témoignages, ils ne proviennent pas de gauchistes, vous aurez remarqué que ce ne sont pas des excités, à aucun moment ils ne font dans l'outrance, ce sont des intellectuels des classes moyennes qui demeurent mesurés dans leurs propos. Alors que dire de moi, accusé d'être agressif ou trop virulent, un extrémiste en quelque sorte, pourquoi pas un terroriste pendant qu'ils y sont.

En réalité, ce comportement ou cette accusation servent uniquement à couper court à toute discussion, parce qu'ils n'ont aucun argument à opposer aux vôtres, qui reposent strictement sur les faits ou des connaissances scientifiques. Ce procédé est autoritaire et malhonnête, ce dont justement ils vous accusent. On est donc en présence d'une inversion accusatoire, un procédé promu par les autorités, les idéologues et les élites corrompues à leur service, les médias à leur solde.

Si vous abordez la politique, c'est bien pire encore. Car là, vous touchez à la corde sensible, à l'idéologie qui structure le mode de penser et l'existence de chaque personne au-delà des conditions que la société leur impose. Vous faites une intrusion dans ce qu'ils considèrent comme leur domaine réservé, vous en forcez la porte, vous les violez pour ainsi dire, alors ne vous attendez pas à un accueil chaleureux !

J'ai envoyé des infos médicales à une cinquantaine d'anciens contacts avec lesquels en apparence je partageais des idées politiques, et je n'obtiens aucune réponse, sans que cela me surprenne outre mesure, bien que le sujet soit très grave. Ce ne fut pas le cas de la totalité de mes lecteurs, je dois tout de même préciser, il y eut quelques exceptions, y compris parmi mes proches. Cela montre, que même lorsque c'est leur vie qui est en jeu, la plupart des gens sont incapables d'avoir une réaction rationnelle, comment le pourrait-il d'ailleurs, puisque le reste du temps ils en sont incapables, en

quelque sorte tout est dans l'ordre des choses, mais quel ordre, du domaine du pire aveuglement ou obscurantisme qui soit.

Parfois on s'imagine, qu'il suffirait d'un choc pour les faire sortir de leur torpeur habituel, mais hélas ce n'est pas le cas ou ce n'est pas suffisant, c'est ce qu'on a pu observer. Non, il faut que cela leur tombe soudainement dessus pour qu'ils se décoincant et commencent à réfléchir, à écouter ceux qui tiennent un autre discours que celui auquel ils avaient adhéré jusqu'à ce qu'ils soient à leur tour violemment frappé, ils sont comme cela.

Comment faut-il s'adresser à eux ? Je l'ignore, peut-être en leur demandant comment ils réagiraient si une pareille situation se présentait à eux. Ils peuvent très bien esquiver cette épreuve en vous répondant qu'elle n'arrivera jamais, en vivant dans un monde de plus en plus incertain ou imprévisible. Ce serait plutôt osé ou cette posture ne tiendrait pas longtemps ou s'effondrerait rapidement pour peu qu'on la secoue un peu.

Comment peut-on avoir des relations cordiales ou amicales avec des gens bornés ou écervelés, qui font confiance au premier bobard lancé par les autorités ou les médias, dont la loyauté envers le mensonge est légendaire ? On en fait malheureusement l'expérience si régulièrement, qu'on serait tenté de penser qu'on est en présence d'une pandémie qui n'est pas prêt de s'éteindre de sitôt. Il faut donc prendre notre mal en patience et ne leur accorder aucune concession en attendant des jours meilleurs qui ne manqueront pas d'arriver, car toute dictature finit toujours par être vaincue et la vérité par triompher.

Ne les jugeons pas, ne les traitons pas avec le mépris, ne changeons rien, les faits finiront bien un jour par nous donner raison, c'est juste une question de temps. Armons-nous de patience, affutons nos arguments, ne négligeons aucun détail, ne laissons rien passer, soyons féroce­ment intransigeant avec la réaction, restons fidèle à nos principes et à notre idéal, et lorsque la vérité éclatera, nous célébrerons ensemble l'avènement d'un nouveau monde de justice et de paix, que vive le socialisme !

Propagande déguisée de la dictature climatique.

Srikala Pillai est conseillère municipale à Mumbai : *« Je dis toujours à mes enfants que quand nous étions enfants, il pleuvait à partir du mois de juin, beaucoup, et cette saison des pluies durait trois mois. Ensuite, il y avait l'hiver et puis l'été. Mais maintenant, vous ne savez jamais quand il va pleuvoir. Il n'y a pas eu d'hiver depuis trois ans, on a des étés terribles et des chaleurs incroyables en octobre. La semaine dernière, on a eu des pluies torrentielles, avec de l'orage et des éclairs. »*
Francetvinfo.fr 9 novembre 2024

J-C – De quoi se plaint-elle, depuis juin on a eu quasiment de la flotte quotidiennement tous les mois. Tenez ce matin encore (hier 10 novembre), avec de brèves accalmies depuis deux semaines seulement, je pourrais vous montrer une photo d'un énorme tas de branches mortes de frangipaniers gorgées d'eau comme je n'en ai jamais vues, et on ne se plaint pas, c'est la nature !

Santé.

Lu.

« *Tout homme bien portant est un malade qui s'ignore* ». La devise du docteur Knock s'illustre une fois de plus avec les nouvelles mesures de la tension artérielle, édictées par les sociétés savantes anglo-saxonnes et la Société européenne de cardiologie.

A l'occasion des auditions sur le Projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS), j'ai interrogé l'Ordre des médecins sur ces nouvelles recommandations qui auront pour conséquence d'augmenter le nombre de malades « *qui s'ignoraient* » jusqu'à alors, avec une croissance des prescriptions de traitements hypotenseurs. Ce qui était une tension artérielle normale avant cette annonce, (c'est à dire 12/7, voire 13/7) serait aujourd'hui considérée comme « *élevée* ».

Les sociétés savantes sont déconnectées et sous l'influence des stratégies de lobbying de l'industrie pharmaceutique, appliquent les mêmes recommandations pour la population européenne ou caucasienne que pour celle des Etats-Unis, pays frappé par le diabète et par une forte obésité.

De plus, la tension est plus élevée quand on vieillit ce qui est normal, mais ces nouvelles mesures en font systématiquement de nouveaux malades. Il a ajouté : « *nous avons déjà constaté la même chose pour le cholestérol, lorsque le seuil du mauvais cholestérol a été baissé de 0,5 au lieu de 0,7. Le résultat est explosif en nombre de nouveaux traitements vendus.*

Il s'agit de traitements excessivement chers et très rentables pour les laboratoires, qui influencent aussi les patients en utilisant le risque de « mort statistique », les conduisant par peur à demander ces traitements superflus à leur médecin. »

Sur la situation politique et sociale en France.

Totalitarisme. Militarisation des esprits. Le recours à l'armée ou la tentation qui fait führer.

J-C – La démocratie par les bombes et les massacres, les génocides. L'armée garante de la civilisation. Ainsi va la survie du capitalisme. Stop ou encore ?

81 % des Français soutiennent l'encadrement militaire pour les jeunes délinquants – LePoint.fr 11 novembre 2024

Ce projet de loi, visant à créer des établissements « *militarisés* » pour « *reciviliser* » les jeunes en difficulté, suscite des réactions partagées mais bénéficie d'un large soutien populaire. Selon un sondage CSA partagé par le JDD, 86 % des Français se montrent favorables à cette initiative, tandis que seulement 19 % y sont opposés.

Sur le plan politique, la proposition d'un encadrement militaire recueille un large soutien, bien qu'elle soit plus fortement appuyée à droite. En effet, 87 % des électeurs des Républicains (LR) et 97 % de ceux du Rassemblement national (RN) se prononcent en faveur de la mesure, tandis que 64 % des électeurs de La France insoumise (LFI) et 81 % de ceux du PS y sont également favorables. LePoint.fr 11 novembre 2024

J-C – Que 64 % des électeurs de LFI et 81 % du PS y soient favorables n'a rien d'étonnant, ce sont des nantis, ils entendent défendre ainsi leurs privilèges. Tous leurs électeurs ne figurent pas dans le lot, il faut l'avoir à l'esprit, ils baignent en pleine confusion tout simplement...

Bardella révèle que s'il avait accédé à Matignon, Ciotti aurait hérité du ministère des Armées – BFMTV 11 novembre 2024

Le président du parti d'extrême droite le révèle dans son livre paru ce samedi 9 novembre, Ce que je cherche. BFMTV 11 novembre 2024

Quand ils s'en prennent à l'aristocratie ouvrière.

Les syndicats de la SNCF appellent à une grève illimitée à partir du 11 décembre contre le démantèlement de la filiale fret – francetvinfo.fr 9 novembre 2024

Dans un communiqué relayé samedi 9 novembre, l'intersyndicale de la SNCF – la CGT, l'Unsa, SUD-Rail et la CDFT Cheminots – appelle à une grève illimitée et reconductible à compter du mercredi 11 décembre. Ils protestent contre le démantèlement de Fret SNCF et l'ouverture à la concurrence.

Fret SNCF, l'entreprise leader du fret ferroviaire en France, est visée par une procédure intentée par la Commission européenne pour aides publiques illégales. Elle va disparaître le 1^{er} janvier 2025 pour renaître sous la forme de deux sociétés distinctes, baptisées Hexafret pour le transport de marchandises et Technis pour la maintenance des locomotives, a annoncé la direction lundi 4 novembre. C'est la deuxième étape du plan négocié par l'Etat français avec la Commission européenne pour éviter une procédure de redressement qui aurait pu conduire à la liquidation pure et simple de la société, qui emploie 5 000 salariés.

Le syndicat des pilotes appelle à la grève jeudi 14 novembre contre l'augmentation de la fiscalité – LePoint.fr/AFP 11 novembre 2024

Le syndicat national des pilotes de ligne (SNPL) a annoncé une grève et un rassemblement le jeudi 14 novembre. « *Face à la décision du gouvernement d'imposer un milliard d'euros supplémentaires par an au secteur aérien, nous appelons à la mobilisation de tous les pilotes et salariés du secteur* », a déclaré un porte-parole. Un rassemblement est prévu en fin de matinée, près de l'Assemblée nationale.

Dans un communiqué commun envoyé dimanche en fin de journée, plusieurs autres syndicats du secteur, l'Unsa transport, l'Unsa PNC, la CFE-CGC FNEMA, l'Unac, le SNPNC-FO et FEETS-FO, ont annoncé qu'ils appelaient « *tous les salariés du secteur aérien à venir manifester leur désaccord avec cette taxation mortifère pour les emplois devant l'Assemblée nationale le 14 novembre* ».

Concrètement, ce dispositif va relever les tarifs de la taxe sur les billets d'avion. Pour les vols en classe économique, la hausse sera de 2,60 euros par passager à 9,50 euros pour une destination

européenne, de 7,50 euros à 15 euros pour les destinations intermédiaires, et de 7,50 euros à 40 euros pour les destinations lointaines, selon le rapporteur général du Budget, Charles de Courson.

L'enfer de la guerre impérialiste et coloniale ou la barbarie capitaliste à l'œuvre.

Qui est Israel Katz, le nouveau ministre de la Défense de Netanyahu qui supervise les crimes de guerre d'Israël ? par Quds News - Mondialisation.ca 07 novembre 2024

https://www.mondialisation.ca/qui-est-israel-katz-le-nouveau-ministre-de-la-defense-de-netanyahu-qui-supervise-les-crimes-de-guerre-disrael/5693750?doing_wp_cron=1731219439.6482429504394531250000

Lu. Rappel.

L'existence de l'État d'Israël s'appuie sur un objectif stratégique immuable : morceler les États arabes de l'Irak jusqu'au Maghreb. Une stratégie définie en 1982 par l'ancien fonctionnaire du ministère israélien des Affaires étrangères, Odeh Yinon dans un article, intitulé «*Stratégie pour Israël dans les années 1980*», paru dans Kivunim (Orientations), revue publiée par le département de l'Organisation sioniste mondiale.

«Les exemples de l'Irak, la Syrie, le Liban, la Lybie, le Soudan illustre de manière éclatante cette stratégie où les États occidentaux avec, à leur tête, l'impérialisme états-unien ont apporté et apportent leurs contributions militaires drapées sous l'étendard des droits de l'homme et de la responsabilité de protéger. Cette stratégie, toujours d'actualité, a pour but ultime l'avènement du Royaume d'Israël du Nil à l'Euphrate».

Mais s'il est assez aisé d'entrevoir le chemin que trace l'entité sioniste pour réaliser le Royaume d'Israël, qu'en est-il de ceux empruntés par certains États arabes ? Et les principaux États arabes concernés sont les monarchies du Golfe, l'Égypte, premier État signataire de paix avec l'entité sioniste suite aux accords de Camp David en 1979, suivi par le Royaume de Jordanie en 1994 et les États signataires des Accords d'Abraham.

Afin de répondre à la question et de mesurer le chemin parcouru par ces États, il suffit de rappeler la Résolution de la Ligue arabe datant de 1981, à la demande de l'État algérien.

Après l'exclusion de l'État égyptien, «le Conseil de la Ligue des États arabes a tenu une réunion extraordinaire, au niveau des ministres des Affaires étrangères, au siège de la Ligue à Tunis pour examiner la situation dangereuse qui prévaut dans la région moyen orientale. Le Conseil a examiné avec un grand sens des responsabilités nationales, la situation explosive qui prévaut dans la région, à la suite de l'intensification des bombardements barbares contre les villes et villages libanais, de la guerre d'extermination menée par Israël contre le peuple palestiniens».

Quarante-trois ans plus tard, l'entité sioniste poursuit la même stratégie tandis que la majorité des membres de la Ligue ont, non seulement, abandonné le peuple palestinien et le peuple libanais mais collaborent avec l'entité sioniste sous différentes formes, en particulier, militaire et commerciale.

Comme l'a souligné le ministre israélien de l'Économie, Nir Barkat : «*il n'y a aucun changement dans les relations commerciales*».

À n'en pas douter, le peuple palestinien vit une nouvelle Nakba (grande catastrophe, génocide), avec l'accord tacite de ces États arabes.

L'Iran appelle à exclure Israël de l'ONU après une frappe en Syrie – BFMTV 11 novembre 2024

Au moins neuf personnes ont été tuées ce dimanche 10 novembre dans une frappe israélienne sur Damas. En réaction, l'Iran appelle à des actions contre l'État hébreu, et notamment son « *exclusion des Nations unies* ».

L'Iran a demandé un embargo sur les armes contre Israël et son exclusion des Nations unies, après une frappe en Syrie ayant tué neuf personnes ce dimanche 10 novembre selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

L'OSDH a indiqué qu'au moins neuf personnes, dont un commandant du Hezbollah, ont été tuées dans une frappe israélienne au sud de Damas sur un appartement appartenant à des membres du mouvement libanais allié de l'Iran.

Depuis le début de la guerre civile en 2011 en Syrie, Israël a conduit des centaines de frappes sur le pays voisin visant l'armée syrienne et des groupes soutenus par Téhéran, dont le Hezbollah, déployés en soutien aux forces gouvernementales syriennes. BFMTV 11 novembre 2024

Espagne.

Inondations en Espagne : à Valence, des milliers de personnes manifestent contre les autorités - francetvinfo.fr 9 novembre 2024

Une foule compacte s'est rassemblée sur la plus grande place de Valence, samedi 9 novembre. Des dizaines de milliers de manifestants sont venus crier leur colère devant la mairie de la ville. "*On ressent un mélange de rage, de tristesse et d'épuisement*", résume un homme. "*Assassins !*", scandent certains manifestants, quand d'autres un peu plus loin développent des banderoles qui appellent à la démission du président de la région Carlos Mazon.

J-C - 130.000 personnes selon la presse espagnole était indiqué dans la vidéo, devenues "*des dizaines de milliers*" avec France Info !

Etats-Unis.

Quand ils avouent implicitement que les instituts de sondages et leurs relais médiatiques ne servent à rien, sauf à manipuler la population. Mieux, ils savaient que Kamala Harris serait battue tout en faisant croire le contraire jusqu'à la dernière minute.

J-C - Après les critiques virulentes qui se déversèrent sur les médias et les instituts de sondages pour n'avoir pas prévu la victoire de Trump, France Info dégage la marge d'erreur de 5%, qui en quelque sorte rend caduc l'absolu totalité des sondages, dans la mesure où la différence en pourcentage des différents protagonistes en lice est généralement inférieure à 5%.

Résultats de l'élection présidentielle américaine : la large victoire de Donald Trump avait-elle été anticipée par les sondages ? - francetvinfo.fr 7 novembre 2024

La superposition des moyennes des derniers sondages montre qu'en réalité, les résultats sont conformes aux marges d'erreur des intentions de vote. Franceinfo vous explique pourquoi à l'aide de trois graphiques.

Les sondages ne produisent pas des résultats précis, mais plutôt des fourchettes de valeurs auxquelles il est possible de se fier selon un certain degré de confiance retranscrit dans les marges d'erreur.

Il ressort très clairement que les fourchettes des scores possibles de chaque candidat se superposent. Kamala Harris était créditée d'un score allant de 46,4% à 51,6% des intentions de vote pour le vote populaire au niveau national. Et Donald Trump d'un score de 45,7% à 50,9%. D'après ces moyennes, les candidats étaient donc tous les deux en capacité de l'emporter. francetvinfo.fr 7 novembre 2024

J-C - Autrement dit l'un et l'autre avaient autant de chance de l'emporter, mais ce n'est pas ce qu'ils affirmèrent. Alors comment vont-ils tenter de s'en sortir ? En expliquant que, puisque le score final des deux candidats, 47,9% pour Harris et 50,5% pour Trump, correspond à la fourchette fixée par les sondages pour les deux candidats, entre 46,4% à 51,6% pour Harris et 45,7% à 50,9% pour Trump, il n'y a pas matière à critiquer les médias français.

Sauf que le problème est ailleurs, il réside dans le fait que les médias français savaient pertinemment que la majorité des sondages américains donnaient Trump gagnant depuis au moins un mois, et ils n'en ont pas tenu compte, pire, ils ont fait campagne ouvertement pour Harris.

Moralité ou conclusion : Les médias français sont encore plus pourris que les médias américains. Allez, soyez Charlie, de la merde, oui !

https://www.francetvinfo.fr/monde/usa/presidentielle/resultats/infographies-resultats-de-l-election-presidentielle-americaine-la-large-victoire-de-donald-trump-avait-elle-ete-anticipee-par-les-sondages_6881447.html

Commentaires d'internautes.

1- Article à encadrer! Qui explique pompeusement que l'interprétation des sondages pouvait anticiper tout et son contraire. En clair que les sondages ne servent à rien. Mais ça, seuls les journalistes (de france-info...) semblent ne pas l'avoir encore compris !

2- Voici une nouvelle preuve du côté néfaste et pervers des sondages. Réalisés en nombres de plus en plus importants, seuls sont diffusés ceux qui servent la cause du ou des médias qui les diffusent.

Ainsi, l'élection de Trump n'étant pas souhaitée par certaines élites et courants de pensée américains, les sondages publiés et les commentaires associés ont maintenu jusqu'à la veille de

l'élection, qu'il y avait une grande incertitude. Un scénario de révolte, voire de violences, a même été largement diffusé si Trump venait à perdre !

Et aujourd'hui, ne pouvant plus cacher cette manipulation, les sondeurs et les médias concernés, nous abreuvent de justifications pour essayer de se disculper !!! Quelle honte !

Mais pour ceux qui ont un peu de mémoire, rappelez-vous ce qui s'est passé, en France, pour les législatives, où les médias, s'appuyant sur des sondages, ont fait croire aux Français que le RN allait avoir la majorité absolue ! Pour, la semaine suivante, dire aux Français qu'ils avaient bien réagi!

Alors que le RN n'était absolument pas en position de majorité absolue.

Et certains en rajoutent en accusant Poutine de manipulations et de fakes news.

On nous aurait menti ? à l'insu de notre plein gré ?

3- J'ai suivi la campagne présidentielle américaine à travers les médias français depuis plusieurs mois. J'avoue avoir eu le plus grand mal à me faire ma propre opinion tant le parti-pris anti Trump était manifeste au fur et à mesure que l'échéance se rapprochait. Il paraissait invraisemblable que le mal (Trump) puisse l'emporter sur le bien (Kamala) ? Combien d'experts, d'analystes, de commentateurs, de philosophes, d'économistes se disputaient sur les plateaux télé pour tenir les propos les plus acerbes à l'encontre de Trump et les plus élogieux vis à vis de Kamala. Mais voilà, les résultats sont tombés et le verdict des urnes n'est pas celui de la doxa médiatique et culturelle.

4- Je lis beaucoup de commentaires disant que les médias donnaient Harris gagnante. J'ai plus lu les médias anglophones que francophones sur le sujet, et suivi des podcasts anglophones (The rest is politics USA, the Newsagents, Americast) qui avaient beaucoup d'intervenants américains, et vraiment la victoire assurée de Harris n'était pas ce qu'ils envisageaient. Beaucoup pensaient que Trump l'emporterait, mais peut-être pas aussi fortement, et pas sur tous les fronts (senate AND house).

5- Je pense que tous les médias mainstream France Inter, France info, FRANCE 2, LCI, BFM TV qui ont propagé la Fake news du résultat Trump/Kamala au coude à coude devraient être condamnés par l'ARCOM pour propagation de fake news et manipulation de l'opinion. Exactement ce qu'il reproche aux réseaux sociaux.

6- Non, les médias qui prédisaient un résultat au coude à coude ne se sont pas trompés : c'est pire, Ils ont menti. Ils ont manipulé l'opinion.

Yémen.

Yémen : les Etats-Unis ont frappé des installations houthies - franceinfo/AFP 9 novembre 2024

La chaîne des Houthis, Al-Massira, a fait état de trois frappes dans plusieurs quartiers de Sanaa, la capitale du Yémen

Les Etats-Unis ont mené plusieurs frappes aériennes dans la nuit de samedi à dimanche 10 novembre visant des installations de stockage d'armes des rebelles houthis au Yémen, a annoncé le Pentagone. franceinfo/AFP 9 novembre 2024

Le Yémen inflige de lourdes pertes à la base israélienne de Nevatim et abattent un nouveau drone MQ-9

<https://reseauinternational.net/le-yemen-inflige-de-lourdes-pertes-a-la-base-israelienne-de-nevatim-et-abattent-un-nouveau-drone-mq-9/>

Ukraine.

Les milices ukrainiennes (Azov) par Luc Ferry sur LCI le plateau est horrifié ...

<https://www.youtube.com/watch?v=mKAbJxjBfcA>

Russie.

Kobiakov : La Russie a conclu des accords de coopération militaire avec 33 pays africains – RT 9 novembre 2024

La Russie considère le partenariat sécuritaire avec les pays africains comme une tâche stratégiquement importante et a déjà signé des accords de coopération militaro-technique avec «33 [États, ndlr.] du continent africain», a annoncé ce 9 novembre, Anton Kobiakov, conseiller du président de la Fédération de Russie, lors d'une conférence de presse.

«Pour la Russie, le rôle de garant de la sécurité des pays du continent africain est une nécessité pratique et vitale» a souligné Kobiakov, également secrétaire exécutif du comité d'organisation du Forum Russie-Afrique qui se tient les 9 et 10 novembre à Sotchi.

«L'Occident n'est pas intéressé à résoudre les conflits en Afrique», a regretté Anton Kobiakov, fustigeant l'«intérêt» de certains pays comme la Grande-Bretagne, la France et les États-Unis de «créer des tensions sur le continent».

«Nous ferons tout notre possible pour que l'Afrique dispose de tout ce qui lui permettra d'assurer son indépendance et sa sécurité», a-t-il souligné.

La Russie envisage d'ouvrir des ambassades en Guinée équatoriale, au Niger, en Sierra Leone, au Soudan du Sud, ainsi qu'en Gambie, au Libéria, aux Comores ou encore au Togo, a révélé par ailleurs le conseiller du président russe.

Moscou envisage, par la même occasion, d'augmenter la part des règlements avec les pays africains en monnaies locales à 90% d'ici 2030. *«La stratégie de développement des relations avec l'Afrique prévoit l'introduction de mécanismes financiers, de paiement, de règlement et d'assurance indépendants des pays hostiles»*, a-t-il précisé.

Le directeur exécutif du comité d'organisation du Forum de Sotchi a rappelé que l'évènement rassemblait plus de 1500 personnes des pays du continent africain, dont 54 délégations officielles et 45 ministres des Affaires étrangères des pays du continent africain.

Haïti.

J-C - Qui gouverne en Haïti ? Les Américains.

**Après le limogeage de son Premier ministre, Haïti s'enfoncé un peu plus dans la crise -
Courrier international 11 novembre 2024**

Cinq mois seulement après qu'il a été nommé pour tenter de stabiliser un pays en proie à la violence des gangs, le Premier ministre Garry Conille a été limogé par le Conseil présidentiel de transition (CPT) de l'île, selon le journal officiel haïtien Le Moniteur, publié lundi.

Conille, un médecin de 58 ans, ancien directeur régional de l'UNICEF pour l'Amérique latine et les Caraïbes et *"l'un des favoris de la communauté internationale"*, sera remplacé par l'homme d'affaires Alix Didier Fils-Aimé, propriétaire d'une chaîne de pressing et ancien candidat au Sénat haïtien, précise le New York Times.

La décision de démettre le Premier ministre de ses fonctions intervient après des semaines de conflit entre Garry Conille et le Conseil. Certains analystes ont comparé hier son limogeage à *"un coup d'État politiquement motivé"*, note le New York Times.

Le quotidien américain rappelle que les relations entre le Conseil et le Premier ministre sont tendues depuis le départ. *"Dans un pays connu pour ses factions partisans et ses luttes politiques internes, M. Conille a irrité le Conseil en se rendant par exemple à Washington sans l'en informer à l'avance"*. Plus récemment, il a refusé de remanier son gouvernement comme le CPT le lui avait demandé. Mais *"la goutte qui a fait déborder le vase semble avoir été les efforts déployés par M. Conille pour faire démettre de leurs fonctions trois membres du Conseil accusés de corruption"*, conclut le New York Times.

"En toile de fond de cette crise, l'impact des récentes élections américaines se fait sentir : l'administration démocrate, dont Conille espérait le soutien, a subi un revers qui a encore affaibli sa position", analysait dimanche le site haïtien Rezo Nodwes, quelques heures avant la publication de la nomination officielle de Fils-Aimé. Courrier international 11 novembre 2024

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 12 novembre 2024

Il y en a qui pensent pas ou peu, on pense pour deux ici ! Vous l'avez remarqué, bravo à vous !

Et dire que je suis totalement isolé au fin fond d'un petit village indien du sud de l'Inde au Tamil Nadu, pratiquement sans contact avec la France, loin des yeux, loin du cœur, vous savez ce que c'est...

Abandonné ou rejeté dès que j'émetts un avis critique, méprisé, c'est tellement pratique, quel manque de courage entre autres ! C'est très injuste, car je ne mérite certainement pas un tel traitement, vous en conviendrez en parcourant mes causeries. Je plains sincèrement ceux qui me l'infligent, car ils doivent avoir de sérieux problèmes dans leur vie pour agir ainsi.

Je n'y fais même plus attention, mieux, cela me motive au lieu de me laisser aller ou de haïr la Terre entière, au contraire, je trouve des circonstances atténuantes même aux derniers des salopards qui pourrissent la vie de nos semblables, sauf le personnel politique qui lui ne mérite que la potence, je parle des gens que j'ai été amené à croiser et qui m'ont fait des misères, je ne peux pas les juger, c'est plus fort que moi.

Tenez, quand avant-hier j'ai laissé la vie sauve à un énorme cobra qui menaçait la vie de mes chiens, et bien je ne sais pas pourquoi, j'en fus soulagé, mieux, heureux, car j'eus l'impression d'avoir évité de commettre une terrible injustice, puisque finalement ce cobra ne m'avait rien fait, le jardin lui appartient autant qu'à moi ou à mes 4 chiens, n'est-ce pas ? Alors pourquoi le tuer, hein je vous le demande ! Et puis, il incarne je ne sais plus quel dieu hindou, donc même mes voisins qui m'ont entendu hurler après mes chiens, et qui ont immédiatement compris ce qui se passait parce qu'ils en ont l'habitude, sont satisfaits de cet heureux dénouement.

Alors pourquoi devrais-je être malheureux ? Si je suis malheureux, c'est davantage à cause du sort injuste qui est fait à tous les peuples, en pensant à tous ceux qui souffrent dans le monde, en particulier aux Palestiniens.

Les gens et les militants qui se permettent de me juger en France, sont des nantis ou ils ont eu une vie de nantis, pour ceux que je connais. Ils prouvent ainsi, qu'ils n'ont jamais pris véritablement conscience de leur condition. Ils feraient mieux de s'abstenir ou commencer par régler leurs propres problèmes ou se pencher sur leur propre existence, au lieu de s'occuper de celle des autres.

Dans mes causeries, je n'établis pas de distinctions, je m'adresse à tous ceux de ma classe, de ma condition sans exception, bien et mal lotis, peu importe, je me contrefous de toute autre considération, car c'est uniquement ensemble qu'on s'en sortira, et non individuellement.

Flagrant délit. La fake news relayée par tous les médias mainstream en France.

Une «*pure fiction*» : le Kremlin dément tout appel entre Trump et Poutine - RT 11 nov. 2024

Le porte-parole du Kremlin Dmitri Peskov a démenti ce 11 novembre des informations du Washington Post et de Reuters selon lesquelles Donald Trump et Vladimir Poutine auraient eu un échange téléphonique.

Selon le porte-parole du Kremlin, il s'agit de «*l'exemple le plus clair de la qualité des informations qui sont désormais publiées, parfois même dans des publications assez respectées*». RT 11 nov. 2024

Confirmation et précisions. Quand les sionistes nazis et le Mossad parquent à Amsterdam.

Amsterdam : les Israéliens ont exporté leur racisme et leur violence

<https://www.chroniquepalestine.com/amsterdam-les-israeliens-ont-exporte-leur-racisme-et-leur-violence>

Totalitarisme. Nier le génocide des juifs durant la Seconde Guerre mondiale est interdit ou illégal, c'est commettre un délit. En revanche, nier le génocide des Palestiniens est autorisé, recommandé, encouragé par les autorités, les élites, les médias.

L'animateur Arthur porte plainte contre Aymeric Caron - Le Point 11 novembre 2024

Les avocats d'Arthur annoncent une plainte en diffamation contre le député LFI, dimanche 10 novembre. Deux jours avant, ce dernier avait accusé l'animateur de soutenir les massacres à Gaza.

Le 8 novembre, Aymeric Caron a affirmé qu'Arthur soutenait les « *massacres* » de l'armée israélienne à Gaza. Après plusieurs messages échangés sur les réseaux, les avocats de l'animateur « dénoncent une « *rhétorique haineuse et obsessionnelle, aussi irresponsable que diffamatoire* ».

https://www.lepoint.fr/societe/l-animateur-arthur-porte-plainte-contre-aymeric-caron-11-11-2024-2574968_23.php

J-C - Soutien inconditionnel à Aymeric Caron. Par ses prises de position, Arthur est un petit soldat de Tsahal, un agent du Mossad, un complice du régime sioniste d'extrême droite israélien qui massacrent Palestiniens et Libanais, bombardent la Syrie, commet des assassinats et fomente des coups d'Etat, des guerres civiles partout dans le monde, y compris à Amsterdam ces derniers jours.

De nos jours, dès que vous manifestez le moindre désaccord avec n'importe qui, que vous critiquez les positions adoptées qu'il a adopté, si en plus vous osé caractériser son attitude, ce qui est parfaitement votre droit, il vous accuse aussitôt de diffamation ou de je ne sais quoi pour vous décrédibiliser, parce qu'il n'a pas d'argument à vous opposer ou parce que vous avez dit la vérité et il n'est pas en mesure ou il refuse de l'assumer.

- Un délit d'opinion est une infraction pénale consistant à exprimer des opinions politiques, religieuses, historiques, scientifiques ou autres qui sont interdites par un gouvernement ou quelque autre institution disposant d'un quelconque pouvoir.

L'article 9 de la loi Gayssot du 13 juillet 1990 établit comme délictueux le fait de contester l'existence des crimes contre l'humanité décrits dans le jugement du procès de Nuremberg à l'issue de la Seconde Guerre Mondiale. Il punit donc, entre autres, le fait de contester l'existence d'un génocide juif organisé par l'Allemagne hitlérienne. Wikipédia

Les pays arabes appellent Israël à cesser le “génocide” en cours à Gaza - Courrier International 12 novembre 2024

La BBC y voit “*l'une des critiques les plus dures*” d'Israël par un officiel saoudien depuis le 7 octobre 2023. Lundi, à l'issue d'un sommet à Riyad réunissant une cinquantaine de pays de la Ligue arabe et de l'Organisation de la coopération islamique (OCI), Mohammed Ben Salmane a dénoncé le “*massacre commis contre les peuples palestinien et libanais*”, utilisant le mot “*génocide*” pour décrire la situation à Gaza. “*La première déclaration du genre par le premier ministre du Royaume et de facto son leader*”, observe le Middle East Eye.

Sans aller jusqu'à utiliser le mot génocide, le président égyptien Abdel Fattah Al-Sissi a évoqué “*le meurtre systématique de civils à Gaza*”. Pour Recep Tayyip Erdogan, Israël a l'objectif “*d'annihiler les Palestiniens*”. Dans un discours décrit par Israel Hayom comme le moment où le sommet a atteint “*son crescendo*”, le président turc a appelé à un embargo sur les armes et la suspension des accords commerciaux avec Israël.

Le communiqué publié à la fin du sommet se désole d'un “*contexte de crime de génocide*” et “*réaffirme la pleine souveraineté de l'État de Palestine sur l'Est occupé, la capitale éternelle de Palestine, et rejette toute décision israélienne ou mesure visant à consolider l'occupation coloniale de la ville*”. Un communiqué qui “*présente beaucoup de similitudes à celui publié un an plus tôt*”, constate le *New York Times*. Comme le remarque *Al-Jazeera*, les 57 membres de l'OIC et les 22 membres de la Ligue arabe n'ont toutefois pas réussi “*à se mettre d'accord sur une action à mener*”. Courrier International 12 novembre 2024

Sommet extraordinaire de l'Organisation de la coopération islamique (OCI) et de la Ligue arabe. - RT 11 nov. 2024

Guerre au Proche-Orient : l'Irak fustige l'échec de la communauté internationale «*à prévenir le génocide et les crimes*»

Ce 11 novembre depuis Riyad, où se tient un sommet extraordinaire de l'Organisation de la coopération islamique (OCI) et de la Ligue arabe, le Premier ministre irakien Mohammed Chia al-Soudani a estimé que la communauté internationale n'avait pas réussi à empêcher le génocide à Gaza et au Liban.

«*Le conflit n'a pas commencé le 7 octobre 2023, comme certains le prétendent, ignorant délibérément des décennies d'occupation, de déplacements, d'usurpation de terres et de violations des lois internationales*», a-t-il par ailleurs affirmé.

Ce lundi, le prince héritier saoudien, Mohammed ben Salmane, a affirmé qu'Israël devait «*respecter la souveraineté territoriale de la République islamique d'Iran* » et «*s'abstenir d'attaquer son territoire* », à l'ouverture du sommet de la Ligue arabe et de l'Organisation de la coopération islamique à Ryad.

Dans le même temps, le dirigeant saoudien a exhorté la communauté internationale à stopper les attaques d'Israël à Gaza et au Liban dans une prise de position assez inédite depuis le début du conflit armé en 2023.

«*Trump pourrait vouloir étendre les Accords d'Abraham lorsqu'il prendra ses fonctions l'année prochaine, mais à moins qu'Israël n'opère un changement radical de stratégie dans la région, cela risque de rencontrer beaucoup plus d'obstacles qu'auparavant* », souligne le Dr Hellyer, spécialiste de sécurité internationale à l'institut Royal United Services de Londres. RT et AFP 11 nov. 2024

Quand des sionistes nazis organisent un gala le 13 novembre en plein Paris, "Israël for ever" (= Palestine for never [jamais]), pour soutenir le génocide du peuple palestinien.

AFP - Un mouvement juif international de droite a annoncé dimanche prévoir un rassemblement mercredi à Paris, jour où se tiendra également le gala "*Israël for ever*", pour lutter contre l'antisémitisme, en présence d'un ministre israélien d'extrême droite, Bezalel Smotrich.

Le Betar, qui dispose de nombreuses branches dans le monde et qui compte dans ses rangs des membres radicaux, prévoit de se rassembler aux côtés du Mouvement des Etudiants Juifs Français (MEJF), en marge du gala. Le lieu est encore inconnu.

Des associations, des syndicats et des partis de gauche français avaient dénoncé l'organisation du gala.

Le préfet de police, Laurent Nuñez, avait cependant donné son accord à la tenue de ce gala. Saisi par la Coordination des appels pour une paix juste au Proche-Orient EuroPalestine pour obtenir une annulation de la décision du préfet de police, le tribunal administratif a jugé samedi qu'il n'y avait pas lieu de l'interdire.

M. Nuñez a de plus affirmé que le ministre israélien ne ferait pas le déplacement. "*Je comprends que finalement, il ne sera pas là*", a-t-il dit. AFP 10 novembre 2024

Précision.

Ce gala génocidaire est organisé par une avocate franco-Israélienne qui a mené des opérations pour bloquer l'entrée de l'aide alimentaire à Gaza. europalestine.com

A quoi servent les médias sociaux ? A qui ? A la réaction, à bernier les naïfs. La preuve.

J-C - Les médias sociaux servent à canaliser les opposants au régime ou à la politique du gouvernement.

Ensuite, une fois mis en confiance et pris dans les mailles du filet, selon les circonstances et le registre auquel appartiennent les événements ou sujets traités, ils publieront des articles qui permettront d'embrouiller les lecteurs, ou qui contiendront des conclusions leur faisant croire qu'il n'existe aucune issue politique conforme à leurs aspirations. Des conclusions, qui seront à même de les faire douter, de les démoraliser, de les paralyser ou neutraliser, qui seront susceptibles de les faire adhérer au discours officiel, de les faire participer à des campagnes initiées par la réaction ou les soutenir, etc. autant d'intentions ou d'objectifs inavouables qui au départ sont plus ou moins camouflées en recourant à différentes techniques de manipulation bien rodées, puis justifiées sans jamais être identifiées comme telles pour bernier les lecteurs les plus naïfs ou influençables, c'est-à-dire, la majorité, dont les jeunes en priorité.

Les articles en apparence corrects ou qui semblent les plus inoffensifs au premier abord, s'avèrent être en réalité les plus dangereux, dans la mesure où ils servent à mettre en confiance les lecteurs afin que leur vigilance baisse, ils servent d'appâts en quelque sorte, et ce sera dans l'article suivant ou celui qui l'accompagnera que se trouvera le venin, qui prit à petites doses répétées, finira par être mortel, j'explique plus loin comment il opère. Avant-hier à minuit, j'ai encore chassé un énorme cobra dans mon jardin, le quatrième serpent en deux mois, ce sont mes chiens qui donnèrent l'alerte, alors je suis aguerri contre ce danger, d'où le partage avec vous de mon expérience.

Il s'agit d'une entreprise destinée, non pas à informer, mais à nuire aux intérêts de ceux à qui elle s'adresse. Elle n'a pas d'autres raisons d'être. Un exemple. Cet article ignoble sert uniquement à justifier le génocide des Palestiniens en cours, et son auteur ne s'en cache même pas, il le revendique. Agoravox : A l'incinérateur ! Un conseil d'ami, fuyez ce média et ses semblables.

Ne croyez pas que j'exagèrerais, je vais vous raconter une petite histoire ou une expérience que j'ai vécue, qui vous le prouvera.

Parmi les mails que j'ai reçus au cours des 20 dernières années, et des contacts que j'ai pu lier avec certains lecteurs, il y en a un particulièrement qui mérite qu'on s'y arrête.

C'est celui d'un (très vieux) ex-militant du Parti des travailleurs, qui m'envoyait régulièrement des articles ou des liens, et j'avais remarqué que souvent ces liens renvoyaient vers des blogs tenus par des personnages d'extrême droite. Cela avait le don de me contrarié, au point que je lui en fis part un jour.

Quelque temps plus tard, à la veille du second tour de l'élection présidentielle en 2017, il m'informa qu'il ne voyait pas d'objection à voter Le Pen.... Cela ne m'étonna pas qu'à moitié, bien que je fus un peu déçu, car il m'avait écrit à plusieurs reprises qu'il partageait mes idées, ce que je n'avais jamais cru du reste, et à cette occasion il me donna raison. J'en tirai la conclusion, qu'habituer à fréquenter des blogs d'extrême droite ou des blogs populistes publiant régulièrement des articles rédigés par des membres de l'extrême droite, quelque part il en était arrivé inconsciemment à se familiariser avec ce courant politique au point de ne plus faire de distinction avec d'autres courants politiques issus du mouvement ouvrier, y compris le mien. Si vous dites que la Terre est ronde et que Le Pen le dit aussi, c'est que finalement vous n'êtes pas si éloignés l'un de l'autre... C'est ce genre de raccourci qui se produit dans les cerveaux en proie à une grande confusion ou sans repères théoriques. C'est malheureux et on n'y peut rien.

Bref, la normalisation ou banalisation de l'extrême droite avait fonctionné à merveille, au point d'être plébiscitée par des militants du mouvement ouvrier. Pire encore, car du coup il rompit avec moi le jour même de l'élection de Macron, moi, qui jamais de la vie ne voterais pour un candidat d'extrême droite ou de droite. J'ai 69 ans, en 51 ans j'ai voté deux fois seulement, une fois au municipal pour le PS dans les années 70, influencé par l'OCI, et une fois pour LFI récemment, une faiblesse ou suite à une erreur sans gravité d'appréciation de la situation politique en France, pays que j'ai quitté depuis près de 30 ans, c'est excusable, non, peu importe ici.

Donc, ne croyez pas que fréquenter des médias ou des réseaux sociaux d'extrême droite ou de la réaction en général serait anodin ou sans conséquences politiques, psychologiques, ce serait une grave erreur de le croire, surtout quand on a tendance à surestimer son niveau de conscience politique ou qu'on ignore son degré d'ignorance, à quel point on est vulnérable et manipulable. C'est d'ailleurs valable pour l'ensemble des médias mainstream, la littérature des opportunistes, des partis du mouvement ouvrier, y compris celle de l'extrême gauche.

Guerre Israël-Hamas : déconstruire le mythe du génocide dans la bande de Gaza par Giuseppe di Bella di Santa Sofia - Agoravox 26 octobre 2024

<https://www.agoravox.fr/tribune-libre/article/guerre-israel-hamas-deconstruire-257371>

Sur la situation politique et sociale en France.

C'est en France, où règne un régime despotique en guerre contre son peuple (et pas que).

Haute-Marne : Faute de place, un patient se retrouve dans le garage des urgences - 20minutes.fr 11 novembre 2024

Après 24 heures aux urgences pour une inflammation des intestins, Gérard Claudet a été déplacé dans le garage de l'hôpital de Langres, témoigne-t-il

D'après BFMTV, le patient qui souffrait d'une inflammation des intestins a été transféré au garage de l'établissement de santé, 24 heures après son admission, le 27 octobre.

Lorsque l'homme demande où on l'emmène, les soignants lui répondent « *Dans un garage. Quand on a plus de place ici, ce n'est pas compliqué : on ouvre le garage et on y met des patients* », témoigne-t-il auprès de nos consœurs. Sur les images qu'il a transmises à la chaîne, quatre personnes (dont lui) sont présentes dans le garage aménagé.

« *Je suis je ne sais où. En temps de guerre, à un endroit où on installe les malades ? Je ne sais pas trop où est-ce qu'on est, mais en tout cas pas dans un hôpital français* », s'indigne le patient qui a demandé à rentrer chez lui le lendemain, épuisé par le bruit de la ventilation et les conditions d'hospitalisation.

En 2023, près de 4.900 lits d'hospitalisation complète ont été supprimés. D'après la direction statistique des ministères sociaux (Drees), l'offre a diminué de 10,5 % en dix ans. 20minutes.fr 11 novembre 2024

Quand un participant et porte-parole de Bilderberg analyse la situation de la France.

J-C - Nicolas Baverez : « *J'ai plus peur de nos propres erreurs que des plans de nos ennemis* », soulignait Périclès, au début de la guerre du Péloponnèse. À raison, puisque Athènes et sa démocratie sont mortes de la démagogie, plus encore que de la désastreuse expédition de Sicile, qui scella la victoire de Sparte.

En terminant son article par cet avertissement, monsieur Baverez montre que son contenu était avant tout idéologique, car Athènes n'est pas morte à cause de sa "*démagogie*", mais parce que sa démocratie était basée sur l'esclavage, et que ce mode de production comportait des limites ou ne pouvait pas réaliser de miracle, pas davantage le capitalisme, du reste.

Il témoigne de l'impuissance pour son camp de faire accepter à tous les peuples le triste sort qu'il leur a réservé, autrement dit, non seulement ils n'ont pas remporté la lutte des classes, ils vont la perdre.

Comme chaque fois en pareille occasion, qu'ils doivent se livrer à ce genre d'exercice pour justifier leur orientation politique ou les mesures antisociales qu'ils souhaiteraient nous imposer, cela va de soi. Au passage, il fournit ou rappelle un ensemble de données intéressantes sur la situation, qui seront autant d'arguments pour mener notre combat politique. Son interprétation oscille ou mêle constat et propagande, vérités et contrevérités, réalité et spéculation, à chacun d'essayer de s'y retrouver ou de tester sa capacité à discerner le vrai du faux...

Il faut avoir à l'esprit, que c'est le clan de l'oligarchie financière anglo-saxonne que représente monsieur Baverez, qui a porté Macron au pouvoir, et qui lui a dicté la politique qu'il applique depuis 2017 (ou même avant sous Hollande). Vous noterez qu'ils l'ont déjà sacrifié ou inscrit au compte des pertes et profits, ce qui devait figurer dans leur contrat ou dans la définition de fonction de leur marionnette. Il prendrait tout sur lui quoiqu'il arriverait, tandis que ses mentors resteraient tapis dans l'ombre et ne seraient nullement mis en cause ou inquiétés.

Le miracle ou la faillite - Le Point 11 novembre 2024

L'édito de Nicolas Baverez. Emmanuel Macron a conduit la France au bord du précipice. Pour redresser le pays, l'impulsion doit venir des Français rassemblés.

En 2024, la France est redevenue l'homme malade de l'Europe. Par son arrogance et son irresponsabilité, Emmanuel Macron a fait exploser le modèle de la décroissance à crédit et les institutions de la Ve République. Avant lui, la France prenait l'eau. Avec lui, elle coule à pic. (Le verdict est radical en apparence, sympathique, les lecteurs le partageront, la potion le sera tout autant, mais là ils vont pleurer ! – J-C)

26e rang pour la richesse par habitant

Naufrage économique. L'économie française est désormais reléguée au 7e rang mondial. La croissance potentielle est nulle du fait de la stagnation de la démographie (taux de fécondité réduit à 1,68 enfant par femme) et de la chute de la productivité de 8,5 % depuis 2019. Les faillites d'entreprises s'envolent et la désindustrialisation se poursuit. Le déficit commercial, juge de paix de la compétitivité, atteint 100 milliards d'euros et les parts de marché se réduisent comme peau de chagrin, à 2,2 % dans le monde et à 12 % dans la zone euro, notre pays étant ravalé au 7e rang des exportateurs, quand l'Italie est arrivée au 4e.

Naufrage social. La France a régressé au 26e rang pour la richesse par habitant, inférieure de 15 % à celle de l'Allemagne et de 50 % à celle des États-Unis. La paupérisation de la population et du territoire s'emballent. Le chômage de masse touche 7,3 % des actifs, quand les autres grands pays développés connaissent le plein-emploi, et 18 % des salariés sont au smic. La pauvreté touche 9 millions de Français, aggravée par une crise du logement sans précédent depuis les années 1950 et par l'effondrement du système de santé et de l'Éducation nationale. Tout cela avec un État-providence qui mobilise 34 % du PIB et qui entretient les maux sociaux qu'il est censé soigner. (L' « État-providence » à abattre. – J-C)

Naufrage financier. Alourdie de 1 000 milliards d'euros depuis 2017, la dette publique, qui culmine à 112 % du PIB, est sortie de tout contrôle pour devenir insoutenable. Placée sous surveillance par les agences de notation, par les marchés et par nos partenaires européens, la France emprunte à des taux plus élevés que l'Espagne, le Portugal et la Grèce.

Naufrage politique. La Ve République a été corrompue par l'hyperprésidentialisation jusqu'à se trouver paralysée à la suite de la dissolution. Elle a donné naissance à une Assemblée Frankenstein, ingouvernable et polarisée à l'extrême, qui constitue à la fois le produit et le symbole du macronisme. (Alors que c'est Baverez et ses amis de Bilderberg qui l'ont fabriqué. – J-C)

Naufrage diplomatique. La politique extérieure de la France acquitte au prix fort les errements et les revirements d'Emmanuel Macron comme l'effondrement de la puissance du pays. Elle a perdu toute crédibilité dans le conflit ukrainien, où a été promu l'envoi de troupes au sol, après avoir vainement dialogué pendant des mois avec Vladimir Poutine, comme au Moyen-Orient, où Israël est désormais accusé de barbarie alors qu'était proposée il y a un an la constitution d'une coalition internationale contre le Hamas. (Quel dommage qu'elle n'ait pas vu le jour ! – J-C) Écarté des négociations sur la recherche de la paix lors du G7, le président français n'a pas été invité par Olaf Scholz ni Giorgia Meloni à préparer le dernier sommet européen, et c'est vers l'Allemagne que Keir Starmer s'est tourné pour relancer la coopération militaire entre le Royaume-Uni et l'Union. (Macron est un loser, il est hors-jeu, normal. – J-C)

Tous les atouts pour se réinventer

Les raisons de cette débâcle ne sont pas à chercher dans la mondialisation, l'Europe, l'Allemagne ou les immigrés, mais dans les erreurs de la France et de ses dirigeants. Ils ont abandonné tout projet collectif pour servir des clientèles et communier dans le malthusianisme. Ils se sont enfermés dans le déni, en refusant de faire la vérité sur la situation du pays et d'engager les changements nécessaires pour s'adapter à la mondialisation, à la montée du péril djihadiste, à la menace des empires autoritaires. (Il reproche à Macron de n'avoir pas disposé des moyens ou des conditions pour appliquer à la lettre leur programme, il faut bien trouver un responsable. – J-C) Notre pays a ainsi perdu la maîtrise de son destin pour dépendre de la Chine pour la fourniture de ses biens essentiels, des États-Unis pour l'énergie, la technologie, la finance et la sécurité, via la réassurance de l'Europe par l'Otan, et de l'Allemagne pour sa dette. Il menace d'emporter dans sa chute la zone euro et l'Union européenne, au grand dam de nos partenaires. (Alors que chaque fois ce sont eux qui poussèrent à la roue, sauf que les résultats ne sont pas ceux qu'ils avaient escomptés. A Macron de l'assumer, pas à eux ! – J-C)

La France se trouve donc à un tournant et doit choisir entre la modernisation et le déclin. Comme en 1958, la situation est à la fois désespérée et porteuse d'espoir. D'abord parce que la crise financière interdit la poursuite de la fuite en avant dans le surendettement public et privé. Ensuite parce que le miracle est à portée de la main si nous cessons d'idolâtrer tout ce qui nous ruine et de condamner

tout ce qui pourrait nous sauver. (Il faut s'attaquer au « *surendettement public* », aux services publics, la vieille rengaine de la réaction. – J-C)

La France dispose de tous les atouts pour se réinventer : des talents remarquables, des universités et des écoles de rang mondial, de l'épargne, une énergie décarbonée avec le nucléaire, des infrastructures de qualité, de grands groupes internationalisés et compétitifs, des armées ayant conservé l'expérience du combat, un patrimoine, un mode de vie et une culture avec peu d'équivalents. Si nous cessons de les saper, le relèvement peut être spectaculaire et rapide, comme le montre le redressement des pays scandinaves et des autres pays d'Europe du Sud. Par ailleurs, le cycle de la mondialisation s'est achevé et laisse la place à une nouvelle ère favorable à l'esprit national français, où la géopolitique prime sur l'économie, l'État reprend la main sur les marchés, la souveraineté et l'impératif de la sécurité ont la prééminence sur l'ouverture des frontières. (Le clan républicain de Rockefeller and Co. n'est pas celui démocrate de Soros... - J-C)

Seul manque l'essentiel, à savoir la stratégie, la méthode et l'état d'esprit. Mais notre histoire est riche de ces moments de retournement où la lumière surgit de la nuit. La priorité absolue doit aller à remettre la France debout. Le rétablissement de sa puissance conditionne en effet la crédibilité de toute initiative diplomatique en Europe comme dans le monde. Aux antipodes du « *en même temps* », qui institutionnalise l'absence de cap et l'impuissance, des choix clairs sont à effectuer autour de quelques enjeux clés : le renouveau démographique ; la relance de la production, de l'investissement et de l'innovation ; la modernisation de l'éducation et de la santé ; la réforme et le désendettement de l'État ; la restauration de la sécurité intérieure et extérieure. (On croirait lire Trump. – J-C)

Regardons en face la situation

L'heure est plus que jamais au rassemblement et à refaire la nation, éclatée en blocs, en communautés et en clans. Notre chance paradoxale est de ne pas disposer de femme ou d'homme providentiels. Le salut de la France ne peut donc venir que des Français. Or ceux-ci, dans leur immense majorité, ne se résignent ni à leur déclassement ni à celui de leur pays. Ils l'ont montré en refusant de confier le pouvoir à l'extrême droite et en assurant la réussite des Jeux olympiques. Il reste possible de les mobiliser au service de la reconstruction de la France, et non pas seulement d'un événement, d'une circonstance ou d'une émotion collective. (Là, il formule un vœu pieux, car ce sont les conditions économiques qui déterminent le comportement des Français en dernière analyse, et comme elles sont vouées à empirer... – J-C)

« *J'ai plus peur de nos propres erreurs que des plans de nos ennemis* », soulignait Périclès, au début de la guerre du Péloponnèse. À raison, puisque Athènes et sa démocratie sont mortes de la démagogie, plus encore que de la désastreuse expédition de Sicile, qui scella la victoire de Sparte. Tirons donc les leçons de nos erreurs. Regardons en face la situation de la France comme celle de l'Europe et du monde du XXI^e siècle. Et jouons à fond l'ultime chance de nous redresser par nous-mêmes, en retrouvant la confiance dans nos atouts et nos valeurs, en conjurant tant la mise sous tutelle par l'Union européenne, la BCE et le FMI que la tentation autoritaire. Le Point 11 novembre 2024

J-C – Il est un tantinet inquiet tout de même, un brin contrarié, c'est un euphémisme, plutôt exaspéré parce que les choses ne se passent pas comme ils l'avaient prévues, on le serait à moins, mais pas désespéré, ce n'est pas dans leur culture.

Vous aurez également noté, qu'il y a une bonne part de démagogie ou d'hypocrisie dans ce qu'il raconte, car ce sont eux qui ont obligé la France à s'aligner sur l'UE, et ce sont eux encore, qui à

défaut de pouvoir appliquer leur politique autrement, recourent à « *la tentation autoritaire* », comme à Hitler ou au nazisme à une autre époque pas si lointaine.

L'enfer de la guerre impérialiste et coloniale ou la barbarie capitaliste à l'œuvre.

Guerre au Proche-Orient : Israël juge que la création d'un Etat palestinien n'est pas une « *position réaliste* » - 20 Minutes/AFP 11 novembre 2024

En un mot ? *Non.* » C'est ainsi que le ministre israélien des Affaires étrangères a répondu à la création d'un Etat palestinien. Vouloir établir un Etat palestinien n'est pas « *aujourd'hui* » un projet « *réaliste* », a estimé ce lundi Gideon Saar, lors d'une conférence de presse à Jérusalem.

« *Un Etat palestinien [...] sera un Etat Hamas* », a jugé Gideon Saar.

Etats-Unis.

Les États-Unis ont frappé des cibles liées à l'Iran en Syrie - BFMTV 12 novembre 2024

Les forces américaines ont mené ce lundi 11 novembre des frappes contre neuf cibles liées à des groupes soutenus par l'Iran en Syrie en réponse aux attaques contre les troupes de Washington dans le pays, a annoncé le Pentagone. BFMTV 12 novembre 2024

Conseil d'administration de la S.A. Made in USA.

Etats-Unis : Donald Trump place Lee Zeldin à l'Agence environnementale pour allier écologie et croissance économique - 20minutes.fr 12 novembre 2024

Le président élu Donald Trump a désigné Lee Zeldin, ancien représentant républicain de New York, comme administrateur de l'Agence de protection de l'environnement (EPA).

Proche de Donald Trump, Lee Zeldin, qui a perdu la course au poste de gouverneur de New York en 2022, a affirmé vouloir réduire les réglementations environnementales qu'il qualifie de « politiques de gauche ». Interrogé par Fox News, il a détaillé ses priorités. « *Dès le premier jour et pendant les cent premiers jours, nous avons la possibilité d'annuler les réglementations qui obligent les entreprises à lutter ou à se délocaliser à l'étranger.* » « *Son désir de garantir un accès à un air et une eau propres est une priorité absolue* », a-t-il conclu. 20minutes.fr 12 novembre 2024

Etats-Unis : Stephen Miller, artisan des politiques migratoires, fait son retour dans l'administration Trump - 20minutes.fr 12 novembre 2024

Stephen Miller, responsable des politiques migratoires du premier mandat de Donald Trump, a été nommé chef adjoint de cabinet. Ce choix souligne la volonté du président élu de réaffirmer une ligne dure sur l'immigration.

En effet, cette nomination intervient peu après la désignation de Tom Homan, ancien directeur de l'Immigration and Customs Enforcement (ICE). Ce dernier sera en charge de superviser les efforts de déportation et jouera un rôle clé dans l'application des promesses de campagne. 20minutes.fr 12 novembre 2024

Etats-Unis : En nommant Elise Stefanik comme ambassadrice à l'ONU, Donald Trump choisit la ligne dure - 20minutes.fr 12 novembre 2024

Elise Stefanik, âgée de 39 ans, est l'une des figures les plus visibles du Parti républicain sous l'ère Trump. Après avoir été élue au Congrès en 2014 en tant que plus jeune femme de l'histoire à l'époque, elle a gagné en notoriété pour son rôle actif dans la défense de Donald Trump pendant les audiences de destitution en 2019.

La nomination d'Elise Stefanik pour ce poste stratégique laisse entrevoir une approche plus offensive vis-à-vis des Nations Unies. Elle a régulièrement critiqué l'organisation internationale, en particulier pour son traitement de la question israélienne. En octobre dernier, elle a affirmé que l'administration Biden devrait envisager une « *réévaluation complète* » du financement américain de l'ONU si l'Autorité palestinienne poursuivait ses efforts visant à révoquer l'adhésion d'Israël. Elle a aussi joué un rôle actif en dénonçant ce qu'elle perçoit comme un antisémitisme latent dans certaines institutions universitaires.

Avec cette annonce, Donald Trump a également fermé la porte à Nikki Haley, l'ancienne gouverneure de Caroline du Sud qui avait occupé le poste d'ambassadrice auprès de l'ONU lors de son premier mandat. Nikki Haley, qui a mené une campagne primaire acharnée contre Donald Trump avant de le soutenir en fin de course, ne sera pas invitée à reprendre ce rôle, selon une déclaration du président élu sur les réseaux sociaux samedi. 20minutes.fr 12 novembre 2024

Russie.

Guerre en Ukraine : La Corée du Nord ratifie l'accord de défense historique avec la Russie - 20minutes.fr/AFP 12 novembre 2024

Conclu au cours d'une rare visite de Vladimir Poutine à Pyongyang, en juin dernier, ce traité entre ces deux pays, bêtes noires des Etats-Unis, prévoit notamment « *une aide militaire immédiate* » réciproque en cas d'attaque contre l'un des deux pays.

L'accord engage également les deux pays à coopérer au niveau international pour s'opposer aux sanctions occidentales et coordonner leurs positions aux Nations unies.

Document.

Pouvoir occulte et gouvernement parallèle. La pointe émergée de l'Etat profond mondial montre le bout de son nez.

Et pendant que le monde a les yeux rivés sur Donald Trump, le mondialisme avance - Réseau International 11 novembre 2024

La majorité des français et aussi des européens ignorent que l'État profond mondial œuvre dans les coulisses. En effet, une direction générale de la mondialisation vient d'être créée au Quai d'Orsay. La volonté de dissoudre notre pays dans le fondu mondialiste anglo-saxon est belle et bien réelle. À la lecture des documents indiqués^{1,2}, nul ne pourra ne le contester. Une armada de technocrates, formée très certainement par le programme «*Young Global Leaders*» créé par Klaus Schwab en 2004³, a délégué de signatures à la place de ministres, pour des actes, arrêtés, et décisions. En effet, une direction générale de la mondialisation a été dûment enregistrée au Journal Officiel le 20 septembre 2024.

Le contenu du document⁴ en entier montre que notre pays est entre les mains de technocrates ayant tous les pouvoirs. Nous retrouvons d'ailleurs les mêmes technocrates aux commandes du Parlement européen. Car, contrairement à une certaine légende urbaine, ce ne sont pas les députés européens qui dirigent Bruxelles en tant que capitale politique, mais bien des commissaires-technocrates aux ordres d'une présidente illégitime à sa tête, Madame Ursula von der Leyen.

Tous les domaines évoqués dans ce document sont sous le contrôle de hauts fonctionnaires d'État. Ils ont le pouvoir de signer tous actes, arrêtés et décisions, à l'exclusion des décrets. Frissons garantis !

Voici la liste des secteurs contrôlés par l'intelligentsia technocratique, présents dans ce document :

Les pays membres du G7, du G20, de l'OCDE, et les sommets internationaux

Le commerce extérieur et la coopération économique

Sous-direction des secteurs stratégiques

Énergies

Normes économiques et lutte contre la corruption

Attractivité et rayonnement économique

Intelligence artificielle, Cybersécurité, Télécommunications, Données numériques.

Développement humain

Environnement et Climat

Gouvernance démocratique. (Comprenne qui pourra !)

Diplomatie féministe et éducation

Culture et médias

Enseignement supérieur et recherche

Coopération et action culturelle

Ordonnancement des dépenses, recettes, engagements et liquidations

Langue française et éducation

Investissement solidaire et durable

Enseignement supérieur

Collectivités territoriales et société civile

Asie-Amériques, coopération. Le document est consultable dans les notes (1) & (2)

À la lumière de ce document, et après quelques recherches, il appert que cette «*direction générale de la mondialisation*» existe aussi en Italie⁵, en Belgique⁶, en Suède⁷, tendant à prouver que l'Europe occidentale est, malheureusement, sous contrôle étroit de cette caste financière internationale à l'idéologie mortifère. Bienvenue dans un état fédéral européen dictatorial, gangrené par les technocrates, avec pour résultat une paupérisation galopante et une inflation démesurée. L'UE compte plus de 100 millions de pauvres en 2024 !

<https://brigittebouzonnie.substack.com/p/100-millions-de-pauvres-dans-lunion>

Notes :

1- <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT>

2- <https://www.legifrance.gouv.fr/download/pdf>

3- https://fr.wikipedia.org/wiki/Young_Global_Leaders

4- Légifrance :

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX MINISTÈRE DE L'EUROPE ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Décision du 20 septembre 2024 portant délégation de signature (direction générale de la mondialisation)

NOR : EAEM2424867S

Le directeur général de la mondialisation,

Vu le décret n o 2005-850 du 27 juillet 2005 modifié relatif aux délégations de signature des membres du Gouvernement, notamment son article 3 ;

Vu le décret n o 2012-1511 du 28 décembre 2012 modifié portant organisation de l'administration centrale du ministère des affaires étrangères ;

Vu l'arrêté du 28 décembre 2012 modifié relatif à l'organisation de l'administration centrale du ministère des affaires étrangères,

Art. 1 er. – Décide : Délégation est donnée à M. Paola DEBRIL-LOISEAU, secrétaire des affaires étrangères principale, et à Mme Inès SARAGOSA, cadre contractuelle, chargées de mission du directeur général de la mondialisation, à l'effet de signer, au nom du ministre des affaires étrangères, les bons de commande et les factures relatives aux réceptions organisées à la demande des services de la direction générale.

Délégation est donnée à M. Raphaël NOIRAY, secrétaire des affaires étrangères, chef de la mission «G7/G20, OCDE, sommets internationaux», et à M. Maxime ROTH, secrétaire des affaires étrangères, adjoint au chef de la mission «G7/G20, OCDE, sommets internationaux», à l'effet de signer, au nom du ministre des affaires étrangères, tous actes, arrêtés et décisions, à l'exclusion des décrets, dans la limite des attributions de la mission

Art. 2. – «G7/G20, OCDE, sommets internationaux». Délégation est donnée à Mme Fany ROBIN, cadre contractuelle, adjointe à la sous-directrice du commerce extérieur et de la coopération économique, à l'effet de signer, au nom du ministre des affaires étrangères, tous actes, arrêtés et décisions, à l'exclusion des décrets, dans la limite des attributions de la sous- direction du commerce extérieur et de la coopération économique.

Délégation est donnée à M. Maël LE BAIL, cadre contractuel, chef du pôle énergies de la sous-direction des secteurs stratégiques, à l'effet de signer, au nom du ministre des affaires étrangères, tous actes, arrêtés, décisions, à l'exclusion des décrets, dans la limite des attributions de la sous-direction des secteurs stratégiques.

Délégation est donnée à Mme Coline MECHINAUD-DESMEDT, cadre contractuelle, adjointe au sous-directeur des sanctions, des normes économiques et de la lutte contre la corruption, à l'effet de signer, au nom du ministre des affaires étrangères, tous actes, arrêtés, décisions, à l'exclusion des décrets, dans la limite des attributions de la sous-direction des sanctions, des normes économiques et de la lutte contre la corruption.

Délégation est donnée à M. Didier JEAN, cadre contractuel, chef de la mission de l'attractivité et du rayonnement économique, et à M. Romain GUILLARD, cadre contractuel, adjoint au chef de la mission de l'attractivité et du rayonnement économique, à l'effet de signer, au nom du ministre des affaires étrangères, tous actes, arrêtés et décisions, à l'exclusion des décrets, dans la limite des attributions de la mission de l'attractivité et du rayonnement économique.

Délégation est donnée à M. Rami ABI AKL, ingénieur en chef des mines, chef de la mission du numérique et de l'intelligence artificielle, à l'effet de signer, au nom du ministre des affaires étrangères, tous actes, arrêtés et décisions, à l'exclusion des décrets, dans la limite des attributions de la mission du numérique et de l'intelligence artificielle. La mission soutient l'internationalisation des entreprises françaises dans les différentes filières numériques jugées stratégiques, comme les technologies quantiques, l'intelligence artificielle, la cybersécurité, les télécommunications, ainsi que l'acquisition, le traitement et la gestion des flux de données numériques. En coordination avec les autres administrations concernées, elle définit et met en œuvre les mesures d'attractivité pour les

entreprises et talents étrangers ou expatriés sur les technologies critiques concernées. En outre, la mission contribue à renforcer la présence et l'activité de la France au sein des instances multilatérales dans les domaines de sa compétence, en particulier au sein de l'OCDE, de l'Union internationale des télécommunications (UIT) et des organismes normatifs européens et internationaux.

Art. 3. – Délégation est donnée à Mme Louise BURDLOFF, secrétaire des affaires étrangères, adjointe à la sous-directrice du développement humain, à l'effet de signer, au nom du ministre des affaires étrangères, tous actes, arrêtés et décisions, à l'exclusion des décrets, dans la limite des attributions de la sous-direction du développement humain.

Délégation est donnée à Mme Marine COLLIGNON, cadre contractuelle, adjointe au sous-directeur de l'environnement et du climat, à l'effet de signer, au nom du ministre des affaires étrangères, tous actes, arrêtés et décisions, à l'exclusion des décrets, dans la limite des attributions de la sous-direction de l'environnement et du climat.

Délégation est donnée à Mme Clémence WEULERSSE, administratrice de l'Etat du premier grade, chef de mission de la gouvernance démocratique, et à Mme Cécile FROBERT, secrétaire des affaires étrangères, adjointe à la chef de mission de la gouvernance démocratique, à l'effet de signer, au nom du ministre des affaires étrangères, tous actes, arrêtés et décisions, à l'exclusion des décrets, dans la limite des attributions de la mission de la gouvernance démocratique.

Délégation est donnée à Mme Marie SOULIÉ, cadre contractuelle, chef de mission de la diplomatie féministe et de l'éducation, à l'effet de signer, au nom du ministre des affaires étrangères, tous actes, arrêtés et décisions, à l'exclusion des décrets, dans la limite des attributions de la mission de la diplomatie féministe et de l'éducation.

Art. 4. – Délégation est donnée à M. Aurélien CHANQUIN TORRES, administrateur de l'Etat du premier grade, adjoint à la sous-directrice de la culture et des médias, à l'effet de signer, au nom du ministre des affaires étrangères, tous actes, arrêtés et décisions, à l'exclusion des décrets, dans la limite des attributions de la sous-direction de la culture et des médias.

Délégation est donnée à M. Mathieu PERROT, secrétaire des affaires étrangères principal, adjoint au sous-directeur de l'enseignement supérieur et de la recherche, à l'effet de signer, au nom du ministre des affaires étrangères, tous actes, arrêtés et décisions, à l'exclusion des décrets, dans la limite des attributions de la sous-direction de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Délégation est donnée à M. Léo LAPORTE, secrétaire des affaires étrangères, adjoint au sous-directeur du réseau de coopération et d'action culturelle, à M. Charles LE FRIEC, cadre contractuel, chef de pôle de synthèse administrative et financière de la sous-direction du réseau de coopération et d'action culturelle, et à M. Yannick LE ROUX, cadre contractuel, chef de pôle Asie et Amériques de la sous-direction du réseau de coopération et d'action culturelle, à l'effet de signer, au nom du ministre des affaires étrangères, tous actes, arrêtés et décisions, à l'exclusion des décrets, dans la limite des attributions de la sous-direction du réseau de coopération et d'action culturelle.

Délégation est donnée à Mme Catherine CHAUVEAU-SOCHNIKOV, secrétaire de chancellerie, gestionnaire au pôle de synthèse administrative et financière de la sous-direction du réseau de coopération et d'action culturelle, à l'effet de signer, au nom du ministre des affaires étrangères, toutes pièces justificatives relatives aux dépenses et aux opérations de régularisation, notamment tous documents comptables relatifs à l'engagement, à la liquidation et à l'ordonnancement de la

dépense et tous ordres de recettes, dans la limite des attributions de la sous-direction du réseau de coopération et d'action culturelle.

Délégation est donnée à Mme Juliette SALABERT, cadre contractuelle, adjointe à la sous-directrice de la langue française et de l'éducation, à l'effet de signer, au nom du ministre des affaires étrangères, tous actes, arrêtés et décisions, à l'exclusion des décrets, dans la limite des attributions de la sous-direction de la langue française et de l'éducation.

Art. 5. – Délégation est donnée à Mme Sabrina AUBERT, secrétaire des affaires étrangères principale, adjointe à la sous-directrice du développement et de l'investissement solidaire et durable, à l'effet de signer, au nom du ministre des affaires étrangères, tous actes, arrêtés et décisions, à l'exclusion des décrets, dans la limite des attributions de la sous-direction du développement et de l'investissement solidaire et durable.

Délégation est donnée à M. Jean-Philippe POURTIER, cadre contractuel, adjoint au sous-directeur des moyens et des opérateurs, à M. Yvan SERGEFF, secrétaire des affaires étrangères, chef de pôle de la gestion des dépenses de la sous-direction des moyens et des opérateurs, et à Mme Anaïs PAUL-VENTURINE, cadre contractuelle, chef de pôle évaluation et performance, à l'effet de signer, au nom du ministre des affaires étrangères, tous actes, arrêtés et décisions, à l'exclusion des décrets, dans la limite des attributions de la sous-direction des moyens et des opérateurs.

Délégation est donnée à M. Pierre-Jean GUYOMARD, secrétaire de chancellerie, et à M. Charles OTAM, agent contractuel, chefs de pôle adjoints de la gestion des dépenses de la sous-direction des moyens et des opérateurs, à l'effet de signer, au nom du ministre des affaires étrangères, toutes pièces justificatives relatives aux dépenses et aux opérations de régularisation, notamment tous documents comptables relatifs à l'engagement, à la liquidation et à l'ordonnancement de la dépense et tous ordres de recettes, dans la limite des attributions de la sous-direction des moyens et des opérateurs.

Art. 6. – Délégation est donnée à M. Frédéric CHOLÉ, administrateur de l'Etat du premier grade, délégué pour les collectivités territoriales et la société civile, à M. Denis BARBET, administrateur de l'Etat du deuxième grade, et à M. Jean-Marc POMMERAY, secrétaire des affaires étrangères principal, délégués adjoints pour les collectivités territoriales et la société civile, à l'effet de signer, au nom du ministre des affaires étrangères, tous actes, arrêtés et décisions, à l'exclusion des décrets, dans la limite des attributions de la délégation pour les collectivités territoriales et la société civile.

Art 7. – La présente décision sera publiée au Journal officiel de la République française Fait le 20 septembre 2024. Texte 14 sur 87 A. LECHEVALLIER

<https://reseauinternational.net/et-pendant-que-le-monde-a-les-yeux-rives-sur-donald-trump-le-mondialisme-avance-2/>

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 13 novembre 2024

Confirmation. Les pays de l'OTAN sont compatibles avec le nazisme.

ONU : l'Occident vote contre la résolution russe contre la glorification du nazisme soutenue par 116 pays du Sud global - RT 12 nov. 2024

54 pays, principalement occidentaux, ont rejeté lors d'un vote à l'ONU une résolution initiée par la Russie, sur la lutte contre la glorification du nazisme. Le texte a été soutenu par les États du Sud global.

116 pays ont voté en faveur de la résolution russe visant à lutter «*contre la glorification du nazisme, du néonazisme et d'autres pratiques qui contribuent à alimenter les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée*», lors d'une séance plénière de l'Assemblée générale de l'ONU tenue le 11 novembre.

Le texte a été adopté, après amendement, par 116 voix pour, 54 voix contre et 11 abstentions, précise un compte rendu publié sur le site de l'ONU, soulignant que la résolution n'avait pas obtenu les voix des pays occidentaux. Parmi ces pays ayant rejetés cette résolution contre la glorification du nazisme figure notamment l'Allemagne. RT 12 nov. 2024

J-C – Et la France évidemment.

Hymne et gloire au sionisme nazi. Israël a déjà gagné le match, le massacre à Gaza et au Liban, en Syrie, en Irak, en Iran, au Yémen, peut continuer.

Emmanuel Macron, ainsi que le ministre de l'Intérieur Bruno Retailleau et l'ex-président de la République François Hollande assisteront à cette rencontre, le président du Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif), Yonathan Arfi se réjouit de leur présence, "*c'est important, parce que cette présence du chef de l'Etat, de beaucoup de personnalités de premier plan, c'est un signe d'affirmation républicaine face à l'antisémitisme.*"

4 000 policiers seront mobilisés dont certains à l'intérieur du Stade de France, ainsi que 1 600 agents de sécurité.

Ce dispositif sécuritaire est d'autant plus important que les 80 000 places du Stade de France ne seront pas toutes occupées, puisque seulement 20 000 personnes sont attendues jeudi, selon la Fédération française de football (FFF), qui a précisé que la billetterie était encore ouverte.

Les autorités ont interdit les drapeaux palestiniens, seuls les drapeaux français et israéliens seront acceptés. FranceInfo 11 et 12 novembre 2024

Commentaires d'internautes.

J-C - J'ai noté qu'en dehors de trolls ou d'agents embauchés par France Info, très peu de commentaires favorables à l'Etat génocidaire, je les ai tous lus par acquis de conscience dans 2 articles.

1- C'est étonnant le nombre de commentaires évoquant la provocation des supporters israéliens précédent les violences, qui disparaissent tandis que la journée avance.

2- A l'exception des matchs des bleus en coupe du monde ou pour l'Euro, il me semble que ni le président de la République ni le premier ministre n'ont jamais assisté à un match de l'équipe de France.

Israël est vraiment un pays exceptionnel, à plus d'un titre, et au sens original du mot, "*qui fait exception*".

3- Si La France gagne, est-ce que ça fait automatiquement de nous un pays antisémite?

4- Le match de la honte.

Et en plus avec la représentation de l'état français dans les tribunes.

Un message politique d'une violence inouïe pour les palestiniens et notre peuple ami, le Liban.

5- Eh bien, ils sont tous aux ordres... les dirigeants français font du zèle pour venir se montrer à ce match honteux. (Qu'en serait-il si c'était l'équipe de Palestine?)

6- 1 policier pour 5 supporters ?

La police n'a rien d'autre à faire ?

7- 4000 policiers pour un match de foot....devant 20 000 spectateurs. On marche sur la tête en France. Il faut, je ne sais combien de morts pour envoyer 50 policiers dans des zones difficiles après des mois d'hésitation et de négociation.

8- Et voilà, comment on a transformé un match de foot en meeting pro-israélien.

9- Evidemment, la chaîne de télévision qui retransmet ce match (chaîne privée) va couper les sifflets du public envers Macron et Barnier.

Et après, on nous ressortira que les médias sont de gêôôche.

10- Mais quel est le message ? Soutien à Netanyahu ? Ou soutien aux supporters ultras hooligans d'une équipe de foot ?

11- Un match de football ? Non, une vitrine politique...

Macron, Barnier, Sarkozy, probablement Braun-Pivet, peut-être Larcher...

Cette mascarade à la solde du "soldat" Netanyahu et sa politique guerrière...

Un cessez-le-feu immédiat réduirait rapidement cette opposition au régime israélien et permettrait au peuple juif de retrouver une sécurité et une sérénité au quotidien.

A qui profite cette confusion entre antisémitisme, sionisme et refus de la politique guerrière et expansionniste d'Israël ?

12- *"Derrière l'organisation d'un gala à Paris, une association extrémiste qui équipe l'armée israélienne*

La présidente d'Israel is forever récolte des centaines de milliers d'euros pour les forces armées israéliennes et voudrait recoloniser Gaza. Elle a invité à son gala, qui se tient mercredi soir, le ministre israélien d'extrême droite Bezalel Smotrich, « suprémaciste juif » revendiqué."

13- Et oui la France, un pays d'accueil pour l'extrême droite israélienne, dans un pays normal, ce gala serait interdit...

Si c'est « un cadeau de Dieu », on l'acceptera volontiers quitte à enfreindre nos principes !

COP29 : L'Azerbaïdjan défend le pétrole et le gaz, « un cadeau de Dieu » - 20minutes.fr 12 novembre 2024

« *Un cadeau de Dieu* ». Voici comment l'hôte de la conférence annuelle de l'ONU sur le climat, le président azerbaïdjanais Ilham Aliev, a qualifié le pétrole et le gaz, dont le pays est un grand producteur. Le dirigeant a défendu mardi le droit des pays à exploiter leur pétrole en ouverture d'un sommet de dirigeants mondiaux marqué par l'absence des plus grandes puissances.

« *Toute ressource naturelle, pétrole, gaz, vent, solaire, or, argent, cuivre : ce sont des ressources naturelles et on ne doit pas reprocher aux pays d'en avoir et de les fournir aux marchés, car les marchés en ont besoin* », a dit Ilham Aliev. Les « *médias fake news* » des États-Unis, « *premier producteur mondial* » d'énergies fossiles, « *feraient mieux de se regarder dans le miroir* ».

J-C – On ne pouvait pas dire mieux.

Sur la situation politique et sociale en France.

Et qui sont les grands gagnants du Casino ? Les vases communicants.

Qui sont les patrons du CAC 40 les mieux rémunérés ? - 20 Minutes/AFP 12 novembre 2024

La rémunération fixe moyenne des dirigeants a atteint des records historiques au sein du CAC 40 comme du SBF 120, indique le cabinet Proxinvest.

Bernard Charlès, directeur général de Dassault Systèmes, figure en haut du podium des dirigeants les mieux payés en 2023 (46,8 millions d'euros), toujours selon Proxinvest. Il est suivi de Ilham Kadri, de Solvay (23 millions d'euros), et de Carlos Tavares chez Stellantis, avec une rémunération totale de 17,8 millions d'euros.

Côté SBF 120, l'indice élargi qui regroupe les 120 plus grosses entreprises cotées à Paris y compris celle du CAC 40, la rémunération moyenne des présidents exécutifs a atteint 4,3 millions d'euros en 2023, soit une hausse de 2 % par rapport à 2022. La progression grimpe à 17 % par rapport à 2019.

Le régime en place antidémocratique dispose toujours d'un socle solide

Sondage : plus d'un Français sur deux mécontents du fonctionnement des institutions au niveau démocratique - RT 12 nov. 2024

Une enquête d'opinion menée par l'institut Ipsos publiée ce 12 novembre fait état du mécontentement d'une majorité de Français concernant le fonctionnement de la démocratie.

Selon une enquête Ipsos 55% des Français seraient mécontents du fonctionnement des institutions de leur pays pour ce qui est de la démocratie. Un chiffre en progression, avec près de trois Français sur quatre qui estiment que la situation s'est détériorée au cours des dernières années.

Le niveau de mécontentement est en hausse de 4 points en un an, soulignent les auteurs de l'enquête. 74% des sondés estiment même que la démocratie s'est détériorée en France depuis cinq ans.

16% estiment que le gouvernement apporte «des résultats concrets aux citoyens».

Les Français ne boudent cependant pas la case électorale puisque 70% des personnes interrogées pensent qu'ils «peuvent influencer les choses en votant aux élections».

Outre le volet politique et institutionnel, l'étude Ipsos révèle que 57% des sondés en France estiment que l'économie fonctionne avant tout au profit «des riches et des puissants».

J-C – On devrait peut-être en conclure qu'il y aurait 43% de riches en France, qu'en pensez-vous ? Ceci expliquerait cela, non ? Vous voyez ce que je veux dire.

En famille aux chevets des institutions de la Ve République.

J-C - Les voilà qui donnent des leçons à l'extrême droite, de mieux en mieux.

"La béquille du gouvernement" : la gauche reproche au RN son vote contre le budget - BFMTV 13 novembre 2024

J-C - Retailleau n'a-t-il pas autorisé la tenue du gala « *Israël forever* » organisé par des sionistes d'extrême droite soutenant le génocide des Palestiniens qui sont des sémites, autrement dit les pires antisémites qui soient ?

LFI : Mélenchon accuse Retailleau de mettre « *en danger* » les Insoumis en les liant à l'antisémitisme - 20minutes.fr 13 novembre 2024

J-C - Comment peuvent-ils donner des leçons au RN et à Retailleau, quelle en est la signification politique, sinon que LFI et le NFP se contenteraient bien d'un consensus entre eux, chacun restant sagement à sa place... et le régime sera bien gardé.

Au temps des milices et des justiciers.

Amiens : Une brigade spéciale traque les auteurs de dépôts d'ordures sauvages - 20minutes.fr 12 novembre 2024

J-C – Ailleurs ils traquent les crottes de chien, les consommateurs de cannabis et autres drogues, les drapeaux palestiniens, les fraudeurs au RMI, les faux chômeurs, les faux malades, etc. N'en jetez plus la décharge est pleine de ces ordures !

Etats-Unis.

J-C - Trump se dote d'un cabinet d'extrême droite. Et il y en a encore pour semer des illusions sur ses réelles intentions, tel monsieur Meyssan, lire plus loin.

Donald Trump choisit le présentateur de Fox News Pete Hegseth comme ministre de la Défense - BFMTV 13 novembre 2024

Donald Trump a annoncé ce mardi 12 novembre qu'il comptait nommer comme ministre de la Défense Pete Hegseth, un ancien major de l'armée américaine et actuel présentateur sur Fox News, la chaîne préférée des conservateurs aux États-Unis.

Si sa nomination est confirmée par le Sénat, Pete Hegseth prendra à 44 ans la tête des forces armées les plus puissantes de la planète. En tant que membre de la Garde nationale américaine, cet officier d'infanterie a été déployé en Irak et en Afghanistan où il a obtenu deux prestigieuses médailles Bronze star, selon son site officiel.

Il a rejoint Fox News en tant que consultant en 2014 et coanime aujourd'hui l'émission populaire Fox and Friends le week-end. Il est aussi présentateur sur le service de streaming de la chaîne, Fox Nation.

Pete Hegseth est l'auteur de plusieurs essais, dont l'un intitulé *The War on Warriors* qui, selon le communiqué de Donald Trump, "*révèle la trahison par la gauche de nos guerriers et comment nous devons faire revenir nos forces armées à la méritocratie, à la létalité, à la responsabilité et à l'excellence*".

Diplômé des prestigieuses universités de Princeton et Harvard, Pete Hegseth affirme toutefois sur son site qu'il a renvoyé son diplôme à cette dernière: dans son émission, il a critiqué l'université pour ses supposés penchants à gauche. Il vit avec sa femme et ses sept enfants dans le Tennessee, un État conservateur du sud des États-Unis.

La gouverneure du Dakota du Sud Kristi Noem, qui avait révélé avoir tué par balle sa jeune chienne, a été choisie pour piloter le ministère de la Sécurité intérieure. BFMTV 13 novembre 2024

Donald Trump nomme Elon Musk dans son gouvernement comme promis - Le HuffPost 13 novembre 2024

Donald Trump a annoncé ce mardi 12 novembre qu'il comptait nommer l'homme le plus riche de la planète, Elon Musk, à la tête d'un ministère nouvellement créé de l'« *efficacité gouvernementale* ». Il travaillera conjointement avec l'homme d'affaires républicain Vivek Ramaswamy, ancien candidat à la présidentielle 2024.

Il a donné à Musk et Ramaswamy jusqu'au 4 juillet 2026 pour que la première puissance mondiale se dote d'un « *plus petit gouvernement* » qui serait « *un cadeau parfait à l'Amérique pour le 250e anniversaire de la Déclaration d'Indépendance* » du 4 juillet 1776.

Reste à savoir comment ils vont agir. Fervent supporter de Donald Trump depuis son retrait de la course à la présidentielle, Vivek Ramaswamy a notamment affirmé qu'il était en faveur de la suppression du ministère de l'Éducation, du FBI, ou encore de l'agence chargée de la collecte des impôts (IRS, Internal Revenue Service). Il veut aussi couper drastiquement les aides à l'Ukraine, Israël, ou encore Taïwan, précise le New York Times.

Elon Musk s'est de son côté plaint de certaines agences comme la FAA (agence fédérale pour le contrôle aérien), dont les compétences chevauchent parfois celles du département de l'Intérieur, poursuit le quotidien new-yorkais.

Comme le souligne encore le *New York Times*, cette annonce laisse de nombreuses inconnues. Le journal va même jusqu'à questionner le « *sérieux* » de ce nouveau ministère, unique mais potentiellement large en compétences. Le HuffPost 13 novembre 2024

Election américaine 2024 : Trump choisit Mike Huckabee, défenseur de la colonisation, au poste d'ambassadeur en Israël - 20 Minutes/AFP 13 novembre 2024

Donald Trump a annoncé la nomination de Mike Huckabee, ancien gouverneur de l'Arkansas et figure de la droite chrétienne conservatrice, au poste d'ambassadeur des États-Unis en Israël. Cette nomination, qui nécessite encore la confirmation du Sénat, s'inscrit dans la lignée de la politique pro-israélienne adoptée par Donald Trump durant son précédent mandat. Le président élu a salué Mike Huckabee comme un homme « *adoré par le peuple d'Israël* » et engagé pour le retour de la paix au Moyen-Orient.

Mike Huckabee, 69 ans, est un pasteur baptiste reconverti en politique et un fervent défenseur des intérêts israéliens, notamment dans le contexte des colonies en Cisjordanie. En 2015, il avait déclaré

qu'il ne considérait pas ce territoire comme « *occupé* », mais comme une région biblique qu'il appelle « *Judée et Samarie* », terminologie employée par les courants nationalistes israéliens. Lors d'une visite en 2017 dans la colonie de Maale Adumim, il avait affirmé : « *La Cisjordanie occupée, ça n'existe pas. Il y a des communautés, des quartiers, des villes. L'occupation, ça n'existe pas.* »

Le ministre des Affaires étrangères, Gideon Saar, a adressé ses félicitations sur les réseaux sociaux, exprimant l'espoir que Mike Huckabee se sente « *comme chez lui* » à Jérusalem. Le ministre d'extrême droite Bezalel Smotrich a quant à lui souligné que Mike Huckabee est « *un partisan du processus de colonisation* » et s'est dit convaincu qu'il contribuera à renforcer « *la sécurité d'Israël et notre contrôle sur tous ses espaces* ».

Mike Huckabee s'était rendu au kibboutz Kfar Aza en octobre 2023, après l'attaque meurtrière du Hamas contre Israël, pour témoigner son soutien au « *peuple juif* ». Loin d'être une figure modérée, il incarne un positionnement politique aligné avec les projets de la droite israélienne, notamment l'annexion de colonies en Cisjordanie. Israël Gantz, président du Conseil de Yesha, principale organisation représentant les colons, a également salué cette nomination, remerciant Donald Trump pour ce « *bon choix* ». Selon lui, Mike Huckabee est un « *vieil ami des colonies israéliennes* ». 20 Minutes/AFP 13 novembre 2024

Une analyse sur les Etats-Unis commentée.

La réélection de Trump redistribue les cartes - Réseau Voltaire 12 novembre 2024

Nous traversons un des rares moments où les grandes puissances changent toutes en même temps de politique. Attention à ne pas se tromper : ceux qui ratent le train devront attendre le prochain.

La réélection de Donald Trump, malgré la campagne de la quasi-totalité des intellectuels occidentaux contre lui, redistribue les cartes.

J-C - La raison d'être d'un géopoliticien, c'est de décréter que quelque chose d'important que vous ignorez ou qu'il est le seul à connaître va changer la face du monde, donc vous devez l'écouter pour ne pas mourir idiot. Sauf que voilà, ce qu'il raconte était déjà inscrit dans ce que nous étions en train de vivre, à savoir que, lorsqu'une stratégie bute sur un obstacle ou a atteint les limites de ce qu'elle pouvait espérer obtenir, il est temps de la modifier ou de modifier son orientation sans pour autant changer d'objectifs.

Le capitalisme mondial étant en proie à la pire crise de son histoire, à commencer par les pays les plus développés, avec plus généralement les besoins matériels de 8 milliards d'habitants à satisfaire, des pans entiers des classes moyennes voués à la prolétarianisation, des couches supérieures et moyennes de la classe ouvrières destinées à la paupérisation, des couches parmi les plus défavorisées réduites à la misère, il suffirait que toutes ces couches d'exploités se dressent ensemble contre les régimes en place pour qu'ils soient balayer comme fétu de paille par une révolution politique qui n'aurait pas d'autre alternative pour venir à bout des maux qui les accablent que s'attaquer résolument aux fondements du capitalisme, de réaliser une révolution sociale, autrement dit de passer au socialisme, encore faudrait-il qu'un parti les guide au cours de ce processus pour atteindre leurs objectifs et vaincre leurs ennemis.

Voilà résumé rapidement, la menace grandissante à laquelle sont confrontés les sommets du capitalisme, le défi qu'ils doivent relever, afin de préserver leur système économique, les pouvoirs et les privilèges qu'il leur octroie. Bref, de quoi s'agit-il ? De la lutte des classes.

Thierry Meyssan - Les relations internationales changent extrêmement vite sur plusieurs fronts à la fois.

Les deux dernières semaines, nous avons montré que l'Iran avait abandonné son idéal révolutionnaire et s'était éloigné de ses alliés sunnites du Hamas et du Jihad islamique, et même chiites du Hezbollah libanais, d'Hachd al-Chaabi iraquien et d'Ansar Allah yéménite [1]. Ces points sont largement confirmés par la réunion au cours de laquelle Hassan Nasrallah fut assassiné par les FDI « grâce » à des informations iraniennes, les déclarations confuses de l'ayatollah Ali Sistani en Iraq, et les mesures prises pour prévenir l'assassinat d'Abdel Malek al-Houthi au Yémen [2].

J-C - C'est peut-être aller un peu vite en besogne, d'autant plus qu'aucun acteur politique de la région n'a jamais vraiment été anti-américain ou "*révolutionnaire*", tout au plus ils privilégiaient les intérêts de leur propre bourgeoisie.

T.M. - Puis, nous avons montré que les BRICS, au sommet de Kazan, ont affirmé leur attachement au droit international contre « *l'ordre fondé sur des règles* » des anglo-saxons [3].

J-C - Droit international, qui sert à cautionner toutes les guerres initiées par l'impérialisme américain et ses alliés depuis 1945, y compris la partition-liquidation de la Palestine en 1947. Meyssan se livre à une interprétation métaphysique de l'histoire, par conséquent biaisée, qui consiste à opposer ou exclure des facteurs qui en réalité sont concomitants ou complémentaires. A chaque époque, les relations internationales reposent toujours sur des règles adoptées ou subies par les différents protagonistes en fonction d'un certain nombre de critères économiques et politiques...

T.M. - Cette semaine, la victoire écrasante de Donald Trump aux élections états-uniennes marque le triomphe des jacksoniens sur les démocrates, mais aussi sur les républicains, bien que Trump ait été soutenu par leur parti. Il devrait s'ensuivre que les États-Unis cesseront leurs guerres en Ukraine et au Moyen-Orient au profit d'une guerre commerciale généralisée.

J-C - Pas besoin d'être un fin analyste pour prédire qu'un jour ou l'autre ces guerres prendront fin. Quant à savoir si ce sera prochainement ou plus tard, les discours va-t-en-guerre des premières personnalités recrutées pour former le gouvernement de Trump contredisent Meyssan, on ne voit pas comment elles pourraient se raviser radicalement du jour au lendemain. Meyssan est un supporter de Trump depuis longtemps, il a toujours une oreille bouchée !

T.M. - Sur le continent européen, nous avons assisté au Royaume-Uni à la chute de Rishi Sunak et à son remplacement par un membre de la Commission trilatérale (c'est-à-dire un soutien des intérêts patronaux US), Keir Starmer. Nous nous attendons, en Allemagne, à la chute du chancelier Olaf Scholz et, en France, à celle du Premier ministre Michel Barnier, sans savoir qui les remplacera.

J-C - La crise du capitalisme atteint dorénavant les institutions politiques nationales de chaque Etat qui leur servaient de feuilles de vigne, de caution juridique et légale, à défaut de pouvoir légitimer l'existence d'un système économique basé sur l'exploitation et l'oppression en faillite ou à l'agonie et contre lequel tous les peuples ont commencé à se dresser...

Telle est en gros la véritable signification politique de ces crises politiques et institutionnelles. Ce conseiller politique des puissants n'a d'yeux que pour les classes dominantes, seul l'intéresse par

quel moyen elles pourraient s'en sortir, alors qu'en réalité tout indique qu'elles appartiennent déjà au passé, et que c'est dorénavant au tour des classes exploitées d'écrire (consciemment) leur propre histoire.

T.M. - En Occident, ces événements ont partout le même sens : l'idéologie néo-conservatrice et la religion woke sont condamnées au profit de la défense des nations. Il s'agit d'une révolte des classes moyennes. Celles-ci, qui ne sont pas xénophobes, n'acceptent plus d'être sacrifiées, au nom de la spécialisation du monde imposée par la globalisation anglo-saxonne.

J-C - Voilà qui est pour le moins schématique ou caricatural pour ne pas dire erroné, car les classes moyennes forment le gros des troupes de l'extrême droite portée à la xénophobie et au racisme. Et ce n'est pas à cause "*de la spécialisation du monde*" que des pans entiers des classes moyennes sont sacrifiées, mais parce que des classes moyennes se sont développées sur d'autres continents, aussi nombreuses ou davantage encore, qui plus est, plus dociles et moins exigeantes, habituées à vivre sous des régimes archaïques ou semi-féodaux, voire autoritaires, qui les remplacent avantageusement à tout point de vue. Nous vivons une période charnière, où les Brics sont en train de ravir à l'Occident l'épicentre du capitalisme, ce qui fournit à ce dernier un répit provisoire, avant que les mêmes contradictions inhérentes au capitalisme, déjà parvenues à maturité selon de récentes infos provenant de Chine, n'éclatent à leur tour dans les pays émergents, tandis que la lutte des classe des exploités et des opprimés en Occident a de beaux jours devant elle, car elle finira bien par briser le carcan de l'opportunisme et trouver la voie du socialisme.

T.M. - D'une manière générale, on se dirige, dans les prochaines années, vers l'abandon aussi bien de la volonté impérialiste des Anglo-Saxons que de celle, anti-impérialiste, de l'Iran. Simultanément, on devrait assister à un renforcement du droit international, bien qu'il ne soit pas reconnu par les jacksoniens. Ceux-ci admettent cependant, en matière commerciale, l'importance des signatures. Il est probable que Washington poussera l'Initiative des trois mers en Europe centrale après avoir contraint l'Ukraine à reconnaître sa défaite face à la Russie. Il s'en suivra une montée de la Pologne au détriment de l'Allemagne et un affaiblissement de l'Union européenne. Les États-Unis et les BRICS se rejoindront sur la nécessité de coopérer, mais s'affronteront autour du statut de référence du dollar.

J-C - C'est le nouveau partage du gâteau du marché mondial, qui intéresse monsieur Meyssan, pas ceux qui en seront privés ou qui en seront les victimes, au moins on sait où se situent ses intérêts. Quant à "*l'importance des signatures*", au bas des traités, c'est cela n'est-ce pas ? Ce n'est pas sérieux, ce type raconte n'importe quoi. Il a la mentalité d'un marchand de tapis iranien ou new-yorkais !

T.M. - Ces modifications importantes nous sont encore masquées parce que nous ne comprenons pas la manière dont réfléchissent chacun de ces acteurs. Nous interprétons à tort ce qu'ils disent et ce qu'ils font en fonction de leur place dans l'ancien monde.

J-C - Si on compte sur vous pour nous éclairer, on risque de se cogner la tête contre les murs pendant encore longtemps !

T.M. - Nous sommes particulièrement aveugles vis-à-vis des États-Unis que nous persistons à considérer comme nos maîtres. Nous ne connaissons que la doxa néo-conservatrice et nous imaginons que les États-Unis pensent de cette manière alors qu'ils viennent de s'affranchir de leur férule.

J-C - C'est monsieur météo en somme ! -

T.M. - L'élection, ou plutôt la réélection, de Donald Trump, sa victoire écrasante pour la Maison-Blanche comme pour le Congrès, marque la révolte des classes moyennes US contre les intellectuels occidentaux qui s'étaient tous ligués contre lui.

J-C - Lui et ses semblables passent sous silence l'abstention massive lors des dernières élections américaines, et ils minimisent les voix populaires qui ont été déterminantes dans certains Etats. On a compris quelle classe représente Meyssan. Ce qu'il n'a pas compris, c'est que le plus important pour que se produise un infléchissement de la situation politique, ce n'est pas que les classes moyennes se détournent des élites intellectuelles, mais qu'elles se tournent vers la classe ouvrière, qu'elles en prennent la direction et qu'elle l'entraîne au combat contre le capital, la leçon de la lutte des classes de la fin du XIXe siècle et du début du XXe en Europe et en Russie, qu'ignore Meyssan, ce n'est pas sa tasse de thé. - J-C)

T.M. - Rappelons que Donald Trump, alors qu'il était promoteur immobilier à New York, fut la première personnalité, le 11 septembre 2001 dans l'après-midi, à remettre en cause la version officielle des attentats prétendument islamistes. (Il n'a jamais été plus loin, donc à quoi cela a-t-il servi ? A strictement rien. Un effet d'annonce sans lendemain dont Meyssan est familier. - J-C) Par la suite, il finança, au sein du Tea Party, la contestation de la légitimité du président Barack Obama. (Tea Party financé par les milliardaires libertariens David et Charles Koch, notamment. - J-C) Enfin, il s'empara du Parti républicain malgré la résistance de l'ancien vice-président Dick Cheney (qui était membre du « *gouvernement de continuité* » [continuity government], de ce que Trump a désigné comme « *l'État profond* » [Deep State]). Il fit campagne d'une manière nouvelle en se fondant sur l'observation des réseaux sociaux et en répondant de manière symbolique aux attentes des classes moyennes. Dès son élection et avant même qu'il ne siège à la Maison-Blanche, le Parti démocrate lança une campagne mondiale de diffamation contre lui [4]. Durant tout son mandat, il dut affronter ses propres collaborateurs qui n'hésitèrent pas à lui mentir et à faire le contraire de ce qu'il leur ordonnait, puis à s'en vanter. Cependant, il parvint, seul contre tous, à interrompre la « *guerre sans fin* » au Moyen-Orient et le soutien militaire et financier de la CIA à Al-Qaeda et à Daesh.

J-C - Bref, le Trump, le sauveur suprême [du capitalisme made in USA] est arrivé en s'appuyant sur des clans du parti républicain réputés être à l'extrême droite sur le plan économique ou financier.

T.M. - Au contraire, Joe Biden composa son équipe à partir du personnel du Center for Strategic and international Studies (CSIS), du Center for a New American Security (CNAS), de la Rand Corporation, et de General Dynamics, Raytheon, Northrop Grumman et Lockheed Martin. Il relança les guerres au Moyen-Orient, puis en débuta une nouvelle en Ukraine.

J-C - N'allez pas croire, que les milliardaires du parti républicain, qui soutiennent Trump, ne seraient pas impliqués dans le complexe militaro-industriel ou parmi leurs principaux actionnaires.

T.M. - Nous ignorons si Donald Trump tentera de poursuivre durant son second mandat ce qu'il avait entrepris durant le premier. Il connaît désormais les chausse-trapes de Washington et a composé une équipe dont il était dépourvu la première fois. La seule inconnue est de savoir ce qu'il a dû concéder pour pouvoir vaincre cette fois. Sa politique au Moyen-Orient a consisté à remplacer la guerre par le commerce avec les accords d'Abraham. Elle a été mal comprise car son gendre, Jared Kushner, qui avait été chargé de les mettre en œuvre, est profondément raciste. Il avait aussi transféré l'ambassade des États-Unis de Tel-Aviv à Jérusalem, laissant entendre que celle-ci était la capitale du seul État juif. Durant sa campagne, il a accepté des dons considérables de la veuve de Sheldon Adelson, un soutien inconditionnel des « *sionistes révisionnistes* ». Nul ne sait s'il s'est engagé à soutenir en retour l'État d'Israël ou le projet colonial de Vladimir Jabotinsky.

J-C - Ben voyons ! Ils lui ont versé des dizaines ou des centaines de millions de dollars pour des prunes, là Meyssan prend les lecteurs pour des cons.

T.M. - La victoire de Donald Trump ne mettra pas fin aux affrontements, mais les déplacera du champ de bataille militaire vers celui de l'économie. Attention, pour analyser sa politique, les catégories politiques avec lesquelles nous réfléchissons depuis le XVIII^e siècle s'avéreront inopérantes. Il n'entend pas choisir entre le protectionnisme et le libre-échange, mais entre des secteurs économiques : les produits qu'il défendra avec des droits de douanes parce qu'ils ne seront pas capables de rivaliser avec ceux de ses concurrents, et les produits qui sont capables d'inonder le marché global. Donald Trump n'est pas l'ami de tous les entrepreneurs, bien loin de là. Il s'oppose à ceux qui vivent au crochet de l'État en lui vendant de mauvais produits comme le fait le complexe militaro-industriel états-unien depuis trente ans. Les notions de droite et de gauche, d'interventionniste et d'isolationniste sont toutes aussi obsolètes. Ce qui se joue aujourd'hui est d'une autre nature.

J-C - Ce qui se joue aujourd'hui, c'est la survie du capitalisme à plus ou moins longue échéance, et sachant que chaque jour qui passe nous rapproche de cette échéance, que les tenants du capitalisme ne sont pas disposés à abandonner la partie ou céder leur pouvoir ou leurs places, la lutte de classe des exploités et des opprimés se chargera de régler cette affaire à leur place ou de les envoyer là où elle réside d'ores et déjà : dans la poubelle de la préhistoire de la civilisation humaine, place au socialisme.

Notes :

[1] « *Les enchères israélo-iraniennes masquent la réorganisation des alliances au Moyen-Orient* », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 5 novembre 2024.

[2] "؟ينانبللا مللا بزح رارغ ىلع "مللا راصنأ" فداق لاي تغاب لالت حال حجني له"

2024 ربوتكأ 30، يحي حال فلأ فرشأ - 21 يبرع - "ندع

[3] « À Kazan, l'ordre du monde a basculé », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 29 octobre 2024.

[4] « *Le dispositif Clinton pour discréditer Donald Trump* », par Thierry Meyssan, Al-Watan (Syrie), Réseau Voltaire, 28 février 2017.

Thierry Meyssan

Niger.

Niger : La junte militaire retire l'autorisation d'exercer à l'ONG française Acted - 20 Minutes/AFP 13 novembre 2024

« *L'autorisation d'exercice accordée à l'ONG dénommée "Agence d'Aide à la coopération et au développement - Acted" [...] est retirée* », indique le ministère de l'Intérieur. Cet arrêté signé par le ministre, le général Mohamed Toumba, n'indique aucun motif. Une autre ONG, nigérienne, Action pour le bien-être (APBE) a en outre été visée par la même sanction.

« *Le retrait des agréments de certaines ONG, dont les actions ne s'alignent pas avec les priorités de notre peuple, est un signal fort. Le Niger montre ainsi qu'il est maître de son destin, que l'aide internationale doit respecter notre vision, nos valeurs, et nos besoins* », a-t-il ajouté. Les généraux ont multiplié les prises de position hostiles à l'Occident et à la France en particulier en obtenant notamment le départ des soldats français puis américains déployés dans la lutte contre les djihadistes. L'ambassadeur de France a été expulsé et le centre culturel franco nigérien a cessé de fonctionner en tant qu'établissement binational. Certains médias comme RFI ou France 24 ont été suspendus.

Le Niger continue toutefois de recevoir l'aide d'organisations internationales comme le FMI qui a conclu lundi un accord avec Niamey pour le décaissement de 43 millions de dollars. Et parallèlement il s'est rapproché de nouveaux partenaires qualifiés de « *sincères* », comme l'Iran, la Turquie et la Russie qui a envoyé des instructeurs militaires en avril et en mai. Le Niger s'est également associé dans une confédération, l'Alliance des Etats du Sahel (AES), avec ses deux voisins, le Burkina Faso et le Mali eux aussi gouvernés par des juntes militaires. 20 Minutes/AFP 13 novembre 2024

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 15 novembre 2024

On vous épargnera la énième journée d'action, lâché de ballon, hot dog et Cie.

Les mains sales.

Pendant que l'ONU estime que les méthodes d'Israël « *correspondent aux caractéristiques d'un génocide* » (AFP 14 novembre 2024), à lire plus loin, Macron téléphone à Netanyahu pour le féliciter, et il assiste à un match de foot en soutien à l'Etat sioniste génocidaire.

Quel parti parlementaire a-t-il rompu avec Macron ? Aucun. Quel parti du mouvement ouvrier continue de s'adresser aux partis qui n'ont pas rompu avec Macron ? Tous.

Tout est dans l'ordre des choses.

Victoire : Double zéro mérité !

France 0-0 Israël : Le débrief complet de l'After foot - RMC Sport 15 novembre 2024

Après une première mi-temps pénible pas sauvée par la seconde, les deux équipes se sont séparées sur un triste 0-0 donnant la sensation que ce soir, personne n'est sorti gagnant du stade de France.

Une timide Marseillaise résonne dans un Stade de France qui sonne creux.

Les personnalités politiques se sont déplacées en masse pour « *adresser un message de fraternité et de solidarité* » avec Israël. Aux côtés d'Emmanuel Macron se sont assis ses prédécesseurs François Hollande et Nicolas Sarkozy ; le Premier ministre Michel Barnier, le ministre de l'Intérieur Bruno Retailleau ; le ministre des Sports Gil Avérous, l'ancien Premier ministre Manuel Valls ou encore la présidente de la région Île-de-France Valérie Pécresse.

À peine 13 000 spectateurs étaient attendus au Stade de France, ce jeudi, pour le match entre la France et Israël comptant pour la Ligue des nations. (4 000 policiers et 1 600 agents de sécurité. Donc pratiquement 1 policier ou agent de sécurité pour 2 spectateurs, démentiel ! Que ne feraient-ils pas pour avoir les faveurs de l'Etat des banquiers anglo-saxons-sionistes génocidaires. Aucun autre Etat dans le monde n'aurait le droit à un tel traitement. - J-C)

Pas de revendeur de billets ou d'écharpes ni de stands de hot-dogs... Ce jeudi soir, le long de l'allée du Stade de France, qui relie la gare RER B à l'enceinte de 80 000 places, on ne retrouve que des policiers, gendarmes et CRS. Pour prendre place en tribune, il a fallu présenter sa pièce d'identité quatre fois et subir deux fouilles corporelles. Enfin, les sacs à dos ont été bannis comme les drapeaux palestiniens.

Incapable de marquer contre une équipe qu'ils avaient dominée 4-1 en octobre, les Bleus sont assurés de terminer au moins à la deuxième place de leur groupe, devant la Belgique, battue par l'Italie (1-0). (Ils se sont « couchés » comme ils disent dans la boxe. – J-C)

Des échauffourées en tribune.

Il semblerait que des personnes se revendiquant supporters d'Israël, cagoulées et vêtues de noir, s'en soient pris à des supporters français. Les stadiers sont intervenus.

Une bagarre vient d'éclater dans les tribunes du Stade de France.

Des supporters israéliens semblent lyncher un mec à 10 contre 1.

Seule une grosse centaine de supporters d'Israël a pris place dans les travées du Stade de France. Ils ont entonné des chants qui risquent de faire réagir.

Chant entonné, selon un journaliste sur place, "*Hamas on t'encule*". Quelques slogans « *libérez nos otages* » se sont fait entendre.

Malgré l'interdiction, un spectateur est parvenu à introduire un drapeau de la Palestine dans le Stade de France. Sur X, il a publié une photo de lui brandissant l'étendard, accompagné d'un message.

"Pas une seule mesure de restriction de la liberté d'expression ne peut faire oublier le massacre de civils en cours à Gaza Bruno Retailleau. Même au Stade de France, FreePalestine !"

L'hymne israélien fut davantage sifflé – ce qui est plus rare – et les équipes techniques du Stade de France ont dû monter le son des enceintes jusqu'à saturation pour masquer des sifflets qui ont perduré à chaque fois qu'un joueur israélien touchait la balle. RMC Sport et Le Point 15 novembre 2024

Ce sont bien des cinglés qui nous gouvernent.

En Suède, le gouvernement a bien pris en compte la phobie pour les bananes de cette ministre - Le HuffPost 14 novembre 2024

Le tabloïd suédois Expressen s'est penché ce mercredi 13 novembre sur la peur énorme de la ministre suédoise de l'Égalité entre les femmes et les hommes, Paulina Brandberg, de se trouver à proximité d'une banane. Son angoisse est telle que les fonctionnaires du gouvernement doivent s'assurer que les salles de réunion et les lieux qu'elle visite soient entièrement sécurisés. Donc dépourvus de bananes.

« *C'est une sorte d'allergie, pourrait-on dire* », a expliqué Paulina Brandberg à Expressen, avant d'ajouter : « *c'est quelque chose pour lequel je reçois une aide professionnelle* ». En 2020, sur X, la ministre du Parti populaire libéral avait déjà déclaré être atteinte de la « *phobie la plus folle du monde* », avait repéré Politico.

Le média suédois a consulté des mails envoyés par le personnel de la ministre libérale avant chaque déplacement officiel. « *Paulina Brandberg est très allergique aux bananes, il serait donc souhaitable qu'il n'y ait pas de bananes dans les lieux où elle séjournera* », est-il écrit dans l'un d'eux, destiné à l'Agence judiciaire norvégienne avant un déjeuner. « *Il ne doit y avoir aucune trace de bananes* », a encore réclamé son personnel au président du Parlement, Andreas Norlén.

La bananophobie, « *bien que rarissime, fait partie des phobies alimentaires et peut concerner la texture, l'odeur et le goût* », explique Michel Naudet, psychologue clinicien, auprès de Femme Actuelle.

Les sionistes barbares à Amsterdam. Suite.

J-C – Voilà dorénavant ce qui tourne en boucle dans tous les médias mainstream. Ils l'avaient tu dans un premier temps pour pouvoir débiller leur propagande prisioniste.

AFP – Les fans du Maccabi s'étaient aussi illustrés avant la partie en entonnant des chants anti-arabes et en brûlant un drapeau palestinien sur la place centrale du Dam. AFP 14 novembre 2024

Deux articles sur la Chine.

Les préjugés au sujet de la Chine –Le Saker francophone 22 octobre 2024

Lors d'une récente conférence sur l'investissement à Kuala Lumpur, j'ai rencontré un vieil ami et client de Gavekal. Autour d'un café, nous avons parlé de l'un des changements les plus visibles de ces dernières années en Asie : les voitures chinoises qui sont si rapidement apparues sur les routes du continent. Cela nous a conduit aux commentaires formulés en septembre par le PDG de Ford, Jim Farley. Fraîchement rentré d'une visite en Chine, Farley a déclaré au Wall Street Journal que la croissance du secteur automobile chinois constituait une menace existentielle pour son entreprise et que « *la fabrication selon les normes chinoises allait maintenant être la priorité la plus importante.* »

À tout point de vue, c'est une déclaration bouleversante.

Fabriquer des voitures est compliqué. Pas aussi compliqué que de fabriquer des avions de ligne ou des centrales nucléaires. Mais la fabrication de voitures est toujours la marque d'une économie industrielle avancée. Ainsi, l'idée que la Chine établit soudainement les normes que les autres doivent maintenant s'efforcer de respecter est un changement radical par rapport au monde dans lequel nous vivons il y a à peine cinq ans.

Cela a amené mon ami à se demander comment Farley et d'autres PDG de l'industrie automobile avaient pu s'endormir aussi profondément au volant. Comment la Chine a-t-elle pu si rapidement dépasser les industries établies dans le monde entier sans que tous ces PDG occidentaux très bien payés ne réalisent ce qui se passait ?

Il existe de nombreuses réponses possibles à cette question. Ils vont de l'évidence à l'histoire et à la culture en passant par la variété des hypothèses complotistes. Et ils méritent d'être examinés pour tenter à la fois de comprendre où en est la Chine aujourd'hui et de mettre en évidence les angles morts dont souffrent encore certains investisseurs lorsqu'ils examinent la deuxième économie mondiale et leurs implications pour les marchés.

Pour lire en entier cet article très intéressant :

<https://lesakerfrancophone.fr/les-prejuges-au-sujet-de-la-chine>

Et moa et moa ou dans la caverne d'Alibaba, demandez "*le socialisme à la chinoise*".

Le socialisme à la chinoise est-il marxiste ? par Bruno Guigue.

Ancien élève de l'École normale supérieure et de l'École nationale d'administration, professeur invité à l'École de marxisme, Université normale de la Chine du Sud (Visiting Professor of the School of marxism, South China Normal University)

Il fallait lire, le capitalisme à la chinoise est-il marxiste, devinez la réponse de l'auteur :

<https://reseauinternational.net/le-socialisme-a-la-chinoise-est-il-marxiste/?login=success>

Mon commentaire suite à cet article et au commentaire d'un lecteur naïf enthousiaste.

- "*La Chine a sorti plus de 800 millions de Chinois de la pauvreté*"

C'est marrant, on entend le même refrain à propos de l'Inde, qui, elle aussi, aurait sorti 800 millions d'Indiens de l'extrême pauvreté, mais cette fois grâce au capitalisme, et non au communisme.

Décidément voilà deux systèmes économiques vertueux, c'est magnifique, que demandent les peuples, de quoi se plaignent-ils les ingrats, franchement.

La réalité pourrait être très différente.

On aurait plutôt assisté dans les deux cas à une métamorphose de la pauvreté sous des régimes économiques féodaux, à la pauvreté sous des régimes économiques capitalistes. Laissons de côté ici les types de régime politique en place dans ces deux pays, puisqu'en dernière analyse, ils sont au service du capitalisme mondial.

Ces 1,6 milliard de travailleurs chinois et indiens ont été intégrés à l'économie de marché ou au capitalisme mondial, ils nous ont rejoints en quelque sorte. Vous avez raison, souhaitons-leur la bienvenue au club du salariat de l'exploitation esclavagiste des temps modernes.

Et vive le capitalisme, puisque c'est le seul vainqueur dans cette histoire! Heureusement qu'il en existe une autre, ce sera pour une autre fois... (luttedeclasse.org)

J'ai commencé à rédiger un texte sur ce sujet, je vais essayer de trouver le temps de le terminer.

Santé.

Big Pharma Business. Racket et pillage à 26 500 dollars par an.

J-C – Un revirement qui a un prix exorbitant !

Alzheimer : C'est quoi le Leqembi, ce nouveau traitement approuvé par le régulateur européen ? - 20minutes.fr/AFP 15 novembre 2024

Un immense espoir pour les malades. L'Agence européenne des médicaments (EMA) vient d'approuver ce jeudi un traitement très attendu visant à réduire le déclin cognitif des personnes souffrant de la maladie d'Alzheimer. Après l'avoir initialement bloqué en juillet, l'Ema explique qu'il sera finalement destiné à certains patients.

En juillet, l'EMA s'était prononcée contre la mise sur le marché du Leqembi dans l'UE, estimant que l'effet observé du traitement ne contrebalançait pas le risque d'effets secondaires graves, dont des saignements potentiels dans le cerveau. « *Un réexamen a permis de conclure que les bénéfices l'emportent sur les risques dans une population restreinte de patients* », a finalement tranché l'agence. 20minutes.fr/AFP 15 novembre 2024

J-C - Trouvé sur le Net :

- Combien coûtera Leqembi ? L'assurance maladie le prendra-t-elle en charge ? Eiasi, le fabricant du Leqembi, a fixé son prix catalogue à 26 500 dollars par an.

Le fabricant : Biogen est une entreprise américaine.

Actionnaires : Renaissance Technologies (23,4 %) (2020)

Renaissance Technologies est un hedge fund américain créé en 1982.

Le fenbendazole.

J-C- Le fenbendazole est utilisé contre les parasites gastro-intestinaux. C'est l'équivalent de l'ivermectine parfois difficile à se procurer.

Fenbendazole oral pour la thérapie anticancéreuse chez l'homme et l'animal - Anticancer Research September 2024

<https://ar.iarjournals.org/content/44/9/3725>

Rapport de cas

Rapport de cas : Adénocarcinome du côlon sigmoïde de stade II chez une femme âgée de 64 ans

Rapport de cas : Traitement d'une tumeur desmoïde (fibromatose agressive) chez une femme de 34 ans

Rapport de cas : Cancer du sein métastatique, 83 femmes

Rapport de cas : Cancer épidermoïde de l'œsophage, hommes de 74 ans

<https://www.fenbendazole.org/fr/category/rapports-de-cas/page/2/>

Sur la situation politique et sociale en France.

Le secret de polichinelle.

Budget 2025 : Barnier annonce qu'il devra « probablement » utiliser le 49-3 - 20minutes.fr 15 novembre 2024

En famille avec leur épouvantail.

Procès du RN : Darmanin, Zemmour, Estrosi... Pourquoi des adversaires de Marine Le Pen s'opposent à une inéligibilité - 20minutes.fr 14 novembre 2024

J-C – Ils craignent peut-être aussi que cela leur arrive un jour...

Collaboration de classes. C'est à ces ordures que je dois ma retraite misérable de 400 euros.

Plusieurs syndicats s'entendent avec le patronat sur de nouvelles règles sur l'assurance chômage et l'emploi des seniors - francetvinfo.fr/AFP 15 novembre 2024

Trois accords d'un coup. Le patronat et plusieurs syndicats sont parvenus à s'entendre sur de nouvelles règles sur l'assurance chômage et sur des mesures pour favoriser l'emploi des seniors, jeudi 14 novembre, avec en bonus un troisième accord sur le dialogue social.

Parmi les syndicats, qui doivent désormais soumettre ces accords à leurs instances, la CFDT et la CFTC ont exprimé un avis favorable aux trois textes. La CGT s'est montrée nettement plus réticente, déplorant un accord "dur" sur l'assurance chômage et l'absence de "gros gains" pour les salariés sur l'emploi des seniors. La CFE-CGC, qui avait déjà indiqué qu'elle ne signerait pas l'accord sur l'assurance chômage, a indiqué être favorable aux deux autres textes. FO réserve encore son appréciation sur les trois volets.

La CFDT et la CFTC signent des deux pieds, la CGT est "réticente" mais ne dit pas franchement non, la CFE-CGC signera et ne signera pas, et enfin FO attend de voir quelles positions définitives auront adopté les autres syndicats pour se positionner à son tour dans ce jeu de rôles, où les seuls perdants seront les chômeurs et les vieux travailleurs. Vous appelez cela des syndicats, patronaux, oui !

L'engrenage des inégalités sociales est cruel pour jeunes les plus pauvres.

Les trois quarts des jeunes ont déjà renoncé à un emploi ou une formation à cause de problèmes liés à la mobilité, selon le baromètre Apprentis d'Auteuil - francetvinfo.fr 14 novembre 2024

Plus de trois jeunes sur quatre (76%) ont déjà renoncé à un emploi ou une formation en raison de difficultés de mobilité, indique jeudi 14 novembre le 5e baromètre Apprentis d'Auteuil que franceinfo révèle. Le baromètre intitulé "*La mobilité, frein à l'insertion sociale et professionnelle des 18-25 ans*" précise que la majorité des jeunes concernés "*ont dû abandonner au moins une opportunité parce qu'ils n'avaient aucune solution de transport accessible et compatible avec leurs horaires (61%), parce qu'ils n'avaient pas de moyen de transport personnel (56%) ou encore en raison du coût des transports comme le prix de l'essence (54%) ou celui des transports en commun (43%)*".

Pour les adolescents éloignés du monde du travail, qui ont arrêté l'école tôt, qui n'ont pas d'emploi et qui ne suivent pas de formation, la problématique est encore plus aiguë : huit sur dix ont renoncé à une opportunité par manque de solutions pour s'y rendre, ce qui renforce leur exclusion professionnelle et sociale.

Enfin, deux jeunes sur trois (66%) ont déjà rencontré des problèmes pendant leurs études (examen raté, renvoi, etc.) ou leur travail (rendez-vous client non honoré, avertissement, licenciement, etc.) en raison de difficultés de mobilité (indisponibilité des transports, retards ou absences répétés...). francetvinfo.fr 14 novembre 2024

J-C - Cela a toujours été la hantise des pauvres, le coût du transport pour aller à l'école ou aller travailler. On essaie de trouver une école ou un boulot proche de chez soi, mais ce n'est pas toujours possible, on ne choisit pas, on ne choisit rien dans cette société injuste et oppressive.

Quand mes parents déménagèrent en banlieue en 1967, j'avais 12 ans, j'étais scolarisé dans le 9e arrondissement de Paris, à 20 ou 30 minutes à pied de chez nous. Je partais de la maison à 8h et je n'étais jamais en retard. A 8h30 pile, le directeur fermait la porte de l'école, gare aux retardataires, ils seraient systématiquement consignés le jeudi suivant, et parfois ils se faisaient tirer les oreilles en prime ! De Rueil, il allait me falloir environ 1h30 pour me rendre à l'école, c'est depuis cette date que mes oreilles ont rallongé ! Je devais me lever à 6h15 pour partir à 7 heures. 5 bonnes minutes de marche pour aller à l'arrêt du bus, 30 minutes pour atteindre la gare de Puteaux, rajoutez 10 minutes si le premier bus ne s'arrêtait pas parce qu'il était plein, 30 minutes encore pour arriver à la gare Saint-Lazare, un omnibus qui faisait des arrêts à rallonge à chaque station, j'enrageais, puis encore 10 minutes pour atteindre l'école. Le soir, c'était pire, le bus était souvent bondé, plusieurs passaient sans s'arrêter ou quand il s'arrêtait il ne prenait que quelques passagers. Du coup, quand je descendais du train, je descendais l'escalier à fond de train jusqu'à l'arrêt de bus pour être parmi les premiers dans la file d'attente, je n'arrivais pas à la maison avant 19 ou 19h30, j'étais parti 12 heures plus tôt, bonjour la fatigue et la faim aussi.

Souvent le bus et le train étaient pleins à craquer, je faisais tout le voyage debout, arrivé à l'école j'étais déjà crevé. Quand il pleuvait et l'hiver c'était pire, j'arrivais complètement trempé et les pieds gelés, parce que j'avais des chaussures de mauvaises qualités et les semelles percées, tous les ans je tombais plusieurs fois malade. Et le plus fort, c'est qu'il y avait une école publique au bout de ma rue, mais mes parents idiots et bourrés d'idées reçues s'étaient mis en tête, que les profs étaient des "cocos" et ils ne voulaient pas que je reçoive une mauvaise éducation, ils préférèrent m'envoyer dans des écoles privées catholiques qui leur coûtaient les yeux de la tête, alors qu'on était très pauvre, au détriment de notre alimentation et de notre bien-être, bref, ils eurent tout faux à mon grand désespoir !

Quand plus tard j'allai travailler, ce fut la même galère, à ceci près qu'il n'y avait pas encore un chômage de masse. Alors, je prenais de préférence un boulot proche de chez moi, disons à 30 minutes en vélo en pédalant bien. Il m'arriva d'avoir une mobylette, mais je n'avais pas d'argent pour acheter de l'essence ! A cette époque on montait souvent dans le bus, le métro et le train sans payer, on se faisait rarement gauler, et comme on était jeune, les contrôleurs étaient compréhensifs ou bienveillants, aujourd'hui pour les jeunes c'est beaucoup plus difficile. Il m'arriva d'aller bosser de l'autre côté de Paris ou de me taper 2 heures matin et soir pour un salaire de misère souvent le ventre plutôt vide que plein. Ce sont des trucs qu'on n'invente pas, qu'on n'oubliera jamais.

Quand la Russie adopte une loi en faveur des enfants, un scandale liberticide hurle les wokistes occidentaux.

Russie : La Douma interdit les adoptions d'enfants russes dans les pays où le changement de sexe est autorisé - RT 12 novembre 2024

Lors d'une session plénière ce 12 novembre, la Douma a adopté un projet de loi qui interdirait l'adoption d'enfants russes par des citoyens d'États où la procédure de changement de sexe est autorisée. Le texte avait été présenté par des députés en juillet adopté le 25 septembre en première lecture.

«Il est extrêmement important d'exclure toute atteinte à la possibilité de changer de sexe par quelque moyen que ce soit lors d'une adoption à l'étranger», a déclaré sur sa chaîne Telegram le président de la Douma, Viatcheslav Volodine, défendant une mesure qui vise à protéger les enfants des «dangers potentiels». *«Depuis 1993, les étrangers ont adopté 102 403 enfants russes»,* a-t-il notamment souligné.

«Cette initiative législative consiste à refuser l'adoption ou la tutelle d'enfants russes aux citoyens des pays suivants : Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Grande-Bretagne, Canada, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, Islande, Italie, Norvège, Suisse et autres pays où le changement de sexe est autorisé soit par intervention médicale, soit par modification des documents d'identité», avait précisé Volodine, le 13 juillet, annonçant le début de l'examen de ce texte.

En Russie, l'adoption d'enfants russes par des citoyens américains est déjà interdite depuis janvier 2013, après l'entrée en vigueur de la loi Dima Iakovlev.

Cette interdiction a été introduite après plusieurs décès très médiatisés d'orphelins russes (Ivan Skorobogatov et Dmitri Iakovlev) adoptés par des Américains. Dans son message, Viatcheslav Volodine a noté qu'«*au fil des ans, le nombre d'enfants adoptés à l'étranger a diminué à plusieurs reprises*». RT 12 novembre 2024

Quand la "gauche" cautionne le mariage des enfants.

"Protéger les petites filles et les adolescentes": la Colombie adopte une loi interdisant le mariage des enfants - BFMTV 14 novembre 2024

Le Parlement colombien a adopté ce mercredi 13 novembre une loi interdisant le mariage de mineurs de moins de 18 ans, dans l'un des pays d'Amérique du Sud jusqu'à présent les plus laxistes en la matière. *"L'assemblée plénière approuve le projet de loi, nous sommes tous heureux"*, s'est exclamé le président du Sénat, Efraín Cepeda, membre du Parti conservateur, à l'issue du vote.

Pour entrer en vigueur, la loi doit cependant encore être promulguée par le président de gauche Gustavo Petro qui, lorsqu'il était au Parlement, avait rejeté une initiative similaire.

La Colombie autorise actuellement les mariages à partir de l'âge de 14 ans, sous réserve du consentement des parents de la personne mineure. Dans le reste de l'Amérique du Sud, l'âge minimum pour se marier se situe entre 16 et 18 ans. L'Argentine autorise le mariage dès l'âge de 14 ans avec l'approbation d'un juge.

Selon les chiffres officiels, 114 mariages impliquant des mineurs ont été célébrés en Colombie en 2023. BFMTV 14 novembre 2024

En complément. Comment l'Empire protège les pédophiles.

Au pays de Walt Disney, comme ils aiment les petites filles.

En 2023, la majorité des États américains n'ont toujours pas interdit le mariage d'enfants - slate.fr 27 novembre 2023

«Dans 90% des cas, ce sont des victimes d'abus sexuels, poussées par leurs parents, leur communauté religieuse ou leur milieu social à une union qu'elles ne désirent pas.»

«En moins de vingt ans, de 2000 à 2018, 300.000 enfants ont été mariés, essentiellement des jeunes filles de parfois 10 ans à peine. Bien que peu connues des Américains, ces unions sont tout à fait légales dans 40 des 50 États du pays. Et dans cinq d'entre eux, elles se font sans aucune limite d'âge»

«Souvent, en vingt-quatre heures, une jeune fille, parfois de 15 ou 16 ans, peut se retrouver mariée de force à un homme de 50 ans, ou même de 80»

«Il suffit que le couple se rende au bureau d'état civil. Il remplit des papiers, signe et ressort légalement marié dix minutes plus tard». slate.fr 27 novembre 2023

J-C - Personnellement, ma première épouse a 66 ans, ma seconde épouse également, quant à ma compagne actuelle, elle a 52 ou 53 ans, elle n'a pas de bulletin de naissance, on a comparé avec l'âge de ses frères et sœurs pour établir cette date.

En Inde, on m'avait proposé des jeunes filles mineures très jolies, plus jeunes que ma fille, car ici c'est toléré ou normal. Ma compagne a été mariée à l'âge de 12 ans, ses sœurs aussi, sa mère aussi, la mère de mon épouse indienne aussi, donc on peut dire que c'était encore fréquent il n'y a pas si longtemps, cette pratique perdue dans d'autres Etats ou régions de l'Inde.

L'enfer de la guerre impérialiste et coloniale ou la barbarie capitaliste à l'œuvre.

Gaza : L'ONU estime que les méthodes d'Israël « correspondent aux caractéristiques d'un génocide » - 20 Minutes/AFP 14 novembre 2024

Crime de guerre - Le comité spécial de l'ONU estime qu'Israël « *cause intentionnellement la mort, la famine et des blessures graves* » dans la bande de Gaza.

La guerre menée par Israël dans la bande de Gaza constitue-t-elle un génocide à l'encontre des Palestiniens ? Oui, à en croire l'ONU. Le comité met en exergue les « *pertes civiles massives et les conditions imposées aux Palestiniens sur place mettant leur vie en danger intentionnellement* », dans un rapport qui doit être présenté lundi à l'Assemblée générale de l'ONU à New York.

« *A travers son siège de Gaza, son obstruction de l'aide humanitaire, ses attaques ciblées et en tuant des civils et des travailleurs humanitaires, malgré les appels répétés de l'ONU, les ordonnances contraignantes de la Cour internationale de justice et les résolutions du Conseil de sécurité, Israël cause intentionnellement la mort, la famine et des blessures graves* », indique le comité dans un communiqué.

Israël « *utilise la famine comme méthode de guerre et inflige une punition collective à la population palestinienne* », ajoute le comité. Le rapport montre comment la vaste campagne de bombardements menée par Israël à Gaza a décimé les services essentiels et déclenché une catastrophe environnementale avec des effets durables sur la santé.

Jusqu'en février, les forces israéliennes avaient utilisé plus de 25.000 tonnes d'explosifs dans la bande de Gaza, « *l'équivalent de deux bombes nucléaires* », soit environ près de deux fois la bombe larguée sur Hiroshima, souligne le rapport. « *En détruisant les systèmes vitaux d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'alimentation, et en contaminant l'environnement, Israël a créé un mélange mortel de crises qui infligeront de graves préjudices aux générations à venir* », dénonce le comité.

Il se déclare aussi « *profondément alarmé par la destruction sans précédent des infrastructures civiles et par le nombre élevé de morts à Gaza* », où plus de 43.700 personnes ont été tuées depuis le début de la guerre, selon le ministère de la santé du territoire dirigé par le Hamas. Le nombre impressionnant de morts soulève, selon le comité, de sérieuses inquiétudes quant à l'utilisation par Israël de systèmes de ciblage améliorés par l'intelligence artificielle (IA).

« *L'utilisation par l'armée israélienne de systèmes de ciblage assistés par l'IA, avec une supervision humaine minimale, combinée à des bombes lourdes, souligne le mépris d'Israël pour*

son obligation de faire la distinction entre les civils et les combattants et de prendre des mesures de protection adéquates pour éviter les décès de civils », indique le rapport.

Le comité s'inquiète en particulier des informations faisant état de nouvelles directives abaissant les critères de sélection des cibles, qui semble avoir permis à l'armée d'utiliser des systèmes d'IA pour « *générer rapidement des dizaines de milliers de cibles, ainsi que pour suivre les cibles jusqu'à leur domicile, en particulier la nuit, lorsque les familles s'abritent ensemble* ». 20 Minutes/AFP 14 novembre 2024

Frappe aérienne israélienne sur Damas : quinze civils tués dans des quartiers résidentiels - RT 14 nov. 2024

Une frappe aérienne israélienne a visé Damas et sa banlieue, touchant des immeubles résidentiels dans les quartiers de Mazzeh et Qudsaya. Selon les autorités syriennes, l'attaque a fait quinze morts et seize blessés, parmi lesquels des femmes et des enfants. Ce raid est l'un des plus meurtriers sur la capitale syrienne depuis des mois. RT 14 nov. 2024

Etats-Unis.

Etats-Unis : Trump annonce la nomination du vaccinosceptique Robert F. Kennedy Jr au poste de ministre de la Santé - 20minutes.fr/AFP 15 novembre 2024

Robert F. Kennedy Jr, 70 ans, est un ancien avocat spécialisé en droit de l'environnement, connu pour ses positions controversées sur les vaccins et la santé publique.

« *Pendant trop longtemps, les Américains ont été écrasés par l'industrie alimentaire et les laboratoires pharmaceutiques qui se sont livrés à la tromperie et à la désinformation en matière de santé publique* », a expliqué Donald Trump sur Truth Social. Il a ajouté que, sous la direction de Robert F. Kennedy Jr, le ministère de la Santé « *jouera un grand rôle pour garantir que tout le monde sera protégé des produits chimiques, des polluants, des pesticides, des produits pharmaceutiques et des additifs alimentaires dangereux qui ont contribué à l'énorme crise de santé dans ce pays* ».

Cette décision a suscité des réactions mitigées, notamment en raison des positions de Kennedy sur les vaccins. En effet, il est connu pour propager des théories du complot, notamment sur les vaccins contre le Covid-19, développés en un temps record sous l'administration Trump, comme le rappelle le site Barrons. 20minutes.fr/AFP 15 novembre 2024

«L'ennemie de Kiev» Tulsi Gabbard, nommée directrice du renseignement américain par Trump - RT 14 nov. 2024

En choisissant Tulsi Gabbard pour diriger le renseignement national américain, le président élu Donald Trump s'entoure d'une alliée pourtant controversée. Ancienne membre du Congrès d'Hawaï et opposante déclarée aux guerres d'intervention, Gabbard, qui a quitté le Parti démocrate pour rejoindre les Républicains, est perçue comme une figure critique de la politique étrangère américaine, en particulier en ce qui concerne la Russie et l'Ukraine.

Tulsi Gabbard voit dans la politique actuelle de Washington une stratégie pour prolonger le plus longtemps possible le conflit en Ukraine. Elle a critiqué l'administration américaine pour ses livraisons d'armes à Kiev, qu'elle estime «*exacerber la situation*» et éloigner la paix. En 2022, elle a également souligné que la résolution du conflit pourrait nécessiter des concessions territoriales de la part de l'Ukraine et son engagement à la neutralité, tout en appelant à une implication active des États-Unis dans un processus de paix plutôt que dans une intensification de l'escalade.

Pour Kiev, la nomination de Gabbard est une surprise ; elle figure en effet dans la base de données «*Peacemaker*», qui recense les personnalités perçues comme hostiles à l'Ukraine.

Gabbard s'est opposée à l'implication militaire des États-Unis en Syrie et a également condamné les actions américaines en Irak et en Afghanistan. Elle prône une réduction de la présence militaire américaine à l'international et a régulièrement dénoncé les «*guerres de changement de régime*» comme coûteuses et inefficaces. Elle a même comparé l'aide militaire américaine en Ukraine aux interventions passées, estimant que «*les élites de Washington tentent de faire de l'Ukraine un nouvel Afghanistan*».

En tant que directrice du renseignement national, elle sera responsable de la supervision des 18 agences de renseignement américaines et de la préparation des rapports de sécurité quotidiens pour le président.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 19 novembre 2024

Des infos personnelles.

Une bonne nouvelle : J'ai renouvelé l'abonnement au serveur qui abrite le blog pour les 3 années à venir, 142 euros TTC, 12.900 roupies. J'ai réglé la facture en ligne avec l'aide de mon beau-fils Manikandan et sa carte visa. Je ne demande pas de participation financière aux lecteurs.

Ce blog est le seul moyen d'expression indépendant dont je dispose. Il est à votre disposition.

Chaque mois, je me lance dans la rédaction d'articles et je m'aperçois ensuite qu'ils nécessiteraient de longs développements, et comme je n'ai plus de temps à y consacrer une fois les causeries terminées, je les abandonne, c'est la rançon de mon isolement. C'est dommage, car j'ai conscience d'aborder un tas de sujets sous des angles originaux en prenant en compte des facteurs ou des éléments qui sont souvent négligés, si bien que j'arrive presque systématiquement à des conclusions différentes de celles que j'avais retenues jusque-là, autrement dit, je ne perçois plus les choses tout à fait de la même manière, ma connaissance progresse et je ne peux pas la partager, tant pis, cela dit je m'en sers dans mes causeries. Dès fois, vous vous êtes peut-être demandés d'où je pouvais bien sortir tel ou tel truc, ne cherchez plus, vous avez la réponse, j'ai eu l'occasion d'y réfléchir longuement auparavant, à vous de faire de même, désolé de ce petit désagrément.

Vous avez dû constater lors de la dernière causerie, que j'avais encore posté un commentaire à un blog, c'était une provocation ou histoire de déclencher une réaction hystérique de lecteurs malfaisants ou abrutis au dernier degré, eh bien cela n'a pas loupé ! Les lecteurs attirés de blogs réagissent comme les militants d'un parti, à la moindre critique ou au moindre désaccord, ils vous rentrent dedans et vous traitent d'ignare, c'est systématique, ils leur appartient que voulez-vous. Ils fonctionnent à la manière des sectes ou des philosophes enfermés dans les systèmes qu'ils ont créés et dans lesquels ils évoluent, et ils considèrent que tout ce qui se situe à l'extérieur n'existe pas ou est nuisible, il faut donc l'éliminer ou ne pas en tenir compte. Ils n'ont pas un esprit libre ou ouvert sur le monde, tourné vers les autres, non, ils ont un esprit sectaire et dogmatique, borné et limité à leurs croyances ou à leurs propagandes, et ils passent leur temps à les justifier, ils ne font rien d'autres. Leurs commentaires ou les publications de ces partis sont réservés à des initiés, à ceux qui pensent comme eux, ils pratiquent l'entre-soi, donc si ce n'est pas votre cas, vous êtes un intrus, un indésirable, et on vous le fait rapidement savoir. Un conseil, ne perdez pas votre temps avec eux ou fuyez-les, ils ne vous apporteront rien de bon ou que des illusions.

Autres choses.

Autres dépenses conséquentes, la batterie de l'onduleur (1.100 roupies) et celle du smartphone Vivo (8 ans) (1.400 roupies).

Ma maison est devenue un mini dispensaire et pharmacie ou l'on distribue quelques médicaments gratuits, des massages (par ma compagne) et des conseils, un dépôt de riz pour la famille, on rachète 15 roupies le kilo à des gens de notre village le riz distribué gratuitement à la population par le gouvernement. Ne me demandez pas pourquoi ils ne le mangent pas ou ils ne le proposent pas à des membres de leurs familles, nous, nous le mangeons et nous le trouvons même meilleur que le riz à 75 roupies du commerce, il est moins blanchi et il se tient mieux à la cuisson, c'est aussi le riz que l'on donne à nos 4 chiens. 1 euro = entre 85 et 93 roupies.

Chaque mois des membres de la famille de ma compagne passent chez nous et repartent avec un sac de 30 à 40 kilos de riz. On leur revend le même prix évidemment, et tous les services qu'on fournit à des gens sont gratuits, je dirai même que cela nous coûte, puisqu'on leur offre une collation, et il arrive souvent qu'ils leur manquent quelques dizaines de roupies qu'on leur réclame pas, ils sont encore plus pauvre que nous.

Je pensais que nous n'aurions peut-être pas de mousson cette année parce qu'il n'a pas arrêté de pleuvoir depuis la mi-juin, et bien c'est le contraire avec des pluies diluviennes ! Encore un frangipanier de foutu, la sélection naturelle.

Pour plusieurs raisons, j'ai décidé de modifier notre alimentation. On remplace de plus en plus la viande très chère par le poisson moitié prix, des sardines ou des maquereaux ou l'équivalent, 200 roupies le kilo, le bœuf est à 350 roupies, le poulet à 240 roupies, mais une fois soustraits la peau et les os, il reste environ 400g de comestibles, ce qui met le kilo de poulet au même prix environ que le bœuf, on se passe du mouton, en fait de la chèvre à 800 roupies le kilo dont la moitié constituée d'os, ce qui met le kilo à 1600 roupies, un produit de luxe ! Reste les œufs à 6 roupies, il en faut 2 pour avoir la ration quotidienne nécessaire en protéine, on en consomme presque tous les jours.

Une réflexion politique.

La politique officielle ou institutionnelle, parlementaire offre un spectacle tellement médiocre et si repoussante, que tous ceux qui auraient été tentés à un moment ou un autre de s'intéresser à la politique ou de s'engager politiquement, préféreront s'abstenir ou rester à l'écart. Si bien que parmi ceux qui franchiront le pas, la plupart figureront parmi les plus influençables, parce qu'ils sont motivés avant tout par des intérêts purement individuels et immédiats qu'ils espèrent pouvoir satisfaire. C'est ainsi qu'ils viendront grossir les rangs des opportunistes ou des propagandistes du régime, qui n'ont rien à voir avec le socialisme ou qui du reste ne s'en réclament pas.

Remarquez bien, qu'il ne peut en être autrement, je vois d'ici de quoi on va encore m'accuser, alors je prends les devants : Quand aurais-je affirmé le contraire ? Jamais, de là à nier comment les choses se passent réellement il y a une marge, n'est-ce pas ? Moi, je m'en prends à ceux qui nient ce constat, qui nient que l'orientation du mouvement ouvrier n'a cessé d'être opportuniste et réactionnaire depuis le milieu des années 20 jusqu'à nos jours, toutes les victoires qu'ils célébrèrent, furent en réalité des défaites pour la classe ouvrière, et c'est facile d'en apporter la preuve.

Cela dit, mon intention n'est pas de nier la place ou l'importance de la lutte de classe du prolétariat, mais de la remettre à la place qu'elle n'aurait jamais dû quitter. La surinterprétation qui en a été faite a servi avant tout le PS et le PCF, les alliés ou agents du régime qui contrôlaient le mouvement ouvrier. De la même manière, le progrès social qui en découlait fit aussi l'objet d'une interprétation biaisée, parce qu'un seul aspect en fut retenu.

Or, si on avait tenu compte des autres aspects, notamment de l'exploitation qu'allaient en faire les capitalistes et le profit qu'ils allaient en tirer, on serait parvenu à une toute autre interprétation, qui aurait mis en lumière l'orientation opportuniste du mouvement ouvrier dirigé par le PS et le PCF, et de mieux comprendre à partir de là, comment les capitalistes allaient intégrer dans leur stratégie mondiale et leur calcul, les concessions sociales qu'ils avaient dues accorder à la classe ouvrière, bref, on serait parvenu à une toute autre analyse de la situation mondiale et des rapports entre les classes.

Plusieurs éléments m'avaient mis la puce à l'oreille bien avant d'en arriver à ce constat, dont celui provenant de Marx, qui dans *Le Capital* (je crois) expliqua pourquoi vers le milieu du XIXe siècle en Grande-Bretagne des capitalistes s'étaient prononcés pour la réduction de la journée de travail à 8 heures, alors qu'à cette époque elle était au minimum de 10 heures dans toute l'industrie, comptant sur l'introduction de machines leur permettant de réaliser des gains de productivité très importants pour compenser cette diminution du temps de travail, sachant que leurs concurrents seraient obligés de les imiter s'ils ne voulaient pas perdre leur main d'œuvre, et que puisqu'ils ne disposaient pas des capitaux pour investir dans ces nouvelles machines, ils seraient condamnés à la faillite ou il ne leur resterait plus qu'à leur céder leurs entreprises. Par conséquent, ces braves capitalistes ne pensaient nullement au bien-être de leurs ouvriers en réalisant cette opération, ils comptaient juste en profiter pour accroître leur activité et s'enrichir davantage.

De manière générale, c'est grâce à l'impérialisme et à la colonisation, au surprofit qu'il allait en tirer, que le capitalisme occidental put financer des réformes sociales et participer à l'élévation du mode de vie de la classe ouvrière ou dont nous avons tous profité. Plus tard, ce ne sera plus seulement l'exploitation des matières premières qui remplira cette fonction, mais la fabrication de produits finis à travers la délocalisation de pans entiers de l'industrie notamment en Asie.

D'où l'importance pour l'impérialisme occidental de préserver ses parts de marché dorénavant menacés par d'autres puissances, la Chine, la Russie et leurs alliés des Brics, sous peine de devoir réduire le mode de vie de leur population, et la tentation du totalitarisme pour l'imposer, toutes ces guerres...

Nous disions plus haut que les victoires qui étaient revendiquées par nos dirigeants furent en réalité davantage des défaites pour la classe ouvrière, parce qu'elles ne permirent jamais de remettre en cause le système d'exploitation, ce qui permit en quelque sorte aux capitalistes de se les attribuer, à raison finalement, puisque le socialisme est renvoyé aux calendes grecques, en voici quelques exemples :

- Au milieu des années 30, le Front populaire, sa nature, la collaboration de classe avec le Parti Radical, la négation du socialisme, le social-chauvinisme, le social-patriotisme, etc. il se soldera par une guerre impérialiste et le régime de Vichy... En voilà une belle victoire !

- Le Conseil National de la Résistance, l'alliance du PCF avec les royalistes en passant par les gaullistes et autres réactionnaires. Il participera à la lutte contre le mouvement révolutionnaire qui prenait forme vers la fin de la Seconde Guerre mondiale, au désarmement des masses au lendemain de la fin de la guerre, le slogan du PC l'illustrera à merveille : « *Un seul Etat, une seule police, une seule armée* » (M. Thorez), ceux du capital... En voilà une belle victoire !

- La Quatrième République et ses gouvernements dont certains sont nostalgiques, auxquels participèrent également PCF et SFIO avec les partis bourgeois. Aussi sociale-impérialiste que la Troisième République, elle fera la guerre aux peuples vietnamien et algérien notamment, et elle

s'achèvera par l'avènement de la Ve République, plus antidémocratique que jamais... En voilà une belle victoire !

- Mai 68, dont le slogan « *changer la vie* » aura pour fonction de s'opposer à tout changement de régime économique et politique, il servira de catalyseur à la société du spectacle ou du divertissement, à l'idéologie sociale-libérale libertaire ultra réactionnaire dorénavant omniprésente, avec laquelle la « *gauche* » (NFP) et l'extrême centre s'identifient avec la complicité de l'extrême gauche, dont : La théorie du genre ou transgenrisme, les drag queens ou vulgaires travelos décérébrés, le mouvement LGBT faisant la promotion de l'homosexualité, cautionnant la pédophilie, de toutes les perversités sexuelles dans la foulée de la pornographie, le féminisme fanatique destiné à dresser les femmes contre les hommes élevés au rang de violeurs potentiels, la destruction des rapports entre les différentes générations, de la hiérarchie sociale naturelle existant entre les enfants et leurs parents ou à l'école, de sorte qu'ils en perdent le contrôle, la promotion du nihilisme et la remise en cause toutes les connaissances acquises pour pouvoir imposer leurs récits et « *règles* » tout droits sortis de cerveaux malades et furieusement mégalomaniques, une conception ou une interprétation de la nature qui nous renvoie à la métaphysique et à l'obscurantisme du Moyen-Age, à l'époque de l'Inquisition dont les partisans de cette idéologie sont nostalgiques, etc. Voilà pour l'aspect progressiste !

- 1981, l'élection de Mitterrand, d'une majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale subordonnée à « *l'économie de marché* » au crépuscule de l'URSS et du Pacte de Varsovie, prépareront le terrain à l'avènement du néolibéralisme ou à l'idéologie néoconservatrice. Cette période mettra fin à l'illusion, selon laquelle une majorité PS-PCF déboucherait sur une révolution, théorie frauduleuse soutenue par les trotskystes lambertistes (OCI-PCI-POI-PT) qui étaient en fait des agents de la social-démocratie ou du régime. Le mouvement ouvrier et son avant-garde se disloqueront ou ne s'en remettront pas. Voilà pour toute perspective révolutionnaire... réduite à néant !

- L'élection de Hollande, puis celle de Macron, viendront couronner ces merveilleuses victoires... de la réaction.

Pendant tout ce temps-là, un siècle tout de même, c'est long, au lieu d'avancer vers le socialisme, on n'a pas cessé de s'en éloigner, une victoire pour ses ennemis.

Ce 18 novembre 2024, il n'existe pas même l'embryon d'un parti et d'une Internationale socialiste révolutionnaire digne de ce nom, si vous appelez cela une victoire, c'est qu'on ne parle du tout de la même chose. Répétons-le, il ne s'agit pas de nier quoi que ce soit ou de réécrire l'histoire de la lutte des classes et de l'évolution du capitalisme mondiale, mais d'en faire un bilan honnête, une expression dont on semble avoir perdu la signification de nos jours, car il serait trop compromettant, vous devinez pour qui.

Ne nous formalisons pas pour si peu. Jadis, pendant des siècles ou davantage encore, les peuples crurent un tas de sornettes, puis les forces productives se développèrent, la philosophie de la nature évolua parallèlement, toutes les sciences progressèrent, et on finit par découvrir la dialectique qui régissait l'ensemble de ce processus historique, et ni rien ni personne ne purent s'y opposer, donc il y a encore de l'espoir !

Il ne reste plus aux exploités qu'à l'assimiler, cela prendra encore des décennies, un demi-siècle, un siècle, plus, qui sait, plus nous serons nombreux à en prendre conscience, plus nous serons nombreux à la faire connaître ou à la partager autour de nous, avec un peu de chance, plus ce délai diminuera et nous nous approcherons de notre objectif, de notre émancipation.

Si maintenant on ne veut pas admettre qu'il faut bien commencer par un bout, on n'y arrivera jamais. De toutes manières, nous n'avons pas le choix, c'est adopter le matérialisme dialectique ou sombrer dans le déni permanent et aller de désillusion en désillusion jusqu'au suicide ou la folie.

Tardieu est devenu fou, il vient de nous en fournir la preuve. Tenez, à ceux qui le pensent si fort que je l'entends d'ici :

Le processus qui couvre un siècle en France (en Europe et aux Etats-Unis ...), que je viens de rappeler brièvement, s'est déroulé sur le plan économique et politique.

Et bien voilà, pour prendre deux exemples significatifs, en Chine et en Inde, avec un décalage d'environ un siècle, si on situe l'envolée de l'industrialisation en France vers le milieu ou le troisième tiers du XIXe siècle, on assiste au même processus avec des résultats quasiment identiques sans que la lutte de classe du prolétariat ne soit intervenue, le développement économique de ces pays est dû essentiellement à l'ouverture de capitaux étrangers, à l'investissement d'énormes masses de capitaux occidentaux et à leur endettement sur le marché financier international, à leur attelage ou intégration à l'économie capitaliste mondiale. En Chine ce processus débuta au début ou vers le milieu des années 80 (Den Xiaoping), avec une accélération prodigieuse à partir de son adhésion à l'OMC en 2001. Quant à l'Inde, il démarrera plus tard en 1991. Ce qui fera la différence entre eux au profit de la Chine, proviendra de son régime politique hyper centralisé, pour ne pas dire totalitaire qui sera mis au service des capitalistes américains et européens, tandis que le régime fédéral indien ne présentait pas les mêmes garanties, car demeuré archaïque, semi-féodal, pour ne pas dire livré à l'anarchie et à la corruption généralisée, pour faire bref.

Aujourd'hui, si vous prenez les modes de vie ou les conditions d'un ouvrier en France, en Inde ou en Chine, à peu de choses près vous constaterez qu'ils sont identiques, la même exploitation et oppression, les mêmes charges mensuelles incompressibles et écrasantes, les mêmes difficultés pour se loger, des loyers exorbitants pour des logements exigus, le même endettement car ils achètent tout à crédit, les mêmes difficultés pour se soigner, pour envoyer leurs enfants à l'école, suivre des études, trouver un emploi correspondant à leur qualification, un salaire qui permette de vivre décemment, les mêmes comportements culturels, le même abrutissement médiatique, smartphone en main, plantés devant des écrans dès le plus jeune âge, accros à toute sorte de propagande, à la société de consommation dès qu'ils en ont les moyens, etc.

Ils sont passés du char à bœufs des années 80-90 au SUV ou au scooter électrique, de la route départementale défoncée où on faisait du 40 à 50 km/h de moyenne maximum, à la quatre voies où on roule à 100 ou 120 km/h, les cabanes en feuilles de cocotiers ont pratiquement disparu, tout comme les vélos et les rickshaws ou pousse-pousse, avec 100 roupies on avait de quoi faire nos courses, maintenant il en faut 2 ou 3000, les villes dont devenues des centres commerciaux et des parkings invivables, et tout le reste est à l'avenant.

Matériellement parlant, nous sommes mieux lotis, mais la pauvreté et la précarité n'ont pas changé, elles se sont même aggravées ou elles sont plus cruelles, car la chute qui peut arriver n'importe quand, renvoie celui qui en est victime à des conditions avec lesquelles il n'est plus du tout habitué et qu'il vivra très mal, au point parfois de se suicider.

A aucun moment les masses chinoises ou indiennes n'ont été à l'origine de ce changement qui s'est réalisé en un temps record, elles n'y ont pas été associées, elles n'y ont pas participé, elles l'ont entièrement subi, contrairement à la France où le mouvement ouvrier collabora au progrès social, d'où l'illusion qu'il en était à l'origine.

L'interprétation, qu'on nous a fourni du développement économique et du progrès social en France et en Occident, en général, fut frauduleuse, et c'est malheureusement celle que presque tous les militants ont intégrée, d'où leur incapacité à comprendre la situation avec les conséquences qui en découlent.

A quoi bon expliquer tout cela si tout le monde s'en fout. C'est ce que je me dis parfois. Par acquis de conscience, je me dis que je me dois de partager les conclusions auxquelles je suis parvenu, quitte à passer pour un cinglé de la part de ceux qui ne feront pas la part des choses ou manqueront de nuance. Je le sais pertinemment, j'y suis habitué, peu importe.

J'arrête là, je suis malade depuis deux jours.

Totalitarisme. Après avoir acheté les médias, ils achètent les journalistes.

Arnault, Bolloré, Saadé et les Dassault relancent l'ESJ Paris - LePoint.fr 15 novembre 2024

Bernard Arnault, via sa holding Financière Agache, Vincent Bolloré (Compagnie de l'Odet), les Dassault (avec Koodenvoi, du groupe Habert Dassault Finance) et Rodolphe Saadé (CMA Media) viennent de racheter l'ESJ Paris.

Ils sont accompagnés par d'autres investisseurs, tels que Groupe Bayard Presse, l'ex-président du Medef Pierre Gattaz, Financière de la Lance (Vianney d'Alançon), Spes, Stanislas et Godefroy de Bentzmann, Watchers & co et TSV Immobilier. Contactés, ceux-ci n'ont pas souhaité détailler le projet de relance ni le montage financier. Selon nos informations, un tour de table d'environ 3 millions d'euros, comme l'avait évoqué au printemps le magazine Challenges, a été constitué par Vianney d'Alançon, un entrepreneur de 38 ans qui a notamment racheté le château de la Barben (Bouches-du-Rhône), où il a créé en 2021 le parc à thème sur la Provence le Rocher Mistral. La participation de Bayard a convaincu certains éditeurs de mettre au pot, comme CMA Media, qui a mis quelques centaines de milliers d'euros.

Les personnalités qui participent à sa relance pourraient en faire une pépinière de journalistes pour les nombreux médias qu'ils détiennent : Prisma et ses magazines Capital, Géo... (Vincent Bolloré), Les Échos, Le Parisien, Paris Match, Radio Classique, 40 % du magazine Challenges... (Bernard Arnault), BFMTV, RMC, BFM Business, La Tribune... (Rodolphe Saadé) ou encore La Croix (Bayard). LePoint.fr 15 novembre 2024

Pourvu qu'il n'ait pas la mauvaise idée de partir au Moyen-Orient, là-bas, une balle l'attend...

La justice ordonne la libération du militant propalestinien Georges Abdallah emprisonné depuis 40 ans - BFMTV 15 novembre 2024

Le tribunal d'application des peines a accepté ce vendredi 15 novembre la onzième demande de libération conditionnelle du militant libanais propalestinien Georges Ibrahim Abdallah, emprisonné depuis 40 ans pour complicité de meurtre et libérable depuis 1999, a indiqué à l'AFP le parquet national antiterroriste (Pnat), qui a annoncé faire appel.

"Par décision en date du jour, le tribunal d'application des peines a admis Georges Ibrahim Abdallah au bénéfice de la libération conditionnelle à compter du 6 décembre prochain, subordonnée à la condition de quitter le territoire national et de ne plus y paraître", a précisé le Pnat dans un communiqué.

Condamné à la réclusion criminelle à perpétuité en 1986 pour complicité de l'assassinat de deux diplomates, un Américain et un Israélien, Georges Abdallah, emprisonné au centre pénitentiaire de Lannemezan (Hautes-Pyrénées), est selon ses soutiens *"le plus vieux prisonnier au monde lié au conflit du Moyen-Orient"*.

En complément :

Liberté pour Simón Trinidad!

A l'initiative de la Coordination américaine pour les droits des peuples et des victimes de l'emprisonnement politique, une campagne internationale vient d'être lancée pour exiger des gouvernements américain et colombien qu'ils rapatrient Simón. Par Maurice Lemoine

Mémoire des luttes 15 novembre 2024 - Mondialisation.ca, 16 novembre 2024

https://www.mondialisation.ca/liberte-pour-simon-trinidad/5694003?doing_wp_cron=1731828859.2280330657958984375000

Santé.

Didier Raoult passe à l'attaque et dénonce la contamination des vaccins ARNm par de l'ADN dangereux.

<https://hal.science/hal-04778576v1>

La production rapide de vaccins à base d'ARN messenger (ARNm) a été choisie comme la stratégie la plus adaptée pour lutter contre la pandémie de COVID-19.

Trois études ont rapporté la présence d'ADN en quantités significatives dans les vaccins à ARNm de Pfizer.

Nous avons cherché à confirmer la présence de cet ADN résiduel. La quantification de l'ADN plasmidique du vaccin à l'aide du fluorimètre Qubit sur un flacon de vaccin a montré qu'il était de 216 ng/dose en moyenne et environ 24 fois plus élevé, atteignant 5160 ng/dose en moyenne, après traitement au Triton-X-100.

De plus, nous avons obtenu par séquençage de nouvelle génération la séquence de la matrice vaccinale d'ADN plasmidique complète (7824 paires de bases) avec une couverture élevée (98,3%) et des profondeurs de séquençage (moyenne, 4181-4389 lectures), indiquant la présence de l'ADN plasmidique en nombre élevé de copies.

Ces résultats appellent à une évaluation du nombre de copies et de la nature de l'ADN dans les vaccins à ARNm à plus grande échelle et en plusieurs lots, notamment en ce qui concerne le risque putatif d'intégration de l'ADN après administration dans les cellules.

En fait, ces résultats d'énormes quantités de séquences d'ADN plasmidique par la dose de vaccin soulèvent notamment des interrogations quant à un risque putatif de son intégration dans l'organisme humain après son entrée dans les cellules en raison de leur conditionnement dans des lipides cationiques (Klinman et al, 2010).

Dans la thérapie génique basée sur l'ADN, il a été rapporté qu'une proportion de 10 à 20% des cellules sont généralement transfectées et environ 1 à 10% des cellules transfectées de manière transitoire sont devenues stables transfectées à la suite d'une intégration ultérieure probablement via des événements de croisement.

J-C - On appelle transfection le processus de transfert de gènes, c'est-à-dire l'introduction de matériel génétique exogène dans des cellules eucaryotes, n'utilisant pas comme vecteur un virus, par opposition à la transduction. Wikipedia

Éthique médicale : indépendance professionnelle ou soumission ? - AIMSIB 17 novembre 2024

Si le congrès AIMSIB 2024 de Lyon a remporté un très grand succès, ce fut grâce à la qualité exceptionnelle de nos différents orateurs. Une prise de parole a particulièrement marqué l'auditoire, c'est celle d'Amine Umlil, docteur en Pharmacie, ancien praticien hospitalier en charge de la pharmacovigilance pour l'hôpital de Cholet et mis à pied depuis des lustres pour avoir publiquement douté de la politique gouvernementale des temps de Covid, ainsi que de la licéité juridique des injections géniques qui s'y rattachaient. Rejugé en appel ce 12 novembre après avoir été condamné à deux ans de suspension, voici sa présentation d'une limpidité rare quant à la protection que les ordres professionnels « *devraient* » déployer pour protéger les lanceurs d'alerte. Mais dans la vraie vie depuis 2020...

<https://www.aimsib.org/2024/11/17/ethique-medicale-independance-professionnelle-ou-soumission/>

Commentaires de lecteurs que je partage :

1- Remarquable discours de monsieur Amine Umlil ! Bravo ! Si seulement tous les médecins, chirurgiens, pharmaciens avaient cette honnêteté, cette dignité, cette rigueur et ce courage la France se porterait infiniment mieux ! Vraiment bravo et toute notre admiration !

2- Bravo cher docteur Umlil; votre analyse est remarquable.

3- Merci Docteur Amine Umlil pour la clarté de votre exposé qui devrait être transmis dans toutes les facultés de médecine !

Sur la situation politique et sociale en France.

Avec Jordan Bardella, le Rassemblement national tente un tournant libéral pour grand remplacer la droite - Le HuffPost 15 novembre 2024

Après des années à dénoncer la politique fiscale injuste d'Emmanuel Macron, et des prises de position guidées par la doctrine « *ni droite, ni gauche* » chère à Marine Le Pen, les troupes du Rassemblement national accentuent leur virage libéral, au point d'encourager une politique pro-entreprise proche de la droite traditionnelle.

Certes, l'amorce de ce tournant ne date pas de l'automne. Sous l'impulsion de son président Jordan Bardella, le parti lepéniste a déjà gommé plusieurs mesures sociales phares de son programme lors des dernières législatives (sur les prix planchers pour les produits agricoles ou certaines hausses de salaires). Mais il est désormais particulièrement visible au Palais Bourbon et semble largement assumé.

Conséquence du discours du chef : à l'Assemblée, les troupes lepénistes sont régulièrement venues en soutien du « *socle commun* » de Michel Barnier sur sa feuille de route budgétaire et les dispositifs mis en place ou encouragés par la macronie. Quitte à sauver les meubles de leurs adversaires — qui n'ont pas brillé par leur présence — et s'afficher en soutien d'une stratégie qu'ils sont pourtant censés honnir.

Conséquence du discours du chef : à l'Assemblée, les troupes lepénistes sont régulièrement venues en soutien du « *socle commun* » de Michel Barnier sur sa feuille de route budgétaire et les dispositifs mis en place ou encouragés par la macronie. Quitte à sauver les meubles de leurs adversaires — qui n'ont pas brillé par leur présence — et s'afficher en soutien d'une stratégie qu'ils sont pourtant censés honnir.

Concrètement, les députés d'extrême droite ont refusé pêle-mêle le retour de l'ISF (impôt sur la fortune) — dont Marine Le Pen critiquait la suppression il y a encore quelques mois — ou le rehaussement de la flat tax porté par le NFP et le MoDem, pour faire contribuer davantage les revenus du capital, là aussi à rebours d'anciennes déclarations. Le tout, pour défendre plutôt des dispositifs favorables aux gros patrimoines, sur l'héritage entre autres.

Longtemps, le Rassemblement national a effectivement développé un discours souverainiste (et des mesures xénophobes), mais en le teintant de quelques touches sociales. En somme, il promettait d'exclure les étrangers des dispositifs d'aides pour mieux les réserver aux Français, tout en ferrailant contre les durcissements réguliers des règles de l'allocation chômage ou de la transformation du RSA (revenu de solidarité actif).

À tel point que Jean-Philippe Tanguy, le « *monsieur finances* » du parti, s'élevait, en 2023 contre « *la notion d'assistanat* », pourtant très en vogue à droite. Pour lui « le smicard n'est pas malheureux à cause du RMiste [bénéficiaire du RMI, l'ancêtre du RSA] et personne ne vit durablement avec un RSA. » Le député de la Somme louait même, à cette époque, la position constante et « *courageuse* » de sa candidate sur ces sujets, cette même Marine Le Pen qui qualifiait par exemple de trop « *droitarde* » la réforme de l'assurance chômage voulue par Élisabeth Borne à l'époque.

Mais qu'en est-il un an plus tard ? Hormis l'abrogation de la réforme des retraites, difficilement assumée depuis les dernières législatives, et dont les élus lepénistes savent qu'elle n'a aucune chance de passer désormais, les derniers oripeaux de la fibre sociale revendiquée par le parti d'extrême droite se font toujours plus rares. Dans les propositions (où la logique pro-entreprise et

entrepreneuriale l'emporte), mais également dans les discours où, symbole parmi d'autres, le terme « *assistanat* » a désormais sa place.

En réalité, ce changement de ton semble théorisé et planifié au Rassemblement national.

Auprès du HuffPost, un ancien ministre redevenu député, craint à travers ce positionnement « *le possible retour du bon vieux clivage gauche/droite qu'on avait fait sauter en 2017 avec un NFP qui tire sur la gauche, et un RN qui parle désormais comme une droite radicalisée.* » Pour les macronistes, « *c'est un réel risque d'effacement.* » Pour d'autres également. Le HuffPost 15 novembre 2024

L'enfer de la guerre impérialiste et coloniale ou la barbarie capitaliste à l'œuvre.

Craig Murray : deux semaines à Beyrouth - consortiumnews.com 15 novembre 2024

<https://consortiumnews.com/2024/11/15/craig-murray-two-weeks-in-beirut/?eType=EmailBlastContent&eId=72b485b1-ec4f-4390-8431-6292b050dc17>

La Türkiye n'autorise pas l'avion du président israélien à traverser son espace aérien - aa.com.tr 17 nov. 2024

Des responsables ont confirmé que les autorités israéliennes avaient demandé à ce que l'avion d'Isaac Herzog puisse traverser l'espace aérien turc pour se rendre à la 29e conférence des Nations unies sur le changement climatique. Les autorités turques ont toutefois rejeté cette demande.

Samedi, Herzog a annulé sa participation à la conférence, invoquant des « *problèmes de sécurité* », selon un communiqué de son bureau. aa.com.tr 17 nov. 2024

Guerre à Gaza : le pape François évoque les accusations de «génocide» et appelle à une enquête - RT 17 nov. 2024

«*D'après certains experts, ce qui se passe à Gaza a les caractéristiques d'un génocide. Il conviendrait d'étudier cela attentivement afin de déterminer si [la situation] correspond à la définition technique formulée par les juristes et les organismes internationaux*», a estimé le pape François dans un livre à paraître et dont des extraits ont été publiés ce 17 novembre en Italie.

Ces propos, d'après une agence de presse française, proviennent du nouveau livre du pape François, *L'espérance ne déçoit jamais. Pèlerins vers un monde meilleur*, qui sera publié le 19 novembre en Italie, en Espagne et en Amérique du Sud. Des extraits ont été publiés ce 17 novembre par le quotidien *La Stampa*.

Ce rapport, qui doit être présenté à l'Assemblée générale de l'ONU à New York, a déjà suscité une vive réaction des États-Unis, premier soutien de l'État hébreu, qui l'ont fermement condamné, la diplomatie américaine exprimant son «*total désaccord*».

Au commencement était le terrorisme sioniste.

J-C – Précisons, avant les banquiers juifs, dont les Rothschild, profitèrent de leur énorme richesse pour financer la colonisation sioniste de la Palestine, pour acheter cette terre dans l'esprit d'en chasser un jour tous les habitants arabes avec l'aide militaire anglo-saxonne, puis américaine.

Rappels sur le conflit israélo-palestinien (1/5) : au commencement était le terrorisme sioniste

Cet article a pour but d'informer le public francophone que le terrorisme est souvent utilisé pour diaboliser la lutte d'autodétermination palestinienne et minimiser la souffrance du peuple palestinien, que le terrorisme a été initié par les sionistes. Loin d'être châtiés, ils ont été récompensés par l'octroi d'un État (55% de la Palestine pour 20% de la population). Les palestiniens désabusés n'ont fait que suivre l'exemple de leurs «*grands frères*» dans le métier. Si un sioniste vous accuse de soutenir le Hamas parce que vous dénoncez les crimes d'Israël, rappelez-lui que les sionistes aussi ont été des terroristes.

Organisations terroristes juives

La Haganah (1920-1948)

La Haganah était l'organisation militaire principale de la communauté juive (Yishuv) en Palestine. Son but était de protéger les juifs et leurs établissements contre les attaques arabes, particulièrement pendant la révolte arabe de 1936-1939.

Elle a adopté une approche défensive et une stratégie de «dissuasion», mais a également mené des attaques contre des cibles arabes en période de conflit. Pendant la Seconde Guerre mondiale, elle coopérait avec les Britanniques contre l'occupation nazie en Europe. La Haganah a fini par devenir la base de l'armée israélienne après la fondation d'Israël.

L'Irgun (1931-1948)

L'Irgun, dirigée par Menachem Begin, était un groupe paramilitaire sioniste radical, visant à établir un État juif sur l'ensemble de la Palestine, y compris par la violence contre les Britanniques et les Arabes.

L'Irgun a adopté une stratégie de terreur, commettant des attentats et des massacres pour forcer la main des Britanniques et expulser les Arabes. L'attentat de l'hôtel King David en 1946, qui a tué 91 personnes, en est un exemple marquant. Après la fondation d'Israël, l'Irgun a été intégrée dans l'armée israélienne.

Lehi ou groupe Stern (1940-1948)

Le Lehi, dirigé par Avraham Stern, était un groupe encore plus radical que l'Irgun, avec un objectif de lutte violente contre les Britanniques et de création d'un État juif basé sur des principes nationalistes et révisionnistes.

Le Lehi a commis de nombreux attentats, y compris des assassinats de hauts responsables britanniques, et prônait une politique plus extrémiste. Ils se sont également associés à l'Allemagne nazie en 1941, espérant obtenir leur soutien contre les Britanniques.

Comme l'Irgun, Lehi a été dissous après la fondation de l'État d'Israël, et ses membres ont été intégrés dans l'armée israélienne.

Le Parti travailliste (Poalei Zion)

Ce groupe, plus modéré et socialiste, visait la création d'un État juif par des moyens diplomatiques et économiques, en mettant l'accent sur la construction d'une infrastructure juive en Palestine et sur la collaboration avec les autorités britanniques.

Les membres de Poalei Zion ont joué un rôle important dans l'établissement de l'infrastructure agricole et industrielle juive, notamment à travers les kibboutzim et la mise en place de syndicats de travailleurs.

Le Parti travailliste s'est allié à la Haganah et a joué un rôle central dans la création de l'État d'Israël, en soutenant le processus de négociation avec les Britanniques et les Nations unies.

La Jewish Agency (Agence juive)

Fondée en 1929, la Jewish Agency représentait l'Organisation sioniste mondiale en Palestine et avait pour mission de superviser l'immigration juive, le financement des infrastructures et les relations diplomatiques avec les autorités britanniques.

Elle utilisait la diplomatie, la négociation et l'organisation pour promouvoir l'établissement d'un État juif. Elle était considérée comme le bras exécutif du mouvement sioniste modéré. Après la fondation d'Israël, la Jewish Agency a été transformée en une institution gouvernementale, supervisant l'immigration juive en Israël.

Le mouvement révisionniste (Zionisme révisionniste)

Le sionisme révisionniste, dirigé par Ze'ev Jabotinsky, prônait un État juif indépendant dans toute la Palestine historique, avec une approche beaucoup plus militante que les sionistes sociaux-démocrates. Jabotinsky croyait en la nécessité d'une armée juive forte et dans la résistance à l'occupation britannique par la violence. Il prônait aussi l'immigration juive massive en Palestine. Après la Seconde Guerre mondiale, ses partisans ont intégré des groupes comme l'Irgun et ont joué un rôle important dans la fondation de l'État d'Israël.

NB : Benjamin Netanyahou est un sioniste révisionniste.

Villages palestiniens détruits ou incendiés

Les années 1930 ont été marquées par une escalade de la violence dans le contexte du conflit sioniste-arabe en Palestine. Bien que l'attaque systématique de villages palestiniens par des groupes sionistes radicaux soit plus fréquemment associée aux années suivant la Seconde Guerre mondiale, des actes de violence ont bien eu lieu durant la décennie précédente, particulièrement en réponse aux révoltes palestiniennes contre la domination britannique et l'immigration juive.

La révolte arabe de 1936-1939

La violence pendant les années 1930 a culminé avec la révolte arabe de 1936-1939, qui a été une réponse directe à la politique britannique et à l'afflux croissant de migrants juifs en Palestine. En réponse à cette révolte, certains groupes sionistes ont mené des attaques contre des villages palestiniens.

Les attaques ont souvent été menées par des groupes paramilitaires comme l'Irgun et la Haganah, mais aussi par le groupe plus radical Lehi (le groupe Stern). Ces groupes ont mené des actions violentes pour contrer les révoltes arabes, et dans certains cas, ils ont visé les villages palestiniens qu'ils considéraient comme des soutiens à la rébellion.

Les massacres de 1929 et 1936-1939

Avant la révolte de 1936, en 1929, un massacre contre les Palestiniens a eu lieu à Hébron et Safed, où des juifs radicaux ont tué des Arabes en représailles à des attaques contre des communautés juives. Bien que ces massacres aient été davantage le fait de tensions communautaires et non directement de groupes paramilitaires sionistes, ils ont alimenté la haine entre les communautés et ont incité des attaques de part et d'autre.

Les opérations de la Haganah et de l'Irgun

Durant les années 1930, les groupes comme l'Irgun ont utilisé des attaques ciblées contre des infrastructures et des communautés arabes en tant qu'actes de résistance contre l'autorité britannique. Leur objectif était de déstabiliser le mandat britannique et de créer une pression pour l'immigration juive. Ces attaques ont parfois visé des villages arabes, que ce soit en raison de leur soutien perçu à la révolte arabe ou pour revendiquer des territoires stratégiques.

Destruction de villages et attaques contre des villages palestiniens ont aussi eu lieu dans ce cadre de violences politiques, bien que la plupart des exactions contre les Palestiniens aient été documentées à partir de 1947. Les premiers signes de cette stratégie de «*nettoyage*» des territoires par la violence se retrouvent dans les années 30, bien que ce soit à une échelle plus réduite par rapport à la période 1947-1948. La violence dans les années 30 a souvent été une réponse à des soulèvements locaux.

Des attaques violentes ont été menées par des groupes paramilitaires sionistes comme l'Irgun, le Lehi (groupe Stern) et la Haganah. Ces groupes cherchaient à déstabiliser les forces britanniques et à renforcer la présence juive en Palestine en expulsant les Palestiniens et en sécurisant des territoires pour un futur État juif.

Certains de ces groupes ont systématiquement attaqué des villages palestiniens, les incendiant, détruisant des maisons et commettant des massacres. Parmi les exemples les plus célèbres, on peut citer le massacre de Deir Yassin en avril 1948, où environ 100 habitants palestiniens ont été tués par l'Irgun et le Lehi. Bien que cet incident ait eu une forte résonance dans la mémoire palestinienne et mondiale, il a été suivi par d'autres attaques similaires. De nombreux villages ont été abandonnés ou complètement détruits, certains par incendies ou attaques directes, ce qui a conduit à l'exode massif des Palestiniens pendant la guerre de 1948.

La destruction des villages palestiniens et les massacres qui ont eu lieu avant et pendant la guerre de 1948 font partie d'un ensemble d'événements tragiques pour les Palestiniens, qualifiés de Nakba. Des milliers de Palestiniens ont été contraints de fuir et de vivre en exil, un processus qui a

profondément marqué l'identité palestinienne et est encore au cœur des revendications liées au droit au retour des réfugiés palestiniens

Attentat de l'hôtel King David

L'hôtel King David à Jérusalem était le quartier général de l'administration britannique en Palestine. Il abritait également des bureaux militaires, des services de renseignements et des officiers britanniques. L'Irgun a choisi de cibler cet hôtel en raison de son importance stratégique pour les autorités britanniques.

Le groupe a placé une charge explosive dans la section de l'hôtel où se trouvaient les bureaux administratifs britanniques, dans le but de détruire les installations gouvernementales et de provoquer un maximum de dégâts. Avant l'explosion, les membres de l'Irgun ont averti l'hôtel par téléphone, mais les autorités britanniques n'ont pas évacué rapidement l'hôtel, pensant que l'alerte était une ruse.

Le bombardement le 22 juillet 1946 a tué 91 personnes (principalement des Britanniques, mais aussi des juifs et des Arabes) et en a blessé de nombreuses autres. Il a été l'un des attentats les plus meurtriers de l'époque.

Bien que l'attaque ait été critiquée par certains segments du mouvement sioniste, elle a également eu un large soutien parmi les radicaux qui estimaient que la violence était nécessaire pour parvenir à un État juif.

Assassinat de l'envoyé de l'ONU

L'assassinat du Comte Folke Bernadotte, diplomate suédois et ancien membre de la famille royale de Suède, a été perpétré le 17 septembre 1948 par des membres du Lehi, également connu sous le nom de groupe Stern. C'était un groupe radical sioniste qui avait recours à des méthodes terroristes pour atteindre ses objectifs, notamment pendant la période précédant la création d'Israël. Ce groupe, dirigé par Avraham Stern, prônait l'utilisation de la violence pour obtenir un État juif sur toute la Palestine historique, sans compromis. Le Lehi considérait Bernadotte comme un obstacle à leurs objectifs, notamment en raison de son plan de partage de Jérusalem et de son approche modérée sur les questions de réfugiés.

Sources :

- Benny Morris (1999). *«Righteous Victims : A History of the Zionist-Arab Conflict, 1881-2001»*. Vintage Books.
- Ilan Pappé (2006). *«The Ethnic Cleansing of Palestine»*. Oneworld Publications.
- Al Jazeera : *«Palestinian villages destroyed during the 1948 Nakba»*.
- <https://jewishwebsite.com/july-22-1946-the-bombing-of-the-king-david-hotel>
- Avi Shlaim, *«The Iron Wall»* (2000)
- Benny Morris, *«The Birth of the Palestinian Refugee Problem Revisited»* (2004).

<https://reseauinternational.net/rappels-sur-le-conflit-israelo-palestinien-1-5-au-commencement-etait-le-terrorisme-sioniste/>

Abkhazie.

Abkhazie : l'opposition prend le contrôle d'un complexe de bâtiments gouvernementaux - RT 15 nov. 2024

L'opposition abkhaze a réussi à prendre le contrôle de l'ensemble du complexe des bâtiments gouvernementaux en Abkhazie, pays reconnu par la Russie situé dans le Caucase. Les forces de l'ordre qui assuraient la sécurité à l'intérieur ont commencé à les quitter.

Les émeutiers ont d'abord pris le contrôle du bâtiment de l'administration présidentielle, alors que le président abkhaze, Aslan Bjanja, n'y était pas présent. Plus tard, l'opposition a réussi à prendre le contrôle de l'ensemble du complexe des bâtiments gouvernementaux, y compris le cabinet des ministres et le Parlement. Selon les déclarations de ses représentants, elle entend rester sur place jusqu'à ce que le président démissionne.

Ce vendredi 15 novembre, le parlement d'Abkhazie devait examiner la question de la ratification de l'accord avec la Russie concernant la mise en œuvre de projets d'investissement. L'opposition a annoncé une action de protestation devant le bâtiment du Parlement et a appelé les résidents d'Abkhazie à y participer activement, car elle considère l'accord comme préjudiciable à la souveraineté économique du pays. Les forces de l'ordre de la République ont été mises en alerte renforcée. Dès le matin du 15 novembre, des centaines de personnes se sont rassemblées devant le bâtiment du Parlement.

L'opposition abkhaze estime qu'en cas de ratification de l'accord avec la Russie concernant les investissements, des entreprises russes commenceront la construction d'appartements en Abkhazie, ce qui entraînera une hausse des prix du logement. Elle considère également que la construction d'appartements créera des risques pour l'économie de l'Abkhazie et pourrait nuire aux petites et moyennes entreprises du pays.

Au total, 21 députés sur 35 ont participé à la session de ratification de l'accord, mais cette session a finalement été annulée, en raison de la pression exercée sur les députés abkhazes, selon le président du Parlement Lacha Achuba. Les représentants de l'opposition ont exigé une nouvelle convocation du parlement abkhaze pour éliminer complètement la question de la ratification.

Par ailleurs, le député de la Douma russe Konstantine Zatouline, a déclaré que la construction et la vente d'appartements aux Russes serait un acte de justice. Selon lui, la plupart des résidents d'Abkhazie possèdent la citoyenneté russe et ont les mêmes droits en Russie qu'en Abkhazie, tandis que les Russes en Abkhazie n'ont pas le droit d'acheter des logements, ce qui est injuste.

Le conflit entre l'Abkhazie et la Géorgie s'est intensifié en 1992, lorsqu'une guerre civile a éclaté. En 1993, avec le soutien de la Russie, les Abkhazes ont réussi à repousser les troupes géorgiennes et ont déclaré l'indépendance de la région. L'Abkhazie s'est séparée de la Géorgie et a été reconnue par la Russie en 2008, suite au conflit armé avec Tbilissi plus tôt cette année-là.

Troubles en Abkhazie : la patrie «est en danger», avertit le président Bjanja - RT 17 nov. 2024

Dialogue de sourds en Abkhazie entre le président et les manifestants qui réclament sa démission. Aslan Bjanja accepte de démissionner si l'opposition quitte les bâtiments gouvernementaux qu'ils ont investis depuis deux jours, mais ceux-ci ont rejeté cet appel brandissant la menace de constituer un «gouvernement provisoire» dès ce 17 novembre au soir s'il ne renonce pas à la présidence.

«Nos exigences restent inchangées. Aslan Bjanja doit démissionner», a déclaré Adgur Ardzinba, président de l'organisation «Mouvement populaire abkhaze», cité ce 17 novembre par RIA Novosti.

«Je ne veux pas que les gens pensent que je m'accroche au pouvoir. Nous devons plutôt trouver une solution constitutionnelle. Si nous ne respectons pas la Constitution, notre pays ne survivra pas», a pour sa part déclaré le président, s'adressant à ses partisans près d'un bâtiment scolaire à Tamysh, son village natal, où il s'est réfugié.

«Ceux qui ont pris le contrôle, ceux qui ont tenté un coup d'État, doivent quitter les lieux. Après cela, je serai prêt à convoquer des élections et à démissionner. Le vice-président dirigera le pays et j'organiserai des élections», a-t-il poursuivi.

L'Occident tenterait de pousser la Géorgie à ouvrir «un second front» contre la Russie - RT14 nov. 2024

Le climat politique en Géorgie, déjà marqué par de fortes tensions internes, subit désormais des pressions diplomatiques. Kakha Kaladze, maire de Tbilissi et chef du parti au pouvoir, Rêve géorgien, a affirmé ce 14 novembre que des représentants de certaines ambassades occidentales avaient exhorté la Géorgie à ouvrir un «second front» contre la Russie, suggérant une stratégie de guérilla une fois les premières attaques lancées. Kaladze n'a pas précisé quels pays ou ambassadeurs étaient à l'origine de ces recommandations, mais il a souligné le caractère direct et insistant de ces appels à la confrontation.

«Les représentants de certaines ambassades nous ont directement incités à déclencher une guerre avec la Russie, et lorsque nous avons demandé ce qu'il se passerait ensuite, la réponse était claire : nous devrions basculer vers une guérilla», a-t-il déclaré lors d'une interview avec la chaîne géorgienne Imedi. Cette déclaration rejoint celle de Bidzina Ivanichvili, président honoraire de Rêve géorgien, qui avait déjà évoqué les sollicitations d'un haut fonctionnaire occidental pour initier un conflit militaire de courte durée avec la Russie, suivi d'une résistance de guérilla. RT14 nov. 2024

Abkhazie : selon le ministre de la Justice, des représentants d'ONG ont été financés afin de «déstabiliser le pays» - RT 18 nov. 2024

Les services spéciaux occidentaux financent des ONG en Abkhazie dans le but de déstabiliser la situation, a déclaré le ministre de la Justice Anri Bartsits lors dans une interview à la compagnie nationale de télévision et de radio d'Abkhazie (AGTRK), relayée sur Telegram par le Centre d'information présidentiel d'Abkhazie.

«Nous répétons depuis quatre ans que les services de renseignement occidentaux financent certains représentants d'organisations non gouvernementales», a déclaré Bartsits insistant sur le «certains». «Le but de ce financement était de déstabiliser la situation dans notre pays, de créer le chaos et une image négative de notre pays sur la scène internationale», a-t-il poursuivi.

«Lorsque la présidente géorgienne Salomé Zourabichvili félicite les manifestants de l'opposition abkhaze de leur victoire, lorsque des citoyens de Géorgie et d'Ukraine envoient leurs félicitations, nous devrions nous demander si nous sommes sur la bonne voie» a par ailleurs estimé Bartsits.

Etats-Unis.

Conflit en Ukraine : Washington a alloué près de 183 milliards de dollars depuis février 2022 - RT 17 nov. 2024

Le total des fonds alloués par le Congrès des États-Unis depuis l'éclatement du conflit en Ukraine début 2022, dans le cadre de l'opération «**Atlantic Resolve**», s'élève à «au moins 182,99 milliards» de dollars, selon le dernier rapport de l'inspecteur général (IG) du Pentagone publié le 14 novembre.

Avant la fin du mandat de Joe Biden, fin janvier 2025, Washington entend fournir à l'Ukraine les 7,1 milliards de dollars d'aide restant approuvés en avril dernier par le Congrès des États-Unis. Moscou, pour sa part, a condamné les livraisons d'armes occidentales, estimant qu'elles repoussaient les perspectives d'un règlement du conflit.

Ce faisant, les États-Unis et leurs alliés sont donc responsables d'un durcissement des tensions et de la prolongation du conflit, avertit Moscou.

Les choix de Trump sont tous des faucons de guerre néoconservateurs féroce­ment dévoués à Israël

Si George W. Bush était élu pour un troisième mandat, voici à quoi ressemblerait son cabinet. Rubio, Waltz, Stefanik, Hegseth. Pas un pacifiste parmi eux. Pas un candidat anti-guerre parmi eux. Pas même un non-interventionniste parmi eux. Chaque choix est un va-t-en-guerre de droite dur à cuire qui s'est engagé à marcher au pas avec le paria-État le plus notoire du monde, Israël.

Ce qui est clair, c'est que l'annonce à grand renfort de publicité selon laquelle Trump ne choisirait ni Mike Pompeo ni Nikki Haley pour des postes ministériels était un faux-fuyant évident destiné à induire ses partisans en erreur. Les partisans de Trump ont été amenés à croire que «les choses avaient changé» alors qu'en fait, la seule chose qui a changé est que Trump a officiellement rejoint la famille des créatures du marais qu'il s'était engagé à éliminer.

<https://reseauinternational.net/les-choix-de-trump-sont-tous-des-faucons-de-guerre-neoconservateurs-ferocement-devoues-a-israel/>

Donald Trump nomme Brendan Carr pour « démanteler le cartel de la censure » des Gafam - LePoint.fr/AFP 18 novembre 2024

Le président élu des États-Unis a nommé Brendan Carr pour diriger le régulateur américain des télécoms, la FCC. L'homme a pour mission de s'attaquer aux géants de la tech et de « démanteler le cartel de la censure ».

L'intéressé a réagi sans tarder sur X : « *Nous devons démanteler le cartel de la censure* » – imposé selon lui par les géants de la tech que sont Google, Apple, Facebook ou encore Microsoft – « *et restaurer le droit à la liberté d'expression des Américains* ».

« *L'organisme orwellien nommé NewsGuard ainsi que des groupes de “vérification des faits” et des agences de publicité ont contribué à faire respecter les récits unilatéraux. Le cartel de la censure doit être démantelé* », avait-il ajouté vendredi 15 novembre sur le réseau X.

L'accès à Internet dans les zones rurales est le sujet qui a valu à Brendan Carr de s'assurer du soutien d'Elon Musk, nommé par Donald Trump à la tête d'une commission pour l'« efficacité gouvernementale ». En 2022, en effet, la FCC avait révoqué une subvention de 885 millions de dollars qui avait été accordée fin 2020 à Starlink, fournisseur d'accès Internet par satellite et l'une des sociétés d'Elon Musk. Ce financement devait permettre d'apporter l'Internet à haut débit aux foyers et aux entreprises rurales, mais Starlink et l'autre compagnie bénéficiaire de ces fonds « *n'ont pas réussi à démontrer que les fournisseurs étaient capables de fournir le service promis* », avait indiqué la FCC. Brendan Carr s'était alors élevé contre cette décision.

Brendan Carr est également l'auteur du chapitre sur les télécoms du « projet 2025 », un document de près de 900 pages élaboré par le cercle de réflexion conservateur Heritage Foundation et feuille de route pour la refonte de l'État fédéral sous Donald Trump. « *La FCC doit changer de cap* » et « *atteindre quatre objectifs principaux : reprendre le contrôle des Big Tech, promouvoir la sécurité nationale, libérer la prospérité économique et garantir la responsabilité et la bonne gouvernance de la FCC* », y écrit-il. LePoint.fr/AFP 18 novembre 2024

Etats-Unis : A tout juste 27 ans, Karoline Leavitt devient la porte-parole de l'administration Trump - 20 Minutes/AFP 16 novembre 2024

A 27 ans, Karoline Leavitt a été nommé vendredi porte-parole de la Maison-Blanche, un poste aussi prestigieux qu'exposé. Ancienne porte-parole de la campagne présidentielle de Donald Trump, elle s'apprête à devenir le visage officiel de l'exécutif américain, chargé de répondre aux questions de la presse de manière quotidienne.

Le parcours de Karoline Leavitt témoigne de son ascension fulgurante dans les sphères politiques républicaines.

Originaire de l'Etat du New Hampshire, Karoline Leavitt s'est souvent définie comme une jeune femme ancrée dans les réalités de la classe moyenne. « *Je n'ai pas grandi dans une famille politique. Comme la plupart des Américains, j'ai grandi dans une famille d'entrepreneurs de la classe moyenne, ici, dans mon Etat natal du New Hampshire. J'ai plongé dans la politique à l'université* », a-t-elle confié lors d'un podcast diffusé vendredi sur la chaîne conservatrice Fox News. 20 Minutes/AFP 16 novembre 2024

Etats-Unis : Trump crée le Conseil national de l'énergie pour relancer la domination du pays - 20 Minutes/AFP 16 novembre 2024

Le président élu Donald Trump a annoncé vendredi la création d'un Conseil national de l'énergie (CNE). Ce nouvel organisme sera chargé de guider les Etats-Unis vers la « *domination énergétique* ». Doug Burgum, gouverneur du Dakota du Nord, a été choisi pour le diriger tout en assumant le rôle de ministre de l'Intérieur, un poste axé sur la gestion des terres fédérales.

Cette double nomination suscite déjà de nombreuses inquiétudes parmi les organisations environnementales. En effet, Doug Burgum, réputé proche de l'industrie pétrolière et gazière, pourrait faciliter l'ouverture de territoires fédéraux, comme les parcs nationaux, à la prospection énergétique.

Le CNE visera à « *réduire les formalités administratives, renforcer les investissements du secteur privé et se concentrer sur l'innovation en lieu et place des régulations de long terme absolument pas nécessaires* », a déclaré Donald Trump dans un communiqué.

Etats-Unis : Trump nomme à l'Energie Chris Wright, un climatosceptique soutenu par les pétroliers - 20 Minutes/AFP 17 novembre 2024

Dirigeant d'une entreprise dans la fracturation hydraulique, Chris Wright aura pour feuille de route la dérégulation du secteur de l'Energie

Sa candidature était soutenue par les entreprises du secteur du pétrole, souligne le *Financial Times*.

Le prochain détenteur du portefeuille de l'Energie dirige donc l'entreprise Liberty Energy, qu'il a fondée en 2011, et est spécialisée dans la fracturation hydraulique, une méthode polluante d'extraction d'hydrocarbures. Dans un post sur son compte LinkedIn il y a un an, il avait jugé qu'« *il n'y a pas de crise climatique et nous ne sommes pas non plus en pleine transition énergétique* ». « *Le terme de pollution par le carbone est scandaleux* » car toute vie dépend du dioxyde de carbone, avait-il ajouté, réfutant également les termes « *d'énergie propre ou d'énergie sale, toutes les sources d'énergie ont des impacts à la fois positifs et négatifs sur le monde* ».

Diplômé des prestigieux MIT et UC Berkeley, Chris Wright a fondé en 1992 l'entreprise Pinnacle Technologies, « *dont les innovations contribuent au lancement de la production commerciale de gaz de schiste et créent une industrie de cartographie des fractures hydrauliques* », précise le site Internet de Liberty Energy. Il a ensuite été président de Stroud Energy, « *l'un des premiers producteurs de gaz de schiste, avant de le vendre au pionnier du schiste Range Resources en 2006* ». 20 Minutes/AFP 17 novembre 2024

États-Unis: Doug Burgum, un proche des groupes pétroliers nommé secrétaire à l'Intérieur - RFI 15 novembre 2024

Le président élu des États-Unis, Donald Trump, a déclaré jeudi 14 novembre avoir choisi le gouverneur du Dakota du Nord, Doug Burgum, pour occuper le poste de secrétaire à l'Intérieur. Ancien patron d'une entreprise de logiciels qu'il a revendue à Microsoft, il avait présenté sa candidature à l'investiture républicaine pour l'élection présidentielle avant de la retirer et d'apporter son soutien à Donald Trump.

Et donc maintenant, après avoir fait le lien entre la campagne républicaine et les entreprises pétrolières, Doug Burgum va diriger la politique énergétique américaine.

Le département de l'Intérieur aux États-Unis, qui diffère de celui de la Sécurité intérieure, est le ministère chargé de la gestion des terres fédérales, qui représentent plus d'un quart du territoire américain et comprennent les parcs nationaux et les territoires tribaux.

Ukraine.

Le régime de Kiev apporte son aide aux terroristes en Syrie- InfoBrics - Mondialisation.ca, 14 novembre 2024

La coopération entre les terroristes wahhabites et les néonazis ukrainiens semble de plus en plus évidente. Au-delà des preuves de la présence d'islamistes radicaux sur le champ de bataille ukrainien, il a été récemment révélé que les services de renseignement ukrainiens aident les membres d'une branche d'Al-Qaïda en Syrie, en fournissant des informations stratégiques aux forces dissidentes locales pour qu'elles attaquent les troupes du gouvernement légitime de Bachar Al-Assad.

Selon des sources proches du gouvernement syrien interrogées par les médias russes, Kiev travaille avec des membres du groupe Hayat Tahrir-al-Sham (HTS), anciennement Jabhat al-Nusra, une milice salafiste extrémiste qui contrôle actuellement certaines parties de la province syrienne d'Idlib. Le groupe est issu d'une division locale d'Al-Qaïda et de nombreux analystes affirment qu'il reçoit des fonds de la Turquie et du Qatar, bien que ces États nient ces accusations. (...)

Cela n'est pas surprenant, étant donné que les néonazis ukrainiens et les militants salafistes travaillent pour les mêmes intérêts occidentaux. L'Occident a toujours été impliqué dans les actions de ces groupes, ce qui explique l'alliance anti-russe actuelle. C'est une preuve supplémentaire qu'aucune diplomatie n'est possible entre Moscou et le régime de Kiev, puisqu'il est absolument inacceptable de négocier avec des terroristes.

https://www.mondialisation.ca/le-regime-de-kiev-apporte-son-aide-aux-terroristes-en-syrie/5693947?doing_wp_cron=1731617865.5354619026184082031250

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 21 novembre 2024

Une belle causerie avec des infos révélatrices, dont les significations politiques ne devraient pas vous échapper ou vous laisser indifférents, je vous le souhaite.

Stop ou encore ?

Quel pays est devenu la France ?

Renouvellement de l'abonnement du blog au serveur OVH.

OVH a rejeté le règlement en ligne effectué le 16 novembre avec la carte bancaire de mon beau-fils, on doit faire une nouvelle tentative après-demain midi, je l'ai invité à déjeuner pour l'occasion.

Mais je me demande si cela vaut vraiment la peine, puisque je n'ai reçu aucun Bulletin de soutien à ce blog. Peut-être devrais-je en profiter pour économiser 13.000 roupies et cesser de m'user la santé pour des gens qui finalement n'en ont rien à foutre, ne croient plus en rien ou s'estiment heureux comme ils sont, j'en connais un paquet.

Il faut savoir ce qu'on veut dans la vie. Quand on doit se faire une idée sur une chose ou une personne, quand on doit faire un choix, il est recommandé de bien réfléchir avant de prendre une décision ou ne pas commettre une erreur irréparable.

Je suis du genre à croire aux signes, aux pressentiments, aux coïncidences. J'attache une importance particulière à tout ce qui se produit autour de moi ou qui me concerne, toutes ces petites choses pour lesquelles je n'ai aucune explication. On ne peut pas combattre pour la vérité, si on ne combat pas l'ignorance, à commencer par la nôtre, cela va de soi.

Je n'avais jamais imaginé avoir des relations aussi détestables avec des gens qui prétendent partager mes idées, c'est assez déconcertant, mais bon, il faut en prendre son parti.

Vous me trouvez peut-être trop incisif. On ne vit pas dans le même monde, désolé, je ne vous en fais pas le reproche, alors abstenez-vous.

Et puis, il ne faut pas confondre le fond avec la forme, les sentiments, les émotions, les sens, les goûts et les couleurs si trompeurs, les besoins élémentaires ou relatifs qui forment la couche superficielle des choses et correspondent à l'inconscience, avec le caractère et la personnalité, les besoins réels ou les aspirations profondes des hommes, qui ont tant de mal à se frayer un chemin vers la lumière. Malheur à ceux qui les confondent !

A moins que je sois devenu fou sans m'en apercevoir, sauf que tout mon comportement prouve le contraire. Car voyez-vous, j'ai aussi consacré des années à étudier à fond la psychologie et la psychanalyse (et je continue encore). Au lieu de juger ou épier les autres, j'observe mes réactions et je les interprète, donc si j'étais déséquilibré, je serais le premier à en être informé. J'en suis arrivé au point où j'ai pu prédire deux jours avant que j'allais être malade. Et que j'allais me rétablir deux jours plus tard, parce que j'ai pris les mesures qui s'imposaient. Tout cela, c'est de la dialectique et je m'en amuse.

Admettons que ce blog ne serve à rien, pourquoi pas. Personnellement je ne serais pas fâché de m'en passer, c'est devenu une corvée des plus ingrates qui soit dans de telles conditions. J'ai tout sacrifié pour développer ce courant politique. Il n'intéresse personne, soit, vous vous en passerez. Je suis très fidèle et conservateur, mais je suis aussi du genre à tout bazarder du jour au lendemain quand j'en ai marre de quelque chose ou quelqu'un qui a abusé de la situation. Quitte parfois à le regretter, peu importe. On ne peut jamais revenir en arrière.

Réponse avant le 23 novembre 2024 13 heures, heures locales, moins 4h30 en France, merci. J'ai évoqué les « signes » plus haut, celui-ci en sera un que je prendrai au sérieux. Après il sera trop tard !

En famille. On n'est jamais aussi bien servi que par soi-même.

J-C – Les médias leur appartiennent, ils viennent même de se payer une école de journalistes, ils en font ce qu'ils veulent, en quoi serions-nous concernés ? Ah, c'est parce qu'ils devraient être vertueux, Charlie ! C'est à cela qu'on reconnaît les charlatans, les opportunistes, les staliniens repentis avançant masqués et j'en passe, les médias et réseaux sociaux en sont pleins.

La presse sous perfusion de LVMH et de Bernard Arnault - acrimed.org 19 novembre 2024

LVMH «*arrose une bonne partie de la presse en pages de pub*» : il y a quelques jours, L'Informé a publié, à partir de chiffres produits par Kantar, «*la répartition des dépenses de LVMH dans la presse nationale*». Bilan : les millions pleuvent.

Ces recettes publicitaires bénéficient d'abord aux médias détenus par le groupe LVMH lui-même : entre janvier et septembre 2024, ce sont, toujours d'après L'Informé, 80 millions d'euros bruts¹ qui ont été fléchés vers Le Parisien, Le Parisien Dimanche et Les Échos.

Mais c'est aussi la régalade pour les groupes Le Figaro et Le Monde : «*La régie média du Figaro a ainsi perçu 32 millions d'euros, dont la moitié pour Madame Figaro et Le Figaro et vous, le cahier spécial luxe et art de vivre du journal. Le groupe Le Monde a engrangé, de son côté, 9,5 millions d'euros bruts*». Paris Match, qui vient d'être racheté par LVMH, ne s'en sortait pas trop mal (3,9 millions), tout comme le JDD (3,5 millions) ou Le Point (1,7 million).

Et ce n'est pas fini, puisque L'Informé précise que L'Express, L'Opinion, Libération, La Croix, La Tribune dimanche ou encore Le Nouvel Obs ont aussi perçu entre quelques dizaines et quelques centaines de milliers d'euros bruts.

Source : Acrimed

J-C- Ah, ces médias-oligarques, vilains profiteurs !

Question à 1 roupie : Quelqu'un a-t-il vu une photo de militaire nord-coréen sur le front en Ukraine ou à Koursk ?

Guerre en Ukraine : que pourrait changer l'engagement de milliers de soldats nord-coréens dans la région russe de Koursk ? - francetvinfo.fr 21 novembre 2024

Ils osent tout. Propagande éhontée. S'il est agréé Radio France, autant dire que c'est un agent de l'impérialisme français.

Centrafrique : "*C'est un pays sous emprise de la Russie*", témoigne un journaliste lanceur d'alerte - francetvinfo.fr 21 novembre 2024

Cette enquête sur les opérations d'influence russe en Afrique a été menée par un réseau international de journalistes d'investigation Forbidden Stories, dont Radio France fait partie.

« *Si aujourd'hui j'ai décidé de dénoncer, il en va de ma dignité* », souligne Ephrem Yalike. "*La présence russe en Centrafrique n'est pas une présence pour aider*". francetvinfo.fr 21 novembre 2024

J-C - La présence française ou américaine, c'est forcément pour aider les Africains, c'est bien connu, quelle bande d'abrutis à France Info !

Totalitarisme. Poubelle la vie ! Ils surveillent jusqu'au fond de votre poubelle.

J-C - Les Français sont-ils bêtes et obéissants, devinez ? Après apprenons-leur le caniveau, apprenons-leur à trier leurs déchets.

Rassurez-vous, ces déchets ne concernent pas les chômeurs, les clochards, les handicapés, les vieillards, les miséreux sur lesquels ils veillent attentivement ou auxquels ils réservent un sort particulier.

Quelles sont les régions où les habitants sont les plus impliqués dans le tri des déchets? - BFMTV 19 novembre 2024

Les Français prêtent une attention particulière à leurs déchets. Ils sont 87% à affirmer être attentifs au fait de réduire et limiter leurs détritrus, selon un sondage réalisé par Odoxa pour Suez et publié ce mardi 19 novembre. Plus d'un Français sur dix admettent toutefois ne pas s'en préoccuper.

Les Français ont une assez mauvaise image des uns des autres. Ils sont 47% à trouver que les habitants autour d'eux ne font pas attention.

Comme pour la réduction des déchets, les personnes interrogées se montrent très engagées pour leur tri: ils sont 90% à dire "bien" respecter les consignes. Ce sont les emballages papiers et plastiques qui concentrent la plus grande attention avec 94% des personnes qui affirment bien effectuer le tri, devant le verre (91%). BFMTV 19 novembre 2024

J-C - La société de surveillance est déjà en place, c'est très inquiétant pour la suite. Ils passent leur temps à juger les autres si j'en crois le comportement des Français que je connais, du coup ils ne peuvent avoir que des rapports exécrables ou pas du tout.

Je vis dans un pays où l'immense majorité des gens sont très arriérés et peines à progresser du fait qu'ils travaillent 6 jours sur 7, ils n'y sont pour rien. Ils tous scotchés devant leur télé ou l'écran de leur smartphone qui les maintient dans un état d'abrutissement permanent ou de sidération, de torpeur proche de l'apoplexie.

Autant dire que nous n'avons pas du tout les mêmes réactions ou le même comportement en règle générale, donc j'aurais matière à les juger du matin au soir, sauf que je m'en abstiens ou cela ne me vient même pas à l'esprit, j'ai cessé d'être Français ou je n'ai pas cette fâcheuse habitude, qui en dit plus long qu'on ne le croit sur le niveau de conscience général d'une personne...

Je rappelle qu'avec ma compagne, nous sommes les cantonniers de l'impasse où nous habitons, chaque semaine nous ramassons les déchets et nous les brûlons, sauf les objets en plastique dur que je vais déposer dans une décharge.

Les Indiens à qui appartiennent ces déchets nous regardent faire sans venir nous aider, nous les ignorons ou ma compagne discute cordialement d'autres choses avec eux... avant de les sermonner, parce qu'elle ne peut pas s'en empêcher. Elle est hyper arriérée, donc je n'exige pas qu'elle me comprenne et m'imitte, vous saisissez la nuance.

Quand après on vient me reprocher de ne pas respecter je ne sais pas qui, je trouve que c'est injustifié et profondément injuste, dégueulasse.

On vit dans un monde dirigés par des malfaisants cinglés.

Voilà à quoi se consacrent le plus sérieusement du monde des ingénieurs et des chercheurs, à quoi sont consacrées des études et des conférences mondiales, à quoi des Etats consacrent leur budget, à croire que la civilisation humaine est déjà entrée en putréfaction.

Dictature du Green New Deal de Davos. Bienvenue chez les cinglés. C'est à se pisser dessus !

Journée mondiale des toilettes : pourquoi il est temps de se pencher sur les grosses émissions de gaz à effet de serre de nos petits coins - francetvinfo.fr 19 novembre 2024

"Je vais vous parler d'un sujet passionnant qui nous concerne tous. Car tout le monde fait caca, n'est-ce pas ?" Souriant à sa webcam, Daniel Ddiba interroge une mosaïque d'écrans noirs. L'ingénieur et chercheur ougandais basé en Suède s'exprime à l'occasion d'une visioconférence du Stockholm Environment Institute (SEI). Environ 1,3% des émissions de gaz à effet de serre mondiales proviennent des systèmes d'assainissement et de gestion des eaux usées, et donc des toilettes. *"C'est plus ou moins l'équivalent des émissions du secteur mondial de l'aviation, mais dans*

le discours sur le changement climatique, on ne parle quasiment pas d'assainissement", s'étonne le chercheur.

La journée mondiale des toilettes, mardi 19 novembre, donne l'occasion de se réjouir de l'amélioration, à travers le monde, de l'accès aux sanitaires. Mais cet incontestable progrès en matière de santé publique s'est accompagné d'une hausse spectaculaire d'émissions de gaz à effet de serre particulièrement nocifs pour le climat : le méthane et le protoxyde d'azote, respectivement 28 et 273 fois plus "réchauffants" que le CO2 dans l'atmosphère. Psychopathes dites-vous ?

Arrêtez de nous seriner, seringuer, cinglés !

Une loterie pour inciter à la vaccination: un hôpital suspend son concours de la "seringue d'or"- BFMTV 20 novembre 2024

Au centre hospitalier de Fismes (Marne), le lancement de la campagne de vaccination contre la grippe et la Covid-19 s'est accompagné, cette année, d'une étonnante polémique. Son nom? La "seringue d'or".

Comme le rapportent France 3 Grand Est et Le Parisien, ce concours organisé par la direction de l'hôpital permettait à toute personne nouvellement vaccinée de participer à une loterie. À la clé: un panier garni de biscuits roses de Reims de la maison Fossier, d'une valeur de 100 euros.

Surpris par l'ampleur de la polémique, le centre hospitalier de Fismes a finalement annoncé ce mardi 19 novembre suspendre son concours, qu'il a qualifié d'"inapproprié".

Ils ont déjà manifesté leur intention de supprimer les vaches à cause de leurs pets, à qui le tour ?

Pourquoi l'Australie demande aux habitants d'enregistrer... leurs pets - 20minutes.fr 20 novembre 2024

Selon une étude réalisée en 2021, 60 % des Australiens déclarent souffrir de « *flatulences excessives*».

La CSIRO, l'agence scientifique nationale australienne, a récemment invité les citoyens à fournir des données sur la fréquence, le bruit et l'odeur de leurs flatulences, via une application.

Ce sont ces psychopathes enrégés qui terrorisent tous les peuples.

Nourriture, radio, alertes... Comment la Suède prépare sa population à la guerre - LePoint.fr 20 novembre 2024

Depuis le lundi 18 novembre, 5 millions d'exemplaires de ce petit manuel qui a tout d'un guide de survie sont distribués aux citoyens suédois. Intitulé Om krisen eller kriget kommer (« *En cas de*

crise ou de guerre »), le livret de 32 pages a été rédigé par l'agence suédoise des contingences civiles (MSB), un organisme gouvernemental dont le but est de renforcer « *la société dans la prévention et la gestion des accidents, des crises et des conséquences de la guerre* ».

« *Nous vivons des temps incertains. Des conflits armés se déroulent actuellement dans notre coin du monde* », explique en préambule la brochure, sans mentionner une seule fois la Russie ou l'Ukraine. « *Le terrorisme, les cyberattaques et des campagnes de désinformation sont utilisés pour nous affaiblir et nous influencer. Pour résister à ces menaces, nous devons rester unis. Si la Suède est attaquée, chacun doit faire son possible pour défendre l'indépendance de la Suède – et notre démocratie.* »

Le message qui vous est adressé : Les Français sont des monstres, ne les fréquentez pas !

J-C – Ce n'est pas le régime en place qu'ils visent ces ordures, mais vous. Si vous ne réagissez pas, attendez-vous au pire.

- L'Unicef alerte, un enfant sur cinq ne mange pas trois repas par jour en France - BFMTV 19 novembre 2024

- Une situation "insupportable" : 128 000 bébés ont été accompagnés par Les Restos du cœur en 2024 - francetvinfo.fr 19 novembre 2024

- Enquête : ces milliers d'enfants handicapés victimes de prédateurs sexuels - francetvinfo.fr 20 novembre 2024

En famille avec l'extrême droite à l'OTAN politique.

Raffaele Fitto premier vice-président d'extrême droite nommé à la Commission européenne - Le HuffPost 21 novembre 2024

Après de difficiles tractations, la droite, le centre et les sociaux-démocrates ont fini par trouver un accord ce mercredi 20 novembre soir au Parlement européen à Bruxelles, afin d'approuver la nouvelle équipe de la Commission. L'une des vice-présidences a été attribuée à l'extrême droite.

Les chefs du PPE (droite), de Renew (centre) et du groupe social-démocrate (gauche) soutiennent l'ensemble des commissaires européens proposés, y compris l'Italien Raffaele Fitto, membre du parti d'extrême droite Fratelli d'Italia, choisi pour une vice-présidence à la Cohésion des territoires, selon l'accord conclu mercredi. C'est la première fois qu'un poste de vice-président revient à l'extrême droite. Le HuffPost 21 novembre 2024

Santé.

Parole d'internaute.

1- Moi, je me fie aux autorités. Quand on me dit que le masque ne sert à rien et que l'on ne saura pas le mettre, je le crois. Quand on me dit qu'il est indispensable et obligatoire, je le crois. Quand on me dit qu'on peut prendre un café debout au comptoir mais qu'il ne faut pas le prendre assis en terrasse, je le crois. Quand on me dit que des médicaments connus et prescrits depuis des décennies sont dangereux mais qu'un vaccin expérimental est sans danger, je le crois. Quand on m'a démontré que le nuage de Tchernobyl ne pouvait que s'arrêter à la frontière, je l'ai cru. Sinon, on me taxerait de complotiste.

2- Je crois aussi que les plages dynamiques ont sauvé des vies, tandis que les sales réfractaires qui s'asseyaient sur le sable ont tué des milliers de citoyens responsables.

Je crois qu'il était dangereux de sortir de chez soi plus d'une heure ou au-delà du kilomètre autorisé, sauf si c'était pour faire ses courses où sortir le chien. Et grâce à ça la ville était sûre alors que la forêt restait dangereuse.

Je crois que la caissière du supermarché ne risquait rien même en enchainant les clients tout au long de la journée, mais que 2 clients qui se croisaient dans un rayon désert signaient leur arrêt de mort.

Je crois que les vendeurs de vin étaient essentiels à la vie quotidienne, et qu'il était dangereux de laisser les rayons sous-vêtement ouverts dans les supérettes.

Je crois qu'à partir de novembre 2020 ça devenait dangereux de sortir dans des rues vides le soir à partir de 21h00, puis 19h00, puis 18h00, mais que croiser des centaines de personnes dans des métros bondés à 17h59 n'aurait jamais constitué un risque.

Je crois que pour Noël j'ai eu raison d'enfermer Papi et Mamie dans la cuisine et les petits enfants dans le salon. Je crois que le 7ème à table serait mort si je ne l'avais pas renvoyé chez lui. Je crois que j'aurais dû brûler les cadeaux des grands-parents au lieu de les offrir aux enfants.

Je crois tout ça parce que je suis responsable, et que j'ai des devoirs avant d'avoir des droits !

«On se heurte à un mur» : ces grands perdants du vaccin Covid-19 qui luttent pour la reconnaissance d'effets indésirables - lefigaro.fr 17 novembre 2024

Commentaires de lecteurs du Figaro :

1- Bon, pour synthétiser:

2- On a prétendu que le vaccin empêche de tomber malade: faux, on connaît tous des polyvaccinés qui ont eu ensuite le COVID

3- On a prétendu que le vaccin empêche la transmission du virus: faux, pratiquement tous ceux qui ont été malades l'ont transmis à leurs proches

4- On a prétendu qu'il évitait les cas graves: indémonstrables, parce que de toute façon, les personnes à risques, vaccinées ou pas, ont connu une forte surmortalité, et que de toute façon, les autres, quand ils sont tombés malades, ont été guéris entre 1 et 2 semaines.

5- Le cas de COVID long est aussi fréquent chez les vaccinés que chez les autres

6- Sans me prononcer sur l'HCQ, je constate la disproportion entre le traitement médiatique de ses effets secondaires, et celui des vaccins: une étude bidon dans le Lancet pour le premier, et des milliards d'utilisateurs, quasiment aucune pour les seconds.

Chacun conclura.

7- La controverse sur la technologie ARNm, c'est l'arbre qui cache la forêt.

Le scandale est ailleurs:

8- Des politiciens en perdition, mais pas pour tout le monde, ont cherché des solutions miracles,

9- Des fabricants de vaccins ont annoncé à quelques jours d'intervalle la mise au point de vaccins à l'efficacité de l'ordre de 95 % (ramenée à 60 % dans les meilleurs des cas par la suite),

10- Presque toutes les instances médicales ont poussé pour faire valider ces vaccins au mépris des règles de prudence habituelles,

11- On a obligé toutes les classes d'âge à se vacciner alors que les jeunes ne couraient aucun risque du Covid, sauf cas particuliers vite identifiés,

12- Malgré de très nombreux cas d'effets secondaires chez les jeunes hommes et les jeunes femmes, vite visibles malgré l'opacité organisée des données statistiques très morcelées, on a continué à imposer cette vaccination de masse inutile.

Pas besoin d'être complotiste pour se demander pourquoi de telles erreurs de politique de santé publiques sont possibles.

13- Médecin généraliste depuis 40 ans je suis parti écœuré par cette crise, et j'ai perdu toutes mes illusions. Médecin très classique et respectueux de la hiérarchie je suis devenu un vieux complotiste haineux.... Les médecins vont rejoindre les politiques et les journalistes comme professions corrompues. La médecine a perdu toute dignité. Quand on m'appelle docteur, j'ai honte....

14- En tant Docteur d'Etat en Biologie moléculaire, je pourrais vous faire part de ma triste expérience en matière de ce "vaccin", mais qui, en réalité n'en est pas un du fait de son mécanisme. Je n'avais eu de problème pulmonaire, mais j'ai été atteint, peu de temps après, d'insuffisance respiratoire grave, avec perte de connaissance. « O » le diagnostic retenu a été « BPCO », alors que je n'ai jamais fumé, ni travaillé dans les mines, ni jamais souffert d'asthme. Ce fut brutal, je suis resté sous oxygène et sous corticothérapie, et deux ans plus tard, je suis toujours insuffisant en soigné de même, c'est un lourd handicap. L'omerta existe bien, et je dois agiter mes titres et mes connaissances pour que le corps médical accepte d'en débattre et d'envisager la probabilité (car le

certain n'existe pas) que le vaccin en soit la cause, car mon cas est loin d'être isolé. Certains vaccinés jeunes ont aussi des insuffisances cardiaques, des AVC. Ce fut le cas de mon fils, décédé à 48 ans d'une crise cardiaque, alors qu'il est, du fait de son métier, régulièrement suivi.

15- D'une part, le vaccin COVID ne protège pas contre la contamination, ni de faire une infection COVID. D'autre part, il n'a jamais été prouvé que le vaccin COVID ait sauvé des vies : c'est un "*argument marketing*" des Labo Pharma pour vendre leur vaccin, mais il n'y a aucune étude scientifique qui l'a prouvé. Enfin, les pays dans lesquels il y a eu le moins de vaccinations COVID dans la période 2020-2022, sont les pays les moins touchés par les épidémies de variants.

16- Tiens donc! Le Figaro n'a cessé durant trois ans de nier tout effet secondaire grave possible avec les merveilleux vaccins ARNm et traiter tous ceux qui alertaient sur ces risques de charlatans ou de complotistes... Diable, la nomination de Robert Kennedy Jr à la Santé aux États-Unis et les multiples procès en cours contre des labos corrupteurs semblent modifier les narratifs des deux côtés de l'Atlantique...

17- Toutes les personnes ayant développé des effets indésirables n'ont pas pu les déclarer. Ces chiffres sont bien en deçà de la réalité. Sans compter le nombre de décès chez les personnes âgées suite à la "*vaccination*" contre le COVID 19. Étant sur le terrain à ce moment-là je pourrais attester de nombreux effets indésirables voire l'état qui lorsque nous les déclarations n'étaient pas pris en considération

18- Tout le monde connaît au moins une personne de son entourage qui a eu des problèmes de santé plus ou moins graves dus à ce truc. Soit tout le monde connaît les mêmes quelques personnes qui n'ont pas eu de bol, qui sont de vraies stars, soit on nous baratine sur les statistiques d'occurrence.

19- Probablement un jour on apprendra qu'il y a eu plus de décès liés aux vaccins qu'au virus.

20- Moi aussi j'ai perdu un proche, 3 heures après. Ni oubli ni pardon.

21- Le 4eme vaccin Pfizer m'a déclenché un zona au bras droit.

Je souffre depuis 2 ans sans solution de guérison

22- Suite à un vaccin Pfizer j'ai eu un emphysème (trous dans les poumons) relativement important du jour au lendemain. Impossible de prouver la cause à effets. Je vis avec, c'est très difficile. Ah oui, je n'ai jamais fumé de ma vie et je vis à la campagne...

23- Le neveu de mon ex compagne, 18 ans, a chopé une myocardite, quelques jours après son vaccin. Les bonheurs du vaccin aléatoire.

24- Ma mère est morte dans les jours qui ont suivi sa vaccination, ma fille a fait une tachycardie le soir de sa vaccination, une amie a été déclarée par son cardiologue en sursis de 6 mois suite à sa vaccination puis elle s'en est remis, mon épouse et moi nous avons eu des troubles cardiaques dans les jours suivant nos vaccinations. On a mis sur le marché, des "*vaccins*" sans respect des procédures de commercialisation de médicament, c'est une leçon pour de prochaines crises sanitaires.

25- En 2022, un mois et demi après le vaccin Pfizer, il a fallu me poser une valve aortique. J'ai des doutes

26- Je n'avais jamais entendu parler de la Pseudopolyarthrite rhumatoïde (PPR) qui provoque des douleurs inflammatoires de la racine des quatre membres.

Développée quelques temps après la seconde injection par un de mes proches. Le rhumatologue consulté lui avait dit qu'il lui semblait traiter plus de cas

27- 200 000 effets secondaires déclarées, et combien ne le sont pas ?

L'âge moyen des décès Covid est de 82 ans en 2020 en France...

Qui pour expliquer qu'à partir de 2021 et jusqu'à cette année, les pays les plus vaccinés voient un excès de mortalité entre 8 et 15%, soit davantage qu'en 2020, année Covid, sans "vaccin".

Le temps montrera qu'il s'agit de la plus grande erreur (ou fraude) sanitaire de l'histoire quand on a obligé des personnes de moins de 65 ans en bonne santé de s'injecter x fois un produit in fine dangereux alors qu'il ne risquait rien de la maladie, si ce n'est une grippe.

28- On a su très top que les enfants ne risquaient rien avec le Covid Pourquoi avoir rendu la vaccination des enfants obligatoire.

29- Ce vaccin est une supercherie. Même sans effets secondaires il a prouvé son inefficacité. Et l'argument de dire que cela a éradiqué le virus est faux. D'autres maladies telle la grippe Espagnole en 1918 a disparu comme il est venu sans vaccin

30- J'ai fait 2 thromboses 3 jours après le vaccin Pfizer dont une sur une fistule pour la dialyse. J'ai téléphoné à l'ANSM qui m'a servi le même discours : preuve du lien de cause à effet, que malgré tout le rapport risques/effets est négligeable. Pourtant 2 faits similaires suite à 3ème et 4ème injection commencent à écarter le hasard...

31- J'ai passé 15 jours aux urgences cardiaques, 140 pulses minute au repos alors que d'habitude environ 60, j'ai eu droit à tous les examens existants et professeurs du chu de Nancy pour finalement me diagnostiquer une péri cardiopathie possiblement liée à la 3ème dose du vaccin. J'ai bien ressenti l'omerta, seul un interne (remarquable exceptionnel) osait me parler franchement. Mon cardio me déconseille d'aller en justice, dixit vous n'obtiendrez rien de plus que le remboursement des frais d'avocats. Mon cœur bat maintenant à 80 au repos et je prends du transtate (beta bloquant) depuis l'incident.

32- La dimension politique de ce dossier, dès le départ, est énorme.

On a mis la pression à des millions de gens pour qu'ils se vaccinent alors qu'ils n'en avaient pas besoin et contre l'avis de nombreux scientifiques aux qualifications indiscutables. Pour quoi ? Pour enrichir qui ? Quand est ce que les journalistes vont véritablement s'emparer de ce dossier ?

33- Je connais plusieurs personnes qui ont eu des effets secondaires graves suite au vaccin mais personne mort du Covid.

Un ami multi vacciné (sans aucune pathologie) est brutalement décédé d'une hémorragie abdominale en quelques heures quelques jours après sa 4ème dose.

Pour le Covid, la manne financière pour les labos a été tellement colossale qu'elle a pu permettre de financer l'omerta généralisée qui prévaut sur le sujet, y compris dans les médias mainstream, les médecins et les gouvernements, y c et surtout l'UE.

34- La fréquence de ces effets secondaires me paraît plus élevée qu'annoncé officiellement. Dans mon entourage éloigné, 2 personnes ont eu le syndrome de Guillain Barré (les deux sont en incapacité de travailler depuis 3 ans), plus une autre pour qui cela n'a pas été officiellement diagnostiqué mais qui en a tous les symptômes.

J'ai aussi l'impression diffuse qu'il y a eu aussi vers cette période une augmentation des cancers et des maladies auto immunes Et je précise que je ne suis pas antivax, j'ai moi-même fait 3 injections.

35- 1 semaine après la 3eme injection, je me suis retrouvé aux urgences à l'hôpital d'Anvers avec suspicion de crise cardiaque, d'AVC et ou d'épilepsie. Rien de tout ça!

Je me retrouve maintenant avec des passages en cardiologie....

36- Je ne compte plus les morts autour de moi à la suite des injections !....

Mon assistante de direction ,55 ans, décédée suite à 3 injections ; le parrain de ma fille décédé suite à 3 injections ; les médecins sont formels mais refusent de l'écrire de crainte de l'ordre des médecins !

Idem, ma voisine a perdu son beau-frère ; mon autre voisin souffre de pathologie cardiaque suite aux 3 injections.

Ma compagne médecin urgentiste injecté par obligation de l'hôpital où elle travaillait a fait un AIT après la première injection !

Cette liste est loin d'être exhaustive !

37- Lorsque vous recevez une dose vaccinale vous recevez une dose donnée d'antigène contre laquelle vous allez développer des anticorps. Ce n'est pas le cas du vaccin ARN m Coronavirus. On ne vous injecte pas l'antigène mais un code pour que vous fabriquiez vous même cet antigène en l'occurrence la protéine Spike pour le Covid. Certains individus en très bonne santé immunitaire ont fabriqué beaucoup trop de protéine Spike, potentiellement dangereuse à fortes doses (un peu comme le serait une toxine) induisant de la part de l'organisme une réaction adverse délétère. Ce type de « *surdosage* » vaccinal est impossible avec un vaccin classique quand bien même une réaction immunitaire individuelle exagérée reste toujours possible. Cette situation n'avait jamais été évaluée précédemment et on peut constater que cette technologie a engendré un nombre d'effets secondaires majeurs sans commune mesure d'avec les complications habituelles des technologies éprouvées. En fait ces réactions exagérées post vaccinales sont assez proches des orages de cytokines survenus dans la deuxième phase de la maladie, ce n'est plus le virus qui est en cause mais l'intensité de la réaction immunitaire individuelle qui apparait nocive, un peu comme dans une auto immunité ou vous vous détruisez vous même via votre système de défense. Un commentaire de l'époque qui avait été retoqué par le modérateur !

Sur la situation politique et sociale en France.

En famille. Opération séduction de LFI au temple de la réaction. Et provocation.

J-C – Qui veulent-ils recruter dans ce marais de l'aristocratie du régime ? La fréquentation des allées du pouvoir leur monte à la tête...

Sciences Po Paris interdit une conférence de l'Insoumise Rima Hassan - LePoint.fr 20 novembre 2024

Rima Hassan dénonce une « censure » après l'interdiction d'une de ses conférences à Sciences Po Paris. Le nouveau directeur de l'école supérieure Luis Vassy « *vient d'interdire la conférence que je devais assurer vendredi 22 novembre. Motif avancé : risques de troubles à l'ordre public* », a indiqué ce mardi l'eurodéputée de La France insoumise sur son compte X. LePoint.fr 20 novembre 2024

Strasbourg : Une conférence sur la Palestine de l'eurodéputée LFI Rima Hassan une nouvelle fois interdite - 20 Minutes/AFP 21 novembre 2024

L'Université de Strasbourg a, à son tour, interdit mercredi une conférence de l'eurodéputée de La France insoumise, prévue ce 28 novembre.

Une conseillère municipale socialiste de Strasbourg, Pernelle Richardot, a exprimé « *tout (son) soutien* » au président de l'Université de Strasbourg, « *qui vient de prendre une décision courageuse* », a-t-elle écrit sur X. « *Il est temps que notre université arrête de servir de tribune aux soutiens de groupuscules islamistes !* »

J-C – Ils figurent bien ensemble dans le NFP, n'est-ce pas ? A fuir !

Subventionner la misère et la précarité, c'est les entretenir. Justice sociale : Pas un centime pour les ONG !

"*Une histoire de vie ou de mort pour les personnes qu'on aide*" : 182 ONG manifestent à Paris pour protester contre les coupes budgétaires annoncées - francetvinfo.fr 20 novembre 2024

Le Budget 2025 prévoit une baisse de deux milliards d'euros des aides destinées aux pays pauvres. Ces organisations non gouvernementales, unies au sein de la Coordination sud, ont manifesté à Paris, mardi. francetvinfo.fr 20 novembre 2024

En famille. Macron affectionne les fachos.

J-C – Mais pas Marine Le Pen ? Qu'en savez-vous, ils sont concurrents à l'extrême droite, non ?

Messes basses et tape sur l'épaule, Macron affiche sa proximité avec Javier Milei au G20 - Paris Match 19 novembre 2024

Les deux hommes ont été aperçus s'échanger accolades, tapes sur le dos et même messes basses durant la traditionnelle photo de groupe.

Esclavage salariale. Travaillez gratis. Cadeau, pour qui, devinez ?

Le Sénat vote l'instauration de 7 heures de travail supplémentaires sans rémunération - Publicsenat.fr 21 novembre 2024

Le Sénat à majorité de droite et du centre demande un nouvel effort aux salariés, face à l'ampleur des dépenses liées au vieillissement de la population à venir. L'hémicycle a adopté (216 voix contre 119) dans la nuit du 20 au 21 novembre, après des débats électriques entre la gauche et la droite, un amendement marquant au projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) pour 2025. Il instaure une « *contribution de solidarité* » de 7 heures de travail supplémentaires dans l'année, non rémunérées. Son maintien dans la version finale du projet de loi est très incertain, puisque le gouvernement s'est montré défavorable à un amendement dans ce cadre.

En échange du bénéfice de ces heures supplémentaires, les entreprises verront leur cotisation de solidarité pour l'autonomie doubler, de 0,3 % à 0,6 %. Cette contribution viendrait financer exclusivement la branche autonomie de la Sécu, pour 2,5 milliards d'euros supplémentaires, et donc les politiques de prise en charge de personnes âgées dépendantes ou de personnes en situation de handicap.

La répartition de ces sept heures de solidarité sera définie par un accord d'entreprise, une convention ou un accord de branche.

J-C – Ils parlent bien des vieillards qu'ils ont euthanasiés ou laissé crever dans les Ehpad en 2020-2022 ?

Ils veulent formater à leur idéologie les émotions des enfants dès l'âge de 4 ans.

J-C – Ils tiennent à propager la guerre entre les deux sexes dès le plus bas âge, ce sont des monstres, des sadiques. Mais apparemment, tout le monde s'en accommode.

Éducation à la sexualité: Anne Genetet défend un programme "progressif" et "séquencé" - BFMTV 19 novembre 2024

"Ce programme est très progressif, très séquencé" et il "aura lieu à raison de trois séances par an, par élève, en dehors du temps scolaire", a expliqué la ministre de l'Éducation nationale sur Europe1 et CNews.

"On est vraiment sur la vie relationnelle, le consentement, le respect d'autrui, la lutte contre les violences faites aux femmes, l'égalité filles-garçons, des choses fondamentales de base qui ne sont pas toujours enseignées en famille", a-t-elle ajouté.

"Il apprend des choses simples: c'est quoi une fille, c'est quoi un garçon" ainsi que "le respect les uns des autres", a-t-elle ajouté. "Apprendre la différence fille et garçon, c'est aussi travailler sur les violences faites contre les femmes, le respect, la notion de consentement", a précisé Anne Genetet.

Affirmant qu'il s'adressait aux élèves "de l'âge de quatre ans et jusqu'aux plus grands", elle a expliqué que chez les plus petits "on va travailler sur les émotions, reconnaître les émotions sur un visage, savoir lire un visage, construire après le respect d'autrui".

Interrogée sur l'opportunité de confier cette mission à l'école, Anne Genetet a expliqué: "S'agissant de la vie affective et relationnelle, et après de l'éducation à la sexualité pour les plus grands, rappelons-nous qu'en général, c'est rarement fait en famille. Donc il faut bien que quelqu'un le fasse". BFMTV 19 novembre 2024

J-C – « On va travailler sur les émotions, reconnaître les émotions sur un visage, savoir lire un visage » d'une femme à barbe, d'un travelo se déhanchant comme une pute ?

Et les gosses qui sont bombardés tous les jours à Gaza et au Liban ? Tous ceux qui sont clochardisés avec leurs parents en France, qui crèvent de faim ou par manque de soins quelque part en Afrique ? Ces cours devraient être interdits dans les écoles publiques.

L'enfer de la guerre impérialiste et coloniale ou la barbarie capitaliste à l'œuvre.

De la géopolitique et de la religion (1/2) Par René Naba - Mondialisation.ca, 17 novembre 2024

https://www.mondialisation.ca/de-la-geopolitique-et-de-la-religion-1-2/5694036?doing_wp_cron=1732101150.5068049430847167968750

Etats-Unis.

Donald Trump serait un clone du glorieux grand propriétaire terrien et esclavagiste Andrew Jackson Donelson

Donald Trump, un Andrew Jackson 2.0 ? par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 19 novembre 2024

<https://www.voltairenet.org/article221519.html>

J-C - Je vous épargne cet article, quelques morceaux choisis commentés suffiront amplement.

TM - Le président Donald Trump n'est pas un républicain, bien qu'il ait été soutenu par le parti républicain.

Non-dit - Il est membre du Parti républicain

TM - Trump, qui a fréquenté successivement le Parti démocrate, le Tea Party, et aujourd'hui le Parti républicain, se réclame d'une quatrième idéologie : le jacksonisme.

Non-dit - Le Parti républicain fut le premier parti où il adhéra en 1989 avant de le quitter plus tard et d'y revenir en 2012.

TM - Aucune source citée - Il se définit comme jacksonien et a multiplié les références à l'ancien président Andrew Jackson.

Dans l'histoire des États-Unis, le général Jackson a tenté de transformer son pays d'une monarchie sans noblesse en une véritable démocratie et de remplacer les guerres par le commerce.

Non-dit - Quand un général, grand propriétaire terrien, esclavagiste, génocidaire, est partisan de la démocratie et de la paix, la prospérité est assurée, champagne pour tout le monde, non, pas vraiment!

Andrew Jackson rédigea la Constitution du Tennessee (1796)

TM - Elle fut cependant saluée comme « *la moins imparfaite et la plus républicaine des constitutions* » par le président des États-Unis, Thomas Jefferson. La section 1ère de l'article III donne le droit de vote à tous les hommes libres (blancs et noirs)

Non-dit – La moins pire des pires pour ceux qui ont eu à en souffrir, et la meilleurs des moins mauvaises pour ceux qui en profitèrent, devinez dans quel camp ou classe aurait vécu Meyssan à l'époque ? Donc une Constitution esclavagiste ou qui ne supprimait pas l'esclavage, c'est bien cela ?

TM - Il se présente en 1824 à la présidence des États-Unis et obtint alors la majorité des suffrages populaires et la majorité des électeurs (désignés par les gouverneurs), mais, à la suite d'un tour de passe-passe (un accord post-élection des deux autres candidats), il ne fut pas considéré comme élu pour autant. Le collège électoral (c'est-à-dire les représentants des gouverneurs) désigna John Quincy Adams (comme en 2020, il désigna Joe Biden contre Donald Trump). La réalité de l'élection volée par la classe politique corrompue a servi de thème électoral pour Andrew Jackson (comme pour Donald Trump).

Non-dit - Autrement dit, c'est cette Constitution de 1796 vantée plus haut, qui est à l'origine de la Constitution actuelle antidémocratique des États-Unis, c'est bien cela. La suite le confirme.

TM - Il fut nettement élu en 1828, alors que de nombreux États avaient adopté le vote consultatif pour indiquer à leurs gouverneurs les électeurs qu'ils devaient choisir (Rappel : la constitution des États-Unis n'indique pas que le président doit être élu au suffrage universel, direct ou indirect, mais par les représentants des gouverneurs. Selon les mots des « *pères fondateurs* », il ne s'agissait surtout pas d'instaurer une démocratie). Il fut donc le premier président élu, non pas par, mais avec le soutien du suffrage universel.

Non-dit - Andrew Jackson fut donc élu président en 1828 d'un Etat non-démocratique ou plutôt antidémocratique. Et pour cause, cet ancêtre de Trump pour lequel Meyssan affiche sa sympathie va participer au génocide des Amérindiens dits les Indiens.

TM - Dans son discours inaugural, il s'engagea à repousser les Indiens vers l'Ouest.

En 1830, Andrew Jackson fit voter l'Indian Removal Act (loi sur le déplacement des Indiens). Il s'agissait de partager le territoire de l'Amérique du Nord en plaçant les Indiens à l'Ouest du Mississipi. 70 traités furent signés pour 68 millions de dollars d'indemnisation. Jackson s'opposa alors au légendaire David Crockett (représentant du Tennessee). Une cinquantaine de tribus furent déplacées, dont celle des Cherokees qui signa, elle aussi, un traité de paix. La tribu saisit deux fois la cour suprême pour en faire préciser le sens. L'exode des Cherokees (l'épisode de la « *Vallée des larmes* ») est particulièrement dur, un quart d'entre eux mourut durant le déplacement. Cependant, ce génocide n'a pas eu lieu sous Jackson, mais sous la présidence de son successeur. Aujourd'hui, les Cherokees qui, contrairement aux autres Indiens n'ont pas remis en question ces traités, sont la seule tribu qui connaît la prospérité.

Non-dit et faux - A croire, que si l'occupant sioniste nazi finissait par chasser d'Israël tous les Palestiniens quelque part dans le Sinaï ou ailleurs, ils connaîtraient enfin "*la prospérité*" et la paix !

Ce que dit Meyssan des Cherokees est arrangé et ignoble, chassés de leurs terres : "*Des milliers d'Amérindiens sont morts tout au long du parcours, notamment chez les Cherokees*". "*Selon l'historien Grant Foreman, sur dix-huit mille Cherokees ayant pris le chemin de l'exil, quatre mille sont morts*". Les sionistes ont encore de la marge ! Méfiez-vous des interprétations tendancieuses, partisans ou frauduleuses des géopoliticiens, tous acquis au capitalisme. Ils ne valent pas mieux que les historiens officiels.

Wikipédia - Jusqu'en 1800, 98 % des Blancs vivent sur 7 % du territoire américain, à l'est des Appalaches, sans gêner les vingt millions d'Amérindiens qui vivent à l'ouest. De 1806 à 1830, 50 tribus seront déportées, sous la menace d'expéditions punitives.

À l'est, les États-Unis tolèrent les Amérindiens, jusqu'en 1830, pour autant qu'ils adoptent un mode de vie « *civilisé* », c'est-à-dire l'abandon du nomadisme, la pratique de l'agriculture, l'abandon de la propriété collective des terres et l'adoption de la démocratie. Ces conditions, et la pression exercée autant par les colons que par les États, poussèrent des dizaines de tribus à émigrer vers l'ouest.

En 1830, les cinq tribus vivant encore à l'est du Mississipi vivaient toutes selon les principes considérés aux États-Unis comme civilisés, et étaient désignées collectivement par le nom des Cinq tribus civilisées : Cherokees, Séminoles, Choctaws, Creeks et Chickasaws. Le déplacement de ces tribus des terres qu'elles occupaient est l'un des thèmes majeurs de la campagne présidentielle de 1828, qui porte Andrew Jackson au pouvoir. Il fait donc présenter la loi le 24 avril 1830 devant le Sénat, qui l'approuve à 28 voix contre 194, puis le 14 mai devant la Chambre des représentants et, à la suite de son adoption à 103 voix contre 976, il la signe le 28 mai. L'un des opposants fut le trappeur Davy Crockett.

Ami proche de nombreux Amérindiens, dont il partage la vie sur la frontière, Davy Crockett s'oppose au président démocrate Jackson, pourtant membre comme lui du parti démocrate, sur l'Indian Removal Act de 1830, qui vise à ouvrir de nouveaux territoires à la colonisation.

Cette déportation, particulièrement brutale, s'effectua à marches forcées. Des milliers d'Amérindiens sont morts tout au long du parcours, notamment chez les Cherokees. Ce déplacement est surnommé la Piste des Larmes.

https://fr.wikipedia.org/wiki/Andrew_Jackson

https://fr.wikipedia.org/wiki/Guerre_anglo-am%C3%A9ricaine_de_1812

https://fr.wikipedia.org/wiki/Indian_Removal_Act

<https://fr.wikipedia.org/wiki/Cherokees>

<https://fr.wikipedia.org/wiki/Creeks>

https://fr.wikipedia.org/wiki/Piste_des_larmes

Britanica donne un aperçu de la conception du commerce qu'Andrew Jackson avait adopté et qui doit faire pâlir d'envie Trump et Musk, les égéries de Meysan.

Britanica - En revanche, il (Andrew Jackson) s'est montré remarquablement complaisant lorsque la Géorgie a défié le gouvernement fédéral.

En 1829, la Géorgie a étendu sa juridiction à environ 9 millions d'acres (4 000 000 hectares) de terres qui se trouvaient à l'intérieur de ses frontières mais étaient encore occupées par les Indiens Cherokee. Le titre de cherokees sur la terre, sur lequel l'or avait été découvert, ayant été garanti par un traité avec les États-Unis, les Indiens ont fait appel devant les tribunaux fédéraux. Dans deux affaires distinctes, la Cour suprême a statué contre la Géorgie, mais la Géorgie a ignoré ces décisions et a continué de faire valoir sa compétence sur le territoire revendiqué par les Cherokees.

Contrairement à sa forte réaction contre le mépris de la Caroline du Sud à l'égard de l'autorité fédérale, Jackson n'a fait aucun effort pour contenir la Géorgie, et ceux qui se sont en colère contre la situation qu'il a sympathisé avec la position adoptée par cet État. Il aurait déclaré en privé : « John Marshall (le juge en chef) a pris sa décision, qu'il l'applique maintenant. » L'incapacité de Jackson à soutenir la Cour suprême reste une tache indélébile dans son procès-verbal.

Britanica - Le sort des Cherokees était une conséquence de la politique du gouvernement Jackson à l'égard des peuples amérindiens qui vivaient à l'est du Mississippi (en particulier dans le sud-est) sur des terres souhaitées pour la colonisation blanche. L'Indian Removal Act de 1830 autorisait Jackson à accorder à ces tribus indiennes des prairies alternatives en échange de leurs terres. Lorsque des membres des cinq tribus civilisées, y compris les Cherokees, ont refusé de se réinstaller, la contrainte militaire a été utilisée pour forcer le respect de la loi. Les Séminoles, qui résisteraient à la réinstallation dans la seconde guerre séminole (1835-1842), étaient encore plus réticents à quitter leur maison en Floride.

<https://www.britannica.com/biography/Andrew-Jackson/Jacksonian-Democracy>

Les États-Unis vont envoyer des mines antipersonnel à l'Ukraine - RFI 20 novembre 2024

Si les États-Unis ont pris cette décision, c'est parce que l'armée russe avance, vite, très vite, dans l'est de l'Ukraine. Ce mercredi 20 novembre au matin encore, la Russie a revendiqué la prise d'une nouvelle localité près de Kourakhové, dans la région de Donestk.

"Pas de médecin plus qualifié que le Dr. Oz": une star de télé nommée par Trump à un poste clé à la santé - BFMTV 20 novembre 2024

Donald Trump a annoncé ce mardi 19 novembre nommer Mehmet Oz, un ancien chirurgien star des plateaux télé, pour piloter l'énorme programme public d'assurance maladie américaine.

Ce chirurgien de 64 ans est connu pour être une star du petit écran, qui a échoué à se lancer en politique. Adoubé dans les années 2000 par la papesse de la télévision américaine Oprah Winfrey, qui l'avait invité comme expert sur son plateau, il a eu sa propre émission durant plus de dix ans, le "*Dr. Oz Show*", qui a fait de lui une célébrité.

Ce fils d'immigrés turcs a même son étoile sur le célèbre "*Walk of Fame*" à Hollywood. Mais ses recommandations santé, parfois ponctuées de qualificatifs comme "magique" ou "miracle", lui ont valu les critiques de confrères, et il a aussi été accusé d'avoir promu des traitements ou des compléments alimentaires inefficaces ou potentiellement dangereux, notamment sur le Covid. BFMTV 20 novembre 2024

Au moins ils ne pourront pas dire qu'ils ne le savaient pas. Quant au reste : Un marché de dupe.

Robert Kennedy Jr a dit :

" Aujourd'hui, nous dépensons plus en soin de santé que n'importe quel autre pays sur terre deux fois plus que ce qu'ils payent en Europe et pourtant nous avons les pires résultats de santé de tous les pays du monde. Nous sommes environ 79^{ième} en termes de résultats de santé derrière le Costa Rica, le Nicaragua et la Mongolie et d'autres pays.

Personne n'a un fardeau de maladies chroniques comme nous et pendant l'épidémie de Covid nous avons eu le plus grand nombre de décès de tous les pays du monde nous avons eu 16 % de décès dû au Covid.

L'Américain moyen qui est mort du Covid avait 3,8 maladies chroniques, personnes qui avaient un effondrement de système immunitaire.

Aucun autre pays n'a quelque chose de similaire : 2/3 des Américains adultes et enfants souffrent de problème de santé chronique : il y a 50 ans ce chiffre était inférieur à 1 % nous sommes donc passés de 1 % à 66 %.

En Amérique 74 % des Américains sont maintenant en surpoids ou obèses.

50 % sont des enfants.

Il y a 120 ans quand quelqu'un était obèse, il était envoyé au cirque littéralement !

L'obésité est presque inconnue au Japon le taux d'obésité infantile est de 3 % contre 50 %.

La moitié des Américains sont prédiabétiques ou ont un diabète de type 2.

Un enfant sur 22 en Californie est autiste. C'est une crise : 77 % de nos enfants sont trop handicapés pour servir dans l'armée américaine

Qu'est-ce qui se passe dans notre pays ? (...) Dans ma génération, chez les hommes de 70 ans, les taux d'autisme étaient d'environ de 1 sur 10000 et la génération de mes enfants 1 sur 34 : je répète en Californie 1/ 22 !

18 % des adolescents américains souffrent maintenant de stéatose hépatique : c'est un sur 5. Cette maladie, quand j'étais enfant, n'affectait que les alcooliques en phase terminale qui étaient âgés.

Les taux de cancer sont en plein essor chez jeunes et vieux : les cancers des jeunes adultes sont en hausse de 79 %

Qu'est-ce qui cause cette souffrance ? Je vais nommer deux coupables

Le premier et le pire est la nourriture ultra transformée : environ 70 % de l'alimentation des enfants américains est ultra transformé : cela signifie qu'elles sont fabriquées industriellement dans une usine.

Le deuxième coupable : les produits chimiques toxiques dans notre alimentation dans nos médicaments, et dans notre environnement. Les pesticides, les additifs alimentaires les médicaments pharmaceutiques et les déchets toxiques imprègnent chaque cellule de notre corps. »

https://www.aimsib.org/2024/11/10/et-si-les-americains-avaient-aussi-vote-pour-une-meilleure-sante/?utm_source=brevo&utm_campaign=Newsletter%20CSI%20-%20Novembre%202024&utm_medium=email

Après avoir promis de "rendre l'Amérique saine", Trump et Kennedy Jr se goinfrent de burgers-frites - AFP 18 novembre 2024

A peine quelques jours après avoir promis de "rendre l'Amérique saine à nouveau", le président élu Donald Trump et son futur ministre de la Santé Robert F. Kennedy Jr ont été photographiés en train de se goinfrer de hamburgers et de frites de chez McDonald's.

Donald Trump père et fils, Elon Musk et Robert F. Kennedy Jr se sont rendus ensemble à New York samedi soir pour assister à une soirée d'arts martiaux mixtes (MMA) au Madison Square Garden.

Pas plus tard que la semaine dernière, il s'était montré cinglant à l'égard du régime alimentaire de Donald Trump. "*Ce qu'il mange est vraiment mauvais*", avait-il déclaré au podcast de Joe Polish, en s'en prenant tout particulièrement au menu offert à bord de l'avion du milliardaire républicain.

"*La nourriture de campagne est toujours mauvaise, mais celle qui est embarquée dans l'avion est un véritable poison*", s'était-il lâché. "*Vous n'avez pas le choix, on vous donne soit du KFC, soit des Big Macs*". AFP 18 novembre 2024

Etats-Unis : Comme ministre de l'Education, Trump choisit l'ex-patronne du catch américain - 20 Minutes/AFP 20 novembre 2024

Mardi, Donald Trump a nommé ministre de l'Education cette ancienne patronne de la fédération de catch WWE.

Femme d'affaires de 76 ans, Linda McMahon avait été entre 2017 et 2019 ministre chargée des petites entreprises lors du premier mandat du républicain. Elle fait partie de sa garde rapprochée, étant l'une des co-dirigeantes, avec le milliardaire Howard Lutnick, de l'équipe de transition du pouvoir. Celui-ci a été nommé lundi secrétaire au Commerce.

Linda McMahon est une donatrice importante du Parti républicain, apportant dès 2016 un soutien financier à la candidature de Donald Trump, d'abord pour sa primaire puis dans la course à la Maison-Blanche.

Elle est mariée à Vince McMahon, l'héritier de la WWE, un empire du catch fondé dans les années 1950. Linda McMahon en deviendra la présidente en 1993 et la directrice générale en 1997, avant de démissionner en 2009 pour tenter sa chance en politique.

Avec Sean Duffy aux Transports, Trump intègre une autre star de Fox News dans son gouvernement - Le HuffPost 19 novembre 2024

Sean Duffy, 53 ans, obtiendra un vaste portefeuille fédéral de dépenses pour les infrastructures et de réglementations.

Sean Duffy, diplômé en droit, a commencé sa carrière médiatique en participant à The Real World en 1997. Diffusée sur MTV depuis 1992, l'émission marque le début du succès de la télé-réalité et consiste à rassembler une poignée de jeunes dans un immense appartement afin de les regarder évoluer ensemble. Il a ensuite participé, toujours sur MTV, à la télé-réalité Road Rules : All Stars. C'est ici qu'il a rencontré sa femme Rachel Campos.

Sean Duffy, républicain conservateur, a été élu à la Chambre des représentants en 2010 pour le Wisconsin. Il a démissionné en 2019 en raison de la grossesse difficile de sa femme puis pour s'occuper du nouveau-né, une fille atteinte de trisomie 21. L'année suivante, il a été appelé par Fox News pour intervenir régulièrement en tant que consultant.

Depuis 2023, il anime l'émission The Bottom Line sur la chaîne Fox Business, qui appartient au groupe Fox News Media. Il est donc le deuxième membre du gouvernement issu de la chaîne conservatrice nommé par Trump. Le président élu a en effet nommé l'animateur de Fox & Friends Pete Hegseth à la Défense. Sean Duffy a démissionné de Fox ce lundi, précise CNN. Quant à sa femme Rachel Campos, elle connaît bien Pete Hegseth puisqu'elle travaille à Fox & Friends Weekend.

Qui est Howard Lutnick, le « *Tariff Man* » de Trump nommé au Commerce ? - LePoint.fr 20 novembre 2024

Donald Trump a finalement nommé Howard Lutnick, PDG de la banque d'investissement Cantor Fitzgerald et vif critique de la Chine, comme secrétaire au Commerce.

Howard Lutnick, 63 ans, s'est longtemps revendiqué démocrate. Il s'est rapproché de Donald Trump ces dernières années, contribuant notamment avec 1 million de dollars à sa dernière campagne, et levant plus de 75 millions de dollars pour des candidats républicains en novembre, selon le *New York Times*. Il supervisait jusqu'ici la « *transition team* » du républicain. LePoint.fr 20 novembre 2024

Lu. Bon appétit !

Pour répondre aux éclats de rire hystériques de l'idiote Kamala (requiescant....) quand Trump affirme que les haïtiens mangent des chats et des chiens, voici :

- En Corée du Sud, en Chine, aux Philippines, au Cambodge ou encore au Vietnam, le chien et le chat sont encore à la carte des restaurants et régulièrement servis dans les assiettes des Asiatiques. En Corée, la viande de chat est bouillie et utilisée comme fortifiant et remède populaire contre la névralgie et l'arthrite. 23 juil. 2023

Notez que c'est la Corée du Sud, pas du Nord!

En fait, par exemple en Corée du Sud, 1 million de chiens sont consommés chaque année, élevés par 1100 fermes à chiens.

<https://www.tameteo.com/actualites/actualite/derniere-minute-decouvrez-le-pays-ou-la-consommation-de-viande-de-chien-appartiendra-bientot-au-passe-animaux-de-compagnie.html>

Trump avait donc encore raison.

Confirmation du Huffpost:

https://www.huffingtonpost.fr/sport/article/pyeongchang-2018-du-chien-au-menu-des-restaurants-malgre-les-consignes-des-autorites_117225.html

J-C – Chaque pays ou peuple à sa culture et ses traditions, ses mœurs, ses us & coutumes comme l'on dit, ceux qui jugent ceux des autres sont des cons, ils sont aussi arriérés que ceux qu'ils dénoncent !

Abkhazie.

Troubles en Abkhazie : le président Bjanja présente sa démission - RT 19 nov. 2024

Ce 19 novembre, à l'issue de négociations entre les autorités abkhazes et l'opposition, le président Aslan Bjanja a présenté sa démission au Parlement. Les manifestants doivent à présent quitter le complexe gouvernemental qu'ils occupent depuis le 15 novembre. RT 19 nov. 2024

Russie.

Entretien. Un autre monument de Lavrov

Lavrov est convaincu par le fait que la politique antirusse de l'empire américain hors-la-loi se poursuit depuis 1945 et qu'elle continuera avec Trump comme elle l'a fait la première fois. C'est mon analyse, c'est une analyse matérialiste, dialectique, objective, systémique qui repose sur le fait que ce qui produit la politique américaine et occidentale ce ne sont pas les volontés de hommes mais les forces du système capitaliste financiarisé lesquelles butent sur leurs limites endogènes et sont inexorablement condamnées à l'impérialisme.

<https://reseauinternational.net/un-autre-monument-de-lavrov/>

Italie.

Scrutins régionaux en Italie : des “urnes désertées” et un double coup dur pour Meloni - Courrier International 19 novembre 2024

Avec le triomphe de ses deux candidats, la gauche italienne réalise le doublé lors des deux scrutins régionaux qui avaient lieu simultanément le 17 et 18 novembre.

De quoi ternir un peu l'éclat du succès de la gauche qui reste toutefois “*précieux*”, selon Il Fatto Quotidiano.

Seuls 46,42 % des électeurs se sont déplacés dans les bureaux de vote en Émilie-Romagne, soit 20 points de moins que lors de la précédente élection en 2020. L'Ombrie ne fait guère mieux avec une participation qui n'a pas dépassé les 52,3 %, soit 12 points de moins qu'en 2019. Courrier International 19 novembre 2024

J-C – Comme la gauche est aussi pourrie que l'extrême droite... Et pas seulement en Italie. C'est le genre d'info qui ne présente plus aucun intérêt pour nous, sinon chaque fois annoncer pire qu'avant, non ? Tirez-en les enseignements politiques qui s'imposent ou cessez de vous plaindre.

Venezuela.

Venezuela : Effondrement du récit des «prisonniers politiques»

Le gouvernement vénézuélien réfute catégoriquement les accusations de persécution politique et affirme sur la base de preuves que les personnes arrêtées après les troubles post-électorales sont responsables de délits prouvés. De récentes libérations et de récents témoignages démentent les dénonciations de mauvais traitements.

<http://bolivarinfos.over-blog.com/2024/11/venezuela-effondrement-du-recit-des-prisonniers-politiques.html>

Venezuela : les États-Unis reconnaissent Edmundo Gonzalez Urrutia comme "président élu" - France 24 20 novembre 2024

Le gouvernement américain sortant de Joe Biden a annoncé mardi qu'il reconnaissait le candidat de l'opposition vénézuélienne, Edmundo Gonzalez Urrutia, comme le président élu du pays. Annonce jugée "*ridicule*" par le régime du président Nicolas Maduro.

Nouvelle-Zélande.

Des manifestations historiques secouent la Nouvelle-Zélande - Paris Match 20 novembre 2024

Une mobilisation historique. Des dizaines de milliers de personnes se sont rassemblées devant le Parlement de Wellington, après neuf jours de marche (hīkoi) à travers la Nouvelle-Zélande, mardi 19 novembre. Au cœur de la colère, un projet de loi qui, selon ses opposants, cherche à diminuer les droits des Maoris en réinterprétant un traité vieux de 184 ans signé entre les Britanniques et les chefs indigènes, le traité de Waitangi.

Selon la police, citée par Reuters, 42 000 personnes (un record) étaient réunies pour cette manifestation « *pacifique* », qui s'est déroulée dans le calme. Parmi eux se trouvait la reine maorie Ngā Wai hono i te pō, qui a été reçue au Parlement. Dans la journée, le Premier ministre Christopher Luxon a déclaré qu'il s'agissait d'un « *jour important* » pour la Nouvelle-Zélande et a affirmé que le projet de loi ne passerait pas la deuxième lecture, rapporte la BBC. Paris Match 20 novembre 2024

Inde.

J-C – Ils cherchent par tous les moyens à atteindre l'Inde et Modi qui sont des piliers des Brics10+13.

Cette accusation pue. Elle doit être montée de toutes pièces, dans la mesure où l'autorité américaine de régulation des marchés financiers peut fournir n'importe quelle interprétation ou une

interprétation frauduleuse des informations qui lui sont transmis par n'importe quel acteur financier dans le monde, dès lors qu'il est dans son collimateur ou pour des raisons politiques.

Cela dit, Modi et son pote Adani (Reliance) sont infréquentables.

Etats-Unis : Accusé de fraude auprès d'investisseurs américains, le milliardaire Indien Adani est poursuivi à New York - 20minutes.fr 21 novembre 2024

Accusé de corruption massive pour sa filiale spécialisée dans la transition énergétique, l'un des hommes les plus riches du monde aurait menti à des investisseurs américains sur la santé de son entreprise.

Gautam Adani, l'un des hommes les plus riches du monde avec une fortune estimée à 85 milliards de dollars, dirige un conglomérat influent dans des secteurs stratégiques tels que l'énergie, les infrastructures et les mines. Son groupe, et notamment sa filiale Adani Green Energy, s'est imposé comme un acteur majeur dans le domaine des énergies renouvelables. L'entrepreneur indien de 62 ans fait la une de l'actualité américaine en raison de nouvelles accusations de corruption et de fraude portées par le parquet fédéral de New York, qui mettent en péril la stabilité de son empire économique.

Selon le parquet fédéral de New York, Gautam Adani et ses associés auraient versé plus de 250 millions de dollars en pots-de-vin à des responsables gouvernementaux indiens afin d'obtenir des contrats juteux dans le domaine de l'énergie solaire, via sa filiale Adani Green Energy. Ces paiements auraient été effectués dans le but de garantir l'accès à des marchés lucratifs et de sécuriser des projets d'envergure liés à la transition énergétique. Ces accusations conforteraient la suspicion d'une culture systématique de l'illégalité, de la fraude et de la corruption au sein de l'empire.

Les procureurs affirment également que le groupe aurait dissimulé ces pratiques en manipulant les informations financières destinées aux investisseurs. C'est d'ailleurs là qu'interviennent les Etats-Unis : pour lever des fonds, notamment auprès d'investisseurs américains, Adani et ses partenaires auraient fourni de fausses informations financières, ce qui aurait permis de dresser une image trompeuse de la solidité et de la rentabilité de leurs activités. Ces manipulations leur auraient permis de lever des centaines de millions de dollars, dont une partie en provenance des marchés financiers américains. La Securities and Exchange Commission (SEC), l'autorité américaine de régulation des marchés financiers, a engagé une action en justice pour fraude électronique et manipulation des valeurs mobilières.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 22 novembre 2024

Un courriel reçu.

Bonjour JC,

Le surmenage, ça existe, 12 causeries en 20 jours ce mois-ci, c'est énorme. Ça ressemble à de l'addiction. Lever le pied. Tu as dit l'essentiel. Tout y est sur ton blog. Cette fois-ci c'est du rabâchage. Prends du temps. E camina! comme on dit en Italie, on ne peut pas parler en marchant, sauf à manquer de souffle. Et reprends plus tard. Bon courage à tous.

Christine

J-C- Merci. Je lui ai répondu avec un long courriel.

J'ai oublié un truc. Ce n'est pas de « *l'addiction* », il a plu tout le mois de novembre, et je n'avais rien d'autre à faire, qui plus est, sachant qu'en France tout le monde ou presque vit dans l'immédiateté, toute info qui date de 2 jours est déjà avariée ou ne présente plus aucun intérêt, j'ai cru bien faire, c'est raté, tant pis.

Côté pile : Trump, c'est l'alliance de conservateurs sionistes radicaux avec des clans néoconservateur et libertarien extrémistes.

Côté face : Harris, c'est l'alliance de libéraux libertaires sionistes radicaux avec des clans néoconservateur et libertarien extrémistes.

Tous les clans de l'aristocratie financière sont divisés et tous les coups sont permis...

C'est celui qui le dit qui l'est ! Macron, le président le plus con du G20.

J-C – Si le Conseil présidentiel de transition d'Haïti a décidé de limoger le Premier ministre, Gary Conille, et que Macron trouve cette mesure « *complètement cons* », c'est qu'il a sans doute eu raison de le virer ! Car les raisons pour virer Macron ne manquent pas !

« *Ils sont complètement cons* » : Emmanuel Macron sans filtre sur Haïti - LePoint.fr 21 novembre 2024

En pleine tournée en Amérique du Sud, le président français a créé la polémique en critiquant le limogeage du Premier ministre d'Haïti, Garry Conille. « *Là franchement, ce sont les Haïtiens qui ont tué Haïti en laissant le narcotraffic* », a dit le chef de l'État à Rio de Janeiro, en marge du G20. Il répondait à un Haïtien qui l'interpellait de manière « *insistante* » selon son entourage, « *en l'accusant lui et la France d'être responsables de la situation en Haïti* ».

« *Et là, ce qu'ils ont fait, le Premier ministre était super, je l'ai défendu, ils l'ont viré !* » a renchéri le chef de l'État selon cet échange diffusé sur les réseaux sociaux ce jeudi 21 novembre. Et de lancer : « *C'est terrible. C'est terrible. Et moi, je ne peux pas le remplacer. Ils sont complètement cons, ils n'auraient jamais dû le sortir, le Premier ministre était formidable.* »

Emmanuel Macron faisait référence à la décision du Conseil présidentiel de transition d'Haïti qui a décidé de limoger Gary Conille. Le Premier ministre était en poste depuis cinq mois et devait tenter de stabiliser le pays qui ne cesse de s'enfoncer dans le chaos, notamment à cause de la guerre des gangs. La décision de démettre Garry Conille de ses fonctions est survenue le 10 novembre alors que le Conseil de transition souhaitait changer des responsables des ministères de la Justice, des Finances, de la Défense et de la Santé, contre son avis.

Sur la situation politique et sociale en France.

Le Sénat accélère le rythme de la hausse du prix du tabac l'an prochain - Publicsenat.fr 22 novembre 2024

Après avoir voté un durcissement de la fiscalité sur les boissons les plus sucrées, le Sénat a fait de même sur le tabac. L'amendement inséré dans le budget de la Sécurité sociale (PLFSS 2025) ce 21 novembre vise à approcher dès 2025 le prix du paquet de cigarettes qui aurait dû être atteint en 2027 sans hausse de la fiscalité.

Par rapport aux hausses observées ces dernières années, l'augmentation reste mesurée. Sans modification parlementaire, le prix du paquet de cigarettes aurait dû atteindre 12,30 euros l'an prochain, et 12,60 en 2027. Avec l'amendement adopté au Sénat (par 241 voix contre 2), le prix du paquet approchera 12,70 euros dès 2025 et restera à ce niveau en 2027.

Le sénateur Bernard Jomier (groupe socialiste, écologiste et républicain), mais également Florence Lassarade et plusieurs de ses collègues du groupe LR, ont défendu en vain la cible d'un paquet de cigarette à 16 euros à l'horizon 2027. « *Ce qui est proposé par le gouvernement et la commission n'aura probablement aucun impact sur les comportements. C'est de la fiscalité pure. Si on veut que ça décroche, il faut reprendre une trajectoire beaucoup plus forte* », a insisté ce médecin généraliste. Publicsenat.fr 22 novembre 2024

J-C – Le NFP ou la gauche est encore plus pourrie, qui cela surprend encore ? Ils le sont depuis un siècle tout de même, il serait temps de s'en apercevoir, non ?

L'enfer de la guerre impérialiste et coloniale ou la barbarie capitaliste à l'œuvre.

La CPI émet des mandats d'arrêt contre Benjamin Netanyahu et Yoav Gallant - RT 21 nov. 2024

La Cour pénale internationale (CPI) a émis ce 21 novembre des mandats d'arrêt contre le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu et l'ancien ministre de la Défense Yoav Gallant, six mois après que le procureur en chef Karim Khan en ait fait la demande.

Le tribunal basé à La Haye a également émis un mandat d'arrêt contre Mohammed Diab Ibrahim al-Masri, le chef militaire du Hamas, plus connu sous le nom de Mohammed Deif, malgré les affirmations israéliennes selon lesquelles il a été tué à Gaza.

Les Israéliens et Deif sont accusés d'une série de «*crimes de guerre et de crimes contre l'humanité commis entre le 8 octobre 2023 au moins et le 20 mai 2024 au moins, jour où l'Accusation a déposé les demandes de mandats d'arrêt*», peut-on lire dans un communiqué de presse publié sur le site Internet de la CPI.

La chambre a déclaré que les mandats d'arrêt sont classés «*secrets*» mais qu'elle a décidé de les publier parce que «*des comportements similaires à ceux mentionnés dans le mandat d'arrêt semblent se poursuivre*», faisant référence à l'assaut continu d'Israël sur Gaza et à la poursuite de la détention des otages israéliens par le Hamas.

«*En outre, la chambre considère qu'il est dans l'intérêt des victimes et de leurs familles qu'elles soient informées de l'existence des mandats*», a-t-elle souligné. Israël n'est pas membre de la CPI, mais l'État de Palestine en est devenu membre en 2015. En conséquence, la Cour peut enquêter sur des individus israéliens pour des crimes commis en Palestine occupée, qui comprend la bande de Gaza, la Cisjordanie et Jérusalem-Est.

Les 124 États signataires du Statut de Rome, traité instituant la Cour, sont désormais tenus d'arrêter les personnes recherchées et de les remettre à la CPI à La Haye. Un procès ne peut pas commencer par contumace.

La Cour n'a toutefois pas de pouvoir d'exécution. Elle compte sur la coopération des États membres pour arrêter et traduire les suspects. Le ministre néerlandais des Affaires étrangères a rapidement déclaré que son pays était prêt à exécuter les mandats d'arrêt.

Dans un communiqué, Joe Biden a qualifié ces décisions de «*scandaleuses*» et a fermement rejeté toute mise sur un pied d'égalité entre Israël et le Hamas. «*Quoi que puisse sous-entendre la CPI, il n'y a pas d'équivalence, aucune, entre Israël et le Hamas*», a-t-il affirmé. Réitérant le soutien des États-Unis à leur allié israélien, il a ajouté : «*Nous serons toujours aux côtés d'Israël face aux menaces contre sa sécurité.*»

La classe politique américaine, particulièrement les républicains, a réagi avec indignation. Le sénateur Lindsey Graham, proche de Donald Trump, a fustigé une institution «*absurde*» et «*irresponsable*» et a appelé le Sénat à agir pour sanctionner la CPI. De son côté, Mike Waltz, futur conseiller à la Sécurité nationale de Donald Trump, a promis une «*réponse forte*» au «*biais antisémite*» de la juridiction internationale dès que le président élu prêtera serment en janvier. RT et AFP 21 nov. 2024

L'aviation israélienne s'acharne sur le nord de Gaza, des dizaines de morts - RT 21 nov. 2024

Le bilan ne cesse de s'alourdir. Dans la matinée du 21 novembre, une frappe israélienne sur Beit Lahia, dans le nord de la bande de Gaza, à proximité de l'hôpital Kamal Adwan, a fait des dizaines de morts et de nombreux blessés. Plusieurs personnes sont encore portées disparues.

Selon des informations d'Al-Jazeera, «l'occupation a commis un nouveau massacre qui a fait 66 martyrs, pour la plupart des enfants et des femmes, et plus de 100 blessés suite à la destruction d'un quartier résidentiel à proximité de l'hôpital Kamal Adwan dans le nord du pays».

Le média Al-Mayadeen évoque également un raid israélien sur le quartier Cheikh Radwan qui a fait 22 morts. Parallèlement à ces deux frappes, l'armée israélienne continue ses opérations à Jabalia, dans le nord de la bande de Gaza.

L'aviation israélienne frappe la ville antique syrienne de Palmyre et fait des dizaines de morts - RT 21 nov. 2024

Citant une source militaire, «vers 13h30 cet après-midi, l'ennemi israélien a mené une agression aérienne depuis la direction de la région d'Al-Tanf, visant un certain nombre de bâtiments dans la ville de Palmyre, dans le désert syrien, ce qui a fait 36 martyrs, et plus de 50 blessés et causé d'importants dégâts matériels sur place». Al-Tanf est une région syrienne limitrophe à la Jordanie qui est occupée par les forces américaines. Donc selon Sana, la frappe israélienne sur Palmyre a été possible grâce à l'aval des Etats-Unis.

Etats-Unis.

Etats-Unis : Donald Trump annonce la nomination Pam Bondi à la Justice après le désistement de Matt Gaetz - 20 Minutes/AFP 22 novembre 2024

Le président élu Donald Trump a annoncé jeudi avoir choisi Pam Bondi, ancienne procureure générale de Floride, pour prendre la tête du ministère de la Justice. Cette décision intervient quelques heures seulement après que Matt Gaetz, élu républicain controversé, a retiré sa candidature pour le poste.

Russie.

Deux missiles britanniques Storm Shadow abattus en Russie, selon le ministère russe de la Défense - RT 21 nov. 2024,

Les systèmes de défense aérienne russes ont intercepté 2 missiles britanniques à longue portée Storm Shadow, ainsi que détruit 6 roquettes HIMARS de fabrication américaine et 67 drones de type avion lancés par les forces armées ukrainiennes, selon le rapport du ministère russe de la Défense, publié sur sa chaîne Telegram.

«*Une nouvelle escalade est en cours. C'est une position très irresponsable adoptée par l'administration américaine sortante*», a déclaré le porte-parole du président russe Dmitri Peskov en réponse à une question des journalistes sur l'utilisation des missiles à longue portée Storm Shadow contre le territoire russe ce jeudi 21 novembre. D'après Dmitri Peskov, les États-Unis entravent toute dynamique positive en Ukraine qui pourrait conduire à la fin du conflit et utilisent également le pays comme un outil dans leur confrontation avec la Russie.

Au total, depuis le début de l'opération militaire spéciale, 648 avions, 283 hélicoptères, 36 467 drones, 586 systèmes de missiles antiaériens, 19 420 chars et autres véhicules blindés de combat, 1490 lance-roquettes multiples, 18 318 pièces d'artillerie de campagne et mortiers et 28 573 véhicules militaires spéciaux ukrainiens ont été détruits par les forces armées russes. RT 21 nov. 2024

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 24 novembre 2024

Bonne nouvelle. Le Green New Deal a du plomb dans l'aile

La COP29 accouche d'un accord jugé décevant par de nombreux pays participants - franceinfo/AFP 24 novembre 2024

Même les prêts si généreusement attribués aux pays les plus pauvres pour qu'ils s'endettent encore plus et soient encore plus dépendants de leurs riches créanciers occidentaux, cela ne fonctionne plus aussi bien qu'avant, tout fout le camp décidément !

A lire et à savourer :

https://www.francetvinfo.fr/meteo/climat/la-cop29-accouche-d-un-accord-juge-decevant-par-de-nombreux-pays-participants_6916352.html#at_medium=5&at_campaign_group=1&at_campaign=7h30&at_offre=3&at_variant=V3-compte&at_send_date=20241124&at_recipient_id=459386-1676105518-3fb080c9

En famille chez les pires criminels.

Benjamin Netanyahu : ces politiques qui appellent la France à ne pas respecter l'arrêt de la CPI - Le HuffPost 22 novembre 2024

De LR au RN, plusieurs élus appellent le gouvernement à ne pas exécuter le mandat de la Cour pénale internationale à l'encontre du Premier ministre israélien.

En France, on peut être poursuivi pour « crimes contre l'humanité et crimes de guerre », et avoir le soutien de partis politiques. Du moins, du Rassemblement national et des Républicains. C'est en effet ce qui arrive ce vendredi 22 novembre au Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu. Au lendemain du mandat d'arrêt émis par la Cour pénale internationale à son encontre, le dirigeant voit certains élus français voler à son secours. Au point que plusieurs somment Paris de déroger au droit international.

C'est notamment le cas du député LR Philippe Juvin, qui reprend mot pour mot la défense de Benjamin Netanyahu. « À votre question, "faut-il ou non arrêter M. Netanyahu s'il venait en France ?", la réponse est non, évidemment », a-t-il estimé sur Sud Radio, dénonçant des « institutions internationales » qui « brillent par leur anti-israélisme primaire ». Un avis que partage

son collègue du Rassemblement national Philippe Ballard. Pour l' élu lepéniste, il « *serait ubuesque, délirant* » que la France exécute le mandat de la CPI.

Les terrorismes sont au pouvoir ! Défendre Israël, c'est défendre le terrorisme !

J-C – Vous ne risquez pas d'entendre cette accusation dans l'enceinte de l'Assemblée nationale, et pour cause.

Apologie du terrorisme : LFI crée un tollé en voulant abroger ce délit et pourtant... - Le HuffPost 24 novembre 2024

J-C - Où est la faille dans l'argumentaire de LFI ?

Ils ne citeront pas les véritables terroristes, c'est-à-dire, ceux qui les accusent, ceux qui soutiennent le terrorisme d'Etat en Ukraine et en Palestine occupée, le terrorisme auquel participe l'Etat français en Afrique, au Moyen-Orient, le terrorisme auquel se livre le Mossad, la CIA, le MI6 partout dans le monde depuis des lustres, alors que c'est un fait établi de longue date.

Pourquoi LFI n'utilise-t-il pas cet argument ? Parce que ce serait remettre en cause fondamentalement l'Etat des capitalistes. Pourquoi ? Pardi parce que LFI n'a jamais eu l'intention de s'attaquer au capitaliste et ses institutions qui alimentent ou encouragent, cautionnent le terrorisme. Rappelons que 95% des attentats terroristes dans le monde ont été réalisés par des Etats occidentaux, quant au 5% restant, il est le fait d'individus isolés ou de groupes connus, suivis ou répertoriés par les services de renseignements des différents pays en question qui les ont soit manipulés, soit encouragés et qui les ont laissé passer à l'action, pour pouvoir ensuite faire adopter de nouvelles lois liberticides, dont celle que LFI voulait faire abroger.

Précisons que ceux qui sont contre l'abrogation de cette loi, sont les mêmes qui refusent de condamner la propagande nazi, ceci expliquant cela.

Le HuffPost - La France insoumise (LFI) a déposé à l'Assemblée une proposition de loi visant à abroger le délit d'apologie du terrorisme, qui a selon LFI accentué « *l'instrumentalisation de la lutte antiterroriste* » contre « *la liberté d'expression* », s'attirant de vives critiques à droite et dans le camp présidentiel.

Le texte, déposé par le député LFI du Nord Ugo Bernalicis et ses collègues LFI, veut supprimer ce délit créé par une loi de 2014, estimant qu'en la matière suffit « *la loi du 29 juillet 1881 traitant des faits relevant des délits d'apologie de crime, d'apologie de crime de guerre, d'apologie de crime contre l'humanité* ».

« *C'est difficile de faire plus ignoble* », a écrit sur X le ministre de l'Intérieur Bruno Retailleau, réagissant à cette proposition. « *Une proposition de loi de la honte. Une infamie de plus des Insoumis* », a jugé de son côté le président du groupe UDR Éric Ciotti.

Dans cette proposition, la loi de 2014 est critiquée car elle laisse la porte ouverte aux abus. « *Quelle démocratie peut encore conserver son nom, lorsque les méthodes de l'antiterrorisme sont utilisées pour réprimer des militants politiques, des militants associatifs, des journalistes ou encore des syndicalistes* », peut-on lire dans l'exposé des motifs.

« *Les moyens de la lutte antiterroriste en France ont régulièrement été détournés de leur objet par les Gouvernements en place pour réprimer la liberté d'expression* », est-il écrit.

En ce sens, le 9 octobre, l'ex-juge antiterroriste Marc Trévidic, qui avait pourtant soutenu dans les années 2010 le durcissement des sanctions pour apologie du terrorisme, a tempéré sa position après la multiplication des poursuites pour ce délit. Ce qui constitue « *un véritable abus* » et un « *usage totalement dévoyé de la loi* », a-t-il dénoncé dans l'Humanité.

« *On voit pleuvoir les condamnations, parfois très lourdes, jusqu'à plusieurs années de prison ferme* », a ajouté celui qui est désormais président de la cour d'assises à Versailles. « *Il aurait fallu laisser l'apologie du terrorisme dans la loi sur la presse et édicter un texte de répression spécialement consacré aux sites de propagande jihadiste* », a-t-il estimé.

Et d'ajouter : « *tous les tribunaux sont compétents* », « *tous les juges peuvent apprécier si une parole, un texte, une pancarte est un acte terroriste ou pas* ». « *Or, c'est une notion qu'il faut savoir manier. C'est dangereux de ne pas avoir de spécialiste là-dessus* », a-t-il déclaré avant de conclure : « *Il faudrait oser faire marche arrière. Tout cela m'a servi de leçon* ».

Dans le texte proposé par LFI, Ugo Bernalicis cite le cas du responsable CGT du Nord Jean-Paul Delescaut, condamné à un an de prison avec sursis en première instance --il a interjeté appel-- pour « *apologie du terrorisme* » via des propos tenus dans un tract de soutien aux Palestiniens. « *Les horreurs de l'occupation illégale se sont accumulées. Depuis samedi (7 octobre 2023, date de l'attaque du Hamas en Israël, NDLR) elles reçoivent les réponses qu'elles ont provoquées* », pouvait-on lire dans ce tract.

Le député LFI mentionne également sa présidente de groupe, Mathilde Panot, et l'eurodéputée LFI Rima Hassan, qui ont été entendues en avril par la police judiciaire parisienne dans le cadre d'enquêtes pour « *apologie du terrorisme* ».

Mathilde Panot notamment avait été entendue au sujet du communiqué publié par son groupe le 7 octobre 2023, dans lequel l'attaque du Hamas en Israël avait été décrite comme « *une offensive armée de forces palestiniennes* », dans un « *contexte d'intensification de la politique d'occupation israélienne* » dans les territoires palestiniens. Le HuffPost 24 novembre 2024

J-C- A LFI, ils ne peuvent pas se défendre, parce qu'ils ne vont jamais au bout de leurs analyses, ils sont trop compromis ou sinon cela les forcerait à se démasquer totalement.

En famille. Quand LFI tentent de séduire (et recruter?) les rejetons des aristocrates.

La conférence de Rima Hassan (LFI) à Sciences Po Paris, d'abord interdite, devra bien avoir lieu ordonne la justice - Le HuffPost 22 novembre 2024

Le directeur de la prestigieuse école avait interdit la conférence pour « *risque d'atteinte à l'ordre public* ». Rima Hassan a salué une « *immense victoire* » après la décision de justice. Le HuffPost 22 novembre 2024

J-C – Lire, une « *immense victoire* » pour Macron et son ministre de la Justice. Ils ne loupent pas une occasion de cautionner les institutions de la Ve République.

A lire.

La loi sur la sensibilisation à l'antisémitisme sonne le glas de la liberté d'expression

<https://reseauinternational.net/la-loi-sur-la-sensibilisation-a-lantisemitisme-sonne-le-glas-de-la-liberte-dexpression/>

Comment Israël a pris le contrôle de l'Amérique le 22 novembre 1963

<https://reseauinternational.net/comment-israel-a-pris-le-controle-de-lamerique-le-22-novembre-1963/>

Réaction au mandat d'arrêt international lancé contre Netanyahu par la Cour pénale internationale (CPI)

(Source : différents médias.)

The Guardian

Le journal britannique *The Guardian* a estimé que les mandats d'arrêt émis par la Cour pénale internationale contre le Premier ministre de l'occupation, Benjamin Netanyahu, et contre le ministre de la Défense limogé, Yoav Galant, «représentent un séisme sur la scène juridique mondiale, car c'est la première fois que des accusations sont portées contre un allié occidental pour ce type de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité, par un organe judiciaire mondial».

The Guardian a ajouté : «À long terme, les accusations contre Netanyahu et Gallant pourraient s'aggraver avec le temps, ce qui réduirait l'espace qui leur est encore ouvert dans le monde. Il est difficile de se débarrasser de la honte collée aux accusés pour avoir commis des crimes de guerre».

The Financial Times

De son côté, le journal britannique The Financial Times a indiqué que «la décision de la Cour pénale internationale contre Netanyahu et Gallant signifie que ses 124 États membres seront obligés d'arrêter Netanyahu et Gallant s'ils entrent sur leur territoire».

The New York Times

Quant au journal américain *The New York Times*, il a affirmé que les mandats d'arrêt contre le Premier ministre du gouvernement d'occupation et son ancien ministre de la Sécurité «risquent d'exacerber le déclin de la légitimité d'Israël sur la scène mondiale, alors qu'il fait face à une condamnation de plus en plus féroce en raison de son comportement dans la guerre à Gaza».

Union européenne

Le chef de la diplomatie européenne, Josep Borrell, a affirmé que les mandats d'arrêt émis jeudi par la Cour pénale internationale (CPI) devaient être «respectés et appliqués». «La décision de la cour

doit être respectée et appliquée», a dit Borrell lors d'une conférence de presse à Amman avec son homologue jordanien, Ayman Safadi.

La France

La France continuera à soutenir les actions de la CPI contre Israël, a déclaré le porte-parole du ministère français des Affaires étrangères.

La Cour est garante de la *«stabilité internationale»* et doit pouvoir agir *«dans toutes les situations de manière indépendante et impartiale»*, a déclaré Christophe Lemoine lors d'une conférence de presse à Paris.

«Nous soutenons l'action du procureur de la Cour qui agit en toute indépendance et la lutte contre l'impunité est notre priorité. Nous apportons un soutien constant à l'action de la CPI, notre réaction s'alignera sur ces principes», a-t-il ajouté.

Espagne

Le deuxième vice-président et ministre du Travail espagnol, Yolanda Diaz, a également salué la décision.

«Toujours du côté de la justice et du droit international», a déclaré Diaz sur X, avant d'ajouter : *«Le génocide du peuple palestinien ne peut rester impuni»*.

Pays-Bas

Les Pays-Bas ont réagi en déclarant qu'ils arrêteraient Netanyahu s'il mettait les pieds dans le pays.

«Les Pays-Bas respectent la décision de la Cour pénale internationale (CPI) de délivrer un mandat d'arrêt à l'encontre du Premier ministre israélien, Netanyahu. S'il vient sur le sol néerlandais, il sera arrêté», a déclaré le ministre néerlandais des Affaires étrangères, Casper Veldkamp, au Parlement du pays.

Belgique

La vice-première ministre belge, Petra De Sutter, a appelé jeudi l'Europe à se conformer à la décision de la Cour pénale internationale. L'Europe *«doit imposer des sanctions économiques, suspendre l'accord d'association avec Israël et exécuter ces mandats d'arrêt»*, a-t-elle écrit sur X. *«Les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité ne peuvent rester impunis»*, ajoute De Sutter.

Afrique du Sud

L'Afrique du Sud a déclaré qu'il s'agissait d'un *«pas important vers la justice pour les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre en Palestine»*.

«Ces actions marquent un pas important vers la justice pour les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre en Palestine», a déclaré Chrispin Phiri, porte-parole du ministère sud-africain des Relations internationales et de la coopération.

Turquie

«*Les mandats d'arrêt délivrés par la CPI à l'encontre de Netanyahu et de Gallant suscitent l'espoir que la justice sera rendue. Cette décision est une étape cruciale pour traduire en justice les autorités israéliennes qui ont commis un génocide à l'encontre des Palestiniens*», a déclaré le ministre turc des Affaires étrangères Hakan Fidan.

Jordanie

Le ministre jordanien des Affaires étrangères, Ayman Safadi, a déclaré que les décisions de la CPI devaient être respectées et mises en œuvre, ajoutant que «*les Palestiniens méritent la justice*».

Massacres de masse et génocides : Les anglo-saxons sont exemplaires.

Le représentant de la Russie au conseil de sécurité de l'ONU :

- Nous comprenons qu'au XXI^e siècle, il est difficile de laisser l'Ukraine et la Russie tranquille, car les gènes des colonialistes qui, pendant des siècles, ont semé le chaos en Asie, en Afrique et en Europe, font des ravages. Nous savons tous que l'Empire britannique a réprimé brutalement et cyniquement la résistance de ses colonies pendant 250 ans, recourant à l'assimilation forcée et à la discrimination raciale, oubliant les valeurs humaines simples et les droits des peuples sous sa domination. Ce sont les populations civiles des pays colonisés qui ont payé de leur vie et de leur liberté les ambitions impériales de la métropole.

Il suffit de rappeler le nettoyage ethnique en Irlande, alors que sur une population de plus de 1,5 millions d'habitants, il n'en restait plus que 850.000 après la conquête britannique. Et pendant la Seconde Guerre des Boers, au tournant des XIX^e et XX^e siècles, ce sont les Britanniques qui furent les premiers à inventer les camps de concentration et à y rassembler la population civile pour qu'elle n'aide pas l'armée des Boers. On ne sait pas combien de personnes sont mortes à cette époque, car les Britanniques ne considéraient pas la population indigène d'Afrique comme un peuple et, en principe, n'avaient pas documenté les pertes parmi les Africains. Bien que l'on sache qu'au Kenya, après le soulèvement de Mao-Mao, les Britanniques ont mené des répressions massives, assassinant environ 300.000 représentants de cette nation et chassant encore un million et demi de personnes dans des camps et en les transformant en esclaves. Et en Inde, qui a subi d'énormes dégâts pendant la période de domination britannique, entre 15 et 29 millions de personnes ont été victimes de la famine provoquée par la seule Grande-Bretagne.

Par Oleg Nesterenko (Réseau International)

Il n'a pas précisé que selon les études historiques les plus sérieuses, la colonisation britannique de l'Inde a causé en tout non pas 29 millions, mais dans les 165 millions de morts Indiens tant par la famine que par les conditions de travail comparables à celles des esclaves en faveur de l'île britannique. Ne serait-ce qu'entre 1875 et 1900, environ 26 millions de personnes y ont été mis à mort.

Lorsque les statistiques dignes de ce nom sont apparues, l'espérance de vie en Inde en 1911 n'était que de 22 ans. Cependant, l'indicateur le plus éloquent était l'accessibilité des céréales alimentaires. Si en 1900, la consommation annuelle par habitant était de 200kg, à la veille de la Seconde guerre

mondiale elle était déjà de 157kg. En 1946, elle est tombée encore plus – à 137 kg/hab. Soit, proportionnellement, le petit-fils a mangé 1,5-2 fois moins que son grand-père à l'époque.

Winston Churchill, le grand démocrate et combattant pour la liberté face à l'obscurantisme, disait : *«Je hais les Indiens ! Ce sont des gens semblables à des bêtes avec une religion bestiale. La famine – c'est leur propre faute, car ils se reproduisent comme des lapins !»*

Cependant, les lapins ne sont pas à blâmer : la famine en Inde était due quasi exclusivement au fait qu'en près de 200 ans de sa présence parasitaire en Inde, la «Grande» Bretagne a pompé du territoire occupé l'équivalent de 200 billions de dollars d'aujourd'hui. Pour apprécier la démesure de cette exploitation, il suffit de se rappeler, par exemple, le PIB des États-Unis d'Amérique qui en 2023 était de 27,36 billions de dollars.

Le représentant de la Russie à l'ONU, n'a pas mentionné non plus l'un des plus importants génocides dans l'histoire de l'humanité, directement organisé par la couronne britannique. Celui des Chinois au XIXe siècle.

À la suite des deux «guerres de l'opium» menées par la Grande-Bretagne (appuyées par la France), dont l'une des principales raisons était le déséquilibre de la balance commerciale en faveur de la Chine, le 25 octobre 1860, le traité de Pékin a été signé par le gouvernement Qing en défaite. Hormis un grand nombre de concessions en faveur des Britanniques, dont l'expropriation de Hong-Kong, c'est, surtout, l'ouverture du marché chinois à la production occidentale qui a eu lieu. La marchandise qui pouvait égaliser la balance commerciale, apportant au passage de faramineux profits financiers aux britanniques, était l'opium. Ainsi, le flux constant de quantités gigantesques d'opium vendu par les Britanniques en Chine, via la porte d'entrée qui est devenue Hong-Kong, a été mis en place et a conduit vers une propagation sans égale de la toxicomanie parmi les populations. La propagation qui a directement mené vers une gravissime dégradation de l'état de santé de la nation chinoise et vers l'extinction massive de la population. Il est difficile de quantifier précisément le nombre de morts causés par les dealers de drogues en faveur de la couronne britannique : selon les diverses études il se situe entre 20 et 100 millions de victimes.

Lors de la réunion au conseil de sécurité de l'ONU, Vasiliy Nebenzia n'a pas mentionné non plus la grande famine organisée en 1943 par la couronne britannique au Bengale.

Au cours des sept premiers mois de 1943, 80 000 tonnes de céréales alimentaires ont été exportées du Bengale déjà affamé. Les autorités britanniques, craignant l'invasion japonaise, ont utilisé la tactique de la terre brûlée, en ayant pas le moindre scrupule vis-à-vis des populations locales laissées d'une manière préméditée à la mort certaine de faim. Non seulement la nourriture a été volée, mais également tous les bateaux capables de transporter plus de 10 personnes (66 500 navires au total) ont été confisqués, ce qui a mis à mort la pêche locale, ainsi que le système de transport par voie navigable que les bengalis utilisaient pour livrer de la nourriture. Une fois de plus, les chiffres précis de la politique britannique au Bengale sont inconnus – le nombre de morts de faim est estimé de 0,8 à 3,8 millions de personnes. Certains chercheurs indépendants estiment que même le nombre proche de 4 millions de morts qui vient des sources britanniques est inférieur à la réalité.

Par ailleurs, les débuts du supplice du Bengale sous l'occupation britannique ne date guère de 1943. Déjà en 1770, lors d'une sécheresse qui a tué environ un tiers de la population du Bengale – près de 10 millions de personnes – la Compagnie britannique des Indes orientales qui a occupé le pays pendant cinq ans, n'a jamais envisagé de prendre la moindre mesure pour contrer la tragédie qui s'est déroulée sous ses yeux. Bien au contraire : pendant cette famine qui fait partie des plus importantes dans l'histoire de l'humanité, les fonctionnaires britanniques coloniaux sur place

faisaient des rapports de bonheur et de satisfaction à leurs supérieurs à Londres sur l'augmentation de leurs revenus financiers grâce au commerce et à l'exportation de produits alimentaires depuis le Bengale.

Un grand nombre de crimes contre l'humanité perpétrés pas la couronne britannique à travers l'histoire ne sont pas comptabilisés sur ses pages qui ne recensent qu'une partie de ces derniers et qui n'ont eu lieu qu'avant la fin de la seconde guerre mondiale.

J-C - Hier nous avons déjà abordé brièvement le génocide des Amérindiens du à la colonisation européenne, dont anglo-saxonne...

Totalitarisme. Stratégie de la terreur et psychose collective.

J-C – A les entendre les pays du nord de l'Europe, en particulier les pays scandinaves se distinguaient par l'indice du « *bonheur* » parmi les plus élevés de la planète, où il faisait bon vivre, des modèles sociaux exemplaires, bon, avec quand même quelques fachos mitraillant ici ou là ou en embuscades dans les parlements, et puis voilà qu'ils craignent l'agression de leur voisin qui ne les a jamais menacés, ils voient des ennemis partout, sauf à l'OTAN !

Prétextant une «*menace russe*», la Finlande appelle ses femmes à suivre des cours de survie - RT 24 nov. 2024

Tandis que l'ombre d'une pseudo «*menace russe*» plane sur l'Europe, la Finlande intensifie ses efforts pour préparer sa population à un conflit potentiel. Exemples frappants de cette dynamique, les cours de survie dans des conditions extrêmes organisés pour 75 femmes finlandaises, camouflées et coiffées de bonnets violets, dans une base militaire de l'ouest du pays, selon le quotidien britannique *The Guardian*.

Au cours de la semaine, ces femmes vont apprendre à construire des abris, allumer des feux, cuisiner en extérieur, prodiguer les premiers soins, se maintenir au chaud et même construire des toilettes !

Ces cours, bien que non militaires, sont partiellement financés par le ministère finlandais de la Défense et bénéficient du soutien de l'Association nationale de formation à la défense. Suvi Aksela, responsable de la communication et de l'organisation chez Nasta, a déclaré que les personnes qui les appelaient pour s'enquérir de leurs services leur demandaient si elles pouvaient leur apprendre à tirer.

Un récent inventaire du ministère finlandais de l'Intérieur révèle que la Finlande dispose de 50 500 bunkers pour une population de 5,6 millions habitants, comme pour laisser entendre que la Finlande est prête à entrer en guerre avec la Russie, en tenant compte des affirmations des autorités finlandaises. Les ménages finlandais sont encouragés à disposer de suffisamment de provisions pour survivre sans aide pendant au moins 72 heures, nourriture, eau, médicaments et accès à une radio à piles, en cas d'urgence.

Santé.

Parole d'internaute.

1- Avec ce lien, vous tombez sur une page complète avec de nombreux liens sur le sujet... (Information sur le produit, posologie,... cancer...)

<https://www.fenbendazole.org/fr/informations-sur-le-fenbendazole/historique-du-fenbendazole/https://www.healnavigator.com/a/articles/ivermectin-vs-fenbendazole-for-cancer-differences-and-which-is-better>

IMPORTANT à savoir : toujours le prendre avec de l'huile d'olive ou du beurre.

Pour l'achat, j'ai trouvé ce site à un prix très intéressant, en gélules 300 mg (c'est plutôt en général des gélules de 220 mg, il y en a aussi de 444 mg, et j'ai lus que pour certains traitements il était prévu des doses jusqu'à 800 mg par jour, pendant 1.5 mois... Pour traitements cancers, j'ai vu plusieurs témoignages ou les patients étaient guéris en 3 mois seulement, avec des doses de 222 mg/jour, et parfois même seulement 5 jours sur 7 (car environ 5% des personnes peuvent avoir des diarrhées, il suffit donc de réduire ou laisser 2 jours sans)

<https://www.etsy.com/fr/listing/1707471987/gelules-de-fenbendazole-pur-a-998-300-mg>

Très peu d'interactions avec d'autres médicaments, utilisation possible avec d'autres traitements anti cancer, chimio ou rayons, ni même alcool, mais est efficace même seul (nombreux témoignages).

Sur ce lien vous trouverez une longue liste de rapports de cas, tapez : cancer du sein métastatique, 83 femmes – Fenbendazole resource

2- Dans mes connaissances beaucoup de cancer non opérable (poumon, œsophage) Dans le monde d'avant les cancers non opérable était essentiellement les formes métastatiques ,Ces cancers semblent non opérables car trop près de gros vaisseaux..... et quel est le nouveau facteur?

(Traitement du cancer.)

3- Il faudrait déjà éviter des molécules qui diminuent le taux de Glutathion, le paracétamol pas exemple. Au besoin lui préférer un autre anti-inflammatoires non stéroïdiens (AINS)...?

Pas de paracétamol dans la Covid, erreur thérapeutique majeure!

<https://www.aimsib.org/2021/08/22/pas-de-paracetamol-dans-la-covid-erreur-therapeutique-majeure/>

Le N-acétyl-cystéine (NAC) est un précurseur du glutathion...

Le chlorure de magnésium stimule significativement la vitalité des leucocytes...et donc leur faculté de diapédèse

<https://fr.wikipedia.org/wiki/Diap%C3%A9d%C3%A8se>

Traitement cytophyllactique des maladies infectieuses par le chlorure de magnésium, la poliomyélite », Docteur Neveu, Librairie Le François, 1959.

AVANT PROPOS

En 1915, Pierre Delbet étudiait l'action sur les cellules de diverses solutions employées pour le lavage et le pansement des plaies et cherchait s'il n'existait pas quelque substance capable d'exalter leur vitalité.

Le rôle capital des globules blancs dans la lutte contre l'infection ayant été établi par Metchchnikoff, il prit ces cellules pour test dans ses recherches, et il eut la chance de constater assez vite qu'une solution de chlorure de magnésium à un certain taux augmente, dans une notable proportion, leur puissance phagocytaire, l'augmentation portant sur le nombre des polynucléaires qui phagocytent et sur la puissance phagocytaire de chacun d'eux.

« Cette méthode qui a pour but d'exalter la vitalité des cellules, nous dit Pierre Delbet, je l'ai appelée cytophyllactique. Le mot cytophyllaxie veut dire protection des cellules ».

o o o

Par une série d'expériences, Pierre Delbet élargit, ensuite, le rôle de la cytophyllaxie et, de méthodes de pansements, elle devint une méthode générale qui augmente la puissance de l'organisme, non seulement contre l'infection des plaies, mais encore contre l'avitaminose, contre l'anaphylaxie, contre le dépérissement sénile et contre la cancérisation.

o o o

Il m'advint, fortuitement, d'apporter une importante contribution à la méthode cytophyllactique du professeur Pierre Delbet.

En 1932, je fis prendre du chlorure de magnésium à une petite malade, Ghislaine L..., atteinte d'angine suspecte, dans le but d'atténuer les troubles anaphylactiques du sérum que je pensais lui injecter, en attendant l'analyse de son prélèvement amygdalien.

Je fus surpris, le lendemain matin, de constater la guérison totale de Ghislaine avant que le résultat de cette analyse – qui était positive pour le bacille de Loeffler – me fut communiquée par le laboratoire. Cette première guérison de la diphtérie par le chlorure de magnésium a été le point de départ de mes recherches sur le traitement cytophyllactique des maladies infectieuses en général.

o o o

Le lecteur trouvera dans les observations suivantes, la relation des résultats inespérés qui ont été obtenus, par cette nouvelle méthode thérapeutique dans le traitement de la poliomyélite.

PDF 33 pages. Les posologies adultes, enfants de moins de 5 ans, nourrissons sont indiquées en pages 28 et 29

Lien de téléchargement :

<http://www.aryanalibris.com/index.php?post/Neveu-A-Traitement-cytophylactique-par-le-chlorure-de-Magnesium-La-Polyomyelite>

Cibler la connexion mitochondrie-cellule souche dans le traitement du cancer : un protocole orthomoléculaire hybride - AIMSIB 20/10/2024

<https://www.aimsib.org/2024/10/20/cibler-la-connexion-mitochondrie-cellule-souche-dans-le-traitement-du-cancer-un-protocole-orthomoleculaire-hybride>

Plus de 300 données probantes du CDC montrent que les vaccins causent l'autisme.

Récemment, j'ai reçu un trésor de documents d'une source à l'intérieur du CDC montrant qu'ils savent depuis plus de 20 ans que Wakefield avait raison : les vaccins causent l'autisme.

Steve Kirsch 18 novembre 2024

https://kirschsubstack.com/p/over-300-pages-of-evidence-from-the?_x_tr_hist=true

Sur la situation politique et sociale en France.

Macron a déclaré la guerre à la Russie.

Jean-Noël Barrot : l'Ukraine peut tirer des missiles français à longue portée sur la Russie - RT 23 nov. 2024

Le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, a déclaré ce 23 novembre à la BBC que l'Ukraine pourrait tirer des missiles français à longue portée sur la Russie «*dans une logique de légitime défense*», mais n'a pas confirmé si des armes françaises avaient déjà été utilisées.

Antisocial. Fainéants, profiteurs ! SS syndicale délatrice, c'est très tendance.

Budget de la Sécu : le Sénat renforce les contrôles et les sanctions contre la fraude sociale - Publicsenat.fr. 21 novembre 2024

Ce 21 novembre, les sénateurs ont adopté plusieurs amendements visant à renforcer la lutte contre la fraude sociale, aussi bien du côté des assurés que des entreprises.

C'est la sénatrice centriste Nathalie Goulet, largement mobilisée sur le sujet, qui a ouvert le bal des amendements dans la nuit du 20 au 21 novembre. L'élue a proposé de renforcer les sanctions contre les faux arrêts de travail, en permettant à la Sécurité sociale de communiquer aux employeurs les conclusions de ses enquêtes et de ses contrôles sur les salariés. Grâce à cette transmission d'informations, une entreprise pourrait alors prendre une sanction disciplinaire à l'encontre d'un employé fraudeur pour « *manquement à son obligation de loyauté* ». Une disposition adoptée par le Sénat.

Le Sénat vote le triplement de la « *taxe soda* » - LePoint.fr 22 novembre 2024

Entre cinq et huit kilos de sucre par hectolitre, le tarif passera de 7,30 à 21 euros. Sont concernés les colas, les boissons aux fruits, à base de cacao, de café, de thé ou de sirop, les limonades, les tonics ou certaines boissons à base de lait animal ou végétal.

Un monde meilleur sans changement de régime, c'est possible, puisqu'on vous le dit. Tous les hommes sont des "monstres".

J-C - Il y en a qui y croient, ils sont instrumentalisés, trop peu pour nous. Participer à ce genre de manifestation, c'est comme participer à "*une révolution de couleur*" en espérant en tirer quelque chose ou en modifier l'orientation politique, pure illusion. Même l'extrême gauche participe à cette manipulation, ils en sont tous, par exemple, le PT réclame plus de moyens au gouvernement, lu dans leur blog en ligne.

"Je crois à un monde où les choses pourraient être organisées différemment" : à Paris, des milliers de manifestants contre les violences faites aux femmes - franceinfo/AFP 24 novembre 2024

À Marseille, Amiens, Paris ou La Réunion, des milliers de personnes ont manifesté contre les violences faites aux femmes, samedi 23 novembre, deux jours avant la Journée internationale dédiée à cette cause. Sur les pancartes, plusieurs messages : "*pour que nos vies ne soient plus classées sans suite*", "*dans dix féminicides c'est Noël*", ou encore "*l'habit ne fait pas le viol*".

Les auteurs de violences ne sont pas des monstres, ce sont des hommes de notre entourage et "*la honte doit changer de camp*". franceinfo/AFP 24 novembre 2024

J-C – Quel « *camp* », celui des capitalistes ? Pas vraiment, votre frère, votre père, tous les mâles de votre famille, votre voisin, votre collègue de travail... Cela fait partie de leur lutte de classe, pas la nôtre...

Leur bouffe transformée et trafiquée, la pollution, le stress et la psychose collective qu'ils fabriquent et entretiennent, leur médecine chimique de synthèse, leurs vaccins et autres injections géniques à ARN m, font 100 fois plus de dégâts sur la santé physique et psychologique.

Pourquoi les microplastiques et nanoplastiques menacent notre santé - franceinfo/ 24 novembre 2024

Les scientifiques en ont découvert partout sur Terre, de l'Himalaya aux plus profondes fosses marines. Mais aussi chez des êtres vivants. (Quelle est la mauvaise langue qui a sorti qu'ils ne découvraient plus rien ? - J-C)

En intégrant diverses chaînes alimentaires, ces matériaux se retrouvent dans le corps des animaux marins et terrestres. Chez les humains, des scientifiques en ont détecté dans le sang, les selles, le système digestif, le lait maternel, le placenta, les poumons, ou encore dans les artères. Sans être exhaustif.

La recherche des conséquences de ces particules sur les humains a débuté au milieu des années 2010. Dans une étude publiée en mars 2024 dans la prestigieuse revue *New England Journal of Medicine*, une équipe de chirurgiens italiens a annoncé la découverte de microplastiques sur la paroi d'artères carotides, celles qui amènent le sang au cerveau. Ils en ont détecté chez près de 60% de 257 patients opérés. Après trois ans de suivi, ils ont constaté que cette présence de résidus plastiques s'associait à un risque quatre fois et demie supérieur d'être victime d'un infarctus ou d'un accident vasculaire cérébral (AVC). (La « prestigieuse revue *New England Journal of Medicine* », ça en impose. Cela ne vous fait-il pas penser au Lancet ? – J-C)

Les microplastiques influent aussi sur le système digestif, et plus particulièrement sur le microbiote (ou flore intestinale), relève auprès de FranceInfo Muriel Mercier-Bonin, directrice de recherche à l'Inra. En analysant les selles d'adultes et d'enfants de moins de 10 ans (filles et garçons), son équipe a constaté chez les enfants une "fragilisation" de la flore intestinale, avec une "modification de certains composés" qui ont des "effets bénéfiques pour la santé". Les processus précis et les conséquences demeurent flous, mais sont scrutés. En effet, la flore intestinale joue un rôle essentiel dans des "mécanismes clés" en lien avec la digestion, mais aussi des fonctions immunitaires ou encore neurologiques.

Au niveau des poumons, des études cliniques menées chez des travailleurs du plastique ont montré des dysfonctionnements, des inflammations, de la fibrose, et même, pour certaines études, une augmentation des cas de cancer du poumon, a relevé Sonja Bolland, ingénieure de recherche à l'Université Paris Cité, le 17 octobre, lors d'une audition au Sénat dédiée aux impacts des plastiques sur la santé humaine. Ces constats doivent être pris avec des pincettes, prévient-elle : "*Dans les milieux professionnels, ils étaient confrontés à de très, très fortes doses.*"

On ne trouve pas un type de plastique, mais des dizaines, auxquels s'additionnent quelque 16 000 additifs. Ces derniers sont ajoutés à la matière initiale pour lui donner une qualité particulière : souplesse, rigidité, résistance à l'oxydation, aux UV ou encore à l'eau. En résumé, les plastiques ne pourraient pas être utilisables sans eux.

Sur le chiffre global de 16 000 additifs, 4 000 ont une toxicité connue, relève auprès de FranceInfo Hervé Raps, médecin délégué à la recherche au centre scientifique de Monaco.

L'air urbain est davantage chargé en microplastiques et nanoplastiques que celui de la campagne, a rappelé Sonja Bolland au Sénat, soulignant que "*l'inhalation est au moins aussi importante que l'ingestion*". (On les croirait en train de parler de virus ! – J-C)

Pour éviter l'inertie, Hervé Raps appelle la communauté internationale à prendre des mesures fortes au nom du principe de précaution. "*Même si c'est compliqué, même si nous ne pouvons pas tout*

affirmer à 100%, nous constatons maintenant trop de cancers, de maladies métaboliques, de troubles de la fertilité", plaide-t-il. Pour lui, l'éventuel lien entre les microplastiques et nanoplastiques et divers maux affectant la santé humaine est à prendre au sérieux. (Ils prennent « au sérieux » ce qui les arrange (idéologiquement) et laisse le reste de côté... - J-C)

"Si vous regardez les courbes de maladies chroniques, de troubles de la puberté, de troubles développementaux chez les enfants, toutes ces courbes sont en progression depuis les années 1950."

"Il existe sûrement plein de facteurs mais les courbes sont parallèles à l'augmentation des produits chimiques et l'augmentation des produits plastiques", insiste-t-il. Un constat inquiétant, alors que la production de plastique doit doubler d'ici 2040 et tripler d'ici 2060. FranceInfo/ 24 novembre 2024

J-C- Toutes leurs "courbes" sont pipées, pour la bonne raison que 75 ans plus tôt, un grand nombre de symptômes n'étaient même pas répertoriés.

Les principes, règles ou comportements étaient différents, ils comparent ce qui n'est pas comparable. Ils nous ont fait le coup avec les virus et le climat...

Ne seraient-ils pas en train d'essayer de maquiller les conséquences désastreuses à venir des injections géniques, parce que tout ce qu'ils évoquent comme maladie, recourent les effets secondaires enregistrés par millions dans le monde depuis 2021 ?

Tous les plastiques reconnus néfastes pour la santé devraient être interdits. Toutes les substances chimiques de synthèse entrant dans la composition d'un certain nombre d'articles destinés aux enfants ou susceptibles d'être en contact prolongé avec la peau ou les yeux, ou de pénétrer par la cavité buccale ou nasale, présentant un risque ou une menace pour la santé, devraient être prohibées, quitte à devoir supprimer du marché des milliers de produits inutiles ou dont on peut très bien se passer, même s'ils correspondent à des besoins qui ont été fabriqués au cours 5 ou 8 dernières décennies, quitte à devoir changer de comportement, à modifier notre mode de vie. Mais pour se faire, il faudrait d'abord commencer par changer de régime économique, donc politique, là vous être fou mon ami, d'accord, je n'ai rien dit, mais je n'en pense pas moins.

L'enfer de la guerre impérialiste et coloniale ou la barbarie capitaliste à l'œuvre.

Il arrive beaucoup trop tard, quand le sale boulot est sur le point d'être terminé...

Le mandat d'arrêt contre Netanyahu met également en cause la politique américaine - consortiumnews.com 21 novembre 2024

C'est désormais officiel. Le plus proche allié des États-Unis, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, celui qui a reçu plus de 50 ovations debout au Congrès il y a quelques mois à peine, est sous le coup d'une mise en accusation par la Cour pénale internationale pour crimes contre l'humanité et crimes de guerre.

L'Amérique doit en prendre note : le gouvernement américain est complice des crimes de guerre de Netanyahu et s'est pleinement associé à la violence de Netanyahu à travers le Moyen-Orient.

Depuis 30 ans, les lobbies israéliens ont poussé les Etats-Unis à mener des guerres au nom d'Israël pour empêcher l'émergence d'un Etat palestinien. Netanyahu, arrivé au pouvoir en 1996 et Premier ministre depuis 17 ans, a été le principal promoteur des guerres soutenues par les Etats-Unis au Moyen-Orient.

Le résultat a été un désastre pour les États-Unis et une catastrophe sanglante non seulement pour le peuple palestinien mais pour tout le Moyen-Orient.

Ces guerres n'ont pas pour but de défendre Israël, mais plutôt de renverser des gouvernements qui s'opposent à l'oppression du peuple palestinien par Israël. Israël s'oppose farouchement à la solution à deux États prônée par le président américain Donald Trump, la loi internationale, l'Initiative de paix arabe, le G20, les BRICS, OCI et l'Assemblée générale des Nations Unies.

L'intransigeance d'Israël et sa répression brutale du peuple palestinien ont donné naissance à plusieurs mouvements de résistance militante depuis le début de l'occupation. Ces mouvements sont soutenus par plusieurs pays de la région.

La solution évidente à la crise israélo-palestinienne est de mettre en œuvre la solution à deux États et de démilitariser les groupes militants dans le cadre du processus de mise en œuvre.

Netanyahu fait une guerre sans fin

L'approche d'Israël, en particulier sous la direction de Netanyahu, consiste à renverser les gouvernements étrangers qui s'opposent à la domination d'Israël et à recréer la carte d'un « Nouveau Moyen-Orient » sans État palestinien. Plutôt que de faire la paix, Netanyahu mène une guerre sans fin.

Ce qui est choquant, c'est que Washington a confié le budget militaire et fédéral américain à Netanyahu pour ses guerres désastreuses. L'histoire de la prise de contrôle totale de Washington par le lobby israélien est racontée dans le remarquable nouveau livre d'Ilan Pappé, Faire du lobbying en faveur du sionisme des deux côtés de l'Atlantique (2024).

Netanyahu a répété à maintes reprises au peuple américain qu'il serait le bénéficiaire de sa politique. En réalité, Netanyahu a été un véritable désastre pour le peuple américain, saignant le Trésor américain de milliers de milliards de dollars, gaspillant la position de l'Amérique dans le monde, rendant les États-Unis complices de sa politique génocidaire et rapprochant le monde de la troisième guerre mondiale.

Si Trump veut rendre à l'Amérique sa grandeur, la première chose qu'il devrait faire est de rendre à l'Amérique sa souveraineté, en mettant fin à la soumission de Washington au lobby israélien.

Le lobby israélien non seulement contrôle les votes au Congrès mais place également des partisans de la ligne dure d'Israël à des postes clés de sécurité nationale.

Ceux-ci ont inclus:

Madeleine Albright (secrétaire d'État de Clinton), Lewis Libby (chef de cabinet du vice-président Cheney), Victoria Nuland (conseiller adjoint à la sécurité nationale de Cheney, ambassadeur de Bush Jr. auprès de l'OTAN, secrétaire d'État adjoint d'Obama, sous-secrétaire d'État de Biden), Paul Wolfowitz (sous-secrétaire à la Défense de Bush Sr., secrétaire adjoint à la Défense de Bush Jr.),

Douglas Feith (sous-secrétaire à la Défense de Bush Jr.), Abram Shulsky (directeur du Bureau des plans spéciaux, ministère de la Défense de Bush Jr.), Elliott Abrams (conseiller adjoint à la sécurité nationale de Bush Jr.), Richard Perle (président du Conseil de politique nationale de défense de Bush Jr.), Amos Hochstein (conseiller principal du secrétaire d'État de Biden) et Antony Blinken (secrétaire d'État de Biden).

En 1995, Netanyahu a décrit son plan d'action dans son livre *Combattre le terrorisme*. Pour contrôler les terroristes (c'est ainsi que Netanyahu décrit les groupes militants qui combattent le régime illégal d'Israël sur les Palestiniens), il ne suffit pas de combattre les terroristes. Il faut plutôt combattre les « régimes terroristes » qui soutiennent ces groupes. Et les États-Unis doivent être les premiers à prendre les devants :

« La cessation du terrorisme doit donc être une exigence claire, appuyée par des sanctions et sans contrepartie. Comme pour tous les efforts internationaux, l'application vigoureuse de sanctions aux États terroristes doit être menée par les États-Unis, dont les dirigeants doivent choisir la séquence, le moment et les circonstances appropriés pour ces actions. »

Comme Netanyahu l'a dit au peuple américain en 2001 (réimprimé en tant qu'avant-propos de 2001 *Combattre le terrorisme*):

« La première chose à comprendre, et la plus importante, est la suivante : il n'y a pas de terrorisme international sans le soutien des États souverains. Le terrorisme international ne peut tout simplement pas perdurer longtemps sans les régimes qui l'aident et le soutiennent... Supprimez tout ce soutien étatique et l'ensemble de l'échafaudage du terrorisme international s'effondrera. Le réseau terroriste international repose donc sur des régimes tels que l'Iran, l'Irak, la Syrie, les talibans d'Afghanistan, l'Autorité palestinienne de Yasser Arafat et plusieurs autres régimes arabes, comme le Soudan. »

Tout cela était de la musique aux oreilles des néoconservateurs de Washington, qui souscrivaient également aux opérations de changement de régime menées par les États-Unis (par le biais de guerres, de subversion secrète, de révolutions de couleur menées par les États-Unis, de coups d'État violents, etc.) comme principal moyen de traiter avec les adversaires perçus des États-Unis.

Après le 9 septembre, les néoconservateurs de Bush Jr. (dirigés par Cheney et Rumsfeld) et les initiés du lobby israélien de Bush Jr. (dirigés par Wolfowitz et Feith) se sont associés pour remodeler le Moyen-Orient à travers une série de guerres menées par les États-Unis contre les cibles de Netanyahu au Moyen-Orient (Liban, Iran, Irak, Syrie) et en Afrique de l'Est islamique (Libye, Somalie et Soudan). Le rôle du lobby israélien dans l'incitation à ces guerres de choix est décrit en détail dans le nouveau livre de Pappe.

Le plan de guerre du lobby néoconservateur et d'Israël a été présenté au général Wesley Clark lors d'une visite au Pentagone peu après le 9 septembre. Un officier a sorti un papier de son bureau et a dit à Clark :

« Je viens de recevoir une note du bureau du secrétaire à la Défense. Elle dit que nous allons attaquer et détruire les gouvernements de sept pays en cinq ans. Nous allons commencer par l'Irak, puis nous irons en Syrie, au Liban, en Libye, en Somalie, au Soudan et en Iran. »

En 2002, Netanyahu a lancé la guerre contre l'Irak au peuple américain et au Congrès en leur promettant

« Si vous éliminez Saddam, le régime de Saddam, je vous garantis que cela aura d'énormes répercussions positives sur la région [...] Les gens assis juste à côté en Iran, les jeunes et beaucoup d'autres diront que le temps de tels régimes, de tels despotes est révolu. »

Un nouveau récit remarquable sur le rôle de Netanyahou dans la conduite de la guerre en Irak provient également du sergent-chef à la retraite du commandement des Marines Dennis Fritz, dans son livre *Trahison mortelle* (2024). Lorsque Fritz fut appelé à se déployer en Irak au début de l'année 2002, il demanda à de hauts responsables militaires pourquoi les États-Unis déployaient des troupes en Irak, mais il n'obtint pas de réponse claire. Plutôt que de diriger des soldats dans une bataille qu'il ne pouvait ni expliquer ni justifier, il quitta le service.

En 2005, Fritz a été invité à revenir au Pentagone, cette fois en tant que civil, pour aider le sous-secrétaire Douglas Feith à déclassifier des documents sur la guerre, afin que Feith puisse les utiliser pour écrire un livre sur la guerre.

Fritz a découvert que la guerre en Irak avait été fomentée par Netanyahou en étroite coordination avec Wolfowitz et Feith. Il a appris que l'objectif de guerre présumé des États-Unis, à savoir contrer les armes de destruction massive de Saddam, n'était qu'un stratagème cynique de relations publiques mené par un membre du lobby israélien, Abram Shulsky, pour obtenir le soutien de l'opinion publique américaine à la guerre.

L'Irak devait être la première des sept guerres en cinq ans, mais comme l'explique Fritz, les guerres suivantes ont été retardées par l'insurrection irakienne anti-américaine. Néanmoins, les États-Unis ont fini par entrer en guerre ou par soutenir des guerres contre l'Irak, la Syrie, la Libye, la Somalie, le Soudan et le Liban. En d'autres termes, les États-Unis ont mis en œuvre les plans de Netanyahou – à l'exception de l'Iran.

À ce jour, et même à cette heure, Netanyahou s'efforce d'attiser une guerre américaine contre l'Iran, une guerre qui pourrait déclencher une troisième guerre mondiale, soit par l'Iran parvenant à acquérir des armes nucléaires, soit par l'allié de l'Iran, la Russie, rejoignant une telle guerre aux côtés de l'Iran.

Le travail d'équipe entre les lobbies néoconservateurs et israéliens a été à l'origine de l'une des plus grandes catastrophes mondiales du XXI^e siècle. Tous les pays attaqués par les États-Unis ou leurs mandataires – l'Irak, le Liban, la Libye, la Somalie, le Soudan et la Syrie – sont désormais en ruines.

Pendant ce temps, le génocide de Netanyahu en Gaza La guerre continue à un rythme soutenu, et une fois de plus, les États-Unis se sont opposés à la volonté unanime du monde (à l'exception d'Israël) cette semaine, en opposant son veto au Conseil de sécurité de l'ONU résolution de cessez-le-feu qui a été soutenue par les 14 autres membres du Conseil.

Le véritable problème auquel l'administration Trump est confrontée n'est pas de défendre Israël contre ses voisins, qui réclament à répétition, presque quotidiennement, une paix fondée sur la solution à deux États. Le véritable problème est de défendre les États-Unis contre le lobby israélien.

Jeffrey D. Sachs est professeur d'université et directeur du Centre pour le développement durable de l'Université de Columbia, où il a dirigé l'Earth Institute de 2002 à 2016. Il est également président du Réseau de solutions pour le développement durable des Nations Unies et commissaire de la Commission des Nations Unies sur le haut débit.

Israël : le début de la fin - consortiumnews.com 21 novembre 2024

Comme dans toutes les guerres de guérilla, de l'Algérie au Vietnam, les Palestiniens gagneront la lutte politique pour la libération alors qu'Israël implose de l'intérieur.

<https://consortiumnews.com/fr/2024/11/21/israel-beginning-of-the-end/?eType=EmailBlastContent&eId=8a285576-0c44-4e5f-af23-48ff3fcf8075>

Etats-Unis.

Donald Trump nomme Russell Vought et prouve encore qu'il est plus proche du « *Projet 2025* » qu'il ne le dit. - Le HuffPost 23 novembre 2024

Nommé ce vendredi 22 novembre, au même moment que Scott Bessent au poste de Secrétaire au Trésor, Russell Vought conforte l'influence du controversé « *Projet 2025* » au sein de l'administration de Donald Trump pour ses quatre années de pouvoir.

Et pour cause, l'homme de 48 ans est l'un des principaux rédacteurs de ce programme politique de 900 pages, façonné par le puissant lobby conservateur Heritage Foundation - qui se veut une feuille de route officielle et radicale pour remodeler le gouvernement fédéral dans l'ombre du retour du milliardaire républicain à la Maison Blanche.

Entre les deux mandats de Trump, Vought a fondé l'organisation « *Center for Renewing America* », qui a joué un rôle primordial dans la rédaction du « *Projet 2025* ».

Dans cet ordre d'idée, Donald Trump avait déjà choisi Brendan Carr, actuel commissaire de la FCC (le régulateur américain des télécoms), pour prendre la tête de cette institution américaine. Brendan Carr s'était illustré dans le « *Projet 2025* » en rédigeant l'un de ses chapitres, affirmant vouloir « *reprendre le contrôle des Big Tech, promouvoir la sécurité nationale, libérer la prospérité économique et garantir la responsabilité et la bonne gouvernance de la FCC* ».

Karoline Leavitt, porte-parole de la campagne républicaine nommée porte-parole du second mandat Trump, apparaît quant à elle dans l'une des vidéos du « *Projet 2025* ».

Pourtant, Donald Trump, comme son vice-président J. D. Vance ont régulièrement pris leur distance avec ce document et leurs auteurs. Malgré de nombreuses preuves apportées par les médias américains de liens manifestes entre le 47e président américain et ce puissant lobby. Le futur vice-président de Donald Trump avait également déclaré cette année, devant la Heritage Foundation, que le cercle de réflexion conservateur allait aider le camp républicain à gouverner « *à la Maison-Blanche, au Sénat, au Congrès, et partout dans le pays* ».

« *Je ne sais rien du *Projet 2025*. Je n'ai aucune idée de qui se cache derrière ce projet* », disait pourtant Donald Trump le 6 juillet dernier...

Brigandage, pillage ou guerre de rapine du XIXe siècle.

Les États-Unis pourraient proposer un «bon accord» à l'Ukraine en échange de ses ressources naturelles - RT 24 nov. 2024

L'Ukraine pourrait être extrêmement utile aux États-Unis car elle regorge de ressources naturelles précieuses et est disposée à négocier un accord avec Washington sur leur extraction, a déclaré le sénateur américain Lindsey Graham dans une interview accordée à Fox News, chaîne de télévision américaine. Un extrait de l'interview a été publié sur la chaîne YouTube du sénateur le 20 novembre.

Le sénateur républicain de Caroline du Sud a affirmé que le conflit ukrainien était, en fin de compte, «une question d'argent». «Saviez-vous que le pays le plus riche de toute l'Europe en minéraux de terres rares est l'Ukraine ?», a-t-il déclaré, estimant leur valeur entre 2 et 7 trillions de dollars.

Lindsey Graham a ajouté que l'Ukraine était prête à «conclure un accord avec [les États-Unis]», mais pas avec la Russie. «Il est donc dans notre intérêt de s'assurer que la Russie ne prenne pas le contrôle du pays», a-t-il expliqué, décrivant l'Ukraine comme le «grenier à blé du monde».

Plus tôt ce mois-ci, le 14 novembre, Mykhailo Podoliak, un conseiller principal de Zelensky, a proposé aux États-Unis d'exploiter conjointement le sous-sol du pays et d'en extraire les ressources, dans une interview accordée au journal italien La Repubblica. «Nous avons des gisements de minéraux rares tels que le lithium et le titane que nous pouvons exploiter ensemble [avec les États-Unis]», a-t-il précisé. RT 24 nov. 2024

Russie.

Lancement du missile balistique russe : «L'Occident ne comprend que la force» - RT 22 nov. 2024

Quand la Russie agit avec retenue, l'Occident le perçoit comme un signe de faiblesse et ne fait qu'augmenter la pression, estime le politologue et docteur en histoire Konstantin Blokhov commentant le tir du missile balistique hypersonique de moyenne portée «Orechnik» en réponse à l'utilisation des armes occidentales de longue portée. RT en français :

L'autorisation de frapper en profondeur du territoire russe avec des missiles américains a-t-elle ouvert la boîte de Pandore ?

Konstantin Blokhov : Pour ce qui est de la boîte de Pandore, tout dépend de la réaction russe. Si la réaction de la Russie à ces attaques est dure et sans compromis, cette boîte de Pandore se fermera immédiatement, car l'Occident ne comprend que la force. La psychologie de l'Occident repose sur le principe de la force. Quand la Russie agit de sang-froid, avec retenue ou quand elle appelle aux négociations, l'Occident le perçoit comme un signe de faiblesse et ne fait qu'augmenter la pression.

Par conséquent, si l'Ukraine et ses alliés occidentaux frappent encore le territoire russe en étendant la zone de frappe et le nombre de cibles, il est évident que nous devons riposter. S'il n'y a pas de riposte, l'Occident comprendra qu'une nouvelle ligne rouge est franchie. Donc, tout dépend du désir

et de la capacité russe à poursuivre l'escalade. Il est possible de désescalader la situation, mais seulement en poursuivant l'escalade. Malheureusement, c'est le seul moyen.

RT en français : Après la déclaration de Vladimir Poutine dans la soirée du 21 novembre, comment, à votre avis, la situation pourrait-elle évoluer ?

K. B. : Je pense que l'Occident va demeurer dans l'expectative, essayera de régler ses actions sur celles de ses alliés. Premièrement, ils vont surveiller les mesures que la Russie prendra. Deuxièmement, bien sûr, tout le monde va attendre l'arrivée de Trump, mais aussi les mesures concrètes et réelles qu'il prendra, pas les spéculations sur les candidats qu'il va désigner. On ne juge pas les hommes politiques sur leurs propos, mais sur leurs actes. Il est donc évident que ce sont ces deux facteurs qui vont compter : l'arrivée de Trump et les actions russes concrètes.

RT en français : Trump, une fois au cabinet Ovale fin janvier, pourrait-il annuler des décisions de Biden concernant l'Ukraine ?

K. B. : Seul l'avenir nous dira comment Trump agira. Mais il est évident qu'il ne pourra pas agir seul, car tout dépendra de la volonté du Congrès de le soutenir. Même avec une majorité républicaine, de nombreuses décisions de Trump devront recevoir l'aval du Congrès. De même que les candidatures à un poste dans l'administration qui sont également convenues par le Congrès. Trump ne sera donc pas seul à définir la politique étrangère et de défense, mais, malheureusement, il y aura d'autres personnes. Beaucoup dépendra de la position du Congrès.

Cependant, à en juger par les événements, par les candidatures qu'il propose, beaucoup de candidats sont des faucons. Au poste de secrétaire d'État, il envisage la candidature de Marco Rubio. Comme chef du Pentagone, il propose de nommer non seulement cet ancien présentateur de télévision, mais aussi Tom Cotton. Il est donc évident qu'il ne sera pas facile d'avoir affaire à Trump.

De plus, c'est Trump qui s'était retiré du traité sur les missiles à moyenne et courte portée. La réponse russe, telle qu'elle a été énoncée hier par le président, est justement une réponse aux initiatives de Trump.

Par ailleurs, bien sûr, il faut envisager les actions de Biden et celles de Trump de manière globale. Une chose est sûre, il ne sera certainement pas facile d'avoir affaire à Trump. RT 22 nov. 2024

Ukraine.

L'Ukraine aurait reçu des armes suisses malgré l'interdiction de réexportation imposée par le pays - RT 23 nov. 2024

Plus de 640 000 munitions fabriquées en Suisse ont été livrées à l'Ukraine via la Pologne, en violation de l'interdiction faite par ce pays de réexporter ce type de matériel vers des zones de conflit, conformément à sa neutralité, a révélé la chaîne de télévision SRF. L'autorité suisse de contrôle des armements a sanctionné une entreprise polonaise, «UMO SP», qui a enfreint un accord établi avec le fabricant «*Swiss P Defence*».

C'est la première fois qu'une entreprise étrangère d'armement est inscrite sur une «liste noire» suisse pour violation de contrat, suite aux investigations menées par SRF Investigativ. À la suite d'une

requête de ce média, le secrétariat d'État suisse à l'économie (Seco), qui supervise les exportations de matériel militaire, a annoncé : *«Nous confirmons que les exportations vers la société polonaise en question sont suspendues jusqu'à nouvel avis.»*

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 26 novembre 2024

Je comprends pourquoi je ne reçois pas de soutien, tout s'explique :

C'est la France ! Ne dit-on pas, que c'est à la pratique qu'on juge les élus (et pas que)?

Une mention sur le consentement bientôt inscrite sur tous les sex-toys ? - Le Point 24 novembre 2024

La députée écologiste Marie-Charlotte Garin veut inscrire une mention sur le consentement sur tous les sex-toys, « à l'instar des mentions "manger, bouger" ».

Sur la situation politique et sociale en France.

A bas la Ve République ! "Ca a amené les Français à changer de République". L'heure d'une République sociale a sonné !

Censure du gouvernement Barnier: Bayrou appelle à ne pas "plonger le pays dans le chaos" - BFMTV 24 novembre 2024

Michel Barnier risque d'être confronté à une motion de censure déposée par la gauche à l'Assemblée nationale en décembre en cas de recours au 49.3 pour faire adopter le budget. Une motion de censure, si elle est adoptée avec les voix des députés de la gauche et du Rassemblement national, qui renverserait l'actuel gouvernement.

Avant d'ajouter: "*Un pays comme la France, dans le moment de crise que nous vivons, ne peut pas se permettre des chutes de gouvernement successives. On a connu ça, ça a amené les Français à changer de République*".

Pour lui, les différents partis politiques, y compris ceux de l'opposition, sont "*co-responsables*" de "*ce que les Français voient et entendent*". Des Français qui ne veulent pas selon lui d'une "*perpétuelle instabilité*". Dans les faits, l'avis de la population est plus tranché. Selon un sondage, réalisé par Ipsos pour *La Tribune Dimanche* et publié ce samedi 23 novembre, 53% des Français sont favorables à une censure du gouvernement Barnier.

Invité de Questions politiques (France Inter/Le Monde/Francetv), M. Vallaud a notamment dit vouloir proposer à tous les partis, à l'exception du RN "*de poser la question des conditions d'une non censure*", si le gouvernement Barnier venait à être renversé. BFMTV 24 novembre 2024

J-C - Mélenchon a décliné l'invitation, je cite : en accusant le PS d'être "*en train d'organiser un nouveau socle commun*" à la place de l'actuelle alliance du Nouveau Front populaire, lui reprochant de "*tendre la main*" au-delà de la gauche.

"*Au-delà de la gauche*", n'y sont-ils pas déjà eux-mêmes, alors que le Nouveau Front populaire est de droite puisqu'il n'a jamais rompu avec Macron et les institutions de la Ve République, encore moins avec le capitalisme.

En complément sur un autre sujet d'actualité.

Mathilde Panot - Le délit d'apologie du terrorisme inscrit dans le code pénal depuis 2014 est "*une atteinte à l'état de droit*", il devrait être inscrit dans le droit de presse.

Le déplacement dans le Code pénal du délit d'apologie du terrorisme avait été acté dans l'article 4 d'une loi promulguée en novembre 2014 et décidé par le ministre de l'Intérieur d'alors, Bernard Cazeneuve.

A l'époque, les yeux du monde sont rivés sur la Syrie et l'Irak, où un groupe djihadiste d'idéologie salafiste, appelé Daech, proclame unilatéralement l'instauration d'un califat sur un territoire à cheval sur les deux pays. Alors que de nombreux Européens viennent grossir leurs rangs, la question du terrorisme est omniprésente sur les plateaux télé et dans les débats politiques.

Bernard Cazeneuve avait affirmé que "*laisser croire que la liberté de la presse est menacée relève d'une contre-vérité absolue*". [lexpress.fr](https://www.lexpress.fr/2014/11/24/bernard-cazeneuve-laisser-croire-que-la-liberte-de-la-presse-est-menacee-relève-d-une-contre-vérité-absolue) 24 novembre 2014

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000029754374>

L'enfer de la guerre impérialiste et coloniale ou la barbarie capitaliste à l'œuvre.

Israël: le journal Haaretz, très critique de Netanyahu, va être privé de financement public - BFMTV 25 novembre 2024

Le ministre israélien de la Communication a annoncé ce dimanche 24 novembre que le gouvernement va "*arrêter*" de "*financer*" le journal Haaretz, très critique de Benjamin Netanyahu, de son gouvernement où siègent des ministres d'extrême droite et de la guerre menée par l'armée israélienne dans la bande de Gaza.

« *Aujourd'hui, le gouvernement a approuvé à l'unanimité ma proposition de mettre fin à tout engagement avec le journal Haaretz de quelque manière que ce soit et de ne plus rien y publier* », a notamment écrit le ministre Shlomo Khari dans un message publié sur Instagram, expliquant que le journal est "*financé*" en partie par l'État israélien.

La date de cet arrêt de financement n'est pour le moment pas connue et aucun autre membre du gouvernement n'a commenté l'annonce.

Selon le ministre, la décision du gouvernement a été notamment motivée par des propos du propriétaire et directeur du journal, Amos Shoken, affirmant lors d'une conférence à Londres que le Premier ministre israélien "*impose un régime d'apartheid brutal au peuple palestinien*".

Des propos qui s'apparentent à "*un soutien aux ennemis de l'État*" et à une "*incitation à la haine*" contre Israël, écrit Shlomo Khari.

Considéré comme de centre-gauche selon les critères de la société israélienne, il défend l'arrêt de la guerre à Gaza, à la fois pour épargner les civils palestiniens et pour favoriser la libération des otages, et promeut plus généralement l'existence d'un État palestinien indépendant. Récemment, il s'est également montré favorable aux mandats d'arrêts requis par la Cour pénale internationale à l'encontre de Benjamin Netanyahu et de son ancien ministre de la Défense Yoav Gallant.

Etats-Unis.

Secrétaire au Trésor, Agriculture... Donald Trump étoffe sa future équipe gouvernementale - LePoint.fr/Reuters 24 novembre 2024

Autre nomination faite ce week-end : Brooke Rollins, présidente de l'America First Policy Institute (AFPI), comme secrétaire à l'Agriculture. Si cette nomination est confirmée dans les prochaines semaines par le Sénat, l'avocate qui avait dirigé le conseil de politique intérieure à la Maison-Blanche à la fin du premier mandat de Donald Trump dirigera une agence de 100 000 personnes avec un budget estimé à 437,2 milliards de dollars pour l'année 2024, rapporte l'agence Reuters.

Âgée de 52 ans, Brooke Rollins aura notamment pour mission de superviser les différents programmes agricoles et alimentaires du gouvernement. Elle aura également pour tâche de dire si elle recommande ou non l'application de crédits d'impôt sur les biocarburants et aura en charge la négociation des accords commerciaux, les recommandations diététiques, les inspections sanitaires et la lutte contre les feux de forêt.

Le ministère du Travail sera quant à lui désormais occupé par Lori Chavez-DeRemer. Éluë de l'Oregon, Donald Trump a fait savoir que cette dernière avait travaillé « *sans relâche* » avec les syndicats et les entreprises afin de renforcer la main-d'œuvre américaine.

Déjà au même poste lors du premier mandat de Donald Trump, Russ Vought devrait quant à lui être nommé directeur du Bureau de la gestion et du budget de la Maison-Blanche. Parmi ses missions, celui qui est considéré comme l'un des architectes du « *Projet 2025* » devra notamment définir les priorités en matière de budget ainsi que mettre en œuvre les promesses de campagne de Donald Trump.

Russie.

Russie: Poutine signe une loi annulant des dettes pour les soldats en Ukraine - RFI 24 novembre 2024

Pour inciter les Russes à s'engager dans l'armée sur une base volontaire, Vladimir Poutine a signé ce samedi 23 novembre un nouveau décret de loi. Il permet d'annuler la dette des Russes qui s'engagent pour combattre en Ukraine durant une année, jusqu'à un maximum de 92 000 euros.

À partir du 1er décembre, les Russes qui s'engageront sous les drapeaux pour un an pourront faire annuler leurs dettes si une ordonnance de recouvrement a été émise avant cette date. Ces règles s'appliquent également à leur conjoint.

C'est la dernière mesure incitative mise en place par les autorités pour attirer dans les rangs de l'armée les jeunes hommes âgés de 20 à 40 ans, qui sont les plus enclins à avoir contracté un emprunt, par exemple pour acheter un logement. Le montant total des dettes couvertes sera de 10 millions de roubles, environ 92 000 euros au cours actuel.

Cette mesure offre un moyen à plusieurs centaines de milliers de personnes pour se débarrasser d'un fardeau de dette, estiment les experts, car jusqu'à présent les dispositions existantes pour les combattants en Ukraine ne visaient qu'à suspendre les remboursements.

Les autres participants aux opérations militaires dans le Donbass profiteront, eux aussi, de cette annulation. Il s'agit d'une mesure attractive étant donné que le taux d'intérêt a été relevé à 21% par la banque centrale à la fin du mois d'octobre.

Plus de 13 millions de Russes avaient au moins trois emprunts au premier semestre — un chiffre en augmentation de 20 % sur un an, avec en moyenne 1,4 million de roubles de dettes (12 900 euros), selon un rapport de la Banque centrale publié le mois dernier. Beaucoup d'entre eux obtiennent d'abord des prêts bancaires, puis sollicitent d'autres emprunts auprès d'organisations de microfinance.

Dans l'autre camp, l'Ukraine dispose également d'une législation permettant aux combattants d'obtenir des conditions préférentielles pour les prêts et, dans certains cas, d'annuler leurs dettes.

Ukraine.

The Sunday Times : La corruption dans le secteur de l'énergie laisserait les Ukrainiens face à un gel mortel cet hiver - RT 24 nov. 2024

Selon The Sunday Times, l'absence, due à la corruption, de protection des infrastructures énergétiques en Ukraine risque de provoquer des *«froids sévères et mortels»* cet hiver. Le gouvernement ukrainien n'a pas suivi les conseils d'ingénieurs internationaux ni alloué les fonds nécessaires, aggravant la sécurité énergétique.

Des ingénieurs britanniques, en collaboration avec leurs collègues des États-Unis, d'Allemagne et du Japon, avaient conseillé aux Ukrainiens de construire des installations spécifiques pour protéger leur système énergétique.

Cependant, neuf mois plus tard, les travaux n'avaient toujours pas été réalisés, et la raison en est la corruption, selon The Sunday Times. Mustafa Nayyem, chef de l'agence pour la reconstruction de l'Ukraine, a démissionné en juin pour protester contre les échecs du gouvernement ukrainien, affirmant que le projet avait été délibérément retardé par le refus de Kiev de libérer les fonds alloués.

The Sunday Times cite ses propos : *«C'était impossible de travailler. Quand vous voyez que la direction du gouvernement crée des obstacles artificiels pour vous, c'est inutile»*. Son équipe

soupçonne que le projet a été retardé par des pots-de-vin non versés aux fonctionnaires du bureau du Premier ministre ukrainien, qui contrôlent les finances. *«Ils [le gouvernement] n'ont pas payé les entrepreneurs. Les entrepreneurs ont arrêté tous les projets»*, a-t-il ajouté.

Roumanie

Présidentielle en Roumanie: Calin Georgescu arrive en tête au premier tour et crée la surprise - rfi.fr

Le candidat indépendant prorusse Calin Georgescu, a qui les sondages accordaient 10 % des voix à la fermeture des bureaux de vote, arrive en tête du premier tour de l'élection présidentielle en Roumanie avec 22,74% des voix. Il distance le Premier ministre pro-européen (19,35%) pourtant donné favori par des instituts de sondage à la sortie des urnes. Elena Lasconi, ancienne journaliste, reconverte en politique, arrive troisième juste derrière avec 19,01% des voix. Le nationaliste George Simion, arrive en quatrième position avec 13,91 % et ferme la marche des candidats avec plus de 10% des suffrages.

Professeur à l'université de Pitesti, ville de taille moyenne située à 100 km de Bucarest, Călin Popescu se présente comme expert environnemental. Il s'est présenté aux élections comme indépendant et utilisé principalement Tik Tok comme canal de communication. Ses messages ont un caractère messianique et proposent de sauver la nation roumaine qui aurait besoin de retrouver son prestige et sa souveraineté.

Dans les dernières semaines de la campagne électorale, Calin Georgescu a intensifié sur TikTok ses messages souverainistes, anti-occidentaux et anti-OTAN. Les commentateurs politiques de Bucarest le soupçonnent aujourd'hui d'être un cheval de Troie de Vladimir Poutine. Ancien allié du parti d'extrême droite Alliance pour l'Union des Roumains, le vainqueur du premier tour des élections présidentielles en Roumanie, a fait l'objet dans le passé d'une enquête pénale à cause de ses déclarations antisémites et pro-légionnaires, le parti d'extrême droite roumain proche d'Adolf Hitler dans les années 1940.

« L'extrême droite est en fait la première force politique du pays », souligne Sergio Miscoiu, professeur des universités en sciences politiques à la faculté d'études européennes de Cluj-Napoca en Roumanie. « Si l'on fait l'addition des voix de ces deux messieurs, ils sont à plus de 30%, le camp social-démocrate est aussi à 30% et la droite classique est, elle aussi, à 30%. C'est une vraie percée. Georgescu essaiera de transformer l'essai aux législatives. »

Uruguay

Uruguay: Yamandu Orsi, candidat de la coalition de gauche, remporte l'élection présidentielle - BFMTV 25 novembre 2024

Le candidat de l'opposition de gauche à la présidentielle uruguayenne, Yamandu Orsi, a remporté ce dimanche 24 novembre le second tour de l'élection, une victoire marquant le retour au pouvoir de la gauche de l'emblématique ex-président José Mujica.

Yamandu Orsi avait fini largement en tête du premier tour le 27 octobre avec 43,9% des voix, devant Alvaro Delgado (26,8%) qui disposait cependant du réservoir de voix d'Andres Ojeda, du parti Colorado (centre droit), arrivé en troisième position (16%).

La victoire de Yamandu Orsi n'augure toutefois aucun signe de changement de direction, le président élu ayant promis, lorsqu'il était encore candidat, *"un changement sûr qui ne sera pas radical"*.

Si l'Uruguay affiche un revenu par tête élevé, ainsi que de moindres niveaux de pauvreté et d'inégalités par rapport au reste de l'Amérique du Sud, l'emploi et la sécurité ont été placés au centre des préoccupations des 3,4 millions d'habitants du pays aux 12 millions de têtes de bétail.

La gauche a misé sur sa figure tutélaire, José "Pepe" Mujica, l'ancien président (2010-2015) et ex-guérillero torturé et emprisonné sous la dictature (1973-1985), pour revenir au pouvoir après les années Tabaré Vazquez (2005-2010, puis 2015-2020) qui avaient mis fin à l'hégémonie de droite et de centre droit.

Malgré ses 89 ans, son combat contre le cancer et des difficultés à se déplacer, José Mujica a multiplié les apparitions et meetings pour attirer le vote des jeunes et indécis qui semblaient détenir la clé du scrutin.

Le président sortant Luis Lacalle Pou, au pouvoir depuis 2020, n'a pu se représenter malgré une cote de popularité de 50%, car la Constitution interdit de briguer un second mandat consécutif. Il a promis une transition "ordonnée" dans le pays le plus stable d'Amérique latine, avec des partis à la longue histoire, aux identités claires malgré leurs unions dans des coalitions et dont l'appartenance se transmet à l'intérieur même des familles.

Des élections générales concomitantes du 1er tour ont vu le Frente Amplio remporter 16 des 30 sièges du Sénat et 48 des 99 sièges de la Chambre des députés.

Espagne.

Espagne: des dizaines de milliers de personnes manifestent à Barcelone contre les loyers excessifs - RFI 24 novembre 2024

Ce samedi 23 novembre, 175 000 manifestants selon les organisateurs, 22 000 selon la police municipale, ont participé à une marche à Barcelone contre le prix des loyers qui ne cesse d'augmenter.

À Barcelone, les loyers ont augmenté de 70% en dix ans, soit quatre fois plus que les salaires. Une situation qui devient intenable et qui a mobilisé des milliers de manifestants ce samedi 23 novembre dans les rues de la capitale catalane, dont María Barreda : *« Notre fils a 35 ans et il vit toujours chez nous parce qu'il ne peut pas louer ! Et il a un travail, il est fonctionnaire. Mais les loyers coûtent presque autant que son salaire. »* Le loyer moyen à Barcelone a atteint 1 200 euros alors que le salaire minimum est de 1 135 euros.

Les organisateurs de cette mobilisation réclament une baisse de 50% des loyers, la réquisition des appartements touristiques ainsi que l'interdiction des achats immobiliers spéculatifs. Si leurs revendications ne sont pas entendues, ils menacent d'une grève des loyers. RFI 24 novembre 2024

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 27 novembre 2024

Un courriel reçu.

- « ... *oui, il faut continuer ce blog.* »

Merci.

Dans cette causerie, il figure des infos dont on pourrait se demander ce qu'elles viennent faire là.

C'est Yahoo news qui les fournit, soit les médias mainstream, je n'ai pas le temps de me livrer à une revue de presse plus étoffée, pour autant, c'est suffisant pour aborder l'actualité, d'autant plus que c'est celle qui est mise à la disposition des travailleurs à travers la TV, la radio et la presse écrite quotidienne.

N'y figure pas l'activité sociale qu'ils censurent, désolé, vous pouvez la trouver dans les articles des blogs du mouvement ouvrier pour ceux qui sont accessibles gratuitement, à bannir les boutiquiers du PT et du POI qui fonctionnent comme des sectes ou des entreprises commerciales.

Cela dit, vous verrez que les articles ou sujets que je vous soumetts sont reliés entre eux ou sont en rapports les uns avec les autres, si cela ne saute pas aux yeux, amusez-vous à les découvrir, c'est assez facile, je vous ai mis sur la piste généralement avec le titre ou un bref commentaire.

Récemment j'ai eu un échange avec un ex-dirigeant du courant trotskyste lambertiste de l'OCI (POI et PT de nos jours). Je vais publier ces documents dans quelques jours, histoire de les soumettre à la discussion.

J'ai aussi relevé des commentaires dans un blog animé par d'ex-dirigeants ou cadres de ce courant politique, qui rejoignent en partie mes analyses ou positions. Ce qui est intéressant, c'est qu'ils posent de nombreuses questions auxquelles on doit encore réfléchir, plus de questions que de réponses comme il fallait s'y attendre.

Le défaut de ce support ou de leurs relations, c'est qu'il s'agit le plus souvent de monologues. Les sujets s'enchaînent sans véritable réflexion sur le fond. On a l'impression que personne n'est intéressé par la vérité, un peu comme si elle n'existait pas, à moins que chacun estime la détenir, je l'ignore.

Certains évoquent la nécessité de se rassembler pour construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire, sans que cela ne déclenche chez leurs centaines de sympathisants la moindre réaction, peut-être s'agit-il de militants trop vieux, je n'en sais rien, un prétexte comme un autre

pour ne pas s'engager, ils devraient avoir honte à leur âge, on ne va pas leur demander d'escalader une barricade, mais bon c'est eux que cela regarde.

Ces dirigeants et militants expliquent dans leurs articles ou documents, que nous étions bien partis pour construire ce foutu parti à la fin des années 70, composé essentiellement de militants révolutionnaires honnêtement ou sincèrement acquis à la révolution socialiste, c'est exact à quelques réserves près sans importance, confirmant ce que j'avais soutenu ou plutôt une hypothèse que j'avais émise, c'est-à-dire, que quelles que soient l'époque ou les conditions sociales ou politiques, tout au long du XXe siècle jusqu'à ce 26 novembre 2024, en fait depuis que le capitalisme et le prolétariat existent, du fait que des millions de travailleurs pauvres étaient soumis à des traitements cruels ou barbares, ces terribles conditions allaient forcément finir par heurter de plein fouet la conscience des éléments de la classe ouvrière parmi les mieux nantis et des classes moyennes les plus enclins à condamner l'injustice sociale, qui chercherait un moyen de mettre un terme à cette situation, ce qui les amèneraient à adopter ou à renouer avec le socialisme ou l'idéologie des exploités et des opprimés, à se rassembler dans un parti pour l'imposer ou en finir une fois pour toute avec le capitalisme...

C'est ce processus caractéristique de la lutte de classe, qui fut à l'origine de l'organisation de la classe ouvrière ou du mouvement ouvrier au milieu du XIXe siècle, de la création de la SFIO, du PC, des autres organisations ou partis ouvriers... A suivre.

La barre de la folie furieuse est dépassée. Confisquons-leur tous leurs pouvoirs !

Bugatti : Avec la Tourbillon, le constructeur veut franchir les 500 km/h - 20minutes.fr 25 novembre 2024

Il y a quelques semaines à peine, Bugatti a inscrit une nouvelle ligne à son palmarès, lorsque la W16 Mistral est devenue la voiture découvrable la plus rapide jamais chronométrée : 453,91 km/h. Officiellement, pourtant, Bugatti avait déclaré se retirer de la course aux records de vitesse, après que la bien nommée Chiron Super Sport 300+ eut franchi la barre des 300 miles à l'heure (304,7 mph, soit 490,48 km/h). 20minutes.fr 25 novembre 2024

J-C – Quel meilleur hommage à la vitesse, à la puissance, au pouvoir ! A la richesse au passage.

En plus du cinéma avec ses courses poursuites en pleine ville, vous ne trouvez pas qu'il y a de quoi inspirer les auteurs dingos de rodéos en bagnole ? Les fabricants de ces bolides et les autorités en portent la responsabilité. Tous les moteurs des véhicules commercialisés devraient être bridés en usine à 100km/h par exemple.

Pourquoi devrait-on pouvoir conduire plus rapidement ? Pour aller plus vite, mais pourquoi ? Parce qu'on est pressé d'arriver quelque part ? Pourquoi ? Parce qu'on n'a pas le temps de faire tout ce qu'on a affaire. Mais pourquoi ? Parce qu'on ne dispose pas assez de temps. D'accord, mais cela ne répond pas à la question. C'est le mode de vie qu'on nous impose qui en est à l'origine. Il faudrait donc en changer. Oui, mais ce n'est pas possible tout simplement. Pourquoi ? Parce qu'il faudrait que cesse de régner le principe oppressant selon lequel « *time is money* », le temps est de l'argent. Assurément, car c'est lui qui structure tous les rapports sociaux dans la société, il a même atteint un niveau frénétique avec le développement du néolibéralisme et la crise du capitalisme qui atteint son paroxysme de nos jours. En quelque sorte il détient ce pouvoir, donc la question que nous avons à

régler nous ramène à la question du pouvoir ou qui décide de notre mode de vie, qui gouverne, c'est bien cela n'est-ce pas ? Vous avez une autre explication à proposer ?

On en aurait presque oublié que c'est en premier au Japon que le corporatisme et la militarisation du travail forcé se sont généralisés ou imposés dans les années 50-70.

J-C – Ils ont fait des Japonais des zombies. Quand j'étais délégué syndical au début des années 80, je me souviens de plusieurs directeurs japonais d'U-Bix (Konica) qui avaient vécu quelques années heureuses en France, en pleurs parce qu'ils devaient regagner le Japon, un cauchemar à les entendre.

Les Asiatiques sont généralement très pudiques et cachent leurs émotions, mais là ils n'avaient pas pu se retenir tellement ils étaient malheureux de retourner dans ce pays, où toute leur vie était vouée au travail et à l'entreprise... Depuis ils ont été rejoints par de nombreux pays dont la Corée du Sud et la Chine notamment.

Moins de bisous, moins de sexe mais plus de masturbation chez les jeunes Japonais - 20minutes.fr 25 novembre 2024

Une récente étude menée au Japon par la Japan Association for Sex Education (JASE) auprès de 12.562 étudiants révèle une baisse significative du nombre de jeunes ayant déjà échangé un baiser depuis 2005. Ce déclin est particulièrement marqué chez les garçons, avec seulement 22,8 % des sondés en 2023-2024 déclarant avoir embrassé quelqu'un, le taux le plus bas jamais enregistré et inférieur à celui de 1987 (23,1 %) selon le quotidien Mainichi Shimbun. Les filles affichent un taux légèrement supérieur de 27,5 %, bien que ce chiffre ait chuté de 13,5 points de pourcentage depuis 2017.

En 2006, le terme « *herbivores* » a été inventé pour décrire les Japonais sans intérêt pour les relations physiques, considérant les baisers et les rapports sexuels comme « *ennuyants* ». Les statistiques montrent que seulement 15 % des filles et 12 % des garçons de moins de 18 ans déclarent avoir eu des rapports sexuels.

Une récente étude menée au Japon par la Japan Association for Sex Education (JASE) auprès de 12.562 étudiants révèle une baisse significative du nombre de jeunes ayant déjà échangé un baiser depuis 2005. Ce déclin est particulièrement marqué chez les garçons, avec seulement 22,8 % des sondés en 2023-2024 déclarant avoir embrassé quelqu'un, le taux le plus bas jamais enregistré et inférieur à celui de 1987 (23,1 %) selon le quotidien Mainichi Shimbun. Les filles affichent un taux légèrement supérieur de 27,5 %, bien que ce chiffre ait chuté de 13,5 points de pourcentage depuis 2017. 20minutes.fr 25 novembre 2024

A défaut de disparaître, le capitalisme a engendré un monstre qu'il faut abattre avant qu'il nous étouffe.

J-C – La concentration du capital entre quelques mains et la rationalisation à outrance de la production sont inhérents au développement du capitalisme... Stop ou encore ?

La fortune d'Elon Musk atteint un niveau jamais connu de l'ère moderne - LePoint.fr 25 novembre 2024

En l'espace d'un an, le milliardaire sud-africain a vu sa fortune augmenter de près de 130 milliards de dollars. Elle atteint aujourd'hui les 348 milliards de dollars. Dans un top 10 dominé par les Américains et les géants du numérique, Elon Musk surpasse de très loin Jeff Bezos, patron d'Amazon (219 milliards de dollars), Larry Ellison, fondateur d'Oracle (206 milliards), ou le Français de LVMH, Bernard Arnault (163 milliards).

Il a évidemment existé de très grandes fortunes sous l'ère industrielle. John Rockefeller, par exemple, avait une fortune estimée à 336 milliards de dollars actuels. Mais dans leur ensemble, les magnats modernes avaient des monopoles dans des domaines précis : l'énergie (Rockefeller), l'automobile (Henry Ford) ou l'acier (Andrew Carnegie).

Tout le contraire d'Elon Musk, qui a diversifié ses activités et ne constitue pas de monopole.

En s'affichant comme un soutien financier de premier plan du candidat républicain, il a pris un risque qui a porté ses fruits. Quelques heures après une élection qui n'a souffert d'aucune contestation, la hausse des actions de Tesla lui a rapporté quinze milliards de dollars. Le jour suivant la victoire de Donald Trump, sa fortune grimpaît de 26 milliards de dollars. LePoint.fr 25 novembre 2024

Fake news d'Etat et des médias institutionnels. Il n'y en avait même pas un !

Kadyrov a trouvé l'origine des troupes nord-coréennes vues par l'Occident sur le front russo-ukrainien

Le chef de la république tchéchène a ironisé sur le fait que *«le coupable de la panique de l'Occident à propos des volontaires nord-coréens»* avait été trouvé. *«Il s'avère que toute cette confusion dans le camp ennemi a été causée par un seul Coréen nommé Dima, originaire de Sakhaline et combattant des légendaires forces spéciales Akhmat»*, a souligné le dirigeant tchéchène.

Ce serait à cause de lui que l'Occident aurait cru voir 1000 puis 10 000 Coréens.

<https://histoireetsociete.com/2024/11/24/kadyrov-a-trouve-lorigine-des-troupes-nord-coreennes-vues-par-loccident-sur-le-front-russo-ukrainien/>

En voilà une bonne raison pour soutenir le blog et courant politique *Le Socialisme*, non ?

Covid, Ukraine, Gaza : L'honneur perdu des journalistes

Les médias sociaux numériques ont peu à peu remplacé les feuilles de choux locales pour informer les citoyens. Avec Twitter, Facebook, YouTube, Instagram, TikTok et autres LinkedIn, l'information journalistique se mélange allègrement à la communication, à la publicité, à la propagande et... au mensonge. Dans ce magma informe, chaque utilisateur y trouve ce qu'il y

cherche. En quelques années, l'information journalistique (celle qui est vérifiée et recoupée, classée et hiérarchisée) a fait place à cette masse monstrueuse d'infos gérée par de puissants algorithmes qui décident ce qui peut être publié ou non.

Les médias sociaux numériques ont peu à peu remplacé les feuilles de choux locales pour informer les citoyens. Avec Twitter, Facebook, YouTube, Instagram, TikTok et autres LinkedIn, l'information journalistique se mélange allègrement à la communication, à la publicité, à la propagande et... au mensonge. Dans ce magma informe, chaque utilisateur y trouve ce qu'il y cherche. En quelques années, l'information journalistique (celle qui est vérifiée et recoupée, classée et hiérarchisée) a fait place à cette masse monstrueuse d'infos gérée par de puissants algorithmes qui décident ce qui peut être publié ou non.

Une entreprise de désinformation mondiale

Comment s'y retrouver ? Comment trier le vrai du faux ? Toute la question est là : qui décide de la vérité ? Si je dis : «*Dieu existe*», est-ce une fake news ? Et qui peut vérifier ? Quel fact-checking peut donner la réponse ? Personne, évidemment, puisqu'il s'agit d'une affaire de croyance. Croire, ce n'est pas savoir. La crise sanitaire est exemplaire de l'entreprise de désinformation gigantesque menée depuis deux ans par les grands médias qui, à de rares exceptions près, affirment péremptoirement que les vaccins destinés à combattre la Covid-19 sont sûrs. Ce faisant, ils confortent la politique sanitaire des États qui imposent la vaccination sous contrainte. Médias, États : même combat ! Mais pourquoi tous les médias du monde disent-ils la même chose au même moment sur les mêmes sujets ? Pourquoi affirment-ils que les vaccins sont sûrs et qu'il faut se faire injecter deux, puis trois, puis quatre doses, peut-être plus ? Pourquoi les autorités de tous les pays suivent-elles la même logique aveugle ? Pourquoi n'y a-t-il pas de controverse scientifique possible à la télé ou dans les journaux sur ces sujets pour permettre le débat et équilibrer l'information ? C'est simple : parce que les grands médias du monde sont aux mains de quelques groupes industriels et financiers très puissants relayés par des lobbies grassement rémunérés. Or, ces grands organismes de presse et ces entreprises numériques d'envergure mondiale ont décidé de se regrouper pour former un immense cartel visant à contrôler l'information. Ils se sont rassemblés en 2019 au sein de la Trusted News Initiative (TNI) «*pour protéger le public et les utilisateurs contre ce qu'ils estiment relever de la désinformation, en particulier dans les périodes «à risque» comme les élections*». Mais aussi comme la gestion de la crise sanitaire ou la guerre en Ukraine.

<https://infodujour.fr/culture/medias/77557-covid-ukraine-gaza-lhonneur-perdu-des-journalistes>

Mes commentaires publiés dans un blog.

(La source : Le contrat social (2/2))

<https://reseauinternational.net/le-contrat-social-2-2/?login=success>

Commentaires en deux parties.

Première partie.

L'éloge à peine déguisé de l'ordre établi, afin de décrédibiliser un affrontement direct entre les classes ou toute révolution sociale et politique pour le renverser.

— Un pacte d'association entre membres du corps social, entre gouvernants et gouvernés (Exploiteurs et exploités, oppresseurs et opprimés, cela sonne déjà plus juste)

— Le principe de la souveraineté du peuple basée sur la liberté, l'égalité et la notion de volonté générale. (Un leurre ou une escroquerie politique pour le peuple)

— Vivre en bonne intelligence avec les autres membres de la société en s'appuyant sur la confiance qu'il accorde au pouvoir politique légitime (Remplacer « membres » par classes, les banquiers, les oligarques, etc. qui ne demandent pas mieux que vous leur fassiez « confiance », ainsi que le pouvoir politique en place qui représente leurs intérêts)

— Le peuple confie au législateur le devoir de sauvegarder le bien-être général (En réalité, les intérêts de la classe dominante.)

— Le contrat social se doit donc, par destination, d'être le garant de l'accès au droit de vivre dans une société n'entravant pas les droits du citoyen lequel se doit de respecter les devoirs qui lui incombent en contrepartie. (Voilà comment on cautionne un système économique basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme.)

— La V^e République est devenue un régime de type semi-présidentiel (Constitution de type monarchiste parlementaire, alliant bonapartisme et autoritarisme)

— De Gaulle (...) entendait s'accorder plus de moyens pour lutter dans la pleine application du contrat social (Pour instaurer le corporatisme, un État autoritaire)

— œuvrant à l'encontre du bien des Français (Comme si le « bien » était identique pour chaque Français et ils en auraient la même conception, sans tenir compte de leurs conditions sociales)

— Le contrat social est rompu entre les Français et les individus auxquels le citoyen en a confié la garde. (Il y a ceux qui l'ont imposé, et il y a ceux qui n'ont pas eu d'autre choix que de le subir)

— La cohésion sociale à laquelle nous aspirons (Avec les capitalistes, les banquiers, on vous la laisse !)

— Défendre ses propres idées (Il ne s'agit pas d'idées, mais d'intérêts matériels)

— Un consensus universel (Cela s'appelle l'économie capitaliste mondiale ou mondialisation du capitalisme)

— Notre droit à la démocratie (Quelle démocratie ? Elle n'a jamais existé en France.)

Seconde partie.

Si vous n'avez pas apprécié la première, vous allez détester la seconde !

Au contraire, il faut briser le contrat social, l'État de droit, l'État qui gère la société pour le compte des exploités et des oppresseurs, c'est d'ailleurs là sa réelle nature sociale et sa raison d'être,

maintenir l'esclavage salarial pour le plus grand nombre, et « la liberté, la souveraineté, la justice, la sécurité, la paix » pour leurs maîtres qui représentent une infime minorité de la société.

Qu'est-ce qui caractérise un acteur ou un parti politique ? Sa position par rapport à l'État, la manière dont il le définit à partir des rapports sociaux existant entre les classes qui déterminent sa véritable nature sociale, à savoir s'il cautionne et justifie sur le plan idéologique l'existence du régime économique en place reposant sur les inégalités sociales qu'incarne justement l'État en place.

L'épreuve la plus cruelle pour tous les démagogues, opportunistes, géopoliticiens ou analystes autoproclamés.

C'est l'unique question qui vaut la peine d'être posée : Selon vous quelle est la nature sociale de l'État en place ? En fonction de la réponse, en règle générale vous serez fixé sur les intérêts ou la classe qu'il représente, sur l'idéologie qu'il a adoptée et ses véritables intentions, s'il figure dans le camp de la révolution ou dans celui de la contre-révolution ou de la réaction, si vous préférez, s'il est de gauche ou de droite.

Dans quel pays le nazisme est-il une "passion" et un business ? La France.

Caen : Une vente aux enchères d'objets nazis crée la polémique - 20minutes.fr 25 novembre 2024

Ainsi, des masques à gaz, une paire de bottes, des photos de militaires SS, un manteau de cavalerie, et des cartes d'identité de personnes juives étaient proposés à la vente, dans le département du Calvados. Tous ces biens datent de la Seconde Guerre mondiale.

Pour le commissaire-priseur, Jean Rivola, ces ventes ont lieu à destination de « passionnés » ou d'institutions publiques. 20minutes.fr 25 novembre 2024

A bas la condition précaire des femmes travailleuses ! A bas la Ve République !

Contre les violences faites aux femmes, Michel Barnier annonce quatre mesures pour 2025 - Le HuffPost

1 – Rupture des relations avec les Etats-Unis qui autorisent le mariage des filles dès 13 ans, avec Israël qui bombarde femmes et enfants à Gaza et au Liban ;

2 – Un logement et un emploi pour toutes les femmes à la rue ;

3 – Un emploi pour chaque femme au chômage, et une allocation au niveau du SMIC pour chaque femme au foyer avec au minimum un enfant ;

4 – Réduction de 25% du temps de travail des femmes sans perte de salaire et congés payés pour les toutes les mères lors des congés scolaires de leurs enfants durant toute l'année.

Combat contre la dictature climatique de Davos ou le Green New Deal

Le FMI appellera-t-il à des confinements climatiques ?

Le Fond Monétaire International (FMI) vient de publier un «*appel à l'action climatique mondiale*» dans lequel il déclare que les restrictions à l'activité économique imposées durant la «*pandémie*» étaient un bon début, mais devaient être réitérées et renforcées pour «*sauver le climat*».

<https://reseauinternational.net/le-fmi-appellera-t-il-a-des-confinements-climatiques/>

Document du FMI –

<https://www.elibrary.imf.org/view/journals/066/2024/006/066.2024.issue-006-en.xml?cid=555057-com-dsp-crossref>

Santé.

Louis Fouché : la question des transgenres vue de l'hôpital

<https://crowdbunker.com/v/pdjKHEdvW7>

Sur la situation politique et sociale en France.

C'est le PS, le PCF et les Écologistes ou le NFP qui ont porté Macron, Barnier et Le Pen au pouvoir.

À Rognac, le RN remporte une ville des Bouches-du-Rhône, une première depuis près de 30 ans - Le HuffPost 25 novembre 2024

De prime abord, voilà une commune sans histoire comme la France en produit tant, 12 000 habitants situés entre Marseille et Aix-en-Provence, sur les bords de l'étang de Berre.

Avec plus de 38 % des suffrages, Christophe Gonzales, 53 ans, totalement novice en politique, remporte l'élection.

Quelques jours avant le second tour, les délégués départementaux du PS, du PCF et des Écologistes ont appelé dans un communiqué commun les électeurs à un « *sursaut démocratique* » face « *au risque de voir l'extrême droite l'emporter* ». Le HuffPost 25 novembre 2024

J-C – En guise de « *sursaut démocratique* », ils envisagent de ne pas censurer Barnier et son gouvernement, autant dire qu'ils sont tous complices contre les travailleurs. A bas le NFP, à bas le front unique ouvrier avec ces agents de la réaction !

En famille au chevet des institutions de la Ve République que l'on doit abattre.

France : Barnier reçoit les oppositions afin de sauver son gouvernement - RT 25 nov. 2024

Alors que le budget 2025 pourrait être adopté par un recours au 49-3, le chef du gouvernement français reçoit les chefs des groupes parlementaires d'opposition. Une opposition qui menace de renverser son gouvernement, via une motion de censure.

Si la porte semble se refermer du côté du RN, alors que le vice-président du parti Sébastien Chenu affirmait le 19 novembre que Michel Barnier «*crée les conditions d'une motion de censure*», une voix pourrait s'ouvrir à gauche avec le Parti socialiste. Des députés socialistes entrouvrent la porte à un «*accord de non-censure*».

«*Je proposerai à tous les présidents de groupe du Sénat et de l'Assemblée nationale de l'arc républicain de poser la question des conditions d'une non-censure*», a déclaré le chef du groupe socialiste (PS) à l'Assemblée nationale Boris Vallaud, sur les ondes de France Inter le 24 novembre.

Sa prise de parole a été saluée par plusieurs élus, notamment le député socialiste de l'Eure Philippe Brun qui a félicité son collègue d'avoir «*appelé l'ensemble des groupes politiques républicains à se retrouver pour ouvrir des discussions*», ajoutant que «*l'accord de non-censure est une idée qui fait son chemin*».

Une hypothétique entente entre le gouvernement, si elle n'est pas encore à l'ordre du jour, a d'ores et déjà été écartée par Jean-Luc Mélenchon, qui affirme que le PS est «*à la recherche d'une union nationale, pour transformer le NFP en "nouveau socle commun" avec d'autres. Le PS cherche des alliés. Mais ce sera sans LFI*».

L'hypothèse d'une alliance des socialistes avec le gouvernement semble néanmoins improbable et l'«*accord de non-censure*» entre les socialistes demeure cependant hypothétique. Un sondage Ifop paru le 15 novembre indiquait ainsi que 61% des sympathisants socialistes étaient favorables au vote d'une motion de censure contre le gouvernement Barnier.

J-C – LFI finira par implorer, le POI également, le NFP, c'est déjà acté, et il ne nous manque pas !

Si la justice sociale est possible sous Macron-Barnier, ce serait dommage de s'en passer. Vive la Ve République !

Les trois groupes de la gauche sénatoriale font bloc pour « réorienter » le budget vers plus de « justice » - Publicsenat.fr 25 novembre 2024

A l'occasion de l'examen du projet de loi de finances (PLF) 2025, les trois groupes de gauche de la Haute assemblée, les groupes socialistes, communistes et écologistes – il n'y a pas de LFI au Sénat – vont soutenir 11 amendements identiques.

Etats-Unis.

La justice en oligarchie.

Etats-Unis : Le procureur spécial abandonne les poursuites fédérales contre Trump - 20 Minutes/AFP 26 novembre 2024

Le procureur spécial Jack Smith a recommandé lundi l'arrêt des poursuites fédérales engagées contre Donald Trump, confirmant une victoire judiciaire pour le président élu. Ces procédures, liées à des accusations de tentatives illégales d'inverser les résultats de l'élection de 2020 et à la rétention de documents classifiés après son départ de la Maison-Blanche, sont désormais suspendues.

Depuis l'élection du 5 novembre, cette issue paraissait de plus en plus probable. Jack Smith avait déjà fait annuler les échéances prévues dans les deux affaires, expliquant qu'il lui fallait « *analyser cette situation sans précédent et déterminer la marche à suivre en conformité avec la politique du ministère de la Justice* ».

Etats-Unis : Trump annonce l'augmentation des droits de douane pour la Chine, le Canada et le Mexique - 20 Minutes/AFP 26 novembre 2024

« *Le 20 janvier, pour l'un de mes nombreux premiers décrets, je signerai tous les documents nécessaires pour imposer au Mexique et au Canada des droits de douane de 25 % sur tous les produits entrant aux Etats-Unis* », a-t-il affirmé. Il a précisé que cette taxe « *restera en vigueur jusqu'à ce que les drogues, en particulier le fentanyl, et tous les immigrants illégaux arrêtent cette invasion de notre pays !* ».

En ce qui concerne la Chine, le président élu a annoncé une augmentation de 10 % des droits de douane sur les produits importés, en plus des taxes déjà en place, avec la possibilité de nouvelles hausses.

L'ancien président a également évoqué des droits de douane pouvant aller jusqu'à 60 % pour certains produits chinois, et jusqu'à 200 % sur les véhicules importés du Mexique.

L'augmentation des droits de douane, qualifiée par Donald Trump comme son « *expression préférée* », semble marquer une volonté de relancer les guerres commerciales amorcées lors de son premier mandat. Pour le moment, le président élu n'a pas évoqué les relations avec l'Europe. 20 Minutes/AFP 26 novembre 2024

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 28 novembre 2024

Retour sous l'Ancien Régime, quand le café, le cacao et le thé étaient réservés aux aristocrates.

J-C - En Inde, à 800 roupies le kilo, je n'en bois plus depuis trois ans. Je bois une sorte de nescafé mélangé à de la chicorée, ce n'est pas génial, mais bon, on a encore le goût et le parfum ou ce qui y ressemble !

C'est étrange tous ces prix qui se sont envolés depuis la mi-2021, non ?

Comment le prix du café a flambé sur le marché des matières premières - francetvinfo.fr 27 novembre 2024

Les cours atteignent des sommets sur le marché des matières premières, alors que les principaux pays producteurs sont frappés par les effets du dérèglement climatique. Lundi 25 novembre, l'arabica, la variété de café la plus consommée, se vendait jusqu'à 6,84 dollars (6,54 euros) le kilogramme à la bourse de New York. C'est près de deux fois plus qu'un an plus tôt (3,58 euros le kilo), et un record depuis 1997.

Le même phénomène touche le café robusta. Cette deuxième variété, utilisée notamment pour les cafés instantanés, se vend à 5,1 dollars le kilogramme (4,86 euros) à la Bourse de Londres, contre 3 dollars (2,86 euros) en janvier.

Fausse science. Quand ils n'ont pas l'origine d'un phénomène, ils l'inventent à l'aide de "simulations mathématiques" ou d'algorithmes en fonction de leur idéologie.

J-C – De nos jours, c'est la nouvelle philosophie scientifique appelé « *je sais tout* » ou j'ai une réponse à tout, c'est le pendant du nihilisme. Quand ils ne nient pas ou ils ne remettent pas en cause les connaissances acquises pour leur substituer leur propagande, ils bouchent les trous ou les vides, sans doute avant que quelqu'un d'autres les remplissent à leur place. Ils les instrumentalisent à leur manière, et étrangement leur orientation est toujours la même ou elle correspond à une idéologie précise, toujours la même, quelle étonnante coïncidence ! Le consensus, vous avez entendu parler espèce de nigaud. Ah oui, vous avez raison de le rappeler, puisqu'il paraît même que cela n'existe pas en science, c'est antiscientifique, ce n'est pas de moi, mais d'un pauvre d'esprit, un certain professeur Raoult, vous connaissez ?

Hier, les chercheurs, pas tous, avaient la modestie d'admettre savoir, douter ou faire preuve d'ignorance, ce qui n'était pas un délit ou un crime. Dorénavant, cette époque est révolue, leur

pouvoir quasiment divin s'applique à tous les phénomènes qui leur sont soumis, plus rien ne peut leur échapper, plus rien ne peut leur résister, ils ont réponse à tout, en un mot, ils sont tout-puissants ! Cela vous fait automatiquement penser à quelque chose ou quelqu'un, n'est-ce pas, aux cinglés qui se prennent pour les maîtres de l'univers et entendent modifier le climat, éradiquer les virus et bactéries de la surface de la Terre, donc toute forme d'espèce vivante ou biologique, dont la nôtre.

Et puis, dites donc, imaginez un instant dans quel monde ennuyeux on vivrait s'il n'y avait plus de mystère, d'attente, d'illusion, d'espoir, non, on ne serait pas plus heureux pour autant, au contraire, qu'est-ce qu'on se ferait chier si tout était parfait, uniforme, connu à l'avance !

Dès qu'un chercheur ou un scientifique n'a pas de réponses aux questions qu'ils se posent, ils les fabriquent dans son labo ou à l'aide d'outils informatiques, ni plus ni moins, ils le disent eux-mêmes.

Nous avons pompé tellement d'eau souterraine que l'axe de la Terre s'est déplacé de 80 cm - 20minutes.fr 26 novembre 2024

L'activité humaine ne cesse de causer du tort à la planète. Selon une nouvelle étude sud-coréenne publiée dans la revue *Geophysical Research Letters*, l'axe de rotation de la Terre s'est déplacé de 80 cm en seulement une vingtaine d'années, rapporte *Popular Mechanics*.

Les chercheurs observent l'axe de la Terre depuis 1899. C'est ainsi, et par l'observation des constellations alentour, que les auteurs de l'étude se sont rendu compte qu'il était désormais « désaxé ». Les étoiles n'étant plus à la même place dans le ciel, les scientifiques se sont interrogés sur ce qui pouvait provoquer ces changements.

Pour obtenir une réponse, des chercheurs de l'université de Séoul ont réalisé avec différentes données des simulations mathématiques sur la période 1993-2010. Conclusion : le changement d'axe de la Terre serait dû au déplacement de 2.150 gigatonnes d'eaux souterraines, modifiant l'axe de notre planète de 4,63 cm par an.

« *C'est comme si on ajoutait un tout petit poids à une toupie qui tourne* », expliquent les chercheurs dans l'étude, cités par Korii,

J-C – Korii, c'est Slate ou Davos.

Pourquoi ces deux acteurs politiques en sont-ils réduits à une incantation stérile qu'ils ne sont pas parvenus à camoufler ?

Sur TV-ASP, "*Où va ce monde ?*" confronte les visions de Tariq Ramadan et de Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 26 novembre 2024

<https://www.youtube.com/watch?v=C0hAydfJ8zQ>

Tout au long de cet entretien de 2h30 monsieur Ramadan n'a cessé de reprocher à monsieur Meyssan de ne rien proposer pour avancer vers l'établissement d'un Etat "*bi-national*" palestinien à la place d'Israël. Or, Ramadan c'est livré au même exercice, car il n'a rien proposé non plus, sans

toutefois que Meyssan ne le relève. Maintenant la question est de savoir ce que cela cache ou pourquoi ? Parce qu'ils partagent la même idéologie sans qu'elle n'apparaisse clairement dans leur discours.

Ils ont dit et répété ce que tout le monde sait, à savoir que le massacre des Palestiniens cesserait ou les sionistes perdraient cette guerre, si les puissances occidentales cessaient de leur livrer des armes, par conséquent il faut continuer de dénoncer ce génocide et faire pression sur les Etats occidentaux pour qu'ils se désolidarisent avec l'Etat sioniste nazi. Quelle est la signification de cette orientation politique, comment la caractériser ? Elle est purement démagogique, populiste, opportuniste et elle fait le jeu des Etats-Unis.

Car cela signifie sur le plan politique, que Meyssan et Ramadan considèrent légitimes ces interlocuteurs, en France, Macron et son gouvernement, les chefs d'Etats ou les Premiers ministres des pays anglo-saxons, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, les principaux fournisseurs d'armes avec l'Allemagne aux sionistes nazis, donc les responsables, les commanditaires de cette guerre, ceux qui l'ont fomentée, l'oligarchie financière anglo-saxonne qui compte en tirer profit, alors qu'il n'existe aucune issue politique conforme aux intérêts du peuple palestinien, tant que les principaux régimes en place en occident n'auront pas été renversée par une révolution socialiste, puisqu'il va de soi qu'aucun Etat ou gouvernement occidental n'incarne la cause palestinienne, il n'y a donc rien de bon à en attendre, or c'est dans leur bras que nous jettent Meyssan et Ramadan. Je crois que l'essentiel a été dit ici.

En conclusion, si on veut réellement lutter pour la cause palestinienne, il faut rompre avec Macron, avec les institutions de la Ve République, avec le capitaliste, puisqu'il s'agit d'une guerre impérialiste, coloniale. Tout le reste n'est que du baratin d'intellectuels petits bourgeois dont les intérêts individuels et idéologiques se confondent avec ceux des bourreaux du peuple palestinien.

Vous comprenez mieux pourquoi leurs discours se terminent toujours dans une impasse ou sans conclusion pratique, parce qu'ils n'entendent pas s'attaquer à l'origine de cette guerre de classe, quand les Palestiniens représentant les exploités et les opprimés du monde entier, eux ils figurent ou demeurent dans le camp des exploités et des oppresseurs, même en présence d'un génocide, il faut le préciser pour bien montrer à quel niveau de cruauté ou de sadisme se situe l'opportunisme de ces deux personnages et ils sont loin d'être les seuls dans ce cas-là.

Certes, nous dira-t-on, il y a pire comme réactionnaires. En effet, il y a toujours pire, sauf qu'ici ils sont malhonnêtes, ils manipulent et trompent leurs lecteurs ou sympathisants en n'assumant pas leur engagement politique, comment le pourraient-ils tant il est monstrueux finalement ! Ils leur font croire qu'il n'existerait aucune issue politique, sinon s'en remettre à Macron et à son gouvernement, aux députés pourris qui siègent à l'Assemblée nationale, ce qui a le don de diviser, décourager ou démoraliser ceux qui voulaient participer à ce combat politique, c'est pour ainsi dire leur unique fonction, le créneau dans lequel ils interviennent.

Sur TV-ASP, "Où va ce monde ?" confronte les visions de Tariq Ramadan et de Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 26 novembre 2024

Lors de cet entretien, Thierry Meyssan fut complètement largué, pathétique, il ne faisait manifestement pas le poids face à Tariq Ramadan. Tariq Ramadan lui a reproché de manipuler les faits à des fins idéologiques ou de travestir la réalité. Lequel des deux est le plus habile à ce jeu-là, je l'ignore, je ne connais pas suffisamment Tariq Ramadan pour les départager, et à vrai dire on s'en

moque. Je dirais qu'ils sont autant là pour nous éclairer que pour nous embrouiller, ils ne sont pas plus clairs l'un que l'autre. Alors essayons d'y voir un plus clair.

Quand Thierry Meyssan met en avant la restauration du Califat et de l'empire ottoman, qui serait prôné par la Confrérie des Frères musulmans, ce n'est pas sérieux et je vais expliquer pourquoi.

En réalité, ils agissent pour le compte des anglo-saxons, Meyssan l'a bien indiqué, mais en falsifiant les faits ou en les interprétant à sa manière, de sorte qu'ils sont méconnaissables ou incompréhensibles, comment, on le verra plus loin. Ramadan l'a nié évidemment, on verra aussi pourquoi plus loin.

Lorsque l'empire britannique a entamé la destruction de l'empire ottoman avec l'aide de la France, c'était pour balkaniser ou atomiser le Moyen-Orient, afin de l'affaiblir et de pouvoir mieux le contrôler, pour ensuite piller ses ressources en toute tranquillité après avoir évincé ou découragé leurs concurrents, et c'est dans ce processus qu'il faut situer Israël.

Les Britanniques n'allaient pas accomplir seule cette tâche politique et militaire. Pour la mener à bien, il leur fallait favoriser tel ou tel clan de la bourgeoisie locale, des despotes féodaux le plus souvent, s'allier avec l'une d'entre elle pour combattre d'autres fractions de cette bourgeoisie moyenâgeuse. Partant du constat que chacune d'entre elle privilégierait ses propres intérêts au détriment de leur peuple, cela devait contribuer à fragiliser leur pouvoir, de sorte que la stabilité politique de ces pays s'en trouverait compromise, et le seul moyen qui leur resterait pour rester au pouvoir ou pour tenter de le conquérir consisterait à passer une alliance stratégique politique et militaire avec les anglo-saxons ou une autre puissance occidentale, la France par exemple, et que refuser de collaborer avec eux leur vaudrait d'être renversée, ruinée ou liquidée purement et simplement, les enjoignant à refuser toute alliance avec un de leurs concurrents impérialistes, de nos jours avec une des puissances des Brics+10, pourrait leur valoir de connaître le même sort que les Palestiniens.

Les Etats du Moyen-Orient sont guidés par leurs propres intérêts ou ceux des différents acteurs économiques de leur classe dominante, en principe ou en partie, par les intérêts des multinationales occidentales en pratique ou principalement. Cependant la réalité est plus complexe, c'est davantage une combinaison de ces deux facteurs sur lesquels vient s'en greffer un troisième, les intérêts de leur propre peuple, on est donc en présence de rapports contradictoires sur le plan politique et économique, et comme ces Etats ne disposent pas de moyens (militaires) suffisants pour garantir leur indépendance ou leur souveraineté, ils sont amenés à se moquer du sort des Palestiniens ou de celui de leurs voisins, tant ils craignent d'être les prochains sur la liste des dirigeants à être déposés, des régimes à être renversés par un coup d'Etat, une "révolution de couleur", de voir leur pays détruit et leur peuple massacré au cours d'une guerre, s'ils étaient tentés de trahir leurs maîtres occidentaux. Autrement dit, ils doivent obtempérer, leur obéir au doigt et à l'œil ou se soumettre impérativement à leur diktat. Tel est le message ou la "règle" qui leur est imposée par les anglo-saxons, de nos jours, exactement de la même manière que tout au long du XXe siècle.

Une fois planté le décor de cette confrontation à caractère purement mercantile, revenons un instant aux arguments avancés lors de cet entretien.

Quelle était la faille dans l'argumentation de monsieur Meyssan, qui une fois de plus a tenu à amalgamer le Hamas, les Palestiniens et les Frères musulmans au profit de l'Etat sioniste barbare ?

A l'entendre, les Frères musulmans se tenaient derrière le Hamas, tandis que monsieur Ramadan représentait l'islam politique en insistant sur son caractère religieux. Meyssan a évoqué le MI6

britannique à l'origine des Frères musulmans, Ramadan a balayé cet argument sans insister, affirmant qu'il était entièrement fabriqué ou relevait de la propagande.

Plus sûrement, le MI6 ou les Britanniques ont participé à l'organisation et au financement des Frères musulmans depuis leur création, sinon ils n'auraient pas pu se développer, personne ne croit au miracle ou dans le désert où apparaissent des mirages rien ne pousse ou presque !

Ils ont été instrumentalisés pour servir d'aiguillon ou de provocateur dans différents pays du Moyen-Orient, en s'alliant avec des fractions de bourgeoisies nationales lorsqu'elles y trouvaient leur compte, histoire de fomenter ou d'alimenter la guerre fratricide que se livraient ou se livreraient différents clans de la bourgeoisie locale au sein d'un même pays ou déclencher une guerre entre différents Etats au Moyen-Orient, parfois afin d'affaiblir et de déstabiliser certains Etats ou venir en aide à ceux en difficulté pour contenir leurs peuples, de sorte que chaque fois les régimes de ces Etats ne pouvaient espérer se maintenir qu'en appelant à l'aide leurs amis occidentaux, qui en échange de ce service pilleraient tranquillement les richesses de ces pays au détriment des besoins de leurs populations.

On a donc bien là tous les ingrédients des guerres impérialistes et coloniales du XXe siècle, où les différentes puissances guerroyèrent à travers le monde pour s'emparer des matières premières ou des marchés qui seraient indispensables à leur développement futur ou tout simplement pour assurer leur survie, au détriment des besoins sociaux de tous les peuples, dont les pays étaient maintenus artificiellement dans un état de pauvreté et de précarité généralisée, y compris alimentaire, ou de sous-développement économique.

L'ennemi est dans notre propre pays.

La larme à l'œil, la main sur le cœur, les prières, les slogans, vociférations ou gesticulations incantatoires, les programmes et autres intentions généreuses, ne servent à rien ou à pas grand-chose, si notre indignation, notre colère, notre rage ne sont pas dirigées contre l'Etat, contre Macron et son gouvernement, les institutions de la Ve République, qui sont complices du régime sioniste nazi qui réalise ce génocide, contre le capitalisme qui produit ces armes de guerre, des pièces détachées aux produits finis destinés à massacrer des peuples entiers.

Ceux qui refusent de lutter pour un changement de régime politique et économique n'ont malheureusement rien compris à la situation. Quant à ceux qui combattent consciemment cette orientation politique, qu'ils le veuillent ou non, peu importe qu'ils osent encore se prétendre progressistes, démocrates ou humanistes, aujourd'hui ils portent la responsabilité de chaque mort supplémentaire en Palestine occupée ou au Liban, homme, femme et enfant.

Que pensez-vous de cette analyse, est-elle nulle ou sans intérêt ? Vous savez pourquoi je vous pose cette question ? C'est parce que chaque fois que j'en propose une à un dirigeant, cadre ou militant issu du courant trotskyste lambertiste (ex-OCI-POI-PT), c'est ce qu'il me sort. Du coup, parfois je me suis demandé si finalement ils n'auraient pas raison, qui sait, je serais un gros connard, pourquoi pas, mais il y a tout de même un truc qui me gêne ici, car si tous les cons pouvaient se livrer à ce genre d'exercice, je me dis que depuis longtemps ce monde de merde n'existerait plus ou on serait passé au socialisme, vous ne croyez pas ?

En complément.

Thierry Meyssan a publié un article le même jour, où dès la première ligne il a sorti une fausse info provenant de l'OTAN : "*La Russie a déployé des milliers de soldats nord-coréens pour défendre sa*

région de Koursk", or à ce jour on ne dispose d'aucune photo, d'aucun témoignage factuel de cette présence nord-coréenne à Koursk ou ailleurs en Russie ou en Ukraine, s'il y en avait, les médias occidentaux se seraient empressés de nous les montrer. Dans ce domaine, personnellement je ne crois que ce que je vois, désolé.

Monsieur Meyssan niant la lutte des classes et la crise du capitalisme qui continuent de rythmer la situation mondiale, devait terminer son article pour ainsi dire comme il l'avait commencé, en trafiquant une fois de plus la réalité en adoptant la posture idéologique alarmiste du camp qu'il représente : "*Quoi qu'il en soit, jamais le monde n'a été aussi proche d'une guerre nucléaire*". C'est à croire que lui et ses semblables la souhaiteraient, cette rhétorique n'a rien à envier à la stratégie de la terreur des idéologues néoconservateurs.

La Russie se prépare à répondre à l'Armageddon que souhaite l'administration Biden par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 26 novembre 2024

<https://www.voltairenet.org/article221539.html>

Un syndicat jaune de plus aux dirigeants fantômes.

J-C - J'ai été voir sur leur blog qui ils sont, pas un seul nom n'y figure. Leurs statuts, instances, déclaration d'intention en guise de programme si l'on veut, etc. Le néant. On comprend mieux pourquoi le tribunal de Paris s'est empressé de reconnaître ce "syndicat" au service de "*l'intérêt général*" et des "*biens communs*" qui se confondent avec ceux de la classe des capitalistes. Bref, une escroquerie politique de plus, en cela ils n'ont rien à envier aux autres syndicats. Tout le reste n'est que démagogie et lieux communs.

Ce que l'on sait du SGJ, le nouveau syndicat qui se revendique des Gilets jaunes - LePoint.fr 26 novembre 2024

Depuis lundi 25 novembre, 5,4 millions de salariés des très petites entreprises (TPE) sont appelés à voter dans le cadre de « *l'élection TPE* ». Et une liste inédite figure parmi les sept, facilement reconnaissable à son logo : le Syndicat des gilets jaunes (SGJ), qui se revendique du mouvement social qui a éclaté en 2018.

Sur son compte X, le nouveau venu du monde syndical explique être « *citoyen, démocratique, indépendant et incorruptible* ». Problème : il n'existe rien qui relie cette initiative au collectif entièrement décentralisé et sans leader officiel (mais pas sans porte-parole) qui avait provoqué une tempête sociale et judiciaire, voilà six ans en arrière.

Soutenu par l'avocat Juan Branco, le syndicat explique avoir tenté d'organiser (sans succès) des manifestations devant le palais de l'Élysée entre les deux tours de l'élection présidentielle en 2022.

Il y est expliqué que le projet est né d'un rejet des grandes organisations syndicales, « *pyramidales, autoritaires et corrompues qui ne remplissent absolument plus leurs missions* ». Une démarche largement contestée par les autres syndicats. « *Il y a des critères d'indépendance, d'adhésion. Il faut pouvoir justifier d'un certain nombre d'adhérents, d'une certaine audience dans les entreprises, ce qui n'est pas le cas de cette organisation* », dénonce ainsi Marylise Léon.

Tant et si bien que les six centrales syndicales (CGT, FO, CFE-CGC, CFDT, CFTC et Unsa) s'étaient tournés vers le tribunal de Paris pour faire annuler la présence du SGJ à cette élection, au motif qu'elle ne répondait pas aux critères de « *respect des valeurs républicaines* », en raison de « *la violence régulière de ses propos et le caractère illicite de ses voies d'action* ». Sans succès.

Le 20 novembre, la Cour de cassation a finalement tranché en faveur du syndicat, qui apparaît désormais dans la liste des sept organisations pour lesquelles les salariés de TPE peuvent voter. « Il suffit d'être motivé et surtout de ne rien lâcher », énoncent-ils, prétendant vouloir « *reconstruire un contre-pouvoir syndical puissant* ».

Présent en métropole et en Nouvelle-Calédonie, le SGJ entend « *rassembler les forces et les compétences de celles et ceux qui souhaitent organiser un syndicalisme révolutionnaire pour transformer radicalement la société, au service de l'intérêt général humain et des biens communs* ». L'élection dans les TPE se tiendra jusqu'au 9 décembre. LePoint.fr 26 novembre 2024

J-C – Il faut toujours se méfier des bonnes intentions.

C'est quoi ce truc-là ?

C'est très chic le 8^{ème} parisien ! Ils pourront se rendre à l'Elysée, ils sont voisins !

Le Syndicat des Gilets Jaunes

Adresse : 6 Av. Franklin Delano Roosevelt, 75008 Paris, France

Côté business.

Rejoignez-nous : à partir de 6 €par mois !

Gilet Jaune « *Syndicat GJ* » : 11 €pièce

Autocollants ronds : 4.5 €les 50

Flyers A5 : 5 €les 50

Broches : 5 €les 10

Cotisation Solidaire : €6 /mois

Petite retraite, étudiants, sans emplois, intermittents, salariés temps partiel, contractuels...

Cotisation à partir de : €8.5 /mois

Salariés actifs, cadres, agents de maîtrise, fonctionnaires, intérimaires, retraités.

Fidèle à la devise de la Ve République :

Le syndicat des Gilets Jaunes va rassembler les forces et les compétences de celles et ceux qui souhaitent organiser un syndicalisme révolutionnaire pour transformer radicalement la société, au service de l'intérêt général humain et des biens communs.

Nous avons retrouvé la fraternité, imposons la liberté et l'égalité.

**Pas de dirigeants, tous leurs documents sont anonymes, une création de l'IA ! Qui sont-ils ?
Mystère !**

Toute l'équipe du syndicat

Votez pour nous dès le 25 novembre 2024

Il y avait les partis qui avaient inventé des adhérents à partir d'un clic de souris, eux ce sera les représentants du personnel en ligne :

Pour l'Union des Syndicats Gilets Jaunes

Secrétariat Général

Elections TPE 2024

Sur la situation politique et sociale en France.

2009 à 2024, au bout de 15 ans toujours pas jugé, en voilà une "victoire" pour la "justice" et la "démocratie" !

**Alexis Kohler, le bras droit d'Emmanuel Macron, perd une manche cruciale devant la justice
- Le HuffPost 26 novembre 2024**

La députée Sandrine Rousseau a réagi dans la foulée sur le réseau social Bluesky, affirmant que « *dans une démocratie, (Alexis Kohler) devrait démissionner* ».

La cour d'appel de Paris a écarté ce mardi 26 novembre la prescription soulevée par le secrétaire général de l'Élysée, Alexis Kohler, et confirmé les poursuites le visant pour prise illégale d'intérêts dans l'enquête sur ses liens familiaux avec l'armateur MSC

Cette décision, confirmée de source judiciaire, pourrait faire l'objet d'un pourvoi d'Alexis Kohler et des deux autres personnes mises en cause.

Le secrétaire général de l'Élysée est mis en examen depuis 2022 pour prise illégale d'intérêts pour avoir participé comme haut fonctionnaire de 2009 à 2016 à plusieurs décisions relatives à l'armateur italo-suisse dirigé par les cousins de sa mère, la famille Aponte.

Il est ensuite soupçonné d'avoir, entre 2012 et 2016, participé à des choix sur des dossiers impliquant MSC à Bercy, au cabinet de Pierre Moscovici puis d'Emmanuel Macron.

La chambre de l'instruction a en effet confirmé une ordonnance d'avril 2023 par laquelle les juges d'instruction concluaient que les faits n'étaient pas prescrits, notamment à cause des « *actes positifs pour dissimuler* » ce conflit d'intérêts imputé à Alexis Kohler.

Me Jean-Baptiste Soufron, avocat d'Anticor, partie civile à l'origine de la relance des investigations après le classement d'une enquête préliminaire en août 2019, a qualifié auprès de l'AFP la décision de « *satisfaisante, surtout au regard des nombreuses tentatives d'enterrer le dossier, y compris de la part du président (Emmanuel Macron) lui-même* ». Le HuffPost 26 novembre 2024

J-C – Il sera jugé quand Macron ne sera plus là...

Ils n'ont pas renoncé, ils ont basculé sur "plus d'économies sur le gaspillage de l'argent public", donc en s'attaquant sournoisement au service public.

Le HuffPost - Faire travailler tous les actifs sans rémunération pendant sept heures de plus par an pour renflouer la Sécurité sociale ? La mesure choc avait été adoptée mercredi par le Sénat dans le budget de la Sécurité sociale. Mais ce mardi 26 novembre, Laurent Wauquiez, président du groupe Droite républicaine à l'Assemblée, a annoncé que son groupe et les sénateurs LR avaient décidé de renoncer à cette proposition.

« *Ce matin avec Mathieu Darnaud (président du groupe LR au Sénat) nous avons plaidé à Matignon, avec le soutien de Michel Barnier, pour demander qu'il y ait des économies supplémentaires sur le budget de l'Etat : plus d'économies sur le gaspillage de l'argent public, moins d'efforts demandés aux Français et moins d'impôts* », a encore détaillé le député de Haute-Loire. Le HuffPost 27 novembre 2024

J-C - Ne célébrez jamais trop vite une "victoire" ou une "bonne nouvelle", car généralement elle sera agrémentée d'une contrepartie qui vous en coûtera davantage, surtout quand rien ne les oblige à renoncer à une mesure antisociale.

L'enfer de la guerre impérialiste et coloniale ou la barbarie capitaliste à l'œuvre.

Marché de dupes ou piège à cons.

Cessez-le-feu au Liban - francetvinfo.fr 27 novembre 2024

Un cessez-le-feu entre Israël et le Hezbollah. Cette trêve est entrée en vigueur tôt mercredi 27 novembre au Liban, après plus d'un an d'hostilités transfrontalières et deux mois de guerre ouverte entre l'armée israélienne et le mouvement libanais armé soutenu par l'Iran. Cette trêve, effective depuis 4 heures du matin (3 heures, heure de Paris) interrompt un conflit qui a contraint des dizaines de milliers de personnes en Israël et des centaines de milliers d'autres au Liban à fuir leur domicile.

Une durée incertaine. Le Premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, a annoncé que la durée du cessez-le-feu dépendrait "*de ce qui se passera au Liban*". "*Nous maintenons une totale liberté d'action militaire*" sur le territoire libanais, a-t-il ajouté. "*Si le Hezbollah viole l'accord et tente de se réarmer, nous attaquerons.*"

"*Un nouveau départ*" pour le Liban. Le président américain, Joe Biden, a salué mardi soir l'accord de cessez-le-feu, "*un nouveau départ*" pour le Liban et une "*bonne nouvelle*" pour laquelle les Etats-Unis et la France œuvraient depuis des semaines. Les deux pays doivent veiller à ce que l'accord

soit "*mis en œuvre dans son intégralité*", ont déclaré Joe Biden et Emmanuel Macron dans un communiqué commun.

Des bombardements jusqu'au bout. L'annonce de l'accord est intervenue après qu'Israël a pilonné Beyrouth avec une intensité rare, mardi. Moins d'une heure avant l'entrée en vigueur de l'accord, au moins deux frappes ont visé la banlieue sud de la capitale du Liban, bastion du Hezbollah, peu après des appels à évacuer lancés par l'armée israélienne.

Près de 4 000 morts en un an au Liban. Selon les autorités libanaises, au moins 3 823 personnes ont été tuées dans le pays depuis octobre 2023, dont la plupart ces dernières semaines. Quelque 900 000 personnes ont été déplacées par les combats et les bombardements, selon l'ONU. Côté israélien, 82 militaires et 47 civils ont été tués en treize mois d'affrontements avec le Hezbollah, selon les autorités.

Etats-Unis.

J-C – Qu'en pense monsieur Meyssan et les admirateurs de Trump ?

Sebastian Gorka est de retour - consortiumnews.com 26 novembre 2024

Sebastian Gorka est de retour. Le président élu des États-Unis, Donald Trump, a nommé la semaine dernière Gorka « *tsar du terrorisme* » au sein du Conseil de sécurité nationale. Trump a procédé à une série de nominations désastreuses au sein de son administration depuis son élection le 5 novembre. Mais celle-ci pourrait bien être la pire. Vous ne vous souvenez pas de Sebastian Gorka ?

Il y a huit ans, lorsque Trump a été élu président pour la première fois, Gorka a été l'une de ses nominations les plus controversées en tant qu'« *assistant adjoint du président pour les affaires de sécurité nationale* », c'est-à-dire conseiller adjoint à la sécurité nationale. C'est un poste extrêmement important. Le conseiller adjoint à la sécurité nationale assiste le président dans la gestion de l'ensemble de la communauté du renseignement et gère les efforts de l'administration en matière de lutte contre le terrorisme. Mais Gorka s'est immédiatement retrouvé en difficulté.

Il s'est avéré que Gorka était apparemment un membre assermenté du mouvement néonazi hongrois Vitezi Rend, ou « *Ordre des Héros* », un groupe qui, selon le Département d'État, était « *sous la direction du gouvernement nazi de l'Allemagne pendant la Seconde Guerre mondiale* » et qui continue d'être néonazi dans son orientation.

Gorka n'est devenu citoyen américain qu'en 2012, et son adhésion aurait dû le disqualifier non seulement de la citoyenneté, mais même de l'entrée aux États-Unis en premier lieu.

De plus, lors de l'investiture de Donald Trump en 2017, Gorka portait en réalité l'uniforme et l'insigne du Vitezi Rend, et le journal Les temps d'Israël a rapporté, qu'il les aurait peut-être même hérités de son grand-père nazi.

Un journal juif, L'attaquant, a révélé l'appartenance de Gorka à Vitezi Rend. Il a déclaré que les dirigeants du groupe confirmer que Gorka a prêté un « *serment de loyauté à vie* ». (Gorka a ignoré plusieurs demandes de commentaires par courrier électronique.)

Bruce Einhorn, juge d'immigration à la retraite et actuel professeur de droit de la nationalité à l'Université de Pepperdine, a déclaré L'attaquant Le silence de Gorka « *en dit long* ». Einhorn a ajouté que le fait que Gorka n'ait pas révélé un fait important, à savoir son appartenance à une organisation raciste qui prône la violence, pourrait remettre en cause la validité de son statut d'immigrant et de sa demande de citoyenneté américaine. Il n'existe aucun délai de prescription pour une telle violation.

Pour rendre les choses encore plus révoltantes, selon L'attaquant, les hommes qui ont prêté allégeance au Vitezi Rend sont autorisés à prendre un « v » minuscule comme initiale du deuxième prénom et comme symbole secret de fraternité. Gorka a utilisé le « v » pour signer son nom dans sa thèse de doctorat de 2008 et dans son témoignage devant le Congrès en 2011, sous le titre « *Sebastian L. v. Gorka* ». Au final, le FBI n'a pas accordé d'habilitation de sécurité à Gorka et, après seulement sept mois, il a été contraint de démissionner.

Cette fois-ci, cependant, Trump a choisi d'ignorer le processus de vérification des autorisations de sécurité du FBI et a annoncé que Gorka serait le conseiller adjoint à la sécurité nationale et le tsar du terrorisme. Point final. Ce rôle ne nécessite pas de confirmation du Sénat et, techniquement, Trump peut simplement décréter que Gorka sera recevoir une habilitation de sécurité de niveau top secret ; que le FBI soit damné.

Cette nomination a eu des répercussions. Michael Anton, un responsable de la sécurité nationale du premier mandat de Trump qui était sur la liste des candidats au poste de conseiller adjoint à la sécurité nationale, s'est retiré de la course lorsqu'on lui a dit qu'un poste attendait Gorka, selon le *Washington Post*.

Les médias israéliens, qui soutiennent depuis longtemps Trump, sont furieux qu'un antisémite déclaré puisse occuper un tel poste d'autorité. Et un membre anonyme de l'équipe de transition de la sécurité nationale de Trump a déclaré à la presse que la sécurité nationale n'était pas une priorité. « *Presque tous les membres de l'équipe considèrent Gorka comme un clown. Ils redoutent de travailler avec lui.* »

Gorka est resté largement silencieux depuis l'élection. Il n'a accordé des interviews qu'à son vieil ami et collègue Steve Bannon et, dit-il, il a donné à Israël des conseils sur la manière de faire face au Hamas. Quel était ce conseil? « *Tuez-les tous, un par un. Que Dieu bénisse Israël. Que Dieu bénisse la civilisation judéo-chrétienne.* ».

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 29 novembre 2024

J'ai appris que le parquet ou le ministère de la Justice avait fait appel du jugement prononcé le 15 novembre dernier en faveur de la libération Georges Abdallah. L'audience en appel est prévue pour le 19 décembre à 13 H 30 au Palais de justice de Paris (Métro Cité).

Cela tombe un jeudi, pas pratique pour se mobiliser, alors profitez des prochaines manifestations en soutien au peuple palestinien pour exiger sa libération.

L'Union européenne rend fou !

Près de 40% de salariés en Europe risquent de voir leur santé mentale se dégrader - Euronews 27 novembre 2024

La peur du chômage plombe le moral des Français - 20 Minutes/AFP 27 novembre 2024

Il y a de quoi :

Emploi : La CGT annonce 286 plans sociaux en préparation et 300.000 emplois menacés - 20minutes/AFP 27 novembre 2024

La presse et les médias ne sont que des instruments politiques de la propagande officielle.

"La confiance des Français envers la presse et les médias est essentielle" : Rachida Dati veut appliquer les conclusions des États généraux de l'information - ozap.com 27 novembre 2024

La ministre a salué le succès des États généraux de l'information, les qualifiant de *"socle de travail solide"*. Elle a réitéré son engagement à mettre en application leurs propositions, afin de *"préserver durablement les conditions de l'accès de tous à une information pluraliste et de qualité"*, qui demeure *"une dimension fondamentale de notre pacte démocratique"*. Elle a rappelé l'importance d'une meilleure transparence des médias, notamment concernant leurs actionnaires et l'implémentation de comités d'éthique.

Rachida Dati a martelé : "*La confiance des Français envers la presse et les médias est essentielle*". Et d'appeler à la mobilisation collective : "*Elle mérite que nous nous battions tous ensemble*".
ozap.com 27 novembre 2024

J-C - Leur faire confiance serait suicidaire. Briser, saper la confiance que les travailleurs peuvent avoir dans les médias est déterminant pour le combat que nous menons. Nous ne pourrions pas le gagner si les travailleurs ne parviennent pas à acquérir un niveau de conscience politique supérieur, car les médias livrent un combat sur tous les plans à la fois, psychologique, philosophique, idéologique, politique.

S'ils peuvent les manipuler et leur faire croire n'importe quoi, les retourner comme des crêpes en claquant des doigts, à tout moment ils pourraient lever une armée, y compris du lumpenprolétariat, pour écraser un soulèvement révolutionnaire, d'où la nécessité de relever ce défi, ce que je fais avec les causeries. Merci aux lecteurs de l'avoir constaté et de leur précieux soutien.

Même les faits sont complotistes ou antisémites.

France Info - La Russie pilonne des zones civiles à travers l'Ukraine depuis le début de son invasion du pays en février 2022. France Info 27 novembre 2024

J-C - Quand la Russie "*pilonne des zones civiles à travers l'Ukraine*", on relève finalement très peu de morts, mais quand Israël pilonne Gaza, on relève des dizaines de milliers de morts et plus de 100.000 blessés, cherchez l'erreur.

Les données parlent d'elles-mêmes. Comment France Info (de tous les médias mainstream) les instrumentalisent, c'est très simple à démontrer :

- Quand la Russie "*pilonne*" l'Ukraine = 44 millions d'habitants - 33 mois de guerre - 12.000 civils morts

- Quand les sionistes nazis pilonnent Gaza = 2,1 millions d'habitants - 14 mois de guerre - 54.000 civils morts (dont quelques milliers de combattants palestiniens), sans compter la Cisjordanie.

Si l'armée russe avait systématiquement bombardé la population civile ukrainienne sur le modèle des sionistes nazis, par rapport au nombre d'habitants, au lieu de 12.000 civils morts en Ukraine, il y en aurait eu plus de 240.000, ou 340.000 par rapport à la durée de la guerre.

Si l'armée des sionistes nazis avait bombardé la population civile palestinienne sur le modèle de l'armée russe, par rapport au nombre d'habitants, au lieu de 55.000 civils morts sur le Territoire de Gaza, il y en aurait eu environ 600, ou 4.000 par rapport à la durée de la guerre.

Même en prenant en considération que la population en Ukraine est passée à 31 millions fin 2024, cela ne change rien à ce constat, cela donnerait 180.000 civils morts au lieu de 240.000, on est toujours très loin de 12.000.

Sur la situation politique et sociale en France.

Serait-ce parce qu'ils sont trop compromis eux-mêmes qu'ils s'en plaignent ?

J-C – Pour le PS ou les composantes du NFP, figurer dans l'opposition parlementaire présente à peu de choses près les mêmes avantages qu'être au pouvoir, les inconvénients en moins, bref, c'est plus confortable et tout aussi juteux ou rentable sur le plan financier ou de la notoriété.

On ne peut comprendre leurs postures, vociférations ou gesticulations parfois contradictoires, qu'en ayant à l'esprit qu'ils incarnent les intérêts des capitalistes et rien d'autres. Le PS, et plus largement le NFP, sont les suppléants ou les supplétifs du parti de l'ordre, quand ce dernier est discrédité et ne peut plus appliquer sa politique réactionnaire, ce sont leurs remplaçants qui montent au créneau pour prendre le relais, afin d'assurer la stabilité du régime et des institutions, c'est leur unique raison d'être.

L'histoire selon laquelle leur lointaine nature sociale les lierait toujours au mouvement ouvrier est de la foutaise, une escroquerie politique théorisée par certains courants trotskystes compromis avec la social-démocratie dégénérée et les stalinien. Toute l'histoire de la lutte de classe au cours du XXe siècle n'a fait que l'illustrer, alors il faut être particulièrement aveugle ou borné, de mauvaise foi pour ignorer la nature contre-révolutionnaire de toutes les composantes du NFP. Ces courants trotskystes véhiculent et instrumentalisent les illusions de la petite bourgeoisie, ils canalisent les éléments des couches supérieures de la classe ouvrière ou des classes moyennes qui à un moment donné se dressent contre le régime, en leur proposant une stratégie de front unique dans laquelle ils intègrent les représentants de la social-démocratie (Issus du PS ou du PCF, de leurs satellites) comme on fait entrer le loup dans la bergerie, pour leur faire perdre tout espoir dans le socialisme ou en faire des opportunistes ou des militants du socialisme révisionnisme.

Les représentants officiels du parti de l'ordre ne sont pas foutus de s'entendre entre eux, c'est le comble, vous avouerez que c'est contrariant pour les représentants du NFP, après tout le mal qu'ils s'étaient donnés et leur avoir tendu la main, ils sont en rogne. Il faut les comprendre, voilà qu'ils vont peut-être bientôt se retrouver à leurs places pour faire le sale boulot, alors qu'un bon « *compromis* » aurait été tellement préférable, en échange de bons procédés discrètement, cela va de soi.

Le PS confirme qu'il votera la motion de censure et dénonce "*l'absence de compromis*" du gouvernement - BFMTV 28 novembre 2024

Le Premier secrétaire du PS a rencontré ce mercredi Boris Vallaud et Patrick Kanner, respectivement chef de file des députés PS et président du groupe socialiste au Sénat.

"Le Premier ministre a confirmé l'absence de tout compromis, l'intransigeance du bloc macronistes-LR et l'adoption du budget via l'art 49-3", a écrit Olivier Faure sur son compte X.

"Le bureau national du PS a en conséquence ce soir, confirmé à l'unanimité le vote d'une motion de censure", a conclu Olivier Faure.

Pour mieux mesurer les intentions du PS.

« *Nous prenons parfaitement la mesure de la gravité de la situation* », assure le président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, Boris Vallaud après son entretien avec le Premier ministre. (Il

s'inquiète de quoi au juste ? Pardi, du sort des institutions de la Ve République et rien d'autre. – J-C)

Patrick Kanner, président du groupe socialiste au Sénat, déplore la posture du Premier ministre, inflexible sur les compromis budgétaires. (Idem – J-C)

Sur le fond, les parlementaires socialistes ont paru déçus de ne pas pouvoir trouver de véritables terrains d'entente avec le chef du gouvernement. BFMTV et Publicsenat.fr 28 novembre 2024

Retailleau-Le Pen : Dehors les "ratons", les "bougnoles", les « crouilles », la France aux Français !

J-C – Ne souhaitant pour rien au monde retourner vivre en France, je cède volontiers ma place à un camarade algérien. Quand les Français se seront suffisamment appauvris, ils seront heureux, ils seront entre eux, car plus personne ne voudra immigrer dans ce pays pauvre, cela s'adresse en priorité aux racistes, il en existe, mais ce ne sont pas les plus nombreux et pas forcément les mêmes que ceux qui s'estiment heureux comme ils sont.

Immigration : le ministre de l'Intérieur Bruno Retailleau « favorable à la dénonciation de l'accord franco-algérien de 1968 » - Publicsenat.fr 28 novembre 2024

« *Un droit exorbitant et que plus rien ne justifie.* » C'est en ces termes que Bruno Retailleau, le ministre de l'Intérieur, a dénoncé devant le Sénat l'accord franco-algérien de 1968, cible récurrente de la droite et de l'extrême droite sur les avantages accordés aux ressortissants algériens qui arrivent sur le sol français par rapport à d'autres étrangers. « *À titre personnel, je serai favorable à la dénonciation de cet accord* », a expliqué le locataire de la place Beauvau, auditionné ce mercredi 27 novembre par la Chambre haute qui a lancé une mission d'information sur les accords internationaux conclus par la France en matière migratoire.

L'accord franco-algérien signé le 27 décembre 1968, faisant suite aux accords d'Evian sur la fin de la guerre d'Algérie, et parfois désigné sous l'acronyme « AFA », instaure un cadre spécifique à la circulation, à l'emploi et au séjour des ressortissants algériens qui arrivent en France. Il comporte de nombreuses dérogations au Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, applicable à la plupart des autres nationalités présentes sur le sol français.

« *C'est un accord qui a été modifié à trois reprises, en 1985, en 1994 et en 2001* », a rappelé Bruno Retailleau. « *En l'absence de nouvel avenant, toutes les évolutions du droit du séjour et de la circulation des étrangers intervenus en France depuis plus de 20 ans, y compris la loi de janvier 2024, ne sont pas applicables aux ressortissants algériens* », a-t-il pointé. « *Ils bénéficient de conditions très avantageuses en matière d'immigration familiale avec des dérogations aux dispositions du droit commun. En matière d'immigration professionnelle, je pourrais vous en donner quelques-unes qui sont édifiantes.* »

Selon le ministre, ces avantages ont conduit « à deux difficultés ». Ils ont facilité les entrées sur le territoire national et « *ils ont profondément structuré l'immigration algérienne en une immigration d'installation, alors que l'immigration issue du Maroc et de la Tunisie est aujourd'hui davantage économique et étudiante.* »

« Il y a plus de 200 000 visas accordés tous les ans à des Algériens. [...] L'an dernier, les laissez-passer consulaires [qui permettent les reconduites aux frontières pour les étrangers en situation irrégulière frappés d'une obligation de quitter le territoire, ndlr], c'était autour de 2 000. Vous voyez la différence de flux ? », a-t-il cité. « Dans les Centres de rétention administrative (CRA), 40 % des personnes sont de cette nationalité. » Publicsenat.fr 28 novembre 2024

Alors qu'elle a activement participé à la psychose collective lors des dictatures hygiéniste et climatique.

Budget: Marine Tondelier appelle à "arrêter de faire peur aux gens pour rien" - BFMTV 28 novembre 2024

"À force de faire peur aux gens, de leur dire 'c'est horrible, c'est terrible', arrêtons de raconter aux gens des choses qui ne vont pas se produire. Arrêtons de faire peur aux gens pour rien", a clamé Marine Tondelier sur BFMTV.

J-C - Tout cela pour quoi, devinez ? Vous auriez dû apprécier le budget 2024, il était tellement « mieux » !

BFMTV - "On est dans un moment terrible, les Français n'ont pas besoin de cacophonie mais de repères", a-t-elle considéré. Sur le plateau de BFMTV, Marine Tondelier a jugé que "le budget 2024 était mieux que le budget 2025". "Sur l'environnement il était mieux, pour les collectivités territoriales il était mieux", a-t-elle listé.

L'enfer de la guerre impérialiste et coloniale ou la barbarie capitaliste à l'œuvre.

En famille. Impunité pour les génocidaires.

Immunité de Netanyahu contre cessez-le-feu au Liban, l'échange de faveurs entre la France et Israël - Le HuffPost 28 novembre 2024

Petit arrangement entre amis. Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu aurait accepté de signer le cessez-le-feu avec le Hezbollah, marquant l'arrêt temporaire des hostilités au Liban, en échange d'une faveur : que Paris n'applique pas le mandat d'arrêt émis par la CPI une semaine plus tôt. Cette révélation a été faite par deux des plus grands quotidiens israéliens ce mercredi 27 novembre, Haaretz et Maariv.

La position française a provoqué la colère de Benjamin Netanyahu, qui a menacé d'exclure Paris des négociations, rapporte Maariv. Problème, le Liban voulait absolument la présence de la France, proche alliée, dans ces discussions. Benjamin Netanyahu aurait alors posé son « exigence », explique Haaretz, et réclamé à la diplomatie française d'invoquer « l'immunité » dont il bénéficierait selon les Statuts de la CPI.

Signé en 1998, le traité instituant la CPI aborde la question de l'immunité de dirigeants de pays ne reconnaissant pas la cour dans son article 98. Ce dernier introduit en effet une exception concernant

l'arrestation et la remise de responsables d'États non-membres de la CPI, comme c'est le cas d'Israël, et ouvre la voie aux interprétations.

Pour ne pas faire capoter les négociations, Paris aurait donc accepté de lâcher du lest sur l'application du mandat d'arrêt. C'est pourquoi le ministre des Affaires étrangères Jean-Noël Barrot a évoqué ce mercredi de possibles « *questions d'immunité* » pour « *certaines dirigeants* » visés par des mandats d'arrêts de la CPI. Plus tard, le quai d'Orsay a précisé que le Premier ministre israélien bénéficiait de cette « *immunité* » qui « *devra être prise en considération si la CPI devait nous demander leur arrestation et remise* ».

La question du mandat d'arrêt de la CPI et de son application n'était cependant pas le seul point d'achoppement dans ces négociations. D'après le site américain Axios, l'autorisation pour Israël de répondre par la force en cas de violation de l'accord par le Hezbollah était débattue. Sur conseil de la France, le Liban a jugé cette « *liberté d'action* » était inacceptable, mais elle a finalement été adoptée.

Toujours d'après Axios, ce changement de pied aurait lieu après une rencontre au G20 entre Emmanuel Macron et le secrétaire d'État américain Antony Blinken à Rio le 19 novembre. Conscient que cette position pouvait mettre fin aux négociations, le chef de l'État français fait une concession. Interrogée par Axios, une source française a néanmoins démenti.

Mais les États-Unis ont aussi mis la pression sur Israël, raconte Haaretz dans un autre article. D'après le journal d'opposition honni par le gouvernement, qui cite le cabinet du Premier ministre Benjamin Netanyahu, l'administration Biden aurait menacé de mettre un embargo sur les armes si Israël ne signait pas cet accord. (C'est plus qu'improbable, une vue de l'esprit à mettre au compte des Américains honnis dans le monde. - J-C)

Mandat d'arrêt contre Netanyahu: Israël va faire appel de la décision de la Cour pénale internationale - BFMTV 27 novembre 2024

L'État hébreu a affirmé "*nier l'autorité de la Cour pénale internationale (CPI) de La Haye et la légitimité des mandats d'arrêt*".

Etats-Unis.

La guerre, c'est la paix ! (1984 - Orwell) Version anglo-saxonne : « *nous obtiendrons la paix par la force* » ! Ou encore : Rien ne vaut un bon tapis de bombes pour établir la démocratie !

Etats-Unis : Donald Trump propulse un ancien général au poste d'émissaire pour l'Ukraine et la Russie - 20minutes.fr/AFP 28 novembre 2024

Le président élu Donald Trump a annoncé mercredi la création d'un poste d'envoyé spécial pour le conflit russo-ukrainien, confié à l'ancien lieutenant-général Keith Kellogg. Ce vétéran de la guerre du Vietnam, qui a été conseiller à la sécurité nationale de Mike Pence, est une figure de confiance pour Trump.

En effet, selon Fox News, Keith Kellogg a coécrit une note stratégique en avril dernier qui offre des pistes sur sa vision. Il y expliquait que l'aide militaire américaine devait être conditionnée à la participation de l'Ukraine à des négociations avec la Russie. Ensuite, il évoquait la suspension de l'adhésion de l'Ukraine à l'Otan pour une période prolongée afin d'encourager Vladimir Poutine à s'engager dans des pourparlers de paix.

"Il est avec moi depuis le début! Ensemble, nous obtiendrons la paix par la force et nous rendrons l'Amérique et le monde sûrs à nouveau!", a écrit le président élu dans une publication sur son réseau Truth Social.

Keith Kellogg partage la philosophie de Donald Trump d'une « *paix par la force* », mais il a également exprimé son inquiétude face à l'escalade des tensions internationales.

Peu connu du grand public, Keith Kellogg, âgé de 80 ans, a brièvement dirigé le Conseil de sécurité nationale à la Maison-Blanche lors du premier mandat de Donald Trump. Il est actuellement coprésident du Center for American Security de l'America First Policy Institute (AFPI), un think tank influent au sein de la mouvance trumpiste.

Russie.

Au jeu du qui perd gagne entre l'UE et la Russie, devinez qui est le grand gagnant ?

Quelle est la position de l'UE sur les échanges de marchandises avec la Russie ? - euronews 27 novembre 2024

Alors que l'UE réduit sa dépendance à l'égard de la Russie, des chiffres récents montrent que les exportations vers ce pays ont chuté de 58 %, tandis que les importations ont baissé de 86 %, en particulier pour le nickel et le pétrole. euronews 27 novembre 2024

J-C - Mais alors vont s'exclamer les naïfs, en réalité l'UE œuvrerait à la puissance de la Russie, à son développement économique, au détriment des vieilles puissances européennes, il faut croire, les faits l'attestent. C'est à ne plus rien y comprendre. Mais si avec un peu de bonne volonté et à condition de laisser de côté ses a priori ou idées reçues, les choses s'expliquent très facilement.

Posons-nous une question très simple et la réponse nous permettra d'y voir plus clair.

Lequel des deux capitalismes est en phase ascendante et en phase descendante ? Donc lequel est légitime du point de vue de l'oligarchie financière mondiale ou de l'économie capitaliste mondiale pour en prendre la direction ou décider de son orientation, l'UE et les Etats-Unis hyper endettés, pratiquement en récession, dont la croissance économique est famélique ou négative, ou bien la Russie, la Chine, l'Inde et leurs alliés des Brics dont les économies sont en pleine expansions, les marchés intérieurs se développent ou possèdent un potentiel de croissance important ?

En aparté.

Cette analyse vous a-t-elle satisfait ? Elle provient de l'auteur de ce blog, d'un acteur politique indépendant apparemment trop con ou pas assez sérieux pour que ses lecteurs ou sympathisants lui accordent le moindre soutien, c'est dommage. Notez que je m'en passe ou cela ne me déstabilise

pas, j'ai le moral remonté à bloc. Il n'y a qu'un truc qui pourrait m'atteindre, c'est la maladie, souhaitez-moi une bonne santé en fin d'année, merci d'avance.

Brésil.

Lula ou le cheval de Troie du capitalisme mondial, donc de l'UE.

J-C – Elle décide quoi ? Que dal, ses commanditaires ou parrains sont les mêmes que ceux de Macron et Lula le sait.

Union européenne : Lula rappelle à Paris que c'est Ursula von der Leyen « qui décide » pour l'accord Mercosur - 20 Minutes/AFP 28 novembre 2024

Luiz Inacio Lula da Silva a ainsi lancé mercredi que Paris n'a pas le pouvoir d'empêcher le traité car c'est la Commission européenne qui « décide » au nom des 27 États membres. La présidente de la Commission « Ursula von der Leyen a la prérogative pour faire signer cet accord et j'ai l'intention de le signer d'ici la fin de l'année », a-t-il ajouté lors d'un colloque concernant l'industrie à Brasilia.

Mardi, les députés français ont approuvé par 484 voix contre 70, par un vote non contraignant, la position du gouvernement, qui s'oppose fermement à la signature de l'accord en l'état, sur fond de manifestations d'agriculteurs français craignant une concurrence déloyale des produits sud-américains, notamment brésiliens.

Ukraine.

L'Ukraine dit subir une « attaque massive » de ses infrastructures énergétiques en pleine chute des températures - Le HuffPost 28 novembre 2024

L'Ukraine a fait état tôt ce jeudi 28 novembre d'une « attaque massive » contre ses infrastructures énergétiques et dit avoir dû procéder à des délestages notamment à Kiev. Des coupures de courant d'urgence ont été mises en œuvre notamment à Kiev, Odessa et Dnipro, a précisé l'opérateur DTEK.

Mardi, la Russie avait annoncé une « réponse » à deux nouvelles frappes ukrainiennes réalisées à l'aide de missiles américains ATACMS contre son territoire les jours précédents.

De son côté, le ministère russe de la Défense a affirmé avoir détruit dans la nuit 25 drones ukrainiens au-dessus de la région de Briansk, proche du Belarus, de la Crimée et de la région de Rostov (sud).

Sur le front, Moscou engrange les gains territoriaux face à une armée ukrainienne affaiblie, à moins de deux mois de la prise de fonction du président élu américain.

Mercredi, l'administration du président sortant Joe Biden a appelé Kiev à abaisser l'âge minimum pour la mobilisation militaire à 18 ans au lieu de 25 ans actuellement pour compenser le manque de soldats face à l'avancée des forces russes sur le terrain.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 30 novembre 2024

Interview de Jacques Brel

<https://www.youtube.com/watch?v=PcJ00mBwv0E>

Incroyable, j'ai trouvé le temps et l'énergie de rédiger une analyse plus fournie que d'habitude, bien que mon état de santé ne me permette pas de me concentrer ou de réfléchir aussi longuement que je le voudrais.

Je ne déconne pas et ne vous marrez pas, c'est vrai, j'en ai le souffle coupé, car cela demande un grand effort au cours duquel le cerveau doit consommer beaucoup d'énergie ou oxygène, et il se trouve que j'en manque particulièrement à cause de mon affection respiratoire permanente, c'est handicapant, cela m'exaspère en réalité, j'enrage contre moi-même.

Vous me direz peut-être, que tout ce que je raconte ci-dessous est déjà connu, certes, encore faut-il que tout figure à la bonne place pour avoir un tableau d'ensemble cohérent et utilisable par la suite.

Je l'ai rédigé avant d'apprendre à quel sordide marchandage Netanyahu s'était livré avec Macron.

Quand la cocotte-minute risque d'exploser, il faut relâcher un peu de pression ou faire une guerre.

Les Etats et les partis ou mouvements politiques au Moyen-Orient qui se faisaient appelé "*l'axe de la résistance*" à l'Etat sioniste et aux Etats-Unis, ont tombé le masque de l'imposture en abandonnant les Palestiniens (et les Libanais) à leur sort tragique.

Qu'est-ce qui s'est passé en Palestine occupée depuis le 7 octobre 2023 ou plutôt depuis le 29 novembre 1947, date de l'adoption de la résolution 181 par l'ONU consacrant la partition-liquidation de la Palestine?

J'ai toujours affirmé qu'évincer totalement les Palestiniens de Palestine demeurerait à jamais un vœu pieux des sionistes, car il serait impossible de chasser tout un peuple de chez lui ou de sa terre natale, s'il y demeurait attaché ou ne souhaitait pas la quitter de lui-même.

Contrairement aux Amérindiens, dont la population allait être rapidement numériquement très inférieure (passant de 600.000 à 360.000 entre 1800 et 1850, puis 230.000 en 1890) à celle des

colonisateurs européens (passant de 4 à 13 millions entre 1790 et 1830, de 31 à 62 millions entre 1860 et 1890), la population palestinienne se monte à environ 10 millions contre un peu plus de 7 millions de juifs en Israël, elle est donc numériquement beaucoup plus importante que les sionistes en comprenant les Palestiniens qui vivent dans les Territoires occupés, ceux qui sont citoyens israéliens, les réfugiés dans les pays limitrophes, en Jordanie, en Syrie, au Liban, au total dans le monde ils sont plus de 14 millions, soit l'équivalent du nombre de juifs.

Le statut de réfugié dans son propre pays n'est pas viable à long terme.

En quelque sorte, il fallait donner une sévère correction aux Palestiniens pour leur faire passer l'envie de se soulever avant longtemps.

La première fois ce fut en 1948 lors de la Nakba, lorsque les Palestiniens se retrouvèrent militairement inférieurs face à l'agression sioniste et conduit massivement à l'exode. La seconde intervint un peu moins de 40 ans plus tard, lors de la première Intifada qui dura de décembre 1987 à septembre 1993, violemment réprimée dans le sang. La troisième se produisit 7 ans plus tard, du 28 septembre 2000 au 8 février 2005 lors de la seconde Intifada qui sera féroce réprimée. Cette fois les Palestiniens mettront 19 ans avant de pouvoir déclencher un nouveau soulèvement contre l'occupant, le 7 octobre 2023, il sera écrasé sous un tapis de bombes particulièrement meurtrier et destructeur, en espérant qu'ils mettront encore plus de temps avant de s'en remettre et de repartir à l'assaut des spoliateurs de leur terre.

Le Hezbollah et les sympathisants de ce que certains appellent « *l'axe de la Résistance* » affirment que le cessez-le-feu intervenu au Liban serait une victoire remportée sur les sionistes, à ceci près que les concessions que le Hezbollah a acceptées tendraient à prouver le contraire. En fait, cette guerre n'avait pas d'autre issue que celle menée à Gaza, car le concept du Grand Israël du Nil à l'Euphrate demeurera à jamais une utopie de sionistes extrémistes mégalomanes. Bref, tout le reste était encore une fois du baratin, c'est ce que j'ai toujours pensé.

Il reste encore à tous les dérangés l'hypothétique Troisième Guerre mondiale thermonucléaire, chimique, bactériologique, qui aurait pour conséquence d'annihiler à jamais la confiance que les peuples pourraient avoir envers ceux qui prétendent gouverner à leurs places et précipiterait l'éradication du capitalisme de la surface de la Terre, à défaut d'être parvenu à supprimer l'espèce humaine, tout du moins il faut l'espérer.

Totalitarisme. Eux, ils pissent dans leur froc !

Angers : Bientôt une amende de 215 euros pour les personnes urinant dans la rue - 20minutes.fr 28 novembre 2024

En lutte contre les « *pipis sauvages* » depuis plusieurs mois, les élus d'Angers tapent de nouveau au portefeuille des contrevenants. 20minutes.fr 28 novembre 2024

J-C – A part cela, ils auraient des intentions bien intentionnées envers la population, si, si, il faut être le dernier des cons pour le croire encore.

Totalitarisme. Quand ils expriment "des doutes sur la faisabilité technique"... de tout interdire!

L'Australie adopte une loi interdisant l'accès aux réseaux sociaux aux moins de 16 ans - France 24 28 novembre 2024

L'Australie a adopté jeudi une loi interdisant les réseaux sociaux aux enfants de moins de 16 ans, une première mondiale établissant une base juridique pour tous les pays souhaitant réguler davantage les grandes entreprises technologiques.

De jeunes Australiens disent déjà leur intention de contourner cette interdiction.

Sur le papier, l'interdiction est l'une des plus strictes du monde.

Mais les contours exacts de son application restent flous. Le texte ne fournit quasiment aucun détail sur ses modalités d'application, si bien que certains experts ont exprimé des doutes sur la faisabilité technique de cette interdiction et s'interrogeant sur son caractère symbolique. France 24 28 novembre 2024

J-C – Ceux qui gouvernent contournent ou violent les lois ou traités qu'ils nous imposent, qu'est-ce qu'ils croient, qu'on ne pourrait pas en faire autant quand l'occasion se présente ?

Quand les chercheurs idéologiquement formatés « divorcent » avec la science.

Le changement climatique augmente le nombre de divorces chez les oiseaux (et ce n'est pas une blague) - 20minutes.fr 28 novembre 2024

Le changement climatique aurait un impact sur la relation de certains oiseaux. Voici une affirmation qui pourrait faire sourire mais le sujet est en réalité très sérieux. Selon une étude publiée le 11 novembre dans le *Journal of Animal Ecology*, et repérée par *Newsweek*, une petite espèce qui vit exclusivement sur cinq îles des Seychelles est beaucoup plus susceptible de « divorcer » après des périodes de précipitations excessivement faibles ou élevées.

Selon eux, les précipitations excessivement faibles ou élevées pourraient également accroître le stress physiologique chez ces oiseaux, ce qui constitue un facteur majeur dans la sélection des partenaires. 20minutes.fr 28 novembre 2024

Mes commentaires publiés dans un blog.

- *"Il faut commencer par un consensus qui admet la rupture et bien explorer l'état des lieux. C'est la démarche empruntée par un ensemble de pays du Sud, et particulièrement la Chine et la Russie."*

Erreur d'interprétation, erreur politique, car ni la Chine, ni la Russie et encore moins les autres pays des Brics n'incarnent une quelconque "rupture" avec le système économique mondial en place, le capitaliste, et pour cause.

C'est lui seul qui est à l'origine de tous les maux ou toutes les conséquences désastreuses qui accablent tous les peuples ou plutôt les classes exploitées et opprimées.

Par conséquent, la véritable rupture devrait consister à rompre avec ce système économique, avec le capitalisme, et ce serait se faire de cruelles illusions d'imaginer que les dirigeants qui gouvernent dans un quelconque pays à l'heure actuelle pourraient avancer dans cette voie. Tout le reste n'est que démagogie ou baratin pour nous induire en erreur ou nous tromper.

Mais ce constat basé sur les faits uniquement est bien trop simple pour que chacun l'admette ou le partage, à coup sûr il va être rejeté. Pourquoi ? Parce que ceux à qui ils s'adressent sont influencés par l'idéologie de la classe dominante, y compris ou surtout ceux qui croient le contraire, car ils ont réussi à se persuader que ce système économique existerait de toute éternité, et que les hommes seraient destinés à être des esclaves, car c'est à cette conclusion qu'aboutit leur raisonnement erroné ou sa signification en dernière analyse.

Comment est-ce possible ? Parce qu'ils n'ont pas conscience que ce sont les idéologues du capitalisme qui leur ont inculqué ces idées ou qui leur ont raconté que le socialisme était une abomination, et ils les ont crus. Partant de là ou une fois qu'ils se sont détournés du socialisme, effectivement, il n'existerait pas d'alternative au capitalisme. Tout est dans l'ordre des choses ou voilà pourquoi nous en sommes là. Allons plus loin.

Notre ennemi est dans chacun de nos pays et nulle part ailleurs. La crise du capitalisme mondiale ne peut que s'amplifier dans l'avenir, ce qui paradoxalement permettra à un moment donné d'entrevoir une issue politique pour en finir une fois pour toute avec ce système économique basé sur l'exploitation.

Envisager un monde meilleur ou plus juste sans rompre avec le capitalisme, avec ses représentants et ses institutions dans chaque pays, en France avec Macron et les institutions de la Ve République, c'est se leurrer ou se raconter des histoires auxquelles finalement personne ne croit, fort heureusement, sinon il n'y aurait pas lieu de demeurer optimiste.

Santé.

« Les vaccins à ARNm liés à des dommages incroyables » déclare le Pr Angus Dalglish devant des australiens stupéfiés sur SkyNews - France-Soir 26 novembre 2024

Le Professeur Dalglish est oncologue, professeur émérite à l'université de Londres. Invité sur SkyNews Australie pour répondre à des questions sur la pandémie, il a marqué les présentateurs et le public par ses déclarations importantes tant sur le confinement que sur les vaccins à ARNm.

NORTHGroup Danemark, une collaboration de 10 pays du Nord et des États baltes, a publié une lettre de préoccupation et un document détaillé exigeant une enquête et un moratoire sur la technologie mRNA-LNP modifiée.

<https://edition.francesoir.fr/videos-videos-ne-pas-manquer-societe-sante/les-vaccins-arnm-lies-des-dommages-incroyables-declare>

Les cardiologues néo-zélandais reconnaissent la vérité : la protéine Spike produite par les vaccins mRNA COVID est une CARDIOTOXINE. - Mondialisation.ca, 24 novembre 2024

Lors d'une récente réunion de cardiologie à Auckland, en Nouvelle-Zélande, un aveu frappant a été fait : la protéine de pointe générée par les vaccins à ARNm COVID-19 est désormais reconnue comme une cardiotoxine – une substance capable de causer des dommages directs au cœur. Selon le cardiologue qui a fait cet aveu, protéine toxique est à l'origine de l'augmentation alarmante des maladies cardiaques observée chez les patients jeunes et âgés depuis le lancement du vaccin. Alors que les salles d'attente et les services de cardiologie se remplissent – en particulier de jeunes patients souffrant de maladies auparavant rares – de nombreux professionnels de la santé commencent à dénoncer une crise de santé publique croissante que le gouvernement et les autorités sanitaires semblent déterminés à ignorer.

Les cardiologues n'ont jamais vu de telles lésions cardiaques chez les jeunes.

Les preuves des lésions cardiaques liées aux vaccins sont accablantes, selon divers rapports émanant des hôpitaux néo-zélandais. Les chirurgiens cardiaques conseillent discrètement aux patients qui ont subi des interventions telles qu'un pontage coronarien de « *refuser les futurs rappels de vaccins* », car leur risque de complications cardiaques pourrait être exacerbé.

Un cardiologue a noté que l'augmentation du nombre de cas de maladies cardiaques – en particulier chez les jeunes, auparavant en bonne santé – correspond directement à l'introduction des vaccins à ARNm. L'augmentation est décrite comme « *sans précédent* », les salles d'attente des hôpitaux néo-zélandais étant de plus en plus remplies de « *jeunes patients* » souffrant d'affections telles que la myocardite, la péricardite et d'autres problèmes cardiaques qui n'étaient pas courants auparavant dans ce groupe démographique. À mesure que cette réalité est mieux comprise, de nombreux médecins s'inquiètent de plus en plus des conséquences futures sur la santé des personnes vaccinées.

Par ailleurs, des experts en cancérologie tels que James Royle, oncologue basé au Royaume-Uni, ont souligné l'augmentation de l'incidence des « *cancers agressifs de stade 4* » – également connus sous le nom de « *turbo-cancers* » – en particulier chez les jeunes. Ces cancers présentent des « *caractéristiques biologiques nouvelles* » qui ne sont pas observées dans la majorité de la population. M. Royle suggère un « *lien de causalité* » entre les vaccins à ARNm et cette tendance inquiétante, citant des preuves de 13 mécanismes biomoléculaires par lesquels les vaccins pourraient déclencher la croissance du cancer.

https://www.mondialisation.ca/les-cardiologues-neo-zelandais-reconnaissent-la-verite-la-proteine-spike-produite-par-les-vaccins-mrna-covid-est-une-cardiotoxine/5694228?doing_wp_cron=1732879811.9089200496673583984375

Parole d'internaute.

Pfizer et la FDA savaient que la majorité des adultes et des enfants présenteraient une infection active par le SRAS-CoV-2 après avoir été complètement vaccinés et après avoir reçu un rappel.

L'étude phase 4 de Pfizer, approuvée par la FDA, et publiée dans la notice d'emballage de COMIRNATY*

(pt. 14.5 « *Booster Dose With Pfizer-BioNTech COVID-19 Vaccine in Individuals 12 Years of Age and Older ..* » constate que:

- 75 % des enfants (âgés de 12 à 17 ans) ayant reçu un vaccin complet et un rappel ont été testés positifs au SRAS-2
- 72% des adultes âgés de 55 ans et moins ayant reçu un vaccin complet et un vaccin de rappel ont été testés positifs pour le SRAS-CoV-2, et
- 62% des adultes de 55 ans et plus ayant reçu un vaccin complet et un rappel ont été testés positifs au SRAS-CoV-2.
- Un autre fait inquiétant est qu'en juin 2021, la FDA a admis qu'il serait statistiquement et cliniquement impossible de développer un vaccin plus efficace que le système immunitaire d'un enfant pour prévenir l'infection par le SRAS-CoV-2 et le COVID-19, étant donné que les enfants sont rarement infectés.

*<https://www.fda.gov/media/151707/download>

https://karenkingston.substack.com/p/pfizers-fda-approved-labeling-confirms?utm_campaign=post&utm_medium=web&triedRedirect=true

Combat contre la dictature climatique

RFI - Les cyclones, équivalents des ouragans de l'Atlantique et des typhons du Pacifique, constituent une menace habituelle dans l'océan Indien. Les inondations et les glissements de terrain meurtriers causés par la pluie sont fréquents en Asie du Sud, notamment pendant la mousson. RFI

J-C - C'est exact, mais ces faits ne concordent pas avec la propagande officielle, c'est très embarrassant pour ce porte-parole de Davos ou du Green New Deal, alors pour corriger cette anomalie RFI allait se livrer à une manipulation en précisant que "*les experts affirment que le changement climatique en accroît la fréquence et la gravité*".

A noter, ils n'ont pas osé aller jusqu'à affirmer que ce changement climatique serait dû à l'activité humaine. Amorceraient-ils un virage à 180° ? Pas sûr.

Les GAFAM instrumentalisent le climat à des fins purement mercantiles et spéculatives.

« *Un peu dystopique* » : Jeff Bezos et Bill Gates financent un vaccin contre le méthane pour le bétail - mondialisation.ca 24 novembre 2024

Le fondateur d'Amazon, Jeff Bezos, investit 9,4 millions de dollars dans le développement d'un vaccin destiné à réduire le nombre de microbes producteurs de méthane dans l'estomac des vaches, selon Agriland.

Ce financement provient du Bezos Earth Fund, une fondation philanthropique qu'il a créée avec 10 milliards de dollars en 2020. Le fonds a l'intention de distribuer tout son argent d'ici à 2030, en finançant des projets visant à « *lutter contre le changement climatique et à protéger la nature* »

Parmi les investisseurs figurent Breakthrough Energy Ventures, soutenu par Bill Gates, Rabo Ventures, la Grantham Foundation et d'autres. Le financement de série A annoncé par ArkeaBio provient de son deuxième tour de table.

Gates a fondé Breakthrough Energy en 2015 pour financer des start-ups axées sur l'innovation afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Bezos et d'autres milliardaires connus, dont Richard Branson et Jack Ma, sont également des investisseurs

https://www.mondialisation.ca/un-peu-dystopique-jeff-bezos-et-bill-gates-finacent-un-vaccin-contre-le-methane-pour-le-betail/5694263?doing_wp_cron=1732877809.7404301166534423828125

La France aux Français, l'Afrique aux Africains !

Le Tchad annonce rompre ses accords de coopération de défense avec la France - BFMTV 29 novembre 2024

Le Tchad met fin aux accords de coopération de sécurité et de défense avec la France, a annoncé ce jeudi 28 novembre le ministre des Affaires étrangères tchadien, quelques heures après la visite de son homologue français Jean-Noël Barrot.

"Le Gouvernement de la République du Tchad informe l'opinion nationale et internationale de sa décision de mettre fin à l'accord de coopération en matière de défense signé avec la République française", a déclaré Abderaman Koulamallah dans un communiqué publié sur la page Facebook officielle du ministère.

Le président du Sénégal appelle au départ des militaires français de son pays - BFMTV 29 novembre 2024

Les soldats français basés au Sénégal vont-ils plier bagage? C'est en tout cas le souhait du président du Sénégal Bassirou Diomaye Faye. Dans un entretien à nos confrères du *Monde*, ce jeudi 28 novembre, le dirigeant africain s'interroge sur la présence de 350 militaires français dans son pays, estimant que *"cela ne correspond pas à notre conception de la souveraineté et de l'indépendance"*.

"Pourquoi faudrait-il des soldats français au Sénégal? Quel pays peut avoir des militaires étrangers sur son sol et revendiquer son indépendance?", s'interroge Bassirou Diomaye Faye.

Ce dernier a estimé qu'il est *"évident"* que les soldats français quitteront le Sénégal sans fixer de délai *"pour le moment"*.

"Nous avons une coopération avec les États Unis, la Chine ou encore la Turquie sans que ces pays n'aient de base sur notre sol. (...) Est-ce que la France est capable de faire cela? Ce n'est pas

parce que les Français sont là depuis la période de l'esclavage qu'il est impossible de faire autrement", juge le président sénégalais.

Tribune libre de la lutte de classe.

POI.

Au lendemain des élections américaines

Échanges avec des membres de Democratic Socialists of America (DSA)

Le 25 septembre dernier, trois membres de la direction de l'organisation américaine Democratic Socialists of America

(DSA), Ashik Siddique, co-président de DSA, Cara Tobe, membre de sa direction nationale et Jana Silverman, membre de son secteur international, donnaient une conférence dans les locaux du POI, à Paris. Après l'élection de Donald Trump, ils nous livrent leur appréciation sur la situation aux Etats-Unis et ses développements. Un échange exclusif et riche d'enseignements pour les jeunes et les travailleurs qui se battent en France, et au-delà.

<https://partiouvrierindependant-poi.fr/wp-content/uploads/2024/11/Brochure-POI-DSA-24nov12.pdf>

PT.

L'élection de Trump: une défaite de la politique des dirigeants du mouvement ouvrier

Déclaration du Comité d'organisation pour la reconstitution de la IVe Internationale (CORQI)

L'élection de Trump, le 5 novembre 2024 aux États-Unis, est l'expression du fait que pour les fractions dominantes de la bourgeoisie du pays capitaliste le plus puissant du monde les moyens traditionnels de sa domination ne sont plus adaptés, ni au plan international ni au plan national. La bourgeoisie américaine estime qu'elle ne peut résoudre les problèmes auxquels elle est confrontée qu'en ayant recours à des moyens qui la libèrent des formes traditionnelles des relations entre les classes sociales et entre les États.

<https://coi-iwc.org/2024/11/25/lelection-de-trump-une-defaite-de-la-politique-des-dirigeants-du-mouvement-ouvrier/>

PT. Alerte : Macron veut envoyer des troupes françaises en Ukraine ! - communiqués publié le 28 novembre 2024

<https://parti-des-travailleurs.fr/2024/11/28/alerte-macron-veut-envoyer-des-troupes-francaises-en-ukraine/>

J-C – Confirmation ou vérification.

France-Soir 25 novembre 2024

Le ministre des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, interviewé samedi 23 novembre 2024 par la BBC.

Kiev pourrait tirer des missiles français à longue portée sur la Russie "*dans le cadre de la logique de légitime défense*", il n'a pas confirmé si des armes françaises avaient déjà été utilisées. Jean-Noël Barrot a estimé qu'il ne faut pas "*fixer des lignes rouges*", n'écarterant "*aucune option*", pas même l'envoi de troupes françaises sur le front ukrainien.

J-C - Pour autant il n'y a pas de quoi s'affoler, de toutes manières ce n'est jamais bon, entre ses annonces et la réalité, il y a souvent un abîme ! A moins qu'il s'agisse d'autre chose, à lire plus loin à la rubrique Ukraine.

Sur la situation politique et sociale en France.

Quand est-ce qu'on les arrête, qu'on les enferme ?

Plus de 80 000 détenus dans les prisons françaises, un record - LePoint.fr/AFP 30 novembre 2024

Jamais les prisons françaises n'avaient enregistré un si grand nombre de détenus avec le chiffre record de 80.130 personnes incarcérées pour 62.357 places au 1er novembre, selon des chiffres obtenus vendredi auprès du ministère de la Justice.

La densité carcérale atteint 155,1 % en maison d'arrêt, où sont incarcérés les détenus en attente de jugement et donc présumés innocents, et ceux condamnés à de courtes peines.

La démission des nazis Zelenski et Netanyahu non plus !

Budget 2025 : Pour Hollande, la démission de Macron n'est pas « la bonne solution » - 20minutes.fr 28 novembre 2024

Une immunité qui n'est pas sans conséquence.

Rima Hassan : le Conseil d'État donne raison à Sciences Po - Paris Match 29 novembre 2024

Une décision inédite. Le différend entre la direction de Sciences Po Paris et l'eurodéputée Rima Hassan a été tranché ce vendredi par le Conseil d'État. Ce dernier ne suspend pas le refus du directeur de Sciences Po de mettre à disposition une salle pour une conférence sur l'embargo sur les livraisons d'armes à Israël motivé par le risque de trouble à l'ordre public. Paris Match 29 novembre 2024

J-C – Les aristos bobos de Sciences Po Paris seront privés de conférence, sortez vos mouchoirs ! Pitoyable LFI !

En famille. Quand Barnier donne de nouveaux gages à l'extrême droite.

AME : Michel Barnier, menacé de censure, prévoit une réforme de l'Aide médicale d'État pour 2025 - Le HuffPost 29 novembre 2024

Le chef du gouvernement a annoncé dans *Le Figaro* que le « *“panier de soins” pris en charge (allait) être sensiblement diminué* », en se référant à une proposition du rapport de Patrick Stefanini et Claude Evin publié l'an dernier sur le sujet. Ce rapport jugeait aussi le dispositif « *utile* » et « *globalement maîtrisé* ».

« *En outre, nous allons engager dès l'an prochain une réforme de l'AME pour éviter les abus et les détournements* », l'une des exigences constantes de l'extrême droite et d'une partie de la droite en matière d'immigration, a ajouté un Michel Barnier sur la sellette alors que le budget de la Sécurité sociale doit être voté le 2 décembre dans l'Hémicycle.

Le gouvernement multiplie donc les concessions envers l'extrême droite. Outre l'AME, Michel Barnier a aussi annoncé ce jeudi qu'il renonçait à augmenter les taxes sur l'électricité au-delà de leur niveau d'avant le bouclier tarifaire contre l'inflation. Le HuffPost 29 novembre 2024

La France s'implique directement dans le conflit ukrainien - InfoBrics - Mondialisation.ca, 25 novembre 2024

L'Occident poursuit l'escalade de la guerre avec la Fédération de Russie. Après l'autorisation américaine de frappes en profondeur, rapportée par les médias et non démentie par Joe Biden, une vague d'autorisations a commencé à se propager parmi les autres pays fournisseurs de missiles à longue portée. La France, qui est devenue l'un des centres de soutien militaire au régime de Kiev, a clairement indiqué que les forces néonazies étaient autorisées à utiliser ces armes contre des cibles situées en dehors de la zone de conflit officielle, ce qui montre clairement que le point de non-retour de l'interventionnisme occidental a déjà été franchi.

Le ministre français des affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, a déclaré que l'Ukraine avait le feu vert pour utiliser les armes fournies par la France contre le territoire russe incontesté. Dans une récente interview accordée aux médias britanniques, il a déclaré que Paris n'avait pas de « *ligne rouge* » dans son soutien à l'Ukraine et que l'aide était absolue et illimitée. En ce sens, les frappes contre n'importe quelle cible, même sur le territoire que la France elle-même reconnaît comme russe, seraient autorisées parce qu'elles feraient partie de la « *logistique d'autodéfense* » de l'Ukraine.

Les propos de M. Barrot confirment une série de rapports récents des médias sur l'autorisation par la France de telles frappes. Cette affaire s'inscrit dans une vague de « *carte blanche* » à Kiev pour frapper « *profondément* » la Russie. Jusqu'à présent, les États-Unis, le Royaume-Uni et la France ont fourni à l'Ukraine des missiles à longue portée et, apparemment, tous ces pays ont convenu que

leur régime mandataire avait le « *droit* » d'utiliser ces armes contre n'importe quelle cible, y compris des régions situées en dehors de la zone de conflit.

Paris fournit à l'Ukraine des missiles de croisière SCALP-EG, dont la portée (550 km) permet de frapper des cibles à l'intérieur du territoire russe non revendiqué par Kiev. Auparavant, ces armes n'étaient utilisées que pour attaquer les régions contestées par le régime, mais ce n'est plus qu'une question de temps avant que les forces ukrainiennes ne lancent ces missiles sur des régions telles que Koursk, Briansk et Krasnodar – comme cela s'est produit ces derniers jours avec des missiles britanniques et américains.

https://www.mondialisation.ca/la-france-simplique-directement-dans-le-conflit-ukrainien/5694272?doing_wp_cron=1732877963.5694959163665771484375

L'enfer de la guerre impérialiste et coloniale ou la barbarie capitaliste à l'œuvre.

Immunité des sionistes génocidaires accordée par Macron.

J-C – Cet article a été publié hier dans un commentaire que j'avais envoyé à un blog.

Immunité de Netanyahu contre cessez-le-feu au Liban, l'échange de faveurs entre la France et Israël - Le HuffPost 28 novembre 2024

Petit arrangement entre amis. Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu aurait accepté de signer le cessez-le-feu avec le Hezbollah, marquant l'arrêt temporaire des hostilités au Liban, en échange d'une faveur : que Paris n'applique pas le mandat d'arrêt émis par la CPI une semaine plus tôt. Cette révélation a été faite par deux des plus grands quotidiens israéliens ce mercredi 27 novembre, *Haaretz* et *Maariv*.

La position française a provoqué la colère de Benjamin Netanyahu, qui a menacé d'exclure Paris des négociations, rapporte *Maariv*. Problème, le Liban voulait absolument la présence de la France, proche alliée, dans ces discussions. Benjamin Netanyahu aurait alors posé son « *exigence* », explique *Haaretz*, et réclamé à la diplomatie française d'invoquer « *l'immunité* » dont il bénéficierait selon les Statuts de la CPI.

Pour ne pas faire capoter les négociations, Paris aurait donc accepté de lâcher du lest sur l'application du mandat d'arrêt. C'est pourquoi le ministre des Affaires étrangères Jean-Noël Barrot a évoqué ce mercredi de possibles « *questions d'immunité* » pour « certains dirigeants » visés par des mandats d'arrêts de la CPI. Plus tard, le quai d'Orsay a précisé que le Premier ministre israélien bénéficiait de cette « *immunité* » qui « *devra être prise en considération si la CPI devait nous demander leur arrestation et remise* ».

La question du mandat d'arrêt de la CPI et de son application n'était cependant pas le seul point d'achoppement dans ces négociations. D'après le site américain Axios, l'autorisation pour Israël de répondre par la force en cas de violation de l'accord par le Hezbollah était débattue. Sur conseil de la France, le Liban a jugé cette « *liberté d'action* » était inacceptable, mais elle a finalement été adoptée.

Toujours d'après Axios, ce changement de pied aurait lieu après une rencontre au G20 entre Emmanuel Macron et le secrétaire d'État américain Antony Blinken à Rio le 19 novembre. Conscient que cette position pouvait mettre fin aux négociations, le chef de l'État français fait une concession. Interrogée par Axios, une source française a néanmoins démenti.

Mais les États-Unis ont aussi mis la pression sur Israël, raconte *Haaretz* dans un autre article. Le HuffPost 28 novembre 2024

Des experts de l'ONU appellent au plein respect des mandats d'arrêt contre Netanyahu et Gallant - french.prestv.ir 27 Novembre 2024

Dans un communiqué conjoint publié mardi 26 novembre, les experts de l'ONU ont rappelé aux États leur obligation légale et morale de respecter le droit international et de punir les criminels de guerre.

« Le pouvoir d'exécuter ces mandats d'arrêt appartient aux gouvernements. Le respect de ces mandats d'arrêt est essentiel pour mettre fin à l'impunité qui perdure depuis longtemps et qui profite aux auteurs de ces crimes. »

Les quarante-quatre signataires du communiqué, parmi lesquels des rapporteurs de l'ONU et d'autres experts, ont déclaré que les mandats d'arrêt *« peuvent contribuer à sauver des vies »* et doivent être respectés et pleinement appliqués.

Malgré le cessez-le-feu, Israël frappe à nouveau le sud du Liban - Courrier International 28 novembre 2024

Le cessez-le-feu négocié entre le Hezbollah et les autorités israéliennes est entré en vigueur au Liban mercredi 27 novembre à 4 heures du matin. Mais dès le lendemain, plusieurs violations ont été signalées dans le sud du pays. *“L'armée israélienne continue de frapper à la mitrailleuse et l'artillerie, mais aussi avec des missiles lancés par des drones, les villages de la zone frontalière, dans des tirs qui ont fait plusieurs blessés”*, rapporte le journal libanais L'Orient-Le Jour.

Hassan Fadlallah, député du Hezbollah au Parlement libanais, a même accusé les Israéliens d'avoir visé des civils qui avaient dû fuir les combats et rentraient chez eux après l'annonce de la suspension de ceux-ci.

Les forces israéliennes ont quant à elles annoncé avoir mené un raid aérien contre un entrepôt de roquettes du Hezbollah dans le sud du Liban.

Cessez-le-feu au Liban : l'armée se déploie dans le sud du pays - RT 28 nov. 2024

A peine quelques heures après l'entrée en vigueur du cessez-le-feu entre l'armée israélienne et le Hezbollah, l'armée libanaise s'emploie à faire respecter les clauses de l'accord en se déployant dans les régions du sud-Liban.

Selon un communiqué publié dans la soirée du 27 novembre, *«l'armée a commencé à renforcer son déploiement dans le secteur du Sud Litani et à étendre l'autorité de l'État en coordination avec la Force intérimaire des Nations Unies au Liban - FINUL»*, se basant sur *«l'engagement du gouvernement libanais à mettre en œuvre la résolution 1701 émise par le Conseil de sécurité avec toutes ses dispositions et obligations connexes, notamment en ce qui concerne le renforcement du déploiement de l'armée et des forces»*.

Le communiqué ajoute que *«dans ce contexte, les unités militaires concernées se déplacent de plusieurs zones vers le secteur sud du Litani, où elles seront stationnées dans les emplacements désignés»*.

En effet le déploiement de l'armée libanaise est l'une des clauses de l'accord de cessez-le-feu entre la milice chiite et l'armée israélienne. La troupe doit ainsi remplacer les combattants chiites et assurer la souveraineté du Liban dans les zones limitrophes.

De surcroît, le Hezbollah a annoncé par l'intermédiaire de l'un de ses députés, Hassan Fadlallah, que le parti était prêt à coopérer avec l'armée libanaise. Il assure qu'il y a une *«coopération totale à ce sujet»* de la part du Hezbollah avec le gouvernement libanais. A Bint Jbeil, le député a insisté qu'il n'y avait *«aucun problème»* entre les deux entités.

Il a ajouté qu'Israël n'a pas atteint ses objectifs militaires au Liban, car l'État hébreu *«a annoncé vouloir détruire le Hezbollah, mais aujourd'hui le Hezbollah est présent avec force dans toutes les régions libanaises, en particulier au sud du Litani»*.

En complément.

Hamass : Le cessez-le-feu avec le Hezbollah a brisé l'illusion israélienne de remodeler l'Asie de l'Ouest - french.presstv.ir 27 Novembre 2024

Le Hamas a considéré l'acceptation par l'ennemi d'un accord de cessez-le-feu avec le Liban sans que ses conditions déjà fixées soient remplies comme une étape importante pour briser les illusions de Netanyahu quant à la possibilité de changer la carte du Moyen-Orient par la force et de vaincre les combattants de la Résistance ou de les désarmer.

Les commandants militaires israéliens s'étaient engagés à éradiquer le Hezbollah dans le sud du Liban. Ils ont finalement été contraints d'accepter l'accord de cessez-le-feu sans qu'ils atteignent ces objectifs.

J-C – L'article suivant montre que ce sont des effets d'annonce, en réalité la majorité des Libanais et des Israéliens en ont marre de la guerre...

État de la guerre pour la Palestine - Moon of Alabama - reseauinternational.net 29 novembre 2024

Sous la pression de leurs alliés, le Liban et Israël se sont mis d'accord pour cesser le feu.

Les 13 points de l'accord de cessez-le-feu rétablissent la résolution 1701 du Conseil de sécurité de l'ONU. Le statu quo ante a donc été rétabli.

Je considère qu'il s'agit d'une pause dans les combats, et non de la fin de la guerre.

Les deux parties ont besoin d'une pause.

Les forces de défense israéliennes dépendent des réservistes. Elles sont organisées pour mener des guerres courtes et de haute intensité. Mais cela fait maintenant plus de 14 mois qu'elles sont sur le terrain. Nombre de ses réservistes ne se présentent tout simplement pas lorsqu'ils sont rappelés pour une nouvelle série de combats. Les lourdes pertes matérielles et humaines subies sur le front au Liban, où les progrès ont été minimes, voire inexistants, ont encore affaibli la force.

Le mouvement de résistance libanais, le Hezbollah, a lui aussi besoin d'un temps d'arrêt. Les attaques israéliennes contre ses dirigeants ont sérieusement affaibli son organisation. Ses combattants locaux ont réussi à résister aux attaques israéliennes sur la ligne de front et ses forces de missiles ont pu frapper Israël là où ça fait mal. Mais la destruction totale causée par les attaques aériennes israéliennes menaçait son soutien au sein de la population libanaise.

Les deux camps affirment avoir gagné la guerre. Le Hezbollah a réussi à résister à un ennemi israélien très compétent, ce qui est en soi une victoire. Israël a réussi à affaiblir le soutien de la résistance à la population de Gaza.

Mais aucune des deux parties n'a atteint ses objectifs. Israël n'a pas réussi à détruire le Hezbollah. Il n'a pas réussi à conquérir de nouvelles terres. Ses colons continueront à refuser de retourner dans le nord. La population du Sud-Liban retournera dans ses villages, mais il lui faudra plusieurs années pour reconstruire tous les lieux qu'Israël a détruits.

La résolution 1701 du Conseil de sécurité des Nations unies avait permis de maintenir un semblant de paix entre le Liban et Israël depuis 2006. Il est très peu probable que son rétablissement tienne aussi longtemps.

Alors que le conflit au Liban s'apaise, Israël et les États-Unis ont relancé la guerre en Syrie. Il y a eu des signes pendant un certain temps que cela allait se produire. Hier, les combattants de HTS, affiliés à Al-Qaïda, qui ont été reconstitués et financés par la CIA, ont relancé leurs attaques contre les forces gouvernementales syriennes à l'ouest d'Alep. Les attaques des forces aériennes syriennes et russes ont pour l'instant stoppé leur progression. Les forces Rudwan du Hezbollah ne sont pas encore intervenues mais sont déployées pour défendre Alep.

L'Axe de la Résistance avait promis de soutenir Gaza. L'arrêt des tirs au Liban a pour l'instant bloqué un moyen de le faire. Il devra activer de nouveaux vecteurs d'attaques pour empêcher Israël d'achever son génocide à Gaza.

Syrie.

Affrontements entre les forces syriennes et les djihadistes à Alep et Idlib, des dizaines de morts - RT 29 nov. 2024

Des affrontements ont eu lieu dans la province d'Idlib et près d'Alep en Syrie suite à des attaques des djihadistes du mouvement Hayat Tahrir al-Sham. Les combats ont fait des dizaines de morts parmi les terroristes et les forces de Bachar el-Assad. Un général iranien a également été tué.

Selon le média Al-Mayadeen, les djihadistes de Hayat Tahrir al-Sham (HTS), qui contrôle le nord-ouest de la Syrie, ont lancé le 27 novembre une «opération» contre les territoires du gouvernement de Bachar el-Assad dans les provinces d'Alep et d'Idlib.

Ces combats, qui se déroulent parfois à moins de 10 km de la métropole d'Alep tenue par le gouvernement, ont fait depuis mercredi au moins 200 morts, d'après l'OSDH. Il s'agit de 182 combattants, dont 102 djihadistes, 61 membres des forces syriennes et leurs alliés, et 20 civils, a précisé l'ONG basée à Londres.

Etats-Unis.

Etats-Unis : Rapprochement stratégique à Mar-a-Lago entre Trump et Zuckerberg - 20minutes.fr 29 novembre 2024

Le président élu Donald Trump a dîné mercredi avec le PDG de Meta, Mark Zuckerberg, dans son club de Mar-a-Lago en Floride, rapporte la radio publique NPR.

Stephen Miller, nommé chef adjoint de cabinet pour le second mandat de Donald Trump, a affirmé que Mark Zuckerberg, comme d'autres dirigeants économiques, souhaitait soutenir les plans économiques du président élu. « *Mark, évidemment, il a ses propres intérêts, il a sa propre entreprise et son propre agenda* », a déclaré Stephen Miller sur Fox News. « *Mais il a clairement indiqué qu'il souhaitait soutenir le renouveau national des Etats-Unis sous la direction de Donald Trump.* »

Le patron de Meta n'a soutenu aucun candidat pendant la campagne présidentielle de 2024, mais a adopté une attitude plus conciliante envers Donald Trump ces derniers mois.

L'aveu. Qui était aux commandes de toutes ces campagnes mondiales, covid-19, réchauffement climatique anthropique, transgenrisme et wokisme ?

États-Unis: des grandes entreprises cèdent aux pressions «anti-woke» - RFI 28 novembre 2024

La chaîne de supermarchés Walmart, premier employeur privé du pays, a décidé cette semaine de fermer une ONG de lutte contre le racisme qu'elle avait lancée en 2020, peu après le meurtre de George Floyd par un policier américain.

Walmart a aussi annoncé supprimer de son site internet des vêtements destinés aux personnes transgenres.

Ces derniers mois, Ford ou encore Harley-Davidson et Jack Daniel's ont aussi rétro-pédalé concernant leurs politiques en faveur de la diversité, de l'égalité et de l'inclusion.

Autre exemple des pressions des conservateurs contre les entreprises, une dizaine d'États américains gouvernés par des républicains, dont le Texas, ont déposé mardi une plainte contre des gestionnaires d'actifs. Ils accusent Black Rock ou encore Vanguard d'avoir agi pour faire baisser la production de charbon au nom de l'environnement, mais au détriment, selon eux, du portefeuille des Américains.

En mars, l'université de Floride a mis fin à ses programmes promouvant la diversité, emboîtant le pas à plusieurs campus dans une dizaine d'Etats, dans le cadre de l'offensive du gouverneur Ron DeSantis contre "l'idéologie woke". RFI 28 novembre 2024

Russie.

Les exportations de Moscou vers l'Afrique du Nord en forte hausse : +31 % en 2024 29 nov. 2024

Les exportations industrielles de Moscou vers les pays d'Afrique du Nord ont bondi de 31 % au cours des huit premiers mois de 2024, selon Maxime Liksoutov, adjoint au maire de Moscou chargé des transports et de l'industrie. Cette augmentation reflète la capacité des fabricants moscovites à s'adapter aux évolutions du marché mondial et à élargir leurs partenariats économiques dans des régions stratégiques.

«Conformément aux instructions de Sergueï Sobianine [mairie de Moscou], nous favorisons activement le développement des relations commerciales et économiques avec les pays amis. Grâce à ce soutien, nos industriels ont doublé leurs exportations de produits pharmaceutiques et d'équipements médicaux vers l'Afrique du Nord», a déclaré Liksoutov dans un article publié sur le site du gouvernement moscovite ce 28 novembre.

Parmi les produits les plus prisés figurent les réactifs de diagnostic et de laboratoire, les appareils dentaires, ainsi que les équipements respiratoires et thérapeutiques.

L'Égypte, principal partenaire de Moscou dans la région, illustre parfaitement cette tendance. Entre janvier et août 2024, les exportations moscovites de produits non énergétiques vers ce pays ont progressé de 43 %, avec une augmentation notable de 80 % des livraisons de médicaments et réactifs de diagnostic. *«Les exportations de biens industriels vers l'Égypte ont connu une croissance impressionnante de 33 %, consolidant ainsi nos relations avec ce marché stratégique»,* a souligné Anatoly Garbouzov, ministre du gouvernement de Moscou et chef du Département des investissements et de la politique industrielle.

Les exportations non énergétiques de la capitale russe vers l'Afrique du Nord ont augmenté de 9% sur la même période, avec une part prépondérante (77%) attribuée aux produits industriels. Les matériaux de construction, les compositions chimiques, les appareillages électriques et les équipements industriels figurent parmi les principales catégories exportées.

Ukraine.

Zelensky limoge le commandant des forces terrestres de l'armée ukrainienne - RT 29 nov. 2024,

Volodymyr Zelensky, homme politique ukrainien dont le mandat a pris fin en mai 2024, a démis Oleksandr Pavlyuk, commandant des forces terrestres des Forces armées ukrainiennes, de ses fonctions, et l'a remplacé par Mykhaylo Drapaty.

Cependant, il y a aussi d'autres changements dans les hauts rangs ukrainiens. Oleg Apostol a été nommé nouvel adjoint auprès d'Oleksandr Syrsky, commandant en chef des forces armées ukrainiennes.

Des fuites révèlent qu'une cellule militaire britannique secrète complot pour «que l'Ukraine continue à se battre» - Réseau International 28 novembre 2024

Des fichiers ayant été fuités montrent que des personnalités militaires britanniques de premier plan ont conspiré pour perpétrer l'attentat à la bombe contre le pont de Kertch, entraîner secrètement des forces de maintien de l'ordre de style «*Gladio*» en Ukraine et préparer le public britannique à une baisse du niveau de vie causée par la guerre par procuration menée contre la Russie.

Des courriels et des documents internes examinés par *The Grayzone* révèlent les détails d'une cabale de vétérans de l'armée et du renseignement britanniques qui complotaient pour intensifier et prolonger la guerre par procuration en Ukraine «à tout prix».

<https://lesakerfrancophone.fr/des-fuites-revelent-quune-cellule-militaire-britannique-secrete-complote-pour-que-lukraine-continue-a-se-battre>

Source The Grayzone

<https://thegrayzone.com/2024/11/16/uk-plot-keep-ukraine-fighting/>

L'Occident prévoit de déployer 100 000 «soldats de la paix» en Ukraine, selon le renseignement russe - RT 29 nov. 2024

Le renseignement extérieur russe révèle que l'Occident compte occuper l'Ukraine via un «contingent de maintien de la paix» de 100 000 hommes pour geler le conflit, restaurer la capacité militaire ukrainienne et préparer une revanche. Ce plan occidental impliquerait aussi une partition de l'Ukraine et la reconstruction de son industrie militaire.

L'Occident déploiera en Ukraine un «contingent de maintien de la paix» d'environ 100 000 personnes pour restaurer la capacité de combat du pays, occupant ainsi de facto l'Ukraine pour atteindre ses objectifs, indique le bureau de presse du Service de renseignement extérieur russe dans son communiqué (SVR).

Le Service de renseignement extérieur russe rapporte que face aux récents succès de la Russie sur le champ de bataille, l'OTAN s'oriente de plus en plus vers une solution de «gel» du conflit ukrainien. L'Occident considère ce scénario comme un moyen de restaurer la capacité de combat des forces armées ukrainiennes et de préparer Kiev à une tentative de revanche, selon le SVR. Les forces de l'OTAN auraient déjà mis en place en Ukraine des centres de formation par lesquels il est prévu de faire passer au moins un million d'Ukrainiens mobilisés.

Selon les informations du SVR, l'armée allemande s'est inspirée de l'expérience des envahisseurs nazis qui avaient établi un régime d'occupation en Ukraine pendant la Seconde Guerre mondiale. La Bundeswehr, l'armée nationale allemande, a également estimé que l'exercice de fonctions policières

serait impossible sans des unités spéciales composées de nationalistes ukrainiens, toujours d'après le SVR. Elles porteront un nouveau nom, mais il s'agirait en substance de groupes punitifs de style bandériste (nazisme ukrainien).

En outre, selon le SVR, les territoires censés être répartis entre les occupants sont prévus comme suit : le littoral de la mer Noire serait attribué à la Roumanie, les régions occidentales de l'Ukraine à la Pologne, le centre et l'est du pays à l'Allemagne, et les régions du nord, y compris celle de la capitale, au Royaume-Uni.

Un autre axe important des activités de l'OTAN pendant la «trêve» serait la restauration du complexe militaro-industriel ukrainien. Des travaux actifs sont en cours avec des entreprises de défense occidentales, notamment la société allemande Rheinmetall. Il leur est demandé non seulement d'investir, mais aussi d'envoyer en Ukraine leurs meilleurs spécialistes et équipements de pointe. Au siège de l'OTAN, on admet que sans un approvisionnement suffisant de l'armée ukrainienne en armes et munitions, la poursuite des combats de haute intensité sur une longue durée est irréaliste.

À la fin de son communiqué, le SVR pose une question rhétorique qui souligne clairement la position de la Russie : *«La Russie a-t-elle besoin de cette option pour un règlement pacifique ? La réponse est évidente»*.

The Wall Street Journal, quotidien américain, avait précédemment rapporté que les conseillers du président élu des États-Unis, Donald Trump, avaient proposé un plan de cessation des combats en Ukraine, prévoyant la création d'une zone démilitarisée. Il n'a pas été précisé qui contrôlerait cette zone, mais une source du journal américain a supposé qu'elle pourrait être confiée à des militaires européens.

Dmitri Peskov, porte-parole du président russe, a déjà déclaré à plusieurs reprises que le gel du conflit en Ukraine était inacceptable pour la Russie, qui a besoin d'atteindre les objectifs de son opération militaire spéciale.

“Mardi noir” – L’armée ukrainienne a massacré les civils de Selidovo, en RPD - ir-press.ru 26 novembre, 2024

Des civils évacués de Selidovo, en RPD (République Populaire de Donetsk), ont rapporté comment l'armée ukrainienne a commis un massacre lors du « *mardi noir* », alors qu'ils se retiraient de la ville face à l'avancée de l'armée russe, fin octobre 2024.

Je m'installe face à Alexandre dans une petite salle, pour qu'il puisse me raconter calmement ce qu'il a vu et vécu avant la libération de la ville par l'armée russe fin octobre 2024. Lorsqu'il commence à me raconter les événements du « *mardi noir* » comme l'ont surnommé les habitants de Selidovo qui ont survécu au massacre organisé par l'armée ukrainienne, je comprends que dans cette ville, les soldats ukrainiens se sont surpassés dans l'horreur.

« Le 24 octobre 2024, ma famille a été abattue par l'armée ukrainienne juste à côté de notre maison. À 7 heures du matin, je suis sorti dans le jardin et j'ai entendu des cris : « Tout le monde, sortez de la maison ! » criait un soldat, il y en avait un autre à côté de lui, un peu plus loin, ils ont emmené ma femme, mon petit-fils, ma belle-fille et sa mère hors de la maison et leur ont ordonné de se mettre face au mur. Ma belle-fille criait « Qu'est-ce que vous faites ? » Le soldat ukrainien a

simplement commencé à tirer. Il a d'abord tué ma femme, puis les autres. J'ai couru dans le jardin et je me suis caché. Quelques jours plus tard, je suis rentré à la maison. À l'endroit où ils ont été abattus, j'ai trouvé des restes : des corps brûlés, des fragments d'os et des effets personnels. J'ai rassemblé tout ce que je pouvais dans cinq sacs et je les ai enterrés à l'entrée. C'est tout ce qui reste de ma famille », rapporte Vladimir.

L'homme ne doit sa survie qu'au fait qu'il était sorti de la maison pour aller aux toilettes et qu'il a fui en entendant les coups de feu. Sans cela il aurait fini comme le reste de ses proches.

<https://www.ir-press.ru/fr/2024/11/26/mardi-noir-larmee-ukrainienne-a-massacre-les-civils-de-selidovo-en-rpd/>

Géorgie.

Tentative de coup d'Etat de l'OTAN en Géorgie, suite.

En Géorgie, la police tire des gaz lacrymogènes contre des manifestants pro-européens - franceinfo/AFP 29 novembre 2024

Des milliers de personnes rassemblées à Tbilissi et dans d'autres villes de Géorgie. La police géorgienne a eu recours aux gaz lacrymogènes et aux canons à eau pour tenter de disperser des manifestants qui ont protesté dans la nuit du jeudi 28 au vendredi 29 novembre contre la décision du gouvernement de retarder à 2028 les négociations pour intégrer l'Union européenne.

Un mois après les législatives remportées par le parti au pouvoir Rêve géorgien et dénoncées par l'opposition comme entachées d'irrégularités, les manifestants ont agité des drapeaux de l'Union européenne et de la Géorgie dans la capitale Tbilissi. Ils ont bloqué la circulation devant le Parlement et le siège du parti Rêve géorgien, qu'ils accusent de dérive autoritaire prorusse.

Peu après minuit, la police antiémeute a tiré des gaz lacrymogènes contre les manifestants, selon des journalistes de l'AFP sur place. Des agents masqués ont par la suite tiré des balles en caoutchouc dans leur direction et ont battu des protestataires et des journalistes présents. En face, les manifestants ont érigé des barricades qu'ils ont enflammées. Les médias locaux ont fait état de plusieurs arrestations.

La présidente Salomé Zourabichvili, en rupture avec le gouvernement, a dénoncé sur X (Nouvelle fenêtre) une "répression" qui s'est poursuivie selon elle jusqu'à 6h30 du matin (heure locale). "Des journalistes et dirigeants politiques sont ciblés. J'attends une réaction ferme des capitales européennes", a-t-elle écrit sur le réseau social.

Géorgie : Violents affrontements entre manifestants pro-UE et forces de l'ordre à Tbilissi - RT 29 nov. 2024

Des milliers de manifestants se sont rassemblés dans la nuit du jeudi au vendredi 29 novembre devant le Parlement géorgien à Tbilissi, protestant contre la décision du gouvernement de suspendre les négociations d'adhésion à l'Union européenne jusqu'en 2028. Soutenus par des partis

d'opposition et la présidente Salomé Zourabichvili, les manifestants ont affronté les forces de l'ordre. Les heurts ont fait plusieurs blessés.

Le ministère de l'Intérieur a rapporté que 32 policiers avaient été blessés, dont plusieurs gravement, tandis que 43 manifestants ont été arrêtés pour divers actes de violence, notamment des jets de projectiles et l'utilisation de feux d'artifice contre les forces de l'ordre. Les autorités ont utilisé des canons à eau et du gaz lacrymogène pour disperser la foule, qui avait bloqué les principales artères de la capitale. Selon les médias locaux, des provocateurs avaient tenté d'incendier des barricades. Ces actes, affirment les autorités, visent à semer le chaos et à discréditer le gouvernement tout en exerçant une pression.

Le Premier ministre Irakli Kobakhidze a justifié ce jeudi 28 novembre la suspension des négociations en dénonçant le «chantage» de Bruxelles. «*La Géorgie ne cédera pas à des manipulations extérieures visant à compromettre sa souveraineté et sa stabilité*», a-t-il déclaré dans une allocution. Il a également affirmé que son gouvernement restait engagé dans une intégration européenne à long terme, mais qu'il n'accepterait pas les «*pressions idéologiques*» de l'UE, notamment sur des questions sociétales comme les droits LGBTQ et la législation sur les ONG financées par les agents étrangers.

Face aux critiques occidentales, le Premier ministre Kobakhidze a réaffirmé que la Géorgie était souveraine dans ses décisions. Il a également annoncé que le pays refuserait toute aide budgétaire de l'UE jusqu'en 2028, déclarant que cette dépendance financière avait été utilisée comme levier politique contre Tbilissi.

Le président russe Vladimir Poutine avait déjà salué la position de la Géorgie, la qualifiant de «*démarche courageuse pour protéger son indépendance face à l'influence étrangère*». Une prise de position largement approuvée par les membres du parti au pouvoir, «*Rêve géorgien*», qui estiment que la Géorgie doit préserver sa neutralité stratégique tout en développant des relations équilibrées avec ses voisins, y compris la Russie.

Pakistan.

Pakistan : Des milliers de partisans du PTI campent à Islamabad pour réclamer la libération d'Imran Khan - Réseau International 27 novembre 2024

Des milliers de partisans du principal parti d'opposition pakistanais, Le Pakistan Tehreek-e-Insaf (PTI), campent ce mardi dans la capitale Islamabad pour réclamer la libération de leur leader et ex-Premier ministre Imran Khan actuellement emprisonné et poursuivi dans une centaine d'affaires.

De violents affrontements ont opposé les forces de sécurité pakistanaises à des milliers de partisans d'Imran Khan, entrés, tôt ce matin, dans Islamabad pour demander sa libération.

Ces heurts qui se poursuivent depuis trois jours ont fait plusieurs morts.

Le PTI a annoncé que ses partisans ne vont pas progresser au-delà de «*D-Chowk*», la célèbre place de la capitale et cœur politique du cinquième pays le plus peuplé au monde, «*jusqu'à nouvel ordre*» d'Imran Khan.

«Notre leader nous a toujours appris à rester pacifiques. Nous n'irons pas au-delà de la place «D-Chowk» jusqu'à nouvel ordre d'Imran Khan», a déclaré le chef du gouvernement du Khyber Pakhtunkhwa, Ali Amin Gandapur, à l'adresse des manifestants à Islamabad.

<https://reseauinternational.net/pakistan-des-milliers-de-partisans-du-pti-campent-a-islamabad-pour-reclamer-la-liberation-dimran-khan/>

Pakistan : Signes d'une révolution en cours - Réseau International 28 novembre 2024

Les événements passionnants qui se sont déroulés au cours des dernières 48 heures au Pakistan, et plus particulièrement dans la capitale Islamabad, attendent toujours une couverture sérieuse de la part du monde. Le régime de la loi martiale – qui n'en a que le nom – n'a pas réussi à empêcher les manifestants de tout le pays de marcher vers Islamabad et d'y entrer. Bien qu'il ait fallu importer des milliers de conteneurs maritimes pour boucler la ville et empêcher les gens d'entrer dans la capitale, l'establishment militaire n'a pas réussi à empêcher leur entrée.

<https://reseauinternational.net/pakistan-signes-dune-revolution-en-cours/>

Afrique.

La colonisation et le pillage de l'Afrique à grande échelle continue au profit des pays occidentaux et leurs populations.

L'Afrique à sec : le pillage de l'eau par l'agroindustrie par Grain - Mondialisation.ca, 26 novembre 2024

Depuis le début des années 2010, des grandes entreprises ont acquis plus de 7 millions d'hectares de terres pour des exploitations agricoles industrielles à grande échelle en Afrique subsaharienne. La plupart de ces projets sont axés sur des produits agricoles fortement consommateurs d'eau dans des régions déjà soumises au stress hydrique. Si les médias braquent souvent leurs projecteurs sur les sécheresses provoquées par le changement climatique, on parle peu de la pénurie d'eau infligée aux populations dans toute l'Afrique par ces projets d'agriculture industrielle. Poussés par l'objectif d'accroître la production de cultures gourmandes en eau destinées à l'exportation, les gouvernements vendent au plus offrant les ressources en eau de l'Afrique. La nouvelle ruée vers les terres agricoles du continent, qui vise à planter des arbres en vue d'obtenir des crédits carbone, ne fait qu'aggraver la situation.

Les banques de développement, comme la Banque africaine de développement (BAD) et la Banque mondiale, travaillent avec les gouvernements africains pour financer un déploiement massif de nouveaux projets d'irrigation à travers le continent afin de faciliter un plus grand nombre de ces investissements dans l'agrobusiness.

En 2021, d'après l'ONU, près de 160 millions de personnes en Afrique subsaharienne (14 % de la population) étaient touchées par les pénuries d'eau et le stress hydrique. Avec les effets du changement climatique qui commencent à se faire sentir, les chiffres devraient être encore plus élevés en 2025 et au-delà.

https://www.mondialisation.ca/lafrique-a-sec-le-pillage-de-leau-par-lagroindustrie/5694324?doing_wp_cron=1732874754.2250869274139404296875

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 2 novembre 2024

Extrait de la causerie du jour mis en ligne.

Inondations en Espagne. Les petites rivières font de grands fleuves... Tout s'explique.

Parole d'internaute.

1- Il ne faut pas oublier que le fleuve Turia a été détourné de son ancien lit en 1957 pour permettre la construction, la nature ne l'entend pas de cette oreille... mais comme il a été montré à la télévision, la région autour de Valence était totalement boisée en 1956... Aujourd'hui, il n'y a pratiquement plus un arbre ou si peu, que les terrains naturels n'absorbent plus rien à cause de la généralisation de la bétonisation...

2- Un exemple avec Valencia, qui après de grosses inondations qui ont traumatisé la population autour de 1960, le fleuve Turia, mais cela n'a pas empêché le débordement du canal de dérivation et on ne parlait pas de dérèglement climatique à l'époque. L'ancien lit a été transformé en zone piétonnière qui traverse la ville mais on sait pertinemment qu'un fleuve n'attend que de bonnes conditions pour retrouver son lit d'origine et là gare aux habitants de Valencia.

3- Réchauffement climatique ! Pourquoi ? Autour de Valence 9.000 hectares artificialisées ! Pour la valorisation de l'agro-alimentation industrielle... Combien de km carré en Espagne, en France, en Italie, et bientôt toute l'Afrique et l'Arabie... Pour nourrir le monde de produits frelatés par les hélicides pesticides, insecticides et autres intrants chimiques pour assurer les récoltes... De l'eau puisée dans les nappes phréatiques... Alors les éléments naturels se précipitent partout, n'importe où... Il est temps que les dirigeants politiques retrouvent l'essence de leurs propositions et les appliquent en se désolidarisant du capitalisme déshumanisant ... mais n'en sont-ils pas les premiers bénéficiaires...

J-C- Ils en sont les représentants, chassez-les ! Organisez-vous avec ceux qui combattent pour la rupture avec le capitalisme et toutes ses institutions nationales et internationales financières et politiques.

Le 10 novembre 2024

J'ai actualisé le fichier de la causerie d'octobre en incluant les causeries de la page d'accueil du blog.

• [Au format pdf, 236 pages.](#)

Les sionistes nazis viennent avec le Mossad jusqu'à parader ou monter des provocations en Europe avec la complicité de tous les gouvernements occidentaux, histoire d'alimenter l'antisémitisme dont ils sont à l'origine, car ces barbares n'ont rien trouvé de mieux pour justifier leur génocide du peuple palestinien que condamnent unanimement tous les peuples.

• [A télécharger : Récapitulatif des incidents montés en épingle entre supporters israéliens et habitants d'Amsterdam](#)

Soutien à Marie Mesmeur contre Fabien Roussel et Bruno Retailleau suppôts de nazis.

Violences à Amsterdam : Bruno Retailleau signale à la justice un tweet d'une députée LFI pour "apologie du crime" - francetvinfo.fr 9 novembre 2024

Dans un message posté sur le réseau social X, Marie Mesmeur affirme que les supporters du club de football israélien n'ont "*pas été lynchés parce qu'ils étaient juifs*" mais "*parce qu'ils étaient racistes et qu'il soutenaient un génocide*".

Dans un message posté sur X, Marie Mesmeur affirme que les supporters du club de football israélien n'ont "*pas été lynchés parce qu'ils étaient juifs*" mais "*parce qu'ils étaient racistes et qu'ils soutenaient un génocide*". La députée LFI de la 1ère circonscription d'Ille-et-Vilaine répond ainsi à un tweet de Fabien Roussel, secrétaire national du Parti communiste, qui déplore que "*des supporters ont été chassés, menacés et lynchés, dans la rue d'une ville européenne, car ils sont juifs*". francetvinfo.fr 9 novembre 2024

Le 21 novembre 2024

Lisez la causerie du jour, sinon répondez à la question suivante :

Souhaitez-vous que ce blog continue d'exister ?

Si oui, envoyez un mail avant demain midi, si non, abstenez-vous.

Le paiement en ligne du renouvellement de l'abonnement du blog au serveur OVH ayant échoué le 16, je dois recommencer demain midi avec la carte bancaire de mon beau-fils, mais comme je n'ai reçu aucun Bulletin de soutien au blog, je me demande si je ne ferais pas mieux de ne pas insister et laisser tomber, comment ne pas être tenté de saisir cette occasion.

A vous d'en décider.

Le 30 novembre 2024

On essuie une tempête tropicale, un cyclone avec pluie diluvienne depuis 24 heures, il pleut déjà depuis plusieurs jours non-stop. Un peu de dégât comme d'habitude, une grande bâche arrachée par le vent, rien de sérieux. Pas d'électricité depuis ce matin, il est 19h07, je vais fermer l'ordinateur.

J'ignore si je serais aussi productif en décembre, j'ai besoin de me reposer les yeux, et je dois marcher davantage. Qu'est-ce qu'on dort bien sans clime ni ventilateur les fenêtres ouvertes, un vrai bonheur, c'est le meilleur moment de l'année pour moi en Inde, et puis, je me croirais en Bretagne. Il m'arrive d'y aller me balader avec Google Map, vous ne pouvez pas savoir le bonheur que cela me procure. C'est là que je comptais finir mes jours, c'est raté, mais je me suis fait une raison. Quand on est vieux, on a connu tellement de désillusions ou de déconvenues dans la vie, qu'on finit par se foutre de ce qui pourrait encore nous contrarier ou nous causer de la peine. Vaut mieux penser à autres choses, n'est-ce pas ?

Je me suis mis aux pousses de haricots mungos, dit pousses de soja improprement. Ce n'est pas cher et le rendement est excellent, facile à préparer en salade ou soupe, riche en acides aminés notamment, à conseiller aux pauvres ! C'est l'hiver chez vous aussi, ici c'est supportable, les fenêtres sont grandes ouvertes et je suis torse nu, pensez à la vitamine D et au zinc, si vous vous sentez fatigué, stressé, le chlorure de sodium, un cocktail de vitamines ne peut pas faire de mal non plus, c'est mieux que tomber malade et d'avoir affaire à un toubib, la roulette russe avec votre santé !

Une bonne alimentation est préférable évidemment, mais parfois on n'a pas l'envie ou le courage de cuisiner, surtout quand on est seul, une pensée amicale pour les solitaires, nos petits vieux et nos petites vieilles. Bon dimanche.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 4 décembre 2024

Suite à un cyclone on est resté 4 jours sans électricité, une soirée et une nuit dans le noir parce que les batteries étaient vides. J'ai rechargé une vingtaine de smartphones de villageois, avec des temps de recharge à rallonge parce que leurs batteries étaient en mauvaise état, entre 3 et 6 heures, à 5W/h... On a filé de l'eau aux voisins jusqu'à ce qu'une citerne arrive. Plusieurs personnes et des enfants s'étaient réfugiés chez nous y compris la nuit. On a distribué repas chauds et gâteaux secs. Au moins j'ai eu l'occasion de rendre service et on me le rend bien, un peu d'humanité fait toujours du bien dans ce monde de barbares, n'est-ce pas ?

Tenez, je vous remercie pour tous vos messages de solidarité, aucun ! C'est révélateur d'un certain état d'esprit que je préfère ne pas qualifier. Remarquez qu'ici en Inde cela ne vaut guère mieux. Personne de la famille de ma compagne qui habite à 5 minutes de chez nous n'est passé prendre de nos nouvelles, ils n'ont même pas pensé nous téléphoner, merveilleux !

-
- En Corée du Sud, le coup d'Etat militaire a avorté...
 - France. Taxis, enseignants, agriculteurs, hospitaliers, cheminots, fonctionnaires... On ne s'attardera pas sur la série de journées d'action dispersées, qui vont servir à quoi ? A rien.
 - Au lieu de la formule « *révolution de couleur* », coup d'Etat ça sonne mieux, plus politique.
 - Les BRICS, c'est le vieux capitalisme occidental, et pas vraiment en mieux. Ils louent ou achètent quasiment des pays en Afrique, les esclaves sont fournis en prime. Les BRICS sont chargés de réaliser la dernière tranche de la mondialisation de l'économie capitaliste.

Pourquoi, j'avais cru qu'elle n'était achevée ? Ah ben non grand bêta ! Cela fait un siècle que les propagandistes d'extrême gauche le prétendaient, il ne fallait pas les croire, c'est tout.

Par rapport au mode de production féodal qui s'était développé sur tous les continents sans avoir eu besoin d'être importé d'Europe, il existera même ailleurs des centaines d'années ou des millénaires avant d'apparaître en Europe sous la forme de régimes monarchiques très évolués, à ces époques très reculées il n'existait pas d'infrastructures et de moyens de transports suffisamment sophistiqués pour exporter ce modèle de société dans des contrées lointaines et isolées, ce qui ne sera plus le cas avec le capitalisme pouvant coloniser rapidement toutes les régions du globe, et exporter ou imposer ce mode de production d'autant plus facilement qu'il est plus évolué et productif, aucune économie locale n'y résistera longtemps.

Le mode de production capitaliste était donc destiné à conquérir la Terre entière, encore fallait-il lui laisser le temps, et pour peu qu'on s'y prenne mal, ce serait inévitable, et c'est ce qui s'est produit justement, malgré ses contradictions qui l'ont amené à développer des forces destructives de masse, nous ne sommes pas parvenus à l'empêcher d'essaimer la planète ou à le remplacer par une mode de production supérieur qui permettrait de satisfaire les besoins de la totalité de la population.

Parce que nous avons été impuissants à arrêter son bras destructeur, nous en sommes arrivés à nier qu'il disposait encore d'importantes ressources pour se maintenir en vie avant de s'asphyxier, nous avons été abusés par des dirigeants sans scrupule, des crapules en vérité, ceux qui prétendaient incarner l'héritage du marxisme et qui l'avaient abandonné ou trahi.

Dès lors pour affronter cette nouvelle période du capitalisme, la dernière et décisive, nous nous retrouvons en grande partie réduits à l'impuissance de leur faute, privés d'idéologie, de théorie, de programme, de parti, d'Internationale, sans direction, à la merci des premiers charlatans, démagogues, imposteurs venus, qui plus est pour affronter une armée de propagandistes dotés des instruments les plus sophistiqués qui soient, dont l'Intelligence artificielle, pour formater les consciences, livrer leur guerre idéologique et psychologique en exploitant toutes les faiblesses de la nature humaine, afin d'empêcher que l'on parvienne à renouer avec le fil du marxisme pour élever le niveau de conscience politique des masses, les organiser et mener notre lutte de classe à son terme, jusqu'à la victoire du socialisme ou l'éradication du capitalisme de la surface de la Terre.

Nous savions que, tant qu'un mode de production disposerait encore d'un potentiel pour assurer sa survie, passer au mode de production supérieur s'avèrerait quasi impossible. C'était exact pour les modes de production antérieure au capitalisme compte tenu du faible développement de leurs forces productives, du niveau atteint par leurs sciences et leurs technologies de ce fait, ce qui n'était plus le cas avec le capitalisme, c'est sans doute la raison pour laquelle il existait une opportunité historique de le remplacer avant qu'il se soit développé à l'échelle mondiale.

Vers la fin des années 70, quand bien même l'orientation politique de nos dirigeants était opportuniste, des dizaines de milliers de travailleurs et jeunes manifesteront leur engouement pour la révolution socialiste et s'organiseront, quand bien même et sans qu'ils sachent que leurs dirigeants n'y croyaient pas ou ils y étaient opposés, ce qu'on apprendra bien plus tard lors des scissions des organisations trotskystes de la bouche même de leurs ex-dirigeants. Cela signifiait qu'il était possible de construire des partis révolutionnaires et une Internationale, même lorsque les conditions objectives n'étaient pas réunies, parce que de tout temps les exploités aspirent à la justice et à la liberté et s'opposent aux régimes en place, cherchent une issue politique pour les vaincre.

Ce qui a fait défaut durant la période allant de la mort de Trotsky en 1940 à nos jours, ce sont des dirigeants qui maîtrisent suffisamment le marxisme et qui soient incorruptibles.

Macron dit qu'il ne peut "*pas croire au vote d'une censure*" du gouvernement Barnier - AFP 3 décembre 2024

"*C'est de la politique fiction*" : Emmanuel Macron répond à ceux qui appellent à sa démission 6Medias 3 décembre 2024

Barnier compte sur un "*réflexe de responsabilité*" des députés pour ne pas le censurer - AFP 3 décembre 2024

Censure: Gérard Larcher appelle au "*sursaut*" des députés pour "*dépasser les rancœurs*" - AFP 3 décembre 2024

Totalitarisme. Ils ne pensent qu'à restreindre les libertés de la population, c'est une obsession chez ses despotes.

Terrasses, arrêts de bus: les Etats européens pour l'extension des espaces sans tabac - AFP 3 décembre

Terrasses de cafés, arrêts de bus, abords des écoles... Les Etats européens se sont prononcés mardi en faveur de l'extension des zones sans tabac et pour y prohiber les cigarettes électroniques.

C'est la Commission européenne qui a mis sur la table cette proposition pour aller plus loin dans les interdictions, alors que 24% des Européens sont fumeurs.

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a récemment souligné les effets négatifs de l'exposition aux émissions secondaires de ces produits émergents, notamment d'importants problèmes respiratoires et cardiovasculaires, souligne la Commission européenne.

La ministre française Geneviève Darrieussecq a pleinement soutenu la recommandation de l'UE, réclamant une évolution de la législation européenne encadrant la vente de tabac pour "*l'élargir à tous les produits émergents qui génèrent des addictions et un mauvais état de santé de la jeunesse*".
AFP 3 décembre

J-C – Vous imaginez, le fait d'être exposé à la fumée de cigarettes à l'air libre pendant quelques minutes, en attendant le bus par exemple, pourrait provoquer « *d'importants problèmes respiratoires et cardiovasculaires* », c'est là qu'on comprend qu'ils ont autre chose derrière la tête et que c'est un faux prétendre, parce qu'ils ne pensent qu'à vous nuire. Comment cela ?

En vous inculquant l'obéissance à des principes totalement absurdes ou ascientifiques, de la sorte vous vous habituez à adopter un comportement sans réfléchir. Il vous est dicté et vous vous y conformez. Vous perdez toute liberté, toute indépendance. A l'arrivée, vous êtes mûr pour vivre dans une société totalitaire, pour un peu vous la trouverez confortable, sécurisante, vous l'adopterez, vous en redemanderez.

Bien avant cela, quand on observait le comportement de nos contemporains, on pouvait s'apercevoir qu'ils étaient déjà en partie formatés pour vivre dans une telle société, sinon nous n'en serions jamais arrivés à cette extrémité-là, eh oui, c'est logique !

La tyrannie ne date pas d'hier. Mode d'emploi.

Lu - Aristote, «*Politique*», Livre 8

Quant aux tyrannies, elles se maintiennent de deux manières absolument opposées. La première est bien connue, et elle est mise en usage par presque tous les tyrans... Réprimer toute supériorité qui s'élève ; se défaire des gens de cœur ; défendre les repas communs et les associations ; interdire l'instruction et tout ce qui tient aux lumières, c'est-à-dire, prévenir tout ce qui donne ordinairement courage et confiance en soi ; empêcher les loisirs et toutes les réunions où l'on pourrait trouver des amusements communs ; tout faire pour que les sujets restent inconnus les uns aux autres, parce que les relations amènent une mutuelle confiance ;

... de plus, bien connaître les moindres déplacements des citoyens, et les forcer en quelque façon à ne jamais franchir les portes de la cité, pour toujours être au courant de ce qu'ils font, et les accoutumer par ce continuel esclavage à la bassesse et à la timidité d'âme : tels sont les moyens mis en usage chez les Perses et chez les barbares, moyens tyranniques qui tendent tous au même but. En voici d'autres : savoir tout ce qui se dit, tout ce qui se fait parmi les sujets ; avoir des espions pareils à ces femmes appelées à Syracuse les délatrices ; envoyer, comme Hiéron, des gens pour tout écouter dans les sociétés, dans les réunions, parce qu'on est moins franc quand on redoute l'espionnage, et que si l'on parle, tout se sait ;

... semer la discorde et la calomnie parmi les citoyens ; mettre aux prises les amis entre eux ; irriter le peuple contre les hautes classes, qu'on désunit entre elles. Un autre principe de la tyrannie est d'appauvrir les sujets, pour que, d'une part, sa garde ne lui coûte rien à entretenir, et que, de l'autre, occupés à gagner leur vie de chaque jour, les sujets ne trouvent pas le temps de conspirer. C'est dans cette vue qu'ont été élevés les pyramides d'Égypte, les monuments sacrés des Cypsélides, le temple de Jupiter Olympien par les Pisistratides, et les grands ouvrages de Polycrate à Samos, travaux qui n'ont qu'un seul et même objet, l'occupation constante et l'appauvrissement du peuple.

On peut voir un moyen analogue dans un système d'impôts établis comme ils l'étaient à Syracuse : en cinq ans, Denys absorbait par l'impôt la valeur de toutes les propriétés. Le tyran fait aussi la guerre pour occuper l'activité de ses sujets, et leur imposer le besoin perpétuel d'un chef militaire. Si la royauté se conserve en s'appuyant sur des dévouements, la tyrannie ne se maintient que par une perpétuelle défiance de ses amis, parce qu'elle sait bien que, si tous les sujets veulent renverser le tyran, ses amis surtout sont en position de le faire.

Les vices que présente la démocratie extrême se retrouvent dans la tyrannie : licence accordée aux femmes dans l'intérieur des familles pour qu'elles trahissent leur maris ; licence aux esclaves, pour qu'ils dénoncent aussi leurs maîtres ; car le tyran n'a rien à redouter des esclaves et des femmes ; et les esclaves, pourvu qu'on les laisse vivre à leur gré, sont très partisans de la tyrannie et de la démagogie. Le peuple aussi parfois fait le monarque ; et voilà pourquoi le flatteur est en haute estime auprès de la foule comme auprès du tyran. Près du peuple, on trouve le démagogue, qui est pour lui un véritable flatteur ; près du despote, on trouve ses vils courtisans, qui ne font qu'ouvrir de flatterie perpétuelle. Aussi la tyrannie n'aime-t-elle que les méchants, précisément parce qu'elle aime la flatterie, et qu'il n'est point de cœur libre qui s'y abaisse. L'homme de bien sait aimer, mais il ne flatte pas. De plus, les méchants sont d'un utile emploi dans des projets pervers : «*Un clou chasse l'autre*», dit le proverbe.

Le propre du tyran est de repousser tout ce qui porte une âme fière et libre ; car il se croit seul capable de posséder ces hautes qualités ; et l'éclat dont brilleraient auprès de lui la magnanimité et l'indépendance d'un autre, anéantirait cette supériorité de maître que la tyrannie revendique pour

elle seule. Le tyran hait donc ces nobles natures, comme attentatoires à sa puissance. C'est encore l'usage du tyran d'inviter à sa table et d'admettre dans son intimité des étrangers plutôt que des nationaux ; ceux-ci sont pour lui des ennemis ; ceux-là n'ont aucun motif d'agir contre son autorité.

Toutes ces manœuvres et tant d'autres du même genre, que la tyrannie emploie pour se maintenir, sont d'une profonde perversité.

En les résumant, on peut les classer sous trois chefs principaux, qui sont le but permanent de la tyrannie : d'abord, l'abaissement moral des sujets ; car des âmes avilies ne pensent jamais à conspirer ; en second lieu, la défiance des citoyens les uns à l'égard des autres ; car la tyrannie ne peut être renversée qu'autant que des citoyens ont assez d'union pour se concerter. Aussi, le tyran poursuit-il les hommes de bien comme les ennemis directs de sa puissance, non pas seulement parce que ces hommes-là repoussent tout despotisme comme dégradant, mais encore parce qu'ils ont foi en eux-mêmes et obtiennent la confiance des autres, et qu'ils sont incapables de se trahir entre eux ou de trahir qui que ce soit. Enfin, le troisième objet que poursuit la tyrannie, c'est l'affaiblissement et l'appauvrissement des sujets ; car on n'entreprend guère une chose impossible, ni par conséquent de détruire la tyrannie quand on n'a pas les moyens de la renverser.

Ainsi, toutes les préoccupations du tyran peuvent se diviser en trois classes que nous venons d'indiquer, et l'on peut dire que toutes ses ressources de salut se groupent autour de ces trois bases : la défiance des citoyens entre eux, leur affaiblissement et leur dégradation morale.

<https://remacle.org/bloodwolf/philosophes/Aristote/politique8fr.htm>

Santé.

Les grands dangers des médicaments contre la tension artérielle - Réseau International 30 novembre 2024

Par un médecin du Midwest

Lorsque l'on se penche sur les mythes médicaux, on découvre souvent que les dogmes qui sous-tendent un médicament populaire sont en fait des slogans de vente créés par une société de marketing. Par exemple, les statines hypocholestérolémiantes sont largement prescrites en dépit du fait que l'hypocholestérolémie ne prévient pas les maladies cardiaques (en fait, le cholestérol vous protège, de sorte que lorsqu'il est bas, vous risquez davantage de mourir), que les statines ne préviennent pas la mort et que ces médicaments nuisent à 20% des utilisateurs (souvent gravement).

<https://reseauinternational.net/les-grands-dangers-des-medicaments-contre-la-tension-arterielle/>

Dictature hygiéniste. Eugénisme. Guerre bactériologique.

Rapport d'activité du gouvernement américain sur la covid-19 – Les théoriciens du complot avaient raison, tous les autres avaient tort

La «*Commission Covid*» de la Chambre des représentants des États-Unis a publié son rapport final (527 pages) et c'est désormais officiel : les «*théoriciens du complot*» avaient tous raison et tous les autres avaient tort.

<https://reseauinternational.net/rapport-dactivite-du-gouvernement-americain-sur-la-covid-19-les-theoriciens-du-complot-avaient-raison-tous-les-autres-avaient-tort/>

Le rapport de 527 pages de la Commission Covid de la Chambre des représentants des États-Unis

<https://oversight.house.gov/wp-content/uploads/2024/12/12.04.2024-SSCP-FINAL-REPORT.pdf>

J-C – Je l'ai téléchargé, ce n'est pas une blague. Il y a évidemment des passages contestables, cependant, en gros ce rapport déconstruit le récit que l'OMS et les autorités nous ont servi à partir de janvier 2020. Il est en anglais, mais il est facile dorénavant de la traduire en français sur le Net.

Combat contre le féminisme politique.

J-C – On pourrait peut-être appeler cela ainsi, le pendant de l'écologie politique, de l'islamisme politique, etc. qui consiste à détourner ou manipuler des préoccupations d'ordre social, philosophique ou culturel, etc. à des fins politiques inavouables, communautaristes et contraires aux intérêts collectifs d'une communauté ou de la population.

Revirement sur l'enseignement de la théorie du genre à l'école - essentiel.news 2 décembre 2024

L'intervention au Sénat du ministre délégué à la réussite scolaire force le gouvernement français à faire marche arrière

Le quotidien français *Le Monde* a relaté la nouvelle la semaine dernière sans faire preuve de la déontologie dont il se targue pourtant. Sa journaliste Sylvie Lecherbonnier écrit en effet, à la fin de son premier paragraphe: «*il n'existe pas de théorie du genre, vocable utilisé comme repoussoir par un courant réactionnaire, mais des études sur le genre.*»

Cette affirmation, outre le fait qu'elle est ouvertement et manifestement fausse, a sans doute été imaginée pour décrédibiliser, aux yeux de ses lecteurs les moins avertis, le discours historique du ministre français délégué à la réussite scolaire, Alexandre Portier, devant le sénat français le 27 novembre dernier.

Dans son discours, sous les exclamations indignées d'une partie de l'assemblée, et avant d'être interrompu dans son élan, M. Portier, ministre de 34 ans, normalien et professeur de philosophie, explique:

L'école a pour mission de protéger nos enfants et en même temps de les aider à construire leur jugement par eux-mêmes. [...] C'est aussi pour ça qu'il est évidemment hors de question de laisser faire tout et n'importe quoi. Je vous le dis à la fois comme élu mais aussi, comme beaucoup ici, en tant que père de famille, ce programme, en l'état, n'est pas acceptable, et il doit être revu. [...]

Premièrement, je m'engagerai personnellement pour que la théorie du genre ne trouve pas sa place dans nos écoles, parce qu'elle ne doit pas y avoir sa place. Deuxièmement, le militantisme n'a pas non plus sa place dans nos écoles. [...]

Nous incluons la vidéo de son intervention ci-dessous, qui a fait suite à une tribune sénatoriale signée par 100 sénateurs sur le sujet.

Education à la vie affective et sexuelle : le ministre évoque un "programme pas acceptable" (Publicsénat)

<https://www.youtube.com/watch?v=Syw99QzKyRQ>

Le ministre Alexandre Portier au Sénat

<https://www.youtube.com/watch?v=A12O66t0jck>

Théorie du genre

Pour rappel, la théorie du genre stipule en substance que le sexe biologique est secondaire – voire anecdotique – dans l'identité individuelle des êtres humains, et que la façon dont les individus décident de s'autoproclamer supplante largement, dans la définition de ce qui constitue un «*homme*» ou une «*femme*», la génétique ou les organes reproducteurs.

La conséquence logique et naturelle de cette théorie est notamment qu'il est tout à fait possible que des hommes tombent enceintes; ce que les théoriciens du genre revendiquent effectivement, bien qu'une telle conclusion falsifie rigoureusement leur théorie, *reductio ad absurdum*.

Ainsi, la théorie du genre est combattue par beaucoup de féministes, qui affirment que cette idéologie réduit les femmes à une série de stéréotypes caricaturaux; selon elles, il ne suffit pas par exemple de s'habiller en rose, de porter des talons aiguilles et de déambuler avec déhanchement pour être une femme; ou qu'un homme biologique ne peut pas, en réalité, être une lesbienne.

En substance, ces féministes revendiquent une appellation d'origine contrôlée pour les femmes.

C'est donc une alliance hors norme entre les féministes et les conservateurs qui s'opposent en ce moment, en France et dans le monde, à ce que la théorie du genre soit imposée aux enfants. Ils qualifient cette idéologie d'obscurantiste, et refusent de voir les écoliers y être exposés.

Le gouvernement français fait marche arrière

Suite à la tribune sénatoriale et au discours d'Alexandre Portier, le gouvernement français a décidé de faire marche arrière. Selon les médias, l'entourage d'Anne Genetet, ministre de l'éducation nationale, affirme désormais que la théorie du genre ne figurera pas dans la version définitive du programme scolaire.

Selon les informations du Monde, avant ce revirement, la direction générale de l'enseignement scolaire travaillait encore sur une version qui intégrait cette notion au programme dans le cadre de la «*lutte contre les discriminations.*»

Combat contre la dictature climatique

Pourquoi le changement climatique est devenu une religion du pouvoir - Réseau International 1 décembre 2024

Le changement climatique existe. C'est une évidence historique. C'est même un pléonasme, car le climat change par nature. N'importe quel passionné d'histoire pourrait citer trois ou quatre moments où un changement des conditions climatiques a provoqué des changements majeurs dans les sociétés humaines. Il se peut que nous soyons aujourd'hui confrontés à l'un de ces changements ou, au contraire, que nous ayons connu un cycle bref au sein d'un cycle plus large. Il n'est pas facile de le savoir, car la science du climat est l'une des plus imprécises qui soit : tant de facteurs interviennent en même temps et sont si difficiles à mesurer à l'échelle humaine que tout axiome est nécessairement relatif (il n'y a donc pas d'axiome).

Dans ce contexte, la théorie du réchauffement climatique n'est qu'une hypothèse, et l'attribution de ce réchauffement aux émissions humaines de CO2 rend cette théorie encore plus hasardeuse, car improbable au sens strict du terme. Certes, le discours dominant passe aujourd'hui du «réchauffement» à l'«urgence», c'est-à-dire à un contexte qui inclut aussi le froid, mais dans ce cas, est-il encore valable d'incriminer le CO2 ? D'autre part, si l'on accepte la doxa du changement climatique via le CO2, pourquoi adopte-t-on en son nom des politiques qui semblent viser à accentuer les effets négatifs du changement, comme la suppression des barrières naturelles ?

<https://reseauinternational.net/pourquoi-le-changement-climatique-est-devenu-une-religion-du-pouvoir/>

Tout est à vendre.

Les multinationales achètent à bas prix l'Europe - Réseau International 30 novembre 2024

BlackRock fait ses courses dans une Europe qui traverse une crise historique et où les élites des pays pensent à s'enrichir au lieu de protéger les intérêts nationaux. Une braderie gigantesque a lieu sous les directives des banques d'affaires et des gestionnaires d'actifs.

Le Premier ministre britannique, Keir Starmer, s'est entretenu le 21 novembre avec le directeur général du fonds d'investissement américain BlackRock Larry Fink, rapporte le Financial Times. Leur réunion au 10 Downing Street a été rejointe par un certain nombre de hauts responsables de BlackRock, ainsi que par la ministre britannique des Finances, Rachel Reeves, et de la ministre d'État en charge de l'Investissement, Poppy Gustaffsson.

Au cours de la réunion, les dirigeants de BlackRock se sont dits préoccupés par les retards concernant les choix pour les entreprises mondiales afin de faciliter leur intrusion dans le pays. Keir Starmer a rassuré les dirigeants du plus grand fonds d'investissement du monde, qui gère des actifs

de 11 000 milliards de dollars, sur son projet de révision de la législation britannique conformément à leurs souhaits.

Le 1er octobre dernier, Larry Fink a déclaré à Berlin à la Conférence sur le dialogue mondial que l'Europe devait s'orienter plus rapidement vers un marché bancaire. Christine Lagarde, présidente de la Banque centrale européenne (BCE), appelle – plus d'un mois après – à une union des marchés des capitaux, également.

«L'Europe doit renforcer le système des marchés des capitaux et elle a besoin d'une plus grande unité du système bancaire», a martelé Fink lors d'une conférence de presse à Berlin.

<https://reseauinternational.net/les-multinationales-achetent-a-bas-prix-leurope/>

Sur la situation politique et sociale en France.

Totalitarisme. Népotisme. Quand un gang mafieux de hors-la-loi gouverne.

Soupçons de conflit d'intérêts: Alexis Kohler dénonce la confirmation des poursuites et se pourvoit en cassation - AFP 3 décembre 2024

Le secrétaire général de l'Élysée Alexis Kohler dénonce le rejet "ubuesque" par la cour d'appel de Paris la semaine dernière de la prescription des faits de prise illégale d'intérêts qui lui sont reprochés et annonce se pourvoir en cassation, dans un communiqué transmis mardi à l'AFP.

En famille. Ils se bousculent pour gérer les institutions de la Ve République pour le compte du capitalisme.

J-C - Le parti de l'ordre, ex-En Marche est grillé, son clone Renaissance ne s'en est jamais remis ainsi que ses alliés dits centristes (MoDem, UDI...), il est honni des Français toutes classes confondues. L'ex-parti de l'ordre (conservateur) issu du gaulliste, LR, (ex RPF-UDR-UMP) a raté son envol ou s'est littéralement vautré lors des essais en atteignant 5% des voix lors du premier tour de la présidentielle 2022, hors courses.

Reste RN et le NFP en embuscade, l'extrême droite et la droite déguisée en gauche, les deux prétendants rivalisent de zèle pour sauver le régime en crise, les institutions de la Ve République, appliquer le programme antisocial, liberticide, va-t-en-guerre concocté à Bruxelles, Davos, Washington. Il va de soi que toute concession à la marge consentie aux travailleurs dans un secteur économique ou social serait immédiatement et systématiquement compensée par une concession accordée aux capitalistes ou à Bruxelles, lorsque la fausse gauche fut au pouvoir, chaque fois elle procéda de la sorte en attendant de repasser le flambeau à l'un des partis de droite officiel.

Il faut s'attendre à un deal ou un ignoble marchandage du genre : on vous accorde ici ou là un répit, un report, on vous octroie quelques dizaines d'euros pour compenser de nouveaux sacrifices, de nos jours on n'a rien sans rien, quelques miettes ou saupoudrage en prime pour apaiser les secteurs les plus bruyant, tandis que collectivement ils leur tordront le cou. A vos calculettes, on a gagné un

peu par ci, on a perdu un peu par là, tout compte fait cela aurait pu être pire, on a sauvé l'essentiel pour le moment, soyons heureux, et le tour est joué.

Leur problème, c'est qu'ils ont de plus en plus de mal à se rabattre sur le travailleur asiatique ou africain pour compenser leurs concessions, même les plus minimales, et puis quant à augmenter les impôts ou taxes, c'est plus que périlleux ou risqué politiquement tant c'est impopulaire, il y a quand même des couches défavorisées déjà au bord de l'agonie qui ne demandent qu'à exploser à la moindre occasion, et les classes moyennes sur lesquelles ils se rabattent n'en peuvent plus, il ne manquerait plus qu'elles s'allient pour que la situation devienne incontrôlable.

Tous entendent gouverner avec le tyran Macron, cela en dit long sur le degré de pourriture de tous les partis institutionnels, même ceux à l'extrême gauche qui en sont exclus sont prêts à s'allier ou à soutenir le NFP, avec ou sans Macron ils s'en moquent finalement, car c'est le capitalisme qu'ils soutiennent, sinon ils n'auraient jamais empêché un parti ouvrier révolutionnaire de se construire, peu importe aussi quelle forme peu prendre la collaboration de classes, l'essentiel c'est de s'y tenir, au nom du socialisme histoire de flatter leurs troupes qui s'en contentent et le tour est joué.

Jean-Luc Mélenchon veut « une candidature commune » en cas de présidentielle anticipée, mais... - Le HuffPost 30 novembre 2024

« Rien que le programme, tout le programme » ? Jean-Luc Mélenchon a proposé vendredi 29 novembre à ceux qui veulent s'unir avec La France insoumise de porter « une candidature commune » dans le cas d'une élection présidentielle anticipée. Union qui, prévient-il, se fera sur la base de son programme.

« Nous sommes partisans d'une candidature commune. On se l'est dit dix fois, sur la base du programme. Et comme nous irons avec le programme, eh bien, viens qui veut, il est bienvenu », a lancé le chef de file de LFI, qui souhaite la démission du président Emmanuel Macron et espère ainsi l'organisation d'une élection présidentielle anticipée.

« Nous avons compris que (...) le parti communiste ne veut plus de nous, nous avons compris que la droite du parti socialiste ne veut plus et nous refusons de faire chemin avec des gens qui nous insultent en cours de route », a ajouté Jean-Luc Mélenchon lors d'un discours devant des militants à Paris. Le HuffPost 30 novembre 2024

Présidentielle 2027: Lucie Castets et Marine Tondelier lancent un appel pour une candidature commune à gauche - BFMTV 1 décembre 2024

Les deux femmes de gauche Lucie Castets et Marine Tondelier ont lancé un appel et un site internet en vue d'une candidature commune à gauche pour l'élection présidentielle de 2027.

À deux ans et demi de la présidentielle de 2027, la haute fonctionnaire Lucie Castets et la secrétaire nationale des Écologistes Marine Tondelier ont décidé de lancer un site internet - gagnons-ensemble.fr - dans l'espoir de réunir la gauche autour candidature commune en vue des prochaines élections.

Dans un entretien croisé accordé au journal Ouest France ce samedi 30 novembre, les deux femmes politiques appellent la gauche à s'unir autour d'un projet "ambitieux et solide, ancré dans les

préoccupations quotidiennes", sans pour autant "placer tel ou tel nom comme préalable au travail collectif". BFMTV 1 décembre 2024

En famille. Le PS lance un appel aux partis officiels de la réaction...

Faure veut un Premier ministre de gauche mais ouvert "au compromis" avec le bloc central - AFP 3 décembre

Le Premier secrétaire du PS souhaite qu'Emmanuel Macron nomme "un Premier ministre de gauche" mais ouvert "au compromis" avec le bloc central au Parlement en cas de renversement du gouvernement Barnier dans les prochains jours.

"C'est le Front populaire au gouvernement et le Front républicain à l'Assemblée. C'est ainsi qu'on peut progresser", a résumé Olivier Faure sur BFMTV/RMC.

Le président de la République doit "nommer un Premier ministre de gauche" qui "propose un projet de gauche mais avec le souci permanent du compromis", a-t-il insisté.

...A LFI ils feignent de ne pas avoir entendu !

Coquerel (LFI) demande aux socialistes de revenir à la seule option d'un gouvernement NFP - AFP 3 décembre

"Si on veut avoir une chance qu'il y ait un gouvernement de gauche, il faut tous taper sur le même clou", a déclaré à la presse M. Coquerel à l'Assemblée nationale.

"La seule chose qui peut nous unir, c'est de continuer à exiger un gouvernement qui porte le programme du Nouveau Front populaire", a lancé M. Coquerel qui "conseille" à ses "camarades socialistes" de revenir à l'option NFP, "seule base commune que nous pouvons présenter en ce moment".

Gouvernement technique, accord de non-censure, "si on commence à proposer des options, des solutions différentes (...) on voit bien qu'on facilite le travail de M. Macron de ne pas nommer un gouvernement de gauche", selon lui.

L'enfer de la guerre impérialiste et coloniale ou la barbarie capitaliste à l'œuvre.

Plus de 800 banques européennes investissent 393 milliards de dollars dans la colonisation en Cisjordanie - Réseau International 30 novembre 2024

La coalition Don't Buy into Occupation (DBIO) a publié son rapport 2024 présentant les entreprises internationales et les institutions financières activement impliquées dans les colonies juives illégales en Cisjordanie occupée.

La coalition DBIO est un projet commun à 24 organisations palestiniennes, régionales et européennes.

Le rapport récemment publié montre qu'au cours des trois dernières années, «822 institutions financières européennes (y compris des banques, des gestionnaires d'actifs, des compagnies d'assurance et des fonds de pension) ont entretenu des relations financières avec 58 entreprises activement impliquées dans des colonies israéliennes illégales dans le Territoire palestinien occupé (TPO)».

<https://reseauinternational.net/plus-de-800-banques-europeennes-investissent-393-milliards-de-dollars-dans-la-colonisation-en-cisjordanie/>

Israël: un ancien ministre de la Défense dénonce un «nettoyage ethnique» à Gaza et crée la polémique - RFI/AFP 1 décembre 2024

« *La route sur laquelle on est entraînés, c'est la conquête, l'annexion et le nettoyage ethnique* », a déclaré Moshé Yaalon lors d'une interview sur la chaîne privée DemocratTV. Relancé par la journaliste qui lui a demandé s'il pensait qu'Israël se dirigeait vers un « nettoyage ethnique », Moshé Yaalon a répondu : « *Que se passe-t-il là-bas ? Il n'y a plus de Beit Lahia, plus de Beit Hanoun, l'armée intervient à Jabalia et, en réalité, on nettoie le terrain des Arabes.* »

Les réactions ont fusé, le ministre de la Sécurité nationale, Itamar Ben Gvir, qualifiant de « honte » le fait qu'Israël ait eu « *un tel personnage comme chef de l'armée et ministre de la Défense.* »

Moshé Yaalon, 74 ans, a été le chef de l'armée israélienne entre 2002 et 2005, juste avant le retrait unilatéral d'Israël de la bande de Gaza. Entré au Likoud, le parti du Premier ministre Benjamin Netanyahu, Moshé Yaalon a été ministre de la Défense et vice-Premier ministre, avant de démissionner en 2016, à la suite de différends avec Benjamin Netanyahu.

Considéré comme un faucon durant sa carrière politique au sein du Likoud, il s'est allié en 2019 avec l'actuel chef de l'opposition Yaïr Lapid avant de se retirer de la vie politique en 2021.

Coutumier de formules choc, il avait récemment soutenu les soldats qui avaient menacé de ne pas se présenter à l'armée comme réservistes, disant que s'il « *avait été officier dans l'armée d'Hitler* », il aurait refusé de faire certaines choses, tout en ajoutant qu'il « *ne comparait pas* » avec la situation en Israël.

Etats-Unis.

Trump nomme Charles Kushner, père de son gendre, ambassadeur des États-Unis en France - LePoint.fr 1 décembre 2024

Charles Kushner, entrepreneur immobilier de renom, est surtout connu pour être le père de Jared Kushner, époux de sa fille Ivanka Trump, une figure influente de l'administration Trump.

Avant de s'engager en politique, Charles Kushner était un contributeur majeur au Parti démocrate. Cependant, après 2015, il a changé de camp politique, effectuant un don de 100 000 dollars à la fondation Make America Great Again, soutenant ainsi la campagne présidentielle de Donald Trump.

Charles Kushner a une histoire marquée par des démêlés judiciaires. En 2005, il a été reconnu coupable de plusieurs infractions graves, notamment des violations des règles électorales, de fraude fiscale et d'obstruction à la justice. Il a été incarcéré pendant un an dans une prison fédérale d'Alabama. En 2019, après avoir purgé sa peine, il a bénéficié d'une grâce présidentielle, signée par Donald Trump, ce qui a ravivé les controverses à son sujet.

Qui est Kash Patel, nommé par Donald Trump pour diriger le FBI ? - AFP 1 décembre

Proche de Donald Trump et pourfendeur du supposé "*État profond*", Kash Patel doit ainsi remplacer Christopher Wray, l'actuel directeur du Bureau fédéral d'enquête américain. Pourtant nommé en 2017 par l'ancien et futur président américain pour une durée de dix ans, celui-ci devra démissionner ou sera tout simplement limogé avant même la fin de son mandat. Il faut dire que les relations entre les deux hommes se sont pour le moins effritées ces dernières années.

Alors que Christopher Wray avait estimé en 2019 que la notion "*d'État profond*" était un affront pour le personnel du FBI, l'enquête lancée par le Bureau d'enquête sur l'assaut du Capitole le 6 janvier 2021 par des soutiens de Donald Trump ou la perquisition du domicile de l'ancien locataire de la Maison-Blanche à Mar-a-Lago, n'avaient rien arrangé.

Né dans le Rhode Island en 1980 et issu d'une famille d'immigrés indiens, Kash Patel a déjà occupé plusieurs postes à responsabilité comme celui de conseiller à la Sécurité nationale ou chef de cabinet du Pentagone.

Resté toujours loyal au milliardaire, Kash Patel n'a cessé de critiquer durant la campagne présidentielle le FBI, appelant dans le même temps à licencier tous ses dirigeants. Désormais nommé et dans l'attente de sa confirmation par le Sénat, l'avocat de profession aura pour principales missions de "*mettre fin à l'épidémie croissante de criminalité en Amérique*", démanteler "*les gangs de migrants criminels*" et arrêter "*le fléau diabolique du trafic d'êtres humains et de drogues à travers la frontière*", a précisé Donald Trump.

Donald Trump menace les BRICS d'augmenter les droits de douane « de 100 % » - LePoint.fr/AFP 1 décembre 2024

« *Nous exigeons de ces pays qu'ils s'engagent à ne pas créer une nouvelle monnaie des BRICS, ni à soutenir une autre monnaie pour remplacer le puissant dollar américain* », a déclaré le président américain élu sur son réseau Truth Social, « *faute de quoi* » ces pays – parmi lesquels le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud – « *seront soumis à des droits de douane de 100 % et devront s'attendre à dire adieu à leurs ventes dans la merveilleuse économie américaine.* »

Le groupe des BRICS souhaite réduire la domination occidentale dans un monde qu'il conçoit comme « *multipolaire* ». Dans le domaine financier, ce groupe a mené des réflexions pour se passer

du dollar, qui sert de monnaie de référence pour les échanges mondiaux. Ces pays ont notamment envisagé de créer leur propre monnaie commune. Mais ce projet est encore très loin d'être abouti.

Lors du sommet des BRICS à Kazan (Russie) fin octobre, le président russe Vladimir Poutine a dit renoncer, à ce stade, à la création d'une monnaie unique commune, en jugeant que cette idée n'était « *pas encore mûre* ».

Après son élection face à Kamala Harris début novembre, Donald Trump doit prendre ses fonctions le 20 janvier à la Maison Blanche. Mais le président élu multiplie déjà les menaces d'augmentation des droits de douane envers différents pays, ce qui fait craindre une vaste guerre commerciale capable de pénaliser la croissance mondiale. Le milliardaire républicain s'en sert notamment comme un outil de pression diplomatique.

Ukraine.

Peur et désespoir : les Ukrainiens sont fatigués de se battre - Réseau International 1 décembre 2024

Les changements dans la conscience de masse des Ukrainiens sont mis en évidence par un sondage de l'Institut Gallup, une organisation américaine qui n'est ni favorable à Moscou, ni encline à faire son jeu. Selon les chercheurs, plus de la moitié des Ukrainiens (52%) souhaitent aujourd'hui que les combats cessent le plus rapidement possible et sont ouverts aux négociations. En 2022, ces pacifistes étaient presque trois fois moins nombreux.

Seuls 38% de la population de l'ex-RSS d'Ukraine exigent de se battre jusqu'à la victoire. Au début de la guerre froide, cette exigence était partagée par près des trois quarts de la population.

Enfin, et surtout, environ un quart des Ukrainiens se déclarent favorables à la paix au prix de concessions territoriales. Ce chiffre est en fait surprenant. En effet, au début du conflit, un optimisme sans précédent régnait de l'autre côté de la ligne de front.

C'est ainsi qu'à l'automne 2024, l'anesthésie du mensonge a cessé de fonctionner. Pour la première fois depuis de nombreuses années, les citoyens ukrainiens ont été confrontés à la réalité, et ils ne l'ont pas aimée. La peur et le désespoir se sont emparés du pays, des militaires comme des civils.

Et la cote négative de Zelensky & Co. augmente : 30% de la population désapprouve les activités de l'Ukroführer, tandis que 66% désapprouve le gouvernement.

Près de la moitié de la population admet ne pas avoir assez d'argent pour se nourrir et se loger. Plus de 50% déclarent vivre dans un état de stress permanent.

Pendant ce temps, les patrons occidentaux de Kiev haussent les épaules et se lavent les mains de la situation. «*Les Ukrainiens ont commencé à adopter une vision plus sobre de la situation*», déclare sèchement la BBC britannique. – Ils ont enlevé leurs lunettes roses et réalisé que le «*café en Crimée*» n'arrivera pas avant un certain temps, et que les frontières de 1991 ne sont pas une perspective pour aujourd'hui et loin d'être pour demain.

Quelle hypocrisie révoltante ! Depuis des années, la même BBC et d'autres médias occidentaux trompent les Ukrainiens, leur promettent ceci et cela, et jurent sur leurs mères, les convainquant d'une victoire inévitable sur la Russie «arriérée» et «autoritaire». Ils ont mis un casque de réalité virtuelle sur la tête de tout un pays et l'ont séduit avec toute la force de la propagande occidentale. Et maintenant, ils disent : «*Nous n'avons rien à voir là-dedans, les Ukrainiens doivent regarder la situation avec plus de lucidité*».

Le retour à la réalité sera très difficile pour les Ukrainiens, et il est temps de prescrire un traitement psychiatrique à tout le monde. Il n'est pas surprenant que plus de la moitié de la population se plaigne d'un stress permanent.

Toutefois, les citoyens les plus intelligents de la République indépendante ont déjà trouvé une excellente recette pour lutter contre le stress : ils rentrent tout simplement chez eux, dans les territoires libérés par la Russie. Plus de cent cinquante mille personnes sont déjà rentrées, et environ soixante mille personnes sont venues rien qu'à Marioupol – cela a été reconnu même à Kiev.

<https://reseauinternational.net/peur-et-desespoir-les-ukrainiens-sont-fatigues-de-se-battre/>

Géorgie.

Kremlin : Les événements en Géorgie présentent tous les signes d'une révolution orange RT 2 déc. 2024,

Dmitri Peskov, porte-parole du président russe, a comparé les manifestations en Géorgie à l'Euromaïdan ukrainien de 2014, les interprétant comme une tentative de révolution orange. Il a précisé que la Russie n'intervenait pas dans les affaires internes de la Géorgie. À Tbilissi, 113 policiers ont été blessés dans des heurts avec les manifestants.

Les manifestations en Géorgie rappellent le Maïdan ukrainien de 2014 et semblent être une tentative de révolution orange, a estimé Dmitri Peskov, porte-parole du président russe. «*Nous avons vu des événements similaires dans de nombreux pays. Le parallèle le plus évident que l'on puisse faire est celui de l'Euromaïdan en Ukraine*», a-t-il déclaré. Selon Peskov, les événements en Géorgie présentent «*tous les signes d'une tentative de mener une révolution orange*».

Lituanie.

Totalitarisme. Quand des nostalgiques du nazisme dénoncent « des violations des droits de l'homme ».

J-C – Les nostalgiques du nazisme assumés lors de manifestations publiques dans les trois pays baltes au cours des dernières décennies, se permettent de sanctionner tout acteur politique ou gouvernement étranger opposé à la politique de l'UE ou de l'OTAN. Dès lors, évoquer le totalitarisme est-il exagéré ou cela correspond à la réalité ?

Lituanie : le pays interdit l'entrée sur son territoire à des responsables politiques géorgiens en raison de violations des droits de l'homme - lrt.lt 2 décembre 2024

La Lituanie a interdit l'entrée sur son territoire de Bidzina Ivanishvili, le milliardaire fondateur du parti Rêve géorgien, et d'autres hommes politiques géorgiens.

Le ministre lituanien des affaires étrangères, Gabrielius Landsbergis, a publié lundi une liste d'hommes politiques géorgiens sanctionnés pour des violations des droits de l'homme.

Comme l'a annoncé M. Landsbergis, les personnes sanctionnées sont M. Ivanishvili, le ministre géorgien de l'intérieur Vakhtang Gomelauri, les vice-ministres de l'intérieur Shalva Bedoidze, Ioseb Chelidze, Aleksandre Darakhvelidze et Giorgi Butkhuzi, le commandant des forces de sécurité Zviad Kharazishvili et ses adjoints Mileri Lagazauri et Mirza Kezevadze, le chef du département de la police des patrouilles Vaja Siradze et le directeur de la police criminelle Teimuraz Kupatadze.

"Les trois États baltes ont décidé d'un commun accord d'imposer des sanctions nationales à ceux qui ont réprimé les manifestations légitimes en Géorgie", a indiqué M. Landsbergis sur le site X dimanche.

Le ministère lituanien des affaires étrangères a déclaré dans un communiqué de presse lundi que la décision d'imposer des sanctions avait été prise par le ministre de l'intérieur Agnė Bilotaitė sur recommandation du ministre des affaires étrangères.

En vertu de la loi sur le statut juridique des étrangers, un ressortissant étranger peut être interdit d'entrée en Lituanie s'il y a de fortes raisons de croire qu'il a *"commis un crime grave ou sérieux contre une personne dans un État étranger, violant ainsi les droits de l'homme et les libertés universels"*.

"L'usage excessif de la force par le gouvernement géorgien contre des manifestants pacifiques et la société civile est injustifiable. Le droit fondamental des citoyens à la liberté d'expression et de réunion pacifique doit être respecté dans un État démocratique", a déclaré Bilotaitė dans le communiqué de presse.

Dimanche, le président lituanien Gitanas Nausėda a condamné le recours à la force contre le peuple géorgien et a appelé à la tenue de nouvelles élections législatives. Irt.lt 2 décembre 2024

Tous les régimes sont en crises, ils ne s'en sortent qu'avec des magouilles institutionnelles.

Roumanie.

Élections législatives en Roumanie : une victoire fragile pour les sociaux-démocrates - RT 2 déc. 2024

La Roumanie a voté pour renouveler son parlement le 1er décembre 2024, dans un contexte marqué par une fragmentation des forces politiques et une montée en puissance des partis nationalistes. Selon les résultats préliminaires de la Commission électorale centrale, le Parti social-démocrate (PSD), actuellement au pouvoir, a obtenu environ 24 % des voix, consolidant ainsi sa première place.

Derrière lui, l'Alliance pour l'unité des Roumains (AUR), un parti conservateur d'extrême droite, a récolté près de 18 % des suffrages, doublant son score par rapport aux élections précédentes. Le

Parti national libéral (PNL), de centre-droit, a obtenu environ 14 %, suivi par l'Union sauvez la Roumanie (USR) avec 11 %. D'autres partis, comme le Parti des jeunes (POT) et le parti radical SOS Roumanie, ont franchi la barre des 5 %, nécessaire pour entrer au Parlement.

Le dépouillement n'étant pas terminé, les chiffres actuels n'incluent pas encore les votes des Roumains vivant à l'étranger, qui pourraient modifier la répartition finale.

Malgré sa victoire relative, le PSD pourrait se retrouver en difficulté pour former un gouvernement. Victor Negrescu, vice-président du PSD, cité par l'agence de presse russe RIA Novosti, a admis que *«bien que nous soyons en tête, il n'est pas garanti que nous puissions désigner un Premier ministre. Cela dépendra des négociations et des résultats définitifs.»*

Les partis d'opposition, notamment le PNL et l'AUR, ont déjà exclu de s'allier avec les sociaux-démocrates. George Simion, leader de l'AUR, a déclaré au média britannique *The Guardian* : *«Nous n'avons aucune intention de collaborer avec le PSD. Nous sommes prêts à assumer la responsabilité de gouverner le pays.»*

Islande.

Législatives en Islande : les sociaux-démocrates l'emportent sur le parti du Premier ministre - AFP 1 décembre

A l'issue du dépouillement, l'Alliance sociale-démocrate, conduite par Kristrun Frostadottir, a remporté 20,8% des voix contre 19,4% pour le parti conservateur du Premier ministre, au pouvoir dans le cadre d'une coalition. Arrive en troisième place le parti de la Réforme libérale avec 15,8%, selon RUV. Le mouvement Gauche-Verts n'a remporté que 2,3% des suffrages, sous la barre des 5% permettant d'obtenir un siège au Parlement. Le parti du Progrès a aussi perdu des voix par rapport à 2021, passant de 17,3% à seulement 7,8% des voix.

Selon ces chiffres, l'Alliance sociale-démocrate remporte 15 sièges sur les 63 sièges au Parlement.

En Islande, il n'y a pas de "culture" de gouvernement minoritaire, relève Eirikur Bergmann, professeur de politique à l'université de Bifrost, ce qui signifie que les partis vont tenter de constituer une majorité à travers une coalition. AFP 1 décembre

Syrie.

J-C – Soutien sans faille à la Syrie.

Syrie : Que se passe-t-il dans Alep et sa région ? - Réseau International 1 décembre 2024

<https://reseauinternational.net/syrie-que-se-passe-t-il-dans-alep-et-sa-region/>

Les États-Unis et leurs alliés relancent la guerre contre la Syrie - Réseau International 1 décembre 2024

<https://reseauinternational.net/les-etats-unis-et-leurs-allies-relancent-la-guerre-contre-la-syrie/>

L'attaque d'Al-Qaïda sur Alep sert «l'entité d'occupation israélienne» - Réseau International 1 décembre 2024 - Réseau International 1 décembre 2024

Le ministre des Affaires étrangères syrien Bassam Sabbagh a déclaré le 29 novembre que l'offensive terroriste en cours sur Alep et sa campagne intervient «dans le cadre de la mise en œuvre des objectifs de l'entité d'occupation israélienne et de ses organisateurs».

<https://reseauinternational.net/lattaque-dal-qaida-sur-alep-sert-lentite-doccupation-israelienne/>

La Syrie reçoit le soutien de plusieurs pays arabes - RT 2 déc. 2024

L'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, l'Égypte et l'Irak ont manifesté leur soutien politique au président syrien face à l'agression des djihadistes et à la prise d'Alep.

Outre le soutien de ses alliés traditionnels, la Russie et l'Iran, la Syrie de Bachar el-Assad a reçu un soutien politique de la part de plusieurs pays arabes par rapport aux récents événements à Alep qui fragilisent encore un peu plus le pays.

Le Caire a exprimé sa «préoccupation» face à l'évolution des événements dans les villes d'Idlib et d'Alep, soulignant samedi dans un communiqué officiel son soutien aux institutions étatiques syriennes et l'importance de leur rôle dans la «lutte contre le terrorisme».

Le ministre saoudien des Affaires étrangères, le prince Faisal bin Farhan bin Abdullah, a reçu le 29 novembre un appel téléphonique du ministre des Affaires étrangères et des expatriés de la République arabe syrienne, Bassam Sabbagh. Les deux hommes ont évoqué les derniers événements en Syrie. Riyad et Damas avaient normalisé leurs relations diplomatiques en 2023 après plus de 10 ans de rupture.

De surcroît, les Émirats arabes unis ont apporté leur soutien politique à la Syrie. En effet, au cours d'un appel avec Bachar el-Assad, le président émirati Mohammed ben Zayed a affirmé «la solidarité des Émirats arabes unis avec la Syrie et leur soutien dans la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme».

L'Irak, pays frontalier de la Syrie, suit de très près les événements récents en Syrie et s'inquiète des retombées sur son propre territoire. Des renforts ont même été amassés à la frontière. Selon des informations rapportées par le média saoudien Al-Sharq Al-Aoussat, plusieurs milices irakiennes, inféodées à Téhéran ont passé la frontière pour appuyer militairement les troupes de Bachar el-Assad.

De son côté, la Ligue arabe a publié un communiqué le 30 décembre, déclarant qu'elle «suit avec une grande préoccupation les développements sur le terrain en Syrie et souligne la nécessité de

respecter l'unité, la souveraineté et l'intégrité territoriale de la République arabe syrienne», rapporte la filiale arabe de CNN.

Le renseignement turc dirige l'offensive des extrémistes dans le nord-ouest de la Syrie - Réseau International 1 décembre 2024

Un responsable israélien a déclaré que l'offensive d'Al-Qaïda sur la deuxième ville de Syrie offrait des *«possibilités de changement»*.

Les miliciens de Hayat Tahrir al-Sham (HTS), affilié à Al-Qaïda, qui envahissent actuellement Alep, la deuxième ville de Syrie, reçoivent des renseignements de la part des services de renseignement turcs, a rapporté l'agence de presse française AFP le 30 novembre.

HTS, anciennement Front Nusra, a lancé mercredi une offensive éclair depuis le bastion du groupe dans le gouvernorat d'Idlib. Ses combattants se sont emparés de nombreux villages dans la campagne d'Alep avant de prendre le contrôle d'une grande partie de la ville d'Alep samedi, y compris l'ancienne citadelle.

L'AFP écrit que *«des sources de l'opposition en contact avec les renseignements turcs ont déclaré que la Turquie a donné son feu vert à l'offensive»*.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 6 décembre 2024

Mon affection respiratoire me pose d'énormes problèmes de santé, par conséquent, à partir d'aujourd'hui, je suis obligé de cesser les causeries et infos en bref telles qu'elles existaient depuis août 1996.

On se contentera dorénavant d'une causerie du jour épisodique, c'est-à-dire, qui ne se sera pas publiée à date régulière.

Je dois absolument me reposer, je n'ai plus le choix, je dois me faire violence pour dormir davantage et faire des siestes, ce que j'ai toujours négligé malgré mon état d'épuisement, prendre le temps de marcher ou de faire un peu de vélo, me changer les idées pour m'aérer le cerveau, non pas pour me libérer l'esprit en me livrant à des activités futiles, mais parce qu'il est parvenu à saturation, je n'exagère pas malheureusement.

Mon impuissance politique m'obsède, je l'avoue, elle m'a amené à m'imposer des contraintes devenues insupportables et nuisibles à la longue, je dois donc prendre des mesures pour faire retomber cette pression qui m'asphyxie littéralement et menace ma santé, je dois modifier impérativement mon mode de vie.

La dégénérescence et capitulation de toutes les organisations situées à l'extrême gauche ont atteint un tel point de non-retour, ce qui sembler peut-être prétentieux, je m'en moque, qu'il m'est impossible d'envisager de participer à l'une d'entre elles. Notez bien que cela aurait été la solution la plus confortable pour économiser mes forces, à condition toutefois d'accepter de me compromettre gravement, ce à quoi je ne puis me résoudre, car j'ai des principes et un idéal auxquels j'entends rester fidèle.

De plus, il faut avoir à l'esprit, que les décisions qu'on adopte à un moment donné ne se limitent pas au présent, elles nous engagent bien au-delà, et elles auront forcément des conséquences dans le futur. Or, il ne faut pas le compromettre pour son confort personnel sous aucun prétexte, il doit être absolument préservé, parce que notre indépendance et notre crédibilité en dépendent. Comment, sinon, voudriez-vous que quelqu'un partage vos analyses ou vous fasse un minimum confiance?

Et puis, je ne peux pas faire semblant de ne pas savoir ce que je sais, ce que j'ai appris au cours de ces décennies d'observations et d'études, il ne faut pas me demander de me renier, d'abandonner mes convictions rien que pour être agréable à un parti ou un groupe de militants ou à une seule personne d'ailleurs. Si maintenant aucune association ou collaboration n'est possible entre nous, je n'y suis pour rien, je ne vais pas transformer en un agent de la Ve République, du Medef, de Davos ou d'un clan de l'oligarchie rien que pour briser mon isolement.

Nos analyses de la situation et de l'économie mondiale, du capitalisme, des institutions internationales, des rapports entre les classes, de la société en général, son évolution au cours des siècles derniers, notre conception des arts, des sciences, de la lutte de classe, du mouvement ouvrier, du marxisme, du socialisme, sur tout pratiquement je suis en désaccord avec eux sur au moins une ou plusieurs questions capitales, un grand nombre en fait, sur la santé, le climat, par exemple, tout ce qui se rapporte à des communautés, aux différentes générations, aux sexes, etc. je trouve erroné ou abjecte la manière dont ils les traitent, je dois pas être le seul dans ce cas-là, mais je suis le seul socialiste à les combattre dans le mouvement ouvrier et c'est épuisant à la longue ! Plus loin je vous fournis un exemple pour illustrer cela, vous verrez, à la fin les mots nous manquent pour caractériser une telle déchéance chez des gens qui se prétendent marxistes, communistes, trotskystes.

Rapide revue de presse.

Les Français auraient-ils le gouvernement qu'ils méritent ?

C'est la question qu'on est en droit de poser à tous les partis et les syndicats du mouvement ouvrier, à chaque militant ou ex-militant.

- Crise politique : la Ve République est-elle « fatiguée » ? - Publicsenat.fr 4 décembre 2024

<https://fr.news.yahoo.com/crise-politique-ve-r%C3%A9publique-fatigu%C3%A9e-174051810.html>

Dans cet article, on vous explique pourquoi IVe, Ve, VIe République ne changeront rien parce qu'avant tout, la situation est le produit de la crise du capitalisme, idem à Séoul, à Gaza, Kiev, Washington, Rome, Londres, Berlin, Bamako, Tunis, etc.

- Macron, le coup de colère et le déni - LePoint.fr 5 décembre 2024

- « *Inconscience de la gravité de la situation* » : l'allocution d'Emmanuel Macron déçoit à droite - Publicsenat.fr 5 décembre 2024

- « *Déni, mépris, seul contre tous* »... la gauche sidérée par l'allocution d'Emmanuel Macron - Publicsenat.fr 5 décembre 2024

- Censure du gouvernement Barnier: Emmanuel Macron seul face à la quadrature du cercle RFI 5 décembre 2024

Non-événement. Une journée d'action bidon largement censurée.

J-C - (Macron) Que votre excellence ait l'extrême bienveillance d'écouter "*ce que les organisations syndicales, ce que les salariés ont à lui dire*". Tout est dit là. Ils sont à vomir. J'aurais tendance à dire que toutes ces journées d'action sont uniquement destinées à servir le régime et à rassurer la Bourse. Hier, elles étaient décriées par l'extrême gauche, aujourd'hui ils y participent tous. Vous en déduiriez quoi si vous étiez un idéologue de la réaction ? Qu'elle est morte. C'est je constat auquel je suis parvenu également en poursuivant des objectifs diamétralement opposés.

- Grève dans la fonction publique : entre 130 000 et 200 000 manifestants ont défilé en France, selon les autorités et la CGT - francetvinfo.fr 5 décembre 2024

Les manifestations des agents publics contre la « *dégradation de leurs conditions de travail et de rémunération* » ont réuni, jeudi 5 décembre, 200 000 personnes dans 160 cortèges et rassemblements à travers la France, dont 30 000 à Paris, selon la CGT. Les autorités, elles, évoquent un chiffre de 130 000 manifestants dans tout le pays, dont 3 000 à Paris.

"*Il faut qu'Emmanuel Macron écoute ce que les organisations syndicales, ce que les salariés ont à lui dire*", a déclaré la cheffe de file de la CGT, Sophie Binet, avant le départ du cortège parisien des agents de la fonction publique en grève. "*Notre pays est dans une situation de crise sociale, avec des salaires et des pensions qui décrochent par rapport aux prix et dans une crise démocratique qui nous inquiète*", a poursuivi la représentante syndicale.

Au micro de franceinfo, le secrétaire général de la FSU, Benoît Teste, appelle le futur exécutif à "*traiter correctement les agents du service public*". Il explique que la censure du gouvernement de Michel Barnier ne change pas véritablement la donne car l'intersyndicale ne sait pas si certaines mesures du "*mauvais budget*" vont être "*reprises par le nouveau gouvernement*".

Cette mobilisation, qui intervient en pleine crise politique, au lendemain de la chute du gouvernement, doit permettre de lancer une « *alerte sur la dégradation des conditions de travail et de rémunération en direction du futur gouvernement et des parlementaires qui auront à construire les prochaines lois de finances pour 2025* », a déclaré à l'Agence France-Presse (AFP) Mylène Jacquot, secrétaire générale de la CFDT Fonctions publiques. francetvinfo.fr 5 décembre 2024

En famille au chevet du régime. Un consensus vaut mieux que la censure.

Réaction à la chute du gouvernement Barnier et quelques éléments de réflexion.

Tous les articles proviennent de l'AFP et différents médias officiels.

Il s'agit du gouvernement le plus court de l'histoire de la Ve République, qui a débuté en 1958, et du premier vote de défiance réussi depuis le gouvernement de Georges Pompidou en 1962, lorsque Charles de Gaulle était président.

En famille. Collaboration de classes. Macron s'incrute. Comme ils les aiment Macron et la Ve République.

- Emmanuel Macron n'a même pas cherché à masquer son exaspération. C'est un président furieux sans regret ni remord qui s'est invité jeudi soir à la télévision. LePoint.fr 6 décembre 2024

Maintenant que le gouvernement de Michel Barnier a été censuré, qui sera nommé Premier ministre par Emmanuel Macron ? Si des noms de Premiers ministres commencent à circuler, plusieurs appels à l'alliance sont lancés de part et d'autre du paysage politique. Yannick Jadot envisage un pacte transitoire, assurant « *être prêt* », à ce que dans le futur gouvernement « *d'abord issu de la gauche et des écologistes, il y ait des ministres du bloc central* ». Gabriel Attal, lui, préconise, un accord de non censure du Parti socialiste aux Républicains, tandis qu'Olivier Faure considère qu'« *il vaut mieux parfois faire un pas plutôt que de rester dans la contestation* ». De son côté, Laurent

Wauquiez a garanti que son groupe ne censurera pas le futur gouvernement « *même s'il n'y participe pas* ». Publicsenat.fr 5 décembre 2024

Macron.

- Emmanuel Macron à la recherche d'un nouvel "*arc de gouvernement*" - AFP 6 décembre 2024

Pour M. Macron, le nouveau gouvernement devra représenter "*toutes les forces politiques d'un arc de gouvernement qui puisse y participer ou, à tout le moins, qui s'engage à ne pas le censurer*", a-t-il fixé jeudi comme cahier des charges, promettant en outre un "*gouvernement resserré*".

Une loi spéciale sera déposée "*avant la mi-décembre au Parlement*", a affirmé le président de la République, en décrivant une "loi temporaire" qui "*permettra la continuité des services publics et de la vie du pays*" en appliquant "*pour 2025 les choix de 2024*". AFP 6 décembre 2024

PCF

La gauche est extensible jusqu'à l'extrême droite. Le stalinisme n'est pas mort.

Pour Fabien Roussel, "*Le président doit se tourner vers la gauche pour nommer un gouvernement capable de construire des majorités*". - AFP 5 décembre 2024

« *C'est à la gauche (...) de construire une majorité plus large. Si non, on ne peut pas dire qu'on veut de la stabilité* », estime Cécile Cukierman, la présidente du groupe communiste.

Ecologistes.

Avec les Ecologistes, la gauche ou le NFP était déjà macroniste.

- Jadot veut un gouvernement de gauche avec des ministres du "*bloc central*" pour éviter la censure - BFMTV 4 décembre 2024

Le sénateur écologiste Yannick Jadot a plaidé mercredi 4 décembre pour un gouvernement dirigé par la gauche mais incluant "*des ministres issus du bloc central*", au nom d'un "*pacte républicain transitoire*" face au blocage institutionnel.

Yannick Jadot a estimé auprès du Figaro qu'il fallait trouver "*un accord de non-censure, autour d'un socle restreint de mesures indispensables pour les Français*", entre l'alliance de gauche du Nouveau Front populaire et le bloc central macroniste.

- La députée écologiste Sandrine Rousseau a estimé "*C'est juste l'avancée de la démocratie*". - AFP 5 décembre 2024

- "*Pas à la hauteur*": Tondelier déplore que les Écologistes n'aient pas été invités par Macron à l'Élysée - BFMTV 6 décembre 2024

La secrétaire nationale d'Europe Écologie Les Verts ajoute avoir eu "*deux chefs de partis de la majorité au téléphone cet après-midi*", et avoir écrit à Emmanuel Macron "*pour lui dire qu'il faut qu'il arrête de se précipiter, qu'on prenne le temps et qu'on trouve une solution*."

C'est par le Front Républicain que la crise pourra se résoudre, pour président du groupe écologiste, Guillaume Gontard "*Face à cette situation inédite, il faut réfléchir à comment créer une plateforme de gouvernement autour des idées du NFP et du Front Républicain*".

PS.

"*Nous irons à l'Elysée parce que nous l'avons demandé*", a assuré sur X le premier secrétaire du PS Olivier Faure. "*Ceux qui pensent que le Parti socialiste est à vendre se trompent*", a-t-il d'emblée mis en garde. (Le PS est déjà vendu depuis un siècle et dix ans ! - J-C)

Il y a quelques jours déjà, le chef des députés PS Boris Vallaud proposait à tous les partis, sauf le Rassemblement national, un pacte de non-agression pour dégager une majorité... autour d'une personnalité de gauche à Matignon. « *L'idée est de se mettre autour de la table pour s'accorder sur les conditions d'une non-censure. Cela permettrait à un Premier ministre de gauche de former un gouvernement. Il faut sortir de la crise politique par des compromis* », précise Arthur Delaporte, député du Calvados et porte-parole du groupe socialiste. (Se compromettre, c'est la seule chose qu'ils soient capables de faire. - J-C)

Patrick Kanner, président du groupe socialiste au Sénat, a notamment envoyé ce jeudi un courrier à Emmanuel Macron lui proposant « *que les partis ayant participé en juillet dernier au Front Républicain, bâtissent une méthode en mesure de faire émerger des majorités texte par texte au Parlement* ». Il demandera « *clairement* » à Emmanuel Macron la nomination d'un Premier ministre de gauche qui s'engagerait à ne pas utiliser le 49-3, seule option pour arriver à conclure un accord de non-censure, d'après lui. (Pourquoi recourrait-il au 49.3 une fois qu'il aurait obtenu le soutien de la droite et de l'extrême droite ? - J-C)

« *Se couper de LFI, je le défends depuis longtemps donc ça ne me dérange pas de le redire* », assume Rémi Féraud, sénateur socialiste de Paris. (Se couper de Macron ou de la Ve République, on comprend que cela le dérange (sans référence à LFI). - J-C)

LFI.

- Chute du gouvernement Barnier : LFI promet de censurer tout Premier ministre qui ne serait pas issu du NFP - 20 Minutes/AFP 5 décembre 2024

- Éric Coquerel (LFI) affirme qu'il y aura "*une censure automatique*" si un Premier ministre issu du NFP n'est pas nommé - BFMTV 5 décembre 2024

Les Insoumis, qui réclament surtout la démission d'Emmanuel Macron, rejettent fermement toute « *forme d'alliance gouvernementale avec les macronistes* » et s'exaspèrent de voir leurs alliés socialistes s'ouvrir au compromis. Mathilde Panot a prévenu que l'accord mentionné par les socialistes serait « *une rupture avec le Nouveau Front populaire* ». (Ils veulent bien gouverner avec Macron mais pas avec les macronistes, il n'y a rien qui vous interpelle là ? Parce qu'ils ne partageraient pas la même idéologie et la même politique ? Un minable illusionniste Coquerel. - J-C)

LR.

Macron doit aller toujours plus à droite.

D'après Guillaume Gontard, LR n'ayant pas participé au Front Républicain, la solution ne se trouve pas de ce côté : « *C'est ce socle qui permettrait à un gouvernement de trouver la stabilité sur un budget. Alors oui, ça veut dire un bouger de la part des macronistes.* »

RN.

Macron sommé d'aller encore plus à l'extrême droite.

Laurent Jacobelli, assure que le Rassemblement national adoptera une stratégie différente : « *Si Emmanuel Macron nomme un Premier ministre qui nomme un seul ministre de gauche, le gouvernement sautera* ». Il martèle que « *les temps ont changé* », et fustige les coalitions qui excluent le Rassemblement national : « *Les Républicains et le Parti socialiste sont deux partis minoritaires* ». Le député de la 8e circonscription de la Moselle, certifie que « *ce sont de vieux partis dont les Français ne veulent pas* ».

Puisque le RN n'aura plus la "capacité de dicter la politique du gouvernement" dictée par Macron, ce sera au tour du PS de s'y coller.

- Pour l'après Barnier, Attal prône un accord de non censure des LR au PS - BFMTV 4 décembre 2024

"*Ce qui peut changer maintenant*", c'est d'arriver "*à une équation politique où ce n'est plus le Rassemblement national qui est en capacité de dicter la politique du gouvernement*", a déclaré ce mardi 3 décembre l'ancien Premier ministre à des journalistes, comme l'ont relaté ce mercredi plusieurs médias.

"*Cela voudrait dire qu'il y a une forme d'accord de non-censure qui est trouvé avec les socialistes, en plus des LR. Je ne sais pas si c'est possible. En tout cas moi, je pense que c'est ce qu'on doit viser*", a-t-il poursuivi.

- "*Cela nous sortirait collectivement d'une situation où on a un gouvernement otage de Marine Le Pen*", a-t-il encore expliqué

- Chute de Barnier : Le PS va-t-il se détacher des insoumis pour faire un pacte de non-censure avec les macronistes ?- 20minutes.fr 5 décembre 2024

Le chef des députés socialistes, Boris Allaud, avait dit la semaine dernière vouloir proposer à tous les partis, à l'exception du RN, "*de poser la question des conditions d'une non-censure*" si le gouvernement Barnier venait à être renversé. (Une offre de service pour faire le sale boulot à la place des macronistes, des conservateurs et de l'extrême droite, c'est la seule chose qu'ils savent faire au PS. - J-C)

Arguments pour la lutte sociale. Une caricature grotesque de "révolutionnaires".

Et dire qu'autrefois quand j'étais jeune, on a milité dans la même organisation.

Arguments pour la lutte sociale est une sorte d'association ou club de discussion d'ex-militants du courant trotskyste lambertiste (OCI-POI-PT) qui publient des articles sur l'actualité politique et à la

suite desquels figurent des commentaires. (<https://aplutsoc.org/>) Leur blog est propulsé par WordPress.com qui bloque systématiquement mes commentaires, j'ignore pourquoi.

Ils cherchent à justifier, comment pendant si longtemps de si grands intellectuels ont pu à ce point se faire manipuler et se fourvoyer sans jamais parvenir à la moindre réponse satisfaisante, soit parce qu'ils sont idiots ou ils n'y tiennent pas vraiment. Il faut dire que leur principal représentant, Vincent Prémey, a collaboré activement aux institutions de la Ve République en tant que membre du Conseil économique et social et environnemental, entre autres.

Je n'ai plus le temps de figoler, vous allez rapidement comprendre de quoi il s'agit, à condition de ne pas être contaminé par le socialisme révisionniste.

Cela vaut pour d'autres groupes de militants issus de ce courant politique, La Commune, le GMI agent de la dictature sanitaire, y compris tous les groupuscules issus du NPA. Sans l'aborder dans mes causeries, parce que j'avais estimé que cela n'en valait vraiment pas la peine, j'ai continué de lire leurs articles au cours des dernières décennies, plus qu'une épreuve ingrate, une véritable torture !

C'est le naufrage de vieillards dégénérés, une déchéance honteuse.

Aplutsoc : C'est l'opportunisme décomplexé en plus pourri encore que le POI et le PT réunis, ils rivalisent avec le NPA et ses satellites, Place Publique, le PS, les Ecologistes, bravo !

Aplutsoc : C'est la voix de l'AFP, de l'OTAN, de Davos...

Les titres parlent d'eux-mêmes, lisez attentivement, ils sont conformes à la propagande de l'OTAN :

- Déclaration de la confédération syndicale de Géorgie contre la répression. - aplutsoc 4 décembre 2024

- La révolution syrienne est de retour et elle défie l'ordre macabre des Trump, des Poutine et des Netanyahou ! - aplutsoc 30 novembre 2024

- Communiqué du RESU du 30 novembre 2024 : plus que jamais, soyons aux côtés de la résistance du peuple ukrainien ! - aplutsoc 29 novembre 2024

- 20 novembre 2024 – Mobilisation internationale contre les déportations d'enfants ukrainiens. - 17 novembre 2024

- À propos des bombardements russes de cette nuit sur l'Ukraine. Par Vitaliy Dudin. - aplutsoc 17 novembre 2024

- Liberté pour Ahou Daryaei ! - aplutsoc 17 novembre 2024

Je rejette et combats toutes les positions adoptées par ce courant trotskyste lambertiste.

- A bas Macron/Barnier/Le Pen ! Démocratie : grève le 5 décembre ! - aplutsoc

- "*Pour un gouvernement féministe (...) avec Lucie Castet*", stop, j'arrête de lire là... parce que je respecte les femmes !

Quel délire, plus décomposé, tu meurs ! Et ils se prennent pour des révolutionnaires, même cela on ne l'a pas en commun, on n'appartient plus au même camp de toute évidence.

Début novembre 2024 j'ai reçu une contribution politique d'un ex-dirigeant (permanent) de l'OCI qui a été publiée par ses copains d'Aplutsoc. Je lui ai répondu tout en avançant un certain nombre d'arguments que je soumetts aux lecteurs, autant dire qu'il les a ignorés et il a dû s'empresser de ne rien en dire à ses petits camarades.

- [Courriels entre PS et JCT \(11.2024\)](#)
- [Esquisse d'une nouvelle analyse de la situation mondiale. \(26 octobre 2024\)](#)
- [PS à JCT. \(05.11.2024\)](#)
- [JCT à PS. \(6.11.2024\)](#)
- [JCT à PS. \(07.11.2024\)](#)

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 7 décembre 2024

- Si vous prêtez attention à tout ce qu'ils racontent, vous allez devenir fou ! C'est comme dans les infos en général, plus de 90% de déchets.

- Pour que de tels partis parviennent au pouvoir, pour qu'ils mènent une telle politique antisociale, cela montre à quel point les peuples sont demeurés ignorants ou arriérés jusqu'à cautionner la barbarie ou y être indifférents.

On peut aussi s'interroger sur ceux qui se croient évolués, car si c'était le cas ils feraient quelque chose pour aider le reste du peuple à évoluer ou sortir de l'obscurantisme, les organiser, or eux-mêmes y renoncent ou ils en sont incapables, ce qui ne fait que confirmer l'hypothèse que j'avais émise. Avec tous les divertissements qui ont été mis gracieusement à leur disposition, le pire est à craindre de leur part.

Bref, quand les hommes ne sont pas héroïques, en temps normal ils sont plutôt misérables, il faut faire avec, ils sont ce que le régime en ont fait.

- On reviendra sur la révolution russe demain ou dans quelques jours, en visionnant un documentaire, je me suis fait une réflexion que je suis en train de creuser. Ce fut plus fort que moi, j'ai pleuré de joie en regardant les images, le peuple russe en liesse, quel immense bonheur et soulagement de se débarrasser du régime despotique de Nicolas II, bon, je ne devrais pas vous raconter cela, je suis con parfois.

L'attitude de Lénine aussi m'a interpellé. En février 1917 il était exilé en Suisse, ils disent qu'il fut étonné du déclenchement de la révolution et la vitesse à laquelle elle a balayé le régime. Il est vrai qu'il ne pensait pas voir la révolution de son vivant. Ils disent aussi qu'il était obsédé par la révolution, heureusement, en fait, sans savoir ni quand ni comment elle se produirait, il s'y préparait, contrairement à nous qui sommes totalement désarmés. On y reviendra.

- On entend dire que la situation est bloquée en France, que les institutions sont en crise et bloquées, que quelle que soit la décision que prendra Macron, cela ne changera rien, patati et patata. D'accord on a compris, alors de deux choses l'une, soit on décide de sauver le régime en place, soit on adopte une stratégie révolutionnaire conduisant à son renversement. Mais laquelle ? Pour le remplacer par quoi, pour quoi faire au juste ?

Certains évoquent un replâtrage de la Ve République, d'autres parlent de revenir à la IVe République, d'autres encore verraient bien une VIe République qui a bien des égards serait un clone de la Ve République, autant dire on ne change rien ! J'allais oublier la tarte à la crème de l'Assemblée constituante souveraine qui serait également une copie déguisée de la Ve République.

On a constaté que les masses étaient de plus en plus nombreuses à s'abstenir lors des élections. On nous dit que la majorité rejette les institutions de la Ve République sans savoir par quoi la remplacer. On nous dit aussi que des millions de travailleurs n'en peuvent plus, en fait, toutes les classes de la société n'en pourraient plus de ce régime, hormis l'oligarchie et une poignée de capitalistes. On nous dit que plus rien ne fonctionne plus correctement dans ce pays, que les services publics sont dans un état pitoyable et chaque fois qu'on y a recourt, c'est un casse-tête bureaucratique à devenir fou, tout comme le recours à la justice, à la médecine, vaut mieux ne pas être malade ou vieux dans ce pays qui prend l'eau de partout.

Bref, des millions et millions en ont plus que marre du mode de vie et des conditions de travail qu'on leur impose, des difficultés à répétitions qu'ils rencontrent, des problèmes sans fins ou solutions qu'ils doivent affronter au quotidien, tout le monde se plain de tout et cela ne pourra pas durer ainsi éternellement ou très longtemps, c'est ce qu'un grand nombre affirme sans savoir quand interviendra le dénouement de cette situation insupportable. Nombreux sont ceux qui ont applaudi aux différents revers qui ont frappé Macron depuis juillet dernier, désavoué deux fois dans les urnes, son gouvernement renversé.

Et après ? C'est la question que tout le monde se pose sans avoir de réponse, sinon que cela risque de durer encore longtemps comme cela, ce qui ne satisfait personne ou pire inquiète tout le monde. Une chose au moins est certaine, si on reste enfermé dans la logique du régime en place, il n'y a rien à attendre de bon ou la situation ne peut qu'empirer pour les travailleurs. Si on cherche une solution dans le cadre des institutions de la Ve République, on est compromis et foutu.

Si ce sont les institutions qui bloquent, et que ces institutions ne comptent pas se dissoudre d'elles-mêmes, on pourrait peut-être envisager de les aider à disparaître, qu'en pensez-vous ? Pourquoi ne pas partir de ce constat politique pour élaborer une stratégie qui permettrait d'envisager à terme de les renverser ? Nous ne sommes pas des rêveurs ou des gauchistes, nous sommes des militants sérieux qui ne racontent pas de blagues aux travailleurs ou qui ne colportent pas des illusions.

Je pense qu'il faudrait se donner les moyens politiques, de créer les conditions qui permettraient de déboucher sur l'instauration d'un double pouvoir qui contesterait l'existence des institutions de la Ve République. Comment ?

En associant à cette perspective politique révolutionnaire tous les travailleurs et militants du pays qui souhaitent travailler et vivre autrement, qui exigent que leurs besoins sociaux et leurs aspirations démocratiques soient satisfaits, qui souhaitent un changement radical de régime économique et politique, ainsi que tous les acteurs politiques et les syndicalistes qui souhaitent avancer sincèrement dans cette direction. Comment ?

En les appelant à constituer dans chaque commune du pays une Assemblée populaire dans laquelle ils détiendraient le pouvoir, le pouvoir démocratique d'établir la liste des revendications sociales et politiques, qu'ils souhaiteraient voir adopter par un gouvernement qui représenterait réellement, uniquement, strictement leurs intérêts, un gouvernement qui serait élu démocratiquement par les délégués qu'ils auraient élus parmi eux dans chaque Assemblée populaire, délégués et gouvernement qui seraient révocables et n'ayant de compte à rendre qu'à eux seuls, en dehors de tout représentant des partis du patronat ou des capitalistes ou de leur Etat antidémocratique, qui seraient chargés de rédiger la Constitution d'une République sociale et démocratique sur les cendres de la Ve République.

En fonction du développement que prendrait ce processus révolutionnaire et de la participation de millions de travailleurs à ces Assemblées populaires fédérées au niveau des départements, des

régions et sur le plan national, le gouvernement provisoire de la République sociale serait chargé de coordonner la mise en œuvre des nouvelles tâches politiques que les Assemblées populaires auraient adoptées qui permettraient d'avancer vers la prise du pouvoir. Le gouvernement provisoire de la République sociale serait également mandaté pour proposer des mesures politiques aux Assemblées populaires, à elles de les approuver ou non après en avoir débattu en réunions plénières. Compte tenu de la configuration du territoire, on doit concevoir que chaque Assemblée populaire adoptera des tâches spécifiques. Les objectifs politiques qui rythmeront ce processus seront définis nationalement au sein de l'Assemblée populaire nationale ou au niveau du gouvernement, de sorte que toutes les forces engagées dans ce combat politique convergent dans la même direction.

Chaque acteur ou parti politique conservera son indépendance, chaque Assemblée populaire sera souveraine. Le gouvernement provisoire de la République sociale sera mandaté pour représenter l'ensemble des Assemblées populaires auprès de l'Etat, et avant d'engager la responsabilité des Assemblées populaires il devra les consulter pour accord.

Vous allez peut-être penser que tout cela est fort compliqué, pas tant que cela. Surtout quand on a à l'esprit que pour mobiliser des millions de travailleurs et les guider dans la même direction, sachant que tous les acteurs politiques ne seront pas forcément sur la même longueur d'onde, certaines précautions s'imposent, de plus, il sera nécessaire que le parti ouvrier socialiste révolutionnaire qui à ce jour n'existe pas, se construise et conquiert de larges masses dans tout le pays pour orienter le processus révolutionnaire dans la bonne direction, sinon il échouerait, tout dépendra de ce facteur en dernière analyse, eh oui comme en octobre 1917 en Russie ! D'où l'intérêt d'avoir présent à l'esprit les enseignements de cette révolution, même si le déroulement de notre révolution diffèrera sur bien des points.

Quand j'ai commencé ce blog il y a 20 ans en décembre 2004, je n'avais pas tout cela en tête, mais quand même...

Si on parvenait à créer une situation de double pouvoir en France, sans qu'on puisse prédire à l'avance si nous vaincrons ou non, cela pourrait donner des idées à des travailleurs dans d'autres pays, soyons optimiste, que diable, et qu'il emporte nos ennemis avec lui, si nous nous en donnons les moyens, nous pouvons vaincre.

Les conditions sociales ne sont certes pas aussi misérables qu'au début du XXe siècle. J'ai eu l'occasion d'y repenser en me retrouvant sans électricité, sans eau, sans téléphone, sans Internet pendant plusieurs jours lors du dernier cyclone qui a frappé le sud de l'Inde. Je me suis dit que c'était dingue à quel point on se retrouvait dépendant de tout cela, car dès qu'on en est privé quelques jours, on est en proie à de grandes difficultés, j'ai perdu presque la totalité du contenu du congélateur qui était plein. Je ne vais pas en faire un plat, je survivrais, et puis les chiens se sont régalés !

Tout cela pour revenir à ce que j'ai écrit tout au début de cette contribution politique, à savoir qu'en France en décembre 2024 l'immense majorité de la population de ce pays n'en peut plus, même la mieux nourrie ou lotie, à l'exploitation vient s'ajouter l'oppression, les tracasseries, contrariétés, désillusions, peine ou souffrances quasi quotidiennes qui vous pourrissent littéralement la vie au point d'être excédé au possible, sans cesse sous tension, angoissé, dépressif, bref, en un mot plutôt malheureux, ce qui est injuste évidemment, alors si quelque chose pouvait se produire pour mettre un terme à ce cauchemar, qui sait si les travailleurs ne seraient pas nombreux à répondre présents ou à reprendre espoir, confiance en eux, à entrevoir la nécessité de se mobiliser... Il faut y croire, de toutes manières, on n'a pas le choix !

N'hésitez pas à réagir à cette proposition, merci et bon dimanche, en ayant une pensée pour nos amis palestiniens, libanais et syriens.

Totalitarisme. Quand l'«hydre» de la surveillance permanente se déploie.

J-C - Quand il s'agit de réprimer une catégorie de la population, ils débordent d'imagination et de moyens financiers pour mettre au point un tas de gadgets hyper sophistiqués. Plus tard, ils réduiront de 85 à 80 décibels ou moins sous prétexte du passage aux véhicules électriques, et tous ceux qui auront conservé leurs vieilles bonnes bagnoles à essence seront sanctionnés, si elles ont encore le droit de rouler ! Je suis tranquille en Inde, ouf !

Le radar « hydre » à une tête fait la chasse aux véhicules qui font trop de bruit - 20minutes.fr 6 décembre 2024

Expérimentés à Paris depuis 2022, les radars sonores seront progressivement déployés en France dès 2025 pour sanctionner les véhicules dont le niveau de bruit dépasse les 85 décibels.

En gros, si votre voiture, moto, scooter, camion passe sous le radar en dépassant le seuil maximum de bruit, fixé à 85 décibels par les autorités, vous serez flashé et recevrez une « *une amende forfaitaire de 135 euros, minorée à 90 euros* ». 20minutes.fr 6 décembre 2024

Quand une idéologie et une croyance défie la nature et les sciences.

J-C - Ils ont un sexe à la place du cerveau. Entre nous, ça soit être de sacrés dégueulasses ou des refoelés profonds, les deux à la fois produit des monstres. Hier soir, je me suis fait la réflexion suivante.

Quand j'avais 20 ans, il y a de cela déjà un demi-siècle en arrière, avec mes potes et mes copines on discutait de musique, de cinéma, de littérature, de philosophie, de vacances ou sorties, de fringues, de jeux, de motos ou de bagnoles (moi je n'avais qu'un vélo!), de la nature, dès qu'on en avait l'occasion on allait faire un tour en forêt, à la campagne. La politique n'était pas vraiment notre truc, le travail non plus du reste, on détestait l'ordre établi et l'injustice, la hiérarchie, les patrons, les flics et les militaires, on était un brin anarchiste sans le savoir, on s'était mis au cannabis, on picolait peu, on n'était pas méchants, plutôt pacifistes et humanistes.

Et bien que mes potes passaient une partie de leur temps à draguer les filles (moi j'étais trop coincé ou complexé !), pour autant que je me souviens, jamais ils ne parlaient de cul et ce n'était pas un sujet tabou. Ils étaient misogynes dans leurs propos évidemment, tous les mecs l'étaient, il ne faut pas se raconter d'histoires, mais cela n'allait pas plus loin, ils n'ont jamais agressé ou violé une fille. Une main baladeuse et ils prenaient une baffe dans la gueule, tout le monde se marrait, à commencer par les nanas et c'était aussitôt oublié, surtout les allumeuses, les salopes profitaient de ces avances pour prendre rendez-vous et se faire sauter si les mecs leur plaisaient.

Mais il n'y avait jamais rien de vulgaire dans ces relations, le consentement était toujours de rigueur. La pornographie n'était pas notre truc non plus, même si nous n'étions pas tous épanouis sexuellement parlant, le sexe n'était pas une obsession chez nous, je le répète, on n'en parlait jamais. On avait des potes un brin homosexuels ou bisexuels sans qu'on y prête attention. Bien qu'on était

fans de David Bowie ou de Ziggy Stardust, pour autant, à part sur le plan vestimentaire où on se permit quelques transgressions mineures, aucun d'entre nous n'est devenu homosexuel ou pervers, il faut dire qu'à cette époque les autorités et les médias n'encourageaient pas l'homosexualité, bien au contraire, ils la criminalisaient, ce qui ne fut jamais notre cas. Nous profitions du vent de liberté qui avait suivi 68, et chacun était libre de vivre sa sexualité comme il l'entendait sans que personne ne porte de jugement, même en cas de dérapage, on ne se mêlait jamais des affaires des autres.

On était très individualistes, il faut bien avouer, trop peut-être, cela contrebalançait les vieux adeptes du puritanisme ou un peu trop conformistes à notre goût. A tout bien considérer, à cette époque on avait des rapports ou des comportements beaucoup plus sains qu'aujourd'hui, on ne cherchait pas à imposer aux autres notre mode de vie ou nos idées. Nous aussi on prônait le libéralisme ou on considérait que toute interdiction était une entrave à notre liberté, nous étions épris de liberté par-dessus tout. Malgré cela, on était capable de se fixer des limites à ne pas dépasser ou on savait ce qu'on pouvait ou non se permettre de faire, alors que de nos jours ils ont complètement inversé ces rapports, et de ce fait, plus personne ne sait où se situent les limites ou plutôt, n'importe qui peut imposer les siennes aux autres, de sorte qu'il n'existe plus aucune liberté ou elle est gravement entravée. Il en découle toute sorte de perversions et de réactions violentes qui étaient plus rares autrefois, elles étaient réservées aux classes supérieures, dorénavant elles tendent à se généraliser... La dégénérescence du régime a finalement déteint sur tous les rapports sociaux dans la société, d'où la nécessité de faire table rase !

Qu'est-ce que la « *théorie du genre* », brandie par les détracteurs de l'éducation à la vie affective et sexuelle ? - Le HuffPost 7décembre 2024

C'est l'idée selon laquelle on nierait les différences anatomiques et sexuelles, mais plus que cela, qu'on serait en train de contraindre les femmes à devenir des hommes et les hommes à devenir des femmes. Et que l'on encouragerait l'homosexualité, la bisexualité et la « *transsexualité* ». Il y aurait donc une dimension prosélyte.

J-C- Vous pouvez ajouter la pédophilie, dès lors que tous ces comportements sexuels sont diffusés par des adultes, hommes ou femmes indistinctement, y compris des travelos à barbe dans les écoles, bibliothèques municipales, etc.

HuffPost - D'un point de vue de l'efficacité du discours, cela marche bien, car quand on dit « *la théorie du genre* », on souligne que c'est une « *théorie* » et pas un fait. Et donc on fait croire aux personnes à qui on s'adresse que les sciences qui produisent ces théories ne produisent que des théories. HuffPost 7décembre 2024

J-C- Seule la nature biologique est une science, le reste ce n'est que de l'idéologie politique travestie en science.

HuffPost - Et puis, dans « *La théorie du genre* », il y a l'idée qu'il n'y en aurait qu'une seule et que l'on voudrait nous l'imposer. Et cela vient aussi alimenter la notion de « *lobby LBGT* », un lobby caché. Et la preuve que l'État serait le bras armé de cette théorie, ce serait qu'il a utilisé des institutions comme l'école pour la mettre en place.

J-C- La théorie du genre, telle qu'elle est conçue par ses idéologues, consiste à accorder une prédominance aux comportements, pratiques ou tendances sexuelles, et à reléguer au second plan ou pire, à nier la nature biologique des hommes et des femmes ou la distinction qui a été établie entre les hommes et les femmes à partir du sexe qu'ils ont reçu lors de leur conception ou à leur naissance, dès lors leur complémentarité à tous les niveaux que ce soit sur le plan sexuel,

sentimental, social, leurs rapports soient contestés de manière à ce que toute sorte de combinaisons deviennent possibles et équivalentes, alors même qu'une seule permet d'assurer la reproduction et la pérennité de l'espèce.

Autrement dit, c'est une entreprise machiavélique destinée à instrumentaliser des désordres mentaux ou psychiques provoqués par des rapports sociaux inadaptés entre adulte et enfant, à favoriser et alimenter des tendances psychotiques, qui, si cette entreprise criminelle était menée à son terme, outre qu'elle constitue un grave danger pour les enfants ou jeunes adultes concernés, se traduiraient par des troubles de la personnalité irréversibles, car un homme demeure un homme et une femme, une femme, quoiqu'on fasse ou dise. Ajoutons que c'est aussi une entreprise à caractère eugéniste avec le transhumanisme en embuscade.

En complément.

Tous les jours ces malfaisants radicalisés en rajoutent. Militarisation des écoles. Ils nous harcèlent, faisons table rase !

- Pourquoi aller aux toilettes à l'école est devenu la hantise de beaucoup d'élèves chez les petits - 20 Minutes 6 décembre 2024

Huit enfants sur dix préfèrent se retenir plutôt que d'utiliser les toilettes à l'école. C'est le constat d'une étude Essity-Harpic-Harris Interactive pour le collectif « *À nous les toilettes* » publiée en 2023. Et pour cause, selon ce rapport, la crainte des moqueries, le manque d'hygiène et d'intimité seraient autant de freins pour les enfants à soulager leurs besoins naturels. 20 Minutes 6 décembre 2024

J-C - C'était déjà mon cas 60 ans en arrière, et je n'en suis pas mort !

Ces sadiques instrumentalisent et terrorisent les petites filles.

- Pourquoi ces parents mettent-ils un short sous la jupe de leur petite fille? - BFMTV 6 décembre 2024

<https://fr.news.yahoo.com/pourquoi-parents-mettent-short-jupe-060400512.html>

Quand les médias font la promotion de la « *théorie du genre* » et du transformisme.

- Education à la sexualité : « *Théorie du genre* », intervenants... On décrypte trois infox sur ces cours - 20 Minutes 6 décembre 2024

<https://www.20minutes.fr/societe/4127243-20241206-education-sexualite-theorie-genre-intervenants-decrypte-trois-infox-cours?xtor=RSS-176>

J-C - Ces deux articles montrent à quel niveau de délire ces nuisibles sont parvenus, il faut le lire pour le croire.

Fouettez-les, paupérisez-les, ils finiront bien par se soulever !

La crise du logement frappe de plein fouet les Français - 20minutes.fr 6 décembre 2024

Le Conseil économique social et environnemental (le Cese) a rendu public son rapport sur l'état de la France 2024 fin octobre. Cette étude fait notamment état des difficultés financières importantes des citoyens, malgré un ralentissement de l'inflation. En effet, d'après un sondage réalisé par l'institut Ipsos pour le Cese, « 45 % des Français estiment que leur pouvoir d'achat permet seulement de répondre à leurs besoins essentiels, voire ne le permet pas », 3 points de plus qu'en 2023. Et parmi les multiples sources d'inégalités observées, c'est l'accès au logement qui arrive en tête de liste, devant la santé, l'emploi ou encore les services publics. Ainsi, 58 % des répondants éprouvent des difficultés d'accès au logement ou avec les conditions de logement, que ce soit pour l'achat, la location ou les logements sociaux. Ce chiffre grimpe même à 84 % dans les départements et régions d'outre-mer.

Le volume de constructions neuves s'est effondré de 20 à 30 % par rapport à 2022, tandis que les transactions dans l'ancien ont accusé un recul de 22 % en un an. Pas étonnant quand on sait que la production de crédit a baissé de plus de moitié en 18 mois. Résultat logique : on assiste à une chute des offres de location longue durée de 36 % en 2 ans et même de 74 % en 3 ans pour Paris, d'après une enquête du site Seloger.com parue en février. Le logement social est lui aussi touché par ce blocage du parcours résidentiel puisqu'on dénombrait 2,6 millions demandeurs (dont 1,7 million de premières demandes) pour 82 000 nouveaux agréments en 2023...

Dernier symptôme et pas des moindres : le fléau du mal-logement. Selon le baromètre 2023 de la Fondation Abbé Pierre, plus de 4 millions de personnes sont mal-logées dont plus d'1 million sont privées de logement personnel. D'après un rapport de la délégation aux droits des femmes du Sénat paru début octobre, le nombre de personnes sans domicile a d'ailleurs doublé en 10 ans pour atteindre 330 000, sachant que 120 000 sont des femmes (contre environ 50 000 en 2012).

Le rapport du Conseil économique social et environnemental passe lui aussi en revue les effets de la crise du logement en citant un rapport d'information du Sénat de 2021 qui relevait que les prix de l'immobilier ont explosé de 88 % en 20 ans. Une dynamique qui « *paupérise les ménages et rend également difficile l'équilibre des programmes de logements locatifs sociaux ou intermédiaires* ». La récente envolée des taux d'intérêt a d'ailleurs été également préjudiciable : « *La capacité d'achat des candidats à la propriété a ainsi baissé de 30 %* », évoque le Cese.

Même avec un toit sur la tête, les difficultés restent importantes ! En effet, alors que la part du budget consacrée à l'habitation s'élevait à 19,7 % en 2017, elle a grimpé à 26,7 % en 2022 selon l'Insee. Premier poste de dépense contrainte, le logement représente jusqu'à 32 % des revenus des 25 % des ménages les plus modestes. Bien entendu, l'énergie pèse lourd dans la balance. Rien qu'en 2021, les dépenses énergétiques liées aux logements ont augmenté de 7,8 % en euros constants.

Or, le Cese rappelle que la réforme des aides personnelles au logement (APL) de 2021, consistant à réviser le montant attribué tous les trimestres et non plus une fois par an, a conduit à une baisse d'allocation de 73 € pour 29,6 % des bénéficiaires. Globalement, l'ensemble des aides au logement représentait 1,5 % du PIB en 2022, contre 2% en 2008. 20minutes.fr 6 décembre 2024

On savait bien que les BRICS étaient compatibles avec l'UE (Washington).

L'Union européenne a signé le traité avec le Mercosur malgré l'opposition de la France - 20 Minutes/AFP 6 décembre 2024

Le Mercosur et l'Union européenne sont désormais très proches de s'entendre concernant un accord de libre-échange. Les deux ont conclu « *les négociations* », a annoncé vendredi à Montevideo (Paraguay) Ursula von der Leyen.

« *C'est le début d'une nouvelle histoire. Je me réjouis maintenant d'en discuter avec les pays européens* », a déclaré la présidente de la Commission européenne, lors d'une conférence de presse conjointe avec les présidents de l'Argentine, du Brésil, du Paraguay et de l'Uruguay pour annoncer l'accord conclu après 25 ans de discussions.

Bien que la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, ait salué à Montevideo un accord « *bénéfique aux deux parties* », la présidence française a tenu à rappeler que « *'accord n'est ni signé, ni ratifié* », et qu'il n'entre donc pas encore en vigueur. « *La Commission a achevé son travail, mais les Etats membres doivent l'examiner et autoriser sa signature* », a expliqué un conseiller présidentiel. 20 Minutes/AFP 6 décembre 2024

Qui a dit ?

- La "vraie irresponsabilité dans le débat budgétaire c'est d'avoir sacrifié l'accès aux soins". francetvinfo.fr 6 décembre 2024

Réponse : Le premier secrétaire du Parti socialiste, Olivier Faure. Criminel, ils osent tout ces ordures !

Qui avait "*sacrifié l'accès aux soins*" aux patients ne portant pas de masque ou non vaccinés dans les hôpitaux et les Ehpad entre 2020-2022 ? Le PS, entre autres.

"Un effondrement du régime sous-estimé". La Ve République n'est plus adaptée pour faire face aux contradictions du capitalisme mondial.

J-C - Qu'est-ce que cela signifie ? Soit le régime évoluera vers une dictature ouverte, soit il sera renversé par une révolution socialiste.

« Emmanuel Macron entraîne la Ve République vers son crépuscule » - Le HuffPost 6 décembre 2024

Si la Constitution de 1958 mit trois ans à devenir la Ve République, 2024 l'a fait entrer dans son crépuscule. En effet, en 1962 comme cette année, l'utilisation successive de trois outils constitutionnels a généré des conséquences imprévues : une dissolution, une nomination d'un Premier ministre et une censure. Un parallélisme frappant.

A la fin 1962, les principaux traits de la Ve République étaient en place : primauté du Président élu au suffrage universel, servitude volontaire du Premier ministre et domestication du Parlement, et notamment de l'Assemblée dominée par « *le fait majoritaire* » favorable au chef de l'État. La « *République gaullienne* » au sein de laquelle le Président occupait une place centrale pouvait véritablement débiter.

Pendant soixante ans, au prix de quelques adaptations plus ou moins inspirées, la Constitution de 1958 a ancré la France dans un système institutionnel solide dans lequel les citoyens avaient la garantie d'être durablement gouvernés. Mais depuis quelques années, les désordres s'accumulent : délitement des majorités, balkanisation du système partisan, brutalisation du débat public, volatilité gouvernementale, abstention endémique. Insensiblement, la scène politique s'est enténébrée témoignant d'un effondrement du régime lourdement sous-estimé.

Les événements qui viennent de s'enchaîner en sont le signe ultime. Ils sont le produit d'une déconstruction constante des mécanismes constitutionnels qui restera la marque d'Emmanuel Macron.

La XVIIe législature de la Ve République a débuté avec un Président affaibli et un Parlement divisé : une Assemblée nationale éclatée en trois blocs dont aucun ne peut réunir une majorité même relative et un Sénat en position de force alors même que, selon la Constitution, il ne peut jamais imposer son choix à un gouvernement.

Insensiblement, la scène politique s'est enténébrée, témoignant d'un effondrement du régime sous-estimé. Les événements qui viennent de s'enchaîner en sont le signe ultime.

En installant un chef de gouvernement dont le soutien parlementaire était le plus friable depuis 1958, Emmanuel Macron se fourvoyait une fois de plus car même sous la Ve République, il est impossible de gouverner paisiblement contre l'Assemblée.

Au terme de ces secousses telluriques, la Constitution de 1958 n'est plus, selon la saisissante formule de Georges Burdeau, qu'un « *temple allégorique habité par des ombres* ». Il est temps de l'admettre. Bien sûr, les juristes les plus juridisants soutiendront que ce ne sont pas les institutions qui sont en cause mais ce qu'il est advenu d'elles parce que des comportements politiques les ont abaissés. Que les institutions ne font que mettre en évidence les limites des hommes qui occupent les responsabilités. Mais en politique plus qu'ailleurs les intentions comptent moins que les résultats. Au surplus, les constitutions doivent être faites à la mesure des hommes et non à celles des héros. Constatons donc que le régime fort que fut – un temps – la Ve République n'est plus puisque jamais le pouvoir n'a paru aussi impuissant. Il faut donc bien finir par s'attaquer à la racine du mal.

J-C - Ce ne sont pas les "*comportements politiques*" ou "*les limites des hommes qui occupent les responsabilités*" qui sont en cause, mais le rôle ou la place que la France ne plus assumer dans l'économie mondiale, tout comme l'ensemble des économies occidentales du vieux continents ou des vieilles puissances impérialistes reléguées au second plan ou en voie de marginalisation, dont les populations sont en voie de paupérisation.

En complément :

Censure : la France « n'est pas loin d'une crise de régime », juge Édouard Philippe - LePoint.fr/AFP 7 décembre 2024

Jeu de rôles pour sauver la Ve République et le régime.

LR

Ni ministres LFI, ni programme du NFP: les LR fixent leurs lignes rouges pour le futur gouvernement - BFMTV 7 décembre 2024

" *Nous ne céderons pas à la facilité de la censure. Sauf dans une seule hypothèse qui serait celle d'un gouvernement mettant en œuvre le programme du Nouveau Front populaire ou comportant des députés de La France insoumise* ", a déclaré le chef de file des députés Les Républicains.

" *Il faut que ce gouvernement soit le plus stable possible* ", a-t-il souhaité.

Selon nos informations, Emmanuel Macron a fixé plusieurs lignes rouges ce vendredi matin, lors de ses échanges avec le bloc central à l'Élysée. Il a ainsi assuré ne pas vouloir nommer un Premier ministre socialiste tant que le parti de gauche sera allié à La France insoumise au sein du Nouveau Front populaire (NFP).

J-C - Macron a demandé au PS d'acter ouvertement sa capitulation, franchement, ce n'était pas nécessaire.

LFI

Nouveau gouvernement: LFI annonce ne pas se rendre à l'invitation de Macron lundi à l'Élysée - BFMTV 7 décembre 2024

Le coordinateur national de la France insoumise Manuel Bompard considère qu'" *aucune discussion autre que la nomination d'un gouvernement du Nouveau Front Populaire ne saurait avoir lieu avec le chef de l'État* ".

Jean-Luc Mélenchon a également assuré sur le réseau social X que la France insoumise " *ne participe à aucune combine avec Macron* ".

J-C - Cela dit, il n'y a pas si longtemps, il se voyait bien devenir son Premier ministre.

PS

« Macron n'a absolument pas » demandé au PS de s'éloigner de LFI, affirme Olivier Faure - 20minutes 6 décembre 2024

Emmanuel Macron « *n'a posé aucun préalable sur aucun sujet* » lors des consultations en vue de la nomination d'un nouveau Premier ministre, et n'a " *absolument pas* " demandé aux socialistes de se

détacher de La France insoumise, déclare premier secrétaire du PS Olivier Faure, à l'issue d'une réunion avec le chef de l'Etat à l'Elysée. 20minutes 6 décembre 2024

J-C - Ce n'était pas nécessaire !

Recherche homme de paille pour assumer collaboration de classes.

Nouveau Premier ministre : ce qu'est ce rôle de « préfigurateur » qu'imagine Olivier Faure - Le HuffPost 6 décembre 2024

Le Premier secrétaire du Parti socialiste s'est dit ouvert à « *des compromis sur tous les sujets* », y compris la réforme des retraites, avec les groupes politiques qui ont participé au front républicain lors des dernières élections législatives.

Cette idée de préfigurateur, « *pas si étonnante* » puisqu'elle existe dans plusieurs autres pays, consiste à choisir un profil qui ne soit irritant pour aucune des forces autour de la table. Sa mission : arbitrer les négociations, définir une méthode, s'assurer du bon déroulement de la discussion. Selon le journal libéral L'Opinion, « *c'est de cet accoucheur dont le monde politique a besoin, une personnalité capable de mettre d'accord les partis sur la forme et le fond* ».

D'anciens Premiers ministres comme Jean-Pierre Raffarin, Jean-Marc Ayrault ou Dominique de Villepin cochent plusieurs cases. Tout comme Jean-Louis Borloo, qui a passé sa vie au centre et qui n'a aujourd'hui plus les mains dans le cambouis politique.

« *Mettons-nous d'accord sur quelqu'un qui puisse organiser les bons offices, qui permette de faire dialoguer des gens différents* », martèle Olivier Faure, qui indique vouloir tout faire pour éviter « *le blocage institutionnel* ». « *Cela peut prendre 1 mois, 2 mois, 3 mois* », poursuit-il. Autre option, pour donner plus d'importance à l'arbitre : ne pas nommer un préfigurateur, mais deux, trois ou quatre. Une petite équipe qui n'a pas d'ambition immédiate, qui ne court pas après les postes, mais qui est prête à construire des ponts entre forces politiques qui s'opposent et entre lesquelles le dialogue est rompu. Le HuffPost 6 décembre 2024

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 8 décembre 2024

■ [Causerie du 8 décembre 2024](#)

Hier j'ai esquissé une stratégie politique dans la perspective de la prise du pouvoir. On va préciser certains points.

L'Etat et les institutions en place sont le produit d'un rapport de force entre les classes. La classe qui détient le pouvoir économique fournit une précieuse indication sur la nature sociale de l'Etat, en l'occurrence, la classe des capitalistes. Dès lors, les institutions ont pour fonction de servir les intérêts de cette classe ou d'assurer la pérennité du capitalisme.

Pour satisfaire les besoins propres au capitalisme et assurer son bon fonctionnement, cette classe doit consentir quelques concessions sociales, et pour assurer la stabilité du régime, elle doit octroyer des concessions politiques aux classes exploitées ou les associer au fonctionnement des institutions, de telle sorte qu'elles se figurent exercer un pouvoir sur la classe dominante, alors qu'en réalité, dès lors que ses représentants ne se fixent pas pour objectif un changement de régime économique et politique, l'abolition de ces institutions et du capitalisme, en participant aux institutions elles les cautionnent, pire, elles ne font que collaborer à leur propre oppression ou à l'esclavage salarial.

Ainsi les capitalistes disposent à la fois sans partage à la fois du pouvoir économique et du pouvoir politique, et compte tenu que cette classe est ultra minoritaire dans la société, il n'est pas exagéré de caractériser son pouvoir d'antidémocratique ou d'affirmer, qu'elle exerce une dictature sur les classes exploitées et opprimées qui constituent l'immense majorité de la population ou du peuple.

C'est la Constitution qui a pour fonction d'entériner et de codifier les rapports existant entre les classes au sein du mode de production, comment ils s'expriment sur le plan juridique au sein des institutions, autrement dit, elle se porte garant de la préservation du régime économique et politique en place.

Il ressort de ce constat, que la classe ouvrière et les classes moyennes ne disposent finalement d'aucun pouvoir pour faire valoir leurs besoins sociaux et leurs aspirations démocratiques légitimes.

Elles ne disposent que des droits politiques que leurs maîtres ont bien voulu leur accorder bon gré ou mal gré pour mener leur lutte de classes, à condition toutefois qu'elles n'en usent qu'avec parcimonie sans jamais remettre en cause l'ordre établi ou empiéter sur les intérêts des capitalistes, selon le principe de droit naturel ou divin, décrétant que l'exploitation et l'oppression ou la servitude humaine bénéficie d'un statut supérieur à tout autre sans exception, que nulle n'a le droit de contester la légitimité pour l'éternité.

Ceci étant posé, il va de soi que si on se cantonnait aux conditions que nos ennemis nous imposent pour mener notre combat politique, on ne voit pas comment on pourrait obtenir un jour notre émancipation du capitalisme ou conquérir notre liberté, il nous faut donc trouver un moyen pour briser ce joug ou défier l'Etat ou les institutions.

Parmi les conditions ou contraintes qui pèsent sur nous, parmi les alliés des capitalistes, il faut compter avec un puissant facteur qui n'était pas très développé au début du XXe siècle lorsque se produisirent les révolutions russes de 1905 et 1917, à savoir tous les moyens modernes et sophistiqués de communication ou de propagande, la traditionnelle presse écrite qui n'a jamais été indépendante, le réseau tentaculaire télévisuel et radiophonique, sur lesquels sont venus se greffer les réseaux et les médias dits sociaux, dans lesquels interviennent quotidiennement une multitude d'acteurs plus ou moins manipulés ou instrumentalisés à leur insu, des inconnus le plus souvent, qui présentent tous ou presque la particularité, disons à 99,99%, de servir la cause de la réaction quand il s'agit de politique ou de distraire le peuple de manière à lui donner l'impression de vivre en démocratie, alors qu'en réalité, plus il en est dépendant, et plus il s'en éloigne, car noyé sous un flot d'informations en continu ou d'analyses contradictoires, sans le mode d'emploi pour les décrypter ou avoir acquis un niveau de conscience politique suffisant un esprit critique bien aiguisé, sans boussole ou direction pour s'orienter, il ne peut être conduit qu'à la plus grande confusion qui soit, au point de douter de tout et tout le monde, à commencer par lui-même, ce qui tend à le conduire à la passivité, à le paralyser ou le réduire à l'impuissance, ce qui est démoralisant, déprimant à la longue.

Ces alliés médiatiques des capitalistes, dont les plus importants leur appartiennent ou sont financés par eux, sont devenus si puissants qu'ils sont capables de mobiliser des armées de mercenaires ou miliciens qui galvaniseront les foules jusqu'à renverser des régimes, de mener des campagnes de diffamation sans être inquiétés par la justice contre des acteurs sociaux ou politiques en tout genre, des opposants politiques qui seront littéralement lynchés, bannis de partout, parvenant même jusqu'à faire passer pour des ennemis leurs meilleurs amis ou les soutiens à leur cause.

Par conséquent, nous devons impérativement inclure ce facteur dans notre stratégie, l'ignorer serait aussi fatal que négliger la stratégie de nos ennemis. Cela nous impose de nous doter d'une conception de la lutte de classe plus rigoureuse encore qu'autrefois, ou de prendre au sérieux ou en considération tout ce qui se rapporte au conditionnement des masses, au pouvoir que peut exercer sur elles la machine infernale à formater leur conscience. Nous devons inclure ce facteur dans notre guerre de classe, sur le plan psychologique, philosophique, idéologique, on doit se préparer à toute sorte de menaces, de mauvais coups ou agressions de leur part, de manière à ne jamais être pris au dépourvu et céder à la panique, puis à la débandade, car il n'y aurait rien de pire aux moments les plus décisifs.

Il faut donc y préparer consciencieusement les militants, cadres, dirigeants et les travailleurs, les armer en leur fournissant tous les éléments en notre possession. Cela nous ramène à la question du parti que nous avons à peine abordée hier.

Je n'ai pas eu le temps depuis hier de relire des ouvrages de Lénine ou sur la révolution russe, cela dit, en repensant au contenu du documentaire dont je vous ai parlé hier, en observant le comportement de Lénine, je me suis dit qu'avec un peu de chance il y figurerait peut-être un enseignement à côté duquel nous serions passés, qui pourrait nous aider à avancer, qui sait ?

Il y a un truc qui m'a intrigué, je me suis demandé comment il avait pu diriger le parti bolchevik et la révolution d'Octobre, alors qu'il n'avait pas vu venir celle de février, il n'avait pas compris immédiatement la signification du soviét, les bolcheviks y étaient même plutôt réfractaires au

début... Plus d'un y verrait des lacunes impardonnables, et pourtant, quel extraordinaire dirigeant révolutionnaire il allait être ! On nous a dit qu'il recevait des émissaires de Russie, certes, à l'époque il fallait des semaines pour que les nouvelles parviennent à leurs destinataires, malgré tout, il a été très surpris par un si soudain déferlement des masses, je sais maintenant que c'est la magie des révolutions, mais laissons cela de côté. Donc, il n'était pas aussi bien informé qu'on avait bien voulu nous le dire. J'en ai déduit qu'il n'était pas en prise directe avec la situation ou qu'il en ignorait pas mal de choses, et pourtant ! Alors que faisait-il de ces journées ?

Ils travaillaient comme un forçat, comme Marx avant lui, mais à quoi ? A la révolution, à la future révolution qui viendrait dans quelques décennies, peut-être après sa mort. Toute son énergie y passait, par chance pour les masses russes, il allait subordonner tout son travail à cet objectif et à la construction du parti, à l'armement théorique de ses militants.

Imaginez un instant que nos dirigeants en aient fait autant, au lieu de balancer à la poubelle cet enseignement à la première occasion au profit du socialisme révisionniste, quand, disons dans les années 40-50 du siècle dernier, officiellement en 1981, quand la social-démocratie parvint au pouvoir en France, et la décomposition du régime polonais annonçait la fin prochaine de l'URSS, ils n'avaient plus besoin de faire semblant d'être des marxistes trotskystes, leur imposture éclata au grand jour, au grand dam des milliers de travailleurs qui avaient rejoint l'OCI, la LCR et LO, ils ne s'en sont jamais remis. Dommage, car nous n'étions pas trop mal partis pour construire le parti, même déformées, nous possédions pour l'essentiel les bases pour progresser encore, à condition de le vouloir évidemment, c'est là que la volonté joue un rôle déterminant, dans la vie en général du reste.

La volonté et la confiance, l'espoir, c'est ce qui manquent le plus aux travailleurs et aux militants de nos jours, c'est ce qu'il faudrait leur insuffler.

On doit remettre le socialisme au centre des discussions.

Vous aurez remarqué que j'ai repris une partie des enseignements de la révolution russe, auxquels j'ai joint la question du double pouvoir qui a vu le jour au tout début de la révolution de février 1905 à Pétrograd, au lieu de la plaquer à notre situation, j'en ai proposé une adaptation.

Je rajoute quelques éléments très rapidement.

Le gouvernement provisoire de la République sociale demanderait aux autorités du pays de céder le pouvoir, elles refuseraient évidemment, et une fois qu'il estimerait que la situation est mûre, avec l'ensemble des Assemblées populaires il appellerait à la grève générale jusqu'à ce que le pouvoir abdique, que le Président de la république démissionne et dissout l'Assemblée nationale. Avec les rapports entre les classes qui existent en France, cela fait longtemps que je pense que c'est dès le départ une grève générale politique qui emportera le régime, car si on devait compter sur une grève générale à partir des revendications sociales uniquement, on pourrait attendre très longtemps, c'est malheureux à dire, mais il n'y a pas assez de pauvres en France et les pauvres ne sont pas encore assez pauvres.

Maintenant vous allez me demander : Mais qui va reprendre cette stratégie, personne ? Hélas ! il n'y a que LFI qui pourrait s'en charger, à condition de ne pas leur parler de révolution ou de socialisme ! Idem avec le POI et le PT, s'ils n'étaient pas divisés, et encore, ils sont trop marginaux, ce sont des organisations qui ne comptent pas plus de 1.500 à 2.000 militants encore valides ou qui ne sont pas des vieillards.

Alors pourquoi nous soumettre une stratégie si elle est inapplicable dans l'état ? Parce qu'il fallait bien que quelqu'un y pense, non ? Elle pourra peut-être servir plus tard, je l'ignore et vous aussi. De toutes manières, dorénavant quoi qu'on propose, on se moque de vous ou vous n'écopez que du mépris.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 10 décembre 2024

Deux remarques en guise d'introduction à cette causerie.

1- Quand on aborde la situation politique d'un pays, avant toute chose, avant de chercher à comprendre ou interpréter quoi que ce soit, on doit se demander quel est son niveau de développement économique : S'agit-il d'une grande puissance impérialiste, d'une ancienne puissance coloniale, d'un vieux pays capitaliste, d'un petit ou d'un grand pays émergent, d'un pays demeuré sous-développé, d'un pays riche en matières premières, en énergie fossiles, en terres rares, en minerais.

On doit également tenir compte du rapport de son Etat à la propriété privée des moyens de production, quel rapport l'Etat entretient avec les différentes classe, quel est leur niveau de développement, quelle est la répartition de la population au sein des classes dans ce pays, quelle importance ont-elles sur le plan économique, etc.

Ensuite seulement, on peut aborder les questions politiques relatives à ce pays, ses institutions et son gouvernement, leur fonctionnement, leur rapport aux différentes classes, etc.

Si on ne prend pas cette précaution, si on ignore tous ces facteurs, si on ne procède pas dans cet ordre, on a une chance sur deux de croire ou raconter n'importe quoi, de se faire manipuler par le premier bon parleur venu.

2- S'agissant de ce qui vient de se produire en Syrie.

Vous aurez remarqué que de part et d'autre, les différents acteurs politiques ont affirmé qu'ils avaient été surpris par la tournure qu'avaient pris les événements, la rapidité avec laquelle le pouvoir syrien était tombé, à les entendre personne ne s'y attendait. Faut-il les croire ? Quelle est la part de vérité et de mensonge dans leur récit ?

Qu'ils aient été pris de court par les évènements, on veut bien le croire, quoique.

Ils n'étaient pas sans ignorer ce qui se tramait à la frontière de la Turquie, où était amassé plus de 100.000 mercenaires lourdement armés près à fondre sur Damas. Ils savaient que la Russie avait l'esprit ailleurs, en Ukraine, un faux prétexte en fait, que les Iraniens avaient abandonné ou trahi les Libanais et les Palestiniens, que les Irakiens avaient fait de même, que le Hezbollah trop affaibli n'était plus en mesure d'intervenir en Syrie, les factions palestiniennes armées non plus.

Ils savaient aussi que la situation économique et sociale en Syrie était catastrophique, et que par conséquent le soutien du peuple syrien à Bachar al-Assad s'était érodée, que l'armée syrienne était profondément démoralisée et pour ainsi dire démobilisée après 13 ans de guerre et plus de 250.000 morts dans ses rangs.

Ils savaient que le pouvoir en place était pour ainsi complètement isolé, sans défense en cas d'agression ou d'offensive soudaine, elle ne rencontrerait aucune résistance ou presque, et cette fois personne ne volerait à son secours pour le sauver.

Bref, tous savaient que la situation de la République arabe syrienne était désespérée et que la situation politique régionale n'était pas en sa faveur, tout cela, tous le savait, à Washington, Moscou, Pékin, Londres, Paris, Berlin, et bien sûr à Ankara et à Tel-Aviv qui avaient préparé minutieusement cette attaque avec la participation de la CIA et du Pentagone entre autres.

Donc tous ces acteurs politiques mentent, les uns parce qu'ils souhaitaient ce dénouement tragique, les puissances occidentales, les autres, les soi-disant alliés de la Syrie, parce qu'ils avaient pris la décision de le laisser se produire et ils ne souhaitaient pas que cela se sache. Car, quand on observe ce qui s'est passé depuis 13 ans, on s'aperçoit qu'aucun Etat parmi les prétendus alliés de la Syrie n'a participé à la reconstruction de ce pays, aucun n'a osé braver le blocus instauré par les Américains et l'UE contre la Syrie, alors que financièrement ils en avaient largement les moyens, ils ont volontairement laissé périliter l'économie syrienne, pourrir la situation sociale, sachant qu'un jour ou l'autre cela s'avèrerait fatal à la République arabe syrienne.

Il ne faut donc prendre avec une extrême prudence tout ce qu'on nous raconte sur ce drame que vit le peuple syrien.

RFI - Il est néanmoins clair qu'Ankara avait connaissance, bien avant son déclenchement, des intentions du groupe islamiste Hayat Tahrir al-Sham et des autres rebelles qui ont mené l'assaut et leur a accordé une forme de feu vert. Il apparaît tout aussi clair que Recep Tayyip Erdogan n'avait pas prévu – ni même espéré – que l'Histoire s'accélère à ce point. Le chef de l'État turc, moins idéologue que pragmatique, s'est adapté comme les autres au cours des événements et tente désormais de les tourner à son avantage. RFI

BFMTV - Lors d'un point presse tenu lundi 9 décembre depuis Moscou, le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, a reconnu avoir été "*surpris*" par l'offensive éclair des rebelles en Syrie qui a provoqué le départ du dictateur Bachar al-Assad.

"*Le monde entier a été surpris par ce qui s'est passé*" en Syrie. "*Nous ne faisons pas exception*", a-t-il dit. BFMTV

- Le chef du Kremlin a joué la carte de la diplomatie en échangeant avec son homologue turc, Recep Tayyip Erdogan, auprès de qui il a insisté sur "*l'importance cruciale d'une coordination étroite*" entre Russie, Turquie et Iran "*pour normaliser la situation en Syrie*".

Si la Turquie a balayé l'idée d'une "*quelconque ingérence étrangère*" dans l'offensive, lundi, reste que le pays est un fidèle soutien de factions rebelles. "*Depuis 2011, la Turquie finance, entraîne et ouvre ses portes à l'opposition syrienne. Il y a au moins 75 à 100 000 combattants armés et financés par la Turquie*" dans les rangs des rebelles, juge Adel Bakawan. FranceInfo 9 décembre 2024

- Le chef de la diplomatie iranienne a fait savoir que des contacts indirects ont lieu entre Washington et Téhéran au sujet de la Syrie. RT 9 déc. 2024

Pour revenir au point n°1.

La plupart des régimes qui étaient en place en 2001 au Moyen-Orient, et qui ont été renversés par l'OTAN ou ses mercenaires, étaient en fait des républiques laïques dans des pays demeurés sous-développés sur le plan économique, en dehors des secteurs liés à l'exploitation d'hydrocarbures ou à l'exportation, où se côtoyaient parfois des structures sociales à la fois moderne ou de types occidentales, et d'autres principalement agraires ou pastorales de types archaïques ou féodales, voire tribales comme en Lybie, de sorte qu'il était difficile de les faire cohabiter ensemble ou d'établir une sorte de consensus national. Si le pouvoir avait été remis aux différents acteurs économiques ou factions en présence, elles auraient passé leur temps à se faire la guerre. Il fallait donc impérativement que l'un des clans de la bourgeoisie locale se hisse au-dessus des autres et gouverne en satisfaisant au mieux les intérêts des uns et des autres, quitte à s'octroyer des pouvoirs politiques qui pourraient apparaître antidémocratiques à des observateurs étrangers ou occidentaux, alors que c'était à ce stade, le seul moyen pour garantir la cohésion de ces nations.

Il faut avoir à l'esprit que les masses de ces pays n'ont pas acquis le niveau de conscience politique et les connaissances des masses occidentales, elles sont demeurées très arriérées, elles ont été soumises au pire obscurantisme qui soit depuis leur naissance, essentiellement religieux, même si elles se déplacent en véhicules à moteur ou tiennent à la main un smartphone, cela ne veut strictement rien dire ou ne prouve rien.

Si vous vous plaignez du degré d'ignorance des masses en France, dites-vous bien que vous ne supporteriez pas de vivre à leurs côtés dans tous les pays encore sous-développés. Pourquoi ? C'est très simple à comprendre, parce que neuf fois sur dix il n'y a absolument rien de logique dans leur comportement, pas une trace, c'est juste un constat, je précise. Dans ces conditions, ne trouveriez-vous pas dangereux de leur confier le pouvoir, de les laissez décider votre sort ? Il faut peut-être le vivre au quotidien pour le croire.

C'est ainsi par exemple que j'évite de confier le moindre pouvoir à ma compagne indienne, j'évite qu'elle prenne seule des décisions. Elle a déjà failli à plusieurs reprises foutre le feu ou faire sauter la baraque, entre autres, elle fait en moyenne une à trois « conneries » par jour, du coup je dois tout superviser, et si j'ai le malheur d'oublier quelque chose, il arrive une tuile, c'est systématique. Si je vous dis que c'est général en Inde, vous n'allez pas me croire, et pourtant je n'exagère pas du tout. Voilà pourquoi il m'arrive aussi d'être à bout de nerf, car j'intériorise tout ou presque. Ils n'y sont pour rien, on n'a pas le même niveau de développement ou le même mode de pensée, si je ne le supporte pas, je n'ai qu'à rentrer en France.

Il y en a parmi nous qui s'en prennent aux dirigeants occidentaux, parce qu'ils veulent imposer « la démocratie » dans tel ou tel pays. Mais ceux qui se réjouissent de la chute de la Libye, de l'Irak, de la Syrie que font-ils ? La même chose qu'eux ou ils ne valent pas mieux, ils sont complices du chaos, de la terreur et de la barbarie qui règnent dans ces pays.

Demandez donc à tous ces peuples ce qu'ils en pensent au lieu de penser à leur place, vous serez surpris de leur réponse, alors commencez par balayer devant votre porte et par chasser Macron !

Ce qu'en pense le peuple syrien ?

Si les médias n'ont pas encore été foutus de fournir la moindre image d'un rassemblement de masse en Syrie en faveur des barbares au pouvoir, c'est parce qu'il n'y en a pas eu.

- Plusieurs dizaines de personnes ont rallié le centre de Damas pour célébrer la chute du régime.

Sur une autre place publique dans le centre de Damas, sous les cris de « *Allah Akbar* » (« *Dieu est le plus grand* ») lancés à la volée pour exprimer la joie de la foule. AFP

J-C - Quant aux Syriens qui ont manifesté leur « *joie* » à Paris, Londres ou Berlin, il faut les renvoyer en Syrie par les premiers charters !

Mes commentaires publiés par un blog.

- La désillusion sera cruelle, et ce n'est qu'un début pour tous ceux qui avaient misé sur la Russie, la Chine, les Brics et « *l'axe de la résistance* », qui n'ont jamais représenté les intérêts des peuples opprimés, pour peu qu'on veuille bien se pencher sur leur nature ou prendre en compte leur origine sociale.

Mais pour cela, il faut se situer sur le terrain de la lutte des classes, ce qui permet de distinguer au premier coup d'œil dans quel camp se situent les différents acteurs politiques, histoire d'éviter d'entretenir des illusions ou de soutenir ceux qui figurent dans le camp de nos ennemis.

Et bien que tous les États parties prenants de ces guerres aient des intérêts particuliers, il n'en demeure pas moins qu'ils ont un seul et unique ennemi, les peuples qu'ils exploitent et oppriment ou maintiennent en servitude, dès lors qu'on l'ignore ou qu'on refuse d'en tenir compte pour diverses raisons, on sera amené malheureusement à se faire de douloureuses illusions.

Si cela pouvait servir d'enseignement à quelqu'un, au moins ce bien triste épisode n'aurait pas servi à rien. Personnellement j'en doute, cependant on préfère quand même espérer, comment dire, que la raison ou les faits l'emporteront.

Cela dit, tous les acteurs impliqués en Syrie savaient parfaitement à quoi s'attendre depuis des semaines, ceux qui prétendent le contraire sont des menteurs ou ils se foutent de nous, car une armée de plus de 100.000 barbares armés jusqu'aux dents, cela ne devait pas passer inaperçu bien avant qu'ils déferlent soudainement vers Alep, vous connaissez la suite.

2- L'OTAN ou les Américains auraient conclu un deal avec les Russes, en échange de la Syrie, on vous accorde ce que vous voulez en Ukraine. Sans doute un marché de dupes, apparemment il y en a qui aiment cela.

3- Très rapidement.

La Russie et les Brics ont délibérément laissé pourrir la situation en Syrie, y compris ses "alliés", c'est un fait incontestable.

Ils savaient qu'en procédant de la sorte, les conditions économiques et sociales allaient se détériorer encore plus, et c'est effectivement ce qui s'est produit, au point où, devenues invivables, à l'étape suivante le peuple syrien se retournerait contre le président syrien, et une fois perdu son soutien le régime serait mûr pour tomber sans avoir à le soumettre à un bombardement intense, un coup de pied au cul suffirait, et c'est ce qui s'est passé. C'était prévisible, mieux c'était écrit ou programmé.

C'est là qu'on s'aperçoit qu'il existe une entente ou une connivence entre toutes les grandes puissances contre tous les peuples, car finalement c'est ce qui est arrivé également aux Palestiniens et aux Libanais. Un jour, on apprendra peut-être qu'il en fut de même de la guerre en Ukraine, car là aussi tout le monde savait à quoi s'en tenir depuis les années 90.

L'implosion de l'URSS, au lieu de se traduire par une nouvelle ère de prospérité et de paix comme certains l'envisagèrent à l'époque, contribuera au contraire à accélérer la crise du capitalisme mondiale et à engendrer de nouvelles guerres sur tous les continents, tandis que l'idéologie néolibérale triompherait aux États-Unis et en Europe, avant de gagner le reste du monde.

L'oligarchie financière devenue toute-puissante et sans rival pour contester son pouvoir, le mouvement ouvrier international étant quasi inexistant ou trop compromis, allait imposer "*ses règles*" au profit de ses sociétés transnationales plus puissantes que les États, dont les intérêts particuliers seraient dorénavant relégués au second plan.

Ce revirement historique ou cette trahison des États qui jusqu'à présent étaient censés représenter les intérêts de leurs peuples, n'allait pas se réaliser sans quelques tensions ou conflits intérieurs ou entre États ou grandes puissances, il fallait en maquiller la véritable origine, ainsi que leurs réelles intentions. Les uns et les autres devant préserver à tout prix la stabilité de leur régime, ils allaient se livrer à une répartition des rôles au sein d'une comédie sordide, histoire de sauver les apparences ou de faire croire qu'ils étaient en présence d'une question existentielle, dont finalement ils n'avaient rien affaire. C'est ce que vient de révéler si besoin était la chute de la Syrie et le génocide des Palestiniens.

Le partage des richesses mondiales et la préservation du capitalisme commandent toujours les décisions politiques adoptées par les États les plus puissants...

4- « *Dîtes moi un seul pays qui se situe sur le terrain de la lutte des classes ?* »

Tous, mais pas le nôtre, si vous ne le comprenez pas, c'est que nous ne sommes pas sur la même longueur d'onde.

Les quelque 196 pays présents à l'ONU ont adopté la dictature hygiéniste en 2020, vous vous en souvenez, aucun n'a déclaré que c'était une imposture et ne l'a combattue comme telle, que les affirmations de l'OMS-GAVI relevaient de l'idéologie ou de la propagande politique et non de la science, n'est-ce pas ?

La résolution 181 de l'ONU du 21 novembre 1947 actant la partition de la Palestine, elle a été adoptée par toutes les grandes puissances, y compris l'URSS, hormis la Chine qui n'avait pas encore rejoint l'ONU.

Et au fait, que font tous ces États à l'ONU, au FMI, à la Banque mondiale, etc. sinon indiquer qu'ils figurent tous dans le même camp, pas le nôtre.

C'est cela la lutte des classes, et c'est cela aussi se situer sur son propre terrain de classe, à ne jamais confondre avec celui de nos ennemis, c'est préférable.

Quand on n'a pas assimilé ce simple constat objectif, comment fait-on pour ne pas se tromper de camp, de combat ou de cause, c'est s'en remettre au petit bonheur la chance, en fonction de son état d'âme du moment, etc. Vaut mieux éviter, cela ne s'adresse pas spécialement à vous qui êtes habitué à réfléchir.

Sur la situation politique et sociale en France.

Ils osent tout.

La cote de popularité d'Emmanuel Macron en hausse - LePoint.fr 8 décembre 2024

Le maître et son domestique.

Les pays de l'Otan «doivent payer leurs factures» : Macron est «d'accord», selon Trump - RT 9 déc. 2024

Emmanuel Macron est «d'accord» avec l'idée que les pays de l'Otan devraient payer équitablement les coûts de leur propre sécurité, a affirmé Donald Trump au New York Post le 8 novembre, au lendemain d'une rencontre avec le dirigeant français à Paris.

Imposture. Excusez-nous, LFI a rendez-vous avec la Ve République en 2027. A bas la Ve République !

Nouveau gouvernement: LFI annonce ne pas se rendre à l'invitation de Macron lundi à l'Elysée - BFMTV 7 décembre 2024

Le coordinateur national de la France insoumise Manuel Bompard considère qu'"*aucune discussion autre que la nomination d'un gouvernement du Nouveau Front Populaire ne saurait avoir lieu avec le chef de l'État*". BFMTV 7 décembre 2024

J-C – LFI n'entend pas rompre avec Macron et les institutions de la Ve République, à laquelle ils sont subordonnés ou sans laquelle ils n'existeraient plus, CQFD.

Ils sont les garants de "la stabilité" de la Ve République. A bas la Ve République !

Chute du gouvernement : Rendez-vous à l'Élysée lundi pour les Écologistes, contrairement aux Insoumis - 20 Minutes/AFP 7 décembre 2024

« *Les Écologistes se rendront à ce rendez-vous pour y avoir une discussion exigeante de méthode avec le président de la République* », indique le parti dans un communiqué.

« *Dans l'impasse politique dans laquelle notre pays se trouve, la stabilité de ce gouvernement ne peut exister que dans un dialogue avec les partis qui ont participé au Front républicain* », ont ajouté Les Écologistes. 20 Minutes/AFP 7 décembre 2024

En famille, enfin ils se mettent à table ou la table est bonne.

Pour sortir de la crise, Emmanuel Macron propose une réunion des « différentes forces politiques » - Le HuffPost 9 décembre 2024

Toujours en quête d'un Premier ministre, le chef de l'État entame un nouveau cycle de consultations, cette fois en conviant tout le monde autour d'une même table.

En réalité, aucune solution magique ne s'est imposée à Emmanuel Macron depuis la censure du gouvernement Barnier.

Après avoir reçu séparément les représentants du « *socle commun* » (LR et macronistes), les socialistes, les écologistes et les communistes, le chef de l'État entend les réunir autour d'une même table. Objectif : sortir au plus vite de la crise et nommer rapidement un chef de gouvernement.

Dernière idée en date : une « *réunion des différentes forces politiques pour échanger sur une plateforme programmatique* » qui, comme l'ont précisé les Verts à leur sortie de l'Élysée, devrait se tenir dès ce mardi 10 décembre. « *C'est un premier pas pour pouvoir travailler en confiance* », a estimé la secrétaire nationale des Écologistes, Marine Tondelier.

Cette discussion transpartisane, à laquelle sont invités différents partis de droite comme de gauche, serait la première du genre depuis la dissolution.

On ne sait pas encore à qui exactement a été faite cette proposition et qui répondra favorablement », a confirmé la patronne des Écologistes, qui demande que les représentants de La France insoumise se joignent à eux, dans un souci de cohérence et d'unité du Nouveau Front populaire : « *Nous avons plus de poids dans cette discussion si les Insoumis viennent* ». Manuel Bompard et Mathilde Panot, qui avaient refusé l'invitation de l'Élysée ce 9 décembre, ne semblent pas davantage prêts de participer à cette nouvelle initiative.

Du côté du Parti communiste, Fabien Roussel a semblé très ouvert à la négociation. « *Nous avons dit que bien sûr il était préférable qu'il y ait un Premier ministre de gauche* », a-t-il déclaré à la sortie, sans en faire « *un préalable* », accréditant l'idée qu'il faisait « *un pas* » vers le chef de l'État. « *Ce qui compte, c'est que l'on avance, et pour avancer, on ne vient pas en mettant des préalables sur des noms, des propositions, des lignes rouges* ».

Le secrétaire national du PCF, qui s'est incliné au premier tour des législatives et a ainsi perdu son siège de député, ne fait plus de l'abrogation de la réforme des retraites à 64 ans un totem. Il propose, si cela peut permettre d'aboutir à un accord avec la droite et les macronistes, « une conférence sociale ».

La présidente de l'Assemblée nationale Yaël Braun-Pivet a une idée : additionner les membres du « *socle commun* » aux députés socialistes et Liot, constituant ainsi une majorité absolue au-dessus de laquelle ne plane plus la menace d'une censure. Mais le PS est-il réellement prêt à s'engager dans une coalition avec LR et les macronistes ? « *Si ce n'est pas un Premier ministre de gauche, nous ne participerons pas à ce gouvernement* », rappelle le président du groupe socialiste à l'Assemblée Boris Vallaud. Position partagée par le patron du parti Olivier Faure, qui promet tout de même « *des concessions réciproques* » avec d'autres forces politiques.

J-C – Ce qui est intéressant ici, c'est d'observer comment au fil des heures pratiquement, ils affutent leur discours ou arguments pour mieux masquer leur connivence, leur complicité, pour tenter de sauver les apparences et mieux tromper les naïfs, leurs électeurs ou sympathisants, leurs propres troupes.

Futur gouvernement : Macron convie mardi tous les partis... sauf LFI et le RN - Paris Match 9 décembre 2024

Emmanuel Macron a invité à des discussions mardi 14H00 à l'Élysée l'ensemble des partis disant se situer dans « *une logique de compromis* » dans le but de « *constituer un gouvernement d'intérêt général* », a annoncé lundi soir l'Élysée, excluant ainsi le Rassemblement national et La France insoumise.

« *À l'issue de ses consultations menées depuis vendredi, le Président de la République a convié demain à 14h à l'Élysée l'ensemble des partis politiques ayant indiqué se placer dans une logique de compromis dans le but de constituer un gouvernement d'intérêt général ou de le rendre possible* », a précisé la présidence. « *L'objectif est d'avancer sur un accord concernant une méthode* », a ajouté l'entourage du chef de l'État, alors que ce dernier avait promis en fin de semaine dernière un Premier ministre « dans les prochains jours ».

« *L'idée c'est que [...] le président de la République puisse faire une forme de synthèse* » des rencontres des derniers jours « *et travailler à une forme d'accord de méthode sur comment on peut discuter dans les jours à venir* », a résumé la patronne des Écologistes Marine Tondelier sur France Info.

Les socialistes et les communistes, membres du Nouveau Front populaire avec La France insoumise, enverront également leurs représentants. « *Comment sauver le soldat Macron et le Macronisme avec* », a tancé sur X Éric Coquerel, cadre de LFI à l'Assemblée, à l'adresse des autres forces de gauche.

Sur X, Manuel Bompard, le coordinateur de La France insoumise a pointé les incohérences de ses alliés de Nouveau Front populaire.

"*Un gouvernement d'intérêt général de Olivier Faure à Bruno Retailleau? Comment peut-on être élus pour défendre le programme du Nouveau Front Populaire et envisager de participer à un tel attelage? Vous êtes tombés sur la tête?*", s'est-il interrogé.

Sur X, la Secrétaire nationale des Écologistes Marine Tondelier a tenu à mettre les choses au clair. Elle a affirmé rester "*fidèle au Nouveau Front populaire*" et que son parti "*ne participera pas à un gouvernement 'd'intérêt général' avec LR ou des macronistes ou je ne sais qui.*" BFMTV et Paris Match 10 décembre 2024

Le NPF était déjà basée sur des « concessions réciproques » avec le régime de la Ve République.

Nouveau Premier ministre : Mélenchon s'en prend vertement à Olivier Faure pour ses négociations avec Macron - 20 Minutes/AFP 9 décembre 2024

Si les socialistes concluent un accord avec Emmanuel Macron pour former un gouvernement, « *le Nouveau Front populaire continuera sans eux* », a prévenu le leader de la France insoumise, dénonçant la « méthode brutale » du patron du PS.

« *Nous ne soutiendrons aucun autre gouvernement que celui du Nouveau Front Populaire* », a réaffirmé le tribun insoumis dans un entretien aux journaux italien et espagnol, La Repubblica et El País. « *Faure ne décide pas tout seul* », a-t-il ajouté, fustigeant la démarche du Premier secrétaire du PS, qui a rencontré vendredi le chef de l'Etat pour lui proposer des « *concessions réciproques* ».

« *Cette propagande qui répète sans arrêt que la gauche doit s'entendre avec la droite est dangereuse. Elle produit des gouvernements prêts à vendre leur âme au diable pour durer* », a-t-il affirmé, avant de revendiquer son intransigeance : « *Nous refusons de trahir nos électeurs pour des postes. Nous appliquons notre programme sans compromission. La démocratie, ce n'est pas le consensus !* »

J-C – Question : Si « *la démocratie, ce n'est pas le consensus* », c'est quoi la démocratie ? La révolution socialiste, pardi ! Mais Mélenchon n'y est pas favorable, effectivement, et pour cause en ayant adopté l'idéologie de la social-démocratie, cela fait 40 ans qu'il fait partie du « *consensus* » !

Si être élu avec 15,4% témoigne de "l'attention au quotidien des Français", il faut en déduire que 84,6% ont l'esprit ailleurs.

Législative partielle dans les Ardennes: le RN perd un siège de député - BFMTV 9 décembre 2024

Le RN a perdu dimanche un siège de député lors de l'élection législative partielle dans la première circonscription des Ardennes, remportée par le candidat sans étiquette et ancien député Renaissance Lionel Vuibert, qui a bénéficié d'un barrage républicain.

Lionel Vuibert, qui avait été élu député de la majorité présidentielle en 2022 puis battu cet été par le jeune candidat Rassemblement national (RN) Flavien Termet, a été élu dimanche de justesse au second tour, avec 50,89% des voix, contre 49,11% pour son opposant du RN Jordan Duflot.

Les deux tours du scrutin ont été marqués par une forte abstention. Au second tour, le taux de participation n'a atteint que 30,86%.

L'ex-Premier ministre, Gabriel Attal, y a vu "*la reconnaissance du sérieux, de la proximité, du travail de terrain*". "*L'attention au quotidien des Français l'emporte sur le chaos voulu par Marine Le Pen et les extrêmes*", a-t-il ajouté sur X. BFMTV 9 décembre 2024

Santé.

Études biaisées et effets secondaires du dupilumab par la rédaction de l'AIMSIB 08 décembre 2024

<https://www.aimsib.org/2024/12/08/etudes-biaisees-et-effets-secondaires-du-dupilumab-dupixent/>

Mon commentaire publié par un blog médical

- Covid: en Europe de l'Ouest, une mortalité moindre pour les pays à la riposte sanitaire rapide – AFP 9 décembre 2024

Les pays d'Europe de l'Ouest qui ont subi la moins forte mortalité liée au Covid sont ceux qui ont pris des restrictions sanitaires assez tôt et qui ont déployé au plus vite la vaccination auprès des personnes âgées, conclut une étude publiée lundi.

Réalisée par des chercheurs de l'institut Pasteur et publiée dans la revue BMC Global and Public Health, l'étude a comparé la situation de 13 pays d'Europe de l'Ouest entre 2020 et 2022, soit le pic de l'épidémie de Covid. AFP 9 décembre 2024

<https://fr.news.yahoo.com/covid-europe-louest-mortalit%C3%A9-moindre-164205503.html>

J'en déduis que cette étude est frauduleuse, ils ne sont plus à cela près. Si quelqu'un peu cerner comment ils ont procédé, je ne suis pas de la partie et je n'ai pas de temps à y consacrer.

Cela permet d'éviter de poser la question embarrassante qui concerne les trois quarts des pays du globe :

Comment expliquer pourquoi les pays qui n'ont imposé aucune mesure sanitaire particulière, ni aucun vaccin ou injection génique, n'ont pratiquement pas eu de décès causés par ce virus ?

Quelques réactions de lecteurs :

1- Il faut travailler, le semble-t-il les courbes de mortalité, surmortalité du document joint :

<https://bmcbglobalpublichealth.biomedcentral.com/articles/10.1186/s44263-024-00103-z>

J'ai l'impression que ces courbes contredisent le texte ou tout au moins ne le valident pas.

2- « *Comment expliquer pourquoi les pays qui n'ont imposé aucune mesure sanitaire particulière, ni aucun vaccin ou injection générique, n'ont pratiquement pas eu de décès causés par ce virus ?* »

Pas besoin d'étudier ces documents, vous donnez la réponse. On n'en peut plus que des gens honnêtes, sérieux et compétents perdent leur vie à réfuter, sans résultat, des études biaisées et frauduleuses.

3- Effectivement, plutôt que de s'empêtrer dans ces études foireuses, on peut se rappeler notamment que plusieurs pays d'Asie du Sud-Est n'ont quasiment pas eu de mort en 2020: Singapour, Vietnam et les morts sont arrivés à partir du moment où on a vacciné, et la progression est telle qu'il faudra donner une explication.

Pour Singapour, j'avais fait un article quand notre journal fonctionnait qui montrait cela de façon flagrante, et qui s'est amplifié après Il est consultable sur notre blog, en principe; les facts-checkers du Monde, embarrassés par ce phénomène avaient essayé de justifier l'injustifiable à coups de coupe de presse des médias locaux, mais en tronquant des pages et des déclarations; notamment le ministre de la santé, déclarant qu'ils avaient donné des traitements avant que les vaccins arrivent

<http://enquetes.blog;ça doit dater de 2022>

- De toute façon, dès que l'AFP publie une chose on peut être sûr qu'il s'agit de propagande et certainement pas de la science; sans doute un travail de commande où ils essaient de préparer une offensive contre eux.

- Je suis rassuré, cette étude provient de l'équipe de C, l'escroc modélisateur de Pasteur, Cauchemez, élève de son triste maître Ferguson, spécialiste en prévisionnisme en catastrophes sanitaires.

Pour ceux qui auraient oublié, ce Cauchemez est celui qui a produit les modélisations ayant conduit aux pass vaccinaux et sanitaires ; le fait qu'ils le remettent en service, prouve qu'ils tentent une manœuvre pour s'extirper de la crasse dans laquelle ils se sont enfoncés. Pavan avait déposé plainte contre lui à l'époque, d'abord classée sans suite, puis ensuite constitution de partie civile, je n'ai toujours pas réussi à savoir ce qu'il en était advenu, car même si rejetée, ça serait important de le savoir.

Mais en peu de mots, sans rentrer dans les détails, cette étude était déjà ridicule par l'utilisation de savantes équations qui n'étaient même pas correctement écrites ; en un mot, elles n'avaient aucun sens ; ce sont des gens qui ne savent même pas ce qu'ils écrivent ; ils partent d'un résultat, et introduisent des paramètres dans leur modèle qui permettent d'y aboutir, pour préparer la super pandémie de l'automne 2021, alors que la vaccination patinait sérieusement, ça a rendu fou Macron, de voir que la France était « *en retard* » (sur les autres pays de l'UE). Le Cauchemez a donc pondu son torchon, en posant comme hypothèse que le taux de reproduction du virus, le fameux R_0 , effectif serait de 6, rien que ça; alors qu'il n'a jamais dépassé 3 aux pires moments et de courte durée et cela dans le monde entier.

Comment s'étonner ensuite que l'étude conclue à un engorgement des hôpitaux si en moyenne, un contaminé (enfin testé positif) transmet son virus à 6 personnes... ces gens-là dits « *chercheurs* » me rendent malades et surtout qu'on continue à les laisser accomplir leur sale besogne, qui en même temps dégrade la confiance en la science.

Combat contre la dictature climatique.

Lu.

Au cours des 4000 dernières années, le climat a connu des changements très importants. Des périodes de réchauffement ont été suivies de «*petits âges glaciaires*». Aujourd'hui, les températures augmentent à nouveau vers un optimum climatique, similaire à ce que l'on a déjà observé par le passé.

L'hystérie actuelle autour de la supposée «*catastrophe climatique*» prend une toute autre dimension lorsque l'on examine l'histoire du climat. Ce que révèle la paléoclimatologie sur les 4000 dernières années est une véritable montagne russe de températures – et, par extension, de la civilisation humaine.

Le «*Petit âge glaciaire*» (1645-1715) illustre avec force ce que signifient de véritables extrêmes climatiques. Alors qu'aujourd'hui chaque dixième de degré de réchauffement suscite des titres apocalyptiques dans la presse, les gens de cette époque vivaient, eux, une véritable calamité climatique. À Londres, la Tamise a gelé ; en Chine, la moitié de la population est morte de faim ; et en Europe centrale, de nombreuses «*sorcières*» furent accusées d'avoir provoqué le mauvais temps. Thomas Hobbes ne mentait pas en décrivant la vie comme «*solitaire, pauvre, pénible, animale et brève*».

Les données climatiques du Groenland (Vinther) et d'Indonésie (Rosenthal) sont particulièrement révélatrices. Elles montrent que les changements climatiques n'ont jamais été uniformes à l'échelle mondiale. Pendant que l'hémisphère nord subissait une longue période de refroidissement appelée «*néoglaciale*», l'hémisphère sud présentait souvent des comportements divergents.

Les archives historiques montrent clairement que les périodes de réchauffement ont souvent été synonymes de prospérité pour l'humanité. Pendant l'optimum médiéval (800-1000 après J.-C.), les Vikings ont connu leur apogée ; durant la période chaude romaine (500 av. J.-C. à 400 après J.-C.), l'Empire romain n'a cessé de s'étendre ; et l'optimum minoen (1700-1000 av. J.-C.) a vu émerger la première grande civilisation européenne.

Fait notable : les événements météorologiques du Petit âge glaciaire étaient bien plus extrêmes qu'aujourd'hui. Tempêtes, sécheresses et vagues de chaleur ponctuelles rendaient la vie particulièrement difficile. Le gradient thermique entre les tropiques et les pôles était plus marqué, alimentant directement ces conditions climatiques violentes.

Qu'est-ce que cela signifie pour le débat climatique actuel ? Les faits historiques sont clairs et ne peuvent être balayés par l'idéologie. L'archéologie et l'histoire brossent un tableau limpide : l'humanité prospère davantage dans des périodes chaudes que dans des périodes froides. Une vérité inconfortable pour ceux qui annoncent la fin du monde dès que la température grimpe d'un degré.

L'histoire ne se répète peut-être pas, mais elle suit des schémas reconnaissables. Plutôt que de céder à la panique, il serait plus sage d'apprendre du passé. Une chose est certaine : le climat continuera de changer – avec ou sans l'intervention humaine.

Fermez le banc !

Royaume-Uni : après Shell, BP confirme sa marche arrière sur les énergies renouvelables - France 24 9 décembre 2024

Le géant britannique des hydrocarbures BP a annoncé lundi dans un communiqué réduire "*de manière significative*" ses investissements dans les énergies renouvelables "*pour le reste de la décennie*". Une demi-surprise étant donné que le groupe, sous la pression de certains actionnaires désireux de doper ses bénéfices, était incité à se recentrer sur les hydrocarbures.

J-C – A ceux qui n'auraient pas encore compris à quel jeu ils se livraient : L'idéologie et ses fantasmes, ça va bien pendant un moment, mais ça a ses limites aussi, ensuite il faut revenir à la réalité ou aux choses sérieuses, surtout quand ce sont les actionnaires qui le réclament. Les crétins de gauche et d'extrême gauche indignés qui avaient mordu à l'hameçon vont hurler à la trahison.

Dites-donc, personne ne vous a forcé à vous faire des illusions dans l'oligarchie financière, voilà ce qui arrive forcément quand on a abandonné le socialisme, on finit par se retrouver dans le mauvais camp à combattre son propre camp.

L'enfer de la guerre impérialiste et coloniale ou la barbarie capitaliste à l'œuvre.

Une base de données massive de preuves, compilée par un historien, documente les crimes de guerre commis par Israël à Gaza (Haaretz) - legrandsoir.info 7 décembre 2024

Une femme accompagnée d'un enfant est abattue alors qu'elle brandit un drapeau blanc | Des fillettes affamées sont écrasées à mort dans la file d'attente pour du pain | Un homme de 62 ans menotté est écrasé, manifestement par un char d'assaut | Une frappe aérienne vise des personnes qui tentent d'aider un garçon blessé | Une base de données de milliers de vidéos, de photos, de témoignages, de rapports et d'enquêtes documente les horreurs commises par Israël à Gaza.

<https://www.legrandsoir.info/une-base-de-donnees-massive-de-preuves-compilee-par-un-historien-documente-les-crimes-de-guerre-commis-par-israel-a-gaza.html>

Bearing Witness to the Israel-Gaza War - Lee Mordechai, Historian and Israeli citizen - December 5, 2024 (version 6.5.5)

Le document en français figure dans la page d'accueil du blog.

Ukraine.

J-C -Le hachoir à viande fraîche de l'OTAN réclame de la chair de plus en plus tendre à réduire en bouillie...

Ukraine : les ados fuient à l'étranger craignant l'abaissement de l'âge de mobilisation - RT 7 déc. 2024

Face à la pression croissante des États-Unis pour abaisser l'âge de la mobilisation, de nombreux adolescents ukrainiens envisagent de quitter le pays sans intention de revenir, a rapporté *The Times*.

Le secrétaire d'État américain sortant, Antony Blinken, a déclaré en début de semaine qu'il n'était pas juste que *«les jeunes de 18 à 25 ans ne participent pas à la lutte»* contre la Russie. *«Impliquer les plus jeunes dans le combat est, selon nous, et selon beaucoup d'entre nous, nécessaire»*, a-t-il souligné.

Dans un article publié le 5 décembre, le journal britannique a rapporté les propos d'un adolescent de Kharkov affirmant que *«beaucoup»* de ses amis préfèrent désormais poursuivre leurs études à l'étranger, car *«c'est plus sûr là-bas»*.

«Dans une université étrangère, il n'y a aucun risque d'être enrôlé dans l'armée», a-t-il expliqué, précisant qu'il envisage d'étudier en Pologne et qu'il pourrait ne pas revenir après l'obtention de son diplôme.

«Une fois mes études terminées, je déciderai si je retourne en Ukraine ou si je reste à l'étranger. Là-bas, c'est plus sûr : il n'y a pas de bombes qui tombent et aucun risque d'être mobilisé pour la guerre sans mon consentement», a-t-il ajouté.

Un autre adolescent interrogé par le *Times* a également exprimé son intention de poursuivre ses études supérieures à l'étranger.

La députée ukrainienne Aleksandra Oustinova a confié au journal qu'abaisser l'âge de la mobilisation à 18 ans susciterait une *«forte opposition en Ukraine»* et ne produirait pas les résultats escomptés sur le champ de bataille, faute d'un nombre suffisant de recrues.

«Ce serait également un signal clair pour les familles de faire quitter le pays à leurs enfants. Si nous voulons perdre notre future génération, alors oui, c'est exactement ce qu'il faut faire», a averti Oustinova.

On estime à au moins 300 000 le nombre d'hommes âgés de 18 à 25 ans en Ukraine.

Selon les données de l'ONU, plus de 6,8 millions d'Ukrainiens ont fui le pays depuis l'escalade du conflit en Ukraine en février 2022, devenant ainsi réfugiés. La majorité d'entre eux sont des femmes et des enfants, les hommes en âge de combattre étant interdits de quitter le territoire.

Géorgie

J-C – Sans surprise, la gauche et extrême gauche décomposée en France a soutenu cette tentative de nouveau «*Maïdan*» orchestré depuis l'UE ou l'OTAN.

Selon le Premier ministre géorgien, le ministère de l'Intérieur a réussi à déjouer la tentative de «*Maïdan*» dans le pays - RT 9 déc. 2024

*«Il a fallu exactement cinq jours au ministère de l'Intérieur pour neutraliser les ressources de violence de l'opposition radicale. Je tiens à remercier une fois de plus le ministre de l'intérieur, Vakhtang Gomelauri, et tous les policiers. Au cours de ces journées, le ministère de l'intérieur a agi selon des normes supérieures à celles des États-Unis et de l'Europe, et c'est ainsi que la tentative de «*Maïdan*» dans notre pays a été stoppée en cinq jours exactement»,* a déclaré Irakli Kobakhidze, le Premier ministre géorgien, lors d'une réunion du gouvernement ce 9 décembre.

Le Premier ministre géorgien a noté que les manifestations se poursuivaient devant le Parlement géorgien, mais qu'elles étaient «*sans contenu*». Selon Irakli Kobakhidze, l'opposition a épuisé les moyens de «*nuire à l'État*» lors des manifestations. Au total, plus de 400 personnes ont été arrêtées lors des manifestations depuis le 28 novembre, selon le portail Publika.

Géorgie : le Royaume-Uni suspend ses programmes d'aide - RT 9 déc. 2024

«Le Royaume-Uni va suspendre immédiatement tout programme de soutien au gouvernement géorgien, restreindre la coopération en matière de défense et limiter ses relations avec les représentants du gouvernement géorgien», a déclaré le ministre des Affaires étrangères David Lammy dans un communiqué.

Et la propagande de l'UE-OTAN qui soutiennent les gouvernements occidentaux quand ils gazent, matraquent ou massacrent des manifestants opposés à leur politique.

- Géorgie : à Tbilissi, la mobilisation des manifestants contre le gouvernement ne faiblit pas - FranceInfo 04 décembre 2024

- Crise politique en Géorgie : la France, l'Allemagne et la Pologne condamnent "l'usage disproportionné de la force" par le pouvoir contre les manifestations - FranceInfo 7 décembre 2024

- "On se bat pour notre liberté": ces Géorgiens pro-UE manifestent depuis une semaine contre leur gouvernement - BFMTV 6 décembre 2024

En complément, idem pour la Roumanie où un coup d'Etat constitutionnel vient d'avoir lieu. Dorénavant quand un candidat qui ne leur revient pas arrive en tête au 1^{er} tour d'une élection, ils annulent l'élection au prétexte d'une «*ingérence russe*» ! :

- "On reçoit beaucoup de haine" : en Roumanie, des réfugiés ukrainiens se retrouvent confrontés à la montée de l'extrême droite – FranceInfo 6 décembre 2024

- Présidentielle en Roumanie : des manifestants apportent leur soutien à la candidate pro-européenne - Franceinfo 6 décembre 2024
- "*Calin Georgescu embrasse la rhétorique du Kremlin*" : en Roumanie, l'hypothèse d'une arrivée de l'extrême droite au pouvoir alarme l'Ukraine et ses alliés - Franceinfo 6 décembre 2024
- Cyberattaques, faux comptes Tiktok... La présidentielle roumaine annulée pour des soupçons d'ingérence russe - BFMTV 6 décembre 2024
- Quatre questions sur la crise politique qui touche la Roumanie après le premier tour contesté de l'élection présidentielle - Franceinfo 6 décembre 2024
- Roumanie : La Cour constitutionnelle annule l'élection présidentielle sur fond d'ingérence russe - 20 Minutes/ AFP 6 décembre 2024

Syrie.

Les chancelleries occidentales à la suite de Washington, se sont réjouis de l'arrivée au pouvoir en Syrie d'une de leur pire monstrueuse créature, le barbare Abou Mohammed al-Joulani, dirigeant d'Hayat Tahrir al-Sham, une organisation issue d'al-Qaïda.

- « *L'État de barbarie est tombé* », se félicite le président français, à l'image des dirigeants européens. Olaf Scholz parle, lui, d'une « *bonne nouvelle*. » - AFP 8 décembre 2024
 - « *Nouvelle ère* » en Syrie pour les rebelles annonçant la « *fuite* » du tyran Bachar al-Assad - The Times of Israel/AFP 8 décembre 2024
 - "*On a vu une partie des islamistes [à l'origine de l'offensive en Syrie] remercier Israël pour avoir cassé cet axe de la résistance qui leur faisait obstacle*", affirme Myriam Benraad, professeure en relations internationales à l'université Schiller. FranceInfo 9 décembre 2024
- Ils présentent un mercenaire sanguinaire comme un « *rebelle* », un « *commandant* », un combattant de la liberté, bref, un démocrate, un brave homme, comme tous les chefs d'Etat occidentaux, c'est bien connu.
- Abou Mohammed al-Jolan, l'homme qui veut renverser Bachar al-Assad - Paris Match 7 décembre 2024
 - En Syrie, le chef des rebelles dit vouloir renverser le président Assad - France 24 7 décembre 2024
 - Après une offensive fulgurante lancée depuis le nord de la Syrie le 27 novembre, les combattants hostiles au régime se sont emparés de la capitale.- francetvinfo 9 décembre 2024
 - Le commandant de Hayat Tahrir al-Sham, qui dirige l'offensive des rebelles - AFP 8 décembre 2024

Ils pratiquent l'inversion accusatoire évidemment :

- À la télévision publique, les rebelles ont annoncé la chute du « tyran » Bachar al-Assad et la « libération » de Damas. – AFP 8 décembre 2024

Le récit de la chute de la République arabe syrienne comporte 90% de propagande idéologique. Il est écrit par ceux qui s'estiment être les "vainqueurs", qui rappelons-le, soutiennent, financent et arment les régimes nazis de Kiev et Tel-Aviv.

Que ce récit soit repris en boucle par la gauche et extrême gauche dégénérée ne devrait plus surprendre personne, malheur à ceux qui ignoreraient toujours leur véritable nature contre révolutionnaire !

Qui est la nouvelle égérie de Binden, Trump, Erdogan, Netanyahu, Macron et du Financial Times à la tête de la Syrie ?

J-C - Cet article a été réalisé à partir de différents médias mainstreams entre le 8 et le 10 décembre 2024.

- Abou Mohammed al-Joulani, de son vrai nom Ahmed Hussein al-Charaa, le leader de Hayat Tahrir al-Sham (HTS), ex-branche d'al-Qaïda en Syrie, en 2011, il rejoint son pays natal pour y fonder le Front al-Nosra, qui deviendra HTS.

Pendant plusieurs années, le groupe s'illustre pour ses méthodes ultra-violentes : il multiplie les attentats-suicides et les exécutions sommaires des minorités et des opposants. C'est à cette période qu'al-Joulani est désigné comme "terroriste mondial" par les États-Unis puis placé sous sanctions par l'ONU et la Suisse.

C'est un radical pragmatique », déclare à l'AFP Thomas Pierret, un spécialiste de l'islamisme en Syrie. « En 2014, il a été au sommet de sa radicalité pour s'imposer face à la frange radicale de la rébellion et de l'organisation Etat islamique, pour ensuite modérer ses propos », explique ce chercheur au CNRS.

En 2017, il impose aux rebelles radicaux du nord de la Syrie, une fusion au sein de HTS. Il met en place une administration civile et multiplie les gestes envers les chrétiens dans la province d'Idleb, que son groupe contrôle depuis deux ans. C'est là où HTS avait été accusé par des habitants, des proches de détenus et des défenseurs des droits humains, d'exactions qui s'apparentent selon l'ONU à des crimes de guerre.

Après l'offensive, al-Jolani a cherché à rassurer les habitants d'Alep, ville qui compte une importante communauté chrétienne. Et il a appelé ses combattants à préserver « la sécurité dans les régions libérées ». « Je pense que c'est avant tout une question de bonne politique. Moins les Syriens et la communauté internationale auront peur, plus Jolani apparaîtra comme un acteur responsable plutôt que comme un extrémiste djihadiste toxique, et plus sa tâche sera facile », assure le chercheur Aron Lund. « Est-ce totalement sincère ? Certainement pas. Ce type vient d'une tradition fondamentaliste religieuse très dure. Mais ce qu'il fait, c'est la chose intelligente à dire et à faire en ce moment », conclut Aron Lund.

"Non seulement le groupe HTC a rompu ses liens avec Al-Qaïda, mais il combat Al-Qaïda et l'État islamique au même titre depuis des années. Ce sont même ses combattants qui ont tué le quatrième calife de l'EI [Abou al-Husseïn al-Husseïni al-Qourachi] en août 2023", rappelle sur France 24 Wassim Nasr, qui qualifie désormais l'organisation de "groupe islamiste rigoriste et conservateur".

"Il s'agissait d'une rupture tactique avec Al-Qaïda, d'un divorce à l'amiable", rappelle cependant Fabrice Balanche, maître de conférences à Lyon II, spécialiste du Moyen-Orient. Il fallait alors "obtenir du soutien occidental ou arabe, explique-t-il, à un moment où la ville d'Alep était encerclée par le régime syrien et risquait de tomber."

De leur côté, les analystes mettent quant à eux en avant une communication particulièrement bien maîtrisée. À l'image de cette interview pour CNN, le leader du HTC accorde désormais davantage d'entretiens avec les médias.

Hayat Tahrir el-Cham (HTS) a martelé que ses ennemis régionaux étaient le Hezbollah, l'Iran et les Russes.

Joe Biden a salué l'action des États-Unis et de leurs alliés, qui sont parvenus à affaiblir les soutiens de la Syrie – la Russie, l'Iran et le Hezbollah.

"Al-Joulani se considère comme le futur dirigeant de la Syrie", résume ainsi le *Financial Times* dans un portrait que le journal lui a consacré.

Mais cet effet d'habillage et cette communication ne doivent pas cacher l'essentiel, selon Fabrice Balanche : al-Joulani a "fait bonne figure devant les caméras de télévision", il a "reçu des journalistes et des chercheurs" pour "donner le change", estime le spécialiste.

Les forces offensives en Syrie sont comme les Khmers rouges - consortiumnews.com 6 décembre 2024

<https://consortiumnews.com/2024/12/06/offensive-forces-in-syria-are-like-khmer-rouge/?eType=EmailBlastContent&eId=93ad3664-dc6d-4635-8c7f-67177b3ddf5e>

Tout est dit ici.

Hayat Tahrir el-Cham (HTS) a martelé que ses ennemis régionaux étaient le Hezbollah, l'Iran et les Russes.

Joe Biden a salué l'action des États-Unis et de leurs alliés, qui sont parvenus à affaiblir les soutiens de la Syrie – la Russie, l'Iran et le Hezbollah. RT 9 décembre 2024

Lu

Une analyse de Frédéric Aigouy sur RT.

La chute d'Assad, une victoire majeure de l'Empire en quelques points clés :

- L'épine dorsale de l'axe de la résistance tombe, Israël coupe le pont Iran-Syrie qui permettait à Téhéran de soutenir le Hezbollah au Liban
- Israël se positionne pour récupérer la partie syrienne du plateau du Golan, avance ses pions pour son projet de Grand Israël
- Washington fait perdre à la Russie son accès hautement stratégique à la Méditerranée avec le port de Tartous
- Et va pouvoir légaliser son vol du pétrole syrien
- Le Qatar va pouvoir raviver son projet de gazoduc avec la Turquie-Qatar
- L'une des nouvelles routes de la Soie, projet phare de Pékin, vient d'être coupée

Par ailleurs, la France, alliée historique de la Syrie qu'elle a trahi pour servir les intérêts de l'Empire, ne gagne absolument rien dans l'histoire... en dehors de la défense de l'idéal démocratique que représente fort bien l'ex-commandant de Daesh Al Joulani qui vient de prendre le pouvoir...

Parole d'internaute.

(A la suite d'un article de 20minutes)

1- En réalité c'est Bachar al-Assad qui sort par la grande porte, les puissances occidentales en soutenant et permettant à un djihadiste d'arriver au pouvoir se sont juste décrédibilisées.

2- Ne jamais oublier qui a fabriqué Al-Qaïda. Ni pourquoi.

La Turquie derrière cette nouvelle armée est en train de pousser afin d'anéantir les Kurdes et surtout récupérer les champs pétroliers qu'ils exploitent.

3- Donc, récapitulons un peu. Les chiïtes (Hafez ou autres) qui n'ont jamais fait d'attentats en Occident sont pris pour de la merde, traités de pires despotes terroristes, alors que des anciens d'al-Qaïda ou de l'EI dont il n'est pas la peine de rappeler ici les méfaits en Occident, sont eux jugés fréquentables, de gentils "*rebelles*"... on croit rêver... la différence entre les deux étant que les 1er ont attaqué Israël et pas les 2nds, voilà c'est simple...

4- Il est de facto, le 1er réel chef d'Etat al-Qaïda, dirigeant un vrai Etat. Sous les applaudissements d'une partie de nos concitoyens.

On vous explique que le leader de Hayat Tahrir al-Sham (HTS), ex-branche d'al-Qaïda en Syrie, puis vers la fin on vous dit encore que c'est un extrémiste radical.

Donc en gros c'est bien un djihadiste qui a pris le pouvoir, tandis que certains tentent de faire croire que c'est un modéré.

5- Je suppose que les dirigeants des pays riches en ressources naturelles qui sont dans le Golfe sont des grands démocrates ?

Ou bien vous voulez nous faire bien comprendre qu'il y a des bons djihadiste et les méchants djihadistes.

6- C'est exactement ce que j'ai entendu de Syriens aussi. Qu'ils vivaient en harmonie, chrétiens et musulmans. Mais ils ont dû fuir les bombes. Ils ne disaient pas que Assad était un méchant, j'avais trouvé ça étrange et en contradiction avec nos news.

7- Sinon, Abu Mohammad al-Jolani était toujours considéré comme un terroriste désigné par les États-Unis, avec une prime de 10 millions de dollars à sa tête jusqu'à 2 jours avant sa prise de pouvoir.

8- Et voilà le lapin Al Joulani sorti du chapeau !... Mais qui tire derrière les ficelles ? Le Qatar ? La Turquie ? Les USA ?

9- Internationale des fous de Dieu en marche, la nouvelle Syrie vous ouvre ses bras.

Nos gouvernants se réjouissent d'un avenir bien sombre.

10- Après la chute de Saddam Hussein et Mouammar Kadhafi, voici celle de Bachar qui maintenant d'une main de fer les djihadistes... les voilà libérés...

11- La propagande en marche. Depuis quand un extrémiste religieux qui renverse un gouvernement par les armes est-il fréquentable et fiable?

N'importe quoi, plus c'est gros plus ça passe. Honteux

12- Rebelle ? Non... terroriste islamique ? Ben oui...

13- Le gars fait son discours à la mosquée entouré de mecs encagoulés avec des AK et on le présente comme une alternative sympa à Bachar.

14- De terroriste, il est soudainement passé à bienfaiteur... que de manipulation de nos politiques, mensonges médias... etc... de quoi mettre en doute des pans de l'histoire écrits par les "*vainqueurs*"

15- Amusant ces pays du Moyen-Orient qui menacent Israël de représailles et qui se font renverser en 3 semaines par un groupe de rebelles en Jeep.

Une chute précipitée, mais pas inexplicable.

Pourquoi la chute de Bachar el-Assad s'est-elle si soudainement accélérée? - Slate.fr 8 décembre 2024

L'effondrement d'Assad peut être attribué à plusieurs facteurs. Sur le plan militaire, le régime syrien reposait de plus en plus sur des soutiens extérieurs, principalement la Russie et l'Iran. Avec l'invasion de l'Ukraine par la Russie, le Kremlin était moins en mesure d'intervenir efficacement en

Syrie. De même pour l'Iran et le Hezbollah, autres alliés clés d'Assad, tous deux affaiblis par les attaques israéliennes. Sans soutien militaire extérieur, le régime s'est retrouvé affaibli, fragilisé.

Sur le plan intérieur, Assad n'a pas pu s'appuyer sur l'économie en ruines du pays, dévasté par plus de 13 ans de guerre civile.

L'économie souffre de l'effondrement des infrastructures, de l'isolement international et des sanctions. Les conditions de vie des Syriens n'ont aussi cessé de se détériorer, rendant encore un peu plus impopulaire Bachar el-Assad.

L'armée syrienne s'est aussi retrouvée complètement désorganisée, et les abandons de postes face à l'avancée de l'opposition ont été légion. D'un autre côté, l'offensive menée par les rebelles, dont certaines sont soutenues par les militaires turcs, a été stratégique et bien coordonnée. Les groupes ont profité de la faiblesse du régime pour reprendre des villes clés et affaiblir encore davantage le contrôle d'Assad.

Avec la chute du régime, le pays se trouve à un tournant. Si l'opposition a pris le pouvoir en quelques jours, la reconstruction du pays et la stabilité politique restent totalement incertaines, alors que de multiples tensions subsistent entre les différents groupes d'opposition armés. Slate.fr 8 décembre 2024

Qui aurait pu prédire qu'après presque quatorze ans de guerre civile et cinq ans d'impasse, le régime s'effondrerait en moins de quinze jours?

Dans un récent entretien accordé à CNN, le chef rebelle a fait valoir deux points clés. HTC devrait former un gouvernement conservateur dans lequel l'islam jouera un rôle prédominant dans l'élaboration des politiques sociales et législatives. Il ne faut donc pas s'attendre à un régime démocratique et laïc, et les modalités précises restent floues. Slate.fr 9 décembre 2024

Du coup, les médias-oligarques déchaînés ont ressorti pour l'occasion leur propagande des 13 dernières années. En voici un bref aperçu.

- Chute de Bachar al-Assad en Syrie : le Kremlin ne confirme pas la présence de l'ancien dictateur en Russie - FranceInfo

- En Syrie, la chute de Bachar al-Assad met fin à cinq décennies d'un régime autoritaire et sanglant - FranceInfo

- Syrie : la prison de Saydnaya, l'enfer sur Terre - Paris Match

- Morts, déplacés... Les chiffres de l'horreur du régime de Bachar al-Assad en Syrie – BFMTV

- Syrie : Chlore, sarin, gaz moutarde... Mais qui détient les armes chimiques aujourd'hui ? - 20minutes.fr

- Guerre en civile en Syrie : Qui est Bachar el-Assad, l'autocrate déchu ? - 20minutes.fr

Autres éléments ou infos.

Al Jazeera : les nouvelles autorités syriennes demanderont à al-Bachir de former un gouvernement - RT 9 déc. 2024

L'opposition armée, qui a pris le pouvoir à Damas, confiera à l'homme politique syrien Mohammed al-Bachir la formation d'un gouvernement syrien de transition, selon la chaîne de télévision qatarie Al Jazeera. Mohammed al-Bachir a été élu président du Gouvernement de salut syrien (administration locale et de facto gouvernement des territoires contrôlés par le groupe terroriste Hayat Tahrir al-Cham à Idleb) en 2024.

Un média français aurait indiqué que le chef du gouvernement syrien, pour la période de transition, serait l'ex-Premier ministre syrien Riad Hijab, qui fut en fonction pendant une courte période en 2011 au début des manifestations contre le gouvernement d'Assad. Il s'échappa ensuite en Jordanie afin de s'associer avec l'opposition. RT 9 déc. 2024

L'Iran affirme que Bachar el-Assad n'a pas sollicité son aide - RT 9 déc. 2024

Le président syrien déchu Bachar el-Assad n'a «*jamais demandé*» d'aide à l'Iran, son principal soutien avec la Russie, pour combattre l'offensive rebelle, a affirmé le 8 décembre le chef de la diplomatie iranienne, Abbas Araghtchi.

Le gouvernement syrien «*ne nous a jamais demandé de l'aider*» sur le plan militaire, a déclaré Abbas Araghtchi à la télévision d'Etat, précisant avoir été «*surpris*» par la «*rapidité*» de l'offensive djihadiste et «*l'incapacité*» de l'armée syrienne à la repousser. À la suite de la prise de Damas par l'opposition, le ministre iranien des Affaires étrangères a mis en garde contre les risques de guerre civile en Syrie, d'effondrement du pays et de sa transformation en bastion terroriste.

Le chef de la diplomatie iranienne a également fait savoir que des contacts indirects ont lieu entre Washington et Téhéran au sujet de la Syrie. Abbas Araghtchi a d'ailleurs précisé que la future politique iranienne à l'égard de Damas dépendra de son positionnement à l'égard des chiïtes et de sa posture à l'égard de l'État hébreu. Le ministre a également mis en garde contre la possibilité d'une propagation des affrontements de la Syrie à l'Irak et à toute la région.

Après le renversement du président syrien, le président iranien Massoud Pezeckian a déclaré que seul le peuple syrien avait le droit de choisir le système de gouvernement de son pays après la chute de Bachar el-Assad.

Détruire ce qui restait de la Syrie, ils en rêvaient, ils sont en train de le réaliser.

Dépôts d'armes, aéroports, navires... Israël mène de vastes frappes en Syrie pour détruire les sites militaires - BFMTV/AFP 10 décembre 2024

Des raids aériens pour détruire les capacités militaires de l'ancien régime de Bachar al-Assad. L'armée israélienne "*a détruit les principaux sites militaires en Syrie*" en menant environ 250 frappes contre le pays depuis la prise de Damas par les rebelles et la chute du président Bachar al-Assad dimanche.

Israël a entre autres bombardé des aéroports, des radars, des dépôts d'armes et de munitions et des centres de recherche militaires dans plusieurs régions, dont celle de Damas.

Israël a également endommagé des navires de la marine syrienne en attaquant une unité de défense aérienne près du grand port de Lattaquié, dans le nord-ouest du pays.

Dimanche, les États-Unis avaient mené "*des dizaines de frappes aériennes*" dans le centre de la Syrie visant "*plus de 75 cibles*" de Daesh, a annoncé le Centcom, le commandement militaire américain pour le Moyen-Orient.

Après la chute d'Assad, Israël étend son contrôle sur la région du Golan - Courrier international 10 décembre 2024

Dans le sud de la Syrie, "*Tel-Aviv avance déjà ses pions en vue d'assurer ses intérêts et prévenir une menace potentielle, un an après le traumatisme collectif du 7 octobre*", analyse le quotidien libanais L'Orient - Le Jour.

Après avoir pris dimanche le contrôle de la zone tampon à la lisière de la partie du plateau du Golan occupée, au lendemain de la chute du régime d'Assad, l'armée israélienne a poursuivi lundi 9 décembre sa progression sur le territoire syrien, rapporte le *Washington Post*.

Le fait de s'être emparé de la zone tampon démilitarisé sur les hauteurs du Golan, est une "*violation de facto de l'accord sur le désengagement de 1974, négocié par l'ancien secrétaire d'État américain Henry Kissinger et qui prévoyait notamment le stationnement dans cette région de soldats de maintien de la paix des Nations unies*", remarque L'Orient - Le Jour.

"*Il est important toutefois de souligner qu'Israël n'intervient pas dans le conflit en cours entre les groupes armés syriens ; nos actions sont uniquement centrées sur le maintien de notre sécurité*", a justifié lundi dans une lettre adressée au Conseil de sécurité de l'ONU, l'ambassadeur israélien Danny Danon. Les États-Unis ont, eux, dit s'attendre à ce que cette incursion israélienne soit "*temporaire*". "*Ce que nous voulons voir, en fin de compte, c'est que cet accord (de 1974, N.D.L.R.) soit pleinement respecté. Et nous veillerons à ce qu'Israël le fasse*", a précisé le porte-parole du département d'État, Matthew Miller.

Le média libanais *Al Mayadeen*, cité lundi soir par le quotidien israélien Haaretz, affirme que des tanks israéliens, qui se trouvaient dans le sud de la Syrie, ont aussi été aperçus à une vingtaine de kilomètres de la banlieue de Damas.

La durée indéterminée de la présence israélienne dans la zone tampon et sur le territoire syrien "*laisse entrevoir la possibilité d'une occupation à plus long terme*".

Haïti

Haïti : l'ONU fait état de 184 morts ce week-end - RT 9 déc. 2024

«*Le week-end dernier, au moins 184 personnes ont été tuées dans des violences orchestrées par le chef d'un puissant gang dans la capitale haïtienne, Port-au-Prince*», a déclaré Volker Türk, Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'Homme, ce 9 décembre lors d'une conférence de presse organisée à l'occasion de la Journée des droits de l'Homme.

La tragédie s'est déroulée dans le quartier défavorisé de Cité-Soleil, dont le principal groupe est le gang Vivre Ensemble dirigé par Monel Felix. C'est lui qui est à l'origine du massacre. Selon *The New York Times*, qui cite le Réseau national de défense des droits de l'homme, un groupe de défense des droits civils basé dans la capitale, son fils est tombé malade, à la suite de quoi le chef de gang a accusé les personnes âgées de Cité Soleil et les pratiquants du culte vaudou. «*Il a décidé de punir cruellement toutes les personnes âgées et les pratiquants vaudous qui, dans son imagination, seraient capables d'envoyer un mauvais sort à son fils*», a expliqué l'organisation dans un communiqué. La source citée par le quotidien américain indique également que les victimes étaient âgées de plus de 60 ans.

Selon le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'Homme, avec cette tragédie, «*plus de 5 000 personnes ont été tuées en Haïti depuis un an*».

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 11 décembre 2024

Il faut qu'on réfléchisse en profondeur aux comportements des hommes à notre époque, car apparemment il y a quelque chose qui nous a échappé ou qu'on n'a pas réellement compris.

On nous a parlé d'évolution, de progrès, d'humanisme, de civilisation, pour s'apercevoir que finalement ils ont débouché sur un véritable carnage et cauchemar au quotidien, il faut donc revoir notre copie de toute évidence. Et il y a urgence.

Posément, en faisant abstraction de tout a priori idéologique, de tout intérêt individuel, comme il nous arrive souvent de le faire, en reprenant tout depuis le début, hormis la méthode, en partant du principe qu'on ne sait rien et qu'on a tout à apprendre, en laissant toute interprétation de côté dans un premier temps.

C'est un exercice auquel j'ai l'habitude de me livrer, en solitaire, mais je dois avouer que je suis rarement satisfait des conclusions auxquelles j'arrive, car je pense que cela devrait faire l'objet d'une réflexion collective à laquelle chacun contribuerait en apportant le meilleur de lui-même, mais hélas personne ne veut y participer sérieusement, tant pis, on continuera de faire pour le mieux dans l'indifférence générale, au moins j'aurais l'impression d'avoir contribué sincèrement à notre cause quitte à n'en tirer qu'une maigre satisfaction ou consolation, c'est moins que rien !

Même mort, ils vous rançonnent !

Le prix prohibitif des funérailles dévoilé par une étude - 20 Minutes 11 décembre 2024

L'étude d'une ampleur inédite publiée par Silver Alliance et Simplifia à la Toussaint est donc la bienvenue pour éclairer ce secteur opaque. Cette enquête a porté sur quelque 50.738 funérailles organisées en 2023 par les agences de pompes funèbres équipées des services de Simplifia.

4.434 € pour une crémation et 5.044 € pour une inhumation, c'est le budget moyen que les Français doivent déboursier pour offrir des funérailles décentes à leurs proches.

Enfin, les ménages ont en moyenne dépensé 1.115 € en prestations optionnelles en 2023. On fait ici référence aux compositions florales, au choix d'un monument funéraire ou encore à la parution d'un faire-part de décès dans la presse. 20 Minutes 11 décembre 2024

J-C – Alors, on fait table rase ou non ?

Sur la situation politique et sociale en France.

En famille, rien ne vaut un « échange de bons procédés ».

Gouvernement: Faure juge que "les choses ont plutôt avancé" sur un renoncement au 49.3 et à la censure - BFMTV 10 décembre 2024

J-C – Il faut dire qu'ils ont déjà tellement reculé...

BFMTV - Le socialiste Olivier Faure a fait état d'"avancées" après des discussions à l'Élysée avec Emmanuel Macron, ce mardi 10 décembre, dans la perspective de la formation d'un nouveau gouvernement.

"Nous ne sommes pas venus chercher un accord avec les républicains et les macronistes (...) Nous avons demandé une méthode nouvelle qui fasse place et droit au parlement", a déclaré face à la presse le Premier secrétaire du parti socialiste.

J-C - Pourquoi "chercher un accord" qui existe déjà sur le fond ?

BFMTV -Sa formation propose "que le gouvernement renonce au 49.3, en échange de quoi les oppositions renonceraient à la censure", a-t-il détaillé.

J-C - Un chèque en blanc donné à Macron par le NFP, c'était dans l'ordre des choses.

BFMTV -"Sur cette idée simple, nous avons le sentiment que les choses ont plutôt avancé", a déclaré le responsable socialiste, indiquant avoir été appuyé par "l'ensemble de la gauche", le parti Horizons d'Edouard Philippe et le Modem de François Bayrou.

J-C - Ils se sont mis d'accord sur la mise en scène qu'ils vont concocter pour berner les naïfs, sauver les apparences et donner bonne conscience à leurs alliés de LFI et de l'extrême gauche qui les soutiendront de l'extérieur en prétendant les combattre, comme toujours !

BFMTV -"Il y a peut-être là une piste d'atterrissage pour une méthode nouvelle qui permettrait au Parlement de retrouver tous ses droits" et "de rechercher à la loyale des compromis", a ajouté Olivier Faure, tout en continuant à plaider pour la nomination d'un Premier ministre de gauche. (Que vaut la loyauté des imposteurs ? - J-C)

Selon l'entourage d'Emmanuel Macron à BFMTV, le chef de l'État a jugé que l'idée d'un engagement gouvernemental sur un non-recours au 49.3 irait "dans le bon sens".

J-C - Il a donc reçu en échange en garantie, que le NFP ne mobiliserait pas les masses contre sa politique ultra réactionnaire, merci, on s'en serait douter !

Macron n'a cédé sur rien, cela signifie que ce sont les représentants du NFP qui ont cédé sur tout, chacun l'a exprimé à sa manière.

Laurent Wauquiez - "À l'issue de cette réunion, on partage tous la même conviction, il n'y aura pas de contrat de gouvernement avec des gens avec qui on ne partage pas les mêmes valeurs".

J-C - Qu'ils partagent "*tous la même conviction*", c'est l'essentiel, puisque ces gens-là n'ont ni valeur ni principe.

Marine Tondelier - Elle affirme qu'Emmanuel Macron n'a fait "*aucun compromis, aucune concession. Je ne vous dis pas qu'on n'a pas discuté. Mais je sors en pouvant vous dire que le camp présidentiel n'a pas bougé d'un iota*".

J-C - Ils sont prêts à capituler en rase campagne, le sachant, pourquoi Macron devrait-il bouger "*d'un iota*" ? Il ne restera plus qu'à le maquiller du mieux qu'ils pourront à défaut de pouvoir le justifier, à moins qu'ils y trouvent leur intérêt, préserver leurs privilèges, par exemple.

Olivier Faure - Un « *échange de bons procédés* ». Mais pour faire quoi ? Mener quelle politique ? La question, pourtant centrale, est remise à plus tard.

J-C - Pourquoi, qui ignorent la réponse ?

Après la table, les sièges, il ne manque plus que les couverts et les ronds de serviette !

"On a besoin que le NFP se maintienne": Jean-Luc Mélenchon appelle les partis de gauche à l'unité - BFMTV/AFP 10 décembre 2024

"*Si le NFP est détruit par le ralliement à Macron de nos partenaires, on sait ce que ça nous coûtera. On a besoin que le NFP se maintienne*", a averti le fondateur de LFI devant plusieurs médias au lendemain d'une réunion publique devant plusieurs centaines de militants à Redon (Ille-et-Vilaine).

"*Qui pense pouvoir gagner un seul siège sans nous ?*", a-t-il prévenu alors que les relations entre LFI et le PS sont plus tendues que jamais depuis la création du Nouveau Front populaire l'été dernier.

"*Je continue à avoir l'espoir qu'ils n'aient pas la bêtise d'aller au bout de cette démarche, qu'ils n'entrent pas au gouvernement, qu'ils ne détruisent pas le front que nous avons constitué*", a lancé hier soir Jean-Luc Mélenchon à Redon.

J-C - Il nous prend pour des cons, ils n'entreront pas au gouvernement, ils le soutiendront de l'extérieur, au Parlement en refusant de le censurer, c'est le deal que le NFP a passé avec Macron, l'ignorerait-il ?

Syrie.

Deux remarques préliminaires.

1- Un jour on nous raconte que les Etats-Unis sont devenus une puissance de second ordre en train de s'effondrer, et le lendemain qu'ils seraient tout-puissants et imposeraient leur agenda au reste du monde.

Un autre, on nous sort que la Russie et la Chine ainsi que les Brics supplantent dorénavant les Etats-Unis et ses alliés de l'OTAN, et quelques jours plus tard, qu'en réalité ils seraient plutôt faibles, vulnérables, impuissants.

On nous dit que l'Iran serait militairement en mesure de tenir tête à une agression sioniste, et quelques jours plus tard quand Israël bombarde et envahit la Syrie, l'Iran ne réagit pas.

On nous a expliqué que la Turquie figurait dans la ligne de mire de Washington, puis on apprend qu'avec le Pentagone, les Israéliens, les Britanniques et les Français, elle a participé aux préparatifs de l'attaque finale contre la Syrie.

Voilà ce qu'à longueur de temps on peut lire dans les médias sociaux du genre Réseau International, Le Grand Soir, Le Média 442, Mondialisation.ca et des centaines ou milliers d'autres qui relaient des articles de journalistes ou géopoliticiens amateurs ou autoproclamés sur le Net, qui au lieu de servir la vérité nous induisent en erreur ou sèment la confusion parmi les lecteurs, au moins ils servent à quelque chose et à quelqu'un, pas à notre cause et pas à nous assurément.

Pour ne pas vous faire perdre votre temps précieux, je ne vous propose pas les articles de nature purement idéologique et ne présentant aucun intérêt que j'ai parcourus ce matin, rédigés par : Bruno Guigue, Daniel Vanhove, Richard C. Cook, Caitlin Johnstone, Karine Bechet-Golovko, Mikhail Gamandiy-Egorov.

2- Pourquoi s'emploient-ils à ressortir un tas d'horreurs fabriquées pendant 13 ans sur Bachar al-Assad ? Existerait-il pire tyran ou régime sanguinaire ?

Franchement quelle question, bien sûr que non. Par conséquent, les barbares sanguinaires takfiris issus de la Confrérie des Frères musulmans qu'ils ont portés au pouvoir et présentent dorénavant comme des "*rebelles*", de braves "*révolutionnaires*", vaudront toujours mieux, ils méritent qu'on leur accorde le bénéfice du doute, qu'on les soutiennent... Tous ceux qui s'opposeront à ce récit idéologique seront taxés de suppôt de dictateur, et la boucle de l'imposture est bouclée.

Bachar al-Assad, à quel peuple ou nation aurait-il déclaré la guerre ? Aucun.

Son armée aurait-elle agressé ou envahi un autre pays ? Jamais

Aurait-il commis un génocide ? Pas à notre connaissance.

Se serait-il livré à un massacre aveugle de la population syrienne ? Jamais.

Serait-il parvenu au pouvoir suite à un coup d'Etat armé ? Pas vraiment, il a été élu.

Aurait-il procédé à l'exécution sommaire d'opposants politiques ? Lesquels ?

Aurait-il interdit syndicats et partis ouvriers ? Non, demandez-leur pour le vérifier.

Aurait-il suspendu les libertés individuelles et collectives garanties par la Constitution de la République arabe syrienne ? Pas à ce que je sache.

Propagande quotidienne des agences de presse et médias français acquis aux barbares.

- Avec son offensive militaire en Syrie, Israël se prépare à un potentiel "*chaos*" chez son voisin - France 24 10 décembre 2024

- Asma al-Assad, persona non grata au Royaume-Uni - AFP 10 décembre 2024

- Syrie : '*Il va falloir préserver les preuves*' des crimes de Bachar al-Assad '*dans une optique de justice*', préconise la Fédération internationale pour les droits humains - FranceInfo 10 décembre 2024

- Chute de Bachar al-Assad en Syrie : "*l'abattoir humain*" de Saydnaya, symbole de la violence du régime - FranceInfo 9 décembre 2024

Et pendant ce temps les nazis Zelensky et Netanyahu continuent tranquillement leurs massacres et destructions.

Assad n'a pas accepté les conditions de l'Iran - francais.news-pravda.com 8 décembre 2024

- La rencontre d'hier soir du Dr Larijani avec Bachar al-Assad a été la dernière occasion pour Assad d'accepter les demandes de l'Iran d'une intervention directe en Syrie et d'une reprise de la lutte contre les groupes takfiris.

- L'Iran était prêt à une intervention globale et à grande échelle en Syrie. Toutes les forces et ressources ont été préparées, et même une partie de ces forces a été envoyée dans l'une des bases éloignées de l'armée syrienne. Cependant, les demandes nombreuses et persistantes de l'Iran ont été rejetées par Assad personnellement pour diverses raisons, ce qui a conduit à la situation et aux événements actuels.

- Le Dr Larijani a présenté ses derniers arguments, mais Bachar al-Assad ne les a pas acceptés. Après cela, l'ordre a été donné de se retirer de Homs... Oui, c'est aussi une forme d'effondrement.

Le jihadiste Mohammed al-Bachir, nouveau Premier ministre syrien - Réseau Voltaire 10 décembre 2024

Le secrétaire du Conseil des ministres syriens, qui s'était déclaré prêt à assumer le transfert du pouvoir, a été installé à l'hôtel Four Seasons (propriété du Qatar).

Notez bien que la République arabe syrienne est un système présidentiel. Comme les États-Unis, elle n'a donc pas de Premier ministre, mais un secrétaire du Conseil des ministres, ce qui n'est pas du tout pareil.

Hayat Tahrir al-Sham (HTS) a désigné, le 10 décembre, le jihadiste Mohammed al-Bachir, ancien gouverneur d'Idleb pour HTS, comme Premier ministre du nouveau régime. C'est, selon toute vraisemblance, un cadre de la Confrérie des Frères musulmans. Il a fait sa première apparition dans une mise en scène orchestrée par les services britanniques (MI6).

Le drapeau vert/blanc/noir à trois étoiles est devenu le drapeau officiel. C'était celui du mandat français.

La nomination de Mohammed al-Bachir indique que l'accord conclu entre les services secrets britanniques, français, israéliens et turcs, qui a permis le changement de régime, ne tient plus. Réseau Voltaire 10 décembre 2024

Syrie: Mohammad al-Bachir, du bastion rebelle d'Idleb à premier chef de gouvernement post-Assad - AFP 10 décembre 2024

Radwan Ziadeh, spécialiste de la Syrie auprès du Centre arabe de Washington aux Etats-Unis, décrit M. Bachir comme "*le plus proche*" de Jolani et de la chambre d'opérations conjointe des factions rebelles.

La Syrie est gouvernée par une nouvelle force: le groupe islamiste radical Hayat Tahrir al-Cham (HTC), mené par son chef, Ahmed Hussein al-Chara ou de son nom de guerre, Abou Mohammed al-Joulani.

Depuis une vingtaine d'années, le dirigeant n'utilise pas son vrai nom. Ahmed Hussein al-Chara, qui a grandi dans une famille progressiste d'un quartier prospère de Damas et a étudié la médecine, semble avoir disparu. À sa place, on l'appelle Abou Mohammed al-Joulani, nom de guerre formulé selon la convention des militants djihadistes. La question est désormais de savoir quel homme dirigera la Syrie: celui désigné comme terroriste par une majorité de pays, ou Al-Chara, qui a fait tout son possible ces dernières années pour signaler que son organisation n'attaquerait pas l'Occident? Slate.fr et AFP 10 décembre 2024

Retour du régime monarchique et colonial.

Syrie : d'où vient le drapeau brandi par les opposants du régime Assad ? - Euronews 10 décembre 2024

Il était auparavant le drapeau officiel du pays, hissé pour la première fois à Alep en 1932 et officiellement adopté en 1936 au moment où la Syrie obtient une semi-indépendance. Puis conservé en 1946, lors de l'indépendance complète du pays, après la fin du mandat français.

Les trois étoiles rouges représentent les districts d'Alep, Damas et Deir ez-Zor. Le vert du drapeau correspond à la couleur préférée du prophète Mahomet.

En 1980, le régime baasiste d'Hafez al-Assad, père de Bachar, décide de reprendre un drapeau apparu pour la première fois en 1958, au moment de l'unification de la Syrie avec de l'Égypte de Nasser.

Les deux étoiles du drapeau représentent les deux États constitutifs qui forment la République arabe unie. Les couleurs sont elles inspirées du drapeau égyptien : le rouge (sang des martyrs), le blanc (la paix) et le noir (passé colonial). Couleurs qui illustrent la première grande révolution arabe, quand Nasser renversa la monarchie égyptienne en 1952. Euronews 10 décembre 2024

**La fin du pluralisme au Moyen-Orient - (craigmurray.org 6 décembre 2024)
Mondialisation.ca, 10 décembre 2024**

Les États-Unis détruisent le pluralisme, l'Iran et ses alliés le défendent. Je n'aurais jamais perçu cette réalité sans séjourner à Beyrouth. Mais une fois le constat établi, l'évidence est criante.

Un changement véritablement sismique semble se produire à grande vitesse au Moyen-Orient. En son cœur, un marché du diable – la Turquie et les États du Golfe acceptent l'anéantissement de la nation palestinienne et la création d'un Grand Israël, en échange de celui des minorités chiites de Syrie et du Liban et de l'imposition du salafisme dans l'ensemble du monde arabe oriental.

Ce sont les États-Unis qui promeuvent la cause de l'extrémisme religieux et de la disparition, dans tout le Moyen-Orient, d'un pluralisme sociétal similaire aux normes occidentales. Il s'agit bien entendu de la conséquence directe de l'alliance des États-Unis avec les deux foyers de suprématie religieuse que sont Israël et l'Arabie saoudite.

https://www.mondialisation.ca/la-fin-du-pluralisme-au-moyen-orient/5694657?doing_wp_cron=1733895780.1663920879364013671875

Qui sont les gagnants et les perdants en Syrie? par M. K. Bhadrakumar - (Indian Punchline 8 décembre 2024) - Mondialisation.ca, 11 décembre 2024

Les oligarchies arabes de la région du Golfe sont pleines d'appréhension face à la montée d'une variante de l'islam politique qui pourrait potentiellement leur poser un défi existentiel. Sans surprise, ils se sont tournés vers l'Iran, qu'ils considèrent comme un facteur de stabilité régionale, répondant à l'appel de Téhéran aux États de la région à mettre leurs wagons en cercle pour parer au défi des groupes "Takfiri" (nom de code pour al-Qaïda et l'État islamique dans le récit iranien.)

Israël et la Turquie sont les plus grands gagnants, ayant établi des liens avec les groupes d'al-Qaïda. Les deux sont bien placés pour projeter leur pouvoir sur la Syrie et s'y tailler leurs sphères d'influence respectives.

Ainsi, au mieux, une Syrie tronquée, un État croupion, est à prévoir avec une ingérence extérieure à grande échelle, et dans le pire des cas, le revanchisme turc et l'agression israélienne pris ensemble – plus l'occupation américaine de l'est de la Syrie et une autorité centrale faible à Damas – le pays dans sa forme actuelle, fondé en 1946, pourrait tout à fait disparaître de la carte du Proche-Orient.

https://www.mondialisation.ca/qui-sont-les-gagnants-et-les-perdants-en-syrie/5694698?doing_wp_cron=1733895788.4281671047210693359375

- « *Les pays étrangers n'ont rien à craindre de la Syrie après le renversement du régime de Bachar al Assad* », a assuré ce mardi auprès de Sky News le chef du groupe rebelle HTS, Abu Mohammed al Jolani, alors qu'il est toujours considéré comme un terroriste par les États-Unis. Le HuffPost 11 décembre 2024

- 54 soldats syriens qui avaient pris la fuite pendant l'offensive des rebelles ont été assassinés par le groupe Etat islamique dans le désert du centre du pays.

2000 soldats déployés dans les villes de Boukamal et d'al-Mayadeen, à l'extrême sud-est de la province orientale de Deir Ezzor, se sont enfuis en Irak. D'autres ont tenté de rejoindre par leurs propres moyens, par petits groupes, leurs villes et villages parfois très éloignés.

Des centaines de soldats, peut-être des milliers, sont portés disparus à l'issue de la débâcle d'une armée de 160 000 hommes déployés sur les deux tiers du territoire syrien qui était tenu par le régime de Bachar el-Assad. rfi.fr

Le drapeau noir flotte sur Damas - Par Mike Whitney (UNZ Review 8 décembre 2024) - Mondialisation.ca, 09 décembre 2024

“Le drapeau noir de l’islam salafiste a été hissé sur Damas. L’État islamique/Al-Qaïda a gagné.... Les mêmes terroristes qui nous ont attaqués le 11 septembre. Contre lesquels nous avons mené une guerre en Afghanistan, en Irak et ailleurs. Nous avons perdu des milliers de nos soldats, hommes et femmes. Coûtant des milliers de milliards de dollars. Ils ont gagné. Et nous les avons aidés. L’Amérique ne représente plus rien”. ... Scott Ritter@RealScottRitter

Le général Mike Flynn, ancien chef de la Défense Intelligence Agency (DIA) du Pentagone, avait prévenu ses collègues de l'administration Obama que soutenir des groupes terroristes pour mener des guerres par procuration au nom de Washington était une entreprise risquée qui finirait par se retourner contre eux, avec la mise en place d'une *“principauté salafiste en Syrie”*. Cet avertissement est aujourd'hui devenu réalité.

Sur la cinquantaine d'articles grand public consacrés à la chute du gouvernement syrien, aucun n'a pris la peine de mentionner que la milice sunnite qui a renversé Bachar el-Assad figure actuellement sur la liste des organisations terroristes établie par le département d'État américain. Ils n'ont pas non plus mentionné que ce même groupe djihadiste figure sur la liste des organisations terroristes des Nations unies. Ils n'ont pas non plus mentionné que la tête de file, Abu Mohammad al-Jolani, est mise à prix par le gouvernement américain pour un montant de 10 millions de dollars. Aucune de ces informations n'a été communiquée au public parce que les médias ne veulent pas que le peuple américain sache que Washington vient de contribuer à l'installation d'un régime terroriste au centre du Moyen-Orient. C'est pourtant ce qui se passe dans les faits.

Et c'est même bien pire qu'il n'y paraît car, en fin de compte, la campagne syrienne, qui dure depuis 13 ans, ne cible pas vraiment la Syrie, mais l'Iran. La Syrie n'est que le dernier obstacle sur la route qui mène à Téhéran, mais Téhéran est la cerise sur le gâteau. En éliminant l'Iran, Israël occupera la *“tête de pont”* au Moyen-Orient et se posera en hégémon de la région. Pendant ce temps-là, Uncle Sam obtient l'accès aux passages de gazoducs qu'il convoite depuis plus de vingt ans, des couloirs qui transporteront le gaz naturel du Qatar jusqu'à la Méditerranée, puis jusqu'aux marchés européens. Le gaz sera fourni par un fantoche des États-Unis, exploité par des compagnies pétrolières occidentales, vendu en dollars américains et utilisé pour maintenir une mainmise sur la politique européenne. Parallèlement, tous les autres concurrents seront soit sanctionnés, soit sabotés, soit totalement exclus (cf. Nordstream).

La plupart des gens ignorent à quel point la politique des gazoducs a déterminé les événements en Syrie, faisant de ce pays la cible de l'agression américaine. Mais de 1949 à aujourd'hui, les services

du renseignement américain ont tenté à plusieurs reprises de renverser le chef du gouvernement syrien afin de superviser et contrôler un pipeline transarabe “destiné à relier les champs pétrolifères de l’Arabie saoudite aux ports du Liban via la Syrie”. Robert F. Kennedy l’a résumé dans un brillant article écrit il y a plus de dix ans :

“La CIA a initié son ingérence active en Syrie en 1949-à peine un an après la création de l’agence. Les patriotes syriens avaient déclaré la guerre aux nazis, expulsé les dirigeants coloniaux français de Vichy et mis en place une fragile démocratie laïque basée sur le modèle américain. Mais en mars 1949, le président démocratiquement élu de la Syrie, Shukri-al-Quwatli, a hésité à approuver le Trans-Arabian Pipeline, un projet américain destiné à relier les champs pétrolifères d’Arabie saoudite aux ports du Liban via la Syrie. Dans son livre ‘Legacy of Ashes’, l’historien de la CIA Tim Weiner raconte qu’en représailles au peu d’enthousiasme d’Al-Quwatli pour l’oléoduc américain, la CIA a organisé un coup d’État pour remplacer Al-Quwatli par un dictateur sélectionné par la CIA, un escroc condamné du nom de Husni al-Za’im. Al-Za’im a à peine eu le temps de dissoudre le parlement et d’approuver l’oléoduc américain que ses compatriotes l’ont destitué, quatre mois et demi après le début de son règne”. “Pourquoi les Arabes ne veulent pas de nous en Syrie”, Robert Kennedy, Politico

Voilà pourquoi la Syrie joue un rôle si important dans les plans géopolitiques américains de contrôle des ressources cruciales afin de préserver la domination du dollar et contenir la croissance économique explosive de la Chine. Les États-Unis sont déterminés à contrôler les vastes ressources du Moyen-Orient pour maintenir leur domination sur l’ordre mondial. Et ce n’est pas tout :

“En approuvant un ‘gazoduc islamique’ agréé par la Russie, qui relierait la partie iranienne du champ gazier à la Syrie et aux ports du Liban, Assad a encore plus irrité les monarques sunnites du Golfe. Ce gazoduc islamique ferait de l’Iran chiïte, et non du Qatar sunnite, le principal fournisseur du marché européen de l’énergie et accroîtrait considérablement l’influence de Téhéran au Moyen-Orient et dans le monde. Israël était également déterminé à faire échouer l’oléoduc islamique, qui enrichirait l’Iran et la Syrie, contribuant ainsi à la prospérité de leurs mandataires, le Hezbollah et le Hamas.

“Des câbles et des rapports secrets des agences du renseignement américaine, saoudienne et israélienne indiquent que dès qu’Assad a rejeté le gazoduc qatari, les planificateurs militaires et des services de renseignement sont rapidement parvenus à un consensus selon lequel fomenter un soulèvement sunnite en Syrie pour renverser Bachar Assad, qui ne coopérait pas, constituait le meilleur moyen d’atteindre l’objectif commun de finaliser la liaison gazière entre le Qatar et la Turquie. En 2009, selon WikiLeaks, peu après que Bachar Assad a rejeté le gazoduc du Qatar, la CIA s’est mise à financer des groupes d’opposition en Syrie. Il faut bien noter que cela s’est passé longtemps avant le soulèvement contre Assad déclenché par le printemps arabe”. “Pourquoi les Arabes ne veulent pas de nous en Syrie”, Robert Kennedy, Politico

Ainsi, en validant le “pipeline islamique”, Assad était foutu. Washington ne laisserait jamais un tel scénario aboutir. Comme expliqué précédemment, Washington s’est engagé à contrôler les ressources essentielles du Moyen-Orient dans le but de contenir la Chine et maintenir son emprise de plus en plus incertaine sur le pouvoir mondial. Les accords d’Abraham s’inscrivent également dans cette stratégie géopolitique, en normalisant les relations entre Israël et ses voisins islamiques (principalement l’Arabie saoudite, afin de créer un couloir économique favorisant le transport express de produits manufacturés de l’Inde vers l’Europe. Washington conçoit l’intégration économique de la région comme le principal vecteur de sa primauté sur le reste du monde. Cela ne veut pas dire que les ambitions d’Israël à dominer le Moyen-Orient n’ont pas été le moteur de la guerre en Syrie et de l’éviction d’Assad. Ce fut le cas, mais d’autres considérations, d’ordre

géopolitique, ont également joué un rôle. (Vous souvenez-vous des articles que j'avais mis en ligne qui faisaient référence à cette histoire de pipeline, de gaz, pas les derniers sur Gaza en 2023, non, je parle de la Syrie, il y a de cela quelques années déjà. Monsieur Meyssan avait affirmé au contraire que cette guerre n'avait rien à voir avec le gaz, cela m'avait semblé étrange, car c'était un excellent prétexte, qui plus est de nature économique. J-C)

Voilà donc la raison pour laquelle les USA tenaient à implanter un gouvernement plus réceptif aux intérêts de Washington. Cependant, il est difficile de comprendre comment tout cela est censé fonctionner. Assad est parti et Al-Qaïda a gagné. Nous le savons. Et maintenant, que se passe-t-il ?

Je n'arrive pas à imaginer que les jeunes recrues qui ont passé les dix dernières années de leur vie à sillonner le désert en 4x4 et à faire exploser tout ce qui bouge, sachent comment diriger un gouvernement. Alors, qui va gérer les agences, payer les salariés et vaquer aux tâches administratives courantes attendues de tout gouvernement ? Qui va gérer les écoles, réparer les routes et mettre en place une police de rue ? Bien sûr, peut-être que M. al-Jawlani a des talents cachés et qu'il se montrera miraculeusement à la hauteur en veillant au bon fonctionnement des agences et à la ponctualité des trains, mais ce scénario semble extrêmement improbable. Ce qui l'est davantage, c'est que les artisans de cet épouvantable fiasco ont planifié d'enfoncer le pays et son économie chancelante, d'intensifier considérablement les souffrances des citoyens ordinaires, d'accroître le mécontentement de la population jusqu'à ce que le nouveau régime fasse l'objet d'un renversement brutal.

Peut-être que non. Les militants sunnites de HTS n'ont qu'une chance infime de répondre aux besoins de la population et de la guider vers un avenir prospère et sans danger. Mais nous savons tous que cela n'arrivera pas. Ce régime n'est qu'un outil entre les mains d'intérêts étrangers désireux de s'emparer d'un maximum de richesses naturelles de la Syrie, tout en éliminant une menace potentielle pour l'expansion incessante d'Israël. En bref, les néoconservateurs qui ont fomenté cette stratégie diabolique l'ont fait sans se soucier le moins du monde de la sécurité ou du bien-être des 23 millions de personnes qui vivent actuellement en Syrie. Leur vie ne compte pas.

Ce qui compte (pour Tel Aviv et Washington), c'est avoir sous le coude une armée supplétive prête à exécuter ses ordres dans la prochaine guerre contre l'Iran. Voilà ce qui compte. Et voilà pourquoi les États-Unis et la Turquie ont recours à des soldats "*sous contrat*" qui feront ce qu'on leur dit en échange de salaires mirobolants. HTS est payé pour ses services, et ces services impliqueront des attaques contre l'Iran et le Hezbollah. Il ne s'agit donc PAS là de l'expérimentation de nouvelles formes de gouvernance. Hayat Tahrir al-Sham ne cherche pas le moins du monde à gouverner. La Syrie n'est que la base opérationnelle du déploiement d'attaques contre l'Iran et le Hezbollah. C'est tout. C'est pour cela qu'ils sont payés, pour faire la guerre.

Il n'est question que de géographie, de gaz, d'USD et d'Israël. Et de ces quatre éléments, c'est Israël qui occupe la place prépondérante.

https://www.mondialisation.ca/le-drapeau-noir-flotte-sur-damas/5694619?doing_wp_cron=1733893960.8129179477691650390625

Corée du Sud et Extrême-Orient

Comment des dictatures ont manqué d'être installées dans l'Extrême-Orient pro-US - Réseau Voltaire 10 décembre 2024

La tentative de renversement de la démocratie par le président sud-coréen, le 3 décembre, n'est pas un acte improvisé, ni isolé. Elle doit être évaluée en relation avec la bagarre qui s'est déroulée au parlement de Taïwan, en mai, et surtout avec la désignation, au Japon, d'un Premier ministre militariste et négationniste. Comme en Ukraine et en Israël, les nostalgiques de la Seconde Guerre mondiale ont tenté un coup de force.

Par Thierry Meyssan

Le 21 août 2024, un parlementaire sud-coréen, Kim Min-seok, président du Parti démocratique (centre gauche) annonçait que des membres du gouvernement préparaient l'instauration de la loi martiale. Vu que cet homme avait un parcours politique sinueux et avait été condamné pour corruption, le public a interprété ses prétendues révélations comme un moyen de faire le buzz. Il a donc été qualifié de « complotiste » tandis que ses amis ont déploré qu'il soit tombé si bas.

L'accusation était en effet un peu grosse. La démocratie n'est apparue en Corée du Sud qu'en 1980, après le massacre de Gwangju, au cours duquel des milliers de personnes furent assassinées par la dictature durant neuf jours. Aussi évoquer une « loi martiale » réveillait de terribles souvenirs.

Pourtant, le 3 décembre, vers 22 heures, tous les médias audio-visuels étaient prévenus que le président de la République, Yoon Suk Yeol, allait s'adresser exceptionnellement à la nation. À 22h25 toutes les chaînes de radio et de télévision retransmettaient en direct son allocution. Il assurait que l'opposition travaillait avec les communistes nord-coréens. À la quatrième minute, il déclarait : « *Chers citoyens, je proclame la loi martiale pour protéger la République de Corée des menaces communistes de la Corée du Nord et des factions anti-États pro-nord sapant notre liberté et notre ordre constitutionnel.* »

Selon Kim Min-seok, le complot était ourdi par quatre militaires, anciens élèves de l'école des hautes études de Chungam : le président de la République, Yoon Suk Yeol ; le chef de sa garde personnelle promu en août ministre de la Défense, le général Kim Yong-hyun ; Lee Sang-min, ministre de l'Intérieur ; et Yeo-hyung, directeur du contre-espionnage. Enfin des élèves de la 11e classe de l'Académie militaire coréenne auraient formé un second cercle du complot.

La loi martiale a été mise en œuvre par le général Kim Yong-hyun (ministre de la Défense) commandant de la 38^e armée ; le général Park Ann-soo (chef d'état-major des armées) commandant de la 46^e armée ; le général Kwak Jong-geun (responsable des Forces spéciales) commandant de la 47^e armée ; et enfin le général Lee Jin-woo (gouverneur militaire de la capitale) commandant la 48^e armée. Les éléments des forces martiales mobilisées ont été la 707e brigade des forces spéciales, la 1re brigade des forces spéciales aéroportées et la police militaire sous la direction des forces spéciales.

Les Sud-coréens ont immédiatement compris que c'était le retour de la dictature. Ils ont pris d'assaut les commerces ouverts la nuit et les boutiques en ligne pour accumuler des provisions alimentaires.

À 23 heures, le président de l'Assemblée nationale, Woo Won-shik, convoqua les parlementaires sans attendre, déclarant sur les réseaux sociaux : « *Tous les membres de l'Assemblée nationale doivent se réunir immédiatement dans la salle plénière.* » La constitution donne en effet à l'Assemblée le pouvoir d'abroger la loi martiale. Mais déjà les Forces spéciales avaient envahi le bâtiment et fermé ses portes, tandis qu'une interdiction générale des activités politiques, y compris des manifestations et des activités des partis politiques avait été prononcée. Simultanément une

autre unité des Forces spéciales avait envahi les bureaux de la Commission électorale, saisi les téléphones portables du personnel et fermé les issues.

Alors qu'une foule s'amassait devant le Parlement, des députés escaladaient les grilles pour abroger la loi martiale. Vers 1 heure du matin, 190 députés sur 300 votaient à l'unanimité l'abrogation de la loi martiale. Les Forces spéciales quittaient le bâtiment. Il a fallu attendre cependant 4h20 pour que le gouvernement se réunisse nuitamment et lève la loi. La dictature n'avait vécu que six heures.

Pour comprendre ce qui s'est passé à Séoul, il faut se souvenir que le président de la République, Yoon Suk Yeol, n'est pas seulement un ancien procureur qui a lutté contre la corruption, mais aussi un nostalgique du militarisme impérial nippon. Fin novembre, il n'a pas soutenu son ambassadeur à Tokyo lorsque celui-ci a célébré, seul, la mémoire des esclaves coréens exploités durant la Seconde Guerre mondiale par Mitsubishi dans les mines d'or et d'argent de l'île de Sado [1].

Il faut alors faire le parallèle avec les événements survenus en mai dernier à Taïwan. Lors de l'intronisation du nouveau président de la République, Lai Ching-te, le Yuan législatif (Parlement) a tenté de modifier la Constitution afin de prévenir chez eux ce qui vient d'advenir en Corée du Sud. Mais les huit députés du parti présidentiel y ont fait obstacle en agressant physiquement leurs collègues, en blessant cinq.

C'est que Lai Ching-te n'a pas été élu pour ses engagements en matière de politique étrangère, mais pour ses conceptions économiques [2]. Lui aussi est un nostalgique de la Seconde Guerre mondiale : alors que le Kuomintang, le parti de Tchang Kaï-chek, fait officiellement campagne pour la réunification de la Chine, il souhaite au contraire reprendre la guerre civile. Il représente l'infime fraction des Taïwanais qui refusent toujours la victoire de Mao Zedong (1893-1976). Lors de son intronisation, il a déclaré : « *J'espère que la Chine fera face à la réalité de l'existence [de Taïwan] [et] respectera les choix du peuple de Taïwan. Face aux nombreuses menaces et tentatives d'infiltration en provenance de Chine, nous devons démontrer notre détermination à défendre notre nation* » ; une position qui viole l'accord sur l'unité de la Chine

Les services secrets taïwanais abritent toujours la très secrète « Ligue anticommuniste mondiale » [3], renommée en 1990 « *Ligue mondiale pour la liberté et la démocratie* », créée durant la Guerre froide par le généralissime Tchang Kaï-chek et le chef des nationalistes intégraux ukrainiens Iaroslav Stetsko (ancien Premier ministre nazi). Elle est aujourd'hui présidée par un ancien secrétaire général du Kuomintang, Tseng Yung-chuan, et toujours financée par le bureau de la Sécurité nationale. La ligue asiatique est présidée par le diplomate Zeng Yongquan, ancien secrétaire général du gouvernement de Taïwan.

Nul ne sait comment ce système fonctionne aujourd'hui. Cependant un coin du voile a été levé lors de l'assassinat du Premier ministre japonais, Shinzo Abe, en juillet 2022. Malgré la tentative d'étouffer le scandale, la presse japonaise laissait fuiter qu'il avait été tué par un homme ruiné lui reprochant d'avoir encaissé des sommes astronomiques de l'Église de l'unification (dite « *secte Moon* »). Six mois plus tard, il apparaissait qu'un groupe de parlementaires du Parti libéral démocrate avait encaissé plus d'un demi-milliard de dollars de pots-de-vin [4].

La majorité des parlementaires libéraux-démocrates sont issus de dynasties héréditaires. Ils sont organisés en faction et non pas autour de programmes. Ce parti avait été créé par les États-Unis au lendemain de la Seconde Guerre mondiale afin de recycler des criminels de guerre qui n'avaient pas été jugés par le Tribunal de Tokyo. Il a toujours gouverné le Japon depuis 67 ans (à l'exception de deux courtes périodes n'excédant pas au total 4 ans).

Depuis le 1^o octobre, Shigeru Ishiba est devenu Premier ministre japonais. C'est un militariste fanatique [5]. Il a révisé des ouvrages historiques traitant du sanctuaire Yasukuni où reposent les principaux criminels de guerre japonais. Il a concilié l'honneur de ces militaristes avec l'histoire de la Chine et de la Corée. Il semble ne s'être jamais rendu dans ce sanctuaire controversé. C'est un gunji otaku, c'est-à-dire un collectionneur de souvenirs militaires et lui-même militariste, quoique veillant à ne pas insulter ses interlocuteurs étrangers. Selon lui, la dernière guerre a été menée pour la « *juste cause* » de libérer l'Asie de la domination blanche, et la plupart des crimes de guerre signalés en Chine, en Corée du Sud et en Asie du Sud-Est sont des « *complots visant à dénigrer le Japon* ». En outre, il a déclaré que le gouvernement et l'armée de l'époque devraient être tenus pour strictement responsables du déclenchement d'une guerre impossible à gagner.

Nous sommes donc face à un retour de la faction extrême-orientale de l'Axe Rome-Berlin-Tokyo.

Nous n'avons rien fait lorsque les nationalistes intégraux sont revenus au pouvoir en Ukraine. Nous avons aujourd'hui une guerre chez eux.

Nous n'avons rien fait lorsque les sionistes révisionnistes sont revenus au pouvoir en Israël. Nous avons aujourd'hui une guerre à Gaza, en Cisjordanie, au Liban, en Syrie, en Iraq et au Yémen.

Réagissons-nous au retour des militaristes japonais au pouvoir à Taïwan, en Corée du Sud et au Japon ?

Notes.

[1] « *2522 Le gouvernement militariste nippon d'Ishiba relance la polémique avec la Corée* », Voltaire, actualité internationale - N°110 - 29 novembre 2024.

[2] « *1308 Investiture du président séparatiste Lai Ching-te* », Voltaire, actualité internationale - N°88 - 24 mai 2024.

[3] « *La Ligue anti-communiste mondiale, une internationale du crime* », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 12 mai 2004,

[4] « *Gigantesque scandale de corruption systémique du Parti libéral-démocrate japonais* », Voltaire, actualité internationale - N°66 - 15 décembre 2023.

[5] « *2057 Le militariste et révisionniste Shigeru Ishiba désigné Premier ministre japonais* », Voltaire, actualité internationale - N°102 - 4 octobre 2024.

Roumanie.

La Roumanie prend des mesures dangereuses pour empêcher la victoire d'un candidat présidentiel anti-guerre. Par Lucas Leiroz de Almeida (InfoBrics) - Mondialisation.ca, 09 décembre 2024

Les discours occidentaux sur la « *démocratie* » et la « *transparence électorale* » semblent n'être qu'une simple rhétorique – utilisée à bon escient contre les ennemis et ignorée lorsque les pays occidentaux violent ces « *règles* ». Récemment, la Roumanie a annulé de manière illégale et

injustifiée les résultats de ses élections présidentielles dans le seul but d'empêcher la victoire d'un candidat anti-européen. Cette affaire montre clairement que les pays européens sont prêts à prendre n'importe quelle mesure pour empêcher des changements politiques favorables à la multipolarité.

La Cour constitutionnelle roumaine s'est immiscée illégalement dans le processus électoral du pays en annulant les résultats du premier tour des élections présidentielles. Ainsi, le candidat indépendant Calin Georgescu, qui a étonnamment remporté la course contre ses adversaires soutenus par l'UE, a été lésé pour avoir maintenu une position critique d'opposition à l'alignement de la Roumanie sur l'Occident.

Georgescu est accusé d'avoir reçu le soutien de la Russie dans sa campagne électorale. Il est un critique notoire de l'OTAN et de l'UE et s'oppose catégoriquement à l'implication de la Roumanie dans le conflit avec la Russie. Il promet de revenir sur les mesures d'aide à l'Ukraine prises par le gouvernement roumain et s'oppose fermement à l'agenda culturel « woke » soutenu par l'UE. En tant que nationaliste religieux, il souhaite également établir des liens pacifiques avec la Russie afin d'apaiser les relations entre les pays à majorité chrétienne orthodoxe, ce qui l'a rendu particulièrement populaire auprès du peuple roumain, qui reste largement chrétien malgré la pression culturelle occidentale.

Pour cette raison, Georgescu est qualifié de « *pro-russe* » et ses opposants inventent des récits infondés à son encontre, affirmant que Moscou finance ses projets politiques et sa campagne électorale. Les autorités russes se sont déjà prononcées sur l'affaire, niant tout lien, mais cela n'a pas suffi à empêcher les juges roumains d'annuler sa victoire au premier tour des élections, en le qualifiant d'« *agent étranger* ».

Georgescu a obtenu près de 23 % des voix au premier tour. Il devait affronter la candidate de gauche libérale Elena Lasconi, qui a obtenu 19 % des voix, lors d'un second tour. Au lieu de respecter la volonté du peuple, la Cour constitutionnelle, qui est certainement contrôlée par des juges pro-OTAN et pro-UE, a simplement annulé le processus électoral et fixé un nouveau jour d'élection à une date ultérieure.

Le candidat de droite a réagi à cette décision en déclarant que les juges avaient fait un coup d'État. Selon lui, la démocratie et l'État de droit ont été suspendus en Roumanie et l'ordre juridique du pays n'est plus respecté. Georgescu a décrit le système judiciaire roumain comme étant corrompu, condamnant fermement les accusations injustes portées contre lui.

« Il s'agit essentiellement d'un coup d'État formel. L'État de droit est dans un coma artificiel et la justice subordonnée aux ordres politiques a pratiquement perdu son essence. Ce n'est plus la justice, elle obéit aux ordres (...) Le système corrompu en Roumanie a montré son vrai visage en faisant un pacte avec le diable », a-t-il déclaré.

En fait, aucune preuve n'a été fournie pour justifier l'affirmation selon laquelle Georgescu est soutenu par la Russie. Si un tel soutien existait, il serait certainement facile de fournir des données personnelles pour le prouver, mais rien n'a été fait, ce qui indique que les allégations sont totalement infondées. Cela montre que pour le système juridique électoral roumain, un procès équitable n'est pas important, et que toute manœuvre visant à empêcher un candidat dissident d'accéder au pouvoir est valable.

Même si Georgescu a reçu le soutien de Moscou, cela ne devrait pas poser de problème, car il est courant que des candidats soient soutenus par des pays étrangers – comme en Roumanie même, où les opposants de Georgescu sont largement soutenus par l'UE. Dans un système véritablement

démocratique, tous les candidats devraient être libres de faire leurs propres choix en matière d'alliances internationales et diplomatiques. Or, il semble que la Roumanie ne soit pas vraiment une démocratie.

Pour éviter la montée d'une vague politique anti-OTAN, l'Alliance atlantique encourage la montée de régimes autoritaires en Europe. L'OTAN sait que la guerre contre la Russie est impopulaire et que les citoyens ordinaires veulent que le soutien à l'Ukraine prenne fin. Par conséquent, seules les dictatures peuvent soutenir les efforts de guerre de l'alliance – c'est pourquoi, par exemple, Macron a récemment interdit le parlement français et maintenant la Roumanie a annulé ses élections présidentielles.

Il est important de souligner que la Roumanie est une plaque tournante logistique importante pour soutenir l'Ukraine, en plus d'exercer une influence directe sur la Moldavie, un pays mandataire de l'OTAN à majorité ethnique roumaine. La perte d'une présence en Roumanie serait négative pour l'OTAN et l'UE, ce qui explique leur désespoir d'empêcher la victoire de Georgescu.

Il reste à voir combien de temps les pays occidentaux pourront continuer à violer la volonté de leur propre peuple sans subir de graves conséquences et de profondes crises de légitimité.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 13 décembre 2024

Dehors Macron, abrogation de la Constitution de la Ve République !

C'est aux travailleurs de se doter d'un nouvel Etat, d'une nouvelle Constitution, de nouvelles institutions souveraines, d'exercer tout le pouvoir,

C'est aux travailleurs que revient de contrôler et diriger les entreprises, l'économie du pays en toute indépendance, donc rompre avec l'UE, de procéder à un changement de régime économique

Ma dernière réflexion en cours...

Depuis Platon, la démocratie est un modèle politique élaboré par et pour les esclavagistes, et il n'a jamais été autre chose.

Qu'au fil du temps ou de la lutte des classes il ait été adopté par les opposants à l'esclavage, aurait dû nous alerter, nous n'en fîmes rien, pire, nos dirigeants en firent un idéal.

Quelle vertu miraculeuse lui accordait ses concepteurs et leurs héritiers ? Celle d'être une utopie irréalisable, une croyance au pouvoir si envoutant, que des adversaires de l'esclavage aux pires tyrans, tous finiraient par l'adopter, merveilleux, n'est-ce pas ?

Ceux qui se demandaient pourquoi plus on avait l'impression de s'en rapprocher, et plus on s'en éloignait, trouveront là matière à méditer.

Cette réflexion m'a été inspirée notamment, par les réactions des uns et des autres suite à la chute de la République arabe syrienne, se félicitant de voir arriver au pouvoir en Syrie des barbares au service des Etats-Unis et d'Israël en train de se livrer au même moment au génocide du peuple palestinien.

Ils avaient déjà eu la même réaction, quand l'OTAN et ses alliés avaient agressé militairement l'Irak et la Libye et liquider leurs dirigeants, semant chaos et désolation derrière eux. Quel profit en ont tiré ces peuples ? Vous connaissez la réponse. Mais je prêche là dans le désert.

Guerre psychologique. Ce n'est pas «probable», c'est une certitude, l'état de santé mentale des autorités sanitaires en France est dérangé.

J-C - Il s'agit de culpabiliser les parents une fois de plus, de les alerter, de leur faire croire que leur enfant connaîtrait des problèmes de santé mentale, alors qu'en réalité, selon leurs conditions sociales leurs facultés cognitives se développent à des rythmes différents, ainsi que leur adaptation à la société ou leur comportement en découlent également.

France : 8% des enfants âgés de 3 à 6 ans seraient concernés par une difficulté de santé mentale - RT11 déc. 2024

Dans un message publié le 10 décembre sur son compte X, l'agence nationale Santé publique France a fait valoir la publication de nouveaux résultats dans le cadre de l'Étude Nationale sur le Bien-Être des Enfants (Enabee), qui vise à étudier des aspects de la santé des enfants de 3 à 11 ans.

Plus généralement, environ 1 enfant sur 12, soit plus de 8% des enfants sont concernés par au moins une difficulté de santé mentale «probable». (Si elle n'existait pas, ils seraient contrariés, ils l'inventeraient, on sait depuis janvier 2020 qu'ils en sont capables ces sadiques. – J-C)

Les résultats de cette étude sont cependant, selon ses rédacteurs, «à interpréter avec prudence» puisque le jeune âge des enfants fait que «les difficultés de comportement ou émotionnelles peuvent évoluer rapidement et leur mesure est impactée par les perceptions et attentes des adultes répondants».

Pour l'épidémiologiste et chef de projet de l'étude Enabee, Stéphanie Monnier-Besnard, dans des propos rapportés par une agence de presse française, ces données donnent un «*même ordre de grandeur que les résultats d'études approchantes en France ou dans des pays assez comparables, comme l'Allemagne ou les États-Unis*». RT11 déc. 2024

Qu'ont-ils fait des jeunes (et pas seulement) pour les rendre aussi complexés, stressés, traumatisés, paranoïaques, schizophrènes au point de ne plus avoir du tout confiance en eux.

J-C - Que craignent-ils ? Les rapports directs, les franches discussions, ils préfèrent la « *messagerie (qui) permet de maintenir une certaine distance, offrant une connexion dénuée du sentiment de vulnérabilité ou d'exposition* », cela ne vous fait-il pas penser à la distanciation, aux "*gestes barrières*" instaurés lors de la dictature hygiéniste de 2020-2022 ?

Je commence à mieux comprendre pourquoi je ne risque pas d'avoir des rapports directes ou normaux avec mes lecteurs, sincères et honnêtes et réciproques j'entends, outre l'anonymat, leurs refus de s'exprimer publiquement. J'ai rencontré également ce problème avec l'ensemble des membres de ma famille en France.

Je m'étais demandé ce qui leur était arrivé, cependant, ce phénomène étant systématique, j'en avais déduit que j'en étais peut-être à l'origine. Pourquoi pas, on ne doit écarter aucune hypothèse quand on cherche l'origine de quelque chose, mais ce qui était étrange, c'est que je n'observais pas cette réaction à mon égard de la part des gens que je côtoyais physiquement en Inde, et eux n'avaient pas du tout ce rapport paranoïaque ou malsain avec le téléphone qu'ils utilisent à tour de bras, c'est comme un jouet miraculeux pour eux.

«Un appel, c'est presque un traumatisme»: téléphoner, le cauchemar des ados - Slate.fr 12 décembre 2024

Pour toute une génération, la sonnerie du téléphone devient un signal d'effroi. Théa, 16 ans, ne cache pas son malaise: «Quand je dois prendre rendez-vous, c'est toujours stressant de devoir parler. J'angoisse.» Son expérience n'est pas isolée. Une étude récente du Pew Research Center confirme cette tendance: les jeunes développent une véritable anxiété face aux communications vocales.

L'enquête Uswitch est encore plus explicite: un quart des jeunes entre 18 et 34 ans ne répondent jamais au téléphone et 60% préfèrent recevoir un message. Marie-Danette, psychologue, explique sur le site TF1.info: «*Le fait d'avoir des alternatives au téléphone fait qu'on s'entraîne moins, on s'exerce moins, et du coup, quand on a besoin de passer un coup de fil, c'est un peu plus stressant, parce qu'on a besoin de répondre tout de suite à la personne et on n'a pas le temps de réfléchir à ce qu'on va dire.*»

Maxime, 17 ans, raconte: «*Mes parents ne comprennent pas. Quand ils me disent de rappeler, je préfère toujours envoyer un message, même si c'est important. Un appel, c'est comme un direct non préparé. Sur messagerie, je peux réfléchir, reformuler, prendre le temps de composer ma réponse.*»

Les réseaux sociaux ont complètement transformé la communication adolescente. Instagram, TikTok et Snapchat sont désormais les nouveaux espaces d'échange. Léa, 19 ans, témoigne: «*Avec mes amis, on communique tout le temps par messages vocaux ou textos. Un appel, c'est presque un traumatisme. On ne sait pas à quoi s'attendre, on n'a pas le temps de préparer sa réponse. C'est comme être sur scène sans répétition.*»

En ce qui concerne les messages audio, les avis sont tranchés: on les adore ou on les déteste. Pour certains, ils représentent une version modernisée du téléphone, offrant l'avantage de communiquer sans la contrainte de devoir répondre instantanément. Pour d'autres, recevoir un message vocal de cinq minutes, truffé de pauses et d'hésitations, alors qu'il aurait pu être condensé en deux messages écrits, est perçu comme une perte de temps frustrante.

L'étude menée par Uswitch révèle que 37% des 18-34 ans considèrent les notes vocales comme leur mode de communication favori. En revanche, seul 1% des 35-54 ans préfère les messages vocaux à une conversation téléphonique. Nathalie, mère de deux adolescentes, raconte: «*Mes filles ne m'appellent jamais. Si je veux les joindre, c'est sur Instagram, car même les SMS restent sans réponse. C'est comme si le téléphone était devenu un outil complètement obsolète pour elles, alors qu'elles l'ont en permanence dans le sac ou la poche.*»

Dans un entretien accordé à la BBC, la psychothérapeute Eloise Skinner affirme que le simple fait de recevoir un appel téléphonique peut désormais susciter de l'anxiété, car il est fréquemment perçu comme porteur de «*quelque chose de négatif, un sentiment d'appréhension ou même de peur*». L'enquête menée par Uswitch vient appuyer cette observation, révélant que plus de la moitié des jeunes interrogés (56%) redoutent d'apprendre une mauvaise nouvelle lorsqu'ils reçoivent un appel imprévu.

Eloise Skinner ajoute: «*Nos vies étant de plus en plus chargées et nos horaires de travail de plus en plus imprévisibles, nous avons de moins en moins le temps d'appeler un ami pour prendre de ses nouvelles. Les appels téléphoniques sont alors réservés aux nouvelles importantes de notre vie, qui peuvent souvent être compliquées et difficiles.*»

Cette aversion croissante pour les appels téléphoniques, parfois qualifiée de «*téléphonophobie*», s'étend également au milieu professionnel, confirme la psychologue: «*Les appels téléphoniques impliquent davantage d'exposition personnelle et exigent un niveau d'intimité plus élevé. À l'inverse, la communication par messagerie permet de maintenir une certaine distance, offrant une connexion dénuée du sentiment de vulnérabilité ou d'exposition.*»

Eloise Skinner complète: «*Nous ressentons de plus en plus le besoin de protéger notre temps, et passer un appel impose de rompre avec le fil de sa journée, obligeant à consacrer une attention entière à une conversation. Cela représente un défi particulier pour les individus habitués au multitâche.*» Ce phénomène est d'autant plus marqué chez les jeunes, souvent dotés d'une capacité de concentration moindre que celle de leurs aînés.

Cependant, à force de privilégier les formes de communication non verbale et de travailler depuis chez soi, ne risquons-nous pas de perdre la richesse des conversations spontanées et informelles, qui ne sont pas planifiées à l'avance?

Emma, 16 ans, résume: «*Quand je sens que l'appel va être compliqué ou potentiellement conflictuel, je ne décroche pas. C'est plus simple de gérer ça par message. Je peux prendre le temps de réfléchir, de formuler ma réponse sans la pression du moment.*» «*Mes parents me disent souvent que je suis asocial. Mais ce n'est pas vrai. Je communique tout le temps avec mes amis. Juste pas comme eux le faisaient à mon âge*», abonde Victor, 18 ans.

J-C – On dirait aussi qu'ils culpabilisent ou craignent de mal s'exprimer ou de ne pas savoir s'exprimer correctement et qu'on leur reproche. A force de les soumettre à des psychoses collectives, j'ai bien peur qu'ils aient fini par les terroriser.

Saturation. Tout ce qui sape la stabilité politique du régime est bon à prendre.

J-C – Si cela peut les amener à changer de comportement ou à se détacher de l'influence des médias mainstreams, c'est plutôt une bonne nouvelle.

Fatigués par la crise politique en France, ils ont choisi de faire comme si l'actualité n'existait pas - Le HuffPost 13 décembre 2024

L'actualité politique de ces derniers mois (...) a de quoi ne pas laisser indifférent. Et pourtant, elle a lassé de nombreux Français qui se sont peu à peu désintéressés ou mis en retrait des informations, sciemment ou non.

«*J'avais en permanence les pires informations en tête, le moindre attentat à l'autre bout du monde, les scandales financiers, les disparitions d'enfants à l'autre bout du pays, liste Florian, 26 ans. Et cette somme de malheurs m'a comme coupé de mon actualité "proche" et des bonnes nouvelles qu'on a aussi tous les jours. Et de la possibilité d'avoir des sujets de discussion plus "légers".* »

Il ressent une forme de «*fatigue informationnelle* », une volonté de se détacher de l'actualité, qu'ont justement voulu mesurer l'Observatoire société et consommation (ObSoCo), la Fondation Jean Jaurès et Arte. Une enquête a ainsi été réalisée auprès de 4 000 Français juste avant la dissolution. Parue mercredi 11 décembre, elle indique qu'en avril-mai, le niveau de «*fatigue*

informationnelle » se maintenait déjà à un niveau très fort, avec 54 % des Français concernés (contre 53 % en 2022). Et 39 % de personnes « *très fatiguées* ».

En septembre, ce rejet du système informationnel a pris la forme d'un « *exode* », tant il est massif.

Florian a décidé de « *filtrer les médias et canaux d'informations* » et le temps qu'il passe à s'informer. « *Aujourd'hui, je ne regarde presque plus la télévision, n'écoute plus la radio, détaille-t-il. Je suis quelques pages Facebook et chaînes Youtube pour être au courant des "grands événements"*. »

Les événements politiques de ces derniers mois ont eu une nette influence sur les Français et leur rapport à l'actualité. « *Seulement un tiers des Français a été intéressé par cette séquence, ce qui est très peu. Et un sur 10 a vraiment été intéressé* », détaille la directrice générale de l'ObSoCo, qui précise que ce recul n'est pas un simple choix de vie.

« *Les gens aimeraient bien s'y intéresser, mais ils en souffrent et mettent en place des stratégies de retrait, parce que cela ne leur apporte rien, voire cela leur apporte du négatif* », interprète-t-elle.

Pour la directrice générale de l'ObSoCo, cet « *exode informationnel* » est « *inquiétant* ». « *Si le rapport à l'information est affecté, le rapport à la démocratie aussi, estime-t-elle. Le nombre de Français qui estiment que la démocratie fonctionne mal a augmenté de 9 points par rapport à 2022, pour atteindre 73 %. Ça produit de la défiance et le sentiment d'une démocratie dégradée.* » Le HuffPost 13 décembre 2024

J-C - Si cela les inquiète, c'est qu'il y a lieu d'en être satisfait, car les médias mainstreams sont les premiers à en faire les frais, télévision, radio et presse écrite, tous possédés par les mêmes oligarques ou diffusant la même propagande idéologique, les médias et réseaux sociaux aussi mais en plus nuancés.

Sur la situation politique et sociale en France.

Ils ne sont pas spécialement compromis, c'est leur véritable nature qui veut cela.

- Olivier Faure prend ses distances avec les Insoumis pour donner des gages à l'aile réformiste de son parti, en acceptant de faire des compromis avec le camp macroniste au nom de l'esprit de "*responsabilité*" de la gauche.

- « *On ne peut pas être le front du refus* », affirme Olivier Faure, précisant qu'il y a une « *volonté* » des communistes, des écologistes et des socialistes « *d'avancer* ».

Olivier Faure souhaite un Premier ministre « *issu de la gauche ou des écologistes* » qui soit « *ouvert aux compromis* ». « *On doit avoir le pouvoir d'initiative, on doit accepter les compromis et les concessions* », a-t-il ajouté en appelant à ce que « *la crise politique dans laquelle nous sommes entrés soit la plus courte* ». lepoint.fr 11 décembre 2024

AFP - "*L'engagement que nous avons pris (mardi à l'Élysée, ndlr) c'est que nous n'utiliserons pas le 49.3 si nous sommes appelés à gouverner, en échange de quoi les oppositions s'engageraient à ne pas censurer*", détaille le premier secrétaire.

J-C - Autrement dit, il s'est engagé à ne proposer que des mesures compatibles avec le programme de Macron et des formations de la macronie, qui en échange ne les censureront pas, pourquoi devraient-ils le faire partant de là ?

AFP - Avant d'être reçu à l'Elysée avec les autres responsables socialistes, il a proposé d'ouvrir la table des négociations au leader de la droite Laurent Wauquiez.

"*Il en a fait des caisses et est allé plus à droite que ce que proposaient Vallaud et Brun en ouvrant à Wauquiez*", note le député Johanna Rolland, proche du patron du PS.

En tout cas, ce qu'il a perdu en crédit sur sa gauche en multipliant les appels au compromis et en replaçant le PS comme un parti de gouvernement, Olivier Faure l'a regagné sur sa droite.

J-C - On ne pouvait être plus explicite.

AFP - "*Même Hollande on ne l'entend plus, c'est bon signe, c'est qu'il est d'accord*". AFP 11 décembre 2024

Syrie.

Lu.

1- « *Est-ce la débandade totale ? Je ne crois pas. Je pense que c'est plutôt une débandade négociée, tempère Taline Ter-Minassian, professeure d'histoire contemporaine de la Russie à l'Inalco et spécialiste du Moyen-Orient. L'aide de la Turquie a été déterminante dans la chute du régime syrien. Et même s'il est impossible de dire que la Turquie et la Russie se sont concertées, je pense qu'il y a eu un arrangement avec les puissances régionales, notamment la Russie.* » D'après la chaîne CNN Türk, Moscou aurait justement demandé de l'aide à la Turquie pour évacuer ses troupes en Syrie.

« *Il est possible qu'un deal ait été conclu précédemment* », abonde Michel Goya. Au-delà des Turques, les Russes pourraient aussi avoir proposé aux rebelles islamistes de ne rien faire pour soutenir Bachar al-Assad en échange de la conservation de leurs bases militaires, avance l'ancien colonel. Quel que soit leur interlocuteur, les Russes sont obligés de négocier car « *les effectifs de ces bases sont très réduits* » et elles sont donc « *difficiles à défendre militairement* » si les nouvelles autorités syriennes décidaient de s'en emparer.

Le Kremlin doit donc avancer prudemment. Après avoir pilonné violemment les djihadistes en Syrie, le vocabulaire de la Russie s'est soudainement adouci. Le journal *Le Monde* rapporte ainsi qu'une grande émission a réenregistré une partie d'une émission populaire du dimanche soir dans laquelle le présentateur décrit les nouveaux maîtres de Damas comme une « *opposition armée* » plutôt d'un « *groupe terroriste qui faisait partie d'Al-Qaida* ». « *Ils essayent désormais de montrer qu'ils ne sont pas les alliés de Bachar al-Assad mais de la Syrie* », glisse Michel Goya, ancien colonel des troupes de marine, historien et stratéliste. 20minutes.fr 11 décembre 2024

2- La Syrie subissait des sanctions économiques très dures. Le terme est même quelque peu édulcoré. Nous devrions plutôt parler d'un blocus barbare qui a littéralement étouffé l'économie syrienne. L'accès au système bancaire international était bloqué, les échanges commerciaux officiels étaient pratiquement interdits. Alors qu'elle avait besoin de se reconstruire, la Syrie ne pouvait plus acheter ce dont elle avait besoin. Les conséquences humanitaires étaient désastreuses. D'ailleurs, en 2022, Alena Douhan rapporteuse spéciale des Nations unies sur les mesures coercitives unilatérales et les droits de l'homme, appelait à lever ces sanctions. Elle avait constaté que 90 % de la population syrienne vivait sous le seuil de pauvreté, avec un accès limité à la nourriture, à l'eau, à l'électricité, aux abris, aux combustibles de cuisson et de chauffage, aux transports et aux soins de santé.

Le gouvernement syrien ne devait pas seulement composer avec ces sanctions illégales. Il était également privé de ressources importantes. Les États-Unis et leurs alliés kurdes contrôlaient des régions pétrolifères et agricoles stratégiques. Or, les ventes d'énergie constituaient environ un quart des recettes d'exportation de la Syrie et couvraient 90% des besoins de son marché intérieur. De plus, avant la guerre, la Syrie produisait annuellement 4 millions de tonnes de blé. De quoi assurer l'autosuffisance alimentaire et même des rentrées grâce aux exportations.

Le blocus économique et la privation de ces ressources stratégiques ont donc eu un impact terrible. Le gouvernement syrien a par ailleurs commis des erreurs, il n'a pas réussi à s'attaquer aux fléaux de la bureaucratie et de la corruption. La population était fatiguée. Tout comme l'armée syrienne qui avait perdu près de 100.000 soldats depuis 2011 dans sa lutte contre les combattants islamistes. A un moment donné, on comptait jusqu'à 300.000 jihadistes sur le territoire syrien. Certains étaient originaires de Syrie. Mais beaucoup venaient de pays voisins, d'Europe, d'Asie centrale et même de la province chinoise du Xinjiang. Ces combattants takfiris n'avaient pas disparu. En effet, la région d'Idlib au nord-ouest de la Syrie était devenue un réduit intégriste protégé par la Turquie avec l'aide des Occidentaux et d'Israël.

PRCF - [Communiqué 7 décembre 2024] Solidarité avec les communistes et tous les progressistes de la Syrie indépendante

Ce texte date un peu ou arrive trop tard, mais ce n'est pas grave, hormis une réserve sur les Kurdes, l'ensemble me semble correct, comme quoi nous ne sommes pas seul à penser autrement que la gauche et extrême gauche dégénérées.

<https://www.initiative-communiste.fr/articles/international/communiqué-solidarite-avec-les-communistes-et-tous-les-progressistes-de-la-syrie-independante/>

Hormis ses racines staliniennes avec lesquelles ses dirigeants ne parviennent pas à rompre, le PRCF est aujourd'hui le parti dont je partage le plus de positions ou analyses.

Le POI a sombré dans le NFP au côté de Mélenchon. Quant au PT, il vaut guère et il se revendique du même héritage lambertiste que le POI, l'école de Mélenchon, Jospin, Cambadélis, c'est juste un fonds de commerce ou une sorte de secte à la remorque également de la social-démocratie, monnayant une fortune ses articles sur le Net, de sorte qu'il est inaccessible à ma misérable condition financière, je n'en dirai pas plus.

Allahu Akbar, le dernier cri de guerre de LO et du NPA.

J-C – Leur discours est calqué sur celui des « vainqueurs », Biden Netanyahu, Erdogan, Macron et consorts. Au moins, on sait dans quel camp ils figurent.

LO

La chute d'un dictateur n'est pas la libération d'un peuple - 09/12/2024

La chute de Bachar al-Assad réjouit à juste titre ceux qui ont subi sa dictature sanguinaire. Il avait conservé le pouvoir à Damas et sur une partie de la Syrie depuis la révolte de 2011, en utilisant contre la population une violence débridée, grâce à l'appui de la Russie et de l'Iran, mais aussi à la bienveillance des États-Unis et de la France.

NPA

Bachar al-Assad est tombé ! Vive le peuple syrien ! - 8 décembre 2024

En une dizaine de jours, l'un des régimes les plus brutaux de la planète est tombé.

Bachar al-Assad, fossoyeur violent de la révolution syrienne, fils et digne successeur du dictateur Hafez al-Assad qui officiait dans les années 1980, a fui le pays sans donner de nouvelles.

Nous nous réjouissons de la fin de son règne. Nous sommes solidaires des aspirations émancipatrices et démocratiques des peuples de Syrie.

La fin de la dynastie Assad doit permettre d'assurer le droit des peuples et des minorités en Syrie, la démocratie et la justice sociale.

J-C – Des miliciens du Front al-Nosra issu d'al-Qaïda garants du « *droit des peuples et des minorités en Syrie, la démocratie et la justice sociale* », inutile de commenter.

Et la palme de la pire démagogie ou du populisme d'extrême gauche le plus pourri revient au déchet du trotskysme lambertiste.

Arguments pour la lutte sociale

Bachar est tombé. 8 décembre 2024

La chute de Bachar renoue avec les révolutions arabes et la révolution tout court. C'est la meilleure nouvelle possible pour le peuple palestinien, pour Gaza...

C'est aussi la meilleure nouvelle possible pour les Ukrainiens et les Géorgiens car c'est, très directement, une défaite de Poutine. Et pour les Iraniens et les Libanais ... La chute de Bachar n'est pas une fin, mais un commencement.

Elle contrecarre toute la dynamique réactionnaire mondiale de Poutine, de Netanyahu et de Trump.

J-C - On imagine que le POI et le PT n'ont pas dû se distinguer autrement.

J-C – Entre Frères, maintenant le Qatar est chez lui en Syrie.

Syrie : le Qatar prévoit de rouvrir prochainement son ambassade à Damas - RT 11 déc. 2024

Doha a noué de premiers contacts avec les nouvelles autorités syriennes et son ambassade pourrait rouvrir prochainement à Damas. D'autres pays arabes ont également pris langue avec Hayat Tahrir el-Cham. C'est également le cas de l'administration américaine et des équipes de Donald Trump.

Alors que Doha refusait toute normalisation avec le gouvernement de Bachar el-Assad et continuait de soutenir les islamistes du bastion d'Idleb, une fois le président syrien déchu le Qatar s'est empressé de nouer les premiers contacts avec les nouveaux maîtres de Damas.

Plusieurs pays ont également noué de premiers contacts avec HTC. Le «*Département des affaires politiques*» en Syrie a affirmé le 10 décembre que les ambassadeurs d'Irak, de Bahreïn, d'Oman, d'Égypte, des Émirats arabes unis, de Jordanie, d'Arabie saoudite et d'Italie s'étaient engagés à coopérer avec le nouveau régime, a rapporté Al-Mayadeen.

Toujours selon cette source, le Qatar va prochainement ouvrir son ambassade dans la capitale syrienne. Les États-Unis auraient aussi noué leurs premiers contacts avec les nouveaux dirigeants de Damas, a rapporté Reuters citant plusieurs sources américaines. Selon l'une d'elles, HTC serait également en contact avec les équipes du futur président américain Donald Trump.

Si le groupe djihadiste acceptait «*certaines exigences américaines*», a précisé une source de Reuters au Congrès, Washington pourrait envisager de retirer HTC de sa liste noire des organisations terroristes ainsi que lever les sanctions contre la Syrie. RT 11 déc. 2024

En famille, ses protégés sont au pouvoir à Damas.

Syrie : Netanyahu souhaite établir des relations avec les nouveaux maîtres de Damas - RT 11 déc. 2024

Après avoir évoqué un «*jour historique*», le jour du coup d'État contre Bachar el-Assad le 8 décembre, et annoncé que le Golan appartenait à l'État hébreu «*pour l'éternité*», le 10 décembre Benjamin Netanyahu s'est adressé aux nouveaux maîtres de Damas.

Selon le quotidien israélien Haaretz, dont la ligne éditoriale est critique sur la gouvernance du Premier ministre israélien, le chef du Likoud souhaiterait établir des relations diplomatiques avec le régime djihadiste de Damas.

Syrie : Tsahal annonce avoir effectué plus de 480 frappes en moins de 48 heures - RT 11 décembre

L'armée israélienne a affirmé, dans un communiqué publié sur les réseaux sociaux le 10 décembre, avoir mené plus de 480 frappes sur le territoire syrien en moins de deux jours. Dans son

communiqué, Tsahal a annoncé avoir *«frappé la plupart des stocks d'armes stratégiques en Syrie pour éviter qu'ils ne tombent entre les mains d'éléments terroristes»*.

L'armée israélienne a également précisé avoir mené des frappes via *«des navires lance-missiles de la marine»* qui ont *«frappé simultanément deux installations de la marine syrienne : le port d'Al-Bayda et le port de Lattaquié, où 15 navires de la marine syrienne étaient amarrés»*, ajoutant que *«des dizaines de missiles mer-mer d'une portée de 80 à 190 km ont été détruits»*.

De surcroît, Tsahal a indiqué que son aviation avait survolé le territoire syrien *«pendant des centaines d'heures au-dessus de l'espace aérien syrien, effectuant plus de 350 frappes aériennes»*.

Selon l'armée israélienne les cibles touchées seraient *«des batteries antiaériennes, des aérodromes de l'armée de l'air syrienne et des dizaines de sites de production d'armes à Damas, Homs, Tartous, Lattaquié et Palmyre»*, détruisant *«des missiles Scud, des missiles de croisière, des missiles sol-mer, sol-air et sol-sol, des drones, des avions de chasse, des hélicoptères d'attaque, des radars, des chars, des hangars»*.

De plus, l'armée israélienne a déclaré avoir mené, au titre de ses opérations terrestres, des frappes *«sur 130 actifs»* en Syrie, *«notamment des dépôts d'armes, des structures militaires, des lanceurs et des positions de tir»*.

J-C – Ils envahissent un pays, le bombardent, détruisent ses infrastructures, en toute impunité, et aucun Etat n'en profite pour rompre ses relations avec lui. Mais alors, ils sont tous complices ? A des degrés divers, effectivement.

Post mortem de la Syrie : Terreur, occupation et Palestine par Pepe Escobar - Réseau International 12 décembre 2024

La cabale otano-israélienne qui applaudit à la chute de Damas obtiendra plus que ce à quoi elle s'attendait. Des luttes de pouvoir et des luttes intestines entre les milices extrémistes et la société civile, chacune soutenue par différents acteurs régionaux et étrangers qui veulent leur part du gâteau.

Le titre court définissant la fin abrupte et rapide de la Syrie telle que nous savions qu'elle serait : Eretz Israël rencontre le nouvel ottomanisme. Le sous-titre ? Une victoire pour l'Occident et un coup mortel porté à l'Axe de la Résistance.

Mais pour citer la culture pop américaine encore omniprésente, les hiboux ne sont peut-être pas ce qu'ils semblent être.

Commençons par la capitulation de l'ancien président syrien Bachar al-Assad. Des diplomates qataris, officieusement, soutiennent qu'Assad a tenté de négocier un transfert de pouvoir avec l'opposition armée qui avait lancé une offensive militaire majeure dans les jours précédents, en commençant par Alep, puis en se dirigeant rapidement vers le sud, vers Hama, Homs, en visant Damas. C'est ce qui a été discuté en détail entre la Russie, l'Iran et la Turquie à huis clos à Doha le week-end dernier, lors du dernier soupir du moribond «processus d'Astana» visant à démilitariser la Syrie.

Les négociations sur le transfert de pouvoir ont échoué. Assad s'est donc vu offrir l'asile par le président russe Vladimir Poutine à Moscou. Cela explique pourquoi l'Iran et la Russie ont instantanément changé de terminologie alors qu'ils se trouvaient encore à Doha, et ont commencé à parler d'«*opposition légitime*» afin de distinguer les réformistes non militants des extrémistes armés qui sèment la zizanie dans l'État.

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, dont le langage corporel en dit long sur sa colère, a littéralement déclaré : «*Assad doit négocier avec l'opposition légitime, qui figure sur la liste de l'ONU*».

C'est très important : Lavrov ne parlait pas de Hayat Tahrir al-Cham (HTS), la mafia djihadosalafiste, ou Djihadiste-à-louer, financée par l'Organisation nationale du renseignement turc (MIT) avec des armes financées par le Qatar, et entièrement soutenue par l'OTAN et Tel-Aviv.

Ce qui s'est passé après les funérailles à Doha est assez obscur, suggérant un coup d'État télécommandé par les services secrets occidentaux, se développant aussi rapidement que l'éclair, avec des rapports de trahison intérieure.

L'idée initiale d'Astana était d'assurer la sécurité de Damas et de confier la gestion de HTS à Ankara. Pourtant, Assad avait déjà commis une grave erreur stratégique en croyant aux nobles promesses de l'OTAN transmises par l'intermédiaire de ses nouveaux amis dirigeants arabes des Émirats arabes unis et d'Arabie saoudite.

À son propre étonnement, selon des responsables syriens et régionaux, Assad a finalement réalisé à quel point sa position était fragile, après avoir refusé l'assistance militaire de ses fidèles alliés régionaux, l'Iran et le Hezbollah, croyant que ses nouveaux alliés arabes pourraient le protéger.

L'Armée arabe syrienne (AAS) était en lambeaux après 13 ans de guerre et d'impitoyables sanctions américaines. La logistique était en proie à une corruption déplorable. La pourriture était systémique. Mais surtout, alors que beaucoup étaient prêts à combattre à nouveau les groupes terroristes soutenus par l'étranger, les initiés affirment qu'Assad n'a jamais déployé pleinement son armée pour contre-attaquer l'assaut.

Téhéran et Moscou ont tout essayé, jusqu'à la dernière minute. En fait, Assad était déjà en grande difficulté depuis sa visite à Moscou le 29 novembre, qui n'avait donné aucun résultat tangible. L'establishment de Damas a donc considéré l'insistance de la Russie pour qu'Assad abandonne ses précédentes lignes rouges sur la négociation d'un règlement politique comme un signal de facto annonçant la fin.

Turquie : «*Nous n'avons rien à voir avec cela*»

Outre le fait qu'il n'a rien fait pour empêcher l'atrophie et l'effondrement croissants de l'AAS, Assad n'a rien fait pour freiner Israël, qui bombarde la Syrie sans relâche depuis des années.

Jusqu'au dernier moment, Téhéran était prêt à aider : deux brigades étaient prêtes à entrer en Syrie, mais il aurait fallu au moins deux semaines pour les déployer.

L'agence de presse Fars a expliqué le mécanisme en détail, depuis l'inexorable manque de motivation des dirigeants syriens à lutter contre les brigades terroristes jusqu'à Assad, qui a ignoré les avertissements sérieux du guide suprême iranien Ali Khamenei depuis juin, jusqu'à il y a deux

mois, avec d'autres responsables iraniens avertissant que HTS et ses soutiens étrangers préparaient une guerre-éclair. Selon les Iraniens :

«Après la chute d'Alep, il est devenu clair qu'Assad n'avait pas vraiment l'intention de rester au pouvoir, nous avons donc commencé à engager des pourparlers diplomatiques avec l'opposition et nous avons organisé la sortie en toute sécurité de nos troupes de Syrie. Si l'AAS ne se bat pas, nous ne risquons pas non plus la vie de nos soldats. La Russie et les Émirats arabes unis ont réussi à le convaincre de se retirer, nous ne pouvions donc rien faire».

La Russie n'a pas confirmé avoir convaincu Assad de se retirer : il suffit d'interpréter cette réunion ratée à Moscou le 29 novembre. Pourtant, il est significatif qu'il y ait eu confirmation, avant cela, que la Turquie savait tout de l'offensive de HTS il y a déjà six mois.

La version d'Ankara est, comme on peut s'y attendre, obscure : HTS l'a informée et lui a demandé de ne pas intervenir. En outre, le ministère turc des Affaires étrangères a affirmé que le président-calife Recep Tayyip Erdogan avait tenté d'avertir Assad (Damas n'a rien dit à ce sujet). Ankara, par la voix de son ministre des Affaires étrangères Hakan Fidan, nie fermement avoir orchestré ou approuvé l'offensive de Djihadiste-à-louer. Elle pourrait le regretter, car tout le monde, de Washington à Tel-Aviv, s'est empressé de s'attribuer le mérite de la chute de Damas.

Seule la machine de propagande de l'OTAN croit à cette version, car HTS est depuis des années entièrement soutenu non seulement par la Turquie, mais aussi, secrètement, par Israël, qui a été démasqué pour avoir versé des salaires aux extrémistes pendant la guerre en Syrie, et qui a fameusement aidé à réhabiliter les combattants d'Al-Qaïda blessés au combat.

Tout cela conduit au scénario prédominant d'une démolition contrôlée soigneusement calculée par la CIA, le MI6 et le Mossad, avec un flux d'armement ininterrompu, une formation ukrainienne des takfiris à l'utilisation de drones kamikazes FPV et des Samsonites remplis d'argent liquide pour corrompre les hauts fonctionnaires syriens.

Pour lire la suite :

<https://reseauinternational.net/post-mortem-de-la-syrie-terreur-occupation-et-palestine/>

Quand les médias en sont à qualifier le djihadisme militaire de «respectable» par Jonathan Cook - Réseau International 12 décembre 2024

Soudain, après des années de représentation trompeuse du Hamas, les politiciens et les médias occidentaux cherchent désespérément à clarifier – ne serait-ce qu'en Syrie – la différence entre djihadistes et nationalistes islamiques.

Nous assistons à un phénomène très étrange. Pendant des années, les médias et les politiciens occidentaux ont été indifférents à la réalité du Hamas, qui n'est pas un mouvement djihadiste, comme Al-Qaïda ou l'État islamique, mais un mouvement de résistance nationale spécifiquement palestinien – pour autant qu'il soit sous-tendu par une idéologie islamiste qui le distingue des mouvements nationaux palestiniens laïques tels que le Fatah.

Peu après l'attaque du Hamas contre Israël le 7 octobre 2023, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu s'est tenu aux côtés du secrétaire d'État américain Anthony Blinken et a affirmé sans contestation :

«Le Hamas est l'État islamique [État islamique]... et le Hamas devrait être traité exactement de la même manière que l'État islamique a été traité».

Mais le Hamas, contrairement à Al-Qaïda et à l'État islamique, ne cherche pas à recréer un califat englobant tout musulman où qu'il vive, indifférent aux frontières nationales. Il entend créer un État palestinien en Palestine. Israël, pour sa part, est déterminé à empêcher toute émergence d'un État palestinien, quitte à commettre un génocide.

Le Hamas n'exige pas une adhésion stricte à la loi religieuse, et ne donne pas la priorité à l'islam sur l'identité nationale palestinienne.

Il ne fait pas partie, comme Israël et ses apologistes occidentaux tentent de nous le faire croire, d'une quelconque croisade islamique, menant une guerre mondiale contre les valeurs d'une prétendue « *civilisation* » judéo-chrétienne.

Le Hamas n'opprime pas les chrétiens (une communauté chrétienne vivait paisiblement à Gaza jusqu'à ce qu'Israël commence à bombarder ses églises) et n'oblige pas les femmes à porter le voile.

La désignation par le Royaume-Uni du Hamas comme organisation terroriste, tant sur le plan militaire que sur celui de la protection sociale, se justifie en grande partie par cette représentation erronée du caractère idéologique du Hamas.

Je soulève cette question non pas pour faire l'éloge du Hamas (voir l'avertissement juridique ci-dessous), mais pour mettre en évidence l'hypocrisie actuelle et choquante de l'ensemble des médias occidentaux.

Aujourd'hui, la Syrie se retrouve dirigée par une émanation d'Al-Qaïda, rebaptisée HTS. Et les journalistes occidentaux, la BBC en tête, s'empressent d'expliquer comment le groupe est passé du jour au lendemain du djihadisme coupeur de têtes à un mouvement de résistance nationale syrienne modéré et « *favorable à la diversité* ».

Les médias sont subitement très soucieux de clarifier la différence entre djihadisme militant et Résistance nationale islamique, et d'insister sur le caractère respectable de cette dernière.

Évidemment, c'est présenté pour justifier la fin de la désignation d'HTS comme organisation terroriste par les gouvernements britannique et américain, alors que ces mêmes gouvernements maintiennent le Hamas dans la liste des organisations terroristes proscrites. C'est la raison invoquée pour faire de cette réincarnation d'Al-Qaïda un sympathique mouvement nationaliste syrien, prétendument désireux d'unifier le pays.

Les médias occidentaux sont tout à fait à même de saisir la différence entre djihadistes et nationalistes islamiques lorsqu'ils le souhaitent. Mais ils ne le feront que lorsque les services de sécurité nationale britanniques et américains leur demanderont de le faire.

Telle est la posture de ce qu'on nous présente comme étant une « *presse libre* ».

Avertissement juridique : Les observations ci-dessus sont faites à des fins purement analytiques et ne visent en aucun cas à «*encourager le soutien*» au Hamas, ce qui constituerait une violation de l'article 12 de la loi britannique sur le terrorisme. Le Hamas est considéré comme une organisation terroriste par le gouvernement britannique.

Après tout, qui sommes-nous pour remettre en question la sagesse du gouvernement qui utilise la législation antiterroriste pour emprisonner des journalistes jusqu'à 14 ans pour avoir signalé l'application incohérente de ses politiques ?

Qui sommes-nous pour remettre en question le droit de la police britannique d'ordonner des descentes au domicile de journalistes indépendants, d'enquêter sur eux et de les arrêter, comme cela a été le cas pour Richard Medhurst et Asa Winstanley, parce qu'ils n'auraient pas suivi d'assez près la position du gouvernement britannique à l'égard du Hamas ?

Qui sommes-nous pour demander pourquoi les médias britanniques, défenseurs d'une glorieuse tradition de liberté de la presse, ne font pas état de l'arrestation et des enquêtes de police sur des journalistes indépendants pour avoir prétendument violé l'article 12 relatif au Hamas, alors que la police semble tout à fait réticente à appliquer l'article 12 relatif à HTS ? Rien de ce qui précède ne saurait suggérer que la Grande-Bretagne n'est pas pleinement démocratique ou qu'elle présente des signes annonciateurs d'un État policier.

Source: The Unz Review

Propagande des parole-parole en France d'al-Qaïda, du Front al-Nosra ou des Frères musulmans

J-C – Quel acharnement après coup. Pourquoi ? Que veulent-ils prouver ? Pour qui roulent-ils ? Devinez ?

- **En Syrie, le long chemin pour documenter l'ampleur des crimes de la dynastie Assad - France 24 12 décembre 2024**

Depuis le temps, ils ont eu le temps d'en fabriquer...

- **Syrie: la BBC a retrouvé la mère d'Hamza Al-Khatib, l'enfant devenu symbole de la lutte contre Assad après avoir été torturé à mort en 2011 - Slate.fr 12 décembre 2024**

Quel intérêt Assad aurait-il eu de torturer à mort une gamine de 13 ans en 2011?

- **Syrie: après l'arrêt de la télévision d'État, quel avenir pour la liberté de la presse? - RFI 12 décembre 2024**

Pourquoi, elle existait ?

- **Turquie: Blinken insiste auprès d'Erdogan sur la protection des civils en Syrie - RFI 12 décembre 2024**

Ils seraient menacés, par qui ?

- Syrie : Plus d'un million de personnes déplacées depuis l'offensive rebelle, selon l'ONU - 20 Minutes/AFP 12 décembre 2024

Que craignent-ils franchement ?

- En Syrie, les minorités inquiètes face aux véritables intentions des islamistes radicaux au pouvoir - France 24 12 décembre 2024

Pourquoi s'inquiètent-elles ?

- Les nouveaux maîtres de la Syrie cherchent à rassurer la communauté internationale - AFP 12 décembre 2024

Que craint-elle ?

- Syrie : Décimé territorialement, réduit matériellement... Quelle menace représente l'Etat islamique dans le pays ? - 20minutes.fr 12 décembre 2024

Comment, une menace ces rebelles humanistes ?

- Après la chute de Bachar el-Assad en Syrie, la crainte d'un retour de la menace jihadiste - RFI 12 décembre 2024

Ils les ont portés au pouvoir...

- Syrie: après la chute de Bachar el-Assad, le défi humanitaire - RFI 12 décembre 2024

Ce sont eux qui ont réduit le peuple syrien à la misère noire.

- Chute de Bachar al-Assad en Syrie: ces opposants libérés après des décennies de prison - BFMTV 12 décembre 2024

Pas Georges Ibrahim Abdallah ! Tiens, ils n'ont pas encore réhabilité le Hamas ?

- Les rebelles promettent de punir les crimes du régime d'Assad - Courrier international 12 décembre 2024

Parole de barbares fanatiques sanguinaires...

- Répression en Syrie : Aloïs Brunner, le criminel de guerre nazi au service du clan Assad - France 24 11 décembre 2024

Des milliers de nazi ont été recyclés après 1945 par les Etats-Unis, Israël et l'Allemagne notamment, l'UE.... Sans oublier toutes les dictatures militaires sud-américaines. Chut !

Les suppôts des nazis ukrainiens et sionistes se déchaînent sur l'ex-président élu de la République arabe unie.

Répression en Syrie : Aloïs Brunner, le criminel de guerre nazi au service du clan Assad - France 24 11 décembre 2024

La chute de Bachar al-Assad a mis fin en Syrie à cinq décennies d'un régime sanguinaire en partie inspiré par les méthodes du nazi Aloïs Brunner, l'un des principaux responsables de la "*solution finale*", le projet d'extermination des juifs d'Europe par le IIIe Reich.

Corps décharnés, marques de tortures, regards hagards... La libération de milliers de personnes emprisonnées dans les geôles syriennes a jeté une lumière crue sur les atrocités commises par le clan Assad. Un régime de terreur mis en place dès les années 1970, avec le début du règne de Hafez el-Assad, et inspiré par le nazi Aloïs Brunner, adjoint d'Adolf Eichmann, l'architecte de la "*solution finale*" pendant la Seconde Guerre mondiale.

En 2017, une enquête du magazine de reportages XXI a retracé les liens qui ont uni le régime syrien et ce criminel de guerre accusé d'avoir envoyé 128 500 juifs vers les camps d'extermination.

Au cours de sa seconde vie en Syrie, l'ancien SS partage son expertise dans les techniques de surveillance, d'interrogatoire et de torture, héritées de son expérience avec la Gestapo. Ses méthodes brutales enseignées aux services secrets syriens vont durablement influencer la manière dont le régime réprime la dissidence politique.

Si le nazi n'a jamais été livré, il perdra peu à peu de son influence, jusqu'à devenir une simple carte à jouer et une monnaie d'échange pour le régime syrien. Soucieux de son image de modernisateur, Bachar al-Assad, arrivé au pouvoir en 2000, finit par lâcher l'ancien supplétif nazi de son père.

Bachar El-Assad était régulièrement accusé de torturer ses opposants. Le président syrien avait répondu en 2017.

Il était alors mis en cause par une enquête d'Amnesty International qui qualifiait la prison de Saydnaya "*d'abattoir humain*".

https://x.com/Inafr_officiel/status/1866952736584912995

Bienvenu chez le "*boucher*" Bachar.

J-C – Personne ne soupçonnera CNN et Paris Match d'être de connivence avec Bachar al-Assad, n'est-ce pas ?

« Je n'ai pas été battu » : porté disparu depuis 7 mois, un Américain découvert en Syrie après avoir été libéré par les rebelles - Paris Match 12 décembre 2024

Selon plusieurs médias, dont CNN, un citoyen américain âgé de 29 ans, disparu depuis plusieurs mois, a été retrouvé en Syrie il y a quelques jours. Cet homme, identifié comme étant Travis

Timmerman, originaire du Missouri, a révélé qu'il avait récemment été libéré de prison après y avoir passé près de 7 mois.

D'après CNN, il a été découvert par des habitants, alors qu'il errait pieds nus dans un quartier du sud de Damas. Travis Timmerman, qui a expliqué être en voyage « *spirituel* », est entré dans le pays sans autorisation, en franchissant la frontière depuis le Liban. C'est une fois être arrivé en Syrie qu'il a été arrêté par les forces armées d'al-Assad.

Après la chute du régime et la prise de la capitale par les rebelles armés le décembre dernier, de nombreuses personnes ont été libérées des prisons. C'est aussi le cas de Timmerman, qui a indiqué que la porte de sa cellule a été enfoncée lundi par deux hommes munis d'AK-47.

Après de CBS, le jeune homme, qualifié de « pèlerin », a précisé les conditions de sa détention. « *Je n'ai pas été battu, j'ai été nourri et abreuvé. Les gardiens me traitaient déceimment.* »

Il aurait même été autorisé à utiliser son téléphone il y a quelques semaines, pour passer un coup de téléphone à sa famille.

Russie.

ATACMS : l'attaque contre l'aérodrome de Taganrog «*ne restera pas sans réponse*», assure la Défense russe – RT 11 déc. 2024

Dans un communiqué publié sur Telegram ce 11 décembre, le ministère russe de la Défense a déclaré que les forces armées ukrainiennes avaient mené une attaque de missiles ATACMS, fournis par les États-Unis, contre l'aérodrome militaire de Taganrog, situé dans la région de Rostov.

Selon le ministère, «*six missiles*» ATACMS ont été utilisés. Deux d'entre eux ont été «*abattus*» par le système de défense aérienne Pantsir, tandis que les quatre autres «*ont été déviés par des moyens de guerre électronique*», a poursuivi la même source.

La chute de fragments des missiles «*a fait des victimes parmi le personnel*», a toutefois déclaré le ministère. «*Deux bâtiments techniques et trois véhicules militaires ont été légèrement endommagés, ainsi que des voitures civiles stationnées à proximité*», a encore précisé la Défense russe dans son communiqué.

«*Cette attaque par des armes à longue portée occidentales ne restera pas sans réponse. Des mesures appropriées seront prises*», est-il stipulé en conclusion. RT 11 déc. 2024

Frappes de missiles en Russie : «*Nous ne faisons qu'aggraver cette guerre*», estime Trump – RT 12 déc. 2024

Les frappes de l'Ukraine en profondeur du territoire russe, à l'aide de missiles américains, «*n'auraient pas dû être autorisées*» a déclaré Donald Trump dans une interview au *Time Magazine* publiée ce 12 décembre. L'hebdomadaire a désigné «*homme de l'année*» le vainqueur de la présidentielle américaine.

«*Je ne suis pas du tout d'accord pour envoyer des missiles à des centaines de kilomètres en Russie. Pourquoi faisons-nous cela ?*», a déclaré Trump au *Time*, au cours de cette interview réalisée le 25 novembre, à Mar-a-Lago. «*Nous ne faisons qu'aggraver cette guerre*», a-t-il poursuivi.

En complément.

Législatives en Allemagne : en cas de victoire, Merz entend livrer à Kiev des missiles Taurus - RT11 déc. 2024

Friedrich Merz, leader de l'Union chrétienne-démocrate (CDU), espère que l'Allemagne sera en mesure de fournir à Kiev des missiles Taurus en collaboration avec les États-Unis et les Européens si son parti remporte les prochaines législatives. La CDU est largement en tête des sondages.

La semaine dernière, le 6 décembre, le Parti libéral-démocrate (FDP) a présenté une résolution au Bundestag, le Parlement allemand, appelant à la livraison de missiles de croisière à l'Ukraine. «Le gouvernement allemand devrait immédiatement autoriser la livraison des missiles de croisière Taurus pour permettre à l'Ukraine de frapper des cibles militaires loin derrière la ligne de front», indique cette résolution.

Etats-Unis.

Fortune : Elon Musk devient le premier à dépasser les 400 milliards de dollars - 20 Minutes/AFP 12 décembre 2024

Déjà considéré comme l'homme le plus riche de la planète, Elon Musk, patron notamment de Tesla et SpaceX, vient de dépasser les 400 milliards de dollars de fortune, une première, rapporte Bloomberg.

Le prix de l'action de Tesla a augmenté de plus de 65 % depuis l'élection début novembre de Donald Trump, selon Bloomberg.

Par ailleurs, SpaceX et ses investisseurs ont accepté d'acheter jusqu'à 1,25 milliard de dollars d'actions de la société faisant grimper la valeur de l'entreprise spatiale à environ 350 milliards de dollars. Cette transaction a augmenté la fortune personnelle d'Elon Musk d'environ 50 milliards de dollars, la portant à 440 milliards de dollars, toujours selon Bloomberg. 20 Minutes/AFP 12 décembre 2024

États-Unis: Donald Trump choisit Kari Lake pour diriger Voice of America - RFI 12 décembre 2024

Il a choisi une fidèle, Kari Lake, pour diriger le média public Voice of America, qui émet dans le monde entier, en plusieurs langues.

Elle sera chargée, a-t-il indiqué, de « *garantir que les valeurs américaines sont émises à travers le monde avec équité et exactitude, contrairement aux mensonges colportés par les médias de fake news* ».

Les fake news, Kari Lake connaît : présentatrice télé pendant trente ans, elle a quitté son poste en 2021 après une série de déclarations controversées sur les médias sociaux – elle avait entre autres partagé de fausses informations pendant la pandémie de Covid-19. (Il faut entendre certainement, de vraies informations puisque tous les médias n'en avaient diffusées que des fausses. - J-C)

OTAN.

J-C – Révéléateur. Ne cherchez pas le mot « paix », il n'y figure pas.

"Il est temps de passer à un état d'esprit de temps de guerre".

Le chef de l'Otan appelle l'Europe au sursaut pour éviter une "grande guerre" - AFP 12 décembre 2024

L'Europe doit impérativement sortir de sa torpeur et dépenser "*beaucoup plus*" pour sa défense, a averti jeudi le chef de l'Otan Mark Rutte, jugeant qu'elle n'était pas préparée face à la menace d'une guerre contre la Russie.

"Il est temps de passer à un état d'esprit de temps de guerre", a déclaré le secrétaire général de l'Alliance dans son premier grand discours depuis sa prise de fonction en octobre.

Dans une allocution au ton grave, M. Rutte en a appelé au soutien de l'opinion publique et au sens du sacrifice pour "empêcher la prochaine grande guerre sur le territoire de l'Otan".

"Le danger se rapproche de nous à grande vitesse", a encore averti le secrétaire général de l'Otan, en évoquant la menace russe sur le continent européen.

"Ce qui se passe en Ukraine peut aussi se produire ici", a insisté l'ancien Premier ministre néerlandais et même si, a-t-il ajouté, il n'y a aucune menace militaire imminente contre l'Otan, cela n'empêche pas la Russie de se préparer à "*une confrontation à long terme avec l'Ukraine, et avec nous*", les 32 pays de l'Otan.

"L'économie russe est sur le pied de guerre", pendant qu'en Europe, les Etats rechignent à dépenser davantage pour augmenter leurs capacités de défense, a-t-il encore déploré.

Et au-delà de la Russie, la Chine, mais aussi l'Iran et la Corée du Nord sont "*à la tâche pour affaiblir l'Amérique du Nord et l'Europe*", a souligné M. Rutte.

Les pays de l'Otan dépensent "*beaucoup moins*" pour leur défense qu'ils ne le faisaient pendant la Guerre froide, quand ils y consacraient plus de 3% de leur Produit intérieur brut (PIB).

En 2023, les Alliés ont décidé de porter à 2% de leur PIB le niveau de leurs dépenses militaires. Mais, seuls 23 d'entre eux ont atteint ce seuil.

Certains pays de l'Otan évoquent la nécessité de porter ce seuil à 3%, mais ils restent divisés et aucune décision n'a encore été prise.

"J'ai décidé aujourd'hui de ne pas évoquer de nouveau chiffre, nous avons besoin de davantage de temps pour consulter les Alliés sur ce que le nouveau seuil pourrait être", a indiqué M. Rutte lors du débat qui a suivi son discours.

Il devra être "considérablement au-dessus de 2%. Et si nous dépensons plus sans dépenser mieux, il faudra aller au moins jusqu'à 4%", a-t-il souligné, ajoutant que, pour éviter un tel montant, il faudrait "innover" et "acheter en commun".

Chaque point supplémentaire de PIB représente, pour les pays de l'UE --dont 23 sont aussi membres de l'Otan--, quelque 200 milliards supplémentaires, a indiqué le nouveau commissaire européen à la Défense Andrius Kubilius.

Cet effort a un coût qui implique des sacrifices, a encore expliqué le secrétaire général de l'Otan. "Je sais que dépenser plus pour la défense signifie dépenser moins pour d'autres priorités, mais c'est seulement un peu moins", a-t-il assuré, suggérant d'utiliser "une petite fraction" des dépenses sociales pour y parvenir.

"Pour protéger notre liberté (...) vos hommes politiques doivent vous écouter", a-t-il martelé, en s'adressant directement au grand public. "Dites-leur que vous acceptez de faire des sacrifices aujourd'hui afin que nous restions en sécurité demain", a-t-il réclamé.

"Si nous ne dépensons pas davantage ensemble maintenant pour empêcher la guerre, nous paierons un prix beaucoup, beaucoup, beaucoup plus élevé plus tard en la faisant", a conclu M. Rutte.

Burkina Faso.

Au Burkina Faso, plus d'un million de personnes sont retournées dans les localités libérées - Afrique Media 10 décembre 2024

Au Burkina Faso, plus d'un million de personnes sont retournées dans les localités que l'armée a reprises aux djihadistes, selon Sidwaya qui cite la ministre des Affaires humanitaires et de la Solidarité, Nandy Somé.

Cette dernière a indiqué que les autorités s'efforçaient de ramener des personnes déplacées internes (PDI) dans leurs régions d'origine. Il s'agit du retour de 1 005 637 personnes dans 650 localités, d'après les chiffres du 30 novembre 2024. Ainsi, plus de 105 000 ménages reviendront.

« Pour atteindre ces résultats, notre département a apporté une contribution substantielle à travers la mise en place d'un plan de soutien aux PDI, aux personnes pauvres et vulnérables et autres personnes affectées par le terrorisme », a déclaré la ministre.

Les personnes ont reçu de la nourriture, des produits de première nécessité, un soutien psychologique et une formation professionnelle.

Plus tôt, le président de transition du Burkina Faso, Ibrahim Traoré, a nommé Rimalba Jean Emmanuel Ouédraogo au poste de Premier ministre.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 15 décembre 2024

Plus le temps de bavarder, j'ai commencé à rédiger deux textes et je voudrais bien les terminer rapidement.

J'ai dû abandonner un tas de textes ces dernières semaines, parce que je ne pouvais plus me concentrer, car lorsque l'on réfléchit, apparemment les poumons et le cerveau ont besoin de davantage d'oxygène, la même chose se produit quand on parle, là vous me direz que c'est normal puisqu'on ouvre et ferme la bouche, on se livre à un exercice mécanique qui consomme de l'énergie, donc de l'oxygène, en infime quantité apparemment, mais pas que d'après ce que j'ai constaté. Je dois arrêter de parler pour reprendre ma respiration, et cela au bout de deux minutes seulement.

Plus étonnant encore, quand je fais du vélo entre 30 minutes et 1h30 en regardant un film, un documentaire ou un concert à l'ordinateur, je pense moins ou je suis moins concentré, je n'éprouve pas de difficulté respiratoire. Vous me direz que c'est normal puisque je m'oxygène en même temps que je pédale, sans doute, car sinon, dès que j'ai la moindre activité, j'ai la respiration qui se bloque. Par exemple me laver les dents, je ne déconne pas, cela me fait tousser, sauf les jours où j'ai fait du vélo ou un peu de marche, rester scotcher devant l'ordinateur toute la journée est néfaste pour la santé, c'est évident.

Je vais attendre la fin de l'année pour prendre de « *bonnes résolutions* », j'espère qu'une nouvelle guerre ne va pas nous pourrir encore la vie. On aura comme chaque fois une pensée pour tous les peuples dans le monde qui sont plus mal lotis que nous.

J'ai entendu que c'était la révolution qui avait guidé Lénine au cours de sa vie, le meilleur guide qui soit assurément, cela dit, bien peu y pensent encore parmi nous hélas ou en dilettante seulement, alors sans faire dans le sentimentalisme ou le pathos car ce je déteste cela, n'oublions jamais tous ceux qui sont victimes d'injustices quelque part dans le monde, soutenons-les comme nous pouvons.

En Inde, je suis réduit à l'impuissance, alors je rends quotidiennement de menus services à un tas d'Indiens pauvres de mon village, il n'y a que des pauvres ici, histoire de soulager un peu leur quotidien, et souvent c'est suffisant pour leur donner un peu de réconfort, leurs visages s'illuminent, ils sourient, ils deviennent loquaces, un vrai bonheur partagé, elle n'est pas belle la vie, bordel !

Bon dimanche.

Abu Mohammad al-Joulani, le n°1 du Front al-Nosra en Syrie issu d'al-Qaïda qui est également le n°2 de Daesh en Syrie est devenu le maître de Damas, et un macroniste a été nommé à Matignon, tout est dans l'ordre des choses !

Totalitarisme. Une impression ou une réalité ?

Australie : Une loi pour emprisonner les enfants dès 10 ans adoptée face à la criminalité juvénile - 20minutes.fr/AFP 13 décembre 2024

En Australie, l'assemblée de l'État du Queensland vient d'adopter un texte punitif permettant d'infliger les mêmes peines d'emprisonnement à des enfants de 10 ans qu'à des adultes. Une mesure prise dans le but d'enrayer « *la criminalité infantile* » qui progresse dans cet état célèbre dans le monde entier pour sa fabuleuse grande barrière de corail, ses plages de rêve et ses spots de surf. Derrière la carte postale se cache une autre réalité. Dans cet état où 25 % de la population est née à l'étranger, les autorités font face à une montée en flèche de la délinquance juvénile. Selon les statistiques officielles, le nombre d'enfants délinquants âgés de 10 à 17 ans au Queensland a augmenté de 6 % sur un an entre juin 2022 et juin 2023.

Son administration a reconnu que la loi était « *incompatible* » avec les droits humains et qu'elle aurait probablement un « *impact plus important* » sur les enfants aborigènes. Mais il a décidé de passer outre, et a pu compter sur le soutien des parlementaires travaillistes de l'opposition de centre gauche.

Les défenseurs des droits humains s'étouffent face à ce texte accusé de pénaliser de manière disproportionnée les enfants aborigènes.

Sur la situation politique et sociale en France.

L'extrême centre est une combinaison du Front populaire et de l'extrême droite, il est compatible avec les deux.

J-C - La tournure qu'a prise le capitalisme mondial ne permet plus aux vieux pays capitalistes de garantir un niveau de vie élevé à leurs populations. La régression sociale qui en découle, conduit une proportion toujours plus grande d'entre elles à rejeter les institutions, et donc les partis chargés d'appliquer cette politique antisociale.

Les vieux partis de l'ordre de droite comme de gauche sont usés jusqu'à la corde, par conséquent ils se retrouvent obligés de constituer des coalitions pour continuer à exister, quitte à céder leur place à l'un de leurs supplétifs figurant dans leur coalition, qui sera chargé d'appliquer leur programme à leur place pour ainsi dire à la lettre.

Après avoir alterné au pouvoir ou être fois parvenus au pouvoir, rapidement ils se retrouvent à leur tour rejetés et rapidement usés par l'exercice du pouvoir qui les aura rendu très impopulaire. Ces nouveaux partis sans assise populaire, sortent pour ainsi dire carbonisés à l'issue de cette épreuve, il ne leur reste plus qu'à se tourner vers les partis qui ne sont jamais parvenus au pouvoir, bien qu'ils ne présentaient pas une réelle menace pour les institutions ou le régime en place. Présentés comme

des opposants au régime, pour réaliser la sale besogne qu'on attend d'eux et sauver tant bien que mal leur réputation, ils vont être tentés d'exiger en retour quelques compensations aux grands ordonnateurs de cette mauvaise comédie...

François Bayrou Premier ministre, le choix de l'extrême centre - mesinfos.fr 13 décembre 2024

A l'heure où les extrêmes sont à la mode chez les électeurs et se partagent les sièges à l'Assemblée nationale, le président a donc choisi de miser sur "*l'extrême centre*".

Dans une Assemblée nationale où La France insoumise et le Rassemblement national prédominent, la nomination du maire de Pau est d'une certaine manière le triomphe de l'"*extrême centre*".
mesinfos.fr 13 décembre 2024

Et cela ne date pas d'hier.

J-C- Je n'ai pas eu le temps de creuser davantage ce sujet, mais je suis pratiquement sûr qu'en remontant à la création de l'UDF ou même bien avant, on remonterait à l'origine de cette (variante) idéologie.

Il est le précurseur du macronisme en quelque sorte, "*François Bayrou est en train d'inventer l'extrême centre*", c'est ainsi que le présentait Les Echos le 6 février 2007 (actualisé le 6 février 2017).

Bayrou ou le Premier ministre qui bénéficie de la « *bienveillance* » de RN.

Pour Politis du 13 décembre 2024 : Bayrou, l'homme dont personne ne voulait (pas même Macron) sauf le RN.

Le président de la République a fait le choix de la continuité en nommant à Matignon le premier – et sans doute le dernier – des macronistes. Assurément une nouvelle aubaine pour l'extrême droite, à laquelle Emmanuel Macron ouvre encore davantage les portes du pouvoir.

L'aventure d'Emmanuel Macron a commencé avec François Bayrou. Elle finira avec lui. Le président de la République a fait le choix de la continuité en nommant à Matignon le premier – et sans doute le dernier – des macronistes. Alors que les Français ont exigé une politique de rupture, il prend ainsi le risque d'aggraver plus encore la crise démocratique que traverse le pays.

Qu'ont dit les Français en juillet dernier à l'occasion des élections législatives ? Pour les deux tiers d'entre eux, à la faveur d'un front républicain, qu'ils ne voulaient pas du Rassemblement national. Dans la même proportion, ils ont rejeté en deux blocs (NFP d'un côté, RN de l'autre) la politique menée par Emmanuel Macron depuis sept ans. Enfin, sans plébiscite aucun, ils ont préféré la coalition du Nouveau Front populaire qui est arrivée en tête du scrutin.

Après un premier déni présidentiel qui a donné lieu au gouvernement le plus court de la Ve République avec Michel Barnier, Emmanuel Macron s'entête à ne pas laisser la gauche gouverner.

Ainsi les quatre formations de gauche constituant le NFP ont elles d'ores et déjà annoncé ne pas vouloir participer à cette mascarade gouvernementale qui avait pourtant pour but de réunir et la gauche et la droite dans un même gouvernement dit « *d'intérêt général* ». Et qui n'avait d'intérêt général que dans l'intérêt personnel d'Emmanuel Macron. Nouvel échec donc.

Le mantra macronien du « *en même temps* » prend l'eau une nouvelle fois. Pire, alors que le président de la République s'était engagé à ne plus dépendre du Rassemblement national devant les forces politiques réunies à l'Élysée la semaine dernière, Jordan Bardella assure « *qu'il n'y aura pas de censure a priori* », assurant au nouveau premier ministre une certaine forme de tranquillité et de stabilité à poursuivre la politique macronienne.

Comment alors ne pas imaginer que le RN n'a pas obtenu de garanties politiques ?

Si le patron du RN reconnaît que ce nouveau premier ministre « *n'a pas de légitimité démocratique* », il l'appelle néanmoins au « *dialogue nécessaire* ». Le regard bienveillant du parti lepéniste à l'endroit de François Bayrou ne date pas d'hier. Un « *élu respectable* » pour les députés du camp Le Pen. Une bienveillance qui a de quoi surprendre quand on retrace le parcours du Béarnais, qui a commencé sa carrière politique en 1982, il y a près de 42 ans.

Une faveur frontiste qui surprend d'autant plus que le maire de Pau et ses amis du Modem ont été de toutes les aventures de la droite et du centre depuis Jacques Chirac en passant par Nicolas Sarkozy et Emmanuel Macron. Ceux-là mêmes qui ont conduit le pays dans la situation dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui. Tout ce que dénonce le FN-RN depuis des décennies. Comment alors ne pas imaginer que le RN n'a pas obtenu de garanties politiques – et sans doute certaines victoires dont il pourra se prévaloir dans les semaines à venir comme il l'a fait avec Michel Barnier – après tant de clémence ?

La vérité oblige à dire qu'Emmanuel Macron ne comptait pas nommer François Bayrou à Matignon. Mais en refusant de le nommer – ce qu'il avait pourtant confirmé à l'intéressé dès ce vendredi matin –, le Modem aurait sans doute quitté le « *bloc central* » qui ne compte plus grand monde, en dehors des macronistes et des centristes. C'est donc bien contraint par ses propres alliés qu'il a fini par céder. Le plus beau compliment qu'on puisse lui faire consiste à dire qu'il était le moins mauvais pour Matignon.

Parce qu'en réalité, le choix Bayrou ne satisfait personne : les macronistes étaient très divisés sur ce choix. Les Républicains n'en voulaient pas, la plupart n'ayant toujours pas digéré qu'il n'ait pas soutenu Sarkozy en 2007 et 2012. Et la gauche avait prévenu que le choix Bayrou serait une erreur. Finalement, seul le RN a volé à son secours. Certes timidement. Certes le couteau sous la gorge de Bayrou. Mais cette nouvelle nomination à Matignon constitue assurément une nouvelle aubaine pour le RN. Bayrou a fait élire Macron avec la promesse de faire reculer l'extrême droite, il vient de lui ouvrir les portes du pouvoir. politis.fr 13 décembre 2024

Bayrou est l'incarnation grotesque, caricatural de l'arriviste, de l'affairiste, malgré parfois les apparences, forcément !

Gouvernement d'un vendredi 13, Bayrou y marche du pied gauche - francesoir.fr 13 décembre 2024

Il attendait ça depuis longtemps, son heure est venue...

Pas si sûr que cela dure. Celui en qui on n'a pas forcément confiance en politique, mais faute de grive on mange des merles, arrive à point nommé, car il paraît que Le Drian n'a pas voulu de la patate chaude. Mais qui en voudrait ?

Plus centre mou, tu meurs... ce n'est pas certain qu'il fasse l'unanimité. Tout comme Barnier, lui n'a jamais rien fait, la politique est son métier et il en a vécu et pas trop mal. Son bâton de maréchal pourrait bien être un bâton merdeux, la conjoncture n'est pas très bonne.

N'était-ce pas lui qui traitait Macron d'"*hologramme, derrière lequel la finance prenait le pouvoir*".

Humiliation suprême, comme pour Darmanin qui affirmait que Macron serait le "*poison définitif*" d'un "*pays malade*", ou Philippe qui, de Macron disait, "*celui qui n'assume rien, mais promet tout*", voire de Le Maire, "*Macron, c'est de la soupe*"... Tous seront venus manger dans la main du maître quand celui-ci leur aura ordonné. Perversion suprême du palais dans une jouissance peu retenue..., avec déglutissage d'amour-propre.

Comme le disait l'adage, l'amour propre ne le reste jamais très longtemps. Ils auront été les Kleenex d'un pouvoir qui les a instrumentalisés sur le chemin d'une Europe de non élus, dictature d'une volonté à la sauce du World Economic Forum. francesoir.fr 13 décembre 2024

En famille. Même pas peur ! Pas besoin du 49.3 : Adopté, emballé, c'est pesé ! Pas de censure non plus, alors, rassuré ?

François Bayrou Premier ministre : Pourquoi le Rassemblement national est si bienveillant envers lui - Le HuffPost 14 décembre 2024

En 2022, lors de la campagne des élections législatives suivant la présidentielle, François Bayrou débat sur le plateau de France 2 avec Philippe Ballard (RN). "*Je ne sais pas si ça s'appelle extrême-droite*", lançait-il à propos du RN. De quoi flatter un parti en recherche de normalisation et de dédramatisation.

Nommé Premier ministre ce vendredi 13 décembre, François Bayrou n'a pour l'instant rien à craindre du Rassemblement national, a confirmé son président Jordan Bardella.

Le Rassemblement national y trouve aussi son compte. Si Marine Le Pen a mis en garde contre « *le prolongement du macronisme (...) qui ne pourrait mener qu'à l'impasse et à l'échec* », les troupes lepénistes ne censureront pas « *a priori* ».

Ce discours, François Bayrou pourrait bien y souscrire, en témoigne un épisode marquant de la campagne présidentielle 2022. À cinq jours de la date limite pour recueillir les 500 signatures indispensables pour se présenter, la candidate du RN Marine Le Pen est en difficulté : il lui en manque encore 86. C'est là que François Bayrou décide de lui venir en aide.

« *Je donnerai ma signature à madame Le Pen, annonce-t-il, non sans un petit pincement au cœur pour sauver la démocratie* ». « *Je considère que je ne peux pas défendre l'idée que le président de la République serait élu dans une élection de laquelle les principaux candidats seraient exclus* », justifie-t-il, tout en rappelant que « *signature ne fait pas soutien* ». La suite est connue : Marine Le Pen passe le seuil de signatures requises, se qualifie pour le second tour et perd (encore) face à

Emmanuel Macron. Mais le geste de François Bayrou a été enregistré : « *Le jour venu, il faudra s'en souvenir* », aurait-elle dit à ses troupes selon Le Point. Un renvoi d'ascenseur qui pourrait se faire dans l'enceinte de l'Assemblée nationale, lors d'un éventuel vote de confiance ou de l'examen des textes budgétaires 2025, dossier prioritaire sur le bureau du nouveau Premier ministre.

Reste un dernier point, qui a sans doute contribué à faire grimper la côte Bayrou dans le camp Le Pen : leurs ennuis judiciaires. Les deux ont comparu devant la justice pour des soupçons de détournement de fonds européens. En février 2024, François Bayrou avait été relaxé (mais son parti et plusieurs élus condamnés), avant que le parquet ne fasse appel. La date du nouveau procès n'a pas encore été fixée. Concernant Marine Le Pen, le parquet a requis en novembre l'inéligibilité avec exécution provisoire et cinq ans de prison dont deux fermes.

Cette demande d'inéligibilité, susceptible de priver Marine Le Pen d'une candidature à l'Élysée en 2027, avait déclenché la fureur du RN. Et valu à l'intéressée le soutien de François Bayrou, opposé à la demande d'exécution provisoire d'inéligibilité qui ne permet pas de faire appel de la décision. « *J'ai combattu le Front national à toutes les élections et dans tous les débats, parce que je ne partage pas ses idées et encore moins ses arrière-pensées. Mais je pense que dans la situation qui serait ainsi faite, un certain nombre de citoyens considéreraient qu'il y a quelque chose qui biaise la vie démocratique* », avait-il jugé le 24 novembre.

En dépit de désaccords de fond, « *nous avons toujours eu des relations correctes* » a réagi Marine Le Pen auprès du *Figaro* après l'annonce.

Pour Gaëtan Dussaussy, député du Rassemblement national, le choix de François Bayrou « *confirme le poids et l'importance du RN dans la prise de décision et dans la vie politique française* ». Aujourd'hui « *on ne peut pas faire sans nous. C'est ce que semble indiquer la nomination de François Bayrou* », poursuit-il, interrogé sur Public Sénat.

Bayrou présente une loi à l'Assemblée nationale, que se passe-t-il ? Les uns votent pour, les autres s'abstiennent, et le dernier quarteron minoritaire de LFI vote contre : Adoptée !

Bayrou nommé Premier ministre: le PS lui demande de renoncer au 49.3 en échange d'une non-censure - BFMTV 13 décembre 2024

Le Parti socialiste a notamment demandé vendredi 13 décembre au nouveau Premier ministre François Bayrou de s'engager à renoncer au 49.3, qui permet de faire passer une loi sans vote à l'Assemblée, en échange d'une non-censure des députés socialistes.

Le PS demande également dans ce courrier adressé à François Bayrou, et adopté à l'unanimité par le bureau national du parti, "*la garantie que (le) gouvernement ne se placera en aucune manière sous la dépendance du Rassemblement national, ni ne reprendra à son compte son programme xénophobe*".

Syrie.

L'Etat juif d'apartheid génocidaire ou le fascisme ordinaire.

Israël adopte une loi autorisant quatre ans de détention sans jugement, ni preuve - Réseau Voltaire 12 décembre 2024

Avika Fogel, un député israélien kahaniste (Otzma Yehudit, Force juive), président de la Commission de la sécurité nationale, a fait adopter par la Knesset, en septembre, une loi autorisant la police à effectuer une surveillance généralisée avec de nouvelles technologies, sans contrôle judiciaire.

Il a fait adopter en novembre, en première lecture, une loi autorisant un commandant de police et d'autres fonctionnaires à demander l'autorisation du président d'un tribunal de district ou de son adjoint pour infiltrer un ordinateur personnel ou un téléphone portable.

Il vient de faire adopter une troisième loi autorisant la police, sur instruction du procureur général, à prendre des mesures restrictives de liberté que le prévenu devra respecter au risque d'être soumis à quatre années d'emprisonnement. Il pourra s'agir d'une détention administrative, c'est-à-dire sans jugement, sur la seule base de renseignements classifiés, sans que la police ait à apporter de preuves.

Quelques infos et analyses à prendre au conditionnel.

Meysan fait des révélations sur la guerre en Syrie - Réseau Voltaire 12 décembre 2024

Thierry Meysan présente les accords secrets qui ont permis au Pentagone de renverser la République arabe syrienne. Sa narration est très différente de celle des grands médias quoi qu'elle ne les contredise pas. Edouard Husson réagit à ces révélations en les plaçant dans le contexte des pratiques gouvernementales occidentales.

Puis Thierry Meysan dément la présentation que les médias internationaux font de la République arabe syrienne et de son président Bachar el-Assad. Sur ce point, il s'inscrit en faux contre la narration officielle. Edouard Husson pose la question des conséquences de cette propagande.

<https://www.youtube.com/watch?v=V0r47LBgx1c>

J-C – A écouter d'une oreille distraite en l'absence d'informations sourcées, où se croit-il Meysan, à quelle époque, s'il veut parler en code ou en morse avec des gens qui se comprennent, qu'ils s'adressent à ces amis de l'armée française.

Ils sont passés à côté du facteur essentiel qui détermine tout le reste ou Meysan l'a évoqué de manière grossière, l'économie, car il est à l'origine de toutes les guerres, y compris celles dites de religion, de tous les coups d'Etat qui en novlangue sont devenus poétiquement des révolutions de couleurs, des fleurs (jasmin en Tunisie).

Ce facteur est le nerf de la guerre que mènent les puissances impérialistes aux pays dominés, colonisés, sous-développés, fort de leur statut de première puissance mondiale financière et

militaire, les Etats-Unis et ses alliés ou vassaux commencent par intimider, menacer, déstabiliser politiquement les Etats dont le sous-sol renferme d'importantes réserves en matières premières.

Pour renverser ces Etats et en assurer le contrôle par la suite, les impérialistes vont les agresser militairement et occuper ces pays, de manière à s'emparer de leurs principales sources de richesses (Le pétrole et le gaz en l'occurrence au Moyen-Orient) qu'ils exploiteront pour leur compte, de sorte que la population sera réduite à la pauvreté, et les gouvernements de ces pays seront privés des moyens financiers pour y remédier ou améliorer leur sort, reconstruire les infrastructures qui auront été détruites lors de bombardements réalisés par leurs agresseurs occidentaux, pour aggraver leur situation et affaiblir davantage ces Etats, faire en sorte qu'ils ne puissent jamais se relever et affirmer leur indépendance, ils leur imposeront un sévère embargo, ce qui permettra aux impérialistes d'en demeurer les maîtres aussi longtemps que ces peuples ne se soulèveront pas pour les chasser et rétablir leur souveraineté.

Que ce soit en Irak, en Libye ou en Syrie, c'est le scénario qui s'est produit ou répété. En Syrie, ils ont occupé le nord de la Syrie et privé les autorités des revenus du pétrole et de l'agriculture qui auraient permis de satisfaire les besoins alimentaires de la population, en énergie, de disposer d'une importante rente pétrolière et gazière pour améliorer le sort quotidien du peuple syrien et reconstruire rapidement les infrastructures essentiels du pays.

C'est donc selon une stratégie politique déterminée, que les impérialistes anglo-saxons ont étranglé économiquement le pouvoir et le peuple syrien, afin de leur imposer un régime dictatorial à leur botte, qu'ils comptent maintenir en place sur fond de pauvreté, de terreur et de chaos généralisé, ce qui leur permettra de continuer de piller ses richesses. Pour autant, jamais dans le monde aucun régime reposant sur ces critères n'est parvenu à se maintenir en place indéfiniment, car les peuples n'ont jamais renoncé à leurs besoins ou aspirations.

Dans le cas de ces pays, pour leurs peuples, mettre fin au colonialisme économique et s'organiser sur le plan politique pour chasser leurs agresseurs ou conquérir leur souveraineté, s'avèrera une tâche impossible à réaliser aussi longtemps que les prolétariats des puissances occidentales qui les oppriment et les exploitent ne réaliseront pas leur propre révolution politique et sociale.

En complément.

J-C- Le récit fabriqué ou amplifié des médias littéralement hystériques destiné à faire passer les barbares du Front al-Nosra au pouvoir en Syrie pour une aubaine pour le peuple syrien à côté du « *sanguinaire* » Bachar al-Assad. Hier,

J'ai appris en écoutant monsieur Meyssan, qu'Abu Mohammad al-Joulani d'al-Qaïda n'avait pas seulement fondé le Front al-Nosra en Syrie, il était également le n°2 de Daesh en Syrie, l'organisation des exécutions sommaires sur la place publique, des coupeurs de tête, de mains, de démembrements, de crucifixions, d'éventrements et autres atrocités, d'innombrables massacres de civils innocents...

Question : Sérieusement, peut-on se fier à des infos provenant de médias qui soutiennent ce genre de monstres, qui font abstraction des atrocités qu'ils ont commis ? Il faut être cinglé ou bien malintentionné pour les croire, ou franchement malhonnêtes comme les ONG qui ont fabriqué des dossiers à charge contre la République arabe syrienne pour le compte de ses agresseurs.

On y reviendra demain ou dans quelques jours. En attendant, une leçon que les « *héritiers* » autoproclamés de Trotsky ont oubliée ou jamais compris, du coup, logiquement on retrouve ces

petits bourgeois à hurler avec les loups contre la République arabe syrienne, c'est-à-dire au côté de l'impérialisme américain, britannique et français et de leurs mercenaires bourreaux du peuple syrien.

Trotsky - « *Tenir compte* » des documents ne signifie pas les croire sur parole. Marx disait déjà qu'on ne pouvait pas juger les partis ni les individus sur ce qu'ils disent d'eux-mêmes. Le caractère d'un parti est déterminé beaucoup plus par sa composition sociale, son passé, ses relations avec les différentes classes et couches sociales que par ses déclarations verbales ou écrites, surtout quand elles sont faites au moment critique de la guerre civile. (Beaucoup de tapage autour de Cronstadt - Léon Trotsky 15 janvier 1938)

<https://www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1938/01/tapage.pdf>

Le vomi des médias mainstreams.

- Dans les ruines du régime Assad, des millions de pilules de captagon - AFP
- Captagon : « *La Syrie de Bachar al-Assad était un narco-Etat* » - Publicsenat.fr
- Syrie : Le captagon, « *cocaïne du pauvre* » et manne financière du régime de Bachar al-Assad -20minutes.fr
- Syrie : les rescapés de l'enfer des geôles d'Assad - France 24
- "*Trop de gens sont morts devant moi*": en Syrie, un survivant de Saindaya témoigne de la torture au sein de la prison – BFMTV

Etc. Etc. Etc.

La Turquie dit avoir convaincu la Russie et l'Iran de ne pas intervenir en Syrie pendant l'offensive rebelle - RFI 14 décembre 2024

La Turquie a convaincu la Russie et l'Iran de ne pas intervenir en Syrie pendant l'offensive des rebelles qui a conduit à la chute de Bachar al-Assad, a affirmé vendredi le ministre turc des Affaires étrangères.

« *La chose la plus importante à faire était de parler aux Russes et aux Iraniens et d'être sûr qu'ils n'entreraient pas militairement dans l'équation. Nous avons parlé avec les Russes et les Iraniens, ils ont compris* », a déclaré Hakan Fidan lors d'un entretien diffusé en direct sur la chaîne privée turque NTV. « *Afin qu'il y ait un minimum de pertes en vies humaines, nous nous sommes efforcés d'y parvenir sans effusion de sang en poursuivant des négociations ciblées avec deux acteurs importants capables d'utiliser la force* », a-t-il poursuivi.

Pour le chef de la diplomatie turque, si Bachar el-Assad avait reçu le soutien de la Russie et de l'Iran, il y avait un risque que « *la victoire de l'opposition [...] prenne beaucoup de temps et cela aurait été sanglant* ». « *Mais les Russes et les Iraniens ont vu que ça n'avait plus aucun sens. L'homme dans lequel ils ont investi n'est pas un homme à investir. De plus, les conditions dans la région, ainsi que les conditions mondiales ne sont pas les mêmes* », a-t-il précisé.

HTS impose à la résistance palestinienne de désarmer et fermer ses bases en Syrie - thecradle.co 13 décembre 2024

Les nouveaux dirigeants de Damas prennent des mesures pour empêcher les Palestiniens de se défendre ou de résister à Israël.

Des représentants de Hayat Tahrir al-Cham (HTS), la nouvelle organisation extrémiste au pouvoir à Damas, ont informé les représentants des factions palestiniennes en Syrie qu'ils ne seraient plus autorisés à détenir d'armes, ni à disposer de camps d'entraînement ou de quartiers généraux militaires, a rapporté Ibrahim Amin, d'Al-Akhbar, le 13 décembre.

Ibrahim Amin ajoute que les factions doivent dissoudre leurs formations militaires dès que possible en échange d'un engagement politique et caritatif sous la bannière du nouvel État syrien.

Les factions palestiniennes, dont le Fatah, le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) et le Front populaire de libération de la Palestine-Commandement général (FPLP-CG), sont présentes en Syrie en tant qu'invitées du gouvernement depuis la Nakba de 1948.

Les États Unis, 45 ans après avoir fabriqué Al-Qaïda en Afghanistan, ont recommencé en Syrie. Ahmed al-Chareh, vrai nom de Joulani, relooké pour plaire au camp du Bien - Réseau International 13 décembre 2024

– Le mauvais djihadiste il égorge les hommes, lapide les femmes et viole les enfants...

– Et le bon djihadiste ?

– Ah bah c'est tout pareil... mais il bosse pour la CIA...

Retour en 2017 : Julian Assange révèle que Donald Trump et la CIA sont en désaccord sur la politique syrienne La priorité numéro un de la CIA – et le plus gros poste budgétaire – était de renverser Bachar al-Assad, a déclaré Assange à DW. Cependant, Trump a décidé de défier l'agence et de viser plutôt à éradiquer l'EI avec la Russie et le gouvernement d'Assad.

Son rejet des plans de la CIA visant à renverser Assad a déclenché un affrontement volatil entre les deux hommes et constitue probablement la véritable raison pour laquelle le coup d'État a eu lieu avant le 20 janvier.

Hayat Tahrir al-Cham, issu de la scission d'Al-Qaïda en Syrie, est responsable de crimes de guerre documentés, notamment contre les minorités et les femmes. En 2019, Human Rights Watch a documenté *« 11 cas où HTS a arrêté des résidents de la ville d'Idlib pour avoir protesté pacifiquement contre sa gouvernance ou tenté de documenter des abus. Dans six de ces cas, les détenus ont été soumis à la torture »*.

- <https://hrw.org/2019/01/28/syrie-arrestations-et-actes-de-torture-commis-par-un-groupe-arme>

- <https://thegrayzone.com/2021/06/09/washington-positioning-syrian-al-qaeda-mohammad-jolani-asset>

Alors que la province d'Idlib, au nord-ouest du pays, est sous le contrôle d'un «*gouvernement syrien de salut*» autoproclamé dirigé par la version rebaptisée de la franchise syrienne d'Al-Qaïda, et protégé sous l'égide militaire de la Turquie, État membre de l'OTAN, des éléments puissants, de Bruxelles à Washington, s'efforcent de légitimer son chef.

En juin dernier, PBS Frontline a diffusé une émission spéciale, «*The Jihadist*», comprenant une interview avec Abu Mohammad al-Joulani, président de facto du «*Gouvernement syrien du salut*» et fondateur de la branche syrienne d'al-Qaïda, initialement appelée Jabhat al-Nusra, aujourd'hui rebaptisée Hay-at Tahrir al-Cham, ou HTS.

Après avoir échangé sa tenue de combat contre un costume fraîchement repassé, Joulani s'est vu offrir l'opportunité autrefois impensable de se vendre à un public occidental et de promettre que ses forces ne représentent aucune menace pour le territoire américain parce qu'elles se concentrent simplement sur la guerre contre la population «*loyaliste*» de la Syrie.

En Syrie, les inquiétudes grandissent pour les minorités après la diffusion d'une vidéo montrant des rebelles exécutant des suspects - Les Observateurs 14 décembre 2024

Des vidéos remettent en question les promesses de protection

Cependant, des rapports et des vidéos diffusés sur les réseaux sociaux syriens font état de représailles meurtrières, jetant une ombre sur les promesses de protection formulées par le HTC. Les membres de la communauté alaouite semblent en être les principales cibles. Bien qu'ils ne représentent que 10 % de la population syrienne, les alaouites ont dominé les structures de pouvoir du pays pendant plus de quatre décennies sous le régime Assad. Leurs liens étroits avec le régime chiite iranien, soutien indéfectible de Bachar al-Assad, renforcent leur vulnérabilité sous le règne du HTC.

Une exécution de présumés "*shabiha*" filmée

Le 10 décembre, une vidéo publiée sur Telegram montre l'exécution de quatre hommes par des combattants du HTC. Les premières images révèlent deux corps : l'un sur le dos, l'autre face contre terre, les mains apparemment liées. Une voix s'élève alors, désignant les victimes comme des "*porcs shabiha*", en référence aux milices pro-régime connues pour leurs exactions. Deux hommes sont ensuite filmés à genoux. Tandis qu'un des combattants leur demande leur nom, d'autres les qualifient de "*Nusayriyah*", une insulte anti-alaouite, et scandent "*Allahu akbar*". Deux combattants, dont l'un arbore le drapeau noir portant le sceau de Mahomet, tirent ensuite en rafales à la Kalachnikov, tuant les deux hommes. Un troisième homme commente : "*Deux porcs tués dans le village de Rabia*" (Il existe au moins deux villages en Syrie portant ce nom, l'un dans le gouvernorat de Lattaquié, l'autre dans celui de Hama. Les rapports divergent sur le lieu exact de l'exécution).

D'autres vidéos, similaires, montrant des actes de représailles contre des collaborateurs présumés du régime ont également fait surface. Deux vidéos publiées le 10 décembre depuis Idlib montrent un corps traîné derrière une voiture sous les applaudissements d'une foule. L'une des vidéos est accompagnée d'une légende qui interpelle les dirigeants du HTC : "*Nous exigeons l'établissement*

d'un État avec un système judiciaire. Les voyous shabiha doivent être punis par la loi, pas par des actes comme celui-ci. Il n'y a aucune différence entre vous et le régime Assad".

Ces vidéos alimentent les craintes des citoyens syriens quant à leur avenir sous le contrôle du HTC. France 24 a recueilli les témoignages de Syriens issus des communautés alaouite, sunnite et chrétienne.

Mort d'un pays : Drapeaux noirs, massacres, accaparement de terres pendant que les vautours se nourrissent de la carcasse de la Syrie par Pepe Escobar- reseauinternational.net 13 décembre 2024

L'axe de fer des néocons straussiens, des Zio-cons et des psychopathes de l'Ancien Testament à Tel-Aviv est obsédé par la destruction de l'Axe de la Résistance, en utilisant leur réseau transnational de tueurs sanguinaires pour étendre le chaos et la guerre civile sectaire à toute l'Asie de l'Ouest. Dans ce scénario idéal, ils rêvent de frapper mortellement la tête du serpent : l'Iran.

Le sultan Erdogan, jouant le rôle de pigeon utile, a proclamé :

Une «*période brillante*» pour la Syrie a commencé.

En effet. Une période faste pour les coupeurs de têtes du Drapeau noir, les bombardiers de Tel-Aviv et les accapareurs de terres, qui se nourrissent de la carcasse de la Syrie.

<https://reseauinternational.net/mort-dun-pays-drapeaux-noirs-massacres-accaparement-de-terres-pendant-que-les-vautours-se-nourrissent-de-la-carcasse-de-la-syrie/>

Corée du Sud.

Corée du Sud : le président Yoon Suk-yeol destitué par le Parlement - RT 14 déc. 2024

Le président sud-coréen Yoon Suk-yeol a finalement été emporté, ce 14 décembre, par la crise déclenchée par sa tentative d'imposer la loi martiale. Après l'échec d'une première motion de destitution le 7 décembre, suite au boycott du vote par les députés du parti présidentiel, un deuxième texte, déposé par l'opposition cette semaine, a été adopté.

Selon le résultat annoncé par le président de la chambre, 204 députés ont voté en faveur de cette motion, 85 contre, huit bulletins ont été déclarés nuls et trois députés se sont abstenus. Deux cents voix étaient nécessaires pour destituer le président. Les 300 élus du Parlement sud-coréen étaient présents à l'occasion de ce scrutin.

Serbie.

Serbie : Washington s'apprête à sanctionner la principale compagnie pétrolière du pays, affirme Vucic - RT 14 déc. 2024

Les États-Unis s'apprêteraient à imposer des sanctions contre le groupe pétrolier et gazier Naftne industrije Srbije («*Industrie pétrolière de Serbie*», NIS), première capitalisation boursière serbe, a annoncé Aleksandar Vucic.

«*C'est probablement l'une des nouvelles les plus difficiles de ces dernières années. La nouvelle selon laquelle les États-Unis imposeront des sanctions complètes contre NIS dans quelques jours en raison de la propriété russe a été confirmée*», a-t-il déclaré le 13 décembre sur la chaîne TV Informer.

Le président serbe a ajouté que le Royaume-Uni se serait également joint à cette initiative américaine. Ces présumées sanctions pourraient entrer en vigueur à compter du 1er janvier, a précisé Aleksandar Vucic. «*Nous discutons avec les Russes et l'une des solutions consiste à réduire la participation russe dans NIS à 50%*», a-t-il précisé, ajoutant que la situation était très grave.

La chaîne N1, affiliée à CNN, citant des données du registre central des valeurs mobilières, a rapporté que la société russe Gazprom Neft détenait 50% des actions de NIS, la Serbie 29,87% et Gazprom 6,15%.

De son côté, une agence de presse française a souligné que NIS était «le seul fournisseur de gaz de la Serbie» et «le propriétaire majoritaire des deux gazoducs qui transportent le gaz depuis la Russie». Un or bleu notamment acheminé via l'oléoduc TurkStream, qui traverse la mer Noire et la Bulgarie, contournant l'Ukraine.

«*En tant que président de la Serbie et président du Conseil national de sécurité, je ne suis pas prêt pour l'instant à parler de sanctions potentielles contre Moscou*», a déclaré Aleksandar Vucic, cité ce 14 décembre par la radio-télévision serbe, défendant une «*politique sérieuse*» et «responsable» menée depuis trois ans par Belgrade.

Le président serbe se confie régulièrement, dans les médias, sur les pressions exercées par les chancelleries occidentales pour que son pays s'aligne sur les sanctions antirusses.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 17 décembre 2024

J'ai placé à la suite de cette causerie, un petit texte que j'ai rédigé ces derniers jours, je l'ai inséré dans la rubrique *Défense du marxisme*. Je ne voulais pas l'imposer aux lecteurs qui ne se reconnaissent ni dans le marxisme ni dans le socialisme, il y en a...

J'ai un autre texte en court de rédaction, la suite sur la démocratie, dont on feint d'ignorer pourquoi elle figure en bonne place dans la propagande de la réaction.

En substance, on pourrait dire, que sur le plan politique elle est l'incarnation dénaturée ou sublimée de la lutte contre les inégalités, qui, lorsqu'on prend la peine d'examiner leurs origines, révèlent qu'elles sont irréductibles, parce qu'elles sont propres à la diversité de l'espèce humaine. Pour cette raison, cette lutte contre les inégalités devrait revêtir un caractère strictement politique, et se livrer exclusivement sur le terrain de la lutte des classes.

Force est de constater, que chaque fois qu'elle se déroule sur un tout autre terrain, elle aboutit à une grande confusion, elle se transforme en son contraire ou conduit à la collaboration de classes dont tire profit exclusivement les exploités et les oppresseurs.

Surtout, faite attention à ne pas trop penser ou vous surmener !

Lu.

Le cerveau est alimenté par l'un des réseaux de vaisseaux sanguins les plus riches du corps humain.

À chaque battement du cœur, les artères apportent au cerveau entre 20 et 25% du sang. Les milliards de cellules cérébrales y puisent environ 20% de l'oxygène et de l'énergie transportés par le sang.

Et jusqu'à 50% lors d'un effort de réflexion important.

Sur la situation politique et sociale en France.

En famille. Ils font bon ménage !

**Marine Le Pen ménage (déjà) François Bayrou après son entrevue à Matignon - Le HuffPost
16 décembre 2024**

La cheffe des députés RN, qui a inauguré le cycle de consultations ouvert par le Premier ministre, a eu le sentiment d'être « *écoutée* » et retient, pour le moment, ses coups.

Opération réussie pour le RN, désireux de se débarrasser de ses habits de paria après le barrage républicain opéré contre lui au second tour des élections législatives ? « J'ai été écoutée », se félicite en tout cas Marine Le Pen, qui affirme toutefois qu'il est « *trop tôt pour dire si nous avons été entendus* ».

Plus besoin "d'accord de non-censure", ils sont déjà passés à l'Union nationale, ouf, enfin !

Gouvernement Bayrou: "pas d'accord de non-censure" à l'issue de l'entretien entre le PS et le Premier ministre - BFMTV 16 décembre 2024

Budget : la loi spéciale adoptée par les 481 députés à l'Assemblée nationale, un répit avant les nouveaux débats - Paris Match 17 décembre 2024

La dernière fois, c'était il y a plus de 40 ans. Après 1979, l'Assemblée nationale a une nouvelle fois adopté à l'unanimité, soit 481 voix, la « *loi spéciale* » ce lundi. En cas de crise et pour éviter un shutdown, elle autorise l'exécutif à prélever l'impôt et à emprunter pour financer l'État et la Sécurité sociale.

Constatant que « *l'adoption 2025 n'interviendra pas avant plusieurs mois* », le rapporteur général du budget Charles de Courson et Eric Coquerel ont demandé au Premier ministre que puissent entrer en vigueur rapidement des dispositions fiscales faisant « *consensus* » et « *urgent (es)* ». Paris Match 17 décembre 2024

J-C – LFI (Coquerel) cautionne le budget de guerre de l'Etat capitaliste dirigé entièrement contre les travailleurs, préfigurant la politique qu'appliquerait le NFP s'il était au pouvoir, d'une certaine manière après cette sortie de Coquerel, c'est comme s'ils y étaient déjà.

Parole d'internaute.

Savez- vous que :

- 1) Une partie des taxes sur le tabac, destinée à la Sécu, n'est pas reversée: 7,8 milliards.
- 2) Une partie des taxes sur l'alcool, destinée à la Sécu, n'est pas reversée: 3,5 milliards.
- 3) Une partie des primes d'assurances automobiles, destinées à la Sécu, n'est pas reversée 1,6 milliard.
- 4) La taxe sur les industries polluantes, destinée à la Sécu, n'est pas reversée: 1,2 milliard.
- 5) La part de TVA, destinée à la Sécu, n'est pas reversée : 2 milliards.
- 6) Retard de paiement à la Sécu pour les contrats aidés : 2,1 milliards.

7) Retard de paiement par les entreprises : 1,9 milliard.

En faisant une bête addition, on arrive au chiffre de : 20,1 milliards d'Euros.

Conclusion : Si les responsables de la Sécu et nos gouvernants faisaient leur boulot efficacement et honnêtement, si chacune des institutions reversait ce qu'elle doit chaque année, les prétendus 11 milliards de trou seraient aujourd'hui 9 milliards d'excédent !

Ces chiffres ne sont pas inventés ; vous pouvez les consulter sur le site de la Sécu ; ils sont issus du rapport des comptes de la Sécu.

Etat juif génocidaire.

Israël ferme son ambassade en Irlande à cause de la position de Dublin sur la Palestine - RT 16 déc. 2024

«*Aujourd'hui, j'ai ordonné la fermeture de l'ambassade d'Israël en Irlande*», a annoncé le chef de la diplomatie israélienne Gideon Saar le 15 décembre sur la plateforme X.

Selon le ministre israélien des Affaires étrangères, «*les actions, les doubles standards et la rhétorique antisémite du gouvernement irlandais contre Israël trouvent leur origine dans des efforts visant à délégitimer et à diaboliser l'État juif*». Le gouvernement irlandais, a-t-il poursuivi, «*a reconnu un "État palestinien" lors des attaques contre Israël (une démarche saluée par le Hamas), a tenté de redéfinir le "génocide" dans le droit international pour soutenir des accusations sans fondement contre Israël devant la CIJ*».

L'Irlande a réagi à la déclaration de Gideon Saar, déplorant «*une décision profondément regrettable de la part du gouvernement Netanyahu*». «*Je rejette totalement l'affirmation selon laquelle l'Irlande est anti-israélienne*», écrit le Premier ministre irlandais, Simon Harris, sur son compte X. En novembre, le chef du gouvernement avait fait savoir que les autorités de son pays arrêteraient le Premier ministre, Benjamin Netanyahu s'il se rendait en Irlande, après l'émission par la CPI d'un mandat d'arrêt à son encontre.

Syrie.

Le «terrorisme international comme une révolution de libération», c'est quoi ? L'OTAN, la CIA, le Mossad, le MI6, le MIT !

La Syrie «désormais aux mains des terroristes», affirme Assad dans sa première déclaration depuis Moscou - RT 16 déc. 2024

De «*fausses informations*» et des «*récits très éloignés de la vérité*» ont tenté de présenter le «*terrorisme international comme une révolution de libération*» en Syrie, affirme ce 16 décembre le président déchu Bachar el-Assad dans sa première déclaration depuis Moscou après son départ de Syrie le 8 décembre.

Assad, qui s'exprime pour la première fois sur les circonstances ayant conduit à son départ, assure que *«pas une seule fois au cours des événements qui ont eu lieu en Syrie»* il n'avait envisagé la possibilité de démissionner et de fuir. (On n'en a jamais douté. Mille fois il aurait pu fuir depuis 2011 quand sa tête fut mise à prix. – J-C)

« À aucun moment je n'ai envisagé de démissionner ou de chercher refuge, et une telle proposition n'a été faite par aucun parti. La seule voie d'action était de continuer à combattre l'assaut terroriste », assure-t-il. Jusqu'à ce que les événements l'aient contraint à partir, justifie-t-il. *« Lorsque l'État tombe entre les mains du terrorisme et que la capacité à apporter une contribution significative est perdue, tout poste de responsabilité devient dépourvu de sens et [...] inutile ».*

« Mon départ de Syrie n'était pas prémédité et n'a pas non plus eu lieu durant les dernières heures de la bataille, contrairement à certaines allégations », a tenu à préciser Bachar el-Assad dans sa déclaration. Il a annoncé qu'il était resté à Damas jusqu'au petit matin du 8 décembre et qu'il n'avait quitté le pays que dans la soirée de ce jour-là.

Il a expliqué qu'il s'était rendu dimanche 8 décembre à la base aérienne russe de Hmeimim, à Lattaquié, pour *« superviser les opérations de combat »*, jusqu'à ce qu'il soit évacué vers la capitale russe à l'initiative de Moscou.

Le président syrien déchu a également insisté sur le fait que depuis son départ, Damas était désormais gouvernée par les terroristes, tout en promettant qu'une explication *« complète et détaillée »* des événements serait présentée ultérieurement. RT et courrierinternational.com

Syrie: plusieurs chancelleries étrangères prennent contact avec le nouveau pouvoir - BFMTV 16 décembre 2024

Après Washington samedi, le Royaume-Uni a annoncé dimanche avoir établi des *"contacts diplomatiques"* avec HTS.

HTS *"reste une organisation terroriste interdite (au Royaume-Uni), mais nous pouvons avoir des contacts diplomatiques"*, a déclaré le ministre britannique des Affaires étrangères David Lammy.

De son côté, la France a annoncé l'envoi d'une mission diplomatique mardi à Damas, la première depuis 12 ans, pour *"établir de premiers contacts"* avec les nouvelles autorités. Doha a de son côté annoncé la réouverture mardi de son ambassade en Syrie après l'arrivée dimanche d'une délégation qatarie dans le pays où elle a rencontré les nouvelles autorités.

La Turquie, acteur majeur dans le conflit en Syrie et soutien des nouvelles autorités, avait déjà rouvert samedi son ambassade à Damas après plus de 12 ans de fermeture.

L'Union européenne envoie lundi un haut représentant à Damas pour rencontrer les dirigeants du nouveau pouvoir syrien, dominé par des islamistes

Les États-Unis et Israël ont détruit la Syrie et ont appelé cela la paix - consortiumnews.com 13 décembre 2024

La chute de la Syrie cette semaine est le point culminant de la campagne israélo-américaine contre le pays, qui remonte à 1996, avec l'arrivée au pouvoir de Netanyahu comme Premier ministre. La guerre israélo-américaine contre la Syrie s'est intensifiée en 2011 et 2012, lorsque l'ancien président américain Barack Obama a secrètement chargé la CIA de renverser le gouvernement syrien dans le cadre de l'opération Timber Sycamore .

Cet effort a finalement porté ses fruits cette semaine, après plus de 300 000 morts dans la guerre syrienne depuis 2011.

La chute de la Syrie est survenue rapidement en raison de plus d'une décennie de sanctions économiques écrasantes, du fardeau de la guerre, de la saisie du pétrole syrien par les États-Unis, des priorités de la Russie concernant le conflit en Ukraine et, plus immédiatement, des attaques d'Israël contre le Hezbollah, qui était le principal soutien militaire du gouvernement syrien.

Assad a sans doute souvent mal joué ses cartes et a dû faire face à un profond mécontentement interne, mais son régime a été pendant des décennies ciblé par les États-Unis et Israël pour s'effondrer.

Avant que la campagne américano-israélienne visant à renverser Assad ne commence en 2011, la Syrie était un pays à revenu intermédiaire en pleine croissance. En janvier 2009, le Conseil d'administration du FMI déclarait :

« Les administrateurs ont salué les bons résultats macroéconomiques obtenus par la Syrie ces dernières années, comme en témoignent la croissance rapide du PIB hors pétrole, le niveau confortable des réserves de change et la faiblesse et la baisse de la dette publique. Ces résultats reflètent à la fois la vigueur de la demande régionale et les efforts de réforme des autorités pour évoluer vers une économie davantage axée sur le marché. »

Depuis 2011, la guerre perpétuelle d'Israël et des États-Unis contre la Syrie, qui comprend les bombardements, les djihadistes, les sanctions économiques, la saisie des champs pétroliers syriens par les États-Unis, et bien plus encore, a plongé le peuple syrien dans la misère.

La longue histoire de la campagne israélienne visant à renverser le gouvernement syrien n'est pas largement comprise, mais les documents qui en témoignent sont clairs.

La guerre d'Israël contre la Syrie a commencé avec les néoconservateurs américains et israéliens en 1996, qui ont élaboré une stratégie de « *rupture nette* » pour le Moyen-Orient pour Netanyahu lors de son arrivée au pouvoir.

Le cœur de la stratégie de la « *rupture nette* » appelait Israël (et les États-Unis) à rejeter la « *terre contre la paix* », l'idée selon laquelle Israël se retirerait des terres palestiniennes occupées en échange de la paix.

Au lieu de cela, Israël conserverait les terres palestiniennes occupées, gouvernerait le peuple palestinien dans un État d'apartheid, procéderait à un nettoyage ethnique progressif de l'État et imposerait la soi-disant « *paix pour la paix* » en renversant les gouvernements voisins qui résistaient aux revendications territoriales d'Israël.

La stratégie de la Rupture nette affirme que « notre revendication sur la terre – à laquelle nous nous accrochons depuis 2000 ans – est légitime et noble », et poursuit :

« *La Syrie défie Israël sur le sol libanais. Une approche efficace, à laquelle les Américains peuvent adhérer, serait qu'Israël prenne l'initiative stratégique le long de ses frontières nord en engageant le Hezbollah, la Syrie et l'Iran, principaux agents d'agression au Liban... »*

Dans son livre *Fighting Terrorism* (Lutte contre le terrorisme), publié en 1996, Netanyahou a exposé sa nouvelle stratégie. Israël ne combattrait pas les terroristes, mais les États qui les soutiennent. Plus précisément, il demanderait aux États-Unis de se battre pour Israël. Comme il l'a expliqué en 2001 :

« *La première chose, et la plus importante, à comprendre est la suivante : il n'y a pas de terrorisme international sans le soutien des États souverains. [...] Supprimez tout ce soutien étatique, et tout l'échafaudage du terrorisme international s'effondrera en poussière. »*

La stratégie de Netanyahou a été intégrée à la politique étrangère américaine. La défaite de la Syrie a toujours été un élément clé du plan. Cela a été confirmé par le général Wesley Clark après le 11 septembre.

Lors d'une visite au Pentagone, on lui a dit : « *Nous allons attaquer et détruire les gouvernements de sept pays en cinq ans. Nous commencerons par l'Irak, puis nous passerons à la Syrie, au Liban, à la Libye, à la Somalie, au Soudan et à l'Iran. »*

L'Irak serait le premier pays à être touché, suivi de la Syrie et des autres. (La campagne de Netanyahou en faveur de la guerre en Irak est décrite en détail dans le nouveau livre de Dennis Fritz, *Deadly Betrayal*. Le rôle du lobby israélien est expliqué dans le nouveau livre d'Ilan Pappé, *Lobbying for Zionism on Both Sides of the Atlantic*).

L'insurrection qui a frappé les troupes américaines en Irak a retardé le calendrier de cinq ans, mais n'a pas modifié la stratégie de base.

Les États-Unis ont jusqu'à présent mené ou parrainé des guerres contre l'Irak (invasion en 2003), le Liban (financement et armement d'Israël par les États-Unis), la Libye (bombardement de l'OTAN en 2011), la Syrie (opération de la CIA dans les années 2010), le Soudan (soutien aux rebelles pour diviser le Soudan en 2011) et la Somalie (soutien à l'invasion de l'Éthiopie en 2006).

Une éventuelle guerre américaine contre l'Iran, ardemment recherchée par Israël, est toujours en suspens.

Aussi étrange que cela puisse paraître, la CIA a soutenu à plusieurs reprises les djihadistes islamistes dans ces guerres, et ces derniers viennent de renverser le régime syrien. Après tout, la CIA a contribué à la création d'Al-Qaïda en formant, en armant et en finançant les moudjahidines en Afghanistan à partir de la fin des années 1970.

Oui, Oussama ben Laden s'en est ensuite pris aux États-Unis, mais son mouvement était tout de même une création américaine. Ironiquement, comme le confirme Seymour Hersh, ce sont les services de renseignements d'Assad qui « *ont prévenu les États-Unis d'un attentat imminent d'Al-Qaïda contre le quartier général de la cinquième flotte de la marine américaine »*.

L'opération *Timber Sycamore* était un programme secret de la CIA lancé par Obama pour renverser Bachar al-Assad et doté d'un budget d'un milliard de dollars. La CIA finançait, formait et fournissait des renseignements à des groupes islamistes radicaux et extrémistes.

La CIA a également mis en place une « *ligne rouge* » pour acheminer des armes depuis la Libye (attaquée par l'OTAN en 2011) vers les djihadistes en Syrie. En 2014, Seymour Hersh a décrit cette opération dans son article « *The Red Line and the Rat Line* » :

« *Une annexe hautement confidentielle du rapport, non rendue publique, décrit un accord secret conclu début 2012 entre les administrations Obama et Erdogan. Il porte sur la ligne de transport de marchandises. Selon les termes de l'accord, le financement provenait de Turquie, ainsi que de l'Arabie saoudite et du Qatar ; la CIA, avec le soutien du MI6, était responsable de l'acheminement des armes des arsenaux de Kadhafi vers la Syrie.* »

Peu de temps après le lancement de Timber Sycamore, en mars 2013, lors d'une conférence conjointe du président Obama et du Premier ministre Netanyahu à la Maison Blanche, Obama a déclaré :

« *En ce qui concerne la Syrie, les États-Unis continuent de travailler avec leurs alliés et amis ainsi qu'avec l'opposition syrienne pour hâter la fin du règne d'Assad.* »

Dans la mentalité sioniste américano-israélienne, un appel à la négociation de la part d'un adversaire est considéré comme un signe de faiblesse de ce dernier. Ceux qui appellent à des négociations de l'autre côté finissent généralement par mourir – assassinés par Israël ou par des agents américains

Nous avons pu le constater récemment au Liban. Le ministre libanais des Affaires étrangères a confirmé que Hassan Nasrallah, ancien secrétaire général du Hezbollah, avait accepté un cessez-le-feu avec Israël quelques jours avant son assassinat.

Le Hezbollah est prêt depuis longtemps à accepter un accord de paix conforme aux souhaits du monde arabo-islamique, qui préconise une solution à deux États. De même, au lieu de négocier pour mettre fin à la guerre à Gaza, Israël a assassiné le chef politique du Hamas, Ismaïl Haniyeh, à Téhéran.

De même, en Syrie, au lieu de permettre l'émergence d'une solution politique, les États-Unis se sont opposés au processus de paix à plusieurs reprises.

En 2012, l'ONU avait négocié un accord de paix en Syrie, mais les Américains avaient exigé le départ d'Assad dès le premier jour de la signature de l'accord. Les États-Unis voulaient un changement de régime, pas la paix.

En septembre, Netanyahu s'est adressé à l'Assemblée générale avec une carte du Moyen-Orient divisée entre « *bénédiction* » et « *malédiction* », le Liban, la Syrie, l'Irak et l'Iran faisant partie de la malédiction de Netanyahu.

La véritable malédiction est la voie du chaos et de la guerre empruntée par Israël, qui a désormais englouti le Liban et la Syrie, avec le fervent espoir de Netanyahu d'entraîner également les États-Unis dans une guerre contre l'Iran.

Les États-Unis et Israël se félicitent d'avoir réussi à détruire un autre adversaire d'Israël et défenseur de la cause palestinienne, Netanyahu s'attribuant le mérite d'avoir « *lancé ce processus historique* ».

Il est fort probable que la Syrie succombe désormais à la poursuite de la guerre entre de nombreux protagonistes armés, comme cela s'est produit lors des précédentes opérations de changement de régime menées par les États-Unis et Israël.

En bref, l'ingérence américaine, à la demande de l'Israël de Netanyahou, a laissé le Moyen-Orient en ruines, avec plus d'un million de morts et des guerres ouvertes faisant rage en Libye, au Soudan, en Somalie, au Liban, en Syrie et en Palestine, et avec l'Iran au bord d'un arsenal nucléaire, poussé contre ses propres inclinations vers cette éventualité.

Bande de Gaza : Un soldat israélien qualifie son armée de «noire plus que le noir» « la vie des Palestiniens est pire que celle d'un chien». 22 martyrs ce samedi - Réseau International 15 décembre 2024

Par Al-Manar

Un soldat revenu après avoir servi dans la bande de Gaza a assuré pour le quotidien israélien Haaretz que l'armée d'occupation y commet «des crimes de guerre méthodiques».

«Ce qui se passe dans l'enclave ne peut être digéré, la vie des Palestiniens est pire que celle des chiens», a assuré Haïm Har Zhav qui faisait son service dans le passage de Netzarim occupée par l'armée d'occupation.

Et d'ajouter qu'il n'y a aucune restriction pour les tirs de feu contre les Palestiniens. «Des bâtiments sont détruits et on tire sur chaque palestinien qui s'approche d'une ligne frontalière qui n'est pas claire au nord de la bande de Gaza».

«Les crimes et les destructions s'alternent sans distinction», a-t-il aussi indiqué estimant que cette politique ne sert pas les objectifs de la guerre.

Selon lui, les objectifs déclarés de la guerre telle que la restitution des captifs ne font plus partie du discours. «La majeure partie de cette guerre est grise et complexe. Cette guerre était justifiée au début après les événements du 7 octobre 2023, mais en vérité d'après son déroulement, elle n'a jamais été une guerre juste».

«L'armée est plus noire que le noir», a conclu le soldat israélien.

L'armée d'occupation poursuit son génocide dans la bande de Gaza en bombardant les maisons sur la tête de leurs habitants. Les bombardements se concentrent dans le nord et le centre.

Un bombardement d'artillerie sur le nord-ouest du camp de Nusseirat dans le centre a détruit à l'aube de ce samedi des bâtiments résidentiels. Des familles entières y ont été décimées. Les bombardements aériens et d'artillerie ont frappé des maisons à Jabalia, l'école al-Majida qui héberge des déplacés au nord-est de Gaza où 5 martyrs et 20 blessés ont été déplorés, l'hôpital Kamal Adwan, le seul encore en activité au nord de l'enclave où une ambulance a été frappée de plein fouet, les maisons dans le quartier Zeytoun où trois membres de la famille Rachid sont tombés en martyrs et 5 autres blessés, le quartier al-Touffah à l'est de Gaza City où des hélicoptères ouvrent le feu sur tout ce qui bouge dans ses régions nord, le quartier al-Amal à Khan Younes au sud, sur la

localité Absane Jadida a l'est de Khan Younes où 2 martyrs ont été signalés, Rafah où 2 martyrs ont succombé...

Des dizaines de maisons dans le quartier al-Khoulafa à Jabalia ont été incendiées. D'autres maisons ont été dynamitées à Beit Lahia...

Depuis l'aube, 22 martyrs palestiniens ont été recensés. Le photographe de l'Université Palestine Abdel Rahman al-Qasas et le journaliste Mohamad Baaloucha en font partie.

Le bilan des martyrs est monté à 44 875 et celui des blessés à 106 454. Sachant que celui de ceux qui ont péri sous les décombres et n'ont pas été dégagés dépasse les 10 000.

«Il n'y a plus de médecins spécialistes, ni services, ni médicaments, ni équipements médicaux et nos patients meurent en raison du manque des médicaments et la pénurie d'oxygène», a déploré le ministre de la Santé à Gaza, assurant que «l'occupation œuvre pour annihiler la vie dans la bande de Gaza afin qu'elle ne soit plus vivable».

La Syrie «libérée» par ses démolisseurs - Réseau International 15 décembre 2024

Par Manlio Dinucci

Abou Mohammed al-Joulani, qui de fait détient aujourd'hui le pouvoir à Damas, a une histoire éloquent : il commence sa militance djihadiste dans les rangs d'Al-Qaïda comme collaborateur de Abou Bakr al-Baghdadi, le «calife» qui en 2013 fonde l'ISIS, l'«État Islamique de l'Irak et de la Syrie». En 2011, pendant la phase préparatoire, al-Baghdadi l'envoie en Syrie avec des fonds importants pour créer le Front al-Nosra, faction formellement autonome mais en réalité appartenant à l'État islamique.

La faction d'al-Joulani participe dès sa naissance à l'opération USA-OTAN pour démolir l'État syrien. Une des raisons de cette opération est le fait que Syrie, Iran et Irak avaient signé en juillet 2011 un accord pour un gazoduc qui aurait dû relier le gisement iranien de South Pars, le plus grand du monde, à la Syrie et donc à la Méditerranée et à l'Europe, créant un corridor énergétique alternatif à ceux qui traversent la Turquie et d'autres parcours, contrôlés par les compagnies étasuniennes et européennes.

La guerre couverte en Syrie commence par une série d'attentats terroristes, effectués surtout à Damas et Alep. Des centaines de forces d'élite britanniques SAS opèrent en Syrie, avec des unités étasuniennes et françaises. Le commandement des opérations est à bord de navires OTAN dans le port d'Alexandrette en Turquie. La force de choc est constituée par une armée de groupes islamistes provenant d'Afghanistan, Bosnie, Tchétchénie, Libye et autres pays. Les armes arrivent à travers un réseau international organisé par la CIA, qui les fournit aux groupes infiltrés en Syrie, d'abord entraînés en territoire turc et jordanien. L'opération est dirigée par le quartier-général avancé du Commandement Central USA dans la base qatarie d'Al Udeid. En ce point Moscou décide en 2015, à la demande de Damas, d'intervenir directement en soutien de l'armée syrienne. L'intervention, effectuée par des forces aériennes, démontre que la «Coalition anti-ISIS» conduite par les USA faisait semblant de combattre l'ISIS. En un peu plus de deux ans la coalition russo-syrienne libère environ les trois quarts du territoire national, tombés dans les mains de l'ISIS et autres mouvements soutenus par les USA.

En 2016 al-Joulani interrompt formellement les liens avec Al-Qaïda, en rebaptisant le groupe Jabhat Fatah al-Sham puis Hayat Tahrir al-Cham (HTS) en 2017. Sous Joulani, l'HTS devient la force dominante à Idlib, la plus grande place-forte des « rebelles » dans le Nord-Ouest de la Syrie. Soutenue notamment par la Turquie, la faction d'al-Joulani se prépare pendant une année à l'opération en Syrie. Elle est dans cet objectif armée à travers des canaux secrets et entraînée par les forces spéciales Khimik du Renseignement ukrainien. Entrée en Syrie le 8 novembre, la faction armée islamiste d'al-Joulani avance rapidement et conquiert Damas le 7 décembre. L'armée syrienne n'oppose aucune résistance significative, symptôme d'une désagrégation interne avérée par le fait que, alors que le président Assad reçoit l'asile en Russie, le personnel de l'ambassade syrienne à Moscou hisse le drapeau des « rebelles » islamistes qui viennent de conquérir Damas.

Tandis que les États-Unis confirment être en contact avec les « rebelles » à travers la Turquie, Israël s'approprie un autre morceau de territoire syrien sur les Hauteurs du Golan et effectue des centaines d'attaques aériennes, définies comme « défensives », contre des ports et aéroports syriens. La conquête de la Syrie par ces forces constitue un coup dur à la fois pour l'Iran, qui voit s'affaiblir le front de résistance à l'offensive israélienne au Moyen-Orient soutenue par USA, OTAN et UE, et pour la Russie qui perd quasi certainement l'accès au port syrien de Tartous, unique port d'ancrage pour ses navires militaires en Méditerranée, et risque le ralentissement ou l'interruption du Corridor de Transport Nord-Sud qui, à travers le Moyen-Orient, lui permet de contourner le blocus à l'Ouest.

J-C – Comme s'il ne la connaissait pas ! RT nous prend pour des cons !

Le Hezbollah attend de connaître la position des nouveaux maîtres de Damas à l'égard d'Israël - RT16 déc. 2024

Le secrétaire général du Hezbollah Naïm Qassem est revenu longuement sur les récents événements en Syrie, évoquant aussi son positionnement à l'égard des nouveaux maîtres de Damas. Dans une allocution prononcée dans la soirée du 14 décembre, le successeur de Hassan Nasrallah a exprimé l'espoir que le nouveau régime de Damas ne « normalisera pas » ses relations avec Israël. « *Nous avons soutenu la Syrie car elle a contribué à renforcer les capacités de la résistance à travers son territoire vers le Liban et la Palestine. Aujourd'hui, le régime est tombé. Nous ne pourrions juger les nouvelles forces que quand elles prendront des positions claires et que la situation se normalisera en Syrie* », a-t-il expliqué, indiquant que la position du parti chiite évoluera en fonction de la politique des djihadistes au pouvoir.

Naïm Qassem a en outre admis que « *le Hezbollah a perdu la voie d'approvisionnement militaire via la Syrie, estimant néanmoins qu'il s'agit d'un petit détail qui peut changer avec le temps* ». « *Cette voie peut être restaurée avec le nouveau régime, tout comme nous pouvons trouver de nouveaux moyens* », a-t-il espéré en indiquant que ce qui se passe en Syrie ne touchera pas le Liban.

Au sujet du pays du Cèdre, le programme du Hezbollah pour la prochaine phase au Liban est « *la mise en œuvre de l'accord au sud du fleuve Litani, la reconstruction, l'élection d'un chef de l'État le 9 janvier et le dialogue positif sur les points qui posent problème* », a affirmé Naïm Qassem. Il a ainsi souligné la nécessité d'« *unifier la position du Liban face à l'occupation israélienne du pays, de discuter des moyens de renforcer l'armée et de la stratégie de défense au Liban* ». « *L'ennemi s'est rendu compte que l'horizon était bouché dans la lutte contre la résistance et s'est donc tourné vers un accord (de cessez-le-feu) pour mettre fin à son agression* », a encore estimé Naïm Qassem. Selon lui, cet accord « *visé à cesser l'agression, pas la résistance, et se limite au sud du Litani* ». Il a aussi affirmé que le Hezbollah est resté « *patient face à des centaines de violations israéliennes afin de ne*

pas être un obstacle à l'accord et de mettre les personnes concernées face à leurs responsabilités». Une référence aux nombreuses violations par l'armée israélienne de la trêve avec le Hezbollah. Les attaques de Tshal ont fait plus de 30 morts au Liban depuis l'officialisation du cessez-le-feu.

Les dirigeants libanais divisés sur les nouveaux maîtres de Damas - RT 16 déc. 2024

Hayat Tahrir el-Cham (HTC) est loin de faire l'unanimité au pays du Cèdre. Si certains partis politiques ont salué le renversement de Bachar el-Assad, d'autres sont plus nuancés sur l'avenir des relations libano-syriennes.

Aujourd'hui, alors qu'une nouvelle page s'ouvre en Syrie, les relations bilatérales traversent une période très incertaine, notamment aux yeux des rebelles, pour qui le Liban a parfois été du mauvais côté de l'histoire. Depuis la chute de l'ancien Raïs de Damas le 8 décembre dernier, plusieurs responsables libanais ont déjà pris langue avec le nouveau régime. Le chef emblématique de la communauté druze, Walid Jumblatt, a appelé le 14 décembre Abou Mohammad al-Joulani, de son vrai nom Ahmad el-Chareh, le chef de Hayat Tahrir el-Cham (HTC).

Le leader druze s'apprête notamment à se rendre à Damas pour rencontrer les nouveaux dirigeants syriens. Walid Jumblatt a notamment salué *«la grande victoire contre le régime de répression et la liberté recouvrée après 54 ans de tyrannie»*. Les deux responsables ont insisté sur l'unité du territoire syrien face aux projets *«qui pourraient faire du tort aussi bien à la Syrie qu'au Liban»*. Ils ont également mis en garde contre les *«agissements suspects»* des partisans de Bachar el-Assad, qui pourraient *«coopérer avec les ennemis de la Syrie»*. Walid Jumblatt pourrait être un intermédiaire de poids pour la communauté druze syrienne présente dans le sud du pays.

De plus, une délégation de religieux sunnites libanais a rencontré le nouveau chef de Damas, notamment le cheikh Salem al-Rafeï. La communauté sunnite au Liban a fêté la chute de Bachar el-Assad. D'autres partis, à l'instar des Forces libanaises et du parti des Kataëb, étaient favorables à un renversement de Bachar el-Assad en Syrie, mais ils n'ont pas eu de liens directs avec Hayat Tahrir el-Cham (HTC).

Quant aux relais politiques du parti Baas au Liban, ils sont dorénavant orphelins. C'est le cas du Parti social nationaliste syrien (PSNS) et le Parti Baas arabe socialiste au Liban, mais aussi un cortège de personnalités implantées au Liban par Damas dans l'objectif d'asseoir son influence. Cette galaxie politique, qui vouait une fidélité sans réserve à la dynastie des Assad, doit s'adapter à une nouvelle conjoncture.

Allemagne.

Le Bundestag vote une motion de censure contre Olaf Scholz - RT 16 déc. 2024

Lors d'une session extraordinaire le 16 décembre, le Bundestag (le Parlement allemand) a refusé de faire confiance au gouvernement d'Olaf Scholz, chancelier allemand. 394 députés ont voté en faveur de la dissolution du Parlement et de l'organisation de nouvelles élections, 207 ont soutenu le cabinet Scholz et 116 se sont abstenus. Un vote de défiance requiert au moins 367 voix.

Le Bundestag ayant exprimé sa défiance à l'égard du gouvernement, le président fédéral Frank-Walter Steinmeier dispose désormais de 21 jours, conformément à l'article 68 de la loi fondamentale de la République fédérale d'Allemagne (Constitution), pour dissoudre le Parlement et convoquer de nouvelles élections. Il peut refuser cette mesure et maintenir le gouvernement minoritaire dirigé par Scholz, mais cela est peu probable (dans l'histoire de l'Allemagne, chaque fois que le Bundestag a refusé de faire confiance au gouvernement, celui-ci a été dissous et de nouvelles élections ont été organisées). Selon les délais légaux, les élections doivent avoir lieu au plus tard 60 jours après le vote de défiance du Bundestag.

La chancelière a proposé le 23 février comme date possible pour des élections anticipées (les prochaines élections en Allemagne étaient prévues pour septembre 2025).

La session extraordinaire du Bundestag s'est ouverte sur un discours d'Olaf Scholz, dans lequel il a souligné qu'il posait la question de la confiance dans le gouvernement non seulement aux députés, mais aussi aux électeurs. *«Mon objectif est de promouvoir les élections fédérales. Lors de ces élections, les citoyens pourront déterminer l'orientation politique du pays. C'est pourquoi j'adresse aujourd'hui aux électeurs un vote de confiance»*, a-t-il déclaré. Scholz a également vivement critiqué les démocrates libres, les tenant pour responsables de l'effondrement de la coalition. *«La politique n'est pas un jeu, chers collègues. L'entrée au gouvernement exige une maturité morale correspondante. Quiconque entre au gouvernement est responsable de l'ensemble du pays»*, a souligné le chancelier allemand.

J-C- C'est valable pour tous les gouvernements, si on les prend aux mots.

Question : Ne seraient pas eux qui auraient reproché à Bachar al-Assad de ne plus être "*responsable de l'ensemble (de son) pays*", la Syrie, alors qu'il n'entendait pas céder à ses agresseurs, qui seraient mal placés pour revendiquer la *«maturité morale»* dont il fit preuve en assumant jusqu'au bout ses responsabilités ou tenter de préserver l'intégrité et la souveraineté de la Syrie, qui désormais n'existe plus.

Pologne.

La Pologne appelle à cesser le dialogue avec l'Ukraine à cause des massacres en Volhynie - RT 16 déc. 2024

Varsovie devrait cesser le dialogue avec Kiev jusqu'à ce que les corps des victimes des massacres des Polonais en Volhynie soient exhumés dans le respect des conditions formulées par la Pologne, écrit Katarzyna Sokolowska, directrice de la fondation polonaise Wołyń Pamiętamy (La Volhynie se souvient), sur le portail Myśl Polska. *«Il est impossible de traiter un pays qui construit son identité sur l'idéologie criminelle de Bandera en tant que partenaire, et nous ne pouvons en aucun cas parler d'amitié lorsque des meurtriers et des génocidaires sont élevés sur des piédestaux de gloire»*, a-t-elle indiqué.

Katarzyna Sokolowska a demandé à Kiev de reconnaître les massacres des Polonais en Volhynie comme un génocide de la nation polonaise, de punir les responsables et d'abandonner l'idéologie de Bandera. *«Nous, le peuple polonais, tenons à vous rappeler que l'ambassadeur polonais en Ukraine, Piotr Loukaciewitch, devrait représenter nos intérêts et ne pas chercher l'amitié entre les nations à tout prix sur les ossements des Polonais assassinés»*, a-t-elle ajouté.

Géorgie.

Géorgie : le candidat d'extrême droite et antioccidental Mikhaïl Kavelachvili élu président de la République lors d'un vote controversé - franceinfo/AFP 14 décembre 2024

L'ancien footballeur était le seul nom proposé au collège électoral, qui a voté en l'absence des partis d'opposition.

Un résultat sans surprise. Le candidat antioccidental Mikhaïl Kavelachvili, seul nom en lice, a été élu à 53 ans président de la République de Géorgie par le collège électoral samedi 14 décembre. Il a recueilli 224 voix sur les 225 exprimés, lors d'un scrutin largement boycotté par les oppositions. Une manifestation est en cours depuis samedi matin devant le Parlement, où s'est déroulé le vote. Ancien footballeur, connu pour ses positions nationalistes et anti-LGBT, Mikhaïl Kavelachvili s'est aussi illustré lors de son passage au Parlement avec des discours enflammés contre l'opposition.

Commentaires d'internautes

1- C'est comme ça à chaque fois que le peuple ne vote pas comme il devrait...

Aussitôt, la machine de propagande européiste et de l'Otan se met à tourner à plein régime.

Au début, ça marchait à peu près. Mais le problème, c'est que c'est toujours les mêmes bobards. Ils ne se renouvellent jamais !

Constatez vous-mêmes :

Lorsque les élections amènent au pouvoir l'adversaire du candidat promu par l'Union européenne et l'Otan, l'Europe et ses médias hurlent aussitôt à la subversion, à la fraude massive et à la manipulation par le Kremlin ! L'expression démocratique est totalement refusée, des émeutes de rue sont orchestrées pour empêcher le choix du peuple et le candidat victorieux est immédiatement accusé d'être 1) illégitime, 2) populiste, 3) adorateur de Poutine, 4) trumpiste, 5) "antivax", 6) d'extrême-droite, 7) climatosceptique et 8) masculiniste !!

Aucune imagination ! C'est comme ça à tous les coups !!

2- Dans le système électoral Géorgien, le président n'est plus élu au suffrage universel direct depuis 2017 mais par un collège électoral de 300 membres. 224 membres de ce collège était du partie de ce type. L'opposition était donc certaine de perdre les élections et a décidé de ne pas présenter de candidat, mais elle n'a pas été empêchée de le faire !

Il faut rappeler que cette opposition est actuellement au pouvoir et que c'est elle qui a réformé le système électoral du président pour empêcher l'arrivée de l'extrême droite au pouvoir. Elle a joué, elle a perdue et aujourd'hui elle vient pleurer que cette élection serait illégitime. Mais illégitime de quoi au juste ? Parce qu'elle a perdu une élection alors qu'elle avait trafiqué la constitution pour gagner ?

3- Tout perdant d'un scrutin est prié d'invoquer l'ingérence russe. Ça marche bien.

4- En quoi cette élection est controversée? Le candidat ne plait pas à Ursula en fait.

Défense du marxisme.

(Beaucoup de tapage autour de Cronstadt - Trotsky 15 janvier 1938)

La lecture de ce court document à valeur à la fois historique et pédagogique m'a inspiré quelques réflexions en rapport avec le développement de la situation politique internationale.

Trotsky - La révolution est « *faite* » directement par une minorité. Cependant le succès d'une révolution n'est possible que si cette minorité trouve un appui plus ou moins grand, ou au moins une amicale neutralité de la part de la majorité. La succession des divers stades de la révolution, de même que le passage de la révolution à la contre-révolution sont directement déterminés par les modifications des rapports politiques entre minorité et majorité, entre avant-garde et classe.

J-C - Dans tous les pays capitalistes, c'est aussi une minorité qui est pouvoir, qui détient le pouvoir politique et économique, c'est la classe des capitalistes qui a rédigé une Constitution et qui a conçu des institutions pour exercer ce pouvoir. Cette classe aussi a besoin de trouver "*un appui plus ou moins grand, ou au moins une amicale neutralité de la part de la majorité*", la stabilité de son régime en dépend pour assurer la pérennité du capitalisme.

Quant aux "*modifications des rapports politiques entre minorité et majorité, entre avant-garde et classe*" en dehors de situation révolutionnaire, elles vont être déterminées par "*la succession des divers stades*" auxquels seront soumises les conditions sociales des masses en fonction du développement de la crise du capitalisme ou d'autres facteurs politiques qui alimenteront la lutte des classes. C'est exactement ce à quoi nous venons d'assister en Syrie et précédemment en Irak.

Aucune minorité ne peut parvenir au pouvoir et s'y maintenir durablement, soit en recourant à un régime autoritaire, soit en y associant d'autres minorités ou en prenant en compte les besoins de la majorité d'entre elles, en prenant le risque que l'une d'entre elles revendique à son tour le pouvoir, d'où l'instauration d'un régime juridique destiné occasionnellement à réprimer toute tentative de rébellion qui ferait peser une sérieuse menace sur la stabilité du régime en place. C'est ce type de régime qui avait été instauré en Syrie et en Libye, en Irak ce fut davantage une combinaison des deux.

Que ce soit dans les pays dominants ou dominés ou plus largement tout type de société, féodal, capitaliste ou socialiste, c'est le système économique, plus précisément les classes et leur hétérogénéité qui constitue la source de division et d'affrontement, car leur statut social est inégal, bien qu'en grande partie leurs fonctions et besoins soient complémentaires, et c'est seulement dans une société sans classe que cette source d'injustice et de violence disparaîtrait au profit de l'épanouissement individuel de chacun de ses citoyens, où seules leurs aspirations complémentaires et communes pourraient enfin s'épanouir librement, la première phase correspondant au socialisme, la seconde à ce qu'on a appelé le communisme, l'idéal humaniste le plus élevé que les hommes ont imaginé puisqu'il impliquerait l'émancipation du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, de la servitude humaine, de toute forme d'esclavage, car entraînant la disparition de tous les rapports sociaux impliquant la domination ou l'oppression d'une catégorie de la population sur une autre, dont celle des hommes sur les femmes. Je le précise pour ceux qui sont particulièrement sensibles à cette question, histoire de leur montrer que notre conception de ce qu'ils appellent improprement le féminisme est la seule perspective politique qui permettra la réalisation de la totalité des aspirations

des femmes, tout comme celles des hommes car elles se rejoignent, puisqu'aucun n'a intérêt à maintenir un système économique basé sur des rapports sociaux reposant sur les inégalités entre les classes, dont découlent toutes les discriminations dont sont victimes différentes catégories ou minorités parmi la population.

Trotsky - La classe ouvrière — pour ne pas parler des masses semi-prolétariennes — est hétérogène, socialement comme politiquement. La lutte des classes engendre la formation d'une avant-garde qui attire à elle les meilleurs éléments de la classe. La révolution est possible au moment où l'avant-garde réussit à entraîner avec elle la majorité du prolétariat. Mais cela ne signifie nullement que disparaissent les contradictions entre les travailleurs eux-mêmes. Au point culminant de la révolution, elles sont certes atténuées, mais seulement pour se manifester, ensuite, à la seconde étape, dans toute leur acuité. Telle est la marche de la révolution dans son ensemble.

J-C - Alors que dire des pays qui comptent encore des tributs, des éléments en grand nombre ou parfois majoritaires d'un autre âge, dont le mode de pensée est demeuré archaïque ou très élémentaire, sans qu'on est à les juger et encore moins les condamner car cela serait injuste.

Les dirigeants des pays occidentaux voudraient leur imposer leur propre mode de pensée, leur modèle de société et de gouvernance politique, alors qu'ils ne correspondent ni à leur évolution ni au degré de leur développement économique ni aux conditions sociales qui prévalent dans leur population, ni à leurs besoins ou aspirations tels que les masses de ces pays se les représentent ou les expriment. En forçant les autorités des pays dominés ou sous-développés ou pauvres à adopter leurs standards, ils n'ont fait que mécontenter leur population au risque de s'en couper totalement ou de ne plus pouvoir la contrôler, ce qui était déjà le cas en partie.

Les minorités ou les couches hétérogènes de la classe ouvrière sont vulnérables et impuissante tant qu'elles sont divisées, mais dès qu'elles prennent conscience d'être majoritaires, elles deviennent invulnérables et toute puissantes. Quelques brefs exemples locaux et personnels pour l'illustrer.

J'habite dans le même district depuis 14 ans, bien qu'il existe un impôt local ou une taxe d'habitation, je ne l'ai jamais payé. Pourquoi ? Parce que je n'y ai pas pensé, non mais je suis sérieux, c'est vrai. Un jour, je me suis posé la question, j'ai questionné quelques Indiens, aucun ne l'a payait, tous n'en voyaient pas l'utilité, les services de l'Etat ou municipaux sont quasi inexistantes ou on paye déjà l'électricité, très cher, trop cher, alors pourquoi payer une taxe inutile ? Il y a 4 ou 5 ans déjà, les autorités ont voulu imposer le port du casque pour tous les conducteurs et passagers des deux-roues à moteur, personne ou presque n'en porte, trop cher, inconfortable, inutile. La police a dressé des barrages et verbalisé à tour de bras pendant quelque temps, puis voyant que cela ne servait à rien, elle a levé les barrages, la désobéissance civile de masse l'a emportée. Lors de la dictature hygiéniste de 2020, ils n'ont pas pu nous confiner totalement, la résistance de la population était trop grande, comment expliquer le bien-fondé de mesures aussi débiles à une population profondément arriérée encline à traiter les autorités de menteur entre autres ? Résultat, un grand nombre ont emprunté des petites routes pour sortir en contournant les barrages, dans mon village pas une seule personne ne sortit de chez elle avec un masque ou un mouchoir, et seulement quelques personnes se firent "vacciner", victimes du chantage de leurs employeurs. Dès qu'ils apprirent qu'un célèbre acteur tamoul était mort quelques jours après avoir été piqué, plus personne ne voulut se faire injecter ces saloperies. Quelle fut la réaction des autorités ? Aucune, elles avaient toute la population toutes classes confondues contre elles. Et pendant les années suivantes jusqu'à ce lundi 16 décembre 2024, les flics ont cessé de contrôler permis et assurance, en dressant des barrages filtrant sur la route principale menant à la commune la plus proche de chez moi, on n'a jamais revu un flic, disparu, envolé !

En Inde, mais c'est valable pour tous les pays qui ne font pas partie de "*la communauté internationale*", des pays les plus riches, les trois quarts de la planète, les puissances occidentales les ont fortement incité à adopter des lois sur le modèle des leurs, très contraignantes et répressives, sans se rendre compte qu'elles n'étaient pas applicables dans le cas de population pauvre. Comment voudriez-vous qu'un pauvre type qui a déjà du mal à remplir son assiette s'occupe du contenu de sa poubelle, qu'il entretienne son véhicule, alors qu'il a à peine de quoi acheter quelques litres d'essence pour aller travailler et emmener ses gosses à l'école ? Pourquoi devrait-il faire preuve de civisme, alors qu'il se sent méprisé par l'Etat, injustement réduit à la précarité absolue ? S'il reste quelque chose ou quelqu'un, c'est uniquement par peur du gendarme, et encore.

Voilà comment tiennent ces régimes, à défaut de conscience de classe, c'est plutôt le chaos et l'anarchie, l'individualisme effréné ou pour survivre à titre individuel qui permet à ces régimes de se maintenir en place, et non je ne sais quel principe républicain ou démocratique inexistant dont se gargarisent à longueur de temps les occidentaux, qui à côté font figurent de privilégiés.

A ce titre, il faut rectifier, ce n'est pas le monde qui serait pourri, mais plutôt le monde occidental, car chacun à son niveau en profite ou s'en accommode plus ou moins hypocritement ou inconsciemment, les concepteurs de ces principes, parce qu'ils correspondent à leur niveau de développement économique que ne partagent pas les peuples du reste du monde.

Trotsky - « *Tenir compte* » des documents ne signifie pas les croire sur parole. Marx disait déjà qu'on ne pouvait pas juger les parts ni les individus sur ce qu'ils disent d'eux-mêmes. Le caractère d'un parti est déterminé beaucoup plus par sa composition sociale, son passé, ses relations avec les différentes classes et couches sociales que par ses déclarations verbales ou écrites, surtout quand elles sont faites au moment critique de la guerre civile.

J-C - Un jour dans une causerie j'avais pratiquement écrit la même chose à la virgule près sans l'avoir jamais lu quelque part, en le découvrant bien plus tard j'en avais été agréablement surpris sans m'attarder là-dessus.

On peut ajouter que les déclarations verbales ou écrites n'engagent en rien ceux qui gouvernent, parce qu'ils sont destinés à passer ou à être remplacés, à disparaître, ce qui ne sera pas forcément le cas de leurs conséquences parfois désastreuses et cruelles pour les peuples, autrement dit, de leurs méfaits.

Quant à ceux qui figurent dans l'opposition, plus particulièrement l'opposition parlementaire, ils s'en lavent les mains qu'elles aient eu ou non des conséquences fâcheuses, puisqu'en n'étant pas au pouvoir, ils pourront les attribuer à ceux qui gouvernent ou refuser d'en porter la responsabilité. Dans l'opposition, quand vous savez que votre parti ne gouvernera jamais, ce qui est le cas de l'extrême gauche, vous pourrez tenir des discours très radicaux, sachant qu'ils ne se transformeront jamais en acte. Ils sont tous pleins de bonnes intentions, et on apprend presque toujours un jour qu'ils n'en étaient pas dignes, en attendant ils en ont berné plus d'un.

En général il ne faut jamais croire ce qu'une personne dit d'elle-même, d'où ma réticence, pour ne pas dire ma répugnance à parler de moi-même, j'y suis un peu obligé compte tenu de la situation dans laquelle je suis placé face à mes lecteurs, je m'en excuse, car je pourrais faire l'objet du même traitement, alors que je suis parfaitement sincère et honnête. Je ne supporte pas davantage l'injustice lorsqu'elle me concerne personnellement, je suis profondément blessé et triste quand on me compare à tous ces salopards qui passent volontairement leur temps à nous tromper.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 19 décembre 2024

L'absence de réaction des lecteurs à ces causeries me donne raison, hélas, j'ai envie d'ajouter : il faut refonder le mouvement ouvrier de fond en comble sur les cendres de celui qui a vu le jour à la fin du XIXe siècle, parce qu'il a complètement basculé (depuis des lustres) dans l'opportunisme ou le camp de la réaction, il en fait la démonstration quotidiennement, il est mort pour notre cause, et construire un nouveau parti socialiste révolutionnaire sur la base du marxisme et du socialiste.

Tout cela peut se réaliser très rapidement, on dispose d'une longue tradition ou expérience, de tous les matériaux nécessaires pour y arriver, des milliers de militants sont disponibles, il suffit juste de le vouloir, et là ce n'est pas gagner !

La chute de la République arabe syrienne est une nouvelle terrible défaite pour le prolétariat de tout le Moyen-Orient, pour le prolétariat mondial. Quand on observe que pratiquement tous les acteurs du mouvement ouvrier s'en réjouissent, on a envie de les envoyer sur le champ de bataille à Gaza pour qu'ils puissent savourer cette victoire au côté de Netanyahu, Erdogan et Biden ou Trump, car c'est bien dans ce camp-là qu'ils combattent et non dans le nôtre ou celui des Palestiniens.

Quand on y regarde de plus près, on s'aperçoit que c'est vrai sur tous les terrains d'opération où se déroulait la lutte de classes depuis plus de 80 ans, cela paraîtra tellement incroyable à la plupart des militants, qu'ils préféreront s'en tenir au récit qu'ils se sont fabriqués ou à leurs vieilles croyances théoriques plutôt qu'affronter leurs dirigeants et revoir leurs copies. Cette attitude relève de la désertion ou de la trahison.

Soit, surtout ne venez pas vous plaindre de quoi que ce soit, vous leur laissez le champ libre, libre à vous, on croyait s'adresser au meilleur de chacun, aux masses éclairées et on se retrouve en présence de momies ou de fossiles ! Je vais vous dire un truc que j'ai eu l'occasion de vérifier, vos épouvantables dirigeants ou ex-dirigeants lisent cette causerie, d'autres aussi, et bien ils doivent bien se marrer, cela les rassure qu'on ne parvienne pas à développer notre courant politique. Vous allez répondre que j'en porte la responsabilité, Trotsky aussi quand il fut assassiné sans doute, il faudra trouver autre chose.

Plus d'une fois j'ai été tenté de laisser tomber face à cet ostracisme quasi collectif, j'ai envie de dire qu'il y a quelque chose qui n'est pas normal là-dedans, il est trop parfait, jamais une personne ne peut susciter un tel rejet ou ne peut inspirer une exclusion ou un bannissement unanime de la part de gens aussi hétérogènes, il doit exister une autre explication qui m'échappe, qui ne serait peut-être pas de nature politique, mais plutôt psychologique.

Après tout, en janvier 2020, on a pu observer comment tout un peuple pouvait être manipulé comme un seul homme et se retrouver soudain atteint de psychose collective, perdant toute notion de logique, totalement soumis, ses facultés intellectuelles et cognitives paralysées, et le pire, demeurer

incapable de se reprendre au cours des trois années qu'allait durer la dictature hygiéniste, de reprendre ses esprits, découvrant à quel point il était vulnérable, inconscient, ignare, à quelques exceptions près représentant finalement environ 1% de la population, je parle de ceux qui ont défié publiquement cette dictature et Macron, qui sont descendus dans la rue, très majoritairement ou presque exclusivement de droite, qui ont apporté leur soutien aux professeurs et médecins qui eurent le courage d'affronter les institutions et les médias, de sauver des vies par milliers, je ne parle pas de ceux qui avaient leur bonne conscience pour eux, et qui n'ont jamais bougé leur cul, ceux qui n'en pensent pas moins et profitent des deux côtés sans s'en vanter, inutile, on les a reconnus, cela se sent, se voit, il y en a un bon paquet ici.

J'ai eu souvent l'occasion de m'apercevoir au cours de ma longue vie, qu'entre les gens qui me témoignaient de l'estime et prétendaient partager mes idées, et ceux qui me respectaient uniquement sans témoigner le moindre intérêt à mes idées et me le faisaient savoir, les premiers présentaient peu d'intérêt, car finalement ils étaient les moins susceptibles d'accepter une discussion sincère et honnête, ils étaient trop hypocrites contrairement aux seconds qui n'avaient pas besoin de l'être ou de cacher leurs idées ou leurs intentions dont je n'avais que faire !

Voilà comment malgré nous, on se retrouve dans une situation paradoxale, en présence de gens avec lesquels on n'a rien à faire, tandis que ceux avec lesquels on aurait à faire sont inaccessibles, en dehors de leur cercle où ils vivent entre-soi, ce qui ne présente aucun intérêt.

Il ne reste plus qu'à passer outre et continuer comme si de rien n'était.

On n'essayera de refourguer le marxisme et le socialisme à des bourgeois, quant aux autres, les nôtres, s'ils s'en foutent, et bien tant pis, on attendra qu'ils cessent de s'en foutre, cela arrivera bien un jour, peut-être après ma mort, qui sait, peu importe. Remarquez bien que je n'en suis pas contrarié, j'ai cessé depuis longtemps de me déterminer par rapport à ce qu'on pense de moi, sinon je serais devenu fou ou je n'aurais plus de personnalité du tout, entre nous, il n'y a pas mieux pour gober n'importe quoi, tout jugement me laisse de glace.

Vous noterez aussi que je ne fais rien pour retenir ou attirer les lecteurs, pour les flatteries ou flagorneries ils peuvent attendre indéfiniment, je ne suis comptable que de mes actes. J'ai juste une faiblesse à avouer qui va les incommoder, au bout de 20 ans sur ce blog, malgré bien des tentatives, je ne suis pas parvenu à devenir ni mythomane ni mégalomane, ni schizophrène ou paranoïaque.

C'est cela qui rend littéralement fou mes détracteurs, car ils ne peuvent avoir aucune emprise sur moi, il leur reste la diffamation ou le mépris où ils se brûlent eux-mêmes les ailes. J'ai pris le parti de les ignorer.

Malcom X

- Quand vous commencez à penser par vous-même, vous leur faites peur, et ils s'efforcent de vous interdire tout contact avec l'opinion publique, de peur que si l'opinion publique vous écoute, elle ne veuille plus les écouter.

- Les médias sont les entités les plus puissantes sur terre. Ils ont le pouvoir de rendre les innocents coupables et de faire des coupables des innocents. Et c'est ça le pouvoir. Parce qu'ils contrôlent l'esprit des masses.

- Si vous ne vous levez pas pour quelque chose, vous tomberez pour n'importe quoi.
 - Il n'y a pas mieux que l'adversité. Chaque défaite, chaque déchirement, chaque perte, contient sa propre semence, sa propre leçon qui nous permet de faire mieux la fois suivante.
 - Paix et liberté ne peuvent être séparées, car personne ne peut être en paix tant qu'il n'est pas libre.
 - Si vous n'êtes pas prêt à mourir pour elle, sortez le mot '*liberté*' de votre vocabulaire.
-

Lu.

Pour comprendre la réalité de ce qui vient de se passer en Syrie, sur la chute du gouvernement de Bashar al-Assad cédant la direction du pays au néo-groupe pseudo-terroriste islamiste fraîchement rasé de près, rebaptisé HTS (*Hay'at Tahrir al-Sham*, je ne l'écrirai au complet qu'une seule fois !), il faut d'abord comprendre l'enjeu réel caché derrière la Syrie sur l'échiquier géopolitique.

«*Qui contrôle le pétrole, contrôle le monde*»

Le projet du Grand Israël publié en 1982 sous la plume de l'ex-fonctionnaire sioniste Oded Yinon trouve ses origines beaucoup plus loin, au début du XXe siècle. Un pays «*Du Nil à l'Euphrate*» engloberait le Liban, la Jordanie, la Syrie, le Koweït, la moitié de l'Irak, un tiers de l'Arabie saoudite et le Sinaï égyptien. L'agrandissement d'Israël n'a jamais rien eu de messianique, mais a toujours été un plan mondialiste des banques internationales pour accaparer le pétrole de la péninsule arabique, ou par projection métaphorique, pour contrôler le marché mondial du pétrole. Vladimir Poutine l'a très bien compris, et c'est pourquoi il s'est interposé devant les «terroristes» à la solde des Occidentaux en Syrie, en septembre 2015. Il faut savoir que la Syrie est le tout dernier rempart bloquant le plan du Grand Israël. Depuis 2015, le contrôle de Vlad sur le marché mondial du pétrole s'est beaucoup accru puisque l'Iran, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis ont joint l'alliance alternative des BRICS. On parle maintenant du Venezuela, de l'Algérie, du Nigeria, de l'Indonésie... Cela devrait sonner une alarme retentissante aux oreilles, mêmes non-averties.

L'ignorance répandue de l'enjeu réel du Grand Israël explique pourquoi personne ne comprend rien à ce qui se passe en Syrie. La plupart des analystes croient vraiment au narratif, pourtant tricoté par les *mainstreams*, d'un «*projet messianique*» des sionistes intégristes guidés par un passage du livre sacré au chevet de Netanyahu. Cette idée est grotesque, puisque les élites qui utilisent les différentes confessions religieuses pour manipuler les peuples depuis des générations ne font des projets messianiques que dans les bulletins de nouvelles. En vérité, Israël n'existe que pour le pétrole, plus précieux que l'or et la planche à billets. On ne peut faire fonctionner un moteur à essence en le bourrant de billets verts. Si tu vends du pétrole, ton pays s'enrichit, si tu en achètes, tu enrichis tes ennemis. Il faut décider de l'approvisionnement et des prix. Si l'Amérique ne contrôle pas le prix, elle continuera de rouler sa coûteuse exploitation locale à perte. Le Grand Israël est un plan centenaire pour le contrôle du pétrole moyen-oriental, et ainsi, avoir le doigt sur l'interrupteur qui fait bouger les armées, l'agriculture, les camions, les cargos et les avions du monde. Bref, la défense, la production industrielle et le transport des marchandises. Encore plus bref : l'économie mondiale.

Comme il fait bon vivre en France !

Les auteurs d'hyperviolences à Paris sont de plus en plus jeunes - lepoint.fr 18 décembre 2024

L'âge moyen des jeunes interpellés est désormais de 16 ans et 10 mois, précise la préfecture de police de Paris après la mort d'un adolescent.

Si les rixes entre bandes ont toujours existé, les policiers constatent que les auteurs sont de plus en plus jeunes et que le recours à l'arme blanche est fréquent. En 2023, la moyenne d'âge des jeunes interpellés dans ce cadre était de 17 ans et 10 mois. En 2024, elle est de 16 ans et 10 mois, comme l'a expliqué le préfet de police. Dans la moitié des cas constatés depuis deux ans, les jeunes utilisent des armes blanches. Et notamment, dernièrement, l'opinel 13 et sa lame de 22 cm.

Totalitarisme. Des caméras partout pour tout. Tous soupçonnés d'être coupables potentiels de comportements délictueux. Soyez heureux, vous vivrez dorénavant en liberté surveillée.

Angleterre : la police teste des caméras dotées de l'intelligence artificielle pour repérer les conducteurs ivres

La technologie est à l'essai. Dans le Devon et les Cornouailles, deux comtés du sud-ouest de l'Angleterre, la police expérimente de nouvelles caméras dotées de l'intelligence artificielle, capable de déceler si le conducteur montre des signes d'ivresse. Selon The Sun, ces caméras vont être testées pendant tout le mois de décembre.

Le patron de l'entreprise australienne qui a développé les caméras a toutefois précisé une chose : l'intelligence artificielle « *n'émet pas de jugements définitifs* » mais reproduit l'intuition d'un policier chevronné. « *Un policier au bord de la route, s'il a travaillé assez longtemps dans la circulation routière, regardera probablement un véhicule passer et se dira "lui, il a un problème"* », indique Geoff Collins.

En Angleterre, des caméras similaires, dont le but est de verbaliser les conducteurs utilisant leur téléphone ou conduisant sans ceinture, ont aussi été essayées dans la région de Manchester. Selon The Sun, en cinq semaines, 3 200 personnes ont été prises en flagrant délit.

En prime ou l'un ne va pas sans l'autre. Régime policier parrain de nazis.

Guerre en Ukraine: le Royaume-Uni va fournir 225 millions de livres d'équipements militaires à Kiev - BFMTV 18 décembre 2024

Ils financent ouvertement l'extrême droite ou ne cachent plus leurs liens avec les fascistes.

J-C – C'est compatible avec la doctrine libertarienne qui est totalitaire, gare à ceux qui l'ignoreront !

"Il veut nous aider": Elon Musk prêt à faire un don historique à l'extrême droite au Royaume-Uni – BFMTV 18 décembre 2024

Le milliardaire d'extrême droite et propriétaire de X pourrait donner plusieurs dizaines de millions de livres à la formation de Nigel Farage, le parti Reform UK. Avec comme objectif plusieurs victoires lors des prochaines élections locales prévues en mai 2025

L'ingérence politique d'Elon Musk va-t-elle s'étendre au Royaume-Uni? Le milliardaire d'extrême droite, qui a dépensé sans compter pour la campagne de Donald Trump aux États-Unis, pourrait désormais investir massivement dans le parti Reform UK. Des "négociations" sont en cours, a annoncé ce mardi 17 décembre Nigel Farage à la BBC.

"Il veut nous aider, il n'est pas opposé à l'idée de nous donner de l'argent, à condition que nous puissions le faire légalement par l'intermédiaire de sociétés britanniques", a-t-il ajouté.

Le média Bloomberg évoque des sommes qui pourraient atteindre plusieurs dizaines de millions de livres, tandis que le Telegraph affirme qu'il pourrait s'agir du *"plus gros don de l'histoire politique britannique"*.

Depuis juillet, Elon Musk a régulièrement critiqué publiquement le Premier ministre travailliste Keir Starmer. En tant que citoyen américain, il *"ne peut pas légalement faire de don à un parti politique britannique"*, rappellent nos confrères du Figaro. Mais pourrait le faire via une de ces entreprises, comme X.

Totalitarisme. Les djihadistes terroristes, les bioterroristes et les terroristes transgenristes partagent la même idéologie.

J-C - Les enfants auront tendance en principe à reproduire les rapports que leurs parents entretiennent entre eux. Ces psychopathes n'en loupent pas eu pour s'en prendre au sexe masculin, maintenant dès l'enfance, et les dresser les uns contre les autres. Il faut qu'ils salissent, souillent tout ce qu'ils touchent.

Tâches ménagères: les enfants participent, mais *"les filles en font plus que les garçons"*, selon une étude - BFMTV 18 décembre 2024

"Les filles en font plus que les garçons" à la maison, selon une étude de l'Institut national d'études démographiques (Ined) sur la répartition des tâches domestiques publiée ce mercredi 18 décembre, qui s'appuie sur des entretiens réalisés auprès de plus de 7.000 enfants en 2022.

Mettre ou débarrasser la table et s'occuper des animaux: la quasi-totalité des enfants de 10 à 11 ans interrogés dans le cadre de l'étude (9 sur 10) déclare effectuer l'une de ces tâches de temps en temps ou tous les jours. Mais les résultats varient selon le genre: *"les filles réalisent plus de tâches domestiques que les garçons, comme aider à la cuisine, s'occuper du linge ou ranger sa chambre"*, indique Anne Solaz, chercheuse à l'Ined et co-autrice de l'étude. (Désolé, chez nous, c'est moi aidais ma mère, ma sœur n'a jamais rien foutu. - J-C)

Environ sept filles interrogées sur dix aident à plier ou étendre le linge de temps en temps, contre un peu plus de 5 garçons sur dix. *"C'est un miroir de ce qu'on observe chez les parents, où les tâches intérieures et routinières sont plutôt réalisées par les femmes"*, pour Anne Solaz.

Ce que montre l'Ined, c'est que dès l'âge de dix ans, les parents participent à la reproduction des stéréotypes de genre en sollicitant davantage les filles que les garçons pour la réalisation des tâches domestiques. BFMTV 18 décembre 2024

J-C - Je voudrais bien connaître les conditions dans lesquelles a été menée cette "étude" par l'Ined, sachant qu'aucune institution de l'Etat n'est dénuée d'a priori idéologique de plus en plus marquée. De plus, il s'agit de paroles de gosses qui ont pu leur répondre n'importe quoi, à aucun moment ils ne le souligneront dans leurs articles. Et puis, on s'en contrefout !

Sur la situation politique et sociale en France.

L'aurait-il déjà sacrifié ?

François Bayrou à Matignon : le nouveau Premier ministre aurait-il pu faire pire départ ? - Le HuffPost 18 décembre 2024

François Bayrou rejoindra-t-il Marion Rolland et Usain Bolt ? Comme ces deux sportifs, le nouveau Premier ministre est en train de marquer les esprits avec un départ franchement raté à Matignon. Au point de chuter après deux mètres de descente, comme la skieuse aux Jeux olympiques de Vancouver ? Ou d'être disqualifié après un démarrage chaotique, comme le sprinter aux mondiaux en Corée du Sud ? Certains commencent à y songer.

En réalité, plusieurs indices montrent que le Béarnais semble tenté de se mettre dans les pas du Savoyard, lequel a tout misé sur la mansuétude du Rassemblement national à son égard pour durer. À tort. Pour s'en convaincre, il suffit de regarder les réactions aux différentes consultations à Matignon : Marine Le Pen est ressortie plutôt contente, satisfaite par exemple sur la proportionnelle, quand la gauche ouverte au dialogue (PS ou EELV) se montre sonnée par la teneur des discussions.

Il est en train de « *paver peu à peu le chemin de sa propre censure* », a même expliqué Marine Tondelier, la cheffe des Verts en sortant de Matignon, pointant ce mardi l'incapacité du centriste à donner des « *réponses* » à la gauche. Une sorte d'avertissement partagé bien au-delà du Nouveau Front populaire. « *Si c'est pour reprendre la méthode Barnier, sur d'anciens élus au gouvernement et le deal avec LR, ça aura les mêmes conséquences* », fait par exemple valoir le député de la Vienne, ancien macroniste, Sacha Houlié.

Dans ce contexte, on ne peut pas dire d'ailleurs que la seule proposition de fond évoquée par François Bayrou depuis sa nomination participe à trouver le chemin de la stabilité. Depuis Pau, le président du MoDem a effectivement défendu le retour du cumul des mandats (exécutif - maire), un cumul qu'il a pourtant combattu de nombreuses années durant, au nom de la moralisation de la vie politique. Ce qui fait dire à Olivier Faure, le secrétaire national du Parti socialiste, que le chef du gouvernement « *s'est perdu*. » Déjà ?

De fait, ces premiers jours chaotiques - dans une atmosphère politique éruptive - n'incitent pas à l'optimisme. Même au sein des partis du « *bloc central*. » « *Ses débuts ne sont pas à la hauteur. Il est déconnecté, vide de sens politique et il sera incapable de rassembler* », tranche auprès du HuffPost un cadre de l'une des chapelles censées soutenir l'exécutif. Et de prophétiser avec pessimisme : « *Dans un mois, il tombe* ». Un faux départ dans les règles de l'art.

En complément :

- Mayotte pas « *sur le territoire national* » ? La boulette de François Bayrou à l'Assemblée - 20minutes.fr 18 décembre 2024

- Cumul des mandats: comment Bayrou a changé son fusil d'épaule - BFMTV 18 décembre 2024

- Présidentielle anticipée : Marine Le Pen « *se prépare* » car Emmanuel Macron, « *c'est fini ou presque* » - 20 Minutes/AFP 18 décembre 2024

Plus opportuniste et pitoyable que Macron, était-ce possible, la réponse est oui.

"*Euh... peut-être*" : François Bayrou mis en difficulté, cette séquence de Quotidien fait peine à voir - closermag.fr 18 décembre 2024

Lundi 16 décembre 2024, François Bayrou a indiqué vouloir revenir sur des lois de 2009 et 2014 interdisant le cumul des mandats. Un reporter de Quotidien l'a alors mis en difficulté en lui rappelant les propos qu'il avait tenu par le passé sur le sujet.

En 2012, à l'occasion d'un forum organisé par le magazine Elle à Sciences Po, celui-ci avait en effet déclaré : "*Pour les députés, interdiction absolue du cumul. On ne peut pas l'interdire pour les députés et l'accepter pour les membres du gouvernement. Donc je suis pour l'interdiction de l'exercice de tout mandat quand on est ministre*".

Lundi 16 décembre 2024, devant son Conseil municipal, le Premier ministre a complètement changé de discours. "*Il faut ré-enraciner les responsabilités politiques, dans les villages, les quartiers, les villes. On s'est trompés en rendant incompatibles les responsabilités locales et nationales, c'est une erreur (...)* Pour les membres du gouvernement, *c'est autorisé, pour les parlementaires, non. Je pense qu'il faut que ce débat soit repris*", a-t-il indiqué.

Etat juif colonial génocidaire.

Gaza, jour 436 : 45 000 Palestiniens assassinés par Israël Par Agence Média Palestine - Mondialisation.ca, 17 décembre 2024

Le ministère de la santé de Gaza, ce matin du 16 décembre 2024, a annoncé qu'Israël avait assassiné plus de 45 028 Palestiniens dans la bande de Gaza depuis le 7 octobre 2023. Ce chiffre, qui correspond à près de 2% de la population palestinienne au début du génocide, est pourtant considéré comme sous-évalué.

Selon les estimations, plus de 11 000 corps seraient actuellement coincés sous les décombres, sans possibilités pour les équipes de sauvetage de les retrouver en raison de l'absence de forces et de matériel. Dans le nord de Gaza, de nombreux témoins rapportent que des corps pourrissent à l'air libre dans les rues car l'armée israélienne ne permet pas aux équipes de défense civile d'intervenir et tire sur les ambulances qui tentent de circuler.

A Gaza depuis le 7 octobre 2023 :

- 45 028 morts dont 17 000 enfants
- 11 000 personnes coincées sous les décombres
- 106 962 blessés
- 1,9 million de déplacés

Dans une lettre ouverte à la maison blanche publiée en octobre 2024, 99 professionnels de la santé états-uniens en mission à Gaza estimaient à 62 413 le nombre de décès dus à la malnutrition et à la maladie, dont la plupart étaient des enfants. Les patients sous dialyse, les cancéreux et les femmes enceintes n'ont nulle part où aller, et il est estimé à environ 5 000 le nombre de décès dus à des maladies chroniques qui n'ont pas pu être soignées correctement. Ces soignants estimaient alors le nombre de morts total à 118 908. Le siège brutal du nord de Gaza, qui a rapidement conduit à une situation catastrophique de famine, les pressions accrues sur les organismes humanitaires et les difficultés liées aux inondations et au froid hivernal aggravent encore la situation.

(J-C – J'ai plastiqué l'écriture inclusive qui avait envahi ce petit texte, c'est pitoyable, on est informé par des cons, comme dans 95% des cas, à vous de trouver les 5% manquant !

Syrie.

Lu.

“La Syrie est en train d’être purifiée”, a-t-il déclaré à une foule à Damas dimanche.

“L’homme d’Al-Qaïda/État islamique ne s’est pas ‘réinventé’. Tout l’appareil de propagande et de renseignement de l’Occident, y compris la BBC, l’a fait pour lui”, a fait remarquer le cofondateur de The Electronic Intifada, Ali Abunimah.

Jolani a déjà déclaré qu’il n’avait pas l’intention d’affronter Israël.

“La Syrie n’est pas prête pour la guerre et n’a pas l’intention d’entrer dans une nouvelle guerre. La source d’inquiétude vient des milices iraniennes, et du Hezbollah, et le danger est passé”, a-t-il déclaré – des propos étranges alors qu’Israël mène la plus grande opération de l’armée de l’air de son histoire, en pilonnant des cibles militaires dans toute la Syrie. D’autres porte-parole de HTS ont également refusé catégoriquement de commenter l’attaque d’Israël sur le pays, même lorsque des journalistes occidentaux incrédules les ont pressés de le faire.

Dans les années 2010, alors même que les États-Unis étaient ostensiblement en guerre contre Al-Qaïda en Irak et en Afghanistan, ils travaillaient secrètement avec Al-Qaïda en Syrie sur un plan visant à renverser Assad. La CIA a dépensé environ un milliard de dollars par an pour former et armer un vaste réseau de groupes rebelles à cette fin. Comme le conseiller à la sécurité nationale Jake Sullivan l’a dit à la secrétaire d’État Hillary Clinton dans un courriel divulgué en 2012, *“AQ [Al-Qaïda] est de notre côté en Syrie”*.

Ainsi, alors que de nombreux observateurs peu attentifs peuvent être choqués d'entendre les médias et la classe politique adouber le chef d'Al-Qaïda en Syrie comme un champion moderne et progressiste, la réalité montre que la relation des États-Unis avec le groupe reprend simplement sa position d'antan. Par conséquent, il semble que la guerre contre le terrorisme va prendre fin avec les "terroristes" relookés en "rebelles modérés" et en "combattants de la liberté".

Comment l'Occident a rebaptisé Jolani d'Al-Qaïda par MintPress News - consortiumnews.com 17 décembre 2024

Extrait. « Comment les djihadistes syriens favorables à la diversité prévoient de construire un État », titre un article du *Daily Telegraph britannique*, qui suggère que Jolani construira une nouvelle Syrie respectueuse des droits des minorités. Le même journal l'a également qualifié de « *djihadiste modéré* ». Le *Washington Post* l'a décrit comme un dirigeant pragmatique et charismatique, tandis que CNN l'a dépeint comme un « *révolutionnaire en blazer* ».

Dans un portrait détaillé, Rolling Stone le décrit comme un « *homme politique pragmatique et astucieux qui a renoncé au « djihad mondial » et a l'intention d'« unifier la Syrie* ». Son « *sens stratégique est évident* », écrit Rolling Stone, entre deux paragraphes félicitant Jolani pour avoir mené avec succès un mouvement contre un dictateur.

CNN a même accordé une interview exclusive à Jolani, alors même que son mouvement prenait d'assaut Damas.

En 2013, la chaîne l'avait qualifié de l'un des « *10 terroristes les plus dangereux du monde* », connu pour avoir enlevé, torturé et massacré des minorités raciales et religieuses.

Le FBI offre une récompense de 10 millions de dollars pour toute information sur sa localisation. Washington et d'autres gouvernements occidentaux considèrent la nouvelle organisation de Jolani, Hay'at Tahrir al-Sham (HTS), comme une seule et même organisation qu'Al-Qaïda/Al-Nusra.

Cela pose un sérieux problème de relations publiques pour les pays occidentaux, qui ont soutenu le renversement du président Bachar al-Assad par le groupe terroriste HTS. C'est pourquoi Politico et d'autres médias rapportent qu'une « *énorme ruée* » est en cours à Washington pour retirer HTS et Jolani de la liste des organisations terroristes le plus rapidement possible.

Comment Washington et Ankara ont changé le régime à Damas par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 17 décembre 2024

Avec un aplomb surprenant, la presse internationale nous assure que nous n'assistons pas à un changement militaire de régime en Syrie, mais à une révolution renversant la République arabe syrienne. La présence de l'armée turque et des forces spéciales états-uniennes nous est cachée. On nous abreuve avec une propagande plusieurs fois démentie sur les crimes imputés à « Bachar ». On transforme des égorgeurs cannibales en respectables révolutionnaires. Encore une fois, la presse internationale, consciemment, nous ment.

<https://www.voltairenet.org/article221618.html>

Syrie : Le dépeçage va pouvoir commencer.

Pour sortir de la crise économique, les nouveaux maîtres de Damas optent pour une politique libérale 17 déc. 2024

Alors que la Syrie est engluée dans une crise multidimensionnelle en raison d'une décennie de guerre et de l'imposition de sanctions occidentales sur son économie, les nouveaux maîtres de Damas opteraient pour une économie de marché libérale pour sortir le pays de la faillite.

Le média Al-Monitor a soulevé les principaux défis des nouveaux maîtres de Damas pour redresser le pays. Ces efforts incluent des plans dirigés par le ministre des Finances par intérim Riad Abdel Raouf, en coopération avec le gouvernement de transition pour sauver ce qui reste de l'économie en rouvrant notamment un poste frontière avec la Jordanie le 15 décembre et remédier aux pénuries alimentaires et à l'instabilité.

Le produit intérieur brut de la Syrie est désormais inférieur à 15% de son niveau d'avant-guerre et le taux de pauvreté a atteint les 90%, selon les données des Nations Unies datant de 2022. Ce pourcentage pourrait s'alourdir compte tenu de la situation actuelle.

Les conditions socio-économiques se sont encore détériorées suite à divers chocs, notamment les tremblements de terre dévastateurs de février 2023, qui, selon la Banque mondiale, ont causé 5,1 milliards de dollars de dégâts matériels.

Un article de Reuters avait rapporté que le gouvernement de transition syrien avait informé les chefs d'entreprises qu'il adopterait un modèle de libre marché et intégrerait la Syrie dans l'économie mondiale après des décennies de contrôle étatique.

À son tour, le ministre des Finances par intérim Abdel Raouf a confirmé au *Financial Times* que «*le nouveau gouvernement a l'intention de reconsidérer toutes les politiques monétaires et économiques actuelles et de réévaluer les accords avec les pays étrangers, notamment la Russie et l'Iran*».

Des Syriens témoignent de leurs difficultés à recevoir leur argent des banques - fr.sputniknews.africa 18 décembre 2024

Les restrictions sur les retraits bancaires en Syrie préoccupent la population, notamment les retraités qui peinent à toucher leurs pensions, comme l'ont expliqué plusieurs Syriens à Sputnik.

La Banque centrale de Syrie a introduit des restrictions sur le retrait d'argent des banques, il est interdit d'en retirer aux distributeurs automatiques, ce qui complique la vie des citoyens, comme certains l'ont déclaré à Sputnik.

"*Il y a du pain, beaucoup de pain, mais il n'y a pas d'argent pour l'acheter. Je ne peux pas toucher ma pension, le montant est très modeste, 400.000 livres (25 dollars), mais je n'ai pas pu l'obtenir. Je ne sais pas si je l'obtiendrai un jour. Et si je l'obtiens, combien d'argent réel cela représentera, compte tenu de l'inflation*", explique Khaulah, une Syrienne de 65 ans et ancien professeur d'école.

(J'ai lu dans un autre article le témoignage d'un militaire qui affirmait que son salaire mensuel était seulement de 60 euros, une misère qui ne donne pas vraiment envie de se battre... - J-C)

Le retraité Usef Diab, 68 ans, a déclaré que *"l'absence de pension a frappé de nombreuses familles. Les prix montent chaque jour, les gens essaient d'acheter aujourd'hui pour pouvoir manger et se réchauffer demain"*.

"Nous achetons tout ce que nous pouvons. Après tout, avec ces prix, beaucoup de choses ne seront plus abordables demain", déclare Marwah, mère de quatre enfants.

Selon les médias syriens, 13 millions de Syriens sur 18 millions souffrent désormais de la faim. 90% de la population vit en-dessous du seuil de pauvreté et survit avec 2,1 dollars par jour.

Grande-Bretagne

Ils exportent leurs armes, leurs déchets et toute sorte de poisons ou produits interdits destinés à nuire à la santé de la population.

Le Royaume-Uni aurait exporté des pesticides interdits vers plusieurs pays, selon une enquête – RT 18 déc. 2024

La filiale britannique de la multinationale agrochimique Syngenta aurait exporté en 2023 plus de 8 500 tonnes de pesticides interdits au Royaume-Uni vers plusieurs pays, dont le Brésil, la Côte d'Ivoire et le Maroc, révèle une enquête menée récemment par le journal d'investigation Uearthed, affilié à l'ONG internationale Greenpeace, en collaboration avec l'ONG suisse Public Eye.

Au cœur de cette enquête, une substance particulièrement toxique : le thiaméthoxame, connu pour ses effets dévastateurs sur les abeilles et autres pollinisateurs. D'après l'enquête, cet insecticide, interdit en 2018 au Royaume-Uni en raison de sa dangerosité avérée, aurait été exporté à hauteur de 374 tonnes vers des pays comme la Côte d'Ivoire, l'Ukraine, Taiwan et le Maroc.

Selon Greenpeace, *«cela permettrait de produire suffisamment d'insecticide à base de thiaméthoxame pour pulvériser environ 133 000 kilomètres carrés de champs, soit une superficie plus grande que l'Angleterre»*.

Au total, les cargaisons auraient été expédiées vers 18 pays différents, relève l'ONG. Les principaux importateurs seraient les États-Unis, le Brésil, le Canada et le Mexique. Une quantité importante aurait également été envoyée dans l'UE – où ces pesticides sont interdits – pour être réexportée ailleurs.

Plusieurs pesticides interdits

Un deuxième produit également interdit, le diquat, fabriqué par Syngenta à Huddersfield, dans le Yorkshire de l'Ouest, aurait été également exporté par la multinationale vers plusieurs pays. L'année dernière, l'entreprise a exporté 5 123 tonnes de cet herbicide, dont plus de la moitié au Brésil, souligne l'enquête.

Par ailleurs, le Royaume-Uni a exporté des pesticides contenant dix produits chimiques interdits différents. Parmi ces substances figurait la fénamidone, interdite en 2018 en raison de

préoccupations concernant son potentiel à endommager l'ADN et son *«potentiel élevé de contamination des eaux souterraines»*.

Parmi ces produits figuraient également un autre néonicotinoïde tueur d'abeilles, l'imidaclopride, expédié en Tunisie par le fabricant Nufarm, ainsi que le fongicide chlorothalonil, qui contamine les eaux souterraines, exporté en petites quantités par Syngenta et Nufarm.

Russie.

"Terrible carnage": un rapport sur les exécutions de masse à Selidovo présenté à Moscou

Le Tribunal public international sur les crimes commis par les néonazis ukrainiens a présenté son rapport sur les exécutions de civils par les forces armées ukrainiennes à Selidovo, ville dans le Donbass.

"Il s'agit d'un génocide et de crimes de guerre. Cela ne s'est pas produit spontanément, c'était un ordre de tuer des civils", a déclaré Maxim Grigoriev, président du Tribunal public lors de la conférence de presse organisée ce 17 décembre à Moscou dans le siège du groupe Rossiya Segodnya, dont Sputnik fait partie.

La ville de Selidovo, près de Donetsk, a été libérée par les forces armées russe le 29 octobre.

Voici ses autres déclarations:

Quand l'équipe du Tribunal public est arrivée à Selidovo, *"la ville était pleine de cadavres de civils"*, la plupart d'entre eux étaient des femmes et des personnes âgées. Les gens ont généralement été abattus à bout portant, dans la tête et le cou, les exécutions ont eu lieu devant des proches et des voisins. Des familles entières ont été retrouvées abattues dans des maisons privées.

De nombreuses personnes ont raconté comment des gens ont fait irruption dans leurs appartements en tuant tout le monde.

Le Tribunal public a déjà interrogé plus de 40 témoins et blessés. Selon eux, des conversations en géorgien et en français ont pu être entendues dans les pelotons d'exécution.

Des snipers étaient à l'œuvre: ils tiraient sur ceux qui venaient retirer les corps des tués plus tôt.

Le ministre russe des Affaires étrangères remet personnellement les données au Secrétaire général de l'Onu.

L'Occident sait très bien ce que fait Kiev. Pour eux, *"ce n'est pas une tragédie, mais une tentative de contrôle de territoires"*.

L'auteur de l'attentat ayant entraîné la mort du général Kirillov a été arrêté - fr.sputniknews.africa 18 décembre 2024

Selon le FSB, il s'agit d'un citoyen d'Ouzbékistan qui avait été recruté par les services spéciaux ukrainiens.

L'auteur de l'attentat ayant causé la mort du général Kirillov a placé une bombe sur une trottinette électrique, a indiqué le FSB.

Autres détails :

Pour mener une surveillance, il a loué une voiture de covoiturage et y a installé une caméra Wi-Fi, dont les images ont été diffusées aux organisateurs de l'attaque terroriste à Dnepropetrovsk.

Après avoir reçu un signal vidéo indiquant que les officiers quittaient l'immeuble, l'auteur a activé l'engin explosif artisanal à distance.

Pour avoir commis un meurtre, un citoyen ouzbek s'est vu promettre par les services spéciaux ukrainiens une récompense de 100.000 dollars et l'entrée à l'UE.

Les employés des services spéciaux ukrainiens impliqués dans l'organisation de l'attaque terroriste seront retrouvés et recevront la punition qu'ils méritent, a indiqué le FSB

Igor Kirillov a rendu l'Occident "nerveux" en évoquant la recherche biologique américaine en Afrique - fr.sputniknews.africa 18 décembre 2024

Les laboratoires militaires américains mènent des recherches biologiques dangereuses, y compris sur le continent africain et le lieutenant-général Igor Kirillov l'avait plusieurs fois souligné avant son assassinat, a expliqué à Sputnik Afrique Igor Nikulin, ancien membre de la Commission des Nations Unies sur les armes biologiques.

Le lieutenant-général Igor Kirillov avait dénoncé la dangerosité des laboratoires américains, notamment en Afrique, avant son assassinat, a rappelé à Sputnik Afrique Igor Nikouline, ancien membre de la Commission des Nations Unies sur les armes biologiques.

"Ces 400 laboratoires militaires américains opérant dans le monde entier constituent désormais la principale menace pour l'humanité, y compris en Afrique. Ce sont eux qui propagent diverses maladies dangereuses, comme Ebola, Marburg, la fièvre du Nil occidental etc. Igor Kirillov a souligné ce problème", a-t-il déclaré.

Washington a toujours considéré les Africains comme *"des citoyens de seconde zone et donc du matériel expérimental"*, affirme encore l'expert.

"Bien entendu, la guerre biologique est l'un des moyens de contrôler, disons, la natalité et la population en général, y compris sur le continent africain. Et c'est l'une de ces formes évidentes de néocolonialisme", précise-t-il.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 20 décembre 2024

Macron homophobe, raciste, sexiste, etc. qui franchement doutait que c'était une ordure. J'ai envie de dire qu'on nous prend encore pour des cons, car on n'en a rien à foutre si la conscience des masses de la nature du régime ne progresse pas, régime auquel collabore ceux qui balancent ces accusations contre Macron, ils ne valent pas mieux.

Comment un pays ou un peuple peut-il se doter d'un tel président ? Question que les Français éviteront de se poser pour la raison qu'on devine ou parce que la réponse n'est guère à leur avantage.

Virer Macron, c'est bien ; liquider les institutions, c'est chouette ; balancer le capitalisme, c'est génial ; mais refonder le mouvement ouvrier et le doter d'une véritable avant-garde révolutionnaire, ce serait mieux, c'est même notre priorité. Qui cela intéresse-t-il, qui cela concerne-t-il ? Personne apparemment, bravo !

Alors, le 1^{er} janvier s'inscrira bien dans la continuité du 31 décembre, voilà ce que j'avais envie de vous dire en guise de bonne année.

Il doit bien exister une explication. Voici le devoir à rendre impérativement avant la fin de l'année sous peine de passer le réveillon avec Macron, quel cauchemar !

- Pourquoi 90% des jeunes sont-ils épris de justice et de liberté, s'organisent-ils parfois, se mobilisent-ils souvent, l'expriment-ils unanimement, et pourquoi dès qu'ils travaillent, ces aspirations s'envolent-elles pour presque toujours ne plus jamais réapparaître ?

- Pourquoi, parmi ces 90% de jeunes révoltés, une proportion d'entre eux se dirigent vers le mouvement ouvrier, le socialisme, la révolution, puis s'en éloignent dès qu'ils rejoignent le monde impitoyable de l'esclavage salarial sans jamais y revenir ?

90% des jeunes seraient-ils victimes d'hallucinations ou d'obsessions collectives ?

On reviendra là-dessus dans les jours qui viennent.

Ce qui est extraordinaire, c'est que tout au long de leur vie, les injustices et les atteintes aux libertés qui seront perpétrés leur seront attribuées sans qu'ils daignent réagir. Mais le savent-ils, en ont-ils pris conscience, qui s'efforce de leur faire prendre conscience ? Personne. On les culpabilise ou à l'opposé on les infantilise, deux erreurs à ne pas commettre.

Vous tenez à en être, alors c'est ici que cela se passe et pas ailleurs.

On se bat pour la justice, la liberté, la vérité, pas pour avoir raison, on n'en a rien à foutre, on se bat pour faire progresser le niveau de conscience général des masses, de manière à ce qu'elles puissent conserver le pouvoir quand elles l'auront conquis.

La révolution socialisme n'est pas un dogme, et elle cessera d'être une utopie, quand nous aurons pris conscience que nous sommes le principal obstacle à sa réalisation. Quand je dis que ce blog ne sert à rien, j'exagère, il sert à prouver que ce que je viens d'affirmer est juste.

Je me comprends et je suis peut-être le seul. Cela vous fait marrer, moi non, profitez-en, car vous pourriez ne pas en avoir l'occasion avant bien longtemps, si la situation politique internationale dégénérerait.

Fascisme ordinaire.

J-C – Ils font la promotion du tabac et de la cigarette pendant plus d'un demi-siècle, ils autorisent leur fabrication, puis leur commercialisation, ils encouragent toute la population à fumer ou à s'intoxiquer, puis ils décrètent que ce se serait un poison pour tous ceux qui en respireraient la fumée, par conséquent il faut protéger la population la plus vulnérable en interdisant cette pratique dans certains lieux ou bâtiments publics, écoles, universités, hôpitaux, etc. moyens de transport collectif jusqu'aux quais de gare et aux arrêts de bus, aux aéroports, etc.

Les tyrans ont de la suite dans les idées, malheur à ceux qui n'en ont pas !

Pour finalement interdire de fumer en plein air dans la ville sous peine d'une amende, de la même manière que furent verbaliser des personnes qui se baladaient seules sur une plage ou dans une forêt sans porter de muselière (masque) censé protéger, qui ou de quoi, on se le demande, ou si on le sait, de toute velléité d'indépendance ou de liberté dont vous serez privés indéfiniment si vous n'y prenez pas garde.

On va encore me dire, mais où va-t-il chercher tout cela, il est fou. Pas vraiment, je caractérise les choses et les acteurs comme il se doit, comme ils le méritent uniquement. Toute restriction à la liberté sous ce régime est insupportable, et elle devrait être condamnée par tous ceux qui prétendent combattre pour notre émancipation de l'esclavage salarial, or, ils sont aux abonnés absents.

Au fait, j'ai totalement arrêté de fumer... depuis trois jours, non je ne déconne pas, mon cas était devenu désespéré, alors j'ai arrêté de jouer au con avec ma santé, j'en ai juste fumé une hier que j'avais achetée le matin en allant faire des courses, car ici on peut les acheter à l'unité, les Indiens sont très pauvres je vous ai déjà raconté.

Italie : Interdiction de fumer dans les lieux publics à Milan à partir du 1er janvier 2025 - aa.com.tr 18 décembre 2024

À compter du début de l'année 2025, la municipalité de Milan, la deuxième plus grande ville d'Italie, interdira de fumer en plein air dans la ville.

Selon des informations parues dans la presse locale, la municipalité de Milan a décidé, dans le cadre de la planification du climat et de l'air, d'étendre l'interdiction de fumer, qui a été introduite pour la première fois en 2021 dans des lieux tels que les stades, les parcs, les cimetières et les arrêts d'autobus.

À partir du 1er janvier 2025, la municipalité de Milan interdira de fumer dans les lieux publics.

Selon la nouvelle réglementation, la consommation de cigarettes et de produits dérivés du tabac ne sera autorisée que dans certaines zones spéciales, à condition qu'il y ait une distance d'au moins 10 mètres avec les autres personnes.

Les contrevenants à cette règle s'exposeront à une amende comprise entre 40 et 240 euros.

Selon le paramètre "*concentration de PM10*" utilisé dans les mesures de la qualité de l'air, la presse a notamment annoncé que la consommation de cigarettes était responsable de 7 % de la pollution de l'air à Milan, le centre industriel et financier du pays.

Cette décision s'inscrit dans le cadre du programme visant à réduire de moitié les émissions de dioxyde de carbone d'ici 2050.

Voilà le genre de déchets que produit leur régime.

Pédocriminalité : 95 interpellations en France dans le démantèlement d'un vaste réseau international - 20 Minutes/AFP 20 décembre 2024

Plus de 16.000 personnes dans 130 pays participaient à des forums où plus de 200 téraoctets d'images et de vidéos étaient mis à disposition des utilisateurs.

Les perquisitions, menées du 9 au 19 décembre, ont permis de découvrir 375.000 photos et 156.000 vidéos tandis que 122 ordinateurs, 330 supports numériques et 152 smartphones ont été saisis, contenant 217 To de données.

J- C – Le plus étonnant, si l'on veut, c'est que les pédophiles des classes supérieures passent à travers les mailles du filet. Après tout, ils ne trouvent que ce qu'ils cherchent là où ils le cherchent et pas ailleurs.

En mettant la pornographie à disposition gratuitement de toute la population, y compris les gosses, ce qui était une monstruosité en soi, la quantité se transformant en qualité, où va se nicher la dialectique, même dans un bordel, quand ils ne les ont pas fabriqués, ils en ont fait des détraqués sexuels, des refoulés profonds, des pervers sadiques, des obsédés qui se sont retrouvés blasés, insatisfaits, à la recherche de nouvelles expériences, sensations ou plaisirs exceptionnels ou rares, au point de renouer avec des pratiques qui renvoient ces monstres au rang de bêtes sauvages. Parmi eux, il y a des vieux dégueulasses, mais aussi des hommes jeunes, le plus jeune à 16 ans.

Un précieux enseignement facile à retenir (qui hélas, tombera encore dans l'oreille des sourds.)

C'est ce que j'ai retenu du dernier entretien de monsieur Meyssan sur la Syrie et le Moyen-Orient.

Il suffit de prendre en compte comment l'Occident relate les faits dans la presse (occidentale), pour comprendre ce que ces Etats allaient faire, dans la mesure où la manière dont elle les présentait servirait à justifier leur engagement politique ou militaire auprès de leur population, qui une fois préparée psychologiquement y adhérerait.

Les autorités informent à l'avance la population en lui fournissant une interprétation idéologiquement orientée et frauduleuse, que les médias et les élites seront priées d'adopter et ensuite de relayer de sorte que la population la croit vraie, et se détourne de toutes les autres versions...

Une prise de conscience plus élevée nécessite d'inscrire notre réflexion dans une vision particulière qui se fonde non pas sur une expérience directe sur le terrain ou au jour le jour, mais sur une expérience beaucoup plus large des relations entre les États-Unis et l'Occident en général, avec les différents Etats qui contestaient la suprématie de l'Occident, ce qui permet de comprendre des choses que d'habitude les gens ne comprennent pas.

Propagande. Alors qu'ils déversent quotidiennement des tonnes de fausses infos scélérates sur la Syrie, qui va les croire ?

Guerre en Ukraine : Mal entraînés et vite hors de combat, les premières images de soldats nord-coréens sur le front - 20minutes.fr 19 décembre 2024

S'il est impossible de confirmer à 100 % que ce sont bien des soldats nord-coréens sur la seule foi des images, l'ensemble des renseignements occidentaux l'affirment désormais. Volodymyr Zelensky expliquait lui-même il y a quelques jours sur X que « *la Russie a commencé à utiliser un nombre important de soldats nord-coréens dans ses assauts* », accompagnés de soldats russes, notamment dans la région de Koursk.

J-C – Cause toujours il en restera quelque chose, mais pas que.

Une fois qu'ils ont instauré le doute dans votre cerveau, ils feront en sorte qu'il se répande à d'autres sujets et finisse par l'envahir. En fait, les gens étant inconscients de tout cela, ce processus se développera à leur insu ou ils en seront les principaux artisans sans même qu'ils aient à intervenir. Chaque fois que je décris des cas d'inconscience (qui concernent aussi les lecteurs), personne ou aucun ne se manifeste, c'est révélateur.

Dans l'Extrême-Orient russe vit une importante population chinoise et même coréenne dont l'implantation remonte au moins à la moitié du XIXe siècle. En 1926, d'après le recensement russe d'alors, ces Coréens étaient au nombre de 87.000. (Le Monde 18 juillet 1950). Environ 500 000 personnes d'origine coréenne vivent sur le territoire de l'ancienne Union soviétique, principalement en Asie centrale, mais aussi dans le sud de la Russie (autour de Volgograd), dans le Caucase et dans le sud de l'Ukraine. (Wikipédia)

La banalisation du fascisme international depuis 1950.

J-C – Non, ce titre n'est pas délibérément provocateur ou excessif, il correspond à la réalité que nous n'avons pas voulu voir depuis 1950 ou avec laquelle nous nous sommes accommodés.

Depuis 1950, près de cinq cents coups d'Etat tentés ou réussis, surtout en Amérique du Sud et en Afrique - lemonde.fr 11 septembre 2023

Si les coups d'Etat étaient assez fréquents en Amérique latine jusque dans les années 1980, ces trente dernières années ils se sont davantage déroulés sur le continent africain.

Deux politologues américains, Jonathan Powell et Clayton Thyne, ont publié en 2011 une étude statistique de référence recensant les coups d'Etat – réussis ou manqués – dans le monde depuis 1950. Des données qu'ils mettent à jour constamment depuis. Au total, ils comptabilisent 491 coups d'Etat dans 97 pays durant ces soixante-treize dernières années.

Pour M. Powell, plusieurs facteurs contribuent aux coups d'Etat, tels que la pauvreté, une faible croissance économique, l'instabilité intérieure (insurrection, terrorisme) ou des dirigeants considérés comme illégitimes (élections truquées, augmentation des pouvoirs présidentiels, etc.). A cela, il faut ajouter « *des questions constantes d'ingérence étrangère dans la politique nationale et un ensemble plus large de puissances internationales (Etats-Unis, France, Russie, Chine) aux intérêts différents* ». Aucun de ces problèmes n'est propre à l'Afrique, mais ce continent « *présente certainement une plus grande concentration de ces facteurs que d'autres régions du monde* », juge le chercheur, alors que cette région du monde concentre la grande majorité des coups d'Etat depuis les années 1990.

Selon la définition retenue par les deux auteurs de l'étude, un coup d'Etat est « *une tentative illégale et manifeste de l'armée ou d'autres élites au sein de l'appareil d'Etat (membres du gouvernement, par exemple) de renverser le chef de l'exécutif en place* », que ce soit avec ou sans violences. Cette définition évite de confondre les coups d'Etat avec les mouvements populaires et les rébellions, expliquent les chercheurs. Par ailleurs, si les coups d'Etat peuvent être parfois soutenus par des puissances étrangères, ceux-ci n'ont été comptabilisés par les universitaires que si ces étrangers ont eu un second rôle dans le putsch. lemonde.fr 11 septembre 2023

J-C - L'Afrique, ainsi que le Moyen-Orient sont des continents ou régions qui ont été particulièrement morcelés au moment de la décolonisation par les puissances occidentales qui les avaient précédemment colonisés, afin de pouvoir mieux piller leurs richesses et les placer sous leur dépendance politique et militaire.

Sur la situation politique et sociale en France.

Premier ministre par défaut et maître chanteur.

François Bayrou affirme qu'Emmanuel Macron a "hésité" à le nommer Premier ministre - BFMTV 20 décembre 2024

Dans l'émission L'Événement sur France 2 ce jeudi 19 décembre, François Bayrou a déclaré qu'Emmanuel Macron avait "*hésité*" à le nommer comme Premier ministre le 13 décembre dernier.

"Vous êtes président de la République, vous êtes devant une multiplicité de crises (...) Vous n'avez pas le droit de réfléchir à qui vous allez mettre à Matignon et d'hésiter entre plusieurs hypothèses?", a interrogé François Bayrou, avant d'indiquer qu'Emmanuel Macron a effectivement "*hésité*."

"Et après tout, pourquoi aurait-il fait autrement? Nous avons eu une discussion dans laquelle j'ai essayé de lui montrer que je pensais qu'il fallait faire différemment, et c'est le choix qu'il a fait au terme de cette discussion", a poursuivi le Premier ministre.

La nomination de François Bayrou à Matignon a été le résultat d'une journée assez folle. Le vendredi matin, François Bayrou arrive à 8h30 à l'Élysée. À ce moment-là, Emmanuel Macron ne l'a pas choisi comme Premier ministre et le lui fait savoir.

Mais durant leur échange, le maire de Pau ne renonce pas à être le successeur de Michel Barnier. Cela explique la longue durée de ce rendez-vous qui dure 1h45.

Selon nos informations, le patron du Modem a fait comprendre au président qu'il pourrait retirer les 36 députés de son parti du bloc central et rétrécir ainsi le socle commun à l'Assemblée nationale. Finalement, après environ deux heures de flottement, François Bayrou a été nommé Premier ministre et a été "*chargé de former un gouvernement*" par Emmanuel Macron. BFMTV 20 décembre 2024

Il n'y aura pas de gouvernement d'union nationale, sinon, qui contrôlerait les masses ?

François Bayrou souhaite que Bruno Retailleau reste dans le gouvernement et espère un "*soutien puissant de la droite républicaine*" - BFMTV 20 décembre 2024

Le Premier ministre a notamment proposé aux chefs de partis (hors RN et LFI) de rentrer au gouvernement et de rouvrir la discussion sur la réforme des retraites – sans la suspendre. BFMTV 20 décembre 2024

Quand des médias pourris se plaignent de "*méthodes de voyou*" d'une ministre...

"Des méthodes de voyou" : Plusieurs patrons de presse dénoncent des "*pressions*" de Rachida Dati pour empêcher la publication d'enquêtes la concernant - Puremédias 19 décembre 2024

"Mediapart" a compilé plusieurs témoignages et exemples qui révèlent des pressions exercées par Rachida Dati, ministre de la Culture démissionnaire, sur les rédactions qui tentaient d'enquêter sur elle.

"Deux choses la distinguent : une violence et une vulgarité extrêmes". Ces mots sont signés Dov Alfon, directeur de la publication de "*Libération*", et visent Rachida Dati, ministre de la Culture démissionnaire. Dans une enquête publiée ce jeudi 19 décembre par "*Mediapart*", il témoigne,

comme d'autres dirigeants de journaux, des pressions subies par sa rédaction lorsqu'elle travaillait sur la ministre. Il évoque même un "*climat d'insécurité qu'elle crée autour de la rédaction. Elle s'en prend à Laurent Léger, contacte la direction, des chefs de service et a même ciblé l'une de [leurs] jeunes journalistes lors d'un déplacement*".

<https://www.ozap.com/actu/des-methodes-de-voyou-plusieurs-patrons-de-presse-denoncent-des-pressions-de-rachida-dati-pour-empêcher-la-publication-denquetes-la-concernant/648042>

Etat juif colonial génocidaire.

Gaza : HRW et MSF accusent Israël d'"actes de génocide" et de génocide contre les Palestiniens - France 24 20 décembre 2024

Les ONG Human Rights Watch et Médecins sans frontières ont affirmé jeudi que les actions d'Israël dans la bande de Gaza constituent des "*actes génocidaires*" à l'encontre du peuple palestinien.

"Les autorités israéliennes ont délibérément créé des conditions de vie visant à causer la destruction d'une partie de la population de Gaza, en privant intentionnellement les civils palestiniens de l'enclave d'un accès adéquat à l'eau, ce qui a probablement causé des milliers de morts", écrit Human Rights Watch (HRW) dans un communiqué accompagnant son enquête de plus de 200 pages.

"Ce faisant, les autorités israéliennes sont responsables du crime contre l'humanité d'extermination et d'actes de génocide", ajoute l'organisation internationale.

Le ministère des Affaires étrangères israélien a rejeté un rapport "*truffé de mensonges éhontés*", et accusé HRW de chercher une fois "*encore [à] promouvoir sa propagande anti-israélienne*".

À Gaza, le Hamas renforce ses rangs avec des milliers de nouveaux combattants par The Cradle 19 décembre 2024

Ces derniers jours, des affrontements violents ont repris entre les troupes israéliennes et les combattants de la résistance palestinienne dans le nord de la bande de Gaza assiégée.

L'aile militaire du Hamas, les Brigades Qassam, a recruté des milliers de nouveaux résistants dans ses rangs dans la bande de Gaza et s'adapte aux conditions difficiles auxquelles elle est confrontée dans les combats avec les troupes israéliennes, qui continuent de souffrir d'épuisement et de troubles mentaux, selon les informations israéliennes du 18 décembre.

«Le Hamas a recruté quelque 4000 nouveaux membres pour son aile militaire au cours des derniers mois», a rapporté mercredi le site d'information israélien Walla, citant des sources du commandement sud de l'armée.

«Par endroits, le Hamas s'est adapté à la lutte contre les militaires dans le sud de Gaza», ont ajouté les sources.

Le rapport ajoute que tout au long de la guerre, les combattants des Brigades Qassam ont su échapper au renseignement et aux opérations de neutralisation.

Mohammad Sinwar, chef militaire des Brigades Qassam et frère du défunt chef du Hamas Yahya Sinwar, et le commandant Izz al-Din Haddad sont les deux leaders chargés de diriger les opérations du groupe de résistance palestinien, selon les informations fournies. *«Ils ont soigneusement veillé à ne pas s'exposer».*

Ces derniers jours, des affrontements intenses ont repris à Gaza, alors que l'aile militaire du Hamas reconstitue ses rangs.

<https://reseauinternational.net/a-gaza-le-hamas-renforce-ses-rangs-avec-des-milliers-de-nouveaux-combattants/>

«On tue des civils qu'on comptabilise comme terroristes». Des réservistes israéliens racontent Gaza par The Cradle 19 décembre 2024

Alors que Tel-Aviv se concentre sur l'extension de son occupation du sud de la Syrie, les soldats israéliens affirment que l'armée opère librement à l'intérieur de Gaza en tant que *«milice armée indépendante sans foi ni loi».*

Des réservistes israéliens qui ont servi dans le couloir de Netzarim, une route récemment construite qui divise la bande de Gaza en deux, ont révélé que les soldats ont l'ordre strict de «tirer sur toute personne» repérée s'approchant de la «zone de mort».

«Il existe une ligne au nord du couloir de Netzarim connue sous le nom de «ligne des corps», et les habitants de Gaza sont parfaitement conscients de ce qu'elle signifie. Dans cette zone, les Palestiniens sont abattus sans sommation et leurs corps sont laissés en pâture aux chiens», a déclaré à Haaretz un commandant de la division 252.

«La zone de mort est le champ de tir des snipers... Nous y tuons des civils, et on les comptabilise comme des terroristes», a-t-il ajouté, révélant qu'il y a même *«compétition»* entre les différentes divisions de l'armée qui occupent le couloir d'est en ouest.

«Si la division 99 a tué 150 personnes, la suivante essaiera d'atteindre les 200».

Ceux qui ont participé à l'interview ont souvent parlé des *«lignes imaginaires»* au nord et au sud du couloir de Netzarim que les commandants implantent en tant que zone de mise à mort.

«Toute personne s'approchant de la ligne est considérée comme une menace – et aucun permis de tuer n'est requis».

Haaretz indique que de nombreux commandants et soldats du service régulier et réserviste ont témoigné du «pouvoir illimité» accordé aux commandants de division au cours des derniers mois.

«Un commandant de division n'est guère limité aujourd'hui à [Gaza]», affirme un officier vétéran de la division 252. *«À Gaza aujourd'hui, un commandant de division peut ordonner une attaque de drone [ou] décider s'il occupe ou non telle ou telle ville».*

En outre, les interviewés ont déclaré que l'armée agit souvent comme une *«milice armée indépendante, sans aucune règle, du moins pas du genre de celles qui figurent dans les règlements de Tsahal»*.

«Nous avons tué un jeune garçon, âgé de 16 ans peut-être. Quand [un autre soldat] a commenté, disant qu'il n'était pas armé et semblait n'être qu'un civil, le commandant a dit : «Pour moi, quiconque franchit la ligne est un terroriste, pas de cadeau, zéro civil. Ils sont tous des terroristes»», raconte un autre soldat.

<https://reseauinternational.net/on-tue-des-civils-quon-comptabilise-comme-terroristes-des-reservistes-israeliens-racontent-gaza/>

En complément.

Conflit au Proche-Orient : l'armée israélienne frappe les Houthis au Yémen - RT 19 déc. 2024

Selon le média I24, l'opération «Ville Blanche» de l'armée israélienne a mené plusieurs frappes visant *«à paralyser les trois ports sous contrôle houthi en détruisant systématiquement leurs remorqueurs portuaires»*. *«La centrale électrique de Haziz au sud de Sanaa et celle de Dhaban au nord ont également été touchées, plongeant de vastes zones dans l'obscurité»*, a également rapporté cette même source.

Syrie.

Communiqué du président Bachar el-Assad par Bachar el-Assad - Réseau Voltaire 16 décembre 2024

Alors que le terrorisme se répandait en Syrie et atteignait finalement Damas le soir du samedi 7 décembre 2024, des questions se posaient sur le sort du président et sur sa localisation. Cela s'est produit au milieu d'un flot de désinformation et de récits très éloignés de la vérité, visant à requalifier le terrorisme international en révolution de libération de la Syrie.

À un moment aussi critique de l'histoire de la nation, où la vérité doit primer, il est essentiel de remédier à ces distorsions. Malheureusement, les circonstances qui prévalaient à l'époque, notamment une coupure totale des communications pour des raisons de sécurité, ont retardé la publication de cette déclaration. Ceci ne doit pas remplacer un compte rendu détaillé des événements qui se sont déroulés, qui sera fourni lorsque l'occasion le permettra.

Tout d'abord, mon départ de Syrie n'était pas planifié et n'a pas eu lieu pendant les dernières heures des combats, comme certains l'ont prétendu. Au contraire, je suis resté à Damas, exerçant mes fonctions jusqu'aux premières heures du dimanche 8 décembre 2024. Alors que les forces terroristes s'infiltraient à Damas, je me suis rendu à Lattaquié en coordination avec nos alliés russes pour superviser les opérations de combat. À mon arrivée à la base aérienne de Hmeimim ce matin-là, il est devenu clair que nos forces s'étaient complètement retirées de toutes les lignes de bataille et que les dernières positions de l'armée étaient tombées. Alors que la situation sur le terrain dans la région continuait de se détériorer, la base militaire russe elle-même a été soumise à des attaques de drones intensifiées. N'ayant aucun moyen viable de quitter la base, Moscou a demandé au commandement de la base d'organiser une évacuation immédiate vers la Russie dans la soirée du

dimanche 8 décembre. Cela a eu lieu un jour après la chute de Damas, après l'effondrement des dernières positions militaires et la paralysie de toutes les institutions étatiques restantes.

À aucun moment au cours de ces événements, je n'ai envisagé de démissionner ou de chercher refuge, et aucune personne ou parti n'a fait une telle proposition. La seule ligne de conduite était de continuer à lutter contre l'assaut terroriste.

Je réaffirme que celui qui, dès le premier jour de la guerre, a refusé de troquer le salut de sa nation contre des avantages personnels, ou de compromettre son peuple en échange de nombreuses offres et incitations, est le même qui s'est tenu aux côtés des officiers et des soldats de l'armée sur les lignes de front, à quelques mètres des terroristes dans les champs de bataille les plus dangereux et les plus intenses. C'est le même qui, pendant les années les plus sombres de la guerre, n'est pas parti mais est resté avec sa famille aux côtés de son peuple, affrontant le terrorisme sous les bombardements et les menaces récurrentes d'incursions terroristes dans la capitale pendant quatorze ans de guerre. De plus, celui qui n'a jamais abandonné la résistance en Palestine et au Liban, ni trahi ses alliés qui l'ont soutenu, ne peut pas être le même qui abandonnerait son propre peuple ou trahirait l'armée et la nation à laquelle il appartient.

Je n'ai jamais cherché à obtenir des postes pour des avantages personnels, mais je me suis toujours considéré comme le gardien d'un projet national, soutenu par la foi du peuple syrien, qui a cru en sa vision. J'ai toujours été convaincu de leur volonté et de leur capacité à protéger l'État, à défendre ses institutions et à défendre leurs choix jusqu'au dernier moment.

Lorsque l'État tombe aux mains du terrorisme et que la capacité d'apporter une contribution significative est perdue, toute position devient sans objet, ce qui rend son occupation dénuée de sens. Cela ne diminue en rien mon profond sentiment d'appartenance à la Syrie et à son peuple - un lien qui ne reste ébranlé par aucune position ou circonstance. C'est une appartenance remplie d'espoir que la Syrie sera à nouveau libre et indépendante.

Meysan passe à table sur le régime de Bachar El-Assad

<https://www.youtube.com/watch?v=B-NS48Zw02M>

J-C – Il adore se mettre en scène et il voue un culte inconsidéré aux puissants, au pouvoir. La dimension économique et la lutte de classe manquent toujours à ses analyses, qui ne fournissent qu'une indication bancale sur l'évolution de la situation mondiale.

L'unique facteur ou le grain de sable qui peut contrarier leurs prévisions ou faire dérailler leurs stratégies, c'est l'intervention des masses sur la scène politique, tous les autres ils peuvent les bricoler grâce à la planche à billets et leur monopole des grands médias.

Les masses, c'est le seul facteur sur lequel ils ont une emprise limitée, dont ils peuvent perdre le contrôle, avec des conséquences imprévisibles et incommensurables. C'est donc sur celui-ci qu'il faut miser. Si Meysan et tous les journalistes ou géopoliticiens les ignorent, c'est parce qu'ils représentent le camp d'en face, celui du capital.

Syrie. Hayat Tahrir Al-Cham, radioscopie d'une mutation idéologique

Les origines djihadistes de Hayat Tahrir Al-Cham (HTC), faction à l'origine de l'offensive qui a conduit à la chute du régime de Bachar Al-Assad, poussent nombre de commentateurs à en faire tout simplement un avatar d'Al-Qaida. Mais l'expérience de gouvernance menée par le groupe depuis 2017 à Idlib a provoqué des mutations, rendant complexe la classification de HTC. Le chercheur Patrick Haenni, qui se rend sur place depuis 2019, en livre une analyse, à travers des propos recueillis par Sylvain Cypel et Sarra Grira.

<https://orientxxi.info/magazine/syrie-hayat-tahrir-al-cham-radioscopie-d-une-mutation-ideologique.7850>

J-C - En fait de "*mutation idéologique*", il s'agirait plutôt d'une adaptation tactique en fonction d'objectifs politiques et militaires différents et bien précis, donc à lire en étant vigilant.

Proche-Orient. « *Ces guerres agissent comme un accélérateur de notre propre fascisme* » - orientxxi.info 12 décembre 2024

Extrait.

Peter Harling. — J'ai malheureusement vécu plusieurs guerres dans la région, et celle-ci m'a semblé différente, tout d'abord en raison du phénoménal déséquilibre des forces. D'un côté, le Hezbollah a monté des tirs de missile et des attaques par drones contre Israël, dont les résultats ont presque toujours été dérisoires. De l'autre, Israël a fait usage d'une puissance sans proportion aucune : à chaque frappe, un immeuble entier était réduit en ruine, parfois en ensevelissant ses habitants pris au piège. Israël a notamment utilisé une profusion de « *bunker busters* », des armes épouvantables, théoriquement réservées à des complexes militaires souterrains et fortifiés. Près de chez moi, trois de ces bombes d'une tonne ont été employées pour abattre un bâtiment résidentiel ordinaire, en pleine nuit et sans préavis, dans l'espoir d'assassiner un seul responsable du Hezbollah.

Mais ce conflit ultra-technologique que l'on vient de traverser évoque surtout un monde dystopique, dans lequel quelqu'un, quelque part, a le pouvoir de faire s'écrouler des immeubles d'habitation, un à un, en appuyant tout simplement sur un écran. Beaucoup de gens au Liban en ont conçu une impuissance, une vulnérabilité allant jusqu'à un sentiment confus de nudité face à une telle force omnipotente. C'est un des aspects difficilement communicables de cette guerre.

Un autre élément essentiel, que je peine aussi à faire comprendre à mon entourage à l'étranger, c'est qu'il ne s'agit pas d'un « *conflit de plus* », dans une région qui en a connu tant. Il est tentant en effet, vu de France par exemple, d'imaginer que cette guerre oppose Israël et le Hezbollah autour d'enjeux qui ne nous concernent pas vraiment. Une guerre obscure et lointaine en somme... Israël combat avec nos armes. Israël bénéficie le plus souvent de notre soutien médiatique, politique et diplomatique, dans une lutte qui fait resurgir tout un vocabulaire de la guerre contre le terrorisme, de la défense d'un camp occidental face à la barbarie, de la mission civilisatrice même. En somme, cette guerre est menée, très ostensiblement, en notre nom.

Or, pour ceux qui en suivent ou en subissent les détails, c'est aussi une guerre d'atrocités, où l'on cible les journalistes et les personnels de santé, où l'on profane des mosquées et des églises, où l'on rase des cimetières, parmi mille autres violences gratuites et injustifiables. Le décalage entre ce

vécu intime, d'une part, et le récit édulcoré qui domine à l'extérieur, de l'autre, s'est traduit pour nombre d'entre nous, au Liban, par un sentiment d'abandon et de solitude.

Plus encore, on ne peut que voir, d'ici, comment nos gouvernements se radicalisent par l'entremise d'Israël, au point de saborder le droit humanitaire international, pourtant l'une des plus grandes et des plus belles contributions de l'Europe à la stabilité du monde. L'on assiste à une sorte de laisser-aller, à un retour du refoulé : on encourage de fait Israël à faire ce que l'on n'ose pas encore faire soi-même. Cette guerre, comme celle de Gaza, agit comme un révélateur, un accélérateur de notre propre fascisme, qui s'ancre presque partout désormais sur le continent européen. Ce n'est pas là où on l'imagine, donc, que ce conflit rebat les cartes.

Syrie: des centaines de manifestants à Damas pour la démocratie et les droits des femmes - AFP 19 décembre 2024

Des centaines de personnes ont manifesté jeudi à Damas pour la démocratie et les droits des femmes dans la nouvelle Syrie, pour la première fois depuis la chute de la capitale aux mains d'une coalition conduite par des islamistes radicaux.

"*Nous voulons la démocratie, pas un Etat religieux*", "*La religion est à Dieu et la nation à tous*", "*La Syrie, Etat libre et séculier*", scandaient les manifestants, rassemblés sur l'emblématique place des Omeyyades, dans le centre de Damas, ont constaté des journalistes de l'AFP.

Un responsable politique des nouvelles autorités, Obaida Arnaout, a suscité un tollé il y a quelques jours en affirmant qu'il était "*prématuré*" que les "*femmes soient représentées à des postes ministériels ou parlementaires*".

Dans la Syrie d'Assad, violemment opposé aux islamistes, avec le parti Baas animé au départ de l'idée d'avoir un Etat laïc pour unifier les pays arabes, les femmes occupaient 20 à 30% des postes ministériels et parlementaires.

Le responsable a argué que les femmes avaient "*une nature biologique et psychologique particulière*" qu'il fallait prendre en considération. Des propos conspués par des Syriennes participant à la manifestation.

Les barbares font régner la terreur.

Syrie : une église et des tombes chrétiennes vandalisées - RT 19 déc. 2024

Dix jours après la chute de Bachar el-Assad, l'hostilité envers la communauté chrétienne syrienne refait surface. Le 18 décembre, dans la province de Hama dans le nord du pays, à quelques encablures d'Idleb, l'archidiocèse grec-orthodoxe de Hama a été attaqué et plusieurs tombes vandalisées.

Les images ont fait le tour de la toile syrienne et arabe. Des impacts de balle sur la cathédrale grecque orthodoxe de Hama ainsi que la destruction de plusieurs sépultures ont été recensés. Sur l'un des clichés, on peut voir la décapitation d'une statue de la Vierge Marie, la tête gisant sur le sol, des croix ainsi que des sépultures ont été endommagés.

Le cimetière de Mhardeh, petite bourgade chrétienne, a également été pris pour cible. Cette localité avait notamment rejoint la Défense nationale, avec près de 200 combattants, pour défendre la ville contre les incursions djihadistes. Ces actes de vandalisme ont été largement répandus sur les réseaux syriens avec le hashtag «*save christians*».

Par ailleurs, dans l'église Saint-Georges, un autre aurait tenté de briser les croix en fer et d'accrocher une banderole portant l'inscription de la Chahada, la profession de foi musulmane : «*Il n'y a de Dieu que Dieu*», tout en affirmant que les actes anti-chrétiens se multiplient en Syrie depuis la chute de Bachar el-Assad.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 22 décembre 2024

J'espère que le blog ne sera pas indisponible à partir d'après-demain.

Hier en fin d'après-midi, alerte générale, je me connecte à mon ancienne adresse (milarepa13), je la consulte rarement ou presque jamais, et là qu'est-ce que je découvre, une rafale de messages d'OVH me réclamant encore de l'argent avec à la clé la menace de couper le service le 23 décembre. Je lis leurs courriels, et comme d'habitude je n'y comprends rien.

Je croyais que la facture que j'avais réglée le 16 novembre concernait l'hébergement du blog et le nom de domaine (luttedeclasse.org), mais en les lisant je n'en suis plus si sûr. Je leur ai adressé 2 messages en urgence, j'ai prévenu mon beau-fils qui sera chez moi lundi matin pour régler en ligne une éventuelle facture complémentaire.

Tout pourrait être si simple et réglé en trois clics de souris, mais non ce serait trop beau, il faut qu'on se fasse chier pour tout. A suivre.

Si je suis habituellement de bonne humeur, cela dit, j'ai tout de même les nerfs à vif avec tout ce qu'on se prend dans la gueule quotidiennement en faisant ce boulot, en plus de l'Inde, où il nous reste que la dérision ou la fatalité, pour ne pas devenir dingue ou péter un plomb, même l'humour n'est pas spécialement le bienvenu, c'est pour dire à quel point on est à cran. On est fataliste parce qu'on a conscience de notre impuissance, cela ne signifie pas qu'on serait pessimiste plutôt qu'optimiste, sur le court terme oui, sur le long terme on est davantage optimiste, on garde toujours l'espoir d'un monde meilleur.

Frustrée et humiliée, la violence est rentrée, diffuse, palpable, ça calme paradoxalement ! Perdre son sang-froid ou s'énerver chez un Indien ou un Asiatique en général sera du plus mauvais effet, je l'ai appris à mes dépens et ça calme, car je n'aime pas passé pour un vaurien, ce serait injuste, j'ai encore un peu de dignité malgré tout, maladroite, je le suis parfois évidemment, comme tout le monde.

Les Indiens aiment bien déconner, ils ont vraiment besoin de décompresser, la société est très oppressive. Au départ déconner n'était pas trop mon truc, maintenant je l'ai adopté, je me moque même de mes lecteurs, j'ignore s'ils s'en sont aperçus ou ils l'ont pris au sérieux, c'est aussi mon côté provocateur, c'est cela que j'aime bien dans ce truc-là, cela peut aller très loin. Parfois, on a tellement de trucs à dire à quelqu'un, qu'on ne sait pas par quel bout commencer. On lui balance tout en rafale et il se marre, à moins qu'il ne fasse une grimace parce qu'il suffoque, qui sait, tellement l'attaque a été violente et soudaine, il faut assumer mon pote, tu m'as dit vas-y, et bien encaisse, quand tu auras bien digéré, tu verras, tu te sentiras beaucoup mieux, peut-être avec un poids sur la conscience en moins. Et à qui on dit merci ? Ingrat !

Si on ne se revoit pas d'ici le 24 au soir, passez une bonne soirée en ayant une pensée pour ceux qui en seront privés, détendez-vous bien, on y a tous le droit. Chez nous, on sera tous les deux et on n'a rien prévu de spécial.

Mes amitiés.

On a troqué provisoirement ou tout du moins dans cette causerie, totalitarisme contre Internationale fasciste qui semble mieux adapté à la situation, plus précis.

Cet internationalisme de type totalitaire correspond aux pratiques des entreprises transnationales qui imposent leurs lois à tous les peuples, à tous les Etats, au monde entier. Le seul moyen d'envisager de briser cette Internationale fasciste consisterait à construire notre propre Internationale des exploités et des opprimés du monde entier, mais nous ne sommes même pas foutus de construire un parti ouvrier révolutionnaire au pays de la Commune de Paris !

La mauvaise conscience des traîtres et des imposteurs.

Ceux qui condamnent les propos tenus par Macron à Mayotte, sont de misérables populistes, ils passent sous silence :

- 1- Que leurs partis ou leurs dirigeants ont participé à des gouvernements qui ont maintenu une grande partie des Mahorais dans une très grande précarité ;
- 2- Que lors de chaque référendum (1974, 1976, 2009) la population a refusé l'indépendance de la France ;
- 3- Que Mayotte devrait faire partie de l'Union des Comores, qui devrait être rattaché à Madagascar ou au Mozambique.

Toutes les miettes de l'empire colonial français, la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique, la Réunion, Mayotte, la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie française, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Saint-Pierre-et-Miquelon, les Terres australes et antarctiques françaises et les îles de Wallis-et-Futuna, devraient être rétrocédés ou rattachés aux Etats les plus proches géographiquement, Venezuela, Canada, Madagascar, Australie.

Voilà le dernier os à ronger balancé aux géopoliticards, paumés et autres illuminés en tout genre qui se réjouissent de la chute de la République arabe syrienne.

Ceux qui ont au compteur un grand nombre de massacres de civils innocents, de décapitations, amputations de deux mains, crucifixions, éventrements et autres pratiques d'une cruauté sans nom, Hay'at Tahrir al-Sham (HTS) au pouvoir en Syrie, sont en passe de devenir du jour au lendemain des gens comme il faut, des gens bien, des hommes comme les autres, des progressistes, des humanistes, ce que les occidentaux et leurs médias corrompus appellent désormais des « *rebelles* », des « *révolutionnaires* », des interlocuteurs tout à fait respectables.

C'est de cette manière qu'ils ont rédigé le contenu des manuels scolaires et universitaires depuis plus d'un siècle, ce qui figure même au programme des militants des partis dits ouvriers. Une abomination, ceci explique cela, n'est-ce pas.

Cette question ne présente aucun intérêt, mais elle a au moins le mérite d'occuper et polluer les esprits, c'est déjà pas mal. Non, la question essentielle qui vaut la peine d'être posée, c'est de se demander à quelle fin économique les maîtres du monde mènent-ils toutes ces guerres, pour remodeler cette région, et réaliser le projet de Grand Moyen-Orient qu'ils avaient dans leurs tuyaux depuis des lustres, dont la réalisation s'avéra chaotique ou compromise temporairement du fait d'obstacles politiques ou de régimes récalcitrant, depuis certains d'entre eux ont été balayés (Syrie) ou neutralisés (Liban, Iran), il ne reste plus qu'à soumettre ou détruire ceux qui empêchent de finaliser ce projet, l'Irak et l'Égypte, éventuellement le Yémen.

La Russie approvisionnera l'Asie en pétrole et en gaz, tandis que le Moyen-Orient et les États-Unis approvisionneront l'Union européenne ou toute l'Europe, les autres pays producteurs importants se partageront le reste du marché ou les miettes, sous condition, cela va de soi.

L'Internationale fasciste. Ils n'en font qu'à leur tête.

J-C – Ne jamais oublier qu'al-Qaïda et toutes les organisations qui en sont issues sont avant tout des créatures anglo-saxonnes.

Syrie : les États-Unis abandonnent la prime pour l'arrestation d'al-Joulani - RT 21 déc. 2024

La tête d'Abou Mohammed al-Joulani, leader de Hayat Tahrir al-Sham (HTC), n'est plus mise à prix par les États-Unis a annoncé lors d'un point presse le 20 décembre la secrétaire d'État adjointe américaine aux affaires du Proche-Orient, Barbara Leaf.

«Sur la base de notre discussion, je lui ai dit que nous abandonnons l'offre de récompense» pour son arrestation «en vigueur depuis quelques années», a-t-elle déclaré. Depuis 2017, le Département d'État offrait une récompense pouvant aller jusqu'à 10 millions pour toute information permettant de localiser al-Joulani.

La diplomate américaine a assuré qu'al-Joulani se serait *«engagé»* à *«veiller à ce que les groupes terroristes ne puissent pas constituer une menace à l'intérieur de la Syrie ou à l'extérieur, y compris pour les États-Unis et nos partenaires dans la région»*. Selon Barbara Leaf, le nouvel homme fort de Damas lui est *«apparu comme pragmatique»*.

Interrogé à ce sujet, elle a mis en avant une *«décision politique»* prise *«dans l'intérêt et en accord avec le fait que nous entamons une discussion avec HTC»*. Barbara Leaf a estimé qu'il serait ainsi *«un peu incohérent de mettre une prime sur la tête de cet homme»* avec lequel elle discute *«des intérêts des États-Unis, des intérêts de la Syrie, peut-être des intérêts de la région»*. RT 21 déc. 2024

L'OTAN et l'Internationale fasciste. A la tête du client.

Sanctions américaines contre Gazprombank : Washington accorde une dérogation à la Turquie pour ses importations de gaz - RT 20 déc. 2024

La Turquie a été «*exemptée*» par Washington des sanctions à l'encontre de Gazprombank, a rapporté ce 20 décembre Bloomberg, ce qui lui permet de poursuivre les paiements de ses importations de gaz russe via cette banque. Cette dérogation survient après une «*série de discussions*» avec des responsables américains a confié, deux jours plus tôt, à l'agence américaine le ministre turc de l'Énergie Alparslan Bayraktar.

Sans exemption, «*nous ne serons pas en mesure de payer la Russie*» avait-il déclaré le 26 novembre. Déclaration qui faisait suite à l'annonce par le département du Trésor américain, le 21 novembre, d'une série de sanctions contre une centaine d'entités et de responsables financiers russes, dont Gazprombank qui joue un rôle clé dans le paiement des hydrocarbures russes. Une inscription qui avait provoqué des remous à Ankara, 42% des importations turques de gaz provenant de Russie.

Quand le chef de file de l'Internationale fasciste donne ses instructions à la justice de sa section française.

J-C – C'est l'histoire d'un régime mafieux, criminel, terroriste qui sème la guerre et la terreur, le chaos et la désolation sur tous les continents, qui s'érige en justicier international auprès de tous les Etats sommés d'exécuter ses ordres sous peine de représailles ou sanctions pouvant aller de la déstabilisation financière au coup d'Etat en passant par des assassinats...

La question qui se pose à tous les chefs d'Etat ou de gouvernement est celle de la mise au ban des nations des Etats-Unis comme Etat voyou, terroriste, et la rupture de toutes les relations avec ce pays tant qu'il n'aura pas renoncé à sa politique impérialiste ou coloniale.

Georges Ibrahim Abdallah ne doit pas être libéré, selon les États-Unis qui en appellent à la justice française - Le HuffPost 20 décembre 2024

Washington redoute «*un risque grave de trouble à l'ordre public*». Les États-Unis, partie civile au procès de Georges Ibrahim Abdallah en 1987, ont écrit à la cour d'appel de Paris pour s'«*opposer vigoureusement*» à la demande de libération conditionnelle du militant libanais propalestinien, détenu en France depuis 40 ans.

Georges Abdallah, 73 ans, a été condamné à la réclusion criminelle à perpétuité en 1987 pour complicité d'assassinat de deux diplomates israélien et américain à Paris, en pleine guerre civile libanaise. Considéré comme le «*plus vieux prisonnier politique d'Europe*» par ses soutiens, il est libérable depuis 25 ans mais n'a vu aucune de ses demandes aboutir.

Mi-novembre, la justice française a accepté sa libération à condition qu'il retourne au Liban, qui le réclame depuis des années, au vu de son âge et de la durée de détention «*disproportionnée au regard des faits commis et de sa dangerosité actuelle*». Georges Abdallah, que Le HuffPost vous présentait dans la vidéo ci-dessous avant la décision de justice, appartient «*à l'histoire aujourd'hui révolue de l'activisme violent de l'ultra gauche*» libanaise et palestinienne, «*à l'origine d'aucun attentat en France ni ailleurs depuis 1984*», avait estimé le tribunal dans sa décision, aussitôt suspendue par un appel du parquet antiterroriste.

L'audience devant la cour d'appel s'est tenue jeudi – sa décision est attendue le 20 février. Les États-Unis, en tant que partie civile, peuvent faire des observations, écrites dans un courrier du 16 décembre dont l'AFP a eu connaissance.

Un courrier « *scandaleux* », selon l’avocat de Georges Abdallah

« *Les représentants diplomatiques* » américains ont « *été protégés des attaques de M. Abdallah tant qu’il est resté détenu* » mais seraient « *exposés à un danger accru* » s’il était « *libre de reprendre ses anciens desseins violents sans surveillance effective par les juridictions françaises* », écrit le ministère de la justice américain.

Son retour au Liban, alors qu’il « *n’a jamais désavoué* » son positionnement de « *combattant* » et au vu du conflit récent entre le Hezbollah et Israël, « *constituerait une force déstabilisatrice dans une région déjà instable et entraînerait un risque grave de trouble à l’ordre public* », poursuit-il pour justifier son opposition.

La défense et les soutiens de Georges Abdallah voient depuis des années la main du gouvernement américain derrière son maintien en détention.

Son avocat Jean-Louis Chalanset a qualifié auprès de l’AFP de « *scandaleux* » ce courrier aux airs « *d’instruction* » donnée par les États-Unis, dénonçant une « *tentative de manipulation des juges français* ». « *Les États-Unis savent pertinemment que Georges Abdallah et son mouvement, qui n’existe plus depuis 40 ans, ne représentent aucun danger pour les États-Unis* », a-t-il ajouté.

Internationale fasciste. Sous le règne de la menace, de la terreur, du fascisme international.

J-C – Les anglo-saxons en sont à la direction, ce qui n’étonnera plus personne. Le plus grave, c’est qu’ils montrent l’exemple à tous les apprentis dictateurs de la planète, et ils sont nombreux, qui n’attendaient qu’une occasion pour sévir contre leurs peuples, ça va saigner, les exterminer ou les neutraliser est la seule solution.

C’est à croire qu’ils voudraient recréer les conditions économiques qui précipitèrent la crise politique des années 30, qui fut le prélude à une seconde guerre mondiale. Sans aller jusqu’à déclencher une nouvelle guerre mondiale, ils pourraient s’employer à en créer les conditions de manière à ce que les peuples terrifiés à l’idée d’une guerre acceptent tous les sacrifices qu’ils veulent leur imposer.

Ils sont assez tordus et sadiques pour imaginer un tel scénario, qui aurait toute les chances de fonctionner à merveille. C’est cela qui est le plus à craindre, surtout quand on pense à tous ceux de notre classe qui sont déjà en proie à des conditions d’existence misérables ou cauchemardesques, et qui n’ont pas la force de se soulever.

Trump menace les Européens de taxes douanières s'ils n'achètent pas davantage d'hydrocarbures américains - RT 20 déc. 2024

Le président élu Donald Trump a déclaré ce 20 décembre sur Truth Social qu’il ferait imposer des taxes douanières si les Européens n’augmentaient pas leurs achats d’hydrocarbures aux États-Unis. « *J’ai dit à l’Union européenne qu’elle devait combler son énorme déficit avec les États-Unis par des achats à grande échelle de notre pétrole et de notre gaz* », a-t-il écrit sur son réseau social. « *Dans le cas contraire, a-t-il averti, ce sont les TARIFS DOUANIERS jusqu’au bout!!!* ».

Par cette mesure, Donald Trump envisage non seulement de réduire le déficit commercial américain, mais également de pousser les industriels à installer aux États-Unis leur production destinée au marché américain. «*Plus les droits de douane seront élevés, plus il est probable que l'entreprise viendra aux États-Unis et y construira une usine pour ne pas avoir à payer les droits de douane*», avait-il déclaré au rédacteur en chef de Bloomberg News, John Micklethwait.

La Commission européenne s'inquiète également de cette menace de Donald Trump d'imposer une «*taxe universelle*», sur l'ensemble des 3 000 milliards de dollars (environ 2 885 milliard d'euros) d'importations américaines, rapportait mi-novembre Politico. Les voitures européennes, les produits pharmaceutiques et d'autres produits, en provenance des Vingt-sept, d'une valeur de 575 milliards de dollars (environ 553 milliards d'euros) seraient ainsi menacés.

Internationale fasciste. Ils s'octroient le droit de génocide, de polluer, d'intoxiquer, d'empoisonner...

Les États-Unis obtiennent gain de cause dans leur différend avec le Mexique sur le maïs OGM - RFI 21 décembre 2024

Les États-Unis peuvent exporter au Mexique du maïs génétiquement modifié. C'est ce qu'a conclu ce vendredi 20 décembre l'instance de règlement des différends du traité de libre-échange Canada - États-Unis - Mexique. Une victoire pour Washington, alors que Mexico bloquait depuis le début de l'année l'entrée dans le pays de maïs génétiquement modifié pour protéger les variétés locales et les droits des peuples autochtones. RFI 21 décembre 2024

Seul le fascisme peut sauver le capitalisme, dixit (en substance) Elon Musk.

Allemagne: vives réactions après un message de soutien à l'extrême droite posté par Elon Musk sur X - RFI 20 décembre 2024

Le milliardaire américain Elon Musk ne fait pas seulement parler de lui aux États-Unis en raison de sa proximité avec le futur président Donald Trump. Après son soutien affiché à l'opposition vénézuélienne au président Maduro, son soutien au populiste de droite britannique Nigel Farage, le propriétaire de la plateforme X y a publié un message prenant fait et cause pour le parti d'extrême droite allemand AfD. Les réactions sont nombreuses sur place.

«*Seule l'AfD peut sauver l'Allemagne.* » Si le milliardaire américain Elon Musk avait déjà flirté avec le parti d'extrême droite, il n'avait jamais exprimé une opinion aussi claire. À deux mois des élections en Allemagne, sa publication sur la plateforme X, dont il est le propriétaire, sonne comme un appel clair à voter pour l'AfD.

Avec le capitalisme de connivence adapté aux syndicats, elle n'est pas belle la vie sous le régime capitaliste.

J-C - L'essentiel, c'est que les 315.000 esclaves salariés conservant leur emploi soient heureux comme ils sont, pour les préretraités et ceux qui devaient partir à la retraite n'en parlons pas, ils vont pouvoir enfin vivre la vie de bourgeois, c'est-à-dire profiter de la vie sans travailler pendant que les autres continueront de gratter sans se révolter contre leur sort, et pour cause, ils sont si bien lotis qu'ils ont renoncé "à des hausses salariales prévues et à certaines primes", pendant que leurs dirigeants et les actionnaires s'en foutent plein les poches. Allez, en chœur : Vive le capitalisme !

Ils appellent cela la lutte des classes, sans déconner, moi j'appelle cela la collaboration de classes. Les trotskystes lambertistes (POI-PT) toujours très perspicaces, expliquèrent au moment de la réunification de l'Allemagne, que c'était une aubaine parce que la classe ouvrière la plus puissante d'Europe allait être unifiée, et on allait voir ce qu'on allait voir, 34 ans plus tard on s'aperçoit qu'elle a surtout servi à renforcer le pouvoir de l'aristocratie ouvrière au lieu de l'affaiblir, vous pouvez ajouter celui de l'aristocratie financière, tandis que des millions de travailleurs et leurs familles sont voués à la pauvreté et à la précarité comme dans tous les autres pays occidentaux. Il faut bien que quelqu'un puisse consommer, que quelqu'un assure la stabilité politique du régime en place, etc. telle est l'orientation politique des capitalistes et du mouvement ouvrier en Allemagne et ailleurs.

Volkswagen supprimera 35 000 emplois sans fermer d'usines en Allemagne lepoint.fr 21 décembre 2024

Il n'y aura pas de fermeture d'usines, mais Volkswagen va supprimer 35 000 emplois en Allemagne d'ici à 2030, soit environ 10 % de ses effectifs locaux. Bien que douloureux, le compromis arraché juste avant Noël par la direction du constructeur automobile et le syndicat IG Metall au terme de plus de soixante-dix heures de négociations évite la fermeture de sites et les licenciements secs.

C'est ce que souhaitait la puissante présidente du comité d'entreprise, Daniela Cavallo, qui siège au conseil de surveillance du géant automobile. Les suppressions de postes passeront par des non-renouvellements de CDD, des préretraites, des non-remplacements de départs à la retraite et des départs uniquement volontaires.

Cet effort collectif s'inscrit dans le cadre d'un plan d'économies de 4 milliards d'euros par an, avec un objectif de rentabilité de 6,5 % pour la marque Volkswagen à moyen terme. Pour y parvenir, les salariés ont accepté de renoncer à des hausses salariales prévues et à certaines primes. La production automobile en Allemagne sera réduite de 700 000 véhicules par an, renforçant la compétitivité du groupe. Volkswagen s'engage à maintenir la garantie de l'emploi jusqu'en 2030. lepoint.fr 21 décembre 2024

Le capitalisme de connivence –

Le capitalisme de connivence est un terme décrivant une économie capitaliste où le succès en affaires dépend de relations étroites avec les représentants du gouvernement. (Remplacez "*les représentants du gouvernement*" par les représentants des travailleurs. - J-C)

Sous ses formes les plus légères, le capitalisme de connivence mène à la tolérance ou à l'encouragement par le gouvernement de la collusion parmi des acteurs du marché, notamment pour faire une sorte de front commun lors de soumissions sur des contrats publics, des subventions, des législations, etc. (Aux « *acteurs du marché* », vous ajoutez les partis et les syndicats dits ouvriers. – J-C)

Quand ils flattent l'un des pires comportements de l'occidental réduit à l'état primaire de consommateur. Qui a dit que l'UE n'était pas vertueuse ?

J-C – Quelle est la devise du consommateur ? Je consomme avant et je pense après si j'en ai le temps, sinon je m'en passe. Notez que c'est d'ailleurs la seule chose dont il se passe volontiers sans que cela ne le gêne !

« *Les consommateurs européens sont les mieux protégés du monde* », assure l'un de leurs représentants - Publicsenat.fr 21 décembre 2024

On pointe souvent les défauts de l'Union européenne mais ses victoires sont aussi à souligner. La protection des consommateurs en est une.

Ces dernières années, l'UE a renforcé leurs droits en matière d'achats. Désormais, chaque consommateur européen dispose d'un délai de 14 jours durant lequel il peut annuler sa commande ou renvoyer le produit sans justification. Il bénéficie également d'une garantie minimale de 2 ans sur chaque produit. « *Nous avons obtenu de nombreux progrès pour les consommateurs ces dernières années, dans tous les domaines, notamment les achats en ligne. Ce qui nous fait dire que nous avons l'un des niveaux de protection les plus élevés au monde* », assure Agustin Reyna, directeur du Bureau européen des consommateurs, qui regroupe 44 organisations de consommateurs, dans 31 pays européens. Publicsenat.fr 21 décembre 2024

Etat juif colonial génocidaire.

Le monde anglo-saxon se réclame du Grand Israël

En effet, l'idéologie occidentale est née dans les pays anglo-saxons. Le monde anglo-saxon est le regroupement idéologique, politique, militaire et financier de cinq pays : la Grande-Bretagne, les États-Unis, le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. La formation du monde anglo-saxon a commencé au départ de la Grande-Bretagne. Pendant plusieurs siècles, elle a étendu son influence à d'autres parties du monde. Elle a colonisé le Nouveau Monde et créé l'Empire britannique, dans lequel « *le soleil ne se couchait jamais* ». Il faut d'abord parler de l'influence idéologique de la Grande-Bretagne, puis de son influence politique, militaire, financière et économique.

Au XXe siècle, le noyau du monde anglo-saxon est devenu les États-Unis d'Amérique. Ils dominent le monde anglo-saxon et l'ensemble du monde occidental par leurs positions géopolitiques, militaires, financières, économiques et idéologiques. J'en viens maintenant à l'idéologie du monde anglo-saxon. Le plus souvent, on dit qu'il s'agit de l'idéologie du libéralisme. Mais le mot « libéralisme » est un terme mal compris. À l'époque soviétique, il existait une définition plus claire de l'idéologie occidentale en général et de l'idéologie anglo-saxonne en particulier : « *idéologie du capitalisme* », « *idéologie de l'impérialisme* », « *idéologie de la domination mondiale* », etc. En outre, on a constaté à l'époque soviétique que dans les pays occidentaux non inclus dans le monde anglo-saxon (comme la France, l'Allemagne, l'Italie, etc.), c'est-à-dire dans les pays d'Europe continentale, l'idéologie est légèrement différente de celle de la Grande-Bretagne, des États-Unis, du Canada, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande. (...)

Il y a environ 400 ans, 30 000 puritains charismatiques se sont installés en Nouvelle-Angleterre pour y créer une société théocratique. Puritains, baptistes, méthodistes et autres colons britanniques à tendances religieuses particulières ont impitoyablement massacré les Indiens. La colonisation active du Nouveau Monde par les Britanniques s'est poursuivie pendant plus de deux siècles. Bien entendu, les colons ne venaient pas seulement des îles de la brumeuse Albion, mais aussi d'Europe continentale : de France, de Hollande, de Suisse, d'Allemagne, de Belgique et d'autres pays. Mais l'épine dorsale de l'État américain restait les charismatiques natifs de Grande-Bretagne (d'Angleterre, du Pays de Galles, d'Écosse, d'Irlande). C'est leur protestantisme teinté d'israélisme britannique qui est devenu l'idéologie dominante dans le Nouveau Monde. Sans tenir compte de cette base idéologique et religieuse ancrée en Amérique, il est difficile de comprendre la politique étrangère des États-Unis dans le Nouveau Monde et surtout durant l'époque moderne. Et de comprendre l'invisible communauté de vues entre les États-Unis et la Grande-Bretagne, qui forme un seul monde anglo-saxon cherchant à soumettre le reste de l'humanité.

<https://reseauinternational.net/le-monde-anglo-saxon-se-reclame-du-grand-israel/>

Syrie.

Le Pentagone pourrait créer un second État kurde - Réseau Voltaire 20 décembre 2024

- Les mercenaires kurdes du PKK/YPG qui administrent le Nord-Est de la Syrie au bénéfice de l'occupation états-unienne ont hissé, le 12 décembre, le drapeau du nouveau régime sur leurs bâtiments afin de manifester l'unité du pays.
- Les troupes turques se massent à la frontière, face à Aïn al-Arab (Kobané).
- Tous les observateurs s'accordent à penser que, sans le soutien militaire des États-Unis, les mercenaires kurdes ne tiendront pas longtemps face à une offensive turque.

Après que l'ANS/Türkiye a chassé les combattants kurdes de leur bastion de Tell Rifaat, dans la région d'Alep, puis de la ville de Manbij, les États-Unis ont négocié un cessez-le-feu provisoire entre le PKK/YPG et la Türkiye. Il est déjà remis en question.

La guerre du Golfe de 1991 (Opération « Tempête du désert ») avait permis aux États-Unis de créer un premier État kurde en Iraq. La guerre contre la Syrie de 2011 leur a permis de créer tout aussi artificiellement une zone kurde en Syrie. Cependant la Commission King-Crane, formée par le président Woodrow Wilson en 1919, indiquait que le Kurdistan ne devait être qu'en Turquie. Elle mettait en garde contre toute extension territoriale au détriment d'autres minorités. Le référendum d'indépendance de 2017 au Kurdistan iraquien devait permettre de créer un État satellite d'Israël, mais la Türkiye, l'Iran et l'Iraq s'y sont opposés.

Parole d'internaute.

1- Dans cette phase du conflit il me semble que certaines forces en Iran viennent de jouer non seulement contre le Hezbollah (en trahissant ses dirigeants) et la Syrie (en donnant l'ordre aux troupes iraniennes d'abandonner la défense d'Alep) mais également contre l'Iran, qui se trouve à

présent privé de la défense aérienne syrienne, qui interdisait le survol en direction de l'Iran, et de son accès à la Méditerranée.

2- L'intervention Russe en Syrie a permis de retarder l'agression occidentale sur la Russie via l'Ukraine interposée. Sans la Syrie, il était difficile de remplacer l'énergie fournie par la Russie à l'UE et cela les a fait tergiverser le temps que la Russie se prépare économiquement aux sanctions et militairement à l'agression.

Les tensions régionales au Moyen-Orient pour le contrôle de l'énergie ont repris le dessus, bien que les événements en Syrie n'impactent plus directement la Russie, laissant Damas aux mains d'intérêts contradictoires ce qui promet une belle pagaille.

3- Poutine était intervenu en Syrie, convaincu par le général iranien Qassem Souleimani que la Russie devrait se sentir concernée ... Il a lui-même déclaré qu'il le faisait pour que les terroristes ne se retrouvent tôt ou tard à Moscou.

Dire, aujourd'hui, que la Russie a atteint ses objectifs en Syrie, c'est dire au peuple d'un pays allié et reconnaissant -bien qu'il ait payé une bonne part de sa dette en empêchant le passage de gazoducs ennemis destinés à la ruiner plus un accès aux mers chaudes qui fut le rêve des Tsars de Russie- que l'objectif anti-terroriste non atteint était secondaire ou, en l'occurrence, une façade occultant d'autres objectifs non avoués, parmi lesquels le retour en force de la Russie sur la scène internationale, deux bases sur la mer Méditerranée, gel de l'exploitation du gaz syrien au profit du gaz russe, occupation légitime d'un territoire limitrophe de la Turquie, autrement dit limitrophe des forces de l'OTAN, etc.

Quant à la « chute » d'Al-Assad, c'est plus exactement la chute de l'État syrien, son Président étant le symbole et non le propriétaire, quoi qu'en disent les médias.

4- Si "*la famille Assad*" a "régné" si longtemps sur la Syrie ce n'est pas parce qu'elle est puissante en tant que famille qui aurait des membres influents disséminés dans le pouvoir, comme dans les monarchies du Golfe, elle est même plutôt contrôlée par l'armée et certaines forces qui ne sont pas forcément sur le devant de la scène.

Seuls les occidentaux qui veulent voir en Bachar un "*boucher*" font semblant d'ignorer que après sa prise de pouvoir (qu'il n'attendait pas et n'avait pas recherchée) il s'est évertué à instaurer en douceur un système plus démocratique, en évitant de heurter de front les privilégiés du système. Si les Assad, Haffad et Bachar, ont tenu le pouvoir politique c'est parce que les militaires avaient besoin d'une figure et d'un nom reconnus et respectés par les tribus, qui ont toujours accepté leur autorité et leur arbitrage. Eux partis il va être bien plus difficile de construire un système politique stable que ne le pensent les européens qui ne semblent pas avoir tiré la leçon de la Libye. Diront-ils dans un ou deux ans, comme Obama à propos de la Libye où le chaos s'est installé après l'élimination de Kadhafi "*nous avons sous-estimé le rôle des tribus*" ? Il sera trop tard mais il est vrai que "*ce ne sont que des arabes qui meurent dans ces aventures*".

5- Mise à Jour infos en Syrie 20/12/2024 :

1- Après plus de 2 semaines de l'entrée des forces israéliennes en territoire syrien et la prise d'une partie du sud de la Syrie, les pro-terroristes syriens ont commencé à réagir, quelques dizaines d'entre eux ont commencé à manifester avec « *des pancartes* » et « *des drapeaux* »... Une *manifestation pacifique pour appeler la « communauté internationale »* à empêcher Israël de s'emparer de leur terre. Les forces israélienne ont tout suite ouvert le feu sur eux, plusieurs manifestants auraient été grièvement blessés vidéos => <https://t.me/SabrenNews22/139223>

vidéo 2 => https://t.me/daraa24_org/15133

*On voit comment ces « manifestants » pro-terroristes syriens préfèrent la pleurniche et les cris face aux soldats israéliens qui viennent occuper leur terre, on peut comparer la grande différence de traitement et de comportement quand ils attaquaient les positions de l'armée syrienne avec des armes lourdes et exécutaient par balles « *les shabihah* » du « *régime* »...

2- Malgré les déclarations d'un calme relatif et de la sécurisation pacifique de la Syrie par les nouveaux dirigeants, des affrontements et des manifestations contre les nouvelles autorités se produisent chaque jour avec aussi des violences à l'encontre des minorités religieuses et ethniques du pays, sans compter sur ce qui se passe avec les kurdes au nord-est, malgré le black-out et la censure politique lancée par les autorités HTS, des vidéos apparaissent chaque jour montrant le chaos qui règne encore dans le pays, démentant les affirmations des nouvelles autorités. Ici des affrontements armés à Lattaquié vidéo => <https://t.me/nayaforiraq/19323>

Des terroristes agressent des civils à Lattaquié vidéo 2 => <https://t.me/SabrenNews22/139238>

Ici une manifestation contre les nouvelles autorités sur la place des ommeyyades à Damas demandant un régime laïque comme le précédent vidéo 1 => <https://t.me/nayaforiraq/19299>

vidéo images 2 => <https://t.me/SabrenNews22/139152>

3- Des attaques armées se seraient produit ces derniers jours contre les forces terroristes HTS en Syrie confirmées cette fois par les médias pro-terroriste, une à Lattaquié qui a fait 21 morts parmi les terroristes, une embuscade par des « *restes des forces du régime* » d'après les médias pro-terroristes. 2 tués à Deir Ezzor confirmés par les médias pro-terroristes et 9 morts aujourd'hui dans la province de Hama dans une embuscade par des « *inconnus* ». On sait que Daesh un des principaux opposants aux « *Djihadistes progressistes* » parrainés par l'occident est toujours présent dans l'est de la Syrie et au centre et il y a aussi des forces de résistance syrienne des anciennes autorités qui peuvent s'organiser avec l'aide de l'Iran et de ses alliés surtout avec la continuation de la persécution des pro-régimes en Syrie et des minorités.

4- D'autres vidéos de chaos en Syrie, manifestations des habitants de la province de Tartous contre les forces terroristes HTS qui ont saccagé et pillé leurs maisons vidéo => <https://t.me/SabrenNews22/139048>

vidéo 2 => <https://t.me/SabrenNews22/139063>

Des monuments sacrés chrétiens saccagés par les terroristes HTS dans la ville de Mahredeh – Hama vidéo images => <https://t.me/SabrenNews22/139033> <https://t.me/SabrenNews22/139038>

Des tombeaux chiites détruits et saccagés par les terroristes HTS en Syrie : vidéo => <https://t.me/iswnews/63054> *Les salafistes sunnites n'autorisent pas « *la décoration des tombeaux* ».

Un syrien tabassé à mort par des membres de HTS devant sa femme et ses enfants : vidéo => <https://t.me/SabrenNews22/139122>

5- L'Iran et l'Irak ont décidé de couper l'approvisionnement en pétrole pour la Syrie, depuis hier des graves pénuries de carburant en Syrie se fait sentir avec des coupures d'électricité permanent, la raffinerie de Baniyas est à l'arrêt, apparemment l'Iran et ses alliés chiites ont commencé à prendre des mesures contre les nouvelles autorités « *salafistes* » en Syrie.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 24 décembre 2024

L'agence française de l'Internationale fasciste a son gouvernement.

Macron et Bayrou vous adresse leurs bons vœux en vous faisant un bras d'honneur avec au bout une matraque, le symbole d'un régime tyrannique.

Qu'est-ce qui leur permet une telle audace, de se livrer ouvertement à une telle provocation ?

On a fourni la réponse tout au long des causeries de l'année écoulée, en vain, puisque personne n'a souhaité rejoindre le courant politique que j'anime, à croire que vous aurez le gouvernement que vous méritez, hélas, surtout pour ceux qui n'y sont pour rien dont je fais partie !

C'est une question taboue pour les militants du mouvement ouvrier. Vous ne devinez pas pourquoi ? Dommage, le pire est à venir, tant pis pour ceux qui sont déjà les plus mal lotis, leur condition va encore gravement se dégrader, quant aux autres, tant mieux d'une certaine manière, cela les forcera peut-être à réfléchir, à revoir leur copie et à réagir, s'ils en sont encore capables, il faut l'espérer, c'est tout ce qu'on peut leur souhaiter et se souhaiter par la même occasion, car nous sommes tous embarqués dans la même galère !

Bonne nouvelle, ils ont enfin découvert l'origine des aléas météorologiques... ou presque : le soleil !

On savait déjà que, depuis le 15 octobre 2024, le Soleil avait atteint sa phase d'activité maximale et que celle-ci pourrait durer un an.

Une étude internationale publiée dans Science et relayée par Newsweek rappelle quant à elle qu'une super éruption solaire se fait attendre. D'après les données collectées, ces événements surviennent environ tous les cent ans. Ils provoquent des aurores boréales, mais ont aussi des conséquences très néfastes.

« *Ces nouvelles données nous rappellent brutalement que même les événements solaires les plus extrêmes font partie du répertoire naturel du Soleil* », a exprimé Natalie Krivova, physicienne solaire à l'institut Max-Planck de recherche sur le Système solaire (MPS) à Göttingen (Allemagne) et co-auteurice de l'étude. (Du « *du répertoire naturel* » du système solaire dans lequel figure la Terre, elle en est donc impactée, par exemple avec des périodes de refroidissement ou de réchauffement, chut ! – J-C)

Pour arriver à ce résultat, elle et son équipe ont analysé les informations de 56.450 étoiles collectées par le télescope spatial Kepler de la NASA entre 2009 et 2013.

Seules celles issues de 2.527 étoiles semblables au Soleil ont été retenues. Sur cette base réduite, 2.889 super éruptions ont pu être constatées, ce qui a finalement permis de calculer cette fréquence d'apparition des super éruptions dans l'espace pour les étoiles similaires au Soleil. « *Nous avons été très surpris de constater que les étoiles semblables au soleil sont sujettes à des super éruptions aussi fréquentes* », a déclaré Valeriy Vasilyev, chercheur au MPS et co-auteur de l'étude.

On parle de super éruptions lorsqu'elles relâchent entre 10^{34} et 10^{36} ergs d'énergie (1 erg équivalent à 100 nanojoules). À titre de comparaison, les éruptions classiques, elles, libèrent environ 10^{27} ergs, tandis que la bombe atomique larguée sur Hiroshima n'en avait produit que 10^{20} ergs. Or, « *entre 1996 et 2012, 12 éruptions solaires avaient une énergie bolométrique supérieure à 10^{32} ergs, mais aucune n'était supérieure à 10^{33} ergs* », ont noté les chercheurs. 20 Minutes/AFP 23 décembre 2024 (Bref, « *supérieure à 10^{32} ergs* » pour ne pas dire 10^{33} ergs, parce qu'à partir de 10^{34} il s'agirait d'une super éruption qui pourrait peut-être expliquer bien des phénomènes climatiques inexplicables qu'ils imputent à l'activité humaine, idéologie oblige. – J-C)

Totalitarisme. Ministère de la Vérité. Guerre idéologique. L'ONU en agent des Young leaders du journalisme.

J-C – Pourquoi tiennent-ils absolument à formater des journalistes amateurs ou autoproclamés ?

Personnellement, depuis août 1996 que je fais ces causeries, je livre aux lecteurs des infos fiables et vérifiables en leur fournissant les sources, sinon ils peuvent facilement les trouver sur le Net.

Il m'arrive assez souvent de me livrer à un travail d'investigation pour compléter les infos dont je dispose, car j'estime qu'elles sont insuffisantes pour se prononcer sur un évènement, en obtenant à la source des informations supplémentaires sur certains protagonistes on parvient à démêler le vrai du faux. C'est juste une question de volonté ou de détermination, de temps à y consacrer, parfois on passe 2 heures sur un seul sujet, on ne peut pas se permettre d'approximations ou d'infos rapportées. Finalement, tout dépend si on sert ou non la vérité, c'est donc aussi une question de principe, de morale.

Nos ennemis sont des canailles de la pire espèce, des voleurs par nature doublés de criminels sans scrupules, donc mentir, tricher, manipuler, tromper les gens ne les gêne pas le moins du monde, seul le profit ou le fric, le pouvoir comptent pour eux, avec un idéal aussi misérable, ils peuvent tout se permettre, et ils se foutent de ce qu'on pensera d'eux, cela ne les empêchera pas de dormir. Mais pour nous il en va tout autrement. Eux, ils bénéficient du capital confiance qu'inspire leur statut social supérieur auprès de la population, cela se traduit par un culte du pouvoir qu'ils cultivent lié à leur idéologie, tandis que nous, nous n'inspirons que méfiance, on doit se démener comme ce n'est pas possible pour obtenir un semblant de confiance de la part d'un travailleur. Bien que nous soyons animés par l'idéal humaniste le plus élevé, par les meilleures intentions du monde et qu'on soit d'une honnêteté et d'une sincérité irréprochables, on nous traite avec mépris ou comme n'importe lequel de ces salopards de journalistes qui leur mentent quotidiennement ou qu'ils croient sur parole.

C'est très désagréable et ingrat comme travail, très frustrant et injuste au demeurant, parce qu'on n'a pas mérité un pareil traitement, mais on comprend pourquoi. Il faut juste ne pas en faire une

affaire personnelle. On fait ce qu'on a affaire le mieux possible, ensuite on n'est pas comptable des réactions ou du résultat, on a la conscience tranquille. On regrette évidemment que les choses se passent de la sorte, mais on n'y est pour rien, on a fait notre devoir, personne ne peut nous reprocher quoi que ce soit sur le fond, on n'a pas trahi notre idéal, donc il vit toujours, c'est l'essentiel, il triomphera un jour ou l'autre ou nous périrons tous.

Mon expérience et mes connaissances, ainsi que mon esprit critique suffisent pour éviter les pièges de la désinformation provenant en priorité des médias mainstream, ceux des médias ou des réseaux sociaux sont en général si grotesques ou caricaturaux qu'on les perçoit au premier coup d'œil. Il peut arriver qu'on se fasse encore avoir, mais c'est extrêmement rare, parce qu'on s'entoure de précautions éprouvées avant de publier quelque chose.

A ne pas confondre avec les mensonges des médias ou des autorités qu'on publie en tant que tels, ce qui signifie que personne n'est censé ignorer que ce sont des infos frauduleuses, sauf à être idiot, cela existe vous me direz, effectivement, mais on ne peut rien pour eux, chacun doit le comprendre, je ne prends pas les lecteurs pour des abrutis, bien au contraire.

Ces gens-là veulent former les journalistes à leur idéologie, de manière à ce qu'ils censurent ou attaquent tout ce qui n'est pas conforme au discours dominant, qui ne doit pas parvenir à la connaissance de la population, car elle pourrait s'en servir pour lutter contre les régimes en place.

"Être une voix de confiance en ligne" : pour lutter contre la désinformation, l'Unesco propose une formation inédite aux influenceurs du monde entier - francetvinfo.fr 23 décembre 2023

L'Unesco a dispensé, pendant un mois, une formation à destination des influenceurs du monde entier pour lutter contre la désinformation et les discours de haine en ligne. Plus de 9 000 inscrits, venus de 160 pays, l'ont suivie.

Deux tiers des influenceurs ne vérifient pas leurs sources, mais veulent apprendre à le faire : c'est ce qui ressort d'une enquête de l'Unesco publiée début novembre.

Pour répondre à cette problématique, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture s'est associée avec le Knight Center for Journalism in the Americas, rattaché à l'université d'Austin au Texas. Ils ont conçu la première formation mondiale à destination des créateurs de contenu. Une formation disponible sur internet dans quatre langues (anglais, espagnol, portugais et français) et intitulée *"How to be a trusted voice online"*, à traduire : *"comment être une voix de confiance en ligne."*

Le contenu de la formation a été conçu par des experts en éducation aux médias et à l'information. Parmi eux, Enrique Anarte Lazo, journaliste indépendant basé à Berlin et très présent sur les réseaux sociaux. C'est l'Unesco qui l'a contacté pour participer aux modules : *"La désinformation en ligne est l'une des problématiques les plus importantes de nos jours. Je suis très heureux que l'Unesco s'en saisisse."*

"Aujourd'hui, une majorité de la population s'informe sur les réseaux sociaux. Et sur les réseaux sociaux, les internautes ne considèrent pas forcément les médias traditionnels comme leur principal relais d'information. Ils font de plus en plus confiance aux créateurs de contenus." Cette confiance aveugle des abonnés se traduit souvent par une absence de fact-checking.

À terme, la volonté de l'Unesco est de poursuivre le travail engagé avec les bénéficiaires de cette formation pour créer une communauté de référents, poursuit Adeline Hulin, cheffe du service

d'éducation aux médias et à l'information de l'Unesco : "*À l'heure de la désinformation et des discours de haine, si les créateurs de contenus travaillent avec nous pour disséminer ces bonnes pratiques, expliquer à leur audience comment ils créent l'information, comment ils la vérifient, on n'aura pas gagné toute la bataille, mais, en tout cas, on évolue vers quelque chose de plus positif.*"
francetvinfo.fr 23 décembre 2023

Qui est Enrique Anarte Lazo ?

Un des agents de la Fondation Thomson Reuters qui relaie l'idéologie de la classe dominante impulsée depuis Davos. Sa personnalité se passe de commentaire.

Fondation Thomson Reuters - Enrique Anarte Lazo est un journaliste espagnol actuellement à la tête de la chaîne TikTok de la Fondation Thomson Reuters, la chaîne d'information primée Openly, la plateforme d'information LGBTQ mondiale de TRF. Il a couvert des histoires queer et sur les droits de l'homme de plus de 15 pays et a déjà rapporté pour Reuters, NBC News et DW, entre autres. Il est également ambassadeur de l'initiative MediaWise de l'Institut Poynter, où il se concentre sur la désinformation/désinformation ciblant les personnes LGBTQ. Sur ses chaînes personnelles TikTok et Instagram, il explique des informations sur la politique européenne, les sujets queer et la désinformation.

<https://www.journalismfestival.com/speaker/enrique-anarte-lazo>

Fondation Thomson Reuters.

Thomson Reuters est une agence de presse canado-britannique et une société d'édition professionnelle, financière et juridique principalement. La famille Thomson était la plus riche ou l'une des plus riches du Canada.

Le Knight Center for Journalism in the Americas.

Depuis sa création en 2002, le Knight Center for Journalism in the Americas a été un leader mondial dans les cours de journalisme en ligne. Avec une portée mondiale couvrant plus de 200 pays et territoires, notre programme d'enseignement à distance a formé plus de 325 000 participants dans le monde entier.

Des journalistes renommés et des formateurs experts, nos cours assurent une expérience éducative de premier plan destinée aux journalistes qui affinent leur art ainsi qu'aux citoyens désireux de s'engager dans le journalisme et la démocratie.

<https://journalismcourses.org/about-us/>

Quand le journalisme d'investigation est supervisé par l'USAID (CIA) et le Pentagone, Soros et Cie.

OCCRP : Le plus gros réseau d'investigation au monde sous perfusion américaine - France-Soir 17 décembre 2024

Cette mainmise des États-Unis n'est pas vraiment surprenante, puisqu'elle est à l'origine même de l'organisation. Bien que Drew Sullivan ne parle que des Nations Unies (ONU), l'OCCRP a en réalité été fondée grâce au soutien de David Hodgkinson, haut gradé de l'armée états-unienne, et à l'argent du Bureau of International Narcotics and Law Enforcement Affairs (INL), le bureau de coopération policière et judiciaire du département d'État. Pour que ce soit plus discret, ce dernier a simplement transféré ses fonds à l'USAID, l'Agence des États-Unis pour le développement international, qui est devenu fournisseur officiel.

Originellement, les liens entre l'OCCRP et l'armée américaine sont donc étroits. Et, dans ses premières années d'exercice, l'organisation a été intégralement financée par Washington, et l'Open Society Foundations du milliardaire progressiste George Soros, l'empêchant donc de mener la moindre enquête sur les États-Unis.

Plus tard, l'OCCRP bénéficiera de financements plus divers : depuis sa création, il a reçu 1,1 million de l'Union européenne et 14 millions versés par six pays européens, dont le Royaume-Uni (7 millions), la Suède (4 millions), le Danemark, la Suisse, la Slovaquie et la France. Malgré tout, les États-Unis restent loin devant, avec 47 millions d'euros, soit 52 % du total entre 2014 et 2023. Alors, quand les dirigeants de l'OCCRP affirment que ces financements ne compromettent pas l'indépendance des enquêtes, on a du mal à y croire...

Aujourd'hui, non seulement Washington dispose d'un droit de veto sur les nominations des hauts responsables de l'OCCRP, mais en plus l'organisation n'a pas le droit d'enquêter sur les États-Unis avec les fonds américains.

Le journalisme d'investigation, aussi prestigieux soit-il, peut être un outil diplomatique au service des intérêts géopolitiques. L'OCCRP, bien qu'indépendante sur le papier, devient ainsi vecteur d'influence, un maillon de la politique étrangère des États-Unis. D'ailleurs, tous ne s'en cachent pas : selon Michael Henning, fonctionnaire de l'USAID, « *nous devons nous assurer que le travail de l'OCCRP est aligné avec les intérêts des États-Unis* ». Résultat, de nombreux financements américains sont destinés à des enquêtes spécifiquement ciblées sur des pays qui n'ont pas les faveurs de Washington, comme la Russie ou le Venezuela.

<https://edition.francesoir.fr/politique-monde/occrp-le-plus-gros-reseau-d-investigation-au-monde-sous-perfusion-americaine>

Comment les régimes occidentaux suppôts de nazis ukrainiens et sionistes encouragent de dangereux psychopathes à passer à l'action.

Lu. Dans une attaque qui a choqué l'Allemagne et au-delà, une voiture a foncé dans la foule lors d'un marché de Noël à Magdebourg, vendredi soir, causant la mort de deux personnes et blessant plus de 60 autres. Le suspect, identifié comme Taleb Al-Abdulmohsen, un réfugié d'origine saoudienne, a été rapidement arrêté par les autorités.

Selon Reiner Haseloff, chef du gouvernement de Saxe-Anhalt, cet attentat ne serait pas une coïncidence mais une « *synchronisation temporelle* » visant des objectifs politiques en pleine période sensible. Taleb Al-Abdulmohsen, un médecin de 50 ans, se présente comme athée, critique virulent de l'islamisation sur les réseaux sociaux, sympathisant avec les idées de l'AfD, le parti d'extrême droite, et également pro-sionisme.

Ancien réfugié devenu citoyen allemand, Al-Abdulmohsen avait une présence active sur les réseaux sociaux où il exprimait des opinions critiques envers l'islam tout en affichant son soutien explicite à Israël et au Premier ministre Benjamin Netanyahu. Il a notamment déclaré : « *La véritable réconciliation n'aura lieu que si nous nous excusons auprès des Juifs pour ce que le prophète Mahomet leur a fait.* »

Ses publications incluaient également des retweets de figures israéliennes influentes, telles que le porte-parole de Tsahal pour les médias arabes et des militants pro-israéliens comme Guy Tel Aviv et se demandant « *pourquoi Israël attend-il une deuxième frappe iranienne pour écraser le régime iranien ?* ». Les messages, souvent empreints d'islamophobie, ont également mis en avant une admiration pour la politique israélienne concernant les territoires occupés en Syrie, au Liban et en Palestine.

L'homme s'est également illustré par son soutien aux droits LGBT. Il a salué le déploiement du drapeau arc-en-ciel à Gaza, déclarant : « *Le premier drapeau gay a été hissé à Gaza après la fin de l'occupation islamique.* » (La photo prise à Gaza figurait dans l'article - J-C)

L'Arabie saoudite, qui avait réclamé l'extradition de Taleb Al-Abdulmohsen, le considère comme un traître. Les autorités allemandes avaient refusé cette demande, invoquant des préoccupations relatives aux droits de l'homme et à la liberté d'expression. Cette décision est aujourd'hui vivement critiquée, notamment sur les réseaux sociaux où des utilisateurs dénoncent une « *destruction de l'Europe de l'intérieur* ».

Internationale nazi. Netanyahu peut continuer à massacrer des peuples et détruire des pays en toute impunité, et inspirer tous les criminels de la planète.

Guerre au Proche-Orient : Après le Hamas et le Hezbollah, Benjamin Netanyahu menace les Houthis du Yémen - 20 Minutes/AFP 22 décembre 2024

Comme le Hamas palestinien, des groupes irakiens ou le Hezbollah libanais, les Houthis du Yémen sont dans le viseur du Premier ministre israélien. « *De la même manière que nous avons agi avec force contre les bras armés de l'axe du mal iranien, nous agirons contre les Houthis [...] avec force, détermination et sophistication* », a déclaré Benjamin Netanyahu au lendemain d'une frappe des rebelles du Yémen ayant fait 16 blessés à Tel-Aviv. « *Même si cela prendra du temps, le résultat sera le même qu'avec les autres groupes terroristes.* » 20 Minutes/AFP 22 décembre 2024

Après avoir produit des monstres en série, ils les liquident.

J-C- Malheur à tous ceux qui se sont laissé prendre au piège ! Seul point positif, à cette occasion on aura pu recenser les acteurs politiques qui s'en étaient faits les complices, et qui dès lors seront demain totalement discrédités. Les chirurgiens qui pratiquent ces opérations et les médecins qui les encadrent font penser aux médecins sadiques du régime nazi des années 40.

Etats-Unis : Donald Trump veut « stopper le délire transgenre » et les « mutilations sexuelles des enfants » - 20 Minutes/AFP 23 décembre 2024

Le 47^e président américain élu a annoncé ce dimanche vouloir arrêter le « *délire transgenre* » dès son premier jour à la Maison Blanche le mois prochain. « *Je signerai des décrets pour mettre fin aux mutilations sexuelles des enfants, exclure les transgenres de l'armée et les exclure des écoles primaires, des collèges et des lycées* », a martelé le prochain président américain.

« *La politique officielle des Etats-Unis sera qu'il n'y a que deux genres, homme et femme* », a poursuivi le vainqueur de la présidentielle du 5 novembre devant une foule de jeunes conservateurs réunis à Phoenix, dans le sud-ouest du pays.

Le « *wokisme doit s'arrêter* », a encore dit le républicain sous les applaudissements de la foule.

Internationale fasciste. Manipulation des masses pour créer les conditions d'un coup d'Etat.

En Serbie, une marée humaine défile à Belgrade contre le gouvernement après un drame dans une gare - Le HuffPost 23 décembre 2024

Des dizaines de milliers de personnes ont manifesté ce dimanche 22 décembre à Belgrade pour exiger que les dirigeants serbes assument leurs responsabilités dans l'effondrement le mois dernier du toit d'une gare ferroviaire dans le nord de la Serbie, qui a causé la mort de quinze personnes.

Le rassemblement de dimanche dans la capitale serbe, organisé par des étudiants, a commencé par quinze minutes de silence en hommage aux victimes, a constaté l'AFP.

Les manifestants, dont le nombre a été évalué à 29 000 par le ministère de l'Intérieur, ont occupé la place Slavija, bloquant ainsi pratiquement tout le centre-ville. Ils réclamaient la démission du Premier ministre Milos Vucevic ainsi que du maire de Novi Sad à la suite de la catastrophe et que les responsables dans cette affaire comparaissent devant les tribunaux.

Les étudiants demandent en outre que ceux qui les ont agressés au cours des précédentes manifestations soient jugés et l'annulation des poursuites contre leurs camarades qui ont participé aux rassemblements.

Samedi, le président serbe Aleksandar Vucic a affirmé qu'il ne reculerait pas face aux manifestants. Le HuffPost 23 décembre 2024

Totalitarisme. Big Brother vous surveille ou l'absence de liberté se propage.

Montluçon adopte la vidéoverbalisation - 20 Minutes 22 décembre 2024

Ce mercredi, le conseil municipal de Montluçon (Allier) a définitivement validé la vidéoverbalisation. Le principe avait été voté lors d'une session en septembre 2023, mais ce nouvel acte promet l'application de sanctions dès l'année prochaine, rapportent nos confrères de La Montagne. Cette décision divise les élus.

Il y a actuellement plus d'une centaine de caméras qui scrutent les faits et gestes des automobilistes montluçonnais et bientôt, elles serviront à dresser leur contravention. En phase de test depuis un an,

le projet de vidéoverbalisation passe à la vitesse supérieure. Selon ses partisans, les infractions visées sont celles qui mettent en danger les usagers. 20 Minutes 22 décembre 2024

L'Internationale fasciste sauvera-t-elle le capitalisme ?

Une «arnaque complète» : Trump menace de reprendre le contrôle du canal de Panama - RT 22 déc. 2024

«Si les principes, à la fois moraux et légaux, de ce geste magnanime de don ne sont pas respectés, alors nous exigerons que le canal de Panama nous soit restitué, en totalité et sans poser de questions», a déclaré ce 22 décembre Donald Trump sur Truth Social, après avoir accusé le Panama de facturer des tarifs *«exorbitants»* pour l'utilisation du canal.

«Cette arnaque complète de notre pays va immédiatement cesser», a-t-il encore lancé, affirmant que le canal était considéré comme un *«atout national vital»* pour les États-Unis.

«Notre marine et notre commerce ont été traités de manière particulièrement injuste et peu judicieuse. Les droits facturés par le Panama sont tout simplement ridicules, surtout quand on connaît l'extraordinaire générosité dont les États-Unis ont fait preuve à l'égard du Panama», a déclaré Donald Trump.

Les États-Unis sont le plus grand utilisateur du canal de Panama, puisqu'ils représentent environ *«les trois-quarts du fret»* qui y transite chaque année, a noté Bloomberg. *« En deuxième position se trouve la Chine, pour laquelle Donald Trump a déclaré dans son message que le canal n'était «pas destiné».*

Le canal de Panama a ouvert en 1914, après deux périodes d'une dizaine d'années de travaux, l'une sous impulsion française, l'autre américaine.

En 1999, les États-Unis ont restitué au Panama le contrôle complet du canal, à la suite de traités signés en 1977 entre le président américain Jimmy Carter et le dirigeant panaméen Omar Torrijos. Une décision critiquée par Donald Trump dans son message.

L'Internationale fasciste. La guerre sera économique ou ne sera pas.

Normes européennes : le Qatar menace d'interrompre ses livraisons de gaz à l'UE - RT 22 déc. 2024

Dans une interview au Financial Times (FT) publiée ce 22 décembre, le ministre de l'Énergie du Qatar Saad al-Kaabi a averti que l'émirat pourrait cesser de fournir l'UE en gaz si ses États membres appliquaient strictement une nouvelle directive qui impose aux grandes entreprises *«un devoir de vigilance en matière de durabilité».*

«Si je perds 5% de mes revenus en allant en Europe, je n'irai pas en Europe... Je ne bluffe pas», a mis en garde Saad al-Kaabi auprès du FT. *«Il s'agit de l'argent du peuple, je ne suis donc pas prêt à*

perdre une telle somme. Et personne ne peut accepter de perdre une telle somme», a insisté celui qui est également le directeur général de la société nationale de pétrole et de gaz Qatar Energy.

Santé.

Dévoiler la vérité : démêler les origines et l'impact de la pandémie - debriefing avec Charles Rixey - France-Soir 17 décembre 2024

Dans ce débriefing, Charles Rixey, ancien officier des Marines des États-Unis et spécialiste des armes chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires (CBRN), partage ses réflexions sur les sujets controversés de l'origine du virus, l'impact de la pandémie de COVID-19 et le lien avec le rapport du Congrès. L'entretien aborde les origines artificielles du virus, la réponse mondiale et les effets à long terme des vaccins à ARNm.

<https://edition.francesoir.fr/videos-les-debriefings/devoiler-la-verite-demeler-les-origines-et-l-impact-de-la-pandemie>

Etat juif colonial génocidaire.

«À Gaza, ce n'est pas une guerre, mais de la cruauté», s'insurge le pape François - RT 22 déc. 2024

«C'est avec douleur que je pense à Gaza, à tant de cruauté, aux enfants mitraillés, aux bombardements d'écoles et d'hôpitaux. Combien de cruauté», a déclaré ce 22 décembre le pape François à l'issue de la prière dominicale de l'Angélus.

La veille, lors de son discours annuel de Noël, le souverain pontife avait déjà condamné les frappes israéliennes à Gaza, affirmant qu'elles n'étaient pas de la guerre, mais de la «cruauté». *«Hier, des enfants ont été bombardés. C'est de la cruauté. Ce n'est pas la guerre. Je tenais à le dire parce que cela me touche au cœur»,* a déploré le pape.

Au cours des dernières 24 heures, 32 personnes ont perdu la vie et 54 autres ont été blessées lors de quatre frappes israéliennes ayant ciblé la bande de Gaza.

Dans son bulletin quotidien, le ministère de la Santé de Gaza a également fait savoir que le bilan de l'agression israélienne s'établissait à *«45 259 morts et 107 627 blessés depuis le début des frappes, le 7 octobre 2023».* *«La guerre à Gaza a fait des milliers de morts et plus de 11 000 disparus, alors que la famine et la destruction frappent durement les populations, en particulier les enfants et les personnes âgées»,* a indiqué la même source.

Israël tue les Palestiniens et laisse les cadavres dans les rues pour être dévorés par les chiens - Réseau International 22 décembre 2024

La Défense civile a confirmé dans un communiqué que l'armée d'occupation continue de tuer des citoyens dans la bande de Gaza, et laisse leurs corps dans les rues et les routes, et empêche les équipes et les équipes de secours médicaux de les atteindre et de les évacuer, refusant de les enterrer pour préserver la dignité des martyrs et des morts.

Elle a expliqué que l'armée d'occupation, dans toutes les zones où elle pénètre, empêche la défense civile et les équipes médicales d'atteindre les corps des martyrs, affirmant qu'il s'agit de zones de combat dangereuses, et tire directement sur les équipages chaque fois qu'ils s'approchent de ces zones.

<https://reseauinternational.net/israel-tue-les-palestiniens-et-laisse-les-cadavres-dans-les-rues-pour-etre-devores-par-les-chiens/>

La Slovénie exige l'expulsion de l'État hébreu de l'euro à l'horizon 2025 - haaretz.com Déc. 22, 2024

L'organisme de radiodiffusion publique slovène, RTV SLO, a adressé vendredi une lettre à l'Union européenne de radiodiffusion (UER), appelant à la disqualification de l'Eurovision Song Contest 2025.

La lettre faisait suite à une réunion du conseil de l'organisme de radiodiffusion au début de ce mois, au cours de laquelle les membres ont débattu de la question de boycotter la compétition, prévue pour le mois de mai à Bâle, en Suisse, ou de refuser de diffuser la performance d'Israël. En fin de compte, le conseil a décidé d'exiger que l'UER disqualifie l'État hébreu.

L'organisation a souligné que l'Eurovision était un concours entre les organismes de radiodiffusion et non les pays ou les positions politiques. À la suite de cette déclaration, aucun pays ne s'est retiré pour protester contre la participation d'Israël.

La participation israélienne à l'Eurovision 2025 est également confrontée à des menaces potentielles de la part de la législation proposée à la Knesset.

Cette semaine, l'UER a envoyé une lettre à la Commission des affaires économiques de la Knesset, qui délibère sur les projets de loi qui pourraient démanteler la chaîne publique israélienne, Kan.

La lettre avertit que « *la privatisation du Kan conduirait à son retrait de notre union, limiterait le rôle d'Israël dans les événements internationaux comme l'Eurovision, et empêcherait les téléspectateurs israéliens d'accéder à des contenus tels que la Coupe du monde 2026* ».

En réponse à la lettre de l'organisme de radiodiffusion slovène, Kan a fait référence aux commentaires formulés au début de la semaine par l'avocat Alon Gellert, qui représentait le radiodiffuseur public à la commission de la Knesset.

Gellert a averti que les changements proposés à Kan pourraient avoir de graves conséquences, en disant: « *Nous sommes tous conscients des efforts déployés par les organisations antisémites et les militants palestiniens pour exclure l'État hébreu des institutions internationales. L'État israélien lutte inlassablement pour empêcher cette exclusion. Maintenant, par nos propres actions, nous risquons d'atteindre leurs objectifs. L'expulsion d'Israël de l'UER marquerait le premier domino*

d'une réaction en chaîne, mettant en danger notre appartenance à de nombreuses organisations internationales, y compris des organismes culturels, universitaires et sportifs ».

Sur la situation politique et sociale en France.

François Bayrou, Premier ministre le plus impopulaire de la Ve République 10 jours après sa nomination - BFMTV 23 décembre 2024

Le centriste est le premier à avoir une cote de popularité aussi basse depuis 1959 pour un Premier ministre fraîchement nommé. Il ne récolte que 34% de satisfaction auprès des personnes interrogées dans un sondage Ifop pour le JDD.

Le gouvernement du capital le plus à l'extrême droite de la Ve République.

Xavier Bertrand : « Je refuse de participer à un gouvernement de la France formé avec l'aval de Marine Le Pen », dans un communiqué sur X du lundi 23 décembre

Gouvernement Bayrou : « La droite au pouvoir sous la surveillance de l'extrême droite »... La Gauche ulcérée - 20 Minutes/AFP 24 décembre 2024

L'annonce du nouveau gouvernement dirigé par François Bayrou a déclenché une salve de critiques acerbes de la part des principales figures de la gauche, dénonçant une alliance implicite avec l'extrême droite et un mépris des urnes.

Olivier Faure, premier secrétaire du Parti socialiste, a qualifié sur X ce gouvernement de « *provocation* » et l'a décrit comme étant « *de droite extrême* ». Marine Tondelier, cheffe des écologistes, a, de son côté, fustigé sur BFMTV « l'indignité » d'un Premier ministre « *qui se met entre les mains de l'extrême droite* ».

Du côté de La France insoumise (LFI), les critiques n'ont pas tardé. Mathilde Panot, présidente du groupe à l'Assemblée nationale, a raillé sur X « un gouvernement rempli de gens désavoués dans les urnes et qui ont contribué à couler notre pays... avec le soutien de Marine Le Pen et du RN ».

Fabien Roussel, secrétaire national du Parti communiste, a lui aussi dénoncé sur X un exécutif marqué par « *un 4^e gouvernement toujours inspiré par Emmanuel Macron, par les LR, par le RN et avec Valls en prime ! Un jour sans fin* ». Pour Raphaël Glucksmann, leader de Place Publique, ce nouvel exécutif est un gouvernement « *sous la tutelle de Marine Le Pen* ».

L'ex-député insoumis François Ruffin a quant à lui regretté une équipe composée de « *mercenaires sarkozystes, du pire des années Hollande, mélangés aux macronistes défaits, un gouvernement formé avec l'aval de Marine Le Pen. Voilà une tambouille qui va régaler les Français !* ». Enfin, Pierre Jovet, secrétaire général du PS, a conclu en ironisant : « *Ce n'est pas un gouvernement, c'est une recyclerie !* ».

J-C - Eux, ils ont assurément le gouvernement ou les ministres qu'ils méritaient puisqu'ils n'ont jamais rompu avec les gouvernements précédents, pire, ils y ont collaboré de l'extérieur. C'est la

réaction sur toute la ligne ou le rouleau compresseur de la tyrannie. Macron peut se permettre cette ultime provocation sachant qu'en face il n'existe aucune opposition de gauche organisée digne de ce nom.

J-C - Macron et Beyrou en guise de revanche et de provocation ont retenu parmi les plus réactionnaires, les pires ordures qui ont sévi au cours des dernières décennies dans différents gouvernements.

Nouveau gouvernement : Élisabeth Borne, Manuel Valls, Gérald Darmanin... Voici la liste des ministres de François Bayrou - 20minutes.fr/AFP 23 décembre 2024

Sophie Primas devient porte-parole du gouvernement

Bruno Retailleau reste ministre de l'Intérieur.

Sébastien Lecornu reste ministre des Armées.

Eric Lombard hérite du ministère de l'Economie.

Élisabeth Borne hérite du portefeuille de l'Education nationale et de l'Enseignement supérieur.

Gérald Darmanin devient garde des Sceaux.

Jean-Noël Barrot reste au Quai d'Orsay.

Annie Genevard reste à l'Agriculture.

Rachida Dati reste à la Culture.

Catherine Vautrin reste ministre du Travail, de la Santé, des Solidarités et des Familles.

Agnès Pannier-Runacher reste à la Transition écologique.

Laurent Saint-Martin devient ministre du Commerce extérieur.

Manuel Valls hérite du portefeuille des Outre-mer.

Marie Barsacq hérite du ministère des Sports, de la Jeunesse et de la Vie associative.

François Rebsamen hérite de l'Aménagement du territoire et de la Décentralisation.

Aurore Bergé devient ministre de l'Égalité et de la Lutte contre les discriminations.

Leur cible ou leur ennemi : La classe ouvrière.

Réduction du déficit: François Bayrou "ne veut pas cibler les entreprises" - BFMTV 23 décembre 2024

"Je n'ai jamais aimé la mise en accusation des grands groupes. Il faut reconnaître que les grands groupes, les PME et les TPE sont une seule économie [...] Je pense qu'il est nécessaire que tout le monde sache où est le trésor national : ce sont les entreprises qui créent de la richesse et de l'emploi et c'est grâce à elles que nous avons une solidarité nationale [...] Le sentiment que les entreprises ont eu d'être souvent ciblées est négatif pour le pays."

Il écarte la possibilité d'un rétablissement de l'impôt sur la fortune (ISF) dans les prochains mois. « *Je ne veux pas cibler une catégorie, a-t-il répété. [...] J'étais au début pour maintenir l'ISF et exclure de l'ISF l'investissement productif. Si vous investissez dans une usine, dans une part de PME, c'est utile pour le pays, ce n'est pas une rente* ».

« *Il n'y a pas de fiscalité acceptée sans justice. L'équilibre qu'il faut trouver est une fiscalité qui n'empêche pas l'économie de vivre, de se développer, d'ouvrir de nouveaux chantiers et de trouver de nouvelles technologies et il faut une justice.* »

J-C - Pas besoin de commenter, c'est suffisamment explicite. Entre nous, c'est cela qui distingue un régime autocratique ou tyrannique d'une simple dictature institutionnelle ou parlementaire.

Gouvernement Bayrou: Gérald Darmanin est nommé ministre de la Justice - BFMTV 23 décembre 2024

J-C - Après le général (De Gaulle) et le flic président (Sarkozy), voilà le flic ministre de la Justice à laquelle il est préférable de ne pas avoir affaire...

Et un régime oligarchique.

Scission de Vivendi : Vincent Bolloré échappe à 535 millions d'euros d'impôts sur ses actions Canal+ et Hachette - France-Soir 18 décembre 2024

Le 9 décembre dernier, le groupe Vivendi a entériné sa scission en trois entités distinctes, toutes cotées en Bourse depuis lundi. Le groupe Bolloré, qui contrôle 30% du géant français des médias et de l'édition, a cette fois-ci adopté une approche différente de la scission réalisée en 2021 pour Universal Music, dont l'impact fiscal avait été critiqué par les actionnaires. L'opération menée par le milliardaire lui permet cette fois-ci d'économiser plus de 500 millions d'euros d'impôt.

<https://edition.francesoir.fr/societe-economie/scission-de-vivendi-vincent-bollore-echappe-535-millions-d-euros-d-impots-sur-ses>

Russie.

L'Ukraine utilise les mêmes méthodes terroristes au Mali qu'en Russie, selon l'ambassadeur russe au Mali - RT 23 déc. 2024

«*Incapable de gagner sur le champ de bataille, [Volodymyr] Zelensky a décidé d'ouvrir un second front en Afrique et se plie aux exigences des groupes terroristes dans les pays amis de la Russie sur le continent. La nature terroriste du régime de Kiev devient de plus en plus évidente pour le monde entier*», a déclaré lors d'une conférence de presse de fin d'année l'ambassadeur russe au Mali et au Niger, Igor Gromyko.

Selon lui, l'implication de Kiev dans le soutien aux terroristes au Mali a été confirmée avant même la rupture des relations diplomatiques entre les deux pays. Le diplomate russe a souligné que les actions de l'Ukraine ont été condamnées par de nombreux États africains, dont le Sénégal et le Burkina Faso. Igor Gromyko a noté que les autorités maliennes avaient averti que le fait de soutenir des terroristes sur leur territoire serait considéré comme un soutien au terrorisme international.

L'ambassadeur russe a également établi un parallèle entre les actions de l'Ukraine au Mali et les méthodes terroristes utilisées par Kiev contre la Russie. Pour illustrer les actions du régime de Kiev, il a cité l'attentat contre le lieutenant-général Igor Kirillov, commandant des troupes de protection NBC des forces armées russes, dans une explosion à Moscou le 17 décembre 2024.

Roumanie.

L'ancien président de la Roumanie refuse de quitter son poste - RT 23 déc. 2024

La Roumanie est devenue un autre pays sur la carte politique moderne du monde où le président, après l'expiration de son mandat, a refusé de quitter ses fonctions. Cette décision n'a pas été soutenue par l'élite politique roumaine qui demande sa destitution.

Klaus Iohannis, qui a exercé les fonctions de président de la Roumanie depuis 2014, a refusé de quitter son poste à l'issue de son mandat. L'ancien président a invoqué le 2e paragraphe de l'article 83 de la Constitution du pays : le président est en fonction jusqu'à ce qu'un nouveau chef d'État prête serment. «*Comment puis-je partir si la Constitution me dit que je dois rester ?*», a-t-il déclaré lors du briefing le 18 décembre.

L'élite politique roumaine n'a pas soutenu cette prise de position. Elena Lasconi, leader du parti pro-européen «*Union sauvez la Roumanie*» (qui a atteint le second tour de l'élection présidentielle, finalement annulée) a déclaré que si Klaus Iohannis «*avait une once d'honneur*», il démissionnerait et transférerait temporairement les pouvoirs au président du Sénat. Cette possibilité est prévue dans la même Constitution au cas où «*le président est suspendu ou dans l'incapacité temporaire d'exercer ses pouvoirs*». De son côté, le leader de l'«*Alliance pour l'unité des Roumains*», parti d'extrême droite, George Simion, a proposé au nouveau Parlement, dont la première session s'est tenue le 20 décembre, d'initier la destitution de Klaus Iohannis.

Les élections présidentielles en Roumanie, qui ont eu lieu le 24 novembre 2024, ont été accompagnées d'un certain nombre d'événements inattendus, et la fin du drame qui se joue dans le pays n'est pas encore en vue. La première surprise a été le fait que ce jour-là, le candidat indépendant Calin Georgescu est arrivé en tête au premier tour des élections présidentielles alors qu'il était décrit par les médias européens comme un outsider.

La deuxième surprise est venue le 6 décembre lorsque la Cour constitutionnelle de la Roumanie a annulé les résultats du premier tour et, par conséquent, a annulé le second tour. Les juges ont pris cette mesure après avoir analysé les rapports des services de renseignement sur les «*irrégularités de la campagne électorale*».

L'ancien président roumain Klaus Iohannis n'est pas le premier homme politique européen à refuser de démissionner après la fin de son mandat officiel ces derniers temps. Une situation identique s'est produite en Géorgie. Le 13 décembre, l'ancienne présidente géorgienne Salomé Zourabichvili a également refusé de quitter son poste. «*Moi, j'incarne une légitimité née d'une élection au suffrage universel et j'incarne la continuité de l'État*», avait déclaré l'ancienne présidente géorgienne, dans une interview accordée à un média public français publiée le 11 décembre. Considérant que le Parlement de son pays était «*doublement illégitime*», elle avait martelé qu'elle serait «*toujours présidente*».

L'autre exemple de ce type de comportement est l'ancien président de l'Ukraine, Volodymyr Zelensky, dont le mandat présidentiel a expiré en mai 2024, qui continue toujours à remplir illégalement et illégitimement les fonctions de président de l'Ukraine. L'Ukraine aurait dû organiser des élections présidentielles le 31 mars 2024, mais Zelensky les a annulées. RT 23 déc. 2024

Slovaquie.

Robert Fico : ma rencontre avec Vladimir Poutine, une réponse aux menaces de Zelensky - RT 23 déc. 2024

Le Premier ministre slovaque Robert Fico a rencontré Vladimir Poutine au Kremlin pour aborder des sujets clés concernant la sécurité énergétique et les relations russo-slovaques. Cette visite, qu'il décrit comme une réponse directe aux politiques ukrainiennes, marque un pas dans sa stratégie de défense des intérêts nationaux slovaques.

Le Premier ministre slovaque Robert Fico s'est rendu à Moscou ce 22 décembre pour une visite de travail, lors de laquelle il a rencontré le président russe Vladimir Poutine. Selon les déclarations publiées par Robert Fico sur sa page Facebook, cette rencontre avait pour but principal de défendre la politique souveraine de la Slovaquie face à des décisions ukrainiennes jugées préjudiciables au pays.

Il a déclaré : «*Ma rencontre d'aujourd'hui était une réponse au président ukrainien Volodymyr Zelensky, qui, lors de nos échanges, a affirmé être opposé à tout transit de gaz à travers l'Ukraine vers notre territoire.*»

Cette position, selon Fico, met en péril la sécurité énergétique de la Slovaquie et menace le fonctionnement des centrales nucléaires du pays, un enjeu qu'il a qualifié d'inacceptable. Selon le chef du gouvernement slovaque, Vladimir Poutine a réitéré la volonté de la Russie de continuer à fournir du gaz à l'Europe, notamment à la Slovaquie. Cependant, cette coopération est rendue «*presque impossible*» par les décisions ukrainiennes, notamment le refus de prolonger l'accord de transit de gaz, qui arrive à expiration le 31 décembre 2024.

Fico a également souligné que son gouvernement maintenait une position claire vis-à-vis de l'Ukraine : la suppression de l'aide militaire à Kiev et la levée des sanctions de l'Union européenne

contre la Russie. «*L'Union européenne doit reprendre un dialogue constructif avec Moscou*», a-t-il déclaré dans ses échanges avec plusieurs médias russes.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 25 décembre 2024

Scorpions - Humanity

<https://www.youtube.com/watch?v=0755SXCTCNO>

Une source d'informations. National Security Archive (Declassified Documents)

Archives de la sécurité nationale numérique (DNSA)

Disponible dans les principales bibliothèques universitaires du monde, la DNSA propose 750 000 pages de dossiers du gouvernement américain déclassifiés critiques pour comprendre l'histoire de l'élaboration des politiques étrangères des États-Unis aux 20e et XXIe siècles.

<https://nsarchive.gwu.edu/>

Internationale nazi. CIA et Pentagone en première ligne.

Des expériences de manipulation mentale menées par la CIA découvertes aux États-Unis - RT 24 déc. 2024

La CIA a mené des expériences utilisant des drogues, l'hypnose, l'isolement, la privation sensorielle et d'autres méthodes extrêmes sur des êtres humains dans les années 1950 et 1960, selon les Archives de la Sécurité nationale des États-Unis.

Les programmes portaient les noms de code suivants : MKULTRA, BLUEBIRD et ARTICHOKE. Les cobayes étaient des citoyens des États-Unis et d'autres pays, qui participaient souvent de façon inconsciente aux expériences de la CIA.

Parmi les documents clés sont à signaler :

1. Un plan visant à créer des équipes d'interrogatoire qui «utiliseraient le polygraphe, les drogues et l'hypnose pour obtenir les meilleurs résultats en matière de techniques d'interrogatoire», approuvé par le directeur de la CIA en 1950.

2. Un rapport de 1952 sur l'utilisation «réussie» des techniques d'interrogatoire ARTICHOKE qui combinaient l'utilisation de l'«anesthésie» et de l'«hypnose» pour induire la régression et plus tard l'amnésie sur des «agents russes soupçonnés de double jeu».

3. Une note de service datée de 1956 dans laquelle le responsable du projet MKULTRA, Sidney Gottlieb, approuve un projet visant à «évaluer les effets de fortes doses de LSD-25 chez des volontaires humains normaux» parmi les détenus d'une prison fédérale d'Atlanta, en Géorgie.

4. Un rapport de 1963 de l'inspecteur général de la CIA John Earman, qui indique que dans la phase finale des expériences, des drogues ont été administrées à des «sujets inconscients dans des conditions de vie normales». Ce rapport précise également que la conduite d'expériences «conformément aux procédures scientifiques reconnues ne permet pas de dresser un tableau complet des réactions et des attributions susceptibles de se produire dans des situations opérationnelles». C'est pourquoi «en 1955, un programme d'essais clandestins de substances sur des citoyens américains à leur insu a été lancé». Certains des sujets testés étaient des «informateurs ou des criminels présumés», tandis que d'autres sujets involontaires provenaient de différents milieux. John Earman a recommandé que les tests de substances sur des citoyens américains inconscients de leur participation soient interrompus en raison du risque de compromission et de préjudice pour la CIA. Toutefois, selon lui, de telles expériences pourraient être menées avec des «agents profondément conspirateurs à l'étranger».

Les expériences ont été menées non seulement dans des hôpitaux, des laboratoires et d'autres institutions, mais aussi dans des maisons secrètes. Par exemple, l'agent fédéral George Hunter White, se faisant passer pour un artiste bohème sous le pseudonyme de Morgan Hall, attirait des victimes dans «son appartement» où lui et d'autres agents de la CIA leur injectaient des drogues et enregistraient leurs réactions.

Ce dernier document mentionne qu'en 1960, il n'existait pas de «somnifère efficace, de sérum de vérité, d'aphrodisiaque ou de pilule pour recruter», mais que des progrès avaient été réalisés dans l'utilisation de drogues pour les procédures d'interrogatoire.

Alors que certains professionnels de la Santé employés par la CIA se sont apparemment heurtés aux questions éthiques soulevées par la réalisation de tests nocifs sur des personnes qui n'étaient pas au courant de toutes ces expériences, d'autres ont cherché à participer à un programme dans lequel, selon une note de service de 1953, «aucun domaine de l'esprit humain ne doit rester inexploré».

Dans la publication des Archives de la Sécurité nationale, les expériences sont décrites comme terrifiantes, honteuses et offensantes, et tous les documents sont compilés dans un «récit troublant sur les efforts à long terme de la CIA pour découvrir et tester des moyens d'effacer et de reprogrammer l'esprit humain», et de le contrôler.

Défense russe : les États-Unis ont créé un réseau de laboratoires de biologie médicale en Afrique - RT 24 déc. 2024

Alexeï Rtichtchev, commandant adjoint des troupes de défense radiologique, chimique et biologique des forces armées de la Russie, s'est exprimé lors du briefing sur les activités biologiques des États-Unis en Afrique, expliquant comment Washington fait pression sur les pays du continent pour qu'ils servent de tremplin à ses propres expériences.

«*C'est l'Afrique qui se trouve actuellement dans le collimateur. L'administration des États-Unis considère la région comme un réservoir naturel illimité d'agents pathogènes d'infections dangereuses et un terrain d'essai pour des médicaments expérimentaux*», a déclaré le général de brigade Alexei Rtichtchev, commandant adjoint des troupes de défense radiologique, chimique et biologique (NBC) des forces armées de la Fédération de Russie, lors du briefing du ministère russe de la Défense sur les activités biologiques de l'armée américaine.

Des succursales du centre médical militaire de la Marine américaine, a-t-il précisé, ont déjà été installées au Ghana et à Djibouti, et des laboratoires de biologie médicale de terrain sont apparus au Kenya pour «*surveiller la propagation des maladies infectieuses*». Au Nigeria, un centre de recherche médicale et un laboratoire médical militaire ont été mis en place cette année, avec des spécialistes du ministère américain de la Défense. En outre, un nouveau complexe de laboratoires est en cours d'achèvement au Sénégal. D'après le général de brigade, ce projet fait appel aux mêmes sous-traitants du Pentagone que dans les pays de l'ex-Union soviétique : l'Arménie, la Géorgie, le Kazakhstan et l'Ukraine.

Comment ça fonctionne ?

Selon Alexei Rtichtchev, les États-Unis déploient leur système de contrôle biologique en Afrique selon un scénario bien établi. Tout d'abord, ils se disent préoccupés par des épidémies, par exemple d'anthrax dans une région et de peste dans une autre. Cela se fait généralement lors de réunions entre les ambassadeurs américains et les responsables des ministères de la Santé locaux. Ce faisant, les diplomates s'interrogent sur le niveau de qualification des spécialistes et sur leur capacité à éliminer les menaces biologiques.

Ensuite, les représentants américains affirment que le niveau de formation du personnel local n'est pas suffisant et doit être amélioré, et ils proposent d'ouvrir un Centre de diagnostic et de dépistage des maladies dans tel ou tel pays africain d'ici un an ou deux. Cette institution est censée étudier les agents pathogènes dangereux et leurs mutations, développer et tester de nouveaux vaccins.

L'intégration de la structure médicale locale dans la structure américaine se met en place, un financement de 5 à 10 millions de dollars est subséquemment alloué et des entreprises contractantes privées, des géants de la pharmacologie, sont attirées. En conséquence, le système de Santé de l'État africain adopte les normes américaines et perd sa souveraineté. C'est dans ce contexte que des organisations de recherche du Pentagone travaillent au Ghana et à Djibouti, selon le commandant adjoint des troupes de défense radiologique, chimique et biologique (NBC) des forces armées de la Fédération de Russie. Elles opèrent dans des foyers naturels de maladies, isolant et déchiffrant des agents pathogènes et menant leur propre recherche militaro-biologique.

«*Dans le même temps, les États-Unis ne dévoilent pas les objectifs ultimes des expériences menées à leurs partenaires, qui n'ont souvent aucune idée des risques liés à la mise en œuvre des programmes américains*», a précisé Alexei Rtichtchev.

Le général de brigade a souligné que les États-Unis qualifient les objectifs de ces travaux d'assistance aux pays en développement et de surveillance des maladies, mais qu'en réalité, il s'agit d'un renforcement du potentiel militaro-biologique de Washington.

«*La tendance est claire : les agents pathogènes des maladies qui intéressent le Pentagone deviennent par la suite pandémiques, et les entreprises pharmaceutiques américaines en sont les bénéficiaires*», a-t-il souligné.

Parmi les exemples d'infections de ce type, Alexeï Rtichtchev a cité la variole du singe, la fièvre jaune et la fièvre de la vallée du Rift. Cette dernière vient de se déclarer au Caire, notamment sur le site d'un laboratoire biologique militaire de la Marine américaine

Faits relatifs aux activités illégales des États-Unis

Comme exemple de l'activité biologique illégale des États-Unis en Afrique, Alexeï Rtichtchev a évoqué la situation autour de la société Metabiota, l'un des contractants du Pentagone dont les activités ont pris fin en Afrique. Selon le rapport du groupe international d'experts qui a participé à la lutte contre l'épidémie d'Ebola de 2014 en Sierra Leone, le personnel de l'entreprise a dissimulé les faits d'implication des employés du Pentagone dans le travail. Il est souligné que le principal objectif de cette activité était d'isoler et ensuite de faire passer clandestinement des souches virulentes. Des échantillons du virus Ebola ont ainsi été illégalement exportés par des représentants de la société et transférés à l'Institut de recherche de l'armée américaine sur les maladies infectieuses.

Le ministère russe de la Défense a identifié plus de 30 personnes impliquées dans l'activité des laboratoires de biologie médicale américains en Afrique, dont des fonctionnaires, des intermédiaires et des entreprises privées. La photo montre les organisateurs et les participants d'activités militaro-biologiques illégales sur le territoire de pays africains (Alexis Robinson, Helina Merry, Mark Breda, Jane Wachira, John Nkoimo et Lauren Kalodner). Il s'agit de membres de l'Institut de recherche Walter Reed de l'Armée américaine, d'employés de l'Agence de Défense pour la réduction des menaces (DTRA), des Centres de contrôle et de prévention des maladies en Afrique et de représentants du Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme

« Le mensonge permanent est l'apothéose du totalitarisme », l'hypocrisie et la lâcheté aussi.

J-C – Il est remarquable et encourageant que des intellectuels partagent en grande partie notre constat ou notre analyse de la situation politique, c'est toujours mieux que de figurer dans le camp de la réaction. Ils comptent de nombreux progressistes. On aurait tort de les négliger ou de les rejeter parce qu'ils n'adhèrent pas au socialisme.

Par bien des côtés, ils sont plus fréquentables que les dirigeants du mouvement ouvrier tous courants confondus. Leur réflexions peuvent nous faire gagner du temps, parce qu'on ne pense pas forcément à tout.

Chris Hedges Report: Comment le fascisme est arrivé - consortiumnews.com 24 décembre 2024

Extrait.

Pendant plus de deux décennies, moi et une poignée d'autres — Sheldon Wolin, Noam Chomsky, Chalmers Johnson, Barbara Ehrenreich et Ralph Nader ont averti que l'inégalité sociale croissante et l'érosion constante de nos institutions démocratiques, y compris les médias, le Congrès, les syndicats, le monde universitaire et les tribunaux, conduiraient inévitablement à un État autoritaire ou fasciste chrétien.

Le président élu Donald Trump n'annonce pas l'avènement du fascisme. Il annonce l'effondrement du vernis qui masquait la corruption de la classe dirigeante et ses prétentions démocratiques. Il est le symptôme, pas la maladie.

La perte des normes démocratiques fondamentales a commencé bien avant Trump, ouvrant la voie au totalitarisme américain.

La désindustrialisation, la déréglementation, l'austérité, les entreprises prédatrices incontrôlées, y compris dans le secteur de la santé, la surveillance généralisée de chaque Américain, les inégalités sociales, un système électoral en proie à la corruption légalisée, des guerres sans fin et futiles, la plus grande population carcérale du monde, mais surtout les sentiments de trahison, de stagnation et de désespoir, sont un mélange toxique qui culmine dans une haine inchoative de la classe dirigeante et des institutions qu'elle a déformées pour servir exclusivement les riches et les puissants.

« *Trump et sa coterie de milliardaires, de généraux, d'imbéciles, de fascistes chrétiens, de criminels, de racistes et de déviants moraux jouent le rôle du clan Snopes dans certains romans de William Faulkner* », ai-je écrit dans *America: The Farewell Tour*.

« *Les Snopes ont comblé le vide de pouvoir d'un Sud décadent et ont pris le contrôle sans pitié des élites aristocratiques dégénérées et anciennement esclavagistes. Flem Snopes et sa famille élargie – qui comprend un tueur, un pédophile, un bigame, un pyromane, un handicapé mental qui copule avec une vache et un parent qui vend des billets pour assister à la bestialité – sont des représentations fictives de la racaille désormais élevée au plus haut niveau du gouvernement fédéral. Ils incarnent la pourriture morale déclenchée par un capitalisme débridé.* »

Le philosophe politique Sheldon Wolin a qualifié notre système de gouvernance de « *totalitarisme inversé* », un système qui a conservé l'ancienne iconographie, les anciens symboles et le vieux langage, mais qui a cédé le pouvoir aux entreprises et aux oligarques.

Nous allons maintenant passer à la forme la plus reconnaissable du totalitarisme, dominée par un démagogue et une idéologie fondée sur la diabolisation de l'autre, l'hypermasculinité et la pensée magique.

Le fascisme est toujours le fils bâtard d'un libéralisme en faillite.

« *Nous vivons dans un système juridique à deux vitesses, un système dans lequel les pauvres sont harcelés, arrêtés et emprisonnés pour des infractions absurdes, comme la vente de cigarettes au détail – ce qui a conduit Eric Garner à être étouffé à mort par la police de New York en 2014 – tandis que les crimes d'une ampleur effroyable commis par les oligarques et les entreprises, des marées noires aux fraudes bancaires de plusieurs centaines de milliards de dollars, qui ont anéanti 40 pour cent de la richesse mondiale, sont traités par des contrôles administratifs tièdes, des amendes symboliques et des mesures d'application civile qui donnent à ces riches auteurs l'immunité contre les poursuites pénales* », ai-je écrit dans *America: The Farewell Tour*.

L'idéologie utopique du néolibéralisme et du capitalisme mondial est une vaste escroquerie. Au lieu d'être réparties équitablement comme le promettaient les partisans du néolibéralisme, les richesses mondiales ont été canalisées vers le haut, entre les mains d'une élite oligarchique et rapace, alimentant les pires inégalités économiques depuis l'époque des barons voleurs.

Les travailleurs pauvres, dont les syndicats et les droits leur ont été retirés et dont les salaires ont stagné ou diminué au cours des 40 dernières années, ont été plongés dans une pauvreté chronique et dans le sous-emploi.

Leur vie, comme le raconte Barbara Ehrenreich dans *Nickel and Dimed*, est une longue période de stress. La classe moyenne s'évapore. Les villes qui autrefois fabriquaient des produits et offraient des emplois industriels sont devenues des terrains vagues condamnés.

Les prisons débordent. Les entreprises ont orchestré la destruction des barrières commerciales, ce qui leur permet de cacher 1,42 trillion de dollars de bénéfices dans des banques étrangères pour éviter de payer des impôts.

Le néolibéralisme, malgré sa promesse de construire et de propager la démocratie, a rapidement vidé de leur substance les réglementations et éviscéré les systèmes démocratiques pour les transformer en mastodontes du monde des affaires.

Les étiquettes « *libéral* » et « *conservateur* » n'ont aucun sens dans l'ordre néolibéral, comme en témoigne le cas d'un candidat démocrate à la présidence qui s'est vanté d'avoir reçu le soutien de Dick Cheney, un criminel de guerre qui a quitté ses fonctions avec un taux d'approbation de 13 %.

L'attrait de Trump réside dans le fait que, bien qu'il soit vil et bouffon, il se moque de la faillite de la mascarade politique.

« *Le mensonge permanent est l'apothéose du totalitarisme* », écrivais-je dans *America: The Farewell Tour* :

« Ce qui compte n'est plus ce qui est vrai. Ce qui compte, c'est ce qui est « *correct* ». Les tribunaux fédéraux sont remplis de juges imbéciles et incompetents qui servent l'idéologie « *correcte* » du corporatisme et les mœurs sociales rigides de la droite chrétienne.

Ils méprisent la réalité, y compris la science et l'État de droit. Ils cherchent à bannir ceux qui vivent dans un monde basé sur la réalité et défini par l'autonomie intellectuelle et morale. Le régime totalitaire élève toujours les brutes et les stupides. Ces idiots au pouvoir n'ont aucune philosophie ni aucun objectif politique véritable.

Ils utilisent des clichés et des slogans, la plupart absurdes et contradictoires, pour justifier leur cupidité et leur soif de pouvoir. Cela est vrai aussi bien pour la droite chrétienne que pour les corporatistes qui prônent le libre marché et la mondialisation. La fusion des corporatistes avec la droite chrétienne est le mariage de Godzilla et de Frankenstein.

Les illusions colportées sur nos écrans – y compris le personnage fictif créé pour Trump dans *The Apprentice* – ont remplacé la réalité.

La politique est une mascarade, comme l'illustre la campagne fade et pleine de célébrités de Kamala Harris. C'est un écran de fumée créé par une armée d'agents, de publicistes, de services marketing, de promoteurs, de scénaristes, de producteurs de télévision et de cinéma, de techniciens vidéo, de photographes, de gardes du corps, de conseillers en garde-robe, d'entraîneurs de fitness, de sondeurs, de présentateurs publics et de nouvelles personnalités de la télévision.

Nous sommes une culture submergée par le mensonge.

« *Le culte du moi domine notre paysage culturel* », écrivais-je dans Empire of Illusion :

« Cette secte possède en elle les traits classiques des psychopathes : charme superficiel, grandeur et suffisance ; besoin de stimulation constante, penchant pour le mensonge, la tromperie et la manipulation, et incapacité à ressentir du remords ou de la culpabilité.

C'est bien sûr l'éthique prônée par les grandes entreprises. C'est l'éthique du capitalisme débridé. C'est la croyance erronée selon laquelle le style personnel et l'avancement personnel, pris pour de l'individualisme, sont synonymes d'égalité démocratique.

En fait, le style personnel, défini par les biens que nous achetons ou consommons, est devenu une compensation à la perte de l'égalité démocratique. Nous avons le droit, dans le culte du moi, d'obtenir tout ce que nous désirons.

Nous pouvons tout faire, même rabaisser et détruire ceux qui nous entourent, y compris nos amis, pour gagner de l'argent, être heureux et devenir célèbres. Une fois la célébrité et la richesse acquises, elles deviennent leur propre justification, leur propre moralité. La façon dont on y parvient n'a plus d'importance. Une fois que l'on y est parvenu, ces questions ne se posent plus.

La situation ne va pas s'améliorer. Les outils pour faire taire la dissidence sont déjà bien en place. Notre démocratie s'est effondrée il y a des années. Nous sommes aux prises avec ce que Søren Kierkegaard a appelé « *la maladie mortelle* » – l'engourdissement de l'âme par le désespoir qui conduit à l'aviissement moral et physique. Tout ce que Trump a à faire pour établir un État policier nu est d'appuyer sur un interrupteur. Et il le fera.

« *Plus la réalité s'aggrave, moins une population assiégée veut en entendre parler* », écrivais-je à la fin de L'Empire des illusions, « *et plus elle se distrait avec des pseudo-événements sordides de crises de célébrités, de ragots et de futilités. Ce sont les réjouissances débauchées d'une civilisation mourante.* »

Quand les médias à la pointe de la réaction font la promotion de l'écriture inclusive.

J-C - Un scélérat qui instrumentalise sa fille de 11 ans à des fins purement idéologiques, il devrait faire l'objet d'une interdiction à vie d'enseigner à des enfants, ainsi que toute activité à laquelle participerait des enfants.

« *Le masculin l'emporte* »... Un père, qui estimait la grammaire préjudiciable à sa fille, perd en justice contre l'Etat - 20minutes.fr 24 décembre 2024

Un père, qui attaquait l'Etat en justice en demandant qu'il soit permis d'enseigner autre chose que la règle du « *masculin l'emporte* », a perdu la bataille auprès du Conseil d'Etat. Dans une décision rendue le 20 décembre, la plus haute des juridictions de l'ordre administratif a rejeté tous les arguments de cet enseignant, que l'on appellera Bernard*, qui agissait au nom de sa fille, Alexia*, 11 ans.

Le recours attaquait la circulaire de l'ex-ministre de l'Education nationale Jean-Michel Blanquer, qui proscrit l'écriture inclusive, laquelle, selon le texte, « *utilise notamment le point médian pour*

faire apparaître simultanément les formes féminines et masculines d'un mot employé au masculin lorsque celui-ci est utilisé dans un sens générique ». 20minutes.fr 24 décembre 2024

J-C - Ils ont rendu schizophrène une partie de la population.

J'ai imaginé le dialogue suivant avec un de ces dégénérés.

Moi - Tiens, il y a un chat dans le jardin.

- Quoi, que dites-vous, qu'en savez-vous ?

Moi - Qu'est-ce que je devrais savoir?

- Si c'est vraiment un chat.

Moi - Ah ce n'est pas un chien ou une chouette, je sais encore faire la différence.

- Je n'en doute, mais ce n'est pas la question que je vous pose.

Moi - Répétez-la, car je ne comprends rien à ce que vous racontez.

- Savez-vous ce que vous avez vraiment sous les yeux ?

Moi - Oui, quand même, je ne suis pas encore aveugle.

- Mais je n'en doute pas.

Moi - Alors de quoi me parlez-vous ?

- Vous ignorez si c'est un chat ou une chatte.

Moi - Ah c'était cela ! Et alors, cela change quoi ?

- Tout, car un chat ce n'est pas une chatte.

Moi - Je ne comprends toujours pas où vous voulez en venir.

- C'est pourtant simple, un mâle et une femelle c'est différent.

Moi - Comment voulez-vous que je sache si c'est un mâle ou une femelle ?

- Vous devriez pourtant, puisque vous prétendez voir un chat, donc un mâle.

Moi - Mais je n'ai jamais dit que je voyais un mâle, j'ai dit que je voyais un chat, c'est tout.

- Et cela vous suffit, vous convient.

Moi - Assurément, c'était histoire de parler sans plus.

- A la légère.

Moi - Comment cela à la légère. Je me fous de savoir de quel sexe il est.

- Vous ne devriez pas.

Moi - Comment voudriez-vous que je fasse autrement pour le nommer, dites-moi.

- Je ne sais pas.

Moi - Alors qu'est-ce que vous venez m'emmerder avec votre connerie de genre,

- Vous devenez méprisant envers le sexe féminin.

Moi - Le chat inclut le mâle et la femelle indistinctement, c'est la formule la plus simple, générique, la plus économique.

- Economique, comment cela ?

Moi - Parce qu'au masculin, généralement les mots sont plus courts, cela évite aussi de faire des fautes d'orthographe.

- Quitte à manquer de respect envers les femmes, c'est archaïque.

Moi - Ce qui est "*archaïque*" ou relève de la plus crasse ignorance, c'est ce comportement pathologique, quasi obsessionnelle, idéologique, qui consiste à privilégier la différenciation sexuelle au détriment de tout autre facteur morphologique ou biologique.

- En somme, je serais dérangé ?

Moi - En quelque sorte, je le crains.

- Est-ce incurable, selon vous ?

Moi - Cela dépend de vous uniquement.

- Comment faire ?

Moi - Vous êtes manifestement sous l'emprise d'une idéologie à caractère obscurantiste et rétrograde, antiscientifique, il ne tient qu'à vous de vous en libérer, personne ne peut le faire à votre place. Voyez comment ont progressé les hommes, leur histoire, leur société au cours des millénaires précédent jusqu'à nos jours. Munissez-vous des lois de la dialectique qui les parcouraient, et je crois que vous ne verrez plus un chat autrement que comme un chat.

France. Parfois, c'est à désespérer devant un tel niveau de soumission ou d'arriération.

J-C - Jacques a dit : Ne croyez plus les médias mainstream, alors qu'est-ce que vous attendez ?

Quand on est devenu vieux, on en a vu partir un certain nombre autour de nous, et combien de fois on a pu constater qu'ils étaient partis comme ils étaient devenus, c'est-à-dire sans jamais avoir

vraiment évolué, pour ne pas dire en raccourci qu'ils étaient restés cons toute leur vie. Cela fait de la peine quand c'était des proches. On ne les juge pas, c'est un constat voilà tout, contre lequel nous sommes demeurés impuissants, hélas, même si on a essayé de ne pas les imiter, mon obsession depuis 49 ans !

Vous croyez que cela questionnerait ceux qui restent ? Pensez-vous, ils le sont tout autant et ils n'en ont pas conscience malheureusement, pas seulement pour eux, pour nous tous, surtout pour les Palestiniens, pour les Libyens, pour les Syriens et tous les peuples sacrifiés. Inutile de nous apitoyer, c'est à nous de progresser, sinon pas de salut, pas de socialisme.

- **"On a jeté toutes nos poêles anti-adhésives" : le débat sur les polluants éternels chamboule nos habitudes et nos placards de cuisine - FranceInfo 21 décembre 2024**

"Je suis devenue parano." Quand Anne sort l'une de ses deux dernières poêles anti-adhésives de son placard, elle se sent *"un peu coupable"*. *"Je l'examine à la loupe parce que j'ai peur du moindre érafflement"*, explique cette Parisienne de 52 ans.

J-C – Quand on voit à quel niveau se situe leur peur, on n'a pas envie de les plaindre, et pourtant on est tous dans la même galère, on s'en sortira ensemble, il n'existe pas d'autre voie.

Comment la folie du airfryer s'est emparée des cuisines françaises, loin du beurre et du gras ? – 20minutes 21 décembre 2024

Vous êtes encore cuisson au beurre et à l'huile d'olive ? Hé ça va les boomers, vous écrivez aussi au silex et vous allez au travail en calèche ? Bienvenue en 2024 (bientôt 2025 d'ailleurs), l'heure du airfryer et du règne de la cuisson vapeur

En 2023, les Français ont en acheté un million, selon le Groupement des marques d'appareils pour la maison (Gifam), soit trois fois plus qu'en 2022. La montée de 2024 devrait encore être sous stéroïdes avec un doublement des ventes, selon les prévisions. Un foyer français sur cinq est désormais équipé de cette friteuse sans huile, envoûté par cette promesse : tout, absolument tout, serait cuisinable à la vapeur.

J-C – J'utilise deux cuiseurs à vapeur en inox depuis 45 ans, une casserole dans laquelle on met un peu d'eau surmontée d'une écumoire et un couvercle. On les utilise uniquement pour faire cuire des pommes de terre qui finiront en purée, et parfois du poisson qui agrémentera des crudités le midi.

Sinon j'utilise des poêles classiques, y compris deux Téfal. Deux autres n'ont plus du tout de téflon, mais je continue de les utiliser, je m'en tape. Je ne crois pas leurs conneries, il faudrait en consommer des tonnes ou cumuler l'absorption d'un tas de saloperies pour que cela influe sur la santé, et puis on les évacue. Je vis au grand air et je ne suis pas stressé. L'air marin aussi arrive jusqu'ici, j'habite à moins de 10 km de la mer à vol d'oiseau ;

J'ai une alimentation saine, variée et équilibrée.

Ce soir : sirop d'hibiscus et cacahuètes, riz blanc (en petite quantité), un plat de lentilles mixées et légumes épicé, un cari de poisson avec mangue et aubergine, des papadams, des galettes indiennes frites à base de farine de lentille (Urad Dal), des œufs durs, et eau de la nappe phréatique.

Défense du marxisme.

L'impérialisme, stade suprême du capitalisme - Lénine 1916.

Extraits.

- A certain égard, il ne sera du reste pas inutile, pour beaucoup de communistes des pays capitalistes avancés, de se rendre compte à travers l'exemple de ce livre, légal du point de vue de la censure tsariste, de la possibilité - et de la nécessité - d'utiliser même les faibles vestiges de légalité dont ils peuvent encore profiter, disons, dans l'Amérique contemporaine ou en France, après les récentes arrestations de la presque totalité d'entre eux, pour expliquer toute la fausseté des vues des social-pacifistes et de leurs espoirs en une "*démocratie mondiale*".

J-C - En une démocratie tout court.

Or, on nous a fait croire que les régimes occidentaux étaient démocratiques, certes teintés de réserves aussitôt oubliées pour mieux voler à leur secours à la première occasion, une élection par exemple, pratiquement jamais boycottée en 84 ans, ce qui montre au passage que la corruption du mouvement ouvrier et son avant-garde ne datait pas d'hier. Bref, cette caractérisation démocratique des régimes en place en occident correspondait à la lecture que le petit bourgeois pouvait en avoir parce qu'il y trouvait son compte, cela flattait sa sensibilité politique, le fonds de commerce des opportunistes, leurs électeurs ou sympathisants, tout en les détournant du socialisme.

- ...la preuve du véritable caractère social ou, plus exactement, du véritable caractère de classe de la guerre, ne réside évidemment pas dans l'histoire diplomatique (Le fonds de commerce des géopoliticiens qui officient sur les réseaux dits sociaux, la trame ou la toile de fond de tous leurs articles destinés à vanter les vertus de la classe dominante à laquelle ils sont subordonnés. - J-C) de celle-ci, mais dans l'analyse de la situation objective des classes dirigeantes de toutes les puissances belligérantes. Pour montrer cette situation objective, il faut prendre non pas des exemples, des données isolées (l'extrême complexité des phénomènes de la vie sociale permet toujours de trouver autant d'exemples ou de données isolées qu'on voudra à l'appui de n'importe quelle thèse) (C'est à ce jeu-là que se livrent également les géopoliticiens et autres journalistes "*indépendants*" autoproclamés, qui sur ce plan rivalisent avec les "*experts*" de plateaux TV. - J-C), mais tout l'ensemble des données sur les fondements de la vie économique de toutes les puissances belligérantes et du monde entier.

J-C - Plus d'une fois j'ai signalé aux lecteurs, que la dimension économique et la lutte des classes étaient absentes des analyses de des commentateurs qui sévissent sur les réseaux ou médias dits sociaux, par conséquent il était recommandé de s'en méfier ou de ne pas les adopter aveuglément sous peine de se faire manipuler.

- Propriété privée fondée sur le travail du petit patron, libre concurrence, démocratie : tous ces slogans dont les capitalistes et leur presse se servent pour tromper les ouvriers et les paysans, sont depuis longtemps dépassés. Le capitalisme s'est transformé en un système universel d'oppression coloniale et d'asphyxie financière de l'immense majorité de la population du globe par une poignée de pays "*avancés*".

J-C - En lisant ces lignes qui datent de plus d'un siècle, on est frappé par leur actualité. On est donc tenté d'en déduire que nos dirigeants savaient parfaitement à quoi s'en tenir, mais ils n'ont jamais

tenu compte de cet enseignement ou ils l'ont délibérément ignoré parce que leur objectif n'était pas de s'attaquer au capitaliste.

Sur la situation politique et sociale en France.

Prémonitoire ?

Nouvelle-Calédonie : Dix mois après le début des émeutes, le gouvernement tombe - 20 Minutes/AFP 24 décembre 2024

Le gouvernement de l'indépendantiste Louis Mapou est tombé après la démission de membres du mouvement loyaliste « *Calédonie ensemble* » (affilié à Renaissance). L'élection du nouveau gouvernement doit avoir lieu dans les quinze jours à venir

« *Calédonie ensemble* » reproche au gouvernement de Louis Mapou, premier indépendantiste, mais aussi le premier Kanak à diriger l'exécutif de cet archipel, français depuis 1853 et en place depuis trois ans, de s'être mué en une instance indépendante et il n'est pas le seul groupe politique à marquer son désaccord.

En raclant les fonds de poubelles de la Ve République pour former leur gouvernement, ils devaient ramasser que des raclures.

Gouvernement Bayrou : Quand la ministre des PME était condamnée aux prud'hommes pour avoir licencié sa femme de ménage - - 20 Minutes/AFP 24 décembre 2024

En 2022, Véronique Louwagie, alors députée Les Républicains et désormais ministre chargée du Commerce, de l'artisanat, des petites et moyennes entreprises et de l'économie sociale et solidaire, a été condamnée à verser 15.635,43 euros à son ancienne employée par les Prud'hommes pour le licenciement de sa femme de ménage.

Cette dernière était en arrêt de travail pour « *une inflammation des tendons et un syndrome du canal carpien, maladies reconnues par la Sécurité sociale comme accident du travail et maladie professionnelle en mai 2017* », note à l'époque le conseil de Prud'hommes, rapporte alors Ouest-France.

Au lieu de licencier son employée pour inaptitude, l'élue LR opte pour la « faute grave », un choix qui « *pourrait s'apparenter à une tentative de se soustraire aux conséquences d'un possible licenciement pour inaptitude. Lequel implique de doubler l'indemnité de licenciement et de verser une indemnité de préavis* », note le Conseil des Prud'hommes.

Syrie.

Les «faiseurs de roi» tirent une nouvelle fois le tapis de la Syrie... Une «tragédie grecque» commence - strategic-culture.su 23 décembre 2024

Par Alastair Crooke

La Syrie a été désintégrée et pillée au nom de la «libération» des Syriens de la menace de l'ISIS, qu'ils – Washington – avaient installée en premier lieu.

James Jeffrey, ancien ambassadeur des États-Unis en Irak et en Turquie, dans une interview accordée à PBS Frontline en mars 2021, a présenté très clairement le modèle de ce qui vient de se produire en Syrie ce mois-ci :

«La Syrie, compte tenu de sa taille, de sa situation stratégique et de son importance historique, est le pivot d'un système de sécurité géré par les États-Unis dans la région... Il y a donc cette alliance générale qui est verrouillée avec nous. Mais... c'est en Syrie que la tension est la plus forte».

Jeffrey a expliqué (dans l'interview de 2021) pourquoi les États-Unis ont réorienté leur soutien vers Al-Joulani et Hayat Tahrir al-Cham (HTS) :

«Nous avons obtenu de Mike Pompeo qu'il délivre une dérogation pour nous permettre d'aider HTS – j'ai reçu et envoyé des messages à HTS» – Les messages renvoyés par HTS étaient les suivants : «Nous [HTS] voulons être vos amis. Nous ne sommes pas des terroristes. Nous ne faisons que combattre Assad».

L'intervieweur de PBS Frontline pose la question suivante : Les États-Unis «soutiennent indirectement l'opposition armée» ? Ce à quoi Jeffrey répond :

«Il était important pour nous que HTS ne se désintègre pas... notre politique était... était de laisser HTS tranquille... Et le fait que nous n'ayons jamais ciblé [HTS], le fait que nous n'ayons jamais élevé la voix auprès des Turcs au sujet de leur cohabitation avec eux – en fait, j'ai utilisé cet exemple la dernière fois que j'ai parlé à des Turcs de très haut rang – quand ils ont commencé à se plaindre de cette relation que nous [les États-Unis] avons avec les FDS [dans l'est de la Syrie]».

«Je leur ai dit : «Écoutez, la Turquie a toujours soutenu que vous nous vouliez dans le nord-est de la Syrie, ce qui est le cas. Mais vous ne comprenez pas. Nous ne pouvons pas être dans le nord-est de la Syrie sans la plateforme, parce que nous n'avons que quelques centaines de soldats là-bas» ;... J'ai dit : «C'est comme vous à Idlib...»».

«Nous voulons que vous soyez à Idlib, mais vous ne pouvez pas être à Idlib sans avoir une plateforme, et cette plateforme est en grande partie HTS. Or, contrairement aux FDS, HTS est une organisation terroriste officielle désignée par les Nations unies. Est-ce que je me suis déjà plaint, ou est-ce qu'un responsable américain s'est déjà plaint de ce que vous faites avec HTS ? Non...».

Pour lire la suite :

<https://reseauinternational.net/les-faiseurs-de-roi-tirent-une-nouvelle-fois-le-tapis-de-la-syrie-une-tragedie-grecque-commence/>

Ukraine.

Zelensky l'escroc, corrompu, corrupteur, gangster, mafieux, criminel, nazi comme les aiment Washington et Bruxelles.

Zelensky confirme avoir offert de l'argent au Premier ministre slovaque - RT 24 déc. 2024

Volodymyr Zelensky, homme politique ukrainien, dont le mandat présidentiel a expiré en mai 2024, a confirmé sur X avoir proposé au Premier ministre slovaque Robert Fico de l'argent en échange de son soutien pour l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN. Il a offert à la Slovaquie une «*compensation*» pour les pertes liées à l'annulation du transit du gaz russe et une alternative à cet itinéraire, à la demande de la Commission européenne. «*Nous étions prêts à le faire. Robert Fico ne voulait pas de compensation pour les Slovaques. Et il ne veut pas coopérer avec la Commission européenne. Pour une raison ou une autre, il lui semble que Moscou est plus favorable*», a écrit Volodymyr Zelensky.

Cette déclaration de Volodymyr Zelensky est intervenue après que le Premier ministre slovaque Robert Fico a déclaré le 21 décembre que Kiev avait tenté de le soudoyer en lui offrant 500 millions d'euros d'avoires russes gelés en échange du consentement de la Slovaquie à l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN. RT 24 déc. 2024

Etats-Unis.

Les visées de Trump sur le Groenland et le canal de Panama “ne sont pas une blague” - Courrier international 24 décembre 2024

“*Nous ne sommes pas à vendre et nous ne le serons jamais*” : le 23 décembre, le Premier ministre du Groenland est devenu le dernier en date à répondre à Donald Trump, qui a redit convoiter son territoire. En quelques jours, le prochain président des États-Unis a aussi ciblé le Canada, suggérant d'en faire le 51e État américain ; le Mexique, faisant planer l'idée d'une intervention militaire contre les cartels ; ou encore le Panama, où il a menacé de reprendre le contrôle du canal.

Si The Wall Street Journal a vu dans toutes ces déclarations des “*invectives*” préfigurant une “*politique étrangère conflictuelle*”, The New York Times souligne que ses propos sur le Groenland ne peuvent être assimilés à ses moqueries contre le Canada du “*gouverneur Justin Trudeau*”.

Ils semblent en effet bien plus sérieux : “*alors qu'il nommait un nouvel ambassadeur au Danemark, pays qui contrôle la politique étrangère du Groenland et sa défense, Trump a fait comprendre que son offre d'achat du territoire, lancée dès son premier mandat, pourrait devenir impossible à refuser pour les Danois durant sa seconde présidence*”, écrit le journal.

Intéressé tant par son emplacement stratégique que par ses ressources naturelles, le républicain a ainsi posté dimanche : “*Aux yeux des États-Unis d'Amérique, la possession et le contrôle du Groenland sont une nécessité absolue.*”

De même, au Panama, il a invoqué les intérêts tant commerciaux que stratégiques de Washington pour indiquer qu'il “*abandonnerait le traité datant de l'époque de Jimmy Carter qui a restitué le plein contrôle de la zone du canal au Panama*”, dont les droits avaient été cédés en 1903 aux États-Unis.

Loin d'être purement isolationniste, il s'inscrirait ainsi dans la lignée de l'expansionnisme du président Theodore Roosevelt, qui, au début du XXe siècle, "*a assis la domination américaine sur les Philippines*". Tout en manifestant aussi "ses instincts de promoteur immobilier" pour qui tout s'achète.

"*Cela ne fait plus rire grand monde*", déclare au New York Times Marc Jacobsen, un spécialiste de l'Arctique au Collège royal de défense du Danemark, au sujet des propos de Trump sur le Groenland. Courrier international 24 décembre 2024

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 27 décembre 2024

Réduit à l'impuissance, parfois on en est réduit à la dérision, pour ne pas dire tout ce qu'on pense, qui risquerait d'être pris de travers ou de choquer. En devenant vieux, on aurait tendance à relativiser beaucoup de choses, beaucoup trop à mon goût, je trouve cette pratique assez malsaine ou plutôt hypocrite, elle permet de se donner bonne conscience à bon compte.

On vit dans une société et un monde particulièrement cruel et violent, cela en déconcerte plus d'un qui préfère ne pas y penser, encore moins en parler. La plupart des gens se disent ouverts, libérés, tolérants, mais quand on les observe, on a plutôt l'impression du contraire, ils sont fermés, rigides, et ils ne supportent ou ne recherchent que la présence de gens qui leur ressemblent finalement. Ils sont tellement mal dans leur peau, qu'ils ne tolèrent pas qu'on aborde librement de tels sujets, ils culpabilisent et ils craignent qu'on les juge.

Ils sont pires que les gosses indiens de 10 à 18 ans que j'ai fait parler ces derniers jours après les avoir mis en confiance. Ils ont fini par me dire franchement ce qu'ils pensaient de leurs parents sans craindre que je leur répète, il s'agissait de la fille et du frère de ma compagne. On en a discuté sincèrement sans dénigrer leurs parents ou porter de jugement sur eux, ils les ont critiqués, ce qui est leur droit, je leur ai répondu calmement en leur faisant part de mon expérience. Ils m'ont écouté attentivement, comme quoi c'est possible sans éprouver la moindre appréhension. Je les ai sentis soulagés tout de suite après, car je n'avais pas cessé de les observer attentivement tout au long de nos entretiens pour adapter mon discours à leur réaction.

Avec les Français c'est pratiquement impossible, je crois qu'ils ont subi un tel traumatisme depuis 2020, peut-être depuis bien avant, 2001, je n'en sais rien, 1990, qu'ils ne s'en sont jamais remis. Ils ont adopté une attitude d'une rigidité quasi-cadavérique dont on ne peut rien tirer, c'est désespérant parfois il faut bien l'avouer, on se demande ce qu'il faudrait pour les sortir de cette torpeur, un événement particulièrement violent, extrêmement douloureux et dramatique, qui les frapperait de plein fouet, désolé, cela ne fait partie de ma panoplie !

Puisque du côté de la France il n'y a décidément rien à tirer, je passe le reste de mon temps à observer et à tirer des enseignements des rapports que j'ai avec les Indiens de mon entourage ou que je croise, toujours en me livrant à quelques expériences d'ordre psychologique pour continuer d'étudier cet aspect de la nature humaine. Je trouve cette activité passionnante et terriblement humaniste aussi, donc j'en tire une satisfaction, et quand c'est possible, je la partage avec eux, la cerise sur le gâteau ou la récompense suprême, c'est quand ils apprécient, on atteint un degré de complicité qu'on n'aurait jamais pu soupçonner avant, c'est merveilleux.

Seul ou sans les autres, on n'est rien, on n'existe pas. Servir et être heureux de servir de manière désintéressé, malgré tous les malheurs qui nous accablent collectivement, et nous voilà comblé, c'est tout le bien que je vous souhaite.

Bonne année à l'Émirat islamique d'Afghanistan (ou des Etats-Unis) !

Le Pakistan lance des frappes aériennes contre l'Afghanistan, les Taliban promettent des représailles - 26 décembre 2024

Le ministère afghan de la Défense a condamné les frappes aériennes dans un communiqué, les qualifiant d'«*agression claire et contraire à tous les principes internationaux*», ajoutant que «*l'Émirat islamique [d'Afghanistan] ne laissera pas cet acte lâche sans réponse et considère la défense de son territoire et de sa souveraineté comme un droit inaliénable*».

Le récit frauduleux officiel répété en boucle par tous les médias. Et la vérité.

AFP - Treize ans de guerre civile en Syrie ont fait plus d'un demi-million de morts et morcelé le vaste pays en zones d'influence contrôlées par différents belligérants soutenus par des puissances régionales et internationales.

Et la réalité.

Pendant 13 ans la Syrie a été victime d'une agression armée orchestrée et soutenue "*par des puissances régionales et internationales*" emmenées par les Etats-Unis, qui "*ont fait plus d'un demi-million de morts*", en réalité moins de le moitié puisque plus de 250.000 étaient des mercenaires provenant d'une centaine de pays, agression qui était destinée à morceler le "*vaste pays en zones d'influence*" alors que jusqu'alors toutes les communautés vivaient en harmonie et étaient intégrées dans la République arabe syrienne, de manière à semer le chaos et à ce qu'elle s'appauvrisse, se désintègre au point de devenir ingouvernable et tombe entre les mains des barbares à la solde des magnats principalement anglo-saxon du pétrole et du gaz.

Leur humanisme est la politesse des tyrans.

- L'armée israélienne a procédé à une frappe dans la Bekaa dans la nuit du 24 au 25 décembre. (RT 25 déc. 2024)

Aucune réaction "*internationale*" quand il s'agit de bombarder le Liban.

En revanche...

- Guerre en Ukraine : Attaque « *inhumaine* » de la Russie le jour de Noël (AFP 25 déc. 2024)

- Le président américain Joe Biden a lui jugé "*scandaleuse*" cette attaque. Le Premier ministre britannique Keir Starmer a dénoncé "*la machine de guerre sanglante et brutale de Poutine*" qui vise l'Ukraine "*sans aucun répit, même à Noël*". (AFP 26 décembre 2024)

Sur la situation politique et sociale en France.

Internationale fasciste. Etat policier, tribunaux d'exception, justice expéditive.

Gérald Darmanin plaide pour la création de places de détention pour les « *petites peines* » - LePoint.fr 26 décembre 2024

En déplacement au tribunal judiciaire d'Amiens, l'ancien locataire de la place Beauvau a ainsi affiché son envie de voir les peines courtes exécutées, de même que la construction d'établissements pénitentiaires à « *taille humaine* ».

Cette cinglée a le « *mal* » dans la peau, c'est une sadique. Un homme ne risque pas d'avoir envie de la toucher !

Aurore Bergé considère que l'éducation à la sexualité est une "*nécessité absolue*" - BFMTV 25 décembre 2024

"En fonction de la maturité des enfants, on n'aborde pas les mêmes choses à la maternelle et au lycée, pour des raisons évidentes" mais "dès la maternelle, on peut expliquer à nos tout petits-enfants que personne n'a le droit de toucher leur corps, que personne n'a le droit de leur faire du mal", explique Aurore Bergé. Avant d'insister:

"Ce que veut dire 'dire oui', ce que veut dire 'dire non', ça c'est une nécessité absolue quand on parle du consentement, ça veut dire apprendre le respect, ça veut dire apprendre l'égalité, l'égalité entre les filles et les garçons, le respect vis-à-vis de toutes les familles qui existent dans notre pays tout simplement, qu'elles soient hétérosexuelles, qu'elles soient homoparentales, et ça c'est une nécessité encore une fois." BFMTV 25 décembre 2024

J-C – Quel délire ! Elle relève de la psychiatrie, elle devrait être enfermée, neutralisée, avec interdiction d'approcher un enfant.

Liban et Palestine occupée.

Des anciens du Mossad racontent l'opération des bipeurs contre le Hezbollah - RT 25 déc. 2024

L'opération des bipeurs du Hezbollah, qui a blessé des centaines de cadres du parti, avait été préparée plusieurs années à l'avance, rapportent des anciens agents du Mossad. Le mouvement chiite a acheté à son insu 16 000 talkies walkies au renseignement israélien.

Deux anciens membres du Mossad ont donné une interview sous couvert d'anonymat dans l'émission 60 Minutes de CBS News, le 22 décembre, faisant plusieurs révélations sur l'opération israélienne d'explosion de milliers d'appareils de communication du Hezbollah, les 17 et 18 septembre derniers, qui a marqué un tournant dans l'escalade israélienne au Liban.

Pendant l'entretien, les deux anciens agents ont livré des détails sur cette opération qui consistait à vendre au Hezbollah, sous de faux prétextes, des appareils chargés d'explosifs. L'opération, a expliqué l'un d'entre eux, avait débuté il y a dix ans avec des talkies walkies chargés d'explosifs cachés: le Hezbollah *«ne se rendait pas compte»* qu'il les achetait à Israël.

Le Hezbollah a acheté à son insu plus de 16 000 talkies walkies à un «bon prix» auprès d'une fausse société créée par le Mossad. *«Nous disposons d'un éventail incroyable de possibilités pour créer des sociétés étrangères qui n'ont aucun moyen de remonter jusqu'à Israël»*, a déclaré l'ancien agent du Mossad.

«Nous créons des sociétés-écrans en rafale afin d'influencer la chaîne d'approvisionnement en notre faveur. Nous créons un monde imaginaire. Nous sommes une société de production mondiale. Nous écrivons le scénario, nous sommes les réalisateurs, nous sommes les producteurs, nous sommes les acteurs principaux et le monde est notre scène», a insisté la source du Mossad.

De surcroît, les agents du Mossad ont découvert que le Hezbollah achetait des bipeurs à une société taïwanaise appelée Gold Apollo. Le service de renseignement israélien a alors créé une fausse société sous le nom de Gold Apollo et a truffé les engins d'explosifs, à l'insu de la société mère. *«Lorsqu'ils nous achètent des produits, ils n'ont aucune idée qu'ils achètent des produits du Mossad»*, explique le second agent interrogé.

Le Mossad avait minutieusement testé les dispositifs pour s'assurer que les explosions ne blessaient que le porteur, et non les passants. *«Nous testions tout trois fois, deux fois, plusieurs fois afin de nous assurer que les dommages sont minimes»*, dit-il, alors que ces explosions ont semé la panique au Liban et tué des civils, dont une petite fille.

Un des anciens agents a affirmé qu'au cours de l'opération, plusieurs membres du Hezbollah ont été blessés alors qu'ils se tenaient près de leur chef Hassan Nasrallah. *«Nasrallah, lorsque nous avons effectué l'opération des bipeurs, se trouvait juste à côté de plusieurs personnes qui ont reçu le message. Et devant ses yeux, il les a vus s'effondrer»*, a-t-il affirmé. *«Il était vaincu. Il avait déjà perdu la guerre»*, s'est-il vanté.

Le Liban dépose une plainte à l'ONU contre Israël pour les 816 infractions depuis le cessez-le-feu - RT 25 déc. 2024

Le Liban a déposé une plainte officielle auprès des Nations unies contre Israël. Beyrouth accuse l'État hébreu d'avoir violé plus de 816 fois le cessez-le-feu entre Tsahal et le Hezbollah. L'armée israélienne a même mené une frappe en territoire libanais dans la nuit du 24 au 25 décembre.

Depuis l'officialisation du cessez-le-feu entre l'armée israélienne et le Hezbollah, les frappes de Tsahal ont fait des dizaines de morts et de blessés.

Des combattants du Hamas libèrent des otages palestiniens dans le nord de Gaza

<https://reseauinternational.net/des-combattants-du-hamas-liberent-des-otages-palestiniens-dans-le-nord-de-gaza/>

Syrie.

Les alaouites manifestent contre les nouveaux maîtres de Damas - RT 26 déc. 2024

Après les manifestations de la communauté chrétienne protestant contre l'incendie d'un sapin de Noël et le saccage de plusieurs tombes, c'est au tour de la communauté alaouite, celle de Bachar el-Assad, de descendre dans la rue pour exiger des garanties sécuritaires des nouveaux maîtres de Damas dirigés par Hayat Tahrir el-Cham (HTC).

Des milliers de Syriens ont manifesté à Tartous, Baniyas, Jableh, et Lattaquié dans l'ouest du pays, où est très implantée la communauté alaouite, une branche de l'islam chiïte, ainsi qu'à Homs (centre). «*Un manifestant a été tué et cinq autres ont été blessés après que les forces de sécurité à Homs ont ouvert le feu pour disperser les protestataires*», a indiqué Rami Abdel Rahmane, le directeur de l'OSDH. Un couvre-feu nocturne a été décrété à Homs et Jableh.

La communauté alaouite a protesté massivement contre l'incendie du sanctuaire d'«*Abou Abdallah Al-Hussein Al-Khasibi*» dans le quartier de Maysloun, à Alep. L'homme était un érudit de la secte au Xe siècle. Les gardiens du lieu de culte ont également été tués.

Il s'agit des premières manifestations d'alaouites depuis le renversement de Bachar el-Assad par une coalition de djihadistes menée par le groupe Hayat Tahrir el-Cham (HTC), entrée à Damas le 8 décembre après s'être emparée en 11 jours d'une grande partie du pays.

Quand les coupeurs de tête présentés comme des "pacificateurs" font la police en Syrie.

Des combats font 17 morts en Syrie lors d'une opération pour arrêter un responsable du régime de Bachar al-Assad - FranceInfo 26 décembre 2024

Selon l'OSDH, des hommes armés ont tenté d'empêcher l'arrestation d'un homme lié à la prison de Saydnaya. Le gouvernement syrien a rapporté la mort de 14 "*membres du ministère de l'Intérieur*".

L'ex-officier avait "*prononcé des condamnations à mort et des jugements arbitraires à l'encontre de milliers de prisonniers*", a ajouté l'OSDH.

Les bras armés de l'Internationale oligarchique.

L'Autorité palestinienne interdit Al-Jazeera dans le nord de la Cisjordanie - RT 25 déc. 2024

L'Autorité palestinienne a décidé d'interdire le média Al-Jazeera dans le nord de la Cisjordanie alors que les forces du Fatah mènent des opérations contre des groupes palestiniens armés. La chaîne qatarie accuse le parti de Mahmoud Abbas de mettre en danger la vie des journalistes.

Outre l'interdiction émanant des autorités israéliennes, la chaîne Al-Jazeera s'est vue refuser l'autorisation de couvrir les événements dans le nord de la Cisjordanie par le Fatah de Mahmoud Abbas.

Cette interdiction est émise dans un contexte de violence sans précédent et d'escalade entre l'Autorité palestinienne dirigée par le Fatah et les combattants palestiniens à Jénine et dans son camp de réfugiés, assiégé par les forces de l'Autorité palestinienne le 6 décembre.

Syrie : la Turquie établit des relations avec le nouveau gouvernement syrien - RT 25 déc. 2024

La Turquie rouvrirait son ambassade dans la capitale syrienne, Damas, et ouvrirait également un consulat général de Turquie à Alep, a déclaré le président turc Recep Tayyip Erdogan le 25 décembre lors d'un discours devant le Parti de la justice et du développement au pouvoir de la Grande Assemblée nationale (Parlement turc). Il a également noté que le nouveau dirigeant syrien *«a très bien mené le processus et que sa modération et son esprit constructif ont été appréciés»*.

Le président turc a souligné que la Turquie soutiendrait les nouvelles autorités syriennes *«dans tout ce qu'elles doivent faire»*. *«Nous aiderons les nouvelles autorités pour que la Syrie se rétablisse, renforce ses capacités et permette aux institutions de l'État d'assumer à nouveau leurs responsabilités fondamentales»*, a déclaré Recep Tayyip Erdogan.

Le 25 décembre également, le ministre turc des Transports a déclaré qu'Ankara avait élaboré un plan de reconstruction des infrastructures syriennes, notamment des ponts, des autoroutes, des aéroports, des chemins de fer et des systèmes de communication. La Turquie prévoit ainsi d'étendre considérablement son influence en Syrie.

Syrie : Erdogan menace d'«enterrer» les combattants kurdes s'ils refusent de déposer les armes - RT 25 déc. 2024

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a promis d'«enterrer» les combattants kurdes en Syrie s'ils refusaient de déposer les armes, dans un avertissement sévère adressé aux Forces démocratiques syriennes (FDS), dirigées par les Kurdes dans le nord de la Syrie et dont les YPG (acronyme kurde pour Unités de protection du peuple) sont le noyau opérant à la frontière entre les deux États.

S'adressant ce 25 décembre aux députés d'AKP (parti au pouvoir) au parlement turc, Erdogan a promis *«d'éradiquer l'organisation terroriste qui tente de tisser un mur de sang entre nous et nos frères kurdes»*. *«Nous écarterons ceux qui veulent dynamiter notre fraternité éternelle avec les Kurdes»*, a-t-il notamment insisté dans des propos relayés par l'agence de presse Anadolu.

Ankara considère les YPG comme une extension du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et classe ces deux groupes kurdes comme des organisations terroristes. Erdogan a déclaré à plusieurs reprises que les YPG constituaient une menace importante pour la sécurité de la Turquie et s'est engagé à empêcher la création d'un *«couloir terroriste»* près des frontières sud du pays.

Le président turc a critiqué par ailleurs les États-Unis, son allié au sein de l'OTAN, pour avoir fourni des armes et une formation aux YPG et a précédemment appelé Washington à reconsidérer

son soutien à ce groupe, exhortant son partenaire à «*choisir entre soutenir la Turquie ou soutenir les combattants kurdes*».

Le rôle des YPG dans la lutte menée par les États-Unis contre le groupe terroriste État islamique (EI) a été invoqué par Washington pour justifier cette aide. Les Kurdes de Syrie réclament depuis longtemps une plus grande autonomie, les dirigeants des YPG affirmant que leurs objectifs différaient de ceux de l'insurrection armée du PKK en Turquie.

Les FDS, dont les YPG sont le noyau, ont appelé à la protection du territoire syrien contre les attaques turques et à la fin de ce qu'elles considèrent comme l'occupation des régions du nord par Ankara, affirmant que les Syriens, après la chute du gouvernement de l'ancien président Bachar el-Assad, doivent décider de leur avenir sans ingérence étrangère.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 28 décembre 2024

Cela ne vous fout-il pas les boules ?

La majeure partie des décorations que nous achetons en France pour Noël sont en réalité fabriquées dans le sud de la Chine, dans la ville d'Yiwu, premier centre manufacturier au monde. franceinfo 12 décembre 2024

Direction la ville de Yiwu, en Chine, à 300 kilomètres au sud de Shanghai, qui compte plus de 1 000 usines entièrement dédiées à la production de nos ornements. C'est le plus gros centre manufacturier au monde et 90 % environ de nos décorations de Noël y sont fabriquées.

L'une de ces usines produit chaque année 250 millions de boules de Noël. Les machines tournent à plein régime. "*Les produits que vous voyez sont essentiellement destinés aux clients américains et européens*", explique Ren Ziyu, le patron de l'usine.

Ren Ziyu poursuit, désignant des décorations scintillantes : "*Ces boules vont être exportées vers la France. Mon client français m'en a commandé 150 conteneurs, soit environ 300 000 boules*".

Si la ville de de Yiwu parvient à dominer le marché mondial des décorations de Noël, c'est parce que les Chinois sont presque les seuls au monde à produire en très grande quantité ce type de produits. Sans oublier que les prix offerts à Yiwu défient toute concurrence : moins de dix centimes d'euros pour une boule de Noël, revendue jusqu'à dix fois plus cher dans les supermarchés français.

J-C - Autrement dit, en bas il y a les esclaves défavorisés qui produisent, au milieu les esclaves nantis qui consomment, et en haut les exploiters qui en tirent profit et s'enrichissent. On appelle cela la division internationale du travail. Ceux qui figurent en haut s'accommodent parfaitement de cette répartition des inégalités, ceux qui sont au milieu également compte tenu des avantages qu'ils en tirent, d'où leur absence d'intérêt à les remettre en cause.

Ceci explique cela en l'absence de conscience de classe, de valeurs, de principes, de scrupules, de morale, soumis ou résigné, chacun se conforme à l'ordre établi, quitte à n'avoir aucun idéal dans la vie en dehors de préoccupations basement individuelles et matérielles. Quant au développement spirituel ou intellectuel, il est réservé principalement à une élite, qui ne doit son statut social privilégié qu'aux conditions avantageuses offertes par le régime en place avec lequel ses propres intérêts coïncident, alors de là à le remettre en cause, il ne faut pas se faire trop d'illusions.

Le 24 décembre au soir, il y avait 9 personnes chez nous, moi (69 ans) et ma compagne Selvi (52 ans), son frère, Kumar (43 ans) et un de ses fils Aurobind (19 ans), son Manikandan (32 ans), sa sœur Sandhi (50 ans) et ses trois petits enfants (8,11 et 12 ans), j'avais décidé de ne pas célébrer

Noël, j'avais l'esprit ailleurs, et eux ils sont hindous, donc ils s'en foutaient a priori. Sauf que pour me contredire ou pour faire plaisir ou encore, parce que leur conformisme va jusque-là, Mani a apporté un énorme gâteau avec des bougies pour l'occasion. Kumar m'a demandé pourquoi je n'avais pas mis de guirlandes avec des boules et des lumières qui clignotent, je lui ai répondu que je n'en avais pas, en fait j'ai menti, elles étaient rangées dans une armoire.

J'ai soufflé les bougies et coupé le gâteau en souriant, tandis qu'ils filmaient et prenaient des photos. Cela leur faisait tellement plaisir, que je n'ai pas voulu leur gâcher cet instant, comme d'habitude je me suis livré volontiers à leurs caprices enfantins. Puis, nous sommes passés à table, riz et caris de poisson et de lentille, le repas habituel au Tamil Nadu. A peine terminé, Kumar nous quitta parce qu'il allait travailler, il était 22h30, et Mani aussi parce qu'il se levait tôt le lendemain matin pour aller gratter.

J'ai passé un vieux film tamoul dans la pièce principale où cette petite famille était réunie, tandis que je m'enfermai dans mon bureau pour boire un café (et fumer une clope) et regarder un film de Costa-Gavras, *Compartiment tueur*, de 1965 avec une brochette de bons acteurs tous décédés, dont Montand, Signoret, Trintignant, Piccoli, etc.

Fin de réveillon, si on peut appeler cela ainsi. Les boules en moins !

Le Baron et l'Etron.

Simon Le Baron, c'est le journaliste de France Inter qui a été pris de court par la réparti d'un auditeur traitant Valls d'étron, ce qui est mérité ou lui faire encore trop d'honneur :

- *"Ce n'était pas la question qui était prévue puisque vous le savez, il y a un filtrage au standard de France Inter (...). Jean-Noël, vous n'aviez pas prévu de dire ça..."*

Il faut distinguer l'orientation de la question posée qui ne doit pas porter préjudice à l'idéologie dominante ou à la personne qui l'incarne à l'antenne, de son contenu sémantique imprévisible, qui lui peut s'avérer être incompatible avec la rhétorique officielle, et qui par conséquent doit être immédiatement censurée ou coupée à l'antenne, trop tard, car le filtrage ne peut pas prévoir à l'avance ce cas de figure.

Demain, saurez-vous qui vous mangera ? Et gare aux flammes de l'enfer !

Carrefour, Leclerc... Rappel massif de croquettes pour chiens et chats pour suspicion de salmonelles - actu.fr 24 déc. 2024

Leclerc, Intermarché, Auchan... Des moules rappelées partout en France, elles contiendraient des salmonelles - actu.fr 24 déc. 2024

Fnac, Amazon, Carrefour... Des sèche-cheveux rappelés partout en France, ils peuvent prendre feu ou vous brûler - actu.fr 24 déc. 2024

Par tous les bouts ils s'emploient à vous rendre malade et dépendant, à vous déstabiliser ou vous rendre fou.

Bouffe industrielle insipide, empoisonnée, déséquilibrée, repas pris au lance-pierres ; rythme de vie effréné, stress, angoisse, insomnie, cauchemar, psychose alterne avec névrose ; individualisme outrancier, repli sur soi-même, hypocrisie, asociabilité, solitude, agressivité, intolérance, jugement sommaire ou expéditif, abus de pouvoir ; absence de respect, de valeurs, de principes, immoralité, cruauté, haine (de soi aussi) ; corps médical déficient, véreux, corrompu, médicaments toxiques ; pollution, agression lumineuse, sonore ; rapports médiocres à tous les étages ; arts et culture de caniveau, divertissements débiles, matraquage médiatique, guerre psychologique et idéologique ; plaisirs désuets et éphémères, etc.

Bref, voilà de quoi bien se sentir dans cette société ou justifier d'avoir envie de faire table rase, non ? Apparemment ce sera non, dommage, temporairement, il faut l'espérer.

Personnellement, mon parcours a été atypique, et pour cette raison condamnée par mes lecteurs bienveillants. Comme tout le monde ou presque, les décisions que j'ai été amenées à prendre m'ont été imposées. Je n'ai pas vraiment eu le choix entre des conditions qui présentaient toutes des avantages et des inconvénients. N'ayant pas atteint un niveau de conscience suffisant pour faire la part des choses judicieusement lorsqu'il l'aurait fallu, j'ai subi plutôt que choisi l'orientation de mon existence. Ce qui me guida ou fut ma seule crainte, aura été de finir dans la misère noire, pour en avoir eu un aperçu quand j'étais gosse, situation dans laquelle j'allais éviter de tomber en frôlant la catastrophe plus d'une fois, y compris celle d'y passer carrément ou quitter ce monde prématurément!

En fait, je dois mon salut à mon passé ou plutôt pour ne l'avoir jamais renié ou oublié, même en ayant une mauvaise mémoire, de nombreuses photos m'aideront à combler les vides et quelques bribes remonteront à la surface au fil du temps, à force de le cultiver pour en tirer des enseignements, car finalement pour l'avoir vécu, notre passé est ce qu'on est censé connaître le mieux dans la vie. Il vaut mieux l'étudier parce que c'est une source intarissable d'enseignements, plutôt que juger celui des autres qu'on n'a pas vécu et qu'on ne connaît pas.

Tout se tient, tout est logique dans ma démarche actuelle. C'est pour cela que je sens si bien dans ma peau, et que je me contrefous de ce qu'on peut penser de moi, du mal généralement, parce que les hommes sont injustes, sans oublier les femmes qui souvent sont les plus cruelles. C'est dû essentiellement au traitement que la société leur a réservé de sous-espèce des hommes ou à leur complexe d'infériorité, elles se vengent sournoisement pour en faire baver le premier mâle qui leur tombe sous la main, c'est ridicule et cela ne les rend pas plus heureuses pour autant.

Une d'entre elle avec laquelle j'ai vécu et que j'ai bien connu, m'a dit un jour qu'elle détestait le passé, qu'elle ne voulait pas en entendre parler, qu'il n'existait plus pour elle, que ressasser le passé ne servait à rien. Je lui ai répondu que celui ou celle qui n'avait pas de passé n'aurait pas de futur ou son avenir serait compromis, et c'est ce qui lui arriva effectivement.

Quand on devient très vieux, on se repasse le film à l'envers. Si on a l'esprit véritablement ouvert, on va tout se remémorer, le meilleur comme le pire. Il y en a qui préfèrent ne se souvenir que du meilleur, chez moi, c'est l'inverse ou plutôt, je traite indifféremment le meilleur et le pire pour essayer de comprendre quelles conditions ont prédisposé à leur réalisation, ce sont souvent des choses auxquelles on n'a jamais pensé ou qu'on ne savait pas par quel bout prendre. Une fois devenu très vieux, on peut aborder ce sujet plus tranquillement parce qu'il n'y a plus d'enjeu affectif. On ne le traitera pas sur le plan émotionnel, donc en principe aucun obstacle psychologique ne va

perturber notre démarche et nous empêcher de découvrir quelles réelles motivations ou conditions furent à l'origine nos comportements ou de nos choix dans le passé.

On peut progresser en étudiant un tas de choses passionnantes et en acquérant des connaissances dans plein de domaines différents, mais on peut aussi progresser en s'étudiant soi-même, sans forcément passer par une voyante ou un psychanalyste. Ce n'est peut-être pas donné à tout le monde, admettons-le ou c'est effectivement le cas, sinon nous n'en serions pas là.

On sait qu'on ne doit pas attendre que les hommes changent pour changer de société, ou qu'ils ne changeront collectivement que lorsqu'on aura changé de régime politique et économique parce qu'alors les conditions s'y prêteront, ce qui ne peut pas être le cas avant. Cela dit, pour parvenir à réaliser ce changement de régime, il est impératif que les masses atteignent un certain niveau de conscience, sinon cela demeurera éternellement impossible. Pour autant, si nous ne devons pas espérer que les masses adoptent le socialisme, il est possible qu'une minorité assez conséquente parmi elle y parvienne, et que cela suffise pour atteindre nos objectifs politiques. Cette minorité n'existe pas de nos jours, chaque fois qu'elle a essayé de se constituer, elle s'est disloquée pour diverses raisons qu'on a pu cerner, mais qu'on refuse d'admettre, du coup on piétine au lieu d'aller de l'avant, laissant le champ libre à la réaction qui en profite pour tout broyer sur son passage, c'est ce qui m'a incité à évoquer une Internationale fasciste ou nazi.

Ma modeste contribution ne sert manifestement pas à faire avancer notre cause. J'ai tenu à poursuivre les causeries jusqu'à la fin de l'année pour ne pas donner l'impression d'un travail inachevé, cela ferait désordre, mais après le 31 décembre, j'ignore si je continuerai, je me remets sans cesse en question et je n'ai pas de réponse à l'heure qu'il est, on verra, vous verrez bien.

Ils pillent les matières premières en Afrique et leur renvoient sous forme de déchets, idem pour l'Asie.

J-C - Carcasses de navires de la marine marchande ou militaires, plastiques, déchets industriels en tout genre, informatique, ajoutez le textile.

AFP - Sur le territoire national, plus de 47.000 containers et bornes relais permettent de collecter 34% des déchets textiles, indique Refashion, l'éco-organisme chargé par le gouvernement d'accompagner l'industrie de la mode vers une économie plus circulaire.

Chaque année, environ 270.000 tonnes de déchets textiles sont collectées en France et « 60% des produits triés » sont revendus en fripe – dont 90% à l'étranger, selon le rapport 2023 de Refashion.

Ce marché de la friperie exportée permet aux acteurs de l'économie sociale et solidaire de se financer en partie.

Mais désormais, « *les acheteurs africains se détournent pour aller acheter des fripes, voire du neuf en Chine*, « ce qui coûte beaucoup moins cher à ces grossistes que de s'offrir de la seconde main européenne, explicite Sandra Baldini de Refashion.

« *100% des textiles jetés (dans les poubelles simples, NDLR) est incinéré tandis que seuls 0,5% de ce qui est collecté (en bornes, NDLR) est incinéré.* » AFP 26 décembre 2024

L'Internationale fasciste ou nazi, c'est quoi au juste ?

Les quatre articles suivant figurent dans cette rubrique.

L'Etat juif génocidaire continue de bombarder Gaza, le Liban, le Yémen, et d'occuper la Syrie, le sud Liban et la Palestine en toute impunité ou bénéficiant d'un traitement de faveur de la part de tous les Etats occidentaux notamment, alors qu'ils infligent des sanctions à de nombreux Etats qui n'ont jamais bombarder la population civile d'autres pays, ils usent de leur position hégémonique sur le plan économique et militaire et dominante sur le plan politique pour tyranniser les peuples de tous les continents, ainsi que leurs propres peuples qu'ils maltraitent tout autant.

Au-delà de leur verni démocratique destiné à faire bonne impression, en réalité tous ces régimes étaient déjà des dictatures avant de devenir ouvertement autoritaires ou despotiques, en cela, pour tromper leurs peuples et obtenir leur soutien, leur passivité ou neutralité, ils pouvaient compter sur le mouvement ouvrier converti à leur idéologie réactionnaire, leur interdisant de la sorte toute issue politique permettant d'avancer vers le socialisme.

Le ministre de la Justice Gérald Darmanin veut des opérations "place nette" dans les prisons - BFMTV 27 décembre 2024

Concrètement, *"les gens ne doivent pas avoir de téléphone portable dans les prisons, continuer à être très présents, à empêcher cela et à condamner ceux qui le font"*, a-t-il précisé.

Guerre au Proche-Orient : cinq membres du personnel d'un hôpital du nord de la bande de Gaza ont été tués dans un raid israélien, selon son directeur - franceinfo/AFP 26 décembre 2024

Le directeur de l'hôpital Kamal Adwan, à Beit Lahia, dans le nord de la bande de Gaza, a annoncé jeudi 26 décembre que cinq membres de son personnel avaient été tués dans un raid de l'armée israélienne. *"Une frappe israélienne a fait cinq martyrs parmi le personnel de l'hôpital"*, a déclaré dans un communiqué le docteur Hossam Abou Safiya, précisant qu'il s'agissait d'un pédiatre, d'une technicienne de laboratoire, de deux ambulanciers et d'un agent de maintenance.

Yémen : Israël bombarde l'aéroport de Sanaa, des ports et des centrales électriques - RT 26 déc. 2024

L'armée israélienne a annoncé ce 26 décembre avoir lancé des frappes aériennes sur plusieurs cibles au Yémen, dont l'aéroport international de Sanaa, trois ports et deux centrales électriques dans le cadre d'une offensive décrite comme *« majeure »* contre le mouvement Houthi. Al-Masirah, une chaîne de télévision affiliée aux Houthis, a rapporté qu'au moins trois personnes avaient été tuées et onze blessées au cours des attaques.

Les entreprises américaines multiplient les dons pour l'investiture de Donald Trump - RFI 26 décembre 2024

Après les Gafam, c'est au tour des constructeurs automobiles ou des grandes banques américaines d'annoncer qu'elles offrent leur contribution au comité d'investiture de Donald Trump, pour la cérémonie du 6 janvier prochain. La somme record collectée en 2017 pour l'inauguration du premier mandat du Républicain devrait être dépassée.

Amazon, Open AI, Meta, Ford, General Motors et pour la première fois de l'histoire Toyota, Goldman Sachs et le lobby pharmaceutique : une douzaine de grandes entreprises auraient, selon le Wall Street Journal, versé plus d'un million de dollars chacune au Comité d'investiture de Donald Trump, chargé des festivités du 6 janvier.

L'organisation à but non lucratif, exonérée d'impôt, aurait déjà récolté plus que les 107 millions de dollars de 2017, année record. Un million de dollars est le seuil garantissant au donateur un dîner aux chandelles avec le couple présidentiel et un entretien avec les membres du cabinet.

Près de quatre ans après l'attaque du Capitole, le géant de l'outillage Stanley Black & Decker a de son côté élagué de son site internet le communiqué dans lequel il s'était engagé à ne plus financer un politicien qui remettrait en cause le résultat d'une élection.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 30 décembre 2024

J-2

Je me suis demandé comment se débrouillaient les courants politiques les plus réactionnaires du mouvement ouvrier pour engranger des sympathisants, je crois avoir trouvé la réponse.

J'avais fini par me dire que je me démerdais comme un gland, mais finalement non, je suis tout simplement à contre-courant. On vit à une époque de réaction sur toute la ligne, donc tout ce qui ne fraie pas avec la réaction est systématiquement ostracisé, marginalisé, banni !

Compte tenu de mon total isolement en Inde, je crois que cela ne m'incitera pas à continuer au-delà du 31 décembre 2025. On ne va pas continuer à s'acharner pour des prunes, à un moment donné cela fait désordre ou pas très sérieux, or, je ne suis pas un charlot, ni un Charlie, mais cela vous saviez déjà !

Je suis obligé de faire dans l'autosuggestion pour me convaincre d'arrêter ces causeries, et m'imposer de ménager ma santé.

Je suis quelqu'un de principe, d'ordonné, j'aime bien les comptes ronds, l'année commence le 1^{er} janvier et elle se termine le 31 décembre, donc quand on a commencé une année on se doit de la terminer, après, on est tenu à rien, on est LIBRE !

J'ai désigné le groupuscule *Arguments pour la lutte sociale* (<https://aplutsoc.org>), le courant politique d'extrême gauche issu du courant trotskyste lambertiste (POI-PT) le plus à l'extrême droite du mouvement ouvrier, c'est peu dire et je pèse mes mots.

Quand on a soi-même appartenu à ce courant politique 45 ans plus tôt, cela nous interpelle, on se demande comment est-ce possible, on a du mal à le croire, et pourtant. Parfois je me dis : Tu vois à quoi tu as échappé, donc tu n'as rien à regretter, tu aurais pu finir encore plus mal, après une carrière de permanent syndical réformiste, puis bureaucrate retraité fier de ses états de service, quelle horreur !

Malgré moi, en tant que militant, j'ai servi bien des causes qui étaient discutables ou qui n'ont servi à rien finalement, en tout cas pas à notre camp, et je ne parle même pas des théories foireuses qu'on a colporté comme des cons, sauf paradoxalement quand j'ai servi des causes individuelles. Par exemple, quand j'ai organisé une grève chez U-Bix (Konica) en 1982, la secrétaire du marketing me dit qu'elle ne m'aimait pas particulièrement, encore moins mes idées politiques, en revanche elle me respectait, elle appréciait l'homme, pour ma détermination, mon courage, ma sincérité et mon

honnêteté, ces qualités étant si rares ajouta-t-elle, j'en fus gêné et comblé au point de ne jamais l'oublier ; Plus tard quand j'ai essayé de partager mes connaissances avec toutes les personnes que je rencontrais avec plus ou moins de succès. Plus sûrement, quand j'ai rendu des services matériels ou financiers à un tas de gens dont les conditions étaient plus précaires que les miennes, sans rien leur réclamer en retour, évidemment. La joie qu'on peut observer dans leurs yeux nous comble de bonheur, mais généralement, ce ne sont pas des choses dont on parle, non pas par crainte de les salir, mais que les autres les salissent parce qu'ils n'ont pas forcément de bonnes intentions envers vous.

A leur manière, ces militants incarnent au plus haut degré le niveau de confusion ou de pourriture qui a envahie l'extrême gauche en France. Je ne partage rien avec eux.

Venons-en à leurs documents.

Ce qu'ils dénoncent chez "*la plupart des « marxistes »*", n'est rien en comparaison de ce à quoi ils se livrent, car ils ne se contentent pas de "*faire la leçon aux faits*", de "*les tordre*", ils les inventent tout bonnement ou plutôt, ils n'ont même pas besoin de se fatiguer à inventer leur récit, ils recopient pratiquement mot-à-mot le discours idéologique de la réaction qu'ensuite ils agrémentent de formules apprises par cœur autrefois pour se donner de la contenance et masquer leur contenu frauduleux.

- *« La plupart des « marxistes » fonctionnent de la manière suivante face aux événements : ils vérifient que ces événements sont conformes à ce qu'ils pensent savoir, ce qui conduit à les tordre et à en dénier le contenu réel. La vraie méthode ne doit pas consister à faire la leçon aux événements, à dire aux révolutions qu'elles sont mal barrées, à vérifier que les forces ennemies sont en place et les vaches bien gardées afin de pouvoir se prémunir de toute expulsion de sa zone de confort. Elle doit consister à saisir le réel, à appréhender le nouveau. Il survient dans un cadre déjà connu, qui a été analysé, mais il le modifie. Le vrai « marxisme » consiste à apprendre des faits, pas à faire la leçon aux faits. Il conduit donc à l'enrichissement, pas à la répétition. Car la répétition finit inmanquablement par devenir ... contre-révolution. »*

J-C - Un psychanalyste les lirait, qu'il s'apercevrait dès les premiers mots qu'ils se regardent dans un miroir quand ils écrivent, et que ce qu'ils y voient ne peut pas refléter la réalité car elle serait trop cruelle à supporter !

Ces fieffés réactionnaires ont adopté en tous points le récit des Etats-Unis et d'Israël, en autres, tout en l'enrobant d'arguments populistes destinés à le maquiller et s'éviter cette accusation, je vous en ferai grâce. Je ne suis pas là pour reproduire et expliquer l'une après l'autre leurs saloperies et mensonges éhontés, parfois de monstrueuses inventions, ce qui nous entraînerait trop loin. Je vous fournis plus loin les liens où vous pourrez les retrouver si cela vous intéressait, faites très attention, tous les sujets traités dans ce blog sont vraiment très pourris. Si les lecteurs ne sont toujours pas capables de faire la part des choses, un conseil d'ami, abstenez-vous, sinon, tant pis pour vous ou lisez mes anciennes causeries !

- *"En fait, l'effondrement du prétendu « axe de la résistance » est la meilleure nouvelle qui soit pour la résistance palestinienne", Biden, Trump, Bush, Netanyahu, Zelenski et l'international nazi... Youpi !*

- *"la direction islamiste du HTS a ordonné à ses hommes de « respecter les minorités » (chrétiens, alaouites, chiïtes, druzes, ismaéliens, et aussi les habitants kurdes sunnites d'Alep)", ah ces braves "rebelles", des humanistes ! En réalité, toutes les minorités terrorisées les fuirent ou se terrèrent*

chez elles, les médias mainstreams ont dû le relater avant de le censurer, chacun peut le vérifier, j'en ai rendu compte dans les causeries.

La blanchisseuse de la CIA ou du Pentagone est passée par là.

- *"Celle-ci, le HTS ou HTC (Hayat Tahir al-Cham, Front de Libération du Levant) est d'origine djihadiste, issue de la branche syrienne d'al-Qaïda, al-Nosra. Elle n'est plus djihadiste au sens où elle a renoncé, depuis 2016, au « djihad mondial » pour se définir comme syrienne avant tout".*

J-C – On croirait lire une dépêche de l'AFP ou de l'OTAN. On appelle cela réhabiliter des monstres de cruauté.

- *« Al-Julani, le terrible « djihadiste » (en fait islamiste) n'a protesté contre rien de tout cela : il tend la main à toutes les puissances. Bien plus que la sharia qui n'est à l'ordre-du-jour nulle part en Syrie, sa politique de conciliation avec l'ordre établi est ainsi tangible, ainsi que l'affirmation de vouloir construire une Syrie fondée sur « la libre entreprise ». »*

J-C – Et nous qui croyions qu'al-Julani, le gentil « djihadiste » allait construire une Syrie fondée sur le communisme, qu'est-ce qu'on est con !

- *« Les prochains affrontements en Syrie n'auront sans doute pas pour objet la sharia, mais la démocratie. Al-Julani cherche à intégrer des pans entiers de l'ancien appareil d'Etat et veut donc préserver, et même réaliser pleinement, une « économie de marché ». »*

J-C – La démocratie dans un pays ravagé par 13 de guerre impérialiste, en grande partie son économie détruite, avec une population réduite à la misère. Rappelez-vous ce qu'ils ont écrit dans leur article : - *« Le vrai « marxisme » consiste à apprendre des faits, pas à faire la leçon aux faits. »*, que font-ils ici, sinon révéler qu'ils n'ont rien appris du tout ou qu'on est en présence d'imposteurs qui se prétendent marxistes.

Ces vieux militants n'ont manifestement jamais su ce que cela signifiait, sinon tout simplement emprunter la méthode du matérialisme dialectique pour interpréter l'histoire, à leur âge avancé, il est trop tard, c'est incurable !

Justicier, tyran, barbare, mais c'est justifié par Washington, Londres, Ankara et Tel-Aviv !

- (Al-Julani, le djihadiste « révolutionnaire », un brin marxiste lui aussi pendant qu'on y est !) *"Ainsi, il a dû renoncer à l'amnistie générale sous la pression populaire. Un « comité révolutionnaire » à Hama a organisé la pendaison publique d'un assassin de masse. Les lynchages de tortionnaires ont commencé partout. Al-Julani a alors pris acte de l'action des masses en proclamant la non-amnistie des tortionnaires."*

L'inversion accusatoire en renfort.

- *"les forces du HTS par elles-mêmes avaient déjà pris ce parti, le seul efficace pour briser la division communautaire qui était le fait du régime Assad",* alors que c'est exactement l'inverse qui s'est produit à partir de 2011, quand ces barbares armés débarquèrent en Syrie pour terroriser la population de manière à faire éclater l'unité de la nation syrienne qui existait jusque-là, qu'incarnait la République arabe syrienne qu'ils ont détruite, ils contribuèrent à la disloquer pour le compte des Américains et leur proxy israélien...

La « *division communautaire* » en Syrie existait avant les Assad. *Arguments pour la lutte sociale* sont des falsificateurs, des mystificateurs, des ordures pour tout dire, parce qu'ils savent très bien ce qu'ils font.

Ils n'ont pas entendu parler du ministère de l'Intérieur. Pure fabulation.

- "*Le mouvement de la révolution démocratique voit sans doute déjà, notamment pour organiser la vie quotidienne immédiate toute police ayant disparu, des comités populaires se former partout, et il y a une expérience en la matière depuis 2011.*"

J-C - Pour un peu des soviets !

J'ai aussi relevé les passages suivants, que vous avez sans doute lus ou entendus chez les médias mainstreams :

- Le régime d'Assad, un Etat totalitaire ; (La Voix de l'Amérique. – J-C)

- C'est un système totalitaire absolu qui s'effondre ; (Le superlatif absolu pour que vous sentiez obligé de suivre ces salopards, et bien non, s'il y a quelqu'un ici qui schlingue le totalitarisme, c'est vous ! – J-C)

- Un système total de terreur, de torture et de mensonges. Le régime des Assad (...) héritier du nazisme et du stalinisme ; (C'est un argument que l'on retrouve dans la bouche des plus farouches anticomunistes, Rudy Reichstadt de Conspiracy Watch par exemple.

C'est vrai qu'à côté d'un tel régime, même L'Etat islamique ou le Front Al-Nosra sont présentables, préférables, CQFD. Vous voyez que je n'ai rien exagéré à propos de ce groupuscule trotskyste lambertiste. – J-C)

- La libération de Damas a été un acte démocratique ; (Maidan aussi, ils ont osé l'écrire ces nazillons ! – J-C)

- Une victoire populaire, à potentiel révolutionnaire ;

- C'est le début de la formation d'un peuple en arme qui a renversé Bachar el-Assad en 2024 ; (Il ne manque plus que la révolution socialiste, quel délire ! – J-C)

- La victoire populaire en Syrie contre Bachar el Assad cet effondrement constitue une victoire populaire, donc une victoire démocratique et prolétarienne ; (Là, ces militants passent avec armes et bagages dans le camp de nos ennemis. – J-C)

- Cette formidable victoire populaire est donc une victoire pour tous les peuples ; (La pire défaite depuis la chute de la Libye de Kadhafi. – J-C)

- La révolution syrienne ; (Une agression armée de mercenaires et de militaires turcs. – J-C)

- La libération d'Alep (.. qui n'était pas occupée, c'est une pure invention du Pentagone – J-C)

- Le régime assadiste a été le plus grand massacreur de musulmans sunnites des quinze dernières années. (Sunnites plus nombreux que les Alaouites qui continuèrent de soutenir Assad pendant 13 ans. – J-C

<https://aplutsoc.org/2024/12/14/notes-politiques-sur-les-lecons-de-la-victoire-populaire-contre-le-regime-dassad-vincent-presumey/>

<https://aplutsoc.org/2024/12/23/comment-se-tenir-efficacement-aupres-du-peuple-syrien-par-vp/>

Gare aux croyants !

- Croire que l'industrie pharmaceutique lutte contre les maladies, c'est comme croire que les fabricants d'armes luttent pour la paix.

Aimez-vous les uns les autres !

- Dans un monde en proie à une grande incertitude et à de nombreux conflits, nous ressentons plus que jamais que nous avons besoin les uns des autres et que seul l'amour est la force motrice qui nous maintient ensemble et nous aide à traverser ces temps difficiles, qui nous guide en ces temps sombres.

Abus de confiance fatal !

- SVP, cessons de voir de l'opposition contrôlée partout !

Essayons de leur faire confiance... Il sera toujours temps de leur reprocher s'ils retournent leur veste.

Depuis quand la lucidité est-elle à fuir ?

D'ailleurs, nul besoin d'invoquer l'opposition contrôlée... la veulerie humaine suffirait pour expliquer.

Comment peut-on vivre dans une société aussi pourrie ou réactionnaire ? On se disait bien qu'il y avait une explication quelque part.

Épargnants, voici la somme que vous allez toucher cette année - LePoint.fr 28 décembre 2024

Bonne nouvelle pour les épargnants. Près de 57 millions de Français vont recevoir un virement sur leur compte bancaire avant le 31 décembre. À l'approche de la nouvelle année vient en effet le temps des intérêts bancaires. Ainsi, les détenteurs d'un livret A toucheront en moyenne la somme de 212 euros, a annoncé la Banque de France au site Actu.fr.

82 % des habitants de l'Hexagone disposent de ce produit d'épargne proposé depuis 2009 par toutes les banques françaises.

Outre les intérêts de leur livret A, de nombreux Français recevront prochainement les bénéfices de leurs autres produits d'épargne, comme le livret de développement durable et solidaire (LDDS) ou le livret d'épargne populaire (LEP). LePoint.fr 28 décembre 2024

J-C – Mon titre va faire hurler les ouvriéristes, je n'en ai rien à foutre.

N'en jetez plus la cour est pleine !

Le gouvernement renforce les primes de transport pour 2025 - LePoint.fr/AFP 28 déc. 2024

Afin de donner un coup de pouce au pouvoir d'achat des Français, le ministère des Transports a annoncé relever les plafonds d'exonération fiscale liée aux transports entre le domicile et le travail.

Le gouvernement a annoncé, ce vendredi 27 décembre, un renforcement des aides liées aux transports domicile-travail en 2025, via une hausse du plafond d'exonération de primes de carburant et de transport en commun. « *Au 1er janvier 2025, le plafond d'exonération fiscale de la prime carburant est relevé à 300 euros par an, au lieu de 200 euros* », a précisé le ministère des Transports dans un communiqué.

Pour encourager le passage à la mobilité électrique, le gouvernement a décidé de relever aussi de 100 euros le plafond d'exonération fiscale de la prime de recharge de véhicule électrique, qui passe de « *500 à 600 euros par an* », selon la même source.

Enfin, le plafond d'exonération fiscale du cumul forfait mobilités durables et abonnement transports en commun augmente également de 100 euros pour passer de 800 à 900 euros par an », a conclu le ministère. Le « *forfait mobilités durables* » est versé aux salariés qui privilégient les modes de transport dits à mobilité douce, comme le vélo.

J-C – Comment, il n'y a pas une prime « *godasse* » pour ceux qui vont gratter à pinces, c'est dégueulasse, il faut dénoncer cette injustice.

En Inde et dans la plupart des pays dans le monde, les travailleurs et leurs familles ont le droit à que dal, que dal, que dal, alors les occidentaux avec leur bonne conscience, ils me rendent malades !

Mayotte: Bayrou prend une circulaire pour soutenir les fonctionnaires et "garantir la continuité" des services publics - BFMTV/AFP 27 décembre 2024

Soucieux d'envoyer un message positif aux fonctionnaires sur place, le chef du gouvernement a pris une circulaire ce vendredi 27 décembre "*pour assurer la protection des agents publics et garantir la continuité et la mobilisation de l'action de l'État en faveur des habitants à Mayotte*", d'après un communiqué de l'Élysée.

Cette circulaire "*met en place un circuit simplifié et coordonné pour le recensement des besoins professionnels et personnels des agents publics sur place, en lien avec le ministère chargé de la fonction publique*".

Les agents du service public présents sur l'île, et dont la vie a été bouleversée comme tous les Mahorais par le cyclone, pourront être accompagnés "*en matière d'hébergement d'urgence, de relogement, de restauration et de soutien psychologique*".

Les différents ministères concernés, que ce soit l'Éducation ou l'Intérieur, seront chargés de mettre en place ce dispositif.

"Avec le président de la République, nous avons à cœur d'accompagner les agents publics, particulièrement engagés à Mayotte, permettant des renforts indispensables pour assurer la continuité des services à la population", a déclaré François Bayrou dans ce communiqué.

J-C – Accompagnez-les jusque dans les chiottes, et n'oubliez pas de leur fournir le papier !

Etat juif colonial génocidaire.

Guerre au Proche-Orient : le dernier hôpital opérationnel dans le nord de Gaza "*hors service*" après une opération israélienne, selon l'OMS - franceinfo/AFP 27 Décembre 2024

L'opération militaire israélienne est intervenue au lendemain de l'annonce par le directeur de cet hôpital de la mort de cinq membres de son personnel dans une frappe israélienne.

"Le raid de ce matin sur l'hôpital Kamal Adwan a mis hors service ce dernier grand centre de santé dans le nord de Gaza", situé à Beit Lahia, a assuré l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) sur X. "*De premières informations font état de services clefs incendiés et détruits pendant le raid. Soixante membres du personnel soignant et 25 patients sont dans un état critique*", ajoute l'organisation internationale.

J-C – Toi tu n'as pas de bol, tu n'as plus qu'à crever !

Syrie.

Suivez la piste de l'argent...

"*C'est une autre forme de libération*" : en Syrie, le retour du dollar américain fait espérer une stabilité économique et une baisse des prix - francetvinfo.fr 28 déc. 2024

Syrie : les vidéos d'exactions contre des civils alaouites se multiplient sur les réseaux sociaux - FranceInfo/AFP 27 Décembre 2024

Jusqu'ici, les violences des représailles étaient très peu documentées, les nouvelles autorités syriennes expliquant qu'il ne s'agissait que de "*cas isolés*". Mais sur les réseaux sociaux, les vidéos de passages à tabac et d'agressions sont de plus en plus nombreuses.

Dans l'une d'elles, on voit plusieurs hommes brutalisés par des rebelles en armes, arrêtés alors qu'ils rentraient chez eux, de grandes galettes de pain entre les mains. "*Voilà ces chiens d'Alaouites !*", dit la voix derrière la caméra. Un blessé à terre l'implore, explique qu'il n'est qu'un civil. On lui hurle de se taire.

"*C'est vous les porcs qui avez tué nos frères ?*", interroge encore la voix. Les hommes sont sommés de montrer leurs papiers. L'un d'entre eux est originaire de Salquin, une ville du gouvernorat d'Iblid, peuplée d'Arabes sunnites. Il est autorisé à monter dans sa voiture et à repartir. La vidéo s'arrête là.

J-C – Les abrutis d'*Arguments pour la lutte sociale* vont trouver cela normal, ce sont « *des comités révolutionnaires* » qui font la police. Ils vont dire qu'ils n'étaient pas au courant, salopards.

La seconde partie de l'article relayait la propagande américaine.

AFP - Depuis la chute du régime, le 8 décembre, les civils alaouites disaient craindre la vengeance sans distinction des rebelles, dont certains, issus du front al-Nosra, s'étaient déjà attaqués à leur communauté au début de la guerre civile.

J-C - Avant le 8 décembre, tous les Syriens étaient considérés comme des citoyens de la République arabe syrienne bénéficiant des mêmes droits protégés par la Constitution, quelle que soit la communauté à laquelle ils appartenaient. Ce n'est que depuis l'arrivée au pouvoir des barbares d'al-Qaïda-al-Nosra-Daesh que leur appartenance à une communauté est systématiquement mise en avant conformément au plan de dislocation de la Syrie concocté de longue date par les Américains et les sionistes.

Et ce n'est pas un hasard si l'AFP recourt systématiquement à leur rhétorique, substituant le "*régime*" à la République arabe syrienne, les "*civils alaouites*" aux citoyens syriens d'origine alaouite, des "*rebelles*" pour évoquer les terroristes d'al-Nosra.

AFP - S'il est vrai que l'élite alaouite a largement bénéficié du règne des Assad – elle était notamment surreprésentée dans l'armée – la plupart des civils, eux, restaient terrorisés face à un régime qui les maintenait volontairement dans une grande pauvreté. "*Si tu veux que ton chien garde ton troupeau, ne lui donne pas trop à manger*", disait Hafez al-Assad.

J-C - Ce récit est frauduleux du début à la fin.

Que la communauté alaouite ait été représentée majoritairement au sein des institutions syriennes, c'est normal puisque le président syrien élu en était issu lui-même, alors qu'elle n'était pas la communauté majoritaire, toutefois toutes les communautés y participaient, elles étaient même représentées au gouvernement, voilà comment le peuple syrien composé d'une mosaïque de communautés et tribus parvint à maintenir son unité, condition pour préserver sa souveraineté et son indépendance, qui n'ont jamais cessé d'être menacés par les Américains et les sionistes.

Avant l'agression dont la Syrie fera l'objet en 2011 par une horde de centaines de milliers de mercenaires armés provenant de plus de 100 pays à la solde des Etats-Unis et ses alliés sunnites du Golfe, la population ne se sentait pas spécialement "*terrorisée*" par les autorités, et elle n'était pas vouée non plus à la "*grande pauvreté*", deux fléaux qui interviendront par la suite à cause du régime de terreur qu'instaureront ces barbares et auquel le gouvernement dû réagir en prenant des mesures autoritaires ou répressives, pour éviter que la situation ne dégénère en guerre civile, guerre civile qui n'existait pas en Syrie, mais qui fut importée de l'extérieur pour renverser le pouvoir en place.

AFP - Les nouvelles autorités disent, aujourd'hui, vouloir protéger les différentes minorités ethniques et religieuses du pays. Elles vont très vite devoir montrer qu'elles ne se laissent pas déborder.

J-C - L'AFP prend ici ouvertement le parti des "nouvelles autorités", qui ne sont rien d'autres que les djihadistes fanatisés sanguinaires qui ont envahi, agressé, détruit la Syrie et massacré sa population depuis 2011.

Slovaquie.

Passe d'armes entre Bratislava et Kiev : «Je ne suis pas votre humble serviteur», lance Fico à Zelensky - RT 28 déc. 2024

Dans un message vidéo publié sur les réseaux sociaux, le Premier ministre slovaque Robert Fico a répondu aux accusations portées par Volodymyr Zelensky après sa visite à Moscou, brandissant au passage la menace de couper ses approvisionnements en électricité de l'Ukraine si celle-ci mettait un terme au transit du gaz russe à travers son territoire.

Dans sa vidéo, le Premier ministre slovaque a menacé de couper son approvisionnement en électricité de l'Ukraine si celle-ci mettait ainsi un terme au transit du gaz russe à partir du 1er janvier. Selon l'homme politique, l'Europe devra faire face à des coûts énergétiques supplémentaires de 120 milliards d'euros en 2025-2026 en raison de la décision de Kiev.

«Après le 1er janvier, nous évaluerons la situation et les éventuelles mesures de rétorsion contre l'Ukraine. Si c'est inévitable, nous arrêterons les livraisons d'électricité, dont l'Ukraine a cruellement besoin pendant les coupures de courant, ou nous nous mettrons d'accord sur une autre méthode», a déclaré Robert Fico. RT 28 déc. 2024

Moldavie.

Gaz russe : Gazprom annonce fermer le robinet à la Moldavie au 1er janvier 28 déc. 2024

Gazprom a annoncé ce 28 décembre dans un communiqué publié sur sa chaîne Telegram avoir averti Moldovagaz de l'introduction d'une «limitation» à «0 mètre cube par jour» de ses livraisons de gaz à compter du 1er janvier «8h» (heure de Moscou).

Cette décision est motivée, a précisé Gazprom, par le fait que cette société russo-moldave «manque régulièrement à ses obligations de paiement dans le cadre du contrat existant». «Ce qui constitue une violation substantielle de ses termes», a encore précisé Gazprom.

Sénégal.

Le Sénégal fermera toutes les bases militaires étrangères - fr.sputniknews.africa 27.12.2024

Le Premier ministre sénégalais, Ousmane Sonko, a fait cette annonce lors de sa déclaration de politique générale devant le parlement.

Selon lui, la décision a été prise par le Président du pays et le retrait interviendra "*prochainement*". Cette démarche s'inscrit dans une volonté de renforcer la souveraineté nationale et de réorienter la politique de défense du Sénégal.

Dakar abrite 3 bases militaires françaises, où se trouvent environ 300 soldats.

Niger.

Niger : Le Général Abdourahamane Tiani dévoile les liens et financements du terrorisme au Sahel - sahel-intelligence.com 27 décembre 2024

Le Président du Conseil National pour la Sauvegarde de la Patrie et Chef de l'État, le Général Abdourahamane Tiani, a révélé, lors d'une interview accordée à la Radiotélévision du Niger (RTN) le mercredi 25 décembre 2024, des informations sur les alliances et les financements des groupes terroristes au Sahel.

Le Général Tiani a expliqué que, avant le 26 juillet, « *tout Nigérien savait ce à quoi nous faisons face, le terrorisme et les autorités formaient une seule entité* ». Il a fait référence aux déclarations de l'ancien président déchu, qui avait publiquement annoncé être « *ami des terroristes* » et avait rencontré plusieurs fois des membres de ces groupes au Palais Présidentiel. Selon lui, « *les autorités agissaient sous l'influence de la France, celle-là même qui finance le terrorisme au Sahel* ».

Il a ajouté que la France, en collaborant avec certains groupes locaux, aurait versé plusieurs milliards de FCFA entre les mains de terroristes dans des régions telles que le lac Tchad, Sokoto, Zamfara, Kebbi (au Nigéria), le Bénin et le Niger. Ces fonds, selon le chef de l'État, surpassent tout ce qui pourrait être disponible dans les réserves financières de l'Afrique centrale. Le Général a souligné que « *le CFA est fabriqué par la France, qui bénéficie du soutien de l'Union Européenne pour émettre autant de CFA qu'elle le souhaite* ».

Le Président a également évoqué l'acquisition de matériel terroriste, citant des zones comme le lac Tchad, Sokoto, le nord du Bénin, ainsi que des régions du Niger et du Burkina Faso. Il a révélé qu'il existe des centres d'entraînement des terroristes en Afrique centrale, où des forces spéciales françaises seraient impliquées, notamment à Porga, dans la région du Bénin.

Concernant le Nigéria, il a noté que les autorités sont conscientes de la situation et a critiqué leur manque d'action face à ce phénomène, soulignant que « *reconnaître nos erreurs* » est essentiel. Il a également fait référence à Ahmed Abubakar Rufai, l'ancien responsable de la National Intelligence Agency du Nigéria, qui, selon lui, était lié à la formation, l'acquisition de matériel et le financement des terroristes.

Le général Tiani a également évoqué la commande de plus de cent drones de type DJI Matrice, achetés en Chine et destinés à des groupes terroristes opérant dans des régions du Nigéria, du Bénin, du Niger, du Burkina Faso et du Mali, en collaboration avec les forces françaises. Il a insisté sur le fait qu'il ne cherche pas à se dérober de ses responsabilités, mais à assumer pleinement les siennes face à cette menace.

Enfin, le président nigérien accuse la France de continuer à fournir un soutien matériel, financier et en formation aux groupes terroristes, avec la complicité d'autres puissances occidentales. Il a conclu en affirmant que ce soutien fait partie d'un plan visant à discréditer la souveraineté du Niger et de l'Afrique, tout en exprimant sa confiance que ce projet échouera, avec la volonté divine.

Nigeria.

Le Nigeria ne permettra pas d'installer une base militaire étrangère sur son sol - fr.sputniknews.africa 27.12.2024

"Les forces armées nigérianes ont la capacité et les moyens de défendre l'intégrité territoriale du pays", a déclaré le général Christopher Gwabin Musa, chef d'état-major de la Défense du Nigeria.

L'armée nigérienne est capable de *"faire face à toute agression locale ou étrangère"*, a déclaré le général Christopher Gwabin Musa devant les troupes le 26 décembre à Sokoto.

Le pays *"ne permettra pas qu'un pouce du territoire nigérien soit pris par quiconque pour servir de rampe de lancement vers nos pays voisins"*, a-t-il ajouté.

Le chef d'état-major de la Défense du pays a exhorté les citoyens à s'unir pour combattre les groupes islamistes qui sévissent dans la région, notamment le groupe Lakurawa.

Corée du Sud.

Les parlementaires sud-coréens destituent le président par intérim - aa.com.tr 27 décembre 2024

Désormais, le vice-Premier ministre et ministre de la Stratégie et des Finances, Choi Sang-mok, assurera les fonctions de président par intérim et de Premier ministre.

Les législateurs sud-coréens ont adopté, vendredi, une motion de destitution contre le président par intérim Han Duck-soo.

Le vote a eu lieu après que le président de l'Assemblée, Woo Won-shik, a précisé qu'une simple majorité de 151 voix était nécessaire pour destituer Han, qui occupe également le poste de Premier ministre.

Presque tous les 192 membres du bloc d'opposition, dirigé par le Parti démocratique, ont voté en faveur de la motion de destitution, rapporte l'agence de presse Yonhap basée à Séoul.

C'est la première fois dans l'histoire de la Corée du Sud qu'un président par intérim est destitué.

Han assurait la fonction de président par intérim depuis la destitution du président Yoon Suk-yeol, le 14 décembre, suite à son échec à imposer la loi martiale.

Le Parti du Pouvoir populaire de Yoon avait exigé que le président de l'Assemblée prenne en compte un quorum de 200 voix, sur un total de 300 législateurs, pour destituer Han, étant donné qu'il occupait la fonction de «président par intérim». Cette demande a été rejetée par le président de l'Assemblée.

La motion de destitution contre Han a été déposée après qu'il ait refusé de nommer trois juges à la Cour constitutionnelle.

Après la destitution de Han, Choi Sang-mok, actuellement vice-Premier ministre et ministre de la Stratégie et des Finances, prendra ses fonctions de Premier ministre et de président par intérim.

Par ailleurs, l'ex-ministre de la Défense Kim Yong-hyun, actuellement en détention pour des accusations de sédition et pour son rôle dans l'échec de la tentative de loi martiale, a été formellement inculpé par les procureurs vendredi.

Il est le premier responsable de l'administration Yoon à être inculpé pour abus de pouvoir et pour son rôle «*intégral*» dans la préparation du 3 décembre, lorsque Yoon avait annoncé la loi martiale.
aa.com.tr 27 décembre 2024

MERCOSUR.

International : Le traité avec l'Union européenne fait du Brésil une colonie agricole - Bolivar Infos 27 Décembre 2024

L'avancée du consensus de Washington au Brésil, au début des années 90, s'est concrétisée par la décision de l'oligarchie dominante d'élire Fernando Collor de Mello président. Le réseau Globo a été décisif. Il a manipulé grossièrement l'édition du dernier débat télévisé à la veille des élections de 1989 pour porter préjudice à Lula et que Collor soit élu.

Une fois élu, Collor a promis la « modernité néo libérale » qui consistait en l'ouverture totale du marché national avec dérégulation économique et libre circulation des capitaux. La voiture importée symbolisait la « *nouvelle ère* » de la « *modernisation néo libérale* » et marquait la fin de « *l'époque des carrosse au Brésil* », comme disait Collor ... en évoquant les modèles de véhicules disponibles sur le marché national.

Maintenant, plus de 30 ans plus tard, en cette fin de 2024, les médias libéraux et des secteurs des élites célèbrent le traité de libre commerce entre l'Union européenne (UE) et le MERCOSUR comme si le Brésil avait finalement obtenu la modernité néo-libérale promise par Collor.

CNN Brésil, on est même arrivé à célébrer le fait que la Ferrari 296 GTB, le modèle 2025, sera 1 500 000 réaux moins chère avec cet accord. Avec le traité, les riches devront déboursier « à peine », 3 390 000 réaux (quelques 540 000 \$) et non plus les 4 052 000 réaux (quelques 718 500 \$) d'aujourd'hui pour acquérir une Lamborghini Ouragan Coup P640-2.

Les médias colonisés et fascinés ont aussi célébré le fait qu'en plus des voitures de sport de luxe, l'huile d'olive, les vins, le fromage et les voitures importés d'Europe, en particulier d'Allemagne, seront meilleur marché pour le consommateur brésilien et celui du MERCOSUR.

Mais le traité devra encore suivre un long itinéraire aux parlements nationaux et dans les institutions du bloc européen avant d'être signé et mis en place. Heureusement, il existe une possibilité réelle qu'il puisse être rejeté à cause—au moins—de l'opposition de la France et de l'Italie.

C'est un accord est très mauvais et défavorable au Brésil et ses voisins de la région. Il aggrave le processus de désindustrialisation et transforme encore plus nos économies en économies primaires.

En outre, il renforce la participation du Brésil et des pays du MERCOSUR au commerce avec l'Union européenne en tant qu'économies reléguées au rôle de fournisseur de matières premières agricoles et de minerais, et il accentue la dépendance envers les importations de biens industriels des métropoles.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 31 décembre 2024

Parmi ceux qui conçoivent plus ou moins la nécessité d'un changement de régime politique et économique, il y a ceux qui disposent des moyens pour s'y atteler, mais qui s'y refusent obstinément par crainte du chaos qui s'en suivraient qui pourrait porter atteinte à leur mode de vie relativement confortable, et il y a ceux pour qui la question ne se pose pas, parce qu'ils n'en ont désespérément pas les moyens, donc ce n'est pas qu'ils ne le voudraient pas, mais ils ne le peuvent pas, ce qui n'est pas du tout pareil.

C'est en gros ce qui distingue les masses les mieux nantis des principaux pays occidentaux dont la France, de celles des pays pauvres ou dominés.

Les masses en France sont suffisamment instruites ou évoluées pour comprendre ce que signifie le socialisme pour peu qu'elles s'en donnent la peine, je parle sur le plan intellectuel. Pour peu qu'elles cessent d'être hypocrites et bornées ou qu'elles fassent abstraction un moment de leurs idées reçues, elles peuvent facilement faire la part des choses ou démêler le vrai du faux, la nécessité historique leur sautera alors aux yeux.

Personnellement, je suis arrivé par moi-même au socialisme au bout d'un processus dialectique relativement court, deux ans environ, après être venu à bout de la métaphysique et de la philosophie idéaliste. Ce fut pour moi comme une révélation, un quasi miracle, cela me sembla tellement logique, clair, évident, que je ne compris pas pourquoi on ne nous l'enseignait pas, il faut dire que j'étais très naïf et absolument nul en politique à cette époque-là. Par la suite, pendant 50 ans, souvent je me suis demandé pourquoi tous ceux qui avaient étudié la philosophie au lycée ou à l'université n'avaient pas adopté le socialisme, sans trouver de réponse.

Sans vouloir faire ici de la propagande, je n'ai rien à vendre aux lecteurs, surtout pas des idées qui ne m'appartiennent pas, le marxisme est un mode de penser tellement merveilleux, génial, qui permet de répondre à tellement de questions ou résoudre tant de contradictions, qu'on ne peut plus s'en passer. Cela dit, ce n'est pas parce qu'on l'a découvert qu'on le maîtriserait, loin de là, il faut toute une vie et encore, mais il nous rend tellement de services, que s'en séparer ne pourrait nous conduire qu'à errer le restant de nos jours dans un sombre labyrinthe sans trouver la sortie ou précipiter notre naufrage, vous en avez un triste aperçu dans la causerie d'hier avec un groupuscule en phase de décomposition finale.

En France ou en occident les masses ont été scolarisées, une proportion non négligeable a suivi des études secondaires, tous les travailleurs ou presque peuvent lire couramment et comprendre ce qu'ils lisent, tout ce qui est exprimé simplement est à leur portée. Partant de là, s'ils n'en tirent pas des enseignements pratiques, ce n'est pas parce qu'ils ne le peuvent pas, mais bien parce qu'ils ne le veulent pas, ils n'en ont pas envie, ils estiment leur condition satisfaisante telle qu'elle est, ils s'en contentent. Quand j'abordai le socialisme en 1976, la mienne ne me satisfaisait pas du tout, et celle

à laquelle j'étais semble-t-il promis, était un réel cauchemar, d'où le passage de la théorie à la pratique, puis à l'organisation ou au militantisme. Ce n'était pas un passage obligé, c'était juste une question de cohérence, car à quoi bon apprendre quelque chose, si c'est pour ne rien en faire par la suite, ce serait stupide, or, je n'avais du tout envie d'adopter un comportement stupide ou de passer pour un idiot, j'en aurais bien trop honte.

Mais cela non plus n'a pas effleuré l'esprit de ceux qui ont fait des études, semble-t-il. Se comporter de manière incohérente dans la vie, avec les conséquences négatives qui en découlent forcément, ne les gênent pas non plus ou ils ont du mal à faire le lien, oui, c'est possible. Pourquoi ? Parce qu'ils ont étudié sans trop savoir pourquoi, alors ils n'ont retenu aucun enseignement ou si peu, qu'ils ne sont pas en mesure de comprendre ce qui leur arrive dans la vie.

Le comble de cette incohérence se manifeste par l'absence de tout idéal dans la vie. Cela se comprend facilement, quand on demeure dans le cadre étreint du capitalisme avec son lot de malheurs ou d'effets secondaires criminels, qu'on doit assumer et qu'on n'ose pas énumérer tellement ils sont terrifiants, rien que de penser qu'on y serait quelque part pour quelque chose est plus qu'inconfortable, c'est terriblement choquant, pour autant on n'en démordra pas, on préférera encore se mentir une fois de plus à soi-même, plutôt que reconnaître les faits qu'on n'ignore plus depuis longtemps, quitte à avoir eu une vie bien triste, sachant qu'on a contribué à faire le malheur de temps de gens, parce qu'on en a conscience.

Il y a surtout dans le comportement de ces couches de nantis, une grande part de malhonnêteté intellectuelle, plus qu'une incurie ou une défaillance cognitive. A leur confort matériel correspond un mode de penser confortable auquel ils tiennent, ils les ont acquis ensemble, donc ils estiment qu'ils seraient inséparables. Leur mode de vie impose que certaines conditions soient en permanence remplies ou qu'elles soient garanties sur une longue durée, or ce n'est pas toujours le cas. Mais surtout, s'il leur impose des contraintes, ils ignoreront que pour en profiter, il a fallu que d'autres s'en passent, sacrifient pour ainsi dire leur existence pour qu'ils puissent jouir de la leur. Bref, ils seront indifférents au malheur des autres en proclamant que c'est regrettable et qu'ils n'y sont pour rien.

Et bien si, ils y sont pour quelque chose, désolé. Cet argument pouvait encore prévaloir il y a un siècle en arrière, parce que les masses occidentales étaient encore très arriérées, mais plus maintenant avec tous les canaux de communication ou d'information qui existent, elles se comportent de telle sorte qu'on croit qu'elles le sont demeurées, parce que cela arrange tout le monde en occident.

Ce qui leur manque, c'est la volonté, parce qu'elles ne voient pas la nécessité de changer la société. Nous ici en Inde, on y pense chaque jour parce que c'est une nécessité absolue, mais on n'en a pas les moyens, ils sont en occident. Voyez les peuples du Proche et du Moyen-Orient, les Nigériens, les Vénézuéliens, une grande partie des peuples africains, avec tout le pétrole et le gaz dont ils disposent ces pays devraient être très riches, or ils sont très pauvres. Et bien c'est pour tous les rapports pareils. Vous, vous avez les bagnoles et vous roulez avec, eux ils ont le pétrole et ils se déplacent à dos d'âne ! Assez fait la mule !

Santé.

L'histoire peu glorieuse des vaccins - Partie 1 - Dr. Suzanne Humphries

Il suffit par exemple de changer les critères de définition d'une maladie ou d'inventer de nouveaux diagnostics pour en changer sensiblement les statistiques et démontrer «un impact positif» de la vaccination ou au contraire masquer ses effets secondaires.

<https://odysee.com/@IndependentNewsEuropeFran%C3%A7ais:d/-fr--The-Ugly-History-of-Vaccines--Part-1--Dr:c?src=embed>

<https://reseauinternational.net/de-la-variole-au-covid-lhistoire-peu-glorieuse-des-vaccins/>

Syrie.

Le Liban renvoie en Syrie des dizaines de militaires du régime déchu de Bachar el-Assad - RFI 29 décembre 2024

Des dizaines de membres de l'armée du régime syrien déchu, dont des officiers, ont été arrêtés au Liban ces derniers jours et remis aux nouvelles autorités de Damas.

La justice libanaise a en outre ordonné l'arrestation de la petite-fille de Rifaat al-Assad et sa mère pour possession de passeports falsifiés. Ces documents auraient été délivrés par les services consulaires syriens au Liban, ce qui a poussé le nouveau ministre syrien des Affaires étrangères, Assaad al-Chibani, à suspendre provisoirement toutes les activités de l'ambassade à Beyrouth.

Syrie: pour Ahmad al-Chareh, la tenue d'élections pourrait prendre jusqu'à quatre ans - RFI 30 décembre 2024

Il a précisé qu'il serait nécessaire de « *réécrire la Constitution* », une tâche qui pourrait prendre « *deux ou trois ans* », dans cet entretien avec la chaîne saoudienne.

J-C – Le barbare a fait cette déclaration à une « *chaîne saoudienne* », dans un pays qui n'a jamais eu de Constitution, tout comme l'Etat sioniste génocidaire, qui à la place dispose d'une Loi fondamentale basée sur le Coran.

Afghanistan.

C'est l'OTAN qui les a portés au pouvoir.

J-C – Ce sont les régimes occidentaux soutenus par les féministes qui ont permis à ces monstres de prendre le pouvoir en Afghanistan riche en matières premières, vous savez ces militants féministes qui se préoccupent tant du sort des femmes...

En Afghanistan, les talibans veulent murer les fenêtres qui donnent sur les cuisines - Le HuffPost 29 décembre 2024

Le chef suprême des talibans a ordonné d'obstruer et de ne plus construire de fenêtres qui donnent sur des espaces résidentiels occupés par des Afghanes, estimant que cela pouvait conduire à de l'« *obscénité* ».

D'après un communiqué publié samedi soir par le porte-parole du gouvernement taliban, il faudra désormais, en cas de construction d'un nouveau bâtiment, que celui-ci soit dépourvu de fenêtres par lesquelles il est possible de voir de près « *la cour, la cuisine, le puits des voisins et les autres endroits habituellement utilisés par des femmes* ».

Dans le cas où de telles fenêtres avec vis-à-vis existent, les propriétaires sont invités à construire un mur ou à obstruer la vue, « *pour éviter les nuisances causées aux voisins* », indique le décret.

Actuellement, les Afghanes ne peuvent plus étudier au-delà du primaire, aller dans les parcs, les salles de sports, les salons de beauté, ni quasiment sortir de chez elles seules. Une récente loi leur interdit de chanter ou de déclamer de la poésie, en vertu, comme les autres directives, d'une application ultra-rigoriste de la loi islamique. Elle les incite aussi à « *voiler* » leur voix et leurs corps hors de chez elles. Certaines radios et télévisions locales ont également cessé de diffuser des voix féminines. Le HuffPost 29 décembre 2024

Allemagne.

En Allemagne, quand la gestapo du patronat traque les "fraudeurs" aux arrêts maladie.

J-C - D'où vient la crise économique que traverse l'Allemagne, vous avez la réponse, ils osent tout.

En Allemagne, les bonnes affaires d'un détective traqueur d'arrêts maladie - AFP 29 décembre 2024

Dans une Allemagne à l'économie chancelante, l'augmentation sensible des arrêts maladie chez les travailleurs est devenue une préoccupation majeure des chefs d'entreprise.

"*Il y a de plus en plus d'entreprises qui ne veulent plus supporter ça*", explique M. Lentz, assurant recevoir jusqu'à 1.200 demandes de ce type par an, soit deux fois plus qu'il y a quelques années.

"*Si quelqu'un a 30, 40 ou parfois jusqu'à 100 jours de maladie par an, à un moment donné il devient économiquement inintéressant pour l'employeur*", ajoute le détective installé depuis 1995.

Certains patrons ne mâchent pas leurs mots, comme Ola Kallenius, directeur général de Mercedes-Benz, qui déplore que "*l'absentéisme en Allemagne soit parfois deux fois plus élevé que dans d'autres pays européens*".

Tesla, le groupe d'Elon Musk dont l'usine européenne de véhicules électriques est installée près de Berlin, a fait les gros titres de la presse en envoyant des cadres sonner au domicile d'employés absents pour contrôler la réalité de leur arrêt maladie.

Selon les données de l'OCDE, les Allemands ont manqué en moyenne 6,8% de leurs heures de travail en 2023 pour cause de maladie.

Si le détective Marcus Lentz traque les fraudeurs, attribuer la hausse des congés maladie aux seuls abus serait un "*raccourci dangereux*", souligne l'institut WSI de la Fondation Hans Böckler, liée aux syndicats allemands.

Cela revient à "*occulter les causes réellement pertinentes*", d'après Bettina Kohlrausch, directrice scientifique du WSI, qui met en avant des facteurs comme l'augmentation des affections respiratoires, des conditions de travail stressantes et un affaiblissement des dispositifs de protection sociale.

Le vieillissement de la population allemande, avec une part de plus en plus importante de personnes de plus de 55 ans dans la population active, est aussi un facteur d'explication.

Quelles que soient les raisons de cette tendance, "*elle affecte sans aucun doute*" les performances de l'Allemagne, déjà en proie à une crise de son modèle économique, déclare à l'AFP Claus Michelsen, économiste à l'association allemande des entreprises de recherche pharmaceutique (VFA).

Cette fédération avait calculé que la hausse des arrêts maladie avait entraîné en 2023 une importante baisse de la production sans laquelle l'économie allemande aurait connu une croissance de 0,5%, alors qu'elle s'est contractée de 0,3%.

Quant aux fraudeurs repérés par Markus Lentz, une part importante utilise le congé maladie pour exercer en parallèle une autre activité, explique-t-il. Comme ce mari aidant la petite entreprise de sa femme, ou celui d'employés profitant d'un congé maladie de longue durée pour rénover un bien immobilier. (Qu'y a-t-il de répréhensible là-dedans ? Rien. Ceux qui par exemple profitent de l'évasion fiscale par millions ou milliards, ne sont pas inquiétés...- J-C)

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 31 décembre 2024

Au Moyen-Orient, la réaction se livre à une guerre contre-révolutionnaire pour en finir avec les restes du nationalisme arabe issu du mouvement anticolonialisme d'après-guerre, et en Occident, elle renoue avec le national-socialisme, tandis que l'extrême gauche célèbre cette contre-révolutionnaire et finit de se décrédibiliser en faisant le lit de l'extrême droite en France avec RN, en Allemagne avec l'AfD, en Espagne avec Vox, en Italie avec FdI, en Grande-Bretagne avec Reform UK... On pourrait ajouter le Japon, la Corée du Sud, l'Inde, le Brésil, etc.

A quoi bon continuer à se casser la tête à essayer de partager des idées. Je vous laisse à vos certitudes. 20 ans de bons et loyaux services s'achèvent aujourd'hui.

C'est quoi l'Internationale fasciste ? Deux exemples pris dans l'actualité.

Transatlantisme : l'ancien secrétaire général de l'OTAN rejoint la direction du club Bilderberg - RT 30 déc. 2024

Jens Stoltenberg, ancien secrétaire général de l'Alliance atlantique, est devenu coprésident du comité directeur du groupe Bilderberg. Il rejoint ainsi les 30 autres membres de ce board, dont «*un certain nombre*», comme l'a souligné un quotidien britannique, ont «*bénéficié*» de la hausse des dépenses militaires sur fond de conflit russo-ukrainien.

L'ancien secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, a été nommé coprésident du comité directeur du groupe Bilderberg, selon le site officiel de ce «forum» promouvant le dialogue transatlantique. Une nomination qui «*cimente le rôle du groupe au cœur de la stratégie transatlantique*», a souligné le 25 décembre *The Guardian*.

Le quotidien britannique conservateur a notamment mis en avant qu'«un certain nombre» des «*nouveaux collègues*» de Stoltenberg au Bilderberg «*ont bénéficié*» de la hausse des dépenses militaires sur fond de conflit russo-ukrainien. Autre point également évoqué: le fait que le mandat de Stoltenberg au secrétariat général de l'OTAN (1er octobre 2014 - 1er octobre 2024) «*a été dominé*» par ce conflit qui a dégénéré en guerre ouverte début 2022.

Parmi les membres du comité directeur du Bilderberg occupant des postes de direction dans l'industrie de Défense, *The Guardian* a mis en avant l'ancien patron de Google, Eric Schmidt, «*maintenant occupé à lancer une société de drones kamikazes destinée au lucratif marché ukrainien*». Le suédois Marcus Wallenberg, également cité, Président du fabricant de défense Saab «*qui a bénéficié d'une augmentation de 71% des commandes au cours des neuf premiers mois de 2024, en grande partie en raison de la guerre avec la Russie*».

Autre membre du Bilderberg épinglé: Peter Thiel, fondateur de la société Palantir, une licorne de la tech cofinancée à ses débuts par la CIA, qui a offert ses services à Kiev. Cette société serait «responsable de la plupart des cibles en Ukraine», affirmait début 2023 son PDG, Alex Karp, également membre du Bilderberg.

J-C – Et dire que j'ai découvert cette institution bien des années après avoir rompu avec le courant trotskyste lambertiste. Les anciens lecteurs, s'il en existe encore, se souviendront de ce militant qui m'avait fait la leçon, en m'expliquant que le groupe Bilderberg n'avait aucune influence, ne servait à rien, que c'était perdre son temps et se fourvoyer de lui attribuer de l'importance, il avait tout faux évidemment, comme tous les dissidents de ce courant politique.

Quand l'Argentine du nazi Javier Gerardo Milei active le "principe de la compétence universelle" à l'encontre du président nicaraguayen.

J-C – A quoi reconnaît-on les nazillons ? Ils se comportent en tyrans en prétendant imposer leur loi, leur conception du droit, de la justice, de la démocratie à tous les pays du monde quitte à recourir à des menaces, à la force, à des coups d'Etat, à des agressions armées destructrices.

Nicaragua : Un juge ordonne l'arrestation du président Daniel Ortega - 20 Minutes/AFP31 décembre 2024

La décision ayant été prise en Argentine et le président nicaraguayen étant toujours en exercice, il est assez difficile d'imaginer son arrestation. Mais la demande reste incroyable : un juge argentin a ordonné l'arrestation de Daniel Ortega et de son épouse Rosario Murillo, ainsi que d'une dizaine de collaborateurs, pour « violation systématique des droits humains » dans ce pays d'Amérique centrale, a déclaré ce lundi l'avocat qui a déposé la plainte.

« Le juge fédéral Ariel Lijo a ordonné l'assignation à comparaître et le mandat d'arrêt international de Daniel Ortega et Rosario Murillo », a déclaré Dario Richarte. L'affaire est basée sur le principe de la compétence universelle, qui permet aux pays de poursuivre les crimes contre l'humanité quel que soit le lieu où ils ont été commis, a-t-il expliqué. Le gouvernement de Daniel Ortega et de son épouse « est peut-être la dictature la plus sanglante qui ait jamais existé sur le continent », a-t-il ajouté. 20 Minutes/AFP31 décembre 2024

Pourquoi ne pas reporter la retraite à 77 ans pour les femmes et 75,5 ans pour les hommes ?

L'espérance de vie en bonne santé des femmes atteint 77 ans et 75,5 ans pour les hommes en France - francetvinfo.fr 31 déc. 2024

L'espérance de vie "sans incapacité" "progresses régulièrement depuis 2008, pour les femmes comme pour les hommes", souligne la Drees qui est à l'origine de l'étude publiée mardi.

Cette étude quantifie le "nombre d'années qu'une personne peut espérer vivre sans être limitée par un problème de santé dans les activités de la vie quotidienne", ce qui est appelé "l'espérance de vie sans incapacité à 65 ans". Depuis 2008, "l'espérance de vie sans incapacité à 65 ans a crû plus

vite que l'espérance de vie", qui atteint 85,7 ans pour les femmes et 80 ans pour les hommes, selon l'Insee, affirme l'étude. francetvinfo.fr 31 déc. 2024

J-C - Dans ma famille ou mon entourage en France, je ne connais personne qui soit vraiment "*en bonne santé*" à ces âges-là, moi non plus.

France Intox a oublié de communiquer aux lecteurs les "*précautions méthodologiques*" qui accompagnaient cette étude et remettaient en cause ses conclusions qualifiées "d'instables", donc inexploitable. Ils se sont emballés, histoire de dire qu'il sera justifié de reporter toujours et encore l'âge du départ à la retraite, certains pays ayant déjà franchi le pas (Japon) pour atteindre 70 ans ou s'en approchant.

Drees - Précautions méthodologiques

Les évolutions des espérances de vie sans incapacité d'une année sur l'autre doivent être analysées avec précaution, car elles s'appuient sur les réponses à une enquête (enquête Statistiques sur les ressources et les conditions de vie [SRCV] de l'Insee) et peuvent donc être instables. La taille de l'échantillon de cette enquête et le caractère subjectif des réponses à la question sur les limitations rendent en effet l'indicateur volatile et sensible aux évolutions du contexte social (voir encadré 1 de l'étude). Il est ainsi plus pertinent d'analyser à moyen ou à long terme les évolutions de l'indicateur, qui sont moins sensibles à ces fluctuations.

https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/publications-communique-de-presse/etudes-et-resultats/241231_ER_esperance-de-vie-sans-incapacite-65

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 1er décembre 2024

Le blog ne sera peut-être pas actualisé avant plusieurs jours.

Le cyclone est arrivé chez nous en pleine nuit, comme très souvent, causant cette fois plus de dégâts matériels. Pas dormi de la nuit évidemment. J'écris ces lignes sur l'ordinateur portable, grâce aux deux grosses batteries on a du courant pour au moins 48h. Je recharge en ce moment une dizaine de smartphones des gens de mon village, et je leur ai aussi fourni de l'eau pour l'alimentaire. Heureusement on avait rempli le réservoir de 2.000 litres juste avant la coupure de courant hier matin.

En ce moment ils s'activent pour remettre en état les lignes électriques et couper plein d'arbres dans le village, mais bon la situation doit être la même partout, donc il va falloir faire preuve de patience. Le plus emmerdant, c'est pour le contenu des 2 réfrigérateurs.

On évoque souvent les rapports étranges que les gens ont entre eux. Personne ne m'a téléphoné pour me prévenir de l'arrivée d'un cyclone. Lors du tsunami en 2004, ce fut la même chose. J'habitais sur une plage et ma maison fut dévastée, bloqués à l'intérieur et entourés par la mer, on avait failli y rester, une vieille histoire déjà.

Dans la bonne humeur. Bon dimanche.

- Sud de l'Inde : pluies et inondations à l'arrivée du cyclone Fengal - AFP 30 novembre 2024

De fortes pluies se sont abattues sur le sud de l'Inde et l'aéroport de Chennai a été fermé jusqu'à dimanche au moins, quand le cyclone Fengal a touché terre samedi soir.

"Les premières bandes spirales (de nuages, ndlr) associées au cyclone sont entrées dans les terres", avec des vents prévus de 70 à 80 km/h, a indiqué l'agence météorologique indienne.

J-C - On est loin de phénomènes météorologiques catastrophiques inédits ou à répétition, peu importe, l'essentiel c'est d'y croire :

AFP - Selon les scientifiques, les tempêtes deviennent plus puissantes à mesure que le monde se réchauffe en raison du changement climatique. AFP 30 novembre 2024

J-C - C'est une obsession chez ces psychopathes enragés, ils font mieux que balancer des trucs à dormir debout, ils les théorisent pour les ressortir à dates régulières. La preuve :

Le saviez-vous ?

Des climatologues et météorologues ont inventé "*l'hiver météorologique*" qui débute pile poil le 1er décembre chaque année et se terminerait le 28 ou 29 février (selon les années), qu'on se le dise. Savez-vous pourquoi ?

Le plus sérieusement du monde, parce que "*les périodes fixes de trois mois (hiver météorologique) sont plus adaptées à la collecte de données climatiques et à l'analyse des tendances sur le long terme. Ce découpage permet de mieux comparer les saisons entre elles.*".

Allez savoir pourquoi "*les périodes fixes de trois mois*" de l'hiver calendaire allant du 20 décembre au 20 mars seraient moins "*adaptées à la collecte de données climatiques et à l'analyse des tendances sur le long terme.*". Bref, ils ont substitué l'idéologie à la science. Ils instrumentalisent les saisons, décidément tout doit y passer. Quand quelque chose ne colle pas avec leurs objectifs, ils changent le curseur de place, ils font pour tout la même chose, le taux de cholestérol dans le sang, l'hypertension, etc.

Où voulaient-ils en venir ? Devinez :

- "*Le 1er décembre (...) rappelle aussi la nécessité de se préparer aux conditions climatiques changeantes*". La Chaîne Météo 29 novembre 2024

Se préparer à quoi, que dal, c'est au-dessus de nos moyens, on survit en vivant au jour le jour pour ainsi dire. C'est un truc pour nantis, les bobos écologistes décérébrés paranoïaques du NFP.

Le 6 décembre 2024

• [Causerie du 6 décembre 2024](#)

Mon affection respiratoire me pose d'énormes problèmes de santé, par conséquent, à partir d'aujourd'hui, je suis obligé de cesser les causeries et infos en bref telles qu'elles existaient depuis août 1996.

On se contentera dorénavant d'une causerie du jour épisodique, c'est-à-dire, qui ne se sera pas publiée à date régulière.

Je dois absolument me reposer, je n'ai plus le choix, je dois me faire violence pour dormir davantage et faire des siestes, ce que j'ai toujours négligé malgré mon état d'épuisement, prendre le temps de marcher ou de faire un peu de vélo, me changer les idées pour m'aérer le cerveau, non pas pour me libérer l'esprit en me livrant à des activités futiles, mais parce qu'il est parvenu à saturation, je n'exagère pas malheureusement.

Mon impuissance politique m'obsède, je l'avoue, elle m'a amené à m'imposer des contraintes devenues insupportables et nuisibles à la longue, je dois donc prendre des mesures pour faire retomber cette pression qui m'asphyxie littéralement et menace ma santé, je dois modifier impérativement mon mode de vie.

La dégénérescence et capitulation de toutes les organisations situées à l'extrême gauche ont atteint un tel point de non-retour, ce qui sembler peut-être prétentieux, je m'en moque, qu'il m'est impossible d'envisager de participer à l'une d'entre elles. Notez bien que cela aurait été la solution la

plus confortable pour économiser mes forces, à condition toutefois d'accepter de me compromettre gravement, ce à quoi je ne puis me résoudre, car j'ai des principes et un idéal auxquels j'entends rester fidèle.

De plus, il faut avoir à l'esprit, que les décisions qu'on adopte à un moment donné ne se limitent pas au présent, elles nous engagent bien au-delà, et elles auront forcément des conséquences dans le futur. Or, il ne faut pas le compromettre pour son confort personnel sous aucun prétexte, il doit être absolument préservé, parce que notre indépendance et notre crédibilité en dépendent. Comment, sinon, voudriez-vous que quelqu'un partage vos analyses ou vous fasse un minimum confiance?

Et puis, je ne peux pas faire semblant de ne pas savoir ce que je sais, ce que j'ai appris au cours de ces décennies d'observations et d'études, il ne faut pas me demander de me renier, d'abandonner mes convictions rien que pour être agréable à un parti ou un groupe de militants ou à une seule personne d'ailleurs. Si maintenant aucune association ou collaboration n'est possible entre nous, je n'y suis pour rien, je ne vais pas transformer en un agent de la Ve République, du Medef, de Davos ou d'un clan de l'oligarchie rien que pour briser mon isolement.

Nos analyses de la situation et de l'économie mondiale, du capitalisme, des institutions internationales, des rapports entre les classes, de la société en général, son évolution au cours des siècles derniers, notre conception des arts, des sciences, de la lutte de classe, du mouvement ouvrier, du marxisme, du socialisme, sur tout pratiquement je suis en désaccord avec eux sur au moins une ou plusieurs questions capitales, un grand nombre en fait, sur la santé, le climat, par exemple, tout ce qui se rapporte à des communautés, aux différentes générations, aux sexes, etc. je trouve erroné ou abjecte la manière dont ils les traitent, je dois pas être le seul dans ce cas-là, mais je suis le seul socialiste à les combattre dans le mouvement ouvrier et c'est épuisant à la longue ! Plus loin je vous fournis un exemple pour illustrer cela, vous verrez, à la fin les mots nous manquent pour caractériser une telle déchéance chez des gens qui se prétendent marxistes, communistes, trotskystes.

Rapide revue de presse.

Les Français auraient-ils le gouvernement qu'ils méritent ?

C'est la question qu'on est en droit de poser à tous les partis et les syndicats du mouvement ouvrier, à chaque militant ou ex-militant.

- Crise politique : la Ve République est-elle « fatiguée » ? - Publicsenat.fr 4 décembre 2024

<https://fr.news.yahoo.com/crise-politique-ve-r%C3%A9publique-fatigu%C3%A9e-174051810.html>

Dans cet article, on vous explique pourquoi IVe, Ve, VIe République ne changeront rien parce qu'avant tout, la situation est le produit de la crise du capitalisme, idem à Séoul, à Gaza, Kiev, Washington, Rome, Londres, Berlin, Bamako, Tunis, etc.

- Macron, le coup de colère et le déni - LePoint.fr 5 décembre 2024

- « *Inconscience de la gravité de la situation* » : l'allocution d'Emmanuel Macron déçoit à droite - Publicsenat.fr 5 décembre 2024

- « *Déni, mépris, seul contre tous* »... la gauche sidérée par l'allocution d'Emmanuel Macron - Publicsenat.fr 5 décembre 2024

- Censure du gouvernement Barnier: Emmanuel Macron seul face à la quadrature du cercle RFI 5 décembre 2024

Non-événement. Une journée d'action bidon largement censurée.

J-C - (Macron) Que votre excellence ait l'extrême bienveillance d'écouter "*ce que les organisations syndicales, ce que les salariés ont à lui dire*". Tout est dit là. Ils sont à vomir. J'aurais tendance à dire que toutes ces journées d'action sont uniquement destinées à servir le régime et à rassurer la Bourse. Hier, elles étaient décriées par l'extrême gauche, aujourd'hui ils y participent tous. Vous en déduiriez quoi si vous étiez un idéologue de la réaction ? Qu'elle est morte. C'est je constat auquel je suis parvenu également en poursuivant des objectifs diamétralement opposés.

- Grève dans la fonction publique : entre 130 000 et 200 000 manifestants ont défilé en France, selon les autorités et la CGT - francetvinfo.fr 5 décembre 2024

Les manifestations des agents publics contre la « *dégradation de leurs conditions de travail et de rémunération* » ont réuni, jeudi 5 décembre, 200 000 personnes dans 160 cortèges et rassemblements à travers la France, dont 30 000 à Paris, selon la CGT. Les autorités, elles, évoquent un chiffre de 130 000 manifestants dans tout le pays, dont 3 000 à Paris.

"*Il faut qu'Emmanuel Macron écoute ce que les organisations syndicales, ce que les salariés ont à lui dire*", a déclaré la cheffe de file de la CGT, Sophie Binet, avant le départ du cortège parisien des agents de la fonction publique en grève. "*Notre pays est dans une situation de crise sociale, avec des salaires et des pensions qui décrochent par rapport aux prix et dans une crise démocratique qui nous inquiète*", a poursuivi la représentante syndicale.

Au micro de franceinfo, le secrétaire général de la FSU, Benoît Teste, appelle le futur exécutif à "*traiter correctement les agents du service public*". Il explique que la censure du gouvernement de Michel Barnier ne change pas véritablement la donne car l'intersyndicale ne sait pas si certaines mesures du "*mauvais budget*" vont être "*reprises par le nouveau gouvernement*".

Cette mobilisation, qui intervient en pleine crise politique, au lendemain de la chute du gouvernement, doit permettre de lancer une « *alerte sur la dégradation des conditions de travail et de rémunération en direction du futur gouvernement et des parlementaires qui auront à construire les prochaines lois de finances pour 2025* », a déclaré à l'Agence France-Presse (AFP) Mylène Jacquot, secrétaire générale de la CFDT Fonctions publiques. francetvinfo.fr 5 décembre 2024

En famille au chevet du régime. Un consensus vaut mieux que la censure.

Réaction à la chute du gouvernement Barnier et quelques éléments de réflexion.

Tous les articles proviennent de l'AFP et différents médias officiels.

Il s'agit du gouvernement le plus court de l'histoire de la Ve République, qui a débuté en 1958, et du premier vote de défiance réussi depuis le gouvernement de Georges Pompidou en 1962, lorsque Charles de Gaulle était président.

En famille. Collaboration de classes. Macron s'incruste. Comme ils les aiment Macron et la Ve République.

- Emmanuel Macron n'a même pas cherché à masquer son exaspération. C'est un président furieux sans regret ni remord qui s'est invité jeudi soir à la télévision. LePoint.fr 6 décembre 2024

Maintenant que le gouvernement de Michel Barnier a été censuré, qui sera nommé Premier ministre par Emmanuel Macron ? Si des noms de Premiers ministres commencent à circuler, plusieurs appels à l'alliance sont lancés de part et d'autre du paysage politique. Yannick Jadot envisage un pacte transitoire, assurant « être prêt », à ce que dans le futur gouvernement « *d'abord issu de la gauche et des écologistes, il y ait des ministres du bloc central* ». Gabriel Attal, lui, préconise, un accord de non censure du Parti socialiste aux Républicains, tandis qu'Olivier Faure considère qu'« *il vaut mieux parfois faire un pas plutôt que de rester dans la contestation* ». De son côté, Laurent Wauquiez a garanti que son groupe ne censurera pas le futur gouvernement « *même s'il n'y participe pas* ». Publicsenat.fr 5 décembre 2024

Macron.

- Emmanuel Macron à la recherche d'un nouvel "*arc de gouvernement*" - AFP 6 décembre 2024

Pour M. Macron, le nouveau gouvernement devra représenter "*toutes les forces politiques d'un arc de gouvernement qui puisse y participer ou, à tout le moins, qui s'engage à ne pas le censurer*", a-t-il fixé jeudi comme cahier des charges, promettant en outre un "*gouvernement resserré*".

Une loi spéciale sera déposée "*avant la mi-décembre au Parlement*", a affirmé le président de la République, en décrivant une "loi temporaire" qui "*permettra la continuité des services publics et de la vie du pays*" en appliquant "*pour 2025 les choix de 2024*". AFP 6 décembre 2024

PCF

La gauche est extensible jusqu'à l'extrême droite. Le stalinisme n'est pas mort.

Pour Fabien Roussel, "*Le président doit se tourner vers la gauche pour nommer un gouvernement capable de construire des majorités*". - AFP 5 décembre 2024

« *C'est à la gauche (...) de construire une majorité plus large. Si non, on ne peut pas dire qu'on veut de la stabilité* », estime Cécile Cukierman, la présidente du groupe communiste.

Ecologistes.

Avec les Ecologistes, la gauche ou le NFP était déjà macroniste.

- Jadot veut un gouvernement de gauche avec des ministres du "*bloc central*" pour éviter la censure
- BFMTV 4 décembre 2024

Le sénateur écologiste Yannick Jadot a plaidé mercredi 4 décembre pour un gouvernement dirigé par la gauche mais incluant "*des ministres issus du bloc central*", au nom d'un "*pacte républicain transitoire*" face au blocage institutionnel.

Yannick Jadot a estimé auprès du Figaro qu'il fallait trouver "*un accord de non-censure, autour d'un socle restreint de mesures indispensables pour les Français*", entre l'alliance de gauche du Nouveau Front populaire et le bloc central macroniste.

- La députée écologiste Sandrine Rousseau a estimé "*C'est juste l'avancée de la démocratie*". - AFP 5 décembre 2024

- "*Pas à la hauteur*": Tondelier déplore que les Écologistes n'aient pas été invités par Macron à l'Élysée - BFMTV 6 décembre 2024

La secrétaire nationale d'Europe Écologie Les Verts ajoute avoir eu "*deux chefs de partis de la majorité au téléphone cet après-midi*", et avoir écrit à Emmanuel Macron "*pour lui dire qu'il faut qu'il arrête de se précipiter, qu'on prenne le temps et qu'on trouve une solution*."

C'est par le Front Républicain que la crise pourra se résoudre, pour président du groupe écologiste, Guillaume Gontard "*Face à cette situation inédite, il faut réfléchir à comment créer une plateforme de gouvernement autour des idées du NFP et du Front Républicain*".

PS.

"*Nous irons à l'Élysée parce que nous l'avons demandé*", a assuré sur X le premier secrétaire du PS Olivier Faure. "*Ceux qui pensent que le Parti socialiste est à vendre se trompent*", a-t-il d'emblée mis en garde. (Le PS est déjà vendu depuis un siècle et dix ans ! - J-C)

Il y a quelques jours déjà, le chef des députés PS Boris Vallaud proposait à tous les partis, sauf le Rassemblement national, un pacte de non-agression pour dégager une majorité... autour d'une personnalité de gauche à Matignon. « *L'idée est de se mettre autour de la table pour s'accorder sur les conditions d'une non-censure. Cela permettrait à un Premier ministre de gauche de former un gouvernement. Il faut sortir de la crise politique par des compromis* », précise Arthur Delaporte, député du Calvados et porte-parole du groupe socialiste. (Se compromettre, c'est la seule chose qu'ils soient capables de faire. - J-C)

Patrick Kanner, président du groupe socialiste au Sénat, a notamment envoyé ce jeudi un courrier à Emmanuel Macron lui proposant « *que les partis ayant participé en juillet dernier au Front Républicain, bâtissent une méthode en mesure de faire émerger des majorités texte par texte au Parlement* ». Il demandera « *clairement* » à Emmanuel Macron la nomination d'un Premier ministre de gauche qui s'engagerait à ne pas utiliser le 49-3, seule option pour arriver à conclure un accord de non-censure, d'après lui. (Pourquoi recourrait-il au 49.3 une fois qu'il aurait obtenu le soutien de la droite et de l'extrême droite ? - J-C)

« *Se couper de LFI, je le défends depuis longtemps donc ça ne me dérange pas de le redire* », assume Rémi Féraud, sénateur socialiste de Paris. (Se couper de Macron ou de la Ve République, on comprend que cela le dérange (sans référence à LFI). - J-C)

LFI.

- Chute du gouvernement Barnier : LFI promet de censurer tout Premier ministre qui ne serait pas issu du NFP - 20 Minutes/AFP 5 décembre 2024

- Éric Coquerel (LFI) affirme qu'il y aura "*une censure automatique*" si un Premier ministre issu du NFP n'est pas nommé - BFMTV 5 décembre 2024

Les Insoumis, qui réclament surtout la démission d'Emmanuel Macron, rejettent fermement toute « *forme d'alliance gouvernementale avec les macronistes* » et s'exaspèrent de voir leurs alliés socialistes s'ouvrir au compromis. Mathilde Panot a prévenu que l'accord mentionné par les socialistes serait « *une rupture avec le Nouveau Front populaire* ». (Ils veulent bien gouverner avec Macron mais pas avec les macronistes, il n'y a rien qui vous interpelle là ? Parce qu'ils ne partageraient pas la même idéologie et la même politique ? Un minable illusionniste Coquerel. - J-C)

LR.

Macron doit aller toujours plus à droite.

D'après Guillaume Gontard, LR n'ayant pas participé au Front Républicain, la solution ne se trouve pas de ce côté : « *C'est ce socle qui permettrait à un gouvernement de trouver la stabilité sur un budget. Alors oui, ça veut dire un bouger de la part des macronistes.* »

RN.

Macron sommé d'aller encore plus à l'extrême droite.

Laurent Jacobelli, assure que le Rassemblement national adoptera une stratégie différente : « *Si Emmanuel Macron nomme un Premier ministre qui nomme un seul ministre de gauche, le gouvernement sautera* ». Il martèle que « *les temps ont changé* », et fustige les coalitions qui excluent le Rassemblement national : « *Les Républicains et le Parti socialiste sont deux partis minoritaires* ». Le député de la 8e circonscription de la Moselle, certifie que « *ce sont de vieux partis dont les Français ne veulent pas* ».

Puisque le RN n'aura plus la "capacité de dicter la politique du gouvernement" dictée par Macron, ce sera au tour du PS de s'y coller.

- Pour l'après Barnier, Attal prône un accord de non censure des LR au PS - BFMTV 4 décembre 2024

"*Ce qui peut changer maintenant*", c'est d'arriver "*à une équation politique où ce n'est plus le Rassemblement national qui est en capacité de dicter la politique du gouvernement*", a déclaré ce mardi 3 décembre l'ancien Premier ministre à des journalistes, comme l'ont relaté ce mercredi plusieurs médias.

"*Cela voudrait dire qu'il y a une forme d'accord de non-censure qui est trouvé avec les socialistes, en plus des LR. Je ne sais pas si c'est possible. En tout cas moi, je pense que c'est ce qu'on doit viser*", a-t-il poursuivi.

- "Cela nous sortirait collectivement d'une situation où on a un gouvernement otage de Marine Le Pen", a-t-il encore expliqué.

- Chute de Barnier : Le PS va-t-il se détacher des insoumis pour faire un pacte de non-censure avec les macronistes ?- 20minutes.fr 5 décembre 2024

Le chef des députés socialistes, Boris Vallaud, avait dit la semaine dernière vouloir proposer à tous les partis, à l'exception du RN, "de poser la question des conditions d'une non-censure" si le gouvernement Barnier venait à être renversé. (Une offre de service pour faire le sale boulot à la place des macronistes, des conservateurs et de l'extrême droite, c'est la seule chose qu'ils savent faire au PS. - J-C)

Arguments pour la lutte sociale. Une caricature grotesque de "révolutionnaires".

Et dire qu'autrefois quand j'étais jeune, on a milité dans la même organisation.

Arguments pour la lutte sociale est une sorte d'association ou club de discussion d'ex-militants du courant trotskyste lambertiste (OCI-POI-PT) qui publient des articles sur l'actualité politique et à la suite desquels figurent des commentaires. (<https://aplutsoc.org/>) Leur blog est propulsé par WordPress.com qui bloque systématiquement mes commentaires, j'ignore pourquoi.

Ils cherchent à justifier, comment pendant si longtemps de si grands intellectuels ont pu à ce point se faire manipuler et se fourvoyer sans jamais parvenir à la moindre réponse satisfaisante, soit parce qu'ils sont idiots ou ils n'y tiennent pas vraiment. Il faut dire que leur principal représentant, Vincent Prémey, a collaboré activement aux institutions de la Ve République en tant que membre du Conseil économique et social et environnemental, entre autres.

Je n'ai plus le temps de figoler, vous allez rapidement comprendre de quoi il s'agit, à condition de ne pas être contaminé par le socialisme révisionniste.

Cela vaut pour d'autres groupes de militants issus de ce courant politique, La Commune, le GMI agent de la dictature sanitaire, y compris tous les groupuscules issus du NPA. Sans l'aborder dans mes causeries, parce que j'avais estimé que cela n'en valait vraiment pas la peine, j'ai continué de lire leurs articles au cours des dernières décennies, plus qu'une épreuve ingrate, une véritable torture!

C'est le naufrage de vieillards dégénérés, une déchéance honteuse.

Aplutsoc : C'est l'opportunisme décomplexé en plus pourri encore que le POI et le PT réunis, ils rivalisent avec le NPA et ses satellites, Place Publique, le PS, les Ecologistes, bravo !

Aplutsoc : C'est la voix de l'AFP, de l'OTAN, de Davos...

Les titres parlent d'eux-mêmes, lisez attentivement, ils sont conformes à la propagande de l'OTAN :

- Déclaration de la confédération syndicale de Géorgie contre la répression. - 4 décembre 2024

- La révolution syrienne est de retour et elle défie l'ordre macabre des Trump, des Poutine et des Netanyahu ! - 30 novembre 2024

- Communiqué du RESU du 30 novembre 2024 : plus que jamais, soyons aux côtés de la résistance du peuple ukrainien ! - 29 novembre 2024

- 20 novembre 2024 – Mobilisation internationale contre les déportations d'enfants ukrainiens. - 17 novembre 2024

- À propos des bombardements russes de cette nuit sur l'Ukraine. Par Vitaliy Dudin. - 17 novembre 2024

- Liberté pour Ahou Daryaei ! - 17 novembre 2024

Je rejette et combats toutes les positions adoptées par ce courant trotskyste lambertiste.

- A bas Macron/Barnier/Le Pen ! Démocratie : grève le 5 décembre ! - aplutsoc

- "*Pour un gouvernement féministe (...) avec Lucie Castet*", stop, j'arrête de lire là... parce que je respecte les femmes !

Quel délire, plus décomposé, tu meurs ! Et ils se prennent pour des révolutionnaires, même cela on ne l'a pas en commun, on n'appartient plus au même camp de toute évidence.

Début novembre 2024 j'ai reçu une contribution politique d'un ex-dirigeant (permanent) de l'OCI qui a été publiée par ses copains d'Aplutsoc. Je lui ai répondu tout en avançant un certain nombre d'arguments que je soumetts aux lecteurs, autant dire qu'il les a ignorés et il a dû s'empresser de ne rien en dire à ses petits camarades.

- [Courriels entre PS et JCT \(11.2024\)](#)
- [Esquisse d'une nouvelle analyse de la situation mondiale. \(26 octobre 2024\)](#)
- [PS à JCT. \(05.11.2024\)](#)
- [JCT à PS. \(6.11.2024\)](#)
- [JCT à PS. \(07.11.2024\)](#)

Le 7 décembre 2024

- [Causerie du 7 décembre 2024](#)

Cadeau de fin d'année. Si vous ne connaissiez pas encore, une adresse avec plein de films introuvables ailleurs, en quelques jours j'en ai téléchargés plus de 100, car parfois ils disparaissent

sans laisser d'adresse ! Je profite que ma connexion est ultra rapide, 10Mbps, du jamais vu non plus, 600 Mo téléchargé en moins de 10 minutes.

Dans la case à droite de Search this collection, vous tapez un nom d'acteur, ensuite vous cliquez sur la croix.

<https://archive.org/details/movies?tab=collection&query=Gabin&sort=-week>

- Si vous prêtez attention à tout ce qu'ils racontent, vous allez devenir fou ! C'est comme dans les infos en général, plus de 90% de déchets.

- Pour que de tels partis parviennent au pouvoir, pour qu'ils mènent une telle politique antisociale, cela montre à quel point les peuples sont demeurés ignorants ou arriérés jusqu'à cautionner la barbarie ou y être indifférents.

On peut aussi s'interroger sur ceux qui se croient évolués, car si c'était le cas ils feraient quelque chose pour aider le reste du peuple à évoluer ou sortir de l'obscurantisme, les organiser, or eux-mêmes y renoncent ou ils en sont incapables, ce qui ne fait que confirmer l'hypothèse que j'avais émise. Avec tous les divertissements qui ont été mis gracieusement à leur disposition, le pire est à craindre de leur part.

Bref, quand les hommes ne sont pas héroïques, en temps normal ils sont plutôt misérables, il faut faire avec, ils sont ce que le régime en ont fait.

- On reviendra sur la révolution russe demain ou dans quelques jours, en visionnant un documentaire, je me suis fait une réflexion que je suis en train de creuser. Ce fut plus fort que moi, j'ai pleuré de joie en regardant les images, le peuple russe en liesse, quel immense bonheur et soulagement de se débarrasser du régime despotique de Nicolas II, bon, je ne devrais pas vous raconter cela, je suis con parfois.

L'attitude de Lénine aussi m'a interpellé. En février 1917 il était exilé en Suisse, ils disent qu'il fut étonné du déclenchement de la révolution et la vitesse à laquelle elle a balayé le régime. Il est vrai qu'il ne pensait pas voir la révolution de son vivant. Ils disent aussi qu'il était obsédé par la révolution, heureusement, en fait, sans savoir ni quand ni comment elle se produirait, il s'y préparait, contrairement à nous qui sommes totalement désarmés. On y reviendra.

- On entend dire que la situation est bloquée en France, que les institutions sont en crise et bloquées, que quelle que soit la décision que prendra Macron, cela ne changera rien, patati et patata. D'accord on a compris, alors de deux choses l'une, soit on décide de sauver le régime en place, soit on adopte une stratégie révolutionnaire conduisant à son renversement. Mais laquelle ? Pour le remplacer par quoi, pour quoi faire au juste ?

Certains évoquent un replâtrage de la Ve République, d'autres parlent de revenir à la IVe République, d'autres encore verraient bien une VIe République qui a bien des égards serait un clone de la Ve République, autant dire on ne change rien ! J'allais oublier la tarte à la crème de l'Assemblée constituante souveraine qui serait également une copie déguisée de la Ve République.

On a constaté que les masses étaient de plus en plus nombreuses à s'abstenir lors des élections. On nous dit que la majorité rejette les institutions de la Ve République sans savoir par quoi la remplacer. On nous dit aussi que des millions de travailleurs n'en peuvent plus, en fait, toutes les

classes de la société n'en pourraient plus de ce régime, hormis l'oligarchie et une poignée de capitalistes. On nous dit que plus rien ne fonctionne plus correctement dans ce pays, que les services publics sont dans un état pitoyable et chaque fois qu'on y a recourt, c'est un casse-tête bureaucratique à devenir fou, tout comme le recours à la justice, à la médecine, vaut mieux ne pas être malade ou vieux dans ce pays qui prend l'eau de partout.

Bref, des millions et millions en ont plus que marre du mode de vie et des conditions de travail qu'on leur impose, des difficultés à répétitions qu'ils rencontrent, des problèmes sans fins ou solutions qu'ils doivent affronter au quotidien, tout le monde se plain de tout et cela ne pourra pas durer ainsi éternellement ou très longtemps, c'est ce qu'un grand nombre affirme sans savoir quand interviendra le dénouement de cette situation insupportable. Nombreux sont ceux qui ont applaudi aux différents revers qui ont frappé Macron depuis juillet dernier, désavoué deux fois dans les urnes, son gouvernement renversé.

Et après ? C'est la question que tout le monde se pose sans avoir de réponse, sinon que cela risque de durer encore longtemps comme cela, ce qui ne satisfait personne ou pire inquiète tout le monde. Une chose au moins est certaine, si on reste enfermé dans la logique du régime en place, il n'y a rien à attendre de bon ou la situation ne peut qu'empirer pour les travailleurs. Si on cherche une solution dans le cadre des institutions de la Ve République, on est compromis et foutu.

Si ce sont les institutions qui bloquent, et que ces institutions ne comptent pas se dissoudre d'elles-mêmes, on pourrait peut-être envisager de les aider à disparaître, qu'en pensez-vous ? Pourquoi ne pas partir de ce constat politique pour élaborer une stratégie qui permettrait d'envisager à terme de les renverser ? Nous ne sommes pas des rêveurs ou des gauchistes, nous sommes des militants sérieux qui ne racontent pas de blagues aux travailleurs ou qui ne colportent pas des illusions.

Je pense qu'il faudrait se donner les moyens politiques, de créer les conditions qui permettraient de déboucher sur l'instauration d'un double pouvoir qui contesterait l'existence des institutions de la Ve République. Comment ?

En associant à cette perspective politique révolutionnaire tous les travailleurs et militants du pays qui souhaitent travailler et vivre autrement, qui exigent que leurs besoins sociaux et leurs aspirations démocratiques soient satisfaits, qui souhaitent un changement radical de régime économique et politique, ainsi que tous les acteurs politiques et les syndicalistes qui souhaitent avancer sincèrement dans cette direction. Comment ?

En les appelant à constituer dans chaque commune du pays une Assemblée populaire dans laquelle ils détiendraient le pouvoir, le pouvoir démocratique d'établir la liste des revendications sociales et politiques, qu'ils souhaiteraient voir adopter par un gouvernement qui représenterait réellement, uniquement, strictement leurs intérêts, un gouvernement qui serait élu démocratiquement par les délégués qu'ils auraient élus parmi eux dans chaque Assemblée populaire, délégués et gouvernement qui seraient révocables et n'ayant de compte à rendre qu'à eux seuls, en dehors de tout représentant des partis du patronat ou des capitalistes ou de leur Etat antidémocratique, qui seraient chargés de rédiger la Constitution d'une République sociale et démocratique sur les cendres de la Ve République.

En fonction du développement que prendrait ce processus révolutionnaire et de la participation de millions de travailleurs à ces Assemblées populaires fédérées au niveau des départements, des régions et sur le plan national, le gouvernement provisoire de la République sociale serait chargé de coordonner la mise en oeuvre des nouvelles tâches politiques que les Assemblées populaires auraient adoptées qui permettraient d'avancer vers la prise du pouvoir. Le gouvernement provisoire

de la République sociale serait également mandaté pour proposer des mesures politiques aux Assemblées populaires, à elles de les approuver ou non après en avoir débattu en réunions plénières. Compte tenu de la configuration du territoire, on doit concevoir que chaque Assemblée populaire adoptera des tâches spécifiques. Les objectifs politiques qui rythmeront ce processus seront définis nationalement au sein de l'Assemblée populaire nationale ou au niveau du gouvernement, de sorte que toutes les forces engagées dans ce combat politique convergent dans la même direction.

Chaque acteur ou parti politique conservera son indépendance, chaque Assemblée populaire sera souveraine. Le gouvernement provisoire de la République sociale sera mandaté pour représenter l'ensemble des Assemblées populaires auprès de l'Etat, et avant d'engager la responsabilité des Assemblées populaires il devra les consulter pour accord.

Vous allez peut-être penser que tout cela est fort compliqué, pas tant que cela. Surtout quand on a à l'esprit que pour mobiliser des millions de travailleurs et les guider dans la même direction, sachant que tous les acteurs politiques ne seront pas forcément sur la même longueur d'onde, certaines précautions s'imposent, de plus, il sera nécessaire que le parti ouvrier socialiste révolutionnaire qui à ce jour n'existe pas, se construise et conquiert de larges masses dans tout le pays pour orienter le processus révolutionnaire dans la bonne direction, sinon il échouerait, tout dépendra de ce facteur en dernière analyse, eh oui comme en octobre 1917 en Russie ! D'où l'intérêt d'avoir présent à l'esprit les enseignements de cette révolution, même si le déroulement de notre révolution diffèrera sur bien des points.

Quand j'ai commencé ce blog il y a 20 ans en décembre 2004, je n'avais pas tout cela en tête, mais quand même...

Si on parvenait à créer une situation de double pouvoir en France, sans qu'on puisse prédire à l'avance si nous vaincrons ou non, cela pourrait donner des idées à des travailleurs dans d'autres pays, soyons optimiste, que diable, et qu'il emporte nos ennemis avec lui, si nous nous en donnons les moyens, nous pouvons vaincre.

Les conditions sociales ne sont certes pas aussi misérables qu'au début du XXe siècle. J'ai eu l'occasion d'y repenser en me retrouvant sans électricité, sans eau, sans téléphone, sans Internet pendant plusieurs jours lors du dernier cyclone qui a frappé le sud de l'Inde. Je me suis dit que c'était dingue à quel point on se retrouvait dépendant de tout cela, car dès qu'on en est privé quelques jours, on est en proie à de grandes difficultés, j'ai perdu presque la totalité du contenu du congélateur qui était plein. Je ne vais pas en faire un plat, je survivrais, et puis les chiens se sont régalés !

Tout cela pour revenir à ce que j'ai écrit tout au début de cette contribution politique, à savoir qu'en France en décembre 2024 l'immense majorité de la population de ce pays n'en peut plus, même la mieux nourrie ou lotie, à l'exploitation vient s'ajouter l'oppression, les tracasseries, contrariétés, désillusions, peine ou souffrances quasi quotidiennes qui vous pourrissent littéralement la vie au point d'être excédé au possible, sans cesse sous tension, angoissé, dépressif, bref, en un mot plutôt malheureux, ce qui est injuste évidemment, alors si quelque chose pouvait se produire pour mettre un terme à ce cauchemar, qui sait si les travailleurs ne seraient pas nombreux à répondre présents ou à reprendre espoir, confiance en eux, à entrevoir la nécessité de se mobiliser... Il faut y croire, de toutes manières, on n'a pas le choix !

N'hésitez pas à réagir à cette proposition, merci et bon dimanche, en ayant une pensée pour nos amis palestiniens, libanais et syriens.

Totalitarisme. Quand l'«hydre» de la surveillance permanente se déploie.

J-C - Quand il s'agit de réprimer une catégorie de la population, ils débordent d'imagination et de moyens financiers pour mettre au point un tas de gadgets hyper sophistiqués. Plus tard, ils réduiront de 85 à 80 décibels ou moins sous prétexte du passage aux véhicules électriques, et tous ceux qui auront conservé leurs vieilles bonnes bagnoles à essence seront sanctionnés, si elles ont encore le droit de rouler ! Je suis tranquille en Inde, ouf !

Le radar « hydre » à une tête fait la chasse aux véhicules qui font trop de bruit - 20minutes.fr 6 décembre 2024

Expérimentés à Paris depuis 2022, les radars sonores seront progressivement déployés en France dès 2025 pour sanctionner les véhicules dont le niveau de bruit dépasse les 85 décibels.

En gros, si votre voiture, moto, scooter, camion passe sous le radar en dépassant le seuil maximum de bruit, fixé à 85 décibels par les autorités, vous serez flashé et recevrez une « *une amende forfaitaire de 135 euros, minorée à 90 euros* ». 20minutes.fr 6 décembre 2024

Quand une idéologie et une croyance défie la nature et les sciences.

J-C - Ils ont un sexe à la place du cerveau. Entre nous, ça soit être de sacrés dégueulasses ou des refoulés profonds, les deux à la fois produit des monstres. Hier soir, je me suis fait la réflexion suivante.

Quand j'avais 20 ans, il y a de cela déjà un demi-siècle en arrière, avec mes potes et mes copines on discutait de musique, de cinéma, de littérature, de philosophie, de vacances ou sorties, de fringues, de jeux, de motos ou de bagnoles (moi je n'avais qu'un vélo!), de la nature, dès qu'on en avait l'occasion on allait faire un tour en forêt, à la campagne. La politique n'était pas vraiment notre truc, le travail non plus du reste, on détestait l'ordre établi et l'injustice, la hiérarchie, les patrons, les flics et les militaires, on était un brin anarchiste sans le savoir, on s'était mis au cannabis, on picolait peu, on n'était pas méchants, plutôt pacifistes et humanistes.

Et bien que mes potes passaient une partie de leur temps à draguer les filles (moi j'étais trop coincé ou complexé !), pour autant que je me souviens, jamais ils ne parlaient de cul et ce n'était pas un sujet tabou. Ils étaient misogynes dans leurs propos évidemment, tous les mecs l'étaient, il ne faut pas se raconter d'histoires, mais cela n'allait pas plus loin, ils n'ont jamais agressé ou violé une fille. Une main baladeuse et ils prenaient une baffe dans la gueule, tout le monde se marrait, à commencer par les nanas et c'était aussitôt oublié, surtout les allumeuses, les salopes profitaient de ces avances pour prendre rendez-vous et se faire sauter si les mecs leur plaisaient.

Mais il n'y avait jamais rien de vulgaire dans ces relations, le consentement était toujours de rigueur. La pornographie n'était pas notre truc non plus, même si nous n'étions pas tous épanouis sexuellement parlant, le sexe n'était pas une obsession chez nous, je le répète, on n'en parlait jamais. On avait des potes un brin homosexuels ou bisexuels sans qu'on y prête attention. Bien qu'on était fans de David Bowie ou de Ziggy Stardust, pour autant, à part sur le plan vestimentaire où on se permit quelques transgressions mineures, aucun d'entre nous n'est devenu homosexuel ou pervers, il

faut dire qu'à cette époque les autorités et les médias n'encourageaient pas l'homosexualité, bien au contraire, ils la criminalisaient, ce qui ne fut jamais notre cas. Nous profitons du vent de liberté qui avait suivi 68, et chacun était libre de vivre sa sexualité comme il l'entendait sans que personne ne porte de jugement, même en cas de dérapage, on ne se mêlait jamais des affaires des autres.

On était très individualistes, il faut bien avouer, trop peut-être, cela contrebalançait les vieux adeptes du puritanisme ou un peu trop conformistes à notre goût. A tout bien considérer, à cette époque on avait des rapports ou des comportements beaucoup plus sains qu'aujourd'hui, on ne cherchait pas à imposer aux autres notre mode de vie ou nos idées. Nous aussi on prônait le libéralisme ou on considérait que toute interdiction était une entrave à notre liberté, nous étions épris de liberté par-dessus tout. Malgré cela, on était capable de se fixer des limites à ne pas dépasser ou on savait ce qu'on pouvait ou non se permettre de faire, alors que de nos jours ils ont complètement inversé ces rapports, et de ce fait, plus personne ne sait où se situent les limites ou plutôt, n'importe qui peut imposer les siennes aux autres, de sorte qu'il n'existe plus aucune liberté ou elle est gravement entravée. Il en découle toute sorte de perversions et de réactions violentes qui étaient plus rares autrefois, elles étaient réservées aux classes supérieures, dorénavant elles tendent à se généraliser... La dégénérescence du régime a finalement déteint sur tous les rapports sociaux dans la société, d'où la nécessité de faire table rase !

Qu'est-ce que la « *théorie du genre* », brandie par les détracteurs de l'éducation à la vie affective et sexuelle ? - Le HuffPost 7décembre 2024

C'est l'idée selon laquelle on nierait les différences anatomiques et sexuelles, mais plus que cela, qu'on serait en train de contraindre les femmes à devenir des hommes et les hommes à devenir des femmes. Et que l'on encouragerait l'homosexualité, la bisexualité et la « *transsexualité* ». Il y aurait donc une dimension prosélyte.

J-C- Vous pouvez ajouter la pédophilie, dès lors que tous ces comportements sexuels sont diffusés par des adultes, hommes ou femmes indistinctement, y compris des travelos à barbe dans les écoles, bibliothèques municipales, etc.

HuffPost - D'un point de vue de l'efficacité du discours, cela marche bien, car quand on dit « *la théorie du genre* », on souligne que c'est une « *théorie* » et pas un fait. Et donc on fait croire aux personnes à qui on s'adresse que les sciences qui produisent ces théories ne produisent que des théories. HuffPost 7décembre 2024

J-C- Seule la nature biologique est une science, le reste ce n'est que de l'idéologie politique travestie en science.

HuffPost - Et puis, dans « *La théorie du genre* », il y a l'idée qu'il n'y en aurait qu'une seule et que l'on voudrait nous l'imposer. Et cela vient aussi alimenter la notion de « *lobby LBGT* », un lobby caché. Et la preuve que l'État serait le bras armé de cette théorie, ce serait qu'il a utilisé des institutions comme l'école pour la mettre en place.

J-C- La théorie du genre, telle qu'elle est conçue par ses idéologues, consiste à accorder une prédominance aux comportements, pratiques ou tendances sexuelles, et à reléguer au second plan ou pire, à nier la nature biologique des hommes et des femmes ou la distinction qui a été établie entre les hommes et les femmes à partir du sexe qu'ils ont reçu lors de leur conception ou à leur naissance, dès lors leur complémentarité à tous les niveaux que ce soit sur le plan sexuel, sentimental, social, leurs rapports soient contestés de manière à ce que toute sorte de combinaisons

deviennent possibles et équivalentes, alors même qu'une seule permet d'assurer la reproduction et la pérennité de l'espèce.

Autrement dit, c'est une entreprise machiavélique destinée à instrumentaliser des désordres mentaux ou psychiques provoqués par des rapports sociaux inadaptés entre adulte et enfant, à favoriser et alimenter des tendances psychotiques, qui, si cette entreprise criminelle était menée à son terme, outre qu'elle constitue un grave danger pour les enfants ou jeunes adultes concernés, se traduiraient par des troubles de la personnalité irréversibles, car un homme demeure un homme et une femme, une femme, quoiqu'on fasse ou dise. Ajoutons que c'est aussi une entreprise à caractère eugéniste avec le transhumanisme en embuscade.

En complément.

Tous les jours ces malfaisants radicalisés en rajoutent. Militarisation des écoles. Ils nous harcèlent, faisons table rase !

- Pourquoi aller aux toilettes à l'école est devenu la hantise de beaucoup d'élèves chez les petits - 20 Minutes 6 décembre 2024

Huit enfants sur dix préfèrent se retenir plutôt que d'utiliser les toilettes à l'école. C'est le constat d'une étude Essity-Harpic-Harris Interactive pour le collectif « *À nous les toilettes* » publiée en 2023. Et pour cause, selon ce rapport, la crainte des moqueries, le manque d'hygiène et d'intimité seraient autant de freins pour les enfants à soulager leurs besoins naturels. 20 Minutes 6 décembre 2024

J-C - C'était déjà mon cas 60 ans en arrière, et je n'en suis pas mort !

Ces sadiques instrumentalisent et terrorisent les petites filles.

- Pourquoi ces parents mettent-ils un short sous la jupe de leur petite fille? - BFMTV 6 décembre 2024

<https://fr.news.yahoo.com/pourquoi-parents-mettent-short-jupe-060400512.html>

Quand les médias font la promotion de la « théorie du genre » et du transformisme.

- Education à la sexualité : « *Théorie du genre* », intervenants... On décrypte trois infox sur ces cours - 20 Minutes 6 décembre 2024

<https://www.20minutes.fr/societe/4127243-20241206-education-sexualite-theorie-genre-intervenants-decrypte-trois-infox-cours?xtor=RSS-176>

J-C - Ces deux articles montrent à quel niveau de délire ces nuisibles sont parvenus, il faut le lire pour le croire.

Fouettez-les, paupérisez-les, ils finiront bien par se soulever !

La crise du logement frappe de plein fouet les Français - 20minutes.fr 6 décembre 2024

Le Conseil économique social et environnemental (le Cese) a rendu public son rapport sur l'état de la France 2024 fin octobre. Cette étude fait notamment état des difficultés financières importantes des citoyens, malgré un ralentissement de l'inflation. En effet, d'après un sondage réalisé par l'institut Ipsos pour le Cese, « 45 % des Français estiment que leur pouvoir d'achat permet seulement de répondre à leurs besoins essentiels, voire ne le permet pas », 3 points de plus qu'en 2023. Et parmi les multiples sources d'inégalités observées, c'est l'accès au logement qui arrive en tête de liste, devant la santé, l'emploi ou encore les services publics. Ainsi, 58 % des répondants éprouvent des difficultés d'accès au logement ou avec les conditions de logement, que ce soit pour l'achat, la location ou les logements sociaux. Ce chiffre grimpe même à 84 % dans les départements et régions d'outre-mer.

Le volume de constructions neuves s'est effondré de 20 à 30 % par rapport à 2022, tandis que les transactions dans l'ancien ont accusé un recul de 22 % en un an. Pas étonnant quand on sait que la production de crédit a baissé de plus de moitié en 18 mois. Résultat logique : on assiste à une chute des offres de location longue durée de 36 % en 2 ans et même de 74 % en 3 ans pour Paris, d'après une enquête du site Seloger.com parue en février. Le logement social est lui aussi touché par ce blocage du parcours résidentiel puisqu'on dénombrait 2,6 millions demandeurs (dont 1,7 million de premières demandes) pour 82 000 nouveaux agréments en 2023...

Dernier symptôme et pas des moindres : le fléau du mal-logement. Selon le baromètre 2023 de la Fondation Abbé Pierre, plus de 4 millions de personnes sont mal-logées dont plus d'1 million sont privées de logement personnel. D'après un rapport de la délégation aux droits des femmes du Sénat paru début octobre, le nombre de personnes sans domicile a d'ailleurs doublé en 10 ans pour atteindre 330 000, sachant que 120 000 sont des femmes (contre environ 50 000 en 2012).

Le rapport du Conseil économique social et environnemental passe lui aussi en revue les effets de la crise du logement en citant un rapport d'information du Sénat de 2021 qui relevait que les prix de l'immobilier ont explosé de 88 % en 20 ans. Une dynamique qui « paupérise les ménages et rend également difficile l'équilibre des programmes de logements locatifs sociaux ou intermédiaires ». La récente envolée des taux d'intérêt a d'ailleurs été également préjudiciable : « La capacité d'achat des candidats à la propriété a ainsi baissé de 30 % », évoque le Cese.

Même avec un toit sur la tête, les difficultés restent importantes ! En effet, alors que la part du budget consacrée à l'habitation s'élevait à 19,7 % en 2017, elle a grimpé à 26,7 % en 2022 selon l'Insee. Premier poste de dépense contrainte, le logement représente jusqu'à 32 % des revenus des 25 % des ménages les plus modestes. Bien entendu, l'énergie pèse lourd dans la balance. Rien qu'en 2021, les dépenses énergétiques liées aux logements ont augmenté de 7,8 % en euros constants.

Or, le Cese rappelle que la réforme des aides personnelles au logement (APL) de 2021, consistant à réviser le montant attribué tous les trimestres et non plus une fois par an, a conduit à une baisse d'allocation de 73 € pour 29,6 % des bénéficiaires. Globalement, l'ensemble des aides au logement représentait 1,5 % du PIB en 2022, contre 2% en 2008. 20minutes.fr 6 décembre 2024

On savait bien que les BRICS étaient compatibles avec l'UE (Washington).

L'Union européenne a signé le traité avec le Mercosur malgré l'opposition de la France - 20 Minutes/AFP 6 décembre 2024

Le Mercosur et l'Union européenne sont désormais très proches de s'entendre concernant un accord de libre-échange. Les deux ont conclu « *les négociations* », a annoncé vendredi à Montevideo (Paraguay) Ursula von der Leyen.

« *C'est le début d'une nouvelle histoire. Je me réjouis maintenant d'en discuter avec les pays européens* », a déclaré la présidente de la Commission européenne, lors d'une conférence de presse conjointe avec les présidents de l'Argentine, du Brésil, du Paraguay et de l'Uruguay pour annoncer l'accord conclu après 25 ans de discussions.

Bien que la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, ait salué à Montevideo un accord « *bénéfique aux deux parties* », la présidence française a tenu à rappeler que « *'accord n'est ni signé, ni ratifié* », et qu'il n'entre donc pas encore en vigueur. « *La Commission a achevé son travail, mais les Etats membres doivent l'examiner et autoriser sa signature* », a expliqué un conseiller présidentiel. 20 Minutes/AFP 6 décembre 2024

Qui a dit ?

- **La "vraie irresponsabilité dans le débat budgétaire c'est d'avoir sacrifié l'accès aux soins". francetvinfo.fr 6 décembre 2024**

Réponse : Le premier secrétaire du Parti socialiste, Olivier Faure. Criminel, ils osent tout ces ordures !

Qui avait "*sacrifié l'accès aux soins*" aux patients ne portant pas de masque ou non vaccinés dans les hôpitaux et les Ehpad entre 2020-2022 ? Le PS, entre autres.

"Un effondrement du régime sous-estimé". La Ve République n'est plus adaptée pour faire face aux contradictions du capitalisme mondial.

J-C - Qu'est-ce que cela signifie ? Soit le régime évoluera vers une dictature ouverte, soit il sera renversé par une révolution socialiste.

« **Emmanuel Macron entraîne la Ve République vers son crépuscule** » - **Le HuffPost 6 décembre 2024**

Si la Constitution de 1958 mit trois ans à devenir la Ve République, 2024 l'a fait entrer dans son crépuscule. En effet, en 1962 comme cette année, l'utilisation successive de trois outils constitutionnels a généré des conséquences imprévues : une dissolution, une nomination d'un Premier ministre et une censure. Un parallélisme frappant.

A la fin 1962, les principaux traits de la Ve République étaient en place : primauté du Président élu au suffrage universel, servitude volontaire du Premier ministre et domestication du Parlement, et notamment de l'Assemblée dominée par « *le fait majoritaire* » favorable au chef de l'État. La « *République gaullienne* » au sein de laquelle le Président occupait une place centrale pouvait véritablement débiter.

Pendant soixante ans, au prix de quelques adaptations plus ou moins inspirées, la Constitution de 1958 a ancré la France dans un système institutionnel solide dans lequel les citoyens avaient la garantie d'être durablement gouvernés. Mais depuis quelques années, les désordres s'accumulent : délitement des majorités, balkanisation du système partisan, brutalisation du débat public, volatilité gouvernementale, abstention endémique. Insensiblement, la scène politique s'est enténébrée témoignant d'un effondrement du régime lourdement sous-estimé.

Les évènements qui viennent de s'enchaîner en sont le signe ultime. Ils sont le produit d'une déconstruction constante des mécanismes constitutionnels qui restera la marque d'Emmanuel Macron.

La XVIIe législature de la Ve République a débuté avec un Président affaibli et un Parlement divisé : une Assemblée nationale éclatée en trois blocs dont aucun ne peut réunir une majorité même relative et un Sénat en position de force alors même que, selon la Constitution, il ne peut jamais imposer son choix à un gouvernement.

Insensiblement, la scène politique s'est enténébrée, témoignant d'un effondrement du régime sous-estimé. Les évènements qui viennent de s'enchaîner en sont le signe ultime.

En installant un chef de gouvernement dont le soutien parlementaire était le plus friable depuis 1958, Emmanuel Macron se fourvoyait une fois de plus car même sous la Ve République, il est impossible de gouverner paisiblement contre l'Assemblée.

Au terme de ces secousses telluriques, la Constitution de 1958 n'est plus, selon la saisissante formule de Georges Burdeau, qu'un « *temple allégorique habité par des ombres* ». Il est temps de l'admettre. Bien sûr, les juristes les plus juridisants soutiendront que ce ne sont pas les institutions qui sont en cause mais ce qu'il est advenu d'elles parce que des comportements politiques les ont abaissés. Que les institutions ne font que mettre en évidence les limites des hommes qui occupent les responsabilités. Mais en politique plus qu'ailleurs les intentions comptent moins que les résultats. Au surplus, les constitutions doivent être faites à la mesure des hommes et non à celles des héros. Constatons donc que le régime fort que fut – un temps – la Ve République n'est plus puisque jamais le pouvoir n'a paru aussi impuissant. Il faut donc bien finir par s'attaquer à la racine du mal.

J-C - Ce ne sont pas les "*comportements politiques*" ou "*les limites des hommes qui occupent les responsabilités*" qui sont en cause, mais le rôle ou la place que la France ne plus assumer dans l'économie mondiale, tout comme l'ensemble des économies occidentales du vieux continents ou des vieilles puissances impérialistes reléguées au second plan ou en voie de marginalisation, dont les populations sont en voie de paupérisation.

En complément :

Censure : la France « *n'est pas loin d'une crise de régime* », juge Édouard Philippe - LePoint.fr/AFP 7 décembre 2024

Jeu de rôles pour sauver la Ve République et le régime.

LR

Ni ministres LFI, ni programme du NFP: les LR fixent leurs lignes rouges pour le futur gouvernement - BFMTV 7 décembre 2024

" *Nous ne céderons pas à la facilité de la censure. Sauf dans une seule hypothèse qui serait celle d'un gouvernement mettant en œuvre le programme du Nouveau Front populaire ou comportant des députés de La France insoumise* ", a déclaré le chef de file des députés Les Républicains.

" *Il faut que ce gouvernement soit le plus stable possible* ", a-t-il souhaité.

Selon nos informations, Emmanuel Macron a fixé plusieurs lignes rouges ce vendredi matin, lors de ses échanges avec le bloc central à l'Élysée. Il a ainsi assuré ne pas vouloir nommer un Premier ministre socialiste tant que le parti de gauche sera allié à La France insoumise au sein du Nouveau Front populaire (NFP).

J-C - Macron a demandé au PS d'acter ouvertement sa capitulation, franchement, ce n'était pas nécessaire.

LFI

Nouveau gouvernement: LFI annonce ne pas se rendre à l'invitation de Macron lundi à l'Élysée - BFMTV 7 décembre 2024

Le coordinateur national de la France insoumise Manuel Bompard considère qu'" *aucune discussion autre que la nomination d'un gouvernement du Nouveau Front Populaire ne saurait avoir lieu avec le chef de l'État* ".

Jean-Luc Mélenchon a également assuré sur le réseau social X que la France insoumise " *ne participe à aucune combine avec Macron* ".

J-C - Cela dit, il n'y a pas si longtemps, il se voyait bien devenir son Premier ministre.

PS

« Macron n'a absolument pas » demandé au PS de s'éloigner de LFI, affirme Olivier Faure - 20minutes 6 décembre 2024

Emmanuel Macron « *n'a posé aucun préalable sur aucun sujet* » lors des consultations en vue de la nomination d'un nouveau Premier ministre, et n'a " *absolument pas* " demandé aux socialistes de se détacher de La France insoumise, déclare premier secrétaire du PS Olivier Faure, à l'issue d'une réunion avec le chef de l'Etat à l'Élysée. 20minutes 6 décembre 2024

J-C - Ce n'était pas nécessaire !

Recherche homme de paille pour assumer collaboration de classes.

Nouveau Premier ministre : ce qu'est ce rôle de « préfigurateur » qu'imagine Olivier Faure - Le HuffPost 6 décembre 2024

Le Premier secrétaire du Parti socialiste s'est dit ouvert à « *des compromis sur tous les sujets* », y compris la réforme des retraites, avec les groupes politiques qui ont participé au front républicain lors des dernières élections législatives.

Cette idée de préfigurateur, « *pas si étonnante* » puisqu'elle existe dans plusieurs autres pays, consiste à choisir un profil qui ne soit irritant pour aucune des forces autour de la table. Sa mission : arbitrer les négociations, définir une méthode, s'assurer du bon déroulement de la discussion. Selon le journal libéral L'Opinion, « *c'est de cet accoucheur dont le monde politique a besoin, une personnalité capable de mettre d'accord les partis sur la forme et le fond* » .

D'anciens Premiers ministres comme Jean-Pierre Raffarin, Jean-Marc Ayrault ou Dominique de Villepin cochent plusieurs cases. Tout comme Jean-Louis Borloo, qui a passé sa vie au centre et qui n'a aujourd'hui plus les mains dans le cambouis politique.

« *Mettons-nous d'accord sur quelqu'un qui puisse organiser les bons offices, qui permette de faire dialoguer des gens différents* », martèle Olivier Faure, qui indique vouloir tout faire pour éviter « *le blocage institutionnel* ». « *Cela peut prendre 1 mois, 2 mois, 3 mois* », poursuit-il. Autre option, pour donner plus d'importance à l'arbitre : ne pas nommer un préfigurateur, mais deux, trois ou quatre. Une petite équipe qui n'a pas d'ambition immédiate, qui ne court pas après les postes, mais qui est prête à construire des ponts entre forces politiques qui s'opposent et entre lesquelles le dialogue est rompu. Le HuffPost 6 décembre 2024

Le 8 décembre 2024

• [Causerie du 8 décembre 2024](#)

Hier j'ai esquissé une stratégie politique dans la perspective de la prise du pouvoir. On va préciser certains points.

L'Etat et les institutions en place sont le produit d'un rapport de force entre les classes. La classe qui détient le pouvoir économique fournit une précieuse indication sur la nature sociale de l'Etat, en l'occurrence, la classe des capitalistes. Dès lors, les institutions ont pour fonction de servir les intérêts de cette classe ou d'assurer la pérennité du capitalisme.

Pour satisfaire les besoins propres au capitalisme et assurer son bon fonctionnement, cette classe doit consentir quelques concessions sociales, et pour assurer la stabilité du régime, elle doit octroyer des concessions politiques aux classes exploitées ou les associer au fonctionnement des institutions, de telle sorte qu'elles se figurent exercer un pouvoir sur la classe dominante, alors qu'en réalité, dès lors que ses représentants ne se fixent pas pour objectif un changement de régime économique et politique, l'abolition de ces institutions et du capitalisme, en participant aux institutions elles les cautionnent, pire, elles ne font que collaborer à leur propre oppression ou à l'esclavage salarial.

Ainsi les capitalistes disposent à la fois sans partage à la fois du pouvoir économique et du pouvoir politique, et compte tenu que cette classe est ultra minoritaire dans la société, il n'est pas exagéré de caractériser son pouvoir d'antidémocratique ou d'affirmer, qu'elle exerce une dictature sur les classes exploitées et opprimées qui constituent l'immense majorité de la population ou du peuple.

C'est la Constitution qui a pour fonction d'entériner et de codifier les rapports existant entre les classes au sein du mode de production, comment ils s'expriment sur le plan juridique au sein des institutions, autrement dit, elle se porte garant de la préservation du régime économique et politique en place.

Il ressort de ce constat, que la classe ouvrière et les classes moyennes ne disposent finalement d'aucun pouvoir pour faire valoir leurs besoins sociaux et leurs aspirations démocratiques légitimes.

Elles ne disposent que des droits politiques que leurs maîtres ont bien voulu leur accorder bon gré ou mal gré pour mener leur lutte de classes, à condition toutefois qu'elles n'en usent qu'avec parcimonie sans jamais remettre en cause l'ordre établi ou empiéter sur les intérêts des capitalistes, selon le principe de droit naturel ou divin, décrétant que l'exploitation et l'oppression ou la servitude humaine bénéficie d'un statut supérieur à tout autre sans exception, que nulle n'a le droit de contester la légitimité pour l'éternité.

Ceci étant posé, il va de soi que si on se cantonnait aux conditions que nos ennemis nous imposent pour mener notre combat politique, on ne voit pas comment on pourrait obtenir un jour notre émancipation du capitalisme ou conquérir notre liberté, il nous faut donc trouver un moyen pour briser ce joug ou défier l'Etat ou les institutions.

Parmi les conditions ou contraintes qui pèsent sur nous, parmi les alliés des capitalistes, il faut compter avec un puissant facteur qui n'était pas très développé au début du XXe siècle lorsque se produisirent les révolutions russes de 1905 et 1917, à savoir tous les moyens modernes et sophistiqués de communication ou de propagande, la traditionnelle presse écrite qui n'a jamais été indépendante, le réseau tentaculaire télévisuel et radiophonique, sur lesquels sont venus se greffer les réseaux et les médias dits sociaux, dans lesquels interviennent quotidiennement une multitude d'acteurs plus ou moins manipulés ou instrumentalisés à leur insu, des inconnus le plus souvent, qui présentent tous ou presque la particularité, disons à 99,99%, de servir la cause de la réaction quand il s'agit de politique ou de distraire le peuple de manière à lui donner l'impression de vivre en démocratie, alors qu'en réalité, plus il en est dépendant, et plus il s'en éloigne, car noyé sous un flot d'informations en continu ou d'analyses contradictoires, sans le mode d'emploi pour les décrypter ou avoir acquis un niveau de conscience politique suffisant un esprit critique bien aiguisé, sans boussole ou direction pour s'orienter, il ne peut être conduit qu'à la plus grande confusion qui soit, au point de douter de tout et tout le monde, à commencer par lui-même, ce qui tend à le conduire à la passivité, à le paralyser ou le réduire à l'impuissance, ce qui est démoralisant, déprimant à la longue.

Ces alliés médiatiques des capitalistes, dont les plus importants leur appartiennent ou sont financés par eux, sont devenus si puissants qu'ils sont capables de mobiliser des armées de mercenaires ou miliciens qui galvaniseront les foules jusqu'à renverser des régimes, de mener des campagnes de diffamation sans être inquiétés par la justice contre des acteurs sociaux ou politiques en tout genre, des opposants politiques qui seront littéralement lynchés, bannis de partout, parvenant même jusqu'à faire passer pour des ennemis leurs meilleurs amis ou les soutiens à leur cause.

Par conséquent, nous devons impérativement inclure ce facteur dans notre stratégie, l'ignorer serait aussi fatal que négliger la stratégie de nos ennemis. Cela nous impose de nous doter d'une conception de la lutte de classe plus rigoureuse encore qu'autrefois, ou de prendre au sérieux ou en considération tout ce qui se rapporte au conditionnement des masses, au pouvoir que peut exercer sur elles la machine infernale à formater leur conscience. Nous devons inclure ce facteur dans notre guerre de classe, sur le plan psychologique, philosophique, idéologique, on doit se préparer à toute sorte de menaces, de mauvais coups ou agressions de leur part, de manière à ne jamais être pris au

dépourvu et céder à la panique, puis à la débandade, car il n'y aurait rien de pire aux moments les plus décisifs.

Il faut donc y préparer consciencieusement les militants, cadres, dirigeants et les travailleurs, les armer en leur fournissant tous les éléments en notre possession. Cela nous ramène à la question du parti que nous avons à peine abordée hier.

Je n'ai pas eu le temps depuis hier de relire des ouvrages de Lénine ou sur la révolution russe, cela dit, en repensant au contenu du documentaire dont je vous ai parlé hier, en observant le comportement de Lénine, je me suis dit qu'avec un peu de chance il y figurerait peut-être un enseignement à côté duquel nous serions passés, qui pourrait nous aider à avancer, qui sait ?

Il y a un truc qui m'a intrigué, je me suis demandé comment il avait pu diriger le parti bolchevik et la révolution d'Octobre, alors qu'il n'avait pas vu venir celle de février, il n'avait pas compris immédiatement la signification du soviét, les bolcheviks y étaient même plutôt réfractaires au début... Plus d'un y verrait des lacunes impardonnables, et pourtant, quel extraordinaire dirigeant révolutionnaire il allait être ! On nous a dit qu'il recevait des émissaires de Russie, certes, à l'époque il fallait des semaines pour que les nouvelles parviennent à leurs destinataires, malgré tout, il a été très surpris par un si soudain déferlement des masses, je sais maintenant que c'est la magie des révolutions, mais laissons cela de côté. Donc, il n'était pas aussi bien informé qu'on avait bien voulu nous le dire. J'en ai déduit qu'il n'était pas en prise directe avec la situation ou qu'il en ignorait pas mal de choses, et pourtant ! Alors que faisait-il de ces journées ?

Ils travaillaient comme un forçat, comme Marx avant lui, mais à quoi ? A la révolution, à la future révolution qui viendrait dans quelques décennies, peut-être après sa mort. Toute son énergie y passait, par chance pour les masses russes, il allait subordonner tout son travail à cet objectif et à la construction du parti, à l'armement théorique de ses militants.

Imaginez un instant que nos dirigeants en aient fait autant, au lieu de balancer à la poubelle cet enseignement à la première occasion au profit du socialisme révisionniste, quand, disons dans les années 40-50 du siècle dernier, officiellement en 1981, quand la social-démocratie parvint au pouvoir en France, et la décomposition du régime polonais annonçait la fin prochaine de l'URSS, ils n'avaient plus besoin de faire semblant d'être des marxistes trotskystes, leur imposture éclata au grand jour, au grand dam des milliers de travailleurs qui avaient rejoint l'OCI, la LCR et LO, ils ne s'en sont jamais remis. Dommage, car nous n'étions pas trop mal partis pour construire le parti, même déformées, nous possédions pour l'essentiel les bases pour progresser encore, à condition de le vouloir évidemment, c'est là que la volonté joue un rôle déterminant, dans la vie en général du reste.

La volonté et la confiance, l'espoir, c'est ce qui manquent le plus aux travailleurs et aux militants de nos jours, c'est ce qu'il faudrait leur insuffler.

On doit remettre le socialisme au centre des discussions.

Vous aurez remarqué que j'ai repris une partie des enseignements de la révolution russe, auxquels j'ai joint la question du double pouvoir qui a vu le jour au tout début de la révolution de février 1905 à Pétrograd, au lieu de la plaquer à notre situation, j'en ai proposé une adaptation.

Je rajoute quelques éléments très rapidement.

Le gouvernement provisoire de la République sociale demanderait aux autorités du pays de céder le pouvoir, elles refuseraient évidemment, et une fois qu'il estimerait que la situation est mûre, avec l'ensemble des Assemblées populaires il appellerait à la grève générale jusqu'à ce que le pouvoir abdique, que le Président de la république démissionne et dissout l'Assemblée nationale. Avec les rapports entre les classes qui existent en France, cela fait longtemps que je pense que c'est dès le départ une grève générale politique qui emportera le régime, car si on devait compter sur une grève générale à partir des revendications sociales uniquement, on pourrait attendre très longtemps, c'est malheureux à dire, mais il n'y a pas assez de pauvres en France et les pauvres ne sont pas encore assez pauvres.

Maintenant vous allez me demander : Mais qui va reprendre cette stratégie, personne ? Hélas ! il n'y a que LFI qui pourrait s'en charger, à condition de ne pas leur parler de révolution ou de socialisme ! Idem avec le POI et le PT, s'ils n'étaient pas divisés, et encore, ils sont trop marginaux, ce sont des organisations qui ne comptent pas plus de 1.500 à 2.000 militants encore valides ou qui ne sont pas des vieillards.

Alors pourquoi nous soumettre une stratégie si elle est inapplicable dans l'état ? Parce qu'il fallait bien que quelqu'un y pense, non ? Elle pourra peut-être servir plus tard, je l'ignore et vous aussi. De toutes manières, dorénavant quoi qu'on propose, on se moque de vous ou vous n'écopez que du mépris.

Le 13 décembre 2024

Ils osent tout les suppôts de nazis.

J'ai mis un fichier en ligne sur la prison de Sednaya en Syrie, à lire, télécharger et partager largement, merci de la part du peuple syrien.

Il relate les fausses infos colportées par les médias français, les témoignages et images frauduleuses dont ils se sont servis pour présenter Bachar al-Assad et la République arabe syrienne comme des monstres de cruauté que personne ne regretterait, pour faire oublier qu'ils ont porté au pouvoir des barbares sanguinaires qui ont participé à la destruction de la Syrie et au massacre de son peuple, des takfiristes fanatiques qu'ils soutiennent à la suite des Etats-Unis, Israël, la Turquie, le Qatar, l'Union européenne et l'OTAN. Ces images proviennent d'autres lieux identifiés ou elles ont été réalisées grâce à l'IA, le reste est à l'avenant.

Au fait, à l'annonce que des barbares d'al-Qaïda s'étaient emparés du pouvoir en Syrie, le mouvement ouvrier, un parti a-t-il appelé à une manifestation en soutien au peuple syrien ? Non mais vous n'y pensez pas sérieusement, vous êtes devenu fou ou pourquoi ? Pas du tout, je ne me le permettrais pas. Et après cela vous vous figurez peut-être qu'ils soutiennent leur propre peuple. Vous voulez rire ou quoi, ils n'en ont rien à taper non plus, il faudrait être dérangé pour croire un truc pareil ou être sourd et aveugle, ils viennent juste de démontrer le contraire, à votre place je m'inquiéteraient...

Bon, ok, ce n'est pas nouveau et vous vous en foutez, si c'est le cas, qu'est-ce que vous venez faire sur ce blog, hein, dites-moi ? La logique et vous cela fait deux, vous n'êtes pas à une contradiction près, vous vous en foutez aussi, vous vous foutez de tout en somme. Ah ben vous aurez le Premier ministre que vous méritez, les intéressés se reconnaîtront. Il y en a qui m'ont reproché de ne pas faire dans la dentelle, c'est voulu, eux ils doivent bouffer dans des assiettes en porcelaine et péter

dans la soie, attendez de recevoir des bombes sur la gueule et on en reparlera, non tout compte fait, car il sera trop tard. Cela n'arrivera jamais, faites attention, ce n'est plus si sûr de nos jours ! Il y en a qui veulent changer le monde, et il y a ceux qui s'en accommodent tel qu'il est, voilà ce qui nous distingue, le reste est secondaire.

Le blog sera actualisé en fin de journée (ici), il est déjà 11h, ou demain matin au plus tard.

Le 26 décembre 2024

C'est rare, mais il arrive que je dispose d'un peu de temps pour développer mes propres idées et rédiger un article de fond.

Au passage, on fait le procès de l'anti-impérialisme, un exercice avec lequel les occidentaux semblent rencontrer quelques difficultés. En vivant depuis longtemps en Inde, une ex-colonie du Raj britannique, à une encablure de Pondichéry autrefois occupé par la France, cette question me motive particulièrement, d'autant plus qu'on continue d'en subir les conséquences néfastes.

Je considère que tous les peuples doivent décider librement leur destin, leur organisation politique, leur culture, leurs moeurs ou coutumes, leur langue... Aucun Etat, personne, n'a le droit de leur dicter quel système ou modèle économique ils doivent adopter ou de s'immiscer dans leurs affaires. Leur souveraineté ou leur indépendance ne sont pas négociables, parce que c'est la condition pour qu'ils puissent se développer à leur rythme et puisse vivre en paix avec leurs voisins ou tous les autres peuples. Toutefois, le capitalisme à l'époque de l'impérialisme constitue un obstacle à leur épanouissement harmonieux, par conséquent, il faut impérativement l'éradiquer de la surface de la planète, cette dernière ne s'en portera que mieux également.

Tel est le devoir que les masses et les militants ouvriers des pays les plus développés devraient s'assigner, dont ceux de la France en première ligne compte tenu de leur riche et longue expérience de la lutte de classe contre l'exploitation et l'oppression.

Mayotte doit réintégrer la République indépendante des Comores. C'est valable pour tous les territoires dits d'Outre-mer.

Mayotte. Vive le colonialisme français, vive l'impérialisme !

Grille de lecture.

- Les gens les plus dangereux à cet égard sont ceux qui ne veulent pas comprendre que, si elle n'est pas indissolublement liée à la lutte contre l'opportunisme, la lutte contre l'impérialisme est une phrase creuse et mensongère.

(L'impérialisme, stade suprême du capitalisme - Lénine 1916)

Ici, on mène la lutte sur les deux fronts à la fois, ce qui nous vaut à la fois, la haine du camp des impérialistes et de celui des militants de tous les courants du mouvement ouvrier acquis à l'opportunisme, que les exceptions veuillent bien se faire connaître.

Les "*opposants*" au régime, les bien-pensants et autres grands humanistes la larme à l'oeil ou une main sur le coeur se livrent en réalité à un exercice de social-impérialisme. Comment ?

L'impérialisme fixe le cadre ou les règles, et l'ensemble de ce qui se prétend de gauche ou d'extrême gauche s'aligne dessus et lui jure fidélité.

Ils dénoncent l'occupation par la France de l'île de Mayotte qui constitue une atteinte à la souveraineté de l'État comorien et à son intégrité territoriale, ce qui est exact, pour autant n'allez pas imaginer qu'ils exigeraient que la France se retire de Mayotte, pas du tout. Cela signifie sur le plan politique, qu'ici comme ailleurs ils ne comptent pas non plus affronter Macron-Bayrou-Valls ou le régime de la Ve République.

Mais comment vont-ils s'y prendre pour camoufler leur trahison ?

C'est très simple, en imposteurs professionnels ou en opportunistes consommés, ils vont se rabattre à l'aide d'un discours qui se veut radical pour berner les naïfs, sur des thèmes propulsés ou instrumentalisés par l'oligarchie de Davos, le "*désastre climatique*" et la "*émigration clandestine*", il faut bien qu'ils servent à quelque chose et à quelqu'un, n'est-ce pas ? Bref, les militants les applaudissent, Macron-Bayrou-Valls rigolent, et moi je vais encore passer pour un abruti ou un réac, qui sait, ils osent tout, j'ai l'habitude depuis le temps, c'est pitoyable, mais c'est comme cela, on en est là, hélas, patience !

CADTM (Comité pour l'abolition des dettes illégitimes) 18 décembre 2024 - Comment expliquer ce désastre climatique en brandissant la carte de la migration clandestine ? Bruno Retailleau, (ex)-ministre de l'Intérieur français y parvient très bien en attisant le délire fasciste du recours aux boucs émissaires pour tout justifier, de la catastrophe climatique à la pauvreté extrême.

Reconnaître la responsabilité du gouvernement français dans l'extrême pauvreté qui touche le département français de Mayotte n'a pas semblé être une priorité pour Bruno Retailleau, qui appelle à poursuivre la course contre l'immigration irrégulière plutôt que de s'attaquer aux causes du désastre dû à la catastrophe climatique.

Comme le rappellent Malcom Ferdinand et Mélissa Manglou, la vulnérabilité des territoires d'Outre-mer aux dégradations environnementales et aux perturbations climatiques n'est pas naturelle, mais résulte d'une « longue construction sociale et politique ». Elle découle d'un héritage colonial qui a détruit les écosystèmes et fragilisé la souveraineté de territoires entiers.

J-C - Autrement dit, si l'impérialisme français ou "*l'héritage colonial*" avait tenu ses promesses, il n'y aurait pas lieu d'exiger la restitution de Mayotte à la République indépendante des Comores.

C'est une façon comme une autre de cautionner ou de justifier, que des territoires situés à des milliers de kilomètres de la France et dont les populations ne partageaient pas l'histoire, furent intégrés de force à l'empire colonial français et y demeurent pour l'éternité, c'est bien cela, n'est-ce pas ? Qu'il nous soit permis de ne pas en être. (voir une précédente causerie)

https://www.cadtm.org/Mayotte-face-au-cyclone-Chido-quand-l-obsession-migratoire-ecrase-la-justice#le_deni_colonial_de_la_france

https://www.mondialisation.ca/mayotte-face-au-cyclone-chido-quand-l-obsession-migratoire-ecrase-la-justice-climatique/5694948?doing_wp_cron=1735197880.3647720813751220703125

Il n'y a pas que les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et Israël qui ne respectent pas les résolutions de l'ONU, l'impérialisme français non plus.

L'Assemblée générale de l'ONU condamne la politique française - lemonde.fr 23 octobre 1976

Par 102 voix contre une et 28 abstentions, l'Assemblée générale a adopté, jeudi 21 octobre, une résolution introduite par le Cameroun concernant Mayotte.

Le texte " considère que les référendums imposés aux habitants de l'île comorienne de Mayotte constituent une atteinte à la souveraineté de l'État comorien et à son intégrité territoriale, que l'occupation par la France de l'île de Mayotte constitue une violation des principes des résolutions pertinentes de l'organisation des Nations unies.

Il condamne les référendums du 8 février et du 11 avril 1976, organisés dans l'île de Mayotte par le gouvernement français et les considère comme nuls et non avenue. Il condamne énergiquement la présence de la France à Mayotte, qui constitue une violation de l'unité nationale, de l'intégrité territoriale et de la souveraineté de la République indépendante des Comores. Il demande au gouvernement français de se retirer immédiatement de l'île comorienne et d'entamer immédiatement des négociations avec le gouvernement comorien pour la mise en application des dispositions de la présente résolution ". lemonde.fr 23 octobre 1976

Un constat. 48 ans plus tard, force est de constater qu'aucun gouvernement français n'a cru bon de respecter cette résolution.

Y aurait-il eu une manifestation en France organisée par le mouvement ouvrier depuis le 14 décembre 2024 pour exiger que la France se retire de Mayotte ? Vous connaissez la réponse. Notez que je n'en appelle pas à l'ONU, une agence de l'impérialisme.

A croire que c'était la meilleure manière que les anti-impérialistes avaient trouvé pour souhaiter la bienvenue à Valls, il appréciera n'en doutons pas.